

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE
DER SCHWEIZ

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES
SUISSES

DOCUMENTI DIPLOMATICI
SVIZZERI

12

1937–1938

COMMISSION NATIONALE
POUR LA PUBLICATION DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION
FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER
SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE
PER LA PUBBLICAZIONE DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES
SUISSES
DIPLOMATISCHE DOKUMENTE
DER SCHWEIZ
DOCUMENTI DIPLOMATICI
SVIZZERI
1848—1945

VOLUME 12 (1937—1938)

1^{er} janvier 1937 — 31 décembre 1938

Préparé sous la direction
d'Oscar Gauye †
par
Gabriel Imboden et Daniel Bourgeois

BENTELI VERLAG BERN

Document reproduit sur la jaquette:
Notes du Conseiller fédéral Giuseppe Motta pour la séance de la Commission des Affaires
étrangères du Conseil national du 1^{er} mars 1938

Dokument auf dem Umschlag:
Notizen von Bundesrat Giuseppe Motta für die Sitzung der Kommission des Nationalrates für
auswärtige Angelegenheiten vom 1. März 1938

©
1994 Benteli-Werd Verlags AG, 3084 Wabern-Bern
Gestaltung, Satz und Druck: Benteli Druck AG, 3084 Wabern-Bern
Printed in Switzerland

ISBN 3-7165-0846-2

COMMISSION NATIONALE POUR LA PUBLICATION
DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE PER LA PUBBLICAZIONE
DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jacques Freymond, Directeur honoraire de l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Vice-président	† Oscar Gauye, Directeur des Archives fédérales, Berne Christoph Graf, Direktor des Schweizerischen Bundesarchivs, Honorarprofessor an der Universität Bern
Secrétaire	Antoine Fleury, Chargé de cours à l'Université de Genève
Membres	
Jean-François Bergier	Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich
Jean Charles Biaudet	Professeur honoraire de l'Université de Lausanne
Daniel Bourgeois	Adjoint scientifique aux Archives fédérales, Berne
Erwin Bucher	Professor em. der Universität Zürich
Yves Collart	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Jean-Claude Favez	Professeur à l'Université de Genève
Walther Hofer	Professor em. der Universität Bern
Georg Kreis	a.o. Professor an der Universität Basel, Direktor des Europainstituts, Basel
Herbert Lüthy	Professor em. der Universität Basel
Philippe Marguerat	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Beatrix Mesmer	Professorin an der Universität Bern, Präsidentin der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz
† Jean Monnier	Ambassadeur, Jurisconsulte du Département fédéral des Affaires étrangères
Louis-Edouard Roulet	Professeur honoraire de l'Université de Neuchâtel
Roland Ruffieux	Professeur honoraire des Universités de Fribourg et de Lausanne
Josef Doswald	Minister, Vizedirektor bei der Direktion für Völkerrecht im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten



OSCAR GAUYE
(1928-1990)

Directeur des Archives fédérales (1974-1990)
Président du Conseil international des Archives (1979-1980)
Vice-président de la Commission nationale pour la
publication de documents diplomatiques suisses (1975-1990)

HOMMAGE À OSCAR GAUYE OSCAR GAUYE ZUM GEDENKEN

Oscar Gauye s'était chargé de l'édition du volume 12 des Documents diplomatiques suisses, 1848-1945. Il en avait élaboré le plan, conduit et suivi le développement, consacrant une part de son temps à la direction de cette recherche aussi longtemps qu'il en eut la force. La mise en forme du manuscrit était en bonne voie lorsqu'il est mort, le 28 novembre 1990. Il est donc bien l'éditeur de ce volume 12 que Gabriel Imboden et Daniel Bourgeois, ses collaborateurs tout au long de cette recherche, ont mené à terme, en pouvant compter sur le soutien de son successeur à la direction des Archives fédérales, M. Christoph Graf.

Ainsi la collection des Documents diplomatiques suisses portera la marque de son engagement dans cette entreprise. Oscar Gauye a fait partie du petit groupe d'historiens qui en a pris l'initiative. Il a joué un rôle décisif dans l'organisation de nos travaux. Il a assumé la vice-présidence de notre commission de publication. Nous lui devons une profonde reconnaissance pour l'appui qu'il nous a donné, pour ses conseils d'ami, pour ses avis d'expert.

Nous avions prévu de lancer la nouvelle série de Documents diplomatiques suisses, 1945-1961, sous sa présidence. Le destin en a décidé autrement. Le succès de cette nouvelle entreprise sera le plus beau témoignage qu'on rendra à celui qui fut l'animateur et le guide de la série qui s'approche de son terme.

Oscar Gauye hat die Herausgabe des zwölften Bandes der Diplomatischen Dokumente der Schweiz, 1848-1945, übernommen, die Planung ausgearbeitet, die Entwicklung gelenkt und verfolgt und einen Teil seiner Zeit der Leitung dieser Forschung gewidmet, so weit seine Kräfte reichten. Die Fertigstellung des Manuskriptes war auf gutem Wege, als er am 28. November 1990 starb. Er ist also der Herausgeber dieses zwölften Bandes, den Gabriel Imboden und Daniel Bourgeois, seine Mitarbeiter während der ganzen Forschungen, zu Ende geführt haben; sie konnten auf die Unterstützung seines Nachfolgers in der Direktion des Bundesarchivs, Christoph Graf, zählen.

So trägt die Sammlung der Diplomatischen Dokumente der Schweiz den Stempel seines Einsatzes in diesem Unternehmen. Oscar Gauye gehörte zum kleinen Kreis der Historiker, die die Initiative zu diesem Werk ergriffen haben. In der Organisation unserer Arbeiten hat er eine entscheidende Rolle gespielt. Er hat die Vizepräsidentschaft unserer Publikationskommission auf sich genommen. Wir schulden ihm eine tiefgefühlte Anerkennung für die Unterstützung, für seine freundschaftlichen Ratschläge, für sein sachverständiges Urteil.

Wir hatten vorgesehen, die neue Reihe der Diplomatischen Dokumente der Schweiz, 1945-1961, unter seinem Präsidium in Angriff zu nehmen. Das Schicksal hat anders entschieden. Auch das Gedeihen dieses neuen Unternehmens wird das schönste Zeugnis geben dem Mann, der Triebfeder und Wegweiser der Reihe war, die sich nun dem Abschluss nähert.

JACQUES FREYMOND
Président de la Commission

TABLE DES MATIÈRES – *INHALTSÜBERSICHT*

I.	Avant-propos	IX
	<i>Vorwort</i>	XII
II.	Introduction	XV
	<i>Einleitung</i>	XXI
III.	Abréviations	XXVIII
IV.	Plan de la table méthodique des documents	XXXI
V.	Table méthodique des documents	XXXV
VI.	Documents	1
VII.	Annexes	1157
	1. Organigramme de l'administration fédérale concernée par les relations internationales	1158
	2. Les postes diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger	1160
	3. Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse	1168
VIII.	Index	
	1. Noms de personnes	1173
	2. Noms géographiques	1198
IX.	Liste des fonds des Archives fédérales d'où proviennent les documents publiés	1209
X.	Liste des paraphes des correspondants du Département poli- tique	1211

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de «Documents diplomatiques suisses» est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de la Société Générale Suisse d'Histoire, l'entreprise a reçu l'appui du Département fédéral des Affaires étrangères¹ et le soutien financier du Fonds national suisse de la recherche scientifique. L'Association suisse de politique étrangère lui a apporté le témoignage de son intérêt. Une Commission nationale pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants de tous les milieux concernés, assume la responsabilité de la publication. L'édition des 15 volumes prévus pour la période 1848—1945 est assurée par les divers Instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses: Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel et Zurich, par le Bureau de la commission de publication et par les Archives fédérales. L'ordre de parution des volumes est fonction de l'avancement des travaux au sein de chacune de ces institutions.

Les documents publiés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des Affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même — ainsi les procès-verbaux des séances et des décisions du Conseil fédéral — de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orienta-

1. Anciennement: Département politique fédéral

tion ; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème ; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants ; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique à l'exception des textes placés en annexe. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique et un index. En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets ; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du directeur du volume. Elle se distingue du texte du document lui-même reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'*italique*. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'*italique*. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants : la cote d'archives, le titre rédactionnel – pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés –, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore : le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou la référence) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN. Lorsqu'elles sont suffisamment caractérisées dans le texte qui les introduit, les annexes sont reproduites sans nouvel intitulé. Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection, en fournissant notamment des références aux documents non publiés et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé».

Ces quelques règles ont pour objet d'assurer l'homogénéité de cette publication de documents qui couvre près d'un siècle tout en laissant aux éditeurs de chaque volume la liberté nécessaire pour tenir compte de l'esprit d'une époque et de la variété des problèmes qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses.

Genève et Berne, septembre 1979

Commission nationale
pour la publication de documents
diplomatiques suisses:

JACQUES FREYMOND, *Président*

OSCAR GAUYE, *Vice-président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz» ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch zutiefst ins internationale politische System verwickelt ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz; es fand die Unterstützung des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten¹ und die finanzielle Hilfe des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung wie auch das Interesse der Schweizerischen Gesellschaft für Aussenpolitik. Die Verantwortung für die Publikation trägt eine nationale Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der alle betroffenen Kreise vertreten sind. Für die Periode 1848–1945 sind 15 Bände vorgesehen; mit der Bearbeitung sind die Schweizer Universitäten und Hochschulen betraut: Basel, Bern, Freiburg, Genf, Lausanne, Neuenburg und Zürich, sowie das Büro der Publikationskommission und das Schweizerische Bundesarchiv. Die Reihenfolge des Erscheinens hängt ab vom Voranschreiten der Arbeiten innerhalb dieser Institutionen.

Die veröffentlichten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die verschiedenen Departemente und Amtsstellen von einen oder andern Aspekt der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge geben die veröffentlichten Dokumente nicht allein die Akten des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten wieder; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst – so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates –, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen, selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitideen und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren.

1. vormalis: Eidgenössisches politisches Departement

Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; ferner Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel geben zu wichtigen Vorgängen; schliesslich Instruktionen, Gutachten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens.

Die Dokumente sind in chronologischer Reihenfolge abgedruckt, ausgenommen die Anhänge. Zur Erleichterung der Benutzung wird jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente und einem Register ausgestattet. Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in der Originalsprache abgedruckt. Gestrichene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Leiters des Bandes abgefasst und setzt sich deutlich (*kursiv*) vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen). Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, redaktioneller Titel – für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen –, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes, Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt. Bei Anhängen, die im vorangehenden Haupttext hinreichend charakterisiert sind, wird auf eine Wiederholung der Angaben verzichtet. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten wollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, die den Leser weiter führen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befin-

den wie der veröffentlichte Text. Wo ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden konnte, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt».

Diese paar Regeln sollen die Einheitlichkeit der Aktenpublikation sichern, die beinahe ein Jahrhundert umspannt; freilich haben die Herausgeber jedes Bandes die nötige Freiheit, um dem Geist der Epoche und der Vielfalt der Probleme, die sich dem Schweizer Volk und seiner Regierung stellten, Rechnung zu tragen.

Genf und Bern im September 1979

Nationale Kommission
für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente
der Schweiz:
JACQUES FREYMOND, *Präsident*
OSCAR GAUYE, *Vize-Präsident*

II. INTRODUCTION

Les années 1937-1938, séquence brève mais extraordinairement dense pour les relations internationales et la diplomatie suisse, sont marquées par la spectaculaire montée en puissance de l'Axe. Certes, pour l'Allemagne nazie, 1937 est encore une année de «veillée d'armes», pour reprendre un titre des Mémoires d'André François-Poncet. Hitler multiplie les déclarations rassurantes, dont celle donnée à la Suisse par l'entremise de l'ancien Conseiller fédéral Schulthess. En novembre 1937, cependant, le fameux «Protocole Hossbach» le révélera bien plus tard, Hitler déclare à ses conseillers que seule la voie de la violence permettra «la solution de la question allemande». Bien qu'elle digère encore la conquête de l'Ethiopie, l'Italie est profondément engagée dans la Guerre d'Espagne, à laquelle participe aussi la tristement célèbre «Légion Condor» allemande. Le 6 novembre 1937, elle adhère au Pacte antikomintern aux côtés de l'Allemagne et du Japon, qui s'est lancé dans la guerre en Chine.

1938 est pour Hitler l'année du passage à l'acte. Après avoir libéré le Reich des entraves internes que lui imposait le Traité de Versailles, il entreprend de modifier les frontières européennes à son profit. Le 11 mars 1938, il annexe l'Autriche. Le 30 septembre 1938, après des journées de tension extraordinaire pendant lesquelles l'Europe est au bord de la guerre, la Conférence de Munich lui accorde le territoire des Sudètes aux dépens de la Tchécoslovaquie. Dans ces deux crises, la faiblesse de la France et de la Grande-Bretagne a été manifeste. Quant à l'URSS, encore partisane déclarée de la sécurité collective et œuvrant à la formation d'un front commun contre l'Axe, elle n'a pas été invitée à Munich.

C'est dans ce contexte général de renversement du rapport des forces en faveur de ses deux puissants voisins du Nord et du Sud, décidés à tourner définitivement le dos à la sécurité collective et à l'ordre juridique international pour lui substituer, de manière toujours plus évidente, la seule loi de la force, que s'inscrit la politique extérieure suisse. Devant la menace, les responsables de cette politique estiment qu'ils n'ont guère d'autre choix que d'adopter une stratégie de survie visant à limiter le plus possible les risques pour l'indépendance du pays.

Plus que jamais la neutralité est leur maître mot, mais quel contenu lui donner? En 1920, pour pouvoir être membre de la Société des Nations (SdN), qui avait fini par admettre sa neutralité militaire, la Suisse avait estimé qu'elle pouvait envisager de participer à des sanctions économiques contre un Etat en rupture de Pacte. A la suite des expériences malheureuses faites avec l'Italie dans l'affaire d'Ethiopie, elle juge qu'elle ne peut plus sacrifier ses intérêts sur l'autel d'une sécurité collective inopérante et prendre le risque de provoquer ses voisins dictateurs. La grande affaire de sa diplomatie sera donc de «parcourir à l'envers le chemin de 1918 — 1920», selon les termes de Roland Ruffieux, c'est-à-dire de convaincre ses partenaires de la SdN de la libérer de l'obligation de sanctions économiques. Avec beaucoup de ténacité et finalement grâce à la

bonne volonté des Grandes Puissances de la SdN, qui auraient préféré moins de publicité faite à l'affaiblissement de la sécurité collective, la Suisse parviendra à son but. Elle obtiendra également que l'Allemagne et l'Italie prennent acte de cette modification de son statut international, bien que celles-ci ne se montrent guère enchantées des obligations que la Suisse conserve envers la SdN, en tant que siège de son secrétariat.

La Suisse sera attentive à ces critiques, notamment dans l'affaire de Radio-Nations. Les relations avec l'institution de Genève ne sont plus ce qu'elles étaient. Le vide laissé par l'Italie, qui tend peu ou prou à transformer la SdN en une coalition antifasciste, l'esprit de son Secrétaire général, qualifié de «Frente popular» par un diplomate suisse, et le combat mené par les journalistes accrédités à Genève en faveur de la condamnation sans réserve des forfaits des dictatures fascistes nourrissent la méfiance du Département politique fédéral.

Parallèlement aux distances qu'elle prend avec la SdN, la diplomatie suisse s'efforce d'améliorer ses relations avec le camp adverse. Sans doute l'Italie est-elle le champ privilégié de son action. Première démocratie libérale à s'y résoudre, la Suisse avait reconnu *de jure*, à la fin de l'année 1936, la souveraineté italienne sur l'Éthiopie. Elle recueille quelques fruits de cette démarche. Ciano admet que parmi les amis que l'Italie compte dans le milieu souvent hostile de la SdN, la Suisse et son Président Motta occupent la première place. La Suisse attend de cette amélioration du «climat» des avantages pour son commerce extérieur ou des facilités d'établissement pour ses ressortissants dans l'*Impero*. Le contentieux de presse et les menées irrédentistes visant le Tessin limitent toutefois les possibilités de rapprochement malgré une bonne volonté suisse évidente.

Le partenaire allemand manifeste une autre ambition, dispose d'une autre puissance. Le sentiment dominant de l'opinion publique, en Suisse alémanique surtout, est que le premier point du programme du parti nazi proclamant la réunion de tous les Allemands en un seul Etat concerne aussi la Suisse et que l'Allemagne cherche à miner les institutions démocratiques suisses. Une part importante de la presse se fait l'écho de ces menaces et s'en prend à la politique intérieure et extérieure nazie, dont la critique, à ses yeux, fait partie de la lutte pour l'indépendance suisse. De manière exagérée, caricaturale et irresponsable estime le Département politique fédéral, qui essaie de se rassurer auprès de l'Allemagne sur ses intentions à l'égard de la Suisse. Avec l'appui de certains milieux économiques, qui craignent un boycott des produits suisses, et encouragé par le nouveau Ministre de Suisse qu'il a nommé à Berlin, il ne cesse de mettre en garde la presse sur les conséquences de son attitude. Le conflit de presse avec l'Allemagne devient ainsi le lieu par excellence d'un débat révélateur des enjeux intérieurs et extérieurs de la société et de la politique suisses.

La reconnaissance extrêmement rapide de l'annexion de l'Autriche est aussi un élément de la politique suisse de bon voisinage. La déclaration du Conseil fédéral concernant cet événement est accueillie avec bienveillance par le gouvernement allemand, qui tient à en remercier les autorités suisses. Le Conseil fédéral y affirme, toutefois, la volonté du peuple suisse de défendre à tout prix sa patrie contre quiconque.

L'*Anschluss* est certainement une étape importante dans la prise de conscience de la nécessité d'améliorer l'instrument militaire. Dirigé contre tout agresseur, son renforcement pose moins de problèmes par rapport à la neutralité que la lutte idéologique. Le concept stratégique est, pour l'essentiel, largement statique. Le héraisson suisse investit beaucoup dans la fortification.

La question de l'inclusion du Liechtenstein dans la neutralité suisse se pose après l'*Anschluss*. La Confédération entreprend aussi d'organiser son approvisionnement de guerre.

L'*Anschluss* ouvre un triste chapitre dans la politique suisse envers les réfugiés et, singulièrement, envers les réfugiés juifs d'Autriche. Dès que leur afflux devient important et que la situation l'amène à penser qu'elle ne pourra plus se contenter de n'être qu'un pays de transit pour les réfugiés juifs, la Suisse leur ferme ses frontières. Elle prend l'initiative de négocier avec l'Allemagne un type de passeport permettant d'identifier l'immigrant juif potentiel avant son entrée en Suisse pour mieux lui en interdire l'accès. Cette négociation aboutit à l'infamant «J» apposé dans les passeports des Juifs souhaitant sortir du Reich. La publication de documents allemands à ce sujet en 1953, dans le volume V de la série D des *Akten zur deutschen Aussenpolitik*, avait fait grand bruit. On en trouvera ici la contrepartie suisse.

Dans la Crise des Sudètes, la Suisse adopte une extrême réserve. Elle s'abstient de mobiliser des troupes. Elle donne suite cependant à l'initiative des Etats-Unis lui demandant, parmi d'autres Etats, d'appuyer l'appel du Président Roosevelt en faveur de la paix par une démarche similaire auprès de Prague et de Berlin. Les autorités suisses exprimeront leur reconnaissance à Bénès pour les sacrifices consentis par son pays en faveur de la paix.

L'année 1938 voit un certain renforcement de la lutte contre la subversion nazie. Des journaux frontistes sont interdits, des enquêtes sont ouvertes contre des mouvements frontistes soupçonnés d'atteinte à l'indépendance de la Confédération. Le Conseil fédéral veille toutefois à ne pas pousser trop loin la politique de répression. Il parvient notamment à neutraliser les initiatives bâloises visant à interdire sur le plan cantonal les groupements de la colonie allemande et les mouvements extrémistes de droite suisses.

La politique espagnole du Conseil fédéral est marquée par une série d'adaptations au renforcement de la position de Franco, tout en maintenant des relations officielles avec le Gouvernement légal de la République pour lequel il n'a guère de sympathie. Dans un premier temps, une mission inofficielle de l'Office suisse d'expansion commerciale s'installera à Burgos et négociera un accord économique. Puis en mai 1938, le Conseil fédéral enverra un diplomate à Burgos avec le titre de représentant officieux de la Suisse. Par rapport aux belligérants, il continue d'appliquer avec rigueur les arrêtés de neutralité de 1936 et de réprimer en Suisse propagande et recrutement. «Brigadistes» et communistes suisses, qui bravent le plus manifestement la loi, sont particulièrement touchés. Les souffrances engendrées par la Guerre civile ne laissent pas la Suisse indifférente. Le CICR est actif en Espagne et le Conseil fédéral lui accorde un soutien financier extraordinaire, en particulier lors de l'évacuation de Madrid. Ce dernier se montre aussi préoccupé par la question du bombardement des populations civiles.

La Suisse réussit-elle à maintenir ses bonnes relations avec les démocraties occidentales en dépit de l'adaptation de sa politique extérieure aux bouleversements imposés par l'Axe sur la scène internationale? La réponse apparaît positive malgré certaines manifestations d'humeur. On peut d'ailleurs se demander si la France et l'Angleterre ont d'autre choix que celui d'accepter cette politique. Elles savent que malgré les courants autoritaires qui la travaillent, la Suisse demeure un môle démocratique qu'il serait risqué de ne pas ménager, même si elle donne aux Anglais l'impression de «trop penser à elle-même» et si la droite suisse est peu amène envers la France du «Front populaire». Bien qu'extrêmement flatteur pour la Suisse, le discours de Daladier du 17 mai 1938 relève le sacrifice que la France consent dans l'affaire du statut d'Huningue sur l'autel de l'amitié franco-suisse.

Pour sa part, la Suisse est bien consciente que le retour à la neutralité intégrale ne peut se faire qu'avec le concours franco-britannique. Elle s'efforce de l'obtenir à travers de multiples consultations ou en donnant à la France des assurances quant à la défense de son espace aérien. En 1937, elle reçoit le Maréchal Pétain aux manœuvres de la 1^{re} Division. La même année, elle nomme l'un de ses plus grands commis, Walter Stucki, Ministre de Suisse à Paris. Il donnera un relief certain à son «ambassade». Les efforts qu'il consent pour consolider la position de la Suisse demeurent toutefois empreints de réalisme. Il déconseille l'exportation d'armements en France et n'hésite pas à recourir à l'arme financière pour obtenir la ratification par la France de la convention franco-suisse concernant la double imposition.

Envers les Etats-Unis, la Suisse veille surtout à ne pas donner trop l'impression de s'éloigner du camp libéral. Tout en refusant d'accueillir la conférence sur les réfugiés proposée par Roosevelt, elle se rend tout de même à la Conférence d'Evian. Elle attache du prix à lui expliquer sa politique envers les réfugiés. Elle transfère aux Etats-Unis une partie de ses réserves d'or par souci de sécurité et pour financer son éventuel approvisionnement de guerre.

Vingt ans après la Révolution d'Octobre, la Suisse n'entretient toujours pas de relations diplomatiques avec l'Union soviétique, ce qui n'empêche pas certains échanges commerciaux. Sa perception de la menace communiste constitue cependant un obstacle formidable à toute normalisation. Elle pèse d'ailleurs sur l'ensemble du comportement suisse face à la polarisation entre fascisme et antifascisme qui divise l'Europe. Sans interdire le parti communiste sur le plan fédéral, la Suisse lutte énergiquement contre sa propagande et ses représentants. L'URSS se contente de l'abstention dans le vote du Conseil de la SdN libérant la Suisse de l'obligation de sanctions économiques.

Les relations avec les moyens et petits Etats européens ainsi qu'avec le reste du monde sont insuffisamment illustrées dans le présent volume pour en dégager le suivi d'une politique. Les documents qui les concernent renvoient le plus souvent à une problématique spécifique ou à la perception suisse d'un moment de la vie de ces Etats. Par rapport à la politique de neutralité, toutefois, il est intéressant d'observer qu'en Asie la doctrine suisse admet l'exportation d'armes vers deux parties en conflit, le Japon et la Chine, tandis qu'elle l'avait interdite vers les deux Espagnes. La Suisse ne reconnaît pas le Mand-

choukouo, alors qu'elle a reconnu la souveraineté italienne sur l'Éthiopie. La pratique n'est donc pas la même pour le proche et le lointain.

La Suisse entend aussi différencier sa politique de neutralité de celle des autres pays neutres. Les échanges de vues avec les États du Nord de l'Europe sont éloquentes à cet égard. Ils illustrent, notamment, le scepticisme suisse face à leurs initiatives visant à relancer le désarmement. À sa manière, cependant, la Suisse se préoccupe du contenu positif de sa neutralité, à travers l'œuvre du Comité international de la Croix-Rouge en premier lieu, mais le concept de «neutralité active» est abordé aussi dans le cadre d'un projet d'hébergement en Suisse des prisonniers de guerre et des internés civils.

L'illustration des relations économiques et financières de la Suisse avec l'étranger a présenté des difficultés particulières. D'une part, la masse des documents à consulter est considérable, d'autre part, les questions traitées font le plus souvent l'objet de débats d'experts très techniques, dont la reproduction n'était guère envisageable. Les éditeurs de ce volume se sont toutefois efforcés de présenter au moins les décisions du Conseil fédéral les plus importantes sur ces questions, avec l'exposé de leur problématique, de même que certains rapports et analyses de négociateurs et de dirigeants de la Banque nationale. Malgré la crise dont elle n'est pas vraiment sortie, la position internationale de la Suisse apparaît très forte dans les domaines économique et financier. On l'observe à plusieurs reprises, notamment avec l'Allemagne, que l'inconvertibilité du *Reichsmark* contraint à la défensive et amène à convoiter le franc suisse.

Il va de soi que le Gouvernement fédéral suit et analyse le déroulement des événements avec la plus grande attention; son regard, par la force des choses, porte avant tout sur l'Europe. Les rapports en provenance des représentations suisses à l'étranger prennent donc, dans ce volume, une place relativement importante. Leur qualité est, certes, inégale. Tandis que de Londres ou Washington arrivent peu d'informations dignes d'intérêt, les légations de Suisse à Paris, Rome, Berlin, mais aussi à Vienne et Varsovie, traitent intensément de la situation européenne et quelques-uns de leurs rapports apportent des informations plus particulièrement intéressantes. Les rapports consulaires provenant d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne valent par l'immédiateté de leur regard. Quelques uns sont empreints d'émotion comme la description de la «Nuit de Cristal» à Cologne par le consul von Weiss. Ils offrent souvent une vue des événements plus précise que les rapports des légations.

Tous les historiens savent qu'il est souvent impossible de distinguer entre politique extérieure et politique intérieure. C'est donc consciemment que les éditeurs n'ont pas dressé de barrière artificielle entre ces domaines. Ainsi la confrontation avec le communisme et les fascismes reflète autant les processus de fermentation internes que les défis de politique extérieure. Cela vaut également pour beaucoup d'autres thèmes abordés ici.

Transcendant souvent le seul cadre des relations internationales, ce volume contient, en fin de compte, certains éléments d'une véritable fresque de la vie et de la mort des hommes et des femmes à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, au moment où le drame se noue. Il illustre au plus haut point la difficulté pour l'humanité de procurer à chacun la dignité de vie à laquelle il a droit et d'assurer la police contre les tenants d'idéologies d'exclusion, lorsque ceux-ci

s'emparent de l'Etat pour le mettre au service de ce que William Rappard appelait, au lendemain de la Conférence de Munich, «un gangstérisme tout à fait conscient et délibéré».

Il reste aux éditeurs l'agréable devoir de remercier les personnes et institutions, dont le concours a été indispensable à la réalisation de ce volume. Outre les nombreux amis et spécialistes qu'ils ont trop souvent sollicités, leur reconnaissance va plus particulièrement au Directeur des Archives fédérales, M. Christoph Graf, dont l'appui a permis l'achèvement de ce volume dans les meilleures conditions après la mort de M. Gauye, ainsi qu'à M. Gérard Arlettaz pour ses conseils amicaux et toujours avisés; à M^{me} Annemarie Greub, qui a préparé le manuscrit final et en a dactylographié la table méthodique avec un soin remarquable; à M^{lle} Rea Imboden et à M. Alain Clavien, qui ont apporté leur aide précieuse à la réalisation de l'index; à M. Heinz Bähler, des Editions Benteli, qui fut pendant quinze ans l'interlocuteur compétent des collaborateurs des *Documents diplomatiques suisses* pour l'impression des volumes; à M^{me} Emma Staffelbach, également des Editions Benteli; à MM. Robert Rösch, Martin Reber, Hans Kohler et Hans Walther, du Service de la salle de lecture des Archives fédérales, et à l'Institut universitaire de hautes études internationales, de Genève.

Le Fonds national suisse de la recherche scientifique, en assurant la majeure partie du financement de ce volume, et l'Académie suisse des sciences humaines ont droit également à toute leur gratitude.

†

Ce volume allait être mis sous presse, lorsque M. André Wälti, Chef du Service de la salle de lecture des Archives fédérales, nous a quittés. Tous les chercheurs qui ont bénéficié de ses conseils se souviendront avec émotion de l'immense compétence et de l'extrême serviabilité avec lesquels M. Wälti répondait à leurs questions les plus difficiles. Sans l'appui généreux de cette personnalité qui fit honneur aux Archives fédérales, la collection des *Documents diplomatique suisses* ne serait pas ce qu'elle est. Au nom de tous les collaborateurs qui ont travaillé à cette série, les éditeurs du présent volume tiennent à rendre ici un vibrant et reconnaissant hommage à André Wälti.

Berne et Brigue, mai 1994

DANIEL BOURGEOIS
GABRIEL IMBODEN

II. EINLEITUNG

Die Jahre 1937 und 1938, eine kurze aber ungemein gedrängte Zeitspanne der schweizerischen Diplomatie und Aussenpolitik, sind geprägt von der augenfälligen Herausbildung der Achse. Gewiss halten die Waffen 1937 im nationalsozialistischen Deutschland noch «Nachtwache», um eine Formulierung von André François-Poncet aufzunehmen. Hitler streut beschwichtigende Erklärungen nach allen Seiten hin aus, auch gegenüber der Schweiz durch Vermittlung von Altbundesrat Schulthess. Im November 1937 jedoch erklärt Hitler seinen Beratern, zur Lösung der deutschen Frage könne es nur den Weg der Gewalt geben; das denkwürdige Hossbach-Protokoll wird dies, freilich viel später, ans Licht bringen. Obwohl Italien noch die Einverleibung Abessinien zu verdauen hat, ist es tief in den Spanischen Bürgerkrieg verstrickt, an dem auch die berühmte deutsche «Legion Condor» teilnimmt. Italien tritt am 6. November 1937 dem Antikominternpakt bei, an der Seite Deutschlands und Japans, das eben erst den Krieg in China angezettelt hatte.

1938 schreitet Hitler zur Tat. Nachdem er das Reich von den Fesseln des Versailler Vertrages befreit hat, schickt er sich an, die europäischen Grenzen zu seinem Vorteil zu modifizieren. Am 11. März annektiert er Österreich. Nach Tagen ausserordentlicher Anspannung, als Europa am Rande des Krieges steht, überlässt ihm die Münchenerkonferenz am 30. September 1938 auf Kosten der Tschechoslowakei das Sudetenland. Die Schwäche Frankreichs und Englands in diesen Krisen ist offenbar. Die Sowjetunion hingegen wird nicht nach München eingeladen. Sie tritt nach wie vor für die kollektive Sicherheit ein und wirkt an der Bildung einer gemeinsamen Front gegen die Achse.

In diesem Umfeld wird die schweizerische Aussenpolitik eingeklemt zwischen den mächtigen Nachbarn im Norden und Süden, zu deren Gunsten sich im Umbruch die Kräfteverhältnisse neigten, die entschlossen sind, dem Völkerbund und der internationalen Rechtsordnung den Rücken zu kehren und immer offensichtlicher das Faustrecht an ihre Stelle zu setzen. Angesichts der Bedrohung glauben die für die schweizerische Aussenpolitik Verantwortlichen, dass sie kaum eine andere Wahl haben als eine Strategie des Überlebens zu wählen, den Schaden für die Unabhängigkeit des Landes möglichst klein zu halten.

Wie nie zuvor wird die Neutralität zum Schlüsselwort. Aber welchen Inhalt soll man ihr geben? 1920, als die Befreiung von den militärischen Strafmassnahmen ihre Mitgliedschaft im Völkerbund möglich gemacht hatte, glaubte die Schweiz, sie könne sich solidarisch an wirtschaftlichen Sanktionen des Völkerbundes gegen paktbrüchige Staaten beteiligen. Nun, nach den leidigen Erfahrungen mit dem italienischen Raubzug auf Abessinien, ist sie überzeugt, dass sie ihre Interessen nicht länger einer unwirksamen kollektiven Sicherheit opfern, dass sie nicht das Risiko auf sich nehmen dürfe, die empfindlichen Diktaturen in ihrer Nachbarschaft zu reizen. Hauptziel der schweizerischen Diplomatie ist somit, den Weg von 1918-1920 in umgekehrter Richtung zu schreiten, wie Roland Ruffieux den Sachverhalt genannt hat; das heisst, die Schweiz

versucht ihre Partner im Völkerbund davon zu überzeugen, dass ihre Befreiung von wirtschaftlichen Sanktionen notwendig sei. Mit Hartnäckigkeit erreicht die Schweiz ihr Ziel, letztlich aber dank des Entgegenkommens der Grossmächte im Völkerbund, die es vorgezogen hätten, die Diskussion prinzipieller Fragen der kollektiven Sicherheit weniger der Öffentlichkeit preiszugeben. Es gelingt ihr auch, dass Deutschland und Italien vom geänderten internationalen Status der Eidgenossenschaft Kenntnis nehmen, obschon die Achsenmächte keineswegs begeistert sind von den Verpflichtungen, welche die Schweiz gegenüber dem Völkerbund behält, besonders bezüglich des Sitzes und des Generalsekretariats.

Hellhörig wird die Schweiz fortan auf solche Kritiken achten; Radio-Nations bietet Anlass genug. Die Beziehungen zur Genfer Institution sind nicht mehr die gleichen, wie sie vordem waren. Das Misstrauen des Politischen Departementes nährt sich aus dem Rückzug Italiens aus dem Völkerbund, der die Liga mehr oder minder in eine antifaschistische Koalition verwandelt, nährt sich aus der Haltung des Generalsekretärs des Völkerbundes, die ein Schweizer Diplomat als «Frente popular» kennzeichnet, und nährt sich aus dem Kampf der in Genf akkreditierten Journalisten für eine rückhaltlose Verurteilung von Verbrechen, begangen von den faschistischen Diktaturen.

In gleichem Masse, wie die Schweizer Diplomatie Distanz nimmt zum Völkerbund, verbessert sie die Beziehungen zu den Gegnern der Liga. Ihr bevorzugtes Aktionsfeld ist wohl Italien. Als erste freiheitliche Demokratie hatte die Schweiz Ende 1936 die italienische Souveränität über Abessinien de iure anerkannt. Sie erntet davon einige Früchte. Nach Ciano steht die Schweiz und Ihr Bundespräsident Motta an erster Stelle der Freunde in jenen Kreisen des Völkerbundes, die Italien oft feindselig gegenüberstehen. Die Schweiz erwartet von dieser «Klimaverbesserung» eine Förderung des Aussenhandels oder Erleichterungen bei der Niederlassung ihrer Bürger im «Imperio». Pressekonflikte und irredentistische Umtriebe gegen das Tessin beschränken die Möglichkeiten einer weiteren Annäherung, obwohl auf Schweizer Seite diese Absicht offenkundig vorhanden ist.

Von ganz anderer Wucht gibt sich der deutsche Partner. Das beherrschende Gefühl in der öffentlichen Meinung, in der Deutschschweiz zumal, ist, dass der erste Punkt im nationalsozialistischen Parteiprogramm, der die Vereinigung aller Deutschen in einem Staat verlangt, auch die Schweiz betreffe, und dass Deutschland die demokratischen Institutionen der Schweiz unterwandern wolle. Ein bedeutender Teil der Presse verbreitet diese Drohungen und kritisiert die nationalsozialistische Innen- und Aussenpolitik. Ihrer Ansicht nach bildet die Kritik an dieser Aushöhlung einen Teil des Kampfes für die Unabhängigkeit der Schweiz. Das Politische Departement hingegen hält diese Kritik für überzogen und karikaturenhaft verzerrt, es fehlt ihm die Rücksichtnahme auf den Gang der politischen Geschäfte. Es versucht sich einerseits bei Deutschland zu versichern über dessen Absichten gegenüber der Schweiz; unterstützt von gewissen Kreisen der Wirtschaft, die den Boykott schweizerischer Waren fürchten, und ermuntert durch den neuen Minister in Berlin, wird das Politische Departement andererseits nicht müde, die Presse über die Folgen ihrer Haltung zu warnen. So wird der Pressekonflikt mit Deutschland Hauptschauplatz einer

bedeutenden Auseinandersetzung um die innen- und aussenpolitische Ausrichtung der schweizerischen Gesellschaft und Politik.

Auch die überstürzte Anerkennung der Annexion Österreichs ist ein Element der Politik guter Nachbarschaft. Mit Wohlwollen nimmt die deutsche Regierung die Erklärung des Bundesrates auf und dankt den Schweizer Behörden. Die Erklärung des Politischen Departementes hält aber fest, dass die Schweiz ihre Unabhängigkeit um jeden Preis, gegen wen auch immer, verteidigen werde.

Ohne Zweifel rückt der Anschluss die Notwendigkeit einer Verbesserung der militärischen Landesverteidigung in den Vordergrund. Da sie sich gegen alle potentiellen Angreifer richtet, schafft ihre Verstärkung weniger in der Neutralitätspolitik Probleme als vielmehr in der ideologischen Auseinandersetzung. Das strategische Konzept ist im Kern ohnehin statisch ausgerichtet. Der Schweizer Igel gräbt sich ein und legt Befestigungen an.

Schliesslich stellt sich auch die Frage, ob und wie Liechtenstein in die schweizerische Neutralität einzubeziehen sei, und die Organisation der kriegswirtschaftlichen Landesversorgung steht an.

Der Anschluss öffnet ein trauriges Kapitel in der schweizerischen Flüchtlingspolitik, besonders gegenüber den jüdischen Flüchtlingen aus Österreich. Sobald ihr Zustrom bedeutend wird und die Lage in der Schweiz zur Auffassung führt, sie könne den jüdischen Flüchtlingen nicht mehr nur als Transitland dienen, schliesst sie ihre Grenzen; sie ergreift die Initiative, um mit Deutschland einen Pass-Typus auszuhandeln, der es erlaubt, den potentiellen jüdischen Einwanderer vor der Einreise in die Schweiz zu erfassen, um ihm so leichter den Zutritt versperren zu können. Diese Verhandlungen führen zum niederträchtigen «J» in den Pässen der Juden, die das Reich verlassen wollten. Die Veröffentlichung der deutschen Quellen zu dieser Frage im Jahre 1953 (im Band V der Serie D der Akten zur deutschen Aussenpolitik) hat viel Aufsehen erregt. Hier findet sich das schweizerische Gegenstück.

In der Sudetenkrise erlegt sich die Schweiz eine ungewöhnliche Zurückhaltung auf. Sie verzichtet auf eine Mobilmachung, leistet aber dem Vorstoss der Vereinigten Staaten Folge, welcher die Schweiz mit andern Staaten aufgefordert hatte, den Friedensappell von Präsident Roosevelt mit eigenen Demarchen in Prag und Berlin zu unterstützen. Die Schweizer Behörden sprechen Beneš ihre Anerkennung für die Opfer aus, die sein Land zugunsten des Friedens gebracht hat.

1938 macht sich eine Verstärkung des Kampfes gegen die nationalsozialistische Subversion bemerkbar. Frontistische Zeitungen sind verboten. Ermittlungen werden eingeleitet gegen frontistische Bewegungen, die im Verdacht stehen, der Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft zu schaden. Allerdings wacht der Bundesrat darüber, dass die Repressionspolitik nicht zu weit reicht. Er kann namentlich die Basler Initiativen ausschalten, die auf kantonaler Ebene die Gruppierungen der deutschen Kolonie und die Bewegungen der extremen schweizerischen Rechten verbieten wollen.

Die Spanienpolitik des Bundesrates ist gekennzeichnet durch eine Reihe von Massnahmen zur Stärkung der Stellung Francos, unter Beibehaltung offizieller Beziehungen mit der legalen Regierung der Republik, für welche die Schweizer

Regierung allerdings kaum Sympathien aufbringt. Zunächst installiert sich eine inoffizielle Mission der «Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung» in Burgos und handelt ein Wirtschaftsabkommen aus. Im Mai 1938 sodann entsendet der Bundesrat einen Diplomaten nach Burgos mit dem Titel eines offiziellen Vertreters der Schweiz. Gegenüber den Kriegführenden wendet die Schweiz in aller Schärfe die Neutralitätsbeschlüsse von 1936 an und verbietet Propaganda und Rekrutierung. «Spanienfahrer» und Schweizerkommunisten, die am offensichtlichsten dem Gesetz trotzen, sind besonders davon betroffen. Die Folgen des Bürgerkrieges lassen die Schweiz keineswegs unberührt. In Spanien ist das IKRK tätig, und der Bundesrat gewährt ihm eine ausserordentliche finanzielle Unterstützung, besonders bei der Evakuierung von Madrid. Besorgt sieht er die Bombardierungen der Zivilbevölkerung.

Kann die Schweiz, verdrossen über ihre Anpassung der Aussenpolitik an die von der Achse hervorgerufenen Umwälzungen der internationalen Politik, die guten Beziehungen zu den westlichen Demokratien aufrechterhalten? Alles in allem wird man die Frage bejahen dürfen, obschon eine gewisse Launenhaftigkeit feststellbar ist. Man darf sich im übrigen auch fragen, ob Frankreich und England eine andere Wahl hatten, als diese neue Lage zu akzeptieren. Sie wissen, dass die Schweiz trotz der autoritären Strömungen, die sie beunruhigen, ein Hort der Demokratie bleibt, dass es gewagt wäre, sie nicht zu schonen, selbst wenn England den Eindruck bekommt, die Schweiz würde zu sehr an sich selbst denken, und selbst wenn die schweizerische Rechte wenig höflich mit dem Frankreich der Volksfront verfährt. Obwohl Daladiers Rede vom 17. Mai 1938 der Schweiz ungewöhnlich schmeichelt, bemerkt der Redner doch das Opfer, das Frankreich mit dem Statut von Hünigen der französisch-schweizerischen Freundschaft bringt.

Gewiss ist sich die Schweiz bewusst, dass die Rückkehr zur integralen Neutralität nur mit französisch-britischer Unterstützung gelingen kann. In zahlreichen Verhandlungen sucht sie dies zu erreichen, auch indem sie Frankreich Zusicherungen für die Verteidigung ihres Luftraumes gibt. Ferner empfängt sie 1937 Marschall Pétain zu den Manövern der ersten Division und ernennt im gleichen Jahr einen ihrer bedeutendsten Unterhändler, Walter Stucki, als Minister in Paris. Er gibt seiner «Ambassade» Bestimmtheit und Relief. Seine Anstrengungen zur Stärkung der Stellung der Schweiz sind stets geprägt von Realitätssinn. Er rät von der Waffenausfuhr nach Frankreich ab und zögert auch nicht, zu finanziellen Druckmitteln zu greifen, um Frankreich die Ratifizierung des Doppelbesteuerungsabkommens abzurufen.

Gegenüber den Vereinigten Staaten will die Schweiz den Eindruck vermeiden, sie entferne sich allzu sehr vom liberalen Geist. Obschon sie die von Roosevelt vorgeschlagene Flüchtlingskonferenz ablehnt, begibt sie sich dennoch an die Konferenz von Evian. Sie legt Wert darauf, Roosevelt ihre Flüchtlingspolitik zu erläutern. Schliesslich lagert sie aus Sicherheitsgründen einen Teil ihrer Goldreserven nach den Vereinigten Staaten aus, um im Kriegsfall die Versorgung zu finanzieren.

Zwanzig Jahre nach der Oktoberrevolution unterhält die Schweiz immer noch keine diplomatischen Beziehungen zur Sowjetunion, was aber einen beschränkten Handelsaustausch nicht verunmöglicht. Ihre Sicht der kommunisti-

schen Bedrohung indes schiebt jeder Normalisierung einen Riegel. Sie lastet auf dem gesamten Verhalten der Schweiz gegenüber der Polarisierung zwischen Faschismus und Antifaschismus, die ganz Europa teilt. Ohne die kommunistische Partei in der Schweiz zu verbieten, kämpft die Regierung energisch gegen ihre Propaganda und ihre Exponenten. In der Abstimmung im Völkerbundsrat über die Befreiung der Schweiz von den wirtschaftlichen Sanktionen im Völkerbundsrat begnügt sich die Sowjetunion mit Enthaltung.

Die Beziehungen der Schweiz zu den mittleren und kleinen Staaten und zum Rest der Welt sind im vorliegenden Band zwangsläufig nicht so hinreichend dokumentiert, dass sich daraus eine ausgebildete Politik erkennen liesse. Die abgedruckten Dokumente verweisen vielmehr auf spezielle Probleme im Leben dieser Staaten oder auf eine Schweizer Sicht der Vorgänge. Unter dem Blickwinkel der Neutralität ist die Feststellung interessant, dass die schweizerische Doktrin in Asien die Waffenausfuhr an die Konfliktparteien, China und Japan, zulässt, während sie diese gegenüber beiden Spanien untersagt. Mandschuko anerkennt sie nicht, dagegen hat sie die italienische Hoheit über Abessinien anerkannt. Im Nahe- und Fernliegenden übt sie also nicht die gleiche Praxis.

Dass die Schweiz ihre eigene Neutralitätspolitik von jener der übrigen Neutralen unterscheidet, erhellen die Gespräche mit den europäischen Nordstaaten unmissverständlich; sie bleibt skeptisch gegenüber deren Versuchen, die Abrüstungsfrage wieder in Schwung zu bringen. Auf Ihre Art befasst sie sich jedoch mit den positiven Inhalten der Neutralität, besonders im Rahmen der Tätigkeit des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz; die Idee einer «aktiven Neutralität» scheint auch in einem Projekt zur Beherbergung von Kriegsgefangenen und zivilen Internierten in der Schweiz auf.

Besondere Schwierigkeiten bot die Darstellung der wirtschaftlichen und finanziellen Verflechtungen mit dem Ausland. Es war einerseits eine überbordende Fülle von Akten zu sichten, anderseits gleiten die Probleme sehr rasch ab auf die technische Ebene der reinen Expertengespräche, die sich im Rahmen der DDS einer Dokumentation entziehen. Die Bearbeiter bemühten sich jedoch um die Darstellung der wichtigsten Fragen auf Bundesratsebene, versehen mit der Ausbreitung der Grundproblematik, wichtigen Berichten der Unterhändler oder den Stellungnahmen des Nationalbankdirektoriums. Trotz der Krise, die sie nicht wirklich hat überwinden können, erscheint die internationale Position der Schweiz in wirtschaftlichen und finanziellen Belangen als sehr stark. Mehrfach kann man dies beobachten, insbesondere gegenüber Deutschland, das von der Unkonvertierbarkeit der Reichsmark in die Defensive gedrängt wird.

Es versteht sich von selbst, dass die Schweiz den Ablauf der Ereignisse mit der grössten Aufmerksamkeit verfolgt und analysiert und dabei, aufgrund der Umstände, vor allem auf Europa fokussiert. Die politische Berichterstattung aus dem Ausland nimmt so verständlicherweise einen relativ breiten Raum in diesem Band ein. Freilich ist ihre Qualität unterschiedlich. Während aus London und Washington wenig Bemerkenswertes zu finden ist, setzen sich Paris, Rom, Berlin, aber auch Wien oder Warschau intensiv mit der Entwicklung der europäischen Lage auseinander und es gelingen beachtliche politische Analysen. Von besonderem Interesse und Gewicht sind die Konsularberichte aus

Deutschland, Italien und Spanien, wertvoll in der Unmittelbarkeit des Zeugnisses. Einige sind erschütternd, etwa die Schilderung der «Kristallnacht» in Köln aus der Feder von Konsul Weiss. Oft vermitteln sie präzisere Einblicke in den Gang der Ereignisse als Gesandtschaftsberichte.

Wachsame Beobachter wissen, dass es vielfach nicht möglich ist, zwischen Innen- und Aussenpolitik zu unterscheiden. Bewusst haben die Bearbeiter darum keine künstliche Schwelle zwischen beiden Bereichen errichtet. So widerspiegeln die Auseinandersetzungen mit dem Kommunismus und dem Faschismus ebenso innenpolitische Gärungsprozesse wie aussenpolitische Herausforderungen. Das gilt aber auch für viele andere angeschnittene Fragen. Den strengen Rahmen der internationalen Beziehungen oft übersteigend, enthält dieser Band schliesslich die Striche eines wahren Freskos von Leben und Sterben der Frauen und Männer am Vorabend des Zweiten Weltkrieges, im Augenblick, wo der Knoten des Dramas geschürzt wird. Er zeigt auf höchstem Niveau die Schwierigkeit der Menschheit und Menschlichkeit, jedem die Würde des Lebens nach seinem Recht zu gewähren, Schutz zu bieten gegen Verfechter ausgrenzender Ideologien, wenn sie sich anschicken, den Staat zu beschlagnehmen und derart durchzusetzen, was William Rappard am Morgen nach der Münchener Konferenz ein «durch und durch bewusstes und selbstherrliches Gangstertum» nannte.

Es bleibt den Herausgebern die angenehme Pflicht, allen Personen und Institutionen zu danken, die der Erarbeitung dieses Bandes ihre Unterstützung gewährt haben. Neben den zahlreichen Freunden und Spezialisten, deren Rat oft beansprucht wurde, richtet sich der Dank: an den Direktor des Schweizerischen Bundesarchivs, Christoph Graf, dessen Unterstützung den Abschluss dieses Bandes nach dem Tode von Oscar Gauye ermöglicht hat, sowie an Gérald Arlettaz für seine freundschaftlichen und klugen Ratschläge; an Annetarie Greub, die das druckreife Manuskript hergestellt und die «Table méthodique» mit grosser Sorgfalt ins Reine geschrieben hat; Rea Imboden und Alain Clavien für ihre wertvolle Hilfe bei der Erstellung der Register; Heinz Bähler vom Benteli Verlag, der während fünfzehn Jahren kompetenter Gesprächspartner aller Mitarbeiter der *Diplomatischen Dokumente der Schweiz* bei der Drucklegung war; an Emma Staffelbach, ebenfalls im Hause Benteli; an Robert Rösch, Martin Reber, Hans Kohler und Hans Walther von der Lesesaalbetreuung des Bundesarchivs; an das Institut universitaire de hautes études internationales in Genf.

Unsern Dank verdient auch der Schweizerische Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung, der den wesentlichen Teil der Finanzierung dieses Bandes getragen hat, und die Schweizerische Akademie der Geisteswissenschaften.

†

Als dieser Band in den Druck ging, hat uns André Wälti, der Chef des Dienstes Aktenbenützung im Schweizerischen Bundesarchiv, für immer verlassen.

Alle Forscher in diesem Unternehmen zogen Gewinn aus seinen Ratschlägen und werden sich tief bewegt erinnern an die überragende Kompetenz und die einzigartige Dienstfertigkeit, mit denen der Verstorbene ihnen die abgelegtesten Akten auch zu schwierigsten Fragen erschloss. Ohne die Hingabe dieser Persönlichkeit, die dem Bundesarchiv alle Ehre einlegte, wäre die Sammlung der *Diplomatischen Dokumente der Schweiz* nicht, was sie ist. Im Namen aller Mitarbeiter der Reihe bringen die Bearbeiter dieses Bandes André Wälti die ergriffene und dankbare Anerkennung dar.

Bern und Brig im Mai 1994

GABRIEL IMBODEN
DANIEL BOURGEOIS

III. ABRÉVIATIONS

<i>A</i>	Annexe
<i>a.i.</i>	ad interim
<i>AK</i>	Armeekorps
<i>AM</i>	Aide-mémoire
<i>An</i>	Annotation
<i>AO</i>	Auslandsorganisation der NSDAP
<i>AOI</i>	Africa orientale italiana
<i>ATS</i>	Agence télégraphique suisse
<i>AS</i>	Amtliche Sammlung der Bundesgesetze und Verordnungen
<i>BB</i>	Bundesbeschluss (parfois Bericht des Bundesrates)
<i>BBB</i>	Büro für Befestigungsbauten
<i>BBI</i>	Bundesblatt der schweizerischen Eidgenossenschaft
<i>BdM</i>	Bund deutscher Mädel
<i>BFSU</i>	Bund der Freunde der Sowjetunion
<i>BG</i>	Bundesgesetz
<i>BGE</i>	Bundesgerichtsentscheide
<i>BIT</i>	Bureau International du Travail
<i>BNS</i>	Banque Nationale Suisse
<i>BRB</i>	Bundesratsbeschluss
<i>BRF</i>	Bund russischer Fascisten
<i>BTE</i>	Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Weltanschauung
<i>Btrr.</i>	Batterie
<i>BV</i>	Bundesverfassung
<i>CA</i>	Corps d'armée
<i>CAUR</i>	Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma
<i>CD</i>	Corps diplomatique
<i>cdt</i>	Commandant
<i>CF</i>	Conseil fédéral
<i>CGT</i>	Confédération générale du travail
<i>CICR</i>	Comité international de la Croix-Rouge
<i>CNT</i>	Confederación Nacional de Trabajo
<i>CR</i>	Compte rendu
<i>CR</i>	Croix-Rouge
<i>DAF</i>	Deutsche Arbeitsfront
<i>DDS</i>	Documents diplomatiques suisses
<i>DFEP</i>	Département fédéral de l'Economie publique
<i>DFFD</i>	Département fédéral des Finances et des Douanes
<i>DFI</i>	Département fédéral de l'Intérieur
<i>DFJP</i>	Département fédéral de Justice et Police
<i>DFPCF</i>	Département fédéral des Postes et des Chemins de fer
<i>DMF</i>	Département militaire fédéral
<i>DPF</i>	Département politique fédéral

EBA	Ergänzung, Bewaffung und Ausrüstung der Armee
EKKI	Exekutivkomitee der Kommunistische Internationale
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement
EMG	Etat-Major général
ESAP	Eidgenössische Soziale Arbeiterpartei
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
EV	Excellenza Vostra
FAI	Federación Anarquista Iberica
FF	Feuille fédérale
Fl. & Flab.	Flieger und Fliegerabwehr
GPU	Gossouzarstvennoïé polititcheskoïé oupravlénie
Gst. Abt.	Generalstab Abteilung
Gz.Br.	Grenzbrigade
h.c.	honoris causa
HC	Haut-commissaire
HGB	Handelsgesetzbuch
HJ	Hitlerjugend
i. Gest.	im Generalstab
i.f.	in fine
Ik.	Infanteriekanone
INSA	Internationale sozialistische Presse Agentur
JdP	<i>Journal des Débats</i>
JO	Journal officiel de la SdN
JONS	Juntas de ofensiva nacional-sindicalista
JPD	Justiz- und Polizei-Departement
K. d....!,	Kamerad (<i>probablement</i>)
KDF	Kraft durch Freude
Kdt	Kommandant
KMV	Kriegsmaterialverwaltung
KP	Kommunistische Partei
KTA	Kriegstechnische Abteilung
L	Lettre
Lst	Landsturm
Lt	Lieutenant
LVK	Landesverteidigungskommission
Lw	Landwehr
M	Mémoire/Mémorandum
m.a.W.	mit anderen Worten
Masch	Marxistische Arbeiterschule
MO	Militär Organisation
N	Note
No	Notice
N.A.	Non-aryen
NGZ	<i>Nouvelle Gazette de Zurich</i> (pour <i>Neue Zürcher Zeitung</i>)
NSDAP	National sozialistische deutsche Arbeiterpartei
NSSAP	National sozialistische schweizerische Arbeiterpartei
NZZ	<i>Neue Zürcher Zeitung</i>

Oberstkkdt	Oberstkorpskommandant
of.	Officier
OFIAMT	Office fédéral de l'Industrie des Arts et Métiers et du Travail
OG	Organisationsgesetz
OHL	Oberste Heeresleitung
PAB	Paysans, Artisans et Bourgeois (Parti des)
PCF	Parti communiste français
PTT	Postes Télégraphes Téléphones
<i>PV</i>	Procès-verbal
<i>PVCF</i>	Procès-verbal des séances du Conseil fédéral
Pzw	Panzerwagen
<i>R</i>	Rapport
RH	Rote Hilfe
RHS	Rote Hilfe Schweiz
RGBI	Reichsgesetzblatt
RO	Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
<i>RP</i>	Rapport politique
RUP	Rassemblement Universel pour la Paix
SA	Sturm Abteilung
SAK	Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus
SBB	Schweizerische Bundesbahnen
SdN	Société des Nations
SFIO	Section française de l'Internationale ouvrière
SIM	Servicio de Investigación Militar
SMA	Sammelband des Militär-Amtsblattes
SS	Schutzstaffel
SSS	Société suisse de surveillance économique
SVV	Schweizerischer Vaterländischer Verband
<i>T</i>	Télégramme
U.G.T.	Union General de Trabajo
Uof	Unteroffizier
V.B.	Völkerbund
V.B.	<i>Völkischer Beobachter</i>
V.E.	Vostra Eccellenza
V.L. I	Verstärkung der Landesverteidigung I
V.L. II	Verstärkung der Landesverteidigung II
V.S.P.	Verein der Schweizer Presse
Vo	Verordnung
WK	Wiederholungskurs
ZGB	Zivilgesetzbuch

IV. PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I.	La Suisse et la Société des Nations	XXXVI
	1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale	XXXVI
	2. Les Assemblées générales de la SdN	XLVI
	3. Les relations avec le Secrétariat général de la SdN	XLVII
	4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN (affaire a Prato)	XLVIII
	5. Radio – Nations	L
	6. Office Nansen	L
	7. Arrangement provisoire sur la statut juridique des réfugiés provenant d'Allemagne	LI
	8. Statut de la femme	LII
	9. Coopération intellectuelle	LII
	10. Union européenne	LII
	11. Films éducatifs	LIII
	12. Lutte contre le terrorisme	LIII
	13. Répression du trafic des stupéfiants	LIV
	14. La SdN en général	LIV
II.	Les relations bilatérales et la vie des Etats	LV
	1. Allemagne	LV
	1. Questions de politique générale et bilatérale	LV
	2. Affaires de presse	LXII
	3. Les persécutions antisémites	LXIV
	4. Relations économiques	LXVI
	2. Argentine	LXVIII
	3. Autriche	LXIX
	1. Questions de politique générale et bilatérale	LXIX
	2. L' <i>Anschluss</i>	LXX
	3. Relations économiques	LXXIII
	4. Belgique	LXXIII
	5. Bolivie	LXXIV
	6. Chine	LXXIV
	7. Danzig	LXXV
	8. Egypte	LXXVI
	9. Espagne	LXXVI
	1. La Guerre civile espagnole. Situation générale	LXXVI
	2. Les relations avec la République espagnole	LXXVIII
	3. Les relations avec l'Etat espagnol et la question de sa reconnaissance	LXXXI
	10. Etats-Unis d'Amérique	LXXXIII
	11. Ethiopie	LXXXIV
	12. France	LXXXV
	1. Questions de politique générale et bilatérale	LXXXV
	2. Relations économiques	XCI
	13. Grande-Bretagne	XCII

14.	Italie	XCIII
	1. Questions de politique générale et bilatérale	XCIII
	2. L'Italie et la SdN	XCVII
	3. Affaires de presse	XCVIII
	4. Irrédentisme	C
	5. Doctorat <i>h.c.</i> à Mussolini	CII
15.	Japon	CIII
16.	Liechtenstein	CIV
17.	Mandchoukouo	CVI
18.	Norvège	CVII
19.	Palestine	CVII
20.	Pays-Bas	CVIII
21.	Pologne	CIX
22.	Portugal	CIX
23.	Roumanie	CX
24.	Suède	CX
25.	Tchécoslovaquie	CXI
26.	Turquie	CXI
27.	Union soviétique	CXII
III.	La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich	CXIV
IV.	Réfugiés, immigration, police des étrangers	CXIX
	1. La Suisse et l'immigration juive	CXIX
	2. Conférence d'Evian (Comité de Londres pour les réfugiés)	CXXIV
	3. Etrangers et colonies étrangères en Suisse	CXXV
V.	Les Suisses de l'étranger, émigration	CXXVII
VI.	Politique de la Suisse en matière de presse	CXXVIII
VII.	La Suisse et les fascismes	CXXXIII
	1. L' <i>Auslandsorganisation der NSDAP</i> en Suisse	CXXXIII
	2. La question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses	CXXXV
	3. Les <i>Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma</i> ...	CXXXVI
	4. Le fascisme italien et les mouvements apparentés en Suisse	CXXXVII
VIII.	La Suisse et le communisme	CXXXVIII
IX.	Questions de défense nationale	CXXXIX
	1. Problèmes généraux	CXXXIX
	2. La servitude d'Huningue, les fortifications de la rive droite du Rhin	CXLI
	3. Désarmement	CXLIII
X.	Fabrication, exportation d'armements	CXLIV

	PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE	XXXIII
XI.	Approvisionnement de la Suisse en temps de guerre	CXLV
XII.	Questions financières générales	CXLVI
	1. Banque nationale	CXLVI
	2. Exportation des capitaux	CXLVII
XIII.	La Suisse et la politique humanitaire	CXLVIII
XIV.	La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo»	CL
XV.	Questions de diplomatie	CLI
XVI.	La Commission centrale du Rhin	CLIII

V. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. LA SUISSE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

I.1 LE RETOUR DE LA SUISSE À LA NEUTRALITÉ INTÉGRALE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
166	15.12.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	La presse italienne suit avec un intérêt exceptionnel l'action diplomatique suisse escomptée en faveur d'un retour de la Suisse à la neutralité intégrale. Cette publicité et le lien établi entre la sortie de l'Italie de la SdN et la nouvelle politique helvétique pourraient nuire à la Suisse auprès de la France et de l'Angleterre.
169	22.12.1937 Discours	Motta au Conseil national	Réponse de Motta à l'interpellation Gut sur l'opinion du Conseil fédéral face à la situation extérieure de la Suisse. Les effets de la sortie de l'Italie de la SdN sur cette situation. La neutralité de la Suisse ne peut plus être «différentielle». L'évolution de la SdN.
170	23.12.1937 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	La presse française et le discours de Motta du 22 décembre 1937. L'abandon de la SdN par l'Italie vue par le Quai d'Orsay. Celui-ci verrait avec regret toute initiative tendant à affaiblir le Pacte de la SdN. Conséquences sur la voie que la Suisse devrait choisir pour recouvrer sa neutralité intégrale.
171	24.12.1937 PVCF	Conseil fédéral	Réponse du Conseil fédéral au «Comité d'initiative pour la neutralité»: les buts sont les mêmes, satisfaction que le discours Motta du 22 décembre 1937 ait amené le Comité à ne pas commencer la quête des signatures pour son initiative.
175	8.1.1938 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	La presse anglaise a très peu parlé du discours Motta du 22 décembre 1937. Les raisons. La sortie de l'Italie de la SdN. La déclaration allemande à ce sujet. La politique suisse actuelle ne jouit pas de la bienveillance anglaise. Pourtant satisfaction apparente relativement au discours Motta.
An 1	10.1.1938 L	DPF (Motta) à Londres (Paravicini)	Motta aimerait connaître les réactions anglaises à son discours.
An 3	11.1.1938 L	DPF (Motta) à Londres (Paravicini)	Motta exprime sa satisfaction devant la réaction des milieux officiels anglais.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
183	15.1.1938 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Entretien de Paravicini avec Cadogan au sujet de la Suisse et la SdN. Procédure à suivre par la Suisse pour être libérée des sanctions militaires. C. doute de la nécessité de changer quelque chose. La SdN ne reviendra pas aux sanctions. Réponse de P. L'avenir de la Commission pour la réforme de la Ligue. L'Italie, l'Allemagne et la SdN.
186	18.1.1938 AM	DPF (Bonna)	Le Ministre de Grande-Bretagne en Suisse précise le point de vue britannique, plus négatif que le sien propre, face à l'initiative suisse relative au problème des sanctions. Inopportunité du moment de cette initiative.
187	18.1.1938 Proposition	DPF (Motta) au Conseil fédéral	Rapport pour le Conseil fédéral intitulé « Notre neutralité et la Société des Nations » présentant les voies et méthodes à suivre pour permettre à la Suisse de recouvrer sa neutralité intégrale dans le cadre de la SdN.
A	12.1.1938 M	Berne (Westman) au DPF	Position de la Suède à l'égard du problème des sanctions et de la SdN. Il y a place dans le cadre de la SdN pour un groupement « sans alliance ». Les moyens d'y parvenir.
188	19.1.1938 No	DPF (Gorgé)	Compte rendu d'un entretien téléphonique avec le Ministre de Suède en Suisse sur ses conversations du 18 janvier, à Genève, avec Avenol, Bourquin et Walters au sujet du sort de l'article 16 du Pacte de la SdN et de la réunion du Comité des XXVIII. Points de vue de la France et de l'Angleterre. La Suède n'entend pas s'accommoder de situations peu claires.
An 2	19.1.1938 L	Genève (Haller) au DPF (Bonna)	Compte rendu d'un entretien entre Avenol et Haller. Avenol estime que l'intervention de la Suisse dans le débat dirigé contre l'art. 16 au Comité des XXVIII compromettrait le succès de la demande de révision de la Déclaration de Londres.
192	25.1.1938 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Les réactions de Paris aux voies et moyens envisagés par la Suisse pour recouvrer sa neutralité intégrale. Entretiens avec Rochat, Massigli et Lagarde. Répugnance de la France à voir s'ouvrir une discussion d'envergure sur l'art. 16, mais reconnaissance de la neutralité de la Suisse avec certaines réserves.
An 2	21.1.1938 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Il faut appeler l'attention du Gouvernement français sur l'importance que la Suisse attache à revenir à un régime de neutralité intégrale.

XXXVIII I.1 RETOUR DE LA SUISSE À LA NEUTRALITÉ INTÉGRALE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
195	29.1.1938 L	Berne (Warner) à Londres (Paravicini)	Crainte que la Suisse ne donne aux Anglais l'impression de songer trop exclusivement à elle-même dans l'affaire de l'art. 16. L'information donnée par le <i>Foreign Office</i> à de Jenner, selon laquelle il n'avait pas pris de décision définitive relativement à l'art. 16, a plus d'importance que ne l'estime de Jenner.
196	30.1.1938 AM	DPF (Motta)	Résumé des conversations de Motta à Genève, avec les ministres Unden, puis Spaak, enfin Eden et Delbos chez Avenol. Thème: la stratégie que doit adopter la Suisse dans sa démarche générale pour être libérée de toute obligation de sanctions et spécialement au Comité des XXVIII.
197	31.1.1938 Discours	DPF (Gorgé)	Discours de Gorgé au Comité des XXVIII. Critique de l'art. 16 du Pacte, la SdN devrait en reconnaître le caractère facultatif.
198	5.2.1938 L	DPF (Bonna) à Paris (Dunant)	Réaction française au discours de Gorgé. Pas de démarche de protestation comme le prétend la presse italienne, mais Alphand a fait savoir à Motta que Delbos aurait souhaité plus de réserve. Pas de critique du côté anglais.
An 1	2.2.1938 L	Paris (Dunant) à DPF (Bonna)	La presse française et le discours de Gorgé. Le Quai d'Orsay minimise l'incident, mais a été surpris.
200	8.2.1938 AM	Londres (Paravicini)	Entretien de Paravicini avec Lord Cranborne. Réaction anglaise à la réunion du Comité des XXVIII. Surprise de la teneur du discours de Gorgé. Une modification du Pacte, actuellement inapplicable, est à déconseiller. Compréhension de la démarche suisse pour un retour à la neutralité intégrale.
201	8.2.1938 L	DPF (Bonna) à Paris (Dunant)	Warner a entrepris auprès de Motta une démarche similaire, quoiqu'atténuée, à celle d'Alphand (N° 198) dans l'affaire du discours de Gorgé.
208	15.2.1938 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Précisions sur la réaction française au discours de Gorgé. Dunant regrette que la Suisse ait donné l'impression d'être à la tête du mouvement contre l'art. 16. On constate un certain flottement au Quai d'Orsay dans la manière d'envisager la réalisation des assurances données à la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
215	22.2.1938 PVCF	Conseil fédéral	Contrairement à son intention première, le DPF renonce à saisir les Chambres du rapport qu'il avait prévu sur sa politique relativement à l'art. 16 du Pacte. Le débat public pourrait nuire à l'action entreprise. Il faut préférer un exposé du DPF aux deux commissions chargées d'examiner les travaux de la dernière Assemblée de la SdN. Approbation de cette procédure et de l'exposé.
A	19.2.1938	DPF	Exposé du DPF sur la neutralité de la Suisse dans la Société des Nations. Historique, la montée des périls, la situation actuelle.
227	12.3.1938 L	DPF (Motta) à Genève (Huber)	Motta transmet à Huber, pour examen, son projet de mémorandum à remettre au Conseil de la SdN.
A 1		Motta	Avant-projet de mémorandum sur la neutralité de la Suisse au sein de la Société des Nations.
A 2	26.3.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Observations de Stucki sur le projet Motta de mémorandum. S. espère qu'un changement de cabinet interviendra avant de le soumettre au Quai d'Orsay.
An 8	23.3.1938 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	Motta transmet son projet à Stucki sans attendre la réponse de Huber. Calendrier de la procédure auprès de la SdN. Prière de soumettre le projet au Quai d'Orsay à titre officieux.
A 3	29.3.1938 L	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Paravicini n'a pas d'observations essentielles sur le projet Motta. Sa conception de la consultation officieuse du <i>Foreign Office</i> au sujet du mémorandum. Les arguments qu'il entend développer à cette occasion sur la neutralité suisse.
A 4	21.3.1938 L	Zurich (Huber) au DPF (Motta)	Observations de Huber sur le projet Motta de mémorandum.
A 5	26.3.1938 L	Zurich (Huber) au DPF (Motta)	Huber adresse à Motta un projet de mémorandum, qui tient compte de ses observations du 21 mars. Texte du projet Huber.
A 6	29.3.1938 L	Zurich (Huber) au DPF (Motta)	Remarques additionnelles de Huber relatives à son projet de mémorandum.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
255	31.3.1938 L	DPF (Motta) à Zurich (Huber)	Remarques de Motta sur le projet Huber de mémorandum. Il faut mentionner l'impossibilité de maintenir une distinction entre sanctions militaires et économiques. Ne pas aborder la question du siège de la SdN. Nouveau projet Motta de mémorandum.
256	1.4.1938 PVCF	Conseil fédéral	Approbation du projet de mémorandum sur la neutralité suisse à la SdN. Décision de le communiquer pour avis aux Gouvernements français et anglais.
258	1.4.1938 L	DPF (Motta) à Londres (Paravicini)	Transmission à l'intention du <i>Foreign Office</i> du projet de mémorandum sur la neutralité suisse à la SdN. Commentaire de ce projet de mémorandum.
263	6.4.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Stucki s'étonne de l'absence d'instructions pour la remise du projet de mémorandum au Quai d'Orsay. Les instructions téléphoniques de Bonna. Les remarques de Stucki sur le mémorandum. Remise de ce dernier à Massigli.
An 6	11.4.1938 No	Paris (Stucki)	Massigli communique à Stucki la réaction quasi-officielle du Gouvernement français au projet de mémorandum. Pas d'objections, ne soulèvera pas la question du siège.
269	21.4.1938 L	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Le <i>Foreign Office</i> se réserve une réponse définitive au projet de mémorandum suisse jusqu'au moment où il aura pu discuter la chose avec le Gouvernement français lors de la visite Daladier-Chautemps à Londres. Il considère avec sympathie la décision du Gouvernement suisse.
An 1	7.4.1938 N	Londres (Paravicini) à Londres (Halifax)	Texte de la note remise par Paravicini à Halifax avec le projet de mémorandum.
An 3	2.5.1938 L	Londres (Paravicini) au DPF	Dans les pourparlers avec les Français, il n'a été question de la neutralité suisse que pendant quelques instants.
270	22.4.1938 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	Motta informe Stucki que Berne a demandé l'inscription de la neutralité de la Suisse à l'ordre du jour provisoire du prochain Conseil de la SdN. Tenter de faire confirmer par Bonnet que la France ne formulera pas de réserves au sujet des garanties nécessaires au fonctionnement de la SdN.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
275	23.4.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Entretien au Quai d'Orsay sur la procédure engagée à Genève. La France ne fera aucune difficulté. L'attitude des Soviétiques ne devrait pas causer de problèmes. Arnal estime qu'il faudrait résoudre au préalable, selon le vœu d'Avenol, les questions liées au siège de la SdN. Stucki tente de convaincre Arnal du contraire.
An 2	25.4.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Massigli confirme qu'il n'y aura pas de «marchandage» à Genève. Avenol a renoncé à faire des garanties quant au siège un objet de négociations. Massigli souhaiterait qu'à Genève Motta fit une déclaration explicite selon laquelle la Suisse défendrait son espace aérien pour rassurer le Gouvernement français.
276	27.4.1938 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	Motta se félicite que Stucki ait réussi à écarter la menace d'un marchandage dans l'affaire en cours. Il se déclare prêt à examiner avec Avenol sur un plan pratique, mais après règlement de la question de la neutralité, les questions relatives au siège. A Berne, Alphand a confirmé le point de vue français. La Suisse s'efforcera de donner satisfaction à la France dans la question de la neutralité de son espace aérien. Problème délicat étudié en relation avec la Guerre d'Espagne.
277	27.4.1938 L	DPF (Motta) aux Légations de Suisse concernées	Texte de transmission du Mémoire sur la neutralité de la Suisse au sein de la SdN à diverses Légations de Suisse chargées de remettre ce Mémoire au gouvernement des Etats membres du Conseil de la SdN.
A	29.4.1938 M	Conseil fédéral aux Etats membres du Conseil de la SdN et à Avenol	Texte du Mémoire sur la neutralité de la Suisse au sein de la SdN.
278	28.4.1938 L	Berne (Tamaro) au DPF (Motta)	Nécessité d'informer les deux Puissances de l'Axe, en même temps que le Conseil de la SdN et officiellement, du contenu du mémorandum suisse sur la neutralité. Discussion de la procédure de remise des textes du mémorandum.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
281	3.5.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	D'après Avenol, les délégations française et anglaise ne présenteront pas de proposition définitive au Conseil de la SdN relative à la neutralité suisse sans avoir consulté les représentants du Conseil fédéral. Les éléments du projet de résolution britannique, selon Arnal. Il comprendrait un paragraphe sur la nécessaire liberté de fonctionnement des organismes de la SdN.
An 1	30.4.1938 T	DPF à Londres (Paravicini)	Faire savoir au <i>Foreign Office</i> que la Suisse aimerait être consultée avant le dépôt du projet de résolution au Conseil de la SdN ou sa publication.
An 2	2.5.1938 L	DPF (Motta) à Londres (Paravicini)	<i>Idem.</i> Regret envers le manque de compréhension de la presse anglaise à l'égard de la Suisse.
An 4	4.5.1938 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	Réponse à la lettre du 3 mai. La Suisse ne peut assumer aucun engagement sur la liberté de fonctionnement de la SdN. Le faire savoir à Paris.
284	4.5.1938 L	DPF (Motta) à Londres (Paravicini)	Surprise qu'à Londres on hésite à donner connaissance à la Suisse du texte du projet de résolution britannique. Cette attitude cache-t-elle l'intention de ne dévoiler qu'au dernier moment une condition malheureuse pour la Suisse? Intervenir, même auprès d'Halifax, pour être mis au courant du texte britannique.
An 1	4.5.1938 No	Londres (Paravicini)	Conversation téléphonique Paravicini-Bonna. Paravicini a l'impression que le projet britannique n'existe pas. Seules quelques grandes lignes. Bonna informe Paravicini qu'un projet contenant une réserve est en mains des Français.
An 3	4.5.1938 No	DPF	Conversation téléphonique Paravicini-Bonna. Le <i>Foreign Office</i> a déclaré à Paravicini ne rien savoir d'un projet de résolution. Réponse officielle au mémorandum suisse prévue le lendemain.
285	4.5.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Le Gouvernement français s'est mis en rapport avec Moscou pour lui imposer sa manière de voir sur le mémorandum suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
286	5.5.1938 L	Bruxelles (Stoutz) au DPF (Motta)	Point de vue de Zuylen sur le mémorandum suisse. La Belgique pourra se déclarer d'accord avec la demande suisse. Crainte que le mémorandum puisse détériorer une situation de fait (caractère facultatif des sanctions) favorable à d'autres Etats, dont la Belgique, en suscitant l'apparition d'une neutralité «octroyée» par le Conseil de la SdN au profit de la seule Suisse.
287	5.5.1938 L	Paravicini (Londres) au DPF (Motta)	Transmission de l'aide-mémoire britannique sur le mémorandum suisse. Halifax tenait à le remettre personnellement à Paravicini, ce qui explique son retard. Le soi-disant «projet de résolution» britannique dont a parlé le Quai d'Orsay ne serait autre que l'aide-mémoire. Ne pas prendre dans un sens extensif les réserves quant à la liberté d'action de la SdN à Genève.
A	5.5.1938 AM	Londres à Berne	Texte de l'aide-mémoire britannique répondant au mémorandum sur la neutralité de la Suisse au sein de la SdN.
288	6.5.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Il existe bien un avant-projet de résolution britannique en mains françaises évoquant les conditions de travail de la SdN à Genève. Stucki réitère à Charvériat le refus suisse d'un «marchandage». Entretien de Stucki avec Bonnet. Conviction de Stucki que le point de vue suisse triomphera à Genève.
289	6.5.1938 L	DPF (Motta) à Londres (Paravicini)	Motta remercie Paravicini d'avoir fait des observations à Halifax au sujet des réserves concernant l'activité de la SdN en Suisse. Préciser que l'insertion de telles réserves sera une source de difficultés à Genève. Paris l'avait compris.
291	9.5.1938 L	Bucarest (Weck) au DPF (Motta)	La Petite Entente appuiera à Genève le mémorandum sur la neutralité de la Suisse au sein de la SdN.
293	11.5.1938 L	DPF (Bonna) aux Légations de Suisse	Transmission du texte du discours de Motta à la séance du Conseil de la SdN du 11 mai 1938, commentant la décision suisse de demander au Conseil la libération de toute obligation de sanctions contre un Etat en rupture de Pacte.
A 1	11.5.1938 PV	Conseil de la SdN (Motta)	Texte du discours de Motta du 11 mai 1938 au Conseil de la SdN. Intervention Litvinoff.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A 2	14.5.1938 PV	Conseil de la SdN	Rapport Sandler sur le mémorandum suisse et texte du projet de <i>résolution du Conseil de la SdN</i> déclarant que la Suisse ne sera pas invitée à participer à des sanctions. Motta déclare accepter la résolution sans réserve au nom du Conseil fédéral. Discussion de la résolution, interventions des membres du Conseil (notamment Bonnet, Halifax, Comnène, Litvinoff, Wellington Koo), adoption de la résolution avec abstention de l'URSS et de la Chine.
294	13.5.1938 No	DPF (Bonna)	Discussions avec la Délégation française à Genève au sujet de la résolution sur la neutralité suisse que le Conseil de la SdN devrait adopter et des déclarations que Motta devrait faire à cette occasion. Leur objet: le maintien des facilités accordées au Secrétariat de la SdN, la neutralité aérienne de la Suisse.
296	16.5.1938 L	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	Si la Suisse pouvait obtenir de Berlin et de Rome confirmation du respect de sa neutralité, le succès de la manœuvre entreprise à Genève serait complet. Remettre à Ribbentrop une note dans le sens du projet annexé et la résolution du Conseil de la SdN. Exprimer le vœu d'obtenir une réponse sur la neutralité suisse.
A	Sans date Projet de note	DPF (Motta) à Berlin (Ribbentrop)	La Suisse est déliée de tout engagement dont pouvait naître une équivoque sur sa volonté de rester neutre.
297	16.5.1938 L	DPF (Motta) à Sandler	Gratitude de Motta et du Conseil fédéral pour la part prépondérante que Sandler a prise, comme rapporteur et délégué de la Suède, au règlement de la question de la neutralité suisse.
An 1	31.5.1938 L	Stockholm (Sandler) à Motta	Remerciements de Sandler à Motta.
299	16.5.1938 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	Motta informe Stucki du succès obtenu à Genève. Considérations sur les abstentions de l'URSS et de la Chine. Louange de l'attitude française. Exprimer à Bonnet sa gratitude et celle du Conseil fédéral. La neutralité aérienne de la Suisse.
300	17.5.1938 PVCF	Conseil fédéral	Remerciements solennels du Président de la Confédération à Motta pour le succès du retour de la Suisse à la neutralité intégrale.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
301	17.5.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Ruegger a abordé avec Ciano la question de la neutralité suisse et lui a montré la résolution du Conseil de la SdN. Ciano doit en reparler avec Mussolini. Le problème serait ensuite examiné «de concert avec Berlin».
306	20.5.1938 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Dinichert rend compte de sa démarche auprès de Ribbentrop en vue d'obtenir une réponse allemande à la note suisse sur le retour à la neutralité intégrale. Ribbentrop ne se prononce pas. Il évoque l'hostilité de la presse suisse et les engagements pris par la Suisse au sujet du siège de la SdN. Entretien de Dinichert avec Gaus, plus positif.
An 4	18.5.1938 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Dinichert pose ses jalons auprès de Ribbentrop avant sa visite officielle. R. souhaiterait un accord de presse avec la Suisse.
308	27.5.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Selon les instructions de Motta, Ruegger demande expressément à Ciano qu'il confirme par écrit que l'Italie a pris note avec satisfaction de ce que la Suisse a obtenu à Genève et qu'elle continuera à respecter la neutralité suisse. Ciano doit prendre contact avec Berlin. Ruegger estime favorable les chances d'une réponse positive.
320	10.6.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Les propos positifs d'Hitler au sujet de la neutralité suisse prononcés après la remise des lettres de créance de Frölicher contrastent avec l'attitude mesquine de l'Office allemand des Affaires extérieures dans cette question. Frölicher fait valoir ces propos auprès de Weizsäcker, qui en tiendra compte dans la réponse à la notification suisse de son retour à la neutralité intégrale.
330	21.6.1938 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Ribbentrop remet à Frölicher la réponse allemande à la notification suisse du retour à la neutralité intégrale. Si elle ne contient aucune réserve au sujet de la presse suisse et des engagements qui lient la Suisse et la SdN quant à son siège, Ribbentrop déclare que ces motifs d'insatisfaction demeurent. Les réponses allemande et italienne ont été concertées. Modalité de parution des communiqués. Instructions à la presse allemande.
A	21.6.1938 N	Berlin (Ribbentrop) à Berlin (Frölicher)	Texte de la note allemande sur la neutralité suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
331	21.6.1938 N	Rome (Ciano) à Rome (Ruegger)	Texte de la réponse italienne à la notification suisse de retour à la neutralité intégrale.

Pour le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, cf. aussi:

- I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N^{os} 126, 134.
- I.4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN, N^o 149 An 3.
- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N^{os} 318, 323.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N^{os} 221, 251.
- II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N^{os} 179 et A, 311.
- II.14.2. L'Italie et la SdN, N^{os} 157, 158.
- XIV. La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo», N^{os} 327 et A, 329.

I.2 LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE LA SdN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
126	7.9.1937 PV	Délégation suisse à la SdN et Délégation des Affaires étrangères du Conseil fédéral	Discussion des instructions de la délégation suisse à la XVIII ^e Assemblée de la SdN. Conflit italo-abyssin, Guerre civile espagnole, conflit sino-japonais. Attitude générale de la délégation, réforme du Pacte, composition du Conseil, statut de la femme, assistance aux réfugiés (Office Nansen).
133	23.9.1937 PV	Délégation suisse à la XVIII ^e Assemblée	Discussions de la 10 ^e séance. Accès des Etats aux matières premières: exposé de Stucki. Les Russes voudraient une sorte de blocus des matières premières contre le Japon, l'Allemagne et l'Italie. La Suisse serait seule à faire opposition. Motta s'en félicite. Klöti critique. Question de la séparation du pacte des traités de paix.
134	6.10.1937 No	Genève (Gorgé) au DPF	Abstention de Gorgé dans le vote au Comité des XXIII d'une résolution à l'Assemblée recommandant aux membres de la SdN de s'abstenir de tout acte de nature à affaiblir le pouvoir de résistance de la Chine. Ses réflexions sur la compatibilité de ce texte avec la neutralité, sa proposition finale à Berne d'opter pour le oui à l'Assemblée.
An 5	13.10.1937 L	DPF à Tokyo (Thurnheer)	La Suisse a adopté la même attitude que dans l'affaire des sanctions contre l'Italie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
394	20.9.1938 PV	Délégation suisse à la XIX ^e Assemblée	Discussions de la 7 ^e séance. Question de la clôture précipitée de l'Assemblée. Elle pourrait donner l'impression d'une panique. La question de la protection des populations civiles contre les bombardements aériens.
<p><i>Pour les Assemblées générales de la SdN, cf. aussi:</i></p> <p>I.6. Office Nansen, N° 376 et A. II.9.1. La Guerre civile espagnole, N°s 361, 370 et An 2. XIV. La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo», N°s 329, 350 A.</p>			

I.3 LES RELATIONS AVEC LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA SdN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
21	3.2.1937 No	DPF (Gorgé)	Geste inamical d'Avenol envers le DPF dans l'affaire des timbres-poste à surcharge SdN. Entretien avec Stencek à ce sujet. Raison de l'animosité d'Avenol: sa tendance «Frente popular» qui accepte mal la politique de la Suisse.
<p><i>Pour les relations avec le Secrétariat général, cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N°s 188 et An 2, 192, 196, 256, 258, 263 An 6, 270, 275 et An 2, 281 et An 4, 287 et A, 288, 289, 293 A2, 294, 296, 306, 330. I.4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN, N°s 9, 12, 43, 149 An 3. I.5. Radio – Nations, N° 264. I.6. Office Nansen, N° 376 et A. I.9. Coopération intellectuelle, N° 165. II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 318 An 1, 343, 483. II.1.2. Allemagne, affaires de presse, N° 333. II.7. Danzig, N°s 19, 22, 47, 142, 226. II.8. Egypte, N° 24. II.11. Ethiopie, N° 15. IV.2. Conférence d'Evian, N°s 247, 262, 346. IV.3. Etrangers et colonies étrangères en Suisse, N° 156. IX.3. Désarmement, N°s 84, 223, 456. X. Fabrication, exportation d'armements, N° 105. XIII. La Suisse et la politique humanitaire, N° 151. XV. La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo», N° 350 A.</p>			

I.4 LA QUESTION DES JOURNALISTES ACCRÉDITÉS
AUPRÈS DE LA SdN (AFFAIRE A PRATO)

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
6	13.1.1937 L circulaire	Berne (DPF) aux Légations de Suisse	Informations du DPF sur l'affaire de l'expulsion du journaliste italien antifasciste, C. a Prato, rédacteur au <i>Journal des Nations</i> , pour permettre aux Légations de Suisse de répondre aux attaques de la presse étrangère à ce sujet.
An 2	9.1.1937 L	Police des étrangers à Canton de Genève	Exposé des motifs justifiant les mesures prises contre a Prato.
9	15.1.1937 No	DPF (Gorgé)	Réaction dans les milieux de la SdN aux mesures prises contre a Prato. Les journalistes accrédités auprès de la SdN s'imaginent leur liberté d'écrire menacée par la Suisse. Dell et Tabouis feront des difficultés à la Suisse. Leurs voies d'action possibles. Les parades du Conseil fédéral.
12	21.1.1937 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Mesures en vue de neutraliser les réactions hostiles à la Suisse après l'expulsion d'a Prato. Opinion d'Avenol et d'Osusky favorables à Pertinax et Tabouis, qui attaquent la décision du Conseil fédéral. Suggestion d'envoyer Gorgé à Genève pour «travailler» la presse internationale hostile au Conseil fédéral.
13	21.1.1937 L	Paris (Traz) à Paris (Dunant)	A l'exception de quelques journaux de gauche, l'opinion générale n'a guère été émue par l'affaire a Prato. Une contre-offensive irait à fin contraire. Visites de Traz au <i>Temps</i> et aux Affaires étrangères. Comert critique la décision du Conseil fédéral. Une démarche diplomatique officieuse est inutile ou prématurée.
16	Fin janvier 1937 (27.1.37?) PV	Genève (Conseil de la SdN)	Discussion dans une réunion non officielle du Conseil de la SdN des conséquences de l'affaire a Prato pour le travail des journalistes accrédités auprès de la SdN. Ceux-ci entendent obtenir des assurances pour la liberté de leur profession et un statut. Interventions, notamment, de Litvinoff, Komarnicki, Delbos, Munters, Alvarez del Vayo, Eden. Décision.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
17	28.1.1937 L	Genève (Montenach) au DPF (Gorgé)	Flou de l'attitude du Conseil de la SdN et du Secrétariat au sujet d'un statut des journalistes accrédités auprès de la SdN. Commentaire de la réunion non officielle du Conseil, dont il est question au N° 16. Risques pour la Suisse de se voir «communiquer» un projet de statut des journalistes accrédités. Parades possibles. Entretiens avec Massigli et Tabouis (polémiques de presse franco-suisse).
26	9.2.1937 L	Berne (DFJP) à C. a Prato	Refus de l'effet suspensif pour le recours d'a Prato contre son expulsion de Suisse.
31	16.2.1937 L	Lausanne (Bovet) au DFJP (Rothmund)	L'expulsion d'a Prato constitue une grave faute. Oeri a raison de constater la pauvreté de l'argumentation juridique utilisée contre a Prato. Il semble qu'à travers ce dernier, on ait voulu frapper la SdN elle-même.
36	19.2.1937 L	DFJP (Rothmund) à Lausanne (Bovet)	La décision d'expulser a Prato a été mûrement réfléchie. Les réfugiés ne sont tolérés qu'à la condition de ne pas se mêler des affaires intérieures suisses, ni de mettre en péril ses relations extérieures. Discours sur l'interprétation de ces conditions.
42	6.3.1937 No	DFJP (Baechtold) au DPF (Bonna)	Notices de la Police des étrangers sur les journalistes accrédités auprès de la SdN qui ont fait l'objet d'avertissements concernant leur activité politique.
43	8.3.1937 PVCF	Conseil fédéral	Préparation de la réponse à l'interpellation Nicole sur le régime des journalistes accrédités à la SdN. Considérations sur l'affaire d'un statut de ces journalistes (attitude de la SdN et des journalistes concernés). Il n'y a pas nécessité d'un tel statut. Intérêt à répondre rapidement à Nicole, qui offre au Conseil fédéral une occasion de faire connaître son point de vue. Les éléments de la réponse envisagée. Décision de les accepter.
149	12.11.1937 L	DPF (Gorgé) à Bâle (Oeri)	Renseignements sur ce que la Suisse a fait au sujet du statut des journalistes «accrédités auprès de la SdN». Réfutation du point de vue des journalistes. Espoir qu'il soit mis fin à la méfiance entre les deux parties.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
An 3	11.5.1938 L	Genève (Bassée) à SdN (Avenol)	Les démarches entreprises par la Suisse au sujet de sa neutralité pourraient affecter les conditions de travail des journalistes accrédités auprès de la SdN. Rappel de la nécessité d'obtenir de la Suisse des garanties à ce sujet.
<p><i>Pour la question des journalistes accrédités auprès de la SdN, (affaire a Prato), cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N° 293 A2. II.14.4. Italie, irrédentisme, N° 7. VI. Politique de la Suisse en matière de presse, N° 420.</p>			

I.5 RADIO - NATIONS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
264	9.4.1938 No	DPF (Gorgé)	Notice préliminaire concernant les accords avec la SdN relatifs à la station radioélectrique de Prangins. Leur incompatibilité avec la neutralité intégrale. Les arguments en faveur et contre une dénonciation anticipée. Dénoncer aussitôt que possible, mais pas avant que la question de la neutralité suisse ne soit élucidée devant le Conseil de la SdN.
An 5	4.2.1939 PVCF	Conseil fédéral	Décision du Conseil fédéral dans cette affaire.
<p><i>Pour Radio-Nations, cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N° 276. II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N° 343.</p>			

I.6 OFFICE NANSEN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
113	6.8.1937 L	DFJP (Baumann) au DPF (Motta)	La Suisse et la liquidation de l'Office Nansen. Faible importance de la question pour la Suisse, qui n'héberge qu'un petit nombre de réfugiés russes et arméniens. D'un point de vue général, une liquidation serait dommageable à la cause des réfugiés. Ce serait aussi faire le jeu de l'URSS. Il faut en tout cas sauver l'œuvre.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
376	8.9.1938 L	DPF (Motta) au DFJP (Baumann)	La réorganisation de l'œuvre en faveur des réfugiés n'attribue au nouveau Haut-commissaire qu'une mission de coordination de l'assistance directe aux réfugiés. Protestations de M. Hansson, Président de l'Office Nansen, qui assurait une assistance directe. Difficulté pour la Suisse de prendre parti. Une solution médiane semble politiquement la seule possible. Transmission de la lettre de Hansson pour avis à Baumann.
A	6.9.1938 L	Genève (Hansson) au DPF (Motta)	Hansson en appelle à la haute autorité de Motta pour lui demander de l'aider à empêcher la destruction de l'œuvre des «réfugiés Nansen» à la prochaine Assemblée de la SdN.
An 5	30.1.1940 L	Londres (Kullmann) à Madame Motta	Extrait d'une lettre de condoléances du Haut-commissaire adjoint pour les «réfugiés Nansen», rendant hommage à l'action de Motta.
<p><i>Pour l'Office Nansen, cf. aussi:</i></p> <p>I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 126. IV.2. Conférence d'Evian, N° 262.</p>			

I.7 ARRANGEMENT PROVISOIRE SUR LE STATUT JURIDIQUE DES RÉFUGIÉS PROVENANT D'ALLEMAGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
114	18.8.1937 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse n'a pas encore adhéré à l'arrangement provisoire sur le statut juridique des réfugiés provenant d'Allemagne, du 4 juillet 1936, mis sur pied par une conférence convoquée par la SdN. Elle voulait en observer les résultats et son succès auprès des Etats. La politique suisse en matière de réfugiés, les grandes lignes de l'accord, harmonie possible, décision d'adhérer à l'accord.
<p><i>Pour l'Arrangement provisoire, cf. aussi:</i></p> <p>I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 126. I.6. Office Nansen, N° 376. IV.2. Conférence d'Evian, N°s 262, 346.</p>			

I.8 STATUT DE LA FEMME

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
80	24.5.1937 No	DPF (Gorgé)	L'Association suisse pour le suffrage féminin demande de désigner Emilie Gourd comme membre de la Délégation suisse à l'Assemblée de la SdN. En soi, la présence d'une femme dans la Délégation serait d'un certain intérêt. Mais le choix d'une féministe «militante» comme Madame Gourd serait désastreux.
137	12.10.1937 L	DPF (Motta) au DFPJ (Baumann)	Transmission du rapport présenté par la 1 ^{re} Commission de l'Assemblée sur le statut de la femme. Regret que cette question n'ait pu être éliminée de l'ordre du jour des Assemblées futures. La Suisse avait plaidé l'incompétence de la SdN.

Pour le statut de la femme, cf. aussi:

I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 126.

I.9 COOPÉRATION INTELLECTUELLE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
165	13.12.1937 L	Reynold au DPF (Motta)	La sortie de l'Italie de la SdN. Opinion du Vatican à ce sujet. Les Etats-Unis. – Il faut non seulement empêcher que la Coopération intellectuelle ne «devienne pour les gauches un autre cheval de Troie», mais se servir d'elle comme élément de reconstitution de l'universalité de la SdN. Stratégie à suivre.

I.10 UNION EUROPÉENNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
75	12.5.1937 L	Motta à <i>l'Europa-Union</i>	Réserves envers les tentatives d'union européenne. Rappel de la réponse suisse au mémorandum Briand. Le Conseil fédéral a toujours préféré la SdN et plaidé pour l'universalité. Une limitation géographique nuirait à la SdN. Ce qui n'a pas réussi dans le cadre large de la SdN ne peut réussir dans le cadre étroit de l'Europe.

I.11 FILMS ÉDUCATIFS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
40	5.3.1937 PVCF	Conseil fédéral	L'URSS se propose d'adhérer à la Convention sur les films éducatifs du 11.10.1933, sous réserve de l'art. 11 (règlement pacifique des litiges). Silence de la plupart des Etats au sujet de cette réserve. Faire savoir à la SdN que la Suisse refuse la réserve soviétique, vu le prix qu'elle a toujours attaché aux clauses compromissaires des conventions internationales.
178	13.1.1938 L	DPF au DFI (Etter)	Question de la reprise par la Suisse de l'activité de l'Institut international du Cinéma éducatif à Rome. Important pour l'image internationale de la Suisse. Les difficultés. L'Institut devrait être détaché de la SdN. Zurich en aimerait être le siège.

I.12 LUTTE CONTRE LE TERRORISME

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
95	26.6.1937 L	DPF (Motta) au DFJP (Baumann)	Invitation du Secrétariat de la SdN à participer à la Conférence diplomatique sur la répression du terrorisme. L'existence d'un terrorisme européen est problématique. Doute quant à l'opportunité d'une conférence, mais intérêt politique à ne pas être absent. Le délégué suisse devrait être plutôt un observateur. L'avis du DFJP serait important pour déterminer l'attitude à prendre.
146	2.11.1937 L	Genève (Delaquis) au DPF (Bonna)	Transmission du texte en annexe.
A	2.11.1937	Genève (Delaquis)	Déclaration du délégué suisse à la Conférence diplomatique sur la répression du terrorisme. Situation spéciale de la Suisse, qui ne peut envisager de signer la convention, pas plus que celle créant une cour pénale internationale.

I.13 RÉPRESSION DU TRAFIC DES STUPÉFIANTS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
479	15.12.1938 L	Service de l'Hygiène publique (Fauconnet) au DPF	Fauconnet ne partage pas l'opinion du DPF que la révision de la loi fédérale sur les stupéfiants doit être accélérée pour permettre à la Suisse de ratifier la Convention internationale de 1936 en la matière. On s'occupera néanmoins de la question l'année prochaine.
An 1	24.11.1938 L	DPF (Gorgé) au Ministère public	Intérêt politique à faire avancer la question de la ratification par la Suisse de la Convention internationale sur les stupéfiants.

I.14 LA SdN EN GÉNÉRAL

Pour la SdN en général, outre la rubrique I, cf.:

- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N^{os} 318 An 1, 323, 483.
- II.1.2. Allemagne, affaires de presse, N^o 333.
- II.3.3. Autriche, relations économiques, N^o 328.
- II.4. Belgique, N^{os} 140, 141, 144.
- II.7. Danzig, N^{os} 19, 22, 47, 142, 226.
- II.9.1. La Guerre civile espagnole, N^{os} 361 et An 1, 370 et An 2.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N^{os} 481 A, 485 A.
- II.13. Grande-Bretagne, N^o 219.
- II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N^{os} 145 A, 179 A.
- II.14.2. L'Italie et la SdN, N^o 158 A.
- II.20. Pays-Bas, N^{os} 139, 222.
- IV.2. Conférence d'Evian, N^{os} 262, 346.
- IX.3. Désarmement, N^{os} 56, 84, 223, 456.
- XIV. La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo», N^{os} 327, 329, 350 et A.

II. LES RELATIONS BILATÉRALES ET LA VIE DES ÉTATS¹

II.1 ALLEMAGNE

II.1.1 QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE ET BILATÉRALE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
8	15.1.1937 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Une déclaration réciproque d'Hitler et de François-Poncet au sujet de l'intangibilité du territoire espagnol met fin aux bruits d'occupation du Maroc espagnol par l'Allemagne. Elle aurait signifié la guerre. L'Allemagne n'est pas prête. Les raisons. La <i>Wehrmacht</i> est contre l'aventurisme. Les classes moyenne et ouvrière sont insatisfaites. Le danger: Hitler ne suit que son inspiration.
27	12.2.1937 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Entretien Dinichert-Neurath. D. soulève la question d'une déclaration du Chef de l'Etat sur l'intangibilité de la Suisse. Neurath y est opposé. Le paragraphe des statuts du parti nazi sur la réunion de tous les Allemands dans un même Etat ne concerne pas la Suisse. Les déclarations de Mussolini et d'Hitler au sujet de la Suisse.
28	15.2.1937 L	Paris (Dunant) au DPF (Bonna)	L'absence de la Suisse dans le discours du Führer du 30.1.1937 est plutôt positive. Il eût été désagréable d'être mis sur le même pied que la Belgique et la Hollande. Une allusion à l'Acte de 1815 de la part de Londres serait plus désirable que de Berlin.
33	19.2.1937 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Certes, la presse suisse commet des excès envers l'Allemagne, mais ils ne sont pas comparables à des publications allemandes de tendance «plus grande Allemagne» soumises à autorisation officielle ou éditées par des organisations soutenues par l'Etat.
An 1	12.2.1937 L	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	Motta déconseille à Dinichert d'intervenir contre une publication pangermanique, alors que la presse suisse critique l'Allemagne.
37	23.2.1937 L	Berlin (Schulthess) au DPF (Motta)	Audience de l'ancien Conseiller fédéral Schulthess chez Hitler. Déclaration du Führer sur l'indépendance de la Suisse. Rédaction du communiqué de presse y relatif. Berlin s'attend à ce qu'il soit publié en Suisse. Quelques considérations générales du Führer.

¹ Pour les Etats ne figurant pas sous cette rubrique et en complément de la table méthodique, on se référera à l'index des noms géographiques.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	23.2.1937		Communiqué de Schulthess, approuvé par Lamers, contenant la Déclaration du Chancelier du Reich s'engageant à respecter l'inviolabilité et la neutralité de la Suisse.
An 5	26.2.1937 Communiqué	Conseil fédéral	Communiqué du Conseil fédéral sur le même objet.
39	3.3.1937 M	Berne (Schulthess) au DPF (Motta)	Voyage de Schulthess à Berlin. Genève, entretiens avec Neurath, avec Schacht (situation économique de l'Allemagne). Entretien avec Hitler, son opinion sur le bolchevisme et l'URSS, sur l'Espagne, sur la Suisse (affaire Gustloff). Attaquer la Suisse serait une «folie», elle est nécessaire et n'a rien à craindre de l'Allemagne. Propos sur la Belgique, Hollande, France, Pologne, Tchécoslovaquie. Le gouvernement allemand vu par Hitler. Impression de Schulthess. Elaboration de la déclaration du Führer sur la Suisse. Celui-ci n'a posé aucune condition.
41	6.3.1937 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Les déclarations d'Hitler à Schulthess donnant lieu à un débat en Suisse, Dinichert adresse à Motta le <i>Pro Memoria</i> sur ses entretiens avec Neurath du 1.3.1937.
A	Sans date (1.3. 1937) <i>Pro Memoria</i>	Berlin (Dinichert)	Remise à Neurath, à l'intention du Führer, des remerciements du Conseil fédéral pour la déclaration sur la Suisse. Précisions sur la genèse de celle-ci. Neurath reconnaît les mérites de Dinichert dans le succès de la visite de Schulthess à Hitler.
An 1	9.3.1937 L	Motta à Berlin (Dinichert)	Dinichert ne doit pas souffrir du succès de Schulthess auprès d'Hitler. Approbation publique de son activité à Berlin.
	13.3.1937 L	Berlin (Dinichert) à Motta	Dinichert estime que sa position à Berlin est solide. Si tel n'était pas le cas, il serait reconnaissant d'en être informé par Motta.
62	16.4.1937 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'agréeer O. Köcher comme nouveau Ministre d'Allemagne en Suisse. Sa carrière.
69	4.5.1937 L	DPF à Berlin (Dinichert)	Le serment d'allégeance au Führer peut être admis dans certaines circonstances pour les Suisses travaillant en Allemagne dans le secteur public.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
119	24.8.1937 PVCF	Conseil fédéral	Problème de la présence du représentant suisse au <i>Reichsparteitag</i> de Nuremberg. Pratique des années précédentes. En 1937, presque toutes les représentations étrangères seront présentes. Décision d'autoriser Dinichert à se rendre à Nuremberg pour un séjour limité.
131	22.9.1937 RP	Berlin (Kappeler) au DPF (Motta)	L'Autriche n'a accordé aucun droit de passage aux troupes allemandes et italiennes. Weizsäcker estime qu'en cas de guerre, il serait avantageux pour la Suisse que l'Autriche soit dans le camp germano-italien. Aucun traité d'alliance entre l'Allemagne et l'Italie n'est prévu à l'occasion de la visite de Mussolini. Optimisme de W. Aucun risque de guerre avant deux ans au moins. Le discours de clôture d'Hitler à Nuremberg.
138	15.10.1937 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Déclaration unilatérale de l'Allemagne confirmant sa décision de respecter l'inviolabilité de la Belgique. Raisons de sa longue gestation. Considérations sur la question du passage de forces armées opérant contre l'Allemagne en application ou non de l'art. 16 du Pacte de la SdN. Interprétations belge et allemande. Succès allemand. Visite de Mussolini à Berlin. Visite prévue du ministre finlandais Holsti.
159	8.12.1937 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Aboutissement de la «crise Schacht»: sa démission finale de son poste de Ministre de l'Economie du Reich. Les raisons, sa rivalité avec Göring, ses réactions trop tardives. Son successeur, W. Funk.
161	9.12.1937 L	Berlin (Dinichert) à Berne (Motta)	Réaction de Dinichert à l'article de la <i>NZZ</i> évoquant la nécessité d'un changement de ministre de Suisse à Berlin. Justification de son action à Berlin. D. se sent victime d'une campagne de presse.
162	13.12.1937 L	Berne (Motta) à Berlin (Dinichert)	Motta déplore la campagne contre Dinichert, mais l'informe que les autorités allemandes ont laissé percer leur désir d'un changement au poste de Ministre de Suisse à Berlin. Dinichert doit envisager son départ. Stockholm lui est proposé.
163	13.12.1937 L	Berne (Schürch) au DPF (Motta)	Schürch transmet à Motta un mémoire de Caratsch sur Dinichert.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
A	Sans date Mémoire	Berlin (Caratsch)	Série de griefs à l'encontre de Dinichert, tels que les observe Caratsch, correspondant de la <i>NZZ</i> à Berlin. La question de la Légation de Suisse à Berlin est «plus que mûre».
167	16.12.1937 L	Berlin (Dinichert) à Berne (Motta)	Réponse au N° 162. Immense étonnement de Dinichert d'apprendre que le gouvernement allemand souhaite son départ, alors qu'il a reçu tant de témoignages contraires.
203	9.2.1938 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	L'affaire Blomberg. Le remplacement de Neurath par Ribbentrop. Les changements d'ambassadeurs à Rome, Tokyo et Vienne. Conséquences sur la répartition du pouvoir.
205	10.2.1938 RP	Vienne (Jaeger) au DPF (Motta)	Entretien de Jaeger avec Papen. Ses relations avec Hitler. La manière dont Papen analyse le rôle qui a été le sien en Allemagne. Sa foi dans la possibilité d'influencer encore le régime dans un sens conservateur. Doutes de Jaeger. Papen critique la politique de Schuschnigg. Schmidt comprendrait mieux la situation.
211	19.2.1938 L	Lucerne (Meyer) au DPF (Motta)	Impressions berlinoises du Conseiller national L.F. Meyer. L'action contre l'Autriche. Hitler et les remaniements à la tête de l'armée. Schacht et la politique de la <i>Reichsbank</i> . La situation économique.
213	20.2.1938 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Dinichert accepte le nouveau poste diplomatique qui lui est proposé. Il ne partage pas l'avis que son transfert à Stockholm soit une démonstration de confiance du Conseil fédéral. Il aimerait une déclaration explicite de ce dernier sur le caractère injustifié des critiques dont il a été l'objet.
214	21.2.1938 L	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	La <i>Berner Tagwacht</i> ayant rendu public la nouvelle de la nomination imminente de Frölicher comme Ministre de Suisse à Berlin, il n'est plus possible d'attendre, comme Motta le désirait, que l'agrément de Dinichert par Stockholm soit assuré pour rendre officielle la nomination de Frölicher.
314	3.6.1938 R	Berlin (Werdt) à Berne (EMG)	Premières visites d'entrée en fonctions de l'Attaché militaire de Suisse à Berlin. Opinion des Attachés d'Italie, de France et de Grande-Bretagne sur les intentions militaires de l'Allemagne, particulièrement sous l'angle du problème sudète. Pour le moment, l'Allemagne veut la paix.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
318	9.6.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Entrée en fonctions de Frölicher à Berlin. Audience chez Ribbentrop, intéressé surtout par l'économie suisse. Entretien avec Weizsäcker. Pas d'informations sur la question, pendante, de la neutralité. La menace que constitue l'attitude de la Tchécoslovaquie pour la paix. Remise des lettres de créance au Chancelier. Discours d'Hitler décevant dans la question de la neutralité, mais ses propos après la cérémonie sont rassurants sur ce point.
An 1	9.6.1938 T	Berlin (Frölicher) au DPF	L'Office allemand des Affaires extérieures refuse une nouvelle confirmation de la neutralité suisse vu l'activité de la SdN à Genève.
An 2	9.6.1938 T	Berlin (Frölicher) au DPF	Fort des assurances d'Hitler, Frölicher va tenter d'obtenir de Weizsäcker une réponse plus favorable confirmant la neutralité suisse.
An 3	9.6.1938 Discours	Hitler à Frölicher	Extrait de la réponse d'Hitler à l'allocution de remise des lettres de créances de Frölicher.
321	10.6.1938 PVCF	Conseil fédéral	Suppression du Consulat de Suisse à Nuremberg. N'y aurait-il pas la possibilité de réaliser d'autres regroupements de consulats en Allemagne?
A	10.6.1938 L	Conseil fédéral à la Délégation des Finances des Chambres	Les économies réalisées depuis 1932 par l'amaigrissement du réseau consulaire dans d'autres pays que l'Allemagne. La colonie suisse en Allemagne. Stabilité des exportations. Le système totalitaire crée un travail supplémentaire. Les consulats en tant que «Stützpunkte des Schweizertums».
323	13.6.1938 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Entretiens avec Attolico (la neutralité suisse, ses efforts pour faire comprendre à l'Allemagne que la France réagira si elle touche à la Tchécoslovaquie) et avec François-Poncet (la neutralité, les intentions allemandes envers la Tchécoslovaquie, critique de la politique anti-italienne d'Avenol, éloge de la stabilité suisse, l'économie allemande).
324	14.6.1938 L	Munich (Ritter) à Berlin (Frölicher)	Propos du Président-ministre Siebert sur Hitler et la Suisse (importance économique de cette dernière, sa neutralité).

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
342	14.7.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Impressions de Munich. Importance de cette ville en raison des séjours plus fréquents d'Hitler à Berchtesgaden et de ses contacts avec les dirigeants locaux, Wagner, Siebert. Relais utile pour «chambrier» le Führer. Le Ministre de la Justice du Reich et le Code pénal fédéral. Limites de l'Exposition d'art allemand. Regret, tout de même, que les correspondants suisses la passent sous silence.
343	15.7.1938 No	DPF (Bonna)	Entretien de Bonna avec Köcher: presse, interdiction du parti national-socialiste allemand à Bâle, <i>Zweigstelle</i> à Lausanne du Consulat général d'Allemagne à Zurich, Liechtenstein, <i>Rassemblement Universel pour la Paix</i> , Radio-Nations.
An 8	18.7.1938 L	DPF (Feldscher) au DFJP (Stämpfli)	Suite aux plaintes du Ministre d'Allemagne relatives à l'activité du <i>Rassemblement Universel pour la Paix</i> , Feldscher demande au Ministère public de suivre cette activité.
430	15.10.1938 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Déjeuner chez Wezsäcker et entretien avec Frölicher. W. se félicite que la Suisse n'ait pas pris de mesures militaires pendant la Crise des Sudètes. Politique inchangée de l'Allemagne envers la Suisse. La question de l'approvisionnement de la Suisse en temps de guerre. Tour d'horizon général sur la situation internationale. L'Axe. La Crise des Sudètes. Le contentieux germano-suisse en matière de presse.
455	24.11.1938 R	Berlin (Werdt) à Berne (EMG)	Déjeuner officiel chez le Chef d'Etat-Major de l'armée allemande. Caractère amical des relations avec l'armée suisse et estime pour cette dernière. Werdt regrette que la manière dont la presse a parlé de la démission de Beck puisse altérer ces relations.
462	1.12.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Frölicher interprète l'expression « <i>besonders einsatzbereit</i> » employée dans une annonce mettant au concours des bourses d'études en Suisse pour les étudiants allemands. Elle n'a pas le sens que lui prête Caratsch.
463	1.12.1938 R	Berlin (Werdt) à Berne (EMG)	Indices selon lesquels l'armée allemande devrait être disponible dès janvier 1939. Des rumeurs font état de mars 1939. Raisons qui suggèrent des intentions allemandes sur l'Ukraine.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
476	14.12.1938 Procès-verbal du Conseil national	Berne (Motta) à Berne (Conseil national)	Réponse de Motta à l'interpellation Meierhans sur la propagande étrangère. Porte sur le discours de Frölicher du 25 novembre à Munich, les étudiants allemands «einsatzbereit» pour la Suisse, le rôle de von Bibra dans les affaires intérieures suisses.
477	14.12.1938 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Aucun doute que l'Allemagne entend éliminer complètement les Juifs de son territoire. L'assassinat de Codreanu n'a pas détérioré les relations germano-roumaines. Pologne-URSS-Allemagne. La Hongrie et le Reich. Echec de la visite du ministre sud-africain, Pirow. Les sources de conflit se sont déplacées en Méditerranée.
482	16.12.1938 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	La situation politique selon Weizsäcker: une crise comme celle de septembre n'est plus à craindre dans un avenir plus ou moins proche. Les aspirations italiennes en Afrique, la Tchécoslovaquie, la Pologne, Memel, Danzig.
483	17.12.1938 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Propos de Coulondre sur les plans allemands relatifs à l'Ukraine, les visées italiennes en Afrique et la politique française en Espagne. Burckhardt a obtenu de Berlin la suspension de la législation antisémite à Danzig. Evolution du problème de Danzig, Memel, la politique polonaise. Situation de Weizsäcker: on lui reprocherait son attitude pendant la Crise des Sudètes.
488	23.12.1938 Circulaire	DPF aux Légations et Consuls généraux de Suisse à l'étranger	Les relations de la Suisse avec le Reich. Une partie de la presse suisse exagère l'ampleur de la propagande et de la subversion nazie en Suisse. Elle nuit aux relations germano-suisse. La liberté de presse pourrait être remise en question si ces abus continuent.

Pour l'Allemagne, questions de politique générale et bilatérale, cf. aussi:

- I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N^{os} 170, 175, 183, 296 et A, 301, 306, 308, 320, 330.
- I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N^{os} 126, 133.
- II.3.1. Autriche, politique générale et bilatérale, N^{os} 46, 73, 202.
- II.3.2. L'*Anschluss*, N^{os} 206, 209, 210, 224, 230, 231, 232, 236, 239, 245, 302.
- II.4. Belgique, N^{os} 140, 141, 144.
- II.7. Danzig, N^{os} 47, 142.
- II.9.1. La Guerre civile espagnole, N^o 25.
- II.9.3. Les relations avec l'Etat espagnol, N^o 189.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N^{os} 147, 204, 244, 259, 307, 419, 434, 449, 478, 481 A.

LXII II.1.1 ALLEMAGNE. POLITIQUE GÉNÉRALE ET BILATÉRALE

II.13.	Grande-Bretagne, N° 11.
II.14.1.	Italie, politique générale et bilatérale, N°s 67 A, 311.
II.14.2.	L'Italie et la SdN, N°s 49, 158 et A.
II.16.	Liechtenstein, N°s 241 et A, 243, 248, 260 A, 272, 322, 355, 367, 484
II.20.	Pays-Bas, N°s 29, 139.
II.21.	Pologne, N° 467.
III.	La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N°s 344, 347, 351, 359, 373, 381, 384, 385, 397 et A, 398, 402, 403, 404 et A, 406, 409, 411, 413, 417, 418 et A.
IV.1.	La Suisse et l'immigration juive, N°s 249, 274, 298, 354, 357, 360, 363, 368, 369, 372, 374, 388, 392, 395, 414 et A, 416 et A 5, 423, 429, 437, 440, 454, 460.
IV.2.	Conférence d'Evian, N°s 247, 262, 346.
VII.1.	L' <i>Auslandsorganisation der NSDAP</i> en Suisse, N°s 132, 292, 313, 345, 349, 371, 375, 493.
VII.2.	La question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses, N°s 240, 268, 448, 466, 475, 495.
IX.1.	Questions de défense nationale, problèmes généraux, N°s 253, 421.
IX.2.	La servitude d'Huningue et les fortifications de la rive droite du Rhin, N°s 87, 101, 112.
XVI.	La Commission centrale du Rhin, toute la rubrique.

II.1.2 ALLEMAGNE. AFFAIRES DE PRESSE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
155	30.11.1937 PVCF	Conseil fédéral	Refus allemand de prolonger le permis de séjour du correspondant à Berlin des <i>Basler Nachrichten</i> , H. Böschenstein. Les raisons. Les tentatives du DPF en faveur de B. Autres démarches possibles. Le DPF ne croit pas qu'il soit indiqué de mettre en danger les relations germano-suisse à cause de B. Le Conseil fédéral partage cet avis.
172	30.12.1937 Mémoire	Association de la Presse suisse au Conseil fédéral	Bilan des pourparlers menés par des représentants des presses allemande et suisse au sein d'une commission mixte en vue de l'amélioration des relations de presse entre l'Allemagne et la Suisse. Texte de l'accord de Lucerne du 17 juillet 1937. Sa non-ratification vu l'attitude allemande. Décision suisse de ne pas poursuivre les pourparlers.
An 2	13.6.1936 No	DPF (Frölicher)	Tentatives de l'Attaché de Presse allemand et du Président de l'Association de la Presse suisse de mettre sur pied une Commission de presse mixte germano-suisse. Cette initiative est à saluer.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
237	18.3.1938 PVCF	Conseil fédéral	Désir de la Légation d'Allemagne de créer un nouveau journal pour sa colonie. Considérations sur l'ancien journal, <i>Der Reichsdeutsche</i> , interdit par rétorsion, et son successeur, le <i>Deutsches Nachrichtenblatt</i> , simple feuille d'information. La situation de la presse suisse en Allemagne. Décision de lever l'interdiction frappant la publication d'un journal pour la colonie allemande, afin de créer un climat favorable au règlement des problèmes de la presse suisse en Allemagne.
333	23.6.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Entretien avec Goebbels sur la presse suisse. Difficulté pour l'Allemagne de lever les interdictions de journaux suisses. G. ne souhaite pas un accord de presse mais une solution pratique pour que cessent les polémiques des deux côtés. Il est prêt à autoriser le routage de certains journaux suisses aux Suisses d'Allemagne. Frölicher souhaite que le <i>Bund</i> soit au nombre de ceux-ci.
348	25.7.1938 No	DPF (Feldscher)	Pour améliorer les relations germano-suisse en matière de presse, les autorités allemandes ont envisagé une autorisation partielle de la <i>NZZ</i> , du <i>Bund</i> et des <i>Basler Nachrichten</i> . Les conditions posées ne sont pas agréées par ces trois journaux. Il faudrait éviter un rejet définitif des ouvertures allemandes. Le <i>Vaterland</i> à nouveau interdit en Allemagne.
399	23.9.1938 No	DPF (Feldscher)	Chamier fait part de la véritable raison de l'échec du plan envisagé par les ministères compétents d'autoriser à nouveau trois journaux suisses: son rejet par le Führer. Hostilité de la presse suisse dans le conflit germano-tchèque malgré quelques exceptions. Danger d'une telle situation. Point de vue de Feldscher.
461	30.11.1938 L	DPF (Motta) au DFJP (Baumann)	Boycott économique d'Allemands en Suisse. Selon la Légation d'Allemagne, en révélant au public le nom d'un Allemand de Berne (affaire Krahl), qui avait critiqué la parution dans ce journal d'une lettre d'un avocat allemand affirmant que l'annexion de la Suisse était chose sûre, le <i>Bund</i> a mis en péril l'existence économique de Krahl. Demande de réparation. Motta prie Baumann d'étudier les mesures à prendre.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A 1	29.11.1938 N	Berne (Légation d'Allemagne) à Berne (DPF)	Texte de la note de protestation allemande.
A 2	12.12.1938 L	Berne (Schürch) au DPF (Motta)	Position du Rédacteur en chef du <i>Bund</i> dans cette affaire.
464	1.12.1938 L	EMG (Labhart) au DPF (Minger)	Dîner à la Légation d'Allemagne. Les propos très durs et manquant de tact des diplomates allemands envers la presse suisse. Ceux du Chef de presse de la Légation doivent être considérés comme une menace.
<p><i>Pour l'Allemagne, affaires de presse, cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N° 306.</p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 163 A, 343, 430, 455, 462, 476, 488.</p> <p>II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N° 307.</p> <p>II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N° 311.</p> <p>III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N°s 397, 406, 422.</p> <p>VI. Politique de la Suisse en matière de presse, N°s 177, 184, 225, 233, 265 et A2, 317, 401, 428, 431, 432 et A, 433, 435, 436, 441, 474, 490.</p> <p>VII.1 L'<i>Auslandsorganisation der NSDAP</i> en Suisse, N°s 132, 313.</p> <p>VII.2. La question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses, N°s 240, 268, 448, 466, 475.</p> <p>IX.1. Questions de défense nationale, problèmes généraux, N° 234.</p>			

II.1.3 ALLEMAGNE. LES PERSÉCUTIONS ANTISÉMITES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
280	2.5.1938 L	DPF (Bonna) à Berlin (Dinichert)	Les mesures d'«aryanisation» de l'économie du Reich vont également toucher les Suisses israélites en Allemagne. S'il ne paraît pas possible de les soustraire à l'obligation de déclarer leurs biens comme «avoirs juifs», il faut veiller à leur éviter toute spoliation. Suivre ce que font les autres Etats. Une démarche commune serait souhaitable. Procéder à une enquête sur les avoirs des Juifs suisses d'Allemagne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
An 1	23.9.1938	Berlin (Kappeler) au DPF	Statistique des avoirs des Suisses israélites d'Allemagne.
335	27.6.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Attitude des Etats-Unis, de la Pologne, de l'Italie dans la question de l'application aux Israélites étrangers de l'obligation de déclarer leurs biens comme «avoirs juifs». Information de Frölicher aux Consuls de Suisse que Berne ne voit aucune possibilité d'éviter aux Israélites suisses de se soumettre au décret allemand.
358	11.9.1938 L	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Face aux nouvelles mesures antisémites touchant l'activité économique des Juifs en Allemagne et aux informations officielles à ce sujet, il est inutile, lors d'éventuelles démarches en faveur d'Israélites suisses en Allemagne, de porter la discussion sur le terrain des principes.
383	14.9.1938 Exposé	DPF	Les mesures d'«aryanisation» de l'économie allemande qui touchent les Juifs suisses. Elles nuisent aussi aux Juifs suisses de Suisse ayant des biens en Allemagne et indirectement à d'autres intérêts suisses. Considérations sur la notion d'égalité de traitement. La situation au XIX ^e siècle en Suisse. Moyens de pression sur l'Allemagne et démarches possibles.
443	11.11.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Les actions dirigées contre les Juifs après l'assassinat à Paris du conseiller vom Rath ne sont apparemment pas spontanées et profondément regrettables. Au nombre des victimes figurent plusieurs compatriotes juifs. Question des réparations pour les dommages encourus.
444	11.11.1938 R	Francfort (Dasen) à Berlin (Légation de Suisse)	La <i>Kristallnacht</i> à Francfort. Dommages à l'encontre de Suisses. Interventions du consulat.
445	12.11.1938 R	Cologne (Weiss) à Berlin (Frölicher)	La <i>Kristallnacht</i> à Cologne. Son caractère particulièrement odieux. Sa planification sur ordre de l'autorité supérieure.
A	11.11.1938 L	Cologne (fonctionnaire allemand anonyme) à Cologne (Weiss)	Le peuple allemand n'a rien à voir avec ces crimes. C'est une action du gouvernement.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
450	19.11.1938 R	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Le nombre des victimes suisses de la <i>Kristallnacht</i> n'est finalement pas très élevé. Nouvelles mesures législatives contre les Juifs allemands. Démarches des missions étrangères pour la protection de leurs ressortissants. Démarche suisse d'information. Conseil aux Juifs suisses de rentrer au pays.
451	21.11.1938 L	DPF (Motta) à Berlin (Frölicher)	Question de la réparation des dommages subis par les Juifs suisses lors de la <i>Kristallnacht</i> . Une démarche générale est déconseillée. Voir de cas en cas. Voir ce que font les autres Etats étrangers. Possibilités éventuelles de faire valoir des réclamations par voie administrative ou judiciaire.
An 2	12.11.1938 R	Frauenfeld (Police thurgovienne) à Berne	Rôle des autorités allemandes dans la <i>Kristallnacht</i> : destruction de la synagogue de Gailingen par un commando SS.
<p><i>Pour l'Allemagne, les persécutions antisémites, cf. aussi:</i></p> <p>I.7. Arrangement provisoire sur le statut juridique des réfugiés provenant d'Allemagne, N° 114.</p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N° 477.</p> <p>II.3.2. L'<i>Anschluss</i>, N° 231.</p> <p>II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N° 449.</p> <p>II.19. Palestine, N° 480.</p> <p>IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N°s 354, 357, 360, 363, 368, 369, 372, 374, 388, 392, 395, 414 et A, 416 et An 5, 423, 429, 437, 440, 454.</p> <p>IV.2. Conférence d'Evian, N°s 262, 346.</p>			

II.1.4 ALLEMAGNE. RELATIONS ÉCONOMIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
71	7.5.1937 PVCF	Conseil fédéral	Négociations économiques avec l'Allemagne. Rapport de Stucki. Les Allemands voudraient modifier l'actuel accord de clearing en un accord de paiement. Les Suisses y sont opposés. Suggestion d'entrer par tactique dans les vues allemandes pour leur imposer finalement le clearing. Contenu de la proposition suisse à l'Allemagne, son approbation par le Conseil fédéral.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
An 2	10.5.1937 L	Berne (Stucki) au Conseil fédéral	Considérations sur l'importance du tourisme allemand en Suisse. Statistique comparée des nuitées en Suisse en 1936-1937.
94	25.6.1937 PVCF	Conseil fédéral	Négociations économiques avec l'Allemagne. Disponibilités prévues pour le tourisme, leur répartition mensuelle. Nécessité d'avances à court terme de la Confédération pour combler les déficits saisonniers. Décision d'accorder les crédits.
257	1.4.1938 PVCF	Conseil fédéral	Problèmes posés par l' <i>Anschluss</i> de l'Autriche sur les relations économiques de la Suisse avec le Reich. Décision d'envoyer une délégation à Berlin pour clarifier les choses. Impact sur les modalités de renouvellement de l'accord du 30 juin 1937.
An 2	25.2.1938 PVCF	Conseil fédéral	Décision de viser au renouvellement de l'accord du 30 juin 1937 dans les négociations à venir.
316	8.6.1938 L	Banque nationale (Bachmann) au DPF (Motta)	Rupture des négociations économiques avec les Allemands qui exigent des Suisses une série de sacrifices, aggravés par l' <i>Anschluss</i> de l'Autriche, en matière d'intérêts, de tourisme et de marchandises. La question des banques suisses situées près de la frontière de l'Autriche.
319	10.6.1938 L	Berlin (Frölicher) au DFEP (Hotz)	Contrairement aux propos d'Hemmen, Ribbentrop et Hitler ne prennent pas à la légère une situation d'absence de statut contractuel dans les relations économiques entre la Suisse et l'Allemagne.
326	18.6.1938 L	Zurich (Vieli) au DFEP (Hotz)	Les critiques de Laur contre la part exagérée de moyens de paiement prévus pour les créanciers suisses dans le clearing avec l'Allemagne par rapport à celle de l'exportation agricole sont infondées. La situation des créanciers suisses.
336	28.6.1938 PVCF	Conseil fédéral	Les Allemands confirment leur refus de toute diminution du contingent de devises de la <i>Reichsbank</i> . Eviter quand même l'absence de statut contractuel et négocier à Berlin. Limiter la durée de l'accord ou prévoir une clause de dénonciation. Les moyens de trouver des ressources compensant la chute des rentrées consécutives à l' <i>Anschluss</i> . Instructions à la délégation suisse selon ces considérations.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	23.6.1938 N	Berne (Bibra) au DFEP (Obrecht)	Texte de la note allemande refusant les propositions suisses.
339	8.7.1938 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'approuver l'accord de clearing germano-suisse du 30 juin 1938 et ses protocoles additionnels. Sa validité a été fixée à une année mais avec une clause de dénonciation. Les solutions retenues relativement au contingentement de devises de la <i>Reichsbank</i> . Tourisme. Trafic frontalier.
468	5.12.1938 PVCF	Conseil fédéral	Satisfaction face aux objectifs atteints lors des négociations économiques avec l'Allemagne de l'automne 1938. Solution pour le territoire des Sudètes. Prolongation de l'accord provisoire concernant l'Autriche. Les autres résultats sur le plan des transferts. Décision du Conseil fédéral d'approuver les accords signés.
<p><i>Pour l'Allemagne, relations économiques, cf. aussi:</i></p> <p>I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 133.</p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 39, 211, 321 A, 324, 430, 463, 488.</p> <p>II.3.3. Autriche, relations économiques, N° 328.</p> <p>VI. La politique de la Suisse en matière de presse, N°s 432 A, 433, 435, 436, 441.</p> <p>X. Fabrication, exportation d'armements, N° 426.</p> <p>XI. L'approvisionnement de la Suisse, N° 390.</p> <p>XII.2. Exportation des capitaux, N° 150 A2.</p>			

II.2. ARGENTINE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
90	21.6.1937 PVCF	Conseil fédéral	Convention proposée par l'Argentine à la Suisse concernant l'immigration et la colonisation suisses en Argentine. Prévoit l'échange de renseignements et la création d'une commission mixte. L'Argentine comme terre d'émigration, ses atouts pour les Suisses. Discours général sur l'émigration. Décision de signer ladite convention.

II.3 AUTRICHE

II.3.1 QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE ET BILATÉRALE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
46	10.3.1937 RP	Vienne (Jaeger) au DPF (Motta)	Schuschnigg et la restauration des Habsbourg. Réaction italienne à son discours du 14.2.1937. Visite de Neurath à Vienne. Assurances de Schuschnigg à Neurath sur le caractère à long terme et pacifique de la politique de restauration qu'il envisage. Si les légitimistes parvenaient à imposer Otto de Habsbourg, Schuschnigg démissionnerait. Importance pour la Suisse d'être renseignée sur les déplacements d'Otto.
73	12.5.1937 RP	Vienne (Jaeger) au DPF (Motta)	Rencontre Mussolini-Schuschnigg à Venise. But de la visite du Chancelier: savoir si l'Italie tient toujours à l'indépendance autrichienne. Assurances de Mussolini, mais intérêts communs italo-allemands. M. et le camp occidental. La restauration des Habsbourg. La subversion nazie. L'Autriche est en mesure de résister seule au premier choc d'une agression allemande. M. et la culture autrichienne.
81	25.5.1937 L	DPF aux Légations de Suisse (Berlin, Londres, Paris, Rome, Vienne)	Visite de G. Schmidt à Berne. Entretien avec Motta: fidélité de l'Autriche aux Protocoles de Rome, mais adaptation de sa politique à l'Axe. A Venise, Mussolini a déclaré qu'à l'avenir aussi il s'engagerait en faveur de l'indépendance de l'Autriche. Courant contraire dans certains milieux fascistes. S. a également reçu des assurances à Paris et à Londres. L'Autriche reste dans la SdN.
168	18.12.1937 RP	Vienne (Jaeger) au DPF (Motta)	Réaction de Schmidt à la sortie de l'Italie de la SdN: l'Italie n'est pas intervenue à Vienne pour lui demander de quitter la SdN. Opinion de S. sur Otto de Habsbourg. Demande de renseignements sur son séjour à Vaduz.
An 2	11.2.1938 R	Direction générale des Douanes au DPF	Rapport de l'arrondissement douanier de Coire sur le séjour d'Otto de Habsbourg à Vaduz.
202	9.2.1938 RP	Vienne (Jaeger) au DPF (Motta)	Entretien de Jaeger avec Schmidt sur la réaction autrichienne à la nomination de Ribbentrop à la tête de l'Office allemand des affaires extérieures et au départ de Papen de Vienne. Pour S. ces changements vont dans un sens pacifique. Problèmes avec la Yougoslavie.

Pour l'Autriche, politique générale et bilatérale, cf. aussi:

- I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N° 170.
- I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 133.
- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 131, 205.
- II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N°s 67 A, 98.

II.3.2 L'ANNSCHLUSS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
206	12.2.1938 RP	Vienne (Jaeger) au DPF (Motta)	Entrevue de Berchtesgaden du 12 février 1938. Schmidt a fait l'amitié à la Suisse de l'informer un peu à l'avance de cette rencontre de Schuschnigg avec Hitler, qui a lieu sur vœu allemand. Spéculations sur ce qui va en sortir.
209	16.2.1938 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	L'attitude brutale du Reich à l'égard de l'Autriche a causé à Paris une véritable stupeur. Démarche d'«information» franco-anglaise auprès de Berlin. L'atmosphère à la Légation d'Autriche à Paris, qui s'attend à une nouvelle pression du Reich si Paris et Londres ne font pas montre de plus de fermeté.
210	18.2.1938 RP	Vienne (Jaeger) au DPF (Motta)	L'entrevue de Berchtesgaden du 12 février. Impression de Jaeger: Schuschnigg et Schmidt ont été pris par surprise. Entretien avec Schmidt: la France et l'Angleterre devraient prouver par des faits qu'elles tiennent à l'indépendance de l'Autriche, Seyss-Inquart, la situation intérieure de l'Autriche, les espoirs de Schmidt.
220	28.2.1938 L	DPF (Motta) à Vienne (Schuschnigg)	Motta exprime son admiration à Schuschnigg pour son discours du 24 février et ses remerciements d'avoir parlé de la Suisse en termes chaleureux.
224	9.3.1938 RP	Vienne (Jaeger) au DPF (Motta)	Entretiens avec Schuschnigg, puis Schmidt. Situation intérieure de l'Autriche, pressions allemandes, Berchtesgaden, Hitler et la guerre, le rôle de von Papen. Jaeger pense que l'Autriche peut respirer quelque peu en ce qui concerne la politique extérieure.
228	13.3.1938 RP	Paris (Torrenté) à DPF (Motta)	La réaction de la France à l' <i>Anschluss</i> est un mélange de stupeur et d'humiliation. Personne n'aurait songé à une intervention militaire pour l'Autriche. La situation et la réaction seraient différentes pour la Tchécoslovaquie, estime le Quai d'Orsay. Doutes de Torrenté. Attitude britannique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
230	15.3.1938 RP	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Pour l'Italie aussi l' <i>Anschluss</i> a été une surprise totale. Sa déception de ne pas avoir été tenue au courant par Schuschnigg de ce qui se tramait. La faiblesse de la réaction franco-britannique a influé sur son comportement. Conséquences de l' <i>Anschluss</i> sur l'économie allemande et le jeu des Puissances.
231	15.3.1938 RP	Vienne (Jaeger) au DPF (Motta)	Le déroulement de l' <i>Anschluss</i> depuis l'annonce du plébiscite par Schuschnigg. La démission de ce dernier, l'entrée des troupes allemandes, la mise au pas de la presse, les mesures antijuives, la colonie suisse.
232	16.3.1938 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien avec Ciano au sujet de l' <i>Anschluss</i> . Le rôle de la rupture du front de Stresa, les erreurs de Schuschnigg, «Où est le Gouvernement français?», la frontière sur le Brenner, l'Axe. Conviction que «mieux valait faire l' <i>Anschluss</i> avec nous que contre nous».
236	18.3.1938 PVCF	Conseil fédéral	Le 15 mars, le Gouvernement allemand a notifié la réunion de l'Autriche au Reich allemand. Les attitudes possibles. Les intérêts suisses en Autriche sont trop importants pour élever des réserves. L'attitude des puissances. Décision de faire savoir au Reich que le Conseil a pris connaissance de sa note et de transformer la Légation de Suisse à Vienne en Consulat général.
238	19.3.1938 L	Aarau (<i>Fédération patriotique suisse</i>) à Parlementaires e.a.	Transmission d'un exposé avec prière à des Parlementaires de soutenir les propositions qu'il contient.
A	Sans date		Exposé de la <i>Fédération patriotique suisse</i> sur les événements en Autriche et les conséquences pour la Suisse. Les différences entre l'Autriche et la Suisse. Nécessité de l'union nationale et du renforcement de l'armée. Les mesures envisagées.
239	21.3.1938 PVCF	Conseil fédéral	Il avait été décidé qu'une déclaration du Conseil fédéral sur les événements d'Autriche répondrait à un vœu largement exprimé. Les modalités de cette déclaration. Adoption du projet du DPF.
A	21.3.1938 Déclaration	Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale	Texte de la déclaration du Conseil fédéral aux Chambres sur la Suisse et l' <i>Anschluss</i> .

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
An 2	21.3.1938 Déclaration	Groupes parlementaires	Texte de la déclaration des Groupes parlementaires approuvant la déclaration du Conseil fédéral.
245	25.3.1938 PVCF	Conseil fédéral	Motta informe ses collègues des remerciements qu'il a reçus du Ministre d'Allemagne, de la part de son Gouvernement, pour le caractère compréhensif et amical de la déclaration du 21 mars. Celui-ci déclare absurdes les craintes relatives à l'intégrité de la Suisse.
302	17.5.1938 Mémoire	Berlin (Légation d'Allemagne) au DPF	La Légation d'Allemagne informe le DPF qu'un meeting de protestation contre l' <i>Anschluss</i> a été organisé à Schaffhouse par le mouvement des Lignes directrices (<i>Richtlinienbewegung</i>).
A	15.3.1938 R	Police de Schaffhouse	Rapport de la police schaffhousoise sur la manifestation ayant fait l'objet du mémoire allemand. Discours de Bringolf et de Schmid-Ammann sur le thème «Welche Bedeutung haben die Ereignisse der letzten Tage?».
An 2	13.6.1938 L	Bringolf au Conseil d'Etat de Schaffhouse et DPF	Refus d'entrer en matière sur des accusations allemandes provenant d'un agent allemand ou d'un mouchard.
<p><i>Pour l'Anschluss, cf. aussi:</i></p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 211, 488.</p> <p>II.1.4. Allemagne, relations économiques, N°s 257, 316, 336, 339, 468.</p> <p>II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N° 259.</p> <p>II.16. Liechtenstein, N° 272.</p> <p>IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N°s 249, 274, 298, 354, 357, 360, 363, 364, 365, 369, 372, 374, 388, 392, 395, 414 et A, 416 et An 5, 423, 429, 437, 454, 460.</p> <p>IV.2. Conférence d'Evian, N°s 247, 262, 346.</p> <p>VI. La politique de la Suisse en matière de presse, N°s 225, 233, 261.</p> <p>VII.2. La question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses, N° 268.</p> <p>IX.1. Questions de défense nationale, problèmes généraux, N°s 234, 253.</p>			

II.3.3 AUTRICHE. RELATIONS ÉCONOMIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
328	20.6.1938 L	DPF au DFEP (Obrecht)	Sort, après l' <i>Anschluss</i> , des emprunts internationaux autrichiens conclus sous l'égide de la SdN. Un règlement international de la question est improbable. Les négociations économiques entre la Suisse et l'Allemagne offrent l'occasion de traiter cette question bilatéralement. Les autres emprunts autrichiens souscrits par la Suisse.
A	Printemps 1940? No	DPF	Règlement avec l'Allemagne de la question des emprunts autrichiens souscrits par la Suisse.
<p><i>Pour l'Autriche, relations économiques, cf. aussi:</i></p> <p>II.1.4. Allemagne, relations économiques, N°s 257, 316, 339, 468.</p>			

II.4 BELGIQUE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
140	16.10.1937 RP	Bruxelles (Jenny) au DPF (Motta)	La déclaration allemande sur l'intégrité de la Belgique. Historique du processus. Position de la France et de l'Angleterre. Opinion de Spaak. Le commentaire officieux belge. La presse belge.
141	21.10. 1937 L	DPF (Bonna) à Bruxelles (Jenny)	Questions du DPF au sujet du N° 140. Comment la Belgique comprend-elle ses obligations de membre de la SdN? Ne s'est-elle vraiment pas engagée envers l'Allemagne? L'assistance militaire de l'Allemagne, en cas de violation de la neutralité belge, est-elle automatique ou non?
144	26.10.1937 L	Bruxelles (Jenny) au DPF (Bonna)	Réponse de Jenny aux questions posées par le DPF dans le N° 141. Les conclusions qu'autorisent les déclarations de Spaak au Sénat (interpellation de Nothomb). Question du droit de passage.
<p><i>Pour la Belgique, cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N°s 170, 196, 215 A, 293 A2.</p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 28, 39, 138, 139.</p> <p>II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N°s 478, 481 A.</p>			

II.20.	Pays-Bas, N ^{os} 29, 139, 173.
III.	La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N ^{os} 385, 387, 402.
IV.1.	La Suisse et l'immigration juive, N ^{os} 249, 423, 440.
IV.2.	Conférence d'Evian, N ^o 262.
IX.1.	Défense nationale, problèmes généraux, N ^o 421.
XI.	L'approvisionnement de la Suisse, N ^{os} 390, 439.
XIV.	La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo», N ^o 350 A.
XVI.	La Commission centrale du Rhin, N ^{os} 77 A, 185 et A.

II.5 BOLIVIE

N ^o	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
492	24.12.1938 L	DFJP (Rothmund) à La Paz (Obrist)	Intérêt de la Suisse, qui ne peut être qu'un pays de transit pour les réfugiés, à faciliter leur émigration définitive. Les œuvres d'entraide israélites ont obtenu du Consul général de Bolivie en Suisse qu'il appuie auprès de son Gouvernement l'émigration de 250 réfugiés juifs. Soutenir cette démarche à La Paz, préparer le terrain pour d'autres actions de ce type.
<i>Pour la Bolivie, cf. aussi:</i>			
I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N ^o 293 A2.			
X. Fabrication, exportation d'armements, N ^o 105.			

II.6 CHINE

N ^o	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
135	8.10.1937 L	DPF (Motta) à Shanghai (Lardy)	Réparation des dommages subis par les Suisses à Shanghai. Ne pas se faire des illusions. Inutile et peu compatible avec la neutralité de formuler des réserves générales quant à un devoir d'indemnisation de la part des Etats responsables. Pas d'objections à des demandes précises d'indemnité.
<i>Pour la Chine, cf. aussi:</i>			
I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N ^{os} 293 A2, 299.			
I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N ^{os} 126, 134.			
II.14.2. L'Italie et la SdN, N ^o 158 A.			
II.15. Japon, N ^{os} 72, 267, 497.			
II.17. Mandchoukouo, N ^o 491.			
VI. Politique de la Suisse en matière de presse, N ^o 325.			
X. Fabrication, exportation d'armements, N ^{os} 115, 121, 127.			
XIII. La Suisse et la politique humanitaire, N ^o 151.			

II.7 DANZIG

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
19	29.1.1937 No	DPF (Bonna) à Motta	La SdN (Haller) demande à titre préliminaire si le Conseil fédéral verrait un inconvénient à ce qu'un Suisse soit désigné comme Haut-Commissaire à Danzig. Remarque de Gorgé.
An 1	29.1.1937	Motta	Le Conseil fédéral préférerait ne pas voir désigner un Suisse.
22	6.2.1937 No	DPF (Bonna)	Entretien avec Sir George Warner au sujet de la désignation du Burckhardt comme Haut-Commissaire à Danzig.
An 2	9.2.1937 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral estime que Burckhardt est qualifié pour le poste de Haut-Commissaire à Danzig et donne son accord à sa nomination. Décision de répondre dans ce sens à Sir George Warner.
47	15.2.1937 R	Varsovie (Stoutz) au DPF (Motta)	Première visite officielle du nouveau Haut-Commissaire à Danzig aux autorités polonaises. Succès de cette prise de contact. Les Polonais semblent vouloir dresser une muraille de Chine entre Burckhardt et les Allemands. Contacts de B. à Genève avant son départ (Consul d'Allemagne, Secrétariat SdN). Point de vue français sur Danzig selon B. Entretien avec Greiser.
142	22.10.37 L	Danzig (Burckhardt) au DPF (Motta)	Persécution des Juifs et dissolution du Parti du Centre à Danzig. Forster accélère le rythme des changements avant son départ. La situation du Haut-Commissaire. La colère d'Hitler envers l'Angleterre. Ses propos à B.
226	10.3.1938 L	Danzig (Regli) au DPF (Bonna)	La presse suisse a repris une nouvelle de <i>Havas</i> selon laquelle le «paragraphe aryen» aurait été introduit dans les hôpitaux de Danzig. La nouvelle est fausse. Si le «paragraphe aryen» n'a pas encore été introduit à Danzig, le mérite en revient à Burckhardt.
<p><i>Pour Danzig, cf. aussi:</i></p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, Nos 482, 483.</p> <p>II.21. Pologne, No 467.</p>			

II.8 ÉGYPTÉ

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
24	8.2.1937 L	DPF (Motta) à Londres (Paravicini)	Au lieu de solliciter son admission à la SdN, l'Égypte aimerait être invitée par les Etats membres à y participer. Elle demande à la Suisse de prendre l'initiative de cette invitation. Avant d'accepter, la Suisse aimerait connaître l'avis du <i>Foreign Office</i> .
An 1	17.2.1937 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'inviter l'Égypte à demander son admission à la SdN.
57	9.4.1937 AM	DPF	Représentation de la Suisse, puissance non capitulaire, au sein des Tribunaux mixtes égyptiens. Problème de la conservation de son deuxième siège. Les milieux intéressés souhaitent que Motta profite de la Conférence de Montreux pour intervenir à ce sujet auprès des Égyptiens.
An 2	7.5.1937 No	DPF	Intervention de Motta à Montreux. Assurances égyptiennes sous réserve des décisions de Montreux.
152	22.11.1937 L	DPF (Bonna) au Caire (Brunner)	Le Gouvernement égyptien étend aux citoyens suisses en Égypte la compétence des Tribunaux mixtes. Accord tacite de la Suisse.

II.9 ESPAGNE

II.9.1 LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE. SITUATION GÉNÉRALE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
20	30.1.1937 L	Séville (Stierlin) au DPF (Bonna)	Le Consul de Suisse à Séville appuie la requête du Consul d'Italie à Malaga d'être officiellement remercié par la Suisse pour les services qu'il a rendus à la colonie suisse de Malaga.
An 1	15.2.1937 L	Berne (DPF) à Séville (Stierlin)	Pour lui donner plus de poids, la lettre de remerciement du Président Motta au Consul Bianchi sera remise par la Légation de Suisse à Rome aux Affaires étrangères italiennes.
A	16.2.1937 L	DPF (Motta) à Bianchi	Remerciements du Président de la Confédération au Consul d'Italie à Malaga.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
25	9.2.1937 PVCF	Conseil fédéral	Décision de refuser une demande allemande de nommer deux observateurs suisses pour le contrôle de l'application des décisions du Comité de non-intervention de Londres aux frontières lusitano-espagnoles et franco-espagnoles.
337	7.7.1938 L	DPF (Bonna) à Genève (Wagnière)	Le Conseil fédéral ne donnera sans doute pas suite à la requête britannique de désigner un officier suisse pour une Commission internationale d'enquête sur les bombardements aériens en Espagne. Le CICR accepterait-il de se faire représenter dans la Commission à la place du Conseil fédéral?
A	12.7.1938 L	Genève (Wagnière) au DPF (Bonna)	Le CICR est unanime: si la participation de la Suisse à cette Commission n'est pas désirable du fait de sa neutralité, celle du CICR ne l'est pas non plus.
338	8.7.1938 PVCF	Conseil fédéral	Décision de répondre par la négative à la requête britannique mentionnée au N° 337. Les considérants de cette décision.
356	9.8.1938 L	San Sebastian (Broye) au DPF (Bonna)	Prisonniers de guerre suisses à Burgos. Le délégué du CICR estime possible de les échanger contre des prisonniers italiens aux mains des Gouvernements. Le CICR se chargerait de réaliser cet échange à moins que Berne ne préfère mener elle-même la négociation. Point de vue de Berne?
361	16.8.1938 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Barcelone demande que la XVIII ^e Assemblée de la SdN traite de la protection des populations civiles contre les bombardements aériens. Une initiative de Barcelone commanderait d'être réservée, mais la question préoccupe l'opinion mondiale. Le DMF approuverait-il que la Suisse s'associe à une résolution tendant à protéger les populations civiles?
An 1	18.8.1938 L	DMF au DPF	Réponse positive du DMF à la question ci-dessus.
370	2.9.1938 L	San Sebastian (Broye) au DPF (Motta)	Le Gouvernement nationaliste fait savoir que l'adhésion de la Suisse au projet de convention contre les bombardements aériens que doit présenter Cuba à la SdN serait un geste inamical à son égard. Il s'agirait d'une manœuvre russe.
An 2	8.9.1938 L	DPF (Motta) à Broye	La Suisse ne saurait s'opposer à une résolution de l'Assemblée de la SdN réprouvant le bombardement aérien des populations civiles, si elle est basée sur le seul droit des gens.

Pour la Guerre civile espagnole, cf. aussi:

- I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N° 276.
- I.4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN (affaire a Prato), N°s 6, 36.
- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 8, 39, 430, 483.
- II.3.1. Autriche, politique générale et bilatérale, N° 73.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N°s 204, 259.
- II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N° 67 A.
- II.14.2. L'Italie et la SdN, N° 158 A.
- II.22. Portugal, N°s 66, 74, 266.
- VII.2. La question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses, N° 240 An 13.
- X. Fabrication, exportation d'armements, N° 105.
- XIII. La Suisse et la politique humanitaire, N°s 82, 111, 212.

II.9.2 LES RELATIONS AVEC LA RÉPUBLIQUE ESPAGNOLE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
50	24.3.1937 PVCF	Conseil fédéral	Décision du Conseil fédéral de réintroduire le visa pour les Espagnols, pour prévenir une augmentation en Suisse des «sans-papiers» et l'arrivée d'Espagne d'éléments indésirables, soit du point de vue économique, soit du point de vue politique.
55	9.4.1937 PVCF	Conseil fédéral	A l'instar des ambassades d'autres pays, la Légation de Suisse à Madrid a accueilli des Espagnols menacés par la milice. Question de leur évacuation et financement de leur séjour. Décision de procéder à l'évacuation des «asilés» avec l'autorisation du Gouvernement espagnol.
64	20.4.1937 N	Berne (Légation d'Espagne) au DPF	Les postes suisses confisquent 18 journaux gouvernementaux et les imprimés de propagande de Valence, alors qu'un seul centre de propagande rebelle est atteint par les mesures suisses. Vœu que Berne remédie à cette inégalité de traitement.
An 1	14.5.1937 N	DPF à Berne (Légation d'Espagne)	<i>La Vanguardia</i> peut à nouveau entrer en Suisse. Souhait que la Légation d'Espagne intervienne en faveur de plusieurs journaux suisses qui ne parviennent plus à leurs destinataires en Espagne républicaine.
65	20.4.1937 L	Barcelone (Gonzenbach) au DPF (Bonna)	Appréhensions pour le sort des intérêts et des vies suisses en Catalogne, si Berne se décidait à reconnaître Burgos. Vœu d'être informé suffisamment tôt pour limiter les pertes.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
An 1	24.4.1937 L	DPF (Frölicher) à Barcelone (Gonzenbach)	La Suisse n'a que des relations de fait avec Burgos. Un changement n'est pas à l'ordre du jour. Assurances pour le cas contraire.
83	27.5.1937 RP	Madrid (Egger) au DPF (Motta)	Voyage de retour à Madrid. Comparaisons avec l'Espagne blanche. Entretiens divers à Barcelone, à Valence. Le nouveau Gouvernement Negrin. Lassitude des populations. Avis du Dr Junod, du CICR, sur l'importance des massacres de civils par les troupes de Franco. La Légation de Suisse: un caravansérail.
100	11.7.1937 RP	Madrid (Egger) au DPF (Motta)	Campagne de presse contre l'exterritorialité des missions diplomatiques et l'hébergement d'asilés par celles-ci. Il y eut, certes, des abus. Si Valencia reconnaît l'attitude correcte de la Suisse en matière d'asilés, le Conseil fédéral passe pour favorable à Franco. Le pavillon suisse n'en est pas moins respecté.
129	18.9.1937 L	Madrid (Egger) au DPF (Motta)	Aggravation des mesures contre ce qui reste d'économie privée dans l'Espagne de Valencia. Famine, mécontentement. Fanatisme des chefs. On ne peut plus tabler sur la sécurité et la régularité des échanges commerciaux avec la Suisse.
148	6.11.1937 L	DMF (Minger) au DFJP (Baumann)	Communication de la position de l'Auditeur en chef de l'Armée sur la motion Bodenmann demandant l'amnistie des combattants suisses pour la République espagnole. Caractère inacceptable de la motion. Minger se rallie à ce point de vue.
290	6.5.1938 PVCF	Conseil fédéral	Décision de confisquer la brochure d'Humbert-Droz <i>Werbezentrale für Spanien? – Zum Spanienprozess vor Divisionsgericht VI</i> : cette brochure est de la propagande communiste, elle invite à soutenir les Brigades internationales.
377	9.9.1938 PVCF	Conseil fédéral	Pour diverses raisons énumérées, la Suisse n'avait pas transféré sa Légation de Madrid à Valence puis à Barcelone. Les circonstances ont changé. Décision de transférer le Ministre Egger à Barcelone et d'y transférer le Consulat en Chancellerie de Légation.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
382	14.9.1938 RP	Barcelone (Egger) au DPF (Motta)	La situation à Barcelone. CNT-UGT. La <i>Generalidad</i> , le Gouvernement Negrin, le Président Azaña. La terreur rouge. Les méthodes de torture du SIM. Les succès sur l'Ebre donnent le change. L'aide militaire étrangère. On compte sur les crédits russes. Apparente prospérité de Barcelone, mais misère cachée. La population désire la paix.
425	14.10.1938 L	DMF (Minger) au DFJP (Baumann)	Transmission du document en annexe: une pièce utile à la préparation de la réponse à l'interpellation Nicole sur l'amnistie des volontaires suisses en Espagne.
A	7.10.1938 L	Genève (Balmer) à Berne (Ministère public)	Les dirigeants de l'ancien parti communiste genevois ont donné le mot d'ordre aux volontaires suisses en Espagne de donner suite à la proposition Bircher: amnistie et engagement dans les troupes de couverture frontalières. Balmer espère qu'il ne sera pas donné suite à cette proposition. Les raisons.
An 4	14.11.1938 L	DMF (Minger) à DFJP (Baumann)	De source autorisée, Bircher n'a pas proposé l'engagement des volontaires suisses en Espagne dans les troupes de couverture frontalières.
457	25.11.1938 L	DPF (Motta) au DFJP (Baumann)	Question de l'amnistie et du rapatriement des volontaires suisses en Espagne. Le Ministère public a déjà ordonné aux autorités bâloises de ne pas arrêter les rapatriés à la frontière, mais de leur demander de se mettre à disposition de la police. Instructions de Baumann?
An 2	25.11.1938 No	DPF (Bonna)	Entretien avec Fabra-Ribas: une amnistie des volontaires suisses en Espagne est difficilement réalisable.
An 4	16.12.1938 L	DPF (Bonna) au DFJP (Rothmund)	Le DPF refuse d'assumer les frais de rapatriement des volontaires suisses depuis la frontière franco-espagnole.

Pour les relations avec la République espagnole, cf. aussi:

- I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N^{os} 126, 394.
- I.4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN (affaire a Prato), N^{os} 16, 17.
- II.9.1. La Guerre civile espagnole, N^o 361.
- II.16. Liechtenstein, N^o 63.
- III. La politique de la Suisse en matière de presse, N^o 420.

II.9.3 LES RELATIONS AVEC L'ÉTAT ESPAGNOL ET LA QUESTION
DE SA RECONNAISSANCE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
35	19.2.1937 PVCF	Conseil fédéral	Pour débloquer les échanges économiques avec l'Espagne nationaliste et ménager l'avenir, il faut une mission à Burgos. Impossibilité d'envisager une mission officielle. Un représentant de l'Office suisse d'expansion commerciale, P. Brand, fera l'affaire. Le Conseil fédéral octroie à l'office un crédit à cet effet.
An 2	22.6.1937 L	DFEP (Obrecht) au DPF (Motta)	Il y avait accord du DPF à assumer les frais de la mission informelle à Burgos de l'Office d'expansion commerciale.
	29.6.1937 L	DPF (Motta) au DFEP (Obrecht)	La mission à Burgos a un caractère privé pour laquelle le DPF ne peut engager les fonds prévus pour les représentations officielles.
96	1.7.1937 L	Zurich (Brand) au DPF (Bonna)	Les négociations économiques menées avec Burgos ont abouti à un projet d'accord. Burgos refuse de le signer tant que la Suisse n'aura pas reconnu à ce Gouvernement le caractère de belligérant. Les objections que Brand a fait valoir auprès du Cabinet diplomatique espagnol qui réexaminera la chose.
A 1	Sans date (juin 1937)	Brand/Burgos (Comité exécutif du Commerce extérieur)	Projet d'Accord économique provisoire sur les échanges hispano-suisse.
A 2	13.6.1937 N	Burgos (Brand) à Salamanca (Cabinet diplomatique du Chef d'Etat)	Plaidoyer pour la signature de l'Accord économique provisoire. Il faut inverser les démarches. La signature favorisera une reconnaissance.
110	3.8.1937 PVCF	Conseil fédéral	Le gouvernement Franco demande à la Suisse de reconnaître sa qualité de belligérant. Raisons qui militent en faveur du <i>statu quo</i> caractérisé par des relations de fait. Souhaits pour la signature de l'accord commercial envisagé.
An 5	5.8.1937 L	DPF (Frölicher) à Séville (Stierlin)	Le caractère pragmatique de la décision du Conseil fédéral du 3 août devrait suffire aux partisans d'une reconnaissance <i>de facto</i> formelle.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
154	24.11.1937 L	Burgos (Brand) au DPF (Bonna)	Problème de la publication par Burgos de l'accord commercial conclu avec la Suisse. Inconvénients de cette procédure pour la Division du Commerce qui voudrait ménager Valencia, le temps d'une négociation. Ses avantages pour Brand. Un nouvel accord commercial avec Valencia détruirait l'acquis suisse auprès de Burgos, où l'exportation vers la Suisse a repris.
174	4.1.1938 L	Séville (Stierlin) au DPF (Bonna)	Pression sur les Suisses établis dans l'Etat espagnol pour qu'ils adhèrent à la «Phalange». Difficulté de rester en dehors du syndicat des métiers. Portée du serment. Quelle attitude adopter?
189	19.1.1938 L	DPF (Frölicher) à Séville (Stierlin)	Réponse au N° 174. Parallèle avec le cas des Suisses en Allemagne. Il faut déconseiller l'adhésion des Suisses à la «Phalange». Pour les organisations militaires, il y a incompatibilité. Une pression de l'Etat espagnol serait déplacée. Signaler les cas éventuels.
283	3.5.1938 PVCF	Conseil fédéral	La situation a changé en Espagne en faveur des Nationalistes. Une reconnaissance <i>de jure</i> n'entre pas en considération (intérêts suisses à Madrid, Barcelone et Valencia), mais l'envoi à Burgos d'un diplomate s'impose. Enumération des raisons. E. Broye nommé représentant officieux de la Suisse à Burgos.
An 2	22.6.1938 Circulaire	DPF aux Légations de Suisse	Burgos souhaitait faire dépendre l'arrivée de Broye d'une reconnaissance <i>de facto</i> formelle par Berne. Refus, mais avantages en matière d'usages diplomatiques et de création de consulats.
340	11.7.1938 L	San Sebastian (Broye) au DPF (Bonna)	Première visite au <i>Ministerio de Jornada</i> . Envoi des lettres de notification au Corps diplomatique différé. Situation spéciale des agents des pays qui n'ont pas encore reconnu <i>de jure</i> le Gouvernement national. Cas d'établissement. Suisses inculpés de crimes politiques. Contacts avec des délégués du CICR.
352	28.7.1938 L	Burgos (Broye) au DPF (Bonna)	Visite au Général Martinez Anido, qui assure Broye de son appui dans l'un des buts principaux de sa mission: la réintégration des Suisses d'Espagne.
379	11.9.1938 L	San Sebastian (Broye) au DPF (Bonna)	Interventions pour l'annulation de l'interdiction de travailler frappant un employé de <i>Nestlé</i> (Espagne). Animosité contre cette société. On serait à la veille d'une 3 ^e campagne d'hiver. Nouvelles diverses.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
465	1.12.1938 L	Bâle (Association suisse des Banquiers) au DPF (Bonna)	Depuis 1936, de très gros intérêts financiers en Espagne sont en souffrance. Dans les négociations commerciales en cours à Burgos, il faut absolument en tenir compte.
An 2	2.12.1938 L	DPF au DFEP	Le DPF appuie l'Association suisse des Banquiers. Il faut en tout cas faire une place aux créanciers suisses dans l'accord avec Burgos.

Pour les relations avec l'Etat espagnol, cf. aussi:

II.9.1. La Guerre civile espagnole, N° 370.

II.10 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
102	23.7.1937 PVCF	Conseil fédéral	Décision de remettre au Chargé d'affaires des Etats-Unis un aide-mémoire prenant position sur la déclaration de Cordell Hull du 16 juillet 1937.
A 1	16.7.1937 Déclaration	Cordell Hull	Traduction allemande de la déclaration de Cordell Hull du 16 juillet 1937 sur les principes qui doivent inspirer les relations entre Etats.
A 2	Sans date	Berne (Conseil fédéral) à Berne (Légation des Etats-Unis)	Texte de l'aide-mémoire du Conseil fédéral. Celui-ci souscrit en tous points aux principes énoncés par Cordell Hull.
104	28.7.1937 RP	Washington (Feer) au DPF (Motta)	Confirmation du nouveau cours de la politique étrangère des Etats-Unis. La phrase clé de la déclaration de Cordell Hull. Depuis Wilson, jamais les Etats-Unis ne s'étaient écartés autant de l'isolationnisme.

Pour les Etats-Unis d'Amérique, cf. aussi:

II.1.3. Allemagne, les persécutions antisémites, N° 450.
 II.15. Japon, N°s 267, 497.
 III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N° 404.
 IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N° 364.
 IV.2. Conférence d'Evian, N°s 247, 262, 346, 353.
 XI. L'approvisionnement de la Suisse, N°s 390, 439.
 XII.1. Banque nationale, N°s 2, 97, 393, 407.

II.11 ÉTHIOPIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
15	23.1.1937 L	Genève (Avenol/ Walters) au DPF (Motta)	Transmission à Berne d'une lettre d'Hailé Sélassié au Secrétaire général de la SdN.
A	21.1.1937 L	Bath (Hailé Sélassié) à Genève (Avenol)	Déclaration d'Hailé Sélassié au sujet de la reconnaissance de la souveraineté italienne sur l'Éthiopie par le Conseil fédéral. Argumentation pour démontrer que la Suisse a agi contre le droit et les principes qu'elle proclame. Prière à Avenol de communiquer cette déclaration au Conseil de la SdN.
32	17.2.1937 L	DPF (Motta) à Lucerne (K. Wick)	Transmission à Wick de l'extrait du Procès-verbal du Conseil fédéral sur la question de la reconnaissance de la souveraineté italienne sur l'Éthiopie pour l'aider à défendre la position du Conseil fédéral. Développement des arguments en faveur de cette reconnaissance.
An 2	8.2.1937 L	DPF (Bonna) à Légation suisse à Téhéran	Précisions de Bonna sur la question ci-dessus.
	11.2.1937 L	DPF (Motta) à Frauenfeld (Haffter)	La reconnaissance comme telle n'implique aucun jugement moral sur le passé.
61	15.4.1937 L	DPF (Bonna) à Rome (Ruegger)	Pour promouvoir les intérêts économiques suisses en Afrique orientale italienne, l'Office d'expansion commerciale propose la création d'un Consulat de Suisse à Addis-Abeba. Le DPF requiert l'avis de Ruegger à ce sujet.
78	20.5.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Avant de se prononcer définitivement sur l'ouverture d'un consulat à Addis-Abeba, il faudrait entamer des négociations sur les possibilités de développement économique et d'établissement qui seraient faites aux Suisses. R. suggère que le Conseil fédéral fasse connaître au public les avantages que lui ont valu sa politique envers l' <i>Impero</i> .
123	3.9.1937 L	Rome (L. Micheli) à Rome (P. Ruegger)	Transmission d'un <i>pro memoria</i> sur des entretiens relatifs à l'extension du traité d'établissement italo-suisse à l'Afrique orientale italienne. Micheli a fait savoir aux Italiens que, face aux problèmes qu'ils posaient, Ruegger préférerait ajourner les pourparlers.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	2.9.1937 <i>Pro memoria</i>	Rome (L. Micheli)	Déception suisse devant la réponse italienne ne prévoyant qu'un traitement provisoire de la question de l'extension à l'AOI du traité d'établissement italo-suisse. Pour une extension définitive, impossibilité italienne de procéder autrement qu'avec les autres Etats, crainte d'un précédent. Nécessité d'une mise à jour du vieux traité.
An 3	14.5.1937 <i>Pro memoria</i>	Rome (Affaires étrangères) à Rome (Légation de Suisse)	L'Italie est disposée à envisager un accord sur l'extension à l'AOI du traité d'établissement italo-suisse. Assurances provisoires.
<p><i>Pour L'Ethiopie, cf. aussi:</i></p> <p>I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 126. II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N° 204. II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, Nos 86, 145 A, 235. II.14.2. L'Italie et la SdN, Nos 49, 70. II.15. Japon, N° 72. X. Fabrication, exportation d'armements, N° 105.</p>			

II.12 FRANCE

II.12.1. QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE ET BILATÉRALE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
3	11.1.1937 L	Paris (Dunant au DPF (Motta)	Le général Prételat sur la situation militaire: l'année 1937 serait la plus favorable pour une attaque allemande; elle se ferait contre la Tchécoslovaquie. P. ne croit pas que l'armée allemande pénétrera en Suisse.
An 2	1.2.1937 R	Paris (Dunant) au DPF (Bonna)	Question Chappedelaine à la Chambre des Députés française sur la trouée d'Huningue.
92	24.6.1937 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Chute du Cabinet Blum: une opération mathématique si l'on voulait arrêter la ruine du crédit du pays et donc de la monnaie. Le nouveau Cabinet Chautemps ne comporte pas de changement profond, mais la dynamique socialiste du Front Populaire est brisée au profit de la «pause».

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
106	29.7.1937 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	Motta encourage Dunant à envisager une retraite prochaine.
108	1.8.1937 L	Paris (Barbey) à Paris (Torrenté)	Pétain ne viendra pas aux manœuvres de la 1 ^{re} Division. Les raisons. Son intérêt pour la défense nationale suisse. «Projets Weygand».
122	31.8.1937 L	Bucarest (Weck) au DPF (Motta)	Propos de Louis Marin à Weck sur les circonstances dans lesquelles est né le pacte franco-soviétique (opinion de Barthou, point de vue soviétique, rôle de Laval), sur la valeur de l'armée soviétique selon les missions militaires françaises en URSS, sur Toukhatchevski, partisan de l'alliance allemande.
128	15.9.1937 L	Paris (Pétain) à Berne (Minger)	Remerciements pour les journées passées en Suisse lors des manœuvres de la 1 ^{re} Division. «Belle santé physique et morale» de la troupe.
A	9.9.1937 Allocution	Pétain aux Autorités suisses	Allocution prononcée par Pétain le 9 septembre 1937 à Lausanne, à l'issue des manœuvres de la 1 ^{re} Division. L'armée suisse, selon Pétain. Les leçons de 1914-1918. Les engins blindés. L'aviation.
147	5.11.1937 PVCF	Conseil fédéral	Approbation du texte de la réponse à la petite question Wüthrich sur l'ouvrage de Weygand «La France est-elle défendue?».
A			Texte de la petite question. Texte de la réponse du Conseil fédéral: l'allusion de Weygand à la solidité des engagements pris par les Suisses se réfère aux accords des états-majors franco-suisses de 1917. Il n'y en a pas eu depuis lors.
182	14.1.1938 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	La chute du Cabinet Chautemps s'est produite sur un glissement du franc. Les événements à la Chambre. Hypothèses quant au nouveau Cabinet. Le spectre du contrôle des changes.
204	9.2.1938 RP	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Les mutations dans le haut personnel de l'armée et de la diplomatie allemandes: un geste grave selon l'entourage de Delbos; Fritsch était un modéré, triomphe du parti nazi. Le Quai d'Orsay observe un rapprochement de l'Italie vers l'Angleterre sous l'effet de cette nouvelle menace.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
221	8.3.1938 RP	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Premiers contacts du nouveau Ministre de Suisse à Paris avec le Quai d'Orsay. Accueil chaleureux de Delbos, sympathie pour la Suisse, compréhension de sa démarche en vue de recouvrer sa neutralité malgré l'incident du discours Gorgé au «Comité des 28» de la SdN.
229	14.3.1938 L	Paris (Barbey) à Paris (Torrenté)	Transmission d'une note à l'intention du Chef de l'Etat-Major suisse.
A	14.3.1938 N	Paris (Barbey) à Berne (Labhart) via Paris (Torrenté)	Attitude française en cas d'attaque de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne: points de vue du Quai d'Orsay et de l'Etat-Major. La Suisse dans les plans français.
244	25.3.1938 RP	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Entretien avec Herriot qui prête à Hitler les plus noirs desseins, notamment, une attaque de la France qui se ferait à travers la Suisse et dont l'axe principal viserait Lyon. Herriot salue la déclaration du Conseil fédéral du 21 mars affirmant que la Suisse défendra sa neutralité jusqu'au dernier homme.
251	29.3.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Visite à Matignon, entretien avec Blum, dont les propos sont très amicaux envers la Suisse. B. estime que la Suisse devrait utiliser l'occasion de sa démarche auprès de la SdN en vue d'être libérée de l'art. 16 pour faire reconnaître sa neutralité par les Etats signataires de l'Acte de 1815. Cette démarche paraîtrait ainsi moins unilatérale. Une attaque allemande ne passerait pas par la Belgique mais par la Suisse.
An 1	5.4.1938 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	La suggestion de Blum comporterait plus d'inconvénients que d'avantages.
259	1.4.1938 RP	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Impressions générales de Stucki après son entrée en fonction à Paris. Pessimisme des diplomates étrangers quant à la situation politique, économique et financière de la France. Son isolement. Sa richesse fondamentale devrait lui permettre un redressement. La question tchèque. Entretiens avec Léger et Herriot.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
271	22.4.1938 PVCF	Conseil fédéral	Approbation de la réponse à faire à une petite question Nicole sur les mesures que le Conseil fédéral entend prendre contre le <i>Journal de Genève</i> au sujet d'un article offensant pour Léon Blum.
A	31.3.1938	Nicole au Conseil fédéral	Texte de la petite question Nicole.
	22.4.1938	Conseil fédéral à Nicole	Texte de la réponse du Conseil fédéral à la petite question Nicole.
303	19.5.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Manifestations franco-suissees utilisées par Stucki pour faire de la propagande en faveur de la Suisse, en particulier le Banquet du Syndicat des Quotidiens régionaux en France auquel participait Daladier. Le <i>Petit Parisien</i> prête à Stucki des propos qu'il n'a pas tenus.
A	17.5.1938 Discours	Paris (Daladier)	Discours de Daladier au Banquet mentionné ci-dessus. Eloge de la Suisse, allusion à la question d'Huningue.
307	24.5.1938 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	Approbation de l'activité de propagande de Stucki en France, mais invitation à la prudence, car les Allemands ont réagi.
309	27.5.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Stucki affirme qu'il n'a fait rien d'autre que de reprendre le contenu de déclarations officielles. Motta est trop sensible aux réactions allemandes. Il s'abstiendra, pour le moment, de nouvelles actions de propagande. L'«Affaire Hoffmann» est traitée dans des journaux français. Faut-il faire quelque chose?
An 4	30.5.1938 L	DPF (Motta) à Paris (Stucki)	Ces polémiques sur cette «Affaire» sont irritantes; il ne faut pas les attiser. Insignifiance des ouvrages suisses qui les ont nourries.
419	6.10.1938 RP	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Discours Daladier à la Chambre. Les pleins pouvoirs. Considérations sur les chances de D. de pouvoir régler les problèmes économiques et financiers de la France. Echos allemands sur D., fortifications tchèques, Italie. Stucki déconseille Berne d'accepter des commandes françaises d'armements. Danger pour la neutralité.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
434	24.10.1938 RP	Paris (Stucki au DPF (Motta)	Massigli quitte le Quai d'Orsay, une perte pour la Suisse. Entretien avec M.: bilan, perspective, la France ne pouvant plus s'opposer au «Drang nach Osten» les motifs de conflits sont moindres, pacte de non-agression avec l'Allemagne, hostilité de l'Italie. Visite du Prof. J. de Salis, son interview de Bonnet.
442	10.11.1938 L	DFJP (Baumann) à Musy	La projection, à Fribourg et à Bâle, du film <i>La Peste Rouge</i> dans lequel Blum et Herriot sont présentés comme agents du Komintern a suscité une démarche de l'Ambassade de France qui demande la suppression de ces passages. Mesures requises.
449	15.11.1938 RP	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	L'assassinat du Conseiller vom Rath a soulevé une grande indignation en France. Présence de Weizsäcker à Paris pour les obsèques. Ses propos lors d'un déjeuner chez Stucki: les relations franco-allemandes et franco-italiennes, les Juifs allemands seront anéantis par les nazis s'ils ne peuvent émigrer. Succès de propagande de Stucki en Bourgogne, où il a présidé les «Trois Glorieuses de Bourgogne».
459	28.11.1938 L	Fribourg (Musy) au DFJP (Baumann)	Réponse de Musy au N° 442. Toutes les images de <i>La Peste Rouge</i> relatives à Herriot et à Blum proviennent des actualités françaises. La séquence concernant Herriot sera supprimée. Impossibilité d'en faire autant avec Blum, qui apparaît avec d'autres personnalités. La censure sera invitée à la prochaine projection du film.
An 2	13.12.1938	Ministère public au DPF	<i>La Peste Rouge</i> ayant été projetée en France, l'intervention du Ministère public ne se justifie plus guère.
478	15.12.1938 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Pronostics sombres de François-Poncet sur la situation de la Suisse dans l'éventualité d'un conflit «entre les deux axes». Propos sur Hitler. On ne peut exclure un ultimatum à la Suisse, bien que la neutralité de cette dernière soit entrée dans son cerveau.
481	16.12.1938 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Sur le vœu de l'intéressé, Ruegger soumet à Motta un projet de pacification graduelle de l'Europe préconisé, à titre personnel, par François-Poncet.
A	16.12.1938	Ruegger	«Le plan de M. François-Poncet» présenté par Ruegger. Les réactions de Göring, d'Hitler et de Mussolini à ce plan. Hitler s'est exprimé aussi à François-Poncet sur les neutralités belge et suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
485	21.12.1938 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Réponse au document précédent. Satisfaction que la neutralité suisse soit «ancrée dans l'esprit du Chancelier». Premières réflexions sur le plan François-Poncet: justesse de sa démarche progressive, préférer la création d'un «climat» au pacte.
A	22.12.1938 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Développements au sujet du plan François-Poncet. Plutôt un «jeu de l'esprit». L'ordre des étages est fragile. Difficile de se rallier en bloc à ses suggestions. Il faut d'abord rétablir la confiance. On ne peut ignorer la SdN comme le fait F.-P. Nos sympathies vont surtout à la partie du «plan» concernant l'humanisation de la guerre.
<p><i>Pour la France, politique générale et bilatérale, cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N^{os} 170, 188, 192, 196, 198, 200, 201, 208, 215 A, 227 A2, 258, 263 et An 6, 269 et An 3, 270, 275 et An 2, 276, 281, 285, 287, 288, 293 A2, 294, 299.</p> <p>I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N^{os} 126, 133.</p> <p>I.4. Affaire a Prato, N^{os} 12, 13, 16, 17.</p> <p>I.6. Office Nansen, N^o 376.</p> <p>I.9. Coopération intellectuelle, N^o 165.</p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N^{os} 8, 39, 314, 323, 476, 477, 483.</p> <p>II.1.3. Allemagne, les persécutions antisémites, N^o 450.</p> <p>II.3.1. Autriche, politique générale et bilatérale, N^o 73.</p> <p>II.3.2. L'<i>Anschluss</i>, N^{os} 209, 210, 228, 230, 232, 236.</p> <p>II.4. Belgique, N^{os} 140, 141, 144.</p> <p>II.7. Danzig, N^o 47.</p> <p>II.9.1. La Guerre civile espagnole, N^o 25.</p> <p>II.9.2. La Suisse et la République espagnole, N^o 382.</p> <p>II.11. Ethiopie, N^o 32.</p> <p>II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N^o 67.</p> <p>II.14.2. L'Italie et la SdN, N^{os} 49, 70, 158 A, 164.</p> <p>II.15. Japon, N^o 497.</p> <p>II.21. Pologne, N^o 467.</p> <p>III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N^{os} 344, 347, 373, 381, 384, 385, 386, 397 et A, 398, 402, 403, 405, 411, 417.</p> <p>IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N^{os} 249, 363, 365, 440.</p> <p>IV.2. Conférence d'Evian, N^{os} 262, 346.</p> <p>V. Les Suisses de l'étranger, N^o 494.</p> <p>VI. La politique de la Suisse en matière de presse, N^o 401.</p> <p>VIII. La Suisse et le communisme, N^o 250.</p> <p>IX.1. Questions de défense nationale, N^{os} 254, 273, 304, 421.</p> <p>IX.2. La servitude d'Huningue, N^{os} 4, 10.</p> <p>IX.3. Désarmement, N^o 84.</p> <p>XVI. La Commission centrale du Rhin, N^{os} 77 A, 185 et A.</p>			

II.12.2 FRANCE. RELATIONS ÉCONOMIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
59	13.4.1937 PVCF	Conseil fédéral	Les négociations commerciales avec la France de février-mars 1937. Tendance protectionniste des Français combattue par les Suisses. Maintien de l'acquis pour les exportations suisses et améliorations sectorielles. Décision d'approuver l'accord.
99	9.7.1937 PVCF	Conseil fédéral	Différend franco-suisse sur l'ajustement réciproque des tarifs douaniers sur la soie. Impact de la nouvelle dévaluation française sur l'accord intervenu entre les industriels de la soie des deux pays et sur l'ensemble des échanges. Décisions sur le commerce de la soie, décision d'étudier l'évolution des échanges avant de demander à la France de nouvelles négociations.
469	5.12.1938 L	Zurich (Banque nationale) au DPF (Motta)	La Banque nationale informe Motta que le Crédit Suisse et la Société de Banque Suisse négocient avec le Ministre des Finances français la conversion d'une série d'emprunts de compagnies de chemins de fer augmentée d'un emprunt complémentaire. Pas d'objections du côté de la Banque nationale.
470	5./8.12. 1938 AM	Paris (Stucki)	Stucki se plaint d'avoir été informé trop tard de l'affaire de l'emprunt français pour pouvoir l'utiliser afin d'obtenir du Gouvernement français que la Convention sur la double imposition soit enfin ratifiée par les Chambres. Tentatives de dernière heure de modifier le cours des choses.
An 2	8.12.1938 No	DPF (Kohli)	Position de Motta dans cette affaire.
473	12.12.1938 L	Paris (Stucki) au DPF (Bonna)	Conversation avec Reynaud au sujet de la ratification de la Convention franco-suisse sur la double imposition. R. va s'efforcer de faire avancer les choses. Si la ratification n'intervient pas lors de cette session, Stucki se contentera de demander des explications écrites.
487	21.12.1938 PVCF	Conseil fédéral	Les Chambres françaises ont approuvé la Convention franco-suisse sur la double imposition du 13 octobre 1937. Pleins pouvoirs au Ministre de Suisse à Paris pour procéder à l'échange des ratifications.
489	23.12.1938 L	Zurich (Banque nationale) au DPF (Motta)	La signature du contrat d'émission de l'emprunt français par le consortium bancaire impliqué a eu lieu en violation des procédures. Avant de lui demander des explications, la Banque nationale aimerait avoir l'avis du DPF.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
An 2	24.12.1938 L	DPF (Motta) à Zurich (Banque nationale)	La manière dont les choses se sont passées. Le DPF ayant obtenu pleine satisfaction sur le fond prie la Banque nationale de s'abstenir de toute intervention auprès du consortium bancaire.
<p><i>Pour les relations économiques avec la France, cf. aussi:</i></p> <p>II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N° 419. V. Les Suisses de l'étranger, N° 494. XI. L'approvisionnement de la Suisse, N°s 390, 412, 439. XII.1. Banque nationale, N° 97. XII.2. Exportation des capitaux, N° 150 A2.</p>			

II.13 GRANDE-BRETAGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
11	19.1.1937 RP	Londres (Paravacini) au DPF (Motta)	Position de Londres vis-à-vis de la politique d'Hitler. Les débuts de Ribbentrop n'ont pas été heureux. Visite de Paravacini à Ribbentrop, plutôt homme de parti que diplomate.
153	22.11.1937 PVCF	Conseil fédéral	Négociations économiques avec la Grande-Bretagne. Evolution de la balance des paiements entre les deux pays. Position suisse. Position britannique. Décision d'être conciliant en matière de contingentement britannique, mais ferme envers la hausse du tarif douanier.
An 3	18.2.1938 PVCF	Conseil fédéral	Insuffisance des concessions britanniques. Stucki s'est rendu à Londres pour créer de meilleures bases de négociation.
219	26.2.1938 RP	Londres (Paravacini) au DPF (Motta)	Le Gouvernement britannique et la SdN. Discours de Chamberlain à ce sujet à la Chambre des Communes. Le Premier Ministre a clairement laissé entendre que la SdN n'était plus en mesure d'assurer la sécurité collective et qu'on ne pouvait pas leurrer les petites nations à ce sujet. Abandon de la «politique Eden». Critiques des travaillistes.

Pour la Grande-Bretagne, cf. aussi:

- I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N^{os} 175, 183, 186, 188, 192, 195, 196, 198, 200, 201, 258, 269, 281, 284, 287 et A, 288, 289, 293 A2.
- I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N^o 133.
- I.4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN, (affaire a Prato), N^{os} 9, 16.
- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N^{os} 28, 314, 430, 477.
- II.1.3. Allemagne, les persécutions antisémites, N^o 450.
- II.3.1. Autriche, politique générale et bilatérale, N^o 73.
- II.3.2. L'*Anschluss*, N^{os} 209, 210, 228, 230, 232, 236.
- II.4. Belgique, N^{os} 140.
- II.7. Danzig, N^{os} 19, 22, 47, 142.
- II.8. Egypte, N^o 24.
- II.9.1. La Guerre civile espagnole, N^{os} 337, 338.
- II.11. Ethiopie, N^o 32.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N^{os} 204, 259, 434, 481 A.
- II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N^o 235.
- II.14.2. L'Italie et la SdN, N^{os} 49, 70, 158 A.
- II.15. Japon, N^o 497.
- II.19. Palestine, N^o 480.
- III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N^{os} 344, 347, 351, 384, 385, 386, 391, 397 et A, 398, 402, 403, 404, 409, 411, 417.
- IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N^{os} 249, 440.
- V. Les Suisses de l'étranger, N^o 494.
- VI. La politique de la Suisse en matière de presse, N^o 401.
- IX.1. Questions de défense nationale, problèmes généraux, N^o 421.
- IX.3. Désarmement, N^o 84.
- XI. L'approvisionnement de la Suisse, N^{os} 390, 439.
- XII.1. Banque nationale, N^o 97.
- XIII. La Suisse et la politique humanitaire, N^o 362.

II.14 ITALIE

II.14.1 QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE ET BILATÉRALE

N ^o	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
60	15.4.1937 N	Rome (Ruegger) à Rome (Bastianini)	Les efforts du DPF pour améliorer le climat des relations italo-suisse. Il essaiera d'intervenir auprès de l'ATS. La presse suisse est plus favorable à l'Italie. Le DPF se désolidarise des critiques suscitées par l'affaire du doctorat <i>h. c.</i> de l'Université de Lausanne à Mussolini et se félicite que ce dernier l'ait accepté.
67	1.5.1937 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Transmission d'une note d'entretien d'un journaliste suisse avec Ciano. Quelques réserves sur son contenu qui serait destiné à impressionner Paris.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	Non daté (mi-avril 1937)	Note d'un journaliste suisse	Selon Ciano, l'entente est complète entre l'Italie et l'Allemagne. Espagne. Autriche: l' <i>Anschluss</i> est inévitable. L'Italie ne craint pas l'Allemagne au Brenner. Yougoslavie.
85	5.6.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Ruegger n'a pas cru devoir insister pour remettre personnellement à Mussolini le tome II des <i>Testimonia Temporum</i> dédié par Motta et les <i>Scrittori della Svizzera italiana</i> offerts à Mussolini par le Conseil d'Etat tessinois. Les raisons.
86	11.6.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Ruegger souhaite communiquer à Ciano les déclarations de Motta au Conseil des Etats sur la reconnaissance de la souveraineté italienne en Ethiopie et les relations italo-suisse. Suggestion à Motta de parler des efforts de Ciano pour la consolidation de l'amitié italo-suisse dans son prochain discours au Conseil national. Importance du «climat» pour le règlement de certains dossiers et la prospérité du commerce (<i>Maschinenfabrik Oerlikon</i>).
93	25.6.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	La communication à Ciano du texte des discours de Motta mentionnés au N° 86 a eu le plus heureux effet. Ciano et Bastianini se sont exprimés en termes chaleureux à leur sujet.
98	1.7.1937 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien avec le ministre de Yougoslavie à Rome. Situation européenne vue par Victor-Emmanuel: le Roi se félicite d'avoir la Suisse entre l'Italie et l'Allemagne et tient à l'intégrité de l'Autriche. Les rapports italo-yougoslaves se sont beaucoup améliorés.
117	21.8.1937 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Le discours de Mussolini à Palerme: «appel à la paix». La Suisse y est bien traitée, seul pays à propos duquel M. a utilisé le mot «amitié». Succès de la politique suisse prudente et bienveillante, si l'on songe à l'état des relations italo-suisse il y a un an.
145	29.10.1937 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Transmission du résumé d'un entretien avec Ciano.
A	(28.10.1937)	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Examen des affaires économiques italo-suisse, tourisme italien en Suisse, irrédentisme, extension du traité d'établissement italo-suisse à l'Ethiopie. Selon Ciano, la Suisse et son président sont les meilleurs amis de l'Italie dans le milieu hostile de la SdN.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
179	13.1.1938 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Transmission d'une lettre de Reynold à Motta. Dans les circonstances présentes, une déclaration de Rome et de Berlin sur le respect de la neutralité suisse ne serait pas opportune.
A	12.1.1938 L	Crans (Reynold) au DPF (Motta)	Compte rendu d'un entretien entre Reynold et un «Italien» au sujet d'une déclaration solennelle de reconnaissance de la neutralité suisse par l'Italie et l'Allemagne. Point de vue de Reynold. Ses déductions quant à l'image italienne de la Suisse. Propos sur la neutralité suisse.
181	14.1.1938 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'accepter un échange de notes entre l'Italie et la Suisse prévoyant l'introduction d'une mesure améliorant le fonctionnement du clearing italo-suisse.
235	17.3.1938 No	DPF (Kohli)	Le Directeur de la Banque nationale soutient auprès des autorités suisses une proposition privée de pouvoir recourir au capital suisse, voire d'accorder un prêt fédéral à l'Italie, pour permettre à celle-ci de racheter une partie des actions britanniques de la Compagnie du Canal de Suez.
An 2	6.5.1938 L	DFFD (Meyer) à Zurich (Bachmann)	Le plan énoncé ci-dessus est devenu sans objet, l'Angleterre refusant la possibilité pour l'Italie d'acquérir une partie de ses actions de la Compagnie du Canal de Suez.
295	14.5.1938 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien Ruegger-Ciano. Ce dernier a été chargé par Mussolini de dire qu'il «en avait assez de l'attitude de notre pays». Les griefs de Mussolini: le maintien de l'arrestation des irrédentistes Severin et Garobbio, des menaces proférées à l'égard des participants italiens au <i>Giro d'Italia</i> , la presse suisse.
A	13.5.1938 L	Rome (Ruegger) à Rome (Ciano)	Ramener les griefs énoncés ci-dessus à leur juste proportion.
310	30.5.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Evolution des problèmes mentionnés au N° 295. Nouvel entretien avec Ciano. Plus question de la presse. Ciano très satisfait que Motta en personne donne le départ d'une étape du <i>Giro</i> à Locarno. Il souligne l'importance des pressions irrédentistes sur Mussolini en faveur de Garobbio. Il requiert de la mansuétude pour ce dernier.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
311	30.5.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Impression confirmée que les griefs de Mussolini envers la presse suisse sont à rechercher dans l'influence allemande. Dans le problème de la neutralité, espoir que l'Italie exerce une action modératrice sur l'Allemagne.
486	21.12.1938 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Durcissement du climat politique en Italie sous l'impulsion de l'aile extrémiste du Parti fasciste. Les relations italo-suisse encore épargnées. Le Vatican s'attend à une tension grave entre l'Eglise et le régime fasciste. Les mesures antisémites permettent de financer l'armement. Signes de résistance de la tradition italienne.

Pour l'Italie, politique générale et bilatérale, cf. aussi:

- I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N°s 301, 308, 330, 331.
- I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N°s 126, 133.
- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 27, 131, 138, 211, 314, 323, 430, 477, 482, 483.
- II.1.3. Allemagne, persécutions antisémites, N° 335.
- II.3.1. Autriche, politique générale et bilatérale, N°s 46, 73, 81, 168.
- II.3.2. L'*Anschluss*, N°s 209, 230, 232.
- II.9.1. La Guerre civile espagnole, N° 20 et A.
- II.11. Ethiopie, N°s 15, 32, 61, 78, 123 et A.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N°s 204, 259, 419, 434, 449, 481 A, 485 A.
- II.15. Japon, N° 72.
- II.27. URSS, N° 91.
- III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N°s 344, 384, 391, 397 A, 403, 406, 411, 417.
- IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N°s 249, 472 et A.
- IV.3. Etrangers et colonies étrangères en Suisse, N°s 116 et A, 366 et An 4.
- V. Les Suisses de l'étranger, N° 452 et A.
- VI. La politique de la Suisse en matière de presse, N°s 176, 190, 193, 317, 420.
- VII.3. Les *Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma*, N°s 45 et A, 194, 207, 400.
- VII.4. Le fascisme italien et les mouvements apparentés en Suisse, N°s 76, 79 et A.
- IX.1. Questions de défense nationale, problèmes généraux, N° 421.
- X. Fabrication, exportation d'armements, N° 105.
- XI. L'approvisionnement de la Suisse, N°s 390, 439.
- XVI. La Commission centrale du Rhin, N° 77.

II.14.2 L'ITALIE ET LA SdN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
49	19.3.1937 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Ruegger fait part à Ciano des appréhensions de la Suisse face à l'absence prolongée de l'Italie de la SdN, préjudiciable à l'équilibre des forces au siège. Exemples. Compréhension de Ciano, mais l'Italie attend que la France et l'Angleterre cessent de reconnaître le Négus. Drummond convaincu du retour de l'Italie à Genève. L'Allemagne travaille cependant contre un retour. Paris et Londres ne devraient pas attendre un premier pas de l'Italie.
70	5.5.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Passivité et attente de l'Italie à l'égard de la prochaine Assemblée de la SdN. Propos du Ministre De Peppo. L'Italie croit Paris et Londres encore très éloignées d'une liquidation de l'affaire éthiopienne. Espoir que Motta puisse rectifier ces impressions.
An 2	19.5.1937 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Motta n'a pas d'informations précises. Le retour de l'Italie à Genève serait bien nécessaire.
157	7.12.1937 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Motta apprend que l'Italie prendrait la décision de quitter la SdN. Sa surprise. Les difficultés qui résulteraient pour la Suisse de cette nouvelle situation.
An 1	6.12.1937 T	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	L'Italie quitterait la Société des Nations.
158	7.12.1937 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	La décision relative au retrait de l'Italie de la SdN paraît «sûre». Indices. Les opinions de certains Etats amis comme la Suisse pourraient encore infléchir le cours des choses.
A	Sans date R	De Reynold à Motta	Entretien du 6 décembre 1937 entre de Reynold et Mussolini. Propos de M. sur le Japon. Opinion de M. sur la Suisse. Thèmes abordés: le communisme, la SdN, la France, l'Allemagne, l'antisémitisme, le catholicisme, l'Espagne, l'Angleterre, la Russie. Optimisme de M. sur la situation internationale en général.
160	8.12.1937 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Motta modère Ruegger. Si déplorable que serait le retrait de l'Italie de la SdN, la Suisse n'a pas à s'employer activement à le prévenir.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
164	13.12.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Mussolini annonce le retrait de l'Italie de la SdN. L'opinion italienne attendait encore des développements «programmatisques». Commentaire de la décision par le milieu diplomatique italien. Spéculations sur les mobiles de Mussolini. Ruegger déplore cette décision.
<p><i>Pour l'Italie et la SdN, cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N°s 166, 169, 170, 175, 183, 278, 308, 331.</p> <p>I.9. Coopération intellectuelle, N° 165.</p> <p>I.11. Films éducatifs, N° 178.</p> <p>II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N° 67.</p>			

II.14.3 ITALIE. AFFAIRES DE PRESSE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
68	4.5.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Effets désastreux sur les relations italo-suisse des <i>fonogrammi di stampa</i> , compilation tendancieuse de la presse suisse transmise à Rome par la Légation d'Italie à Berne. Motta devrait intervenir auprès de Tamaro.
An 2	20.3.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Ruegger éclaire Ciano sur le caractère tendancieux des résumés de presse de la Légation d'Italie. Allusion au fils de Colombi.
143	26.10.1937 AM	DPF (Motta)	Entretien Motta-Tamaro. T. remercie Motta de son dernier discours. Les journaux suisses que lit Mussolini. «L'Italophobie» de la <i>National-Zeitung</i> . Motta s'en occupera ainsi que de l'ATS. Ouvrage irrédentiste de G. Renzini.
An 3	25.10.1937 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Attitude de la <i>National-Zeitung</i> . Les reproches italiens envers l'ATS ne sont pas sans fondements. ATS a un accord avec <i>Havas</i> .

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
191	21.1.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien Alfieri-Ruegger. Mussolini est toujours irrité par l'attitude «antipathique» de la presse suisse. M. attend qu'il y soit remédié. Protestations de Ruegger. Conjectures sur cet accès d'humeur italien sans relation avec la réalité. Influence de l'Allemagne?
An 1	21.1.1938 L	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Les griefs du Gouvernement italien sont très exagérés.
199	8.2.1938 L	DPF (Bonna) à Rome (Ruegger)	E. Rietmann, Président de la Société suisse d'éditeurs de journaux, se rend à Rome pour discuter avec la direction de la <i>Federazione Nazionale Fascista Editori Giornali</i> . Ses idées en matière de politique de presse et sur les problèmes posés par la neutralité.
217	23.2.1938 L	Rome (Micheli) au DPF (Motta)	Visite de Rietmann à Rome. Son entretien avec Mussolini. M. est très critique envers la presse bourgeoise de Suisse alémanique. Il s'en prend même au correspondant de la <i>NZZ</i> à Berlin. Se déclare néanmoins un ami sincère de la Suisse. Propos de Rocco sur F. Klein, ancien correspondant des <i>Basler Nachrichten</i> à Rome.
An 4	18.11.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF	Ruegger critique les articles de F. Klein sur l'Italie dans la <i>Weltwoche</i> .
242	24.3.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Le correspondant du <i>Bund</i> à Rome, Casagrande, ne plaît pas aux autorités italiennes, qui l'ont prié de quitter le pays de son plein gré pour prévenir une expulsion. Ruegger tente une démarche de caractère informatif auprès de Rocco en faveur de C. Faut-il intervenir officiellement?
246	26.3.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Schürch, rédacteur en chef du <i>Bund</i> , a déconseillé à Casagrande de quitter l'Italie. Intervention du Président de l'Association de la presse étrangère auprès de Rocco qui considère l'affaire comme liquidée. Ruegger s'interroge sur l'étrange attitude de Rome.
252	30.3.1938 L	DPF (Frölicher) à Rome (Ruegger)	Ruegger doit tenter une démarche officielle en faveur de Casagrande.
An 4	11.4.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Alfieri n'a pas réussi à faire modifier la décision italienne concernant Casagrande.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
341	13.7.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Transmission d'une liste des journaux suisses interdits en Italie. Ruegger demande à Rocco la levée de l'interdiction du <i>Bund</i>
A		Rome (Ministère de la Culture popula- laire) à Rome (Ruegger)	Liste des journaux suisses interdits en Italie.
<p><i>Pour l'Italie, affaires de presse, cf. aussi:</i></p> <p>I.4. Affaire a Prato, N°s 6, 31, 36.</p> <p>II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N°s 295, 310, 311.</p> <p>II.14.4. Italie, irrédentisme, N° 7.</p> <p>VI. La politique de la Suisse en matière de presse, N°s 176, 190, 193, 265 et A2, 317.</p>			

II.14.4 ITALIE. IRRÉDENTISME

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
7	13.1.1937 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Espoir que la campagne irrédentiste soit définitivement enrayée, justifié par l'excellent climat créé par les mesures prises contre a Prato. Assurances de Bastianini et de Ciano. Des instructions très sévères ont été données.
18	28.1.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Remise à De Peppo d'un aide-mémoire et des photos de cartes de Noël irrédentistes envoyées au Tessin. Vœu que les autorités italiennes mettent fin à ces pratiques.
An 1	14.1.1937 L	DPF (Bonna) à Rome (Ruegger)	Ruegger doit entreprendre une démarche à Rome dans l'affaire des cartes de Noël irrédentistes. Faire valoir que la Suisse, elle, séquestre la littérature communiste destinée à l'Italie.
An 2			Texte des cartes de Noël irrédentistes.
89	19.6.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	L'Italie fait savoir par note verbale qu'il n'a pas été possible d'identifier les auteurs et expéditeurs des cartes irrédentistes. Instructions ont été données pour éviter de nouveaux cas semblables.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	17.6.1937 N	Rome (Affaires étrangères) à Rome (Légation de Suisse)	Texte de la note verbale italienne.
An 3	1.6.1938 L	Ministère public à Baumann	Il est presque certain que l'expéditeur des cartes irrédentistes est Aurelio Garobbio.
103	24.7.1937 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Ciano fait des réclamations suisses contre les irrédentistes son affaire personnelle. Mussolini n'accorde d'ailleurs aucune importance à ces derniers. Inquiétude de Ciano à propos de la célébration de la bataille de Giornico. Il souhaiterait que l'on n'insiste pas en Suisse sur le côté «victoire suisse». Ruegger suggère à Motta de veiller sur ce qui va être dit dans les discours.
107	30.7.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Projet irrédentiste à l'occasion de la célébration de la bataille de Giornico. Vigilance et inquiétude de Ciano.
109	2.8.1937 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Le discours de Motta sur Giornico a été transmis à Ciano. La presse italienne s'est montrée amicale envers la Suisse et a mis en valeur les propos de Motta sur les rapports italo-suisses. Les craintes relatives à cette commémoration étaient infondées.
An 1	29.7.1937 L manus- crite	DPF (Motta) à Rome (Ruegger)	Rôle de Tamaro dans «l'alerte» de Giornico. Démarche de Motta pour éviter tout incident.
An 2	1.8.1937 Discours	Motta	Propos de Motta sur l'Italie à Giornico.
279	30.4.1938 L	DPF (Bonna) à Rome (Ruegger)	Dans l'affaire de l'arrestation en Suisse des deux irrédentistes Garobbio et Severin, le DPF agira dans le sens de la modération selon le vœu officiel du Ministère des Affaires étrangères italien et la lettre de son représentant en Suisse à Motta.
A 1	26.4.1938 No	Rome (Micheli)	Conversation officieuse au Ministère des Affaires étrangères italien au sujet de l'arrestation en Suisse de Garobbio et Severin. Une certaine clémence à leur endroit serait appréciée.
A 2	28.4.1938 L	Berne (Tamaro) au DPF (Motta)	Ne pas faire une affaire de l'arrestation, sans véritable raison, de Severin.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
315	4.6.1938 L	DPF (Motta) au DFJP (Baumann)	Aucun intérêt à faire de Garobbio un martyr. L'irré- dentisme n'est pas dangereux. Réexaminer d'urgence cette affaire et libérer Garobbio. Régler l'affaire du Général Coselschi.
An 2	1.6.1938 R	Ministère public au DPF (Motta)	Informations sur les irrédentistes Vighi et Giglioti complices de Garobbio.
An 3	24.5.1938 L	DPF (Motta) au DFJP	Intérêt actuel, vue les démarches suisses de tout genre – et assez délicates – à Rome de rapporter la mesure d'interdiction d'entrée en Suisse qui frappe Coselschi.
334	24.6.1938 PVCF	Conseil fédéral	L'activité irrédentiste de Garobbio. Son arrestation pour atteinte à l'indépendance de la Confédération. Décision du Conseil fédéral de ne pas engager de poursuites judiciaires contre Garobbio. Un procès donnerait une importance disproportionnée à ce per- sonnage.
A	24.6.1938 Communiqué	Conseil fédéral	Texte du communiqué relatif à cette affaire.
<p><i>Pour l'Italie, irrédentisme, cf. aussi:</i></p> <p>II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N°s 145 A, 310, 486.</p> <p>II.14.3. Italie, affaires de presse, N° 143.</p> <p>VII.2. La question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses, N° 240.</p> <p>VII.3. Les <i>Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma</i>, N°s 45, 194, 207, 400.</p>			

II.14.5 DOCTORAT *H.C.* à MUSSOLINI

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
51	25.3.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Vu les discussions que ce geste entraîne, Mussolini décline le doctorat <i>h.c.</i> de la Faculté de Sciences éco- nomiques et sociales de l'Université de Lausanne.
58	10.4.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Remise à Mussolini, qui est revenu sur son refus, du doctorat <i>h.c.</i> de l'Université de Lausanne. Ruegger n'a pas été invité à accompagner la mission universi- taire auprès de Mussolini, mais a accepté l'invitation au déjeuner Bottai. Propos de ce dernier élogieux pour la Suisse.

Pour le doctorat h.c. à Mussolini, cf. aussi:

II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N^{os} 60, 67.

II.15 JAPON

N ^o	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
72	10.5.1937 RP	Tokyo (Thurnheer) au DPF (Motta)	Entretien avec Sato. Son opinion sur la Suisse. Inconséquence de l'attitude suisse dans l'affaire d'Ethiopie si on la compare à celle adoptée dans la crise mandchoue. Une reconnaissance du Mandchoukouo serait plus justifiée que celle de la souveraineté italienne sur l'Ethiopie, notamment pour l'exportation suisse. Un retour du Japon à la SdN est très peu probable.
267	14.4.1938 RP	Tokyo (Thurnheer) au DPF (Motta)	Les relations entre le Japon et les Etats-Unis. Leur détérioration depuis 1934. Pour l'Ambassadeur des Etats-Unis, les Japonais sous-estiment les réactions hostiles de l'opinion américaine suscitées par leur guerre en Chine. Déclarations malheureuses de diplomates japonais.
497	31.12.1938 RP	Tokyo (Thurnheer) au DPF (Motta)	Le départ d'Ugaki des Affaires étrangères a marqué un changement décisif dans la politique étrangère du Japon en faveur de l'Armée. La prise d'Hankéou et de Canton. On considère la guerre contre la Chine comme pratiquement gagnée. Mise en question de la politique de la «porte ouverte». Réaction anglo-saxonne. Les USA et la Grande-Bretagne ont consenti un prêt à la Chine. Ces Puissances pourraient fermer leur marché aux Japonais. L'URSS et le Japon.

Pour le Japon, cf. aussi:

I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N^{os} 126, 133, 134.

II.6. Chine, N^o 135.

II.14.2. L'Italie et la SdN, N^o 158 A.

II.17. Mandchoukouo, N^o 491.

VI. La politique de la Suisse en matière de presse, N^o 325.

X. Fabrication, exportation d'armements, N^{os} 115, 121, 127 et A.

II.16 LIECHTENSTEIN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
63	19.4.1937 L	DFJP (Stämpfli) au DPF (Bonna)	Le matériel de propagande communiste et espagnol, appelant à participer aux hostilités aux côtés de la République espagnole peut-il gagner librement le Liechtenstein, alors qu'il est séquestré en Suisse? Il est sans doute adressé au Liechtenstein pour pouvoir revenir librement en Suisse. Nécessité de clarifier la question.
An 2	22.4.1937 L	DPF au DFJP (Stämpfli)	Vaduz d'accord d'appliquer les arrêtés fédéraux concernant le séquestre du matériel de propagande en question.
241	23.3.1938 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Visite à Berlin de Jean Hoop, Chef du Gouvernement du Liechtenstein. Ses impressions. Son évaluation du danger national-socialiste pour son pays. Mesures envisagées pour renforcer le position du Liechtenstein. L'abdication du Prince Franz, dont l'épouse est juive, facilitera les relations avec l'Allemagne.
A	16.3.1938 Compte rendu	(DPF)	Conférence entre représentants suisses et du Liechtenstein sur le problème de la protection de la frontière avec l'ancienne Autriche. Questions abordées: renforcement du cordon douanier, droit d'occupation par les troupes suisses, neutralité du L., police des étrangers, travailleurs liechtensteinois, station radio.
243	?3.1938 L	DMF (Huber) à DMF (Frick)	Le DMF attend du Conseil fédéral des propositions au sujet des problèmes de défense que le Liechtenstein pose à la Suisse. L'intégration de la Principauté dans la neutralité suisse serait la meilleure solution.
A	25.3.1938 R	DMF (Labhart) à DMF (Minger)	Etude des relations avec le Liechtenstein du point de vue militaire. Son importance pour accéder au bassin de Sargans et aux Grisons. L'occupation de la Principauté par les Allemands faciliterait une attaque contre la Suisse. Solutions envisagées pour parer à ce risque.
248	28.3.1938 L	DMF (Minger) au DFEP (Obrecht)	L'interdiction faite aux citoyens du Liechtenstein de venir travailler en Suisse est la cause principale du mécontentement qui nourrit l'opposition, favorable à l'Allemagne, dans la Principauté. L'Etat-Major suisse demande un changement de politique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
An 2	25.3.1938 L	OFIAMT (Jobin) à OFIAMT (Kaufmann)	Le marché du travail en Suisse est encore trop déprimé pour l'ouvrir à nouveau sans restrictions aux Liechtensteinois. Seul un effort modeste est possible.
260	4.4.1938 L	DPF (Bonna) au DMF (Minger)	Communication de la notice du 4.4.1938. Elle montre qu'il faut être prudent dans la question des mesures de renforcement militaire au Liechtenstein.
A	4.4.1938 No	DPF (Frölicher)	Köcher s'informe des projets suisses de fortifications au Liechtenstein. Il fait savoir que Berlin protestera si la question était vraiment à l'ordre du jour.
272	22.4.1938 R	Police de St-Gall au DFJP	Depuis l' <i>Anschluss</i> , on constate un regain d'agitation nazie au Liechtenstein. Ses manifestations. La passivité des autorités du L. L'attitude du jeune Prince. Les craintes de la population suisse avoisinante.
322	10.6.1938 L	Gugelberg au DPF	Propos d'un cousin du Prince régnant sur la situation au Liechtenstein: une incorporation du L. dans la neutralité suisse n'est pas possible actuellement, le Prince est satisfait de l'entente entre les deux partis. Le château Gutenberg serait un nid d'espions nazis.
355	4.8.1938 L	EMG (Labhart) au DMF (Minger)	Tactiquement, le Liechtenstein constitue le glacis de la forteresse de Sargans. La possession du Ellhorn s'imposerait et devrait être réglée par un traité. Demander au DPF de prendre position.
An 1	1.4.1938 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	On ne peut éviter une révision de la frontière avec le Liechtenstein. Le DPF proposera au L. d'entrer en négociation sur ce point.
367	25.8.1938 L	DMF (Minger) au DFPCF (Pilet-Golaz)	En raison des aspects militaires et politiques de l'affaire, contre les tentatives de la <i>Reichspostdirektion</i> d'obtenir une concession de ligne d'autocars postaux à travers le Liechtenstein. Informer le DMF de toute tentative allemande de prendre pied au Liechtenstein par le biais des PTT.
424	13.10.1938 N	Berne (DPF) à Vaduz	Le DPF informe Vaduz que le Règlement sur la fabrication, l'acquisition, le commerce et la distribution, l'importation et l'exportation de matériel de guerre, ainsi que l'ordonnance du DMF sur son exécution, s'appliquent au territoire de la Principauté, selon le traité du 29 mars 1923.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
446	12.11.1938 L	Mayenfeld (Gugelberg) au DPF	Selon une source fiable, le Führer aurait tenu à Weizsäcker des propos qui excluèrent de sa part toute idée d' <i>Anschluss</i> du Liechtenstein et de la Suisse.
484	19.12.1938 L	DPF (Feldscher) à EMG (Frick)	Communication des documents en annexe. Fixer aussi rapidement que possible les compensations territoriales suisses maximales pour les rectifications de frontières avec le Liechtenstein.
A 1	16.12.1938 L	Vaduz (Hoop) au DPF (Feldscher)	Opinion du Gouvernement du Liechtenstein au sujet des rectifications de frontières. Genre de compensations envisagées. Malgré tout, l'affaire est délicate. S'assurer vraiment que ces rectifications ne nuisent pas aux relations du Liechtenstein avec le Reich et du L. avec la Suisse.
A 2	19.12.1938 L	DPF (Feldscher) à Vaduz (Hoop)	Ne pas s'exagérer les difficultés et ne pas renvoyer la visite du terrain. Elle permettra d'y voir plus clair en matière de compensations. Compréhension de la Suisse pour les besoins du Liechtenstein.
<p><i>Pour le Liechtenstein, cf. aussi:</i></p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 343, 488.</p> <p>II.3.1. Autriche, politique générale et bilatérale, N° 168 et An 2.</p> <p>IX.1. Questions de défense nationale, problèmes généraux, N° 234.</p>			

II.17 MANDCHOUKOUO

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
491	23.12.1938 L	Tokyo (Thurnheer) au DPF (Motta)	Promesses de développement économique du Mandchoukouo. Raisons pour lesquelles Thurnheer n'a pas fait savoir aux Japonais, comme Motta l'en avait autorisé, que la Suisse reconnaîtrait le Mandchoukouo dès que plusieurs Etats membres de la SdN auraient procédé à sa reconnaissance. Autres voies choisies pour montrer l'intérêt de la Suisse. Idée d'une agence consulaire à Dairen. Parallélisme nécessaire dans les éventuelles reconnaissances de l'URSS et du Mandchoukouo par la Suisse.

Pour le Mandchoukouo, cf. aussi:

II.15. Japon, N° 72.

II.18 NORVÈGE

Pour la Norvège, cf.:

I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 126.

IX.3. Désarmement, N° 456 et An.

XIV. La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo», N° 350 A.

II.19 PALESTINE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
53	31.3.1937 No	DFJP	Entretien Goldmann-Baumann sur la tenue en Suisse du Congrès sioniste. Pas d'objection du Département. Regret que Bâle, si proche de l'Allemagne, ait été retenue pour le Congrès. Prière d'éviter toute attaque envers l'Allemagne.
An 2	19.6.1937 L	Berne (Baumann) à Goldmann	Satisfaction que Zurich ait finalement été préférée à Bâle pour le Congrès. Instructions pour les visas des congressistes.
118	23.7.1937 L	Genève (Délégation arabe de Palestine) au DPF (Motta)	Appel à Motta pour qu'il fasse entendre à la SdN la voix de la Suisse en faveur de la cause palestinienne menacée par le projet d'Etat juif. Les Juifs fourriers du communisme en Palestine. Désir arabe d'arriver à un solution acceptable, les éléments de cette solution.
480	15.12.1938 R	Jaffa (Lutz) au DPF	Réactions à la politique britannique après la publication du «rapport Woodhead». Point de vue de Lutz sur la nécessité, après les événements de novembre en Allemagne, d'ouvrir largement la Palestine à l'immigration juive.

II.20 PAYS-BAS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
29	16.2.1937 RP	La Haye (Pury) au DPF (Motta)	Les propos d'Hitler, dans son discours du 30.1.1937, selon lesquels il avait déjà fait savoir qu'il garantissait la neutralité des Pays-Bas et de la Belgique, ont surpris La Haye, qui a cherché des éclaircissements à ce sujet. Raisons du malentendu.
52	31.3.1937 N	DFEP à Berne (Légation des Pays-Bas)	Raison pour laquelle l'importation de charbon hollandais a été soumise à des restrictions: évolution défavorable de la balance commerciale. Chiffres du commerce bilatéral global. Chiffres des importations de charbon.
139	16.10.1937 RP	La Haye (Pury) au DPF (Motta)	Pour le ministre Patijn, la déclaration du Reich relative à l'inviolabilité de la Belgique comporte un élément de sécurité pour les Pays-Bas. La conception hollandaise de la neutralité. Spéculation sur une déclaration allemande à ce sujet.
173	3.1.1938 RP	La Haye (Pury) au DPF (Motta)	Efforts des Pays-Bas pour trouver une formule commune avec d'autres Etats touchant la reconnaissance de l'annexion de l'Ethiopie par l'Italie. Attitude des Etats du groupe d'Oslo à ce sujet. Les Pays-Bas sont sur la voie de la reconnaissance <i>de facto</i> de l'annexion.
222	8.3.1938 RP	La Haye (Pury) au DPF (Motta)	Pour Patijn, il vaut mieux ne pas toucher à l'art. 16 du Pacte de la SdN pour le moment. Sa conception de la neutralité.
<p><i>Pour les Pays-Bas, cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N°s 188, 215 A. I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 133. II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 28, 39. II.1.3. Allemagne, les persécutions antisémites, N° 450. II.4. Belgique, N° 141. II.12.2. France, relations économiques, N°s 469, 470. III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N° 385. IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N°s 249, 440. IV.2. Conférence d'Evian, N° 262. IX.1. Questions de défense nationale, problèmes généraux, N° 421. XIII. La Suisse et la politique humanitaire, N°s 362, 378, 458. XIV. La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo», N° 350 A. XVI. La Commission centrale du Rhin, N° 77 et A.</p>			

II.21 POLOGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
23	6.2.1937 RP	Varsovie (Stoutz) au DPF (Motta)	Situation intérieure en Pologne. Désagrégation politique générale dans le camp gouvernemental comme dans l'opposition. L'antisémitisme est une vague de fond et politiquement rémunérateur. Place de la «question juive» dans la session du Parlement. Le Gouvernement cherche dans l'émigration la solution du «problème juif».
467	2.12.1938 RP	Varsovie (Martin) au DPF (Motta)	La Pologne officielle n'a pas la moindre crainte que le Reich annexe Danzig, car elle reconnaît le caractère allemand de cette ville. Memel. Refroidissement de l'amitié polono-hongroise à cause de la question ruthénienne. L'Allemagne et l'Ukraine. Les relations avec la Roumanie, la France, la Lithuanie, la Russie, l'Allemagne.
<p><i>Pour la Pologne, cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N° 293 A 2. I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 133. I.4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN (affaire a Prato), N°s 16, 17. II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 39, 477, 482, 483. II.7. Danzig, N°s 19, 22, 47, 142. III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N°s 391, 398, 403, 417. IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N° 440.</p>			

II.22 PORTUGAL

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
66	21.4.1937 L	Lisbonne (Redard) au DPF (Bonna)	Efficacité du Consul de Suisse à Barcelone dans la protection des intérêts portugais en Espagne. Divergences de vues entre le Consul et Lisbonne au sujet de l'établissement de passeports pour les Portugais de Barcelone, que Lisbonne considère comme de «mauvais éléments».
74	12.5.1937 L	Barcelone (Gonzenbach) au DPF (Bonna)	Les ressortissants portugais à Barcelone sont simplement des «pauvres diables» qui n'ont pu s'enfuir comme les riches. Espoir que Lisbonne comprendra la situation et délivrera les passeports demandés.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
266	14.4.1938 L	Lisbonne (Redard) au DPF (Bonna)	Sur instructions du DPF, Redard est intervenu auprès du Gouvernement portugais pour qu'il facilite le rapatriement des Portugais restés à Barcelone. Pour Lisbonne, il y a Portugais et Portugais. Ceux qui sont restés à Barcelone sont considérés comme des communistes dont on ne veut pas.
<p><i>Pour le Portugal, cf. aussi:</i></p> <p>II.9.1. La Guerre civile espagnole, N° 25.</p>			

II.23 ROUMANIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
453	21.11.1938 L	Bucarest (Weck) au DPF (Motta)	Des personnalités roumaines parlent du «péril national-socialiste» dont la Suisse serait menacée. Origine probable de ces rumeurs: la façon tendancieuse dont des feuilles roumaines d'extrême-droite rendent compte de certaines mesures prises par la Suisse. Souhait, notamment, d'obtenir du DPF des textes ou des canevas qui pourraient devenir articles dans la presse roumaine sympathique à la Suisse.
<p><i>Pour la Roumanie, cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N°s 291, 293 A2. II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N° 477. II.21. Pologne, N° 467. III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N°s 344, 403. IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N° 440.</p>			

II.24 SUÈDE

<p><i>Pour la Suède, cf.:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N°s 187 A, 188, 196, 197, 215 et A, 293 A2, 297 et An 1. II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 162, 213, 214. IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N°s 392, 437, 440. IX.1. Questions de défense nationale, problèmes généraux, N° 421. IX.3. Désarmement, N° 56. XIV. La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo», N°s 327 et A, 329, 350 et A.</p>			
---	--	--	--

II.25 TCHÉCOSLOVAQUIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
130	20.9.1937 PVCF	Conseil fédéral	Bruggmann estime indispensable de marquer spécialement la part prise par la Suisse au deuil de la Tchécoslovaquie à l'occasion des funérailles de Masaryk. Le DPF, contrairement à sa pratique, a nommé Bruggmann ministre en mission spéciale pour ces funérailles. Approbation par le Conseil fédéral.
<p><i>Pour la Tchécoslovaquie, cf. aussi:</i></p> <p>I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N° 291. I.4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN (affaire a Prato), N° 12. I.6. Office Nansen, N° 376. II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 39, 314, 318, 323, 430, 482. II.3.1. Autriche, politique générale et bilatérale, N° 73. II.3.2. L'<i>Anschluss</i>, N° 228. II.9.1. La Suisse et la République espagnole, N° 382. II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N°s 229, 259, 419. II.21. Pologne, N° 467. III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N°s 344, 347, 351, 359, 384, 385, 386, 391, 397 et A, 398, 402, 403, 404 et A, 406, 409, 411, 413, 417, 418, 422. IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N°s 249, 440. VII.2. La question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses, N° 268. VIII. La Suisse et le communisme, N° 125.</p>			

II.26 TURQUIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
I	6.1.1937 L	Bâle (Wiedemann) au DPF (Feldscher)	Transmission par la négociateur suisse du document décrit en annexe sur les pourparlers avec la Turquie relatifs au rachat des Chemins de fer orientaux. Problème du transfert des liquidités qui en découle. Satisfaction de n'avoir pas dû solliciter les diplomates.
A	6.1.1937 R	Bâle (Wiedemann) à Zurich (<i>Crédit Suisse</i>)	Durété des négociations avec la Turquie, dont les offres de compensation étaient insuffisantes. Accord finalement signé. Prix du rachat des Chemins de fer orientaux, mode de paiement aux actionnaires, intervention auprès du DFEP en faveur de ces derniers.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
447	14.11.1938 RP	Ankara (Lardy) au DPF (Motta)	Mort et succession d'Atatürk. La carrière d'Ismet Inönü, les raisons de son renvoi comme Président du Conseil en 1937, sa popularité qui explique son retour sur les devants de la scène, continuation de l'œuvre d'Atatürk, mais fin, sans doute, de certains «profitages» dont bénéficiaient les investisseurs étrangers. Le nouveau Cabinet.
<i>Pour la Turquie, cf. aussi:</i>			
I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 126.			
IV.3. Etrangers et colonies étrangères en Suisse, N° 156.			

II.27 UNION SOVIÉTIQUE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
5	12.1.1937 PVCF	Conseil fédéral	Question du renouvellement du crédit de la Confédération à la Société de Secours pour les Suisses rapatriés de Russie (<i>Secrusse</i>) et de la participation à ses frais administratifs. Le DFFD est contre. Le DPF est pour. Dans de futures négociations pour la reconnaissance de l'URSS, la question de la réparation des dommages causés aux Suisses par la Révolution sera posée. Ne pas aider la Société équivaldrait à abandonner toute prétention. Autres arguments. Décision d'accorder le crédit.
14	22.1.1937 PVCF	Conseil fédéral	Décision de refuser la requête de la <i>Secrusse</i> de soumettre les importations de marchandises soviétiques à une taxe qui servirait à payer les dommages subis par les Suisses lors de la Révolution.
A	22.1.1937 L	Conseil fédéral à <i>Secrusse</i>	L'état et le fonctionnement des relations commerciales entre la Suisse et l'URSS rendent vaine et impossible l'introduction de la taxe requise. Considérations sur les relations avec l'URSS.
48	16.3.1937 L	Téhéran (Daeniker) au DPF (Motta)	Entretien avec le Ministre du Danemark à Moscou. Considérations sur l'attitude des Soviétiques envers la Suisse et les effets de la non-reconnaissance de l'URSS. Une reconnaissance limiterait plutôt la propagande communiste. Le protestantisme en URSS. Les procès.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
54	6.4.1937 PVCF	Conseil fédéral	Décision du Conseil fédéral d'accorder à un représentant des exportateurs de marchandises suisses vers l'URSS la garantie à l'exportation pour un contingent donné de livraisons futures. Examen de la requête, propositions des DFEP et DFFD, conditions de l'octroi.
91	22.6.1937 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Opinions de diplomates italiens et étrangers à Rome sur l'URSS. Les procès. Flotte soviétique en Méditerranée. Relations militaires de l'URSS avec l'Allemagne. Rivalité Toukhachevski-Vorochilov. Evolution vers un «collectivisme national». Opinion de Ciano sur le Comintern. Staline vu par le <i>Popolo d'Italia</i> . L'Axe empêcherait un rapprochement prématuré de l'Allemagne avec l'URSS. Livraisons italiennes à l'URSS par une firme contrôlée par des capitaux suisses.

Pour l'Union soviétique, cf. aussi:

- I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N^{os} 200, 258, 263, 270, 275, 285, 293 A1 et A2, 299.
- I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N^o 133.
- I.4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN (affaire a Prato), N^{os} 16, 17.
- I.6. Office Nansen, N^{os} 113, 376 et An 5.
- I.9. Coopération intellectuelle, N^o 165.
- I.11. Films éducatifs, N^o 40.
- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N^{os} 39, 477, 483.
- II.9.1. La Guerre civile espagnole, N^o 370.
- II.9.2. La Suisse et la République espagnole, N^{os} 129, 382.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N^{os} 122, 259, 442.
- II.14.2. L'Italie et la SdN, N^o 158 A.
- II.15. Japon, N^o 497.
- II.17. Mandchoukouo, N^o 491.
- II.19. Palestine, N^o 53.
- II.21. Pologne, N^o 467.
- III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N^o 351.
- IV.2. Conférence d'Evian, N^o 262.
- IV.3. Etrangers et colonies étrangères en Suisse, N^o 156.
- VIII. La Suisse et le communisme, N^{os} 30, 44 A, 125 A, 250.
- XIV. La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo», N^o 329.

III. LA CRISE DES SUDÈTES ET LA CONFÉRENCE DE MUNICH

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
344	15.7.1938 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Selon le Ministre de Roumanie à Berlin, la nouvelle d'un règlement du «problème tchécoslovaque» avant les journées du parti à Nuremberg est infondée. Frölicher partage cet avis. Ce que l'on connaît d'Hitler milite contre une solution impliquant la guerre. Il est vrai, cependant, que l'Allemagne vise à une révision, probablement par étapes, de ses frontières avec la Tchécoslovaquie.
347	25.7.1938 No	DPF (Bonna)	Notice sur la situation générale. Selon l'EMG, activité militaire intense en Allemagne, appel de réservistes. Stucki est plutôt sous l'impression qu'il y a détente. Visite des souverains anglais à Paris. Les Anglais auraient persuadé la France que Bénès devrait s'entendre avec Henlein. Stucki estime que la France n'accepterait pas un coup de main allemand contre la Tchécoslovaquie et que l'Angleterre soutiendrait la France. Doutes à ce sujet.
351	27.7.1938 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	Propos de Henderson sur la mission Runcimann, contribution anglaise à une solution pacifique du problème des Sudètes. Chamberlain fait une politique courageuse encore mal comprise du peuple anglais. On ne peut pas déclencher une guerre mondiale pour la domination tchèque sur les Allemands des Sudètes. Seule l'URSS en profiterait.
359	12.8.1938 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Entretien avec Vansittart. Sa situation au <i>Foreign Office</i> . Son pessimisme. L'Allemagne désire-t-elle ou non un arrangement pacifique dans la question sudète? La mission Runcimann a déplu à Berlin. Fièvre militaire en Allemagne. Les affaires pourraient se gêner sérieusement cet automne déjà.
373	7.9.1938 L	Berlin (Werdt) à EMG (Masson)	L'Allemagne est prête dans tous les détails pour une guerre éventuelle. La Suisse devrait prendre discrètement certaines mesures.
381	13.9.1938 L	Paris (Blonay) à EMG (Masson)	Déjeuner avec des militaires français: un passage des troupes françaises à travers la Suisse n'entre pas en ligne de compte; la mobilisation partielle se poursuit normalement; le moment le plus critique sera aux environs des 23-24 septembre, moment où le gros de l'armée allemande serait mobilisé.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
384	14.9.1938 L	Rome (Micheli) au DPF (Motta)	L'Italie et la Crise des Sudètes. Rome semble nettement épouser les revendications allemandes. On accepte l'idée du sacrifice majeur de la part de la Tchécoslovaquie. L'Angleterre et la France ne font rien pour empêcher ce glissement de l'Italie vers l'Allemagne. Désir, encore, d'une solution pacifique.
385	15.9.1938 RP	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	La France et la Crise sudète. Pessimisme au Quai d'Orsay. L'annonce du voyage de Chamberlain à Berchtesgaden a transformé l'atmosphère. Entretien avec Bonnet: les chances de Chamberlain, la France et les Etats neutres (respect absolu de la Belgique, la Hollande et la Suisse), attrait de l'or suisse pour l'Allemagne, transit des marchandises à travers la France.
386	15.9.1938 No	DPF (Bonna)	Téléphones de Stucki. Bonnet estime la situation changée par le voyage de Chamberlain et la paix assurée. Revirement de l'opinion en France qui reconnaîtrait la nécessité d'un plébiscite dans les Sudètes. Osusky presque résigné au plébiscite. Proclamation Henlein.
387	15.9.1938 T	Berlin (Légation de Suisse) à Berne (DPF)	Etant donné le sérieux de la situation, recommandation de traiter la question tchèque avec retenue.
389	16.9.1938 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'autoriser le DMF à procéder à l'évacuation de certains produits ou avoirs bancaires des régions ou institutions les plus menacées.
An 2	7.10.1938 PVCF	Conseil fédéral	La décision ci-dessus est rapportée.
391	17.9.1938 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien avec Ciano: le geste de Chamberlain est beau, mais on est loin d'une détente. Seule l'amputation de la Tchécoslovaquie peut sauver la paix. Plébiscites aussi pour la Hongrie, les Polonais, les Slovaques.
397	21.9.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Ne pas se faire d'illusions sur un soi-disant changement de ton de la NZZ sur la Crise des Sudètes.
An 3	21.9.1938 L	Berlin (Frölicher) à Munich (Ritter)	On peut estimer que le danger d'une guerre générale est aujourd'hui écarté.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	20.9.1938 RP	Munich (Ritter) à Berlin (Frölicher)	Indications qui tendraient à montrer que l'on s'achemine vers une solution pacifique du problème sudète. Les Anciens Combattants français à Munich. Pour la première fois, la radio allemande parle positivement d'un article du correspondant de la <i>NZZ</i> à Berlin. Encourager ce dernier à rester dans cette voie.
398	22.9.1938 RP	Paris (Stucki) au DPF (Motta)	Entretien avec Massigli sur la Crise sudète: M. effondré à la suite des développements récents; immense défaite pour la France; Hitler veut bien plus que les Sudètes, il usera quand même de la force. Stucki ne croit pas à la guerre dans le cas présent. Inviolabilité du territoire suisse pour la France. Transit par la France du ravitaillement suisse.
402	24.9.1938 No	DPF (Bonna)	Bruxelles déduit de certaines informations que l'armée allemande entrera le 24 septembre en Tchécoslovaquie. L'or tchèque serait l'objectif véritable du Reich. – La mobilisation tchèque a été décrétée – Bonna souhaite que l'on n'écarte pas les moyens pacifiques. La Suisse serait prête à accueillir le personnel du Consulat tchèque de Munich. – Nouvelle de Paris: on est convaincu qu'Hitler finira pas céder. Stucki convaincu que la guerre sera évitée. – Nouvelles de Londres: Bonnet, très défaitiste, aurait affaibli le position plus ferme de Daladier.
403	24.9.1938 RP	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Pour Ciano, le démembrement de la Tchécoslovaquie peut être considéré comme un fait accompli. Entretien Ruegger-Mackensen: évolution de la situation depuis Godesberg, les exigences allemandes, les chances d'une collaboration future des 4 Puissances. Ruegger note les efforts de l'Italie pour prévenir toute atmosphère de panique.
404	28.9.1938 PVCF	Conseil fédéral	La démarche des Etats-Unis priant le Gouvernement suisse, parmi d'autres, de bien vouloir appuyer l'appel du Président Roosevelt en faveur de la paix par une démarche similaire auprès de Prague et de Berlin. Texte de cet appel. Décision du Conseil fédéral de donner suite au vœu américain.
An 3		DPF (Bonna, Motta)	Eléments du projet d'appel du Conseil fédéral en faveur de la paix.
A			Texte de l'appel du Conseil fédéral en faveur de la paix adressé aux Gouvernements tchécoslovaque et allemand.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
	PVCF (suite)	Conseil fédéral	Arrivée de la nouvelle annonçant la réunion de la Conférence de Munich. Décision de suspendre, pour le moment, les mesures militaires prévues.
405	28.9.1938 AM	DPF	L'Armée et le DPF sont d'accord d'autoriser le transit par la Suisse de la population civile d'Huningue en cas d'évacuation de cette ville vers la France intérieure.
406	28.9.1938 RP	Berlin (Frölicher) au DPF (Motta)	La réunion de la Conférence de Munich est due en large part à l'influence de Mussolini. L'Ambassadeur d'Italie forme le vœu que partout la presse crée une atmosphère favorable. Frölicher est horrifié par la façon dont la presse alémanique traite de la Crise des Sudètes.
408	29.9.1938 PVCF	Conseil fédéral	La situation internationale n'a pas changé depuis la veille. Ne pas prendre de mesures précipitées. Dispositions pour le cas d'un échec de la Conférence de Munich. Le Président Baumann est chargé d'expliquer la situation au Peuple suisse dans une allocution radiophonique.
A	29.9.1938 Allo- cution radio- phonique	Baumann au Peuple suisse	Texte de l'allocution de Baumann. Appel à la confiance et au calme.
409	29.9.1938 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Séance de la Chambre des Communes du 28.9.1938. Chamberlain rend compte de ses entrevues avec Hitler. Les déclarations de ce dernier. Commencée dans le sentiment de l'imminence de la guerre la séance s'achève avec le revirement constitué par l'annonce de la rencontre de Munich.
410	30.9.1938 PVCF	Conseil fédéral	Séance de 7 h. : l'accord de Munich étant intervenu, il n'y a plus de raisons de retenir les parlementaires à Berne et de leur faire la déclaration prévue. Séance de 10 h. : déclaration du Président de la Confédération à ses collègues, décision de la communiquer à la presse.
411	30.9.1938 RP	Munich (Ritter) à Berlin (Frölicher)	Atmosphère à Munich pendant la Conférence. Les liaisons téléphoniques, l'activité des autorités bava-roises, les délégations, Chamberlain et les Muni-chois, les journalistes.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
413	1.10.1938 L	DPF (Motta) à Prague (Bruggmann)	Motta communique à Bruggmann la réponse de Bénès à l'appel du Conseil fédéral en faveur de la paix. Remercier le Gouvernement tchèque et lui dire combien les sacrifices qu'il a acceptés pour la paix ont été appréciés à Berne.
A	30.9.1938 Radio- gramme	Prague (Bénès) à Berne (Baumann)	Réponse du Président Bénès à l'appel du Conseil fédéral en faveur de la paix.
417	5.10.1938 RP	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	L'atmosphère à Londres au lendemain de Munich. Sir John Simon défend la politique du Gouvernement; les attaques de Churchill; Butler nie la perte de prestige en s'appuyant sur des messages d'admiration envers Chamberlain transmis par Spaak et Motta; vers une nouvelle phase de la diplomatie européenne; Hitler, Chamberlain, Daladier, Mussolini.
418	6.10.1938 L	Berlin (Kappeler) à Berne (DPF)	Transmission de la réponse de Ribbentrop, au nom du Chancelier du Reich, à l'appel du Conseil fédéral en faveur de la paix.
A	1.10.1938 L	Berlin (Ribbentrop) à Berlin (Frölicher)	Texte de la réponse de Ribbentrop.
422	8.10.1938 RP	Munich (Ritter) à Berlin (Légation de Suisse)	L'attitude de la presse suisse lors de la Crise des Sudètes vue dans le miroir de la presse bavaroise.

Pour la Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, cf. aussi:

- I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 394.
- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 39, 314, 318, 323, 430, 483, 488.
- II.1.2. Allemagne, affaires de presse, N° 399.
- II.3.2. L'*Anschluss*, N° 228.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N°s 229 A, 259, 419, 434, 449.
- IV.1. La Suisse et l'immigration juive, N° 440.
- VI. La politique de la Suisse en matière de presse, N°s 401, 420, 428.
- IX.1. Questions de défense nationale, N°s 421.

IV. RÉFUGIÉS, IMMIGRATION, POLICE DES ÉTRANGERS
IV.1 LA SUISSE ET L'IMMIGRATION JUIVE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
249	28.3.1938 PVCF	Conseil fédéral	Suite aux événements d'Autriche, il faut s'attendre à un afflux de réfugiés, surtout de réfugiés juifs. Considérations sur l'impact de cet afflux. Les mesures prises par les autres Etats. Elles accroissent la pression sur la Suisse. Solutions possibles. Décision d'introduire l'obligation du visa pour les porteurs de passeports autrichiens et d'étudier la politique à suivre lors du remplacement de ces passeports par le passeport allemand, qui rendra inopérant le filtrage institué.
274	23.4.1938 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Bonna)	Incertitude quant à la date du remplacement des passeports autrichiens par des passeports allemands. Incertitude également quant à la possibilité de trouver une solution permettant de limiter le visa suisse à la seule catégorie des réfugiés potentiels.
A	22.4.1938 Mémoire	Berlin (Légation de Suisse) à Berlin (Affaires extérieures)	Les raisons pour lesquelles la Suisse a dû se résoudre à introduire le visa pour les porteurs de passeports autrichiens. Espoir qu'avec l'introduction du passeport allemand une formule soit trouvée permettant d'identifier les émigrants.
298	16.5.1938 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Bonna)	Les Allemands ne sont pas en mesure d'assurer que les émigrants autrichiens recevront seulement un passeport allemand à durée limitée permettant de les identifier ou que ce type de passeport ne soit pas remis à d'autres catégories de personnes. Ils n'apprécieraient guère l'introduction généralisée du visa suisse. Selon Dinichert, la solution la plus simple consisterait à limiter l'obligation du visa suisse aux ressortissants allemands «non aryens».
An 2	27.5.1938 L	DPF (Bonna) au DFJP (Rothmund)	On peut se demander comment il serait possible d'appliquer pratiquement une telle distinction basée sur la race ou la religion.
354	3.8.1938 No	DFJP (Rothmund)	Entretien avec Köcher. La Conférence d'Evian. Le problème des entrées clandestines ou illégales de réfugiés juifs en Suisse favorisées par les autorités allemandes. De telles méthodes sont inadmissibles entre Etats voisins.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
357	10.8.1938 L	DFJP (Rothmund) au DFJP (Baumann)	Evolution de l'immigration juive depuis mars 1938. Possibilités d'héberger provisoirement les Juifs autrichiens qui sont déjà en Suisse, mais les entrées illégales ont atteint un seuil limite. Risque d'antisémitisme en Suisse. Il faut absolument amener l'Allemagne à empêcher l'immigration illégale.
360	13.8.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Démarche auprès de l'Office allemand des Affaires extérieures pour faire cesser les infiltrations de Juifs autrichiens en Suisse et empêcher leur émigration sans autorisation suisse. Trouver une solution permettant à la Suisse de filtrer les réfugiés. Berlin ne semble pas vouloir de signe distinctif sur les passeports des Allemands «non aryens».
An 1	12.8.1938 T	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Instructions de Berne d'entreprendre la démarche mentionnée ci-dessus.
363	19.8.1938 PVCF	Conseil fédéral	Les entrées illégales de Juifs autrichiens continuent d'augmenter. Les directives de Berlin ne sont pas suivies par les organes subalternes. L'avis des représentants des communautés israélites suisses sur la situation. Les résultats de la conférence des directeurs de police des cantons. Décision d'interdire le passage des postes frontière aux réfugiés non munis d'autorisation et de refouler ceux qui tentent de passer entre les postes.
364	19.8.1938 L	DFJP (Rothmund) à Washington (Peter)	Orienter le Président Roosevelt et les milieux influents de Washington sur la situation qui a contraint la Suisse à fermer sa frontière et à refouler les réfugiés. Eviter que la Suisse ne soit l'objet d'attaques par la presse américaine.
365	19.8.1938 L	DFJP (Rothmund) à Paris (Torrenté)	Tenter de faire revenir les autorités françaises sur leur décision de ne plus laisser passer à Bâle les 5 à 6 réfugiés par jour désignés par les organisations de secours israélites suisses et de neutraliser la presse de gauche française qui va s'en prendre aux mesures suisses contre les réfugiés.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
368	29.8.1938 N	Berlin (Affaires extérieures) à Berlin (Légation de Suisse)	Réponse allemande à un projet suisse d'accord sur le traitement des passeports des émigrés allemands. Mesures déjà prises, à la requête des Suisses, pour permettre un meilleur contrôle des émigrants juifs. Ce que l'Allemagne peut encore faire, mais elle ne voit pas la possibilité de souscrire au projet suisse. Souhait que ce train de mesures permette d'éviter la dénonciation de l'accord germano-suisse sur la suppression du visa.
369	30.8.1938 PVCF	Conseil fédéral	Les tentatives d'amener l'Allemagne à trouver une solution permettant d'identifier les seuls immigrants juifs et d'éviter l'introduction du visa généralisé. Leur échec. Décision de dénoncer, par précaution, l'accord germano-suisse sur la suppression du visa, avec l'espoir d'amener quand même l'Allemagne à une autre solution.
372	2.9.1938 No	DFJP (Rothmund)	Entretien avec Köcher, qui reprend les propositions allemandes du 29 août. Leur insuffisance selon Rothmund. La Suisse renoncerait-elle au visa si les détenteurs juifs de passeports allemands étaient désignés comme Juifs? Cela serait techniquement possible. Décision des deux parties d'étudier la question.
374	7.9.1938 L	Berlin (Kappeler) au DPF (Bonna)	L'Allemagne serait d'accord d'introduire un signe distinctif désignant les porteurs juifs de passeports allemands qui seuls seraient soumis au visa suisse. Elle exige le visa pour les Juifs suisses qui se rendraient en Allemagne. Elle est allée au maximum de ses concessions. Faire connaître position suisse.
388	15.8.1938 L	DFJP (Rothmund) au DFJP (Baumann)	Examen des propositions faites à Kappeler. Impossibilité d'accepter un traitement discriminatoire pour les Juifs suisses. Doutes quant à l'application systématique du signe distinctif. Le contrôle à la frontière reste nécessaire. Ses inconvénients. Avec le signe, risque d'avoir le monde civilisé contre la Suisse. Ne pas revenir sur la décision d'introduire le visa généralisé.
392	17.9.1938 No	DFJP (Rothmund)	Entretien avec Köcher. L'introduction du visa généralisé est vraiment désagréable. L'Allemagne serait prête à renoncer à la réciprocité pour les Juifs suisses si la solution du signe distinctif était acceptée. Entretien avec Globke, qui garantit le bon fonctionnement de cette solution. Rothmund prêt à l'examiner.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
395	21.9.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Impression que les Allemands sont prêts à des concessions pour éviter l'introduction du visa généralisé. La solution du « passeport juif » offre un contrôle suffisant quoi qu'en dise Rothmund. L'introduction du visa généralisé serait une grave faute.
414	1.10.1938 R	Rothmund, Kappeler à DFJP (Baumann)	Rapport sur les négociations des 27-29 septembre, conduites à Berlin avec des représentants de la <i>Gestapo</i> , du Ministère de l'Intérieur et de l'Office allemand des Affaires extérieures au sujet du contrôle de l'entrée des émigrants allemands en Suisse. Position des délégations. Solution adoptée: le « J » sur les passeports des « ressortissants du Reich de race juive » et la renonciation à l'introduction généralisée du visa.
A	29.9.1938 Accord	Rothmund, Kappeler/ Best, Krause, Kröning, Rödiger	Texte de l'Accord germano-suisse réglant les conditions d'entrée en Suisse des Juifs ressortissants du Reich.
416	4.10.1938 PVCF	Conseil fédéral	Adoption par le Conseil fédéral du texte de l'accord du 29 septembre 1938 susmentionné.
An 5	4.10.1938 Communiqué	Conseil fédéral	Texte du communiqué de presse relatif aux mesures réglant l'entrée en Suisse des émigrants « non aryens » en provenance du Reich.
423	12.10.1938 L	Bruxelles (Stoutz) au DFJP (Rothmund)	Certaines observations et les mesures belges contre les réfugiés juifs laissent entrevoir des tentatives d'entrées clandestines de Juifs allemands en Suisse. Cas de passeports allemands sans le « J ». Difficultés d'application de l'accord avec l'Allemagne. Réactions des Israélites. Une application plus souple des mesures serait souhaitable.
429	15.10.1938 R	DFJP	Collection de réactions suisses et étrangères à l'introduction du « J » dans les passeports allemands et du visa suisse pour les détenteurs de ces passeports.
437	28.10.1938 L	Berlin (Kappeler) au DFJP (Rothmund)	L'accord germano-suisse sur les conditions d'entrée en Suisse des Juifs ressortissants du Reich a fait école. Les Suédois ont signé avec le Reich un arrangement assez semblable, mais ils ont tenu absolument à éviter de faire expressément référence aux Juifs allemands. La périphrase utilisée a l'inconvénient du flou. Autres différences.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
440	4.11.1938 R	DFJP (Baechtold) à DFJP (Baumann)	La situation des Juifs tchécoslovaques. Les fugitifs des Sudètes ne resteront pas en Tchécoslovaquie, insécurité également pour les autres. Les Juifs hongrois cherchent aussi à émigrer. Des ordres de refoulement de ces émigrants à la frontière suisse ont été donnés. Insuffisance et caractère problématique de cette mesure. La Tchécoslovaquie et la Hongrie refuseraient une solution semblable à celle adoptée par l'Allemagne. Envisager la réintroduction du visa.
454	23.11.1938 L	DFJP (Rothmund) au DPF (Bonna)	En dépit des instructions sévères données, après l' <i>Anschluss</i> , sur la délivrance de visas aux émigrants provenant d'Autriche, certains consulats de Suisse en Italie en ont délivré «à tort et à travers». Procéder à une enquête et prendre des sanctions.
An 6	9.1.1939 L	Bavier (Milan) au DFJP (Rothmund)	Réprimande et sanction contre deux fonctionnaires du Consulat général de Suisse à Milan.
460	30.11.1938	Venise (Imhof) au DPF (Bonna)	Réponse du Consul de Suisse à Venise à l'enquête demandée par Rothmund (n° 454). Le Consul assume sa responsabilité. Les conditions très difficiles auxquelles le consulat devait faire face. La foule des émigrants désespérés.
471	7.12.1938 L	DFJP (Rothmund) au Conseiller national G. Müller	Qualifié d'antisémite par G. Müller, Rothmund se défend de l'être. L'attitude en la matière qu'il prête aux Suisses. Les Juifs suisses sont pour la plupart assimilés. Les émigrants juifs allemands ne le sont pas. Prévenir l'antisémitisme en Suisse par une politique d'accueil tenant compte de l'ensemble des intérêts suisses.
472	10.12.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Envoi d'un «Exposé» sur les moyens de se prémunir contre l'entrée en Suisse des Israélites étrangers venant d'Italie. Urgence des dispositions à prendre.
A	9.12.1938 Exposé	Rome (Ruegger) à DPF (Bonna)	Le décret n° 1381 prive de leur nationalité les Italiens israélites ayant obtenu leur indigénat après 1919. Comment les empêcher d'émigrer en Suisse? Discussion des diverses possibilités, dont un signe distinctif sur les passeports des Italiens israélites. Préférence pour le visa.

Pour la Suisse et l'immigration juive, cf. aussi:

- I.7. L'arrangement provisoire sur le statut juridique des réfugiés provenant d'Allemagne, N° 114.
 II.5. Bolivie, N° 492.
 IV.2. Conférence d'Evian, Nos 247, 262, 346, 353.

IV.2 CONFÉRENCE D'ÉVIAN
 (COMITÉ DE LONDRES POUR LES RÉFUGIÉS)

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
247	26.3.1938 L	DPF (Frölicher) à DFJP (Rothmund)	Intention des Etats-Unis de mettre sur pied un comité composé des représentants de divers Etats chargé de faciliter l'émigration des réfugiés politiques de l'ancienne Autriche, voire d'Allemagne. Les USA suggèrent que la première rencontre ait lieu dans une ville suisse. Impossibilité de refuser d'entrer en matière, mais faire savoir que la Suisse n'est pas un pays d'émigration. Le choix d'une ville suisse n'est pas indiqué. Avis de Rothmund?
262	6.4.1938 L	DFJP (Baumann) au DPF (Motta)	Prise de position du DFJP sur la réponse à donner à la proposition américaine de conférence sur les réfugiés. Les arguments contre. La conférence projetée serait pourtant utile pour sensibiliser les Américains aux problèmes des Etats européens et favoriser l'émigration outre-mer. La conférence ne devrait pas avoir lieu en Suisse.
346	23.7.1938 R	DFJP (Rothmund, Werner) au DFJP (Baumann)	Extraits du rapport des Délégués suisses à la Conférence d'Evian touchant plus particulièrement leurs interventions et leur activité à Evian. Rothmund propose au Conseil fédéral de ne pas participer à la prochaine réunion du Comité intergouvernemental de Londres créé par la Conférence, mais de demeurer en étroite liaison avec lui.
353	28.7.1938 L	DFJP (Rothmund) à Paris (M.C. Taylor)	La Suisse ne sera pas représentée à la réunion du Comité de Londres pour les réfugiés. Elle ne se désintéresse pas pour autant de sa noble tâche et souhaiterait recevoir les procès-verbaux et décisions de la conférence. Elle se réserve une participation ultérieure si des questions touchaient sa situation particulière comme pays de transit pour les réfugiés venant d'Allemagne.

Pour la Conférence d'Evian (Comité de Londres pour les réfugiés), cf. aussi:

II.5. Bolivie, N° 492.

IV.1. La Suisse et l'immigration juive, Nos 354, 357, 364, 440.

IV.3 ÉTRANGERS ET COLONIES ÉTRANGÈRES EN SUISSE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
116	20.8.1937 N	Berne (DFJP) à Berne (Légation d'Italie)	Réponse à une note italienne sur le traitement peu satisfaisant des ressortissants italiens par la Suisse. Ne pas généraliser à partir de quelques cas. Situation unique de la Suisse face au problème des étrangers. Autorisation de séjour aux Italiens (chiffres). Problèmes des expulsions et des rapatriements d'indigents.
A	16.7.1937 Compte rendu	Division de Police	Entretien entre la Légation d'Italie à Berne et la Division de Police. Impression que les Italiens sont renvoyés de Suisse pour éviter de leur donner droit à l'établissement. Pratique suisse restrictive manquant d'humanité. Point de vue de Rothmund, les avantages accordés par la Suisse. Les Suisses en Italie. Refus suisse d'un contingent annuel de 50 demandes italiennes d'établissement.
156	6.12.1937 PVCF	Conseil fédéral	Historique de l'attitude du Conseil fédéral envers les Arméniens. A un concours financier direct pour l'établissement des réfugiés arméniens dans la République d'Erivan (URSS), le Conseil fédéral avait préféré faire un prêt hypothécaire pour le Foyer arménien à Genève. Difficultés financières de ce dernier. Décision du Conseil fédéral de renoncer aux intérêts du prêt.
366	24.8.1938 L	Rome (Micheli) au DPF (Motta)	Anfuso transmet à Ruegger les doléances de Ciano sur la situation faite aux Italiens en Suisse. Des procédés «dignes de l'ancienne police autrichienne seraient utilisés». Menaces de représailles si les choses ne changeaient pas. Réplique de Ruegger.
An 4	7.10.1938	DPF (Feldscher) à Rome (Ruegger)	Sous la présidence de Motta, des représentants des autorités italiennes et tessinoises ont réussi à liquider les cas dont se plaignait Ciano.

Pour les étrangers en Suisse, cf. aussi:

- I.4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN (affaire a Prato), N^{os} 6, 16, 17, 26, 31, 36, 42, 43, 149.
- I.6. Office Nansen, N^o 113.
- I.7. Arrangement provisoire sur le statut juridique des réfugiés provenant d'Allemagne, N^o 114.
- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N^{os} 343, 462, 476.
- II.1.2. Allemagne, affaires de presse, N^{os} 237, 461.
- II.9.2. Les relations avec la République espagnole, N^{os} 50, 55, 100.
- II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N^o 145 A.
- II.14.4. Italie, irrédentisme, N^{os} 279 et A 1-2.
- II.16. Liechtenstein, N^{os} 241 A, 248 et An 2, 484 A 1.
- II.19. Palestine, N^o 53.
- III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N^o 405.
- IV.1. La Suisse et l'immigration juive, ensemble de la rubrique.
- IV.2. Conférence d'Evian, ensemble de la rubrique.
- V. Les Suisses de l'étranger, N^o 452.
- VII.1. L'*Auslandsorganisation der NSDAP* en Suisse, N^{os} 132, 292, 313, 345, 349, 371, 375, 396, 493.
- VII.3. Les *Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma*, ensemble de la rubrique.
- XIII. La politique humanitaire de la Suisse, N^o 496.

V. LES SUISSES DE L'ÉTRANGER, ÉMIGRATION

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
452	21.11.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Recensement des Suisses en Italie. Fluctuation du nombre des Suisses depuis une dizaine d'années. Commentaires des résultats du recensement italien du 21 avril 1936 à partir des indications des Consulats de Suisse. Rapport entre les Suisses résidant en Italie et les Italiens résidant en Suisse.
A			Tableau du nombre des Suisses résidant en Italie, répartis par circonscription, sexe et activité économique, selon le recensement italien du 21 avril 1936.
494	27.12.1938 PVCF	Conseil fédéral	Considérations sur le rôle des colonies suisses à l'étranger et les dispositions de nature à éviter leur affaiblissement et à créer un nouveau courant d'émigration, notamment en France et en Angleterre. Décision de maintenir et de développer le service de placement à l'étranger, d'allouer le crédit nécessaire et d'organiser auprès de la Légation de Suisse à Paris un service d'information.
<p><i>Pour les Suisses de l'étranger, émigration, cf. aussi:</i></p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 69, 163 A, 321 A, 476. II.1.3. Allemagne, les persécutions antisémites, N°s 280, 335, 358, 383, 443, 444, 450, 451. II.2. Argentine, N° 90. II.3.2. L'<i>Anschluss</i>, N° 231. II.6. Chine, N° 135. II.8. Egypte, N°s 57, 152. II.9.1. La Guerre civile espagnole, N° 20 et A. II.9.2. Les relations avec la République espagnole, N°s 65, 100, 148, 290, 377, 425, 457. II.9.3. Les relations avec l'Etat espagnol, N°s 110, 174, 189, 340, 352, 379. II.11. Ethiopie, N°s 78, 123 et A. II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N° 86. II.14.4. Italie, irrédentisme, N° 107. II.27. Union soviétique, N°s 5, 14. III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N° 398. IV.3. Etrangers et colonies étrangères en Suisse, N° 116 A. VI. Politique de la Suisse en matière de presse, N°s 325, 432 A. VII.1. L'<i>Auslandsorganisation der NSDAP</i> en Suisse, N° 345. VII.3. Les <i>Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma</i>, N° 207.</p>			

VI. POLITIQUE DE LA SUISSE EN MATIÈRE DE PRESSE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
124	7.9.1937 PVCF	Conseil fédéral	Projet de communiqué de presse destiné à contrer la campagne haineuse dirigée contre la politique extérieure de Motta. Cette politique est dictée par le souci des intérêts supérieurs de la Suisse. Elle est approuvée par le Conseil fédéral. Appel au patriotisme des Suisses. Motta estime ce communiqué superflu depuis les récents appuis qu'il a obtenus de la presse.
176	10.1.1938 L	DPF (Motta) au <i>Winterthurer Landbote</i>	Le <i>Landbote</i> a qualifié le peuple italien de «weich» et «feminin». Violente réaction italienne. Motta critique l'attitude du <i>Landbote</i> et justifie son intervention directe auprès de la rédaction.
An 2	12.1.1938 L	<i>Kaufmännische Gesellschaft Winterthur</i> au <i>Landbote</i>	La polémique avec l'étranger peut nuire aux affaires du commerce et de l'industrie de Winterthur.
177	12.1.1938 L	DPF (Motta) à Zurich (Rietmann)	Les moyens mis en œuvre et les efforts consentis pour amener la presse suisse à mieux tenir compte des relations extérieures du pays n'ont pas donné les résultats espérés. Motta aimerait s'entretenir à ce sujet avec le Président de la Société suisse d'Editeurs de Journaux, E. Rietmann.
An 1	7.1.1938 L	DFEP (Obrecht) au DPF (Motta)	Obrecht conseille à Motta de prendre contact avec E. Rietmann pour tenter d'obtenir plus de réserve dans la manière dont la presse suisse traite de l'étranger.
184	15.1.1938 L	DPF (Motta) à Rorschach (Löpfe-Benz)	Le Ministre d'Allemagne est intervenu auprès du DPF au sujet d'une caricature du <i>Nebelspalter</i> . Motta prend note des efforts de l'éditeur Löpfe-Benz pour ne pas causer du tort à la Suisse. Il lui suggère de renoncer aux caricatures de chefs d'Etat.
A	17.1.1938 L	Rorschach (Löpfe-Benz) au DPF (Motta)	Difficulté de renoncer à une certaine pointe dans les caricatures, car les dessinateurs quitteront le <i>Nebelspalter</i> .
An 5	7.10.1938 L	Rorschach (Löpfe-Benz) au DPF (Motta)	Par sa modération, Löpfe-Benz est en conflit avec sa rédaction et ses dessinateurs. Il évoque la possibilité de vendre le <i>Nebelspalter</i> .

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
190	21.1.1938 L	Winterthur (<i>Demokratische Partei</i>) au DPF (Motta)	Protestation du <i>Demokratische Partei</i> du canton de Zurich contre la lettre de Motta critiquant la manière d'écrire du <i>Landbote</i> (N° 176). Cette lettre est la négation de la liberté de presse. Le cas doit être soumis à la Commission consultative de presse.
193	27.1.1938 L	DPF (Motta) à Winterthur (<i>Demokratische Partei</i>)	Réponse au 190. On peut diverger de point de vue sur ce qui est «insultant» pour un gouvernement étranger. La démarche de Motta était compatible avec la liberté de la presse, elle en appelait au sentiment de la responsabilité.
An 2	7.2.1938 L	Commission consultative de presse à Winterthur (<i>Landbote</i>)	Défense de la voie choisie par Motta auprès du <i>Landbote</i> . Rôle de la Commission consultative de presse.
225	9.3.1938 L	DPF à Berlin (Dinichert)	La rédaction de la <i>NZZ</i> a donné suite à la plainte de la Légation d'Autriche à Berlin envers la manière dont son correspondant à Berlin avait relaté les propos de la <i>Berliner Börsenzeitung</i> concernant G. Schmidt. Le DPF verrait sans regret le remplacement de Caratsch à Berlin.
A	1.3.1938 L	Zurich (Bretscher) à Berlin (Caratsch)	Bretscher menace de sanctions le correspondant de la <i>NZZ</i> à Berlin pour l'affaire dont il est question ci-dessus.
233	16.3.1938 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Bonna)	Dinichert n'a pu faire savoir à la Légation d'Autriche à Berlin que la plainte de son attaché de presse envers Caratsch avait été entendue à la <i>NZZ</i> car, avec l' <i>Anschluss</i> , la Légation a cessé de fonctionner. L'attaché s'est démasqué comme étant un pur nazi.
261	6.4.1938 L	Association de la Presse suisse au Conseil fédéral	L'Association de la Presse suisse informe le Conseil fédéral des décisions de son comité présidentiel relativement à la politique de presse qu'elle entend suivre suite aux événements d'Autriche.
265	11.4.1938 L	Zurich (Wetter) au DPF (Motta)	Le <i>Vorort</i> de l'Union suisse du Commerce et de l'industrie demande à Motta de profiter d'une rencontre prévue avec les milieux de la presse suisse pour souligner l'importance de ne pas mettre en péril les intérêts économiques suisses par une critique sans nuance des dictatures.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
An 2	4.5.1938	Zurich (Rietmann) au DPF (Motta)	Les milieux de la presse approuvent une certaine prudence, mais ils n'entendent pas sacrifier la nécessité de la «défense spirituelle» aux intérêts économiques.
	16.5.1938	DPF (Motta) à Zurich (Rietmann)	Le ton de la presse gouvernementale doit suivre la politique amicale du Conseil fédéral envers tous les Etats voisins de la Suisse. La «défense spirituelle» ne doit pas se faire au détriment de la politique extérieure.
317	9.6.1938 L	DPF (Motta) à Fribourg (Quartenoud)	Quartenoud est un peu optimiste sur l'impartialité de la presse suisse. Les griefs allemands et italiens contre les sources d'information de cette dernière ne sont pas sans fondements. Place exagérée des nouvelles tendancieuses de <i>Havas</i> dans les bulletins de l' <i>ATS</i> .
325	18.6.1938 L	DPF à Shanghai (Fontanel)	La <i>NZZ</i> a publié une correspondance de Shanghai très critique envers les Japonais. Attirer l'attention du journaliste responsable sur le fait que la colonie et les intérêts suisses sont en grande majorité dans les régions contrôlées par le Japon.
401	24.9.1938 No	DPF (Feldscher)	Malgré la paix formelle, sur le plan psychologique, les peuples d'Europe vivent en état de guerre. L'opinion suisse le comprend dans le domaine économique et appuie le Conseil fédéral. En matière de presse, ce n'est pas le cas. Exemples. Les dangers d'une telle attitude. L'art. 102 de la Constitution fédérale donne au Gouvernement le droit d'intervenir.
420	7.10.1938 PVCF	Conseil fédéral	Le <i>Journal des Nations</i> est rédigé presque exclusivement par des étrangers. Son antifascisme, sa dépendance de l'étranger, les précédents à Prato et Natoli. Décision d'interdire sa parution pour trois mois pour avoir qualifié les Chefs de Gouvernements réunis à Munich de «Club des charcutiers».
428	14.10.1938 L	DPF (Bonna) à Berlin (Frölicher)	Le traitement de la Crise des Sudètes par la presse suisse ayant gravement envenimé le conflit de presse germano-suisse, Bonna informe Frölicher des mesures prises ou prévues par les autorités pour amener cette presse à plus de modération.
431	21.10.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Réponse de Frölicher au N° 428. Les autorités allemandes et la presse suisse. La manière dont la presse suisse devrait se comporter, selon Frölicher. La Suisse ne doit pas entrer dans le débat idéologique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
432	22.10.1938 L	Berlin (Frölicher) au DPF (Bonna)	Transmission à Berne d'une lettre adressée à Frölicher par un groupe d'hommes d'affaires suisses à Berlin sur la question de l'attitude de la presse suisse envers l'Allemagne.
A	20.10.1938 L	Berlin (un groupe d'hommes d'affaires suisses) à Berlin (Frölicher)	La manière dont la presse suisse rend compte des événements en Allemagne et les jugements qu'elle porte sur eux nuisent aux bonnes relations avec l'Allemagne. Satisfaction d'apprendre que le Conseil fédéral prévoit une conférence avec les représentants de la presse suisse. La «défense spirituelle» ne réside pas dans la critique de l'Allemagne. Espoir d'un changement qui profiterait aux affaires.
433	24.10.1938 L	DFEP (Obrecht) au DPF (Motta)	Visite d'une délégation d'hommes d'affaires suisses à Obrecht, lui faisant part de leur crainte d'une détérioration des affaires avec l'Allemagne si le ton d'une partie de la presse suisse ne change pas et de leur vœu que Motta communique leurs doléances à la conférence de presse envisagée.
435	Sans date Compte rendu	Berne (DPF)	Compte rendu de la Conférence du 26 octobre 1938 (4 ^e Conférence) réunissant représentants des autorités et journalistes suisses. Objet des discussions: neutralité, bon voisinage et liberté d'expression.
An 1	8.2.1937 L	Grütter à Motta	Idée de ces conférences et proposition que le DPF y soit représenté.
	20.10.1938 L	Motta à Grütter	Motta demande à Grütter de convoquer la Conférence du 26 octobre 1938.
A			Liste des présences à la Conférence du 26 octobre 1938.
436	28.10.1938 L	DPF (Motta) à DFEP (Obrecht)	Réponse de Motta au N° 433. La Conférence du 26 octobre a révélé que les arguments économiques étaient précisément les moins opérants auprès des journalistes représentés. Souhait d'être mieux soutenu par les milieux économiques.
441	7.11.1938 L	DPF (Motta) au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie	Le cas signalé par le Vorort de boycott allemand des produits suisses en raison de l'hostilité de la presse suisse envers le Reich n'est pas isolé. Risques de graves conséquences économiques si les choses ne changent pas. Motta saurait gré au Vorort d'user de son influence pour modérer les organes qui lui sont proches.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
474	12.12.1938 L	Berlin (Frölicher) à DPF (Motta)	Remerciements de Frölicher pour l'approbation par le Conseil fédéral de son discours du 25 novembre 1938 à Munich. F. n'exclut pas d'avoir critiqué la presse suisse. De toute manière, une telle critique est justifiée. Il y a danger pour la Suisse.
An 2	2.12.1938 Communi- qué de presse	Berne (Conseil fédéral)	Prise de position du Conseil fédéral dans l'affaire du discours de Frölicher à Munich.
490	23.12.1938 L	Zurich (Rietmann) au DPF (Motta)	Le directeur de la <i>NZZ</i> défend Caratsch face aux accusations de Motta selon lesquelles Caratsch donnerait une vision unilatérale et déformée des faits dans ses correspondances de Berlin. La presse allemande caricature totalement la manière d'écrire des journaux suisses. Trop de complaisance serait glisser dans une <i>Gleichschaltung</i> de fait. R. ne se dissimule pas les difficultés de la politique extérieure.

Pour la politique de la Suisse en matière de presse, cf. aussi:

- I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N^{os} 293 A2, 306 et An 4.
- I.4. La question des journalistes accrédités auprès de la SdN (affaire a Prato), N^{os} 6, 12, 13, 16, 17, 31, 36, 42, 43, 149 et An 3.
- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N^{os} 33, 163 A, 343, 430, 455, 462, 476, 488.
- II.1.2. Allemagne, affaires de presse, N^{os} 155, 172, 237, 333, 348, 399, 461 et A 1-2, 464.
- II.9.2. Les relations avec la République espagnole, N^o 64 et An 1.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N^{os} 271, 303, 307, 309.
- II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N^{os} 60, 295, 310, 311.
- II.14.3. Italie, affaires de presse, N^{os} 68, 143, 191, 217, 242, 246, 252, 341.
- III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N^{os} 387, 397 et A, 406, 422.
- VII.1. L'*Auslandsorganisation der NSDAP* en Suisse, N^o 313.
- VII.2. La question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses, N^{os} 268, 448, 475 et A 1-2.
- IX. Questions de défense nationale, problèmes généraux, N^o 234.

VII. LA SUISSE ET LES FASCISMES

VII.1 L'AUSLANDSORGANISATION DER NSDAP EN SUISSE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
132	22.9.1937 No	Ministère public (Nadig)	Un fonctionnaire de la Légation d'Allemagne se plaint des menaces reçues par le rédacteur du <i>Deutsches Nachrichtenblatt</i> , A. Ahrens. Question de la <i>Landesleitung der AO</i> et des <i>Kreisleiter</i> interdits en Suisse. Le Ministère public n'entend pas revenir sur cette interdiction. Ce qu'il pourrait tolérer. Mais en aucun cas que la Légation joue le rôle de <i>Landesleitung</i> camouflée.
292	10.5.1938 R	Police de la Ville de Berne aux DFJP (Ministère public) et DPF	Réunion à Berne de l'ensemble des <i>Ortsgruppenleiter der NSDAP in der Schweiz</i> . Elle était dirigée par le Conseiller de Légation Bibra. Ce dernier a affirmé qu'il était chargé par Bohle de superviser et de développer le travail des <i>Ortsgruppen der NSDAP</i> en Suisse. Il a critiqué les «tièdes» de la colonie allemande et le Ministre d'Allemagne lui-même. Incidents.
313	2.6.1938 AM	DFJP (Ministère public)	L'activité politique des ressortissants allemands en Suisse, rôle de Bibra. La <i>Deutsche Zeitung in der Schweiz</i> autorisée par le Conseil fédéral sans prendre l'avis du Ministère public. La propagande pour une plus grande Allemagne, les mesures de lutte. Situation des mouvements de rénovation suisses proches du nazisme. Les mesures prises contre ces derniers.
345	21.7.1938 L	DPF (Bonna) à W. Burckhardt	Les initiatives populaires bâloises visant à interdire à Bâle les groupements politiques de la colonie allemande, vont mettre à mal les relations de la Suisse avec le Reich. Le DFJP ne croit pas qu'il y ait un moyen légal de couper court à cette agitation. Qu'en pense W. Burckhardt?
349	26.7.1938 No	DPF	Les mesures envisagées pour enrayer l'initiative socialiste bâloise. Entretien Bonna – W. Burckhardt à ce sujet. Burckhardt est d'avis que l'objet de l'initiative concerne les relations de la Suisse avec l'étranger et tombe donc dans le domaine de compétence de la Confédération, qui doit en informer à temps le Canton de Bâle-Ville.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
371	2.9.1938 L	Conseil fédéral au Conseil d'Etat de Bâle-Ville	Les initiatives bâloises et le droit fédéral. L'initiative socialiste touche aux relations de la Suisse avec l'étranger et contrevient de ce fait à la Constitution fédérale. Prière au Gouvernement bâlois d'empêcher son déroulement. L'autre initiative contre les mouvements extrémistes de droite comprend également des aspects dangereux pour les relations extérieures de la Suisse.
375	8.9.1938 L	Conseil d'Etat de Bâle-Ville au Conseil fédéral	Réponse du Gouvernement bâlois au N° 371. Protestation contre les procédés utilisés par Berne. Le traitement des initiatives est du ressort du Grand Conseil, le Gouvernement bâlois ne saurait intervenir dans la procédure.
396	21.9.1938 L	Conseil fédéral au Conseil d'Etat de Bâle-Ville	Le ton de la lettre du Gouvernement bâlois (N° 375) est blessant. Justification du mode de procédé du Conseil fédéral.
493	27.12.1938 PVCF	Conseil fédéral	Décision du Conseil fédéral d'introduire une plainte au Tribunal fédéral contre le Canton de Bâle-Ville en vue du règlement du conflit de compétence qui l'oppose au Conseil fédéral dans la question des initiatives bâloises contre les mouvements extrémistes de droite suisses et étrangers en Suisse.
A			Texte de la plainte du Conseil fédéral au Tribunal fédéral selon le PVCF. Incompétence du Canton de Bâle-Ville. Injonction d'arrêter le cours de ces initiatives. Bases juridiques et argumentation.
An 8	23.6.1939 Arrêt	Tribunal fédéral	Arrêt du Tribunal fédéral donnant raison au Conseil fédéral.
<p><i>Pour l'«Auslandsorganisation der NSDAP» en Suisse, cf. aussi:</i></p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 343, 476, 488.</p> <p>II.1.2. Allemagne, affaires de presse, N° 237.</p>			

VII.2 LA QUESTION DE LA SUBVERSION NAZIE ET LES MOUVEMENTS
EXTRÉMISTES SUISSES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
240	23.3.1938 R	Ministère public (Stämpfli) à Baumann	Insuffisance des dispositions légales pour lutter contre l'importation de matériel de propagande politique nazie et irrédentiste qui envahit la Suisse. Exemples. Nécessité d'un arrêté fédéral contre cette importation. Les solutions possibles.
An 13	25.5.1938 Proposition	DFJP au Conseil fédéral	Opinion du Département politique sur la question susmentionnée.
An 14	27.5.1938 Arrêté	Conseil fédéral	Texte de l'arrêté contre la propagande subversive.
268	14.4.1938 PVCF	Conseil fédéral	Considérants motivant l'interdiction de publication et de diffusion des correspondances et nouvelles de l'agence de presse de F. Burri. Avec un soutien financier allemand, Burri se fait le propagandiste des buts nazis. Il met en danger les relations de la Suisse avec l'étranger. L'interdiction est décidée.
448	15.11.1938 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'interdire les journaux <i>Angriff</i> , <i>Schweizervolk</i> et <i>Schweizerdegen</i> , qui propagent, comme les mouvements dont ils dépendent, des idées nettement nazies. L'action du Ministère public du 10 novembre 1938 contre ces mouvements. Les premiers résultats de l'enquête contre le <i>NSSAP</i> , l' <i>ESAP</i> et le <i>BTE</i> mettent en évidence leurs liens avec le III ^e Reich.
466	2.12.1938 PVCF	Conseil fédéral	Approbation de la réponse du Département de Justice et Police à la petite question Tobler sur le problème du financement de l'initiative pour l'interdiction de la franc-maçonnerie par le <i>Weltdienst</i> allemand et la lutte contre les fausses rumeurs. Textes de cette réponse et de la petite question Tobler.
475	12.12.1938 R	Ministère public (Ulrich) au Ministère public (Balsiger)	Bilan sur l' <i>ESAP</i> et ses chefs. Ses statuts. Parenté idéologique avec le nazisme, mais financement suisse. Les dirigeants et leurs contacts en Allemagne. Difficulté de combattre de tels mouvements avec des moyens policiers seulement, nécessité d'une action sociale pour réduire le chômage et le mécontentement en Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A 1	12.11.1938 Procès- verbal d'audition	Ministère public	Sommes d'argent reçues par l'ESAP et liste des donateurs, selon son chef, E. Hofmann.
A 2	12.11.1938 R	Ministère public	Les sources de financement du mouvement d'après le compte bancaire de l'ESAP.
495	30.12.1938 PVCF	Conseil fédéral	Exposé des résultats de l'enquête contre le BTE, le <i>Volksbund (NSSAP)</i> et l'ESAP. Décision de procéder à une instruction préliminaire contre le BTE et le <i>Volksbund (NSSAP)</i> soupçonnés d'atteintes à l'indépendance de la Confédération et d'espionnage. Raisons insuffisantes pour introduire une telle procédure contre l'ESAP.
<p><i>Pour la question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses, cf. aussi:</i></p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N^{os} 343, 462, 476, 488. II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N^{os} 442, 459. II.16. Liechtenstein, N^o 272. VII.1. L'<i>Auslandsorganisation der NSDAP</i> en Suisse, N^{os} 313, 345, 349, 371, 375, 396, 493. IX.1. Questions de défense nationale, problèmes généraux, N^{os} 253 et An 4.</p>			

VII.3 LES COMITATI D'AZIONE PER L'UNIVERSALITÀ DI ROMA

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
45	9.3.1937 L	DPF (Bonna) au DFJP (Stämpfli)	Les circonstances qui ont motivé l'interdiction d'entrée en Suisse du Général italien Coselschi, président des <i>Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma</i> , se sont modifiées: bonne volonté italienne dans les affaires irrédentistes, disgrâce de Fonjallaz. Instance italienne pour que soit réexaminé le cas Coselschi. Le DPF partage ce point de vue.
A	15.1.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Ruegger estime le moment venu d'autoriser à nouveau l'entrée en Suisse du Général Coselschi. Les raisons.
An 4	9.6.1937	DFJP (Stämpfli) au DPF	Le Ministère public, après préavis négatif des autorités vaudoises, est contre la levée de l'interdiction d'entrée en Suisse de Coselschi.

VII.3 COMITATI D'AZIONE PER L'UNIVERSALITÀ DI ROMA CXXXVII

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
194	27.1.1938 L	DFJP (Stämpfli) au DPF (Bonna)	Le Ministère public ne voit toujours pas la possibilité de lever l'interdiction d'entrée en Suisse frappant le Général Coselschi. Les tendances irrédentistes des <i>Comitati d'Azione</i> ..., l'Institut pour la culture italienne de Lausanne se développerait, le danger d'une campagne de presse.
An 3	1.2.1938	DPF (Frölicher) à Rome (Ruegger)	Frölicher demande à Ruegger des arguments pour convaincre le Ministère public de donner satisfaction à l'Italie dans cette affaire.
207	12.2.1938 L	Rome (Ruegger) au DPF (Bonna)	Propos rassurants sur Coselschi. Sa carrière. Marginalité de son irrédentisme. Les <i>CAUR</i> ont une activité avant tout théorique et de propagande. Il y eut certes des actes incorrects envers la Suisse, mais l'intérêt des relations italo-suisse commanderait de lever la sanction dont il est l'objet.
400	24.9.1938 No	DFJP (Stämpfli)	Baumann ordonne au Procureur général de la Confédération de lever l'interdiction d'entrée en Suisse frappant le Général Coselschi.
<p><i>Pour les «Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma», cf. aussi:</i></p> <p>II.14.4. L'Italie, irrédentisme, N° 315.</p>			

VII.4 LE FASCISME ITALIEN ET LES MOUVEMENTS
APPARENTÉS EN SUISSE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
76	14.5.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Entretien Ruegger – De Peppo au sujet des audiences du Duce à Oltramare. Publicité inopportune et mal-adresse des communiqués italiens à ce sujet. La Suisse, pour être fidèle à sa mission, doit écarter toute apparence d'ingérences étrangères dans ses affaires. Nécessité, du côté suisse aussi, de passer par le canal officiel pour discuter de questions comme la ligne aérienne Paris-Turin-Rome.
79	22.5.1937 L	Rome (Ruegger) au DPF (Motta)	Intervention de Ruegger auprès des autorités italiennes à la suite de l'audience accordée à Oltramare par Mussolini. Celle-ci et la publicité faite à son sujet sont gênantes pour les relations italo-suisse. Réaction de Bastianini.

CXXXVIII VII.4 FASCISME ITALIEN ET MOUVEMENTS APPARENTÉS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	20.5.1937 AM	Rome (Ruegger) à Rome (Bastianini)	Oltromare n'avait aucune qualité pour traiter de la question, en soi digne d'intérêt, d'une escale à Genève de la ligne aérienne Paris-Turin. Souhait que celle-ci puisse se réaliser sur une base officielle.
<p><i>Pour le fascisme italien et les mouvements apparentés en Suisse, cf. aussi:</i></p> <p>II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N°s 295, 310. II.14.4. Italie, irrédentisme, N°s 7, 18, 89, 103, 107, 279, 315, 334. VII.1. L'<i>Auslandsorganisation der NSDAP</i> en Suisse, N°s 349, 371, 375, 396, 493. VII.2. La question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses, N° 240. VII.3. Les <i>Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma</i>, N°s 45, 194, 207, 400.</p>			

VIII. LA SUISSE ET LE COMMUNISME

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
30	16.2.1937 PVCF	Conseil fédéral	La propagande communiste se fait de plus en plus à travers des organisations qui ne se réclament pas explicitement du communisme comme l' <i>Association des Amis de l'URSS</i> . Décision d'étendre à ces dernières l'incompatibilité déjà en vigueur pour le parti communiste entre la qualité de membre et l'exercice d'une fonction au service de la Confédération.
An 4	16.2.1937 Arrêté fédéral	Conseil fédéral	Liste des associations considérées désormais comme communistes.
44	9.3.1937 Interpellation	Berne (Musy) au Conseil fédéral	Le Conseil fédéral est-il prêt à présenter un projet de loi interdisant l'action et les organisations communistes?
A	Sans date Projet de réponse	DFJP (Baumann)	Projet de réponse à l'interpellation Musy. Le danger communiste. L'Internationale et ses sections, la <i>Masch</i> , la dépendance de Moscou, la tactique communiste, le secours rouge. Les libertés constitutionnelles et leur restriction possible. Droit des cantons d'interdire le parti communiste. Raisons pour lesquelles une telle interdiction ne s'impose pas au plan fédéral dans les circonstances présentes.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
125	7.9.1937 L	Berne (DPF) à Berne (Légation de Tchécoslovaquie)	Le DPF ne manquera pas de fournir les renseignements souhaités sur l'assassinat d'Eberhardt (Reiss).
A	Mai(?) 1939 No	DPF	Assassinat de Reiss: notice sur un entretien avec Boven, Procureur général du canton de Vaud. L'évolution politique de Reiss, sa surveillance par les services soviétiques, le crime, les réseaux.
250	28.3.1938 PVCF	Conseil fédéral	Examen de la réponse à donner à la petite question Musy sur l'extradition de Grosowska, impliquée dans l'assassinat de Reiss, arrêtée par la police française à la demande de la police du canton de Vaud, puis libérée, sans doute sur pression soviétique. Décision d'approuver le projet de réponse du DFJP et de faire savoir aux autorités françaises qu'elles ne s'étaient pas tenues aux termes du traité d'extradition franco-suisse.
A			Texte de la petite question Musy au Conseil fédéral du 10 février 1938 et texte de la réponse du Conseil fédéral du 28 mars 1938.
<p><i>Pour la Suisse et le communisme, cf. aussi:</i></p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N°s 39, 488. II.9.2. Les relations avec la République espagnole, N°s 148, 290, 425 A. II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N°s 442, 459. II.14.2. L'Italie et la SdN, N° 158 A. II.16. Liechtenstein, N° 63. II.27. Union soviétique, N° 48. VII.2. La question de la subversion nazie et les mouvements extrémistes suisses, N°s 240, 448, 475.</p>			

IX. QUESTIONS DE DÉFENSE NATIONALE

IX.1 PROBLÈMES GÉNÉRAUX

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
216	22.2.1938	EMG (Labhart)	Instructions pour la réorganisation du Service de renseignements de l'armée suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
234	16.3.1938 PV	DMF	Séance de la Commission de la défense nationale du 16 mars. Les conséquences de l' <i>Anschluss</i> , l'attitude tendancieuse de la presse suisse. L'artillerie antiaérienne, les crédits de défense nationale (répartition), l'élection du général, le Liechtenstein.
253	31.3.1938 PV	DMF	Conférence entre parlementaires et représentants du DMF sur le renforcement de la défense nationale. Mesures prises, question des officiers frontistes. Discussion portant, notamment, sur l'élection du général en temps de paix et la prolongation des périodes d'instruction.
An 4	31.3.1938	Klöti/Bringolf au DMF	Adresse sur la question des officiers frontistes.
254	31.3.1938	DMF (Gugger)	Etude sur la possibilité d'une intervention militaire française en Suisse.
273	23.4.1938	EMG (Labhart) au DMF (Minger)	L'Attaché de l'Air français a fait savoir qu'il serait souhaitable que les aviations française et suisse préparent à l'avance leur coopération pour le cas de guerre. Considérations de Labhart sur la neutralité et le danger d'accords secrets. Le point de vue militaire. La réponse à l'Attaché sera négative.
282	3.5.1938 PVCF	Conseil fédéral	Discussion de la réorganisation du haut commandement de l'armée. Approbation du projet de lettre de Minger à la Commission de défense nationale sur ce thème. Les raisons qui conduisent le Conseil fédéral à rejeter la nomination d'un général en temps de paix et à lui préférer l'idée d'un inspecteur d'armée.
A	29.4.1938 R	DMF (Minger) au Conseil fédéral	Dans le cadre du renforcement de la défense nationale, le moment est venu d'envisager la réorganisation du haut commandement de l'armée. Examen des propositions anciennes et récentes (Général Wille, Sprecher, Roost, collectif de trois Cdts de Corps, Labhart, Wille junior). La solution retenue par Minger prévoyant, notamment, un inspecteur d'armée.
304	19.5.1938 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Motta informe Minger des préoccupations françaises relatives à la neutralité aérienne de la Suisse et à sa volonté de défendre son espace aérien. Les assurances données avant et à la séance du Conseil de la SdN du 14 mai 1938.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
421	7.10.1938 L	EMG (Frick) à EMG (Labhart)	Critique de la passivité des autorités civiles et militaires dans la question de la mobilisation des troupes frontières suisses lors de la Crise de septembre 1938. Comparaison avec le cas de 1914 et avec l'attitude plus énergique d'autres Petites Puissances. Réflexions sur la dissuasion, le moral du pays, l'utilité de tester la troupe.
438	28.10.1938 R	EMG (Labhart) au DMF	Considérations de Labhart sur les fortifications intérieures du pays (<i>Landesbefestigungen</i> distinctes des <i>Grenzbefestigungen</i>) de caractère permanent pour introduire une demande de crédit. Leur nécessité, les exemples étrangers, leur emplacement optimum, répartition des crédits entre ouvrages selon les zones à défendre et le caractère de la menace.

Pour la défense nationale, problèmes généraux, cf. aussi:

- I.1. Le retour de la Suisse à la neutralité intégrale, N^{os} 275 An 2, 276, 293 A1 et A2, 294, 299.
- II.3.2. L'*Anschluss*, N^{os} 238 A, 239 A et An 2.
- II.9.2. Les relations avec la République espagnole, N^{os} 148, 425 A.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N^{os} 3, 108, 128 A, 147, 229 et A, 244, 251.
- II.16. Liechtenstein, N^{os} 241 A, 243 et A, 248, 260 et A, 355, 367, 484 A1 et A2.
- III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N^{os} 373, 381, 385, 389, 398, 404, 408 et A.
- X. Fabrication, exportation d'armements, N^o 105.
- XI. Approvisionnement de la Suisse en temps de guerre, toute la rubrique.
- XII.1. Banque nationale, N^{os} 2 An 2, 393, 407, 427.
- XV. Questions de diplomatie, N^{os} 120, 180 A.

IX.2 LA SERVITUDE D'HUNINGUE, LES FORTIFICATIONS DE LA RIVE DROITE DU RHIN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
4	12.1.1937 PVCF	Conseil fédéral	Inquiétudes françaises au sujet du «trou» d'Huningue. Aide-mémoire français exprimant le désir de la France d'être libérée de la servitude d'Huningue. Des raisons militaires, de politique extérieure et intérieure, obligent la Suisse à tenir à son droit. Décision d'adresser un aide-mémoire dans ce sens au Gouvernement français.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A 1	26.3.1936 L	EMG (Labhart) au DPF (Minger)	Réflexions de Labhart sur l'importance de la servitude d'Huningue.
A 2	Sans date (12.1.1937) Aide- Mémoire	Berne (Conseil fédéral) à Paris (Ministère des Affaires étrangères)	Réponse suisse à l'aide-mémoire français sur Huningue.
10	19.1.1937 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Entretien Dunant-Alphand au sujet d'Huningue. La réponse suisse a créé quelque humeur en France, en particulier auprès du général George. Pour Alphand, Huningue reste une «question vitale» pour la France. Incertitude quant à la décision française.
87	12.6.1937 L	DPF (Motta) à Berlin (Dinichert)	Transmission d'une notice de Labhart sur le projet allemand de fortifications sur la rive droite du Rhin non loin de Bâle. Prière d'appuyer le point de vue de Labhart à Berlin.
A	11.6.1937 No	Labhart (EMG)	Entretien Labhart-Ilseemann. Le projet allemand de fortifications sur la rive droite du Rhin non loin de Bâle est très gênant pour la Suisse. Risques de voir la France passer outre à la servitude d'Huningue et de susciter du mécontentement dans la population suisse. Suggestion de placer les fortifications plus en retrait que prévu.
101	22.7.1937	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Entretien avec Weizsäcker au sujet des fortifications allemandes près de Bâle. L'Allemagne ne peut y renoncer. Pour W. ces constructions seraient un atout pour la Suisse en décourageant une attaque dans ce secteur. Dinichert y voit au contraire un motif pour la France de fortifier la région d'Huningue.
112	6.8.1937 L	DPF (Bonna) à EMG (Labhart)	Transmission d'une notice de Bonna. Le Gouvernement allemand ne peut renoncer aux fortifications prévues non loin de Bâle. Faut-il poursuivre les efforts auprès des Allemands?
A	6.8.1937 No	DPF (Bonna)	Entretien Bonna-Köcher sur l'objet mentionné ci-dessus. Réponse allemande officielle aux démarches entreprises pour éviter la construction de fortifications près de Bâle.

Pour la servitude d'Huningue, cf. aussi:

II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N^{os} 3 An 2, 303 A.

IX.3 DÉSARMEMENT

N ^o	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
56	9.4.1937 N	DPF (Motta) à Berne (Westman)	Hommage à la proposition suédoise, adressée à un certain nombre d'Etats à intérêts limités, de mettre en vigueur certaines parties du projet de Convention générale du désarmement, mais impossibilité d'y souscrire. Les raisons.
84	5.6.1937 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Le Bureau de la Conférence du Désarmement constate l'impossibilité de reprendre les travaux de la Conférence. La France n'aurait pas dû demander sa réunion. Seul résultat: consultation des gouvernements en vue d'un accord sur la publicité des dépenses d'armements et sur un organe de contrôle. Attitude des Etats scandinaves.
223	9.3.1938 L	DPF (Motta) à Genève (Avenol)	Position de la Suisse relativement à la publicité des dépenses de défense nationale – une solution n'est guère possible sans le concours des Etats principalement intéressés – et l'institution d'un contrôle national de la fabrication et du commerce des armes – la votation populaire du 20 février a donné à la Confédération les moyens d'assurer ce contrôle.
456	24.11.1938 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Initiative norvégienne pour relancer la question de la limitation voire d'une réduction des armements. Inconvénients à ne pas répondre positivement, même si aucune illusion sur le résultat d'une telle initiative et doutes quant à l'opportunité du moment. La manière dont la Norvège pose le problème et l'expérience de la Conférence du Désarmement. Avis du DMF?
An 3	30.12.1938 PVCF	Conseil fédéral	Commentaire de la réponse du DMF.
An 4	31.12.1938 N	DPF au Gouvernement norvégien	Réponse du Conseil fédéral.

X. FABRICATION, EXPORTATION D'ARMEMENTS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
105	29.7.1937 L	DMF (Obrecht) au DPF (Motta)	Présentation de la législation suisse relative à l'industrie privée des armements pour une enquête de la SdN.
115	18.8.1937 L	DPF (Bonna) au DMF (Minger)	Le Japon saisira comme contrebande de guerre les envois d'armes en Chine et exprime son désir qu'il y soit mis fin. Evolution de la pratique de la neutralité en la matière. Nécessité d'examiner la situation. Si l'un seulement des belligérants se ravitaille en Suisse, il conviendrait d'examiner l'opportunité d'interdire ce commerce.
121	25.8.1937 L	DMF (Minger) au DPF (Motta)	Pas de raisons d'interdire l'exportation d'armes vers le Japon et la Chine. L'égalité de traitement est assurée par la possibilité pour les deux parties d'acquérir des armes en Suisse. Cas de figure où la situation pourrait être différente. Souhait que les entreprises concernées informent les autorités des commandes passées par la Chine et le Japon.
127	8.9.1937 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	Le DPF se rallie au point de vue du DMF. Il n'y a pas de raisons d'interdire l'exportation de matériel de guerre à destination de la Chine et du Japon. Le Japon a d'ailleurs passé plus de commandes en Suisse que la Chine. Accord du DPF dans la question de l'annonce des commandes de matériel de guerre.
A	27.8.1937	Direction des douanes au DPF	Statistique des exportations d'armes et de munitions vers les pays d'Asie pour la période janvier-juillet 1937.
426	14.10.1938 PVCF	Conseil fédéral	Suite aux nouvelles dispositions en la matière, la <i>Waffenfabrik Solothurn A.G.</i> a requis l'autorisation de fabriquer du matériel de guerre. Elle est en réalité sous contrôle du Gouvernement allemand. Les points de vue des DMF, DFJP et DPF sur la question. Décision de refuser la requête de cette entreprise.
<p><i>Pour la fabrication et l'exportation d'armements, cf. aussi:</i></p> <p>II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N° 419.</p> <p>II.16. Liechtenstein, N° 424.</p>			

XI. APPROVISIONNEMENT DE LA SUISSE EN TEMPS DE GUERRE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
38	26.2.1937 L	DFFD (Meyer) au DPF (Motta)	Transmission d'un rapport de l'Administration fédérale des blés sur la préparation de l'économie de guerre. Souhait que des négociations en la matière soient entamées avec les Etats voisins.
A	12.2.1937 L	Administration des Blés (Laesser) au DFFD (Meyer)	L'opinion court en Suisse que les réserves de blé sont insuffisantes. Comparaison des stocks avec ceux de l'avant-guerre. Actuellement, réserves pour 6 mois. Plutôt que d'accumuler des stocks coûteux à gérer, il faut obtenir des Etats voisins, par la voie de négociations, des assurances que les approvisionnements extérieurs à destination de la Suisse soient exempts de séquestre et libres de transit.
136	11.10.1937 L	DFEP (Keller) au DFEP (Obrecht)	Utilisation des réserves d'or pour la constitution de réserves de guerre. Résultats des discussions sur la proposition de la Banque nationale de mettre 100 millions à disposition pour ces réserves. Nécessité des réserves reconnue, mais difficulté de savoir ce qu'il y a en Suisse. Urgence d'une législation autorisant le recensement des réserves. Considérations justifiant le traitement prioritaire de la proposition de la BNS.
390	16.9.1938 PVCF	Conseil fédéral	Mesures à prendre pour assurer l'approvisionnement de la Suisse en temps de guerre. Ce qui a été fait pendant la Première Guerre mondiale. Décision de charger le DPF d'obtenir de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et de la Belgique des déclarations de principe sur l'approvisionnement suisse, de négocier des accords y relatifs, de régler avec l'Angleterre et les Etats-Unis les problèmes de tonnage maritime.
412	1.10.1938 L	DFEP (Obrecht) à DFEP (Hauser)	L'attaché commercial de l'Ambassade de France à Berne souhaite des indications sur les quantités et la nature des marchandises que la Suisse aimerait se procurer en France ou par transit à travers la France en temps de guerre. – Discuter de cette requête et réfléchir aux moyens de se procurer l'information.
439	1.11.1938 No	DFEP (Hauser) à DFEP (Obrecht)	Etat des résultats des démarches entreprises par le DPF auprès d'une série de Gouvernements étrangers relativement aux facilités que ces derniers seraient prêts à accorder à la Suisse, pour le cas de guerre, en matière d'approvisionnement et de transit des marchandises.

Pour l'approvisionnement de la Suisse en temps de guerre, cf. aussi:

- II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N° 430.
 III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N°s 385, 398.
 XII.1. Banque nationale, N°s 393, 407.

XII. QUESTIONS FINANCIÈRES GÉNÉRALES

XII.1 BANQUE NATIONALE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
2	9.1.1937 L	New York (Nef) à Banque nationale (Bachmann)	La presse américaine croit savoir que les réserves d'or suisses doivent être mises à l'abri dans un trésor alpin.
An 2	22.1.1937 L	Banque nationale (Bachmann) à New York (Nef)	Certaines mesures de décentralisation des réserves d'or ont été prises et d'autres sont à l'étude.
	26.1.1937 L	Banque nationale (Bachmann) à Berne (DPF)	En accord avec l'Etat-Major de l'Armée, des mesures ont été prises pour une éventuelle évacuation des titres déposés dans les banques et pour l'or de la Banque nationale.
34	19.2.1937 PVCF	Conseil fédéral	Approbation du rapport de gestion de la Banque nationale. Quelques données sur ses réserves et sa politique.
97	1.7.1937 L	Zurich (Banque nationale) au DFFD (Meyer)	La politique de la Banque nationale face à la décision française de laisser flotter le FF. Il n'y a pas lieu, comme en septembre 1936, de suivre le mouvement de la devise française. Une nouvelle politique dépendra des décisions anglaise et américaine relatives à leur propre monnaie.
393	20.9.1938 L	DFFD (Meyer) à Banque nationale (Rossy)	Question du financement de l'approvisionnement suisse en provenance des USA en temps de guerre. Le meilleur mode de paiement serait constitué par le dépôt d'or de la Banque nationale aux USA. Est-il suffisant? Impact sur la politique monétaire? Accord des USA? Autres solutions. Quel est l'avis de la Banque nationale?

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
407	28.9.1938 L	Banque nationale au DFFD (Meyer)	Réponse au N° 393. Les réserves d'or et de devises de la Banque nationale à New York suffisent au financement de l'approvisionnement suisse en provenance des USA. Montant de ces réserves. Les réserves de la BNS à Londres.
427	14.10.1938 L	Zurich (Banque nationale) à Berne (DFEP)	La question des exportations d'or dans l'économie de guerre. Les obligations de la Banque nationale en la matière. Si l'interdiction générale d'exporter de l'or était décrétée, souhait de la Banque nationale d'obtenir la compétence de décider des exportations d'or nécessaires. Souhait que l'importation d'or soit réglée de la même manière.
<p><i>Pour la Banque nationale, cf. aussi:</i></p> <p>II.12.2. France, relations économiques, N°s 469, 489. III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N°s 385, 389. XI. Approvisionnement de la Suisse en temps de guerre, N° 136.</p>			

XII.2 EXPORTATION DES CAPITAUX

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
150	17.11.1937 L	DFFD (Meyer) au DPF (Bonna)	Invitation à participer à une discussion sur l'exportation des capitaux.
A 1	16.11.1937 Directives	Zurich (Banque nationale)	Directives concernant l'exportation des capitaux (importance pour l'économie générale, considération du marché intérieur, balance des paiements, liquidités bancaires, conditions requises).
A 2	2.12.1937 PV	Berne	Conférence sur l'exportation des capitaux, réunissant parlementaires, hauts fonctionnaires, Banque nationale, représentants des associations économiques. Tour d'horizon général de la question pour la Suisse.
<p><i>Pour l'exportation des capitaux, cf. aussi:</i></p> <p>II.1.4. Allemagne, relations économiques, N°s 316, 326. II.3.3. Autriche, relations économiques, N° 328 et A. II.12.2. France, relations économiques, N°s 469, 470, 473, 489 et An 2. II.14.1. Italie, politique générale et bilatérale, N° 235. II.26. Turquie, N° 1.</p>			

XIII. LA SUISSE ET LA POLITIQUE HUMANITAIRE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
82	25.5.1937 PVCF	Conseil fédéral	L'action du CICR en Espagne. Les subventions reçues. Epuisement de ses ressources. Appel à la générosité des gouvernements. La Suisse doit montrer l'exemple. Décision d'accorder 10000 francs au CICR pour son œuvre humanitaire en Espagne.
111	6.8.1937 PVCF	Conseil fédéral	Valencia a autorisé le CICR à évacuer 20000 personnes de Madrid. Le CICR demande l'appui financier de la Confédération pour mener à bien cette opération. Décision d'accorder 80000 francs au CICR et d'autoriser la Croix-Rouge suisse à fournir un concours technique.
151	18.11.1937 No	DPF (Gorgé)	Appel du CICR pour le financement de son action en Chine. La Suisse devrait montrer l'exemple. Compenser dans le domaine charitable la réserve observée au plan politique (Comité des XXIII de la SdN).
212	19.2.1938 L	Genève (CICR) au DPF (Motta)	Le CICR informe Motta, à titre confidentiel, de son appel aux Autorités des deux parties en conflit en Espagne pour que cessent les bombardements aériens de populations civiles.
305	20.5.1938 L	DPF (Motta) au DMF (Minger)	La Croix-Rouge suisse demande si les Autorités fédérales se prêteraient à un échange de vues sur l'opportunité pour la Suisse de s'engager internationalement – pour rendre sa neutralité «plus active» – à héberger, en temps de guerre, les prisonniers de guerre et les internés civils. Idée intéressante. Les considérations de Motta.
An 1	13.5.1938 L	Croix-Rouge suisse (v. Schulthess) au DPF	Les vues de la Croix-Rouge suisse pour une neutralité plus active.
312	1.6.1938 No	DPF (Gorgé)	Conférence avec les Croix-Rouges suisse et internationale relative à une neutralité plus active. Les avis de Gorgé et de Huber. Les cinq directions dans lesquelles la Suisse pourrait déployer une activité humanitaire. La procédure à adopter. La Croix-Rouge suisse devrait préciser ses vues. Huber aimerait connaître l'opinion de Motta avant la Conférence de Londres. Action de la Croix-Rouge en temps de paix.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
362	17.8.1938 L	DPF (Motta) à La Haye (Légation de Suisse)	Le Conseil fédéral aimerait convoquer la conférence chargée d'examiner les projets issus de la Conférence internationale de la Croix-Rouge de Londres. Intérêt à ce que cette conférence pût s'occuper également de la Convention de La Haye pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Croix-Rouge et placer sous gérance suisse tout le régime international de la Croix-Rouge. La Haye donnerait-elle son accord?
378	9.9.1938 N	La Haye (Affaires étrangères) à La Haye (Légation de Suisse)	Accord de La Haye à la proposition du Conseil fédéral (N° 362) à condition que ce dernier lui laisse le soin de mettre au programme d'une conférence diplomatique à convoquer par le Gouvernement hollandais la protection des civils de nationalité ennemie.
380	13.9.1938 PVCF	Conseil fédéral	La Ligue internationale des Sociétés de Croix-Rouge pourrait-elle s'établir à Genève en cas de guerre? Accord du Conseil fédéral.
458	25.11.1938 L	DPF (Motta) à La Haye (Pury)	Réponse à faire à la note de La Haye (N° 378): accord sur le partage des compétences «Croix-Rouge» et «Droit de la guerre». Réserves sur le point de la protection des civils de nationalité ennemie, étant donné l'urgence du problème. Intentions suisses quant à la prochaine conférence diplomatique. Satisfaction que La Haye envisage la possibilité de traiter de la guerre aérienne.
An 5	25.11.1938 PVCF	Conseil fédéral	Décision du Conseil fédéral quant à l'impression et l'expédition de la documentation prévue pour la conférence diplomatique.
496	31.12.1938 L	Médecin en chef de l'Armée (Vollenweider) au DMF	Remarques au sujet du projet «neutralité active de la Suisse». La fidélité de la Suisse à sa mission humanitaire ne doit pas se faire au détriment de sa force militaire et économique.

Pour la Suisse et la politique humanitaire, cf. aussi:

- I.2. Les Assemblées générales de la SdN, N° 394.
- I.6. Office Nansen, N°s 113, 376 et A.
- I.7. Arrangement provisoire sur le statut juridique des réfugiés provenant d'Allemagne, N° 114.
- II.9.1. La Guerre civile espagnole, N°s 337 et A, 338, 356, 361 et An 1, 370 et An 2.
- II.9.2. Les relations avec la République espagnole, N°s 55, 100.
- II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N° 485 A.
- II.22. Portugal, N°s 66, 74, 266.
- III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N° 405.
- IV.1. La Suisse et l'immigration juive, ensemble de la rubrique.
- IV.2. La Conférence d'Evian, N°s 247, 262, 346, 353.

XIV. LA SUISSE ET LES ÉTATS DU «GROUPE D'OSLO»

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
327	20.6.1938 L	DPF (Motta) à Stockholm (Lardy)	L'invitation du Danemark à participer à la Conférence de Copenhague pour y discuter, notamment, de problèmes «neutralité-SdN» devrait être déclinée. Le déplacement d'un Conseiller fédéral alarmerait l'opinion suisse. Chercher à savoir auprès de Sandler si l'on entend remettre en question la décision du 14 mai du Conseil de la SdN.
A	16.6.1938 L	Copenhague (Munch) au DPF (Motta)	Texte de la lettre de Munch invitant Motta à participer à la Conférence de Copenhague.
329	21.6.1938 L	Stockholm (Lardy) au DPF (Motta)	Sandler estime que l'Assemblée de la SdN pourrait revenir sur la question suisse. La Conférence de Copenhague doit se préparer à cette éventualité. Il n'a pas entendu dire que la décision du 14 mai doive être remise en question.
332	22.6.1938 L	DPF (Motta) à Copenhague (Munch)	Motta décline l'invitation de Munch à la Conférence de Copenhague. La tradition veut que les Conseillers fédéraux ne se rendent pas à l'étranger. La neutralité intégrale impose une plus grande réserve.
350	26.7.1938 L	Stockholm (Lardy) au DPF (Motta)	Entretien Sandler-Lardy. A la Conférence de Copenhague, on a à peine parlé de la Suisse. Libérée du caractère obligatoire des sanctions, la SdN prendrait un nouvel essor.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	11.8.1938 L	Copenhague (Munch) au DPF (Motta)	Les points principaux des délibérations de Copenhague. Démarches envisagées pour affirmer le caractère non obligatoire des sanctions, pour relancer l'œuvre visant la réduction des armements et pour faire avancer la réalisation d'une convention relative aux problèmes posés par les bombardements aériens.
<p><i>Pour les Etats du «Groupe d'Oslo», cf. aussi:</i></p> <p>II.20. Pays-Bas, N° 173.</p>			

XV. QUESTIONS DE DIPLOMATIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
120	25.8.1937 L	EMG (Labhart) au DMF	Nécessité de créer des postes d'attachés militaires, maintenant indispensables. Les stagiaires suisses dans les écoles de guerre étrangères ne peuvent remplir ces fonctions pas plus que les «agents spéciaux». Ces postes sont à créer pour Paris, Berlin et Rome. Conditions requises.
An 3	4.9.1937 L	DMF (Minger) à EMG (Labhart)	Idée de nommer des attachés militaires bien accueillie par la conférence annuelle des Ministres de Suisse. Faire des propositions. Fixer les compétences.
180	14.1.1938 PVCF	Conseil fédéral	Décision de soumettre un rapport aux Commissions des Finances des Chambres fédérales sur l'envoi probatoire d'attachés militaires suisses à l'étranger.
A	14.1.1938 R	Conseil fédéral aux Commissions des finances des Chambres	Texte du rapport susmentionné. Les motifs justifiant l'envoi d'attachés militaires suisses à Berlin, Paris et Rome. Les études préparatoires et les décisions à ce sujet. La solution du Conseil fédéral et sa portée financière.
218	26.2.1938 L	DFPCF (Pilet-Golaz) au DPF (Motta)	Motta a autorisé Pilet-Golaz à pressentir le Conseiller national Vallotton pour le poste de Washington. V., qui aurait souhaité Paris, voire Berlin, considère Washington comme secondaire. Amertume de V. envers le Conseil fédéral.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
415	3.10.1938 Circulaire	DPF (Bonna) aux représentations de Suisse à l'étranger	Circulaire sur le secret des communications (courrier, téléphone, télégraphe) entre le DPF et ses représentations à l'étranger. Les techniques des cabinets noirs. Développements récents. Les parades.
<p><i>Pour les questions de diplomatie, cf. aussi:</i></p> <p>II.1.1. Allemagne, politique générale et bilatérale, N^{os} 62, 161, 162, 163 A, 167, 213, 214, 318, 321 A, 343.</p> <p>II.3.2. L'<i>Anschluss</i>, N^o 236.</p> <p>II.9.2. La Suisse et la République espagnole, N^o 377.</p> <p>II.9.3. Les relations avec l'Etat espagnol, N^{os} 110, 283 et An 2, 340.</p> <p>II.11. Ethiopie, N^{os} 15 A, 32, 61, 78, 123 et A.</p> <p>II.12.1. France, politique générale et bilatérale, N^{os} 106, 485 A.</p> <p>II.17. Mandchoukouo, N^o 491.</p> <p>II.25. Tchécoslovaquie, N^o 130.</p> <p>II.27. Union soviétique, N^o 5.</p> <p>III. La Crise des Sudètes et la Conférence de Munich, N^{os} 404 A et An 3, 405.</p> <p>VII.1. L'<i>Auslandsorganisation der NSDAP</i> en Suisse, N^{os} 349, 371, 375, 396, 493 et A.</p> <p>XIV. La Suisse et les Etats du «Groupe d'Oslo», N^{os} 327, 332.</p>			

XVI. LA COMMISSION CENTRALE DU RHIN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
77	20.5.1937 L	DPF (Bonna) à Berlin (Dinichert)	Transmission d'un rapport du Délégué suisse à la Commission centrale du Rhin. La dernière session a apporté peu de clarté sur l'avenir du régime international de la navigation sur le Rhin. Dinichert doit sonder les Allemands pour savoir s'ils seraient prêts à reprendre leurs relations avec la Commission au sujet du règlement de la police de navigation.
A	27.4.1937 R	Zurich (Herold) au DPF (Motta)	Rapport du délégué suisse à la Commission centrale du Rhin sur la session du printemps 1937. Impossibilité d'accord sur une position commune à présenter à l'Allemagne, qui n'était pas représentée. Projets de résolution français et hollandais. Contentieux holando-belge. Renvoi de la décision sur l'adoption du projet de règlement de la police de navigation.
88	15.6.1937 L	Berlin (Dinichert) au DPF (Motta)	Entretien avec Weizsäcker au sujet de l'attitude allemande dans la question du projet de règlement de la police de navigation sur le Rhin. W. n'est pas très au clair sur la question mais accepte le document que les Allemands avaient auparavant renvoyé à son expéditeur. Petit succès formel.
An 2	23.7.1937 AM	Berlin (Affaires étrangères) à Berlin (Dinichert)	Si les autres Etats riverains du Rhin adoptent le projet de règlement de la police de navigation, le règlement allemand reprendra son contenu dans la mesure du possible.
185	17.1.1938 L	Zurich (Herold) au DPF (Motta)	Compte rendu de la Conférence de Cologne entre représentants des Etats riverains du Rhin et de la Belgique en vue de régler la question de l'harmonisation du règlement allemand de la police de navigation avec le projet de règlement de la Commission centrale du Rhin.
A	12.1.1938	Cologne	Protocole d'accord entre les Etats riverains du Rhin plus la Belgique relativement aux procédures à suivre dans la question des règlements de la police de navigation.
An 3	28.2.1938	Zurich (Herold) au DPF (Motta)	Compte rendu des travaux de la Commission chargée du détail de l'harmonisation des règlements et de leur traduction (rencontre de Berlin).

VI. DOCUMENTS

1

E 2001 (D) 1/224

*C.P.D. Wiedemann, Délégué de la Compagnie des
Chemins de Fer Orientaux, à P.A. Feldscher, Chef de Section à la Division
des Affaires étrangères du Département politique*

L Chemins de Fer Orientaux, Rückkauf des Betriebsrechtes

Basel, 6. Januar 1937

Ich beziehe mich auf die sehr geschätzte Zuschrift A 22/8 Istanbul – JP vom 30. November 1936¹ und beehre mich, Ihnen in der Frage der Rückkaufsverhandlungen des Betriebsrechtes der Chemins de fer Orientaux folgendes mitzuteilen:

Herr Minister H.F. Martin hat Ihnen bereits am 26. Dezember 1936 über den Abschluss dieser Verhandlungen einen Bericht eingesandt², den ich mit ihm in Istanbul auf der Durchreise verfasst habe.

Dennoch gestatte ich mir, Ihnen in der Beilage zur gefälligen Kenntnisnahme noch Copie des Berichtes zu überreichen, den ich unter heutigem Tage über den Verlauf und das Resultat der Verhandlungen an die Schweizerische Kreditanstalt als Hauptzahlstelle für Coupons der Chemins de fer Orientaux in der Schweiz eingesandt habe³.

Ich gebe eine Copie dieses Berichtes ebenfalls an Herrn Dr. H. Ebrard in der Handelsabteilung des Volkswirtschaftsdepartements, mit dem ich während meines Aufenthaltes in Ankara über die Angelegenheit zu sprechen Gelegenheit hatte.

Es scheint mir dies umso notwendiger, als die Gesellschaft unzweifelhaft zum Zwecke der Repatriierung von Ltq 500 000, die den Teil ihrer liquiden Mittel darstellen, welcher nur in Form von Warenimporten nach mit der Türkei im Clearingverkehr stehenden Ländern aus der Türkei exportiert werden kann, wegen Mitwirkung an das Volkswirtschaftsdepartement wird herantreten müssen.

Nachdem die Hauptlast für den Export von Waren aus der Türkei für den Finanzdienst der Rückkaufsobligationen Frankreich trifft, glaube ich bestimmt annehmen zu dürfen, dass für die Waren, welche zum Transfer der Bankguthaben in der Türkei notwendig sind, wenigstens teilweise die Schweiz den Aktionären ihre Tore öffnen wird.

Im übrigen habe ich mich sehr gefreut, dass es nicht notwendig war Herrn Minister Martin oder sogar das Politische Departement während der Dauer der Verhandlungen in Anspruch zu nehmen. Die Situation war wiederholt sehr kritisch, und die Unterhändler hatten bereits ein Telegramm aufgesetzt, um einerseits den französischen Botschafter, Herrn Ponsot, und andererseits den Schweizerischen Gesandten, Herrn Martin, zu bitten, ihre Regierungen mobil

1. *Non retrouvée.*

2. *Non reproduit.*

3. *Reproduit en annexe.*

zu machen. Glücklicherweise gelang es dann aber, den Faden wieder anzuknüpfen und schliesslich die Angelegenheit ohne diplomatische Intervention zu einem guten Ende zu führen.

Ich hoffe, Sie in dieser Angelegenheit nicht weiter bemühen zu müssen und danke Ihnen noch wiederholt bestens für das mir und damit der Sache entgegengebrachte Interesse.

ANNEXE

C.P.D. Wiedemann au Crédit Suisse à Zurich

Copie

R

Basel, 6. Januar 1937

Ich beziehe mich auf meine Berichterstattung vom 12. November 1936 betreffend den damaligen Stand der Verhandlungen über den vorzeitigen Rückkauf des Orientbahnbetriebsrechtes.

Auf Grund der kontradiktorischen Feststellungen wurden diese Verhandlungen am 7. Dezember in Ankara wieder aufgenommen und dort bis am 25. gl. Mts. von der Delegation, bestehend aus den Herren M. Davies, P. Bacle, M. Roumilhac und dem Unterzeichneten mit dem türkischen Arbeitsminister weitergeführt.

Obschon beiderseits die beste Absicht bestand, zu einer Verständigung zu gelangen, und somit die Verhandlungssathmosphäre eine nicht ungünstige war, erwiesen sich diese Verhandlungen im einzelnen doch viel schwieriger als erwartet und kamen mehrfach auf den Punkt, abgebrochen zu werden, weil türkischerseits für die befriedigende Herstellung des Pachtobjektes sehr hohe Forderungen gestellt und auch nur mit grösstem Widerstreben eine Entschädigung für die noch verbleibende vertragsmässig zugesicherte Betriebsperiode bis zum 31. Dezember 1957 in Aussicht genommen wurde. Dazu kam, dass die dermalige finanzielle Lage der Türkei wenig Aussicht bot, die Greifbarmachung der Rückkaufsentschädigung für die in der Hauptsache im Ausland lebenden Aktionäre (Frankreich und Schweiz) zu ermöglichen.

Schliesslich gelang es aber doch, am Weihnachtstage zu einem Rückkaufsabkommen zu gelangen, das, vorbehaltlich der Genehmigung durch die Generalversammlung der Gesellschaft einerseits und die Grosse Türkische Nationalversammlung andererseits, unterzeichnet wurde und der türkischen Regierung die Übernahme des Betriebes ab 1. Januar 1937, welche sie ganz besonderen Wert setzte, ermöglichte.

Sollte die Ratifikation des Abkommens bis zum 1. Juni 1937 nicht erzielt sein, so würde nicht nur die Rückkaufskonvention hinfällig, sondern auch die seit 1. Januar von der Regierung erzielten Betriebsergebnisse würden in allen Konsequenzen der Gesellschaft zukommen.

Der wesentlichste Inhalt des erzielten Rückkaufsabkommens ist der folgende:

Der Kaufpreis wurde global auf 6 Millionen türkische Pfund vereinbart und auf der Basis von 3,46 in Schweizerfranken umgewandelt, was einen Rückkaufspreis von Fr. 20 760 000.— ausmacht.

Zur Bezahlung dieses Kaufpreises wird die türkische Regierung der Gesellschaft 103 800 Staatsobligationen im Nominalwert von Fr. 200.— per Obligation aushändigen, welche als «Obligations de la Dette Turque 5% 1937» bezeichnet werden, 5% Zins p.a. abwerfen und in zwanzig festen Annuitäten amortisiert werden. Der Coupon, welcher Fr. 5.— beträgt, ist am 1. Januar und am 1. Juli zahlbar, erstmals am 1. Juli 1937, und zwar in Istanbul, Paris und Zürich sowie auf anderen Plätzen, die im Benehmen zwischen der türkischen Regierung und der Banque Ottomane vereinbart werden. Die Kotierung der Obligationen in Istanbul, Paris und Zürich ist in Aussicht genommen. Der Finanzdienst wird durch die genannte Banque Ottomane besorgt.

Im Hinblick auf die wirtschaftlichen Schwierigkeiten, in denen sich derzeit die türkische Regierung hinsichtlich der Bezahlung ihres Schuldendienstes mit Devisen befindet, musste der Regierung zugestanden werden, dass nach Analogie der Abmachungen, wie sie für die türkische Staatsschuld dermalen getroffen sind, die Halbjahresannuitäten von je Fr. 834 000.— bis zum 31. Dezember 1940 hälftig in Devisen und hälftig in Waren bezahlt werden, die nach Frankreich

exportiert werden. Die nötigen Schritte sind eingeleitet, um von der französischen Regierung die Zustimmung zu dieser Regelung zu erhalten, sowie auch zur Zulassung der für den Finanzdienst notwendigen Waren zur Société Commerciale Franco-Turque, welche, wie Ihnen wohl bekannt ist, die Gesellschaft ist, welche für die anderen Titelinhaber der türkischen Staatsschuld den Warenhandel besorgt.

Besondere Schwierigkeiten machte auch die Freigabe der Barmittel und Guthaben der Gesellschaft in der Türkei, die sich derzeit auf ungefähr Ltq 800 000 belaufen. Schliesslich wurde aber doch erreicht, was keiner der in den letzten Jahren zurückgekauften Bahngesellschaften gelungen ist, dass von diesem Betrag Ltq 200 000 successive im Jahre 1937 und Ltq 100 000 im Jahre 1938 in Devisen bezahlt werden, während die restlichen Ltq 500 000 in Waren welcher Art immer bezahlt werden, welche die Gesellschaft ermächtigt ist, aus der Türkei in alle diejenigen Länder auszuführen, welche mit der Türkei durch ein Clearingabkommen verbunden sind. Diese Waren bleiben ausserhalb des Clearing. Natürlich ist zu ihrer Einführung in die Destinatärländer die Zustimmung der betreffenden Regierungen notwendig. Die Schritte sind im Gange, um vom Schweizerischen Volkswirtschaftsdepartement eine gewisse Kontingentierungsmenge zur Einfuhr in die Schweiz zu erhalten.

Wenn auch die Ausführung des Rückkaufsabkommens in der Praxis noch erhebliche Schwierigkeiten bereiten wird, so darf doch wohl gesagt werden, dass sowohl der erzielte Kaufpreis als auch die Zahlungsmodalitäten, denen in den effektiven wirtschaftlichen Verhältnissen in der Türkei gewisse Beschränkungen gesetzt waren, für die Aktionäre eine befriedigende Lösung darstellen, besonders wenn man bedenkt, dass bei den drei letzten zurückgekauften Unternehmungen öffentlicher Dienste es niemals gelungen ist, für die in der Türkei vorhandenen Barmittel oder Guthaben irgendeine Ausfuhrermächtigung in freien Devisen zu erhalten, und ferner, dass in allen drei Fällen Staatstitel mit vierzigjähriger Laufdauer ohne Verzinsung des Rückkaufspreises gewährt wurden.

Es ist zu hoffen, dass sich die einzuberufende ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre dieser Erkenntnis nicht verschliessen und der Rückkaufskonvention ihre Zustimmung erteilen wird. Diejenige der grossen türkischen Nationalversammlung dürfte kaum zweifelhaft sein, angesichts der Tatsache einerseits, dass schon bei den Rückkaufsverhandlungen der Referent in der Grossen Türkischen Nationalversammlung aktiv mitgearbeitet hat und auch im Ministerrat sowohl der Ministerpräsident selbst als auch der Arbeitsminister sich mit ihrem ganzen Gewicht für die Unterzeichnung des Abkommens ausgesprochen haben. Der Ministerpräsident hat im übrigen der Delegation gegenüber daraus kein Fehl gemacht, dass, wenn es nicht durch freundschaftliche Verständigung gelungen wäre, die Bahn in Staatsbesitz zu bringen, das Arbeitsministerium unbedingt dafür hätte eintreten müssen, dass die Chemins de fer Orientaux ihren Betrieb in naher Zukunft weitgehend modernisieren, was sicherlich mit ganz erheblichen zusätzlichen Investitionen verbunden gewesen wäre.

2

E 2001 (D) 2/28

Le Consul général de Suisse à New York, V. Nef, au Président de la Direction générale de la Banque nationale suisse, G. Bachmann

Copie

New York, 9. Januar 1937

L 6.18.37. Sicherungsmassnahmen für Goldvorräte

Im Nachgang zu meinem Schreiben vom 18. Dezember 1936¹, beehre ich mich, Ihnen in der Beilage einen kleinen Ausschnitt aus der hiesigen Presse zu übermachen, wonach der gesamte schweizerische Goldvorrat in einem in den Alpen angelegten Tresor verwahrt werden soll.

1. *Non reproduite.*

Diese Nachricht hat mich im Zusammenhang mit meinem oben bestätigten Brief lebhaft interessiert. Sollte sie sich auf Wahrheit beruhen, so nehme ich an, dass eine Transferierung des Goldvorrates nach den Vereinigten Staaten hin-fällig wird².

2. *Par lettre du 22 janvier 1937, la Banque nationale répondait:* In der Tat haben wir hier bereits gewisse Dislokationen in unserem Goldbestande vorgenommen, und es befinden sich noch andere Massnahmen in Vorbereitung. Die Transferierung unserer Goldbestände nach den Vereinigten Staaten wird davon nicht berührt.

Dans une lettre du 26 janvier 1937 à la Division des Affaires étrangères du Département politique, G. Bachmann précisait: Ganz vertraulich können wir beifügen, dass wir schon vor geraumer Zeit, und zwar im Einvernehmen mit dem Generalstab, gewisse Vorbereitungen zur Durchführung einer allfälligen Evakuation von Titelbeständen bei einzelnen unserer Bankstellen getroffen haben. Ferner wurden auch Verschiebungen in den Aufbewahrungsstellen für unsern Goldbestand durchgeführt und weitere Massnahmen befinden sich noch in Vorbereitung.

Im übrigen möchten wir, wenn immer möglich, zur Vermeidung von Beunruhigung eine Behandlung dieser Angelegenheit in der Tagespresse vermeiden, und wir verzichteten daher bis jetzt auf irgendwelche offizielle Erklärung.

3

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 90

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

L

Paris, 11 janvier 1937

Au cours de ces derniers jours, l'un de mes collaborateurs a eu l'occasion de s'entretenir assez longuement de la situation militaire avec le Général Prételat, Membre du Conseil Supérieur de la Guerre.

Je crois intéressant de rapporter ces propos, tant à cause de la personnalité de leur auteur, que par les différences d'opinion qu'ils révèlent, soit à l'égard des vues d'autres grands chefs militaires, soit à l'égard des arguments que l'on m'avait exposés au Quai d'Orsay à propos de l'affaire d'Huningue².

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document:* En circulation. Très intéressant! 12.1.37. M.

2. *A ce sujet, cf. la rubrique IX. 2 de la table méthodique. Dans son rapport urgent du 1^{er} février 1937, à Bonna, le Ministre Dunant signalera à l'attention du Service de renseignements suisse, ce passage du « Journal Officiel » français du 29 janvier reproduisant une question de Louis de Chappedelaine au Ministre de la Guerre, posée le 28 janvier à la Chambre des Députés:*

«Enfin, il est, sur notre frontière de l'Est, un point vulnérable, la trouée d'Huningue. Je crois que des pourparlers sont engagés en vue de modifier, sur ce point, la situation qui résulte de

Le Général Prételat estime, sans vouloir retenir cette éventualité, que si un conflit devait éclater ces prochaines années, c'est au cours de 1937 que l'Allemagne pourrait attaquer dans les conditions les plus favorables pour elle. «Le temps», dit-il, «travaille pour la France et la Grande-Bretagne. Par ailleurs, que fera l'industrie allemande, occupée aujourd'hui tout entière à des fabrications de guerre, une fois mis au point l'équipement de l'armée en armes et en matériel»? Si donc l'on voulait tenir une guerre prochaine pour certaine, c'est cette année qu'elle devrait éclater.

Dans les circonstances présentes, le général ne croit pas à une agression directe sur le front rhénan. Il est d'avis que l'attaque allemande sera déclenchée en premier lieu contre la Tchécoslovaquie, car, précise-t-il, il faudrait au moins deux mois à la France, dans l'état de défense où se trouve actuellement la Rhénanie, pour arriver à exercer contre l'Allemagne une pression utile. Ce délai permettrait au Reich de pénétrer profondément dans l'Europe danubienne et d'atteindre même les puits de pétrole de la Roumanie.

Touchant plus particulièrement la Suisse, le général ne croit pas que l'armée allemande y pénétrera délibérément, aussi bien à cause des difficultés du terrain, que de la valeur défensive de notre armée. Toutefois, pour être prêt à toute éventualité, l'état-major a décidé de fortifier la frontière franco-suisse jusqu'à la trouée de Pontarlier. Il ne s'agit pas d'ouvrages aussi étoffés et aussi complets que ceux qui forment la ligne Maginot. Le mouvement par la Suisse ne serait à envisager que dans l'hypothèse où l'Italie se rangerait aux côtés de l'Allemagne pour opérer la jonction des troupes des deux pays et permettre le déploiement des éléments italiens qui ne trouveraient pas leur emploi sur le front des Alpes.

Ainsi que vous le savez, plusieurs chefs militaires français, tel le Maréchal Franchet d'Espérey, le Maréchal Pétain et le Général Baratier pensent qu'en abordant le territoire suisse, au lieu d'aborder le territoire belge, l'Allemagne bénéficierait automatiquement du retard de l'intervention anglaise. Sur ce point, le Général Prételat ne partage pas cet avis, attendu que l'Allemagne n'ignore pas qu'au début d'une guerre, l'Angleterre ne pourrait que difficilement collaborer d'une façon efficace aux opérations des armées de terre.

traités anciens. Mais les négociations diplomatiques sont parfois longues. Ne vous apparaît-il pas qu'en construisant à trois lieues en arrière, pour rester dans les termes du traité encore en vigueur, des ouvrages fortifiés, nous pourrions concilier notre respect du droit international avec les nécessités premières de notre sécurité?»

M. Daladier a répondu: «Ces ouvrages sont en cours de construction depuis déjà plusieurs semaines».

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 janvier 1937¹

Zone non fortifiée d'Huningue

Secret

Département politique. Proposition du 11 janvier 1937

Depuis quelques années, le Gouvernement français a entrepris la construction, en bordure de la frontière franco-allemande, d'une série d'ouvrages fortifiés, dits «ligne Maginot». A proximité immédiate de la frontière suisse, cette ligne de fortifications doit s'écarter du Rhin en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, du Traité définitif entre l'Autriche, la Russie, l'Angleterre, la Prusse, et leurs Alliés d'une part, et la France d'autre part, conclu et signé à Paris le 20 novembre 1815, dont la teneur est la suivante:

«Les fortifications d'Huningue ayant été constamment un objet d'inquiétude pour la ville de Bâle, les hautes Parties contractantes, pour donner à la Confédération helvétique une nouvelle preuve de leur bienveillance et de leur sollicitude, sont convenues entre elles de faire démolir les fortifications d'Huningue; et le Gouvernement français s'engage, par le même motif, à ne les rétablir dans aucun temps, et à ne point les remplacer par d'autres fortifications à une distance moindre que trois lieues de la ville de Bâle.»

Dès le début de 1936, une certaine inquiétude s'est manifestée dans la presse française au sujet du péril qui résulterait du «trou» d'Huningue dans le système défensif Maginot. Les journaux pressaient le Gouvernement français d'y remédier et l'opinion suisse s'en était un peu alarmée. Des apaisements officiels donnés par l'Ambassade de France et l'Attaché militaire français avaient laissé, toutefois, l'impression que cette agitation était un peu factice et qu'on n'envisageait pas sérieusement, à Paris, de mettre en question l'engagement pris par la France au sujet de la non-fortification de la zone d'Huningue. Cette impression avait été confirmée par la déclaration faite, le 5 novembre 1936, à la Commission française de l'Armée par le Ministre de la Défense nationale, qu'«à l'arrière de la trouée d'Huningue qui, par respect pour le Traité de 1814, n'a pas été fortifiée, et dans le Jura, des ouvrages seront construits pour mettre obstacle au passage d'un envahisseur éventuel...».

Contrairement à ce que faisait attendre cette déclaration toute récente de M. Daladier, un revirement semble s'être produit, car le Ministre de Suisse en France a été convoqué, le 31 décembre à la fin de l'après-midi, chez le Secrétaire général du Ministère français des Affaires étrangères, qui lui a remis l'aide-mémoire ci-joint en copie². Au cours de cet entretien, de ton fort amical, qui a duré près d'une heure, M. Léger a fait valoir les arguments d'ordre

1. *Etait absent*: H. Obrecht.

2. *Reproduit dans DDS 11, N° 339, annexe 1.*

technique qui font désirer à la France de se libérer de la servitude de non fortifier à moins de trois lieues de Bâle et a insisté sur le prix que le Gouvernement français attache à ce que l'affaire soit traitée *d'urgence* et *dans le secret*.

Il en résulte de l'étude, ci-jointe en copie³, faite par les services de l'Etat-major général suisse que l'absence de fortifications françaises à trois lieues de Bâle est, aujourd'hui encore, dans l'intérêt militaire de notre pays. L'existence de fortifications dans la zone d'Huningue n'aurait, pour la France, qu'une faible valeur défensive, mais une certaine valeur offensive, et constituerait pour la Suisse une menace si elle avait à défendre sa neutralité contre l'armée française. Dans l'éventualité où elle aurait à se défendre contre l'Allemagne, la présence d'une forteresse française à proximité immédiate de Bâle lui serait d'un faible secours, car l'attaque de l'envahisseur auquel il s'agirait de résister ne se produirait probablement pas dans le secteur de Bâle. Dans le cas, enfin, d'une guerre franco-allemande où la Suisse ne serait pas impliquée, il est clair qu'une forteresse française placée à moins de trois lieues de Bâle fixerait des combats à proximité immédiate de notre frontière qui entraîneraient inévitablement des violations de notre territoire et seraient une source de périls pour la population de Bâle et pour notre neutralité.

Ces considérations militaires sont décisives. Elles obligent le Conseil fédéral à faire usage du droit qu'il tient du Traité du 20 novembre 1815 de faire respecter par la France la zone d'Huningue. L'existence de ce droit a pu prêter aux doutes de certains jurisconsultes, car il résulte d'une stipulation pour autrui que la Confédération n'a pas explicitement déclaré accepter. Mais, à défaut d'accession formelle de la Suisse au Traité de paix de Paris du 20 novembre 1815, notre pays a effectué des actes d'exécution dudit traité qui ne permettent pas de contester la volonté de s'en prévaloir et la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale dans l'affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex met la Suisse à l'abri de toute contestation à ce sujet. L'aide-mémoire montre clairement, d'ailleurs, que le Gouvernement français ne songe pas à discuter le droit de la Suisse à la zone d'Huningue et s'efforce simplement de l'y faire renoncer.

Aux raisons militaires plus haut indiquées de ne pas consentir à la suppression de la zone non fortifiée d'Huningue s'ajoutent les considérations de politique extérieure et intérieure ci-après:

La construction d'ouvrages fortifiés français dans la «zone d'Huningue» ne saurait être indifférente à l'Allemagne. Le consentement de la Suisse à l'abrogation de la stipulation du Traité de Paris du 20 novembre 1815 qui l'interdit risquerait donc d'être pris en très mauvaise part dans un pays déjà porté par l'attitude d'une partie de la presse à émettre des doutes sur l'inébranlable volonté du peuple suisse de défendre sa neutralité envers et contre tous. La thèse selon laquelle la servitude d'Huningue est un accessoire de la neutralité suisse qui ne serait plus ce qu'elle était au cours du XIX^e siècle et durant la dernière guerre si cet accessoire venait à disparaître serait juridiquement contestable, mais elle serait psychologiquement soutenable et trouverait des échos. Il pourrait être dangereux de lui laisser prendre corps.

3. Reproduite ci-dessous comme annexe 1.

Du point de vue interne, d'autre part, il n'est pas douteux que, si le Conseil fédéral se décidait à faire abandon du droit de la Suisse à la zone d'Huningue, cette décision serait âprement critiquée, à Bâle, où elle éveillerait de légitimes inquiétudes, et dans d'autres milieux de notre pays. Le traité qui consacrerait un tel abandon devrait être soumis à un vote populaire, dont l'issue serait problématique. Même s'il pouvait être approuvé en définitive, l'agitation qu'entraînerait une votation sur un pareil objet serait pernicieuse dans un moment aussi troublé que l'époque actuelle.

Il convient, dans ces conditions, de faire comprendre au Gouvernement français, d'emblée et de la façon la plus nette, que le Conseil fédéral, loin de pouvoir prêter les mains à l'abrogation de l'article 3, alinéa 1^{er}, du Traité de Paris du 20 novembre 1815, devra, au contraire, défendre par tous les moyens diplomatiques et juridiques dont il dispose le droit que cette stipulation confère à la Suisse. A cet effet, diverses méthodes pourraient être envisagées. Celle qui consiste à opposer sans tergiverser une fin de non recevoir apparaît, en définitive, comme la mieux indiquée.

Le Ministre de Suisse à Paris devrait donc avoir, le plus tôt que faire se pourra, un nouvel entretien avec le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères afin de lui expliquer l'impossibilité où le Conseil fédéral se trouve d'entrer dans les vues du Gouvernement français et de lui remettre un aide-mémoire en résumant brièvement les raisons. Une démarche parallèle pourrait être faite auprès de l'Ambassadeur de France à Berne.

Il est sans doute superflu de réfuter les arguments manifestement sans pertinence que l'aide-mémoire français cherche à tirer des violations par l'Allemagne du Traité de Versailles. Il importe, en revanche, de souligner que l'article 3, alinéa 1^{er}, du Traité de Paris du 20 novembre 1815 confère à la Suisse un droit que, non seulement la France, mais aussi l'Allemagne, ont respecté jusqu'ici.

Vu la proposition du Département politique, il est décidé de charger M. Dunant, Ministre de Suisse en France, de remettre au Ministère français des Affaires étrangères, avec les explications appropriées, un aide-mémoire conforme au projet modifié ci-joint⁴.

ANNEXE 1

*Le Chef du Service de l'Etat-Major général, J. Labhart,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

*Copie
L. Geheim*

Bern, 26. März 1936

I

Unter Bezugnahme auf das beil. Schreiben des Politischen Departements vom 20. dies und unseren Bericht vom 24.3.36⁵ geben wir Ihnen nachstehend unsere Auffassung über die militärische Bedeutung einer ev. Wiederaufrichtung der *Festung Hüningen* bekannt.

Vorab ist festzustellen, dass bei der heute gegenüber 1815 ins Ungeheure gesteigerten Waffen-

4. *Reproduit ci-dessous comme annexe 2.*

5. *Non reproduits, cf. E 27, Archiv-Nr. 23307.*

wirkung die Bestimmung des Art. 3 des Pariser-Vertrages vom 20. Nov. 1815, wonach Frankreich sich verpflichtete, in einer Entfernung von 3 Meilen (12 km) von der Stadt Basel keine Festungswerke zu errichten, nicht mehr annähernd die gleiche praktische Bedeutung hat wie damals. Mit der genannten Vertragsbestimmung wollte man eine Beschiessung der Stadt Basel aus der Festung heraus verhindern. Bei der heutigen Reichweite der Geschütze wird dieser Zweck mit einem auf 12 km beschränkten Festungsverbot nicht mehr erreicht.

Ferner ist auch gleich eingangs darauf hinzuweisen, dass die andere zu unseren Gunsten lautende Bestimmung des gleichen Art. 3 des Pariser-Vertrages vom 20.11.1815, die Neutralisierung Nordsavoyens, für unsere Landesverteidigung unvergleichlich wertvoller war, eine Feststellung, die allerdings heute nur noch historische Bedeutung hat, da die Schweiz ja bekanntlich auf dieses Recht (eine Pflicht zur Besetzung Nordsavoyens mit schweiz. Truppen bestand nie) ohne Gegenleistung Frankreichs verzichtet hat.

II

Wenn man sich über die Frage Rechenschaft geben will, welche *militärische Bedeutung* das Bestehen oder Nichtbestehen einer französischen Festung bei Hünigen heute für unsere Landesverteidigung hat, so muss man die Frage gliedern:

1. Welchen Wert hat eine solche Festung für die Franzosen?
 - a) in einem künftigen deutsch-französischen Krieg,
 - b) für einen französischen Angriff gegen die Schweiz.
- 2) Welchen Einfluss hat ihr Bestehen oder Nichtbestehen auf die deutsche Kriegführung?
- 3) Was für Rückschlüsse ergeben sich daraus für unsere Landesverteidigung?

ad 1. Wenn Frankreich nur an die defensive Lösung der Aufgabe im Abschnitt Hünigen denkt, so ist bei der heutigen Reichweite der Geschütze der Bau von Befestigungen im Abschnitt selber nicht nötig. Die Sperre des Abschnitts kann ebensogut mit einem Flankierwerk am nördlichen und einem etwas zurückgestaffelten Frontalwerk am westlichen Rand der verbotenen Zone erreicht werden. Befestigungen im Ausmass der von Frankreich an seiner Ostgrenze errichteten Festungswerke haben aber nicht nur defensiven, sondern auch offensiven Wert; sie bilden eine sehr starke Angriffsgrundstellung.

Wenn man sich nun fragt, welche Erfolgsaussichten für einen in der Dreiländerecke bei Basel geführten *französischen Angriff* gegen die Deutschen bestehen, so kann operativ festgestellt werden, dass keine sehr grosse Wahrscheinlichkeit für eine solche Offensive besteht, dass aber doch immerhin der Weg längs des Rheins von Basel in den Raum Schaffhausen-Bodensee der kürzeste Weg nach Süddeutschland ist. Gangbar ist dieser Weg aber nur, wenn der Vorstoss rechts- und linksufrig in den Flanken gesichert ist. Ein Vorstoss nur über deutsches Gebiet hat wenig Aussichten auf Erfolg; einmal müsste der Rheinübergang erkämpft werden und dann bereitet der Schwarzwald einem rasch zu führenden Angriff sehr erhebliche Schwierigkeiten. Anders, wenn gleichzeitig südlich von Basel mit Sicherung am Blauen-Hauenstein etc. in den Raum Rheinfelden-Säckingen vorgestossen und von dort gegen den Schwarzwald und den Raum Schaffhausen-Bodensee weiter operiert wird. *Dieser Vorstoss südlich von Basel über Schweizergelände könnte aus der Festung Hünigen wertvoll unterstützt werden*, wie selbstverständlich auch der Vorstoss über den Rhein nördlich von Basel durch ihr Bestehen erleichtert würde.

Wir sind also der Meinung, dass eine Festung Hünigen für einen französischen Angriff sowohl gegen Deutschland als auch gegen uns von Wert wäre. Bei einem Vorstoss über Basel kann sich Frankreich mit der Sperre der Juraausgänge im Sinne von Flankensicherung gegen uns begnügen, und soweit reichen auch die Kanonen der Festung Hünigen.

ad 2. Auf die *deutsche Kriegführung* hat die Befestigung des Hünigerabschnittes u.E. keinen oder einen nur sehr geringen Einfluss. Einmal haben wir gesehen, dass Frankreich diesen Abschnitt auch anders wirksam sperren kann, und zum andern lässt sich eine Operation der Deutschen über die Dreiländerecke kaum denken. Ein einziger Blick auf die Karte genügt, um zu erkennen, dass, auch wenn der Durchstoss bei Basel gelingen würde, im weiteren Fortschreiten des Angriffs die französische Front nicht umfasst, sondern immer nur frontal getroffen werden könnte. Schon die heute bestehenden französischen Rheinbefestigungen machen einen deutschen Angriff nördlich von Basel über den Rhein zu einer sehr schwierigen, um nicht zu sagen aussichtslosen Sache. Wenn

sich aber Deutschland schon dazu entschliessen muss, die schweizerische Neutralität zu verletzen, so wird es den Angriff über schweizerisches Gebiet so führen, dass es davon ein Maximum an Erfolg erwarten kann, d.h. es wird nicht an operativ und taktisch ungeeigneter Stelle, zwischen Basel und Pruntrut, vorstossen, sondern weiter westlich, bzw. südlich von der Rheinfront genügend abgesetzt die Umfassung des rechten französischen Flügels versuchen. Für eine solche weit-ausholende Operation braucht es eine entsprechende Basis, d.h. Deutschland muss sich für das Umfassungsmanöver gegen den rechten französischen Flügel einen genügenden Operationsraum sichern; diesen gewinnt es durch Vorstoss auf die Linie Zürich-Brugg als erstes Operationsziel mit Sicherung des rechten Flügels im Ergolzthal und am Hauenstein. So ist aber der rechte Sicherungsflügel, um den herum sich die Operation drehen muss, von den franz. Befestigungen bei Hünigen genügend weit abgesetzt, dass eine Einwirkung von dort aus ausgeschlossen ist.

ad 3. Ob Hünigen befestigt wird, spielt nach dem Gesagten für *unsere Landesverteidigung* keine sehr wesentliche Rolle. Entscheidend verschlechtert würde unsere militärpolitische Lage in einem deutsch-französischen Krieg durch das Vorschieben der französischen Grenze an den Rhein und die starke Befestigung der Rheinfront durch die Franzosen. Mit oder ohne der Festung Hünigen bildet dieses ganze Festungswerk einen derart starken Schild, dass die Deutschen wohl kaum daran denken können, ihn in nützlicher Frist zu zerschlagen, oder anders gesagt: Die Befestigung der Rheinfront zusammen mit der Organisation der sofort bereiten Deckungsdivisionen gewährleistet der französischen Armee den Aufmarsch am Rhein. Immerhin kommt der Befestigung von Hünigen für den Fall einer französischen Offensive in jenem Abschnitt doch, wie oben dargelegt wurde, eine nicht zu unterschätzende Bedeutung zu. Sie würde u.E. zum mindesten die Befestigung des Gempenplateaux, besser des Gempen und des Hauenstein bedingen.

III

Zusammenfassend kann also gesagt werden, dass das allgemein politische Interesse, das wir an der Aufrechterhaltung des status quo haben, mit den Interessen der Landesverteidigung übereinstimmt, und dass jedenfalls die Erwägung irrig ist, die Festung von Hünigen könnte uns nützlich sein, indem sie die Deutschen davon abhalten würde, bei Basel vorzustossen, oder wenn sie es doch versuchen wollten, wirksam daran hindern könnte. Gegen einen allfälligen Vorstoss der Deutschen durch die Schweiz müssen wir uns selber und in erster Linie anderswo schützen. Dass die Franzosen das Begehren auf Wiederaufrichtung der Festung Hünigen mit dem Wegfall der entmilitarisierten Zone auf deutschem Gebiet begründen, ist verständlich. Dieser Grund für Abänderung des Pariservertrages besteht aber für uns nicht.

ANNEXE 2

AIDE-MÉMOIRE ⁶

L'aide-mémoire que Son Excellence Monsieur Léger a remis, le 31 décembre 1936⁷, au Ministre de Suisse pour lui faire connaître le désir du Gouvernement français d'abolir, d'accord avec le Gouvernement de la Confédération, la clause du Traité de Paris du 20 novembre 1815 par laquelle la France s'est engagée à ne pas construire de «fortifications à une distance moindre que trois lieues de la ville de Bâle» a retenu toute l'attention du Conseil fédéral suisse.

Le Gouvernement de la Confédération a pris acte avec une vive satisfaction de ce que le Gouvernement de la République, animé de l'immuable volonté de respecter en tout temps la neutralité suisse, écarte l'idée d'une dénonciation unilatérale d'une stipulation que les Etats signataires du Traité de paix du 20 novembre 1815 ont insérée dans cet acte international en faveur de la Confédé-

6. *Cet aide-mémoire a été remis à A. Léger par le Ministre Dunant le 13 janvier 1937, cf. E 2001 (D) 1/106. L'exemplaire envoyé par Berne à Dunant est daté du 12 janvier 1937, cf. E. 2200 Paris 10/5.*

7. *Cf. DDS 11, N° 339, annexe 1.*

ration helvétique⁸. Il ne peut, en revanche, partager l'opinion que cette stipulation ne répond plus à son objet.

S'il est exact que, pour réaliser pleinement l'objectif poursuivi en 1815, les conditions de la technique moderne obligeraient aujourd'hui à augmenter considérablement l'étendue de la zone non fortifiée à proximité de Bâle, il ne s'ensuit nullement que la zone non fortifiée prévue par le Traité de paix de Paris ait perdu de son prix. Au contraire, aujourd'hui plus encore qu'en 1815, en raison précisément des progrès de la technique, il y a pour la ville de Bâle un intérêt évident à ne pas avoir des⁹ fortifications étrangères dans ses environs immédiats.

Quelque désir qu'il ait de satisfaire une demande du Gouvernement français dont il apprécie l'esprit amical, le Conseil fédéral ne peut donc renoncer au droit que la France, d'une part, et¹⁰ l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, d'autre part, ont conféré à la Suisse, par le Traité du 20 novembre 1815, de s'opposer à la construction, sur la rive gauche du Rhin, de fortifications distantes de moins de trois lieues de Bâle. La population de Bâle trouve aujourd'hui encore un élément de sécurité dans ce droit, qui, durant cent vingt-deux ans, a été constamment respecté, tant par la France que par l'Allemagne. Le traité qui l'abrogerait ne recevrait certainement pas, d'ailleurs, l'approbation du peuple suisse, auquel il devrait être soumis en application de l'article 86, alinéa 3, de la Constitution fédérale.

8. *Adjectif supprimé dans l'exemplaire envoyé à Dunant.*

9. *Correction manuscrite sur l'exemplaire envoyé à Dunant: de.*

10. *Le et a été biffé sur l'exemplaire envoyé à Dunant.*

5

E 1004.1 1/362

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 12 janvier 1937¹*

92. Vorschuss an die Schweiz. Hilfs- und Kreditorengenossenschaft für Russland und Beitrag an ihre Geschäftskosten

Politisches Departement. Antrag vom 11. Januar 1937

Der Bundesratsbeschluss vom 9. August 1935² sieht vor, dass der Bundesrat bei der nächsten Verlängerung der Vorschusskredite von 3¹/₂ Millionen Franken an die Schweizerische Hilfs- und Kreditorengenossenschaft für Russland zugleich über die Frage des Weiterbestehens dieser Genossenschaft und über die weitere Aufbringung ihrer Betriebsmittel beschliessen werde.

Die in dem erwähnten Bundesratsbeschluss enthaltenen Erwägungen, die für die Aufrechterhaltung des Geschäftsbetriebes der Genossenschaft massgebend waren, bestehen auch heute noch zu Recht. Die Regelung der Frage der Aufnahme von diplomatischen Beziehungen zur Sowjetunion ist auf unbestimmte

1. *Etait absent: H. Obrecht.*

2. *Cf. E 1004.1 1/353, N° 1401.*

Zeit vertagt worden. Da bei künftigen Verhandlungen in dieser Hinsicht auch die Wiedergutmachung der schweizerischen Revolutionsschäden zur Sprache gebracht werden wird, muss alles vermieden werden, was die Geltendmachung der schweizerischen Forderungen beeinträchtigen könnte. Eine Auflösung der Genossenschaft, hervorgerufen durch das Entziehen weiterer Betriebsmittel seitens des Bundesrates, käme einem Verzicht auf die Schadenersatzansprüche gleich und würde zweifellos sowohl von den Russlandschweizern wie von der Sowjetregierung in diesem Sinne ausgelegt werden. Wie immer die Aussichten für diese Ansprüche auch beurteilt werden mögen, so wäre es sicherlich unklug, wenn der Bundesrat sich der Gefahr aussetzte, dass ihm die Verantwortung für die aus einer Liquidation der Genossenschaft entstehenden Folgen zugeschoben wird.

Das Finanz- und Zolldepartement ist der Auffassung, dass es einer Erneuerung der Vorschusskredite nicht beipflichten könne, weil die Entwicklung der Dinge gezeigt habe, dass es sich praktisch mehr um eine Subvention à fonds perdu und nicht um einen Vorschusskredit handelte. Die Genossenschaft habe sich im Laufe von achtzehn Jahren erfolglos bemüht, ihren Zweck gegenüber Russland zu erreichen und die Rückzahlung der auf die Forderungen geleisteten Vorschüsse zu erlangen. Das Finanz- und Zolldepartement sei aus diesen Gründen der Ansicht, dass die Weiterexistenz der Genossenschaft keine Berechtigung mehr habe und ihr deshalb keine Bundeshilfe für die Aufrechterhaltung ihres Betriebes zu gewähren sei.

Das politische Departement sieht sich genötigt, dieser Auffassung entgegenzutreten. Die Gründung der Genossenschaft ist seinerzeit vom Bundesrate veranlasst worden, einerseits um eine Zentralstelle für die Anmeldung der Forderungen der geschädigten Russlandschweizer gegenüber der Sowjetunion zu schaffen, und andererseits um eine Vergrößerung des Verwaltungsapparates des Bundes zu vermeiden. Die Genossenschaft war natürlich nicht in der Lage, die Ansprüche ihrer Mitglieder auf Entschädigung durch die Sowjetunion gegenüber letzterer geltend zu machen. Hingegen hat sie in nicht wenigen Fällen die Rückerstattung von Vorschüssen erreicht, wodurch auch die Weiterführung des Betriebes bis in die letzten Jahre ermöglicht wurde. Wenn diese Rückzahlungen nach und nach immer geringer wurden, so dürfte dies wohl auf die wirtschaftlichen Verhältnisse der Vorschussnehmer zurückzuführen sein, die inzwischen in ein vorgerücktes Alter gekommen sind und in sehr bescheidenen Stellungen ihren Lebensunterhalt verdienen, soweit sie nicht, wie dies leider beim grössten Teil der Fall ist, durch Bund und Gemeinden als Armengenössige unterstützt werden. Verschiedene Vorschussnehmer sind verstorben, andere haben die Schweiz wieder verlassen, um sich im Auslande eine Existenz zu suchen, und sind damit dem Bereich der Genossenschaft entrückt.

Die Auflösung der Genossenschaft hätte zwangsläufig zur Folge, dass die Weiterverwaltung der Schadenersatzansprüche durch eine Bundesstelle übernommen werden müsste. Es liegt auf der Hand, dass die Verwaltungskosten in diesem Falle, von sonstigen Unzukömmlichkeiten ganz abgesehen, wesentlich höher ausfallen würden, als die verhältnismässig geringen Betriebsunkosten der Genossenschaft von Fr. 3500.— pro Jahr. Da die Genossenschaft gemäss den Bestimmungen im Bundesratsbeschluss vom 9. August 1935 verpflichtet

ist, sämtliche bei ihr eingehenden Zahlungen der Eidgenossenschaft abzuliefern, so bedeutet der erwähnte Betrag die maximale Leistung vonseiten des Bundes für den Fall, dass im Zeitraume eines Jahres keinerlei Zahlungen bei der Genossenschaft eingehen. In den Jahren 1935 und 1936 gingen an Rückzahlungen von Vorschüssen, Zinsen auf kursfähige deponierte Wertpapiere, Ablösung von Schuldverpflichtungen durch Erben von Vorschussnehmern etc. insgesamt etwa Fr. 3000.— ein, sodass die vom Bunde für 1934/36 geleisteten Betriebsmittel von Fr. 9203.30 um diesen Betrag gekürzt werden. Für das laufende Jahr ist mit dem Eingang weiterer namhafter Zahlungen zu rechnen, so dass die Beihilfe des Bundes an die Betriebsunkosten der Genossenschaft den Betrag von Fr. 3500.— keinesfalls erreichen wird.

In der heutigen politisch so unsichern Zeit sollte keine Massnahme getroffen werden, deren politische Tragweite in keinem Verhältnis steht zu der vom Finanz- und Zolldepartement ins Auge gefassten bescheidenen Einsparung, die übrigens angesichts der unbestrittenen Notwendigkeit einer Weiterverwaltung der Schadenersatzansprüche durch eine Bundesstelle mit grösster Wahrscheinlichkeit wieder hinfällig würde. Es wäre auch nicht ausgeschlossen, dass der Bund, wenn er selbst die Verwaltung der einzelnen Depots übernehmen wollte, bei einem Misserfolg in der Wahrnehmung der Entschädigungsansprüche von den Geschädigten rechtlich verantwortlich gemacht würde. Derartigen Ansprüchen wäre gegebenenfalls leichter zu begegnen, wenn der Bund sich nur mit der Führung der allgemeinen Verhandlungen zu befassen hätte.

Zu erwähnen ist auch, dass der Genossenschaft ähnliche Organisationen noch in acht Ländern vorhanden sind, die in normalen Beziehungen zur Sowjetunion stehen, und dass bis heute keine einzige dieser Institutionen liquidiert wurde. Die Auflösung der schweizerischen Organisation würde unzweifelhaft allen andern sehr zum Nachteil gereichen, und somit erscheint die Aufrechterhaltung der Genossenschaft auch als ein Gebot der Solidarität gegenüber anderen in ähnlicher Lage befindlichen Einrichtungen.

Das politische Departement beantragt daher zu beschliessen:

1. Die Vorschusskredite an die Schweizerische Hilfs- und Kreditorengenossenschaft für Russland werden bis zum 31. Dezember 1939 verlängert.

2. Die Eidgenossenschaft zahlt die Betriebskosten der Genossenschaft für das Jahr 1937 im Höchstbetrage von Fr. 3500.— mit der Bestimmung, dass sämtliche in diesem Jahre bei ihr eingehenden Zahlungen, wie Rückzahlungen von Vorschüssen, Zinsen auf deponierte Wertpapiere, Rückzahlungen von Vorschüssen durch Bürgen oder Erben von Vorschussnehmern etc. der Eidgenossenschaft abgeliefert werden.

Auf Grund der Beratung und nachdem der Vorsteher des Finanz- und Zolldepartementes an seinem Standpunkte nicht festhält, wird der Antrag des politischen Departementes zum *Beschluss* erhoben.

E 2001 (D) 4/46

*La Division des Affaires étrangères du Département politique
aux Légations de Suisse*

*Copie**L circulaire* MB. Wegweisung des Journalisten Carlo A Prato¹

Bern, 13. Januar 1937

Seit 1930 erscheint in Genf das «Journal des Nations». Chefredaktor ist ein Pole namens Posnansky. Polen und Frankreich sollen die Gründung dieser Zeitung ermöglicht haben. Nach dem Verschwinden der Zeitung «Le Moment», an der die Staaten der Kleinen Entente interessiert waren, sollen auch die letztern, insbesondere Jugoslawien, dem «Journal des Nations» eine gewisse finanzielle Unterstützung gewähren. Die Zeitung, die gewisse Beziehungen in den Kreisen des Völkerbunds-Sekretariats unterhält und daher gut informiert ist, hat aber einen kleinen Leserkreis und ist somit auf Zuschüsse angewiesen. Bezeichnend ist, dass der russische «Intourist» oft Inserate in dem Blatt erscheinen liess.

Während des italienisch-abessinischen Konfliktes wurde die Tendenz des Blattes immer mehr antifascistisch und italienfeindlich und zwar im Sinne jener Kreise, die für die Errichtung von «Volksfrontregierungen» eintreten. Es erschienen inhaltlich heftige Artikel gegen Italien, deren Verfasser nicht mit Sicherheit festgestellt werden konnte. Immerhin war die Schreibweise der Zeitung nicht derart, dass sie auf Grund der Presseverordnung des Bundesrates hätte beanstandet werden können.

Mitglied der Redaktion dieser Zeitung ist seit Jahren der frühere italienische Staatsangehörige Carlo A Prato. Der Genannte entstammt einer triestinischen Adelsfamilie. Er hatte sich im Kriege als Offizier auf italienischer Seite ausgezeichnet und war später Abgeordneter und Kabinettschef im Ministerium des Grafen Sforza. In der Folge stellte sich A Prato in die Reihen der Gegner des Fascismus und verunmöglichte sich so die Rückkehr nach Italien. Er ist somit Emigrant und nimmt in der Schweiz das Asylrecht in Anspruch.

Die italienische Regierung hatte sich seit längerem über die journalistische Tätigkeit A Prato's beim «Journal des Nations» beschwert. Es ist nun feststehende schweizerische Praxis, dass sich der Asylsuchende jeder politischen Tätigkeit zu enthalten hat, die geeignet ist, die guten Beziehungen zum Ausland zu gefährden. Das Politische Departement hat von jeher den Standpunkt eingenommen, dass die journalistische Bekämpfung eines ausländischen Regimes eine politische Tätigkeit in vorstehendem Sinne bedeutet. Diese Betätigung wird nicht dadurch zu einer erlaubten, dass sie in Genf durch einen «Völkerbundsjournalisten» ausgeübt wird; den beim Völkerbund zugelassenen ausländischen Journalisten kann keine besondere Rechtsstellung in dieser Hinsicht eingeräumt werden. Den Vorstellungen Italiens wurde daher zunächst insoweit Folge gegeben, als die Toleranzbewilligung, die A Prato eingeräumt worden

1. *Sur les antécédents de cette affaire, cf. DDS 11, p. LXVII.*

war, an die Bedingung geknüpft wurde, dass er sich jeden journalistischen Angriffes gegen eine fremde Regierung oder Behörde zu enthalten habe.

Wie bereits erwähnt, konnte es anfänglich fraglich erscheinen, ob die italienfeindlichen Artikel im «Journal des Nations» von A Prato stammten. Vor kurzem wurde nun aber durch eine Indiskretion bekannt, dass A Prato von der Regierung in Valencia Fr. 10 000.— für das «Journal des Nations» in Empfang genommen hatte. Dies war nicht nur eine Bestätigung für die bereits erwähnte Tendenz des Blattes, sondern auch ein Beweis dafür, dass A Prato eine führende Stellung in dem Zeitungsunternehmen innehat. Es war damit auch erwiesen, dass der genannte Emigrant für die gegen seinen Heimatstaat gerichtete Zeitungsfehde verantwortlich zu machen war.

Das Justiz- und Polizeidepartement des Kantons Genf verfügte daher am 23. Dezember abhin die Aufhebung der Toleranzbewilligung mit der Anweisung, dass A Prato bis zum 15. Januar das Territorium des Kantons Genf zu verlassen habe. Die Eidgenössische Fremdenpolizei dehnte mit Beschluss vom 9. Januar die Wirkung der Verfügung des Kantons Genf auf das ganze Gebiet der Eidgenossenschaft aus². Gegen diese Entscheide hat A Prato rekurriert³; es ist nicht anzunehmen, dass diese Rekurse Erfolg haben werden.

Schon jetzt haben die Verfügungen der schweizerischen Behörden in der ausländischen Presse, insbesondere in französischen Zeitungen, ein lautes Echo gefunden. Bei den Beziehungen, über die A Prato in gewissen Kreisen der Presse und der Politik verfügt, ist es auch nicht verwunderlich, dass die Massnahmen der Schweiz beanstandet werden. Wir geben Ihnen daher vorstehend vom Sachverhalt Kenntnis, um Sie in die Lage zu versetzen, unrichtigen Behauptungen, da wo Sie es für angezeigt erachten, entgegenzutreten zu können.

2. Cf. E 2001 (D) 1/9. *La Police fédérale des étrangers motivait ainsi sa décision du 9 janvier 1937 adressée au Canton de Genève*: En sa qualité de rédacteur du *Journal des Nations*, A Prato a contrevenu aux conditions auxquelles était subordonnée son autorisation de tolérance. Il ne peut pas être établi quels sont dans ce journal les articles dus à sa plume ni l'influence qu'il a pu exercer sur les articles rédigés par des tiers, parce que la rédaction du journal est assurée par la collaboration de plusieurs rédacteurs sans hiérarchie entre eux. A Prato a cherché par là à éluder les conditions de l'autorisation. Or, on doit exiger d'un étranger dénué de papiers, et par conséquent simplement toléré, qu'il ne joue pas au plus fin dans l'observation des conditions mises à son autorisation de tolérance. Pour trancher la question de savoir si ces conditions ont été remplies, il convient donc de tenir compte de l'attitude générale du journal et de l'ensemble des articles rédactionnels, car si A Prato n'était pas l'âme de toute la rédaction, il en était sans nul doute un des membres les plus influents. C'est ce que prouve, notamment, le fait que c'est à lui qu'a été payée pour ce journal une somme de 10 000 francs par le Consulat d'Espagne à Genève. La partialité avec laquelle le *Journal des Nations* a systématiquement combattu tous les actes politiques de certains gouvernements et l'attitude passionnée qu'il a adoptée à l'égard de la guerre civile en Espagne étaient de nature à troubler les relations de la Suisse avec l'étranger. A Prato était certainement le dernier à ne pas s'en rendre compte.

3. *Recours du 7 janvier 1937 contre la décision genevoise* in E 2001 (D) 1/9.

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 37

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

RP

Rome, 13 janvier 1937

J'ai bon espoir qu'à la faveur des derniers événements, la campagne irrédentiste, poursuivie par certaines feuilles lombardes, est désormais définitivement enrayée. D'une manière sommaire, je vous ai déjà relaté les conversations que j'ai eues, le 26 décembre dernier, avec M. Bastianini, Sous-Secrétaire des Affaires Etrangères, et, hier matin, avec le Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères. Les assurances très positives – et allant même au-delà de ce que je pouvais escompter – du Comte Ciano, confirmant celles faites précédemment par M. Bastianini, sont de nature à nous libérer de l'inquiétude ressentie parfois dans notre pays à la suite des articles auxquels la «Provincia di Como», la «Cronaca Prealpina» et aussi le «Libro e Moschetto» ouvraient trop complaisamment leurs colonnes. Ce qui a déterminé l'attitude très nette du Gouvernement italien, c'est, d'une part, la bonne atmosphère créée au cours des dernières semaines, et qui est devenue particulièrement amicale à la suite de la reconnaissance de la conquête en Ethiopie; d'autre part, les décisions prises par l'autorité genevoise d'abord, par l'autorité fédérale ensuite, dans l'affaire du journaliste A'Prato².

Avisé par M. le Ministre Bonna des mesures prises à Genève et envisagées à Berne à l'égard d'A'Prato, j'ai eu, le 26 décembre dernier, un entretien de près d'une heure avec M. Bastianini. En me référant à mes conversations antérieures avec le Sous-Secrétaire, j'ai rappelé le lien qui avait été, en fait, établi ici entre la permanence prolongée d'A'Prato sur notre territoire et la tolérance du retour périodique de la campagne déplaisante dans les feuilles lombardes mentionnées plus haut. J'ai reconnu qu'à la suite de l'intervention précédente du Ministère, cette campagne avait été interrompue, mais j'en ai signalé la recrudescence déplorable constatée au mois de décembre dernier. J'ai ensuite étalé un à un les articles suivants, choisis parmi ceux communiqués par notre Consul Général de Milan, articles qui vous ont été envoyés directement en annexe aux copies des rapports du Consulat des 10, 14 et 15 décembre:

Article intitulé: «Italia-Svizzera», paru dans le «Libro e Moschetto» du 5 décembre 1936;

article intitulé: «Giornalismo svizzero libero e perspicace?», paru dans le «Libro e Moschetto» du 5 décembre 1936;

article intitulé: «La Maschera e il volto», de Carlo Barili, daté de Coire, décembre, paru dans «La Provincia di Como – Il Gagliardetto» du 12 décembre 1936;

1. Remarque manuscrite de Motta en tête du document: Extrêmement intéressant et important! 18.1.37. M.

2. Cf. DDS 11, rubrique II.15.6.1; DDS 12, N° 6 et table méthodique.

article intitulé: «Le sgradite lettere ticinesi», paru dans «La Sera» du 14 décembre 1936.

Vous remarquerez que je n'ai pas cru opportun de signaler *toutes* les coupures envoyées par M. de Bavier. Il ne fallait, en effet, pas affaiblir notre thèse en voulant nous plaindre des polémiques de clocher avec des feuilles tessinoises et autres, et qui n'avaient rien à faire avec la tendance générale réellement dangereuse. A cette occasion, je voudrais me permettre de rappeler que nous aurions tort d'exagérer la portée d'entre-filets d'une presse locale visant des faits isolés se produisant des deux côtés de la frontière. Ce qui doit *exclusivement* retenir notre attention dans les volumineux dossiers de presse que le Consul Général de Milan fait très bien de réunir, à toutes fins utiles, ce sont ceux qui attaquent notre pays et nos autorités, qui agitent le spectre d'une germanisation inexistante pour promouvoir une sorte d'irrédentisme culturel, et enfin ceux, particulièrement fréquents au cours de l'année dernière, qui tâchent de diminuer le rôle de la langue rhéto-romanche ou même d'en nier l'existence.

M. Bastianini a lu devant moi chacun des articles que je lui avais apportés. Tous ont paru, aussi à lui, de nature à appeler une intervention de la part des autorités italiennes, sauf peut-être l'article du «Secolo Sera», dans lequel le correspondant de ce journal (le fils Scanziani?) a essayé de se disculper dans une polémique avec la «Nouvelle Gazette de Zurich». Pour situer notre réclamation réitérée et pour en souligner la grande importance de principe, j'ai rappelé à M. Bastianini (qui avait été en poste loin de Rome durant ces dernières années) les principales phases de l'affaire Colombi³, les révélations fâcheuses qu'elle nous avait apportées et le fait que, malheureusement, un groupe d'intellectuels en Italie paraît continuer à favoriser des mouvements pernicieux.

J'ai enfin dit que sur la base des déclarations recueillies antérieurement, j'avais cru pouvoir vous assurer d'une façon assez précise que la campagne des feuilles lombardes cesserait avec le règlement de l'affaire A'Prato; j'ai ajouté que si notre attente était déçue, je me trouverais personnellement dans une situation fort difficile.

M. Bastianini a démontré durant tout l'entretien une compréhension très haute de la situation. En élevant, comme c'est son habitude, le débat sur un plan général et constructif, il a convenu une fois de plus qu'il fallait mettre terme aux agissements dont nous avons eu trop à nous plaindre. En réponse à mon allusion que c'était en Italie même que je souhaitais voir naître un courant de vrais intellectuels qui critiqueraient le travail pseudo-scientifique d'un petit groupe de journalistes et écrivains, le Sous-Secrétaire d'Etat répondit qu'à son sens il fallait, en effet, s'engager dans cette voie, que la Légation tâche d'ouvrir en s'adressant notamment à M. Federzoni, Président du Sénat.

Comme mesure essentielle, il m'a confirmé que les deux Ministères des Affaires Etrangères et de la Presse et de la Propagande renouvelleraient immédiatement leurs injonctions précises aux directions des feuilles incriminées. J'ai donc eu, le 26 décembre dernier, des nouvelles très rassurantes.

Il m'a paru néanmoins indispensable de revenir sur cette question dans l'entrevue que j'ai eue hier avec le Comte Ciano, et qui était consacrée à toute

3. Cf. DDS 9, Nos 200, 207; DDS 10, Nos 123, 129, 145, 154; DDS 11, rubrique II.15.3.

une série d'affaires en cours (et à propos de chacune desquelles le Ministre m'a fait des déclarations très satisfaisantes). Le Comte Ciano m'ayant exprimé sa satisfaction du règlement de l'affaire A'Prato, en ajoutant qu'il avait chargé la Légation d'Italie à Berne d'être l'interprète de ses sentiments, j'ai insisté sur le geste correspondant que nous attendions des autorités italiennes. M. Ciano m'a confirmé (ce que je venais d'ailleurs d'apprendre de son Chef de Cabinet) que des instructions *très sévères* venaient d'être données la veille même pour que la campagne cesse une fois pour toutes. (Je vous renseigne séparément sur l'intervention personnelle du Chef du Gouvernement, qui a donné à ces ordres un caractère encore plus catégorique que nous ne pouvions l'attendre.) Le Ministre des Affaires Etrangères a conclu en disant que la «Provincia di Como», la «Cronaca Prealpina» et même l'organe du groupe universitaire fasciste «Libro e Moschetto» avaient été admonestés, et qu'en cas de récidive on procéderait au séquestre de leurs numéros.

Je crois vraiment, Monsieur le Président, qu'il aurait été difficile d'obtenir une satisfaction plus complète. J'en ai remercié le Comte Ciano en votre nom. Vous trouverez peut-être l'occasion de dire à M. Tamaro (qui, lors de son récent passage à Rome, avait cru qu'il était impossible d'envisager des mesures préventives à l'égard des feuilles lombardes en question) que vous avez pris acte des déclarations formelles et si satisfaisantes du Comte Ciano.

P.S. Au cours de mon entretien avec le Ministre des Affaires Etrangères, je lui ai remis un exemplaire de la brochure intitulée: «Les Rhéto-Romanches», de M. Peider Linsel, exemplaire qui avait été joint à votre obligeante lettre du 7 janvier, arrivé dans un moment très opportun. Je l'ai prié de mettre sous les yeux du Chef du Gouvernement la préface, rédigée par M. le Ministre Wagnière.

8

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

RP N° 4. Vertraulich

Berlin, 15. Januar 1937

Der Verlauf und die unmittelbaren Folgen des diesjährigen Empfanges des diplomatischen Korps durch den Reichskanzler zeigen einmal mehr, wie in der heutigen Zeit Zufälligkeiten oder doch das zufällige Zusammentreffen gewisser Umstände Rückwirkungen von unerwarteter Tragweite haben können.

Die übliche bis auf den 11. Januar zurückgelegte Neujahrsgratulation war diesmal weniger denn je als ein Ereignis von irgendwelcher Bedeutung gedacht. Die im Namen des diplomatischen Korps an das deutsche Staatsoberhaupt zu richtende Ansprache, zu deren «Begutachtung» ich persönlich beigezogen

1. *Annotation de Motta*: Intéressant. En circulation, 18.1.37, M.

worden war, sollte, wie mir gesagt wurde, aus verschiedenen Gründen möglichst farblos gehalten werden. Sogar eine Anspielung auf die im vergangenen Jahre in ausgezeichneter Weise in Deutschland durchgeführten Olympischen Spiele, die ich, auch nur um eine besondere Note in den im übrigen stereotypen Entwurf zu bringen, befürwortet hatte, wurde schliesslich fallen gelassen.

Nun versammelte sich am 11. Januar das diplomatische Korps, dessen meiste Mitglieder sich seit Beginn der Feiertage nicht mehr getroffen hatten, in ungewöhnlicher Aufregung wegen der angeblichen deutschen Absichten auf Spanisch-Marokko. Mehrere ausländische Vertreter wollten wissen, dass darüber der französischen wie der britischen Regierung aufsehenerregende Nachrichten zugegangen seien und zwischen Paris und London deswegen bereits ein lebhafter Meinungs austausch im Gange sei.

Die Antwort Hitlers auf die in Abwesenheit des erkrankten Nuntius und Doyens vom französischen Botschafter vorgetragene Ansprache hatte schon, ohne jedoch besonders aufzufallen, von der Mahnung an die Völker gesprochen, die Gefahren, die dem Frieden drohten, rechtzeitig zu erkennen, und die Völkerverständigung und Völkerversöhnung gepriesen. Unmittelbar nach Ablesen seiner Rede trat übungsgemäss der Reichskanzler in ein persönliches Gespräch mit jedem einzelnen Botschafter ein. Als rangältester kam der französische Botschafter zuerst an die Reihe. Es fiel uns allen freilich auf, dass diese Unterhaltung sich ungebührlich lange hinzog, ohne aber dass deren Inhalt vernommen werden konnte. Bei dem sich rasch abwickelnden Auseinandergehen hörte ich von Herrn François-Poncet nur, dass ihm Hitler interessante Dinge gesagt habe. Erst am nächsten Morgen erfuhr man hier über Paris die beidseitig gegebene Erklärung, dass weder Deutschland noch Frankreich die Unversehrtheit Spaniens oder der spanischen Besitzungen in irgendeiner Form antasten wollten. Die noch am gleichen Abend erfolgte Abreise des französischen Botschafters nach Paris war aber keineswegs die Folge der am Mittag gewechselten Zusicherungen, sondern sie war vorher schon beschlossene Sache. Ich schrieb Ihnen ja am 6. Januar, dass diese Dienstreise bereits am 5. erfolgen sollte, dann aber wegen der verspäteten deutschen Antwort in der Spanien-Freiwilligenfrage verschoben wurde.

Die am 11. Januar offenbar spontan und beidseitig in ähnlicher Form gegebenen Erklärungen scheinen tatsächlich wieder gutgemacht zu haben, was die Alarmnachrichten oder besser – wie sich jetzt wohl überzeugend herausstellt – Falschmeldungen in kürzester Frist verdorben hatten. Man muss sich heute füglich fragen, nicht nur woher jene Unruhe stiftenden Behauptungen stammten, sondern auch wie diesen in weitverbreiteten Kreisen derart Glauben geschenkt werden konnte.

Denn eine militärische Besitzergreifung von Spanisch-Marokko oder eines Teils davon seitens Deutschland hätte zu kriegerischen Verwicklungen führen müssen. Weder Frankreich noch England würden es geschehen lassen. Aber auch Italien hätte sich damit kaum abfinden können, und sogar für die spanischen Nationalisten wäre es eine schwer tragbare Belastung gewesen. Dies alles muss ja hier bekannt sein.

Nun darf meines Erachtens behauptet werden, dass Deutschland bis auf weiteres einen grossen Krieg nicht führen will noch kann. Das gestattet ihm seine

derzeitige wirtschaftliche Lage, vorab seine Finanzen, seine ganz ungenügende Versorgung an notwendigen Rohstoffen und Nahrungsmitteln, einfach nicht. Allerdings hat es oft den Anschein, als ob dem nicht so wäre, insbesondere wenn seine Politiker reden, die sich beharrlich darin gefallen, jedermann vor den Kopf zu stossen.

Man soll aber wissen und nicht vergessen, dass diese Art von tollkühner Politik von weiten und gegebenenfalls eben doch einflussreichen Kreisen, von den Leuten, die noch *denken*, nicht gebilligt, ja verurteilt wird. Ich habe Grund anzunehmen, dass dies auch seitens der Leitung der Wehrmacht der Fall ist, die eintretendenfalls ein gewichtiges wenn nicht entscheidendes Wort zu sprechen hätte. Gewissen Äusserungen glaube ich übrigens entnehmen zu können, dass das höhere deutsche Offizierskorps, bis und mit den Stabsoffizieren, einheitlich dasteht. Die angeblich politisierenden Generäle, wie z.B. der als solcher oft genannte in München kommandierende General von Reichenau, existierten in Wirklichkeit nicht. Eine besondere Bewandnis mag es mit dem Oberbefehlshaber der Wehrmacht, dem, wie man sagt, zu leichtgläubigen Generalfeldmarschall von Blomberg, haben, der seinem Führer auch politisch ergeben scheint. Aber darum kümmere sich die eigentliche Wehrmachtführung, die in andern Händen und Köpfen liegt, nicht allzu sehr.

Von Kennern der innerpolitischen Verhältnisse und der Stimmung in leitenden Armeekreisen wird ferner behauptet, dass diese sich eines Tages, wenn nötig, für Erhaltung von Recht, Moral und Religion einsetzen würden. Das glaube auch ich.

Eine wachsende Unzufriedenheit werde noch in andern Bevölkerungsschichten festgestellt. So sei der Mittelstand, vornehmlich die Handelswelt, infolge der behördlichen Massnahmen ernstlich um seine Existenz besorgt. Die Arbeiterklasse schliesslich empfinde immer mehr den Verlust aller persönlichen Freiheiten, die kein freies Wort und keine selbstgewählte Lektüre mehr gestatte.

Demgegenüber ist nicht ausser Acht zu lassen, dass Hitler weniger denn je Ratschlägen von irgendwelcher Seite zugänglich sein soll. Ich weiss von Versuchen bedeutender Männer, die schroff abgelehnt wurden. Weder Göring noch Schacht, um nur diese beiden zu nennen, könnten gegen die selbstständig getroffenen Entscheidungen des Führers aufkommen. Hitler vertraue voll und ganz auf seine eigene Eingebung, weil er sich von einer höhern Kraft geleitet fühle. Noch in seiner letzten Ansprache an das diplomatische Korps sprach er von der Vorsehung, die seine Arbeit gesegnet habe. Er darf ja behaupten, und tut es auch, dass ihm seine Kraftproben in der auswärtigen Politik ausnahmslos gelungen seien. Warum also nicht auf solchem Wege verharren und die erprobte Methode weiterführen? Darin liegt eine nicht zu verkennende Gefahr. Wird Hitler rechtzeitig einsehen, dass er seinem hungrigen, verarmten und zum Teil enttäuschten Volke nicht alle paar Monate einen entschädigenden Bissen auf Kosten anderer Staaten zuwerfen kann, dass das ohne gefährlichste Störung Erreichbare durchgesetzt worden ist und dass wesentlich weitergehen wollen den Krieg heraufbeschwören könnte oder sogar müsste?!!/ Diese, wie mir scheint, berechnete Frage verleiht der gegenwärtigen deutschen Aussenpolitik eine aussergewöhnliche Bedeutung.

9

E 2001 (D) 4/46

*Notice de C. Gorgé,¹ Chef de la Section de la SdN
du Département politique*

Copie

Berne, 15 janvier 1937²

NOTICE SUR L'AFFAIRE A PRATO

Je me suis enquis discrètement de la situation à Genève en ce qui concerne l'affaire a Prato.

Montenach ne peut me donner des renseignements bien précis. Ganzoni non plus. Et, dans l'état actuel des choses, je me suis bien gardé de puiser à des «sources étrangères». C'est trop délicat, et cela pourrait être mal interprété.

L'affaire a Prato est évidemment discutée dans les couloirs du Secrétariat et surtout dans la salle de la Presse. Les uns comprennent l'attitude des Autorités suisses; d'autres la jugent excessive. C'est dans l'ordre.

Malgré les efforts du «Journal des Nations», qui fait quotidiennement, et sur une grande page, beaucoup de tapage autour de cette affaire, il ne semble pas cependant que la prochaine session du Conseil sera remplie en quelque sorte par les jérémiades et les menaces à peine déguisées des amis d'a Prato. L'affaire du sandjak reste quand même au premier plan des préoccupations.

D'une manière générale, les commentaires et les avis qui sont échangés au sujet du cas a Prato – et cela m'était encore confirmé ce matin par Ganzoni – reposent sur une grossière équivoque créée par les amis d'a Prato. Prenant [pré]texte des élucubrations des Dell, Tabouis et Cie, nombre de journalistes «accrédités» à Genève s'imaginent que leur liberté d'écrire est menacée par le gouvernement suisse. Pour un peu, certains exaltés – voir la presse française de gauche – nous reprocheraient de museler la presse internationale. Le ridicule, quand la mauvaise foi s'en mêle, n'a plus de bornes.

Il semble que l'Association des journalistes accrédités a pris parti – qui s'en étonnerait? – pour a Prato. Elle aurait saisi le Président du Conseil d'une requête lui exposant les conditions dans lesquelles le «martyr» a Prato doit prendre le chemin d'un nouvel exil. D'un autre côté, M. a Prato aurait adressé au Secrétaire général une lettre pour lui demander d'obtenir en sa faveur, au cas où la mesure d'interdiction de séjour serait maintenue, l'autorisation de pouvoir assister, à l'avenir, aux sessions du Conseil et de l'Assemblée.

On ne sait pas encore la suite qui sera donnée à ces requêtes par le Président du Conseil et par le Secrétaire général. Il n'est guère douteux cependant que ceux-ci seront «travaillés» par certains journalistes soi-disant influents à Genève. A lire ce qu'écrit le «Manchester Guardian», on peut tenir pour certain qu'a Prato trouvera un défenseur aussi insidieux qu'acharné dans la per-

1. Le document n'est pas signé, mais la critique interne ne laisse aucun doute sur son auteur.

2. La date de cette notice a été indiquée au crayon à la fin du document.

sonne du journaliste Dell. Il aurait tort de ne pas compter avec la même assurance sur l'appui de Mme Tabouis, qui est particulièrement venimeuse ces jours-ci. Les coups de griffe qu'elle nous décoche et les relations particulièrement confiantes qu'elle entretient avec tout ce qui est «frente popular» font apparaître aussi avec certitude qu'elle ne négligera rien pour essayer de nous créer des difficultés.

Quoi qu'il en soit, personne ne peut dire actuellement si l'affaire sera évoquée devant le Conseil à sa prochaine session. C'est M. Wellington Koo qui la présidera.

Je ne vois pas encore exactement comment cela pourrait se faire. Mais on peut d'ores et déjà envisager diverses possibilités. La plus simple, c'est qu'un membre du Conseil soumette la question à ses collègues. Il n'est pas absolument impossible que le représentant des Soviets, par exemple, se charge de cette mission. Il n'aurait pas besoin de prendre ouvertement fait et cause pour le journaliste a Prato. Il suffirait – et ce serait plus habile – qu'il commence par demander des informations sur le statut des journalistes dits «accrédités auprès de la Société des Nations». Ce serait une façon d'amorcer un débat ou tout au moins d'amener le Conseil à examiner la situation.

L'autre possibilité – et c'est peut-être la plus probable – qui peut se présenter dépendrait du Président du Conseil. Saisi d'une requête de l'Association des journalistes accrédités, il en donnerait connaissance au Conseil *en séance privée*. Le Conseil serait ainsi appelé à se prononcer sur la procédure à suivre. Ou bien il estimerait ne pas pouvoir retenir la requête, en arguant, par exemple, que le statut des journalistes à Genève est du ressort exclusif des Autorités suisses, ou bien il déciderait, sur la proposition d'une délégation, de s'occuper de l'affaire.

En ce cas, il serait tenu, aux termes de l'article 4, alinéa 5, du Pacte, d'inviter le gouvernement suisse à prendre part à ses délibérations.

Dans cette hypothèse, le Conseil fédéral pourrait ou accepter ou refuser de se faire représenter au Conseil. Il pourrait accepter pour des raisons de haute courtoisie. Mais il pourrait tout aussi bien décliner l'invitation en excipant du fait que cette affaire relève de la «compétence exclusive» des Autorités suisses et que le Conseil fédéral n'a pas de compte à rendre sur les mesures prises à l'égard d'étrangers indésirables sur notre territoire.

Sur cette réponse, le Conseil pourrait s'incliner et se dessaisir de l'affaire, mais il pourrait aussi insister pour qu'elle fût discutée avec ou sans la participation du gouvernement suisse. Cette dernière éventualité est bien improbable, mais, théoriquement, elle peut être envisagée.

Une troisième possibilité à laquelle on peut songer serait le renvoi immédiat de toute l'affaire à un comité de juristes. Le Conseil pourrait se montrer désireux de ne rien décider avant d'avoir pu se faire une opinion exacte sur le fond de la question. C'est de cet examen que dériverait sa compétence ou son incompétence. L'étude dont il s'agit pourrait demander quelque temps, et le Conseil ne reviendrait sur le statut des journalistes qu'à sa session de printemps.

Peut-être se contenterait-on, dans certains milieux de Genève plutôt hostiles à la mesure prise contre a Prato, d'obtenir pour ce dernier l'autorisation de venir en Suisse à chaque réunion du Conseil ou de l'Assemblée. C'est précisé-

ment la faveur que, sous réserve de ses recours, a Prato a sollicitée de M. Avenol. Il est possible que nous soyons saisis, sous une forme ou sous une autre, à la suite d'une discussion au Conseil ou en dehors de toute intervention de celui-ci, d'une demande à cet effet. Mais il ne s'agit que d'une hypothèse, et nous aurons toujours le temps, au cas où elle se vérifierait, de prendre une détermination. M. Avenol pourrait aussi se borner à nous transmettre la requête qu'il a reçue à ce sujet d'a Prato et nous prier de lui faire connaître ce que nous en pensons. En ce cas, nous aurions à examiner la réponse à faire parvenir à Genève.

10

E 2001 (D) 1/106

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

L

Paris, 19 janvier 1937

Pendant son rapide passage à Paris, Monsieur Alphan, Ambassadeur de France en Suisse, a fait différentes visites officielles au cours desquelles il s'est entretenu de la question de Huningue. Ainsi que je vous l'avais promis, à la fin de mon rapport du 14 de ce mois², je suis allé hier soir prendre congé de M. Alphan (qui repartait pour Genève) et je lui ai très franchement demandé quel avait été le résultat de ses conversations. M. Alphan ne m'a pas caché que le refus opposé par le Conseil fédéral aux propositions françaises avait provoqué quelque humeur, surtout de la part des militaires parmi lesquels le Général George, brillant officier qui avait été affreusement blessé lors de l'attentat qui coûta la vie au Roi de Yougoslavie et à M. Barthou; cet officier général est actuellement membre très actif du Conseil supérieur de la Guerre et spécialement chargé de la surveillance de la frontière franco-suisse; M. Alphan l'a vu au cours de ses visites, après avoir rencontré M. Yvon Delbos et M. Alexis Léger; je n'ai pas pu arriver à savoir si la réponse négative apportée de Berne par l'Ambassadeur de France était de nature à modifier les plans que contenait l'aide-mémoire remis par M. Léger au soussigné le 31 décembre³ parce que M. Alphan m'a de nouveau parlé de «question vitale pour la France»⁴, expression dont s'était également servi M. Alexis Léger. Tout ce que je sais, c'est que, aujourd'hui, la question doit être soumise à un des prochains conseils des Ministres après que M. Léon Blum, lui-même, aura

1. *Remarques manuscrites de Motta en tête du document*: Très confidentiel. En circulation. 20.1.37. M.

2. *Non reproduit*.

3. Cf. *DDS 11, N° 339, annexe 1*.

4. *Citation soulignée au crayon avec cette remarque manuscrite de Motta en marge*: Quel abus des mots! M.

pris une décision. M. Alphand n'a pas pu joindre le Généralissime Gamelin, retenu par une inspection en Lorraine.

Comme M. Yvon Delbos et le Sous-Secrétaire d'Etat Viénot partent ce soir pour Genève, je ne sais pas du tout quand aura lieu le prochain conseil des Ministres et si les raisons techniques militaires l'emporteront sur des motifs de politique extérieure et intérieure que vous avez fait valoir.

11

E 2300 London, Archiv-Nr. 31

*Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP N° 3. Diplomatie britannique et allemande

Londres, 19 janvier 1937

Mon rapport politique N° 2, du 16 janvier¹, qui Vous sera parvenu ce matin, n'indique que dans des lignes très générales la position que prennent les milieux officiels de Londres, selon mon opinion du moins, vis-à-vis de la politique de M. Hitler. Quelques observations d'ordre plus spécial pourraient contribuer à compléter la thèse.

J'ai eu l'occasion de mentionner, dans un récent rapport politique sur la conception française de la mentalité gouvernementale allemande, qu'à l'avis de certains diplomates à Berlin, les Nazis sont hantés par la peur de l'encerclement. Inutile d'ajouter qu'ils verraient dans la France, l'instigatrice de cette campagne, alors que d'autres Puissances se laisseraient, les unes avec empressement, les autres sans résistance, entraîner par elle dans cette voie.

S'il est exact que cette idée est l'un des facteurs importants de la politique allemande, il est compréhensible que Berlin doit constamment tenir compte de ce danger et par conséquent organiser ses mouvements pour contrecarrer ces efforts. Le meilleur moyen, si ce n'est le seul, d'empêcher la formation du cercle, est évidemment de manœuvrer de façon que la Grande-Bretagne reste en dehors de cette «conspiration».

A première vue, cela ne devrait pas être spécialement difficile, car on sait que l'un des principes fondamentaux de la politique de Whitehall est précisément d'observer, dans la mesure du possible, une attitude indépendante, et de jouer le rôle du médiateur dans le concert européen. Cependant, en y regardant de près, on n'a aucune peine à comprendre que l'effort que fait l'Allemagne pour s'assurer les bonnes dispositions de l'Angleterre doit tout de même rencontrer des obstacles considérables. Le but élémentaire du Gouvernement de Sa Majesté doit être le maintien de la paix européenne. La France décidément veut la paix et non pas la guerre; la Russie également ne veut certes pas la guerre, en Europe du moins; l'Allemagne, si elle ne veut pas la guerre ne néglige tout au moins rien pour faire penser qu'elle la veut.

1. *Non reproduit.*

En ce qui concerne cette dernière observation, on a, je crois, ici, une opinion assez juste. On se dit que, si M. Hitler proteste de ses intentions pacifiques dans ses discours, il est sincère en ce sens qu'il ne veut pas la guerre aussi longtemps qu'il obtient satisfaction dans ses prétentions par la voie des négociations. Mais on craint que le moment ne vienne où ces prétentions dépasseront les possibilités d'un arrangement paisible. A ce moment-là, les intentions pacifiques du «Führer» disparaîtront sans autre et l'appareil de guerre, dont la préparation constitue depuis deux ans l'âme de la vie nationale allemande, entrera en fonction.

On observe également qu'il s'est développé en Allemagne un vrai système de faire suivre régulièrement les discours du Führer de manifestations dans le sens opposé, c'est-à-dire, soit de discours d'hommes du Gouvernement ou du parti, soit d'articles de presse provoquants et menaçants. On se demande dès lors à qui il faut croire.

M. de Ribbentrop² a la tâche de créer une atmosphère bienveillante en Grande-Bretagne. Selon les idées des hommes de Berlin, et en toute évidence selon celles de M. Hitler lui-même, il est l'homme tout fait pour remplir cette mission.

A l'heure qu'il est, on a quelque peine à prononcer un jugement sur ses chances de succès. On peut cependant constater certains faits.

Son prédécesseur, M. de Hoesch, avait une position excellente. Il entretenait les meilleures relations possibles avec le Foreign Office et avait en outre, une position sociale particulièrement favorable. Ses allures étaient celles d'un diplomate versé de la vieille école; aussi avait-il réussi à acquérir à son pays et, dans un certain degré, au Gouvernement du troisième Reich, des sympathies qui ne furent certes pas sans utilité. Mais il ne faisait pas partie de la corporation nationalsocialiste et ce fut là son malheur. Sa mort subite (au sujet de laquelle il y a eu des commentaires à la fois mystérieux et entièrement infondés) a précipité la fin de sa mission (fin qui en tout cas serait survenue, peut-être quelques semaines seulement, plus tard).

On avait la conviction à Berlin, que M. de Ribbentrop était l'Ambassadeur tout désigné pour Londres et que personne mieux que lui ne saurait s'acquitter de cette fonction.

Les débuts du nouvel Ambassadeur n'ont pas été heureux. Les propos qu'il tint à la gare, en arrivant, et plus encore ceux qui firent ensuite la surprise d'une réunion de journalistes à l'Ambassade ne lui assurèrent pas les bonnes dispositions de la presse.

Les attaches mondaines étaient mal choisies sur lesquelles lui-même ainsi que ses amis plus vaguement informés à Berlin, comptaient. Non seulement n'étaient-elles d'aucune importance pour le métier, mais lors du malheur du Roi, elles le placèrent dans l'embarras.

Il ne me semble pas non plus avoir une conception très juste de l'activité d'un Ambassadeur. Je ne sais pas ce qu'on pense de sa manière de faire au Foreign Office, mais il me semble que quelquefois on ne la trouve pas conforme aux usages. Du moins, on n'a pas été enchanté de ce qu'il ait demandé une entrevue

2. *Orthographe du document.*

au Premier Ministre pour lui faire un exposé que Mr. Eden aurait pu écouter sans inconvénients.

Le discours politique fait par lui au banquet de l'Association anglo-britannique a décidément déplu. On a observé que ce n'était pas l'affaire d'un Ambassadeur de polémiser en public sur un problème épineux comme celui des Colonies à rendre à l'Allemagne.

Il me semble aussi qu'on n'a pas encore oublié que M. Hitler a fait attendre Whitehall pendant huit mois avant de remplacer M. de Hoesch. Quand, enfin, le successeur est arrivé, le personnel complet de l'Ambassade fut changé.

Ce personnel est d'ailleurs encore plus nombreux qu'auparavant. Il compte quinze fonctionnaires diplomatiques, dont quatre représentants des forces armées. L'édifice de l'Ambassade a été agrandi et est actuellement en cours de reconstruction et redécoration. Cette dernière opération implique la suppression du décor historique exécuté au début du XIX^e siècle par le grand architecte Nash et son remplacement par un décor style allemand moderne au coût d'un million de Marks. Quand l'Ambassade, reconstruite avec ostentation par des ouvriers allemands, sera prête, en avril, elle sera la plus grande à Londres et trois fois plus grande qu'aux temps de Guillaume II.

En faisant, il y a quelques semaines, ma visite à M. de Ribbentrop, lors de son entrée en fonction, je l'ai trouvé fort aimable, un peu formel peut-être, et décidément prêt à parler. Il me paraît avoir beaucoup d'éloquence, mais donne en parlant, plutôt l'impression d'un homme de parti que d'un diplomate.

J'ai retenu deux détails de cette visite.

D'abord, en ce qui concerne le côté organisation (pour autant qu'on puisse juger en passant dans les vestibules et corridors) on constate un effort fait en vue d'impressionner par l'envergure de l'établissement et par l'état-major entourant spécialement la personne de l'Ambassadeur. Le fait que M. de Ribbentrop s'est rendu à Berlin pour les vacances de Noël avec une suite de quarante-deux personnes corrobore encore cette impression.

Ensuite, au cours de la conversation, j'ai eu le sentiment que les quelques semaines d'activité de l'Ambassadeur ont dû convaincre le nouvel arrivé qu'il ne connaissait pas l'ambiance spéciale et les particularités du milieu londonien autant qu'il n'avait cru les connaître en arrivant et qu'il lui faudra encore quelque expérience avant de se sentir bien à son aise parmi les Anglais.

En dernier lieu, M. de Ribbentrop s'est prononcé, vis-à-vis de moi, d'une façon optimiste sur la situation économique de l'Allemagne, notamment en ce qui concerne les conditions alimentaires pendant l'hiver. Cette constatation m'a d'autant plus frappé que d'autres membres de son Ambassade insistent sur la nécessité d'une extension des ressources et que lui-même venait précisément d'en faire état dans son discours en faveur d'une restitution de colonies.

Je ne puis, comme dit plus haut, pas encore déduire les chances de succès de la mission de l'Ambassadeur. Il a été ici trop peu de temps, et voici qu'il vient de passer à nouveau quelques semaines à Berlin.

Il est certain qu'on a ici la meilleure intention à son égard et tient à avoir de bonnes relations avec l'Ambassade, d'autant plus que les relations entre

l'Ambassade britannique à Berlin et les milieux officiels allemands manquent effectivement de cordialité. Mais avec le nouveau courant qu'on croit percevoir à Whitehall, pour une politique étrangère plus ferme, la tâche du nouveau représentant de M. Hitler n'est pas rendue facile et la question de manipuler les rapports entre Berlin et Londres de façon à ce qu'ils conviennent aux desseins de l'Allemagne, dépendra considérablement de sa personne.

12

E 2001 (D) 4/46

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Confédération, G. Motta*

Copie¹

L

Paris, 21 janvier 1937

Dès leur arrivée, j'ai remis à M. Robert de Traz, notre attaché de presse auprès du Commissariat général suisse de l'Exposition Paris 1937, les trois lettres² que vous m'avez successivement adressées au sujet de l'expulsion du journaliste a Prato.

M. Robert de Traz a assisté avant-hier, chez moi, à une réunion du Comité suisse de réception que nous organisons pour accueillir les nombreux compatriotes qui viendront à Paris l'été prochain; il a profité de cette occasion pour me faire un rapport verbal sur les premières démarches qu'il a déjà entreprises; ce soir même, j'attends son rapport écrit³ et j'aurai l'honneur de vous l'envoyer par un très prochain courrier.

Ayant assisté très récemment à un déjeuner chez le Ministre de Finlande, j'y ai rencontré M. Avenol et M. Osusky, Ministre de Tchécoslovaquie à Paris, qui est très actif au sein de la Société des Nations. Ces deux messieurs m'ont abordé et ne m'ont pas caché qu'en leur qualité «d'hommes de gauche», ils avaient accueilli avec déplaisir la nouvelle de l'expulsion du journaliste dont il s'agit; ils se montrent favorables à la thèse que défendent divers journalistes français dans les journaux qui attaquent la décision du Conseil fédéral, journalistes parmi lesquels il y a lieu de citer Pertinax de «l'Echo de Paris» que nous avons déjà rencontré contre nous lors de l'affaire des zones et Mme Geneviève Tabouis que la rédaction de «La Suisse» persiste à qualifier du sobriquet «Mme Tatabouis», nièce de feu Jules Cambon et qui passe pour vous importer trop souvent; ces deux représentants de journaux non-apparentés ont

1. En tête du document figure cette remarque manuscrite de Bonna: M. Gorgé. Voilà la lettre dont M. de Montenach vous a parlé. Elle n'apporte rien de bien utile. 23/1. Bo.

2. Cf. N° 6 et E 2200 Paris 10/4. Par lettre du 13 janvier 1937, Motta faisait savoir à Dunant qu'il souhaitait le concours de de Traz pour tenter d'influencer positivement pour la Suisse les commentaires de la presse parisienne modérée dans l'affaire a Prato.

3. Cf. N° 13.

pris l'habitude de se communiquer leurs nouvelles et font souvent cause commune; il m'est revenu qu'ils vont jusqu'à prétendre que vous auriez subi une pression du Duce, heureux d'avoir pu atteindre un ancien collaborateur de son ennemi intime, le Comte Sforza. Toujours est-il que MM. Avenol et Osusky m'ont laissé l'impression qu'ils ne feraient rien pour empêcher une agitation parmi les correspondants de journaux accrédités auprès de la Société des Nations; j'ai même appris qu'au nombre de ces derniers, il en est quelques-uns qui auraient déjà l'intention de lancer une pétition adressée à M. Wellington Koo, Ambassadeur de Chine à Paris, et Président actuel du Conseil de la Société des Nations. Peut-être estimerez-vous opportun de dépêcher à Genève M. Gorgé pour y déployer quelque activité en vue de «travailler» les correspondants genevois de journaux qui manifesteraient quelque attitude opposée à la manière de voir du Conseil fédéral⁴. J'avais appris que M. Jean de Montenach était de passage à Paris et j'avais voulu le joindre; un rendez-vous avait même été pris pour hier après-midi à 16 heures afin que je puisse lui parler de la question; malheureusement mon ancien collaborateur n'est pas venu et ne m'a pas téléphoné les raisons de son abstention.

En me réservant de vous envoyer le rapport de M. Robert de Traz, je vous présente, Monsieur le Président de la Confédération, les assurances de ma très haute considération.

4. *En marge de cette phrase, annotation manuscrite de Bonna:* Ce «travail» me paraîtrait assez dangereux à entreprendre.

13

E 2001 (D) 1/9

*Robert de Traz,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant¹*

L Confidentiel

Paris, 21 janvier 1937

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-dessous des démarches dont vous m'avez chargé.

Après enquête et conversations diverses, il me paraît que la campagne de quelques journaux de gauche contre notre Gouvernement, à propos de l'affaire A Prato, n'a pas ému l'opinion générale. Peu de gens y ont fait attention, et il n'y a pas lieu de lui opposer une contre-offensive. On risquerait, au contraire, de la réveiller.

Peut-être reprendra-t-elle à l'occasion de la session à Genève du Conseil de la Société des Nations, ce que j'ignore à l'heure où j'écris. Il y aurait lieu, alors, d'aviser à nouveau. Mais les événements de la politique générale sont d'une telle importance que le cas d'un journaliste expulsé de Suisse ne peut guère être

1. *Cette lettre a été envoyée par Dunant au Président de la Confédération.*

exploité à Paris au-delà d'une certaine limite. Au reste, les milieux renseignés savent qu'à l'origine de la campagne il s'agit, de la part de deux journalistes de gauche en particulier, moins d'un principe que de politique et d'amitié personnelle pour A Prato. J'ai entendu, d'ailleurs, faire l'éloge de celui-ci au point de vue de l'honorabilité et des convictions.

J'ai été voir M. Roland de Marès, chef de la politique étrangère au « Temps », et, comme vous m'y aviez autorisé, je lui ai dit votre désir de le voir renseigné sur l'affaire. Je lui ai donc exposé les faits. M. de Marès, avec qui j'entretiens d'excellents rapports, m'a déclaré qu'il avait beaucoup d'estime pour notre pays et qu'il serait toujours prêt, dans le cadre des intérêts français, à faire valoir sa cause. Il m'a demandé si je croyais utile de faire passer quelques lignes sur le cas A Prato. J'ai décliné son offre², préférant conserver intacte sa bonne volonté pour une occasion plus importante et je lui ai répondu que je n'étais venu le voir qu'à titre d'informateur bénévole.

J'ai été voir également M. Pierre Comert, chef du Service de Presse aux Affaires Etrangères, que je connais de longue date: je voulais lui demander quelques informations touchant le service de presse à l'Exposition de 1937. Sur l'affaire A Prato, dont je lui ai parlé incidemment, à titre personnel, il s'est montré très opposé à la mesure d'expulsion. A Paris, la question du chèque qu'on reproche au dit journaliste, n'a pas l'importance qu'on lui prête en Suisse, car il paraît normal que des journaux d'opinion soient aidés financièrement par des personnes qui partagent leurs idées³. D'autre part, la vivacité des campagnes du *Journal des Nations* semble, ici, également légitime. L'expulsion ou la saisie ne sont appliquées que lorsque un journaliste vise la personne d'un chef d'Etat, non lorsqu'il attaque, même violemment, la politique d'un Gouvernement. J'ajoute que M. Comert ne pense pas que l'*Oeuvre* recommence sa campagne.

Je n'ai pas pu voir M. d'Ormesson, qui était absent de Paris. Je lui dirai peut-être deux mots dans quelques jours à la réception de l'« Accueil Français », dont il est l'un des dirigeants.

Quant à l'idée d'une démarche diplomatique officieuse à propos de la dépêche Havas que vous m'avez signalée, elle me paraît inutile ou, en tous cas, prématurée. Ceci dit, encore une fois, dans l'état actuel des choses, et sous réserve de ce qui pourrait se passer, ces jours-ci, à Genève.

2. *Remarque marginale de Motta*: C'est bien. M.

3. *Remarque marginale de Motta*: D'accord, mais si l'argent est donné par des Gouvernements... M.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 22 janvier 1937*¹

157. Verkehr mit der UdSSR

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 21. Januar 1937

Nachdem die Handelsabteilung mit Schreiben vom 6. März 1935² ein Gesuch² der Vereinigung der Russland-Schweizer abgewiesen hatte, wonach die Einfuhr sowjetrussischer Waren in die Schweiz mit einem Kompensationszuschlag belegt werden sollte, hat die genannte Vereinigung am 14. April 1936 ein Wiedererwägungsgesuch³ an den Bundesrat gerichtet.

Nach Prüfung der genannten Eingabe beantragt das mit der Angelegenheit betraute Volkswirtschaftsdepartement im Einvernehmen mit dem eidgenössischen politischen Departement, das vorstehende Gesuch abzulehnen und die Bundeskanzlei zu beauftragen, gemäss vorgelegtem Entwurf zu antworten (siehe Beilage)⁴.

Dieser Antrag wird zum *Beschluss* erhoben.

ANNEXE

*Le Conseil fédéral à la Secrusse*⁵

Copie

L Verkehr mit der UdSSR

Bern, 22. Januar 1937

Mit Ihrer Eingabe vom 14. April 1936 haben Sie den Bundesrat ersucht, den Entscheid der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements vom 6. März 1935, durch den das Gesuch Ihrer Vereinigung um Erhebung einer gewissen Abgabe auf allen aus Sowjetrussland einzuführenden Waren zugunsten der Russland-Schweizer abgewiesen wurde, in Wiedererwägung zu ziehen.

Sie stellen den Antrag, dass bei der Einfuhr sowjetischer Waren in die Schweiz die Einstandspreise nachgeprüft und mit einem Kompensationszuschlag belegt werden, wenn die sowjetischen Waren im gegebenen Zeitpunkt unter den von den Konkurrenzländern verlangten Preisen geliefert werden. Der Ertrag dieses Kompensationszuschlages solle zunächst den armen und von der öffentlichen Hand unterstützten Russland-Schweizern als Rückerstattung eines geringen Teils ihres in Russland beschlagnahmten Vermögens zugute kommen. Zur Begründung dieses Antrages weisen

1. *Etait absent*: M. Pilet-Golaz.

2. *Non retrouvées*.

3. *Cf.* E 7110 1967/148/37.2601/2.

4. *Reproduite ci-dessous*.

5. Association de secours mutuels et de protection des intérêts suisses en Russie. *Cette lettre est signée du Chancelier fédéral*, G. Bovet.

Sie darauf hin, dass Ihnen nur eine derartige auf den Warenverkehr abstellende Massnahme geeignet erscheine, wenigstens teilweise die Verluste zu decken, die die Russland-Schweizer in Russland erlitten haben.

Ferner machen Sie geltend, dass im Laufe der vergangenen Jahre durch den Bundesrat Massnahmen beantragt und von der Bundesversammlung genehmigt worden seien, die in rechtlicher, finanzieller und wirtschaftlicher Hinsicht die Einführung der von Ihnen vorgeschlagenen Abgabe zu rechtfertigen scheinen.

Nach einlässlicher Prüfung Ihrer Eingabe beehren wir uns, Ihnen folgendes zur Kenntnis zu bringen:

1. Da die Grundlagen des Warenverkehrs zwischen der Schweiz und der U.d.S.S.R. seit Ihrer ersten Eingabe vom 6. Dezember 1934 keine Änderung erfahren haben, sehen wir uns veranlasst, die durch die Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements in ihrem Antwortschreiben vom 6. März 1935 gegen die Einführung eines Kompensationszuschlages geltend gemachten Erwägungen in vollem Umfange zu bestätigen.

2. Sodann teilen wir Ihnen mit, dass der Ihrerseits vorgeschlagene Kompensationszuschlag verschwindend wenig einbringen würde; denn entgegen Ihrer Auffassung muss festgestellt werden, dass die Preise der sowjetischen Waren nur in ganz einzelnen Fällen niedriger sind als die entsprechenden Weltmarktpreise. In diesen wenigen Fällen handelt es sich zudem noch um Waren, die nicht einen hohen Kompensationswert darstellen und die nur in unbedeutenden Mengen eingeführt werden können. Dagegen sind die wichtigen sowjetischen Kompensationswaren von jeher – wenigstens zeitweise – beträchtlich über den jeweiligen Weltmarktpreisen angeboten worden, so dass in vielen Fällen von der Tätigkeit erheblicher Bezüge der für die Kompensation wertvollsten Waren abgesehen werden musste. Dazu kommt, dass Sowjetrussland mit einer Reihe von Waren oft längere Zeit überhaupt nicht am Markte ist.

3. Da dies besonders in letzter Zeit sehr oft der Fall war, ist die Schweiz gegenwärtig im Kompensationsverkehr mit Sowjetrussland im Hinblick auf die zur Einfuhr zu bringenden Bezüge sowjetischer Kompensationswaren stark in Rückstand geraten. Nichts beweist deutlicher als diese Tatsache, dass es praktisch ganz ausgeschlossen ist, Ihrem Begehren stattzugeben; denn durch die Erhebung eines Kompensationszuschlages würde die Einfuhr wichtiger Kompensationswaren aus Sowjetrussland ganz verunmöglicht. Unser Export nach der U.d.S.S.R., auf den viele mittlere Unternehmungen unserer Maschinenindustrie angewiesen sind, da er für sie eine wichtige Beschäftigungsmöglichkeit darstellt, kann aber nur aufrechterhalten werden, wenn die Einfuhr sowjetischer Waren nicht weiter zurückgeht. Deshalb darf die Einfuhr von Waren der genannten Provenienz im Interesse der Erhaltung unseres Exportes nicht durch die Erhebung von Abgaben erschwert werden. Diesem Argument kommt seit der Abwertung des Schweizerfrankens noch erhöhte Bedeutung zu.

Abgesehen von Preisfragen, ist es übrigens schon im Hinblick auf handelsvertragliche Bindungen mit andern Staaten schwierig, genügende Kontingente für die Einfuhr von Kompensationswaren aus Sowjetrussland zu reservieren, so dass die Ausnützung dieser Kontingente durch autonome schweizerische Massnahmen wie die Ihrerseits vorgeschlagenen auf keinen Fall noch gehemmt werden kann; denn dadurch würden die vorstehend erwähnten Schwierigkeiten, denen das eidg. Volkswirtschaftsdepartement bisher bei der Durchführung des kompensationsweisen Warenverkehrs mit der U.d.S.S.R. begegnet ist, noch bedeutend erhöht.

4. Auf Ihre Feststellung, die Tatsache, dass insbesondere in den letzten Jahren der russische Import unseren Export nach Russland erheblich überstiegen habe, lasse auf die Durchführbarkeit der von Ihnen beantragten Massnahme schliessen, gestatten wir uns folgendes zu erwidern:

Gemäss der heute bestehenden Regelung erfolgt der Warenverkehr mit der U.d.S.S.R. auf Grund der Kompensation der Warenwerte franko Schweizergrenze. Da jedoch die Transportkosten der sowjetischen Kompensationswaren von der russischen Grenze bis zur Schweizergrenze nicht an Sowjetrussland bezahlt werden, und da diese Transportkosten bedeutend höher sind als die Transportkosten unserer Exportwaren ab Schweizerwerk bis Schweizergrenze, ist mit Sowjetrussland ein Kompensationsverhältnis vereinbart worden, auf Grund dessen wertmässig entsprechend mehr russische Waren in die Schweiz eingeführt werden müssen als schweizerische Waren

nach Russland ausgeführt werden können. Der Wert der russischen Einfuhr erhöht sich somit in der schweizerischen Handelsstatistik nach Massgabe dieses Kompensationsverhältnisses. Ausserdem werden nur die Bezüge sowjetrussischer Waren, deren Einfuhr in die Schweiz kontingentiert ist, durch entsprechende Bestellungen der Russen an die schweizerische Industrie kompensiert. Da aber die Schweiz auch nicht-kontingentierte Waren aus Russland einführt, erhöht sich der Total-Einfuhrwert sowjetrussischer Waren noch um den Gegenwert dieser nicht kompensierten Bezüge.

5. Ferner besteht leider auch keine Möglichkeit, die Ansprüche der Russland-Schweizer in den inoffiziellen Handelsabmachungen mit Russland zu berücksichtigen. Wenn der Vorsteher des eidg. Politischen Departements Ihnen mit Schreiben vom 1. Mai 1934⁶ erklärte, «dass der Bundesrat im Falle von Verhandlungen mit Sowjetrußland die Ersatzansprüche der bei Anlass der russischen Revolution zu Schaden gekommenen Schweizer mit aller Entschiedenheit vertreten werde», so konnten und können mit Verhandlungen in diesem Sinne, entgegen Ihrer Auffassung, keineswegs die weiter oben erwähnten inoffiziellen Handelsabmachungen verstanden sein, die ausschliesslich nur den gegenseitigen Warenverkehr zum Gegenstand haben können. Offizielle Verhandlungen, die in diesem Falle erforderlich wären, haben bis heute mit Sowjetrußland aus den Ihnen bekannten Gründen nicht stattgefunden. In diesem Zusammenhang sei lediglich auf die bekannte Tatsache hingewiesen, dass der Nationalrat in der Junisession des Jahres 1936⁷ sich neuerdings eindeutig gegen die Aufnahme diplomatischer Beziehungen mit Sowjetrußland ausgesprochen hat.

6. Jede autonome Erhebung eines Kompensationszuschlages ohne vorherige Verhandlungen würde, wie bereits erwähnt, sicher nicht nur die wenig befriedigende Lage des schweizerisch-sowjetrussischen Warenverkehrs noch erschweren, sondern dürfte auch nicht geeignet sein, die Russen – falls die erforderlichen Voraussetzungen eines Tages doch vorlägen – zu Verhandlungen für Ihre Begehren zu gewinnen.

7. Schliesslich muss hervorgehoben werden, dass der Bundesrat – entgegen Ihrer Auffassung – die Kompetenz zur Erhebung einer derartigen Abgabe zu dem von Ihnen angegebenen Zweck nicht besitzt. Über eine solche Massnahme müsste die Bundesversammlung befinden.

Aus den oben erwähnten Gründen sehen wir zu unserem Bedauern zurzeit keine Möglichkeit, Ihrem Begehren auf Erhebung eines Kompensationszuschlages auf Waren sowjetrussischer Provenienz zugunsten der Russland-Schweizer stattzugeben.

6. *Non retrouvée.*

7. Cf. *Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale, Conseil national, séance du 10 juin 1936, matin, pp. 1033 ss*, Rétablissement des relations avec l'URSS.

15

E 1001 1, EPD 1.1.-30.6.1937

*Le Secrétaire général de la Société des Nations, J. Avenol,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

L

Genève, 23 janvier 1937

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint copie d'une lettre que je viens de recevoir de Sa Majesté Haylé Sélassié Premier.

1. *Cette lettre est signée:* Pour le Secrétaire général, le Sous-secrétaire général, Directeur de la Section politique, J.P. Walters.

Je désire porter à votre connaissance que, conformément aux précédents, cette lettre sera communiquée au Conseil et aux Membres de la Société².

ANNEXE

E 2001 (D) 1/32

LION VAINQUEUR DE LA TRIBU DE JUDA
HAYLÉ SÉLASSIÉ PREMIER
ÉLU DU SEIGNEUR, EMPEREUR D'ÉTHIOPIE
QU'ELLE PARVIENNE À SON EXCELLENCE
MONSIEUR JOSEPH AVENOL
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.
LA PAIX SOIT AVEC VOUS.³

Copie

L

Bath, 21 janvier 1937

Je prie Votre Excellence de bien vouloir communiquer à tous les Etats membres de la Société des Nations la déclaration suivante:

I. C'est avec le plus profond étonnement que j'ai pris connaissance de la lettre adressée par le Conseil fédéral de la République helvétique au Consul d'Ethiopie à Berne⁴ à la date du 23 décembre 1936. Cette lettre est ainsi conçue:

«Nous avons l'honneur de porter à votre connaissance que le Conseil fédéral, dans sa séance de ce jour, a décidé de reconnaître la souveraineté de l'Italie sur l'Ethiopie. La suite nécessaire de cette décision est que le Conseil doit considérer comme caduc l'exéquatour à vous conféré en votre qualité de Consul général honoraire d'Ethiopie, et le Consulat général comme non existant.

Au moment où prend fin votre activité comme Consul général d'Ethiopie en Suisse, nous sentons le besoin de reconnaître la complète correction et l'empressement de compréhension avec lesquels vous avez dirigé votre service. Les Autorités suisses garderont le meilleur souvenir des relations agréables et cordiales qu'elles ont toujours entretenues avec vous.»

Dans cette lettre, le Conseil fédéral fait connaître officiellement qu'il a décidé de reconnaître la souveraineté de l'Italie sur l'Ethiopie.

Par cette déclaration, le Conseil fédéral de la République helvétique inflige à un Etat membre de la Société des Nations un préjudice incalculable. Je proteste avec la plus grande énergie contre

2. *Note manuscrite de Bonna à la fin du document*: Des protestations analogues sont déjà parvenues à Genève contre l'Autriche et la Hongrie. Les deux Etats n'y ont pas répondu. La même attitude nous est volontairement suggérée, à ce que me téléphone M. de Haller, par le fait que le Secrétariat a omis la phrase, naturellement de style, invitant le CF mis en cause à faire part de ses observations.

Je pense qu'en tout état de cause, il faut saisir cette suggestion, car nous ne pouvons pas entrer en polémique contre l'Empereur d'Ethiopie. 24.1., Bo.

3. *En tête du document, Motta a noté de sa main*: le document est assez habile, mais il est «irréel»! 26.1.37. M.

4. *L'industriel Emil Bührlé. La lettre du Conseil fédéral, signée Motta, ne fait pas état de Berne mais de Zurich.*

cet acte accompli en violation des engagements internationaux pris par la Confédération helvétique⁵.

A cette occasion, je désire attirer l'attention de tous les Etats membres de la Société des Nations sur certains faits qui semblent⁶ avoir échappé au Conseil fédéral au moment où il a pris sa décision.

II. Lorsque, en 1920, à la suite d'un vote populaire, la Suisse est devenue membre de la Société des Nations, elle a signé le Pacte. Elle s'est engagée solennellement envers tous les Etats membres à exécuter les prescriptions de l'article 10 du Pacte, «à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les membres de la Société». En 1923, l'Ethiopie est devenue membre de la Société des Nations. La Suisse s'est donc trouvée liée envers l'Ethiopie par l'engagement inscrit dans l'article 10 du Pacte⁷.

Le 7 octobre 1935, le Conseil de la Société des Nations, par une décision unanime, a adopté le rapport du Comité des Six, concluant que «le Gouvernement italien a recouru à la guerre en violation de l'article 12 du Pacte de la Société des Nations». Le 9 octobre 1935, le rapport a été aussi adopté par les Etats composant l'Assemblée de la Société des Nations, y compris la Suisse⁸.

Or le 23 décembre 1936, le Conseil fédéral de la République helvétique, en violation de tous ses engagements internationaux, déclare officiellement qu'il a décidé de reconnaître la souveraineté de l'Italie sur l'Ethiopie, c'est-à-dire de reconnaître de jure les résultats d'une agression en violation du Pacte et, en conséquence, de tenir pour caduc l'exéquatour accordé au Consul d'Ethiopie à Berne⁹.

III. Le 11 mars 1932, l'Assemblée de la Société des Nations a voté la résolution suivante: «L'Assemblée... déclare qu'il incombe aux membres de la Société des Nations de ne reconnaître aucune situation, traité ou accord qui pourrait survenir par des moyens contraires au Pacte de la Société des Nations ou au Pacte de Paris.»

La Suisse a voté en faveur de cette résolution, et à cette occasion, le représentant de la Suisse, *M. Motta*, déclara que les résultats obtenus par l'emploi de la force ne peuvent pas être reconnus par la Société des Nations, car la Ligue est fondée premièrement et essentiellement sur l'idée du Droit et de la Justice.

Le principe de la non reconnaissance des résultats de la violation des traités a été énoncé pour la première fois par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Mr. Stimson, en janvier 1932. Il a été adopté par l'Assemblée de la Société des Nations en mars 1932. Le 3 août 1932, il a été incorporé dans la «Déclaration des dix-neuf membres américains et dans la Convention des droits et des devoirs des Etats», signée à Montevideo le 26 décembre 1935. L'assentiment universel en a fait un principe du droit public et de la Morale internationale.

C'est ce principe qui est violé ouvertement par le Conseil fédéral de la République helvétique par sa décision du 23 décembre 1936¹⁰.

IV. La Suisse a, ainsi que l'Ethiopie, signé le Pacte de Paris de 1928, aux termes duquel les Puissances signataires «déclarent solennellement, au nom de leurs peuples respectifs, qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles».

Les Puissances contractantes «reconnaissent que le règlement ou la solution de tous différends ou conflits de quelque nature et de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques».

5. *Deux points d'exclamation de Motta en marge de ce paragraphe.*

6. *Point d'exclamation de Motta après «semblent».*

7. *Note marginale de Motta:* Oui; aussi longtemps que l'Ethiopie existait encore comme Etat!

8. *Note marginale de Motta:* Oui!

9. *Remarque manuscrite de Motta en marge de la seconde moitié de ce paragraphe:* Mais oui!
Cf. DDS 11, N° 337.

10. *Note marginale de Motta:* Tout ceci est de la pure abstraction sans contenu réel!

Le Conseil fédéral suisse, ayant reconnu solennellement, par son vote du 9 octobre 1935, que le Gouvernement italien a violé le Pacte et s'est rendu coupable d'une agression contre l'Ethiopie, je ne puis concevoir comment il concilie ses engagements internationaux et ses votes avec sa déclaration du 23 décembre 1936 décidant de reconnaître de jure les résultats de l'agression italienne¹¹.

V. Le 4 juillet 1936, l'Assemblée de la Société des Nations a proclamé une fois de plus sa volonté de ne reconnaître aucune acquisition territoriale obtenue par la force. Elle l'a fait en termes non équivoques:

Les membres de la Société des Nations «restent fermement attachés aux principes du Pacte, principes qui sont également exprimés dans d'autres instruments diplomatiques, tels que la Déclaration des Etats américains, du 3 août 1932, excluant le règlement des questions territoriales par la force; désireux de renforcer l'autorité de la Société des Nations en adaptant l'application de ces principes aux leçons de l'expérience; convaincus qu'il est nécessaire de renforcer l'application réelle de garanties de sécurité que la Société des Nations donne à ses membres».

Le Délégué de la Suisse a voté en faveur de cette résolution. Je ne puis comprendre les raisons pour lesquelles le Conseil fédéral de la République helvétique déclare aujourd'hui qu'il reconnaît de jure l'acquisition par la force de territoires éthiopiens. Est-ce là l'exécution du désir de renforcer l'autorité de la Société des Nations et la manifestation de sa conviction «qu'il est nécessaire de renforcer l'efficacité réelle des garanties de sécurité que la Société des Nations donne à ses membres»?¹²

VI. Le Conseil fédéral suisse a-t-il oublié qu'il n'est pas de pays au monde dont l'existence même dépende davantage du respect de la sainteté des traités internationaux? Si la Suisse a réussi à échapper, depuis 1815, aux horreurs des guerres qui ont ravagé l'Europe, n'est-ce pas à raison du respect loyal des clauses du Traité de 1815?

C'est pourtant le Conseil fédéral de la République helvétique, dont l'existence même repose sur le respect des traités garantissant son indépendance, qui, après avoir fait la déclaration du 11 mars 1932 contre les résultats obtenus par l'emploi de la force, foule aux pieds¹³, par sa déclaration du 23 décembre 1936, le principe inscrit dans les traités et donne ainsi son approbation à la violation la plus cynique et la plus horrible des traités et à l'écrasement d'un petit peuple luttant héroïquement contre un agresseur tout puissant. Le Conseil fédéral de la République helvétique n'a-t-il pas ainsi oublié le principe qu'il a proclamé en 1923: «La Ligue est fondée premièrement et essentiellement sur l'idée du Droit et de la Justice»?

Je souhaite de tout mon cœur que Dieu épargne au peuple suisse toute agression et les souffrances atroces qui ont été infligées au peuple éthiopien par son agresseur.

VII. En privant le peuple éthiopien de la protection de son Consul à Berne, le Conseil fédéral suisse, sans aucune excuse, lui a infligé une cruelle blessure.

C'est le Gouvernement du pays qui a accepté d'être le siège de la Société des Nations qui porte ce coup terrible à un peuple martyrisé par un agresseur puissant. Existe-t-il encore une morale internationale? Que reste-t-il de la civilisation occidentale?

VIII. Je prie Votre Excellence de communiquer aussi la présente déclaration au Conseil de la Société des Nations dès sa première réunion, en le priant de rappeler à tous les membres de la Société des Nations l'obligation qu'ils ont librement acceptée de défendre contre toute agression l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ethiopie, et, par conséquent, l'obligation qui leur incombe de ne pas reconnaître la conquête du territoire éthiopien obtenue par la force, en violation du Pacte et des Traités internationaux qu'ils ont signés¹⁴.

11. *Remarque manuscrite de Motta en marge de ce passage*: Ce que nous ne concevons pas, c'est que le Négus affirme posséder encore des parcelles de souveraineté!

12. *Note marginale de Motta*: Oui. Il faut que la S.d.N. sorte enfin des équivoques.

13. *Point d'exclamation de Motta en marge de* foule aux pieds *également souligné*.

14. *Le document est signé*: Haylé Sélassié Premier, Empereur; Herouy W.S., Ministre des Affaires étrangères d'Ethiopie.

Dans sa séance du 29 janvier 1937, le Conseil fédéral a décidé de ne donner aucune suite à cette affaire. (E 1004.1 1/362, N° 187).

*Procès-verbal¹ d'une réunion non officielle
du Conseil de la Société des Nations²
sur le statut des journalistes accrédités auprès de la SdN*

Copie

Très confidentiel

Genève, fin janvier 1937³

Le président (M. Wellington-Koo – Chine) rappelle à ses collègues que le 21 janvier 1937 les représentants de l'Association des journalistes accrédités se sont rendus auprès de lui et lui ont remis un mémorandum dont copie a été communiquée à chacun des membres du Conseil.

Il résume brièvement le contenu de ce mémorandum. Il s'agit des préoccupations causées aux journalistes accrédités auprès de la Société des Nations par les récentes décisions qu'ont prises les autorités cantonales genevoises et les autorités fédérales à l'endroit de M. a Prato, rédacteur au Journal des Nations et correspondant du New York Times. M. a Prato, de nationalité italienne mais sans papiers réguliers, était accrédité auprès de la Société des Nations depuis 1926; il bénéficiait d'un permis de tolérance renouvelable tous les deux ou six mois. Le 27 août 1936, son permis avait été prolongé d'une année, soit jusqu'à la fin août 1937; or, en décembre 1936, les autorités cantonales genevoises ont avisé M. a Prato que son permis de séjour lui était retiré et ne serait pas renouvelé. Il était en même temps invité à quitter le canton de Genève. Par la suite, le 9 janvier 1937, les autorités fédérales ont étendu l'interdiction de séjour à tout le territoire de la Confédération.

Le mémorandum pose ensuite la question générale de la situation des journalistes accrédités à Genève et demande l'appui du Conseil de la Société des Nations pour que lesdits journalistes accrédités obtiennent:

- 1) des assurances⁴ permettant à tout journaliste régulièrement accrédité d'exercer librement sa profession au siège de la Société des Nations;
- 2) un statut qui définirait leur situation et qui serait reconnu par le Secrétaire général et par les autorités suisses.

Le Président ajoute qu'en date du 23 janvier, il a reçu de l'Association des journalistes accrédités une nouvelle lettre accompagnée d'une résolution. Cette dernière communication n'apporte pas d'éléments nouveaux et la résolution se borne à souligner les deux points sus-indiqués.

1. *Aucune indication ne figure sur le document au sujet de la voie qu'il a empruntée pour parvenir à Berne. Sur un autre document de ce genre concernant la même question, Gorgé a simplement écrit: Nous a été remis confidentiellement (E 2001 (D) 4/46, pièce N° 16).*

2. *On trouve quelques mots sur ce type de réunion au N° 17.*

3. *La session du Conseil se terminait le 27 janvier 1937.*

4. *Assurances a été souligné par Motta avec, en marge, de sa main: !!*

Ainsi, les journalistes accrédités ne demandent pas au Conseil de s'occuper du cas a Prato. C'est la question générale des conditions d'exercice⁵ de leur profession à Genève qu'ils lui soumettent. Il est évident qu'il existe parmi les journalistes accrédités un certain malaise⁶ et, si l'on considère le rôle extrêmement important que joue la presse en relation avec les travaux de la Société des Nations, il serait fort utile de remédier, si possible, à cette situation. Il s'agit donc de déterminer ce que le Conseil peut faire en l'occurrence et, s'il peut faire quelque chose, comme[nt] il peut le faire. Le Président serait heureux d'avoir l'avis de ses collègues à ce sujet et c'est la raison pour laquelle il les a invités à cet échange de vues.

M. Jordan (Nouvelle-Zélande) désirerait savoir quels ont été exactement les motifs invoqués à l'appui du retrait du permis de séjour de M. a Prato. Les plaintes formulées contre ce journaliste visaient-elles les informations transmises par lui à des journaux étrangers, par exemple au New York Times, ou, au contraire, les articles publiés par lui dans un journal paraissant en Suisse?

Le président répond que ni les autorités genevoises ni les autorités fédérales n'ont indiqué de faits précis⁷ à l'appui de leur décision. Elles se sont bornées à déclarer que M. a Prato ne s'était pas conformé aux conditions auxquelles était subordonnée son autorisation de tolérance.

M. Komarnicki (Pologne) déclare que personne, et lui moins que tout autre, ne conteste les principes formulés dans le mémorandum de l'Association des journalistes. Toutefois, il croit qu'il serait impossible de poursuivre utilement la discussion du problème soulevé par l'Association des journalistes sans entendre le point de vue des autorités suisses, ne serait-ce que par déférence pour un pays dont la Société des Nations est l'hôte. Comme il s'agit d'un échange de vues tout à fait privé entre les membres du Conseil, M. Komarnicki pense qu'il n'y aurait aucune difficulté à inviter à titre officieux un représentant du Gouvernement suisse qui pourrait exposer les raisons invoquées par les autorités cantonales et fédérales.

Le Secrétaire général croit devoir préciser que le mémorandum remis au Président et distribué ensuite aux membres du Conseil avait tout d'abord été apporté au Secrétaire général par les représentants de l'Association des journalistes. Au cours de la conversation, ceux-ci ont expliqué au Secrétaire général leurs intentions. Le mémorandum comprend deux éléments: dans une première partie, les journalistes exposent un cas particulier qui les a frappés et qui a fait naître parmi eux des inquiétudes pour l'avenir; dans une seconde partie, ils soulèvent la question générale des assurances que les journalistes peuvent obtenir afin d'être certains qu'à l'avenir les décisions que pourraient prendre à leur endroit les autorités suisses seront entourées de toutes garanties.

Le cas particulier qu'ils exposent constitue simplement une explication de leur démarche. Ils ne demandent au Conseil ni de critiquer ni de réviser la décision prise par les autorités suisses compétentes. Le problème qu'ils soulèvent

5. *Phrase soulignée par Motta.*

6. *Mot souligné par Motta.*

7. N'ont indiqué de faits précis *soulignés par Motta avec en marge, de sa main: ?*

est de savoir s'il est possible de doter d'un statut les journalistes étrangers qui vivent à Genève et qui, par suite, se trouvent au bénéfice d'une autorisation de séjour toujours révocable. Telle est, en bref, la question d'intérêt général dont le Conseil est actuellement saisi.

M. Litvinoff (U.R.S.S.) s'abstiendra, après les explications données par le Secrétaire général, de parler du cas a Prato. Il s'agit, en effet, d'une question d'ordre général. Il souligne le grand intérêt que présente pour la Société des Nations et ses Membres le rôle des journalistes. Les représentants des Etats membres assemblés à Genève ne travaillent pas dans le désert, ils travaillent entourés de journalistes et de correspondants. Or, dans la presse, ce sont les journaux de Genève qui sont les premiers à formuler des réflexions sur l'activité des Membres de la Société; ceux-ci ont donc intérêt à ce que les déclarations et les opinions de leurs représentants soient exposées d'une manière impartiale. Pour sa part, M. Litvinoff considère que la presse locale est bien loin d'être impartiale; elle représente non pas l'esprit de la Société des Nations en général, mais bien plutôt les vues de certains pays absents de la Société des Nations⁸. La question se pose de savoir si les journaux de cette tendance doivent jouir à Genève d'un monopole⁹ à l'exclusion des autres journaux. La décision prise contre M. a Prato constitue, dans la pratique, une tentative en vue de supprimer la possibilité pour un journal à Genève de représenter l'esprit de la Société des Nations. Il faut se demander si l'on doit permettre cet état de choses ou si, au contraire, on ne peut pas essayer d'obtenir une certaine liberté de la presse à Genève¹⁰, siège de la Société des Nations.

M. Komarnicki constate que les membres du Conseil sont d'accord pour examiner, en dehors de tout cas concret, la question du statut de la presse internationale à Genève. Pour poursuivre utilement la discussion, il serait indispensable de connaître l'état actuel des choses, et M. Komarnicki serait heureux d'entendre à ce sujet le Secrétaire général.

M. Litvinoff a dit que les journaux locaux ne sont pas impartiaux; mais, de l'avis de M. Komarnicki, la presse n'est jamais impartiale. A sa connaissance, les journaux sont toujours plus ou moins affiliés à un parti politique. Veut-on donc créer un organe de presse impartial? Ce serait peut-être aller trop loin. En tout cas, il faut voir quelle est la situation juridique actuelle.

Par ailleurs, si l'on voulait modifier les conditions qui existent actuellement, il faudrait recueillir l'avis de tous les Membres de la Société des Nations, car tous sont intéressés à cette question, et en particulier le Gouvernement suisse, sur le territoire duquel se trouve le siège de la Société des Nations. De plus, ce serait un manque de déférence de ne pas inviter la Confédération helvétique à participer à ces délibérations; puisqu'il s'agit d'un simple échange de vues entre les membres du Conseil, rien n'empêcherait une discussion franche, selon les habitudes de la Société des Nations, avec un représentant du gouvernement local, dès le présent stade de l'étude de la question.

8. Phrase soulignée par Motta avec en marge, de sa main: !!

9. Mot souligné par Motta avec en marge, de sa main: !

10. Certaine liberté de la presse à Genève souligné par Motta avec en marge: Quel effronté! M.

M. Delbos (France) reconnaît qu'il est indispensable d'étudier le problème général de la situation des journalistes à Genève. Il y a là une question de principe à trancher. C'est bien évidemment à la Société des Nations qu'il appartient de la trancher, tout en tenant compte, cela va de soi, du point de vue du Gouvernement suisse. Néanmoins, il est impossible de subordonner l'action et le rayonnement de la Société des Nations à l'approbation de la Suisse¹¹. *M. Delbos* ne voit pas d'inconvénient à ce que l'on entende un représentant de la Suisse qui exposera les vues des autorités locales et les raisons de leur attitude; mais, à ses yeux, ce qui doit primer c'est l'opinion de la Société des Nations dans son ensemble.

M. Delbos juge inadmissible que ce soient les pays hostiles à la Société des Nations qui aient, ou paraissent avoir, seuls un droit de contrôle sur les journaux qui parlent des travaux de la Société des Nations¹². Il est incontestable qu'il y a des pays qui sont l'objet de campagnes violentes de la part des journaux suisses. Ceux-ci ont toute latitude pour attaquer la Société des Nations et ses membres fidèles, et seuls les journaux hostiles à la Société des Nations semblent bénéficier de la tolérance de certaines autorités suisses¹³. *M. Delbos* demande que la balance soit tenue plus égale et que l'on tienne compte aussi des opinions de la Société des Nations et des pays fidèles à celle-ci.

M. Munters (Lettonie) fait observer qu'il est impossible de dissocier les deux aspects du problème. On se trouve en effet en présence d'un cas spécial, celui de *M. a Prato*, et, selon le mémorandum, c'est la première fois qu'un cas de ce genre se produit à Genève. C'est donc en quelque sorte un «test case». Il semble que les motifs qui ont justifié le retrait de l'autorisation de séjour soient d'ordre intérieur, puisqu'il est dit que le «Journal des Nations» aurait publié des articles et des informations susceptibles de gêner la politique extérieure de la Suisse.

On se trouve en présence d'un double problème car *M. a Prato* n'était pas uniquement correspondant de journaux étrangers, mais il était aussi rédacteur d'un journal local. Il faut donc se demander, d'une part, s'il est possible d'établir un statut des journalistes étrangers à Genève, et, d'autre part, s'il est opportun pour le Conseil d'exprimer une opinion sur l'attitude de la presse suisse.

Dans les deux cas, il apparaît à *M. Munters* que rien ne peut être fait qu'avec le plein accord des autorités suisses. Dans le premier cas, en effet, il s'agirait d'un statut applicable sur le territoire suisse, et dans le second cas on ne saurait discuter la question hors de la présence d'un représentant du Gouvernement suisse.

M. Litvinoff reconnaît qu'il n'y a pas de journaux impartiaux, mais pour lui l'impartialité naît de la coexistence de journaux représentant des tendances différentes.

11. *Phrase soulignée par Motta avec en marge*: Quelle niaiserie! M.

12. *Phrase soulignée par Motta avec en marge*: Ridicule!

13. *Phrase soulignée par Motta depuis seuls les journaux hostiles avec en marge*: Ces observations de *M. Delbos* constituent un comble! M.

En ce qui concerne le concours d'un représentant de la Suisse à l'étude du problème, M. Litvinoff en admet l'utilité. Néanmoins, il souligne que les membres du Conseil ont le droit de se réunir et d'échanger des vues en l'absence de tiers, et à son sens c'est par là qu'il faut commencer.

Revenant sur les observations de M. Munters, M. Litvinoff fait observer que le cas a Prato n'est peut-être pas vraiment le premier cas de suppression de la liberté de la presse, et, de toute façon, il craint pour l'avenir¹⁴. M. a Prato s'est vu retirer son autorisation de séjour non pas parce qu'il avait commis des actes illégaux, mais parce qu'il avait exposé certaines vues relatives à la politique extérieure ne touchant pas la Société des Nations. De l'avis de M. Litvinoff, il n'existe pas de politique étrangère qui n'intéresse pas la Société des Nations. En terminant, il déclare qu'il n'est pas équitable de donner à la presse d'une certaine tendance toute liberté sans donner la même liberté à la presse représentant d'autres tendances.

M. Alvarez del Vayo est d'accord avec M. Delbos et M. Litvinoff¹⁵. Les autorités suisses ont pris une sanction contre un journal qui s'est toujours fait le défenseur des principes de la Société des Nations, tandis que d'autres journaux suisses peuvent en toute liberté se livrer à des insultes du plus mauvais goût contre des pays étrangers, et notamment contre l'Espagne¹⁶.

Journaliste lui-même, M. Alvarez del Vayo a le sentiment très net qu'il est impossible aux journalistes de travailler librement sous la menace de telles sanctions. Il faut doter les journalistes accrédités d'un statut, et c'est là une question que la Société des Nations peut régler sans le concours de la Suisse. Une fois le statut des journalistes établi par le Conseil, ce dernier se mettrait en rapport avec les autorités suisses pour conclure un arrangement, mais il faut faire vite car tout retard ne peut qu'accroître le malaise qui règne parmi les journalistes travaillant à Genève. Ce sont pour la Société des Nations de précieux collaborateurs qui méritent l'appui sans réserves de la Société des Nations.

M. Eden (Royaume-Uni) constate tout d'abord qu'il ressort du mémorandum des journalistes et des explications du Secrétaire général que les membres du Conseil ne sont pas appelés à s'occuper du cas personnel de M. a Prato.

En ce qui concerne la presse locale, il n'attache pas à celle-ci autant d'importance que certains de ses collègues. Il doit avouer qu'il lit peu les journaux genevois¹⁷. Il ne croit pas, d'ailleurs, que les vues sur la Société des Nations passent à l'étranger par l'intermédiaire de la presse suisse. Ce sont les correspondants à Genève des grands journaux du monde entier qui font connaître à l'étranger l'activité de la Société. C'est donc envers ceux-ci et envers ceux qui lisent leurs articles que la Société des Nations a des devoirs. C'est là la vraie question et c'est celle que le Conseil doit étudier.

14. Il craint pour l'avenir *souligné par Motta avec en marge, de sa main: !*

15. *Phrase soulignée par Motta avec en marge: Naturellement! M.*

16. Notamment contre l'Espagne *souligné par Motta avec en marge, de sa main: Le bout de l'oreille!*

17. *Phrase soulignée par Motta.*

A cet effet, M. Eden propose la constitution d'un petit Comité du Conseil qui serait chargé:

1) d'examiner s'il y a lieu de consulter le Gouvernement suisse au sujet de l'affaire en discussion et

2) de procéder sur l'ensemble de la situation à une étude plus ample que celle à laquelle le Conseil pourrait se livrer aujourd'hui.

En terminant, M. Eden souligne qu'à son avis il est clair que le devoir du Conseil est de défendre les journalistes correspondants de la presse mondiale contre des attaques injustifiées.

M. Sandler (Suède) insiste sur le grand intérêt qu'il y a pour la Société des Nations à aboutir à un arrangement avec les autorités suisses sur le problème général de la situation des journalistes accrédités.

En ce qui concerne la procédure à suivre, il se rallie à la proposition de M. Eden.

M. Komarnicki (Pologne) s'associe aux observations de M. Sandler. Il estime lui aussi désirable qu'un arrangement intervienne entre les intérêts généraux de la Société des Nations et certains intérêts particuliers à la Suisse. Cet arrangement lui paraît tout à fait réalisable. Etant donné la suggestion de procédure qui a été faite et à laquelle il donne son adhésion, M. Komarnicki croit inutile de poursuivre ici la discussion sur le fond de la question.

Le Président, résumant la discussion, constate qu'il apparaît clairement qu'une étude approfondie du problème est indispensable. Les membres du Conseil sont unanimes à reconnaître que les journalistes accrédités auprès de la Société des Nations doivent jouir de certaines garanties.

La proposition de M. Eden visant la procédure est adoptée.

Le Président, après avoir consulté le Secrétaire général, fera ultérieurement à ses collègues des propositions sur la composition du Comité du Conseil.

17

E 2001 (D) 4/46

*J. de Montenach, fonctionnaire à la Société des Nations,
au Chef de la Section de la SdN du Département politique, C. Gorgé*

L Personnel

Genève, 28 janvier 1937

Mon cher ami,

1. Le Conseil de la Société des Nations a mis fin hier soir à sa session ordinaire, sans que la question du statut des journalistes au siège de la Société ait pu matériellement faire l'objet d'un examen plus approfondi.

2. Contrairement à ce qui a été indiqué dans certains journaux, le Conseil n'a pas constitué lui-même une sorte de comité spécial. Il s'en est plus ou moins remis à son président d'examiner les divers aspects de la question et de s'en-tourer de l'avis d'autres membres du Conseil s'il l'estimait opportun.

3. A dire vrai, aucune procédure définie n'a été adoptée, aucune ligne de conduite n'a été définitivement arrêtée. La question demeure donc un peu floue dans son état actuel. Elle est posée, c'est entendu, mais la méthode selon laquelle elle sera examinée sous ses aspects concrets, demeure encore incertaine.

4. Monsieur Pilotti, avec qui je me suis entretenu à ce sujet ce matin, croit savoir que la méthode envisagée serait la suivante: certains groupes du Secrétariat dont les préventions à l'égard de notre pays sont évidentes, chercheraient à provoquer la rédaction d'une sorte de projet de statut élaboré unilatéralement. Ce projet serait ensuite soumis, selon une procédure non déterminée, à l'approbation du président et peut-être d'autres Membres du Conseil, et ensuite serait transmis à Berne, à titre de base de discussion.

5. Mon sentiment personnel, qui peut être contestable, comme toute impression subjective, est et demeure jusqu'à preuve évidente du contraire, que toute l'affaire a été montée ici, à titre de «sanction morale» contre notre pays, devenu «impopulaire» en raison de certaines circonstances politiques. Sur ce point, j'en sais davantage que je n'en écris; je pourrais t'éclairer le cas échéant.

6. Donc, les impressions de Monsieur Pilotti peuvent être fondées et le Conseil s'étant séparé sans avoir rien résolu, il n'est pas impossible que l'équipe hostile soit conduite à élaborer un projet de texte dans lequel seraient concrétisées certaines revendications, expression de quelques rancunes.

7. Au cours de la réunion non officielle du Conseil, c'est-à-dire l'une de ses séances secrètes, qui est censée n'être pas une séance proprement dite, mais un libre échange de vues, notre pays fut surtout attaqué par MM. Litvinoff et del Vayo, appuyés dans une certaine mesure par Monsieur Delbos. Chacun d'eux exprima quelques griefs à l'endroit de la «presse bourgeoise» suisse. Monsieur Litvinoff n'eut guère de peine à faire ressortir l'hostilité de la majorité de la presse bourgeoise suisse à l'égard du pays qu'il représente. Il alla plus loin, puisqu'il invoqua aussi le principe idéal de la liberté de la presse, peu pratiquée, à notre connaissance, dans son pays et qui paraît lui servir surtout d'article d'exportation.

8. Monsieur del Vayo exprima l'amertume causée à son Gouvernement légitime et foncièrement démocratique, par l'antipathie d'une grande partie de la presse suisse qui, paraît-il, lui méconnaît ces estimables qualités dont il fait grand état au siège de la Société des Nations. Monsieur Delbos, à ce qu'on m'assura, avait, lui aussi, des raisons de se plaindre, de l'attitude de la presse bourgeoise suisse à l'égard du Gouvernement du front populaire en France. Cette presse se révélant systématiquement défavorable aux régimes et Gouvernements d'inspiration démocratique, profondément fidèles aux principes de la Société des Nations et attachés à sa politique. Comme je vous l'ai dit au téléphone, Monsieur Massigli, avec qui j'ai eu un entretien le même soir, se fit l'interprète de sentiments identiques. Il en voulait particulièrement au *Journal de Genève* et, singulièrement, au correspondant parisien de ce journal et au correspondant parisien de la *Suisse*. L'un et l'autre seraient systématiquement prévenus et méconnaissent la politique vraiment pacifique du front populaire. Monsieur Massigli ajouta que son administration se préoccupait, avec l'aide de

l'Ambassade de France à Berne, de constituer un dossier qui ferait ressortir dans la presse suisse romande de tendances bourgeoises, une hostilité très marquée à l'égard du présent régime en France.

9. Mon interlocuteur, à cette occasion, fit une délicate allusion aux sentiments différents qui, assure-t-il, animent une certaine partie de la presse allemande. Il assura que celle-ci avait les yeux ouverts sur les réalités des choses et se montrait plus sympathique à l'égard du régime en France et heureusement, plus méfiante à l'égard de la politique hitlérienne. Je me bornai de répondre sur ce point en rappelant à Monsieur Massigli les temps quelque peu anciens déjà, où j'eus le plaisir de lier amitié avec lui à Berne en 1915, alors que, sous la direction de M. Haguenin, il travaillait au bureau de presse français. Je n'eus pas de peine à lui remémorer qu'il s'exprimait alors différemment à l'égard de la presse romande et je lui demandai si ce n'était pas dans les plus mauvais moments que l'on savait reconnaître ses meilleurs amis.

10. Il n'en demeure pas moins que le Ministre des Affaires Etrangères français, ou, plus exactement, les milieux gouvernementaux, ressentent, assurent-ils, vivement, l'attitude soi-disant partielle d'une grande partie de la presse suisse française à l'égard de leur Gouvernement. Oublieux, comme les Français le sont toujours, de leurs amitiés véritables, ils recherchent de faciles louanges dans ces mêmes colonnes, où pendant la guerre, alors que la France jouait son existence, ils relevaient les plus évidentes inimitiés.

11. Les préventions à l'égard de notre pays dans certains milieux sont si manifestes qu'il ne vaut même pas la peine de relever les petites manifestations de tels sentiments. J'emploie ici le mot «petites» dans tous les sens du terme.

La protestation du Négus a été étrangement exploitée, peut-être même par ceux qui l'avaient implicitement provoquée.

Il faut tenir compte de cet état d'esprit pour expliquer certaines choses et ne leur attacher que l'importance qu'elles méritent mais évidemment ne pas les négliger.

12. Des renseignements recueillis, il résulte que le délégué au Conseil qui adopta l'attitude la plus amicale, la plus loyale à l'égard de notre pays, fut Monsieur Komarnicki, délégué de la Pologne, qui déclara vouloir se refuser à toute discussion sur le statut des journalistes en l'absence d'un représentant qualifié de notre pays.

Je pris l'initiative de téléphoner ce matin à Monsieur Komarnicki pour le remercier de son attitude bienveillante et lui dire qu'elle ne saurait manquer d'être hautement appréciée par tous ceux qui savent reconnaître la valeur des sentiments de traditionnelle sympathie qui unissent son pays et le nôtre.

13. J'ajoute que Monsieur Munters, délégué de la Lettonie, s'exprima également au Conseil dans un sens analogue à celui de la Pologne.

14. Il semble bien que tout le mouvement contre nous, pour autant qu'il s'agit d'un mouvement, car ce fut une manifestation assez «sur place», fut conduit par Monsieur Litvinoff, lequel, étant inspiré comme il va de soi, chercha à transmettre son inspiration. Elle ne fut pas aussi dynamique que l'on pourrait croire, car la grande majorité des membres du Conseil s'abstint, paraît-il, de prendre la parole et le délégué de la Grande-Bretagne s'exprima, m'assure-t-on, de la façon la plus modérée et la plus objective.

15. Le Président, délégué de la Chine, ne fit que lire les papiers qui avaient été préparés pour son usage. On ne saurait guère lui prêter, pour être véridique, d'avis bien personnel sur le statut de journaliste étranger dans notre pays, à moins qu'il n'ait l'idée de s'inspirer du statut dont les étrangers bénéficient encore dans le sien. Si l'on considère que les légations y disposent d'une garde militaire et que certaines parties du territoire sont soumises à concessions, on voit qu'un large champ est ouvert à son imagination.

16. Monsieur Pilotti avait un ton grave ce matin, en parlant des éventualités qui pourraient menacer notre pays, notamment celle d'un projet de statut élaboré unilatéralement et qui nous serait peut-être communiqué comme un texte à prendre ou à laisser. Pour ma part, je ne partage pas de telles appréhensions, car bien des moyens préventifs nous sont encore offerts. Après réflexion, il en est un que je suis résolu à te proposer lors de notre prochain entretien, c'est-à-dire mardi, puisque ta visite est attendue ici ce jour-là. Un statut spécial des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations comporterait, en effet, une contre-partie qui serait, à tout le moins amusante: c'est d'interdire à ces journalistes résidant à Genève de pouvoir rendre compte à leurs journaux de tous les faits qui se produisent en Suisse, dans la politique fédérale, cantonale ou autre, car ils se trouveraient alors privilégiés vis-à-vis des journalistes étrangers résidant à Berne ou à Zurich, etc., ce qui serait intolérable, et d'où le droit pour nous d'exercer un contrôle sur toute leur activité professionnelle, non strictement axée sur la Société des Nations. On arriverait de la sorte à l'absurde. Peut-être ne faut-il pas le redouter, à titre d'argument.

17. Je me borne à ceci aujourd'hui et me réserve donc d'ajouter à ces impressions personnelles quelques suggestions à notre prochaine rencontre.

Cordialement à toi, Montenach

P.S. Je veux encore te dire que j'ai profité de mon entretien avec Monsieur Massigli pour me plaindre, à titre de représailles, des attaques personnelles formulées contre M. Motta à l'occasion du cas A Prato par certaine presse française connue pour ses accointances officielles. Je lui fis observer que Monsieur Motta était chef d'Etat, étant président de la Confédération et que jamais, à aucun moment, la presse suisse ne s'était exprimée à l'égard du chef d'Etat de la République française en des termes semblables à ceux que divers journaux français n'avaient pas hésité d'employer. Monsieur Massigli me déclara qu'il regrettait vivement ces excès.

J'eus aussi l'occasion de m'entretenir avec l'une des journalistes françaises à qui de telles intempérances de plume peuvent, à bon droit, être reprochées. Il s'agit de Geneviève Tabouis. Je lui déclarai que j'avais été personnellement offensé, malgré notre longue et vieille amitié, par les articles dans lesquels elle avait attaqué Monsieur Motta et je lui déclarai que si je ne lui avais pas écrit à l'occasion de la nouvelle année, c'est que je n'aurais pu cette année lui adresser des vœux sans les accompagner de reproches. Elle me répondit par de longues considérations sur la liberté de la presse menacée dans le monde et particulièrement dans sa faible personne. Elle ne me cacha pas que si la droite arrivait au pouvoir en France, elle pourrait être l'A Prato de demain. Je lui répondis que si tels étaient ses pronostics, elle ferait mieux de se réserver par avance un asile

bienveillant dans notre pays. Notre conversation se conclut assez amicalement malgré tout, car elle me promet, tout en ayant l'intention de continuer sa campagne de haute portée morale, d'éviter de faire des personnalités et, notamment, de mettre en cause celle de Monsieur Motta.

Elle me demanda, enfin, si au cas où j'aurais été le pouvoir fédéral, j'aurais agi de telle façon à l'égard d'A Prato. Je me bornai à lui répondre: «Non, car si vous aviez été A Prato, vous n'auriez pas agi comme lui».

18

E 4320 (B) 1968/195/2

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

Copie

L

Rome, 28 janvier 1937

Votre lettre du 14 janvier¹ au sujet de la littérature irrédentiste concernant le Tessin m'est bien parvenue et a eu toute mon attention.

Les cartes de Noël expédiées sous forme anonyme à différentes personnes domiciliées dans le Canton du Tessin et portant un caractère nettement irrédentiste², appellent en effet une intervention très nette.

1. *Dans cette lettre Bonna écrivait:* Comme vous pouvez le penser, l'envoi des cartes dont il s'agit au Tessin a causé en Suisse, et plus particulièrement dans les régions visées par le texte irrédentiste en question, une certaine émotion.

Il semble que les autorités locales italiennes et les autorités postales en particulier auraient pu, en faisant preuve de bonne volonté, empêcher l'envoi de ces cartes.

Nous vous serions obligés d'entreprendre une démarche au sujet de cette affaire auprès des autorités compétentes en insistant pour qu'à l'avenir, les ordres nécessaires soient donnés afin d'empêcher la transmission de pareille correspondance.

Vous pourrez, à cette occasion, relever que, du côté suisse, les autorités de police cantonale et fédérale se donnent la plus grande peine pour séquestrer la très volumineuse littérature qui est destinée à passer clandestinement la frontière pour être distribuée en Italie. Nous vous avons signalé il y a quelque temps la saisie d'un paquet de tracts antifascistes faite par le personnel des douanes à la frontière italienne, et nous vous remettons sous ce pli d'autres exemplaires de littérature antifasciste qui ont été récemment séquestrés par la police tessinoise. Il est, en particulier, intéressant de constater que cette littérature est généralement imprimée à Paris, expédiée en Suisse d'où elle parvient clandestinement en Italie, d'où enfin elle est souvent réexpédiée, sous enveloppes affranchies avec des timbres italiens, en France. (E 2001 (D) 1/100).

2. *Selon la lettre du Procureur général de la Confédération, F. Stämpfli, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, du 8 janvier 1937, le texte suivant figurait sur ces cartes de Noël:*

«O Gesù Bambino, dispensatore di grazie, fa che questo Natale sia l'ultimo che il Vallese, il Ticino e la Rezia passano divisi dalla Madre Italia. Dona a noi con l'anno nuovo la santa redenzione!» (E 2001 (D) 1/100).

Désireux que le Ministre des Affaires Etrangères fût personnellement saisi de la question en vue des instructions opportunes, j'ai remis au Ministre De Peppo, Chef de Cabinet du Comte Ciano, un aide-mémoire accompagnant les deux photographies dont vous m'avez fait l'envoi. J'ai exprimé l'attente que les Autorités italiennes feraient ce qui dépendait d'elles pour mettre fin à cette correspondance, qui appelle une surveillance spéciale. M. De Peppo a pris note de ma démarche et m'a promis d'en entretenir incessamment le Comte Ciano³. Il ne paraît pas douteux que des instructions aussi sévères que possible seront données pour mettre fin, dans la mesure du possible, à des envois analogues à ceux dont nous avons eu à nous plaindre. J'ai cependant souligné que nous désirions avoir également des précisions sur le résultat de l'enquête en ce qui concerne l'identité des expéditeurs des cartes en question.

Il m'a été très agréable de pouvoir signaler, à propos de ma démarche, l'attitude sévère de nos autorités de police et de douane, qui se donnent la plus grande peine pour séquestrer la très volumineuse littérature de caractère communiste qui est destinée à passer clandestinement la frontière pour être distribuée en Italie. En m'autorisant de ce que vous m'avez écrit, j'ai cru indiqué de montrer à M. De Peppo quelques échantillons de cette littérature communiste⁴ séquestrée. Je me suis, cependant, abstenu de lui communiquer les enveloppes portant l'adresse de personnes qui se verraient exposées ici à des poursuites sévères. M. De Peppo m'a assuré que le Ministre Ciano apprécierait vivement l'action vigilante de nos Autorités de police et de douane.

3. *Par lettre du 1^{er} février 1937, le Ministre Ruegger rapportait:* Avant-hier, dans la soirée, le Ministre De Peppo, Chef de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, m'a téléphoné à mon domicile pour me dire que, s'intéressant personnellement à l'affaire, le Comte Ciano avait exigé qu'une enquête soit ordonnée sans délai. Ainsi que je l'avais prévu dans la nouvelle atmosphère des relations italo-suisse, le Ministre, désireux d'en finir avec la campagne irrédentiste sous toutes ses manifestations, souhaite que la lumière soit faite, si possible, sur les origines des envois incriminés. (2001 (D) 1/100).

4. *L'original portait irrédentiste à la place de communiste, correction apportée par le Ministère public. C'est évidemment cette dernière lecture qui s'impose.*

19

E 2001 (D) 4/20

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,¹
au Chef du Département politique, G. Motta*

No manuscrite

Berne, 29 janvier 1937²

Je m'excuse de vous importuner en séance, mais l'affaire présente peut-être une certaine urgence:

M. de Haller téléphone de Genève pour demander si le Conseil fédéral verrait, le cas échéant, un inconvénient à ce que l'on désignât un Suisse comme Haut-Commissaire à Dantzig.

On penserait à un Colonel.

Cette démarche a un caractère purement préliminaire. Un appel à la Suisse n'a pas encore été décidé par M. Eden d'entente avec M. Beck.

La situation à Dantzig est très tendue. Elle peut causer de nouvelles difficultés. C. G.[orgé]³

1. Seul le paragraphe introductif est de Bonna. Le reste du document est de la main de Camille Gorgé. Bonna a transformé une notice Gorgé en un message pour Motta, qui siégeait au Conseil fédéral. Bien qu'aucune trace de discussion de cet objet ne figure dans les procès-verbaux du Conseil fédéral pour la dernière semaine de janvier 1937 (E 1004.1 1/362), il est certain que Motta l'a soumis au Conseil fédéral, sans doute le 29 janvier, car il a écrit de sa main en marge de ce document: Le Conseil fédéral décline, c'est-à-dire qu'il préfère ne pas voir désigné un Suisse. 29.1.1937, Motta.

2. Le document n'est pas daté. Il n'est en tout cas pas postérieur au 29 janvier 1937, cf. note 1.

3. Pour la décision finale du Conseil fédéral, cf. N° 22.

20

E 2001 (D) 1/140

*Le Consul de Suisse à Séville, M. R. Stierlin,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L CC. 37

Sevilla, 30. Januar 1937

Bei Ausbruch des spanischen Bürgerkrieges hat sich in Málaga der italienische Konsul daselbst, Commendatore Tranquillo Bianchi, durch sein energisches und zielbewusstes Auftreten und den Schutz wie auch die Verschiffung von flüchtigen Ausländern verschiedener Nationalitäten ganz besonders ausgezeichnet. Bevor Herr Florian Barblan die Vertretung der schweizerischen

Interessen übernahm, war es Herr Konsul Bianchi, der sich unsern ansässigen Mitbürgern widmete, und mehrere Schweizerfamilien konnten durch seine Vermittlung auf italienischen Kriegsschiffen nach Tanger und Gibraltar flüchten. Einer dieser Flüchtlinge versicherte mir, Herr Konsul Bianchi habe erklärt, er werde Málaga nicht verlassen, bevor der letzte Schweizer in Sicherheit sei; allerdings musste er nachträglich selbst flüchten infolge seiner intensiven Hilfsaktion. Herr Florian Barblan, der sich meines Wissens gegenwärtig in Manas-Remüs aufhält, wird ihnen eingehend Auskunft über die Tätigkeit des Herrn Konsul Bianchi zu Gunsten der Schweizerkolonie erteilen können.

Herr Konsul Bianchi hat für seine Tätigkeit zu Gunsten von Spaniern und Ausländern von der Regierung in Burgos und verschiedenen Staaten Orden und Auszeichnungen erhalten und den Wunsch geäußert, dass ihm auch die schweizerische Regierung für die geleisteten Dienste ein Dankschreiben widme. Ich bin der Auffassung, dass die Schweiz ihm wirklich grossen Dank schuldig ist, und habe ihn ihm auch bei jeder Gelegenheit mündlich ausgesprochen; es wäre ihm aber offenbar sehr angenehm, von höchster Stelle eine schriftliche, offizielle Anerkennung zu erhalten und gestatte ich mir deshalb die Bitte, mir solche in italienischer Sprache zuzustellen, damit ich sie ihm überreichen kann; er befindet sich nämlich in Sevilla und wird nach der Besetzung von Málaga durch die Nationalisten eine der hervorragendsten Persönlichkeiten daselbst sein; seine Unterstützung wird für schweizerische Angelegenheiten wertvoll sein¹.

ANNEXE

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Consul d'Italie à Malaga, T. Bianchi*

Copie

L

Berna, 16 febbraio 1937

Il nostro Console in Siviglia ed il rappresentante del nostro Agente consolare a Malaga signor Florian Barblan ci hanno informati della attività da Lei svolta in Malaga in favore dei cittadini svizzeri. È per Suo merito che all'inizio della guerra civile, gli Svizzeri residenti in questa città, isolati dal loro Consolato di Siviglia, poterono imbarcarsi su navi italiane e, abbandonando la città dove la loro vita era in pericolo, trovar rifugio e salvezza in Gibilterra ed a Tangeri.

1. *Par lettre du 15 février, la Division des Affaires étrangères du Département politique prit position ainsi: Nous avons eu l'honneur de recevoir votre lettre du 30 janvier dernier concernant l'activité que déploya, en faveur de nos compatriotes à Malaga, le Consul d'Italie dans cette ville, M. Tranquillo Bianchi. Les renseignements que vous nous donnez à ce sujet ont retenu toute notre attention et conformément à votre suggestion, nous avons adressé à M. Bianchi une lettre de remerciements qui a été signée par le Président de la Confédération. Afin de donner plus de poids à cette communication, nous avons prié notre Légation à Rome de la remettre au Ministère des Affaires Etrangères italien qui l'adressera à M. Bianchi. Nous sommes certains que ce dernier sera sensible à cette manière de faire dont il ne peut que profiter.*

Noi sappiamo giustamente apprezzare l'aiuto Suo utilissimo al signor Florian Barblan ed a tutti i nostri connazionali che hanno passato tempi molto difficili negli ultimi mesi e sperano che le attuali circostanze permetteranno loro di continuare la loro vita in condizioni più normali. Il signor Domenico[!] Barblan ci ha comunicato essere sua intenzione di ritornare il più presto possibile a Malaga, e noi saremmo lieti se egli potesse trovare presso di Lei, in caso di bisogno, il di Lei forte appoggio, che non può non rendergli preziosi servigi.

Ci sentiamo in obbligo di ringraziar La cordialmente del Suo devoto e generoso aiuto e La preghiamo di gradire, con i sensi della nostra riconoscenza, quelli della nostra distinta stima.

21

E 2001 (D) 4/84

*Notice du Chef de la Section de la Société des Nations
du Département politique, Camille Gorgé¹*

Berne, 3 février 1937

NOTICE RELATIVE AUX TIMBRES-POSTE²

Ci-joint la lettre qu'après entretien avec M. Bonna, je proposerais d'adresser au Département des Postes³.

J'ajoute que mon entretien avec M. Stencek⁴, qui a duré près de deux heures, a été extrêmement amical.

M. Stencek paraissait visiblement désolé de ce coup porté aux relations particulièrement amicales qui existaient depuis ces dernières années entre le Secrétariat et notre Département.

Il ne m'a pas caché qu'après la manière dont nous avons réglé la question de l'hôtel National⁵, cette question de timbres-poste ne lui était apparue que comme une bagatelle. Il s'agissait d'une question au sujet de laquelle une conversation était à peine ébauchée. On aurait tout loisir d'y revenir plus tard.

1. De toute évidence à l'attention de Motta, dont le paraphe figure en marge du document.

2. Dans un souci d'améliorer l'état des finances de la Société des Nations, son Secrétaire général, J. Avenol, avait demandé à la Confédération d'être mis au bénéfice de certains avantages en matière postale. De l'avis de ce dernier, la Confédération, qui avait offert une remise forfaitaire annuelle maximum de 15 000 francs suisses sur le produit de la vente aux collectionneurs des timbres postaux suisses à surcharge SdN-BIT, n'était entrée que trop partiellement dans ses vues. Avenol avait dès lors fait savoir au Département politique qu'il envisageait de supprimer prochainement l'utilisation et la vente de ces timbres, privant ainsi la Confédération du petit revenu qu'elle en tirait. La notice de Gorgé intervient à ce moment de l'affaire, que Motta finira par régler personnellement, cf. E 2001 (D) 4/1.

3. Le projet de lettre de Gorgé ne figure pas au dossier mais bien la copie de celle qui a été effectivement adressée au Département des Postes et Chemins de fer.

4. Chef des Services intérieurs du Secrétariat de la SdN.

5. Siège de la SdN, de 1920 à 1936. A la suite du transfert de ce siège dans le nouveau Palais des Nations, en 1936, la Confédération suisse et le Canton de Genève ont racheté à la SdN cet hôtel qui ne trouvait pas d'acquéreur. Il prit alors le nom de Palais Wilson.

C'est dans ce sens qu'il a parlé à M. Avenol, mais celui-ci est resté sourd à cette voix qui prêchait la modération. Le Secrétaire général a tenu à nous donner une leçon⁶. Il y tenait même, paraît-il, beaucoup. Preuve en soit déjà le fait qu'il a voulu écrire de sa main la réponse à nous faire.

Le geste est évidemment inamical. M. Stencek en a convenu au cours de notre conversation, à telle enseigne qu'il m'a demandé ce qu'à mon avis, M. Avenol pouvait bien avoir contre nous. Là-dessus, j'ai été plutôt réticent, mais je sais pertinemment que les relations intimes de M. Avenol avec tout ce qui est «frente popular»⁷ ne sont guère faites pour nous valoir actuellement ses sympathies. Je ne m'étonne pas moins de sa réaction subite, car, en décembre, il m'avait témoigné encore – et chez lui – beaucoup de sympathie. Il est vrai qu'à cette époque, nous n'avions pas reconnu la conquête italienne ni refusé l'accès de notre territoire au sieur A Prato.

On m'a assuré que M. Avenol est, depuis quelque temps, «vivement préoccupé» des avantages à ses yeux excessifs que Genève et la Suisse retirent du siège de la Société des Nations. Il a donné récemment l'ordre qu'on lui fournisse des «données» à cet égard.

Sur ce point, je n'ai pas manqué de rappeler brièvement à M. Stencek tout ce que Genève et la Confédération avaient fait jusqu'ici pour la Société des Nations. La liste de nos libéralités est déjà longue. M. Stencek n'en disconvient pas, et je lui laisse entendre que nous ne craignons pas beaucoup la discussion sur ce terrain.

Je crois d'ailleurs qu'il y aurait un intérêt pour nous à nous armer de ce côté. C'est ce que je vais faire. Nous aurons aussi notre dossier.

6. *Passage souligné par Motta avec point d'exclamation en marge.*

7. *Expression soulignée par Motta.*

22

E 2001 (D) 4/20

*Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna¹*

Berne, 6 février 1937

Sir George Warner vient me voir. Il expose que le Gouvernement britannique sait que le Conseil fédéral aurait préféré que le Haut-Commissaire à Dantzig ne fût pas cherché en Suisse, mais que, néanmoins, l'accord semble à peu près réalisé entre les Parties sur le nom du Professeur Carl *Burckhardt*, à Genève. Avant qu'il soit procédé à cette nomination, le Gouvernement britannique

1. *En tête du document figure cette remarque manuscrite de Motta: Le Conseil fédéral donne son consentement, 9.2.37, M.*

attacherait donc du prix à savoir si le Conseil fédéral pourrait donner son consentement à la désignation du Professeur Burckhardt.

Je réponds à Sir George Warner qu'il me paraît probable que le Conseil fédéral, qui aurait désiré ne pas être mêlé à une affaire difficile, ne suscitera pas de difficultés au sujet de l'accord intervenu, mais que je ne pourrai lui donner une réponse officielle que mardi, après que le Conseil fédéral aura été consulté².

2. *En marge de ce paragraphe figure cette inscription manuscrite de Bonna: j'ai téléphoné à Sir George W., selon toute vraisemblance pour lui communiquer la décision du Conseil fédéral, prise le 9 février 1937. Celle-ci est libellée ainsi dans le procès-verbal du Conseil fédéral: Herr Dr. Karl Burckhardt, von Basel, Professor in Zürich und Genf, in Genf wohnhaft, ist als Oberkommissär des Völkerbundes in Danzig in Aussicht genommen. Der Vorsteher des Politischen Departements wurde vom englischen Gesandten angefragt, ob der Bundesrat die Person des Herrn Burckhardt als qualifiziert betrachtet und ob er seine Zustimmung zur Ernennung geben kann. Der Rat stellt fest, dass beide Fragen zu bejahen sind. Der Vorsteher des Politischen Departements wird ermächtigt, dem englischen Gesandten eine Erklärung in diesem Sinne abzugeben. (E 1004.1 1/362, N° 242).*

23

E 2300 Warschau, Archiv-Nr. 9

*Le Ministre de Suisse à Varsovie, M. de Stoutz,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP N° 1. La situation intérieure

Varsovie, 6 février 1937

Il est fort malaisé de faire concevoir une vue claire du spectacle offert aujourd'hui par la vie politique intérieure de la Pologne. Tous ceux qui, au début de cette année, se sont appliqués à dresser le bilan des derniers mois se sont du moins rencontrés dans la même constatation, ou le même aveu, d'une désagrégation générale, déjà consommée dans le camp gouvernemental et en progrès dans celui de l'opposition, tant de droite que de gauche.

L'ancien « bloc sans partis » qui, sous la direction du colonel Sławek, était au service de la politique du Maréchal Piłsudski et sur lequel s'appuyaient les gouvernements d'alors, ce « bloc sans partis » est complètement dissous et n'a été remplacé, jusqu'ici, par rien. Le Gouvernement d'aujourd'hui s'appuie directement et uniquement sur la confiance du Président de la République et du Maréchal Smigły-Rydz. Le colonel Sławek, qui, jusqu'en mai dernier, sept mois après sa chute du pouvoir, présidait encore la très importante Association des Légionnaires, n'est plus aujourd'hui que le chef d'un des groupes – le plus impopulaire – autrefois fondus dans le bloc homogène et qui aujourd'hui rivalisent au sein du Parlement, tout en manifestant la tendance à se subdiviser encore en sous-groupes. L'impopularité de Sławek, qui détermina sa chute, est due avant tout à ce qu'il est l'auteur de cette loi électorale baptisée « du trou d'aiguille », parce qu'elle rend l'accès au parlement aussi difficile que le passage

d'un chameau par le trou d'une aiguille. Malgré la sorte d'abdication dont il avait donné le spectacle en mai dernier – il avait laissé annoncer qu'il se retirait de la politique active – on lui prête maintenant l'ambition de jouer prochainement un rôle. Il ne sort guère encore personnellement de la coulisse, mais son groupe se démène pour lui. Et cette activité marque, de la part de ce groupe des «colonels», une évolution, en tant qu'elle adopte une allure fortement antisémite. L'antisémitisme est considéré à l'heure actuelle comme l'attitude la plus rémunératrice par les groupements politiques polonais en quête de popularité. C'est que l'antisémitisme est une vague de fond qui, partie des milieux nationalistes formant l'aile droite de l'opposition, déferle aujourd'hui un peu dans toutes les directions; elle n'a pas eu de peine à soulever les paysans, que leur appauvrissement extrême consécutif à la baisse des prix agricoles a irrités toujours plus contre les Juifs, accapareurs et monopolisateurs des activités moins durement éprouvées (sinon moins menacées) que sont le petit commerce, le petit artisanat, les rôles d'intermédiaire. Cette irritation paysanne a revêtu depuis un an, dans maintes régions, des formes sans cesse plus violentes, passant par degrés du boycott au pillage et à la destruction des boutiques, puis aux lésions corporelles. L'envahissement des professions libérales, tout particulièrement du barreau, par les Juifs, a dressé contre eux également les milieux intellectuels, le monde des étudiants; ces derniers ont manifesté leur hostilité par les procédés les plus directs. Le mouvement est devenu si général et si irrésistible que le Gouvernement, pour ne pas glisser dans l'impopularité totale, a dû en tenir compte. Autrefois protecteur des Juifs, il tend à limiter de plus en plus sa protection à celle de leur intégrité corporelle.

Je reviendrai tout à l'heure sur la question juive, mais cette parenthèse sur l'antisémitisme était appelée par la mention de l'évolution constatée dans le groupe des colonels, ci-devant rien moins qu'antisémite. Si cette évolution vise à gagner les suffrages des nationalistes, des «national-démocrates», comme on désigne ce grand secteur de l'opposition, elle manque son but, car elle est accueillie, dans ces milieux, avec une froide méfiance. Un rapprochement comme celui qui paraît recherché est à un tout autre prix. Le moulin antisémite peut se passer des eaux du groupe Sławek. Les national-démocrates estiment avoir bien d'autres comptes à régler avec le chef de ce groupe, à commencer par celui ouvert par la loi électorale «du trou d'aiguille».

J'ai indiqué, en commençant, que le processus de désagrégation déjà achevé dans le camp gouvernemental s'observait aussi dans l'opposition tant de droite que de gauche. A droite, chez les national-démocrates, il s'est manifesté dans la constitution de deux groupes de sécessionnistes qui se sont mis en opposition avec les têtes du parti, sans pour autant passer dans le camp gouvernemental. A gauche, chez les socialistes, phénomène analogue, mais non encore avoué. Ce mouvement sécessionniste présente, en dépit de toutes les divergences, un caractère commun à toutes ses manifestations à droite comme à gauche: il est le fait d'éléments jeunes partisans d'une forme autoritaire de la conduite de l'Etat. De part et d'autre on incline à reconnaître le «Führer» de la nation dans la personne du Maréchal Smigły-Rydz. [...] ¹

1. *Suivent des passages sur les forces intérieures en Pologne.*

Ce qui caractérise la session parlementaire actuelle, c'est la place extraordinaire qu'y occupe la question juive. Il ne se passe pas de séance où elle ne revienne sur le tapis. Tout le reste passe en somme à l'arrière-plan. Les esprits sont trop excités sur cette question pour qu'elle ne fournisse pas l'occasion d'incessantes critiques à l'adresse du Gouvernement, auquel on reproche, entre autres, de laisser envahir par les Israélites la presse officieuse et la diplomatie. J'ai déjà signalé l'évolution à laquelle les passions antisémites ont contraint le Gouvernement. Une loi prohibant l'abattage rituel est entrée en vigueur le 1^{er} janvier. La «clause aryenne» figure déjà dans les statuts de plus d'une association professionnelle, ou d'étudiants, bénéficiant du patronage officiel. Le Général Składkowski a lui-même déclaré que le Gouvernement salue avec sympathie «l'exode naturel des paysans du village vers la ville»; c'est prendre nettement position contre la monopolisation du petit commerce par les Juifs. Le Gouvernement se déclare cependant résolu à ne pas tolérer la pratique, en Pologne, des pogromes à la russe. Neuf nationalistes sont présentement internés dans le camp de concentration de Bereza comme instigateurs de pogromes auxquels ils n'ont point personnellement participé.

Par ailleurs, le Gouvernement cherche la solution du problème sur le plan international, par l'émigration. Il n'y a en effet pas d'autre solution. Les Juifs sont 3 000 000 en Pologne, 350 000 rien qu'à Varsovie, et ils prolifèrent énormément. Le petit commerce et les petits métiers auxquels ils se livrent essentiellement n'ont pas plus d'avenir en Pologne qu'ailleurs; les rôles d'intermédiaire sont menacés par le progrès des coopératives dont on n'entend pas sacrifier le développement, ici, à l'intérêt de la population juive. «On ne saurait oublier, disait l'autre jour M. Miedzynski, Vice-Maréchal de la Diète, – que le problème du peuplement en Pologne est, dans une grande mesure, artificiel, créé au cours de l'asservissement politique du pays, ce qui fait qu'il n'impose aucune obligation morale à la nation polonaise. Le grand nombre des Juifs habitant la Pologne s'explique par le fait que la ligne de délimitation de l'habitat juif, tracée par la Russie, les a artificiellement agglomérés sur notre territoire. C'est là une agglomération absolument anormale. Il va sans dire que, de même que chaque nation, nous avons le droit de remettre au point les irrégularités surgies dans notre vie nationale par l'effet des forces étrangères et hostiles qui ont agi contre nous.»

24

E 2001 (D) 4/5

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini*

Copie

L MC. Urgent

Berne, 8 février 1937

Le Chargé d'Affaires d'Egypte nous a exposé, au cours d'une démarche qu'il vient d'entreprendre auprès de notre Département, que son Gouverne-

ment serait heureux si, au lieu de solliciter son admission dans la Société des Nations, l'Égypte était invitée par les Etats membres à y participer. Il attacherait du prix à ce que l'un de ces Etats consentît à prendre l'initiative de cette invitation.

Cette démarche, qui a sans doute été faite simultanément dans d'autres capitales, n'a pas lieu de nous surprendre. On comprend que l'Égypte voie politiquement un avantage à être conviée à accéder à la Société des Nations. Son amour-propre en serait flatté. Si la procédure qu'elle nous suggère n'est pas très orthodoxe, elle n'a rien cependant de révolutionnaire. Le Mexique et la Turquie sont entrés dans la Société des Nations à la suite d'une invitation analogue. Si le cas du Mexique présentait certaines particularités sur lesquelles nous n'avons pas à revenir ici, celui de la Turquie, au contraire, constituait bel et bien un précédent qui ne pouvait qu'inciter d'autres Etats à s'en prévaloir.

Si la Société des Nations jouissait de tout le crédit qu'on se plairait à lui reconnaître, on pourrait dissenter sur l'opportunité de cette nouvelle dérogation à la procédure régulière prévue par l'article premier du Pacte, mais le fait est qu'elle est actuellement aux prises avec des difficultés qui ne lui permettent guère de se montrer trop sévère sur les conditions d'admission. D'un autre côté, les partisans les moins convaincus du principe de l'universalité tiendraient sans doute pour puéril un examen trop rigoureux des titres d'admission dans la Société des Nations dont fait partie un Etat comme l'U.R.S.S.

Pour ces raisons, nous ne verrions aucun inconvénient à ce que l'Égypte reçût l'invitation à laquelle elle serait si sensible et, pour notre part, nous serions tout prêts à nous y associer.

Il nous serait cependant difficile de prendre une initiative à ce sujet. Une démarche de cette nature ne cadrerait guère avec la réserve dont nous nous sommes généralement inspirés en ce genre d'affaires. Nous pouvons bien esquisser un geste amical à l'égard de l'Égypte, et nous serions même heureux de le faire, mais nous hésiterions à nous faire en quelque sorte son introducteur à Genève. Pareil rôle nous paraît revenir en tout premier lieu à la Grande-Bretagne. C'est à ce pays, dont dépend pratiquement la participation de l'Égypte à la Société des Nations, qu'il appartiendrait de se prononcer sur l'opportunité de la procédure d'invitation que le Gouvernement du Caire appelle de ses vœux. Si le Gouvernement britannique prenait une initiative dans ce sens, il pourrait compter sur l'appui de la Suisse.

Nous vous saurions gré d'exposer discrètement ce qui précède au Foreign Office, qui sera sans doute déjà instruit des démarches du Gouvernement égyptien, et il nous intéresserait vivement de savoir si l'on serait disposé à Londres à se prêter au geste de haute courtoisie qui est suggéré par le Caire¹.

1. *Le Gouvernement britannique ayant fait savoir à la Suisse, par l'entremise de son représentant à Berne, qu'il verrait ce geste favorablement, le Conseil fédéral décidait dans sa séance du 17 février 1937: de charger télégraphiquement notre Chargé d'affaires a.i. au Caire de faire savoir au Ministère des affaires étrangères que le Conseil fédéral saluerait vivement une collaboration de l'Égypte à Genève et qu'il serait heureux, par conséquent, si le gouvernement égyptien voulait bien prendre les dispositions nécessaires en vue de demander son admission dans la Société des Nations (E 1004.1 1/362, N° 306).*

25

E 1004.1 1/362

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 février 1937

241. Politische Kontrolle an der portugiesisch-spanischen Grenze

Politisches Departement. Mündlich

Der deutsche Geschäftsträger in Bern richtete im Auftrage des Auswärtigen Amtes die Anfrage an das Politische Departement, ob man schweizerischerseits zwei Persönlichkeiten (Offiziere z.D.) nennen könnte, die den Auftrag übernehmen würden, für den Nichteinmischungsausschuss in London die Durchführung der Kontrolle an der portugiesisch-spanischen und französisch-spanischen Grenze durchzuführen. Das Auswärtige Amt möchte möglichst bald eine Antwort erhalten. Das Politische Departement hält dafür, dass es vom schweizerischen Standpunkt aus kaum erwünscht sei, dass Schweizerbürger eine solche Aufgabe übernehmen. Der Bundesrat hat es abgelehnt, dem Nichteinmischungspakte beizutreten, sodass die Schweiz auch nicht im Nichteinmischungskomitee in London vertreten ist. Es dürfte daher kaum konsequent sein, wenn nunmehr Schweizer im Auftrage dieses Komitees Funktionen übernehmen. Der Vorsteher des Politischen Departements beantragt daher, auf die Anfrage des deutschen Geschäftsträgers in ablehnendem Sinne zu antworten.

Der Rat stimmt diesem ablehnenden Standpunkte zu.

26

E 2001 (D) 1/9

Le Département fédéral de Justice et Police
*au journaliste C. a Prato*¹

*Copie**L*

Berne, 9 février 1937

En date du 3 de ce mois, vous nous avez adressé un recours² contre la décision prise à votre endroit le 9 janvier 1937 par la Police fédérale des étrangers³. Cette requête contenant une demande de suspension provisoire de la décision de la Police fédérale des étrangers, nous avons l'honneur de vous faire

1. Document adressé, évidemment, aux avocats de l'intéressé.

2. Non reproduit.

3. Cf. N° 6.

savoir que nous estimons qu'il n'est pas désirable que vous reveniez en Suisse pendant la procédure d'examen de votre recours. D'ailleurs, la suspension de la mesure prise par la Police fédérale des étrangers ne vous permettrait pas de rentrer à Genève, puisque la décision vous refusant l'autorisation de résider sur le territoire de ce canton a été rendue définitive par le prononcé du Conseil d'Etat genevois du 22 janvier dernier. Par ces motifs, nous nous voyons amenés à refuser l'effet suspensif à votre recours⁴.

4. *Le recours lui-même sera rejeté par le prononcé du Département de Justice et Police du 1^{er} mars 1937, cf. E 2001 (D) 1/9.*

27

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

RP N° 10. Vertraulich

Berlin, 12. Februar 1937

Dieser Tage hatte ich mit dem Reichsminister des Auswärtigen ausserhalb seines Amtes eine Unterhaltung, bei der wir uns eine zeitlang allein befanden. Über den deutschen Gesandtenposten in Bern kam ich wieder einmal auf das uns am Herzen liegende Thema einer Erklärung von höchster deutscher Stelle hinsichtlich der Unversehrtheit, des unantastbaren Bestandes der Schweiz zu sprechen. Noch tags zuvor hatte ich, als ich Ihnen meinen vertraulichen Brief vom 8. Februar wegen der Karte «Deutsches Grenzland in Not»² schrieb, Gelegenheit genommen, unsern Briefwechsel von Anfang 1935 in jener Sache nachzulesen. Ich brauche Ihnen also nicht näher darzulegen, was ich Freiherrn von Neurath auseinandersetzte und begreiflich zu machen suchte. Ich tat es mit der gebührenden Vorsicht, weil ich die bisherige, hier überwiegend negative Einstellung zu unserem Bestreben kenne.

Ich hatte mich auch diesmal nicht getäuscht; denn Freiherr von Neurath war ebenso klar als höflich ablehnend. Einige seiner bestimmten Äusserungen musste ich freilich in gleicher Weise beantworten.

Die Gedankengänge sind stets dieselben. Besonnene, verantwortungsbewusste Persönlichkeiten in Deutschland denken nicht daran, der Schweiz heute oder später etwas anzutun. Es bestehen hierüber keinerlei dunkle Absichten oder irgendwelche Pläne. Die Leute, die anders schreiben und reden und zeichnen, sind Phantasten oder Dummköpfe, die nicht ernst genommen werden dürfen. In diesem Zusammenhang erwähnte der Minister ausdrücklich

1. *En tête du document figure cette inscription manuscrite de Bonna: M. Frölicher. Je pense qu'il convient de remercier M. Dinichert. (par Dépt.). 17/2. Bo. En marge, paraphe de Motta: M.*

2. *Carte irrédentiste.*

den Reichsstatthalter in Baden, Wagner, sich daran erinnernd, dass ich ihm einmal von Letzterem für die Schweiz beleidigender Rede in Säckingen gesprochen hatte.

Der grundlegende Punkt des Programmes des deutschen Nationalsozialismus, wonach der Zusammenschluss aller Deutschen auf Grund des Selbstbestimmungsrechtes der Völker zu einem Grossdeutschland gefordert wird und den ich bei solchen Auseinandersetzungen stets erwähne, hat, nach Freiherrn von Neurath, sich niemals auf die Schweiz beziehen wollen. Das sei doch eine Selbstverständlichkeit. Auf die Frage, warum denn diese Selbstverständlichkeit nicht in gebührender Form zum Ausdrucke gebracht werden könnte, wird entgegnet, dass eine Regierung nicht selbstverständliche Erklärungen abzugeben pflege. Dadurch würde sie eher den Verdacht aufkommen lassen, dass an der Sache doch etwas sein könnte.

Ich habe den Aussenminister auch auf den entsprechenden Vorgang mit Italien und Mussolini hingewiesen, welch' Letzterer, wie ihm bekannt sein dürfte, feierliche Erklärungen abgegeben hat, die, wenn sie auch vielen als selbstverständlich erscheinen mochten, doch in hohem Masse zur endgültigen Beruhigung und damit zu den heutigen herzlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und Italien beigetragen haben.

Hierauf bemerkte Freiherr von Neurath, dass frühere Reichstagsreden Hitlers ebenfalls freundschaftliche Erklärungen über das Verhältnis zur Schweiz enthalten hätten. Ich antwortete, wir seien ihm dafür auch dankbar gewesen; denn die dadurch bekundete freundliche Gesinnung und seine guten Absichten seien unverkennbar gewesen. Immerhin hätten die gebrauchten Formulierungen und die Hinweise auf das deutsche Volk der Schweiz nicht allseits befriedigt und für die fernere Zukunft beruhigt. Es konnte natürlich nicht ausbleiben, dass der Reichsminister dazu bemerkte, dies zeige, dass mit solchen Kundgebungen das erstrebte Ziel eben doch nicht zu erreichen sei.

Das stimmt nur, insoweit man uns nicht richtig verstehen will oder kann, in Ansehung bestehender deutscher Absichten gegenüber andern angrenzenden Ländern oder Gebieten. Deshalb versuchte ich es noch mit der Frage, den Zusammenschluss welcher Deutschen das nationalsozialistische Programm eigentlich im Auge habe. Ohne bemerkbare Zurückhaltung antwortete Freiherr von Neurath, es handle sich da vorab um Österreich, mit dem es bekanntlich eine einzigartige Bewandnis habe und das eigentlich zu Deutschland gehöre. Was die Sudetendeutschen anbelange, so habe es die Tschechoslowakei in der Hand, ihnen ein erträgliches Dasein zu sichern und damit zu vermeiden, dass das Deutsche Reich sich ihrer in entscheidender Weise annehmen müsse. Andere Fragen dieser Art bestünden für Deutschland nicht. Selbstverständlich will Deutschland eines Tages wieder in den Besitz der durch den Friedensvertrag abgetrennten Gebiete, Elsass-Lothringen möglicherweise ausgenommen, gelangen. *Diese* Selbstverständlichkeit brauchte der Aussenminister mir gegenüber allerdings nicht zu erwähnen.

Vorstehendes war geschrieben, als mir die damit in Zusammenhang stehende, von der Abteilung für Auswärtiges unterm 9. Februar ausgearbeitete Aufzeichnung über Hitler's letzte Reichstagsrede zukam; ich nehme mir vor, gelegentlich darauf zurückzukommen.

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Paris, 15 février 1937

En date du 9 février, vous avez bien voulu me faire part des réflexions¹ que vous ont suggérées ma dépêche du 3 du même mois² sur l'accueil fait au discours du Führer³, ainsi que les rapports – joints à votre lettre – que mes collègues de Berlin⁴ et de Londres⁵ vous ont adressés à ce sujet.

J'ai l'honneur d'accuser réception et de vous remercier de l'envoi de ces documents, dont j'ai pris connaissance avec un vif intérêt.

Je suis persuadé que la communication – en marge de votre bulletin hebdomadaire, qui conserve toute son utilité – de certains rapports politiques accompagnés de commentaires rédigés par vos Services, est également accueillie avec faveur par mes collègues.

Sans vouloir greffer sur vos observations de nouvelles réflexions, je vous avouerai que l'absence de toute allusion à la Suisse dans le discours du Führer ne m'a nullement étonné. Bien au contraire, j'aurais été désagréablement surpris que le Chancelier mît notre pays sur le même pied que la Hollande et la Belgique, qui n'ont, ni l'une ni l'autre, de statuts de neutralité. Ainsi que vous le soulignez judicieusement, l'on aurait pu souhaiter que le Führer reconnût explicitement à cette occasion les obligations assumées par la Prusse par l'Acte du 20 novembre 1815. Mais les commentaires de la Légation d'Allemagne vous donnent toute satisfaction à ce sujet.

En revanche, une déclaration dans le genre de celle que certains attendaient du Chancelier me paraîtrait fort souhaitable de la part de Londres, où, au cours de ces derniers mois, les hommes d'Etat qui ont parlé des engagements de la Grande-Bretagne sur le Continent se sont toujours soigneusement abstenus de nommer la Suisse. Une allusion occasionnelle à l'Acte de 1815 serait sans doute plus désirable encore qu'à Berlin, dans cette Angleterre où l'opinion publique – on l'a vu dans la guerre d'Ethiopie – exerce une influence exceptionnelle sur le cours de la politique extérieure.

1. Document non retrouvé.

2. Cf. E 2300 Paris, Archiv-Nr. 90.

3. Du 30 janvier 1937.

4. Sans doute RP N° 7 du 1^{er} février 1937, in: E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 38.

5. Sans doute les rapports N° 5, du 5 février 1937, et 6, du 6 février 1937, in: E 2300 London, Archiv-Nr. 37.

29

E 2300 Den Haag, Archiv-Nr. 6

*Le Ministre de Suisse à La Haye, A. de Pury,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

RP N° 4

La Haye, 16 février 1937

Le 2 février je vous ai informé de la surprise causée à La Haye par le discours du 30 janvier du Chancelier Hitler dans lequel ce dernier a déclaré avoir fait déjà savoir aux Gouvernements hollandais et belge qu'il garantissait la neutralité de leurs territoires. Un membre de la Première Chambre des Etats-Généraux a interrogé à ce propos – par écrit, comme c'est l'usage ici – le Ministre des Affaires Etrangères. M. de Graeff a répondu que quoique la déclaration du Führer diffère de celle faite précédemment au Reichstag, le 7 mars 1936, au sujet de la participation des Pays-Bas à un Pacte de non agression dans l'ouest, il avait admis qu'elle s'y rapportait. Les renseignements recueillis à cet égard à Berlin ont confirmé cette supposition, toutefois il est apparu que dans l'idée du Führer sa récente déclaration doit être considérée comme une « offre » valable aussi bien pour le cas de la conclusion éventuelle d'un Pacte de l'ouest que pour un Arrangement conventionnel d'une autre forme. Le Gouvernement néerlandais a informé aussitôt l'Auswärtiges Amt qu'il appréciait ces bonnes intentions, mais que néanmoins il ne se prêterait jamais à conclure avec un autre Etat un traité concernant l'inviolabilité de son territoire, parce que cette inviolabilité est pour lui un axiome qui ne saurait être l'objet d'un accord signé par les Pays-Bas.

Il ne vous échappera pas qu'entre les affirmations catégoriques du 30 janvier et les éclaircissements obtenus récemment de Berlin par le Gouvernement néerlandais il y a un écart sensible. Le 30 janvier il était question d'une déclaration déjà remise à La Haye et à Bruxelles garantissant la neutralité des deux pays, aujourd'hui il ne s'agit plus, pour la Hollande, que d'une « offre » valable dans 2 cas bien déterminés. Voici l'explication de cette confusion: en prévision du discours du Führer l'Auswärtiges Amt avait rédigé un passage relatif à « l'inviolabilité » du territoire belge, dont M. de Neurath lui-même a donné d'avance connaissance au Ministre de Belgique, où il n'était question ni de garantie de neutralité, ni des Pays-Bas. On ne sait pourquoi, probablement sous l'influence de ses conseillers intimes, sans en avertir la Wilhelmstrasse, le Chancelier modifia ce passage, parla de garantie de neutralité et d'une déclaration dans ce sens déjà faite aux Pays-Bas, sans se soucier de savoir si une telle communication avait jamais été envoyée à La Haye.

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Intéressant. In Zirkulation. 17.2.37.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 février 1937¹

295. Beamten-gesetz, Art. 13, Anwendung auf
kommunistische Organisationen

Finanz- und Zolldepartement. Antrag vom 11. Februar 1937

Sowohl das Justiz- u. Polizeidepartement des Kantons Waadt als auch die Abteilung für Personalangelegenheiten der schweiz. Bundesbahnen haben im Laufe des letzten Jahres die schweizer. Bundesanwaltschaft wiederholt auf den Vorarbeiterstellvertreter *Emil Schönhart* in Yverdon aufmerksam gemacht, der Mitglied des «Bundes der Freunde der Sowietunion» (B.F.S.U.) ist. In dieser Eigenschaft hat er an verschiedenen Orten Propagandavorträge für die Sowietunion gehalten. Die Abteilung für Personalangelegenheiten der schweiz. Bundesbahnen wollte sich dem Fall gegenüber nicht untätig zeigen, aber sie befürchtete aus einem Einschreiten nicht unerhebliche Konflikte mit den Gewerkschaften. Die Bundesanwaltschaft empfahl ihr auch, z.B. keine Massnahmen zu ergreifen in der Meinung, dass derartigen Vorkommnissen auf einer allgemeineren Ebene begegnet werden sollte.

Die Entwicklung hat es nämlich mit sich gebracht, dass die Agitation und Propaganda für das kommunistische Gedankengut zusehends aus der Partei heraus in getarnte Vereinigungen verlegt wurde. Eine solche angeblich neutrale, in Wirklichkeit aber kommunistische und auch von Kommunisten geleitete Organisation stellt der «*Bund der Freunde der Sowietunion*» dar. Sie verzichtet darauf, das integrale kommunistische Programm unmittelbar zu verwirklichen und vertritt zum Teil auch Ziele, die von andern, teilweise sogar bürgerlichen Gruppen verfochten werden. Daraus entsteht die Gefahr, dass solche Organisationen nach aussen nicht ohne weiteres als kommunistisch erkennbar sind. Es hält deshalb schwer, Dienstpflichtigen, die an solchen Organisationen mitwirken, mit dem Bundesratsbeschluss vom 2. Dezember 1932² über den Ausschluss aus der Bundesverwaltung beizukommen. Es müsste ihnen in jedem einzelnen Falle bewiesen werden, dass sie die kommunistische Natur der Vereinigung, trotz der getarnten Aufmachung, erkannt hätten. Dies würde nicht nur im einzelnen Falle zu Unzukömmlichkeiten führen, sondern es würde eine, gerade in diesem Gebiet fast untragbare Unsicherheit schaffen. So scheint es dem Departement, nachdem die Bundesanwaltschaft das Personalamt auf diese Vorfälle hingewiesen hat, gegeben, den erwähnten Bundesratsbeschluss zu ergänzen. Diese Ergänzung besteht darin, dass mit Ausnahme ausgesprochener Ersatzorganisationen die weiteren verbo-

1. *Etait absent*: M. Pilet-Golaz.

2. *Cf. RO 1932, vol. 48, p. 800.*

tenen Vereinigungen namentlich aufgeführt werden. Dies ermöglicht der Verwaltung und dem Personal eine einheitliche und klare Stellungnahme und es entspricht auch den seinerzeit anlässlich der Beratung des Art. 13 des Beamtengesetzes vom Bundesrat gegebenen Zusicherungen hinsichtlich der Anwendung von Art. 13³.

Die Bundesanwaltschaft wird zuhanden der zuständigen Wahlbehörden dem Personalamt alle Fälle bekanntgeben, in denen sie die Mitgliedschaft eines Bundesbediensteten an den erwähnten Organisationen festgestellt hat, und auch das Personalamt in Stand setzen, eine Vervollständigung der Liste der für das Bundespersonal verbotenen Vereinigungen in die Wege zu leiten, wenn dazu Veranlassung bestehen sollte.

Das Finanz- u. Zolldepartement legt daher den Entwurf eines Bundesratsbeschlusses über die Ergänzung desjenigen vom 2. Dezember 1932 vor, der die volle Billigung der Bundesanwaltschaft gefunden hat, aus deren engsten Zusammenarbeit er entstanden ist.

Es wird *beschlossen*:

Der vorgelegte Entwurf wird genehmigt, er tritt am 20. Februar 1937 in Kraft.

In die Gesetzsammlung⁴.

3. Cf. RO 1927, vol. 43, p. 462.

4. Cf. RO 1937, vol. 53, p. 101. L'article premier de cet arrêté du 16 février 1937 stipulait:

¹ Les associations suivantes sont considérées comme organisations communistes au sens de l'article premier de l'arrêté du Conseil fédéral du 2 décembre 1932 excluant les communistes de l'administration fédérale:

1. Amis de l'Union soviétique (Association des amis de l'U.R.S.S.);
2. Secours ouvrier international;
3. Secours rouge international;
4. Libres penseurs prolétariens;
5. Espérantistes prolétariens;
6. Sections du syndicat rouge international;
7. Sections du sport rouge international.

² Toute participation à ces organisations est incompatible, au sens de l'article 2 de l'arrêté prémentionné, avec l'exercice d'une fonction au service de la Confédération.

[...]

E 2001 (D) 1/9

*Le Secrétaire général de l'Association suisse
pour la Société des Nations, E. Bovet,
au Chef de la Division de Police du Département
de Justice et Police, H. Rothmund¹*

Copie²

L

Lausanne, 16. Februar 1937

Ich bin eben daran, für unseren Zentralvorstand einen Bericht auszuarbeiten über die Ausweisung von Herrn A Prato. Ich habe dabei feststellen können, dass die Erweiterung des Genfer Vorgehens auf die ganze Eidgenossenschaft nicht auf die Bundesanwaltschaft sondern auf die Fremdenpolizei, das heisst auf Sie selbst zurückgeht. Es fällt mir natürlich nicht ein, die ganze Angelegenheit hier zu behandeln; sie ist ja in verschiedenen Beziehungen sehr kompliziert, und ich behaupte nicht, dass auf seiten von A Prato kein Fehler vorliege. In der Hauptsache jedoch überzeuge ich mich immer mehr und mehr davon, dass die Ausweisung einen schweren Fehler darstellt und dass sie für die Bundesbehörde schwere³ Folgen haben könnte.

Das *Mémorial des séances du Grand Conseil* in Genf habe ich sehr aufmerksam gelesen und staune über die Armut der Texte, die Herr Lachenal gegen A Prato angeführt hat. Oeri hat entschieden recht, wenn er in den *Basler Nachrichten* sagt, dass «die Begründung der Ausweisung sich juristisch recht dürftig anhört». Dass die Ausweisung mit der boshaften, geradezu verleumderischen⁴ Interpretation des Checks von 10 000 Franken zusammenfällt, dass von gewisser Seite die Kampagne sich nicht nur gegen Herrn A Prato sondern gegen das *Journal des Nations* richtet (und in letztem Grunde gegen den Völkerbund selber)⁵, das ist in höchstem Masse bedenklich.

Ich will aber nicht mit der Diskussion anfangen, möchte Sie aber dringend bitten, sich über die ganze Geschichte *vollständig* zu orientieren, nicht nur über das, was etwa die Fremdenpolizei betrifft⁶.

1. *En marge de cette lettre, dont la copie reproduite avait été communiquée au Département politique, figure cette annotation manuscrite de Motta: Auswärtiges. Den Brief habe ich mit Vergnügen gelesen. Meine Zweifel gehen dahin, ob Herr Bovet wirklich die gute Meinung des Herrn Rothmund ganz verdient! 22.2.37. M. La critique interne suggérerait que cette remarque de Motta concerne plutôt la réponse de Rothmund à Bovet, du 19 février 1937 (cf. N° 36), transmise avec la lettre de Bovet.*

2. *De la main de Rothmund, en tête du document: Herrn Minister Bonna z.K. Rothmund, 20.2.37.*

3. *schwere souligné par Motta avec en marge, de sa main: ! M.*

4. *geradezu verleumderischen souligné par Motta avec en marge, de sa main: !*

5. *Passage entre parenthèses souligné par Motta avec en marge, de sa main: !! M.*

6. *Pour la réponse de Rothmund, cf. N° 36.*

E 2001 (D) 1/32

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Rédacteur en chef du «Vaterland» et Conseiller national, K. Wick*

Copie
L NB

Bern, 17. Februar 1937

Empfangen Sie meinen besten Dank für Ihre liebenswürdigen Zeilen vom 15. d.M. ¹. Es ist mir eine grosse Genugtuung, neuerdings durch Sie die Versicherung zu erhalten, dass Sie Ihren Einfluss dafür einsetzen, um in der Öffentlichkeit den Leistungen des Politischen Departements zu einer objektiven Würdigung zu verhelfen.

Was die Besprechungen vom kommenden Sonntag im Zentralvorstand der schweizerischen Völkerbundsvereinigung betreffend die Anerkennung der gegenwärtigen Verhältnisse in Äthiopien durch die Schweiz anbelangt, so bin ich selbstverständlich gerne bereit, Ihrem Wunsche zu entsprechen. Sie finden beiliegend einen Auszug aus dem Protokoll der einschlägigen Sitzung des Bundesrates vom 23. Dezember 1936, anlässlich welcher beschlossen wurde, den Zuständigkeitsbereich der Schweizerischen Gesandtschaft in Rom, unter Anerkennung der italienischen Souveränitätsrechte in Äthiopien, auf das Äthiopische Kaiserreich auszudehnen.

Ich darf Sie bitten, die Tatsache, dass Ihnen dieses Dokument zur Verfügung gestellt wurde, als streng vertraulich zu betrachten. Es steht Ihnen jedoch frei, von der darin entwickelten Argumentation den Ihnen gutschheinenden Gebrauch zu machen. Die Überlegungen, von denen sich der Bundesrat leiten liess, sind ja schliesslich nicht andere als die des gesunden Menschenverstandes und stellen daher kein Geheimnis dar ².

1. *Dans cette lettre K. Wick écrivait*: Nächsten Sonntag tritt in Bern der Zentralvorstand der schweizerischen Völkerbundsvereinigung zu einer Sitzung zusammen zur Besprechung der de jure Anerkennung der Annexion Äthiopiens durch Italien. Ich werde an dieser Sitzung als Vorstandsmitglied ebenfalls teilnehmen. Ich besitze nun zu wenig Unterlagen, um mich fruchtbar an der Aussprache beteiligen zu können. Dürfte ich Sie bitten, mir durch Ihr Departement einige solche Unterlagen zur Verfügung stellen zu lassen, soweit ich von ihnen in der Sitzung Gebrauch machen kann.

2. *Concernant l'argumentation utilisée dans cette affaire, une lettre de Bonna du 8 février 1937 à la Légation de Suisse à Téhéran précise*: Die in dem Ihnen zugehenden Dokument [cf. DDS 11, N° 337] entwickelte Argumentation wäre etwas anders ausgefallen, wenn uns bei Ausarbeitung des Antrages an den Bundesrat die Völkerbundsresolution vom 11. März 1932 vorgelegen hätte. In dieser Resolution, die der Negus in seinem hier ebenfalls in Kopie angehefteten, durch den Bundesrat unbeantwortet gelassenen Protest anruft, sieht nämlich vor, dass nie eine Lage anerkannt werden dürfe, die durch Mittel geschaffen sei, welche dem Völkerbundspakt entgegenstünden. Indessen hätte auch die Berücksichtigung dieser Resolution die schweizerische Haltung nicht ändern können.

Ich möchte nicht unterlassen zu erwähnen, dass, wie auch in dem in der Presse viel diskutierten Protest des Negus³ hervorgehoben wurde, in der Tat eine Völkerbundsresolution vom 11. März 1932 vorliegt, laut welcher nie eine Lage anerkannt werden dürfte, die durch Mittel geschaffen wird, welche dem Völkerbundspakt entgegenstehen. Laut sinngemässer Interpretation ist diese Resolution wohl so zu verstehen, dass eine derartige, tatsächliche Lage nicht anerkannt werden darf, solange eine gewisse Aussicht zur Wiederherstellung der frühern Verhältnisse besteht. Wenn aber die normative Macht der Tatsachen sich, wie im vorliegenden Fall, so stark durchsetzt, dass sogar Grossmächte wie Grossbritannien und Frankreich die bestehende Lage durch Umwandlung ihrer Gesandtschaften in Konsulate anerkennen, so liegt für die Schweiz wahrlich kein Grund vor, durch starres Festhalten am Buchstaben einer Resolution der Vorteile verlustig zu gehen, die mit einer entgegenkommenden Geste einem mächtigen Nachbarn gegenüber verbunden sind. Der blossen de facto-Anerkennung durch Frankreich und Grossbritannien gegenüber hat unsere Anerkennung, die als de jure-Anerkennung gewertet werden kann, obschon sie eine solche Distinktion nicht macht, den Vorteil der Klarheit und Geradheit. Nach Erachten des Bundesrates bestand nämlich kein Interesse daran, nach Aufhebung der Sanktionen Italien durch Nichtanerkennung einer Lage, die endgültig sein dürfte und die niemand zu ändern gesonnen ist, der internationalen Zusammenarbeit und dem Völkerbund nutzlos ferne zu halten.

Ich habe mich Ihnen gegenüber über dieses heikle und wichtige Problem in voller Offenheit ausgesprochen in der Hoffnung, dass Sie meinen Gedankengängen Ihr Verständnis nicht versagen werden.

*Dans une lettre personnelle du 11 février 1937 à Mme Olga Haffner, de Frauenfeld, Motta donne des informations complémentaires sur l'attitude du Gouvernement: Je viens de recevoir votre lettre d'hier. Il m'est naturellement impossible de répondre en personne à chaque lettre que je reçois. Je fais une exception pour vous, car je sais que votre bonne foi est entière et que vous obéissez aux sentiments les plus respectables. Je dois cependant vous rendre attentive au fait qu'une reconnaissance comme celle dont il s'agit n'implique d'aucune façon un jugement moral sur le passé. Il n'est pas douteux que la conquête italienne est *définitive* et que rien – à vues humaines – ne peut la modifier. Le Conseil fédéral a rendu, je crois, un véritable service à la Société des Nations elle-même en l'aidant à sortir d'une position sans autre issue possible. (J.I.1.1/28).*

3. Cf. N° 15, annexe.

E 2001 (D) 3/285

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L Vertraulich

Berlin, 19. Februar 1937

Ihr Schreiben vom 12. dieses Monats¹, dessen Nichteingang ich am 16. gemeldet hatte, ist mir nun soeben zugekommen. Ich entnehme ihm, dass darauf zu verzichten ist, die Karte «Deutsches Grenzland in Not» zum Gegenstand auch eines Hinweises beim Auswärtigen Amte zu machen, da Sie selbst dieserhalb mit der deutschen Gesandtschaft in Bern Fühlung zu nehmen gedenken, was sich allerdings aus dem Briefe der Abteilung für Auswärtiges an unsere Gesandtschaft im Haag vom 20. Januar² in keiner Weise ergab. Im übrigen sollte meiner Vorsprache beim Staatssekretär des Auswärtigen Amtes, wie meine Zeilen vom 8. Februar³ dies ausdrücklich hervorhoben, nicht der Sinn einer Reklamation gegeben werden, sondern es handelte sich um die mit Dr. Dieckhoff ganz allgemein verabredete fortlaufende Orientierung hinsichtlich derartiger unerwünschter Erscheinungen.

Niemand mehr als ich bedauert die bedenklichen Auslassungen und Übertreibungen unserer Presse gegenüber Deutschland, die unsere Arbeit so sehr erschweren, und niemand mehr als ich würde es begrüßen, wenn es dem Bundesrate möglich erscheinen sollte, gelegentlich dagegen einzuschreiten. Nur finde ich, dass sie nicht ohne weiteres auf dieselbe Stufe zu stellen sind wie grossdeutsche Tendenzen verratende Erzeugnisse des Druckes oder der Graphik. Es kommt dazu, dass diese in Deutschland nur mit der ausdrücklichen oder stillschweigenden Billigung der Amtsstellen erscheinen und vertrieben werden können. Schliesslich ist der «Volksbund für das Deutschtum im Auslande», für den die anliegend an Sie zurückgehende Karte hergestellt wurde, eine vom Staate unterstützte Vereinigung.

Was andererseits die von der deutschen Gesandtschaft jüngst beanstandeten Presseerzeugnisse betrifft, so kann man sich fragen, ob für die gedachte fastnächtliche Entgleisung nicht in erster Linie die Küssnachter und die dortigen Behörden, die sie glaubten durchgehen lassen zu sollen, verantwortlich sind.

1. *Non reproduite, Motta y déclarait notamment*: Der Augenblick scheint uns nämlich kaum psychologisch günstig, um wegen einer blossen Zweideutigkeit in Berlin eine Reklamation vorzubringen, während in unserem Lande fortwährend nicht nur Linksblätter, sondern auch Zeitungen der Rechten, wie z.B. das kürzlich vom Verbot in Deutschland befreite «Vaterland» ungehemmt Artikel erscheinen lassen, die für Deutschland ganz unzweideutige Unfreundlichkeiten bedeuten.

2. *Non reproduite.*

3. *Cf. N° 27.*

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 19 février 1937*¹

318. Geschäftsbericht der Nationalbank für 1936

Finanz- und Zolldepartement. Antrag vom 17. Februar 1937

I

Das Finanzdepartement berichtet:

«Der Bankrat der Schweizerischen Nationalbank teilt dem Finanz- und Zolldepartementen mit, dass er in seiner Sitzung vom 13. Februar den Bericht über die Geschäftsführung im Jahre 1936 zur Vorlage an den Bundesrat und an die Generalversammlung der Aktionäre genehmigt hat. Gemäss Art. 26, Absatz 1, und Art. 65, Ziffer 2, lit. i, des Bundesgesetzes über die Schweizerische Nationalbank sind Geschäftsbericht und Jahresrechnung vorgängig der Abnahme durch die Generalversammlung dem Bundesrate zur Genehmigung zu unterbreiten. Die gedruckte Vorlage ist den Herren Mitgliedern des Bundesrates am 16. Februar zugestellt worden. Der Bericht der Revisionskommission liegt ebenfalls vor.

Im ersten Teil des Geschäftsberichtes kommt die Direktion auf die wichtigsten finanziellen Vorkommnisse des abgelaufenen Jahres zu sprechen, die Abwertung der Goldblockvaluten² und das Währungsabkommen vom 12. Oktober 1936, dem auch die Schweiz beigetreten ist. Ferner werden die behördlichen Massnahmen zur teilweisen oder gänzlichen Einstellung des Anleihendienstes öffentlicher Schuldner und die Wehranleihe erwähnt. Eingehende Betrachtungen werden der Abwertung des Schweizerfranks und der seither zu verzeichnenden wirtschaftlichen und finanziellen Entwicklung gewidmet. Der zufolge der Neubewertung des Goldbestandes sich ergebende Buchgewinn von Fr. 538 583 653.40 ist gemäss Weisung des Bundesrates vom 27. September 1936 einem besonderen Goldverrechnungskonto mit der Bezeichnung Währungsausgleichsfonds gutgeschrieben worden. In Anbetracht der eingetretenen Entspannung glaubt die Nationalbank auf eine Erneuerung des unter den Banken abgeschlossenen Gentlemen Agreement gegen die Währungsspekulation verzichten zu können. Interessant ist, dass nach der Abwertung die schweizerischen und fremden Goldmünzen überwiegend bei den Schaltern der Nationalbank eingetauscht wurden, während ihr die Goldbarren meistens bei ausländischen Notenbanken zur Verfügung gestellt wurden. Nach einer am Sitze Zürich durchgeführten Erhebung haben 87% der Personen, die Gold eingetauscht haben, Beträge bis zu Fr. 500.— abgeliefert. Es kann daraus geschlossen werden, dass eine Besteuerung der Goldvorräte nur die kleinen

1. *Etait absent:* M. Pilet-Golaz.

2. *Cf. DDS 11, rubrique V:* La politique monétaire de la Suisse et la dévaluation du franc.

Leute getroffen hätte. Bemerkenswert ist auch, dass die Nationalbank am 26. November 1936 ihren Diskontosatz zum ersten Mal auf 1½% herabsetzen konnte.

Während die Bilanzsumme von 1932 bis 1935 fortgesetzt um rund 900 Millionen Franken zurückgegangen war, ist sie im Jahre 1936 um mehr als 1,6 Milliarden Franken gewachsen. Davon entfallen 538 Millionen auf den Währungsausgleichsfonds; der auf der Aktiv- und Passivseite enthalten ist. Ohne diesen Posten ergibt sich eine Vermehrung der Bilanzsumme von gut einer Milliarde, die sich auf der Aktivseite in einer Zunahme des Goldbestandes von 1,3 Milliarden und einer Abnahme der übrigen Anlagen (Inlandportefeuille, Wechsel der Darlehenskasse, Lombardvorschüsse, Guthaben bei Korrespondenten und Wertschriften) von rund 300 Millionen ausdrückt. Auf der Passivseite findet diese Milliarde ihren Niederschlag in einer Zunahme der Guthaben der Girokunden (735 Millionen), der Bundesverwaltungen (175 Millionen) und des Notenumlaufes (116 Millionen).

In diesen Zahlen kommt zum Ausdruck, dass unserer Notenbank nach der Abwertung sehr beträchtliche Mengen Goldes zugeflossen sind, die aber nur zu einem sehr kleinen Teil mit Noten, zur Hauptsache jedoch über Girorechnung bezahlt worden sind. Der Goldbestand übersteigt den Notenumlauf und die Guthaben der Girokunden beträchtlich, so dass die währungstechnische Lage unserer Notenbank als sehr stark zu bezeichnen ist. Ferner spiegelt sich in diesen Zahlen auch die zufolge der Einzahlungen auf die Wehranleihe ziemlich flüssig gewordene Lage der Bundestresorerie.

Das *Geschäftsergebnis* ist trotz gestiegener Erträge des Diskont- und Devisengeschäftes zufolge bedeutender Rückgänge der Aktivzinsen etwas geringer ausgefallen. Der Bruttoertrag ist von 9,5 auf 9,1 Millionen Franken zurückgegangen. Da keine Rückstellungen für die Krisenabgabe und viel geringere Abschreibungen als 1935 gemacht werden, steht wieder der gleiche Nettoertrag zur Verfügung. Dem Reservefonds werden wieder Fr. 500 000.— zugewiesen, womit er 52% des einbezahlten Aktienkapitals erreicht. Die Zuwendungen an die Aktionäre und an den Bund zuhanden der Kantone halten sich auf der letztjährigen Höhe.»

II

In der Beratung wird festgestellt, dass der Geschäftsbericht der Nationalbank einzelne Ausführungen namentlich über die gegen Ende 1936 vorgenommenen Abwertung enthält, die den Anschauungen des Bundesrates widersprechen und mit denen der Bundesrat nicht einverstanden ist. Es erhebt sich daher die Frage, ob der Bericht genehmigt werden soll bzw. genehmigt werden kann, oder ob er an die Nationalbank zurückzuweisen ist. Da nun aber lediglich die Tatsache des Vorliegens eines Geschäftsberichtes und die Anträge am Schlusse dieses Dokumentes vom Bundesrate zu genehmigen sind, nicht aber auch der Inhalt des Berichtes, steht einem Genehmigungsbeschlusse nichts entgegen. Doch muss im Protokoll ausdrücklich erklärt werden, dass der Bundesrat trotz der Genehmigung des Geschäftsberichtes der Nationalbank pro 1936 durch ihn nicht alle darin enthaltenen Anschauungen zu den Seinigen macht.

III

Es wird daher in Ausführung des Art. 65, Ziffer 2, lit. i, des Bundesgesetzes vom 7. April 1921 über die Schweizerische Nationalbank, nach erfolgter Kenntnisnahme des in Art. 53, Absatz 2, vorgesehenen Berichtes der Revisionskommission, datiert vom 16. Februar 1937, auf Antrag des Finanz- und Zolldepartementes, *beschlossen*:

A. Dem Geschäftsberichte und der Jahresrechnung der Schweizerischen Nationalbank für das Jahr 1936 wird die Genehmigung erteilt.

B. Den Kantonen wird die ihnen zukommende Entschädigung unter Vorbehalt der Genehmigung der Jahresrechnung durch die Generalversammlung, nach dem vorgelegten Verteilungsplane zugewiesen.

35

E 1004.1 1/362

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 19 février 1937¹

321. Handelsbeziehungen mit Spanien

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 17. Februar 1937
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 18. Februar 1937

Seit dem Ausbruche des spanischen Bürgerkrieges ist der Handelsverkehr mit dem von den Nationalisten besetzten Teil des spanischen Festlandes fast vollständig lahmgelegt. Wohl konnten vereinzelte Kompensationsgeschäfte zustande kommen, bei denen es möglich war, die Zahlung ganz oder mindestens teilweise mit Hilfe von alten schweizerischen Exporteurguthaben vorzunehmen. Leichter gingen diese Auflösungen durch Bezüge von Tomaten und Bananen aus den Kanarischen Inseln. Andererseits musste aber auch für die Einfuhr wichtiger Rohstoffe wie Blei und Pyrit die Bewilligung erteilt werden, diese in freien Devisen zu bezahlen.

Sowohl das Schicksal unserer eingefrorenen Exportguthaben in Spanien – es wurden seinerzeit bei der Schweizerischen Verrechnungsstelle rund Fr. 40 Millionen angemeldet – als auch das Schicksal unseres künftigen Exportes nach Spanien – rund Fr. 20 Millionen im Jahr – ist aber derart wichtig, dass schon vor der Anerkennung der Regierung von Burgos versucht werden muss, den Handelsverkehr mit diesem Teil Spaniens ohne weiteren Verzug und auf so breiter Basis, als dies unter den obwaltenden Umständen überhaupt durchführbar ist, aufzunehmen. Dabei wird man kaum damit rechnen können, dass die Abtragung der alten Rückstände – die übrigens in dem bis jetzt von den Nationalisten besetzten Gebiete verhältnismässig gering sind – vorderhand in

1. *Etait absent*: M. Pilet-Golaz.

grossen Umfange in Frage kommen kann. Deutschland, der weitaus wichtigste Handelspartner des nationalistischen Spaniens, kompensiert seine Importe zu 100% mit Exporten. Italien hat ebenfalls ein Kompensationsabkommen abgeschlossen. England und Frankreich haben sich sogar zu teilweiser Devisenzahlung verstehen müssen.

Es handelt sich für die Schweiz darum, rechtzeitig wirtschaftlich den Anschluss an die voraussichtliche künftige spanische Regierung zu finden; es ist sonst zu befürchten, dass nicht nur unsere rückständigen Forderungen von ihr nicht anerkannt werden, sondern dass Deutschland und Italien das spanische Absatzgebiet vollständig an sich ziehen. Nach neuesten Berichten soll auch England mit Burgos über den Warenaustausch eine Kompensationsvereinbarung getroffen haben. Auch mit Belgien scheint mindestens eine Vereinbarung für gewisse Waren zu bestehen.

Da eine offizielle Fühlungnahme im gegenwärtigen Zeitpunkte nicht möglich ist, hat das Volkswirtschaftsdepartement mit dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins und der Zentrale für Handelsförderung schon vor einiger Zeit die Wege für die Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen eingehend geprüft und sind dabei zum Schlusse gekommen, dass die Zentrale für Handelsförderung mindestens einen Vertreter, der mit den spanischen Verhältnissen sehr gut vertraut ist, nach dem weissen Spanien schicken soll, der an Ort und Stelle die Möglichkeiten des Kompensationsverkehrs zwischen dem weissen Spanien und der Schweiz abklären soll. Herr Paul *Brand*, der langjährige Direktor der Saurer-Werke in Madrid, wurde von der Zentrale für Handelsförderung mit dieser Aufgabe betraut und ist bereits vor einigen Tagen nach Spanien abgereist. Es ist vorgesehen, dass, sobald die Vorarbeiten beendet sind, ein weiterer Vertreter nach Spanien entsandt werden soll. Es ist beabsichtigt, mindestens einen Teil der Kosten durch eine zu erhebende Kommission auf den abgeschlossenen Kompensationsgeschäften wiederum hereinzubringen. Allein eine Deckung der nicht unerheblichen Kosten wird erst dann möglich sein, wenn es gelingt, diesen Kompensationsverkehr auf eine gewisse Höhe zu bringen.

Da diese Aktion – abgesehen von der Auftauung unserer Guthaben in Spanien – im Interesse des künftigen Exportes nach Spanien erfolgt, so sollen die Kosten dieser Mission zulasten des für die Ausfuhrförderung gemäss Bundesbeschluss vom 8. Oktober 1936 geschaffenen Kredites gehen.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Die Kosten, die der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung durch ihre Vertretung im weissen Spanien erwachsen, werden vorläufig bis zu Fr. 50 000.—, zulasten des für die Ausfuhrförderung eingeräumten Kredites gemäss Bundesbeschluss vom 8. Oktober 1936, Artikel 11, ersetzt, und es wird ihr zunächst ein Betrag von Fr. 20 000.— für diesen Zweck zur Verfügung gestellt².

2. *Les aspects financiers de cette décision ont fait l'objet de discussions entre le Département de l'économie publique et le Département politique. Ainsi, le chef du Département de l'économie publique, H. Obrecht, faisait savoir au Président de la Confédération, G. Motta, par lettre*

du 22 juin: Es herrschte von Anfang an zwischen der Abteilung für Auswärtiges und der Handelsabteilung Einvernehmen darüber, dass die Schweiz auf eine Vertretung irgendwelcher Art im Gebiete der nationalen spanischen Regierung nicht länger verzichten könne und dürfe, wenn sie nicht riskieren wolle, eine Schlechterstellung unseres Landes und seiner Bürger in Spanien nach einem Erfolg der Aufständischen in Kauf zu nehmen. Die seitherige Entwicklung wird selbst Zweifler darin bestärken, dass die Schweiz gut daran getan hat, die erwähnte Vertretung auf dem einzig möglichen Wege zu errichten, der ihr ohne Anerkennung der Regierung Francos als kriegsführender Partei zur Verfügung stand.

In Anbetracht dieser Tatsachen bestand von Anfang an die Meinung, dass die Auslagen für die Vertretung der Zentrale für Handelsförderung – die im Grunde genommen ein Ersatz für die zur Zeit noch nicht mögliche Errichtung einer amtlichen schweizerischen Vertretung bei der Regierung von Burgos bildet – auf Rechnung desjenigen Teils des Kredits vom 8. Oktober 1936 verbucht werden sollen, der dem Politischen Departement für den Ausbau unserer amtlichen Vertretungen in wirtschaftlicher Hinsicht zur Verfügung gestellt worden ist. (E 2001 (D) 2/48).

G. Motta répondait le 29 juin: Die Errichtung einer inoffiziellen Vertretung im nationalistischen Spanien wurde auf Wunsch der interessierten schweizerischen Exportkreise durch die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung im Einverständnis mit Ihrem und unserm Departement vorgenommen. Sie war stets als privates Unternehmen gedacht – etwas anderes konnte sie angesichts der Umstände nicht sein – und ihre Aufgaben waren wesentlich wirtschaftlicher Natur.

Der uns zur Verfügung gestellte Anteil aus dem Kredit für Ausfuhrförderung soll, nach unserer Auffassung, dem Ausbau bestehender und der Errichtung neuer *amtlicher* wirtschaftlicher Vertretungen dienen. Es war jedoch nie unsere Meinung, dass unser Departement auch für die Kosten einer nicht offiziellen Vertretung, die mit ausserhalb seines Tätigkeitsbereiches stehenden Sonderaufgaben betraut wird, aufzukommen habe. Abgesehen von diesen Erwägungen grundsätzlicher Natur müssen wir feststellen, dass unser Kredit beinahe erschöpft ist. Wir bedauern daher, Ihrem Ansuchen nicht stattgeben zu können. (E 2001 (D) 2/48).

36

E 2001 (D) 1/9

*Le Chef de la Division de Police du Département de Justice
et Police, H. Rothmund, au Secrétaire général
de l'Association suisse pour la Société des Nations, E. Bovet*

Copie

L

Bern, 19. Februar 1937¹

Sehr verehrter, lieber Herr Professor,

In Beantwortung Ihres Briefes vom 16. Februar muss ich Ihnen mitteilen, dass ich mir die Sache sehr gründlich überlegt habe, bevor ich die Weisung erteilt habe, die Wegweisungsverfügung des Kantons Genf gegen Herrn A Prato auf das Gebiet der ganzen Schweiz auszudehnen. Ich kann wohl begreifen, dass es Ihnen nicht leicht fällt, diese Massnahme zu verstehen. Leider fehlt mir die Zeit, Ihnen ausführlichen Aufschluss zu erteilen. Ich

1. *Lieu et date rajoutés à la main par Rothmund, qui a communiqué la copie reproduite au Département politique avec une copie de la lettre de Bovet (cf. N° 31).*

beschränke mich deshalb darauf, Ihnen so kurz wie möglich meine Auffassung bekannt zu geben:

Sie wissen aus unseren Gesprächen und namentlich aus meinen dem Flüchtlingskomitee gemachten Ausführungen, dass ich der Auffassung bin, ausländische Flüchtlinge hätten sich weder in schweizerische innenpolitische Fragen einzumischen, noch hätten sie dem Ausland gegenüber eine Haltung einzunehmen, die die guten Beziehungen unseres Landes mit einem andern Staat stören können². Und zwar gehe ich in dieser Auffassung sehr weit, weil ich überzeugt bin, dass unser Land nur dann durch die politische Krise mit allen Eventualitäten hindurchkommen kann, ohne Schaden an seiner politischen Unabhängigkeit zu nehmen, wenn wir die für uns allein mögliche Haltung einnehmen: Nach aussen strikte Neutralität und innenpolitisch Weiterführung *unserer* Demokratie, wie sie sich aus unserer Geschichte ergibt, und die nichts zu tun hat mit militantem Antifascismus und anderen internationalen Strömungen. Wenn wir auch unsere Wirtschaft, das Verkehrswesen, ja bis zu einem gewissen Grade auch das kulturelle Leben den Wechselwirkungen öffnen und Anschluss suchen müssen mit der Umwelt: Die innerpolitische Gestaltung unseres Landes ist und bleibt, gerade heute und in nächster Zukunft, immer mehr eine eigene, schweizerische³, mit dem Motto: Ordnung in der Freiheit. Sie ist weltweit verschieden von Fascismus, aber auch von dem, was die militanten Antifascisten Demokratien nennen und was mit Sicherheit ebenfalls in eine Diktatur hineinrennen muss, wenn die Menschen nicht zur Besinnung kommen. Es ist aber für kein Land heute so schwer, die politische Unabhängigkeit zu bewahren wie für die Schweiz. Wir sind nicht eins aus einem Rassenzusammengehörigkeitsgefühl, wir sind nur eins aus dem bewussten Willen⁴ aller Staatsbürger heraus, der Zusammengehörigkeit aus geschichtlicher Entwicklung, wobei jeder völkisch verschiedene Landesteil, in diesem selbst jeder Kanton, seine Eigenart bewahrt und für sie kämpft. Für fast alle anderen Staaten ist eine gefühlsmässige Selbstverständlichkeit, was für uns bewusstes Wollen ist⁵, das nur in unserer überlieferten Demokratie seinen Ausdruck finden kann.

Ist es aber heute nicht wieder ähnlich wie während des Weltkrieges, dass fremde, diesmal politisch divergierende Strömungen bewusst zu uns hereingetragen werden, um uns einzufangen? Deren Abwehr ist heute ebenso wichtig wie es die Neutralität den Kriegführenden gegenüber war. Viel schwieriger ist jedoch heute die Lage, weil in allen politischen Parteien und beim einzelnen Bürger Unsicherheit besteht in Bezug auf die Zweckmässigkeit vieler unserer durch die Verfassung gesetzten Einrichtungen und besonders, weil das Vertrauen fehlt in die selbstgewählte Regierung⁶. Für uns allein, ohne Rücksicht auf das Ausland, können wir zwar ohne jede Ängstlichkeit dieser brodelnden

2. *Depuis* ausländische Flüchtlinge *passage souligné par Motta avec en marge, de sa main*: Richtig. M.

3. eigene, schweizerische, *souligné par Motta avec en marge, de sa main*: richtig, M.

4. aus dem bewussten Willen *souligné par Motta*.

5. *Passage entre virgules souligné par Motta*.

6. *Depuis* und besonders, *passage souligné par Motta*.

Bewegung gegenüberstehen, denn das Volk ist gesund und wird ohne Zweifel den richtigen schweizerischen Weg finden. Das Ausland sieht aber nur das an der Oberfläche Schwingende und glaubt daraus Schwäche ableiten zu müssen. Dem Auslande gegenüber müssen wir deshalb unsere Selbständigkeit zum Ausdruck bringen⁷, müssen unseren besonderen Weg manifestieren. Dazu können wir wesentlich dadurch beitragen, dass wir den Ausländern, die unser Gastrecht geniessen, verbieten, sich in unsere politischen Belange einzumischen oder von der Schweiz aus unser Verhältnis zu andern Ländern zu stören.

Sie werden sagen, A Prato habe als Völkerbundsjournalist für eine in der Völkerbundsstadt Genf gegründete Zeitung gearbeitet, die nur die Gegner des Völkerbundes bekämpft habe. Ich muss das dem Passus Ihres Schreibens entnehmen, in dem Sie sagen, die Kampagne sei nicht nur gegen Herrn A Prato, sondern gegen das «Journal des Nations» gerichtet, und im letzten Grunde gegen den Völkerbund selber. Ist das «Journal des Nations» wirklich eine derartige Völkerbundszeitung?⁸ Ist es nicht vielmehr das Organ einiger Völkerbundsstaaten, die damit ihren eigenen Zielen⁹ dienen wollen, für die sie allerdings den Völkerbund vorschieben? Zugegeben, dass A Prato und seine Kollegen bis zu einem gewissen Grade geglaubt haben, dem Völkerbund förderlich zu sein. Sind sie es aber wirklich gewesen? Ist nicht bei A Prato der kombattive Antifascismus¹⁰ so weit gediehen, dass er ruhiger, vernünftiger Abwägung der Völkerbundsinteressen nicht mehr zugänglich ist? Die ganze Tendenz der Artikel ist so ausgesprochen einseitig¹¹, ihre Form, wenn auch geschickt, doch so einseitig angriffig¹², dass auch der begeisterte Anhänger des Völkerbundsgedankens in ihm nicht mehr den Freund sieht, sondern den Gegner empfinden muss. Dazu ist A Prato ein Emigrant¹³, der aus politischer Gegnerschaft systematisch die Regierung seines Landes bekämpft. Und Spanien? Ist der Bürgerkrieg in Spanien ein Kampf der vom Volk gewollten Regierung gegen Rebellen? Ist er heute nicht der Austrag des Kampfes des militanten Fascismus und des militanten Antifascismus in Europa auf dem Rücken des bedauernswerten spanischen Volkes?¹⁴ Und die blinde Parteinahme für eine Partei wiederum ein Eingreifen in diesen Kampf, eine Tätigkeit, von der die Schweiz sich fernhalten muss? Ich weiss nicht, ob ich mich deutlich genug habe ausdrücken können. Sollten Sie mich nicht verstehen können, so müssen wir einmal ausführlich darüber reden.

Für Herrn A Prato, dem eine Toleranzbewilligung erteilt wurde unter der ausdrücklichen Bedingung, sich in unserem Lande jeder politischen Tätigkeit zu enthalten, die die Beziehungen der Schweiz zu andern Staaten stören könnte, ergibt sich aus dem Gesagten, dass er sich nicht an diese Bedingung

7. *Depuis* Dem Auslande, *passage souligné par Motta.*

8. *Phrase soulignée par Motta.*

9. eigenen Zielen *souligné par Motta.*

10. kombattive Antifascismus *souligné par Motta.*

11. einseitig *souligné par Motta.*

12. einseitig angriffig *souligné par Motta.*

13. Dazu ist A Prato ein Emigrant *souligné par Motta.*

14. *Annotation manuscrite de Motta en marge de cette phrase: Vielleicht! M.*

gehalten hat¹⁵. Wenn ich bei einem Freunde zu Gaste bin, vermeide ich alles, was ihm Ungelegenheiten bereiten könnte. Kann ich das aus irgend einem Grunde nicht tun, so verlasse ich das gastliche Haus. Ganz so ist die Stellung des Ausländers in unserem Lande, namentlich des Ausländers, der aus politischen Gründen seinem eigenen Lande fernbleiben muss und dessen Schutz nicht mehr genießt. Nur in diesem Rahmen kann Asyl angerufen werden. Wer sich nicht daran hält, muss die Konsequenzen ziehen.

Ich bin überzeugt, dass die Kritik an unserem Entscheid auch im Ausland und namentlich in Völkerbundskreisen der vernünftigen Überlegung weichen wird¹⁶. Entscheidend für die Beurteilung sind letzten Endes nicht die Journalisten, sondern die Staatsmänner¹⁷. Viele Journalisten sehen in der Pressefreiheit ein Feld für ungezügelt und unverantwortliche Tätigkeit. Dies ist allen Staatsmännern bekannt. Dem Völkerbund wird der Fall A Prato letzten Endes sicher keinen Schaden, sondern gegenteils Gewinn bringen. Die Schweiz wird verstanden werden.

Nehmen Sie bitte diese Ausführungen als das auf, was sie sein wollen: Eine persönliche Erklärung des Schweizers und verantwortlichen Beamten seinem schweizerischen Freund gegenüber¹⁸, den er als überzeugten Schweizer schätzt und als loyalen Menschen ehrt. Sie sollen nur Ihnen persönlich sagen, welche Sorgen um das Wohl unseres Landes mich plagten und welche innere Grundlage mich zur Fällung des Entscheides geführt hat. Ich hoffe sehr, es werde mir wieder einmal vergönnt sein, mich mit Ihnen ausreden zu können. Wenn mich der Weg wieder einmal nach Lausanne führt, werde ich mich gerne im Languedoc melden, vielleicht an einem schönen Frühlingstag.

Lesen Sie das aus diesem Brief, was wirklich gemeint ist und seien Sie sehr herzlich gegrüßt von Ihrem ergebenen

Rothmund

P.S. Noch ein Faktum, das nicht unwichtig ist: Bevor der Fall A Prato akut wurde, haben wir einem Weissrussen, der eine gegen das heutige russische Régime gerichtete Zeitung in Genf gründen wollte, dies untersagt.

15. *Depuis* er sich nicht, *passage souligné par Motta*.

16. *Trait manuscrit de Motta en marge de cette phrase*.

17. *Phrase soulignée par Motta avec en marge, de sa main*: Gott sei Dank! M.

18. *Depuis* Eine persönliche Erklärung, *passage souligné par Motta*.

E 2001 (D) 3/304

*L'ancien Conseiller fédéral, E. Schulthess,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

L

Berlin, 23. Februar 1937

Nachdem ich zuvor mit den Herren Neurath und Schacht² gesprochen habe, wurde ich heute mittag vom Reichskanzler empfangen. Die überaus interessante und herzliche Unterhaltung dauerte eine Stunde. In der Anlage übermittle ich Ihnen die Erklärungen, die er hinsichtlich der von uns besprochenen Frage namentlich der Neutralität der Schweiz abgegeben hat. Ich kann Ihnen sagen, dass die Worte Hitlers noch energischer klangen als der beiliegende Text. Er hat es als «Wahnsinn»³ bezeichnet, dass Deutschland irgend etwas gegen die Schweiz vornehmen könnte. Der beiliegende Text⁴ wurde von mir redigiert und Herrn Staatssekretär Lammers, der der Unterhaltung beiwohnte, vorgelegt und von diesem genehmigt. Man erwartet hier, dass diese Erklärungen publiziert werden, und ich glaube, dass man Wert darauf legt, dass dies geschehe. Ich möchte es aber Ihnen überlassen, die Veröffentlichung in Bern vorzunehmen. Von der Reichskanzlei wird für einmal bloss mitgeteilt, dass der Reichskanzler mich in Audienz empfangen habe. Nach meiner Rückkehr nach Bern werde ich Ihnen noch weitere Mitteilungen machen und Ihnen eine Aufzeichnung über das ganze Gespräch überreichen. Heute möchte ich nur noch hervorheben, dass der Reichskanzler mit grosser Entschiedenheit seine Friedensliebe betonte und namentlich auch sagte, dass ihn von Frankreich nichts trenne und eine Verständigung auf keine Schwierigkeiten stossen würde. Die Anerkennung der Neutralität der Schweiz motiviert er, was interessant ist beizufügen, ausdrücklich auch mit deutschen Interessen. Die Schweiz decke Deutschland die Flanke und erspare ihm Befestigungen und in einem Kriege Truppen.

Ich glaube aber, dass diese letztern Punkte konfidentiel behandelt werden sollten.

Ich kehre Ende der Woche nach Bern zurück und werde jedenfalls Montag zu Ihrer Verfügung stehen.

P.S. Es wäre meines Erachtens schon gut, wenn die Veröffentlichung nicht später als am Donnerstag vormittag erfolgen könnte, da die Audienz auch von hier aus an diesem Tage in der Presse erwähnt wird.

1. *En marge de cette lettre figure le paraphe de Motta: M.*

2. *Pour un compte rendu circonstancié de ces deux entretiens et de l'entretien avec Hitler, cf. N° 39. Cf. aussi la réponse de Motta à l'interpellation Malche du 9 mars 1937 au Conseil des Etats, E 1401 I/339, pp. 111 ss.*

3. *Mot souligné par Motta.*

4. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

*Déclaration du Chancelier du Reich, A. Hitler,
à l'ancien Conseiller fédéral, E. Schulthess*

Berlin, 23 février 1937

MITGETEILT

Anlässlich einer privaten Reise nach Berlin wurde Alt Bundesrat Schulthess vom deutschen Reichskanzler empfangen. Im Laufe einer längern Unterhaltung, in der der Reichskanzler seine aufrichtige Friedensliebe neuerdings betonte, hat er in sehr bestimmter Form und mit grosser Energie Erklärungen über das Verhältnis zur Schweiz abgegeben, die sich folgendermassen zusammenfassen lassen:

«Der Bestand der Schweiz ist eine europäische Notwendigkeit. Wir wünschen mit ihr als gute Nachbarn in bestem Einvernehmen zu leben und uns mit ihr in allen Dingen loyal zu verständigen. Als ich in meiner jüngsten Reichstagsrede von der Neutralität zweier anderer Länder sprach, habe ich die Schweiz absichtlich nicht erwähnt, weil ihre hergebrachte, von ihr geübte und von den Mächten, auch von uns, immer anerkannte Neutralität in keiner Weise in Frage steht. Zu jeder Zeit, komme was da wolle, werden wir die Unverletzlichkeit und Neutralität der Schweiz respektieren. Das sage ich Ihnen mit aller Bestimmtheit. Noch nie habe ich Anlass zu einer andern Auffassung gegeben.

Ich ermächtige Sie, diese Erklärung Ihrer Regierung zu Händen des Schweizerischen Volkes mitzuteilen.»⁵

5. *Le communiqué du Conseil fédéral est daté du 26 février 1937. Il était libellé comme suit:*

Der Bundespräsident hat dem Bundesrat in seiner Sitzung von heute morgen bekanntgegeben, dass alt Bundesrat Schulthess mit seinem Einverständnis eine private Reise nach Berlin für eine Unterredung mit dem deutschen Reichskanzler benutzt hat. Diese Unterredung fand am 23. Februar statt. Im Laufe des Gesprächs, in dem der Reichskanzler seine aufrichtige Friedensliebe neuerdings betonte, hat er in sehr bestimmter Form und mit grosser Energie Erklärungen über das Verhältnis zur Schweiz abgegeben, die sich folgendermassen zusammenfassen lassen: *[Suit la déclaration de Hitler]* Der Bundesrat hat mit Genugtuung von dieser Erklärung Kenntnis genommen.

Lors de la séance du Conseil fédéral du 26 février, dans laquelle ce communiqué a été approuvé, il a été décidé de charger le Ministre de Suisse à Berlin de remercier personnellement le Chancelier du Reich de sa déclaration au nom du Conseil fédéral et du peuple suisse, cf. Motta à Dinichert, 27.2.1937, et N° 41, annexe.

38

E 2001 (D) 2/249

*Le Chef du Département des Finances et des Douanes,
A. Meyer, au Président de la Confédération, G. Motta*

L

Bern, 26. Februar 1937

Wir gestatten uns, Ihnen ein Exemplar eines vertraulichen Berichtes der eidg. Getreideverwaltung über die Vorbereitung der Kriegswirtschaft¹ zu

1. *Reproduit en annexe.*

übermachen. Eine Kopie ist gleichzeitig an den Herrn Vorsteher des eidg. Volkswirtschaftsdepartementes gegangen. Es wäre wünschbar, wenn auf dem Wege der Besprechung mit den Nachbarstaaten eine Vereinbarung wie sie vor dem Krieg bestand herbeigeführt werden könnte.

ANNEXE

*Le Directeur de l'Administration des Blés, W. Laesser,
au Chef du Département des Finances et des Douanes, A. Meyer*

L Vertraulich. Vorbereitung der Kriegswirtschaft

Bern, 12. Februar 1937

Wir haben die Ehre, Ihnen folgenden Bericht zu unterbreiten:

I

Im Zusammenhange mit den Erörterungen über die Abwertung unserer Währung ist in der Presse und in Versammlungen behauptet worden, die Vorräte an Brotgetreide seien letzten Herbst so gering gewesen, dass bei einem Unterbruch der Zufuhren unsere Brotversorgung ungenügend sichergestellt gewesen wäre. Es wurde sogar behauptet, die Vorräte im Lande seien geringer gewesen als in der Vorkriegszeit, da unser Land ohne eine Getreideordnung, welche jährlich viele Millionen Franken kostet, auskommen zu können glaubte. In verschiedenen Eingaben, wie z. B. vom Schweiz. Bauernverband und von militärischer Seite, wurde angeregt, die Getreidevorräte des Bundes für die nächste Zeit erheblich zu verstärken.

Die Getreideverwaltung hat die genügende Versorgung des Landes mit Brotgetreide nie aus den Augen gelassen. Da aber unter unsern besondern Verhältnissen eine vermehrte Lagerhaltung grosse Kosten verursacht, glaubten wir mit Anträgen auf Erhöhung der Vorräte angesichts der Finanzlage des Bundes und im Sinne des Finanzprogrammes zurückhalten zu müssen. Die Anlage von Spekulationsvorräten im Hinblick auf die Abwertung ist nicht Aufgabe der Getreideverwaltung; sie hat die Getreidegesetzgebung durchzuführen. Abgesehen von dem ausgebliebenen Abwertungsnutzen aus verstärkten Vorräten hat die Entwicklung der Dinge bestätigt, dass zur Sicherung der Brotversorgung des Landes grössere Vorräte, als wie sie bestanden haben, nicht notwendig waren.

Die Kritik an unserer Getreideversorgung hat uns aber veranlasst, einen Vergleich der Lage in der Vorkriegszeit mit den Verhältnissen in den Jahren 1934–1936 anzustellen. Dieser Vergleich zeigt folgendes Bild:

*Weizenvorräte in den öffentlichen Lagerhäusern, ohne Bundeslager
(Je Monatsende, in Wagen zu 10 Tonnen)*

	<i>A. Vorkriegszeit</i>				
	<i>1909</i>	<i>1910</i>	<i>1911</i>	<i>1912</i>	<i>1913</i>
Januar	3700	3600	3300	4100	3900
Februar	3000	3000	2600	4100	3300
März	2300	2500	2000	3800	2700
April	1500	2000	1300	2600	1900
Mai	1000	1700	1100	1700	1400
Juni	2100	1800	1300	1400	1400
Juli	1500	1400	1500	1600	*)
August	1400	1000	1900	1400	
September	2500	1600	3200	1800	
Oktober	2600	2500	4300	1600	
November	2700	2600	4500	1700	
Dezember	3500	3300	4400	3300	

*) ab Juli 1913 bis Kriegsausbruch fehlen uns die Zahlen.

B. In den letzten 3 Jahren

<i>Ende Monat</i>	<i>1934</i>	<i>1935</i>	<i>1936</i>
Januar	4426	4424	2982
Februar	4338	4234	2797
März	4024	3775	2507
April	4144	3880	2036
Mai	4003	4052	1734
Juni	3837	4035	2133
Juli	3747	3863	2063
August	3126	3563	1728
September	3154	3446	1522
Oktober	3222	3628	1283
November	3473	3877	1610
Dezember	3909	3604	2161

Aus dieser Gegenüberstellung geht hervor, dass allerdings im Laufe des Jahres 1936 die Weizenbestände in den öffentlichen Lagerhäusern während der Sommer- und Herbstmonate nahezu auf die Mengen der entsprechenden Monate der Vorkriegszeit gesunken sind. Diese Erscheinung ist zum Teil auf die Entwicklung des Weltmarktes zurückzuführen, zum andern Teil ist sie die Folge der Handhabung der Kontingentierung und der Massnahmen zur Einschränkung der milch- und viehwirtschaftlichen Produktion. Trotzdem stand es aber aus folgenden Gründen im Sommer und Herbst 1936 um unsere Brotversorgung viel besser als in der Vorkriegszeit:

1. Die Getreidelager des Bundes sind von 2000 Wagen auf 8000 Wagen erhöht worden.

2. Der inländische Getreidebau ist so gefördert worden, dass er, bescheiden gerechnet, auch in einem Jahre kleiner Ernte mindestens den Brotbedarf des Landes für einen Monat mehr deckt als in der Vorkriegszeit.

Die Getreideverwaltung hat ausgerechnet, dass Ende August 1936 die Brotversorgung unseres Landes durch die Vorräte innerhalb der Grenze für etwa 6 Monate gesichert war. Im Augenblick der Abwertung mögen die Vorräte für etwa 5½ Monate genügt haben. Sie deckten aber zur Jahreswende schon wieder den Bedarf von 7 Monaten. Das scheint uns eine Versorgung zu sein, wie sie dem Sinn und Geist unserer Getreidegesetzgebung entspricht. Wir erinnern daran, dass die Getreideverwaltung ursprünglich für die monopolfreie Getreideordnung ein Bundeslager von 12 000 Wagen Weizen vorgeschlagen hat. Der Bundesrat war mit diesem Vorschlage einverstanden; das Parlament setzte jedoch den Vorrat auf 8000 Wagen zurück. Wir wollen auch nicht vergessen, dass noch im Jahre 1912 der damalige Generalstabschef, Herr Oberstkörpskommandant Sprecher, sich in einem Gutachten geäußert hat, es sollte Vorsorge getroffen werden, dass die Weizen- und Mehlvorräte im Lande nie unter den Bedarf für 60–70 Tage sinken, wobei er mit einem Tagesbedarf von 140 Wagen Weizen rechnete, was für die heutigen Verhältnisse hoch gegriffen ist.

Wegen der Schwierigkeit der Lagerung, der grossen Kosten und der Gefahr von Lagerschäden und Konjunkturverlusten wird man sich bei Beschlüssen über die Verstärkung unserer Brotgetreidelager, wenn nicht Not am Manne ist, immer eine gewisse Zurückhaltung auferlegen müssen. Zur Not kann man nach unsern Schätzungen das Bundeslager ohne neue Lagerräume zu erstellen, noch um etwa 4000 Wagen, d. h. um einen weitem Monatsbedarf, erhöhen. Muss weiter gegangen werden, so kommt man um den Bau von Lagerhäusern (Silos) nicht herum.

II

Neben der teuren und umständlichen Lagerhaltung kommen als weiteres Mittel zur Sicherung unserer Brotversorgung Massnahmen in Frage, welche bezwecken, den plötzlichen, gänzlichen Unterbruch der Getreidezufuhr beim Ausbruche eines Krieges zu verhindern. Bekanntlich rollen das ganze Jahr Getreidetransporte durch unsere Nachbarländer nach der Schweiz. Den Hauptanteil an der Getreidezufuhr hat seit dem Kriege die Rheinroute (ab Antwerpen und Rotterdam) erlangt. Daneben haben wir mehr oder weniger regelmässige Ankünfte von Marseille und Bor-

deaux, Genua, Venedig und Triest, dann aus den Donauländern via Arlberg nach Buchs und St. Margrethen, zeitweise auch ab Regensburg und Passau und schliesslich sogar auf dem Bahnwege ab Hamburg und Bremen. Immer befinden sich Getreidevorräte, welche schweizerischen Händlern oder Müllern gehören, auf den Meeren oder auf dem Rhein und der Donau schwimmend, im Umschlag in den See- oder Rhein- und Donauhäfen oder irgendwo zwischengelagert auf den genannten Zufuhrwegen in unsern Nachbarländern. Neben diesen, Schweizerfirmen gehörenden Vorräten, schwimmen stets grosse Getreidemengen auf dem Meer, welche am freien Markte käuflich sind (sogenannte Verschiffungen for orders). Im Falle dringenden Bedarfes können solche Partien durch einfachen Kabelwechsel innerhalb weniger Stunden gekauft und umdirigiert werden. Durch rasches Zugreifen bei unmittelbarer Kriegsgefahr oder anderer Gefährdung der Zufuhren dürfte es nicht allzu schwer sein, sich noch Ware zu sichern, um den Bedarf auf mehrere Monate hinaus zu decken. Ein solches Vorgehen hat den Vorteil, dass man nicht jahrzehntelang die Last erhöhter Lagerbestände mitschleppen und die grossen Aufwendungen dafür tragen muss, bloss um in den doch recht selten eintretenden Notfällen versorgt zu sein. Wohl muss wahrscheinlich das unmittelbar vor einem Kriege rasch zusammengekaufte Getreide etwas teurer bezahlt werden als wie es unter normalen Verhältnissen erhältlich wäre. Wir glauben aber, dieser Überpreis dürfte einen bescheidenen Bruchteil der Aufwendungen ausmachen, welche für den ständigen Unterhalt einer grossen Getreidereserve zu leisten wären.

Eine *Voraussetzung* muss erfüllt sein, wenn das von uns angeregte Vorgehen von Erfolg sein soll: *Die Schweiz muss sich durch vorsorgliche Vereinbarungen mit den Nachbarländern die Durchfuhr des Getreides und anderer lebenswichtiger Rohstoffe und Bedarfsartikel auch für den Fall eines Krieges zusichern lassen.* Bekanntlich hat 1914 Deutschland den Abtransport des für die Schweiz bestimmten, in Rheinhäfen befindlichen Getreides nach Beendigung seiner Mobilmachung gestattet. Auch Frankreich erlaubte der Schweiz die Zufuhr ab einigen französischen Häfen. Beide Länder verzichteten unseres Wissens ferner der Schweiz gegenüber auf die Beschlagnahme von Getreide- und Rohstoffvorräten, welche nachweisbar Schweizerfirmen gehörten und für die Versorgung unseres Landes bestimmt waren. Wenn wir recht unterrichtet sind, wurden 1914 die ersten Vereinbarungen mit Frankreich zwischen unserer Generalstabsabteilung und dem französischen Militärattaché getroffen, während die Verhandlungen mit Deutschland auf dem diplomatischen Wege vor sich gingen.

III

Im Sinne unseres vorstehenden Berichtes gestatten wir uns, Ihnen die Anregung zu unterbreiten, Sie möchten den Bundesrat veranlassen, ohne Verzug mit den massgebenden Regierungsstellen sämtlicher Nachbarländer in Verbindung zu treten, um für den Kriegsfall formelle Zusicherungen zu erhalten², dass

a) für die Versorgung der Schweiz bestimmte Lager und Sendungen von Getreide, Futtermitteln, andern Rohstoffen und Artikeln des täglichen Lebensbedarfes nicht beschlagnahmt werden;

b) dass für die unter a) erwähnten Warengruppen die Durchfuhr durch unsere Nachbarländer gestattet wird.

Wir sind der Meinung, es sei unerlässlich, die Verhandlungen über diese Frage gleichzeitig mit allen Nachbarstaaten aufzunehmen, damit in bezug auf die Neutralität der Schweiz keinerlei Mutmassungen oder Zweifel möglich sind. Wer von der Schweiz aus diese Verhandlungen führen soll – das Politische Departement, das Militärdepartement (Generalstabsabteilung) oder der Delegierte des Bundesrates für den Aussenhandel – mag der Bundesrat nach seinem Ermessen entscheiden. Wichtig scheint uns indessen, dass diese Verhandlungen an einer einzigen Stelle vereinigt bleiben und dass diese Stelle alle Warengruppen berücksichtigt.

Wir hielten es für unsere Pflicht, Ihnen angesichts der heutigen politischen und wirtschaftlichen Verhältnisse die vorstehende Anregung zu unterbreiten und möchten Sie bitten, sie im Bundesrate zur Sprache zu bringen, sofern Sie damit einverstanden sind.

2. Cf. N^o 390.

39

E 2001 (D) 3/304

*Mémoire de l'ancien Conseiller fédéral
E. Schulthess sur ses entretiens à Berlin*¹

Bern, 3. März 1937

REISE NACH BERLIN
AUFZEICHNUNG

Im Monat Januar verständigte ich Herrn Bundespräsidenten Motta von meiner Absicht, eine private Reise nach Berlin zu machen, um mich umzusehen, wie die wirtschaftliche und politische Lage sich gestaltet habe. Herr Motta ermunterte mich, mein Projekt auszuführen und sprach selbst von der Möglichkeit, dass ich von der deutschen Regierung und sogar vom Reichskanzler empfangen werde. Für diesen Fall äusserte ich gegenüber Herrn Motta die Absicht, den Reichskanzler über die Beziehungen zur Schweiz zu befragen und ihm insbesondere zu sagen, dass wir in der Schweiz die Tatsache, dass er in seiner jüngsten Reichstagsrede wohl die Neutralität von Holland und Belgien, die der Schweiz aber nicht genannt habe, dahin ausgelegt hätten, dass die Anerkennung unserer Neutralität selbstverständlich sei und dass deshalb nicht davon gesprochen zu werden brauche. Für den Fall, dass der Kanzler dieser Auffassung zustimme, würde ich ihn, sagte ich Herrn Motta, um die Ermächtigung bitten, dies meiner Regierung und durch deren Vermittlung der Öffentlichkeit mitzuteilen. Ich äusserte auch die Absicht, mich nicht von der schweizerischen Gesandtschaft einführen zu lassen, damit der Charakter einer privaten Reise tunlichst gewahrt sei. Mit allen diesen Auffassungen war Herr Motta einverstanden.

Am ersten Tage meiner Anwesenheit in Berlin suchte ich Herrn Weizsäcker, den deutschen Gesandten in Bern, auf, der zur Zeit im Auswärtigen Amt vorübergehend die Funktion eines Ministerialdirektors ausübt. Wir sprachen im Allgemeinen von der Situation, und ich sagte, dass ich es als eine Höflichkeitspflicht betrachte, dem Minister des Auswärtigen, Freiherr von Neurath, der im gleichen Gebäude seine Amtslokalitäten hat, einen Höflichkeitsbesuch zu machen. Herr von Weizsäcker war damit sehr einverstanden, telephonierte, und ich wurde sofort, also am 19. Februar, empfangen.

1) Die Unterhaltung mit Herrn Neurath, der ein überaus liebenswürdiger Herr ist, war sehr angenehm. Er äusserte sich freimütig über das Verhältnis Deutschlands zur Schweiz und sprach auch von den andern internationalen Fragen. Er erklärte, er betrachte einen Krieg als vollständig ausgeschlossen, der Führer wolle den Frieden; von Frankreich trenne Deutschland eigentlich nichts, Spanien sei für Deutschland erledigt. In Berlin denke man nicht daran, sich in den spanischen Konflikt einzumischen, und noch viel weniger habe man je irgendwelche Absichten auf Spanien selbst oder seine Kolonien gehabt. Es kämpfen zur Zeit nicht mehr als 5000 Deutsche auf Franco's Seite; anderseits

1. *En marge, paraphe de Motta: M. 4.3.37. Motta a souligné et crayonné en marge beaucoup de passages de ce texte. Il n'est pas possible d'en rendre compte systématiquement.*

stehen aber auch etwa 2000 Deutsche auf Seiten der Volksfront. Die Zahl der Franzosen auf Seite der Letztern werde auf 40 000 geschätzt.

Was das Verhältnis Deutschlands zur Schweiz betrifft, so sei das politische System kein Exportartikel und man werde die Schweiz politisch in Ruhe lassen. Der Führer habe neulich von der Neutralität Belgiens und Hollands gesprochen und dabei die Schweiz nicht genannt, weil deren Sonderstellung selbstverständlich sei. Ich antwortete Herrn Neurath, dass auch wir die Dinge so aufgefasst hätten. Darauf erzählte mir Herr Neurath, dass Herr Minister Dinichert ihn gefragt habe, ob nicht der Führer über die Neutralität der Schweiz eine Erklärung abgeben würde. Er habe aber den Wunsch abgeschlagen, weil eine solche Erklärung auffällig wäre. Herr Neurath fügte aber gleich bei, wenn ich zum Führer gehe und ihm die Frage stelle, so werde er mir zweifellos die Richtigkeit unserer Auffassung bestätigen und mich auch ermächtigen, dies dem Bundesrat zuhanden der Öffentlichkeit mitzuteilen. Neurath offerierte mir dann sofort, wenn ich es wünschte, dem Führer zu empfehlen, mich baldmöglichst zu empfangen. Ich könne darauf zählen, dass ich am Anfang der folgenden Woche Herrn Hitler sehen könne, und dieser werde sicherlich sich gerne mit mir über alle Dinge aussprechen und mir die gewünschte Erklärung geben.

Herr Neurath ist im Allgemeinen sehr optimistisch. Er ist überzeugt, dass Deutschland sich mit allen seinen Nachbarn verständigen wird, selbst mit der Tschechoslovakei. Diese freundschaftliche Aussprache dauerte fast eine Stunde.

2) Am 21. Februar frühstückte ich mit Herrn Minister Schacht allein in der Reichsbank.

Das wirtschaftliche Verhältnis Deutschland/Schweiz wurde nur kurz berührt, da ich keinen Auftrag zu Erklärungen hatte und den kommenden Verhandlungen in keiner Weise vorzugreifen wünschte. Dagegen sagte mir Herr Schacht insbesondere, es wäre doch wünschenswert, wenn man das jetzige System des Clearing ersetzen und ein Abkommen schliessen könnte, das der Lösung ungefähr entspreche, die zur Zeit zwischen Deutschland und England bestehe. Ich hielt mich absichtlich sehr in Reserve und suchte bloss Auskunft zu erhalten über die wirtschaftliche Lage.

Diese ist, wie ich im Allgemeinen beobachten konnte, zweifellos ernst. Überall, namentlich auch in der Industrie, spürt man den Devisenmangel und die Unmöglichkeit, die nötigen Rohstoffe zu beschaffen.

Schacht teilte mir mit, die Auslandsguthaben der Deutschen hätte man erfasst. Auf meine Frage, ob in der letzten Zeit unter der bekannten Drohung der Todesstrafe wesentliche Beträge hereingekommen seien, antwortete er, dies sei nicht der Fall, die Hauptbeträge seien vorher schon deklariert und abgeliefert worden. Er fügte auch bei, mit der Androhung der Todesstrafe sei er nicht einverstanden. Ich erkundigte mich dann nach der Abwertung. Er antwortete, dass eine solche zur Zeit nicht in Frage komme. Eine Änderung der gegenwärtigen Verhältnisse sei sehr schwierig. Man werde übrigens durchhalten und sich durchbeissen und sukzessive versuchen, die importierten Waren namentlich durch deutsche Produkte zu ersetzen und so das Devisenbedürfnis einzuschränken. Die internationale Lage betrachtet auch Herr Schacht sehr optimistisch. Er betonte, mit Frankreich bestehen gar keine Differenzen und er

erwähnte, wie früher schon mit geteilt, dass der Führer ihn zu der französischen Regierung geschickt habe, um dieser die Eröffnung zu machen, dass Deutschland, falls man ihm wieder Kolonien gebe, bereit sei, sämtliche Grenzen zu garantieren. Die Schwierigkeiten für die Kolonialfrage liegen nicht in Frankreich, wo man eigentlich gut disponiert sei, sondern in England. Aber Schacht glaubt, auch dort werde man zu einer Diskussion Hand bieten und er sieht vor, dass eine solche ungefähr im Monat Mai einsetzen wird. Ich erlaubte mir zu sagen, dass ich diese Auffassung als etwas zu optimistisch betrachte. Aber er behauptete, Anhaltspunkte für seine Ansicht zu haben.

Schacht glaubt, dass Frankreich demnächst wieder, und wohl noch nicht zum letzten Mal, abwerten müsse. Die finanzielle Lage sei dort recht schwierig und die politische verworren. Ich antwortete ihm, dass wir, auch wenn Frankreich mit einer neuen Abwertung vorangehe, keinen Grund hätten, zu folgen, da unsere Währung bereits gesichert und unser Preisniveau genügend reduziert sei. Herr Schacht erklärte mir, dass er meine Auffassung vollständig teile. Über die wirtschaftliche Lage Deutschlands macht sich Herr Schacht keine Illusionen, im Gegenteil, er weiss, dass noch schwere Zeiten kommen werden. Aber er sieht der Zukunft doch mit Vertrauen und in Ruhe entgegen. Das Schicksal der Wirtschaft werde durch die Politik bestimmt.

Ich möchte an dieser Stelle einschieben, dass man nach meinen Beobachtungen dem ganzen deutschen Leben ansieht, dass Land und Volk verarmt sind. Konzerte und Theater sind zwar überfüllt, aber die ganze Lebenshaltung ist trotzdem in Berlin erheblich einfacher als in der Schweiz. Viele haben sozusagen alles verloren und die Einkommensverhältnisse sind sehr bescheiden. Die Preise aber scheinen mir eher höher zu stehen.

3) Am 23. Februar wurde ich vom Reichskanzler um 12⁴⁵ empfangen. Staatssekretär Dr. Lammers nahm mich im Vorraum in Empfang, führte mich zu Hitler und wohnte der Besprechung bei. Diese dauerte eine gute Stunde. Im Gegensatz zu Behauptungen, die man vielfach hört, darf ich konstatieren, dass der Reichskanzler mich in weitgehender Weise zum Wort kommen liess und sich nicht, wie man oft behauptete, darauf beschränkte, seinem Besucher einen Vortrag zu halten.

Ich dankte ihm Eingangs für den Empfang und sagte, ich sei sehr froh, mit ihm sprechen zu können, um ihn über die Verhältnisse der Schweiz aufzuklären und gewisse Irrtümer, die hinsichtlich Deutschlands bestünden, richtig zu stellen. Wir stehen natürlich politisch auf verschiedenen Standpunkten, das hindere aber nicht eine freundschaftliche Verständigung zwischen den beiden Ländern, von denen ein jedes, nach den Worten des «alten Fritz», das andere nach seiner Façon selig werden lassen.

Ich erwähnte dann weiter, dass die Schweiz keine diplomatischen Beziehungen zu Sowietrussland habe, und dass die kommunistische Partei in unserm Lande schwach sei und wenig bedeute. Überdies aber wache man in der Schweiz über die kommunistische Bewegung und werde, wenn es nötig sei, deren Ausdehnung einzudämmen verstehen. Daraufhin erklärte der Reichskanzler, der Umstand, dass wir keine diplomatischen Beziehungen zu Sowietrussland unterhalten, habe viel dazu beigetragen, dass die kommunistische Partei bei uns schwach geblieben sei. Er hätte beobachtet, dass die amtlichen

russischen Vertretungen, Gesandtschaften, Konsulate und Handelsvertretungen ohne Ausnahme Agitationsherde seien.

Hitler entwickelte sodann seine Ansichten über den Bolschewismus und dessen verheerende Wirkungen in Russland und wies auf die Pflicht hin, die Länder von ihm frei zu halten. Der Bolschewismus vernichte Alles, verhindere auch die andern Länder, vernünftige und normale Handelsbeziehungen zu unterhalten und vergrößere damit die wirtschaftlichen Schwierigkeiten, die sonst schon bestünden. Ihm könne es ja gleich sein, wie ein anderes Land sich organisiere, allein der Bolschewismus sei nicht in der Lage, Sicherheit, Ruhe und Ordnung aufrecht zu erhalten und das wirtschaftliche Leben zu ermöglichen. Sowietrussland habe die Präention und den Wunsch, die ganze Welt zu revolutionieren. Man müsse sich hüten.

An dieser Stelle fragte ich Herrn Hitler, was er eigentlich von den gegenwärtigen Vorgängen in Russland halte. Er antwortete, er glaube nicht, dass sich eine Änderung des Regimes vorbereite, sondern es seien einfach Cliques, die sich bekämpfen und sich gegenseitig «abschlachten». Die Vorgänge erinnern im übrigen an die Zeiten gewisser Zaren, z. B. Iwan des Schrecklichen, wo man Menschenleben nie geachtet und rücksichtslos den Gegner einfach umgebracht habe. Hitler glaubt nicht, dass sich ein Umschwung oder eine Verbürgerlichung vorbereite. Interessant sei festzustellen, dass in den Prozessen, die geführt werden, die Angeklagten Dinge anerkennen, die notorisch falsch seien. So z. B. wisse er von einem ganz bestimmten Fall, in dem ein Angeklagter anerkannt habe, nach Norwegen geflogen zu sein, wahrscheinlich um mit Trotzki Fühlung zu nehmen. Man habe die Behauptung kontrollieren können und feststellen müssen, dass sie absolut nicht wahr sei. In einem andern Fall habe Hitler jüngst Gelegenheit gehabt, durch einen Generalkonsul einen Angeklagten aufsuchen zu lassen, um sich mit ihm wegen einer privaten Sache (Ehescheidung) zu unterhalten. Der Mann sei vollständig apathisch gewesen und habe auf gar nichts reagiert. Wie die Angeschuldigten dazu kämen, Eingeständnisse zu machen, die der Wahrheit widersprechen, sei unklar. Aber es sei so. Man habe schon behauptet, dass man den Angeklagten Einspritzungen mache; auf jeden Fall sei sicher, dass die Leute komplett apathisch und zusammengebrochen seien und alles sagen, was man von ihnen wünsche. Notorische Unwahrheiten und Erfindungen werden dabei als wahr dargestellt.

Von Russland kamen wir auf Spanien zu sprechen. Hitler erwähnte, er habe in Spanien nichts zu suchen. Über die Zahl der kämpfenden Freiwilligen machte er mir ähnliche Angaben wie Neurath. Deutschland ziehe sich zurück und wolle weder von Spanien noch von seinen Kolonien etwas. Allerdings könnte es Deutschland nicht gleichgültig sein, wenn in Spanien ein Sowietstaat entstehen würde. Hitler sieht jedoch den Sieg Franco's voraus, anerkennt aber die immensen Schwierigkeiten, mit denen dieser auch nach einem Sieg zu kämpfen haben werde.

An dieser Stelle hielt ich es für richtig, dem Reichskanzler auch eine Aufklärung über die schweizerische Presse zu geben, da gelegentlich in Deutschland behauptet wird, diese sei verjudet. Ich habe diesen Vorwurf nicht nur abgelehnt, sondern widerlegt und dem Reichskanzler gezeigt, dass jüdische Einflüsse in unserer Presse gar keine Rolle spielen und dass auch Juden in

unserer Presse nicht beteiligt sind. Ich tat das nicht, um die Juden zu bekämpfen, sondern um ein Vorurteil, das auf deutscher Seite besteht, zu widerlegen, und eine Schwierigkeit mehr für das gegenseitige Verständnis aus dem Wege zu räumen.

Was das Verhältnis zur Schweiz betrifft, sagte Hitler, so wolle er offen sagen, dass der Fall Gustloff für ihn sehr schmerzlich war. Allein er müsse anerkennen, dass die Schweiz nichts dafür könne und dass die Sache korrekt erledigt worden sei. Er betonte noch, dass Gustloff korrekt gewesen sei und in der Schweiz nichts Unrechtes getan habe; deshalb habe ihn die Verweigerung der Zulassung eines Nachfolgers schmerzlich berührt². Er ging dann über diesen Punkt hinweg und ich habe ihn auch nicht weiter erwähnt.

Ich erinnerte dann den Reichskanzler an seine jüngste Reichstagsrede, in welcher er von der Neutralität Belgiens und Hollands gesprochen habe, ohne die Schweiz zu erwähnen. Wir hätten, fügte ich bei, dies so aufgefasst, dass er die Anerkennung der Neutralität der Schweiz als selbstverständlich betrachte.

Rasch fügte Hitler bei, jawohl, das sei so, aber noch etwas anderes hätte ihn veranlasst, nicht von der Schweiz zu sprechen. Er habe sie früher einmal genannt, und dann sei aus der Schweiz das Echo gekommen, solche Erklärungen brauche man nicht. Ich sagte darauf, ich hätte nie einen Moment, weder während des Weltkrieges noch seither unter allen verschiedenen Regierungen, daran gezweifelt, dass Deutschland unsere Neutralität anerkenne und respektiere, aber ich glaube, es wäre von grosser Bedeutung, wenn ich dem Bundesrat mitteilen dürfte, dass auch das heutige deutsche Regime die Sonderstellung der Schweiz anerkenne und sie jederzeit respektieren werde. Es würde eine solche Erklärung zweifellos zur Beseitigung vieler Missverständnisse beitragen, das Vertrauen stärken und Beruhigung schaffen.

Darauf erklärte der Reichskanzler mit grosser Lebhaftigkeit, er habe nie etwas getan oder gesagt, das den Schluss zulasse, dass er die Neutralität der Schweiz nicht voll und ganz zu respektieren bereit sei. Es wäre ein «Wahnsinn», wenn Deutschland die Schweiz angreifen oder durch sie marschieren wollte, einmal habe man einen solchen Wahnsinn gemacht, das genüge. Aus den Geschehnissen müsse man lernen, und nie werde wieder ein solcher Fehler gemacht werden. Die Schweiz decke die Flanke Deutschlands und erspare diesem Befestigungen, Geld und Truppen; er könne nur wünschen, dass Deutschlands Grenzen so viel wie möglich auf diese Weise gesichert würden. Die Schweiz sei da, sie sei notwendig, und Deutschland könne es nur begrüssen, wenn sie ihre Rüstung organisiere und sich instand setze, um sich nach allen Seiten hin zu verteidigen. Von Deutschland habe sie aber nichts zu befürchten, seine Regierung sei im Gegenteil froh über die Schweiz und werde sich hüten, sich mit einer Verletzung der Neutralität zu belasten. Ein solches Vorgehen komme in gar keinem Fall irgendwie in Frage. Immer werde die Unversehrtheit und Neutralität der Schweiz seitens Deutschlands respektiert werden.

Ich bat den Reichskanzler um die Erlaubnis, seine kategorischen Erklärungen, die ich lebhaft begrüsse, dem Bundesrat zuhanden des Schweizervolkes

2. *Double trait marginal et flèche de la main de Motta.*

mitzuteilen, womit Hitler sich sehr einverstanden erklärte. Er wünsche die Beseitigung aller Missverständnisse und die Widerlegung von Unwahrheiten, die böswillig in Zirkulation gesetzt worden seien. An die Besprechung des Verhältnisses zur Schweiz schloss sich dann ein Rundgang längs der deutschen Grenzen an. Was Belgien und Holland betreffe, so sei er bereit, deren Neutralität vollständig zu respektieren. Die Form werde man finden. Auch diese beiden Länder würden seitens Deutschlands nie in einen Konflikt hineingezogen. (Nebenbei besagt, finde man im Auswärtigen Amte, dass nicht die Neutralität von Belgien und Holland in Frage stehe, sondern dass es sich vielmehr darum handle, diesen Ländern Integrität zuzusichern.) Was Frankreich betrifft, so erklärte der Reichskanzler mit grösster Entschiedenheit, dass ihn nichts, aber auch gar nichts von diesem Lande trenne. Die Elsässer seien unzufrieden gewesen unter dem deutschen Regime, jetzt bekomme ihnen das französische nicht; er denke nicht daran, wegen dieser Provinz einen Krieg heraufzubeschwören und eine Million Menschen «abzuschlachten». Dieser Streitpunkt sei endgültig erledigt. Er habe die Überzeugung, dass man zu einer Verständigung kommen werde, auf jeden Fall werde er alles tun, um eine solche zu erreichen. Das Verhältnis zu Österreich sei geordnet und die deutsch-österreichischen Grenzen gesichert, darüber brauche man gar nicht weiter zu sprechen. Sehr optimistisch sprach sich dann der Reichskanzler auch über das Verhältnis zu Polen aus. Auch mit diesem Lande bestehe eine Vereinbarung und die Polen hätten nur einen Feind, das sei Sowietrussland. Von Polen habe Deutschland nichts zu befürchten. Ich warf absichtlich ein, dass der neuliche Besuch des polnischen Marschalls in Paris doch eigentlich für eine andere Orientierung Polens spreche. Hitler widersprach mir aber lebhaft mit dem Bemerkung, seiner Sache sicher zu sein. Er fügte bei, Deutschland sei ja vielleicht nicht immer entzückt über Polen und das Gleiche gelte für das letztere, aber die beiden Länder sind da, müssen miteinander rechnen und miteinander auskommen versuchen. Er, Hitler, sei ein Realpolitiker, der mit den gegebenen Verhältnissen rechne, und die Interessen für eine Verständigung überwiegen bei weitem die Bedeutung gewisser Differenzpunkte, die bestehen. Als den schwierigsten, den neuralgischen Punkt der deutschen Grenzen bezeichnete der Reichskanzler die Tschechoslovakei. Dort werde die deutsche Minderheit schlecht behandelt. Aber auch mit diesem Lande müsse eine Verständigung angebahnt und erreicht werden. Denn er wolle den Frieden und er sei überzeugt, dass er ihn erhalten könne. Er sei sich seiner Verantwortlichkeit gegenüber dem deutschen Volke bewusst und ich dürfe ihm glauben, dass seine Sorgen grosse und redliche seien. Am Schlusse sprach mir der Führer noch kurz von seiner Regierungsübernahme. Er sei bloss zu dritt in die Regierung eingetreten und hätte die andern Minister alle übernommen. Seither habe er sich nur von drei Mitarbeitern getrennt, nämlich Herrn Hugenberg, mit dem er heute noch in den besten Beziehungen und in Korrespondenz stehe; Herrn Reichswirtschaftsminister Schmitt, der zu seinem lebhaften Bedauern wegen einer Herzkrankheit sein Amt verlassen habe, und von Eltz-Rübenach, der ein strenger und gläubiger Katholik sei und die Verantwortlichkeit für gewisse Beschlüsse des Kabinetts nicht glauben übernehmen zu können. Es herrsche aber in seiner Regierung das beste Einvernehmen, er deutete auch an, dass ja

keineswegs alle Mitglieder der Regierung eifrige Parteiangehörige seien. So endete das ganze Gespräch in einer zwangslosen Unterhaltung, in der ich auch noch auf die Stabilität der schweizerischen Regierung hinwies.

Zum Schlusse dankte ich Hitler für seine Erklärungen und gab wiederholt der Überzeugung Ausdruck, dass sie in der Schweiz gut aufgenommen werden. Wir sprachen beidseitig den Wunsch aus, dass die Beziehungen zwischen beiden Ländern jederzeit wie unter guten Nachbarn freundschaftliche seien, und dass alle Schwierigkeiten auf dem Wege der loyalen Verständigung beseitigt werden.

Ich glaube sagen zu dürfen, dass es dem Reichskanzler angenehm war, sich einmal über das Verhältnis mit der Schweiz offen aussprechen zu können. Er spricht klar, deutlich und logisch und in einer guten Diktion. Er hat sich offenbar viel Wissen angeeignet und sprach selbst über wirtschaftliche Fragen lebhaft und in zutreffender Weise. Alle seine Äusserungen waren massvoll und vernünftig und der Gesamteindruck meiner Unterhaltung ist ein günstiger. Die Besprechung fand in einem grossen Saal, der ihm zugleich als Arbeitszimmer dient, in der Reichskanzlei statt.

Der Reichskanzler beauftragte mich, dem Bundespräsident seine Grüsse zu übermitteln.

Beim Hinausgehen unterbreitete ich Herrn Staatssekretär Dr. Lammers, dem Chef der Reichskanzlei, den Text der Mitteilung, den ich dem politischen Departement zu machen gedenke; er erklärte sich damit einverstanden. Ich habe dann Herrn Weizsäcker ein Exemplar meines Entwurfes übergeben. Der Vollständigkeit halber sei hier noch die Mitteilung, die ich Ihnen machte, aufgenommen. Danach wurden die Erklärungen des Herrn Hitler in folgender Weise zusammengefasst:

«Der Bestand der Schweiz ist eine europäische Notwendigkeit. Wir wünschen mit ihr als gute Nachbarn in bestem Einvernehmen zu leben und uns mit ihr in allen Dingen loyal zu verständigen. Als ich in meiner Reichstagsrede von der Neutralität zweier anderer Länder sprach, habe ich die Schweiz absichtlich nicht erwähnt, weil ihre hergebrachte, von ihr geübte und von den Mächten, auch von uns, immer anerkannte Neutralität in keiner Weise in Frage steht.

Zu jeder Zeit, komme was da wolle, werden wir die Unverletzlichkeit und Neutralität der Schweiz respektieren. Das sage ich Ihnen mit aller Bestimmtheit. Noch nie habe ich Anlass zu einer andern Auffassung gegeben.

Ich ermächtige Sie, diese Erklärung Ihrer Regierung zu Handen des Schweizerischen Volkes mitzuteilen.»

Nachtrag: Im Moment, in dem ich diese Aufzeichnung vollende, vernehme ich, dass die sozialistische Presse die Behauptung aufgestellt hat, Herr Hitler habe die Neutralität nicht eindeutig zugesichert, sondern gegen das Versprechen, dass unsere Presse die Kritik am deutschen Reiche abbreche und sich überhaupt anders einstelle. Nur der Vollständigkeit halber möchte ich hier noch erklären, dass diese Behauptung selbstverständlich eine glatte Erfindung ist. Ich hatte nichts zu versprechen, habe nichts versprochen und bin mir auch bewusst, dass solche Zusicherungen überhaupt nicht gegeben werden könnten, da der Bundesrat ja gar keine Mittel hat um ihre Innehaltung durchzusetzen.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 mars 1937

408. Adhésion de l'URSS à la convention sur les films éducatifs

Département politique. Proposition du 2 mars 1937

Le 11 mai 1935, le Secrétariat de la Société des Nations faisait savoir au Département politique que le Gouvernement soviétique se proposait d'adhérer à la Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif, du 11 octobre 1933, sous réserve de l'article XI.

Le Secrétariat demandait à cette occasion, comme aux autres gouvernements signataires, si la Suisse pouvait accepter la réserve de l'U.R.S.S.

La convention a été ratifiée à ce jour par les Etats suivants: Autriche, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Terre-Neuve, Grèce, Etat libre d'Irlande, Inde, Bulgarie, Chili, Cuba, Danemark, Egypte, Hongrie, Irak, Iran, Italie, Lettonie, Monaco, Nicaragua, Norvège, Roumanie, Suède, *Suisse*.

L'Australie y a adhéré.

Les Etats que voici l'ont également signée, sans avoir encore fait acte de ratification: Albanie, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Panama, Pologne, Uruguay.

Comme cette convention, qui était d'initiative italienne, intéresse tout particulièrement le Gouvernement de Rome, le Département politique avait cherché à obtenir des indications sur son attitude à l'égard de cette question, sans cacher que lui-même avait les plus sérieuses hésitations à se rallier à pareille réserve. Le Gouvernement italien n'a pas cru pouvoir se prononcer nettement; il s'est borné à communiquer le texte de l'accusé de réception pur et simple qu'il avait adressé au Secrétariat de la Société des Nations en réponse à sa circulaire.

Sur les 29 Etats signataires, 5 seulement (Irlande, Monaco, Norvège, Inde et Danemark) ont fait savoir qu'ils acceptaient la réserve soviétique. Un seul s'y est opposé: le Chili, mais cette opposition ne semblerait pas avoir d'effets juridiques, les deux pays s'étant entendus pour que, dans ces conditions, la convention ne s'applique pas entre eux.

Constatant que l'opposition chilienne était ainsi écartée, le Gouvernement de l'U.R.S.S. a fait savoir, par lettre du 16 février dernier au Secrétariat, «qu'au cas où aucun autre Etat signataire de la convention ne se prononcerait avant le 28 mars 1937 contre la réserve dont il s'agit, celle-ci devra être considérée comme acceptée par la totalité des signataires autres que le Chili...».

Le silence de la Suisse, selon cette communication, équivaldrait donc à un acquiescement. Or cet acquiescement paraît impossible à donner. On ne comprendrait guère qu'un Etat adhêrât aujourd'hui à une convention internationale en refusant de se soumettre aux procédures de règlement pacifique qu'elle prévoit. Si son engagement n'exclut pas toute velléité d'arbitraire, quelle en est la valeur?

La convention dont il s'agit laisse déjà beaucoup à désirer quant à la façon dont elle a assuré le règlement des différends auxquels donneraient lieu son interprétation ou son application. L'article XI a été grevé de réserves contre lesquelles s'était élevée la délégation suisse. Il est donc déjà fort affaibli.

Le Gouvernement de l'U.R.S.S. le trouve encore trop radical. Il voudrait avoir les mains libres et juger lui-même en toute souveraineté de ce qu'il doit faire pour se conformer à ses engagements. La prétention est excessive. De deux choses, l'une: ou le Gouvernement soviétique est désireux de faire loyalement face à ses obligations, et, dans ce cas, il n'a rien à redouter d'un arbitre ou d'un juge; ou il se réserve d'agir à sa fantaisie, et dans cette hypothèse, son adhésion paraît d'une valeur singulièrement réduite.

Le mutisme observé par la plupart des Etats indique suffisamment ce qu'ils pensent de la réserve soviétique. Il est cependant regrettable qu'aucun d'eux, à part le Chili, n'ait osé expressément mettre en doute la légitimité de ladite réserve.

Pareil reproche ne devrait pas être fait à la Suisse et, vu sa politique générale en matière d'arbitrage, vu, singulièrement, le prix qu'elle a toujours attaché aux clauses compromissaires des conventions internationales, il y aurait intérêt à marquer qu'elle n'est pas en mesure d'accepter une réserve de ce genre. Créer un précédent en cette matière serait extrêmement fâcheux. On pourrait d'ailleurs soutenir, contrairement à l'interprétation plus ou moins habile dont Moscou cherche à se prévaloir, en l'espèce, que le silence des autres Etats équivaut à un défaut d'accord.

Vu ce qui précède et conformément à la proposition du Département politique, il est *décidé* de faire savoir au Secrétariat de la Société des Nations, par l'entremise du Département politique, que le Conseil fédéral ne saurait accepter, à son regret, une réserve qui tend à l'élimination de tout règlement pacifique en cas de contestation au sujet de l'interprétation et de l'application de la Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif, du 11 octobre 1933.

41

J.I.1.1/2

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

L Personnelle et confidentielle

Berlin, 6 mars 1937

Dans ma lettre du 2 mars², où je vous faisais rapport sur mon entretien de la veille au soir avec le ministre des affaires étrangères au sujet des récentes déclarations du Chancelier, j'ajoutais qu'il avait tenu à me donner encore quel-

1. *En tête de cette lettre, annotation manuscrite de Motta: rispondo oggi 9.3.37, M. Dans cette réponse, Motta écrivait à Dinichert: [...] Je vous envoie le texte de la réponse que je ferai, ce soir, au Conseil des Etats, à l'interpellation Malche signée d'ailleurs par presque tous ses collè-*

ques éclaircissements que, pour des raisons que vous comprendrez également, j'avais préféré ne pas vous transmettre moi-même, nonobstant la demande que le baron von Neurath m'avait faite. J'estimais, au surplus, qu'il n'y avait pas nécessité absolue à une telle information.

Mais j'ignorais, à ce moment-là, que les déclarations de Hitler allaient donner lieu à un débat public chez nous. Après réflexion, je crois que, dans ces nouvelles conditions, il est de mon devoir à mettre à votre disposition, à toute bonne fin, le pro memoria ci-joint³, que j'avais dressé, immédiatement après ma conversation à l'Office des affaires étrangères, à mon usage exclusivement personnel. Ma préoccupation est, en effet, de vous éclairer vous-même aussi complètement que possible sur l'attitude du baron von Neurath et de ne rien omettre afin d'éviter qu'elle puisse donner lieu à malentendu ou critique. Le ministre est, au fond, certainement bien intentionné à l'égard de la Suisse et me témoigne, en tous cas, une confiance dont je ne peux que lui savoir gré.

J'ose admettre que vous voudrez bien considérer ma communication comme strictement personnelle, et je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération et de mon entier dévouement.

ANNEXE

PRO MEMORIA
ZUM EIGENEN GEBRAUCH
ÜBER MEINE BESPRECHUNG MIT DEM REICHSMINISTER
DES AUSWÄRTIGEN, FREIHERRN VON NEURATH, AM MONTAG
DEN 1. MÄRZ 1937, UM 19 UHR.

Geheim

Nachdem ich dem Reichsminister auftragsgemäss zu Händen des Reichskanzlers den Dank des Bundesrats und des Schweizervolkes für die Erklärungen Hitler's vom 23. Februar ausgesprochen und mein amtlicher Auftrag damit seine Erledigung gefunden hatte, sagte mir der Minister unver-

gues. J'y joins la traduction allemande que j'ai contrôlée personnellement. J'espère que vous y trouverez la satisfaction à laquelle vous avez droit. Je me suis persuadé que les déclarations de M. Hitler ne pouvaient avoir lieu que sous la forme où elles ont eu lieu. Votre personne ne doit pas en souffrir. Vous connaissez les sentiments de profonde et *[illisible]* affection que j'éprouve pour vous. (J.I.1.1/29).

Le 13 mars, Dinichert répondait à Motta: Je veux admettre que vos déclarations dans les deux Conseils sont effectivement de nature à dissiper les malentendus et les doutes qui pouvaient faire surgir en moi l'idée d'y répondre par des déterminations logiques en pareille circonstance. S'il en est ainsi en Suisse, je serai rassuré. Car ici, j'ai pu me persuader une fois de plus, précisément ces derniers temps, que, malgré la constante franchise de mon langage, ma position était telle que je devais la souhaiter. Si je me trompais et si quelque écho contraire, d'une instance autorisée bien entendu, dût vous parvenir, je vous prierais de m'en faire part sans hésitation afin que je puisse en tirer les conséquences voulues. (J.I.1.1/2).

Pour la situation de Dinichert, cf. Nos 161, 162.

2. Cf. E 2001 (D) 3/304. *Pour les déclarations de Hitler, cf. Nos 37 et 39.*

3. *Reproduit en annexe.*

mittelt, er wünsche mir nun die Umstände, die zum Empfange des Herrn alt Bundesrat Schulthess durch Hitler und des Letzteren Erklärungen geführt haben, in den Einzelheiten darzulegen. Freiherr von Neurath äusserte sich ziemlich wörtlich folgendermassen:

«Herr Schulthess wurde am Sonnabend den 20. Februar durch Freiherrn von Weizsäcker bei mir eingeführt. Ich wusste vordem von diesem Besuche nichts. Herr Schulthess gab mir seinen Wunsch zu erkennen, vom Reichskanzler empfangen zu werden, und sprach von der Möglichkeit, von ihm gewisse Erklärungen über das Verhältnis zur Schweiz zu erlangen, die für unsere gegenseitigen Beziehungen von Bedeutung sein könnten. Da dachte ich natürlich sofort an das Gespräch, das wir kurze Zeit (es war ca. eine Woche) zuvor geführt hatten und das mir noch in lebhafter Erinnerung war. Ich begriff denn auch den Zweck des beabsichtigten Besuches und erklärte übrigens Herrn Schulthess, dass dieser mir aus meinen Gesprächen mit Ihnen klar sei. Ich sagte mir ferner, dass dies der gegebene Anlass für die Erfüllung der schweizerischen Wünsche sein könnte. Denn wenn ich, wie ich Ihnen tatsächlich erklärt hatte, gegen eine so vom Zaune gerissene, ohne äusseren Anlass hervorgerufene amtliche Kundgebung war, so hatte ich nicht mehr die gleichen Bedenken gegen ganz zufällig und in zwangloser Weise gemachte Erklärungen. Ich wusste ja auch durch Sie, welchen Wert man bei Ihnen darauf legte.

«Ich erklärte mich infolgedessen bereit, den Reichskanzler, den ich unmittelbar nachher sehen sollte, zu veranlassen, Herrn Schulthess zu empfangen. Vorerst zeigte sich Hitler abgeneigt und meinte, er wüsste nicht recht, was er Herrn Schulthess sagen sollte. Ich setzte ihm dann auseinander, worauf es Ihnen ankomme, und schliesslich willigte er ein. Ich kann Ihnen aber erklären, dass es ohne unser letztes Gespräch keinen Besuch Herrn Schulthess' beim Führer gegeben hätte.»

42

E 4300 (B) 1971/4/E 3/37/1

*Le Chef de la Police des Étrangers du Département de
Justice et Police, P. Baechtold,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna¹*

*Copie
No*

Berne, 6 mars 1937

Journalistes accrédités auprès de la Section d'informations de la S.d.N. qui ont fait l'objet d'avertissements ou auxquels ont été notifiées des réserves touchant leur activité politique. Ces réserves sont en général formulées de la manière suivante: l'autorisation est accordée sous réserve que l'intéressé s'abstienne de toute activité politique de nature à troubler les relations de la Suisse avec des Etats étrangers. (Les journalistes mentionnés ci-après figurent sur la liste publiée, le 26 septembre 1936, des agences télégraphiques et des journaux représentés à la XVII^e Assemblée de la S.d.N.).

1. *Bekessy Johann*, Hongrois, en Suisse depuis janvier 1936, correspondant des journaux «Der Morgen» de Vienne et «Ujsag» de Budapest. Partisan des Habsbourg en Autriche. Réserve proposée par le Département politique et le Ministère public fédéral.

1. *Le document n'est pas signé et ne porte aucune indication d'auteur et de destinataire. Une annotation manuscrite, dont le paraphe n'a pu être identifié, donne toutefois cette précision: Original remis par Monsieur Baechtold à Monsieur Bonna le 6.3.37.*

2. *Dell Robert Edouard*², Anglais, en Suisse depuis juillet 1932, correspondant du «Manchester Guardian». Expulsé de France en 1919. S'est vu notifier, en décembre 1933, par le Ministère public fédéral, au nom du Conseil fédéral, un sérieux avertissement, avec menace d'expulsion en cas de récidive, en raison de son attitude incorrecte à l'égard de la Suisse (relations sur les troubles de Genève). Réserve touchant son activité politique notifiée à la demande du Département politique et du Ministère public fédéral.

3. *Fascetti Vittorio*³, Italien, en Suisse depuis juillet 1935. Affaire du Négus. Le 1^{er} octobre 1936, il a été notifié à l'intéressé, à la demande du Département politique et du Ministère public, que si sa conduite devait donner lieu à la moindre plainte il serait immédiatement astreint à quitter la Suisse.

4. *de Köver Gustave*, ex-Roumain, en Suisse depuis février 1934, correspondant des journaux «Magyar Szo» et «Magyar Hirlap». Expulsé de Roumanie. Propagande irrédentiste hongroise en Roumanie. Est au bénéfice d'une tolérance. Réserve proposée par le Département politique et le Ministère public fédéral touchant son activité politique. Réserve au sujet du renouvellement de ses papiers de légitimation (passeport pour étranger hongrois).

5. *Moore Bernard*, Anglais, en Suisse depuis février 1932, correspondant du «Daily Herald». En 1933 et 1934, il a été notifié à l'intéressé, à la demande du Politique, une réserve touchant son activité, vu la tendance du Daily Herald. Depuis mai 1936 cette réserve n'a plus été formulée.

6. *Radin Serge*, Français, en Suisse depuis le 1^{er} février 1928, étudiant et journaliste, correspondant de la «Tribune Républicaine» de St-Etienne, de la «Dépêche de Toulouse», du «Travail» et de la «Sentinelle». Réserve proposée par le Ministère public fédéral.

7. *Rothstein Andrew*, Anglais, en Suisse depuis mars 1936, correspondant de l'«Agence Tass» a fait l'objet, en 1921, d'une décision d'interdiction d'entrée en Suisse qui a été levée en octobre 1936. A la demande du Politique et du Ministère public fédéral il a été notifié à l'intéressé qu'il doit limiter son activité strictement à son domaine journalistique de la S.d.N., s'abstenir de toute propagande politique et de toute immixtion dans la politique intérieure de la Suisse.

8. *Trotzkyi Nikolaus*, Autrichien, en Suisse depuis janvier 1932, correspondant des journaux «Czas» de Cernauti (Roumanie) et «Dilo» de Lemberg. Réserve (l'intéressé doit s'abstenir de toute activité politique en Suisse) notifiée à la demande du Politique.

9. *Zanetti Armando*, Italien, en Suisse depuis septembre 1930, correspondant de «La Dernière Heure» de Bruxelles. Antifasciste. Réserve notifiée à la demande du Politique et du Ministère public fédéral.

2. Cf. DDS 10, N° 330.

3. Cf. DDS 11, N° 264.

43

E 1004.1 1/363

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 8 mars 1937

429. Statut des journalistes dits «accrédités»
auprès de la Société des Nations.
Interpellation Nicole

Département politique. Proposition du 8 mars 1937

Le département politique expose ce qui suit :¹

«La question d'un statut des journalistes dits «accrédités» auprès de la Société des Nations ne date pas d'hier, mais elle a particulièrement été agitée à la suite des mesures prises contre le sieur A Prato, rédacteur au «Journal des Nations». L'Association internationale des journalistes à Genève a paru s'émouvoir du fait que ce journaliste irascible devait quitter le territoire de la Confédération et est allée jusqu'à saisir le Conseil de la Société des Nations de cette affaire en invoquant la nécessité pour elle de sauvegarder la liberté de la presse². Elle demande des garanties pour l'avenir, garanties qui devraient être consignées dans un statut à négocier entre la Société des Nations et nous.

Le Conseil n'aurait pas dû s'occuper de cette affaire, même en séance privée³, sans se concerter avec le Conseil fédéral ou sans nous offrir tout au moins la possibilité d'exposer, si tel eût été notre désir de le faire, les raisons qui ont amené les autorités suisses à sévir contre M. A Prato. La procédure qu'il a suivie jusqu'ici frise la violation de l'article 4, alinéa 5, du Pacte, qui stipule expressément: «Tout membre de la Société qui n'est pas représenté au Conseil est invité à y envoyer siéger un représentant lorsqu'une question qui l'intéresse particulièrement est portée devant le Conseil.»

Si le Conseil a pu se résoudre à entrer dans cette voie, c'est qu'il y a été poussé grâce à certaines complicités que les journalistes ont pu s'assurer manifestement dans son sein. L'affaire est actuellement pendante, et les membres du Conseil s'étaient séparés, lors de la dernière session, en chargeant le délégué de la Chine, M. Wellington Koo, alors président du Conseil, de bien vouloir examiner conjointement avec deux ou trois de ses collègues la suite à donner à la supplique des journalistes. A ce jour, nous n'avons pas eu vent des intentions du représentant de la Chine.

En tout état de cause, nous estimons qu'il n'y a pas lieu d'accueillir favorablement la requête dont il s'agit. Cette demande n'est pas justifiée. Les journalistes n'ont pas plus droit à un statut spécial que les autres groupements corporatifs. Ils ne représentent, en aucune manière, leur pays à l'étranger; ils ne représentent que des journaux et ne sauraient, à ce titre, bénéficier, même dans

1. *Le texte de cette proposition a été rédigé par C. Gorgé, cf. E 2001 (D) 4/46.*

2. *Cf. Nos 9, 12, 13.*

3. *Cf. Nos 16, 17.*

une mesure très limitée, de facilités équivalant, en fait, aux privilèges et immunités diplomatiques. Le jour où pareil statut verrait le jour, la Suisse ne commanderait plus chez elle. Les journalistes étrangers pourraient agir à leur guise, insulter le pays ou d'autres Etats avec lesquels nous avons intérêt à vivre en bonne harmonie sans que nous ayons le droit et les moyens de faire cesser leurs agissements. Notre souveraineté ne saurait abdiquer devant les préférences de journalistes qui, par ailleurs, s'exagèrent de beaucoup, d'une part, leur importance personnelle et, d'autre part, les périls dont ils sont environnés.

Le régime dont ont bénéficié jusqu'ici les journalistes «accrédités» à Genève n'a rien, pensons-nous, de répréhensible. Il est aussi libéral qu'il pourrait l'être, et il l'est beaucoup plus qu'il ne l'aurait été dans d'autres pays. Nous n'éprouvons aucune propension à nous citer en exemple, mais, à cet égard, nous n'avons rien à nous reprocher, et l'Association internationale des journalistes n'a, à vrai dire, à se plaindre de rien. Elle a eu fort peu souvent l'occasion d'articuler des griefs contre les autorités suisses, et elle n'en aurait jamais eu à formuler si certains de ses membres n'avaient pas dépassé manifestement les bornes de ce qui est admissible et tolérable. La situation des journalistes à Genève n'est pas telle que d'aucuns se complaisent à la dépeindre. Leur mauvaise humeur disparaîtrait du jour au lendemain si certains pays dont nous ne partageons pas toutes les idéologies ne les encourageaient pas plus ou moins ouvertement à nous demander des faveurs qu'on ne leur accorderait certainement pas ailleurs.

Parce que le sieur A Prato, adversaire acharné du régime fasciste en Italie, a été renvoyé de Suisse pour les raisons que l'on sait, une certaine presse de gauche feint, chez nous, d'être alarmée et s'inquiète du sort des malheureux journalistes à Genève qui demeurent encore sous le contrôle des autorités suisses. Elle reproche au Conseil fédéral toutes sortes de faiblesses et de complaisances. Le journaliste étranger qui ne pense pas comme nous serait menacé d'expulsion. Il est vain de relever ces sottises dont le calibre même exclut toute idée de bonne foi. Si ceux qui les répandent voulaient s'éclairer, ils chanteraient bien vite la palinodie, mais ils se refusent – et pour cause – d'allumer leur lanterne.

Il n'y a pas lieu, dans ces conditions, de se montrer surpris que M. Nicole, appuyé par quelques co-signataires, ait songé, dès la présente session des Chambres, à interpeller le Conseil fédéral sur la question d'un statut des journalistes accrédités à Genève. Son interpellation, déposée le 4 mars, a la teneur suivante:

«Quelle est la politique du Conseil fédéral à l'égard des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations?

Ces derniers ont-ils ou non le droit:

- a. de défendre le pacte de la Société des Nations et son application;
- b. de défendre, selon leurs propres convictions, la politique des Etats qui accomplissent fidèlement leurs devoirs à l'égard des stipulations du pacte;
- c. de combattre la politique d'agression et de violation du pacte par des informations et des commentaires destinés à faire éclater au grand jour des manœuvres excluant la possibilité de liquidation pacifique des conflits pouvant surgir entre les Etats.

Le Conseil fédéral est-il prêt à collaborer à l'établissement d'un statut mettant les journalistes accrédités auprès de la Société des Nations à l'abri d'incidents aussi regrettables que celui qui a frappé M. A Prato, collaborateur au «Journal des Nations», au «New York Times» et à un certain nombre d'autres journaux d'allure internationale?»

Le Chef du département politique considère qu'il y aurait intérêt à répondre sans tarder à cette interpellation. La question, comme nous l'avons vu, est brûlante d'actualité. Elle est pendante devant le Conseil de la Société des Nations et l'on ne sait pas ce qui pourrait en sortir si nous n'adoptons pas, à la première occasion qui s'offre à nous, une attitude nette et décidée. Cette occasion, M. Nicole et ses amis nous la fournissent; nous devons la saisir pour exposer publiquement et sans ambages ce que nous pensons de cette affaire. Nous dissiperons ainsi les illusions que certains pourraient se faire à Genève et ailleurs sur les possibilités d'obtenir de nous des concessions que nous jugeons incompatibles avec les droits inhérents à une souveraineté restée entière malgré l'établissement du siège de la Société des Nations dans notre pays. Nous nous mettrons ainsi d'avance à l'abri de démarches ou de pressions auxquelles nous ne pourrions qu'opposer une fin de non-recevoir. Le Conseil de la Société des Nations n'a pas cru devoir jusqu'ici nous consulter; il trouve évidemment la question plutôt embarrassante, encore que plusieurs de ses membres – et nous le savons de source sûre – semblent partager entièrement les craintes et les doléances des journalistes. Nous lui faciliterons la tâche en l'éclairant nous-mêmes sur le régime auquel ont été astreints à ce jour les journalistes à Genève et qui continuera à leur être appliqué à l'avenir. Cette déclaration unilatérale constituera, si l'on veut, le statut des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations; nous n'en avons pas d'autre à offrir.

Il ne serait évidemment pas indiqué de répondre, point par point, à l'interpellation Nicole. La manière dont les questions sont posées est trop tendancieuse pour que nous suivions l'interpellateur sur son terrain. Il suffira que nous fassions connaître nos vues sur le problème de fond, soit sur l'octroi éventuel d'un régime de faveur aux journalistes accrédités auprès de la Société des Nations. On nous reproche de menacer la liberté de la presse. C'est une ineptie, mais nous devons nous expliquer clairement à ce sujet.

Notre réponse à l'interpellation pourrait tenir, pensons-nous, dans les douze points que voici:

1) La Suisse est attachée autant que quiconque – et certainement plus que certains pays – au principe de la liberté de la presse.

2) Elle y est attachée d'autant plus que, chez nous, ce principe a derrière lui une longue tradition qui ne s'est jamais démentie.

3) Les autorités fédérales n'ont jamais pris de mesures qui pussent de bonne foi être considérées comme attentatoires à la liberté d'opinion que revendique l'Association des journalistes à Genève. La requête de cette dernière au Président en exercice du Conseil met précisément en évidence le fait que cette liberté n'a jamais été troublée en fait.

4) Si la Confédération a, en matière de liberté de la presse, des principes qui peuvent être confrontés avec ceux de n'importe quel autre pays, elle n'entend pas pour autant renoncer, du fait du siège de la Société des Nations à Genève,

à exercer les prérogatives d'un Etat souverain. En recevant la Société des Nations sur son territoire, la Confédération n'a en rien aliéné son indépendance.

5) La Confédération tiendra toujours compte des intérêts de la Société des Nations et elle s'emploiera constamment à concilier ses préférences et ses intérêts avec les désirs et les besoins légitimes de la Société. Mais elle ne pourrait, en aucun cas, renoncer au droit d'exclure de son territoire toute personne privée qui, par son attitude et son activité, porterait ou pourrait porter préjudice aux intérêts de la Confédération.

6) Les autorités fédérales n'ont jamais entendu limiter le droit des journalistes étrangers spécialement dépêchés aux sessions du Conseil et de l'Assemblée d'écrire ce que bon leur semble aux journaux qui les envoient.

7) Elles ont reconnu, en règle générale, la même faculté aux journalistes séjournant à Genève, étant entendu qu'ils ne mettraient pas à profit leur séjour en Suisse pour critiquer systématiquement nos institutions ou nous créer des difficultés avec les Etats étrangers.

8) Les autorités fédérales se réserveront, en outre, toujours le droit, à l'égard de journalistes étrangers admis à séjourner et dont l'activité peut inspirer certaines craintes, d'exiger qu'ils s'engagent à ne pas nous créer des difficultés avec des pays étrangers.

9) Les autorités fédérales peuvent également refuser l'accès du territoire suisse à des journalistes indésirables. Le fait d'être «accrédité» par un journal, si honorable soit-il ne constitue pas un certificat d'honorabilité qui puisse faire échec aux mesures prises ou à prendre en vue de sauvegarder notre ordre public. Si ce principe était battu en brèche, un individu expulsé de Suisse pourrait y rentrer sous le couvert du mandat d'un journal l'«accréditant» auprès du secrétariat de la Société des Nations. C'est inadmissible.

10) Pour ce qui est des *réfugiés politiques*, la Confédération exigera toujours qu'ils s'en tiennent de la façon la plus stricte aux conditions auxquelles est nécessairement subordonnée leur admission en Suisse. Un réfugié ne peut pas de plein droit exercer la profession de journaliste dans le pays de refuge. Si cette profession ne lui est pas interdite, elle peut être soumise à toutes les restrictions commandées par les circonstances. L'Etat, qui est seul juge de sa sécurité, est seul juge aussi de ce qu'il doit faire pour se protéger contre le réfugié qui exerce une activité incompatible avec sa qualité de réfugié.

11) L'expérience a montré que ces principes ne sont nullement de nature à porter atteinte aux intérêts bien compris de la presse internationale représentée à Genève. La presse étrangère a joui jusqu'ici des plus larges facilités. Ce sera le cas aussi à l'avenir.

12) Les garanties qu'elle demande, elle les trouvera dans la pratique suivie jusqu'ici, comme elle les trouvera dans les conceptions politiques d'un pays qui croit avoir prouvé au cours de son histoire et qui prouve tous les jours son attachement indéfectible au principe de la liberté de la presse.

Les divers points que nous venons d'énoncer se rapportent aussi bien au passé qu'au présent et à l'avenir. Ils touchent implicitement au cas A Prato auquel fait allusion expressis verbis l'interpellateur; ils rappellent nos conceptions en matière de liberté de la presse et se prononcent nettement sur l'inop-

portunité qu'il y aurait à accorder aux journalistes à Genève un statut spécial que rien ne justifie. De cette manière, nous répondrions de façon complète aux questions que l'on veut bien nous poser, et nos déclarations constitueraient, par anticipation, la réponse à toute démarche éventuelle du Conseil de la Société des Nations à la suite de la requête dont il a été saisi par les journalistes.»

Vu ce qui précède et conformément à la proposition du département politique, il est *décidé* de charger le Chef de ce département de répondre au nom du Conseil fédéral, dans le sens des considérations qui précèdent, à l'interpellation déposée par M. Nicole au sujet du régime auquel sont soumis les journalistes «accrédités» auprès de la Société des Nations⁴.

4. *Pour le développement de l'interpellation Nicole et la réponse de Motta du 15 mars 1937, cf. Procès-verbal des séances du Conseil national, 1937, 7^e session de la 30^e période de législation, pp. 291 ss. (E 1301 I/322).*

44

E 1301 I/322

CONSEIL NATIONAL Interpellation Musy du 9 mars 1937¹

Interdiction de l'activité communiste

Considérant que le communisme est la négation des principes essentiels d'ordre moral et social, économique et politique qui sont à la base de toutes les constitutions fédérales et cantonales qui depuis 1291 ont régi et régissent encore le peuple suisse;

considérant en outre que les organisations communistes, en particulier le parti communiste section de l'internationale communiste, poursuivent, conformément au programme de la troisième internationale, le renversement par la violence de nos institutions,

le Conseil fédéral est-il prêt à présenter un projet de loi interdisant comme illicites et dangereuses pour l'Etat, l'action communiste et les organisations communistes?²

1. *Cette interpellation a été développée au Conseil national dans sa séance du 16 mars 1937, cf. E 1301 I/322, pp. 329 ss.*

2. La demande d'interpellation est appuyée par MM. : Abt, Aeby, Aubert, Benninger, Dollfus, Fauquex, Favrod-Coune, Glasson, Gnägi, Gorgerat, Gottret, Gutknecht, Müller-Schmitt, Nietlispach, Quartenoud, Rochat, Vallotton, Wetter.

ANNEXE

E 4001 (B) 1970/187/4

*Projet³ de réponse à l'interpellation Musy**Berne, non daté*

BUNDESRAT BAUMANN ZUR BEANTWORTUNG
 DER INTERPELLATION MUSY
 ÜBER DIE KOMMUNISTISCHEN UMTRIEBE

Die Umtriebe der Kommunisten bilden auch in der Schweiz eine Gefahr. Sie liegt insbesondere in der Abhängigkeit von der kommunistischen Internationale. Mit der Befolgung der Weisungen der Komintern gewinnt diese internationale Organisation, in erster Linie Russland, Einfluss auf unsere Angelegenheiten. In der Bewertung der Gefährdung unserer verfassungsmässigen Ordnung durch Kommunisten und in der Frage, wie diese Umtriebe zu bekämpfen seien, gehen die Meinungen in unserm Lande auseinander. Selbstverständlich kann der Staat, wie wir in der Botschaft betont haben, gegen den Kommunismus als Idee nicht mit polizeilichen Massnahmen kämpfen. Wir können auch die Auffassung nicht teilen, dass die kommunistischen Umtriebe bei uns heute schon einen solchen Grad erreicht hätten, dass von der Vorbereitung eines bestimmten Unternehmens zum gewaltsamen Umsturz der verfassungsmässigen Ordnung gesprochen werden könnte. Die Gefahr liegt in der systematischen Zersetzungs- und Wühlarbeit, insbesondere auch im Bestreben, in der Armee destruktiv zu wirken, in der Androhung von Streiken, die die Staatsgewalt schwächen sollen. In aller Erinnerung steht der Kommunistenkrawall in La Chaux-de-Fonds. Wir verweisen auf die Entscheide des Bundesgerichtes, die die Umtriebe des Humbert-Droz und des Lehrers Wyss als staatsgefährlich bezeichnet haben.

Mit den Ausführungen des Interpellanten über die internationale Organisation der Kommunisten und die Abhängigkeit der schweizerischen Partei von der internationalen Organisation gehen wir in allen wesentlichen Punkten einig. Ob seine Angaben über die Umtriebe der schweizerischen Kommunisten in allen Teilen richtig sind, mag dahingestellt bleiben. Als Behörde können wir uns nur auf einwandfreie amtliche Feststellungen stützen. Es kommt für unsere Stellungnahme zur Interpellation auch nicht auf Einzelheiten an. Wir beschränken uns auf grundsätzliche Feststellungen und lassen beiseite, was uns aus Polizeiberichten über die politische Tätigkeit unserer Kommunisten bekannt geworden ist. Dabei stützen wir uns auf Statuten, Parteiprogramme, Konferenzbeschlüsse und Veröffentlichungen der Kommunisten selbst. Im weitern ziehen wir die Erhebungen der Bundesanwaltschaft über die illegalen Flüchtlinge in Zürich und das Urteil des Bundesgerichtes i. S. Humbert-Droz vom 20. September 1935 bei.

Wir heben folgende Feststellungen hervor:

1. Die kommunistische Partei der Schweiz – wie alle übrigen kommunistischen Landesparteien – ist eine Sektion der kommunistischen Internationale. § 22 der Statuten dieser Internationalen bestimmt: «Das Exekutivkomitee der kommunistischen Internationale (EKKI) und sein Präsidium haben das Recht, in die Sektionen der kommunistischen Internationale Vertreter zu senden. Diese Vertreter erhalten die Instruktionen durch das EKKI und sind diesem für ihre Tätigkeit ver-

3. *La réponse du Conseil fédéral à l'interpellation Musy a été ajournée, puis est devenue sans objet, l'interpellation ayant été rayée de la liste par décision du Conseil national du 14 décembre 1939, pour le motif que Musy ne faisait plus partie du Conseil, cf. Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale, session d'hiver 1939, p. 29. La réponse de Baumann n'a donc jamais été présentée au Conseil national.*

Le projet Baumann reprenait, en bonne partie, un projet de réponse préparé par le Ministère public, qui figure dans le même dossier.

antwortlich. Sie haben das Recht, allen Versammlungen und Sitzungen der Zentral- oder Ortsorgane beizuwohnen. Sie erfüllen ihre Aufgabe in engstem Kontakt mit dem Zentralkomitee der betreffenden Sektion. In Fällen, in denen die politische Richtung des betreffenden Zentralkomitees mit den Richtlinien des EKKI nicht übereinstimmt, können sie in den Kongressen, Konferenzen und Versammlungen der Sektion auch gegen dessen Zentralkomitee bestimmte Weisungen erteilen. Die Vertreter haben insbesondere die Aufgabe, die Ausführung der Beschlüsse der Kongresse und des Exekutivkomitees der kommunistischen Internationale zu überwachen.

Das EKKI und sein Präsidium können auch Instruktoressen in die verschiedenen Sektionen der kommunistischen Internationale entsenden. Die Aufgaben und Pflichten dieser Instruktoressen werden durch das EKKI bestimmt, welchem sie für ihre Arbeit verantwortlich sind».

Die Statuten der kommunistischen Partei der Schweiz bestimmen denn auch in Art. 6: «Bindende Anerkennung der Beschlüsse höherer Parteiorgane durch die untern, strenge Disziplin und schnelle und genaue Durchführung der Beschlüsse des EKKI». Ferner bestimmt Art. 39 des Statutes der kommunistischen Partei der Schweiz: «Die Beschlüsse der Komintern, des Parteitages, der Parteikonferenz und aller höher gestellten Parteiinstanzen müssen schnell und genau durchgeführt werden».

Nationalrat Bodenmann erklärte denn auch am letzten Weltkongress der Komintern in Moskau: «Mit aktiver und kameradschaftlicher Hilfe der Exekutive der kommunistischen Internationale gelang es, diese Schwierigkeiten (Unterdrückung jeder Parteiopposition) zu überwinden und eine feste proletarische Führung heranzubilden» («Kämpfer» v. 9.8.35).

2. Die Sektionen von kommunistischen Landesparteien sind verpflichtet, sich jederzeit zum Übertritt in die Illegalität bereit zu halten. §36 des internationalen Statutes bestimmt hierüber: «Die kommunistischen Parteien müssen jederzeit zum Übertritt in die Illegalität bereit sein. Das EKKI hilft ihnen, sich hiefür vorzubereiten.» Dimitrov bemerkte am 7. Weltkongress in Moskau: «Die Erfahrungen in Deutschland müssen denjenigen unserer Parteien, die heute noch legal sind, aber morgen ihre Legalität verlieren können, eine ernste Warnung sein» (Rundschau 66, 1935 S. 2607).

3. Grösstes Gewicht legt die kommunistische Internationale, besonders seit dem 7. Weltkongress, auf die Ausbildung von Kadern und die Schulung der Parteimitglieder. Durch eine Resolution dieses Weltkongresses wird das EKKI beauftragt, «systematisch mitzuhelfen an der Schaffung und Schulung von Kadern, sowie wahrhaft bolschewistischer Führer in den kommunistischen Parteien, damit die Parteien im Stande sind, auf der Grundlage der Beschlüsse der Kongresse der Komintern und des EKKI bei jähren Wendungen der Ereignisse rasch und selbständig die richtige Lösung der politischen und taktischen Aufgaben der kommunistischen Bewegung zu finden» (Rundschau 45, 1935 S. 2029). Dimitrov erwähnte hiezu: «Die richtige Erhaltung der Kadern setzt auch die ernsthafteste Organisierung der Konspiration in der Partei voraus» (Rundschau 66, 1935 S. 2607).

Die der kommunistischen Taktik dienenden Kurse der Masch⁴, deren prominenter Lehrer vor allem Humbert-Droz war, wurden bereits vom Staatsrat des Kantons Waadt, vor Erlass des bundesrätlichen Verbotes vom 3. November 1936, verboten. Das Bundesgericht hat dieses Verbot geschützt (BGE 61 I S. 264 ff). Wie das Bundesgericht ausdrücklich erkannte (S. 267), konnten die Rekurrenten die kommunistische Taktik, welche wie folgt geschildert wird, nicht ernsthaft widerlegen: «Entgegen der früheren Losung zur Dienstverweigerung wird nun zum Eintritt in die Armee aufgefordert und dem Kommunisten befohlen, sich in der Armee als guter Soldat zu zeigen, nach Möglichkeit zu aspirieren und sich das Vertrauen seiner Kameraden und Vorgesetzten zu erwerben. Er soll nach Möglichkeit versuchen, sich in diejenige Truppe einreihen zu lassen, die mit den modernsten, schnellsten und tödlichsten Waffen kämpft. Nachdem er sich das Vertrauen seiner Vorgesetzten erworben hat, soll er die Zersetzungsarbeit innerhalb der Armee beginnen, den Geist der Unzufriedenheit, sowie eine feindliche Stimmung gegen die Disziplin und das hierarchische Prinzip schaffen. Innerhalb der Armee sollen kommunistische Soldatenzellen gegründet werden, welche mit den übrigen Zellen des In- und Auslandes in Verbindung bleiben sollen. Die revolutionäre

4. Marxistische Arbeiterschule.

näre Aktion soll sich aber nicht nur mit der Desorganisation der Armee begnügen, sondern sich auch mit der Spionage zu Gunsten der Komintern befassen. Das Ziel dieser Spionage soll die Vermittlung aller für die Komintern oder die russische Armee wertvollen Nachrichten sein» (S. 266).

4. Die Kommunisten müssen auf Befehl Moskaus alles versuchen, um neben der politischen Einheitsfront insbesondere die Gewerkschaftseinheit herzustellen. Zu welchem Zweck dies geschehen soll, sagt u.a. Stalin: «Wenn die kommunistischen Parteien zu einer wirklichen Massenkraft werden sollen, die fähig ist, *die Revolution vorwärts zu treiben*, müssen sie sich mit den Gewerkschaften verbinden und sich auf sie stützen» (Rundschau 37, 1935 S. 1760). Dimitrov sagt dann hiezu: «In dem Masse, wie die Bewegung wächst und die Einheit der Arbeiterklasse sich verstärkt, müssen wir weitergehen und den Übergang von der Verteidigung zum Angriff gegen das Kapital vorbereiten und auf die Organisation des *politischen Massenstreiks* hinsteuern» (Rundschau 39, 1935 S. 1832). Ebenso sagt Genosse Pieck (Mitglied des EKKI), dass es gelte, die wirtschaftlichen Kämpfe zu politischen Kämpfen emporzureissen (Rundschau 37, 1935 S. 1755). Bodenmann sagte denn auch am 7. Weltkongress: «Es gelang, einige Streiks gegen Lohnkürzungen durchzuführen, die sich zu bedeutsamen Kämpfen entwickelten» (Rundschau 49, 1935 S. 2138). Die Broschüre des schweizerischen Gewerkschaftsbundes «Die Wahrheit über die Taktik der Kommunisten-Dokumente über die Einheitsfrontmanöver», Bern 1936, dürfte bekannt sein. Wir entnehmen daraus nur eine Stelle auf Seite 15: «Wie es gemeint ist mit der Einheitsfront wird auch bewiesen durch das Verhalten mancher Kommunisten, die wieder den Gewerkschaften beigetreten sind. *Sofort haben sie wieder Zellen organisiert*».

5. Besondere Wichtigkeit erlangte in letzter Zeit wieder die kommunistische Taktik der Fabrikbesetzungen. Einem «Aktionsprogramm», angenommen vom Gründungskongress der Roten Gewerkschaftsinternationale: Handbuch verfasst von Sekretär Losowsky (Paris 1923), wird in Kapitel 7 «Occupation des fabriques et des usines par les ouvriers» (S. 34/41) ausgeführt: «Man muss sich in Erinnerung rufen, dass die widerrechtliche Verfügung über die Unternehmungen in den Fällen, wo sie einen Massencharakter annimmt, rasch das bürgerliche Régime desorganisieren kann; denn es ist dies die verwundbarste Stelle der herrschenden Klasse... Die praktischen Beispiele des Angriffs auf das Privateigentum finden ihren höchsten Ausdruck in den *Besetzungen der Unternehmungen*; sie zerstören im Geist der grossen Massen den religiösen Respekt vor dem Régime des Privateigentums. Wenn sie einen Massencharakter annehmen, stellen sie die höchste Drohung für das bürgerliche Régime dar; deshalb darf die Arbeiterklasse auf die Kampfmethoden unter keinen Umständen verzichten... Es ist dies ein hervorragendes Mittel zur *Herbeiführung der sozialen Revolution*».

6. Die kommunistischen Parteien sollen vor allem auch den aussenpolitischen und militärischen Interessen der Sowjetunion dienen. Im Falle eines Angriffs auf die Sowjetunion sollen die Sektionen mit ihr gegen den Feind kämpfen. Genosse Ercoli (Mitglied des EKKI) führte am 7. Weltkongress u.a. aus: «Die objektivste Untersuchung der internationalen Situation und der Massenbewegung und ihrer Perspektiven führt und unvermeidlich zu der Schlussfolgerung, dass der Beginn des Krieges für alle kapitalistischen Länder das Einsetzen der revolutionären Krise bedeuten wird. Während dieser Krise werden wir an der Spitze der Massen mit allen Kräften für die *Umwandlung des imperialistischen Krieges in den Bürgerkrieg* gegen die Bourgeoisie kämpfen. Wir werden kämpfen *für die Revolution und die Eroberung der Macht*» (Rundschau 52, 1935 S. 2217). Der «schweizerische» Delegierte am 7. Weltkongress, Genosse Panetti, sagte dort u.a.: «Die schweizerische Bourgeoisie befindet sich unter den schlimmsten und hartnäckigsten Feinden der Sowjetunion, sowie unter den Hauptunterstützern des von Hitlerdeutschland vorbereiteten Krieges... Es bestehen in der Schweiz grosse Möglichkeiten, eine breite Volksfront gegen den Krieg, den Fascismus und die *Kriegspolitik des Bundesrates*, für die Verteidigung des Friedens, der demokratischen Freiheiten, gegen die Antisowjethetze, für die Unterstützung der Friedenspolitik zu schaffen» (Rundschau 72, 1935 S. 2782). Noch deutlicher führte diesen Gedanken der französische Kommunistenführer Thorez am 7. Weltkongress aus. Er erklärt, dass seine Partei es im Falle der Agression gegen die Sowjetunion verstehen werde, alle Kräfte zusammenzufassen, um mit allen Mitteln die Sowjetunion zu verteidigen (Rundschau 56, 1935 S. 2310).

Um den Bürgerkrieg im Rücken der gegen den äussern Feind kämpfenden Armee besser ent-

fachen zu können, gilt es, in der Armee selbst zu agitieren – wovon schon gesprochen wurde – dem hervorgerufenen Geist der Unzufriedenheit Forderungen entgegenzustellen wie Demokratisierung der Armee, Wahl der Offiziere durch die Soldaten, Reinigung von fascistischen Elementen etc.

7. Das Endziel der kommunistischen Parteien ist die Herbeiführung der Diktatur des Proletariates, auf welche diese Parteien trotz der demokratischen Tarnungen nicht verzichten. Dimitroff erklärte am 7. Weltkongress hierüber: «Es wäre ein grundlegender Fehler zu glauben, dass der Kampf für die Demokratie im Stande sei, das Proletariat von der sozialistischen Revolution abzulenken oder in den Hintergrund zu schieben, zu verdunkeln oder dergleichen... Als Kommunisten kämpfen wir *für die Sowjetmacht, für die Diktatur des Proletariates*» (Rundschau 56, 1935 S. 2309). In der Resolution des VI. Parteitages der kommunistischen Partei der Schweiz in Zürich heisst es u.a.: «Die Partei kämpft für die Befreiung der Demokratie von der korrupten Bedrückung durch das Geld, für eine neue breitere Form der Demokratie, für die Demokratie der Arbeit, für die *Sowjetdemokratie*. Diese kann jedoch nur verwirklicht werden, indem durch *die Diktatur des Proletariates* der Widerstand der ausbeuterischen besitzenden Minderheit gebrochen wird, um die notwendige soziale Umwandlung zu verwirklichen. Daher setzt die kommunistische Partei die ruhmreiche Tradition aller derjenigen fort, die im Verlaufe der Geschehnisse unseres Landes gegen die ausländischen Tyrannen und die privilegierten Kasten für die Freiheit des Volkes gekämpft und so die schönen Zeiten der Geschehnisse unseres Volkes geschrieben haben» (!!).

8. Der Kassenbericht der internationalen Kontrollkommission weist für die Jahre 1928-1934 für Zuwendungen an Parteizeitungen, Verlage und Ausgaben für Kultur- und Bildungszwecke die Summe von 3 966 209 amerikanischen Dollars auf. In diesem Zeitraum wurden ferner für «Abkommandierungen» verausgabt: 325 560 amerikanische Dollars. Wir können hier auf den Fall Eberlein hinweisen, welcher sich trotz seiner Ausweisung illegal in der Schweiz aufhielt und die Funktionen eines wirtschaftlichen Inspektors ausübte. Er stand in Beziehungen mit verschiedenen kommunistischen Unternehmungen in der Schweiz.

9. Die Feststellungen der Bundesanwaltschaft über die Tätigkeit der *Roten Hilfe Schweiz* – einer kommunistischen Organisation – führten zum Ergebnis, dass neben den legalen Bureaux noch ein illegales Bureau vorhanden war, in welchem Ausländer darüber befanden, ob ein Emigrant als solcher anerkannt werden soll oder ob er in ein anderes Land zu schicken sei. Nach den vorhandenen Richtlinien durfte ein eingereister Emigrant nicht mehr nach einem andern Land geschickt werden, als bis hiezu besonders ernste Gründe vorlagen. Als Hauptrichtlinie galt, dass der Emigrant nicht etwa in der Sowjetunion, sondern in einem kapitalistischen Land unterzubringen sei. Nur bei Drohung mit Todesstrafe oder langer Einkerkung oder bei Auslieferungsgefahr gewährte die Sowjetunion Asyl. Die Emigranten sollten zur materiellen und finanziellen Hilfe für ihre Heimatparteien und zur Verbreitung der Literatur der Heimatparteien unter den Emigranten ständig aufgefordert werden, wobei die Regeln der Konspiration streng zu beachten wären. In einem Dokument, betitelt «Politische Emigrationsarbeit», welches bei einem ausländischen Agenten in Zürich gefunden wurde und vom dortigen Leiter der Roten Hilfe als Eigentum seiner Organisation anerkannt ist, heisst es u.a.: «*Die aktive Beteiligung* der Emigranten an den ökonomischen und politischen Kämpfen *der Arbeiter der Zufluchtsländer* auf der Grundlage einer Aktionseinheitsfront macht immer breitere Schichten der Wirtschaftsemigration zu politischen Emigranten... In der Schweiz hat die Rote Hilfssektion eine gute Kampagne für Heinz Neumann durchgeführt. Sie hat in Zürich, Basel und Genf intellektuelle Komitees geschaffen und führt eine politische Arbeit unter den Emigranten durch». Es dürfte sich hier um einen Bericht über die Tätigkeit der Roten Hilfe nach Moskau handeln. Bei einem Emigranten wurden Richtlinien gefunden, welche u.a. folgendes enthalten: «Aus Deutschland emigrierte Mitglieder der KP sollen sofort nach ihrer Ankunft ins Emigrationsland die Aufnahme in die KP dieses Landes beantragen. Im Emigrationsland werden sie, wie die Mitglieder der Landespartei, in die zuständigen Betriebs- und Strassenzellen aufgeteilt. Sie nehmen hier, soweit keine begründeten Hindernisse dafür bestehen, an dem Leben dieser Organisation teil» (Bericht R.H. S. 7, D. S. 4).

10. Endlich ist noch darauf hinzuweisen, dass auf Grund von Art. 70 der Bundesverfassung im Jahre 1936 vom Bundesrat 27 ausländische Kommunisten wegen Gefährdung der innern oder äussern Sicherheit des Landes ausgewiesen werden mussten.

II

Damit glaube ich Ihnen neuerdings das wahre Wesen des internationalen Kommunismus gezeigt zu haben. Neben diesen wenigen dokumentarisch belegten Angaben aus dem kommunistischen Lager verweise ich auf die Ausführungen der Botschaft des Bundesrates vom 7. Dezember 1936 zum Entwurf eines Bundesbeschlusses über den Schutz der öffentlichen Ordnung. Es dürfte für den, der sehen und hören will, genügen.

Es unterliegt für den Bundesrat keinem Zweifel, dass der in eine internationale Organisation zusammengefasste Kommunismus nach seinem Ziel (Diktatur des Proletariats) und seiner Abhängigkeit von den Weisungen des Exekutivkomitees in Russland und der Komintern als eine Vereinigung zu bezeichnen ist, die auch für unser Land gefährlich werden kann. Der Bundesrat hat sich schon früher wiederholt in diesem Sinne geäußert. Die kommunistische Partei der Schweiz aber ist eine Sektion dieser Internationale.

Gegenwärtig stehen in der Schweiz nicht revolutionäre Unternehmungen im Vordergrund. Die bedauerlichen Vorkommnisse in La Chaux-de-Fonds erwiesen sich als eine lokale Aktion. Die Kommunisten in der Schweiz geben sich, wie wir letzte Woche hier gehört haben, im Gegenteil als Demokraten und als Hüter der Volksrechte aus und behaupten, von Moskau unabhängig zu sein. Ob dieser Gesinnungswechsel, dieser Übergang zu demokratischen Methoden, auf einer Weisung des internationalen Exekutivkomitees oder auf eigenen taktischen Überlegungen beruht, mag dahingestellt bleiben. Sicher ist, dass diese Schwenkung bei der grossen Mehrheit des Volkes keinen Glauben findet, nicht einmal völligen Glauben bei der Sozialdemokratie und noch weniger bei den Gewerkschaften. Die Zeit und längere Erfahrung werden uns zeigen, ob der neue Kurs ernst gemeint und dauerhaft ist. Es ist denn auch heute noch mit der Möglichkeit zu rechnen, dass je nach der internationalen Lage der Kommunismus auch in der Schweiz gefährlichere Formen annimmt.

Der Gedanke des Verbots der kommunistischen Partei in der Schweiz ist schon wiederholt aufgetaucht mit dem Hinweis darauf, dass das Schweizervolk eine solche Vorlage lieber sehen würde als ein Ordnungsgesetz, denn mit einem konkreten Verbot dieser Partei wisse man genau, was gemeint sei und Missdeutungen würden vermieden.

Herr Nationalrat Musy stellt nun in seiner Interpellation die direkte Anfrage an den Bundesrat, ob er bereit sei, einen Gesetzesentwurf vorzulegen, der die kommunistische Tätigkeit und die kommunistischen Organisationen als unerlaubt und staatsgefährlich verbietet. Herr Musy denkt also offenbar an ein Gesetz, das von den Räten angenommen würde und dem Referendum unterstünde.

Gestatten Sie mir zunächst einige Bemerkungen über *die rechtlichen Voraussetzungen eines Parteiverbotes*.

Nach Art. 56 der Bundesverfassung haben die Bürger das Recht, Vereine zu bilden, sofern solche weder in ihrem Zwecke noch in den dafür bestimmten Mitteln rechtswidrig oder staatsgefährlich sind. Über den Missbrauch dieses Rechtes trifft die Kantonalgesetzgebung die erforderlichen Bestimmungen. Dass die Kantone das Recht haben, auf dem Wege der Gesetzgebung die kommunistische Partei zu verbieten, wenn sie dieselbe für rechtswidrig oder staatsgefährlich halten, ist m.E. unbestreitbar. Zwei Kantone haben denn auch von diesem Rechte bereits Gebrauch gemacht und andere werden ihnen möglicherweise folgen. Die Kantone handeln dabei aus eigener Kompetenz und sind befugt so vorzugehen, wie sie es nach ihren Erfahrungen und Verhältnissen für nötig erachten. Der Bundesrat hat dazu weder in zustimmendem noch in ablehnendem Sinne Stellung zu nehmen.

Es stellt sich nun für uns die Frage, ob nicht bloss ein Kanton, sondern auch der Bund das Recht habe, einen Verein aus den angeführten Gründen aufzulösen oder in seiner Tätigkeit einzuschränken. Die Rechtswissenschaft bejaht diese Frage. So schreibt Prof. Burckhardt in seinem Kommentar zur Bundesverfassung, dass die Kantone verpflichtet seien, durch gewissenhafte Handhabung der Vereinspolizei auch die Interessen des Bundes zu wahren, namentlich die Sicherheit seiner Einrichtungen zu hüten. «Mangels genügenden Schutzes durch die Kantone muss aber der Bund selbst kompetent sein, einzuschreiten.» So Prof. Burckhardt. Der Bundesrat hat nie eine andere Auffassung gehabt.

Dieses zulässige Einschreiten des Bundes kann auf verschiedene Weise geschehen. Einmal auf

dem Wege, den der Interpellant selbst vorschlägt, demjenigen der Gesetzgebung. Die eidgenössischen Räte sind nach Art. 85 B.V. gehalten, nötigenfalls Massregeln für die äussere und innere Sicherheit des Landes, für Handhabung von Ruhe und Ordnung zu treffen. Wenn die kantonalen Massnahmen nicht ausreichen, so sind die eidgenössischen Räte befugt, durch Ausarbeitung eines Gesetzes und, wenn die Voraussetzungen der Dringlichkeit gegeben sind, durch dringlichen Bundesbeschluss Verfügungen gegen eine missbräuchliche Ausübung des Vereinsrechtes zu treffen.

Nach Art. 102, Ziffer 9 und 10, B.V. hat aber auch der Bundesrat für die äussere und innere Sicherheit der Eidgenossenschaft, für Handhabung von Ruhe und Ordnung zu sorgen. Im Notfall, wenn die Sicherheit des Landes und die Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung ein rasches Eingreifen verlangen, wird und muss der Bundesrat in Ausübung seiner verfassungsmässigen Pflicht von sich aus handeln und alles Nötige, eventuell auch die nötigen Massnahmen gegen Vereinigungen, stehen sie auf dieser oder jener Seite, vorkehren. Er wird darüber übungsgemäss den eidgenössischen Räten bei nächster Gelegenheit, z. B. im Geschäftsbericht, Mitteilung machen.

Diese vorsorglichen und dringlichen Massnahmen gegen Vereinigungen sind nichts Neues. Ich erinnere daran, dass der Bundesrat im September 1935 die vom Justiz- und Polizeidepartement aufgestellten Richtlinien betreffend politische Vereinigungen von Ausländern in der Schweiz genehmigt und sie dem Parlament anlässlich der Beantwortung der Interpellation Canova bekannt gegeben hat. Niemand hat sich hier dagegen aufgelehnt, obschon jene Bestimmungen sehr weitgehende Einschränkungen der Vereinsfreiheit enthalten und trotzdem die niedergelassenen Ausländer in der Schweiz staatsrechtlich das Vereinsrecht des Art. 56 B.V. ebenfalls für sich in Anspruch nehmen können. Dass man dabei an Ausländer einen strengern Massstab anlegen darf als an Schweizerbürger, ist selbstverständlich.

Ich halte mich nun aber an den Wortlaut der Interpellation und beantworte die Frage, ob der Bundesrat bereit sei, den eidgenössischen Räten einen Gesetzesentwurf, enthaltend das Verbot der kommunistischen Tätigkeit und der kommunistischen Organisationen, vorzulegen.

Das Bedürfnis nach einem Verbot der kommunistischen Partei wird in den einzelnen Kantonen verschieden beurteilt, je nach den politischen Verhältnissen, den speziellen Erfahrungen und der örtlichen Lage. Aus einem Kanton, der einhellig den kommunistischen Lehren abgeneigt ist, wurde mir gesagt, dass man dort an kein Verbot der Kommunisten denke, weil es solche dort überhaupt nicht gebe. Bürgerliche Leute aus Kantonen, in denen eine kommunistische Organisation besteht, äusserten sich zu mir ablehnend gegenüber einem Verbot, weil sie die kommunistische Partei zur Zeit nicht als staatsgefährlich ansehen und von einem Verbot gewisse Nachteile befürchten. So ist die Beurteilung der Frage in den verschiedenen Landesteilen offenbar eine geteilte. Es ist möglich, dass eine Vorlage vom Schweizervolk angenommen würde. Eine Verwerfung könnte zu falschen Auslegungen des Entscheides Anlass geben.

Der Bundesrat sagt sich was folgt:

Die *Vereinsfreiheit* ist ein wichtiges Recht unseres staatlichen Lebens. Keine Vereinigung kann verboten werden bloss deshalb, weil sie andere politische oder wirtschaftliche Formen als die bestehenden anstrebt. Nicht derjenige Verein ist *staatsgefährlich*, der die Abänderung der politischen Staatsform wünscht, sondern nur derjenige, der irgendeine Abänderung der bestehenden Rechtsordnung in einer Weise anstrebt, die tatsächlich zur Störung der öffentlichen Ordnung und Sicherheit führen kann. Was den Begriff der *Rechtswidrigkeit* anbelangt, so liegt solche vor, wenn ein Verein gegen das geltende Recht verstösst, sei es durch den Zweck, den er verfolgt, sei es durch die Mittel, mit denen er es tut. Keinem Verein dürfen andere Mittel eingeräumt werden, als die gesetzlich und polizeirechtlich erlaubten.

Der Bundesrat ist der Ansicht, dass die kommunistische Partei der Schweiz unter Umständen aus den eingangs angeführten Gründen staatsgefährlich werden kann, dass aber eine unmittelbare Gefahr für die ganze Schweiz in der Existenz dieser Partei zur Zeit nicht zu erblicken ist. Ein Staatsnotstand, mit dem sich die Aufhebung der Partei hinlänglich begründen liesse, liegt unseres Erachtens für die Eidgenossenschaft zurzeit nicht vor. Besonders lokalen Verhältnissen Rechnung zu tragen, dazu sind die Kantone befugt.

In der Demokratie kann ein Parteiverbot als die schärfste Verfügung nur als letzte Massnahme in Betracht fallen. Die Bundesverfassung spricht ganz allgemein von Bestimmungen gegen den

Missbrauch des Vereinsrechtes und nennt das Verbot von Vereinigungen nicht ausdrücklich. Die Erfahrung zeigt, dass man in den meisten Fällen mit andern meist vorübergehenden Mitteln (Versammlungsverbot, polizeiliche Kontrolle, Umzugsverbot, Ausschluss bestimmter, namentlich ausländischer Redner etc.) auskommt. Für solche Einzelverfügungen, die einer konkreten Gefahr entgegenzutreten und durch eine bestimmte zeitlich beschränkte Lage gerechtfertigt sind, hat das Volk ohne weiteres Verständnis, wenn auch die Betroffenen darüber zu schimpfen pflegen. Ein gesetzliches Totalverbot aber schafft einen Dauerzustand, der sich vielleicht doch nicht rechtfertigt, denn wie die einzelnen Menschen, so sind auch die Parteien Wandlungen unterworfen. Das zeigt uns die Geschichte fast einer jeden Partei. Die Zeiten ändern sich und wir mit ihnen, manchmal schneller als wir es merken.

Die Volksabstimmung über ein Verbot der kommunistischen Partei würde im Schweizerland heftige Kämpfe auslösen. Bei Annahme der Vorlage würde der Gegenstoss nicht ausbleiben und die Unterdrückung anderer, z. B. zu äusserst rechts stehender Organisationen verlangt werden. So würde allenfalls dem ersten ein zweiter und vielleicht dritter Streit folgen. Diese heftigen Parteikämpfe sollte man, solange nicht eine zwingende Staatsnotwendigkeit für die Eidgenossenschaft ihre Durchführung verlangt, zu vermeiden suchen. Die Lösung der grossen Aufgaben der Zeit kann in unserer Demokratie nur im Zeichen vereinter Kraft, die aus möglichst weiten Kreisen des Volkes zuströmt, erfolgen.

Das sind die politischen und rechtlichen Gründe, die den Bundesrat veranlassen, zur Interpellation Musy eine ablehnende Haltung einzunehmen.

Lassen Sie mich noch einige praktische Erwägungen anführen.

Für einen föderativen Staat, der keine zentrale Polizei besitzt, ist die Durchführung eines Verbotes mit gewissen Schwierigkeiten verbunden. Wenn das Verbot nicht bloss auf dem Papier stehen soll, müssten wir eine grosse zentrale Staatspolizei schaffen, für die eine Mehrheit sich nicht leicht finden liesse. Wie viel hat es vor 2 Jahren gebraucht, in den eidgenössischen Räten die Anstellung von einigen wenigen Polizeibeamten bei der Bundesanwaltschaft zu erreichen!

Mit dem Verbot der Partei könnte man das politische Bekenntnis zum Kommunismus nicht unterbinden. Wohl würden einzelne kommunistische Parteigänger bei andern Parteien Anschluss suchen. Andere würden illegal und im geheimen ihre Parteitätigkeit fortsetzen. Ob sie damit ungefährlicher würden, ist eine andere Frage.

Der Kommunismus hat in einigen wenigen Teilen des Landes eine gewisse Rolle spielen können. Das erklärt auch die verschiedene Einstellung zur Frage des Parteiverbotes von Kanton zu Kanton. Vom Standpunkt der gesamten Bevölkerung der Schweiz aus gesehen, muss jedoch gesagt werden, dass die gewaltige Mehrheit des Volkes die Theorien des Kommunismus und darüber hinaus illegale Methoden irgendwelcher Parteien ablehnt. In dieser Stellungnahme eines demokratischen Volkes liegt auch ein gewisser Schutz.

Gegen unvermutete Gefahren, die der äussern und innern Sicherheit des Landes und der öffentlichen Ruhe und Ordnung drohen und gegen Ausschreitungen werden die Behörden des Bundes und der Kantone das Nötige vorkehren. Das ist ihre in der Verfassung klar vorgeschriebene Pflicht und der Wille des Schweizervolkes.

Aus all' diesen Gründen beantwortet der Bundesrat die Interpellation wie folgt: Ein Gesetz zum Verbot der kommunistischen Tätigkeit und der kommunistischen Organisationen gedenkt der Bundesrat unter den heutigen Verhältnissen den eidgenössischen Räten *nicht* vorzulegen.

E 4320 (B) 1968/195/26

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Procureur général de la Confédération, F. Stämpfli*

L NC

Berne, 9 mars 1937

Nous avons l'honneur de nous référer à la correspondance que nous avons échangée au sujet du Général italien Eugène Coselschi, à qui l'entrée en Suisse a été interdite le 8 octobre 1935¹, ainsi qu'à ses secrétaires, le Dr Guido Baroni et Mlle Valeria Cristiani.

Comme vous le savez, le Gouvernement italien, tantôt par l'entremise du Ministère des Affaires étrangères, tantôt par celle de la Légation d'Italie à Berne, a insisté à plusieurs reprises pour que l'interdiction d'entrer frappant M. Eugène Coselschi soit rapportée. D'accord avec vous, nous avons répondu que la mesure prise contre M. Coselschi et ses secrétaires était justifiée puisqu'ils avaient contrevenu aux dispositions prises à leur égard par les Autorités suisses. En outre, le règlement de cette affaire nous paraissait prématuré du moment que les Autorités italiennes ne mettaient pas grande hâte à rapporter les diverses interdictions d'entrer prises contre des Tessinois.

La question nous paraît cependant se présenter aujourd'hui dans des circonstances différentes. En effet, les Autorités italiennes ont fait preuve ces derniers temps de bonne volonté à notre égard et c'est ainsi qu'un terme a été mis à la campagne irrédentiste menée par quelques journaux de provinces italiennes. En outre, nous avons obtenu satisfaction pour plusieurs cas d'interdiction d'entrer de Tessinois. D'autre part, selon un rapport de la Légation de Suisse à Rome que nous vous remettons sous ce pli en copie², l'activité de M. Coselschi au sein du C.A.U.R.³ est correcte à l'égard de notre pays. Quant aux rapports qui ont pu exister entre M. Coselschi et M. Fonjallaz, ils n'auraient plus d'importance aujourd'hui, M. Fonjallaz étant tombé en disgrâce auprès des Autorités italiennes qui sembleraient lui en vouloir surtout d'avoir été mêlé à une affaire louche de trafic d'armes pour l'Ethiopie.

Dans ces conditions et afin de nous permettre de donner une réponse au Ministre d'Italie qui a dernièrement insisté auprès de nous pour que l'affaire Coselschi soit réexaminée en tenant compte de l'état particulièrement amical de nos relations avec l'Italie, nous vous serions obligés de nous faire savoir si vous estimez possible de lever l'interdiction d'entrer frappant le Général Coselschi ainsi que ses collaborateurs. A notre avis, la révocation de la mesure prise contre M. Coselschi pourrait avoir lieu actuellement sans inconvénient. En

1. Cf. DDS 11, rubrique II.15.5.

2. Reproduit en annexe.

3. Comitati d'Azione per l'Universalità di Roma. *Coselschi était président non du mais de l'ensemble des Comités.*

effet, l'assurance nous a été donnée par la Légation d'Italie (voir la note de la Légation d'Italie du 18 août 1936 dont vous possédez la copie) que le Général Coselschi et ses collaborateurs s'abstiendraient, au cas où ils seraient autorisés à revenir en Suisse, de prendre une initiative quelconque de réunion de caractère politique sur le territoire de la Confédération. Si, malgré ces assurances que nous ne manquerions pas de rappeler aux Autorités italiennes, le Général Coselschi venait faire en Suisse de la propagande contraire à notre législation, nous aurions toujours la possibilité de lui interdire à nouveau l'accès du territoire suisse⁴.

ANNEXE

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna*

Copie

L. Confidentielle. Général Coselschi. C.A.U.R.

Rome, 15 janvier 1937

J'ai l'honneur de revenir sur notre correspondance antérieure au sujet du cas de M. Eugène Coselschi, Député au Parlement et Lieutenant Général de la Milice fasciste lequel s'est vu interdire en son temps l'accès du territoire de la Confédération. Vous vous souvenez qu'en été dernier j'avais, pour ma part aussi, exprimé l'avis que le retrait de la mesure d'interdiction d'entrée qui frappe ce député italien pourrait être remis jusqu'au moment où certaines questions politiques en suspens auraient trouvé un règlement satisfaisant pour nous. Tel est actuellement le cas, et, à toutes fins utiles, je voudrais donc me permettre de vous indiquer qu'à mon sens toute la question pourrait être réexaminée si la Légation d'Italie à Berne revenait à la charge.

Pour votre complète information, je vous signale que le bulletin hebdomadaire «C.A.U.R.», qui est l'organe de la société présidée par M. Coselschi, a soigneusement évité, au cours des derniers mois, de mentionner, de quelque manière que ce soit, des nouvelles sur notre pays, alors qu'il est

4. *Par lettre du 9 juin au Département politique, le Procureur général de la Confédération prit position comme suit:* Nous n'avons pas manqué de nous mettre en relation avec les autorités vaudoises qui sont particulièrement intéressées à la personne du général Coselschi en raison des deux congrès fascistes tenus à Montreux à l'insu des autorités tant fédérales que cantonales et de ses attaches avec l'Institut de culture italienne à Lausanne. Les autorités vaudoises préavisent négativement la demande qui leur a été soumise en raison de l'activité antérieure de Coselschi et des répercussions que ne manquerait pas de soulever dans certains milieux, la présence de l'intéressé dans le canton de Vaud. Elles vont même si loin qu'elles émettent la réserve formelle que si les autorités fédérales entraient dans les vues du général, ces dernières autorités veuillent bien lui interdire l'accès du territoire vaudois, ceci par crainte du rôle qu'il pourrait chercher à jouer à l'Institut de culture italienne de Lausanne. Pour ce qui nous concerne, nous sommes aussi contre la levée de l'interdiction en question qui ne manquerait pas de provoquer des polémiques de presse tout à fait inopportunes en ce moment. Si nous avons été ménagés ces derniers temps dans l'organe du C.A.U.R., dirigé par Coselschi, il n'en reste pas moins que le but final de ce mouvement est l'établissement de l'universalité de Rome, ce qui pour nous, bien que ne présentant pas un danger immédiat, n'en signifierait pas moins la fin de notre démocratie. Dans ces conditions, nous estimons que le moment n'est pas encore venu de rapporter l'interdiction prononcée.

constamment question de l'action des groupes de caractère fasciste en Belgique, en Hollande et ailleurs. Par une personne interposée, le député Coselschi avait exprimé cet été le désir – ainsi que je crois vous en avoir informé verbalement – d'être reçu à la Légation pour pouvoir expliquer au sous-signé qu'il aurait agi de bonne foi en contrevenant aux dispositions prises à son égard par nos autorités. A l'époque, je n'ai pas cru opportun de répondre affirmativement à ce désir. Au cas où, à la suite de nouvelles interventions de la Légation d'Italie, le Ministère Public Fédéral proposerait la levée de l'interdiction d'entrée en question, je vous serais très reconnaissant de m'en informer, le moment venu. Je pourrais, en effet, saisir l'occasion pour revenir à la charge ici à propos de quelques cas de Tessinois, dont l'accès au Royaume d'Italie n'est pas encore admis.

46

E 2001 (D) 2/216

*Le Ministre de Suisse à Vienne, M. Jaeger,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

RP N° 4. Streng vertraulich

Wien, 10. März 1937

Eine vertrauliche Aussprache mit dem Staatssekretär für Auswärtiges setzt mich in die Lage, Ihnen über die Situation in Österreich folgende authentische Mitteilungen zu machen, die ich Sie als vertraulich zu behandeln bitte: Es stellt sich heraus, dass Bundeskanzler Schuschnigg seine Rede am Amtswalterappell vom 14. Februar und seine Erklärungen zur Frage der Restauration des Hauses Habsburg gehalten hat ohne jede vorherige Konsultation in Rom oder sonstwo. Allerdings habe man am Ballhausplatz annehmen können, dass man in Rom gegen diese Erklärungen des Kanzlers nichts einzuwenden habe. Mussolini habe sich nie gegen die Aufrichtung der Monarchie in Österreich ausgesprochen. Im Gegenteil erinnert man sich am Ballhausplatz seiner eigenen Worte, die man mir folgendermassen zitiert: «Je déteste les républiques. J'étais toujours monarchiste, même quand j'étais socialiste». Die Aufsehen erregenden Erklärungen des Giornale d'Italia gegen die Aufrichtung einer habsburgischen Monarchie in Österreich haben denn auch in der Tat in Wien überrascht. Man meint am Ballhausplatz, dieser Artikel mache nicht Politik auf lange Sicht. Er dürfte, wie die Erklärungen des jugoslavischen Ministerpräsidenten Stojadinovich, nach telephonischen Unterredungen mit Berlin zustande gekommen sein und trage den Stempel einer Gelegenheitsschöpfung an sich. Es werde die Zeit kommen, wo man diesen Artikel den Italienern wieder vorlegen müsse, denn auch die Achse Rom-Berlin werde nicht ewig sein. Ich hatte den unzweideutigen Eindruck, dass der Artikel des Giornale d'Italia in Wien sehr verstimmt hat.

Aus der Unterhaltung hat sich des weiteren unmissverständlich und im Gegensatz zu allen Dementiversuchen ergeben, dass der deutsche Aussenmini-

1. *Annotation manuscrite de Motta en tête du document*: J'ai donné communication au C. F., en séance, de la *substance* de ce rapport, sur promesse de *discretion absolue*. 15.3.36 [!]. M.

ster, Herr von Neurath, anlässlich seines Wiener Besuches das Thema Habsburg aufs Tapet gebracht hat. Neurath soll in diesem Zusammenhange offen und ausdrücklich erklärt haben, Deutschland sei gegen die Habsburger, weil das Reich durch die Errichtung eines Habsburger Thrones eine Beunruhigung des deutschen katholischen Südens befürchten müsse, ganz abgesehen von anderen Problemen, die die Aufrichtung der Monarchie in Österreich heraufbeschwören könnte. Neurath habe aber zuletzt erklärt, dass ihm auch in dieser Hinsicht die Erklärungen Schuschniggs genügten. Ich konnte erfahren, dass Schuschnigg auf dem Standpunkt seiner Erklärungen am Amtswalterappell vom 14. Februar, die ich Ihnen zusammenfassend zur Kenntnis gebracht habe, beharrte, diese Erklärungen aber ergänzte mit ungefähr folgender Argumentation: Dass der Kanzler Monarchist und Legitimist sei, müsse als allgemein bekannt gelten. Für Schuschnigg kämen aber in erster Linie die Interessen des österreichischen Volkes und Staates in Frage und erst dann die Interessen des Hauses Habsburg. Schuschnigg werde sich nicht dazu hergeben, die Monarchie in Österreich einzuführen, auf Wegen im Schatten, unter Blutopfern und unter Erschütterung Europas. Sein Weg sei ein offener, die Erreichung des Ziels einer Errichtung der Monarchie nur denkbar nach Aussprache und Verständigung mit den Nachbarn und allen massgebenden Faktoren. Diese vorhergehende Verständigung halte Schuschnigg für unerlässlich, denn in der Luft könnte ja die Monarchie nicht stehen, der Monarch auch nicht existieren. Das sei der Sinn der wiederholten Erklärung, dass der Kanzler auch ein guter Europäer sei und bleiben werde. Es handle sich also um eine Restaurationspolitik, aber auf *lange Sicht*.

Das sind die Gedankengänge, die der Kanzler seinem Gast darlegte, und zu denen Herr von Neurath schliesslich erklärte, dass sie ihm genügten. Ich kann Ihnen ganz vertraulich beifügen², dass Botschafter von Papen, der der Aussprache beiwohnte, versucht hat, zu erlangen, dass über diese Erklärungen etwas Schriftliches aufgesetzt werde und bei der Gelegenheit auch ein Waffenstillstand auf ein paar Jahre zwischen der österreichischen Regierung und den österreichischen Nazi stipuliert werde. Neurath hat diesem Antrag nicht zugestimmt und Papen ist damit nicht durchgedrungen.

Ich hätte mich, wie Herr von Neurath von dem Gespräch mit dem Bundeskanzler, von dieser Unterhaltung mit dem Staatssekretär sehr beruhigt gefühlt, wenn ich auf eine ergänzende Frage, die ich meinem Gesprächspartner stellte, nicht eine Antwort erhalten hätte, die sehr nachdenklich stimmen muss. Da mir bekannt ist, dass im legitimistischen Lager eine nicht zu unterschätzende Richtung besteht, die findet, dass lange genug zugewartet worden und es nun Zeit zum Handeln sei, fragte ich den Staatssekretär, was aber geschähe, wenn es unbedachten Elementen gelingen würde, den Thronanwärter zu bewegen, dennoch jetzt schon ins Land zu kommen und den Thron zu besteigen. Der Staatssekretär antwortete, Kaiser Otto aus dem Lande vertreiben, wie sein Vater aus Ungarn vertrieben worden sei, das würde der Kanzler nicht tun. Schuschnigg würde in diesem Falle demissionieren.

2. *En marge de ce passage, à la machine à écrire, dans les mêmes caractères et encrage que le texte principal: Gefälligst nicht weitergeben.*

Diese Antwort scheint mir die Gefahr aufzuzeigen, in die unser Nachbarland durch einen unbedachten Schritt des jungen Otto von Habsburg gestürzt werden könnte. Nachdem der Kaisersohn kürzlich an der österreichischen Grenze in Buchs unerwarteterweise aufgetaucht ist, dürfte es sich empfehlen, dass die in Betracht fallenden schweizerischen Instanzen laufend sich genau darüber orientiert halten lassen, wo Otto von Habsburg sich tatsächlich aufhält, um derart gegebenenfalls beizeiten in der Lage zu sein, an den Grenzen die nötigen, auch militärischen Vorkehren zu treffen, die ein In-Szene-Treten des Kaisersohnes in Österreich notwendig machen würde.

47

E 2300 Warschau, Archiv-Nr. 9

*Le Ministre de Suisse à Varsovie, M. de Stoutz,
au Président de la Confédération, G. Motta*

R

Varsovie, 15 mars 1937

Notre compatriote, M. Carl Burckhardt, Haut Commissaire de la S.d.N. à Dantzig¹, a fait, la semaine dernière, accompagné de Mme Burckhardt et de son chef de cabinet, Marquis Giustiniani, sa première visite officielle aux hautes autorités polonaises à Varsovie. M. Burckhardt arrivait de Dantzig, où il s'était rendu quelques jours plus tôt directement de Londres (sans arrêt à Berlin) après des prises de contact dans les capitales française et anglaise, notamment avec MM. Delbos et Eden.

Le succès de la prise de contact avec Varsovie n'aurait pu être plus complet. Les témoignages spontanés recueillis, soit directement de bouches polonaises, soit, ce qui est plus significatif encore, rapportés par des diplomates d'autres nationalités, permettent d'affirmer que M. Burckhardt est dès maintenant, ici, persona gratissima. Les Polonais ont été impressionnés par sa distinction, sa culture, l'heureux alliage de sérieux et de bonne grâce qu'on trouve en lui. L'esprit dans lequel on le voit aborder sa tâche délicate est unanimement approuvé et l'on s'accorde à voir en notre compatriote le titulaire rêvé d'un

1. Dans son rapport politique N° 2 du 20 février, le Ministre de Suisse à Varsovie, M. de Stoutz, écrivait au sujet de la presse polonaise et la nomination de Burckhardt: La presse polonaise gouvernementale a réagi très vivement à la tentative de la presse française de gauche d'égayer l'opinion en écrivant que le Général Goering, actuellement en Pologne comme hôte du Président Moscicki, y allait moins pour chasser que pour y retrouver M. Greiser (M. Greiser n'est invité que pour plus tard aux chasses du Président) et préparer à deux le retour de Dantzig au Reich. On se réfère aux démentis allemand et dantziens et on souligne la malignité d'un tel «canard» lancé précisément au moment où la discussion au sujet de Dantzig s'engage par la voie normale sur la base des délibérations de Genève et où notre compatriote M. Carl Burckhardt, nouveau Commissaire de la S.d.N., va joindre son poste.

La presse polonaise est sobre de commentaires sur cette dernière nomination; on se borne à de courtes notices biographiques.

pareil poste. Du point de vue social et mondain également, le succès du ménage est évident.

Ce résultat est d'autant plus intéressant qu'il y avait peut-être de légères préventions à vaincre. La presse internationale juive de gauche, si copieusement représentée à Genève, avait, à l'occasion de la nomination de M. Burckhardt, essayé de le faire passer pour très favorable au nazisme et notre compatriote paraît en avoir été assez vivement préoccupé. La réunion politico-mondaine qui eut lieu il y a quelques années dans la villa de M. Burckhardt à Frontenex autour de M. Goebbels et d'autres vedettes du III^e Reich, non sur l'initiative du maître de maison, mais un peu à son corps défendant à la suite de sollicitations dont il avait été l'objet, est manifestement pour beaucoup dans cette réputation qu'on a cherché à lui faire et contre laquelle il paraît très attentif à se défendre.

La première impression de M. Burckhardt, après ces quelques jours passés à Dantzig, n'est pas mauvaise, quoique les quelques expériences déjà faites tendent à augmenter plutôt qu'à diminuer son sentiment de la difficulté de la tâche. Il sent autour de lui toutes sortes d'attentes qui le tiraillent en sens contraires et dont aucune ne pourra être satisfaite dans la mesure prétendue. Quelques-uns en usent même assez cavalièrement. A peine arrivé dans l'hôtel de Varsovie où il était l'hôte du Gouvernement polonais, le Haut Commissaire y a reçu un télégramme lui annonçant la visite d'une délégation de trois membres de l'opposition dantzigoise et où était exprimée très nettement l'attente de ces messieurs d'être reçus. M. Burckhardt les a fait recevoir par son chef de cabinet, qui a été chargé de leur donner à entendre que cet hôtel et les deux jours de sa visite officielle à Varsovie n'étaient ni le lieu ni l'heure pour eux d'entrer en contact avec lui; il les a fait inviter à lui adresser leur pétition à Frontenex, où il allait bientôt se rendre.

Aussitôt après sa nomination, M. Burckhardt a reçu, à Genève, la visite du consul d'Allemagne, qui s'est réjoui bruyamment d'un tel choix et, avec une insistance excessive, lui a donné à entendre que l'Allemagne comptait sur lui. Comme M. Burckhardt disait à son interlocuteur que l'absence de Dantzig de M. Greiser, qui chassait alors en Pologne, l'engageait à différer quelque peu son départ pour Dantzig, où il souhaitait ne pas arriver en l'absence du président du Sénat, et comme il annonçait son intention de recourir au Secrétariat de la S.d.N. pour faire transmettre à Dantzig ses communications à ce sujet, le consul d'Allemagne lui dit: «Faites donc cela par l'entremise de Berlin!». M. Burckhardt expliqua pourquoi cela ne serait pas opportun. Il crut devoir par la suite consulter le Secrétariat de la S.d.N. sur la question de rapports éventuels directs du Haut Commissariat avec Berlin. M. Walters exprima à cet égard un avis tout à fait négatif. M. Avenol, au contraire, fut d'avis que, vu l'atmosphère que l'on cherchait actuellement à créer en faveur d'un rapprochement franco-anglo-allemand, des rapports occasionnels entre le Haut Commissariat de Dantzig et le Gouvernement de Berlin pourraient être sans inconvénient et paraître même recommandables. Un avis semblable a été exprimé à Paris par M. Delbos, sous la réserve que le Secrétariat de la S.d.N. fût toujours préalablement consulté. M. Eden, par contre, fut d'avis qu'il convenait de respecter les règles du jeu, que le Haut Commissaire ferait bien, au moins pour le

moment, de n'avoir de contacts qu'avec les autorités avec lesquelles il est statutairement en rapport.

M. Burckhardt est sous l'impression qu'à Paris on serait aussi peu désireux d'une solution polonaise que d'une solution allemande de la question de Dantzig; qu'on préférerait ne voir cette question s'acheminer vers aucune solution définitive quelle qu'elle fût. Et M. Burckhardt croit pouvoir s'expliquer ainsi cette attitude mentale: en dépit du resserrement de l'alliance on persisterait, à Paris, à ne pas se sentir absolument sûr de la Pologne, depuis qu'elle n'est plus à couteaux tirés avec l'Allemagne. On estimerait, dès lors, qu'il peut être opportun que la question de Dantzig ne se règle jamais et que demeure indéfiniment pendante entre Allemagne et Pologne cette éventuelle pomme de discorde, comme une sorte d'assurance contre une intimité par trop étroite entre ces deux puissances.

A Dantzig, M. Greiser, avec qui M. Burckhardt a déjeuné en tête à tête cordial, a paru surtout préoccupé de gagner le nouveau Haut Commissaire à la thèse Dantzig = ville allemande. M. Burckhardt a jugé bon de le prévenir, d'entrée de cause, qu'il n'était pas nazi, en dépit des rumeurs qui couraient à son sujet. «Je suis Suisse» – lui a-t-il dit – «je ne puis donc être nazi. Nous pouvons respecter votre idéologie; nous ne fermons pas les yeux sur la grandeur de l'œuvre accomplie en Allemagne sous son inspiration; nous pouvons nous y intéresser, mais elle nous reste étrangère et contraire, nous ne pouvons la faire nôtre».

Malgré la cordialité actuelle des relations officielles polono-allemandes, on paraît désireux, ici, de voir se dresser entre le Haut Commissaire et tout ce qui est allemand une muraille de Chine. Sans doute est-ce pour protéger M. Burckhardt lui-même contre la réputation de germanophilie dont il reste tout au moins menacé dans certains milieux, ceux précisément où l'on reproche à M. Beck de faire, par un excès de complaisance à l'égard du Sénat, le jeu du nazisme à Dantzig. Apprenant que M. Burckhardt rentrait en Suisse par l'Allemagne, le Comte Szembek lui a demandé avec une inquiétude visible s'il envisageait un arrêt à Berlin et a paru fort soulagé d'apprendre qu'il ne s'y arrêterait que 10 minutes. Pour le retour de Suisse à Dantzig en automobile, on a suggéré à M. Burckhardt de passer par l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Comme cela représentait un sérieux détour, on lui a concédé un itinéraire par Dresde, mais il devra se garder comme du feu de passer par Berlin.

Les Polonais ont tenu à donner aux réceptions officielles en l'honneur du Haut Commissaire un caractère purement polono-dantzigois, avec participation, cependant, de la Suisse; ils avaient même prévu un déjeuner à la Légation de Suisse dès le premier jour de la visite; je n'ai pas eu de peine à leur faire reconnaître qu'il n'était guère indiqué que la Suisse parût prendre l'initiative des manifestations en l'honneur du Haut Commissaire. C'est donc dans la plus stricte intimité que celui-ci et Mme Burckhardt ont déjeuné à la Légation le premier jour avec le chef de cabinet de M. Burckhardt comme seul autre invité. Le soir du deuxième et dernier jour un dîner a réuni à la Légation de Suisse des personnages officiels, quelques personnalités de la société varsoivienne et, comme seuls éléments ni polonais ni suisses, le ménage de l'ambassadeur anglais, représentant du pays rapporteur dans la question de Dantzig. Cette

exception répondait au désir que j'avais vu exister du côté polonais et m'a paru se justifier d'autant mieux que Sir Howard Kennard et M. Burckhardt s'étaient connus en Suisse.

Dans l'intervalle, un dîner exclusivement polonais et un déjeuner où la Suisse fut conviée avaient été offerts par le Comte Szembek, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, et par le Ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le Haut Commissaire a posé sa carte chez tous les chefs de mission étrangers sans demander à en voir aucun.

J'ai l'impression que la réserve qu'il importait que la Légation de Suisse s'imposât, sur le terrain officiel, à l'occasion de cette visite, a été observée dans la mesure convenable.

M. Beck étant toujours en convalescence dans le midi français, il a été entendu que M. Burckhardt irait incessamment lui rendre visite à Monte-Carlo.

48

E 2001 (D) 9/1

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Téhéran, A. Daeniker,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L

Teheran, 16. März 1937

Letzter Tage hatte ich bei mir den dänischen Gesandten in Moskau, Herrn Ove Engell, zu Gast, der alljährlich für einige Wochen sich in Teheran aufhält, wo er gleichfalls akkreditiert ist. Ich brachte dabei auch das Gespräch auf die Einstellung offizieller Kreise in Moskau zur Schweiz im Zusammenhang mit dem Problem der Nichtanerkennung. Herr Minister Engell meinte, dass selbstverständlich die Sowjets diejenigen europäischen Staaten mit einem gewissen Ressentiment beurteilen, deren Regierungen ihnen die Anerkennung de jure bis heute vorbehalten haben. Der Wunsch, diesen Zustand überwunden zu sehn, sei dabei hauptsächlich von Prestigerücksichten beeinflusst; eine Animosität gegenüber der Schweiz wegen des Ausgangs des Worowski-Prozesses oder wegen anderer Gründe sei wohl kaum feststellbar. Es sei eine Erfahrungstat-sache, dass sich diejenigen Staaten, die bis dahin die Sowietregierung nicht anerkannt haben, ökonomisch besser gestellt haben als selbst diejenigen, welche freundschaftliche Beziehungen mit ihr unterhalten (eine definitive Benachteiligung ist allerdings die verweigerte Durchfuhrbewilligung für Waren, die nach östlichen Staaten wie z. B. Iran spediert werden).

Was die Propagandatätigkeit seitens der Kominternorganisationen auf dem Gebiete solcher Staaten, welche die Anerkennung bereits ausgesprochen haben, betrifft, müsse doch wohl festgestellt werden, dass das Bestehn einer offiziellen Sowietvertretung darauf eher hemmend wirke oder sie zum minde-

sten kanalisieren, nicht aber sie ansprechen; Herr Engell sieht darin keine Gefahr für die öffentliche Sicherheit eines Staates, welcher die Anerkennung ausgesprochen hat.

Herr Minister Engell kam auch auf die religiöse Lage zu sprechen und bezeichnete die Lage des Protestantismus als trostlos. Es seien heute noch 3 reformierte Pfarrer in Russland zugelassen; das Kommen eines der letzteren nach Moskau anlässlich der letzten Weihnachtsfeier habe sich zu einer wahren Trauerkundgebung entwickelt, trotzdem ihm das Predigen nicht gestattet worden sei.

Herr Engell war während des letzten sog. II. Trotzki-Prozesses in Moskau anwesend, er führt diesen Prozess teilweise auf wirtschaftliche Gründe zurück, teilweise aber auch auf die tatsächlich subversive Tätigkeit einzelner der Angeklagten, denen die umstürzlerische Tätigkeit derart zum Lebens- element geworden, dass er ihnen durchaus zutraue, gegen das Weiterbestehen des Régimes ernstlich konspiriert zu haben.

49

E 2001 (D) 4/5

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP N° 4. La Suisse, l'Italie et la Société des Nations

Rome, 19 mars 1937

A mon retour de Suisse, j'ai eu avec le Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères, un assez long entretien qui portait, en grande partie, sur la situation générale. J'ai cru devoir saisir cette occasion pour parler au Comte Ciano, que j'ai trouvé extrêmement accessible à nos suggestions, des soucis et même des appréhensions que nous cause l'absence, en fait prolongée, de l'Italie de la Société des Nations, qui a son siège sur notre territoire. Tout en donnant à la conversation un caractère personnel, je me suis entièrement inspiré, je n'ai pas besoin de le dire, de l'entretien que j'ai eu récemment avec vous à Berne.

Pour faire comprendre au Ministre des Affaires Etrangères que la carence de l'Italie ne nous préoccupe pas seulement en tant qu'Etat voisin – et qui doit souhaiter que tous les Etats qui l'entourent collaborent effectivement à la Société des Nations, dont nous sommes membres –, mais que l'absence des délégations italiennes se fait réellement sentir dans un sens préjudiciable à l'équilibre des forces désirables au siège de la Société des Nations, je lui ai cité quelques exemples.

Primo. La discussion au Conseil de la S.d.N. sur le statut des journalistes, discussion qui s'est engagée, en l'absence de l'Italie, comme répercussion de l'affaire A' Prato. Tout en faisant comprendre – ceci était avant vos dernières

déclarations aux Chambres – que nous étions bien en mesure de soutenir et de défendre notre point de vue, j'ai laissé entendre que la présence d'un délégué italien au Conseil aurait pu donner d'emblée un tout autre tour à la discussion de Genève.

En second lieu, j'ai cru devoir – en prévision de tout ce qui peut se passer – faire une allusion directe à un autre problème, qui est devenu pour nous aigu pendant le conflit entre l'Italie et la Société des Nations et qui, tout en étant apparemment en sommeil, peut le redevenir un jour ou l'autre; à savoir l'opposition contre la décision de notre pays de mettre un embargo bilatéral sur l'exportation d'armes à destination des deux parties en conflit, et surtout l'interdiction générale du transit d'armes. En rappelant l'assaut que vous aviez dû subir vous-même, Monsieur le Président, à Genève au cours de la discussion sur notre attitude, j'ai indiqué que nous comptons vraiment que le retour effectif de l'Italie rétablisse, également à cet égard, l'équilibre nécessaire.

En dernier lieu, j'ai laissé entendre, toujours à titre personnel, qu'aussi la politique de personnel suivie par le Conseil et le Secrétariat de la S.d.N. ne pouvait être aujourd'hui identique à celle qu'elle serait si tous nos voisins, et en particulier l'Italie, prenaient part aux délibérations de Genève. J'ai touché ici un point que je sais être très sensible au Gouvernement italien, et qui est suivi très attentivement ici.

Le Comte Ciano a manifesté la plus parfaite compréhension de notre situation et de notre attente. Une fois de plus, j'ai retiré de mon entretien avec le Ministre des Affaires Etrangères la conviction qu'il souhaite vivement une évolution permettant à l'Italie d'étendre le champ de ses collaborations dans le domaine international. Pour le moment, toutefois, c'est l'Italie qui attend, sans vouloir manifester, après l'expérience de septembre dernier, une hâte excessive, les résolutions qui seront prises à Genève lors de la prochaine Assemblée extraordinaire. Le Comte Ciano m'a dit que selon les informations concordantes qui lui étaient parvenues, la France et la Grande-Bretagne feraient le nécessaire pour être libérées, à partir du mois de mai, de la nécessité dans laquelle elles croient se trouver, pour des motifs de politique intérieure, de paraître reconnaître encore l'Empire inexistant du Négus. Sur ce point aussi j'ai souligné, pour ma part, la nécessité de procéder à une préparation politique étant réellement de nature à faciliter le retour de l'Italie à Genève. Car vous avez sans doute aussi entendu parler, Monsieur le Président, du projet attribué aux conseillers du Négus, et qui consisterait à ne pas envoyer de délégués éthiopiens à Genève. Ainsi, croit-on dans ces milieux, la Commission de vérification des pouvoirs de Genève ne saurait procéder à une exclusion, et la reconnaissance formelle de la souveraineté italienne en Ethiopie serait de nouveau retardée pour quelque temps...

Je vous avais relaté que l'Ambassadeur d'Angleterre, Sir Eric Drummond, s'est déclaré convaincu du retour prochain de l'Italie, ne fût-ce que pour la seule raison que Rome désirait collaborer à la «réforme du Pacte». Or, le retard récemment intervenu dans la discussion sur ce problème pourrait être de nature à ralentir un geste de l'Italie vers Genève. D'autre part, le temps ne travaille pas nécessairement en faveur d'une reprise de la collaboration générale.

Bien qu'il soit évidemment souhaitable que la guerre civile d'Espagne n'obscurcisse plus le ciel des relations internationales au moment de la reprise, l'Allemagne – ceci m'est confirmé par différents Chefs de mission – travaille activement contre un retour, considéré par elle comme anticipé, de l'Italie. Au surplus, et malgré le temps qui passe, les idées italiennes quant à la réforme du Pacte ne se sont pas précisées. Enfin, le discours du Duce à l'ouverture de la Foire de Tripoli démontre que le Chef du Gouvernement garde toujours un souvenir très vif de l'époque des sanctions. Tout porte dès lors à croire que Paris et Londres commettraient une nouvelle erreur en persistant dans une attitude plutôt passive à l'égard de la prochaine Assemblée extraordinaire, en demeurant trop confiantes que, par la force des choses, l'Italie ferait un premier pas vers son retour à la Société des Nations.

50

E 1004.1 1/363

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 24 mars 1937*¹

525. Réintroduction du visa pour les Espagnols

Département de justice et police. Proposition du 22 mars 1937

Par décision du 18 septembre 1924, le Conseil fédéral, en collaboration avec le département politique, avait chargé le département de justice et police d'entamer des pourparlers en vue de supprimer entièrement le visa des passeports, sous condition de réciprocité, pour les ressortissants des Etats européens pour lesquels il avait été supprimé partiellement jusqu'alors. Les pourparlers engagés à cette époque avec l'Espagne aboutirent, au mois d'avril 1925, à la conclusion d'un accord qui est encore en vigueur actuellement.

Au cours de l'année dernière, l'attention du département de justice et police avait été attirée sur des arrivées assez fréquentes d'Espagnols qui fuyaient leur pays et venaient résider temporairement en Suisse. La plupart d'entre eux logeaient à l'hôtel et paraissaient avoir des moyens leur permettant de vivre au moins un certain temps dans notre pays, sans exercer d'activité lucrative. Cette situation ne laissait pas déjà de préoccuper quelque peu le département de justice et police. Un décret pris le 4 janvier 1937 par le gouvernement espagnol et dont la teneur a été communiquée au département politique par la Légation d'Espagne à Berne, a convaincu les départements intéressés qu'il devenait indispensable de pouvoir contrôler aussi exactement que possible l'entrée en Suisse des Espagnols. Ce décret non seulement déclare illégaux et sans aucune validité les passeports délivrés par les autorités espagnoles rebelles, mais déclare également caducs ceux qui ont été délivrés par les autorités légales de la

1. *Etaient absents*: G. Motta, P. Etter.

zone espagnole du protectorat du Maroc avant le 17 juillet 1936 ainsi que ceux délivrés par les consulats espagnols de la zone française du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie.

Ainsi, et de quelle manière que tournent les événements d'Espagne, il est à prévoir qu'un grand nombre d'Espagnols ayant quitté leur patrie se trouveront dépourvus pour longtemps sinon pour toujours, de papiers de légitimation valables. Les Etats sur le territoire desquels ils se seront fixés ne pourront plus les renvoyer dans leur pays. Le jour où ils n'auront plus de moyens d'existence suffisants ils devront être assistés ou être autorisés à exercer une activité lucrative. En ce qui concerne les Espagnols qui sont déjà en Suisse, le département fédéral de justice et police examinera leur situation en collaboration avec les autorités cantonales; mais il importe dès maintenant de prendre des mesures pour prévenir une augmentation en Suisse du nombre des «sans-papiers» et l'arrivée d'Espagne d'éléments indésirables soit au point de vue économique, soit au point de vue politique, en contrôlant aussi exactement que possible les entrées d'Espagnols. Ce contrôle doit être fait à la frontière; mais les agents qui en sont chargés n'ont ni le temps ni les moyens de procéder à des enquêtes. L'examen de chaque cas particulier ne peut donc être assuré que par l'intermédiaire des consulats de Suisse qui, après enquête et le cas échéant après s'être mis en relation avec la police fédérale des étrangers, délivreront aux porteurs de passeports espagnols pouvant être autorisés à entrer en Suisse, des visas leur permettant de franchir la frontière.

L'accord conclu avec l'Espagne en avril 1925 contient une clause selon laquelle il peut être dénoncé en tout temps moyennant un délai d'avertissement d'un mois. La situation actuelle en Espagne et le fait que le gouvernement espagnol a déclaré caducs les passeports délivrés avant le 17 juillet 1936 par des autorités espagnoles légales permettent de remettre en vigueur le régime du visa, sans tenir compte du délai d'un mois prévu par l'accord de 1925 et cela d'autant plus qu'en pratique, les Suisses n'ont plus la possibilité de pénétrer en Espagne sur simple production de leur passeport, non visé.

Vu ce qui précède, le département de justice et police en accord avec le département politique propose et le Conseil fédéral *décide*:

1. L'accord conclu entre la Suisse et l'Espagne en avril 1925 sur la suppression du visa est dénoncé. Tout Espagnol, quel que soit le motif de son voyage, est tenu d'être muni d'un visa suisse pour pénétrer sur le territoire de la Confédération.

2. Le département politique est chargé de faire connaître cette décision au gouvernement espagnol².

3. Le département de justice et police est chargé de donner les instructions nécessaires pour l'exécution de cette décision.

2. Pour les instructions concernant cette question, cf. E 4320 (B) 1974/47/77.

51

E 2001 (D) 1/20

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L Confidentiel

Rome, 25 mars 1937

Le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, M. Bastianini, m'a prié de passer cet après-midi à son bureau où il m'a fait la communication suivante de la part du Chef du Gouvernement.

M. Mussolini déclare avoir apprécié le geste du sénat de l'Université de Lausanne qui lui décernait récemment le doctorat honoris causa de la Faculté des Sciences économiques et sociales. Vu les discussions auxquelles a donné lieu ce geste de l'Université de Lausanne, le Chef du Gouvernement croit cependant préférable et a décidé de décliner l'honneur qui lui a été fait.

Cette communication m'a été faite en des termes apparemment définitifs. Prié de vous la transmettre, j'ai cru devoir faire observer en passant que le geste de l'Université avait été tout à fait spontané et décidé en dehors des Autorités Fédérales. M. Bastianini m'a néanmoins prié de renseigner le Département Politique afin que l'Université de Lausanne fût informée par voie opportune de la décision de M. Mussolini¹.

P.S. A l'instant même, j'ai donné connaissance, par téléphone, à M. Stucki de la communication de M. Bastianini.

1. *Pour la suite de cette affaire, cf. N° 58.*

52

E 7110 1967/148/37.01/vol. 2

*Le Département de l'Economie publique
à la Légation des Pays-Bas à Berne*

Copie

N Ha. 37.01.6

Berne, 31 mars 1937

Le Département fédéral de l'économie publique a l'honneur d'accuser réception à la Légation des Pays-Bas de ses notes du 20 février¹ dernier et du

1. *Cette note disait:* La Légation des Pays-Bas, vu la circulaire N° 92 de la «Centrale Suisse pour l'importation du charbon» du 28 décembre 1936, se permet de demander au Département fédéral de l'Economie publique pour quels motifs le Gouvernement fédéral a subordonné l'importation du charbon en provenance des Pays-Bas aux conditions énumérées dans la circulaire en question et en ce faisant a créé un traitement différentiel pour l'importation des autres pays.

20 mars courant²; dans les notes en question la Légation demande à connaître la raison pour laquelle l'importation de charbon hollandais en Suisse a été soumise aux restrictions prévues dans la circulaire N° 92 de la Centrale suisse pour l'importation de charbon.

Le Département de l'économie publique a l'honneur de porter ce qui suit à la connaissance de la Légation des Pays-Bas en réponse à sa demande:

1) Il est exact qu'on ait fait dépendre, depuis le 1^{er} janvier 1937, l'ouverture des contingents de charbon de provenance hollandaise de la condition que les combustibles solides à importer de Hollande devraient être livrés à des prix inférieurs, pour le marché suisse, à ceux des produits correspondants en provenance d'autres pays.

2) Ces dispositions ont été prises pour la seule raison que la balance commerciale entre la Suisse et la Hollande s'est développée depuis 1932 d'une manière particulièrement défavorable pour la Suisse, comme cela est démontré par le tableau suivant:

*Développement de la balance commerciale
Suisse/Hollande*

(y compris le trafic des métaux précieux, toutefois sans le trafic de réparation et de perfectionnement)

Année	Importation en provenance de Hollande	Exportation à destination de la Hollande	Exportation en % de l'importation
	(en millions de francs)		
1931	47,2	47,2	100
1932	53,0	28,4	53,6
1933	44,5	30,6	68,8
1934	38,1	24,8	65,1
1935	37,1	24,0	64,7
1936	39,4	24,6	62,4
1937 (2 mois)	11,6	5,4	46,3

En dépit de cette situation, la Suisse a libéré jusqu'ici, dans la plupart des cas, les contingents de base hollandais, dans la proportion de 100%, ce qui à l'exception du 3^e trimestre 1936 a été le cas en particulier pour les contingents de base très importants des combustibles solides de provenance hollandaise. Par suite des facilités que la Suisse a bien voulu accorder pour les importations de charbon en provenance de Hollande au cours du premier, du deuxième et du quatrième trimestre de l'année 1936, c'est-à-dire à un moment où la situation de la balance commerciale Suisse/Hollande était déjà nettement défavorable à la Suisse, on peut considérer que la restriction provisoirement ordonnée pour le 3^e trimestre 1936 a été plus que compensée, comme cela est mis en lumière par le tableau suivant:

2. Non reproduite.

*Importation en Suisse de charbon en
provenance de Hollande*

Année	Importation en tonnes	Importation en % de l'importation en provenance de Hollande pendant l'année 1931
1931	258 371	100
1932	356 125	138
1933	322 608	125
1934	308 299	119
1935	294 529	114
1936	305 253	118

Le tableau ci-dessus permet du reste de relever clairement le fait qu'au cours des dernières années l'importation en Suisse de charbon hollandais a été traitée de manière extrêmement conciliante, si l'on considère d'autre part que, pendant la même période, la balance commerciale Suisse/Hollande est devenue toujours plus défavorable à la Suisse depuis l'année 1933. Précisément au cours de ces dernières années de très grosses quantités de charbon hollandais ont été importées en Suisse en plus des contingents de base, malgré que l'importation de charbon en Suisse tendait en général à décroître et que cette tendance ne s'est arrêtée que l'année dernière. A l'exception de l'Angleterre, envers laquelle une attitude encore plus conciliante de la part de la Suisse se justifiait, étant donné le développement très favorable pour cette dernière de la balance commerciale Suisse/Grande-Bretagne, il n'y a pas un seul autre pays, parmi les pays fournisseurs de charbon habituels de la Suisse – même pas l'Allemagne –, pour lequel l'importation de ce produit se soit développée de manière aussi favorable que l'importation en provenance de Hollande en particulier, si l'on considère le développement de l'importation du charbon en provenance des différents pays, établi en pour-cents des quantités importées en 1931.

3) Etant donné le fait que, pour l'année 1936 également, une amélioration en faveur de la Suisse de la balance commerciale Suisse/Hollande n'a pas pu être atteinte, mais que la situation a même sensiblement empiré, le Département s'est vu obligé à regret de soumettre l'octroi des contingents de base hollandais du 1^{er} trimestre en cours aux conditions indiquées en tête de ces lignes. A ce sujet il est peut-être utile de relever le fait que ces conditions ne sont pas seulement déterminantes pour l'octroi des contingents de charbon hollandais, mais qu'elles le sont aussi pour l'octroi des contingents d'autres provenances.

Par ailleurs il convient de se rendre compte que le premier des tableaux cités ci-dessus fait apparaître pour les deux premiers mois de l'année courante une situation, dans le trafic des marchandises entre la Suisse et la Hollande, qui est encore plus défavorable pour la Suisse, que la situation qui s'est développée au cours des années précédentes.

Si malgré cela le Département a ouvert au cours du 1^{er} trimestre – il est disposé à ouvrir également pour le 2^e trimestre –, des contingents additionnels pour l'entrée en Suisse de charbon hollandais, il apparaît d'autre part équitable

de subordonner dès lors une attitude aussi conciliante à certaines conditions concernant les prix de la marchandise en question.

En résumé il faut constater que, étant donné la situation décrite ci-dessus, l'importation de charbon hollandais en Suisse a toujours été développée jusqu'à ce jour dans la mesure du possible par les autorités suisses.

Le Département fédéral de l'économie publique saisit cette occasion de renouveler à la Légation des Pays-Bas les assurances de sa haute considération.

53

E 4300 (C) 1971/80/13

Notice du Département de Justice et Police¹

Bd/L

Berne, 31 mars 1937

CONGRÈS SIONISTE 1937

Visite de M. Goldmann chez M. le Conseiller fédéral Baumann

La direction du mouvement sioniste a l'intention de venir de nouveau tenir son congrès en Suisse cette année. Elle avait songé tout d'abord à Lucerne mais cela ne s'arrange pas avec les hôtels qui seront pleins au moment où le congrès devrait avoir lieu. Le choix s'est alors porté sur Bâle² malgré quelques inquiétudes provoquées par la proximité de la frontière allemande (le bâtiment de la Foire d'Echantillons se trouve à 200 mètres environ de la frontière). Le gouvernement bâlois est d'accord. On compte sur une participation de 3 à 4000 personnes.

1. *La notice n'est pas signée. Le paraphe dactylographié en tête du document, Bd, semble indiquer qu'elle a été rédigée par le Chef de la Police des Etrangers, P. Baechtold.*

2. *Ultérieurement, dans une lettre à N. Goldmann du 19 juin 1937, le Conseiller fédéral Baumann prendra acte du changement de lieu pour le Congrès en ces termes: Wir haben davon Kenntnis genommen, dass die Bedenken, die Ihnen die Abhaltung des Kongresses in der Nähe der Grenze verursachten und die Sie anlässlich Ihres Besuches zum Ausdruck brachten, dazu geführt haben, dass nun Zürich als Kongressort gewählt worden ist. Wir nehmen natürlich an, dass der Kongress und seine Teilnehmer sich jeder öffentlichen Kundgebung (z. B. Umzüge) und jeder politischen Kundgebung ausserhalb des Kongresses enthalten werden.*

Was die Einreisebestimmungen für die Kongressteilnehmer betrifft, so sind sie, wie der Chef der eidgenössischen Fremdenpolizei Herrn Kahany schon erklärt hat, immer noch dieselben wie sie für den Kongress in Luzern im Jahre 1935 galten, mit der einzigen Ausnahme, dass seither die Visumpflicht für die spanischen Staatsangehörigen wieder eingeführt worden ist. Für den Fall, dass Sowjetrussen am Kongress teilnehmen sollten, ersuchen wir Sie, der eidgenössischen Fremdenpolizei sobald als möglich eine Liste dieser Teilnehmer vorzulegen. Auf der Liste wäre für jeden Teilnehmer anzugeben, bei welcher schweizerischen Gesandtschaft oder bei welchem schweizerischen Konsulat er das Einreisevisum einzuholen beabsichtigt.

M. le Conseiller fédéral Baumann relève qu'il eût été plus agréable tant pour les sionistes que pour les autorités suisses que le congrès eût lieu dans une localité de l'intérieur du pays. Le département n'a cependant pas d'objection en principe à ce que le congrès ait lieu à Bâle. Il admet naturellement qu'au cours du congrès il n'y aura pas d'attaques contre l'Allemagne. M. Goldmann déclare que les sionistes ne s'occupent pas du traitement des Juifs en Allemagne et que cette question ne sera donc en aucun cas traitée au congrès. Tout ce qui pourrait arriver, c'est qu'au cours des discussions l'un ou l'autre orateur relève en passant que le traitement des Juifs en Allemagne n'est pas humain. La direction du congrès a elle-même le plus grand intérêt à éviter tout incident avec l'Allemagne parce qu'un certain nombre de délégués viendront précisément d'Allemagne et qu'ils doivent pouvoir y retourner. M. Goldmann va partir pour la Palestine où vers la fin du mois d'avril le lieu et la date définitive du congrès seront fixés. Dès que ces décisions auront été prises, il écrira à notre département et lui fournira les précisions nécessaires. En ce qui concerne l'entrée des participants qui ont besoin d'un visa et des garanties à fournir, il se mettra en relation avec la police fédérale des étrangers.

54

E 1004.1 1/363

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 avril 1937¹

594. Staatliche Risikogarantie für Lieferungen nach Russland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 23. Dezember 1936
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 2. April 1937

I. Herr Nationalrat F. Wüthrich in Zürich hat mit Schreiben vom 11. November 1936² das Gesuch um Gewährung einer staatlichen Risikogarantie für Lieferungen nach Russland gestellt. Es würde sich dabei nicht um schon jetzt abgeschlossene bestimmte Aufträge, sondern um eine grundsätzliche Garantieleistung für künftige Geschäfte handeln. Der Gesuchsteller, der mit gewissen am Warenverkehr Russland/Schweiz beteiligten Kreisen in Verbindung steht, glaubt, dass, sofern der Bund grundsätzlich eine Risikogarantie übernehmen würde, in erheblichem Umfange Geschäfte mit Russland getätigt werden könnten. Nach der Auffassung des Gesuchstellers würde die Transaktion auf folgender Grundlage beruhen:

1. Der Umfang des Geschäftes sollte den Betrag von 20 Millionen Franken erreichen und später eventuell auf 30–50 Millionen erhöht werden (vgl. Ziff. 5).

1. *Etait absent*: G. Motta.

2. *Non retrouvée*.

2. Für den angegebenen Betrag soll durch ein Bankensyndikat ein Kredit eröffnet werden, welcher zur Bezahlung der russischen Bezüge in der Schweiz zu dienen hätte. Herr Direktor Jaberg von der Schweizerischen Bankgesellschaft soll sich grundsätzlich bereit erklärt haben, die Führung eines derartigen Bankensyndikates zu übernehmen.

3. Die Russen stellen die Bedingung, die schweizerischen Lieferfirmen selbst auswählen und mit diesen direkte Verhandlungen führen zu dürfen. Das Syndikat müsste jedoch über den Gang der Verhandlungen orientiert werden und ihm das Genehmigungsrecht abgeschlossener Bestellungen vorbehalten bleiben.

4. Was die Zahlungen betrifft, so wären gewisse Zahlungstermine vorzusehen, welche festgesetzt werden könnten auf $\frac{1}{3}$ zahlbar bei Bestellung, $\frac{1}{3}$ bei Versandbereitschaft und $\frac{1}{3}$ bei Ablieferung bzw. nach Montage der betreffenden Objekte. Der jeweils fällige Drittel würde honoriert durch russische Akzpte zu $\frac{1}{3}$ mit Verfall nach zehn Monaten, $\frac{1}{3}$ nach 20 Monaten und $\frac{1}{3}$ nach 30 Monaten. Als Zins würden 5% beansprucht und auf den Akzeptbetrag zugeschlagen. Ausserdem müsste eine angemessene Risikomarge einkalkuliert werden, welche von den Lieferfirmen zur Speisung eines Risikofondes an das Syndikat abzuführen wäre.

Das Bankensyndikat hätte die Akzpte zu honorieren, wobei diese ausgerüstet wären mit einer 80%igen Bundesgarantie, einer 10%igen Kantonsgarantie und einem 10%igen Selbstbehalt der Lieferfirmen.

5. Bei Verfall der Wechsel und entsprechender Einlösung hätten die Russen das Recht, für den Gegenwert neue Bestellungen aufzugeben, also wiederum den ganzen bewilligten Kreditbetrag von 20 Millionen Franken auszunützen. Es würde sich somit um einen «revolving Credit» handeln, dessen Dauer auf drei Jahre festgesetzt würde. Vom zweiten Jahre an würde der Kredit auf 30 Millionen Franken erhöht. Es wäre somit möglich, dass die letzten Wechsel nach $5\frac{1}{2}$ Jahren zum Verfall kämen. Da aber wegen der ständigen Wiedereinlösung von Wechseln bei neuen Bestellungen ein Umschlag des Kredites durchschnittlich nach 20 Monaten erfolgen würde, so könnte das ganze Geschäft für die Schweiz während der Gesamtdauer von drei Jahren Bestellungen im Betrage von 50-60 Millionen Franken bringen.

6. Den Garanten (Bund und Kantone) wäre in bezug auf die Frage, ob die Wechsel im Portefeuille des Syndikates bleiben, bei der Nationalbank rediskontiert oder à forfait verkauft werden sollen, ein entscheidender Einfluss einzuräumen. Es müsste daher ein Vertrauensmann des Bundes Sitz und Stimme im Syndikat haben mit dem Rechte, den Verkauf der Wechsel à forfait zu verlangen, wobei ein sich ergebender Verlust aus dem Risikofonds zu decken wäre.

7. Die Mittelsleute des Geschäftes verlangen eine Provision, die in üblicher Höhe (Maximum 1%) gewährt werden müsste. Der Gesuchsteller selber beansprucht für seine Mühe keinerlei Provision, sondern beim Zustandekommen des Geschäftes nur Rückerstattung seiner Spesen durch das Syndikat und das Mitgliedsrecht in diesem.

8. Die in Frage stehenden Transaktionen wären ausserhalb des schweizerisch-russischen Kompensationsabkommens durchzuführen, so dass also die Einfuhr aus Russland keine entsprechende Erhöhung zu erfahren brauchte,

und es den russischen Gegenkontrahenten überlassen bliebe, die nötigen Devisen für die Einlösung der fällig werdenden Wechsel auf andere Weise zu beschaffen.

II. Es handelt sich hier um eine Transaktion, welche nach gewissen Richtungen hin über den Rahmen der bestehenden Vorschriften betreffend Export-Risikogarantie hinausgeht, und zwar namentlich deshalb, weil die einzelnen Lieferungen und Exporteure nicht zum vornherein feststehen. Will man indessen das Geschäft durch staatliche Unterstützung ermöglichen, so kann dies einzig in Form der Export-Risikogarantie im Sinne des Bundesbeschlusses über die Förderung der Warenausfuhr vom 8. Oktober 1936 geschehen, da eine andere Grundlage nicht vorhanden ist.

Das Volkswirtschaftsdepartement hat deshalb das in Frage stehende Gesuch der in der Verordnung über Export-Risikogarantie vorgesehenen Kommission unterbreitet, welche die Angelegenheit in ihrer Sitzung vom 10. Dezember 1936 geprüft hat. Die Kommission ist zum Schlusse gekommen, dass es sich rechtfertige, einen Versuch im Sinne der Vorschläge von Herrn Nationalrat Wüthrich zu unternehmen, und sie befürwortet demgemäss die grundsätzliche Zusicherung einer Risikogarantie, jedoch mit der Einschränkung, dass diese vorläufig nur für einen Lieferungskredit von höchstens 10 Millionen Franken zu gewähren sei und zwar in der Höhe von 70% eines allfällig eintretenden Verlustes, so dass die Garantie im Maximum 7 Millionen Franken ausmachen würde. Ferner müsste die Regelung im einzelnen Falle und insbesondere auch das Mitspracherecht des Bundes vor Abschluss des Geschäftes vorbehalten werden. Schliesslich wäre die Risikogarantie zeitlich zu befristen in dem Sinne, dass die Bewilligung nur erteilt wird für den Fall, dass die Transaktion innert drei Monaten zustande kommt.

Das Volkswirtschaftsdepartement schliesst sich diesem Antrage der Kommission an. Es wäre zweifellos sehr zu begrüessen, wenn unsere Exportindustrie in erheblichem Umfange zusätzliche Aufträge hereinnehmen könnte. Im vorliegenden Falle wird dies nur möglich sein mit staatlicher Unterstützung in Form der Export-Risikogarantie. Das Departement hält dafür, dass das vom Staate zu tragende Risiko in einem angemessenen Verhältnis zu dem aus der vermehrten Arbeitsbeschaffung sich ergebenden Vorteilen steht und daher verantwortet werden kann. Es würde sich ausschliesslich um Exportaufträge der Produktionsgüterindustrie handeln (Art. 1 des Bundesbeschlusses über die Förderung der Warenausfuhr).

III. Gemäss Art. 10, Abs. 2, der Verordnung über Exportrisikogarantie vom 24. November 1936 sind Gesuche von grundsätzlicher Tragweite und solche, denen aus andern Gründen eine besondere Bedeutung zukommt, dem Bundesrate zum Entscheid vorzulegen. Diese Voraussetzungen treffen hier zu, und das Volkswirtschaftsdepartement unterbreitet daher dem Bundesrate die Angelegenheit und stellt gleichzeitig folgenden *Antrag*:

Es sei dem Gesuche des Herrn Wüthrich in dem Sinne zu entsprechen, dass der Bund grundsätzlich für die in Frage stehenden Lieferungen nach Russland bis zum Höchstbetrage von 10 Millionen Franken eine Risikogarantie von höchstens 70% des allfällig eintretenden Verlustes übernimmt, unter folgenden Bedingungen:

a. Die Transaktion muss spätestens bis zum 31. März 1937 zustande kommen, wobei die Regelung im Einzelnen der Genehmigung des eidg. Volkswirtschaftsdepartementes unterliegt;

b. dem Bunde ist im Bankensyndikat eine Vertretung einzuräumen. Der Bundesvertreter, der vom eidgen. Volkswirtschaftsdepartement bezeichnet wird, hat das Recht, gegen die Übernahme einzelner Geschäfte Einspruch zu erheben und den Verkauf der Wechsel à forfait zu verlangen;

c. die in Frage stehenden Lieferungen nach Russland sind ausserhalb des schweizerisch-russischen Kompensationsabkommens durchzuführen.

Der Antrag ist dem Finanz- und Zolldepartement zum Mitbericht überwiesen und von diesem im Einvernehmen mit dem Volkswirtschaftsdepartement zurückbehalten worden bis die prinzipielle Frage der Bemessung der Risikogarantie ihre Erledigung gefunden hat. Der Bundesrat hat nunmehr am 8. März einen Beschluss gefasst³, wonach das Volkswirtschaftsdepartement angewiesen wird, sich zu bemühen, den in Art. 2 des Bundesbeschlusses vom 8. Oktober 1936 als Regel genannten Satz von 50% Risikogarantie in der Mehrzahl der Fälle nicht zu überschreiten.

Das vorliegende Geschäft bedeutet in verschiedener Hinsicht ein Novum. Während die schweizerischen Exporteure bis jetzt einzeln und direkt mit der russischen Handelsvertretung verhandelten und innert verhältnismässig kurzer Frist bezahlt worden sind, soll nach den Plänen von Herrn Nationalrat Wüthrich ein Bankensyndikat als Vermittler geschaffen werden, und die Bezahlung würde in Akzepten erfolgen, die in 10 bis 30 Monaten eingelöst würden.

Der erwähnte Bundesratsbeschluss vom 8. März 1937 sowie der Versuchscharakter, der den Vorschlägen des Herrn Wüthrich innewohnt, haben dem Finanz- und Zolldepartement Veranlassung gegeben, das Geschäft mit dem Volkswirtschaftsdepartement neuerdings zu besprechen und im Einverständnis mit dem antragstellenden Departement folgende Änderungen in Aussicht zu nehmen:

1. Der Betrag von 10 Millionen Franken scheint etwas hoch bemessen zu sein, wenn man sich vergegenwärtigt, dass der Bund nach dem Wortlaute des Bundesbeschlusses vom 8. Oktober 1936 insgesamt nur für 30 Millionen Franken Risikogarantien übernehmen darf, wovon bis zum 31. Dezember 1936 schon für 6,6 Millionen Franken in Anspruch genommen worden waren. Es wäre darum angebracht, das Geschäft nur bis zum Höchstbetrage von 5 Millionen Franken zu genehmigen.

2. Ein Garantiesatz von 70% ist im Hinblick auf den Bundesratsbeschluss vom 8. März 1937 ebenfalls als zu hoch anzusprechen. Da im Verkehr mit Russland in den letzten Jahren noch kein schweizerischer Exporteur zu Schaden gekommen ist und die Zahlungsfristen seit einigen Monaten als sehr kurz zu bezeichnen sind, würde es sich empfehlen, für Geschäfte nach Russland durchwegs nur den im Bundesbeschluss als Regel vorgesehenen Garantiesatz von 50% zur Anwendung zu bringen. Da im vorliegenden Falle aber Zahlungsfri-

3. *Non reproduit, cf. E 1004.1 1/363, N° 431.*

sten zur Anwendung kommen sollen, die länger als üblich sind, könnte das Finanz- und Zolldepartement schliesslich einen Garantiesatz von höchstens 60% befürworten. Es setzt dabei voraus, dass auch in diesem Falle gemäss der neuen Praxis eine Degression des Garantiesatzes bis auf 30% eintritt, wenn es nur zu einem teilweisen Verlust kommen sollte.

3. Das Volkswirtschaftsdepartement hat in seinem Antrage vorgesehen, dass die Transaktion spätestens bis zum 31. März 1937 zustande kommen müsse. Da sich in der Behandlung des Geschäftes eine Verzögerung ergeben hat, sollte diese Frist jetzt bis zum 30. Juni 1937 erstreckt werden.

Gemäss dem im Einverständnis mit dem Volkswirtschaftsdepartement vom Finanz- und Zolldepartement gestellten Gegenantrage wird daher *beschlossen*:

Dem Gesuche des Herrn Wüthrich wird in dem Sinne entsprochen, dass der Bund grundsätzlich für die in Frage stehenden Lieferungen nach Russland bis zum Höchstbetrage von 5 Millionen Franken eine Risikogarantie von höchstens 60% des allfällig eintretenden Verlustes übernimmt, unter folgenden Bedingungen:

a. die Transaktion muss spätestens bis zum 30. Juni 1937 zustande kommen, wobei die Regelung im Einzelnen der Genehmigung des eidgen. Volkswirtschaftsdepartement unterliegt;

b. dem Bunde ist im Bankensyndikat eine Vertretung einzuräumen. Der Bundesvertreter, der vom eidg. Volkswirtschaftsdepartement bezeichnet wird, hat das Recht, gegen die Übernahme einzelner Geschäfte Einspruch zu erheben und den Verkauf der Wechsel à forfait zu verlangen;

c. die in Frage stehenden Lieferungen nach Russland sind ausserhalb des schweizerisch-russischen Kompensationsabkommens durchzuführen.

55

E 1004.1 1/363

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 9 avril 1937*¹

607. Evacuation des asilés à la Légation de Suisse à Madrid²

Département politique. Proposition du 8 avril 1937

Les événements d'Espagne ont amené les Missions diplomatiques établies à Madrid à donner asile à des ressortissants espagnols, parents de nationaux ou personnes connues des Ambassades et Légations, qui furent menacés d'être mis à mort par les miliciens, fusillant sans scrupule toutes les personnes que leur

1. *Etait absent*: G. Motta.

2. *Sur cette question, cf. aussi*: JO de la SdN 1937, pp. 64ss, 127ss, 135, 216ss.

nom ou leur situation de fortune faisaient considérer comme «suspectes». Ce sont surtout les Ambassades et Légations de l'Amérique du Sud qui ont été les plus pressées d'accueillir ces réfugiés, que l'on s'est accordé dans la suite à désigner sous le nom d'«asilés». Une convention de Montevideo, signée par la totalité de ces pays, les oblige, en effet, dans certaines conditions, à accueillir en cas de troubles des personnes qui se sentiraient menacées. Sans se trouver dans la même situation, les Légations des Etats européens ont également donné asile à des Espagnols menacés d'être mis à mort. La Légation de Suisse à Madrid a toujours observé la plus grande prudence dans ce domaine, tenant compte de l'obligation primordiale où elle était d'assurer la protection efficace de quelque 250 Suisses demeurés à Madrid. Cependant, dans des cas particulièrement dignes d'intérêt, elle a accueilli des Espagnols représentants de maisons de commerce ou d'industries suisses, personnes ayant rendu des services à la Légation ou à notre pays, intellectuels, qui auraient certainement été fusillés s'ils n'avaient trouvé refuge auprès de notre représentation.

La protection de ces asilés par les Missions diplomatiques de Madrid a été très difficile. Grâce au dévouement du Corps diplomatique, des milliers de personnes (8500, estime-t-on) ont pu échapper au sort terrible qui les attendait. La presse a rendu compte des discussions qui se sont engagées au sein de la Société des Nations au sujet d'une action collective en faveur de ces asilés. Le résultat de ces discussions a été que le Gouvernement de Valence, se rendant finalement compte qu'il devait s'efforcer, contre la volonté des milices ouvrières, de faire respecter le droit d'asile accordé aux Espagnols, s'est déclaré prêt à négocier l'évacuation de ces asilés avec les Missions diplomatiques qui les ont accueillis. En effet, il est apparu que le seul moyen de mettre ces personnes à l'abri des persécutions dont elles ont été l'objet était de les transférer à l'étranger. Des accords ont pu être conclus entre différentes Missions diplomatiques et le Gouvernement espagnol et c'est ainsi que, récemment, 800 asilés ont été évacués sous la protection de l'Ambassade d'Argentine, 200 sous celle de la Légation de Belgique, 300 sous celle de la Légation des Pays-Bas, etc.

La Légation de Suisse à Madrid est certaine d'obtenir l'autorisation d'évacuer les quelque 60 asilés qui se sont réfugiés chez elle, si elle peut donner au Gouvernement espagnol l'assurance que les hommes d'âge militaire (de 18 à 60 ans) seront dirigés sur la Suisse et soumis à un certain contrôle empêchant qu'ils ne se rendent en Espagne nationaliste pour s'enrôler dans les rangs de l'armée adverse. L'évacuation des asilés de la Légation est une nécessité. Elle est désirée par notre Chargé d'Affaires et par le Gouvernement espagnol lui-même, qui se rend compte que les asilés pourraient être la cause de troubles très sérieux au cas où la situation de Madrid viendrait à empirer.

Selon une récente communication du Chargé d'Affaires de Suisse à Madrid, le convoi des asilés, qui serait tout d'abord dirigé sur Valence, comprendrait environ 70 personnes, dont une vingtaine d'enfants. 30 de ces personnes pourraient gagner la France ou l'Espagne nationaliste, tandis que les 40 autres devraient être dirigées sur la Suisse. Il est certainement de notre devoir d'hospitaliser en Suisse ces 40 personnes, dont une vingtaine se trouvent actuellement sans ressources assurées. D'une part, en effet, nous ne pouvons abandonner ces asilés après leur avoir donné accueil à Madrid; d'autre part, il ne faut pas per-

dre de vue qu'il s'agit ici de personnes (commerçants, industriels, etc.) qui ont rendu des services à la Suisse et qui se souviendront certainement de l'hospitalité reçue le jour où elles pourront, comme il faut l'espérer, reprendre leur activité normale en Espagne.

Les maisons suisses dont ces asilés ont été les représentants à Madrid se sont d'ores et déjà déclarées d'accord de supporter, dans la mesure du possible, les frais résultant de l'hospitalisation en Suisse de ces personnes. Le nombre des asilés qui devraient être assistés par les soins de la Confédération – puisqu'en l'espèce, il ne paraît pas possible de faire appel à la contribution des Cantons – se trouve réduit, de la sorte, à une quinzaine. Les circonstances ne permettent pas encore de fixer le montant qui sera nécessaire au transfert en Suisse et à l'assistance de ces asilés. Comme il importe cependant de pouvoir d'ores et déjà prendre les mesures nécessaires pour l'évacuation et l'hospitalisation en Suisse des asilés, la meilleure solution paraît être d'autoriser la Division de la Police du Département fédéral de Justice et Police à prélever les premiers fonds nécessaires sur le crédit annuel qui lui a été attribué pour les Russes indigents et malades. Ceci jusqu'au moment où des données plus précises permettront à la Division de la Police de demander l'ouverture d'un crédit spécial pour l'œuvre de secours en faveur des asilés, étant entendu qu'à ce moment-là, la Division de la Police pourra compenser les sommes qu'elle aura prélevées sur le crédit qui lui a été attribué pour les Russes indigents et malades.

D'entente avec le Département de Justice et Police, le Département politique propose et le Conseil *décide*:

1° d'autoriser le Département politique à donner les instructions nécessaires à la Légation de Suisse à Madrid pour qu'elle procède, avec l'approbation du Gouvernement espagnol, à l'évacuation des asilés;

2° d'autoriser la Division de la Police du Département fédéral de Justice et Police à prendre les mesures nécessaires pour l'hospitalisation des asilés en Suisse et à prélever les fonds nécessaires à l'évacuation et à l'assistance de ces asilés sur le crédit annuel qui lui a été attribué pour les Russes indigents et malades, sous réserve qu'un crédit spécial sera ultérieurement accordé à la Division de la Police dans le sens des considérations ci-dessus.

56

E 2001 (D) 4/22

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Ministre de Suède à Berne, K.I. Westman*

*Copie
N MC*

Berne, 9 avril 1937

Par note du 12 mars ¹, Votre Excellence avait bien voulu nous communiquer un mémorandum dans lequel le Gouvernement de Suède se demandait s'il n'y

1. *Non reproduite.*

aurait pas lieu de mettre en vigueur, entre un certain nombre d'Etats à intérêts limités, les parties du projet de convention générale du désarmement qui paraissent les plus aptes, à l'heure actuelle, à être transformées en droit positif.

Nous avons l'honneur de vous faire connaître que les Autorités fédérales ont examiné cette suggestion avec tout le soin qu'elle mérite, mais aussi en tenant compte de la situation très particulière d'un petit pays comme la Suisse, placé au centre de l'Europe et entouré de trois des plus grandes puissances militaires du monde. Elles se plaisent à rendre hommage à l'esprit de sagesse et de paix qui inspire la proposition suédoise, mais, à leur vif regret, il leur serait difficile d'y donner suite. La Suisse ne voit pas la possibilité de souscrire, en matière de désarmement, à des engagements qui ne seraient pas assumés en même temps par les grandes puissances. Sa sécurité nationale pourrait en souffrir, d'autant plus que ses moyens de défense sont déjà fort limités. Ce ne sont d'ailleurs pas les petits pays qui menacent la paix par leurs armements excessifs. Ce n'est donc pas eux qui devraient s'imposer les premières limitations dans le domaine des armements. Aux yeux des Autorités fédérales, le problème du désarmement est, avant tout, un problème des grandes puissances.

Le Gouvernement suédois comprendra sans doute cette manière de voir et en vous priant de bien vouloir porter ce qui précède à sa connaissance, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

57

E 2001 (D) 1/33

*Aide-Mémoire du Département politique*¹

Berne, 9 avril 1937

TRIBUNAUX MIXTES ÉGYPTIENS

Avant la guerre, des Puissances non capitulaires seule la Suisse a obtenu, par la nomination de M. Houriet d'abord (1^{er} janvier 1910), puis par celle de M. Francis Peter, une représentation au sein des Tribunaux mixtes. En 1935, lorsque la Légation de Suisse en Egypte apprit que M. Houriet avait l'intention de donner prochainement sa démission de Conseiller à la Cour d'appel mixte d'Alexandrie, elle entreprit officieusement des démarches afin de soutenir la candidature de M. Peter au poste que laisserait vacant M. Houriet. En outre, comme il était à prévoir qu'en cas d'élection de M. Peter, alors Président du Tribunal mixte d'Alexandrie, un siège deviendrait libre en Première Instance, la Légation s'inquiéta de savoir si ce siège, ainsi que cela paraissait naturel,

1. *Ce document est paraphé*: de R.

pourrait être réservé à la Suisse. Les démarches de la Légation reçurent un accueil favorable et le Ministre de la Justice lui laissa entendre qu'en temps voulu il s'adresserait au Gouvernement suisse pour lui demander une liste de trois candidats parmi lesquels serait choisi le successeur éventuel de M. Peter.

La démission de M. Houriet est devenue effective le 10 janvier 1937. Malgré les intrigues des petites Puissances capitulaires, qui se sont efforcées de mettre obstacle à l'élection de M. Peter, celui-ci a été élu tout récemment à la Cour d'Appel d'Alexandrie à la place de son compatriote.

En ce qui concerne la candidature d'un deuxième juge suisse, M. Brunner a appris du Ministre de la Justice que cette question ne serait examinée qu'après la Conférence de Montreux. Selon M. Brunner, les Egyptiens envisagent de proposer lors de la Conférence des capitulations une modification des statuts des Tribunaux mixtes, ce qui leur permettra de nommer un juge égyptien à la place du juge étranger qui devrait être élu. D'autre part, la Légation nous signale que les petites Puissances capitulaires s'efforcent par tous les moyens d'empêcher la nomination d'un second juge suisse. On s'attend à ce qu'elles profitent de la Conférence de Montreux pour marchander leur adhésion aux demandes égyptiennes en obtenant qu'on leur attribue le deuxième siège qui devrait revenir à la Suisse.

M. le Ministre Martin, M. Brunner ainsi que les milieux suisses intéressés estiment que M. le Président Motta devrait profiter de la présence du Premier Ministre et du Ministre de la Justice égyptiens à Montreux pour leur demander de conserver à la Suisse le deuxième siège aux Tribunaux mixtes, qu'elle possède en vertu d'une vieille coutume. Il y aurait lieu de rappeler la promesse qui nous avait été faite à ce sujet et de signaler que toutes les Puissances capitulaires possédant actuellement un deuxième juge en Première Instance, il ne paraît pas y avoir de motifs sérieux s'opposant à la nomination d'un juge suisse².

2. Une notice non signée du Département politique du 7 mai 1937 dit: M. Motta a profité de sa présence à l'ouverture de la Conférence de Montreux pour entretenir Nahas Pacha de la question du deuxième juge suisse au Tribunaux mixtes d'Egypte. Nahas Pacha a assuré M. Motta de toute sa bonne volonté. M. Bonna a également parlé de cette affaire au Conseiller judiciaire anglais du Ministère égyptien de la Justice. Tout dépend cependant en définitive de ce qui sera décidé à Montreux au sujet des Tribunaux mixtes. *Pour les résultats de la Conférence de Montreux, cf. E 2001 (D) 1/27.*

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

L Confidentiel

Rome, 10 avril 1937

Le diplôme de doctorat honoris causa que l'Université de Lausanne avait décerné à M. Mussolini, a été remis avant-hier après-midi au Chef du Gouvernement. Ce n'est que le matin du même jour que j'ai su d'une manière positive que M. Mussolini avait en définitive, et malgré son refus antérieur², décidé d'accepter le diplôme de l'Université vaudoise.

Ainsi que votre Département le fait remarquer à juste titre, cette décision, en l'état actuel des choses, était bien préférable à un refus, qui n'aurait fait que ranimer les discussions chez nous.

La nouvelle de la remise a été publiée dans la presse dans un communiqué sobre et bref, qui signale que M. Mussolini, en remerciant de l'adresse de l'Université, a exprimé sa sympathie pour l'école vaudoise, pour la Ville de Lausanne et pour la Suisse. Le Sous-Secrétaire d'Etat, M. Bastianini, qui m'avait communiqué le 25 mars la décision de M. Mussolini de refuser le diplôme, ne m'avait rien fait savoir depuis lors. Avisé avant-hier matin par le Service du Protocole de la présence de la Mission universitaire et de l'invitation que m'adressait le Ministre de l'Education Nationale pour un déjeuner hier, j'ai aussitôt demandé des éclaircissements au Cabinet du Sous-Secrétaire d'Etat. Il me fut répondu que sur l'insistance de l'Université, qui avait tenu à envoyer cette délégation, le Chef du Gouvernement avait accepté l'honneur qui lui était décerné. Cependant, tout le monde s'est rendu compte ici que le geste de l'Université était fait entièrement en dehors des Autorités fédérales et sans que celles-ci en aient même eu préalablement connaissance; par conséquent, on a évité de m'inviter (comme cela aurait été d'usage en d'autres circonstances) à accompagner la Mission universitaire chez M. Mussolini. Les termes mêmes du communiqué précisent qu'il s'agit d'une affaire purement universitaire.

M. le Ministre Bonna vous aura dit que j'ai eu d'abord quelque hésitation – toujours pour éviter des interprétations erronées – d'accepter l'invitation du Ministre de l'Education Nationale. Mais il aurait été, en fin de compte, parfaitement discourtois de m'y soustraire, le rôle de la Légation n'étant au surplus, certainement pas celui d'éviter des contacts avec des compatriotes distingués de passage. La Mission universitaire composée de M. Golay, recteur de l'Univer-

1. *En tête du document, Motta a noté de sa main:* Très intéressant.

2. *Par lettres des 25 (cf. N° 51) et 27 mars, et du 6 avril, le Ministre Ruegger avait informé le Département politique du refus de Mussolini d'accepter le doctorat honoris causa. Dans sa lettre du 27 mars, Ruegger écrivait:* M. Bastianini m'avait dit déjà avant-hier – et il me l'a répété hier après-midi – que le Chef du Gouvernement s'est montré extrêmement déçu et même blessé des informations qui lui avaient été signalées comme ayant paru dans notre presse suisse.

sité, et du Prof. Olivier, s'est rendue à la Légation pour nous rapporter les paroles aimables qu'avait eues le Chef du Gouvernement à l'égard de la Suisse. Ces Messieurs étaient parfaitement bien placés pour savoir que l'Autorité fédérale était en dehors de leur geste, mais d'une façon très correcte ils ont tenu à me renseigner sur leurs entrevues et le programme de leur séjour. En réponse à quelques paroles que M. le Recteur Golay a prononcées au déjeuner d'hier, lesquelles évoquaient surtout les liens entre le Chef du Gouvernement et l'Université de Lausanne, M. Bottai, Ministre de l'Education Nationale, a parlé d'une manière que j'ai vivement appréciée et que je suis heureux de pouvoir vous rapporter. M. Bottai a déclaré vouloir saisir cette occasion pour parler au nom de l'Université et de tous ceux en Italie qui pouvaient véritablement s'honorer du nom d'intellectuels. Pour tous ceux-ci, disait-il, l'intégrité territoriale de la Suisse et la connaissance de sa mission internationale ne sont pas seulement un principe politique; le respect de cette intégrité territoriale et des traditions de la République amie faisaient et devaient faire partie du credo moral des intellectuels d'Italie et surtout de ceux de l'Italie nouvelle. En des termes brillants et qui ne cachaient pas son émotion, M. Bottai a, pour finir, évoqué l'amitié de la Suisse, prouvée à l'époque du Risorgimento d'abord, ensuite dans l'œuvre caritative de notre pays durant la grande guerre, puis durant toute la période, douloureuse et décevante pour l'Italie, des sanctions et enfin par le geste, que les intellectuels d'Italie avaient apprécié plus qu'aucun autre, de la reconnaissance de l'Empire italien en Ethiopie. Ces paroles sont telles qu'elles mériteraient d'être connues d'un public plus large, aussi en Suisse. Si, vu les conditions spéciales du cas, la Légation n'était pas tenue en l'espèce à une certaine réserve, je vous aurais même proposé, Monsieur le Président, de trouver, de concert avec M. le Recteur Golay, le moyen de les faire connaître chez nous et, ce qui est plus important encore, en Italie.

59

E 1004.1 1/363

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 avril 1937

630. Schweizerisch-französische Handelsvertragsverhandlungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 12. April 1937

Im Juni 1936 hatte Frankreich bekanntlich den schweizerisch-französischen Handelsvertrag vom Jahre 1934 sowie sämtliche übrigen Vereinbarungen, welche die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern regeln, gekündigt¹. In der Folge war es möglich geworden, die französische Regierung zur

1. Cf. *DDS 11*, N° 253.

Zurücknahme der Kündigung zu bewegen. Immerhin herrschte dazumal – es war kurz nach der Anpassung der schweizerischen und französischen Währung – Einverständnis zwischen den beiden Regierungen, dass Verhandlungen stattfinden sollten, um die Handelsbeziehungen neu zu regeln und an die durch die Abwertung bedingten veränderten Verhältnisse anzupassen.

Die Verhandlungen begannen am 1. Februar 1937 und dauerten ohne Unterbruch bis zum 31. März.

Entgegen den sehr weitgehenden Erklärungen der verantwortlichen französischen Staatsminister im Herbst 1936 zielten die Bestrebungen der französischen Delegation durchaus nicht auf eine Lockerung der Schranken hin, welche dem gegenseitigen Warenaustausch seit nunmehr 6 Jahren in den Weg gelegt werden, wenigstens nicht soweit es die Einfuhr nach Frankreich betrifft. Vielmehr hatte die schweizerische Delegation einen sehr hartnäckigen Kampf zu führen, um wenigstens keine Verschlechterung der bisherigen Warenausfuhr in Kauf nehmen zu müssen. Es handelte sich für die schweizerische Delegation infolgedessen vor allem um einen Defensivkampf mit der Aufgabe, die zahlreichen französischen Vorstösse auf eine Verminderung der schweizerischen Ausfuhr nach Frankreich und eine Erschwerung der Bestimmungen, welche diese Ausfuhr regeln, abzuwehren.

Die französischen Tendenzen sind im übrigen angesichts der Entwicklung, welche das Wirtschaftsleben in Frankreich seit dem letzten Herbst genommen hat und noch nimmt, einigermaßen begreiflich. Die französische Sozialgesetzgebung hatte eine ganz gewaltige Steigerung sämtlicher Preise in Frankreich zur Folge, sodass es nur zu verständlich ist, wenn die französische Produktion durch Verschärfung der Schutzmassnahmen den Ansturm der billigeren ausländischen Waren auf dem französischen Markte aufzuhalten sucht. Natürlich hat die schweizerische Delegation diese Einstellung nicht zur eigenen gemacht, sondern hat mit allen Mitteln danach getrachtet, den bisherigen Zustand im gegenseitigen Warenaustausch beizubehalten und darüber hinaus für die schweizerische Ausfuhr nach Frankreich auch noch eine Verbesserung zu erzielen, entsprechend den Möglichkeiten, welche die schweizerische Währungsanpassung geschaffen hat.

Es kann nach Abschluss der Verhandlungen festgestellt werden, dass dieses schweizerische Verhandlungsziel erreicht wurde: Die von der französischen Delegation versuchte Kürzung der letztes Jahr effektiv getätigten schweizerischen Ausfuhr nach Frankreich konnte verhindert werden; die bisherige Ausfuhr nach Frankreich bleibt in vollem Umfange aufrecht erhalten, mit der sehr erheblichen Verbesserung, dass die Ausfuhrmöglichkeiten, die bis anhin teilweise auf einmaligen oder kurzfristig beschränkten Sonderbewilligungen beruhten, nunmehr in vertraglich festgelegten Kontingenten sichergestellt sind; die Bestimmungen, welche die schweizerische Ausfuhr nach Frankreich regeln, konnten in vollem Umfange intakt erhalten und in einigen Punkten verbessert werden; darüber hinaus war es möglich, für eine Reihe von Positionen des französischen Zolltarifs Kontingents-Verbesserungen zu erhalten, welche für die schweizerische Industrie durchaus wertvoll sein dürften.

Das Vertragswerk, das nunmehr vorliegt, besteht aus dem eigentlichen Handelsvertrag, aus einem Arrangement complémentaire, das vor allem die gegen-

seitigen Kontingentierungsbestimmungen ordnet und aus einigen Anlagen, die in Form eines Briefwechsels Spezialfragen mehr transitorischer Natur regeln.

Der Handelsvertrag als solcher weist gegenüber dem frühern Abkommen vom 29. März 1934 materiell keine starken Veränderungen auf. Es handelt sich in erster Linie um eine Neuredaktion, durch welche eine Reihe von Bestimmungen genauer und klarer gefasst wurde. Sodann sind nunmehr in den Vertrag auch die zahlreichen Zusatzbestimmungen eingegliedert worden, welche im bisherigen Abkommen ausserhalb des Vertrages in einem *Protocole additionnel* figurierten. Eine wesentliche materielle Änderung ist in Bezug auf das Meistbegünstigungsprinzip eingetreten, insofern, als dieser Grundsatz nunmehr in Artikel II generell für die gesamten Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Frankreich als massgebend stipuliert worden ist, während im Vertrage von 1934 seine Anwendung ausdrücklich auf bestimmte Gebiete der schweizerisch-französischen Handelsbeziehungen beschränkt worden war. Im weitem verfügt Artikel I des Handelsabkommens, dass sich dasselbe auch auf die Kolonien, Protektorate und Mandatsgebiete beziehe, natürlich mit gewissen Einschränkungen, die besonders formuliert wurden; das frühere Abkommen enthielt keine derartige Klausel, sodass die Schweiz sich in ihren Handelsbeziehungen mit den französischen Kolonien, Protektoraten und Mandatsgebieten auf keine vertragliche Regelung berufen konnte, sondern jeweils von den Verfügungen der betreffenden Gouverneure oder Kolonialbehörden abhing.

Das *Arrangement complémentaire* enthält vor allem eine vertragliche Regelung der gegenseitigen Kontingentierungsbestimmungen. Es kodifiziert in dieser Beziehung eine Reihe von Einzelvereinbarungen, welche teils zwischen den beteiligten Verwaltungen der beiden Länder, teils zwischen der Schweizerischen Gesandtschaft in Paris und der französischen Verwaltung getroffen worden waren. Im weitem wird die Lockerung der Kontingentierungsmassnahmen, welche auf Grund des Briefwechsels vom 4. Oktober letzten Jahres zwischen dem Vorsteher des eidg. Volkswirtschaftsdepartementes und dem französischen Botschafter für Frankreich vorgesehen war, vertraglich genau umschrieben. Diese Lockerung der Kontingentierungsmassnahmen entspricht im übrigen den Erleichterungen, welche Italien und Deutschland gegenüber bereits seit letztem Sommer angewendet werden und besteht vor allem in einem gewissen Mitspracherecht der französischen Botschaft bei der Erteilung der Einfuhrbewilligungen.

Auf dem Kontingentierungsgebiete hatte die französische Delegation namentlich 4 Vorstösse unternommen, wovon der eine die schweizerische Ausfuhr nach Frankreich betraf, während die 3 andern sich auf die französische Einfuhr in die Schweiz bezogen. Der erstere zielte darauf ab, die schweizerische Kontingentsverwaltung bei der Ausfuhr nach Frankreich, welche bekanntlich für eine ganze Reihe von Positionen besteht, nur mehr über die Handelsabteilung der französischen Botschaft sich auswirken zu lassen, sodass die letztere eine genaue Kontrolle ausgeübt hätte, was für die schweizerische Ausfuhr unvermeidlich eine Verzögerung und Erschwerung bedeutet hätte.

Mit Bezug auf die französische Einfuhr in die Schweiz hat Frankreich für eine ganze Reihe von Positionen die eigene Kontingentsverwaltung bean-

spricht. Dieses Begehren konnte abgelehnt werden, was immerhin nicht ganz leicht war, nachdem die Schweiz, wie bemerkt, für eine grosse Anzahl Positionen des französischen Zolltarifs bei der Ausfuhr nach Frankreich die Kontingentsverwaltung in Händen hat und diese nunmehr sogar noch auf weitere Positionen ausdehnen konnte. Im weitern hat die französische Delegation verlangt, dass die Schweiz auf das sog. Leistungsprinzip verzichte, welches nach Auffassung der französischen Delegation – übrigens nicht ganz zu Unrecht – eine Ausnützung der französischen Kontingente bei der Einfuhr in die Schweiz stark erschwere, und schliesslich verlangte die französische Delegation ein Mitspracherecht bei der Erteilung der Kontingente bei den sog. Kompensationswaren, was für die Schweiz eine gefährliche Einschränkung der vollen Ausnützung der Kompensationspolitik bedeutet hätte. Auch diese beiden Begehren konnten, wie die vorhergehend erwähnten, abgelehnt werden und zwar ohne dass schweizerischerseits irgendwelche Konzessionen hätten gemacht werden müssen.

Was die Kontingente selbst anbelangt, so konnten einmal, wie schon oben angedeutet, die sämtlichen bisherigen Zusatzkontingente welche von der französischen Regierung zum Teil als einmalige Einfuhrerlaubnis, zum Teil für ein bestimmtes Vierteljahr bewilligt worden waren, nunmehr als dauernder schweizerischer Kontingentsanspruch vertraglich festgelegt werden. Die dem Arrangement complémentaire beigefügte Kontingentsliste enthält also nur mehr eine einzige Ziffer, worin die frühern Normalkontingente, die vierteljährlichen oder halbjährlichen Supplementkontingente und die einmaligen Supplementkontingente inbegriffen sind. Dabei ist zu bemerken, dass ausnahmslos sämtliche bisherigen Supplementkontingente erneuert und, wie erwähnt, in dem einheitlichen Kontingente verankert sind. In verschiedenen Fällen ist bei der Erstellung der Kontingentsliste das für die schweizerische Ausfuhr günstigste Jahr als Grundlage angenommen worden. Ausserdem sind, wie ebenfalls schon früher erwähnt wurde, für eine Anzahl Kontingente Erhöhungen erzielt worden, welche die schweizerische Ausfuhr nach Frankreich auch im günstigsten frühern Jahre übersteigen. Es sind dies die Kontingente für Schmirgel- und Karborundumfabrikate und Schleifmittel, für nichteisenhaltige Metalle, für gewalztes Eisen, für Eisendraht, für Leim, für bedruckte Baumwollgewebe, für Seidenstrümpfe, für Taschentücher, für metallisiertes Papier, für photographische Filme, für Kartons, für Häute, für Schuhe, für Lederartikel, für künstliche Edelsteine, für Traktoren, für Maschinen der Textilindustrie, für Schreibmaschinen, für Haushaltsartikel, für Aluminiumartikel, für Möbel, für Filz usw.

Ein besonderes Diskussionsobjekt bildete das schweizerische Käsekontingent für die Ausfuhr nach Frankreich, welches die französische Regierung herabsetzen wollte; es konnte nicht nur eine solche Herabsetzung verhindert, sondern erreicht werden, dass ein Quantum von 5000 q, welches Ende letzten Jahres als Vorschuss auf das diesjährige Kontingent zur Einfuhr in Frankreich freigegeben worden war, unberücksichtigt bleibt, sodass die Schweiz für das Jahr 1937 auf ein ungekürztes Ausfuhrkontingent für Käse von 60000 q Anspruch hat (da von den 5000 als Vorschuss bewilligten q nur 3000 ausgenützt worden waren, besitzt die Schweiz im Jahre 1937 also im ganzen noch eine Aus-

fuhrmöglichkeit von 62 000 q). Ausserdem konnte erreicht werden, dass das Käsekontingent nicht mehr streng in vierteljährliche Quoten aufgeteilt wird, sondern dass den saisonmässigen Bedürfnissen Rechnung getragen werden kann; es wird also möglich sein, auf das Kontingent eines nachfolgenden Quartals Vorgriffe zu machen oder einen in einem Quartal nicht ausgenützten Kontingentssaldo auf das nächstfolgende Quartal zu übertragen. Zwar ist diese Ausnutzungsmöglichkeit nicht ausdrücklich im Verträge stipuliert, weil sie im Gegensatz zur ganzen französischen Gesetzgebung auf dem Kontingentierungsgebiete gewesen wäre. Allein sie ergibt sich indirekt daraus, dass die bisherige, in einem Briefwechsel niedergelegte Bestimmung der quartalsweisen Aufteilung im nunmehr vorliegenden Kontingentierungsabkommen fallen gelassen worden ist.

Artikel III des Arrangement complémentaire stellt ausdrücklich fest, dass alle gegenwärtig in Kraft bestehenden Tarifvereinbarungen, d. h. die dem Abkommen vom 8. Juli 1929 beigefügten Listen und Zusatznoten auch weiterhin aufrecht erhalten bleiben. Diese Vertragsbestimmung ergibt sich übrigens auch aus dem Schlussartikel VIII des Arrangement complémentaire, durch welchen das Abkommen vom 29. März 1934 annulliert wird, mit Ausnahme der Tarifbestimmungen.

Artikel IV enthält eine Reihe von Spezialbestimmungen, welche in Einzelvereinbarungen zerstreut bisher schon bestanden haben und an denen nichts wesentliches geändert wurde. In diesem Artikel wurde auch die Vereinbarung vom letzten Jahre aufgenommen, worin Frankreich die Zustimmung gibt, dass die Schweiz eine Taxe von Fr. 3.— pro hl. eingeführten Weins erhebt. Immerhin konnte an dieser Vereinbarung eine nicht unwesentliche Verbesserung in dem Sinne vorgenommen werden, dass die Beobachtungsfrist vom 1. April bis zum 31. Dezember dauern soll, wodurch den gefährlichen Klippen jener Vereinbarung die schärfste Spitze genommen wird, indem die Möglichkeit vergrössert wird, dass die Weineinfuhr in den letzten Monaten des Jahres das Niveau der schwachen Einfuhr des Jahres 1935 erreicht.

Artikel V regelt den Austausch von Vieh und Fleisch im Grenzgebiete auf Grund der bisher bereits bestandenen Ordnung.

Artikel VI übernimmt ebenfalls eine bisher schon bestandene Vereinbarung betreffend den Austausch von Pferden und Milchkühen, mit der Verbesserung jedoch, dass inskünftig die Absatzmöglichkeiten für schweizerische Milchkühe auch auf Tunis und Marokko ausgedehnt wurden, wo gemäss den Mitteilungen des Eidg. Veterinäramtes nicht uninteressante Absatzmöglichkeiten bestehen sollen.

Artikel VII regelt, ebenfalls entsprechend einer bisher schon bestandenen Ordnung, die Ausfuhr von Fischen nach Frankreich.

Der Schlusstitel VIII endlich, auf den etwas weiter oben bereits hingewiesen wurde, bestimmt, dass das Arrangement complémentaire jederzeit auf das Ende des nachfolgenden Quartals gekündigt werden kann. Es gewährt dies eine etwas grössere Stabilität als die bisherige monatliche Kündigungsmöglichkeit, wie sie seit dem Herbste letzten Jahres bestanden hat. Der Artikel enthält im weitern sog. Katastrophenklauseln, welche vorsehen, dass sofort Verhandlungen aufgenommen werden müssen, wenn schwerwiegende Änderungen der

bestehenden Verhältnisse (z. B. Abwertungen, Einführung von Devisenbeschränkungen usw.) eintreten sollten.

Ausser dem Arrangement complémentaire enthält das Vertragswerk, wie bereits erwähnt, noch einige Briefe als Anlagen. So fixiert ein Briefwechsel, der dem Handelsvertrage beigelegt ist, dass die beiden vertragschliessenden Parteien eventuellen Begehren, die ihnen von der andern Vertragspartei mit Bezug auf die Binnenschifffahrt unterbreitet würden, stets Rechnung tragen sollen. Dieser Briefwechsel ersetzt eine Bestimmung des frühern Vertrages, worin für die Schifffahrtsgesellschaften der beiden Länder in der Binnenschifffahrt die Meistbegünstigung stipuliert worden war. Frankreich legte das grösste Gewicht darauf, mit Rücksicht auf seine Beziehungen zu Deutschland diese Meistbegünstigungsklausel aus dem Vertrage zu entfernen. Die Schweiz konnte nach den mehrfachen, bestimmten Erklärungen des politischen Departementes, welches sich seinerseits mit dem Basler Schifffahrtsamte in Verbindung gesetzt hatte, ohne weiteres auf eine Meistbegünstigungsklausel verzichten, da sie für die Schweiz ziemlich wertlos geworden war. Die wenigen schweizerischen Schifffahrtsgesellschaften, die auf dem Rhein bestehen, haben ausnahmslos französische Filialunternehmungen in Strassburg und sind infolgedessen ohnehin, wenn sie einmal in den Fall kommen sollten, an der französischen Binnenschifffahrt sich zu beteiligen, den französischen Schifffahrtsgesellschaften gleichgestellt. Diese Meistbegünstigungsklausel betreffend die Binnenschifffahrt hat jedoch ein sehr wertvolles Tauschobjekt dargestellt, indem die schweizerische Delegation erst nach hartnäckigem Kampfe darauf verzichtete und dafür eine sehr fühlbare Erhöhung der Kontingente eintauschen konnte.

Ein weiterer Notenwechsel, der dem Handelsvertrage beigelegt ist, bestimmt, dass die Verhandlungen für den Abschluss eines neuen Abkommens über den Grenzverkehr (das bisherige trägt das Datum des 23. Februar 1882) baldigst aufgenommen werden sollten. Bis zum Abschlusse eines neuen Abkommens über den Kleinen Grenzverkehr, längstens aber bis zum 30. September 1937, verpflichtet sich die Schweiz, für die französischen Gemüsehändler, welche auf dem Markte in Basel ihre Produkte absetzen, die Vorschriften aufrecht zu erhalten, die im Bundesgesetze vom 1. Oktober 1925 enthalten sind.

Schliesslich gehört zum ganzen Vertragswerk auch noch ein Briefwechsel betreffend die schweizerischen Seidengewebzölle. Im Handelsabkommen des Jahres 1929 ist eine Klausel enthalten, wonach die Schweiz die neuen Gewebzölle nicht höher festsetzen darf als die höchsten Zölle, welche von Frankreich auf Seidengeweben erhoben werden. Nun kennt aber der französische Zolltarif rund 350 Seidenpositionen, während der schweizerische Tarif deren 2, mit einigen Unterpositionen, hat. Nachdem in den Verhandlungen mit Italien die Freigabe der frühern Seidengewebzölle erwirkt werden konnte, sind im Sommer letzten Jahres einige neue Unterpositionen für Seidengewebe geschaffen und mit neuen, ziemlich erhöhten Zöllen eingeführt worden. Die französische Botschaft hatte alsbald nach Einführung jener Massnahme dagegen Protest eingelegt, mit dem Hinweis darauf, dass einzelne der von der Schweiz neuerdings eingeführten Zölle die französischen Zollansätze übersteigen. Eine

Verständigung mit Beziehung auf diese Frage konnte im Herbst letzten Jahres nicht erzielt werden, weil schweizerischerseits der Standpunkt vertreten wurde, dass jene Klausel von 1929 nicht wörtlich anzuwenden sei, sondern sinngemäss, weil Frankreich rund 350 Zollpositionen für Seidengewebe kenne, während der schweizerische Zolltarif deren nur 2, mit einigen Unterpositionen, aufweise. Frankreich beharrte jedoch auf seinem Standpunkte und verlangte die Herabsetzung einiger der neuen schweizerischen Seidenzölle, wobei es immerhin zu einem gewissen Entgegenkommen bereit war und die Herabsetzung nur auf gewissen Artikeln verlangte, an denen die französische Seidenindustrie besonders interessiert ist. Die französische Delegation beharrte lange mit grösster Hartnäckigkeit darauf, dass diese Frage im Rahmen der Verhandlungen gelöst werde. Nach sehr langen und schwierigen Diskussionen konnte die schweizerische Delegation schliesslich ihre Absicht durchsetzen, dass die ganze Frage zunächst durch die Seidenindustriellen der beiden Länder geklärt und wenn möglich zwischen den direkt Beteiligten eine Verständigung herbeigeführt werde. Diese Lösung ist nun in dem erwähnten Notenwechsel vertraglich niedergelegt. Die schweizerische Delegation hat mit allen Mitteln diese Lösung gesucht, weil sie sich mit Rücksicht auf die in Frankreich zur Zeit bestehenden Schwierigkeiten sozialer Natur von einer solchen direkten Verständigung zwischen den Industriellen der beiden Länder eine für die Schweiz vorteilhaftere Lösung verspricht.

Auf Grund der vorstehenden Ausführungen wird antragsgemäss *beschlossen*:

Es wird der französisch-schweizerischen Handelsübereinkunft vom 31. März 1937, dem beigefügten «Arrangement complémentaire» und den am gleichen Tage unterzeichneten Briefen, die einen integrierenden Bestandteil des Vertrages bilden, die Genehmigung erteilt.

60

E 2200 Rom 22/4

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Sous-Secrétaire d'Etat
au Ministère italien des Affaires étrangères, G. Bastianini*

Copie

N Personale

Roma, 15 aprile 1937

Cara Eccellenza,

Mi permetta di tornare oggi su uno degli argomenti che furono oggetto dei nostri colloqui della fine del mese scorso.

Avevo spiegato all'Eccellenza Vostra quanto sia difficile per le Autorità

1. *En tête du document, figure cette annotation manuscrite*: Remis personnellement (original écrit à la main) par M. le Ministre.

federali di influire sulla scelta di notizie diramate dall'Agenzia Telegrafica Svizzera – Agenzia che è organizzata su una base commerciale e che è sottratta a qualsiasi influenza ufficiosa. Ciò nondimeno, aderendo alle di Lei premure delle quali mi sono fatto l'interprete, il Dipartimento Politico Federale ha esaminato nello spirito più amichevole la possibilità di fare qualche passo presso l'agenzia in parola. Con lettera del 10 aprile, il Dipartimento mi scrive quanto segue: «C'est bien volontiers, quoique la tâche ne soit pas très aisée, vous le savez, que nous essaierons d'amener l'Agence télégraphique suisse à faire preuve de plus de jugement dans son choix des nouvelles concernant les événements qui intéressent directement l'Italie».

Percorrendo la stampa svizzera delle ultime settimane, l'Eccellenza Vostra avrà, d'altra parte, potuto senz'altro constatare che la situazione dell'Italia è serenamente ed amichevolmente valutata nella stragrande maggioranza degli importanti giornali. Una selezione serena ed obbiettiva degli articoli della stampa del mio paese non lascia proprio nessun dubbio a questo riguardo. Vorrei aggiungere che i corrispondenti dei grandi giornali svizzeri a Roma hanno, anche in quest'ultimo tempo, dato il loro effettivo contributo a quest'equa valutazione cui accenno.

Passando ad un altro argomento toccato nei nostri ultimi colloqui, mi preme di dire che il Dipartimento Politico, in un'altra lettera, conferma interamente ciò che ebbi l'occasione di esporLe. Il Dipartimento scrive: «Rien n'aurait été plus fâcheux que de donner en Italie l'impression que les Autorités fédérales ne se désolidarisent pas complètement des critiques injustifiées que le geste de l'Université de Lausanne a provoquées de certains côtés.»

Anche a proposito della laurea honoris causa conferita a S.E. il Capo del Governo dall'Università di Losanna il Dipartimento aggiunge: «Nous avons appris avec une grande satisfaction que le Chef du Gouvernement italien était revenu sur sa décision de refuser cette distinction et que la remise du diplôme au Duce par une délégation de l'Université de Lausanne a eu lieu à Rome le 8 avril et a fourni à M. Mussolini l'occasion de prononcer des paroles de sympathie pour Lausanne, pour son Université et pour la Suisse».

Mi è parso opportuno, cara Eccellenza, di dirLe quanto precede, onde dissipare l'ultimo dubbio che potrebbe sussistere nel Suo animo in seguito ad informazioni incomplete.

E 2001 (D) 7/5

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna, au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

Copie
L MK

Bern, 15. April 1937

Herr Direktor Masnata von der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung in Lausanne hat uns kürzlich das in Abschrift beigelegte Schreiben¹ gesandt, worin er die Errichtung eines schweizerischen Konsulats in Addis-Abeba anregt. Wie Sie aus seinen Ausführungen entnehmen werden, tritt Herr Masnata vorab im Interesse der hiesigen Wirtschaftskreise für die baldige Durchführung einer solchen Massnahme ein. Er ist der Meinung, dass angesichts der von der italienischen Regierung beabsichtigten umfassenden Industrialisierung Abessinien die Absatzbestrebungen unserer Exportindustrie von Anfang an wirksam durch eine schweizerische konsularische Vertretung unterstützt werden sollten.

Die Argumentation von Herrn Masnata hat in der Tat manches für sich. Sollte es sich bei näherer Prüfung zeigen, dass eine konsularische Vertretung in Addis-Abeba wesentlich zur Förderung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und den italienischen Besitzungen in Ostafrika beitragen könnte, so müssten unseres Erachtens die notwendigen Vorkehren getroffen werden. Die Schweiz hat sich durch die de jure-Anerkennung der italienischen Hoheit über Abessinien zweifelsohne eine günstige Stellung verschafft. Es scheint geboten, dass aus dieser Tatsache auch für die Wirtschaft unseres Landes die grösstmöglichen Vorteile gewonnen werden. Die Errichtung eines schweizerischen Konsulates in Addis-Abeba, das wirksam im Dienste der schweizerischen Exportförderung zu arbeiten vermöchte, würde zudem die vom Bundesrat vorgenommene de jure-Anerkennung innenpolitisch einmal mehr rechtfertigen.

Wir haben Herrn Direktor Masnata aus diesen Gründen eine eingehende Prüfung seiner Anregung zugesagt. Dabei legen wir vor allem Wert darauf, Ihre Ansicht zu dieser Angelegenheit zu vernehmen. Für den Fall, dass auch Sie die Errichtung eines Konsulats in Addis-Abeba befürworten sollten, müsste zuerst erwogen werden, wie diese Massnahme praktisch durchzuführen wäre. Dies dürfte in der Tat nicht leicht sein, da wir unter den in Addis-Abeba verbliebenen Schweizern, soweit sie uns bekannt sind, kaum eine Persönlichkeit sehen, die man bei den jetzigen Verhältnissen ohne Bedenken mit dem Konsulatsamte betrauen könnte. Es will uns daher scheinen, dass zu Beginn schwerlich eine andere Lösung bliebe, als für einige Zeit einen tüchtigen Berufsbeamten auf den Platz zu entsenden. Dieser könnte mit den örtlichen Behörden Fühlung

1. *Non reproduite.*

nehmen, sich über die wirtschaftlichen Möglichkeiten Rechenschaft geben und gegebenenfalls auch an Ort und Stelle die Postenchefffrage abklären. Aus naheliegenden Gründen wäre zur erspriesslichen Durchführung einer solchen Mission die Vertrautheit mit den italienischen Verhältnissen und der enge Kontakt mit Ihrer Gesandtschaft von Vorteil. Wir haben uns daher gefragt, ohne uns jedoch in dieser Sache vorläufig irgendwie festlegen zu wollen, ob gegebenenfalls nicht am besten einer Ihrer Mitarbeiter (Herr Fumasoli, Herr Seifert, vielleicht auch Herr Konsul Brenni) mit einer solchen Aufgabe beauftragt würde, verkennen aber keineswegs die schweren Unzukömmlichkeiten, die bei der gegenwärtigen Geschäftslast Ihres Postens einer Lösung in diesem Sinne im Wege stehen könnten².

2. *Pour la réponse de Ruegger, cf. N° 78.*

62

E 1004.1 1/363

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 16 avril 1937*

640. Agrément für Herrn Köcher als deutschen Gesandten

Politisches Departement. Antrag vom 15. April 1937

Da Herr von Weizsäcker vorliegenden Nachrichten zufolge als Leiter der politischen Abteilung ins Auswärtige Amt nach Berlin berufen werden soll, hat die deutsche Regierung zu seinem Nachfolger Herrn Dr. jur. Otto Köcher aussersehen, und sie ersucht demnach um das Agrément für dessen Ernennung.

Herr Köcher ist Berufsdiplomat und steht im Anfang der Fünfzigerjahre. Während des Krieges stand er als Reserveoffizier beim Heere, war aber zeitweilig mit diplomatisch-militärischen Missionen betraut. Nach Kriegsende zunächst als Vizekonsul dem deutschen Konsulat in St. Gallen zugeteilt, wurde er anfangs Dezember 1918 an die deutsche Gesandtschaft in Bern versetzt. Hier rückt er zum Gesandtschaftsrat und ersten Mitarbeiter des Gesandten vor, bis er vier Jahre später, Ende Februar 1923, unter Ernennung zum Legationsrat I. Klasse in das Auswärtige Amt in Berlin berufen wird. Von Berlin siedelt er als Gesandtschaftsrat nach Mexiko über, von wo er 1931 als vortragender Legationsrat wiederum ins Auswärtige Amt, und zwar in die Personalabteilung, zurückkehrt. Drei Jahre später geht er als deutscher Generalkonsul nach Barcelona und weilt nun seit dem Abbruch der Beziehungen zwischen dem Deutschen Reich und der Regierung von Valencia (November 1936) im Urlaub. Herr Köcher hat von seinem ersten vierjährigen Berner Aufenthalt her in der Bundesstadt ein ausgezeichnetes Gedächtnis hinterlassen und damals in der Schweiz eine Anzahl dauernde Freundschaften, insbesondere mit den Herrn Minister Stucki und Legationsrat Frölicher, geschlossen, die er auch in den

anderthalb Dezemien seit seinem Weggang getreulich gepflegt und unterhalten hat.

Gestützt auf die vorstehenden Angaben wird antragsgemäss *beschlossen*, der Ernennung des Herrn Dr. jur. Otto Köcher zum deutschen Gesandten in der Schweiz das Agrément zu erteilen.

63

E 2001 (E) 1969/262/15

*Le Procureur général de la Confédération, F. Stämpfli,
au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique,
P. Bonna*

L B.1.15

Bern, 19. April 1937

Wir beziehen uns auf unsere heutige telephonische Unterredung mit Herrn Dr. Raeber Ihrer Abteilung und möchten Ihnen die Frage unterbreiten, ob Sendungen, die in der Schweiz beschlagnahmt werden, für das Fürstentum Liechtenstein freizugeben sind.

Der 2. Abschnitt des Staatsvertrages zwischen der Schweiz und dem Fürstentum Liechtenstein über den Anschluss von Liechtenstein an das schweiz. Zollgebiet vom 29.3.1923 sieht vor, dass für das Fürstentum Liechtenstein diejenigen bundesrechtlichen Bestimmungen in Rechtswirksamkeit zu treten haben, deren wirksame Durchführung durch den Zollanschluss sonst illusorisch würde. Gemäss Art. 6 kommt dem Fürstentum Liechtenstein in Ansehung dieser Bestimmung des Artikels 4 die gleiche Rechtsstellung zu wie einem schweiz. Kanton. Die einschlägigen bundesrechtlichen Bestimmungen, die bei Vertragsabschluss noch nicht in Kraft waren, sollten jedoch der Regierung des Fürstentums bekannt gegeben werden, damit diese sie auch für ihr Gebiet erlassen kann. Die Regierung von Liechtenstein ist dazu verpflichtet insoweit es sich nicht um Vorschriften handelt, durch welche eine Beitragspflicht begründet wird.

Wir haben festgestellt, dass kommunistisches Propagandamaterial und spanisches Propagandamaterial, das zur Unterstützung und Teilnahme an den Feindseligkeiten auf der Seite der Volksfront-Regierung in Valencia auffordert, in grösseren Mengen nach Liechtenstein adressiert wird. Es handelt sich ausgerechnet um solches Material, das für die Schweiz bereits verboten worden ist. Die Vermutung liegt sehr nahe, dass der Versand nach Liechtenstein gerade zu dem Zweck erfolgt, unsere Verfügung zu umgehen. Von Fürstentum Liechtenstein aus kann dieses Material frei und ohne Kontrolle nach der Schweiz versandt werden. Ja es bestehen sogar Anzeichen dafür, dass gewisse Leute im St. Galler Rheintal, denen solche Sendungen bisher beschlagnahmt wurden, künftig sich solches Material an eine Deckadresse oder Postlagernd im Fürstentum Liechtenstein zukommen lassen, von wo sie es ohne Kontrolle nach der Schweiz hereinbringen können.

Es handelt sich nun um die Frage, ob wir solche Sendungen an Adressaten

im Gebiet des Fürstentums Liechtenstein durch die Post und Zollorgane beschlagnahmen lassen können. Die Sendungen kommen ausnahmslos über unsere Westgrenze herein und würden demnach auf Schweizergebiet und nicht im Fürstentum Liechtenstein angehalten und beschlagnahmt. Die Behörden von Liechtenstein hätten überhaupt keine Massnahmen zu treffen, ja würden von der ganzen Angelegenheit überhaupt nichts merken.

Wir bitten Sie, uns Ihren Standpunkt bekannt geben zu wollen, insbesondere ob Sie der Ansicht sind, dass diese Verfügung zu verantworten wäre auf Grund einer erweiterten Auslegung des erwähnten Staatsvertrages. Es erscheint uns nämlich doch fraglich, ob wir vom Fürstentum Liechtenstein ohne weiteres verlangen könnten, dass es die Bundesratsbeschlüsse betr. Spanien vom 14. u. 25.8.1936 sowie den Bundesratsbeschluss betr. kommunistische Umtriebe vom 3.11.1936 auch für sein Gebiet als rechtskräftig erklären müsse. Es handelt sich hier einmal nicht um Bundesgesetze – und dann um Gesichtspunkte, die weit über den Rahmen einer Zollunion hinausgehen¹.

Da gegenwärtig eine grössere Anzahl Sendungen nach dem Fürstentum Liechtenstein auf den Entscheid in dieser Angelegenheit wartet, wären wir Ihnen dankbar, wenn Sie sich baldmöglichst dazu äussern wollten².

1. *Dans une note du 22 avril, adressée au Gouvernement de la Principauté et résumant assez fidèlement le document publié, le Département politique faisait savoir:* Wie einer telephonisch abgegebenen Erklärung des Fürstlichen Regierungschefs, Herrn Dr. Hoop, entnommen werden darf, wäre die Fürstliche Regierung damit einverstanden, dass die fraglichen Bundesratsbeschlüsse auch auf liechtensteinisches Gebiet angewendet werden. Auf Grund von Artikel 10 des Zollanschlussvertrages vom 29. März 1923 beehrt sich das Politische Departement demzufolge, der Fürstlichen Regierung die in Rede stehenden Erlasse, nämlich:

- Bundesratsbeschluss betreffend das Verbot der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien vom 14. August 1936
- Bundesratsbeschluss betreffend die Ausfuhr, die Wiederausfuhr und die Durchfuhr von Waffen, Munition und Kriegsmaterial nach Spanien, den spanischen Besitzungen und der spanischen Zone Marokkos vom 14. August 1936
- Bundesratsbeschluss betreffend Massnahmen zur Durchführung des Verbots der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien vom 25. August 1936
- Bundesratsbeschluss betreffend Massnahmen gegen die kommunistischen Umtriebe in der Schweiz vom 3. November 1936

anbei in je zwei Exemplaren zu übermitteln, mit der Bitte, davon Kenntnis zu nehmen, dass die Erlasse vom 1. Mai 1937 an auch auf liechtensteinisches Gebiet anwendbar sind. Das Departement darf der Fürstlichen Regierung die weitem erforderlichen Vorkehren anheimstellen.

2. *Par lettre du 22 avril, la Division des Affaires étrangères répondait ainsi au Procureur général:* Wie wir Ihnen schon mündlich mitteilten, haben wir uns unverzüglich mit dem liechtensteinischen Regierungschef telephonisch in Verbindung gesetzt, der für die Lage volles Verständnis hatte und zu einer Ausdehnung der Anwendbarkeit der fraglichen Erlasse auf Liechtenstein seine Zustimmung gab. [...] Die Frage, ob die Anwendbarerklärung auf Liechtenstein mit den Bestimmungen des Zollanschlussvertrages vereinbar sei, ist nicht weiter berührt worden. Die von Ihnen angedeuteten Einwendungen können wir unsererseits nicht als ausschlaggebend ansehen, sondern müssen nach der bisherigen Praxis des Bundesrates darauf halten, dass der Bundesrat alle bundesrechtlichen Erlasse, die infolge des Wegfalls der Zollgrenze zwischen Liechtenstein und der Schweiz ihre Wirksamkeit einbüßen könnten, auf liechtensteinisches Gebiet anwendbar erklären kann.

E 4320 1974/47/80

*La Légation d'Espagne à Berne
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

Copie
N N° 29

Berne, 20 avril 1937

Dans des instructions que l'Administration des postes suisses a adressées à ses services en date du 9 avril en cours, elle a ordonné la confiscation de nombreux journaux étrangers, parmi lesquels figurent rien moins que 18 quotidiens espagnols, dont quelques-uns, comme «La Vanguardia» de Barcelone, à tendance modérée. Les 18 journaux en question sont publiés dans le territoire entièrement contrôlé par le Gouvernement de la République.

Il n'y a dans l'énumération de l'Administration des postes suisses aucune publication paraissant dans la zone occupée par les rebelles. Ces journaux de propagande factieuse entrent librement en Suisse et ils peuvent être achetés sans entrave chez les marchands de journaux.

En outre, d'après les mêmes instructions, seront confisqués les imprimés de la propagande provenant de la Généralité de la Catalogne, du Commissariat de la propagande à Barcelone et du Ministerio de Propaganda du «Gouvernement du Front populaire, à Valencia». Donc, toutes les sources de propagande du Gouvernement légitime de la République sont atteintes par les instructions de l'Administration des postes suisses.

Par contre, parmi les centres de propagande des éléments qui se sont déclarés en ouverte rébellion envers le Gouvernement légal d'Espagne, seul celui de Falange espagnole à Valladolid est atteint.

La Légation d'Espagne à Berne se résiste [!] à croire que l'Administration des postes suisses ait interprété exactement dans ces instructions la pensée du Conseil fédéral. C'est pourquoi elle se permet d'attirer sur ce cas l'attention du Département politique fédéral et de lui faire part de ses sincères regrets du fait qu'un organisme officiel suisse n'ait pas montré dans la circonstance un plus grand esprit d'équité.

La Légation d'Espagne ne doute pas que ces instructions, qui produiront inévitablement une pénible impression au Gouvernement de la République, seront l'objet d'une révision pour mieux les adapter au souci d'impartialité¹.

1. *Après consultation du Ministère public, la Division des Affaires étrangères du Département politique répondit par note du 14 mai à la Légation d'Espagne: [...] Le Département a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation que déférant au désir exprimé par elle, le Ministère Public Fédéral vient d'autoriser à nouveau l'entrée du journal «La Vanguardia» en Suisse.*

Le Département serait, de son côté, obligé à la Légation de bien vouloir intervenir auprès des autorités espagnoles compétentes pour que les journaux suisses «Neue Zürcher Zeitung», «Basler Nachrichten», «Weltwoche», «Der Bund», la «Gazette de Lausanne» et le «Journal de Genève» qui ont été à plusieurs reprises retournés aux expéditeurs avec la mention «non admis, retour à l'envoyeur», même lorsqu'il s'agissait de journaux adressés à la Légation de Suisse à Madrid, soient désormais remis sans difficultés à leurs destinataires.

*Le Consul de Suisse à Barcelone, A. Gonzenbach,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L Confidentielle

Barcelone, 20 avril 1937

La date d'hier confirmait neuf mois de révolution en Espagne et la situation politique actuelle présente un aspect qui ne laisse pas de m'inquiéter.

D'un côté, le gouvernement en partie anarchiste installé au pouvoir en Catalogne, de l'autre, la situation réaffirmée chaque jour des blancs m'autorise à vous soumettre quelques-unes de mes appréhensions et vous demander de me diriger sur les éventualités possibles à venir.

Sur territoire espagnol, le 65 % des intérêts suisses se trouvent assemblés en Catalogne, où, grâce à ma constante vigilance et défense, ces intérêts ont été respectés. Mes inquiétudes se portent sur le jour où notre Haut Conseil Fédéral déciderait de reconnaître le gouvernement de Burgos. Dès cette minute, tous nos intérêts et nos vies seront en danger. J'ai vu de mes yeux comment la haine s'est manifestée envers les Allemands et les Italiens, lorsque ces nations ont reconnu Burgos. Leurs appartements ont été saccagés sans exception; les Consuls allemand et italien ont été violés dans les vingt-quatre heures et sont occupés actuellement par les anarchistes. Nous subirions, sans doute, le même sort et il serait inconséquent de mettre définitivement à la porte de la Catalogne tous nos compatriotes qui ont été aimés et respectés pour leur sérieux, leur droiture et stricte neutralité.

Je me permets de vous demander, devant cette éventualité, de bien vouloir m'informer avec anticipation de votre adhésion à un changement de régime en Espagne, et me conseiller dans la façon d'informer mes compatriotes pour parer à un revers trop brusque et des pertes personnelles considérables¹.

1. *Par lettre confidentielle du 24 avril, H. Frölicher répondit:* In Beantwortung Ihrer Zuschrift vom 20. d. M. betreffend die Frage der Anerkennung der Franco-Regierung beehren wir uns, Ihnen noch einmal zu bestätigen, dass zur Zeit mit der Regierung von Burgos lediglich tatsächliche Beziehungen bestehen, nämlich durch die schweizerischen konsularischen Posten im weissen Spanien durch Herrn Brand als Vertreter der Zentrale für Handelsförderung in Burgos und durch einen offiziellen Vertreter der Franco-Regierung, Herrn Toca, in Bern. Eine Anerkennung auch tatsächlicher Natur ist damit nicht verbunden. Der Bundesrat hat ausdrücklich diese Haltung der zuständigen schweizerischen Behörden genehmigt.

Falls die tatsächliche Lage eine Änderung in der Anerkennungsfrage angezeigt erscheinen lassen sollte, so werden wir – wir können Sie diesbezüglich vollständig beruhigen – den Umstand berücksichtigen, dass grosse schweizerische Interessen in Katalonien bestehen. Vorherhand aber steht eine Änderung der jetzigen Praxis überhaupt nicht zur Diskussion.

E 2001 (D) 1/47

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Lisbonne, Ch. Redard,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L RL

Lisbonne, 21 avril 1937

En me référant à la correspondance que nous échangeons depuis quelques mois au sujet de la protection des intérêts portugais en Espagne, j'ai l'honneur de vous donner connaissance d'une déclaration que m'a faite hier soir M. l'Ambassadeur Luiz Teixeira de Sampayo, Secrétaire Général et Ministre en fait, sinon en titre, des Affaires Etrangères.

Nous nous étions rencontrés dans une maison amie, où, après le dîner, j'ai pu causer quelques instants avec M. Sampayo, qui m'a dit, en substance: «Le Consul de Suisse à Barcelone prend sa tâche très à cœur. Il défend les intérêts des Portugais qui s'adressent à lui, comme s'il s'agissait de ses propres compatriotes. En ce qui concerne l'établissement de passeports, nous ne pouvons pas envisager la situation sous le même angle que votre Consul. Les Portugais qui se trouvent encore à Barcelone sont, en général, de mauvais éléments, car les bons se sont enfuis depuis longtemps. Nous devrions commencer par nous préparer à mettre en prison la plupart de ceux qui désirent un passeport pour rentrer au pays. La question est très délicate. Lorsque vous viendrez me voir au Ministère, nous la discuterons plus à fond et mieux qu'ici.»

Nous étions, en effet, dérangés à chaque instant, par d'autres convives. Comme je compte obtenir ces jours-ci l'audience que j'ai fait demander à M. Sampayo pour lui rappeler diverses affaires, entre autres celle de la reconnaissance de nos trois agents consulaires, j'aurai sous peu l'occasion de revenir sur ce sujet et vous faire connaître, à l'intention de notre Consulat à Barcelone, le point de vue du Gouvernement portugais, qui, par note du 14 courant, m'a simplement fait savoir que «la concession des passeports demandés fait l'objet d'une étude et qu'aussitôt que les administrations compétentes se seront prononcées, la solution donnée aux différents cas sera immédiatement communiquée à la Légation»¹.

1. Pour la suite de cette affaire, cf. N° 74.

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 37

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

RP Très confidentiel

Rome, 1^{er} mai 1937

Un de nos compatriotes, qui est correspondant d'un grand organe de la presse française², a vu, il y a une quinzaine de jours environ, le Comte Ciano. Le Ministre des Affaires Etrangères, qui avait déjà fait, lorsqu'il dirigeait le Ministère de la Presse et de la Propagande, des déclarations très franches à notre compatriote, s'est exprimé d'une manière assez inattendue sur quelques-uns des principaux problèmes politiques de l'heure.

Vu l'importance de ses paroles, j'ai prié mon informateur de fixer par écrit – bien entendu à titre strictement confidentiel – la teneur des déclarations recueillies. Vous en trouverez le texte³ sous ce pli, et je suis sûr que vous le lirez avec un intérêt particulier.

Certes, les paroles dont il s'agit appellent des commentaires, et j'aurai à revenir sur leur contenu. Pour ma part, j'ai quelque peine à croire, comme l'admet notre compatriote, que les déclarations du Comte Ciano soient le résultat d'un «scatto». Etant donné les attaches de mon informateur et bien que le Ministre des Affaires Etrangères lui ait fait promettre de ne point relater l'entrevue à l'Ambassade de France, je me demande si le but principal de la communication n'était pas celui de formuler une mise en garde à l'adresse de Paris.

A plusieurs reprises, vous le savez, j'ai échangé des vues avec le Ministre des Affaires Etrangères au sujet de la nécessité d'un retour de toutes les grandes puissances à une véritable collaboration internationale, et j'ai toujours rapporté de ces entrevues l'impression très nette que le Ministre souhaitait cette collaboration. Je n'exclus donc point que le Comte Ciano, dont les décisions sont souvent fort rapides, ait voulu alerter Paris et faire comprendre qu'il pourrait devenir difficile de détourner les événements du cours qu'ils risquent de prendre si on laisse continuer la politique de blocs.

Tout ce que nous apprenons des côtés les plus divers amène, en somme, à la conclusion que la prochaine assemblée de la Société des Nations pourra être, selon la tournure qu'elle prendra, d'une importance capitale pour la politique de l'avenir.

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Très intéressant. Ce rapport (voir l'annexe) est des plus intéressants. Les déclarations de Ciano sont telles qu'elles ne me surprennent pas. 4.5.37. M.

2. *Note marginale de Motta*: Gentizon?

3. *Reproduit en annexe*.

ANNEXE

Ne vous faites pas d'illusions. L'entente est complète entre l'Italie et l'Allemagne. L'axe Rome-Berlin fonctionne parfaitement. De nouveaux contacts sont prévus prochainement entre hommes d'Etat allemands et italiens. En ce qui concerne l'Espagne, le fait qu'il y ait plus d'Italiens que d'Allemands est normal. Le drame se passe en Méditerranée. Si l'on était appelé à combattre une révolution soviétique dans les pays scandinaves, il y aurait plus d'Allemands que d'Italiens. Bien plus, en Espagne, la présence de contingents allemands trop nombreux pourrait faire naître un doute. La France doit être satisfaite qu'il y ait plus d'Italiens que d'Allemands au sud des Pyrénées. L'Autriche? Certes, le problème est délicat et complexe. Nous l'avons examiné à fond et sur toutes ses faces. Il y a de vieux Autrichiens qui communient encore dans les idées d'autrefois. Mais la jeunesse est naziste et la jeunesse c'est l'avenir. C'est pourquoi nous avons l'impression qu'il y a peu ou rien à faire. L'Allemagne un jour absorbera l'Autriche. Comme l'a dit un jour un de nos fonctionnaires: «C'est nous qui nourrissons le chapon, mais c'est les autres qui le mangeront». L'Anschluss... que faire pour l'empêcher? La restauration des Habsbourg? Mais nous savons que si elle avait lieu, l'Allemagne ne respecterait plus l'accord du 11 juillet 1936 et ce serait la fin de l'indépendance autrichienne. D'autre part, quelle attitude les Habsbourg auraient-ils à l'égard de l'Italie? Au cours des siècles, cette famille ne s'est inspirée que d'une politique anti-italienne. En cas de restauration ça pourrait recommencer. Nous pouvons forger des armes contre nous et cela d'autant plus que les Etats de la Petite Entente se sont prononcés également contre cette restauration. Certes, nous ne souhaitons pas l'Anschluss, mais tout laisse entendre qu'il sera un jour ou l'autre fatal, inévitable. L'Allemagne s'étendra jusqu'au Brenner. Certes, ce sera un voisin lourd, agaçant, pénible. Mais nous ne le craignons pas. Le Brenner: huit mois de l'année, c'est la neige; quatre mois, la roche, c'est-à-dire un terrain des plus aisés à défendre. Le Brenner n'est pas un fleuve. Malheureusement peut-être pour l'Italie, car le Rhin au cours des siècles, a constitué entre la France et l'Allemagne une frontière délicate qui a toujours obligé les deux pays à demeurer éveillés, forts et prêts à la lutte. C'est ce stimulant qui explique le développement brillant et continu des civilisations française et allemande, les deux plus grandes de l'Europe. Notre entente avec la Yougoslavie? La Yougoslavie est un pays des plus sains. Le Régent Paul est anti-bolchéviste jusqu'à la moelle comme M. Stojadinovitch. Avec de pareils hommes d'Etat, il est facile de s'entendre et avec d'autres encore. Si l'Allemagne devient forte, nous aussi.

68

E 2001 (D) 2/7

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L Confidentiel

Rome, 4 mai 1937

A plusieurs reprises, et notamment dans ma lettre du 27 mars¹, je vous ai entretenu du tort considérable que ne cessent de nous causer les résumés de

1. Non reproduite.

presse renfermant des extraits de nos journaux que compile la Légation d'Italie à Berne et qui sont transmis maintenant par téléphone à Rome².

Au cours de deux entrevues avec le Sous-Secrétaire d'Etat, M. Bastianini, j'ai pu mettre au point les appréciations émises sur la base de ces résumés, qui ne reflètent pas d'une manière complète l'attitude de nos journaux et qui ne laissent passer aucune voix peu sympathique pour l'Italie. Je puis ajouter que pour parer à ces ravages, j'ai écrit une lettre à la main à M. l'Ambassadeur Bastianini, confirmant que les indications dont il disposait n'étaient ni complètes ni équitables. Malgré tout, ces «fonogrammi di stampa» de la Légation d'Italie continuent à faire des dégâts ici. Je vous avais déjà dit, à teneur d'une allusion faite par M. Bastianini, que même un homme aussi serein et bien disposé à notre égard comme le Ministre des Finances, M. Thaon de Revel, avait marqué son désappointement de «l'attitude peu amicale de la presse suisse». Aujourd'hui il me revient indirectement – mais, pour des raisons spéciales, je vous prie de ne pas faire usage de ce renseignement très confidentiel – que les collaborateurs directs du Duce à un autre Ministère ont tout dernièrement aussi manifesté une certaine mauvaise humeur à l'égard de la Suisse en raison de ces fameux résumés incomplets et tendancieux. Comme ces bulletins, lancés avec

2. Dans sa lettre personnelle du 20 mars 1937 au Président de la Confédération, le Ministre Ruedger avait déjà écrit à propos de ces résumés de presse: Graf Ciano liess sich unschwer dafür überzeugen, dass die Sache [article de presse sur Ras Desta] auf sich beruhen muss. Indessen gab er mir zu verstehen, dass seine Demarche ihre Ursache in dem gewissen Unmut fand, die der Regierungschef selber beim Lesen der üblichen Übersicht der schweizerischen Presse geäussert hatte. Im Laufe unserer Besprechung, die im übrigen im freundschaftlichsten und vertrauensvollsten Ton verlief, äusserte der Aussenminister allgemein gewisse Bedenken hinsichtlich der Italien gegenüber «wenig freundlichen Haltung eines Teils der deutsch-schweizerischen Presse» (Ich glaubte, in dieser Anspielung mit Recht oder Unrecht einen gewissen Einfluss der Deutschen Botschaft in Rom zu erkennen und habe dementsprechend reagiert).

Es erschien mir notwendig, bei dieser Gelegenheit in rein persönlicher und freundschaftlicher Form den Grafen Ciano darauf aufmerksam zu machen, dass die Presse-Resumés, die ihm und dem Regierungschef vorgelegt werden, manchmal gefärbt sind, ein ungenaues Bild unserer Presse vermitteln und zudem, wie ich an Beispielen belegte, von denen der Pressechef, Minister Rocco, Kenntnis hat, auf etwas tendenziösen Übersetzungen fussen. Ohne irgendwelche Kritik an der Italienischen Gesandtschaft in Bern üben zu wollen und ohne auch den Besprechungen vorzugreifen, die Sie möglicherweise mit Herrn Minister Tamaro über diesen Punkt haben werden, glaubte ich, bei dieser Gelegenheit auf die Tätigkeit des Sohnes Colombi anspielen zu sollen. Dieser Umstand, dessen Fortdauer Sie mir anlässlich unserer letzten Besprechung in Bern bestätigten, war dem Aussenminister gänzlich unbekannt und er dankte mir dafür, ihn rein persönlich hierüber aufgeklärt zu haben. Wie er betonte, sind es manchmal ganz unbedeutende Leute, deren Tätigkeit sich auf die Dauer schädlich auswirken kann. Ich weiss nicht, ob Herr Minister Ciano auf Grund meiner persönlichen Mitteilung in nächster Zukunft zu reagieren gedenkt. Auch ist es begreiflich, dass in mancher Hinsicht eine direkte Besprechung mit Herrn Minister Tamaro vorzuziehen wäre. Indessen ist es wesentlich – wie Herr Minister Ciano mir selbst bei Schluss unserer Besprechung erklärte – dass er über gewisse Verhältnisse, die seit Jahren andauern und die der italienische Gesandte in Bern bei seinem Amtsantritt bereits vorgefunden hat, aufgeklärt ist.

P.S. Es scheint mir der Sache förderlich zu sein, dass wenigstens vorderhand der Ital. Gesandtschaft in Bern gegenüber *nicht* auf das vorstehend wiedergegebene Gespräch angespielt wird.

un zèle excessif par la Légation d'Italie, circulent parmi tous les membres du Gouvernement, on finit par croire que l'excellente atmosphère des relations italo-suisse ne repose pas sur des bases aussi solides que l'on a voulu admettre.

Vous voyez donc, Monsieur le Président, que nous devons nous préoccuper sérieusement de ce côté des renseignements transmis de Berne. Et j'en viens à me demander si, pour donner plus de poids aux continuelles mises au point que nous sommes obligés de faire ici et qui vraiment pourraient nous être évitées par la Légation d'Italie, vous ne jugeriez pas opportun de faire vous-même appel à la compréhension de M. Tamaro. Peut-être serait-ce même le cas de faire entendre que, dans l'intérêt de nos bonnes relations, l'ancien Ministre d'Italie, M. Marchi, avait en son temps déclaré lui-même qu'il s'efforçait d'aplanir toujours les différends, en ne signalant pas à Rome des choses qui n'en valaient vraiment pas la peine.

69

E 2001 (D) 1/56

*La Division des Affaires étrangères du Département politique
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie
L NB

Bern, 4. Mai 1937

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 28.v.M. ¹ in der Angelegenheit der Vereidigung des Personals der Berliner Verkehrs-Gesellschaft zu bestätigen, dem auch einige Schweizerbürger angehören.

Unseres Erachtens kann der betreffende Eid auf den Führer des deutschen Reiches dann unbedenklich geleistet werden, wenn von der selbstverständlichen Voraussetzung ausgegangen wird, dass die Treuepflicht gegenüber dem Gaststaate nie eine Verletzung derjenigen gegenüber dem Heimatlande bedeuten kann.

Wir fragen uns nämlich, ob es für unsere Landsleute nicht unter Umständen eine schwere berufliche Schädigung bedeuten könnte, wenn sie sich weigern würden, einen Eid abzulegen, der gegenwärtig in Deutschland bei Angestellten öffentlicher Körperschaften als durchaus natürlich empfunden wird.

1. *Non reproduite.*

E 2200 Rom 23/11

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

Copie

L Très confidentiel. Société des Nations

Rome, 5 mai 1937

Dans mon rapport politique N° 6¹ d'avant-hier j'ai essayé de vous exposer les tendances diverses qui se sont fait jour ici à propos du problème du retour de l'Italie à une collaboration effective avec la Société des Nations. J'avais dit que plus le temps passe et plus les chances d'une prise de position conforme à nos vœux deviennent aléatoires. Cette impression n'a fait que se renforcer.

Hier après-midi j'ai eu l'occasion de revenir sur cette importante question au cours d'une entrevue avec le Ministre De Peppo, Chef de Cabinet au Ministère des Affaires Etrangères. Je vous transcris textuellement ses paroles: «Nous sommes de plus en plus décidés à attendre impassiblement, à bras croisés, les événements. Toute la question de la Société des Nations sera examinée après que l'assemblée de la S.d.N. aura pris ses positions, et selon la manière dont l'affaire éthiopienne aura été réglée.»

On ne s'aventure guère en supposant que les entretiens en cours avec le Ministre des Affaires Etrangères du Reich, M. von Neurath, ne font que renforcer l'attitude passive de l'Italie officielle.

Sans doute, la réserve de l'Italie officielle paraît, en partie, aussi dictée par le désir de ne pas faire de geste dans des conditions analogues à celles qui se sont malheureusement réalisées en ces temps derniers à Genève.

D'autre part, je viens de recueillir à la Direction politique du Ministère des Affaires Etrangères l'impression que cette attitude passive et d'attente à l'égard de la prochaine Assemblée de la S.d.N. est, en partie, aussi en corrélation avec les nouvelles parvenues ici de Paris et surtout de Londres. Pour ce qui est de la France, le Palais Chigi a des raisons de croire que, malgré les dispositions du Quai d'Orsay, qui sont favorables à une liquidation de l'affaire éthiopienne, le Cabinet présidé par M. Léon Blum est encore fort divisé sur la question de principe. Quant à Londres, la volonté dictée par des considérations de politique intérieure, de ne pas prendre des initiatives précises, serait assez arrêtée.

J'ajoute que la Direction politique du Palais Chigi (de même que d'ailleurs M. le Sous-Secrétaire d'Etat Bastianini, avec lequel je me suis entretenu de la même question) s'intéresse fort aux nouvelles que votre Département aurait pu recueillir, à ce propos, dans les deux grandes capitales occidentales. Tout ce que vous serez à même de me communiquer² à cet égard et qui serait de nature

1. *Non reproduit, cf. E 2300 Rom, Archiv-Nr. 37.*

2. *Dans une lettre du 19 mai 1937, Motta déclarait à Ruegger son impuissance à dépasser le stade des conjectures. Il concluait: Nous regrettons qu'on en soit là quelques jours avant l'ouverture de l'Assemblée.*

Le retour de l'Italie à Genève serait bien nécessaire, mais il est encore très aléatoire. C'est tout ce que nous pouvons dire pour l'instant (E 2001 (D) 4/5).

à rectifier des impressions, le cas échéant trop pessimistes du Palais Chigi, pourrait donc, je crois, être utile en vue de la solution – si importante pour la Suisse – du problème du retour éventuel de l'Italie à Genève.

71

E 1004.1 1/364

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 7 mai 1937¹

764. Handelsvertragsverhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Mündlich

Herr Minister Stucki erscheint in der Sitzung und berichtet über den gegenwärtigen Stand der Angelegenheit, um am Schlusse seiner Ausführungen den Bundesrat um die erforderlichen Instruktionen für die Fortsetzung seiner Verhandlungen zu bitten. Er führt aus, dass Deutschland das gegenwärtige Verrechnungsabkommen durch ein freies Zahlungsabkommen ersetzen möchte. Die schweizerische Delegation habe die Situation eingehend geprüft. Sie sei einstimmig der Meinung, dass wir alles tun müssen, um das bisherige Verrechnungsabkommen beizubehalten, dass aber aus taktischen Gründen der deutsche Vorschlag nicht von vornherein abgelehnt werden solle. Deshalb sollte ein Vorschlag auf Grund eines Zahlungsabkommens gemacht werden, der der Schweiz ungefähr gleichviel lässt wie bisher. Es würde sich also darum handeln, als Eventualvorschlag eine Lösung zu beantragen, die die Deutschen veranlassen würde, von ihrem ursprünglichen Vorhaben abzusehen und sich wiederum mit einem Verrechnungsabkommen zu begnügen.

In diesem Sinne sieht Herr Minister Stucki einen Vorschlag für ein Handelsabkommen vor, der wie folgt aussehen würde:

«Basiszahlen:

a) Monatsdurchschnittliche Einfuhr im 1. Quartal 1937		30,1 Millionen
b) Gesamteinzahlungen in Zürich monats- durchschnittlich 1. Quart. 1937		32,6 »
c) davon ab minimale Reichsbankquote		4,8 »
		<hr/>
		27,8 Millionen
d) davon ab, weil fest und privilegiert		
aa) Reiseverkehr	3,5 Mill	
bb) Nebenkosten	2,7 »	6,2 »
	<hr/>	<hr/>
bleiben für Warenexport und Finanz		21,6 Millionen
davon privilegiert		
Warenexport	14,5 Mill	
Finanz	4,5 »	19,0 »
	<hr/>	<hr/>
	Marge	2,6 Millionen

1. *Etait absent:* A. Meyer.

Es wären also zunächst zu berücksichtigen:

Reichsbank	4,8	Millionen
Reiseverkehr	3,5	»
Nebenkosten	2,7	»
Warenexport	14,5	»
Finanz	4,5	»

30,0 Millionen,

was einer handelsstatistischen Einfuhr von 27,5 Millionen entspricht.

Die Marge von Fr. 2,6 Millionen wäre zu verteilen:

Warenverkehr	1,0	Millionen
Finanz	1,5	»
Reiseverkehr	0,1	»

2,6 Millionen

Bei den jetzigen Einfuhrverhältnissen erhalten somit total:

Warenverkehr	15,5	Millionen
Reiseverkehr	3,6	»
Finanz	6,0	»

Sollte der Gesamtbetrag, den Deutschland auf Grund der handelsstatistischen Einfuhr zu transferieren hat, unter 27,5 Millionen fallen, so wäre neu zu verhandeln, sollte er über 32,6 Millionen steigen, so wäre ein neuer Verteilungsschlüssel aufzustellen.

Der Hauptvorschlag, der, wie gesagt, auf die Beibehaltung des Verrechnungsabkommens hinzielt, würde wie folgt lauten:

«1. *Vorbemerkungen*

Die Anlage F (Zinsenabkommen) würde beibehalten und es wäre für den Reiseverkehr, mit oder ohne Verkoppelung mit der Kohleneinfuhr, eine Monatsquote von Fr. 3,5 Millionen sicherzustellen.

2. *Basiszahl*

Gegenwärtige monatsdurchschnittliche	
Einzahlung, ohne Zinsen	31,5 Millionen
Für Reiseverkehr reserviert	3,5 »
	28,0 Millionen

3. Es erhalten in der ersten Verteilung:

a) Reichsbank	16,0%	=	Fr. 4,5 Millionen
b) Nebenkosten	9,5%	=	» 2,7 »
c) Warenexport	54,5%	=	» 15,2 »
d) Finanz	20,0%	=	» 5,6 »
	100,0%		Fr. 28,0 Millionen

4. Diese prozentuale Quote würde beibehalten, auch wenn die Einzahlungen unter Fr. 28 Millionen sinken bis zur Erreichung der «Katastrophenzahl», wo neu verhandelt werden müsste.

Steigen die Einnahmen über Fr. 28 Millionen, so ist der Überschuss zu verteilen: 10% Reichsbank, 15% Reiseverkehr², 25% Finanz, 50% Warenexport.

Auf Grund der Aprileinzahlungen (Fr. 34,5 Millionen) würden total erhalten:

a) Reichsbank	4,5 + 0,3	=	4,8
b) Reiseverkehr	3,5 + 0,45	=	3,95
c) Nebenkosten	2,7 + 0	=	2,7
d) Warenexport	15,2 + 1,5	=	16,7
e) Finanz	5,6 + 0,75	=	6,35

Der Redner macht darauf aufmerksam, dass weitere Aufstellungen lediglich die schweizerischen Vorschläge betreffen. Deutschland werde in beiden Fällen die Reichsbankquote als ungenügend bezeichnen. Je nach der endgültigen Abmachung über die Reichsbankquote werden sich die für die verschiedenen schweizerischen Gruppen vorgesehenen Beträge und Quoten entsprechend vermindern.

Herr Minister Stucki bittet den Rat um die Ermächtigung, den Deutschen Vorschläge im soeben angegebenen Sinne zu unterbreiten, in der Meinung dass er sein Endziel darauf richte, die Beibehaltung des Verrechnungsabkommens mit allfälligen unvermeidbaren Modifikationen zu erwirken.

Sodann berichtet er kurz über seine Besprechungen in Brüssel und London und deren vorläufiges Ergebnis.

Der Rat ist einverstanden und ermächtigt Hr. Minister Stucki, seine Verhandlungen mit Deutschland im angegebenen Sinne fortzusetzen und ebenso seine in Brüssel und London begonnenen Besprechungen.

2. Au sujet du tourisme, le Ministre Stucki faisait savoir aux membres du Conseil fédéral par lettre du 10 mai 1937:

In der letzten Bundesrats-Sitzung ist anlässlich der Beratung über die bevorstehenden neuen Verhandlungen mit Deutschland dem Zweifel über die Bedeutung der deutschen Touristen für die Schweiz, wie er in weiten Kreisen besteht, Ausdruck gegeben worden. Demgegenüber sei auf folgende, der amtlichen schweizerischen Statistik entnommene Zahlen verwiesen:

	Logiernächte 1936	Logiernächte 1. Okt. 36 – 31. März 37
Deutschland	1 543 000	678 000
Frankreich	1 344 000	629 000
Grossbritannien	1 040 000	672 000
Niederlande	531 000	274 000
Belgien	204 000	153 000
U.S.A.	233 000	73 000

Es ergibt sich daraus, dass Deutschland auch nach der Abwertung immer noch an der Spitze aller für die Schweiz interessanten Touristenländer steht. Auch im März 1937 steht es mit 147 000 Logiernächten weitaus an der Spitze. Nach ihm kommen Frankreich mit 122 000, Grossbritannien mit 86 000 und Holland mit 40 000 Logiernächten.

Die Zahlen für die länderweise ermittelten Logiernächte werden deshalb in der Schweiz nicht publiziert, weil die andern Länder dies auch nicht tun und wir ihnen mit einseitigen Publikationen oft unerwünschte Waffen für die Wirtschaftsverhandlungen verschaffen würden. (E 2001 (D) 2/227).

*Le Ministre de Suisse à Tokyo, W. Thurnheer,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

RP N° 4

Tokyo, 10. Mai 1937

Anlässlich eines Diners, das der Aussenminister Sato zu Ehren des neu ernannten Gesandten in Bern, Herrn Eiji Amau und meiner selbst im Zusammenhang mit meiner Urlaubsreise gab, hatte ich ein längeres Gespräch mit dem Aussenminister über das Thema Mandschukuo, Völkerbund und Abessinien. Ich beehre mich, Ihnen hierüber nachstehend Bericht zu erstatten.

Herr Sato nahm als eines der Mitglieder der japanischen Delegation an der Völkerbundsversammlung in Genf teil, als die mandschurische Angelegenheit besprochen wurde. Die japanische Regierung habe die Stellung der Schweiz während der damaligen Verhandlungen bedauert; Herr Sato selbst habe in der Haltung der Schweiz mehr eine Verteidigung des Völkerbundes als den Ausdruck einer ungünstigen Stimmung gegen Japan überhaupt gesehen. Er sei in dieser Ansicht bestärkt worden durch Mitteilungen von befreundeter Schweizer Seite. Überdies habe er damals den Eindruck gehabt, dass unter den Schweizern manche das selbständige und mutige Vorgehen Japans zu achten und zu schätzen wussten. Verschiedene unserer Landsleute hätten sich ihm gegenüber in diesem Sinne geäußert; dies sei für ihn und die Delegation ein Lichtblick gewesen in den damals so schwierigen Tagen. Über den Einfluss, den gewisse Japaner der Rede Herrn Bundesrat Mottas anlässlich der damaligen Verhandlungen beimessen, gibt wohl am besten die Bemerkung Aufschluss, die mir gegenüber seinerzeit der jetzige Botschafter Yoshida in London machte, als er noch in Tokyo lebte: «Japan ist nicht im Völkerbund, weil Herr Motta dies nicht wollte»². Dass Herr Sato diese Auffassung in keiner Weise teilt, ergibt sich aus seiner Bemerkung, dass die Schweiz damals nicht allein war, Japan zu verurteilen, dass viel wichtigere und einflussreichere Mächte unsere Ansicht teilten und diese es gewesen seien, die im Völkerbund entscheidenden Einfluss ausgeübt; er betrachte Herrn Bundesrat Mottas Rede als eine loyale Verteidigung der Prinzipien und der Institution des Völkerbundes. Diese verständnisvolle Beurteilung Herrn Satos darf man umso höher einschätzen, als die Japaner in nationalen Dingen zu den empfindlichsten aller Nationen gehören.

Leider hat nun aber dieses Verständnis eine starke Einbusse erlitten durch unsere Haltung in der abessinischen Frage. Herr Sato erklärte mir, dass diese ihm im Widerspruch mit unserm Vorgehen im Fernen Osten zu stehen scheine; er hatte offenbar gegenüber Italien eine ähnliche Einstellung wie in der mandschurischen Angelegenheit erwartet. Ich wies daraufhin, dass die Verhältnisse

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Ganz interessant. In Zirkulation. 1.VI.37. M.

2. *Point d'exclamation de Motta en marge de cette phrase*.

nicht ganz die gleichen, die Beschlüsse des Völkerbundes weniger bindend gewesen. Italien sei eines der wichtigsten und stärksten Nachbarländer der Schweiz, trotzdem hätten wir während des Krieges unsere schweizerischen Sanktionenverpflichtungen loyal erfüllt. Man habe dies in Rom sehr übel vermerkt. Die Schweiz habe grosse wirtschaftliche Interessen in Italien, mit dem es einen sehr ausgedehnten Handel unterhalte, auch sei schweizerisches Kapital dort in Finanzinstituten und Industrien interessiert. Ich erwähnte auch die kulturellen Beziehungen.

Dass Japan Mühe hat, unser Vorgehen in der abessinischen Angelegenheit zu verstehen, darf uns nicht zu sehr erstaunen wenn man bedenkt, dass selbst manche unserer Landsleute davon überrascht waren. Es ist ihnen unerklärlich, dass die Schweiz gegenüber der viel rücksichtsloseren Eroberung und Einverleibung Abessiniens durch Italien – die Eroberung Mandschukuos hat sehr wenig Menschenleben gekostet – eine so entgegenkommende Haltung eingenommen, während sie wenige Jahre vorher der eher verständlichen und besser zu begründenden Aktion Japans gegenüber China berechtigterweise eine sehr strenge Beurteilung widerfahren liess. Dabei hätten sich die Japaner mit der Eroberung eines Teils Chinas begnügt und davon abgesehen, einen ganzen Staat definitiv seiner Selbständigkeit zu berauben; überdies sei Mandschukuo eine gewisse Selbständigkeit belassen worden. Verschiedene Schweizer hatten mir gegenüber bemerkt, dass es nun an der Zeit wäre, wenn wir auch Mandschukuo anerkennen würden, nachdem wir so rasch und vor manch andern Staaten Italiens Annexion von Abessinien anerkannten.

Neben diesen Erwägungen allgemeiner Natur machen sie auch wirtschaftliche geltend, die für die Anerkennung sprechen. In Abessinien sei für den schweizerischen Export nicht viel zu erwarten, mehr dagegen in Mandschukuo. Das Land habe unter japanischem Einfluss gewaltige Fortschritte gemacht. Sogar die Chinesen könnten diese und die gute Ordnung, die nach und nach überall hergestellt werde, nicht verneinen. Sie sind überzeugt, dass eine Anerkennung Mandschukuos dem schweizerischen Handel bedeutende Erleichterungen bringen würde. Dass die Anerkennung nicht nur auf politischem, sondern auch auf wirtschaftlichem Gebiete in Mandschukuo und Japan befruchtend wirken würde, ist klar. Vielleicht sind aber die Hoffnungen unserer Landsleute hinsichtlich der wirtschaftlichen Vorteile etwas zu optimistisch, denn der Hauptlieferant Mandschukuos ist und bleibt für die nächste Zukunft Japan.

Was den Völkerbund anbelangt, hat dieser nach Ansicht des Aussenministers beim japanischen Volk so sehr an Sympathie und Ansehen eingebüsst, dass, abgesehen von der Schwierigkeit der mandschurischen Frage, ein Wiedereintritt Japans in absehbarer Zeit kaum in Frage komme, es müsste sich denn sowohl in Genf als in Tokyo vieles ändern.

Dies deckt sich durchaus mit meinen eigenen Beobachtungen. In den Augen der Orientalen gibt es nichts Schlimmeres, als vor andern eine Schlappe zu erleiden. Er hat hiefür den bezeichnenden Ausdruck «das Gesicht verlieren». Für eine solche Blossstellung hat der Japaner bis zum letzten Kuli herab ein feines Empfinden und erwartet vom Betroffenen ein entsprechend reserviertes

Verhalten. Nun hat der Völkerbund in den Augen des japanischen Volkes binnen kurzer Zeit zweimal eine Blösse gezeigt, im mandschurischen Zwischenfall und in der abessinischen Angelegenheit. Wer zweimal sein Gesicht verliert, ist keine verlockende Gesellschaft für einen Japaner. Es braucht ziemlich viel, um diesen Verlust an Ansehen beim japanischen Volke wieder wett zu machen.

73

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 52

*Le Ministre de Suisse à Vienne, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 5. Streng vertraulich

Wien, 12. Mai 1937

Über die Venediger Konferenz Mussolini-Schuschnigg ist Vielerlei geschrieben worden, Richtiges und Falsches. Auch nach Ausschöpfung der mir zur Verfügung stehenden Quellen sind mir Widersprüche und Zweideutigkeiten zurückgeblieben, die ich sobald als möglich durch eine persönliche Rücksprache abklären wollte an kompetenter Stelle des Bundeskanzleramtes, die mir freundschaftlich das Privileg des jederzeitigen politischen Vorsprache-rechts eingeräumt hat.

Der Zweck des Besuches des österreichischen Bundeskanzlers war, persönlich bei Mussolini festzustellen, ob Italien noch für die Unabhängigkeit Österreichs einstehe. Dass in dieser kapitalen Frage solche Zweifel auf österreichischer Seite bestanden, die eine direkte und persönliche Kontaktnahme erforderten, zeigt Ihnen den Ernst der Situation. Mussolini scheint die österreichischen Staatsmänner in positivem Sinn von seinem unveränderten Willen, für die Unabhängigkeit Österreichs einzutreten, überzeugt zu haben. Dafür lägen wiederholte formelle Erklärungen Mussolinis vor in verschiedenen Variationen. Der Duce habe gesagt, dass er auch Göring gegenüber anlässlich dessen bevorstehenden Besuches diese seine Stellungnahme betonen werde.

Auf dieses aufrechte Ergebnis der Venediger Zusammenkunft hat nun allerdings der Artikel Gaydas, der von einer Einschaltung der illegalen österreichischen Nazi in das Regime und gar von ihrer Regierungsbeteiligung zu sprechen wusste, einen dunklen Schatten geworfen. Mussolini und Ciano hätten sich von diesem Artikel distanziert und erklärt, dass sie nichts mit ihm zu tun hätten. Dagegen besteht die Meinung, dass hinter Gayda und seinem Artikel Drahtzieher stecken, die mit dem Propaganda-Ministerium in Berlin in Verbindung stehen. Von Gayda hat man den Eindruck, dass er nicht ein Journalist von persönlich grossem Format, sondern dass er lediglich als Instrument Anderer zur Bedeutung gekommen sei. (Das macht den Mann natürlich keineswegs weniger gefährlich. Es wird darauf ankommen, wer diese «Anderen» sind.) Dieser neuerliche Artikel Gaydas habe übrigens Anlass gegeben zu der bekannten Vernehmlassung und Klarstellung durch Bundeskanzler Schuschnigg persönlich, der jedes Paktieren mit den illegalen österreichischen Nazi ausschliesst und

lediglich die schon in seiner grossen Rede vor den Amtswaltern der «Vaterländischen Front» bekanntgegebene Bereitwilligkeit betont, die legalen gutgesinnten, wenn auch national betonten Österreicher zur Mitarbeit in der «Vaterländischen Front» zuzulassen. In dieser Hinsicht habe der sonst bedauerliche Artikel Gaydas sein Gutes gehabt, dass nämlich in dieser Frage unzweideutige Klarheit geschaffen worden sei.

Im übrigen müsse ja zugegeben werden, dass heute die allgemeine politische Situation Italiens auf Deutschland hinweise. Das ergäbe sich aus der Lage in Spanien, wo noch 60000 Mann italienischer Truppen sich befänden; das ergäbe sich aus der Mittelmeer- und Äthiopien-Stellung Italiens gegenüber England. In ähnlicher Weise sei heute Deutschland auf die Schützenhilfe Italiens angewiesen. Diese ganze politische Konstellation könne und werde sich ändern, wenn einmal der Krieg in Spanien liquidiert und eine Verständigung Italiens mit England-Frankreich erfolgt sein werde.

Sehr vorsichtig äusserte sich mein Gewährsmann über die Versuche von österreichischer Seite, mit Mussolini über die Tschechoslowakei ins Gespräch zu kommen im Hinblick auf eine nähere Zusammenarbeit mit diesem Staate und demzufolge mit der Kleinen Entente und Frankreich-England. Mussolini verhalte sich gegenüber der Tschechoslowakei durchaus ablehnend. Auch habe sich aus der Unterhaltung mit dem Duce ergeben, dass er befürchte, England werde noch nach links abrücken, wie es schon mit Frankreich geschehen sei.

Was die Restaurationsfrage betreffe, so habe die Regierung die legitimistische Propaganda zu stark in die Halme schiessen lassen. Die Rede des Kanzlers im Burgenland zur Restaurationsfrage habe Mussolinis ganze Billigung erfahren. Es handle sich um eine Frage zweiter Ordnung. An erster Stelle stehe die Existenz, die Unabhängigkeit des Landes. Erst dann könne die Frage der Form, vielleicht der schöneren Form, in Erwägung gezogen werden. Es sei den Legitimisten vor Augen geführt worden, dass sie mit der Rückkehr Ottos leicht einen bewaffneten Zusammenstoss hervorrufen könnten. Dann stehe die Gefahr der Intervention des Auslandes und damit des Endes der Existenz vor der Türe. Mussolini habe sich mit diesen Erläuterungen zufrieden gegeben und habe keinerlei weitere Erklärung zu der Restaurationsfrage verlangt.

In diesem Zusammenhange konnte ich betreffend die Formel, die im Venediger offiziellen Communiqué davon spricht, dass die Systematisierung des Donaubeckens nicht ohne Mitwirkung Deutschlands stattfinden könne, erfahren, dass an der letzten Konferenz der Teilnehmer der Römischen Protokolle die Ungarn eine ähnliche Klausel ins Protokoll aufzunehmen verlangten. Sie mussten aber vor dem Widerstand Mussolinis von ihrem Antrag zurückstehen. In Venedig nun habe Mussolini selbst die Formel aufgesetzt und deren Festlegung verlangt.

Aus diesem Verhalten Mussolinis sei aber nicht etwa zu schliessen, dass dem Duce das Gebaren der Nazi in Österreich und in Ungarn unbekannt sei, oder dass er die Gefahren dieses Gebarens unterschätze. Es scheine, dass in Südtirol die Nazi sich selbst durch ihre Praktiken genügend bei Mussolini empfehlen, der aber zurzeit nicht gegen sie einschreiten könne und wolle. Bei dieser Gelegenheit fiel die Bemerkung, dass man am Ballhausplatz von der sogenannten «Wacht am Brenner» wenig halte, da im Ernstfall die deutsche Bevölkerung

des Südtirols gegen den deutschen Soldaten nicht zu haben sei. Aber auch ohne sofortigen Sukkurs von aussen könne Österreich heute von Deutschland nicht mehr einfach überrannt werden. Ein drei- bis viertägiges Aufhalten einer deutschen Invasionsarmee sei durch die österreichische Aufrüstung heute gewährleistet. Die «Schnelle Division», über 300 Flugzeuge und mehr als genug Artillerie verbürgten die Parierung des ersten Schocks. Diese düsteren Erwägungen hat mein Gesprächspartner etwas aufzuheitern versucht mit der Bemerkung, dass übrigens heute mit dem offiziellen Deutschland ganz gut zu verkehren sei. Dagegen sei es schwierig, mit der Partei, der NSDAP, auszukommen, die im heutigen Deutschland leider eine zweite Regierung darstelle.

Da sei der Verkehr mit dem südlichen Nachbar eine andere Sache. Das sei den österreichischen Staatsmännern in die Augen gesprungen, Regierung und Partei eine Einheit unter dem Duce. Da wisse man, woran man sei. Es ist nicht uninteressant zu sehen, wie Mussolini auch auf die Österreicher zu wirken versteht. Sie rühmen sein kulturelles Niveau. Er stehe hoch über der jungen Generation, die ihn umgebe. Er wisse zum Beispiel genau, was während der ganzen Saison an der Wiener Oper gespielt werde, welche Dirigenten, welche Solisten auftreten, wie die Inszenierung gewesen. Mussolini weiss damit die Österreicher zu überzeugen, dass er auch innerlich Anteil nehme an der Existenz Österreichs, was man von seinen jungen Begleitern nicht sagen könne, die nur über sogenannte real-politische Gegebenheiten zu sprechen vermöchten und denen, im Gegensatz zu ihrem Meister, die Bedeutung der Imponderabilien entgehe.

74

E 2001 (D) 1/47

*Le Consul de Suisse à Barcelone, A. Gonzenbach,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L DV

Barcelone, 12 mai 1937

En annexe à votre estimée du 29¹ avril, vous avez bien voulu me remettre copie d'une lettre² que vous avez reçue de notre Légation, à Lisbonne, se référant à un entretien qu'eut notre Chargé d'Affaires avec l'Ambassadeur Luiz Teixeira de Sampayo, Secrétaire Général des Affaires Etrangères, concernant la délivrance de passeports aux ressortissants de cette nation résidant encore à Barcelone.

Je ne suis pas d'accord sur l'énoncé par l'Ambassadeur Sampayo, car les sujets portugais qui se sont présentés ici sont simplement de pauvres diables et, s'ils n'ont pu s'enfuir comme l'ont fait les riches Portugais, ne sont pas des gens

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. N° 66.*

à être emprisonnés pour le seul tort d'être pauvres. La plupart [*de ceux*] qui demandent à rentrer dans leur pays viennent en général de la campagne, ont plusieurs enfants et vu la confusion sociale et politique de la Catalogne, n'ont pas de facilités pour entrer dans les Syndicats afin de travailler et subvenir aux leurs. Ces personnes sont donc obligées de recourir à nous dans l'attente de recevoir leurs passeports et pour cette raison j'ose espérer que les administrations compétentes ne tarderont pas trop à se prononcer sur la «concession des passeports demandés qui fait l'objet d'une étude de la part du gouvernement portugais».

75

E 2001 (D) 4/46

*Le Président de la Confédération, G. Motta, à l'«Europa-Union,
Schweizerische Bewegung für die Einigung Europas»*

Copie
L MC

Bern, 12. Mai 1937

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 25. April¹ zu bestätigen, dem wir entnommen haben, dass Ihre Delegiertenversammlung den Beschluss gefasst hat, die eidgenössischen Behörden zur Prüfung der Frage einzuladen, wie sie sich, unter Wahrung unserer überlieferten Grundsätze, an Ihrer Bewegung beteiligen könnten.

Wir können nicht umhin, jeder Bestrebung zugunsten einer Europa-Union gegenüber die Vorbehalte zu erneuern, die der Bundesrat in seinem, über dieselbe Frage an die französische Regierung gerichteten Antwortschreiben vom 4. August 1930² vorgebracht hatte. Wir erklärten damals unter anderm, eine kontinentale Organisation «hätte offensichtlich nur dann ihre Daseinsberechtigung, wenn sie einem so gut wie allgemein empfundenen Bedürfnis entspräche». «Sollte das Unternehmen der Mitwirkung gewisser Staaten entfallen müssen, so würde es zwischen den Beteiligten und den Aussenstehenden Gegensätzlichkeiten schaffen, welche die Störung im politischen und wirtschaftlichen Gleichgewicht noch vergrössern müsste, die zu beseitigen sich die Europäische Union doch gerade zum Ziele gesetzt hat.» Fast sieben Jahre sind seither verstrichen, doch würde der Bundesrat, wie wir glauben, diese Erwägung in keinem Punkte abändern.

Der Bundesrat machte ferner geltend, dass der Völkerbund einer lebenswichtigen Notwendigkeit entspricht und dass eine europäische Union nicht mehr wünschenswert sei, wenn sie dazu führen sollte, den Wirkungsbereich

1. *Non reproduite, elle était signée*: Der Zentralvorstand der Europa-Union, im Namen und Auftrag der Delegierten-Versammlung, Der Präsident: Dr H. Bauer, Der Sekretär: R. Staiger.
2. Cf. *FF*, 1931, vol. 1, p. 243. Cf. aussi *DDS* 10, N° 29.

und die Entwicklungsmöglichkeiten des Völkerbundes einzudämmen. Wir sind nach wie vor gegen einen ungesunden Wettstreit zwischen der Genfer Institution und derjenigen, für welche Sie eintreten. Diese dürfte jene keineswegs ersetzen; sie müsste ihr untergeordnet sein. Eine «geographische» Beeinträchtigung des Völkerbundes könnte der Bundesrat zweifellos nicht befürworten; er hat sich im Gegenteil immer entschieden zur Universalität des Völkerbundes bekannt.

Angesichts der heutigen Lage hegen wir die grössten Zweifel an der Möglichkeit, auf europäischer Grundlage eine internationale Zusammenarbeit ins Leben zu rufen, welche wirksamer und fruchtbarer als diejenige des Völkerbundes wäre. Dafür, dass diese Zusammenarbeit zu wünschen übrig lässt, ist der Völkerbund nicht verantwortlich zu machen; wie wir in einer Genfer Versammlung zu betonen Gelegenheit hatten, liegt die Verantwortung in erster Linie bei den Staaten, die den Völkerbund bilden. Wenn es nun diesen Staaten schwer fällt, ihre Belange im Schosse eines Völkerbunds in Einklang zu bringen, so ist es umso fraglicher, dass sie in einem enger gezogenen Rahmen besseres zu leisten vermöchten. Es wäre ungerecht, den aussereuropäischen Staaten mehr als den europäischen vorzuwerfen, die ordentliche Tätigkeit des Völkerbundes durchkreuzt oder gelähmt zu haben.

Diese Erwägungen gehen alle schon aus dem vorerwähnten Schreiben des Bundesrates vom 4. August 1930 hervor; wir glauben nicht, etwas beifügen zu müssen.

Unter diesen Vorbehalten sind wir nichts destoweniger bereit, die praktischen Anregungen, über welche Sie uns unterrichten möchten, ausnahmslos und mit grösstmöglicher Sachlichkeit zu prüfen.

76

E 2001 (D) 3/38

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

L Confidentiel

Rome, 14 mai 1937

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre du 12 mai² relative aux audiences accordées par M. Mussolini à M. Oltramare, et de me référer à ma conversation de ce matin avec M. Frölicher.

Ainsi que je viens de le dire à M. Frölicher, le Ministre De Peppo, Chef de Cabinet au Ministère des Affaires Etrangères, avait manifesté dans

1. *Remarques manuscrites de Motta et de Bonna en tête du document*: Affaires étrangères. Entièrement d'accord avec cette lettre. 19.5.37. M.

Et: M. Frölicher. Je pense qu'il faut répondre dans le sens indiqué par M. Motta. 19.5. Bo.
2. *Non reproduite*.

l'après-midi d'avant-hier le désir de me voir. C'était l'après-midi du jour où avait paru dans le «Messaggero» et dans presque l'ensemble de la presse italienne le second communiqué relatif aux audiences accordées à M. Oltramare, et plus particulièrement au sujet de la ligne aérienne Paris-Turin-Rome, avec escale à Genève.

Pensant que je recevrais peut-être entre-temps des instructions de votre part, j'ai différé ma visite à M. De Peppo qui n'a eu lieu que hier vers midi (le 13 mai). M. De Peppo, avec lequel nous entretenons d'ailleurs des rapports tout à fait cordiaux, m'a dit d'emblée qu'il désirait me parler, de la part du Comte Ciano, de la question de la ligne aérienne au sujet de laquelle j'avais peut-être déjà vu une communication dans la presse. J'ai immédiatement répliqué en disant que j'avais, en effet, vu ces communiqués à ma plus grande surprise, et que je regrettais les répercussions que la publication donnée à des communiqués maladroits et hautement inopportuns devait nécessairement avoir provoquées dans les sphères fédérales.

J'ai saisi cette occasion pour exposer à mon interlocuteur – d'après l'axiome «*principiis obsta*» – que les affaires touchant à notre pays devaient toujours être examinées au dehors avec une profonde notion de l'histoire; qu'au cours des siècles, la Suisse avait appris la leçon que pour être fidèle à sa mission, elle devait non seulement écarter toute ingérence extérieure, mais aussi toute *apparence* d'ingérence. J'ai ajouté que même les initiatives les mieux intentionnées n'échappaient pas à une réaction venant, dans ce domaine, des profondeurs de notre âme nationale. Tout en soulignant que je n'étais pas encore chargé d'une démarche, mais que je voyais venir un nuage, j'ai dit à titre personnel à M. De Peppo que la publicité donnée aux audiences à Oltramare – qui n'avait aucun contact quelconque avec la représentation officielle de la Confédération – aurait très probablement des suites au point de vue intérieur chez nous et qu'il fallait éviter à tout prix même l'apparence que les mouvements nés chez nous reçoivent de l'encouragement du dehors, encouragement qui, d'ailleurs, ne ferait que saper leur action, vu l'attitude traditionnelle du peuple. Je dois dire que M. De Peppo a montré une parfaite compréhension de ce point de vue, que j'ai cru nécessaire et urgent d'exposer une fois pour toutes, et que vous me chargerez sans doute d'expliquer à nouveau au Ministre des Affaires Etrangères personnellement. Au cours de la conversation, j'ai cru peu à peu comprendre – bien qu'il me soit difficile de faire une affirmation à ce sujet – que le Ministère des Affaires Etrangères lui-même avait senti quelque embarras à la suite des audiences du Duce. M. De Peppo m'a, en effet, dit que «dès qu'il avait lu la nouvelle, le Comte Ciano s'était informé s'il y avait eu des pourparlers au sujet du fond du problème avec la Légation» et si on s'était mis en contact avec moi. Déjà dans la matinée du 12, il avait chargé son Chef de Cabinet de se mettre en rapport avec moi pour entendre ce que j'avais à dire.

Quant au fond même de la question, j'ai naturellement dit que j'étais absolument sans instructions, mais que la publicité dont nous venions de lui parler pouvait peut-être gêner les tractations au sujet d'un projet pouvant en lui-même être utile. M. De Peppo m'a réitéré que les autorités italiennes ne désiraient que faire une chose agréable aux autorités fédérales. J'ai pris acte de cette déclaration, que j'ai promis de vous relater.

Qu'il me soit permis de dire à cette occasion, Monsieur le Président, combien il est nécessaire que toutes les questions, même de caractère technique, intéressant les rapports italo-suisses soient régulièrement signalées à votre Légation. Je viens d'apprendre que l'Office Fédéral aérien s'est abouché directement, il y a quelques semaines, avec des autorités italiennes au sujet de la ligne aérienne dont il s'agit. Dans un Etat totalitaire comme l'Italie, on finit par ne plus comprendre, vu ces correspondances directes de certains dicastères – je rappelle, à titre d'autre exemple, les pourparlers qu'a eus ici le Lt Colonel Gerber à propos d'un meeting de Dübendorf, sans chercher, au moment où il fallait, le moindre contact avec la Légation – *qui* parle véritablement au nom du pays. Nous devons, de même, mettre absolument un frein à toute velléité de porter directement dehors, sans passer par le canal des autorités fédérales, des problèmes touchant à tel ou tel Canton. Je sais bien, Monsieur le Président, que vous partagez absolument cette manière de voir qui s'impose, je le répète, plus qu'ailleurs vis-à-vis d'un Etat totalitaire, où toute décision importante aboutit aux mêmes personnes.

77

E 2001 (D) 1/203

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L MH

Bern, 20. Mai 1937

Wir beehren uns, Ihnen beiliegend einen Bericht der schweizerischen Delegation in der Rheinzentralkommission vom 27. April d.J.¹ zu übermitteln. Aus dem Bericht geht hervor, dass auch die vergangene Session der Rheinzentralkommission wenig Klarheit über die Zukunft des internationalen Regimes der Rheinschiffahrt gebracht hat. Die Kommission bereinigte den Text einer in langen Jahren vorbereiteten revidierten Rheinschiffahrtspolizeiordnung. Der Versuch eines gemeinsamen Vorgehens der in der Kommission verbliebenen Staaten, um Deutschland zur Annahme und gleichzeitigen Inkraftsetzung der revidierten Rheinschiffahrtspolizeiordnung auf dem Rhein zu bewegen, scheiterte jedoch an der Haltung der Niederlande. Der endgültige Beschluss über die Annahme der Polizeiordnung ist auf die nächste Session verschoben worden, in der Meinung, dass in der Zwischenzeit die Möglichkeit einer gemeinsamen Inkraftsetzung durch alle beteiligten Staaten geprüft werden solle.

Unserem Antrage gemäss hat der Bundesrat beschlossen, Sie zu ersuchen, entsprechende Sondierungen bei der deutschen Regierung vorzunehmen. Es wird sich unseres Erachtens darum handeln, in Erfahrung zu bringen, ob deutscherseits Geneigtheit besteht, dem von der Zentralkommission aufgestellten

1. Reproduit en annexe.

Entwurf, an dessen Ausarbeitung die Experten Deutschlands massgeblichen Anteil genommen haben, zuzustimmen und gegebenenfalls an einem unter den Rheinuferstaaten zu vereinbarenden Datum in Kraft zu setzen.

Es lässt sich wohl kaum bestreiten, dass Erlasse wie gerade derjenige der Rheinschiffahrtspolizeiordnung ihren Zweck nur erfüllen, wenn sie auf dem ganzen Rhein gleichlautend angewendet und durchgeführt werden. Der Anlass scheint uns daher günstig zu sein, um möglichst unauffällig das Gespräch mit Deutschland über die Rheinfrage wieder aufzunehmen. Beharrt Deutschland in den Rheinschiffahrtsangelegenheiten auf seinem freiwilligen Beiseitestehen oder lässt es sich vielleicht heute doch unter gewissen Bedingungen für die Wiederaufnahme der Beziehungen mit der Rheinzentalkommission gewinnen? Wir haben schon früher zum Ausdruck gebracht, dass wir bereit wären solche Bedingungen gegebenenfalls zu prüfen. Das früher mit Nachdruck gestellte Begehren Deutschlands beispielsweise, den Kreis der Mitgliedstaaten der Rheinzentalkommission auf die Uferstaaten mit Einschluss von Belgien zu beschränken, würde unseres Erachtens heute nicht mehr auf unüberwindliche Schwierigkeiten stossen.

Deutschland hat seinerzeit, wie Sie wissen, das Versprechen abgegeben, dass unter dem Vorbehalt der Gegenseitigkeit das Regime der Rheinschiffahrt auch nach der Note vom 14. November 1936² praktisch nicht geändert werden solle. Da uns bisher keine Klagen über Behinderung der Schifffahrt zugekommen sind, ist anzunehmen, dass hüben und drüben die Parole befolgt worden ist. Das will aber doch wohl heissen, dass jedermann sich an die bestehenden vertraglichen Bestimmungen (Mannheimer Konvention, Reglemente etc.) die ihrerseits die Rheinuferstaaten-*Gemeinschaft* voraussetzen, gehalten hat. Wäre es nicht auch für Deutschland wünschenswert, diesen Zustand rechtlich neu zu verankern?

Wir denken uns, dass es möglich sein wird, die in Frage stehenden Erkundigungen offiziös und mehr nur im Vorbeigehen, bei Anlass der Überreichung des Entwurfes der Rheinschiffahrtspolizeiordnung, einzuziehen. Sollten Sie indessen den Eindruck haben, dass es verfrüht wäre, im gegenwärtigen Zeitpunkt die Rheinfrage im allgemeinen erneut aufzurollen, so hätten wir nichts dagegen einzuwenden, wenn Sie sich vorerst darauf beschränken wollten, die Stellung Deutschlands zu dem Entwurf der Rheinschiffahrtspolizeiordnung in Erfahrung zu bringen.

ANNEXE

*Le Délégué suisse à la Commission centrale du Rhin, R. Herold,
au Président de la Confédération, G. Motta*

Copie

R Vertraulich. Frühjahrssession der Rheinzentalkommission

Zürich, 27. April 1937

Die Frühjahrssession der Rhein-Zentralkommission war diesmal von vielsagender Kürze: sie dauerte vom 6. bis 9. April. Die Abwesenheit der deutschen Delegation warf einen Schatten nicht nur über den Gang dieser Session, sondern auch auf die Zukunft der Kommission und des interna-

2. *Non reproduite, cf. E 2001 (C) 11/7.*

tionalen Regimes der Rheinschifffahrt überhaupt. Zwar waren die Geschäfte, die die Kommission im Laufe der Session zu erledigen hatte, mehr technischer Natur und gaben als solche nicht zu grossen Auseinandersetzungen Anlass. Die Frage der einheitlichen Durchführung der Beschlüsse der Kommission auf dem Rhein und des weitern Vorgehens der in der Zentralkommission verbliebenen Staaten gegenüber Deutschland stand indessen im Vordergrund der Verhandlungen inn- und ausserhalb des Konferenzsaales.

Ein unter dem Vorsitz des Unterzeichneten stehendes Komitee hatte in langjährigen Verhandlungen die *Revision der Rheinschiffahrtspolizeiordnung* vorbereitet. Gleichzeitig hatte dieses Komitee auch eine Teilrevision der Untersuchungsordnung für die den Rhein befahrenden Schiffe vorgesehen, die zur Hauptsache darin bestand, die Terminologie der beiden Reglemente in Übereinstimmung zu bringen. Eine Totalrevision der Untersuchungsordnung sollte später in Angriff genommen werden. An den Verhandlungen des Komitees hatten bis zum Austritt Deutschlands aus der Zentralkommission, am 14. November v.J., auch die deutschen Mitglieder aktiven Anteil genommen. Einzig die letzte Zusammenkunft des Komitees im Januar dieses Jahres hatte in Abwesenheit der deutschen Experten stattfinden müssen. In dieser Zusammenkunft sind aber die Bestimmungen der beiden Reglementsentwürfe nicht mehr wesentlich geändert worden.

Aufgabe der Zentralkommission war es nun, die beiden Vorlagen endgültig zu verabschieden. Die Stellungnahme der Kommission zu den materiellen Bestimmungen der Entwürfe bot naturgemäss keine Schwierigkeiten. Nach einem eingehenden Referat des Unterzeichneten über die Arbeit des Komitees beschränkte sich die Kommission in der Hauptsache darauf, zu einigen vom Komitee offengelassenen Fragen den Entscheid zu treffen. Die übrigen Bestimmungen der Entwürfe fanden die volle Zustimmung der Kommission. Eine harte Nuss zum Knacken aber bot die Frage der Inkraftsetzung der beiden Vorlagen. Man war darüber einig, dass es im höchsten Grade wünschenswert wäre, die revidierte Polizeiordnung – über das Schicksal der revidierten Untersuchungsordnung soll später entschieden werden – gleichzeitig auf dem ganzen Rhein in Kraft zu setzen. Da der Entwurf der Polizeiordnung, wie erwähnt, in enger Zusammenarbeit mit den Vertretern Deutschlands aufgestellt worden ist, war man zu der Hoffnung berechtigt, dass Deutschland der Vorlage sympathisch gegenüberstehe. Wie aber sollte Deutschland für deren Inkraftsetzung gewonnen werden?

Zwei Auffassungen standen sich gegenüber, die in Form zweier von der französischen und der niederländischen Delegation vorgeschlagenen Resolutionsentwürfe ihren Niederschlag fanden. Im französischen Entwurf (Beilage 1) war vorgesehen, dass die in der Rhein-Zentralkommission verbliebenen Staaten der deutschen Regierung bekanntgeben werden, dass sie bereit seien, die revidierte Polizeiordnung an einem bestimmten Datum in Kraft zu setzen. Deutschland sollte seine Bereitschaft zu einem entsprechenden Vorgehen erklären und im übrigen aufgefordert werden, seine allfälligen Bemerkungen zu der Vorlage bekanntzugeben, in der Meinung, dass diese Bemerkungen eventuell in der kommenden Session der Zentralkommission geprüft würden, um womöglich einen allseits genehmen Text zustande zu bringen. Gemäss dem von der niederländischen Delegation vorgelegten Resolutionsentwurf (Beilage 2) dagegen sollte lediglich zum Ausdruck gebracht werden, dass die Kommission dem Reglementsentwurf im Prinzip zustimme, dass indessen mit Rücksicht darauf, dass die Auffassung aller Rheinuferstaaten zu dem vorgeschlagenen neuen Reglement noch nicht bekannt sei, der Beschluss über dessen Annahme auf die nächste Session verschoben werde.

Der niederländische Vorschlag, der die Mitglieder der Kommission auf ein passives Verhalten festlegen wollte, war offensichtlich der Ausdruck einer Verstimmung dieser Delegation, deren Ursache nur allzu bekannt ist: laut und leise gab die niederländische Delegation zu verstehen, dass sie an der Aufrechterhaltung eines Regimes, «das eine Bevorzugung der belgischen Häfen gegenüber den niederländischen Häfen zulasse» kein Interesse habe. Auf den Hinweis der französischen Delegation, dass nur eine solidarische Aktion der in der Zentralkommission verbliebenen Staaten Deutschland gegenüber Eindruck machen könnte und geeignet wäre, die Gemeinschaft aller Rheinuferstaaten wieder herzustellen, antwortete die niederländische Delegation, dass ihre Regierung leider lange Jahre vergebens an diese Solidarität appelliert habe, um die den Hafen von Antwerpen begünstigende «surtaxe d'entrepôt» zum Verschwinden zu bringen. Die Niederlande, die

allein ungefähr die Hälfte der gesamten Rheinflotte besitzen, hätten ganz gewaltige Interessen auf dem Rhein zu verteidigen und müssten sich heute vorbehalten, allein darüber zu entscheiden, wie diese Interessen zu wahren seien. Die niederländische Delegation sei nicht in der Lage, einer Resolution zuzustimmen, die die Aktionsfreiheit der niederländischen Regierung irgendwie und irgendwem (also auch Deutschland!) gegenüber einschränken würde. Die Frage der Inkraftsetzung der neuen Polizeiordnung sei nur ein Ausschnitt aus dem grossen Problem der Neuordnung der Rheinschiffahrtsfragen mit Deutschland.

Dass die niederländische Delegation ihrer Missstimmung über die Verschleppung einer Regelung der Frage der «surtaxe» (welche Verschleppung ja auch Deutschland einen billigen Vorwand zu seinem Vorgehen vom 14. November 1936 gegeben hatte) Ausdruck verleihen werde, war zu erwarten gewesen. Von der belgischen Delegation hatten wir erfahren, dass die belgische Regierung vor längerer Zeit schon an die französische Regierung herangetreten sei und Vorschläge gemacht habe, die ihres Erachtens geeignet gewesen wären, die leidige Frage einer Lösung entgegenzuführen. Worin die belgischen Vorschläge bestanden, wissen wir nicht. Wir vermuten aber, dass Belgien dargelegt haben wird, wie die dem Hafen von Antwerpen gewährten Privilegien durch Konzessionen Frankreichs auf anderm Gebiet abgelöst werden könnten. Auf diese Vorschläge soll Frankreich bis heute nicht geantwortet haben. Von französischer Seite ist stets eingewendet worden, dass die Bedeutung der «surtaxe» von den Niederlanden stark übertrieben worden sei; der auf Grund dieser «surtaxe» dem Hafen von Rotterdam zu Gunsten des Hafens von Antwerpen entzogene Verkehr sei so unbedeutend, dass der von Holland daraus geschlagene Lärm schwer zu begreifen sei. Es drängt sich freilich unwillkürlich die Frage auf, warum unter diesen Umständen Frankreich nicht längst versucht hat, den die Beziehungen zwischen Holland und Belgien einerseits und Holland und Frankreich andererseits zweifellos belastenden Streitgegenstand aus der Welt zu schaffen. Doch unterlassen wir hier weitere Betrachtungen über die Bedeutung und Auswirkungen der in der Zentralkommission nachgerade zur «cause célèbre» gewordenen Streitfrage und kehren wir zurück zu den beiden der Kommission unterbreiteten Resolutionsentwürfen.

Mit der belgischen und der britischen Delegation haben wir uns für den französischen Resolutionsentwurf eingesetzt, der uns allein Gewähr dafür zu bieten schien, dass in der Zwischenzeit zwischen dieser und der nächsten Session irgend etwas getan werde, um die Inkraftsetzung der Polizeiordnung, deren Wünschbarkeit unbestritten ist, wenigstens in die Wege zu leiten. Die niederländische Delegation war anfänglich zu keiner Konzession geneigt, und die Diskussion – zur Förderung der freien Aussprache war beschlossen worden, kein Protokoll darüber zu führen – war zeitweise sehr bewegt. Es liess sich dabei das jüngste Mitglied der niederländischen Delegation zu Auslassungen hinreissen, die die andern Delegationen als Kränkung empfinden und scharf zurückweisen mussten. Schliesslich gelang es dann aber, die ruhigeren, bewährten Mitglieder der niederländischen Delegation wenigstens zu dem Zugeständnis zu bewegen, ihrem Resolutionsentwurf, der mit den Worten endete «La Commission... renvoie la décision sur l'adoption dudit projet à la prochaine session», den Zusatz beizufügen «afin qu'entretemps la possibilité de l'adoption de ce règlement par tous les Etats puisse être examinée par les Gouvernements». Damit wird wenigstens zum Ausdruck gebracht, dass es den beteiligten Regierungen anheimgestellt bleibt, vor der nächsten Session die ihnen geeignet scheinenden Schritte zur Förderung der gemeinsamen Inkraftsetzung der Rheinschiffahrtspolizeiordnung zu unternehmen. Der so ergänzte niederländische Resolutionsentwurf fand einstimmige Annahme.

Wer mit der Hoffnung nach Strassburg gereist ist, dass es möglich sein werde, im Laufe der Session der Zentralkommission ein gemeinsames Vorgehen der in der Kommission verbliebenen Staaten zur Wiedergewinnung der Mitarbeit Deutschlands in der Kommission zu vereinbaren, muss vom Verlauf der Verhandlungen enttäuscht worden sein. Die Aussichten für ein solches gemeinsames Vorgehen sind in der Tat eher schlechter geworden. Aus den Diskussionen im Schosse der Zentralkommission, sowie auch aus privaten Gesprächen mit der niederländischen Delegation haben wir den Eindruck gewonnen, dass die Niederlande nicht unbedingt abgeneigt sind, mit Deutschland im gegebenen Zeitpunkt und unter gewissen Umständen ein neues Rheinschiffahrtsabkommen auf bilateralem Weg abzuschliessen. Nicht umsonst fiel von niederländischer Seite der

Satz: «Le Rhin français n'existe pas pour nous». Dem Unterzeichneten wurde kurz vor dem Auseinandergehen von einem Mitglied dieser Delegation positiv erklärt, es gehe in seinem Land eine starke Strömung offen dahin, den deutschen Gewaltstreich vom letzten Herbst nachzumachen und sich von der Zentralkommission überhaupt zurückzuziehen.

Das wäre natürlich das Ende des internationalen Regimes auf dem Rhein überhaupt! Wenn Holland den Schritt zur Wiedereinführung des Rechtszustandes auf dem Rhein, wie er in der Hauptsache vor dem Wiener Kongress von 1815, also vor mehr als 100 Jahren, bestanden hatte, wagen sollte, so würde es dies wohl vorab mit der Überlegung tun, dass es als Mündungsstaat des Rheins stets gewissermassen den Schlüssel der Rheinschiffahrt in Händen behalten werde. Anders aber würde die Lage der schweizerischen Rheinschiffahrt sein. Zweifellos könnte sich auch die Schweiz in Verhandlungen mit den übrigen Rheinuferstaaten eine gewisse Bewegungsfreiheit der schweizerischen Schiffahrt auf dem Rhein einhandeln. Als kleiner und oberliegender Staat wäre aber die Schweiz dabei wohl stets auf das Wohlwollen der übrigen Rheinuferstaaten angewiesen. Was ihr heute durch die internationale Rheinschiffahrtsakte kraft Völkerrecht garantiert wird, müsste sie künftig in bilateralen Verhandlungen gewissermassen erkaufen.

Es ist ja freilich möglich, dass sich die von uns gehegten Befürchtungen in Bezug auf die Zukunft des internationalen Regimes auf dem Rhein als unbegründet erweisen werden; insbesondere besteht ja immer noch die Möglichkeit, dass Frankreich und Belgien den Niederlanden gegenüber in letzter Stunde die von diesen erwarteten Konzessionen in der «surtaxe»-Frage machen werden und damit den Niederlanden jeden Grund, «bande à part» zu spielen, nehmen werden. Die Wahrscheinlichkeit ist leider aber grösser, dass dabei Frankreich – einmal mehr! – zu spät kommen wird. Sei dem wie ihm wolle! Wir sind jedenfalls der Auffassung, dass schweizerischerseits der Entwicklung der Angelegenheit nach wie vor alle Aufmerksamkeit geschenkt werden muss.

Was insbesondere die Rheinschiffahrtspolizeiordnung anbetrifft, so halten wir es für wünschenswert, gelegentlich einmal zu sondieren, wie sich die deutschen Behörden zu dem von der Zentralkommission aufgestellten Reglement stellen. Der einzuschlagende Weg wäre aber genau zu überlegen, müsste möglichst formlos sein und den Willen und das Interesse der Schweiz, an der internationalen Ordnung der Rheinschiffahrt festzuhalten, nicht in Zweifel ziehen lassen. Zu lange sollte mit einem solchen Schritt nicht zugewartet werden. Die Gefahr ist nicht ausgeschlossen, dass die deutsche Regierung von sich aus eine neue Rheinschiffahrtspolizeiordnung – die nur auf ihre Interessen abgestellt ist – auf deutschem Gebiet in Kraft setzen wird und dann die Schiffahrt, die eine einheitliche Polizeiordnung auf dem ganzen Rhein nicht entbehren kann, sowie die interessierten Staaten in Verlegenheit bringt. Es dürfte vorteilhaft sein, in Berlin wiederholt in Erinnerung zu rufen, dass wir der gemeinsamen Regelung der Rheinschiffahrtsangelegenheiten zwischen allen beteiligten Staaten (Rheinuferstaaten inklusive Belgien) in jeder Beziehung den Vorzug geben.

In der vergangenen Session fehlte auch die italienische Delegation am Verhandlungstisch. Dieser an sich bedauerliche Umstand hatte wenigstens das Gute, dass infolgedessen die Diskussionen sehr stark abgekürzt wurden. Die italienische Regierung hat bekanntlich Ende letzten Jahres die Kommission wissen lassen, «que le Gouvernement Royal, dans les circonstances actuelles, a décidé de ne plus prendre part aux travaux de la Commission centrale du Rhin». Italien ist vorläufig nicht aus der Kommission ausgetreten. Ob es seinen Jahresbeitrag an die Kommission weiterhin bezahlen wird, bleibt allerdings noch eine offene Frage, die man nur mit einer starken Dosis Optimismus bejahen dürfte! Jedenfalls bleiben formell die Beziehungen der Kommission zu Italien zunächst unverändert.

In der Hoffnung, dass Deutschland eines Tages wieder in die Kommission zurückkehren werde, war bekanntlich in der letzten Herbstsession beschlossen worden, der deutschen Regierung die Dokumente der Kommission weiterhin zuzustellen. Da indessen alle diese Dokumente, mit dem Vermerk «refusé», der Kommission wieder zugekommen sind und eine Einladung, den Jahresbeitrag für 1937 zu bezahlen, wie zu erwarten gewesen, glatt abgelehnt wurde, beschloss die Kommission, von der Übermittlung der Drucksachen künftig Umgang zu nehmen. Das Bureau ist beauftragt worden, dem Auswärtigen Amt mitzuteilen, dass diese Dokumente der deutschen Regierung in Strassburg zur Verfügung gehalten werden.

Am 15. April d.J. hatte die in der letzten Herbstsession beschlossene Reorganisation des Sekretariats in Kraft zu treten. Der Generalsekretär, der Generalsekretär-Adjunkt und die beiden Mitglieder des Sekretariats sowie ein Teil der Angestellten treten zurück. Das Sekretariat wird künftig nur noch in ganz bescheidenem Umfang weiterbestehen. Einem «Chef du Secrétariat», als welcher unser Landsmann, Herr Dr. Walther, der bisherige «Secrétaire-archiviste», erkoren worden ist, werden zwei Daktylographinnen und nötigenfalls Aushilfspersonal zur Verfügung stehen. Die Jahreskosten der Zentralkommission werden unter diesen Umständen in erheblichem Masse zurückgehen.

Es geziemt sich, bei diesem Anlass hier noch kurz des scheidenden Generalsekretärs der Kommission, Herrn Hostie (Belgien), zu gedenken. Er hat als nimmermüder Verfechter des internationalen Regimes der Rheinschiffahrt während 17 Jahren eine grosse Arbeit geleistet. Die Verhandlungen der Kommission über die Revision der Rheinschiffahrtsakte insbesondere sind von ihm durch umfassende, vorbereitende Arbeiten stark gefördert worden. Man kann heute verschiedener Auffassung über die Zweckmässigkeit seiner – zeitweise sicher zu weit getriebenen – Bemühungen um einen Ausbau des internationalen Regimes der Rheinschiffahrt sein. Seine Verdienste als umsichtiger Verwalter seines Amtes sollen aber hier nicht unerwähnt bleiben und verdienen unsere volle Anerkennung.

Der Beginn der nächsten Session der Kommission ist auf den 11. November d.J. festgelegt worden. Vor welcher Lage sich die Zentralkommission dannzumal gestellt sehen wird, ist heute in keiner Weise vorauszusehen.

78

E 2001 (D) 7/5

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna¹*

L Vertretung der schweizerischen Interessen in Italienisch-Ostafrika

Rom, 20. Mai 1937

[...] Nach der allerletzten Entwicklung der Dinge und in Anbetracht des Umstandes, dass die gegenwärtige Regenperiode für die Durchführung der genannten Mission nicht als besonders zweckmässig erscheint, frage ich mich indessen, ob nicht *vorgängig* des definitiven Beschlusses über eine Mission gründliche Verhandlungen über die Wirtschafts- und Niederlassungsmöglichkeiten in Abessinien geführt werden sollten. Was die Niederlassungsverhältnisse anbetrifft so bringt deren Regelung das Aussenministerium direkt in Vorschlag. Im Anschluss hieran könnte vielleicht direkt in einem Meinungsaustausch auf die kommerziellen Möglichkeiten, die sich der Schweiz bieten sollten, eingetreten werden, dessen Ergebnisse natürlich schriftlich festgelegt werden müssten.

1. *Remarque manuscrite de Bonna en tête du document*: M. Frölicher: la question de l'envoi en Ethiopie d'un agent en mission spéciale passe au second plan; M. Ruegger devrait d'abord déterminer à Rome la situation faite aux intérêts suisses en Afrique orientale italienne. Les propositions qu'il formule semblent très intéressantes.

Zum Schlusse möchte ich noch auf die politische Erwägung zurückkommen, der Sie in Ihrem Schreiben vom 15. April² Ausdruck geben, und wonach die Errichtung einer schweizerischen Vertretung in Addis Abeba, die wirksam im Dienste der schweizerischen Exportförderung zu arbeiten vermöchte, die vom Bundesrat vorgenommene «de jure» Anerkennung innenpolitisch einmal mehr rechtfertigen würde.

Ich gebe mir durchaus von dem Gewicht dieser Erwägung Rechenschaft, umso mehr als wir täglich aus Anfragen schweizerischer Interessenten den verstärkten Eindruck gewinnen, dass eine Klarstellung der uns bereits gemachten Zugeständnisse erwünscht ist. Diesem Gedankengang folgend, möchte ich mir die Anregung erlauben, es seien vom Politischen Departement in zweckmässiger Form folgende Tatsachen der Öffentlichkeit bekannt zu geben:

1. (in vorsichtiger Formulierung) Die Anweisung des Ministeriums für Italienisch-Ostafrika an die Gouvernements in Äthiopien, wonach man, im Rahmen der bestehenden Bestimmungen, schweizerischen Erzeugnissen eine Vorzugsbehandlung angedeihen lassen sollte³.

2. Die grundsätzliche Bereitwilligkeit der italienischen Regierung, unter gewissen, durch die Umstände gegebenen Vorbehalte, über welche noch zu verhandeln sein wird, den italienisch-schweizerischen Niederlassungsvertrag auf Italienisch-Ostafrika auszudehnen.

3. Die Tatsache, dass den als «wohlerworben» betrachteten Rechten von Schweizern in Äthiopien grundsätzlich Rechnung getragen wurde. Es könnte beigefügt werden, dass, im Anschluss oder im Zusammenhang mit angebahnten Verhandlungen, in Aussicht genommen sei, einen Berufsbeamten zu Studienzwecken über die wirtschaftlichen Möglichkeiten nach Äthiopien zu entsenden. Die schweizerische Öffentlichkeit könnte sich damit Rechenschaft geben, dass die Politik des Bundesrates uns bereits nicht unerhebliche Vorteile, die sich im Rahmen der Meistbegünstigung bewegen, gesichert hat.

Auf die von Ihnen aufgeworfene Personalfrage werde ich mir gestatten zurückzukommen, nachdem die vorstehenden Angaben Ihre Würdigung gefunden haben.

2. *Non reproduite.*

3. *Le 18 mai, Ruegger rapportait qu'il Ministero dell'Africa italiana ha nuovamente richiamato l'attenzione del R. Governo Generale dell'A.O.I. sull'opportunità di autorizzare a preferenza l'acquisto in Svizzera di quelle merci di cui si ritenesse necessario l'acquisto all'estero secondo le vigenti disposizioni.*

E 2001 (D) 3/38

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L Voyage de M. Oltramare à Rome

Rome, 22 mai 1937

J'ai l'honneur de revenir sur la correspondance échangée au sujet des audiences accordées par M. Mussolini à M. Georges Oltramare, en vous confirmant en dernier lieu ma lettre du 14 mai¹ et en vous remerciant de la vôtre du 13² de ce mois, qui s'est croisée avec la mienne. Les instructions que vous avez bien voulu me donner dans le but d'attirer l'attention du Gouvernement italien sur l'émotion que provoquent chez nous des visites inautorisées de politiciens suisses – surtout si, à l'occasion de ces visites, l'on vient à discuter des questions touchant le pays dans son ensemble – ont été des plus opportunes. En effet, j'estime qu'il ne faut pas seulement penser au cas qui nous a préoccupé ici en l'espèce. Il s'agit, peut-être avant tout, d'empêcher que des personnes qui ne représentent qu'une infime minorité des courants politiques de notre presse puissent, au moyen d'entrevues répétées, finir par donner ici en haut lieu une image erronée de notre vie politique. A cet égard, je rappelle qu'autrefois, du temps de mon prédécesseur, les voyages réitérés du colonel Fonjallaz³ avaient avec raison retenu notre attention. Je ne souhaite évidemment pas que ce soit actuellement, et pour une nouvelle période, le tour de M. Oltramare.

Dans ces conditions, il m'a paru nécessaire de marquer aussi nettement que possible vis-à-vis du Sous-Secrétaire d'Etat chargé du Palais Chigi (comme vous le savez, le Comte Ciano est actuellement à Budapest) le point de vue que j'avais déjà préalablement souligné en parlant au Ministre De Peppo. Reçu hier par M. Bastianini, j'ai remis au Sous-Secrétaire d'Etat l'aide-mémoire⁴, je crois assez net, dont vous trouverez le texte sous ce pli. (Je m'excuse de n'avoir plus eu la possibilité de vous consulter au sujet de la teneur à donner à cette communication qui, cependant, devait être faite rapidement et qui, à mon sens, s'imposait absolument pour les raisons indiquées ci-dessus; cet aide-mémoire s'inspire, d'ailleurs, des lignes directives que vous m'avez tracées.) Verbalement j'ai ajouté, conformément à vos instructions, que nos relations réciproques qui, par ailleurs, se meuvent dans une atmosphère si favorable, n'étaient pas favorisées par des manifestations de ce genre et par la publicité regrettable donnée aux audiences accordées. J'ai demandé instamment qu'en tout état de cause on veuille bien prendre contact, dans des cas semblables, avec votre Légation, et je n'ai pas caché que ce qui était advenu nous avait tous indisposés. Pour l'information de M. Bastianini, j'ai montré au Sous-Secrétaire d'Etat un

1. Cf. N° 76.

2. Non reproduite.

3. Cf. DDS 11, rubrique II.15.4.

4. Reproduit en annexe.

certain nombre de coupures de presse démontrant l'étendue de la polémique qui s'est engagée chez nous. Je lui ai signalé notamment l'article très sobre du «Journal de Genève» du vendredi 14 mai intitulé: «Une erreur de l'Union Nationale»; la «lettre de Genève» publiée dans la «Gazette de Lausanne» du 15 mai; enfin les entrefilets du «Journal de Genève» des 16 et 18 mai, et finalement, pour montrer le degré de la passion politique qui conduisait M. Oltramare à exploiter les paroles de M. Mussolini, sans aucun doute uniquement inspirées par son sentiment bien connu d'amitié pour notre pays, deux articles du leader de l'Union Nationale dans sa feuille «L'Action Nationale». Je me suis tout particulièrement référé au numéro 207 de l'«Action Nationale» du 15 mai, qui n'aura pas échappé à votre attention, et où M. Oltramare, à propos de la ligne aérienne Turin-Paris, affirme «avoir réussi où nos pouvoirs publics ont échoué», article qui, par ailleurs, est rempli d'attaques contre le Gouvernement Fédéral. M. Bastianini, qui m'a écouté avec sympathie et compréhension, s'est parfaitement rendu compte de notre point de vue. Il a tout de suite exprimé les regrets du Ministère des Affaires Etrangères que des paroles prononcées par le Chef du Gouvernement dans un esprit amical pour notre pays et sans la moindre arrière-pensée, aient été exploitées de la sorte par M. Oltramare aux fins d'une campagne de politique intérieure. Il m'a assuré de soumettre aujourd'hui au Chef du Gouvernement le texte de mon aide-mémoire, avec toutes les explications voulues, et a dit que M. Mussolini serait sans aucun doute dans l'ordre d'idées qu'il venait d'exprimer.

En conclusion, je dois dire que je suis absolument convaincu de l'exactitude de ce que me dit M. Bastianini. Le Chef du Gouvernement a été sans aucun doute pris de surprise par M. Oltramare, qui a exploité en l'espèce, pour des fins de sa campagne, les sentiments d'amitié du Chef du Gouvernement pour la Suisse. Néanmoins, la mise au point très précise à laquelle j'ai procédé aura, je crois, été utile. Elle empêchera le retour de communiqués aussi inopportuns que ceux que nous avons dû relever. En outre, mes déclarations verbales à M. Bastianini, selon lesquelles il était bien regrettable qu'après M. Fonjallaz ce soit à M. Oltramare d'essayer de donner des idées erronées sur notre pays à M. Mussolini, auront, j'espère, des conséquences salutaires. A ce propos, M. Bastianini m'a, par ailleurs, affirmé – et je crois que sur ce point aussi il a raison – que le Chef du Gouvernement savait trop bien juger les personnes pour attribuer une importance appréciable aux dires de gens qui ne représentent pas réellement leur pays.

ANNEXE

Copie

Rome, 20 mai 1937

AIDE - MÉMOIRE

Il y a quelques semaines, l'Office Fédéral aérien s'est adressé au Ministère Royal de l'Aéronautique en exprimant le désir que les Autorités Royales compétentes voulussent bien examiner la possibilité de prévoir une escale à Genève de la ligne aérienne devant relier Turin avec Paris. A l'époque, cette suggestion ne paraît pas avoir eu de suite.

A teneur d'une communication parue dans la presse, un citoyen de Genève ayant eu l'honneur d'être reçu en audience par Son Excellence le Chef du Gouvernement, serait de son propre chef revenu sur la question. Le Ministre de Suisse a le devoir de relever que, ainsi que le Ministère Royal des Affaires Etrangères l'aura sans doute constaté, ladite personne n'avait non seulement aucune qualité pour intervenir dans cette matière faisant l'objet de pourparlers entre les dicastères compétents des deux Gouvernements; mais de plus, d'après les indications transmises par le Gouvernement Fédéral à la Légation de Suisse, il a été vérifié que la personne en question n'avait ni directement, ni indirectement reçu de mandat pouvant l'autoriser à parler au dehors d'une question touchant aux communications entre les deux pays. Pour des raisons de principe et pour éviter tout malentendu, le Ministre de Suisse est obligé de relever ce point.

Il n'en reste pas moins que la question, fort intéressante en elle-même et qui avait déjà été examinée par les Autorités fédérales compétentes et qui avait amené celles-ci à s'adresser au Ministère Royal de l'Aéronautique, continue à retenir l'attention du Gouvernement fédéral. Le Ministre de Suisse a, en conséquence, l'honneur de déclarer que les Autorités fédérales verraient avec plaisir se réaliser, dans l'intérêt du trafic intense entre l'Italie et la Suisse, le projet tendant à prévoir une escale à Genève de la ligne aérienne Turin-Paris.

80

E 2001 (D) 4/1

*Notice du Chef de la Section de la Société des Nations
du Département politique, C. Gorgé¹*

Berne, 24 mai 1937

L'Association suisse pour le suffrage féminin nous demande, par la lettre ci-jointe², de désigner Mlle Emilie *Gourd* comme «conseiller technique des questions sociales» de la délégation suisse à l'Assemblée de la Société des Nations.

Il y aurait, croyons-nous, un certain intérêt à faire entrer une femme dans la délégation suisse, ne fût-ce que pour bien marquer qu'il n'existe pas chez nous, comme on le prétend trop souvent, de préjugés contre la femme. D'un autre côté, la collaboration d'un expert féminin pourrait nous rendre des services à la V^e et même à la I^{re} Commission, qui se trouvent saisies de nombreux problèmes intéressant tout particulièrement les femmes (traite des femmes, statut de la femme, nationalité de la femme, etc.).

Ce serait cependant une erreur, à notre avis, de faire appel à une féministe «militante», à une passionnée du suffrage féminin. Celle-ci se servirait de sa position dans la délégation suisse comme d'un tremplin pour la propagande d'idées qui n'auraient plus guère de rapports avec les intérêts dont la défense est confiée aux délégués suisses à Genève.

1. A l'attention, sans doute, de ses supérieurs. Les paraphes de Motta et de Bonna figurant sur cette notice indiquent qu'ils en ont pris connaissance.

2. Non reproduite.

On aurait beau objecter à cette dame que, membre de la délégation, elle doit s'en tenir aux instructions du Conseil fédéral. Enchaînée peut-être à l'extérieur, elle se rattraperait en livrant bataille à l'intérieur de la délégation. L'atmosphère au sein de celle-ci s'en trouverait complètement transformée.

Ce qu'il faudrait, semble-t-il, à la délégation, ce ne serait pas une féministe notoire, mais simplement une femme intelligente et paisible, ouverte aux problèmes sociaux et ne les ramenant pas tous aux dimensions d'une urne électorale. Pour ma part, j'avais pensé à une personne comme Mlle *S. Ferrière*, du Comité international de la Croix-Rouge.

Quant au choix que nous propose Mme Leuch³, il serait désastreux. Mlle Gourd n'a certainement pas les qualités requises d'un membre de délégation. Elle est trop passionnée; elle l'est au point qu'elle a la tendance de se brouiller avec tous ceux qui ne partagent pas entièrement ses idées. Dernièrement encore, elle a pris à partie Mlle Böschenstein, expert de la délégation suisse à Genève, parce qu'elle n'était pas assez, selon elle, une «militante féministe». Sans qu'elle s'en doute peut-être, elle est plutôt mal vue dans les milieux internationaux. Je tiens de source absolument autorisée que toute la réforme de la Commission des questions sociales aurait eu son origine, pour une bonne part, dans le désir des milieux de la Société des Nations de se débarrasser de cette nouvelle Miss Pankhurst encombrante, irascible et exaltée. Dans certains milieux, on la représente même comme une furie. Lors de la dernière session de la Commission des questions sociales, dont elle suivait les travaux à titre privé, elle ne m'a plus adressé la parole, les derniers jours, parce qu'elle n'avait pas été spécialement invitée par la délégation suisse à l'excursion de Cerlier. Et elle n'avait pas à être invitée, sinon nous aurions dû inviter tous les journalistes et le public qui assistaient à nos séances. Force était de nous restreindre.

Il y a, au surplus, tout lieu de penser que, l'Assemblée passée, une propagandiste assoiffée de bruit et de succès comme Mlle Gourd tirerait le plus fâcheux parti, pour nous, de sa qualité de membre de la délégation suisse. Elle battrait monnaie de ce mandat officiel.

Dans l'intérêt même de la délégation, il paraîtrait donc indiqué de ne pas retenir la proposition de Mme Leuch. Cette proposition n'est pas sérieuse.

Quant au choix de Mme *Leuch* elle-même, il serait meilleur, à tous les points de vue, que celui qu'elle nous suggère. Mais accepterait-elle maintenant d'être nommée à la place de celle qu'elle nous recommande? Sa situation deviendrait bien délicate.

D'autre part, la démarche de Mme Leuch témoigne de l'influence qu'a sur elle Mlle Gourd. Cette influence serait mauvaise, j'en suis convaincu, pour la délégation suisse. Mieux vaudrait ne pas faire appel, dans ces conditions, à une des militantes de l'«Association suisse pour le suffrage féminin». J'incline à penser que ce serait aussi l'avis du Département de Justice et Police, qui, du temps déjà de M. Häberlin, tenait à garder son indépendance entière vis-à-vis de ces trop ardentes féministes.

3. Présidente de l'Association suisse pour le suffrage féminin, signataire de la lettre mentionnée au début de cette notice.

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 52

*La Division des Affaires étrangères du Département politique
aux Légations de Berlin, Londres, Paris, Rome et Vienne*

Copie

L MR Streng vertraulich

Bern, 25. Mai 1937

Im Anschluss an unser Schreiben vom 19. d.M.¹ betreffend die Besprechung Mussolini-Schuschnigg in Venedig beehren wir uns, Ihnen folgendes mitzuteilen:

Seit einigen Monaten, hatte die Österreichische Regierung dem Wunsche Ausdruck gegeben, dass Staatssekretär Guido Schmidt einen Höflichkeitsbesuch in Bern gelegentlich einer Reise durch die Schweiz abstatten könne. Dieser Besuch erfolgte nun anlässlich der Rückkehr des Staatssekretärs von den Krönungsfeierlichkeiten in London.

Dr. Guido Schmidt hatte bei diesem Anlass eine längere vertrauliche Aussprache mit dem Herrn Bundespräsidenten.

Aus den Äusserungen des Staatssekretärs ergibt sich, dass Österreich nach wie vor den römischen Protokollen treu bleibt. Zwar müsse sich jetzt die österreichische Politik der Achse Rom-Berlin anpassen. In Venedig habe aber Mussolini die bestimmte Erklärung abgegeben, dass er sich auch in Zukunft für die Unabhängigkeit Österreichs gegenüber Deutschland einsetzen werde. Diese Zusicherung sei nicht in Zweifel zu ziehen, aber man dürfe leider nicht übersehen, dass in gewissen fascistischen Kreisen eine andere Auffassung Boden gewonnen habe, und man befürchte in Wien, dass diese Auffassung nicht ganz ohne Einfluss auf den italienischen Aussenminister geblieben sei. Vorderhand bestehe jedoch keine Gefahr. In Paris und in London habe der Staatssekretär die Zusicherung erhalten, dass die Weststaaten sich auch weiterhin für Österreich und die Donauländer interessieren werden. Der österreichische Staatssekretär sei aber dafür eingetreten, dass jede Erklärung in Bezug auf Österreich unterbleibe. Österreich werde sich an der morgen beginnenden Völkerbundversammlung durch seinen ständigen Delegierten Pflügl vertreten lassen. Die Anwesenheit des Staatssekretärs selbst in Genf sei nicht erforderlich, nachdem er Gelegenheit gehabt habe, sich in London und Paris mit den dortigen Regierungskreisen direkt auszusprechen. Ein Austritt aus dem Völkerbund, zu dem der deutsche Reichskanzler den Staatssekretär anlässlich seines Besuches in Berlin aufgemuntert habe, komme für Österreich jedenfalls zur Zeit nicht in Frage. Österreich habe sich mit Ungarn dahin verständigt, dass beide Länder, falls überhaupt, nur gemeinsam Genf den Rücken kehren werden.

Den Aufschlüssen Schmidts kann entnommen werden, dass seine politischen Besprechungen in London und Paris nicht eine Neuorientierung der österreichischen Aussenpolitik bedeuten. Vielmehr wollte man wohl durch diese

1. *Non retrouvée. Sur les entretiens de Venise, cf. N° 73.*

Besprechungen zum Ausdruck bringen, dass sich Österreich trotz der bestehenden Bindungen als selbständiger Staat fühlt und dass es gewillt sei, die Beziehungen mit den Weststaaten, die für die Sicherheit Österreichs ebenfalls von Bedeutung sind, aufrechtzuerhalten. Da nicht anzunehmen ist, dass diese Besprechungen ohne Kenntnis und gegen den Willen Italiens erfolgten, darf geschlossen werden, dass Rom in der Frage Österreich wenigstens den indirekten Kontakt mit Paris und London nicht aus den Augen verloren hat.

An Wien:

P.S. Es gereicht uns zum Vergnügen, Ihnen mitteilen zu können, dass Herr Schmidt besonders die guten Beziehungen hervorgehoben hat, die er mit Ihnen unterhält.

82

E 1004.1 1/364

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 25 mai 1937*

875. Subside en faveur de l'action humanitaire de la Croix-Rouge en Espagne

Département politique. Proposition du 12 mai 1937

Département des finances et des douanes. Rapport joint du 20 mai 1937

Depuis que la guerre civile sévit en Espagne, le Comité international de la Croix-Rouge a fait tout ce qui dépendait de lui pour venir en aide à la population civile éprouvée par les événements. Il a envoyé, dans les principaux centres de l'Espagne «rouge» et de l'Espagne «blanche», des délégués ayant pour mission de distribuer du matériel sanitaire et des produits pharmaceutiques, d'organiser un service de nouvelles aux familles, de visiter les prisons et d'obtenir des échanges de prisonniers civils et d'otages. Cette action extrêmement bienfaisante s'est poursuivie jusqu'à ce jour, malgré toutes les difficultés, grâce aux subventions des Sociétés nationales de la Croix-Rouge de la plupart des pays du monde. Ces subventions ont atteint à ce jour la somme de 600 000 francs.

Mais les ressources du Comité s'épuisent, et les dons en nature et en argent des Sociétés nationales se font plus rares, de sorte que l'action humanitaire de la Croix-Rouge sur le sol convulsé de l'Espagne pourrait être arrêtée, faute de fonds, à l'heure où la détresse du peuple espagnol est plus grande. Pour ne pas en venir à cette douloureuse extrémité, le Comité de Genève a dû se résoudre à faire directement appel à la générosité des gouvernements. Dans une circulaire qu'il leur adresse à la date du 27 avril, il expose que le moment lui paraît venu «de demander aux Etats signataires de la Convention de Genève de lui prêter le concours matériel qui lui est indispensable pour poursuivre son œuvre de secours en Espagne». Il insiste sur le fait que son action s'inspire d'une neutralité absolue et «qu'il a scrupuleusement maintenu l'équilibre des dons qu'il

transmet à l'Espagne dite gouvernementale et à l'Espagne dite nationaliste». Il conclut en disant qu'il «y a lieu de penser aujourd'hui, que seulement la générosité de ces gouvernements, s'ils jugent devoir lui accorder cette haute marque de leur confiance, assurerait matériellement la continuation d'une œuvre dont la nécessité paraît impérieuse».

Le Conseil fédéral ne pourrait guère demeurer sourd à cet appel qui lui vient de Genève. La Suisse, berceau de la Croix-Rouge, doit montrer l'exemple, car il y a tout lieu de penser que cet exemple agira sur les autres gouvernements et permettra au Comité international de poursuivre son action humanitaire dans des régions ravagées par la guerre. Sans doute, la Suisse a fait déjà plus que quiconque pour l'œuvre de la Croix-Rouge, mais cette œuvre est un peu sienne et, comme telle, elle exige davantage d'elle. Noblesse oblige. Une interruption, faute de fonds, de l'action humanitaire de la Croix-Rouge serait considérée partout comme un échec, et cet échec rejaillirait nécessairement sur le pays où le Comité international a son siège. L'abandon de cette croisade contre la détresse et la souffrance de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants serait extrêmement regrettable à tous les points de vue, au point de vue suisse comme au point de vue international. L'Espagne est accablée de trop de misères physiques et morales pour qu'il soit possible, en plein XX^e siècle et sous le régime d'une Société des Nations, de l'abandonner égoïstement à son lamentable sort.

La Suisse se devrait de répondre favorablement au pressant appel qui lui est adressé de Genève. Il suffirait, pour manifester ses sentiments de réelle pitié et d'agissante sympathie devant la tragédie espagnole, d'accorder au Comité international un subside de 10 000 francs.

Ce geste du Conseil fédéral serait vivement apprécié par tous. Il serait dans les meilleures traditions helvétiques.

Vu ce qui précède, le Département politique, d'entente avec le Département des finances et des douanes, propose et le Conseil *décide*:

1) d'accorder un subside de dix mille francs au Comité international de la Croix-Rouge pour lui permettre de poursuivre l'action humanitaire qu'il a entreprise en Espagne;

2) de prélever ce montant sur le crédit «Imprévu».

83

E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 8

*Le Ministre de Suisse à Madrid, K. Egger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP III/AH

Madrid, 27. Mai 1937

Die Rückkehr auf meinen Posten erfolgte ohne jeden Zwischenfall, doch wurde die Fahrt durch Militärkontrollen und besonders durch lange Strecken sehr schlechter Strassen erheblich erschwert. Auch die internationale Kontroll-

Kommission bemühte sich in Le Perthus mehr als nötig um unsern Transport. Ein Vergleich zu meiner Reise durch das Weisse Spanien im Monat März ergibt, dass besonders die Strassen verhältnismässig dort viel besser sind als auf der roten Seite. Dort sieht man aber auffallend viel Männer und kriegsfähige Jungmannschaft in allen Dörfern und Städten, während die Felder weniger bebaut sind. Im Weissen Spanien war es umgekehrt. Während ich bei allen Tankstationen in Weiss-Spanien tanken konnte, stehen auf der roten Seite alle Tanksäulen ausnahmslos leer. Benzin ist nur auf umständliche Weise erhältlich. Im roten Spanien hungert man; besonders in den Städten. In Madrid darf man ruhig von Hungersnot reden. Im Weissen Spanien kaufte ich überall weisses Brot.

Barcelona war auffallend ruhig. Leere Barrikaden zeugten noch von den jüngsten blutigen Ereignissen. Das Konsulat hat sich in den Räumen der Schweizer-Schule sehr vornehm eingerichtet. Die Verteilung der Lebensmittel scheint mir musterhaft organisiert zu sein.

Ich besuchte den mir bereits bekannten Präsidenten Companys, zu dem man sich den Weg durch einen ganzen Kordon bewaffneter Prätorianer bahnen muss. Aus seiner Darlegung geht klar hervor, dass er rücksichtslos den Gedanken einer politisch-syndikalistischen Kollektivität verfolgt, die unter Betonung der regionalen, ökonomischen und sozialen Interessen zur Vereinigung des Proletariates führen soll. Einflüssen von aussen und spekulativen Einflüsterungen von Theoretikern und Propagandisten verschliesst er sein Ohr. Er händigte mir, mit einem prächtigen Blumenstrauss mit den katalanischen Farben für meine Frau, einen Geleitschein für die Weiterreise aus, der auf den Namen lautete: «Ministro de Suiza, camarada Carlos Egger.» In Valencia tauschte man ihn auf dem Staatsministerium mit der Bemerkung aus, sein Inhalt sei «verdaderamente curioso».

In Valencia hatte ich eine Unterredung mit dem neuen Minister des Äussern Giral. Sie drehte sich hauptsächlich um die bevorstehenden Verhandlungen in Genf. Die Ergebnisse werden für die innere spanische Politik entscheidend sein. Ich benutzte die Gelegenheit, um auf die endgültige Erledigung der Evakuierungsfrage zu drängen, musste aber feststellen, dass ein Minister des Innern zur Kriegszeit tagelang an den Fronten herumreist, ohne dass sein ihn vertretender Kollege die Ermächtigung zu der Unterschrift besitzt, die wir so dringlich benötigen.

Der General-Direktor des Staatsministeriums, Ureña, gab unverholen seiner Genugtuung über meine Rückkehr nach Spanien Ausdruck, betonte aber, die Regierung sei in Valencia. Ich erwiderte, es dürfte wohl kaum möglich sein, eine Wohnung zu finden, wenn ich mit meiner Frau in der letzten Nacht auf unserer Konsularagentur habe biwakieren müssen, weil man vergeblich nach einer anderen Unterkunft gesucht habe. Er war verlegen entwarfnet.

Die neue Regierung Negrin ist zweifellos eine glückliche Zusammensetzung. Sie bedeutet einen merkbaren Ruck nach Rechts, wird aber gegen die Angriffe der Extremisten einen schweren Stand haben. Der Fall von Bilbao und eine Niederlage in Genf dürften zwangsmässig ihren Fall herbeiführen. Im «Radio-Madrid» höre ich bereits äusserst scharfe Angriffe und Verunglimpfungen der Regierung von Valencia.

In Barcelona und Valencia und, wie man mir sagt, auch in Madrid wird das Volk mit jedem Tag kriegsmüder. Die lange Dauer des Krieges und der Hunger zermürben die Geduld und die Begeisterung. In Barcelona wurde vor einigen Tagen das Gerücht über den Abschluss eines Waffenstillstandes verbreitet, man sagt durch die Regierung selbst, um durch diesen Versuchsballon die Atmosphäre der Volksempfindlichkeit festzustellen. Auf den Märkten habe man vor Freude die Körbe in die Luft geschleudert und auf den Strassen sei getanzt worden. Unter dem steten Donner der Geschütze ist die stumpfe Resignation in Madrid besonders sichtbar.

In Valencia und in Madrid hatte ich bereits Gelegenheit, mit den Vertretern des Intern. Roten Kreuzes Fühlung zu nehmen. Dr. Junod ist der bestimmten Auffassung, dass die Zahl der durch Francos Truppen ermordeten Zivilpersonen weit grösser sei als die der Roten. Die Falangisten seien genau so fanatisch und grausam wie die Anhänger der F.A.I., und wenn man weniger davon vernimmt, sei es, weil es sich bei ihnen meistens um die Abschachtung ganzer Dorf- und Landbevölkerungen handelt, während die Exekutionsliste der Roten Namen aufweist, die man kennt und bei denen man aufhorcht und über die die Welt spricht. Die Zahl der Opfer und die Grausamkeiten seien aber auf beiden Seiten entsetzlich.

Die Einfahrt in Madrid geschah unter Einschlägen von Granaten, die nun auch in unsern bisher sichern Stadtteil fallen. Einen fast grösseren Eindruck (und das will doch etwas sagen) machten auf uns aber die Veränderungen in unserm Hause, das einer Karawanserei gleicht mit betrübenden Spuren früherer Einquartierungen. Im Garten sind Sand- Kartoffel- und Kohlsäcke aufgetürmt, die Salons sind von der Kanzlei belegt, in den andern Zimmern schlafen Asylierte und Wächter, und zum Wohnen können wir gerade über zwei Räume verfügen. Im Keller sind die Waren- und Verkaufsmagazine. Die übrigen Räume sind bis zur Diele vollgepropft mit Habseligkeiten unsrer Landsleute, vom Goyabild bis zur Bratenpfanne. Ich erwähne dies im Rahmen dieses Berichtes, weil Herr Walo van Greyerz¹ jüngst noch in einem von Ihnen sicher auch beachteten Artikel «Bedenkliche Zustände in unsrer Diplomatie» zu schreiben wagte, die Landsleute in Madrid «müssten die schönen Möbel des Herrn Gesandten hüten». Das Gegenteil ist der Fall!

1. *Note marginale de Motta*: Dieser Herr von Greyerz!!

E 2001 (D) 4/22

*Le Président de la Confédération, G. Motta
au Chef du Département militaire, R. Minger*

Copie

L MC

Berne, 5 juin 1937

Pour faire suite à nos communications antérieures et en nous référant à votre lettre N° 34/3/2/1 B/R, du 2 avril¹, nous avons l'honneur de vous envoyer sous ce pli le texte de la résolution adoptée, le 31 mai, par le Bureau de la Conférence du désarmement².

Comme nous l'avions prévu, le Bureau n'a guère pu que constater l'impossibilité, dans les circonstances actuelles, de reprendre activement les travaux de la Conférence.

On peut se demander si le Gouvernement français a été bien inspiré en prenant l'initiative d'une réunion dont rien de positif ne pouvait sortir, surtout en l'absence de grandes puissances comme l'Allemagne et l'Italie. Pour notre part, il a eu tort d'éveiller de nouvelles illusions dans certains esprits. Le désarmement est une grande chose, avec laquelle il ne faut pas jouer. Ces échecs successifs d'une généreuse idée peuvent faire plus de mal que de bien.

Quoi qu'il en soit et pour sauver, dans une certaine mesure, la face, le Bureau a toutefois décidé – et nous n'aurions eu aucune raison de nous y opposer – de consulter les gouvernements sur la possibilité de mettre en vigueur un accord sur la publicité des dépenses et sur la création d'un organe de contrôle ou de coordination. Ce serait, dit-on, un premier pas dans la voie du désarmement.

Nous aurons, sur ce point, à répondre au Secrétariat de la Société des Nations. Mais nous pouvons attendre, pour le faire, que nous ayons reçu la circulaire d'usage et, notamment, les procès-verbaux de la réunion.

Ajoutons – et vous l'aurez lu dans les journaux – que les Etats scandinaves ont fait machine arrière et ont renoncé, pour le moment du moins, à mettre en vigueur entre eux certaines parties du projet de convention générale sur le désarmement. Ils se sont heurtés à des résistances de la part de la Grande-Bretagne, qui n'aimait pas beaucoup cette initiative isolée.

P.S. Comme vous le savez, nos services avaient coutume de transmettre sans autre à M. le Colonel Züblin, à Zurich, une copie de toutes les communications que nous vous faisons au sujet des questions touchant au désarmement. Cette pratique a été suivie durant plusieurs années. Les circonstances s'étant profondément modifiées, nous croyons pouvoir y renoncer et laissons à votre Département le soin d'écrire, le cas échéant, à M. Züblin.

1. *Non reproduite.*

2. *Non reproduite.*

J.I.1.1/2

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L Personnelle

Rome, 5 juin 1937

Laissez-moi tout d'abord vous dire ma plus vive gratitude pour votre bonne pensée de m'envoyer un exemplaire de la «series secunda» de «Testimonia Temporum»¹. Votre dédicace m'a infiniment touché. Je n'ai pas besoin de vous dire que ce volume sera, avec le premier tome de «Testimonia Temporum», le volume de ma bibliothèque auquel je tiens le plus. Les deux tomes, qui reflètent votre activité politique, me rappellent tant de moments que j'ai eu le grand privilège de pouvoir vivre avec vous.

Dans votre lettre du 13 mai² vous voulez bien faire allusion à l'exemplaire que vous avez voulu munir d'une dédicace personnelle à l'adresse de M. Mussolini. A cet égard, je dois malheureusement vous avouer que, pour des raisons tout à fait indépendantes de ma volonté, cette transmission dont vous m'aviez chargé a été retardée. Lors du dernier entretien que j'ai eu avec le Chef du Gouvernement et qui remonte malheureusement à la fin de l'année dernière, j'avais parlé, il est vrai, de la préparation du tome II des «Testimonia Temporum». Lorsque j'ai reçu de vous le volume, et peu après les deux tomes de l'antologia des «Scrittori della Svizzera italiana»³, j'en avais informé sans délai le Ministre des Affaires Etrangères, M. Ciano, auquel j'avais manifesté l'attente de pouvoir les remettre personnellement au Chef du Gouvernement. M. Ciano paraissait approuver mon idée, mais m'avait engagé d'attendre le retour du Chef du Gouvernement du voyage alors préparé pour la Libye. Je dois dire, en outre, que depuis que M. Mussolini s'est dessaisi du portefeuille des Affaires Etrangères, l'accès au Chef du Gouvernement est, en principe, barré aux Chefs de Mission, y compris les Ambassadeurs des plus grandes puissances, qui ne cessent, d'ailleurs, de s'en plaindre. (C'est ainsi que l'Ambassadeur des Etats-Unis, M. Phillips, ancien Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, m'a laissé comprendre sa surprise de ne pas voir le Chef du Gouvernement, alors que les innombrables correspondants de journaux américains voient continuellement le Duce.) En ce qui me concerne, M. Ciano m'avait dit que M. Mussolini me verrait certainement très volontiers, mais comme il n'avait plus fait signe (et en jugeant de plusieurs autres indices), j'ai l'idée que le Ministre des Affaires Etrangères, lui-même très désireux, comme vous le savez, de régler toujours avec une parfaite obligeance nos questions italo-suisse, n'avait peut-être pas le désir que j'entretienne M. Mussolini, à la veille de l'Assemblée de la

1. *Recueil de discours de Motta.*

2. *Non retrouvée.*

3. *Publiés par le Département de l'Instruction publique du Canton du Tessin.*

Société des Nations, de problèmes généraux intéressant aussi notre pays, et dans un sens qui n'est pas celui de l'«axe».

J'ajoute que M. Bastianini, Sous-Secrétaire d'Etat, que j'ai vu récemment, comme vous le savez, à propos de l'escapade de M. Oltramare, m'avait encouragé à aller voir le Chef du Gouvernement «dès le retour du Comte Ciano», alors absent à Budapest. En ce moment, toutefois, je dois dire que je ne vois pas un intérêt spécial, nos affaires en cours ayant une marche satisfaisante, à insister tout particulièrement pour une audience auprès du Chef du Gouvernement, que je pourrais en revanche désirer voir personnellement plus tard. Dans ces conditions, j'ai prié M. Bastianini d'assurer la transmission au Chef du Gouvernement de votre volume, des deux tomes envoyés par le Conseil d'Etat tessinois ainsi que d'une lettre d'accompagnement que j'ai adressée à M. Mussolini.

P.S. Bien entendu, en cas de nécessité, je pourrai voir Mr. M. sans passer par le Ministre des Affaires Etrangères.

86

E 2001 (D) 1/32

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

L Relations italo-suisse

Rome, 11 juin 1937

J'ai lu avec l'intérêt que vous devinez le compte-rendu sommaire, publié dans les journaux, des déclarations que vous avez faites mardi dernier au Conseil des Etats au sujet de la reconnaissance par la Suisse de la souveraineté italienne en Ethiopie et des relations italo-suisse en général. Si je me suis permis de télégraphier au Département pour solliciter l'envoi du compte-rendu sténographique complet de ces déclarations², c'est parce que je souhaiterais en communiquer la teneur complète au Comte Ciano. Dans le moment actuel surtout, votre appel indirect au retour de l'Italie à la Société des Nations pourra avoir une importance notable.

Je serais également très heureux de recevoir, le moment venu, si vous n'y voyez pas d'objections, le texte des déclarations que vous serez amené à faire sur le même sujet devant le Conseil National³, où la lutte sera peut-être plus âpre. Je ne sais, Monsieur le Président, si je puis m'autoriser à vous faire, en vue de ces déclarations au Conseil National, une suggestion. Je me permets,

1. *En tête du document figure la remarque suivante de Bonna*: M. Keel. Pour envoyer à M. Ruegger le compte rendu de la discussion en soulignant que M. Motta a tenu compte de la suggestion formulée. 16/6. Bo. *Cf. la fin de la réponse de Motta à l'interpellation Meierhans sur la reconnaissance de la souveraineté italienne en Ethiopie (Conseil national, séance du 15 juin 1937, E 1301 I/323, p. 200).*

2. *En marge, à propos du compte rendu, cette annotation de Bonna*: Il a été envoyé. *Pour ce compte rendu, cf. Conseil des Etats, séance du 8 juin 1937, E 1401 I/240, p. 72.*

3. *Cf. note 1.*

cependant, à toutes fins utiles, d'émettre une *idée* dont la réalisation serait, je crois, utile au point de vue des affaires en cours ici et aussi pour renforcer l'ambiance favorable heureusement créée. Il me paraît possible que vous jugerez opportun de faire une allusion, au cours de votre discours sur la gestion en 1936, aux paroles et aux actes d'amitié de M. Mussolini à l'égard de la Suisse, et en particulier au discours de Milan de novembre dernier⁴. Serait-il possible à ce propos d'associer le Comte Ciano à cette constatation des dispositions amicales du Chef du Gouvernement? Un mot de *vous* disant que nous apprécions la part prise par le Ministre des Affaires Etrangères à la consolidation de l'amitié italo-suisse et reconnaissant, par exemple, «l'esprit de collaboration internationale» démontré par le Ministre des Affaires Etrangères aurait, je crois pouvoir en être sûr, au point de vue de la situation vue d'ici, *plus* que la valeur d'un encouragement. Le Comte Ciano n'ignore pas qu'il a de nombreux adversaires. Un jugement favorable sur son activité sur le plan international serait d'autant plus apprécié par lui, et il en saurait gré à la Suisse. Je ne puis assez répéter que tout travail constructif tendant à avancer les affaires en cours, *quelles qu'elles soient*, se fait ici par «indirizzi» venant d'en haut. Or, aujourd'hui, non seulement les services du Ministère des Affaires Etrangères, autrefois souvent si lents, savent que le Ministre désire personnellement voir régler rapidement, et pour autant que possible dans le sens de nos désirs, les questions que nous présentons; cet «indirizzo» du Ministre des Affaires Etrangères, qui est actuellement le collaborateur le plus influent de M. Mussolini, a pénétré dans tous les Ministères techniques. (Soit dit en passant, nous avons ici une preuve de l'importance primordiale de maintenir une atmosphère *politique* favorable. Les affaires techniques, commerciales et autres se règlent bien plus facilement et souvent automatiquement ensuite, quoi qu'en puissent dire les milieux «spécialistes» aussi de chez nous, qui voudraient parfois mettre les questions techniques au premier plan, en affectant de ne pas considérer comme important ce qui est «politique».)

Je ne voudrais citer que quelques séries de cas typiques: Au point de vue du marché du travail, nous jouissons encore d'une situation privilégiée, atteinte dans la même mesure par la seule Allemagne; la situation de nos compatriotes en tant qu'étrangers dans les établissements travaillant pour la défense nationale est, en raison des directives du Comte Ciano, moins difficile que celle des ressortissants d'autres Etats se trouvant dans une position analogue. Aussi dans le domaine économique, on connaît cet «indirizzo», donné souvent par écrit par le Comte Ciano, qu'il s'agisse de l'Ethiopie ou des relations commerciales normales entre les deux pays (M. Max Huber pourra vous confirmer que la «Maschinenfabrik Oerlikon» peut faire travailler des ouvriers suisses pendant une année pour une commande de transformateurs, placée exclusivement grâce au bon climat politique italo-suisse); je ne parle même pas des affaires des Tessinois expulsés, dont la solution a été facilitée par le règlement de l'affaire A'Prato⁵, règlement qui nous a valu surtout le resserrement du contrôle sur l'activité des irrédentistes.

4. Cf. DDS 11, Nos 316, note 7, et 324.

5. Cf. N° 6 et table méthodique.

Or, un mot reconnaissant l'action du Comte Ciano et l'encouragement, au surplus, à se tourner vers la collaboration internationale, renforcerait et prolongerait probablement le climat favorable actuel. Il va sans dire, Monsieur le Président, que je ne vous sou mets cette idée que pour ce qu'elle vaut et en considérant la situation *ici*; vous seul possédez les éléments d'appréciation permettant de juger s'il est opportun de faire une allusion dans ce sens devant le Conseil National.

87

E 2001 (D) 1/106

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L MB. Vertraulich

Bern, 12. Juni 1937

Die deutsche Regierung hat in Bern mitteilen lassen, dass sie beabsichtige, die deutschen Befestigungen am Rhein vom Isteinerklotz bis an die Schweizergrenze weiterzuführen. Die Deutsche Gesandtschaft hat sich zunächst mit dem Politischen Departement verständigt, wem und in welcher Form diese Mitteilung zu machen sei. Sie erfolgte dann durch den deutschen Militärattaché, Oberstleutnant von Ilsemann, an den schweizerischen Generalstabschef. Vor der Besprechung fand zwischen dem Generalstabschef und dem Eidgenössischen Politischen Departement ein Meinungs austausch statt. Die Antwort, die Herr Oberstkorpskommandant Labhart dem deutschen Militärattaché erteilte, erfolgte im Einvernehmen mit dem Politischen Departement.

Wir beehren uns, Ihnen in der Beilage eine Aktennotiz von Herrn Oberstkorpskommandant Labhart über die erwähnte Besprechung zur gefälligen Kenntnisnahme zu übersenden¹.

Falls Sie von deutscher Seite in dieser Angelegenheit angesprochen werden sollten, wären wir Ihnen zu Dank verbunden, wenn Sie ebenfalls offiziös den Standpunkt zum Ausdruck bringen wollten, den der Generalstabschef dem deutschen Militärattaché gegenüber vertreten hat.

Wir möchten noch ergänzend erwähnen, dass das Befestigungsverbot von Hünigen sich nur auf das linke Rheinufer bezieht und dass die Schweiz somit keinen Rechtsanspruch gegenüber Deutschland hat auf Unterlassung von Befestigungsanlagen auf dem rechten Rheinufer. Um 1901 hat Deutschland ebenfalls die Absicht mitgeteilt, die Höhe von Tüllingen zu befestigen. Es wurden damals Schritte bei der deutschen Regierung eingeleitet, die sich zwar nicht auf rechtliche Ansprüche stützen konnten, sich aber aus dem freundschaftlichen Verhältnis ergaben. Die deutsche Regierung verzichtete schliess-

1. Cf. annexe.

lich auf die Durchführung der erwähnten Befestigung, wahrscheinlich offenbar weil ihr keine grosse Bedeutung beigelegt wurde und weil der Reichstag Schwierigkeiten machte in der Gewährung der hiezu nötigen Kredite.

ANNEXE

DEUTSCHE BEFESTIGUNGSANLAGEN BEI BASEL
BESPRECHUNG VOM 11. JUNI 1937

Der deutsche Militärattaché, Oberstlt. von Ilseemann, war heute bei mir und teilte mir im Auftrag der Reichsregierung mit, dass Deutschland beabsichtige, auf dem rechten Rheinufer, vom Isteinerklotz bis an die Schweizergrenze, Befestigungsanlagen zu erstellen. Auf meine Frage, ob diese Mitteilung im Auftrag der Reichsregierung oder der Heeresleitung erfolge, antwortete Oberstlt. von Ilseemann, er spreche im Auftrag der Reichsregierung; Herr Minister Köcher habe ihn damit beauftragt, weil es sich um eine militärische Frage handle.

Ich sagte Oberstleutnant von Ilseemann, dass uns die Anlage von Befestigungen unmittelbar vor den Toren Basels sehr unerwünscht seien. Dabei wies ich auf den Zweck der Hünigerklausel des Pariser-Vertrages hin und teilte mit, dass nach unsern Informationen sich die Franzosen bisher an die Bestimmungen dieses Vertrages gehalten hätten. Sie hätten bis jetzt keine eigentlichen Befestigungsanlagen im Umkreis von 3 «lieues» (eine französische «lieue» = 4445 m) angelegt. Was sie bis jetzt gebaut hätten seien nur kleine Sperren und nicht eigentliche Befestigungsanlagen. Wenn nunmehr die Deutschen die Tüllinger-Höhe befestigten, würden sich unseres Erachtens die Franzosen nicht mehr an den Vertrag von 1815 gebunden fühlen und ihre Befestigungsanlagen ebenfalls an die Grenze vorschieben. Je näher solche Anlagen an Basel zu liegen kämen, desto grösser sei die Gefahr von Neutralitätsverletzungen oder sogar des Einbezugs der Stadt Basel in das Kriegsgebiet.

Ich wies ferner auf das freundschaftliche Verhältnis zwischen Deutschland und der Schweiz und zwischen der deutschen und der schweizerischen Armee hin und sprach den Wunsch aus, es möchte alles vermieden werden, was geeignet sei diese guten Beziehungen zu trüben. Wenn Deutschland auf der Tüllingerhöhe baue, werde das sofort bekannt werden und, weil es als unmittelbare Bedrohung aufgefasst würde, eine starke Erbitterung in unserer Bevölkerung hervorrufen. Von französischer Seite werde dann nicht verfehlt werden, Deutschland als den Störefried hinzustellen.

Als Ergebnis der Besprechung ersuchte ich Oberstleutnant von Ilseemann, dahin wirken zu wollen, dass die deutsche Heeresleitung vorerst einmal die Frage prüfe, ob es mit Rücksicht auf die Erhaltung der freundschaftlichen Beziehungen der beiden Länder nicht besser wäre, die Sperranlagen weiter rückwärts in die Täler zu verlegen, ähnlich wie es die Franzosen getan haben. Dadurch würde auf deutschem und französischem Gebiet, die gleiche, für uns einigermassen erträgliche Situation geschaffen.

Oberstleutnant von Ilseemann sprach sich dahin aus, dass er eine solche Lösung sehr gerne vorschlagen und auch empfehlen wolle. Wir kamen überein, vorerst das Resultat dieser Unterredung abwarten zu wollen.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L

Berlin, 15. Juni 1937

Indem ich Ihnen für Ihre Mitteilungen vom 7. dieses Monats¹ danke, beeile ich mich, Sie davon zu verständigen, dass ich heute bei Freiherrn von Weizsäcker war, um durch ihn in der Rheinfrage den Kontakt mit dem Auswärtigen Amte wiederaufzunehmen.

Ich überreichte ihm mit den gebührenden mündlichen Ausführungen den von der Rheinzentralkommission in ihrer April-Tagung verabschiedeten Entwurf zu einer Rheinschiffahrtspolizeiordnung, der, wie ich nachdrücklich hervorhob, in weitgehender Zusammenarbeit mit den frühern deutschen Vertretern in der Kommission zustande gekommen ist und demnach den deutschen Wünschen und Bedürfnissen entsprechen muss. Da Freiherr von Weizsäcker wenig im Bilde zu sein schien, bemerkte ich alsbald, dass ich ihn damit hätte verschonen können, wenn der zur unmittelbaren Mitarbeit mit ihm berufen gewesene Gesandte Dr. Martius nicht über die Meere gezogen wäre. Freiherr von Weizsäcker bestätigte, dass das seiner Abteilung bisher zugeteilte Amt eines Delegierten bei den Internationalen Stromkommissionen aufgehoben und sein umfangreiches Archiv – er wisse selbst nicht genau wohin – weggeschafft worden sei.

Als ich den Vertreter des Auswärtigen Amtes fragte, ob man sich hier wohl schon eine Vorstellung darüber gemacht habe wie eine fast notwendigerweise übereinstimmende Schiffahrtspolizeiordnung von den beteiligten Staaten unter den derzeitigen Umständen aufgestellt und angewendet werden solle, wies Freiherr von Weizsäcker auf die Stelle der deutschen Note vom 14. November vorigen Jahres hin, wonach die Wasserstrassenbehörden angewiesen seien, mit den zuständigen Behörden der andern Anliegerstaaten gemeinsame Fragen in unmittelbarem Verkehr zu erörtern. Es schiene deshalb angezeigt, dass sich die schweizerischen technischen Stellen jenes Weges bedienen, um die von mir gewünschten Aufschlüsse zu erhalten.

Hierauf erwiderte ich, dass es sich beim deutscherseits bevorzugten Vorgehen wohl vorab um präzise technische Punkte handeln sollte, die eben technische Behörden selbst entscheiden könnten, nicht aber um allgemeine Angelegenheiten wie die eines weitem Vorgehens zur Erreichung einer zwischenstaatlichen Übereinstimmung. Würden unsere technischen Stellen mit den deutschen im vorliegenden Falle Fühlung nehmen, so müssten sich letztere zweifelsohne doch mit den zentralen Stellen, folglich auch mit dem Auswärtigen Amte in Verbindung setzen, und damit ginge nur viel Zeit verloren.

1. *Non reproduites; au sujet du Rhin, cf. N° 77.*

Der Leiter der Politischen Abteilung liess den Einwand gelten und nahm den Polizeiordnungsentwurf zur Prüfung der aufgeworfenen Frage aus meinen Händen entgegen. Wir dürfen dies vielleicht schon als einen kleinen formalen Fortschritt bewerten, wenn wir bedenken, dass die deutschen Regierungsstellen die ihnen von der Rhein-Zentralkommission seit vergangenem November zugestellten Dokumente als «refusiert» an den Absender zurückgelangen liessen. Im Verfolge unseres Gesprächs gab Freiherr von Weizsäcker, wie übrigens früher schon einmal, mir gegenüber zu, dass man in der Rheinfrage mit der Zeit zu gewissen zwischenstaatlichen Verständigungen kommen müsste. Ich bestätigte unsere entsprechende Überzeugung, ohne aber von einer bereits für den Herbst in Aussicht genommenen Konferenz zu sprechen. Ich glaubte vorderhand grosse Vorsicht walten lassen zu sollen, um nicht schon die Folgen eines ersten Schrittes zu gefährden. Es wird sich zeigen, ob eine spätere Besprechung gestattet, etwas weiter vorzudringen.

Es wäre mir gedient, zu meinem Gebrauch ein weiteres Exemplar des Entwurfes zu einer Schifffahrtspolizeiordnung zu erhalten².

2. *Par Aide-Mémoire du 23 juillet 1937 remis à Dinichert, l'Office allemand des Affaires étrangères répondait ainsi à la démarche du diplomate suisse:* Auf Grund der Erklärung der Reichsregierung vom 14. November 1936 ist zur Regelung der schifffahrtspolizeilichen Verhältnisse auf dem Rhein, soweit er deutsches Hoheitsgebiet durchfliesst, die Ausarbeitung einer Rheinschiffahrt-Polizeiverordnung in Angriff genommen worden. Die Verordnung wird so abgefasst werden, dass sie auch auf die Nebenflüsse des Rheins ausgedehnt werden kann. In der Annahme, dass die übrigen Anliegerstaaten des Rheins den Entwurf der Rheinschiffahrtspolizeiordnung, den der Ausschuss zur Revision der Rheinschiffahrt-Polizeiverordnung im September 1936 hergestellt hat, der Regelung auf dem ausserdeutschen Teil des Rheins zu Grunde legen wollen, wird die deutsche Verordnung diesen Entwurf in seinem materiellen Inhalt nach Möglichkeit übernehmen. Hierdurch soll sichergestellt werden, dass die Rheinschiffahrt in allen Anliegerstaaten des Rheins die gleichen schifffahrtspolizeilichen Vorschriften vorfindet.

Die deutsche Verordnung wird nach ihrer Fertigstellung im Entwurf den Wasserstrassenverwaltungen der Rhein-anliegerstaaten zur Kenntnis gebracht und diese gleichzeitig zu einer Besprechung über die von ihnen etwa erbetenen textlichen Berichtigungen eingeladen werden. Die Besprechung ist für Ende September am Rhein in Aussicht genommen.

E 2001 (D) 1/100

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L Introduction de littérature irrédentiste

Rome, 19 juin 1937

En me référant à votre lettre du 18 mars dernier¹, j'ai l'honneur de vous communiquer, avec la présente, double copie d'une note² par laquelle le Ministère des Affaires Etrangères m'informe que, malgré les recherches diligentes effectuées par les autorités compétentes, il n'a pas été possible, jusqu'à présent, d'identifier les auteurs et expéditeurs de cartes à tendance irrédentiste envoyées à des citoyens suisses d'Italie. Nous avons parlé à nouveau de la question au Ministère dans le courant du printemps, mais il ne semble pas que l'on ait pu trouver des éléments concrets dans cette affaire, malgré la bonne volonté que j'ai constaté de la part des autorités.

Le Ministère ajoute que les instructions ont été données pour exercer une surveillance de nature à éviter la répétition de semblables envois.

Si de nouveaux cas sont venus à la connaissance des autorités fédérales, vous voudrez bien me les signaler avec le plus de documentation et de détails précis à l'appui, afin que je puisse revenir à la charge en vue d'une reprise de l'enquête.

ANNEXE

E 2200 Rom 22/5

N

Roma, 17 giugno 1937. XV.

Con riferimento alla Nota Verbale n. 1/C/4, 0080, del 27 gennaio scorso, il R. Ministero degli Affari Esteri ha l'onore di comunicare alla Legazione di Svizzera che, nonostante le più diligenti indagini effettuate dalle competenti Autorità del Regno, non è stato finora possibile identificare gli ideatori, stampatori e speditori delle cartoline dirette dall'Italia a cittadini svizzeri del Canton Ticino³.

È stata comunque disposta la vigilanza del caso per impedire l'eventuale ripetersi di tali spedizioni.

-
1. *Non reproduite; l'affaire est exposée dans le document publié sous N° 18.*
 2. *Reproduite en annexe dans sa version originale, la copie adressée à Berne étant incomplète.*
 3. *Selon un rapport secret du Ministère public fédéral, adressé le 1^{er} juin 1938 au Président de la Confédération, J. Baumann, l'expéditeur de ces cartes aurait été Aurelio Garobbio: [...] Die Bundesanwaltschaft, die Ende Februar dieses Jahres mit dem Schlussbericht des Sekretärs des Untersuchungsrichters auch die alten Akten über Garobbio erhielt, bei welchen sich verschiedene handgeschriebene Briefe des Beschuldigten befanden, konstatierte eine grosse Ähnlichkeit der Schriftzüge auf den Umschlägen der irredentistischen Sendungen mit denjenigen der authentischen Schrift Garobbios. Zusammen mit verschiedenen andern Sendungen wurden auch die Briefumschläge dieser Weihnachtskärtchen, welche seinerzeit einen Sturm der Entrüstung in der Presse hervorgerufen hatten, dem Schriftexperten, alt Sekundarlehrer E. Vögeli, Wylersstrasse 28 in Bern, vorgelegt. Der Experte kam zum Schluss, dass die Adressen zweifellos von Garobbio geschrieben worden seien. [...]*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 juin 1937

1042. Convention entre la Suisse et la République argentine
au sujet de l'immigration et de la colonisation

Département politique. Proposition du 16 juin 1937

1. En date du 21 avril écoulé, la Légation de Suisse à Buenos Aires a transmis au département politique un projet de convention¹ relatif à l'immigration et à la colonisation, qui lui avait été soumis par M. Saavedra Lamas, Ministre des affaires étrangères de la République argentine. Sa teneur était identique à celle d'une convention qui venait d'être signée entre la République argentine et les Pays-Bas sous réserve d'approbation par le gouvernement de ce dernier pays.

A cette occasion, M. Saavedra Lamas mentionna certaines conversations qu'il eut l'année dernière à Genève avec le Chef du département politique et il souligna la préférence que le gouvernement argentin donnerait à l'immigration suisse, ainsi qu'à celle des pays du nord de l'Europe. Le Ministre de l'agriculture, M. Carcano, avait fait des déclarations analogues quelques jours auparavant. D'autre part, le Président de la République, général Justo, dont les fonctions expireront en mars 1938, désirerait qu'un programme de colonisation appuyé sur une immigration ne provenant que de quelques pays choisis, dont la Suisse, fût réalisé sous sa présidence.

Le projet de convention constitue une entente préliminaire engageant les parties contractantes à se fournir réciproquement les renseignements suivants, dont la nature est décrite aux articles 1 et 2 du projet :

Le gouvernement argentin renseignera le gouvernement suisse sur toutes les conditions qui sont à la base de l'immigration et de la colonisation.

Il fournira de même tous autres renseignements utiles.

Le gouvernement suisse renseignera le gouvernement argentin sur le nombre des personnes ou familles qui seront disposées à se déplacer, individuellement ou collectivement, pour se vouer aux travaux agricoles et à l'élevage et donnera aussi tout autre renseignement complémentaire désirable.

L'article 3 stipule la création d'une commission mixte de trois représentants pour chacune des parties contractantes, qui aurait son siège à Buenos Aires.

Selon les renseignements fournis par la Légation de Suisse à Buenos Aires, il serait possible, moyennant l'intervention du gouvernement argentin et des institutions de crédit officielles, telles que la Banque nationale argentine et la Banque hypothécaire nationale, d'obtenir pour les colons suisses, qui devraient être des agriculteurs, des terres fertiles, situées dans les provinces de Buenos Aires, Santa Fé et Cordoba, et Pampa, sur la base suivante :

Les terres seraient vendues totalement à crédit. Le 10% du prix d'achat

1. Dossier relatif à l'affaire non retrouvé. Sur l'émigration suisse en Argentine, cf. notamment E 7175 (A) 1/35 et 37.

devrait être versé après la quatrième année. Le solde devrait être amorti au cours de 30 ans, sans intérêt ou avec un taux très réduit.

Ces conditions ont été énoncées par le Ministre de l'agriculture dans le message accompagnant le projet de loi de colonisation présenté au parlement.

2. La plupart des pays d'outre-mer établissent des prescriptions très sévères afin de restreindre l'immigration individuelle. Leur objet principal est de réserver le marché du travail à leurs propres nationaux, surtout en ce qui concerne les métiers et professions. Quelques pays de l'Amérique du Sud, par contre, ayant à coloniser une partie considérable de leur territoire, ont tout intérêt à favoriser l'immigration. Il leur est arrivé de réaliser des expériences désagréables en ne s'opposant pas à l'entrée d'éléments paraissant inoffensifs, mais qui se révélèrent plus tard comme des ennemis de l'ordre établi. D'autres fois, au lieu de s'adapter aux conditions de vie de leur nouvelle patrie, les immigrants se constituèrent en groupes isolés, se laissant diriger par les habitudes générales et les principes politiques de leur pays d'origine.

Aussi ces Etats tiennent-ils à s'entourer de toutes les précautions possibles pour éviter le retour de pareilles surprises. A cet effet, ils s'efforcent de développer leur immigration au moyen d'arrangements conclus avec certains pays d'émigration choisis, de sorte que l'émigration individuelle tend à devenir de plus en plus difficile et à être remplacée, peu à peu, par une action d'Etat à Etat, bien coordonnée, contrôlée dans la mesure du possible et offrant de ce fait le maximum de garanties aux pays d'immigration, comme d'avantages aux immigrants. La Suisse a aussi été pressentie, en ce qui concerne la conclusion d'arrangements de ce genre, par le Chili, l'Uruguay, le Vénézuéla et le Panama.

En concluant des arrangements semblables à celui qui lui est proposé par l'Argentine, la Suisse ne favorise pas l'émigration; elle s'adapte à des circonstances qu'il n'est pas en son pouvoir de modifier. L'émigration est une manifestation normale dans la vie des peuples, de sorte que la Suisse ne peut pas la supprimer; au contraire, elle doit empêcher la fermeture de la porte par laquelle s'écoule l'excédent normal de sa population, qui est de 4 à 5000 personnes par année. De 1930 à 1936, l'émigration s'est heurtée à de grands obstacles de la part de l'étranger et l'on peut estimer à 20 000 le nombre des Suisses qui, pendant cette période, ne purent émigrer. Ce fut une nouvelle charge pour le marché du travail et, comme il se trouvait parmi eux d'assez nombreux agriculteurs possédant quelques ressources, ces derniers acquirent des terres en Suisse et contribuèrent par là au renchérissement de la propriété agricole. C'est là une nouvelle raison, et non pas la moindre, pour faciliter l'émigration et satisfaire ainsi, dans une certaine mesure, aux désirs exprimés par les partisans de l'émigration.

Pendant toutes ces dernières années déjà, la République argentine a été un but d'émigration très recherché par les Suisses, ce qui tient surtout au développement remarquable pris par ce pays dans tous les domaines, ainsi qu'au fait que les restrictions d'entrée n'étaient pas aussi sévères que dans la plupart des autres pays d'outre-mer. Il est vrai que, séduits par les prix modestes des terres, les colons suisses se sont surtout établis dans le Territoire de Misiones, région subtropicale ne pouvant par conséquent pas être considérée comme une contrée idéale pour nos compatriotes. Mais lorsque la convention projetée avec

l'Argentine sera conclue, les terres qui seront mises à la disposition de nos colons seront situées dans le centre du pays et jouiront d'un climat tempéré, tandis que les conditions de paiement seront des plus avantageuses pour eux.

Le rejet de l'initiative argentine pourrait être considéré comme une méconnaissance des dispositions amicales de ce pays à l'égard de la Suisse et serait de nature à rendre difficile, probablement pendant longtemps, la continuation d'une émigration suisse en Argentine. Par contre, il est logique d'espérer que son acceptation, grâce aux rapports suivis qu'auraient entre elles les commissions des deux pays, permettrait à la Suisse de développer en Argentine, non seulement son émigration de colons agricoles, mais encore celle de ses professionnels qui, évidemment, est plus intéressante encore.

Il est à relever que le département de l'économie publique verrait également avec satisfaction que notre émigration d'outre-mer soit intensifiée, étant donné que l'activité des Suisses émigrés constitue un élément favorable au développement de l'exportation de notre pays.

La signature de cette convention n'entraînerait pour la Suisse aucune obligation financière sérieuse. D'entente avec le département de l'économie publique, le département politique propose dès lors et le Conseil *décide* d'autoriser M. Emile Traversini, Ministre de Suisse à Buenos Aires, à signer ladite convention² et de lui envoyer les pouvoirs nécessaires à cet effet.

2. Du 6 juillet 1937. Texte dans K I 1661.

91

E 2300 Moskau, Archiv-Nr. 7

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP Zu den Ereignissen in Russland

Rom, 22. Juni 1937

Der Gärungsprozess, der sich innerhalb des russischen Kolosses abspielt und in letzter Zeit ein so ausserordentliches Tempo angeschlagen hat, lenkt naturgemäss mehr denn je die Aufmerksamkeit der Kreise der italienischen Hauptstadt auf sich: einmal wegen der Rückwirkungen dieser Ereignisse auf die Lage in Spanien – deren Bedeutung hier als von primärer Wichtigkeit gilt –, sodann aber auch wegen der möglichen Konsequenzen der Moskauer Wirrnisse auf das Vertragsverhältnis zwischen Sowjetrussland und Frankreich.

Nachdem wir seit bald zwanzig Jahren von jeder direkten Verbindung mit Russland abgeschnitten sind, kann es uns interessieren, die Eindrücke derjenigen zu vernehmen, welche die letzte Entwicklung als Zeugen oder zum mindesten als unmittelbar interessierte Beobachter mitgemacht haben. Eine Reihe der hiesigen diplomatischen Vertreter wie der türkische Botschafter, der Gesandte von Iran und andere waren vor ihrer Versetzung nach Rom in Moskau tätig; sie erhalten gewisse Beziehungen aufrecht, und ihre Äusserungen sind somit nicht ohne ein gewisses Interesse. Ausserordentlich gut informiert ist ferner der tschechoslowakische Gesandte, Herr Chvalkovsky, der früher in Berlin war und die periodischen Annäherungsversuche zwischen

Deutschland und Sowjetrußland miterlebte. Auf Grund seiner Informationen aus Moskau via Prag konnte ich Ihnen seinerzeit bestätigen, dass der Kreml, im Gefolge der Besprechungen von Berchtesgaden und unter französischem Druck, die Zusicherung gegeben hatte, keine Flottenteile ins Mittelmeer zu verlegen, was zu einer Eindämmung des spanischen Konfliktes beitrug. Vor einigen Wochen, als der Prozess gegen die sowjetrussische Generalität noch nicht im Gange war, sagte mir Herr Chvalkovsky, dass die Beziehungen zwischen deutschen militärischen Kreisen und den russischen Marschällen nicht ganz abgebrochen seien; dies liege nicht nur an der Tendenz einiger leitender sowjetrussischer Militärs, sondern auch an der Einstellung bestimmter militärischer Kreise in Deutschland, welche, über die gegenwärtige Periode hinwegblickend, das Testament Bismarcks einer spätern Verständigung mit Rußland im Auge behielten. Im Lichte der plötzlich aufgetauchten Anklagen gegen den Marschall Tukatschewski ist diese Erklärung nicht uninteressant. Der Gesandte von Iran, der vor wenigen Monaten aus Moskau eintraf (wo er andauernde Beziehungen u.a. mit Radek gehabt zu haben angibt), wusste von einer gewissen Eifersucht des ehemaligen Arbeiters Marschall Woroschiloff gegen seinen begabteren Untergebenen Tukatschewski zu berichten. Der türkische Botschafter, Huseyin Ragip Baydur, der mehrere Jahre in Moskau verbrachte, wiederholte stets und bleibt auch jetzt noch der Meinung, dass die Entwicklung zu einem Kollektivismus auf nicht nur autoritärer, sondern nationalistischer Grundlage relativ ungeheuer rasch fortschreite. Nach seiner Ansicht ist auch der Komintern verurteilt. Entweder wird diese Organisation sukzessive in eine Art nationales Propagandaministerium auf breitester Grundlage umgestaltet, oder aber dürfte es sich ereignen, dass der Komintern zu einer Art Internationale der «nationalen Kollektivismen», zu denen der türkische Botschafter auch den deutschen Nationalsozialismus und den Fascismus zählt, sich entwickelt. In wieweit diese Ansicht auf blossen Mutmassungen beruht, entzieht sich natürlich meinem Urteil.

Für uns von direktem Interesse ist die Beurteilung der Lage durch die italienischen Beobachter. Die Botschaft in Moskau selbst ist zwar anscheinend sozusagen von allen Nachrichten abgeschlossen, die nicht in die Presse gelangen. Ich weiss aber, dass Graf Ciano die persönliche Ansicht geäußert hat, dass, selbst wenn in Rußland eine nationale Entwicklung einsetze, sich Moskau der Waffe des Komintern jedenfalls auf sehr lange Sicht nicht entledigen könne; im Gegenteil müsse diese Organisation dann umso mehr die erforderliche «Diversions nach aussen» bewirken. Diese Ansicht hat manches für sich. Sie wird indessen nicht von allen politischen Mitarbeitern des italienischen Aussenministers geteilt. In diplomatischen Kreisen hörte ich den Ausdruck einer gewissen Verwunderung darüber, dass die italienische Presse den Sowjetdiktator Stalin so heftig angreife, nachdem möglicherweise Stalin selbst den «nationalen Umschwung» durchführe und später zu einem modus vivendi mit Deutschland und Italien gelangen werde; die Heftigkeit der italienischen Presse gegenüber dem Sowjetdiktator ist in der Tat unbestreitbar. Sie spiegelt sich unter anderm in zahlreichen entrefilets des «Popolo d'Italia» wider, als deren Verfasser der Regierungschef selbst gilt.

Zum Schlusse möchte ich noch eine Bemerkung wiedergeben, die, von einem italienischen Diplomaten stammend, zunächst einigermaßen überrascht, aber doch Beachtung verdient: Die Bemerkung, dass einer der Vorteile der Achse Rom-Berlin in der Tatsache liege, dass dadurch Deutschland von einer «verfrühten Verständigung» mit Russland zurückgehalten wurde. Dass übrigens, trotz aller Pressekampagnen und trotz aller zurzeit gegensätzlichen Einstellungen, sämtliche Brücken zwischen Rom und Moskau nicht abgebrochen sind, beweist die mir kürzlich bekanntgewordene Tatsache, dass eine grosse Firma in Italien zu Lieferungen im Betrage von Millionen Lire von Apparaten für sowjetrussische Unterseeboote ermächtigt wurde, und zwar von der italienischen Admiralität. Dieses letztere Detail ist streng vertraulich, da die betreffende Firma schweizerischen Kapitalinteressen untersteht.

92

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 90

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

RP N° 22

Paris, 24 juin 1937

Une fois de plus, les faits se sont ralliés avec une froide désinvolture des théories les plus hardies et des méthodes les plus novatrices. La chute de M. Blum n'est pas une simple opération politique, mais bien, comme on l'a dit, une opération mathématique. Il ne s'agit pas, en l'espèce, d'une réaction sur le plan parlementaire ou électoral, contre la politique générale du Cabinet de Front populaire; il ne s'agit pas non plus, comme l'affirme le journal de M. Léon Blum, d'un «complot à base capitaliste et à forme sénatoriale». Le problème qui se posait au Sénat était simplement de savoir si l'on voulait envisager froidement la ruine du crédit du pays et, partant, celle de la monnaie, en approuvant tacitement, par le truchement des pleins pouvoirs, une série de mesures qui, n'étant que des palliatifs, n'auraient servi qu'à augmenter l'incohérence et la confusion pour reculer de quelques semaines les échéances fatales ou demander l'élaboration d'un programme de redressement qui marquerait au moins l'intention formelle du Gouvernement de mettre fin au gaspillage des deniers publics et de rétablir un certain équilibre entre les dépenses et les recettes de l'Etat.

Le problème qui se posait devant le Sénat n'était guère de nature à soulever des débats passionnés dans l'enceinte du Parlement, ni à intéresser le grand public. C'est ce qui explique, d'une part, l'attitude résolue du Sénat et le calme qui a suivi le renversement du Cabinet de M. Blum. En effet, sauf quelques

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: En circulation. 26.6.37. Mo.

manifestations sporadiques et sans ampleur, Paris a accueilli dans le plus grand calme la chute du premier Ministère de Front populaire.

Mais le caractère même de la crise et les raisons qui ont amené le départ de M. Blum font que les formations politiques qui se sont affirmées à la Chambre, à la suite des élections de mai dernier, ne subissent aucune modification. Le Front populaire continue: «Ce Cabinet, fidèle à la volonté du suffrage universel», a déclaré M. Chautemps, le nouveau Président du Conseil, au moment d'aller à l'Élysée, «s'efforcera de poursuivre la réalisation du programme de Front populaire dans une atmosphère de paix civique et de travail».

M. Chautemps a recueilli sans réelles difficultés la collaboration du parti socialiste et du parti communiste, et même de la C.G.T., sous la condition expresse, toutefois, que le nouveau Ministère maintiendrait, consoliderait et élargirait les réformes sociales déjà accomplies conformément au programme de rassemblement populaire, en écartant tout appel à des hommes qui seraient opposés à cette réalisation.

Cette condition essentielle et les circonstances dans lesquelles s'était produite la chute du Ministère ont engagé M. Chautemps à donner immédiatement un gage tangible de la continuité de la politique du Gouvernement en restreignant ses consultations aux membres des partis de l'ancienne majorité et en conservant dans l'équipe gouvernementale nombre de Ministres démissionnaires. Par ailleurs, M. Léon Blum devient Vice-Président du Conseil – ce qui le mettra dans la situation assez piquante de lire devant la Haute-Assemblée la future déclaration ministérielle –, MM. Paul Faure et Viollette sont toujours Ministres d'Etat, M. Vincent Auriol devient Ministre de la Justice. M. Dormoy occupe toujours la Place Beauvau. Sur la surface parlementaire, les variations sont presque insignifiantes, sauf, dans le dosage des partis à l'intérieur du Front populaire, une certaine augmentation de la participation radicale au détriment de la participation socialiste. L'ancien Ministère comprenait, en effet, 13 radicaux-socialistes, 3 membres de l'union socialiste et républicaine, 19 socialistes S.F.I.O. Le nouveau Ministère compte 17 radicaux-socialistes républicains, 3 membres de l'union républicaine, 14 socialistes S.F.I.O., dont un non-parlementaire.

Mais si, du point de vue que l'on a appelé «statique», la combinaison ministérielle ne comporte pas de changement profond, il n'en est peut-être pas de même du côté «dynamique». En effet, le Gouvernement de M. Blum avait à sa tête un chef qui, tout en se réclamant du programme du Front populaire, déclarait ouvertement qu'il voulait nicher le socialisme au sein de la société actuelle, pour faire, plus tard, sauter les cadres de l'économie libérale et instaurer sur les ruines de cette dernière le marxisme intégral. C'est ainsi, l'on s'en souvient, qu'en présentant son Ministère, M. Léon Blum voyait dans l'avenir ses alliés radicaux faire un bout de chemin avec les socialistes et les communistes; après quoi, «il se coucherait «au bord de la route»², tandis que socialistes et communistes continueraient leur route. Or, ce sont les radicaux qui, dans la nouvelle formation gouvernementale, marchent en tête de la colonne; c'est à eux

2. *Sic. Cette étrange citation ne figure pas au Journal des Débats parlementaires. Chambre des Députés, du 7.6.1936 (séance du samedi 6 juin 1936, dans laquelle L. Blum présente son gouvernement).*

qu'il appartient maintenant d'en régler l'allure dans la mesure où ils peuvent modérer la hâte qu'éprouvent leurs alliés à atteindre le paradis marxiste. Le Chef du Gouvernement appliquera, lui aussi, le programme de Front populaire dans le cadre de la société actuelle, mais il n'entend pas faire sauter les cadres de l'économie libérale.

Ainsi apparaît une fois de plus la contradiction essentielle qui règne au sein de la coalition des partis du rassemblement populaire, qui, s'ils peuvent agir avec cohésion pour atteindre certains objectifs immédiats, restent irrémédiablement divisés sur ce que l'on a appelé leurs « fins dernières ».

Bien qu'il soit encore prématuré de porter un jugement sur l'orientation définitive du Cabinet Chautemps, il est certain que celui-ci fera de la « pause » qui, pour son prédécesseur, n'était qu'un expédient, la base de sa politique. Dès lors, l'on peut prévoir que les frictions et les divergences seront fréquentes entre le Chef du Gouvernement et l'aile marchante de sa majorité. M. Chautemps aura besoin de toutes les remarquables qualités de subtilité et de souplesse que l'on s'accorde à lui reconnaître pour concilier les extrêmes, atténuer par une politique ductile et nuancée les oppositions bien tranchées qui s'affronteront au sein de son Cabinet et, en même temps, s'efforcer de maintenir l'accord entre la Chambre et le Sénat, dont les socialistes ont inscrit la disparition dans leur programme.

Reste la redoutable question financière, qui a été la pierre d'achoppement pour le Gouvernement Blum et nombre de ses prédécesseurs. M. Chautemps a rappelé M. Georges Bonnet, Ambassadeur de France à Washington, pour lui confier la charge de « Grand Argentier ». Quelles sont les intentions du nouveau Ministre des Finances ? Cet élément d'appréciation est d'autant plus important, que le nombre des remèdes qui peuvent être envisagés est limité et qu'il n'en est point qui puisse être appliqué efficacement sans engager l'orientation politique du pays. Or, la crise financière n'a rien perdu de sa virulence. Dans la lettre de démission qu'ils ont adressée récemment au Ministre des Finances, les experts chargés de la gestion du fonds d'égalisation des changes, MM. Rist et Baudoin, ont signalé les mesures extrêmement rigoureuses que nécessitait la situation. Le Ministère Chautemps aura-t-il l'autorité voulue pour mettre ces mesures en application ? Je me contente, pour l'instant, de rappeler qu'au groupe radical-socialiste, M. Camille Chautemps a déclaré, après avoir rappelé que le Cabinet Blum s'était retiré par suite de l'opposition manifestée par le Sénat aux mesures de contrainte envisagées pour résoudre le problème financier, qu'il ne pouvait plus être maintenant question que de créer une atmosphère favorable au crédit de l'Etat. Tout en restant fidèle au programme de rassemblement populaire et en prolongeant la « pause » recommandée par M. Blum, le nouveau Chef du Gouvernement aurait donc l'intention d'adopter, en matière financière, des méthodes libérales.

Je ne manquerai pas de revenir sur ces diverses questions dès que le Gouvernement, au cours de la semaine prochaine, aura fait connaître son programme financier. J'ajoute qu'au point de vue de la politique extérieure, le maintien de M. Yvon Delbos au Quai d'Orsay prouve suffisamment l'intention de M. Chautemps de ne rien modifier aux directives générales qui ont inspiré, jusqu'à présent, l'activité de la France dans le domaine international.

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L Relations italo-suisse

Rome, 25 juin 1937

Dans ma lettre du 22 juin¹ je vous avais dit que j'avais communiqué à titre personnel au Comte Ciano le texte intégral de vos importants discours tenus devant le Conseil des Etats et le Conseil National, au sujet des relations italo-suisse².

Ainsi que nous pouvions le supposer, la communication du texte intégral de vos discours, dont le Comte Ciano m'a accusé réception par les lignes ci-jointes³ en copie, a eu ici l'effet le plus heureux.

M. Bastianini, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères, que j'ai vu aujourd'hui m'a dit que votre exposé avait fortement impressionné le Ministre des Affaires Etrangères, qui avait mis en circulation ces discours avec prière de les lire intégralement. Le Chef du Gouvernement, auquel le Comte Ciano les a soumis a également accueilli vos déclarations avec une vive sympathie. M. Bastianini a résumé l'appréciation du Ministère, non seulement de vos paroles, consacrées aux rapports italo-suisse, mais aussi de celles relatives aux problèmes plus généraux auxquels vous avez fait allusion, par les mots suivants: «Non si poteva caratterizzare la situazione giuridica e politica in una forma più chiara e più quadrata di quella scelta dal Presidente Motta». Le Sous-Secrétaire d'Etat m'a également dit que vos paroles ont été considérées ici comme une nouvelle réponse aux déclarations réitérées de M. Mussolini sur l'amitié italo-suisse; il a ajouté que vu l'attitude du Chef du Gouvernement, d'une part, et celle du Conseil fédéral à laquelle vous aviez donné expression, de l'autre, aucune divergence ne pourrait subsister et que l'administration italienne, se pénétrant des directives du Chef, continuerait à faire pour sa part le nécessaire afin qu'il n'y ait pas de contrastes. En faisant allusion à la malencontreuse visite de M. Oltramare, qui avait provoqué de ma part les réserves que vous connaissez, M. Bastianini a également dit à ce propos que le Chef du Gouvernement s'était précisément laissé entraîner par sa sympathie non seulement pour notre pays, mais pour des Suisses individuels qui s'étaient adressés à lui.

En résumé, il me paraît certain que l'«indirizzo» général à notre égard, dont je vous avais parlé dans une de mes dernières lettres, a été confirmé. Dans

1. *Non reproduite.*

2. *Pour les déclarations de Motta, cf. N° 86.*

3. *Dans cette lettre du 24 juin à Ruegger, le Comte Ciano disait: L'ho letto con interesse ed ho potuto ancor meglio apprezzare le espressioni con cui il Presidente Motta ha voluto confermare la cordialità dei rapporti esistenti tra la Svizzera e l'Italia.*

l'époque critique que traverse l'Europe, ceci a une importance qu'il est superflu de souligner⁴.

4. *Le même jour Ruegger reçut la visite du cardinal Maglione, ancien Nonce apostolique à Berne, qui remarquait à propos des déclarations de Motta aux Chambres fédérales que dans le moment critique que traverse l'Europe – et dont il voit toute la gravité – la Suisse, par des déclarations de ce genre, doit fournir une contribution effective à l'apaisement général.*

94

E 1004.1 1/364

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 25 juin 1937¹

1083. Verhandlungen mit Deutschland über den Zahlungsverkehr.
Reiseverkehr

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 23. Juni 1937
Finanz- und Zolldepartement. Mitbericht vom 24. Juni 1937

Nach dem heutigen Stande der in Berlin geführten Verhandlungen über die Regelung des deutsch-schweizerischen Zahlungsverkehrs ab 1. Juli 1937 soll für den Reiseverkehr von Deutschland nach der Schweiz aus den allgemeinen Clearingmitteln eine feste Quote von monatlich 3,5 Millionen Franken reserviert werden. Dieser Betrag hat als Minimum und als Maximum zu gelten. Für das bis 30. Juni 1938 laufende Vertragsjahr wird also dem Reiseverkehr ein Betrag von 42 Millionen Franken zur Verfügung stehen.

Von diesem Jahreskontingent werden 10,8 Millionen Franken dem genehmigungspflichtigen Reiseverkehr (Kranken-, Studien- und Erziehungsaufenthalte) und 31,2 Millionen dem genehmigungsfreien Reiseverkehr einschliesslich Armenunterstützungen, Krankenkassenzahlungen und Pensionen, soweit die letztern nicht als Nebenkosten im Warenverkehr behandelt werden, zugeteilt.

Das Jahreskontingent für den genehmigungspflichtigen Reiseverkehr wird auf 3 Perioden verteilt wie folgt:

Juli 1937 bis Januar 1938	Fr.	6,3 Millionen	= 7 M ^{te} .	à Fr.	900 000.—
Februar bis Mai 1938	»	3,6	»	= 4 M ^{te} .	à » 900 000.—
Juni 1938	»	0,9	»	= 1 M ^{te} .	à » 900 000.—

Diese Aufteilung bezweckt die Berücksichtigung saisonmässiger Schwankungen zu ermöglichen. Innerhalb der einzelnen Perioden können über-

1. *Etait absent:* H. Obrecht.

monatsdurchschnittliche Belastungen einzelner Monate durch Minderzuteilungen in andern Monaten ausgeglichen und hiefür Reserven bereitgestellt werden. Besondere Belastungen treten z. B. jeweilen in den Monaten auf, in die der Schul- oder Semesterbeginn fällt, wie auch in den Monaten Februar und März, wo erfahrungsgemäss vermehrte Anforderungen für Krankenaufenthalte gestellt werden. Die Einräumung einer gewissen Elastizität in der Verwaltung des Kontingents für den genehmigungspflichtigen Verkehr bezweckt dem Entstehen von Rückständen vorzubeugen, die unvermeidlich wären, wenn jeden Monat der Monatsdurchschnitt des Kontingents von Fr. 900 000.— voll ausgegeben würde. Immerhin kommen wesentliche Unter- und Überschreitungen dieses Monatsdurchschnittes im einzelnen Monat nicht in Frage.

Das Jahreskontingent des genehmigungsfreien Reiseverkehrs wird den Saisonbedürftigen entsprechend aufgeteilt wie folgt:

1937	Juli	4,5	Millionen	Franken
	August	4,0	»	»
	September	2,6	»	»
	Oktober	1,5	»	»
	November	0,5	»	»
	Dezember	2,0	»	»
1938	Januar	3,0	»	»
	Februar	3,0	»	»
	März	2,1	»	»
	April	2,0	»	»
	Mai	2,7	»	»
	Juni	3,3	»	»

Da jeden Monat gleichmässig 3,5 Millionen Franken aus dem Sammelkonto dem Reiseverkehr zugewiesen werden, wird in denjenigen Monaten, wo das Monatskontingent für den genehmigungsfreien Verkehr unter Zurechnung des Betrages von monatlich Fr. 900 000.— für den genehmigungspflichtigen Verkehr diese Summe übersteigt, der verfügbare Betrag nicht ausreichen, um die vorgesehenen Auszahlungen vorzunehmen, soweit nicht aus frühern Monaten, in welchen der Betrag von 3,5 Millionen gemäss der vorgesehenen Kontingentaufteilung nicht voll beansprucht wird, eine Reserve vorhanden ist. Dies trifft insbesondere zu für die ersten Monate nach dem Inkrafttreten des neuen Abkommens, da man am Beginn der Sommersaison steht und für die Monate Juli und August die höchsten Beträge des ganzen Jahres benötigt werden. Es muss somit für die vorübergehende Bereitstellung dieser Fehlbeträge gesorgt werden, wofür einzig die vorübergehende Vorlegung der erforderlichen Summen durch den Bund in Frage kommen kann.

Über das Ausmass und die Dauer der benötigten Vorschüsse gibt die nachstehende Aufstellung Aufschluss:

In Millionen Franken

	Genehmigungs- freies Kontingent	Genehmigungs- pflicht. Zahlungen	Total- Bean- spruchung	Verfü- gbarer Betrag	Fehlbetrag bzw. Überschuss des Monats	Saldo des Vor- schusses	Reserve für spätere Monate
1937							
Juli	4,5	0,9	5,4	3,5	- 1,9	1,9	—
August	4,0	0,9	4,9	3,5	- 1,4	3,3	—
September	2,6	0,9	3,5	3,5	—	3,3	—
Oktober	1,5	0,9	2,4	3,5	+ 1,1	2,2	—
November	0,5	0,9	1,4	3,5	+ 2,1	0,1	—
Dezember	2,0	0,9	2,9	3,5	+ 0,6	—	0,5
1938							
Januar	3,0	0,9	3,9	3,5	- 0,4	—	0,1
Februar	3,0	0,9	3,9	3,5	- 0,4	0,3	—
März	2,1	0,9	3,0	3,5	+ 0,5	—	0,2
April	2,0	0,9	2,9	3,5	+ 0,6	—	0,8
Mai	2,7	0,9	3,6	3,5	- 0,1	—	0,7
Juni	3,3	0,9	4,2	3,5	- 0,7	—	—

Der Bund hätte somit für die Monate Juli und August 1937 zusammen 3,3 Millionen Franken vorzulegen. Anfangs Oktober wird dieser Vorschuss auf Fr. 100 000.— zurückgehen und anfangs November wird er ausgeglichen sein. Im Monat Februar 1938 wird nochmals ein Vorschuss von Fr. 300 000.— notwendig sein, der jedoch bereits anfangs März wieder verschwinden wird. Infolge der vorerwähnten Ausgleichsmöglichkeit innerhalb der 3 Abrechnungsperioden für das genehmigungspflichtige Kontingent werden nur unbedeutende Verschiebungen in der vorstehenden Berechnung eintreten, die keine wesentliche Änderung der Vorschussbeanspruchung zur Folge haben können.

In Bezug auf die Sicherheit der Rückzahlung der Vorschüsse ist von Wichtigkeit, dass die dem Reiseverkehr im Clearing reservierten 3,5 Millionen Franken monatlich jeden Monat aus den Clearinginzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank *vorweg* ausgeschieden werden. Es besteht keine Abhängigkeit von den Einzahlungen für Kohle, wie sie bei den frühern Vorschüssen des Bundes zugunsten des Reiseverkehrs gegeben war. Die 3,5 Millionen werden den gesamten Clearingeingängen bei der Schweizerischen Nationalbank je-weilen in den ersten Tagen des Monats entnommen, womit ihr Eingang für den Reiseverkehr ausser jedem Zweifel steht.

Mit Rücksicht auf die Unumgänglichkeit der vorschussweisen Beschaffung der vorerwähnten Fehlbeträge für die reibungslose Durchführung des neuen Reiseverkehrsabkommens, die kurze Dauer der benötigten Vorschüsse und die bestehenden Garantien für ihre fristgemässe Abtragung beantragt das Volkswirtschaftsdepartement folgendes:

«Das eidg. Finanz- und Zolldepartement sei im Sinne der vorstehenden Ausführungen zu ermächtigen, der Schweizerischen Verrechnungsstelle die bei der Durchführung des Reiseverkehrsabkommens mit Deutschland vom 1. Juli

1937 bis 30. Juni 1938 auf dem Konto des Reiseverkehrs entstehenden Fehlbeträge vorschussweise zur Verfügung zu stellen.»

Hierüber bemerkt das Finanz- und Zolldepartement folgendes:

«Das Finanz- und Zolldepartement hat gewisse Bedenken gegen diesen Antrag, weil aus den früheren Reiseabkommen seit mehr als 1½ Jahren Bundesvorschüsse von über 23 Millionen Franken ausstehend sind, die schon zu sehr namhaften Zinsverlusten geführt haben. Wir hätten es darum vorgezogen, wenn bei diesem Abkommen Bundesvorschüsse nicht in Erwägung gezogen worden wären. Bei einem durchschnittlichen Monatsumsatz auf dem deutschschweizerischen Clearing von 32 Millionen Franken hätte es nach unserer Auffassung auch möglich sein sollen, die Schwankungen im Bedarf für den Reiseverkehr, die sich zwischen 5,4 und 1,4 Millionen halten, intern auszugleichen, d. h. den Waren- und Finanzgläubigern in den Monaten etwas weniger zukommen zu lassen, in denen der Reiseverkehr mehr beansprucht. Unter den gegebenen Umständen muss sich jedoch das Finanz- und Zolldepartement mit der vorgeschlagenen Regelung wohl oder übel abfinden.

Wir anerkennen, dass im neuen Abkommen die wichtigsten Gefahren für ein Einfrieren der neuen Bundesvorschüsse beseitigt wurden, indem keine Verrechnung mit den Kohlenimporten mehr stattfinden, sondern die gesamten Clearingeingänge mit einer ersten Hypothek zugunsten des Reiseverkehrs belastet wurden. Nach den im Antrage des Volkswirtschaftsdepartementes enthaltenen Angaben würde das neue System höchstens zu Vorschüssen von 3,3 Millionen Franken führen. Da das Volkswirtschaftsdepartement mit Sicherheit darauf zählt, dass dieser Betrag nie überschritten werde, nehmen wir an, dass es auch damit einverstanden sei, die Ermächtigung des Finanz- und Zolldepartementes auf diesen Betrag zu beschränken.

Es ist als sehr wahrscheinlich zu betrachten, dass der Bund die vorzuschüssenden Mittel durch Reskriptionen beschaffen muss, die zu 1½% zu verzinsen sein werden. Unsere Berechnungen haben ergeben, dass dem Bunde aus diesen neuerlichen Vorschüssen ein Zinsverlust von rund 15 000 Franken erwachsen wird, der gleichbedeutend ist mit einer neuen Subvention an den Reiseverkehr im entsprechenden Umfange. Wir hätten Wert darauf gelegt, dass dieser Betrag auf irgendeinem Wege aufgebracht werde. Bei der Handelsabteilung eingezogene Erkundigungen haben aber ergeben, dass es technisch nicht gut möglich sei, die deutschen Reisenden oder die schweizerische Hotellerie damit zu belasten. Nachdem dieses, unseres Erachtens allein richtige Vorgehen leider nicht zur Anwendung kommen kann, muss die Zinsfrage grundsätzlich wieder gleich gelöst werden wie bei den bisherigen Vorschüssen, die zulasten des Betriebsüberschusses der Sektion für Einfuhr mit 1% verzinst wurden. In den Jahren 1936 und 1937 wurden der Sektion für Einfuhr in dieser Weise für rund 360 000 Franken Zinsen belastet, die aber nur eine formelle Verzinsung darstellen, weil der Betriebsüberschuss der Sektion für Einfuhr ohnehin in die Bundeskasse fließt. Nachdem im vorliegenden Falle mit Bestimmtheit anzunehmen ist, dass der Bund im ganzen Umfange der Vorschüsse Reskriptionen ausgeben muss, die zu 1½% verzinst werden müssen, erweitern wir unsern Zusatzantrag in dem Sinne, dass wieder eine Verzinsung zulasten der Sektion für Einfuhr vorgenommen werden soll, aber diesmal zu 1½%.»

Von diesen Erwägungen ausgehend, stellt das Finanz- und Zolldepartement folgenden Gegenantrag, der vom Bundesrate *zum Beschluss erhoben wird*:

1. Das eidgen. Finanz- und Zolldepartement wird ermächtigt, der Schweizerischen Verrechnungsstelle die bei der Durchführung des Reiseverkehrsabkommens mit Deutschland vom 1. Juli 1937 bis 30. Juni 1938 auf dem Konto Reiseverkehr entstehenden Fehlbeträge bis zu höchstens 3,3 Millionen Franken vorschussweise zur Verfügung zu stellen.

2. Diese Vorschüsse sind zulasten der Einnahmenüberschüsse der Sektion für Einfuhr mit 1½% zu verzinsen.

95

E 2001 (D) 4/21

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

*Copie
L MC*

Berne, 26 juin 1937

Nous avons l'honneur de vous communiquer sous ce pli la copie d'une lettre¹ par laquelle le Secrétariat de la Société des Nations nous transmet l'invitation à participer à la Conférence diplomatique qui se réunira le 1^{er} novembre, pour examiner les deux projets de convention établis par le Comité d'experts pour la répression internationale du terrorisme.

La suite à donner à cette invitation ne laissera pas de nous causer quelque perplexité. Pour les raisons que vous savez, nous serions plutôt d'avis, quant à nous, de ne pas assumer d'engagements en matière de répression du terrorisme. L'existence d'un véritable terrorisme européen nous paraît extrêmement problématique et nous nous demandons si, dans ces conditions, la conclusion d'une convention est vraiment opportune. D'un autre côté, il y aurait peut-être intérêt à ne pas nous absenter, pour des raisons politiques, d'une conférence à laquelle la Petite Entente et, singulièrement, la Yougoslavie ont l'air d'attacher un prix tout particulier. Elles en ont fait, dirait-on, une question de prestige. Mais une participation de notre part n'impliquerait pas l'obligation pour nous de signer la convention sur le terrorisme. En ce cas, notre délégué devrait plutôt se comporter comme un observateur, car, si nous étions bien décidés à ne pas signer la convention, nous ne devrions rien faire qui pût gêner la négociation des autres Etats sur telle ou telle question de principe. Or si nous avons plus besoin d'un observateur que d'un délégué, nous nous demandons s'il conviendrait vraiment d'envoyer à la conférence M. le professeur Delaquis. Comme expert ayant participé aux travaux du Comité, M. Delaquis ne pourrait guère

1. *Non reproduite.*

se confiner dans un mutisme absolu. Sa situation serait délicate et, somme toute, peu enviable, surtout vis-à-vis de ses collègues du Comité. Il devrait forcément appuyer ou combattre les propositions des experts. S'il les appuie, il nous engage, s'il les combat, il entrave la conclusion d'une convention à laquelle il y a peu de chances que nous adhérions. Le dilemme est patent.

Nous ne disons rien du projet de convention pour la création d'une cour pénale internationale, qui, pour nous, est certainement inacceptable.

La situation que nous esquissons ci-dessus serait évidemment différente si, après nouvel examen, votre Département estimait que la Suisse aurait intérêt à participer à la convention sur le terrorisme. En ce cas, le choix de M. Delaquis paraîtrait s'imposer, et il n'y aurait plus qu'à arrêter les instructions de notre délégué.

Au cas où, cependant, vous seriez toujours d'avis d'observer la plus grande réserve à cet égard, nous vous suggérerions de ne pas répondre au Secrétariat avant de connaître les pays qui auront manifesté l'intention de participer à la conférence. Si la presque totalité des Etats membres de la Société des Nations participait à la conférence, nous pourrions difficilement demeurer à l'écart. Encore aurions-nous alors à examiner très sérieusement quel devrait en ce cas être le rôle de notre délégué.

Nous ne nous prononçons pas sur le projet révisé établi par le Comité d'experts dans sa seconde session. Il serait délicat de le faire avant de connaître les vues de l'expert suisse au Comité. Nous nous étions enquis, par lettre du 17 juin², si M. Delaquis a présenté un rapport sur son activité à Genève. Le Ministère public ne nous a pas encore répondu.

Nous vous saurions gré de nous faire connaître votre opinion au sujet de cette importante affaire et vous présentons, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de notre haute considération³.

2. Non reproduite.

3. Pour la décision du Conseil fédéral, cf. E 1004.1 1/366, N° 1665.

*L'Office suisse d'expansion commerciale¹
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Zürich, 1. Juli 1937

Wie s. Z. gemeldet, habe ich mich im Februar laufenden Jahres zuerst nach Salamanca begeben, um beim diplomatischen Kabinett des Staatschefs (das die Funktionen eines Aussenministeriums inne hat) und nachher beim Staatssekre-

1. Cette lettre est signée de Paul Brand.

tariat (dessen Vorsteher, Herr Nicolas Franco, der Bruder des Staatsoberhauptes ist) das Einverständnis zu den vorgeschlagenen Unterhandlungen zwecks Abschluss eines provisorischen Abkommens über die spanisch-schweizerischen Handelsbeziehungen zu erwirken. Mit einer schriftlichen Order versehen, durch welche die Junta de Burgos (welche ausser obgenanntem und dem Kriegsministerium alle weiteren Funktionen der Regierung umfasst) aufgefordert wurde, die Verhandlungen zu führen und, falls dies den Interessen des spanischen Staates entspreche, zu einem praktischen Abschlusse zu bringen, habe ich diese in jener Stadt durchgeführt und zum Abschluss gebracht. Das Resultat war der Ihnen bekannte, bereinigte Entwurf², der dann auch Ihr Einverständnis und das der sonstigen in der Schweiz zuständigen Stellen erlangt hat.

Die «Comision de Industria y Comercio», die das Handels- und Industrie-Ministerium ersetzt, sandte darauf jenen Entwurf zwecks definitiver Genehmigung an das Staatssekretariat nach Salamanca. Dieses beauftragte eine eigene Stelle mit der nochmaligen Prüfung und Begutachtung, welche letztere vollständig zustimmend ausfiel und sich für die Unterzeichnung des Abkommens ohne irgendwelche Änderungen aussprach. Die Sache blieb aber, trotzdem man mir in Burgos den Zeitpunkt der Unterschrift auf die nächsten Tage in Aussicht stellte, weiter liegen, und auf persönliche Erkundigung in Salamanca hin teilte mir Herr Sangroniz, der Chef des diplomatischen Kabinetts des Staatsoberhauptes, mit, dass dieses Handelsabkommen und noch einige andere vorläufig nicht unterschrieben werden könne, da zufolge einer Verfügung des Staatsoberhauptes zuerst das an alle Staaten gerichtete Begehren der nationalistischen Regierung um Anerkennung ihrer Eigenschaft als kriegsführende Partei erledigt werden müsse; denn heute interessieren – wie er sagte – wirtschaftliche Fragen nur in zweiter Linie und müssten hinter jenen politischer Art zurücktreten.

Das Schreiben mit dem Begehren sei um den 17. Juni l. J. herum an die schweizerische Regierung abgegangen, und ich sollte einige Tage warten bis die Antwort auf dasselbe eintreffe³. Herr Sangroniz setzte mir dann auseinander, dass völkerrechtlich dieses Begehren Francos nicht abschlägig beantwortet werden könne. Es sei auch nur die rechtliche Anerkennung eines tatsächlich existierenden Zustandes, und das nationalistische Spanien besäße übrigens gegenwärtig alle Vorteile, welche eine kriegsführende Partei gemessen könne, ohne deren Pflichten befolgen zu müssen.

Ich habe mich sofort gegen diese Unterstellung einer rein wirtschaftlichen Angelegenheit unter eine politische Frage gewandt und Herrn Sangroniz – selbstredend als meine rein persönliche Ansicht – gesagt, dass dieses Vorgehen, soweit es die Schweiz betreffe, uns der gewünschten Anerkennung nicht näher bringe, sondern entferne, und dass übrigens diese Anerkennung seitens der Schweiz für Spanien keinerlei praktische Bedeutung und Vorteile haben könne. Der Herr Minister widersprach dieser Auffassung damit, dass er meinte, es könne vorkommen, dass das einzige in der Schweiz akkreditierte

2. Reproduit en annexe 1.

3. Pour la décision du Conseil fédéral dans cette question, cf. N° 110.

spanische Konsulat in Genf Anhängern Francos Passverlängerungen oder Unterschriftbeglaubigungen – z. B. in Erbschaftssachen und ähnlichem – verweigere und diese so praktisch schriften- und rechtlos gemacht werden oder in Schwierigkeiten geraten könnten. Dem hielt ich entgegen, unser Bundesrat habe verfügt, dass mit dem Vertreter der Regierung von Burgos in Bern tatsächliche Beziehungen unterhalten werden können und man auch dessen Visum auf Pässen anerkenne. Wenn sich in der Praxis wirklich noch Unzulänglichkeiten in der angedeuteten Richtung ergeben könnten, so sei unsere Regierung sicherlich gerne bereit, diese auf zuvorkommendste Weise und in kürzester Frist zu beheben. Herr Sangroniz hat anerkannt, dass tatsächlich die Schweiz in dieser Beziehung, im Gegensatz zu andern Ländern, getan habe, was man von ihr billigerweise erwarten konnte, und dass man in Salamanca die loyale Haltung, welcher die schweizerische Regierung sich innerhalb des Rahmens unserer traditionellen Neutralität dem nationalistischen Spanien gegenüber befeisse, sehr schätze. Er werde also, wenn ich ihm das gesagte pro memoria schriftlich⁴ zustellen wolle, die Angelegenheit nochmals prüfen und dem Staatschef zur Wiedererwägung vorlegen.

Letztere Versicherung ist wohl nur eine diplomatische Höflichkeitsformel, denn es scheint mir klar, dass vor Eintreffen der Antwort von Bern nichts in der Sache gemacht wird. In Burgos erfuhr ich dann von anderer Seite, dass das genannte Begehren uns über die Regierung eines Landes zugestellt werde, welches Franco bereits anerkannt habe.

Als Beilage lege ich die Übersetzung meiner genannten Note⁴ bei. In der Zusammenkunft, die am Donnerstag, den 24. Juni in Zürich stattfand, und an welcher ausser einem Vertreter Ihres Departementes auch solche der Handelsabteilung, der Verrechnungsstelle, des Vorortes des schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins und der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung teilnahmen, ist beschlossen worden, dass ich sobald als möglich wieder nach Spanien reisen solle, weil alles versucht werden müsse, um das Abkommen doch unter Dach zu bringen. Man werde mit der Bitte an Sie gelangen, uns in dieser Bemühung zu unterstützen. Eine Stützung des von mir in Salamanca vertretenen Standpunktes durch Sie könnte unter Umständen eine grosse Hilfe bedeuten und ich möchte mir daher auch meinerseits die Bitte erlauben, eine solche in Erwägung zu ziehen, selbstredend nur, wenn Sie meine Stellungnahme billigen und wenn Sie dies für zweckmässig und möglich erachten⁵.

4. *Reproduite en annexe 2.*

5. *A la fin du document on trouve une remarque manuscrite de H. Frölicher, disant: Die Antwort wurde Herrn B. mündlich erteilt. Ich habe im Namen des Departementes gedankt für Bericht und Tätigkeit, gesagt, dass Zirkularnote noch nicht eingetroffen, dagegen Kopie von Toca.*

Standpunkt des Departementes sei:

- sachliche Voraussetzungen für Anerkennung als Kriegspartei oder Regierung vorhanden;
- die Anerkennung würde eine Gleichbehandlung bringen und damit einem Erfordernis der Neutralität entsprechen;
- ein weiteres Erfordernis der Neutralität sei aber auch, sich nicht in «fremde Händel» einzumischen. Die Frage der Anerkennung sei aber eine politische Streitfrage der Grossmächte, die in zwei Lager getrennt seien;

ANNEXE 1

PROJET D'UN ACCORD PROVISOIRE
SUR LES ÉCHANGES HISPANO-SUISSES

Le Comité exécutif du commerce extérieur (Comité ejecutivo de comercio exterior), au nom de l'Etat Espagnol (Estado Español) et l'Office Suisse d'Expansion Commerciale, d'accord avec le Gouvernement Fédéral Suisse, dans le désir d'initier des relations commerciales entre les deux pays et en attendant la conclusion d'un accord général envisageant et résolvant tous les problèmes qui se posent entre les deux pays, ont convenu de faire dépendre provisoirement ces relations des conditions suivantes:

Art. 1. Toutes les transactions relatives à l'échange de marchandises entre les deux pays seront soumises aux prescriptions adoptées par chacun d'eux au sujet des autorisations d'importation et d'exportation; les deux contractants s'engagent à accorder ces autorisations de la manière la plus large qui soit compatible avec les intérêts de chaque pays. Il est entendu que chacun des contractants tiendra compte dans la mesure du possible des vœux formulés par l'autre au sujet des produits auxquels ce dernier s'intéresse spécialement.

En ce qui concerne les produits espagnols soumis sur le territoire fédéral au régime de contingentement, la Suisse accordera les autorisations d'importation demandées dans la mesure où elles ne dépasseront pas les contingents normaux existants.

Art. 2. Le règlement des échanges commerciaux se fera à l'aide d'un compte de compensation ouvert à la Banque Nationale Suisse, à Zurich, au nom du Banco de España en Burgos.

Les importateurs suisses s'acquitteront de la valeur de leurs achats de produits originaires de l'Etat Espagnol moyennant versement en francs suisses du montant des factures au compte ci-dessus. Le Banco de España disposera de ce compte pour payer en francs suisses la valeur des importations de marchandises d'origine suisse à mesure que les importateurs espagnols le demanderont, en présentant les permis et les documents justificatifs des importations.

Art. 3. La Banque Nationale Suisse à Zurich tiendra deux comptes de compensation:

Sur un compte A seront versés:

a) la contre-valeur totale des marchandises originaires de l'Etat Espagnol, importées en Suisse, à l'exception de celles énumérées sous b;

b) le 85% de la contre-valeur des marchandises originaires de l'Etat Espagnol et importées en Suisse sous les positions suivantes du tarif douanier suisse: Bananes, pos. 39b; Conserves de poissons, pos. ad. 88 et 89b; Vins doux, pos. 117c, 119a et 119b; Pyrites de fer, pos. 707.

Ce compte A servira à payer la totalité des exportations suisses à destination de l'Etat Espagnol.

Sur un compte B sera versé le 15% de la contre-valeur des marchandises énumérées sous b.

Les montants versés au compte B demeurent à la libre disposition du «Banco de España en Burgos».

Art. 4. L'Office Suisse de Compensation, à Zurich, et le Banco de España, à Burgos, se mettront directement d'accord sur les modalités techniques, propres à assurer le fonctionnement normal des comptes A et B selon les dispositions de l'Article précédent.

Art. 5. Chacun des deux contractants informera mensuellement son partenaire des produits originaires de son pays et susceptibles d'être exportés dans l'autre.

– in diesem Dilemma sei die Lösung gewählt worden: Tatsächliche Beziehungen und möglichst gute Beziehungen. Der Entwurf einer Handelsübereinkunft dient dazu. Wir haben uns nicht darauf beschränkt, unter tatsächlichen Beziehungen zu leben wie mit einem Kriegführenden, sondern wie mit einem Staat;

– verstehe, dass Franco auf die Form aus Prestige-Gründen Gewicht legt; er muss aber auch Verständnis haben für die Notwendigkeiten einer prinzipiellen schweizerischen Neutralitätspolitik.

F. 6.7.37

Art. 6. Le présent accord provisoire entrera en vigueur le jour de sa signature⁶ et restera valable pour un temps indéfini, les deux parties contractantes ayant la faculté de le résilier en tout temps avec 15 jours de préavis.

ANNEXE 2

Copie. Traduction

N

Burgos, 13. Juni 1937

Unterzeichneter, Paul Brand, ehemaliger schweizerischer Konsul, hat – nach Einholung des Einverständnisses des Staatssekretariates und im Auftrage der zuständigen schweizerischen Stellen – in Burgos mit der «Comision de Industria, Comercio y Abastos» über ein provisorisches, den spanisch-schweizerischen Handelsverkehr betreffendes Abkommen verhandelt, dessen Entwurf gegenwärtig zur definitiven Entscheidung beim genannten Staatssekretariat liegt.

Die Regierung meines Landes ist mit dem Texte dieses Abkommens einverstanden und es scheint, dass dies auch bei derjenigen des spanischen Staates (Estado Español) der Fall ist. Aber obschon seitens der Schweiz die Erlaubnis zur Unterschrift vorliegt, so ist dies von spanischer Seite nicht der Fall, vielleicht weil man diese Unterzeichnung von der Stellungnahme abhängig zu machen gedenkt, welche die schweizerische Regierung in der an sie gerichteten Frage der Anerkennung der nationalistischen Regierung als kriegsführende Partei einnehmen wird.

Es ist nicht zu bezweifeln, dass unter gewissen Umständen und bei gewissen Ländern ein solcher freundschaftlicher Druck zweckdienlich sein kann, wenn er sich auf ein Interesse des Betreffenden stützt und zudem opportun ist. Aber was die Schweiz anbetrifft, so sind im vorliegenden Fall nach meiner persönlichen und unmassgeblichen Meinung diese beiden für einen Erfolg unerlässlichen Bedingungen nicht erfüllt und es scheint mir im Gegenteil, dass es der Regierung meines Landes nach der Unterschrift des Abkommens leichter würde, dem gerechten Begehren der Regierung des spanischen Staates um Anerkennung als kriegsführende Partei zu entsprechen als vorher.

Man muss berücksichtigen, dass der gegenwärtige Stand der spanisch-schweizerischen Handelsbeziehungen recht unangenehm ist, denn man gelangte beiderseits zur Blockierung der aus den Exporten beider Länder stammenden Guthaben. Aber die Verantwortung für diesen Zustand trifft keine der beiden Regierungen, weder die des spanischen Staates noch die schweizerische. Deswegen erscheint es als natürlich und logisch, dass man danach trachtet diesem Zustand, dessen Fortdauer nicht notwendig ist, ein Ende zu machen, und das ist der Grund, warum von der Schweiz aus die Initiative zu einem Abkommen ergriffen worden ist, das ihn beendet und die spanisch-schweizerischen Handelsbeziehungen provisorisch ordnet, und zwar mit einem doppelten Zwecke; denn neben dem rein materiellen, der heute an sich wenig wichtig ist, gibt es einen anderen viel wichtigeren Zweck moralischer Natur.

Wenn also dieses Abkommen eine Bedeutung hat, so liegt diese heute in der Tat weniger auf der materiellen Seite als vielmehr unzweifelhaft in seinem moralischen Aspekt. Dazu ist zu sagen, dass das Abkommen in der Gestalt, wie es aus den Verhandlungen hervorging und wie es auch die Zustimmung der Regierung meines Landes gefunden hat, von der Schweiz mit der Regierung von Valencia nicht hätte abgeschlossen werden können, obwohl mit dieser Regierung offizielle Beziehungen bestehen – zwar nicht von uns gesuchte, sondern früher schon existierende –, die aber, auch wenn sie fort dauern, an sich die Anerkennung der Eigenschaft des spanischen Staates als kriegsführende Partei nicht verunmöglichen und welche wir gezwungen sind, aus vielen Gründen noch aufrecht zu erhalten, nicht zuletzt zur Verteidigung spanischer Interessen, die sich in den Schutz unseres Pavillons begaben.

6. *Dans une version améliorée dans la forme et plus précise quant aux modalités de paiement, cet accord sera finalement signé le 9 septembre 1937. Pour le texte définitif de cet accord, cf. K I 1236, qui contient également un arrangement commercial du 15 février 1937 et quelques pièces de 1938 sur les contingents de produits prévus à l'échange.*

So hätten wir beispielsweise nicht annehmen können, dass von unseren blockierten Guthaben nicht gesprochen werde noch hätten wir der Regierung von Valencia freie Devisen zugestehen können ohne irgendwelche Gegenleistung.

In der vorgeschlagenen Form stellt also das Abkommen nach unserer Ansicht für die Regierung des spanischen Staates einen unleugbaren moralischen Erfolg dar, der um so reiner ist, als er nicht durch zugestandene materielle Vorteile erkaufte wurde, sondern im Gegenteil hat Spanien die grösseren für sich erreicht.

Für die Schweiz hat das Problem der Anerkennung der nationalistischen Regierung als kriegsführender Partei weniger aussenpolitischen Charakter, und wenn es einen solchen hat, so sind jedenfalls die von der Bundesregierung zu berücksichtigenden Faktoren nicht andersartige als diejenigen, welche bei der Anerkennung des italienischen Imperiums für unsere Behörden ins Gewicht gefallen sind.

Dagegen hat das Problem einen innenpolitischen Anstrich. Gerade deshalb und um mit dem nationalistischen Spanien freundschaftliche Beziehungen zu schaffen, um dem wichtigsten Teil der schweizerischen öffentlichen Meinung praktisch den Unterschied zwischen den beiden Spanien vor Augen zu führen und um so die innenpolitische Atmosphäre für die seinerzeitige Anerkennung vorzubereiten, ist es nach meiner Meinung zweckmässig, das Abkommen zu unterzeichnen. Das Gegenteil würde in der Schweiz kaum verstanden und vielleicht unrichtig ausgelegt werden, denn in materieller Hinsicht besteht ja heute kein Diskussionspunkt mehr. Ausserdem würde man dadurch, dass die Unterzeichnung von Umständen abhängig gemacht wird, welche die Sache selbst nicht betreffen, die schweizerische Regierung um eines der besten Argumente bringen, das sie zum genannten Ziele haben müsste, denn wenn sie keine innenpolitischen Gründe für eine unabhängige Politik besitzt, so wird sie sich vermutlich gezwungen sehen, in der Sache der Anerkennung sich nach der Stellungnahme anderer Regierungen zu richten.

Die beste Art und Weise, auf die Schweiz einen freundschaftlichen Druck auszuüben und welcher zudem dort sympatisch aufgenommen würde, ist meines Erachtens die, das Abkommen zu unterzeichnen und damit der schweizerischen Regierung eine unabhängige Stellungnahme zu erleichtern.

Ausserdem wird es mir zufolge der Nichtunterzeichnung des Abkommens unmöglich gemacht, den zweiten Teil meiner Mission auszuführen, der darin besteht, in Spanien eine Organisation ins Leben zu rufen, welche mit den dortigen Stellen in allen sich aus dem Abkommen ergebenden Fragen zusammenarbeiten würde.

97

E 2001 (D) 1/244

*La Direction générale de la Banque nationale suisse¹
au Chef du Département des Finances et des Douanes, A. Meyer*

Copie

L

Zürich, 1. Juli 1937

Das Direktorium der Nationalbank hat sich in seiner heutigen Sitzung mit den Währungsvorgängen in Frankreich beschäftigt und dabei insbesondere die Frage geprüft, ob sich hieraus auf die Währungslage der Schweiz Rückwir-

1. *Cette lettre est signée:* G. Bachmann, E. Mosimann.

kungen ergeben können und ob allenfalls schweizerischerseits irgendwelche Massnahmen zu treffen sind. In der Annahme, dass Ihnen eine Orientierung über diese Fragen erwünscht sei, erlauben wir uns, Ihnen hiemit die Auffassung des Direktoriums darzulegen.

Durch das am heutigen Tage in Frankreich offiziell in Kraft getretene Währungsregime ist der französische Franken von seiner bisherigen Bindung an das Gold innerhalb bestimmter Punkte (44.1 und 38.7 Milligramm Feingold) losgelöst worden. Die Kursgestaltung des französischen Frankens hat daraufhin sofort die frühere gesetzliche untere Grenze unterschritten. Gegenüber dem englischen Pfund ging der französische Franken bis jetzt bereits auf den Stand von ca. 129 zurück, was nunmehr einer Abwertung seit Auflösung des Goldblocks von rund 44% entspricht. In Erwartung dieser Entwicklung sind der Nationalbank in den letzten Tagen Devisen und Gold im Gesamtbetrag von annähernd 100 Millionen Franken zugeflossen. Die Nationalbank musste diesen Kapitalzustrom aufnehmen, da die Ablehnung sofort eine Kurserhöhung der eigenen Valuta zur Folge gehabt hätte. Die Politik der Nationalbank ging dabei dahin, durch Hochhaltung der Kurse von Dollar und Pfund den Goldzufluss möglichst abzuhalten und dafür Devisen aufzunehmen.

Wie sich die Tatsache, dass Frankreich zu einer schwebenden Valuta übergegangen ist, auf die Kapitalbewegungen von und nach diesem Lande auswirken wird, lässt sich heute noch kaum voraussehen. Nach Auffassung des Direktoriums besteht aber auf jeden Fall heute für die Schweiz keine Veranlassung, ihrerseits eine Änderung an ihrer Währungspolitik, geschweige denn an den im September 1936 erlassenen Bestimmungen, vorzunehmen. Weder in wirtschaftlicher noch in psychologischer Hinsicht besteht zur Zeit zwischen der schweizerischen und der französischen Währung ein Zusammenhang, der – wie etwa im September 1936 – eine gleichgerichtete Währungspolitik in den beiden Ländern erzeugen könnte. Eine Revision unserer Währungsverfassung könnte erst dann in Frage kommen, wenn die weltwirtschaftlich massgebenden Staaten, England und U.S.A., zu einer Verständigung über eine Neuorientierung ihrer Währungen gelangen würden. Nach einer uns von der amerikanischen Botschaft in Paris gemachten Mitteilung hat der Schatzsekretär der U.S.A. den französischen Finanzminister wissen lassen, dass die neue Währungsverfassung Frankreichs kein Hindernis für den Fortbestand des Dreimächte-Abkommens bedeute, dass hingegen die technischen Voraussetzungen für ein weiteres Funktionieren des Abkommens noch zu bereinigen seien. Laut eben eingetrossener Depesche ist zwischen London, Paris und Washington eine Verständigung im Sinne der Aufrechterhaltung des Abkommens erzielt worden.

Wir werden nicht verfehlen, Sie auf dem Laufenden zu halten, sobald sich für die schweizerische Währung in irgendeiner Richtung Folgerungen ergeben sollten.

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 37

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP Secret¹Rome, 1^{er} juillet 1937

Le Ministre de Yougoslavie près le Quirinal, M. Douthitch, qui vient d'être transféré à Bucarest, m'a fait au moment de son départ des déclarations qui, en partie, sont d'intérêt immédiat pour nous. Reçu en audience par le roi, M. Douthitch, qui a vu réaliser durant sa mission à Rome la pacification politique et morale des rapports italo-yougoslaves, a été tout naturellement amené à s'entretenir avec le souverain non seulement de la politique danubienne, mais aussi du rôle de l'axe Rome-Berlin. Le roi Victor-Emmanuel paraît s'être exprimé avec une très grande franchise, et avec le grand bon sens qui le caractérise, sur la situation européenne. En parlant des rapports italo-allemands, le souverain se serait félicité qu'il n'y a pas entre les deux grands pays une frontière commune, qui serait comparable à la frontière du Rhin, avec toutes les frictions que comporte cette dernière entre la France et l'Allemagne. Il s'est félicité que c'est à la Suisse qu'incombe la garde des Alpes, en insistant, et en des termes paraît-il fort sympathiques, non seulement sur le rôle historique de notre pays, mais aussi sur les immenses avantages qui en découlent pour l'Italie. Ces paroles du souverain sont une nouvelle preuve que certaines idéologies jadis puissantes, et qui pouvaient, à la longue, devenir dangereuses, sont en train de périr, souhaitons-le pour toujours. Il est certainement précieux, en prévision de toutes éventualités, que le souverain d'Italie demeure, pour sa part aussi, non seulement pénétré de sentiments d'amitié à notre égard, mais convaincu de la sécurité que l'existence de notre Etat offre à son royaume.

En parlant de notre voisin de l'Est, l'Autriche, M. Douthitch s'est également rendu compte du désir du souverain de voir maintenir l'intégrité de l'Etat autrichien. Ceci n'est pas sans importance, vu qu'un certain «défaitisme» pénètre parfois, ainsi que j'ai pu m'en rendre compte à nouveau, dans la diplomatie italienne quant à la possibilité d'éviter l'«Anschluss» à longue échéance.

Quant à la mission qu'il a lui-même accomplie à Rome, M. Douthitch s'en montre extrêmement heureux, bien qu'il ne se fasse pas d'illusions exagérées. Lorsqu'il a pris la direction de la Légation du Palais Borghèse, le ton des rapports italo-yougoslaves était aussi violent qu'il l'est malheureusement aujourd'hui entre la France et l'Italie. Des incidents se succédaient sans arrêt, et les visées sur la Dalmatie recevaient l'encouragement ouvert de hautes personnalités. Aujourd'hui, il en est tout autrement. L'Italie, tournée vers l'Impero et, en ce moment, vers l'Espagne, désire se prémunir contre tout conflit à sa frontière orientale. Elle souhaite notamment s'assurer la neutralité

1. Sur une feuille séparée, Ruegger ajoutait: Vu le caractère extrêmement délicat de ces déclarations, je me permets de prier le Département de ne pas en signaler la teneur à d'autres Légations.

de la Yougoslavie dans un conflit éventuel pouvant mettre en danger l'existence de la République tchécoslovaque. Elle fait tout pour rassérer l'atmosphère, et les voyages de journalistes, les échanges d'artistes, de conférenciers, etc. sont presque aussi intenses en ce moment entre Rome et Belgrade qu'entre Rome et Berlin. De tout ceci M. Douthitch ne veut pas tirer des conclusions de trop longue portée, mais il dit avec raison que même si l'œuvre actuellement réalisée ne devait pas survivre à des convulsions possibles, la démonstration aurait été faite qu'il est parfaitement faisable de pacifier, dans un laps de temps très court, même des secteurs politiques considérés comme particulièrement périlleux pour la paix.

99

E 1004.1 1/365

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 juillet 1937¹

1167. Frankreich; Seidenzölle

Mündlich

Herr Bundespräsident gibt Kenntnis von folgendem Schreiben des Delegierten für den Aussenhandel:

«Die Schweiz hatte sich im früheren Handelsvertrage mit Frankreich verpflichtet, im Falle einer Erhöhung ihrer Seidenzölle die entsprechenden Ansätze des französischen Zolltarifs nicht zu überschreiten. Durch Bundesratsbeschluss von Mitte letzten Jahres sind die schweizerischen Seidenzölle in der Tat erhöht worden, was unbedingt notwendig war. Es ist hierauf mit Frankreich eine Meinungsverschiedenheit entstanden. Frankreich stellte sich auf den Standpunkt, dass der schweizerische Zoll *in keinem Falle* den in Frankreich für die gleiche Ware geltenden Ansätze überschreiten dürfe, während wir die Ansicht vertraten, dass das eingangs erwähnte Abkommen nach Wortlaut und Sinn nur bedeuten könne, die Schweizerzölle dürften im Mittel nicht höher sein als die französischen. Im Durchschnitt sind denn auch die jetzigen schweizerischen Zölle unbestrittenermassen niedriger als die französischen, während in gewissen speziellen Fällen sie allerdings etwas höher gehen.

Die Meinungsverschiedenheit wurde auch anlässlich der letzten Handelsvertragsverhandlungen² zur Sprache gebracht. Da das Problem ausserordentliche technische Schwierigkeiten bot, habe ich vorgeschlagen, man möchte die Seidenindustriellen Frankreichs und der Schweiz vereinigen, damit sie als Techniker die Angelegenheit abklären und wenn möglich regeln könnten. Nach

1. *Etaients absents*: J. Baumann, H. Obrecht.

2. *Cf. N° 59.*

Unterzeichnung des Abkommens haben diese Verhandlungen stattgefunden und schliesslich zu einer Einigung geführt, wonach einige schweizerische Zölle eine gewisse Reduktion erfahren sollen. Diese Verständigung unter den Industriellen wird nur rechtskräftig durch die Genehmigung seitens der beiden Regierungen. Im Einverständnis sowohl mit der schweizerischen Seidenindustrie wie auch mit dem Vorort des schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins habe ich durch Brief vom 26. Mai 1937 an Herrn Minister Juge, dem Handelsattaché der Französischen Botschaft, unsere Bereitwilligkeit dem Abkommen zuzustimmen, zum Ausdrucke gebracht. Durch Schreiben des Botschafters vom 6. ds. ist die gleiche Erklärung seitens der Französischen Regierung gegeben worden.

Die Schweizerische Seidenindustriegesellschaft ersucht nun darum, der Bundesrat möge dem Abkommen nicht zustimmen, da unterdessen ein neues wichtiges Ereignis eingetreten sei, nämlich die neue Abwertung des französischen Frankens. Sie weist auch zutreffend darauf hin, dass sie in den Verhandlungen diese Möglichkeit zur Sprache gebracht hätte und man ihr geantwortet habe, dass im Falle einer neuen Abwertung des französischen Frankens die Schweiz neue Verhandlungen über die Gesamtheit der mit Frankreich bestehenden Wirtschaftsvereinbarungen verlangen und, wenn diese nicht zu einer Verständigung führen, Abwehrmassnahmen treffen könne. Es sei nun sinnlos, sagt die Seidenindustrie, das Abkommen in Kraft zu setzen und unmittelbar nachher wieder Verhandlungen anzufangen über seine Ausserkraftsetzung. Die Tatsache der neuen Abwertung des französischen Frankens berechtere die Schweiz rechtlich und moralisch, das Abkommen überhaupt nicht in Kraft zu setzen.

Die französische These macht geltend, die Schweiz sei verpflichtet, das Abkommen zunächst einmal in Kraft zu setzen. Sie könne nachher Verhandlungen verlangen und, beim Scheitern derselben, die vorgesehenen Konsequenzen ziehen. Es scheint, dass der Französische Botschafter sich in dieser Sache ziemlich stark persönlich exponiert hat und dass sich auch Herr Herriot, dem bekanntlich die Lyoner Seidenindustrie sehr nahe steht, stark um die Sache interessiert. Ich habe mich deshalb bemüht, eine Lösung zu suchen und diese in dem Sinne auch gefunden, dass ihr der Vorort des schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins zustimmt.

Sie besteht in Folgendem:

1. Die Schweiz erklärt sich mit der durch die Seidenindustriellen der beiden Länder getroffenen Abmachung einverstanden und setzt sie sofort in Kraft.
2. Frankreich gibt seine Zustimmung dazu, dass die bestehende Bindung des schweizerischen Zollansatzes für seidene Krawatten (Pos. 553) beseitigt wird.
3. Das französische Begehren, die bestehenden Kontingente für die Einfuhr seidener Stoffe aus Frankreich zu erhöhen, wird abgelehnt.
4. Die Frage, ob die Auswirkung der neuen Abwertung des französischen Frankens, die bekanntlich mit ständigen Preiserhöhungen für französische Waren verbunden ist, für die schweizerisch-französischen Handelsbeziehungen eine ernsthafte Schädigung bedeutet, wird zurückgestellt bis sich, gestützt auf die Statistiken einiger Monate, ein genügend genaues Bild zeigt. Die Schweiz verlangt somit nicht sofort entsprechende Verhandlungen, behält sich aber deren Aufnahme für später vor.

Ich möchte Ihnen empfehlen, dem Bundesrate zu beantragen, in diesem Sinne Beschluss zu fassen.»

Nach Beratung wird auf Antrag des Bundespräsidenten *beschlossen*:

Den obgenannten Anträgen wird grundsätzlich zugestimmt unter Vorbehalt sofortiger Prüfung der Frage, welchen Einfluss die jüngsten Dekrete der französischen Regierung auf den ganzen Handelsvertrag haben.

100

E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 8

*Le Ministre de Suisse à Madrid, K. Egger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP III/AH. Vertraulich

Madrid, 11. Juli 1937

Beigeschlossen beehre ich mich, Ihnen die französische Übersetzung eines im «Socialista» von Madrid am 8. ds. erschienenen Zeitungsartikels zuzusenden¹, der auch Ihre Aufmerksamkeit erwecken dürfte.

Die Angriffe gegen die völkerrechtlich anerkannte Exterritorialität der diplomatischen Missionen und ihrer Agenten, die schweren Anschuldigungen über angebliche Verletzungen des Asylrechts und die nicht misszuverstehenden Drohungen sind ebenso schwerwiegend wie beunruhigend.

Diesem Zeitungsartikel kommt um so mehr Bedeutung zu, weil «El Socialista» heute die eigentliche offiziöse Zeitung der Regierung ist. Hinter dem «Socialista» steht Indalecio Prieto, und die Vermutung wurde laut, der Artikel stamme aus seiner Feder. Es ist nicht ausgeschlossen, Zweifellos aber kann ein solcher mit dem Übertitel «Un problema del dia» versehener Artikel nicht ohne Wissen oder Billigung der Regierung erschienen sein, da die Presse-Zensur mit ganz ausserordentlicher Schärfe gehandhabt wird. Der Zensor musste also wissen, dass ein solcher Artikel «ungeschoren» erscheinen durfte; vielleicht erhielt er sogar den Auftrag zur Publikation.

Andere Zeitungen, z. B. «El Sol», «Castilla Libre» u. a. haben das Stichwort aufgenommen, und wir sind heute einem Trommelfeuer ausgesetzt, das ebenso auf die Nerven geht wie das aus den Kanonen Francos.

Die juristische Auseinandersetzung und Belehrung über Zumutungen, die, wie die Aufforderung, sich für oder gegen die Regierung zu erklären, wirklich grotesk sind, dürfte nicht schwer fallen. Gefährlich ist es, dass eine solche Hetzkampagne gegen die Diplomaten gerade in einem Augenblick einsetzt, wo die Bevölkerung Madrids durch die ständigen Beschiessungen, durch den Hunger und durch die zur Stunde sich abwickelnde grosse blutige Offensive sich in einem Zustand beängstigender Nervosität befindet. Die Kampagne

1. *Non reproduit.*

richtet sich in erster Linie gegen die Asylierten, gegen die militärpflichtigen Franco-Fascisten, von denen einzelne Missionen noch weit über Tausend beherbergen. Es braucht nur den unüberlegten Einfall eines Pöbelführers, und der Pöbel holt sich diese Leute johlend und pfeifend gewaltsam aus den Asylen, die kein Völkerrecht und keine Flagge mehr zu schützen vermöchte. Ein solches Vorgehen liegt heute bestimmt im Bereich der Möglichkeit. Die Regierung in Valencia würde es bedauern, innerlich aber begrüßen, und sie würde antworten, eine solche Bartholomäus-Nacht hätte vermieden werden können, wenn wir die Asylierten nach Valencia gebracht hätten.

Dabei weiss sie ganz genau, dass wir das Recht auf unserer Seite haben. Madrid ist heute noch die Hauptstadt von Spanien, nur ein Kongress-Beschluss und eine Änderung der Verfassung kann dies ändern. Die Regierung befindet sich nur zufällig in Valencia, wie sie früher jeweilen im Sommer in San Sebastian war. Unsere Anwesenheit in Madrid bietet für die Bevölkerung und für unsere Kolonien eine wirkliche Garantie. Wir können unsere Mission, wenn auch unter erschwerten und wenig beneidenswerten Verhältnissen, besonders in humanitärer Beziehung, besser erfüllen als in Valencia. Im Weltkrieg sind nur ganz wenige Missionen dem belgischen König gefolgt, nach Jassy gingen nur die Vertreter der Alliierten, und in Paris (ich habe es miterlebt) hielten wir unsere Kanzlei mit diplomatischem Personal voll aufrecht, auch wenn der Missionschef in Bordeaux war.

Die Gründe, warum Valencia die Missionschefs dort haben möchte, liegen auf der Hand. Einstweilen sind wir nicht gewillt, den Schikanen – dem stets stärker werdenden Druck zu weichen. Ich weiss mich darüber mit Ihnen im Einverständnis².

Zur Zeit befinden sich in Valencia von den akkreditierten Missionschefs nur der mexikanische Botschafter nebst einigen Geschäftsträgern (u. a. Russland, Frankreich, England, Schweden). Es dürfte Sie in diesem Zusammenhang interessieren, dass England bereits eine ganz deutliche Trennung der Vertretungen in Spanien vorgenommen hat. Der englische Geschäftsträger in Valencia unterhält gar keine amtliche Verbindung mit St. Jean-de-Luz und empfängt seine Instruktionen direkt aus London. Sir Henry Chilton aber soll mit Salamanca verkehren, als ob er jetzt schon Englands Botschafter bei Franco wäre.

In Madrid aber sitzt der Doyen, der brasilianische Botschafter, mit dem «General-Sekretär des diplomatischen Korps», die Gesandten von Jugoslawien, Polen, Türkei, Panama, Santo Domingo und der Schweiz, die Geschäftsträger von Rumänien (mit Ministerrang), Chile, Norwegen, Peru, Columbien, Tschechoslowakei, Finland, etc. und zahlreiche andere bevollmächtigte Konsuln und Geschäftsführer.

Unter der Leitung des Doyens haben sich gestern alle diese diplomatischen Agenten zu einer Sitzung zusammengefunden, wobei die Stellungnahme zu der Pressecampagne des «Socialista» besprochen wurde. Das Ergebnis war der einstimmige Beschluss, dem Staatsminister Giral durch den rumänischen Geschäftsträger (der in eigener Sache nach Valencia zu reisen beabsichtigte)

2. *Note marginale de Motta*: ja.

eine Note überreichen zu lassen. Er erhielt zugleich den Auftrag, in mündlichem Vortrag auf die Unzulässigkeit und besonders auf die Gefährlichkeit solcher Zeitungsartikel hinzuweisen. Persönlich erwarte ich von dieser Démarche nur eine ausweichende, vielleicht aber auch eine unbefriedigende oder verletzende Antwort.

Zu dieser Auffassung komme ich aus der Erwägung, dass ganz unbestreitbar von verschiedenen Missionen schwere Unregelmässigkeiten begangen wurden und noch begangen werden, von denen die Regierung Kenntnis haben muss, und weiss, dass Hunderte von falschen Pässen fabriziert und die diplomatischen Kurriere zur Kapitalflucht und zum Dokumenten-Schmuggel missbraucht wurden. Zweifelhafte Makler haben Eintritt in die Asyle und tätigen einen anrühigen Handel mit Edelsteinen und andern Kostbarkeiten der Flüchtlinge. Gestern noch erhielt ich den Besuch eines mir bekannten Spaniers, dessen Bruder auf einer hiesigen Botschaft asyliert ist und der mich um Rat fragen kam, ob ich es für riskiert halte, wenn er der Botschaft den verlangten Preis von Pts. 9000. — für einen falschen Pass zahle. Täglich würden viele solcher Pässe ausgestellt. Das Schachergeld fliesst natürlich in die Privattaschen der Aufsichtsbeamten. Persönlichkeiten des Staatsministeriums, zu denen ich private freundschaftliche Verbindungen habe, erklärten mir in Valencia in aller Offenheit, dass wir uns über das Missvertrauen gegen das diplomatische Korps nicht zu sehr wundern sollten, denn es fehle nicht an einwandfreien Beweisen über argen Missbrauch der diplomatischen Privilegien. So war ich denn auch über den Artikel des «Socialista» nicht all zu sehr überrascht.

In Valencia hat man mir auch zu verstehen gegeben, dass das korrekte Verhalten der Schweiz in der Sache der Asylierten stets restlos anerkannt worden sei, und ich buche es als ein persönliches Zugeständnis, dass man die Ausreise unsrer Asylierten unter Bedingungen zuliesse (Ausstellung der Pässe und Erledigung aller andern Formalitäten in Madrid) die bis jetzt keiner andern Mission erteilt wurden. Wenn auch die andern Missionen die grundsätzliche Erlaubnis zur Evakuation haben (Liste II), hat sie bis zur Stunde noch keine durchführen können (auch Frankreich nicht!); das Innen-Ministerium verzögert die Prüfung der Listen, oder es schickt sie absichtlich zu Abänderungen zurück etc. etc.

Wenn ich seinerzeit nach einem Besuch in Valencia die Auffassung vertrat, die Schweiz werde von Regierungskreisen zu den mit Franco sympathisierenden Staaten gezählt, so dürfte dies leider auch heute noch zutreffen. Diese Stimmung wird zweifellos durch die sozialistische Presse und durch die Berichterstattung aus Bern aufrecht erhalten, und nach dem jüngsten Besuch von Minister Fabra Ribas konnte ich eine merkliche Verschärfung feststellen. Bei meiner Unterredung in Bern erklärte er mir auch mit nachdrücklicher Betonung, er habe den Eindruck, das Schweizervolk sympathisiere mit Valencia, der Bundesrat aber und besonders der Chef des Politischen Departements stehe auf Seiten Francos. (Es war unmittelbar nach dem Verbot der Durango-Broschüre.) In Valencia hörte ich deutlich das Echo. Ich vernahm auch, dass das Spanische Rote Kreuz die gleiche Einstellung zeige. Ich ging der Sache nach und fand, dass das unfreundliche Verhalten seine Ursache hat in Unstimmigkeiten und Zänkereien mit den Delegierten (Schweizern) des Internationalen

Roten Kreuzes aus Genf. Dies hinderte aber den Präsidenten des Spanischen Roten Kreuzes, Herrn Dr. Romeo, nicht, längst schon bei der Schweizerischen Gesandtschaft um Asyl gebeten zu haben für den Fall einer Besetzung Madrids durch Franco!

Ich glaube aber, und ich habe dafür vielerlei Beweise, dass die Bevölkerung von Madrid auch in aufgepeitschter Erregung die Personen und die Gebäude schonen würde, die von der Schweizer Flagge gedeckt sind, und ich vermag eine Alarmstimmung verschiedener Kollegen nicht zu teilen wie sie anlässlich der gestrigen Sitzung zu Tage trat. Mit einer Reserve: es müsste eine solche Mordbrenner-Bande von Russen geführt werden, die wissen, dass es einst einen Conradi gab und denen das weisse Kreuz im roten Tuch das Blut in den Kopf steigen liesse.

101

E 2001 (D) 1/106

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L

Berlin, 22. Juli 1937

Mit Bezugnahme auf Ihre interessanten Mitteilungen vom 12. Juni¹ beehre ich mich, Sie davon zu benachrichtigen, dass anlässlich eines heutigen Besuchs bei Freiherrn von Weizsäcker wir auf die beabsichtigten deutschen Befestigungsanlagen bei Basel zu sprechen kamen. Zu meiner eigenen Information sagte er mir, dass Minister Köcher in den nächsten Tagen den Auftrag erhalten werde, Ihnen zu eröffnen, dass man deutscherseits auf das gedachte Vorhaben leider nicht werde verzichten können, wiewohl der Zeitpunkt der Ausführung der Arbeiten noch nicht bestimmt sei. Wir sollten darin aber in keiner Weise eine Bedrohung schweizerischen Gebiets erblicken. Ganz im Gegenteil sei es nach fachmännischer Auffassung für die Schweiz von Vorteil, wenn die deutsche Grenze in unmittelbarer Nähe der Schweiz nicht eine «weiche» Stelle aufweise, die von der gegnerischen Seite zu Angriffen verschiedenster Art Anlass geben würde, die dann zu einer tatsächlichen Bedrohung schweizerischen Gebiets ausarten würde, wäre es auch nur durch verirrte Geschosse. Die Anlage von zeitgemässen Befestigungen dagegen habe Stellungskämpfe zur Folge, die für das benachbarte Schweizergbiet wesentlich geringere Gefahren böten.

Ich erwiderte, dass, wenn ich auch derartige Rückwirkungen militärischer Art nicht zu beurteilen vermöge, wir jedenfalls den deutschen Entschluss ausserordentlich bedauern müssten, schon deswegen, weil er die Hünninger-Befestigungsfrage seitens Frankreich neu aufzurollen geeignet sein könnte. Denn die «weiche» Stelle befände sich fürderhin nur mehr an der französischen Grenze.

1. Cf. N^o 87.

Im übrigen habe ich keinen Auftrag, die Angelegenheit an sich zu erörtern, sondern könne nur unsere hier bekannten Bedenken und Wünsche nachdrücklich bestätigen.

Freiherr von Weizsäcker meinte dann nur noch, einig seien wir offenbar in der Erwartung, dass der bei den geplanten Befestigungen vorausgesetzte Krieg nie ausbreche.

102

E 1004.1 1/365

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 juillet 1937¹

1240a. Déclaration de M. Cordell Hull du 16 juillet 1937

Département politique. Proposition du 22 juillet 1937

Par note du 19 juillet, le Chargé d'Affaires des Etats-Unis d'Amérique à Berne a porté à la connaissance du département politique les termes d'une déclaration faite, le 16 juillet, à la radio par le secrétaire d'Etat Cordell Hull, énonçant les principes qui doivent inspirer les relations entre Etats. Voir le texte ci-joint en traduction allemande (annexe 1).

Conformément aux instructions reçues de Washington, M. Bigelow exprime le désir de recevoir des informations au sujet de l'attitude de la Suisse vis-à-vis des principes énoncés par M. Cordell Hull.

Vu la proposition du département politique, il est *décidé* d'autoriser le Chef du département politique à remettre au Chargé d'Affaires des Etats-Unis un aide-mémoire conforme au projet ci-joint (annexe 2) au cours d'une conversation dans laquelle l'argumentation de l'aide-mémoire serait développée oralement.

ANNEXE 1

ERKLÄRUNG VON STAATSEKRETÄR CORDELL HULL
(16. Juli 1937)

« Von manchen Seiten habe ich Anfragen und Anregungen erhalten, die sich mit der gespannten Lage in verschiedenen Teilen der Welt befassen.

Unzweifelhaft bestehen in einer Reihe von Gebieten gespannte Verhältnisse, die anscheinend nur die benachbarten Länder in Mitleidenschaft ziehen, die jedoch letzten Endes die unvermeidliche Sorge der ganzen Welt bilden müssen. Jedwede Situation, in der Feindseligkeiten mit den Waffen ausgetragen werden oder drohen, dahin zu führen, ist solcherart, dass die Rechte und

1. *Etaient absents*: M. Pilet-Golaz, A. Meyer, H. Obrecht.

Interessen aller Nationen davon ernstlich berührt werden oder berührt werden können. Es sind keine ernsthaften Feindseligkeiten irgendwo in der Welt denkbar, die nicht auf die eine oder andere Weise Interessen, Rechte oder Verpflichtungen unseres Landes tangieren würden. Ich halte mich deshalb für berechtigt – ja, ich empfinde es als meine Pflicht –, eine Erklärung abzugeben über die Stellungnahme der (amerikanischen) Regierung zu internationalen Fragen und Situationen, hinsichtlich welcher unser Land von tiefer Sorge erfüllt ist.

Unser Land tritt immer und immer ein für die Erhaltung des Friedens. Wir befürworten Zurückhaltung auf nationalem und internationalem Gebiet. Wir befürworten den Verzicht seitens aller Nationen auf die Verwendung von Machtmitteln zur Verfolgung von politischen Zielen und auf die Einmischung in die innern Angelegenheiten anderer Länder. Wir befürworten die Regelung von internationalen Schwierigkeiten durch das Mittel friedlicher Verhandlungen und Verständigung. Wir stehen ein für getreuliche Beobachtung von zwischenstaatlichen Abkommen. Am Grundsatz der Heiligkeit der Verträge festhaltend, glauben wir, dass die Abänderung von Vertragsklauseln, falls eine solche sich als notwendig erweist, auf geordnetem Wege im Geiste gegenseitigen Entgegenkommens und gegenseitiger Bereitwilligkeit erfolgen soll. Wir vertreten den Grundsatz der Anerkennung der Rechte anderer und der Erfüllung bestehender Verpflichtungen seitens aller Nationen. Wir stehen ein für die Wiederbelebung und Stärkung des internationalen Rechtes. Wir befürworten Massnahmen zur Förderung wirtschaftlicher Sicherheit und Beständigkeit in der ganzen Welt. Wir treten ein für die Verringerung oder die Beseitigung bestehender Hindernisse im internationalen Handel. Wir suchen tatsächliche Gleichstellung hinsichtlich Handelsmöglichkeiten, und wir dringen gegenüber allen Ländern auf Anwendung des Grundsatzes der Gleichbehandlung². Wir glauben an die Beschränkung und Verringerung der Rüstungen. In Anerkennung der Notwendigkeit, bewaffnete Kräfte zu unterhalten, die die nationale Sicherheit gewährleisten, sind wir bereit, unsere eigenen Streitkräfte zu verringern oder zu erhöhen, entsprechend den Verringerung oder Erhöhungen, die von andern Ländern vorgenommen werden. Wir vermeiden es, Bündnisse oder verwickelnde Verpflichtungen einzugehen, aber wir glauben an gemeinschaftliche, auf friedliche und praktische Weise erfolgende Bemühungen zur Unterstützung der hier aufgestellten Grundsätze.»

ANNEXE 2

AIDE-MÉMOIRE

Le Conseil fédéral peut souscrire en tous points aux principes que le secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique a formulés dans sa déclaration du 16 juillet 1937. Ces principes inspirent depuis longtemps la Suisse dans ses relations avec l'étranger et tous les Etats avec lesquels elle entretient des relations les appliquent d'ailleurs également vis-à-vis d'elle. La réalisation pratique de ces principes dérive pour la Suisse, d'une part, de ce que la politique extérieure de la Confédération repose sur sa neutralité perpétuelle et, d'autre part, des efforts qu'elle fait pour baser ses relations internationales sur l'amitié et l'estime réciproques sans avoir égard au régime politique des Etats avec lesquels elle est en rapports.

En entrant dans la Société des Nations et en signant le pacte Kellogg, la Suisse a démontré qu'elle était prête aussi à apporter son tribut à la collaboration internationale tendant à la réalisation générale de ces principes. Elle peut le faire dans la mesure où sa neutralité, que le droit des gens a reconnue et qui a fait ses preuves dans l'histoire, ne s'en trouve pas affaiblie. C'est à la même condition que la Suisse peut acquiescer au programme énoncé par M. Cordell Hull.

2. *Note du document*: Dieser Satz ist nicht ganz klar; er könnte auch heissen: «... wir fordern alle Länder auf, den Grundsatz der Gleichbehandlung zu beobachten.»

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

RP Confidentielle. Irrédentisme

Rome, 24 juillet 1937

J'ai eu avant-hier, avec le Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères, un entretien qui devait porter sur les affaires générales en cours entre les deux pays. M. Ciano ayant, au milieu de la conversation, été appelé d'urgence au Palais de Venise par M. Mussolini – il s'agissait des affaires d'Espagne – m'a prié de revenir hier pour terminer notre entretien approfondi. Des rapports que je vous adresserai séparément², vous verrez que le Comte Ciano s'est employé à propos de toutes ces questions (arrangement concernant l'Ethiopie, commission italo-suisse de conciliation, questions culturelles, etc.) à tenir compte aussi largement que possible de nos désirs. A la fin de l'entretien d'hier et avant que je n'aie abordé ce sujet, il m'a parlé lui-même de l'irrégentisme.

Il m'a assuré que, tenant compte de nos pressants désirs, il avait fait de nos réclamations son affaire personnelle. «Mais, disait-il, ce travail a été plus dur que nous ne le pensions» («più faticoso che Lei può immaginarsi»). «Il s'agit en effet, poursuivit-il, de milieux d'intellectuels difficilement saisissables, qui tâchent toujours de se regrouper et qui, lorsqu'ils trouvent une porte fermée, essayent d'en enfoncer une autre.» J'ai naturellement saisi cette occasion pour abonder dans ce sens et pour reparler de la «Gazzetta del Lago Maggiore» vers laquelle les collaborateurs de la fameuse «Cronaca Prealpina» avaient «émigré», ainsi que pour signaler aussi une publication regrettable, dans l'esprit plus que dans le fond, sur l'«Helvétie romaine» qu'on avait réussi à publier dans une revue du «Governatorato» de Rome; je vous écris à ce sujet séparément.

M. Ciano a cependant conclu que, dans une année, il avait réussi à «mettere le cose a posto». Il m'a invité à lui signaler personnellement, en dehors des bureaux du Ministère, toute nouvelle manifestation vraiment sérieuse que j'aurais pu constater et qui lui aurait échappé. Le Ministre des Affaires Etrangères m'a aussi donné à entendre que le Chef du Gouvernement n'attachait pas d'importance à la prose des irrédentistes, mais que lui-même avait voulu nous donner des preuves tangibles de la bonne volonté du Gouvernement italien. Tout ceci est, en effet, extrêmement réjouissant et corrobore ce que nous savions déjà.

En revanche, j'ai été, je l'avoue, quelque peu préoccupé par les faits suivants que me signale le Ministre des Affaires Etrangères.

1. *Remarques manuscrites de Motta en tête du document*: Très intéressant. En circulation. Je veillerai au nécessaire. 26.7.37. M.

2. Cf. notamment, E 2001 (D) 1/29.

Ayant fait venir des télégrammes reçus de Suisse (un de trois et un de deux pages) dont, contrairement à son habitude, il ne m'a pas laissé prendre vision, il m'a dit que la commémoration de la bataille de Giornico du 1^{er} août risquait de faire renaître des difficultés³. Les milieux irrédentistes paraissent, en effet, «sauter» sur cette occasion et M. Ciano me dit que, d'après les nouvelles reçues de Suisse, on se préoccupait déjà chez nous des répercussions qu'aurait cette fête dans les milieux en question. «Si on donne à cette commémoration le caractère de la fête d'une victoire de la Suisse sur l'Italie», disait le Ministre des Affaires Etrangères, «je ne réussis plus à tenir en laisse les gens du «Libro e Moschetto», etc.». Je crois reconnaître dans ces pressions, entre autres, l'action du Ministre de la Justice, M. Solmi, qui est, sauf erreur, l'auteur d'un livre sur la bataille de Giornico. Les arguments que nous pouvons avancer (festivals où il est question de troupes françaises, etc.) ne portent pas en présence de cette situation politique. M. Ciano m'a donné l'assurance qu'à titre préventif, il donnerait de nouvelles instructions à la presse pour qu'elle se tienne tranquille, «mais», disait-il, «il faudrait, du côté suisse, que quelque chose fût aussi fait, en soulignant peut-être qu'il s'agissait d'une lutte fratricide et non pas d'une victoire suisse sur l'Italie».

Je ne me dissimule aucunement les difficultés qui empêchent de donner suite au désir qui nous a été ainsi exprimé et que je ne puis que vous transmettre. Il est certain que les préparatifs sont trop avancés pour qu'une intervention quelconque ait une chance de succès, mais peut-être verrez-vous, Monsieur le Président, la possibilité d'inviter les orateurs officiels à ne pas appuyer sur les éléments de contraste, mais plutôt sur les excellentes relations actuelles. Si, comme il m'a été dit, vous vous rendez vous-même à Giornico le 1^{er} août, il est évident que votre haute autorité trouvera moyen de faire tenir compte d'un impondérable qui existe ici et qui risque d'enfoncer quelque barrière placée autour de l'action irrédentiste.

3. *Au sujet de la commémoration de Giornico, cf. N° 109.*

104

E 2300 Washington, Archiv-Nr. 44

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Washington, E. Feer,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP N° 13

Washington, 28. Juli 1937

Erst nach Abgang meines politischen Berichts vom 22. Juli habe ich von Vorgängen Kenntnis erhalten, die eine überraschende Bestätigung bilden für das, was ich über einen neuen Zug in der amerikanischen Aussenpolitik in Verbindung mit der Persönlichkeit von Sumner Welles zum Ausdruck gebracht habe.

Am 16. Juli hat das Staatsdepartement die beiliegenden Feststellungen¹ über die amerikanische Aussenpolitik veröffentlicht, die merkwürdigerweise von der amerikanischen Presse kaum oder gar nicht, dafür aber umso mehr von der Auslandspresse berücksichtigt worden sind. Es entspricht der Tendenz dieser hochwichtigen Vernehmlassung, dass ihre Verbreitung im Ausland mehr gewünscht wurde als im Inland. Ich bin daher auch erst durch ausländische Zeitungen darauf aufmerksam geworden.

Die Quintessenz der Mitteilung liegt in dem Satz: «There can be no serious hostilities anywhere in the world which will not one way or another affect interests or rights or obligations of this country.»

Wenn man sich die ängstliche Zurückhaltung vergegenwärtigt, die Cordell Hull und seine Vorgänger in aussenpolitischen Dingen an den Tag gelegt haben, so muss diese Formulierung einen stutzig machen. Sie bedeutet nichts mehr und nichts weniger als eine Wendung in der amerikanischen Neutralitätspolitik: der Übergang von einer passiven zu einer aktiven Neutralität, vielleicht sogar noch mehr.

Es ist bekannt, dass der Präsident die Vorgänge in Ostasien mit gespanntem Interesse verfolgt und dass ihm wie allen Amerikanern die brutalen Expansionsmassnahmen Japans auf die Nerven gehen. Er hat deshalb, wie ich aus gutinformierter Quelle vernehme, persönlich und sorgfältig mit Sumner Welles zusammen und nach Konsultation mit Norman Davis, seinem «Ambassador at large» (Botschafter zu besonderer Verwendung) und John MacMurray, dem früheren Botschafter in China, das genannte Communiqué ausgearbeitet, das ein aussenpolitisches Glaubensbekenntnis und zugleich eine ernste Warnung an die andere Weltmächte enthält. Ist es nicht auffallend, wie dieses «Statement» mit seinem Aktivitätsmoment denjenigen Recht gibt, die von Sumner Welles als neuem Faktor in der amerikanischen Aussenpolitik nichts anderes erwartet haben?

Kenner der Verhältnisse behaupten, dass seit Wilsons Eingreifen in den Weltkrieg die amerikanische Regierung noch nie einen aussenpolitischen Akt begangen habe, der so sehr mit der traditionellen Isolationspolitik bricht, wie jetzt diese Ankündigung.

Wenn die Vereinigten Staaten in dem neuen politischen Weltbild, in dem das britische Reich nicht mehr absolut allein herrschend ist, den arbiter mundi spielen wollen, dann können sie dies selbstverständlich nicht tun, ohne ihre Isolationspolitik tatsächlich aufzugeben.

1. Cf. N° 102, annexe 1.

105

E 2001 (D) 4/23

*Le Département militaire*¹
au Président de la Confédération, G. Motta

L

Bern, 29. Juli 1937

In Beantwortung Ihres Schreibens B.56.13.7.1.a. LS. vom 6. Juli 1937² betreffend Mitteilungen an den Völkerbund über den Stand unserer Gesetzgebung in der Frage der *privaten Rüstungsindustrie* erlauben wir uns, Ihnen nach Einholung der Berichte der Generalstabsabteilung und der Kriegstechnischen Abteilung folgendes zu antworten:

1. Ausser den von Ihnen genannten beiden Erlassen, Bundesratsbeschluss vom 28. Oktober 1935 betreffend Italien und Abessinien und Bundesratsbeschluss vom 14. August 1936 betreffend Spanien, möchten wir der Vollständigkeit halber noch in Erinnerung rufen den Bundesratsbeschluss vom 31. Mai 1934 betreffend das Verbot der Ausfuhr von Kriegsmaterial nach Bolivien und Paraguay (B.B1.1934, II.S.505). Dieser Beschluss, welcher in der Gesetzesammlung nicht veröffentlicht wurde, ist allerdings mittlerweile aufgehoben worden. Er vervollständigt aber immerhin das Bild über die von unserm Lande auf dem Gebiete des internationalen Waffenhandels bisher getroffenen Massnahmen.

An geltenden Erlassen möchten wir noch erwähnen:

a) Die Verfügung vom 8. September 1908 betreffend die Erteilung von Ausfuhrbewilligungen für Handfeuerwaffen (SMA. Seite 239). Nach der Praxis, wie diese Verfügung gehandhabt wird, bedarf es einer Ausfuhrbewilligung für alle Waffen, die irgendwie als Armeewaffen verwendbar sind. Letzteres ist beispielsweise nicht der Fall bei den gewöhnlichen Jagdwaffen.

b) Bundesratsbeschluss vom 27. Juli 1932, wonach den eidg. Betrieben die Waffenausfuhr nach kriegsführenden Staaten oder solchen, die sich in Kriegsgefahr befinden, untersagt ist. Dieser Beschluss hat allerdings mehr internen Charakter. Wir erwähnen ihn der Vollständigkeit halber.

2. Was nun Ihren Standpunkt anbelangt, in Genf lediglich den Bericht vom 14. Januar 1937 des Bundesrates an die Bundesversammlung über das Volksbegehren gegen die private Rüstungsindustrie bekanntzugeben, sehen wir, bessere Belehrung vorbehalten, nicht recht ein, weshalb nicht auch zugleich der Wortlaut des Gegenentwurfes des Bundesrates zur Kenntnis gebracht werden sollte. Dieser Gegenentwurf ist ja bereits in den Tagesblättern erschienen und daher allgemein bekannt. Dagegen sind wir der Meinung, dass davon abgesehen werden sollte, die zugehörige Botschaft vom 13. Juli 1937 nach Genf zu übermitteln, weil dieselbe immerhin nähere Angaben über unser eigenes Rüstungsproblem enthält. Ob die in Aussicht genommene Revision von Art. 41 B. V.

1. *Cette lettre est signée:* Der Stellvertreter: Obrecht.

2. *Non reproduite.*

schon auf Ende des Jahres in kraft treten kann, wie Sie nach Genf mitteilen möchten, mag vorläufig dahingestellt bleiben.

3. Hinsichtlich der gestellten Frage nach dem Bestehen von gesetzlichen Erlassen über das militärische Geheimnis und über den Schutz von Erfindungen auf militärischem Gebiete ist zu sagen, dass gemäss dem bei uns geltenden Rechte die militärischen Geheimnisse durch Art. 86 des Militärstrafgesetzes vom 13. Juni 1927 geschützt sind. Für Erfindungen militärischen Charakters sind keine Spezialvorschriften vorhanden. Es gelten für dieselben die nämlichen Bestimmungen, wie für die übrigen Erfindungen. Die von der Generalstabsabteilung in ihrem Bericht zitierten Art. 38, 39 und 40 des Bundesgesetzes vom 21. Juni 1907 betreffend die Erfindungspatente sind sowohl auf militärische wie auf gewöhnliche Erfindungen anwendbar.

4. Allgemein möchten wir noch beifügen, dass unsere private Rüstungsindustrie nicht geschmälert werden darf. Wir besitzen im Hinblick auf unsere eigene Landesverteidigung ein wesentliches Interesse an der Erhaltung dieser Industrie³.

3. *C'est dans ce sens que le Président de la Confédération écrira au Secrétaire général de la Société des Nations, J. Avenol, le 3 août 1937, cf. E 2001 (D) 4/23.*

106

J.I.1.1/29

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

*Copie
L manuscrite*

Berne, 29 juillet 1937

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre personnelle du 27 de ce mois¹.

J'ai l'intention de quitter Berne le 6 ou le 7 août pour me rendre en Bretagne en passant par Paris où je resterai (tout à fait *incognito*) pour environ trois jours. Je ne voudrais pas troubler vos plans de vacances. La conversation que je désire avoir avec vous pourra attendre jusqu'au *début septembre*, mais il est bien que vous sachiez de quoi il s'agit. Le Conseil fédéral a fixé d'une manière générale la limite d'âge de tous les fonctionnaires à 65 ans. Cette règle n'est pas absolue, mais doit cependant être observée avec les tempéraments nécessaires. Comme vous avez dépassé la limite d'âge d'une manière sensible je suppose que vous avez dû vous poser vous-même la question. J'avais toujours admis – dans

1. *Non reproduite, cf. J.I.1.1/2. Dans cette lettre, Dunant exposait à Motta les raisons qui lui rendaient difficile le déplacement de Berne pour y avoir un entretien avec son chef avant le 6 août.*

mon for intérieur – que vous songeriez à demander votre retraite pour la fin de cette année. Cela me paraîtrait raisonnable et équitable. Mais avant de saisir le Conseil fédéral de la situation j'aimerais en causer franchement et amicalement avec vous. Je connais votre caractère excellent et j'ai toujours beaucoup apprécié votre activité bienfaisante. Vous pouvez donc croire que je me suis décidé à vous écrire après la réflexion la plus mûre. Je regrette sincèrement d'être amené à poser la question, mais je ne doute pas un instant que vous saurez vous placer devant les responsabilités qui sont les miennes. Je vous autorise naturellement à en parler avec Madame Dunant à laquelle je vous prie de présenter mes compliments respectueux.

107

E 2001 (D) 1/100

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L Urgent. Irrédentisme

Rome, 30 juillet 1937

J'ai l'honneur de confirmer ma lettre du 26 juillet¹, relative au projet attribué à certains milieux irrédentistes d'envoyer des cartes postales avec texte et caractère de tendance antisuisse au Tessin, à l'occasion de l'inauguration du monument de Giornico.

M. Fumasoli, premier secrétaire de Légation, a eu hier, à ma demande, un entretien à ce sujet avec le chef de service compétent au Palais Chigi. Il a appris à cette occasion que le Ministre des Affaires Etrangères redoutait que des «milieux suisses» d'Italie pouvaient préparer «qualche guaio». Cette indication est très intéressante et complète ce que le Ministre des Affaires Etrangères m'avait dit lors de notre dernier entretien². De toute manière, nous avons une nouvelle preuve de la bonne volonté des autorités italiennes. Le Palais Chigi avait déjà avisé le Ministère de l'Intérieur en le priant de prendre les dispositions opportunes. Néanmoins, le Ministère des Affaires Etrangères a encore quelque inquiétude au sujet des polémiques que pourra faire naître l'inauguration du monument de Giornico.

1. Non reproduite.

2. Sans doute celui dont il est question au N° 103.

E 27, Archiv-Nr. 7449

*Le Capitaine EMG, B. Barbey, au Conseiller de légation
à la Légation de Suisse à Paris, H. de Torrenté¹*

Copie

L

Paris, 1^{er} août 1937

Mon Major,

J'ai vu le Maréchal Pétain, qui, après avoir réfléchi et posé le pour et le contre, m'a donné une réponse malheureusement négative. Et ceci pour des raisons qu'il est bien aisé de comprendre :

Si le Maréchal venait assister aux manœuvres de la 1^{re} Division, ce voyage serait «interprété» outre Rhin et exploité d'une manière qui serait préjudiciable à nos intérêts comme à ceux de la France.

Une conférence présenterait, dans une certaine mesure, les mêmes inconvénients. Et d'ailleurs, le Maréchal a refusé, au cours de ces dernières années, un grand nombre de demandes de conférences émanant de Belgique, de Hollande, d'Angleterre. Il lui est difficile de faire une exception en notre faveur et de créer un précédent.

Ces réflexions, le Maréchal reconnaît qu'elles ne lui étaient pas, jusqu'ici, apparues avec une telle netteté. Mais il proteste que l'intérêt qu'il porte aux questions de notre défense nationale n'en est pas moins grand et qu'il se propose de voir, avant leur départ et à leur retour, les officiers qui feront partie de la mission française envoyée à nos manœuvres.

Quant aux projets Weygand, il est inutile de les reprendre avant octobre, puisque le général ne sera pas fixé avant cette époque sur le programme de son activité de l'hiver.

J'ai écrit au Cdt du 1^{er} C.A., qui s'intéressait vivement à ce double projet, pour le tenir au courant.

Je vous prie de croire, mon Major, à mes sentiments bien sincèrement dévoués.

1. En marge de cette lettre, de Torrenté a écrit de sa main les lignes suivantes: Mon cher, Je te confirme ma communication téléphonique de ce jour. Cette lettre n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. Bien à toi, H.d.T.

L'étude du dossier suggérerait que le destinataire de ces lignes et de la copie de la lettre de Barbey soit le Lt.-Col. R. Masson, Chef de la 5^e Section du Service de l'Etat-Major Général, qui avait été chargé d'organiser le voyage des officiers étrangers aux manœuvres de la 1^{re} Division. Pour la visite de Pétain en Suisse, cf. N^o 128.

109

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 37

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP Confidentielle

Rome, 2 août 1937

Laissez-moi vous remercier infiniment de la lettre personnelle que vous avez eu la bonté de m'adresser le 29 juillet¹ à propos de la commémoration de Giornico et des velléités irrédentistes qui se sont manifestées à cette occasion.

Les indications que vous avez bien voulu me donner m'ont été extrêmement précieuses. Je reviendrai à part sur la question de la source de l'alerte donnée ici et que vous avez si justement appréciée.

J'ai reçu le texte de votre beau discours de Giornico au moment même où vous le prononciez. Aussitôt, j'ai envoyé au Comte Ciano une lettre dont j'ai transmis ce matin copie à la Division des Affaires Etrangères. J'y ai prié le Ministre des Affaires Etrangères de lire attentivement tout le discours, ce qui dissipera dans son esprit le dernier doute qu'on aura pu lui suggérer.

Quant à la presse italienne, les grands organes que j'ai lus jusqu'ici sont franchement amicaux et mettent dûment en relief votre déclaration sur les rapports italo-suisse². A ce sujet, j'avais rappelé samedi soir encore au Ministre De

1. *Dans cette lettre confidentielle manuscrite, Motta faisait savoir au Ministre de Suisse à Rome: Ho sott'occhio la sua lettera del 24 corr. relativa alla commemorazione di Giornico. Ho dato istruzione al signor Frölicher di darLe ragguaglio e so che ciò è avvenuto. Domani il mio segretario, signor dottore Marcionelli, Le manderà il testo del discorso che pronuncerò a Giornico.*

Ho avuto stamane una conversazione col signor ministro Tamaro. Egli era venuto per altro oggetto, ma io ho voluto cogliere l'occasione di sapere onde erano venuti gli allarmi ai quali aveva fatto accenno il signor ministro Ciano. Dubitavo già che l'allarme fosse partito da Tamaro, ora ne ho la certezza morale. Questi mi ha detto, infatti, che la battaglia di Giornico era stata un fratricidio, come se di simili fratricidi non fosse piena tutta la storia degli Stati, non esclusa l'Italia! Ha accennato a Emilio Motta, a Stefano Gabuzzi e ad altri che avevano in passato ritenuto bene parlare il meno possibile di Giornico ecc. ecc.

Non posso negare che il signor Tamaro abbia avuto in nostro confronto gesti simpatici, ma egli è vecchio giornalista e irredentista triestino... Egli è quindi portato alle esagerazioni... La lettura che Lei farà del mio discorso La persuaderà che la commemorazione di Giornico non può ragionevolmente turbare le nostre relazioni con l'Italia...

Ho informato anche il signor Celio, Presidente del Governo Cantonale, d'evitare ogni allusione meno che amichevole verso l'Italia. Spero che tutto andrà bene.

Intanto voglia ricordarmi alla Sua gentile consorte e gradire per Lei, caro ministro, un'affettuosa stretta di mano. (J.I.1.1/29).

Les points de suspension figurent dans l'original de Motta.

2. *Concernant l'Italie, Motta disait dans son discours de Giornico: Quando l'Italia prese le mosse verso il suo Risorgimento, il Ticino ne sposò, con la mente e l'opera dei suoi migliori, la giusta causa e le recò giovamento effettivo. Oggi, mentre l'Italia si rinnova e s'afferma ognora più grande Potenza dalla lunga vista imperiale, il Ticino che ha raggiunto la piena consapevolezza della sua missione è diventato elemento fausto e sicuro pegno dell'amicizia che stringe e stringerà in perpetuo la Confederazione svizzera al Regno d'Italia. (E 2200 Rom 22/5).*

Peppo, Chef de Cabinet du Comte Ciano, les assurances données par le Ministre des Affaires Etrangères.

Vous voudrez bien trouver, sous ce pli, une série de coupures de journaux romains. Le «Messaggero», le «Piccolo» et l'officieux «Giornale d'Italia» sont particulièrement amicaux; la «Tribuna», dont la rédaction ne nous a pas toujours été favorable, est jusqu'ici muette, mais le silence n'a rien de fâcheux. M. de Bavier, qui m'a téléphoné ce matin, a été prié par moi de vous envoyer directement les coupures des journaux milanais.

De toute cette alerte, il ne reste donc, si nous nous en tenons à la grande presse, qu'une nouvelle affirmation des excellents rapports entre les deux pays. Cela ne peut pas nous empêcher de regretter qu'une fois de plus, une alerte inutile et superflue ait été donnée...

110

E 1004.1 1/365

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 3 août 1937¹

1319. Beziehungen der Schweiz zu der Regierung des Generals Franco

Politisches Departement. Antrag vom 2. August 1937

I. Im Juni 1937 hat die Regierung des Generals Franco dem Eidg. Politischen Departement eine Zirkularnote² zukommen lassen, in der unter einlässlicher völkerrechtlicher Begründung beantragt wird, auch die Schweiz möge der Regierung des nationalen Spaniens die Eigenschaft einer kriegführenden Partei zuerkennen. Seither haben auch Italien und Deutschland, die schon im Herbst vorigen Jahres die Beziehungen zur Valencia-Regierung abgebrochen und die Franco-Regierung anerkannt hatten, im Londoner Nichteinmischungsausschuss den Vorschlag gemacht, beide Bürgerkriegsparteien als kriegführende Parteien zu betrachten. Bekanntlich hat sich England in seinem Vermittlungsvorschlag grundsätzlich mit diesem italienisch-deutschen Antrag einverstanden erklärt, jedoch unter der Voraussetzung, dass vorgängig der Anerkennung die Frage der Zurückziehung der Freiwilligen geregelt werde. Wegen der Verknüpfung dieser beiden Fragen konnte bis anhin eine Einigung im Nichteinmischungsausschuss nicht gefunden werden.

Es mag in diesem Zusammenhang auch erwähnt werden, dass die Regierung in Salamanca es abgelehnt hat³, eine provisorisch Übereinkunft betreffend die schweizerisch-spanischen Handelsbeziehungen zu unterzeichnen. Der Text

1. *Etaients absents*: M. Pilet-Golaz, R. Minger, P. Etter.

2. *Non reproduite*, cf. E 2001 (D) 1/142.

3. *Cf. N° 96*.

dieser Übereinkunft war von Herrn alt Konsul Brand als Delegierter der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung mit den Vertretern des Handelsministeriums in Salamanca vereinbart worden. Die Weigerung wurde damit begründet dass solche Abmachungen wirtschaftlicher Natur nur noch mit denjenigen Staaten abgeschlossen würden, die die Franco-Regierung zum mindesten als kriegsführende Partei anerkannt hätten.

II. Bevor zur Frage Stellung genommen wird, welche Haltung die Schweiz im Bezug auf das erwähnte Begehren der Franco-Regierung einnehmen soll, muss kurz dargestellt werden wie gegenwärtig die schweizerischen Beziehungen zu Franco-Spanien geordnet sind.

a) Was zunächst die schweizerischen Interessen anbetrifft, so ist zu erwähnen, dass sich etwa die Hälfte der Spanischschweizer heute im Gebiete des Generals Franco befinden. Vor dem Bürgerkriege waren zirka 4000 Schweizer in Spanien ansässig. Etwa 2000, also die Hälfte, sind als Flüchtlinge zurückgekehrt. Fast ausnahmslos kommen diese Flüchtlinge aus den Gebieten, die von der Regierung von Valencia kontrolliert werden. Es hat sich gezeigt, dass weniger die Kriegshandlungen als die stets zunehmende Sowjetisierung unsere einst blühende Schweizerkolonie veranlasst hat, Spanien zu verlassen. Wenn immer noch zirka 1000 Landsleute im Gebiete der Volksfrontregierung zurückgeblieben sind, so ist dies darauf zurückzuführen, dass diese Schweizer auf bessere Zeiten hoffen und durch ihr Ausharren ihr Hab und Gut über die schlechten Zeiten hinüber retten wollen. Das Ausharren dieser Landsleute in Spanien wird übrigens dadurch ermöglicht, dass der Bund regelmässig Camions mit Lebensmitteln von Bern nach Barcelona, Valencia und Madrid fahren lässt, wobei die Kosten des Transportes und zum Teil auch der Lebensmittel aus einem Kredit der Polizeibehörde gedeckt werden. Würde diese sachlich durchaus berechnete Hilfsaktion eingestellt, so würde die Schweizerkolonie im Volksfrontspanien bald auf einen unbedeutenden Rest zusammenschrumpfen.

Es muss auch erwähnt werden, dass im Spanien der Regierung von Valencia sämtliche grössere Unternehmungen, die Schweizern gehören oder an denen schweizerisches Kapital beteiligt ist, sozialisiert wurden. Dazu gehören z. B. die spanischen Fabriken und Verkaufsniederlagen der Firma Nestlé, die Textilunternehmungen der Familien Dubler und Bébié, die spanischen Tochtergesellschaften schweizerischer Versicherungsunternehmungen. Als Entschädigung wird pro forma eine später zu bestimmende Abfindung in Papierpeseten in Aussicht gestellt. Bezahlt wurde bisher noch nichts, und der Wert des spanischen Geldes ist bereits unter 10% des Pari-Kurses gesunken. Wie alle andern Staaten, so hat auch die Schweiz gegen diese entschädigungslose Enteignung Einspruch erhoben, ohne dass aber diesen Vorstellungen irgendwie Gehör geschenkt wurde.

Dem gegenüber herrscht im Gebiete der Franco-Regierung Ordnung und Rechtssicherheit. Lebensmittelsendungen an die dortigen Schweizer sind nicht nötig. Der Unterschied in den Existenzbedingungen für die Ausländer erhellt daraus, dass nach der Eroberung von San Sebastian, Malaga und Bilbao manche Schweizer Flüchtlinge aus dieser Gegend wieder an ihren früheren Wohnsitz zurückgekehrt sind.

Auf Grund dieses Vergleiches über die Lebensbedingungen in beiden Spanien soll nicht etwa die Schlussfolgerung gezogen werden, dass die Beziehungen mit der Valencia-Regierung abubrechen seien. Eine solche Massnahme kommt schon deshalb nicht in Frage, weil dadurch die dortigen noch bestehenden schweizerischen Interessen stark gefährdet würden. Es muss auch anerkannt werden, dass unsere Landsleute, von Ausnahmen abgesehen, nicht das Opfer von Gewalttätigkeiten geworden sind. Das persönliche Eigentum und insbesondere die Wohnungen unserer Landsleute sind respektiert worden. Überhaupt darf man feststellen, dass die ordentlichen Regierungsstellen bestrebt sind, die Bemühungen unserer Vertretungen zu unterstützen. Auch der spanische Gesandte in Bern hat bei dieser Schutztätigkeit schon wiederholt nützliche Dienste geleistet. Seinen Bemühungen ist es zum grossen Teil auch zu verdanken, dass die Lebensmitteltransporte nach Barcelona und Madrid ausgeführt werden können.

b) Was nun die staatlichen Beziehungen der Schweiz zu Franco-Spanien anbetrifft, so bestehen daselbst fünf schweizerische konsularische Posten, nämlich das Konsulat in Sevilla (geleitet von Konsul Stierlin), die Konsularagentur San Sebastian (verwest von Kanzleisekretär Knecht), die Konsularagentur Malaga (Barblan), Bilbao (Biderbost) und Santa Cruz (Hentsch). Der Schutztätigkeit dieser Posten werden keine Hindernisse in den Weg gelegt. Im Gegenteil sind die Zivil- und Militärbehörden bestrebt, unsern Vertretungen die Erfüllung ihrer Aufgabe zu erleichtern. Obwohl nach Völkerrecht die konsularischen Posten keinen Anspruch auf direkten Verkehr mit ihrer Regierung haben, ist die Schweiz in der Lage, mittels Kurier und Geheimcode den unzensurierten Post- und Telegraphenverkehr mit den konsularischen Vertretungen in Franco Spanien aufrechtzuerhalten. Nach einigen Anständen sind auch die gewöhnlichen Postsendungen von der Militärzensur respektiert worden.

In Bern befindet sich seit längerer Zeit ein Vertreter der Franco-Regierung. Ende 1936 gab der ehemalige Legationssekretär der spanischen Gesandtschaft, Bernabé Toca, der bei Beginn des Bürgerkrieges seinen Rücktritt genommen hatte, dem Politischen Departement bekannt, dass er von General Franco beauftragt sei, die Interessen seiner Regierung in der Schweiz zu wahren. Wollte man nicht das Fortbestehen der schweizerischen konsularischen Vertretungen im nationalen Gebiet und damit die dortigen schweizerischen Interessen gefährden, so war es ausgeschlossen, dem Genannten jede Erfüllung seiner Mission zu verunmöglichen. Unter Zustimmung des Bundesrates wurde das Politische Departement ermächtigt, Beziehungen persönlicher und tatsächlicher Natur mit dem Vertreter Francos aufrechtzuerhalten, um die schwebenden Angelegenheiten von Fall zu Fall zu erledigen. Die zuständigen eidgenössischen und kantonalen Stellen haben sich in den Einzelfällen auf Wunsch des Politischen Departements stets hiezu bereit gefunden. Eine ausdrückliche Anerkennung der Franco-Regierung oder ihres Vertreters wurde damit nicht verbunden.

Das Politische Departement räumte dem Vertreter verschiedene Erleichterungen ein. So wurden er und seine Mitarbeiter von der Pflicht der direkten polizeilichen Anmeldung befreit. Es wurde ihm gestattet mit seiner Regierung mittels chiffrierten Telegramm zu verkehren, da das entsprechende Recht auch

unsern konsularischen Vertretungen zustand. In Bezug auf sein Automobil wurden ihm diejenigen Erleichterungen eingeräumt, die sonst einem Diplomaten und Missionschef zukommen, nämlich Zoll- und Steuerbefreiung, CD-Schild, zollfreies Benzin. Es wurde ihm auf Anfrage gestattet, seine Amtsräume durch einen Schild kenntlich zu machen unter der Bedingung, dass die Vertretung sich als solche und nicht als Gesandtschaft bezeichne. Damit kommt zum Ausdruck, dass es sich nicht um eine offiziell anerkannte diplomatische Vertretung handelt. Herr Toca ist dieser Aufforderung nachgekommen. Auch die schweizerischen Konsulate in Franco-Spanien haben die Befugnis, Konsulatsschilder anzubringen und das Land, das sie vertreten, mit demjenigen Namen zu nennen, den es sich selbst beigelegt hat. Wenn daher auf dem erwähnten Schild Franco-Spanien mit «Estado Español» angegeben ist, so wird man dagegen kaum etwas einwenden können, umso weniger als die offizielle Bezeichnung von Valencia Spanien «Republica Española» lautet. Die Vorstellungen, die der spanische Gesandte hiergegen erhoben hat, sind nicht begründet, ebenso wenig seine Aussetzung, dass am Jahrestag der nationalen Erhebung die Vertretung die nationale Fahne gezeigt hat. Abgesehen vom Kanton Genf, wo eine polizeiliche Bewilligung für das Anbringen ausländischer Flaggen vorgeschrieben ist, kann in der Schweiz jedermann nach Gutdünken flaggen. Zum Schutz der öffentlichen Ordnung kann die Polizei Einschränkungen anordnen. Eine Störung der öffentlichen Ordnung war im vorliegenden Fall nicht zu befürchten. Es wäre auch nicht verständlich, weshalb es dem Vertreter des nationalen Spaniens verboten wäre, bei einem besondern Anlass die Fahne eines Landes zu zeigen, in dem unsere Landsleute in Sicherheit leben können und mit dem die Schweiz tatsächliche Beziehungen aufrecht erhält. Gewiss wird man Herrn Toca nahelegen können, ausgesprochene Flaggenmanifestationen zu unterlassen und ebenso auf das Abhalten von Kirchenmessen zu verzichten, wenn die Durchführung weniger zur religiösen Erbauung als zu Propagandazwecken dient und daher als Provokation wirken muss.

Die bisherige Stellungnahme der Schweiz gegenüber den beiden Bürgerkriegsparteien lässt sich dahin zusammenfassen, dass mit der Regierung von Valencia offizielle Beziehungen und mit der Franco-Regierung tatsächliche Beziehungen bestehen und dass schweizerischerseits das Bestreben besteht, mit beiden Parteien materiell möglichst gute Beziehungen aufrechtzuerhalten. Von einer ausdrücklichen de facto Anerkennung der Franco-Regierung wurde abgesehen, ebenso von einer Anerkennung als kriegsführende Partei. Im übrigen wurde die Frage bewusst offen gelassen, ob die Aufrechterhaltung tatsächlicher Beziehungen so wie sie bestehen, eine de facto Anerkennung oder eine Anerkennung als kriegsführende Partei in sich schliesst.

III. Im folgenden mögen nun kurz die aussenpolitischen Erwägungen erwähnt werden, die zu dieser Lösung geführt haben. Daraus dürfte es sich dann ohne weiteres ergeben, ob es angezeigt sei, eine Änderung eintreten zu lassen.

Es ist schon behauptet worden, dass die Massnahme des Bundesrates betreffend das Verbot der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien die Anerkennung von zwei kriegsführenden Parteien zur Voraussetzung habe. Dies ist bei näherer Überlegung kaum zutreffend. Die erwähnten Verbote waren in

erster Linie nicht eine Neutralitäts-, sondern eine Nichteinmischungsmassnahme. Die Nichteinmischung hat keine «kriegführenden Parteien» zur Voraussetzung, wie dies bei einer eigentlichen Neutralitätserklärung der Fall wäre. Gewiss beruhen die erwähnten Nichteinmischungsmassnahmen auf der allgemeinen schweizerischen Neutralitätspolitik, deren Zweck es ist, unser Land von einem allfälligen Kriege fern zu halten, aber doch weniger von einem Kriege in Spanien als von einem Kriege unserer Nachbarstaaten, der aus den spanischen Wirren hervorgehen könnte.

Es kann nun aber nicht bestritten werden, dass nach herrschender Völkerrechtslehre der Bürgerkrieg in Spanien ein Krieg im völkerrechtlichen Sinne geworden ist. Die Franco-Regierung hat es verstanden, den grösseren Teil Spaniens in ihre Gewalt zu bringen und ein eigenes Staatsgebilde zu schaffen. Damit sind nach Völkerrecht die Voraussetzungen für eine Anerkennung als kriegführende Partei vorhanden und auch die Schweiz wäre befugt, dem diesbezüglichen Wunsche der Franco-Regierung zu entsprechen.

Überhaupt würde es einem Erfordernis der Neutralitätspolitik entsprechen, beide Parteien auch in Bezug auf die gegenseitigen staatlichen Beziehungen gleich zu behandeln, ganz abgesehen von den Erwägungen, die sich aus der Interessenwahrung ergeben müssen. Diesem Erfordernis der Gleichbehandlung steht nun aber die weitere Konsequenz der Neutralitätspolitik entgegen, nämlich das Gebot, sich nicht in fremde Händel einzumischen. Die Frage der Anerkennung als Staat und als kriegführende Partei ist nun aber zwischen den Grossmächten streitig. Würde die Schweiz die Frage entscheiden, so würde sie sich damit in Gegensatz zu Frankreich und England stellen. Allerdings kann man dem gegenüber einwenden, dass durch ein passives Verhalten die Schweiz sich in Gegensatz zu Italien und Deutschland stellt und dass auch im italienisch-abessinischen Konflikt unser Land in einem ähnlichen Dilemma in positivem Sinne Stellung genommen hat⁴. Nun muss man aber im Auge behalten, dass im Zeitpunkt, wo der Bundesrat die Anwendung der italienischen Souveränität über Äthiopien aussprach, eine endgültige Sachlage bestand, während im spanischen Bürgerkrieg die Feindseligkeiten noch in vollem Gange sind. Ferner wird man in der Welt der Wirklichkeit, und die Neutralitätspolitik muss sich vernünftigerweise nicht in der Welt der Fiktionen und Abstraktionen betätigen, zu unterschiedlichen Folgerungen gelangen, je nachdem es sich um die Beziehungen der Schweiz zu einem grossen Nachbarstaat handelt oder zu einem weiter abgelegenen Staat, der für die schweizerische Sicherheit nicht die gleiche Rolle spielt. Umso weniger erschien es daher angezeigt, gegenüber Spanien initiativ vorzugehen, als kein anderer Staat, nicht einmal die Staaten der Römerprotokolle Österreich und Ungarn, dem italienischen und deutschen Beispiel gefolgt sind. Selbst Portugal, das aus besondern Gründen die Beziehungen mit Valencia Spanien abgebrochen hat, vermied es, die Franco-Regierung ausdrücklich anzuerkennen und sich damit in Gegensatz zu England zu setzen.

In diesem Dilemma der Erfordernisse der Neutralitätspolitik, nämlich zwischen Gleichbehandlung und Nichteinmischung in fremde Händel, ergab sich

4. Cf. *le chiffre II.11, Ethiopie, de la table méthodique.*

zwangsläufig die Lösung, dass mit der Franco-Regierung wenigstens tatsächliche Beziehungen angeknüpft wurden. Damit ist eine praktische Lösung für die Begehren der Franco-Regierung gefunden, ohne dass die grundsätzliche Frage, die zwischen den Grossmächten streitig ist, beantwortet und damit präjudiziert worden ist. Was insbesondere die Frage der Anerkennung als kriegführende Partei anbetrifft, so haben bereits die Nichteinmischungsmassnahmen des Bundesrates diejenigen Folgerungen praktisch verwirklicht, die sich sonst aus dieser Anerkennung ergeben würden. Da die Schweiz nicht Nachbar Spaniens und keine seefahrende Nation ist, kommen weitere Folgerungen nicht in Frage, die bei andern Staaten eine wesentliche Rolle spielen.

Man wird nun dieser Lösung allerdings den Vorwurf machen können, dass sie die de facto Anerkennung Franco Spaniens und die Anerkennung als kriegführende Partei praktisch verwirkliche, ohne dies ausdrücklich einzugestehen; dass also diese Lösung ebenfalls mit einer Fiktion gegenüber Valencia-Spanien und gegenüber den Westmächten arbeite. Es ist auch bezeichnend, dass in letzter Zeit diejenigen Kreise, die an einer Störung der Beziehungen der Schweiz zu Franco-Spanien Interesse haben, das Politische Departement veranlassen wollen, es möge sich über die völkerrechtliche Tragweite dieser tatsächlichen Beziehungen aussprechen. Diesen indiskreten Fragenstellern kann aber ruhig geantwortet werden, dass es sich dabei um eine interessante theoretische Frage handelt, zu der sich aber die Behörden nicht auszusprechen hätten. Für letztere darf es genügen, dass die gefundene provisorische Lösung auch diejenige ist, die von England zur Anwendung gebracht wird, das ebenfalls mit Rücksicht auf Frankreich an der Fiktion einer einzigen spanischen Regierung festhält, aber trotzdem durch seine Konsulate in Franco-Spanien und durch seine Botschaft in Hendaye tatsächliche Beziehungen aufgenommen hat. Es ist auch die Lösung, zu der die holländische Regierung in der gleichen Frage gelangt ist.

IV. Das Politische Departement ist daher der Ansicht, dass an dieser Regelung der Beziehungen zu den Bürgerkriegsparteien in Spanien bis auf weiteres nichts Wesentliches geändert werden sollte.

Die Zirkularnote der Franco-Regierung wäre – und zwar mündlich dem offiziellen Vertreter gegenüber – dahin zu beantworten, dass die Schweiz auch weiterhin bereit sei, die bestehenden tatsächlichen Beziehungen aufrechtzuerhalten zwecks einer praktischen Regelung aller Fragen, die zwischen den beiden Ländern entstehen, dass sie es daher auch lebhaft begrüßen würde, wenn die provisorische Handelsübereinkunft abgeschlossen würde, dass sie aber in Anbetracht der immerwährenden schweizerischen Neutralität nicht in der Lage sei, in der Anerkennungsfrage Stellung zu nehmen, solange diese Frage zwischen den Grossmächten streitig sei.

Antragsgemäss wird daher von vorstehendem Bericht des Politischen Departements in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen⁵.

5. *Par circulaire du 4 août, la Division des Affaires étrangères du Département politique informait les Légations de Suisse de la prise de position du Conseil fédéral. Dans une lettre confidentielle du 5 août au Consul de Suisse à Séville, M. Stierlin, H. Frölicher précisait: Wir haben gehört, dass der General Queipo de Llano im Rundspruch sich dahin ausgedrückt hat, dass die Schweiz die de facto-Vertretung in Bern anerkannt habe. Diese Auslegung dürfte nicht unrichtig*

tig sein. Dagegen kann von schweizerischer offizieller Seite nicht mehr gesagt werden, als dass tatsächliche Beziehungen mit Franco-Spanien bestehen. Ob darin eine de facto-Anerkennung liege oder eine de facto-Anerkennung der Vertretung oder als kriegführende Partei, ist eine theoretische Frage, die den Rechtsgelehrten zur Beantwortung überlassen werden darf.

Richtig ist, dass die Schweizerkolonie in Saragossa eine Eingabe an das Politische Departement gerichtet hat, in welcher beantragt wird, dass die Regierung des Generals Franco anerkannt werde. Diese Eingabe ist uns durch die Konsularagentur in San Sebastian zugestellt worden. Wir haben Herrn Knecht beauftragt, den Empfang zu bestätigen und zu antworten, dass diesen Wünschen insofern Rechnung getragen worden sei, als tatsächliche Beziehungen beständen. Weiter könne man zurzeit nicht gehen, weil die Frage zwischen den Grossmächten streitig sei und sich die Schweiz nicht in fremde Händel mischen könne. (E 2001 (D) 1/31).

111

E 1004.1 1/365

CONSEIL FÉDÉRAL
Décision présidentielle du 6 août 1937¹

1340. Hilfsaktion des internationalen Roten Kreuzes in Spanien

Politisches Departement. Antrag vom 5. August 1937

Bekanntlich bemüht sich das internationale Rote Kreuz um das Schicksal zahlreicher Zivilpersonen, die sich zurzeit noch in Madrid befinden, und prüft die Frage, wie diese Leute evakuiert werden können.

Die spanische Regierung in Valencia hat nun dem Komitee des internationalen Roten Kreuzes die Erlaubnis zur Evakuierung von ungefähr 4000 Personen erteilt, meistens Frauen, Kindern und Greisen. Der Abtransport muss rasch in die Wege geleitet werden, weil die Ernährungslage in Madrid dies erfordert und weil die militärische Lage dies zurzeit noch gestattet. Das schweizerische Rote Kreuz hat sich bereit erklärt, dem internationalen Roten Kreuz bei der Durchführung der Evakuierung eine technische Hilfe zu leisten. Die Vorbereitungsarbeiten sind bereits in vollem Gange, wobei das Eidg. Militärdepartement mit Rat zur Verfügung stand. Für die Evakuierung wird mit einer Zeitdauer von sechs Wochen gerechnet.

Die Kosten der Aktion werden auf Fr. 120 000.— veranschlagt. Die eigenen Mittel des internationalen Roten Kreuzes erlauben es nun nicht, ohne eine finanzielle Beihilfe die Aktion durchzuführen. Das Komitee ersucht daher um einen Beitrag von Fr. 80 000.—, in der Meinung, dass Fr. 20 000.— wieder zurückzuvergüten wären, weil gewisse Beträge von den Evakuierten wieder erhältlich gemacht werden können. Das schweizerische Rote Kreuz kann nach

1. *Confirmée par le Conseil fédéral dans sa séance du 18 août 1937 (étaient absents: G. Motta, M. Pilet-Golaz).*

seinen Statuten sich nicht an einer Hilfsaktion im Auslande finanziell beteiligen. Bei einer solchen Aktion im Auslande ist ferner die Zustimmung der schweizerischen Landesregierung erforderlich, die in Anbetracht der rein humanitären und neutralen Aktion ohne Bedenken erteilt werden kann.

Der Bundesrat hat sich bereits dahin ausgesprochen, dass diese Aktion des internationalen Roten Kreuzes die Unterstützung seitens des Bundes verdient und dass grundsätzlich die Gewährung eines noch näher zu bestimmenden Kredites in Aussicht zu nehmen sei. Mit Rücksicht auf den humanitären Zweck der Aktion, welcher letztere von beiden Regierungen in Spanien lebhaft begrüsst wird, ist das Politische Departement der Auffassung, dass dem Gesuch des internationalen Roten Kreuzes entsprochen werden sollte.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

1. Dem Komitee des internationalen Roten Kreuzes wird ein Kredit von Fr. 80 000.— zwecks Durchführung der Evakuierung von Zivilpersonen aus Madrid zur Verfügung gestellt, wovon Fr. 60 000.— à fonds perdu und Fr. 20 000.— als Vorschuss;

2. dem schweizerischen Roten Kreuz wird die Ermächtigung erteilt, dem Komitee des internationalen Roten Kreuzes bei Durchführung der Aktion eine technische Hilfe zu leisten.

112

E 2001 (D) 1/106

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Chef du Service de l'Etat-Major général, J. Labhart*

Copie
L MB

Bern, 6. August 1937

Unter Bezugnahme auf die Korrespondenz betreffend deutsche Befestigungen an der Schweizergrenze, beehren wir uns, Ihnen in der Beilage eine Notiz über eine Aussprache mit dem deutschen Gesandten in dieser Angelegenheit zur gefälligen Kenntnisnahme zu übermachen.

Wie Sie aus der Notiz ersehen wollen, hat nunmehr die deutsche Regierung mitgeteilt, dass sie auf eine Durchführung der beabsichtigten Befestigungsarbeiten nicht verzichten könne. Wir bedauern lebhaft, dass die von Ihnen und uns unternommenen Schritte kein günstigeres Ergebnis zeitigt haben.

Wir wären Ihnen zu Dank verbunden, wenn Sie sich darüber aussprechen wollten, ob Sie es für möglich halten, dass weitere Bemühungen schweizerischerseits unternommen werden.

ANNEXE

Notice de P. Bonna

Bo

Berne, 6 août 1937

Le Ministre d'Allemagne est venu confirmer officiellement l'échec des démarches qu'il avait entreprises, à la demande du Président de la Confédération, pour obtenir que l'Allemagne consente à éloigner de Bâle sa ligne de fortification. Il expose que l'Etat-Major Général allemand ne peut renoncer aux avantages qu'offrirait pour lui la fortification de Tullingen et ne croit pas qu'il soit vraiment dans l'intérêt de Bâle de ménager autour de cette ville une zone non fortifiée, ouverte aux combats en campagne. Le Gouvernement allemand regrette de ne pouvoir nous donner satisfaction et nous prie de ne pas voir dans son refus quoi que ce soit d'inamical. Il désire que sa réponse soit gardée secrète, afin d'éviter des réactions de presse nuisibles aux relations entre les deux pays.

J'ai remercié M. Köcher de ce qu'il a fait pour obtenir de son Gouvernement un geste que les Autorités suisses auraient jugé particulièrement amical. J'ai ajouté que nous ne pouvions rien voir d'inamical dans la décision du Gouvernement allemand, mais qu'elle n'en a pas moins été une fort mauvaise nouvelle pour nous. Sans discuter les avantages et inconvénients militaires d'une fortification allemande à Tullingen, j'ai souligné qu'elle serait en tout cas un élément d'inquiétude pour la population de Bâle et que sa présence nous placerait dans une situation faible pour faire respecter par la France l'article 3 du Traité de Paris du 20 novembre 1815. M. Köcher en a convenu.

A ma question si la décision du Gouvernement allemand avait simplement une valeur de principe ou si des travaux de fortification à Tullingen étaient sur le point d'être entrepris, M. Köcher a répondu qu'il ne le savait pas. J'ai insisté sur la satisfaction que nous aurions à les voir différés le plus possible.

J'ai demandé à M. Köcher si l'Attaché militaire allemand ferait une communication semblable au chef de l'Etat-Major Général. Il a répondu que non, le Lieut.-Colonel von Ilsemann étant en congé jusqu'à la fin du mois. Il a ajouté, toutefois, qu'à son retour en Suisse, M. von Ilsemann aurait certainement l'occasion de reparler de cette affaire avec le Colonel Commandant de Corps Labhart. Nous avons alors admis d'un commun accord que, malgré ce qu'a de péremptoire la communication dont le Ministre d'Allemagne était chargé, il y aurait sans doute place pour bien des conversations au sujet des conditions pratiques de fortification de Tullingen.

Concernant le secret demandé par le Gouvernement allemand, j'ai dit que les Autorités suisses ne prendraient certainement pas l'initiative de parler des projets allemands sur Tullingen, mais qu'il était clair que des travaux en cours n'échapperaient ni aux Français, ni aux Bâlois, et que nous ne pourrions pas empêcher les journaux d'en parler, ni taire les démarches entreprises et leur échec. M. Köcher l'a reconnu.

E 2001 (D) 4/42

*Le Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L

Bern, 6. August 1937

Mit Schreiben vom 1. Juli d. J. B.75.211.MC¹ unterbreiteten Sie uns den Bericht¹ von Herrn Michael Hansson über die Frage der Aufhebung des «Office Nansen pour les réfugiés» mit der Bitte, Ihnen unsere allfälligen Bemerkungen zu dieser Frage bekanntzugeben. Wir beehren uns, Ihnen folgendes zur Kenntnis zu bringen:

Die Schweiz beherbergt im Verhältnis zur Gesamtzahl der russischen, armenischen und assimilierten Flüchtlinge nur eine relativ kleine Zahl derselben, im ganzen etwa 2500. Abgesehen von einer kleineren Zahl von Flottanten, die in der Schweiz auftauchen oder uns von andern Ländern zugeschoben werden, sind die meisten dieser Flüchtlinge seit Jahren bei uns ansässig, wo sie hinsichtlich fremdenpolizeilicher Behandlung und Erwerbstätigkeit sehr liberal behandelt werden. Die Schweiz ist allen provisorischen Abmachungen von 1924, 1926 und 1928 über die Identitätsausweise und die Rechtsstellung der Flüchtlinge beigetreten und hat sie strikte gehandhabt. Unsere Beziehungen zum Office Nansen, die sich aus Fragen der Behandlung der Flüchtlinge ergaben, geben uns zu keiner Kritik Anlass. Der Verkehr war stets korrekt und freundschaftlich und die nicht sehr zahlreichen Interventionen des Amtes führten u. W. nie zu grundsätzlichen Schwierigkeiten, zumal das Office Nansen der Lage unseres Landes, welche die Aufnahme neuer Flüchtlinge nicht gestattet, Rechnung trug. Die Schweiz ist an sich, was die vorwürfige Frage des weitern Bestehens oder der Auflösung des Office Nansen anbetrifft, wohl weniger interessiert als viele andere Staaten. Wir könnten für uns allein vielleicht sagen, da wir weder in der Behandlung «unserer» Russen und Armenier noch in der Zulassung neuer Flüchtlinge dieser Kategorie unsere Haltung ändern wollen, dass die Frage für die Schweiz nicht sehr wichtig sei. Anders muss aber wohl die Beantwortung ausfallen, wenn man das Flüchtlingsproblem in seiner Gesamtbedeutung und seinem Gesamtausmass behandeln und würdigen will. Die sehr grosse Zahl der heimatlos gewordenen und schriftenlosen Flüchtlinge, die meist über wenig oder keine Mittel verfügen, ferner die Tatsache, dass die Wirtschaftskrise in den meisten Ländern dazu führt, dass die Flüchtlinge allenthalben nur schwer in den Arbeitsprozess eingeführt werden können und es für die Aufenthaltsländer angesichts der eigenen Schwierigkeiten schwer fällt, sich der Flüchtlinge anzunehmen, beweist, dass die Flüchtlingsfrage vom menschlichen Standpunkt aus betrachtet, ein schwieriges Problem darstellt. Man kann ja nicht behaupten, dass es dem Office Nansen gelungen sei es zu lösen, allein

1. *Non reproduits.*

wenn man die entgegenstehenden Schwierigkeiten würdigt, darf dies nicht verwundern. Für die restlose Lösung des Problems wären sehr grosse Geldmittel, Raum und Arbeitsgelegenheit für die Flüchtlinge Voraussetzung. Dass dies alles nicht in ausreichendem Mass vorhanden ist und beschafft werden konnte, darf man kaum dem Nansenamt in die Schuhe schieben. Seine Auflösung wäre gerechtfertigt, wenn nichts getan und nichts erreicht worden wäre. Wie sich aber aus dem Bericht des Herrn Hansson und übrigens auch aus früheren uns bekannten Berichten ergibt, sind immerhin hinsichtlich der Placierung von Flüchtlingen ansehnliche Erfolge zu verzeichnen. Dass noch nicht alles getan wurde und werden konnte ist kein Grund, das Werk im Stiche zu lassen. Vielleicht liegt das Hauptverdienst des Office Nansen mehr noch in seinen Bemühungen, den Flüchtlingen eine Rechtsstellung zu verschaffen (Konvention von 1933) und sodann vor allem in der geleisteten Kleinarbeit, die darin besteht, dass es selbst und seine Kommissäre in den verschiedenen Ländern sich bemüht haben, das Los des einzelnen Flüchtlings im allgemeinen, seine Lebens-, Aufenthalts- und Erwerbsbedingungen zu verbessern und ihnen mit Ratschlägen und Wegleitungen beizustehen. Wir zweifeln daran, dass die Lage der Flüchtlinge heute so sei, dass sie nicht durch die Auflösung des Office Nansen erneut stark erschüttert und verschlechtert würde. Die Konvention von 1933 (die leider durch weitgehende Bestimmungen über die Zulassung der Flüchtlinge zur Erwerbstätigkeit, Armenunterstützung usw. für viele Staaten unannehmbar wurde) könnte keinen vollwertigen Ersatz bringen. Der Wegfall des Office Nansen würde nach unserer Auffassung den Flüchtlingen eine in vielen Fällen wirksame effektive und moralische Stütze rauben und sie noch schutzloser machen als sie es ohnehin sind. Ganz abgesehen davon, dass es kaum unsere Sache sein kann, dem Drängen von Sovietrussland nach Aufhebung des Nansenamtes Unterstützung zu leihen, neigen wir auch aus sachlichen Gründen zur Auffassung, dass die einstweilige Beibehaltung des Nansenamtes erwünscht, ja notwendig sei. Zum mindesten erscheint es uns erforderlich, dass man nicht die Arbeit an sich einfach preisgibt, sondern sie vielleicht einer andern Stelle des Völkerbundes übertragen würde. Sollte dies aber als nötig anerkannt werden, so wäre nicht einzusehen, weshalb das Amt als solches nicht beibehalten werden sollte, das über die nötigen Einrichtungen und Erfahrungen verfügt und unter vorzüglicher Leitung steht².

2. *Pour la suite de cette affaire, cf. E 2001 (D) 4/42 et le N° 376 de ce volume.*

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 18 août 1937*¹

1356. Prov. Vereinbarung über die Rechtstellung der
Flüchtlinge aus Deutschland²

Justiz- & Polizeidepartement. Antrag vom 17. August 1937

Am 4. Juli 1936 beschloss eine vom Völkerbund nach Genf einberufene Konferenz von Regierungsvertretern eine vorläufige Vereinbarung über die Rechtstellung der Flüchtlinge aus Deutschland. Der Delegierte des Bundesrates, Herr Dr. H. Rothmund, Chef der Polizeiabteilung, unterzeichnete die Vereinbarung ad referendum. Die Schweiz ist der Vereinbarung bisher noch nicht beigetreten, weil sie zunächst die praktische Auswirkung abwarten und sich vergewissern wollte, ob andere Länder das Abkommen gutheissen. Nachdem nun ausser Frankreich und Dänemark, welche Staaten die Vereinbarung bereits in Genf unterzeichneten, noch Grossbritannien, Belgien, Norwegen und Spanien beigetreten sind, glaubt das Justiz- und Polizeidepartement heute den Antrag unterbreiten zu sollen, den Beitritt der Schweiz ebenfalls zu erklären.

Die Schweiz hat sich den Flüchtlingen aus Deutschland gegenüber immer bloss als Durchgangsland betrachtet. Man verwehrt ihnen den Eintritt in die Schweiz nicht, muss ihnen aber angesichts der bestehenden Überfremdung und der Lage des Arbeitsmarktes in der Regel längern Aufenthalt und Erwerbstätigkeit verwehren und bedeuten, sich anderwärts eine Zuflucht zu suchen. Den nach den bestehenden Vorschriften als politische Flüchtlinge anerkannten Personen wird längerer Aufenthalt gestattet, die Arbeitsannahme dann, wenn es der Arbeitsmarkt erlaubt. Diese Haltung muss auch für die Zukunft wegleitend sein. Das provisorische Abkommen ändert hieran nichts, da seine Bestimmungen sich weder auf die Zulassung noch auf die Erwerbstätigkeit im Inland beziehen. Die Regelung baut sich auf der Voraussetzung auf, dass der Flüchtling sich ordnungsmässig auf dem Gebiet des Gastlandes aufhalte. Als Flüchtling gilt, wer in Deutschland ansässig war, keine andere Staatsangehörigkeit als die deutsche besitzt und weder rechtlichen noch tatsächlichen Schutz des Reiches geniesst, Flüchtling ist also nicht nur der Deutsche selbst der aus politischen oder konfessionellen Gründen Deutschland verlassen musste, sondern auch der Staatenlose, der dort lebte und aus den nämlichen Gründen das Land verliess.

Der Hauptinhalt der Vereinbarung bezieht sich auf die Schaffung eines Passersatzes, nämlich eines Identitätsausweises, der visiert werden kann und dem Flüchtling erlauben soll, das Gastland verlassen und legal in einem andern

1. *Étaient absents*: G. Motta, M. Pilet-Golaz.

2. *Cf. aussi* E 2001 (D) 4/41.

Staat Aufenthalt zu nehmen, oder aber, wenn er in einem Staat zugelassen ist, von dort aus Reisen nach andern Ländern auszuführen. Für das Identitätspapier wird ein Modell empfohlen, jedoch eingeräumt, ein anderes, den Zweck erfüllendes Formular zu gebrauchen. Dem regulär zugelassenen Flüchtling muss der Ausweis ausgestellt werden. Den andern kann er verabfolgt werden, wenn sie sich binnen einer vom Aufenthaltsland zu bestimmenden Frist den Behörden melden. In der Regel soll der Ausweis ein Jahr gültig sein und den Inhaber ermächtigen, während der Gültigkeitsdauer in das ausstellende Land zurückzukehren. Die Rückreiseklausel kann jedoch zeitlich enger begrenzt werden. Dem Flüchtling, der zum Verlassen des Landes aufgefordert wird, soll eine ausreichende Frist zur Ordnung seiner Angelegenheiten eingeräumt werden. Er soll «sans préjudice des mesures d'ordre interne» nicht ausgewiesen oder ausgeschafft werden, es sei denn aus Gründen der Landessicherheit oder der öffentlichen Ordnung. Die Rückweisung nach Deutschland soll, nach vorheriger Verständigung des Flüchtlings, nur erfolgen, wenn dieser sich weigert, nach einem andern Land zu gehen oder wenn er Hilfeleistung hiefür schlägt. Die Vereinbarung enthält noch einige Bestimmungen über das Personalstatut und die Zulassung zu den Gerichten. Da diese Bestimmungen für das geltende schweizerische Recht keine Änderung bedeuten, geben sie zu besondern Bemerkungen nicht Anlass.

Die von der Vereinbarung aufgestellte Ordnung entspricht in den wichtigsten Teilen der in der Schweiz gegenüber den deutschen Flüchtlingen seit bereits drei Jahren bestehenden Praxis. Sie steht inhaltlich auch in Übereinstimmung mit den Vereinbarungen über die russischen und armenischen Flüchtlinge von 1924, 1926 und 1928, die die Schweiz gutgeheissen hat. Wie diesen Flüchtlingen der Nansenausweis verabfolgt wird, oder wie den in unserem Land wohnhaften Staatenlosen der Ausländerpass abgegeben wird, erhalten die deutschen Flüchtlinge schon seit dem Sommer 1934 einen Identitätsausweis. Die Handhabung entsprach bisher schon der Regelung gemäss der Genfer Vereinbarung vom 4. Juli 1936, nur dass die Gültigkeit in der Regel auf 6 Monate beschränkt war. Die Ausweise wurden auch immer, wo es sich als zweckmässig oder nötig erwies, mit der Rückreisegarantie versehen, da sonst kaum Aussicht bestand, dass das Papier von andern Ländern visiert wurde. Die Vorschriften des Abkommens bringen daher in diesem Punkt nichts neues. Die Erfahrungen mit den Identitätsausweisen, deren bisher etwa 430 ausgestellt oder verlängert wurden, sind im allgemeinen gute. Ohne sie wäre es einer grossen Zahl von Flüchtlingen nicht gelungen, die Schweiz legal zu verlassen. Ihr weiteres Verweilen in der Schweiz oder ihre Versuche, heimlich in andere Länder einzureisen, wäre für sie selbst und die schweizerischen Behörden zu einer Quelle fortwährender Schwierigkeiten geworden.

Der Beitritt zur Vereinbarung ist jederzeit möglich. Sie tritt für die nachträglich unterzeichnenden Staaten am 30. Tage nach Hinterlage der Unterschrift in Kraft. Die Kündigung eines Staates wird 45 Tage nach Eingang beim Generalsekretariat des Völkerbundes wirksam. Bei der Unterschrift können Vorbehalte angebracht werden. Die Schweiz hat solche nicht zu machen, jedoch mitzuteilen, dass sie für den Identitätsausweis nicht das von der Konferenz empfohlene, sondern das bisher von ihr verwendete Modell gebrauchen werde, weil

es sich zur Abgabe auch an andere Schriftenlose eignet, für welche Fälle sonst ein besonderes Formular hergestellt werden müsste.

Der nunmehrige Beitritt der Schweiz rechtfertigt sich, wie bereits angedeutet, weil das Abkommen praktisch schon angewendet wird und es uns nichts zumutet, was wir nicht verantworten könnten. Sodann wurde an der Genfer Konferenz den Wünschen und Anträgen des Schweizerischen Delegierten in weitem Masse Rechnung getragen, so dass es auch aus diesem Grunde angezeigt erscheint, die ad referendum gegebene Unterschrift zu bestätigen.

Im Einverständnis mit dem Politischen Departements wird antragsgemäss *beschlossen*:

1. Der Bundesrat erklärt den Beitritt der Schweiz zur provisorische Vereinbarung über das Statut der Flüchtlinge aus Deutschland vom 4. Juli 1936.

2. Das Politische Departement wird dem Generalsekretariat des Völkerbundes den Beitritt notifizieren mit dem Beifügen, der Bundesrat ziehe vor, anstelle des für die Identitätsausweise gemäss der Vereinbarung vorgesehenen Modell das bisher von der Schweiz verwendete Modell zu gebrauchen.

3. Das Justiz- und Polizeidepartement wird den kantonalen Behörden die für die Durchführung der Vereinbarung nötigen Mitteilungen zugehen lassen und die sonst erforderlichen Anordnungen treffen.

115

E 2001 (D) 4/23

*Le Département politique*¹
au Chef du Département militaire, R. Minger

Copie

L LM Confidentiel

Berne, 18 août 1937

Nous avons l'honneur de vous exposer que le Ministre du Japon est venu, d'ordre de son Gouvernement, nous informer de la nécessité où se trouveraient les autorités japonaises de saisir comme contrebande de guerre les envois d'armes et de munitions à destination de la Chine. M. Amau était chargé également d'exprimer, à titre amical, le désir que, pour abrégé le conflit actuel, les Etats tiers interdisent l'exportation de matériel de guerre à destination de leurs adversaires.

Nous avons répondu au Ministre du Japon que, dans l'état actuel de notre législation, l'exportation d'armes et de munitions de Suisse à destination d'autres pays que l'Espagne n'était pas réglementée et que la convention de La Haye concernant les droits et devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre leur laissait la faculté de décider s'il convenait de

1. *Cette lettre est signée*: p. o. P. Bonna.

permettre l'exportation et le transit d'armes et de munitions pour le compte de l'un et l'autre des belligérants ou de l'interdire pour tous les deux. Nous lui avons promis, toutefois, d'examiner avec vous si des mesures devraient être prises en raison des événements dont la Chine est actuellement le théâtre.

Nous inclinons à penser, en effet, que, nonobstant l'article 7 de la convention de La Haye de 1907 et la pratique que nous avons suivie dans la guerre de 1914/18, la livraison de matériel de guerre aux deux groupes de belligérants risque de ne plus être jugée entièrement compatible avec la neutralité absolue. Il est incontestable que, dans ce domaine surtout, il faut tenir compte, non seulement des textes, mais de l'opinion générale et que celle-ci ne peut manquer d'être influencée par la récente législation américaine sur la neutralité des Etats-Unis qui proscrit la vente d'armes aux belligérants.

Pour déterminer l'attitude qu'il est prudent d'adopter à l'égard de la démarche faite par le Ministre du Japon, il faudrait donc établir s'il y a actuellement en cours d'exécution en Suisse des contrats de livraison d'armes à destination soit de la Chine soit du Japon. Si les deux Etats en conflit sont acquéreurs d'armes en Suisse ou s'ils ne le sont ni l'un ni l'autre, il n'y aurait guère d'inconvénient à laisser aller provisoirement les choses. Si l'un seulement d'entre eux, en revanche, cherche à compléter son armement en Suisse, il conviendrait, à notre avis, que le Conseil fédéral examinât l'opportunité d'interdire un commerce qui pourrait être, pour notre pays, une source de très graves difficultés².

2. Cf. N° 121.

116

E 2001 (D) 2/49

Le Département fédéral de Justice et Police à la Légation d'Italie à Berne

Copie
N

Berne, 20 août 1937

Par note du 18 juillet 1936¹, la Légation d'Italie avait bien voulu signaler au Département fédéral de justice et police les préoccupations que lui causait le traitement des ressortissants italiens en Suisse. Le Département avait ajourné sa réponse, dans l'idée que des cas particuliers lui seraient exposés à l'appui de cette note dans un avenir peu éloigné ou lui seraient signalés au cours des mois suivants lors des interventions de la Légation. Après la conférence que le chef de la Division de police a eue, le 16 juillet 1937², avec Monsieur Mascia et au cours de laquelle a été discutée de la manière la plus approfondie, en même temps qu'une série de cas particuliers, la question générale du traitement des

1. Non reproduite.

2. Le compte rendu de cette conférence est reproduit en annexe.

Italiens en Suisse, le Département a l'honneur d'exposer à la Légation royale et impériale ce qui suit :

Le Département estime comme la Légation que les arrangements existant entre l'Italie et la Suisse doivent être loyalement appliqués, non seulement à la lettre, mais aussi dans leur esprit.

Il est naturellement presque inévitable que, de part et d'autre, des erreurs soient parfois commises dans le domaine de la police des étrangers; mais la Légation sera certainement, avec le Département, de l'avis qu'il est désirable de ne pas tirer de conclusions générales de quelques cas particuliers. La Légation n'ignore pas d'ailleurs que la Police fédérale des étrangers veille avec beaucoup de soin à l'application loyale des arrangements et qu'elle est toujours prête, en cas de besoin, à s'entremettre auprès des autorités cantonales. Le Département croit devoir ajouter, à cette occasion, qu'il n'a eu connaissance d'aucun cas où, comme le dit la note de la Légation du 18 juillet 1936, un ouvrier italien qui, aux yeux des partis locaux, aurait été coupable de trop d'attachement et d'assiduité aux manifestations de la colonie italienne, se serait heurté, pour le renouvellement de son permis de séjour, à une série de difficultés ayant pour but de l'amener, par lassitude, à quitter la Suisse.

La Suisse, avec une population de 4 millions d'habitants et entourée de grands pays, se trouve, en ce qui concerne le problème des étrangers, dans une situation qui n'est comparable à celle d'aucun autre Etat. Lors du recensement du 1^{er} décembre 1930, 355 000 étrangers formant environ le 9% de sa population, vivaient sur son territoire et près de 300 000 d'entre eux possédaient l'établissement. Les ressortissants italiens étaient au nombre de 127 000, dont plus de 100 000 étaient munis d'une autorisation d'établissement leur donnant la possibilité de rester définitivement en Suisse et leur assurant à peu de choses près, en matière de police des étrangers, les mêmes droits qu'aux Suisses: l'établissement a une durée de validité indéterminée et ceux qui en bénéficient peuvent librement changer de domicile, de place et de profession. Le Département relève en passant que cette situation suffit à démontrer que lorsqu'une décision de refus de séjour est prononcée par une autorité suisse en raison de la surpopulation étrangère, il ne s'agit nullement d'un argument spécieux, mais d'un motif des plus sérieux.

A ce qui précède, il faut ajouter que, depuis 1929 et sauf pour les ressortissants des Etats balkaniques, de la Turquie, de la Pologne, de la Russie et récemment de l'Espagne, les étrangers n'ont plus à se munir d'un visa pour entrer en Suisse dont les frontières leur sont ainsi largement ouvertes. Le fait que la Suisse, avec une colonie étrangère extrêmement forte, est encore exposée, par sa position, à l'affluence continuelle d'étrangers qui veulent venir se fixer sur son territoire, oblige les autorités à exiger des étrangers qu'ils observent strictement, après leur entrée dans le pays, les prescriptions sur la police des étrangers et qu'ils respectent les conditions qui leur sont posées. L'étranger qui réside en Suisse est d'ailleurs renseigné exactement sur ses droits comme sur ses devoirs à l'égard des autorités par le livret pour étranger qui a été introduit depuis un certain temps. Aussi, en règle générale, l'étranger qui n'observe pas les prescriptions ou les conditions qui lui sont posées par les autorités est-il renvoyé de Suisse.

Malgré la situation qui vient d'être exposée, la Police fédérale des étrangers a, en 1935, donné son approbation à l'octroi d'autorisations de séjour à 1100 travailleurs italiens; en outre, les autorités cantonales ont délivré des autorisations dans leur compétence à 8407 travailleurs saisonniers, à 1300 servantes et à 1587 travailleurs frontaliers. Les chiffres correspondants pour 1936 ont été de 1095 approbations de la Police fédérale des étrangers, 5487 saisonniers, 1390 servantes et 1088 frontaliers. Ces chiffres dépassent largement celui (802) – que la Légation mentionne dans sa note du 18 juillet 1936 – des autorisations accordées à des Suisses en Italie en 1935. Ils fournissent une preuve évidente de la bonne volonté des autorités suisses si l'on songe qu'au moment où ces autorisations ont été délivrées, la Suisse souffrait depuis des années d'un fort chômage et qu'au cours de l'hiver 1935-1936, l'effectif des chômeurs a dépassé tous les chiffres atteints auparavant.

Le Département n'en saura pas moins le plus grand gré à la Légation, lorsqu'elle a connaissance de cas où, à son avis, une autorité suisse se serait montrée trop sévère à l'égard d'un ressortissant italien qui a commis une contravention de peu de gravité, de vouloir bien les signaler à la Police fédérale des étrangers. A ce propos, et vu que la Légation mentionne dans sa note du 18 juillet 1936 le cas de M. Cesare Bernardinelli, le Département tient à rappeler que, comme il l'avait déjà indiqué dans sa note du 13 juin 1936, la mesure de renvoi n'était pas motivée seulement par la contravention commise, mais par la situation du marché du travail. Il ajoute que, même si l'on avait passé sur la contravention, assez peu grave à la vérité, il n'aurait pas été possible de renouveler l'autorisation, arrivée à échéance, de M. Bernardinelli, car celui-ci exerçait une profession non qualifiée et pouvait facilement être remplacé par un des très nombreux chômeurs du pays.

En ce qui concerne l'arrangement signé à Rome en 1934³, la Police fédérale des étrangers est fermement résolue à veiller à son application stricte et loyale. Elle sera toujours reconnaissante à la Légation de lui signaler les cas de ressortissants italiens qui, à son avis, devraient bénéficier des dispositions de cet arrangement et qui pourraient encore rencontrer des difficultés.

Tout en rendant hommage aux efforts des autorités centrales à Rome, et tout particulièrement du Ministère des Affaires Etrangères, pour mettre les administrations provinciales et locales au courant de l'arrangement susmentionné, le Département doit constater cependant qu'il arrive encore que cet arrangement ne soit pas suffisamment connu ou compris et que des Suisses rencontrent des difficultés qui ne devraient pas leur être faites. Le Département serait heureux que les arrangements existant entre les deux pays soient aussi appliqués intégralement aux Suisses en Italie; il sait d'ailleurs par les rapports de la Légation de Suisse à Rome que le Ministère des Affaires Etrangères y voue tous ses efforts et il lui en est extrêmement reconnaissant.

La note du 18 juillet 1936 fait également allusion, dans son 1^{er} alinéa, à la question des expulsions, dont Monsieur Mascia s'est entretenu de son côté avec M. Rothmund, au cours de la conférence du 16 juillet dernier. Le Département, qui est l'instance supérieure en matière d'expulsion, est tout disposé aussi à exa-

3. Cf. *DDS 11*, N° 24.

miner de manière très attentive les cas d'expulsions que la Légation voudra bien lui soumettre. En cette matière, il serait désirable que les consulats d'Italie conseillent à leurs compatriotes qui leur paraissent dignes d'intérêt de faire usage de leur droit de recours contre les décisions des autorités cantonales.

En ce qui concerne l'expulsion des mineurs, le Département est prêt à étudier avec la Légation l'institution d'une procédure rapide qui permettrait de remettre aux mains des autorités italiennes compétentes les jeunes gens expulsés.

La question des expulsions amène, d'autre part, le Département à rappeler encore une fois à la Légation combien il serait urgent que l'on accélérât la procédure de rapatriement des ressortissants italiens malades et indigents et que les autorités italiennes appliquassent strictement les accords existant en cette matière, comme le font les autorités suisses. Aussitôt qu'un rapatriement est nécessaire et qu'il est établi que l'intéressé est de nationalité italienne, celui-ci devrait être repris par l'Italie, même si la commune d'assistance n'est pas encore désignée. Cette désignation est, en effet, d'ordre purement interne; elle doit être réglée exclusivement entre autorités italiennes et n'a rien à voir avec la procédure de rapatriement proprement dite. Le Département doit insister tout particulièrement sur ce point, car les très longs délais qui sont nécessaires pour le rapatriement des Italiens (il y a des cas récents dont le traitement a duré plus d'une année) créent dans les cantons des raisons de mécontentement qui ne sauraient être favorables aux bonnes relations entre les deux Etats dans le domaine de la police des étrangers. Dès que le Département pourra faire savoir aux autorités cantonales que cette question est enfin résolue de manière satisfaisante, la tâche de la Police fédérale des étrangers, quant à l'application de l'arrangement de Rome, sera grandement facilitée. Le Département saurait infiniment gré à la Légation de vouloir bien s'entremettre à ce sujet auprès de son Gouvernement et il espère vivement qu'elle réussira à le convaincre de l'importance de cette question.

Le Département tient à relever en terminant combien il se félicite de pouvoir traiter avec la Légation ces questions délicates avec une grande franchise et dans un esprit de complète confiance. Il lui rappelle encore que soit M. Rothmund, chef de la Division de police, soit M. Baechtold, chef de la Police fédérale des étrangers, sont toujours prêts à s'entretenir avec elle, dans un esprit de bienveillante compréhension, des questions et des cas qu'elle voudra bien leur soumettre et il saisit cette occasion pour renouveler à la Légation royale et impériale l'assurance de sa haute considération.

ANNEXE

E 4300 (B) 2/7

COMPTE RENDU DE LA DISCUSSION DU 16 JUILLET 1937⁴

M. Mascia fait part de l'impression ressentie à Rome suivant laquelle des Italiens sont renvoyés de Suisse pour éviter qu'ils ne parviennent aux 5 ans de séjour leur donnant droit à l'établissement. Les motifs de la surpopulation étrangère et de la situation défavorable du marché du travail sont trop souvent invoqués alors que des motifs d'humanité existent dont les autorités suisses ne tiennent pas suffisamment compte. La pratique du Gouvernement italien est en revanche très libérale. Le Ministre Ciano accueille en effet favorablement les requêtes qui lui sont adressées personnellement par la Légation de Suisse. M. Mascia rappelle qu'à la demande expresse du Ministre des Affaires Etrangères, près de 80 ouvriers suisses furent exceptionnellement maintenus dans leurs emplois dans des fabriques travaillant pour la défense nationale.

Les autorités suisses n'interprètent-elles pas d'une manière trop restrictive les accords de 1934?⁵ La colonie italienne en Suisse a diminué au cours de ces dernières années, de 30 à 35 000 personnes environ. La Légation n'intervient pas tant en faveur des saisonniers que des Italiens qui habitent la Suisse depuis un certain temps et qui sont renvoyés par les autorités pour des motifs tirés de la surpopulation étrangère et de la situation défavorable du marché du travail. Or cette attitude des autorités suisses ne laisse pas que de préoccuper actuellement le Gouvernement italien.

Celui-ci a accordé l'an dernier 850 permis de travail à des ressortissants suisses. M. Gerbore serait même d'accord d'augmenter encore ce chiffre.

M. Mascia souhaite qu'on n'en vienne pas à établir un clearing pour les personnes. Il demande que les accords de 1934 soient appliqués avec humanité. Il ne faut pas créer le crime du travail.

Répondant à M. Mascia, M. Rothmund fait observer que les étrangers doivent solliciter une autorisation de travail avant de commencer à travailler. Il demande, d'autre part, à la Légation de prier les Consuls d'inviter leurs compatriotes à faire usage de leur droit de recours avant d'entreprendre d'autres démarches.

Les autorités suisses ne possèdent aucune donnée permettant de constater actuellement si la colonie italienne a diminué au cours de ces dernières années.

Avant l'examen des cas particuliers, mentionnés sur la liste annexée⁶, et à l'occasion de cet examen, les questions générales suivantes font l'objet d'un échange de vues.

M. Rothmund attire l'attention de la Légation d'Italie sur l'importance du problème des rapatriements, qui fera l'objet d'un plus long développement ci-dessous.

Il montre le désir qu'ont les autorités suisses de ne pas modifier le statut des étrangers établis dans notre pays, malgré les appels pressants de l'opinion publique demandant que les postes occupés par des étrangers soient réservés aux nombreux Suisses obligés de revenir au pays. Mais la Suisse doit se montrer sévère dans l'examen des cas des nouveaux venus, tout en respectant loyalement les dispositions des accords qu'elle a signés, pour qu'il ne soit pas porté atteinte à la situation si favorable des étrangers bénéficiant d'une autorisation d'établissement, qui ne peut, aux termes de l'art. 6 de la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers, être conditionnelle et dont la durée est indéterminée.

4. *Le titre de ce document, non signé, comportait encore les éléments suivants:* entre MM. Mascia, premier Secrétaire, et Di Carrobio, deuxième Secrétaire de la Légation d'Italie, ce dernier n'ayant assisté qu'à la première partie de l'entretien, et MM. Rothmund, Chef de la Division de police et H. Werner, secrétaire de la Police fédérale des étrangers, dans le bureau de M. Rothmund, de 15 h. 30 à 21 h. 15.

5. *Sur ces accords, cf. DDS 11, N° 24 et annexe.*

6. *Pour cet entretien, la Légation d'Italie à Berne avait rédigé un «Pro Memoria» traitant de 24 cas particuliers, cf. E 2001 (D) 2/111.*

M. Rothmund expose les difficultés éprouvées par nos compatriotes en Italie. Celles-ci sont causées d'une part, par l'ignorance dans laquelle se trouvent certaines autorités locales au sujet de l'existence des accords de 1934, du fait de trop fréquents changements dans le personnel administratif; d'autre part, par la crainte qu'ont les employeurs italiens d'engager nos concitoyens, en étant souvent moralement empêchés. Ces derniers ont parfois même été incités à demander la naturalisation italienne.

La Suisse qui ignore les restrictions de devises, envoie chaque année des milliers de touristes en Italie, tandis que ce pays élève, malgré les accords de 1934, de nombreuses difficultés pour la délivrance de passeports aux Italiens désirant se rendre en Suisse, dans un but de tourisme. Or ces obstacles empêchant surtout les Italiens de milieux bourgeois ou moyens de venir dans notre pays, risquent d'impressionner défavorablement les autorités cantonales chargées de traiter les cas de ressortissants italiens. Si certaines stations, telles que Saint-Moritz, continuent, il est vrai, à recevoir des touristes italiens, il s'agit là avant tout de personnes appartenant à des familles aisées.

La lecture de la note italienne du 18 juillet 1936 appelle les observations suivantes de la part de M. Rothmund:

Le visa d'entrée fut supprimé en Suisse en 1929, pour tous les pays sauf pour les pays balkaniques, la Pologne, la Turquie et la Russie. Bien qu'à l'époque, cette mesure ait été très critiquée, elle fut cependant maintenue, la Suisse étant un pays de tourisme. Mais les autorités suisses durent, en revanche, veiller à la stricte observation des prescriptions sur la police des étrangers, notamment en ce qui concerne la prise du travail. Les autorités cantonales et communales furent invitées à punir toutes les infractions et à renvoyer les étrangers qui s'en étaient rendus coupables. Des centaines de décisions de renvoi concernant des étrangers ressortissants d'autres pays que l'Italie, sont ainsi prises chaque année. Vu le grand nombre d'étrangers qui viennent de tous les côtés en Suisse, il est indispensable qu'ils soient forcés de s'en tenir strictement aux prescriptions en vigueur, à défaut de quoi il serait impossible aux autorités suisses de faire régner l'ordre dans ce domaine.

En ce qui concerne les cas politiques, M. Mascia reconnaît qu'il n'a pas eu connaissance depuis qu'il se trouve en Suisse, de cas présentant un caractère politique (à l'exception de deux cas dans le canton de Zurich concernant des Italiens qui se trouvaient en conflit non pas avec les autorités, mais avec des associations privées). Mais la Légation se demande si les autorités ne nourrissent peut-être pas une arrière-pensée politique dans le canton du Tessin? M. Rothmund répond à cette question en exposant la situation particulière de ce canton, la diversité des partis politiques et fait allusion au tempérament tessinois, mais il ne croit pas qu'on puisse dire que des considérations d'ordre politique aient jamais pu dicter des décisions des autorités. La Légation est d'ailleurs invitée à donner connaissance immédiatement au Chef de la Division de police de tout fait qui lui paraîtrait irrégulier.

Les autorités fédérales ont la ferme volonté d'appliquer loyalement les accords de 1934. Elles interviendront dans ce but, auprès des autorités cantonales notamment lorsque celles-ci chercheraient encore dans des cas très exceptionnels à obtenir le départ de ressortissants italiens peu avant l'accomplissement des 5 ans dans le but d'y mettre obstacle, ce qui serait contraire à l'esprit de ces accords. (Cf. cas Rosa Pretti, Tessin: sur intervention de la police fédérale des étrangers, la pré-nommée, que l'autorité cantonale avait obligée de quitter la Suisse, peu avant l'accomplissement de ses 5 ans, recevra à son retour, l'autorisation d'établissement, bien qu'elle n'en possédât pas, au point de vue formel, le droit. L'autorité cantonale, en adoptant cette solution, a ainsi procédé à une liquidation très satisfaisante de ce cas.)

Tout en partageant le point de vue de la Légation d'Italie au sujet du cas Cesare Bernardinelli, M. Rothmund s'oppose à ce qu'il soit mentionné comme un cas typique du traitement des Italiens en Suisse, telle n'étant en effet pas la réalité.

Comme M. Mascia le reconnaît, ses compatriotes recourent, d'une manière générale, trop tard à leurs consuls au lieu de leur soumettre leur cas aussitôt qu'une difficulté s'est élevée.

Au sujet de l'examen du cas d'une ressortissante italienne, Marie Bonini, expulsée par le canton d'Argovie, M. Rothmund annonce son intention de saisir la conférence des Directeurs de police les 10 et 11 septembre prochain, de la question du traitement des mineurs anormaux. Ceux-ci ne doivent pas être refoulés à la frontière avant qu'une mesure efficace ait pu être prise en leur faveur

par les autorités italiennes. La Division de police et la Légation examineront dans ce but, quelle procédure devra être adoptée de préférence; ou bien les autorités cantonales entreront en relation avec les consulats et ceux-ci avec leur Légation à Berne qui prendra elle-même contact avec les autorités fédérales; ou les autorités cantonales se mettront directement en rapport avec la Division de police qui entreprendra les démarches nécessaires auprès de la Légation d'Italie.

La conférence réunie aujourd'hui donne à M. Rothmund l'occasion d'exposer le point de vue des autorités suisses sur la question du rapatriement.

Celles-ci insistent depuis 10 ans auprès de la Légation d'Italie, pour l'introduction d'une procédure plus rapide que celle qui est aujourd'hui en vigueur. De nombreuses plaintes des cantons leur sont en effet parvenues au sujet de la lenteur et des difficultés opposées au rapatriement des ressortissants italiens.

Lors des pourparlers de Rome en 1934, bien que cette question ne fût pas à l'ordre du jour de cette conférence, M. Rothmund avait suggéré la conclusion entre la Suisse et l'Italie d'un accord sur la même base que celle de la convention franco-suisse⁷. Mais les délégués italiens, partant du point de vue que leurs compatriotes résidant depuis longtemps à l'étranger ne devaient pas être rapatriés en cas d'indigence, mais être secourus par l'Etat du lieu de leur domicile, avaient refusé d'envisager la conclusion d'une nouvelle convention sur cette base. Par contre, ils s'étaient déclarés d'accord avec le maintien des conventions existantes. Aux termes de la disposition de l'art. 2 du traité d'établissement conclu entre la Suisse et l'Italie du 22 juillet 1868⁸, et de la déclaration de réciprocité concernant l'assistance gratuite aux malades indigents, du 15 octobre 1875⁹, il est du devoir des autorités italiennes de reprendre leurs ressortissants malades et indigents dès que le rapatriement est légalement demandé et que leur nationalité est établie. La recherche de la commune d'assistance en Italie sort, en revanche, de la procédure de rapatriement.

La Suisse ne saurait partager l'opinion de certaines administrations de Rome, suivant laquelle les Italiens devraient être secourus dans le pays où ils ont longtemps vécu sans que le rapatriement ou le remboursement des frais d'assistance soient possibles. Les rapports de voisinage entre nos deux pays rendent au contraire indispensable l'existence d'une procédure rapide de rapatriement.

Ne serait-il pas possible au Gouvernement italien de fonder, à Como par exemple, une maison destinée à recevoir les rapatriés qui y seraient hospitalisés en attendant que leur commune d'assistance puisse être trouvée par les autorités italiennes?

Par une circulaire du 18 septembre 1934, la Division de police pria les directions cantonales de police compétentes en matière d'assistance de demander aux ressortissants italiens à rapatrier toutes les indications utiles concernant leur commune d'origine et leur dernier domicile en Italie. Mais bien que depuis cette date, l'autorité fédérale ait transmis aux autorités italiennes les renseignements dans tous les cas de rapatriement, la solution de ces derniers n'en a malheureusement pas été rendue plus rapide. C'est ainsi que, tandis que le rapatriement d'un Suisse d'Italie en Suisse, dure en moyenne 1 mois, les cas de rapatriement d'Italiens de Suisse en Italie durent toujours 3 mois au minimum, et nombre de cas durent 6 mois et plus, trois cas se trouvent actuellement en suspens depuis plus d'une année. Or les cantons ne cachent pas leur mécontentement d'un tel état de choses, car ils ont à supporter les frais d'assistance jusqu'à ce que les autorités italiennes fassent parvenir leur réponse.

Cette situation fâcheuse a amené les cantons à expulser préventivement des Italiens, dans la crainte de voir ceux-ci tomber à leur charge en raison de la longueur de la procédure actuelle. On peut affirmer en effet que certaines mesures d'expulsion ne seraient pas prises si la procédure de rapatriement était plus rapide. C'est ce que M. Rothmund exposa en 1932 déjà, puis en 1934 à son retour de Rome, à M. le Ministre Marchi en attirant spécialement son attention sur ce point névralgique des relations de police des étrangers entre les 2 pays et en lui décrivant l'atmosphère dans

7. Sans doute la Convention concernant l'assistance aux indigents du 9 septembre 1931, cf. RO, 1933, vol. 49, p. 616.

8. Cf. RO, 1866-1869, vol. 9, p. 624.

9. Cf. RO, 1876, vol. 1, p. 680.

laquelle celles-ci se développeraieent certainement dans les différents cantons irrités des lenteurs de la procédure de rapatriement.

M. Mascia remarque dans sa réponse, que la question du rapatriement, considérée d'un point de vue général, constitue un grave problème pour l'Italie. 12 millions d'Italiens vivent en effet à l'étranger, soit 8 millions aux Etats-Unis et plusieurs millions en Amérique du Sud, tandis que 100 000 Italiens seulement résident en Suisse. La Légation serait cependant sans doute disposée à examiner la possibilité de conclure un accord confidentiel – une sorte de *modus vivendi* – destiné à introduire une procédure plus rapide de rapatriement des ressortissants italiens. Il conviendrait d'étudier la possibilité de mettre à la disposition des Italiens rapatriés un hôpital à Chiasso ou à Domodossola.

Mais si la Suisse est désireuse que l'Italie montre plus de diligence dans l'accomplissement de la procédure de rapatriement, de leur côté les autorités italiennes souhaiteraient que notre pays fasse preuve d'un plus grand libéralisme dans l'examen des cas particuliers. Les cantons sont parfois un peu durs. M. Mascia a le désir de n'intervenir que dans des cas propres. Quoique rien dans les cas traités ne montre de la mauvaise volonté, la Légation regrette toutefois le nombre si élevé de refus. M. Mascia fait observer que depuis sa venue à Berne, il ne s'est intéressé qu'à une quarantaine de cas seulement, sur les 100 000 Italiens que compte la Suisse.

M. Mascia demande si les autorités fédérales ne seraient pas disposées à accepter un contingent annuel de 50 demandes d'établissement par exemple, à l'instar de la pratique suivie aux Etats-Unis d'Amérique? Une telle proposition doit être exclue, répond M. Rothmund, en raison, d'une part, de la complexité de l'organisation de l'état politique suisse et de la situation du marché du travail ainsi que de la surpopulation étrangère qui exigent que chaque cas soit traité individuellement.

M. Rothmund constate que les deux pays ont le même désir d'arriver à une bonne entente et souhaite qu'une compréhension mutuelle règne entre eux. La question du rapatriement est essentielle pour le développement des relations italo-suissees. Il est persuadé qu'une atmosphère favorable sera créée à l'intérieur des différents cantons si un changement véritable, produisant des résultats efficaces, intervient dans la procédure de rapatriement. Dès qu'il lui sera possible d'annoncer aux autorités cantonales les modifications ainsi souhaitées, il est certain que ces dernières se montreront moins sévères dans leur pratique concernant les expulsions. L'atmosphère quelque peu tendue aujourd'hui sera ainsi éclaircie lorsque les cantons constateront les progrès réalisés dans la procédure de rapatriement.

La reprise très sensible du trafic économique, déclare M. Mascia, qui s'est manifestée au cours de ces derniers mois entre la Suisse et l'Italie, rend souhaitable qu'on desserre actuellement les mailles des relations italo-suissees en matière de police des étrangers. Comme M. Rothmund en donne l'assurance, les cas de ressortissants italiens feront l'objet d'un examen particulièrement attentif. Il s'entretiendra volontiers avec M. Mascia, comme d'ailleurs M. Baechtold, des cas limites au sujet desquels la Légation recevrait des réclamations. Il forme le vœu que cette dernière communique au Ministère des Affaires Etrangères la réponse qui lui sera adressée par le Département, avec un commentaire relatant l'entretien de ce jour, dans lequel la Légation exposera combien l'accélération de la procédure de rapatriement des ressortissants italiens est souhaitable pour un échange de bonnes relations entre les deux pays. M. Mascia, dans le désir d'obtenir une meilleure solution pratique de cet important problème des relations de son pays avec la Suisse, prend bonne note du vœu exprimé par M. Rothmund.

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP N° 12. Le discours de Palerme de M. Mussolini et la Suisse

Rome, 21 août 1937

La détente qui s'est esquissée depuis plusieurs semaines dans la situation européenne, et qui a été favorablement influencée par la trêve estivale, devrait raisonnablement s'accroître encore après le discours prononcé hier par le Duce dans la capitale de la Sicile. Plus que dans d'autres grandes Puissances, les discours du Chef du Gouvernement ont l'habitude, en Italie, soit de marquer des tournants décisifs de la politique internationale, soit de faire de manière complète le point de la situation, en soulignant les possibilités d'avenir. Le discours de Palerme, sobre dans ses termes, souligne en tous cas que l'Italie est prête à rentrer effectivement, au moment où deux guerres ensanglantent le monde, dans le champ de la collaboration avec toutes les Puissances européennes et, en particulier, avec les pays de la Méditerranée. Le ton de tout le discours de Palerme était calculé pour atteindre, dans sa deuxième partie ayant trait aux relations internationales, les pays étrangers. Si d'habitude le Duce parle librement en apportant parfois à la dernière minute, dans ses colloques avec la foule, des modifications à ses notes, il n'en a pas été de même à Palerme, d'où les traductions dans de nombreuses langues, préparées à l'avance, ont été lancées sans délai, d'après les arrangements pris par le Ministère de la culture populaire. Aussi cet «appel à la paix» est-il rédigé dans un esprit bien plus conciliant et constructif que les articles encore récents du Duce dans le «Popolo d'Italia», qui eurent cet été un si vaste retentissement. On ne se trompe guère en admettant que la partie internationale du discours a été pesée, terme par terme, en collaboration avec le Ministre des Affaires Etrangères et en tenant compte du désir, exprimé à Rome comme à Londres, de faciliter les pourparlers anglo-italiens du mois prochain.

Nous pouvons enregistrer avec une réelle satisfaction les paroles brèves et cordiales que M. Mussolini consacre à notre pays. Vous vous souvenez que le Chef du Gouvernement italien réservait en général ses déclarations sur les rapports italo-suisse à ses discours de Milan, en proximité de notre frontière. Il faut donc apprécier qu'il soit revenu sur ce sujet dans l'appel qu'il vient de lancer de la Sicile. A vrai dire, ayant rencontré, il y a quelques jours, le Comte Ciano, j'avais eu l'impression qu'à la suite de vos récentes déclarations devant les Chambres Fédérales, M. Mussolini tiendrait, de son côté, à confirmer à nouveau l'amitié italo-suisse (si je ne vous ai pas fait part de cette impression, c'est parce qu'en cette matière il vaut mieux relater des faits que des hypothèses). Mais ce qui a frappé les fonctionnaires italiens qui écoutaient le discours au Ministère des Affaires Etrangères, c'est le ton particulièrement cordial employé par M. Mussolini et le fait que le mot «amitié» (*relazioni più che amichevoli*) est employé *seulement* vis-à-vis de notre pays. Déjà à propos du

discours de Milan de novembre dernier, je vous avais signalé l'importance psychologique des paroles du Duce, qui ont le caractère de directives, sur l'administration, sur les syndicats et sur tous les organes avec lesquels notre grande colonie en Italie est en rapport.

C'est aujourd'hui que nous pouvons mesurer le chemin parcouru, grâce à l'attitude sage, prudente et bienveillante de la Suisse, depuis une année. Je ne parle pas du fait, peut-être fortuit, mais tout de même significatif, que pour la première fois, selon mes souvenirs des dernières années, nous avons presque fini à traverser l'été sans un de ces incidents qui étaient jadis à l'ordre du jour. Au moment où les grands adversaires d'hier vont, comme il le faut espérer, se réconcilier, on se souvient ici, il fallait le prévoir, de l'attitude doctrinaire des Etats du Nord, des Pays-Bas, de la Belgique et d'autres. D'un autre côté, notre politique rigide de neutralité a forcé le respect. Il faut évidemment tout essayer pour maintenir cette atmosphère, qui constitue en elle-même une garantie morale importante pour notre pays, tout en continuant à défendre avec fermeté les intérêts légitimes du pays et de nos compatriotes, sans toutefois «user» notre crédit pour des prétendus avantages aléatoires et de courte durée.

A propos de nos relations *futures* avec l'Italie, des observateurs sérieux en Suisse et dans notre colonie en Italie ont exprimé la crainte qu'après le rétablissement éventuel de l'entente entre les grandes Puissances, notre prestige pourrait à nouveau diminuer ici, et que les polémiques et incidents d'autrefois pourraient renaître. Je garde l'espoir que tel ne sera pas le cas. Tourné vers l'Impero et actuellement saturé au point de vue colonial, le Gouvernement italien peut plus facilement mettre en œuvre les bonnes dispositions du Ministère des Affaires Etrangères dans la lutte contre l'irrédentisme, pour ne parler que d'une question qui appelle notre vigilance. Nous trouvons d'ailleurs une indication de cette volonté dans la phrase suivante prononcée hier par M. Mussolini à Palerme: «È su queste direttive che noi tendiamo a migliorare le relazioni soprattutto con gli Stati confinanti».

Epaulée aux Alpes et désireuse de raffermir les rapports de bon voisinage dans le Nord, l'Italie nouvelle tourne ses regards vers la Méditerranée.

118

E 2001 (D) 4/19

*La Délégation arabe de Palestine à Genève, au Président de la Confédération, G. Motta*¹

L

Genève, 23 août 1937

Votre pays sympathique à tout le monde est sûrement le plus désintéressé et plus impartial.

1. *Le document, dactylographié, ne porte pas de signature manuscrite.*

C'est avec cette conviction que nous nous permettons de vous adresser cet appel au nom d'un peuple dont l'existence est menacée par la plus flagrante des injustices.

Les Arabes de Palestine, Monsieur le Président, luttent depuis des années contre un danger qui n'échappe à personne mais qu'on cherche à cacher par des manœuvres aussi blâmables que le projet de l'état juif lui-même.

Nous ne croyons pas nécessaire de revenir sur tous les détails de la question palestinienne sans exemple dans l'histoire.

On nous reproche, Monsieur le Président, de recourir à la violence pour nous faire écouter, de refuser ce qu'on prétend être la prospérité pour sauver nos droits, notre existence même.

Il y a dix-sept ans que nous cherchons par tous les moyens à nous faire comprendre et que nous souffrons la politique d'un mandat qui nous fut imposé contrairement à l'article 22 du Pacte de la S.D.N.

Il y a dix-sept ans que nous signalons le grand danger menaçant sans jamais parvenir à faire prendre à la Puissance Mandataire ni à la Commission des Mandats, la moindre mesure pour l'arrêter.

La Palestine est le seul pays qui n'ait pas été aidé à résister contre une invasion de ce genre. Elle est le seul pays sacré aux yeux de tous les Chrétiens et de tous les Musulmans du monde entier.

Dans leur union contre cette invasion les Musulmans et les Chrétiens de Palestine ont voulu donner l'exemple à tous leurs coreligionnaires.

Malheureusement les Chrétiens occidentaux les ont déçus.

Si c'est la paix qu'on cherche par ce partage forcé de la Palestine le résultat en sera tout à fait contraire.

Là où Jésus a prêché la paix cette politique incroyablement aveugle et injuste causera une lutte perpétuelle.

Nous demandons l'exécution de l'article 22 du Pacte en vue d'assurer nos droits.

Nous offrons de garantir aux Juifs tous leurs droits de minorité.

Nous acceptons qu'ils forment 30% de notre population de Palestine.

Nous sommes prêts avec le sincère désir d'arriver à une solution acceptable, à étudier tout autre projet sauf celui du partage et sauf celui de permettre aux Juifs de devenir majorité dans notre pays.

Excellence

Vu les principes que vous avez toujours défendus et que nous connaissons à vos compatriotes, nous espérons que la voix de la Suisse se fera entendre à la S.D.N. en faveur de notre juste cause et contre la plus grande des injustices.

L'établissement d'un état juif indépendant en Palestine ne sera autre chose que la fondation d'un immense foyer de communisme au carrefour de toutes les routes de l'Orient et de l'Occident.

Sur les 420 000 Juifs déjà établis en Palestine 170 000 sont venus de Russie. Comme la plupart de ceux venus de Pologne, ils sont tous communistes.

Les fermes communales (dans tout le sens du mot) fondées par les Sionistes sont là pour dévoiler toute la vérité.

Qu'on se donne la peine d'une enquête sur place et l'on trouvera les milliers de femmes amenées spécialement pour servir de la façon la plus révoltante, à

l'accroissement de la population juive et dont les enfants n'appartiennent qu'à la Commune.

Ces enfants sont destinés au même régime.

Par leur propagande et leurs organisations spéciales, les Juifs seront capables de faire pénétrer le communisme dans tous les pays. Ils sont trop intelligents pour faire accentuer ce mouvement avant la réalisation de leur indépendance.

Nos institutions religieuses musulmanes et chrétiennes sont trop pauvres pour se mesurer avec les forces destructives du communisme juif.

Malade de chagrin, l'évêque catholique de Haifa n'a pas encore pu venir en Europe protester en personne contre le démembrement de la petite Palestine et contre le projet de le forcer, avec les siens, à vivre sous le joug juif ou à quitter le pays.

119

E 1004.1 1/365

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 24 août 1937¹*

1373. Reichsparteitag in Nürnberg Anwesenheit des schweizerischen Gesandten

Politisches Departement. Antrag vom 19. August 1937

Die Teilnahme von Herrn Minister Dinichert am Reichsparteitag 1933, die im Einverständnis mit dem Politischen Departement erfolgt war, hatte seinerzeit in der Schweiz zu Kritik, auch in den eidgenössischen Räten, Anlass gegeben. In den Jahren 1934 und 1935 wurde von einem Besuch des Reichsparteitages seitens unserer Vertretung abgesehen. Der Bundesrat hat mit Beschluss vom 24. Juli 1934 dieser Haltung zugestimmt. In Bezug auf den Reichsparteitag 1936 wurde, während der Gesandte auf Urlaub war, der Geschäftsträger der Gesandtschaft, Herr Dr. Kappeler, ermächtigt, sich für zwei Tage nach Nürnberg zu begeben². Diese veränderte Haltung wurde eingenommen, weil zahlreiche Vertretungen anderer Staaten sich in gleicher Weise verhielten.

Auch dieses Jahr ist das diplomatische Korps in Berlin zum Reichsparteitag, der vom 6. bis 13. September stattfinden wird, eingeladen worden. Die Einladung erfolgte für die ganze Zeitdauer der Tagung, wobei es aber die Meinung hat, dass es den einzelnen Diplomaten freisteht, ob sie ihren Aufenthalt in Nürnberg abkürzen wollen. Am 10. September empfängt der Reichskanzler das diplomatische Korps. Wie die schweizerische Gesandtschaft in Berlin

1. *Étaient absents*: G. Motta, Ph. Etter.

2. *Cf. le rapport de la Légation in DDS 11, N° 293.*

meldet, werden dieses Jahr fast alle Vertretungen am Reichsparteitag anwesend sein. Eine Ausnahme machen Russland, die Tschechoslowakei, Norwegen und auch die Vereinigten Staaten von Nordamerika. Zum ersten Mal werden sich dagegen der englische und der französische Botschafter in Nürnberg einfinden. Viele Vertretungen beschränken jedoch ihren Aufenthalt in Nürnberg auf die Tage vom 10. bis 13. September. Diese Lösung wählten mehrere Botschafter, ferner die Gesandten von Dänemark, Schweden, Finnland und wahrscheinlich auch Holland und Belgien.

Bei dieser Sachlage ist das Politische Departement der Ansicht, dass Herr Minister Dinichert ermächtigt werden sollte, gemäss seinem Vorschlag die Einladung zum Reichsparteitag anzunehmen und seinen Aufenthalt auf die Zeit vom 10. bis 13. September zu beschränken.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Das Politische Departement wird ermächtigt, im vorstehenden Sinne dem schweizerischen Gesandten in Berlin Weisung zu erteilen.

120

E 27, Archiv-Nr. 9750

*Le Chef du Service de l'Etat-Major général, J. Labhart,
au Département militaire fédéral*

L 41/2. Attachés militaires suisses à l'étranger

Berne, 25 août 1937

La création de *postes d'attachés militaires* dans certaines de nos légations à l'étranger préoccupe notre service depuis plusieurs années. Elle répond à une nécessité qui devient toujours plus urgente, car elle conditionne le fonctionnement même de notre section de renseignements.

C'est pour cette raison que le Service de l'état-major général a abordé ce problème à plusieurs reprises. Sa dernière demande adressée au Département militaire fédéral (lettre N° 41/2 du 14 janvier 1936)¹ justifie en détail les motifs pour lesquels de tels attachés militaires nous sont devenus indispensables. Nous ne reviendrons pas sur notre argumentation, dont nous maintenons tous les éléments.

Tout au plus voudrions-nous insister sur le fait que les *officiers suisses envoyés en stage dans les grandes écoles étrangères* (Ecole supérieure de guerre de Paris et Kriegsakademie de Berlin) ne sont pas en mesure, pendant leurs études, de remplir le rôle d'attachés militaires. Il n'y a pas de continuité dans la présence de ces officiers à l'étranger; lorsque des candidats capables manquent, nous ne pouvons répondre affirmativement à l'invitation des gouvernements intéressés. D'autre part, nos officiers commandés à de telles écoles sont

1. *Non reproduite.*

astreints à de sévères études; ils n'ont pas le loisir de s'occuper d'autres problèmes – plus généraux – tels ceux qui relèvent de la situation politico-militaire. Leur horizon est donc limité. Ils n'ont pas l'occasion non plus de prendre régulièrement contact avec les attachés militaires des autres pays, de suivre de près certaines questions de politique intérieure et par conséquent d'être «renseignés» sur les multiples problèmes d'actualité qui se posent chaque jour avec une acuité sans cesse grandissante.

Les *agents spéciaux* – très peu nombreux – qui travaillent au profit de notre section de renseignements sont surtout destinés à nous fournir des informations concrètes sur les régions étrangères situées immédiatement au-delà de nos frontières. Ces derniers ne sauraient donc, eux non plus, prendre à leur charge des tâches et missions que seuls peuvent remplir des attachés militaires officiellement accrédités.

L'*attaché militaire*, lui, possède le grand avantage de pouvoir être reçu officiellement dans tous les milieux militaires étrangers et notamment au ministère de la guerre, dans des écoles et cours d'instruction et d'assister à certaines réceptions diplomatiques. Il participe à la vie du pays; il est constamment au courant des grands mouvements sociaux d'où naissent parfois des troubles intérieurs qui peuvent avoir de fâcheuses répercussions chez nous. Enfin, son contact permanent avec les attachés militaires des autres nations constitue une précieuse source de renseignements qu'il peut alimenter à l'occasion des nombreuses conversations privées qui ont lieu entre de tels officiers.

A toutes fins utiles, nous joignons à la présente lettre une copie de notre demande du 14 janvier 1936.

Au demeurant, le Département militaire fédéral nous a répondu par sa lettre 34/1/1 du 17.1.36² qu'il était en principe d'accord avec notre proposition.

Considérant le moment venu de réaliser notre projet, nous avons l'honneur de vous soumettre les *propositions* suivantes:

1. Un poste d'attaché militaire est à créer, dès que possible, dans nos légations de Paris, Berlin et Rome. Notre attaché militaire de Paris serait également accrédité à Bruxelles; celui de Berlin à Vienne.

2. Les officiers revêtant cette fonction seraient prélevés sur le corps d'instruction. Dans certains cas exceptionnels (manque de candidats, etc.) ces derniers pourraient être des officiers de troupe.

3. Nos attachés militaires devraient avoir le grade de lieutenant-colonel ou de colonel et être choisis parmi les meilleurs officiers, tant au point de vue de leur éducation que de leur instruction. Leur choix serait sanctionné par notre service.

4. Durée du commandement: de 3 à 4 ans³.

2. Non reproduite.

3. Dans une lettre du 4 septembre 1937 au Service de l'Etat-Major général, le Chef du Département militaire, R. Minger, donnait ces informations sur le développement de la question des attachés militaires: Unter Hinweis auf unsere Besprechungen beehren wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass der Gedanke der Entsendung von schweiz. Militärattachés zu den umliegenden Staaten (ohne Österreich) an der gestrigen Konferenz der schweiz. Gesandten im Ausland im allgemeinen beifällig aufgenommen worden ist. Wir laden Sie daher ein, uns in Verbindung mit

P.S. La situation du corps d'instruction, telle qu'elle se présente aujourd'hui, devrait permettre, selon nous, un choix suffisant de candidats aptes à remplir les fonctions d'attachés militaires.

den in Frage kommenden Waffenchefs Vorschläge bezüglich der zu entsendenden Offiziere zu unterbreiten. Es werden ferner geregelt werden müssen die besondern Entschädigungen, die diesen Offizieren auszurichten sind. Und endlich muss klargestellt werden, in welchem Verhältnis die Militärattachés zu der Gesandtschaft, der sie zugeteilt werden, und zum Politischen Departement einerseits, zur Generalstabsabteilung und zum Militärdepartement andererseits stehen.

Wir ersuchen, auch die beiden letzterwähnten Punkte mit den zuständigen Amtsstellen zu prüfen und uns darüber zu berichten.

121

E 2001 (D) 4/23

*Le Chef du Département militaire, R. Minger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L Konflikt China-Japan

Bern, 25. August 1937

Ihr Schreiben vom 18. August 1937¹ beehren wir uns zu beantworten wie folgt:

Nach unserer Auffassung besteht zum mindesten zur Zeit kein Anlass, die Waffenausfuhr aus der Schweiz nach China oder nach Japan zu verbieten. Weder unsere Stellung als dauernd neutraler Staat noch unsere Stellung im Völkerbund verpflichtet uns dermalen zu irgendwelchen Schritten. Wir sind auch der Meinung, dass es ohne Einfluss ist auf unsere Haltung, ob nur der eine der beiden Staaten in der Schweiz Kriegsmaterial bestellt oder ob es beide tun. Solange die Schweiz weder gegenüber dem einen noch gegenüber dem andern ein Ausfuhrverbot erlässt, genügt sie dem Grundsatz der Gleichberechtigung; ob der eine von dem Rechte keinen Gebrauch macht, ist unseres Erachtens ohne Belang. – Im übrigen haben wir durch Erhebungen bei der Schweiz. Oberzolldirektion festgestellt, dass im laufenden Jahre Waffenlieferungen aus der Schweiz sowohl nach China wie nach Japan erfolgt sind, an Japan in erheblich höherem Masse. Unsere Kriegstechnische Abteilung vermutet, dass auch gegenwärtig Lieferungsverträge laufen.

Wenn wir eingangs erklärt haben, dass zum mindesten gegenwärtig kein Anlass zu Ausfuhrverboten bestehe, so ist doch zu berücksichtigen, dass die Verhältnisse sich ändern können und dass der Bundesrat zum Beispiel, wenn der Völkerbund eingreift, sich veranlasst sehen kann, nachträglich doch die Ausfuhr von Kriegsmaterial aus der Schweiz zu verbieten. Von einem solchen

1. Cf. N° 115.

Verbot sollte unsere Industrie nicht überrascht werden, und wir sind daher der Meinung, dass sie auf diese Möglichkeit sollte hingewiesen werden. Beim gleichen Anlass wäre ihr auch Kenntnis zu geben von der Mitteilung des japanischen Gesandten, dass Japan Kriegsmaterialsendungen nach China als Contrebande behandeln werde.

Unsere Kriegstechnische Abteilung regt fernerhin an, die in Frage kommenden Unternehmungen aufzufordern, binnen einer bestimmten Frist alle mit China oder Japan laufenden Kontrakte zu melden, unter Androhung, dass, wer nicht melde, das Anrecht, die Lieferung zu vollziehen, verliere. Ein derartiges Vorgehen hätte zweifellos den grossen Vorteil, dass wir von vorneherein Einblick in die Verhältnisse erhalten und danach eventuell die später zu treffenden Massnahmen richten könnten.

122

E 2001 (D) 2/215

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

L Confidentiel

Bucarest, 31 août 1937

Les difficultés que l'on éprouve à bien connaître et à juger impartialement la politique russe donnent une particulière valeur aux renseignements dont la source peut être considérée comme sûre, même lorsqu'ils sont plus ou moins rétrospectifs.

Ceux que j'ai recueillis se rapportent surtout aux circonstances dans lesquelles est né le *pacte franco-soviétique*. Ils contiennent aussi quelques données intéressantes sur l'*armée russe*, telle que l'ont vue les missions militaires et parlementaires françaises envoyées ces dernières années en U.R.S.S. Ils apportent enfin quelques précisions sur l'énigmatique figure du maréchal *Toukatchewsky*, fusillé il y a quelques semaines pour «trahison».

Je les tiens d'un homme politique français avec qui je m'étais lié durant mon séjour à Paris, qui m'a toujours témoigné beaucoup de confiance et dont j'ai eu mainte occasion d'apprécier la franchise et la scrupuleuse honnêteté. Il s'agit de M. Louis Marin, chef d'un groupe de droite à la Chambre et plusieurs fois ministre, en particulier dans les cabinets Poincaré (1926) et Doumergue (1934). Très combatif dans les luttes politiques portant sur des problèmes d'ordre intérieur, M. Louis Marin sait, lorsqu'il se trouve à l'étranger et lorsque le prestige international de son pays est en jeu, se dépouiller de toute passion partisane pour n'être plus qu'un ardent patriote. Il n'a cependant rien d'un chauvin, car sa profession d'anthropologue et de sociologue (44 ans d'enseignement à l'Ecole des Sciences sociales) lui a donné l'habitude d'étudier

1. *En tête du document, Motta a noté de sa main*: Très intéressant. En circulation. 3.9.37. M.

en homme de science tous les problèmes ethniques. Grand voyageur (il a parcouru plusieurs fois, avant la guerre, la Russie d'Europe et la Sibérie), M. Marin connaît fort bien aussi les traditions diplomatiques de son pays, car, s'il n'a jamais dirigé le Quai d'Orsay, il a été plusieurs fois un rapporteur très compétent du budget des Affaires Etrangères.

Cela dit, je lui laisse la parole, tantôt en résumant ses propos, tantôt en reproduisant aussi fidèlement que possible les termes mêmes dont il a fait usage.

Dans la première quinzaine d'octobre 1934, M. Barthou avait dit à ses collègues du gouvernement : « Mes conversations avec les Russes sont arrivées à un point où il ne m'est plus possible de les poursuivre sans consulter le Conseil des ministres. Il faudra que nous nous réunissions un de ces prochains jours. Je demanderai qu'une séance tout entière soit consacrée à cette seule affaire et que chacun de nous prenne sa responsabilité par un vote ». La réunion demandée n'avait pas encore eu lieu lorsque le ministre des Affaires Etrangères, qui s'était rendu à Marseille à la rencontre du roi Alexandre, fut assassiné aux côtés du souverain yougoslave.

Au lendemain du drame, M. Pierre Laval, successeur de M. Barthou au Quai d'Orsay, se trouvait en présence de la situation suivante :

La résistance de l'Allemagne et de la Pologne avait fait échouer le pacte oriental. Le ministre défunt en avait tiré la conclusion qu'il fallait se résoudre à le remplacer par un traité bilatéral entre la France et l'U.R.S.S. Il hésitait encore sur la portée à donner à ce nouvel instrument. Les dirigeants russes affirmaient que, sommés par Berlin de se prononcer pour ou contre le Reich, ils préféreraient se ranger du côté de la France, mais à la condition que cette dernière leur offrît une contrepartie substantielle. L'U.R.S.S. était prête à conclure avec la République une alliance militaire. D'autre part, les informations que le Quai d'Orsay recevait de Berlin confirmaient de tous points celles des Russes sur les menaces proférées par l'Allemagne.

Sur la proposition de M. Doumergue, le Conseil des ministres décida d'envoyer M. Laval à Moscou, avec mission de discuter sur place les propositions soviétiques. En attendant qu'il pût entreprendre ce voyage, on s'efforçait de gagner du temps. M. Laval, qui, en janvier 1935, avait conclu avec M. Mussolini les accords de Rome, ne put se rendre en Russie qu'au printemps. Quand il y arriva, Hitler avait rétabli en Allemagne le service militaire obligatoire, ce que les Russes interprétaient comme une conséquence du refus opposé par eux aux avances de Berlin. Ils faisaient valoir, en outre, que, pour se maintenir sur leurs positions, le concours immédiat de la France leur était indispensable. Le ministre français, convaincu d'avoir établi à Rome une durable collaboration entre l'Italie et la France, confiant, au surplus, dans l'amitié britannique, crut pouvoir signer à Moscou le texte proposé par le gouvernement des Soviets.

Dès son retour en France, les réactions auxquelles donna lieu l'acte qu'il venait d'accomplir, lui firent comprendre qu'il s'était trop avancé. Il s'efforça donc d'atténuer par des négociations la portée des engagements qu'il avait souscrits. Il n'y réussit guère. Du moins refusa-t-il, aussi longtemps qu'il resta au Quai d'Orsay, à laisser s'ouvrir un débat parlementaire sur l'accord de

Moscou. Ce dernier ne fut, en effet, ratifié qu'en mars 1936, sous le ministère Sarraut et à la suite de l'entrée des troupes allemandes dans la zone démilitarisée du Rhin.

Entre-temps, on s'était préoccupé en France de connaître les ressources militaires que pourrait offrir, en cas de guerre, l'alliance moscovite.

D'après M. Louis Marin, les missions civiles et militaires envoyées en U.R.S.S. et dont les rapports n'ont pas encore été publiés, auraient abouti aux conclusions suivantes :

1° Impossibilité de compter sur un concours effectif des armées soviétiques tant qu'elles n'auraient pas amélioré dans une très large mesure leurs moyens de mobilisation et de concentration et tant qu'elles ne seraient pas assurées d'un droit de passage à travers les territoires qui séparent l'Allemagne de la Russie;

2° Existence d'une aviation très nombreuse, assez bien équipée et entraînée, mais inférieure sous de nombreux rapports aux aviations des puissances occidentales;

3° Dans les autres armes techniques, offensives et défensives (tanks, tracteurs, armes automatiques, systèmes de fortification, etc.), grande abondance de certains matériels, pénurie de certains autres;

4° Préparation technique insuffisante des officiers et des cadres.

A ces constatations, M. Louis Marin ajoute un commentaire :

«Ce qui a le plus frappé nos observateurs, c'est la grande complaisance que les Russes apportèrent à leur montrer tout ce qu'ils possédaient, tout ce dont leurs soldats étaient capables. Ils ne refusèrent jamais, par exemple, de faire recommencer certains exercices, ni même d'en modifier les données dans le sens indiqué par nos officiers. Mais ceux-ci, bien loin de voir dans cet empressement, dans cette bonne volonté manifestes un symptôme encourageant, s'en montrent péniblement affectés, car ils y voient la preuve que les Russes, pour étaler avec une si naïve confiance, sous les yeux d'observateurs étrangers, les lacunes et les faiblesses de leur organisation militaire, doivent ne pas s'en rendre compte. Cela n'est d'ailleurs pas surprenant puisque ces gens, qui vivent en circuit fermé, ne disposent d'aucun moyen de comparer leur œuvre à celle des autres.»

D'après mon interlocuteur, le seul argument qui milite en faveur du pacte franco-russe est celui-ci : «S'ils ne sont pas avec nous, ils seront contre nous. Et s'ils sont contre nous, l'Allemagne, mieux placée que nous, géographiquement et psychologiquement, pour les éduquer, pourrait faire d'eux une puissance redoutable. Même si elle ne réussissait pas à faire de leur armée l'égale de la sienne, les ressources économiques qu'elle trouverait en Russie lui seraient des plus précieuses.»

Au sujet du maréchal Toukatchewsky, M. Louis Marin s'est exprimé comme suit :

«Il était sans aucun doute partisan de l'alliance allemande. Je ne dis pas cela pour justifier Staline de l'avoir fait exécuter comme «traître». Car, s'il était en relations très suivies avec l'Etat-Major allemand, c'était au su et avec l'autorisation de ses chefs. Cela, je puis l'affirmer, car il ne s'en cachait pas. Si je le sais, c'est parce que Toukatchewsky avait été, pendant la guerre, le compagnon

de captivité de mon collègue de la Chambre, Adolphe Chéron (ne pas confondre avec feu Henry Chéron, du Calvados). Chaque fois que le maréchal soviétique pouvait s'évader de Russie pour aller à Berlin ou ailleurs, il venait inconnu jusqu'à Paris, logeait chez Adolphe Chéron et parlait avec la plus grande franchise à son ancien camarade, lequel me rapportait ses propos.»

123

E 2001 (D) 1/29

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Rome, L. Micheli,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger¹*

Copie
L

Rome, 3 septembre 1937

Par ce billet je m'empresse de vous faire tenir le pro memoria² de la conversation que j'ai eue hier 2 septembre, entre 7 et 8 hrs. du soir, avec M. Guarnaschelli. M. Calisse assistait à une partie de l'entretien. M. Guarnaschelli m'a dit avoir eu deux entretiens approfondis avec le Sous-Secrétaire d'Etat et avoir reçu des instructions formelles dans le sens de mon exposé.

Après notre conversation téléphonique du 3 au matin, je suis aussitôt entré en communication orale avec le vice-directeur Guarnaschelli et je lui ai dit que, ayant communiqué avec vous, vous m'aviez laissé entendre que vous étiez certainement fort déçu qu'il n'ait pas été possible de conclure dans le sens envisagé et que, vu l'impossibilité du Ministère d'adhérer à notre requête, vous préféreriez laisser les choses pour le moment en l'état, c.à.d. ajourner la suite des pourparlers pour vous laisser le temps d'examiner la situation avec les chefs de service compétents à Berne. Entre-temps, nous demeurerions sous le régime des assurances provisoires contenues dans le pro memoria du Ministère du 14 mai³. M. Guarnaschelli m'a dit qu'il fera une communication dans ce sens à S.E. Bastianini, et nous en demeurons là pour l'instant.

1. *Cette lettre est adressée à l'Hôtel Bristol à Berne. Elle porte l'inscription manuscrite de Bonna: Documents remis par M. Ruegger.*

2. *Reproduit en annexe.*

3. *Dans ce Pro Memoria du 14 mai 1937, le Ministère des Affaires étrangères avait fait savoir à la Légation de Suisse à Rome que le Gouvernement italien è disposto ad addivenire col Governo Svizzero alla conclusione di accordi per la estensione all'Africa Italiana della Convenzione di stabilimento in vigore fra l'Italia e la Svizzera.*

Tali accordi, analogamente alla procedura recentemente seguita con altri Stati nella stessa materia, potranno essere preparati attraverso opportuni contatti fra tecnici italiani e svizzeri da iniziarsi a quella data che al Governo Svizzero parrà più conveniente.

Nell'attesa il R. Governo Italiano curerà che ai cittadini della Confederazione Elvetica in Etiopia siano applicati in materia di stabilimento, con la sola limitazione imposta dalle speciali leggi colà in vigore, i principi stabiliti nel suddetto Trattato di stabilimento italo-svizzero.

ANNEXE

Extension du Traité d'Établissement italo-suisse à l'A.O.I.

2 septembre 1937.

M. Guarnaschelli téléphone à la fin de l'après-midi qu'il désire parler au Ministre de la question de l'extension de notre Convention d'Établissement à l'Afrique Orientale italienne. M. Ruegger parti, il me demande de passer.

Je suis reçu par MM. Guarnaschelli et Calisse. Le premier me remet, au lieu de la déclaration envisagée du Comte Ciano, un projet de pro memoria confirmant celui du Ministère du 14 mai 1937, reprenant plus ou moins le texte prévu pour la déclaration, mais ajoutant un long paragraphe final disant qu'il s'agit d'un traitement provisoire et que, pour l'extension définitive, on doit suivre la procédure analogue à celle adoptée avec les autres pays, c.à.d. un examen des divers articles, avec une harmonisation de la Convention avec les nouvelles dispositions prises depuis lors, telles que «la législation fédérale sur l'établissement et le séjour des étrangers et l'accord⁴ de 1934».

J'ai immédiatement fait observer à M. Guarnaschelli combien nous étions déçus de ce résultat, vu que nous n'attendions non pas un nouveau pro memoria, mais une déclaration du Gouvernement italien constituant un document indépendant, c.à.d. non pas une notice pour notre dossier, mais un statut réglant d'une manière générale la position de nos ressortissants et firmes en A.O.I., en créant une base permanente jusqu'à nouvel arrangement.

M. Guarnaschelli m'a répondu que cette communication m'était faite sur instruction formelle de M. Bastianini, après consultation de ce dernier avec le Ministre Ciano. Pour deux raisons, le Sous-Secrétaire d'Etat ne voyait pas de possibilité de donner un caractère définitif aux assurances déjà contenues dans la note du 14 mai dernier, à savoir :

1° parce que, pour les autres Etats avec lesquels on a déjà conclu des accords analogues, comme l'Allemagne et la Hongrie, et également pour l'Autriche avec laquelle un accord est en vue, on a procédé, pour l'extension du traité, à un examen article par article des dispositions devant s'appliquer à l'A.O.I. ;

2° on ne pourrait créer en notre faveur un précédent «dangereux» qui pourrait être invoqué par d'autres Etats après leur reconnaissance de l'Empire.

En d'autres termes, on considère que nous avons déjà été avantagés par les assurances de principe contenues dans la note du 14 mai, qui nous couvre en attendant des négociations qui devront avoir lieu, un jour ou l'autre, dans un délai approprié (congruo), pour voir quelles dispositions précises du traité pourront être étendues à l'A.O.I. Cette occasion pourrait être saisie pour mettre à jour le vieux traité qui, selon le rapport de M. Tamaro, ne serait, en partie, plus appliqué. Je cherche à faire valoir avec insistance auprès de M. Guarnaschelli que la question de la révision éventuelle d'une convention, à laquelle nous ne nous sommes nullement opposés, et celle de l'extension sont deux choses différentes. Je lui cite, par exemple, le fait que bien que l'ancienne convention de la Croix-Rouge ait nécessité des révisions et ait été, en partie, «antiquata» avant la conférence de 1927, cela n'avait pas empêché de nombreux Etats de s'y joindre et de l'étendre à divers territoires nouveaux. M. Guarnaschelli répète qu'il a des instructions formelles et que le Ministère ne peut accepter de donner un caractère définitif, sans un examen de détail des diverses dispositions, à l'extension de notre Convention d'Établissement à l'A.O.I. Je lui dis que cette attitude ne me paraît guère correspondre aux assurances données par le Ministre Ciano à M. le Ministre Ruegger.

Sur mes instances, M. Guarnaschelli consent à examiner la possibilité de nous soumettre, au lieu du pro memoria qu'il avait en main et qui me paraissait peu adéquat, une déclaration au moins provisoire du Gouvernement italien reprenant et élargissant les assurances contenues dans le troisième alinéa final du pro memoria du 14 mai et de n'indiquer (puisqu'on y tient) le désir de retouche et d'harmonisation de la convention – dans un examen ultérieur entre experts –, à l'occasion de

4. *Rajouté à la plume:* (sic).

l'extension des dispositions spécifiques à l'A.O.I., que dans une note de couverture (séparée) ne contenant point d'allusions aux lois spéciales, car sans cela on ne finirait plus d'énumérer.

M. Guarnaschelli me rappelle qu'il a déjà fait valoir la manière de voir suséposée auprès de M. Ruegger, mais que maintenant il ne s'agit plus d'objections, mais d'une réponse définitive du Ministère, qui n'est donc pas en mesure de signer la déclaration proposée. J'indique aussitôt que mon chef sera sans doute fort déçu de ce résultat différent de celui qu'il attendait.

124

E 1004.1 1/366

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 7 septembre 1937

1434. Attaques contre M. le Président Motta

Verbal

En exécution d'une décision du 3 septembre¹ la chancellerie dépose le projet de communiqué suivant :

« Depuis quelque temps, certains milieux se livrent envers le chef du département politique à une œuvre de dénigrement qui doit faire impression sur l'opinion et qui s'est même continuée par des manifestations publiques sur sol étranger.

Désireux d'empêcher que, dans l'ère de difficultés que traverse l'Europe, cette haineuse campagne n'affaiblisse la confiance du peuple dans la direction des affaires extérieures, le Conseil fédéral tient à constater que les mesures imputées à grief au chef du département politique ont été dictées uniquement par le souci des intérêts supérieurs du pays. Il les a toutes approuvées et il en assume ainsi et en revendique la pleine responsabilité. Il compte sur le patriotisme du peuple suisse pour faire justice d'attaques manifestement empreintes d'un esprit partisan et pour l'aider à mener à bien la défense des principes immuables de notre politique étrangère. »

M. le *Président* remercie ses collègues de l'appui qu'ils lui offrent. Mais les vigoureux articles parus dans la presse depuis la dernière séance et l'accueil fait à son discours du 5 devant les Suisses de l'étranger témoignent que le but visé par le communiqué est atteint. Dans ces conditions, le communiqué paraît superflu.

Dont acte.

1. Cette décision n'a pas laissé de trace au procès-verbal du Conseil fédéral.

125

E 2001 (D) 1/20

*La Division des Affaires étrangères du Département politique
à la Légation de la République tchécoslovaque à Berne*

Copie
L NC

Berne, 7 septembre 1937

Par note du 6 septembre¹, la Légation de la République Tchécoslovaque a bien voulu demander au Département Politique Fédéral de lui fournir des renseignements concernant le meurtre d'Hermann Eberhardt, dont le cadavre a été découvert près de Chamblandes, dans les environs de Lausanne.

Le Département Politique a l'honneur de faire connaître à la Légation qu'il a prié les Autorités vaudoises de police de lui fournir les renseignements complémentaires sollicités. En attendant de pouvoir les transmettre à la Légation², il se permet d'attirer son attention sur le communiqué de la police vaudoise de sûreté publié ce matin et dont il ressort notamment que l'identité réelle de la victime n'a pas pu être établie avec certitude.

ANNEXE

E 2001 (D) 9/1

Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique³

TW. Confidentiel

Berne, après le 1^{er} mai 1939

NOTICE SUR UN ENTRETIEN AVEC M. BOVEN,
PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANTON DE VAUD

I

Le nombre des personnages, leur perpétuelle mobilité, l'honnêteté apparente de leurs buts, la facilité avec laquelle ils changent de nom et d'aspect ne permettent point de décrire en quelques mots ce que fut dans son détail l'intrigue qui conduisit à l'assassinat de Reiss. Aussi cette notice n'indique-t-elle que les grandes lignes de l'affaire.

1. Non reproduite.

2. Les renseignements en question, transmis par lettre du 11 septembre 1937, informaient la Légation que le nommé Eberhardt n'était pas ressortissant tchécoslovaque et qu'il était en possession d'un faux passeport tchécoslovaque. Pour un bilan de l'affaire Eberhardt/Reiss, tel qu'il apparaissait au Département politique de nombreux mois après l'assassinat, cf. annexe.

3. Cette notice n'est ni signée ni datée; le paraphe TW = Georges Perrin pour l'année 1939 (cf. DDS, 13, p. 1098) indique que ce dernier est l'auteur de la notice et qu'elle a été rédigée en 1939, postérieurement au 1^{er} mai, date de l'entrée en service de ce diplomate. Le document porte des corrections manuscrites de Bonna.

II

Le 4 septembre 1937 au matin, le cadavre d'un inconnu, percé de 5 balles, fut trouvé à Chamblandes (Commune de Pully, Vaud). La police fit des recherches et découvrit à Genève l'auto, dans laquelle avait été commis le meurtre. La victime avait de faux papiers, établis au nom d'Eberhardt, citoyen tchécoslovaque. Soupçonnant un crime politique, la police dirigea immédiatement ses investigations du côté de la France et put établir que l'homme assassiné était le Polonais Ignace Reiss, chef révolutionnaire notoire, qui avait joué un grand rôle dans la révolution caucasienne.

III

Au début de 1937 Reiss s'était détourné de Staline pour pencher vers Trotsky. Il confia ses sentiments à quelques amis, fut trahi et dénoncé au Gouvernement soviétique. S'apercevant qu'il était suivi, il mena la vie d'un homme traqué, que peindra l'épisode suivant. Un jour qu'il déjeunait dans un restaurant parisien, il fut appelé trois fois de suite au téléphone pour n'entendre toujours que le dé clic du récepteur raccroché. Il comprit qu'un ami cherchait à l'avertir d'un danger et il quitta immédiatement Paris. On a su plus tard que c'était un agent secret du nom de Hart, qui voulait du bien à Reiss, mais n'osa pas le mettre en garde plus nettement. Reiss erra d'un endroit à l'autre, d'Amsterdam à Paris, de Paris à Zurich. Cette dernière ville, où il vivait sous un faux nom⁴, paraît avoir été son lieu de séjour principal.

Ce fut l'Ambassade de l'U.R.S.S. à Paris⁵ qui découvrit le revirement de Reiss et le fit surveiller. Deux fonctionnaires à la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. à Paris, M. et Mme Arnold et Lydia Grosowski⁶, avaient la confiance de Reiss, qui leur remit une lettre de démission rédigée en termes fort courageux et adressée au Comité central du parti communiste russe. M. et Mme Grosowski, qui s'étaient engagés à ne la faire parvenir que lorsque Reiss aurait pu se réfugier en lieu sûr, la transmirent immédiatement à Moscou. Le sous-chef du Service étranger aux Affaires étrangères⁷, M. Spiegelglass, fut chargé de prendre l'affaire en mains. Sitôt à Paris, il fit marché avec⁸ une équipe de bandits⁹ de dépêcher Reiss le plus vite possible.

Les assassins furent Roland Abbiate (Monégasque, alias Rossi), Charles-Etienne Martignat (du Puy-de-Dôme, alias Roux), Pierre Ducommet (dit Bob, du Lot-et-Garonne, né à Amsterdam) et Gertrude Schildbach (née Neugebauer, à Strasbourg, vraisemblablement juive et divorcée de l'Allemand Schildbach)¹⁰.

Tous, ainsi que Mme Lydia Grosowski, ont pu échapper grâce à la complaisance de la Police et de la Justice françaises¹¹. Lors de sa fuite, Abbiate avait un compte en banque de 130 000 fr. français.

Parmi les nombreux agents soviétiques qui furent mêlés à l'affaire se trouvent notamment: le letton Moïse Reschal, dit Michel, agent à Paris du Komintern, né à Riga en 1907, rédacteur en chef de «Notre Patrie», Anatole Tchistogonoff, dit Lunette, né à Elisabethgrad en 1910, réintégré dans la nationalité française, le Russe Piotr Schwarzenberg, né à Kief en 1896, ex-bibliothécaire de l'Union de la Patrie soviétique, le Russe Dmitri Smirenski, né en 1897, tresseur de chaussures de son métier (alias Maurice Rollin)¹², Hendriens-Josephus Sneevliet, ancien député hollandais et

4. *Annotation marginale de Bonna*: (Winter?).

5. *Note du document*: ou plus exactement des organisations dépendant étroitement d'elle.

6. *Note du document*: Il est né à Minsk en 1901, elle à Rostow en 1912.

7. *Note du document*: La nouvelle dénomination de la Gépéou.

8. marché avec *est une modification de Bonna*. *La version originale portait*: donner l'ordre à.

9. bandits *est une modification de Bonna*. *Original*: tueurs professionnels.

10. *Les indications données dans ce paragraphe entre parenthèses figurent dans l'original comme notes inframarginales*.

11. *Note du document*: Cf. à ce sujet un article de M. Géo London, intitulé «Les Soviets partout», qui a paru dans le numéro de mars 1938 du «Document». M. Boven l'estime fort bien renseigné.

12. *L'indication entre parenthèses est une note du document*.

membre du parti communiste polonais, le Russe Serge Efron, né le 26 septembre 1893 à Moscou, chargé du recrutement pour l'Espagne républicaine¹³.

IV

En Suisse, les organisations soviétiques peuvent compter sur certaines personnes, qui sont dans leurs mains des instruments aveugles. De fortes sympathies pour le régime russe poussent ces dernières à faire toutes sortes de besognes, sans qu'elles en connaissent, semble-t-il, exactement la portée.

Deux femmes suisses ont été mêlées au crime de Chamblandes. Elles savaient espionner pour Moscou, mais M. Boven croit qu'elles ignoraient le but des manœuvres auxquelles elles participèrent. Ce sont Mlle Renata Steiner et Mme Hélène Hesse. Chacune n'ayant figuré que dans une partie de cette vaste intrigue, elles ne se connaissaient point l'une l'autre.

Mlle Renata Steiner est la fille d'un pharmacien de Lenzbourg. Regrettant de n'être pas un homme et pleine d'éloignement pour les mœurs et les principes bourgeois, elle fit connaissance, puis amitié avec des révolutionnaires. A Paris elle fut en relation avec nombre de communistes et devint la maîtresse de M. Piotr Schwarzenberg, qui l'introduisit dans l'«Union pour le rapatriement des Russes», une des organisations qui dépendent étroitement de l'Ambassade soviétique à Paris et servent les menées de Moscou sous prétexte de philanthropie.

Sous l'influence de ses amis, Mlle Steiner ne laissa pas de se meubler l'esprit et obtint un diplôme de civilisation, sauf erreur à la Sorbonne. Le désir qui la dominait était celui de s'établir définitivement en Russie, mais lors des quatre voyages qu'elle y fit, il ne lui fut pas possible d'éterniser son séjour.

M. Piotr Schwarzenberg lui ayant demandé de prouver son attachement au mouvement, elle accepta sans hésiter et fut chargée de faire en France une série de filatures. Ainsi elle suivit à Antibes durant une quinzaine de jours le fils de Trotsky¹⁴.

Dès la fin de 1936, elle fut rétribuée régulièrement et toucha d'abord 700 fr. français par mois, puis 800 et, à partir d'avril 1937, 850.—. Les débours spéciaux lui étaient payés à part.

Sa dernière filature fut celle de Reiss.

Lorsque celui-ci partit rejoindre sa femme et son enfant à Finhaut, Mlle Steiner fut envoyée à Berne. Obéissant aux ordres précis qu'elle avait reçus, elle loua dans un garage bernois une voiture de marque américaine, qu'elle conduisit à Lausanne et livra à Abbiate. Ce fut à Berne¹⁵ qu'elle rencontra Gertrude Schildbach, qui lui donna les dernières instructions. Mlle Steiner fut *fsicj* alors surveiller Reiss à Finhaut. Lorsqu'il quitta cet endroit, avec sa femme et son enfant, elle téléphona à Abbiate, qui se trouvait à l'Hôtel Continental, place de la Gare¹⁶, à Lausanne, que «l'oncle et la tante étaient partis». Son coup de téléphone fait, elle vint à Montreux, où elle aperçut Mme Reiss et son enfant. Mlle Steiner a déclaré qu'elle tenta en vain par la suite d'atteindre Abbiate à l'Hôtel Continental et qu'elle perdit tout contact avec lui. Lorsque les journaux lui apprirent le crime de Chamblandes, elle affirme ne point s'être aussitôt doutée qu'Eberhardt, la victime, ne fit qu'un avec Reiss. M. Boven est enclin à la croire. En effet, au lieu de prendre la fuite après l'assassinat, elle a téléphoné plusieurs fois au garage qui lui avait loué la voiture, pour savoir si ses amis l'avaient ramenée. La dernière fois, il lui fut répondu de venir régler son compte. Sans méfiance, semble-t-il, elle se rendit à Berne et fut saisie par la police.

Mme Hélène Hesse a joué un rôle moins important que Mlle Steiner. Née à Porto-Rico en 1909,

13. *Note du document*: Il a pris la fuite quand la Commission rogatoire vaudoise est arrivée à Paris. Toutes ces personnes ont de fortes accointances avec l'Ambassade soviétique à Paris.

14. *Note du document*: Léon Trotsky, connu aussi sous le nom de Léon Sédoff, né à Pétrograd en 1906, mort en février 1938 des suites d'une opération. Certains ont suggéré qu'il avait été empoisonné par les agents soviétiques.

15. *Note du document*: Pendant son séjour dans cette ville, elle se rendit une fois à Paris en avion.

16. *Indication rajoutée par Bonna*.

elle est originaire de Bâle-Ville. Elle vit séparée de son mari, dont elle a eu un enfant. On lui sait une série d'amants, tous gens de gauche. Elle a été la maîtresse de Reiss, qu'elle n'a jamais connu que sous le nom de Winter¹⁷ et dont elle fit connaissance à Zurich dans un bal d'artistes. Elle servit de boîte aux lettres à Reiss et de messagère à plusieurs communistes étrangers, notamment aux nommés Urban, Karl et Kahn. Elle vécut souvent à Paris, où elle fut, en été 1937, aux ordres de M. Arnold Grosowski, qui pour elle s'appelait Franz. En quatre mois elle toucha 1400 fr. français de ce dernier. En qualité d'agent de liaison, elle se rendit à Vienne et à Berlin à plusieurs reprises et avoue avoir reçu et transmis à peu près 70 lettres. A son insu Mme Hesse a contribué à livrer son amant aux mains de ses poursuivants.

V

Roland Abbiate, dit Rossi, a tenu à Belgrade un estaminet, dont il fit un centre d'espionnage. Sa maîtresse était alors Mlle Marguerite Planck, employée à la Légation suisse à Belgrade. Celle-ci est une ancienne malade de M. le Conseiller national Gloor, médecin à Renens, auquel elle rendit visite en compagnie d'Abbiate. Devenue la maîtresse de M. Gloor, elle fit intervenir celui-ci à Berne, avec succès d'ailleurs, afin d'être transférée de Belgrade à Londres.

Le 30 mai 1938, M. Gloor a écrit au chef de la police vaudoise, M. Jaquillard, qu'il avait reconnu Abbiate sur les photos publiées par les journaux. Il ajoutait avoir vu Mlle Planck à St-Moritz, lors d'un séjour qu'il fit à Arosa avec une commission fédérale.

Le père de Mlle Planck a été condamné à Genève pour espionnage. M. Boven ne peut se rappeler si celle-ci l'a été également. Il incline à le croire.

Mme Helene Hesse a été la maîtresse du médecin en chef des troupes d'aviation, M. Meier. Elle a pu s'approprier ainsi un document, d'ailleurs sans grande importance, qui était destiné aux Commandants de corps et aux Commandants de division¹⁸.

17. *Note du document*: Aussi n'a-t-elle pas rapproché aussitôt ce dernier de la victime, dont les journaux parlèrent tout d'abord comme d'un nommé Eberhardt et qu'on découvrit ensuite être Reiss.

18. *Cette dernière partie du document est demeurée à l'état de manuscrit.*

126

E 2001 (D) 4/3

*Procès-verbal de la séance du 7 septembre 1937 de la Délégation suisse
à la XVIII^e Assemblée de la Société des Nations
et la Délégation des affaires étrangères du Conseil fédéral pour la discussion
des instructions de la Délégation suisse¹*

Confidentiel

Berne, après le 7 septembre 1937¹

M. Motta ouvre la séance à 14 h. 40. Il remercie M. Meyer et M. Baumann, ainsi que les autres personnes présentes, et tout particulièrement Mlle Ferrière, d'assister à la présente séance. En assurant le concours d'une femme aux tra-

1. *Le procès-verbal n'est pas signé ni daté. Il a sans doute été rédigé par J.-A. Cuttat.* Participaient à la séance: *M. G. Motta*, Président de la Confédération, Chef du Département Politique fédéral, *M. J. Baumann*, Vice-Président du Conseil fédéral, Chef du Département fédéral de

vaux de la délégation, le Conseil fédéral tenait à prouver aux milieux féministes et féminins de Suisse que les autorités fédérales n'entendent pas les traiter avec indifférence.

M. Motta salue également M. Meile, qui remplace le regretté M. Schneller. Quant à M. Klöti, Député au Conseil des Etats, il s'est excusé auprès de M. Motta; ses fonctions de Président de la ville de Zurich l'ont empêché de se rendre à Berne et ne lui permettront d'ailleurs pas de se vouer dans la mesure où il le désirerait à sa tâche de membre de la délégation suisse. M. Le Ministre Stucki, de son côté, est retenu à Genève par la réunion de la Commission instituée en vue de l'étude du problème des matières premières.

M. Motta constate que les questions qui forment l'objet des instructions pourraient sembler trop peu importantes pour justifier la convocation de la présente séance; toutefois, un certain nombre de questions qui n'apparaissent pas dans les instructions méritent d'être discutées aujourd'hui, ne serait-ce que pour permettre à M. Motta d'en faire rapport au Conseil fédéral. Ces questions n'ont pas été consignées dans les instructions parce qu'il n'est pas certain qu'elles seront mises à l'ordre du jour de l'Assemblée qui s'ouvre le 13 septembre. Il s'agit des trois problèmes suivants:

- 1) Conflit italo-abyssin,
- 2) Guerre civile en Espagne,
- 3) Conflit sino-japonais.

1) Conflit italo-abyssin

L'on ignore encore si l'ancien Négus enverra une délégation à Genève. S'il manifeste cette intention, aucun problème ne se posera pour notre délégation, qui ne pourrait que se prononcer dans un sens négatif au sein de la commission de vérification des pouvoirs. Si l'Ethiopie ne demande pas à être représentée, cette attitude équivaldrait, de la part de l'ancien Négus, à l'aveu de son impuissance, aveu qu'il avait déjà fait lors de la dernière Assemblée extraordinaire. Dans l'un ou l'autre cas, toutefois, certains Etats pourraient s'aviser de soulever la question délicate de savoir si l'Ethiopie doit être rayée du rôle des Etats membres de la Société. A cet égard, M. Motta estime que la délégation devrait s'imposer une grande réserve. En reconnaissant la souveraineté italienne en Abyssinie, le Conseil fédéral n'a pas entendu rendre un service à l'Italie; son attitude était dictée par le désir d'assurer à la Suisse une situation claire envers son voisin.

2) Problème espagnol

Conformément aux instructions du Conseil fédéral, la Suisse observe une neutralité absolue à l'égard de la guerre civile en Espagne. M. Motta préférerait, pour sa part, que seul le Conseil eût à s'occuper de ce problème et que l'Assemblée n'en fût pas saisie.

Justice et Police, *M. A. Meyer*, Conseiller fédéral, Chef du Département fédéral des Finances, *M. le Ministre Bonna*, Chef de la Division des Affaires Etrangères du Département Politique fédéral, *M. W. Rappard*, Directeur de l'Institut des Hautes Etudes internationales, *M. W. Meile*, Conseiller National, Directeur de la Foire Suisse d'Echantillons à Bâle, *M. C. Gorgé*, Conseiller de Légation, Chef de la Section de la Société des Nations au Département Politique fédéral, *Mlle S. Ferrière*, Membre du Comité international de la Croix-Rouge, *M. J.-A. Cuttat*, Juriste au Département Politique fédéral.

3) *Conflit sino-japonais*

M. Motta ne pense pas que la Société des Nations serait à même, le cas échéant, d'être plus utile à la Chine qu'elle ne l'a été à l'Abyssinie. Il n'a pas caché son sentiment au Ministre de Chine à Berne, à qui il a dit que la Chine lui paraissait avoir intérêt à ce que le Conseil s'occupât seul de la question. M. Hoo a cependant exprimé l'avis que l'Assemblée pourrait, à son avis, rendre certains services à la Chine.

En ce qui concerne l'attitude générale de la Suisse à l'égard de la Société des Nations, M. Motta rappelle que certains milieux suisses, notamment l'Association suisse pour la Société des Nations, ont manifesté une certaine inquiétude au sujet du discours adressé, le 1^{er} août, par le Président de la Confédération aux Suisses à l'étranger. Dans ce discours, M. Motta a souligné qu'en ce qui concerne la participation de la Suisse aux sanctions prises en vertu de l'article 16, le Conseil fédéral se réservait une entière liberté d'action.

Quant au point de savoir s'il serait opportun que le délégué suisse prît la parole au cours du débat général qui ouvrira l'Assemblée, M. Motta estime qu'il serait préférable de s'en abstenir. Certes, la tentation peut paraître grande de formuler la manière de voir du Conseil fédéral au sujet de certains problèmes, notamment celui de la réforme du Pacte, mais le silence paraît préférable dans les circonstances actuelles. Le moment viendra peut-être où la Suisse pourra de nouveau faire utilement entendre sa voix.

Les différents points mentionnés dans les instructions ne paraissent pas appeler, de l'avis de M. Motta, de discussions prolongées. La question la plus importante est celle qui a trait à la liquidation de l'Office Nansen.

Les Chambres ne se sont pas encore prononcées sur les problèmes dont il s'agit. Le Conseil des Etats, en effet, s'est refusé à les discuter avant d'être saisi du rapport général présenté par le Conseil fédéral. Aussi la Commission des Affaires Etrangères du Conseil National, vu l'égalité entre les deux Conseils, n'a-t-elle pas non plus abordé ces questions jusqu'à ce jour.

M. Motta demande aux personnes présentes si elles désirent prendre la parole.

M. Rappard relève qu'il n'y a, en effet, dans les instructions pas de questions qui puissent donner lieu à de graves discussions. Il se demande cependant s'il est permis de parler d'une attitude claire et nette à l'égard de la politique suivie par la Société des Nations; on ne peut pas se dissimuler que les déclarations récentes des autorités fédérales ne sont pas en parfait accord avec les engagements assumés par la Suisse en 1919. La ligne de conduite de la Suisse a subi à cet égard certaines déviations qui ne répondent pas toujours aux situations claires et nettes.

M. Motta constate que personne d'autre demande la parole et que, par conséquent, il y a accord sur l'exposé général qu'il vient de faire.

Passant aux examens des instructions, M. Motta aborde le point 1 de celles-ci:

«*Attitude générale de la délégation*»

«L'attitude de la délégation s'inspirera des mêmes principes généraux que par le passé.»

M. Motta relève que cette phrase ne répond pas tout à fait à la réalité. Certes, la Suisse ne se désintéresse nullement de la Société des Nations, à laquelle elle reste fidèlement attachée; il est cependant impossible pour nous d'admettre aujourd'hui que la Société puisse procéder à des mesures de contrainte. Ceux qui ne veulent pas voir cet état de choses sont aveugles.

Cette constatation découle des circonstances. La Société des Nations doit devenir universelle. L'absence d'universalité menace son existence même. Or pour devenir universelle, il faut qu'elle renonce à la contrainte.

Point 2 des instructions

«*Réforme du Pacte*»

«Ce problème n'ayant pas encore été abordé de front, les instructions de l'année dernière sont confirmées.»

M. Motta se borne à rappeler à ce sujet que *M. Gorgé* a représenté la Suisse au sein du comité des vingt-huit, chargé de l'étude de la réforme du Pacte. Si un débat devait surgir à ce propos dans les Commissions, les membres de la délégation sauraient à quoi s'en tenir.

Point 3 des instructions

«*Composition du Conseil*»

«La délégation s'en tiendra aux principes fixés en 1933 par le Conseil fédéral et rappelés dans les instructions de l'an dernier.»

M. Motta, après avoir fait allusion au fait que le Conseil est relativement impuissant, souligne qu'il est pratiquement impossible de réduire le nombre des représentants dont il se compose.

Trois questions se posent en ce qui concerne la composition du Conseil:

La réélection de l'Espagne,

l'élection d'un successeur à la Turquie si celle-ci se retire et

l'élection d'un Etat sud-américain.

Pour ce qui est de l'Espagne, l'on sait que ce pays dispose d'un siège semi-permanent et que le Gouvernement de Valence demandera sa réélection. Si l'Assemblée déclare l'Espagne rééligible, ce qui suppose une majorité des 2/3, la réélection effective de ce pays serait assurée.

Au cours d'une entrevue entre *M. Motta* et *M. Hoo*, Ministre de Chine à Berne, ce dernier a fait observer que, selon lui, les ennemis aussi bien que les amis de l'Espagne se prononceraient en faveur de la rééligibilité; les ennemis de l'Espagne, en effet, escomptant la chute prochaine de Valence, voudront probablement préparer dès à présent l'accès au Conseil du Gouvernement de Franco.

Ces arguments paraissent spécieux à *M. Motta*, qui hésiterait, quant à lui, à se prononcer pour la rééligibilité de l'Espagne. Il appartiendra au Conseil fédéral, toutefois, de trancher la question².

2. Aucune décision ne figure à ce sujet, ni au sujet du siège de la Turquie dont il est question ci-dessous, dans le procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 17 septembre dans laquelle le Conseil fédéral a pris sa décision. Dans sa 3^e séance, du 15 septembre, la Délégation avait abordé ces questions en ces termes: Un échange de vues s'engage ensuite au sujet du vote de la Suisse concernant la rééligibilité de l'Espagne, de la Turquie et d'un Etat de l'Amérique du Sud. Pour ce qui est de l'Espagne, *M. Meile* et *Mlle Ferrière* conseillent l'abstention, mais ne tardent

L'Iran a manifesté à diverses reprises le désir d'occuper le siège de la Turquie, si celle-ci venait à se retirer. M. Motta estime que dans ce cas il n'y aurait aucune raison de s'opposer à l'élection de l'Iran, qui n'a jamais encore siégé au Conseil. Il n'est pas impossible d'ailleurs que la Turquie, au lieu de se retirer purement et simplement, demande à être élue, le cas échéant, en lieu et place de l'Espagne, en sorte que deux Etats de l'Entente Orientale seraient éventuellement représentés au Conseil.

M. Rappard est surpris des propos du Ministre de Chine. Il verrait, pour sa part, sans regret l'Espagne et la Turquie quitter le Conseil. Il importe, à son avis, que les sièges semi-permanents ne deviennent pas des sièges permanents à la suite d'une réélection automatique.

[...]³

Passant au point 4 des instructions, M. Motta prie M. Gorgé d'exposer brièvement l'activité de la Société des Nations dans le domaine du statut de la femme.

M. Gorgé expose que, d'entente avec le Département fédéral de Justice et Police, le Département Politique fédéral a fait savoir au Secrétariat de la Société des Nations que nous considérons le statut de la femme comme une question d'ordre national. Les organisations féministes et féminines de Genève, d'inspiration surtout britannique, sont toutefois assez puissantes. Les représentants de 15 pays avaient demandé que le problème du statut de la femme soit mis à l'ordre du jour de l'Assemblée.

L'Assemblée de 1935 avait préconisé les quatre solutions suivantes, qui sont toutes inacceptables pour nous, à savoir :

- 1) le vote des femmes,
- 2) suppression de toute distinction selon le sexe en ce qui concerne la nationalité. (La Suisse n'est pas disposée pour le moment à abandonner le principe suivant lequel la femme suit la condition du mari à cet égard.),
- 3) égalité absolue quant à l'accès aux Gouvernements, aux Parlements et à toute profession,
- 4) admission des femmes dans les commissions, les délégations, etc. (Cette suggestion serait la plus facile à réaliser en Suisse.).

M. Gorgé rappelle que, dans la note adressée au Secrétariat, nous avons

pas à se rendre aux arguments que font valoir les autres membres de la délégation en faveur du vote négatif. Quant à la Turquie, M. Motta est d'avis que la vanité personnelle de M. Rüstü Aras explique surtout sa candidature en vue de la réélection. Le Conseil fédéral se prononcera vendredi sur l'attitude définitive de la Suisse.

Le procès-verbal de la 6^e séance de la Délégation, du 18 septembre 1937, se réfère à la décision du Conseil fédéral en ces termes: M. Gorgé signale à la délégation la décision prise vendredi par le Conseil fédéral concernant le vote de la Suisse relatif à la rééligibilité de l'Espagne et de la Turquie au Conseil: la Suisse s'abstiendra en ce qui concerne la première et votera contre la rééligibilité de la Turquie. Si le siège de cette dernière devient vacant, nous voterons pour l'Iran. Quant à l'élection d'un nouvel Etat sud-américain, la Suisse votera pour celui qui sera proposé (Pérou, probablement). Le Conseil fédéral ne s'est pas prononcé au sujet du 4^e siège qui peut devenir vacant (Belgique? Hongrie?).

3. *Suit un développement de Gorgé sur une plus juste répartition des sièges au Conseil en fonction des contributions financières des Etats.*

exprimé le point de vue suivant lequel l'Assemblée devrait limiter dans ce domaine son activité à un échange d'informations. Il signale que cette note était accompagnée d'une notice relative au statut de la femme en droit privé et en droit public, notice dans laquelle nous nous sommes efforcés d'exposer notre régime sous un jour favorable à la situation de la femme.

M. Baumann rappelle qu'à l'époque où il faisait partie de la délégation, il avait eu l'occasion, à diverses reprises, de faire valoir à l'égard des milieux féministes que notre code civil assure à la femme une situation très satisfaisante. Pour ce qui est du droit public, on s'imagine parfois à l'étranger qu'il suffirait d'un acte d'autorité pour introduire en Suisse le droit de vote et l'éligibilité des femmes. En réalité, une semblable innovation supposerait une décision du peuple, tant au fédéral qu'au cantonal. Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'avec le temps les idées nouvelles dans ce domaine soient acceptées en Suisse.

Mlle Ferrière tient à souligner qu'elle n'appartient à aucune organisation féministe. Elle a étudié le problème de la femme mariée sous l'angle non pas politique mais social. Elle a eu l'occasion de constater que la femme rencontre d'aussi grandes difficultés d'ordre social lorsque sa nationalité est indépendante de celle du mari que lorsque la femme suit la condition du mari.

M. Motta rappelle que pour sa part il est féministe. Pour que le féminisme acquière le droit de cité en Suisse, il conviendrait, à son avis, qu'un canton commence par instituer le droit de vote des femmes.

M. Motta aborde ensuite le point 5 des instructions relatif à «l'assistance aux réfugiés». Il signale les difficultés que rencontre le Président de l'Office international Nansen, M. Hansson, de la part des soviets qui insistent en vue de la liquidation définitive de l'Office en 1938. M. Hansson, soutenu par les pays scandinaves, défend la cause des réfugiés. La Suisse a tout intérêt, quant à elle, à donner son appui à la continuation de l'œuvre entreprise par Nansen, malgré les nombreuses difficultés d'ordre technique.

M. Baumann rappelle les services rendus par l'Office et l'intérêt qu'il y aurait à maintenir cette institution.

M. Rappard se rallie à cette manière de voir, sans cacher que nous avons déjà exprimé à Genève un avis différent. Il appelle l'attention, d'autre part, sur la question des réfugiés provenant des deux dictatures voisines de la Suisse, question qui ne manquera pas de surgir à Genève.

M. Gorgé rappelle la proposition que la Norvège avait faite lors de l'Assemblée de 1935 en faveur d'une œuvre d'assistance à tous les réfugiés sans distinction. M. Gorgé se demande si l'on ne pourrait pas résoudre cette difficulté en reprenant l'œuvre sans reprendre le nom de l'Office international Nansen.

M. Motta pense que l'Allemagne pourrait s'opposer à la réalisation d'un projet de cette nature. Lors de la création du Haut Commissariat de Londres pour les réfugiés provenant d'Allemagne, il avait fallu instituer un rouage en marge de la Société des Nations.

De l'avis de M. Motta, la Suisse ne devrait pas se rallier à tous égards au point de vue des Etats du Nord qui, non sans quelque malveillance à l'égard de l'Allemagne, entendent confier la protection des réfugiés allemands à la Société des Nations elle-même.

M. Motta rappelle les félicitations que lui avait value, lorsqu'il présidait le

Sous-Comité institué en vue d'examiner la proposition norvégienne, de la part du représentant britannique, son attitude favorable à l'œuvre dont il s'agit. Il convient que nous nous prononcions en faveur de l'assistance aux réfugiés, sans nous attacher cependant à ce que la Société des Nations assume cette assistance.

M. Baumann saisit l'occasion pour rappeler que la Suisse a accédé à l'arrangement provisoire concernant les réfugiés provenant d'Allemagne, conclu à Genève en juin 1936, qui prévoit, à l'intention des réfugiés, des certificats d'identité leur permettant de résider dans le pays de refuge pendant six mois.

M. Meile signale qu'on a souvent reproché aux autorités fédérales, notamment dans les milieux socialistes, de ne rien faire en faveur des réfugiés. Il estime qu'un moyen de prévenir les difficultés politiques que soulève cette matière serait de décentraliser l'œuvre d'assistance.

M. Baumann recommande une grande réserve dans ce domaine. La durée du certificat d'identité des réfugiés était autrefois de trois mois; nous l'avons étendue à six mois. La Suisse ne peut absorber qu'un nombre relativement restreint de réfugiés. Au surplus, il convient d'éviter que les réfugiés se trouvent au bénéfice d'une situation plus favorable que celle des étrangers en général, auxquels on oppose fréquemment l'accaparement du marché du travail et l'état surpeuplé de la Suisse.

M. Rappard pense qu'en agissant dans le sens d'une internationalisation de l'œuvre d'assistance en faveur des réfugiés, on contribuerait à décharger la Suisse à cet égard. On sait que la plupart des réfugiés ont cherché asile en France, en Belgique, en Hollande et en Suisse.

M. Motta croit savoir que la France se repent actuellement de son attitude trop généreuse envers les réfugiés. [...] ⁴

4. Suit l'examen des points 6 à 11 des instructions à la Délégation. Pour ces instructions, cf. la séance du Conseil fédéral du 10 septembre 1937 (E 1004.1 1/366, N° 1455) et Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la XVIII^e assemblée de la Société des Nations. (Du 20 décembre 1937), *FF*, 1937, vol. 3, pp. 555 ss.

E 2001 (D) 4/23

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

Copie
L MC

Berne, 8 septembre 1937

En nous référant à votre lettre N° 34/3/3/11.v.36, du 25 août¹, nous avons l'honneur de vous faire connaître que nous pouvons nous rallier à votre avis qu'il n'y a pas lieu, pour le moment, de prendre des mesures d'interdiction en ce qui concerne nos exportations d'armes et de matériel de guerre à destination de la Chine et du Japon. Nous suivons attentivement le développement des événements en Extrême-Orient, et nous nous réservons de revenir sur cette affaire dès que les circonstances nous paraîtraient commander une modification de notre attitude. Pour le moment d'ailleurs et de l'aveu du Gouvernement japonais lui-même, il n'existe pas d'état de « guerre » entre le Japon et la Chine; notre neutralité n'entrerait donc pas juridiquement en ligne de compte. Mais cette situation pourrait assez rapidement se modifier à la suite de l'appel que le Gouvernement chinois se propose d'adresser à la Société des Nations. Nous ne pouvons qu'attendre les événements.

Nous avons constaté, au surplus, sur le vu d'indications qui nous ont été fournies par la Direction générale des Douanes², que, de janvier à juillet de cette année, le Japon avait fait en Suisse des achats de matériel de guerre plus considérables que la Chine.

Quant à la suggestion de votre Service technique, suggestion selon laquelle on pourrait, en attendant, demander à nos fabricants d'annoncer tous les contrats passés avec la Chine et le Japon, nous nous y rallions entièrement. Il vaudrait mieux cependant, nous semble-t-il, ne pas donner à cette invite un caractère trop comminatoire; il suffirait de dire que l'exécution de contrats non annoncés pourrait être arrêtée, dans la suite, sans aucun avertissement. Dans l'état actuel de notre législation en la matière, on ne pourrait guère aller plus loin.

1. Cf. N° 121.

2. Cf. Annexe.

ANNEXE

La Direction des Douanes au Département politique

Vertraulich

Bern, 27. August 1937³*Ausfuhr von Waffen und Munition in den Monaten Januar/Juli 1937
nach den asiatischen Ländern*

	<i>fertige</i>		<i>Waffen Bestandteile</i>		<i>Munition</i> <i>Pos. 1084</i>	<i>Total</i>
	<i>Pos. 811</i> (Stück)		<i>rohe</i> <i>Pos. 812</i>	<i>fertige</i> <i>Pos. 813</i>		
			Werte in 1000 Fr.			
Irak	(30)	938	—	—	2687	3625
Iran	—	—	—	12 ¹⁾	—	12
China	(24)	588	—	17 ²⁾	576	1181
Japan	(100)	1295	6	155	207	1663
Total der asiatischen Länder		2821	6	184	3470	6481

Hauptlieferant: Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon (alle Posten, ausser die mit ¹⁾ und ²⁾ bezeichneten)

Art der Waffen: 20 m/m Flugzeugkanonen «Oerlikon» und Bestandteile hiezu (eingeklammerte Zahlen = Anzahl Stück)

Munition: 20 m/m Sicherheitsmetallpatronen

¹⁾ Anlagestützen zu Maschinengewehren, geliefert durch: Eidg. Waffenfabrik.

²⁾ Reserveteile zu LMG; Lieferant: Schweiz. Industrie-Gesellschaft, Neuhausen.

3. Date de la lettre de transmission, non reproduite, du tableau reproduit ci-dessous.

128

E 27, Archiv-Nr. 7449

*Le Maréchal Ph. Pétain,
Membre des Conseils supérieurs de Défense nationale et de la Guerre,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

Copie

L

Paris, 15 septembre 1937

Les quelques jours passés au milieu de l'armée suisse m'ont permis de constater la belle santé physique et morale de la troupe, la valeur intellectuelle des chefs et la solidité dont l'ensemble donne l'impression.

Le chef du département militaire peut être fier d'avoir organisé une armée qui représente véritablement l'esprit et le cœur de la Nation.

Je puis vous assurer que je garderai un souvenir durable des manœuvres de la 1^{re} Division et des attentions toutes particulières dont j'ai été l'objet de votre part.

ANNEXE

Copie

ALLOCATION PRONONCÉE PAR LE
MARÉCHAL PÉTAIN
LE 9 SEPTEMBRE 1937, À LAUSANNE,
À L'ISSUE DES MANOEUVRES DE LA 1^{re} DIVISION

M.M.

Mes plus chaleureux remerciements vont à Mr. le Président Motta, à Mr. le Conseiller Fédéral Minger, au Gouvernement Vaudois, au chef d'Etat-Major Général le Colonel Labhart, et à toutes les autorités civiles et militaires qui m'ont accueilli avec tant d'égards et d'amitié.

Les manœuvres de la 1^{re} division, auxquelles l'Etat-Major Fédéral m'a convié, m'ont permis de prendre quelque connaissance des qualités du peuple Suisse et de son armée. Laissez-moi vous faire part de mes impressions, comme vous m'y avez invité.

L'armée Suisse est intimement mêlée à la nation. A la passion qu'apportent certains officiers à participer volontairement aux exercices de l'armée, à l'intérêt que la population a pris aux manœuvres et au défilé final, il m'a semblé que l'esprit militaire était très vivace dans l'ensemble du Pays. Vos élites n'ont pas renié leur mission de chefs et leur rôle de conducteurs d'hommes; elles forment réellement les cadres de votre armée. Bien plus, il apparaît à l'évidence que la culture générale ne vous semble pas complète, si elle ne s'accompagne d'une culture militaire étendue. Chez vous l'armée est la nation elle-même.

Cette armée se présente d'une façon remarquable; sa discipline est stricte. L'attitude de tous est correcte et nette. Les visages ouverts respirent la franchise et la confiance, les réponses sont précises. Et j'en discerne la raison dans ce fait que les hommes retrouvent au service leurs chefs de la vie civile.

En cherchant à pénétrer plus profondément l'âme de vos soldats, on ressent l'impression que la qualité maîtresse de l'armée est une très haute conscience. On devine une volonté réfléchie de donner partout et toujours l'effort le plus intense pour répondre aux ordres et aux volontés du commandement. Aussi votre armée a-t-elle une très grande valeur morale.

Sa valeur intellectuelle n'est pas moindre : à tous les échelons du commandement et de la direction des manœuvres une méthode positive et sûre ordonne le travail des chefs et des Etats-Majors.

Les chefs qui ont formé et instruit une telle armée sont dignes d'admiration.

Votre effort est ardent, certes. Mais à tout officier qui réfléchit, dans quelque pays que ce soit, chez vous comme partout ailleurs, se posent d'angoissantes questions. L'instruction est-elle orientée dans la bonne direction ? Et quelles surprises vous réserve le premier jour de bataille ?

Pour répondre à ces questions, nous ne disposons que de deux moyens : les leçons de l'histoire et l'examen positif des propriétés techniques des armes.

Les leçons de la guerre sont vite oubliées, même chez les peuples qui l'ont faite. Cette épreuve vous a été épargnée grâce à Dieu, et je vous en félicite. Mais ceci a eu pour résultat de vous faire connaître seulement par voie indirecte les grandes et terribles leçons du conflit mondial. Peut-être vous paraissent-elles moins certaines qu'à nous.

La plus haute leçon que nous a laissée la grande guerre, celle que rien encore n'est venu infirmer, c'est que l'arme automatique, associée au réseau de fils de fer qui ralentit l'assaillant, et à la tranchée qui abrite le défenseur, a causé une véritable révolution. Certains esprits indépendants qui, plusieurs années avant la guerre, avaient procédé à l'étude positive du problème, avaient découvert cette propriété. Personne ne les avait crus. Et en 1914, les infanteries de toutes les nations se sont élancées à l'assaut avec un courage admirable ; elles ont été fauchées parce que la mitrailleuse imposait déjà à ce moment sa loi inexorable.

Alors, les chefs ont dû réviser leurs idées. Il ne suffisait plus de fixer un point de direction et de donner l'exemple en entraînant la troupe à l'assaut. Il fallait s'attacher méthodiquement à faire disparaître ce feu, soit en le manœuvrant par les couloirs du terrain qui échappaient aux nappes mortelles, soit en détruisant les armes automatiques de l'ennemi ou leurs servants. D'où le prodigieux développement de l'artillerie, outil de destruction chargé de conquérir le terrain pour que l'infanterie puisse l'occuper. Et peu à peu les barèmes se succédèrent pour arriver à la fin de la guerre à cette constatation : l'attaque d'un adversaire posté exige une supériorité de forces considérable.

Devant cette impuissance de l'attaque frontale, les deux partis cherchèrent à se déborder, et les efforts expirants de l'offensive s'arrêtèrent quand le front occidental et le front oriental eurent barré l'isthme européen de la Mer du Nord à la Mer Adriatique, et de la Mer Baltique à la Mer Noire.

La défensive bénéficie d'avantages inverses ce qui lui procure une énorme économie de moyens.

Cette puissance de la défensive, et cette certitude de pouvoir arrêter aux frontières un agresseur, quel qu'il soit, n'est certainement pas faite pour déplaire à une nation pacifique, telle que la Suisse.

Dans les manœuvres, chez vous comme partout ailleurs, il est très difficile de tenir un compte exact de la puissance du feu. Leur durée serait trop longue et leur intérêt languissant. Il est de règle d'introduire certaines conventions appliquées par les arbitres. Toutefois, dans les exercices du temps de paix, le commandement et les exécutants ne doivent jamais perdre de vue la notion des possibilités en présence des feux de l'adversaire.

Le passage à l'offensive exige, on l'a vu, une puissance d'artillerie très supérieure à celle du défenseur. Le travail au rabais a toujours un rendement très faible et se traduit par un accroissement des pertes pour l'infanterie de l'assaillant.

Dans la défensive comme dans l'offensive, la valeur morale reste fondée sur la confiance : confiance de l'homme dans ses chefs, confiance de l'homme dans son arme et dans son aptitude à s'en servir. Nous savons que ces conditions sont réalisées chez vous à un rare degré de perfection.

Il ne suffit pas d'étudier l'histoire. Les faits évoluent. Le progrès scientifique marche à pas de géants. Des armes nouvelles ont apparues, ou ont acquis un degré de perfection inconnu pendant la guerre. Pour celles-là l'examen positif de leurs propriétés techniques est seul de mise, puisque en temps de paix aucune expérience réelle n'est possible.

Les engins blindés se sont partout multipliés depuis plusieurs années. Certains y voient l'instrument irrésistible des ruées subites et décisives, qui terminent une campagne en quelques jours. Ces espoirs pourraient être cruellement déçus. Car, de même qu'en 1914 le barrage mortel composé de mitrailleuses et de ronces de fil de fer a cloué au sol l'infanterie la plus mordante, de même un nouveau type de barrage vient de naître qui arrête à coup sûr les engins blindés par le feu des armes anti-chars, associé aux obstacles naturels et aux champs de mines. Encore faut-il avoir la volonté et la possibilité de constituer un tel barrage.

L'aviation ne connaît rien de tel. L'air, qui constitue son domaine, ne se prête pas à l'établissement d'un barrage analogue aux barrages terrestres. Il importe cependant de ne pas se laisser dominer par l'aviation adverse. Ne pas constituer une défense aérienne puissante, c'est laisser l'aviation ennemie libre de paralyser en quelques heures la vie du pays et des armées. Pour la Suisse, comme pour les autres pays, la nécessité d'une aviation forte est le complément indispensable de l'effort déjà fait sur terre pour la défense nationale.

L'aviation est la grande énigme des temps futurs. Il faut s'attendre à la voir prendre un essor prodigieux. Un jour viendra où elle pourra, comme l'oiseau, s'élever et se poser presque verticalement, en se libérant de la servitude des terrains d'atterrissage. Elle deviendra, à ce moment, une arme tellement redoutable qu'elle imposera sa loi à la guerre.

Enfin, comme l'a dit hier à la critique le Colonel Guisan, méfiez-vous des systèmes, car tout jugement absolu pourrait recevoir un démenti cruel aux premières heures du combat. Tenez vos réflexes rapides, afin de vous adapter à la nouveauté des premiers faits de guerre: assurez prudemment vos garanties, sans jamais tout risquer, afin de pouvoir tirer les leçons des premiers engagements, car le succès ira à celui qui s'adaptera le premier.

Faisant corps avec la nation, possédant une haute valeur morale et une valeur intellectuelle élevée, l'armée Suisse est la meilleure garantie de votre liberté et de l'ordre social que vous avez à maintenir. Au milieu de l'agitation actuelle de l'Europe, le peuple Suisse forme un rôle inébranlable, où le vieux monde occidental, qui a bien des leçons à prendre ici, pourra peut-être amarrer la paix du monde.

Pour m'avoir invité à assister à ces manœuvres et à partager la vie de l'armée pendant ces belles journées, j'adresse à l'Etat-Major Fédéral l'hommage de ma très profonde gratitude.

Et je lève mon verre à l'armée suisse, à ses Chefs, au Gouvernement Fédéral, au peuple Suisse tout entier, et à l'éminent homme d'Etat qui préside à ses destinées.

E 2200 Madrid / 340

*Le Ministre de Suisse à Madrid, K. Egger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

Copie

L III/H. Vertraulich. Handelsbeziehungen mit Spanien

Madrid, 18. September 1937

Die finanziellen Massnahmen der Regierung von Valencia werden von Woche zu Woche drückender und einschneidender. Der privaten Geschäftstätigkeit ist bald auch die letzte Bewegungsfreiheit genommen, die Inkautierungen und die Kollektivisierung umfassen demnächst die gesamte Industrie, und ausländische Interessen geniessen nur noch in unbedeutenden Ausnahmefällen eine scheinbare Bevorzugung.

Mit welcher beispiellosen Gleichgültigkeit man unsere Handelsbeziehungen behandelt, ersehen Sie aus der Tatsache, dass man unser auf den 10. September befristetes Ultimatum, das Ihnen durch den Telegrammverkehr mit der Handelsabteilung bekannt sein dürfte, einfach ignorierte und auch bis heute alle meine Noten und Telegramme in dieser Sache unbeantwortet liess.

Trotz der wortreichen Versicherungen des spanischen Ministerpräsidenten in Genf ist die innere politische Lage der Regierung schwach und unsicher. Die politischen Parteien liegen andauernd in schwerem Hader, wobei die verhängnisvollen Auswirkungen auf die militärischen Fronten auch nicht im geringsten berücksichtigt werden. Eine baldige Umbildung der Regierung steht wieder bevor. Die gleiche wirre Desorganisation besteht auch in allen andern Verwaltungsabteilungen, wovon der Handel in ganz besonderer Masse beeinträchtigt wird. Das Volk hungert, murrend und ist unzufrieden, die Landbevölkerung streikt, und in Barcelona, Valencia und Madrid mehren sich drohende Zeichen, die einem zweiten Kriegswinter nur in bedenklicher Sorge entgegensehen lassen.

Wenn auch Ministerpräsident Negrin in Genf verkündet, kein Russe stehe heute mehr in leitender Stellung im roten Spanien, so befolgen gehorsame Drahtzieher eben doch die Instruktionen aus Moskau, und mit einem Terror sondergleichen predigt man der Masse den Geist Lenins, die Parole der Zerstörung und des Unruhestiftens. Der Fanatismus von Führern und Verführten wächst mit der Abbröckelung der Fronten und mit dem Verlust eines jeden Quadratkilometers Boden.

Alle diese Verhältnisse dürften Ihnen glaubhaft machen, dass wir je länger je weniger auf Sicherheit und Zuverlässigkeit in unsern Handelsbeziehungen mit dem roten Spanien rechnen dürfen.

130

E 1004.1 1/366

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 septembre 1937¹

1511. Beisetzung von Thomas Masaryk,
früherem Präsidenten der tschechoslowakischen Republik

Politisches Departement. Antrag vom 20. September 1937

Der schweizerische Gesandte in Prag hat telephonisch berichtet, es sei schwer, sich eine Vorstellung zu machen, welche Trauer das Ableben des frühern Präsidenten Masaryk in der Tschechoslowakei ausgelöst habe. Das ganze Land stehe unter dem Eindruck dieses Verlustes. Ein kontinuierlicher Zug von Menschen ströme Tag und Nacht zum Hradschin, um dem aufgebahrten Toten die letzte Ehre zu erweisen. Abgesehen von den vereinzelt Ländern, die der Tschechoslowakei betont kühl gegenüberstehen, haben denn auch alle Staaten diesen Verhältnissen dadurch Rechnung getragen, dass sie zur Beisetzungsfeier entweder Sonderdelegierte entsenden oder wenigstens ihre diplomatischen Vertreter in Prag aus diesem Anlass als Gesandte in Sondermission beglaubigen. Dies ist insbesondere der Fall für Österreich und die skandinavischen Staaten. Herr Bruggmann ist der Ansicht, eine abweichende, rein passive Haltung der Schweiz würde in der Tschechoslowakei kaum verstanden werden und könnte sogar leicht ungünstig gedeutet werden.

Wie bekannt, hat der Bundespräsident beim Eintreffen der Todesnachricht im Namen des Bundesrates an den Präsidenten der tschechoslowakischen Republik unverzüglich ein Beileidstelegramm ergehen lassen. Das Politische Departement war der Meinung, es könne bei dieser Beileidsbezeugung sein Bewenden haben und es werde sich erübrigen, darüber hinaus in Abweichung von der bisherigen Praxis des Bundesrates ein Mehreres zu tun. Angesichts des Berichtes von Herrn Bruggmann hätte es indessen doch ernstliche Bedenken, an dieser ursprünglichen Auffassung festzuhalten. Wohl ist zuzugeben, dass kein Präzedenzfall dafür besteht, dass der Bundesrat zur Beisetzung eines Privatmannes – und das war Thomas Masaryk seit seinem Rücktritt Ende 1935 – einen Gesandten in Sondermission ernannt hätte. Andererseits ist die Rolle, die der «Befreier-Präsident» der jungen Republik in der Geschichte seines Landes und im Europa der Nachkriegszeit gespielt hat, so bedeutsam und eigentümlich, dass nach menschlicher Voraussicht ein ganz gleichartiger Fall kaum so bald sich ereignen wird. Es darf daher der Hoffnung Raum gegeben werden, ein einmaliges Abgehen von den bisherigen Normen werde dem Bundesrat keine Ungelegenheiten bereiten.

Da die Trauerfeierlichkeiten bereits heute früh ihren Anfang nehmen und Herr Bruggmann besondern Wert darauf legte, der tschechoslowakischen

1. *Etait absent*: R. Minger.

Regierung schon gestern seine Ernennung zum Gesandten in Sondermission bekanntzugeben, hat ihn das Departement, indem es seine ursprünglichen Bedenken zurückstellte, gestern ermächtigt, der tschechoslowakischen Regierung Mitteilung von seiner Ernennung zum Gesandten in Sondermission unverzüglich zu machen und am Sarge des Verewigten im Namen des Bundesrates einen Kranz niederzulegen.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

Von den Massnahmen, die das Politische Departement aus Anlass des Ablebens von Thomas Masaryk, früherem Präsidenten der tschechoslowakischen Republik, getroffen hat, wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

131

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 38

*Le Chargé d'Affaires ad interim
de la Légation de Suisse à Berlin, F. Kappeler,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP N° 52 Vertraulich

Berlin, 22. September 1937

Im Nachgang zu meinem Bericht vom 20. dieses Monats¹ beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass ich Gelegenheit hatte, das vom «Bund» verbreitete Gerücht über angebliche Verhandlungen, die der österreichische Staatssekretär des Äussern in Berlin über die Frage eines deutsch-italienischen Truppendurchzugsrechts durch Österreich geführt haben soll, auch gegenüber dem Politischen Direktor im Auswärtigen Amte zu erwähnen. Dieser sagte mir, dass ihm absolut nichts davon bekannt sei, dass diese Frage überhaupt erörtert worden wäre. Übrigens habe er auf seinem neuen Posten Gelegenheit gehabt, mit der Einstellung des österreichischen Staatssekretärs und der österreichischen Regierung sich genügend vertraut zu machen, um sagen zu können, dass es vollständig ausgeschlossen sei, dass Herr Guido Schmidt zu Verhandlungen über eine solche Frage nach Berlin gekommen wäre.

Im weiteren Verlauf des Gesprächs äusserte sich Freiherr von Weizsäcker dahin, dass, wenn man schon vom schweizerischen Standpunkte aus die Situation in Betracht ziehe, die sich aus einem Konflikt zwischen Deutschland und Italien einerseits und Frankreich und England andererseits ergeben könnte, wozu übrigens die derzeitige tatsächliche Lage seines Erachtens durchaus keinen Anlass biete, so könnte es für die Schweiz nur erwünscht sein, wenn Österreich auf der deutsch-italienischen Seite und nicht etwa auf der französischen Seite stehe, denn im letzteren Falle würde die Schweiz im Schnittpunkt zweier einander feindselig gegenüberstehender Achsen liegen und es ergäbe sich

1. *Non reproduit.*

für sie viel eher die Gefahr, ähnlich wie zur Zeit Napoleons, zum Schauplatz der Auseinandersetzungen zu werden.

Was den Besuch Mussolinis betrifft, so verneinte auch Freiherr von Weizsäcker, dass der Abschluss eines Bündnisvertrages beabsichtigt sei. Jedenfalls sei ihm von derartigen Absichten nichts bekannt und es bestehe seines Erachtens auch keinerlei Bedürfnis nach einem solchen Bündnis. Das deutsch-italienische Verhältnis beruhe auf der Parallelität der Interessen. Allerdings glaube er sagen zu können, dass es auch falsch wäre, auf eine Änderung des Kurses der beiden Mächte zu spekulieren. Es dürfte kaum so leicht gelingen, Italien von seiner freundschaftlichen Einstellung gegenüber Deutschland abzubringen.

Trotz den zahlreichen beunruhigenden Vorfällen, die sich in der letzten Zeit zugetragen haben, legte Freiherr von Weizsäcker einen auffallenden Optimismus an den Tag, wozu vermutlich beigetragen hat, dass er bereits davon Kenntnis hatte, dass Italien sich der Mittelmeerkontrolle anschliessen werde. Er äusserte sich ferner dahin, dass ihm die Gefahr eines bewaffneten Konflikts in Europa völlig ausgeschlossen scheine. Vor 1914 hätten derartige Vorfälle zweifellos zu einem Krieg geführt, heute sei ein solcher deswegen nicht zu befürchten, weil im Grunde genommen keine Macht zu einem solchen bereit sei. Er sei überzeugt, dass mindestens für zwei Jahre, d. h. solange man überhaupt die Entwicklung der Dinge einigermaßen voraussagen könne, ein Krieg nicht zu befürchten sei. Das sei nicht nur eine diplomatische Äusserung, sondern wirklich seine Überzeugung. Übrigens werde er selbst an seinem Posten alles tun, um zu verhüten, dass etwas derartiges vorkommen könnte.

Erwähnenswert ist noch eine Bemerkung zu Hitlers Schlussrede am Parteitag. Sein Hinweis auf das europäische Gleichgewicht sei wohl im Ausland meistens falsch verstanden worden. Er habe mit diesem Hinweis nicht von einer balance of power sprechen wollen, sondern die Auffassung vertreten, dass ein weiteres Umsichgreifen des Kommunismus in Europa von Deutschland nicht hingenommen werden könnte. Das sei aber etwas ganz anderes als der Grundsatz des Gleichgewichts der europäischen Mächte.

132

E 4320 (B) 1968/195/8

Ministère public de la Confédération

Bern, 22. September 1937

AKTENNOTIZ¹

Besuch von Herrn Legationssekretär *Budde* der deutschen Gesandtschaft in Bern, z. Z. beauftragter Geschäftsträger, da der Minister krank im Saïem und Herr von Bibra noch in Deutschland.

1. *Cette notice est signée:* Nadig.

1. Herr Budde überbringt Drohschreiben an Ahrens² in Luzern und Zeitungsausschnitte, die Protestversammlungen und Demonstrationen gegen Ahrens ankündigen. B[undes] A[nwaltschaft] wird Polizei benachrichtigen. Ahrens geniesst den persönlichen Schutz gegen tätliche Angriffe seiner Person wie jeder andere Schweizerbürger oder Ausländer in der Schweiz.

2. Herr Budde wirft die Frage der Landesleitung und der Kreisleiter in der Schweiz auf und verweist auf die gegenwärtige Pressepolemik. Ahrens soll Richtigstellungen an verschiedene Zeitungen, insbesondere NZZ, gesandt haben.

BA vertritt den Standpunkt, dass eine ausländische Parteiorganisation mit hohen Parteifunktionären, eigenen Adjutanten, Sekretären etc. unzulässig ist. Der Bundesratsbeschluss nach der Ermordung Gustloffs³ ist und bleibt in Kraft.

Demgegenüber können Ausländer im Rahmen der geltenden Vereinsfreiheit lokale, örtlich begrenzte Vereine gründen, wobei es gleichgültig ist, ob in denselben gesungen oder der Hitlergruss geübt wird, solange die Tätigkeit nicht staatsfeindlich wird.

Einigen könnte man sich vielleicht in dem Sinne, dass ein Herr der Gesandtschaft nebenher von Zeit zu Zeit eine Ortsgruppe beaufsichtigt, die Kasse kontrolliert oder bei Anlässen zugegen ist. Unzulässig wäre es jedoch, wenn unter dem Schutz der Exterritorialität des Gesandtschaftspersonals eine getarnte Landesleitung mit der alten Organisation, Papier mit entsprechendem Briefkopf etc., neu aufgezogen würde.

Gegenüber einem solchen fait accompli von deutscher Seite wäre die heftigste Opposition nicht nur der schweizerischen Linkskreise, sondern auch sämtlicher bürgerlicher und konservativen Parteien sowie der Militärkreise vorzusehen.

Soweit der Standpunkt der Bundesanwaltschaft. Diese Frage wird jedoch in erster Linie vom eidg. Politischen Departement behandelt und entschieden werden.

2. August Ahrens, rédacteur et éditeur du Deutsches Nachrichtenblatt à Lucerne.

3. Du 18 février 1936, cf. DDS, vol. 11, N° 210 n. 1.

133

E 2001 (D) 4/3

*Procès-verbal de la dixième séance, du 23 septembre,
de la Délégation suisse
à la XVIII^e Assemblée de la Société des Nations¹*

Confidentiel

Genève, 23 septembre 1937

M. Motta ouvre la séance en donnant la parole à *M. Stucki*.

M. Stucki expose la question des matières premières, problème qui est en rapport avec les revendications coloniales allemandes. Samuel Hoare avait dit, en 1935, que l'on ne saurait attribuer des colonies à l'Allemagne, mais que la Société des Nations pourrait examiner la question de l'accès aux matières premières. Cependant, ni l'Allemagne, ni l'Italie n'ont répondu à l'invitation lancée, l'année dernière, par la commission instituée à cet effet par le Conseil. Le Japon, en revanche, y a pris une part active, surtout en ce qui a trait à l'acquisition de nouveaux débouchés. La Pologne a envisagé la question également au point de vue démographique. *M. Schacht* a dit à *M. Stucki* que les matières premières sont une question vitale pour l'Allemagne.

La Suisse bat le record au point de vue de la carence de matières premières. *M. Stucki* fut désigné comme président de la commission. Il estime que le gros problème à cet égard est celui du paiement, les colonies ne fournissant qu'une partie infime des matières premières nécessaires. En outre, la distance excessive entre la métropole et la mer empêche l'exploitation efficace des colonies quant à la production des matières premières.

L'Allemagne a toujours soutenu l'idée qu'une meilleure distribution des matières premières suppose une répartition territoriale nouvelle. L'Angleterre s'est émue de ces revendications. La tension politique entre le Japon, l'Allemagne et l'Italie et les autres pays s'est accrue depuis. La commission a exposé que la Société des Nations ne saurait venir en aide à des pays qui ne mettent leurs matières premières qu'au service du réarmement. Les Russes ont même proposé une sorte de blocus des matières premières contre les trois pays précités, en vertu de l'article 16. L'Angleterre et la France n'ont pas combattu ce point de vue. *M. Stucki*, en sa qualité de président, avait la tâche délicate de faire comprendre qu'il ne saurait être question d'appliquer l'article 16 alors que ses conditions ne sont pas réunies. *M. Rist* lui a donné raison, mais sans le dire au cours des débats. *M. Rosenblum* a manifesté son mécontentement à l'égard de l'attitude passive de la commission. Les Russes reviendront à la charge et, vu l'attitude des grandes puissances, la Suisse serait seule à faire opposition. Si les Russes agissent de la sorte, nous devrions faire comprendre à la 2^e commission qu'elle ne saurait se prononcer à l'égard d'un problème posé ainsi sur le plan politique.

1. *Le procès-verbal n'est pas signé ni daté. Il a sans doute été rédigé par J.-A. Cuttat. La séance a eu lieu à l'Hôtel Résidence à Genève. Participaient à cette séance: MM. Motta, Rappard, Stucki, Klöti, Meile, Gorgé, Mlle Ferrière, M. Cuttat.*

Les questions envisagées sont les suivantes: contingentements, contrôle des devises, monopoles, barrières douanières. La raison qui empêche l'Allemagne d'obtenir les matières premières nécessaires résidant dans le contrôle des devises, les Anglais estiment que la commission devrait recommander à l'Allemagne d'aligner sa monnaie et ses devises. M. Stucki a vivement combattu cette conception très naïve. Ce n'est pas le moment d'engager l'Allemagne dans la voie de la dévaluation, qui pourrait être funeste pour nous. Le délégué hollandais a soutenu M. Stucki.

M. Rappard estime que nous devrions lutter contre les systèmes préférentiels entre métropoles et colonies. Les Anglais désirent ouvrir le marché allemand en réduisant les barrières douanières.

M. Klöti ne pense pas que la Suisse doive assumer la mission de combattre les propositions russes, ce qui serait interprété comme une défense du point de vue fasciste.

M. Motta prie M. Klöti de se borner à des considérations d'ordre objectif.

M. Meile croit que M. Klöti s'exagère le danger d'une attitude de la Suisse telle que l'a définie M. Stucki. En tant que neutres, nous devons insister pour que la 2^e commission n'aborde pas la question du point de vue politique, mais du point de vue économique.

M. Motta explique à M. Klöti que la Suisse peut très bien réagir contre la légende qui nous fait passer pour un pays à tendance fasciste. Il approuve pleinement l'attitude de M. Stucki. Ceux qui nous accusent d'être réactionnaires doivent être détrompés. La Suisse doit avoir le courage d'exposer le point de vue de l'objectivité. La réserve serait, à l'égard du point de vue soviétique, une lâcheté.

M. Rappard pense que pour combattre la légende susvisée, il faut en éviter toute apparence. Il convient donc que nous nous bornions au domaine technique.

M. Motta précise que nous devons insister pour que l'on ne mêle pas la politique aux débats d'ordre économique.

M. Stucki signale qu'il a été nommé président par la commission et qu'il a défendu le point de vue neutre sous sa propre responsabilité. A la 2^e commission, en revanche, il parlerait au nom de la Suisse. Il est d'ailleurs évident que nous ne saurions soulever la question du point de vue soviétique. Mais si l'on demande à la commission de désigner l'Allemagne et l'Italie comme pays agresseurs à propos du problème des matières premières, nous devons insister sur les termes de l'article 16 et éviter que les débats techniques ne deviennent des tremplins pour la propagande politique. Nous ne faisons en cela que travailler dans le sens de l'universalité.

Le rapport constate que, dans divers pays, les devises sont absorbées à concurrence de 80% pour le réarmement; il ne reste donc que 20% pour l'alimentation. Rien ne s'oppose à ce que nous exposions notre point de vue à cet égard. Ces constatations sont d'ordre objectif.

M. Klöti répète que la petite Suisse ne lui paraît pas appelée à combattre la thèse soviétique.

M. Motta est heureux que M. Stucki l'ait fait et se propose de le faire, le cas échéant, à la 2^e commission. Si M. Stucki est rapporteur, il a le devoir de

redresser certaines erreurs. S'il n'est pas rapporteur, un acte de courage de notre part ne pourrait être qu'à l'honneur de notre pays.

M. Rappard pense que la situation de M. Stucki serait plus aisée s'il était rapporteur. Il exposerait alors le point de vue de la Société des Nations, non pas celui de la Suisse.

M. Gorgé aborde ensuite la question de la séparation du pacte des traités de paix. Le comité institué l'année dernière pour la mise en œuvre des principes du pacte. L'Angleterre n'avait pas présenté d'observations écrites. Mais M. Eden a donné la réponse britannique à la tribune. C'est alors que l'idée de la séparation du pacte des traités de paix a surgi.

Le Comité des 28 s'est réuni en décembre. M. Gorgé a l'impression que l'Angleterre cherche à être agréable à l'Allemagne. Au Comité des juristes (10 membres) institué par le Comité des 28, l'Autriche a adopté une attitude énergique dans le sens de la séparation. Souvent, le Comité a failli se trouver dans une impasse. La Petite Entente s'est opposée à l'emploi même du mot séparation. M. Pella a reconnu que le pacte a une existence séparée, mais ne veut pas qu'on le dise. L'accord s'est fait sur la procédure: il faudrait recourir à l'amendement, la résolution étant certainement insuffisante. On s'est donc attaché à «expurger» le pacte de ses références aux traités de paix. L'Autriche et le Chili ont proposé, outre l'amendement, l'adoption d'une résolution constatant que le pacte a une existence séparée, une vie propre. Opposition de M. Pella. Quant au point de vue suisse, M. Gorgé a fait observer que les traités de paix sont pour nous *res inter alios acta*, à quoi M. Basdevant a répliqué que la Suisse n'en a pas moins profité.

La proposition du Chili a été renvoyée au Comité des 28. Celui-ci sera autorisé par le bureau de l'Assemblée à saisir l'Assemblée du rapport sur la séparation, qui contient les projets d'amendements et de résolutions.

M. Motta constate une tension des esprits dans tous les domaines. Elle s'atténuera peut-être à la suite d'entretiens franco-britanniques. La séance est levée à 10 heures.

134

E 2001 (D) 4/17

Notice¹ du Département politique²

Conflit sino-japonais

Berne, 6 octobre 1937

1) La résolution soumise à l'Assemblée par le Comité des XXIII (en fait, par le Sous-Comité, dont la Suisse ne faisait pas partie) ne nous touche directement qu'en son deuxième alinéa³, qui est ainsi conçu:

1. *Scripteur non identifié. Le document porte l'indication dactylographiée suivante: (Dicté de Genève par M. Gorgé le 6 octobre 1937, à 8 heures 30.)*

2. *En tête du document figure cette annotation manuscrite de Motta: Je suis pour l'acceptation, 6.10.37, M.*

3. *Pour le texte complet, cf. Société des Nations, Journal Officiel, Supplément spécial N° 169, p. 121.*

«Assure la Chine de son appui moral et recommande aux membres de la Société des Nations de s'abstenir de tout acte de nature à affaiblir le pouvoir de résistance de ce pays, aggravant ainsi ses difficultés dans le présent conflit...»

2) Il ne s'agit que d'une recommandation, mais, hier, lorsque la question est venue devant le Comité des XXIII (nous avons le texte depuis cinq minutes!), j'ai réservé notre attitude⁴, le Président ayant posé de façon expresse la question de savoir si des Etats désiraient s'abstenir.

3) L'Assemblée ayant ajourné sa décision à aujourd'hui, j'ai, pour ma part, longuement réfléchi à l'attitude que nous devrions adopter.

4) Sans doute, il ne s'agit que d'une recommandation, mais elle ne laisse plus toutes choses absolument entières. Si nous nous y associons, nous serions évidemment tenus de nous «abstenir de tout acte de nature à affaiblir le pouvoir de résistance» de la Chine. L'engagement ne va pas très loin, mais il existe, du moins moralement (recommandation). C'est dire que nous n'aurions plus entièrement nos coudées franches vis-à-vis des belligérants. Est-ce à dire que notre neutralité pourrait avoir à en souffrir?

5) Cette recommandation peut être sujette à diverses interprétations, mais il va sans dire qu'il appartient à chaque Etat d'en interpréter de bonne foi le sens et la portée. D'un autre côté et même si, à un moment donné, notre liberté d'action ou d'inaction était limitée en quelque mesure, nous ne pouvons pas ignorer que nous sommes toujours liés par la Déclaration de Londres. Nous avons des devoirs de solidarité envers la Société des Nations et ces devoirs doivent être désormais déterminés à la lumière des déclarations faites, le 9 octobre 1934 [*recte 10.10.1935*], par M. Motta à l'Assemblée de la Société des Nations:

«... Les limites de notre obligation sont déterminées par notre neutralité qui constitue, à nos yeux, un principe fondamental et, en même temps, un intérêt vital. Nous n'estimons pas être tenus à des sanctions qui, par leur nature et leurs effets, exposeraient notre neutralité à un danger réel que nous avons à apprécier dans la plénitude de notre souveraineté.»

6) Nous ne croyons pas que, dans le cas particulier, la résolution qui nous est soumise pourrait exposer, par sa nature et ses effets, notre neutralité à un danger réel.

Nous proposerions donc de voter oui ce soir à l'Assemblée⁵.

7) Quant au dernier membre de phrase du même alinéa de la résolution («... examiner à titre individuel dans quelle mesure ils pourraient apporter leur aide à la Chine»), il n'est pas de nature à nous inquiéter. Nous examinerons ou nous n'examinerons pas. Nous sommes libres.

4. Cf. *Société des Nations, Journal Officiel, Supplément spécial N° 177, qui rapporte ainsi l'intervention de Gorgé: M. Gorgé (Suisse)*. – Je dois dire qu'il m'a été impossible de prendre connaissance de ces textes suffisamment à fond pour consulter, sinon mon Gouvernement, du moins le chef de notre délégation qui est absent. Dans ces conditions, sans me prononcer sur le fond, je suis obligé de m'abstenir.

5. *Ce qui a été fait. Dans une lettre du 13 octobre 1937, la Division des Affaires étrangères du Département politique écrivait au Ministre de Suisse à Tokyo, W. Thurnheer: On s'est étonné, dans certains milieux, que la Suisse ne se soit pas retranchée derrière sa neutralité pour s'abstenir de voter la résolution. La délégation suisse s'en est tenue – et le Conseil fédéral a pleinement approuvé son attitude – à la position que nous avons adoptée dans l'affaire des sanctions contre l'Italie.*

135

E 2200 Shanghai (A) 1/119

*Le Président de la Confédération, G. Motta, au Consul général
de Suisse à Shanghai et Chargé d'affaires en Chine, E. Lardy*

L LM

Berne, 8 octobre 1937

Nous avons eu l'honneur de recevoir le fort intéressant rapport du 10 septembre¹ par lequel vous avez bien voulu nous mettre au courant des mesures que vous avez prises en raison du conflit sino-japonais et de la situation tragique dans laquelle s'est trouvée Shanghai. Nous vous remercions très particulièrement de cet exposé fort clair de la situation difficile à laquelle vous avez fait face avec un esprit d'initiative et un dévouement auxquels nous tenons à rendre hommage. Nous approuvons entièrement les dispositions que vous avez prises et nous vous serons reconnaissants d'être auprès de notre colonie si éprouvée l'interprète de notre sympathie et de nos sentiments de solidarité.

Nous avons été vivement peiné par la mort de notre compatriote M. Brunner et nous faisons des vœux pour que l'évolution des événements atténue la menace qui pèse actuellement sur la vie et les biens des Suisses de Shanghai.

Quant à la réparation des dommages subis par nos compatriotes, nous craignons qu'il n'y ait pas grande illusion à se faire sur les chances d'obtenir une indemnité raisonnable. Les expériences faites dans ce domaine sont peu encourageantes. Nous sommes désireux, toutefois, de ne rien négliger de ce qui pourrait contribuer à un règlement ultérieur.

Ainsi que nous vous l'avons télégraphié, nous ne croyons pas qu'il puisse être utile à cet effet d'imiter les Gouvernements qui ont formulé des réserves générales quant à un devoir d'indemnisation de la part des Etats responsables. La portée d'une telle réserve est purement politique; c'est une façon de désapprouver les auteurs du conflit et de tenter d'intimider la Chine et le Japon en les rendant attentifs aux responsabilités d'ordre international qu'ils encourent. Cette manifestation politique n'est guère compatible avec la réserve que notre neutralité traditionnelle et notre éloignement nous commandent.

Nous ne verrions guère d'inconvénients, en revanche, à formuler des demandes précises d'indemnités pour la réparation des dommages dont il pourrait être établi que la cause provient d'un acte contraire au droit des gens imputable à l'armée japonaise ou à l'armée chinoise. Nous vous autorisons, dans les cas concrets qui se présenteraient, à effectuer des démarches dans ce sens auprès du Gouvernement chinois.

Pour les réclamations à présenter au Japon, nous n'aurions pas d'objections à ce que, pour gagner du temps, vous fissiez directement parvenir à notre Légation à Tokyo les données de fait qui devraient leur servir de base. Il y aurait lieu, toutefois, de nous en envoyer un double afin que nous puissions adresser, au besoin, à M. Thurnheer les instructions télégraphiques qui lui seront sans doute nécessaires dans chaque espèce.

1. *Non reproduit, cf. E 2001 (D) 4/17.*

E 6100 (A) 16/1044

*Le Commissaire à l'Economie de guerre près le Département
de l'Economie publique, P. Keller,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht*

Copie

L AQ/ES. Betrifft «Umwandlung von Gold in Waren»

Bern, 11. Oktober 1937

An einer Besprechung zwischen Vertretern des eidgenössischen Finanzdepartements, des eidgenössischen Militärdepartements, des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements und der Schweizerischen Nationalbank vom 18. August 1937 unterbreitete Herr Präsident, Professor Bachmann, den Vorschlag der Nationalbank, dem Bund zur Anlegung von Kriegsreserven an lebenswichtigen Gütern einen Reskriptionskredit von ca. 100 Millionen Franken zu eröffnen. Aus der Diskussion über diesen Vorschlag ergab sich die einhellige Überzeugung, dass die Schaffung von Reserven an Lebensmitteln und Rohstoffen eine zwingende Notwendigkeit sei. Die Vertreter des eidgenössischen Militärdepartements und des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements erhielten den Auftrag, mit möglichster Beschleunigung Berichte zuhanden des Finanzdepartements auszuarbeiten, aus denen sich die zu beschaffenden Vorräte und der dafür notwendige Finanzbedarf ergeben.

Das Oberkriegskommissariat hat auf Grund seiner Kenntnisse des Heeresbedarfs und der vorhandenen Heeresreserven seinen Bericht¹ dem eidgenössischen Militärdepartement bereits vor einiger Zeit erstattet. Es verlangt darin für seine Zwecke 33 Millionen Franken. Der Bericht der kriegstechnischen Abteilung liegt zur Zeit noch nicht vor, doch nennt das Oberkriegskommissariat als voraussichtlichen Finanzbedarf der kriegstechnischen Abteilung 20 bis 30 Millionen Franken.

Der Unterzeichnete stand bei der Ausarbeitung eines entsprechenden Planes der für die schweizerische Wirtschaft (exklusive Heeresbedarf im engern Sinne) notwendigen Vorratshaltung vor Schwierigkeiten, die bis heute nicht zu überwinden waren. Sie liegen in erster Linie in der fehlenden Orientierung über die im Lande vorhandenen Vorräte an Gütern, welche im Kriegsfall für die Versorgung von Heer und Volk unentbehrlich sind. Die volle Orientierung über die einschlägigen Tatbestände wird erst zu erreichen sein, wenn einmal das gesetzliche Recht der Bundesstellen zu Bestandenserhebungen und periodischen Bestandesmeldungen und die entsprechende gesetzliche Auskunftspflicht der Träger der Wirtschaft bestehen. Die inzwischen vom Vorsteher des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements in der interdepartementalen Konferenz vom 23. August 1937 angeordneten Bestandenserhebungen über 15 der für die Landesversorgung im Kriegsfall wichtigen Positionen sind noch nicht abgeschlossen. Die Bereitstellung der Resultate wird noch einige Zeit beanspruchen.

1. *Non reproduit, cf. E 27, Archiv-Nr. 12915.*

Erst mit ihrer Kenntnis wird es möglich sein, sich einigermaßen ein Bild der für die gesamte Volkswirtschaft erforderlichen vorsorglichen Vorratshaltung zu machen.

Eine Reihe von Überlegungen verbietet es jedoch, mit der weiteren Behandlung der durch die Nationalbank aufgeworfenen Frage zuzuwarten. Ich gestatte mir deshalb, Ihnen, Herr Bundesrat, heute einen

Vorbericht

zu unterbreiten, der eine grundsätzliche Stellungnahme enthält und geeignet sein soll, die Weiterbehandlung des Vorschlages der Schweizerischen Nationalbank sofort zu ermöglichen.

I

Die folgenden Überlegungen mögen die Dringlichkeit der Beschlussfassung erhärten:

1. Die Entwicklung der politisch-militärischen Lage zwingt gegenwärtig alle Staaten zur vorsorglichen Lagerhaltung an jenen lebenswichtigen Gütern, die sie nicht selbst in genügendem Masse herzustellen in der Lage sind. Neue Berichte, insbesondere aus Schweden und England, belegen die grosszügige und weitsichtige Vorratspolitik des Auslandes.

2. Wir stehen in einem Umbruch der Preisentwicklung für wichtige Güter auf dem Weltmarkt, insbesondere für Rohstoffe und Nahrungsmittel. Der Zeitpunkt für grössere Anschaffungen scheint heute günstiger zu sein als noch vor wenigen Monaten, da heute für das selbe Geld höhere Warenbestände zu erwerben sind.

3. Das Fallen der Weltmarktpreise für wichtige Güter wird nach den Erfahrungen der Krisenjahre zur Folge haben, dass die in der Zeit der ansteigenden Preise nach der Abwertung eingetretene höhere Lagerhaltung in der Schweiz unter der gegenteiligen Markttendenz wieder abgebaut werden wird. Damit müsste sich unsere Vorratshaltung rasch verschlechtern. Es ist die Pflicht der verantwortlichen Stellen, dieser Entwicklung mit allen Mitteln entgegenzuwirken, und dazu bietet sich in der Verfolgung des Vorschlages der Nationalbank ein gangbarer Weg.

4. Meine Anstrengungen zur Abklärung der gegenwärtigen Lagerhaltung in der Schweiz haben mich in der Überzeugung bestärkt, dass wir in mancher Beziehung (Treibstoffe, Kolonialwaren) infolge von Bedarfsverschiebungen und von Strukturwandlungen des Handels für eine geringere Zeitspanne gedeckt sind als dies 1914 der Fall war. Insbesondere hält der Handel unter dem Druck einer spitzen Kalkulation, der Krisenentwicklung und der Kontingentierungspolitik gegenwärtig weit geringere Vorräte an Zucker, Kaffee, Mais, Reis, Ölen und Fetten, als dies früher der Fall war. Zusammen mit der weiteren, kriegswirtschaftlich bedenklichen Tatsache, dass wesentliche Teile der als «schweizerische Vorräte» gemeldeten Güter (Getreide, Futtermittel, Brenn- und Treibstoffe) an der Grenze lagern, ergeben diese Feststellungen eine im Hinblick auf die Landesversorgung im Kriegsfall ungenügende Vorratshaltung. Ihre Ergänzung, sei es durch Ankauf des Staates selbst, sei es durch die Förderung der Lagerhaltung in der privaten Hand, sowie die Verlegung der

Grenzlager in das sicherere Landesinnere, verursachen hohe Kosten. Ihre Bestreitung verlangt die Bereitstellung neuer finanzieller Mittel für die wehrwirtschaftliche Vorsorge.

5. Das Angebot der Nationalbank zeigt, im Anschluss an ein ähnliches Vorgehen in Schweden, eine sehr interessante Finanzbeschaffungsmöglichkeit. Es scheint mir jedoch notwendig und berechtigt zu sein, die Bedingungen des Angebotes der Nationalbank – in erster Linie der Verzinsung – abzuändern. Die Nationalbank sucht heute die «Umwandlung von Gold in Waren», um ihre übergrossen Goldbestände zu verringern und damit ihr Risiko im Falle einer Goldentwertung zu vermindern. Die Abstossung von ca. 100 Millionen Franken in Gold liegt somit in ihrem ureigenen Interesse. Nach ihrem Vorschlag erhielte sie für das Gold Staatsschuldscheine (Reskriptionen). Dafür verlangt sie in ihrem Vorschlag $1\frac{1}{2}\%$ Zins. Diese Forderung scheint mir aus mehrfacher Überlegung unberechtigt zu sein:

a) Solange die 100 Millionen Franken in Gold bei der Nationalbank liegen, tragen sie keinen Zins; wohl aber liegt in ihnen das Goldentwertungsrisiko. Durch die Umwandlung in Reskriptionen entfällt dieses Entwertungsrisiko, was die Nationalbank positiv wertet und deshalb sucht.

b) Nicht die Nationalbank nimmt die Umwandlung von Gold in Waren vor, sondern der Staat, und dieser trägt nachher das hohe Preisrisiko der angeschafften Waren.

c) Die Nationalbank stellt meines Wissens ihre Goldvorräte zur untern gesetzlichen Abwertungsgrenze in Rechnung. Die Entwertung des Schweizerfrankens steht aber heute zwischen dem gesetzlich fixierten Abwertungsminimum und -maximum. Somit könnte der Nationalbank bei Goldabgabe nach dem Ausland zum Zwecke von Warenankäufen für Rechnung des Bundes ein buchmässiger Gewinn entstehen, der die zinslose Darlehensgewährung für die kriegswirtschaftliche Vorratsvermehrung – ganz abgesehen von der Besonderheit dieser Zwecksetzung – rechtfertigen muss.

II

Für die weitere Behandlung der Frage «Umwandlung von Gold in Waren» mache ich folgende Anregungen.

1. Es ergibt sich aus dem Bericht des Oberkriegskommissariats, den vorläufigen Überlegungen der kriegstechnischen Abteilung und des Unterzeichneten, dass die von der Nationalbank angebotenen 100 Millionen Franken nicht genügen werden, um alles vorzukehren, was im Interesse einer gesicherten Landesversorgung läge. Es sind deshalb die Unterhandlungen fortzusetzen, um sich mindestens diese willkommene Hilfe zu sichern.

2. Es soll in den Verhandlungen mit der Nationalbankleitung die zinslose Bereitstellung der angebotenen 100 Millionen Franken zu erreichen versucht werden.

3. Der bereitgestellte Kredit von 100 Millionen Franken soll ausschliesslich für kriegswirtschaftliche Zwecke dem für die Landesversorgung im Kriegsfall verantwortlichen Vorsteher des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements zur Verfügung gestellt werden. Ein aus Vertretern des eidgenössischen Militärdepartements und des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements zu

bestellendes Organ hätte auf Grund der eingereichten Pläne nach Massgabe der Dringlichkeit und der technischen und kommerziellen Bereitschaft von Fall zu Fall über die Verwendung des Kredites Antrag zu stellen. Durch die Verfügungsbefugnis des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements ist auch die Verbindung zur eidgenössischen Zentralstelle für Arbeitsbeschaffung hergestellt, deren Mittel für den Bau der notwendigen Lagervorrichtungen mit-herangezogen werden sollen. Für die Verwendung des Geldes zur Steigerung der Lagerhaltung wird das im Entwurfs vorliegende «Bundesgesetz über die Sicherstellung der Landesversorgung an lebenswichtigen Gütern», welches u. a. die Lagerhaltung ordnet, die Rechtsgrundlage bilden.

4. Der Unterzeichnete wird auf Grund der zu erwartenden Ergebnisse der vom Oberkriegskommissariat und der Handelsabteilung des eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements durchgeführten Bestandserhebungen sobald als möglich einen detaillierten Plan für die kriegswirtschaftlich als notwendig zu betrachtende Vorratshaltung aufstellen. Die bisher bestehende technische Unmöglichkeit seiner Aufstellung darf die Weiterbehandlung der «Umwandlung von Gold in Waren» nach den skizzierten Überlegungen nicht verzögern. Das eidgenössische Finanzdepartement sollte deshalb eingeladen werden, die begonnenen Besprechungen fortzusetzen.

137

E 2001 (D) 4/15

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

Copie
L MC

Berne, 12 octobre 1937

Nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli le rapport présenté par la première Commission de l'Assemblée¹ au sujet du statut de la femme.

Ainsi que vous le constaterez, l'Assemblée ne s'est pas dessaisie de cette affaire. La délégation suisse a fait ce qu'elle a pu pour éliminer ce problème de l'ordre du jour des Assemblées futures. Elle a plaidé l'incompétence de la Société des Nations². Son avis n'a pas prévalu. Nous devons en prendre notre

1. *De la Société des Nations. Ce rapport A. 54.1937.V. figure dans le dossier. Reproduit aussi dans SdN, JO, Supplément spécial N° 170, p. 47.*

2. *Cf. l'exposé du 6 septembre 1937 adressé par le Département politique au Secrétariat de la SdN sur le statut de la femme en Suisse (SdN: A. 14 (b). 1937.V):* Quant aux mesures que la Société des Nations pourrait prendre en cette matière, le Gouvernement de la Confédération croit devoir exprimer, une fois de plus, l'opinion qu'il s'agit d'un domaine relevant de la compétence exclusive des Etats et échappant, en conséquence, à toute intervention de la Société des

parti et, faisant belle mine à mauvais jeu, nous résigner à le voir surgir de nouveau à Genève.

La Grande-Bretagne, qui soutenait, comme nous, la thèse de l'incompétence, ne s'est pas obstinée dans la résistance. C'est même elle qui a pris l'initiative de l'«étude d'ensemble» dont il est fait état dans la résolution, probablement pour gagner du temps. Il a été, en effet, généralement admis (voir rapport, p. 4, paragraphe 15) «que la question du statut de la femme ne peut être utilement discutée plus avant par la Société tant qu'une étude telle que celle qui est maintenant proposée ne sera pas achevée». Ce ne sera pas, dit-on, avant trois ans. Nous avons donc gagné quelque répit. C'est tout ce qu'on pouvait obtenir, et ce n'est pas à négliger lorsqu'on connaît avec quelle ardeur les organisations féminines internationales soutiennent leur cause à Genève.

Nations. Il se plaît à croire, dans ces conditions, que l'activité de l'Assemblée se limitera tout au plus à un échange d'informations sur ces problèmes d'ordre strictement national.

Sur la situation de la femme en droit public, on pouvait lire dans le même exposé: La femme suisse ne bénéficie, en règle générale, ni du droit de vote ni du droit d'éligibilité. Cela s'explique par diverses raisons, notamment par le fait que, jusqu'ici, le statut de la femme en droit privé lui donne entière satisfaction et que, dans un régime de démocratie directe comme celui de la Suisse, on incline généralement à ne pas mêler la femme aux luttes politiques.

138

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

RP N° 55 Confidentiel

Berlin, 15 octobre 1937

L'aboutissement de la négociation laborieuse poursuivie depuis des mois pour fixer le statut de la Belgique au regard de l'Allemagne a coïncidé avec mon retour ici. Je n'ai donc pas eu l'occasion de vous entretenir de la dernière phase des pourparlers. Mes rapports des 18 mars² et 27 avril² derniers déjà avaient eu trait, entre autres, à cette question. Depuis lors, les indications que j'avais pu recueillir, tant du côté belge que du côté allemand, étaient fort vagues et témoignaient de beaucoup d'hésitations et de tâtonnements. Finalement, on en est arrivé à la déclaration unilatérale de l'Allemagne d'avant-hier, confirmant sa décision précédemment proclamée de respecter l'inviolabilité et l'intégrité de la Belgique et se déclarant prête à lui accorder assistance, à l'instar de la

1. *En marge, paraphe de Motta: M.*

2. *Non reproduits.*

Grande-Bretagne et de la France, en cas d'agression ou d'invasion. Le gouvernement belge se borne à prendre acte de ces assurances avec grande satisfaction et vive reconnaissance.

On peut être surpris qu'il ait fallu de tels délais pour arriver à ce résultat, certes important dans son principe, mais, apparemment, simple de forme. Je pense que l'explication doit en être cherchée avant tout dans le fait que la Belgique eût préféré recevoir les garanties en question, quoique bienvenues, dans un pacte de l'ouest, à quatre ou à cinq, plutôt que dans un accord direct avec l'Allemagne seule. Je rappelle ce que je vous écrivais à ce propos le 27 avril, sur la base de renseignements de première source.

Une question semble rester en suspens ou, plus vraisemblablement, demeure volontairement nébuleuse. Qu'en est-il du passage de forces armées à travers le territoire belge, en application éventuelle de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations? Ni la déclaration allemande ni la brève réponse belge ne contiennent la moindre allusion à la Société des Nations. Par contre, le commentaire officiel allemand précise nettement que l'Allemagne retrouverait sa liberté d'action vis-à-vis de la Belgique, non seulement si les forces armées de celle-ci s'alliaient à un ennemi de l'Allemagne, mais encore si la Belgique accordait passage par son territoire à des forces armées opérant contre l'Allemagne. Le gouvernement belge a, évidemment, dû avoir connaissance préalable et, par conséquent, admettre tacitement cette interprétation allemande. Mais, dans son commentaire à lui, il proclame que la Belgique ne perd pas de vue ses engagements vis-à-vis de la Société des Nations. Cette formule quelque peu molle et imprécise signifie-t-elle que le gouvernement belge ne considère pas que ces engagements comprennent l'obligation de donner libre passage à des forces d'autres membres de la Société des Nations? – Il semblerait, à ce que j'apprends, que cette question apparaîtrait aujourd'hui, à Londres et à Paris, comme plus théorique que pratique, la Belgique ne pouvant guère songer à empêcher le passage de troupes britanniques et françaises alliées marchant contre l'Allemagne.

D'autre part, il est clair qu'un passage de troupes ennemies à travers une Belgique consentante devait, en tout état de cause, être traité comme un acte de guerre par l'Allemagne, sans qu'il fût nécessaire de le dire expressément dans sa déclaration et sans qu'aussi le commentaire de celle-ci apportât à cet égard quelque chose de nouveau.

Par contre, il convient de relever comme significatif que le commentaire allemand s'abstient de toute mention à des sanctions économiques que la Belgique pourrait être amenée à prendre en sa qualité d'Etat membre de la Société des Nations.

L'opinion mondiale a certainement raison de considérer l'échange de notes intervenu, que va compléter une manifestation analogue de la part de l'Italie, comme un réel succès de l'Allemagne, malgré les concessions qu'elle a pu faire en cours de négociation. Mais c'est le gouvernement allemand lui-même qui est le plus persuadé de son propre succès. Il y voit, outre l'amélioration décisive de ses rapports avec la Belgique, un coup sérieux porté à la Société des Nations. Car voici un des membres jusqu'ici des plus convaincus de la Société des Nations, ancien belligérant partie au traité de Versailles, fraîchement rentré au

Conseil de la Société, qui paraît faire si peu de cas de cet article 16 du Pacte que l'Allemagne abhorre par-dessus tout.

Il va être intéressant de suivre les répercussions que la position nouvelle de l'Allemagne vis-à-vis de la Belgique pourra avoir sur les relations de cette dernière avec la Grande-Bretagne et plus particulièrement avec la France. Et c'est à ce moment même que va avoir lieu le changement d'ambassadeur de France à Bruxelles, l'actuel directeur des affaires politiques au Quai d'Orsay, M. Bargeton, allant y remplacer M. Laroche.

Sur la visite de M. Mussolini en Allemagne, je ne suis pas, pour le moment, en mesure de vous apporter quelque élément inédit. Je me réserve cependant de revenir ultérieurement sur ce sujet. J'ai recueilli ici cette première impression, corroborée par des remarques de personnes de la suite du chef de gouvernement italien, que celui-ci aurait été plus impressionné par ce qui lui a été montré que satisfait de ses conversations politiques. Celles-ci se seraient limitées à un extrême minimum avec Hitler lui-même. Les deux hommes auraient eu une seule conversation, de trois quarts d'heure, à eux seuls, le jour de l'arrivée de Mussolini à Munich. Puis, ils ne se seraient plus rencontrés qu'en nombreuse société, sauf peut-être le dernier jour, qui se termina par un déjeuner intime de peu de personnes. Ils ont toujours fait les longs trajets en chemin de fer, de jour comme de nuit, en trains séparés. Du côté italien, on aurait cru y voir le dessein de se dérober à des instances, peut-être gênantes, en ce qui concerne l'Espagne notamment. En revanche, les démonstrations des organisations du parti à Munich, des forces armées dans le Mecklembourg, de l'industrie à Essen et de la foule immense à Berlin n'auraient point manqué de produire sur les hôtes italiens l'effet de force et de cohésion voulu par les Allemands.

A la fin de la semaine prochaine aura lieu ici une visite officielle du ministre finlandais des affaires étrangères. Elle sera limitée à une seule journée et aura le caractère de pure courtoisie, sans être l'occasion d'aucun arrangement ni écrit ni verbal. Son but essentiel est de neutraliser la mauvaise humeur conçue et clairement manifestée ici à l'occasion de la visite que M. Holsti a faite au printemps dernier à Moscou et au sujet de laquelle je vous avais écrit en son temps. M. Holsti ayant également visité officiellement Paris et Londres, sans parler des Pays du Nord et Baltes, il n'est que naturel qu'il finisse par s'exécuter aussi vis-à-vis de Berlin, la Finlande ayant un intérêt manifeste, tant économique que politique, à entretenir de bons rapports avec l'Allemagne.

139

E 2300 Den Haag, Archiv-Nr. 6

*Le Ministre de Suisse à La Haye, A. de Pury,
au Président de la Confédération, G. Motta*

RP N° 11

La Haye, 16 octobre 1937

Mercredi dernier, jour où la déclaration du Reich relative à l'inviolabilité de la Belgique a été publiée par la Presse, j'ai eu l'occasion de rendre visite au nouveau Ministre des Affaires Etrangères. Me parlant de cet événement, M. Patijn m'a dit qu'il le considérait comme très heureux, non seulement pour la paix en général, mais aussi parce qu'il comporte un élément de sécurité pour les Pays-Bas. Il lui paraît évident que si les Allemands, dans une guerre contre la France, respectent le territoire belge, ils n'auront aucune raison de violer celui de la Hollande. M. Patijn ignorait encore si une déclaration pareille serait faite également par l'Allemagne à La Haye. Si tel était le cas, m'a-t-il dit, nous observerions sans doute la même attitude que la Belgique.

Bien que la conception hollandaise de la neutralité – neutralité librement adoptée, basée sur une politique traditionnelle, non garantie par un traité, mais quelque peu altérée, il est vrai, par l'adhésion au Pacte de la S.d.N. – ne soit pas la même que celle de la Belgique et que par conséquent la Hollande ne se trouve pas à cet égard vis-à-vis de l'Allemagne dans la même situation que sa voisine, il n'est pas exclu que le Gouvernement du Reich ne formule aussi un jour ou l'autre une déclaration sur l'inviolabilité des Pays-Bas. Quelques journaux y ont fait allusion ; mais rien de précis ni de certain n'a été énoncé jusqu'à aujourd'hui à ce propos. En tous cas cette déclaration ne pourrait être qu'unilatérale et à ce propos je rappelle ici que le 12 avril dernier, dans un rapport sur la neutralité néerlandaise, je vous ai écrit qu'à « l'offre » de M. Hitler du 30 janvier 1937 de garantir la neutralité du territoire hollandais aussi bien pour le cas de la conclusion éventuelle d'un Pacte de l'ouest que pour un arrangement conventionnel d'une autre forme, le Gouvernement de La Haye a répondu qu'il appréciait ces bonnes intentions, mais que néanmoins il ne se prêterait jamais à conclure avec un autre Etat un traité concernant l'inviolabilité de son territoire, parce que cette inviolabilité est pour lui un axiome qui ne saurait être lié à un accord signé par les Pays-Bas. Un peu plus tard, M. de Graeff, Ministre des Affaires Etrangères, interpellé encore une fois aux Etats-Généraux sur le même sujet, a répété qu'il lui serait impossible de réduire à un objet de marchandage l'indépendance du Royaume, que la Hollande ne réclame pas de garanties spéciales des Puissances qui l'entourent et n'en donne pas non plus, mais qu'en revanche elle n'aurait rien contre un Pacte dont elle ne serait pas partie et qui considérerait la violation de son territoire comme un *casus foederis*.

E 2001 (D) 4/16

*Le Chargé d'Affaires de la Légation de Suisse à Bruxelles, C. Jenny,
au Président de la Confédération, G. Motta*

Copie

RP N° 18 Deutsche Erklärung
über die Integrität Belgiens

Brüssel, 16. Oktober 1937

Genau ein Jahr ist vergangen, seitdem König Leopold im Ministerrat die Notwendigkeit einer Neuorientierung der belgischen Aussenpolitik im Sinne völliger Unabhängigkeit von aussenpolitischen Bindungen angekündigt hat. «Wenn Belgien bereit sei, sein Gebiet eifersüchtig gegenüber jeder Invasion zu verteidigen, trage es zur Aufrechterhaltung des Friedens in Europa bei und verschaffe sich ipso facto das Recht auf Respektierung seines Gebietes, sowie auf allfällige Unterstützung von Seiten aller am Frieden interessierten Staaten», führte der König damals aus. Obwohl dieser Geste von der öffentlichen Meinung in gewissen Ländern nur wenig Beifall gezollt wurde, wird mir doch von der französischen Botschaft nahestehender, diplomatischer Seite versichert, dass die französische Regierung die Notwendigkeit für Belgien, seine Aussenpolitik im Sinne der Rede des Königs neu zu orientieren, restlos anerkannte im Hinblick auf den Austritt Deutschlands aus dem Völkerbund, seinen einseitigen Rücktritt von Teilen des Versailler Vertrages, sowie vom Übereinkommen von Locarno und vom Rheinpakt. Dazu kamen in jüngster Zeit die immer geringer werdenden Aussichten für das Zustandekommen eines neuen Locarnos.

Der Rede des Königs folgte die Reichstagsrede Hitlers vom 30. Januar d. J. mit der Erklärung, Deutschland sei bereit, Belgien (und Holland) als neutrale und unverletzliche Gebiete zu garantieren.

Es entspannen sich in der Folge längere Verhandlungen, indem Belgien von Deutschland näheren Aufschluss über die Tragweite dieser Erklärung zu erlangen wünschte, sowie über die Art und Weise, wie sich die Reichsregierung deren Verwirklichung denke. Über diese Verhandlungen sind Frankreich und England auf dem Laufenden gehalten worden. Am 24. April d. J. erfolgte der Verzicht Frankreichs und Englands auf die Belgien aus dem Locarnovertrag erwachsenen Pflichten. Wie ich erfahre, war es der französischen Regierung und England jetzt in der Hauptsache darum zu tun, zu retten, was noch zu retten war, nämlich:

- 1) jedwede Interpretation von Art. 16 des Völkerbunds Paktes zu verhindern, da eine solche heute nur restriktiv hätte ausfallen können, und
- 2) jede Anspielung auf Belgiens Stellung als Mitglied des Völkerbundes zu hintertreiben.

Dies ist den Westmächten denn auch gelungen, denn die einseitige Erklärung, die die deutsche Regierung am 13. Oktober 1937 Belgien abgegeben hat, verspricht, die Unverletzlichkeit und Integrität Belgiens unter keinen

Umständen beeinträchtigen und jederzeit das belgische Gebiet respektieren zu wollen, unter dem einzigen Vorbehalt, dass Belgien bei einer gegen Deutschland gerichteten militärischen Aktion mitwirken würde.

In Ermangelung einer offiziellen Publikation lasse ich Ihnen in der Anlage den französischen Text der Erklärung und der belgischen Empfangsbestätigung sowie des offiziösen belgischen Kommentars und einer Erklärung des belgischen Aussenministers Spaak dazu, so wie er in der hiesigen Tagespresse veröffentlicht worden ist, zugehen¹.

Wie mir von wohlinformierter, diplomatischer Seite, die keinen Grund hätte, mir solches zu verheimlichen, versichert wird, sollen geheime Nebenabreden, Geheimprotokolle oder geheime autentische Interpretationen nicht existieren.

Wenn der «Temps» zu wissen glaubt, dass von Berlin ursprünglich ein Nicht-Angriffspakt oder eine Rückkehr zur belgischen Vorkriegsneutralität verlangt worden sei, so ist festzuhalten, dass in der nunmehr vorliegenden Erklärung hievon keine Rede ist. Wie Aussenminister Spaak in seiner Erklärung feststellt, handelt es sich nicht um einen Vertrag, sondern um eine einseitige Erklärung der deutschen Reichsregierung, wobei Belgien frei bleibt, bei einer militärischen Aktion gegen Deutschland mitzuwirken, in welchem Falle jedoch die von Deutschland eingegangenen Verpflichtungen dahinfallen würden.

Unter dem Begriff «militärische Aktion» ist nach dem offiziösen belgischen Kommentar nicht nur der Fall zu verstehen, dass die belgische Wehrmacht gegen Deutschland die Waffen ergreifen sollte, sondern er läge auch dann vor, «wenn Belgien sein Gebiet fremden Truppen beim Vorgehen gegen Deutschland zur Verfügung stellen würde, sei es als Durchzugsgebiet, sei es als Operationsbasis. Gedacht ist dabei natürlich in erster Linie an den Sanktionenartikel des Völkerbundsvertrages. Belgien bleibt es unbenommen, dessen Bestimmungen anzuwenden, wie es ihm nach Massgabe der übernommenen Verpflichtungen dem Völkerbund gegenüber geboten erscheint.

Der belgische Aussenminister stellt schliesslich fest, dass der deutschen Erklärung nur ein provisorischer Charakter zukomme für den Fall des Zustandekommens eines neuen Locarnos.

Wenn auch von einzelnen belgischen Zeitungen, beispielsweise von der «Nation Belge», der Meinung Ausdruck verliehen wird, der Erklärung der Regierung des Dritten Reichs sei kein grösserer Wert beizumessen als dem vom ehemaligen Kaiserreich als Papierfetzen behandelten Garantievertrag, so darf doch festgestellt werden, dass die überwiegende Mehrheit der öffentlichen Meinung Belgiens und insbesondere die offiziellen Stellen in der Erklärung vom 13. Oktober 1937 einen Akt von hoher Bedeutung erblicke. Der «Soir» schreibt dazu redaktionell folgendes:

«La satisfaction du gouvernement se conçoit aisément si l'on songe que, sur le plan diplomatique, la Belgique voit sa position assurée à l'Est comme elle l'était déjà à l'Ouest et au Sud. Elle obtient ainsi de ses trois puissants voisins de précieuses assurances quant à la sécurité du territoire. Elle n'assume, en ce

1. *Non reproduits*, cf. E 2300 Brüssel, Archiv-Nr. 9.

qui la concerne, aucune contre-prestation en échange des garanties qu'elle obtient. La déclaration allemande n'affecte en rien notre position au sein de la Société des Nations, dont la Belgique demeure un membre fidèle et loyal.

Bien mieux, à l'occasion de ce règlement du statut belge, nous voyons les puissances voisines exprimer leur plein accord sur ce point que l'inviolabilité et l'intégrité de la Belgique sont d'un intérêt commun pour elles.

Il n'est pas interdit de voir dans cet aspect particulier du problème belge un élément nouveau pour les négociations du Pacte occidental; il peut en faciliter la conclusion, constituer le point de départ d'une étape nouvelle dans la recherche de la sécurité de l'Ouest européen. Non seulement pour la Belgique, mais pour l'atmosphère générale, la déclaration allemande apparaît comme un facteur apaisant, capable de déterminer une détente que les peuples attendent avec une légitime impatience.

Du point de vue intérieur, la déclaration du Reich est de nature aussi, espérons-nous, à ramener plus de cohésion dans l'opinion belge quant à la conduite de nos affaires extérieures.»

PS. Den im «Soir» vom 14. d. M. erschienenen redaktionellen Artikel, der wohl das beste darstellt, was hier über die Angelegenheit bisher publiziert worden ist, füge ich ebenfalls bei².

2. *Ibid.*

141

E 2001 (D) 4/14

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Chargé d'Affaires de la Légation de Suisse à Bruxelles, C. Jenny*

Copie
L MR

Berne, 21 octobre 1937

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre rapport politique N° 18, du 16 octobre¹, relatif à l'engagement pris par l'Allemagne de respecter et de faire respecter l'inviolabilité et l'intégrité de la Belgique. Nous vous remercions de vos commentaires, qui appellent également, à notre avis, certaines remarques.

Ainsi en ce qui concerne le cas réservé «où la Belgique, dans un conflit armé où l'Allemagne se trouverait engagée, concourrait à une action militaire contre elle», du côté belge aussi bien que du côté allemand, on déclare que cette action militaire s'entendrait non seulement d'une participation des forces armées belges à des opérations contre l'Allemagne, mais aussi de l'utilisation à ces fins du territoire belge par les forces d'autres puissances. Dans sa déclaration du

1. *Cf. N° 140.*

29 avril 1937 à la Chambre des Représentants, M. Spaak, Ministre des Affaires étrangères, avait déjà spécifié qu'«en aucune hypothèse le droit de passage ne peut être imposé à la Belgique en dehors de son consentement». Ce qui n'empêche pas le Gouvernement belge de préciser dans son commentaire qu'il n'a «il va sans dire... nullement perdu de vue ses obligations de membre de la Société des Nations». Faut-il admettre que ce commentaire ne vise que d'éventuelles sanctions politiques ou financières et qu'on n'envisagerait même pas à Bruxelles la possibilité d'une participation à des sanctions militaires? D'un autre côté, est-il concevable – bien que les textes officiels publiés n'en disent rien – que la Belgique n'ait pas eu à prendre en retour, à l'égard de l'Allemagne, l'engagement de rester neutre en cas d'action militaire dirigée contre cette dernière?

Quant à l'engagement pris par l'Allemagne d'«accorder assistance à la Belgique dans le cas où elle serait l'objet d'une attaque ou invasion», la déclaration ne précise pas les conditions dans lesquelles il serait exécutable. Le commentaire belge ne contient aucune indication quelconque à ce sujet. Ce qui est assez surprenant, étant donné que le commentaire allemand spécifie qu'il y aura assistance en faveur de la Belgique si celle-ci en exprime le vœu. Il ne suffirait donc pas à l'Allemagne, semble-t-il, d'alléguer que des avions ennemis ont atterri en Belgique pour pouvoir, de sa propre initiative, imposer son assistance ou reprendre sa liberté. La question est d'une importance telle qu'il est difficile d'admettre qu'elle n'a pas été résolue. C'est pourtant ce qu'on voudrait faire admettre à Bruxelles, à en croire le «Temps» du 15 octobre, qui prétend que, selon les sphères autorisées belges, seul le texte de la déclaration allemande et des commentaires officiels lierait les deux Gouvernements.

Nous pensons vous intéresser en vous communiquant à ce sujet la copie du rapport politique N° 55, du 15 octobre, de la Légation de Suisse à Berlin². Nous joignons également à ce pli une copie du rapport politique N° 11, du 16 octobre, de la Légation de Suisse à La Haye³, qui indique quelle est la position des Pays-Bas; vous verrez, notamment, que, selon M. Patijn, le nouveau Ministre néerlandais des Affaires étrangères, les Pays-Bas observeraient probablement la même attitude que la Belgique si l'Allemagne se montrait disposée à leur donner des assurances analogues.

2. Cf. N° 138.

3. Cf. N° 139.

*Le Haut-commissaire de la SdN à Danzig, C.J. Burckhardt,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

L. manuscrite

Danzig, 22. Oktober 1937

[...] ²

Wir haben durch die neu einsetzenden Judenverfolgungen und die Auflösung der Zentrumspartei hier schwere Tage hinter uns. Die rasche Folge, in welcher die beiden Massnahmen nach den Ankündigungen des hiesigen Parteitages durchgeführt wurden, hängen damit zusammen, dass es vereinten Bemühungen verschiedener Stellen in Berlin gelungen ist, die Transferierung des Gauleiters Forster in die nähere Umgebung General Goerings zu bewirken. Er wird nur noch sporadisch hier auftauchen und will nun vorher noch vieles erledigen, bevor er in der Reichshauptstadt mit andern Agenden betraut wird. Sein Einfluss wird auch dann ein starker bleiben, aus dem einfachen Grund, dass er der Favorit des Staatsoberhauptes ist. An dem für Mussolini gegebenen Dîner von 60 Gedecken in der Reichskanzlei war Forster der einzige anwesende Gauleiter. Ingerenz des Auswärtigen Amtes auf die Polen berührenden Massnahmen des Diktators von Danzig gestattet der Kanzler nicht. Forster Parteitagede wurde vom Amte Ribbentrops korrigiert.

Meine Lage könnte annehmbar sein, wenn der Völkerbund sich entschliessen könnte, seine Garantie der Danziger Verfassung aufzugeben, und es klar auszusprechen, dass die von ihm im Freistaat geschaffene Institution des H.C. nur noch die, heute mehr als je für den Frieden bedrohlichen, aussenpolitischen Belange der Stadt, d. h. das Verhältnis Danzig-Polen wahrzunehmen habe. Ist dieses Ziel nicht auf irgend einem Wege zu erreichen, so sehe ich nur *eine* würdige Möglichkeit für Genf, um sich aus der Sache zu ziehn, und das ist der Entschluss, wegzugehn.

Die allgemeine Richtung hier hat seit dem Monat Mai völlig umgeschlagen, weil sich das deutsche Verhältnis zu England gänzlich geändert hat. Nach den Annäherungsbestrebungen im Frühsommer, die in Berlin sehr deutlich waren, ist eine heftige Verstimmung des «Führers» eingetreten. Ein Freund im Auswärtigen Amt sagte mir, die erbitterte Einstellung Hitlers gegenüber London, sei kaum durch sachliche, einzig durch persönliche Gründe zu erklären. Jemand müsse ihm persönlich beleidigende, nicht wieder gut zu machende Aussprüche hinterbracht haben. Ich hatte anlässlich meiner letzten Durchreise

1. *En haut du document Motta a écrit de sa main: streng confidentiell et Auswärtiges, 25.X.37, M.*

2. *Dans le passage supprimé, Burckhardt demandait l'intervention de Motta en sa faveur auprès de l'Office suisse de compensation, qui lui refusait l'envoi hors clearing de sommes d'argent à partir de sa banque en Suisse.*

durch Berlin eine Audienz bei Hitler, er war in allen seinen Äusserungen sehr heftig; was aber England anbetrifft, so sagte er mir: «Die haben meine Hand zurückgestossen, das ist Irrsinn, das kann zu furchtbaren Katastrophen führen, ich habe einen starken Alliierten in Ostasien, einen andern in Süd-europa». Dies bitte ich als streng confidentiell zu betrachten.

Soeben erfahre ich durch den so gefälligen und tüchtigen Hr. Regli, dass die Clearingschwierigkeiten zwischen der Schweiz und Danzig einer allgemeinen Lösung entgegengehn. Falls die Ereignisse mich in nächster Zeit nach Genf führen sollten, freue ich mich, Ihnen, hochverehrter Herr Präsident, einmal Näheres über diese Ostpolitik erzählen zu dürfen.

In alter Verehrung bin ich stets Ihr sehr ergebener

Carl J. Burckhardt

143

E 2001 (D) 2/7

Aide-mémoire du Président de la Confédération, G. Motta

Manuscrit

Berne, 26 octobre 1937

Monsieur le ministre Tamaro est venu ce matin me faire visite. Il m'a remercié avant tout de ce que j'ai dit au sujet des relations italo-suissees dans mon dernier discours du Conseil national¹.

[...] ²

Nous avons parlé presse. M. Tamaro m'a dit que Monsieur Mussolini reçoit tous les jours: la *Gazette de Lausanne*, le *Journal de Genève*, la *Neue Zürcher Zeitung* et la *National Zeitung*. Lorsque M. Mussolini a été à Berlin, il a fallu lui envoyer ces quatre journaux. M. Tamaro insiste sur l'*italophobie manifeste* de ce dernier journal. Celui-ci aurait publié récemment un article *détestable* et *faux* sur les relations de l'Italie avec le Vatican...

M. Parini a cessé d'être le chef des Italiens à l'étranger. Il ira probablement comme ministre au Caire. M. Tamaro aimerait qu'on lui donnât un nouvel *attaché de presse* pour se libérer – si j'ai bien compris – de Colombi.

Je lui ai promis de m'occuper de la *National Zeitung* et aussi de l'*Agence*

1. Sans doute le discours du 19 octobre (réponse aux interpellations Grimm et Valloton sur les relations avec l'Espagne), cf. E 1301 I/325, p. 56. Motta y évoque son discours de Giornico du 1^{er} août 1937, cf. N° 109.

2. Passage sur le monopole de la frappe des thalers Marie-Thérèse.

*télégraphique*³. J'ai insisté pour que le livre récent de *Giulio Renzini*⁴ (probablement un pseudonyme) soit jugé comme il le mérite, c'est-à-dire comme une *publication mauvaise* destinée à troubler les relations des deux pays.

M. Tamaro va en vacances pour 15 jours.

3. *Dont Rome venait de se plaindre. A ce sujet, Motta avait écrit le 25 octobre à la Légation de Suisse à Rome: Was den Fall der «Nationalzeitung» an betrifft, so dürfte es kaum einen Zweck haben, wenn sich die Pressekommission mit dem in Frage stehenden Artikel befasst. Nach den Grundsätzen der Kommission sind nur solche Artikel zu beanstanden, die Beschimpfungen enthalten, nicht aber Tatsachenberichte, wie dies bei dem betreffenden Artikel wohl anzunehmen ist, mag auch die Richtigkeit der Tatsachen kaum nachweisbar sein.*

Bezüglich der Schweizerischen Depeschagentur ist zu sagen, dass die italienischen Vorwürfe leider nicht unbegründet sind. Es ist richtig, dass diese Agentur auf Grund einer Vereinbarung mit der Agentur «Havas» die Nachrichten der letztern weit mehr berücksichtigt als anderer ausländischer Agenturen. Dies hat zur Folge, dass die Nachrichten über die Vorgänge im Ausland oft in einem einseitigen Lichte in der schweizerischen Presse zur Darstellung gelangen. Seit längerer Zeit beschäftigt uns diese Frage, da es für ein neutrales Land nicht gleichgültig sein kann, ob die öffentliche Meinung in unparteiischer Weise orientiert wird. Wie Sie nun aber wissen, ist die Schweizerische Depeschagentur ein rein privates Unternehmen und die Subvention, welche die Bundesbehörden gewähren, ist nicht derart, dass ein entscheidender Einfluss ausgeübt werden könnte. Die Frage ist aber zu wichtig, als dass man auf jeden Versuch verzichten könnte, und wir werden weiter prüfen, auf welche Weise die führende schweizerische Nachrichtenagentur veranlasst werden kann, eine Haltung einzunehmen, die der schweizerischen Neutralitätspolitik besser entspricht.

4. *L'Italianità sulle Alpi. Problemi dell'Impero. Milano, 1937.*

144

E 2001 (D) 4/16

*Le Chargé d'Affaires de la Légation de Suisse à Bruxelles, C. Jenny,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Bruxelles, 26 octobre 1937

Votre lettre du 21 octobre¹, relative à la déclaration de l'Allemagne du 13 octobre 1937 m'est bien parvenue et je vous remercie vivement des observations que vous avez bien voulu faire à ce sujet, ainsi que des rapports de la Légation de Suisse en Allemagne et de la Légation de Suisse aux Pays-Bas, dont la lecture m'a vivement intéressé.

Pour revenir à vos remarques, quelques-uns des points relevés par vous ont été éclaircis entre-temps par les déclarations faites par le Ministre belge des

1. *Cf. N° 141.*

Affaires Etrangères au Sénat lors de sa réponse à l'interpellation Nothomb, dont je vous ai donné connaissance par ma lettre du 22 octobre².

Reprenons vos questions, et tout d'abord la suivante :

1. Est-il concevable que la Belgique n'ait pas eu à prendre en retour, à l'égard de l'Allemagne, l'engagement de rester neutre en cas d'actions militaires dirigées contre cette dernière ?

A ce sujet, nous pouvons constater :

a) Dans le commentaire fait par M. Spaak le jour de la publication de la déclaration allemande il a dit entre autres que « la Belgique, en prenant acte de la déclaration du gouvernement du Reich et en appréciant l'esprit qui l'a dictée, n'a pas perdu de vue ses obligations comme membre de la S.D.N. Rien n'est changé dans ce domaine et je m'en réfère à mes déclarations antérieures. L'Allemagne promet de respecter en tout temps le territoire de la Belgique, sauf, cela va sans dire, au cas où dans un conflit armé où elle serait engagée, notre pays concourrait à une action militaire contre elle, les termes « action militaire » parlant par eux-mêmes, et encore, dans ce domaine, la liberté de la Belgique demeure entière, mais alors, l'engagement pris par l'Allemagne tomberait ». (Voir annexe à mon Rapport politique N° 18 du 16 octobre³.)

b) Les déclarations faites par le Ministre belge des Affaires Etrangères, lors de ses réponses aux interpellations de M. Nothomb au Sénat d'une part et de M. Truffaut à la Chambre des Représentants d'autre part, où il a affirmé de la façon la plus formelle qu'il n'y a eu aucune contrepartie secrète de la part de la Belgique, ni politique, ni diplomatique, ni militaire ni coloniale.

M. Spaak n'a même pas hésité à engager sa parole d'honneur.

c) A titre confidentiel je peux y ajouter de mon côté que le Ministre de Tchécoslovaquie, M. Slavik, qui vient de se rendre à Prague pour informer le Président Benès sur la situation créée par la déclaration allemande, m'a dit au cours d'une conversation de plus d'une heure être convaincu qu'aucun engagement secret avait été pris par la Belgique et qu'il n'y avait pas de protocole secret.

Dans ces conditions il me semble qu'il n'est plus permis de croire à l'existence d'une contrepartie ou d'un engagement quelconque de la part de la Belgique. Au cas où vous estimeriez quand même devoir laisser ouverte une telle éventualité, je vous saurais gré de me le faire savoir, afin que je continue mon enquête dans cette direction.

2. Quelles sont les conditions, dans lesquelles l'engagement pris par l'Allemagne d'« accorder assistance à la Belgique dans le cas où elle serait l'objet d'une attaque ou invasion » serait exécutable ?

Je crois que ce point également a été tranché par les déclarations faites par M. Spaak au Sénat, lorsqu'il a souligné la complète concordance de vues du Gouvernement allemand et du Gouvernement belge en se ralliant expressis verbis au passage du communiqué officiel allemand et en ajoutant : « Si celle-ci (la Belgique) en exprime le vœu », c'est la confirmation d'une thèse toujours affirmée par nous, et non discutée, qui établit que nul n'a le droit de venir à notre secours sans que nous l'ayons appelé. Toute autre interprétation nous

2. Non reproduite.

3. Cf. N° 140.

exposerait à des dangers qu'il est inutile de souligner.» Il me serait agréable d'apprendre si cette déclaration a pu dissiper les doutes exprimés dans votre lettre du 21 octobre⁴ à ce sujet.

3. Reste la grave question de savoir si le Gouvernement belge n'envisage pas la possibilité d'une participation à des sanctions militaires éventuelles (droit de passage). Comme vous le savez, selon la thèse officielle, la Belgique, en cas de demande de passage de troupes, reste entièrement libre d'examiner souverainement chaque cas et de considérer si elle se trouve en présence d'une décision unanime de groupes d'Etats (voir notre Rapport politique N° 8 du 4 mai 1937⁵ sur la déclaration de M. Spaak à la Chambre des Représentants du 29 avril 1937, mentionnée dans votre lettre). Comme je vous ai écrit dans mon Rapport politique N° 18, il semble que la France et l'Angleterre aient exercé leur influence sur la Belgique pour éviter que les obligations de la Belgique découlant de l'article 16 du pacte de la Société des Nations soient définies ou interprétées aux termes de la déclaration allemande et qu'il soit fait abstention de toute allusion directe à l'article 16 du pacte.

Si cette information que je tiens également de M. Slavik, ami intime de l'Ambassadeur de France, est bien exacte, il me paraît exclu que la Belgique ait pu admettre une interprétation quelconque de ses obligations en sa qualité de membre de la Société des Nations au cours des négociations qui ont abouti à la déclaration du Reich. La Belgique reste donc entièrement libre à prendre, le cas échéant, la décision qu'elle jugera la meilleure suivant les circonstances particulières du cas, s'il se présente.

Qu'il me soit permis de rappeler ici que, comme M. Spaak l'a souligné, le Gouvernement belge a attaché du prix à voir évité le terme «neutralité» dans la déclaration allemande. Hitler, ayant assuré dans son discours de janvier au Reichstag que le Gouvernement du Reich était prêt à tout moment à reconnaître et à garantir la Belgique (et la Hollande) comme régions «neutres» et inviolables, il a fallu de longues négociations pour faire comprendre à Berlin qu'il fallait choisir une autre définition et que la notion de «neutralité» ne serait guère à sa place dans la déclaration envisagée. Peut-être nous sera-t-il possible plus tard d'obtenir des précisions sur les négociations qui ont abouti à la déclaration du 13 octobre, notamment en ce qui concerne le droit de passage. Jusque là, nous serons obligés de nous contenter de la réponse donnée par M. Spaak au député Truffaut qui a posé la même question qui nous occupe et de la façon la plus précise. Comme M. Truffaut le constate, les opinions en Belgique quant au droit de passage sont partagées tant au Parlement que parmi les professeurs de droit international. Tandis que par exemple l'écrivain Paul Struye nie que le passage soit une obligation de la Belgique, le sénateur socialiste Rolin soutient la thèse contraire. Le Gouvernement qui a conduit les négociations avec l'Allemagne et qui a exposé son point de vue au Parlement, vient de tomber. Quelle sera l'attitude du Gouvernement de demain? Sera-t-elle la même que celle de son prédécesseur? L'avenir seul le dira car il sera, j'en suis convaincu, libre de prendre souverainement ses décisions, si jamais le cas de l'application de sanc-

4. Cf. N° 141.

5. Non reproduit, cf. E 2300 Brüssel, Archiv-Nr. 9.

tions militaires se présente, conformément au nouveau statut d'entière indépendance de la Belgique de 1937, qui exclut toute espèce de liaison vis-à-vis de l'Allemagne dans ce domaine.

Je vous saurais infiniment gré de ne pas me cacher vos hésitations et préoccupations qui pourraient subsister après l'examen des discussions qui ont eu lieu à la Chambre et au Sénat.

145

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 37

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

RP N° 19. Relations italo-suisse

Rome, 29 octobre 1937

J'ai eu hier après-midi avec le Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères, un entretien qui s'est prolongé pendant près d'une heure sur l'ensemble de nos relations italo-suisse dans les domaines politique et économique. Cet entretien s'est poursuivi dans l'esprit le plus amical, et je veux espérer que sur les points au moins où nous demandons une action immédiate, il aura les effets souhaités par les Autorités fédérales.

Vous voudrez bien trouver un résumé de toutes les parties essentielles de la conversation touchant aux rapports italo-suisse dans le compte rendu ci-annexé².

A la suite de l'examen des affaires italo-suisse, le Comte Ciano m'a aussi parlé longuement d'une série de problèmes actuels de la politique internationale qui, indirectement, intéressent aussi au plus haut point notre pays. Cette seconde partie de l'entretien fait l'objet d'un rapport séparé³.

ANNEXE

RÉSUMÉ DE MON ENTRETIEN AVEC LE COMTE CIANO,
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES,
DE JEUDI 28 OCTOBRE P.M.

J'avais des raisons d'admettre que le Ministre des Affaires Etrangères me parlerait de questions de presse qui avaient fait l'objet de communications antérieures du Ministère et sur lesquelles s'engage parfois une discussion n'aboutissant guère à des résultats précis. Vis-à-vis de cette éventualité, j'ai voulu placer d'emblée l'entretien sur le plan, véritablement important, d'une revue

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Très confidentiel. En circulation.

2. XI.37.

2. Reproduit en annexe.

3. Non reproduit.

d'ensemble des questions essentielles qui dominent nos rapports avec le Royaume voisin. Il m'a paru, d'autre part, indiqué, en reprenant contact, après plusieurs semaines, avec le Comte Ciano, d'essayer d'obtenir avant tout de nouvelles directives générales sur les points qui nous intéressent spécialement.

1°) D'abord, j'ai abordé le problème de nos *relations économiques*. C'est dans ce domaine que la position de notre pays est extrêmement forte, ce qu'il n'est pas inutile de rappeler de temps à autre.

L'importance du marché suisse pour l'Italie se mesure au fait, que j'ai cru devoir signaler au Comte Ciano, que dans le mois d'août, par exemple, le volume des échanges réciproques a atteint le chiffre d'environ 100 millions de lires. En outre, il fallait relever la circonstance que la Suisse est aujourd'hui presque le seul pays qui supporte dans sa balance commerciale un grand déficit en faveur de l'Italie. Enfin, j'ai indiqué, d'après certains renseignements qui nous étaient parvenus, que la finance suisse semble s'être substituée à celle de plusieurs grandes Puissances dans le domaine des crédits accordés à des instituts financiers italiens. Tous ces faits, ai-je conclu, appellent une très large compréhension de notre point de vue.

Or, si, comme vous le savez, les échanges italo-suisse sont dans l'ensemble satisfaisants, nous avons dû constater, à notre regret, que l'application pratique des accords de contingentement italo-suisse du 20 juin 1936⁴ laisse à désirer. J'ai notamment souligné que la procédure suivie par les fédérations fascistes dans la distribution des contingents comportait souvent des entorses à l'esprit de l'accord, et qu'au cours du semestre actuel les dites fédérations n'ont, jusqu'à ce jour, pas réparti certains contingentements, dont la distribution aurait dû avoir lieu dès le mois de juillet dernier; le préjudice pouvant être causé à notre exportation en raison de cette situation n'est point négligeable.

Pour remédier à cet état de choses, qui ne saurait durer (et qui, pour dire la vérité, est, en partie, aussi causé par des retards dans l'administration italienne), nous avons émis l'idée qu'une instance pourrait être désignée, une fois pour toutes, au Secrétariat des échanges et des devises, avec laquelle la Légation conférerait régulièrement tous les 15 jours.

A propos des affaires économiques, j'ai également rappelé la nécessité de concrétiser les avantages que nous attendons pour notre exportation en Ethiopie⁵.

2°) C'est en corrélation avec la situation économique que j'ai ensuite abordé le problème de plus en plus épineux du *tourisme italien vers la Suisse*.

Je n'ai pas dissimulé au Comte Ciano que les milieux intéressés suisses s'inquiètent de plus en plus de l'insuffisance du courant touristique venant d'Italie vers notre pays. J'ai fait allusion à la dernière résolution du «Verkehrsverband» ainsi qu'aux pourparlers que j'ai eus à Berne à ce sujet avec M. le Conseiller Fédéral Pilet-Golaz ainsi qu'avec le Département Fédéral de l'Economie Publique. Il était nécessaire que le Ministre des Affaires Etrangères se rendît compte de la pression exercée par les groupements suisses, qui demandent même que le tourisme soit englobé dans le clearing – mesure qui apporterait de nouvelles restrictions regrettables aux échanges. J'ai ajouté que nous ne pouvions nous dissimuler chez nous que le récent programme d'autarcie renforcée en Italie créait des conditions psychologiques peu favorables même au maintien du courant touristique traditionnel du Nord d'Italie vers la Suisse, et qu'il était vraiment important de trouver, soit au moyen de directives venant de haut lieu, soit par d'autres mesures, des remèdes à cette situation.

Le Comte Ciano, que j'ai prié de signaler cette question à l'attention personnelle du Chef du Gouvernement, m'a demandé de lui adresser à cet effet une lettre qui lui permettrait aussi d'agir auprès du Ministère de la Culture populaire (auquel la Direction générale du tourisme, dirigée par M. Bonomi, est affiliée).

3°) En passant aux problèmes de caractère nettement politique, j'ai demandé, selon vos instructions et avec autant d'insistance que possible, qu'il soit finalement mis fin d'une manière absolue aux agissements des groupements *irrédentistes* dont nous avons vraiment escompté la

4. Cf. DDS 11, N° 250.

5. A ce sujet, cf, Nos 78, 123.

cession, mais qui se sont fâcheusement renouvelés ces tout derniers temps. Il est inutile que je résume ici les arguments tant de fois avancés, et que j'ai répétés encore une fois, pour requérir que des mesures énergiques soient prises rapidement par les autorités italiennes. Tout en reconnaissant ce que le Comte Ciano a personnellement fait au cours de l'année dernière pour apaiser les inquiétudes légitimes se manifestant chez nous, j'ai demandé que le fâcheux livre de Renzini soit séquestré et qu'une enquête serrée soit rapidement menée pour découvrir les auteurs des pamphlets dont les autorités ont constaté à nouveau la distribution.

Le Ministre des Affaires Etrangères, qui paraissait très désireux d'aller à l'encontre de nos désirs, a pris note de nos demandes et a promis une réponse pour un avenir aussi rapproché que possible. Avant de me donner une promesse quant au séquestre du livre de Renzini il s'est, toutefois, réservé d'examiner encore personnellement ce volume.

Pour sa complète information, j'ai laissé entre ses mains la notice ci-jointe⁶, qui était préparée à mon usage et que je n'ai vu aucun inconvénient à lui communiquer.

4^o) Enfin, je n'ai pas caché au Ministre des Affaires Etrangères la vive déception que m'avait causée l'obstruction de ses services à l'acceptation définitive par l'Italie de la déclaration, négociée par moi avec le Sénateur Giannini avant mon départ en congé, concernant *l'extension de notre Traité d'établissement à l'Ethiopie*⁷. M. Ciano m'a répété que les résistances étaient venues des personnes mentionnées dans mes précédents rapports à ce sujet et qu'il déplorait lui-même n'avoir pu, malgré l'aide du négociateur italien, triompher de ces obstacles bureaucratiques.

Quant au fond de la question, je dois reconnaître – je me suis naturellement gardé de le dire – que les assurances écrites qui nous ont déjà été données sont plus ou moins l'équivalent de la «déclaration à échanger». Mais il paraît plus qu'indiqué – et j'ai rappelé cela – de concrétiser ces concessions italiennes dans un document limpide et clair. D'après les assurances qui m'ont été données, l'étude de la question sera reprise et, pour sortir de l'impasse, j'ai suggéré au Ministre des Affaires Etrangères – sous réserve de ce que décideront les Autorités fédérales – la rédaction d'une clause de la nation la plus favorisée, au bénéfice de laquelle se trouveraient nos ressortissants en Ethiopie.

D'une manière générale, j'ai trouvé le Comte Ciano aussi désireux que toujours de développer et de faire gagner en profondeur le «climat» des relations politiques italo-suisse. Ceci est très important en présence de différentes manifestations de la politique de l'axe Rome-Berlin, que nous devons suivre avec une *extrême* attention. Le Comte Ciano m'a aussi dit qu'il avait été parfaitement orienté de l'action amicale exercée par vous-même, Monsieur le Président, et par la délégation suisse à Genève lors de la dernière session, qu'il juge très fâcheuse, de l'Assemblée de la Société des Nations. «Parmi les amis que nous avons dans ce milieu souvent hostile (je le cite textuellement), la Suisse et votre Président sont le numéro 1, et nous ne l'oublions pas».

6. *Non retrouvée.*

7. *Cf. note 5.*

*Le Délégué suisse à la Conférence internationale
sur le terrorisme, E. Delaquis,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Genève, 2 novembre 1937

J'ai l'honneur de vous transmettre la déclaration¹ que j'ai faite ce matin à la Conférence diplomatique sur le terrorisme, toutes les délégations ayant été invitées à fixer leur attitude à l'égard des projets de conventions. Sachant que la presse est sujette à erreurs, je tiens à vous communiquer le texte même de ma déclaration.

ANNEXE

DÉCLARATION² DE M. DELAQUIS,
DÉLÉGUÉ SUISSE À LA CONFÉRENCE DIPLOMATIQUE
SUR LA RÉPRESSION DU TERRORISME
SOCIÉTÉ DES NATIONS

Genève, 2 novembre 1937

1. Les autorités suisses compétentes se sont rendu compte que le projet de convention internationale pour la prévention et la répression du terrorisme qui nous est soumis marque un progrès en regard du précédent, du fait que son champ d'application a été restreint et qu'il tient compte de remarques qui ont été formulées à l'occasion de l'Assemblée de la Société des Nations de 1936.

Toutefois, la notion fondamentale à la base du projet de convention, contenue dans son article premier, chiffre 1, est toujours encore vague et est exprimée au moyen de termes (tels que «provoquer la terreur») que la législation fédérale – je cite spécialement la loi fédérale concernant l'emploi de matières explosibles – connaissait mais qui ont été éliminés pour des raisons pratiques.

En outre, le champ d'application du projet est encore, à notre avis, trop vaste. Certaines dispositions concernant l'extradition ne nous semblent pas acceptables.

Enfin et surtout, la situation en Suisse dans le domaine du droit pénal est toute spéciale:

Contre le projet de code pénal unifié dont les Chambres fédérales s'occupent actuellement et qui sera vraisemblablement accepté par le Parlement en votation définitive au mois de décembre, il est à prévoir que le référendum sera demandé. Il n'est guère aisé d'émettre un pronostic sur le résultat de ce dernier. Au cas où le peuple rejeterait le code pénal unifié, il ne semble pas possible que la Confédération pourrait élaborer une loi spéciale qui répondrait aux prescriptions de la convention pour la prévention et la répression du terrorisme, et si le peuple acceptait le code pénal unifié, la Suisse, sur la base de ce code, ne pourrait pas remplir toutes les obligations découlant de la conven-

1. *Reproduite en annexe.*

2. *Reproduite aussi dans* Société des Nations: Actes de la Conférence internationale pour la répression du terrorisme. Genève, du 1^{er} au 16 novembre 1937, *document C. 94.M.47.1938.V.*

tion. Voilà comment se présente la situation qui doit être prise en considération pour la Suisse.

En conséquence, la Suisse ne sera guère en mesure d'envisager la possibilité de signer la convention pour la prévention et la répression du terrorisme.

Mais, tout en tenant compte de ce que je viens d'exposer, nos autorités seraient à même de vous assurer leur appui dans le domaine administratif. La Suisse, qui a toujours lutté contre les menées subversives, est prête également dans l'avenir à accorder son assistance, dans la même mesure que par le passé, en ce qui concerne la collaboration dans le domaine policier.

2. En ce qui concerne le projet de convention pour la création d'une cour pénale internationale, la Suisse, depuis le début des travaux du comité d'experts, n'a jamais été à même de se rallier à l'opinion que la création d'une telle cour serait nécessaire. Mais il va de soi que nous ne ferons rien qui puisse contrecarrer la disposition d'autres pays à se rallier à cette convention.

147

E 1004.1 1/367

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 novembre 1937¹

1740. Kleine Anfrage Wüthrich

Militärdepartement. Antrag vom 2. November 1937

Die von Herrn Nationalrat *Wüthrich* am 21. Oktober 1937 gestellte kleine Anfrage² betreffend eine Schrift des französischen Generals Weygand «La France est-elle défendue» wird antragsgemäss wie folgt beantwortet.

ANNEXE

KLEINE ANFRAGE WÜTHRICH VOM 21. OKTOBER 1937

In einer 1937 erschienenen populären Schrift «La France est-elle défendue» schreibt der prominente französische General Weygand auf Seite 13 über die militärische Vorbereitung der Schweiz:

«Le patriotisme agissant de la Suisse n'a pas à être vanté, les officiers français qui ont eu l'occasion de travailler avec l'état-major suisse savent à quoi s'en tenir sur la solidité et sa fidélité aux engagements pris.»

Diese Bemerkung fand sofort ein Echo in deutschen militärischen Kreisen. So schreibt die Zeitschrift «Deutsche Wehr» am 30. September 1937 hiezu:

«Die Schweizer Presse hat schon versucht, diese Behauptung Weygands abzumildern, indem sie schrieb, es handle sich um Besprechungen der beiden Generalstäbe aus dem Jahre 1917. Schon das ist ein historisch und kriegsgeschichtlich sehr interessantes Eingeständnis. Aber Weygand spricht

1. *Était absent*: M. Pilet-Golaz.

2. *Reproduite en annexe avec la réponse du Conseil fédéral.*

ja gar nicht vom Jahre 1917, so dass die Fragen dringend einer Klärung bedürfen: Wann fanden die Besprechungen statt, und was sind es für Verbindlichkeiten, die die Schweiz gegenüber Frankreich eingegangen ist?»

Wir sind der Auffassung, unter den von General Weygand erwähnten «Verpflichtungen» können nur die Neutralitätspflichten der Schweiz verstanden sein, halten es aber als im Interesse des Landes liegend, dass der Bundesrat sofort in unmissverständlicher Weise einer möglichen falschen Auslegung vorbeugt. Wir fragen den Bundesrat daher an, welche Stellung er gegenüber den Bemerkungen des Generals Weygand und den deutschen Gegenfragen einnimmt.

ANTWORT DES BUNDESRATS VOM 5. NOVEMBER 1937

Im Jahre 1916, dann aber besonders im Jahre 1917 haben zwischen Vertretern der französischen Heeresleitung und des schweiz. Generalstabes, im Einverständnis mit dem Bundesrat, Besprechungen stattgefunden über ein Zusammenarbeiten der beidseitigen Armeen im Falle eines deutschen Angriffes gegen Frankreich durch die Schweiz. Die Initiative zu solchen Besprechungen war von Frankreich ausgegangen aus dem Gedanken heraus, Deutschland könnte unter Zusammenfassung aller seiner Reserven einen Durchbruch durch die Schweiz versuchen. Die Abmachung legte, nebenbei erwähnt, ausdrücklich fest, dass Truppen der Entente nur auf Verlangen der schweiz. Regierung unser Gebiet betreten dürften.

Der Bundesrat hat kraft seines Neutralitätswillens Deutschland alsbald von den Schritten Frankreichs Kenntnis geben lassen und es sind in der Folge für den Fall eines französischen Einfalles in die Schweiz mit der deutschen Heeresleitung ähnliche Abmachungen getroffen worden wie mit der französischen für den umgekehrten Fall.

Diese Vorkommnisse sind der Öffentlichkeit längst bekannt. Schon im März 1919 hat die französische Zeitschrift «L'Illustration» Mitteilungen darüber gebracht, andere Zeitungen folgten und später hat der Chef des schweiz. Generalstabes, Oberstkorpskommandant Sprecher, in einem Vortrag in Bern, der hernach unter anderem in der Allgemeinen Schweiz. Militärzeitung vom 15. Juni 1927 veröffentlicht wurde, betitelt «Fragen der schweiz. Landesverteidigung nach den Erfahrungen in der Zeit des Weltkrieges», eingehend davon berichtet.

Wenn nun General Weygand in seiner in der vorstehenden Kleinen Anfrage erwähnten Schrift erklärt, die französischen Offiziere, die mit dem schweiz. Generalstab zusammenzuarbeiten Gelegenheit gehabt hätten, wüssten, dass man sich auf dessen Zuverlässigkeit und seine Treue zu getroffenen Abmachungen verlassen könne, so bezieht er sich dabei ganz offenbar auf die Verhandlungen von 1917. General Weygand, damals Stabschef der Armee Foch, war es nämlich, mit dem im Jahre 1917 verhandelt worden war.

Zum Überfluss sei noch beigelegt, dass selbstverständlich irgendwelche Verhandlungen oder auch nur Besprechungen zwischen dem schweiz. und dem französischen Generalstab seit 1917 nicht stattgefunden haben.

E 4001 (B) 1970/187/4

*Le Chef du Département militaire, R. Minger,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

L

Bern, 6. November 1937

In der Oktobersession 1937 hat Nationalrat *Bodenmann* eine Motion¹ betreffend Amnestierung der Schweizer, die am Kampfe für die Verteidigung der spanischen Republik teilgenommen haben, eingereicht.

Diese Motion wurde Ihrem Departement im Original und uns in Abschrift zugestellt.

Wir haben den Herrn Oberauditor zur Stellungnahme aufgefordert. Derselbe berichtet uns wie folgt:

«Die Amnestie verlangt sofortige Freilassung aller wegen Teilnahme am Kriege der spanischen Republik gegen die Faschisten zu Gefängnisstrafen verurteilten Schweizer, Aufhebung der Urteile aller wegen Teilnahme an der Verteidigung der spanischen Demokratie Verurteilter und Einstellung der Verfolgungen aller noch nicht verurteilten Schweizer, die auf Seiten des spanischen Volkes und seiner legalen Regierung gegen den Faschismus kämpfen.

Aus dem Inhalte der Motion ergibt sich mit aller Deutlichkeit, dass sie eine politische Tendenz verfolgt, indem sie eine Kundgebung zu Gunsten der auf Seiten der spanischen Regierungstruppen kämpfenden Schweizer darstellt. Sie setzt sich damit in Widerspruch mit dem Bundesratsbeschluss vom 14. und 25. August 1936 und bezweckt offenbar deren Desavouierung.

Dass der Amnestie solche Motive zu Grunde liegen, ergibt sich mit Deutlichkeit daraus, dass die Amnestie nur für die auf Seiten der Regierungstruppen kämpfenden Schweizerbürger, nicht aber für die in die Armee der Aufständischen eingetretenen Schweizer verlangt [wird]. Die Militärgerichte haben aber auch verschiedene solche Schweizerbürger verurteilt und die Verfolgung wird natürlich auch gegen sie fortgesetzt.

Schon aus diesen Erwägungen ist die Motion von vorneherein unannehmbar. Sie bedeutet selbst eine Neutralitätsverletzung.

In rechtlicher Beziehung ist daran zu erinnern, dass die Amnestie einen Verzicht des Strafberechtigten Staates auf das Strafverfolgungs- oder Strafvollstreckungsrecht gegenüber einer Anzahl nicht individuell bestimmter Personen aus Gründen der Zweckmässigkeit (Politik) darstellt. Sie ist nach der Praxis der Bundesversammlung anwendbar auch gegen Personen, welche noch nicht in Untersuchung gezogen worden sind (vgl. Kommentar Burckhardt zur Bundesverfassung). Es ist nun hier gar nicht einzusehen, welche Gründe der Zweckmässigkeit für die von der Motion verlangte Amnestie ins Feld geführt werden könnten. Im Gegenteil, Gründe der Politik sprechen für eine weitere Verfolgung solcher Schweizerbürger, welche sich nicht nur der Schwächung der

1. Du 19 octobre 1937, cf. E 1301 I/325, séance du 18 octobre 1937, p. 3.

Wehrkraft, sondern der Verletzung der Neutralität schuldig machen. Weiteres anzubringen, scheint mir an Hand der offensichtlichen Haltlosigkeit der Motion nicht notwendig zu sein.»

Wir teilen die Auffassung des Herrn Oberauditor und geben Ihnen seine Ausführungen als Mitbericht unseres Departementes zur Behandlung der Motion Bodenmann weiter².

2. Bodenmann a retiré sa motion le 21 décembre 1938, cf. E 1301 I/331, p. 300. Cf. aussi *infra*, N° 425.

149

E 2001 (D) 4/46

*Le Chef de la Section de la SdN du Département politique, C. Gorgé,
au Rédacteur en chef des «Basler Nachrichten», A. Oeri*

Copie

L MC Personnelle

Berne, 12 novembre 1937

Cher Monsieur Oeri,

Il était dans mes intentions, il y a quelques jours déjà, de vous renseigner sur ce que nous avons fait au sujet du statut des journalistes «accrédités auprès de la Société», mais j'avais dû surseoir à mon projet en raison d'une foule d'occupations qui m'ont pris tout mon temps. Nous avons, en effet, répondu à la requête¹ de l'Association et je tenais à vous en communiquer le texte² pour votre information personnelle.

Vous le trouverez sous ce pli.

J'espère, pour ma part, que la réponse de M. Motta pourra donner satisfaction à votre Association. L'esprit dont est animé son nouveau Comité m'incline à penser que, si nous n'avons pu déférer à tous les désirs qui nous ont été exprimés, il comprendra la position des Autorités fédérales. Il est certains droits inhérents à la souveraineté de l'Etat qu'il est impossible de sacrifier.

C'est ainsi que les Départements intéressés ne sauraient admettre, en aucun cas, la théorie du «droit de passage». Un étranger ne peut venir sur territoire suisse qu'avec l'autorisation tacite ou expresse des Autorités suisses. Le fait du siège de la Société des Nations à Genève ne saurait rien changer à cette situation qui correspond à la pratique internationale comme aux principes les mieux établis du droit des gens. J'espère que l'on n'insistera pas sur ce point; ce serait, je dois le dire, en pure perte.

1. Du 3 octobre 1937, non reproduite.

2. Du 29 octobre 1937, non reproduit.

Quant à l'obligation que nous aurions dû assumer de saisir, avant toute mesure contre un journaliste, l'Association et le Secrétariat, elle a paru également inacceptable. Les Autorités genevoises n'auraient d'ailleurs jamais consenti à se lier de cette manière. Mais, comme M. Motta l'expose dans sa lettre, ce qu'on nous demande, est, en somme, d'un ordre bien théorique, parce qu'on ne voit pas dans quels cas un journaliste qui serait en difficultés avec les Autorités fédérales ou cantonales n'aurait pas la possibilité de solliciter l'intervention de l'Association. La vérité est qu'il aura toujours cette faculté. On n'expulse pas un journaliste – même s'il a manqué gravement à ses devoirs – en dix minutes! S'il n'en usait pas, l'Association serait fondée à se désintéresser de son cas, son rôle n'étant quand même pas d'intervenir en faveur de ses membres contre leur volonté expresse.

Nous pensons que l'Association se rendra à ces raisons et comprendra que les Autorités fédérales ne puissent aller plus loin dans la voie des concessions. Avec un peu de bonne volonté, il sera possible de mettre fin à l'ère de difficultés et de méfiance que nous avons vécue ces dernières années. Ce serait dans l'intérêt de tout le monde et notamment de l'Association des journalistes³. C'est sans doute aussi votre avis.

P.S. J'ai beaucoup regretté de n'avoir pu assister à votre conférence sur les travaux de la dernière Assemblée. Je me trouvais, ce jour-là, à Genève dans un Comité d'experts du Comité international de la Croix-Rouge.

3. *D'après les archives du Département politique, la question du statut des journalistes accrédités auprès de la Société des Nations s'est enlisée. L'association de ces journalistes est revenue à la charge avec une lettre du 21 février 1938 sur laquelle Gorgé a noté: Il a été entendu avec M. Bassée, Président [de l'Association], que nous ne répondrions pas, pour le moment, à cette lettre. C.G. 13.V.38.*

Le 11 mai 1938, le Président Bassée écrivait toutefois au Secrétaire général de la Société des Nations, J. Avenol: Au moment où le Conseil de la S.D.N. est saisi par le gouvernement helvétique d'une requête concernant la neutralité suisse, l'Association Internationale des Journalistes accrédités auprès de la Société des Nations estime que la solution à intervenir dans cette question peut être de nature à affecter le fonctionnement de la S.D.N. dans son ensemble et, en particulier, les conditions de travail des journalistes accrédités.

L'Association Internationale des Journalistes accrédités auprès de la Société des Nations croit donc devoir attirer à nouveau l'attention du Conseil sur la nécessité pour ses membres d'obtenir la garantie qu'ils pourront exercer librement leur profession au siège de la S.D.N., et tout spécialement en temps de crise.

Convaincue que le Conseil voudra tenir compte des intérêts légitimes de la presse internationale dans le règlement de la question soulevée par les autorités fédérales, l'Association se tient à la disposition du Conseil pour exposer son point de vue en la matière.

L'Association vous serait reconnaissante de bien vouloir communiquer cette lettre aux membres du Conseil. (E 2001 (D) 4/46).

150

E 2001 (D) 1/221

*Le Chef du Département des Finances et des Douanes, A. Meyer,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L Kapitalexport

Bern, 17. November 1937

Wir haben die Ehre, Ihre Abteilung höflich einzuladen, einen Vertreter an die Besprechung über den *Kapitalexport* abzuordnen, die auf

*Donnerstag, den 2. Dezember, vormittags 10 Uhr*¹

angesetzt ist, am Nachmittag fortgeführt wird und im Parterresaal des eidgenössischen Finanz- und Zolldepartementes stattfindet.

Zu dieser Besprechung sind ausserdem die Handelsabteilung, das Direktorium der Nationalbank, die verschiedenen Wirtschaftsverbände und die Herren Nationalräte Condrau, Duttweiler, Gnägi und Grimm eingeladen.

Diesem Schreiben beigelegt finden Sie «Richtlinien»² für den Kapitalexport, den Wortlaut der Interpellationen Gnägi und Condrau, der Motion Duttweiler, des Postulates Grimm und der Kleinen Anfrage Tobler sowie eine Liste der eingeladenen Verbände³.

ANNEXE I

KAPITALANLAGEN IM AUSLAND
RICHTLINIEN⁴

Copie

Zürich, 16. November 1937

1. Die Kapitalanlagen im Ausland sind grundsätzlich für die Schweiz sowohl vom Standpunkt der einheimischen Wirtschaft als auch der Landeswährung aus eine Notwendigkeit.

2. Unerlässliche Voraussetzung für die Kapitalanlagetätigkeit im Ausland ist zu jeder Zeit, dass auf die Bedürfnisse der einheimischen Wirtschaft Rücksicht genommen wird und der Kapitalbedarf der nationalen Wirtschaft selber zu angemessenen Zinsbedingungen gedeckt werden kann; treffen die Voraussetzungen für einen freien Kapitalexport, wie er sich in geordneten wirtschaftlichen Zuständen unter möglichster Berücksichtigung der Wirtschaftsinteressen des Landes auswirken kann, nicht mehr zu, so ist die Kapitalanlagetätigkeit im Ausland unerwünscht und soll mit Rücksicht auf die wirtschaftlichen Landesinteressen unterbleiben.

3. Die Ursache der aktiven Gestaltung der Zahlungsbilanz kann in der normalen wirtschaftlichen Entwicklung unseres Landes oder in einem ausserordentlichen Zufluss von Kapitalien aus dem Ausland liegen. Im letzteren Fall darf eine damit verbundene starke Kapitalanhäufung in unserem Land, begleitet von einer zunehmenden Verflüssigung des Geld- und Kapitalmarktes,

1. *Le procès-verbal de cette réunion est reproduit en annexe 2.*

2. *Reproduites en annexe 1.*

3. *Documents non reproduits.*

4. *Ces directives ont été élaborées par la Banque Nationale.*

nicht dazu verleiten, bei der Beurteilung von Kapitalexportmöglichkeiten lediglich auf die äusserliche Verfassung des Geld- und Kapitalmarktes abzustellen; es ist vielmehr notwendig, dabei auf die innere Zusammensetzung der bestehenden Geld- und Kapitalfülle Bedacht zu nehmen.

4. Die Tätigung von Kapitalanlagen im Ausland, wofür unter heutigen Umständen schon mit Rücksicht auf die hohen Liquiditatserfordernisse der Banken und im Hinblick auf die von den ausländischen Fluchtkapitalien bedingte hohe Zahlungsbereitschaft der Notenbank Beschränkungen bestehen, liegt dann im Bereich der Möglichkeit,

a) soweit es sich darum handelt, den in den abgelaufenen Jahren nach der Schweiz zurückgeführten schweizerischen Auslandsanlagen zur Begünstigung unserer Ertragsbilanz und zur Förderung der nationalen Einkommensbildung im Ausland wieder fruchtbringende Anlage zu verschaffen,

b) wenn festgestellt werden kann, dass die einheimische Wirtschaft wieder in der Lage ist, Überschüsse an Ersparnissen zu produzieren,

c) wenn die Anlage von gewissen Teilen der bei uns liegenden Fluchtkapitalien im Ausland als gerechtfertigt erscheint und dafür vornehmlich die Form kurzfristiger Ausleihungen gewählt wird.

5. Bei der Vornahme von solchen Kapitalanlagen im Ausland sind stetsfort folgende Erwägungen im Auge zu behalten:

a) Mit der Gefahr der Immobilisierung und Entwertung von Auslandsanlagen, auch wenn in dieser Hinsicht im Zeitpunkt der Anlage mit Bezug auf bestimmte Länder ein Anlass zu Befürchtungen nicht besteht, ist zu rechnen.

b) Die Tätigung von Auslandsanlagen und die Übernahme von Auslandsanleihen erfordert von den Banken mit Rücksicht auf ihre damit verbundene Verantwortung gegenüber der Öffentlichkeit in allen Teilen eine sorgfältige Überprüfung derartiger Operationen.

6. In der Beurteilung der Kapitalexportfrage muss sich die Nationalbank, gestützt auf Art. 8 des eidg. Bankengesetzes, ihre freie Stellungnahme zu konkreten Kapitalexportgesuchen jederzeit vorbehalten. Die Entscheidung hängt von Fall zu Fall ab von der Lage des Geld- und Kapitalmarktes, von der Gestaltung der valutapolitischen Verhältnisse und den von den Departementen des Bundes wahrzunehmenden wirtschaftlichen Interessen des Landes.

Dabei ist festzustellen, dass die gesetzliche Ordnung, die, im Gegensatz zu der früheren Vereinbarung mit den Banken, nicht nur die Anleihe- und Aktienausgabe beschlägt, sondern auch die einjährigen und längeren Kredite an das Ausland umfasst, den Bedürfnissen genügt, vorausgesetzt, dass die Vorschriften in vollem Umfang zur Anwendung gelangen.

Die Einführung ausländischer Titel an einer schweizerischen Börse soll demnächst auf dem Wege besonderer Vereinbarung unter den Börsen der Schweiz entsprechend dem zitierten Art. 8 des Bankengesetzes geordnet werden.

ANNEXE 2

E 6100 (A) 16/963-980

PROTOKOLL DER BESPRECHUNG ÜBER KAPITALANLAGEN IM AUSLAND VOM 2. DEZEMBER 1937 IM BERNERHOF IN BERN⁵

Anwesend sind die Herren:

Bundesrat Dr. A. Meyer	} Generaldirektoren der Schweizerischen Nationalbank	Vorsteher des Finanz- und Zolldepartement als <i>Vorsitzender</i> ,
Prof. Dr. G. Bachmann,		
P. Rossy,		
E. Weber		

⁵ Ce procès-verbal a été redige par W. Seemann, économiste au Service de l'administration générale de l'Administration fédérale des Finances.

G. Duttweiler, Dr. J. Condrau, R. Grimm	} Nationalräte
E. Werthmüller, Dr. P.A. Feldscher, Dr. Ed. Kellenberger	} eidg. Volkswirtschaftsdepartement eidg. Politisches Departement eidg. Finanzverwaltung
a. Bundesrat Schulthess, Dr. A. Perren	} eidg. Bankenkommission
Dr. Ad. Jöhr, Rud. Speich, Dr. Caflisch	} schweizerische Bankiervereinigung
W.J. Bär	Vorort der schweiz. Effektenbörsen
R. Wittmer, G. Curchod	} Direktor der Basler Kantonalbank Banque Cantonale Vaudoise
Dr. E. Wetter, Nationalrat, Hans Sulzer	} Schweizerischer Handels- und Industrieverein
Dr. Cagianut, Dr. P. Gysler, Nationalrat, Dr. Chs. Blanc	} Schweizerischer Gewerbeverband
Dr. Howald, Rud. Reichling, Nationalrat	} Schweizerischer Bauernverband
Dr. Max Weber, Emil Joho	} Schweiz. Gewerkschaftsbund
Jos. Scherrer, Nationalrat	Christlichsozialer Arbeiterbund

Ferner waren eingeladen, aber am Erscheinen verhindert: Die Herren Rob. La Roche in Basel sowie Nationalrat Gnägi.

Der *Vorsitzende* eröffnet die Besprechung um 10 Uhr und erinnert daran, dass vor Jahresfrist bereits einmal eine Aussprache über den Kapitalexpert stattgefunden hat. Kurz vorher ist die Interpellation Gnägi eingereicht worden, die die Frage aufwarf, ob die den Kapitalexpert regelnden Bestimmungen hinreichend seien. Damals machte sich die grosse Geldflüssigkeit erst auf den hauptsächlichsten Zentren des Geldmarktes geltend. Der Bundesrat hat beim Präsidenten des Nationalrates die Anregung gemacht, dass diese Interpellation möglichst bald behandelt werden solle. Die vielen anderen Geschäfte haben das aber leider verhindert. Inzwischen ist das Thema des Kapitalexpertes auch durch Eingaben der Herren Nationalräte Grimm, Duttweiler, Condrau, Gysler und Tobler⁶ berührt worden. Die Motion Reichling⁶ über den Absatz von Pfandbriefen gehört in einem weiteren Sinn ebenfalls in diesen Zusammenhang. Das grosse Anleihen, das kürzlich den französischen Bahnen gewährt worden ist, belebte die Diskussion wieder neu. In der letzten Besprechung über den Kapitalexpert bestand Einstimmigkeit darüber, dass die Kapitalanlagen im Ausland grundsätzlich erwünscht seien, aber nur unter Rücksichtnahme auf die Inlandwirtschaft, bei sorgfältiger Prüfung der Bonität und unter Kontrolle durch eine neutrale Instanz. Die Auswirkungen des Kapitalexpertes auf das einheimische Zinsniveau wurden verschieden beurteilt. Es gab Teilnehmer, die der Auffassung waren, dass diese Auswirkungen häufig übertrieben dargestellt worden seien. Die im Bankengesetz vorgesehenen Bestimmungen über die Regelung des Kapitalexpertes sind dagegen mehrheitlich als genügend bezeichnet worden. Dabei ist immerhin auf eine Lücke hingewiesen worden, die wir selbst auch als solche empfunden haben: die Einführung ausländischer Wertpapiere an unseren Börsen ist im Bankengesetz nicht geregelt worden. Inzwischen sind aber Verhandlungen gepflogen worden, die in den nächsten Tagen zum Abschluss einer Vereinbarung über eine einheitliche Regelung des Zulassungswesens führen werden.

6. *Non reproduites.*

In der letzten Besprechung ist aber besonders die Frage erörtert worden, ob der Zeitpunkt für eine Wiederaufnahme des Kapitalexportes schon gekommen sei. Die Nationalbank hielt damals die Zeitumstände noch nicht dafür geeignet, während von anderer Seite die Frage eher bejaht wurde. Inzwischen ist die Rentabilität der Bundesobligationen bedeutend gesunken. Bei den Kantonalbanken besteht heute für erste Hypotheken fast durchwegs ein Satz von 4% und in vereinzelt Fällen ist auch schon darunter gegangen worden. Angesichts dieser Sachlage haben wir Wert darauf gelegt, den Stand der Dinge neuerdings besprechen zu lassen. Die Nationalbank hat Richtlinien über die Kapitalanlagen im Ausland aufgestellt, die den Verhandlungsteilnehmern zugestellt worden sind und nunmehr einer Diskussion unterzogen werden sollen.

Herr *Dr. Max Weber* beanstandet die Formulierung unter Punkt 1. Er könnte die Notwendigkeit des Kapitalexportes weder vom Standpunkt der Währung noch der Wirtschaft aus in allen Fällen bejahen, sondern nur dann, wenn ganz bestimmte Voraussetzungen erfüllt sind.

Herr *Dr. Howald* schliesst sich diesem Standpunkt sachlich an.

Herr *Präsident Bachmann* erläutert die Auffassung der Nationalbank wie folgt. Die Schweiz hat erfahrungsgemäss mit einer defizitären Handelsbilanz zu rechnen. Der Ausgleich in der Zahlungsbilanz erfolgt durch den Fremdenverkehr, den Transit usw. Allein, es handelt sich dabei um unsichere, konjunkturbedingte Ausgleichsposten, so dass wir aus Währungsgründen auch auf den Ertrag von Auslandsanlagen angewiesen sind. Die Bedeutung, die dem Warenexport in unserer Gesamtwirtschaft zukommt, sowie seine Struktur bringen es mit sich, dass der Kapitalexport auch vom Standpunkt der Wirtschaft aus als Notwendigkeit bezeichnet werden muss.

Herr *Dr. Cagianut* könnte sich mit der Formulierung von Punkt 1 abfinden, hält es aber bei der starken Verkettung der Dinge doch für ratsam, eine Milderung vorzunehmen.

Herr *Dr. Max Weber* will die bestehenden Zusammenhänge nicht verkennen, weist aber darauf hin, dass der Export nicht nur zu einer Kapitalausfuhr, sondern damit ebenso zwangsläufig auch wieder zu einer Wareneinfuhr führt.

Herr *Präsident Bachmann* anerkennt die Richtigkeit dieser Überlegungen und erklärt sich mit einer entsprechenden redaktionellen Änderung einverstanden.

Herr *Dr. Jöhr* könnte höchstens eine Änderung in dem Sinne befürworten, dass der Kapitalexport vom Standpunkt der Zahlungsbilanz und damit auch der Währung als notwendig bezeichnet wird. Die Schweiz hat ja in der Regel eine aktive Zahlungsbilanz und es bleibt uns nur die Wahl, den Aktivsaldo entweder in Form von Gold herein zu nehmen oder im Ausland zu belassen, was praktisch Kapitalexport bedeutet.

Herr *Sulzer* stellt fest, dass der Warenexport in der ganzen Vorlage nirgends erwähnt ist und regt an, ihn hier in Punkt 1 nach der einheimischen Wirtschaft in Klammern beizufügen.

Der *Vorsitzende* stellt fest, dass Punkt 1 redaktionell noch etwas überprüft werden soll und eröffnet die Diskussion über Punkt 2.

Herr *Präsident Bachmann* unterstreicht, dass hier der Inlandwirtschaft ein unbedingter Vorrang zugesprochen wird. Vor der Abwertung konnten gewisse Kapitalexporte mit Bestellungen an unsere Industrie verbunden werden. Wir sind der Ansicht, dass in solchen Fällen der Kapitalanlage im Ausland nicht entgegen getreten werden kann.

Herr *a. Bundesrat Schulthess* bezweifelt, ob sich das Vademecum des Kapitalexportes, das hier aufgestellt wurde, in der Praxis überhaupt durchführen lasse. Man muss doch immer wieder den augenblicklichen Umständen Rechnung tragen. Es fragt sich, über welche Mittel wir verfügen, in welchem Grade wir darüber verfügen und ob neben dem Kapitalexport auch ein Kapitalimport einhergeht. Wir müssen uns vor Augen halten, dass wir mit der Erschwerung der Kapitalausfuhr auch den Kapitalrückfluss unterbinden, denn ein Land, das der Kapitalausfuhr Hemmungen auferlegt, wird nicht als Zufluchtsort erwählt. Das Gentlemen Agreement, das die Nationalbank kürzlich mit den Banken abgeschlossen hat, kann mit der Abdrängung fremder Mittel auch zu einem Kapitalexport führen. Die vorliegenden Richtlinien können nicht viel schaden, aber es ist unmöglich, sie so abzufassen, dass sie in jeder Lage genau angeben, wie zu verfahren ist.

Herr *Dr. Wetter* bezeichnet die Richtlinien als ebenso richtig wie falsch. Er begreift aber, dass Nationalbank und Finanz- und Zolldepartement zu deren Aufstellung kamen, nachdem von parlamentarischer Seite in dieser Richtung mehrfach Fragen gestellt worden sind.

Herr *Duttweiler* möchte den Kapitalexport nur als Ventil aufgefasst wissen, denn im Inland bieten sich noch viel Anlagemöglichkeiten (Alpenstrassen, den heutigen Verhältnissen angepasste Hotels, Finanzierung des Käseexportes usw.). Die Banken sollten popularisiert werden und wieder mehr in kleine Geschäfte eintreten, die in Krisenzeiten einen besseren Rückhalt bieten. Ferner macht er darauf aufmerksam, dass es für uns sehr gefährlich werden könnte, wenn ausländische Fluchtkapitalien in Anleihen angelegt werden, die auf Schweizerfranken lauten. Solche Titel können im ungünstigsten Moment auf den Markt geworfen werden.

Herr *Präsident Bachmann* erwähnt gegenüber Herrn Schulthess, dass der Kapitalimport und die Erfordernisse eines freien Kapitalverkehrs auch erwogen wurden, aber in diesem Zusammenhange nicht geregelt werden konnten. Er hätte eher den Einwand erwartet, dass man nach Durchsicht dieser Richtlinien das Gefühl erhalte, es sei darin zu viel als zu wenig geregelt. In Punkt 6 behält sich die Nationalbank jederzeit ihre freie Stellungnahme vor, sodass sie – wie es Herr Schulthess verlangt – den jeweiligen Umständen Rechnung tragen kann. Diese Richtlinien sind weniger ein Vademecum für die Praxis als eine Grundlage für die heutige Diskussion und für die Beantwortung der parlamentarischen Anfragen.

Herr *Rossy* hält dafür, dass die Gefahr der Immobilisierung des exportierten Kapitals das Wichtigste sei. Der Punkt ist erst unter 5 erwähnt. Das schadet aber nichts, denn wir müssen hier davon ausgehen, dass alle Anlagen, die im Ausland getätigt werden sollen, gut sind. Auf jeden Fall kann sich niemand ein unfehlbares Urteil über die Bonität anmassen, sodass es auch keinen Zweck hat, dafür eine bestimmte Instanz einsetzen zu wollen.

Herr *Curchod* betont, dass die Kantonalbanken hauptsächlich darum ein Interesse an den Fragen des Kapitalexportes haben, weil sie viel ausländische Valoren verwalten. Bis vor kurzem war die Schweiz eine Preisinsel, heute ist sie vor allem der Hort internationaler Fluchtkapitalien. Unser Bankensystem ist überentwickelt und dürfte bis zu einem bestimmten Grade auf diese internationalen Geschäfte angewiesen sein. Wir haben nicht nur im Ausland viel verloren, sondern auch im Inland. Mit übertriebenen Investitionen im Inland würden wir wieder neue Gefahren heraufbeschwören.

Herr *a. Bundesrat Schulthess* betont gegenüber Herrn Duttweiler ebenfalls die Gefahr von Kapitalfehlleitungen im Inland. Wir dürfen nicht vergessen, dass die Anlagen, für die das Ausland Kapital braucht, Eisenbahnen, Strassen, Elektrizitätswerke usw., bei uns schon zum grössten Teil erstellt sind. Auch das Exportgeschäft hat sich in der Schweiz nicht über mangelnde Mittel zu beklagen. Das Binden von Exportaufträgen an Kapitalexporte ist heikel, weil es meist nicht die besten Schuldner sind, die sich auch noch zur Abnahme grösserer Warenmengen verpflichten. Die Kapitalanlagen im Ausland sind nicht immer so ungefreut, wie heute. Der Kanton Graubünden verdankt einen Teil seines Wohlstandes Anlagen, die früher im Ausland gemacht worden sind.

Herr *Cagianut* begrüsst den Versuch einer Aufstellung solcher Richtlinien über den Kapitalexport, weil wir teilweise wirklich schlechte Erfahrungen gemacht haben. Inwieweit sich das mit der vorliegenden Regelung vermeiden lässt, muss sich erst zeigen. Unsere Inlandwirtschaft ist noch nicht absolut ausgebaut und kann noch Kapital brauchen. Das Hauptgewicht muss heute aber nicht auf den Ausbau, sondern auf die Verbesserung der Ertragsfähigkeit gelegt werden. In diesem Sinne haben wir ein Interesse daran, dass die Kreditaufnahme nicht planlos erleichtert wird. Kapitalfehlleitungen im Inland sind noch verhängnisvoller als im Ausland.

Herr *Nationalrat Grimm* geht von der Tatsache aus, dass auf den Auslandsanlagen grosse Verluste⁷ entstanden sind, die nicht immer von den Kreisen getragen werden mussten, die bei der Entscheidung über diese Anlagen zu befinden hatten. Die Öffentlichkeit hat sich auch daran gestossen, dass für diese Verluste eigentlich niemand zur Rechenschaft gezogen worden ist. Wir sind nicht grundsätzlich gegen den Kapitalexport, aber es fragt sich, unter was für Bedingungen er vollzogen werden soll. Wenn die Öffentlichkeit im Falle des Anleihe für Frankreich rechtzeitig und gründlich unterrichtet worden wäre, so dürfte weniger Kritik laut geworden sein. Aus Art. 8 des Bankengesetzes spricht eine gewisse Scheu vor Verantwortung. Kann die Nationalbank nicht

7. Cf. DDS 11, rubrique II.1.1.

zu einer weitergehenden Prüfung der Kredite an das Ausland verhalten werden? Wer soll das an ihrer Stelle übernehmen?

Herr *Dr. Max Weber* betont, dass Bundesrat und Nationalbank auf diesem Gebiet sicher eine erhebliche Verantwortung tragen. Es darf nicht mehr vorkommen, dass man einem Land Kredite für mehr als 4 Milliarden gibt, die auf dem Wege des normalen Handelsverkehrs niemals abgetragen werden können. Dies zu verhindern, liegt nicht nur im Interesse der Allgemeinheit, sondern auch der Banken. Man darf die Wirtschaft darum nicht mehr wie früher frei schalten und walten lassen und die vorliegenden Richtlinien sind daher grundsätzlich zu begrüßen.

Herr *Dr. Jöhr* erinnert daran, dass die Banken auf Grund eines Gentlemen Agreement schon lange vor dem Bankengesetz in der Frage des Kapitalexportes mit der Nationalbank zusammengearbeitet haben. Die Katastrophe ist trotzdem gekommen. Auf dem Wege der Transferabkommen sind annehmbare Beträge herausgeholt worden, obschon man auf die Interessen anderer Gruppen unserer Volkswirtschaft stiess. Die hohen Ausstände in Deutschland sind nicht nur die Folge von Anleiheauslagen. Sie gehen vielmehr zu einem bedeutenden Teil auf Beteiligungen und wirtschaftliche Verflechtungen zurück, die sich vor Jahrzehnten anbahnten. Wenn es eine Instanz gäbe, die in der Bonitätsfrage unfehlbar wäre, so würden die Banken die ersten sein, die sich daran halten. Hauptsache ist, dass die übernehmenden Banken die Überzeugung haben, dass die Sache, für die sie eintreten, gut ist. Die gegenwärtige Regelung der Dinge kann als zweckmässig bezeichnet werden und die ausgearbeiteten Richtlinien sind eine akzeptable Ergänzung. Es ist aber immer eine reine Ermessensfrage, ob die Inlandwirtschaft in einem gegebenen Zeitpunkt hinlänglich mit Kredit versehen sei. Unserer Volkswirtschaft stehen nicht nur die Grossbanken, sondern auch die Kantonal- und Lokalbanken zur Verfügung. Es war vielleicht damals zutreffend, dass sich die Grossbanken für Kleingeschäfte nicht interessieren, aber heute ist dem nicht mehr so. Noch vor kurzem hat man den Banken den Vorwurf gemacht, sie hätten der Inlandwirtschaft, besonders der Hotellerie, zu viel Kredit zur Verfügung gestellt. Die Grossbanken sind sofort bereit, den Ausbau der Alpenstrassen zu finanzieren, die Initiative dazu kann jedoch nicht von ihnen ausgehen. Auch der Käseexport kann auf die Unterstützung der Banken zählen, aber die Käseunion ist nun einmal da und regelt die Dinge sehr weitgehend.

Herr *a. Bundesrat Schulthess* hält gegenüber Dr. Weber fest, dass er hinsichtlich Kapitalexport nie für unbeschränktes *laissez faire* und *laissez aller* eingetreten sei.

Der *Vorsitzende* unterbricht die Besprechung um 12 Uhr 30 und eröffnet sie wieder um 14 Uhr. Er stellt die Frage, ob zu Punkt 4, wo die Voraussetzungen des Kapitalexportes umschrieben werden, Bemerkungen zu machen seien.

Herr *Sulzer* ist der Auffassung, dass diese Voraussetzungen nie abschliessend normiert werden können. Der Umstand, dass die heimische Wirtschaft in der Lage ist, Überschüsse an Ersparnissen zu produzieren, berechtigt wohl zum Kapitalexport, ist dadurch aber auch weitgehend bedingt.

Herr *Dr. Max Weber* fragt sich, ob es richtig ist, eine Wiederanlage der uns zugeflossenen Fluchtkapitalien im Ausland in Erwägung zu ziehen. Oberstes Prinzip ist die Liquidität. Wir wissen aber nie, ob diese Auslandsanlagen im entscheidenden Moment auch wieder verfügbar sind. Das neue Gentlemen Agreement schafft in dieser Hinsicht eine gewisse Sicherung, indem die neuen Fluchtkapitalien gezwungen werden, für eine gewisse Zeit bei uns zu bleiben.

Herr *Generaldirektor Weber* will den Begriff der Fluchtkapitalien nicht nur auf das «hot money» beschränken. Es gibt viele ausländische Kapitalisten, die sich zu Anlagen in schweizerischen Wertschriften und sogar in Hypotheken entschlossen haben. Sie werden auch im Falle einer Beunruhigung nicht sofort all diese Investitionen realisieren können und wollen.

Herr *Dr. Perren* gibt der Auffassung Ausdruck, dass kurzfristige Anlagen im Ausland häufig nur scheinbar disponibler sind als langfristige und warnt davor, die Kurzfristigkeit als Entschuldigung in Aussicht zu nehmen.

Herr *Dr. Jöhr* misst den Fluchtkapitalien keine übertriebene Bedeutung bei. Es handelt sich dabei gerade heute sehr oft um schweizerische Gelder, die aus realisierten Anlagen im Ausland zurückgeflossen sind. Mehr als die Hälfte des uns in letzter Zeit zugeflossenen Kapitals dürfte dieser Natur sein. Die Dollarbestände, die sich die Nationalbank zugelegt hat, sind vielleicht ein Anwendungsfall der kurzfristigen Auslandsanlage von Fluchtkapitalien.

Herr *Generaldirektor Weber* möchte diese Dollarbestände nicht als Kapitalanlagen bezeichnet wissen. Sie rühren vielfach aus dem Verkauf von amerikanischen Wertpapieren her und stellen eher Geld-, als Kapitalanlagen dar. Der Goldeingang aus der Rückzahlung kurzfristiger Ausleihungen im Ausland ist der Nationalbank schon wiederholt dienlich gewesen.

Herr *Duttweiler* würde es begrüßen, wenn ein Gleichgewicht zwischen unseren Anlagen in einem bestimmten Lande und den uns von dorthier zuströmenden Kapitalien hergestellt würde.

Herr *Speich* betont, dass die kurzfristigen Ausleihungen häufig weitgehend durch Hinterlagen gesichert sind, sodass sie fast risikolos seien. Gegenüber Herrn Duttweiler erinnert er daran, dass wir 1931 nicht nur sehr grosse Guthaben in Deutschland hatten, sondern auch bedeutende Fluchtkapitalien dieses Landes beherbergten. Die Kompensation konnte trotzdem nicht gewagt werden, weil es sonst zum Wirtschaftskrieg und damit zu noch grösserem Schaden gekommen wäre.

Herr *Dr. Max Weber* spricht sich ebenfalls gegen die Anregung des Herrn Duttweiler aus, weil sie zu einer Bindung des Kapitalverkehrs führen würde. Er regt vielmehr an, bei den Ausleihungen an das Ausland darauf Bedacht zu nehmen, dass den Kapitalströmungen entsprechende Vorgänge auf der Wareseite gegenübergestellt werden können.

Herr *Dr. Jöhr* führt aus, dass die schweizerischen Inhaber deutscher Wertschriften weniger verloren haben als die Banken. Die deutschen Werte in der Schweiz waren grösstenteils nicht sequestrierbar. Sie hatten nicht den Charakter von Forderungen, sondern von Wertschriftendepots, die nicht einmal unter Kriegführenden beschlagnahmt wurden. Kein anderes Land der Welt ist gegenüber Deutschland so weit gegangen. Mit einem derart rigorosen Vorgehen hätten wir unser ganzes internationales Geschäft ruiniert.

Herr *Duttweiler* weist darauf hin, dass die deutschen Guthaben in der Schweiz, soweit sie nicht den Bestimmungen des Volksverratsgesetzes entsprechend angemeldet worden sind, quasi vogelfrei waren, sodass sich die Hand darauf hätte legen lassen. Wenn Deutschland zu stürmisch reagiert hätte, so wäre der Verhandlungsweg immer noch offen gewesen. Da wir unsere Guthaben auf diese Art nicht rechtzeitig gesichert haben, sind sie uns bei allen späteren Handelsvertragsunterhandlungen zum Nachteil von Export und Fremdenverkehr sehr unbequem geworden.

Herr *Nationalrat Dr. Wetter* gibt bekannt, dass sich die Industrie damals nicht gegen Sanktionen im Verkehr mit Deutschland ausgesprochen hätte, weil dieses Land bei dem grossen Interesse, das es an seinem Export nach der Schweiz hat, wahrscheinlich schon eingelenkt hätte. Man musste sich aber darüber klar sein, dass der Beschlagnahme deutscher Guthaben in der Schweiz unbedingt die Devisenbewirtschaftung hätte folgen müssen, weil diese Guthaben sonst nur über dritte Länder abgeflossen wären.

Herr *Cagianut* hält die Idee Herrn Duttweilers für begreiflich, kann sich aber auch nicht damit befreunden.

Herr *Präsident Bachmann* teilt mit, dass sich Herr Schacht damals mit der Beschlagnahme der deutschen Guthaben nur abgefunden hätte im Falle der Einführung einer allgemeinen Devisenbewirtschaftung durch die Schweiz. Andernfalls würde er einfach auch das gesamte schweizerische Vermögen in Deutschland sequestriert haben. Der Bundesrat hat bereits bei zwei neuen Anleihen erklärt, dass im Falle von Transferschwierigkeiten dem Warenverkehr der Vorrang zukäme. Hinsichtlich der Kontrollfunktion der Nationalbank über den Kapitalexport vor dem Inkrafttreten des Bankengesetzes ist folgendes festzuhalten. Im Juli 1922 hat der Bundesrat die Banken eingeladen, sich vor der Tätigkeit von Kapitalexporten mit der Nationalbank in Verbindung zu setzen. Das hat 1925 zu einem Gentlemen Agreement geführt. Der Platz Zürich hat dabei immer sehr weitgehend mitgearbeitet, Basel schon weniger und Genf in noch geringerem Umfange. 1932 ist es dann hierüber zu einem förmlichen Vertragsabschluss gekommen, der 1934 ins Bankengesetz übergang. Von unseren Ausständen in Deutschland ist aber nur ein verschwindend kleiner Teil auf diesem Wege entstanden. Die Goldhypotheken z. B. sind schon vor dem Kriege gewährt worden und die blossen Buchkredite, die heutigen Stillhalte Guthaben, sind dem Gentlemen Agreement nie unterstanden. Im übrigen weist Herr Präsident Bachmann darauf hin, dass Ziffer 4c sehr vorsichtig abgefasst ist. Es sollen nur gewisse Teile der Fluchtkapitalien im Ausland angelegt werden und auch das nur kurzfristig. Dadurch wird es nicht zu eigentlichen Anlagen kommen, sondern zu einem gewissen

finanziellen Verkehr, wie man ihn selbst den Notenbanken im Interesse der Rentabilität in einem beschränkten Umfange zugestanden hat.

Herr *a. Bundesrat Schulthess* hält daran fest, dass eine Beschlagnahme deutscher Guthaben nur in Verbindung mit einer Devisenbewirtschaftung durchführbar gewesen wäre. Damit hätten wir uns aber ins eigene Fleisch geschnitten. Ausserdem wäre es zu einem Konflikt mit Deutschland gekommen, in dem wir als Kleinstaat weniger Chancen gehabt hätten.

Herr *Duttweiler* erwähnt, dass Holland Deutschland einmal den Meister gezeigt habe. Wir hätten unsere bedeutende Kaufkraft auch stärker auswerten sollen. Heute ist es aber dazu zu spät.

Herr *Dr. Jöhr* nimmt noch zur Frage Stellung, ob uns nicht Schwierigkeiten erwachsen könnten, wenn ausländisches Kapital in Anleihen investiert wird, die wir dem Ausland in Schweizerfranken gewähren. Das Risiko, das darin liegt, korrigiert sich durch den Umstand, dass unser Markt nicht so aufnahmefähig ist wie in wirtschaftlichen Grossmächten. Als das Ausland während des Weltkrieges unsere Bundesbahnobligationen abstiess, war das nur zu stark weichenden Kursen möglich, so dass die Schweiz in der Folge ein gutes Geschäft machte.

Herr *a. Bundesrat Schulthess* stellt fest, dass die Schweiz in den Verhandlungen mit Deutschland nicht immer den Kürzeren gezogen hat und zeitweise auch ziemlich schroff vorgegangen ist. Die Wahrnehmung unserer Interessen ist nicht vernachlässigt worden.

Der *Vorsitzende* fragt an, ob zu Punkt 5 das Wort verlangt wird. Da das nicht der Fall ist, eröffnet er die Diskussion über Punkt 6 und damit auch über die verschiedenen parlamentarischen Anfragen.

Herr *Nationalrat Condrau* kommt auf das Anleihen zu sprechen, das den französischen Bahnen gewährt worden ist. Man hat sich gefragt, was für eine Gegenleistung die Schweiz erhalten hat, ob die französischen Bahnen und der garantierende Staat hinlängliche Sicherheit bieten. Die gegenwärtige französische Wirtschaftspolitik ist früher gerade von den Kreisen angefochten worden, die unseren Banken nahe stehen.

Herr *Dr. Jöhr* führt dazu folgendes aus. Die Nationalbank wurde den Bestimmungen des Bankengesetzes entsprechend rechtzeitig in Kenntnis gesetzt. Sie hat keine Einwendungen erhoben und durchblicken lassen, dass ihr der Abfluss einer gewissen Menge Goldes erwünscht sei. Eingeladen durch die Nationalbank haben Volkswirtschafts- und Politisches Departement noch ihre Bedingungen gestellt. Es ist gelungen, das von diesen Departementen verlangte Entgegenkommen Frankreichs in den schwebenden Kontingents- und Doppelbesteuerungsfragen zu erwirken. Das Doppelbesteuerungsabkommen ist für unsere Industrie sehr wertvoll. Frankreich hat gestützt auf ein Gesetz von 1872 auf 30 Jahre zurück Steuerforderungen geltend gemacht, die in den frühern Verhandlungen jeweils nur gestundet wurden und denen die Schweiz mit keinen Retorsionsmassnahmen begegnen konnte. Die Natur dieser Verhandlungen liess es nicht zu, der Öffentlichkeit eingehende Mitteilungen zu machen. Die schwierige Finanzlage Frankreichs und seiner Bahnen ist allerdings notorisch. Allein, es wurden namhafte Anstrengungen zur Besserung gemacht. Frankreich und seine Bahnen haben nur für etwa 3 Milliarden Schweizerfranken Auslandsschulden, während Deutschland 1931 für 28 Milliarden hatte. Die Goldreserve Frankreichs ist heute noch beträchtlich und Frankreich hat seine Valutazusicherungen noch immer gehalten. Für die schweizerischen Banken handelte es sich dabei um ein Geschäft wie ein anderes, obschon in Frankreich die Volksfront am Ruder ist. Die Anleihe ist sehr kurzfristig und es sprechen vorläufig alle Anzeichen dafür, dass es sich dabei um ein gutes Geschäft handelt. Nicht nur das Inland, sondern auch gut informierte ausländische Kreise haben gezeichnet. Seither hat Frankreich den englischen Kredit zurückbezahlt und von Holland einen noch grösseren erhalten, an dem sich auch wieder englische Finanzleute beteiligt haben sollen.

Der *Vorsitzende* fügt bei, dass es im Nationalrat aus naheliegenden Gründen nicht möglich sein wird, diese Angelegenheit ebenso ausführlich zu behandeln wie hier. Anlässlich der Schaffung des Bankengesetzes wurde eine Stellungnahme der politischen Behörden zu Auslandsanleihen absichtlich nicht vorgesehen. Es ist aber klar, dass die Nationalbank, die damit betraut wurde, jeweils auch mit den Departementen der Bundesverwaltung Fühlung nimmt. Das französische Anleihen ist eigentlich der erste bedeutende Fall, in dem die Bestimmungen des Bankengesetzes praktisch wurden. Herr Nationalrat Gysler konnte den Verhandlungen am Nachmittag leider nicht mehr bei-

wohnen. Seine Anfrage betrifft auch dieses Anleihen und wir gedachten, sie in diesem Zusammenhange zur Sprache zu bringen.

Herr *Nationalrat Wetter* hebt hervor, dass die mit diesem Anleihen erreichten wirtschaftlichen Konzessionen hoch veranschlagt werden dürfen, namentlich was das Doppelbesteuerungsabkommen betrifft. Es sind nicht alle Wünsche der Schweiz befriedigt worden, aber Frankreich hat auf die bis 1933 entstandenen Steuerforderungen im Umfange von vielen Millionen verzichtet.

Herr *Nationalrat Grimm* begreift, dass man bei diesen Verhandlungen der Öffentlichkeit nicht laufend Bericht erstatten konnte. Man hätte aber wie in anderen Fällen eine vertrauliche Orientierung erwarten dürfen. Im übrigen weist er darauf hin, dass Punkt 6, Absatz 2, zu eigenartigen Kommentaren Anlass geben kann. An dieser Stelle könnte nämlich die Vermutung aufkommen, dass bestehende Vorschriften bis jetzt nicht in vollem Umfange angewendet worden seien.

Herr *Präsident Bachmann* ist mit einer anderen Redaktion einverstanden. Es verhält sich mit der vorliegenden Formulierung wie folgt. Das Bankengesetz besteht seit 1934. In den Jahren 1935 und 1936 wurden aber keine grossen Auslandsanleihen begeben, so dass die Vorschriften auch nicht angewandt werden mussten. Im Absatz 2 wird auf die Kontrolle der Kreditgewährung durch die Nationalbank Bezug genommen. Der Punkt ist grundsätzlich neu und war durch das Gentlemen Agreement nicht erprobt worden. Bei den Krediten sind die Banken ordentlicherweise nur verpflichtet, mit der Nationalbank Fühlung zu nehmen, wenn es sich um 10 Millionen Franken und mehr auf mindestens 12 Monate handelt. Es ist nicht anzunehmen, dass die Banken zur Umgehung dieser Bestimmung zuerst 7 und nachher noch 5 Millionen gewähren, denn die Nationalbank kann diese Vorgänge gestützt auf die Bilanzen der Banken einigermaßen überwachen. Man muss in diesem Punkt jedoch zuerst eine gewisse Erfahrung sammeln. Es kann keine Rede davon sein, dass bestehende Bestimmungen gegebenenfalls nicht angewendet würden.

Herr *Dr. Max Weber* führt aus, dass die Banken alles Interesse daran hätten, mit der Nationalbank ein Abkommen zu schliessen, demzufolge sie alle kurzfristigen Kredite der Kontrolle des Noteninstituts unterstellen. Nur so kann verhindert werden, dass die schweizerischen Kredite an bestimmte Länder wieder unsinnige Dimensionen annehmen. Ferner ist noch auf eine andere Lücke des Bankengesetzes aufmerksam zu machen, die darin besteht, dass der Ankauf ausländischer Wertpapiere nicht geregelt ist. Nach der amerikanischen Statistik hat die Schweiz für 1200 Millionen Franken gekauft, wovon allerdings Teile für fremde Rechnung erstanden worden sein sollen. Auf dem Wege einer Vereinbarung sollte es möglich sein, der Nationalbank auch hierin gewisse Kontrollmöglichkeiten einzuräumen.

Herr *Dr. Jöhr* gibt zu, dass die Bestimmungen des Bankengesetzes gewisse Umgehungsmöglichkeiten bieten, wenn in einzelnen Geschäften nicht bis auf 12 Monate und nicht bis zu 10 Millionen gegangen wird. Er ist aber überzeugt, dass es keiner Bank einfallen wird, so schlechte Witze zu machen. Die Nationalbank ist heute schon über die dem Ausland gewährten kurzfristigen Kredite unterrichtet. Es ist bei diesen Geschäften aber im Gegensatz zu den langfristigen Krediten nicht möglich, Gegendienste zu verlangen. Die Angaben der amerikanischen Statistik über schweizerische Wertpapierkäufe müssen richtig aufgefasst werden. Die schweizerischen Banken führen für ausländische Rechnung nicht nur Franken-, sondern auch Dollarkonti, von denen oft Wertschriftenkäufe in New York bezahlt werden. Ferner kommt es oft vor, dass in- und ausländische Titelbesitzer einzelne Dollarpapiere aus Renditegründen verkaufen, um andere zu erwerben. In all diesen Fällen registriert die amerikanische Statistik schweizerische Käufe, während in Tat und Wahrheit kein Franken exportiert worden ist. Auf diesem Gebiet eine Meldepflicht an die Nationalbank einzuführen, wäre gleichbedeutend mit einer Erschwerung des Geschäftes und möglicherweise sogar mit einer Abwanderung an ausländische Banken.

Herr *Präsident Bachmann* teilt mit, dass die Steuerverwaltung den Betrag, für den ausländische Wertpapiere ohne öffentliche Emission eingeführt werden, als sehr geringfügig einschätzt.

Herr *Dr. Max Weber* bezweifelt, ob die Steuerverwaltung genügende Unterlagen für ihre Schätzungen erhalten konnte und hebt hervor, dass durch eine Meldung an die Nationalbank das Bankgeheimnis nicht aufgehoben würde, sodass auch nicht mit einer Abwanderung dieser Geschäfte zu rechnen sei.

Herr *Bär* hält es für sehr schwer, eine Statistik über diese Vorgänge zu führen. Beteiligungen

ohne Aktienerwerb könnten kaum erfasst werden. Wenn das Übereinkommen betreffend die Zulassung ausländischer Wertpapiere an den Börsen abgeschlossen ist, so wird es nicht nötig sein, weiteres vorzukehren.

Herr *Speich* fügt bei, dass der Umsatzstempel genügend Anhaltspunkte über den Umfang der Käufe ausländischer Wertpapiere gebe. Wenn wirklich für mehr als eine Milliarde gekauft worden wäre, so hätte die Nationalbank in beträchtlichem Umfange Gold abgeben müssen.

Herr *Duttweiler* wünscht, dass hinsichtlich der Coupon- und Stempelsteuer stärker zwischen in- und ausländischen Valoren differenziert werde. Die vermehrten Einnahmen aus der Besteuerung ausländischer Effekten sollten in einen Fonds gelegt werden, der dazu dienen könnte, im Falle von Transferschwierigkeiten Gegengeschäfte zu finanzieren und andere in diesem Zusammenhang entstehende Spesen zu decken. Bei den im Inland umlaufenden ausländischen Wertpapieren sollte eine Abgabe vom Altbesitz in der Höhe von $\frac{1}{2}\%$ erhoben werden, die vielleicht für 5 Jahre oder bis zum nächsten Handwechsel Gültigkeit hätte. Das Verfahren könnte freiwillig gestaltet werden. Wenn den Titelinhabern, die den Obolus entrichtet haben, ein Vorrang im Falle von Transferschwierigkeiten eingeräumt würde, so wäre der Erfolg der Massnahme genügend gesichert. Herr *Duttweiler* weist darauf hin, dass Holland für ausländische Titel dreimal höhere Stempelabgaben als für inländische habe. Es wäre erwünscht, wenn die Schweiz durch eine ähnliche Besteuerung die ausländischen Auflagen zu vermindern trachtete. In den Vereinigten Staaten und in England sind die ausländischen Emissionen bis auf 1% der Gesamtauflagen herabgedrückt worden. Sollte sich dann in der Folge bei uns ein Kapitalüberfluss geltend machen, so können auch die zweiten Hypotheken wieder besser plaziert werden, was wichtiger ist als die den Banken aus dem Emissionsgeschäft zufließenden Kommissionen.

Der *Vorsitzende* teilt mit, dass die Frage der steuerlichen Belastung ausländischer Papiere bei der Steuerverwaltung geprüft wird.

Herr *Speich* führt aus, dass die ausländischen Emissionen in London und New York aus anderen Gründen zurückgegangen seien. In der Schweiz machen die ausländischen bis jetzt auch nur einen bescheidenen Prozentsatz aus. Wir haben übrigens für ausländische Papiere bereits eine Umsatzbelastung von 3% gegenüber nur einem Promille für inländische.

Herr *Wittmer* hält dafür, dass der Kapitalexport für einmal genügend geregelt sei, als dass es noch der Erschwerungen nach dem Vorschlag des Herrn *Duttweiler* bedürfte. Sie hätten nur zur Folge, dass die Schweizerbanken zugunsten der ausländischen vom internationalen Geschäft abgedrängt würden. Die Zurückhaltung gegenüber dem Inlandgeschäft kann man unseren Banken kaum verübeln, wenn man sieht, dass man genötigt ist, so weitgreifende Entschuldungsvorlagen einzubringen.

Herr *Bär* ist der Ansicht, dass die Inhaber ausländischer Titel schon durch die Zinsausfälle genügend bestraft seien. Die gegenwärtige steuerliche Belastung hat schon über 4 Millionen Franken abgeworfen. Ein Satz von $\frac{1}{2}\%$ wäre ganz einfach untragbar.

Herr *Curchod* betont, dass die ausländischen Gelder in der Schweiz den Banken die Durchhaltung des Personalbestandes und den Anleihehenschuldnern interessante Konversionen ermöglichen hätten.

Herr *Duttweiler* kommt noch einmal auf seine Anregung zurück, und

Herr *Wittmer* erwähnt, dass die Anlagen in Deutschland fast durchwegs gut waren und nur durch staatliche Massnahmen zu Verlusten geführt haben.

Herr *Dr. Jöhr* hat errechnet, dass den 270 Millionen Franken Kapitalexporten in den Jahren 1936 und 1937 ziemlich gleichviel Rückzahlungen des Auslandes gegenüberstehen. Wenn man noch berücksichtigt, dass unsere Banken in Anbetracht der unsicheren Entwicklung ziemlich viel Kredite aus dem Ausland zurückgezogen haben, so kommt man zum Schlusse, dass wir viel mehr Kapital importiert als exportiert haben.

Herr *Speich* schätzt die vom Ausland seit dem 1. August 1936 zurückbezahlten Anleihen auf 200 Millionen und die uns in der gleichen Zeit zugeflossenen Zinsen auf 104 Millionen Franken.

Der *Vorsitzende* stellt fest, dass der Kapitalexport allgemein als nützlich bezeichnet wurde, sofern dabei auf die Inlandwirtschaft Rücksicht genommen wird. Die vorliegenden Richtlinien entsprechen demzufolge der allgemeinen Auffassung, sollen aber nicht als unabänderlicher Kodex

aufgefasst werden. Es sind eine Reihe von nützlichen Anregungen gemacht worden, die einer näheren Prüfung unterzogen werden sollen. Der Vorsitzende dankt den Teilnehmern und schliesst die Sitzung um 17 Uhr.

151

E 2001 (D) 4/17

*Notice du Chef de la Section de la Société
des Nations du Département politique, C. Gorgé¹*

Manuscrite

Berne, 18 novembre 1937

AIDE À LA CHINE

Le document ci-joint² montre que le Comité international de la Croix-Rouge éprouve des difficultés financières pour son action en Chine. Il adresse un appel aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge.

Ici encore, je me demande si nous ne devrions pas montrer l'exemple et donner notre aide pour l'œuvre en question.

Nous avons donné 10 000 frs. au Comité international pour son action en Espagne; ne pourrions-nous en faire autant pour la Chine?

Au Comité des XXIII – s'il se réunit – nous serons sans doute très réservés pour tout ce qui toucherait à une aide directe à la Chine. Notre attitude serait mieux comprise, si, *dans le domaine charitable*, nous faisons de nous-mêmes quelque chose de positif.

1. *En marge du document, figure cette annotation manuscrite de Gorgé, au crayon rouge: Attendre encore – Indirectement, nous faisons déjà qq. chose par l'entremise de la SdN.*

2. *Non reproduit.*

E 2001 (D) 1/27

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Chargé d'Affaires de Suisse au Caire, A. Brunner*

Copie

L LR

Berne, 22 novembre 1937

Wir erhielten Ihr Schreiben vom 29. Oktober¹, mit dem Sie die Gefälligkeit hatten, uns Abschrift der Note zu übersenden, mit der das Ministerium für auswärtige Angelegenheiten Ihnen mitteilt, dass gemäss dem Gesetzesdekret Nr. 88 die ägyptische Regierung die Zuständigkeit der gemischten Gerichte vom 15. Oktober d. J. ab auch auf die schweizerischen Staatsangehörigen in Ägypten für anwendbar erklärt hat.

Wir haben von dieser gesetzlichen Bestimmung Kenntnis genommen und von ihr auch dem Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement Mitteilung gemacht.

Ferner erhielten wir Ihren Brief vom 11. d. M.² In dessen Beantwortung teilen wir Ihnen mit, dass wir entsprechend der Meinungsäusserung der Herren Pupikofer und Peter und im Einverständnis mit der Justizabteilung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements darauf verzichten, bei der ägyptischen Regierung den Antrag zu stellen, hinsichtlich der Personalstatutangelegenheiten weiterhin die Konsulargerichtsbarkeit in Anspruch zu nehmen, soweit eine unserer drei Schutzmächte sie gemäss Artikel 9 der Übereinkunft von Montreux in diesen Angelegenheiten weiterhin in Anspruch nehmen will (soweit uns bekannt ist, hat dies bisher nur England getan). Wir erklären uns somit ausdrücklich damit einverstanden, dass auch in dieser Hinsicht unsere Landsleute voll und ganz den gemischten Gerichten unterstellt werden. Wir halten es jedoch im Einvernehmen mit der Justizabteilung nicht für nötig, dass Sie eine ausdrückliche Erklärung in diesem Sinne an die ägyptische Regierung abgeben.

Dagegen dürfte es zweckmässig sein, wenn Sie in der Ihnen angezeigt erscheinenden Weise die dortigen Landsleute davon verständigen, dass sie nunmehr in allen Gerichtsangelegenheiten ausschliesslich den gemischten Gerichten unterstellt sind.

Wir werden zugleich unsere Gesandtschaften in Paris, London und Rom zu Händen der Regierung, bei der sie akkreditiert sind, in diesem Sinne unterrichten und sie beauftragen, derselben unseren wärmsten Dank für die unsern Landsleuten in Ägypten durch Übernahme deren Schutz geleisteten Dienste auszusprechen.

1. *Non reproduite.*

2. *Non reproduite.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 novembre 1937

1866. Grossbritannien: Handelsvertragsverhandlungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 19. November 1937

Die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und England sind geregelt durch den heute noch in Kraft stehenden Freundschafts-, Handels- und Niederlassungsvertrag, der im Jahre 1855 abgeschlossen wurde¹. Dieser Vertrag ist nur durch eine Zusatzübereinkunft über die Anwendung der Meistbegünstigung gegenüber den Dominions und den Kolonien im Jahre 1914 ergänzt worden². Unter dem Regime dieses Vertrages von 1855 entwickelte sich der Warenaustausch.

Die Schweiz erfreute sich jahrzehntelang einer bedeutenden aktiven Bilanz. Während des Krieges erfolgte der Einbruch in das Freihandelssystem durch die Mac Kenna-Zölle, denen 1921 die «Dye Stuff's Act» folgten. Schwer betroffen wurde der schweizerische Export durch die Pfundabwertung im Jahre 1931 und durch die «Import Duties Act» vom Jahre 1932. Das traditionelle Aktivum ging der Schweiz verloren.

Es fällt auf, dass diese wesentlichen Veränderungen in der englischen Zollpolitik zu keinen Verhandlungen über Tariff Fragen führten. Es fehlte schweizerischerseits nicht an Versuchen, solche Verhandlungen aufzunehmen. England stellte sich jedoch auf den Standpunkt, es wolle in seiner Tarifpolitik autonom vorgehen und nicht mit dem Auslande über Zollfragen verhandeln. Diese Auffassung hat sich geändert. Nachdem bekannt wurde, dass England mit den USA über Zollfragen verhandle, nahm Herr Minister Stucki anlässlich der Sitzungen des «Comité économique» die Gelegenheit wahr, zu sondieren, ob England zu umfassenderen Handelsvertragsverhandlungen mit der Schweiz bereit sei. Die Besprechungen gingen hin und her, bis im April England soweit gebracht wurde, sich verhandlungsbereit zu erklären. Die Begehrenlisten wurden daraufhin mit etwas Verspätung ausgetauscht.

Die schweizerischen Begehren sind mit grosser Zurückhaltung und möglicher Anpassung an das englische Tarifs system gestellt worden, um nicht von vornherein einer schroffen Ablehnung zu begegnen und damit die Verhandlungen zu gefährden. Diese Zurückhaltung und Sorgfalt erschien umso gebotener als

1. die Handelsbilanz zu Gunsten der Schweiz ist und sich in letzter Zeit wesentlich gebessert hat.

2. Die Zahlungsbilanz weist eine noch weit grössere Aktivität für die Schweiz auf als die Handelsbilanz (Fremdenverkehr usw.).

1. Cf. DDS 1, Nos 223, 226, 228.

2. Cf. DDS 5, No 399.

3. Den englischen Begehren in Zollsachen kann nur in bescheidenem Umfange entsprochen werden. Die Konzessionen auf dem Gebiete der Einfuhrbeschränkungen können nicht so sehr ins Treffen geführt werden, weil England unserer Einfuhr keine derartigen Hindernisse entgegstellt.

4. Der Anteil der Schweiz an der Totaleinfuhr Englands ist oft bescheiden. Dank der Meistbegünstigung kommen jedoch die Konzessionen, die der Schweiz gemacht werden, der ganzen Einfuhr zugut.

5. Die Verhandlungen über Zölle sind neu und die Widerstände gegen solche Verhandlungen mit dem Auslande noch sehr gross.

Die *schweizerischen Begehren* beziehen sich im Wesentlichen auf die Reduktion von Zöllen. Es wurde dem Umstande Rechnung getragen, dass

a) die Zölle sehr hoch sind,

b) es sich um Waren handelt, die schweizerische Spezialitäten sind, oder um Waren, die für die englische Wirtschaft nicht den Charakter von Fertigfabrikaten, sondern von Halbfabrikaten oder Produktionsgütern haben, wie bearbeitete Metalle, Hutgeflechte oder Maschinen.

Die Begehren beziehen sich auf folgende Warenkategorien: Stahlguss für Automobile und Maschinen; Werkzeugmaschinen; Stickereien; Wirkwaren; Schuhe; Uhren; Seidene Gewebe und Bänder; Hutgeflechte und Hutstumpen; Pharmazeutische Produkte; Aluminium; Suppenkonserven und Würze; Käse; Äpfel und Birnen sowie Schrauben und Drehteile.

Es ist der Vorbehalt gemacht worden, gelegentlich der Verhandlungen weitere Begehren untergeordneter Bedeutung vorzubringen wie für Schokolade, Zuckerwaren, Biscuits, sowie für elektrische Fahrradbeleuchtungen.

Die *englischen Begehren* beziehen sich auf

a) Waren, die der Einfuhrbeschränkung unterworfen sind und für die in der Einfuhr Erleichterungen verlangt werden durch allgemeine Bestimmungen über die Handhabung der Einfuhrbeschränkung oder Erhöhung der Kontingentsquoten.

b) Zölle: Reduktionen oder Bindung der Tarifansätze. Im übrigen sind noch Präzisierungen verlangt über die Anwendung der Meistbegünstigung.

Die Begehren sind mit den Interessenten und den zuständigen Amtsstellen einlässlich geprüft worden, mit dem Resultat: dass

a) für Kontingentsfragen kann ohne wesentlichen Nachteil für die schweizerische Inlandswirtschaft weitgehend entgegengekommen werden.

b) Für Zölle sind Konzessionen schwierig. Die Konzessionen sollen nur dort gemacht werden, wo sie ohne spürbaren Nachteil für die Inlandproduktion sind. Dementsprechend sind diese Konzessionen für die Verhandlungen nur sehr bescheidene Waffen. Bindungen können insbesondere dort gewährt werden, wo schon solche mit andern Staaten bestehen oder Rohprodukte, Halbfabrikate oder Produktionsgüter in Frage kommen.

Die englischen Begehren beziehen sich nicht auf landwirtschaftliche Produkte. Hingegen stellt der Bauernverband Begehren für Käse und Obst. Trotz grossen Bedenken sind diese Begehren in die Liste aufgenommen worden, obwohl man sich über den Erfolg keine Illusionen machen darf. England ist z. B. durch den neuen Vertrag mit Kanada für Käse und Obst gebunden.

Die englischen Begehren beziehen sich auf

a) eine grössere Anzahl kontingentierter Waren und auch auf Waren des sogenannten Kompensationsverkehrs (Kohle etc.).

b) Zollherabsetzungen für folgende Waren:

Zwieback und feine Bäckerwaren; Zucker- und Zuckerbäckerwaren; Saucen; Häute und Felle; Bodenleder; Druck-, Schreib-, Post- und Zeichnungspapier; Baumwollgewebe; Linoleumteppiche; Seiden- und Kunstseidengewebe; Velosättel; Motorfahräder; Automobile und Chassis; Fahrräder aller Art und deren Bestandteile; Phonographen, Gramophone und Kinematographen und ähnliche Apparate; Lebertran; Wichse aller Art; Tinte aller Art; Pfeifentabak, geschnitten.

c) Zollbindungen für verschiedene Waren.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

1. Die schweizerische Delegation wird ermächtigt, dem englischen Begehren betreffend Einfuhrbeschränkungen weitgehend entgegenzukommen, so wie es bei den Besprechungen mit der Sektion für Einfuhr und dem Vorort des schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, Zürich, festgestellt worden ist. Mit Bezug auf die englischen Zollbegehren ist die Delegation ermächtigt, bescheidene Konzessionen, die auf die Inlandwirtschaft ohne entscheidenden Einfluss sind, einzuräumen. Sollte England auf wichtige Konzessionen auf dem Zollgebiete beharren, so hat die Delegation eine spezielle Ermächtigung einzuholen. Was die schweizerischen Begehren anbelangt, ist die Kommission beauftragt, sie mit aller Energie durchzusetzen.

2. Als Delegierte für die Verhandlungen werden bezeichnet die HH.:

Minister Dr. Stucki, Delegierter des Bundesrates für den Aussenhandel,

Dr. Homberger, Sekretär des Vorortes des schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, Zürich,

Dr. Rezzonico, Legationsrat, Schweizerische Gesandtschaft, London,

Dr. A. Koch, Adjunkt der Handelsabteilung des eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Bern.

Die Führung der Delegation ist Herrn Minister Stucki übertragen³.

3. *Le procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 18 février 1938 évoquera en ces termes le déroulement de ces négociations*: Der Bundesrat hat mit Beschluss vom 22. November 1937 den Anträgen des Volkswirtschaftsdepartementes über die Aufnahme und Führung der Verhandlungen mit England zugestimmt. Gestützt auf die erste Verhandlungsetappe hat die englische Delegation der schweizer. Delegation ein Exposé unterbreitet. Die in diesem Exposé gegebenen Zusagen für die schweizerischen Begehren sind derart unbefriedigend ausgefallen, dass eine Weiterführung der Unterhandlungen auf der damit gegebenen Basis zwecklos gewesen wäre. Es ist sehr wahrscheinlich, dass die schweizerischen Begehren von unteren Beamten im Einvernehmen mit den Interessentenkreisen behandelt wurden. Die Delegation wurde sich darüber einig, dass es unerlässlich sei, mit den führenden Persönlichkeiten Fühlung zu nehmen. Herr Minister Stucki ist zu diesem Zwecke nach London gereist und hat mit dem Handelsminister und andern in Betracht fallenden leitenden Männern Fühlung genommen. Es ist ihm gelungen, eine Grundlage zu schaffen, die es der Delegation erlaubt, dem Bundesrat den Antrag zu stellen, die Verhandlungen Mitte März wieder aufzunehmen. (E 1004.1 1/370, N° 272). *Sur ces négociations, qui n'aboutirent pas en 1938, cf. E 7110 1973/134/17-20 et E 7110 1967/32/GB 821, 1937ss. Cf. aussi DDS 13, rubrique II.6.2.*

E 2001 (D) 2/48

*L'Office suisse d'expansion commerciale¹
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Burgos, 24. November 1937

Nach meiner Ankunft in Spanien habe ich in San Sebastian den Chef des diplomatischen Kabinetts, Herrn Sangroniz, aufgesucht und in Burgos den Präsidenten der Junta Técnica del Estado, General Gómez Jordana. Diesen Herren berichtete ich über die Ausführung des mir – auf persönliche Anordnung des Staatschefs hin – vor meiner Abreise erteilten Auftrages, Ihnen den Wunsch der spanischen Regierung auf gegenseitige Veröffentlichung des unterzeichneten provisorischen Abkommens² zu unterbreiten.

Die Veröffentlichung würde spanischerseits im Amtsblatt, dem «Boletín Oficial del Estado» erfolgen, nach hiesigem Gesetz ein unerlässliches Requisite, um das Abkommen rechtskräftig zu machen. Eine Verfügung irgendwelcher Art erhält in der Tat nach hiesiger Gepflogenheit ihre volle Wirkung erst nachdem sie an genannter Stelle publiziert ist, und das betrifft nicht nur Gesetze, Verordnungen und ähnliches, sondern sogar jede Ernennung, Beförderung, Versetzung oder Entlassung auch der untersten Staatsangestellten. Die Publikation hätte also sozusagen automatisch erfolgen müssen, wenn dem Gegenpartner in der Schweiz, d. h. der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung, keinerlei öffentliche Funktion zukäme. Im vorliegenden Falle aber verlangte der Charakter des Abkommens die übliche Verständigung über die gegenseitige Veröffentlichung in den beiden Ländern und es ist der Wunsch des Staatschefs, nichts zu unternehmen, was der schweizerischen Regierung ungelogen sein könnte.

Sie teilten mir auf meine Anfrage hin mit, dass nach Ansicht des Politischen Departements der Veröffentlichung nichts im Wege stehe, die Handelsabteilung aber hatte Bedenken und riet mir, die Spanier zu bitten, die Veröffentlichung vorläufig noch zu unterlassen, mit der Begründung, dass es der schweizerischen Regierung nicht möglich sei, die hierfür nötigen Voraussetzungen vor der Dezember-Session der Bundesversammlung zu schaffen. In diesem Sinne habe ich daher die Herren hier unterrichtet und sie zugleich gebeten, über die Angelegenheit noch keinerlei Pressemeldungen von Spanien aus zu gestatten. Das wurde versprochen und auch streng gehalten. Dagegen scheinen in der Schweiz solche Meldungen erschienen zu sein, von denen dann auch in spanischen Zeitungen Notiz genommen wurde, und die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung teilt mir mit ihrem Brief vom 16. ds. mit, dass sie zufolge

1. *Cette lettre est signée de Paul Brand.*

2. *Cf. N° 96, annexe 1.*

jener Zeitungsberichte gezwungen sei, ihrerseits ein Communiqué zu veröffentlichen, von welchem sie mir eine Kopie in Aussicht stellte.

Das Vorhandensein des Abkommens ist somit jetzt allgemein bekannt und ich nehme an, dass dadurch einer der Hauptgründe verschwunden ist, die gegen die Veröffentlichung des Wortlautes sprachen.

Der eigentliche Grund, welcher der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements die Bekanntmachung dieses Wortlautes als nicht wünschenswert erscheinen liess, dürfte in der Hoffnung liegen, dass man von der Valencia-Regierung im Sinne der Auftauung eingefrorener schweizerischer Guthaben noch einiges erreichen könnte, solange derselbe unbekannt bleibt. Es wird aber genannter Regierung ein Leichtes sein, sich eine Kopie des Modus Vivendi zu verschaffen, jetzt, wo sie dessen Existenz kennt, und ich schätze daher das Gewicht dieses Argumentes nicht hoch ein. Ferner hat das frühere Abkommen mit Valencia den Weg aus seinem papierenen Dasein in die Wirklichkeit ja nie recht gefunden, uns also kaum Nutzen gebracht, dagegen bereitete es mir anlässlich der Verhandlungen in Burgos grosse Schwierigkeiten.

Ich gestatte mir in diesem Zusammenhang hieran zu erinnern, denn ein neues Abkommen mit Valencia-Spanien, namentlich auf der Basis des mir in Bern mitgeteilten Vorschlages jener Seite, gibt in gleicher Hinsicht zu grossen Bedenken Anlass. Es würde sicherlich das in National-Spanien Erreichte wieder stark in Frage stellen und namentlich auch die moralische Stellung, welche sich die Schweiz hier errungen hat, wieder erschüttern. Ich glaube daher, dass man sich reiflich überlegen muss, ob ein auf der anderen Seite gewonnener Vorteil wirklich ein solcher ist und imstande ist, diesen Verlust, der sich leicht bleibend auswirken könnte, aufzuwiegen.

Das Einschwenken der englischen Regierung ist da ein Fingerzeig, den man nicht übersehen kann, namentlich wenn man sieht, dass die Personalität des britischen Hauptagenten im Nationalen Spanien weit über dem Niveau eines gewöhnlichen Handels-Attachés steht, der er angeblich ist.

Die Haltung der Regierung von Grossbritannien ist ermöglicht worden durch Francos Zustimmung zur Evakuierung der Freiwilligen. Diese Zustimmung ist sicherlich aufrichtig und die Entlassungen dürften auch erfolgen, unter der Voraussetzung natürlich, dass auf der Gegenseite das Gleiche geschieht und dass die militärische Entwicklung in der nächsten Zeit sich nicht überstürzt. Aber die Stellungnahme der britischen Regierung dürfte sicherlich auch von der Einsicht beeinflusst worden sein, dass alles für einen Endsieg des Nationalen Spanien spricht. Nicht nur die Schwierigkeiten hinter der Front von Valencia, sondern auch die ausserordentlich umfangreichen Vorbereitungen für die in Kürze bevorstehende Offensive lassen – zusammen mit dem bisherigen Gange der militärischen Operationen – kaum noch einen Zweifel in dieser Richtung aufkommen.

Um das Bild zu vervollständigen, möchte ich das bisher Erreichte noch kurz zusammenfassen. Die zuständigen Amtsstellen haben nach Abschluss des Modus Vivendi die Weisung erhalten, die Exporte nach der Schweiz – bekanntlich die Basis für die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern – in gleicher Weise zu gewähren wie für Deutschland, Italien und Portugal und wenn auch von einer umfangreichen Belebung dieser Beziehungen noch nicht

gesprochen werden kann, so stellt man immerhin eine wirkliche Besserung fest. Die Gefahr einer Beiseiteschiebung durch andere mächtigere Konkurrenten besteht nicht mehr, wenn wir die errungene Stellung zu behaupten wissen.

Auf jeden Fall stellt das Abkommen die Grundlage dar, auf welcher sich unsere Handelsbeziehungen mit Spanien automatisch und zwar auf einer absolut gesunden Basis wieder auf die normale Höhe entwickeln werden, wenn es einmal auf ganz Spanien Anwendung finden wird.

Parallel hiezu ist auch das moralische Prestige der Schweiz in National-Spanien jetzt gut. Dies drückt sich beispielsweise in den Instruktionen aus, welche die Zeitungen anweisen, über unser Land keinerlei nachteilige Meldungen zu veröffentlichen.

155

E 1004.1 1/367

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 novembre 1937¹

1924. Nichtverlängerung der Aufenthaltsbewilligung von Herrn Böschenstein

Politisches Departement. Antrag vom 25. November 1937

I. Am 12. November wurde der schweizer. Gesandtschaft in Berlin von der Presseabteilung des Auswärtigen Amtes mitgeteilt², dass dem ständigen Mitarbeiter der «Basler Nachrichten» in Berlin, Herrn Hermann Böschenstein, die am 25. November ablaufende Aufenthaltsbewilligung nicht verlängert werde. Diese Massnahme wurde damit begründet, dass die Berichterstattung des Genannten deutschlandfeindlich sei. Die Gesandtschaft wurde auf Weisung des Politischen Departements beim Auswärtigen Amt vorstellig, um eine Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung zu erreichen. Eine entsprechende Demarche wurde auch bei der deutschen Gesandtschaft in Bern unternommen, die sich bereitwillig beim Auswärtigen Amt für die Berücksichtigung unseres Begehrens einsetzte. Diese Schritte hatten aber nur insofern Erfolg, als es Herrn Böschenstein gestattet wurde, auch nach Ablauf der Aufenthaltsbewilligung zur Regelung seiner privaten Angelegenheiten in Deutschland zu bleiben unter der Bedingung, dass er seine Berichterstattung einstelle.

II. Herr Böschenstein hat seine Tätigkeit als Auslandskorrespondent der Basler-Nachrichten in Berlin im Dezember 1935 begonnen. Sein Vorgänger in Berlin, Herr Dr. Ernst Klein, ein österreichischer Israelit, war einige Monate vorher aus Deutschland ausgewiesen worden, wobei der Umstand, dass er Nichtarier war, wohl der Hauptgrund dieser Massnahme gewesen sein mag.

1. *Était absent*: Pilet-Golaz.

2. *Pour le détail de cette affaire, cf. E 2001 (D) 3/15.*

Dr. Klein ist jetzt Berichterstatter der Basler Nachrichten in Wien. Es mag in diesem Zusammenhang auch erwähnt werden, dass ein F. Klein, Korrespondent der Basler Nachrichten in Rom war, wo er diesen Sommer wegen seiner «achsenfeindlichen» Berichterstattung Italien verlassen musste.

Die Ernennung von Herrn Böschenstein als Korrespondent der Basler Nachrichten wurde seinerzeit überall begrüsst, um so mehr, als das konservative Basler Blatt nach dem Weggang von Dr. Klein einen deutschen linksradikalen Sozialisten, Herrn Ohme, der unter der Weimarer Verfassung vom Reichsgericht wegen revolutionärer Umtriebe verurteilt worden war, vorübergehend mit der Berichterstattung über Deutschland beauftragt hatte.

Leider haben sich die in Herrn Böschenstein gesetzten Erwartungen nicht erfüllt. Bald zeigte es sich, dass Herr Böschenstein seine Aufgabe darin erblickte, alles dasjenige ausfindig zu machen und zu berichten, was geeignet war, das nationalistische Regime in den Augen des Schweizer Lesers zu diskreditieren, wenn man auch nicht so weit gehen kann zu sagen, dass die Berichterstattung in verletzender Form geschehen sei oder dass bewusst unwahre Nachrichten gemeldet wurden. Mit Vorliebe verbreitete sich Herr Böschenstein über die unerfreulichen Kirchenfragen und die Wirtschaftsschwierigkeiten in Deutschland. Anlässlich der Erklärungen Hitlers an Herrn alt Bundesrat Schulthess meldete er das Gerücht, dass man deutscherseits den Vorschlag gemacht habe, mit der Schweiz ein Kulturabkommen abzuschliessen.

Bezeichnend für diese allgemeine Einstellung von Herrn Böschenstein war es, dass er während des Frankfurter-Prozesses in Chur versuchte, im Einvernehmen mit dem Presse-Attaché der tschechoslowakischen Gesandtschaft in Berlin, in den Basler Nachrichten die Meldung zu lancieren, dass der Landesleiter der NSDAP in der Tschechoslowakei, Weigel, wegen militärischer Spionage verhaftet worden sei, eine Meldung, die dann auf dem Umweg über die Schweiz auch in der Prager Presse hätte erscheinen sollen. Da die Meldung zur Vermeidung einer Zensur über das Politische Departement geleitet wurde, konnte es dieses Manöver zwecks Beeinflussung des Churer Gerichts durchkreuzen. Nachträglich stellte es sich dann heraus, dass Weigel wegen Fehlen eines strafbaren Tatbestandes wieder freigelassen wurde.

Belastend für Hrn. Böschenstein waren auch die Vorträge, die er in der Schweiz über das nationalsozialistische Deutschland gehalten hat. In einem solchen Vortrag, der von der Neuen Helvetischen Gesellschaft in Bern veranstaltet worden war, übte er eine vollständig negative Kritik an den Verhältnissen in Deutschland, wie sie sich seit der Machtergreifung Hitlers entwickelt haben. Abgesehen von der Autobahn wusste er überhaupt nichts Positives zu berichten. Er ging so weit zu erklären, dass auch die offiziellen deutsch-schweizerischen Beziehungen so schlecht wie noch nie geworden seien und begründete dies mit dem Fall Jacob, dem Pressekonflikt, den wirtschaftlichen und finanziellen Schwierigkeiten. Er bezeichnete diejenigen als naiv, die den Zusicherungen Hitlers an einen «unbeschäftigten alt Bundesrat» Vertrauen schenken.

Selbst die Basler Nachrichten und deren Chefredaktor, Herr Nationalrat Oeri, haben sich in letzter Zeit veranlasst gesehen, mündlich und schriftlich Herrn Böschenstein zu einer objektiveren und weniger negativen Berichterstattung anzuhalten. Herr Böschenstein hat geantwortet, dass diese Aussetzungen

an seiner Tätigkeit unbegründet seien und dass er die Art seiner Berichterstattung nicht ändern könne. Trotz dieser enttäuschenden Antwort konnte man aber feststellen, dass die Korrespondenzen von Herrn Böschenstein seither etwas vorsichtiger abgefasst wurden.

Es mag auch nicht unerwähnt bleiben, dass die schweizer. Gesandtschaft in Berlin wiederholt Herrn Böschenstein auseinandergesetzt hat, dass ein schweizerischer Berichterstatter im Ausland bei seiner Tätigkeit die bestehenden freundschaftlichen offiziellen Beziehungen zu berücksichtigen habe und dass es kein Verstoss gegen den schweizerischen Patriotismus sei, wenn auf diese Tätigkeit der Gesichtspunkt der schweizerischen Aussenpolitik ebenfalls Anwendung finde.

III. Wenn bei dieser Sachlage das Politische Departement trotzdem Schritte zwecks Verlängerung der Aufenthaltsbewilligung unternehmen liess, so geschah dies zunächst in der Erwägung, dass bisher kein Anlass vorgelegen hatte, sich für Herrn Böschenstein bei der deutschen Regierung zu verwenden. Ferner aber konnte man in der letzten Zeit, wie bereits bemerkt, eine gewisse Änderung in der Berichterstattung feststellen, so dass es nicht ausgeschlossen erschien, dass in absehbarer Zeit die Aussetzungen deutscherseits nicht mehr begründet sein werden. Entscheidend aber war die Einstellung der Redaktion der Basler Nachrichten selbst, die ihrem Korrespondenten in zutreffender Weise zu verstehen gegeben hatte, dass ein Auslandskorrespondent gewisse Rücksichten beachten müsse.

Leider sind nun aber unsere Schritte ohne Erfolg geblieben. Dies ist um so bedauerlicher, als der Bundesrat und das Politische Departement wiederholt Beiträge zur Beilegung des deutsch-schweizerischen Pressekonfliktes geleistet haben, wie die Aufhebung des Verbots der «Berliner Börsenzeitung», die Bemerkungen im Geschäftsbericht 1936 über die Einstellung der schweizerischen Presse zu den Verhältnissen in den Nachbarstaaten etc. Man hätte daher erwarten dürfen, dass man auch in Deutschland eine entsprechende Einstellung finden werde. Das Departement hat denn auch nicht unterlassen, beim Auswärtigen Amt und bei der deutschen Gesandtschaft seiner Enttäuschung über die wenig entgegenkommende Haltung der deutschen Regierung Ausdruck zu geben. Der deutsche Gesandte in Bern antwortete, dass er ebenfalls das negative Ergebnis, das er nicht habe abwenden können, lebhaft bedaure.

Es fragt sich nun, ob damit die Angelegenheit ihr Bewenden haben soll, oder ob Gegenmassnahmen, wie dies da und dort in der Presse verlangt wird, ergriffen werden sollen. Das Politische Departement ist der Ansicht, dass solche Massnahmen im vorliegenden Falle nicht in Betracht kommen können. Nur wenige Zeitungen haben in der Schweiz ständige Berichterstatter, so die «Frankfurter Zeitung» Herrn Pauls in Zürich und das «Berliner Tageblatt» Herrn Willy Ruppel in Genf. Beides sind deutsche Staatsangehörige. Würden diese Korrespondenten über die Verhältnisse in der Schweiz in ähnlichem Sinne schreiben wie Herr Böschenstein dies über Deutschland getan hat, so wäre dies zweifellos eine nicht zu verpassende Gelegenheit, um solche schädliche Publizisten auszuweisen. Nun aber gibt die Berichterstattung dieser Korrespondenten nicht nur zu keinen nachteiligen Bemerkungen Anlass, sondern deren Artikel sind für die Schweiz durchaus wohlmeinend. Die Tätigkeit dieser Korrespon-

denten gereicht daher auch unserm Lande zum Nutzen. Es kann nicht in Frage kommen, dass man Gegenmassnahmen ergreift, die an und für sich schon für die Schweiz nachteilig wären.

Auf der Suche nach Gegenmassnahmen ist auch der Vorschlag gemacht worden, sie nicht gegen die deutschen Korrespondenten in der Schweiz, sondern auf andern Gebiete zu ergreifen. Hiergegen bestehen jedoch grundsätzliche Bedenken. Solche Retorsionen könnten leicht zu einer entsprechenden Replik deutscherseits Anlass geben, die dann auch schweizerischerseits wieder beantwortet werden müsste. Das Departement glaubt nicht, dass es angezeigt ist, wegen der Wegweisung von Herrn Böschenstein die deutsch-schweizerischen Beziehungen zu gefährden.

Von vorstehendem Bericht und Antrag wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

156

E 1004.1 1/368

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 6 décembre 1937

1965. Suppression de l'intérêt du prêt hypothécaire consenti à la société immobilière du Foyer arménien, à Genève

Département des finances et des douanes. Proposition du 2 décembre 1937

I. Le 22 septembre 1927, le conseil de la Société des Nations avait décidé d'adresser à tous les membres de la société un dernier appel pour leur demander de prêter leur concours financier à l'établissement des réfugiés arméniens dans la République d'Erivan. Cet appel a été transmis au département politique fédéral le 31 octobre de la même année.

La Suisse n'avait pris aucune part à la politique d'intervention pratiquée par le concert européen pendant le 19^e siècle à l'égard de la Turquie. Aucune raison politique ne pouvait donc être invoquée à l'appui d'un sacrifice financier en faveur de l'Arménie. En effet, la Suisse n'était pour rien dans les massacres de 1894–1895 et dans ceux de 1909, et elle n'était pas responsable non plus de l'attitude des Arméniens à l'égard de la Turquie pendant la guerre. Par ailleurs, il était clair que l'on ne pouvait envisager l'octroi d'un prêt à la République d'Erivan, Etat fédéré de l'Union des Soviets.

Des sentiments d'humanité et le fait qu'elle est membre de la Société des Nations ont toutefois engagé la Suisse à porter secours aux Arméniens sans participer directement à une action au profit de la République d'Erivan. Pour cette raison, le Conseil fédéral a octroyé, par arrêté du 12 mars 1928, un prêt hypothécaire de 100 000 francs à 3 % au comité central de la fédération des comités suisses amis des Arméniens. Ce prêt, garanti en 1^{er} rang et remboursable en

15 ans, devait permettre au comité précité d'acquérir un immeuble qui lui était nécessaire pour poursuivre son œuvre.

II. Au moment où ce prêt fut octroyé, la fédération des comités suisses amis des Arméniens avait élevé 2000 enfants et dépensé en moyenne 100 000 francs par année depuis 31 ans. Elle entretenait trois immeubles à Begnins, contenant 56 orphelins, et un à Champel en contenant 48. A la suite d'une tournée de conférences aux Etats-Unis, M. Krafft-Bonnard, secrétaire général du comité central, avait obtenu des Arméniens établis en Amérique les fonds nécessaires à l'achat de deux des trois maisons de Begnins. La maison de Champel devait être mise en vente et la propriété transformée en terrain à bâtir avec avenue. La fédération ne put songer à bâtir, ses moyens ne le lui permettant pas. Elle tenait par contre, ainsi que l'occasion s'en présentait, à acquérir une grande maison de plus de vingt pièces, datant de 1908. A cette occasion, la fédération précitée constitua la «société immobilière du Foyer arménien à Genève», qui acheta, pour le prix de 180 000 francs, l'immeuble en question sis au Chemin du Velours 22.

La société nouvellement constituée est un organisme auxiliaire de l'œuvre suisse en faveur des orphelins arméniens et elle n'a jamais eu d'autres ressources que celles que l'œuvre précitée pouvait lui procurer. Si légalement le Foyer est une société financière, en réalité il est un rouage inhérent à l'action philanthropique en faveur des orphelins exilés. C'est ainsi que l'acquisition de l'immeuble du Chemin du Velours put s'effectuer, grâce à des dons s'élevant à 27 000 francs, qui ont permis l'achat du capital-actions par la constitution d'une hypothèque de 100 000 francs en faveur de la Confédération et d'une hypothèque de II^e rang de 53 000 francs. Cette dernière est divisée en titres de 100 et 500 francs, qui ont été achetés par des amis de l'œuvre, et en une part de 11 100 francs constituant des titres de créances en faveur des fournisseurs.

III. Les intérêts du prêt de 100 000 francs octroyé par la Confédération s'élèvent semestriellement à 1500 francs et ils ont été payés jusqu'à l'échéance du 23 octobre 1933. A partir de cette date, la société n'a plus été en mesure de remplir ses engagements. Il lui a été notifié un commandement de payer en temps opportun et elle s'est vue contrainte de demander à la Confédération de faire abandon des intérêts arriérés et des intérêts futurs. A l'échéance du 23 octobre 1937, les intérêts dus s'élevaient à 13 500 francs.

Dans sa note adressée au département fédéral des finances et des douanes, M. Krafft-Bonnard relève que grâce à son effort persévérant l'œuvre a secouru non seulement les orphelins dont elle avait assumé la responsabilité, mais encore un très grand nombre de réfugiés arméniens en Suisse. Ces derniers ont dû être aidés, soignés, hospitalisés et placés, alors même que l'œuvre n'était en rien responsable du fait qu'ils étaient domiciliés en Suisse.

De 1919 à 1937, une somme de plus de 420 000 francs fut dépensée pour ces malheureux. A part le prêt de 100 000 francs consenti au taux de 3% par le Conseil fédéral, l'œuvre en faveur des Arméniens n'a jamais bénéficié d'aucune subvention de la Confédération, des cantons et de la Croix-Rouge. Il est certain que sans la présence de l'œuvre, la Confédération et divers cantons auraient été contraints de secourir des réfugiés arméniens, notamment des vieillards, des malades, des tuberculeux et des enfants ne pouvant être rapatriés.

Les causes pour lesquelles la société immobilière du Foyer arménien n'est pas en mesure de remplir ses engagements sont dues à la crise économique, à l'abandon de la question arménienne, au décès de nombreux bienfaiteurs de l'œuvre, à la diminution des dons en général et enfin à la situation politique qui eut pour conséquence d'aggraver encore, au cours de ces dernières années, le sort tragique des réfugiés arméniens.

En ce qui concerne la demande de faire abandon des intérêts futurs du prêt consenti par la Confédération, il y a lieu de préciser que si les charges qui incombent au Foyer arménien se sont faites de plus en plus lourdes, l'œuvre doit cependant bientôt prendre fin, car la plupart des orphelins seront élevés dans quelques années.

Le Foyer ne compte actuellement plus qu'une cinquantaine de jeunes gens et il a été transporté dans un autre immeuble à Champel, qui est loué pour le prix annuel de 2500 francs. L'immeuble du Chemin du Velours, qui risquait de devenir une charge écrasante pour l'œuvre, put être loué pour être transformé en maison de repos. Un bail de 10 ans, prévoyant un loyer annuel de 6000 francs, a été conclu. Les frais de transformation et de modernisation absolument indispensables se sont élevés à 19000 francs et l'avance en a été faite par le locataire moyennant diminution du loyer pendant 4 ans. Ce n'est donc qu'en 1940 que le loyer de l'immeuble du Chemin du Velours contrebalancera celui de Champel et que les recettes de l'œuvre de secours aux orphelins arméniens dépasseront sur ce point les dépenses. A ce moment-là, il est probable que le Foyer pourra fermer ses portes, car tous ses hôtes seront en âge et à même de gagner leur vie.

IV. En vue de ne pas entraver d'une part l'œuvre entreprise en faveur des Arméniens et de sauvegarder d'autre part les intérêts de la Confédération, le Département avait proposé au Foyer de différer à l'encaissement des intérêts jusqu'en 1940, à condition qu'il constitue sur son immeuble du Chemin du Velours une hypothèque en III^e rang pour les intérêts qui seront dus jusqu'à la date susmentionnée, où il pourra fermer ses portes. En formulant cette proposition, il ne pensait pas devoir faire abandon pur et simple des intérêts, étant donné qu'en 1940 la société disposera, grâce à la plus-value de son immeuble, d'un actif d'une certaine importance.

Ainsi qu'il ressort de ses comptes, l'œuvre de secours aux orphelins arméniens n'est pas en mesure de donner suite à cette proposition: le déficit réalisé jusqu'à fin 1936 s'est élevé à plus de 96000 francs.

Il est évident que si cette institution était une entreprise commerciale, elle se verrait obligée de déposer son bilan. Mais son comité estime qu'il ne peut abandonner la tâche qu'il s'est assignée et qui est en voie d'achèvement. En supprimant le Foyer, le seul lien qui rattache à l'existence les quelque cinquante orphelins qu'il abrite actuellement, ceux-ci tomberaient à la charge de la Confédération.

Par ailleurs, il est bien évident que le prêt hypothécaire consenti au Foyer arménien ne constitue pas un placement de fonds au sens de la loi en vigueur depuis le 15 octobre 1929. Ce prêt équivaut à une subvention indirecte, car le taux d'intérêt est inférieur à celui en usage dans le pays.

En considération de ce qui précède et notamment du fait qu'en ne venant pas

en aide au Foyer arménien il résulterait pour la Confédération des charges financières beaucoup plus élevées, il serait indiqué de faire abandon des intérêts du prêt. Comme il convient cependant de tenir compte qu'à partir de 1940 l'œuvre en faveur des Arméniens disposera de nouvelles recettes provenant du loyer qu'elle retirera de son immeuble du Chemin du Velours, il serait indiqué de limiter cette faveur jusqu'à cette date au plus tard, soit jusqu'à l'échéance du 23 octobre 1940 des intérêts semestriels du prêt. En outre, l'abandon des intérêts devrait être subordonné à la condition que les comptes de l'œuvre en question soient soumis chaque année au Département des finances et des douanes.

En conséquence et vu la proposition du Département précité, il est *décidé*:

1. La Confédération renonce, à partir du 23 octobre 1933, aux intérêts du prêt hypothécaire de 100 000 francs, octroyé par arrêté fédéral du 12 mars 1928 au taux de 3% à la société immobilière du Foyer arménien et garanti en 1^{er} rang sur son immeuble sis au Chemin du Velours 22, à Genève.

2. L'abandon des intérêts pourra avoir lieu jusqu'au 23 octobre 1940 au plus tard et à condition que l'œuvre de secours aux orphelins arméniens, à Genève, soumette régulièrement ses comptes annuels au département fédéral des finances et des douanes.

157

E 2200 Rom 23/11

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

L MC

Berne, 7 décembre 1937

Nous avons eu l'honneur de recevoir la dépêche¹ par laquelle vous nous faites savoir que, selon des bruits qui courent à Rome avec persistance, l'Italie prendrait la décision de sortir de la Société des Nations.

Cette nouvelle nous a beaucoup surpris; nous ne pensions pas qu'une détermination de ce genre serait envisagée dans les conjonctures actuelles. Nous aurions mieux compris un accès de mauvaise humeur lors de l'Assemblée de septembre. Depuis lors, les semaines ont passé, et nous pensions qu'une certaine détente s'était produite, notamment à la suite de la légère amélioration qui semblait s'être produite dans les rapports entre Londres et Rome.

Quoi qu'il en soit, nous regretterions vivement, pour notre part, une décision irrévocable de l'Italie. Sa sortie de l'institution de Genève ne faciliterait pas notre position d'Etat neutre. Deux des trois grands Etats voisins ne seraient

1. *Télégramme N° 45 expédié de Rome le 6 décembre à 23 h. 30*: Voci su decisione immediata relativa all'uscita Italia dalla Lega delle Nazioni vengono confermate sempre più. Secondo notizie di questa sera la deliberazione verrebbe adottata oggi in linea di principio. Mandate telegraficamente le vostre istruzioni eventuali.

plus membres de la Société. Cette circonstance pourrait avec le temps devenir pour nous assez grosse de conséquences.

Nous ne voulons cependant pas anticiper, le Gouvernement italien pouvant hésiter encore avant de franchir le Rubicon.

Nous souhaiterions vivement qu'il en fût ainsi, mais c'est tout ce que nous pouvons faire: espérer que l'Italie ne consommera pas la rupture définitive avec Genève.

Nous n'avons donc point d'instructions particulières à vous donner.

158

2300 Rom, Archiv-Nr. 37

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

RP Société des Nations

Rome, 7 décembre 1937

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre envoyée hier par courrier², au sujet de l'attitude de l'Italie à l'égard de la Société des Nations, ainsi que les renseignements complémentaires très peu rassurants que je vous ai fait parvenir hier soir par la voie la plus rapide³. Je tiens de la personnalité italienne mentionnée dans mon rapport précédent que les services du Ministère des Affaires Etrangères ont poussé fort loin l'étude des éventualités se présentant à l'Italie *après* sa sortie formelle des organismes de Genève. C'est là déjà un fait significatif. Mais de plus dans la journée d'hier, quelques résistances qui se manifestaient encore à l'égard du projet de sortie paraissent avoir faibli. Bien que le dernier mot reste, comme toujours, au Chef du Gouvernement, on m'a déjà donné hier comme «sûre» la décision relative au retrait de Genève.

M. de Reynold, qui a été reçu hier soir par le Chef du Gouvernement⁴, est revenu avec l'impression que «Mussolini parlait comme s'il voulait se retirer de la Société des Nations». Mais il n'a pas eu, si j'ai bien compris, une impression absolument définitive et même le Duce paraît avoir écouté avec intérêt le point de vue de notre compatriote, qui se rend évidemment compte de la situation difficile dans laquelle nous nous trouverions lorsque, par hypothèse, et l'Italie et l'Allemagne auront dénoncé le Pacte. Mon informateur italien, qui est revenu me trouver ce matin, est d'avis que les opinions de certains Etats qui, comme le nôtre, sont considérés ici comme des amis, peuvent encore avoir du

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Je ne pense pas qu'une démarche de notre part soit opportune. M. le Ministre Ruegger est naturellement libre de rappeler notre point de vue qui est bien connu. 9.XII.37. M.

2. *Non reproduite*, cf. E 2001 (D) 4/5.

3. Cf. N° 157, note 1.

4. *Le compte rendu de cet entretien est reproduit en annexe.*

poids. A vrai dire, en ce qui nous concerne, j'ai déjà maintes fois exprimé notre point de vue à M. Ciano et je verrai peut-être encore l'occasion de lui faire comprendre qu'il s'agit d'un problème qui nous intéresse au premier chef. En effet, le Pacte n'est pas une abstraction, mais un traité qui nous lie comme l'Italie, et il n'est peut-être pas inutile, encore maintenant, que l'influence à vrai dire désastreuse de l'Allemagne en cette matière trouve un contrepoids.

Il va sans dire que j'ai vivement engagé mon interlocuteur italien à faire directement valoir ses arguments et en haut lieu, avec toute la franchise nécessaire. Pour le reste, je demeure dans l'attente de vos instructions.

ANNEXE

J.I.1.1/5

G. de Reynold au Président de la Confédération, G. Motta⁵

*Copie
R*

ENTRETIEN DU LUNDI 6 DÉCEMBRE 1937 AVEC LE DUCE

J'étais convoqué au Palazzo Venezia pour 5 heures^{3/4}. Au moment de partir, alors que je quittais l'Institut international du cinématographe éducatif pour monter dans ma voiture, Vivaldi, contrôleur aux comptes de la Société des Nations, arriva très agité pour me souffler dans l'oreille: «Il est bon que vous sachiez, avant votre entretien, que la sortie de l'Italie de la Société des Nations est chose imminente.» Je lui répondis: «Bon! On verra.» Et je partis.

J'attendis environ 25 minutes dans le salon habituel du Palazzo Venezia, le salon où j'étais déjà venu si souvent. Je fus introduit à 6 heures 05 environ. Mussolini, en tenue civile – vague complet gris et col mou tout froissé – se leva dès mon entrée, me fit le salut fasciste et, témoignage particulièrement amical, s'avança à ma rencontre pour me prendre la main droite dans les deux siennes. Je m'assis, sans lui demander d'autorisation, dans le grand fauteuil, je croisai les jambes – tout cela pour bien donner à mon entretien un caractère d'entretien privé d'homme à homme. Puis je lui dis: «Je ne suis pas venu voir le Chef du Gouvernement, ni le Duce, mais l'homme et l'ami: j'espère que cela ne vous choque pas.» Mussolini eut un large sourire et me répondit: «Au contraire!» Là-dessus l'entretien s'engagea.

Son caractère fut celui d'un tour général d'horizon durant lequel M. m'exposa toute sa politique.

Il commença par me parler de la guerre sino-japonaise. Il me fit l'éloge du peuple japonais, me parla de sa pauvreté, de sa sobriété, de sa population débordante, mais sans manifester la moindre antipathie à l'égard des Chinois. Au contraire, il me déclara que les Chinois étaient en moyenne beaucoup plus intelligents que les Japonais. Il me dit également que la plupart des Européens ne comprenaient rien au conflit actuel et à ses causes profondes. Je lui répondis qu'à mon avis, nous assistions à un des phénomènes les plus importants de l'histoire: la constitution d'un vaste empire extrême-oriental, et que le Japon agissait en Chine un peu comme la Prusse agissait en Allemagne lorsqu'elle faisait la guerre en faveur de l'unité allemande contre l'Autriche, la Saxe, le Hanovre, les Etats du Sud. M. se déclara complètement de mon avis. Pour lui, les Japonais ne cherchent point à faire de vastes conquêtes territoriales; ce qui les intéresse avant tout, ce sont les problèmes économiques et les zones de défense contre la Russie soviétique. Lorsque je lui parlai de la média-

5. *Document non daté.*

tion allemande, il s'empressa d'ajouter, en levant le doigt : «Et la mienne». Ce qui me parut significatif. Là-dessus, il me donna quelques détails sur les conseils qu'il avait donnés à la délégation chinoise qui était venue le voir : «Pour le moment, la Chine n'est pas encore un Etat, mais une nation : pour le moment, vous n'avez pas encore d'armée, vous n'avez qu'un peuple; vous serez toujours battus par les Japonais. Si vous vous retirez dans le centre, ils ne vous suivront pas. Faites avec eux une paix honorable le plus vite possible.» Il conclut en me disant que cette médiation avait les plus grandes chances d'aboutir très prochainement, et qu'elle signifiait que la Chine se détournait de la Société des Nations, de l'Angleterre, des Etats-Unis et de la France.

Comme je voulais connaître son opinion sur la Suisse, je lui posai directement la question : «Qu'est-ce que vous pensez de la Suisse?» Il me parla de la Suisse, d'abord, avec cette connaissance du sujet jusque dans les détails, comme seul un Suisse pourrait l'avoir, puis avec cette sympathie vraiment chaude qu'il a toujours marquée pour notre pays, enfin avec optimisme. Il commenta le vote récent sur l'initiative contre la franc-maçonnerie comme qui a suivi la campagne de près et qui connaît les chiffres. Il me fit à propos, en passant, l'éloge de Mgr Besson. Il m'apprit qu'il lisait en ce moment le numéro spécial consacré à la Suisse par la revue «Esprit», et me demanda qui était l'écrivain Ramuz (il prononçait Ramou). Je lui donnai quelques détails et lui promis un ou deux livres de l'écrivain vaudois. Puis ce fut mon tour de lui expliquer la Suisse. Je lui déclarai que, pour la comprendre, il ne fallait pas la juger d'après les manifestations extérieures, ni même d'après le régime actuel, mais par les manifestations profondes, par les racines. Je lui dis que le communisme existait juste assez pour servir de point de ralliement et de stimulant à la concentration nationale, mais que, par lui-même, il n'était pas de nature à inquiéter ni la Suisse, ni ses voisins. Je lui dis que, selon moi, si, dans les circonstances actuelles, il y avait un danger pour notre pays, ce serait bien plutôt un danger «front populaire», sous la double influence de la politique française et du glissement vers la gauche de certains éléments radicaux. Je lui signalai cependant que le socialisme était partout en recul, et qu'on assistait à une dissociation entre l'élément ouvrier, tendant à devenir de plus en plus national, et celui des politiciens marxistes. M. répliqua qu'il l'avait déjà remarqué et qu'il pensait comme moi. Je lui parlai également de notre réforme militaire, mais il m'interrompit pour me dire : «Là n'est pas le péril; vous ne risquez rien; mais, si vous devez avoir des ennuis, ce sera très vraisemblablement à cause de la Société des Nations.» Je sautai sur ce mot pour lui poser des questions : «Est-il vrai que vous allez sortir, comme on vient de me le dire?» Devant son attitude évasive, je lui déclarai : «Permettez-moi de m'exprimer là-dessus avec une franchise que vous trouverez peut-être brutale.»

«Vis-à-vis de la Société des Nations, on peut avoir trois attitudes, dont deux sont bonnes et la dernière mauvaise. Malheureusement, jusqu'à présent, vous avez choisi la mauvaise. On peut rester dans la Société des Nations, à la condition de savoir s'en servir. Ce qui est important, ce n'est pas tant le Pacte, ni l'idéologie humanitaire, mais le fait que la Société des Nations subsiste et qu'il y a là un milieu où l'on peut travailler. Il faut savoir s'y créer des amis et des clients; il faut savoir la noyauter, comme ont si bien su le faire vos pires adversaires, à commencer par les Russes, sans parler des Anglais, ni des Français. Pour cela, je crois fermement que cela est possible, que cela est relativement facile et que vous pourriez en tirer de grands avantages. Mais, pour cela, il faut changer complètement de méthode et surtout d'hommes.

» Il y a l'autre solution : en sortir. Vous pouvez très bien le faire, mais à une condition : être sûr que vous pourrez faire sauter la Société des Nations, car ce serait une grande faute politique, dans les circonstances présentes, de quitter la Société des Nations en la laissant entièrement entre les mains de vos adversaires qui, eux, savent s'en servir.

» Mais la pire des attitudes, celle qui a tous les désavantages des deux autres sans en avoir les avantages, est votre attitude actuelle qui consiste à être de la Société des Nations tout en n'en étant pas, quoiqu'en étant.»

Là-dessus, M. se mit à rire et me répondit : «Vous avez raison.» Mais je ne puis déterminer si, chez lui, il y avait déjà ou non l'intention bien arrêtée de quitter la Société des Nations. J'avoue que, malgré tous les bruits qui couraient hier et tout ce que nous savons aujourd'hui, je garde un peu l'espoir que M. n'a pas encore pris la décision définitive. Cependant, je n'en mettrais pas la main au feu, comme on dit.

A propos de la Société des Nations, nous parlâmes de Genève et je dis au Duce que cette institution internationale s'était révélée bien écrasante pour Genève, qu'avant la Société des Nations, Genève représentait en Europe et dans le monde une tradition et un foyer de culture qu'elle ne représente plus actuellement.

De là, l'entretien se tourna vers la France. Je racontai au Duce les impressions du mois de juillet et ma longue conversation du 22 octobre avec le gros Herriot. Je lui expliquai que, pour comprendre la France, il faut sans cesse avoir présentes à l'esprit ces trois vérités: d'abord, le Français est l'homme qui peut supporter le plus aisément et le plus longtemps des désordres politiques. Puis que le peuple français possède une très grande force sociale, s'il révèle trop souvent une très grande faiblesse politique. Enfin, que le Français a le cœur à gauche, mais le porte-monnaie à droite. Actuellement, tant qu'il y a de l'argent dans la caisse, on fait une politique d'extrême-gauche; dès que la caisse est vide, on prend peur et l'on rappelle les ministres bourgeois pour la remplir; sitôt qu'elle est remplie, on recommence à faire une politique d'extrême-gauche jusqu'à ce qu'elle soit de nouveau vide, et ainsi de suite, car il n'y a pas de raisons pour que cela finisse, tant du moins que la France possèdera les ressources qu'elle possède encore. Ce que je crains pour la France, ce n'est pas la révolution violente, mais le long enfoncement dans la décadence.

Je lui dis que, si on veut éliminer la France, il n'y a qu'un moyen: lui donner l'impression d'une totale sécurité extérieure. Sitôt qu'on l'effraye ou qu'on la menace, la cohésion se refait immédiatement. Celui que l'on devrait nommer premier citoyen d'honneur de la République française, c'est votre cher ami Hitler, car il a vraiment sauvé la France de la révolution au moment où s'installait le front populaire et maintenu la discipline dans l'armée française qui, sans la menace allemande, risquait alors de se désagréger.»

Nous passâmes alors à l'Allemagne. Je déclarai à M. que, comme catholique, ce qui me gênait dans l'axe Rome-Berlin et dans les quelques sympathies que je pouvais avoir pour le national-socialisme, c'était la politique anti-chrétienne du Reich. Là-dessus, M. s'exprima avec la plus entière franchise. L'axe Rome-Berlin ne signifie en aucune façon une identification entre les deux régimes. Certes, il y a bien des points communs qui se sont encore accentués, mais il reste des différences fondamentales que M. lui-même a pris soin de bien mettre en lumière au moment de l'entente italo-germanique. M. s'est déclaré tout à fait hostile à la politique anti-chrétienne de l'Allemagne, et m'a raconté que, lors de son voyage à Berlin et surtout d'un entretien en Italie même avec Hess, il s'était expliqué à ce sujet avec la plus grande netteté. «J'ai dit aux Allemands: On peut détruire un Etat, on peut partager un peuple, mais on ne peut rien contre l'Eglise catholique. Oui, vous pouvez prendre toutes les cathédrales, tous les sanctuaires; mais alors, les gens prieront chez eux ou dans les catacombes. Vous ne prétendez tout de même pas réussir ce que personne dans l'histoire n'a jusqu'à présent réussi, ce que Bismark chez vous n'a pas pu réussir. Bismark a vu l'erreur et il a su revenir en arrière.» M. espère que les Allemands atténueront peu à peu leur politique de persécution et même leur racisme: il aperçoit à ce sujet un certain nombre de symptômes; il m'a cité, par exemple, la théorie d'après laquelle le Christ serait un Aryen parce qu'il était blond, ou l'abandon des positions racistes extrêmes, etc. Mais la seule chose que les Allemands n'abandonneront jamais, c'est leur anti-sémitisme. Quand on appartient au monde cultivé, on peut avoir des opinions nuancées; mais le national-socialisme est un mouvement populaire, composé de gens simples qui raisonnent donc simplement et tirent immédiatement les conclusions pratiques de ce raisonnement. Nous avons ensuite parlé du catholicisme lui-même. Une fois de plus, M. m'a bien affirmé sa volonté de ne rien faire contre lui, ni contre l'Eglise dont il distingue très bien la vie propre, ce que l'on pourrait appeler le «Miracle catholique», indépendamment de certains éléments ou de certaines attitudes catholiques de nature humaine et transitoire. «J'ai toujours eu pour principe qu'aucun Etat ne peut accomplir sa mission, sans entente avec le pouvoir spirituel. Je ne me laisserai jamais dévier de ce principe, car il est la plus grande leçon de l'histoire.»

Je l'interrogeai ensuite sur l'Espagne. Il me répondit qu'on allait procurer à Franco l'occasion de remporter une victoire, de manière à fournir aux gens de Valence un alibi qui leur permettrait d'accomplir une capitulation honorable. La cause rouge est perdue: la meilleure preuve en est dans le changement de l'attitude de l'Angleterre.

Cette transition me conduisit naturellement à parler de l'Angleterre. J'expliquai au Duce que,

pour moi comme pour bien d'autres, entre autres l'écrivain anglais Hilaire Belloc, l'Angleterre n'est pas une démocratie, mais le dernier Etat aristocratique. Il y a en Angleterre trois pouvoirs: celui de l'opinion, dit celui de la démocratie, c'est-à-dire celui des vieilles filles, des clergymen, des sectes et du Labourparty: ce pouvoir-là est celui qui fait le plus de bruit et qui paraît gouverner; il est vrai qu'on en tient toujours grand compte. Mais ce n'est pas encore le bon. Il y a ensuite le Gouvernement de Sa Majesté. Il y a enfin un Gouvernement invisible et permanent, formé de quelques gentlemen et de quelques clubs composés de gentlemen. Celui-là, qui n'apparaît pas, est en réalité le véritable gouvernement de l'Angleterre.

Mussolini me déclara que, contre l'Angleterre, il n'avait aucune animosité quelconque, qu'il était paré à tous les événements, mais qu'il ne demandait qu'à s'entendre. «Je reste toujours partisan d'un pacte à quatre, ou plutôt d'un pacte à cinq, car il faut compter la Pologne comme une grande puissance. Seule, une telle entente pourra résoudre les difficultés et rendre la paix à l'Europe. Je n'en parle plus pour le moment, mais je n'abandonne pas cette idée.»

Nous parlâmes ensuite de la Russie. Selon M., la situation intérieure devient de plus en plus difficile, et l'on commence à soupçonner Staline de préparer un vaste programme afin de détourner sur les Juifs le mécontentement populaire, selon la vieille méthode tzariste. Les Juifs le savent, car ils ont des oreilles de lièvre, et commencent à s'inquiéter. La passivité complète des troupes soviétiques en Extrême-Orient est la preuve de cette impuissance. Selon M., les jours du régime soviétique seraient comptés.

Je lui racontai à ce propos ce qu'Herriot m'avait raconté lui-même, que le fameux maréchal Toukhatchevsky aurait été dénoncé par le 2^e bureau de l'Etat-Major français, pour cause de trahison en faveur des Allemands. «Je ne suis pas tout à fait sûr que cela soit vrai, mais nous avons des renseignements qui tendraient à le prouver. T. s'était évadé de l'Allemagne dans des circonstances un peu suspectes. En tous cas, s'il ne trahissait pas, il s'apprêtait à trahir.»

Je demandai encore au Duce comment il avait passé les durs moments des sanctions. Il me répondit: «Avec le plus grand calme. Cela vient de ce que je n'ai jamais cessé de dormir. A dix heures du soir, quoi qu'il arrive, le rideau tombe.»

«Quand la flotte anglaise est venue dans la Méditerranée, beaucoup d'Italiens se sont affolés. Je leur ai répondu: Attendez, nous verrons bien ce qu'ils vont faire. Les jours sont passés, ils n'ont rien fait. Ils étaient d'ailleurs dans une position des plus dangereuse, parce qu'une flotte concentrée dans les ports est la meilleure cible pour les avions.»

Alors, M. se leva. Nous fîmes lentement quelques pas dans la salle et je lui demandai: «En somme, la conclusion de cet entretien est optimiste.»

— «Oui; il y aura sans doute encore de mauvais moments à passer, mais on y regardera à deux fois avant de tirer un premier coup de canon. Ce que je puis vous assurer, c'est que ce n'est pas moi qui le tirerai.»

Nous étions arrivés à la porte. «Lorsque les journaux recommenceront à s'intéresser aux chiens écrasés, vous pourrez dire que vous aurez achevé votre œuvre.» Ce fut la dernière phrase de cet entretien, il était près de 7 heures 1/2 du soir.

159

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

L Vertraulich

Berlin, 8. Dezember 1937

Durch die am 27. November bekanntgegebenen Beschlüsse über die Umbildungen im Reichskabinettt wurde die seit längerer Zeit latente Schachtkrise gelöst, und zwar, soweit es wenigstens die äusseren Verumständungen anbehtrifft, sogar auf eine sehr elegante Art und Weise.

In diesem Zusammenhange beehre ich mich, zurückgreifend auf meine Ausführungen vom 11. September² an den Delegierten des Bundesrates für den Aussenhandel, wovon die Abteilung für Auswärtiges einen Durchschlag erhalten hat, sowie vom 29. Oktober² an Sie, einige ergänzende Angaben über die Hintergründe dieses Problems, welches nun seit einigen Monaten die ausländischen Beobachter stark beschäftigt hat, zu machen.

In meinem ersterwähnten Bericht an den Delegierten des Bundesrates für den Aussenhandel habe ich die Gründe angeführt, die den kommissarischen Reichswirtschaftsminister veranlassten, ein erstes Mal am 11. August – und nicht bereits schon Ende Juli, wie ich damals schrieb – dem Reichskanzler in Berchtesgaden seine Demission anzubieten und die grundsätzliche Einwilligung des deutschen Staatsoberhauptes zu erwirken.

Der Zeitpunkt, in welchem dem Gesuch um Entlassung tatsächlich stattgegeben wurde, hat sich allerdings wider alles Erwarten mehr und mehr hinausgezögert, indem der Demissionär Schacht wenigstens der Form nach noch bis zum 27. November in seinem Amte verblieb. De Facto übte er jedoch seine Obliegenheiten als Reichswirtschaftsminister nicht mehr aus.

Ein Mann vom Charakter Schachts bringt es indessen nicht über sich, sang- und klanglos von der politischen Bühne abzutreten. Er hat daher auch immer und immer wieder versucht, und zwar sowohl gestützt auf seine Freunde im Inland als auch auf dem Umwege über das Ausland, Hitler zu überzeugen, dass sein Abgang und damit das Obenaufschwingen der radikalen Tendenzen, wie sie sich in den programmatischen Forderungen zur Wirtschaftspolitik von Parteiseite äussern, katastrophale Folgen haben müsse. Damit wollte Schacht nichts anderes als eine Entscheidung in seinem Machtkampf gegen Göring herbeiführen. Es ist für jeden einsichtigen Menschen eine ausgemachte Tatsache, dass für zwei Leute von diesem Format in demselben Raume, das heisst im Wirtschaftsraum, kein Platz vorhanden ist.

1. *Annotation manuscrite de Motta*: En circulation, 12.12.37. *En marge, d'une écriture non identifiée*: Zurück am 20.XII.37 et M. Feldscher (p. son information). *De la main de Feldscher*: Vu. F.

2. *Non reproduits*.

Da es der dirigierten Presse verboten wurde, diesem Machtkampf im Inlande ein Echo irgendwelcher Art zu geben, nahm Schacht immer mehr Zuflucht zu ausländischen Kreisen sowie auch zu einer eigentlich provokatorischen Haltung. In letzterer Hinsicht ist die Episode bezeichnend, welche sich anlässlich eines Abschiedstees, den der von seinem Posten abberufene amerikanische Generalkonsul Jenkins am 26. Oktober gab, abspielte. Obschon Schacht pflichtgemäss eingeladen worden war, hatte kein Mensch mit seinem Erscheinen gerechnet, da es allgemein bekannt ist, dass er an solchen Veranstaltungen, zumal wenn sie einen so unbedeutenden Charakter haben wie im vorliegenden Fall, überhaupt nicht teilzunehmen pflegt. Bei diesem Anlasse erklärte er ostentativ jedem, der es hören wollte, dass er seit Anfang August – kurz nachdem Göring mit seinem Plan der Schaffung reichseigener Eisenwerke an die Öffentlichkeit getreten ist – sein Amt als Reichswirtschaftsminister tatsächlich nicht mehr ausübe. Verschiedene Persönlichkeiten, die an diesem Empfang teilnahmen, hatten, wie sie mir versicherten, den Eindruck, dass Schacht auf provokatorische Weise den «ungezogenen Jungen» spielen wollte.

Wie ich Ihnen bereits mitgeteilt habe, war man ursprünglich allgemein der Auffassung, dass Hitler seinen Wirtschaftsminister während oder doch unmittelbar nach dem Reichsparteitag entlassen werde. Dies ist damals nicht geschehen, und auch die weiteren Vermutungen, die man insbesondere an die ostentativen Äusserungen Schachts selbst knüpfte, haben sich in der Folge als trügerisch erwiesen. Es darf mit Sicherheit angenommen werden, dass Schacht im Grunde genommen durch sein Verhalten das Gegenteil erreichen wollte, nämlich eine Rückübertragung der Kompetenzen, die ihm durch den unvorhergesehenen Ausbau des Göring'schen Vierjahresplan-Bureaus nach und nach entzogen worden sind. Nur unter dieser Voraussetzung wäre Schacht bereit gewesen, sein Amt beizubehalten.

Tatsache ist jedenfalls, dass Hitler, dem selbst die Ausscheidung Schachts im gegenwärtigen Zeitpunkt weder für die Wirtschafts- noch für die Finanzpolitik des Reiches als tragbar erschienen haben mag, versuchte, zwischen den beiden Antipoden Schacht und Göring zu vermitteln. Die durch die Presse gegangenen Meldungen, insbesondere der Bericht in der Neuen Zürcher Zeitung vom 2. November (Fernausgabe Nummer 303), die von einem Kompromiss zwischen dem Reichswirtschaftsministerium und dem Bureau Göring wissen wollten, entsprachen somit nicht den tatsächlichen Verhältnissen. Keiner der beiden Antagonisten wollte seine Position aufgeben, beziehungsweise die Lösung des Konfliktes ermöglichende Konzessionen machen. Die Schachtkrise war und blieb somit latent. Göring soll, wie im allgemeinen gut orientierte Kreise wissen wollen, die ihm von Hitler als Ersatz für die auf Schacht wieder zu übertragenden Kompetenzen angebotene vermehrte Einflussnahme auf Ley und Darré nicht als genügende Kompensation betrachtet haben.

Wenn man nach den Gründen fragt, welche zu der verfahrenen Situation geführt haben, in die sich Schacht selbst hineinmanövriert hat, so muss man sich dessen bewusst sein, dass er sich stets bremsend hinter den unaufhaltsam dem Abgrund zurollenden Karren der deutschen Wirtschaft und Finanz gestellt hat, anstatt, wie es seiner ganzen Veranlagung eigentlich eher entsprechen

würde, sich vor dieses auf der schiefen Ebene sich befindende Gefährt zu stellen und das Gesetz des Handelns an sich zu reissen. Dabei braucht man bloss an die Auswirkungen der Judenfrage sowie an die Organisation des Wettkampfes der sogenannten Musterbetriebe zu denken. Was die letzteren anbetrifft, hat Schacht auf dem Wege über die Handelskammern erst eingegriffen, nachdem die ganze Aktion von Ley bereits ins Rollen gebracht worden war. Hinsichtlich der Judenfrage in der Wirtschaft hat Schacht die Initiative zur «Arisierung» der Betriebe, Geschäfte, Banken usw. der Partei überlassen und sich damit begnügt, die Beschwerden der betroffenen Kreise zu sammeln und nachträglich zu versuchen, den Schild über diese Leute zu halten. Er hätte aber sicherlich seinerzeit vom Reichskanzler erreichen können, dass ihm die Durchführung des Postulates «Entjudung der Wirtschaft» übertragen worden wäre, und zwar in einer Weise, die weniger Schaden gestiftet hätte.

Diese Beispiele liessen sich noch beliebig vermehren. Ich möchte nur noch auf dasjenige verweisen, welches eigentlich am klarsten in die Augen springt, nämlich das Vierjahresplanbureau Görings, das ursprünglich nur als kleine Organisation gedacht war, jedoch in kurzer Zeit von seinem Leiter gewaltig ausgedehnt werden konnte, weil auch hier Schacht den Dingen zu lange zuschaute und erst dann in das Räderwerk eingriff, als die Maschine schon auf voller Tourenzahl lief.

Ich möchte nicht unterlassen, Ihnen in diesem Zusammenhange als Beilage einige in der Presse publizierte Aufsätze zu übermitteln, welche die Situation blitzartig beleuchten. Die beiden letzten Kapitel des in Nummer 438 der «D.A.Z.» vom 19. September erschienenen Artikels «Krise des Fachwissens» könnten gut mit dem Titel «Krise um Schacht» überschrieben werden.

Der in der «Börsen-Zeitung» Nummer 502 vom 26. Oktober abgedruckte Aufsatz Görings über «Einheitliche Führung und Organisation der Wirtschaft» lässt deutlich die Tendenzen des Vierjahresplan-Diktators erkennen. Als folgsamer Kommentator lässt «Die Deutsche Volkswirtschaft» in ihrem 1. Novemberheft Nummer 31 einen Bericht unter der Überschrift «Aufgabenverbindung» erscheinen. Die darin entwickelten Ideen gingen aber offenbar selbst Göring zu weit, sodass er ursprünglich beabsichtigte, diese Nummer beschlagnahmen zu lassen.

Schon eingangs meines Berichtes habe ich gesagt, dass die Schachtkrise, wenigstens der Form nach, eine äusserst elegante Lösung gefunden hat. Die Ernennung zum Reichsminister ohne Geschäftsbereich sowie der bekannte Brief des Reichskanzlers sind Musterbeispiele für die machiavellistische Kunst, tatsächlich vorhandene Spannungen zu verdecken und das Ausland über die Schwere der Hintergründe dieses Ereignisses hinwegzutäuschen. Ob Schacht nach dem 31. März nächsten Jahres, an welchem Datum seine Präsidentschaft des Reichsbankdirektoriums abläuft, weiterhin in diesem Amte bleibt, ist trotz den Wünschen, die der Reichskanzler dieserhalb in seinem Schreiben zum Ausdruck bringt, noch sehr fraglich. Jedenfalls rechnen orientierte Kreise damit, dass Schacht sich auch von diesen Verpflichtungen entbinden lassen möchte. Ob ihm dies gelingt, wird allerdings erst die Zukunft lehren. Seine dahingehenden Bemühungen werfen jedenfalls ein klares Licht auf das Urteil, das er sich bildet über die Auswirkungen der nationalsozialistischen Finanz- und

Wirtschaftspolitik, in der nun die radikalen Strömungen die Oberhand gewonnen haben.

Der am 15. Januar nächsthin sein Amt antretende neue Reichswirtschaftsminister Walter Funk ist noch ein unbeschriebenes Blatt. Seine Ernennung hat hier etwas überrascht, obwohl er ganz im Anfang, als Schacht erstmals seine Demission einreichte, neben dem Preiskommissar Wagner als einer der mutmasslichen Nachfolger genannt wurde. Obschon Funk als Staatssekretär im Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda wirtschaftlich nicht hervorgetreten ist, kann ihm in Anbetracht seiner Vergangenheit und seiner publizistischen Tätigkeit die Fähigkeit zur Übernahme dieses Amtes nicht abgesprochen werden. Jedenfalls ist vorauszusehen, dass er ein fügsames Exekutivorgan sein wird der Befehle des Stabes Göring, welcher nun auf sein ursprünglich gedachtes Mass zurückgeführt werden soll.

Je ein Durchschlag dieses Berichtes geht an den Delegierten des Bundesrates für den Aussenhandel, Herrn Minister Dr. Stucki, sowie an die Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements zur gefälligen Kenntnisnahme mit der Bitte, diesen Stellen auch Einsicht in die beiliegenden Zeitungsausschnitte geben zu wollen.

160

E 2001 (D) 4/5

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

Copie
L MC

Berne, 8 décembre 1937

Votre lettre du 6 décembre¹, que nous venons de recevoir, s'est croisée avec celle par laquelle nous vous accusions réception de votre télégramme d'avant-hier² relatif à la sortie de l'Italie de la Société des Nations. Nous en avons pris connaissance avec intérêt.

Cette communication nous confirme dans la manière de voir que nous vous avons exposée. Tout espoir n'est pas encore perdu de voir l'Italie maintenir ses relations officielles avec la Société des Nations. M. Pilotti est peut-être d'un autre avis, mais, comme nous le savons plutôt porté à voir les choses en noir – et c'est naturel dans la position délicate où il se trouve à Genève – nous voulons croire que ses impressions ne sont pas un reflet exact des réalités.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons que nous en tenir à ce que nous vous écrivions hier. Si déplorable que serait un geste de sécession de la part de l'Italie, nous n'avons pas à nous employer activement à le prévenir. Le Gouvernement

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. N° 157, note 1.*

italien est seul juge de ses décisions, et ce n'est pas une initiative de notre part qui pourrait l'arrêter s'il était résolu à couper les ponts avec Genève.

Cette attitude de réserve ne vous empêcherait évidemment pas, lorsque vous verrez M. Ciano, de lui faire part personnellement de votre sentiment au cas où il viendrait à vous entretenir de cette grave et troublante question.

161

J.I.1.1/2

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L Personnelle

Berlin, 9 décembre 1937

J'étais sur le point de vous écrire pour vous soumettre quelques idées sur les conséquences à tirer du départ forcé de M. Böschstein¹ lorsque je reçus connaissance de l'article que publie la «Neue Zürcher Zeitung» du 7 décembre² sur la réorganisation de notre service extérieur.

Je me rends compte du coup qu'il doit me porter. Vu la forme que prennent manifestement les tentatives répétées de quelques personnes coalisées contre moi, pour des raisons que je n'ai jamais bien saisies, je ne puis qu'avoir recours à vous et au Conseil fédéral, dont je dépens. C'est à lui, et à lui seul, que je dois des comptes, comme je suis en droit d'en attendre protection et justice.

Que me reproche-t-on? Si je comprends bien, de la faiblesse, du manque de savoir-faire vis-à-vis d'un régime gouvernemental spécial.

Mais, je le demande, quand et sur quoi ai-je fait preuve de faiblesse? Sur toutes affaires de quelque importance que j'ai eu à traiter ici, je vous ai rendu compte de manière aussi complète que possible de mes démarches, de mes arguments, de mes objections. Je ne me souviens pas d'un seul cas où vous les avez trouvés insuffisants, où vous ayez cru devoir me prescrire plus d'insistance et de fermeté. Parfois même, je suis allé au-delà du cadre strict de vos instructions. Si vous relisiez, par exemple, mes nombreux rapports dans l'affaire Jacob³, vous constateriez à nouveau que j'y ai déployé, dès le premier jour, toute l'énergie et la dialectique dont j'étais capable.

Vis-à-vis de vous, j'ose rappeler également combien de fois j'ai sollicité des instructions dépassant celles que Berne croyait devoir me donner. Je pourrais citer de cela de nombreux exemples. Etait-ce alors faiblesse ou crainte de

1. Sur l'affaire Böschstein, cf. N° 155 et carton E 2001 (D) 3/15 où se trouve une lettre de Dinichert du 10 décembre 1937 dans laquelle il justifie son attitude.

2. Article rédactionnel non signé. Pour l'opinion du correspondant de la Neue Zürcher Zeitung à Berlin sur Dinichert, cf. DDS 11, N° 219 et le N° 163 A de ce volume.

3. Cf. DDS 11, table méthodique II.1.4.

déplaire ici? Je n'ai certes, pour me défendre vis-à-vis du dehors, aucun moyen de faire valoir cette constatation. Que pouvais-je faire d'autre, en toute circonstance, que d'agir finalement selon les instructions reçues.

Je sais et j'ai senti que le cours pris par la visite de M. Schulthess en février dernier m'a fortement desservi en faisant douter de l'efficacité de ma mission dans une question de particulière importance⁴. Or vous êtes seul à savoir ce qui en est en réalité. Cela m'a été formellement déclaré ici par la plus haute instance et vous a été officiellement confirmé à Berne: Il n'y aurait pas eu l'entretien Hitler-Schulthess ni déclarations subséquentes sans le travail préparatoire de longue haleine que j'avais accompli ici, en dernier lieu avec le ministre des affaires étrangères lui-même.

On m'avait reproché encore, à l'époque, l'incident du message téléphonique plus ou moins énigmatique⁵ lors des mesures prises par le Conseil fédéral contre l'organisation des groupements nationaux-socialistes en Suisse. Sur la base de ce que contient le dossier que vous seul connaissez complètement, il éclate à l'évidence que je ne pouvais agir autrement que je ne l'ai fait et que, si une faute a été commise, ce n'est pas ici.

Lors de l'interpellation sur la visite de M. Schulthess à Berlin au printemps dernier, vous avez bien voulu déclarer au Parlement⁶ que je possédais la confiance entière et du Conseil fédéral et du gouvernement allemand. J'en avais été apaisé parce qu'il me paraissait que cela était exact. Qu'est-ce qui s'est modifié depuis lors?

De la part du Conseil fédéral, vous ne m'en avez rien dit au cours de nos entretiens de cet automne. Au contraire, vous m'avez rendu justice en mettant au point, même vis-à-vis de vos collègues, les circonstances particulières qui ont accompagné le voyage de M. Schulthess. Et quant à Berlin, je suis convaincu que ma situation est aussi bonne que je puis le souhaiter, non point, je l'affirme hautement, parce que je suis faible et «présomptueux», mais uniquement parce que je me suis toujours appliqué à être correct, droit et franc. Vous serait-il jamais parvenu, précédemment ou aujourd'hui, de milieux informés d'ici un écho contraire?

Je ne me cramponne point à mon poste. Mais je n'ai pas à l'abandonner sans savoir ce qu'on me reproche autrement que par des affirmations de presse sans preuve aucune. Faiblesse! Monsieur le Président, je me cabre et je continuerai à me cabrer à ce mot; car, à mon égard, j'éprouve que rien n'est plus injuste. Bien entendu, je me suis toujours conformé à des instructions que j'aurais parfois souhaité autres, mais dont je reconnaissais qu'elles tendaient à aplanir et non point à aggraver les choses. C'est à ma pensée intime qu'on eût peut-être pu adresser le reproche contraire à celui de faiblesse.

Je ne veux ici faire allusion aux fréquents rapports politiques que je vous envoie que pour constater que je ne saurais suffire à cette tâche si, de toutes

4. Cf. N° 41.

5. Cf. DDS 11, N° 219.

6. Cf. les réponses de Motta à l'interpellation Malche, faite au Conseil des Etats à la séance du 9 mars 1937 (E 1401 I/239), et aux interpellations Huber (St-Gall) et Meyer (Lucerne), faites au Conseil national le 10 mars 1937 (E 1301 I/322).

parts ici, on ne me témoignait pas une confiance qui est pour moi une satisfaction de tous les jours.

Je me sens en ce moment la victime d'une campagne de presse. Cela seul suffit-il pour discréditer un serviteur de l'Etat après de longues années de carrière? Je dois vous en laisser juges, vous, Monsieur le Président, et le Conseil fédéral, et je ne puis que faire appel à votre et à son sens de justice et d'équité, n'ayant pas la possibilité de me défendre moi-même.

Je regrette vivement l'ennui qui vous est causé et vous prie, Monsieur le Président, d'agréer mes sentiments de très haute considération et de respectueux dévouement⁷.

7. *Réponse de Motta, cf. N° 162.*

162

J.I.1.1/29

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L. manuscrite. Personnelle

Berne, 13 décembre 1937

J'ai reçu avant-hier votre lettre du 9 courant¹. Je vous en remercie. Votre lettre ne m'a pas surpris.

L'article de la *Nouvelle Gazette de Zurich* m'avait vivement frappé. Je suis intervenu immédiatement, par l'intermédiaire de M. le docteur Charles Weber, rédacteur dudit journal pour Berne, afin que le rédacteur en chef cesse sa campagne dirigée contre vous. J'ai obtenu l'assurance que la *N.G.Z.* n'insistera pas. Les journaux socialistes se sont fait un plaisir particulier de tourner le couteau dans la plaie en cherchant à frapper aussi votre collègue de Rome.

Cette campagne est inique et je la déplore profondément. Je n'ai jamais eu à me plaindre de votre travail et je suis heureux de reconnaître que vous avez développé à un poste difficile un zèle, une conscience et une capacité de travail dignes d'éloge.

Mais je ne serais pas franc et loyal avec vous si je vous laissais ignorer que les autorités allemandes, auprès desquelles vous êtes accrédité, sont la cause principale du trouble qui s'est formé autour de vous². Elles ont laissé percer assez clairement l'idée qu'elles désirent un changement. Je n'ai jamais pu savoir quels sont leurs vrais griefs. Ces griefs appartiennent probablement au

1. *Cf. N° 161.*

2. *Remarque de Motta en marge de cette phrase:* En relisant cette lettre j'ajoute la remarque que les autorités allemandes ne *sont pour rien* dans la campagne de presse.

domaine de l'impondérable et de l'insaisissable. Vous trouvent-elles trop intransigeant? Pensent-elles que vous ne comprenez pas assez le nouveau régime? Votre esprit est-il trop critique? Je ne sais pas. Je suis persuadé que les autorités allemandes auraient de la peine à justifier leurs sentiments à votre égard, mais le *fait* est là et je ne puis ni le cacher ni le détruire.

Je suis donc amené à vous dire, avec un serrement de cœur, que vous devez envisager votre départ de Berlin d'ici à un certain temps. J'ai pensé que le poste de Stockholm pourrait vous convenir et que c'est dans cette direction qu'il faudrait chercher la solution de la difficulté. Cela n'est cependant pas pour demain ou après-demain. Vous savez que le Conseil fédéral a nommé M. Etienne Lardy ministre à Ankara. Ce fait facilitera une décision éventuelle de M. Charles Lardy actuellement ministre dans les pays scandinaves. Le poste de Stockholm deviendrait libre et vous pourriez y être transféré. Ce poste est intéressant à plusieurs titres et ne devrait donc pas être écarté par vous.

Bien entendu, ce que je vous écris est strictement confidentiel et ne représente qu'une possibilité. Je ne pourrais pas, avec la meilleure volonté, vous faire une promesse formelle.

Vous devinez et vous sentez même, Monsieur le ministre, que je vous écris ces choses à contrecœur et non sans émotion. Mais j'ai préféré vous expliquer la situation *telle qu'elle est* en pensant qu'en définitive cela vaut beaucoup mieux pour vous-même.

Lorsque je vous ai vu, l'automne dernier, j'avais encore l'espoir que les nuages se seraient dissipés et j'ai donc cru qu'il était inutile de vous entretenir de questions si délicates et si pénibles. Aujourd'hui qu'une campagne de presse est née [?], j'ai estimé que je vous devais la vérité.

J'ose espérer que vous saurez supporter le coup qui vous atteint d'un cœur fort et serein. Quant à ma confiance personnelle vous savez qu'elle vous est acquise tout entière.

Veillez, Monsieur le ministre, agréer mes salutations bien affectueuses et me rappeler au souvenir de Madame Dinichert si vous estimez devoir lui donner communication du contenu de cette lettre³.

3. Réponse de Dinichert, cf. N° 167.

163

J.I.1.1/2

*Le Rédacteur en chef du «Bund», E. Schürch,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L

Bern, 13. Dezember 1937

Von einer Seite, die ich als gut unterrichtet betrachten muss, erhalte ich eine Darstellung von Vorgängen in der schweizerischen Gesandtschaft in Berlin. Ich halte dafür, dass diese Darstellung¹ besser in erster Linie von den zuständigen Behörden geprüft wird und sehe daher von einer Publikation ab. Ich habe leider die Erlaubnis, den Namen des Verfassers mitzuteilen, nicht erhalten, kann aber feststellen, dass ich ihn persönlich als einen ernsthaften Mann bestens kenne². Ich lasse mit gleicher Post eine Kopie an den Präsidenten der nationalrätlichen Kommission für auswärtige Angelegenheiten abgehen.

Ich stelle ausdrücklich fest, dass das Schriftstück weder direkt noch indirekt von Herrn Böschstein, der bis vor kurzem in Berlin tätig war, verfasst worden ist.

ANNEXE

*Mémoire du Correspondant de la «Neue Zürcher Zeitung»
à Berlin, R. Caratsch³*

Copie

Fin novembre, début décembre 1937⁴

[...] Eine Reorganisation⁶ hat im Laufe der Zeit allerdings stattgefunden, aber was für eine! Ein Personalschub entfernte die älteren, erfahrenen diplomatischen Beamten, die schon vor Herrn Dinichert in Berlin gearbeitet hatten, von ihren Posten. In das Amt des Leiters des politischen Referats und Geschäftsträgers rückte ein neugebackener Legationssekretär ein, der kurz vorher seine Lehrzeit beim Politischen Departement absolviert hatte und jetzt mit bewunderndem

1. Reproduite en annexe.

2. Une annotation manuscrite de Motta sur cette lettre donne la précision suivante à ce sujet: A M. le ministre Bonna. L'informateur est M. Caratsch. M. Schürch n'a pas pu le contester, sans pourtant l'avouer... 14.XII.37. M.

3. Le document n'est pas signé et ne porte aucune indication d'auteur. Les éditeurs se fient à l'affirmation de Motta reproduite à la note 2 et aux résultats de la critique interne qui font apparaître une similitude de contenu entre la lettre de Caratsch à Motta du 5 mars 1936 (cf. DDS 11, N° 219) et la première partie de ce mémoire. Notons que c'est la Neue Zürcher Zeitung qui lance l'offensive contre Dinichert avec un article rédactionnel non signé du 7 décembre 1937, cf. N° 161.

4. Le mémoire est postérieur au 22 novembre 1937, date du communiqué de presse auquel il se réfère.

5. La première partie du mémoire reprend l'essentiel des griefs de la lettre de Caratsch du 5 mars 1936 mentionnée à la note 3.

6. Allusion au communiqué de presse de la Chancellerie fédérale du 22 novembre 1937, intitulé Reorganisation des Aussendienstes der Eidgenossenschaft.

Staunen alles aufnimmt, was ihm die beamteten Propagandisten in Berlin erzählen. Die Interventionen zugunsten schutzbedürftiger Schweizer, früher schon nicht immer wirksam durchgeführt, sind so schwächlich geworden und dringen nur bis zu so niedrigen Instanzen der Wilhelmstrasse vor, dass sie jeden Wert zu verlieren drohen. Ein Schweizer, der gezwungen war, diplomatischen Schutz in Anspruch zu nehmen, erhielt nach langem, vergeblichem Warten endlich den Bescheid, «man könne doch nicht Herrn Geheimrat X. behelligen» (d. h. den zuständigen Abteilungsleiter eines deutschen Ministeriums). Wozu unterhält die Eidgenossenschaft eigentlich eine Vertretung in Berlin: um Kratzfüsse vor den Herren Geheimräten zu üben oder um Landsleuten zu helfen, die wahrlich schwer genug um ihr Stück Brot und ihre ganze Existenz zu sorgen haben? Man soll sich nicht wundern, wenn eine tiefgreifende Verbitterung und ein Gefühl der Verlassenheit sich manches Auslandschweizers bemächtigt.

Für die lieblose, gleichgültige Art, in der die Kategorie von Schweizerbürgern behandelt wird, die einen Rückhalt am bittersten nötig hätte, die *Pressevertreter*, nur ein Beispiel. Die schweizerische Gesandtschaft wird amtlich von der Ausweisung des Berliner Korrespondenten der «Basler Nachrichten» in Kenntnis gesetzt, aber es fällt ihr nicht ein, den betroffenen Landsmann – einen Familienvater, der hier mit Frau und drei Kindern einen Haushalt führt – davon zu benachrichtigen, was ihm bevorsteht⁷. Um allen Unannehmlichkeiten zu entgehen, wartet sie seelenruhig ab, bis die heikle Neuigkeit ihren Weg von Bern nach Basel und von dort wieder zurück nach Berlin gemacht hat. Für die Unzulänglichkeit der nachfolgenden Bemühungen, die sich auf einen Bittgang zum Auswärtigen Amt beschränkten, darf die Schuld nicht einseitig auf die schweizerische Gesandtschaft (die ja gewohnheitsmässig keinen Finger hebt, ohne Instruktionen von Bern zu haben) geschoben werden. Im Politischen Departement hat eine Ratlosigkeit geherrscht, die noch akzentuiert wird durch die mehr als nur ungeschickte Methode, dass in Bern eine offiziöse Mitteilung an die Presse erging, die besagt, der Bundesrat habe in einer Sitzung von der Ausweisung Kenntnis genommen, er verzichte aber auf Gegenmassnahmen, «und damit sei die Sache erledigt». Erledigt? Einer der besten und angesehensten Kenner der Verhältnisse, der Präsident des Vereins der ausländischen Presse in Berlin, René Lauret, bezeichnet die Angelegenheit Böschenstein als einen der schwersten Fälle, die sich auf dem Gebiete der internationalen Pressebeziehungen abgespielt haben. Aber der Bundesrat beeilt sich mit der Mitteilung, dass sie aus und erledigt sei. In Berlin weiss man eine solche Sprache zu schätzen, und man müsste ein schlechter Kenner der nationalsozialistischen Psychologie sein, um daran zu zweifeln, dass die deutschen Staats- und Parteistellen daraus nichts anderes als eine Aufforderung herauslesen, mit ihrer Ausweisungspraxis unentwegt in Abständen von je ein paar Monaten fortzufahren. Die vollkommene Erledigung wird dann konstatiert werden können, wenn auch der letzte Schweizer Journalist – viele bleiben nach den drei Ausweisungen, die der Bundesrat resigniert hingenommen hat, nicht mehr übrig – mit sanfter Gewalt über die Reichsgrenze abgeschoben ist. Die beiden leitenden Geister der Gesandtschaft in Berlin werden dann ihren Frieden und ihre Bequemlichkeit haben. Was für ein Unterschied im Vergleich zur Standesorganisation der Auslandspresse in Berlin, alles Leute, die keine Immunität geniessen, kein Regierungsorgan hinter sich haben und selber unter dem Damoklesschwert der deutschen Zwangsmassnahmen stehen, aber sich tapfer und hingebungsvoll für ihre bedrohten Berufsgenossen einsetzen und das äusserste tun, was in ihrer Kraft steht, um das Schicksal der Verfolgten zu erleichtern!

Es ist nicht erfreulich, alle diese Dinge in die Öffentlichkeit ziehen zu müssen, aber dem Landesinteresse ist damit besser gedient, als wenn man jahraus jahrein nur mit bedauerndem Achselzucken über Zustände hinwegsieht, die längst unhaltbar geworden sind. Die Frage unserer diplomatischen Vertretung in Berlin ist überreif, um unbeschwert durch personelle Rücksichten und Protektorsverhältnisse zur Entscheidung gebracht zu werden.

7. Cf. la lettre du 10 décembre 1937 (non reproduite) où Dinichert répond à cette critique, in E 2001 (D) 3/15. Sur l'affaire Böschenstein, cf. N° 155.

164

2200 Rom 23/11

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

Copie

L Sortie de l'Italie de la Société des Nations

Rome, 13 décembre 1937

Les délibérations annoncées du Grand Conseil Fasciste de samedi soir, 11 décembre, ont duré, comme vous l'avez constaté, à peine quelques minutes, ce qui montre qu'il n'y a pas eu de discussion et que les membres étaient fixés d'avance.

Beaucoup espéraient néanmoins jusqu'à la dernière minute que la forme serait peut-être moins abrupte. J'ai estimé devoir vous rapporter les rumeurs qui couraient au sujet des autres déclarations qui seraient faites au public à cette occasion, vu la persistance de ces bruits. Les milieux diplomatiques franco-britanniques, notamment, et d'autres informateurs italiens ou autres annonçaient péremptoirement que les déclarations relatives à la Société des Nations seraient accompagnées d'autres développements «programmatiques».

On ne put se défendre de l'impression que, même dans la foule et dans les milieux fascistes, il y avait une légère déception de ce que l'annonce si anxieusement attendue ne concernât que la Société des Nations; la masse du peuple était déjà devenue assez indifférente à cette institution sur laquelle elle a déjà entendu tant d'apostrophes hostiles et, en somme, la sortie formelle ne l'intéressait peut-être pas outre mesure. Le ton du Duce paraissait assez âpre. Nous nous sommes laissé dire que les répercussions de la presse étrangère anticipant ses déclarations sur les suites que comporterait la sortie de l'Italie l'auraient irrité, non moins que les allusions, notamment françaises, au fait que l'Italie «suit l'exemple de l'Allemagne et du Japon», etc. On a remarqué le ton particulièrement vif par lequel M. Mussolini a écarté l'idée d'une pression de l'axe. A cet égard, les télégrammes indiquant que Berlin était au courant de la mesure projetée et l'approuvait avec enthousiasme ne doivent guère lui avoir fait un plaisir excessif. Des personnes appartenant au milieu diplomatique italien croient que le Duce se serait convaincu que certains bureaux français, malgré quelques bonnes paroles officielles, n'ont actuellement pas de désir réel de régler les questions avec l'Italie. On peut tirer de l'affaire Campinchi, de la sortie de la Société des Nations et de certains commentaires officieux privés, l'idée qu'à Rome, on espère ainsi hâter la liquidation du front populaire en France, en discréditant le régime aux yeux des nombreux Français qui déjà ne l'aiment guère et constatent ses effets fâcheux en politique étrangère.

Même parmi les fonctionnaires du Ministère s'occupant ou s'étant occupés plus spécialement des affaires en relation avec la Société des Nations – pour autant qu'ils aient eu voix au chapitre sauf pour la préparation technique des communications à faire et des suites juridiques et matérielles de la sortie de l'Italie – on rencontrait le plus souvent, ces derniers temps, les échos les plus

défavorables et hostiles à l'institution genevoise. A part le mot d'ordre venu de plus haut, d'une manière générale on entendait, quant aux divers points de détail, des considérations pessimistes au sujet des possibilités de réussite des projets de réforme du pacte. En outre, il est évident que de nombreux fonctionnaires ont souffert de l'atmosphère hostile rencontrée dans certains milieux du Secrétariat. Ces fonctionnaires avaient l'impression que, tandis que dans les négociations d'Etat à Etat ou dans des conférences entièrement en dehors de la Société des Nations, l'Italie pouvait parfois rencontrer de bonnes dispositions, aussitôt que l'on se trouvait à Genève, l'ambiance devenait hostile et propre à mettre en échec toute solution de conciliation ou favorable à l'Italie. Déjà au moment de la conférence de Nyon, cette note a été fréquemment soulignée. Pour Bruxelles de nouveau, on disait que le fait que la Société des Nations s'y soit indirectement mêlé avait aussitôt déterminé un esprit sanctionniste peu propice à une solution tenant compte des réalités.

Il convient de chercher, derrière ces arguments justifiant la sortie pour l'opinion, l'intention du Chef du Gouvernement qui l'a amené à prendre maintenant, de concert avec Berlin, une décision que l'on n'escomptait primitivement pas avant janvier ou plus tard, ou même pas du tout. On peut dire en tous cas que la cordialité spéciale avec laquelle M. Stojadinovitch a été reçu à Rome s'éclaire d'une manière particulière après l'événement de samedi. M. Mussolini a mentionné comme fait positif de volonté de collaboration et de paix l'harmonie des relations établies avec la Yougoslavie et il tenait sans doute à pouvoir marquer ce point avant la déclaration de sortie. Il faut donc admettre que si, jusqu'à présent, il a estimé que les dangers d'une action collective contre l'Italie pouvaient engager celle-ci à rester à Genève pour parer au pire et se créer des appuis, la signature du pacte anti-Komintern, le raffermissement de l'axe après le voyage de Berlin, le détachement de l'esprit de sanctions et du lien trop étroit avec Genève marqué par certains Etats, ainsi que la bonne harmonie avec l'Etat voisin yougoslave lui permettaient de sortir maintenant sans risque. Et si beaucoup craignent que l'Italie ne soit entraînée dans le sillage de l'Allemagne, je ne serais pas éloigné de croire que M. Mussolini (qui, intérieurement, est plus fort que le Führer puisqu'il n'a à compter avec personne et qu'il n'a à ménager ni chefs militaires, ni grands propriétaires ou industriels, ni «collègues») pense qu'avec le temps, c'est lui qui donnera le ton, lui qui sera le médiateur entre le groupe franco-anglais et l'axe et peut-être en Orient. S'il rompt les ponts, ce serait donc qu'il croit éclaircir la situation, rendre ses coudées franches, mais peut-être aussi pour se lier son partenaire et, en attirant et en donnant un caractère sensationnel à l'événement, se voir reconnaître comme leader et facteur déterminant du groupe anticommuniste. Il est aussi probable qu'il ne veut pas être gêné dans l'action future de sa politique par des considérations en rapport avec la S.d.N. et le Pacte, notamment le jour où, l'Abyssinie exclue, l'Italie eût pu rentrer à l'Assemblée et au Conseil.

Les milieux officiels se rendent bien compte de ce que la position de certains Etats sera rendue plus difficile par suite de la sortie de l'Italie; mais ils espèrent justement que cela engagera ceux-ci à prendre encore plus de distance vis-à-vis de l'organisme genevois, que l'on pense en tous cas affaiblir par cette manœuvre.

Tout ceci est le reflet de voix que l'on peut entendre dans des milieux avoisinant le Palais Chigi. Ces jugements mêmes portent l'empreinte de la distance que l'Italie a effectivement prise, depuis deux ans, de l'idée de la collaboration internationale sur le plan de la Société des Nations. Nous ne pouvons évidemment que déplorer cette évolution qui aurait pu, j'en suis convaincu, prendre une tout autre tournure, en septembre 1936 d'abord, et encore peut-être au mois de septembre de cette année si de justes satisfactions de forme et de prestige avaient été concédées à temps à l'Italie.

165

J.I.1.1/5 (39)

*Le Président de la Commission suisse de Coopération intellectuelle,
membre de la Commission internationale de Coopération intellectuelle,
G. de Reynold, au Président de la Confédération, G. Motta*

L

Cressier-sur-Morat, 13 décembre 1937

Cher Monsieur le Président,

Tout d'abord, je tiens à vous remercier d'avoir bien voulu me retourner le texte de l'entretien que vous savez¹. Je suis très heureux qu'il ait pu vous intéresser.

Depuis vendredi soir, j'ai appris, surtout par Montenach qui est rentré après moi de Rome, un certain nombre de choses que vous connaissez peut-être déjà. La principale concerne les retranchements successifs dont le premier projet de déclaration a été l'objet, jusqu'à être réduit au texte presque décharné de samedi soir. Le plus intéressant, c'est la suppression du paragraphe sur l'Espagne. Que s'est-il passé? Quelles interventions se sont produites? Angleterre? Allemagne? Espagne même? Voilà ce qu'il faudrait connaître et ce que vous connaissez peut-être déjà maintenant. Il est aussi possible que Mussolini ait agi de lui-même et retranché tout ce qui aurait pu créer une tension. En tout cas, le discours de samedi ne nous semble plus avoir les proportions qu'il aurait dû avoir pour correspondre à la manifestation que l'on avait préparée. Montenach me disait hier soir: «C'est un renard auquel on a coupé la queue.» – Je lui répondis: «Non, mais c'est une queue à laquelle on a coupé le renard.»

M. étant resté un jour de plus que moi à Rome, a pu faire ce que je n'avais pas eu le temps de faire cette fois. Il s'est rendu au Vatican où il a vu longuement Mgr. Pizzardo et Nogara. La sortie de l'Italie laisse le Vatican complètement froid, semble-t-il. Selon Mgr. P., elle était logique et inévitable, car, a-t-il dit, la S.D.N. a complètement changé de caractère depuis l'admission des Soviets. Les préoccupations du Vatican, sont, en effet, d'un tout autre ordre: double crainte de Moscou et de Berlin. L'axe, évidemment, l'inquiète: d'où ce

1. Entretien de Reynold avec Mussolini du 6 décembre 1937, cf. N° 158, annexe.

flirt avec le régime français. Mais il s'inquiète aussi de la politique anglaise – aussi, et même très fort. Quant aux Etats-Unis, N. en revenait après un séjour d'un mois et demi, et voici ce qu'il en disait: la ploutocratie américaine est en train de reprendre le dessus; elle mène une campagne sourde, obstinée, mais efficace contre Roosevelt; celui-ci se défend en s'appuyant sur les masses et en cherchant à les galvaniser, mais les masses américaines ne sont pas préparées et d'ailleurs elles ne sont pas d'accord entre elles. En tout cas, il ne faut pas compter, selon N., que les Etats-Unis interviennent dans les affaires européennes: c'est même vers un renforcement du système d'abstention que l'on va.

Si vous me permettez de revenir sur le geste italien et sur ses conséquences, j'aurai un gros souci à vous confier. Vous avez deviné, Monsieur le Président, qu'il s'agit de la Coopération Intellectuelle. Il est possible que j'y attache trop d'importance et que je la vois plus grosse qu'elle n'est. Un fait est en tout cas certain, c'est qu'elle sert de paravent depuis des années à une lutte politique, ou, si vous le voulez, idéologique. Tant que mon ami Rocco vivait, j'avais réussi à empêcher que l'on se servît d'elle pour des fins purement politiques, dans le sens que vous devinez. Maintenant, il va falloir que je fasse la cariatide tout seul. Ma position est assez forte à cause de l'expérience que j'ai acquise, à cause de mon ancienneté et parce que j'ai toujours eu une attitude positive, «constructive», et parce que je puis dire et l'on peut dire maintenant que je suis intervenu auprès de qui vous savez dans le sens que vous savez. J'ai d'ailleurs de solides amitiés, même parmi les gauches. Enfin, on ne peut pas se passer de moi. Je suis donc beaucoup plus stimulé par les circonstances actuelles que découragé. Mais je compte suivre une certaine politique et je viens vous demander confidentiellement de m'y aider.

Le but de cette politique, ce n'est pas seulement d'empêcher que l'Organisation de Coopération Intellectuelle ne devienne pour les gauches un autre cheval de Troie: c'est de se servir d'elle pour qu'elle puisse demeurer ou redevenir le plan sur lequel l'universalité se maintienne ou se reconstitue.

Cela est difficile, certes, mais cela n'est pas impossible. Cela n'est pas impossible parce que c'est le désir des intellectuels eux-mêmes. Cela n'est pas impossible parce que nous avons pour nous les Etats-Unis, parce que le Japon est demeuré ainsi que le Brésil, et parce que les Italiens eux-mêmes ont déjà pris toutes les mesures pour continuer leur collaboration en faisant un mouvement tournant par l'Institut de Paris. Cela n'est pas impossible parce que Bonnet, qui songe aux intérêts matériels de son Institut et qui d'ailleurs a peur de la guerre, prête entièrement les mains à cette politique, mais Bonnet, c'est l'ami intime de Delbos. La grosse difficulté vient des Allemands qui font des pressions sur l'Italie pour qu'elle se retire de la Coopération. Et cependant, nous avons encore un atout: nous avons réussi à éliminer les Russes, sans le dire, depuis que mon collègue soviétique Obolensky fut exécuté.

A quoi il faut arriver absolument, c'est à faire adopter par les gouvernements, ou du moins par un nombre suffisant de gouvernements, le projet de statut international que nous avons proposé et que vous avez bien voulu soutenir. Là se trouve la porte ouverte. Y aurait-il possibilité d'une discrète initiative dans ce sens de votre part, d'un sondage auprès de certains petits pays ou puissances secondaires? Les circonstances actuelles s'y prêteraient, me semble-t-il,

plus qu'elles ne seraient défavorables, et je vois très bien à quel idéalisme on pourrait faire appel, comme je vois très bien le rôle de la Suisse qui est le pays où la Coopération intellectuelle est une fonction organique.

Mais il y aurait à prendre tout de suite une mesure préventive. Les fonctionnaires italiens du Secrétariat ont reçu par télégramme l'ordre de donner leur démission. Voilà donc la Section de Coopération Intellectuelle sans titulaire. Il faut empêcher à tout prix qu'on ne mette à sa tête, en remplacement de Pilotti, un Mexicain ou un Russe (je ne vous cacherais pas qu'il est question d'un Mexicain). P. ne nous servait pas beaucoup parce qu'il était inactif, et il était inactif parce que timide et malade. Du moins il jouait son rôle de tampon et il nous laissait faire. Ne pourrait-on point obtenir que le poste de P. restât vacant et que Montenach fût chargé par intérim de diriger la section?

Je crois que la sortie de l'Italie nous met dans une situation assez délicate pour que nous, qui sommes absolument désintéressés, qui avons fait confiance à la S.D.N. et qui portons la charge lourde et dangereuse du siège, nous ayons, dans les circonstances présentes, le droit de montrer quelque mauvaise humeur, et de parler ferme. Nous ne pouvons plus tolérer cette néfaste cuisine qui se fait dans ce milieu absolument pourri qu'est le Secrétariat. Après tout, il n'est qu'une chancellerie. Vous savez aussi bien que moi combien peu on y aime la Suisse et quelles sourdes intrigues s'y jouent: je pourrais ici rappeler ce qu'on disait de nous en juillet 1935. Si nous voulons revenir à une neutralité absolue, commençons par ne pas tolérer cela, par ne pas tolérer qu'on se serve de la Section de Coopération Intellectuelle comme d'un vaste instrument de propagande.

Je crois d'ailleurs que le plus grand service que nous pourrions rendre à la S.D.N. à l'heure actuelle, c'est de pousser à sa réforme. Cette réforme, nous l'avons amorcée en préparant celle de la Coopération Intellectuelle. Et il me semble que l'on peut agir activement dans ce sens. Ce sera toujours autant de fait.

Je pars le 17 pour Paris. D'ici là, si j'apprends quelque chose de nature à vous intéresser, je vous en ferai part. Usez de moi, si je puis être utile, avec d'autant moins de scrupules que je ne demande rien pour moi, et croyez, cher Monsieur le Président, à mon fidèle et respectueux dévouement².

2. *Pour l'attitude du Conseil fédéral en matière de coopération intellectuelle, cf. E 2001 (D) 4/31 et Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'acte international concernant la coopération intellectuelle, conclu, à Paris, le 3 décembre 1938. (Du 8 février 1939.) FF 1939, vol. 1, pp. 200 ss.*

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L Société des Nations. La décision de l'Italie et la Suisse

Rome, 15 décembre 1937

Pour faire suite à mon rapport du 14 décembre¹ sur mon entretien avec M. le Sous-Secrétaire d'Etat Bastianini, j'ai l'honneur de vous faire savoir que c'est avec un intérêt tout à fait exceptionnel que la presse italienne suit l'attitude de la Suisse et notre action diplomatique escomptée en vue d'élargir, dans un sens correspondant aux réalités nouvelles, la Déclaration de Londres du 13 février 1920.

Vous trouverez, sous ce pli, un certain nombre de coupures de journaux italiens dont même les titres indiquent la grande importance que l'on attribue ici à notre ligne de conduite. Je puis affirmer que l'attitude d'aucun autre pays n'est observée et mise en relief avec autant de soin voulu.

D'un côté, cela démontre sans aucun doute non seulement l'estime dans laquelle on tient notre pays, mais aussi que l'on reconnaît la valeur à attribuer à notre politique vis-à-vis de la Société des Nations. En outre, bien que cela ne soit pas exprimé, l'on s'est souvent habitué ici à regarder vers la Suisse pour mesurer à nos réactions les échos provoqués par des décisions importantes prises à Rome, quand ce ne serait que pour trouver *post festum* dans ces réactions une certaine justification de faits accomplis ici.

Il y a cependant, d'autre part, un aspect de cette publicité qui doit, je crois, retenir notre attention au moment où, d'après les nouvelles de presse sur les dernières délibérations du Conseil fédéral, notre pays va engager une action diplomatique de la plus haute portée. Je présume que les missions diplomatiques d'autres Etats, notamment les Ambassades de France et de Grande-Bretagne, ne pourront manquer de mettre en épingle l'intérêt sympathique avec lequel on suit ici les efforts tendant à un retour de la Suisse à une politique de neutralité intégrale même en cas de sanctions. Il me paraît douteux que cette manière de présenter les choses soit favorable à notre action future à Genève et à la réalisation de notre programme futur, qui ne pourra être mené à chef sans Londres et Paris. De même, la manière d'interpréter les faits comme si nous attendions presque la sortie de l'Italie pour déclencher immédiatement après une action en faveur d'un retour à la politique de neutralité intégrale me paraît assez peu opportune.

En vous signalant ce qui précède, je dois ajouter que je ne vois, à mon regret, que difficilement le moyen d'enrayer ici une publicité qui se présente sous l'aspect d'un intérêt bienveillant et sympathique à l'égard de notre pays².

1. *Non reproduit.*

2. *En marge de ce paragraphe figure cette annotation manuscrite de Motta: Hélas! Oui. M.*

167

J.I.1.1/2

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Président de la Confédération, G. Motta*

L. manuscrite

Berlin, 16 décembre 1937

Soyez certain que je vous sais gré de m'avoir écrit aussi ouvertement que vous l'avez fait par votre lettre du 13 de ce mois¹. Ce qui me trouble à cette heure, ce ne sont pas les conséquences plus ou moins prochaines qu'elle me fait si subitement entrevoir, mais l'annonce de faits absolument nouveaux pour moi et un rapprochement de manifestations que je n'arrive pas à saisir. Ainsi, à ma stupéfaction, ce que je vous écrivais le 9 décembre² se trouve pour ainsi dire renversé.

D'un côté, la presse suisse, une presse hostile au régime allemand, a cru devoir me reprocher de la faiblesse à l'égard de celui-ci, un manque d'énergie dans la défense de nos intérêts. Je m'en suis défendu vis-à-vis de vous. D'ici, au contraire, il vous parvient des échos qui vous donnaient à penser qu'on pourrait me trouver intransigeant, trop critique ou incompréhensif du régime. Comment ceci et cela pourrait-il se concilier et aller de pair?

Je me rappelle qu'en vous quittant, en octobre, je vous disais – et je le répétais dans ma dernière lettre² – que je considérais ma situation ici comme bonne à tous égards. Me suis-je vraiment si complètement trompé? Je ne me l'explique pas encore. Aucune allusion ne m'a jamais été faite, aucun signe, en tout cas saisissable pour moi, ne m'a jamais été donné.

Bien au contraire, je suis accueilli dans tous les milieux allemands, officiel, du parti, militaire, scientifique, artistique ou tout simplement privé avec le même empressement et traité avec la même confiance. Il y a peu de jours encore, le ministre des affaires étrangères était mon hôte et il s'est montré si obligeant, jovial et content, je pourrais dire si amical, que je me demande s'il est possible ou qu'il travestisse pareillement sa pensée ou qu'il ignore ce que vous me communiquez. Il m'a même tenu, il y a quelques mois, des propos directement contraires à ce qui serait le cas aujourd'hui, à ce que vous me dites.

Quoi qu'il en puisse être, vous comprendrez sans doute le désir pressant que j'éprouve d'avoir l'occasion de m'instruire avec vous de la situation nouvelle dans laquelle je me trouve. Or, profitant du congé que vous avez bien voulu m'accorder, mon intention était déjà d'aller passer une douzaine de jours en Suisse. Je viens donc vous demander s'il vous sera possible de me recevoir³ de suite après Noël, jour où je compte venir à Berne.

Ce que je tiens cependant à déclarer dès maintenant c'est que je ne pourrais, sous quelque éventualité que ce soit, accepter un poste qu'un collègue aurait à

1. Cf. N° 162.

2. Cf. N° 161.

3. Une allusion à cette rencontre est faite au N° 213.

quitter pour me faire de la place. Je ne veux, dans la dernière partie de ma vie, la ternir alors que jamais une intrigue ou quelque chose d'analogue de ma part n'y a trouvé place.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à mes sentiments de constant dévouement.

168

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 52

*Le Ministre de Suisse à Vienne. M. Jaeger,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

RP N° 28. Vertraulich

Wien, 18. Dezember 1937

Hierdurch beehre ich mich, Ihnen einige Angaben zu machen, die ich einer kürzlichen Unterredung mit Staatssekretär Dr. Guido Schmidt über das Problem des Austritts von Italien aus dem Völkerbund sowie über den derzeitigen Aufenthalt von Otto von Habsburg in Vaduz verdanke.

Zur erstgenannten Frage möchte ich vorausschicken, dass sich Staatssekretär Schmidt über die Stellungnahme der «Neuen Zürcher Zeitung», so wie Sie in dem «Österreichs Bekenntnis zum Völkerbund» betitelten Artikel des Wiener Korrespondenten in der Nummer vom 15. ds. Mts. zum Ausdruck kam, überaus lobend ausgesprochen hat. Der Staatssekretär betonte sodann, wie segensreich sich die Tätigkeit des Völkerbundes für Österreich ausgewirkt habe. Eine seiner erfolgreichsten Taten sei ja die Sanierung Österreichs gewesen. Über die Forderung der italienischen Presse, wonach die einzelnen Staaten für oder gegen den Völkerbund nunmehr Farbe bekennen sollten, befragt, erklärte der Lenker der österreichischen Aussenpolitik, Italien habe in Wien nicht um einen Austritt Österreichs aus dem Völkerbund interveniert. Er fügte bei, Österreich bleibe im Völkerbund, die Mitarbeit werde aber natürlich in Zukunft weniger aktiv sein, was ja auch für das dem Völkerbund gegenüber noch skeptischer eingestellte Ungarn zutrefte. Österreich wolle übrigens ein Bindeglied zwischen den Staaten innerhalb und ausserhalb des Bundes sein. Vielleicht werde es in dieser Rolle Italien noch nützliche Dienste leisten können. Herr Schmidt schloss die Aussprache über dieses Thema mit der Bemerkung, dass sich Österreich alle Türen offen halten wolle.

Gegenstand der Unterredung war sodann der derzeitige Aufenthalt von Otto von Habsburg in Schloss Vaduz. Die Zeitung «Der Bund» von vorgestern hat bekanntlich darüber in einem Artikel, betitelt «Otto von Habsburg in Vaduz», berichtet. Ich zeigte dieses Presseergebnis Staatssekretär Dr. Guido Schmidt, der es noch nicht kannte und es mit grösstem Interesse durchlas. Er eröffnete mir darauf folgendes.

Die österreichische Regierung sei vom Besuche Ottos im Fürstentum Liechtenstein und den dortigen Konferenzen nicht verständigt worden. Otto be-

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document: Auswärtiges, vide Schlussätze. 21.XII.37, M.*

treibe, in seinem belgischen Exil, von politisch gänzlich untalentierten Hofschranzen umgeben, eine weltfremde Politik. Er packe die Sache völlig falsch an. Statt sich gegen Deutschland zu stellen, sollte er sich als deutschen Fürsten bekennen. Otto und seine ganze Familie zeigten sich dem Regime gegenüber nicht dankbar für alles, was zu ihren Gunsten getan werde. Das grösste Entgegenkommen und die bedeutendsten Zuwendungen würden angenommen als eine ohnehin verspätete Wiedergutmachung. In diesem Zusammenhange erwähne ich, Bezug nehmend auf eine Notiz «Österreich zahlt Apanage an Otto von Habsburg» in Nummer 589 der Zeitung «Der Bund» von gestern sowie auf eine illustrierte Publikation in Nr. 345 der «Basler Nachrichten», dass der Familie Habsburg zur Zeit in der Tat Güter im Werte von insgesamt 30 Millionen Schilling zurückgegeben werden. Die vier Schlösser Vösendorf, Laxenburg, Eckartsau und Orth, nebst grossem Umgelände, um die es sich hier handelt, wurden bisher durch den Kriegsgeschädigtenfonds verwaltet. Der Familie Habsburg werden jedoch die Güter frei von allen Verpflichtungen gegenüber den Pensionisten des Weltkrieges übergeben.

Guido Schmidt fügte dann bei, Otto von Habsburg wäre gut beraten, wenn er, statt in der Verneinung zu verbleiben, nach Österreich zurückkäme und sich dort in einen Rat des Bundestages entsenden liesse. Auf diese Weise wäre er ja auch als Staatsoberhaupt wählbar.

Schliesslich erklärte der Staatssekretär, dass die österreichische Regierung, der die diesbezügliche Kontrolle nicht leicht sei, grössten Wert darauf legen würde, mit Hilfe der schweizerischen Behörden zu erfahren, welche österreichischen Persönlichkeiten sich bei Otto von Habsburg in Vaduz eingefunden haben, und was sich dort eigentlich getan hat. Ich bin Ihnen sehr verbunden, wenn Sie die Eidgenössische Oberzolldirektion bitten, mir dieserhalb einen der immer sehr aufschlussreichen Berichte unserer Grenzorgane zu verschaffen².

2. *Ce qui a été fait par lettre du 18 février 1938. Le rapport transmis par la Direction des Douanes, du 11 février 1938, avait la teneur suivante:*

Wie wir erfahren konnten, entspricht die unlängst in einigen Tageszeitungen erschienene Nachricht, dass Otto von Habsburg in Vaduz erwartet werde, den Tatsachen, denn effektiv hat sich Otto von Habsburg und nicht dessen Neffe Prinz Johannes von Liechtenstein Ende Januar a. c. einige Tage in Vaduz aufgehalten. In massgebenden Kreisen weiss man über den Aufenthalt wenig, da derselbe im Fürstlichen Absteigequartier ohne Begrüssung der Fürstlichen Regierung vermittelt wurde, u. zw., wie vermutet wird, durch die Fürstin Elsa, welche heute im Fürstenhaus regiere. Dem Vernehmen nach fand in jenen Tagen auf dem fürstlichen Schloss in Vaduz eine Zusammenkunft mit prominenten Persönlichkeiten der österreichischen legitimistischen Bewegung statt, um über die Frage der Rückgabe der s. Zt. konfiszierten Habsburgergüter (Habsburgerfonds) zu verhandeln. An diesen Verhandlungen habe auch der Präsident des Bundesfinanzamtes Vorarlberg in Feldkirch teilgenommen.

Prinz Johannes soll an der ganzen Angelegenheit unbeteiligt oder höchstensfalls nur in nebensächlichen Masse beteiligt gewesen sein, da er in der österreichischen legitimistischen Bewegung nicht mehr die bedeutende Rolle von früher spiele.

Wir geben Ihnen diese Mitteilung ohne Gewähr für deren Richtigkeit.

Le Gouvernement suisse transmettait également des informations sur Otto de Habsbourg aux Anglais, comme le prouve une lettre, non datée, du Ministre de Grande-Bretagne en Suisse figurant dans le même dossier, cf. E 2001 (D) 2/216.

*Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Conseil national*

Discours

Berne, 22 décembre 1937

La réponse du Conseil fédéral à l'interpellation de M. Gut¹ sera aussi précise qu'il est possible de la fournir en ce moment, mais je m'en voudrais de ne pas remercier, d'abord, son auteur d'avoir présenté son interpellation et de l'avoir développée dans les justes termes que vous venez d'entendre.

Le discours que j'ai l'honneur de vous faire n'est pas une manifestation individuelle, mais le résultat d'une délibération collective unanime. Je l'ai rédigé par écrit parce que son sujet est extrêmement délicat et pour éviter les hasards de la parole improvisée.

Ce qui retient votre attention et votre intérêt est de connaître l'opinion du Conseil fédéral sur les effets que pourrait exercer sur la position de la Suisse dans la Société des Nations la décision prise et annoncée, le 11 de ce mois, par le Gouvernement italien.

Cette décision nous paraît lourde de conséquences. Nous ne partageons pas l'avis de ceux qui, pour en diminuer l'importance et la gravité, aiment à dire ou à écrire que la sortie de l'Italie ne modifie pas la réalité politique et qu'elle n'a pour conséquence que de légaliser une situation déjà acquise depuis plus de deux ans. Nous avons, malgré tout, espéré que, la souveraineté italienne sur le territoire de l'Ethiopie venant un jour à être, directement ou indirectement, reconnue, le Gouvernement italien ne se refuserait plus à reprendre sa collaboration active, qui avait été jusqu'alors celle d'un Etat fondateur. La politique du Conseil fédéral a été constamment inspirée – et le Parlement le sait – par le désir de cette reprise. Notre espoir n'a pas été confirmé par les événements. Il serait vain de chercher ici à établir des responsabilités et nous nous abstenons délibérément de nous livrer à un tel examen.

Les Etats-Unis d'Amérique n'ont jamais pu se décider à entrer dans la grande maison que la volonté de leur Président Wilson avait fait bâtir. Le Brésil s'en est allé, en 1926, parce qu'il n'avait point obtenu un siège permanent dans le Conseil. L'Allemagne avait vu les portes de l'institution s'ouvrir devant elle à la même date. Nous avons nous-mêmes travaillé dans les limites de nos forces à hâter et à réaliser ce résultat heureux; mais l'échec total de la Conférence du désarmement convoquée en 1932 et d'autres causes plus ou moins connexes poussèrent le Reich allemand à quitter définitivement la Société en 1935. Je ferai à peine mention de l'Espagne et du Mexique, qui esquissèrent tour à tour

1. *Cette interpellation est ainsi libellée*: Erachtet es der Bundesrat angesichts verschiedener Umstände nicht für angezeigt, noch im Laufe dieser Session dem Rat seine Auffassung über unsere ausserpolitische Lage bekannt zu geben? *Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale, Conseil national, 1937, 47^e année, p. 917.*

des gestes de départ, mais se ravisèrent et restèrent. Quelques petits Etats de l'Amérique du Sud sont également partis et ne sont plus revenus. La sortie du Japon après sa conquête de la Mandchourie et après la condamnation prononcée contre lui par l'Assemblée était inscrite dans la nature des choses et dans la logique des événements. Tant le Japon que le Brésil continuèrent cependant à être membres du Bureau international du Travail et de l'Organisation judiciaire internationale. En 1934, la Russie soviétique, contre notre avis et celui des Pays-Bas et du Portugal, fut admise dans la Société. Je ne m'arrêterai pas ici à cet événement de longue portée historique. Les raisons et les circonstances qui ont amené le retrait de l'Italie sont dans toutes les mémoires; tout commentaire sur elles me semblerait superflu.

Ce que nous ne pouvons plus ignorer est que la Société de 1937 ne ressemble guère à l'image que nous en avons conçue en 1920. Nous sommes entrés dans la Société par un vote très disputé mais clair du peuple et des Cantons. Le mouvement qui nous y a entraînés était généreux et, à mon avis, politiquement sage. L'obstacle principal que nous avons eu à surmonter nous était venu de notre neutralité traditionnelle. Nous avons pensé que, si notre neutralité était entièrement sauvegardée quant à ses aspects militaires, nous pouvions courir le risque de participer à la Société, ce risque étant lui-même compensé par les garanties de sécurité que le nouvel organisme nous aurait données en supplément. Il s'ajoutait à cela que Genève, ville suisse, avait eu l'honneur d'être désignée comme siège de l'institution. Notre statut avait été confirmé par l'article 435 du Traité de Versailles et précisé dans la Déclaration de Londres du 13 février 1920 et nous avons pu admettre que ce statut était satisfaisant.

Aujourd'hui, nous nous trouvons placés devant l'obligation pressante d'examiner si ce statut répond en tout aux exigences de notre sécurité. Plus d'une fois, dans le cours de ces dernières années, quelques doutes ont dû surgir en nous. Aussi longtemps que tous nos voisins étaient membres de la Société, il était légitime et naturel de demeurer confiants. Même la sortie de l'Allemagne n'avait pu susciter des inquiétudes immédiates, car la possibilité de son retour ne semblait pas complètement exclue. Le départ d'un deuxième de nos grands voisins nous commande maintenant de reprendre le grave problème.

L'avis du Conseil fédéral est que la Confédération doit viser désormais sans hésitation à faire entendre que sa neutralité ne peut pas se borner à être différentielle et qu'elle sera entière conformément à la tradition séculaire, à la géographie et à l'histoire du pays.

Le Conseil fédéral a, dès 1935, fait les premiers pas dans cette direction². Le 10 octobre de cette année-là, à l'occasion du conflit armé entre l'Italie et l'Ethiopie, il fit déclarer par le chef de sa délégation à l'Assemblée de Genève que la Suisse ne s'estimerait tenue à appliquer des sanctions économiques et financières que dans la mesure où sa neutralité n'en serait pas compromise. Nous n'appliquâmes pas la sanction qui visait à la rupture complète des relations commerciales entre l'Italie et nous. De même, lorsqu'il s'était agi de l'*embargo* sur les armes et le matériel de guerre, nous nous appuyâmes sur les conventions de La Haye concernant les droits et les devoirs des neutres pour

2. Cf. DDS 11, rubrique I.4 de la table méthodique.

décréter l'embargo contre l'un et l'autre des Etats en guerre. Cette attitude souleva quelques objections et provoqua quelques murmures chez tel et tel membre de la Société, mais cela ne nous empêcha pas d'obtenir en définitive gain de cause.

Plus tard, en 1936, l'Assemblée fédérale eut à se prononcer sur la politique suivie par le Conseil fédéral dans les conjonctures que j'indique et nous eûmes le réconfort d'avoir toute l'Assemblée sans distinction de parti avec nous³.

Puis ce fut la question de la réforme du Pacte qui se posa. La Suisse est membre du comité de vingt-huit Etats institué à cette fin. Le Conseil fédéral exposa, dans sa lettre du 4 septembre 1936⁴ au Secrétaire général de la Société, sa manière d'envisager la réforme et marqua à nouveau ses vues et ses intentions quant à la question de la neutralité. L'Assemblée fédérale fut de nouveau moralement unanime pour approuver le Gouvernement. Quelques députés et en particulier M. le conseiller national Gut, qui s'occupe avec beaucoup d'intelligence et de perspicacité des questions dont je parle, ont exprimé parfois le vœu que le Conseil fédéral voulût bien saisir toute occasion propice pour obtenir que le statut de la Suisse dans la Société des Nations fût tiré au clair.

Le Conseil fédéral n'a jamais perdu de vue ce vœu. Le Président de la Confédération, s'adressant par la radio aux Suisses de l'étranger le Premier août de cette année, s'attacha à leur montrer que la Suisse était amenée par l'évolution politique générale à proclamer avec une vigueur croissante sa volonté d'être neutre même à l'égard de la Société des Nations. Ce discours fut, m'a-t-on dit, remarqué à l'étranger, mais ne fut pas beaucoup commenté à l'intérieur, car il coïncida avec un autre discours que j'eus l'honneur de prononcer le même jour, à Giornico⁵.

L'occasion opportune est maintenant arrivée. Elle oblige le Conseil fédéral à agir avec fermeté et avec calme, c'est-à-dire sans fièvre et sans nervosité. Soyez persuadés, Messieurs, que nous ferons tout ce qui dépend de nous pour ne pas être inférieurs à notre tâche.

Mais, s'il y a comme une sorte de consentement instinctif quant au but à atteindre, il subsiste des différences d'avis quant aux voies et aux méthodes à suivre. Le Conseil fédéral vous demande de lui laisser, sur cette question, le temps d'une mûre réflexion. Son Département politique, après avoir pris conseil de quelques hommes de confiance, lui soumettra un rapport écrit dans le courant de janvier⁶. Ce rapport interne fournira les bases d'un rapport ultérieur à l'Assemblée fédérale. Le Conseil fédéral marchera la main dans la main avec le Parlement et avec l'opinion publique. Il a appris qu'un comité s'est formé récemment pour lancer une initiative populaire tendant à inscrire dans la Constitution le principe de la neutralité et à en fixer les effets⁷. Ce comité, qui est composé d'hommes honorables dont le patriotisme est indiscuté, cédera à

3. A l'exception de trois députés, dont M. Bodenmann. Cf. *Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale, Conseil national, 1936, 46^e année, pp. 595-656.*

4. Cf. *DDS 11, N^o 287, annexe 2.*

5. Cf. *N^o 109.*

6. Cf. *N^o 187.*

7. Cf. *N^o 171.*

une bonne inspiration s'il laisse le Gouvernement agir par les moyens normaux de la diplomatie sans le gêner ou l'entraver. J'ai des raisons sérieuses d'espérer que le comité dont il s'agit s'est déjà ravisé et que, pour le moment du moins, il renoncera à provoquer des discussions nécessairement passionnées de politique internationale sur la place publique. De telles polémiques pourraient causer de graves dommages politiques et moraux.

Personne ne devrait songer à demander que la Suisse quittât la Société des Nations. Nous sommes le pays de son siège. N'oublions pas surtout que la Société des Nations a voulu réaliser l'idée de la paix par le droit. Elle n'y a réussi, j'en conviens, qu'en partie. Sa valeur de symbole demeure cependant intacte et résiste à toute critique objective. La collaboration internationale est un des besoins du monde; on peut en briser et en changer les formes, on ne saurait en contester la nécessité de substance. Les peuples ont soif de justice et de sécurité. Ils désirent que les grandes Puissances ne vivent pas en rivales, mais associent leurs efforts pour assurer le bonheur des hommes. Tous les Etats doivent avoir une tribune qui leur permette de se faire entendre. Le rôle des petits Etats, surtout quand ils sont animés par des aspirations communes, est un rôle efficace et bienfaisant. L'Humanité a appris à regarder les choses de la guerre avec une sorte de frisson sacré. Elle ne se résigne pas à admettre que la guerre soit une maladie inhérente à l'espèce humaine et qu'il faille donc l'accepter comme un fléau éternel. Travailler obscurément, patiemment, constamment à créer sur la terre les conditions d'une paix durable, c'est l'honneur des sages et c'est aussi la nouvelle dignité de la créature humaine rachetée par le Christ. Nous, les Suisses, nous sommes acquis dans notre immense majorité à ces grands postulats de la morale qui aspire à se perfectionner.

Il serait malheureux de désertir un champ d'activité que nous avons appris, en dix-huit ans, à mieux connaître. Nous avons été parmi les ouvriers les plus ardents de l'arbitrage international. Nous avons été avec le Danemark et le Portugal les premiers Etats à reconnaître la juridiction obligatoire de la Cour permanente de Justice internationale. Nous avons travaillé avec les autres dans la lutte contre les fléaux sociaux tels que l'abus des stupéfiants et la traite des femmes et des enfants. Nous avons collaboré dans les œuvres financières et économiques et plusieurs des nôtres se sont distingués et honorés dans ces travaux techniques. Genève est devenue une ville de contacts utiles et féconds.

Nous ne pourrions pas non plus donner l'impression ou faire naître le doute que nous nous mouvons dans l'orbite d'un groupe déterminé de Grandes Puissances. Nous sommes neutres parce que nous voulons être autonomes et libres. Le sens supérieur de notre neutralité est qu'elle est pour nous une des garanties les plus précieuses de notre indépendance et de notre intégrité.

Cette neutralité ne court et ne courra sans doute pour longtemps aucun danger du fait de notre appartenance à l'organisme de Genève. Son aspect militaire est incontesté. Tous les Etats signataires du Traité de Versailles ont déclaré que la neutralité suisse est un engagement international favorable à la paix du monde.

La Société des Nations, telle qu'elle est, ne peut plus songer à des sanctions économiques contre qui que ce soit. Le système des sanctions est désormais pratiquement irréalisable. L'article 16 du Pacte est frappé de paralysie. La Société

des Nations, sans se désintéresser des besoins de la sécurité collective, devra chercher son salut en d'autres directions. Si elle veut retrouver l'universalité, elle aura le courage de renoncer aux moyens de contrainte matérielle pour être ce qu'elle est dans son essence véritable: un grand et bienfaisant organisme de collaboration pacifique. La renonciation aux moyens de coercition ne sera pas pour elle une cause d'affaiblissement, mais une raison de renouveau. Les discussions irritantes disparaîtront de ses conseils et ses recommandations de justice et de modération n'en seront que mieux écoutées.

La Société se trouve exposée à un danger: celui de se transformer, même sans le vouloir, en une coalition se dressant contre une autre coalition. Elle saura éviter ce malheur qui lui serait rapidement mortel. Genève ne pourrait à aucun prix devenir le siège d'une coalition. Le Conseil fédéral ne doute pas un instant que des Puissances comme la Grande-Bretagne et la France, soutenues par la ferme volonté des autres Etats, – je songe surtout aux Pays-Bas, à la Belgique, aux Etats scandinaves, à l'Autriche et à beaucoup d'autres, – veilleront à ce que la Société ne tombe jamais dans l'erreur fatale et impardonnable de vouloir être la servante de telle ou telle autre idéologie et d'altérer ainsi sa nature, ses raisons d'exister, ses buts et ses tendances.

La Suisse y tiendra demain comme hier un rôle modeste, mais non dépourvu de signification. Elle sera toujours la Suisse humaine et libre, une et diverse, pleinement consciente de sa mission particulière. Elle continuera à être ce que l'un de nos anciens ministres à Rome, M. Georges Wagnière, disait si éloquemment, dans le magnifique article qu'il vient de lui consacrer dans la «Gazette de Lausanne», la *Suisse vivante*. Mère des fleuves, oui, et gardienne des cols, mais beaucoup plus que cela: terre à l'unité profonde par les racines communes de son sol alpin, peuple et nation aux divers langages, mais qui communient par les cimes dans ce culte et cette passion de la liberté qui sont le divin privilège et la gloire de l'homme. Le vrai miracle suisse est là. Il constitue un des phénomènes les plus beaux de l'histoire. L'homme des Alpes, – *homo alpinus helveticus*, – qu'il soit poète et écrivain ou simple portier d'hôtel, est revêtu de la même dignité souveraine qu'il a le droit de porter comme un manteau de prince s'il réunit en lui la ferveur du patriote et la volonté d'être un bon citoyen du monde⁸.

8. Pour l'écho de ce discours à l'étranger, cf. Nos 170, 175, 183.

E 2001 (D) 4/2

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Confédération, G. Motta*

Copie
RP N° 53

Paris, 23 décembre 1937

Le discours que vous fîtes, le 22 décembre¹, au Conseil National a éveillé de multiples échos dans la presse française. Comme on pouvait s'y attendre, les journaux de gauche attaquent vos déclarations avec violence. Dans «L'Echo de Paris», M. Pertinax, dans «L'Œuvre», la dame Tabouis, ont saisi cette occasion nouvelle de nous desservir. «La République», «Le Petit-Parisien» et «Figaro» restent objectifs. Vous trouverez sous ce pli des extraits de ces divers journaux.

Cela m'amène à vous rapporter les quelques propos que j'ai recueillis, ces derniers jours, au Quai d'Orsay, au sujet des répercussions, sur l'attitude de divers pays, de l'abandon de Genève par l'Italie. Au cours d'un récent entretien, M. Massigli, Directeur des Affaires Politiques et Commerciales, dont les idées vous sont cependant connues, a fait preuve d'une modération relative, en se contentant d'affirmer que le Gouvernement français ne pouvait que laisser chaque Etat libre d'apprécier à sa manière la valeur du geste de Rome et d'en tirer telles conclusions qu'il lui plairait. M. Arnal, Sous-Directeur d'Europe, s'est montré moins réservé à l'égard de l'un de mes collaborateurs. Il a cru opportun de rappeler que le Gouvernement français accueillerait non sans déplaisir toute démarche d'un Gouvernement étranger tendant à affaiblir le Covenant. M. Arnal a exposé qu'à son avis, le geste de l'Italie ne devait pas être pris trop au tragique, que l'on pouvait même se demander avec une partie de l'opinion anglaise s'il n'y avait pas quelque bénéfice à se trouver en face d'une situation nette, qui ne ferait, du reste, que consacrer en droit un état de fait existant depuis le conflit italo-éthiopien.

Quant à la déclaration allemande, toute catégorique qu'elle puisse être, il ne faudrait pas la considérer comme irrévocable, car le Reich saura parfaitement, en temps utile, adapter son attitude à ses intérêts du moment.

Du reste, l'Italie n'a été suivie par aucun autre pays. Les intentions que l'on prêtait à la Pologne en vue d'une révision immédiate du Pacte, ont été démenties. Le bruit court que la question des rapports de l'Autriche et de la Hongrie avec Genève sera examinée au cours de la Conférence tripartite de Budapest, le 11 janvier; mais d'un examen approfondi de la situation, il résulterait que l'Autriche ne remporterait pas d'avantages immédiats d'une rupture avec Genève.

M. Arnal a rappelé, enfin, les vives réactions de la presse française lorsqu'il y a quelques mois, M. Spaak chercha à limiter les obligations de la Belgique à

1. Cf. N° 169.

l'égard de Genève, en préconisant une « politique d'indépendance et d'équilibre ».

En bref, la France reste toujours attachée à l'idéal de la sécurité collective, surtout que nombre de ses alliances ont été jetées « dans le moule de l'article 16 ». Elle verrait avec regret toute initiative tendant à affaiblir le Pacte lui-même. Ainsi, bien que le Quai d'Orsay comprenne, à n'en pas douter, notre situation, il est probable que si nous nous engageons, comme on l'a suggéré, – ce qui n'est certainement pas votre intention – dans une révision par voie de négociation de la déclaration de Londres du 13 février 1920, nous aurions à compter, au sein du Conseil ou de l'Assemblée, avec une résistance assez vive de la part de la France, pour ne pas parler de celle d'autres puissances peut-être moins bien intentionnées à notre égard. Cette résistance et les discussions qu'elle engendrerait pourraient avoir sur notre opinion publique des répercussions imprévisibles. Dans ces conditions, une déclaration unilatérale définissant notre neutralité paraîtrait la seule voie praticable pour chercher à concilier, sans instituer de controverse destinée à demeurer sans issue, les exigences actuelles de notre situation avec le maintien de notre collaboration au sein de la Société des Nations.

171

E 1004.1 1/368

CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal de la séance du 24 décembre 1937*2118. Comité d'initiative¹ pour la neutralité

Département politique. Proposition du 23 décembre 1937

Le comité d'initiative pour la neutralité a adressé, le 13 décembre, au Conseil fédéral une lettre par laquelle il expose les raisons qui l'ont conduit à envisager la nécessité d'introduire dans la constitution fédérale une disposition impérative concernant la neutralité de la Confédération et laisse entendre qu'il renoncerait à son projet si les apaisements nécessaires lui étaient donnés.

Vu la proposition du département politique, il est *décidé* de répondre à cette lettre comme il suit :

Mit Schreiben vom 13. d.M. an den Bundesrat setzen Sie die Erwägungen auseinander, die Ihr Komitee dazu geführt haben, auf dem Wege eines Initiativbegehrens eine Verfassungsbestimmung betreffend die schweizerische Neutralität in Aussicht zu nehmen.

Der Bundesrat hat mit Interesse von Ihren Ausführungen Kenntnis genommen und uns ermächtigt, Ihnen für Ihre offenen und von vaterländischem Geiste getragenen Mitteilungen zu danken.

1. *Il s'agit de l'initiative lancée par Andreas von Sprecher, cf. E 2001 (D) 4/1.*

In der Zwischenzeit hat nun der Vorsteher des Politischen Departements, in Beantwortung der Interpellation von Herrn Nationalrat Gut, die von Ihnen gewünschten Aufschlüsse gegeben. Diese haben Ihnen gezeigt, dass in Bezug auf das ins Auge gefasste Ziel, nämlich Gewissheit zu schaffen, dass die Schweiz als Völkerbundsmitglied nicht mehr verpflichtet ist, an Zwangsmassnahmen irgendwelcher Art des Völkerbundes teilzunehmen, sich der Bundesrat mit Ihrem Komitee in voller Übereinstimmung befindet.

Mit Genugtuung hat der Bundesrat denn auch Ihrer telegraphischen Mitteilung vom 23. d. M. entnommen, dass Ihr Komitee beschlossen hat, im Hinblick auf die bundesrätlichen Erklärungen die Unterschriftensammlung für die Initiative nicht zu beginnen. Der Bundesrat dankt Ihnen für dieses verständnisvolle Entgegenkommen. Damit dürfte nicht nur in Bezug auf das Ziel, sondern auch hinsichtlich des Weges, wie dieses Ziel erreicht werden soll, Übereinstimmung bestehen.

172

E 2001 (D) 1/7

*Mémoire du Comité central de l'Association
de la Presse suisse¹ au Conseil fédéral*

Lausanne und Bern, 30. Dezember 1937

Unter höflicher Bezugnahme auf die im Verlauf des Jahres 1937 stattgefundenen Besprechungen zwischen dem Herrn Vorsteher des eidg. Politischen Departements und einer Abordnung des Zentralvorstandes des Vereins der Schweizer Presse über die Bemühungen um Normalisierung der schweizerisch-deutschen Presse-Beziehungen, sowie auf die in dieser Sache gewechselte Korrespondenz (Schreiben des Zentralvorstandes an den Herrn Bundespräsidenten vom 15. Januar 1937, vom 22. April 1937 und vom 22. Juli 1937, beantwortet durch Schreiben des Politischen Departements vom 21. Januar 1937, vom 27. April 1937 und vom 28. Juli 1937)² beehren sich die Unterzeichneten, den h. Bundesrat in den nachstehenden Ausführungen eingehend zu orientieren über Ausgangspunkt, bisherigen Verlauf und den gegenwärtigen Stand der

1. *Ce mémoire est signé:* Namens des Zentralvorstandes des Vereins der Schweizer Presse, Der Zentralpräsident: Jean Rubattel. Der Delegierte für internationale Angelegenheiten: M. Feldmann. Der Geschäftsführer: W. Bickel.

Il a été vu par Motta qui a écrit en tête du document: Wichtig! Auswärtiges, 5.1.38, M. Bonna l'a transmis à Frölicher avec l'inscription au crayon: M. Frölicher, 5.1. Bo.

2. *Non reproduites. Sur l'origine des négociations entre journalistes allemands et suisses, cf. cette notice de Frölicher, du 13 juin 1936:* Der Presseattaché der Deutschen Gesandtschaft, Herr Hack, teilte uns kürzlich mit, dass er sich bemühe, einen Weg zu finden, um Auswüchse in der Schreibweise der Presse beider Länder soweit als möglich auszumerzen. Der Präsident des Vereins der schweizerischen Presse, Herr Nationalrat Feldmann, habe nun die Anregung gemacht, eine deutsch-schweizerische Pressekommission, die sich aus Berufsvertretern zusammensetzen würde, zu bilden. Diese hätte allfällige Beschwerden zu behandeln und dazu Stellung zu nehmen. Herr Feldmann wird nun die Frage mit seinen Kollegen besprechen und abzuklären

in Frage stehenden Besprechungen. Der Zentralvorstand des Vereins der Schweizer Presse sieht sich zu dieser einlässlichen Berichterstattung veranlasst durch die Wahrnehmung, dass die Bemühungen um eine Entspannung der schweizerisch-deutschen Pressebeziehungen offenbar heute an einem kritischen Punkt angelangt sind.

[Suivent les parties I, II et III du document consacrées aux démarches entreprises par le Comité central jusqu'à la veille de la rencontre du 17 juillet 1937.]

IV

Am 17. Juli 1937, um 9 Uhr morgens, besammelte sich die schweizerisch-deutsche Pressekommission in Luzern zum zweiten Mal; die Tagung fand statt im Hotel «Schwanen» in Luzern. An der Konferenz nahmen teil die Herren Wilhelm Hack (Pressechef der Deutschen Gesandtschaft in Bern) als Leiter der deutschen Delegation, Dr. Schmidt (Auslandredaktor des «Völkischen Beobachter») Berlin, Wilhelm Rasche (Redaktor der «Rheinfront» in Saarbrücken), Dr. Kriegk (Chefreporter des Scherl-Verlages) und Neuscheler (Redaktor der Zeitung «Der Führer» in Karlsruhe). Die schweizerische Delegation bestand aus Dr. Edwin Strub (Redaktor der «National-Zeitung», Zentralpräsident des Vereins der Schweizer Presse) als Leiter der schweizerischen Delegation, Dr. E. Kopp (Redaktor des «Vaterland», Luzern), Redaktor W. Bickel (Geschäftsführer des Vereins der Schweizer Presse, Bern), Dr. M. Feldmann (Redaktor der «Neuen Berner Zeitung» in Bern), alles Mitglieder des Zentralvorstandes des Vereins der Schweizer Presse. An Stelle des am Erscheinen verhinderten Delegierten Jean Rubattel (Lausanne) zog die schweizerische Delegation bei den Präsidenten des Zentralschweizerischen Pressevereins, Dr. E. Häfeli, Redaktor am «Luzerner Tagblatt» in Luzern.

Wie in Konstanz, so wurde auch diesmal auf jede gesellschaftliche Fühlungnahme oder Veranstaltung verzichtet³; die deutsche Delegation logierte im

suchen, ob diese geneigt sind, seiner Anregung zuzustimmen. Herr Hack, der sich demnächst nach Berlin begibt, wird seinerseits mit dem Propagandaministerium in dieser Sache Fühlung nehmen.

Wenn wir auch lebhaft bezweifeln, dass die Redaktoren der Linkspresse der Anregung von Herrn Feldmann beipflichten und sich, falls die Kommission zustande kommt, um deren Meinungsäußerung kümmern werden, so halten wir es doch nicht für ausgeschlossen, dass ein solcher Ausschuss einen günstigen Einfluss auf die Schreibweise der Bürgerlichen Presse ausüben könnte. Herr Feldmann glaubt sogar, wie Herr Hack uns mitteilte, dass die Nationalzeitung sich nach der Stellungnahme der Kommission richten werde. Wir haben daher Herrn Hack geantwortet, dass wir seine Bestrebungen durchaus begrüßen. Er wird uns von dem Ergebnis seiner Besprechung auf dem Propagandaministerium in Kenntnis setzen (E 2001 (D) 1/7).

Frölicher a ajouté cette remarque manuscrite: Herr Balsiger ist ebenfalls der Ansicht, dass eine solcher Kommission der Berufsvertreter die Pressekommission entlasten wird. Er teilt aber meine Zweifel, dass unsere Redaktoren, auch die bürgerlichen, mitmachen werden. F.

Bonna a porté ce commentaire sur cette notice: Je partage votre scepticisme, mais je suis aussi entièrement d'accord qu'il faut encourager une expérience qui témoigne, en tout cas, du désir d'améliorer les conditions actuelles. M. Motta est de la même opinion. 15.6. Bo.

3. *Phrase soulignée par Frölicher, avec cette remarque en marge du paragraphe:* Wie in Versailles!

Hotel «Du Lac», die schweizerische im Hotel «Schwanen»; gemeinsame Mahlzeiten wurden nicht eingenommen.

Die Konferenz begann mit einer bewegten Klage des deutschen Delegationschefs Hack über die seiner Meinung nach mangelhaften Ergebnisse der Besprechungen vom 27. Februar 1937 in Konstanz. Er glaubte feststellen zu müssen, dass in der Grundhaltung der schweizerischen Presse in ihrer Gesamtheit gegenüber dem Deutschen Reiche keine merkbare Änderung eingetreten sei, d. h. dass die von deutscher Seite bisher beanstandeten Unfreundlichkeiten unvermindert andauerten. Von schweizerischer Seite wurde diesen Feststellungen entgegengehalten, dass die Übereinkunft von Konstanz eine reine Vorbereitung eigentlicher materieller Besprechungen gewesen sei, was schon aus dem Wortlaut jenes Übereinkommens hervorgehe. Im weiteren verwies man von der schweizerischen Delegation aus auf den immerhin bedeutsamen Umstand, dass die Besprechungen von Konstanz durch den Zentralvorstand und die Präsidentenkonferenz des Vereins der Schweizer Presse ratifiziert worden seien und dass die schweizerische Delegation von diesen Instanzen die Ermächtigung erhalten habe, in den Besprechungen fortzufahren. Diese Entwicklung wurde von den schweizerischen Delegierten als Erfolg qualifiziert angesichts der nach wie vor ausserordentlich gespannten internationalen Lage, für die keineswegs die schweizerische Politik irgend eine Verantwortung trage. In diesem Sinne erklärte die schweizerische Delegation ihre Bereitwilligkeit, an der Beratung der in Konstanz zur Diskussion gestellten und für die zweite Konferenz vorgesehenen Fragen mitzuwirken; dabei stellte sie neuerdings den Kampf gegen die Störung der gegenseitigen Beziehungen durch falsche Nachrichten in den Vordergrund.

Nach den erwähnten allgemeinen Bemerkungen kam die deutsche Delegation wiederum zu sprechen auf die von ihr als unangenehm empfundene starke Verbreitung von deutschfeindlicher Literatur, namentlich aus Emigrantenkreisen; man beklagte sich in dieser Beziehung namentlich über die Auslage solcher Bücher in Buchhandlungen und Kiosken; dabei wurde besonders auf die Bücher von Konrad Heiden verwiesen. Schweizerischerseits lehnte man es ab, irgendwelche Weisungen entgegenzunehmen über die Literatur, die man dem Schweizervolk unterbreitet, und man lud die deutschen Vertreter ein, den in der von ihnen beanstandeten Literatur enthaltenen tatsächlichen Behauptungen, falls diese falsch seien, die richtige Darstellung der tatsächlichen Verhältnisse entgegenzusetzen. Auf die weitere deutsche Beschwerde, dass man bei der Berichterstattung in der schweizerischen Presse über deutsche Verhältnisse vorwiegend stets nur negative Erscheinungen des nationalsozialistischen Regimes registriere, wurde schweizerischerseits geantwortet, dass es in erster Linie Sache der deutschen Stellen sei, die positiven Leistungen des eigenen Regimes dem Auslande in einer Weise mitzuteilen, dass die positiven Errenschaften des deutschen Regierungssystems mehr als bisher in Erscheinung träten; in diesem Zusammenhang verwies man von Seiten der schweizerischen Delegation namentlich auf den Umstand, dass die fortgesetzte Propagierung und kultmässige Verherrlichung des «Führerprinzips» in der Schweiz stets auf ausserordentlich starke gefühlsmässige, im schweizerischen Volkscharakter begründete Widerstände stossen müsse. Dagegen werde es bedeutend leichter

sein, für sachliche Leistungen, beispielsweise auf dem Gebiete der Wirtschafts- und Sozialpolitik, auch in der Schweiz Anerkennung und Verständnis zu finden. Man verhehlte von schweizerischer Seite nicht den Eindruck, dass die Wirksamkeit des deutschen Propagandaministeriums ausschliesslich auf die Bedürfnisse der deutschen Innenpolitik eingestellt sei und auf die besondere Einstellung des Auslandes zu wenig Rücksicht nehme. Deutscherseits wurde die Richtigkeit dieser letzteren Feststellung nicht bestritten.

Nach dem geschilderten allgemeinen Gedankenaustausch ging man deutscherseits dazu über, auf bestimmte Formulierungen zu drängen; als ein deutscher Delegierter dabei auf das Presseabkommen zwischen dem Deutschen Reich und Österreich hinwies, erhoben die schweizerischen Delegierten sofort den Einwand, dass die schweizerische Presse Besprechungen auf der Ebene der österreichisch-deutschen Presseverhandlungen ablehnen müsse mit Rücksicht darauf, dass die Schweiz auf dem Boden der Pressefreiheit stehe, während dies bei Österreich nicht der Fall sei. Deutscherseits wurde dieser Einwand ohne weiteres als berechtigt anerkannt, und man erklärte, man gebe sich in Deutschland von der Verschiedenheit der Pressesysteme zwischen der Schweiz und Österreich durchaus Rechenschaft.

Von schweizerischer Seite wurde hierauf die Frage aufgeworfen, ob es möglich sei, dass die deutsche Presse sich dem auf Seite 8/9 hievor erwähnten internationalen Verleger-Abkommen zur Bekämpfung der Falschmeldungen anschliessen könnte, wozu schweizerischerseits grundsätzlich Bereitschaft bestehe. Diese Anregung, von verschiedenen schweizerischen Delegierten mit besonderem Nachdruck und wiederholt verfochten, brachte die deutsche Delegation in sichtliche Verlegenheit; nach einigem Hin und Her stellte sich heraus, dass offenbar die Zugehörigkeit der tschechoslowakischen Verleger-Organisation zu jenem Verleger-Abkommen von deutscher Seite als ein nahezu unübersteigbares Hindernis für eine deutsche Beteiligung empfunden wurde. Die Abneigung der deutschen Vertreter gegenüber kollektiven Presse-Abkommen trat bei dieser Gelegenheit in deutliche Erscheinung; man gab, übrigens in völliger Übereinstimmung mit den bekannten Grundsätzen und Richtlinien der deutschen Aussenpolitik, offenkundig zweiseitigen Vereinbarungen gegenüber kollektiven Bestrebungen den Vorzug. Für die schweizerische Delegation war gerade diese Wahrnehmung von ganz besonderem Interesse.

In intensiver gemeinsamer Arbeit wurde hierauf zwischen den Delegationen Übereinstimmung über folgendes Konferenz-Beschluss-Protokoll erzielt:

I

Die am 27./28. Februar 1937 in Konstanz gebildete, am 17. Juli 1937 in Luzern neuerdings versammelte deutsch-schweizerische Pressekommission hält an der in ihrer ersten Zusammenkunft umschriebenen allgemeinen Zielsetzung grundsätzlich fest.

II

Im Sinne dieser Zielsetzung *vereinbart* sie, unter der Voraussetzung der Billigung durch den Reichsverband der deutschen Presse und den Verein der Schweizer Presse:

a) darauf hinzuwirken, dass die Einstellung der deutschen und der schweizerischen Presse den bestehenden guten Beziehungen zwischen den beiden Staaten entspricht,

b) darauf hinzuwirken, dass Falschmeldungen, die das gegenseitige Verhältnis der beiden Länder zu stören geeignet sind, ausgeschaltet werden. Die Redaktionen sollen dazu angehalten werden, das Nachrichtenmaterial möglichst sorgfältig nachzuprüfen, namentlich gegenüber solchen Nachrichtenstellen, die als Deutschland oder der Schweiz feindlich gesinnt bekannt sind. Zur Richtigstellung veröffentlichter Falschmeldungen sollen die Dienste der beiderseitigen Presseorganisationen zur Verfügung gestellt werden,

c) darauf hinzuwirken, dass persönliche Beschimpfungen massgebender Regierungsvertreter Deutschlands und der Schweiz unterlassen werden unter Hinweis auf die Bestimmungen des deutschen Schriftleitergesetzes und die in der Schweiz bestehenden gesetzlichen Vorschriften sowie die Weisungen der Schweiz. Konsultativen Pressekommission.

III

Aus Grund der Beratungen *empfiehlt* die Kommission der Presse beider Länder:

a) eine Überprüfung sensationeller Nachrichten, die Deutschland oder die Schweiz schädigen können,

b) bei aller Wahrung des eigenen Standpunktes und des selbständigen Urteils den positiven Leistungen Deutschlands und der Schweiz in den Zeitungen beider Länder gerecht zu werden und über die inneren Zustände in beiden Ländern sachlich zu berichten.

IV

Es besteht Übereinstimmung darüber, dass die schweizerisch-deutsche Pressekommission bis spätestens Ende Oktober 1937 neuerdings zusammentreten soll.

Luzern, den 17. Juli 1937.

Man wird nicht bestreiten können, dass im Ergebnis der Luzerner Besprechungen ein ausserordentlich weitgehendes Entgegenkommen von schweizerischer Seite in Erscheinung tritt. Umso grössere Verwunderung erweckte ein Versuch des deutschen Delegationschefs, nach bereits erreichter Verständigung über den oben zitierten Wortlaut noch weitere Zugeständnisse zu erhalten; Herr Hack wünschte, dass man die Übereinkunft als im Interesse des europäischen Friedens abgeschlossen bezeichne und dass man schweizerischerseits die Zusicherung erteile, Verdächtigungen der Absichten der deutschen Aussenpolitik zu unterlassen. Die schweizerische Delegation lehnte diese beiden, am Schluss der Beratungen vorgebrachten Zumutungen bestimmt und nicht ohne Schärfe ab; sie verwies zunächst darauf, dass der europäische Friede jedenfalls nicht durch die Schweiz gefährdet sei, und sie erinnerte, dies auch als Antwort auf deutsche Klagen über sensationelle Berichterstattung aus Deutschland, an den Ausgangspunkt des schweizerisch-deutschen Pressekonfliktes: die an und für sich schon höchst sensationellen, blutigen Ereignisse vom 30. Juni 1934

in Deutschland, die über jene Vorkommnisse erfolgte Berichterstattung der schweizerischen Presse und die unmittelbar darauf verfügten Verbote schweizerischer Zeitungen in Deutschland. Die schweizerische Delegation lehnte es in aller Form ab, diesen Ausgangspunkt der bestehenden pressepolitischen Spannungen durch allgemeine Hinweise auf die Sicherung des Friedens verwischen und in Vergessenheit geraten zu lassen. Die von deutscher Seite geltend gemachte Forderung, die Absichten der deutschen Aussenpolitik nicht zu verdächtigen, wurde als unmögliche Zumutung und gänzlich deplacierte «Vertrauenskundgebung auf Vorschuss» kategorisch abgelehnt.

Offenbar in der Absicht, die Besprechung nicht in einem Missklang enden zu lassen, erklärte der Leiter der deutschen Delegation zum Schluss, dass in der nunmehr formulierten Vereinbarung die Voraussetzungen zusammengefasst seien, deren Erfüllung zu einer Aufhebung der Verbote schweizerischer Zeitungen in Deutschland führen könnte. Er stellte dabei vertraulich, aber mit ziemlicher Bestimmtheit in Aussicht, dass bereits für die nächsten Tage mit einer Zulassung der «Neuen Zürcher Zeitung» nach Deutschland gerechnet werden könne.

Soweit das Ergebnis der zweiten schweizerisch-deutschen Pressebesprechung vom 17. Juli 1937 in Luzern.

V

Unter Ziff. II der Vereinbarung von Luzern vom 17. Juli 1937 wurde die Ratifizierung durch den Verein der Schweizer Presse einerseits und den Reichsverband der deutschen Presse andererseits ausdrücklich vorgesehen. Schweizerischerseits bestand die Absicht, die Luzerner Übereinkunft dem Zentralvorstand und der Präsidentenkonferenz auf Ende August 1937 zur Genehmigung vorzulegen.

In der Zeit zwischen dem 17. Juli und Ende August 1937, d. h. innerhalb des verhältnismässig kurzen Zeitraumes von rund sechs Wochen, nahmen nun aber die Dinge einen Verlauf, der eine Ratifizierung des Luzerner Übereinkommens durch die schweizerischen Presse-Instanzen empfindlich gefährden musste. Als Zentralvorstand und Präsidentenkonferenz am 27. und 28. August 1937 in Bern zusammentraten, sahen sie sich in der Frage der schweizerisch-deutschen Pressebesprechungen vor der folgenden Situation:

1. In der ersten Hälfte des August 1937 hatte ein ausserordentlich scharfer Pressekonflikt zwischen England und Deutschland die pressepolitischen Beziehungen zu den Berliner Stellen ganz allgemein gespannter gestaltet. Wenn auch der englisch-deutsche Zwischenfall mit seinen gegenseitigen Ausweisungen die Beziehungen zwischen der deutschen und der schweizerischen Presse nicht direkt berührte, so tat er es doch mittelbar. Der «Angriff», das massgebende nationalsozialistische Parteiblatt Berlins, dessen Chefredaktor übrigens der deutschen Delegation bei der Konstanzer Besprechung angehört hatte, richtete gegen die Organisation der Auslandpresse in der deutschen Hauptstadt derart schwere und verallgemeinernde Vorwürfe, dass sich diese Organisation zu energischen Gegenäusserungen veranlasst sah. Auf die ganz selbstverständliche Einladung, für seine schwerwiegenden Anschuldigungen gegen die Auslands-

korrespondenten in Berlin den Beweis anzutreten, trat der «Angriff» überhaupt nicht ein. Der von einem massgebenden deutschen Blatt in dieser Weise attackierten Presseorganisation in Berlin gehören auch die schweizerischen Berliner Korrespondenten an. Es war ganz klar, dass dieser ganze Zwischenfall und die Art und Weise, wie er deutscherseits aufgezo- gen und behandelt wurde, den Verein der Schweizer Presse zu grösster Vorsicht gegenüber allfälligen Presse-Abmachungen mit Deutschland mahnen musste, und zwar ganz abgesehen von allgemeinen Erwägungen schon mit Rücksicht auf die berufliche Solidarität mit den Berliner Kollegen, die ebenfalls dem Verein der Schweizer Presse angehören.

2. Noch schwerer fiel ins Gewicht ein anderer Zwischenfall: Am 13. August 1937 erschien, wiederum im «Angriff», ein redaktioneller Artikel, der in einer Polemik gegen die «Wiener Reichspost» und die Basler «National-Zeitung» auf die zwischen Deutschland und Österreich sowie zwischen der deutschen Presse und schweizerischen Pressedelegierten stattgefundenen Besprechungen anspielte und in diesem Zusammenhang von einem «Übereinkommen» sprach, das «von der Reichsregierung mit den Ländern Schweiz und Österreich getroffen wurde, um einer unsachgemässen und tendenziösen Berichterstattung vorzubeugen». Dieser Artikel enthielt, ganz abgesehen von der Verletzung der im Interesse der Sache vorläufig zugesicherten Diskretion, genau das, wogegen sich die schweizerische Delegation anlässlich der Besprechungen vom 17. Juli 1937 in Luzern verwahrt hatte. Es lag auf der Hand, dass dieses Verhalten des «Angriff» das Vertrauen auf schweizerischer Seite gegenüber dem deutschen Verhandlungspartner erheblich beeinträchtigen musste.

3. Gegen Ende August 1937 erhob sich zwischen der deutschen und der schweizerischen Presse eine ziemlich scharfe Auseinandersetzung über den Ausbau der deutschen Auslandsorganisationen in der Schweiz. Es handelte sich damals um die noch heute nicht völlig abgeklärten Proklamationen des Gauleiters Bohle, welcher für die deutschen Parteivertreter in der Schweiz in irgend einer Form diplomatische Rechte in Anspruch nahm. Es war damals mit Bestimmtheit zu erwarten, dass auf diesem Gebiet zwischen der schweizerischen und der deutschen Presse Diskussionen einsetzen würden, welche die allgemeine Atmosphäre für schweizerisch-deutsche Pressebesprechungen höchst nachteilig beeinflussen mussten.

4. Ausser den unter Ziff. 1 bis 3 hievor genannten Störungsfaktoren ist zu erwähnen, dass am selben Tag, da in Luzern die schweizerisch-deutsche Pressebesprechung stattfand, nämlich am 17. Juli, gegenüber der schweizerischen Presse in Konstanz scharfe Beschlagnahmungs-massnahmen durchgeführt wurden, ohne dass hiefür von deutscher Seite eine Begründung gegeben wurde. In diesen Zusammenhang gehören auch sehr unfreundliche, in ihrer verallgemeinernden Art ungerechte Vorwürfe des deutschen Konsuls Falkenhausen anlässlich einer Feier der deutschen Kolonie in St. Gallen an die Adresse der schweizerischen Presse, die ganz allgemein und ohne Vorbehalt der lügenhaften Berichterstattung aus dem Deutschen Reich bezichtigt wurde.

Im Hinblick auf die vorstehend umschriebene Sachlage sah sich der Zentralvorstand und hierauf auch die Präsidentenkonferenz des Vereins der Schweizer Presse veranlasst, die Ratifizierung des Protokolls von Luzern bis auf weiteres

zu vertagen und an die deutschen Delegation über verschiedene Punkte Rückfragen zu stellen. Dies geschah durch Schreiben vom 10. September 1937 an den Pressebeirat der deutschen Gesandtschaft, Herrn Hack, das hier in seinem vollen Wortlaut wiedergegeben wird:

Bern, den 10. September 1937.

Herrn Wilhelm Hack, Pressebeirat der
deutschen Gesandtschaft, Bern.

Sehr geehrter Herr Hack,

Höflich bezugnehmend auf meine mündliche Mitteilung vom 30. August a. c. gestatte ich mir, den Standpunkt des Zentralvorstandes und der Präsidentenkonferenz des Vereins der Schweizer Presse in der Frage der Ratifikation der Vereinbarungen von Luzern vom 17. Juli 1937 wie folgt zur Kenntnis zu bringen:

Zentralvorstand und Präsidentenkonferenz vom 27./28. August 1937 haben beschlossen, die in der Vereinbarung von Luzern vom 17. Juli a. c. ausdrücklich vorbehaltene Ratifizierung zu vertagen aus folgenden Erwägungen:

1. Der *Pressekonflikt*, der sich im Verlauf des August zwischen der *deutschen* und der *englischen* Presse abgespielt hat, zeitigt, wenn er durch die hier in Frage stehenden Pressebesprechungen direkt nicht berührt, unvermeidlicherweise *indirekte Rückwirkungen*. Sie liegen darin, dass die ausserordentlich scharfen und weittragenden Vorwürfe des «Angriff» gegen die in Berlin tätigen Auslandskorrespondenten ihrer allgemeinen Fassung zu Folge auch die schweizerischen Korrespondenten treffen mussten, wie auch die Weigerung des «Angriff», auf den Wunsch der Organisation der Auslandspresse in Berlin nach Vorlage der Beweise einzutreten. Mit Rücksicht auf den Umstand, dass die in Berlin tätigen schweizerischen Pressekorrespondenten in ihrer Mehrzahl auch dem Verein der Schweizer Presse angehören, kann der Verein der Schweizer Presse an der durch den erwähnten Konflikt entstandenen gespannten Lage nicht achtlos vorbei gehen, sondern er erachtet eine *Abklärung* der Situation auch im Interesse einer Gesundung der schweizerisch-deutschen Pressebeziehungen als wünschbar und notwendig.

2. Wie Sie sich erinnern werden, wurde anlässlich der Besprechung in Luzern vom 17. Juli 1937 schweizerischerseits ausdrücklich festgestellt und deutscherseits anerkannt, dass die Bemühungen um eine Entspannung der schweizerisch-deutschen Pressebeziehungen nicht auf derselben Linie behandelt und beurteilt werden könnten wie die kürzlich zwischen dem Deutschen Reiche und Österreich getroffene Presseübereinkunft. Trotzdem veröffentlichte der «Angriff» vom 13. August 1937, Nr. 188, auf Seite 7 einen Artikel: «Eine vollfette Ente», in welchem die Rede war, von einem «Übereinkommen, das von der Reichsregierung mit den Ländern Schweiz und Österreich getroffen wurde, um einer unsachgemässen und tendenziösen Berichterstat-

tung vorzubeugen». Diese Darstellung des «Angriff» fällt nun aus dem Grunde schwer ins Gewicht, weil sie dem ganzen Charakter der bisherigen Pressebesprechungen zwischen deutschen und schweizerischen Presseorganen direkt widerspricht, weiterhin deshalb, weil die Redaktion des «Angriff» an der ersten Besprechung vom 27. Februar 1937 in Konstanz vertreten war und weil die in Frage stehende Zeitung allgemein als ein Blatt betrachtet wird, das dem Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda persönlich nahe steht. Man wird deutscherseits unter solchen Umständen verstehen müssen, dass die Frage, welche Auslegung die für die Pressepolitik zuständigen Stellen den bisher stattgefundenen Besprechungen und ihren Ergebnissen zu Teil werden lassen, vorgängig einer Ratifizierung der Vereinbarung von Luzern einer Abklärung bedarf.

3. In Hinblick auf die gegen Ende August entstandene Diskussion über die Ausgestaltung der nationalsozialistischen deutschen Auslandsorganisationen haben Zentralvorstand und Präsidentenkonferenz des Vereins der Schweizer Presse sich auf den Standpunkt gestellt, es sei das Ergebnis der Tagung der deutschen Auslandsorganisationen in Stuttgart vom 28. August bis 5. September 1937 abzuwarten; die genannten Instanzen des Vereins der Schweizer Presse erblickten einen Zusammenhang zwischen der Frage der deutschen Auslandsorganisation und der Pressebesprechungen darin, dass eine Wiederauflebung der Diskussion wie sie zu Beginn des Jahres 1936 bei Anlass der Gustloff-Affäre zwischen der schweizerischen und deutschen Presse gewaltet hat, die gesamte Atmosphäre für die Fortführung der Pressebesprechungen äusserst nachteilig beeinflussen müsste.

4. Schweizerischerseits wird eine nähere Präzisierung des in Abschnitt II b enthaltenen Begriffes der «Deutschland feindlich gesinnten Nachrichtenstellen» als notwendig erachtet. Die Entwicklung seit dem 17. Juli 1937 hat gezeigt, dass in diesem Punkte offenbar wesentliche Meinungsverschiedenheiten bestehen. Während der Verein der Schweizer Presse den Kampf gegen die bewusste oder fahrlässige Falschmeldung in die erste Linie stellt, scheint man deutscherseits deutschland-*schädliche* Nachrichten ins Auge zu fassen, wobei die Frage nach der Wahrheit oder der Unwahrheit der betreffenden Meldung in die zweite Linie gerichtet wird. Die Möglichkeit, dass diese Meinungsverschiedenheiten zu unliebsamen Auseinandersetzungen über die Auslegung der Luzerner Vereinbarung führen, ergibt sich in umso stärkerem Masse, als offenbar, nach den Ausführungen des Reichspressechef Dr. Dietrich vor dem Nürnberger Parteitag zu schliessen, der Begriff der deutschfeindlichen Nachrichtenstelle ausserordentlich weit gespannt wird.

Dies sind die Erwägungen, welche die zuständigen Instanzen des Vereins der Schweizer Presse veranlasst haben, die Genehmigung der Vereinbarungen von Luzern vom 17. Juli 1937 zu vertagen; der Verein der Schweizer Presse muss umso mehr Gewicht auf die Abklärung der hier aufgeworfenen Frage legen, als die seit den Sitzungen vom 27./28. August 1937, nämlich am 8. und 9. September 1937 vor dem Reichsparteitag in Nürnberg erfolgten Ausführungen des Herrn Reichsminister Dr. Göbbels, Alfred Rosenberg und Reichspressechef Dr. Dietrich, die zur Zeit in Deutschland herrschenden Auffassungen über die demokratische Staatsform im allgemeinen und die Pressefreiheit im beson-

dern, die schweizerische Presse zwingen, ihren grundsätzlichen Standpunkt neuerdings mit aller Bestimmtheit und Konsequenz zu wahren.

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Hack, die Versicherung meiner

ausgezeichneten Hochachtung!

Im Auftrag des Zentralvorstandes des Vereins der Schweizer Presse
der Delegierte für internationale Angelegenheiten
sig. Feldmann.

Auf dieses Schreiben ist bis zur Abfassung des vorliegenden Memorials, d. h. bis zum 27. Dezember 1937, eine schriftliche Antwort nicht eingetroffen. Dagegen hat am 14. Oktober 1937 auf Wunsch des Herrn Hack eine Besprechung unter vier Augen mit dem unterzeichneten Delegierten des V.S.P. für internationale Angelegenheiten stattgefunden, welche zu einer ausserordentlich deutlichen Markierung des gegenseitigen Standpunktes geführt hat. Bei dieser Besprechung verwies der schweizerische Vertreter namentlich auch auf den ungünstigen Eindruck, den gewisse Reden am nationalsozialistischen Parteitag in Nürnberg auf die schweizerische Öffentlichkeit im allgemeinen und die schweizerische Presse im besonderen ausgeübt hätten. Dabei wurde besonders verwiesen auf den Versuch des deutschen Reichsministers für Volksaufklärung und Propaganda, Dr. Goebbels, die Demokratie als Vorbereitungsstadium für den Bolschewismus hinzustellen; es war genau die Argumentation, welche von schweizerischer Seite anlässlich der ersten Pressekonferenz in Konstanz als für die Schweiz unannehmbar und untragbar bezeichnet worden war; man stand also schweizerischerseits vor der Tatsache, dass der für die Führung der deutschen Pressepolitik in erster Linie verantwortliche deutsche Minister sich über die von schweizerischer Seite geäußerten Wünsche einfach hinwegsetzte; dies musste umso mehr auffallen, als in Konstanz die deutsche Delegation ausdrücklich anerkannt hatte, dass derartige verallgemeinernde Herabwürdigungen der demokratischen Staatsform die Schweiz treffen müssten, weshalb man auf deutscher Seite inskünftig auf mehr «Nuancierungen» Bedacht nehmen wolle. Diese in Konstanz erteilte Zusicherung durfte deshalb als einigermaßen zuverlässig betrachtet werden, weil die deutschen Vertreter teilweise mit dem deutschen Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda in engstem politischen und persönlichem Kontakt stehen. Als der unterzeichnete Delegierte des V.S.P. auf den Widerspruch zwischen der deutschen Haltung in Konstanz im Februar 1937 und der Rede des deutschen Presseministers in Nürnberg im September 1937 aufmerksam machte, wurde ihm die Antwort zuteil, dass Reichsminister Dr. Goebbels von unseren Besprechungen überhaupt nichts wisse und gar keine Zeit habe, sich mit den schweizerisch-deutschen Pressebeziehungen zu befassen. Herrn Hack konnte auf diese Äusserung hin nur mitgeteilt werden, dass angesichts dieser Haltung der massgebenden deutschen Stellen die ganzen Pressebesprechungen für die schweizerische Presseorganisation jedes Interesse einbüßen müssten, da doch offenbar mit einer Aufhebung der gegen schweizerische Zeitungen erfolgten deutschen Zeitungsverbote unter keinen Umständen zu rechnen sei.

Bei der gleichen hier in Frage stehenden persönlichen Besprechung zwischen

Herrn Hack und dem unterzeichneten Delegierten wurde von schweizerischer Seite auch verwiesen auf die Rede des Reichspressechefs der N.S.D.A.P., Dietrich, am Nürnberger Parteitag, die an gehässigen Ausfällen gegenüber dem Gedanken der Pressefreiheit wohl alles in den Schatten stellt, was bisher deutscherseits in dieser Beziehung geäußert wurde. Der Unterzeichnete machte Herrn Hack darauf aufmerksam, dass eine derart vorbehaltlose Diffamierung der Pressefreiheit, wie sie durch Herrn Dietrich erfolgt sei, eine weitere Fortführung der Verhandlungen für die schweizerische Presse ausserordentlich schwierig und delikater gestalten müsse. Auf diesen Hinweis hatte Herr Hack nichts zu erwidern als die Bemerkung, dass man sich innerhalb der Leitung der nationalsozialistischen Partei, der Dr. Dietrich als Parteipressechef angehöre, unmöglich um die schweizerisch-deutschen Pressebesprechungen kümmern könne.

Das einzige Zugeständnis, das von Herrn Hack zu erhalten war, lag in der Anerkennung, dass der erwähnte Artikel im «Angriff» vom 13. August 1937 eine offenbare Entgleisung sei, die nur infolge Abwesenheit des Chefredaktors Schwarz-van Berg habe geschehen können. Der genannte Schriftleiter ist übrigens seither von seinem Posten als Chefredaktor des «Angriff» abberufen worden und hat sich auf eine Weltreise begeben. Ob diese Änderung in der Leitung des «Angriff» mit der erwähnten Entgleisung in Zusammenhang steht, entzieht sich unserer Kenntnis; angesichts der gesamten von den verantwortlichen deutschen Pressestellen eingenommenen Haltung gegenüber den schweizerisch-deutschen Pressebesprechungen ist indessen ein derartiger Zusammenhang nicht sehr wahrscheinlich.

VI

In Hinblick auf die vorstehend dargelegte Entwicklung ergibt sich folgende Situation:

1. Die für eine Aufhebung der zwischen der Schweiz und Deutschland bestehenden Zeitungsverbote auf deutscher Seite bestehende Hauptschwierigkeit, Nachrichten über deutsche Verhältnisse nicht nach ihrer tatsächlichen Richtigkeit, sondern nach ihrer «Schädlichkeit» für das deutsche Regime zu beurteilen, bleibt in ihrem vollen Umfange bestehen.

2. Bei den deutschen amtlichen Stellen, welche für die Führung der Pressepolitik des Reiches verantwortlich sind, besteht entweder ausgesprochene Gleichgültigkeit gegenüber den Bemühungen; oder man zeigt zum mindesten nicht die geringste Geneigtheit, in der Frage der Zeitungsverbote irgendwie entgegenzukommen.

3. Zwischen dem deutschen Propagandaministerium und dem deutschen Auswärtigen Amt bestehen in der Führung der Pressepolitik Differenzen und durch eine gewisse Konkurrenz hervorgerufene Spannungen, welche alle Verhandlungen mit Deutschland über Pressefragen formell (hinsichtlich Zuständigkeit) und materiell ausserordentlich erschweren.

4. Die Haltung des deutschen Propagandaministers, des Reichspressechefs der NSDAP am Nürnberger Parteitag, sowie die Ernennung des Herrn Dr. Dietrich zum offiziellen Reichspressechef deuten darauf hin, dass man deutscherseits auf eine Entspannung der Pressebeziehungen zwischen beiden Ländern

keinen Wert legt, es sei denn, dass eine solche Entspannung in erster Linie auf Kosten der Bewegungsfreiheit der schweizerischen Presse zu erreichen wäre.

Unter diesen Umständen hält die für die Pressebesprechungen mit Deutschland ernannte Delegation des Vereins der Schweizer Presse eine Weiterführung der in Frage stehenden Verhandlungen als inopportun, wenigstens für so lange, als auf deutscher Seite nicht in vermehrtem Masse ein Entgegenkommen gezeigt wird.

Die Delegation stellt es dem Zentralvorstand des Vereins der Schweizer Presse anheim, welche Massnahmen er treffen will, um eine weitere Behandlung des schweizerisch-deutschen Pressekonfliktes, die im Interesse des Landes liegt, unabhängig von den in den vorstehenden Ausführungen dargelegten Verhandlungen sicherzustellen.

173

E 2300 Den Haag, Archiv-Nr. 7

*Le Ministre de Suisse à La Haye, A. de Pury,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 1

La Haye, 3 janvier 1938

Dans un rapport du 23 décembre¹ je vous ai tenu au courant des efforts tentés par le Ministre des Affaires Etrangères auprès des Etats du groupe d'Oslo pour les engager à faire une démarche à Londres et à Paris, de concert avec les Pays-Bas, en vue de collaborer à la recherche d'une formule touchant la reconnaissance de l'annexion de l'Ethiopie, acceptable pour ces différents pays et pouvant satisfaire aussi l'Italie. Je vous ai écrit que cette tentative n'avait pas eu, jusqu'à présent, de succès et pourtant, d'après ce que je viens d'apprendre, M. Patijn n'a pas encore renoncé à son idée. Les deux Gouvernements socialistes norvégien et danois lui ont répondu, il est vrai, d'une façon négative – pour eux la question de la reconnaissance devrait être traitée par les Grandes Puissances ou à Genève –; la Suède ne s'est pas prononcée définitivement, car son Gouvernement voit très bien qu'économiquement il y aurait avantage à accepter la suggestion hollandaise. De son côté, la Finlande s'est réservée de se joindre à une démarche commune si cette démarche devait avoir lieu. Quant à la Belgique, son Ministre des Affaires Etrangères, M. Spaak, serait personnellement en faveur de la reconnaissance, sans doute aussi pour des raisons économiques, mais forcé de compter, lui aussi, avec le parti socialiste belge, il aurait déclaré que si la Belgique adhérerait au projet Patijn, ce ne serait qu'à la condition que la Suède en fasse autant.

Pour le moment, en attendant de connaître la décision suédoise, M. Patijn et son collègue belge poursuivent un échange de correspondance dans lequel ils

1. Non reproduit, cf. E 2300 Den Haag, Archiv-Nr. 6.

s'efforcent de trouver le moyen de mettre tout le monde d'accord. On doute qu'ils y arrivent.

Si ces pourparlers ne mènent à rien, que fera le Gouvernement néerlandais? Répondant ces jours-ci à des questions posées par un député socialiste sur ses démarches auprès du groupe d'Oslo, M. Patijn a dit, entre autres, «que l'occupation italienne en Abyssinie est un fait et qu'en reconnaissant ce fait on ne sacrifie rien au point de vue adopté par le Gouvernement hollandais dans la guerre d'Ethiopie; que la non-reconnaissance porte préjudice aux rapports avec l'Italie; qu'on doit admettre qu'un jour viendra où il faudra tout de même accepter le fait accompli; que le Gouvernement hollandais n'est pas d'avis qu'il faille attendre jusqu'à ce que les Grandes Puissances en aient donné l'exemple pour reconnaître un fait accompli».

Ces affirmations font comprendre que le Gouvernement se décidera sous peu à reconnaître de facto l'annexion de l'Abyssinie. Avant de s'y résoudre il veut sans doute attendre la fin des pourparlers avec le groupe d'Oslo. Ses intérêts économiques l'obligent à faire ce geste vis-à-vis de l'Italie et maintenant que l'opinion publique néerlandaise est suffisamment préparée par les discussions qui ont eu lieu dans la Presse, il n'a guère à craindre d'autre opposition que celle des socialistes qui l'interpelleront le 11 janvier à la Première Chambre.

Dans les derniers jours de l'année la Reine Wilhelmine a du reste envoyé un télégramme au Négus dans lequel elle lui fait savoir que devant tenir compte du fait de la conquête de l'Abyssinie que les mesures prises par la S.d.N. n'ont pas pu empêcher, son Gouvernement s'est adressé à ceux d'autres Etats en vue de se concerter avec eux sur la régularisation de leurs relations avec l'Italie, mais que la Hollande n'a pas l'intention de procéder à une reconnaissance de jure.

174

E 2001 (D) 2/119

*Le Consul de Suisse à Séville, M. Stierlin,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L K. 38m

Sevilla, 4. Januar 1938

Seitdem im nationalistischen Spanien der Fascismus unter dem Namen «Falange Española Tradicionalista de las J.O.N.S.» als einzige und offizielle politische Partei eingeführt worden ist, wird auf ziemlich zahlreiche unserer in diesem Gebiete niedergelassenen Mitbürger ein gewisser Druck ausgeübt, damit sie sich dieser Bewegung in einer oder andern Form anschliessen. Die Stärke dieses Druckes ist verschieden, je nach der beruflichen Stellung des Einzelnen und nach dem Landesteile, in dem er wohnt; im Allgemeinen mache ich die Beobachtung, dass er besonders in Zaragoza, dann in andern nördlichen Provinzen viel schärfer zum Ausdruck kommt, als in Andalusien, wo eine ziemlich grosse Toleranz vorhanden ist.

Die Falange unterscheidet zwischen drei Abstufungen, nämlich zwischen Mitglied, Anhänger und Syndikalist (d. h. Mitglied eines Arbeitersyndikates der Falange). Anfänglich wurden Parteimitglieder geworben und leicht aufgenommen; jetzt kommen hierfür nur noch Frontkämpfer oder sonst besonders qualifizierte Personen in Frage. Wer jetzt der Falange beitrifft, wird als Anhänger aufgenommen, welche Eigenschaft er während fünf Jahren behält, bei ungefähr denselben Pflichten wie ein Mitglied, aber geringeren Rechten. Syndikalisten sind die Mitglieder der von der Falange organisierten Berufssyndikate, die heute in beinahe allen Erwerbszweigen bestehen und zwar vielfach auch in den selbständigen, wie Hoteliers, Detailhändler, Fabrikanten, Unternehmer, usw. Hier ist der Druck am grössten, und wenn der Ortsgruppe eines bestimmten Geschäftszweige alle spanischen Arbeitgeber oder Arbeitnehmer angehören, so wirkt sich das Fernbleiben eines Ausländers sehr unangenehm aus.

Jeder, der als Mitglied, Anhänger oder Syndikalist seinen Eintritt in die Falange gibt, hat eine geschworene Erklärung nach dem beiliegenden spanischen und deutschen Text zu unterzeichnen. Von den sieben Abschnitten dieser Erklärung ist nach meiner Auffassung besonders der erste¹ für Schweizer sehr erschwerend, da er die Verpflichtung birgt, sich «immer» dem Dienste Spaniens und dessen Führer zu widmen, was wohl dahin ausgelegt werden muss, dass dieser Dienst «unter allen Umständen» zu leisten ist, also auch, wenn er gegen die Interessen des eigenen Vaterlandes geht.

Bei allen diesbezüglichen Anfragen habe ich unsern Mitbürgern bisher angeraten, sich politisch streng neutral zu halten und der Falange nur dann beizutreten, wenn eine Weigerung voraussichtlich den Verlust ihrer beruflichen Stellung zur Folge hätte. Insofern ich meine Ratschläge mündlich erteilen konnte, habe ich darauf hingewiesen, dass die Einrichtung des totalitären Staates in Spanien immerhin noch nicht so tiefe Wurzeln gefasst habe, um sie als endgültig betrachten zu müssen, daher die Möglichkeit politischer Umwälzungen noch vorliege und folglich grösste Vorsicht am Platze sei.

Von verschiedenen Seiten bin ich befragt worden, ob der Beitritt zur Falange im Widerspruch zu den schweizerischen Gesetzen stehe, welche Verfügungen dabei übertreten würden und welches die Folgen einer solchen Zuwiderhandlung wären. Meines Erachtens handelt es sich nicht um eine Übertretung des B.R.B. betr. das Verbot der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien, solange die Falange nicht in den Fall kommt, ihre sämtlichen Mitglieder und Anhänger für den Dienst an der Front zu mobilisieren, was, nach dem bisherigen Verlauf des Feldzuges geschätzt, nicht wahrscheinlich ist. Andere gesetzliche Bestimmungen, welche den Beitritt eines Schweizerbürgers zu einer politischen Partei seines Aufenthaltslandes verhindern, sind mir nicht bekannt, doch wäre ich Ihnen sehr dankbar, wenn Sie mir hierüber genaue und ausführliche Antwort erteilen würden. Ferner würden Sie mich sehr verpflichten durch Mitteilung der Erfahrungen, welche unsere Mitbürger in Deutschland und Italien mit den nationalsozialistischen bzw. fascistischen Organisationen ihres

1. *Celui-ci avait la teneur suivante:* Juro por Dios darne siempre al servicio de España y su Caudillo.

Wohnortes machen, denn sehr wahrscheinlich werden hier ähnliche Erscheinungen auftreten (Deutsche und Italiener haben in der Falange Española einen grossen Einfluss) und es wäre mir angenehm, mich bei der Behandlung derselben auf diese Erfahrungen stützen zu können².

2. *Pour la réponse, cf. N° 189.*

175

E 2001 (D) 4/2

*Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie

RP N° 1. Suisse et Société des Nations

Londres, 8 janvier 1938

Par lettre du 31 décembre¹, vous avez bien voulu attirer mon attention sur le fait que vous attacheriez du prix à être renseigné sur l'écho qu'a eu votre discours au Conseil National le 22 décembre², en Grande-Bretagne et notamment sur ce que ressentent les milieux dirigeants en face de l'attitude de la Suisse à l'égard de la Société des Nations. Je dois m'excuser d'avoir tant tardé à vous adresser ce rapport; je m'étais proposé de vous l'envoyer depuis bien des jours, mais son expédition a subi un sensible délai par suite de l'affluence de besogne de cette dernière quinzaine.

Je n'ai pas manqué pourtant de joindre à mes envois journaliers de coupures de presse, les articles qui ont paru dans les journaux anglais. Vous aurez constaté que leur nombre a été très restreint; cela s'explique par le fait suivant: d'une part, la discussion au Conseil National a coïncidé avec des événements en Extrême-Orient qui ont fortement préoccupé l'opinion publique anglaise, ainsi qu'avec la clôture du Parlement britannique sur une note de politique étrangère, et, d'autre part, elle a également coïncidé avec les fêtes de fin d'année où, pendant deux jours, il ne paraissait pas de journaux.

Il est connu que les événements continentaux qui ne sont pas d'un intérêt particulier et direct pour le public anglais ne figurent dans les colonnes des quo-

1. *Non reproduite.* Le 10 janvier, Motta renouvelait à Paravicini son désir d'être renseigné sur l'attitude des sphères officielles compétentes anglaises en ces termes: Je m'intéresserais beaucoup de connaître quelles sont les réactions importantes que mon discours du 22 décembre devant le Conseil national dans la question «*La Suisse et la Société des Nations*» a suscitées dans l'opinion et aussi, si possible, dans les sphères officielles compétentes. Comme je n'ai encore rien reçu à ce sujet dans vos rapports, j'aimerais que vous vouliez bien les compléter. Je suis d'ailleurs certain que si mon discours – approuvé par le Conseil fédéral au préalable – a été vraiment lu *en entier*, on se sera fortifié dans l'impression que la Suisse a rendu de cette manière un véritable service à la Société des Nations. (J.I.1.1/29).

2. *Cf. N° 169.*

tidiens que très rarement au-delà du lendemain ou du surlendemain du jour où ils se sont produits. Vous aurez vu cependant les comptes rendus du «Times», du «Daily Telegraph» et du «Manchester Guardian» du 23 décembre; j'ajoute en annexe l'article du 28 décembre, du «Manchester Guardian» également et celui du 1^{er} janvier de l'«Economist», coupures que j'avais retenues pour les joindre à mon rapport.

Ce manque d'allusion de la presse de Londres en cette occurrence est regrettable, bien qu'il s'explique; il me fait revenir à ma lettre du 8 novembre, dans laquelle j'avais attiré votre attention sur les suppositions entièrement erronées qui étaient faites dans des organes anglais importants au sujet de l'attitude suisse à l'égard du pacte anticomuniste Rome-Berlin-Tokyo. J'avais alors suggéré qu'un contact plus direct entre le Département politique et les correspondants de la presse britannique serait sans doute de nature à éviter de pareils malentendus. Aussi ne pouvais-je me rallier tout à fait au point de vue de votre Division des Affaires Etrangères lorsque, dans sa réponse du 11 novembre, elle exprimait l'opinion que d'une part les correspondants anglais étaient, comme on le savait, fort peu versés en ce qui concerne la mentalité politique suisse – d'où ces malentendus – et, de l'autre, prétendait que la thèse de neutralité était à tel point chose établie qu'il n'y avait pas lieu de donner à ce sujet des explications spéciales à la presse. Je serais enclin à répondre que si les informations données par les correspondants anglais témoignent une fois de plus de leur manque de compréhension – et d'intérêt – pour les affaires et conditions de notre pays, ce serait là une raison de plus pour corriger cette lacune.

Un contact régulier et suivi avec les représentants de la presse des autres pays, tel, semble-t-il, que maintiennent systématiquement les Ministères des Affaires Etrangères de tous les pays européens, grands et petits, serait certainement pour nous autres Suisses, d'une très grande utilité et se révélerait tout à notre avantage, précisément dans des cas aussi importants que fut celui du 22 décembre. Je songe en premier lieu aux Anglais, «peu versés dans les affaires suisses», puisque la presse allemande, française et italienne a, comme c'est naturel, largement voué son attention à ce discours.

Cette suggestion, qui pourrait peut-être faire, à un moment donné, l'objet d'un examen, n'est mentionné ici qu'accidentellement.

J'ai déjà eu l'occasion, dans des précédents rapports, de parler de l'effet qu'a produit en Grande-Bretagne la sortie de l'Italie de la Société des Nations. L'Anglais ne s'est pas laissé remuer par cet acte qui matériellement ne change que fort peu aux conditions existant depuis bien des mois. On aurait même observé une tendance qui pourrait être interprétée comme un signe de soulagement; une situation nette est au fond préférable à un état équivoque qui n'est ni chair ni poisson.

Cependant, la déclaration allemande, qui suivit immédiatement et frappa au fond plus sérieusement Genève que la sortie de l'Italie, a fait bien plus d'impression. On se demandait même, à un certain moment, avec quelque anxiété, lequel des deux Gouvernements dictatoriaux avait été, en fin de compte, le vrai instigateur de cette démonstration. Était-ce Rome ou était-ce Berlin? Ce fut évidemment une action soigneusement préparée entre les deux Puissances,

pour accentuer l'axe. Alors que pour Rome cela ne change rien, ou presque rien, cela renforce, selon la tactique appliquée par les Allemands, la position de Berlin dans la question des colonies. Dans cet ordre d'idées, l'action se dirigerait en premier lieu directement contre la Grande-Bretagne.

En outre, puisqu'il ne reste à Genève plus que les deux Démocraties et la Russie comme Grandes Puissances, il se produit fatalement une répercussion parmi les petits pays de l'Europe. L'Anglais a, ainsi que je l'ai dit dans mon dernier rapport, le sentiment qu'il y a sur le continent une espèce de campagne anti-britannique, mouvement qui, selon certains observateurs de ce côté de la Manche, irait en se renforçant depuis le début des difficultés italo-britanniques.

Que ce sentiment soit fondé ou non – il l'est peut-être dans une certaine mesure –, le fait est que le Gouvernement de Whitehall observe avec une très grande attention ce qui se passe sur le Continent, tout autant chez les petits que chez les grands. Et il est certes très bien renseigné.

Il est inutile de vouloir ignorer le fait que la politique suisse ne jouit pas aujourd'hui de la confiance absolue et de la bienveillance anglaise, c'est-à-dire du Foreign Office, ainsi que c'était traditionnellement le cas avant la complication éthiopienne. Toutefois, il n'y a pas lieu d'exagérer ce regrettable changement de sentiments, car il faut ajouter que depuis les jours des sanctions, l'irritation s'est décidément calmée et on tient de plus en plus compte de notre position très spéciale au centre des axes nord-sud et ouest-est.

Il ne faut d'autre part pas oublier que les Anglais, tout en n'ayant pas l'air d'être rancuniers, gardent bien le souvenir de ce qui les a contrariés. Ainsi, il y a des moments où ils sont enclins à regarder de nouveau les choses à travers les lunettes des temps où ils croyaient avoir des raisons d'être fâchés.

Quand l'Italie est sortie de Genève et l'Allemagne a fait sa déclaration, on s'attendait naturellement, au Foreign Office, aux possibilités d'une répercussion sur la Suisse. Ce n'est pas à moi qu'on a fait des allusions de ce genre et, comme vous le pensez bien, je me suis abstenu d'entamer cette conversation, car je devais admettre, comme un fait acquis, qu'il ne peut y avoir un doute quelconque sur l'attitude de la Suisse neutre. Je devais admettre comme acquis également, que quoique nous fassions en face de la nouvelle situation, nous ne ferons d'autre politique que de la politique purement suisse et purement neutre.

Mais la disposition à Whitehall à l'égard de l'Italie est telle, que n'importe quelle répercussion d'un mouvement partant du Palais Venezia, qui se produit dans un autre pays et qui pourrait plaire aux Italiens, est à première vue interprétée par les Anglais comme un acte indésirable. Ainsi, le jour après le discours de Sig. Mussolini, le Chef du Département des renseignements a demandé d'emblée à l'un de nos journalistes: «Et la Suisse, va-t-elle quitter?» Puis, après avoir reçu une réponse exprimant le doute le plus positif, il a ajouté: «D'ailleurs, si elle en sortait, ce n'est pas nous qui en souffririons.»

Certains milieux de gauche surtout ne nous pardonnent pas notre reconnaissance de jure de l'Empire italien et ceux-là mêmes s'obstinent à nous mettre, à chaque occasion qui se présente, dans le même panier que les «vassaux» de l'Italie. Rome et la presse fasciste font d'ailleurs leur possible, comme c'est

naturel, pour souligner l'excellente entente avec la Suisse. De temps en temps vous recevez des coupures de la presse anglaise citant des articles italiens de cette note.

Il reste donc sans doute, dans l'atmosphère politique de Londres, quelque chose qui indique, tantôt plus vaguement, tantôt plus directement, qu'on croit observer en Suisse plus de sympathie pour l'Italie que pour la Grande-Bretagne. C'est aussi, par conséquent, sous cet angle qu'on juge notre attitude vis-à-vis de la Société des Nations en détresse.

Ce dernier point, notamment notre position en face de Genève, n'a pas actuellement, il faut l'ajouter, beaucoup de poids, puisque la Grande-Bretagne elle-même s'est décidée à détacher sa politique de la Ligue, reconnaissant que celle-ci n'est plus aujourd'hui, instrument assez solide pour s'y baser. Elle adopte cette attitude avec la conviction qu'en ce qui la concerne elle-même, elle a tout fait pour sauver le pacte et le prestige de l'Institution de Genève et elle en a la conscience nette. Si elle a échoué dans cet effort, c'est la faute des autres.

Sans le dire, les milieux officiels maintiennent certainement que la Grande-Bretagne, au moment critique, a été lâchée par la majorité des Etats membres. Notamment par les petits Etats, non seulement par les «vassaux» de l'Italie, mais aussi par la Suisse et d'autres, tant au nord qu'à l'est et au sud-est.

Dans des conditions de cette sorte, l'exposé clair, direct et complet sur la position de la Suisse du 22 décembre n'a pu avoir qu'un effet favorable. Au Foreign Office, si j'interprète bien mes observations, on en a pris note avec très grand intérêt, et pour ce qui est de notre point de vue à l'égard de Genève, on a montré de la satisfaction. Nous ne pouvons que regretter que le public qui lit les journaux ait à peine eu l'occasion de prendre bonne note de ce qui est véritablement la politique de notre Gouvernement et ce qui est la pensée de notre peuple³.

3. *Dans une lettre manuscrite du 11 janvier à Paravicini, Motta déclare au sujet de ce rapport: Je m'attendais à ce que mon discours du 22 déc. fit une bonne impression sur les milieux officiels anglais. Je m'étais déjà entretenu avec M. Warner qui m'avait semblé compréhensif. Je suis heureux d'apprendre par votre rapport que mon attente n'était point trompeuse. Mais qu'il est difficile d'être juste et d'être impartial! (J.I.1.1/29).*

176

E 2001 (D) 2/5

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
à la rédaction du «Winterthurer Landbote»*

Copie
L OR

Bern, 10. Januar 1938

In Nr. 303 Ihrer Zeitung haben Sie unter dem Titel «Italien von innen» einen Artikel eines gelegentlichen Mitarbeiters veröffentlicht, in dem das italienische Volk unter anderm mit den Ausdrücken «weich» und «feminin» bedacht wird. Wie Ihnen bekannt, hat dieser Artikel eine scharfe Antwort im «Popolo d'Italia» erhalten, in einer Zeitung, die dem italienischen Regierungschef nahesteht. Es ist in hohem Grade wahrscheinlich, dass der Artikelschreiber im «Popolo d'Italia» der Regierungschef selbst ist. Ferner hat auch die italienische Gesandtschaft in Bern wegen der erwähnten Äusserungen wie schon wegen eines Artikels, der am 9. November in Ihrem Blatt erschienen ist, bei uns Einspruch erhoben¹.

Es lässt sich wohl kaum bestreiten, dass die genannten Ausdrücke nicht nur nach italienischer, sondern auch nach gut schweizerischer Auffassung beleidigend sind und dass sie daher im Widerspruch stehen mit den Regeln, von denen sich die eidgenössische Pressekommission bei ihrer Praxis leiten lässt.

Wenn wir aber im vorliegenden Fall davon absehen, die Angelegenheit der Pressekommission zu unterbreiten und uns mit Ihnen direkt in Verbindung setzen, so geschieht es aus folgenden Erwägungen. Die Pressekommission muss sich aus verständlichen Gründen darauf beschränken, sich nur gegen solche Äusserungen zu wenden, die eigentliche Beleidigungen enthalten. Sie beanstandet lediglich Auswüchse der Pressefreiheit, vermeidet es aber, sich dazu zu äussern, in welcher Weise bei Beurteilung ausländischer Verhältnisse von der Pressefreiheit Gebrauch gemacht werden sollte.

Wir müssen nun Ihren Artikel vom 28. Dezember 1937 nicht nur wegen der beiden erwähnten Äusserungen beanstanden, sondern wegen der allgemeinen Tendenz, die für das heutige Italien *ausgesprochen unfreundlich* ist. Ähnliches wäre auch zu sagen in Bezug auf die Ausführungen in Ihrer Zeitung vom 11. November 1937, wo in einem Bericht über die Tagung der schweizerischen Völkerbundsvereinigung sub rosa der Völkerbund mit einem Vegetarierversen und die diktatorischen Staaten mit Menschenfressern verglichen werden und wo ferner gesagt ist, dass, wenn die Diktatoren das Wort Friede gebrauchen, man sich des Eindrucks nicht erwehren könne, dass dieses Wort ihnen plötzlich im Munde explodieren könnte. Auch der Mitbericht zu den italienischen Siegesfeiern in der Nummer vom 9. November 1937 musste bei unserem südlichen Nachbarn mit Recht Anstoss erregen. Hier wird von «faschistischer Arroganz» gesprochen und man sucht nachzuweisen, dass die Italiener während des Welt-

1. Par note du 31.12.1937, non reproduite.

krieges nur einen unbedeutenden Beitrag zum gemeinsamen Siege geleistet hätten.

Weshalb dieser Eifer? Man sagt, er sei nötig für unsere geistige Landesverteidigung. Auch der italienische Regierungschef habe ja kürzlich im «Popolo d'Italia» einen Artikel gegen die Demokratie veröffentlicht, wobei er aber immerhin einen ausdrücklichen Vorbehalt zugunsten der Schweiz gemacht hat. Dass man zur Verteidigung des eigenen Gedankengutes es nötig hat, den andern Ländern am Zeug zu flicken, ist zwar nicht gerade sympathisch. Vielleicht ist es aber so, dass der Grundsatz, wonach jeder auf seine eigene Façon selig werden darf, für den politischen Propagandisten nur beschränkte Gültigkeit hat. Aber selbst dann, wenn man also einräumt, dass ein schweizerisches Interesse bestehen mag, in kritischer Weise zu den Verhältnissen im Ausland Stellung zu nehmen, so sollte man auch nicht die Erfordernisse unserer Aussenpolitik übersehen, nämlich das Interesse an der Aufrechterhaltung freundschaftlicher Beziehungen mit dem Ausland.

Die Schweiz muss wegen ihrer Neutralität, ihren wirtschaftlichen Interessen und nicht zuletzt auch wegen der Auslandschweizer freundschaftliche Beziehungen mit dem Ausland unterhalten. Sie kann dies tun, wenn auch im Ausland, wie dies bei allen Nachbarstaaten zutrifft, das gleiche Bestreben vorhanden ist und man sich beiderseits an die Regel der Nichteinmischung hält. Die Pflege dieser Beziehungen ist aber nicht nur eine Aufgabe der verantwortlichen Landesbehörden, sondern eine Angelegenheit des gesamten Schweizervolkes. Man sollte daher wirklich erwarten dürfen, dass die Presse, die für die Bildung der öffentlichen Meinung in der Schweiz ihre Verantwortung hat, diesen Bemühungen Verständnis entgegenbringt und sie kräftig unterstützt. Wir zweifeln nicht, dass Sie unsern Standpunkt als den richtigen anerkennen werden und dass Sie Ihren Mitarbeiter – der uns ja bekannt ist – zur notwendigen Reserve auch mahnen werden².

2. *Le dossier de cette affaire contient la copie (portant le timbre de la Légation de Suisse à Rome) d'une lettre du 12 janvier 1938 (signée du président A. Reinhart et du secrétaire H.H. Heitz) que la «kaufmännische Gesellschaft Winterthur» a adressée à la rédaction du «Landbote», sur le même sujet. On y lit: Sie mögen uns gestatten, dass wir uns mit einigen Worten zu dieser Kontroverse äussern. Es liegt uns dabei fern, das Recht der freien Meinungsäusserung irgendwie anzutasten; ohne Zweifel liegt darin das wertvollste Gut einer freien Presse. Aber nur solange als dieses Recht nicht überspannt wird und als nicht Kritik um der Kritik willen oder aus anderm Zwecke geübt wird. Der Unterscheid liegt im Tone. Namentlich gilt dies gegenüber dem Ausland. Man wird in unserem kleinen Land gut daran tun, sich bewusst zu bleiben, dass wir kaum in der Lage sind, alle die Voraussetzungen abzuschätzen, unter denen sich das Schicksal und das Leben fremder Völker abrollt. Auch scheint uns, dass schon die Rücksicht auf die Neutralität unseres Landes die ihrer Aufgabe bewusste Schweizerpresse davon abhalten sollte, Richtersprüche zu fällen, für die uns das Amt abgeht.*

Wir glauben, Ihnen diese Meinungsäusserung nicht vorenthalten zu dürfen mit Rücksicht auf Handel und Industrie unserer Stadt, deren Interessen zu wahren, unsere Pflicht ist. Sie wissen, dass die Lage unserer Geschäfte, die zumal in unserer Stadt stark auf den Handel über die Grenzen angewiesen sind, keine leichte ist. Um so mehr muss es vermieden werden, den Beziehungen, die uns noch mit dem Ausland verbinden, weitere Hindernisse in den Weg zu legen. Eine unnötige und nutzlose Polemik kann nach dieser Richtung heute, wo Devisenbeschränkungen und andere Schwierigkeiten zur Genüge vorhanden sind, ernstlichen Schaden stiften, der sich

nicht nur zum Nachteile der geschäftlichen Unternehmen, sondern der Angestellten und Arbeiter auswirken wird. In ihrem Interesse glauben wir, diese Bemerkungen nicht unterlassen zu sollen.

Le 3 mars 1938, Ruegger informait le Ministre Rocco des démarches du Département politique et de Reinhart auprès du «Landbote»:

Politico si era rivolto alla Redazione del «Winterthurer Landbote» per esprimere il suo rammarico e la sua meraviglia a proposito di certo articolo di questo giornale. Ora, il ben noto grande industriale Reinhart, presidente della Camera di Commercio di Winterthur, mi dà conoscenza di una lettera da lui inviata, a nome della Camera, al predetto giornale per esprimere la disapprovazione dei ceti commerciali ed industriali della città (E 2200 Rom 23/13, dossier 10.G.3).

177

E 2001 (D) 1/4

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Président
de la Société Suisse d'Editeurs de Journaux, E. Rietmann*

*Copie
L OR*

Bern, 12. Januar 1938

Wie Ihnen bekannt, sind in letzter Zeit seitens ausländischer Vertretungen nicht unbegründete diplomatische Vorstellungen erhoben worden wegen unfreundlicher Schreibweise gewisser Schweizer Zeitungen. Um solchen Zwischenfällen zu begegnen, wurde seinerzeit die konsultative Pressekommission geschaffen, aber leider muss man feststellen, dass sich diese Instanz auf die Beanstandung von nur äusserst krassen Fällen beschränkt und dass selbst den diesbezüglichen Verwarnungen nur ungenügend Beachtung geschenkt wird. Auch der Presse-Konflikt mit Deutschland dauert an, und, wie Sie wohl wissen, haben die Besprechungen des Vereins der Schweizer Presse mit deutschen Kollegen zu keinem Ergebnis geführt. Während gewisse Kreise sich über diese Presse-Fehde geradezu erfreut zeigen, wird sich der Einsichtige nicht der Auffassung verschliessen, dass dieser Zustand eine schwere Belastung der ausserpolitischen Beziehungen unseres Landes bedeutet.

Einer meiner Kollegen hat mir nun empfohlen¹, dass ich mit Ihnen als dem

1. *Dans une carte manuscrite du 7 janvier 1938, Obrecht écrivait à Motta:* Hochgeachteter Herr Kollege! Nach der heutigen Bundesratssitzung kam ich mit Journalisten auf die Frage zu sprechen, was man tun könnte, damit unsere ernstzunehmende Presse in der Kritik des Auslandes sich mehr Zurückhaltung auferlegt. Es wurde mir nahegelegt, der Bundesrat sollte sich mit der Verlegerschaft in Verbindung setzen; wenn die Verleger ihren Redaktionen mehr Vorsicht und Reserve auferlegen oder wenigstens empfehlen, werde das unbedingt wirksam sein, und der Bundesrat hätte nicht nötig, sich dem Anschein der Knebelung der Pressefreiheit auszusetzen. Eine persönliche Fühlungnahme des Chefs des Politischen Departements mit dem derzeitigen Präsidenten des Verlegervereins, Herrn Rietmann von der NZZ, dürfte genügen, die vorsorgliche Bewegung unauffällig in Gang zu setzen. Mit der höflichen Bitte um Prüfung verbinde ich einen hochachtungsvollen Gruss (E 2001 (D) 1/4).

Präsidenten des Schweizerischen Verleger-Vereins Fühlung nehmen möchte, um die in Betracht kommenden Kreise auf die Gefährdung der Landesinteressen hinzuweisen, wenn selbst die ernst zu nehmende Presse sich in der Beurteilung ausserschweizerischer Verhältnisse nicht grössere Zurückhaltung auferlegt.

Ich würde es daher lebhaft begrüßen, wenn ich Gelegenheit hätte, diese Fragen mit Ihnen besprechen zu können².

2. *L'entrevue a eu lieu, cf. N° 199, mais aucun compte rendu n'a été retrouvé.*

178

E 2001 (D) 4/31

*La Division des Affaires étrangères du Département politique,
au Chef du Département de l'Intérieur, Ph. Etter*

Copie
L OT

Berne, 13 janvier 1938

Nous avons eu l'honneur de recevoir la lettre N° VI.14, du 8 janvier¹, par laquelle vous appelez notre attention sur le prix qu'attacheraient certains milieux suisses, notamment à Zurich, à reprendre l'activité de l'Institut international du cinéma éducatif à Rome, activité à laquelle il a été mis fin à la suite de la sortie de l'Italie de la Société des Nations. Vous nous demandez si nous serions prêts à examiner ce qu'il y aurait lieu d'entreprendre à l'effet d'obtenir, le cas échéant, le siège de cette institution en Suisse, notre pays ayant des titres incontestables et incontestés pour prendre ou reprendre, en ce domaine, la place qu'occupait l'Italie.

Au moment où nous recevions votre lettre, M. Klöti, Président de la Ville de Zurich, nous demandait une audience – que nous lui avons volontiers accordée – pour insister, de son côté, sur l'intérêt qu'il y aurait à instituer à Zurich un nouvel institut international du film d'enseignement. Nous n'avons pu que lui faire savoir que nous examinerions la question avec votre Département, quitte à en saisir ultérieurement, s'il y avait lieu, le Conseil fédéral. Il nous a remis, à cette occasion, une lettre du «Verkehrsverein» de Zurich, dont vous trouverez la copie sous ce pli.

Le problème est important. Point n'est besoin d'insister sur les avantages, moraux et matériels, que nous vaudrait le fait de devenir en quelque sorte le centre du mouvement mondial en faveur du film éducatif. A l'heure où nous examinons les moyens de recouvrer définitivement notre neutralité intégrale dans le cadre de la Société des Nations, il ne serait pas sans importance que la Suisse marquât son souci de la collaboration internationale dans des domaines

1. *Non reproduite.*

où notre statut politique ne risque pas d'être mis en jeu. Une institution comme la Croix-Rouge nous a valu et nous vaut encore d'indiscutables sympathies au dehors. Dans le domaine culturel, l'activité en Suisse d'une institution comme le Bureau international d'éducation – dont nous ne reconnaissons peut-être pas suffisamment la valeur – ajoute, si l'on peut dire, à la figure morale de notre pays. Il en serait certainement de même d'une institution comme celle du cinéma éducatif. Neutralité ne doit pas signifier isolement, et la Suisse, qui vit d'ailleurs de ses échanges avec l'étranger, a tout à gagner en apportant sa contribution directe à l'œuvre de la civilisation en général.

Si le problème est du plus haut intérêt pour nous, il est cependant extrêmement délicat. Nous savons qu'officiellement, l'Institut de Rome n'existe plus, et il ne pouvait plus subsister en raison des liens étroits qui le rattachaient à la Société des Nations. Mais nous ignorons encore tout des intentions de l'Italie; elle n'est peut-être pas résignée à s'effacer complètement d'une scène sur laquelle elle tenait, ces dernières années, un premier rôle. Il se peut qu'elle ait conçu certains projets à cet égard. Il serait, par conséquent, indiqué de ne pas nous engager sans une extrême prudence dans la voie d'une succession qui est à peine ouverte. On ne verrait peut-être pas d'un bon œil à Rome une hâte excessive de notre part à nous mettre sur le rang des compétiteurs.

Cela étant, nous devrions, avant de rien entreprendre, nous enquérir des sentiments des milieux italiens et, pour ce faire, nous hésiterions à recourir à une intervention, même discrète, de notre Légation. Une démarche quelconque pourrait nous donner la fâcheuse apparence d'un Etat avide de recueillir un peu prestement, à la faveur des circonstances, un héritage dont, de toutes façons, l'Italie ne se dépouillera pas sans quelque regret. Pour ne froisser aucune susceptibilité et agir avec autant de tact que de circonspection, nous serions assez disposés à charger un de nos collaborateurs de s'entretenir de la question, à titre tout personnel et quasi fortuitement, avec l'ancien Directeur de l'Institut, M. de Feo. Ce dernier serait sans doute sensible à cette attention et s'ouvrirait avec d'autant plus de bonne grâce sur la situation créée par la rupture de son gouvernement avec Genève.

D'un autre côté, il importe de souligner que la Suisse n'aurait pas un réel intérêt à remettre sur pied une institution dont la destinée serait intimement liée à celle de la Société des Nations. Nous ne voyons pas bien la Confédération patronner une institution qui, du chef de ses rapports avec la Société des Nations, s'aliénerait d'emblée la collaboration active de nos grands voisins, l'Allemagne et l'Italie. Ce ne serait guère conforme à notre politique de neutralité. Nous ne pourrions guère songer à créer chez nous un centre du film éducatif dont le caractère *neutre* ne serait pas internationalement reconnu et dont l'activité porterait ombrage à certains Etats dissidents. Dans les circonstances actuelles, un institut du cinéma éducatif avec siège en Suisse devrait être indépendant de tout contrôle de la Société des Nations. Or il n'obtiendrait sa pleine autonomie que s'il était organisé sur la base d'une convention internationale à laquelle pourrait participer tout Etat, qu'il soit membre ou non de la Société des Nations. Procéder autrement serait nous priver fatalement du concours et de la sympathie de grands Etats avec lesquels nous désirons entretenir les meilleurs rapports. Si l'Italie ne s'est pas vue en état de maintenir son Institut en

raison de ses attaches avec la Société des Nations, on ne voit guère comment elle coopérerait avec une autre institution qui, à ses yeux, serait marquée, dès sa naissance, du même vice rédhibitoire.

Avant d'être fixés, d'une façon ou d'une autre, sur la manière de voir des autorités italiennes, nous croyons qu'il serait prématuré d'examiner d'ores et déjà quelles pourraient être, au point de vue financier, les prestations qu'entraînerait pour la Confédération la création, sur son territoire, d'un institut international du film éducatif.

Pour ce qui est du siège, Zurich se met nettement en avant. On ne parle d'ailleurs pas jusqu'ici d'une autre candidature. Cela ne laisse toutefois pas de nous surprendre, car nous avons toujours pensé que Bâle, qui avait créé une Chambre européenne du film d'enseignement et qui s'était assez amèrement plainte d'avoir été évincée par Rome d'un domaine où elle croyait avoir joué un rôle de pionnier, ne se laisserait pas distancer par nos compatriotes zurichoïses dans cette course à la succession romaine. Il n'est cependant pas impossible que, se rappelant ses mérites passés, Bâle émette bientôt des prétentions rivales. Un avenir prochain nous apprendra sans doute s'il convient d'interpréter son silence comme un désistement pur et simple en faveur de la cité de la Limmat.

Quant à la conférence qui se réunira à La Haye le 28 janvier et dont vous avez eu, comme nous, des échos par un entrefilet du «Bund», nous n'avons reçu aucune communication à ce sujet. Nous doutons qu'il s'agisse d'une conférence de gouvernements; il doit plutôt s'agir d'une réunion de caractère privé à laquelle auront été conviés des spécialistes du film d'enseignement. Nous demanderons des précisions à notre Légation à La Haye.

En nous réservant de vous faire prochainement une nouvelle communication à ce sujet, nous vous présentons [...]².

2. Outre le dossier d'où est tiré cette lettre, pour la suite de cette affaire, cf. E 3001 (A) 5/28.

179

E 2200 Rom 23/11

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

L OB. Confidentiel

Berne, 13 janvier 1938

Nous avons l'honneur de vous communiquer sous ce pli, à titre confidentiel et pour votre information strictement personnelle seulement, copie d'une lettre privée¹ par laquelle M. de Reynold nous fait part des ouvertures qui lui ont été faites, le 11 janvier, touchant une déclaration de l'Italie et de l'Allemagne au sujet de la neutralité suisse.

1. Reproduite en annexe.

Ainsi que vous le verrez, M. de Reynold a répondu à ces ouvertures avec beaucoup de prudence et de bon sens et nous pouvons espérer que le résultat de ce sondage officieux dissuadera le Gouvernement italien de faire en ce moment une déclaration qui ne pourrait que compliquer la partie assez délicate que nous avons à jouer vis-à-vis des Etats membres de la Société des Nations².

Pour le cas, toutefois, où l'on vous entretiendrait à Rome des intentions dont M. de Reynold a recueilli l'écho, il nous paraît utile que vous soyez renseigné sur notre façon de penser.

Il va sans dire qu'une déclaration par laquelle l'Allemagne et l'Italie s'engageraient à respecter notre neutralité ne pourrait qu'être bien accueillie par la Suisse, à la condition cependant qu'une telle déclaration ne soit pas intempes- tive et ne se produise pas de manière à rendre plus difficile la reconnaissance de notre neutralité par d'autres Etats. Dans les circonstances actuelles, il vaudrait donc beaucoup mieux que l'on s'abstînt, à Rome et à Berlin, de répéter une chose allant de soi qui a déjà été affirmée avec beaucoup de force par M. Mus- solini aussi bien que par M. Hitler. C'est ce que vous sauriez faire comprendre au besoin.

ANNEXE

G. de Reynold au Chef du Département politique, G. Motta

*Copie*³

L

Crans s. Sierre, 12 janvier 1938

Hier, avant de gagner mes neiges, j'ai vu un Italien à Lausanne (je ne le nomme pas, par écrit du moins, puisque la politesse le veut; aussi bien la personne est-elle ici d'une importance secon- daire: un messenger).

Il m'a demandé si je croyais qu'une déclaration catégorique et solennelle, de la part de l'Italie et de l'Allemagne, reconnaissant, au nom de tous les dieux de l'Olympe et d'Asgard (c'est moi qui ajoute cela), notre neutralité absolue et inconditionnée, et s'engageant à la respecter, serait la bienvenue en Suisse.

Je lui ai répondu:

1. Qu'en soi une telle déclaration aurait un très heureux effet et serait accueillie avec faveur, surtout si elle s'accorde aux traités de 1815;
2. Que la seule réserve à faire serait dans l'excès d'amabilité et d'empressement de l'axe à notre égard; (j'ai dit cela textuellement et en insistant).
3. Que je supposais qu'une telle déclaration ne se ferait pas sans qu'au préalable les ministres des deux puissances ne vous aient pressenti (l'autre a eu l'air embêté).

J'espère que je n'ai pas commis une erreur en répondant ainsi. Il y a donc des craintes à notre égard, à Rome sinon à Berlin:

1. On craint que nous nous laissions prendre à l'offre anglo-française, de dispenser en quelque sorte certains pays, en premier lieu le nôtre, de l'application de certains articles du Pacte, en premier le 16^e.

2. Cf. table méthodique I.1.

3. La lettre originale reçue par Motta (cf. E 2001 (D) 4/1) porte cette annotation manuscrite de sa main: *Affaires étrang.*, à mon avis il vaudrait mieux que Rome et Berlin se tinssent *entière- ment tranquilles*. On veut évidemment nous considérer un peu comme «balle de jeu». 13.1.38. M.

2. On craint que la Suisse ne glisse à gauche dans sa politique intérieure.

3. On a peur de la «Cité du Vatican» laïque, à Genève, de l'espionnage anglo-français, du poste T.S.F., de certaines places d'atterrissage plus ou moins privées, comme on en avait projetées à Montreux et à Samaden (j'ignore tout de cela).

J'ai répondu: ad 1) que nous suivrions la ligne droite, que notre politique était de cristal, qu'au surplus nous tenions le couteau par le manche, qu'enfin nous n'admettrions pas de succédané pour notre neutralité absolue;

ad 2) que le Suisse, quel qu'il soit, était avant tout attaché à l'indépendance du pays, donc à sa neutralité, qu'il se méfiait des idéologies et craignait les aventures;

ad 3) que nous avions un excellent état-major, très bien renseigné.

En résumé: laissez-nous faire, pas de pavé de l'ours.

Je fus aussi sur le point de répondre: le fait que ce sont deux puissances, la France et la Grande-Bretagne, qui nous proposent ce *modus vivendi* avec la S.d.N. est pour nous un motif de défiance, car c'est montrer trop ostensiblement que la S.d.N. est leur instrument, donc qu'elle ne représente plus qu'un groupe de puissances contre un autre. Mais je me suis fortement mordu la langue et n'ai rien dit.

Voilà!

Comme vous le voyez, la politique m'a tenu jusqu'à la dernière minute. Malgré mon état de fatigue et mon besoin d'isolement, j'ai tenu à vous relater ledit entretien, au risque de ne rien vous apprendre que vous ne sachiez déjà.

P.S. Mon interlocuteur était inquiet de la visite Munch, et du fait que vous aviez consulté Rappard. Ceci pour être complet. Il est arrivé à Rome aujourd'hui.

180

E 1004.1 1/369

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 14 janvier 1938

71. Probeweise Entsendung von Militärattachés

Finanz- und Zolldepartement. Antrag vom 10. Januar 1938

Der Bundesratsbeschluss vom 13. Dezember 1937¹, worin grundsätzlich die Entsendung von Militärattachés in die Gesandtschaften von Berlin, Paris und Rom vorgesehen ist, wurde anlässlich der Beratung des Voranschlages im Nationalrate von dieser Behörde als mit dem Budgetrechte der Räte nicht im Einklang stehend bemängelt. Gestützt auf die Erklärungen der Vorsteher des politischen Departementes und des Militärdepartementes hat der Nationalrat beschlossen:

«Der Rat erwartet die Vorlage eines Nachtragskreditbegehrens für die eventuelle Schaffung von Militärattachés.»

Das Finanz- und Zolldepartement beantragt daher im Einverständnis mit dem Militärdepartement und dem politischen Departement und der Rat

1. Cf. E 1004.1 1/368, N° 2026.

beschliesst, die Finanzkommissionen des Nationalrates und des Ständerates über die probeweise Einführung von Militärattachés im Sinne des vorgelegten Entwurfes eines Berichtes zu unterrichten (siehe Beilage)².

ANNEXE

Le Conseil fédéral aux Commissions des Finances des Chambres fédérales

Copie

R Probeweise Einführung von Militärattachés

Bern, 14. Januar 1938

Im Verlaufe der Dezembersession 1937 ist in der Presse die Absicht des Bundesrates bekannt geworden, bei den schweizerischen Gesandtschaften in Berlin, Paris und Rom Militär-Attachés einzuführen. Da in diesem Zeitpunkte ein Kreditbegehren nicht vorlag, hat der Nationalrat im Anschlusse an die Beratung des Voranschlages beschlossen:

«Der Rat erwartet die Vorlage eines Nachtragskreditbegehrens für die eventuelle Schaffung von Militär-Attachés.»

Wir haben die Ehre, Sie über die Angelegenheit wie folgt zu unterrichten.

1. Die sachliche Begründung der Entsendung von Militär-Attachés

Nach Schluss des Weltkrieges machte sich beim Generalstabe in verstärktem Masse das Bedürfnis geltend, über die Reorganisation der ausländischen Heere auf Grund der Kriegserfahrung vermehrte und zuverlässige Nachrichten zu erhalten. Als Ergebnis von Besprechungen zwischen dem eidgenössischen politischen Departement und dem eidgenössischen Militärdepartement im Sommer 1921 ist unsern Gesandtschaften von der Nachrichtensektion der Generalstabsabteilung eine Erläuterung über die Belange des Nachrichtendienstes zugegangen. Dieser «Guide» sollte bestimmten Gesandtschafts-Attachés die Möglichkeit geben, die wissenswerten Neuigkeiten zu sammeln und der Generalstabsabteilung zu übermitteln.

Mit einigen wenigen Ausnahmen und trotz allem guten Willen des Gesandtschaftspersonals spielte dieser Nachrichtendienst nach kurzem erfolgreichem Anfang mit den Jahren nur sehr unvollständig. Die meisten Gesandtschaften beschränkten sich auf die Übermittlung von Notizen der Tages- und Fachpresse, der Militärbudgets, soweit diese gedruckt erhältlich waren, und von Protokollauszügen von Parlamentsdebatten über Heeresfragen. Einzelne Auslandsvertretungen erklärten sich bereit, auf ausdrückliche und ganz bestimmte Anfragen über Spezialgebiete nach Möglichkeit der Generalstabsabteilung die gewünschten Nachrichten zukommen zu lassen.

Zur Zeit des Abrüstungswillens vieler Mächte, der Erstarkung des Völkerbundes und der verhältnismässig ruhigen Entwicklung der zwischenstaatlichen Beziehungen in Europa konnte dieser improvisierte Nachrichtendienst trotz seiner Unzulänglichkeit noch verantwortet werden.

Mit dem steten Schwinden der Hoffnung auf einen Dauerfrieden, dem Aufrüsten in allen, besonders aber den Heeren unserer Nachbarstaaten und dem Aufflackern von Kriegsherden in aller Welt, zeigt sich erneut die schwere Verantwortung, die auf der Generalstabsabteilung lastet; sie führte im Jahre 1935 zu einer eingehenden Prüfung der besseren Bedienung mit Nachrichten über die Heere anderer Staaten. Dabei ging das Militärdepartement davon aus, dass nur eine möglichst vollkommene Kenntnis über alle Neuerungen in unsern Nachbar-Armeen die Generalstabsabteilung in die Lage zu versetzen vermag, alles Notwendige vorzukehren, um unser Heer auf der Höhe seiner Aufgabe zu behalten.

Gleichzeitig empfanden auch unsere Gesandten hauptsächlich in den benachbarten Ländern den Mangel eines militärischen Sachverständigen. Als zwischen England und Frankreich Besprechungen über gemeinsames Handeln gepflogen wurden, machte unser Gesandter in Paris auf-

2. *Reproduite en annexe.*

merksam, dass Belgien und Holland durch ihre Militärattachés stets auf dem Laufenden gehalten seien, während die Schweiz mangels einer geeigneten Persönlichkeit keinerlei Kontakt mit militärischen Stellen habe. Minister Dunant flocht Bemerkungen in seinen Bericht über die veränderten Verhältnisse am Rhein, die in ihrer Eindringlichkeit und Schwere zum Aufsehen mahnten. Unser Gesandtschaftspersonal vermag, ohne den guten Willen in Frage stellen zu wollen, namentlich aus zwei Gründen der Aufgabe eines militärischen Sachverständigen nicht gerecht zu werden. Vorerst lastet auf unsern Auslandsvertretungen eine Unmenge Arbeit, die ständig durch neu auftauchende Schwierigkeiten in den zwischenstaatlichen Beziehungen noch wächst. In guten Treuen kann daher den Gesandtschaften beim bisherigen Personalbestande nicht eine neue, zeitraubende Tätigkeit aufgebürdet werden, die Gründlichkeit und peinliche Gewissenhaftigkeit vor allen andern Eigenschaften verlangt und eine volle uneingeschränkte Arbeitskraft für sich allein beansprucht.

Im weitem ist zu bedenken, dass unsere Diplomaten wohl öfters Offiziere sind, mit Rücksicht auf die stete Landesabwesenheit aber sehr selten zur Weiterausbildung vorgesehen werden, da die Kosten hiefür in keinem Verhältnis zum Nutzen für die Armee ständen. Ein Blick in den Offiziers-Etat zeigt, dass Stabsoffiziere unter den Diplomaten eine seltene Ausnahme bilden. Es wäre aber verhängnisvoll, den militärischen Nachrichtendienst Leuten zu überbinden, die den engen Kontakt mit den Ausbildungszielen der eigenen Armee verloren haben und daher gar nicht in der Lage sind, festzustellen, welche neuen Tatsachen und Errungenschaften für die Generalstabsabteilung wissenswert sind und sich zur Übermittlung eignen.

Hauptsächlich auf Grund dieser zwei Argumente, Arbeitsüberlastung und mangelnde Kenntnisse, ist die Möglichkeit des Ausbaues der bisherigen Organisation als unzweckmässig verworfen worden.

In der Beantwortung der Kleinen Anfrage Gottret am 29. Dezember 1937³ hat sich der Bundesrat auch mit der Frage auseinandergesetzt, ob den zeitweise abkommandierten Offizieren nicht die Funktionen der Militärattachés übertragen werden könnten. Wir gelangten auch da zu einer Ablehnung, wobei wir im Rahmen des vorliegenden Berichtes nur noch betonen möchten, dass es sich bei der Entsendung dieser Offiziere um Ausbildungszwecke handelt zur Erweiterung der militärischen Kenntnisse, und dass diese Abkommandierungen zu andern Armeen ihrem Zwecke nicht entfremdet werden dürfen.

Nachdem somit die Generalstabsabteilung selbst, unsere Gesandten und das politische Departement die Frage der Militärattachés aufwarfen, fand in der Landesverteidigungskommission am 18. Dezember 1935 eine erste Aussprache statt.

Der Chef der Generalstabsabteilung übergab in der Folge dem eidgenössischen Militärdepartement zu Beginn des Jahres 1936 einen ausführlichen Bericht über die Frage der Gewinnung von Nachrichten über die Entwicklung der ausländischen Heere mit dem Antrage, die Möglichkeit der Entsendung von Militärattachés mit dem politischen Departement zu besprechen. Von allem Anfang an bestand die Absicht, Militärattachés nur in beschränkter Zahl und nur zu direkten Nachbarstaaten zu senden. Im gleichen Zeitpunkte orientierte der Vorsteher des eidgenössischen Militärdepartementes den Bundesrat mündlich über die bisher gepflogenen Besprechungen und die geplanten Massnahmen.

Während des Jahres 1936 sodann fand zwischen der Abteilung für Auswärtiges des eidgenössischen politischen Departementes und der Generalstabsabteilung ein reger Meinungs-austausch statt, während dessen die Notwendigkeit der Abordnung von militärischen Sachverständigen von unseren Gesandtschaften in mehreren Zuschriften immer dringlicher geltend gemacht wurde.

Im August 1937 unterbreitete die Generalstabsabteilung dem Militärdepartement bestimmte Vorschläge auf Entsendung von 3 Instruktionsoffizieren als Militärattachés nach Berlin, Paris und Rom auf die Dauer von 3-4 Jahren, nachdem auch die Landesverteidigungskommission noch mehrmals die Gelegenheit wahrgenommen hatte, sich zu der Frage ebenfalls zu äussern.

Bei Anlass der Jahreskonferenz unserer Vertreter im Auslande war aus der Mitte der Gesandten selbst die Frage der Zuteilung von Militärattachés als Bestandteil der Aussprache im Herbst 1937

3. *Pour le texte de cette réponse, cf. E 1004.1 1/368, N° 2176.*

bezeichnet worden. In einem Referate legte Minister Dr. Ruegger alle Gründe dar, die nach einer raschen Einführung dieser dringenden Massnahme verlangten. Dieser neue Vorstoss ging somit gerade von den Stellen aus, die neben der Generalstabsabteilung die Zweckmässigkeit und Notwendigkeit der ganzen Angelegenheit am besten überblicken können. Der Vorsteher des eidgenössischen Militärdepartementes benützte die Gelegenheit, um seinerseits die Gesandten über den Stand der Vorarbeiten zu unterrichten. Es ist selbstverständlich, dass alle diese Besprechungen in engster Fühlungnahme mit dem eidgenössischen politischen Departemente gepflogen wurden.

Das eidgenössische Militärdepartement erteilte der Generalstabsabteilung am 4. September 1937 den Auftrag, in Verbindung mit den zuständigen Waffenchefs Vorschläge bezüglich der zu entsendenden Offiziere zu unterbreiten, die Frage der Zuerkennung einer besonderen Entschädigung zu prüfen und endlich die Stellung des Militärattachés zur Gesandtschaft, zum politischen Departemente und zum Militärdepartemente abzuklären.

Das Ergebnis dieser Bearbeitung bildete eine «Instruktion über Stellung und Tätigkeit der schweizerischen Militärattachés», die in verschiedenen Abschnitten alle Fragen einlässlich regelt.

Um über Zusammensetzung, Bewaffnung, Ausbildung und Kampfweise der Armee des Gastlandes Auskunft geben zu können, muss der Militärattaché über alle diplomatischen Privilegien verfügen können, insbesondere aber bei militärischen Kommando- und Amtsstellen als offizieller Vertreter der schweizerischen Armee eingeführt sein. Nur auf diesem Wege und unter der Voraussetzung eines längeren Aufenthaltes wird es ihm möglich sein, im Rahmen loyaler und korrekter Beziehungen die an ihn gestellten Anforderungen zu erfüllen. Die klare Scheidung des Wissenswerten vom Nebensächlichen, die Zusammenstellung aller Ergebnisse, die der Auftraggeberin – der Generalstabsabteilung – ein abgerundetes und vollständiges Bild zu vermitteln hat, kann nur von einem Berufsoffizier mit entsprechender Eignung und Fähigkeit verlangt werden.

Soll dem Militärattaché zur Erleichterung seiner Aufgabe ausserdem die Achtung der höheren militärischen Stellen des Gastlandes entgegengebracht werden, so verlangt dies von ihm die Bekleidung eines höheren Grades in der schweizerischen Armee. Damit ist der Rekrutierungskreis der Militärattachés schon recht eng gezogen worden und es wird nicht leicht, aus dieser eher kleinen Auswahl die geeignetsten Leute auszuwählen. Gleichzeitig übermittelte die Generalstabsabteilung eine Liste von Instruktions-Offizieren, die als Militärattachés in Frage kommen könnten, und beantragte ausserdem, die Militärattachés in Bezug auf Auslandszulagen den Legationsräten gleichzustellen.

Abschliessend unterbreitete die Generalstabsabteilung dem Militärdepartement unterm 15. November 1937 einen Bericht mit Antrag, der als Grundlage diente zum Bundesratsbeschlusse vom 13. Dezember 1937⁴:

«1. Das eidgenössische Militärdepartement wird ermächtigt, die Entsendung von Militärattachés zu den schweizerischen Gesandtschaften von Berlin, Paris und Rom vorzusehen.

2. Die Auswahl der geeigneten Offiziere, die Frage ihrer Entschädigung, der Zeitpunkt des Dienstantrittes und die Regelung ihrer Stellung zum übrigen Gesandtschaftspersonal werden vom eidgenössischen Militärdepartement im Benehmen mit dem politischen Departement und dem Finanz- und Zolldepartemente getroffen werden.»

2. Die vom Bundesrate vorgesehene Lösung und ihre finanzielle Tragweite

Der Bundesrat beabsichtigt, wie die Vorsteher des politischen und des Militärdepartementes im Schosse des Nationalrates bereits auszuführen Gelegenheit hatten, im Sinne einer vorläufigen Massnahme den Gesandtschaften in Berlin, Paris und Rom je einen Instruktionsoffizier als Militärattachés zuzuweisen.

Die Militärattachés werden für einmal ihre ordentliche Besoldung als Instruktionsoffiziere weiter beziehen und ihre Reiseauslagen nach den Vorschriften der Instruktionenordnung verrechnen. Der Militärattaché steht, sofern er den Grad eines Obersten bekleidet, unmittelbar unter dem Minister, in allen andern Fällen ist er dem ersten diplomatischen Mitarbeiter des Gesandten nachgeordnet. Er bleibt als abkommandierter Instruktionsoffizier der Generalstabsabteilung

4. Cf. E 1004.1 1/368, N° 2026.

unterstellt. Die Zulagen erreichen für die Städte Berlin, Paris und Rom je 8000 bis 10000 Franken. Die *neu zu bewilligenden* Kreditmittel werden somit insgesamt 30000 Franken jährlich nicht übersteigen.

Der Bundesrat wird der Bundesversammlung im Rahmen der Botschaft über die Nachtragskreditbegehren 1938, 1. Reihe, die üblicherweise in der Junisession zur Beratung stehen wird, das Begehren um Bewilligung eines Nachtragskredites von voraussichtlich 30000 Franken stellen. Die Kreditbewilligung des Parlamentes vorausgesetzt, ist es Sache des Bundesrates, die Anordnungen zur Ausstattung der genannten Gesandtschaften mit Militärattachés zu treffen.

Der Bundesrat hält nun allerdings dafür, dass die vorgesehene Neuerung dringlich ist und im Hinblick auf die gegenwärtigen Vorgänge im Auslande mit der Entsendung der Militärattachés nicht noch ein weiteres halbes Jahr zugewartet werden dürfe. Er beabsichtigt daher in eigener Kompetenz einen Vorschusskredit von 15000 Franken zu bewilligen und die Militärattachés ohne weiteren Verzug zu bestellen, in der Meinung, dass die vorschussweise Kreditgewährung anlässlich der Bewilligung des genannten Nachtragskredites durch die Bundesversammlung gedeckt werde. Wir möchten diesen Vorschusskredit jedoch nicht zur Verfügung stellen, ohne die Finanzkommissionen der eidgenössischen Räte heute schon auf die Sachlage aufmerksam zu machen.

Die vom Bundesrate vorgesehene Lösung ist vorläufiger Natur. Das Provisorium soll bewusst dadurch unterstrichen werden, dass davon abgesehen wird, Ämter von Militärattachés ausdrücklich neu zu schaffen. Für einmal genügt und dürfte am zweckmässigsten sein, als Militärattachés Instruktionsoffiziere abzukommandieren.

Mit Rücksicht auf die Dringlichkeit der Angelegenheit wären wir Ihnen besonders verpflichtet, wenn Sie uns bald mitteilen wollten, ob Ihnen die vom Bundesrate vorgesehene vorläufige Ordnung und ihre Finanzierung zu Bemerkungen Anlass gibt.

181

E 1004.1 1/369

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 14 janvier 1938*

73. Italien. Clearing

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 13. Januar 1938

Das schweizerisch-italienische Clearingabkommen beruhte bisher auf einem Zweikontensystem: Die italienische Verrechnungsstelle, das Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, unterhielt in der Schweiz ein Schweizerfrankenkonto, während die schweizerische Nationalbank in Rom eine Lirekonto führte. Die Einzahlungen auf die beiden Konten wurden, wenn eine Umrechnung stattfinden musste, zum Kurse des Einzahlungstages konvertiert, während die Auszahlungen im andern Lande zum Kurse des Auszahlungstages umgerechnet wurden. Da zwischen Einzahlungstag und Auszahlungstag zufolge der mit dem entstehen von Clearingsalden auftretenden Wartefristen eine wesentliche Zeitspanne verstreichen kann, ist es möglich, dass die Kurse des Einzahlungstages und diejenigen des Auszahlungstages wesentlich voneinander differieren. Die entstehenden Kursdifferenzen sind grundsätzlich durch den Schuldner zu

bezahlen, welcher erst vom Kursrisiko befreit ist, wenn der Gläubiger im Besitze des vollen Gegenwerts seiner Forderung ist (Art. 5 des schweizerisch-italienischen Clearingabkommens vom 3. Dezember 1935).

Die italienische Regierung hatte den Wunsch geäußert, den italienischen Schuldner von diesem Kursrisiko zu befreien und dieses Kursrisiko selbst zu übernehmen. Als Entgelt zahlt der italienische Schuldner dem Istituto Cambi eine bestimmte Risikoprämie. Die Schweiz konnte diesem Wunsche unter der Voraussetzung zustimmen, dass durch die Bezahlung der Risikoprämie die schweizerischen Handelsbeziehungen zu Italien im Vergleich zu andern Ländern, gegenüber welchen die Risikoprämie nicht erhoben würde, keine Diskriminierung erleidet. Die italienische Regierung gab die Zusicherung, dass dieselbe Prämie gegenüber allen Ländern erhoben wird, so dass die Gefahr einer Diskriminierung nicht besteht.

Clearingtechnisch wurde die Übernahme des Kursrisikos durch das Istituto Cambi in der Weise geregelt, dass das Lirekonto der schweizer. Nationalbank in Rom in ein Frankenkonto umgewandelt wird. Dadurch werden sämtliche schweizerischen Clearingguthaben in Italien mit der Einzahlung in Rom zu Schweizerfrankenforderungen umgewandelt und der italienische Schuldner ist vom Kursrisiko, sofern er rechtzeitig eingezahlt hat, ein für alle Mal befreit.

Die getroffene Regelung wirkt sich zufolge erhöhten Kurssicherheit nicht nur zugunsten der italienischen, sondern auch der schweizerischen Teilnehmer am Clearingverkehr aus. Das neue Kontensystem, welches nun durchwegs auf dem Schweizerfranken basiert, kann somit als eine erfreuliche Stabilisierung des Zahlungsverkehrs mit Italien betrachtet werden.

Die neue Ordnung bildete Gegenstand eines Notenwechsels zwischen den schweizerischen Gesandten in Rom und dem italienischen Aussenministerium. Der Notenwechsel trägt das Datum vom 27. Dezember 1937.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

1. Von dem Notenwechsel zwischen dem schweizerischen Gesandten in Rom und dem Ministerium des Auswärtigen in Rom vom 27. Dezember 1937 wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen;

2. der Notenwechsel ist in der Amtlichen Gesetzsammlung zu publizieren¹.

1. Cf. RO, 1938, vol. 54, pp. 43 ss.

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Confédération, G. Motta*¹

RP N° 1

Paris, 14 janvier 1938

Au seuil de l'année nouvelle, les événements qui se déroulent dans le domaine de la politique intérieure monopolisent momentanément l'attention de l'opinion publique, qu'ils détournent ainsi des questions internationales. Ainsi, la chute du Cabinet Chautemps s'est produite, comme il était facile de le prévoir, sur un glissement du franc, conséquence directe et inévitable des conflits sociaux. Certes, l'on ne saurait sous-estimer les courageux efforts du Président du Conseil et de M. Georges Bonnet pour redresser la situation financière. Mais, par suite du manque de confiance dans l'avenir immédiat du pays, ce redressement est resté précaire. La moindre alerte devait suffire pour l'ébranler et faire glisser à nouveau le franc sur la pente de la dévaluation. Les conflits du travail qui éclatèrent à la fin de l'année dernière, l'échec de l'effort de conciliation entrepris par le Président du Conseil pour rétablir la paix sociale, précipitèrent les événements. Le fonds d'égalisation des changes s'épuisait rapidement à maintenir la monnaie au niveau du cours approximatif de 147 francs pour la Livre sterling. Il renonça bientôt à cette lutte sans espoir : le 13 janvier, le franc bondissait à 151. Le Conseil des Ministres examina, le même jour, la situation créée par la tension des changes. Une décision s'imposait : il fallait choisir entre une politique d'ordre et de travail, qui mettait définitivement un terme à l'agitation sociale, et une politique de surenchère démagogique, qui rendait inévitable le contrôle des changes, auquel tous les Ministres radicaux voulaient résolument s'opposer. Renonçant à la méthode de Rambouillet, par suite des divergences qui régnaient au sein du Conseil des Ministres, M. Chautemps décidait de lire à la tribune de la Chambre son appel au Pays².

Cette déclaration fut accueillie hier au soir par un silence glacial dans les rangs des socialistes et des communistes. Toutefois, dans la crainte de provoquer une rupture du front populaire, les socialistes auraient accepté, en dépit de leur attitude doctrinale, d'inclure dans l'ordre du jour de confiance une phrase par laquelle le Gouvernement déclarait repousser le contrôle des changes. La situation paraissait donc s'éclaircir, lorsque le porte-paroles du parti communiste s'avisa de souligner la surprise désagréable qu'avait causée dans le groupe communiste la déclaration du Président du Conseil, qui ne s'était pas fait faute de fustiger ses alliés au sujet de leur attitude à l'égard des grévistes. Le Prési-

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: En circulation. 16.1.1938 M.

2. *Remarques manuscrites de Motta en marge de cette phrase*: Ce n'est pas tout à fait exact ! Chautemps n'a pas lu, mais comme il l'a dit lui-même, *improvisé*. Quant à la forme, voir le *Temps*. M.

dent du Conseil, excédé déjà par la lutte sournoise que menaient contre lui certains de ses collègues, prononça les paroles fatales³ qui signifiaient la rupture avec la collaboration communiste: «M. Ramette a parfaitement le droit de demander sa liberté, quant à moi, je la lui donne». Les socialistes invitèrent immédiatement leurs représentants au Gouvernement à s'en aller. A 5 h 10, ce matin, M. Chautemps présentait sa démission au Président de la République.

Quoi qu'il soit prématuré de se prononcer sur le dénouement de la crise ministérielle, l'on doit, toutefois, reconnaître qu'elle s'est présentée dans des conditions singulièrement favorables au redressement de la politique économique et financière, si, toutefois, le parti radical se montre à la hauteur des responsabilités qui lui incombent. En effet, M. Chautemps, après s'être interpellé lui-même et avoir dit courageusement la vérité au pays, est tombé, non sur un scrutin de défiance, mais sur une intervention qui peut être interprétée, pour peu que l'on en saisisse l'occasion, comme une rupture des radicaux avec leurs alliés extrémistes. Ces circonstances rendent possible l'avènement d'un Gouvernement radical homogène ou appuyé sur le centre, qui peut inspirer confiance au pays et à l'épargne. Les noms de MM. Herriot, Sarraut, Bonnet et Daladier ont été prononcés. Je crois pouvoir écarter la première de ces candidatures, car le Maire de Lyon, qui vise surtout, à l'heure actuelle, la succession de M. Lebrun⁴, sera peu désireux d'affronter une nouvelle aventure monétaire. L'état de santé de M. Sarraut ne permet guère d'envisager sa désignation que pour un Cabinet de transition. En revanche, les noms de MM. Bonnet et Daladier sont à retenir. Si le nouveau Cabinet est doté d'un Ministre des Finances comme M. Reynaud, par exemple, qui a la réputation d'un esprit subtil et industriel – bien que son attitude en maintes occasions m'oblige à certaines réserves –, l'épargne et les capitaux reprendront confiance et le contrôle des changes pourra être évité.

Dans toute autre hypothèse, il est à redouter qu'à la suite d'un nouveau glissement du franc, le spectre du contrôle des changes se dresse derechef devant le futur Cabinet. En effet, d'une part, la production française vit, à l'heure actuelle, sous un régime accusé d'étatisation et de réglementation sévère, qui tend à se fortifier encore, alors que l'économie financière vit sous l'empire de la plus complète liberté. Cette contradiction évidente entre deux systèmes qui ne sauraient s'accommoder l'un de l'autre, ne peut que s'aggraver si le retour à la confiance n'atténue la fuite des capitaux. Dans le cas contraire, l'on ne pourrait, vu l'impossibilité de revenir sur le régime étatiste de la production et du travail, que tenter de compléter ce dernier par un contrôle de la circulation des capitaux. Le prochain avenir nous dira si le parti radical, instruit par les expériences du Cabinet Chautemps, a compris la gravité des événements et l'importance de la tâche de redressement qui lui incombe.

P.S. J'ai eu la bonne fortune de déjeuner aujourd'hui, à l'Ambassade du Brésil, avec le Président du Conseil démissionnaire, qui, en dépit d'une nuit passée à la Chambre, m'a paru avoir retrouvé tout son calme après les circonstances particulièrement mouvementées qui ont accompagné sa démission.

3. *Note marginale de Motta*: et nécessaires.

4. *Note marginale de Motta*: en effet. M.

M. Chautemps a bien voulu me dire qu'à son avis, c'est à M. Daladier que le Président de la République confierait apparemment le nouveau Cabinet⁵.

5. *Note marginale de Motta*: Ceci n'est pas certain à cause de l'attitude prise par M. Daladier. M.

183

E 2300 London, Archiv-Nr. 32

*Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 2. La Suisse et la Société des Nations

Londres, 15 janvier 1938

Pour compléter mon rapport N° 1 du 8 janvier², j'ai l'honneur de vous communiquer, ici, le compte rendu d'une conversation avec Sir Alexander Cadogan³, entretien que j'ai eu ce matin au Foreign Office avec le nouveau Sous-Secrétaire d'Etat permanent, à l'occasion de ma visite de félicitation.

Moi: ... Vous vous rappelez peut-être que le Président Motta a fait, le 22 décembre, en réponse à une interpellation, une déclaration au Parlement fédéral, par laquelle il a exposé à fond la position de la Suisse.

Sir Alexander: Oui, je suis au courant.

Moi: Les graves difficultés de la situation internationale ont fait naître en Suisse un mouvement visant au retour, dans le cadre de la Société des Nations, à la neutralité complète et traditionnelle. La déclaration de Londres, etc. L'inquiétude causée par les développements en Europe et l'expérience faite lors du conflit italo-abyssin ont forcément modifié les vues de la Suisse par rapport à sa collaboration au sein de la Société des Nations. Le fait d'être dispensé d'une participation aux mesures militaires ne couvre à lui seul plus les risques, car la nation comprend que les risques d'une participation aux mesures économiques impliquent des dangers qu'on avait cru pouvoir laisser hors de compte en 1920.

Même si le Conseil fédéral était enclin à voir les choses sous un autre angle, il ne pourrait rester indifférent à ce mouvement dans les milieux publics. Le fait est que le Gouvernement se voit d'accord avec le peuple et déclare que le retour à la neutralité traditionnelle est devenu une nécessité pour sauvegarder la sécurité du pays.

Sir A.: L'inquiétude de la Suisse s'explique sans peine par sa situation géographique.

Moi: Quant à la méthode à appliquer pour arriver à une révision de notre base de coopération à Genève, le Conseil fédéral examine actuellement les pos-

1. *En tête du document Motta a noté de sa main*: Intéressant. En circulation, 17.1.38. M.

2. *Cf. N° 175*.

3. *Remarque manuscrite de Motta en marge*: C'est le successeur de Vansittart.

sibilités qui existent dans ce domaine. Il fera, le moment venu, son rapport au Parlement, et celui-ci s'en occupera peut-être dans sa prochaine session.

J'ai lu dans la presse anglaise, surtout dans celle de gauche, des allusions sur une intention qu'aurait la Suisse de quitter la Société des Nations. Ceci n'est nullement le cas. Le Président a déclaré formellement que la Suisse fera tout ce qui dépend d'elle, dans toute la mesure du possible, pour continuer et conserver sa collaboration dans le même esprit que jusqu'ici. Le problème que présente cette collaboration avec la reprise d'une neutralité complète n'est pas insoluble.

Peut-être le Conseil fédéral est-il d'avis que le Conseil de la Société des Nations devra en premier lieu être nanti; il y aura éventuellement quelques propos préliminaires au sein de la Commission pour la réforme. On verra.

Sir A. : C'est sans doute à l'Assemblée générale que reviendra la tâche de décider de la suite à donner à la demande de la Suisse.

Mais, au fond, la nécessité de changer quelque chose aux conditions existantes s'impose-t-elle vraiment? On a essayé d'appliquer l'art. 16 et cela n'a pas marché. Les Etats membres ont adopté chacun l'attitude qu'ils croyaient devoir prendre selon leur position individuelle, quelques-uns se conformèrent au pacte, d'autres refusèrent de coopérer et la Suisse a coopéré, dans sa mesure, sur la base d'un arrangement spécial. Bref, il est à prévoir que la Société des Nations, dans des circonstances comme celles qui se présentent aujourd'hui, ne reviendra pas aux sanctions. Il me semble que, même en laissant les choses telles qu'elles sont, la Suisse n'est pas exposée à des risques de complications de ce genre. Il est quelquefois même plus opportun d'avoir de la marge qu'une situation nettement définie pour pouvoir adapter les mesures selon les circonstances du cas individuel.

Moi: Je sais. C'est là une différence intèressante. L'Anglais se tient volontiers à l'application du précédent dans la façon qui se prête le mieux à la nature spéciale du problème à résoudre. Le Suisse, moins élastique, tient à être assuré contre le risque. Il a un peu de la mentalité française avec sa prédilection pour ce qui est net et logique, et un peu de la nature allemande avec son sens d'exactitude et de ponctualité⁵. Le raisonnement seul que le cas des sanctions ne se présentera pas ne lui suffit pas; il veut avoir quelque chose de plus précis. Il a vécu depuis toujours dans des frontières entourées de zones de danger. Il ne veut rien laisser au hasard.

Il voit encore le risque que la Société des Nations devienne l'instrument d'un bloc. Vous aurez remarqué que M. Motta, tout en comprenant cette préoccupation, a insisté sur sa conviction qu'aussi longtemps que la Grande-Bretagne exercera à Genève une influence primordiale, ce risque ne sera pas une vraie raison d'inquiétude.

Sir A. : Certes. Mais en fin de compte, il y a les Puissances qui restent fidèles à Genève et celles qui lui tournent le dos. Ces dernières sont en effet l'opposition. C'est inévitable.

Moi: Comment voyez-vous l'avenir de la Commission pour la réforme de la Ligue?

4. Il manque une ligne sur l'original, qui a été rogné.

5. Remarque manuscrite de Motta en marge: Très juste. M.

Sir A. : Nous y allons, sans avoir à dire quelque chose de spécial. La Commission est à l'heure qu'il est une institution plus ou moins décorative. Je ne vois pas ce qu'on pourrait y faire, dans les conditions actuelles, en fait de travail vraiment utile. Il faut toutefois continuer quand même à se voir et à se causer. On trouvera des points secondaires, des détails sur lesquels on pourra délibérer. On pourra se revoir en été et ainsi de suite. Je ne saurais vraiment pas que dire de plus en ce moment.

La sortie de l'Italie m'a surpris davantage que la déclaration allemande. Ce fut sans doute une action arrangée préalablement entre les deux Gouvernements, mais je ne vois pas l'utilité qu'elle peut avoir pour Rome. L'accentuation de l'axe, oui, – mais cela ne me semble pas être une explication suffisante. L'initiative paraît être venue d'Italie.

Moi: D'aucuns prétendent, de Berlin. La question des colonies pourrait y être pour quelque chose.

Sir A. : C'est possible. Mais si c'est Rome, le choix du moment me semble curieux.

Je dicte ces lignes en revenant du Foreign Office. Les paroles de part et d'autre ne sont évidemment pas textuelles, mais mon compte rendu contient en tout cas les points qui pourraient être à retenir.

184

E 2001 (D) 2/5

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Conseiller national et éditeur du «Nebelspalter», E. Löpfe-Benz*

Copie

L

Bern, 15. Januar 1938

Als ich Ihnen unterm 12. d. M. ¹ für Ihre freundliche Übersendung der Originalzeichnung Ihres Bildredaktors, Herrn Böckli, dankte, hatte ich noch nicht die Möglichkeit gehabt, die Nummer des Nebelspalter zu sehen, in welcher das treffende Bild erschienen ist.

Der deutsche Gesandte hat nun heute das Politische Departement auf die Zeichnung von Rabinowitsch aufmerksam gemacht, die auf der letzten Seite jener Nummer zu finden ist, wo dem deutschen Staatschef die Worte «Was sind fünf Zentimeter gegen tausend Jahre?!» in den Mund gelegt werden, während auf der Zeichnung die fünf Zentimeter Bekleidung in der Bauchgegend fehlen.

Es ist uns nicht allzu schwer gefallen, dem deutschen Gesandten, der für unsere schweizerischen Verhältnisse stets grosses Verständnis zeigt, auseinanderzusetzen, dass dieser Karikatur keine beleidigende Absicht zugrunde liegt,

1. *Non reproduite.*

aber man darf sich nicht verhehlen, dass die Zeichnung in Deutschland, wo man sehr empfindlich ist, sobald man glaubt, die Person Hitlers sei angegriffen, Anstoss erregen könnte.

In Ihrem Schreiben vom 11. Januar² sagten Sie mir, dass Sie gerne bestrebt seien, den Nebelspalter so zu gestalten, dass er der Heimat keine Unannehmlichkeiten bereitet. Ich bin Ihnen für diese Zusage sehr dankbar und möchte Ihnen daher zur Erwägung stellen, ob der Redaktion nicht empfohlen werden könnte, in der Karikierung der Regierungschefs unserer Nachbarländer möglichst zurückhaltend zu sein. Werden die Staatsoberhäupter mehr oder weniger aus der Sache gelassen oder geschont, so dürfte die Gefahr, dass aus der politischen Karikatur eine Störung der auswärtigen Beziehungen entsteht, im wesentlichen beseitigt sein³.

ANNEXE

E. Löpfe-Benz au Chef du Département politique, G. Motta⁴

L

Rorschach, 17. Januar 1938

Ihr Schreiben vom 15. ds., in dem Sie mir mitteilen, dass der deutsche Gesandte wegen des in Nr. 2 erschienenen Bildes von Rabinovitch bei Ihnen Einsprache erhoben habe, habe ich erhalten. Sie dürfen versichert sein, dass ich diesen Schritt durchaus nicht leicht nehme. Ich bin Ihnen sehr dankbar, dass Sie dem deutschen Gesandten sagten, dass dem Künstler wie dem Redaktor eine Herrn Hitler beleidigende Absicht ferne lag. Dass diese Feststellung auch auf den Verleger zutrifft, versteht sich von selbst. Wenn die Redaktion und ich der deutschen Gesandtschaft zeigen könnten, *was wir ablehnen*, dann liesse sie sich leichter davon überzeugen.

Aber der Vorfall wird uns aufs neue zur gründlichen Prüfung der deutsche Verhältnisse karikierenden Zeichnungen veranlassen, und besonders zur Ablehnung von Bildern, die Herrn Hitler darstellen, führen. Meine Künstler, mit denen ich sehr oft über diesen Standpunkt diskutiere, weisen mich dann immer auf die ausländischen satirischen Blätter hin, die allerdings ungleich schärfere Karikaturen besonders über Hitler bringen, aber das beweist natürlich nicht, dass wir es auch tun dürfen. Wenn ich aber alles ablehne, das etwas Schärfe repräsentiert, dann verzichten die Künstler auf ihre Mitarbeit. So hat vor zwei Jahren mein *bedeutendster* Mitarbeiter wegen Ablehnung von Hitler-Bildern sich vom «Nebelspalter» völlig zurückgezogen. Ich schreibe Ihnen dies nur, damit Sie sehen, wie schwer es ist, in der kleinen Schweiz eine satirische Zeitschrift herauszugeben, ohne anzustossen.

Ich fühle mich aber doch verpflichtet, mein Versprechen zu wiederholen, alles zu vermeiden, was meinem Vaterlande Unannehmlichkeiten bereiten könnte. Dabei nehme ich an, dass der Mission eines humoristisch-satirischen Blattes jenes Mass der Freiheit, das es zur Entfaltung nötig hat, erhalten bleiben kann. Diese Freiheit besteht auch dann, wenn die Staatsoberhäupter als Objekte der bildlichen Satire ausscheiden oder dann mit überlegenem freundlichem Humor behandelt werden. *An die Redaktion und an die Künstler ergeht diese Weisung⁵.*

2. *Non reproduite.*

3. *La réponse de Löpfe-Benz est reproduite en annexe.*

4. *En tête du document, annotation manuscrite de Motta:* Auswärtiges, Danken. Mir den Brief unterbreiten, 18.1.38, M.

5. *Les tensions entre éditeurs, d'une part, et les rédacteurs et dessinateurs du «Nebelspalter», d'autre part, n'en ont pas été réglées pour autant comme le montre cet extrait d'une lettre de*

Sehr verehrter Herr Bundesrat, ich danke Ihnen für Ihr Verständnis für den «Nebelspalter», für seine Verteidigung und für das Wohlwollen, das Ihr Brief so herzlich zum Ausdruck bringt⁶.

Löpfe-Benz à Motta du 7 octobre 1938: Da Sie mir wiederholt Ihrer Befriedigung über die Haltung des «Nebelspalter» Ausdruck gaben, darf ich Ihnen vielleicht auch verraten, dass ich mich z. Zt. mit Redaktion und den Künstlern in einer peinlichen Auseinandersetzung befinde, die morgen in Zürich zum Austrage kommen wird. Es regnet Bilder und Beiträge gegen Hitler, die ich zurückwies, weil ich glaube, mit ihrer Publikation dem Vaterlande zu schaden. Wenn es zu keiner Einigung kommt, würde ich den «Nebelspalter» verkaufen müssen, denn die Schweiz hat leider sehr wenige Karikaturisten von Ruf und Begabung. Wenn ich ihn verkaufen muss, so hoffe ich, ihn in gut bürgerliche Hände legen zu können. Die schwere Verantwortung des Verlegers eines «Witzblattes» ist mir noch nie so zum Bewusstsein gekommen wie heute. Das Zirkular der gemischten Presse-Kommission ist mir gestern wie ein Helfer in der Not erschienen. 6. E. *Löpfe-Benz a ajouté de sa main en bas de lettre:* Am Gesandtschafts-Diner will ich nun leider nicht teilnehmen, der deutsche Gesandte hätte an mir wohl wenig Freude.

185

E 2001 (D) 1/203

*Le Délégué suisse à la Commission centrale du Rhin, R. Herold,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Zürich, 17. Januar 1938

Die Weiterführung der Beratungen über den von deutscher Seite aufgestellten Entwurf einer deutschen Schifffahrtspolizeiverordnung für das Rheinstromgebiet hat, wie in Frankfurt vereinbart, am 11. Januar in Köln begonnen, und die Beratungen sind, soweit der technische Ausschuss dafür zuständig war, am 13. Januar mit einer Einigung auf der ganzen Linie abgeschlossen worden. Im Anschluss an meinen Bericht vom 21. Dezember 1937¹ über die Verhandlungen in Frankfurt beehre ich mich, über die letzten Verhandlungen und den Stand der Angelegenheit im allgemeinen in Kürze noch folgendes auszuführen:

Die unter Vertretern der Rheinuferstaaten geführten Unterhandlungen verfolgten bekanntlich den Zweck, die von Deutschland autonom zu erlassende Schifffahrtspolizeiverordnung für das Rheinstromgebiet möglichst gleichlautend werden zu lassen mit dem von der Zentralkommission aufzustellenden Rheinschifffahrtspolizeireglement, um im Interesse der praktischen Schifffahrt die Geltung verschiedener Grundsätze auf den Rhein zu verhindern. Zur Erreichung dieses Zieles mussten an den bestehenden Entwürfen im Sinne der Angleichung bestimmte Anpassungen und Änderungen vorgenommen werden, mit denen man in Frankfurt bekanntlich schon recht weit gekommen war. Die damals noch ungelösten, wenn auch einer Lösung schon näher gebrachten

1. *Non reproduit.*

Schwierigkeiten bewegten sich, wie ich aus meinen früheren Ausführungen wiederhole, in zwei Richtungen:

1. Es musste für alle Zukunft Sicherheit dahin geschaffen werden, dass die in den einzelnen Staaten bestehenden und die neu zu erlassenden Schiffahrtspolizeivorschriften, soweit es sich um den Rhein handelt, gleichmässig fortbestehen sollen und nur gemeinsam geändert werden dürfen, und dass ferner die auf Grund dieser Vorschriften erteilten Zeugnisse und Bescheinigungen immer gegenseitig anerkannt werden. Um dieses Ziel zu erreichen, war in Frankfurt ein Weg unverbindlich angedeutet und in Aussicht genommen worden, dessen Gangbarkeit davon abhing, dass die zuständigen deutschen Instanzen, die darüber noch zu konsultieren waren, ihm beistimmten. In Köln konnte man nun auf Grund einer Erklärung des deutschen Vertreters von der Voraussetzung ausgehen, dass in dieser Beziehung keine Hindernisse mehr bestehen. Unter diesen Umständen war die Bereinigung einer Anzahl in der Schwebe gebliebener Artikel leicht. Der Weg aber, um den es sich handelt, ist in der beiliegenden Niederschrift² aufgezeichnet, die von den Vertretern der beteiligten 5 Staaten paraphiert worden ist. Es handelt sich dabei naturgemäss nicht um einen eigentlichen Vertrag, zu dessen Abschluss besondere Vollmachten nötig gewesen wären, aber um eine Bindung, die, wenn Verabredungen irgendwie noch möglich sein sollen, respektiert werden wird. Das erste Wort wird dabei nach dem in Aussicht genommenen Verfahren übrigens die deutsche Regierung haben, so dass, wenn wider alles Erwarten etwas anderes herauskommen sollte, als man es in Aussicht nimmt und zugesagt hat, die Zentralkommission und die übrigen Staaten immer noch frei sind, das zu tun, was die Umstände gebieten werden.

2. Unsicherheit hatte in Frankfurt noch geherrscht über die Wiedergabe der nur auf einzelne Teile des Flusslaufes bezüglichen Sonderbestimmungen in den beidseitigen Verordnungen. Man konnte sich nunmehr auch in dieser Beziehung auf die damals geplante Lösung einigen. Danach werden die Verordnungen in ihrem Text über das Anwendungsgebiet nichts enthalten. Wohl aber wird Deutschland seine Verordnung, die anderen Staaten die ihre von der Zentralkommission zu beschliessende, auf den gleichen Tag, und zwar voraussichtlich auf den 1. Januar 1939, für ihr Staatsgebiet einführen und anwendbar erklären, mit dem Beifügen, dass die im eingeführten Reglement enthaltenen Bestimmungen, soweit sie den Rhein ausserhalb des betreffenden Staatsgebietes angehen, nachrichtlich (*à titre indicatif*) wiedergegeben seien. Von solchen Sonderbestimmungen werden aber beide Verordnungen alle auf den konventionellen Rhein bezüglichen Bestimmungen (sie sind zahlreicher als man auf Grund der geltenden Polizeiverordnung bisher meinte) in gleicher Anordnung enthalten. Die deutsche Verordnung, die sich auf das *Rheinstromgebiet* bezieht, wird darüber hinaus auch Sonderbestimmungen über den Main, den Neckar, die Lahn, usw. enthalten. Diese werden natürlich in die von der Zentralkommission aufzustellende Verordnung nicht aufzunehmen sein. Man wird aber dafür sorgen, dass der ungleiche Umfang der beiden Verordnungen die Nummerierung der Artikel und die sonstige Stoffanordnung nicht beeinflusst.

2. Reproduit en annexe.

Die deutsche Verordnung, soweit sie den Rhein selbst betrifft, und diejenige der Zentralkommission werden nun bis auf einige verschwindende, sachlich belanglose Kleinigkeiten wörtlich übereinstimmen. Um dieses Ziel zu erreichen, hat die Vorlage der Zentralkommission noch einige materielle Änderungen erfahren, die indessen keine derartige Bedeutung haben, dass ihrer wegen die Vereinheitlichung hätte aufs Spiel gesetzt werden dürfen. Es wird darüber in der kommenden Session der Zentralkommission zu berichten und zu beschliessen sein.

Was jetzt noch aussteht, ist einmal die neue Einordnung des Stoffes nach dem endgültig beschlossenen Schema, sodann die genaue Abstimmung des Wortlautes der deutschen Verordnung mit der deutschen Fassung des Textes der Verordnung der Zentralkommission. Im weiteren muss aber auch der französische Wortlaut der letzteren, der den Gegenstand der Beratungen des Ausschusses der Zentralkommission gebildet hatte, nochmals genau durchgesehen werden, soweit er in den Tagungen von Frankfurt und Köln nicht bereits angepasst worden ist, unter Abstimmung der deutschen und der französischen Fassung aufeinander. Da es sich um ein umfangreiches Werk handelt, wird diese Arbeit keine Kleinigkeit bedeuten und, nebenbei gesagt, alles andere als kurzweilig sein. Sie muss aber im Interesse der Sache gemacht werden und wird am 14. Februar³ in kleinem Kreise in Berlin beginnen, um in einem Zuge

3. *Concernant ces négociations, R. Herold rapportait le 28 février au Chef du Département politique, G. Motta:* Diese Kommission hatte die Aufgabe, den Entwurf der deutschen Regierung zu einer Schiffahrtspolizeiverordnung für das Rheinstromgebiet und die in früheren Sitzungen parallel mit der Aufstellung der letzteren umgearbeitete deutsche Fassung des Entwurfes der Zentralkommission für ein neues Polizeireglement redaktionell vollständig aufeinander abzustimmen und im Anschluss an die hiefür gefundene endgültige deutsche Fassung auch den französischen Wortlaut des letzteren zu bereinigen. Diese Arbeit erwies sich noch als sehr umständlich und zeitraubend und konnte, trotz starker Anpassung der Kommission, erst am späten Abend des 23. Februar zu Ende gelangen. Es besteht jetzt aber die gewünschte Übereinstimmung, so dass die aufgewendeten Bemühungen als abgeschlossen gelten können.

Der weitere Verlauf der Angelegenheit soll nun nach den vorhandenen Absichten der folgende sein:

a. Zunächst wird Deutschland, und zwar voraussichtlich vor Ende März, den anderen Rheinuferstaaten den Wortlaut der gemeinsam aufgestellten deutschen Schiffahrtspolizeiverordnung für das Rheinstromgebiet mitteilen, mit der Erläuterung, es beabsichtige, diese Verordnung auf den 1. Januar 1939 für sein Gebiet in Kraft zu setzen. Damit wird, entsprechend dem Protokoll vom 12. Januar 1938, das ich Ihnen als Beilage zu meinem Bericht vom 17. gleichen Monats zur Kenntnis gebracht habe, und mit den darin angegebenen weiteren Eröffnungen, die Frage an die anderen Regierungen verbunden sein, ob sie geneigt wären, ein Gleiches zu tun.

b. Daraufhin wird die Rheinzentralkommission in ihrer Ende April stattfindenden Session ihr neues, damit übereinstimmendes Polizeireglement endgültig beschliessen und die ihr treu gebliebenen Regierungen ersuchen, es auf den 1. Januar 1939 für ihr Staatsgebiet in Kraft zu setzen. Die für die Beschlussfassung der Zentralkommission noch notwendigen Vorbereitungen sind in Strassburg beim Sekretariat umgehend eingeleitet worden, und es soll dafür überdies Anfang April noch eine Zusammenkunft des zuständigen Komitees der Zentralkommission stattfinden.

c. Endlich wird, sofern die Angelegenheit in der Zentralkommission im erwarteten Sinne in

durchgeführt zu werden. Dem Wunsche der Teilnehmer an den vergangenen Besprechungen entsprechend, mussten sich dafür, ausser einem deutschen Vertreter, der Unterzeichnete und sein niederländischer Kollege hergeben. Mitarbeiter werden noch ein französischer und ein deutscher Herr als Sekretäre. Aus dieser Ausfeilungsarbeit der Redaktionskommission wird einerseits der deutsche Entwurf entstehen, den die Berlinerregierung im Sinne der Beilage den andern Uferregierungen noch vor der Frühjahrssession der Zentralkommission offiziell zur Kenntnis bringen wird, andererseits die Grundlage eines endgültigen Antrages an die Zentralkommission von seiten ihres mit dem Studium der Materie beauftragten Sonderausschusses.

Über den Stand der Angelegenheit dürfte damit das Nötige gesagt worden sein. Die heute vorliegende Sachlage dürfte die Schlussfolgerungen, die ich in meinem Bericht vom 21. Dezember 1937⁴ über die Frankfurter-Tagung gezogen habe, bestätigen und bekräftigen. Es sollten jetzt die Vorbedingungen dafür geschaffen sein, dass wir, allerdings nach vielen Mühen und Überwindung unerwarteter Hindernisse, auf das nächste Jahr zu einem neuen Rheinschiffahrtspolizeireglement kommen.

ANNEXE

Copie

Cologne, 12 janvier 1938

Le Gouvernement allemand saisira les Gouvernements belge, français, néerlandais et suisse du texte du Règlement de police arrêté à Cologne, en leur indiquant que le Reich a l'intention de mettre ce Règlement en vigueur à une date déterminée, demandera aux autres Gouvernements s'ils sont disposés à en faire autant et déclarera, sous condition de réciprocité, que rien ne doit être modifié à ce Règlement, non plus qu'aux autres prescriptions de police applicables à la navigation du Rhin, sans entente préalable avec les autres Etats intéressés. Il déclarera en outre reconnaître, sous la même condition, les documents délivrés par les autorités des Pays auxquels la communication du Gouvernement allemand aura été adressée.

La réponse de chacun des Gouvernements saisis par le Gouvernement allemand interviendra seulement après décision de la Commission Centrale du Rhin. Cette réponse reproduira les réserves de principe déjà formulées dans la réponse desdits Gouvernements à la note allemande du 14 novembre 1936, ainsi qu'à l'occasion de la Conférence de Dusseldorf. Il y sera précisé que les déclarations faites à titre de réciprocité sont basées sur le fait que le texte d'un Règlement identique à celui qui a été établi à Cologne de concert entre les représentants des Etats riverains du Rhin et la Belgique a été arrêté en commun au sein de la Commission Centrale du Rhin. Chacun de ces Gouvernements exprimera en outre la conviction qu'en attendant un règlement d'ensemble des questions intéressant la navigation du Rhin, une procédure de contact entre les représentants des Gouvernements, analogue à celle qui a été suivie pour la révision du Règlement de police, sera provisoirement adoptée en vue de la solution des problèmes particuliers qui pourraient se poser.

Ordnung kommt, jede Regierung nachher, im Sinne des oben unter a) erwähnten Protokolls, der deutschen Regierung auf ihre Anfrage im zustimmenden Sinn antworten.

Sofern sich diesem Plan kein unerwartetes Hindernis mehr entgegenstellt, wird das Ziel, trotz des Abfalls Deutschlands von der Zentralkommission, auf den Rhein ein einheitliches, neues Polizeireglement angewendet zu sehen, erreicht sein.

Für uns ist im Sinne dieses Programms vorderhand nichts weiteres vorzukehren, sondern es kann einfach zunächst der Deutschland obliegende erste Schritt abgewartet werden.

4. *Non reproduit.*

*Aide-mémoire du Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*¹

OB

Berne, 18 janvier 1938

Sir George Warner demande à me voir quelques minutes pour préciser un détail de sa conversation d'hier avec M. Motta. Je le reçois à 11 heures. Il me demande d'abord si les experts auront à se réunir à nouveau avant la réunion du Comité des XXVIII, mais il ne s'agit visiblement que d'un prétexte. Le but de la visite est d'accentuer la position négative du Gouvernement britannique à l'égard de l'initiative de la Suisse, comme s'il n'était pas certain d'avoir été assez clair dans son entretien d'hier et les conversations précédentes. Il veut – dit-il – qu'on ne puisse pas lui reprocher que le Ministre d'Angleterre n'a pas dit à temps certaines choses.

Sir George souligne qu'il a beaucoup de compréhension pour la situation spéciale et particulièrement difficile de la Suisse en Europe et que, notamment, pendant la période des sanctions, il a fait ce qu'il a pu pour la faire comprendre et admettre à Londres. Il déplore que le discours du 22 décembre 1937² ait éveillé l'idée en Angleterre que la Suisse s'oppose à la sécurité collective par la Société des Nations et ait pris position à la suite de la décision italienne. De l'avis de son Gouvernement, il n'y a pas de raison d'inquiétude spéciale en ce moment, qui lui paraît mal choisi pour l'action que nous avons entreprise. Le choix de ce moment prête à équivoque au sujet de nos buts véritables.

« Vous avez – dit-il – des conceptions trop étroites et vous ne tenez pas suffisamment compte des efforts de l'Empire britannique pour le maintien de la paix. »

A mes explications, Sir George répond qu'il admet que des considérations de politique intérieure obligeaient le Conseil fédéral à agir comme il l'a fait, mais que, du point de vue politique étrangère, il aurait été préférable de ne rien faire avant de voir ce qui sortirait des débats du Comité des XXVIII.

Ainsi qu'on l'aurait déclaré déjà au mois de décembre à M. de Jenner, l'Angleterre n'a pas encore une opinion arrêtée au sujet de l'article 16 du Pacte. Si une majorité se dessine pour rendre momentanément facultatives les dispositions concernant les sanctions, l'Angleterre n'y fera probablement pas obstacle, mais elle pourrait difficilement consentir à éliminer complètement le principe d'une action collective et à en dispenser complètement même un Etat comme la Suisse.

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Pris connaissance. Cette notice reproduit certaines déclarations que Sir G. Warner m'avait faites hier, mais avec plus d'accent. Voir notamment page 2, 3^e alinéa. 18.1.38. M.

Ce 3^e alinéa commence par: Ainsi qu'on l'aurait déclaré déjà...

2. *Cf. N° 169.*

Je rappelle alors l'article 435 du Traité de Versailles et notre politique traditionnelle. J'insiste sur l'intérêt des autres Etats à nous voir conserver une neutralité incontestée, notamment par nos voisins non membres de la Société des Nations. Sir George paraît comprendre assez bien et admettre personnellement notre point de vue, mais sans s'y rallier tout à fait.

L'entretien n'a pas cessé d'être tout à fait amical. Il a duré une demi-heure.

187

E 2001 (D) 4/1

CONSEIL FÉDÉRAL

*Proposition du Chef du Département politique, G. Motta*¹

Notre neutralité et la Société des Nations

OT

Berne, 18 janvier 1938

Ainsi que nous l'avions exposé, le 22 décembre², dans notre discours au Conseil national, le Département Politique se réservait de soumettre au Conseil fédéral, dans le courant de janvier, un rapport sur les voies et méthodes à suivre pour recouvrer notre neutralité intégrale dans le cadre de la Société des Nations.

Sans perdre de temps, le Département a examiné le problème conjointement avec certaines personnalités qui ont, sur les choses de la Société des Nations, des connaissances théoriques et pratiques dont nous ne pouvons que tirer le plus grand profit; il s'agit de MM. les Professeurs Max Huber, Walter Burckhardt et William Rappard, ainsi que de M. le Ministre Walter Stucki.

Une première réunion a été consacrée, le 10 janvier, à une discussion générale sur l'attitude à adopter à l'égard de la Société des Nations pour aboutir au résultat voulu par le Conseil fédéral et notre peuple. La discussion avait été facilitée par un mémoire³ de nos services dont les conclusions provisoires peuvent être résumées comme il suit:

1. *Remarques manuscrites de Motta en tête du document: Etter* d'accord; *Pilet*: 2 inquiétudes: 1. si le *Comité des 28* fait une politique dilatoire... 2. s'il y a discussion à l'Assemblée et *si la Russie* s'oppose, quoi?; *Meyer*: wir nehmen es nicht leicht mit der Frage «bleiben» oder *nicht*?; *Obrecht*: einverstanden, England und Frontismus [?], etc.; *Präsident Baumann*: auch einverstanden; *Motta* und *Gorgé*: Austritt = *ultima ratio*, die *absolut* zu vermeiden ist...

Remarque marginale de Motta: le Conseil fédéral a approuvé le rapport tel quel, après une discussion approfondie. Nous avons décidé que la presse doit être priée de ne pas insister pour avoir des informations substantielles. On peut lui dire: 1° que le rapport a été approuvé. 2° que les instructions pour M. Gorgé ont été fixées. 3° que le Conseil fédéral établira, au moment opportun, un rapport à l'Assemblée fédérale. 21.1.38. Motta.

2. Cf. N° 169.

3. Non reproduit, cf. E 2001 (D) 4/2.

La neutralité suisse a été confirmée par l'article 435 du Traité de Versailles et déclarée, en même temps, compatible avec le Pacte de la Société des Nations en tant qu'engagement destiné, au sens de l'article 21 du Pacte, à maintenir la paix. Mais notre neutralité ainsi confirmée n'est pas entrée intégralement dans le système de la Société des Nations. Le principe posé par l'article 435 devait subir des atténuations. Par la Déclaration de Londres, du 13 février 1920, la Suisse a pu garder sa neutralité entière quant aux obligations militaires, mais elle a dû accepter des restrictions dans le domaine économique et financier. Pour recouvrer une neutralité intégrale à tous points de vue, il suffirait de revenir à l'article 435 du Traité de Versailles en abrogeant la Déclaration de Londres, mais cette abrogation exigerait l'unanimité du Conseil, et cette unanimité serait douteuse. Or, faute d'unanimité, la Suisse se heurterait à une fin de non-recevoir, qui l'obligerait vraisemblablement à sortir de la Société des Nations.

La procédure en revision ou abrogation de la Déclaration de Londres implique de tels risques que mieux vaudrait ne pas la déclencher. On pourrait arriver au résultat souhaité en suivant une autre voie.

Tout le régime de la neutralité différentielle est lié à l'article 16 du Pacte. Si cet article n'existait pas, il ne serait pas question de neutralité différentielle. La Suisse aurait donc intérêt à ce que cet article fût reconnu inapplicable, sinon pour toujours – ce qui impliquerait une revision formelle du Pacte – du moins pour le moment. Elle obtiendrait probablement gain de cause, car plusieurs Etats, en particulier les Etats du Nord et la Belgique, sont vivement désireux d'être libérés de toute obligation formelle au titre de l'article 16 du Pacte. Cette attitude n'est que la conséquence logique de la déclaration qu'ils avaient faite conjointement avec nous, à Genève, le 1^{er} juillet 1936 et suivant laquelle l'article 16 ne serait plus considéré comme obligatoire aussi longtemps que le Pacte ne serait pas appliqué dans toutes ses parties.

L'article 16 abrogé pratiquement pour nous – et il pourrait l'être virtuellement dès la prochaine session du Comité des 28, qui s'ouvrira, le 31 de ce mois, à Genève – la Suisse, par une déclaration motivée qui serait adressée ultérieurement à l'Assemblée de la Société des Nations, tirerait les conséquences de cette situation en faisant connaître que nous sommes obligés de revenir, par la force des circonstances, à notre neutralité intégrale. Si, au lieu d'être suspendu provisoirement dans ses effets, l'article 16 était maintenu dans le Pacte à titre facultatif, nous déclarerions qu'en aucun cas, nous n'userions de la faculté d'appliquer des sanctions à un agresseur.

La conférence du 10 janvier s'est généralement associée à ces vues toutes préliminaires. Personne n'a préconisé une revision ou abrogation de la Déclaration de Londres; chacun a pensé que mieux valait agir d'abord sur le terrain de l'article 16. La conférence n'avait pas abouti à des conclusions formelles, le Chef du Département ayant pensé qu'un temps de réflexion serait plus indiqué après ce premier échange de vues. Il paraissait cependant se dégager d'ores et déjà de la discussion:

1° que la position de la Suisse neutre dans le cadre de la Société des Nations doit être définie de manière à dissiper toute équivoque possible;

2° qu'il y aurait intérêt pour notre pays à éviter, autant que possible, de se libérer de ses engagements par voie de déclaration unilatérale;

3° que son intérêt lui commanderait, au contraire, de recouvrer si possible sa neutralité intégrale avec l'assentiment (exprès ou tacite) des membres de la Société des Nations;

4° qu'il serait inopportun de provoquer l'abrogation formelle de la Déclaration de Londres;

5° que notre action devrait tendre, en premier lieu, à nous libérer de nos engagements au titre de l'article 16;

6° que cette action devrait être entreprise de préférence conjointement avec les Etats qui auraient des conceptions se rapprochant des nôtres quant à l'article 16;

7° que l'article 16 une fois rendu inopérant pour nous, soit qu'il soit maintenu à titre facultatif dans le Pacte, soit que son application soit suspendue, nous déclarerions que, pour les raisons mêmes qui auraient amené les Etats à modifier le caractère de cet article, la Suisse, vu sa situation géographique et sa politique traditionnelle de neutralité, devrait renoncer définitivement, pour sa part, à appliquer cet article en quelque circonstance que ce soit;

8° que cette déclaration serait faite sous la forme d'un mémorandum à adresser à l'Assemblée de la Société des Nations, mémorandum que le représentant du Conseil fédéral se réserverait de commenter, le cas échéant, à la tribune de l'Assemblée.

Une seconde réunion a eu lieu, le 17 de ce mois, au Département Politique. Divers aspects de cet important problème de procédure furent encore examinés. L'avis fut émis, entre autres, que la Suisse ne devrait pas se borner à se dégager des liens de l'article 16 par des moyens qui pourraient laisser subsister quelque équivoque sur la situation de droit; il y aurait lieu pour elle de créer un état de choses juridiquement inattaquable en amorçant une révision formelle du Pacte sur les points où il pourrait entrer en conflit avec la doctrine de la neutralité intégrale. Ainsi, notre action n'aurait pas que des fins négatives; elle poursuivrait, en même temps, un objectif positif. Une initiative dans ce sens obligerait les autres Etats à prendre position à l'égard des revendications de la Confédération, appuyées ou non par d'autres Etats. A cette suggestion, on a pu opposer que, s'il serait évidemment souhaitable que notre nouveau statut fût officiellement consacré dans un acte échappant à toute interprétation inexacte ou tendancieuse, il y a actuellement bien peu de chances pour qu'une unanimité se fasse à Genève sur une modification essentielle du Pacte. Provoquer à tout prix, même dans un désir louable de clarté, une décision formelle de l'Assemblée sur une disposition de structure de la Société des Nations serait nous exposer à un échec et, partant, à la nécessité de nous retirer de la Société des Nations. Nous n'avons pas d'intérêt à cristalliser les oppositions autour de la thèse suisse, car, qu'on le veuille ou non, il est encore, à Genève, des partisans décidés de la sécurité collective, qui seront fort peu enclins à nourrir une sympathie extrême à l'égard de notre mouvement de repli. Plutôt que de nous attacher à rechercher la meilleure procédure à suivre au point de vue de la théorie juridique et de la logique, mieux vaut, à notre avis, composer avec les réalités politiques et nous arrêter à la solution qui nous ouvrira la possibilité de nous assurer, avec le moins de risques possible, les bénéfices d'une neutralité intégrale. Si la thèse que nous développerons devant l'Assemblée n'obtenait qu'un assenti-

ment tacite, même rompu, ici et là, par quelques réserves individuelles ne faisant pas nécessairement obstacle à une décision unanime, nous devrions nous en contenter, voire nous féliciter, à certains égards, du résultat ainsi obtenu. Juridiquement, notre position dans la Société des Nations pourrait n'être pas d'une limpidité défiant la subtilité de juristes trop scrupuleux. Mais nous ne pouvons pas non plus demander l'impossible. La politique doit s'accommoder de certains pis aller. Si la situation ne peut être clarifiée autrement que par la clarté que nous y apporterons nous-mêmes, il serait excessif d'en tirer la conséquence que, faute d'avoir obtenu un maximum de clarté, la Suisse ferait mieux de renoncer à toute collaboration avec la Société des Nations. Vu les intérêts très grands que nous avons, du moins pour le moment, à rester dans la Société des Nations et à en conserver le siège, nous ne pouvons pratiquer la politique du tout ou rien.

On a aussi émis la crainte qu'en demeurant dans une Société des Nations, même allégée de tout système de sanctions obligatoires, nous serions exposés au péril de faire cause commune avec un groupe d'Etats opposé idéologiquement à un bloc adverse. Notre participation dans la Société des Nations devrait donc dépendre avant tout, moins des changements apportés à l'article 16 que d'une réforme générale de l'esprit et des méthodes de Genève. A cela on peut répondre qu'il s'agit d'un problème qui touche plus à l'avenir qu'à la situation actuelle de la Société des Nations. Nul ne sait dans quel sens elle évoluera. Si jamais, et contre notre attente, elle s'orientait vers une lutte idéologique dont elle constituerait un des retranchements, l'atmosphère en deviendrait bientôt pour nous irrespirable, et c'est alors, et alors seulement, que se poserait pour nous la question d'une refonte de tout le système genevois, faute de quoi nous devrions tourner délibérément le dos à l'institution de Genève.

Ces quelques divergences de vues mises à part, divergences qui, en dernière analyse, n'affectaient pas le fond du problème, puisqu'elles revenaient plutôt à *ajouter* quelque chose au plan d'action envisagé dès la première réunion, la conférence s'est finalement ralliée à la procédure en deux étapes que nous avons esquissée plus haut. Il nous reste maintenant à préciser l'attitude à adopter au cours de ces deux étapes.

Pour ce qui est de la première, signalons que le Comité des 28, dans lequel nous sommes représentés par M. Camille Gorgé, Conseiller de Légation, Chef de notre Section de la Société des Nations, sera certainement saisi de diverses propositions tendant à suspendre pour le moment l'application de l'article 16. Il existe déjà, à notre connaissance, deux projets, l'un émanant de M. le Professeur Bourquin, délégué de la Belgique, l'autre, émanant du Gouvernement suédois. Ces projets poursuivent exactement le même but; ils ne diffèrent que sur les modalités.

Dans une «note relative aux décisions à prendre actuellement en ce qui concerne l'article 16 du Pacte», note qu'il a communiquée au Secrétaire général de la Société des Nations en sa qualité de Président du Comité des 28, ainsi qu'à quelques gouvernements, le Professeur Bourquin suggère qu'on diffère la solution définitive du problème de l'article 16 et qu'en attendant, «les obligations imposées aux membres de la Société des Nations par cet article soient suspendues». Les droits découlant de l'article resteraient, c'est-à-dire qu'après

consultation, les Etats membres de la Société des Nations pourraient toujours décider d'appliquer des sanctions à un agresseur. Selon ce système, la Société des Nations n'aurait plus qu'un caractère facultativement coercitif. C'est ce que, dans une étude sur l'universalité présentée au Comité des 28, le Vicomte Cranborne appelle une «Société de caractère intermédiaire». Il la définit dans les termes que voici: «Les membres d'une Société de ce genre, tout en n'étant pas obligés d'utiliser la coercition (sauf peut-être si tous étaient d'accord à ce sujet, en dehors des parties au litige) obtiendraient le droit d'employer ces moyens de coercition entre eux-mêmes et d'autres membres, dans certaines circonstances déterminées. L'un des effets juridiques découlant de l'octroi de cette latitude serait le suivant: aucun membre qui aurait violé le Pacte ne pourrait, en droit, se plaindre de l'usage de la force qui serait fait contre lui par d'autres membres, ni exiger de ces membres l'observation des règles de neutralité dans le différend en cause. Dans une Société de ce genre, on pourrait aussi prévoir que chaque membre définirait pour lui-même, le cas échéant, les circonstances dans lesquelles il serait disposé à s'engager à prendre des mesures de coercition.»

Dans un mémorandum daté du 12 janvier⁴ et qui nous a été remis officiellement par son représentant à Berne, le Gouvernement suédois estime que, l'article 16 n'ayant pas été, en fait, appliqué ou ne l'ayant été qu'imparfaitement, la Société des Nations est déjà une Société de «caractère intermédiaire» au sens du rapport Cranborne et qu'il suffirait de le constater en bonne et due forme. Cette constatation, qui ferait suite à la déclaration précitée faite, le 1^{er} juillet 1936, à Genève par les anciens Neutres, aurait pour effet de libérer définitivement les Etats de leurs «obligations» en matière de sanctions.

Que l'on procède comme l'envisage M. le Professeur Bourquin ou que l'on recoure à la «constatation» préconisée par la Suède, le résultat, en dernière analyse, serait le même: l'article 16 ne serait plus obligatoire.

A ce résultat, nous avons le plus grand intérêt à aboutir conjointement avec les Etats qui soutiendront des vues analogues à celles d'Etats comme la Belgique et la Suède. Une action commune serait peut-être décisive; son efficacité dépendrait beaucoup du nombre des participants. Elle présenterait, au surplus, cet avantage incontestable pour nous que nous n'aurions pas à supporter seuls le fardeau d'une offensive contre l'article 16. A cet égard, les autres Etats travailleraient indirectement en notre faveur, et notre position serait d'autant plus forte pour obtenir ultérieurement ce qui est l'objectif ultime de nos efforts: la reconnaissance d'une neutralité exempte de toutes restrictions. Notre représentant devrait donc, en principe, s'associer à toute proposition tendant ou bien à faire constater, sans équivoque possible, que l'article 16 n'est plus, en fait, obligatoirement applicable ou bien, si l'on faisait abstraction de tout retour vers le passé, qu'il n'aurait plus désormais qu'un caractère facultatif. Des instructions plus précises ne seraient pas nécessaires, des initiatives plus radicales pouvant encore surgir à Genève, et mieux vaudrait ne pas nous lier les mains prématurément. Ce qui importe, c'est moins la méthode que le but.

4. Cf. *annexe*.

Si, comme nous le souhaitons, une situation claire et nette était créée, au sein du Comité de la réforme du Pacte, au sujet de l'article 16, nous disposerions d'une base solide pour étayer nos dernières revendications devant l'Assemblée de septembre. Nous aurions, de toutes façons, à exposer notre point de vue à Genève dans un mémorandum qui définirait de façon précise notre attitude et les raisons de cette attitude. Son argumentation générale consisterait à dire que, pour les raisons mêmes qui ont amené un certain nombre d'Etats à se libérer des obligations de l'article 16, la Confédération, eu égard à son statut de neutralité universellement reconnu dès 1815 et confirmé à la fois par l'article 435 du Traité de Versailles et la Déclaration de Londres du 13 février 1920, se voit obligée d'adopter désormais, en n'importe quelle circonstance, une attitude de neutralité intégrale à l'égard de toute violation du Pacte. Les intérêts supérieurs du pays lui commandent impérieusement un retour à cette neutralité dont elle avait cru pouvoir se départir, en 1920, alors qu'elle nourrissait l'espoir que la Société des Nations se développerait de plus en plus dans le sens de l'universalité. Cet espoir ayant été déçu par les événements, elle ne peut qu'en tirer les conséquences en reprenant la position même qu'elle avait occupée jusqu'au lendemain de la guerre mondiale et qui avait été reconnue comme étant dans les vrais intérêts de l'Europe.

Ce mémorandum, qui pourrait être encore commenté par le Chef de la Délégation suisse à Genève, l'Assemblée le discutera ou se bornera à en prendre acte. Si elle en prend acte, nous aurons obtenu ce que nous désirons: le retour à notre neutralité intégrale; si elle le discute ou si elle y fait des réserves ou, fait plus grave, si elle n'est pas à même, faute d'unanimité, d'en prendre acte, la Suisse, vu l'impossibilité dans laquelle nous serions de transiger sur une ligne de conduite qui nous est dictée par la force des choses, devrait se résigner à envisager sa sortie de la Société des Nations. Nous ne nous arrêterons pas toutefois à cette éventualité toute problématique et dont les conséquences seraient évidemment de très longue portée. Nous espérons que nous ne serons pas contraints à cette nécessité et qu'un esprit de sage et équitable compréhension pour la situation de notre pays inspirera finalement l'Assemblée. Cet espoir tire d'ailleurs sa substance des événements mêmes qui nous amènent à recouvrer notre pleine indépendance d'action dans le cadre de notre neutralité traditionnelle. Si une Société des Nations affaiblie ne nous offre plus les garanties que nous étions en droit de lui demander pour notre sécurité, son affaiblissement même ne lui permettrait guère de s'accommoder facilement d'un acte de sécession de la part de la Suisse. Les circonstances qui, en un sens, nous ont desservis en ne nous permettant pas de continuer notre collaboration avec la Société des Nations sur la même ligne que par le passé nous serviront, à leur tour, quand il s'agira de faire triompher notre point de vue.

Toute notre action à Genève doit évidemment être entreprise d'entente avec les Chambres et notre peuple. «Le Conseil fédéral, disions-nous dans notre discours du 22 décembre, marchera la main dans la main avec le Parlement et avec l'opinion publique.» Nous nous sommes engagés, en conséquence, à saisir les Conseils législatifs de l'ensemble de la question en leur présentant un rapport dès que les circonstances le permettraient. Ce rapport pourrait être établi aussitôt après les travaux du Comité de la réforme du Pacte. Dès que nous serions

fixés sur le sort réservé à Genève à l'article 16, nous serions en mesure d'arrêter définitivement la position que nous aurions à adopter devant l'Assemblée de septembre. Le rapport contiendrait d'ores et déjà la substance du mémoire que nous adresserions à l'Assemblée. Après la discussion des Chambres et compte tenu des enseignements qui s'en dégageraient, il serait aisé de rédiger un exposé à la Société des Nations qui traduirait, croyons-nous, la pensée de notre peuple. Notre position serait intérieurement très forte. Internationalement aussi.

Nous croyons avoir esquissé ainsi les diverses questions que soulève, au point de vue de la procédure à suivre, le problème de notre neutralité. Le plan d'action que nous recommandons est simple; il ne comporte qu'un aléa dont, tactiquement, nous devons, à cette heure, nous accommoder bon gré mal gré: le résultat des travaux du Comité pour la réforme du Pacte. Si ce résultat ne fournissait pas à notre action ultérieure une base aussi solide que celle que nous aurions pu escompter, nous en tirerions les conséquences en reprenant nous-mêmes, dans le mémorandum destiné à l'Assemblée, tout le problème de l'article 16. L'économie de notre mémoire s'en trouverait partiellement modifiée, mais la procédure à suivre pour parvenir à nos fins resterait la même. De toute façon, la question du statut de la Suisse dans la Société des Nations serait posée à la prochaine Assemblée. Notre action n'en serait nullement différée, d'autant plus que, positif ou négatif, le résultat des travaux du Comité des 28 serait, en tout état de cause, discuté en septembre à Genève.

Vu ce qui précède, nous *proposons*:

1° d'associer notre action, au Comité de la réforme du Pacte, à celle des Etats soucieux de se libérer des engagements de l'article 16;

2° de laisser à notre délégué, qui agira en accord constant avec le Département Politique, le soin de se ranger, quant au sort de l'article 16, à la solution qui paraîtra la plus appropriée à l'objectif final qui est le nôtre;

3° de charger le Département Politique, les travaux du Comité des 28 achevés, de rédiger le rapport à adresser aux Chambres fédérales;

4° de charger le Département Politique de préparer, après la discussion du rapport par le Parlement, le texte du mémoire qui serait adressé à l'Assemblée de la Société des Nations et dans lequel le Conseil fédéral exposerait les raisons qui nous obligent à recouvrer notre neutralité intégrale au sein de la Société des Nations⁵.

5. Le Conseil fédéral a accepté ces propositions dans sa séance du 21 janvier, cf. E 1004.1 1/369, N° 106.

ANNEXE

E 2001 (D) 4/16

*Le Ministre de Suède à Berne, K. Westman, au Département politique**Copie*

Confidentielle

Berne, 12 janvier 1938

MÉMORANDUM

Le Comité nommé par la Société des Nations pour la mise en œuvre des principes du Pacte, doit se réunir à Genève le 21 janvier. Le rapport de Lord Cranborne concernant la participation de tous les Etats à la Société des Nations figure à l'ordre du jour de cette réunion.

Ledit rapport discute le problème de l'universalité de la Société des Nations et d'autres questions connexes. Le rapporteur déclare tout d'abord qu'on peut envisager de trois manières différentes l'organisation d'une collectivité de nations pour le maintien de la paix. En premier lieu, il y a la société de caractère coercitif. Celle-ci se fonde sur l'idée que ses membres sont obligés, dans certaines conditions, d'imposer des sanctions de telle ou telle nature. La Société des Nations actuelle revêt ce caractère. Le deuxième type de Société présente un caractère opposé, c'est-à-dire celui d'une Société de caractère non coercitif. Ses membres n'ont pas assumé d'autre obligation que celle de se consulter dans le cas où un membre enfreindrait les règles de la Société. Entre ces deux types de Sociétés il en est un troisième que le rapporteur appelle intermédiaire. Il serait fondé sur l'idée que les membres de la Société n'assumeraient point à l'avance l'obligation d'appliquer des sanctions mais ne renonceraient pas, d'autre part, à la faculté de participer, le cas échéant, à l'application de telles mesures.

En raison du fait que le rapport ici visé examine le problème des sanctions du point de vue des principes le Gouvernement suédois envisage de préciser, par l'organe de son représentant au Comité, l'attitude de la Suède à l'égard de ce problème et aussi, par la même occasion, vis-à-vis de la Société des Nations en général dans la situation présente.

A l'avis du Gouvernement suédois, il serait inopportun et contraire à l'intérêt des Etats dits «sans alliances» de manifester dans la situation actuelle une tendance à quitter la Société des Nations. La sortie de la Société de l'un ou de l'autre de ces Etats pourrait aisément être interprétée comme l'abandon de la coopération, basée sur une conception politique commune qui s'est établie entre eux dans le cadre de la Société des Nations. Elle contribuerait, en outre, à la désagrégation de la Société des Nations ou à sa transformation en une alliance politique. Il paraît désirable, au contraire, que ces Etats maintiennent la déclaration de leur attachement à la Société des Nations, en soulignant qu'il y a place, dans le cadre de la Société, pour un groupement d'Etats «sans alliances», fait important pour faire ressortir que la Société des Nations est une association dépourvue de tout caractère d'alliance.

Quant au système des sanctions, le représentant suédois au Comité exposerait l'argumentation suivante, qui se rattacherait au communiqué des sept Etats en date du 1^{er} juillet 1936: L'article 16 n'a pas été, ces dernières années, appliqué en réalité selon sa teneur. Les sanctions contre l'Italie n'ont, en effet, correspondu qu'en partie aux dispositions du Pacte et ont été tôt abandonnées. L'application de sanctions au Japon n'a pas même été envisagée ni à l'occasion du conflit en Mandchourie ni pendant la guerre actuelle en Chine. En se référant à ces faits et à de nombreuses déclarations gouvernementales émanées de divers Etats, on arriverait à la conclusion que, par la force des événements, la Société des Nations est en fait à considérer à présent comme une Société du type «intermédiaire» dont parle le rapport de Lord Cranborne. Les résolutions de l'Assemblée de la Société des Nations du 6 octobre 1937 visant le conflit sino-japonais sont en accord avec cette conception.

Des déclarations de ce genre faites devant un organe de la Société des Nations feraient suite aux vues exprimées dans le communiqué du 1^{er} juillet 1936 et les complèteraient. Si l'on obtenait l'adhésion d'un nombre considérable d'Etats à de telles déclarations – ce qui ne paraît pas impossi-

ble – la déclaration unilatérale du communiqué de 1936 recevrait une approbation qui aurait, en fait, pour les Etats «sans alliances» la même valeur qu'une résolution de l'Assemblée. Ces Etats pourraient obtenir ainsi sans grand délai une confirmation de leur conception de l'étendue des obligations qui leur incombent comme membres de la Société des Nations.

188

E 2001 (D) 4/1

*Notice de C. Gorgé, Chef de la Section de la SdN
du Département politique¹*

Berne, 19 janvier 1938

CONVERSATION TÉLÉPHONIQUE AVEC M. WESTMAN

M. Westman, qui s'est rendu hier à Genève aux fins d'exploration, me téléphone pour me faire part de quelques impressions.

Il a vu le Secrétaire général. Il ne l'a plus trouvé dans les mêmes dispositions que ces dernières semaines. C'est qu'entre temps, M. Avenol a été à Paris et à Londres. Il en est revenu avec d'autres idées. Il n'a pas caché à M. Westman qu'à son avis, le mieux serait de se contenter d'une déclaration que la France et la Grande-Bretagne pourraient faire successivement au Conseil pour rassurer les petits pays quant aux obligations découlant de l'article 16 et de proposer ensuite au Comité des 28 de s'ajourner sine die sur ces bonnes paroles. En sommes, M. Avenol tiendrait à étouffer toute l'affaire².

1. *Ce document est paraphé*: C. G. 19.1.38, 10 heures.

2. *Par lettre exprès du 19 janvier à son beau-frère P. Bonna, E. de Haller, haut fonctionnaire de la SdN, présente ainsi l'opinion d'Avenol*: Je sors du bureau de M. Avenol qui m'avait convoqué après avoir pris connaissance des dépêches de Berne publiées hier soir dans la presse et annonçant l'intervention que le représentant de la Suisse serait chargé de faire au Comité des XXVIII concernant l'article 16 du Pacte.

M. Avenol m'a dit à peu près ce qui suit, en m'autorisant à en faire part à M. Motta:

La neutralité intégrale de la Suisse ne peut être obtenue qu'au moyen d'une décision du Conseil opérant modification de la déclaration de Londres. Cette décision doit être prise à l'unanimité; une opposition ne pourrait venir que de l'U.R.S.S., mais il y a tout lieu de croire que les représentants de la France et du Royaume-Uni parviendront à convaincre ce gouvernement de renoncer à son opposition.

D'autre part, on sait qu'à sa réunion du 31 janvier, le Comité des XXVIII fera, d'une façon ou d'une autre, au sujet de l'article 16 du Pacte, les constatations souhaitées par de nombreux Etats. Si la Suisse intervenait au sein du Comité, comme le font supposer les dépêches d'hier soir, dans une offensive énergique dirigée contre l'article 16, elle se mettrait en contradiction avec ses intentions de neutralité intégrale. En effet, puisqu'elle revendique ce statut spécial qui la soustrait aux obligations découlant de l'article 16, elle paraîtrait ne pas agir pour son propre compte en s'associant à l'offensive contre cet article. Les gens de mauvaise foi, et il y en a,

M. Westman se serait nettement élevé contre cette conception. Les petits Etats ne sont plus décidés à être à la remorque des grands. Le Comité des 28 a été convoqué; il doit se réunir et aborder la question à son ordre du jour: le rapport Cranborne sur l'universalité. Quoi qu'il arrive, M. Unden sera extrêmement ferme à ce sujet au Conseil. Il ne se laissera ni amadouer ni manœuvrer par les grands. M. Westman a appelé l'attention de M. Avenol sur le sérieux de la situation. L'heure n'est plus aux ajournements commodes. La Délégation suédoise entend être fixée nettement sur le sort de l'article 16; elle ne veut pas rentrer les mains vides à Stockholm.

M. Westman a vu également M. Bourquin, qui rentrait de voyage. M. Bourquin lui a déclaré qu'il ne se ferait pas le complice, comme Président du Comité des 28, d'une manœuvre dilatoire de Paris et de Londres. Il resterait ferme, lui aussi, sur la question qu'il avait esquissée dans le mémoire dont on nous a donné connaissance. Evidemment, M. Bourquin dépend, comme tout délégué,

s'empresseraient de prétendre qu'en agissant de la sorte, la Suisse travaille pour l'Allemagne et l'Italie, ce qui n'est pas compatible avec la neutralité qu'elle a proclamée. Le fait que la Suisse aurait pris cette position dans le Comité des XXVIII compromettrait l'accueil qui serait réservé ultérieurement au Conseil à sa demande de reconnaissance de sa neutralité intégrale.

J'ai dit à M. Avenol que je m'empresserai d'informer M. Motta de sa réaction. J'ai ajouté que j'ignorais quelle était la teneur de la déclaration que, selon les journaux, M. Gorgé serait chargé de faire au Comité des XXVIII. Enfin, j'ai dit que je supposais que la contradiction qui l'a frappé, si contradiction il y a, s'expliquerait peut-être par les raisons suivantes: 1° le consentement du Conseil à l'élargissement de la déclaration de Londres, bien que probable, n'est pas assuré; 2° tout en entendant recouvrer son entière neutralité, la Suisse ne juge peut-être pas pouvoir se résoudre à un rôle passif dans les discussions portant sur les règles fondamentales de la Société; 3° étant en quelque sorte liée au groupe des pays dits «neutres», la Suisse considère probablement devoir marcher de concert avec eux au Comité des XXVIII.

M. Avenol a répliqué qu'il ne pouvait se défendre de l'impression que l'intervention de la Suisse dans le débat dirigé contre l'article 16 au Comité des XXVIII compromettrait le succès de la demande de révision de la déclaration de Londres. Puisque la Suisse fait partie de ce comité, son représentant pourrait, à son avis, se borner à confirmer ce que tout le monde sait, à savoir que la Suisse entend recouvrer sa neutralité intégrale et être, par conséquent, soustraite aux obligations de la nature de celles que stipule l'article 16.

Cette réaction de M. Avenol, dont M. Motta et vous-même connaissez les dispositions favorables quant à la neutralité de la Suisse, m'a, je l'avoue, assez fortement impressionné, aussi ai-je tenu à vous en communiquer la substance sur-le-champ. Je vous donnerai naturellement par téléphone tous éclaircissements sur les points de cette relation qui pourraient vous paraître obscurs ou incomplètement développés. Je serai naturellement très heureux de pouvoir rassurer M. Avenol qui m'a paru assez impressionné des dégâts que la thèse suisse pourrait encourir du fait de l'interprétation que l'on donnera, à l'étranger, aux dépêches d'hier soir.

A la fin du texte, P. Bonna a noté de sa main: J'ai téléphoné à 21 heures à M. de Haller pour le remercier de sa lettre et le mettre au courant de la situation dont son entretien avec M. Avenol ne constitue qu'un épisode. Nous sommes convenus:

1. qu'il ne fera pas de démarches spéciales pour renouer la conversation.
2. quand M. Avenol prendra l'initiative de lui en reparler, il lui dira qu'il nous a rendu compte de son entretien et que nous avons pris note de son avis, que le Conseil fédéral n'a pas encore arrêté définitivement les instructions du délégué de la Suisse au Comité des XXVIII, mais qu'il semble d'emblée exclu que la Suisse puisse renoncer à son droit d'exprimer franchement son opinion dans un comité dont elle fait partie. Cette opinion est connue et nous ne pouvons «lâcher» les Etats dont les points de vue sont analogues aux nôtres.

de ses instructions, mais M. Westman paraît être optimiste quant à l'attitude finale de la Belgique. La position prise par des socialistes comme MM. Sandler et Uden, m'a dit M. Westman, ne laisserait pas d'avoir une influence certaine sur M. Spaak.

M. Westman a vu enfin M. Walters, le Sous-Secrétaire général britannique au Secrétariat. M. Walters, qui rentrait de Londres et qui connaît fort bien, par conséquent, les vues de son gouvernement, a fait savoir qu'on ne peut guère songer à la possibilité de suspendre, voire de supprimer l'article 16. Le Gouvernement britannique tient à ce que subsiste l'obligation des sanctions vis-à-vis de tous les Etats membres, mais il est prêt, en revanche, à se montrer conciliant à l'égard des petits pays, dans l'usage qui pourrait être fait de cette obligation. Autrement dit, l'article 16 peut servir, dans certaines éventualités, à l'Empire britannique; il doit donc être maintenu. On ne l'appliquera pas nécessairement chaque fois; les petits Etats peuvent être tranquilisés là-dessus. Mais si l'on décidait à Londres de l'appliquer – et on n'écarterait pas tout à fait cette éventualité pour l'Extrême-Orient, dans un avenir peut-être encore éloigné – il serait bon que les petits Etats prêtassent leur appui.

Cette thèse est évidemment insoutenable. M. Westman n'a pas caché à son interlocuteur que, dans les circonstances actuelles, la Suède ne pourrait pas s'en accommoder. Nous ne discuterons plus, a dit M. Westman, sur le terrain juridique; ces discussions sont stériles; nous nous plaçons sur un terrain exclusivement politique; nous faisons certaines constatations à l'endroit de l'article 16 et nous en tirons des conclusions de nature à dissiper toute équivoque sur la portée de cet article à l'égard de la Suède: cet article ne la liera plus obligatoirement.

Le Gouvernement suédois est fermement décidé à parvenir, coûte que coûte, à ce résultat.

Il est optimiste, l'appui de la Suisse, des Pays-Bas et de la Belgique, au Comité des 28, constituant, à ses yeux, une grande force, qui impressionnera.

189

E 2001 (D) 2/119

La Division des Affaires étrangères du Département politique¹ au Consul de Suisse à Séville, M. Stierlin

Copie

L OE. ad K.38

Bern, 19. Januar 1938

Mit Ihrem Brief vom 4. d.M.² teilten Sie uns mit, dass im nationalistischen Spanien häufig auf unsere dort niedergelassene Mitbürger ein gewisser Druck ausgeübt werde, um sie zum Eintritt in die «Falange Espanola Tradicionalista

1. Cette lettre est signée de H. Frölicher.

2. Cf. N° 174.

de las J.O.N.S.» zu bewegen. Sie erhielten im Zusammenhang damit öfters Anfragen von solchen Schweizern, wie sie sich gegenüber der Aufforderung, der «Falange» beizutreten, zu verhalten hätten und ob der Beitritt im Widerspruch mit den schweizerischen Gesetzen stehe.

Wir beehren uns, Ihnen zu dieser Angelegenheit mitzuteilen, dass wir uns bereits zurzeit, als der Nationalsozialismus in Deutschland ans Ruder kam, mit ähnlichen Fragen zu befassen hatten. Wir kamen hierbei im Einvernehmen mit den andern für die Prüfung dieser Angelegenheiten zuständigen Bundesstellen zu der Ansicht, dass ein Eintritt von Schweizern in die nationalsozialistischen Kampfstaffeln SA und SS als durchaus unerwünscht anzusehen ist, weil dies mit der für sie als Ausländern gebotenen Zurückhaltung in innerpolitischen Fragen des Gastlandes nicht vereinbar wäre und sie sich übrigens nach Ansicht des Eidgenössischen Militärdepartements dadurch eines Vergehens gegen Artikel 94 des Militärstrafgesetzbuches schuldig machen würden. Was ihren Eintritt in die NSDAP als solche anbelange, so schien es angezeigt, nicht die gleiche ablehnende Stellung einzunehmen, aber auch in dieser Hinsicht geben wir einer Enthaltung unserer Landsleute entschieden den Vorzug.

Entsprechendes scheint uns nun auch für die von Ihnen gestellte Frage zu gelten. Soweit es sich bei der «Falange» um Einheiten mit militärischem Charakter handelt, ist demnach ein Eintritt unsern Landsleuten unbedingt abzuraten mit dem Hinweis darauf, dass sie sich hierdurch überdies gegen die schweizerischen Militärgesetze vergehen würden. Aber auch soweit es sich um den Eintritt in solche Organisationen der «Falange» handelt, von deren Mitgliedern keine militärähnlichen Dienstleistungen verlangt werden, teilen wir Ihre Auffassung, dass dies mit der streng neutralen Haltung, die sich ein Schweizer grundsätzlich im Auslande zur Pflicht machen sollte, nicht vereinbar ist, besonders angesichts der uns von Ihnen mitgeteilten Eidesformel, die einem Treueid gleichkommt, wie er im Grunde nur von einem Spanier verlangt werden kann.

Sollte es wirklich vorkommen, dass Schweizer vor die Alternative gestellt werden, entweder in die «Falange» einzutreten, oder dann ihre Stellung aufzugeben, so schiene uns daher ein solches Vorgehen durchaus unkorrekt. Denn wenn auch von den Schweizern wie von allen Ausländern erwartet werden kann, dass sie gegenüber dem herrschenden Regime eine freundliche und loyale Haltung einnehmen, so berechtigt dies noch keineswegs, sie zu einer politischen Stellungnahme zu nötigen, die mit ihrer Eigenschaft als Ausländer kaum vereinbar ist.

Sollten Ihnen daher solche Fälle gemeldet werden, so bitten wir Sie, uns davon Kenntnis zu geben, damit wir prüfen könnten, wie wir gegen ein solches wenig korrektes Vorgehen der Behörden oder Parteiinstanzen des nationalistischen Spanien Einspruch zu erheben hätten.

*Le «Demokratische Partei» du Canton de Zurich
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Winterthur, 21. Januar 1938

Auf Antrag der Chefredaktion des «Landboten» in Winterthur hatte sich der Leitende Ausschuss der Demokratischen Partei des Kantons Zürich mit Ihrem Schreiben vom 10. Januar² zu befassen, in dem Sie sich auf einen Artikel des «Popolo d'Italia» und einen Schritt des italienischen Gesandten in Bern wegen des am 28. Dezember 1937 im «Landboten» veröffentlichten Artikels «Italien von innen» berufen. Sie stellen fest, dass die Ausdrücke «weich» und «feminin» nicht nur nach italienischer, sondern auch nach gut schweizerischer Auffassung beleidigend seien und dass der Artikel überdies wegen der allgemeinen, für das heutige Italien ausgesprochen unfreundlichen Tendenz beanstandet werden müsse.

Der Leitende Ausschuss der Demokratischen Partei des Kantons Zürich vermag Ihre Auffassung nicht zu teilen. Der Artikel vom 28. Dezember entstammt, wie uns der Chefredaktor des «Landboten», Herr O. Hürsch, versichert, der Feder eines in Italien ansässigen gelegentlichen Mitarbeiters. Er ist keineswegs «ausgesprochen unfreundlich», lässt im Gegenteil sowohl dem italienischen Volke, als auch dem fascistischen Regime durchaus Gerechtigkeit widerfahren. Sie beanstanden jedoch insbesondere den folgenden Satz: «Ist es wirklich gelungen, dieses weiche, liebenswürdige, feminine und unkriegerische Volk zu einer Nation abgehärteter, mannhafter Helden umzuschmelzen?» Aus dem Worte «liebenswürdig», aber auch aus dem ganzen Zusammenhang klingen warme Töne der Sympathie. Der Verfasser ist von der Friedensliebe des italienischen Volkes überzeugt und gibt diesem Empfinden Ausdruck. Friedensliebe ist für unser demokratisches Fühlen eine Tugend, nicht ein Makel. Wenn der italienische Regierungschef anders denkt, so ist das sein gutes Recht. Auf jeden Fall aber haben wir uns nicht seiner Lebensauffassung anzupassen und hat sich die Schweizerpresse nicht seiner Denkweise anzuschmiegen. Wir geben zu, dass der Verfasser mit dem Worte «feminin» einen Ausdruck wählte, der das, was er sagen und dem Leser nahebringen wollte, ziemlich nachdrücklich unterstreicht. Aber von einer Beleidigung kann deshalb nicht die Rede sein, weil der Verfasser die wahre Natur des italienischen Volkes liebt. Die Tatsache, dass dem italienischen Regierungschef gerade dieser Satz Anlass zu einem Artikel bot, ist sicher kein Zufall. Sie bestätigt nach unserer Auffassung die Richtigkeit der Überlegungen des Verfassers.

1. *Cette lettre est signée du président, H. Widmer, et du secrétaire, V. Jent. En tête du document, Motta a écrit de sa main:* Dieses Schreiben gibt zum Nachdenken Anlass... Dass wir die Pressefreiheit in ihrem Kerne negieren, ist etwas stark! 21.1.38. M.

2. *Cf. N° 176.*

Sie berühren sodann in Ihrem Schreiben einen Artikel des Bundesstadt-Mitarbeiters des «Landboten» vom 11. November über die Tagung der Schweiz. Vereinigung für den Völkerbund. In diesem Bericht zitierte Herr Tung das von einem Redner verwendete Gleichnis von den Vegetariern und den Menschenfressern. Es trifft indessen nicht zu, dass die Diktaturstaaten mit Menschenfressern verglichen wurden. Wer das aus der in Frage stehenden Stelle herauslesen will, tut der deutschen Sprache Gewalt an. Wir müssen uns an das halten, was gesagt und nachher geschrieben wurde, nicht an das, was mimosenhafte Empfindlichkeit in einen Bericht hineinzwängen möchte.

Bei allem Verständnis für die Notwendigkeiten, die sich aus unserer Neutralität ergeben, müssen wir, geehrter Herr Bundesrat, feststellen, dass Sie mit Ihrem Schreiben an den «Landboten» die Pressfreiheit in ihrem Kerne verneinen³. Diese grundsätzliche Bedeutung Ihrer Stellungnahme zwang uns, die Angelegenheit zur unsrigen zu machen. Sie verbietet uns aber auch, die Sache einfach auf sich beruhen zu lassen. Wir haben den Chefredaktor des «Landboten» ersucht, den beanstandeten Artikel der konsultativen Pressekommission vorzulegen. Entweder sind die oben wiedergegebenen Ausdrücke beleidigend, dann war und ist die Kommission zuständig, oder aber sie hielten sich im Rahmen des Zulässigen, dann erscheint Ihre im Schreiben vom 10. Januar ausgesprochene Rüge doch wohl etwas unangebracht. Wir möchten nicht missverstanden sein. Es steht auch nach unserem Empfinden der Schweizerpresse überaus schlecht an, die Regenten und die Regierungssysteme ausländischer Staaten mit Schmähungen zu überhäufen. Wenn unsere Blätter glauben Kritik üben zu müssen, soll es in anständiger und jederzeit vertretbarer Form geschehen. Wir haben es beispielsweise als ausserordentlich stossend empfunden, wie die frontistische Presse den französischen Ministerpräsidenten Blum Tag um Tag beschimpfen und besudeln durfte. Es ist uns nicht bekannt, inwieweit das Eidgenössische Politische Departement damals zum Rechten zu sehen sich beeilte.

3. *Deux points d'exclamation de Motta en marge de ce passage.*

191

2200 Rom 23/11

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie

L Relations politiques italo-suissees

Rome, 21 janvier 1938

J'ai eu l'honneur de vous renseigner hier soir sommairement sur l'entrevue que je venais d'avoir avec M. Alfieri, Ministre de la culture populaire.

M. Alfieri m'avait prié hier au début de l'après-midi de venir le trouver aussitôt que possible pour une communication urgente. Comme je le prévoyais, il

s'agissait d'une communication qu'il était chargé de me faire de la part du Chef du Gouvernement. Je dois dire que le Ministre de la culture populaire paraissait assez embarrassé de l'ordre qu'il avait reçu et dont il essayait d'envelopper l'exécution avec des circonlocutions aimables.

Voici en substance la communication dont il s'agit. Le Chef du Gouvernement, m'a dit M. Alfieri, est toujours fort irrité de l'attitude «antipathique» d'une grande partie de la presse suisse envers l'Italie et son régime. (Ici j'ai fait observer que c'était nous qui étions peinés de l'incompréhension dont avait fait preuve l'article «Konovaloff» du «Popolo d'Italia», mais qu'une mise au point avait été faite à ce sujet à Berne.) M. Alfieri a poursuivi que malgré tout «la presse suisse poursuivait dans son attitude et que pas plus tard qu'hier des articles antipathiques lui avaient été signalés». Il était chargé d'ajouter que cette question appelait la sérieuse attention du Duce et que s'il n'était pas porté remède à la situation dont il se plaignait, M. Mussolini «transporterait la question du domaine journalistique sur le terrain politique et diplomatique».

En présence de cette menace, et après avoir marqué ma surprise, j'ai prié M. Alfieri d'expliquer sans délai à son chef que ces informations étaient erronées et tendancieuses. J'ai répété – ce que nous avons expliqué tant de fois (!) que dans peu de pays la grande presse qui compte vraiment était aussi sereinement objective à l'égard de l'Italie et compréhensive de ses aspirations. Je me suis notamment étendu sur l'attitude rédactionnelle de la «Nouvelle Gazette de Zurich», du «Journal de Genève», de la «Gazette de Lausanne» et d'autres organes lus en Suisse et à l'étranger et au sujet de l'attitude desquels il ne fallait pas interpellier des informateurs agissant avec parti pris, mais des Italiens objectifs ayant résidé en Suisse. M. Alfieri a immédiatement pris des notes sur ma réponse en me promettant de la transmettre le même soir à M. Mussolini.

Il va de soi que j'ai développé, peut-être pour la centième fois, qu'il était impossible de mesurer d'après le même barème la presse constitutionnellement libre de notre pays et la presse contrôlée d'un pays autoritaire; que les moyens d'action de l'Autorité fédérale en matière de presse étaient des plus limités; que néanmoins certains articles *offensants* étaient signalés par nos autorités à la Commission de presse; qu'enfin le Département avait encouragé l'établissement à Rome d'un représentant de l'Agence télégraphique suisse, organisme non pas officieux, *pas* subventionné, mais dont l'action pouvait néanmoins être utile pour éclaircir certains malentendus. J'ai enfin demandé instamment à M. Alfieri de laisser faire plutôt un effort constructif que de rassembler et de mettre en vedette des voix critiques. Sans prolonger la discussion (comme le font habituellement dans des questions de ce genre le Ministre Ciano et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères), M. Alfieri a aimablement pris note de mon exposé, en promettant d'en référer en plus haut lieu.

M. Alfieri n'était d'ailleurs pas en mesure de préciser sur quels articles se fondait la nouvelle mauvaise humeur du Duce. Il m'a fait comprendre que ce dernier connaissait beaucoup mieux la presse suisse que lui-même. Sur mon insistance, il s'est informé téléphoniquement auprès de son collaborateur, le Ministre Rocco, qui lui a signalé la «Nationalzeitung». Sans poursuivre le débat, j'ai immédiatement fait observer qu'il ne fallait pas considérer ce journal, qui ne ménage pas ses critiques aux Autorités fédérales, comme un organe

représentatif de la grande presse suisse. M. Alfieri ayant prononcé le nom du «Bund», j'ai essayé une fois de plus de détruire la légende que ce grand journal serait un organe officieux.

En parlant enfin de la «réaction» de M. Mussolini dont il était question, je n'ai pu m'empêcher d'ajouter que, sans doute toujours inopportune, une polémique voire un conflit, ne devraient certainement pas s'engager à propos de quelques feuilles socialistes ou autres. Le moment actuel serait particulièrement mal choisi du côté italien. Voudrait-on, ai-je dit, par une discussion véhémentement entre notre voisin du Sud et nous-mêmes, entamer l'unanimité qui s'est formée autour du Conseil fédéral dans la partie serrée qu'exige sur d'autres fronts l'affirmation de notre neutralité intégrale? Toute action intempestive devrait être soigneusement évitée. M. Alfieri a aussi pris note de cette réflexion, dont il a paru personnellement frappé¹.

Cet entretien, extrêmement courtois dans la forme, donne à réfléchir. A ma connaissance, il n'y a pas eu dans la presse suisse sérieuse, depuis la parution de l'article «Kanovaloff», d'entrefilet méritant une démarche aussi solennelle. M. Micheli, Conseiller de Légation, qui a téléphoné hier soir même au Ministre Rocco pour demander des éclaircissements sur les nouveaux articles incriminés en haut lieu, n'a pu obtenir d'autre réponse qu'il s'agissait de correspondances de Londres (reproduisant d'ailleurs des voix de journaux anglais) sur la situation précaire en Ethiopie. Soit dit entre parenthèses, le problème d'Ethiopie constitue toujours un point sensible pour le Chef du Gouvernement, de même que toute critique formulée à l'égard de l'armée italienne.

Mais je ne crois pas que l'on doive nécessairement expliquer la démarche d'hier comme une simple manifestation de mauvaise humeur passagère. Au risque d'être pessimiste, je crois qu'il ne faut pas écarter la possibilité d'une action conjuguée de l'Italie et de l'Allemagne dans le domaine journalistique. C'est, du reste, une crainte que, tout en espérant me tromper, j'ai eue depuis

1. Par lettre confidentielle du 21 janvier au Ministre Ruegger, Motta, qui avait déjà été informé sommairement par télégramme de la démarche d'Alfieri, commentait l'événement en ces termes: Vous voudrez bien trouver ci-joints les numéros de la «National Zeitung» et du «Berner Tagblatt» auxquels M. le Ministre Alfieri a fait allusion. Vous constaterez avec nous que les articles qui ont déplu au Chef du Gouvernement italien sont le reflet de la campagne de presse qui s'est déclenchée en Angleterre pour tenter d'empêcher les Etats scandinaves et les Pays-Bas d'imiter la décision prise par la Suisse il y a plus d'une année en ce qui concerne la reconnaissance de la conquête de l'Ethiopie par l'Italie. La «National Zeitung» publie un article de son correspondant londonien, mais le «Berner Tagblatt» se borne à reproduire une dépêche Havas. Les griefs du Gouvernement italien nous paraissent, dans ces conditions, *très exagérés* et, lorsque l'on prétend charger les relations diplomatiques entre la Suisse et l'Italie d'une chicane au sujet du degré d'opportunité qu'il y a à ce que des journaux suisses sur lesquels nous n'avons pas de moyen d'influence parlent de l'état d'esprit en Angleterre à l'égard de la question éthiopienne, on oublie vraiment un peu trop que, précisément dans cette question, le Gouvernement suisse a donné à l'Italie des gages éclatants de ses sentiments amicaux. Nous vous approuvons donc d'avoir marqué la *surprise* que provoque la démarche de M. Alfieri.

Nous voulons espérer que le Chef du Gouvernement italien se convaincra de lui-même que les griefs qu'il a fait formuler par M. Alfieri sont injustes et immérités. S'ils devaient se renouveler, nous vous prions de ne pas cacher *la pénible impression* qu'ils nous ont causée.

P.S. C'est moi qui ai souligné. M.

la consolidation de l'axe. Dans toute la politique précédant la sortie de l'Italie de la Société des Nations, nous avons cru apercevoir une tendance de l'Allemagne d'obtenir (qu'il s'agissait du problème des colonies, de la collaboration internationale, etc.) des gages nouveaux d'amitié que Rome n'a pas refusés à Berlin. Il ne serait donc pas étonnant que l'Allemagne essayât, dans sa « guerre de presse » envers nous, de tirer de son côté M. Mussolini dont les sentiments amicaux à notre égard dans le domaine politique sont et, selon ma conviction, demeurent acquis. L'expérience récente nous démontre, d'ailleurs, que dans l'exécution d'un plan arrêté la diplomatie italienne procède par degrés. Ce furent d'abord des réclamations contre des articles individuels de presse faits à Berne, puis à Rome, au moyen de communications du Directeur de la presse étrangère au Conseiller de la Légation. Ensuite, l'article du « Popolo d'Italia » de la veille de Nouvel An, dans lequel je ne voudrais pas voir un programme pour 1938. Maintenant, c'est la convocation assez exceptionnelle par le Ministre de la culture populaire, moyen qui réserve sans doute à dessein une démarche ultérieure du Comte Ciano.

Je compte avoir des impressions plus nettes à ce sujet au cours d'un prochain entretien de caractère personnel avec le Ministre des Affaires Etrangères.

192

E 2001 (D) 4/2

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

L

Paris, 25 janvier 1938

Par une lettre en date du 21 janvier², à laquelle vous aviez joint le texte d'une proposition du 18 janvier³ du Département au Conseil fédéral, vous avez bien voulu me charger de renseigner le Ministère des Affaires Etrangères sur les voies et moyens envisagés par notre Gouvernement en vue de recouvrer notre neutralité intégrale dans le cadre de la Société des Nations.

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Ce rapport a évidemment été rédigé par M. de Torrenté. En circulation. 27.1.38 M.

2. *Dans cette lettre Motta écrivait*: M. de Torrenté étant de passage à Berne, nous avons saisi cette occasion pour lui exposer encore de vive voix quelle était l'attitude que nous allions adopter en cette affaire. Le Gouvernement français ne partagera sans doute pas entièrement nos vues, mais il y aurait évidemment intérêt à le renseigner aussi exactement que possible sur le point de vue du Conseil fédéral. Il ne s'agit pas de « négocier », mais plutôt d'appeler son attention sur l'importance que nous attachons à la question. Nous sommes bien résolus à revenir à un régime de neutralité intégrale par des moyens qui excluent toute équivoque possible. Notre peuple ne se contenterait pas de demi-mesures. Il s'ensuit que toute clarté doit être faite d'abord sur la portée actuelle et future de l'article 16 du Pacte pour nous permettre ensuite d'aborder nettement le problème de notre neutralité. Si le Gouvernement français se pénètre du sérieux que nous attachons à cette question, peut-être sa délégation à Genève se montrera-t-elle plus

En me référant à cette communication et à vos instructions, j'ai l'honneur de vous faire savoir que mon collaborateur M. de Torrenté – j'ai cru opportun de le charger de cette mission vu qu'il avait reçu de vous, au cours de l'entretien du 20 janvier à Berne, toutes les précisions utiles – a été reçu successivement, au cours des journées d'hier et d'aujourd'hui, par MM. Rochat, Directeur du Cabinet de M. Yvon Delbos, Massigli, Directeur des Affaires Politiques & Commerciales, et Lagarde, Sous-Directeur d'Afrique faisant fonction, pour quelques jours encore, en remplacement de M. Arnal, de Chef du Service français de la S.d.N.

M. Rochat s'est borné à prendre acte de l'exposé de M. de Torrenté. Au reste, ce premier entretien tendait uniquement à saisir en tout premier lieu de notre démarche le Ministre des Affaires Etrangères, qui partira aujourd'hui pour Genève après avoir rencontré à Paris son collègue anglais Mr Eden.

En revanche, la réaction de M. Lagarde fut assez vive. Le Chef du Service de la Société des Nations releva d'emblée que la nécessité de tenir compte de la situation spéciale de la Suisse et le retour de notre pays à la neutralité intégrale n'étaient pas inévitablement liés à l'interprétation et à la portée actuelle et future de l'article 16 du Pacte. En revanche, le Gouvernement français serait disposé, ajouta-t-il à titre tout à fait officieux, à admettre que le régime de la neutralité intégrale que la Suisse est résolue à recouvrer, soit examiné pour lui-même en fonction de notre situation particulière.

Dans ces conditions, il est douteux qu'il soit de l'intérêt du Conseil fédéral de conjuguer son action avec celle d'autres pays, qui ne tend à rien moins qu'à affaiblir le Pacte en vidant l'article 16 de ses dispositions essentielles. N'y aurait-il pas, au demeurant, une certaine anomalie à postuler la reconnaissance et la garantie d'une neutralité intégrale, tout en cherchant à démanteler l'article 16?

Telle est bien, exprimée en termes succincts, cette thèse française qui vous a été exposée récemment de vive voix par M. Alphand. Elle devait se dégager avec plus de précision encore au cours de l'entrevue avec M. Massigli, lorsque mon collaborateur eût exposé, conformément à vos instructions, le but de sa démarche. Après avoir déclaré que le Gouvernement français comprenait parfaitement l'importance essentielle que nous attachions à la question et les mobiles qui nous dictaient notre attitude, et s'être référé, en la matière, à votre récent entretien avec l'Ambassade de France à Berne, M. Massigli s'est étonné de voir la Suisse se mettre «en flèche» dans l'offensive dirigée par divers Etats contre l'article 16; car enfin, a-t-il ajouté, les Sociétaires ne professent pas sur la question de l'article 16 une opinion unanime: si certains d'entre eux inclinent à en affaiblir la portée, d'autres professent, au contraire, qu'il serait préférable

conciliante qu'elle ne l'est généralement lorsqu'il s'agit de questions affectant sa politique de sécurité collective. Il faut qu'on se rende compte à Paris – c'est une impérieuse nécessité – que la Suisse n'est véritablement plus en mesure, dans l'état actuel de l'Europe, d'appliquer des sanctions. Elle doit être relevée de tous engagements aux termes de l'article 16 et recouvrer de cette manière une neutralité entière que la France a autant d'intérêt que les autres pays à voir universellement respectée.

3. Cf. N° 187.

de renforcer les obligations que comporte le Pacte. Pourquoi la Suisse irait-elle se mettre dans «cette bagarre», à la grande joie de certaines puissances qui ont déjà accueilli avec tant de faveur le discours du 20 décembre⁴? Quoi qu'il en soit, le Gouvernement français, fidèle à la sécurité collective, croit hautement inopportun, dans les circonstances actuelles, qu'un débat général s'institue sur la portée et l'interprétation de l'article 16. Par ailleurs, les conclusions du Comité des 28, en admettant qu'elles soient favorables à l'affaiblissement du Pacte, n'auront toujours que la valeur d'un préavis que le Conseil et l'Assemblée ont seuls qualité pour entériner.

En revanche, il pourrait certainement être tenu compte de la résolution où nous sommes de revenir à un régime de neutralité intégrale si nous acceptons de nous singulariser et de traiter la question pour elle-même.

Sous cette condition, le Gouvernement français inclinerait, en principe, à reconnaître et à garantir notre neutralité dans le cadre de la Société des Nations. Sans doute serait-il nécessaire, dans cette éventualité, de préciser certaines modalités de notre nouveau statut dans un sens conforme, aussi bien à l'évolution générale des faits, qu'aux réalités actuelles. Dans cet ordre d'idées, M. Massigli a fait directement allusion, tout en se défendant d'exprimer autre chose qu'une opinion personnelle, au problème du transit, qu'il illustra de l'exemple suivant: Au cas d'un conflit entre l'Allemagne et l'Italie d'une part, la France et la Grande-Bretagne, de l'autre, les deux puissances occidentales sont parvenues à réaliser le blocus intégral des ports de la Péninsule. L'Italie manquant de charbon, l'Allemagne cherche à la ravitailler par le territoire suisse avec du combustible tiré de son sol ou importé de l'étranger. La France et la Grande-Bretagne doivent évidemment se prémunir contre une éventualité de ce genre. Elles chercheront donc sans aucun doute à obtenir de la Suisse neutre toutes assurances utiles à cet égard.

Enfin, le retour de la Suisse à la neutralité intégrale soulèverait certainement, par voie de conséquence, d'après M. Massigli, celle du siège de la Société des Nations. Théoriquement, rien ne s'opposerait, dans l'hypothèse d'un conflit entre les pays limitrophes de la Suisse, à ce que les organismes de la Société des Nations continuent à siéger à Genève, sur le territoire d'un Etat neutre membre de la Société; mais le Gouvernement fédéral ne verrait-il pas lui-même de graves inconvénients à envisager cette possibilité?

Tout en recueillant ces propos et bien que M. Massigli ait parlé en son nom personnel, M. de Torrenté a cru devoir rappeler à son interlocuteur, pour prévenir tout malentendu, qu'il n'avait d'autre mission que d'appeler l'attention du Gouvernement français sur le problème qui avait été l'objet initial de l'entretien.

J'ajoute qu'au cours de la conversation, M. Massigli a fait une allusion assez déplaisante aux mobiles qui auraient influencé certains passages de votre discours du 20 décembre⁵, dont certains de nos voisins se sont bruyamment réjouis. Mon collaborateur a vivement protesté contre ces insinuations.

En résumé, les réactions du Quai d'Orsay à la démarche dont vous m'aviez

4. *Correction manuscrite de Motta*: 22 décembre. Cf. N° 169.

5. *Correction manuscrite de Motta*: 22 décembre. Cf. N° 169.

chargé n'apportent pas d'éléments nouveaux et essentiels dans le débat. Elles vous confirment la répugnance qu'éprouve la France à voir s'instituer une discussion de quelque envergure au sujet de l'article 16 du Pacte: d'où le désir de voir la Suisse se départir d'une trop étroite solidarité avec les Etats qui tendent à affaiblir les obligations des Sociétaires. En second lieu, elles nous laissent entrevoir la reconnaissance de notre neutralité intégrale, sous réserve de certaines assurances que nous serions appelés à donner à notre tour⁶.

On avait prêté à Mr Eden l'intention d'élaborer, d'entente avec son collègue M. Delbos, une déclaration commune qui aurait été faite à Genève au nom des Gouvernements français et britannique. M. Lagarde a déclaré à M. de Torrenté qu'on avait renoncé à ce projet. Il est donc probable que MM. Delbos et Eden ont préféré, en définitive, exprimer dans des exposés convergents ou faire connaître au cours de conversations privées l'attachement de leur Gouvernement à la sécurité collective. Au surplus, le communiqué publié ce soir par le Quai d'Orsay fait état de la parfaite unité de vues de Paris et de Londres à l'égard de l'ensemble des questions qui seront traitées à Genève. Je vous signale donc sous toutes réserves que, selon certaines informations de presse, il y aurait une certaine nuance, sur la question de l'application du Pacte, entre le sentiment des deux capitales. Paris insisterait davantage pour maintenir intégralement l'activité de la Société des Nations comme pivot de la politique internationale. Londres inclinerait, dans l'attente de jours meilleurs, vers une solution moins rigide. En tout état de cause, il est certain que la France et l'Angleterre s'emploieront activement à éviter que rien d'irréparable ni d'essentiel ne se produise à Genève.

6. Deux points d'exclamation de Motta en marge de cette phrase.

193

E 2001 (D) 2/5

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au «Demokratische Partei» du Canton de Zurich*

Copie
L OR

Bern, 27. Januar 1938

Mit Ihrer Zuschrift vom 21. d. M.¹ nehmen Sie Stellung zu dem Schreiben, das das Politische Departement unterm 10. d. M. an die Chefredaktion des «Landboten» in Winterthur gerichtet hat. Sie räumen ein, dass mit Rücksicht auf die schweizerische Neutralität die Kritik ausländischer Verhältnisse in anständiger und jederzeit vertretbarer Form geschehen müsse, können sich jedoch nicht unserer Ansicht anschliessen, dass die Adjektive «weich» und

1. Cf. N° 190.

«feminin», mit denen der «Landbote» das italienische Volk charakterisierte, den von Ihnen erwähnten Grundsätzen oder der Presse-Verordnung des Bundesrates widersprechen. Ferner sagen Sie, dass das Politische Departement die Pressefreiheit negiere, formell, weil es seine Auffassung direkt der Redaktion zur Kenntnis brachte, statt die Angelegenheit der konsultativen Presse-Kommission zu unterbreiten, und materiell, weil über die Grundsätze der Presse-Verordnung hinaus der Redaktion empfohlen wurde, in der Beurteilung ausländischer Verhältnisse grössere Zurückhaltung zu zeigen und von ausgesprochen unfreundlichen Artikeln abzusehen.

Zunächst möchten wir Ihnen danken, dass Sie sich dieser Angelegenheit angenommen und uns Ihre beachtenswerte Stellungnahme in aller Offenheit dargelegt haben. Dies gibt uns die Möglichkeit, unsere dem «Landboten» gemachten Ausführungen zu präzisieren in der Erwartung, dass nach Beseitigung der Meinungsverschiedenheiten auch Sie Ihren Einfluss dahin geltend machen, damit die auswärtigen Beziehungen der Schweiz nicht durch eine unüberdachte Journalistik gefährdet werden.

Was die Frage betrifft, ob die beanstandeten Ausdrücke des «Landboten» beleidigend sind und zu Massnahmen auf Grund der Presse-Verordnung Anlass geben können, so räumen wir ein, dass es sich dabei um eine Auslegungsfrage handelt, bei deren Beantwortung man je nach der persönlichen Einstellung zu verschiedenen Ergebnissen kommen kann. Die Presse-Verordnung vom 26. März 1934² sieht nur dann Massnahmen vor, wenn ein Presse-Organ durch «besonders schwere Ausschreitungen» die guten Beziehungen der Schweiz zu andern Staaten gefährdet. Sie machen nun geltend, dass der Artikelschreiber die Friedensliebe des italienischen Volkes betonen wollte. Wäre dies nun aber zutreffend, dann hat der Verfasser offensichtlich die falschen Ausdrücke gewählt; denn man kann friedliebend sein, ohne dass man weich und feminin oder kurz gesagt ein Feigling ist. Spricht man nun noch gar von den soldatischen Eigenschaften eines Volkes – und darum handelte es sich ja bei dem beanstandeten Satz – so bedeutet die Feigheit den schwersten und vernichtendsten Vorwurf, den man einem Soldaten machen kann. Man wird es daher nicht «mimosenhafter Empfindlichkeit» zuschreiben, wenn in Italien diese Anwürfe nicht als Kompliment aufgefasst worden sind.

Den Vorwurf, dass wir mit unserem Vorgehen die Pressefreiheit negiert hätten, müssen wir entschieden ablehnen. Anders wäre es, wenn von uns irgendwelche Massnahmen auf Grund der Presse-Verordnung ergriffen worden wären. Dies ist nun aber nicht der Fall. Das Politische Departement hat zwar gesagt, dass seiner Ansicht nach wegen der erwähnten Ausdrücke die Angelegenheit vor die Presse-Kommission gebracht werden könnte, aber es hat dem «Landboten» keine Verwarnung zukommen lassen oder gar ein Zeitungsverbot erlassen, wie dies die Presse-Verordnung vorsieht, und wozu nebenbei gesagt das Politische Departement auch gar nicht zuständig wäre. Es hat den «Landboten» auf die diplomatischen Zwischenfälle aufmerksam gemacht, zu denen seine unfreundlichen Artikel Anlässe gegeben hatten, und hat die Redaktion eingeladen, durch grössere Zurückhaltung eine Gefährdung der auswärtigen Beziehungen unseres Landes zu vermeiden. Wenn jeder Private einer Zeitungsredaktion Ähnliches sagen darf, so wird man auch nicht von

einer Negierung der Pressefreiheit sprechen können, wenn das Politische Departement, ohne einen Druck auszuüben, bei einer Zeitung an das patriotische Verantwortungsgefühl appelliert und zu einer Angelegenheit Stellung nimmt, die zu seinem Geschäftskreis gehört.

Wie wir bereits in unserm Schreiben an den «Landboten» ausführten, wurde dieser direkte Weg hauptsächlich gewählt, um zu verhindern, dass die Angelegenheit nur vom Gesichtspunkt der Presse-Verordnung betrachtet werde. Die Notwendigkeiten der Neutralität, auf die Sie selbst hinweisen, und das Interesse unseres Landes an ungestörten auswärtigen Beziehungen erfordern mehr als nur die Einhaltung jener Rechtsvorschriften. Es genügt nicht, dass man sich keine besonders schweren Ausschreitungen zuschulden kommen lässt und dass man in der Kritik nur die äussere Form des journalistischen Anstandes wahrt. Die vaterländisch eingestellte Presse sollte vielmehr im Bewusstsein ihrer Verantwortlichkeit für die Bildung der schweizerischen öffentlichen Meinung dem Ausland gegenüber nicht eine Haltung einnehmen, die mit den unbestrittenen Grundsätzen der schweizerischen Aussenpolitik offensichtlich im Widerspruch steht. Die oberste Landesbehörde bemüht sich, in diesen kritischen Zeiten mit allen Nachbarstaaten korrekte und freundschaftliche Beziehungen zu unterhalten. Man sollte erwarten dürfen, dass diese Bemühungen die verständnisvolle Unterstützung der Presse verdienen und jedenfalls nicht eine Haltung, die diese Anstrengungen geradezu durchkreuzt und im Ausland den Eindruck erweckt, das Schweizervolk wolle im Gegensatz zum Bundesrat mit den nicht-demokratischen Staaten Streit und Hader.

Allerdings geben wir zu, dass es wenig fruchtet, diese Ausführungen der gesamten schweizerischen Presse zu machen. Wir haben in der Tat bisher davon Umgang genommen, uns z. B. mit der Redaktion des Fronten Blattes direkt ins Benehmen zu setzen. Um falschen Gerüchten entgegenzutreten, können wir Ihnen aber vertraulich sagen, dass sich die konsultative Presse-Kommission schon wiederholt mit der «Front» befasst hat, und dass die stets, wenn deren Schreibweise zu berechtigten diplomatischen Vorstellungen Anlass gegeben hatte, die Bundesanwaltschaft ersuchten, das in der Presse-Verordnung vorgesehene Verfahren einzuleiten. Der «Landbote» braucht sich daher nicht darüber zu beklagen, dass wir uns direkt mit ihm in Verbindung setzten. Vom offiziellen Organ der demokratischen Partei des Kantons Zürich glauben wir erwarten zu dürfen, dass es sich nicht damit begnügt, nur negativ schwere Ausschreitungen der Presse-Freiheit zu unterlassen, sondern gewillt ist, auch positiv von der Presse-Freiheit einen Gebrauch zu machen, der, bei aller Berücksichtigung der besondern Aufgabe einer freiheitlichen demokratischen Schweizerpresse, in Übereinstimmung bleibt mit den Grundsätzen, die für die auswärtigen Beziehungen unseres Landes Geltung haben².

2. Cette affaire a été finalement réglée par la «Commission consultative de Presse» à laquelle la rédaction du «Landbote» a demandé, par lettre du 29 janvier, si elle était d'accord ou non avec la démarche entreprise par Motta avec sa lettre du 10 janvier, cf. le procès-verbal de la séance de la Commission du 1^{er} février 1938 et la réponse du 7 février de son président, qui figurent dans le même dossier que le document publié. De cette réponse, l'extrait suivant donne ces indications:

[...] Pour répondre à votre troisième question, M. le Conseiller fédéral Motta n'a certainement jamais eu l'idée de substituer la Légation d'Italie à «votre censeur». Mais ce censeur même, quel est-il? Nous pensons que c'est notre Commission que vous faites l'honneur de viser? Permettez-nous de vous rappeler à ce propos que nous ne sommes pas une commission de censure. Nous avons été constitués, en somme, par le Conseil fédéral pour éviter que des actes considérés comme arbitraires puissent être commis. Chacun des membres de la Commission est partisan de la liberté de la presse et que *[sic]* s'il a accepté le mandat que le Conseil fédéral lui fit l'honneur de lui confier, c'est pour sauvegarder la liberté de la presse, dans le cadre et dans les limites des intérêts nationaux. Nos confrères, même ceux auxquels nous eûmes le regret de faire part de nos observations, l'ont, le plus souvent, parfaitement compris; ils se sont rendu compte que nos avertissements de confrères évitaient des mesures directes de l'Autorité fédérale susceptibles de conséquences pénibles. Cela dit, à aucun moment M. le Conseiller fédéral Motta n'a pu entendre faire passer l'avis de la Légation d'Italie avant celui de la Commission consultative de presse, mais, encore une fois, il a estimé plus simple et peut-être même plus cordial de vous faire part lui-même des observations auxquelles donnèrent lieu les articles qu'il vous signale. [...].

194

E 4320 (B) 1968/195/26

*Le Procureur général de la Confédération, F. Stämpfli,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

Copie

L

Bern, 27. Januar 1938

In Beantwortung Ihres Schreibens vom 16. Dezember 1937¹ beehren wir uns, Ihnen nach erneuter Prüfung der Frage der Aufhebung der Einreiseperré gegen *Coselschi* mitzuteilen, dass wir uns nicht zu einem Widerruf der getroffenen Massnahmen verstehen können und gestatten uns, Ihnen unsere Stellungnahme folgendermassen zu begründen:

Das «Comitato d'azione per l'universalità di Roma» (CAUR), dessen Präsident *Coselschi* ist, vertritt nach Auffassung unserer Gesandtschaft in Rom und nach unseren eigenen Wahrnehmungen irredentistische Tendenzen, wie übrigens auch schon der Name angibt. Ferner war es diese Vereinigung, welche seinerzeit dem Schweizerfascisten Alberto Meyer zur Durchführung seiner Vorträge in Florenz ihre Unterstützung gewährte. Da *Coselschi* demzufolge unzweifelhaft diese Haltung der von ihm präsierten Organisation gebilligt, wenn nicht gar veranlasst hat, läge schon hierin ein Grund, der gegen die Aufhebung der Einreiseperré spräche.

1. Non reproduite. Dans cette lettre, Bonna relatait une nouvelle intervention de Tamaro en faveur de *Coselschi* et faisait part du vœu de Motta que le Ministère public rapportât l'interdiction de séjour en Suisse qui frappait *Coselschi*.

Wenn nun Coselschi, der eine ausgesprochen politische Persönlichkeit ist, in die Schweiz kommen will, so tut er dies einzig und allein nur in der Absicht, das Institut für italienische Kultur in Lausanne zu leiten. Dieses Institut, unterstützt durch das Ministerium für öffentliche Erziehung in Rom, das sich gemäss Versprechungen des Italienischen Konsulats ausschliesslich mit kulturellen Fragen beschäftigen soll, würde damit zu einer ausgesprochen politischen Institution und zu einem Spielball Coselschis. Dass diese Gefahr bereits jetzt schon besteht, geht daraus hervor, dass sich das genannte Institut bereits vor kurzer Zeit durch die Veranstaltung des Vortrages von Eugenio d'Ors² in einem Masse politisch exponierte, dass sich das waadtländische Justiz- und Polizeidepartement zu einem Schritte beim italienischen Konsulat veranlasst sah. Durch eine Einreise Coselschis in die Schweiz würde diese unerwünschte politische Betätigung des genannten Instituts sich zweifellos erhöhen.

Des fernern gestatten wir uns, Sie auf die Inopportunität einer Pressekampagne hinzuweisen, welche sich nach einer Aufhebung der Einreisesperre gegen Coselschi zweifellos erheben würde. Im übrigen hat uns das Justiz- und Polizeidepartement des Kantons Waadt bereits durchblicken lassen, dass dieser Kanton sich mit allen Mitteln gegen eine Aufhebung der Einreisesperre zur Wehr setzen würde.

Der seitens des italienischen Gesandten angebotene Gegendienst, nämlich das irredentistische Buch von Giulio Renzini «L'Italianità sulle Alpi» vom Verkehr zurückzuziehen, kann u. Er. gar nicht als effektiver Gegendienst angesehen werden. Nicht nur wäre Italien bereits aus Gründen freundschaftlicher Beziehungen zu einer solchen Handlungsweise moralisch verpflichtet, sondern es ist überdies darauf hinzuweisen, dass das erwähnte Buch bereits seine Verbreitung gefunden hat und somit ein Aufkaufen der noch vorhandenen Exemplare keine grosse praktische Tragweite mehr besitzt.

Indem wir bedauern, Ihre Auffassung betr. die Behandlung Coselschis nicht teilen zu können, bitten wir Sie, Herr Minister, den Ausdruck unserer ausgezeichneten Hochachtung zu genehmigen³.

2. *A ce sujet, cf. E 4320 (B) 1968/195/26.*

3. *Dans une lettre du 1^{er} février 1938 au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, le Suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères, H. Frölicher, résumait la lettre publiée sous ce N^o pour conclure:* Indem wir Ihnen von diesem negativen Entscheide der Schweizerischen Bundesanwaltschaft Kenntnis geben, bitten wir Sie, sich nochmals zu dieser Angelegenheit äussern und uns insbesondere die Argumente darlegen zu wollen, auf die wir gegebenenfalls gegenüber der Bundesanwaltschaft hinweisen könnten, um eine nochmalige Wiedererwägung der Angelegenheit zu beantragen.

In der Tat verhehlen wir uns nicht, dass es offenbar im Interesse der allgemeinen Beziehungen zwischen beiden Ländern läge, wenn wir den italienischen Wünschen in dieser Angelegenheit schliesslich entgegenkommen könnten (E 2200 Rom 23/11).

195

E 2001 (D) 4/2

*Le Ministre de Grande-Bretagne à Berne, G. Warner,
au Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini*

Copie

L 21/25/38 Private and Confidential

Berne, 29th January 1938

Very many thanks for your letter of the 27th instant¹. I was very sorry not to be able to be at Colonel de la Forest-Divonne's party to meet you, but was afraid of losing my voice, and as we had an important lunch the following day I was, greatly to my regret, obliged to stay away.

I, of course, entirely share your hope that the problem of Article 16 will not have any undesirable effect on Anglo-Swiss cordiality. As I am writing entirely privately and confidentially, I should like to say that I am somewhat afraid that an impression may be created in England that Switzerland is thinking too much of herself at a time when the world is in such a very difficult state. I have suggested this quite privately to Bonna. For what my opinion may be worth, I should have thought Switzerland would have been very well advised to be satisfied with the fact that she is at present in no danger from the point of view of sanctions arising out of Article 16. I understand that particularly in German Switzerland there is a strong desire for a clear-cut juridical solution of this matter, but I need hardly say that the British public would themselves be very glad if their many difficulties and dangers could be similarly dealt with. The man in the street in England is as anxious as the man in the street in Switzerland not to be dragged into war. I am of course aware of the «initiative» aspect of this matter.

With regard to M. de Jenner's interview at the Foreign Office on the 15th December, I think that some misunderstanding has arisen from the fact that what he was told by the Foreign Office official was of a somewhat negative character. I told M. Motta that the position had been fully explained to M. de Jenner at the Foreign Office. According to the report which reached me, M. de Jenner was told of the present position of the discussions in regard to Article 16 and that His Majesty's Government had not expressed any opinion on this subject at all. I can quite understand that you may have considered this to be too inconclusive to report to M. Motta, or M. de Jenner may even have considered that it was too inconclusive to mention in detail to you, but it represented the point of view of His Majesty's Government at the time, and I referred to the conversation at my interview with M. Motta as showing the attitude of His Majesty's Government at the time as known to myself. The fact that His Majesty's Government had not come to any definite decision in regard to Article 16, was of course in itself a matter of considerable interest. I shall certainly take the opportunity of saying something to M. Motta in the sense that

1. *Non reproduite.*

in the circumstances of the case what M. de Jenner was told appeared more important to me than to him, as he was not unnaturally disappointed at not being able to get more definite information. The last thing in the world I should desire would be to cause any misunderstanding between your Legation and the Département Politique.

196

2001 (D) 4/1

Aide-Mémoire du Chef du Département politique, G. Motta

PO. Confidentiel

Berne, 30 janvier 1938

RÉSUMÉ DE MES CONVERSATIONS À GENÈVE
LE 29 JANVIER 1938,
AVEC MESSIEURS UNDEN, SPAAK, DELBOS ET EDEN

Je me suis rendu à Genève le soir du 28 janvier avec le train de 18 heures. M. Gorgé m'attendait sur le quai de la gare à mon arrivée et il m'a mis tout de suite au courant des conversations qu'il avait déjà eues avec différentes personnes, en particulier le 28 janvier, avec les représentants du groupe dit des «Neutres».

Le matin suivant, j'ai eu de nouveau une longue conversation avec M. Gorgé pour préciser dans son esprit et dans le mien nos points de vue.

J'ai fait savoir à M. Uden et à M. Spaak que je désirais leur faire le matin même une visite de courtoisie et d'amitié. J'ai fait déposer des cartes chez Messieurs Delbos, Eden, Beck et Munters, tous membres du Conseil et ministres des Affaires étrangères.

A 10 heures, j'ai été reçu par M. Uden à l'Hôtel Richemond.

Conversation avec M. Uden

Ma visite a été de 25 minutes. Nous connaissons déjà nos points de vue respectifs. M. Uden a confirmé qu'il soutiendrait devant le Comité des 28 (réforme du Pacte) la thèse suédoise qui a été consignée dans le *memorandum* bien connu que nous avons reçu le 13 janvier¹ des mains de M. le ministre de Suède à Berne.

Je lui ai déclaré que, pour nous, l'essentiel et principal était la reconnaissance de notre *neutralité intégrale* et que nous soumettrions notre demande, au moment opportun, au Conseil ou à l'Assemblée de la Société des Nations. J'ai ajouté que nous chercherions à appuyer la thèse suédoise relative à l'article 16

1. Cf. N° 187 A.

dans le Comité des 28, mais que nous étions tenus à beaucoup de réserve et de modération et que nous resterions en troisième ou quatrième ligne.

Cette conversation n'a rien présenté de saillant sauf sur un point. M. Uden a tenu à remarquer justement que les deux positions, suédoise et suisse, n'étaient pas les mêmes. La Suisse veut, en effet, être déclarée exempte de toute obligation quant aux sanctions économiques et financières en vertu du principe de la neutralité. La Suède, par contre, n'attaque pas le système des sanctions comme tel et fait grief à la Société des Nations de ne l'avoir jamais appliqué si ce n'est arbitrairement. De là surtout la conséquence que ce système a perdu, en attendant, son caractère obligatoire pour n'être plus qu'un système de sanctions facultatives.

M. Uden s'est d'ailleurs montré parfaitement compréhensif de la position suisse.

Conversation avec M. Spaak

A 10 heures 30, je me suis trouvé à l'Hôtel Beau-Rivage et j'ai été reçu immédiatement par M. Spaak, chez lequel je suis resté une bonne demi-heure.

Les points saillants de cette conversation – très cordiale d'ailleurs comme la précédente – sont les suivants :

1° M. Spaak m'a expliqué que son pays était tenu à une assez grande réserve parce qu'il se trouve au bénéfice d'une garantie d'intégrité et de protection qui lui a été accordée par la France et la Grande-Bretagne. Ce fait oblige le Gouvernement belge à se tenir en troisième ou quatrième ligne.

2° Quant au fond et à la forme de la thèse suédoise, le Gouvernement belge les partage, mais doit tenir compte des désirs manifestés par les deux Grandes Puissances occidentales dans le sens de ne pas battre en brèche l'idée de la sécurité collective.

M. Spaak m'a dit en outre qu'il avait trouvé M. Delbos extrêmement pessimiste quant à la possibilité d'une guerre générale prochaine. Il semble que ces craintes sont surtout alimentées par la politique italienne. Il a trouvé M. Eden dans un état d'esprit beaucoup plus calme et plutôt optimiste.

M. Spaak a voulu savoir quel était mon sentiment personnel et je lui ai donné une note plutôt rassurante.

Nous avons parlé aussi brièvement de la politique française. M. Spaak ne croit pas à la durée du Gouvernement Chautemps. Il trouve que les Français sont très exclusifs dans leurs sympathies et très portés à la jalousie. « Ils placent la politique sur le plan de l'amour. » Ceux qui ne les aiment pas jusqu'à la passion ne sont pas de vrais amis.

Conversations avec Messieurs Delbos et Eden

A 13 heures 15, je me suis trouvé à la villa habitée par M. le Secrétaire général Avenol. Celui-ci m'avait invité avec Messieurs Delbos et Eden. Les trois sont arrivés avec un petit retard d'environ dix minutes. Nous nous sommes mis tout de suite à table. Nous avons pris notre repas assez vite et vers 14 heures nous nous sommes réunis tous les quatre autour du feu.

Il me paraît inutile de résumer ici les propos de table, qui ont été francs et amicaux. Je me borne à la conversation essentielle autour du feu.

Assis au milieu des deux ministres et en face de M. Avenol, j'ai commencé

par développer les raisons de la déclaration faite par moi, au nom du Conseil fédéral, le 22 décembre devant le Conseil national. Je leur ai expliqué le sens de l'initiative populaire qui allait être déclenchée lorsque le Conseil fédéral est intervenu. J'ai marqué la *nécessité* pour nous de recouvrer notre neutralité intégrale et notre volonté de rester fidèles à la Société des Nations et à l'idéal qu'elle représente. J'ai annoncé que nous avions l'intention de porter notre demande devant le Conseil ou devant l'Assemblée. J'ai exprimé notre confiance dans la pleine compréhension des autres Etats, notamment dans celle de la France et de la Grande-Bretagne. J'ai fait savoir que nous n'avions pas l'intention de prendre une attitude agressive contre le système des sanctions en général, dans le Comité des 28, mais que, faisant partie du groupe des Etats neutres, nous ne pouvions pas ignorer les thèses de la Suède et des Pays-Bas et qu'il nous serait moralement et politiquement impossible de laisser ces deux pays «en plan».

Mon exposé a duré environ quarante minutes. Il a été écouté par les trois autres interlocuteurs avec une extrême attention.

M. Eden m'avait déjà dit dès le premier moment de notre rencontre qu'*il désirait nous aider*.

Tous les deux m'ont déclaré formellement qu'ils étaient d'accord pour reconnaître notre neutralité intégrale. Ils m'ont conseillé de porter notre demande devant le Conseil plutôt que devant l'Assemblée. Ils estiment que leur travail et leur action en notre faveur en seraient facilités. Le règlement pourrait se faire déjà à la prochaine session normale du Conseil, c'est-à-dire au mois de mai de cette année.

M. Delbos a insisté sur le désir français que, dans le Comité des 28, nous ne prenions pas une attitude agressive contre le système des sanctions prévu à l'article 16 du Pacte et que nous nous bornions à expliquer notre position spéciale.

M. Eden a appuyé ce désir et a expliqué notamment qu'il serait plus aisé pour la France et la Grande-Bretagne d'amener la Russie soviétique à *s'abstenir de voter contre nous* si nous n'avions pas contesté d'une manière générale le système des sanctions obligatoires. La Russie comprendrait – a-t-il dit – notre situation exceptionnelle et particulière, mais aurait probablement de la peine à nous pardonner une attaque au système même des sanctions, sur lequel elle prétend baser toute sa politique idéologique.

J'ai alors déclaré que je ferai le nécessaire pour instruire notre délégué M. Gorgé dans le sens de parler avec le plus de réserve possible et sur un ton modéré, en portant le poids principal de son argumentation sur notre situation spéciale.

J'ai ajouté cependant qu'il serait impossible de ne pas toucher à la question de l'article 16 tout en évitant, de notre part, de démolir l'idée et le principe de la sécurité collective.

Lorsque nous nous sommes séparés, il était 15 heures 10.

M. Avenol, au moment de le quitter, m'a dit qu'il était satisfait du contenu de la conversation et que, pour la session du Conseil au mois de mai, tout devait être préparé pour éviter des accidents ou des complications.

La conversation s'est déroulée depuis le début jusqu'à la fin avec une cordialité de bon aloi.

Vers 16 heures, j'ai retrouvé M. Gorgé à l'Hôtel Cornavin, où nous logions les deux, et je lui ai fait part des résultats de mes conversations. Je lui ai demandé de me communiquer le texte de son discours si celui-ci était déjà rédigé. M. Gorgé m'a lu son texte. Je l'ai trouvé trop long et trop fortement dirigé contre le système même des sanctions. J'ai donc prié M. Gorgé d'abrèger sensiblement son discours et de mieux l'adapter au sens de mes communications. M. Gorgé me l'a promis.

Ce matin vers 11 heures, M. Gorgé m'a communiqué par le téléphone son nouveau texte qui m'a paru acceptable².

2. Dans sa séance du 1^{er} février, le Conseil fédéral prit acte avec approbation de cette communication de Motta, cf. E 1004.1 1/370, N° 168.

197

2001 (D) 4/4

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Discours de C. Gorgé, représentant de la Suisse
au Comité spécial pour la mise en œuvre
des principes du Pacte de la Société des Nations*¹

Genève, 31 janvier 1938

Le rapport que lord Cranborne a élaboré sur la question de l'universalité lui a valu des éloges unanimes. Il nous est agréable de joindre les nôtres à ceux qui lui ont été décernés. Son mémoire, qui se caractérise par une analyse pénétrante du sujet et par son objectivité, met en lumière tous les aspects essentiels du problème; il n'en laisse aucun dans l'ombre, mettant ainsi à la disposition de notre Comité une base de discussion qu'on ne saurait souhaiter meilleure.

Ce rapport a cependant un défaut, et c'est sans doute le seul: il vient un peu tard. Mais ce retard n'est nullement imputable à son auteur. Si le rapport avait été discuté sans trop de délais, nos délibérations eussent peut-être engendré plus d'effets heureux que nous n'en attendons aujourd'hui. C'est qu'entre-temps, l'universalité a reçu un nouveau coup dont il serait vain de dissimuler la gravité. Ainsi que M. Spaak le disait l'autre jour au Conseil, le mal est là, et l'on peut craindre que nos remèdes, si nous en découvrons encore, auront perdu quelque

1. Appelé également «Comité des XXVIII». Est reproduite ici, sans toutes les références des documents SdN, la version publiée par la Société des Nations dans Supplément spécial N° 180 au JO, p. 10-13. Sur la version sténographique du discours, Motta a écrit de sa main: Ayant lu ce discours pour la troisième fois – à tête reposée – je n'y trouve rien qui ait pu motiver certaines alarmes ou critiques. 3.2.38. M.

peu de leur vertu curative par suite d'atermoiements que nous n'avons pas été seuls à déplorer².

Mais si le rapport Cranborne s'attache à un problème dont les événements récents ont fatalement diminué la portée pratique, il ne soulève pas moins certaines questions dont l'actualité ne peut être révoquée en doute. Partant avec raison de l'idée que le problème de l'universalité est commandé par le caractère même que l'on voudra conférer à la Société des Nations, lord Cranborne nous laisse choisir entre trois solutions: une Société des Nations à caractère coercitif, une Société des Nations sans caractère coercitif et une Société des Nations à caractère intermédiaire, c'est-à-dire dotée d'un système de coercition facultatif. Il en arrive ainsi d'emblée à mettre en cause le sort de l'article 16 du Pacte, question qui est d'ailleurs spécialement traitée dans le rapport de notre collègue néerlandais, M. Rutgers.

L'article 16 devenant ainsi, à cette phase de nos travaux, le pivot autour duquel semble tourner toute la réforme du Pacte, il est compréhensible que certains Etats aient jugé nécessaire de s'y arrêter. Qu'une discussion de cette nature soit délicate, nous n'en disconvenons pas. Elle pourrait facilement heurter des convictions légitimes ou des espoirs généreux. Quant à nous, et contrairement à ce qu'on a pu dire³, nous sommes soucieux de ne rien faire qui ajoute inutilement aux difficultés déjà suffisamment lourdes avec lesquelles la Société des Nations est aux prises. Mais lorsqu'une discussion s'ouvre sur un problème comme celui des sanctions, force nous est bien d'exprimer un avis. Ce problème figure à notre ordre du jour; la Suède, en particulier, a marqué son intention d'exposer sa manière de voir. Cela étant, comment la Suisse aurait-elle pu arguer de sa situation spéciale pour esquiver, par tactique, toute discussion sur une matière qui affecte à la fois les intérêts généraux de la Société des Nations et ses intérêts essentiels? Notre silence n'aurait pas été compris par notre opinion publique.

Après les déclarations faites, le 22 décembre 1937⁴, au Conseil national par le chef de notre politique étrangère, M. le Conseiller fédéral Motta, d'aucuns penseront peut-être que l'heure est venue pour notre pays de préciser sa position d'Etat neutre à l'égard de la Société des Nations. Ce n'est toutefois ni le lieu ni l'instant d'aborder ce problème. Notre Comité n'a pas qualité pour traiter du statut spécial d'un pays comme la Suisse au sein de la Société des Nations. Son mandat n'est point aussi large. La résolution de l'Assemblée, du 10 octobre 1936, l'a chargée d'étudier «toutes propositions qui ont été ou seront formulées par les gouvernements concernant la mise en œuvre des principes du Pacte et les problèmes s'y rattachant». Il a donc exclusivement pour tâche de s'occuper des améliorations à apporter à notre charte fondamentale; il n'a pas à aborder l'étude de certaines situations particulières qui n'ont qu'un rapport indirect avec la réforme même de la Société des Nations.

2. Sur la version sténographique, remarque de Motta en marge de ce paragraphe: inutile.

3. La version sténographique comportait encore cette phrase: et ici je me tourne vers la tribune de la presse.

4. Cf. N° 169.

C'est pourquoi je n'ai pas et ne pouvais pas avoir mandat de vous entretenir de la neutralité suisse comme telle, de la nécessité dans laquelle nous nous trouvons, vu l'affaiblissement de la Société des Nations, de recouvrer une neutralité entière dont nous avons cru pouvoir nous départir en 1920, dans l'espoir que la Société deviendrait vraiment universelle. Par la bouche de M. Motta, le Gouvernement de la Confédération a déjà dit, à la tribune du Parlement, ce que, pour le moment, nous avons à dire à ce propos. Il ne m'appartient pas d'y revenir; nous y reviendrons, dans un proche avenir, devant le Conseil ou devant l'Assemblée. L'un de ces organismes sera saisi, en temps opportun, d'un mémoire dans lequel mon Gouvernement exposera les raisons majeures qui obligent aujourd'hui la Confédération à se replier sur sa neutralité intégrale. Ces raisons, la Société des Nations les appréciera; elle se prononcera.

Au sein de ce Comité, mon mandat est plus modeste; il ne vise qu'un aspect de notre neutralité dans la Société des Nations: le problème des sanctions.

Lorsqu'il s'est agi pour les Etats membres de la Société des Nations de faire connaître leurs vues sur la réforme du Pacte, le Conseil fédéral, dans une lettre en date du 4 septembre 1936⁵, au Secrétaire général qui a éveillé, en Suisse, l'écho le plus sympathique, avait dénoncé les inconvénients que comportait, à son avis, le maintien des sanctions. Sa communication était particulièrement nette à cet égard, et l'on ne m'en voudra point, je pense, si j'en rappelle certains passages essentiels:

«On s'abuserait, exposait-il, en croyant que l'Institution de Genève pourrait compenser le nombre insuffisant de ses membres par les moyens coercitifs du Pacte. Les sanctions instituées par l'article 16 ont suscité, en maints pays, les objections les plus fondées. Elles ont été appliquées dans certains cas; elles n'ont pas été appliquées dans d'autres, et il y a des cas évidents où elles ne pourraient jamais être appliquées. Elles créent aussi des inégalités trop accusées. Si les obligations assumées de part et d'autre sont théoriquement les mêmes, leurs effets sont très différents selon qu'il s'agit d'une grande Puissance ou d'un Etat à ressources plus limitées. L'idée s'impose, nous semble-t-il, d'établir un plus juste équilibre entre les risques des uns et des autres. Pour un petit pays, l'application de l'article 16 peut être une question de vie ou de mort.

«Si, ajoutait le Conseil fédéral, malgré les critiques auxquelles il se heurte, l'article 16 subsistait néanmoins dans sa teneur actuelle ou si les risques qu'il comporte étaient encore aggravés, la Suisse se verrait obligée de rappeler, une fois de plus, la situation toute spéciale dans laquelle elle se trouve, situation que le Conseil de la Société des Nations a qualifiée d'unique dans la Déclaration de Londres, du 13 février 1920⁶. Le Conseil fédéral doit, d'ailleurs, confirmer» – et il confirmait les déclarations faites à Genève, le 10 octobre 1935, par M. Motta lors du conflit italo-éthiopien⁷ – «que la Suisse ne saurait être tenue à des sanctions qui, par leur nature et leurs effets, exposeraient sa neutralité à un danger réel. Cette neutralité perpétuelle est consacrée par des traditions

5. Cf. *DDS 11, N° 287, annexe II.*

6. Cf. *DDS 7 II, N° 247, annexe.*

7. Cf. *DDS 11, N° 154, annexe.*

séculaires et l'Europe en proclamait, il y a plus de cent ans déjà, les incontestables bienfaits».

A ces déclarations vient se rattacher une autre déclaration que la Suisse a faite⁸ le 1^{er} juillet 1936⁹, conjointement avec ce qu'on a dénommé les «Etats sans alliance», déclaration selon laquelle nous ne pouvons plus considérer l'article 16 comme obligatoirement applicable aussi longtemps «que le Pacte, dans son ensemble, n'est appliqué que d'une façon incomplète et inconséquente».

Ces déclarations devaient être rappelées. Elles montrent que les craintes de la Suisse à l'égard des sanctions ne datent pas d'hier. J'aurais pu en rappeler d'autres en remontant plus haut dans le passé; j'aurais pu rappeler, en particulier, nos efforts, en 1921, pour faire de l'article 16 une arme qui ne défie pas les possibilités politiques et la raison¹⁰. Ce que j'ai dit suffit cependant pour établir qu'en matière de sanctions, la Suisse n'a jamais perdu une occasion de jouer un rôle modérateur. Elle défendait, certes, ses intérêts, mais elle ne croit pas qu'en dénonçant certaines illusions que suscitait le credo de l'article 16, elle ait desservi ceux de la Société des Nations.

Jusqu'à-là, la Confédération n'était pas moins restée fidèle au principe des sanctions. Elle devait le rester. Elle avait assumé des engagements; force lui était de les tenir dans la mesure même où le permettait une neutralité qui lui a été universellement reconnue. Aujourd'hui, elle se trouve dans une situation différente. Ce qu'elle pouvait encore faire dans une Société des Nations qui comprenait trois de ses voisins et qui pouvait conserver quelque espoir dans le retour du quatrième, elle ne serait plus à même de le faire, sans exposer sa neutralité aux pires dangers, dans une Société qu'ont quittée deux grandes Puissances limitrophes et où manquent, au surplus, deux autres grandes Puissances géographiquement éloignées. Ces faits sont, à nos yeux, décisifs. Ils enlèvent à la neutralité différentielle sa base politique et psychologique. Ils rendent l'article 16 inapplicable pour la Suisse. Ainsi que le fait observer M. Rutgers dans son exposé analytique, une Société des Nations privée du concours de quatre grandes Puissances rend «plus douteuse l'efficacité éventuelle des sanctions prévues dans le Pacte» et aggrave «la charge de ces sanctions pour les Etats qui les appliqueraient». Pour nous, l'aggravation serait telle qu'elle excéderait ce que nous pouvons raisonnablement sacrifier à la solidarité internationale. Il y va de notre existence¹¹.

On comprendra peut-être mieux aujourd'hui l'insistance opiniâtre avec laquelle nous avons lutté pour la cause de l'universalité. Il n'y entrait ni calcul ni doctrinarisme. Nous songions certes, à l'avenir de la Société des Nations, mais ce qui entrait pour beaucoup dans nos préoccupations, c'était le sort même de notre collaboration à Genève. Le peuple suisse n'a apporté son

8. *La version sténographique comportait encore cette phrase:* et dont parlait tout à l'heure M. Unden.

9. *Non reproduite, cf. JO, Supplément spécial N° 154, p. 19.*

10. *Sur la version sténographique et la raison a été mis entre crochets par Motta, avec cette remarque marginale: c'est vrai mais...*

11. *Phrase soulignée par Motta sur la version sténographique avec en marge: juste!*

concours à cette grande institution qu'en cédant à l'espoir qu'elle finirait par rallier à sa cause tous les pays créateurs de civilisation. Epris comme il est d'une neutralité qui n'est pas un égoïsme, mais une nécessité, jaloux comme il est d'une maxime politique qui l'a libéré des luttes du dedans en réduisant les menaces du dehors, comment ne reviendrait-il point, par instinct vital, à sa neutralité traditionnelle le jour où la Société des Nations donne des signes inquiétants de défaillance¹²?

La neutralité dite différentielle comportait plus de sacrifices qu'on ne l'a généralement reconnu; mais ces sacrifices trouvaient leur compensation dans le fait même d'une Société des Nations assez compacte pour que l'universalité n'en soit pas sérieusement compromise. Il y avait un équilibre. Aujourd'hui, l'équilibre est rompu; nous devons en tirer les conséquences. Nous avons tout fait pour ne pas en venir à cette extrémité. En septembre, lors de la dernière Assemblée, notre délégation se dépensait encore pour faciliter l'entrée, le retour ou le maintien dans la Société aux Etats dont le concours donnerait, selon nous, sa pleine signification à un effort de collaboration internationale comme le nôtre. Sans doute, cette œuvre de ralliement aurait pu nous amener à assouplir et même – disons-le – à affaiblir tel ou tel article du Pacte, mais, comme le relevait le Conseil fédéral, ce que le Pacte aurait perdu en substance juridique, il l'aurait gagné en efficacité morale. Malheureusement – et nous en avons conçu un vif regret – nos efforts associés à d'autres en faveur de l'universalité sont demeurés infructueux. Nous ne renonçons point – loin de là! – à ce grand objectif de toute véritable Société des Nations¹³. Un jour viendra peut-être – et nous en saluerions joyeusement l'avènement – où l'universalité se prêtera derechef à une solution pratique, mais, pour l'instant, il faut bien faire son deuil de toute réalisation pratique.

Sans doute l'article 16, dans la configuration politique actuelle du monde, n'a rien de particulièrement menaçant. Il est, a-t-on dit, frappé de paralysie. Ainsi qu'on l'a constaté à diverses reprises et comme le Gouvernement suédois le constate une fois de plus, la Société des Nations se trouve, en fait, ramenée au type intermédiaire visé par le rapport de lord Cranborne. S'il en est bien ainsi, nous serions fondés, pour notre part, à en conclure que rien n'empêche plus notre neutralité de regagner les hauteurs sereines de l'impartialité. Car si les sanctions sont facultatives, la Suisse peut s'abstenir. Une faculté n'oblige pas.

Mais le fait n'est pas tout. Et le fait n'est pas le droit. Entre le fait et le droit, le doute peut s'insinuer. Que l'article 16 soit dépourvu de force obligatoire, il n'en est pas moins demeuré dans le Pacte. Des controverses peuvent surgir quant à sa valeur juridique. Or, comme le disait le Gouvernement belge dans une note du 10 novembre 1936, «il importe... que, dans une matière aussi grave, les Etats connaissent avec autant de précision que possible l'étendue des charges qui leur incombent et des concours extérieurs qui leur sont assurés». Actuellement, nous sommes dans l'incertitude. Cette incertitude énerve; l'opi-

12. *Sur la version sténographique Motta a souligné par instinct vital et la fin de la phrase avec en marge: c'est juste!*

13. *Phrase soulignée par Motta sur la version sténographique.*

nion publique s'inquiète. Un malaise existe. Il y aurait intérêt à en sortir. L'autorité morale de la Société y gagnerait.

Pour ces raisons, nous avons cru devoir nous associer¹⁴ à l'initiative de la Suède. Ses préoccupations, sur ce point, sont les nôtres. Ses constatations aussi. Nous en tirons des conclusions différentes, mais le point de départ est identique. De même que le Gouvernement suédois, nous sommes persuadés qu'en constatant ce qui est, la Société des Nations rendrait un service réel à sa propre cause. Elle sortirait d'une équivoque qui ne peut qu'hypothéquer lourdement son crédit. «Un tel éclaircissement, a écrit M. Rutgers, serait dans l'intérêt aussi bien de ceux qui désirent renforcer le système de l'article 16 que de ceux qui désirent restreindre sa portée.» L'action de la Société des Nations, chacun en convient, a des limites. Ces limites ne vont plus aussi loin que les avait portées l'élan de paix qui a surgi des entrailles fumantes de la guerre. Il a fallu hélas! composer avec les réalités. Mais s'il en est ainsi, pourquoi ne pas faire la part de la réalité et de la fiction? Que gagnerait-on à ne pas tarir les sources de la controverse?

Ai-je besoin d'ajouter que notre attitude ne procède pas, comme l'a insinué une certaine presse, de je ne sais quelle manœuvre dirigée contre la Société des Nations? Notre attachement à la Société reste entier. Il est sincère. Dans son discours du 22 décembre 1937 au Parlement, M. Motta l'a déclaré avec une netteté qui ne laisse place à aucun doute. Il s'est même étendu avec beaucoup de force sur le prix que nous attachons à demeurer dans la Société des Nations, dont «la valeur de symbole, a-t-il dit, demeure intacte et résiste à toute critique objective». Comment pourrait-il en être autrement? Le peuple suisse est profondément pacifique; il est attaché par toutes ses fibres à l'idéal de paix. Nous avons été, à Genève, des ouvriers de la première heure; notre contribution à l'œuvre de la Société des Nations a été, certes, modeste, parce que nous sommes – et nous ne l'oublions jamais – un petit pays, mais elle a été active, positive, autant qu'elle pouvait l'être. La Suisse a apporté sa pierre à l'édifice commun, et nous en sommes heureux. Nous sommes résolus à poursuivre loyalement notre collaboration au sein de cette grande institution de coopération internationale; elle peut encore, si elle sait s'inspirer de l'esprit qui doit être le sien, accomplir de grandes choses pour le bien et le bien-être de l'humanité. Tout ce que nous demandons – et nous ne demandons rien de plus – c'est qu'elle nous fasse des conditions qui nous permettent d'y collaborer sans mettre en péril les bases mêmes de notre existence nationale. Nous en appelons à votre clairvoyance comme à votre amitié. Faites que la Société des Nations soit assez souple pour ne pas éloigner d'elle ceux qui ne pourraient plus assumer un fardeau que les conjonctures politiques ont rendu trop lourd, assez forte pour ne pas reculer devant la nécessité, si dure soit-elle, d'adapter ses ambitions lointaines à ses moyens immédiats. La Société des Nations, a-t-on dit, a souvent été en retard d'une idée; qu'elle ne soit pas, cette fois-ci, en retard d'une constatation¹⁵!

14. Sur la version sténographique *mot souligné par Motta avec en marge*: peut-être un peu trop.

15. Sur la version sténographique, *Motta a écrit en marge de cette phrase*: inutile.

En reconnaissant à l'article 16 le caractère facultatif qu'il possède déjà, en donnant satisfaction à la demande de la Suède, appuyée par d'autres Etats, la Société des Nations ramènerait sans doute à des proportions plus modestes la généreuse ampleur de ses conceptions initiales, mais elle augmenterait, en revanche, les chances de consolider son œuvre. Et c'est son œuvre qu'il s'agit de sauver. Elle accroîtrait en même temps les possibilités de s'employer plus tard avec des perspectives de succès, à faire de l'institution issue de la plus grande des guerres une association universelle à laquelle tous les pays pourraient coopérer, dans un esprit d'apaisement et de concorde créatrice, pour le plus grand bien de la paix et des hommes. La Société des Nations a plus que jamais besoin de réconfort et d'appui; qu'elle ne décourage pas ceux qui sont véritablement désireux de l'aider, de l'aider à reconstruire, de l'aider à atteindre l'objectif magnifique de la réconciliation internationale!

198

E 2001 (D) 4/2

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie

L OB. Confidentiel

Berne, 5 février 1938

Vous n'aurez pas manqué d'être frappé de la persistance avec laquelle la nouvelle, lancée dès le 31 janvier par le «Corriere de la Sera», selon laquelle l'Ambassadeur de France et le Ministre de Grande-Bretagne à Berne auraient fait une démarche de protestation à la suite du discours de M. Gorgé devant le Comité des XXVIII¹ a continué à trouver crédit dans certains journaux, bien qu'elle ait été démentie.

1. *A ce sujet le Ministre Dunant rapportait par lettre du 2 février:* Ainsi que vous avez pu le constater, la presse française s'est exprimée, à cette occasion, sur un ton assez vif à l'égard de notre pays. Elle ne s'est pas fait faute, en particulier, de reprocher âprement au délégué suisse les critiques qu'il a soulevées au sein du Comité des «28» contre l'article 16 du Pacte.

Au Quai d'Orsay, l'on tend à minimiser la portée de cette campagne, que l'on met sur le compte de la nervosité traditionnelle de la presse. On considère donc que l'incident est actuellement clos. Les milieux officiels avouent, toutefois, avoir été quelque peu surpris des paroles prononcées par le délégué de la Suisse au Comité des «28». On admettait, en effet, qu'au cours des conversations qui eurent lieu entre M. Yvon Delbos et M. Motta, un accord tacite était intervenu, laissant supposer que la Suisse ne s'en prendrait pas à l'article 16. Les critiques formulées à cet égard par le délégué de la Suisse ont donc provoqué ici une certaine déconvenue que la presse a d'ailleurs amplifiée à plaisir.

Cette nouvelle n'est pas encore exacte. Néanmoins, l'Ambassadeur de France est venu déclarer hier soir à M. Motta que M. Delbos avait été surpris et déçu par le discours du délégué de la Suisse. M. Alphand n'a pas essayé de soutenir qu'un engagement ait été violé; il a reconnu, au contraire, que M. Motta n'avait pas promis autre chose qu'un discours modéré et amical. Mais, à son dire, M. Delbos aurait espéré plus de réserve dans l'énoncé d'une thèse qui n'était pas celle de la France.

M. Motta n'a pas caché à M. Alphand que la démarche dont il était chargé le surprenait et il lui a exposé avec une grande fermeté les raisons pour lesquelles la Suisse ne pouvait renoncer dans une question d'importance vitale pour elle à faire usage des arguments et moyens de droit qui lui paraissent propres à servir sa cause.

Le Ministre de Grande-Bretagne n'a pas eu, cette semaine, de conversations avec M. Motta. Dans les entretiens qu'il a eus avec le soussigné, il s'est montré compréhensif et amical et il n'a transmis aucun message impliquant une critique du Gouvernement anglais à l'égard de l'attitude adoptée par la Suisse au Comité des XXVIII.

Nous vous prions de garder un caractère strictement confidentiel aux indications qui précèdent et de les considérer comme exclusivement destinées à votre information personnelle.

199

E 2001 (D) 2/7

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

*Copie
L OR*

Bern, 8. Februar 1938

Wir beehren uns Ihnen mitzuteilen, dass Freitag, den 18. Februar, Herr *Rietmann*, der Präsident des Schweiz. Zeitungsverlegervereins, nach Rom reist, um sich mit den Spitzen der «Federazione Nazionale Fascista Editori Giornali» zu besprechen. Er wird im «Hôtel de la Ville» absteigen. Herr Rietmann beabsichtigt, Sie aufzusuchen, um Sie über den Zweck seiner Reise zu orientieren und um sich von Ihnen beraten zu lassen.

Herr Bundesrat Obrecht hat uns vor einiger Zeit darauf hingewiesen, dass es zweckmässig wäre, mit dem Präsidenten des Zeitungsverlegervereins Rücksprache zu nehmen um zu prüfen, was getan werden kann, um die Redaktionen der Schweizerpresse zu einer grössern Zurückhaltung in der Kritik des Auslandes anzuhalten. Der Chef des Politischen Departements hatte in der Folge eine Besprechung mit Herrn Rietmann, der für unsern Standpunkt volles Verständnis zeigte. Er hat denn auch im Bulletin des Schweiz. Zeitungsverleger-

vereins vom 31. Januar unter der Rubrik Pressechronik: «Italienisch-schweizerische Pressebeziehungen» in Kommentierung von Mussolinis Artikel im «Popolo d'Italia» folgendes geschrieben:

«Die neue Zeit hat einen Ausbau der Presseabteilungen bei den Ministerien und Gesandtschaften in einem Ausmass gebracht, von dem man sich bei uns wohl kaum eine richtige Vorstellung macht. Selbst Kleinstaaten unterhalten eine Pressesektion, die zumeist dem Auswärtigen Amt angegliedert ist und die Aufgabe hat, die Pressestimmen zu einem Regierungsakt oder über ein Land sorgfältig zu sammeln. Diese Archivierung ermöglicht einen genauen Einblick in die Pressebeziehungen zu einem bestimmten Lande. Den Gesandtschaften werden besondere Presseattachés beigegeben, welche in ähnlicher Weise eine Sammlertätigkeit ausüben. Gesandter wie Minister sind so jeder Zeit in der Lage, gegebenenfalls auf Grund konkreter Tatsachen Vorstellungen bei einer fremden Macht zu erheben.

Nun sind die Diktaturstaaten besonders empfindlich für die Reaktionen der europäischen und universellen Meinung, wobei der totalitäre Staat, der die Pressefreiheit ablehnt, der Presseäusserung glaubt dieselbe Bedeutung beimessen zu sollen, die wir aus guten Gründen der Presse der Diktaturen beilegen, indem wir sie gleichwertig den direkten Manifestationen der Staatsgewalt ansehen. Es folgt daraus, dass Länder mit einer freien Presse mit diesem Begriff bei den Diktaturstaaten nicht mehr ankommen, und dass die Regierungen der Staaten mit Pressefreiheit für Dinge verantwortlich gemacht werden, für die sie nach dem Stande ihrer Gesetzgebung nichts können.

Wir können diesen Zustand als ungerecht empfinden; wir können eine solche Identifizierung ablehnen: der Diktaturstaat beharrt aber auf seiner Auffassung; er zögert auch keinen Moment, sie auszudrücken.

So sind vor allem für die kleinern Länder mit freier oder wenigstens halbfreier Presse die Äusserungen ihrer Zeitungen über fremde Länder und ihre Politik zu einem Gegenstand der Sorge geworden. Diese Länder wissen, dass sehr rasch der Protest folgt, wobei sie in Verlegenheit geraten, wie sie vorgehen sollen. Geschieht nichts, so ist sehr bald eine Trübung der diplomatischen oder staatlichen Beziehungen da, die sich recht unangenehm bemerkbar machen kann.

Es kommt nun bei dieser genauen Registrierung der Pressemeinungen sehr viel darauf an, in welchem Sinne die Archivierung geschieht. Man wird, je nach der Auswahl, eine Presse so oder so darstellen können. Wenn jüngst der Chef eines Staates die schweizerische Presse insgesamt einer unfreundlichen Haltung glaubte zeihen zu sollen, so liegt es nahe, an jenen Mann zu denken, der im fraglichen Fall die Pressestimmen sammelte.

Das alles hätte vielleicht nicht so viel zu bedeuten, wenn sich nicht die Staatengruppierung je länger je schärfer bemerkbar machen würde. Diese Tatsache kann heute sehr leicht zu ungunsten Pressebeziehungen mit einem Staatensystem führen. Besteht uneingeschränkte Pressefreiheit und wird von ihr hemmungslos Gebrauch gemacht, so kann sogar eine Störung der Pressebeziehungen mit allen Nachbarn, ja ganz allgemein, eintreten.

Wir befürchten, dass wir nicht mehr weit weg von diesem unerfreulichen Zustand sind.

In der Zeit der Achsen und Mächtegruppierungen sind Verstimmungen aus Zeitungskommentaren nicht leicht zu nehmen. Übrigens muss man sich nicht vorstellen, dass Presseäusserungen von Organen einzig einer gewissen Richtung oder Region zu Trübungen und zu diplomatischen Vorstellungen Anlass geben; auch nicht, dass diese etwa einzig von Rom oder Berlin ausgingen: andere Kabinette können ebenso empfindlich sein, und das Damoklesschwert des Verbots kann über einer westschweizerischen genau so wie über einer deutschschweizerischen Zeitung hängen. Man mag daraus schliessen, dass sich die schweizerische Presse eines bemerkenswerten Grades der Freiheit erfreut; vielleicht zieht man im Ausland aber den Schluss, dass wir die Pressefreiheit ihm gegenüber über das zulässige Mass hinaus beanspruchen.

Wir dürfen die Augen nicht vor der Wahrheit verschliessen, dass *unsere* Pressebeziehungen nach *mehr* als zwei Richtungen der Windrose heute fast beunruhigender Art sind. Wir gehen mehr als frei mit unsern Regierungen um; die Freiheit aber, die man sich bei uns nimmt, um z. B. den Bundesrat so zu kariieren, wie es jüngst geschah, hat uns und unsere Presse fast in den Ruf der Zügellosigkeit gebracht. Deswegen werden wir auch bald unisono als *praeceptor mundi* abgelehnt. Wozu noch kommt, dass wir in den Augen des Auslandes eine komische Figur machen, wenn wir das grosse Wort führen und dabei die unverklausulierte Neutralität fordern.»

Wir wären Ihnen zu Dank verbunden, wenn Sie Herrn Rietmann empfangen und ihm bei seinen Schritten nach Möglichkeit behilflich sein wollten.

200

E 2001 (D) 4/2

*Aide-Mémoire du Ministre de Suisse à Londres,
Ch. R. Paravicini*

ENTRETIEN AU FOREIGN OFFICE AVEC
LORD CRANBORNE, LE 8 FÉVRIER 1938, 5 p.m.

Moi: Je n'ai pas d'instruction spéciale de venir vous voir, mais je voudrais connaître, pour mon information personnelle, l'impression que vous avez rapportée vous-même de Genève en ce qui concerne la séance du Comité des Vingt-huit qui a eu lieu le 31 janvier¹.

Lord Cranborne: Chaque délégué a exposé la position de son Gouvernement. J'estime que cet échange de vues a été utile. J'ai écouté avec attention et intérêt. Ce fut une bonne chose d'avoir eu cette réunion, on sait maintenant à quoi s'en tenir quant aux préoccupations de chaque Etat.

1. Cf. N° 197.

Les petits Etats sont évidemment inquiets; c'est naturel.

Il est certain que le pacte n'est pas applicable dans les circonstances actuelles comme il devrait l'être. Il faut avoir patience et attendre des développements qui lui seront favorables. Nous estimons quand même qu'un changement quelconque du pacte n'est pas à conseiller; aussi peut-on le laisser fort bien tel qu'il est, restant entendu qu'on n'essayera pas de mettre des articles tels que le 16 en opération.

Il paraît certain que la France et la Russie ne consentiront pas à un changement du texte et de l'esprit des articles. (Ceci indiquerait que pour ce qui est de la Grande-Bretagne, elle se laisserait éventuellement convaincre et n'adopterait pas une position aussi rigide que les deux autres Gouvernements.)

La Suisse a appuyé la Suède quand celle-ci a plaidé l'idée de la transformation de l'article 16 en un instrument facultatif. La Suisse, pour elle-même, accepterait la faculté, mais en y ajoutant la déclaration que, tout cas survenant, elle s'en servira pour s'abstenir d'agir.

Une pareille attitude d'emblée négative, devrait être évitée. Il devrait suffire d'être fixé sur le fait – comme c'est ici clairement le cas – que le problème ne se posera pas, puisque les circonstances ne permettent pas l'application de l'article 16.

Toute modification du pacte peut avoir des conséquences telles que la raison d'être même de la Société des Nations pourrait être mise en jeu. La déclaration que la faculté sera traitée ipso modo dans le sens de la négative est certes une affaire sérieuse et à vrai dire contraire à l'esprit du pacte.

Moi: Comme vous le savez, la pression exercée en Suisse sur le Gouvernement, aux fins de mettre nos obligations sur une base nettement déterminée, est très forte.

Cr.: J'admets le poids de cette pression. Votre Gouvernement ne peut faire autrement que d'en tenir compte; mais, en face de la Société des Nations, le problème reste le même.

Moi: Le Conseil fédéral voit parfaitement ce point et on pourrait imaginer qu'il pourrait admettre, quant à lui, l'inapplicabilité de facto comme une garantie plus ou moins suffisante. Mais l'homme de la rue, facteur qui décidera dans ce cas, raisonne d'une façon moins souple et demande la situation nette. C'est un fait qu'on ne peut pas changer. Et comment le Gouvernement peut-il trouver l'argument voulu qui convaincra l'homme de la rue que malgré le maintien de l'article 16, tel quel, à l'égard de son pays, l'application en est exclue?

Il y a la deuxième question. Celle de la neutralité complète. Elle sera traitée devant le Conseil en mai. Reste à voir ce qui en résultera. Les deux questions sont intimement liées pour l'homme de la rue, elles ne forment qu'un seul problème. On y verra plus clair après ce qui aura été dit au Conseil. Il me semble qu'il y aura là une chance d'arriver tout naturellement à une solution de l'ensemble.

Cr.: Cela se peut.

Moi: Selon mes renseignements, Mr. Eden et M. Delbos, dans leur conversation avec M. Motta, se sont exprimés, d'une façon qui n'était nullement défavorable, au sujet de notre désir de reprendre la neutralité totale.

Cr.: Cet entretien, auquel je n'ai pas assisté, a en effet eu une allure très

amicale. M. Motta a expliqué la position avec la clarté, la précision et la loyauté qu'on lui connaît.

On avait aussi parlé de l'attitude que le délégué suisse prendra au sein du Comité des Vingt-huit et on avait apparemment été d'accord que celui-ci se contenterait, comme les autres, d'exposer la position suisse par rapport à l'article 16.

Il n'est pas à cacher que la manière plus ample et plus sévère appliquée par M. Gorgé a frappé. Cela aurait été, à ce qu'il a semblé, davantage dans la note, si le délégué suisse avait restreint ses observations plus strictement au centre même du sujet. On avait été généralement d'accord qu'il ne serait pas opportun d'entamer une discussion, mais de procéder simplement à la constatation de chaque position. La déclaration de M. Gorgé, ou du moins certains de ses passages, ont eu sans doute le caractère d'une expression d'opinion sur l'ensemble de la situation, expression qui pourrait faire partie d'une discussion ou soulever une telle.

Moi: Vous avez peut-être raison, mais il ne faut pas oublier que M. Gorgé est un juriste et c'est en tant que tel qu'il a parlé. Il a eu la tâche d'exposer le cas suisse et il a tenu à ce que ses arguments soient clairs et qu'il ne subsiste point de doute.

Cr.: M. Gorgé, comme toujours d'ailleurs, a fort bien exposé son cas et je sais qu'il n'est pas facile à un juriste de s'abstenir de mettre les points sur les i; seulement, vu la conversation Motta-Eden-Delbos², on s'était attendu à un exposé plus restreint; de là l'impression quelque peu inattendue.

Moi: M. Alphand et Sir George Warner ont vu, si je ne fais erreur, M. Motta à ce sujet. Dans des entretiens d'ailleurs parfaitement amicaux, ils ont relevé cette impression. Selon mes renseignements, M. Motta les a convaincus sans difficulté du fait que la déclaration Gorgé ne sortait pas du cadre de la manifestation telle qu'elle a été comprise lors de l'entrevue au déjeuner de M. Avenol.

Je voudrais surtout être renseigné sur un point et c'est celui de savoir s'il n'y a pas au Foreign Office une arrière-pensée qui voudrait que la Suisse soit encline à créer des difficultés inutiles à la Société des Nations. J'espère qu'on est convaincu de notre ferme résolution d'éviter, dans la mesure du possible, tout ce qui pourrait compliquer les choses. Nous tenons absolument à rester dans la Société des Nations. Il ne peut être question, comme il a été dit quelquefois, de tendance égoïste; il s'agit d'une nécessité inévitable qui doit être résolue, précisément pour nous assurer la continuation d'Etat membre.

Il est regrettable que la sortie de deux grandes Puissances limitrophes, qui par hasard appliquent chez eux le régime autoritaire, ait provoqué le problème suisse. Ces deux Etats se mettant aujourd'hui en opposition à Genève et, notre problème préoccupant naturellement de son côté la Société des Nations, des critiques superficiels, par exemple la presse de gauche d'ici, nous prêtent quelquefois une tendance secondant celle de nos voisins du Nord et du Sud.

Le régime intérieur des autres Etats ne nous concerne pas. La seule chose qui nous intéresse c'est d'avoir les rapports les meilleurs possibles avec tous les Etats, qu'ils soient démocrates et dictatoriaux. Si le citoyen suisse a individuel-

2. Cf. N° 196.

lement des sympathies, celles-ci iront tout naturellement vers les peuples qui ont la même administration et la même foi que les siennes. A ce sujet, certains commentaires dans la presse étrangère donnent une idée complètement déformée. Le Suisse ne se laissera jamais aller à prendre parti (pour employer cette expression trop forte), ni par inclination, ni par crainte. Je voudrais être certain que pareille arrière-pensée est exclue des milieux qui comptent ici.

Cr. : (indique qu'il est d'accord).

Moi: D'ailleurs vous connaissez vous-même assez les Suisses pour savoir qu'il en est ainsi. Les Français, me semble-t-il, sont plus enclins à tirer immédiatement des conclusions défectueuses se raccrochant à des raisonnements superficiels et gratuits.

Points à relever: Conversation très amicale. Lord Cranborne indique que la teneur de l'exposé Gorgé a causé quelque étonnement pour les raisons mentionnées. Il fait ses observations sur un ton parfaitement courtois et en employant des termes qui dorent la pilule autant que possible.

Il insiste sur l'opinion que le pacte devrait être laissé intact et qu'il est hautement désirable de tourner la difficulté par d'autres moyens.

Au sujet de notre neutralité, il semble avoir toute la compréhension voulue. Il prévoit que cette question sera traitée au Conseil sans inconvénients probables et il ne semble pas exclure la possibilité que par cette voie la difficulté de l'article 16 pourra trouver sa solution pour nous.

201

E 2001 (D) 4/2

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant*

Copie

L OB. Confidentiel

Berne, 8 février 1938

Pour faire suite à notre lettre du 5 de ce mois¹, nous avons l'honneur de vous faire connaître que Sir George Warner est venu faire hier soir auprès de M. Motta une démarche analogue, quoique plus atténuée, à celle que l'Ambassadeur de France avait accomplie vendredi au sujet de l'attitude prise par la Suisse au Comité spécial pour la mise en œuvre des principes du pacte. M. Motta lui a fait la même réponse qu'à M. Alphand.

Les journalistes qui, dès le 31 janvier, parlaient d'une démarche de protestation de l'Ambassadeur de France et du Ministre de Grande-Bretagne à Berne

1. Cf. N° 198.

contre le discours de M. Gorgé ont donc fini par avoir à peu près raison. Bien que les démarches faites n'aient eu ni l'une ni l'autre et en aucune façon le caractère d'une protestation, il est clair, en effet, qu'elles ont été concertées entre Londres et Paris et que M. Alphand et Sir George Warner ont dû recevoir des instructions presque identiques. Que l'initiative de ces démarches doive être recherchée au Quai d'Orsay paraît à peu près hors de doute et montre que, dans cette affaire, la Grande-Bretagne n'a pu se refuser à suivre la France.

Il n'y a sans doute pas lieu de regretter que ces démarches se soient produites. Elles ont fourni au Chef du Département politique une excellente occasion d'insister sur notre point de vue et de marquer clairement, aussi bien vis-à-vis de Londres que de Paris, la nécessité dans laquelle nous nous trouvons de récupérer entièrement notre neutralité traditionnelle et de ne négliger aucun des moyens qui peuvent nous conduire à ce but.

Nous ne pensons pas que, dans les circonstances actuelles, il y ait intérêt à ce que vous amorciez sur le même objet une conversation au Quai d'Orsay, mais nous vous serions reconnaissants, si l'on prenait, du côté français, l'initiative de vous parler de cette affaire, de défendre notre point de vue avec fermeté.

202

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 53

*Le Ministre de Suisse à Vienne, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 8. Vertraulich

Wien, 9. Februar 1938

Hiedurch beehre ich mich, Ihnen einige Eindrücke aus einer heutigen persönlichen Unterredung mit Staatssekretär Dr. Guido Schmidt zu schildern. Das Thema zu diesem Gespräch lieferte beinahe ausschliesslich der österreichische Widerhall der jüngsten Ereignisse in Deutschland.

Dr. Guido Schmidt besprach die Veränderungen, welche der 4. Februar in der Besetzung höchster deutscher Reichsstellen mit sich gebracht hat, mit einer Gelassenheit und einem Optimismus, welche, sofern sie von Herzen kamen, beim Zuhörer die Überzeugung wecken konnten, ein eher noch engerer aussenpolitischer Kontakt mit Deutschland schwebe auch unter den gegenwärtigen Verhältnissen dem Lenker der österreichischen Aussenpolitik vor².

Staatssekretär Dr. Guido Schmidt führte aus, jede Revolution habe drei Phasen: eine erste, in der das Regime seine offenkundigen Gegner beseitige,

1. *Annotation manuscrite de Motta en tête du document*: In Zirkulation. Sehr interessant! 12.2.38, M.

2. *Phrase soulignée par Motta depuis mit einer Gelassenheit... avec cette annotation marginale*: Sehr wichtig! M.

eine zweite, in der die Mitläufer sowie die lauen Anhänger erledigt würden, und schliesslich eine dritte, in der alle jene den Laufpass erhielten, die einer Prüfung auf Herz und Nieren nicht nach allen Richtungen zu entsprechen vermöchten. Nach Auffassung von Dr. Schmidt sei in Deutschland das Heer noch in der zweiten Phase begriffen, während im Auswärtigen Amt die Ersetzung Neuraths durch Ribbentrop bereits den Abschluss der dritten Phase bedeute. Am Ballhausplatz sehe man somit in der Neubesetzung wichtiger aussenpolitischer Posten nicht so sehr eine Absicht der Reichsregierung, den betreffenden Ländern gegenüber eine Kursänderung eintreten zu lassen, als vielmehr das Bestreben des deutschen Reichskanzlers, Persönlichkeiten seines unmittelbaren Vertrauens an Stellen zu wissen, die bisher durch Mittelsmänner innegehabt wurden, welche gerade in entscheidenden Momenten zum Nachteil ihrer Aufgabe nicht immer das Ohr von Adolf Hitler besaßen. Einerseits, so sagte Dr. Schmidt, bedaure man in Wien die Abberufung von Papens. Man vergesse nicht, dass er einer der Urheber des Ausgleichs mit Deutschland vom 11. Juli 1936 gewesen war. Aus eigener Anschauung kann ich beifügen, dass Botschafter von Papen in Wien dank seinem ritterlich vornehmen Wesen, das sich mit weltmännischer Liebenswürdigkeit paarte, ein Ansehen genoss, das durch die Tragik im Schicksal dieses Mannes noch unterstrichen wurde³.

Von der Neubesetzung der Deutschen Gesandtschaft in Wien sprechend, sagte Dr. Guido Schmidt, er glaube nicht, dass an der Metternichgasse ein allzu aktiver nationalsozialistischer Kurs eingeschlagen werden solle. Im Grunde, fügte er bei, sei ihm aber dort eine Persönlichkeit lieber, die in Berlin auch bei Parteistellen über Einfluss verfüge. Viele Konferenzen mit Botschafter von Papen wie auch das letzte Zusammentreffen mit dem damaligen Reichsaussenminister Freiherrn von Neurath hätten gezeigt, dass solche Vertreter einer früheren Zeit, selbst wenn sie, wie Herr von Neurath, in der Uniform eines S.S.-Obergruppenführers in der Öffentlichkeit erschienen, den Führer und Reichskanzler, sowie dessen massgebenden Stab, nicht 100%ig hinter sich hatten.

Was nun die in der Presse viel diskutierte Kandidatur von Oberstleutnant Kriebel, zuletzt deutscher Generalkonsul in Shanghai, anbelange, so sei für ihn bis jetzt noch kein Agreement verlangt worden. Der Lebenslauf Kriebels, der am 9. November 1923 als früherer Berufsoffizier die militärische Seite des missglückten Hitler-Putsches in München organisierte, ist auch in schweizerischen Blättern wiedergegeben worden, sodass ich mich darauf beschränken darf, die Bemerkung von Dr. Guido Schmidt zu wiederholen, Kriebel sei zur Zeit seines Aufenthaltes in Kärnten, wo er zwischen 1923 und 1933 ein Landgut bewirtschaftete, mit den hiesigen Verhältnissen wohl vertraut geworden und stehe zudem Land und Leuten in Österreich mit Sympathie und Verständnis gegenüber.

Staatssekretär Dr. Guido Schmidt ist schliesslich überzeugt davon, dass in nächster Zeit kriegerische Verwicklungen ausgeschlossen sind⁴. Er glaubt vor-

3. *Phrase soulignée par Motta avec, en marge, cette annotation: Ist das wirklich so? M.*

4. *Phrase soulignée par Motta.*

aussagen zu dürfen, dass Hitlers nächste Rede eine «Friedensschalmei» sein werde⁴. Hätte man in Berlin aggressive Absichten, argumentiert Dr. Schmidt, so würde man nicht gerade jetzt auf die Mitarbeit so vieler bewährter militärischer Kräfte verzichtet haben.

Aus dem Gesagten geht hervor, dass man in Wien an massgebender Stelle die Entwicklung im Reich mit abwartender Sympathie verfolgt und bereit ist, auch mit Herrn von Ribbentrop, dem man als Reichsaussenminister die besten Absichten gerne zubilligt, in loyaler Zusammenarbeit die Politik des 11. Juli 1936 weiterzuführen⁵.

Staatssekretär Dr. Guido Schmidt kam sodann auf gewisse Schwierigkeiten mit Jugoslawien zu sprechen. Ende Dezember 1937 hatten nämlich die jugoslawischen Behörden den Marburger Amtswalter der Vaterländischen Front und einige weitere österreichische Staatsangehörige, darunter die Schwester des österreichischen Gesandten Pacher in Moskau, mit der Begründung ausgewiesen, dass diese Personen eine den Interessen Jugoslawiens zuwiderlaufende, auf die Wiederherstellung der alten österreichischen Monarchie hinzielende Tätigkeit ausübten. Ein Beweis für diese Anschuldigungen konnte indessen nie erbracht werden. Auch die allgemein gehaltenen jugoslawischen Beschwerden gegen die Ausgewiesenen waren österreichischerseits restlos widerlegt worden. Trotz dreifacher ultimativer Aufforderung, so sagte mir Dr. Guido Schmidt, war eine Zurücknahme der Ausweisung nicht zu erwirken. Die österreichische Regierung hat sich daher nach sechswöchigen vergeblichen Bemühungen um eine freundschaftliche Beilegung der Angelegenheit genötigt gesehen, ihrerseits einige in Österreich ansässige jugoslawische Staatsangehörige zum Verlassen des Bundesgebietes zu veranlassen. Dr. Guido Schmidt erklärte mir, dass die Betreffenden als Spione eine gegen Österreich gerichtete Tätigkeit ausgeübt hätten, wofür er den Beweis in der Hand habe. Er fügte bei, dass sich der jugoslawische Gesandte in Wien, Lazarevic, in anerkennenswerter Weise, wenn auch ohne Erfolg, um eine Verständigung bemüht habe.

5. *Passage souligné par Motta depuis* in loyaler Zusammenarbeit.

203

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 39

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 8. Vertraulich

Berlin, 9. Februar 1938

In Fortsetzung meiner Berichterstattung² über Verlauf und Ausgang der jüngsten deutschen Krise bin ich in der Lage, auf Grund sicherer Informationen folgendes nachzutragen.

Der unmittelbare und tatsächliche Ursprung alles weiteren ist die Heirat Blombergs oder, genauer gesagt, die Person seiner Frau und zwar viel weniger das Milieu, dem sie entstammt, oder ihre Schwangerschaft als ihr Vorleben, das zu stärkster Beanstandung Anlass gibt. Sobald dies der Armeeführung in unzweideutiger Weise bekannt geworden war, begab sich Generaloberst Freiherr von Fritsch begleitet von zwei (nicht mehreren) Generälen, wovon der eine der General der Kavallerie von Kleist war, zum Reichskanzler, um ihm darzulegen, dass unter den gegebenen Umständen die Entlassung des Generalfeldmarschalls von Blomberg im Interesse der Wehrmacht eine Notwendigkeit sei. Hitler, der Blomberg in Verehrung zugetan war, wie es auch umgekehrt der Fall war, lehnte vorerst das Ansinnen der Generäle ab, worauf diese den Reichskanzler um ihre eigene sofortige Entlassung ersuchten.

Hitler zog dann aber den von ihm hochgeschätzten greisen Generalfeldmarschall von Mackensen zu Rate, der zwar das Vorgehen der Generäle als Disziplinwidrigkeit bezeichnete, die Verabschiedung Blombergs dagegen für unerlässlich hielt, eine Ansicht, der sich Hitler alsbald anschloss. Dieser war indessen über das Vorgefallene und die Folgen so betroffen und empfand es sowohl für die Wehrmacht als für sich persönlich als eine solche Demütigung, dass er sich ganz überstürzt dazu entschloss, die militärische Krise durch die weitgehenden Entscheidungen auf politisch-diplomatischem Gebiete sozusagen zu verwässern. Es sollte ihm dies gleichzeitig die Möglichkeit schaffen, die Ablehnung der Begehrligkeiten der Partei hinsichtlich der Wehrmacht durch die Zugeständnisse in der andern Richtung zu kompensieren. Stets wieder tritt also dieselbe Taktik in Erscheinung.

Seine die Aussenpolitik betreffenden Beschlüsse traf Hitler erst in allerletzter Stunde, am Nachmittage des Freitags, den 4. Februar. Es handelte sich um Neuerungen und Personaländerungen, die er sich allerdings im Laufe der Zeit schon überlegt hatte, die aber erst wesentlich später hätten durchgeführt werden sollen.

So kam es, dass Freiherr von Neurath, der noch zwei Tage zuvor aus Anlass seines 65. Geburtstages mit Aufmerksamkeiten Hitlers geradezu überhäuft worden war, erst am Freitag Abend, kurz vor der Veröffentlichung der

1. *En tête du document, annotation manuscrite de Motta*: Sehr interessant.

2. *Cf. les rapports des 3, 4 et 7 février 1938, non reproduits.*

Beschlüsse, davon erfuhr. Infolgedessen wurde Rom ebenso wie alle andern Hauptstädte durch die Art der Lösung der deutschen Krise vollkommen überrascht.

Wie ich höre, soll Freiherr von Neurath sein Scheiden selbst vom Auswärtigen Amte viel weniger empfinden als seine Ersetzung durch Herrn von Ribbentrop, mit dem er sich nie verstand. Neurath, der oft sehr unabhängig handelte und den Reichskanzler möglichst wenig sah, besass aber sein uneingeschränktes Vertrauen insbesondere seitdem er Hitler am 7. März 1936, d. h. in Hinsicht der Besetzung der demilitarisierten Zone, entgegen der zurückhaltenden Armee, richtig beraten hatte. Ausgeschlossen ist es keineswegs, dass von Neurath in dem ihm zgedachten Präsidium des Geheimen Kabinettsrates eine nicht nur formale sondern tatsächliche Kompensation finden mag. Denn Hitler nimmt für sich selbst die Führung der Aussenpolitik in Anspruch und dazu braucht er der Beratung durch erfahrene und verantwortungsbewusste Männer. Damit wird er auch die allenfalls von parteimässigen Gesichtspunkten eingegebene Aussenpolitik Ribbentrops leichter überwachen können. Überdies ist bestimmt, dass die laufenden Geschäfte des Geheimen Kabinettsrates von Reichsminister Lammers, dem unmittelbarsten Mitarbeiter Hitlers, geführt werden.

Aus den bereits angedeuteten Gründen fielen mit dem Aussenminister die Botschafter in Rom und Tokio und der Gesandte in Wien der Partei zum Opfer. Letztere ist der Ansicht, es sei hohe Zeit, diese drei Posten vor allen andern mit Parteileuten zu besetzen. Der Botschafter in Rom, von Hassell, gegen den die italienische Regierung nichts einzuwenden hatte, hat sich zudem in schroffen Gegensatz zu Ribbentrop gesetzt, als dieser sich anfangs vorigen November zur Feier des Beitritts Italiens zum deutsch-japanischen Antikomintern-Abkommen nach Rom begab. Hassell hielt umso weniger mit seiner Kritik zurück, als die Dazwischenkunft Ribbentrops, des deutschen Botschafters in London, auch von der italienischen Regierung als lästig empfunden wurde.

Wer nunmehr nach Rom gehen wird, ist noch eine offene Frage. Sie wissen, dass von dem jungen Reichsminister Frank gesprochen wird, was mir nicht ausgeschlossen scheinen will. Hingegen habe ich nicht den Eindruck, dass man in Rom an einer so ausgesprochenen und ausschliesslichen Parteipersönlichkeit ungeteilte Freude haben würde.

Was den Botschafter in Japan, von Dirksen, anbetrifft, so ist zu sagen, dass er aus Gesundheitsrücksichten bereits um seine Entlassung eingekommen war. Deshalb war er auch in der Lage, das Land von einem Tag zum andern zu verlassen.

Durch die genauere Kenntnis der Vorgänge werde ich in der Ihnen gegenüber schon geäusserten Auffassung nur bestärkt, dass in der stattgehabten Machtprobe die Wehrmacht doch eher Siegerin geblieben ist. Die Generäle Keitel, Chef des Oberkommandos der Wehrmacht, und von Brauchitsch, Oberbefehlshaber des Heeres, sind tatsächlich Vertrauensleute der Armee. Trotz Marschallstab ist Göring in Wirklichkeit der militärische Untergebene Keitels und mit von Brauchitsch sowie Generaladmiral Raeder koordiniert. Alle vier sitzen sie im Geheimen Kabinettsrat, wo die Führer der Wehrmacht zum ersten Male verfassungsmässig ein Mitspracherecht in der Aussenpolitik ausüben werden.

Demgegenüber ist der Anspruch Görings für sich selbst wie Hitlers für seinen Parteigeneral von Reichenau auf den Posten des Kriegsministers glatt abgeschlagen worden.

204

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 91

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 5

Paris, 9 février 1938

Les événements d'Allemagne restent impénétrables pour l'opinion publique française, accoutumée à voir traiter les plus graves affaires d'Etat sur la place publique. Un changement radical du personnel de l'Etat ou de l'armée ne serait concevable dans ce pays qu'après des élections générales suivies d'un changement complet d'orientation dans la politique intérieure du pays. Toutefois, sous cette incompréhension perce l'inquiétude, et l'homme de la rue, qui cherche tout naturellement à réduire les problèmes les plus complexes à leur plus simple expression, peut se demander si l'on ne s'est pas éloigné de la paix pour se rapprocher de la guerre.

Dans les sphères officielles et les rares milieux où l'on croit connaître les affaires du Reich, les mutations opérées dans le haut personnel de l'armée et de la diplomatie allemandes sont considérées comme un geste grave et dont on ne saurait surestimer la portée. Tel est l'avis de la Direction des Affaires politiques et de l'entourage immédiat de M. Yvon Delbos. Le parti national-socialiste l'a emporté sur la Reichswehr et sur les militaires; son triomphe apparaît surtout dans la mise à pied du Général von Fritsch, Commandant en chef de l'armée. Or, le Quai d'Orsay avait toujours considéré les chefs de la Reichswehr et, en particulier, le Général von Fritsch, comme des éléments réalistes et pondérés, ennemis de toute politique d'improvisation et d'aventures sur le terrain international². Il est vrai que, tout en entamant l'autonomie de la Reichswehr, conformément aux vœux des nationaux-socialistes, et en octroyant le bâton de Maréchal au Général Goering, le Führer, qui tend à faire figure d'arbitre, a cherché, dans une certaine mesure, à atténuer les apparences d'une mainmise de l'esprit partisan sur l'ensemble de l'appareil gouvernemental et, en particulier, sur la direction de l'armée: c'est ainsi qu'il a maintenu à la tête du Ministère de la Guerre un officier de la Reichswehr. Ce souci apparaît également dans la création qui accompagne la promotion de M. von Ribbentrop à la tête

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Intéressant. En circulation. 12.2.38. M.

2. *Notes de Motta en marge de ce passage*: voir l'autre son de cloche qui nous vient de Berlin et de Vienne.

du Ministère des Affaires Etrangères, d'un Conseil privé secret des relations extérieures, dont M. von Neurath assurera la présidence. Mais il ne s'agit là, dit-on au Quai d'Orsay, que d'un trompe-l'œil, d'un dosage simulé des influences, car le rôle dévolu à M. von Neurath et à son comité sera sans influence sur la politique extérieure du Reich³. L'activité diplomatique est une création continue; elle ne peut s'accommoder facilement du contrôle effectif d'une institution semi-permanente; en fait, elle dépendra complètement du nouveau Chef du Ministère des Affaires Etrangères.

Survenant après le départ du Dr Schacht, la crise du 4 février signifie donc bien, en dépit des efforts de M. Hitler pour calmer certaines appréhensions et ménager certaines susceptibilités, le triomphe du parti national-socialiste et avec cela, chose plus grave, des éléments les plus favorables à une politique extérieure de partage, dynamique et aventureuse.

Ces mêmes événements ont eu, observe-t-on dans les milieux officiels, des répercussions assez curieuses dans le domaine des relations anglo-italiennes. Rome qui, théoriquement, aurait dû se réjouir de voir écarter de la Direction de l'Armée des généraux qui, contempteurs de l'armée italienne, se sont toujours opposés à l'élargissement de l'intervention allemande en Espagne, et, en même temps, s'affermir dans les Conseils du Gouvernement l'influence nationale-socialiste particulièrement favorable à l'axe Rome-Berlin, s'est associé subitement, le 6 février, au renforcement proposé par la Grande-Bretagne et la France des mesures de contrôle en Méditerranée prises sur la base de l'Accord de Nyon. Le Quai d'Orsay croit percevoir dans ce geste hâtif la crainte du Gouvernement de Rome de voir Berlin, sous l'influence accrue du parti national-socialiste, reprendre, à l'égard de l'Autriche, une politique active et menaçante, qui ne tendrait à rien moins qu'à reporter les frontières du Reich sur le Brenner; cette menace latente serait encore soulignée par l'envoi à Vienne d'une forte personnalité nazie comme successeur de M. von Papen, dont la réserve a été en maintes occasions appréciée du Gouvernement autrichien.

Dans ces conditions, M. Mussolini a été amené tout naturellement à rechercher une détente dans la Méditerranée. Semblables intentions ont trouvé à Londres un accueil favorable, puisqu'aussi bien le Gouvernement britannique, qui, sans se décourager de l'échec de Lord Halifax, aurait envisagé avec une certaine faveur une reprise de contact avec Berlin, voit avec méfiance M. von Ribbentrop, l'homme des revendications coloniales, le fauteur du Pacte tripartite anticommuniste, s'emparer des leviers de commande de la Wilhelmstrasse. Le Quai d'Orsay affirme que l'initiative de ce rapprochement a été prise par l'Italie; comme il convient entre deux pays dont les tendances se confondent sur le plan de la politique extérieure, il a été informé des premières impressions de Londres et des perspectives que pourraient ouvrir les conversations récemment ébauchées entre Mr. Eden et M. Grandi. La condition que la Grande-Bretagne pose comme préalable à tout rapprochement effectif avec l'Italie réside dans le règlement du problème espagnol. La question de la non-intervention, au sortir d'une longue léthargie, paraît subitement susceptible d'être résolue. La campagne d'Espagne serait en Italie hautement impopulaire.

3. *Remarque de Motta en marge de cette phrase: qui sait?*

Contrairement aux bruits qui ont circulé dans la presse, il y a longtemps que Rome n'a plus envoyé de renforts au corps expéditionnaire de la Péninsule. L'Italie serait donc disposée à envisager ce retrait des volontaires, qui, il y a quelques jours encore, paraissait chose irréalisable. Il est vrai que cet agrément trouverait une compensation essentielle dans la reconnaissance du droit de belligérance à Franco, et dans le rétablissement du contrôle que comporterait le plan britannique.

Ainsi, la crainte d'un «putsch» en Autriche se doublerait du souci de restreindre ce front démesuré, sur lequel M. Mussolini entretient des armées et qui va de Gibraltar au-delà du Canal de Suez.

Enfin, la colonisation de l'Ethiopie se heurte à des difficultés considérables. Les conquérants ont désorganisé l'économie indigène sans y substituer une organisation nouvelle. Les tentatives faites pour l'introduction de la lire dans les transactions commerciales se heurtent à l'attachement obstiné de l'indigène pour le thaler autrichien. La mise en valeur de l'Empire éthiopien nécessite des capitaux étrangers; le pays reste peu sûr; les agressions et les brigandages à main armée se poursuivent. Ces raisons et d'autres plus importantes encore (que le correspondant romain du «Temps» a si judicieusement soulignées dans un article du 10 février qui ne vous aura pas échappé) font que l'Italie tient plus que jamais à la reconnaissance de son empire; sans des assurances formelles à ce sujet, elle n'acceptera certainement ni engagement, ni sacrifice, tandis que la Grande-Bretagne et, avec elle, le Gouvernement français, veulent faire dépendre cette reconnaissance du règlement du problème espagnol. Quoi qu'il en soit, bien que Londres ait préparé une formule de compromis pour régler le problème espagnol, l'on ne se dissimule nullement à Paris que les conversations engagées sont d'une nature particulièrement délicate et qu'à souhaiter leur aboutissement rapide, on risquerait fort de les voir échouer.

Enfin, l'on prévoit qu'une fois en bonne voie, les négociations seraient forcément élargies et porteraient sur l'ensemble des problèmes intéressant la Grande-Bretagne et l'Italie, puis la France: Question méditerranéenne, troupes italiennes en Libye, menaçantes par l'Egypte et la Tunisie, propagande anti-anglaise dans le monde musulman et, le cas échéant, mais cela paraît un peu prématuré, prêts de la Cité au Gouvernement italien.

[...] ⁴.

4. *Suit un passage sur l'Espagne.*

*Le Ministre de Suisse à Vienne, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 9. Bitte streng vertraulich

Wien, 10. Februar 1938

Bezugnehmend auf meinen gestrigen politischen Bericht beehre ich mich, Ihnen nachstehend in ihren Hauptzügen eine Unterredung zu schildern, die ich soeben mit Botschafter von Papen hatte. Wir kamen auf seine Abberufung aus Wien zu sprechen. Er sei, so erklärte er mir, im Begriffe, neuerdings zu Reichskanzler Hitler nach Berchtesgaden zu fahren. Beim ersten Empfang nach der Bekanntgabe der Abberufung vom Wiener Posten habe ihm Reichskanzler Hitler sofort eine weitere Verwendung in Aussicht gestellt. Zwei Ämter seien ihm offeriert worden. Eines davon dürfte der Botschafterposten in Salamanca sein. Einflussreiche Freunde hätten ihm jedoch abgeraten, nach Salamanca zu gehen, da es ja dort zur Zeit Bomben regne.

Herr von Papen erklärte, dass er als Botschafter oder in irgendeiner anderen hohen Stellung am deutschen politischen Leben nur noch teilnehmen werde, wenn Hitler ihm persönlich den Kurs ansage und wenn ihm dieser Kurs konveniere. Freiherr von Neurath habe es akzeptiert, dass er bisher in Wien seine Weisungen nicht vom Auswärtigen Amt, sondern direkt vom Führer und Reichskanzler empfangt². Ob der neu arrivierte Herr v. Ribbentrop die gleiche Grosszügigkeit aufbringen werde, scheine ihm nicht sicher².

Dann fuhr Herr von Papen ungefähr fort, seine geschichtliche Mission in Deutschland sei die gewesen, die Revolution mit den konservativen Elementen im Lande zu vermählen. Dies sei ihm auch als Ziel vorgeschwebt, als er das Kabinett Hitler zustandekommen liess. Er gebe zu, dass er die expansive Kraft der nationalsozialistischen Bewegung unterschätzte, die alles mit sich gerissen habe. Er nehme es aber als sein Verdienst in Anspruch, die Bewegung in staats-erhaltendem Sinne drainiert und das Aufkommen des Bolschewismus verhindert zu haben³. Inzwischen sei es ihm auch teilweise gelungen, Hitler und seine Bewegung ins konservative Feld hinüberzuziehen. Ein Beweis dafür sei ihm die Tatsache, dass der Reichskanzler die Ehe von Generalfeldmarschall von Blomberg, die sich als die nachträgliche Regulierung eines schon bestandenen Verhältnisses herausgestellt habe, in aller Form desavouierte. Das Auftreten Hitlers gegen diese Ehe, an der er allerdings vorher – wie behauptet wird, mangels genügender Information – als Trauzeuge fungiert hatte, sei ein Zugeständnis an das konservative Denken des Heeres und des Offizierskorps. In

1. *Annotation manuscrite de Motta en tête du document*: Streng vertraulich. Sehr interessant!

2. *Phrase soulignée par Motta avec en marge*: !

3. Das Aufkommen des Bolschewismus verhindert zu haben *souligné par Motta avec en marge*: !

General von Brauchitsch habe Hitler übrigens den besten Mann an die Spitze der Armee gestellt⁴.

Herr von Papen ist der Auffassung, dass seine Person für Deutschland ein Programm bedeute. Hinter ihm ständen die jetzt mundtot gemachten konservativen Elemente. Er werde diesmal aber nur noch mittun und Verantwortung übernehmen, wenn Zusicherungen vorlägen, dass der Kurs so gehe, dass er auch mitmachen könne. Sonst lehne er die Übernahme von Amt und Verantwortung ab.

Ob es sich hier um die tragische Verblendung eines Mannes handelt, der den Einfluss seiner Persönlichkeit weit überschätzt, oder ob wirklich in Deutschland noch konservative Kräfte am Werke sind, die das Ausland nicht entsprechend einzuschätzen weiss und die Herr von Papen als Faktor in seine Rechnung einsetzen kann, wird die nächste Entwicklung zeigen. Jedenfalls verfehlen der Mut und die Überzeugung, mit der er seine Meinung vorträgt, ihren Eindruck nicht. Irgendwie erinnert der Elan, mit dem er auch jetzt noch alle Hindernisse zu nehmen bereit scheint, an den früheren Offizier und Herrenreiter.

Das Gespräch streifte schliesslich die Verhältnisse am Ballhausplatz. Herr von Papen nennt Bundeskanzler von Schuschnigg einen grossen Zauderer, der von unüberwindlichem Misstrauen erfüllt sei⁴. Schuschnigg habe die paar guten Gelegenheiten, die sich boten, um mit Deutschland im Sinne des Abkommens vom 11. Juli 1936 und über dasselbe hinaus weiter zu kommen, leider nicht beim Schopf zu packen gewusst. *Gegen* Deutschland, sagte mein Besucher, könne Österreich seine Politik nie richten und nie gegen Deutschland seine Unabhängigkeit behaupten⁴. Beides könne nur *mit* Deutschland geschehen⁵. Übrigens stellte Herr von Papen dem Staatssekretär für Auswärtiges, Dr. Guido Schmidt, das Zeugnis aus, in dieser Hinsicht feinhöriger zu sein als der Bundeskanzler und insbesondere besser als der Chef der Politischen Abteilung, Gesandter Hornbostel, die Zeichen der Zeit verstanden und statt einer Politik der Abschnürung (!) eine solche vertrauensvollen Ausgleichs versucht zu haben.

Ich darf Sie bitten, diese Ausführungen streng vertraulich zu behandeln und sie – wenn möglich – nicht über den Kreis Ihrer Herren Bundesrats-Kollegen hinausgelangen zu lassen.

4. *Phrase soulignée par Motta.*

5. *Phrase soulignée par Motta avec cette annotation en marge:* Eine Unabhängigkeit mit Deutschland, ein merkwürdiger Begriff! M.

206

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 53

*Le Ministre de Suisse à Vienne, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 10. Streng vertraulich

Wien, 12. Februar 1938

Ich beehre mich, Bezug zu nehmen auf meine gestrigen telegraphischen Mitteilungen, woraus Sie ersehen haben werden, dass heute der österreichische Bundeskanzler, Dr. Kurt von Schuschnigg, und der Staatssekretär für Auswärtige Angelegenheiten, Dr. Guido Schmidt, in Berchtesgaden mit Reichskanzler Adolf Hitler sowie Botschafter von Papen zusammentreffen.

Dr. Guido Schmidt bat mich gestern am späten Nachmittag zu sich und machte mir diese hochbedeutsame Eröffnung. Er fügte bei, dass neben dem diplomatischen Vertreter der Schweiz nur die Gesandten der Protokollstaaten, das heisst diejenigen Italiens und Ungarns von der Zusammenkunft in Berchtesgaden vorher unterrichtet würden. Die Tatsache, dass die österreichische Regierung mich bei dieser Gelegenheit orientiert hat, bedeutet eine wertvolle Geste vertrauensvoller Sympathie gegenüber dem schweizerischen Nachbarlande, seiner Regierung und seiner hiesigen Vertretung.

Nachdem der österreichische Bundeskanzler, so führte Dr. Guido Schmidt aus, teilweise vermittelt seines Staatssekretärs für Auswärtige Angelegenheiten in den letzten Jahren mit den führenden Männern Italiens, der Schweiz, Ungarns, der Tschechoslowakei, Frankreichs und Englands Fühlung genommen habe, sei es nur natürlich, dass Herr von Schuschnigg nun auch mit dem verantwortlichen Führer des Deutschen Reiches in näheren Kontakt trete. Die Zusammenkunft in Berchtesgaden sei durch Botschafter von Papen sowie durch den Ballhausplatz seit Wochen in vorsichtiger Weise vorbereitet worden. Die Initiative zur Besprechung sei von Deutschland ausgegangen. Allerdings habe ja auch in Österreich seit der Zeit des verewigten Bundeskanzlers Dollfuß stets das Bestreben bestanden, durch eine persönliche Aussprache mit den führenden deutschen Staatsmännern einen dauernden Ausgleich mit dem nationalsozialistischen Deutschland zu schaffen. Ich verweise in diesem Zusammenhang auf Schuschniggs Werk «Dreimal Österreich», in dem er die ergebnislose Besprechung schildert, die er zu Beginn der nationalsozialistischen Herrschaft in München mit Rudolf Hess, dem Stellvertreter des Führers und Reichskanzlers, pflog.

Die heutige Zusammenkunft in Berchtesgaden bestätigt somit die Meldungen gewisser schweizerischer Zeitungen, wonach Botschafter von Papen nach seiner Abberufung aus Wien neuerdings mit einer Mission betraut wurde.

Staatssekretär Dr. Guido Schmidt erklärte mir, dass es ihm nicht möglich gewesen sei, früher eine Andeutung über das Geplante auch seinen vertrautesten Freunden zu machen. Schon oft sei man nämlich Deutschland gegenüber auf dem Punkte gewesen, ins Gespräch zu kommen, und immer wieder habe im letzten Augenblicke ein radikaler Störenfried hüben oder drüben das in Aussicht genommene Zusammentreffen verhindert.

Es dürfte müssig sein, heute schon Kombinationen über die Entscheidungen anzustellen, die vielleicht in den nächsten Stunden in Berchtesgaden fallen. Eines scheint mir aber sicher: Wenn sich Hitler besonnen und mässig zeigt – nach den jüngsten Schwierigkeiten im eigenen Hause hat er vielleicht dazu besondere Veranlassung –, so wird auf österreichischer Seite nicht die Bereitschaft fehlen, in Fortführung der Politik des 11. Juli 1936 zu einem Ausgleich die Hand zu bieten, der unter Umständen für die Beruhigung in Mitteleuropa und somit auch für den Frieden der Welt von primordialer Bedeutung sein kann.

207

E 2001 (D) 1/101

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna*

L Affaire Coselschi

Rome, 12 février 1938

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 1^{er} février¹ relative à l'interdiction d'entrée en Suisse existant à l'encontre de M. Eugène *Coselschi*, avocat, député au Parlement, lieutenant-général de la milice, promu major d'infanterie en octobre 1934 pour mérites exceptionnels et président général des Comités d'action pour l'universalité de Rome (CAUR).

Les observations présentées par le Ministère Public Fédéral ont retenu toute mon attention et, après avoir encore une fois examiné cette affaire sous ses divers aspects, je prends la liberté de vous présenter les considérations suivantes.

En ce qui concerne le personnage lui-même, je rappellerai que M. Coselschi, né à Florence le 13 septembre 1889, est évidemment à considérer comme un propagandiste infatigable de l'«italianità». Interventiste passionné, il se trouva aux côtés de D'Annunzio – également comme poète – dans les manifestations en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie en 1915. Il s'engagea comme volontaire, fut blessé grièvement et décoré de quatre médailles. Il fait partie de nombreuses associations de culture et d'art et est conseiller émérite de la «Dante Alighieri», se livrant également à diverses publications de caractère politique, historique et littéraire. Il fonda à Florence, où il avait été président du groupe «Trento e Trieste», l'association des volontaires de guerre, qu'il préside depuis lors. Après avoir coopéré à la formation du Comité national «Pro Dalmazia», il participa à la fondation du premier «fascio di combattimento» florentin. Coselschi fut légionnaire à Fiume et participa avec D'Annunzio à l'entreprise de Dalmatie.

1. Cf. N° 194, note 3.

De ce qui précède, il résulte bien que M. Coselschi, encore que l'on voie maintenant peu fréquemment des manifestations marquantes de sa part au Parlement ou dans la presse, est une personnalité politique très active dans un certain sens avec même certaines caractéristiques irrédentistes en ce qui concerne Fiume et la Dalmatie. Ces caractéristiques, il les a partagées avec bien des personnalités italiennes que vous connaissez et dont plus d'un exerce aujourd'hui des fonctions officielles dans la représentation officielle de l'Italie en Suisse. Je note cependant qu'actuellement M. Coselschi paraît se concentrer sur la présidence de l'association des volontaires de guerre et des CAUR. C'est donc plus particulièrement à la lumière de cette dernière activité qu'il convient, semble-t-il, d'examiner la question. Or, comme je l'ai déjà écrit, les CAUR ont une activité avant tout générale et théorique de propagande en faveur des idées sympathiques au fascisme et hostiles à tout ce qui touche au marxisme et à la III^e Internationale. Comme vous savez, divers groupes des CAUR ont constitué des «Consulte straniere» dans lesquelles figurent de nombreux étrangers résidant en Italie. A la suite de la correspondance que vous connaissez, nous avons donné des directives à nos Consuls, à l'intention de nos compatriotes, pour les conseiller de s'abstenir de participer à ces «consultes», auxquelles ils ont été fréquemment sollicités de prendre part, vu le désir de nos Autorités de voir les Suisses d'Italie, tout en respectant scrupuleusement les institutions du pays, rester complètement en dehors de toute activité politique et même d'actes pouvant revêtir une apparence politique. Cela dit, je crois devoir tout de même ajouter que, à Rome ou dans les villes de province, il est arrivé plus d'une fois que les Ministres étrangers ou des Consuls, même d'Etats comme la France, les Etats-Unis, la Pologne, etc. assistent à des réunions organisées par les CAUR. Nous n'avons pas d'indications démontrant que cette organisation, qui paraît avoir gardé un caractère culturel, ait manifesté des tendances hostiles ou irrédentistes à l'égard d'un autre Etat. Le Ministère Public Fédéral, pour compléter sa documentation soigneusement recueillie et se faire une idée tout à fait précise des tendances des CAUR, prendra sans doute connaissance avec intérêt de la collection de ses bulletins hebdomadaires que je vous adresse, à son intention, sous pli séparé. Je vous ai fréquemment signalé des passages de ces bulletins (votre B.46.J.10.MP.) et vous aurez pu constater que les nouvelles à l'égard de la Suisse ont toujours été relativement peu nombreuses et discrètes, se bornant surtout à signaler les développements du mouvement anticommuniste. Cette entreprise peut partir d'un point de vue très opposé à celui de la majorité de notre opinion publique, s'inspirer de doctrines qu'elle n'approuve pas; mais on ne peut guère dire sans autre qu'un mouvement d'idées semblables, que nous ne pouvons empêcher, constitue une activité répréhensible ou illégale d'après notre constitution et nos institutions. Nous avons toléré le «bourrage de crâne» auquel se sont livrés dans notre pays, entr'autres, des œuvres françaises qui se proposaient d'étendre le «rayonnement de leur pensée nationale». Cette forme de propagande était, à mon sens, plus active que celle des CAUR, associations culturelles.

Certes, M. Coselschi a commis des actes incorrects par ses rapports avec M. Fonjallaz et les réunions non autorisées de Montreux. Pour cela, l'entrée en Suisse lui a été interdite depuis plus de deux ans (10 octobre 1935). On peut se

demander s'il n'est pas dans l'intérêt de nos relations et de nos rapports avec les milieux qu'il représente de donner à nouveau une chance à M. Coselschi, c'est-à-dire à nous prévaloir des assurances formelles données par la Légation en tant que représentant du Gouvernement italien dans sa note du 18 août 1936. A-t-on des raisons d'admettre que M. Coselschi puisse, d'un jour à l'autre, changer les tendances et l'attitude de l'Institut de culture italienne à Lausanne, dont l'activité n'a pas donné lieu à des observations particulières, à ce que je sache, sauf, d'après votre rapport, à l'occasion d'une conférence de l'écrivain espagnol bien connu Eugenio d'Ors? (Je mets au regard de cette manifestation la conférence faite à Lausanne l'autre jour par M. Acerbo, Président de l'Institut International d'Agriculture.) M. Coselschi, d'ailleurs, pris par l'activité de ses nombreux groupes, ne pourrait guère qu'aller y faire une conférence, une fois ou l'autre, semble-t-il, et nos Autorités seraient toujours à même de surveiller et de l'avertir immédiatement, au cas où ses manifestations prendraient un caractère déplacé, contraire aux assurances données.

Quant aux reproches relatifs à la conférence organisée par la CAUR à Florence et où parla un jeune «fasciste suisse», Alberto Meyer, il y a un an, il convient de rappeler que ce jeune homme désoccupé a quitté l'Italie et que nous ne savons pas si c'est le groupe CAUR qui est allé le chercher ou si c'est lui qui spontanément est allé lui offrir ses services. Nous n'avons d'ailleurs plus entendu parler de Meyer, qui paraît être rentré en Suisse. Quant à mettre en parallèle le retrait d'interdiction d'entrée de Coselschi avec le retrait du livre de Renzini, il ne saurait évidemment en être question, tout d'abord parce que la question Coselschi avait déjà été mise en rapport, sauf erreur, lors d'une entrevue entre le Chef de la Division et M. Tamaro, avec les cas des «libéraux tessinois», ensuite parce que des assurances antérieures relatives à l'ouvrage «L'Italianità sulle Alpi» nous ont été données, pour être d'ailleurs assez imparfaitement remplies dans la suite.

En conclusion, j'estime que le cas Coselschi ne doit pas être perdu de vue, malgré les difficultés qui subsistent encore. C'est une des affaires dont, dès mon arrivée, m'avait déjà entretenu le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères d'alors, M. Suvich. Si nous voulons garder une attitude objective, nous devons admettre que, des fautes ayant été commises et ayant fait l'objet de sanctions, on doit pouvoir à un moment donné passer l'éponge. De même que nous avons donné des assurances pour le prêtre Don Alberti et que vous me chargerez éventuellement d'indiquer que M. Calgari, signataire d'une adresse de sympathie à l'auteur d'un attentat criminel contre l'héritier de la maison de Savoie, renie cet acte et désire revenir en Italie, de même nous devons pouvoir, si notre intérêt bien avisé nous le conseille, envisager, moyennant répétition de toutes les assurances voulues, le retrait d'une sanction juste, mais qui, un jour, peut avoir une fin. Il faudrait naturellement obtenir la signature par M. Coselschi, promise par la Légation d'Italie, d'une déclaration dont nous fixerions les termes, afin d'éviter qu'il cherche à déployer une activité déplacée auprès de nouveaux groupes.

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie

L I-H-2-38

Paris, 15 février 1938

Vous avez bien voulu, en date du 2¹ et du 5 février¹, me remettre une notice résumant vos récents entretiens avec les Ministres des Affaires Etrangères de Suède et de Belgique, de France et de Grande-Bretagne, ainsi que le texte du discours prononcé par le Délégué suisse au Comité des 28, le 31 janvier.

J'ai l'honneur d'accuser réception et de vous remercier de ces obligeantes communications, dont j'ai pris connaissance avec le plus vif intérêt. Vous avez pu constater par le dépouillement de la presse et sans doute par votre récente conversation avec M. Alphand les réactions qu'a provoquées en France les déclarations du Délégué suisse au sein du Comité des Vingt-huit.

D'une manière générale, l'on a reproché à M. Gorgé de mener le jeu, au lieu de se contenter d'appuyer les représentants de la Suède et des autres pays qui visent également à l'assouplissement ou à l'affaiblissement des dispositions de l'article 16 du Pacte.

Vous connaissez ma manière de voir à ce sujet. J'ai toujours été de l'avis – et mon collaborateur M. de Torrenté a dû vous en faire part le 20 janvier – que pour atteindre ce premier palier qui, selon la procédure que nous avons choisie, doit nous rapprocher de la reconnaissance de notre neutralité, il était peut-être préférable de ne pas mettre en ligne tous nos moyens d'action et d'agir solidairement, plutôt que d'assumer nous-mêmes la direction du mouvement. Ainsi, il eût été possible de profiter, sans coup férir, des premiers avantages obtenus par nos partenaires au sein du Comité des Vingt-huit, pour porter ensuite dans une seconde phase notre effort principal sur l'objectif final. Cette procédure me paraissait d'autant plus expédiente que, dans le cas le plus favorable, les conclusions du Comité ne sauraient être décisives et qu'en tout état de cause, il convient de ménager l'opinion des pays dont l'attitude peut influencer essentiellement sur le succès de notre entreprise. Cela dit, je ne crois pas qu'il faille attacher à la réaction française une importance excessive. Il s'agit surtout d'un mouvement d'humeur et de déplaisir causé par une contrariété soudaine et inopinée. Après avoir entendu les récits imaginés de deux membres du Comité qui assistaient à la séance du 31 janvier, mon impression est que l'on fut surpris du ton, plutôt que du fond de l'exposé du délégué suisse.

D'après mes informations, M. Delbos aurait réagi avec vivacité sur le rapport verbal qui lui a été fait par ses collaborateurs immédiatement après la séance; il lui a évidemment paru à cet instant que l'attitude de notre délégué n'avait pas été conforme aux impressions qu'il avait remportées de l'entrevue

1. *Lettres de voiture non reproduites, cf. E 2200 Paris 11/5.*

du 29 janvier². D'où les termes assez incisifs de son télégramme à M. de Tesson, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères, dont j'ai eu connaissance par une personne étrangère au Quai d'Orsay, et les instructions données sans retard à l'Ambassadeur de France à Berne. En effet, contrairement à ce que votre Département paraît supposer dans ses lettres du 5 février³ et du 8 février⁴, ces instructions ont été élaborées sans délai, car M. Massigli m'en a déjà entretenu le 2 février, au cours d'un dîner à la Légation. Il est fort probable que l'Ambassadeur a préféré, d'accord avec son collègue anglais, attendre que le calme fût revenu pour faire sa démarche. Cet ajournement a pu vous donner l'impression que l'intervention de M. Alphand avait été ordonnée après mûre réflexion et, partant, que l'on attachait à l'incident une importance particulière. En réalité, l'affaire a fait long feu, les esprits sont calmés et M. Yvon Delbos, si mes informations sont exactes, ne s'est pas attardé à nourrir son ressentiment.

J'ai cru devoir vous apporter ces quelques précisions sur des faits auxquels l'interpellation socialiste donne un regain d'actualité.

Par ailleurs, j'ai eu maintes fois l'occasion, au cours de ces derniers jours, d'exposer à nouveau notre attitude et la ferme résolution où nous étions de recouvrer sans condition notre neutralité intégrale. Du côté français, l'on affirme toujours, comme M. Delbos vous l'a déclaré, que la France est prête à reconnaître notre neutralité et que la question devait être portée devant le Conseil de la Société des Nations. Toutefois, il est certain que le problème et ses divers aspects n'ont pas encore été examinés au Quai d'Orsay avec toute l'attention et l'application nécessaires. Un certain flottement apparaît dans la manière d'envisager la réalisation des assurances qui nous ont été données. Je vous cite, à titre d'exemple, l'exposé qu'ont entendu récemment, au Quai d'Orsay, les représentants de la presse étrangère. Après avoir à nouveau affirmé qu'il était hautement inopportun, dans les circonstances actuelles, de réviser le pacte, M. Comert, Chef du Service de Presse, a précisé que la Suisse pouvait se borner à rappeler qu'en 1920, l'on avait cru pouvoir établir une démarcation précise entre les sanctions militaires et les sanctions financières et économiques; qu'il était apparu à l'usage que cette limitation n'existait que dans l'hypothèse et que les sanctions financières et économiques pouvaient facilement provoquer des réactions d'ordre militaire. Par ce moyen, la Suisse pourrait recouvrer une neutralité de fait sans, pour cela, attaquer de front l'article 16. Certains, en revanche, sont plutôt d'avis que les conversations envisagées doivent porter purement et simplement sur la notion de la neutralité, dont il faudrait chercher à définir les modalités.

Quoi qu'il en soit, ces incertitudes mêmes prouvent qu'une préparation diplomatique judicieuse et active sera nécessaire, aussi bien à Paris qu'à Londres, avant de formuler notre demande et d'en saisir le Conseil ou l'Assemblée de la Société des Nations.

2. Cf. N° 196.

3. Cf. N° 198.

4. Cf. N° 201.

*Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Confédération, G. Motta¹*

RP N° 7

Paris, 16 février 1938

L'attitude brutale du Reich à l'égard de l'Autriche, encore que les événements du 4 février eussent fait pressentir quelque geste inopiné de la part du Führer, a causé à Paris une véritable stupeur. Le premier mouvement du Quai d'Orsay fut de se concerter avec Londres pour examiner la situation créée par le nouveau coup de force de l'Allemagne. M. Yvon Delbos recevait Sir Eric Phipps, tandis que M. Corbin prenait contact avec Mr. Eden.

A la suite de ces conversations, les deux Gouvernements décidaient, hier 15 février, à 17 heures, de faire à Berlin une démarche simultanée d'«information», tendant à demander des explications au Gouvernement du Reich sur la portée de son geste, et à confirmer qu'ils n'entendaient pas se désintéresser de ce qui se passait en Autriche.

Le résultat de cette intervention n'est pas encore connu. Je n'ai pas pu établir si les Ambassadeurs avaient pu atteindre aujourd'hui M. von Ribbentrop. Dans ces conditions, il est prématuré de se demander si les deux puissances occidentales procéderont à une seconde démarche, plus pressante, dès que la réponse allemande leur sera parvenue.

A la Légation d'Autriche règne une atmosphère d'inquiétude et d'angoisse. Une dépêche de Vienne a apporté cependant, dans l'après-midi, des apaisements officiels. Le Führer a demandé à M. Schuschnigg de procéder immédiatement à l'application de l'article 3 de l'accord du 11 juillet 1936, par lequel le Gouvernement autrichien s'est engagé à créer les conditions préalables nécessaires à une détente avec le Reich «par une série de mesures particulières», et du «Gentlemen's Agreement», qui explique ce qu'il faut entendre par ces «mesures particulières». Ce «Gentlemen's Agreement» précise, en effet, que, dans le but de «favoriser une véritable pacification, le Chancelier d'Autriche appellera au moment opportun – et l'on entend par là dans un délai rapproché – les représentants de l'opposition dite «nationale» à une participation de la responsabilité politique, étant entendu qu'il s'agira de personnalités jouissant de la confiance du Chancelier et dont celui-ci se réserve la désignation».

Or, le remaniement du Cabinet s'est opéré dans l'ordre et le calme. L'attitude des partis démocratiques est réconfortante. M. Schuschnigg a cédé pour éviter le pire. Toutefois, il a fait de son mieux pour contrebalancer les effets de l'immixtion nazie en introduisant dans le Cabinet un légitimiste et un ancien socialiste. Ainsi, les éléments qui entrent dans le Gouvernement paraissent dévoués à leur pays et cela est vrai même pour ceux qui appartiennent à l'oppo-

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Ce rapport ne me paraît pas très objectif. Il respire l'air du milieu. 18.2.38. M.

sition nationale. M. Seyss-Inquart est un ami personnel du Chancelier. Par ailleurs, il est doublé de M. Skubl, Sous-Secrétaire d'Etat à la Sûreté. Dans ces conditions, il serait prématuré de craindre, croit-on à la Légation d'Autriche, que les institutions politiques du pays soient minées par le dedans.

Mais le problème essentiel se pose sur un plan tout différent ; il comporte des menaces plus directes et plus graves. Le Chancelier Schuschnigg a pu résister à l'ultimatum du 12 février. Pourra-t-il résister à un second ultimatum, qui ferait peser sur lui une menace immédiate ? En effet, le geste de M. Hitler n'est pas autre chose, d'après les milieux diplomatiques autrichiens, qu'une répétition générale². Pour éviter une nouvelle pression du Reich, qui, cette fois, serait fatale à l'Autriche, il faut à tout prix que les puissances occidentales agissent sans tarder. Sinon, cela en est fait, non seulement de l'indépendance de l'Autriche, mais de celle de la Tchécoslovaquie et de toute l'Europe centrale. La France et la Grande-Bretagne ne peuvent se contenter d'une démarche dite « d'information », pour reprendre l'expression du Quai d'Orsay ; il est indispensable que l'intervention des puissances occidentales soit, même secrète, précise et énergique. Il faut que Londres et Paris déclarent à M. von Ribbentrop : « Vous avez réussi votre coup de force avec une remarquable maestria, mais sachez que vous n'irez pas plus avant sans trouver la France et la Grande-Bretagne résolues à vous barrer le chemin. » Seule cette déclaration peut encore sauver l'Autriche³. Elle sera d'autant plus efficace que l'Allemagne n'est pas, croit-on, en mesure d'entrer en guerre et que M. Mussolini ne pourra, dans son for intérieur, que se réjouir d'un geste qui tiendrait le Reich éloigné de la frontière du Brenner. Mais si, par pusillanimité ou par crainte des responsabilités, la France et la Grande-Bretagne se contentaient d'une démarche molle et passive, le prochain ultimatum, qui jettera l'Autriche toute pantelante aux pieds de sa puissante voisine, se produirait inéluctablement et dans un avenir beaucoup plus proche qu'on ne pourrait l'imaginer.

Mon collègue M. Vollgruber a sollicité ce soir une audience de M. Delbos ; tel est certainement le langage qu'il a dû tenir au Ministre des Affaires Etrangères. Son interlocuteur n'a pas pu lui faire connaître l'attitude définitive que prendrait le Gouvernement français, faute d'une réponse du Reich à la démarche dont a été chargé, le 15 février, l'Ambassadeur de France. Je crois pouvoir dire que l'on craint à la Légation d'Autriche que l'attitude des puissances occidentales déçoive une fois de plus ceux qui attendent le salut d'un geste décisif.

Par ailleurs, M. Vollgruber n'a pas confirmation de démarches qui auraient été entreprises par Vienne auprès de M. Mussolini, mais il tient le fait pour très possible. Il n'y aurait rien d'étonnant, estime-t-il, que M. Mussolini se soit dérobé⁴, dans les circonstances actuelles, à l'appel du Gouvernement autrichien. Confiné dans son rôle de brillant second, écrasé par les charges financières et militaires que lui impose l'entretien de trois armées hors de ses frontières, M. Mussolini ne saurait prendre une initiative quelconque pour atténuer

2. *Remarque de Motta en marge de cette phrase*: Ceci me paraît assez exagéré. M.

3. *Point d'interrogation de Motta en marge*.

4. *Point d'interrogation de Motta en marge*.

la menace allemande sur ce bassin du Danube qui fut un temps le champ de ses ambitions.

Il faut reconnaître, du reste, que lorsque la presse française se demande: «Que fait M. Mussolini?», elle pourrait aussi bien se demander et avec plus de raisons encore: «Que font la France et la Grande-Bretagne?» Car si la frontière du Brenner paraît plus immédiatement menacée, il n'en est pas moins certain que toute rupture d'équilibre en Europe centrale constitue une menace directe, à plus ou moins longue échéance, pour les deux grandes puissances occidentales.

210

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 53

*Le Ministre de Suisse à Vienne, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 13. Vertraulich

Wien, 18. Februar 1938

Ich hatte gestern eine eingehende Aussprache mit dem zum Bundesminister für Auswärtige Angelegenheiten avancierten Dr. Guido Schmidt, die in mir die Überzeugung hinterlassen hat, dass der österreichische Bundeskanzler und sein aussenpolitischer Mitarbeiter sich in Berchtesgaden haben überrumpeln lassen. Ich wähle dieses Wort mit allem Vorbedacht, denn es allein scheint mir die Situation richtig zu zeichnen. Herr von Schuschnigg und Dr. Guido Schmidt fuhren nämlich auf den Obersalzberg unter dem Eindruck des für Österreich günstigen Ergebnisses der jüngsten Budapester Konferenz der Protokollstaaten, anlässlich welcher Graf Ciano das vitale Interesse Italiens an der österreichischen Unabhängigkeit neuerdings betont hatte. Die beiden Besucher auf dem Obersalzberg hegten zudem die Hoffnung, dass sich die innerpolitischen Ereignisse vom 4. Februar beim deutschen Partner in vernünftiger Mässigung und in Entgegenkommen auswirken würden.

Dies war nicht der Fall. Schon bei der Ankunft dürfte den österreichischen Unterhändlern die Anwesenheit der Generale von Brauchitsch, Keitel, von Reichenau und Sperrle ihren psychologischen Irrtum gezeigt haben. Diese Erkenntnis kann dadurch nur verstärkt worden sein, dass den österreichischen Herren mit bereits fertiggestellten schriftlichen Texten aufgewartet wurde.

Die Einladung zum Besuch auf dem Obersalzberg wurde durch Herrn von Papen Montag vergangener Woche überbracht und zwar wurde als Konferenztag der Dienstag vorgeschlagen. Bundeskanzler von Schuschnigg habe darauf sofort erklärt, in solcher Weise lasse er sich nicht zitieren. Er könne zu dem Besuche frühestens das Wochenende in Betracht ziehen. So wurde denn

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Sehr interessant! In Zirkulation. 21.2.38. M.

die Einladung auf den Samstag angenommen. Die österreichische Bundesregierung glaubte nun offenbar, in der Zeit zwischen Montag und Samstag vergangener Woche auf eine Fühlungnahme mit den verschiedenen fremden Kabinetten verzichten zu können, beziehungsweise sich pflichtgemäss auf eine Information der Protokollpartner im letzten Augenblicke beschränken zu dürfen. Wie ich Ihnen schon berichtete, mag sie zu diesem Verhalten auch durch die Erfahrung bestimmt worden sein, dass es den illegalen Nazi noch immer geglückt war, jede Verständigungsaktion mit der deutschen Regierung kurz vor ihrem Zustandekommen durch Quertreibereien zu sabotieren.

Weder Herr von Schuschnigg noch Dr. Guido Schmidt waren gefasst auf das, was auf dem Obersalzberg vor sich ging. Sie hatten sich das Zusammenreffen unter dem Aspekte der am 4. Februar manifest gewordenen deutschen inneren Schwierigkeiten und im Vertrauen auf den italienischen Partner der Römischen Protokolle leichter und psychologisch milder gedacht, ja sich eine Art freundschaftlicher Aussprache vorgestellt. Sie sollten aber bald eines andern belehrt werden. Reichsaussenminister von Ribbentrop habe Forderungen gestellt, die zum grossen Teile abgewiesen und dann auch bei der schriftlichen Fixierung des Ergebnisses der Aussprache nochmals zurückgeschraubt werden mussten.

Adolf Hitler habe Bundeskanzler von Schuschnigg zuerst zwei Stunden unter vier Augen gesprochen. Dann erfolgten im Laufe des Nachmittags verschiedene Gesamtverhandlungen mit wechselnder Besetzung. Die österreichischen Partner waren überrascht von den Forderungen, die weit über das hinausgingen, was in der Folge bewilligt wurde. Österreich sei diesmal, so fügte Dr. Guido Schmidt bei, bis an die Grenzen des Zulässigen und Möglichen gegangen. Ein nächstes Mal müsste es auf Biegen oder Brechen gehen. So aber könnte es nicht weiter gehen. England und Frankreich müssten dies nun auch begreifen. Wenn diese beiden Staaten Wert auf Österreichs Unabhängigkeit legten, so sei der Augenblick gekommen, dies durch Taten zu beweisen. Bei der Entrevue auf dem Obersalzberg habe Österreich prinzipiell nirgends um Hilfe nachgesucht, auch nicht bei Mussolini. Es habe diesmal alles auf den eigenen Beinen durchgestanden.

Der Aussenminister fuhr fort: was Österreich nun brauche, sei Ruhe, Ruhe und nochmals Ruhe. Die Bundesregierung erwarte jetzt die Erklärungen Adolf Hitlers vom kommenden Sonntag. Sie rechne auch bestimmt mit der Auflösung aller illegalen nationalsozialistischen Organisationen in Österreich und deren Desavouierung von deutscher Seite.

Die in der internationalen Presse stark beachtete gestrige Reise des neuen Innen- und Sicherheitsministers Seyss-Inquart nach Berlin sei selbstredend im Einverständnis mit der Bundesregierung erfolgt. Seyss-Inquart sei übrigens praktizierender Katholik und führendes Mitglied der katholischen Aktion in seinem Wiener Bezirk. Von dieser Bindung des betont nationalen Ministers an die katholische Weltanschauung glaubt man sich offenbar eine loyale Einstellung versprechen zu dürfen.

Die letzten Tage – fuhr Dr. Guido Schmidt fort – hätten übrigens in erfreulicher Weise gezeigt, wie geschlossen die österreichische Arbeiterschaft zum Bundeskanzler stehe. Die Berufung des früheren Sozialdemokraten Watzek ins

Kabinetts erweise den Willen der Regierung, mit der staatstreuen Arbeiterschaft Hand in Hand zu gehen. Dass zu Beginn dieser Woche in verschiedenen industriellen Betrieben als Protest gegen Berchtesgaden Streiks aufgeflammt sind, die allerdings rasch beigelegt werden konnten, ist Ihnen aus der Presse bekannt.

Dr. Guido Schmidt teilte mir sodann mit, dass der berüchtigte Hauptmann Leopold, über dessen Rolle als offiziöser Chef der österreichischen Nationalsozialisten ich Ihnen schon mehrmals berichtete, sich nach Deutschland verzogen habe, wo er in einer pommerischen Stadt Bürgermeister werden solle. Desgleichen gingen das jüngst verhaftete Mitglied des Siebener-Ausschusses, Dr. Tavs, und der vor einigen Monaten wegen eines geplanten Bombenanschlags gegen den Bundeskanzler zu einer Zuchthausstrafe verurteilte und nunmehr amnestierte Ingenieur Woitsche nach Deutschland.

Was die Amnestie im allgemeinen anbelangt, so betonte der Aussenminister, dass bisher die Bundesregierung etwa 1500 verurteilte Nationalsozialisten begnadigt habe. Ob dazu nun noch weitere hundert Personen sich gesellen, habe praktisch keine grosse Tragweite. Die Zeitungen, so zum Beispiel die «Neue Freie Presse» von heute Abend, sprechen allerdings von etwa 300 Enthaltungen.

Abschliessend bemerkte Dr. Guido Schmidt, dass ein Scheitern der Verhandlungen auf dem Obersalzberg, beziehungsweise der Sonntag, Montag und Dienstag zwischen Wien und Berlin gepflogenen Besprechungen, Österreich hinter die Zeit vor dem Ausgleich des 11. Juli 1936 zurückgeworfen hätte. Er sagte mir sodann, dass Bundeskanzler Dr. Kurt von Schuschnigg während der ganzen Dauer der ebenso langen wie ermüdenden Aussprache mit Adolf Hitler eine ausserordentliche Nervenruhe bewiesen habe.

Die Hoffnung Österreichs sei nun, abgesehen von einem befriedigenden Passus in der Reichstagserklärung vom kommenden Sonntag, wie er wohl als selbstverständlich in Rechnung gestellt werden darf, dass der deutsche Reichskanzler sich – des erzielten Erfolges zufrieden – vom mitteleuropäischen Problem ab und der Kolonialfrage zuwende. Ob dieser fromme² Wunsch nicht eine Illusion ist, und ob Deutschland nicht alles dennoch daran setzen wird, um nach der Version der Essener Nationalzeitung Görings die erreichte Etappe auszubauen und zum Ausgangspunkt für einen neuen Vorstoss zu machen, werden nicht die nächsten Wochen, die uns meines Erachtens eine gewisse Beruhigung und Konsolidierung der Verhältnisse bringen dürften, wohl aber die nächsten Monate erweisen. Zudem erwarte man, so sagt Dr. Guido Schmidt, auch eine heilsame Ablenkung Adolf Hitlers vom österreichischen Problem dank der Inanspruchnahme des deutschen Staatsoberhauptes durch die Pharaonenbauten des Vier-Jahresplanes, die das Antlitz der deutschen Grosstädte für Jahrhunderte umformen und zum Beispiel in Hamburg die grösste Brücke der Welt erstehen lassen sollen.

2. *Souigné deux fois par Motta.*

211

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 39

*Le Conseiller national L.F. Meyer¹
au Chef du Département politique, G. Motta²*

L Streng vertraulich

Luzern, 19. Februar 1938

Ich war vergangene Woche in Berlin und hatte Gelegenheit, in vertraulichen Gesprächen mir ein gewisses Bild von der Situation zu machen. Ich nehme zwar an, dass Sie Herr Minister Dinichert bereits orientiert hat und dies selbstverständlich besser tun kann wie ich. Da aber meine Quellen von denjenigen eines offiziellen Vertreters naturgemäss sehr verschieden sind und da man sich in der Regel gegenüber einem Privaten mit weniger Zurückhaltung ausspricht wie gegenüber einem diplomatischen Vertreter, oder den ihm nahestehenden Kreisen, ist vielleicht mein nachfolgender kurzer Bericht für Sie doch von einigem Wert.

Ich vermeide alle Einzelheiten und gebe Ihnen lediglich die Konklusionen:

1. Die Aktion gegen Österreich wird ganz allgemein als eine Tat des Friedens und ein Beweis für den Friedenswillen Deutschlands dargestellt. Zu andern Zeiten und bei nicht so friedfertig eingestellten leitenden Personen hätte eine derartige Umwälzung Krieg bedeutet.

Die Angelegenheit sei eine rein deutsch/österreichische. D. anerkenne unter gar keinen Umständen irgendwelche anderer Staaten. In diesem Zusammenhang wird auch Italien nicht ausgenommen, aber es wird fortgesetzt betont, Italien sei vorher orientiert worden, Mussolini hätte bei seinem Besuch in Berlin seine Zustimmung gegeben. Dagegen erhielt er damals das von ihm erstrebte offensive und defensive Militärbündnis noch nicht. Das werde beim Besuch Hitlers in Rom zustandekommen. (Ich hörte vereinzelte Stimmen, welche wissen wollten, dass die Reise Hitlers noch nicht so ganz sicher sei.)

Von einer sehr eingeweihten Seite erhielt ich die Darstellung, Mussolini hätte erklärt, die Preisgabe Österreichs wäre für ihn einer der schwersten und schwierigsten Entschlüsse gewesen, die er während seiner ganzen Regierungszeit zu fassen gehabt habe.

In Deutschland zweifelt niemand daran, dass die Ereignisse der letzten Woche die Unabhängigkeit von Österreich beseitigt haben. Über den weiteren Fortgang wird wiederum betont, dass alles auf streng «legalem Wege» geschehen werde. Hitler selbst sei ja auch auf gänzlich «legalem Wege» zur Herrschaft gelangt. Der weitere Zusammenschluss zwischen Österreich und

1. Ludwig Friedrich Meyer, conservateur-catholique lucernois, qui a également envoyé une copie de cette lettre au Conseiller fédéral H. Obrecht.

2. En tête du document, annotation manuscrite de Motta: Auswärtiges. Sehr interessanter Brief! Mir ein Dankschreiben unterbreiten, 21.2.38. M. Dans cette brève réponse, du 24.2.1938, Motta déclare avoir pris connaissance des considérations de Meyer mit grösstem Interesse.

Deutschland werde in gleicher Weise durchgeführt. Die NSDAP-Propaganda hat in Österreich freie Hand erhalten. Sie wird, soweit nötig, von Deutschland finanziert und gefördert und zu irgendeinem passenden Augenblick wird man dann eine Abstimmung veranlassen. Ob diese Abstimmung früher oder später sein wird, darüber scheint man sich in Deutschland nicht sehr zu kümmern. Man glaubt, dass in 2–3 Jahren der Anschluss in politischer, wirtschaftlicher und militärischer Beziehung vollzogen sein wird. Italien sei über die Gesamtheit dieses Planes orientiert und habe zugestimmt.

2. Über die Ursachen der teilweisen Säuberung der obersten Führer der Armee habe ich folgendes gehört:

Schon zu Zeiten der Reichswehr, also vor 10 und mehr Jahren, hätten die Spitzen der Armee bei allen aussenpolitischen Entscheidungen ein Mitspracherecht verlangt und erhalten. Dieses Hereinregieren der Armee in die aussenpolitischen Entscheidungen des III. Reiches sei einzelnen politischen Spitzen ganz besonders lästig gewesen. Man habe daher schon längere Zeit auf einen günstigen Moment gewartet, um dieses «Hereinreden» zu beseitigen und die Armee auch nach dieser Richtung zu einem willigen Instrument der politischen Leitung, d. h. der Partei, zu gestalten.

Dazu kam folgendes:

Die Armee hat ihre jungen Leute in einem streng vaterländischen Sinn erziehen wollen, lehnte aber jede Instruktion im Sinne der NSDAP ab. In einer der letzten entscheidenden Verhandlungen vor der Entlassung von Fritsch habe dieser erklärt, er lehne es mit aller Entschiedenheit ab, in der Armee parteipolitische Anschauungen und Meinungen zu vertreten. Jede Parteipolitik müsse von der Armee ausgeschlossen sein. Das gab dann den Anlass zu einem wilden Sturm, weil ja gerade eine der Grundlagen der NSDAP sei, dass sie nicht eine politische Partei, sondern dass sie das Volk selbst ist. Die Argumentation von Fritsch richtete sich daher, so wird behauptet, gegen die Grundlagen, auf denen das Dritte Reich aufgebaut sei, und bei einer solchen Diskrepanz der Meinungen sei es ganz ausgeschlossen, dass Fritsch länger an der Spitze der Armee bleibe. Von Brauchitsch, der Nachfolger von Fritsch, sei nach Tradition und Denkart gleich wie F. Insofern bestehe kein Unterschied. Dagegen lege er weniger Wert auf das bisherige aussenpolitische Mitspracherecht, sondern sei eher bereit, sich ausschliesslich den militärischen Aufgaben zu widmen. Dagegen sei General von Keitel überzeugter P.G. Es sei übrigens anzunehmen, dass im Laufe der nächsten Jahre auf dem Wege einer Infiltration auch die höhern Offiziere allmählich auf den Boden der NSDAP gezogen würden.

3. Reichsbankpräsident Schacht ist, wie schon anlässlich seines Rücktritts als Wirtschaftsminister, dringend gebeten worden, das Amt für eine neue Amtsperiode von 3 oder 4 Jahren beizubehalten. Er hat sich hiezu bereit erklärt, aber eine Reihe von Bedingungen gestellt. Die Hauptbedingung ist folgende:

Die Finanzierung der grossen Arbeiten des Reichs (Verwaltungsgebäude, Strassen sowie auch die Aufrüstung) wurden bislang bekanntlich durch ein sehr ingenüoses Kredit-System gedeckt, das in Wechseln seinen Ausdruck fand, die von der Reichsbank giriert wurden und damit gewissermassen den Charakter von Papiergeld erhielten, jedenfalls diese Funktion erfüllten. Dieser Wechselbestand scheint Dimensionen angenommen zu haben, die ernstester Beunruhi-

gung rufen. Schacht stellte daher in erster Linie die Bedingung, dass die Reichsbank nur bis zu einem solchen Betrage Wechsel hereinnehmen oder girieren dürfe, der durch den Reichsetat gedeckt sei. Mit andern Worten, alle diese gewaltigen Auslagen des Reichs müssten aus wirklichen Einnahmen gedeckt und bezahlt werden.

Ich möchte nicht unterlassen beizufügen, dass ich diese Mitteilungen nicht etwa von Herrn Schacht selber habe. Ich erhielt sie von der Gegenseite. Schacht persönlich war vergangene Woche im Ausland.

4. Wirtschaftlich ist die Lage nicht günstig. Die Löhne der Arbeiter sind ungemein niedrig im Vergleich zu den Kosten der Lebenshaltung. Die Löhne werden nach wie vor gewaltsam, d. h. durch die staatlichen Organe, auf ihrem Tiefstand festgehalten. Nach Abzug aller Nebenleistungen für Versicherungen und Beiträgen aller Art bleiben einem tüchtigen und gelernten ältern Industriearbeiter ungefähr 120–130 Mark im Monat. Daraus haben Familien, die meistens 5–6 Köpfe zählen, zu leben. Das ist nur möglich bei einer Beschränkung der Ansprüche auf ein Minimum.

Andererseits steigt das Preisniveau, wenn auch langsam, so doch stetig und unaufhaltsam. Z. Zt. werden grosse Pläne erwogen über Herbeiführung einer neuen Relation zwischen Preis und Lohn.

Auch die übrigen Schichten der Erwerbstätigen haben einen ununterbrochenen schweren Kampf zu kämpfen, um Einkommen und Ausgaben im Gleichgewicht zu halten. Andererseits wird für die Ablenkung des Volkes, für dessen Unterhaltung ungemein viel getan. Aber auch alle sozialen Einrichtungen sind geradezu vorbildlich entwickelt. Kein Arbeiter kann weder in Krankheit noch Invalidität noch Alter in wirkliche Not geraten. Es wird für ihn immer gesorgt sein.

Die private Bautätigkeit ist gering. Gebaut wird eigentlich nur noch vom Staat und von den grossen Industrien. Dafür aber in einem gewaltigen Ausmasse. Die Industrien aller Art nehmen erhebliche Vergrösserungen vor. Neuanlagen zur Ausnutzung von Rohstoff sparenden oder von Ersatzstoffen werden in ganz grossem Masse gebaut. Der Staat braucht fortgesetzt neue Verwaltungsgebäude, weil sich der Verwaltungsapparat stetig vergrössert. Die Folgen zeigen sich schon jetzt darin, dass eine ganz wesentliche Verlangsamung in der Erledigung der Verwaltungsgeschäfte eingetreten ist. Das wirkt nach vielen Richtungen lähmend und hemmend auf die privaten Betriebe. Übrigens wird den grossen Industrien gar nicht die Wahl gelassen, ob sie diese oder jene Fabrikation anhand nehmen, einstellen oder fortsetzen wollen. Sie erhalten hierüber ganz bestimmt lautende Vorschriften vom Leiter des Vierjahresplanes, Göring.

Für die obersten Spitzen in der Privatindustrie und im privaten Handel sind die Saläre in den letzten 2 Jahren wiederum erheblich gestiegen, nachdem Hitler sie gleich nach seinem Amtsantritt ganz enorm herabgesetzt hatte. Heute sind wieder Direktorengehälter von Mk. 50–60 000.— durchaus üblich. Ich hörte einzelne Fälle nennen, die bis auf Mr. 200 000.— gingen. Von Amtes wegen wird nichts mehr dagegen eingewendet. Die Steuern auf derartigen Gehältern sind allerdings sehr hoch. Sie erreichen z. B. für einen Junggesellen in oberster Steuerklasse 60–70%, alles eingerechnet.

Die ganzen Verhältnisse haben naturgemäss in weiten Kreisen eine ziemlich erhebliche Unzufriedenheit erzeugt. Aber nicht etwa gegen den obersten Führer, der nach wie vor die denkbar grösste Verehrung, Achtung, ja oft geradezu schwärmerische Liebe geniesst. Man gibt die ganze Schuld an den zum Teil unbefriedigenden Verhältnissen andern Personen an der Spitze der Verwaltung.

Inbezug auf die Lebensmittelknappheit sind Sie jedenfalls orientiert. Es fehlen vor allem die Fette.

Im grossen und ganzen spielt sich z. Zt. in Deutschland ein hochinteressanter, aber nur wenigen bewusster Kampf wirtschaftlicher Gewalten ab. Es ist der Kampf zwischen der Deflation und der Inflation. Auf der einen Seite wird durch höchst fragwürdige Kreditmassnahmen das ganze Wirtschaftsleben stark inflatorisch beeinflusst, was sich in den trotz schärfster Massnahmen unerbittlich steigenden Preisen ausdrückt. Andererseits aber muss man anerkennen, dass mit rücksichtsloser Schärfe gespart wird. Insbesondere die Städte und Länder mussten ihre Ausgabenrechnungen in einer Art und Weise zusammenschneiden, die man nie für möglich gehalten hätte. Auch die sämtlichen Saläre und Löhne des Verwaltungspersonals, Bahnen, bis zu den elektrischen Strassen-Bahnen herab, Post, Telegraph usw. sind ungewöhnlich niedrig. Die Städte müssen mit ihren Bau- und andern Ausgaben sich absolut an die zur Verfügung stehenden Einnahmen halten. Jedes Schuldenmachen ist verunmöglichlicht. Dieser wirklich altpreussische Sparwille zeigt sich bis in die kleinsten Einzelheiten und bis in die letzten Verzweigungen der kommunalen und der Länderverwaltungen, soweit solche noch bestehen. Durch derartige rigorose Sparmassnahmen sucht man die gefahrdrohenden Wirkungen der Inflation aufzuheben. Es wird aussergewöhnlich interessant sein im Verlaufe der nächsten 2, 3 Jahre zu sehen, welche der beiden Tendenzen die Oberhand behält. Wohl sind alle massgebenden Personen in Deutschland darüber einig, dass eine Inflation vermieden werden muss. Ob es angesichts der gewaltig gesteigerten Ausgaben des Reichs möglich sein wird, lässt sich heute m. E. noch nicht entscheiden.

E 2001 (D) 1/126

*Le Comité international de la Croix-Rouge¹
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Confidentielle

Genève, 19 février 1938

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre office B.65.1024.1, du 16 de ce mois², concernant les bombardements aériens en Espagne.

Au cours de l'entretien que nous avons eu le plaisir d'avoir le 11 de ce mois avec M. le Ministre Bonna, nous étions convenus que le Département Politique Fédéral et le Comité international de la Croix-Rouge se tiendraient mutuellement au courant des renseignements qu'ils pourraient obtenir et des démarches qu'ils décideraient éventuellement de faire au sujet des bombardements aériens en Espagne.

En conformité de cette entente, nous nous permettons de porter à votre connaissance qu'à la suite d'un nouvel examen de la question, le Comité international de la Croix-Rouge a envoyé le 15 de ce mois aux Autorités des deux parties en lutte une adresse relative à ces bombardements et à leurs terribles ravages.

Sans omettre d'y faire mention des démarches déjà faites à ce sujet par plusieurs Gouvernements, démarches dont il souhaite ardemment le succès, le Comité international de la Croix-Rouge conjure par cet appel les parties au conflit de s'employer de tout leur pouvoir à la suppression des bombardements frappant la population civile de l'arrière et les localités qui ne constituent pas des objectifs strictement militaires. Il leur demande en outre expressément d'examiner d'urgence la possibilité de prendre un engagement réciproque à ces fins. Il fonde son intervention sur le droit, que lui confèrent ses statuts, de prendre toute initiative humanitaire rentrant dans son rôle traditionnel, et sur son devoir de s'efforcer d'éliminer certaines des causes des souffrances engendrées par les hostilités.

Nous sommes heureux de voir par ce que vous nous écrivez que cette action de notre part sera saluée par vous avec satisfaction et vous remercions à l'avance des renseignements qu'il vous sera possible de nous communiquer sur les intentions des Gouvernements qui s'occupent de ce problème.

Nous nous permettons d'ajouter que la présente communication vous est faite à titre confidentiel, en ce sens que le Comité international de la Croix-Rouge se réserve le droit de faire paraître lui-même dans la presse un communiqué relatif à son appel susmentionné et de procéder ultérieurement, s'il le juge opportun, à une publication plus complète à ce sujet³.

1. *Cette lettre est signée:* Col. Dr. Georges Patry, Membre du C.I.C.R.

2. *Non reproduite.*

3. *Le Département politique répondit le 24 février:* Nous ne manquerons pas de vous faire part des renseignements que nous espérons obtenir par l'entremise de nos Légations sur les actions analogues des gouvernements qui s'intéressent à cette question.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Berlin, 20 février 1938

Après de sérieuses hésitations, je vous ai télégraphié hier matin que j'acceptais le nouveau poste diplomatique qui m'était proposé. Votre lettre du 17¹ ne m'a, en effet, pas paru convaincante à tous égards. Je m'explique.

Je ne partage pas l'avis que mon transfert de Berlin à Stockholm soit par lui-même la démonstration la plus éclatante de la confiance que me conserve le Conseil fédéral. C'est pourquoi j'avais demandé et je demande encore que ma nomination soit accompagnée d'une déclaration explicite. Il ne s'agit pas de polémiser avec qui que ce soit, mais simplement de constater telle et telle chose de la part du Conseil fédéral. Je n'ai pas de préférence pour une rédaction donnée, pourvu qu'elle constate que les critiques publiques dont ma gestion a été l'objet sont injustifiées et que mon activité a toujours été conforme aux intentions et instructions de l'autorité fédérale.

Le Conseil fédéral estimerait maintenant qu'il était nécessaire de remplacer par un homme nouveau un ministre arrivé à Berlin avant l'avènement du régime actuel. Je ne pense pas qu'appliqué à mon cas, l'argument soit sérieux, vu que je suis entré en fonctions deux mois avant le régime nouveau, soit à peu près en même temps. Il n'y a donc aucune analogie avec mes précédents collègues de Suède et des Pays-Bas, qui étaient ici depuis 1925 et 1927. Et les ambassadeurs de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, qui sont d'ailleurs soumis à d'autres règles que nous, ils étaient venus ici postérieurement déjà à la prise de pouvoir des nationaux-socialistes.

Non. Restons-en à ce que vous m'aviez écrit et répété verbalement en décembre, c'est-à-dire que je n'étais plus *persona grata* ici. Vous n'avez pu me donner aucune précision à cet égard: ni ce qu'on me reprochait, ni de quelle personnalité ou instance *qualifiée* émanait une telle appréciation. Je vous avais répondu et je le déclare à nouveau que, jusqu'ici, aucune preuve ne m'a été donnée, aucun indice fourni, aucune allusion faite dans ce sens, tout au contraire. [...] ²

1. *Non reproduite.*

2. *La lettre s'achève sur des problèmes d'intendance.*

214

E 2500 1/9

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L OB

Berne, le 21 février 1938

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos deux télégrammes sans numéro du 19 février¹ et nous vous en remercions vivement. Nous avons aussitôt télégraphié à M. Lardy de solliciter l'agrément des Gouvernements suédois, norvégien et danois à votre nomination au poste de Stockholm.

Bien que ce retard nous gênât un peu, notre intention était de différer la nomination de M. Frölicher en qualité de Ministre de Suisse à Berlin jusqu'au moment où nous pourrions annoncer en même temps votre nomination à Stockholm, de façon à réduire au minimum les commentaires de la presse. Notre plan s'est malheureusement trouvé bouleversé par la publication, dans la «*Berner Tagwacht*» d'aujourd'hui, d'un fort méchant article annonçant la nomination de M. Frölicher comme imminente. Ne pouvant nous refuser à nous expliquer sur l'exactitude de cette nouvelle qu'il n'est plus possible de garder secrète, nous nous trouvons ainsi amenés à demander au Conseil fédéral de la rendre officielle, sans attendre que votre nouvelle affectation soit définitivement réglée et que nous ayons pu examiner le projet de communiqué au sujet duquel vous devez nous écrire. A l'issue de la séance du Conseil fédéral de demain, nous remettrons à la presse un communiqué conforme au texte ci-joint².

1. *Non retrouvés.*

2. *Non retrouvé.*

215

E 1004.1 1/370

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 22 février 1938*¹

284. Neutralité et Société des Nations

Département politique. Proposition du 19 février 1938

Le département politique expose ce qui suit en ce qui concerne l'action entreprise en vue de recouvrer notre neutralité intégrale:

«Dans notre proposition du 18 janvier, approuvée par le Conseil fédéral

1. *Etait absent: A. Meyer.*

le 21 du même mois², nous relevions, entre autres, ce qui suit: «Toute notre action à Genève doit évidemment être entreprise d'entente avec les Chambres et notre peuple... Nous nous sommes engagés... à saisir les Conseils législatifs de l'ensemble de la question en leur présentant un rapport dès que les circonstances le permettraient. Ce rapport pourrait être établi aussitôt après les travaux du Comité de la réforme du Pacte». Il était, effectivement, dans notre intention de soumettre, dès maintenant, au Conseil fédéral un projet de rapport aux Chambres exposant la situation dans son ensemble et, en particulier, les raisons qui nous avaient amenés à appuyer la Suède, au Comité des 28, dans sa demande tendant à faire constater le caractère facultatif de l'article 16 du Pacte.

Réflexion faite, nous nous sommes demandé cependant s'il serait opportun de saisir sans plus tarder les Chambres dudit rapport et d'ouvrir ainsi un débat public sur un problème qui n'est pas encore résolu et dont la solution nous obligera à recourir encore, à Londres et surtout à Paris, à des négociations diplomatiques d'un caractère assez délicat. Notre action au Comité des 28 nous a permis d'établir que notre demande en vue de recouvrer notre neutralité entière se fonde, juridiquement et politiquement, sur de solides arguments. Mais ces arguments, si forts soient-ils, n'auront peut-être pas raison de toutes les résistances; nous pourrions rencontrer des difficultés. Ces difficultés, nous ne les connaissons pas. Or nous y ajouterions peut-être en engageant les Chambres, dès maintenant, dans un débat sur une question de cette envergure.

Nous avons pensé, dès lors, que mieux vaudrait exposer clairement la situation aux deux commissions parlementaires qui vont se réunir prochainement pour discuter le rapport du Conseil fédéral sur les travaux de la dernière Assemblée de la Société des Nations. Elles seront peut-être d'avis, comme nous, qu'il serait prématuré d'adresser aujourd'hui un message au Parlement sur cette affaire.

A cet effet, nous avons rédigé l'exposé³ qu'on trouvera sous ce pli et qui serait communiqué confidentiellement aux seuls membres des deux commissions parlementaires susvisées.»

Vu ce qui précède et conformément à la proposition du département politique, il est *décidé*:

1° d'approuver, avec les quelques modifications qui suivent, l'exposé présenté par le département politique sur l'action entreprise en vue de recouvrer notre neutralité intégrale dans la Société des Nations;

2° de communiquer confidentiellement cet exposé, par lettre conforme au projet également ci-joint soumis au Conseil, aux membres des deux commissions parlementaires chargées d'examiner le rapport du Conseil fédéral sur les travaux de la dernière Assemblée de la Société des Nations.

[...] ⁴

2. Cf. N° 187.

3. Reproduit en annexe.

4. Suivent les modifications dont il est question au point 1°, avec des indications de pagination renvoyant à l'original de l'exposé du Département politique. Pour cette raison, les éditeurs ont renoncé à reproduire ce passage mais signalent ces modifications dans l'annotation de l'exposé, aux notes 11 et 16.

ANNEXE

E 2001 (D) 4/1

EXPOSÉ DES EIDGENÖSSISCHEN POLITISCHEN DEPARTEMENTES
ÜBER DIE NEUTRALITÄT DER SCHWEIZ IM VÖLKERBUND

Vertraulich

Bern, 19. Februar 1938

Die Schweiz ist dem Völkerbund in der Hoffnung beigetreten, dass sich diese Institution im Sinne der Universalität entwickeln werde. «Der Völkerbund ist, führte der Bundesrat in seiner Botschaft vom 4. August 1919⁵ aus, seinem Wesen nach universell... Die Universalität ist aber auch eine Forderung der politischen Zweckmässigkeit; denn ein Völkerbund, von dem ein oder gar mehrere Staaten ausgeschlossen bleiben, welche nach ihrer geographischen Lage und ihrer wirtschaftlichen oder kulturellen Bedeutung für die Mitgliedstaaten von Wichtigkeit sind, könnte niemals den Frieden wirklich verbürgen. Aus der Ausschliessung entwickeln sich Gegensätze. Aus diesen Gegensätzen Sonderallianzen. Damit würde aber gerade das Gegenteil von dem Zustande herbeigeführt, den der Völkerbund verwirklichen soll: die Sicherheit des Friedens durch die Solidarität aller Staaten.»

Wir legten so grossen Wert auf das Prinzip der Universalität, dass die Eidgenössischen Räte durch Bundesbeschluss vom 21. November 1919 zunächst beschlossen, unsern Beitritt von dem der fünf Grossmächte (Vereinigte Staaten von Nord-Amerika, Frankreich, Grossbritannien, Italien und Japan) abhängig zu machen. Diese Klausel, die «Amerika-Klausel» genannt wurde, weil sie in Wirklichkeit die Beteiligung der Vereinigten Staaten von Amerika betraf, wurde indessen in der Zusatzbotschaft vom 17. Februar 1920 fallen gelassen, mit welcher der Bundesrat der Bundesversammlung die Londoner Erklärung vom 13. des gleichen Monats, worin das Statut der Schweiz im Schosse des Völkerbundes geregelt wurde, unterbreitete. Der Bundesbeschluss vom 5. März 1920, der in der Volksabstimmung vom 16. Mai 1920 angenommen wurde, drückt in seiner Präambel die Hoffnung aus, «dass der jetzige Völkerbund sich in nicht ferner Zeit zu einem allgemeinen Völkerbund erweitern werde». Diese Worte sind für uns ein Programm geblieben. Wir haben dieses Programm, soweit es in unsern Kräften stand, ausgeführt. Der Bundesrat ist jedesmal, wenn sich Gelegenheit dazu bot, zu Gunsten der Universalität eingetreten.

Unseren Bemühungen, dem Völkerbund den universellen Zusammenhalt zu geben, der nach unserer Meinung eine der Bedingungen für ein erfolgreiches Wirken des Bundes ist, arbeiteten die Ereignisse leider entgegen. Die Vereinigten Staaten von Amerika sind dem Völkerbund fern geblieben. Brasilien trat aus und Japan ebenso, Deutschland folgte nach, und vor kurzem hat Italien aufgehört, mitzuarbeiten.

Diese Situation musste unsere öffentliche Meinung mit Besorgnis erfüllen. Die Bedingungen, unter denen die Schweiz seinerzeit dem Völkerbund beigetreten war, haben sich inzwischen fühlbar geändert. In vielen Kreisen ist man durch den Gedanken beunruhigt, dass unser Land durch den Mechanismus des Artikels 16 des Paktes in eine Zwangsaktion des Völkerbundes hineingezogen werden könnte. So kam es zur Bildung einer Gruppe, die auf dem Wege der Volksinitiative die Eidgenossenschaft in die Grenzen ihrer überlieferten Neutralität zurückführen möchte⁶. Andererseits kam diese Beunruhigung in der Interpellation zum Ausdruck, die Herr Nationalrat Gut im Dezember begründete. Der Bundesrat musste darauf antworten⁷. Es fiel ihm dies umso leichter, als er die Entwicklung der Ereignisse stets aufmerksam verfolgt hatte. Der Vorsteher des Politischen Departements machte sich zum Sprecher des Bundesrates, als er am 22. Dezember im Nationalrat seine Rede hielt. Obwohl diese weithin bekannt ist, glauben wir, hier ihren vollständigen Wortlaut wiedergeben zu sollen: [...] ⁸

5. Cf. FF 1919, vol. 4, pp. 567 ss.

6. Cf. N° 171.

7. Cf. N° 169.

8. Suit la traduction allemande du texte reproduit sous N° 169.

Wir brauchen uns hier nicht ausführlich über das Wesen unserer Neutralität zu verbreiten. Für ein kleines Land, dem es im Laufe seiner langen Geschichte gelungen ist, aus seinem Leben die völkischen, sprachlichen und konfessionellen Gegensätze zu eliminieren und das im Mittelpunkt Europas gelegen ist, hat die Neutralität den Wert einer Grundwahrheit. Es dürfte indessen von Interesse sein, einige Stellen aus dem Memorandum ins Gedächtnis zurückzurufen, das der Bundesrat am 8. Februar 1919 an die Vertreter der in Paris zu den Friedensverhandlungen versammelten Mächte gerichtet hatte. Man liest darin unter anderem: [...]⁹

Diese Erklärungen haben die gebührende Würdigung gefunden. Unsere Neutralität ist durch Artikel 435 des Versailler Friedensvertrages bestätigt worden. Gleichzeitig wurde sie als Übereinkommen zur Aufrechterhaltung des Friedens im Sinne von Artikel 21 des Paktes als mit ihm vereinbar erklärt. Aber die auf diese Weise bestätigte Neutralität hat in das System des Völkerbundes nicht vollständig Eingang gefunden. Durch die Londoner Erklärung vom 13. Februar 1920 musste die Schweiz dem Gedanken der internationalen Solidarität bedeutende Zugeständnisse machen. Sie musste eine Neutralität annehmen, die man differentielle Neutralität nennt, weil sie hinsichtlich der militärischen Verpflichtungen eine volle Neutralität ist, dagegen eingeschränkt in bezug auf die kommerziellen und finanziellen Verpflichtungen, die sich aus Artikel 16 der Satzung ergeben.

Unsere Solidaritätspflichten auf wirtschaftlichem Gebiet sind aber durch die Londoner Erklärung nicht genau umschrieben worden. Diese beschränkte sich darauf, ein ganz allgemeines Prinzip aufzustellen. «Die Schweiz», wird dort gesagt, «anerkennt feierlich die Pflichten der Solidarität, die daraus erwachsen, dass sie Mitglied des Völkerbundes sein wird, einschliesslich der Verpflichtung, an den vom Völkerbund verlangten kommerziellen und finanziellen Massnahmen gegenüber einem völkerbundsbrüchigen Staat mitzuwirken». Wie jede Rechtsurkunde muss auch die Londoner Erklärung auf vernünftige Weise ausgelegt werden. Es ginge nicht an, aus einer Erklärung, die ja gerade die Bestätigung der Neutralität bezweckte, Folgerungen zu ziehen, die zerstörend auf sie einwirken würden. Wir waren denn auch vollkommen berechtigt, in dem einzigen Fall, wo Artikel 16 zur Anwendung gelangte, die Beteiligung an solchen wirtschaftlichen und finanziellen Sanktionen abzulehnen, die durch ihre Tragweite und Wirkungen unsere Neutralität hätten gefährden können.

«Auch in dieser Hinsicht», führte der Bundesrat in seinem Bericht vom 2. Dezember 1935¹⁰ an die Bundesversammlung betreffend die Anwendung des Artikels 16 des Völkerbundespaktes auf den italienisch-abessinischen Konflikt aus, «war die Lage der Schweiz eine einzigartige. Der Grundsatz der Neutralität bleibt, auch wenn er dem Gedanken der kollektiven Solidarität angepasst wird, der Eckstein jeder schweizerischen Aussenpolitik. Was nützt es in der Tat, den einzigartigen Charakter dieser Neutralität und die wohltuende Rolle, die sie bei der Erhaltung des europäischen Friedens spielt, anzuerkennen, wenn man uns unter Missachtung der politischen Realitäten und der geographischen Lage Massnahmen auferlegen wollte, welche für uns die schlimmsten Folgen nach sich ziehen würden.» An einer andern Stelle sagt der Bericht: «Der Bundesrat glaubte nicht, eine Vertagung gemäss den auslegenden Resolutionen vom Jahre 1921 beanspruchen zu sollen, obwohl die ganz besondere Lage der Schweiz eine solche Massnahme in mehr als einer Hinsicht gerechtfertigt hätte. Aus Solidarität gegenüber dem Völkerbund und aus Treue gegenüber übernommenen Verpflichtungen zog der Bundesrat vor, sich an den Massnahmen zu beteiligen, welche der Rat oder irgendein anderes mit der Koordination der gegenüber Italien zu ergreifenden Sanktionen beauftragtes Organ vorschlagen sollte, jedoch unter der Bedingung, dass diese Massnahmen nicht die Wirkung haben, lebenswichtige Interessen unseres Landes und insbesondere sein Neutralitätsstatut zu gefährden.» Wie Herr Bundesrat Motta vor der Völkerbundsversammlung

9. *Suit la traduction allemande de deux extraits accolés (mais avec des ... entre les deux) du Mémorandum relatif à la Neutralité de la Suisse, DDS 71, N° 177, le premier (p. 353) commençant par La Neutralité de la Suisse a un caractère propre et s'achevant par rupture des relations diplomatiques entre belligérants, le second (p. 354) étant constitué par le dernier paragraphe du Mémorandum.*

10. *Cf. FF 1935, vol. II, pp. 921–948.*

erklärte, «erachten wir uns nicht zu Sanktionen verpflichtet, welche ihrem Wesen oder ihren Wirkungen nach unsere Neutralität einer ernststen Gefahr aussetzen. Diese Gefahr haben wir in unbeschränkter Ausübung unserer Souveränität selbst zu beurteilen».

Mit dieser Erklärung wollten wir uns für die Zukunft sichern. Gewiss war dies bloss unsere eigene Auslegung der Londoner Erklärung, doch war es unter den obwaltenden Umständen nicht möglich, anders vorzugehen. Streng genommen hätte ein einziges Organ diese gutgläubige Auslegung anfechten können: der Völkerbundsrat, von dem die Londoner Erklärung ausging. Er hat es nicht getan. So waren wir zur Annahme berechtigt, dass unsere Auslegung mit allen ihren Wirkungen bestehen blieb. In tatsächlicher und rechtlicher Hinsicht entschieden wir allein über die Art und Zahl der Sanktionen, die wir im Falle einer durch den Völkerbundsrat einstimmig festgestellten und auch von uns anerkannten Paktverletzung anzuwenden hatten. Aber von diesem wesentlichen Vorbehalt abgesehen, waren wir grundsätzlich zu Sanktionen verpflichtet.

Seither hat sich die Lage verändert. Die Erfahrung hat gezeigt, dass die Schweiz – und nur von ihr ist hier die Rede – zwischen militärischen und wirtschaftlichen Sanktionen nicht mehr einen scharfen Trennungsstrich ziehen könnte. Ein Staat, der sich in der gleichen besonderen Lage wie die Schweiz befände und in militärischer Hinsicht neutral bleiben möchte, nicht aber im Hinblick auf die übrigen Aspekte der Neutralität, würde sich so augenfälligen Gefahren aussetzen, dass man sie hier gar nicht besonders hervorzuheben braucht. Aber wie können wir, ohne deswegen auf die Mitgliedschaft im Völkerbund zu verzichten, zu dieser umfassenden Neutralität zurückkehren?

Bevor wir auf die Frage¹¹ eintreten, müssen wir an einige sehr wichtige Tatsachen erinnern. Die differentielle Neutralität leitet sich von Artikel 16 des Völkerbunds Paktes ab. Bestände dieser Artikel nicht, hätte die Londoner Erklärung keinen Daseinsgrund. Die Londoner Erklärung ist in Wirklichkeit nur eine Anpassung unserer Neutralität an das vom Völkerbund geschaffene Sanktionensystem. Sie bestätigt wohl unsere Neutralität – wie dies übrigens auch Artikel 435 des Versailler Vertrages tut – legt uns aber gleichzeitig gewisse, durch Artikel 16 der Völkerbunds Satzung vorgesehene Verpflichtungen auf. Das bedeutet für uns ein Opfer, ein Opfer jedoch, das uns gerechtfertigt schien in einem Völkerbund, der schliesslich so viele Mitglieder vereinen sollte, dass sich sein System der Zwangsmassnahmen als wirksam erweisen würde. Nun haben sich aber die Bedingungen, unter denen wir auf einen Teil der unserer Neutralität innewohnenden Rechte verzichtet haben, von Grund aus verändert. Der Völkerbund ist bei weitem nicht zu einer universellen Institution geworden. Artikel 16 hat nicht mehr funktioniert. Es ist die allgemeine Ansicht, dass sich Artikel 16 in gewissen Fällen als unanwendbar erwiesen hat. Er ist somit tatsächlich fakultativ geworden. Man hat ihn indessen nicht aus dem Völkerbunds Pakt entfernt, sondern hat sich vorbehalten, sich seiner zu bedienen, wenn man seine Anwendung für möglich halten wird. *Somit ist Artikel 16 nicht mehr das, was er war oder was er zu sein schien, als wir über die Bedingungen unserer Beteiligung am Völkerbund verhandelten.*

Dies soll keine Kritik, sondern eine blosser Feststellung sein. Am 1. Juli 1936¹² gaben die ehemaligen Neutrale in einer Erklärung, der wir uns angeschlossen hatten, ihre Auffassung kund, wonach man gezwungen sein wird, «solange der Völkerbunds Pakt in seiner Gesamtheit nur in unvollständiger und unfolgerichtiger Weise angewendet wird», diesem Umstand bei der Anwendung des Art. 16 Rechnung zu tragen. Das bedeutete, dass der Artikel 16 bei der heutigen Lage und besonders wegen der Nichtanwendung des Artikels 8 des Völkerbunds Paktes betreffend die Abrüstung jeglichen obligatorischen Charakter verloren hat. Diese öffentlich abgegebene Erklärung ist durch niemanden angefochten worden. Die seitherigen Ereignisse haben ihre Richtigkeit nur bestätigt. So hat unlängst ein niederländischer Staatsmann erklärt, dass der Artikel 16 «tatsächlich ganz harmlos» geworden sei und «im Grunde keinerlei Befehlscharakter» besitze. Ganz kürzlich noch bemerkte der Minister der Auswärtigen von Schweden in einer Rede, die grossen Widerhall gefunden hat, «dass dieser Artikel anlässlich der offenbarsten Verletzungen der Völkerbunds Sat-

11. *Sur l'exposé du Département politique reproduit ici, suivent les mots unseres Vorgehens, qui ont été biffés conformément aux modifications demandées par le Conseil fédéral.*

12. Cf. DDS 11, N° 230, annexe.

zung so behandelt wurde, als bestände er nicht». «Die für das Genfer Communiqué von 1936 verantwortlichen Staaten», fügte er bei, «können mit Recht erklären: ‹ Ein Gesetz, das nicht für alle und nicht unter allen Umständen bindend ist, hat bis auf weiteres aufgehört, ein Gesetz zu sein ›».

Wenn Artikel 16 nur noch fakultativen Charakter besitzt, so bewirkt dies aber, dass die Verpflichtungen, die wir durch die Londoner Erklärung übernahmen, notwendigerweise Veränderungen erfahren. *Der Standpunkt liesse sich nicht aufrecht erhalten, dass wir, weil die Londoner Deklaration keiner formellen Revision unterzogen wurde, an sie gebunden sind, wie wenn Artikel 16 seine volle rechtliche Wirkung behalten hätte.*

Durch die Macht der Tatsachen hätten wir auf diese Weise unsere Stellung als vollständig neutraler Staat wieder erlangt, denn es wäre uns gestattet, von der Befugnis zur Ergreifung von Sanktionen keinen Gebrauch zu machen. Nichtsdestoweniger erscheint uns diese Lage, mit der wir uns vom rein praktischen Gesichtspunkt aus begnügen könnten, in politischer und moralischer Beziehung nicht befriedigend. Die schweizerische Neutralität ist nicht nur ein tatsächliches, *sondern vor allem ein rechtliches Regime*. Eine Neutralität wie die unsrige, die durch die Urkunde vom 20. November 1815 feierlich anerkannt und sowohl durch Artikel 435 des Versailler Vertrages als auch durch die Londoner Erklärung vom 13. Februar 1920 ausdrücklich bestätigt wurde, kann nicht nur davon abhängen, welchen Gebrauch man von einer Befugnis machen oder nicht machen wird. Sollte die bisherige differentielle Neutralität wieder zur vollen und umfassenden werden, so kann sich diese Wandlung nicht durch das blosses Mittel einer Tatsachenfeststellung oder juristischen Schlussfolgerung vollziehen. Man muss allen Zweideutigkeiten vorbeugen. Eine auf *Auslegung* beruhende Neutralität könnte unsern lebenswichtigen Interesse an einem allgemein anerkannten Rechtsstatut nicht genügen.

Aus diesem Grunde haben wir beschlossen, dem Völkerbund unsern Willen bekannt zu geben, unter den obwaltenden Umständen zu unserm überlieferten Neutralitätsregime zurückzukehren. Entschlossen, wie wir sind, unsere Mitarbeit in der Genfer Institution fortzusetzen, erwies es sich als nötig, dass sich der Völkerbund über unser Verlangen ausspreche. Juristisch scheint uns unsere Stellung sehr stark. Damit aber in unsern künftigen Beziehungen mit dem Völkerbund kein Raum für Missverständnisse bleibe, muss noch die Stellung anerkannt werden, die zu beanspruchen wir berechtigt sind.

Wir haben die Frage, welche Wege und Methoden einzuschlagen sind, um unsere volle Neutralität zurückzuerlangen, mit aller Sorgfalt geprüft. Vorerst hatte sie das Politische Departement einer eingehenden Prüfung unterworfen. Zu zwei Malen fanden dann mit einigen in Völkerbundsfragen besonders erfahrenen Persönlichkeiten Besprechungen statt. *In der Frage des allgemeinen Vorgehens herrschte Einmütigkeit*. Das Politische Departement erstattete darauf dem Bundesrat Bericht, und dieser schloss sich seinen Schlussfolgerungen an.

Es ist hier daran zu erinnern, dass im Zeitpunkt, als wir uns mit der Prüfung dieser Fragen befassten, der mit der «Verwirklichung der Grundsätze der Völkerbundssatzung» beauftragte Sonderausschuss, das sogenannte «28iger Komitee», für den 31. Januar nach Genf einberufen war. Die Schweiz ist in diesem Sonderausschuss vertreten. Gemäss einem in der letzten September-Session einstimmig gefassten Beschluss hatte der Ausschuss das Problem der Universalität auf Grund einer vom Berichterstatter und Vertreter Grossbritanniens, Lord Cranborne, verfassten Denkschrift zu erörtern. Diese überaus klare Denkschrift hob unter anderm hervor, dass die Frage der Universalität eng mit der Frage verknüpft ist, ob dem Völkerbund Zwangscharakter zu verleihen sei oder nicht, oder ob er als ein Bund vom «Mitteltypus» das Sanktionensystem als fakultative Einrichtung beibehalten sollte. Die Zukunft des Artikels 16 war somit in den Vordergrund der Beratung gestellt.

Wir wurden offiziell davon unterrichtet¹³, dass die schwedische Regierung im 28iger Ausschuss verlangen würde, es sei «festzustellen», dass der Völkerbund in Wirklichkeit bereits ein Bund von der Art dieses «Mitteltypus» sei, da Artikel 16 der Völkerbundssatzung nur noch fakultativ angewendet werde. Schweden legte den grössten Wert auf diese Feststellung, weil es ein für

13. Cf. N° 187A.

allemaal genau wissen wollte, welche Verpflichtungen aus Artikel 16 für das Land erwachsen. Als wir unsere Stellungnahme gegenüber der Initiative Schwedens festlegen mussten, konnten wir ihr unsere Unterstützung nicht verweigern. Dies war auch die Meinung der vom Politischen Departement konsultierten Sachverständigen. Was Schweden verlangte, entsprach in der Tat unsern eigenen Ansichten und Interessen. Seit dem 1. Juli 1936 hatten wir zusammen mit Schweden Vorbehalte in Bezug auf die obligatorische Tragweite des Artikels 16 gemacht. Wir konnten Schweden nicht allein lassen bei der Verteidigung dieser Position, welche die logische Folge der Erklärung von 1936 war und die uns in juristischer und politischer Beziehung die Rückkehr zur umfassenden Neutralität erleichtern sollte.

Man hat gesagt, dass wir klug gehandelt hätten, wenn wir die schwedische Initiative nicht unterstützt und unsern Fall für sich allein behandelt hätten, unabhängig von jedem Artikel des Paktes, einzig auf Grund der Londoner Erklärung. Unser Vertreter im 28iger Komitee¹⁴ hätte also gleichsam stumm der Diskussion über die Sanktionen beiwohnen müssen, während doch gerade diese Aussprache uns gewichtige Argumente zugunsten unserer neuen Völkerbundspolitik hätte liefern sollen. Gelangt eine Frage zur Behandlung, die, wie diejenige des Artikels 16, allzeit unsere volle Aufmerksamkeit beanspruchte und die noch die Hauptrolle spielte in unserm an Genf gerichteten Schreiben vom 4. September 1936¹⁵ über die Paktreform – ein Schreiben, das die einmütige moralische Zustimmung der eidgenössischen Räte gefunden hatte –, wie hätte da die Schweiz unterlassen können, in bescheidener und freundschaftlicher Weise ihre Meinung zu äussern, ohne gegen die Logik und gegen eine elementare Pflicht der Würde zu verstossen.

Man hat auch geltend gemacht, dass das Verlangen Schwedens einen Angriff gegen Artikel 16 darstellte und dass wir in Anbetracht unserer Lage besser getan hätten, ihn nicht zu unterstützen. Dieser Standpunkt ist nicht richtig. Es handelte sich keineswegs um einen Angriff gegen Artikel 16, sondern es handelte sich lediglich um die Feststellung der genauen Wahrheit. Man versteht, dass sich die Grossmächte ohne besondere Nachteile einer tatsächliche Lage anpassen können; die Macht steht auf ihrer Seite. Aber es scheint uns, dass man auch begreifen sollte, dass besonders die kleinen Staaten ein selbstverständliches Bedürfnis haben, ihre Verpflichtungen genau zu kennen.

Man hat ausserdem geltend gemacht, dass die Schweiz, wenn sie zu ihrer überlieferten Neutralität zurückzukehren beabsichtigt, sich um die Völkerbundsreform nicht kümmern sollte. Diese Auffassung kann man vertreten. Aber sie kann für den Vertreter des Bundesrates nicht wegleitend sein, denn er war ja gerade berufen, die besagte Reform zu erörtern. Indem wir mit Schweden und andern Ländern die schon erwähnte Feststellung verlangten, *warfen wir nur eine Frage auf, die unsere berechnete Auslegung der Londoner Deklaration unmittelbar berührt*. Haben wir einmal unsere umfassende Neutralität wieder erlangt, so werden uns Abänderungen, ja selbst Verschärfungen des Artikels 16 mehr oder weniger gleichgültig lassen. Aber für den Augenblick haben wir unser Ziel noch nicht erreicht, und um es zu erreichen, scheint es uns nützlich, dass wir auch über den fakultativen Charakter des Artikels 16 unsere Argumente vortragen.

Manche dachten, es wäre besser, auf die Vorteile, die sich für unsern Standpunkt aus den mangelhaften Anwendungen des Artikels 16 ergeben, zu verzichten und uns nur auf die allgemeine politische Lage zu berufen, um ein Statut vollkommener Neutralität im Völkerbund zu verlangen. Sie glauben, dass man uns ohne Schwierigkeiten geben würde, was wir beanspruchen. Gewiss können wir auf den guten Willen gewisser Grossmächte zählen, und wir sind ihnen dankbar für das freundschaftliche Verständnis, das sie uns bezeugen. Aber diese Grossmächte verpflichten nicht den gesamten Völkerbund. Eine formelle Revision der Londoner Erklärung würde Einstimmigkeit der im Völkerbundsrat vertretenen Mitglieder erfordern. Es ist nicht sicher, dass eine solche Einstimmigkeit zustande käme und dass man uns gewährte, was wir verlangen, ohne dafür Gegenleistungen zu fordern, die wir nicht zugestehen könnten. Wenn wir die Diskussion nur auf der Ebene der Londoner Erklärung führten, würden wir vielleicht unsere Aussichten, zu einer vollbefriedigenden Regelung zu gelangen, vermindern.

14. Cf. N° 197.

15. *Non reproduite, cf. FF 1936, vol. III, pp. 493–494.*

Diese kurzen Erwägungen dürften gezeigt haben, welche Bedeutung dem Artikel 16 in unseren Unterhandlungen mit dem Völkerbund zukommt. Es galt den Zusammentritt des 28iger Ausschusses zu benützen, um zusammen mit den andern Staaten, die den gleichen Wunsch hatten, Aufklärungen über die jetzige Tragweite des Artikels 16 zu erhalten. Unser Vorgehen erfolgte in zwei Etappen. In der ersten trachteten wir, die Auslegung festzulegen, die wir auf Grund der heutigen Auslegung des Artikels 16 der Londoner Erklärung zu geben berechtigt wären. In der zweiten mussten wir mit Hilfe der Feststellungen des 28iger Ausschusses in Genf die Anerkennung unserer Neutralität im Völkerbund verlangen. Aus diesem Grunde gaben wir unserem Vertreter im 28iger Komitee die Weisung, die schwedische Initiative zu unterstützen und mit Nachdruck auf das Interesse hinzuweisen, das der Völkerbund an der Feststellung hätte, dass der Artikel 16 tatsächlich nur noch fakultativen Charakter besitzt.

Diese Haltung des Bundesrates hat zu einigen Kritiken Anlass gegeben, die wir wohl verstehen, aber die uns nicht begründet scheinen. *In einer so wichtigen und heiklen Frage ist es die Pflicht eines kleinen Landes, die in rechtlicher Hinsicht stärkste Stellung zu beziehen, um seinem Recht zum Siege zu verhelfen.*

Der Sonderausschuss für die Verwirklichung der Grundsätze des Völkerbündspaktes trat, wie vorgesehen, am 31. Januar zusammen. Wir haben an dieser Stelle nicht über seine Beratungen zu berichten; wir werden nur einige der wesentlichsten Gedanken hervorheben. Es sei daran erinnert, dass Schweden seinen Standpunkt darlegte. «Die Idee der kollektiven Sicherheit», erklärte Herr Unden unter anderem, «kann, so gerecht sie auch sein mag, in der Praxis nicht verwirklicht werden, ohne dass der Völkerbund eine weitgehende Zustimmung der Völker erhält und ohne dass er, wie man sich auszudrücken pflegt, die Universalität erlangt, wobei dieser Ausdruck relativ aufgefasst sein will ... Ich glaube, dass niemand bestreitet, dass ein sehr beschränkter Völkerbund sich in der Unmöglichkeit sieht, genau nach den Bestimmungen des Paktes zu handeln ... Im Laufe der Geschichte des Völkerbundes sind zahlreiche Angriffsakte ... vorgekommen, mit denen sich der Völkerbund zu befassen hatte. Dabei hat Artikel 16 nur ein einziges Mal Anwendung gefunden – und auch dann in unvollständiger und zögernder Art und Weise ... Gerade die Staaten, die theoretisch mit dem grössten Eifer an Artikel 16 festhalten, hatten im Laufe dieser Jahre Einwendungen gegen die Anwendung und die Fortführung der wirtschaftlichen Sanktionen erhoben ... Ich bin davon überzeugt, dass, wenn nicht alle, so doch eine grosse Zahl der im Völkerbund vertretenen Regierungen der Ansicht sind, dass sich in der Praxis die Bestimmungen des Artikels 16 im gegenwärtigen Moment nicht vollständig anwenden lassen. Keiner der hier vertretenen Staaten könnte diese offensichtliche Tatsache leugnen und bestreiten, dass er im Laufe dieser letzten Jahre in verschiedenen Fällen der Anwendung von Sanktionen nicht nachgekommen ist, wo nach Völkerbündspakt die Sanktionen obligatorisch wären ... Als Vertreter der schwedischen Regierung würde ich die Lage so definieren: Infolge der Erfahrungen dieser letzten Jahre und angesichts der Schwächung des Völkerbundes und der allgemeinen politischen Lage sind die Mitglieder des Völkerbundes zur Erkenntnis gelangt, dass das System der Sanktionen in obligatorischer und automatischer Weise nicht funktioniert. Sollte jemand diese Meinung nicht teilen und erklären wollen, dass die wirtschaftlichen Sanktionen weiterhin obligatorisch und automatisch seien, so würde ich ihm entgegenhalten, dass er gerade damit gegen seine Regierung den Vorwurf erhebt, ihren Verpflichtungen nicht nachgekommen zu sein. Findet sich beispielsweise unter uns ein einziger Staat ... der im gegenwärtigen fernöstlichen Konflikt die Sanktionen gemäss Artikel 16 anwendet? Ich stelle fest, dass das System der Sanktionen gegenwärtig de facto eingestellt ist ... So bedauernswert man diese Entwicklung auch finden mag, so wird man doch in keinem Fall bestreiten können, dass sie stattgefunden hat ... Meines Erachtens gibt es nur eines, nämlich offen anzuerkennen, dass der Völkerbund aus den Gründen, die man kennt, nicht fähig ist, das Programm des Paktes in seiner Gesamtheit zu erfüllen. Man muss aus dieser Feststellung die Schlussfolgerung ziehen, dass dem Völkerbund in Wirklichkeit nicht mehr die Eigenschaft eines Bundes mit Zwangscharakter gemäss Artikel 16 des Paktes zukommt. Durch die Macht der Tatsachen und ohne Paktreform hat sich die Praxis durchgesetzt, nach welcher sich die Völkerbündmitglieder nicht mehr für verpflichtet halten, gegen einen angreifenden Staat Zwangsmassnahmen zu ergreifen ... Es ist daher wichtig, dass es als eine loyale und berechtigte Auslegung anerkannt werde, dass die veränderten Verhält-

nisse es dem Völkerbund in der heutigen Stunde unmöglich machen, gemäss dem Buchstaben der Paktbestimmungen zu handeln ... Diese Feststellung wird für die Zukunft keineswegs den Verzicht auf den Gedanken der kollektiven Sicherheit in sich schliessen ... Man wird mir vielleicht entgegenhalten, dass eine Feststellung im besagten Sinne einer weitem Schwächung des Paktes gleichkäme. Doch schwächt man den Völkerbund nicht, wenn man seine Schwäche als Tatsache anerkennt, man schwächt ihn eher, wenn man den Völkern wiederholt Gelegenheit bietet, die Nichtübereinstimmung zwischen der Lehre und der Praxis festzustellen ...»

Im Laufe der Beratung äusserte sich der Delegierte Hollands nicht weniger kategorisch. Auch nach seiner Ansicht ist der Artikel 16 fakultativ geworden. Seine Anwendung hängt von mehreren Faktoren ab, deren einer «von den politischen Beziehungen gebildet wird, die im gegebenen Zeitpunkt zwischen den Grossmächten bestehen». «Wollte man die Augen vor dieser Tatsache verschliessen, so würde man der Sache der kollektiven Sicherheit einen schlechten Dienst erweisen», erklärte Herr Rutgers. «Man kann ohne Übertreibung sagen, dass eine stille aber tatsächliche Paktreform stattgefunden hat, derzufolge der Völkerbund, der vormals notwendig ein Bund mit obligatorischem Zwangscharakter war, heute nur noch fakultativen Zwangscharakter besitzt. Diese Tatsache muss festgestellt werden». Herr Rutgers fügte bei, dass die Anwendung des Artikels 16 nicht allein von den Grossmächten abhängen dürfe. «Eine solche Auffassung würde die im Rate nicht vertretenen Mächte in den Fällen, wo die Grossmächte die wirtschaftlichen Sanktionen anwenden wollen, zu blossen Hilfskräften herabsetzen ... Nichts kann die Zukunft des Völkerbundes mehr gefährden als die gegenwärtigen Zweideutigkeiten. Die Klarheit ist an sich schon ein bedeutender Schritt nach vorn; sie ist eine wesentliche Bedingung des Fortschritts ... Die Regierung der Niederlande bleibt eine Anhängerin des Systems der kollektiven Sicherheit. Dies hindert sie aber nicht, den Tatsachen ins Auge zu sehen. Es ist nun eine Tatsache, dass die Verpflichtung zur Anwendung von Sanktionen nicht mehr als bestehend betrachtet werden kann und auch nicht betrachtet wird. Man kann sagen, dass diese Verpflichtung für den Augenblick tot ist – tot und begraben ...»

Auch Belgien vertrat keine andere Ansicht. Herr Langenhove schloss mit den Worten: «Der Artikel 16 wurde in Tatsache nie vollständig in Kraft gesetzt, er hat nur einmal eine teilweise Anwendung erfahren ... Gerade heute ist man in einem schweren Konflikte, genau wie dies schon in den Jahren 1931/32 der Fall war, vor allem darauf bedacht, dem Verfahren auszuweichen, das den Artikel 16 berühren könnte, weil man sich über die Schwierigkeiten Rechenschaft gibt, denen seine Anwendung begegnen würde. Somit hängt die Zwangsaktion davon ab, wie die Mitglieder des Völkerbundes die politische Lage und die Gefahren, welche diese für jeden einzelnen von ihnen bringen könnte, beurteilen ...»

In Übereinstimmung mit den erhaltenen Instruktionen legte unser Vertreter den schweizerischen Standpunkt dar¹⁶. Er wies mit Nachdruck auf die ganz besondere Lage der Schweiz in der Sanktionenfrage hin. *Er enthielt sich, dem Artikel 16, wie man zu sagen pflegt, den Prozess zu machen.* Die einzige objektive Aussetzung, die er daran vorbrachte, bestand in einem Zitat. Es handelt sich um einige Stellen des Briefes, den der Bundesrat am 4. September über die Paktreform an das Sekretariat des Völkerbundes zu richten beschlossen hatte. Dieser Brief hatte die einmütige moralische Zustimmung der eidgenössischen Räte gefunden. Der Nationalrat war auf Antrag seiner Kommission für Auswärtige Angelegenheiten am 10. März 1937 sogar einstimmig einer Erklärung beigetreten, nach welcher «in diesem Schreiben die Grundsätze wiedergegeben sind, nach denen sich die Neutralitätspolitik der Eidgenossenschaft im Rahmen des Völkerbundes zu richten hat.» Es handelte sich somit um ein Dokument von grossem politischem Werte, und es wäre kaum angegangen, dasselbe in einer Aussprache über die Sanktionen stillschweigend zu übergehen.

16. *Sur l'exposé du Département politique reproduit ici, suit la phrase* Er tat dies, wie man sehen wird, mit Mässigung, *qui a été biffée conformément aux modifications demandées par le Conseil fédéral. Pour le discours de Gorgé, cf. N° 197.*

Angesichts der Wichtigkeit der Erklärungen, die unser Vertreter im 28er Ausschuss vorbrachte, glauben wir nachstehend deren vollständigen Wortlaut wiedergeben zu müssen: [...] ¹⁷

Wie zu erwarten war, suchte niemand der durch Schweden verteidigten These zu widersprechen, doch bemerkten mehrere Delegierte, dass – angesichts des beim Rate hängigen Gesuches von China um Anwendung von Sanktionen – der Augenblick schlecht gewählt sei, um irgend einen Beschluss in dieser Sache zu fassen. Nach Ansicht des iranischen Abgeordneten könnte eine derartige Diskussion «nur in einer ruhigeren Atmosphäre in Angriff genommen werden». Der Vertreter Frankreichs war der Meinung, dass die Praxis, die bis dahin in der Anwendung des Artikels 16 verfolgt worden sei, jede erforderliche Beruhigung geben könne. Im Oktober 1935 wurde eingeräumt, «dass die wirtschaftlichen Sanktionen, die nach der durch die Mitgliedstaaten erfolgten Feststellung der Paktverletzung auf Grund von Artikel 16 obligatorisch wurden, durch Koordinierung des freien Willens der sie anwendenden Staaten geregelt werden sollten». Diese Beschwichtigungen sollten genügen. Herr Paul-Boncour fragte sich, weshalb, wenn die Praxis so sei, dies nicht in einem Text niedergelegt werden solle? Seine Antwort war, dass der Augenblick für solche Feststellungen nicht geeignet sei. Wir befinden uns «in einer Periode des Überganges». Es ist daher im Moment besser, «den obligatorischen Charakter des Paktes im Auge zu behalten, welches auch immer die Abschwächungen der Praxis sein mögen». Mit Bezug auf die Stellung der Schweiz war Paul-Boncour der Meinung, dass «ein gewisser Widerspruch vorliegt, wenn man die Notwendigkeit dieser totalen Neutralität anruft und sich gleichzeitig den Kritiken an Artikel 16 anschliesst, die schon durch die Tatsache einer totaler Neutralität gegenstandslos geworden sind und somit dahinfallen.» Aus Gründen, die wir angegeben haben, ist dieser Widerspruch indessen nur scheinbar, und wir brauchen uns zur Zeit nicht dabei aufzuhalten.

Wie der Präsident des 28iger Ausschusses am Schlusse der Beratung feststellte, «gibt es in solchen Augenblicken Dinge, die gesagt werden müssen, und wir haben die Gelegenheit geboten, sie zu sagen. Wir haben die wichtigen Erklärungen angehört, die in den diesem Bericht beigefügten Protokollen enthalten sind. Sie beleuchten eine Situation, deren Kenntnis für alle Mitglieder des Völkerbundes von Interesse ist...» Der Abgeordnete Schwedens hat, soweit an ihm, daraus sogleich einen praktischen Schluss gezogen; er hat eine im Protokoll enthaltene Erklärung folgenden Wortlautes abgegeben: «Für den Fall, dass die schwedische Regierung in der Praxis über ihre Haltung Beschluss zu fassen hätte, bevor der Ausschuss oder ein anderes Organ des Völkerbundes sich über das im Laufe der Beratung aufgeworfene Problem ausgesprochen hat, würde sich die schwedische Regierung berechtigt betrachten, eine Haltung einzunehmen, die den Erklärungen entspricht, die von der schwedischen Delegation vor dem Ausschuss abgegeben worden sind.» Das heisst mit andern Worten, dass Schweden den Artikel 16 als fakultativ betrachtet und sich eine entsprechende Handlungsweise vorbehält.

Wir hätten für die Schweiz auf der Stelle die gleiche Schlussfolgerung ziehen können, doch war in Anbetracht des Umstandes, dass wir auf alle Fälle unsere Aktion in Genf zur Wiedererlangung der umfassenden Neutralität fortzusetzen haben, eine nochmalige Klarstellung vor dem Ausschuss nicht erforderlich. Der vom 28iger Ausschuss genehmigte Bericht enthält keine materielle Schlussfolgerung; er verweist lediglich auf die Protokolle, welche die Feststellungen und Erklärungen der Regierungen enthalten. Er ist der Völkerbundsversammlung überwiesen worden.

Es handelt sich nun darum, die beste Art des Vorgehens für unsere weiteren Schritte zu finden, um die Anerkennung unserer Neutralität zu erlangen.

Da unser besonderes Statut im Jahre 1920 vom Rate festgelegt worden ist, dürfte es angezeigt sein, dass die Schweiz an das gleiche Organ gelangt, dem 14 Staaten angehören, worunter die drei Grossmächte, die noch Mitglieder des Völkerbundes sind. Wir würden somit demnächst an den Rat die Denkschrift richten, in der wir unseren Willen bekunden, Mitglied des Völkerbundes zu bleiben und unsere umfassende Neutralität wieder zurückzuerlangen. Werden wir dort die Einstimmigkeit erreichen können? Es wäre verfrüht, sich in dieser Stunde hierüber äussern zu wollen.

17. *Suit la traduction allemande du texte du discours Gorgé du 31 janvier, cf. N° 197.*

Es dürften noch kaum alle Klippen sichtbar sein. Doch wollen wir ihre Bedeutung nicht verringern oder uns den Anschein geben, dass wir sie verkennten. Dieser ebenso heikle wie wichtige Schritt wird durch ernste Sondierungen vorzubereiten sein, die allenfalls den Charakter richtiggehender Verhandlungen haben könnten. Der Bundesrat wird sich nur entschliessen können, vor den Völkerbundsrat zu treten, wenn er sich davon überzeugen kann, dass sein Schritt von Erfolg begleitet sein wird. Es ist klar, dass der Bundesrat der Bundesversammlung sobald als tunlich Gelegenheit geben wird, sich in voller Kenntnis der Dinge zu äussern.

Die Frage, ob das Volk und die Kantone ebenfalls zu veranlassen sein werden, ihre stillschweigende oder ausdrückliche Zustimmung zu geben, muss völlig vorbehalten bleiben.

Wir glauben gut getan zu haben, dass wir – *auf vertrauliche Weise* – den beiden parlamentarischen Kommissionen – im Nationalrat der Kommission für auswärtige Angelegenheiten und im Ständerat der Kommission, die ad hoc zur Prüfung des letzten Berichtes des Bundesrates über die Arbeiten der vergangenen Völkerbundsversammlung bestellt worden war – Aufschluss über den gegenwärtigen Stand der Frage gaben. Wir erachten, dass es sehr nützlich wäre, wenn die Angelegenheit in diesen Kommissionen gründlich beraten würde, bevor das Problem der Bundesversammlung unterbreitet wird. Zweck und Sinn dieses Exposés ist, diese vorläufige Beratung in beiden Kommissionen vorzubereiten.

Der Vorsteher des Politischen Departements wird es sich angelegen sein lassen, die Beratung einzuleiten, indem er diesem schriftlichen Bericht noch mündlich alle nützlichen Aufschlüsse und Ergänzungen beifügen wird. Es ist unsere Absicht, im Rahmen des Möglichen jene Einmütigkeit der Geister und Einheit der Aktion anzubahnen, die uns in einer der allerwichtigsten Landesfragen unerlässlich scheinen.

216

E 27, Archiv-Nr. 9467

Instructions du Chef du Service de l'Etat-Major général J. Labhart

Bern, 22. Februar 1938

WEISUNGEN FÜR DEN NEUAUFBAU DES NACHRICHTENDIENSTES

1. Der 5. *Sektion* sind folgende Arbeiten übertragen:
 - a. der Verkehr mit der Oberzolldirektion, dem Politischen Departement und der Bundesanwaltschaft,
 - b. der Verkehr mit den ausländischen Vertretungen und ihren Militär-Attachés,
 - c. der Verkehr mit dem Vaterländischen Verband,
 - d. Leitung des Dienstes unserer Militär-Attachés,
 - e. Abkommandierungen ins Ausland und Kommandierungen vom Ausland.
 - f. Erkundung der unmittelbaren Grenzgebiete:
 - Strassen und Wege,
 - Eisenbahnen und Seilbahnen,

- Sperren und Befestigungen,
- Unterkunft (Gebirg),
- Kraftwerke,
- Sichtung und Zusammenstellung der Berichte,
- Nachführung der entsprechenden Karten.
- g. Sicherung gegen Überfall.
- h. Geheimdienst, Agenten, u.s.w.
- i. Ordre de bataille der deutschen, französischen, italienischen und österreichischen Armee.
- k. Nachrichten über fremde Kriegsschauplätze.
- l. Nachrichten- und Verbindungswesen in der Armee.
- m. Heerespolizei.
- n. Geheimschrift.
- o. Pressedienst und Lichtbildwesen.

2. An Krediten stehen der Sektion für das Jahr 1938

zur Verfügung Fr. 50 000.—

Die Verwendung dieser Summe hat sich ungefähr in folgendem Rahmen zu halten:

für besondere Informationen	Fr. 6 000.—
Zeitungsubonumente	» 2 000.—
Erkundungen der unmittelbaren Grenzgebiete	» 5 000.—
Sicherung gegen Überfall	» 8 000.—
Representation	» 2 000.—
Reisen ins Ausland	» 3 000.—
Agenten	» 3 000.—
Pressedienst	» 20 000.—
Unvorhergesehenes	» 1 000.—
<i>Total</i>	<u>Fr. 50 000.—</u>

Über die sachgemässe Verwendung dieser Gelder ist der Sektionschef dem Chef der Genralstabsabteilung direkt verantwortlich.

3. *Erkundung der unmittelbaren Grenzgebiete.*

- a. Die im Jahre 1923 eingeführte Mitarbeit des Grenzwachtpersonals ist weiter auszubauen. Dazu ist Verbindung aufzunehmen mit der Oberzolldirektion und insbesondere persönliche Fühlungnahme mit den Grenzwachtkommandanten, Grenzwachtoffizieren und wichtigen Postenchefs.
- b. Die Mitarbeit der Militär- und Polizeibehörden der Grenzkantone ist durch persönliche Besprechungen in die Wege zu leiten.
- c. In allen wichtigen Ortschaften längs der Grenze sind Vertrauenspersonen, die Beziehungen über die Grenze haben, zu gewinnen.
Wo immer möglich, muss auch die Mitarbeit von Schweizern, die im fremden Grenzgebiet wohnen, gesichert werden.
- d. Es muss uns möglich gemacht werden, ausländische Deserteure durch unsere Organe einzuvernehmen.

- e. Der Einblick in die Akten betreffend Verfahren wegen militärischem Nachrichtendienst zum Nachteil eines fremden Staates muss sichergestellt werden.
 - f. Oberstlt. Siegrist steht für Erkundungen in der Grenzzone und ev. Verbindung mit den Grenzwachtposten in beschränktem Masse der Sektion zur Verfügung.
4. *Sicherung gegen Überfall.*
 In Verbindung mit dem Politischen Departement und den Konsulaten müssen an militärisch wichtigen Orten, ca. 30–100 km von unserer Grenze abgesetzt, Schweizer als Vertrauensleute gewonnen werden, die jede Dislokation von Truppen, besonders von Panzer- und leichten Truppen, nach einem vereinbarten System melden. Die Auslagen dieser Vertrauensleute wie Reisen, Zeitungsabonnemente, Telegramme, etc. sind zu entschädigen.
 Dieser Dienst ist zuerst in Süddeutschland, dann in Italien und Frankreich zu organisieren.
- 5. Bei der Verwendung von besonderen Agenten ist äusserste Vorsicht geboten.
 - 6. Die Organisation des Chiffrierbureaus im Armeestab ist vorzubereiten.
 - 7. Die Arbeitsverteilung innerhalb der Sektion ist einer besonderen Weisung vorbehalten.

217

E 2001 (D) 2/7

*Le Chargé d'affaires de la Légation de Suisse à Rome, L.H. Micheli,
 au Chef du Département politique, G. Motta*

L Confidentielle. Relations de presse italo-suisse

Rome, 23 février 1938

J'ai l'honneur de faire suite à la lettre de M. le Ministre Ruegger du 19 de ce mois¹, qui se référait notamment à votre office du 8 février², annonçant la visite de M. le Dr. *Rietmann*, Directeur de la N.Z.Z., Président de l'Association suisse des éditeurs de journaux. M. Rietmann a été reçu hier, à la fin de l'après-midi, par M. Mussolini et est reparti ce matin de bonne heure pour Zurich. Il compte venir vous rendre visite très prochainement. J'ai pu le voir encore un instant le soir, et j'essayerai de rapporter ce que j'ai retenu de son récit de l'audience au Palais de Venise, qui a duré environ une demi-heure; il n'avait pas eu le temps de rédiger des notes à ce sujet.

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. N° 199.*

Le Chef du Gouvernement a parlé à M. Rietmann en connaisseur averti et attentif de la presse, en homme du métier, entrant dans les détails techniques, citant de mémoire ou bien utilisant un fort cahier préparé pour lui (sans doute par M. Alfieri et ses services, sur la base des bulletins Tamaro), avec des extraits de journaux suisses. M. Alfieri assistait à l'entretien, mais n'a pas pris la parole, sauf pour donner quelques informations requises.

M. Rietmann semble avoir surtout eu le rôle d'auditeur. Après quelques mots échangés relatifs à la presse internationale, à propos du Congrès que doit présider à Rome, en mai, notre distingué compatriote, le Duce a fait allusion à l'Autriche, Etat allemand, puis, à propos des récents événements et passant du particulier au général, il s'est plaint de ce que Hitler et lui-même aient tant à se défendre contre les nouvelles erronées, des campagnes tendancieuses, des inventions journalistiques, les effets de la calomnie.

M. Mussolini a répété avec conviction à plusieurs reprises qu'il était un ami sincère de notre pays, pour des raisons politiques, financières et sentimentales. Très vite fut abordé le sujet de la presse suisse. Le Chef du Gouvernement écarta d'emblée les feuilles socialistes ou communistes, dont il ne recherche pas la compréhension ni l'approbation. Mais son ton serait devenu particulièrement sérieux lorsqu'il cita, un à un, une série abondante de journaux bourgeois de la Suisse alémanique qui seraient animés de sentiments peu amicaux vis-à-vis de l'Italie. Selon lui ils contiendraient des indications inexactes, des critiques déplacées, accueillant des nouvelles tendancieuses.

Dans un tour de pensée ayant une singulière analogie avec les vertes observations du Führer du 20 février, M. Mussolini a souligné avec gravité que l'attitude peu favorable d'une grande partie de la presse de notre pays peut être de nature à troubler les bons rapports existant, par ailleurs, entre les Gouvernements et sphères dirigeantes. M. Rietmann n'a pu se défendre du sentiment que son éminent interlocuteur forçait la note, généralisait de manière injuste à l'égard de nos journaux; le Chef du Gouvernement poursuivait sans cesse son idée, écartait par d'autres arguments, de nouvelles citations, chaque effort de son visiteur pour ramener les choses à leur juste mesure, pour diminuer l'importance de telle feuille ou de tel article, pour expliquer les circonstances et aplanir le terrain. Il tenait à marquer lui le point et d'une manière bien catégorique.

En même temps, notre compatriote a eu l'impression nette d'un avertissement suffisamment solennel pour être interprété comme marquant la position redoutée de la tenaille nord-sud qui se dessine et peut resserrer, d'un moment à l'autre, sa pression contre notre conception de «liberté de presse» et la manière de nos journaux d'informer, de juger et de commenter les événements par rapport aux dictatures.

Fait hautement significatif, me semble-t-il: M. Mussolini dit au Dr. Rietmann qu'il ne pensait pas que la «Nouvelle Gazette de Zurich» pourrait continuer à être informée par un correspondant de Berlin rapportant les événements d'Allemagne de la façon actuelle, c'est-à-dire souvent inexacte et défavorable³! Aucune réaction de sa part lorsque le Directeur de la «Nouvelle Gazette de Zurich» a fait observer combien le journal, également dans ses cor-

3. *Remarque manuscrite de Motta en marge de cette phrase*: Très important! M.

respondances de Rome, commentait les événements d'Italie avec compréhension, dans un sens amical. Je vous laisse à penser les impressions suscitées par ces déclarations.

On sait combien le Chef du Gouvernement est tout particulièrement sensible à tout ce qui touche aux vertus militaires du peuple italien et à la gloire de ses armes. Aussi n'a-t-il pas laissé échapper l'occasion de signaler, avec une certaine amertume, à M. Rietmann que l'observation, qui avait paru dans la *N.Z.Z.* et selon laquelle le maréchal Blomberg se serait exprimé en des termes peu élogieux sur les troupes italiennes après sa visite à Rome, était certainement fausse.

Cela dit, il faut ajouter que la visite se termina d'une manière très cordiale et amicale, le Chef du Gouvernement répétant encore qu'il était et serait toujours un ami de la Suisse.

Pendant toute sa visite à Rome, le Président de l'Association suisse des éditeurs de journaux a été traité avec la plus grande courtoisie et affabilité. Il a eu plusieurs entretiens avec le Ministre de la Culture populaire, M. Alfieri, avec le Directeur général Rocco et a été reçu en audience par le Ministre des Affaires Etrangères, Comte Ciano. Il a vu diverses personnes du monde journalistique, entre autres l'éditeur du «*Giornale d'Italia*».

Il a trouvé auprès de toutes les personnalités qu'il a rencontrées, depuis le Chef du Gouvernement jusqu'aux directeurs de journaux et fonctionnaires, une compréhension amicale de notre pays. La presse salua avec sympathie son arrivée.

En entendant le Dr. Rietmann, je n'ai pu m'empêcher de repenser à une observation récente du Directeur général de la presse, le Ministre Rocco, lors d'un déjeuner à la Légation. Parlant encore de M. Franz Klein, l'ancien correspondant des «*Basler Nachrichten*» à Rome, M. Rocco s'exprima à peu près ainsi: «Klein avait de la sympathie pour l'Italie, il aimait notre pays et me l'a dit plusieurs fois, mais il voulait faire de Rome une campagne contre le nazisme et combattait la politique d'axe et notre entente avec l'Allemagne, ce qui est inadmissible. Donc il a dû partir⁴.»

4. *Concernant Franz Klein, le Ministre Ruegger écrivait dans une lettre du 18 novembre 1937 au Département politique:* Le but de la présente est de vous signaler que la Direction générale de la Presse étrangère au Ministère de la Culture populaire nous a transmis les deux extraits de phonogrammes ci-inclus, indiquant que M. Franz Klein, l'ancien correspondant des «*Basler Nachrichten*» à Rome, ressortissant autrichien, qui a été éloigné du Royaume pour ses articles et son attitude jugés hostiles à l'Italie, a repris son activité journalistique aux «*Basler Nachrichten*» et à la «*Weltwoche*», en Suisse, dans un sens qui n'est point pour être agréable au Gouvernement italien. On sait que M. Klein s'était fait notamment reprocher l'envoi de nouvelles tendancieuses ou inexactes et sa campagne systématique contre les régimes totalitaires, particulièrement celui d'outre-Rhin. On nous a demandé de vous signaler ces articles.

Nous nous sommes bornés à indiquer que la Légation ne pouvait que, comme par le passé, constater sans plaisir l'activité de M. Klein. Il n'est évidemment pas très heureux que divers organes de chez nous, dont l'un, d'ailleurs, la «*Weltwoche*», est interdit en Italie, aient rouvert leurs colonnes à ce journaliste étranger pour des articles où il donne libre cours à ses tendances assez aigries (E 4320 (B) 1974/47/37).

On peut constater en terminant que les récents développements ne font que confirmer ce que la Légation a été obligée de vous rapporter depuis de nombreux mois au sujet du rôle si important des relations de presse et des suites pouvant en découler.

218

J.I.I.1/1

*Le Chef du Département des Postes et Chemins de Fer,
M. Pilet-Golaz,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L. manuscrite

Berne, 26 février 1938

Vous vous souvenez de la conversation que nous avons eue, vous et moi, après la séance du Conseil fédéral dans laquelle celui-ci décida de solliciter pour M. Frölicher l'agrément du gouvernement allemand¹. Revenant sur ma proposition de pressentir auparavant M. Vallotton, vous m'avez demandé si je croyais qu'il tenait vraiment à la diplomatie; si tel était le cas, Mon Dieu, vous pourriez peut-être songer à lui pour le poste de Washington, M. Peter atteignant la limite d'âge en 1939. Vous avez bien voulu, sur mon désir et je vous en remercie encore, m'autoriser à en parler à M. Vallotton.

L'occasion s'est présentée quelque temps plus tard. Il va de soi que M. Vallotton ne m'a pas donné de réponse immédiate; il a désiré réfléchir. C'est aujourd'hui chose faite et voici sa détermination:

Le poste de Paris l'aurait intéressé; peut-être aussi le poste de Berlin. Mais ni l'un ni l'autre ne lui ont été offerts. Celui de Washington, secondaire à ses yeux, l'attire d'autant moins qu'il ne sera libre qu'au cours de 1939. Il s'agirait donc d'une promesse politique et les parlementaires de 1938 en connaissent l'inanité; il n'entend pas qu'on en articule une seule à son bénéfice.

Il lui paraît préférable que le Conseil fédéral garde toute son indépendance pour désigner, en temps voulu, la personne qui lui paraîtra la plus qualifiée et que lui-même conserve de son côté sa totale indépendance envers le Conseil fédéral. Celui-ci, depuis 13 ans qu'il travaille à Berne, ne lui aurait jamais donné la moindre marque de confiance, réservant les honneurs et les charges à ceux qui ébranlent la coalition gouvernementale, non pas à ceux qui s'efforcent de la sauver encore.

Il a, d'ailleurs, exprimé le désir très net – aimant les situations claires – que vous sachiez ce qui précède. C'est la raison pour laquelle je ne me suis pas borné à vous faire part de sa seule détermination.

Bien entendu, je suis toujours à votre disposition pour causer.

Croyez, Monsieur le Conseiller et cher Collègue, à mes sentiments bien dévoués.

1. Cf. la séance du 11 février 1938 (E 1004.1 1/370, N° 223).

219

E 2300 London, Archiv-Nr. 32

*Le Ministre de Suisse à Londres, C. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

*Copie*RP N° 9. Gouvernement britannique
et Société des Nations.

Londres, 26 février 1938

Pour faire suite à l'entretien téléphonique que j'ai eu mardi passé avec M. le Ministre Bonna au sujet des déclarations très importantes que le Premier Ministre a faites à la Chambre des Communes concernant l'attitude que le Gouvernement Britannique entend actuellement adopter vis-à-vis de la Société des Nations, j'ai l'honneur de vous donner, ci-dessous, quelques informations complémentaires sur l'exposé du Premier Ministre et les premières réactions qu'il a suscitées à la Chambre des Communes et à la Chambre des Lords :

Répondant aux reproches que les membres de l'opposition lui avaient faites de n'avoir rien dit au sujet de la Société des Nations ou de la sécurité collective, Mr. Chamberlain déclare qu'il voulait précisément saisir l'occasion qui lui était offerte pour exprimer son opinion à ce sujet. Après avoir rappelé ce qu'il fallait entendre par «sécurité collective», le Premier Ministre démontra que pour tout observateur objectif et honnête, la Société des Nations n'était pas en état, aujourd'hui, d'assurer la sécurité collective. Par conséquent, a-t-il ajouté, «n'essayons pas de nous illusionner et encore moins de leurrer les petites nations en les laissant croire qu'elles seront protégées par la Société des Nations contre des attaques d'agression et agir en se basant sur cette croyance alors que nous savons que l'on ne peut s'attendre à rien de semblable. Les adversaires du Gouvernement ne cessent d'employer des phrases et des clichés qui ont perdu toute signification. Comment attendre de la Société des Nations qu'elle remplisse toutes les fonctions pour lesquelles elle avait été créée, alors que depuis sa fondation elle a été abandonnée par la plupart des grandes puissances? D'ailleurs, le pouvoir de la Société des Nations ne dépend pas uniquement du nombre de ses membres mais également de la conviction de ceux-ci qu'elle soit encore à même de réaliser les tâches que l'on avait cru pouvoir lui confier. Au moment des dernières élections la conviction que la Société des Nations ne pouvait pas remplir ses fonctions n'était pas universelle. Mais, aujourd'hui, où trouveriez-vous dans la Société des Nations elle-même quelqu'un qui soit convaincu que la sécurité collective puisse être réalisée par la Société des Nations telle qu'elle est actuellement constituée?»

«Pourquoi continuez-vous donc à en faire partie», demandèrent à ce moment quelques membres de l'opposition? Et Mr. Chamberlain répondit: «Nous restons dans la Société des Nations parce que nous croyons qu'elle puisse être reconstituée et parce que je crois aussi que la Société des Nations peut encore accomplir une tâche importante.» C'est alors que parlant de l'Article 16 Mr. Chamberlain fit cette déclaration très importante: «Je doute beau-

coup que la Société des Nations puisse accomplir sa meilleure tâche tant que ses membres ont le devoir express d'imposer des sanctions ou d'avoir recours à la force pour faire respecter des obligations. Je ne voudrais pas changer ni radier aucun article dans le Covenant, même pas l'Article 16 dans l'espoir qu'un jour il puisse être remanié sous une forme telle que nous puissions alors nous y confier et faire emploi de ces forces dans le but pour lequel elles avaient effectivement été prévues à l'origine. Pour l'instant, en revanche, la Société des Nations ne peut imposer aux nations qui y demeurent attachées, de se charger d'obligations ou de risques qu'elles ne sont manifestement pas préparées à assumer.»

Bref, Mr. Chamberlain se départissant de la réserve habituelle dans laquelle les membres du Gouvernement s'étaient maintenus jusqu'ici, quant à la politique de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Société des Nations, a clairement exposé que le Gouvernement ne voulait plus voir aujourd'hui dans la Société des Nations autre chose que ce qu'elle était devenue en réalité, c'est-à-dire une institution ne pouvant plus prétendre aux hautes fonctions que quelques-uns de ses membres continuaient à vouloir lui prêter, mais pouvant en revanche accomplir encore un travail des plus utiles en limitant son activité à des tâches moins ambitieuses et plus pratiques.

Dans une péroraison pathétique Mr. Chamberlain a expliqué les raisons qui l'avaient amené, par une évolution qu'imposait une claire vision des choses, à se départir de la confiance et de l'espoir que le Gouvernement national avait mis dans la Société des Nations lors de son arrivée au pouvoir. «J'ai dû me convaincre», remarqua-t-il, «qu'en voulant demeurer attaché à tout prix aux principes de la Société des Nations, nous allions bientôt devoir faire face à une situation des plus dangereuses, d'où ma conviction que nous devons réagir à temps et prendre sans tarder des mesures sur le terrain des réalités pratiques.»

Il est hors de doute que la déclaration de Mr. Chamberlain signifie l'abandon de ce qui était jusqu'ici connu, à tort ou à raison, sous le nom de «politique Eden», politique qui en fait, et sans que le Gouvernement l'ait expressément déclaré, avait déjà été depuis quelque temps reléguée à l'arrière-plan, le Gouvernement ayant réalisé qu'elle ne pouvait conduire à aucun progrès en l'état actuel des choses.

L'exposé du Premier Ministre par sa franchise et son courage a été en général bien accueilli, sauf naturellement par les socialistes qui accusent le Gouvernement national de trahir son programme en abandonnant la Société des Nations à son triste sort et de faire le jeu de l'Allemagne et de l'Italie.

Il semble plutôt que l'idée de Mr. Chamberlain, ainsi que l'a relevé Lord Halifax à la Chambre des Lords le 24 février, n'est pas de renoncer définitivement à toute politique basée sur la Société des Nations mais d'y renoncer *provisoirement* devant l'urgence des tâches qui s'imposent au Gouvernement et que celui-ci ne peut manifestement accomplir, ou tenter d'accomplir, qu'en ayant recours à des moyens qui ne sont pas d'avance voués à un insuccès certain. C'est sur quoi Lord Halifax a insisté en déclarant que le Gouvernement n'avait en rien modifié sa politique mais que force lui était de reconnaître que la Société des Nations ne pouvait faire plus que ce qu'en fait elle était capable de faire. En temps de tempête force est au navire de réduire sa voilure et de laisser passer

l'orage jusqu'au moment plus propice où, le calme étant revenu, il sera possible d'examiner comment et où l'on entend se diriger. La Société des Nations devrait être la première à le comprendre. Vouloir s'en tenir au point de vue exprimé par l'opposition, c'est-à-dire au principe de la sécurité collective et ne s'en départir en rien équivaldrait à détruire la Société des Nations qui, au moment où elle devrait agir, se rendrait compte qu'elle en serait dans l'impossibilité absolue.

220

J.I.1.1/39

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chancelier d'Autriche, K. von Schuschnigg*

*Copie à la presse
L manuscrite*

Bern, 28. Februar 1938

Leider hatte ich nicht den Vorteil, Ihre jüngste grosse Rede¹ vor dem Bundestage am Radio zu hören. Ich konnte aber *in extenso* dieselbe in der *Reichspost* von Wien lesen.

Es drängt mich, Ihnen den Ausdruck meiner echtsten Bewunderung auszusprechen und gleichzeitig meinen tiefen Dank dafür zu sagen, dass Sie, Herr Bundeskanzler, die Schweiz in so herzlicher freundschaftlicher Weise genannt und meine Person so ehrenvoll erwähnt haben.

Ihre Rede war eine weltgeschichtliche Tat; alle meine Wünsche begleiten Sie in Ihrer segensreichen Tätigkeit.

Wollen Sie, Herr Bundeskanzler, den Ausdruck meiner Hochachtung, Verehrung und Ergebenheit empfangen.

1. Du 24 février 1938, dans lequel Schuschnigg déclarait « nous n'irons pas plus loin » (qu'à Berchtesgaden) et que l'Autriche ne renoncerait jamais à son indépendance.

221

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 91

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 13

Paris, 8. März 1938

Nachdem ich gestern dem Chef des Protokolls meinen Besuch gemacht hatte, wurde ich heute von Herrn Delbos empfangen. Ich habe ihm die Kopie des Beglaubigungsschreibens überreicht. Sein Empfang war ausserordentlich

herzlich. Er hat betont, dass in den heutigen Zeiten die Demokratien mehr als je aufeinander angewiesen seien, dass die französisch-englische Freundschaft in keiner Weise erschüttert sei, da der Weggang von Eden nicht auf Divergenzen über das Ziel, sondern auf solche über die Methoden zurückzuführen sei, und endlich, dass er hoffe, auch mit der Schweiz die engsten und freundschaftlichsten Beziehungen pflegen zu können. Er fügte bei, er hoffe auf gemeinsame fruchtbare Arbeit und versicherte mich seiner grossen Sympathie für unser Land und seine besondern Verhältnisse. Er richtete auch an mich sehr schmeichelhafte Worte der Anerkennung.

Ich habe Herrn Delbos unserer grossen Sympathie für Frankreich und sein demokratisches Staatswesen versichert, meine Freude über die mir übertragene Mission ausgedrückt und der Hoffnung Ausdruck gegeben, in Paris für unsere ganz besonders heikle Lage als Mitglied des jetzigen Völkerbundes Verständnis und für die sich aufdrängende Lösung Unterstützung zu finden. Ich habe ihm angekündigt, dass ich in dieser Hinsicht in einiger Zeit mit bestimmten Instruktionen zu ihm kommen werde.

Herr Delbos wiederholte die Erklärung, dass die französische Regierung für das Bestreben, die volle schweizerische Neutralität zurückzugewinnen, durchaus Verständnis habe, dagegen etwas enttäuscht gewesen sei, dass die bekannte Rede im Ausschuss der 28¹ nicht ganz in Übereinstimmung mit dem gewesen sei, was am Déjeuner Avenol in Aussicht genommen wurde. Auf meine Einwendungen gab er immerhin zu, dass es sich mehr um die Form und den Ton als um den Inhalt der Rede gehandelt habe, die hier etwas «verschnupften». Er könne mich versichern, dass Frankreich trotz dieses Zwischenfalles schweizerische Vorschläge mit grossem Wohlwollen prüfen werde.

Die Überreichung des Beglaubigungsschreibens an den Präsidenten der Republik wird Ende dieser Woche oder anfangs der nächsten stattfinden. Der Tag ist noch nicht bestimmt.

Von Interesse mag noch sein, dass bereits jetzt in allen grossen Salons des Quai d'Orsay mit Hochdruck an den Vorbereitungen für den Besuch des englischen Herrscherpaares gearbeitet wird. Man gedenkt offenbar, diesem Besuch einen ungewöhnlich grossen äussern Glanz zu verleihen.

1. Cf. N° 197.

222

E 2300 Den Haag, Archiv-Nr. 7

*Le Ministre de Suisse à La Haye, A. de Pury,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 4

La Haye, 8 mars 1938

Il y a quelques jours M. Patijn a répondu à la 1^{re} Chambre des Etats Généraux à diverses questions qui lui ont été posées sur la politique extérieure du Gouvernement. Je ne relèverai ici que quelques points de son discours qui nous

intéressent spécialement où il a précisé encore son opinion à l'égard de l'article 16 du Pacte de la S.d.N et de la neutralité.

Le Ministre a exprimé l'avis que, pour le moment, il vaudrait mieux ne pas toucher à cet article et le laisser tel qu'il est; du reste, a-t-il dit, les paroles prononcées à Genève, à la commission des 28, par le professeur Rutgers ne peuvent laisser subsister aucun doute sur ce qu'en pense le Gouvernement; moins on en discutera maintenant, mieux cela vaudra pour les relations internationales. Si, toutefois, cette question revenait sur le tapis, le Gouvernement insisterait pour que l'art. 16 fût interprété conformément aux vues exposées par M. Rutgers.

La conception hollandaise de la neutralité vous est connue par les rapports que je vous ai adressés au cours de l'année dernière. A réitérées fois M. de Graeff en avait parlé et il avait émis cette maxime, depuis bien souvent répétée, que les Pays-Bas ne se prêteront jamais à conclure avec un autre Etat un traité relatif à l'inviolabilité de leur territoire, parce que cette inviolabilité est un axiome intangible qui ne saurait être l'objet d'un accord. M. Patijn a repris ce thème, mais il l'a encore accentué. A un sénateur qui prétendait que la Hollande jouissait de moins d'autonomie qu'autrefois en ce qui concerne le passage de troupes à travers son territoire, M. Patijn a répliqué vivement que tel n'est pas le cas et que jamais les Pays-Bas, sous aucun prétexte, ne se sont laissés imposer l'obligation d'autoriser un passage de troupes. «Nous n'avons signé, a-t-il dit textuellement, aucun traité de neutralité. La Hollande n'a jamais été neutre en vertu d'une convention, comme la Belgique et la Suisse. J'ai une grande aversion pour le mot «neutralité»; «indépendance» est une expression plus juste. Nous sommes indépendants, mais pas neutres. Nous sommes libres de conclure une alliance d'un jour à l'autre avec qui nous voulons; ce à quoi nous aspirons, c'est à être indépendants.»

A la demande d'un de ses auditeurs il a précisé comme suit sa manière d'envisager la question du passage d'une armée étrangère: le Gouvernement se réserve de décider dans chaque cas, en tenant compte des circonstances du moment, s'il lui convient d'autoriser le passage de troupes à travers le territoire néerlandais. C'est aussi dans ces termes que s'est exprimé M. de Graeff, l'année dernière, devant les Etats Généraux. Depuis, la doctrine du Gouvernement n'a pas changé.

Dans son exposé, M. Patijn a reparlé des négociations restées sans résultats avec les Etats d'Oslo qui ont précédé l'envoi à Rome d'un nouveau Ministre muni de lettres de créance adressées au Roi-Empereur. Cette question n'a plus soulevé les mêmes objections et critiques qu'au mois de janvier et on peut considérer qu'elle n'en soulèvera plus.

E 2001 (D) 4/22

*Le Chef du Département politique, G. Motta
au Secrétaire général de la Société des Nations, J. Avenol¹*

*Copie**L*

Berne, 9 mars 1938

Par lettre du 19 juin 1937², le Secrétariat de la Société des Nations avait bien voulu nous communiquer la résolution³ adoptée, le 1^{er} mai 1937, par le Bureau de la Conférence pour la réduction et la limitation des armements relativement au projet de convention concernant la publicité des dépenses de défense nationale ainsi qu'au contrôle national de la fabrication et du commerce des armes.

Entre-temps, les deux questions ont été examinées à l'Assemblée de la Société des Nations et, par lettre du 23 octobre 1937⁴, le Secrétariat nous avait communiqué la résolution⁵ adoptée à ce sujet le 30 septembre en nous priant, en particulier, de lui faire connaître les mesures qui auraient été prises en Suisse en vue d'«une surveillance efficace tant de la fabrication que du commerce des armes, des munitions et du matériel de guerre».

Ainsi que vous le savez, la délégation suisse s'était associée, à l'Assemblée, au projet de résolution émanant des délégations de Belgique, Danemark, Finlande, Norvège, Pays-Bas et Suède et recommandant la conclusion d'une convention internationale sur la publicité des dépenses de défense nationale, ainsi que l'institution, dans ces divers pays, d'un contrôle national de la fabrication et du commerce des armes.

En ce qui concerne le problème de la publicité, la délégation suisse avait précisé qu'une solution ne lui paraîtrait guère possible sans le concours des Etats principalement intéressés.

Les Autorités fédérales ne peuvent que confirmer cette manière de voir.

Pour ce qui est du contrôle de la fabrication et du commerce des armes, la question est entrée dans une phase décisive en Suisse. Le 20 février dernier, le peuple et les cantons suisses ont décidé, en votation populaire, d'abroger l'article 41 de la Constitution fédérale et de lui substituer le texte suivant:

«La fabrication et la vente de la poudre de guerre appartiennent exclusivement à la Confédération.

La fabrication, l'acquisition, le commerce et la distribution d'armes, de munitions, d'explosifs, d'autre matériel de guerre et de pièces détachées sont

1. Document déjà publié dans la *Série des Publications de la Société des Nations, IX. Désarmement 1938. IX. 2, N°: Conf. D. 183, p. 29.*

2. Non reproduite.

3. Cf. publication mentionnée à la note 1, p. 3.

4. Non reproduite.

5. Non reproduite.

soumis à une autorisation de la Confédération. Cette autorisation ne sera accordée qu'aux personnes et entreprises qui, du point de vue de l'intérêt national, présentent les garanties nécessaires. Les droits des établissements en régie de la Confédération sont réservés.

L'importation et l'exportation d'armes, de munitions et de matériel de guerre dans le sens de la présente disposition ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation de la Confédération. Celle-ci a le droit de subordonner également le transit à des autorisations.

Le Conseil fédéral édictera par voie d'ordonnance, sous réserve de la législation fédérale, les dispositions nécessaires pour l'exécution des 2^e et 3^e alinéas. Il établira en particulier des dispositions détaillées concernant l'octroi, la durée et le retrait des autorisations, ainsi que sur le contrôle des concessionnaires. Il déterminera en outre les armes, munitions, explosifs, autre matériel et parties détachées auxquels s'applique la présente disposition.»

La Confédération dispose ainsi des moyens nécessaires pour assurer un contrôle complet et efficace sur la fabrication et le commerce des armes, munitions et matériel de guerre. Une ordonnance d'exécution, dont les termes seront communiqués ultérieurement au Secrétariat, entrera en vigueur dans un avenir rapproché.

224

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 53

*Le Ministre de Suisse à Vienne, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 18. Streng vertraulich

Wien, 9. März 1938

Hiedurch beehre ich mich, Ihnen über zwei kürzliche Unterredungen mit Bundeskanzler von Schuschnigg und Aussenminister Guido Schmidt einige Angaben zu machen, die grösstenteils streng vertraulicher Natur sind.

Der Bundeskanzler bezeichnete es als eine seiner schwersten gegenwärtigen Aufgaben, einerseits die österreichischen Nationalsozialisten nicht allzusehr «übermarken», das heisst nicht über die ihrer Betätigung gesetzten Grenzen hinausdringen zu lassen, andererseits die eigenen Anhänger in der Vaterländischen Front und namentlich die Arbeiterschaft zurückzuhalten und so Zusammenstösse zu verhüten, die einen Grund zur deutschen Einmischung gäben, auf den Hitler ja nur warte. Deutschland schrecke nämlich letzten Endes vor keinen Entschlüssen zurück, denn es rechne bestimmt mit der Unvermeidbarkeit eines Krieges. Adolf Hitler habe ihm, dem Bundeskanzler, in Berchtesgaden wörtlich erklärt: «Das Blutvergiessen kann dem deutschen Volke nicht erspart werden». Massgebend ist hier wohl der Gedanke, dass die deutschen

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: In Zirkulation. Sehr wichtig und interessant. 11.3.38. M.

Rüstungen als aktiver Faktor in Form eines Krieges in die deutsche Politik schliesslich doch eingesetzt werden müssen, da sie ja nicht auf unbestimmte Zeit auf ihrem jetzigen Stand gehalten werden können. In diesem Zusammenhang erwähne ich, von der Unterhaltung mit Herrn Schuschnigg abschweifend, dass der frühere amerikanische Präsident, Herbert Hoover, der kürzlich zwei Tage in Wien weilte, um den Grad eines Ehrendoktors zu empfangen, einer Persönlichkeit meines Vertrauens eröffnete, auch die Vereinigten Staaten von Amerika könnten auf die Dauer die jetzigen Rüstungen nicht ertragen. Hoover fügte bei, entweder komme als Folge des gegenwärtigen Wettrüstens ein wirtschaftlicher Zusammenbruch mit seinen entsetzlichen sozialen Auswirkungen, oder aber der Krieg.

Bundeskanzler von Schuschnigg, zu dessen Darlegungen ich nun zurückkomme, sagte mir weiter, die Lage schaue nicht gut aus, man möchte in Schweden leben. Den gleichen Gedanken hatte er übrigens, wie ich Ihnen meldete, schon früher geäussert. Er fuhr fort, niemand werde vom Krieg verschont werden und wer, wie er, den Weltkrieg mitgemacht habe, könne ermessen, was dies für alle, besonders für Österreich, bedeute.

Herr von Schuschnigg sagte mir sodann – und dies ist sehr bedeutungsvoll – wenn er durch die Entwicklung der Dinge gezwungen werde, so scheue er sich nicht, Enthüllungen über Berchtesgaden vor die Weltöffentlichkeit zu bringen, die er ihr bisher vorenthalten habe. Aber die Staatskanzleien – meinte er – seien nun wenigstens erwacht.

In diesem Zusammenhang sei aufgezeichnet, dass Aussenminister Dr. Guido Schmidt, an dessen Seite sich Gesandter Hornbostel befand, der von jeher im Bundeskanzleramt ein Eckstein des österreichischen Unabhängigkeitswillens war, kürzlich den französischen Gesandten empfing, um ihn zu fragen, was nach seiner Auffassung Österreich tun solle, wenn es durch Deutschland erneut unter Druck gesetzt werde. Die Antwort lautete, der Ballhausplatz solle den Quai d'Orsay sofort offiziell verständigen. Dieser Druck Deutschlands, der den österreichischen Staatsmännern so grosse Sorge bereitet, macht sich übrigens in mehr als einer Hinsicht bemerkbar. So ist der Rücktritt des österreichischen Generalstabchefs Jansa – früher Militärattaché in Berlin – nicht, wie die Blätter krampfhaft darzulegen versuchten, auf die Erreichung der Altersgrenze zurückzuführen. Jansa ist vielmehr ein Opfer des «deutschen Friedens». In militärtechnischer Hinsicht galt er nämlich als franzosen- und tschechenfreundlich. Dabei wäre es natürlich verkehrt, nun annehmen zu wollen, sein Nachfolger, Generalmajor Böhme, werde sein Amt als Vertrauensmann der deutschen Generalität versehen. Immerhin musste Jansa, wie gesagt, darum gehen, weil er als militärischer Fachmann gegen die deutsche Armee eingestellt war.

Es bleibe auch nicht unerwähnt, dass der Druck gegen Staatssekretär Skubl, den Herr von Schuschnigg bekanntlich zum Generalinspizienten der gesamten Exekutive gemacht hat, ein nicht unbedeutender ist. Es fragt sich, ob alle diese Fäden nicht durch Herrn von Papen gezogen werden, der sich trotz der Verabschiedung vom österreichischen Bundespräsidenten noch immer in Österreich befindet. Allerdings hat die Einstellung des Ballhausplatzes zu Herrn von Papen seit dem Besuch in Berchtesgaden eine starke Änderung erfahren.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass der Bundeskanzler vom ehrlichen Willen erfüllt ist, die Abmachungen des deutschen Friedens loyal einzuhalten, dass er jedoch leider glauben muss, von der Dynamik seines Partners unter Umständen Schlimmes zu befürchten zu haben.

Und nun zur Unterredung mit Aussenminister Dr. Guido Schmidt! Ich stellte dem Minister die konkrete Frage, ob uns die nächste Zeit eine gewisse Ruhe bringen werde. Die Antwort lautete: aussenpolitisch voraussichtlich ja, innenpolitisch müsse sich nun zeigen, wer Herr im Hause sei. Es werde sich nun zu erweisen haben, ob die österreichischen Nationalsozialisten sich loyal an die getroffenen Abmachungen hielten, beziehungsweise ob Rückfälle in die Illegalität von aussen her unterstützt oder desavouiert würden.

Wichtig ist, dass Guido Schmidt dabei bemerkte, der Innen- und Sicherheitsminister Seyss-Inquart – ob wir diesen Mann einen National-Betonen oder einen Nationalsozialisten nennen, ist wohl ein Spiel mit Worten – arbeite zur Zufriedenheit des Bundeskanzlers. Es wird allerdings bereits befürchtet, dass Seyss-Inquart, als für die extremen Nationalsozialisten zu guter Österreicher beim nationalsozialistischen Bevölkerungsteil sich bereits den Kredit verderbe.

Dr. Guido Schmidt verteidigte alsdann den Gang auf den Obersalzberg. Hätte man die Einladung zu diesem Besuche abgelehnt, so argumentierte er, würde Hitler haben sagen können, seine ausgestreckte Hand zum Frieden sei ausgeschlagen worden, er müsse nun zu andern Mitteln greifen. Dann hätte Deutschland einen Vorwand gehabt, um das Abkommen vom 11. Juli 1936 zu kündigen und Zuständen, wie sie im Jahre 1934 herrschten, neuerdings Tür und Tor zu öffnen. Dann wäre wohl ein Bürgerkrieg zu befürchten gewesen, mit der Möglichkeit einer deutschen Intervention.

Allerdings, fuhr Dr. Guido Schmidt fort, hätten er und der Bundeskanzler nicht damit rechnen können, dass es möglich sei, als Gast irgendwohin eingeladen zu werden, um dann in der Garderobe die Pistole auf die Brust gesetzt zu bekommen, damit man das Portefeuille herausgebe.

Das Bild von der auf die Brust gesetzten Pistole bezeichnet wohl die ultimative Art, mit der Hitler seine Minimalforderungen durchsetzte: Generalamnestie, Zulassung der Nationalsozialisten in die Vaterländische Front und in die Regierung. Hinter dieses «Minimum» habe Hitler nicht zurückgehen wollen. Er habe daraus eine Prestige-Frage gemacht.

Gleich dem Bundeskanzler betonte der Aussenminister, das Unerfreulichste und Gefährlichste an den Erkenntnissen von Berchtesgaden sei, dass man sich draussen im Reich mit dem Gedanken an einen Krieg immer mehr vertraut zu machen scheine. Seine persönliche Überzeugung ist, dass Hitler Österreich haben will und nicht nachgibt. Allerdings hofft der österreichische Aussenminister, die Zeit werde helfen. Diese Hoffnung auf die hinausschiebende und helfende Kraft der Zeit zeichnet übrigens das ganze Programm und die ganze Politik der österreichischen Regierung in den vergangenen fünf Jahren.

Die nächste Zukunft seines Landes, so erklärte mein Gesprächspartner, hänge davon ab, ob England und Italien sich verständigten. Geschehe dies, so könne Italien Österreich wieder helfen, seine Unabhängigkeit zu behaupten. Geschehe dies nicht, so bleibe die Zukunft dunkel.

Es bleibt für Dr. Guido Schmidt eine unbeantwortete Frage, ob Herr von

Papen wusste, was seinen Reisebegleitern in Berchtesgaden bevorstand. Er will dies nicht gerne annehmen. Allerdings habe Herr von Papen dem erstaunten Bundeskanzler die deutschen, auf dem Obersalzberg anwesenden Generale ohne jedes Zeichen eigener Überraschung vorgestellt. Sofern Papen wirklich an der Überrumpelung von Berchtesgaden mitbeteiligt gewesen sei, so verknüpfe dies seinen Abgang mit einer sehr bitteren Erinnerung.

Im Laufe der langen Unterhandlungen des «harten Tages» von Berchtesgaden, wie Herr von Schuschnigg am 24. Februar im österreichischen Bundestag das Zusammentreffen mit Adolf Hitler bezeichnete, habe der Bundeskanzler nicht zu allem nein sagen können. Er habe aber auch nicht ja gesagt und als Ehrenmann erklärt, er müsse, getreu der Verfassung, die legalen Instanzen befragen; bis Dienstagabend werde er antworten. So sei man unter dem Druck der deutschen Forderungen auseinandergegangen.

Nun müsse, schloss der Aussenminister, alles getan werden, um durchzuhalten. Dabei sei es das Gebot der Stunde, den Anschein guter und freundschaftlicher Beziehungen zu Deutschland zu wahren. Denn gegen Deutschland könne Österreich seine Politik auf die Dauer nicht richten. Käme es zu innern Unruhen, zu Schiessereien und zu Blutvergiessen, so sei eine Intervention Deutschlands zu gewärtigen. Dann, erklärte der Aussenminister, müssten andere als er der Situation die Stirne bieten.

Trotz der düsteren und gefahrenschwangeren Aussichten, die sowohl die Erklärungen des Bundeskanzlers als auch diejenigen seines Aussenministers eröffnen, glaube ich, dass Österreich in den nächsten Wochen, wenigstens in aussenpolitischer Beziehung, mit einer Atempause rechnen darf. Wie sich nun allerdings die Befreiung der österreichischen Nationalsozialisten von den Fesseln der Illegalität und die von der Regierung zugestandene Durchsetzung der Vaterländischen Front mit Hakenkreuzleuten auswirken wird, ist schwer abzuschätzen. Es können hier vielleicht bald, vielleicht später, Gegebenheiten eintreten, welche österreichische innenpolitische Komplikationen auf den aussenpolitischen Plan erheben und Deutschland so, im Sinne der Befürchtungen des Bundeskanzlers und seines Aussenministers, die Handhabe zu einem neuen Druck, wenn nicht zu Schlimmerem, bieten.

225

E 2001 (D) 3/15

*La Division des Affaires étrangères du Département politique
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie
L OR

Bern, 9. März 1938

Wir beziehen uns auf unsere Zuschrift vom 26. Februar¹ betreffend die Beschwerde der Österreichischen Gesandtschaft wegen der Berichterstattung

1. *Non reproduite.*

von Herrn Dr. Caratsch und beehren uns, Ihnen mitzuteilen, dass die Chefredaktion der «Neuen Zürcher Zeitung» nicht verfehlt hat, dem Genannten eine ausdrückliche Missbilligung auszusprechen. Wir übermitteln Ihnen Abschrift des Schreibens, das die Chefredaktion unter dem 1. d. M. an Herrn Dr. Caratsch² gerichtet hat, zur vertraulichen Kenntnisnahme.

Auf Wunsch von Herrn Bretscher möchten wir Sie ersuchen, den österreichischen Presse-Attaché davon in Kenntnis zu setzen, dass der Berliner Korrespondent von seiner Zeitung wegen des Vorfalles zur Rechenschaft gezogen worden ist.

Im übrigen werden Sie dem Schreiben von Herrn Bretscher an Herrn Caratsch entnehmen, dass eine Änderung des Berichterstatters der «Neuen Zürcher Zeitung» in Aussicht genommen ist. Das Politische Departement hätte gegen eine solche Massnahme auf Grund der bisherigen Erfahrungen keine Einwendungen zu erheben.

ANNEXE

*Le Rédacteur en chef de la «Neue Zürcher Zeitung», W. Bretscher,
à son Correspondant à Berlin, R. Caratsch*

L
Copie

Zürich, 1. März 1938

Das eidgenössische Politische Departement gibt mir Kenntnis von einer Beschwerde, die der Presseattaché der österreichischen Gesandtschaft in Berlin wegen Ihrer Berichterstattung erhoben hat. Die Beschwerde betrifft Ihren in Nr. 295 unseres Blattes erschienenen Bericht, der sich unter Zitierung der «Berliner Börsen-Zeitung» mit dem österreichischen Aussenminister Dr. Guido Schmidt befasst. Zu meinem grossen Bedauern habe ich den Eindruck erhalten müssen, dass die Beschwerde insofern durchaus berechtigt ist, als Sie offenbar die bezüglichlichen Ausführungen der «Berliner Börsen-Zeitung» unvollständig zitiert haben. Das Berliner Blatt sprach von einem «scharfen, aber angenehmen Partner», dem eine «elastische Zähigkeit» zukomme, während in Ihrem Bericht nur von einem «angenehmen Partner» und «elastischen Politiker» die Rede ist. Eine derartige Zitierweise steht, wie Sie auf Grund Ihrer journalistischen Tätigkeit an der «N.Z.Z.» selbst wissen müssen, mit den Gepflogenheiten unseres Blattes in schärfstem Widerspruch und bedeutet eine unentschuld bare Verletzung der unsern Korrespondenten obliegenden Pflicht zur strengen Tatsachenmässigkeit und Objektivität. Ich bin über diesen Vorfall geradezu bestürzt, weil ich daraus schliessen muss, dass wir uns nicht unter allen Umständen auf die unbedingte Richtigkeit Ihrer Berichte verlassen können, wie wir dies bis jetzt tun zu können glaubten. Geschädigt wird aber durch einen solchen Mangel an Sorgfalt und Objektivität nicht nur die Stellung des Korrespondenten, sondern das Ansehen des Blattes selbst, und ich möchte Sie jedenfalls nicht im Zweifel darüber lassen, dass ich nicht gewillt und nicht in der Lage bin, Sie gegenüber der berechtigten Kritik an dieser Art von Berichterstattung in Schutz zu nehmen. Gerade in Zeiten internationaler Spannungen hat der Korrespondent eines neutralen Blattes die Pflicht zu besonderer Sorgfalt und Objektivität, damit er nicht zu Anfeindungen und Angriffen, die wir bisher stets im Bewusstsein unserer bona fides abzuwehren in der Lage gewesen sind, *begründeten* Anlass bietet. Ich bedaure sehr, feststellen zu müssen, dass Sie bei der Berichterstattung über die österreichischen Ereignisse nicht auf der Höhe Ihrer Aufgabe gewesen sind, und kann Ihnen nicht verhehlen, dass wir hier den

2. Reproduite en annexe. Une copie de cette lettre avait été transmise par W. Bretscher à la Division des Affaires étrangères du Département politique par lettre de voiture du 7 mars 1938.

Vorfall als gravierend genug empfinden, um die Möglichkeit weiterer Konsequenzen für Ihre Position nicht ausschliessen zu können.

Herr Albert Müller wird Ihnen bei seinem Besuche in Berlin meine Auffassungen und diejenigen der Auslandsredaktion mit grösserer Deutlichkeit, als ich es auf diesem Wege tun kann, darlegen und auseinandersetzen. Ich sehe voraus, dass sich alsdann bald die Notwendigkeit ergeben dürfte, dass Sie zu einer persönlichen Rücksprache nach Zürich kommen.

226

E 2001 (D) 1/50

*Le Gérant¹ du Consulat de Suisse à Danzig, S. Regli,
au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna*

L

Danzig, 10. März 1938

Die «Neue Zürcher Zeitung», die «Basler Nachrichten» und sehr wahrscheinlich auch andere schweizerische Blätter bringen unter dem Datum des 6. d. M. eine Havasmeldung aus Warschau, wonach der Senat der Freien Stadt Danzig die Einführung des Arierparagraphen ab 1. April d. J. in den hiesigen Spitälern beschlossen haben soll. Die «Basler Nachrichten» veröffentlichten die Meldung sogar unter der auffallenden Schlagzeile «Einführung des Arierparagraphen in Danzig».

Ich beehre mich, Ihnen bekanntzugeben, dass ein solcher Beschluss der Danziger Regierung nicht vorliegt, weder für Spitäler noch für Kliniken, noch für irgendwelche Zweige der Sozialversicherung. Der Senat hat auch keine Anordnung erlassen, die dahin geht, dass am 1. April jüdische Ärzte und Krankenpfleger aus den Krankenhäusern auszutreten haben, und dass jüdische Kranke nicht mehr aufgenommen werden sollen. Jüdischen Patienten bleibt es nach wie vor nicht verwehrt, zu arischen Ärzten zu gehen. Die Anbringung eines gegenteiligen Vermerks in den Wartezimmern nicht jüdischer Ärzte, wovon die Zeitungen berichteten, ist weder seitens der hiesigen Ärztekammer noch seitens der Berufsvereinigung der Ärzte angeordnet worden.

Die Einführung des Arierparagraphen in Danzig würde allerdings in der Konsequenz der nationalsozialistischen Politik liegen. Wenn es bis heute nicht geschehen ist, so ist das einzig dem besonderen diplomatischen Geschick des derzeitigen Hohen Kommissars des Völkerbundes, des Herrn Professor Dr. Burckhardt, zuzuschreiben, dem es gelingen mag, die in Frage stehende Massnahme noch möglichst lange hinauszuschieben.

Die führende schweizerische Presse würde die keineswegs leichte Tätigkeit unseres Landsmannes weniger erschweren, wenn sie sich entschliessen könnte, sich vor der Veröffentlichung politischer Nachrichten über Danzig zuständigen Ortes über deren Richtigkeit zu erkundigen.

1. *Verweser.*

227

E 2001 (D) 4/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Huber*

Copie
L OT

Berne, 12 mars 1938

Je viens de rédiger le projet ci-joint¹ du mémorandum sur la neutralité suisse qui pourra être adressé, le moment venu, au Conseil de la Société des Nations.

Ce texte sera évidemment soumis à l'approbation du Conseil fédéral; je me propose de le communiquer préalablement à nos Ministres à Paris et à Londres, qui me feront part, le cas échéant, des remarques qu'ils auraient à présenter².

Avant de le faire, je vous serais très obligé de bien vouloir en prendre connaissance et me communiquer, aussitôt que possible, les observations qu'il appellerait de votre part. Votre avis me serait précieux, car il s'agit d'un texte dont on ne saurait guère exagérer l'importance.

Je vous remercie d'ores et déjà des suggestions qu'il vous plaira de me faire³.

ANNEXE I

Copie

AVANT-PROJET
DE MÉMORANDUM SUR LA NEUTRALITÉ DE LA SUISSE
AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS⁴

La Suisse est entrée dans la Société des Nations avec l'intention de conserver sa neutralité traditionnelle, car elle n'aurait pu sacrifier cette maxime capitale de sa politique.

La neutralité suisse a un caractère permanent. Sa pratique remonte au début du seizième siècle. Elle exprime le génie même de l'Etat suisse et s'est affermie toujours davantage dans le cours des temps.

1. Cf. annexe 1.

2. Les réponses de Paris et Londres sont reproduites en annexes 2 et 3.

3. M. Huber prit position par lettres des 21, 26 et 29 mars, reproduites en annexes 4, 5 et 6.

4. Le document reproduit ici n'est pas daté d'origine. En haut de sa première page figure au crayon la date du 11.3.38, apparemment rajoutée après coup. En dernière page figure en surimpression dactylographiée la date du 23.3.38, dont le 23 a été biffé et remplacé au crayon par un 11. Ce document est la copie carbone, se trouvant dans le dossier principal du Département politique sur cette affaire, de l'avant-projet qui accompagnait les lettres du 23 mars envoyées à Stucki et Paravicini (cf. E 2200 Paris 11/5 et note 8). Selon la première citation que Huber fait de l'avant-projet dans sa lettre du 21 mars (cf. annexe 4), il est possible qu'il en ait reçu une version qui ne soit pas littéralement celle du texte reproduit mais certainement identique pour l'essentiel (cf. note 8).

Dans un mémorandum adressé, le 8 février 1919⁵, aux représentants des Puissances réunies à Paris pour la conclusion de la paix, le Conseil fédéral l'a définie en termes qui subsistent. On y lisait, entre autres, ce qui suit :

«... La neutralité de la Suisse a un caractère propre qui la distingue de toutes les autres. Elle est une des conditions essentielles de la paix intérieure, de l'union et, par suite, de l'indépendance d'une nation formée d'éléments divergents par la langue et par la culture. Et la Suisse tient à cette diversité qui est pour elle, malgré l'exiguïté de son territoire, la source d'une vie nationale intense.

Le maintien de cette institution séculaire est aussi précieux pour l'Europe que pour la Suisse elle-même. Ce n'est pas sans raison que les grandes Puissances, réunies en 1815 à Paris, ont déclaré que «la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse et son indépendance de toute influence étrangère sont dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière». Cette déclaration a gardé toute sa valeur.

La Confédération helvétique doit comme par le passé rester la fidèle gardienne des passages des Alpes.

Dans le conflit actuel comme en 1871, la Suisse neutre a pu rendre à l'humanité des services bien plus grands que si elle était entrée dans la lutte. C'est la neutralité permanente qui a permis à la Croix-Rouge internationale, née en Suisse, de déployer son activité féconde et, récemment, de pénétrer jusque dans des milieux fermés par l'anarchie. C'est également en raison de sa neutralité qu'à un moment où les rapports entre belligérants avaient entièrement cessé, la Suisse a joui du privilège de renouer, dans le domaine de la charité, les relations qui devaient à tout prix être reprises, pour épargner au monde une aggravation nouvelle de ses souffrances. Demeurée une île de paix au milieu de la tourmente, elle a pu assurer, pendant quatre ans, l'hospitalisation et le transport des victimes de la guerre, le ravitaillement, dans toutes les directions, des prisonniers et des populations civiles et la transmission de correspondances innombrables rétablissant un lien précieux entre ceux qu'une crise formidable avait brutalement séparés...»

Ces déclarations furent comprises : la neutralité suisse fut à nouveau reconnue et confirmée par l'article 435 du Traité de Versailles. Elle fut déclarée, en même temps, compatible avec le Pacte de la Société des Nations en tant qu'engagement destiné, au sens de son article 21, à «assurer le maintien de la paix».

Cette neutralité ne fut toutefois pas intégrée telle quelle dans le système de la Société des Nations.

Le Conseil de la Société, siégeant à Londres, fit, le 13 février 1920, la déclaration⁶ bien connue suivant laquelle la Suisse était dispensée de toute obligation de recourir à des sanctions militaires contre des Etats en rupture de Pacte, étant cependant entendu qu'elle acceptait, en principe, l'obligation des sanctions financières et commerciales.

Cette distinction entre sanctions militaires et sanctions économiques avait alors paru possible. Les cantons et le peuple suisses y adhérèrent par le vote du 16 mai 1920⁷, qui décida de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations. Mais le doute sur la possibilité de concilier dans la pratique deux termes qui à beaucoup de bons esprits avaient paru contradictoires ne s'effaça jamais entièrement.

Aujourd'hui, le doute a repris toute sa force et s'est changé en certitude. La Suisse avait espéré qu'avec le temps, la Société des Nations deviendrait universelle. Elle avait espéré notamment que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ne se seraient pas refusés à entrer plus tard dans la grande organisation internationale dont l'idée première avait été défendue par le grand Américain que fut le Président Wilson. La Suisse avait compté, en outre, que le Reich allemand, son voisin du nord, entré dans la Société des Nations en 1926, y serait resté définitivement. Elle avait été loin de prévoir que son voisin du sud, l'Italie, aurait décidé lui aussi de quitter l'institution de Genève. Il est à peine besoin d'ajouter que déjà la sortie du Brésil en 1926 et celle du Japon en 1933 avaient profondément déçu tous ceux qui avaient fondé leurs espoirs dans l'extension harmonieuse de la Société des Nations.

5. Cf. DDS 7 I, N° 177.

6. Cf. DDS 7 II, N° 247A.

7. Cf. DDS 7 II, N° 325.

La situation qui existait en 1920, c'est-à-dire au moment de la Déclaration de Londres, s'est donc profondément transformée. La distinction entre les sanctions militaires et les sanctions économiques s'est révélée, à l'épreuve de l'expérience, comme n'ayant pas de substance réelle. L'Etat qui voudrait recourir à des actes de contrainte économique pourrait être jugé à la même mesure que l'Etat appliquant des sanctions militaires. La Suisse dispensée, en vertu de sa neutralité, de toute obligation de sanctions militaires, ne pourrait plus admettre d'être obligée à prendre, en quelque mesure que ce fût, des sanctions économiques. Cette situation paraît incontestable en fait, mais elle ne serait pas exactement ce qu'elle doit être si elle n'était pas consacrée par la formule juridique correspondante. Le peuple et les cantons suisses se refuseraient à rester à cet égard dans l'équivoque.

La Suisse souhaite que l'institution de Genève, dont elle s'honore d'être le siège, surmontera les difficultés qui l'entourent. Elle reste fermement attachée à la Société des Nations et à l'idéal de paix et de collaboration que la Société représente. Elle continuera à lui prêter son entière collaboration dans toutes les questions qui n'affectent point son statut d'Etat neutre. Elle se considère cependant en droit de demander que sa neutralité intégrale soit expressément reconnue dans le cadre de la Société des Nations.

C'est pourquoi le Conseil fédéral, soutenu par la volonté moralement unanime du peuple suisse, s'adresse en toute confiance au Conseil de la Société des Nations à l'effet d'obtenir que la neutralité inconditionnelle de la Confédération soit déclarée compatible avec les stipulations du Pacte.

Le Conseil fédéral ne doute pas que le Conseil de la Société des Nations voudra bien lui donner acte des déclarations qui précèdent, reconnaissant ainsi, une fois de plus, à la neutralité suisse ce caractère unique qui lui avait déjà été pleinement reconnu par la Déclaration de Londres du 13 février 1920.

ANNEXE 2

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Vertraulich

Paris, 26. März 1938

Mit Ihrem Schreiben vom 23. ds. Mts.⁸ übermittelten Sie mir den Vorentwurf zum Memorandum über die schweizerische Neutralität im Schosse des Völkerbundes. Sie bitten mich, Ihnen möglichst umgehend meine Bemerkungen dazu zu übermitteln.

8. *Cette lettre disait*: Nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint un avant-projet de memorandum sur la neutralité de la Suisse au sein de la Société des Nations, qui est actuellement soumis à l'examen de M. le Professeur Max Huber, à Zurich. Notre intention avait été d'attendre les observations du Professeur Huber pour vous communiquer ce document et vous prier de nous faire part de celles qu'il pourrait vous suggérer.

M. Huber tardant à nous répondre et le temps commençant à presser un peu, nous ne voudrions pas différer de vous soumettre ce texte, en vous demandant de nous faire connaître le plus promptement possible les observations ou amendements qu'il pourrait appeler de votre part.

Nous souhaiterions, en effet, pouvoir faire approuver un texte définitif au cours de la séance du Conseil fédéral du 29 mars. Nous vous le communiquerions aussitôt en vous priant de le soumettre, à titre officieux, au Ministère des Affaires étrangères en faisant part de notre intention de demander l'inscription de la neutralité suisse à l'ordre du jour du prochain Conseil de la Société des Nations qui aura lieu vraisemblablement à Genève le 9 mai prochain. L'inscription à l'ordre du jour devrait être demandée, conformément au règlement, aux environs du 15 avril. Nous souhaiterions beaucoup connaître avant cette date l'impression du Gouvernement français sur la possibilité d'obtenir du Conseil qu'il nous soit donné acte de notre déclaration.

Ich habe vom Vorentwurf mit grösstem Interesse Kenntnis genommen. Obschon ich mich frage, ob nicht die ganze Darstellung etwas prägnanter und damit eindrücklicher gestaltet werden könnte, glaube ich, dass auf Grundlage dieses Entwurfes die Diskussion hier sehr wohl eingeleitet werden kann. Ich habe übrigens auch keine Gelegenheit verfehlt, um das Terrain vorzubereiten.

Ich möchte mir erlauben, Ihre Aufmerksamkeit nur auf zwei spezielle Punkte hinzuweisen:

Es ist mir nicht recht klar, ob das Ziel des Memorandums eine ausdrückliche neue Vereinbarung, die die Londoner Deklaration zu ersetzen hätte, ist, oder ob es sich um eine rein einseitige Erklärung der Schweiz handelt oder endlich um eine einseitige Erklärung, von der aber die Gegenpartei, der Rat, ausdrücklich Kenntnis nimmt. Es scheint mir vor allem aus wichtig zu sein, dass genau bestimmt wird, was wir verlangen wollen und mit was wir uns eventuell begnügen können. Meiner Meinung nach sollte die Schweiz in den Vorverhandlungen die *ausdrückliche* Zustimmung des Völkerbundsrates zu dem im Memorandum enthaltenen Postulate verlangen. Da diese aus bekannten Gründen kaum zu erreichen sein wird, könnte und sollte man sich schlussendlich dann damit begnügen, dass auf eine einseitige Erklärung der Schweiz von keiner Seite reagiert, diese also wenigstens von niemandem bestritten wird. Jedenfalls wäre ich dankbar, wenn dieser wichtige Punkt genau abgeklärt würde, bevor die Besprechungen beginnen.

Sodann scheint es mir nicht ganz glücklich zu sein, wenn ganz am Schluss auf die Londoner Erklärung von 1920 verwiesen wird. Diese hat ja gerade nicht die vollständige, sondern nur die «differentielle» Neutralität festgelegt. Es schiene mir richtiger, auf Artikel 435 des Friedensvertrages oder dann auf die Erklärung von 1815 hinzuweisen.

Es ist selbstverständlich recht unerfreulich, dass ich die ganze Frage nun offenbar doch mit dem jetzigen Aussenminister, dessen extreme Haltung bekannt ist, werde diskutieren müssen. Ich habe zwar immer noch die Hoffnung, dass innert den nächsten 14 Tagen doch noch eine Änderung eintritt.

ANNEXE 3

*Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Neutralité

Londres, 29 mars 1938

Vous avez eu l'obligeance de me remettre, par votre lettre du 23 mars⁹, «l'avant-projet de mémorandum sur la neutralité de la Suisse au sein de la Société des Nations» et vous m'avez demandé de vous faire connaître le plus promptement possible les observations ou amendements que je pourrais présenter.

En vous exprimant mes remerciements pour cette communication, j'ai l'honneur de vous confirmer mon télégramme d'hier, par lequel je vous ai informé que je n'avais pas d'observation essentielle à formuler. Je vous aurais adressé la présente lettre par retour du courrier si la vôtre n'était parvenue à la Légation au moment où je me trouvais à Birmingham pour les fêtes de la colonie. En rentrant à Londres, dimanche soir, j'ai cru bien faire en vous télégraphiant afin de vous confirmer la réception du document dont il s'agit avant la séance d'aujourd'hui du Conseil fédéral.

Si je comprends bien, le but de la remise officieuse d'un mémorandum, dont le Conseil fédéral ratifiera le texte définitif dans le courant de ces prochains jours, sera en premier lieu, de faire part au Gouvernement britannique de la demande d'inscrire la neutralité suisse à l'ordre du jour du prochain Conseil de la Société des Nations. En ce qui concerne la substance matérielle de cette demande, votre représentant essayera de se faire une idée de ce que Lord Halifax pense des chances

9. Identique à celle adressée à Stucki (cf. annexe 2, note 8) à l'exception de Foreign Office et Gouvernement anglais, qui remplacent Ministère des Affaires étrangères et Gouvernement français.

d'une acceptation par le Conseil. Mais il ne se préoccupera pas de savoir si cette inscription paraîtra à tous les points de vue opportune ou non au Foreign Office, puisque, de toute façon, l'avis de celui-ci ne saurait rien changer à la décision de la Suisse.

Il me semble en effet que ce serait là très nettement l'attitude que je devrais adopter étant donné que le Conseil fédéral, soutenu de la volonté unanime du peuple, est déterminé, d'une part, à retourner à la neutralité intégrale et, de l'autre, à faire ce qui dépend de lui pour rester membre de la Société des Nations.

Ainsi donc, la remise du mémorandum ne constitue qu'un avertissement préalable, alors que l'argumentation du problème se fera au moment donné devant le Conseil. Toutefois, votre représentant pourra, à cette occasion, toucher aux motifs qui, à la suite des événements survenus tout récemment, donnent à la démarche du Conseil fédéral un surplus de raisons pour lesquelles il devrait pouvoir attendre de la compréhension au sein du Conseil.

Ces raisons sont entre autres les suivantes:

1) Traditionnellement, la neutralité intégrale et strictement observée a été pour la Suisse l'élément le plus sûr pour sauvegarder son indépendance. Par la déclaration de Londres du 13 février 1920¹⁰, cette neutralité intégrale a été dépouillée de son élément économique et est devenue la neutralité différentielle de la Suisse, membre de la Société des Nations.

Cette modification s'était justifiée par le calcul que la force même de la Société des Nations suffirait à l'avenir à protéger la Suisse contre les risques qui pourraient surgir de l'abandon de la neutralité économique.

2) Entre-temps, il a été établi et reconnu sans autre (voir déclaration du Premier Ministre britannique) que ce calcul était faux et que l'abandon de la neutralité économique comprenait, dans les circonstances présentes, de graves risques pour la Suisse. Les sanctions contre l'Italie ont affecté ou failli affecter les bonnes relations de la Suisse, non seulement avec l'Etat directement frappé, mais aussi avec des Etats sanctionnistes, entre autres la Grande-Bretagne.

Reconnaissant le danger de cette situation, le Gouvernement et peuple suisses sont déterminés à reprendre la neutralité d'autrefois sous toutes ses formes, confiants qu'ils sont de ce que cette thèse sera ratifiée par le Conseil et l'Assemblée, aussi bien que l'a été la thèse de la neutralité différentielle de la déclaration de Londres.

3) Ainsi, le retour à la neutralité intégrale constitue pour la Suisse une sauvegarde dont il est impossible de ne pas comprendre la nécessité. En observant cette neutralité, la Suisse se mettra à l'abri de toute récrimination qui pourrait être formulée par un Gouvernement l'accusant de ce que, par l'application du régime de la neutralité différentielle, elle manque vis-à-vis de lui, aux devoirs de l'Etat neutre.

4) Il ne faut pas oublier que la neutralité suisse est une institution unique en Europe. Il ne s'agit pas d'une garantie de la part des Puissances, mais d'une reconnaissance. Les signataires des différents actes internationaux au sujet de notre neutralité, en dernier lieu celui de l'article 435 du Traité de Versailles, ne font que de reconnaître cette neutralité et de s'engager à ne pas la violer, ceci vu l'avantage que présente une Suisse neutre dans l'intérêt européen. Ils ne garantissent pas la neutralité dans ce sens qu'ils interviendraient automatiquement par la force de leurs armes au moment où cette neutralité était violée. D'ailleurs, la Suisse elle-même se place au point de vue selon lequel pareille intervention par un tiers Etat, après qu'une violation soit survenue, ne se ferait qu'avec le consentement exprès de la Confédération¹¹.

10. Cf. *DDS 7 II, N° 247A*.

11. *Note du document*: Pendant les premiers mois de mon activité à Berne comme Chef de la Division des Affaires Etrangères, la Légation des Etats-Unis a remis au Conseil fédéral une note concernant la neutralité suisse. Je ne me souviens pas de la date de cette démarche, mais je crois me rappeler que ce fut en novembre ou décembre 1917. Par cette note, le Gouvernement de Washington communiqua que les forces armées américaines en France respecteraient le territoire suisse aussi longtemps que la neutralité suisse ne sera pas violée par une attaque (ou invasion) par les forces ennemies. Il fut remis, au Ministre des Etats-Unis, une réponse déclarant qu'une

5) La démarche décidée par la Suisse trouve en effet un fondement éclatant dans la déclaration récente du Premier Ministre britannique lui-même. Il est tout d'abord à constater qu'une attaque d'un grand Etat contre un petit Etat comme la Suisse, dans les conditions modernes, aurait un résultat fatal pour ce dernier, même si son peuple est décidé à se défendre jusqu'au bout. Ce dernier ne peut donc résister qu'avec l'aide d'autres Etats, si ceux-ci lui offrent leurs services. Or, il est concevable que cette offre n'intervienne pas, pour des raisons de politique, et que le conflit reste localisé entre les parties originaires en jeu, comme ce fut le cas en Autriche.

On doit déduire de la récente déclaration de Mr. Chamberlain que la Grande-Bretagne, par exemple, une des signataires, n'offrirait pas son secours armé aussi longtemps qu'un pareil conflit localisé n'affectera pas ses intérêts vitaux.

6) La situation tout entière démontre avec évidence que, pour la Suisse, seul le retour à la neutralité intégrale peut encore la protéger, dans la mesure du possible, contre les complications dangereuses de la politique européenne. Toutefois, son utilité comme Etat-membre de la Société des Nations, gardant sa neutralité intégrale, ne doit pas faire l'objet d'un doute.

Vous m'obligeriez infiniment en me faisant connaître vos vues sur les observations qui précèdent et en me faisant parvenir vos instructions par rapport à l'entretien que je vais avoir avec Lord Halifax. Ainsi que je l'ai mentionné dans un rapport que je vous ai adressé après ma première entrevue avec le nouveau Secrétaire d'Etat, celui-ci ne connaît pas le problème de la neutralité suisse. Il y aurait donc lieu d'être quelque peu explicite lors de la remise du mémorandum.

ANNEXE 4

*Le Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Huber,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Zürich, 21. März 1938

Bezugnehmend auf meinen Brief vom 16. d. M.¹² beehre ich mich, Ihnen im Nachfolgenden einige Gedanken über das «Avant-projet de Mémorandum sur la neutralité suisse au sein de la S.d.N.» zu unterbreiten.

Da dieses Dokument nicht nur in unserem Lande, sondern namentlich von den V.B. Staaten sehr genau angesehen und von den Gegnern der schweizerischen These einer – im besten Falle unerbittlichen – Kritik unterworfen werden wird, so glaube ich, dass es meine Aufgabe ist, vor allem zu untersuchen, ob der Entwurf in der Darstellung des Tatsächlichen und in der juristischen Argumentation unangreifbar und in seiner Gesamtheit überzeugend ist.

Ich erlaube mir deshalb zunächst auf einige anfechtbare Punkte aufmerksam zu machen.

Es erscheint mir fraglich, ob man sagen kann «La Suisse est entrée dans la S.d.N. avec l'intention de garder sa neutralité traditionnelle». Der heftige Kampf um den Eintritt ist nur erklärlich,

violation de notre neutralité par les ennemis des Etats-Unis ne donnait pas à ces derniers automatiquement le droit d'entrer en Suisse, mais qu'il appartenait à la Suisse de faire appel, si elle en voyait la nécessité, à l'assistance des armées alliées et associées. – Cette réponse a été rédigée avec la collaboration de MM. les Professeurs Huber et Burckhardt et a été discutée et acceptée au Conseil fédéral. J'ai déjà essayé de retrouver cette note dans les Archives du Département, mais elle semble avoir été égarée. Au moment de sa remise, on y a attaché une importance fondamentale.

12. *Cette lettre disait*: Ich bestätige dankend den Empfang Ihres Briefes vom 12. dies nebst Beilage. Da ich diese Woche durch sehr viele Sitzungen in Anspruch genommen bin, zum Teil auch in Genf, so wird es mir leider nicht möglich sein Ihnen vor Mitte nächster Woche zu antworten. Ich möchte diese Antwort wirklich nur nach reiflicher Überlegung geben.

weil ein grosser Teil unseres Volkes die Londoner Deklaration nicht als Anerkennung unserer traditionellen Neutralität betrachtete. Das Wort «traditionelle» bliebe wohl besser weg, da der Ausdruck ebensowohl auf die Qualität und Art der Neutralität, als auf das Element des historisch Überlieferten sich beziehen kann.

Das Memorandum vom 8. Februar 1919¹³, auf das sehr wohl zurückgegriffen werden kann, weil es den Ausgangspunkt für die weiteren Verhandlungen zwischen der Schweiz und den andern Staaten über unsern Beitritt zum Völkerbund bildete, datiert immerhin von einem Zeitpunkt, als die Schweiz noch nicht die Concessionen an das Völkerbundstatut gemacht hatte, die ihre Anerkennung in der Londoner Deklaration gefunden haben. Damals war der jetzige Art. 16 wie überhaupt der Entwurf der Friedenskonferenz noch nicht bekannt und es war unsere Tendenz, die Neutralität möglichst uneingeschränkt in den V.B. hineinzunehmen. Als Art. 435 formuliert wurde, hatte jedoch die Beratung der Friedenskonferenz mit den neutralen Staaten schon stattgefunden, bei welcher Beratung die Möglichkeit einer Teilnahme an den wirtschaftlichen Sanktionen bereits von der schweizerischen Delegation erklärt worden war.

Der Entwurf sagt nun allerdings zutreffend, dass die Neutralität der Schweiz «ne fut toutefois pas intégrée telle quelle dans le système de la S.d.N.». Fraglich aber kann sein, ob die Schweiz nur «en principe» die Verpflichtung zu finanziellen und wirtschaftlichen Sanktionen angenommen hat. Der Text der Londoner Deklaration, die bei der damaligen Geistesverfassung der Alliierten eine ungeheure Concession des Völkerbundes darstellte, enthält keinen Vorbehalt; er ist zunächst aus sich selber zu interpretieren und bietet kaum einen Anhalt für eine das Privilegium der Schweiz ausdehnende Interpretation. Es geht übrigens aus der Botschaft vom 4. August 1919 und aus der ganzen Diskussion in Parlament und Volk hervor, dass man sich der Gefahren, die mit der differentiellen Neutralität verbunden sein könnten, durchaus bewusst war, auch wenn man die juristische Vereinbarkeit einer solchen Neutralität mit dem völkerrechtlichen Begriff der Neutralität bejahte, wie dies die Botschaft tat. Es ist mir deshalb fraglich, ob nachträglich eine Art *reservatio tacita* konstruiert werden kann.

Was auf S. 4/5 des Avant-projet ausgeführt ist, sind gewichtige Gründe, die für eine Kündigung des Vertrages, ja sogar für einen ausservertraglichen Rücktritt wegen Wegfalls wesentlicher Vertragsvoraussetzungen geltend gemacht werden könnten, aber es ist fraglich, ob daraus die Konsequenz gezogen werden kann, dass die Schweiz «ne pourrait plus admettre d'être obligée de prendre, en quelque mesure que ce fût, des sanctions économiques», bei gleichzeitiger Zugehörigkeit zum Völkerbund. Es liesse sich dann allenfalls eher noch die These vertreten, dass Art. 16 überhaupt, aber nicht nur für die Schweiz wegen ihrer Neutralität, hinfällig geworden sei. Ich möchte mich darüber hier nicht verbreitern, so wenig wie über die These der «intérêts vitaux», da ich mich hierüber schon in den früheren Konferenzen geäussert habe. Ich verstehe vollständig, dass sich die Schweiz nicht zu dem 1935 und 1936 eingenommenen Standpunkt in Widerspruch setzen sollte; ich frage mich aber, ob es opportun ist, eine These, die in einem gegebenen Zeitpunkt und in einer besonderen politischen Situation taktisch allein wirksam war, aber mit immerhin ernsthaften Argumenten von unsern Gegnern angegriffen werden könnte, ohne zwingenden Grund vorzubringen, wenn es sich nun um eine endgültige Auseinandersetzung um das Ganze handelt.

Es scheint mir, dass einige Tatsachen, die für die schweizerische Forderung nach Anerkennung völliger Neutralität im Völkerbund in Betracht kommen können, noch nicht oder nicht genügend gewürdigt worden sind. Ich glaube, dass für die Schweiz die tatsächlichen Verhältnisse, die eine Anerkennung der vollen Neutralität sachlich und moralisch rechtfertigen, mindestens so wichtig sind als juristische Argumente, welche die Gegenpartei als Parteithesen betrachten wird.

Ich erlaube mir deshalb, auf folgende Tatsachen hinzuweisen:

1. Das Memorandum vom 8. Februar 1919 geht, wie bereits gesagt, davon aus, dass die schweizerische Neutralität, wie sie bis dahin geübt worden war, durch den Völkerbund in keiner Weise berührt werde, sondern gerade als solche im Interesse des Völkerbundes liege. Der Schlussteil des Memorandums ist in dieser Beziehung besonders wichtig.

13. Cf. *DDS* 7 I, N^o 177.

2. Bald nach dem Erscheinen des Memorandums vom 8. Februar kam der Entwurf der Friedenskonferenz vom 14. Februar¹⁴ heraus, der in seinem Art. XVI. die Neutralität in den Fällen des Paktbruches direkt ausschloss, weil er den Paktbruch als Kriegshandlung gegenüber allen Mitgliedstaaten erklärte und ein allgemeines Durchzugsrecht für die Truppen der Mitgliedstaaten statuierte. Daneben der radikale Abbruch aller Beziehungen zum Paktbrecher. Unter diesen Umständen war die Erhaltung der militärischen Neutralität für die Schweiz allein, mit Rücksicht auf deren besondern internationalen Status, etwas ganz ausserordentliches und konnte in der Tat eine mindestens relativ grosse Sicherheit für die Schweiz bedeuten. Die Haltung der Schweiz im Vergleich zu derjenigen der übrigen ausnahmslos kriegführenden Völkerbundsmitglieder wäre für den paktbrüchigen Staat eine relativ so günstige gewesen, dass die Respektierung auch der differentiellen Neutralität als sehr wahrscheinlich betrachtet werden konnte. Ob es möglich gewesen wäre, auch die Teilnahme an den wirtschaftlichen Sanktionen abzudingen, ist höchst unwahrscheinlich, angesichts der Haltung von Frankreich und England und der radikalen Zurückweisung aller skandinavischen Wünsche betr. Lockerung von Art. XVI. Immerhin ist auch die Londoner Deklaration betr. die wirtschaftliche Solidarität weniger schroff als Art. 16.

3. In der Botschaft vom 4. August 1919¹⁵ hat der Bundesrat vertreten, welche unterscheidet zwischen Neutralitätsrecht und Neutralitätspolitik. Die Neutralitätspolitik ist der sozusagen bewegliche Teil der Neutralität; zu diesem wurde von der Schweiz die wirtschaftliche Neutralität gezählt. Es kann sich jetzt nicht darum handeln, die Begründetheit der These von neuem zu versuchen. Die These war jedenfalls bei der Politik, die der Bundesrat gegenüber dem V.B. eingeschlagen hatte, eine Notwendigkeit. Selbst wenn sie heute in Zweifel gezogen wird, liegt es kaum in unserem Interesse, die Neutralitätspflichten zu übersteigern. Das, was die Botschaft als Neutralitätspolitik bezeichnete und was in der Londoner Deklaration ihren Ausdruck fand, erschien auch politisch möglich, weil man annahm, erstens dass der Völkerbund sich derart entwickle, dass eine Neutralität, welche zwischen dem zum Schutz des Paktes kriegführenden V.B. und dem paktbrüchigen Staat unterscheidet, ohnehin unvermeidlich sein würde, und sodann dass durch die in Art. 8 vorgesehene Rüstungsbeschränkung die Gefahr kriegerischer Verwicklungen in Zukunft ganz wesentlich vermindert sein würde.

Nichts destoweniger hat die Schweiz durch Annahme der Londoner Deklaration bewusst ein Risiko auf sich genommen, teils weil sie dem Völkerbund angehören wollte, teils weil sie glaubte, dieses Opfer der Idee des Völkerbundes bringen zu dürfen und zu sollen. Sie hat deshalb auch auf die sog. Amerikaklausel verzichtet, die zuerst postuliert worden war, um eine Sicherung gegen unvollständige und deshalb gefährliche Sanktionsexperimente zu haben.

4. Im Jahr 1921 änderte der V.B. seine Sanktionspolitik, wie sie in Art. 16 vorgezeichnet ist. Die Blockadekommission hatte nur noch den Auftrag, die Anwendung der «*arme économique*» vorzubereiten; die militärischen Sanktionen traten in den Hintergrund. Die Vorschläge dieser Kommission fanden ihren Niederschlag – ohne starke Änderung – in den Resolutionen der II. Versammlung (1921). Damit hörte der Automatismus des Kriegszustandes auf und auch die nichtmilitärischen Sanktionen wurden abgestuft. Zudem sollten Ausnahmen für einzelne Staaten gemacht werden können. Das System von 1921 bedeutete eine starke Abschwächung des in der Kriegspsychose verfassten Art. 16. Aber durch die Annäherung des Sanktionensystems an die durch die Londoner Deklaration für die Schweiz geschaffene Sondersituation wurde auch die einzigartige privilegierte Stellung der Schweiz im Vergleich zu andern Staaten abgeschwächt und damit auch die Chancen der Unverletzlichkeit der schweiz. Neutralität vermindert, sofern eben nicht für sie wenigstens in jedem einzelnen Fall eine Befreiung von Sanktionsmassnahmen gewährt wurde. Das war 1935 u. a. eine Grundlage für den Anspruch der Schweiz, eine Sonderbehandlung zu beanspruchen.

5. Die Voraussetzungen für die Durchführbarkeit der 1920 in Aussicht genommenen Neutralitätspolitik wurden sodann weiter tiefgreifend verändert dadurch, dass der Völkerbund weder im

14. Cf. DDS 7 I, N° 183 A.

15. Cf. FF 1919, vol. IV, pp. 567–713.

Mandchukuo- noch im Chaco-Konflikt die Anwendung von Art. 16 überhaupt in Betracht zog, dass er 1935 eine unklare Haltung einnahm, in dem er nur die wirtschaftlichen Sanktionen anwenden wollte, wodurch das Risiko für die Schweiz ganz besonders gross wurde. Seither ist bei Bedrohung der Unabhängigkeit von Völkerbundstaaten nicht einmal mehr die Prozedur von Art. 11 und 12/15 versucht worden.

Es hat sich deshalb eine Lage herausgebildet, die sich nicht wesentlich von derjenigen vor 1920 unterscheidet und in welcher sich die schweizerische Neutralitätspolitik im Sinne einer nach Möglichkeit absoluten Neutralität, auch auf wirtschaftlichem Gebiete, entwickelt hatte. Die Voraussetzungen, unter denen die Schweiz auf eine Anpassung ihrer Neutralitätspolitik an die Bedürfnisse des V.B. 1920 eingegangen war, haben sich nicht nur verändert durch Änderungen im Mitgliederbestande, sondern durch eine wesentliche Verschiebung in den Grundlagen des Sanktionensystems selber und infolge der Tatsache, dass weder das ursprüngliche noch das 1921 abgeänderte System effektiv in Wirksamkeit trat, von dem Fall des abessinischen Konfliktes abgesehen.

Bei der Begründung der Forderung nach integraler Neutralität der Schweiz im V.B. sollte m. E. eher auf die seit 1920 eingetretenen Veränderungen in der rechtlichen und tatsächlichen Lage abgestellt werden als auf den Umstand, dass ein Staat die differentielle Neutralität nicht anerkennen würde. Diese Möglichkeit hat immer bestanden, und die Gegner des Beitritts der Schweiz haben sie aus propagandischen Zwecken als dem Völkerrecht gemäss hingestellt.

Bei der Neuordnung unserer Neutralität im Verhältnis zum Völkerbund kommen in Betracht

1. Die Respektierung der von uns eingegangenen Vertragspflichten.
2. Die Anerkennung unserer vom V.B. unabhängigen Neutralitätspolitik, d. h. die sog. integrale Neutralität.
3. Die Mitgliedschaft im V.B.

Diese Reihenfolge ist wohl auch die Rangordnung der zu berücksichtigenden Rechtsverhältnisse.

Das Recht wird respektiert

- a. wenn der Völkerbund durch Abkommen oder Zustimmungserklärung die schweizerische These annimmt.
- b. wenn das Verhältnis zum V.B. vertragsgemäss (Kündigung) gelöst wird.
- c. wenn die Schweiz einen gültigen Grund für Hinfall des Vertragsverhältnisses geltend machen kann (Rücktritt).

Wenn der Völkerbund die von der Schweiz vertretene These, dass die Verpflichtungen aus Art. 16, auch in dem in der Londoner Deklaration bezeichneten Umfang, nicht mehr für sie gelten, nicht annähme, würde ein Verbleiben der Schweiz im V.B. jedenfalls eine unklare Lage bedeuten.

Die seit 1920 eingetretenen verschiedenartigen und tiefgreifenden Wandlungen lassen sich wohl leichter als Gründe für ein Rücktrittsrecht vom Völkerbundsvertrag als für eine Revision des besonderen Mitgliedschaftstatutes vorbringen, aber da der Bundesrat nicht primär von der Kündigung aus die Anerkennung des neuen Statutes vornehmen will, ist zu versuchen, den anderen Weg zu beschreiten. Demnach würde sich die Schweiz auf den Standpunkt stellen, dass sie auf Grund von Art. 435 als neutraler Staat dem V.B. beigetreten sei und dass die Londoner Deklaration nicht die Bedingung der Aufnahme darstelle, sondern die konkrete Regelung der Neutralität innerhalb des Völkerbundes. Da die Voraussetzungen dieser Regelung sich wesentlich verändert haben, muss diese neu geordnet werden, die Mitgliedschaft selbst aber wird dadurch nicht berührt. Das wäre erst der Fall, wenn eine für die Schweiz annehmbare Regelung der Neutralität nicht erreicht werden kann. Diese Konstruktion ist wohl etwas subtil und vielleicht auch nicht ganz den geschichtlichen Vorgängen entsprechend. Indessen ist das eigentlich Juristische nicht sehr wichtig, da kein Gerichtshof über die Begründetheit der schweizerischen These zu entscheiden hat und die Schweiz äusserstenfalls immer noch auf die Kündigung bzw. den Rücktritt zurückgreifen kann.

Richtig scheint es mir auch, dass das Memorandum ausschliesslich abstellt auf die für die Schweiz eingetretene Veränderung der Verhältnisse. Die Entwicklung und das Schicksal des Art. 16 ist zwar wie für uns so auch für die andern «neutralen» Staaten das Entscheidende für eine Neuorientierung ihrer Politik gegenüber dem V.B., aber Ausgangspunkt und Zielpunkt der Politik sind

verschieden: die Schweiz hat nie Art. 16 im ganzen Umfang angenommen und strebt zur integralen Neutralität zurück; die übrigen «Neutralen» haben Art. 16 bedingungslos acceptiert und wollen aus dem Obligatorium ein Fakultativum machen.

Zusammenfassend möchte ich sagen:

Eine Note an den V.B., wie sie sich aus den vorstehenden Ausführungen ergäbe, wäre in ihrem Aufbau und auch in ihrem Inhalt dem Avant-projet ähnlich¹⁶. Sie würde die juristische These hinter dem Tatsächlichen zurücktreten lassen, da erstere viel eher von den Gegnern unserer Forderung angefochten wird als die Konstatierung einer tiefgreifenden Wandlung der Verhältnisse.

a. Ausgangspunkt muss sein wie im Avant-projet die Unaufgebbarkeit der Neutralität der Schweiz auch gegenüber dem Völkerbund. Wenn aus dem Memorandum von 1919 Teile übernommen werden sollen, so schiene es mir wichtiger, das aufzunehmen, was auf die Besonderheit der schweizerischen Neutralität betrifft (von: La Confédération est en droit – bis – gardienne des passages des Alpes), als das, was unsere humanitären Leistungen im Weltkrieg anbelangt. Das Interesse aller Staaten, auch des Völkerbundes, an der Existenz eines unbedingt neutral bleibenden Staates im Interesse humanitärer Interessen könnte kurz erwähnt werden.

b. Nachdem in erster Linie die Eigenart und Unaufgebbarkeit unserer Neutralität festgestellt worden ist, sollte gesagt werden, dass die Schweiz 1919 nur gegen grosse und begreifliche Widerstände innerhalb des Schweizervolkes sich zum Beitritt auf Grund der Londoner Deklaration entschieden hat, durch welche Völkerbund und Eidgenossenschaft sich auf eine Linie geeinigt hatten, um Neutralität und Solidarität in ein tragbares Verhältnis zu setzen. Vom Standpunkt der Schweiz aus war es mit Rücksicht auf die geographische Lage der Schweiz und die innere Struktur des Landes eine äusserste Concession, die gemacht werden konnte und zwar nur auf Grund der Voraussetzung, dass der Völkerbund in Bezug auf Kollektivsicherheit und Rüstungsbeschränkung sich werde durchsetzen, d. h. dass das System des Art. 16, welcher hauptsächlich die Neutralität berührte, zuverlässig funktioniere.

c. Sodann wäre zu zeigen, dass seit 1920 sich die Verhältnisse wesentlich geändert haben sowohl in Bezug auf Art und Durchführung der Sanktionen, als in Bezug auf die Aussicht der Verwirklichung der Universalität des Bundes. Heute befindet sich die Schweiz in einer Lage, die tatsächlich nicht wesentlich verschieden ist von der, welche vor der Errichtung des Völkerbundes war.

d. Die Schweiz muss aus dieser Veränderung die Folgerungen ziehen und zu der unbedingten Neutralität zurückkehren, welche sie ausserhalb des Völkerbundes, betätigt hat. Dieser Wille des Schweizervolkes ist unerschütterlich. Es handelt sich für die Schweiz um ein vitales Interesse.

e. Die Schweiz hat den Wunsch, im Rahmen ihrer vollen Neutralität loyal im Völkerbund mitzuwirken. Sie beansprucht nur, was sie, in Anbetracht der veränderten Umstände, als ihr Recht betrachtet. Sie ist überzeugt, dass der Völkerbund ihren gerechten Anspruch anerkennt.

f. Die Schweiz legt entscheidendes Gewicht auf eine klare, unzweideutige Regelung ihrer Stellung gegenüber dem Völkerbund und gegenüber den diesem nicht angehörenden Staaten. Die Klarheit ist eine wesentliche Voraussetzung der Wahrung der Neutralität. Die Schweiz zählt darauf, dass der Völkerbund die Notwendigkeit und Gerechtigkeit des schweizerischen Standpunktes anerkennt und Akt nimmt von dem Recht der Schweiz, die Neutralität in vollem Umfang und ohne einseitige Verpflichtungen aus dem Völkerbundsvertrag zu betätigen.

Meines Erachtens ist es wichtiger, vor der Welt die Notwendigkeit unseres Anspruchs auf unbeschränkte Neutralität darzutun als eine juristische These aufzustellen, welche die Gegner glauben bestreiten zu können. Es ist für den Völkerbund auch psychologisch und politisch so leichter auf unsere Forderung einzugehen.

Stösst die Schweiz dann auf Widerstand, so kann sie immer noch die ihr gut scheinende juristische These vertreten und äussersten Falls das Recht des Rücktritts oder der Kündigung geltend machen. Das Letztere scheint mir aber mit Rücksicht auf die Staaten ausserhalb des Völkerbundes

16. *Remarque manuscrite de Motta en marge de cette phrase: ja! M.*

unerwünscht und deshalb als ein Standpunkt, der nur im Falle der Notwendigkeit in Betracht käme.

Ich bitte Sie, die Länge dieser Ausführungen entschuldigen zu wollen.
Selbstverständlich stehe ich weiter zu Ihrer Verfügung.

ANNEXE 5

*Le Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Huber,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Zürich, 26. März 1938

Im Besitze Ihrer Zeilen von gestern¹⁷, sende ich Ihnen wunschgemäss einen Entwurf eines Memorandums im Sinne meiner Ausführungen vom 21. d. Mts. Abänderungsvorschläge zum Avant-projet scheinen mir schwierig. Es ist vielleicht leichter aus zwei oder mehreren in sich einheitlichen Entwürfen nachträglich etwas Neues aufzusetzen.

Ich hätte das Memorandum gerne knapper gefasst. Vielleicht finde ich nachträglich eine kürzere Fassung, die doch noch verständlich ist.

Ich habe mich bemüht den verschiedenen in Betracht kommenden Standpunkten (öffentliche Meinung der Schweiz, Völkerbundstaaten, Dritte Staaten) bei der Formulierung Rechnung zu tragen, da, wie Sie sagen, Nuancen ihre Bedeutung haben können. Aber ich bin mir voll bewusst, dass ich nicht alles übersehe, weil ich viel zu wenig vertraut bin mit allen in Betracht kommenden Faktoren.

Projet Huber annexé à sa lettre du 26 mars 1938

Die Entwicklung der politischen Verhältnisse und des Völkerbundes im Besondern haben den Bundesrat veranlasst, die Haltung der Schweiz gegenüber allfälligen Konflikten anderer Staaten einer erneuten Prüfung zu unterziehen. Er ist – wie er dies in seiner Erklärung vom 22. Dezember 1937¹⁸ kundgegeben hat – zu der Überzeugung gelangt, dass es für die Schweiz eine Notwendigkeit ist, künftig in allen Fällen eine Politik unbedingter Neutralität zu beobachten. Der Bundesrat weiss sich dabei von dem entschlossenen Willen der überwältigenden Mehrheit des Schweizer Volkes getragen.

Als Mitglied des Völkerbundes und bestimmt durch den Willen, ihre Beziehungen zu allen Staaten auf der Grundlage des Rechts und im Geiste der Loyalität und Klarheit zu ordnen, ist die Schweiz veranlasst, dem Völkerbund (den Mitgliedstaaten des Völkerbundes) ihre Stellung im Folgenden darzulegen.

Als vor bald 20 Jahren am Ende des grossen Völkerringens die Idee eines Völkerbundes anfieng politisch Gestalt anzunehmen, hat die Schweiz diese aufrichtig begrüsst. Sie war aber von Anfang an entschlossen, ihre Politik dauernder Neutralität, auch im Rahmen einer im Völkerbund sich verkörpernden neuen internationalen Ordnung, unter keinen Umständen aufzugeben.

Deshalb hatte der Bundesrat, vorgängig aller Verhandlungen über den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund, am 8. Februar 1919 an die Vertreter der damals in Paris für den Friedensschluss versammelten Mächte ein Memorandum¹⁹ gerichtet, in welchem er das Wesen der schweizerischen Neutralität in einer auch heute unverändert gültigen Weise bestimmt hat. Es heisst darin unter anderem:

17. *Non retrouvées.*

18. *Cf. N° 169.*

19. *Cf. DDS 7 I, N° 177.*

Hier folgen eine Reihe von Absätzen des Memorandums, die für die Wiedergabe besonders in Betracht kommen können:

- La Confédération est en droit
- La neutralité helvétique
- La neutralité de la Suisse a un caractère
- Le maintien de cette institution
- La Confédération helvétique doit
- C'est la neutralité qui a permis

In dem Memorandum ist auch darauf hingewiesen worden, dass dank ihrer Neutralität die Schweiz den Kriegführenden Dienste humanitärer Art hat leisten können und dass, wie die schweizerische Neutralität im Interesse Europas liegt, dies auch der Fall ist für den Völkerbund als solchen. Diese Feststellung gilt auch heute.

Als an die Schweiz die Einladung erging, sich dem Völkerbund anzuschliessen, schien es zunächst unmöglich für sie, dem Bunde beizutreten, weil die Bestimmungen über die gegen einen paktbrüchigen Staat vorgesehenen Sanktionen für einen dauernd neutralen Staat innerhalb des Bundes keinen Platz liessen. Dank dem verständnisvollen Entgegenkommen des Völkerbundes wurde der Schweiz durch die Londoner Deklaration²⁰ eine Sonderstellung eingeräumt und ihr der Beitritt unter Wahrung ihrer dauernden Neutralität möglich gemacht. Dabei hatte sie auch ihrerseits ein für sie ausserordentlich grosse Concession an den Solidaritätsgedanken des Völkerbundes zu machen, indem sie ihre Neutralität auf das militärische Gebiet einschränkte und sich bereit erklärte, den Völkerbund in dessen finanziellen und wirtschaftlichen Sanktionen zu unterstützen. Die Schweiz glaubte, diese Neuorientierung ihrer Neutralitätspolitik in Aussicht nehmen zu können, weil dabei ihre Sonderstellung als neutraler Staat innerhalb eines automatisch sich auswirkenden, äusserst scharfen Sanktionensystems genügend ausgeprägt und klar sein würde und sodann, weil auch durch die vom Völkerbund in Aussicht genommene Rüstungsbeschränkung die Voraussetzungen bewaffneter Konflikte sich wesentlich ändern sollten. Trotzdem hat die Schweiz sich nur schwer zum Beitritt entschlossen; die leidenschaftliche Diskussion in Parlament und Volk zeigte, wie sehr der Schweizer an seiner traditionellen Neutralität hängt. Das Verfassungsgesetz vom 16. Mai 1920 über den Beitritt ist nur mit einem mässigen Volksmehr und einem winzigen Ständemehr angenommen worden.

Seit diesem Zeitpunkt haben sich die Verhältnisse tiefgehend verändert. Nicht nur hat der Völkerbund durch die Resolutionen von 1921 die Handhabung des Sanktionensystems auf teilweise neue Grundlagen gestellt; dieses ist in einer Reihe von Fällen nicht in Wirksamkeit getreten. Die Mitgliedstaaten haben tatsächlich ihre Freiheit zurückgenommen, je nach den Umständen im Falle von Verletzungen des Paktes zu handeln. Das Programm der Rüstungsbeschränkung konnte bis heute nicht verwirklicht werden; im Gegenteil, die Rüstungen sind überall stark vermehrt worden. Die Zusammensetzung des Völkerbundes hat nicht die Entwicklung genommen, die für das sichere Funktionieren der Sanktionen Garantie geboten hätte.

Die Schweiz muss aus den veränderten Umständen die Folgerungen ziehen. Ihre Neutralität muss auf alle Fälle eine feststehende, absolut eindeutige, sein. Wenn die anderen Mitglieder des Völkerbundes von Fall zu Fall entscheiden, ob – und wenn ja in welcher Art sie Massnahmen gegen einen paktbrüchigen Staat treffen, so kann für die Schweiz als dauernd neutralem Staat eine solche Haltung nicht in Betracht kommen: es giebt für sie in dieser Lage nur die eine Möglichkeit: unbedingte Neutralität. Die Schweiz muss nach jeder Richtung frei sein, ihre Politik so zu gestalten, dass die Respektierung ihrer Neutralität am vollkommensten gesichert ist. Sie ist entschlossen, für ihre Neutralität sich mit allen ihren Kräften bis zum Äussersten einzusetzen.

Die Schweiz legt ein entscheidendes Gewicht auf eine klare, unzweideutige Ordnung ihrer Stellung gegenüber dem Völkerbund und gegenüber den diesem nicht angehörenden Staaten. Sie ist überzeugt, dass der Völkerbund die Gerechtigkeit und Notwendigkeit ihrer Forderung anerkennt,

20. Cf. *DDS 7 II, N° 183A*.

auch als Mitglied des Bundes in allen Fällen eine unbedingte und gleichmässige Neutralität zu beobachten.

Der Bundesrat zweifelt nicht, dass der Völkerbund von den vorstehenden Erklärungen zustimmend Akt nehmen und dadurch von neuem den einzigartigen Charakter der schweizerischen Neutralität anerkennen wird.

ANNEXE 6

*Le Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Huber,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Zürich, 29. März 1938

Seit Absenden meines Briefes vom 27. dies habe ich den Artikel von A. v. Sprecher in den *Monatsheften* gelesen, sowie die Pressenachricht betreffend Zuschrift²¹ der Sozialdemokratischen Partei an den Bundesrat. Dies gibt mir noch zu folgenden Bemerkungen Anlass.

1. Das Memorandum ist seiner Natur nach eine Mitteilung an den Völkerbund bzw. dessen Mitgliedstaaten und nicht an alle Staaten schlechthin, denn zunächst sind die durch Völkerbundspakt und Londonerdeklaration geordneten Rechtsverhältnisse neu zu regeln. Da die Zustellung des Memorandums in keiner Weise ein Geheimnis sein kann, ist es vielleicht richtig, den Staaten, die nicht zum Völkerbund gehören und für unsere Neutralität von Bedeutung sind, offiziell Kenntnis von dem Memorandum zu geben.

2. Es ist wohl ernstlich zu überlegen, ob nicht die Frage des Verhältnisses von Sitz des Bundes und Neutralität im Memorandum zu berühren sei. Wird sie mit Stillschweigen übergegangen, so setzt man sich dem Vorwurf aus, entweder etwas Wichtiges übersehen, oder aber hinterhältig gehandelt zu haben. Es ist auch sehr wohl möglich, dass die Frage von jemandem in der Schweiz oder im Völkerbund ohne unser Zutun aufgeworfen wird. Würde das Memorandum zustimmend zur Kenntnis genommen und entstünden nachträglich doch wegen der Tätigkeit des Völkerbundes auf Schweizergebiet Schwierigkeiten, so wäre ein zweites Arrangement in jenem Zeitpunkt wohl sehr schwierig, wie wohl auch die Berührung der Sitzfrage im Memorandum dessen glatte Aufnahme erschwert. Man wird hier zwischen 2 Übeln wählen müssen. Falls über Neutralität und Sitz etwas gesagt werden soll, könnte dies vielleicht so geschehen, dass am Ende des zweitletzten Absatzes angefügt würde: «Sie muss deshalb auch die bestimmte Erwartung aussprechen, dass diese Neutralität nicht durch Akte der Organe des Völkerbundes an dessen gegenwärtigem Sitz berührt werden.»

3. In dem Entwurf habe ich die Stelle weggelassen, in welcher von der weiteren Mitarbeit der Schweiz im Völkerbund die Rede ist, weil mir diese Zusicherung etwas blass und mager erscheint, wenn die eigentliche Solidarität prinzipiell auf Null reduziert wird, denn nur die Teilnahme an den Aktionen zur Durchsetzung des Paktes kann ein Opfer bedeuten. Mit Rücksicht auf die Intervention der Sozialdemokratischen Partei ist aber ein solcher Passus vielleicht doch notwendig. Dabei könnte man sich fragen, ob nicht angedeutet werden sollte, dass wir mit Rücksicht auf unsere unbedingte Neutralität in den politischen Fragen des Völkerbundes auch eine besondere Zurückhaltung uns auferlegen werden.

Endlich habe ich beim Überlesen des Textes mir noch ein paar Notizen gemacht und zwar folgende [...]»²²

21. *Du 21 mars 1938. Non reproduite, cf. E 2001 (D) 3/300.*

22. *Suivent quelques retouches rédactionnelles.*

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Paris, H. de Torrenté,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 16

Paris, 13 mars 1938

Au cours de la soirée d'hier, la Légation d'Autriche a reçu de Vienne l'ordre d'arborer, à côté des couleurs autrichiennes, le pavillon à croix gammée. Ce simple geste souligne l'épilogue du drame rapide et tragique qui vient de se dérouler en Europe centrale. «One woe doth tread upon another's heel, so fast they follow»: 12 février: entrevue de Berchtesgaden; 12 mars: Hitler est reçu triomphalement à Linz, la capitale de sa province natale. Certes, les avertissements n'ont pas manqué au Quai d'Orsay, au cours de ces derniers jours, sur l'imminence de l'offensive brusquée du Reich. Ces avertissements émanaient principalement de M. Puaux, Ministre de France à Vienne, et de la Légation d'Autriche à Paris, dont le chef et les collaborateurs ont défendu sans aucune défaillance et au mépris de leur situation personnelle la politique du Chancelier Schuschnigg. Les prévisions de mes collègues autrichiens étaient exactes. Il vous suffira de vous rappeler les propos que je vous rapportais dans l'un de mes derniers rapports et qui laissaient entendre que si aucune intervention décisive ne se produisait à Berlin de la part des Puissances occidentales, la nouvelle offensive du «Führer» ne saurait tarder et aurait lieu plus vite qu'on pouvait l'imaginer.

En dépit de ces avertissements clairs et nets, la rapidité prodigieuse des événements a profondément impressionné l'opinion publique française et les milieux officiels. C'est un mélange de stupeur et d'humiliation. D'humiliation pour cette France gardienne des traités de paix et signataire des déclarations successives garantissant l'indépendance autrichienne; d'humiliation, pour la manière cavalière dont a été traité le Chargé d'Affaires de la République à Rome, qui, téléphonant au Palais Chigi pour obtenir une audience et proposer la coopération franco-italienne, s'est vu refuser toute entrevue par le comte Ciano; d'humiliation, pour la façon brutale et tranchante dont le Maréchal Goering a répondu à la démarche simultanée franco-britannique que Paris, après une journée entière de laborieuses négociations, était parvenu à arracher au Cabinet de Londres.

J'ai pu suivre heure par heure, par des contacts fréquents avec la Légation d'Autriche et le Quai d'Orsay, le drame qui s'est déroulé dans la soirée de vendredi. Au moment même où le Ministre d'Autriche à Paris faisait connaître à la Chancellerie fédérale que le Quai d'Orsay avait réussi à émouvoir le Foreign Office, on lui mandait de Vienne qu'après une vaine tentative du Président Miklas pour maintenir M. Schuschnigg en fonctions, M. Seyss-Inquart, à la suite d'un nouvel ultimatum, avait été désigné comme Chancelier et le Bourgmestre de Vienne destitué. L'avertissement franco-britannique était arrivé trop tard. Aurait-il suffi, notifié dans la journée de vendredi, pour suspendre la

marche des événements? Certainement non; il aurait fallu qu'il fût accompagné d'un geste effectif: concentration de la flotte anglaise dans la Mer du Nord, mobilisation partielle de l'armée française. Or, sur ce dernier point, vous n'apprendrez pas sans surprise que l'état-major français ne possède pas, chose inconcevable, de plan de mobilisation partielle qui permette d'esquisser une menace sans bouleverser totalement la vie du pays. Telle fut, du moins, la raison que le Général Gamelin fit valoir lorsque, le 6 mars 1936, M. Sarraut lui demandait une mobilisation partielle de l'armée pour «s'assurer des gages» à l'égard du Reich.

Au demeurant, il faut le dire, personne en France n'aurait songé à une intervention militaire pour soustraire l'Autriche au sort qui l'attendait. En conséquence, bien que les acclamations frénétiques qui ont accueilli à Linz le Chancelier Hitler, acclamations copieusement radiodiffusées par les postes allemands et autrichiens, aient provoqué une certaine surprise, l'on n'est pas trop fâché, au Quai d'Orsay, de constater que l'occupation nazie s'est réalisée sans effusion de sang, car, quelles auraient été les réactions de l'opinion publique française si l'on avait entendu les cris d'un peuple, auquel l'on n'avait jamais ménagé les témoignages d'intérêt et de sympathie, brutalement foulé par l'envahisseur. Cette épreuve a été épargnée aux dirigeants de la politique française, qui se félicitent sans fausse honte de constater que la conduite sans dignité du peuple autrichien à l'égard du Reich ne méritait pas que l'on versât le sang français pour garantir une liberté dont ce peuple semble aujourd'hui faire bon marché.

Le problème, dit-on au Quai d'Orsay, est tout différent en ce qui concerne le second objectif de la politique pangermaniste: la Tchécoslovaquie. Il ne s'agit plus, en la matière, d'une «affaire de famille». Les Tchèques, croit-on, sont résolus à se défendre et la France, ainsi que M. Yvon Delbos l'a fait connaître publiquement au cours du dernier débat sur la politique étrangère, a déjà avisé Berlin et Londres que tout attentat dirigé par le Reich contre la Tchécoslovaquie comporterait de sa part une réaction immédiate. Dans ce cas, m'a dit l'un de mes informateurs, ce serait la guerre.

D'après la presse, le Ministre de Tchécoslovaquie a déjà rappelé au Quai d'Orsay les assurances qui lui avaient été données en soulignant la gravité de la situation dans laquelle se trouvait son pays.

Et cependant, l'on ne peut se défendre du sentiment, quelle que soit la menace qui pèse sur Prague qu'aujourd'hui encore la France n'engagerait pas sans hésitation une action militaire offensive. L'invasion de l'Autriche a profondément modifié la situation de la Tchécoslovaquie. A l'abri de sa ligne «Maginot», orientée vers le nord et l'ouest, Prague pouvait, jusqu'à présent, offrir une résistance sérieuse et durable à l'envahisseur. Désormais, la frontière sud de la Tchécoslovaquie est largement ouverte et permet une pénétration, dans une région relativement accessible entre Bratislava et le Böhmerwald, vers les points névralgiques du pays.

Dans ces conditions, l'on peut même se demander si la Tchécoslovaquie envisagerait de sang-froid une lutte inégale dont l'issue tragique ne saurait faire l'ombre d'un doute. Le temps n'est plus où le Maréchal de Belle-Isle pouvait, en quelques semaines, conduire une armée du Rhin sous les murs de Vienne et

s'emparer de Prague par une escalade hardie. La France arrêtée sur la frontière rhénane, l'U.R.S.S. coupée de la Tchécoslovaquie par la charnière polono-roumaine, ne pourraient en temps utile porter secours à leur alliée depuis la carence de l'Italie et l'annexion de l'Autriche. Le succès ne pourrait être obtenu – si l'on fait abstraction d'une violation de la neutralité suisse, que je me refuse d'envisager – que par un blocus où la flotte anglaise tiendrait, comme durant la Grande Guerre, le rôle essentiel. Cette solution ne comporterait qu'une victoire à longue échéance, qui donnerait au Reich toute latitude pour faire disparaître la Tchécoslovaquie de la carte de l'Europe. Il est donc probable que les Tchèques, livrés à eux-mêmes, seront amenés à accepter une formule amiable pour résoudre le problème des Sudètes; cet arrangement, quel qu'il soit, aura certainement pour conséquence de faciliter encore au Reich l'accès du Bassin du Danube et des Pays balkaniques.

Le Quai d'Orsay va s'efforcer d'engager le Gouvernement britannique à faire auprès de Berlin une démarche décisive pour fixer définitivement au Reich les limites que la patience des Puissances occidentales ne peut voir dépasser. Mais, après avoir enregistré le rejet brutal par le Maréchal Goering de sa démarche auprès de l'Autriche et s'être incliné devant le fait accompli, le Gouvernement de Londres peut-il se faire encore des illusions sur l'efficacité de cette nouvelle intervention? Bien mieux, d'après des renseignements que je tiens indirectement d'un membre de l'ancien Cabinet Chautemps et que vous voudrez bien considérer comme confidentiel, Mr. Neville Chamberlain aurait fait savoir, par une déclaration consignée dans un protocole, au cours de la visite des Ministres français à Londres, en novembre dernier, que la Grande-Bretagne n'entreprendrait aucune opération militaire dans le cas où se poserait le problème tchécoslovaque.

Cependant, le bruit court à Paris que la perspective des futures visées pangermaniques pousse la Grande-Bretagne à se rapprocher de la France d'une manière décisive et à envisager, d'accord avec elle, les mesures à prendre conjointement pour parer à toute éventualité.

P. S. J'apprends par le Quai d'Orsay que le Ministre de France à Vienne a offert au Chancelier Schuschnigg ses services pour le cas où il pourrait lui être utile. L'ex-chancelier a décliné cette offre en répondant qu'il était entendu avec le Gouvernement actuel qu'il pourrait gagner l'étranger sans être inquiété¹.

1. *Remarque manuscrite sous la signature de Torrenté: d'accord. Stucki.*

229

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 91, Band I

*Le Capitaine EMG, B. Barbey,
au Chargé d'Affaires de Suisse à Paris, H. de Torrenté*

Copie¹

L

Paris, 14 mars 1938

J'ai l'honneur de vous porter la note ci-jointe², établie par recoupement après les conversations que j'ai eues hier et aujourd'hui avec deux personnalités du Quai d'Orsay et un officier du Deuxième Bureau (lequel ne connaissait pas ma nationalité).

Vous jugerez de l'intérêt qu'elle présente. Notre Chef d'Etat-Major m'ayant prié, l'été dernier, de lui transmettre par votre entremise les informations de cette nature que je pourrai être appelé à recueillir, je vous sou mets celle-ci, et je me tiens à votre disposition pour le cas où je pourrais vous apporter de nouveaux renseignements en attendant l'installation de notre attaché militaire.

ANNEXE

D'après certains renseignements recueillis depuis le 13 mars au Quai d'Orsay et auprès d'un officier du 2^e Bureau, il semble résulter:

1^o) que le Ministère des Affaires Etrangères soit bien résolu à s'opposer, au besoin par la force, à toute entreprise allemande contre la Tchécoslovaquie et à ne se dérober à aucune des obligations du traité et de l'alliance militaire.

2^o) que l'Angleterre ait confirmé qu'elle appuierait cette action.

3^o) que sur les modalités de cette action, une divergence existe entre:

la tendance *actuelle*, interventionniste, et en quelque sorte fougueuse, du Quai d'Orsay, qui impliquerait une offensive rapide au cas où les Allemands se tiendraient d'abord sur la défensive à l'ouest. Cette tendance porte la marque des idées de M. Paul Reynaud: «notre frontière stratégique est au-delà du Rhin; il faut porter la guerre et chercher la décision en territoire ennemi», et

la tendance de l'Etat-major, qui considère qu'une offensive de ce genre est vouée d'avance à l'insuccès, même contre un front défensif encore imparfaitement assis et garni avec le minimum de troupes.

4^o) qu'à l'Etat-major et sur le plan technique, la question de l'invasion de la Suisse, afin de tourner les défenses allemandes par le sud, semble avoir été examinée une fois de plus, et écartée, indépendamment de toute considération juridique, pour des raisons d'exploitation stratégique. On considère en effet qu'au lendemain de l'annexion de l'Autriche, les fronts allemands et italiens sont désormais jointifs.

La pénétration en territoire suisse n'aurait été étudiée que pour répondre à une violation préalable de la neutralité suisse par l'ennemi (cas de la Belgique en août 1914).

1. La copie reproduite ici a été adressée par Stucki à Motta par lettre du 16 mars 1938. La même date, de Torrenté avait également envoyé une copie de cette lettre et de son annexe à Labhart.

2. Reproduite en annexe.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 19 Vertraulich

Berlin, 15. März 1938

Ich weiss heute mit Bestimmtheit, dass die Inbesitznahme Österreichs durch Deutschland auch für Italien eine völlige Überraschung war und ihm das denkbar schmerzlichste Opfer auferlegte. Bei der Raschheit und Hemmungslosigkeit des deutschen Vorgehens wusste sich Mussolini nicht mehr zu helfen und er muss sich heute zu trösten suchen, wie er kann. Ob ihm der lange, eilige Brief Hitlers, wo die nunmehr gemeinsame Grenze am Brenner als endgültig bezeichnet wird, diesem Trost zu bringen vermag ist zu bezweifeln.

Italien wurde in zweierlei Richtung schwer enttäuscht. Schuschnigg hatte weder vor noch nach seinem Berchtesgadener Besuch mit Rom Fühlung genommen und ganz auf eigene Faust gehandelt. Auf dem Obersalzberg liess er sich durch Hitler einschüchtern und weitgehende Versprechungen abringen. Dies sei insbesondere dadurch erreicht worden, dass Hitler Schuschnigg einen Feldzugsplan gegen Deutschland vorlegen konnte, der vom österreichischen Generalstab ausgearbeitet worden war und die Beteiligung Österreichs an einem Kriege gegen Deutschland vorsah. Die erste Rede Schuschniggs, in der er auf die Reichstagsrede Hitlers antwortete, habe in Rom an sich nicht missfallen. Doch habe man sich dort bald Rechenschaft gegeben, dass Schuschnigg die ihm in Berchtesgaden abgezwungenen Zusicherungen nicht mehr beachten wollte. Als dann die Innsbrucker Rede folgte mit der Anzeige einer von Schuschnigg allein beschlossenen, nach drei Tagen vorzunehmenden Volksbefragung, da gab sich auch Rom Rechenschaft vom Ernste der Lage; aber es war schon zu spät, und die Ereignisse überstürzten sich nunmehr unaufhaltsam.

Die andere italienische Enttäuschung ist viel bedeutungsvoller und lässt sehr tief blicken. Italien ist der Auffassung, dass Österreich wohl einen grossen Krieg wert gewesen wäre. Deshalb hätte die französische Regierung nicht mit der lächerlichen Anregung an die italienische Regierung herantreten sollen, sich einem ganz platonischen, also zwecklosen Protestschritte bei der Reichsregierung anzuschliessen, was, wäre Rom darauf eingegangen, ihm ohne weiteren Nutzen die Vorteile der Achse gekostet hätte. Würden dagegen Frankreich und Grossbritannien sofort mobilisiert und ihren Entschluss bekundet haben, es für Österreich auf einen Krieg ankommen zu lassen, dann hätte sich für Italien die Frage der Verbindung mit den beiden Westmächten in einer Weise gestellt, bei der die Achse Italien-Deutschland keinerlei Rolle mehr zu spielen brauchte.

Aus dieser Sachlage kann, so will mir scheinen, der Schluss gezogen werden, dass sich infolge des Anschlusses von Österreich an Deutschland die europäische Politik plötzlich an einem entscheidenden Wendepunkt befindet. Mehrere Staaten werden sich gewahr, dass die Gefahr eines hegemonischen Deutsch-

lands näher gerückt ist. Sie werden daraus, wie es England schon gestern verkündet hat, die entsprechenden, wenn auch betrübenden Folgerungen ziehen und sich in einem zukünftigen entscheidenden Augenblicke zusammenfinden. Ich verweise u. A. auf das, was ich oftmals über Polen berichtet habe. Abgesehen von Italien haben auch Jugoslawien und Ungarn keinen Anlass sich zur Grenznachbarschaft ihrer von Deutschen bewohnten Gebieten mit dem neuen deutschen Reiche zu beglückwünschen.

Als unmittelbare Folge des Anschlusses dürften die Aussichten für eine Verständigung Italien-Grossbritannien, wiewohl sie gerade in dieser Beziehung für Italien zu spät kommt, gewachsen, umgekehrt für eine deutsch-britische Regelung, namentlich der Kolonialfrage, gesunken, wenn nicht geschwunden, sein.

Allgemein übereinstimmend ist die Auffassung, dass der Anschluss die so schwierige wirtschaftliche Lage des Reiches nicht etwa lindern, sondern eher schwieriger gestalten wird. Ferner ist eine Erschwerung der religiösen Frage im Hinblick auf die bedeutende Zunahme der katholischen Bevölkerung zu erwarten. Jedenfalls ist die derzeitige Stellungnahme des Vatikans gegenüber den deutschen Machthabern kritischer denn je.

Wie ich Ihnen am 12. März drahtete¹, waren in der vorhergehenden Nacht scharf gehaltene Protestnoten der französischen und der britischen Regierung im Auswärtigen Amte überreicht worden. Da die Noten nachdrücklich auf die schwerwiegenden Folgen des deutschen Vorgehens in Österreich hinwiesen, liess der hiesige britische Botschafter die Note durch einen seiner Mitarbeiter unterzeichnen, da er es nicht selbst tun wollte in der Gewissheit, dass derartige Folgen seitens Englands gar nicht eintreten würden. Das hindert nicht, dass der Botschafter insofern eine nicht besonders heilsame Rolle gespielt haben dürfte, als er längst durchblicken liess, dass seine Regierung aus dem Anschluss Österreichs keine kriegerischen Konsequenzen ziehen würde.

1. Cf. E 2001 (D) 1/167.

231

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 53

*Le Ministre de Suisse à Vienne, M. Jaeger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 19 Vertraulich!

Wien, 15. März 1938

Bezugnehmend auf meine telegrafischen und telefonischen Mitteilungen der letzten Tage beehre ich mich, Ihnen nachstehend über die Entwicklung der Situation in Österreich einige zusammenfassende Angaben zu machen.

Völlig überraschend verkündete der damalige Bundeskanzler Dr. Kurt von Schuschnigg von Innsbruck aus am 9. ds. Mts., dass am 13. März in Österreich über die Parole: «Für ein freies und deutsches, unabhängiges und soziales, für

ein christliches und einiges Österreich» eine Volksabstimmung stattfinden werde. Im nationalsozialistischen Lager wurde sofort beanstandet, dass für die richtige Vorbereitung eines solchen Plebiscites in knapp drei Tagen die erforderliche Zeit fehle, dass keine Garantie der korrekten Durchführung, bzw. der Geheimhaltung der Wahl gegeben sei und dass die Ausschliessung der Bürger zwischen 20 und 24 Jahren vom Gang zur Urne eine verfassungswidrige Ungerechtigkeit darstelle. Die Losung bei den Gegnern Schuschniggs lautete daher: Wahlenthaltung. Im Laufe des vergangenen Donnerstags mochte es scheinen, als ob es dem Regime Schuschnigg gelingen könne, sich mit Hilfe dieses Plebiscites gegenüber den drohenden Schwierigkeiten siegreich durchzusetzen. Eine gewaltige Wahlpropaganda setzte ein und ganz Wien war übersät mit Stimmzetteln, die alle den Aufdruck «ja» trugen. Gleichzeitig fanden Besprechungen mit Vertrauensleuten ehemaliger Linksreise statt, um die Arbeiterschaft am 13. März zum Eintreten für Schuschnigg zu bewegen.

Freitag war bereits im Laufe des Vormittags zu erkennen, dass eine Wendung bevorstand. Während Berlin bisher das beabsichtigte Plebiscit totzuschweigen oder zu bagatellisieren versucht hatte, wurde die Regierung Schuschnigg innen- und aussenpolitisch nunmehr unter schärfsten Druck gesetzt. Darüber habe ich Ihnen telegrafisch berichtet. Ich ersehe übrigens aus den Berichten der schweizerischen Presse, wobei ich namentlich die «Neue Zürcher Zeitung» im Auge habe, dass die Tatsachen, so wie sie sich zugetragen haben, Ihnen in den wesentlichen Zügen bekannt sind.

Wer Freitag in den späten Nachmittagsstunden nicht als Nationalsozialist auf den Strassen demonstrierte, verfolgte die sich überstürzenden Ereignisse am Rundfunk. Dort wurde kurz nach 18 Uhr, vorerst ohne weitere Begründung, die Verschiebung der Volksabstimmung bekanntgegeben. Gegen 20 Uhr ergriff darauf, ohne dass irgendeine Ansage erfolgt wäre, Bundeskanzler Dr. Kurt von Schuschnigg das Wort, um zu erklären, dass seine Regierung der Gewalt weiche und dass er sich nun vom österreichischen Volke verabschiede. Die Stimme des Bundeskanzlers war von tiefer Erschütterung durchzittert. Es war auch ergreifend, anschliessend an diese Abschiedsworte die österreichische Nationalhymne, in der Instrumentierung von Joseph Haydn, getragen und feierlich ausklingen zu hören.

Dann folgten Schlag auf Schlag die verschiedenen Phasen der Machtübernahme durch den Nationalsozialismus. Das in der «Neuen Zürcher Zeitung» vom vergangenen Sonntag veröffentlichte, Freitag um 22 Uhr ausgegebene Communiqué der österreichischen Bundespräsidentschaft wurde den Hörern des hiesigen Rundfunks und den Lesern der österreichischen Presse bereits nicht mehr bekanntgegeben. Dagegen ergriff bald nach den Abschiedsworten von Dr. Schuschnigg der damalige Innen- und Sicherheitsminister Dr. Seyss-Inquart das Wort, um zur Ruhe und Ordnung zu mahnen und die Exekutive aufzufordern, dem allfällig einrückenden deutschen Heere keine Gewalt entgegenzusetzen. Noch in der gleichen Nacht waren darauf die Bildung der Regierung Seyss-Inquart und das Gesuch des neuen Bundeskanzlers an die Reichsregierung um Entsendung deutscher Truppen zu verzeichnen. Der Bundespräsident blieb mittlerweile noch im Amt und die «Wiener Zeitung» vom Sonntag veröffentlichte die Demission Schuschniggs, sowie die Einsetzung der Regie-

rung Seyss-Inquart durch das Staatsoberhaupt. Die rein formale Kontinuität war somit gewahrt. Aus den mir vorliegenden schweizerischen Blättern ergibt sich, dass Sie über die Zusammensetzung des Kabinetts Seyss-Inquart orientiert sind. Ich erwähne lediglich, dass der Aussenminister Wolf als österreichischer Vizepräsident der in nächster Zeit zu bildenden Österreichisch-Schweizerischen Gesellschaft in Aussicht genommen war und somit wohl als Freund unseres Landes angesehen werden darf, wie auch, dass der Justizminister Hueber mit dem vielbesprochenen österreichischen Schwager Goerings identisch ist.

Aus der Regierung Schuschnigg wurden, ausser Seyss-Inquart, lediglich übernommen Bundesminister Dr. Glaise-Horstenau, der nun das Amt eines Vizekanzlers bekleidet, Finanzminister Neumayer und vorerst noch der Staatssekretär für das Sicherheitswesen, Dr. Skubl, der aber bereits am Sonntag demissionierte und durch einen Nationalsozialisten ersetzt wurde.

Der Einzug des deutschen Heeres in Österreich, die Ankunft Adolf Hitlers auf österreichischem Boden, sowie der triumphale Empfang, der dem Reichskanzler und den deutschen Truppen bereitet wurde, haben hier nicht weiter erwähnt zu werden.

In den Abendstunden des Sonntags wurde dann bekanntgegeben, Bundespräsident Miklas habe auf Ersuchen des Bundeskanzlers seine Funktionen zurückgelegt, die nun auf Seyss-Inquart übergegangen seien. Darauf verkündete die neue österreichische Regierung noch Sonntag, den 13. März, ein Bundesverfassungsgesetz über die Einverleibung Österreichs in das Deutsche Reich, dem am gleichen Tage in Berlin ein entsprechendes deutsches Gesetz über diese Wiedervereinigung folgte. In kürzester Frist wurde sodann ein Erlass Hitlers verkündet, wonach die österreichische Wehrmacht nunmehr einen Teil des Reichsheeres bildet. Die Verteidigung der österreichischen Truppen auf Adolf Hitler hat bereits gestern stattgefunden.

In einem separaten Schreiben wird Ihnen gemeldet, dass trotz der staatsrechtlichen Einverleibung Österreichs in das Deutsche Reich in zolltechnischer Hinsicht die Dinge vorderhand beim Alten bleiben. Wirtschaftlich bedeutsam ist eine heutige Verordnung über die Beschränkung der Auszahlungen im Inlande sowie eine Verschärfung der Devisenvorschriften, über die Sie auch gesondert orientiert werden. In seiner Wirkung auf das Inland bedeutet der erst erwähnte Erlass praktisch die Verfügung eines Moratoriums.

In den vergangenen Tagen wurde das gesamte österreichische Zeitungswesen den Verhältnissen im Reiche angepasst. Die hiesige Gleichschaltung der Presse ist eine viel radikalere und raschere gewesen als diejenige in Deutschland in der Zeit nach der Machtübernahme. Auch die leiseste Stimme der Kritik wird nicht mehr gehört. Gewisse jüdische Blätter, die in Berlin als sogenannte Wiener Asphalt-Presse besonders unbeliebt waren, sind direkt durch die Partei übernommen worden. Andere, wie z. B. die «Reichspost» und die «Neue Freie Presse», haben sich restlos auf den Boden der Tatsachen gestellt. Lediglich das «Neue Wiener Tagblatt», das nun aber in seiner heutigen Ausgabe bereits mit einem Hakenkreuz erscheint, widmete Samstag Dr. Kurt von Schuschnigg einen ehrenden Abschiedsartikel.

Selbstverständlich sind die früheren Formationen der «Vaterländischen Front» wie auch das «Sturmkorps» vollständig aus dem Strassenbild ver-

schwunden. Die «Vaterländische Front» ist aufgelöst. Ihr Vermögen ist auf die Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei übergegangen und das frühere Haus des Frontführers am Hof ist nun der Sitz der hiesigen N.S.D.A.P. In den Ämtern und Ministerien wurden die leitenden Stellungen sofort durch Vertrauensleute des neuen Regimes besetzt. Indessen sind die Beamten aufgefordert worden, weiterhin ihren Dienst zu versehen; spätere Enthebungen nach Gesetz bleiben vorbehalten.

Was die Juden anbelangt, so ist gestern bereits im Rundfunk verlautbart worden, die jüdischen Rechtsanwälte würden aus der Rechtsanwaltskammer ausgeschlossen und jüdische Ärzte dürften nur noch nicht-arische oder halb-arische Patienten behandeln. Gesetzliche Erlasse in dieser Hinsicht sind wohl zu erwarten. Heute hat nun im Zuge dieser Entwicklung der Minister für Justiz die Enthebung aller Richter und Staatsanwälte verfügt, die Juden oder Halbjuden sind, und gleichzeitig die Sperre der Aufnahme der Juden oder Halbjuden in die Rechtsanwaltschaft und in das Notariat ausgesprochen.

Der nächste Schritt in der Entwicklung ist nun die Vorbereitung auf die durch das Bundesverfassungsgesetz vom 13. ds. Mts. auf den 10. April 1938 angesetzte Volksabstimmung der über 20 Jahre alten Männer und Frauen Österreichs über die Vereinigung mit dem Deutschen Reiche. Mit der Organisation der Wahl ist der Saar-Gauleiter Bürckel betraut.

Nun ein Wort über unsere Schweizerkolonie. Unsere Landsleute haben im grossen und ganzen in den vergangenen aufregenden Tagen ruhige Nerven bewahrt. Auf Verlangen habe ich nicht wenigen Schweizern Schutzbriefe ausgestellt, wofür Formulare hier vorhanden waren. Anderen wieder, die mich im Hinblick auf Beflagung und Verhalten bei eventuellen Requisitionen befragten, erteilte ich die durch die Umstände gebotenen Ratschläge. Von wenigen, zum grössten Teil bereits behobenen Zwischenfällen abgesehen, sind die Schutzbefohlenen dieser Gesandtschaft durch die Ereignisse nicht in Mitleidenschaft gezogen worden.

Was das Los der bisherigen Machthaber in Österreich anbelangt, so sind darüber die verschiedensten Gerüchte im Umlauf. Als sicher darf gelten, dass weder Dr. Kurt von Schuschnigg, noch die namhafteren Mitglieder seines Kabinetts die Grenze erreichen wollten oder konnten. Der frühere Bundeskanzler dürfte sofort nach Verlesung seiner Abschiedsansprache in Schutzhaft genommen worden sein. Auch vor dem Hause des früheren Bundespräsidenten stehen Parteiposten. Der gewesene Bürgermeister von Wien, Dr. Schmitz, der mehrfach als Anwärter für den Kanzlerposten als Nachfolger von Schuschnigg in Frage kam, befindet sich in Sicherheitsverwahrung.

Wie Sie aus der Presse wissen, ist Adolf Hitler, von unbeschreiblichem Jubel umrauscht, gestern in der österreichischen Hauptstadt eingetroffen. Im Laufe des heutigen Tages findet zu seinen Ehren eine grosse Feier auf dem Heldenplatz statt. Selbstverständlich ist es nicht Sache des beim früheren Bundespräsidenten Miklas akkreditierten diplomatischen Corps, sich an diesen Anlässen irgendwie zu beteiligen. Die diplomatischen Vertretungen in Wien beschränken sich vorderhand auf den konsularischen Schutz der ihnen anvertrauten Landsleute. Ich nehme an, dass Sie mir im Hinblick auf die Frage der Aufnahme oder Nichtaufnahme irgendwelcher Beziehungen zum Bundeskanzler, bzw.

Reichsstatthalter und zu Aussenminister Wolf seinerzeit entsprechende Instruktionen erteilen werden.

Ich sende Ihnen beiliegend, um Ihnen eine chronologische Übersicht zu ermöglichen, aus der «Wiener Zeitung» vom 13. ds. Mts. die amtlichen Nachrichten über die Demission Schuschniggs und die Betrauung der Regierung Seyss-Inquarts, nebst einem Aufsatz «Grossdeutscher Anbruch», 'von besonderer Seite', der wohl aus dem Bundeskanzleramt stammen dürfte; aus der «Wiener Zeitung» vom 14. ds. Mts. das Bundesverfassungsgesetz über die Vereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reiche und die durch Adolf Hitler erlassene Verfügung über die Einordnung des Bundesheeres in die deutsche Wehrmacht.

232

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP

Rome, 16 mars 1938, matin

Je vous ai renseigné sommairement, dès le soir du lundi 14 mars, sur les points essentiels de l'entretien que je venais d'avoir avec le Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères.

Ma visite n'avait au fond d'autre but que de prendre, à titre personnel et amical, quelques informations et, en effet, nous avons parlé presque exclusivement des événements des derniers jours.

Le Ministre des Affaires Etrangères a tout d'abord insisté sur le «calme absolu» avec lequel le Gouvernement italien envisageait la situation née de l'«Anschluss». C'était, disait-il, un événement auquel, depuis fort longtemps, il fallait bien se préparer, en le considérant du moins comme une éventualité probable. Il ne faut donc maintenant pas se laisser bouleverser, et même l'Italie devait se rappeler, en ces jours, du processus de son unification nationale alors que, par exemple, le Grand-Duché de Toscane a cessé d'exister comme Etat indépendant.

Peu à peu, au cours de la conversation, le Comte Ciano s'est animé et ouvert davantage: «Au fond, l'Anschluss, disait-il, a été virtuellement décidé le jour du 18 octobre 1935, alors qu'une coalition d'Etats à Genève a voté des sanctions contre l'Italie, brisé irrémédiablement le front de Stresa et a obligé bien l'Italie à chercher des appuis ailleurs.»

Certes, l'Italie n'a rien fait pour accélérer ce processus; au contraire, elle a donné à l'Autriche son appui aussi longtemps que possible. Mais, et ceci est intéressant, le Chef du Gouvernement a considéré le plébiscite dans les formes prévues par M. Schuschnigg comme une grande erreur¹. A ce propos, je fis

1. *Remarque manuscrite de Motta en marge de cette phrase: Voir le récent discours magistral de Mussolini. M.*

allusion aux voix d'abord sympathiques au projet de M. Schuschnigg, qui avaient été répandues ici, en faisant aussi mention de ma conversation récente avec le Ministre d'Autriche, M. Berger-Waldenegg. M. Ciano m'a répondu : «M. Berger n'était pas au courant. A l'insu de presque tout le monde, un émissaire de M. Schuschnigg est arrivé mardi dernier (donc le 8 mars) à Rome pour annoncer les projets envisagés par le Chancelier autrichien. Nous l'avons prié de rentrer immédiatement à Vienne et de dire qu'ainsi on allait à la catastrophe et qu'il devenait impossible par un plébiscite brusque et n'observant pas certaines formes, d'éviter une intervention allemande. M. Schuschnigg a passé outre; ce qui est arrivé devait arriver.»

Et puis, poursuivait le Ministre des Affaires Etrangères, l'Autriche s'était abandonnée elle-même². C'est vraiment incroyable (sbalorditivo) que pas un détachement n'ait résisté, que pas un seul soldat, pas une personne ne se soit fait tuer pour l'idée autrichienne; même quelques résistances isolées auraient pu nous faire changer d'avis et dire que l'idée autrichienne existait, qu'elle pouvait et devait être défendue. Mais tel n'était pas le cas.»

«Quelle alternative avait d'ailleurs l'Italie? Celle de s'opposer avec force à l'Allemagne, mais alors avec la décision d'aller jusqu'à la guerre. Or, nous ne voulons pas faire la guerre pour les autres. L'indépendance autrichienne était un intérêt européen davantage aujourd'hui qu'un intérêt italien. Et même si une guerre n'avait, après tout, pas été inévitable, c'était trop que de sacrifier l'amitié allemande et la politique de l'axe – pour rien –, car l'Autriche ne tenait plus à l'indépendance. M. Schuschnigg, selon le mot que m'a dit, tout à l'heure, le Ministre Berger-Waldenegg en prenant congé de moi, devrait aller méditer dans un couvent; il n'a pas su agir comme homme d'Etat.»

«Et à ceux, surtout en France, qui me demandent: «Où sont les divisions italiennes?», je réponds: «Où est le Gouvernement français?» J'ai essayé de reproduire aussi fidèlement que ma mémoire me le consent les phrases prononcées par le jeune Ministre des Affaires Etrangères. Elles me prouvent définitivement que l'Italie, surprise elle-même par les événements, n'a pas agi selon un plan concerté quelconque, mais seulement sous la pression d'événements trop rapides. La conclusion finale du Comte Ciano en dit d'ailleurs long. La voici: «Nous avons eu la conviction que mieux valait faire l'«Anschluss» avec nous que contre nous». C'est donc bien que l'Italie, comme je vous l'écrivais, a dû faire bonne mine à mauvais jeu³.

Ce qui est intéressant, c'est que la situation militaire et ses développements possibles avaient été soigneusement étudiés. L'«Anschluss», au point de vue militaire, n'est plus aussi redoutable pour l'Italie, selon M. Ciano, que l'on pourrait le croire. «La bande de territoire de 45 km entre Kufstein et le Brenner ne présente aujourd'hui, à l'époque des troupes motorisées, plus de garantie efficace. Elle peut être traversée en un tournemain. Sur le front du Brenner l'Autriche, comme Etat tampon, n'avait plus de valeur stratégique, et la population tyrolienne aurait toujours été hostile à chaque soldat italien se montrant

2. *Note marginale de Motta*: étourdissant!

3. *Note marginale de Motta*: Cela, c'est l'évidence même. M.

au-delà de la «frontière naturelle». En revanche, l'Italie se fortifiera encore plus sur le Brenner, *comme sur toutes ses autres frontières.*»

Nous avons aussi parlé des possibilités d'un nouvel équilibre en Europe. A cet égard, M. Ciano a souligné l'importance de la Yougoslavie qui, comme l'Italie, s'opposerait, de par la nature même des choses, à une trop forte poussée vers le Sud. Ceci est à retenir et paraît confirmer que, comme je vous l'écrivais il y a quelque temps, il pourrait y avoir à l'avenir des contacts plus étroits entre la Puissance numériquement plus faible de l'axe et d'autres voisins de l'Allemagne qui se rapprochent de l'axe.

Tout à fait incidemment et de manière académique, j'ai voulu poser au Comte Ciano une question au sujet du système d'échange de vues dans le cadre de l'axe lorsque ce groupement, en face de graves problèmes de politique étrangère, peut se sentir lié par un engagement de consultation réciproque. Dans le cadre purement hypothétique, ai-je demandé, où, pour choisir un exemple lointain, le Gouvernement danois se verrait adresser un ultimatum tendant à un changement de Gouvernement ou à la concession d'une autonomie au Slesvig, l'Italie ne devrait-elle pas être préalablement consultée? M. Ciano a aussitôt compris que je faisais allusion à la lettre du Chancelier Hitler à M. Mussolini lui annonçant brusquement une décision immuable, donc en somme un fait accompli. Mais il m'a assuré qu'à l'avenir, tout au moins dans des zones intéressant l'Italie, une consultation préalable serait obligatoire.

Vers la fin de notre entretien, qui s'est prolongé pendant près d'une heure, le Ministre des Affaires Etrangères m'a parlé, ainsi que je vous l'ai déjà fait savoir, en des termes très optimistes des pourparlers anglo-italiens. Les deux premières prises de contact avaient révélé non seulement le désir clair et sincère des deux Gouvernements de s'entendre, mais aussi le fait qu'il n'y avait absolument rien d'inconciliable dans les deux programmes. Le Comte Ciano a donc bon espoir qu'on aboutira bien et vite; mais il ne peut pas encore dire quand le Pacte futur pourra être une réalité.

Je vous ai renseigné dans mon précédent rapport sur les vues du Ministre des Affaires Etrangères en ce qui concerne le cours des événements en Espagne.

P. S. le 16 mars, soir.

En écoutant tout à l'heure à la Chambre des Députés le discours de M. Mussolini, j'ai été frappé par la concordance des termes réfléchis du discours du Chef du Gouvernement avec les déclarations de M. Ciano, dont je vous ai télégraphié avant-hier la teneur essentielle. Ce que M. Mussolini a voulu dire aujourd'hui à l'Europe a donc été mûri dès dimanche dernier.

233

E 2001 (D) 3/15

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna*

Berlin, 16. März 1938

Von Ihren vertraulichen Mitteilungen vom 9. März¹ hinsichtlich der österreichischen Beanstandung einer Berichterstattung des hiesigen Korrespondenten der «Neuen Zürcher Zeitung» habe ich mit grossem Interesse Kenntnis erhalten. Da bei deren Eingang der bisherige österreichische Presseattaché Berlin bereits verlassen hatte, um in Wien neue Funktionen auszuüben, nahm ich Veranlassung, am Sonntag, den 13. dieses Monats, bei einem Zusammentreffen mit meinem österreichischen Kollegen diesen vorläufig von der Behandlung des Falles zu verständigen. Meine Absicht war, ihm dies ausführlicher zu bestätigen bei einem für den Beginn dieser Woche in Aussicht genommenen Besuche. Mittlerweile ist aber die Österreichische Gesandtschaft infolge des Anschlusses Österreichs an das Reich aufgehoben worden und Herr Tauschitz scheinbar nicht mehr zu erreichen. Damit betrachte ich die Sache als erledigt.

P. S. Die bereits erfolgte Ernennung des Presseattaché's Lazar zum Leiter des Bundespressedienstes in Wien bringt den Beweis dafür, dass dem Pressedienste der hiesigen österreichischen Gesandtschaft schon ein waschechter Nationalsozialist vorstand.

1. Cf. N^o 225.

234

E 27, Archiv-Nr. 149, Bd. 1

*Procès-verbal de la séance de la Commission de la défense nationale¹
du 16 mars 1938*

Copie

- Traktanden:*
1. Fliegerabwehrgeschütz (20 mm, 34 mm).
 2. Ergänzung der Bewaffnung und Ausrüstung und Verstärkung der Landesverteidigung (Kreditfragen).
 3. Ausbildungskurse für Grenz- und Territorialtruppen.

1. *Anwesend:* Bundesrat Minger, Chef des E.M.D., als Vorsitzender, Oberstkkdt. Guisan, Kdt. 1. A.K., Oberstkkdt. Wille, Waffenchef der Infanterie, Oberstkkdt. Miescher, Kdt. 3.

4. Verlängerung der Wiederholungskurse und Kadervorkurse.
5. Wahl des Generals (Bundesverfassung Artikel 85/4).
6. Verschiedenes.

Beginn der Verhandlungen 10.15.

Bundesrat Minger: Unter dem Eindrucke des Anschlusses von Österreich an Deutschland ist es gegeben, anlässlich der heutigen Sitzung der L.V.K., die für unser Land aus diesen weittragenden Umwälzungen entstehenden Folgen zu besprechen. Eine gleichgeschaltete Volksmenge von 110 Millionen Köpfen, entsprechend der Bevölkerung der beiden Achsenmächte, steht unter dem unmittelbaren Willen zweier Köpfe, die gegen sich das eher komplizierte System der heutigen Demokratien haben. In den Völkerbund und dessen Macht darf die Schweiz keine Hoffnungen setzen. Für uns ist diese Entwicklung höchst unerfreulich, sie ist nicht gefährlich, solange wir ein geschlossenes Volk hinter einer schlagfertigen Armee haben. Es ist bedauerlich, dass die Schweizerpresse gegenüber den Vorfällen in Österreich nicht die unserer Neutralität entsprechende Zurückhaltung gezeigt hat. Bis heute war der Fall eines isolierten Angriffes einer Grossmacht gegen uns undenkbar, heute müssen wir diese Gefahr wenigstens als möglich ins Auge fassen und bedenken, dass wir in Zukunft auf uns selbst angewiesen sind. Es wäre wünschenswert, dass die Mitglieder der L.V.K. ihre Auffassung zur neuen Lage bekunden.

Oberstkkdt. Guisan erwähnt einige Beispiele von tendenziöser Berichterstattung ausländischer Zeitungsleute über die Zukunft der Schweiz. Unsere Neutralität stehe heute gar nicht in Diskussion, weshalb es gefährlich sei, überhaupt Parallelen zu ziehen zwischen Österreich und unserem Lande. Er empfiehlt eine schärfere Überwachung der Presse von Seiten der Landesregierung.

Oberstkkdt. Wille: Neben der Überwachung der Presse muss unbedingt auch das Radio in den Dienst der Aufklärung des Volkes im Interesse des Landes gestellt werden. Es ist unerhört, dass im Anschluss an den Spanienwerberprozess in Zürich in einer öffentlichen Versammlung in Basel gegen den Bundesrat geherzt wurde.

Oberstkkdt. Miescher: Neben den Tageszeitungen, die in oft verletzender Art Kritik üben an den Zuständen unserer Nachbarländer, ist die Art und Weise, wie in schweizerischen Witzblättern Hitler und Mussolini lächerlich gemacht werden, zu verurteilen.

Oberstkkdt. Prisi erinnert an die Möglichkeit, dass der Schweiz ein Ultimatum gestellt werden könnte mit Verlangen auf Presseeinschränkung. Die Presse ist aus diesem Grunde zur Masshaltung aufzufordern.

Oberstkkdt. Labhart ist bezüglich der Presse gleicher Ansicht wie die übrigen Mitglieder der L.V.K. Er erklärt, dass eine Gefahr für die Schweiz momentan nicht bestehe, dass uns aber im Ernstfalle nur eine möglichst schnelle und frühzeitige Mobilmachung Gewähr bieten kann für einen nutzbringenden Einsatz

A.K., Oberstkkdt. Prisi, Kdt. 2. A.K., Oberstkkdt. Labhart, Chef der Generalstabsabteilung.

Beigezogen: Oberstdiv. Bandi, Waffenchef der Flieger- & Fliegerabwehrtruppen, Oberstdiv. Huber, Unterstabschef, Oberst Fierz, Chef der K.T.A.

Ce procès-verbal est signé du Conseiller fédéral R. Minger et du Capitaine H. Bracher, secrétaire de la Commission.

der Armee. Er prägt den Grundsatz: Lieber einmal vorzeitig und unnütz mobilisieren als zu spät. Im Interesse der Bereitschaft der Armee ist eine raschere Folge der Materiallieferungen an die Truppe dringend notwendig. Der Generalstab prüft die neugeschaffene Lage an unserer Ostgrenze eingehend.

Bundesrat Minger schildert die Massnahmen, die vom Bundesrat und vom E.M.D. im Laufe des 11., 12. & 13. März getroffen worden sind. Leider besitzen wir heute nur ungenügende gesetzliche Grundlagen, um auf die Presse mässigend einzuwirken. Der Bundesrat überprüft gegenwärtig die Stellung der Neutralität der Schweiz und wird gegebenenfalls beim Völkerbundsrat entsprechende Schritte unternehmen.

Oberstkkdt. Prisi: Man sollte die heute bekanntgegebene Auffassung der L.V.K. politisch verwerten können, um damit gegen den Defaitismus und die Zersetzung des Volkes zu wirken. Am Beispiel der französischen Armee, deren Zuverlässigkeit heute in Frage steht, gilt auch bei uns das Wort: «Die Armee ist das Spiegelbild des Volkes, ihre Geschlossenheit soll Vorbild sein.»

Bundesrat Minger: Da alle Mitglieder der L.V.K. der Auffassung sind, dass die Stellungnahme der Kommission zur neuen Lage festgehalten werden müsse, werde er dem Bundesrat über die gepflogene Aussprache mündlich Bericht erstatten².

Traktandum 1: Fliegerabwehrgeschütz 20 mm, 34 mm.

Den Mitgliedern der L.V.K. sind zu diesem Traktandum folgende Berichte zugegangen: Bericht der Gst. Abt. vom 23. Januar 1938, Bericht des Waffenchefs der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen vom 27. Januar 1938, Bericht des Chefs der K.T.A. vom 23. Februar 1938.

Bundesrat Minger: Als einzige Abwehrwaffe gegen Flieger besitzen wir bei der Truppe heute vorerst nur Mg. Lieferbereit sind heute nur Maschinenkanonen 20 mm von Oerlikon. Den Mitgliedern der L.V.K. sind zur Frage der Einführung einer weitem Abwehrwaffe die oben angeführten Berichte übergeben worden. Entsprechend der heute sich ergebenden Aussprache in der L.V.K. wird der Chef des E.M.D. eine Entscheidung zu treffen haben.

Oberstdiv. Bandi gibt über die in seinem Bericht vom 27. Januar 1938 enthaltene Auffassung der Abteilung für Flugwesen und Fliegerabwehr hinaus noch folgende ergänzende mündliche Erläuterungen zur Frage der Anschaffung einer Abwehrwaffe: Anlässlich seiner Studienreise nach Deutschland habe er feststellen können, dass in der deutschen Armee die 20 mm Automatkanone weitgehend eingeführt sei. Ganz besonders legt er Wert darauf, den nächstens einrückenden Ballontruppen als Grundlage für deren Umschulung auf Fliegerabwehr in den verlängerten Wiederholungskursen eine genügende Zahl von Waffen zur Verfügung stellen zu können. Die Flabwaffe verfügt auf Ende 1938 über 82 Offiziere 226 Uof. und 1700 Mann. Für diesen Bestand stehen heute an Bewaffnung zur Verfügung:

- 1 Vickers-Bttr. 75 mm
- 1 Schneider-Bttr. 75 mm

2. *Aucune trace d'une communication de Minger à ses collègues concernant cette séance n'a été retrouvée dans le volume E 1004.1 1/371 (mars 1938) des procès-verbaux des séances du Conseil fédéral.*

1 34 mm.-Bttr. der Waffenfabrik

8 Oerlikoner-Geschütze 20 mm.

Die Vickers-Bttr. scheidet als Ordonnanzwaffe aus. Die Ablieferungstermin der 75 & 34 mm. Geschütze sind noch ungewiss, wogegen von Oerlikon die 28 weitem Automatkanonen lieferbar auf Ende Mai angeboten wurden. Die Ausbildungsmöglichkeit an einer neu einzuführenden Flabwaffe ist weitgehend zu berücksichtigen. Dabei ist zu bedenken, dass eine Verwendung von Lw.- und Lst.-Leuten, teilweise auch sogar von Hilfsdienstpflichtigen an Bttrn. mit komplizierten Kommandogeräten gänzlich ausgeschlossen ist. Wenn also mit Rücksicht auf die im Bericht vom 27. Januar 1938 einlässlich dargelegte *neue Fliegertaktik 20 mm Flabgeschütze* nötig werden, so ist deren Beschaffung auch vom Gesichtspunkt der Ausbildung aus und der raschmöglichen Aufstellung von Flabeinheiten, zu begrüßen. Der W'chef der Fl.- & Flab. Trup. bestätigt seinen Antrag: (4.11.37) es seien anzuschaffen:

28 Oerlikon Flab-Kanonen 20 mm mit dem nötigen Zubehör à Fr. 30 000.— = Fr. 840 000.—.

Munition für 8 bisherige und 28 neue Flab-Kanonen, total somit $36 \times 1500 = 54 000$ Schuss Hochbrisanzleuchtspurgranaten mit Selbsterstörung «HZ» à Fr. 11.— = Fr. 594 000.—. Der Totalbetrag von Fr. 1 434 000.— sei dem Kredit «V.L.I. Erdabwehr» zu entnehmen.

Oberst Fierz ergänzt ebenfalls seinen schriftlichen Bericht vom 23. Februar 1938 mit folgenden mündlichen Ausführungen: Vor allem verweist er auf seine Tabelle, wonach in 14 Ländern der 40 mm Bofors-Automatkanone der Vorzug gegeben wurde, offensichtlich in der Überlegung, dass ein kleines Kaliber zu wenig Wirksamkeit besitze. Während er schon für die Ausführung der Oerlikon-Kanone an sich Bedenken hege, könne ganz besonders die heute verwendete Munition den Anforderungen einer wirksamen Abwehr nicht mehr entsprechen. Trotzdem die K.T.A. der Maschinenfabrik Oerlikon die Behebung dieses Mangels schon vor längerer Zeit nahelegte, sei es dieser bis heute nicht gelungen, eine bessere Munition herauszubringen. Auch sei die Gegensätzlichkeit der Auffassung der K.T.A. nicht aus Gründen der Konkurrenz zu Oerlikon entstanden, sondern einzig aus der Überlegung, dass mit dieser Waffe fliegende Ziele nicht wirksam bekämpft werden können. Bis zur Einführung einer neuen Waffe für die Armee brauche es einer gewissen Zeit der Entwicklung, die heute für ein Geschütz mittleren Kalibers noch nicht abgeschlossen ist.

Oberstkkdt. Labhart: Der Chef der Gst. Abt. begründet seinen Vorzug für Anschaffung von Oerlikon-Kanonen mit der Notwendigkeit der raschen Bereitschaft der Flab. Die Armee *braucht* heute rasch etwas Zweckmässiges, auch wenn dieses Geschütz nicht allen Anforderungen zu entsprechen vermag. Er unterstützt aus diesem Grunde den Antrag von Oberstdiv. Bandi.

Bundesrat Minger erhält auf die Anfrage, ob die auf Oerlikon-Kanonen neu angelernten Ballontruppen später auf eine 34 mm Kanone der Waffenfabrik umgeschult werden können, vom Chef der K.T.A. eine bejahende Antwort.

Oberstkkdt. Guisan erwähnt, dass die Kaliberfrage von Abwehrwaffen in allen Ländern diskutiert wird. Deutschland selbst sei vom Kaliber 37 mm wieder abgekommen. Die Voten von Oberstkkdt. Labhart und Oberstdiv. Bandi verdienen alle Unterstützung. Wir dürfen nicht noch ein Jahr zuwarten,

bis wir die Abwehrtruppe mit einer neuen Waffe ausrüsten. Damit wird kein negatives Werturteil gefällt über die noch in Versuchen steckende 34 mm Waffe der Waffenfabrik. Schliesslich ist in Betracht zu ziehen, dass die Oerlikon-Kanonen billiger zu stehen kommen.

Oberstkkdt. Wille ist im Prinzip auch dieser Auffassung, doch sollte auch der Gefahr der überstürzten Steigerung des Bereitschaftsgrades begegnet werden. Was wir benötigen, ist ein weittragendes Geschütz mit sichtbarem Schuss, um die Maschinen zur Umkehr zu zwingen, und eine Abwehrwaffe für Nahkampf, für den sich die 20 mm Oerlikon-Kanone eignet. Die Waffenfabrik soll an der von ihr gutbefundenen Waffe weiterarbeiten, denn die beschränkte Anschaffung von Oerlikon-Kanonen schliesst eine nachträgliche Lieferung der Waffenfabrik nicht aus.

Oberstkkdt. Miescher äussert sich in ähnlichem Sinne und stützt sich insbesondere auf die Aussagen des Chefs der Abteilung für Flugwesen, der die Oerlikon-Kanone als gut bezeichnet.

Oberstkkdt. Prisi: Wir befinden uns in einer Notlage und die Truppen warten auf Waffen, an denen sie ausgebildet werden können. Auch einzelne Städte wünschen, dass von Seiten des E.M.D. gewisse Typen festgelegt werden. Schiesssachverständige erklären, dass die Oerlikon-Kanone Vorteile aufweise. Die Oerlikon-Kanone sei leicht transportierbar, auch im Gebirge, und sehr rasch feuerbereit, zudem auch billiger als die 34 mm Kanone der Waffenfabrik.

Bundesrat Minger: Die gepflogene Aussprache zeigt, dass die Mitglieder der L.V.K. einhellig dem Antrag von Oberstdiv. Bandi zustimmen, unter der Voraussetzung, dass die K.T.A. ihre Versuche mit Kaliber 34 mm und 20 mm fortsetzt. Das E.M.D. wird eine entsprechende Verfügung erlassen.

Traktandum 2: Kreditfragen.

Bundesrat Minger stellt fest, dass den Mitgliedern der L.V.K. zu diesem Traktandum folgende Unterlagen vorgelegt wurden: Bericht des Chefs der K.T.A. mit zugehörigen Tabellen vom 22. Februar 1938; Bericht der Gst. Abt. mit Antrag über Verwendung der Restanz aus der Überzeichnung der Wehranleihe vom 11. März 1938; Bericht der K.T.A. vom 12. März 1938 zur teilweisen Richtigstellung des oben erwähnten ersten Berichtes der K.T.A.

Aus diesen Berichten geht hervor, dass die K.T.A. ungedeckte Mehrkosten aufweist als Folge von Materialverteuerungen (Abwertung) in der Höhe von 27,2 Millionen und daneben einen Kreditbedarf von 2,8 Millionen für nachträglich notwendig gewordene vermehrte Materialanschaffungen. Den Mitgliedern der L.V.K. ist die Kreditgestaltung der letzten Jahre aus dem Bundesbeschluss über Ergänzung, Bewaffnung und Ausrüstung der Armee (E.B.A.) 82 Millionen, dem B.B. über Verstärkung der Landesverteidigung (V.L.I.) 235 Millionen, dem B.B. betr. Verwendung eines Teils des Fonds aus der Wehranleihe zur weiteren Verstärkung der Landesverteidigung (V.L.II.) 58 555 000.— Fr. hinlänglich bekannt. Der Chef des E.M.D. gibt einige Aufschlüsse, wie er sich die Kreditgestaltung der nächsten Jahre denkt. Er ist vor allem der Auffassung, dass in erster Linie über die Restanz der Überzeichnung der Wehranleihe im Ausmasse von rund 41,5 Millionen verfügt werden sollte. Zusammen mit einem etwas erhöhten ordentlichen Voranschlag sollten diese Mittel für das Jahr 1939 ausreichen, namentlich auch deshalb, weil der Fort-

schritt der Fabrikation gegenüber den bewilligten Krediten im Rückstand ist. Unter diesen Voraussetzungen dürfte sich die Notwendigkeit der Anforderung neuer Kredite erst im Jahre 1940 zeigen, wofür eine Botschaft 1939 auszuarbeiten ist.

Oberst Fierz legt Wert darauf, dass in der Kontinuität der Fabrikation kein Unterbruch eintreten dürfe, da in allen Fabrikationszweigen die Liefertermine sehr verlängert wurden und die K.T.A. aus diesem Grunde auf eine langfristige Sicherstellung der Kredite angewiesen ist.

Bezüglich der Einhaltung der Termine gibt der Chef der K.T.A. folgende Erklärungen ab: Die neuen Gebirgsgeschütze werden bis Ende Mai 1938 programmgemäss zur Ablieferung gelangen. Die Fabrikation der 10,5 Kanonen hätte 1938 voll in Schwung kommen sollen, ist nun aber durch Lieferungs-schwierigkeiten bei den Ludwig von Roll'schen Eisenwerken in Rückstand geraten. Die Ik. können im Laufe des Jahres aller Voraussicht nach etwas rascher zur Ablieferung gelangen.

Den Mitgliedern der L.V.K. werden die neuen Liefermöglichkeiten an Hand graphischer Darstellungen erläutert.

Oberstkkdt. Labhart ist der Auffassung, dass die Restanzverwendung dem Bundesrat und den eidg. Räten möglichst bald vorgelegt werden kann.

Verschiedene Mitglieder der L.V.K. halten sich darüber auf, dass die Lieferungen der Ludwig von Roll'schen Eisenwerke in kaum zu verantwortender Weise verzögert wurden.

Die Aussprache über allfällig notwendig werdende weitere Befestigungsbauten ruft einer Diskussion über die Zweckmässigkeit der Verteidigung auf der äussern Linie, wobei der Grundsatz, dass die Ausrüstung der Feldarmee durch allzuviele Festungsbauten nicht in Rückstand kommen dürfe, die Zustimmung aller Mitglieder der L.V.K. findet.

Oberstkkdt. Labhart stellt fest, dass in den nächsten Jahren für Anschaffung von Flugzeugen, Bomben, für vermehrte Benzinvorsorge, für die bessere Bewaffnung der Territorialinfanterie, für Schutzschilde an Ik., für Tankbüchsen und den Autopark ungefähr 150 Millionen notwendig sind.

Bundesrat Minger ersucht die Gst. Abt., einen Bericht für alle diese Anschaffungen vorzulegen. Wie man sich auch zur Frage der Verteidigung einstelle, dürfe dadurch die Aufgabe des unbedingten Haltens des Grenzschutzes in keiner Weise geändert werden.

Oberstkkdt. Labhart gibt zu seinem Antrage betr. die Verwendung der Restanz aus der Überzeichnung der Wehranleihe noch mündliche Erläuterungen. Die 30 Millionen für Deckung der Mehrkosten und der Mehranschaffungen der K.T.A. seien gerechtfertigt. Ebenso sei es notwendig, dem Materialbegehren der K.M.V. von 3 Millionen rund zu entsprechen. Bei der Anschaffung von Pzw. ist eine Beschränkung auf 36 Stück gegeben, zu denen die nötigen 9 Entpannungsfahrzeuge gehören. Mit der Serie der 10,5 cm Btrn. sollte kein Unterbruch eintreten, dabei bleibe die Frage noch offen, was mit den alten 12 cm Kanonen zu geschehen habe. Die für Anschaffung von vermehrten Streuminen, Hindernismaterial, Munition für 10,5 cm Kanonen ausgesetzten Beträge seien sehr bescheiden und vermögen nur den allerdringenden Bedarf zu decken.

Oberstkkdt. Wille misst den Pzw. keine entsprechende Bedeutung zu, um deren Zahl von 24 auf 36 zu erhöhen. Aus diesen Einsparungen sollten im vermehrten Masse Streuminen und Hindernismaterial beschafft werden so wie die dringend notwendigen Hilfsaufsätze der Ik. für Tankabwehr.

Die Mitglieder der L.V.K. schliessen sich diesem Vorschlage an und auch der Chef der Gst. Abt. ist mit der Beschränkung auf 24 Pzw. einverstanden.

Oberst Fierz erklärt, dass die K.T.A. auf den neu zu bewilligenden 30 Millionen hoffe, 2 Millionen einsparen zu können. Er benützt die Gelegenheit um darzutun, dass auf den bisherigen Lieferungen schon wesentliche Einsparungen möglich gewesen waren, aus deren Erlös vermehrtes Kriegsmaterial angeschafft werden konnte.

Zum Abschluss des Traktandums Kreditfragen pflegt die L.V.K. nach Voten der Herren Oberstdiv. Bandi und Obert Fierz eine allgemeine Aussprache über die Frage der Anschaffung von Flugzeugen und Bomben, ohne in dieser Sache einen Beschluss zu fassen.

Bundesrat Minger stellt fest, dass die Mitglieder der L.V.K. folgendem Antrag der Gst. Abt. zustimmen:

Der Fond aus der Wehranleihe zur weiteren Verstärkung der Landesverteidigung ist wie folgt zu verwenden:

- Deckung der durch Verteuerung und Mehranschaffung entstandenen Kosten	Fr. 30 000 000.—
- Materialbegehren der K.M.V. zufolge der neuen Truppenordnung	» 3 408 997.—
- 12 Pzw. zur Vermehrung von 24 auf 36	» 2 160 000.—
- 9 Entpannungsfahrzeuge	» 495 000.—
- 10 10,5 cm Btrrn. (7 Korpsmaterial, 3 Schulmaterial)	» 4 195 000.—
- 10 000 Streuminen	» 240 000.—
- Hindernismaterial	» 346 000.—
- Munition für 10,5 cm Kanonen	» 600 000.—
<i>Total</i>	<u>Fr. 41 444 997.—</u>

Die L.V.K. ist allerdings der Auffassung, dass dabei die Frage zu prüfen ist, ob die Pzw. von 24 auf 36 Stück zu vermehren sind. Sollte diese Vermehrung nicht gerechtfertigt sein, so ist der damit freiwerdende Betrag für die zusätzliche Anschaffung von Streuminen und Hindernismaterial zu verwenden.

[...] ³

Traktandum 5: Wahl des Generals

Bundesrat Minger erwähnt, dass die Frage der Wahl des Generals schon bei der Behandlung der Neuorganisation des Armeestabes besprochen wurde. Die Abänderung der Wahlart des Generals bedingt eine Verfassungsänderung.

Sämtliche Mitglieder der L.V.K. sind einverstanden, dass dem Bundesrat zu Händen der eidg. Räte eine Botschaft mit dem Antrag zu unterbreiten ist,

3. *Suivent les passages traitant des objets* 3. Ausbildungskurse für Grenz- und Territorialtruppen et 4. Verlängerung der Wiederholungskurse *de l'ordre du jour*.

wonach die Wahl des Generals durch den Bundesrat vorzunehmen ist. Eine Anregung von Oberstkdt. Wille auf entsprechende Abänderung von Art. 204 M.O. betreffend Abberufung des Generals ist noch zu prüfen⁴.

[...] ⁵.

4. *Sur cette question, cf. N° 282, annexe.*

5. *Suit le point 6 de l'ordre du jour* Verschiedenes où sont abordés les points suivants: Entwurf Ausbildungsvorschriften der Infanterie, Ausdehnung der Vorbereitung für Zerstörung von Kommunikationen, Beförderung von Kommandanten der Grenz- und Territorialtruppen et Beziehungen der Schweiz zum Fürstentum Liechtenstein. *Le paragraphe consacré à ce sujet a la teneur suivante: Bundesrat Minger hat in der politischen Aussprache zu Beginn der Sitzung den Mitgliedern der L.V.K. in Aussicht gestellt, dass sie über die gleichen Tags im Bundeshaus stattgefunden Besprechung mit der Regierung des Fürstentums Lichtenstein orientiert werden sollten [cf. N° 241, annexe].*

Oberstdiv. Huber, der an dieser Besprechung teilnahm, gibt bekannt, dass die Regierung des Fürstentums Lichtenstein an den bestehenden Verhältnissen nichts zu ändern wünsche.

Gestützt auf die Mitteilungen von Oberstdiv. Huber widmen die Mitglieder der L.V.K. der militärischen und politischen Würdigung unserer Beziehungen zum Fürstentum Lichtenstein eine längere Aussprache. Ein Bericht der Gst. Abt. wird folgen. Cf. N° 243, annexe.

235

E 2001 (D) 2/268

Aide-mémoire de R. Kohli, Chef de Section à la Division des Affaires étrangères du Département politique¹

Bern, 17. März 1938

NOTIZ

Nach der gestrigen Sitzung über den Zahlungsverkehr mit Österreich teilte Herr Professor Bachmann Herrn Direktor Hotz und dem Unterzeichneten *streng vertraulich* folgendes mit:

In den Verhandlungen zwischen Grossbritannien und Italien spielt auch der Einfluss auf die Suezkanal-Gesellschaft eine Rolle. Die britische Regierung hat ein Aktienpaket von 35% inne. Der Rest der Aktien verteilt sich auf einzelne Inhaber, hauptsächlich Franzosen. Das kompakte Aktienpaket von 35% sichert daher der britischen Regierung den ausschlaggebenden Einfluss auf die Gesellschaft. Es würde sich nun darum handeln, dass ein Teil des britischen Aktienpaketes an die italienische Regierung abgetreten wird. Diese hat aber die Mittel nicht, um die Aktien zu zahlen. Zwar sucht Italien von England einen

1. *En tête du document, P. Bonna a noté de sa main: La première impression de M. Motta est tout à fait favorable à l'opération envisagée à condition de la... [illisible].*

grösseren Kredit zu erhalten, möchte aber die Kaufsumme für die Aktien sich nicht auf diesen Kredit anrechnen lassen, sondern sucht sich das Geld von dritter Seite zu beschaffen.

Der Zürcher Bankier Dr. Somary, der Herrn Professor Bachmann von Vorstehendem unterrichtet hat, glaubt, dass die Schweiz gute Aussichten hätte, in das Anleihengeschäft mit Italien einzutreten. Es liege Italien daran, das Geld für die Aktien der Suezkanal-Gesellschaft aus einem Land zu erhalten, das politisch am Suezkanal nicht unmittelbar interessiert ist. Das Anleihen würde rund 100 Millionen Schw. Fr. erreichen. Für den Anleihendienst würden die Aktien verpfändet. Da die Aktien ein vorzügliches Anlagepapier seien, biete das Anleihen grosse Sicherheit. Zudem werde sich England ein Vorkaufsrecht sichern, für den Fall, dass der Anleihensgläubiger zur Verwertung der Aktien schreiten müsste.

Herr Professor Bachmann schätzt das Geschäft als sehr günstig. Er habe Herrn Dr. Somary eine vorläufige Antwort erteilt und ihm den endgültigen Bescheid für die nächsten Tage in Aussicht gestellt. Es frage sich nun,

1. ob die zuständigen Departemente zu einem Anleihen an Italien unter den erwähnten Umständen ihre Zustimmung geben können und ob sie Bedingungen daran zu knüpfen haben;

2. ob der Bund selber als Geldgeber auftreten will oder das Geschäft den Grossbanken überlässt.

Herr Direktor Hotz hat erklärt, dass er die Fragen sofort Herrn Bundesrat Obrecht unterbreiten werde. Nach seiner Meinung wäre das Anleihen nur zu begrüssen. Italien werde für das schweizerische Entgegenkommen empfänglich sein, und bei der grossen Geldflüssigkeit müsse man über jede sichere und rentable Geldanlage froh sein. Ich habe meinerseits erwidert, dass ich sofort Bericht erstatten werde und dass das Politische Departement gemäss dem Wunsche des Herrn Professor Bachmann in den allernächsten Tagen Stellung nehmen werde. Ich sähe persönlich nicht, dass vom Departement aus Bedingungen an das Anleihen geknüpft werden müssten, Zu der Frage, ob der Bund als Geldgeber auftreten wolle, habe sich auch noch das Finanzdepartement zu äussern, ich dünkte aber nicht, dass eine solche Lösung in Betracht käme (wegen der Eventualität, dass das Anleihen doch notleidend würde und sich der Gläubiger entschliessen müsste, ob er die Aktien England anbieten will)².

2. *Par lettre du 6 mai 1938, au Chef du Département des Finances et des Douanes, A. Meyer, le Directeur de la Banque nationale, G. Bachmann, faisait savoir:* Vor Wochen, als die englisch-italienischen Verhandlungen eingeleitet wurden, gab ich Ihrem und den weiteren in der Sache interessierten Departementen Kenntnis von einer Geschäftsoperation mit *Aktien der Suez-Kanal-Gesellschaft*. Die italienische Regierung trachtete danach, einen Teil des der englischen Regierung gehörenden Pakets an Suez-Kanal-Aktien von der englischen Regierung zu erwerben, um auf diese Weise dem Zugang zu Abyssinien zu sichern. Da Italien aber die Mittel nicht besass, um England diese Aktien zu bezahlen, bestand der Plan, schweizerisches Kapital auf dem Wege der Bevorschussung dieser Aktien zu beschaffen, um damit den Engländern den Kaufpreis zahlen zu können.

Heute muss ich Ihnen mitteilen, dass es Italien nicht gelang, von England solche Suez-Kanal-Aktien zugesprochen zu erhalten. Damit fällt auch das damals mit Ihnen und den andern Departementen erörterte Vorschussgeschäft als gegenstandslos dahin.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 mars 1938

455. Anschluss Österreichs an Deutschland

Politisches Departement. Antrag vom 17. März 1938

Die Deutsche Gesandtschaft hat mit Note vom 15. März¹ das Reichsgesetz über die Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reiche vom 13. März notifiziert. Das Reichsgesetz erklärt das von der österreichischen Bundesregierung beschlossene Bundesverfassungsgesetz über die Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reiche vom gleichen Datum als deutsches Reichsgesetz. Das österreichische Gesetz sieht vor, dass Sonntag, den 10. April, eine Volksabstimmung über die Wiedervereinigung stattfinden werde. Ferner erklärt das Reichsgesetz, dass das derzeit in Österreich geltende Recht bis zur Einführung des Reichsrechts in Österreich in Kraft bleibe. Die Deutsche Gesandtschaft teilt in ihrer Note ferner mit, dass die bisherigen österreichischen diplomatischen Vertreter im Ausland den Auftrag erhalten haben, sich mit ihrem Personal den deutschen Vertretungen zu unterstellen. Eine entsprechende Mitteilung ist bereits vorher seitens des österreichischen Gesandten beim Politischen Departement erfolgt. Der österreichische Gesandte ist nach Wien abgereist.

Es fragt sich nun, ob und wie die Note beantwortet werden soll. Eine Antwort kommt einer Anerkennung des Anschlusses gleich, es sei denn, dass ausdrückliche Vorbehalte gemacht werden. Wird die Note nicht beantwortet, der diplomatische Verkehr in österreichischen Angelegenheiten aber mit der Deutschen Gesandtschaft aufgenommen, so liegt auch darin, wenn nicht ausdrückliche Vorbehalte angebracht werden, eine Anerkennung.

Nach Ansicht des Politischen Departements sollte man nicht zögern, aus den feststehenden und unabänderlichen Tatsachen die in Betracht kommenden Folgerungen zu ziehen. Die schweizerischen Interessen in Österreich sind zu wichtig, als dass man deren Schutz durch unnütze Vorbehalte gefährden dürfte. Die Wiedervereinigung Österreichs mit Deutschland wirft zahlreiche wirtschaftliche und rechtliche Probleme auf, die in Zusammenarbeit mit den jetzt massgebenden deutschen Instanzen gelöst werden müssen.

Es ist fraglich, ob die Westmächte versuchen werden, die Anerkennung von gewissen politischen Zugeständnissen abhängig zu machen. Es ist auch möglich, dass sie durch Abwarten zum Ausdruck bringen wollen, dass sie mit dem Vorgehen Deutschlands in Österreich nicht einverstanden sind. Die Schweiz als neutrales Land hat aber in diesen aussenpolitischen Streitfragen der grossen

1. *Non reproduite, cf. E 2001 (D) 1/197.*

Mächte nicht Stellung zu nehmen. Sie verfolgt eine neutrale Politik, wenn sie aus den gegebenen unabänderlichen Tatsachen diejenigen Folgerungen zieht, die zur Wahrung der eigenen Interessen notwendig erscheinen.

Wie soeben Herr Minister Jaeger telephonisch mitteilt, haben Ungarn und Frankreich bereits ihre Gesandten in Wien abberufen und die dortigen Vertretungen in Generalkonsulate umgewandelt. Der englische Gesandte ist bereits seit einigen Tagen nach London abgereist. Der schwedische und der brasilianische Gesandte, die beide gleichzeitig in Budapest akkreditiert sind, haben Weisung erhalten, sich nach Budapest zu begeben; es sei beabsichtigt, die Vertretungen in Wien sofort in Generalkonsulate umzuwandeln.

Es fragt sich nun, ob die Gesandtschaft in Wien nicht sofort aufzuheben und ein Generalkonsulat zu errichten sei. Herr Minister Jaeger befürwortet diese sofortige Änderung, da sie der Lage entspreche und die Wahrung der schweizerischen Interessen dadurch erleichtert werde. Dagegen empfiehlt er, dass er bis auf weiteres in Wien bleibe und die Leitung des Generalkonsulats führe, da in Anbetracht der grossen Schweizerkolonie und der vielen Fragen, die sich aus dem Anschluss ergeben, seine dortige Anwesenheit zweckmässig erscheine. Das Departement pflichtet dieser Auffassung bei.

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

1. Das Politische Departement wird beauftragt, den Empfang der Note der Deutschen Gesandtschaft in Bern vom 15. März zu bestätigen und zu antworten, dass der Bundesrat von dem Inhalt Kenntnis genommen habe.

2. Die Schweizerische Gesandtschaft in Wien wird in ein Generalkonsulat umgewandelt; die Leitung des Generalkonsulats hat bis auf weiteres Herr Minister Jaeger, Gesandter in Budapest.

237

E 1004.1 1/371

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 18 mars 1938

456. Herausgabe einer deutschen Koloniezeitung in der Schweiz

Politisches Departement. Antrag vom 10. März 1938

I.

Mit Beschluss vom 2. Juni [!] 1935¹ hatte der Bundesrat auf Antrag des Politischen Departements als Retorsionsmassnahme gegen deutsche Zeitungsverbote die in Zürich erscheinende Zeitung der deutschen Kolonie «Der Reichs-

1. *Cette décision est en réalité du 2 juillet 1935, cf. E 1004.1 1/353, N° 1194, reproduite in DDS, vol. 11, doc. 131.*

Pour de plus amples informations sur cette question d'un journal pour la colonie allemande, cf. E 2001 (D) 2/8.

deutsche» verboten. Diese Massnahme wurde getroffen nicht deshalb, weil die Schreibweise der genannten Zeitung zu ernstlichen Beanstandungen Anlass gegeben hätte, sondern weil es angezeigt erschien, die deutschen Verbotsmassnahmen nicht unbeantwortet hinzunehmen.

Da bei der grossen deutschen Kolonie in der Schweiz ein Bedürfnis bestand, ein eigenes Zeitungsorgan zu besitzen, gelangte letztes Jahr die Deutsche Gesandtschaft in Bern an das Politische Departement mit dem Ersuchen, ein Deutsches Nachrichtenblatt herausgeben zu dürfen. Da es sich dabei nicht um eine eigentliche Zeitung handelte, die öffentlich zum Verkauf gelangte, war das Politische Departement der Auffassung, dass dieses Nachrichtenblatt nicht als Ersatz des «Reichsdeutschen» zu betrachten sei, und dass daher das Verbot des Bundesrates auf dieses Nachrichtenblatt keine Anwendung finde. Auch mit Rücksicht darauf, dass die Schweizervereine in Deutschland Nachrichtenblätter herausgeben, wurde der Deutschen Gesandtschaft eine zustimmende Antwort erteilt.

Schriftleiter des Deutschen Nachrichtenblattes war Herr Ahrens in Luzern, der Leiter der dortigen Ortsgruppe der NSDAP. Die Schreibweise des Blattes, das unter der Aufsicht der Deutschen Gesandtschaft stand, gab im allgemeinen zu keinen Bemerkungen Anlass. In der Märznummer des Blattes ist allerdings ein Artikel über die deutsch-schweizerische Presse-Frage erschienen im Hinblick auf die Ausführungen des deutschen Reichskanzlers in seiner Reichstagsrede vom 20. Februar. Obwohl diese Ausführungen jedenfalls vom Standpunkt der schweizerischen Presse-Verordnung zu keinen Aussetzungen Anlass geben, wäre es besser gewesen, wenn dieser Artikel, der immerhin eine Polemik gegenüber einem Teil der Schweizerpresse enthielt, unterblieben wäre. Die Deutsche Gesandtschaft hat denn auch mitgeteilt, dass sie sich von diesem Artikel, der von Ahrens verfasst worden sei, distanzieren, und dass sie dem Schriftleiter die Weisung erteilt habe, sich mit dieser Frage nicht mehr zu befassen. Zur Entschuldigung für Ahrens führte die Gesandtschaft an, dass der Genannte, dessen Beruf Photograph ist, durch die gegen ihn betriebene Hetze seine wirtschaftliche Existenz verloren habe, und dass diese Hetze beim letzten Luzerner Fastnachtsumzug gehässige Formen angenommen habe. Ahrens, der über 20 Jahre in Luzern gewohnt hat und mit einer Schweizerin verheiratet sei, werde demnächst nach Deutschland zurückkehren müssen. Der erwähnte Artikel im Nachrichtenblatt sei daher auf ein begreifliches Ressentiment beim Schriftleiter zurückzuführen.

Die Schwierigkeiten, die sich in finanzieller und personeller Hinsicht beim Deutschen Nachrichtenblatt ergeben haben, veranlassten die Deutsche Gesandtschaft in Bern, die Frage zu prüfen, ob nicht ein neues Kolonieblatt gegründet werden könnte. Die Gesandtschaft hat nun dem Politischen Departement den Vorschlag gemacht, eine Deutsche Zeitung in der Schweiz zu gründen nach dem Vorbild der bereits bestehenden Deutschen Zeitung in Grossbritannien und der Deutschen Zeitung in Frankreich. Beabsichtigt sei, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach schweizerischem Recht ins Leben zu rufen mit Sitz in Bern, die die Zeitung herausgeben würde. Die Zeitung würde in Bern redigiert und in Deutschland gedruckt. Sie würde wöchentlich erscheinen. Die Zeitung hätte als Nachrichtenblatt der reichsdeutschen

Kolonie in der Schweiz zu dienen. Ihr Zweck wäre ferner die Erhaltung des gegenseitigen Verhältnisses zwischen Deutschland und der Schweiz; sie hätte sich jeder Polemik gegenüber der Schweiz zu enthalten.

Die Deutsche Gesandtschaft richtete nun die Anfrage an das Politische Departement, ob mit Rücksicht auf das Verbot des «Reichsdeutschen» Einwendungen gegen diese Gründe erhoben werden.

An sich mag es durchaus verständlich erscheinen, dass die deutschen Kolonie-Vereinigungen in der Schweiz den Wunsch haben, ein eigenes Zeitungsorgan zu besitzen. Die italienische Kolonie hat ebenfalls eine solche Zeitung, nämlich die «Squilla Italica», deren Schreibweise seit längerer Zeit zu keinen Anständen mehr geführt hat. Wie bereits erwähnt, haben auch die deutschen Kolonien in Frankreich und England eine solche Zeitung, die nun als Vorbild für die Zeitungsgründung in der Schweiz bezeichnet worden ist. Nachdem die Deutsche Gesandtschaft erklärt, dass die Zeitung sich jeder Polemik gegen die Schweiz enthalten wird, ist an sich gegen die Herausgabe der in Frage stehenden Koloniezeitung nichts einzuwenden.

Es bleibt somit die Frage, ob wegen des Verbotes des «Reichsdeutschen» auf das Gesuch nicht eingetreten werden kann. Zweifellos bedeutet die neue Zeitung einen Ersatz des verbotenen «Reichsdeutschen». Damit dem Gesuch der Deutschen Gesandtschaft entsprochen werden kann, ist es daher erforderlich, dass der Bundesrat ausdrücklich seine Zustimmung zur Herausgabe der neuen Zeitung gibt.

Da der «Reichsdeutsche» wegen der deutschen Verbotsmassnahmen sein Erscheinen einzustellen hatte, wäre es naheliegend, von Deutschland zu verlangen, dass auch eine Schweizerzeitung wieder in Deutschland zugelassen wird. Es bestünden nun aber gewisse Bedenken, ein solches Begehren zu stellen. Würde man nur für eine der grossen bürgerlichen Schweizerzeitungen, die in Deutschland verboten sind, Schritte unternehmen, so würden sich die andern mit einem gewissen Recht benachteiligt fühlen. Es ist auch nicht ausgeschlossen, dass die so bevorzugte Schweizerzeitung keinen Wert auf diese Privilegierung legt, weil dies in ihrem Leserkreis unrichtig ausgelegt werden könnte. Richtigerweise wird man darnach trachten müssen, zur gegebenen Zeit eine mehr oder weniger generelle Aufhebung der Verbote gegenüber den grossen bürgerlichen Zeitungen zu erreichen. Die Voraussetzungen für ein solches Begehren werden dann vorhanden sein, wenn die betreffenden Redaktionen zur Überzeugung gelangt sind, dass ihre Zeitungen sich den deutschen Verhältnissen gegenüber objektiv und nicht feindlich einstellen dürfen. Die Nachteile und Gefahren, die für die schweizerischen Interessen bestehen, wenn in der bisherigen Weise über Deutschland und Italien geschrieben wird, dürften zu offensichtlich sein, als dass man nicht mit einer baldigen Einsicht der in Frage stehenden Zeitungen rechnen könnte. Die Äusserungen des Präsidenten des Vereins der Schweizerischen Zeitungs-Verleger, Herrn Rietmann, in dem Januar-Bulletin des Vereins lassen erkennen, dass an entscheidender Stelle diese Einsicht bereits vorhanden ist. Auch die Resolution des Schweizerischen Presse-Verbandes, die kürzlich als Antwort auf die Angriffe der «Berliner Börsen-Zeitung» einstimmig gefasst worden ist, zeigt, dass auch die Redaktoren Verständnis für die Aufgaben einer verantwortungsbewussten Schweizer-

presse haben. Wie vertraulich von der Chefredaktion der «Neuen Zürcher Zeitung» dem Politischen Departement mitgeteilt worden ist, besteht auch die Absicht, den derzeitigen Korrespondenten dieses Blattes, Herrn Caratsch, der durch seine unfreundliche Berichterstattung zu Beschwerden Anlass gegeben hat, zu ersetzen². Man wird also erwarten können, dass in absehbarer Zeit die Voraussetzungen vorliegen, um eine generelle Aufhebung der Zeitungsverbote zu verlangen.

Diese Bestrebungen könnten aber dadurch beeinträchtigt werden, wenn von deutscher Seite weiter ähnliche Angriffe gegen die Schweizerpresse erfolgten, wie sie in dem bekannten Artikel der «Berliner Börsen-Zeitung» enthalten waren. Bekanntlich hat die «Berliner Börsen-Zeitung» nachträglich ihre Ausführungen abgeschwächt und insbesondere klargestellt, dass es nicht ihre Absicht gewesen sei, die schweizerische Neutralität und die Erklärungen des Reichskanzlers an alt Bundesrat Schulthess in Frage zu stellen. Die Deutsche Gesandtschaft teilte dem Politischen Departement mit, dass diese Abschwächung auf ihr Einschreiten zurückzuführen sei, was ihr auch dadurch erleichtert worden sei, weil der Artikel keineswegs auf Weisung einer amtlichen Stelle geschrieben wurde.

Nun hat allerdings der deutsche Reichskanzler in seiner Rede vom 20. Februar betont, dass in Zukunft ausländische Presseangriffe energisch von der deutschen Presse beantwortet würden. Im gleichen Sinne hat sich der Reichspressechef, Dr. Dietrich, in einer Rede, die er am Empfangsabend des Reichsleiters Rosenberg am 6. März gehalten hat, vernehmen lassen. Da von italienischer Seite ähnliche Abwehrmassnahmen angekündigt worden sind, und die erwähnten Angriffe der «Berliner Börsen-Zeitung» auch von der italienischen Presse sekundiert wurden, musste man damit rechnen, dass sowohl von Deutschland wie Italien in Zukunft reagiert würde. Infolgedessen lag es nahe, der Deutschen Gesandtschaft zu erklären, dass dem Bundesrat nur dann beantragt werden könne, die Herausgabe einer deutschen Koloniezeitung zu gestatten, wenn Gewähr dafür bestehe, dass nicht durch eine unerwünschte Zeitungspolemik die Bemühungen des Politischen Departements, zu einer Entspannung der Pressebeziehungen zu gelangen, gestört würden.

Die Deutsche Gesandtschaft war nun in der Lage, im Auftrag des Reichspressechefs, Herrn Dr. Dietrich, mitzuteilen, dass man deutscherseits die Zulassung einer deutschen Koloniezeitung als schweizerischen Beitrag zur Entspannung des Zeitungskonfliktes lebhaft begrüßen würde, und dass auch die Deutsche Regierung sich dafür einsetzen werde, dass diese Bemühungen nicht durch unfreundliche Artikel in der deutschen Presse gestört würden.

Auf Grund dieser Erklärung stellt das Politische Departement den Antrag und der Bundesrat *beschliesst*:

Das Politische Departement wird ermächtigt, der Deutschen Gesandtschaft mitzuteilen, dass gegen die Herausgabe einer Deutschen Zeitung in der Schweiz keine Einwendungen erhoben würden.

2. Cf. N^o 225, annexe.

E 27, Archiv-Nr. 13266

*La Fédération patriotique suisse à un certain nombre de Parlementaires,
au Département militaire, à ses Sections*

L circulaire

Aarau, 19. März 1938

Im Hinblick auf die nächsten Montag beginnende Session der Bundesversammlung und die vorgesehene interparteiliche Konferenz gestatten wir uns, Ihnen hiemit ein Exposé über «Die Ereignisse in Österreich und die Folgerungen für die Schweiz»¹ zu übermitteln. Wir bitten Sie um wohlwollende Durchsicht und Unterstützung der von unserem Verband aufgestellten Anregungen.

ANNEXE

DIE EREIGNISSE IN ÖSTERREICH
UND DIE FOLGERUNGEN FÜR DIE SCHWEIZ

In eingehender Aussprache hat sich der Arbeitsausschuss des Schweiz. Vaterländ. Verbandes in seiner Sitzung vom 17. März in Zürich mit den Ereignissen in Österreich und den daraus für unser Land zu ziehenden Folgerungen befasst.

Dabei ist zunächst festgestellt worden, dass auch für uns die Ereignisse überraschend waren, obwohl sie nach der Entwicklung der deutsch-österreichischen Politik vorausgesehen werden konnten. Und zwar ging schon Ende 1934 aus Berichten aus Österreich hervor, dass die österreichische Legion für den Einmarsch in Österreich bestimmt sei, um dort nötigenfalls mit Waffengewalt die Macht im Staate zu erringen. «Tatsächlich», so heisst es wörtlich in einem Bericht, «wurde die österreichische Legion anlässlich der Unruhen in Österreich im Februar 1934 alarmiert, bewaffnet und wartete auf den Einmarschbefehl nach Österreich. Ebenso wurde im Juli 1934 die österreichische Legion einmarschbereit gemacht; der Einmarsch erfolgte nur deshalb nicht, weil an der österreichisch-italienischen Grenze italienische Truppen aufmarschiert waren». Ferner konnte anfangs Mai 1936 zuständigen Instanzen auch Kenntnis gegeben werden von Nachrichten über die Lage im Tirol, wonach sich die Anzeichen mehren, «die auf eine Bedrohung des Landes in steigendem Masse hindeuten. Waren im vergangenen Jahre die begleitenden Umstände derart geartet, dass man an Vorstösse illegaler Kräfte denken musste, so hat sich nunmehr das Blatt gewendet, denn alle Wahrnehmungen lassen darauf schliessen, dass im Zusammenhange mit den machtpolitischen Bestrebungen des Deutschen Reiches nunmehr mit einer Besetzung des Landes, bezw. von ganz Österreich ernst gerechnet werden muss». Nach der gleichen Meldung wurde damals schon in nationalsozialistischen Kreisen auf den Herbst 1936 mit der Besetzung Österreichs durch die deutsche Reichswehr gerechnet. Etwas gebessert schienen die Verhältnisse nach Informationen im Frühjahr 1937, indem damals von eingeweihten Persönlichkeiten im Tirol (Nicht-Nationalsozialisten) die Meinung vertreten wurde, die nationalsozialistisch eingestellten breiten Kreise würden eher auf nationalem Boden stehen und keinen Anschluss an Deutschland wollen, obwohl zugefügt werden müsse, dass der innern Unsicherheit wegen die Sympathien eher für Deutschland seien.

1. *Reproduit en annexe.*

Auch wurde damals, im Februar 1937, betont, dass die Anhängerschaft Schuschnigg's auf kaum 5% der Bevölkerung geschätzt werden dürfe, während diejenige der österreichischen Nationalsozialisten 70–80% betrage.

Im Gegensatz dazu stellt der Arbeitsausschuss des S.V.V. fest, dass unser Land nicht von nationalsozialistischen Ideen durchdrungen ist und auch Anfängen einer bezüglichen Propaganda gegenüber sich stets ablehnend verhielt. Die Bevölkerung der Schweiz steht auf demokratischem Boden, wobei als kleine Ausnahme die Anhänger der Nationalen Fronten zu nennen wären. Einmütig hält aber auch die ganze Bevölkerung an der Unabhängigkeit des Landes fest; nur winzige Teile mögen vielleicht dem Gedanken eines Zusammenschlusses mit Deutschland huldigen.

Ein grosser Unterschied zwischen Österreich und der Schweiz besteht insbesondere aber auch darin, dass anlässlich der Friedensverträge nach dem Weltkrieg die Selbständigkeit unseres Landes nie in Frage gestellt worden ist, während schon damals der Kampf um ein selbständiges Österreich entbrannt war. Das heutige deutsche Staatsoberhaupt hat aber bei der Festsetzung seiner politischen Grundsätze auch aus der von ihm gehuldigten Ansicht der Notwendigkeit einer Befreiung Österreichs nie ein Hehl gemacht, während, bessere Belehrung vorbehalten, im gleichen Sinne von der Schweiz nicht gesprochen wurde, sondern es ist vielmehr unserem Lande gegenüber wiederholt die Loyalität und die Nichtantastbarkeit der schweizerischen Selbständigkeit betont worden. Endlich sollten die vom deutschen Gesandten in den letzten Tagen dem Bundesrat abgegebenen Versicherungen über die freundschaftliche Haltung Deutschlands der Schweiz gegenüber keine Zweifel offen lassen.

Der Schweiz. Vaterländ. Verband ist sich zwar bewusst, dass hin und wieder von führenden deutschen Staatsmännern gegenüber unserem Lande unfreundliche Worte gesprochen und geschrieben worden sind. Allein diese Stellungnahme muss nicht zuletzt auch auf die Einmischung eines Teiles der schweizerischen Presse in ausländische Verhältnisse zurückgeführt werden, ohne dass mit dieser Auffassung des S.V.V. der Vertretung des schweizerischen Standpunktes und einer anständigen Kritik enge Schranken gezogen werden wollten.

Wenn aus den oben dargelegten Gründen der Schweiz. Vaterländ. Verband eine unmittelbare Gefahr für die Schweiz in ähnlicher Weise, wie es für Österreich der Fall war, nicht zu erblicken vermag und daher zu einer Panikstimmung, wie sie da und dort in verschiedenen Formen sich äusserte, keine genügenden Gründe vorliegen, so darf doch den Ereignissen nicht tatenlos zugeesehen werden.

Die Ereignisse müssen jedoch von einer Warte aus besprochen werden, welche der schweizerischen Neutralität entspricht und es müssen für unsere Verhältnisse die notwendigen Folgerungen gezogen werden, welche den Bedürfnissen unseres Landes zur Aufrechterhaltung seiner Unabhängigkeit gerecht werden.

In erfreulicher Weise ist in der schweizerischen Presse im Laufe der letzten Tage von zu äusserst rechts bis zu äusserst links das Bekenntnis zur Demokratie, zum Wehrwillen und zur Unabhängigkeit zum Ausdruck gekommen. Schon diese Einmütigkeit dürfte im Ausland ihre Wirkung nicht verfehlen. Dem Schweiz. Vaterländ. Verband will es aber scheinen, dass Aufrufe und öffentliche Kundgebungen, wie sie teilweise im Laufe dieser Woche erfolgten, ohne Not eher unterbleiben sollten, weil sie geeignet erscheinen, uns von der erforderlichen Neutralität abzudrängen und zudem zu noch grösserer Beunruhigung der Bevölkerung beitragen müssten.

Unser Verband begrüsst es dagegen, dass Bestrebungen zum gemeinsamen Handeln aller Parteien vorhanden sind; er würde es aber bedauern, wenn die Bereitschaft zu einmütiger Zusammenarbeit in den vor uns liegenden wichtigen Fragen von politischen Zugeständnissen, welche nicht in den Zusammenhang gehören, abhängig gemacht werden wollten.

Im Hinblick auf die Vorgänge in Österreich, und besonders auch die allgemein gespannte politische Weltlage, die Entwicklung des fernöstlichen Konfliktes, das Ultimatum von Polen an Litauen und die unsicheren Folgen und Rückwirkungen des spanischen Bürgerkrieges ist die Überprüfung unserer militärischen Bereitschaft zur dringenden Notwendigkeit geworden. Bereits melden sich sogar sozialistische Stimmen, welche einen Ausbau des Grenzschutzes durch eine ständige Truppe mit genügend Mannschaften verlangen, und unwillkürlich muss man auch zurückkommen auf die schon früher erhobenen Forderungen der zweckmässigen und genügenden Ausrüstung der

Armee und der hinreichenden Ausbildung der Truppen. Dabei stellt der Schweiz. Vaterländ. Verband mit Bedauern fest, dass nicht rechtzeitig und mit Nachdruck die einmal beschlossene Besserbewaffnung unserer Armee durchgeführt worden ist, und er würde es begrüßen, wenn in den verantwortlichen Stellen eine Reorganisation durchgeführt würde, welche in Zukunft weitere Verschleppungen ausschliesst.

Hinsichtlich der Ausbildung hat der Schweiz. Vaterländ. Verband mit grösster Sorge von den Feststellungen Kenntnis genommen, welche dahin gehen, dass die Ausbildungszeiten auch in der neuen Militärorganisation zu kurz bemessen sind.

Wenn auch reichlich spät, so wäre doch angesichts der heutigen politischen Weltlage der Zeitpunkt äusserst günstig, um Versäumtes nachzuholen, indem einerseits das Schweizervolk zu vermehrten Opfern bereit wäre, und andererseits ein sofortiges Handeln nach aussen eine wirksame Demonstration des schweizerischen Wehrwillens bedeuten würde.

Der Schweiz. Vaterländ. Verband erwartet daher, dass unter den Fraktionen der Bundesversammlung anlässlich der gemeinsamen Präsidentenkonferenz vom nächsten Montag die Fragen besprochen und in praktischer Hinsicht etwa folgende Anregungen, welche im wesentlichen mit Ansichten von General Wille in seinem Bericht an die Bundesversammlung übereinstimmen, zur sofortigen Verwirklichung ernsthaft geprüft werden:

1. Einberufung der nur zu Organisationsmusterungen vorgesehenen Truppen zu vollständigen Wiederholungskursen noch im Laufe dieses Jahres zwecks Ergänzung der Ausbildung in der ganzen Armee.

2. Wesentliche Verlängerung der Rekrutenschulen.

3. Verlängerung der grundlegenden Kadenschulen (Uof. und Of. Schulen).

4. Beibehaltung dreiwöchiger Wiederholungskurse auch für die Zukunft.

5. Verpflichtung zu 2 Wiederholungskursen in der Landwehr.

Der Schweiz. Vaterländ. Verband verzichtet vorläufig darauf, seine Auffassung über diese Notwendigkeiten der Öffentlichkeit zu unterbreiten, in der Hoffnung, eine entschlossene Demonstration des schweizerischen Wehrwillens werde von der Bundesversammlung ausgehen und diese vermöge durch rasche Entschlüsse und einmütiges Handeln ihr Vertrauen und ihr Ansehen im Volk zu stärken. Schon im Laufe der am 21. März beginnenden Session sollte es aber möglich sein, zweckdienliche Massnahmen zu beschliessen. Dabei sollten dringliche Bundesbeschlüsse jedoch nur, wenn unumgänglich notwendig, gefasst werden. Ein Bundesgesetz, als Rahmengesetz gedacht, nach welchem Bundesrat und Bundesversammlung beauftragt würden, die technischen Details vorzukehren, könnte dabei der Volksabstimmung innert kürzester Frist unterbreitet werden, wenn 8 Kantone vom Recht des fakultativen Referendum unverzüglich Gebrauch machen wollten und die Volksabstimmung kurzfristig angesetzt würde. Hiezu sei bemerkt, dass nach der Ansicht kompetenter Staatsrechtslehrer (beispielsweise Prof. Giacometti) bei zustande gekommenem Referendum ohne den Ablauf der Referendumsfrist abzuwarten, die Abstimmung angesetzt werden kann.

Im Zusammenhang mit den militärischen Fragen ist der Schweiz. Vaterländ. Verband sodann der Ansicht, dass die Frage der Neutralität unseres Landes auch in Zukunft nicht durch die vorbereitete Neutralitätsinitiative abgeklärt werden soll, sondern dass diese Abklärung im Sinne der in der Bundesversammlung bereits diskutierten Wege baldmöglichst erfolgen müsse. Dazu ist ferner zu bemerken, dass der Vaterländische Verband im heutigen Zeitpunkt auch eine allfällige Diskussion über den Austritt der Schweiz aus dem Völkerbund für nicht angezeigt erachten würde, wobei immerhin die Neutralität dem Völkerbund voranzustellen ist.

Mit diesen Ausführungen, welche den Verbandssektionen des S.V.V. zur eigenen Orientierung zugehen, gestattet sich der Verband aber auch eine Anzahl Parlamentarier und nicht zuletzt auch das Eidgenössische Militärdepartement von seiner Auffassung in Kenntnis zu setzen in der dringenden Erwartung, dass die zuständigen Behörden den uns als geeignet erscheinenden Moment nicht vorbegehen lassen, um für unser Land in ernster Stunde diejenigen Sicherheitsmassnahmen zu treffen, welche als notwendig empfunden werden und die einzig und allein Gewähr bieten für die Aufrechterhaltung der Unabhängigkeit unseres Landes.

239

E 1004.1 1/371

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 mars 1938

472. Anschluss Österreichs an das Deutsche Reich.
Erklärung des Bundesrates

Präsidentschaft. Mündlich

In der Sitzung vom 18. März¹ teilte der Herr Bundespräsident mit, dass in weitesten Kreisen der Wunsch und die Erwartung ausgesprochen werden, der Bundesrat möge am Montag beim Zusammentritt der eidg. Kammern eine Erklärung zu den letzten internationalen Vorgängen abgeben. Auch die Richtlinienbewegung und die bürgerlichen Parteien hätten die Absicht, offizielle Erklärungen abzugeben.

In der Beratung kam einstimmig die Ansicht zum Ausdruck, dass in der Tat eine Proklamation des Bundesrats notwendig und angezeigt wäre. Eine solche entspreche auch den Erwartungen des Volkes und diene zu der durchaus erforderlichen allgemeinen Beruhigung. Falls der Bundesrat eine Erklärung abgibt, sollten aber die Fraktionen davon Umgang nehmen, ebenfalls Einzelerklärungen abzugeben; desgleichen sollten persönliche Erklärungen einzelner Mitglieder des Parlaments unterbleiben. Denn dies wäre verhängnisvoll. Das Richtige wäre, dass der Bundesrat eine Proklamation erlässt, die in den drei Landessprachen im Parlament verlesen würde, und das hierauf sämtliche Fraktionen gemeinsam eine kurze Zustimmungserklärung² abgeben. Demgemäss

1. *Le procès-verbal de cette séance ne contient aucune allusion à l'objet dont il est question ici.*

2. *Cette Déclaration des groupes (parlementaires), du 21 mars 1938, sera la suivante: Alle Gruppen der Bundesversammlung billigen die Erklärung des Bundesrates und erklären feierlich, dass das gesamte Schweizervolk, ohne Unterschied der Sprache, der Konfession oder der Partei, entschlossen ist, die Unverletzlichkeit seines Vaterlandes bis zum letzten Blutstropfen gegenüber jedem Angreifer, wer es auch sei, zu verteidigen. Je stärker der Wille des Schweizervolkes zur Wahrung seiner Rechte auf dem Boden der verantwortungsbewussten Zusammenarbeit im Staate zum Ausdruck kommt, desto wirksamer wird dieser Widerstand sein.*

Das Schweizervolk ist bereit, die Opfer für seine nationale Verteidigung zu bringen. Aber die militärische Rüstung wäre nutzlos, wenn sie sich nicht auf die geistigen und moralischen Kräfte des gesamten Volkes stützen könnte: Die Einigkeit unter allen Eidgenossen muss den Sieg über politische und wirtschaftliche Gegensätze davon tragen, und unsere internen Auseinandersetzungen müssen sich in Würde, in der gegenseitigen Achtung vor der Auffassung der Andern und im Rahmen unserer demokratischen Einrichtungen vollziehen.

Die Bundesverfassung hat dem Bundesrat die Aufgabe überbunden, über die äussere Sicherheit der Schweiz zu wachen, ihre Unabhängigkeit und Neutralität zu wahren. Das Schweizervolk ist bereit, den Bundesrat in dieser wichtigen Aufgabe zu unterstützen, welche im Sinne und Geiste unserer Demokratie und in Übereinstimmung mit der Bundesversammlung erfüllt werden muss.

Im Vertrauen auf eine gütige Vorsehung, die über der jahrhundertealten Geschichte unseres Landes waltet, ist das Schweizervolk gewillt, mit Entschlossenheit und Mut den durch den Ernst der Zeit sich ergebenden Schwierigkeiten zu begegnen. (E 2001 (D) 3/300).

wurde das Politische Departement beauftragt, für die nächste Sitzung vom Montag morgen den Entwurf³ einer bundesrätlichen Erklärung vorzubereiten, der dann vom Bundesrat endgültig bereinigt und um 11 Uhr einer Konferenz sämtlicher Fraktionspräsidenten bekannt gegeben würde. Zu dieser Konferenz sollten ausser sämtlichen Fraktionspräsidenten der eidg. Räte auch die Präsidenten und Vizepräsidenten der eidg. Kammern eingeladen werden; auch der Gesamtbundesrat sollte daran teilnehmen.

Gemäss diesem Beschlusse unterbreitet nun der Vorsteher des Politischen Departements den Entwurf zu einer Erklärung, den er bereits auch mit dem Herrn Bundespräsidenten besprochen hat und dessen Wortlaut sämtlichen Mitgliedern des Bundesrats zugestellt worden ist. Dieser Entwurf wird näher besprochen und mit einigen redaktionellen Abänderungen in folgender Fassung endgültig gutgeheissen zur Bekanntgabe an die Fraktionspräsidenten an der heute um 11 Uhr stattfindenden Konferenz und zur Verlesung im Parlament (Nationalrat und Ständerat getrennt) in deutscher, italienischer und französischer Sprache durch die Herren Bundespräsident Baumann, Bundesrat Motta und Bundesrat Pilet-Golaz (s. Beilagen)⁴.

ANNEXE

ERKLÄRUNG DES BUNDESRATES VOR DER BUNDESVERSAMMLUNG AM 21. MÄRZ 1938

Am 13. März hat der Bundesstaat Österreich, mit dem die Schweiz herzliche nachbarliche Beziehungen unterhalten hat, als unabhängiger Staat zu bestehen aufgehört. Das historische Ereignis, das sich vor unsern Augen vollzogen hat, ist von grösster Tragweite. Der Wille, die Völker Deutschlands und Österreichs zu vereinigen, war nicht neu. Er hat bereits im letzten Jahrhundert zu bewaffneten Auseinandersetzungen geführt; dieser Wille hat sich nun durchgesetzt.

Der Bundesrat hat Verständnis dafür, dass diese Vorgänge unser Volk stark bewegen. Er benützt die Gelegenheit, die ihm der Zusammentritt der Bundesversammlung zur ordentlichen Frühjahrs-session bietet, um die öffentliche Meinung aufzuklären und grundlose Befürchtungen zu zerstreuen. Die Veränderung, die die politische Karte Europas dieser Tage erfahren hat, kann keine Schwächung der politischen Lage der Schweiz zur Folge haben. Die Unabhängigkeit und die Neutralität der Eidgenossenschaft erweisen sich im Gegenteil mehr denn je als unentbehrlich für die Aufrechterhaltung des europäischen Gleichgewichts. Feierliche Zusicherungen sind uns in dieser Hinsicht von allen Seiten gegeben worden. Ihr Wert ist unbestreitbar. Keiner unserer drei Nachbarstaaten kann den Untergang der Schweiz wünschen oder anstreben. Keiner von ihnen bedroht unsere demokratischen Einrichtungen, die ein wesentliches Lebensprinzip der Eidgenossenschaft und ihrer 22 Kantone ausmachen.

Es ist eine jahrhundertalte Mission der Schweiz in Europa, im Interesse aller die Alpenpässe zu hüten. Die Schweiz deckt und schützt lebenswichtige Grenzabschnitte ihrer Nachbarn. Der Wille des Schweizervolkes, diese Aufgaben zu erfüllen und seine Unabhängigkeit unter Einsatz seines Blutes zu behaupten, ist einhellig und unerschütterlich. Die Schweiz hält sich von fremden Händeln fern. Jeder Angriff auf die Unversehrtheit ihres Gebietes würde ein verabscheuungswürdiges Verbrechen gegen das Völkerrecht darstellen.

3. *Différents projets se trouvent dans: J.I.1.1/29.*

4. *Seule est reproduite ci-dessous la version allemande.*

Die Lehre, die unser Land aus den Ereignissen zu ziehen hat, liegt klar zu Tage: Mehr als je müssen die Bestrebungen zur Anerkennung unserer umfassenden Neutralität fortgesetzt und zum Ziele geführt werden; in der Tat muss in dieser Hinsicht jegliche Zweideutigkeit beseitigt werden. Ferner ist es eine Notwendigkeit, dass wir mit allen unsern Nachbarn in gleicher Weise korrekte und freundschaftliche Beziehungen zu unterhalten bestrebt sind. Der Kampf der gegensätzlichen politischen Systeme in andern Ländern berührt unsern Staat nicht. Es steht jedem Volke frei, sich seine eigenen inneren Einrichtungen zu geben. Das Schweizervolk ist einig und muss einig bleiben in dem Willen, das unvergleichliche Vaterland, das Gott ihm gegeben hat, koste es was es wolle, gegen jedermann und bis zum letzten Atemzug zu verteidigen.

Werden wir uns in diesen bewegten Zeiten immer mehr der Aufgabe bewusst, die uns die Vorsehung zugewiesen hat, zeigen wir, dass eine Demokratie wie die unsrige auf dem Grundsatz der Freiheit in der Ordnung beruht und dass nichts den Bund der Eidgenossen zu erschüttern vermag⁵.

5. *Pour la réception de cette déclaration, cf. E 2001 (D) 3/300.*

240

E 4320 (B) 1968/195/29

*Le Procureur général de la Confédération, F. Stämpfli,
au Président de la Confédération, J. Baumann*

Copie

Bern, 23. März 1938

R Betr. Bundesratsbeschluss betr. Massnahmen gegen
die Einfuhr politischen Propagandamaterials in die Schweiz

Gleichzeitig mit dem Ihnen unterbreiteten Bericht und Antrag¹ betr. die politische, journalistische und propagandistische Tätigkeit des in Verbindung mit massgebenden Stellen des nationalsozialistischen Dritten Reiches stehenden Franz Burri in Luzern erlauben wir uns, Ihnen nachstehenden Bericht und Vorentwurf zu einem BRB² betr. Massnahmen gegen die Einfuhr politischen Propagandamaterials vorzulegen. Zur Begründung gestatten wir uns, neben den folgenden Ausführungen Sie auf den Bericht im Falle Burri und insbesondere auf die darin enthaltenen Erwägungen rechtlicher Natur zu verweisen. Es ist nämlich kaum anzunehmen, dass der Fall Burri, der durch einen besondern BRB² erledigt wird, in seiner Art eine einmalige Erscheinung bleibt.

Bereits in der Botschaft³ zum Entwurf eines Bundesbeschlusses über den Schutz der öffentlichen Ordnung und Sicherheit vom 7. Dezember 1936 wies der Bundesrat darauf hin, dass der Bundesbeschluss betr. den Schutz der

1. *Du 22 mars 1938, cf. E 4320 (B) 1970/25/14.*

2. Bundesratsbeschluss.

3. *Cf. FF, 1936, III, p. 393.*

Sicherheit der Eidgenossenschaft vom 21. Juni 1935⁴ und das Bundesgesetz betr. Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft vom 8. Oktober 1936⁵ in Verbindung mit dem veralteten Bundesstrafrecht vom 4. Februar 1853⁶ nicht genügten, um die Angriffe gewisser antidemokratischer Organisationen auf unsere demokratischen Staatseinrichtungen und die Sicherheit des Staates im allgemeinen wirksam zu bekämpfen. Damals kam der Bundesrat zum Entschluss, den eidg. Räten zum dritten Male eine Vorlage zum Schutze des Staates zu unterbreiten, um den dem demokratischen Staate in unserer unruhevollen Zeit drohenden Gefahren zu begegnen. Er stellte sich damals auf den Standpunkt, es könnten nur bestimmte Angriffshandlungen und für die Staatssicherheit besonders gefährliche Ausschreitungen unter Strafe gestellt werden, während der Geisteskampf Sache der Parteien und der einzelnen Personen zu bleiben habe.

Demgegenüber ist hervorzuheben, dass die im nachstehenden Antrag enthaltenen Vorkehrungen sich zwar freilich mit diesem geistigen Kampf, resp. mit seinen Produkten, eben dem Propagandamaterial, befassen. Dagegen handelt es sich nicht um Strafbestimmungen, sondern lediglich um administrative Massnahmen. Das Fehlen solcher Vorschriften administrativer Natur hat sich nämlich in den Fällen, wo zur Einleitung eines auf das Unabhängigkeitsgesetz gestützten gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens nicht genügende Anhaltspunkte vorlagen, als Lücke gezeigt.

Bei dem Propagandamaterial, das durch den im Entwurf vorliegenden Bundesratsbeschluss erfasst werden soll, handelt es sich um solche Druckschriften und Abbildungen, deren Inhalt sich gegen unsere demokratischen Staatseinrichtungen richten, und bei denen, sofern es sich um ausländische Erzeugnisse handelt, von einer Einmischung in schweizerische Angelegenheiten gesprochen werden kann.

Den äussern Anlass zur Erstattung dieses Berichtes gab die in den letzten Monaten ständig wachsende Flut nationalsozialistischen und irredentistischen Propagandamaterials sowie im besondern der Fall Burri. In Bezug auf diese zuletzt genannte Angelegenheit gestatten wir uns, auf unsern diesbezüglichen Bericht zu verweisen. Über die irredentistischen Flugblätter und Broschüren zu sprechen, möchten wir uns im Interesse eines hängigen Ermittlungsverfahrens enthalten; über den Umfang der Einfuhr solcher Erzeugnisse hat die Presse verschiedentlich berichtet. Dagegen ist ein Hinweis auf die nationalsozialistischen Propagandaschriften angebracht.

Bereits im Verlaufe der zweiten Hälfte des letzten Jahres war eine starke Zunahme der Einfuhr von nationalsozialistischem Propagandamaterial zu konstatieren. So sind insbesondere die sogenannten «Fichtebund-Blätter» zu erwähnen, von welchen, wie Sie aus beiliegender Zusammenstellung zu ersehen belieben, in dem Zeitraum von 4 Monaten (August-November 1937) über 9000 Stück in die Schweiz gelangten. Bei dieser Zahl handelt es sich nur um die den Zollbehörden und uns zur Kenntnis gelangten Sendungen, nicht um alle

4. Cf. RO, 1935, vol. 51, p. 495.

5. Cf. RO, 1937, vol. 53, p. 37.

6. Cf. RO, 1851-1853, vol. 3, p. 335.

Sendungen schlechthin. Sodann war im Hinblick auf die Abstimmung über die Freimaurer-Initiative⁷ eine starke Zunahme der gegen die Freimaurer gerichteten nationalsozialistischen Propaganda in der Schweiz zu konstatieren. Daneben ist schliesslich noch der anhaltende Strom antisemitischer Literatur zu erwähnen. Unter den neuesten Erzeugnissen sind die im Zentralverlag der NSDAP, Frz. Eher Nachf. in München, erschienenen Kampfschriften der obersten SA.-Führung hervorzuheben.

Absender des Propagandamaterials sind vielfach, wie aus den Namen «Fichtebund»-Verlag in Hamburg, «Franz Eher» G.m.b.H. in Berlin, «Aufbruch»-Verlag in Berlin und «Stürmer»-Verlag in Nürnberg hervorgeht, Stellen, die dem deutschen Propagandaministerium in Berlin und den leitenden Kreisen der NSDAP sehr nahe stehen.

Kennzeichnend für die Art der nationalsozialistischen Propagandaschriften ist der Umstand, dass ihr Inhalt, der sich angeblich gegen den Kommunismus, das Judentum und die Weltfreimaurerei richtet, mit wenigen Ausnahmen von den uns zur Verfügung stehenden gesetzlichen Bestimmungen nicht erfasst werden konnte. So waren die etwa gegen fremde Staaten oder Regierungen gerichteten Angriffe nicht derart, dass sie als schwere Ausschreitungen im Sinne des BRB betr. Massnahmen gegen Presseauschreitungen vom 26. März 1934⁸ angesprochen werden konnten. Eine andere, gegen gewisse Kreise der katholischen Kirche sich richtende Propaganda konnte nicht immer als religionsfeindlich im Sinne des BRB betr. Massnahmen gegen die kommunistischen Umtriebe in der Schweiz vom 3. November 1936⁹ genannt werden. Das Propagandamaterial hinwiederum, das sich gegen das Judentum und gegen die Freimaurerei richtete, musste mangels fehlender gesetzlicher Bestimmungen zum grossen Teil zur Einfuhr freigegeben werden, sofern darin nicht beschimpfende Äusserungen oder Abbildungen unsittlicher Natur enthalten waren, welche rechtfertigten, dass es auf Grund von Art. 25, Ziff. 1^b des Bundesgesetzes betr. den Postverkehr vom 2. Oktober 1924¹⁰ durch die Generaldirektion P.T.T. vom Postverkehr ausgeschlossen wurde.

Bei einer grossen Menge des aus nationalsozialistischen Quellen stammenden Propagandamaterials ist auch vielfach auf den ersten Anblick kein eigentliches Objekt ersichtlich, gegen welches das betreffende Flugblatt oder die Broschüre sich positiv richtet. Aus der Gesamtheit des Materials lässt sich jedoch klar erkennen, dass der Angriff in raffinierter Weise gegen die demokratischen Einrichtungen und Anschauungen gerichtet ist; raffiniert deshalb, weil eine bestimmte Tendenz nicht immer offensichtlich ist, sondern der Angriff getarnt erfolgt.

In ihrer Gesamtheit dagegen bezweckt die nationalsozialistische Propaganda eine langsame und stetige Infiltration und geistige Infizierung unserer demo-

7. *Initiative populaire demandant l'interdiction de la franc-maçonnerie et des sociétés similaires, rejetée le 28 novembre 1937. A son sujet, cf. le rapport du Conseil fédéral du 4 septembre 1936, in FF, 1936, II, p. 517.*

8. *FF, 1934, I, p. 867.*

9. *RO, 1936, vol. 52, p. 843.*

10. *RO, 1924, vol. 41, p. 341.*

kratischen Anschauungen mit fremden Gedankengut, das sich letzten Endes gegen den Bestand unseres Staates richtet. Diese Infiltration nationalsozialistischer Ideen und Anschauungen, die direkt und indirekt von offiziellen und offiziellen Stellen des Dritten Reiches planmässig betrieben und gefördert wird, stellt insbesondere im Hinblick auf die den ausländischen Ideen leicht zugänglichen und nicht immer abwehrbereiten sog. Erneuerungsbewegungen eine grosse Gefahr für die Sicherheit und Unabhängigkeit unseres Landes einerseits und für die öffentliche Ordnung andererseits dar. So ist es denn auch nicht verwunderlich, dass diese Bewegungen sich unter Leitung der Person eines vom Dritten Reiche finanziell abhängigen Franz Burri daran machten, sich nicht nur politisch zu gruppieren, sondern dass auch bereits Anfänge zu einer organisatorischen Zusammenfassung sich feststellen liessen.

Selbst wenn in unserm ehemaligen Nachbarstaate Österreich die politischen Verhältnisse anders geartet waren als in der Schweiz, so genügt ein Hinweis auf die Ereignisse in jenem Lande, wo auf ganz genau dieselbe Art und Weise der geistige Boden durch die bewusste und kontinuierliche Propagandatätigkeit aktiver Nationalsozialisten zum Umsturz vorbereitet wurde, um anzudeuten, wie gross die Gefahr ist, die für die Sicherheit und Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft aus einer im nationalsozialistischen Sinne tätigen Propaganda entsteht. Unseres Erachtens ist diese Gefahr, die unserm Lande von Seiten des Nationalsozialismus droht, infolge der geographischen Lage ebenso gross, wenn nicht gar grösser, als diejenige, die mit Hilfe des BRB betr. Massnahmen gegen die kommunistischen Umtriebe wenigstens einigermassen gebannt wurde.

Aus diesen Gründen bitten wir Sie, die Frage zu prüfen, ob nicht zwecks Unterbindung dieser unerwünschten und unserm Lande schädlichen Propaganda gesetzgeberische Massnahmen ergriffen werden sollten. Unseres Erachtens stellt sich vor allem die Frage, ob nicht der BRB betr. Massnahmen gegen die kommunistischen Umtriebe in der Schweiz vom 3. November 1936 im Sinne des beiliegenden Vorentwurfes¹¹ abzuändern und zu erweitern ist. Auf dem Wege einer Abänderung von Art. 1 des genannten BRB scheint uns, lasse sich die ins Auge zu fassende Massnahme am ehesten dermassen formulieren, dass keine Spitze gegen das Deutsche Reich darin enthalten ist.

Eine zweite Möglichkeit bestände darin, in Anlehnung an den BRB vom 3. November 1936 rein intern die Bundesanwaltschaft in Verbindung mit den Zoll- und Postbehörden zu ermächtigen, auch solches Propagandamaterial zu beschlagnahmen, das geeignet ist, die innere oder äussere Sicherheit des Landes, insbesondere die demokratischen Einrichtungen oder die Interessen der Landesverteidigung zu gefährden. In der Beilage gestatten wir uns, Ihnen auch den Entwurf¹² zu einem derartigen Ermächtigungsbeschluss des Bundesrates beizulegen.

Gleichzeitig bitten wir Sie, das eidg. Politische Departement in dieser Ange-

11. *Non reproduit.*

12. *Non reproduit.*

legenheit zu einem Mitbericht¹³ zu veranlassen. Zu diesem Zwecke gestatten wir uns, vorliegenden Bericht sowie die beiden Vorentwürfe in zweifacher Ausfertigung Ihnen zuzustellen¹⁴.

13. *La proposition finale du Département de Justice et Police au Conseil fédéral, du 25 mai 1938, qui reprend en partie le rapport de Stämpfli publié ci-dessus, mentionne en ces termes le corapport du Département politique: Mit Schreiben vom 21. April 1938 hat es gegen die beabsichtigte Ergänzung des BRB vom 3. November 1936 keine Einwendungen erhoben. Hinsichtlich der «Fichtebund»-Blätter, die es trotz einigen Einschränkungen doch auch als unerwünschte ausländische Propaganda bezeichnet, hat das Politische Departement die Deutsche Gesandtschaft ersucht, das Nötige zu veranlassen, damit in Zukunft die Versendung dieser Blätter an Schweizerbürger unterbleibe. Inwieweit diesem Ersuchen tatsächlich Folge gegeben worden ist, wird durch die Bundesanwaltschaft festzustellen sein. – In Bezug auf die einzelnen Bestimmungen empfiehlt das Politische Departement, in Art. 1 einzufügen: «... Propagandamaterial, das geeignet ist, die innere oder äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft, insbesondere die Unabhängigkeit und die Neutralität des Landes, ... zu beschlagnahmen.»*

Das Politische Departement hat es gerade während des spanischen Bürgerkrieges als einen Mangel empfunden, dass eine formelle Rechtsgrundlage fehle, um der ausländischen, gegen die Neutralitätspolitik unseres Landes gerichteten Propaganda entgegenzutreten. Es sei sicherlich von Wichtigkeit, dass die Möglichkeit geschaffen werde, dem vom Ausland geführten geistigen Kampf um die Seele des Schweizervolkes entgegenzutreten, wenn diese Bemühungen nach den obwaltenden Umständen zu einer Gefahr für die traditionelle Neutralitätspolitik werden (E 1001 1, JPD 1.1.–31.5.1938).

14. *Dans sa séance du 27 mai 1938, le Conseil fédéral a suivi la proposition du Département de Justice et Police du 25 mai 1938, qui lui avait soumis la première possibilité évoquée ci-dessus par le Ministère public, cf. E 1004.1 1/373, N° 936. Le texte de l'arrêté du Conseil fédéral instituant des mesures contre la propagande subversive (du 27 mai 1938) est le suivant:*

Art. 1^{er}. Le ministère public de la Confédération est chargé, en liaison avec les autorités douanières et postales, de saisir tous objets importés en Suisse qui peuvent servir à la propagande communiste, antimilitariste, antireligieuse ou autre, s'ils sont de nature à mettre en péril la sûreté intérieure ou extérieure de la Confédération, en particulier l'indépendance et la neutralité du pays, les institutions démocratiques ou les intérêts de la défense nationale.

La confiscation ressortit au Conseil fédéral.

Art. 2. L'article premier s'applique également aux objets du genre susindiqué qui sont de provenance suisse.

Art. 3. Le présent arrêté abroge l'article premier de l'arrêté du Conseil fédéral du 3 novembre 1936 instituant des mesures contre les menées communistes en Suisse.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1938. (RO, 1938, vol. 54, p. 249).

241

E 2001 (E) 1969/262/54

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L D/YS. Vertraulich

Berlin, 23. März 1938

Das Schreiben der Abteilung für Auswärtiges vom 19. dieses Monats¹, das mir den bevorstehenden Besuch des Regierungschefs des Fürstentums Liechtenstein anzeigt, ging erst heute morgen ein. Eine Stunde später stellte sich Dr. Josef Hoop bei mir ein. Bereits vorgestern abend hatte ich zufälligerweise durch Staatsminister Meissner, dem Chef der Präsidialkanzlei, erfahren, dass ihn Dr. Hoop, mit dem er gelegentlich im Fürstentum zusammengekommen war, aufgesucht habe, und ich war etwas überrascht, von der Gegenwart des liechtensteinischen Regierungschefs in Berlin nichts zu wissen.

Dieser berichtete mir nun, er habe abgesehen von der Briefmarkenausstellung, die den unmittelbaren Anlass zu seiner Berliner Reise bildete, nur zwei Persönlichkeiten gesprochen: den bereits erwähnten, ihm persönlich bekannten Staatsminister Meissner und Reichsinnenminister Frick, zu dem ihn ein ihm ebenfalls von früher bekannter Beamter des Innenministeriums gebracht habe.

Der Besuch bei Dr. Meissner war ohne wesentliches Interesse. Dieser habe lediglich in persönlichem Namen gesprochen, wenn er ihn der freundlichen Gesinnung Deutschlands für Liechtenstein glaubte versichern zu können.

Die Aussprache mit dem Reichsminister des Innern war schon inhaltvoller, aber gleichzeitig nicht ganz harmlos. Dr. Frick entwickelte dem Besucher seine mir wohl bekannten Gedanken über das Deutschtum und dessen unausbleibliche Anziehungskraft auf durch Sprache und Rasse verwandte Völkerschaften. Der nunmehrige grosse deutsche Nachbar werde also zwangsläufig seine Strahlen über die Grenze ins kleine Ländchen hinübersenden. Weiter sollen die Fäden nicht gesponnen worden sein. Aber das grundlegende nationalsozialistische Programm wurde gebührend in Erinnerung gebracht, und es

1. *Cette lettre confidentielle de Bonna disait*: Wir beehren uns Ihnen mitzuteilen, dass der liechtensteinische Regierungschef, Herr Dr. Hoop, sich in privater Eigenschaft nächsten Montag, den 21. d. M., nach Berlin begibt, und zwar aus Anlass einer Briefmarkenausstellung, an der auch Liechtenstein beteiligt ist. Er gedenkt die Gelegenheit zu benützen, um mit einigen deutschen Persönlichkeiten in vorsichtiger Form Fühlung zu nehmen und sich über die Haltung Deutschlands gegenüber Liechtenstein unterrichten zu lassen.

Zu Ihrer Orientierung fügen wir bei, dass nach den bisherigen Feststellungen kein Anlass dafür vorhanden ist anzunehmen, dass von deutscher Seite die Unabhängigkeit und Selbständigkeit Liechtensteins nicht respektiert werde. Das liechtensteinische Volk ist nach den uns zugegangenen Erklärungen fest entschlossen, das Vertragsverhältnis mit der Schweiz aufrechtzuerhalten und zeigt keine Neigung, nationalsozialistischen Einflüssen, die sich übrigens bis anhin kaum gezeigt haben, Raum zu gewähren.

Herr Dr. Hoop gedenkt auch bei Ihnen vorzusprechen und wird vielleicht in der Lage sein, Ihnen über seine Wahrnehmungen mündlich zu berichten.

wäre töricht, nicht einzusehen, dass die Zukunft unter gewissen Umständen für Liechtenstein bisher nicht bestandene Gefahren bringen kann.

Übereinstimmend ging unsere Auffassung dahin, dass die naheliegendste Gefahr im Erwachen einer nationalsozialistischen Bewegung im Fürstentum bestände. Folglich war für mich das Interessanteste, was Dr. Hoop mir in dieser Hinsicht anvertraute und sich in Folgendem zusammenfassen lässt.

Von einer nationalsozialistischen Partei oder auch nur Gruppe in Liechtenstein konnte bisher jedenfalls nicht gesprochen werden. Mit derartigen Anschauungen oder besser äusserlichen Erscheinungen sympathisierten nur eine Anzahl junger Burschen, die von den österreichischen Nationalsozialisten in Feldkirch und anderen benachbarten Orten angesteckt seien. Sodann mag der eine oder andere etwas rührige Gastwirt die Annäherung an Deutschland aus Geschäftsrücksichten begrüssen.

Dagegen würde der Grossteil der liechtensteinischen Bevölkerung den Arbeitsdienst, den zweijährigen Dienst in der Wehrmacht, die erdrückende Besteuerung, die Devisenbewirtschaftung u.s.w. fürchten. Gleichzeitig fielen die Einkünfte der in Vaduz niedergelassenen Holdinggesellschaften weg. Man denkt also dort vorab praktisch.

Andererseits seien bereits zweierlei vorbeugende politische Massnahmen in Aussicht genommen, die durch die gründlich veränderte Sachlage eingegeben sind.

Vorerst stehe eine Verständigung zwischen den beiden bestehenden, fast gleich starken Parteien bevor: der jetzigen Regierungspartei und der Vaterländischen Union, wonach die erste den Regierungschef und einen der beiden Regierungsräte, die zweite den Stellvertreter des Regierungschefs und den andern Regierungsrat stellen soll. Bekanntlich unterscheiden sich die beiden Parteien mehr durch Personenfragen denn durch sachliche Einstellungen.

Die zweite Massnahme sei noch als durchaus vertraulich zu behandeln. Sie bestünde in der Erwirkung der Abdankung des derzeitigen regierenden Fürsten, des 85-jährigen Fürsten Franz, dessen Gattin eine Jüdin, geborene Gutmann, eine Dame von 63 Jahren ist. Die Nachfolge würde der Prinz Franz-Josef, ein Grossneffe, Enkel der Schwester des regierenden Fürsten, die ebenfalls mit einem Prinzen Liechtenstein vermählt war, übernehmen. Durch die Ausschiffung des alten Herrn und seiner jüdischen Frau soll eine Entlastung im Verhältnisse zu Deutschland erzielt werden.

Mit der Reichsregierung werden in Bälde verschiedene Angelegenheiten zu regeln sein, so insbesondere die Eisenbahnfrage, die Verbauung des Rheins und verschiedener Bergbäche und anderes mehr. Es dürfte auch die Gesandtschaft in Vertretung liechtensteinischer Interessen damit befasst werden.

Seine Beziehungen zur Schweiz wünscht das Fürstentum mehr denn je zu erhalten und weiter zu pflegen. In dem Masse, wo wir ihm das erleichtern können, werden wir wohl auch zur Erhaltung seiner Unabhängigkeit vom Deutschen Reiche beitragen².

Dr. Hoop soll Berlin noch heute verlassen.

2. *Le procès-verbal de la conférence du 16 mars 1938 entre représentants suisses et du Liechtenstein, reproduit en annexe, permet de préciser les relations entre les deux Etats immédiatement après l'Anschluss.*

ANNEXE

KONFERENZ
ZUR BESPRECHUNG DER FRAGE
DES SCHUTZES DER LIECHTENSTEINISCH-ÖSTERREICHISCHEN
GRENZE AUF DEM EIDGENÖSSISCHEN POLITISCHEN DEPARTEMENT,
16. MÄRZ 1938, 9.30 UHR³

Die *liechtensteinischen Vertreter* führen aus, dass die liechtensteinische Bevölkerung sich in ihrer besonnenen, ruhigen Haltung durch die Ereignisse in Österreich nicht habe beeinflussen lassen. Der Landtag habe in seiner gestrigen Sitzung sich einmütig zur Aufrechterhaltung der Unabhängigkeit des Landes und der Zollgemeinschaft mit der Schweiz bekannt. Die etwas reservierte persönliche Stellungnahme des Präsidenten der Oppositionspartei, Dr. med. Schaedler, die auf blosser parteitaktischer Erwägung zurückgehe, beeinträchtige das geschlossene Bild dieser Kundgebung kaum. Im Volk sympathisieren höchstens einige wenige jugendliche Elemente mit der national-sozialistischen Bewegung, und irgendwelche politische Bedeutung komme den Äusserungen dieser Leute nicht zu. Eine gewisse Gefahr könnte sich höchstens dann ergeben, wenn ein wirtschaftlicher Aufschwung in Vorarlberg, der namentlich als Folge einer starken Zunahme des Reiseverkehrs erwartet werde, Rückwirkungen in den Reihen der liechtensteinischen Arbeitslosen ausüben würde und eine gewisse Infiltration national-sozialistischer Ideen im Fürstentum zur Folge hätte. Das Land habe in den letzten Jahren zur Behebung der Arbeitslosigkeit grosse Summen ausgegeben, und es könne bei Rückgang der Einnahmenquellen fraglich erscheinen, ob es weiterhin diese Aufwendungen zu machen in der Lage wäre.

Von der *schweizerischen Seite* wird auf die Notwendigkeit des militärischen und polizeilichen Schutzes zur Sicherung der Grenze hingewiesen. Die Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung im Innern des Fürstentums sei unumgänglich als Rückendeckung für den schweizerischen Grenzschutz, und hiefür müssten die liechtensteinischen Behörden Sorge tragen. Wenn die Sicherheit der Schweizer Grenzwahe und ihrer Angehörigen in Liechtenstein bedroht wäre, so müsste an eine Zurückziehung des Schweizer Zollkordons an die schweizerisch-liechtensteinische Rheingrenze gedacht werden. Die von der liechtensteinischen Regierung am 11. März d. J. gewünschte Verstärkung des Schweizer Grenzschutzes konnte nicht durch militärische Formationen durchgeführt werden, solange das Besetzungsrecht liechtensteinischen Gebiets durch schweizerische Truppen zwischenstaatlich nicht anerkannt ist. Man hätte in einer solchen Besetzung eine Verletzung der Neutralitätspflichten durch die Schweiz erblicken können, und deshalb musste man sich auf eine Verstärkung der Grenzwahe durch Zollorgane beschränken.

In diesem Zusammenhang wurde betont, dass die Frage der Einbeziehung Liechtensteins in die schweizerische Neutralität und diejenige des militärischen Schutzes der liechtensteinischen Neutralität einer baldigen Abklärung bedürfe, um jegliche Unsicherheit für die Zukunft zu beseitigen.

Von der *liechtensteinischen Seite* wird erklärt, dass Liechtenstein seine Polizeimannschaft bis auf einen Bestand von 27 Mann erhöhen könnte und erforderlichenfalls bereit sei, das gesamte Corps aufzubieten. Die Einbeziehung des Fürstentums in die schweizerische Neutralität wäre zu begrüßen, hingegen müsse die Frage des Besetzungsrechts durch schweizerische Truppen noch geprüft werden.

3. *Etaient présents:*

auf liechtensteinischer Seite: Herr Dr. J. Hoop, Regierungschef des Fürstentums Liechtenstein, Herr A. Frommelt, Stellvertreter des Regierungschefs und Landtagspräsident.

auf schweizerischer Seite: Herr Minister Dr. Frölicher, Herr Dr. Feldscher, Politisches Departement, Herr Oberstdivisionär Huber, Herr Oberstleutnant Frick, Militärdepartement, Herr Oberzolldirektor Gassmann, Herr Dr. Wyss, Zolldepartement, Herr Dr. Rothmund, Chef der Polizeiabteilung.

Von der *schweizerischen Seite* wird festgestellt, dass an den Instruktionen für die Zollorgane betreffend Waffengebrauch nichts geändert werden soll. Eine Gefahr der Überflutung Liechtensteins durch mittellose Flüchtlinge erscheint ausgeschlossen, da angenommen werden darf, dass die deutschen Behörden von sich aus oder auf Ansuchen der Schweiz hin für die Aufrechterhaltung der Ordnung in Vorarlberg Sorge tragen werden. Anschliessend daran wird auf gewisse Missstände und Unstimmigkeiten sowohl in der Handhabung der Fremdenpolizei durch liechtensteinische Organe als auf dem Gebiete der liechtensteinischen Einbürgerungspraxis aufmerksam gemacht.

Von *liechtensteinischer Seite* wird Aufschluss gegeben über die beanstandeten Vorkommnisse und mitgeteilt, dass alle Einbürgerungen sistiert worden seien.

Es wird beidseitig die Wünschbarkeit anerkannt, dass in Angelegenheiten fremdenpolizeilicher und anderer Art eine bessere Zusammenarbeit Platz greifen müsse. Es sollten in absehbarer Zeit Besprechungen zur Regelung solcher Fragen aufgenommen werden.

Von *schweizerischer Seite* wird zugesichert, dass die Unterbringung von liechtensteinischen Arbeitslosen in der Schweiz, besonders im Baugewerbe, wohlwollend geprüft wird und dass liechtensteinische Arbeitssuchende jedenfalls vor allen andern Ausländern berücksichtigt werden.

Zum Schluss wird noch die Frage der Errichtung eines Rundspruchsenders in Liechtenstein besprochen, auf dessen Zulassung von der Fürstlichen Regierung besonderes Gewicht gelegt wird, da für das Land damit eine sofortige Einnahme von Fr. 100 000 verbunden wäre. Die Konzessionsbewerber erklären, dass sie sich allen schweizerischen Vorschriften unterziehen und auf eine Rendite des Betriebes bis auf weiteres nicht zählen. Von schweizerischer Seite wird noch die Abklärung verschiedener Punkte als wünschenswert bezeichnet.

Schluss der Sitzung 12.15 Uhr.

242

E 2001 (D) 3/16

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L Confidentielle. Journalistes suisses en Italie

Rome, 24 mars 1938

Plus d'une fois déjà, nous avons eu à correspondre à propos du collaborateur du «Bund» à Rome, M. Casagrande. L'organe bernois est d'ailleurs pour le moment interdit en Italie.

Comme vous le savez et depuis de nombreuses années, on a fait périodiquement comprendre que M. Casagrande n'était point «persona grata» ici. L'ancien Directeur général de la Presse, le Ministre Grazzi, s'était déjà exprimé d'une manière très vive à son encontre. A la Direction générale de la Presse, moi-même et le Conseiller entendions des doléances sur ce compatriote.

Dans la suite, après diverses observations et également après des conversations à la Légation, M. Casagrande, – qui d'ailleurs vint très rarement nous voir cette dernière année, – donna moins lieu à des plaintes du côté italien. On

1. *En tête du document figure cette annotation manuscrite de Motta: Faire encore une démarche... et ce sera, je crois et j'espère, la dernière... , 26.3.38, M. Figure également cette annotation manuscrite de Bonna: M. Frölicher. On pourrait peut-être saisir l'occasion pour recommander au «Bund» et au «St. Galler Tagblatt» moins de parti pris. 26/3. Bo.*

se plut même quelquefois à reconnaître qu'il avait fait un effort d'objectivité et de modération; ce fut surtout le cas depuis l'été dernier.

Cependant, depuis plusieurs mois, le «Bund» a eu fréquemment des articles qui ont, semble-t-il, déplu ici et créé peu à peu l'idée que, après avoir été plutôt amical et compréhensif après l'affaire éthiopienne, il avait décidément tourné dans un sens inamical à l'égard de l'Italie.

En ce qui concerne aussi M. Casagrande, les reproches ont repris consistance et il s'est attiré une très vive observation à la suite d'articles parus dans le «St. Galler Tagblatt» et dans le «Bund» de la dernière décade de février. On aurait songé même à ce moment à l'expulser.

Ces jours derniers, M. Casagrande est venu nous signaler que, d'après ce qui aurait été communiqué à un de ses collègues suisses, les Autorités préféreraient le voir quitter le Royaume. Nous lui avons aussitôt conseillé d'aller lui-même parler avec le Directeur général de la Presse pour tirer la situation au clair. M. Casagrande reçut confirmation de ce qu'il avait entendu et a immédiatement fait rapport à son journal pour savoir quelle attitude il devait observer, c'est-à-dire partir de son propre chef, ou bien attendre qu'un décret d'expulsion en toute forme vienne le frapper, avec les conséquences qui s'en suivent, c'est-à-dire interdiction d'entrer en Italie et inscription de son nom sur la liste des Autorités de police et de frontière. Je me suis abstenu jusqu'ici de donner à cet égard à M. Casagrande un conseil précis, préférant laisser aux intéressés toute responsabilité.

Ce matin, nous nous sommes enquis à notre tour auprès de M. le Ministre Rocco, Directeur général de la Presse. Celui-ci nous a confirmé que, selon les ordres qu'il avait reçus de ses supérieurs, on désirerait que M. Casagrande quitte l'Italie de son propre gré pour éviter une mesure de police à son égard. Interrogé sur les motifs de l'attitude des Autorités italiennes, après que nous ayons pu constater un effort de M. Casagrande pour ne pas envoyer des correspondances de nature à contenir des phrases offensantes pour notre pays voisin, M. Rocco a indiqué les faits suivants.

Il semblerait que M. Casagrande, dans la semaine allant du 23 février au 1^{er} mars, aurait envoyé au «St. Galler Tagblatt» et au «Bund» des articles contenant des indications ayant fortement déplu ici au sujet de la politique de l'axe, des affirmations dépréciatives faites par des officiers allemands sur l'armée italienne et relatifs à l'attitude de l'Italie dans la question autrichienne. Il aurait en effet été question de l'expulser à ce moment. Mais, à la place, un sérieux avertissement lui fut donné, dont M. Casagrande ne nous avait d'ailleurs pas parlé à l'époque. L'affaire paraissait être considérée comme réglée à la suite de cet avertissement; mais on a constaté que, depuis lors, la seule chronique qu'il ait envoyée a eu pour but de prendre à la loupe, d'une manière critique, l'attitude du Gouvernement italien pendant les journées de l'Anschluss. M. Rocco nous a dit qu'après avoir à diverses reprises demandé à M. Casagrande de suivre les rapports italo-suisses dans un sens amical et de s'abstenir de relever toujours d'une manière souvent caustique et malveillante les contradictions apparentes de la politique italienne et ce qui pouvait prêter le flanc à la critique, on avait vu qu'il était toujours animé du même esprit et qu'il n'y avait en somme rien à faire. Donc, on fait grief à M. Casagrande de remplir son

rôle d'une manière peu en harmonie avec les rapports amicaux entre la Suisse et l'Italie. Le fait qu'il s'abstienne de phrases directement offensantes ou de fausses nouvelles, comme les lancent quelquefois certaines agences peu favorables, n'est guère relevé comme un élément en sa faveur. On dit que M. Casagrande, comme M. Klein autrefois, évite assez habilement de se faire prendre directement en faute, mais que *tout l'esprit des correspondances dénote une tendance antifasciste jugeant les événements et la politique italienne de façon acrimonieuse*. A part cela, il y a contre lui des rapports relevant des propos tenus par lui au café ou ailleurs. Il aurait dit en public, par exemple, l'été dernier: «Schade, dass England auch diesesmal nicht Italien einen Schlag auf die frische Schnautze hat geben können.» Il a, en outre, été question d'un rapport de police de l'été dernier, mais sur lequel les Autorités italiennes n'insistent pas et n'ont pas fait de communication à Casagrande.

Notre démarche avait un caractère informatif et nous n'avons pas préjugé de notre attitude ultérieure, tout en disant d'emblée que nous trouvions regrettable que le correspondant d'un grand journal suisse, qui a passé, sauf erreur, 13 ans à Rome, doive partir et qu'en tous cas il s'agissait là d'un événement auquel nous devons attacher de l'importance.

Il est évident que, dans ces conditions, l'activité ultérieure de M. Casagrande ne serait pas facile, même si par une intervention officielle – si vous nous en chargez – il était possible d'obtenir encore une mesure de clémence, ce qui n'est pas certain et pas nécessairement à conseiller. Depuis trop longtemps, nous recevons des réclamations à son sujet pour qu'on puisse admettre qu'il changera de manière à donner satisfaction à la Direction générale de la Presse et à être placé dans le groupe des correspondants «bien vus» que sont MM. Hodel, Vaucher et Gentizon. Il n'y a pas de doute que *les conceptions du Ministère de la Culture Populaire à l'égard du rôle des correspondants s'accroissent dans un sens qui ne cadre pas exactement avec nos notions de la liberté de la presse*. On voudrait, en somme, que les correspondants réfèrent dans un sens amical, soulignent ce qui va bien et s'abstiennent de passer au crible de la critique ou de l'ironie les imperfections ou obscurités de la politique italienne. Surtout, qu'on ne touche pas à l'armée et à l'axe. M. Rocco nous a dit que c'est avant tout *l'esprit nettement hostile de M. Casagrande, relevé dans ses correspondances comme dans diverses conversations, qui était le facteur déterminant de la demande relative à son départ*.

J'ai tenu à vous rapporter immédiatement les faits; je pense que vous voudrez bien me faire connaître sans tarder vos observations et instructions éventuelles au sujet de cette affaire qui, sans doute, fera l'objet d'une prise de contact confidentielle entre le «Bund» et votre Département².

2. Cf. Nos 246, 252.

243

E 27, Archiv-Nr. 23318/Bd. 18

*Le Sous-Chef du Service de l'Etat-Major général, J. Huber,
au Chef de Section, H. Frick*

L manuscrite 45/2

Bern, 16.–25. März 1938¹

Das EMD verlangt zuhanden des Bundesrates Vorschläge über die Gestaltung der künftigen Beziehungen zu Liechtenstein in militärischer Hinsicht.

Meines Erachtens kommen in Frage:

- entweder gänzliche Ausserachtlassung von Liechtenstein für unsere Verteidigung und damit auch Aufhebung des Zollvertrages;
- oder Beibehalt der Zollunion und zugleich Einbezug von Liechtenstein in unsere Neutralität; Besetzungsrecht bei drohender Kriegsgefahr, d. h. bei Aufgebot unseres Grenzschutzes.

Die zweite Alternative wäre natürlich für unsere Landesverteidigung von grossem Vorteil, nicht um Liechtenstein, sondern um unser eigenes Land zu schützen.

ANNEXE

E 27, Archiv-Nr. 23318/Bd. 6

*Le Chef du Service de l'Etat-Major général, J. Labhart,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

R 45/2 Fk²/k Vertraulich

Bern, 25. März 1938

DIE MILITÄRISCHEN BEZIEHUNGEN DER
SCHWEIZ ZUM FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN

Der Anschluss Österreichs an Deutschland hat die Frage unserer Beziehungen zum Fürstentum Liechtenstein neu aufgerollt. Es muss daher geprüft werden, ob und inwiefern eine Änderung des gegenwärtigen Verhältnisses zu Liechtenstein anzustreben ist.

Die militärische Bedeutung des Fürstentum Liechtenstein für uns ist sehr gross. Sie besteht darin, dass das fürstliche Gebiet das unmittelbare Vorgelände der Luziensteig und des Beckens von Sargans bildet. Das Becken von Sargans ist von hoher militärischer Wichtigkeit, wie die Kriegsgeschichte schon seit Jahrhunderten beweist. Sein Besitz entscheidet über den Besitz Graubündens, da die einzige leistungsfähige, Sommer und Winter benützbare Verbindung zwischen der Inner- und Graubünden über Sargans verläuft.

1. *Lettre non datée, donnant vraisemblablement suite au vœu exprimé lors de la séance du 16 mars de la Commission de la défense nationale, cf. N° 234, note 5, et sans doute à l'origine des idées principales développées dans le rapport reproduit en annexe.*

2. *H. Frick. Sur ordre de Minger des copies de ce rapport ont été distribuées aux membres de la Commission de la défense nationale.*

Im Falle eines deutschen Angriffes auf die Schweiz könnten deutsche Angriffskräfte, auf liechtensteinischem Gebiet bereitgestellt und überraschend dorthin einfallend, durch einen verhältnismässig kurzen Stoss sich der Luziensteig und Maienfelds bemächtigen und von dort das Defilee von Trübbach im Rücken fassen. Wäre es einmal so weit, so könnten diese Kräfte, gemeinsam mit andern, die über die Prättigauer Pässe und durch das Unterengadin vorgingen, unsere in Graubünden stehenden Truppen in die Zange nehmen und sie zum überstürzten Rückzug ins Bündner Oberland zwingen. Verstärkung und Versorgung unserer Truppen in Graubünden wäre dann nur noch über Andermatt–Oberalppass, also auf einem grossen und im Winter nicht benützbaren Umweg möglich. Es würde dem deutschen Gegner dann ein leichtes sein, unter Basierung auf die rechtsrheinische Verbindung mit Feldkirch oder Bregenz weit überlegene Kräfte in diesem Abschnitt einzusetzen und vorderrheintalaufrwärts in den Rücken unserer nach Norden gerichteten Front zu operieren. Man muss sich dabei ganz im Klaren sein, dass der Stoss auf Sargans der entscheidende ist, weil erst er den ins Prättigau und ins Unterengadin vorstossenden Kolonnen das weitere Vorwärtskommen durch Öffnen der Defileen vom Rücken her ermöglicht.

Wenn die Achse Berlin-Rom spielt und Deutschland und Italien gegen uns gemeinsam operieren, so hängt von der Inbesitznahme von Sargans ab, ob die beiden Gegner sich rasch die Hände reichen können oder nicht: die kürzeste und auch beste zwischen beiden läuft auf der Linie Sargans – Chur –, bzw. Sargans – Kunkelspass – Reichenau – Thusis – Andeer – Splügen – Chiavenna. Solange das Becken von Sargans von uns gehalten wird, ist die unmittelbare Zusammenarbeit der beidseitigen Hauptkräfte verunmöglicht.

Aber auch wenn es einmal zu einem Bruch der Achse und zu einem Krieg zwischen Deutschland und Italien unter Mitwirkung unseres Gebietes kommen sollte, spielt das Becken von Sargans wiederum eine bedeutende Rolle. Zwar könnte Deutschland zum Vorgehen gegen Italien auch die Strasse durch das Engadin benützen, indessen wäre dies eine Operation zweiten Ranges, mehr nur im Sinne eines Flankenschutzes für die allenfalls auf Meran oder ins Münstertal vorgehenden Kräfte. Erst der Durchstoss über Sargans würde eine Operation grösseren Stiles in Richtung Splügen oder sogar Lukmanier ermöglichen.

Wie immer also sich die militärpolitische Lage an unserer Ostfront gestalten vermag, bleibt die hohe Bedeutung des Knotenpunktes von Sargans unverändert. Schon im Schwabenkrieg, sodann wiederum während der Bündner Wirren (1621-1629) und schliesslich im Feldzug von 1799 hat dieser strategische Punkt mehrfach eine wichtige Rolle gespielt.

Fällt nun Liechtenstein in die Hand des Gegners, so ist Sargans in hohem Masse gefährdet. Die liechtensteinische Grenze nähert sich dem Bahnhof Sargans bis auf 2½ km; vom Ellhorn, einem Ausläufer des Fläscherberges, der auf liechtensteinischem Gebiet liegt, beherrscht man den Bahnhof sogar mit Maschinengewehrfeuer. Der Grenzverlauf ist hier ganz besonders ungünstig, weil das Elltal, eine Senke zwischen dem Ellhorn und dem Massiv des Fläscherberges, teilweise noch zu Liechtenstein gehört; dieses Tälchen ist aber, wie die Ereignisse von 1799 zeigen, ein gut geeigneter Weg für die Umgehung der Luziensteig; es würde der Bodengestaltung und Bodenbedeckung wegen nicht einmal sehr leicht sein, diesen Vorstoss vom linken Rheinufer her mit Feuer in der Flanke zu fassen. Aus dem liechtensteinischen Gebiet führen überdies noch andere Wege ins Gebiet von Sargans; aus dem obern Saminatal bei Steg, das von Vaduz aus durch ein gutes Strässchen erreichbar ist, führt das gut gangbare Jesfürkli in die Gegend von Maienfeld und somit in den Rücken des Sarganser Defilees. Aus dem südlich von Triesen ausmündenden Lavenatobel, dessen obere Mulde (Lavena-Alp) mit Triesen durch ein Fahrsträsschen verbunden ist, kann man über das Mazourajoch unmittelbar in Flanke und Rücken der Luziensteig gelangen. Das liechtensteinische Gebiet ist also ein direktes Sprungbrett, von dem aus man mit einem ganz kurzen Sprung sich in Besitz des Talkessels von Sargans setzen kann.

Nun könnte man hiegegen allerdings sagen, dass ein Vorstoss über die Strasse Feldkirch–Schaan–Vaduz–Triesen ein Ding der Unmöglichkeit sei, solange unsere Grenztruppen am Rhein stehen, da diese Strasse von Schaan an nur ½–1½ km vom Rhein entfernt verlaufe und daher unter unserm Feuer liege. Das ist gewiss richtig, aber es stellt sich doch die Frage, ob uns dieser Umstand vor einem Handstreich sichert. Auf jeden Fall könnten wir, wenn Liechtenstein in deutschen Besitz überginge, das Feuer nicht eröffnen, solange keine Feindseligkeiten vorgefallen

wären, auch wenn die Deutschen höchst verdächtige Truppenbewegungen in Richtung auf die Luziensteig hin ausführen würden. Bei der gegenwärtigen unklaren Lage Liechtensteins könnten wir aber ebensowenig feuern, wenn deutsche Truppen überraschend in liechtensteinisches Gebiet eindringen würden, solange nicht zugleich auch Feindseligkeiten uns gegenüber ausbrechen würden. Es wäre also einem deutschen Gegner durchaus möglich, in der Nacht mit den notwendigen motorisierten Truppen in und durch Liechtenstein vorzustossen, an den Rheinbrücken von Rugell, Benden, Buchs und Sevelen schwache Flankenschutzdetachements stehen zu lassen und vor Tagesanbruch den Angriff auf die Luziensteig und den Fläscherberg zu eröffnen, in Verbindung vielleicht mit Kolonnen aus dem Saminatal und dem Lavenatobel. Wenn einmal der Angriff eröffnet wäre, würden die Angreifer infolge der Geländeformation und Geländebedeckung sehr rasch dem Flankenfeuer vom linken Rheinufer her entzogen sein. Sollte der Handstreich nicht oder nicht in einem Tag zum Erfolg führen, so wäre trotz unserer Besetzung des linken Rheinufer sowohl der Rückzug der Angriffstruppen wie auch ihre weitere Verstärkung und Versorgung unter dem Schutze der Dunkelheit und unter Verwendung gepanzerter Transportmittel immer noch möglich, wenn auch vielleicht mit einigen Verlusten.

Nun sind wir allerdings in der Lage, diese Einmarschlinie durch Befestigungen zu decken; zwei Werke sind schon vorgesehen und wir müssen voraussichtlich noch weitere stärkere bauen. Diese Werke haben aber den Nachteil, in unmittelbarer Grenznähe zu liegen, ein Umstand, der Handstreich auch auf starke Forts immer begünstigt und auch die frühzeitige Umgehung der Feuer Räume teilweise ermöglicht. *Es fehlt uns das notwendige Vorfeld, dessen Betretung durch den Gegner völkerrechtlich klar als gegen uns gerichtete Feindseligkeit bezeichnet werden kann und uns daher zweifelsfreie Berechtigung zum Gebrauch der Waffen gibt.*

Übrigens ist der Besitz von Liechtenstein für einen Gegner auch dann noch von grösstem Vorteil, wenn ein derartiger Handstreich nicht geplant ist. Vom Mittagspitz, der östlich Balzers auf liechtensteinischem Gebiet liegt, hat man ebenso wie vom Ellhorn gute Beobachtung nach Sargans hinein. Aber auch weiter nördlich, nämlich vom Kühgrat östlich Schaan besteht vorzügliche Beobachtungsmöglichkeit gegen das Becken von Sargans. Die Entfernung beträgt allerdings 15 km, was aber angesichts der Entwicklung der modernen optischen Instrumente nicht übermässig viel ist und jedenfalls die Leitung von Artilleriefirnfeuer gegen die Bahnanlagen von Sargans nicht ausschliesst. Vom gleichen Punkt aus ist übrigens auch Beobachtung ins Toggenburg bis in die Gegend von Wildhaus möglich. Günstige Beobachtungsmöglichkeiten gegen Sargans finden sich übrigens auch in der Gegend von Triesenberg und an der Strasse Vaduz-Steg. Die Beobachtungsentfernung ist hier nur noch etwa 11 km.

Die vorstehenden Darlegungen beweisen, dass die Inbesitznahme liechtensteinischen Gebietes durch deutsche Truppen uns ausserordentlich nachteilig wäre. Es besteht also für uns ein grosses Interesse, liechtensteinisches Gebiet einem solchen Angriff zu entziehen oder doch wenigstens seine internationale Lage so zu gestalten, dass eine Verletzung seiner Gebietshoheit uns ohne weiteres gestatten würde, unsererseits mit den Waffen zu antworten.

Das günstigste für uns wäre *volle Militärhoheit* über Liechtenstein, wie sie aber nur entweder beim Anschluss des Landes an die Schweiz oder bei einem entsprechenden Staatsvertrag erreicht werden könnte. Nach dem Ihnen bekannten Gutachten von Prof. von Waldkirch vom 8.3.38³ würde grundsätzlich ein Staatsvertrag, der der Schweiz erlauben würde, auf liechtensteinischem Gebiet militärische Hoheitsrechte auszuüben, unsere Neutralität nicht berühren. Bei Anschluss an die Schweiz oder einem entsprechend weitgehenden Staatsvertrag wäre die Möglichkeit gegeben, die Aussenverteidigung des Sarganserkessels nach vorn zu verlegen, indem Befestigungen auf liechtensteinischem Gebiet errichtet würden. Es kämen dabei etwa zwei Lösungen in Frage: entweder ein Flankierwerk am Frastenzersand (Gegend östlich Nendeln) mit Feuerwirkung gegen den Schellenberg und ein kleines Werk am Schellenberg selbst mit Feuerwirkung auf Feldkirch und das Defilee dicht östlich davon, sowie auf den Rhein, oder aber ein Flankierwerk in der Gegend nordöstlich Vaduz mit Feuerwirkung gegen Schaan und Buchs. In beiden Fällen wäre das Feuer der rechtsrheinischen Anlagen mit demjenigen eines grösseren Werkes am Buchserberg zu kreuzen.

3. *Non reproduit.*

Dazwischen wäre dann quer über die Rheinebene eine von beiden Seiten flankierte Sperre mit Hindernissen und allenfalls 1–2 Blockhäusern einzurichten oder vorzubereiten. Eine derartige Anordnung der Sperren würde es auch ermöglichen, dem Gegner die Beobachtungspunkte zunächst und für längere Zeit zu entziehen.

Das Recht, auf liechtensteinischem Gebiet Festungen zu bauen und zu unterhalten, würde natürlich einen sehr engen Zusammenschluss *auf die Dauer* bedingen, oder besser gesagt, eine Vorstufe des Anschlusses an die Schweiz bedeuten, denn es ist selbstverständlich, dass wir Befestigungen nicht nur auf Grund eines kurzfristigen, jederzeit kündbaren Vertrages anlegen könnten, weil wir damit riskieren müssten, dass je nach Umständen die von uns mit hohen Kosten errichteten Anlagen einem Gegner in die Hand fallen und nachher gegen uns benützt würden. Es liegt wohl auf der Hand, dass derartig weitreichende Vereinbarungen nur getroffen werden könnten, wenn wir nach menschlichem Ermessen darauf vertrauen könnten, dass in Liechtenstein auf absehbare Zeit eine nationalsozialistische Bewegung oder eine solche für den Anschluss an das Reich kaum entstehen oder Anhang von Belang finden könnten.

Weniger günstig wären Vereinbarungen, die uns lediglich *für den Kriegsfall das Besetzungsrecht* geben würden. Zwar wäre es immer noch ein Vorteil, wenn wir die Front der Grenztruppen zwischen Scesaplana und Hohem Kasten verkürzen könnten; durch Vorschieben an die liechtensteinische Grenze würde die reine Grenzlinie schon von 48 auf 40 km verkürzt; auf die taktisch richtige Linie verlegt, würde sie noch bedeutend kürzer. Dazu käme noch, dass ein grösserer Teil dieser Front reines Hochgebirgsgelände wäre und daher mehr Sicherheit bieten würde als eine Flusslinie allein.

Indessen hätte das Besetzungsrecht bloss für den Kriegsfall auch seine bedeutenden Nachteile. Die Grenztruppen müssten im Mobilmachungsfall in einem sehr delikaten Grenzabschnitt Stellungen beziehen, die sie nie vorher gesehen hätten. Zudem würde das Erscheinen schweizerischer Truppen in diesem Gebiet, wo sie vorher nie gewesen wären, vielleicht sehr unliebsame Reaktionen rufen, ja unter Umständen sogar einem Nachbarn den erwünschten Anlass zum Eingreifen bieten, selbst wenn er schon in Friedenszeit über unser Besetzungsrecht orientiert worden wäre. Es ist daher einigermaßen fraglich, ob ein Besetzungsrecht nur für den Kriegsfall ohne die Möglichkeit von Übungen im Frieden einen wirklichen Wert und nicht vielleicht mehr Nachteile als Vorteile hätte. Wir müssten also vielmehr darauf zielen, neben dem Besetzungsrecht für den Kriegsfall auch ein Recht zu Übungen im Frieden zu erhalten. Derartige Abmachungen bedürften einer sehr genauen völkerrechtlichen Umschreibung. Auf jeden Fall dürften wir im Austausch für das Besetzungsrecht nicht etwa eine vorbehaltlose Verteidigungspflicht des liechtensteinischen Gebietes auf uns nehmen, es sei denn, wir könnten dort Festungen bauen und den Vertrag auf entsprechend lange Zeit abschliessen.

Schliesslich gibt es noch eine dritte Möglichkeit unserer militärischen Beziehungen mit Liechtenstein: das *Verbleiben beim status quo*. Der gegenwärtige Zustand erlaubt uns bekanntlich nicht, mit schweizerischen Truppen ohne besondere Erlaubnis liechtensteinisches Gebiet zu betreten. Das hindert selbstverständlich nicht, dass man im konkreten Falle ein derartiges Gesuch stellt, wie dies schon öfters vorgekommen und bewilligt worden ist. Es ist daran zu erinnern, dass bei der Rheintaler Grenzschutzübung 1937 mit Einverständnis der liechtensteinischen Regierung schweizerische Patrouillen in Uniform die Verbindung mit den an der Ostgrenze des Ländchens stehenden Grenzwachtposten aufnahmen, ohne dass dies besonders viel Aufsehen erregte. Es ist übrigens vom Regierungschef – allerdings vor dem Umschwung in Österreich – mehrfach versichert worden, dass er z. B. den Durchmarsch schweizerischer Abteilungen von der Luziensteig über Balzers nach Trübbach oder umgekehrt ohne weiteres erlauben würde. Die gelegentliche Anfrage um Zustimmung zu einem solchen Durchmarsch und dessen Durchführung könnten dabei gute Mittel sein, um die Stimmung von Behörden und Volk in Liechtenstein und Vorarlberg zu erproben.

Aus den vorstehenden Darlegungen ergibt sich folgendes: *rein militärisch* wäre ein Anschluss Liechtensteins an die Schweiz oder wenigstens eine sehr enge Militärkonvention durchaus wünschenswert. Die Erklärung der ewigen Neutralität durch Liechtenstein und ihre Anerkennung durch die andern interessierten Staaten könnte eine nützliche Vorstufe hierfür darstellen. Grund-

bedingung ist aber, dass die Bevölkerung *auf die Dauer* einem engen Verhältnis zur Schweiz zugeeignet ist und nicht etwa einem Anschluss oder einer Gleichschaltung zu Grossdeutschland. Diese Frage scheint für den Augenblick noch nicht abgeklärt; die Urteile über die Stimmung in der liechtensteinischen Bevölkerung stehen sich schroff gegenüber. Auf jeden Fall muss einige Zeit abgewartet werden, bis genau beurteilt werden kann, in welcher Hinsicht sich die Sympathien der liechtensteinischen Bevölkerung entwickeln. Dies wird wesentlich mit von der wirtschaftlichen und der Stimmungslage im benachbarten Vorarlberg abhängen. Auch die Stellungnahme des Fürsten ist von Belang, der grosse Güter in Steiermark und im Burgenland besitzt, die ihm unter Umständen enteignet werden können.

Solange diese Verhältnisse nicht abgeklärt sind, ist es aber wohl auch nicht am Platze, erweiterte militärische Rechte, so etwa ein Besetzungsrecht, zu verlangen, da wir auch dieses mit Nutzen nur ausüben könnten, wenn die Bevölkerung auf unserer Seite stünde.

Andererseits kann aber angesichts der hohen Wichtigkeit dieses Gebietes für uns gar nicht in Frage kommen, dass wir etwa jetzt schon, auf unverbürgte Gerüchte von einer starken nationalsozialistischen Strömung im Lande, den Zollvertrag kündigen und so die bedeutenden militärischen Vorteile, die wir haben, ohne Not preisgeben. Dies dürfte und müsste erst dann der Fall sein, wenn wir einwandfrei erkennen müssten, dass die Mehrheit der liechtensteinischen Bevölkerung oder mindestens eine starke und sehr aktive Minderheit uns aus dem Lande haben und sich mehr oder weniger eng an Deutschland anlehnen möchte. Dann allerdings müssten wir rechtzeitig, d. h. bevor von deutscher Seite diplomatischer Druck einsetzen würde, von uns aus die Verträge mit Liechtenstein als unsern Interessen nicht mehr entsprechend kündigen. Soweit ist es aber heute noch lange nicht und es können noch Monate oder vielleicht einige Jahre vergehen, bis man hier klar sieht. Auf die Dauer kann ja das kleine Land nicht eine Schaukelpolitik oder Zwischenstellung zwischen den beiden Ländern betreiben, sondern muss sich klar für das eine oder andere entscheiden.

Angesichts der schweren Nachteile, die der Übergang Liechtensteins in deutsche Hände für uns hätte, dürfen wir also unsere dortigen Positionen keinesfalls ohne zwingende Gründe aufgeben; wir erwähnen nur, dass der Verlust Liechtensteins den Bau der Panixerstrasse oder einer andern gleichwertigen, auch im Winter befahrbaren Verbindung aus der Innerschweiz nach Graubünden erst recht zur unabwendbaren Notwendigkeit machen würde.

Diese Überlegungen empfehlen also u. E. für uns folgendes Verfahren:

1. Unterstützung der liechtensteinischen Bestrebungen zur Erlangung der ewigen und uneingeschränkten Neutralität nach Schweizer Muster.
2. Dauernde Beobachtung der liechtensteinischen Volksstimmung durch unvoreingenommene Beobachter.
3. Vorläufig keine Änderung an den geltenden Verträgen mit Liechtenstein, weder im Sinne der Erweiterung noch der Einschränkung.
4. Gelegentliche – nicht zu häufige – Ersuchen um Erlaubnis zum Durchmarsch von Luziensteig nach Trübbach und Beobachtung der Reaktion der Bevölkerung auf solches Betreten liechtensteinischen Gebietes durch Schweizertruppen.
5. Falls liechtensteinische Neutralität erklärt und allenfalls von den Mächten anerkannt wäre und die Stimmung der Bevölkerung gegen uns günstig, in einem spätern Zeitpunkt zu einer Militärkonvention zu gelangen suchen, die uns erlauben würde, Befestigungen auf liechtensteinischem Boden anzulegen und das Gebiet schon in Friedenszeiten mit unsern Truppen zu betreten. In diesem Falle könnte dann u. E. vielleicht die Verpflichtung übernommen werden, liechtensteinisches Gebiet «im Rahmen unserer Landesverteidigung» zu schützen.

Auf alle Fälle muss aber unseres Erachtens mit grösster Vorsicht und nur schrittweise vorgegangen werden. Für den Augenblick jedenfalls dürften, auch wenn man das ferne Ziel im Auge behält, keinerlei Veränderungen unserer militärischen Beziehungen zu dem Fürstentum vorgenommen werden. Das Politische- und das Militärdepartement werden jedoch in engstem Einvernehmen die liechtensteinische Frage dauernd im Auge behalten müssen, um im gegebenen Augenblick die notwendigen Massnahmen vorzusehen oder noch besser, sie tunlichst durch die liechtensteinische Regierung verlangen zu lassen.

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 91

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 18

Paris, 25. März 1938

Im Verlaufe dieser Woche habe ich bis jetzt 18 Missionschefs, die Präsidenten des Senates und der Kammer, sowie die Herren Massigli und Léger besuchen können. Die Herren Léon Blum und Paul-Boncour waren infolge der bekannten Verhältnisse noch nicht erreichbar. Beim Botschafter Spaniens habe ich telephonisch um Fixierung einer Stunde für einen Besuch nachgesucht. Er hat bis jetzt darauf nicht reagiert.

Sobald ich etwas Zeit finde, werde ich Ihnen über diese vielen Besprechungen, die neben viel inhaltslosem Geschwätz auch manches Interessante zu Tage förderten, berichten. Heute muss ich mich damit begnügen, Sie über die Unterredung zu informieren, die ich heute morgen mit dem Präsidenten der Kammer, Herrn Herriot, hatte. Nachdem er zuerst etwas reserviert war, zeigte er sich nachher von einer überraschenden Offenherzigkeit. Er lobte in höchsten Tönen die Schweiz und insbesondere die Kundgebung vom letzten Montag². Bezüglich der europäischen Frage zeigt er sich ebenso besorgt, ja nervös, wie die Herren Massigli und Léger. Aus seinen Worten sprach ein unbändiger Hass gegen Deutschland, dem nichts heilig sei als «violence et mensonge». Er traut Hitler das schlimmste zu, namentlich einen Angriff auf Frankreich, wenn ihm dies nützlich erscheine und geeignet sei, die dem Duce gegebenen Versprechungen zu erfüllen. In einem solchen Falle, sagt Herriot wörtlich, wird Deutschland nach Ansicht des französischen Generalstabes, von Daladier und der meinigen weder die Maginotlinie angreifen, noch das belgische Gebiet benützen, sondern mit Sicherheit die schweizerische Neutralität verletzen, um den Hauptstoss auf Lyon zu führen. Aus diesem Grunde habe Daladier noch in den letzten Tagen erneute wesentliche Kredite zur Beschleunigung und zum Ausbau der französischen Befestigungen im Jura verlangt.

Bei dieser Situation habe Frankreich vom einmütigen Willen der Schweiz, ihre Neutralität bis zum letzten zu verteidigen, mit grösstem Interesse Kenntnis genommen und hoffe sehr, dass unsere militärischen Vorbereitungen dementsprechend gefördert würden.

Mit Rücksicht auf die Persönlichkeit, die diese Erklärungen abgegeben hat und die Klarheit der geführten Sprache, wollte ich nicht verfehlen, Ihnen, Herr Bundesrat, davon unverzüglich Kenntnis zu geben.

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: sehr wichtig. In Zirkulation. 28.3.38. M.

2. *Cf. N° 239, annexe.*

245

E 1004.1 1/371

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 25 mars 1938

489. Evénements d'Autriche. Visite du Ministre d'Allemagne

Département politique. Verbal

Le Ministre d'Allemagne a rendu visite au chef du département politique, le mercredi 23 de ce mois. M. Motta donne lecture de la notice¹ suivante sur cette visite:

M. Köcher, Ministre d'Allemagne, vient me trouver ce matin à 11 h. 30 et me déclare:

Il est chargé par son Gouvernement de remercier le Conseil fédéral et notamment le Président de la Confédération et le chef du département politique pour la manière compréhensive et amicale («verständnissvolle und freundschaftliche Art») dont ils ont apprécié, dans la déclaration du 21 mars, la situation résultant de l'incorporation de l'Autriche dans l'Allemagne.

Il a ajouté – renouvelant la déclaration déjà faite lors de sa dernière visite au chef du département politique – que s'il y avait encore des craintes au sujet des intentions allemandes quant à² l'intégrité suisse, ces craintes seraient absurdes³.

Il en est pris acte au procès-verbal.

1. *De sa plume, cf. E 2001 (D) 1/197.*

2. *La notice manuscrite de Motta portait au sujet de à la place de quant à.*

3. *Dans la notice manuscrite de Motta absurdes est souligné.*

246

E 2001 (D) 2/7

Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
*au Chef du Département politique, G. Motta*¹

L Confidentielle. Journalistes suisses en Italie. Affaire Casagrande

Rome, 26 mars 1938

J'ai l'honneur de faire suite à mon rapport du 24 mars² et de vous faire savoir que M. Casagrande s'est présenté hier à nouveau à la Légation, ayant reçu entre-temps une lettre de M. le rédacteur en chef Schürch, du 23 de ce

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document: Insister pour que M. Casagrande puisse rester – comme je l'avais déjà expliqué la semaine passée. 28.3.38. M.*

2. *Cf. N° 242.*

mois, lui déconseillant de partir pour le moment d'Italie et lui indiquant de se régler d'après nos conseils.

Nous avons mis au courant M. Casagrande de notre entrevue avec le Directeur général de la Presse, M. le Ministre Rocco. M. Casagrande a absolument contesté avoir prononcé les paroles qui avaient été rapportées comme ayant été dites par lui dans un local public, en septembre dernier. Sur ses insistances catégoriques pour savoir s'il n'y avait pas autre chose contre lui, c'est-à-dire d'autres rapports du Ministère de l'Intérieur ou dénonciations, nous avons estimé de notre devoir de faire alors allusion au fait que certains bruits relatifs à ses habitudes auraient été signalés par la police déjà autrefois. Nous avons d'ailleurs tout de suite ajouté que ces rapports avaient été mentionnés en passant et que l'on nous avait formellement indiqué ne pas y donner un poids particulier et ne pas les retenir au dossier comme entrant en ligne de compte dans la motivation de la demande de départ volontaire. Il n'y avait pas eu d'enquête à cet égard et M. le Ministre Rocco ne désirait pas en parler à M. Casagrande. «A aucun prix, avait-il ajouté, ces bruits ne doivent faire du tort audit correspondant». M. C. a catégoriquement nié avoir quoi que ce soit à se reprocher dans ce domaine. Il s'est montré naturellement surpris et froissé de ce qu'une interprétation incorrecte ait été donnée à des rapports naturels de camaraderie. Nous avons indiqué à notre compatriote que, pour le moment, nous devons attendre de connaître la réponse du Département à notre rapport, après que celui-ci ait pu prendre contact avec la direction de son journal.

Le Président de l'Association de la presse étrangère, M. Vaucher, venu à la Légation, nous a assuré que M. Casagrande, même si son caractère un peu original et bourru lui avait valu le surnom de «Stier von Uri» et attiré quelques observations, jouissait de l'amitié de nombreuses personnes en Italie. Il l'estime, dit-il, un homme foncièrement honnête et indépendant. M. Vaucher ne voit pas sans certaines appréhensions imposer, après le départ forcé de M. Klein, des «Basler Nachrichten», de M. Kary, de la «National Zeitung», tous deux étrangers, et de M. de Muralt, du «Tages Anzeiger», celui de M. Casagrande, du «Bund». Ce serait le quatrième collaborateur de journaux suisses qui devrait partir en moins d'un an et il estime qu'il y a là certainement un signe de pression sur notre presse. Les Anglais et les Américains, eux, ajoutait M. Vaucher, se permettent de bien plus grandes libertés dans les nouvelles qu'ils envoient, sans qu'on ose faire quelque chose contre eux. Le Président de l'Association de la presse étrangère estimait que rien ne pouvait indiquer que M. Casagrande ait manifesté d'une manière anti-italienne ou anti-fasciste, et je dois dire que même si certains faits ont été rapportés d'une manière quelque peu déplacée et maladroite dans des chroniques, nous n'avons pas non plus vu dans les articles qui nous ont été montrés de phrases vraiment offensantes pour l'Italie. Mais, comme nous vous l'avons écrit, c'est l'esprit dans lequel ces articles sont rédigés qui, au dire de M. Rocco, a provoqué la demande de départ à son égard.

M. Vaucher nous a dit qu'à la requête de M. Casagrande, il avait été, il y a une dizaine de jours, chez le Directeur général Rocco pour lui demander quelle était la situation du correspondant du «Bund». M. Rocco lui aurait dit à ce moment que, après l'avertissement qu'il avait donné à M. Casagrande à cause

de ses articles de la dernière décade de février, il considérait l'affaire comme liquidée. On peut donc évidemment se demander si le changement d'attitude survenu depuis lors n'est pas à attribuer à d'autres influences qu'on peut mettre en rapport, par exemple, avec la venue en mai du Chancelier allemand ou à des rapports malveillants.

J'ai tenu à vous rapporter ce qui précède pour compléter les indications contenues dans mon rapport du 24 de ce mois et je demeure dans l'attente de vos obligeantes instructions³.

P. S. M. Casagrande vient à l'instant affirmer que ses collègues suisses et lui sont persuadés qu'il a été l'objet d'une dénonciation et qu'ils soupçonnent un collaborateur du «Presstelegraph» – pas suisse – d'avoir rapporté l'exclamation incriminée que notre compatriote nie avoir prononcée («Schade dass Italien u.s.w.»). D'ailleurs les expressions choisies ne seraient jamais utilisées par M. Casagrande, mais seraient dans le style dudit correspondant.

Je vous prierais de me donner, si possible, vos instructions par télégramme.

3. Cf. N° 252.

247

E 2001 (D) 3/267

*La Division des Affaires étrangères du Département politique¹
au Chef de la Division de Police du Département de
Justice et Police, H. Rothmund*

Copie
L OE

Bern, 26. März 1938

Sie sind bereits im Besitze einer Abschrift des Aide-Mémoire², das der Gesandte der Vereinigten Staaten uns gestern übergab und in dem dem Politischen Departement im Namen seiner Regierung die Frage unterbreitet wird, ob der Bundesrat bereit wäre, mit der Regierung der Vereinigten Staaten an der Bildung eines besonderen, aus Regierungsvertretern zusammengesetzten Komitees mitzuwirken, dem es obliegen würde, die Auswanderung politischer Flüchtlinge aus Österreich und gegebenenfalls auch aus Deutschland zu erleichtern. Es wird an diesen Vorschlag der Vorbehalt geknüpft, dass die nötigen finanziellen Mittel zur Unterstützung dieser Auswanderung von privaten Organisationen der an dieser Frage interessierten Länder aufgebracht würden und dass von keinem Lande verlangt werden soll, eine grössere Anzahl von Auswanderern aufzunehmen als seine derzeitige Gesetzgebung zulässt.

Es dürfte kaum möglich sein, uns der Anregung der amerikanischen Regierung gegenüber grundsätzlich abweisend zu zeigen. Immerhin müsste wohl bei

1. *Le document est signé*: Frölicher.

2. *Du 24 mars, non reproduit.*

der Beantwortung des Memorandums der Vorbehalt gemacht werden, dass die Schweiz, auch wenn sie aus prinzipiellen und menschlichen Erwägungen diesem Problem ihrerseits und in Zusammenarbeit mit anderen Staaten die nötige Aufmerksamkeit zu schenken bereit sei, angesichts ihrer besonderen Lage und der durch ihre ethnischen Verhältnisse gegebenen Bevölkerungspolitik für die betreffenden politischen Flüchtlinge höchstens als Durchgangsland in Betracht kommen könne.

Was den Wunsch der amerikanischen Regierung anbelangt, das Komitee möge seine erste Sitzung in einer Schweizer Stadt abhalten³, so sehen wir, offen gestanden, dieser Perspektive nicht sehr gerne entgegen; denn wir befürchten, dass das Komitee sich vielleicht später entschliessen könnte, weiterhin bei uns zu verbleiben, und wir haben angesichts unserer Einstellung zum Emigrantenproblem augenscheinlich gar kein Interesse daran, dass sich dieser Ausschuss schliesslich bei uns festsetzt.

Für alle Fälle werden wir unsere, bei den in jenem Memorandum genannten andern europäischen Regierungen akkreditierten Gesandtschaften bitten, sich sogleich über die Stellungnahme der betreffenden Staaten zu dieser amerikanischen Anregung zu erkundigen und uns zu berichten.

Wir dürfen Sie jedenfalls bitten, die Anregung der Regierung der Vereinigten Staaten Ihrerseits prüfen und uns Ihre Ansicht über die dem Memorandum zu gebende Folge baldmöglichst bekanntgeben zu wollen⁴.

3. *L'aide-mémoire de la Légation des Etats-Unis disait*: It is suggested purely, as a matter of convenience, that the first meeting be held in some Swiss city as being centrally located.

4. *Cf. N° 262.*

248

E 27, Archiv-Nr. 23318/Bd. 18

*Le Chef du Département militaire, R. Minger,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht*

Copie

L 34/16/1/K/6

Bern, 28. März 1938

Herr Ingenieur v. Gugelberg, Maienfeld, hat unter dem 22. dies folgendes Schreiben dem Politischen Departement im Original, unserm Departement in Kopie zugehen lassen:

«*Fürstentum Liechtenstein betr.*

Unter Bezugnahme auf meine früheren Mitteilungen (16.III.1934, 12. Apr. 1935)¹ möchte ich zur Ergänzung und auf die neuesten Ereignisse Bezug nehmend, zu Ihrer Orientierung Folgendes melden:

1. *Non reproduites.*

Die Bank in Ragaz hat ziemlich viel geschäftliche Beziehungen im Fürstentum, und als Präsident derselben kann ich Manches in Erfahrung bringen. Eine Unterredung, die unser Direktor mit einem der jungen Führer der Oppositionspartei, die sich für den Anschluss an Deutschland einsetzt, mit einem gewissen Alois Beck von Balzers, hatte, bestätigt, was wir von verschiedenen Seiten früher schon hörten. Die Unzufriedenheit der Oppositionsgruppe gründet sich im wesentlichen darauf, dass man die Liechtensteiner Bürger seit etwa 2 Jahren nicht mehr in ihrem alten natürlichen Arbeitsgebiete, der Schweiz, arbeiten lasse. Es kommen hier besonders die Maurer & Gipser – Berufe, an denen wir nebenbei gesagt, zu wenig ausgebildete Fachleute haben – in Frage. Man empfinde dies als eine ungehörige Zurücksetzung und Ungerechtigkeit. Entweder sei man willkommen und dann solle man auch gleich behandelt werden wie die Bürger des Landes, an welches man sich angeschlossen habe, oder man sei unwillkommen und gehe dann besser zu dem Staate, wo man anerkannt und gleich wie die übrigen Bürger behandelt werde. Der Betreffende gab im übrigen zu, dass die Schweiz in vielen Dingen, wohl wo es derselben selbst passe, recht entgegenkommend sei. Er äusserte dann seine Meinung dahin, dass wenn man die Grenze nicht nur für Zoll, Post etc. fallen liesse, sondern auch für die Arbeiter frei geben würde, so würde damit der wesentliche Grund für eine Agitation zum Anschluss an Deutschland dahinfallen. Ein solches Entgegenkommen würde voraussichtlich alle ernstlichen Anschlussbestrebungen zum sofortigen Verschwinden bringen. Einigen wenigen Ausnahmen von Politikern fehle jede nennenswerte Grundlage.

Genau dasselbe sagt auch Ferdinand Fosner von Balzers, der von Beruf Maurer ist und früher immer in der Schweiz gearbeitet hat, mit vielen Kollegen. Nachdem er in der Schweiz nicht mehr arbeiten durfte, hat er in Deutschland Arbeit gesucht und auch in sehr entgegenkommender Weise gefunden. Auch er ist der bestimmten Ansicht, dass die Stimmung gegen die Schweiz sofort und gründlich umschlagen würde, wenn die Liechtensteiner Bürger wieder in der Schweiz arbeiten dürften.

Ich habe nicht notwendig, darauf hinzuweisen, dass es von grösster militärischer Wichtigkeit ist, wenn eine fremde Grenze nicht bis 2 km an den Bahnhof von Sargans heranreicht, und über die Wichtigkeit des Eschenberges zur Sperrung eines Vormarsches vom Arlberg her und des Zuganges nach dem Toggenburg ist wohl kein Wort zu verlieren. Der Einbezug des Fürstentums in unser neutrales Gebiet dürfte schon heute viel weniger leicht möglich sein als noch vor wenigen Jahren. Ich vermag nicht zu beurteilen, ob Gründe vorhanden sind, die es zweckmässig erscheinen liessen, diese Frage nicht abzuklären.

Heute schiene es mir aber der Prüfung wert, ob nicht die Grenzsperrung für liechtensteinische Arbeiter gegen die Schweiz mit sofortiger Wirkung aufzuheben sei.»

Wir haben vorerst die Generalstabsabteilung eingeladen, sich dazu zu äussern und sie teilt uns mit, dass sie die nämliche Orientierung, wie Herr v. Gugelberg sie gibt, in den letzten Tagen ebenfalls von Herrn Fabrikant Kaspar Jenny in Ziegelbrücke, der eine Fabrikfiliale in Vaduz besitzt, erhalten habe; der Chef der Generalstabsabteilung habe sich daraufhin mit Herrn Fürsprecher Kaufmann vom Amt für Industrie, Gewerbe und Arbeit telephonisch in Verbindung

gesetzt und ihn gebeten, ihm über die Möglichkeit allfälliger Massnahmen von Seiten des schweiz. Arbeitsnachweises Kenntnis zu geben². Im weitem macht der Chef der Generalstabsabteilung die Anregung, auch Ihr Departement zu orientieren und es zu bitten, den Arbeitslosen in Liechtenstein wenn immer möglich Arbeit in der Schweiz zuzuweisen. Es mag fraglich erscheinen, ob man so weit gehen kann, aber jedenfalls scheint uns die Frage sehr wohl der Prüfung wert, ob den arbeitssuchenden Liechtensteinern die schweiz. Grenze geöffnet werden darf. Schon damit würde zweifellos die Stimmung gegenüber der Schweiz wesentlich verbessert. An einer solchen Verbesserung aber haben wir wegen der militärischen Bedeutung des Fürstentums Liechtenstein für unsere Landesverteidigung ein sehr starkes Interesse.

2. *Une notice du 25 mars rédigée par A. Jobin, chef de section à l'OFIANT, au premier adjoint du directeur de cet office, M. Kaufmann, dit à ce sujet:* Bekanntlich bestehen zwischen der Schweiz und Liechtenstein besondere Abmachungen handels- und zoll- sowie währungspolitischer Art. Dies hat dazu geführt, dass man sich schon seit mehreren Jahren schweizerischerseits stets bemühte, die Liechtensteiner in arbeitsmarktlicher und fremdenpolizeilicher Hinsicht einer möglichst wohlwollenden Behandlung teilhaftig werden zu lassen. Von jeher konnte sich eine gewisse Anzahl Liechtensteiner im Kleinen Grenzverkehr in unserer Industrie betätigen. Während der Krisenjahre wurden aber verschiedene solche Kräfte, wie übrigens auch schweizerische Arbeitnehmer, wegen Arbeitsmangel abgebaut. Die Wiederezulassung der Liechtensteiner konnte natürlich nur in bescheidener Weise erfolgen nach Massgabe der Aufnahmemöglichkeit unserer Industrie und soweit dies mit den Interessen unseres Arbeitsmarktes einigermaßen vereinbar war. In den letzten Jahren hat sich die liechtensteinische Wirtschaftskammer in Vaduz von Zeit zu Zeit an uns gewandt, um zu erwirken, dass eine grössere Anzahl liechtensteinische Arbeitslose sich in unserem Lande betätigen können. Nach den uns jeweils unterbreiteten Verzeichnissen handelte es sich meistens um Bauarbeiter oder Handlanger sowie Angehörige von Berufen, in denen in der Schweiz immer noch eine erhebliche Arbeitslosigkeit herrschte. Wir konnten trotz bestem Willen nur in ganz vereinzelt Fällen entgegenkommen; eine weitergehende Aufnahme von Liechtensteinern hätte sich stark zum Nachteil unserer eigenen Arbeitslosen ausgewirkt.

Wir haben die ostschweizerischen Arbeitsämter schon seit einigen Jahren wiederholt ersucht, liechtensteinische Arbeitskräfte zu berücksichtigen, sobald sich die Möglichkeit dazu bietet. Diese Arbeitsämter haben sich auch dazu bereit erklärt. Auch wurde der Vorsteher der Wirtschaftskammer in Vaduz, Herr Walser, in den letzten Jahren zur Teilnahme an unsern Regionalkonferenzen der ostschweizerischen Arbeitsämter eingeladen. Wir werden Herrn Walser auch zu der im Mai stattfindenden Regionalkonferenz der ostschweizerischen Arbeitsämter wieder einladen, und er wird auch sicher erscheinen. Die Beziehungen zwischen der Wirtschaftskammer in Vaduz und unserm Amt wie auch mit den ostschweizerischen Arbeitsämtern sind von einem freundschaftlichen Geiste getragen und gestalten sich reibungslos.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 mars 1938

514. Wiedereinführung des Visums für Deutsch-Österreicher

Vertraulich

Das Justiz- und Polizeidepartement berichtet folgendes:¹

«Grosse Sorge bereitete uns anlässlich der jüngsten Ereignisse in Österreich die Erwartung grösserer Zahlen von Flüchtlingen. Der rasche und geordnete Einmarsch der deutschen Truppen und die strenge Kontrolle der Ausreise durch die deutschen Bewachungsorgane haben zwar den unregelmässigen Grenzübertritt von Flüchtlingen oder unerwünschten Elementen auf eine geringe Zahl beschränkt. Da jedoch die Ausreise über die ordentlichen Grenzübergangsstellen mit dem österreichischen Pass nicht gesperrt war und die bereits ergriffenen oder erwarteten Massnahmen gegen die Juden und gegen politische Gegner den Wunsch, das Land so rasch wie möglich zu verlassen, vielseitig aufkommen lassen mussten, brachten die Züge aus Wien über Buchs ständig hauptsächlich jüdische Flüchtlinge. Wir nahmen zunächst eine abwartende Haltung ein, da wir annehmen zu dürfen glaubten, der Hauptstrom der Flüchtlinge, der ja unzweifelhaft von Wien ausgeht, werde sich den zunächst gelegenen Ländern Tschechoslowakei, Ungarn und Jugoslawien zuwenden. Dazu kam, dass die deutsche Ausreisekontrolle in den internationalen Zügen nach der Schweiz schon in Salzburg begann, sodass zu erwarten war, dass nicht allzu viele bis in die Schweiz kommen würden. Etwas beunruhigt hatte uns die Nachricht, dass die *französische Regierung* das Einreisevisum für die österreichischen Pässe wieder eingeführt hatte. Doch wurde diese offenbar etwas überstürzte Massnahme nach wenigen Tagen rückgängig gemacht. Immerhin bleibt die Vorschrift bestehen, dass Reisende mit österreichischem Pass zur Einreise nach Frankreich nur zugelassen werden, wenn sie mindestens 1000 französische Franken auf sich tragen. Da bei der Ausreise aus Deutsch-Österreich nur 20 Schilling in österreichischer und der Gegenwert von 30 Schilling in ausländischer Währung mitgenommen werden darf, besteht in der französischen Vorschrift doch die Gefahr, dass die in die Schweiz Eingereisten ihre Reise nach Frankreich nicht fortsetzen können und bei uns sitzen bleiben. Wir erwarteten, scheint es aber, dass die Grosszahl derer, die sich bis heute nach der Schweiz gewendet haben, Verwandte, Bekannte oder Geld hier haben.

1. En date du 26 mars 1938, il s'agit, en fait, de la proposition du Département de Justice et Police au Conseil fédéral, cf. E 2001 (D) 2/114. Curieusement, le renvoi à la proposition ne figure pas comme d'habitude sur le procès-verbal du Conseil fédéral.

Die Polizeiabteilung hat sich in Verbindung gesetzt mit unseren Vertretungen in Jugoslawien, Ungarn und der Tschechoslowakei. Unsere Gesandtschaft in *Belgrad* hat mitgeteilt, dass das Passvisum wohl im Verkehr mit Deutschland aufgehoben sei, mit Österreich aber bestanden habe und natürlich auch heute für Reisende mit dem österreichischen Pass weiter bestehe. Die Konsulate sind angewiesen, jüdischen Bewerbern gegenüber sehr zurückhaltend zu sein. Der Andrang nach Jugoslawien sei bis jetzt nicht gross. Über *Ungarn* meldet unsere Gesandtschaft in Budapest, dass das Visum für den österreichischen Pass seit 10 Jahren nicht mehr bestehe und dass es auch heute formell nicht wieder eingeführt worden sei. Doch dürften Reisende mit österreichischem Pass die ungarische Grenze zur Ein- oder Durchreise nur überschreiten, wenn ein ungarisches Konsulat eine Bewilligung des Innenministeriums in den Pass eingetragen habe. Die Konsulate müssen also für jeden Fall in Budapest anfragen. Es sollen in Wien täglich bis zu 1500 Gesuche eingereicht worden sein. Da das Visum auch für den deutschen Pass aufgehoben und zu erwarten ist, dass in Deutsch-Österreich künftig nur noch deutsche Passbüchlein ausgestellt werden, beabsichtigt Ungarn, mit der deutschen Regierung Besprechungen aufzunehmen, um die Zureise nach Ungarn von Juden und politischen Emigranten auch mit deutschem Pass zu verhindern. Die *Tschechoslowakei* hat die Grenze für Inhaber österreichischer Pässe grundsätzlich geschlossen. Ausnahmen werden nur gemacht, wenn besondere Beziehungen zum Lande nachgewiesen werden. Die tschechoslowakische Regierung will keine Emigranten zulassen, weil sie sie nur sehr schwer weiterbringt und zur Hauptsache, weil sie nicht neue Schwierigkeiten haben will mit Deutschland. Über *Italien* haben wir erfahren, dass österreichischen Juden nur als Transitreisenden Einlass gewährt werde; die andern würden an der Grenze zurückgewiesen, trotzdem das Visum für den österreichischen Pass nicht besteht. Aus *England* meldet unsere Gesandtschaft, die Regierung beabsichtige, demnächst das Visum wieder einzuführen für alle Österreicher oder frühere Österreicher. Das Home Office sei sehr besorgt um die Einwanderung österreichischer Flüchtlinge und werde von der Regierung die Aufgabe der bisherigen sehr liberalen Politik den Flüchtlingen, namentlich den Juden gegenüber verlangen. Es seien bis zum 22. März ungefähr 350 österreichische Flüchtlinge zugelassen, 60 zurückgewiesen worden; doch sei die Zahl der sich bereits in London aufhaltenden jüdischen Flüchtlinge sehr gross. Unsere Gesandtschaft in London fügt bei, dem Vernehmen nach habe auch *Belgien* das Visum für österreichische Pässe wieder eingeführt; *Holland* habe die Frage ebenfalls in Prüfung.

Das schweizerische Generalkonsulat in Wien hat vom Vorsteher des Passamtes der Staatspolizei Wien folgende Mitteilung erhalten:

«Die Staaten Ungarn, Jugoslawien und die Tschechoslowakei haben in Wien Massnahmen zur Verhinderung eines das normale Mass übersteigenden Zuzugs von Österreichern verlangt. Darauf wurde, nicht durch Verordnung, sondern auf dem Wege der Dienstpraxis des Passamtes verfügt, dass Österreichern die Ausreise an allen Grenzen, auch an der deutschen Grenze, nur noch gestattet ist, wenn ihr Pass einen Vermerk des Passamtes Wien, lautend: «Einmalige Ausreise nach... gestattet», trägt. Dieser Vermerk wird nach Massgabe der besonderen Verhältnisse jedes einzelnen Falles Ariern und unter gewissen

Umständen auch Nichtariern gegeben. Nicht wenige Nichtarier erhalten den Vermerk auf Grund einer Erklärung, sie wollten nicht nach Österreich zurückkehren. Andere Nichtarier wieder erhalten einen Vermerk darum, weil persönliche Gründe oder die Interessen der österreichischen Volkswirtschaft zu Gunsten einer Auslandsreise sprechen. Solche Nichtarier können selbstverständlich jederzeit wieder einreisen. Was die Passformulare anbelangt, so werden vor derhand keine Reichspässe in Österreich ausgegeben. Auch die Ausgabe neuer Pässe erfolgt in der Form der alten österreichischen Formulare. Diese Praxis dürfte sich voraussichtlich bis zum 10. April nicht ändern.»

Angesichts der von andern Staaten gegen den Zustrom österreichischer Flüchtlinge bereits getroffenen und in Aussicht stehenden Massnahmen befinden wir uns in einer recht heikeln Lage. Klar ist, dass die Schweiz wie für die Flüchtlinge aus Deutschland auch für die aus Österreich nur Transitland sein kann. Abgesehen von der Lage unseres Arbeitsmarktes gebietet schon der Grad der Überfremdung die strikteste Abwehr eines längeren Aufenthaltes solcher Elemente. Wenn wir einer unseres Landes unwürdigen antisemitischen Bewegung nicht berechtigten Boden schaffen wollen, müssen wir uns mit aller Kraft und, wo es nötig sein sollte, auch mit Rücksichtslosigkeit der Zuwanderung ausländischer Juden erwehren, ganz besonders vom Osten her. Wir müssen an die Zukunft denken und dürfen deshalb auch nicht nur augenblicklicher Vorteile wegen solche Ausländer zulassen; die Vorteile müssten sich ohne Zweifel bald in die schlimmsten Nachteile verwandeln. Waren wir vor fünf Jahren, beim Beginn der jüdischen Auswanderung aus Deutschland, noch in der Lage, die Grenze offen zu lassen und den Verjagten unbesorgt einen vorübergehenden Aufenthalt zu gewähren, so ist das heute nicht mehr möglich. Es gibt kein aufnahmefähiges europäisches Land mehr, deshalb haben alle in Betracht fallenden Staaten bereits Abwehrmassnahmen ergriffen oder werden es bald tun. Auch können wir nicht erwarten, dass die deutsche Regierung ohne Zwang von der Anwendung der bisherigen für das Reich getroffenen Massnahmen zur Abschiebung der Juden aus Deutsch-Österreich absehen wird. Nach verschiedenen erhaltenen Mitteilungen und nach der ganzen Lage müssen wir gegenteils erwarten, dass ein beträchtlicher Teil der sehr zahlreichen Juden, namentlich aus Wien, werde abwandern müssen. Dazu kommt, dass diejenigen, die ihr Geld nicht rechtzeitig im Ausland angelegt haben, sozusagen mittellos über die Grenze gehen müssen. Es bleibt uns deshalb nichts anderes übrig, als dafür zu sorgen, dass die Auswanderer aus Österreich die schweizerische Grenze erst überschreiten können, nachdem wir festgestellt haben, wohin sie sich von hier aus wenden können.

Wir haben uns zuerst die Frage gestellt, ob wir die notwendige Kontrolle an der Grenze vornehmen könnten. Das geht aber nicht, denn abgesehen davon, dass die Abfertigung der Züge mit Rücksicht auf den Fremdenverkehr rasch vor sich gehen muss, müssten die ständig notwendigen Zurückweisungen von in der Regel weither kommenden Reisenden an der Grenze als brutale Massnahme wirken, die uns zudem international dem Vorwurf des schlimmsten Antisemitismus aussetzen würde. Auch wären die Passbeamten an der Grenze gar nicht in der Lage, die Prüfung richtig vorzunehmen.

Es bleibt uns deshalb nur die Wiedereinführung des Passvisums als wirk-

same Massnahme zur Verhinderung der unkontrollierten Einreise unerwünschter Elemente aus Deutsch-Österreich. Da zu erwarten ist, dass bald nach dem 10. April, an welchem Tage die Volksabstimmung über den Anschluss von Österreich an Deutschland stattfinden wird, auch für die Deutsch-Österreicher der deutsche Pass ausgestellt wird, müssten wir logischerweise das Visum nicht nur für die Inhaber des österreichischen Passes, sondern auch für diejenigen des deutschen Reichspasses einführen, sofern sie in Deutsch-Österreich wohnen. Da der Wohnort stets angegeben wird im Passbüchlein, so wäre das technisch durchführbar. Diese Massnahme drängt sich auch aus dem Grunde auf, weil der Inhaber des deutschen Passes für die Einreise nach Frankreich stets visumpflichtig war, sodass die ehemaligen Österreicher automatisch das Visum zur Einreise nach Frankreich benötigen, sobald sie deutsche Pässe besitzen werden. Wir sind uns jedoch bewusst, dass die Ausdehnung der Visumpflicht auf den deutschen Pass die Reziprozität für den Schweizerpass nach sich ziehen müsste. Diese Massnahme könnte heute auch deshalb eine unnötig ungünstige Auswirkung dem deutschen Reich gegenüber haben, weil die uns interessierenden Flüchtlinge – mit Ausnahme der seiner Zeit nach Österreich geflüchteten, vermutlich nicht sehr zahlreichen Deutschen – alle noch im Besitze des österreichischen Passes sind. Wir sind deshalb der Auffassung, der Bundesrat sollte sich heute darauf beschränken, das Visum nur für den österreichischen Pass wieder einzuführen. Dies immerhin in der Meinung, dass wir zusammen mit dem Politischen Departement prüfen und Ihnen im gegebenen Zeitpunkt Antrag stellen werden, was für Massnahmen zu treffen sind, wenn der österreichische Pass durch den deutschen ersetzt wird. Bis dahin liegen vielleicht auch die Absichten der deutschen Regierung gegenüber den österreichischen Juden klar zu Tage.

Durch die Wiedereinführung des Visums darf der normale Reiseverkehr aus Deutsch-Österreich und der in andern Ländern ansässigen Deutsch-Österreicher nach der Schweiz nicht behindert werden. Die Konsulate müssen deshalb zuständig sein, das einfache Visum und, wo mehrere Reisen beabsichtigt sind, ein Dauervisum sofort, ohne Anfrage bei der eidgenössischen Fremdenpolizei zu erteilen in allen Fällen, in denen nicht eine Einreisebewilligung ohne die Absicht oder ein Verbot der Rückkehr in das Ausgangsland nachgesucht wird. Um die rasche Abfertigung der Gesuche zu ermöglichen, sollten auch die Konsularagenturen in Innsbruck und Bregenz zur Visumerteilung ermächtigt werden. Diesen und dem Generalkonsulat in Wien muss das nötige Personal zur Verfügung gestellt werden.

Die entstehenden Kosten müssen soweit wie möglich gedeckt werden durch die Erhebung einer Gebühr für das Visum. Die Gebühr sollte aber möglichst niedrig angesetzt werden. Wir schlagen vor, zwei Franken zu erheben für das einfache Visum, das von der visierenden Stelle in eigener Zuständigkeit erteilt wird; für das Dauervisum fünf Franken. Für das einfache Visum, das auf Weisung einer schweizerischen Inlandsbehörde erteilt wird, sollten wegen der vermehrten Umtriebe fünf Franken erhoben werden.

Die ohne Visum oder gar ohne Pass an der Grenze erscheinenden Flüchtlinge, die glaubhaft machen, dass sie wegen Gefahr für Leib und Leben das Land verlassen müssen, sind zu behandeln wie die Flüchtlinge aus Deutsch-

land. Auf sie findet der Bundesratsbeschluss vom 7. April 1933² über die Behandlung der politischen Flüchtlinge Anwendung.

Da das Visum an der Grenze erst verlangt werden kann, nachdem seine Wiedereinführung bekannt gemacht und die Instruktionen an die Gesandtschaften und Konsulate sowie an die Grenze erteilt sein werden, sollte die Festsetzung des Tages, an dem Ihr Beschluss in Kraft treten wird, unserem Departement überlassen werden.»

Gestützt auf diese Ausführungen wird antragsgemäss *beschlossen*:

1. Für die Einreise von Inhabern österreichischer Reisepässe wird das konsularische Visum wieder eingeführt.

2. Die Konsularagenten in Innsbruck und Bregenz werden beauftragt und ermächtigt, wie die Gesandtschaften und Konsulate Visa zu erteilen.

3. Dem Generalkonsulat in Wien, sowie den Konsularagenten in Innsbruck und Bregenz wird das politische Departement das durch die Mehrarbeit nötig werdende Aushilfspersonal zuteilen.

4. Es sind folgende Gebühren zu erheben:

Für das einfache Visum, das durch die Auslandsvertretung in eigener Zuständigkeit erteilt wird (ebenso für das einfache Rückreisevisum):

Fr. 2.—

Für das einfache Visum, das nach Rückfrage bei der eidgenössischen oder einer kantonalen Fremdenpolizei oder auf deren Weisung erteilt wird:

Fr. 5.—

Für das Dauervisum (ebenso für das Dauerrückreisevisum):

Fr. 5.—

5. Das eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement und das eidgenössische Politische Departement sind mit der Durchführung dieses Beschlusses beauftragt. Die vom Justiz- und Polizeidepartement zu erlassenden Weisungen regeln die Zuständigkeit für die Erteilung des Visums derart, dass der normale Verkehr von Deutsch-Österreichern nach der Schweiz möglichst wenig behindert wird.

6. Das eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement bestimmt den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Beschlusses. Beim Inkrafttreten übermittelt es das vorgelegte Mitgeteilt an die Presse.

7. Das eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement prüft im Einvernehmen mit dem eidgenössischen Politischen Departement die Massnahmen, die zu ergreifen sind auf den Zeitpunkt des Ersatzes des österreichischen Passes durch den deutschen und stellt dem Bundesrate rechtzeitig Antrag.

2. Cf. RO, 1933, vol. 49, p. 207 et DDS, vol. 10, N° 257.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 mars 1938

515. Kleine Anfrage Musy betr. Auslieferung Grosowska

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 28. März 1938

Am 10. Februar d. J. reichte Herr Nationalrat *Musy* eine kleine Anfrage ein betr. die Freilassung und die Flucht der Lydia Grosowska, die durch den Mord von Chamblandes schwer belastet wurde.

Aus den Akten ergibt sich u. a. folgendes:

Mitte Dezember 1937 verlangten die waadtländischen Behörden unmittelbar bei der Pariser Polizei die Verhaftung der russischen Staatsangehörigen Lydia Grosowska, geb. 1912, die der Mitschuld an der Ermordung des Ignaz Reiss bei Chamblandes¹, Kt. Waadt, beschuldigt wird. Die Verhaftung erfolgte wahrscheinlich am 17. Dezember. Den waadtländischen Behörden kam aber bald die Nachricht zu, die Grosowska sei durch die Anklagekammer des Appellhofes von Paris wieder auf freien Fuss gesetzt worden. Das Finanz- u. Zolldepartement erhielt diese Nachricht am 31. Dezember.

Das Auslieferungsbegehren des Kantons Waadt, das sich auf einen Haftbefehl des kantonalen Untersuchungsrichters stützte, kam dem Departement am 28. Dezember zu. Da es sich als nötig erwies, den Haftbefehl sachlich noch abzuändern, konnte das Auslieferungsbegehren der schweizer. Gesandtschaft in Paris erst am 4. Januar 1938 übersandt werden, die es sofort an das französische Aussenministerium weiterleitete. Immerhin wies das Departement die Gesandtschaft am 29. Dezember telegraphisch an, die Weiterdauer der Haft der Grosowska zu beantragen. Gleichzeitig mit der Stellung des Auslieferungsbegehrens wurde die Gesandtschaft in Paris eingeladen, sich zu erkundigen, ob es zutrefte, dass die Grosowska freigelassen worden sei, und allenfalls aus welchen Gründen die Freilassung erfolgte. Es ist klar, dass das Auslieferungsbegehren ein neues Verlangen auf Verhaftung der Grosowska in sich schloss.

Ein Teil der französischen Presse sprach unverblümt davon, dass die Freilassung der Grosowska allein dem Einfluss der russischen Botschaft in Paris, bei der die Grosowska angestellt gewesen sei, zugeschrieben werden müsse; in eingeweihten Kreisen sei der Fall als «Skandal» bezeichnet worden.

Nach der Auffassung des Justiz- u. Polizeidepartements, die sich mit derjenigen der Gesandtschaft in Paris deckt, ist kaum daran zu zweifeln, dass die Freilassung der Grosowska tatsächlich sovietrussischen Einflüssen zuzuschreiben ist. Andererseits war nicht zu erwarten, dass die französische Regierung dies zugeben konnte. Sie hat die ihr von der Gesandtschaft gestellten Auskunftbegehren beantwortet, und wenn auch für die Freilassung der Grosowska

1. Cf. N° 125, *annexe*.

etwas fadenscheinige Gründe angegeben wurden, so muss man sich mit der Tatsache der Flucht der Angeschuldigten abfinden. Dagegen erscheint es dem Departement angebracht zu sein, dem französischen Aussenministerium noch zur Kenntnis bringen zu lassen, dass die Behandlung des Falles mit den Vorschriften des Auslieferungsvertrages nicht in Übereinstimmung zu bringen sei, an welche sich auch die in Frankreich gesetzlich zuständigen Gerichtsbehörden zu halten hätten. Nach diesen Vorschriften hätte die Grosowska sofort nach Eingang des auf dem diplomatischen Weg gestellten Verhaftungsbegehrens wieder verhaftet werden müssen.

In Übereinstimmung mit dem Politischen Departement beantragt das Justiz- u. Polizeidepartement und der Rat *beschliesst*:

1. Die kleine Anfrage Musy² wird gemäss vorgelegtem Entwurf² beantwortet.

2. Das Justiz- u. Polizeidepartement wird durch Vermittlung der schweizer. Gesandtschaft in Paris dem französischen Ministerium des Auswärtigen die am Schluss der obenstehenden Erwägungen empfohlene Mitteilung zukommen lassen.

ANNEXE

KLEINE ANFRAGE MUSY

«Am 1. Februar d. J. hat die Agentur Havas mitgeteilt, dass die durch den Mord von Chamblandes schwer belastete Lydia Grosowska in Paris verhaftet und hierauf unter Leistung einer Kaution provisorisch wieder freigelassen worden sei. Es soll ihr inzwischen gelungen sein, die Grenze zu überschreiten und sogar nach Moskau zurückzukehren.

Welche Schritte hat der Bundesrat unternommen, um die Auslieferung von Lydia Grosowska, eines der Urheber des auf Schweizerboden verübten Mordes am früheren Sovietagenten Reiss, zu erreichen?

In der Presse wurde auch die Nachricht verbreitet, dass die sovietrussische Botschaft in Paris sich zu Gunsten der provisorischen Freilassung von Lydia Grosowska verwendet habe.

Ist dem Bundesrate hierüber etwas bekannt? Welche Schritte gedenkt er angesichts dieser Ereignisse, die von der Presse als «beunruhigende Tatsachen» bezeichnet werden, zu unternehmen?»

ANTWORT DES BUNDESRATES VOM 28. MÄRZ 1938

Mitte Dezember 1937 beantragte die waadtländische Polizei unmittelbar bei der Pariser Polizei die provisorische Verhaftung der russischen Staatsangehörigen Lydia Grosowska, die der Mitschuld an der Ermordung des Ignaz Reiss in der Nähe von Lausanne beschuldigt wird. Die Verhaftung anzuordnen steht nach den Bestimmungen des schweizerisch-französischen Auslieferungsvertrages im Ermessen der ersuchten Behörde, solange das Haftbegehren nicht auf diplomatischem Wege bestätigt oder das Auslieferungsbegehren nicht offiziell eingereicht ist. Die Grosowska wurde zwar am 17. Dezember in Paris verhaftet, jedoch wieder freigelassen, bevor das diplomatische Haftbegehren bestätigt und der offizielle Auslieferungsantrag (anfangs Januar 1938) eingereicht werden konnte. Das Auslieferungsbegehren wurde ausdrücklich aufrechterhalten und die Wiederverhaftung der Grosowska unter Berufung auf den Auslieferungsvertrag verlangt. Da diese neue Verhaftung nicht stattfand, wurden bei der französischen Regierung Vorstellungen erhoben.

2. *Reproduits en annexe.*

Das französische Ministerium des Auswärtigen gab bekannt, dass die Anklagekammer des Appellhofes in Paris die Grosowska tatsächlich am 20. Dezember mit Rücksicht auf die Erkrankung ihres kleinen Kindes, gegen Leistung einer Kaution, auf freien Fuss gesetzt hatte, worauf die Angeschuldigte die Flucht ergriff. Das Ministerium bedauerte diese, wies aber darauf hin, dass die Freilassung durch die richterliche Gewalt verfügt worden sei; die Verwaltungsbehörden seien nicht befugt gewesen, diesen Gerichtsentscheid zu überprüfen. Übrigens sei der Freilassungsbeschluss am 24. Januar 1938 rückgängig gemacht worden, was zur Folge habe, dass die Grosowska verhaftet werde, wenn sie wiederum auf französischem Boden betroffen werde.

Diese Antwort veranlasst die Bundesbehörden, dem französischen Aussenministerium zur Kenntnis bringen zu lassen, dass die Vorschriften des Auslieferungsvertrages, an die auch die französischen Gerichtsbehörden gebunden seien, nicht strikte beachtet wurden. Nach diesen Vorschriften hätte die Grosowska sofort nach Eingang des auf diplomatische Wege gestellten Verhaftungsbegehrens wiederum festgenommen werden müssen.

Ob die in der Presse verbreitete Nachricht zutrifft, die sowjetrussische Botschaft in Paris habe sich für die Freilassung der Grosowska verwendet, kann der Bundesrat nicht feststellen.

251

2001 (D) 4/1

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie
L I-B-36

Paris, 29. März 1938

Diesen Nachmittag wurde ich vom Regierungspräsidenten, Herrn Léon Blum, empfangen. Die Unterredung dauerte circa 40 Minuten und zwar ausgerechnet während der Zeit, da das Hôtel Matignon durch eine Bande von ungefähr 20 «croix de feu» besetzt war, die beim Ministerpräsidenten zu einer ihm aufgezwungenen «Audienz» erscheinen wollten. Im Moment meines Weggangs parlamentierten die Polizisten noch für eine freiwillige Räumung! Herr Blum machte den Eindruck eines physisch und namentlich nervös ganz ausserordentlich hergenommenen Menschen, der sich kaum mehr aufrecht erhält und der zweifellos unter den ungeheuren Schwierigkeiten seiner Aufgabe auch moralisch stark leidet und nahe am Zusammenbrechen ist. Umsomehr musste ich es schätzen, dass er mich ungemein freundlich empfangen und für die Schweiz Worte wirklich warmer Freundschaft gefunden hat. Er bezeichnete die Kundgebung im schweizerischen Parlament als ein Beispiel von Einigkeit und Vernunft und bedauerte, dass ihm bis jetzt eine ähnliche Einigung des Volkes nicht gelungen sei. Er gab zu, dass die Bedeutung der Schweiz für Frankreich in den letzten Wochen stark gestiegen und die Schweiz eigentlich der vorge-schobene Posten der Demokratien geworden sei.

Ich wollte diese Gelegenheit nicht unbenutzt vorbeigehen lassen, ohne das Terrain für die Entscheidung der Neutralitätsfrage vorzubereiten. Ich sagte deshalb, dass die Kundgebung im schweiz. Parlament eine doppelte gewesen

sei. In voller Einmütigkeit habe man sich nicht nur entschlossen erklärt, die schweizerische Unabhängigkeit unter allen Umständen und mit allen Mitteln zu verteidigen, sondern auch ebenso bestimmt den Willen dokumentiert, die volle Neutralität zurückzugewinnen. Ich hoffte sehr, bei diesem Bestreben auf die volle Unterstützung der französischen Regierung rechnen zu können. Auf seinen ausdrücklichen Wunsch setzte ich ihm kurz den Unterschied zwischen differentieller und integraler Neutralität auseinander und erklärte, dass wir von jeder Verpflichtung bezüglich des Artikels 16 befreit werden müssten.

Herr Blum erklärte spontan, er habe für unsere Lage volles Verständnis und sei persönlich, ohne der Entscheidung der Regierung vorzugreifen, zu weitgehendem Entgegenkommen bereit. Er fügte aber sofort bei, dass die öffentliche Meinung Frankreichs unseren Schritt eben doch als Abkehr von der S.D.N. und ihren Grundsätzen betrachten werde und dass man ihn deshalb nicht rein negativ gestalten sollte. Die Schweiz sollte sich seines Erachtens bei diesem Anlass von möglichst vielen Staaten, jedenfalls von allen Signatarstaaten von 1815, ihre Neutralität ausdrücklich garantieren, bzw. neu garantieren lassen. Er konnte nicht verstehen, warum sich die Schweiz diese einzigartige Gelegenheit, ihre neutrale Situation zu befestigen, entgehen liesse. Er liess deutlich durchblicken, dass ihm namentlich daran gelegen wäre, dass England einen solchen Schritt tun würde. Der gedankliche Zusammenhang mit der aktuellen Frage der Tschechoslowakei war unverkennbar.

Ich verhielt mich sehr vorsichtig und bemerkte lediglich, dass der Bundesrat meines Wissens kaum die Absicht habe, diese Frage aufzuwerfen, da die schweizerische Neutralität ja nie von irgendwelcher Seite in Frage gestellt worden sei und es unter Umständen nicht zweckmässig sein könnte, selber eine solche Frage aufzuwerfen. Er insistierte ziemlich stark, betonte aber mehrfach, er habe die Frage weder eingehend studiert, noch mit seinen Kollegen besprochen und äussere lediglich spontan eine persönliche Empfindung. Er bat darum, dass wir diese Frage studieren sollten, um ihm unsere Stellungnahme dazu mitteilen zu können.

Ich bitte deshalb um Instruktionen für den Fall, dass diese Frage weiter Gegenstand der hiesigen Besprechungen werden sollte¹.

1. *Par lettre du 5 avril, G. Motta prit position ainsi:* En nous référant à votre lettre du 29 mars et pour faire suite à votre entretien téléphonique avec M. Bonna, nous avons l'honneur de vous confirmer qu'il n'y a pas lieu de retenir la suggestion que vous a faite M. Léon Blum quant à une nouvelle reconnaissance de notre neutralité de la part des Etats signataires de l'Acte du 20 novembre 1815. Cette confirmation n'ajouterait rien à l'état de droit actuel; elle comporterait, tout considéré, plus d'inconvénients que d'avantages. A trop repeindre l'enseigne, on la gâte. Il est à noter d'ailleurs que, si la Prusse figurait bien parmi lesdits Etats signataires, l'Italie – et pour cause – en est absente. Or, il est assez probable que, par «Etats signataires de 1815», M. Blum voulait viser un Etat comme l'Italie. La formule proposée n'est donc pas adéquate. Votre interlocuteur aurait dû plutôt faire état de l'article 435 du Traité de Versailles, qui a été accepté, lui, et par l'Allemagne et par l'Italie.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas, du moins pour le moment, à nous préoccuper de l'attitude de l'Allemagne et de l'Italie à l'égard de notre neutralité. C'est, au surplus, l'avis très net qui a été exprimé dans une de nos Commissions parlementaires. Ce qui importe, c'est de modi-

Ich möchte lediglich noch berichten, dass auch Herr Blum spontan das Gleiche erklärte, was mir Herr Herriot gesagt hatte: Im Falle eines deutschen Vorstosses ginge dieser nach französischer Ansicht nicht mehr durch Belgien, sondern durch die Schweiz. Auch er sprach von den französischen Befestigungen im Jura.

Ich bemerkte, dass wir angesichts der kategorischen und wiederholten deutschen Erklärungen in keiner Weise beunruhigt seien und übrigens unsere Wehrbereitschaft ausser Frage stehe. Jedenfalls müsse es auch im Interesse Frankreichs liegen, uns eine absolut unantastbare neutrale Situation zu verschaffen, die jedem Gefährlichen auch nicht den allergeringsten Vorwand zu einer Verletzung schweizerischen Gebietes geben könnte. Er gab dies zu.

Ich muss mich für heute mit diesen Mitteilungen begnügen und werde sobald als möglich einen zusammenfassenden Bericht über die hier gepflogenen Besprechungen und Besuche erstatten.

fier au plus vite notre statut dans la Société des Nations en amenant les Etats membres à reconnaître notre neutralité intégrale dans le système du Pacte.

Nous regretterions que notre initiative fût mal interprétée en France, mais le fait est que nous marquons bien, dans notre mémorandum, le désir dont nous sommes animés de rester fidèle à la Société des Nations. Nous insistons suffisamment, croyons-nous, sur ce point.

252

E 2001 (D) 3/16

*Le Suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, H. Frölicher,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

Copie

L RC Confidentielle

Berne, 30 mars 1938

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos lettres du 4¹ et du 24 mars² concernant le cas du journaliste suisse M. *Casagrande*, correspondant à Rome du «Bund» et du «St. Galler Tagblatt».

Nous vous remercions vivement de ces communications, qui ont retenu toute notre attention. Il en ressort à l'évidence que ce journaliste a, par ses correspondances et des propos imprudents, sérieusement compromis sa situation à Rome et que les chances qu'il aurait de regagner la confiance des autorités italiennes sont très restreintes.

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. N° 242.*

Les rédactions du «Bund» et du «St. Galler Tagblatt»³ nous demandent d'intervenir auprès du Gouvernement italien afin que la mesure d'expulsion dont M. Casagrande est menacé ne soit pas mise à exécution. Ces journaux relèvent notamment que M. Casagrande, en cessant son activité à Rome, se trouverait sans moyens d'existence.

Tout en comprenant combien une action en faveur de M. Casagrande devient délicate et difficile, nous estimons que nous devons donner suite à cette demande. On peut, en effet, faire valoir qu'une fois expulsé d'Italie, M. Casagrande échappera à tout contrôle et risque de nuire davantage aux bonnes relations entre les deux pays que s'il reste à Rome, où on peut espérer que la leçon portera ses fruits.

Nous vous serions donc très obligés de bien vouloir tenter cette démarche en sa faveur, en demandant aux autorités italiennes de renoncer, pour le moment, à la mesure d'expulsion envisagée⁴.

De notre côté, nous avons cherché à faire comprendre aux deux journaux en question que, si M. Casagrande était autorisé à prolonger son séjour en Italie, un réel effort de sa part serait nécessaire pour mettre fin aux suspicions dont il est l'objet et qu'il serait donc souhaitable de l'y encourager.

3. Cf. les lettres non reproduites d'E. Schürch, du 23 mars, et d'E. Flückiger, du 25 mars, à Motta.

4. Le Ministre Ruegger rend compte des démarches qu'il a entreprises dans une lettre du 7 avril à Motta. Le 11 avril, il écrivait à Motta: Malheureusement, M. Alfieri vient de me faire savoir, par la communication dont double copie ci-jointe, qu'il n'a pas pu faire modifier la décision prise à l'égard de M. Casagrande. Il s'agirait non pas d'une sanction pour son attitude récente, mais d'une mesure décidée à la suite de modes d'agir répétés malgré les avertissements précédents et après qu'il ait donné l'assurance de se comporter de manière à ne pas donner lieu à des observations de la part des autorités gouvernementales. La communication ne contient pas d'autres précisions.

253

E 27, Archiv-Nr. 3609

*Conférence des Présidents des
Groupes parlementaires¹ et de Partis des Chambres fédérales
avec le Chef et des représentants du Département militaire*

Bern, 31. März 1938

PROTOKOLL DER KONFERENZ MIT FRAKTIONS-
UND PARTEIPRÄSIDENTEN DER EIDGENÖSSISCHEN
RÄTE VOM 31.3.38²

Bundesrat Minger orientiert über die Vorgeschichte der Verstärkung der Landesverteidigung und über den im Jahre 1931 an den damaligen Chef der Generalstabsabteilung, Oberstkorpskommandant Roost, erteilten Auftrag, die Vorarbeiten für eine Änderung der Truppenordnung zu beginnen. Vorerst war es die Sorge um eine Erneuerung und Vermehrung des Kriegsmaterials die dem eidg. Militärdepartement Anlass gab, den eidg. Räten und dem Volke verschiedene Vorlagen zu unterbreiten. Mit der zunehmenden Aufrüstung in unsern Nachbarstaaten machte sich für die Schweiz die Notwendigkeit geltend, im Jahre 1935 die Ausbildungszeiten unter entsprechender Verlängerung der Rekrutenschulen vorzuschlagen. Anschliessend daran erfolgte die Auflage der Wehranleihe mit ihrem neuen Kreditbedarf von 235 Millionen. Als vorläufiger Abschluss ist im Jahre 1936 die neue Truppenordnung gutgeheissen, und auf 1. Januar 1938 in Kraft gesetzt worden.

Es handelt sich vor allem darum festzustellen, ob wir heute auf Überfälle vorbereitet sind. Der Bau der Befestigungen namentlich an der Nordfront ist sehr weit fortgeschritten und die Beendigung noch in Arbeit befindlicher Werke wird beschleunigt. Der neu organisierte Grenzschutz hat Gelegenheit dieses Frühjahr erstmals zu üben und seine rasche Einsatzmöglichkeit unter Beweis zu stellen. Gegenüber den dringenden Aufgaben der Vermehrung und Verbesserung des Materials, der Verlängerung der Ausbildungszeiten und der Einführung der neuen Truppenordnung, ist die Frage der Reorganisation der Armeeführung vorläufig noch etwas hinausgezogen worden. Die Landesverteidigungskommission ist jedoch in nächster Zeit zu einer Sitzung einberufen, an

1. *Il faut au moins cinq membres à un parti pour former un groupe parlementaire.*

2. *Etaient présents:* Vorsitzender: Bundesrat Minger.

Bundesrat Obrecht sowie die Herren Nationalräte Vallotton, L.F. Meyer, Walther Luzern, Dollfus, Nietlispach, Stähli Bern, Reichling, Krügel, Gysler, Grimm, Oprecht, Bringolf, Stäubli, Wüthrich, Müller Grosshöchstetten, Anliker, Müller Aarberg, die Herren Ständeräte Béguin, Schöpfer, Zust, Pfister, Klöti.

Vom E.M.D. waren ausserdem anwesend die Herren Oberstkorpskommandant Labhart und Wille, Oberstdivisionär Bandi und Oberst Fierz.

Le procès-verbal est signé: Bracher.

der auch diese Frage eingehend zur Sprache kommen soll. Das eidg. Militärdepartement legt im übrigen Wert auf die Feststellung, dass die Angelegenheit der Verlängerung der Wiederholungskurse und der Einführung neuer Kurse für Grenz- und Territorialtruppen schon vor den Vorgängen in Österreich von der Landesverteidigungskommission besprochen wurde.

In letzter Zeit ist gegen angeblich frontistische Offiziere in der Armee ein heftiger Angriff insbesondere der Linkspresse ausgelöst worden. Es sollte vermieden werden, dass gestützt auf einige wenige Ausnahmen eine Verallgemeinerung eintritt. Das E.M.D. hat in letzter Zeit verschiedentlich mit aller Deutlichkeit bekundet, dass es gegen extrem eingestellte frontistische Offiziere mit aller Strenge einschreiten wird. Es darf von denjenigen Seiten, denen die Fronten hauptsächlich Anlass zu Beschwerden geben, nicht vergessen werden, dass die Fronten immer für die Armee eingetreten sind, auch zu einem Zeitpunkt, als das Bekenntnis zur Landesverteidigung noch lange nicht allen Parteien geläufig war. Im übrigen wird der Bundesrat Gelegenheit haben, bei der Beantwortung der Interpellation Bringolf³ zu der ganzen Frage Stellung zu nehmen.

Im Anschluss an diese einführenden Worte berichtet der Vorsteher des E.M.D. über die in der letzten Sitzung der Landesverteidigungskommission gefassten Beschlüsse betreffend die Verlängerung der Wiederholungskurse, der Einführung von Kursen für Grenz- und Territorialtruppen, der Aufstellung neuer Offizierskurse, der abgeänderten Wahlart des Generals sowie der Ausdehnung der Zerstörungsvorbereitungen in den verschiedenen Grenzzonen. Zur Frage der Verlängerung der Ausbildungszeit sind dem E.M.D. zahlreiche Eingaben zugekommen und die Urheber aller Vorschläge streiten sich heftig über die Bevorzugung des einen oder andern Systems. Das E.M.D. beabsichtigt, alle diese Vorlagen beförderlichst auszuarbeiten und den Räten in der Juni – Session zu übergeben. Zu diesem Zwecke wäre es wertvoll, heute schon die Auffassung der Fraktionspräsidenten und Parteispitzen zu hören, weshalb das E.M.D. sich erlaubt hat, die heutige Konferenz einzuberufen.

Um den Herren National- und Ständeräten über den Stand unserer Rüstungen noch weitere Aufschlüsse zu geben, gibt der Chef der kriegstechnischen Abteilung, Oberst Fierz, den Stand des Fortschrittes der Fabrikationsarbeiten bekannt.

In der anschließenden Diskussion werden folgende Meinungen zu den verschiedenen Fragen bekanntgegeben.

Nationalrat L.F. Meyer hält eine Abänderung der Wahlart des Generals im Sinne einer Kompetenzübertragung an den Bundesrat für durchaus gegeben. Der Sprechende möchte aber nicht mit der Neuerung halbwegs stehen bleiben,

3. *L'interpellation du Conseiller national W. Bringolf et du Conseiller aux Etats E. Klöti était ainsi libellée: Verstärkung der Landesverteidigung.* Der Bundesrat wird eingeladen, in der Dezembersession den eidgenössischen Räten Bericht zu unterbreiten über:

1. den Stand der Kriegsbereitschaft unserer Armee und die Ordnung des Armeekommandos;
2. eine beschleunigte weitere Verstärkung der Landesverteidigung;
3. die Deckung der dadurch notwendig werdenden Auslagen durch ein Wehropfer vom Vermögen.

sondern anregen, dass der General schon in Friedenszeiten zu wählen ist, unbeschadet des Titels den man ihm in Friedenszeiten zuerkennen will. Es muss ein Aufbau geschaffen werden der es zulässt, dass schon in Friedenszeiten der geeignete Mann bezeichnet wird, um sich auf die schwere Verantwortung entsprechend vorbereiten zu können, und der auch die entsprechende Einwirkung auf die Ausgestaltung der Landesverteidigung besitzt. Es ist bezeichnend, dass ausgerechnet in Frankreich unter der 1. Volksfrontregierung die Zusammenfassung der höchsten militärischen Befugnisse erfolgte, ohne dass dadurch irgendwelche Zweifel entständen, dass dies mit demokratischen Grundsätzen nicht vereinbar sei. Neben dieser Neuordnung der Wahl des Generals erachtet Nationalrat Meyer eine gründliche Reform der Landesverteidigungskommission als dringend notwendig. Der Einfluss der Verwaltung in der Landesverteidigungskommission darf nicht zu stark sein, denn sie ist vor allem militärischer Berater. Die grossen Erfahrungen ehemaliger Heereseinheitskommandanten sollten in der Landesverteidigungskommission noch zur Geltung kommen können, weshalb es sich empfiehlt, für die Heereseinheitskommandanten eine Altersgrenze zu schaffen und sie nach Niederlegung des Kommandos in die Landesverteidigungskommission aufzunehmen.

Zur Frage zur Ausdehnung der Ausbildung bekundet der Sprechende seine Zustimmung zu den vorgebrachten Lösungen und gibt einzig zu erwägen, ob nicht ein weiterer W.K. in der Landwehr eingeführt werden sollte. Es ist gut, dass man sich die Lösung der Frage über die Verlängerung der Rekrutenschulen noch offen gelassen hat. Zu hoffen ist, dass der obligatorische, turnerische Vorunterricht, nicht wie der bewaffnete fallen gelassen wird, denn er ist dringend notwendig. Endlich ist an eine Vermehrung des Instruktions-Korps und eine finanzielle Besserstellung der Berufsoffiziere zu denken.

Aus den Mitteilungen von Oberst Fierz gehe hervor, dass in der Materialbeschaffung schon vieles geleistet worden sei. Es frage sich lediglich, ob dabei unsere E.T.H. bei der Beurteilung von fach-technischen Fragen in genügendem Masse herangezogen wird. Zu wünschen wäre, dass von Seiten der aktiven Offiziere eine Behandlung militärischer Fragen in der Presse in Zukunft unterbleibt. Dafür hätte das E.M.D. für eine genügende Orientierung der Bürger zu sorgen und diese Massnahmen nicht privater Initiative zu überlassen.

Mit der Vereinigung von Österreich mit dem deutschen Reich ist die Situation unserer Nordgrenze verschlimmert worden. Es drängt sich deshalb der Gedanke auf, dass gleich wie im Westen, auch im Osten ein St. Maurice zu schaffen ist, wobei es den militärischen Instanzen überbleibt, die günstigste Aufstellung der Festung zu prüfen. Das Schweizervolk muss den Mut aufbringen, zum Schutze des Landes gleichviel, wenn nicht mehr als seine Vorfahren zu leisten, und wenn wir uns in Erinnerung rufen, was früher in Befestigungsbauten erstellt wurde, so ist die Forderung nach einer Ostfestung keineswegs übertrieben. Zum Schutze von Städten, Industriezentren und Verkehrsknotenpunkten sind ausserdem regional gebundene Flab-Stützpunkte einzurichten. Es ist mit Sicherheit zu erwarten, dass das Volk eine Wehrspende heute ebenso willig auf sich nimmt, wie die Wehranleihe.

Letzten Endes bleibt noch zu prüfen, ob alle Vorlagen des E.M.D. dem etwas umständlichen und langsamen Wege der ordentlichen Gesetzgebung zu über-

lassen sind, oder ob nicht viel besser dem Bundesrat in dieser Beziehung weitgehende Vollmachten eingeräumt werden. Es ist zuzugeben, dass derartige Vollmachten kaum über das hinausgehen, was vor kurzer Zeit dem Volkswirtschaftsdepartement in weniger dringenden Augenblicken ebenfalls zugestanden wurde.

Nationalrat Walther tritt für die Verlängerung der Ausbildung im Sinne der Vorschläge des E.M.D. ein und erwähnt, dass schon in den Jahren 1904–06 eine Verlängerung der damaligen Rekrutenschulen auf 6 Monate geprüft wurde. Zur Generalswahl gibt der Sprechende die wenig erhebenden Einzelheiten bekannt, die der Generalswahl von 1914 vorausgegangen sind. Die damaligen Vorgänge waren ein Zerrbild der Demokratie. Die Änderung heute somit ein absolutes Bedürfnis.

Nationalrat Grimm. Für die sozial-demokratische Fraktion ist weniger die Frage der Generalswahl ausschlaggebend, als die Lösung der Kompetenzausscheidung zwischen militärischer und ziviler Oberhoheit. Bevor deshalb an die Lösung der Änderung der Generalswahl herangetreten wird, ist über die Frage der Kompetenzen Erklärung und Zusicherung abzugeben.

Mit der Verlängerung der Ausbildungszeit hängt eng zusammen die Gestaltung der Lohnzahlungen während dem verlängerten Dienst, da die heutige Notunterstützungen in keiner Weise für eine längere Dauer ausreichen, um die Familien der Einrückungspflichtigen zu unterhalten.

Ständerat Klöti hat soeben eine Eingabe ausgearbeitet betreffend die frontistischen Offiziere⁴ und wird diese dem E.M.D. übergeben in der Hoffnung, dass nicht nur der Wille zur Änderung besteht, sondern auch sichtbare Massnahmen getroffen werden, die das Volk zu beruhigen vermögen.

4. *Cette adresse, du 31 mars 1938 également* (E 27, Archiv-Nr. 4726), *avait la teneur suivante:* Da ich heute Abend an einer Sitzung in Zürich teilnehmen muss, bin ich gezwungen, die Sitzung vorzeitig zu verlassen.

Ich gestatte mir daher schriftlich eine Bemerkung betr. die *frontistischen Offiziere* zu machen. Die Ausführungen, die diesbezüglich heute uns vorgetragen wurden, erscheinen mir nicht befriedigend. Das Volk muss *Vertrauen* in das Offizierskorps haben. Wegen der faschistischen Einstellung eines Teiles der Offiziere ist das Vertrauen noch nicht befriedigend. Das *ganze* Offizierskorps hat unter der undemokratischen Einstellung eines kleinen Teiles zu leiden. Diesem Übelstand wird am besten dadurch begegnet, dass die Offiziere *selbst von sich aus* für Ausmerzung frontistischer Elemente sorgen. Es könnte dies m. E. dadurch geschehen, dass die *Schweiz. Offiziers – Gesellschaft* zunächst in ihren Reihen den Reinigungsprozess durchführt. Da sie eine private Gesellschaft ist, kann sie die Mitgliedschaft von einem unzweideutigen Bekenntnis zur Demokratie abhängig machen.

Ein solches Vorgehen wäre event. eine *Vorstufe* für eine praktische Ausmerzung unzuverlässiger Elemente durch das Militärdepartement.

Geht die Initiative von den Offizieren selber aus, dann vermeidet man, dass das unerlässliche Vorgehen gegen unzuverlässige Elemente mit einer Schwächung des Vertrauensverhältnisses zwischen Volk und Offizieren verbunden ist. Es würde im ganzen Volke den besten Eindruck machen. sig. Ständerat Klöti

Ich unterstütze diese Vorschläge und würde es sehr begrüßen, wenn noch *vor* der Behandlung der Interpellation im Nationalrat eine Abklärung in dieser Sache herbeigeführt werden könnte. Das könnte manches erleichtern. sig. Nationalrat Bringolf.

Nationalrat Stähli teilt die Auffassung des E.M.D. bezüglich der Verlängerung der W.K. Von einer Verlängerung der Rekrutenschulen möchte er dagegen abraten. Zu prüfen wäre, ob nicht die Zuständigkeit zur Verlängerung oder Verkürzung der Ausbildung der Bundesversammlung übertragen werden könnte, um damit zu vermeiden, dass das Volk allzuhäufig befragt werden muss, was immer umständlich ist. Mit dieser Lösung wäre auch die Möglichkeit gegeben, dass in spätern ruhigeren Zeiten wieder gewisse Einschränkungen vorgenommen werden könnten.

Nationalrat Krügel. Es ist bemüht festzustellen, dass immer noch eine grosse Zahl von Arbeitgebern während dem Militärdienst keinen Lohn auszahlen und überdies Leute die längere Zeit im Militärdienst sind kurzerhand entlassen. Dies sollte unbedingt geändert werden.

Nationalrat Wüthrich vermerkt die erfreuliche Feststellung, dass heute sämtliche Parteien einig sind in der Frage der Verstärkung der Landesverteidigung. In der Ausbildung und in der Kriegsmaterialbeschaffung sollte eine vermehrte Einheitlichkeit eintreten. Es ist bedauerlich, dass die Truppenoffiziere über die Anschaffung von Kriegsmaterial jeweils nicht befragt werden. Im übrigen stimmt er den Vorschlägen des E.M.D. zu.

Die Ausbildung der jungen Flieger muss mehr gefördert werden und endlich drängt sich eine Umbewaffnung der Feldartillerie auf. Das Flugmaterial sei stark im Rückstand und die K.T.A. trage hiefür eine schwere Verantwortung. Die Verjüngung der obersten Truppen-Kommandanten durch Festsetzung einer Altersgrenze sei zu begrüssen und endlich wäre eine Verstärkung des Grenzschutzes und ein besserer Nachrichtendienst sehr von Nöten.

National Müller Grosshöchstetten bedauert, dass infolge Zeitmangel wichtige Fragen heute nicht zur Sprache kommen konnten: so z. B. die Benzinversorgung, die Gestaltung der politischen Neutralität in der Armee und die Belange der Kriegswirtschaft. Es ist zuzugeben, dass die Wahl des Generals rasch von statten gehen muss, das wird aber auch möglich, wenn wie bis anhin die Kompetenz bei der Bundesversammlung verbleibt.

Nationalrat Oprecht verlangt vor allem eine sofortige Reorganisation des E.M.D. und wünscht Aufschluss über Anstellung beim B.B.B. und der K.T.A. Für die Generalswahl und die Verlängerung der Ausbildungszeiten kann er sich der Auffassung des E.M.D. anschliessen.

Oberst Fierz erhält noch Gelegenheit auf die verschiedenen Fragen und Bedenken zu antworten. Desgleichen benützt der Vorsitzende die Gelegenheit einzelne irrige Auffassungen aus der Diskussion richtigzustellen.

Bundesrat Minger stellt vor allem fest, dass die Verlängerung der Ausbildungszeiten wie sie vom E.M.D. vorgeschlagen wurden, einmütige Zustimmung fanden. Auch gegen die Abänderung der Wahlart des Generals sei keine eigentliche Opposition entstanden, sondern lediglich der Wunsch nach vermehrter Abklärung der Kompetenzausscheidungen⁵.

5. Pour l'abondante discussion des questions de défense nationale, cf. *Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale, Conseil national, 1938, 48^e année, pp. 731-775, 891-981, 1046-1152, et idem, Conseil des Etats, pp. 383-408.*

*Etude du Colonel EMG I. Gugger, Commandant des Ecoles centrales**Bern, 31. März 1938*

STUDIE
 ÜBER DIE MÖGLICHKEIT EINES EINBRUCHES
 FRANZÖSISCHER ARMEEN IN DIE SCHWEIZ

Operative Grundlage

Französische Armeen brechen in die Schweiz ein, um unter Umgehung der deutschen Rheinstellungen und des Schwarzwaldes die Ostschweiz als Ausgangspforte für eine Offensive in den Raum von Ulm zu benützen.

In dieser Studie wird der für Frankreich günstigste Fall angenommen:

Deutschland ist durch einen Krieg im Osten vollständig in Anspruch genommen. Italien ist ebenfalls dort und auch in seinen Kolonien engagiert. England ist mit jeder franz. Politik einverstanden die dahin geht, unter Wahrung seiner eigenen Interessen Deutschland zu schwächen.

Der allgemeine französische Operationsplan verfolgt folgende Ziele:

- durch den Einbruch französischer Armeen den Widerstand der schweiz. Armee zu brechen und
- so viel schweiz. Territorium in Besitz zu nehmen, als für die Bereitstellung und Deckung der «Invasionsarmee Deutschland» notwendig ist.

Zur Verwirklichung dieser Grundidee können die folgenden drei Pläne mit Bezug auf die Möglichkeit der Ausführung bewertet werden:

Plan 1

a. Gleichmässig starker Angriff vom Lac de Joux bis Basel. Zerstörung des schweiz. Grenzschutzes auf der ganzen Front. Zurückwerfen der schweiz. Armee bis an die Voralpen (Châtel-St-Denis bis Luzern), unter Deckung der linken Flanke von Aarau bis Luzern.

b. Fortsetzung der Offensive über den Ricken und über Zürich in die Ostschweiz.

Wegen des zu Beginn mangelnden Schwergewichtes absorbieren diese Operationen zu viel Kräfte allein nur um den Widerstand der schweiz. Armee zu brechen.

Dieser Plan kommt folglich für die Ausführung kaum in Betracht.

Plan 2

a. Schwergewicht des Einbruches zwischen Ste. Croix und Lac de Joux und Begleitung des Angriffes zwischen La Chaux-de-Fonds und Basel. Operative Ziele: Moudon, Fribourg, Bern. Damit wird die Umfassung und Umgehung der starken, nur demonstrativ angegriffenen Stellungen La Chaux-de-Fonds–Basel eingeleitet.

b. Fortsetzung der Offensive immer mit Schwergewicht vom rechten Flügel und von der Linie Konolfingen–Aarberg aus in der Richtung auf Luzern–Säckingen. [...]¹

Plan 3

a. Schwergewicht des Durchbruches zwischen la Chaux-de-Fonds und Basel. Direkter Stoss über Biel auf Bern–Burgdorf, später erweitert auf Escholzmatt. Gleichzeitiger direkter Stoss über Önsingen auf Sursee und später bis auf Luzern–Aarau.

b. Fortsetzung der Offensive von der Linie Luzern–Aarau aus über den Ricken und über Zürich in die Ostschweiz. [...]²

Schlussfolgerungen

Auch unter den für die Franzosen günstigsten Verhältnissen werden ihre Armeen bei der Durchführung ihrer Offensive ausserordentlichen Schwierigkeiten begegnen, die ich hier noch einmal einzeln festlegen möchte.

1. Die franz. oberste Heeresleitung muss mit einem starken Widerstand schon zu Beginn des Krieges rechnen, der vielleicht bereits im Jura zum Stellungskrieg führen kann.

2. Sollte der Durchbruch im Jura dennoch gelingen, so sind neue schwere Kämpfe im Mittelland zu erwarten. An einer für die Schweiz. Armee verkürzten Front muss neuerdings mit der Möglichkeit eines Stellungskrieges gerechnet werden.

3. Es ist anzunehmen, dass, so wie der Zweck des erfolgten Einbruches in die Schweiz durchsichtig wird, die deutsche O.H.L. Vorbereitungen trifft um die Kantone St. Gallen und Appenzell vom Voralberg her schlagartig zu besetzen, bevor die Franzosen auf den dortigen Pässen erscheinen.

Die ständige Bedrohung aus dem Kanton St. Gallen durch deutsche Truppen, auch wenn diese in der Minderzahl sind, zwingt die Franzosen zu der Erkenntnis, dass an die Ausführung des Einbruches nach Deutschland hinein solange nicht zu denken ist, als die Gefahr des deutschen Flankenstosses besteht. Diese Erkenntnis wird eine Umgruppierung zur Folge haben und eine weitere Offensive in die Appenzellerberge wird notwendig werden. Durch diese Zeit und Kräfte fordernde Absplitterung wird der Erfolg der Deutschlandoffensive immer mehr in Frage gestellt und von den ursprünglich und im günstigsten Falle vorhandenen 77 Divisionen stet nur noch ein Bruchteil für die Invasion nach Deutschland zur Verfügung.

Wenn alle diese Nachteile vom französischen Generalstab erwogen werden, so glaube ich kaum, dass sich Frankreich zu dem angeführten Zwecke zu einer Invasion in die Schweiz entschliessen wird.

1. *Suivent des appréciations sur les avantages et désavantages du Plan 2.*

2. *Le colonel Gugger a plus particulièrement développé ce Plan 3, auquel il consacre 9 des 13 pages que contient ce document.*

2001 (D) 4/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Huber*

Copie

L OT

Berne, 31 mars 1938

Vos lettres des 26 et 29¹ mars me sont bien parvenues et je vous remercie infiniment de la peine que vous avez prise à examiner le texte de notre avant-projet de mémorandum sur la neutralité.

J'ai lu avec beaucoup d'attention votre propre projet, ainsi que les commentaires dont vous avez bien voulu l'accompagner. Ce texte m'a été extrêmement utile.

Toutes réflexions faites, je suis avec vous d'avis qu'il vaut mieux ne pas trop s'avancer sur le terrain des considérations juridiques, où la controverse est facile, et se fonder plutôt sur les faits pour justifier notre demande devant la Société des Nations. J'incline cependant à penser que l'impossibilité de maintenir, dans la situation politique actuelle, une distinction entre sanctions militaires et sanctions économiques devrait être mentionnée. L'argument est d'une assez grande valeur, à la condition que nous dégagions cette impossibilité, non pas de considérations théoriques, mais bien des réalités politiques présentes. Ce qui avait paru jadis possible ne l'est plus aujourd'hui.

Pour ce qui est de la question du siège, je crois que mieux vaudrait ne pas la soulever maintenant. Notre mémorandum devrait, me semble-t-il, être conçu de manière à réduire autant que possible les points de friction. Soulever la question du siège, c'est soulever la question des garanties que nous aurions à offrir pour le bon fonctionnement de l'institution en cas de troubles politiques d'une certaine gravité. Le problème est des plus délicats. Il se peut qu'il se pose au Conseil, mais je préférerais qu'il ne le fût pas en ce moment. Entre deux maux le moindre.

J'ai rédigé un nouveau texte² dont vous trouverez copie sous ce pli et que j'adresse aujourd'hui au Conseil fédéral³. Je me suis attaché à être aussi bref que possible. Vous verrez que ma rédaction s'inspire entièrement de la vôtre. Pour ce qui est de la conclusion, sur laquelle vous aviez tout d'abord des doutes, j'ai repris, à peu près tel quel, mon ancien texte.

Au cas où vous auriez d'autres observations à présenter, je serais évidemment heureux de les connaître.

Je tiens à vous exprimer encore ma vive gratitude pour les judicieux conseils que vous m'avez donnés.

1. Cf. N° 227, annexes 5 et 6.

2. Ce projet ne diffère que peu de la version définitive. Les différences sont signalées dans l'annotation du Mémorandum remis à la Société des Nations, cf. N° 277, annexe.

3. Cf. N° 256.

256

E 1004.1 1/372

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 1^{er} avril 1938*¹

568. Neutralité de la Suisse au sein de la Société des Nations

Département politique. Proposition du 31 mars 1938

Le Conseil fédéral a examiné à plusieurs reprises la procédure à suivre pour recouvrer notre neutralité intégrale au sein de la Société des Nations. Il s'était rallié à l'idée d'intervenir à cet effet auprès du Conseil de la Société des Nations, d'où émanait la déclaration de Londres, du 13 février 1920², qui a établi le régime de neutralité sous lequel la Suisse a vécu depuis son accession à l'institution de Genève.

Cette intervention auprès du Conseil devrait être faite sous les espèces d'un mémorandum qui serait adressé en temps utile aux membres du Conseil et qui serait développé oralement, le moment venu, par le représentant du Conseil fédéral à Genève.

Le département politique a établi à cet effet le projet ci-joint³ qu'il soumet à l'approbation du Conseil fédéral. Ce texte a subi plusieurs remaniements; une première rédaction avait été soumise à M. le professeur Max Huber, ainsi qu'à nos ministres à Londres et à Paris⁴. Il a été tenu compte, dans toute la mesure du possible, des observations qui ont été présentées.

Le Conseil de la Société des Nations se réunissant au début de mai, le mémorandum devrait lui être adressé suffisamment à temps pour que la question de la neutralité suisse soit inscrite à son ordre du jour.

Avant d'adresser le mémorandum au secrétariat de la Société des Nations, il y aurait le plus grand intérêt à ce qu'il fût préalablement communiqué aux gouvernements britannique et français. Pour atteindre l'objectif envisagé, le concours de ces deux pays est nécessaire et la Suisse a tout à gagner à ménager autant que possible leur susceptibilité en leur fournissant l'occasion de faire connaître leurs observations à l'égard du mémorandum dont serait saisi le Conseil. Le Conseil fédéral examinerait ensuite librement s'il pourrait tenir compte des critiques qui seraient éventuellement formulées à Paris ou à Londres.

Le mémorandum ne serait donc définitivement adopté par le Conseil fédéral qu'après consultation des gouvernements français et britannique.

1. *Etait absent*: A. Meyer.

2. *Cf. DDS 7 II, N° 247 A.*

3. *Ce projet, non reproduit, ne diffère que légèrement de la version définitive. Les différences sont signalées dans l'annotation du Mémorandum remis à la Société des Nations publié sous N° 277, annexe.*

4. *Cf. N° 227, annexes.*

Sous le bénéfice de ces observations, le département politique propose et le Conseil *décide*:

1) d'approuver, avec une petite correction et sous réserve de modifications ultérieures, le projet de mémorandum sur la neutralité de la Suisse au sein de la Société des Nations, mémorandum destiné à être adressé au Conseil de la Société des Nations;

2) de charger le département politique de communiquer ledit projet aux gouvernements britannique et français.

257

E 1004.1 1/372

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1^{er} avril 1938¹

579. Verlängerung des Verrechnungsabkommens mit Deutschland,
Zahlungsverkehr mit Österreich, Einbau des Zahlungsverkehrs mit Österreich
in das schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 30. März 1938

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet folgendes:

«1. Am 25. Februar 1938² hat der Bundesrat gemäss unserem Antrag beschlossen, die Verlängerung des Verrechnungsabkommens vom 30. Juni 1937 mit Deutschland anzustreben. Seither hat sich die Lage infolge des Anschlusses Österreichs an das Deutsche Reich wesentlich geändert. In unserem Bericht vom 17. März haben wir bereits darauf hingewiesen, dass unsere zukünftigen wirtschaftlichen Beziehungen zu Österreich ein schweizerisch-deutsches Problem geworden sind und der Anschluss nicht nur für den Waren- und Zahlungsverkehr zwischen der Schweiz und Österreich, sondern auch für die Gestaltung der schweizerisch-deutschen Wirtschaftsbeziehungen von grösster Bedeutung ist.

Es ist zur Zeit noch nicht möglich, die ganze wirtschaftliche Tragweite der Vereinigung Österreichs mit Deutschland und ihre Auswirkungen auf das

1. *Était absent*: A. Meyer.

2. *Cette décision était ainsi libellée*: Die Verlängerung des schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommens vom 1. Juli 1937 für eine unbestimmte Dauer, aber mit periodischen Kündigungsmöglichkeiten ist anzustreben, ohne dass jedoch bereits im gegenwärtigen Zeitpunkt ein ausdrückliches diesbezügliches Begehren an die deutsche Regierung gerichtet wird.

Sollte Deutschland eine im wesentlichen unveränderte Weiterführung des heutigen Abkommens ablehnen, insbesondere etwa neuerdings den Ersatz des Verrechnungsabkommens zur Bedingung machen wollen, so wäre darauf nicht einzutreten und in diesem Falle die Bereitwilligkeit der Schweiz zur vorläufigen Aufrechterhaltung der Reichsbankquote zu verneinen (E 1004.1 1/370, N^o 317).

deutsch-schweizerische Verrechnungsabkommen sowie unsere Wirtschaftsbeziehungen zu Österreich endgültig zu beurteilen. Alles hängt davon ab, in welchem Umfang und in welcher Zeitspanne die wirtschaftliche Verschmelzung Österreichs mit Deutschland vollzogen wird. Der wirtschaftliche Anschluss stösst auf eine Reihe erheblicher Schwierigkeiten und kann nicht brüsk vorgenommen werden, wenn nicht schwere Störungen in der österreichischen Wirtschaft hervorgerufen werden sollen. Es ist zwar anzunehmen, dass Österreich vollständig in das deutsche Wirtschaftsgebiet eingegliedert wird, es bestehen aber Anzeichen dafür, dass man die wirtschaftliche Vereinigung etappenweise vorzunehmen gedenkt und Österreich für eine gewisse Zeit wirtschaftlich im Deutschen Reich noch eine Sonderstellung einnehmen wird. Bis heute ist die österreichische Zollgesetzgebung noch in Kraft und sind auch die deutschen Devisengesetze auf Österreich noch nicht anwendbar. Die neue österreichische Devisenverordnung lehnt sich allerdings eng an das deutsche Vorbild an. Für die Bezahlung von Waren schweizerischen Ursprungs werden von den zuständigen österreichischen Stellen immer noch die notwendigen Devisen zur Verfügung gestellt, wenn auch eine gewisse Verzögerung in der Erteilung der Bewilligung eingetreten ist.

2. Die Unsicherheit über die deutschen Pläne bezüglich der wirtschaftlichen Eingliederung Österreichs erschwert es sehr, schweizerischerseits bestimmte Massnahmen zu ergreifen, um die zukünftige Aufrechterhaltung der Wirtschaftsbeziehungen mit Österreich insbesondere die Bezahlung sämtlicher Forderungen schweizerischer Gläubiger gegenüber österreichischen Schuldnern sicherzustellen. Die Handelsabteilung verfolgt aufmerksam den Gang der Ereignisse und ist in ständiger Verbindung mit der Schweizerischen Gesandtschaft in Berlin, dem Schweizerischen Generalkonsulat und der Schweizerischen Handelskammer in Wien sowie den führenden schweizerischen Wirtschaftskreisen. Durch den Direktor der Handelsabteilung wurde auf den 29. März 1938 eine Sitzung einberufen, an der die Vertreter der Schweizerischen Nationalbank, der Schweizerischen Verrechnungsstelle, des Vororts des schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins, des schweizerischen Fremdenverkehrsverbandes, der Schweizerischen Bankiervereinigung und des Verbandes der konzessionierten schweizerischen Versicherungsgesellschaften teilnahmen. Alle durch den Anschluss Österreichs an Deutschland aufgeworfenen Probleme wurden in dieser Sitzung einlässlich diskutiert.

Um für die Verhandlungen über die zukünftige Regelung der wirtschaftlichen Beziehungen zu Deutschland und Österreich gerüstet zu sein, sind Erhebungen über den Bestand der schweizerischen Forderungen gegenüber österreichischen Schuldern im Gange. Soweit diese Methode zu einem Ergebnis führen kann, werden die Untersuchungen durch direkte Umfrage bei den Interessenten geführt. Da wo die Gläubiger nur durch öffentlichen Aufruf zur Anmeldung ihrer Forderungen veranlasst werden können, sind bereits die notwendigen Publikationen erfolgt.

In der Sitzung vom 29. März ist von neuen die Frage erörtert worden, ob im gegenwärtigen Zeitpunkt die Zahlungen von der Schweiz nach dem Gebiet des ehemaligen Österreich vorsorglich zu sperren seien und die Einzahlung bei der Schweizerischen Nationalbank angeordnet werden solle. Die in unserem

Bericht vom 17. März vorgebrachten Bedenken bleiben nach wie vor bestehen. Solange die Zahlungen aus Österreich im Warenverkehr noch nicht ins Stocken kommen, soll eine solche Sperre schweizerischerseits nicht vorgesehen werden. Die Sperre würde die sofortige Einstellung der österreichischen Zahlungen nach der Schweiz zur Folge haben und für die späteren Verhandlungen eine unfreundliche Atmosphäre schaffen.

3. Der Deutsche Gesandte in der Schweiz hat dem Direktor der Handelsabteilung mitgeteilt, dass die geplante Verlängerung des schweizerisch-deutschen Verrechnungsabkommens vom 30. Juni 1937³ unter den neuen Verhältnissen nicht mehr in Frage kommen könne, dass aber die Deutsche Regierung ab 4. April 1938 zu Verhandlungen mit dem Ausland zur Verfügung stehe.

Es besteht unstreitig ein grosses schweizerisches Interesse daran, die Verhandlungen über die zukünftige Gestaltung der wirtschaftlichen Beziehungen zu Deutschland und Österreich möglichst bald aufzunehmen und möglichst schnell zu einer Regelung zu kommen, die den jetzigen Schwebzustand beseitigt. Da die schweizerische Stellungnahme zu den wirtschaftlichen Problemen des Anschlusses Österreichs an das Deutsche Reich wesentlich davon abhängt, wie und wann die vollständige wirtschaftliche Eingliederung Österreichs vollzogen wird, ist es am zweckmässigsten, vorläufig eine kleine Delegation nach Berlin zu entsenden, deren Aufgabe in erster Linie darin besteht, sich Aufschluss über die deutschen Pläne bezüglich der wirtschaftlichen Vereinigung Österreichs mit Deutschland zu verschaffen und abzuklären, welche Vorschläge die Deutsche Regierung über die Neuregelung der durch den Anschluss Österreichs veränderten wirtschaftlichen Beziehungen Deutschlands mit dem Ausland und besonders mit der Schweiz zu machen hat.

4. Wenn auch die oben erwähnte kleine Delegation nicht eigentliche Verhandlungen über die Neugestaltung der Wirtschaftsbeziehungen und speziell des Zahlungsverkehrs aufzunehmen hat, sondern hauptsächlich die dringend notwendige Aufklärung vornehmen muss, so ist es doch notwendig, dass schweizerischerseits bereits eine klare Zielsetzung bestehen soll, die für die Haltung der Delegation richtunggebend ist.

Es sind hauptsächlich zwei Möglichkeiten ins Auge zu fassen.

a) Es kann nicht Aufgabe einer schweizerischen Wirtschaftsdelegation sein, sich den deutschen Plänen bezüglich der wirtschaftlichen Verschmelzung Österreichs mit Deutschland entgegenzustellen und zu verlangen, dass die wirtschaftliche Unabhängigkeit Österreichs weiter bestehen solle. Der Umfang und das Tempo der wirtschaftlichen Eingliederung Österreichs ist eine interne deutsche Frage und muss schweizerischerseits als gegebene Tatsache hingenommen werden. Gegenstand von Verhandlungen können nur die wirtschaftlichen Konsequenzen der Vereinigung auf die Beziehungen Deutschlands und Österreichs zur Schweiz sein.

Man muss sich darüber klar sein, dass schweizerischerseits ein grosses Interesse daran bestehen würde, wenn der wirtschaftliche Anschluss überhaupt nicht vollständig oder nicht in einem atemraubenden Tempo vollzogen würde. Dies würde wenigstens für eine längere Übergangszeit noch eine gesonderte

3. Cf. E 1004.1 1/365, N^o 1137.

Behandlung unserer wirtschaftlichen Beziehungen zu Deutschland und zu Österreich gestatten und es wäre die Möglichkeit gegeben, das Verrechnungsabkommen mit Deutschland auf eine gewisse Zeit zu verlängern, ohne es durch den Einbau des Zahlungsverkehrs mit Österreich zu beschweren. Sollte Österreich während einer Übergangsperiode eine wirtschaftliche Sonderstellung einnehmen, was in Anbetracht der grossen Schwierigkeiten interner und externer Natur möglich ist, so kann trotz der durch den Deutschen Gesandten überbrachten Mitteilung über die Unmöglichkeit der Verlängerung des jetzigen Abkommens der Verrechnungsvertrag vom 30. Juni 1937 3 oder 6 Monate über die vorgesehene Dauer hinaus weiterbestehen. Es ist klar, dass bei einer solchen Verlängerung für eine Übergangszeit die Abänderungen des Vertragstextes auf das strikte Minimum beschränkt werden müssen und die Begehren einzelner Gruppen, insbesondere des Fremdenverkehrsverbandes, auf eine höhere Quote im Verrechnungsverkehr nicht berücksichtigt werden können.

Bezüglich Österreich wäre dann eine Sonderregelung notwendig, bei der schweizerischerseits das Ziel verfolgt werden muss, die jetzigen Exportmöglichkeiten und ganz allgemein die jetzige aktive Zahlungsbilanz beizubehalten. Man muss sich darüber Rechenschaft geben, dass dieses Ziel praktisch kaum erreichbar ist. Die Devisenbewirtschaftung in Österreich wird jetzt schon strenger gehandhabt und es wird sehr bald die Tendenz zutage treten, die österreichischen Zahlungen nach einem bestimmten Lande auf die Höhe der aus diesem Lande eingegangenen Devisen zu beschränken. Es ist selbstverständlich, dass mit allen Mitteln versucht werden soll, dieser Tendenz entgegenzutreten.

b) Sollte Deutschland die Absicht haben, die wirtschaftliche Eingliederung Österreichs zu beschleunigen, so wäre ein rascher Einbau des Zahlungsverkehrs mit Österreich in das schweizerisch-deutsche Clearingabkommen kaum zu vermeiden. Es ist weder zweckmässig noch möglich, schon endgültige Entschlüsse über alle durch diesen Einbau aufgeworfenen Fragen und Probleme zu fassen. Dies kann erst geschehen, nachdem näheres über die Modalitäten des wirtschaftlichen Anschlusses bekannt ist.

Es ergibt sich aus der bereits erfolgten eingehenden Prüfung, dass die Eingliederung des Zahlungsverkehrs mit Österreich in das schweizerisch-deutsche Clearing ohne eine gewisse Benachteiligung einzelner schweizerischer Interessengruppen auch dann kaum möglich sein wird, wenn die deutsche Reichsbank weitgehend auf eine freie Quote im Verrechnungsverkehr verzichtet. Es steht zu befürchten, dass nach dem Einbau Österreichs in den Verrechnungsverkehr die Einzahlungen bei der Schweizerischen Nationalbank nicht entsprechend gesteigert werden können, da die jetzige Einfuhr österreichischer Rohstoffe in die Schweiz kaum aufrecht erhalten werden kann. Die österreichischen Rohstoffe werden weitgehend von Deutschland absorbiert werden.

Um eine Schädigung der schweizerischen Interessen zu verhindern oder wenigstens auf das Mindestmass zu beschränken, muss schweizerischerseits die freie Quote der Reichsbank zur Diskussion gestellt werden. Eine solche freie Quote, die Deutschland aus den Mitteln des Verrechnungsverkehrs zur Verfügung gestellt wird, ist für die Schweiz solange tragbar, als sie die dadurch entstandene Passivität der Zahlungsbilanz mit Deutschland durch aktive Zahlungsbilanzen mit andern Ländern ausgleichen kann. Durch den Anschluss

Österreichs, das bis jetzt mehr Zahlungen nach der Schweiz leistete, als es Zahlungen aus der Schweiz erhielt, geht eine dieser Ausgleichsmöglichkeiten verloren. Zudem verfügt die Deutsche Reichsbank jetzt über die sehr ansehnlichen Gold- und Devisenreserven der ehemaligen österreichischen Nationalbank, was ihr den Verzicht auf einen Teil der jetzigen freien Quote im Verrechnungsverkehr mit der Schweiz erleichtert. Ferner sind die Stillehaltezinse, die aus der freien Quote der Reichsbank nach der Schweiz bezahlt werden müssen, infolge des Abbaus der Stillehaltguthaben durch den Verkauf von Registermark stark zurückgegangen, sodass auch unter diesem Gesichtspunkt eine Verminderung der Reichsbankquote gerechtfertigt ist. Schliesslich hat Deutschland durch den Anschluss wertvolle Rohstoffquellen erhalten, sodass es mit weniger Recht darauf pochen kann, die Deviseneingänge aus der freien Quote seien zur Bezahlung der ausländischen Rohstoffe, die in den nach der Schweiz exportierten Waren enthalten sind, unentbehrlich.

Trotzdem die Aufstellung eines bestimmten Verteilungsschlüssels für die Verwendung der zukünftigen Clearingmittel noch nicht vorgenommen werden kann, soll die Delegation bereits jetzt schon darauf hinweisen, dass die gegenwärtige Reichsbankquote nach dem Einbau des Zahlungsverkehrs mit Österreich in das schweizerisch-deutsche Verrechnungsabkommen nicht mehr tragbar ist.

Die in Aussicht genommene kleine Delegation sollte sich zweckmässig aus den Vertretern der Handelsabteilung und je einem Vertreter des Vororts des schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins und der Schweizerischen Bankiervereinigung zusammensetzen. Sollten im Verlaufe der Diskussion mit den zuständigen deutschen Stellen schon in der ersten Phase der Verhandlungen die Interessen von in der kleinen Delegation nicht vertretenen Gruppen zur Diskussion kommen, so wäre die Delegation durch die Zuziehung weiterer Mitglieder zu ergänzen. Da die Aufgabe der Delegation hauptsächlich orientierender Natur ist und die Verhandlungen ohnehin über die Ostertage unterbrochen werden müssen, wird die Delegation in der Schweiz über das Ergebnis ihrer Besprechungen Bericht erstatten. Dieser Bericht wird die Grundlage für die Anträge sein, die sodann dem Bundesrat unterbreitet werden.

Die Richtlinien für das Vorgehen gegenüber Deutschland in der nächsten Zeit sowie die Entsendung einer kleinen Delegation nach Berlin und ihre Zusammensetzung sind in der oben erwähnten Sitzung vom 29. März 1938 erörtert worden und haben die Zustimmung sämtlicher an der Sitzung teilnehmenden Vertreter der Behörden und der wirtschaftlichen Spitzenorganisationen gefunden.»

Auf Grund dieser Erwägungen beantragt das Volkswirtschaftsdepartement und der Rat *beschliesst*:

1. Die Verhandlungen mit Deutschland über die zukünftige Gestaltung der wirtschaftlichen Beziehungen zu Deutschland und Österreich sind unverzüglich aufzunehmen.

Zunächst ist eine schweizerische Delegation nach Berlin zu entsenden, um abzuklären, in welchem Umfang und bis zu welchem Zeitpunkt die wirtschaftliche Vereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reich vollzogen wird und welche Vorschläge die zuständigen deutschen Stellen für die Regelung der wirt-

schaftlichen Beziehungen Österreichs zu der Schweiz bis zum endgültigen wirtschaftlichen Anschluss Österreichs an das Deutsche Reich und nach erfolgtem Anschluss vorzubringen haben.

Beabsichtigt Deutschland, Österreich auf längere Zeit oder für eine bestimmte Übergangsperiode eine gewisse wirtschaftliche Selbständigkeit einzuräumen, so soll das Verrechnungsabkommen vom 30. Juni 1937 auf unbestimmte Zeit mit periodischen Kündigungsmöglichkeiten oder wenigstens für die Dauer der Übergangsperiode möglichst ohne Veränderungen verlängert werden, während für die Ordnung der wirtschaftlichen Beziehungen zu Österreich eine Sonderregelung anzustreben ist, deren Zweck die Aufrechterhaltung des wirtschaftlichen Zustandes vor dem Anschluss ist.

Wird der Einbau des Zahlungsverkehrs mit Österreich in das deutsch-schweizerische Verrechnungsabkommen notwendig, so soll eine Verschlechterung der Stellung der einzelnen schweizerischen Gläubigerkategorien durch die Herabsetzung der freien Quote der Reichsbank im Verrechnungsverkehr nach Möglichkeit vermieden werden.

2. Als Mitglieder der Delegation werden bezeichnet die Herren:

Dr. J. Hotz, Direktor der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Vorsitzender der Delegation,

Professor Dr. P. Keller, Delegierter für Handelsverträge, Stellvertreter des Vorsitzenden,

Dr. A. Jöhr, Generaldirektor der Schweizerischen Kreditanstalt,

Dr. H. Homberger, I. Sekretär des Vororts des schweizerischen Handels- und Industrie-Vereins.

Als Experte wird der Delegation beigegeben Herr Fürsprecher J. Britschgi von der Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes.

Gegebenenfalls ist die Delegation durch die Vertreter der Eidg. Oberzolldirektion, des Schweizerischen Fremdenverkehrsverbandes, des Schweizerischen Bauernverbandes, des Schweizerischen Obstverbandes und des Verbandes der konzessionierten schweizerischen Versicherungsgesellschaften zu ergänzen.

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini*

Copie
L OT

Berne, 1^{er} avril 1938

En nous référant à votre télégramme du 28 mars¹, nous avons l'honneur de vous faire connaître que le Conseil fédéral a approuvé, dans sa séance de ce matin², le projet de mémorandum³ à adresser au Conseil de la Société des Nations au sujet de notre neutralité.

Le texte, que vous trouverez sous ce pli, n'a encore qu'un caractère provisoire, le Conseil fédéral ne devant prendre une décision définitive que lorsqu'il connaîtra les observations éventuelles des gouvernements britannique et français, qu'il s'agit maintenant de consulter.

Notre rédaction diffère quelque peu, sauf dans la conclusion, de celle que nous vous avons d'abord communiquée⁴. Nous en avons remanié l'argumentation, notamment à la suite de certaines observations de M. Max Huber. Avec lui, nous pensons, toutes réflexions faites, que mieux vaut nous en tenir, pour justifier notre attitude, à des considérations de fait plutôt que d'entrer dans une critique trop accentuée, si fondée fût-elle, de la notion de neutralité différentielle. Une controverse pourrait naître sur ce terrain; il est préférable de l'éviter, comme il nous a paru indiqué, d'une manière générale, d'éliminer, autant que possible, de notre texte les points de friction. C'est ainsi que nous ne parlons ni du siège ni de l'obligation qui incomberait à la Société des Nations de s'abstenir dorénavant, sur notre territoire, de tous actes inconciliables avec notre neutralité intégrale recouvrée. Parler du siège, ce serait soulever la question des garanties que l'on pourrait être tenté de nous demander pour le bon fonctionnement de l'institution dans le cas de crise générale ou même de guerre. Le problème est des plus délicats, et nous aurions tout intérêt à ne pas le voir poser, du moins dans les circonstances actuelles.

Notre argumentation, dans ses grandes lignes, se ramène à ceci: le régime institué par la Déclaration de Londres pouvait se justifier dans une Société des Nations puissante ou en voie de le devenir; il n'est plus viable dans une Société affaiblie. Nous ne critiquons rien ni personne; nous constatons, et nous constatons que les circonstances sont telles qu'un retour à la neutralité inconditionnelle est devenu une impérieuse nécessité pour la Suisse. Les constatations que nous faisons n'ont évidemment rien de réjouissant, mais on ne saurait guère nous reprocher, à Londres ou ailleurs, de mettre quelques points sur les i. Nous

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. N° 256.*

3. *Cf. N° 277, annexe.*

4. *Cf. N° 227, annexe 1.*

ne faisons qu'exprimer des vérités que tout le monde connaît, mais, comme vous le remarquerez, nous ne nous sommes pas moins attachés à ménager les susceptibilités en passant assez prestement sur les revers de la Société des Nations.

Vous avez constaté que le mémorandum, dans la première version que vous avez eue sous les yeux, était rédigé de façon à ne pas demander expressément au Conseil d'approuver notre attitude ni à écarter, en revanche, la possibilité d'une telle approbation. Cette rédaction, dont le vague voulu est compensé par la souplesse, a été maintenue. Elle laisse au Conseil une certaine latitude. Nous lui facilitons ainsi la tâche autant que possible. S'il en venait à une résolution ou déclaration constatant expressis verbis que notre neutralité intégrale, eu égard à son caractère unique, est pleinement compatible avec les stipulations du Pacte, nous nous en féliciterions. Mais il se peut que, faute de l'assentiment des Soviétiques, il soit empêché d'aller aussi loin et qu'il se borne à nous donner acte de nos déclarations. C'est le moins qu'il pourrait faire, et c'est à ce minimum – qu'il lui serait évidemment loisible de dépasser – que nous nous sommes arrêtés dans l'ultime alinéa du mémorandum.

Comme vous le savez, la prochaine session du Conseil s'ouvrira, sauf imprévu, le 9 mai. Nous pourrions sans doute faire inscrire la question de la neutralité suisse à son ordre du jour avant l'envoi du mémorandum. Il serait souhaitable cependant que ce dernier pût être envoyé le plus tôt possible à Genève. Aussi vous saurions-nous vivement gré de presser amicalement le Foreign Office pour qu'il nous fasse connaître ses observations à bref délai⁵.

5. *La lettre parallèle, adressée à la même date au Ministre de Suisse à Paris, comprend encore le passage suivant: Ajoutons qu'il nous a paru souhaitable de faire, à la fin du mémorandum, une allusion directe au «caractère unique» reconnu par la Déclaration de Londres à notre neutralité. En faisant appel à l'actuel Conseil, il est bon que nous rappelions une constatation aussi explicite du Conseil de 1920. De tous les instruments diplomatiques dont nous pouvons faire état, c'est peut-être la Déclaration de Londres qui a le plus nettement marqué – grâce surtout à ces deux mots – ce par quoi notre neutralité se distingue de toutes les autres. Le projet de mémorandum a été également remis, le 4 avril, à l'Ambassadeur de France à Berne, Ch. Alphand, et au Ministre de Grande-Bretagne, G. Warner.*

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 21

Paris, 1. April 1938

Nachdem ich nun alle Botschafter (mit Ausnahme des spanischen und russischen) und Gesandten der europäischen Länder und die offiziellen Persönlichkeiten Frankreichs besucht habe, komme ich endlich dazu, Ihnen einige Gesamteindrücke sowie verschiedene interessante Einzelheiten mitzuteilen.

Die hier lebenden Missionschefs betrachten sozusagen ausnahmslos die politische, wirtschaftliche und finanzielle Lage Frankreichs als ausserordentlich schlecht, wenn nicht fast als hoffnungslos. Die aussenpolitische Isolierung ist unmöglich zu übersehen: Der französische Einfluss in Osteuropa besteht lediglich noch einigermaßen in der Tschechoslowakei. Mit Polen sind die Beziehungen recht gespannt, mit Belgien ganz wesentlich kühler als früher und auch gegenüber England scheinen verschiedene nicht unwesentliche Friktionen zu bestehen. «Die Stimme Frankreichs im europäischen Konzert ist fast verstummt», sagten verschiedene Vertreter kleinerer Staaten, selbstverständlich mit aufrichtigem Bedauern. Ganz einstimmig ist man in der Feststellung, dass es vor allem aus an führenden Männern fehlt. Man sieht absolut nicht, wer an der Spitze einer «Union nationale» das Land wieder emporheben sollte. Von Blum hat man genug, aber auch die übrigen Namen begegnen fast unübersteiglichen Schwierigkeiten; Daladier (war bei den Unruhen vom 6. Februar zusammengebrochen), Herriot (Russenpakt), Flandin (für die Linke unannehmbar und selbst von einem Teil der Rechten als Verräter bezeichnet), Pétain (viel zu alt), Chautemps (abgenutzter Manövrier), u.s.w. Ich habe tatsächlich nicht einen einzigen Namen gehört, der nicht sofort soviel Kritik herausgefordert hätte, dass eine an ihn geknüpfte Dauerlösung schwer denkbar erscheint.

Und trotzdem kommt in allen Urteilen immer wieder der Glaube zum Ausdruck, dass Frankreich so reich und namentlich in der Provinz gesund sei, dass irgend ein Wunder passieren müsse. Der deutsche Botschafter drückte sich so aus: «Verstandesmässig betrachtet, scheint Frankreich dem sichern Untergang entgegen zu treiben. Ich habe aber die bestimmte gefühlsmässige Empfindung, dass es sich wieder erheben wird.»

Zahlreiche Gespräche drehten sich selbstverständlich um die tschechoslowakische Frage. Die ganz überwiegende Überzeugung der hiesigen Diplomaten geht dahin, dass entgegen allen feierlichen Erklärungen die französische Armee für die Tschechoslowakei nicht marschieren wird. Die Hülfe könnte nur darin bestehen, dass Frankreich die deutsche Armee auf der Rheinlinie angreift. Man gibt sich volle Rechenschaft, welch ausserordentliche Opfer dies kosten müsste, dass während dieser Zeit die Tschechoslowakei doch verloren wäre und namentlich dass ein solcher Angriffskrieg beim französischen Volk kaum je populär gemacht werden könnte. Von einem Botschafter wurde gesagt:

«Le seul homme à Paris décidé à marcher pour la Tchecoslovaquie est M. Osusky». Dieser selbst, den ich von Genf her gut kenne und der sich mir gegenüber sehr offen geäußert hat, scheint sich auch keine Illusionen zu machen. Er erklärte spontan, dass die tschechische Regierung in der Behandlung der Sudetendeutschen zweifellos schwere Fehler gemacht habe und heute entschlossen sei, in den Konzessionen gegenüber Henlein bis zur alleräußersten Grenze des Tragbaren zu gehen. Auf irgendwelche russische Hilfe rechne in Prag niemand, da die russische Armee infolge der Massakrierung ihrer Generale durch Stalin für mindestens zwei Jahre aktionsunfähig geworden sei. Er betrachtet die Lage seines Landes als sehr ernst, glaubt aber, dass Hitler nichts ernsthaftes unternehmen werde, solange beim ganz überwiegenden Teil des tschekoslowakischen Volkes der heutige unbedingte Wille zur Selbsterhaltung aufrecht bleibe. Herr Osusky glaubt im übrigen zwar nicht die französische öffentliche Meinung, wohl aber die französische Armee für aktives Eingreifen im Sinne des französisch-tschechischen Paktes gewonnen zu haben.

Während der ersten 10 Tage nach dem Anschluss war man im Quai d'Orsay, wie ich schon berichtet habe, ganz ausserordentlich pessimistisch, fast hysterisch. Herr Léger hat mir einen einstündigen Vortrag über die Beurteilung der politischen Lage durch die französische Regierung gehalten, den ich wie folgt resumieren möchte.

Nach den französischen Wahlen von 1936, die eine starke Volksfrontmehrheit ergaben, war Hitler überzeugt, dass Frankreich dem Bolschewismus verfallen und damit tatsächlich vollkommen isoliert sei. Eine günstigere Plattform für einen Krieg gegen Frankreich, der ihn in den Augen der Welt als Befreier von dem Bolschewismus erscheinen liesse, könne er nicht finden. Er engagiert sich deshalb gemeinsam mit Mussolini in Spanien und hofft auf einen günstigen Moment zum Losschlagen. Hitler sieht sich in seinen Erwartungen getäuscht, indem Frankreich nicht bolschewisiert wird, sich nicht selber aufgibt und die englische Freundschaft nicht verliert. Er betrachtet deshalb einen Krieg nicht für günstig und zieht sich trotz des heftigsten Sträubens Mussolinis langsam aus Spanien zurück, um sich Mittel- und Osteuropa zuzuwenden. Von diesem Augenblick an weiss Mussolini, dass Deutschland an den Brenner kommen wird, hat aber von diesem die Zusicherung, dass es ihn im Mittelmeergebiet unterstütze. Mussolini hat in dieser Hinsicht von Hitler einen Blancoscheck. Frankreich und England können nicht hoffen, Mussolini von Berlin zu entfremden und zu sich hinüberzuziehen, da sie ihm nichts zu bieten haben, was nicht auf ihre eigenen Kosten ginge. Sie wollen deshalb von Mussolini positive Zusicherungen, dass er sich im Mittelmeergebiet ruhig verhält und namentlich nicht in Spanien und auf den Balearen festsetzt. Das ist der Zweck der englisch-italienischen Verhandlungen. Der Preis für diese Zusicherungen liegt in der Anerkennung der italienischen Oberhoheit über Abessinien, Anerkennung, die von England und Frankreich gleichzeitig auszusprechen wäre. Die Schwierigkeit liegt darin, von Italien so wertvolle und dauernde Zusicherungen zu erhalten, dass diese Anerkennung, die einen positiven und dauernden Charakter hat, einen genügenden Gegenposten findet.

Die Situation ist für England und Frankreich momentan nicht ungünstig, fügt Léger bei, weil in Abessinien sehr ernsthafte Unruhen ausgebrochen sind,

welche alle Verkehrswege, namentlich auch die Eisenbahnen, stark gefährden. Mussolini hat deshalb dort sehr grosse Sorgen und viele Truppen, von denen man glaubte, sie seien für Spanien bestimmt, haben effektiv den Suezkanal passiert. Die Aufstände brechen zusammen, sobald die Oberhoheit durch Frankreich und England anerkannt werde. Daher dringt Mussolini stark auf diese Anerkennung. Das ist aber auch der Grund, weshalb Frankreich und England finden, sie hätten keinen Anlass, ihm allzu rasch und ohne genügende Gegenleistung zu helfen. Zu einer Einigung werde man aber mit Sicherheit kommen, da beide Parteien ihr Prestige zu stark engagiert hätten, um einen Fehlschlag riskieren zu können.

Diese Ausführungen Légers scheinen mir nicht vollständig überzeugend zu sein und sie sind nicht ohne Widersprüche. Der belgische Botschafter, der hier seine Abschiedsbesuche macht und vor einigen Tagen aus Rom zurückgekehrt ist, hat mir bestätigt, dass Léger ihm seit längerer Zeit genau gleich gesprochen hätte. Er habe sich dadurch auch beeinflussen lassen und Brüssel entsprechend informiert. Heute, nach seinen zahlreichen und eingehenden Besprechungen in Rom, sei er vollkommen überzeugt, dass diese ganze französische Auffassung unzutreffend sei. In Rom sei man, ohne es zu zeigen, über den Anschluss sehr beunruhigt und fürchte sich vor Deutschland. Mussolini denke nicht daran, im Mittelmeergebiet irgend etwas Gefährliches zu unternehmen, auch nicht, sich in Spanien oder den Balearen festzusetzen. Entgegen der These Léger liege die Gefahr für Europa keineswegs bei Mussolini, sondern in der tschechischen Frage.

Heute nachmittag erhielt ich die Gegenbesuche des Nunzius und des Kammerpräsidenten Herriot, der über eine Stunde bei mir blieb. Der Nunzius, mit dem ich bei meinem ersten Besuch über politische Fragen nicht gesprochen hatte, äusserte sich über die innerpolitischen Verhältnisse Frankreichs – er gilt als einer der besten Kenner derselben – sehr eingehend und bestätigte in allen Teilen meine oben gemachten allgemeinen Darlegungen.

Herr Herriot, der mir übrigens zu meiner Überraschung weder das letzte Mal noch heute von seinem Lyoner Projekt gesprochen hat, war von einer verblüffenden Offenheit. Aus seinen Ausführungen sprach nicht nur, wie das letzte Mal, der Hass gegen Deutschland, sondern auch ein kaum geringerer Hass gegen die französische Sozialdemokratie! Dagegen lobte er, mehr noch als schon der Präsident des Senats dies getan hatte, die Kommunisten, die heute äusserst national eingestellt und von Moskau ziemlich unabhängig seien! Selbstverständlich sang er auch ein Loblied auf die friedliche Gesinnung Russlands und erklärte, Europa sei von dieser Seite in keiner Weise, von Hitler jedoch auf das schwerste bedroht. Die letzten Taten von Stalin vermochte er nicht zu entschuldigen, war aber in seiner Verurteilung weniger scharf, als vor circa drei Wochen Léon Blum in seinem Leitartikel im «Populaire». Ohne sich für Franco auszusprechen, nahm er gegen die «Anarchistenregierung» von Valencia scharf Stellung. Es war ein, übrigens sehr einseitiges Gespräch von grösstem Interesse aber von kaum erklärlichen Widersprüchen. Herriot sieht, entgegen dem Quai d'Orsay, die europäische Gefahr ebenfalls ausschliesslich bei Hitler und namentlich der Tschechenfrage, keineswegs bei Mussolini. Er liess deutlich durchblicken, dass auch er nicht glaube, dass Frankreich bei

einem deutschen Angriff auf die Tschechoslowakei Deutschland an der Rheinlinie angreifen werde.

Ich fragte ihn ganz direkt, ob er bereit wäre, die Regierung der «Union nationale» zu übernehmen. Er bejahte dies glatt und erklärte nur, die Bedingung zu stellen, dass auch die Kommunisten eingeschlossen würden. Dafür würde er rechts über Louis Marin hinausgehen und selbst vor der Beteiligung der Royalisten nicht zurückschrecken.

Seine Absichten betreffend Regierungsbildung erklären vielleicht das auf die Kommunisten gesungene Loblied.

Den Kommentar zu diesen Darlegungen und namentlich auch zu der Persönlichkeit des Herrn Herriot muss ich Ihnen, Herr Bundesrat, überlassen.

260

E 27, Archiv-Nr. 23318/Bd. 6

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

L OR

Bern, 4. April 1938

Wir beehren uns, Ihnen in der Beilage eine Notiz¹ über eine Besprechung mit dem deutschen Gesandten betreffend militärische Massnahmen in Liechtenstein zur gefälligen Kenntnisnahme zu übersenden.

Wir vermuten, dass Herr Regierungschef Hoop, der ja vor 14 Tagen in Berlin mit Regierungskreisen Rücksprache genommen hat, etwas von den Besprechungen habe verlauten lassen, die am 16. März² stattgefunden haben. Das Echo aus Berlin zeigt, dass in dieser Sache mit grosser Vorsicht vorgegangen werden muss.

ANNEXE

E 2001 (E) 1969/262/12

NOTIZ³

Bern, 4. April 1938

Minister Köcher teilte mir rein persönlich anlässlich eines Besuches auf dem Departement mit, dass er von Berlin eine Mitteilung erhalten habe, wonach schweizerischerseits beabsichtigt sei, in Liechtenstein militärische Vorkehrungen zu treffen und Befestigungen zu errichten.

1. *Reproduite en annexe.*

2. *Cf. N° 241, annexe.*

3. *Rédigée par H. Frölicher; en tête du document, G. Motta a noté: Kenntnis genommen, 5.4.38, Motta.*

Ich antwortete, dass von schweizerischer Seite keine militärischen Massnahmen, insbesondere auch nicht während der Tage der «Wiedervereinigung», getroffen wurden. Immerhin hätte sich die Frage gestellt, ob die schweizerischen Grenzorgane militärisch geschützt werden sollen. Man habe aber auf solche militärische Massnahmen verzichtet in der Meinung, dass es richtig sei, sich völgänglich mit den in Betracht kommenden Garanten der schweizerischen Neutralität zu verständigen.

Köcher nahm von dieser Antwort Kenntnis, bemerkte jedoch, dass in Berlin Widerspruch zu erwarten sei, wenn die Frage der Errichtung von Befestigungen aufgeworfen würde.

261

E 2001 (D) 1/7

*L'Association de la Presse suisse¹ au Conseil fédéral²*Copie³

L

Lausanne und Bern, 6. April 1938

Der Zentralvorstand des Vereins der Schweizer Presse hat am 26. März 1938, auf Grund eingehender Besprechung der seit dem 11. März 1938 eingetretenen pressepolitischen Lage, folgende Beschlüsse gefasst:

I. In Übereinstimmung mit den Präsidenten des Schweiz. Zeitungsverlegervereins und der konsultativen Pressekommission wird die Eingabe für einen neuen *Presseartikel der Bundesverfassung* frühestens Ende April 1938 dem Bundesrat eingereicht.

II. Der Zentralvorstand des Vereins der Schweizer Presse bekundet neuerdings seinen festen Willen, der schweizerischen Presse die Freiheit zu wahren, die durch die Bundesverfassung gewährleistet ist und die allein es der schweizerischen Presse ermöglicht, die ihr im Dienste des Schweizervolkes obliegenden Aufgaben zu lösen.

Diese Aufgabe erblickt der Zentralvorstand namentlich in der wahrheitsgemässen Berichterstattung und sachlichen Stellungnahme über die politischen Ereignisse des In- und Auslandes im Rahmen der lebenswichtigen nationalen schweizerischen Interessen.

III. Im Einzelnen beschliesst der Zentralvorstand:

1. Die durch den Bundesratsbeschluss vom 15. Mai 1934 eingesetzte *Konsultative Pressekommission* erhält neuerdings die volle Unterstützung des Zentralvorstandes in ihrem Bestreben, die internationale Stellung und die auswärtigen Beziehungen des Landes vor einem Missbrauche der Pressefreiheit zu schützen.

2. Die durch den Vorstand des Schweiz. Zeitungsverlegervereins durch Beschluss vom 11. März 1938 in die Wege geleiteten Bemühungen um den

1. *La lettre est signée*: Der Präsident: Jean Rubattel; Der Geschäftsführer: W. Bickel.

2. *La lettre est adressée au Président de la Confédération à l'intention du Conseil fédéral*.

3. *Il s'agit d'une copie au sens de Abschrift sur laquelle a été rajouté*: Zur Kenntnisnahme an die Justizabteilung und an die Bundesanwaltschaft. Bern, den 8. April 1938. Eidg. Justiz- und Polizeidepartement. sig. Baumann.

Abschluss eines *internationalen Abkommens der Presseorganisationen zur Bekämpfung falscher Nachrichten* werden grundsätzlich und praktisch unterstützt.

3. Dem Zentralvorstand des Schweiz. Zeitungsverlegervereins wird vorgeschlagen, gemeinsam mit dem Verein der Schweizer Presse eine «*gemischte pressepolitische Kommission*» einzusetzen und ihr folgende Aufgaben zuzuweisen:

a. die schweizerische Presse vor unkontrollierbaren ausländischen Beeinflussungen zu schützen;

b. in kameradschaftlich-kollegialer Weise darauf hinzuwirken, dass die auswärtige Politik der schweizerischen Presse den Grundsätzen entspricht, die Bundesrat und Bundesversammlung in ihrer Kundgebung vom 21. März 1938 festgelegt und umschrieben haben;

c. der Verbreitung unwahrer landespolitisch schädlicher Nachrichten in jedem einzelnen Falle mit aller Energie und rücksichtsloser Bestimmtheit entgegenzutreten.

Wir möchten Sie bitten von diesen Beschlüssen gefl. Kenntnis zu nehmen [...].

262

E 2001 (D) 3/267

*Le Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Bern, 6. April 1938

Wir beehren uns, Ihnen im Folgenden unsere Auffassung bekanntzugeben zu dem Aide-mémoire der amerikanischen Gesandtschaft¹, das die Abteilung für Auswärtiges mit Schreiben Nr. B 41.21.Am.1 – OE vom 26. März² der Polizeiabteilung übermittelt hat und das eine Einladung zu einer Konferenz über die Flüchtlinge aus Deutsch-Österreich und Deutschland enthält.

Die internationale Konferenz zur Besprechung einer Konvention über die Flüchtlinge aus Deutschland, die vom 7. bis zum 10. Februar dieses Jahres in Genf stattgefunden hat³, gab Gelegenheit, die Einstellung der dort vertretenen Staaten zum Problem der Flüchtlinge und der Staatenlosen im allgemeinen kennen zu lernen. Alle dort vertretenen europäischen Staaten: Schweden, Norwegen, Dänemark, Holland, England, Belgien, Luxemburg, Frankreich, Spanien, Portugal, Polen, die Tschechoslowakei und die Schweiz gaben im Laufe der Konferenz in irgend einer Form bekannt, dass sie für neue Flüchtlinge nicht

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. N° 247.*

3. *Sur cette conférence, cf. le rapport du 21 mars 1938 du délégué suisse, H. Rothmund, dans E 2001 (D) 4/41.*

mehr aufnahmefähig seien. Die Nachbarstaaten Deutschlands betonten dazu, dass das dringendste Problem das der Auswanderung nach Übersee sei. Eine Erklärung des Vertreters der Niederlande, dass eine internationale Organisation beauftragt werden sollte, die Auswanderung der Flüchtlinge, die von den Zufluchtsländern nicht absorbiert werden könnten, vorzubereiten und zu organisieren, um das Problem der Flüchtlinge aus Deutschland endgültig zu lösen, fand Unterstützung durch die Delegierten Englands, Belgiens, Spaniens, Polens und der Schweiz. Der schweizerische Delegierte sprach dabei den Wunsch aus, dass die Aufgabe dieser Stelle ausgedehnt werden sollte auf alle Kategorien von Flüchtlingen und von Schriftenlosen. Es dürfte also kein europäischer Staat in der Lage sein, eine einigermaßen für die Unterbringung der aus Deutsch-Österreich zu erwartenden Flüchtlinge ins Gewicht fallende Zahl aufzunehmen. Unter die Arierparagrafen fallen annähernd 300 000 Menschen in Deutsch-Österreich.

Der Völkerbundsrat hat ein Komitee bestellt aus Vertretern Frankreichs, Englands und Boliviens, das gemäss der von der Völkerbundsversammlung in ihrer achtzehnten Sitzung gefassten Resolution einen Plan ausarbeiten soll für die Unterstützung der Flüchtlinge. Es wird sich für dieses Komitee darum handeln, eine Lösung zu finden, die die Fortführung der bisher durch das Nansenamt und durch den Hochkommissär für Flüchtlinge aus Deutschland geleisteten Arbeit durch den Völkerbund ermöglicht, trotz der bisherigen ablehnenden Haltung Russlands. Die Flüchtlingsfrage im weitesten Sinne des Wortes ist ein humanitäres Werk, dem sich der Völkerbund unter keinen Umständen entziehen sollte. Sie ist ausserordentlich vielfältig und kann nur durch ein mit Fachmännern besetztes internationales Amt und nur auf sehr lange Sicht einer Lösung entgegengeführt werden. Ein neu zu gründendes Komitee aus Vertretern verschiedener Staaten, wie es in der Absicht des Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika zu liegen scheint, könnte unseres Erachtens auf die Dauer keine nützliche Arbeit leisten, nicht einmal, wenn es ein ständiges Bureau gründen würde mit einem Leiter, ähnlich wie das Hochkommissariat von 1933 für die Flüchtlinge aus Deutschland mit dem Amerikaner Mac Donald als Hochkommissär und einem Verwaltungsrat, bestehend aus den Vertretern einer Reihe von Staaten. Dieses Hochkommissariat musste bald aufgelöst und dem Völkerbund angegliedert werden, weil es nicht in der Lage war, das Problem einer Lösung entgegenzuführen und weder die Rechtstellung der Flüchtlinge aus Deutschland in den europäischen Staaten noch die Auswanderung nach Übersee fördern konnte.

Diese Überlegungen führen zum Schluss, dass die Gründung eines Komitees, wie es von den Amerikanern vorgeschlagen wird, nicht zweckmässig wäre und gegenteils der Flüchtlingsfrage in ihrer Gesamtheit dadurch Schaden bringen könnte, dass sie vom Völkerbund abgezogen würde. Wir gehen trotzdem einig mit Ihnen, dass der amerikanische Vorschlag nicht abgelehnt werden sollte. Aus folgenden Gründen:

Abgesehen davon, dass die Schweiz wohl aus politischen Überlegungen den Vorschlag nicht einfach ablehnen kann, scheint es uns wichtig zu sein, die Amerikaner in Europa als Teilnehmer einer von ihnen angeregten Konferenz begrüßen zu können. Einmal gibt dies Gelegenheit, ihnen die Lage der euro-

päischen Staaten in der Flüchtlingsfrage auseinanderzusetzen. Sodann können sie über die bisher seit Jahren durch den Völkerbund geleistete Arbeit und über die Zweckmässigkeit, ja die Notwendigkeit deren Fortführung aufgeklärt werden. Es sollte aber angeregt werden, das Generalsekretariat des Völkerbundes ebenfalls zu der Konferenz einzuladen. Herr Dr. Kullmann, mit dem wir in Ihrem Einverständnis Fühlung genommen haben, ist ebenfalls der Auffassung, die Anregung Amerikas sollte nicht von vornherein negativ behandelt werden; er teilte uns mit, das Generalsekretariat lege Wert darauf, zur Teilnahme an der Konferenz eingeladen zu werden. Da alle Nachbarstaaten Deutsch-Österreichs und die meisten Nachbarn des übrigen Deutschen Reichs Massnahmen gegen die unkontrollierte Zureise von Emigranten aus Deutsch-Österreich getroffen haben, können diese nicht mehr wie bisher aus Deutschland ohne Mittel frei in andere Länder fahren, die für ihr Weiterkommen sorgen müssen. Die deutsche Regierung wird deshalb wohl über die Auswanderung verhandeln müssen mit den Einwanderungsstaaten.

Aus diesen Gründen sollte der Versuch gemacht werden, die von den Vereinigten Staaten von Amerika einberufene Konferenz als *einmalige* Zusammenkunft der europäischen mit den amerikanischen Staaten dazu zu benützen, um die Lage des Völkerbundes als Zentrale für die Behandlung des gesamten Flüchtlings- und Staatenlosenproblems zu stärken und zu erreichen, dass die amerikanischen Staaten eine *ständige* Stelle schaffen, die sich mit der Einwanderung nach Übersee befasst. Diese Stelle hätte in ständiger Verbindung mit dem Völkerbund zu stehen. Dieser könnte vielleicht die Mitarbeit der Vereinigten Staaten am Flüchtlingsproblem durch Entsendung eines ständigen Delegierten erreichen. Die ständige Stelle in Amerika könnte zudem für direkte Verhandlungen mit der deutschen Regierung in Frage kommen.

Die Konferenz sollte wenn möglich nicht in der Schweiz tagen. Holland hat in seiner Antwort darauf hingewiesen, es sollte von Genf als Konferenzort abgesehen werden. Der holländische Gesandte hat sich persönlich dahin geäußert, er glaube kaum, dass seine Regierung die Konferenz in Holland haben möchte. Paris scheint uns als Boden der politisch orientierten Flüchtlingskomitees – z. B. Comité pour la défense du droit d'asile – nicht geeignet zu sein. Brüssel dürfte sowohl zentral gelegen, wie auch nach der politischen Einstellung Belgiens geeignet sein, falls die belgische Regierung sich einverstanden erklären könnte.

Wenn Sie mit unseren Überlegungen einig gehen, erlauben wir uns, Ihnen vorzuschlagen, die Note der amerikanischen Gesandtschaft dahin zu beantworten, dass die Schweiz zwar für die Flüchtlinge aus Österreich wie für die aus Deutschland wegen ihrer grossen Überfremdung und den zahlreichen einheimischen Arbeitslosen nur als Transitland in Betracht kommen könne. Dass sie aber, wie sie seinerzeit im Verwaltungsrat des ehemaligen Hochkommissärs Mac Donald und seit Jahren beim Völkerbund mitgearbeitet habe, bereit sei, an der von den Vereinigten Staaten angeregten Konferenz teilzunehmen. Sie nehme aber an, die Konferenz werde das weitere Vorgehen in der gesamten Flüchtlingsfrage prüfen und insbesondere der Weiterarbeit des Völkerbundes nicht nur nichts in den Weg legen, sondern sie unterstützen. Es dürfte zweckmässig sein, das Generalsekretariat zur Teilnahme einzuladen, das mit seiner

langjährigen, grossen Erfahrung sicherlich nützlich sein könnte. Als Konferenzort werde, als für die Konferenzteilnehmer zentral gelegen, Brüssel vorgeschlagen⁴.

4. *A ce sujet, la réponse, du 13 avril 1938, du Département politique à la note américaine, déclarait:* En ce qui concerne la suggestion du Gouvernement des Etats-Unis que la première réunion de ce Comité ait lieu dans une ville suisse, le Conseil fédéral, tout en y étant très sensible, croit devoir émettre l'avis qu'il serait préférable que la Conférence se réunît dans un autre pays dont la situation est plus appropriée aux problèmes particuliers qu'elle aura à débattre.

Pour la décision du Conseil fédéral, du 24 juin 1938, d'envoyer deux délégués à la conférence prévue, cf. E 1004.1 1/374, N° 1092.

263

E 2001 (D) 4/1

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 6. April 1938

Ihr Schreiben vom 1. ds. Mts.¹ ist am 4. April hier eingetroffen. Ich habe mit grösstem Interesse von Ihren Instruktionen, sowie vom erweiterten Text des Entwurfes zu einem Memorandum über die schweizerische Neutralität im Schosse des Völkerbundes Kenntnis genommen.

Zu meiner Überraschung enthält Ihr Schreiben keinerlei Wegleitung bezüglich der vom Ministerpräsidenten aufgeworfenen Frage, bezüglich welcher ich um Instruktionen gebeten hatte². Sodann schienen mir nach Lektüre der beiden Dokumente noch einige Klarstellungen notwendig zu sein. Ich erlaubte mir deshalb, mich mit dem Chef der Abteilung für Auswärtiges telephonisch in Verbindung zu setzen und erhielt von ihm, nachdem er die aufgeworfenen Fragen mit Ihnen besprochen hatte, folgende Weisungen:

1. Auf die von Herrn Léon Blum aufgeworfene Frage einer neuen Garantie der schweizerischen Neutralität, bezw. der Unverletzlichkeit unseres Territoriums ist zur Zeit nicht einzutreten.

2. Es ist von unserer Seite nicht der Wunsch auszudrücken, die französische Regierung möge sich bei der Sovietregierung dafür verwenden, dass uns diese keine Schwierigkeiten macht. Wir haben uns darauf zu beschränken, die französische Regierung um Stellungnahme zu unserem Projekt zu ersuchen.

3. Am Text des vom Bundesrat genehmigten Vorentwurfes sind keinerlei Änderungen anzubringen, obschon

a) der dritte Satz von Alinea 2 auf Seite 5 nicht ganz richtig ist, da das System der Sanktionen überhaupt nie gespielt hat³,

1. Cf. N° 258, note 5.

2. Cf. N° 251.

3. Remarque marginale de Motta: ? M.

b) das Memorandum am Schluss ausdrücklich auf die Londoner Erklärung verweist, obschon gerade diese die «differentielle Neutralität» geschaffen hat, die wir abschaffen wollen⁴,

c) auch der jetzige Texte einen Widerspruch zu enthalten scheint, indem einerseits verlangt wird «que sa neutralité intégrale soit *expressément* reconnue» und doch andererseits die Konklusion dahin geht, der Völkerbundsrat «voudra bien lui donner acte»⁵.

Infolge der gestrigen Kammersitzung waren weder Herr Paul-Boncour noch Herr Léger erreichbar. Ich habe deshalb, um keine Zeit zu verlieren, den Entwurf zum Memorandum gestern abend noch Herrn Massigli überreicht und ihn im Sinne Ihres Schreibens vom 1. April kommentiert. Ich habe dringend gebeten, dass man uns so rasch als irgend möglich über die Stellungnahme der französischen Regierung unterrichtet. Herr Massigli hat den Entwurf entgegen genommen, indem er eine verständnisvolle und wohlwollende Prüfung zusicherte. Der Quai d'Orsay werde sich sofort mit London in Verbindung setzen und hoffe, mir Ende dieser Woche seine ersten Eindrücke mitteilen zu können⁶.

4. *Remarque manuscrite de Motta en marge de ce passage*: Wie kann man die Londoner Erklärung evtl. [?] variieren [?]. M.

5. *Note marginale de Motta*: Das scheint mir nicht richtig zu sein. M.

6. *Dans une notice sur un entretien avec René Massigli, le Ministre Stucki écrit*: 11. April 1938. Heute 5 Uhr empfang mich Minister Massigli am Quai d'Orsay. Er teilte mir mit, dass die französische Regierung gegen unseren Entwurf zum Memorandum betreffend schweizerische Neutralität im Schosse des Völkerbundes keine Einwendungen zu erheben habe und erheben werde. Diese Mitteilung sei insofern nicht als hochoffiziell und endgültig zu betrachten, als der neu ernannte Minister des Auswärtigen sich mit der Frage noch nicht habe befassen können. Es sei aber äusserst unwahrscheinlich, dass er eine andere Meinung vertreten würde. Massigli teilt ferner mit, dass seines Wissens vom Generalsekretär des Völkerbundes die Frage betreffend Sitz des Völkerbundes in einer vollkommen neutralen Schweiz aufgeworfen werde. Die französische Regierung ihrerseits beabsichtige nicht, dies zu tun. Nach Meinung des Quai d'Orsay sollte sich die Schweiz von Deutschland und Italien ausdrücklich bestätigen lassen, dass diese beiden Länder aus der Tatsache, dass der Völkerbund seinen Sitz in der Schweiz hat, nie und unter keinen Umständen eine Neutralitätsverletzung herleiten werden.

Ich habe die Mitteilungen ad referendum entgegen genommen. (E 2200 Paris 11/5).

*Notice du Chef de la Section de la Société
des Nations du Département politique, C. Gorgé¹*

OT

Berne, 9 avril 1938

NOTICE PRÉLIMINAIRE CONCERNANT LES ACCORDS
AVEC LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
RELATIFS À LA STATION RADIOTÉLÉGRAPHIQUE

L'accord conclu, le 21 mai 1930, entre le Conseil fédéral et le Secrétaire général de la Société des Nations contient un article 13 ainsi conçu:

«1. Le présent accord entrera en vigueur dès sa signature; il prendra fin à l'expiration d'une période de dix ans à compter du jour où le poste de transmission à ondes courtes sera ouvert officiellement à l'exploitation.

2. Si l'accord n'est pas dénoncé deux ans avant l'expiration de cette période de dix ans, il demeurera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des parties moyennant préavis de deux ans. La dénonciation ne prendra toutefois effet, dans ce cas, qu'à la fin de l'exercice financier en cours.

3. A l'expiration du présent accord, un règlement interviendra en conformité des dispositions de la convention à conclure entre le Secrétaire général et la Radio-Suisse.»

Quant à la «convention» du même jour passée entre la «Radio-Suisse» et le Secrétaire général, elle stipule, à son article 25, qu'elle «aura la même durée que l'accord conclu entre le Gouvernement suisse et le Secrétaire général au sujet de la Radio-Nations. Une dénonciation de l'accord par l'une des deux parties emportera résiliation, pour la même date, de la présente convention».

Le poste de transmission à ondes courtes a été ouvert officiellement à l'exploitation le 2 février 1932. L'accord susvisé prendrait fin, dès lors, le 2 février 1942; il pourrait être dénoncé le 2 février 1940.

L'accord n'est évidemment pas compatible, dans son économie générale, avec la neutralité intégrale à laquelle la Suisse entend revenir. On ne pourrait guère admettre, en effet, qu'en cas de crise, le Secrétaire général pût, conformément à l'article 4, faire passer la «Radio-Nations» «sous la gestion exclusive de la Société des Nations». Si le «temps de crise» ne comprenait pas le «temps de guerre», on pourrait, à la rigueur et sous certaines conditions, s'accommoder peut-être de cette situation. Mais qu'en temps de guerre, la Société des Nations dispose sur notre territoire d'une station réservée à ses besoins exclu-

1. *Ecrit sans doute à l'attention de Motta. En tête du document, ce dernier a fait les annotations suivantes:* La question est délicate. Il me semble que, lorsque notre question de neutralité aura été réglée, nous pourrions reprendre l'examen de la question. 22.4.36. M. *Et:* Pour le moment il ne convient pas de soulever une question qui ne semble pas présenter de dangers réels.

sifs, cette possibilité paraît désormais exclue. Force nous est de revenir aux principes posés par les articles 8 et 9 de la Convention de La Haye de 1907 sur les droits et les devoirs des Puissances et des personnes neutres en cas de guerre sur terre. La Confédération ne saurait maintenir, sur son territoire, un régime de discrimination entre belligérants. Le principe de la balance égale doit être rétabli dans sa plénitude.

La «Radio-Suisse» exprime d'ailleurs le même avis dans sa lettre du 26 janvier 1938² au Département des Postes et des Chemins de fer.

L'accord du 21 mai 1930 ne prévoit pas de dénonciation anticipée. C'est compréhensible; la Société des Nations n'aurait pu faire des dépenses considérables pour la station sans avoir la garantie que l'accord serait d'une certaine durée. Un délai de dix ans n'était pas excessif. Personne n'avait, toutefois, pu prévoir que le statut de la Suisse au sein de la Société des Nations subirait, entre-temps, un changement profond. Un fait nouveau s'est produit, qui modifie toute la situation. On se trouve en présence d'un cas typique d'application de la clause «rebus sic stantibus». La Suisse n'est plus en état de se conformer aux obligations prévues par l'accord. En reconnaissant notre neutralité intégrale dans le cadre de la Société des Nations, le Conseil ne ferait que constater implicitement cette impossibilité. Dans ces conditions, le Conseil fédéral serait fondé à dénoncer, avant le terme, l'accord de 1930. Il pourrait le faire dès que notre neutralité intégrale aurait été reconnue dans le cadre de la Société des Nations. Il lui serait même loisible de le faire tout de suite, car nous nous trouvons déjà dans l'impossibilité de concéder à la Société des Nations les avantages que comporterait pour elle l'accord en temps de crise. Que le Conseil de la Société des Nations acquiesce ou n'acquiesce pas à la demande dont nous allons le saisir en ce qui concerne notre neutralité, nous sommes déjà aujourd'hui dans l'impossibilité d'admettre qu'en cas de guerre, la Société des Nations exploite, pour son propre compte, une station radiotélégraphique sur notre territoire.

Les inconvénients d'une dénonciation précipitée sautent cependant aux yeux. Politiquement, nous ferons mieux de ne pas brusquer la Société des

2. *Le dernier paragraphe de cette lettre disait*: Indem wir Sie bitten, von diesen Bemerkungen Kenntnis nehmen zu wollen, fügen wir bei, dass wir uns wohl bewusst sind, dass es eigentlich nicht Sache der Leitung der Radio-Schweiz ist, dem Bundesrat politische Fragen zu unterbreiten. Aber die aktive Rolle, die unsere Gesellschaft seinerzeit bei den Verhandlungen über die Errichtung und den Betrieb der Völkerbundsstation gespielt hat, und die Tatsache, dass die Direktion der Radio-Schweiz täglich sich mit der Radio-Nations befassen muss, machen es gewiss verständlich, dass wir uns zu der Lage äussern, die sich hinsichtlich der Völkerbundsstation aus der neuen Politik des Bundesrates ergibt. *Le Chef du Département des Postes et des Chemins de fer, M. Pilet-Golaz, à qui cette lettre était adressée, l'avait transmise à Motta qui lui avait répondu le 18 février 1938*: nous avons l'honneur de vous faire connaître que nous n'avons pas perdu de vue la question des modifications à apporter au statut actuel de la station Radio-Nations lorsque nous aurons recouvré notre neutralité entière au sein de la Société des Nations.

Nous avons évoqué, en particulier, ce problème lors des échanges de vues que nous avons eus, en janvier, avec les experts que nous avons consultés.

Il nous est apparu cependant [suite à la fin du document].

Nations, d'autant plus que l'éventualité d'une exploitation de la station par la Société des Nations est actuellement toute théorique. L'accord existe, mais il n'est pas de nature, pratiquement, à porter atteinte à notre neutralité. Nous pourrions donc nous accorder quelque délai avant de dénoncer.

Il y aurait cependant intérêt à créer – et c'est aussi l'avis de la «Radio-Suisse» – une situation nette aussitôt que possible. Nous pourrions faire valoir notre droit à une dénonciation anticipée dès que la question de notre neutralité aura été réglée, à moins – ce qui est fort possible – que la question ne soit posée tout de suite au Conseil. Dans cette dernière hypothèse, nous ne pourrions que déclarer de la façon la plus formelle l'impossibilité où nous nous trouverions d'assumer plus longtemps les obligations découlant de l'accord de 1930.

Notre dénonciation anticipée serait évidemment soumise, de toute façon, au Conseil, le Secrétaire général n'ayant guère, à notre avis, la compétence de l'accepter de son propre chef. A ce moment, la question se poserait de savoir si et dans quelle mesure nous pourrions envisager un nouveau régime permettant à la «Radio-Suisse», en temps normal, mais en temps normal seulement, de continuer sa collaboration avec la Société des Nations dans la station érigée à frais communs. Un accord de ce genre serait peut-être économiquement avantageux pour nous, d'autant plus qu'une rupture abrupte de l'accord nous obligerait, le cas échéant, à rembourser à la Société des Nations le matériel et les installations qui sont sa propriété et que la dénonciation de l'accord rendrait inutilisables pour elle. Il se peut d'ailleurs que la Société des Nations tienne beaucoup, pour sa part, à ne pas rompre avec la «Radio-Suisse» et accepte un régime selon lequel l'exploitation en commun de la station ne serait plus prévue que pour le temps «normal» et dans des conditions qui sauvegarderaient entièrement notre position d'Etat neutre. En ce cas, on pourrait envisager la possibilité de négocier une nouvelle convention qui viendrait se substituer à celle du 21 mai 1930. Pour le temps de guerre, la situation serait claire: la station serait exploitée par nous seuls et sous notre seul contrôle.

On peut se demander de même si, au lieu de dénoncer aussitôt que possible, au risque de soulever des problèmes juridiques extrêmement délicats, il n'y aurait pas lieu de temporiser. Partant du fait que l'accord conclu entre le Conseil fédéral et la Société des Nations ne présente aucun danger réel pour notre neutralité, étant donné que, dans les circonstances actuelles, la Société des Nations ne serait plus guère en état d'exploiter elle-même la station en temps de crise, on en arriverait à différer toute dénonciation jusqu'au 2 février 1940. Notre dénonciation serait alors tout à fait régulière et nous épargnerait toute discussion irritante avec la Société des Nations. Ce mode de procéder ne serait, toutefois, pas à l'abri des critiques. Nous laisserions tacitement subsister un accord qui, dans sa lettre et son esprit, serait contraire aux principes mêmes de notre neutralité intégrale recouvrée. Nous promettrions encore, tout en sachant pertinemment que nous ne pourrions pas tenir. Cette solution manquerait, croyons-nous, d'élégance et elle ne serait guère³ conforme à cette «Sauberkheit» à laquelle notre peuple a toujours attaché du prix.

3. Cette phrase a été corrigée. La première version était la suivante: ... d'élégance et de dignité. Elle ne serait pas...

Il nous resterait aussi la possibilité de soulever nous-mêmes la question devant le Conseil en même temps que celle de notre neutralité. Tactiquement, cette procédure ne serait pas des plus heureuses. Elle compliquerait les choses devant le Conseil, et, comme on dit familièrement, il vaut mieux ne pas trop charger le bateau. C'est l'avis que nous avons déjà exposé au Département des Postes et des Chemins de fer. Dans notre lettre du 18 février⁴, nous lui écrivions, entre autres, ce qui suit :

«Il nous est apparu cependant qu'il serait prématuré de soulever cette question dès maintenant. Elle ne ferait que compliquer notre tâche, qui est suffisamment difficile en ce moment.

Mieux vaudrait attendre que nous eussions obtenu ce vers quoi vont tendre désormais tous nos efforts: notre neutralité intégrale dans la Société des Nations. Ce serait d'ailleurs plus logique. Aussi longtemps que notre position d'Etat neutre dans la Société des Nations n'aura pas été clairement définie au point de vue politique, il serait assez peu opportun d'entreprendre une action parallèle dans le domaine technique. Le principe de la neutralité intégrale posé et reconnu, les conséquences suivront. Une des premières sera la révision de l'accord du 21 mai 1930.»

Pour conclure et tout considéré, il semble que le mieux serait de dénoncer l'accord du 21 mai 1930 aussitôt que possible, soit dès que la question de notre neutralité aura été élucidée devant le Conseil⁵.

4. Cf. note 2.

5. Saisissant l'occasion offerte, au début novembre 1938, par la demande du Secrétariat général de la SdN au Conseil fédéral d'envisager une révision de la Convention du 21 mai 1930 conclue avec la «Radio-Suisse», le Conseil fédéral décidera, dans sa séance du 4 février 1939:

1) de charger le département politique de faire connaître au secrétariat de la Société des Nations que le Conseil fédéral n'a aucune objection à formuler contre une révision de la convention du 21 mai 1930, cette révision étant demandée par la «Radio-Suisse» elle-même;

2) d'informer, en même temps, le secrétariat que le Conseil fédéral serait désireux d'adapter, par voie de révision, l'accord du 21 mai 1930 à la résolution du Conseil de la Société des Nations du 14 mai 1938 relative à la neutralité de la Suisse dans le cadre de la Société des Nations. (E 1004.1 1/382, N° 247).

*Le Vice-président du «Vorort» de l'Union suisse
du Commerce et de l'Industrie, E. Wetter,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Stellung der schweizerischen
Presse gegenüber Deutschland

Zürich, 11. April 1938

Wenn wir richtig orientiert sind, findet nächstens¹ unter dem Vorsitz Ihres Departementes eine Aussprache mit den Redaktionen schweizerischer Zeitungen statt, wobei hauptsächlich die Haltung der schweizerischen Presse gegenüber dem Ausland und im speziellen gegenüber den Diktaturstaaten zur Sprache kommen soll.

Wir begrüßen diese Massnahme sehr. Es spielt ja keine Rolle, ob uns Schweizern heute das eine oder andere Staatssystem sympathisch oder nicht sympathisch ist. Wir haben uns nicht in die internen Verhältnisse der fremden Staaten einzumischen, genau wie wir auch eine Einmischung des Auslandes bei uns jederzeit abgelehnt haben. Wenn aber je eine ungehemmte Kritik ausländischer Verhältnisse gefährlich war, so doch heute in dieser politisch so bewegten und unsicheren Zeit. Da ist es Pflicht der schweizerischen Öffentlichkeit, die durch unsere Presse in erster Linie repräsentiert wird, Mass zu halten in der Beurteilung fremder Einrichtungen und Staatsideologien.

Aber neben den allgemeinen staatspolitischen Erwägungen spielen speziell für einen kleinen Staat, wie wir es sind, der so sehr vom Auslandabsatz abhängig ist, auch wirtschaftliche Erwägungen eine Rolle. Wir haben heute einen grossen Export nach Italien und nach Deutschland. Speziell die Verhältnisse mit Deutschland werden durch die Angliederung Österreichs auch für die Schweiz vorläufig sehr unübersichtlich und erheischen schwere Verhandlungen. Für solche Verhandlungen darf nicht eine Atmosphäre geschaffen werden, die eine rein sachliche Lösung erschwert oder gar verunmöglicht. Aus solchen Gründen, einmal mehr staatspolitischen, dann aber auch wirtschaftspolitischen, ist die schweizerische Wirtschaft beunruhigt über die teilweise hemmungslose, teilweise wenigstens unvorsichtige Kritik speziell deutscher Verhältnisse durch die schweizerische Presse. Man kann auf diese Weise wohl gut wirtschaftliche Beziehungen zerschlagen, aber niemand wird dann der schweizerischen Exportindustrie für verlorene Absatzgebiete Ersatz und der schweizerischen Bevölkerung Arbeit verschaffen. Am allerwenigsten die Kreise, die an diesen ungünstigen Auswirkungen Schuld tragen.

Der Vorort hat deshalb in seiner Sitzung vom 8. April beschlossen, in vorstehendem Sinne bei Ihnen vorstellig zu werden und Sie zu bitten, bei Ihren Besprechungen die Vertreter der Presse auch auf diese bedeutenden wirtschaft-

1. Le 14 mai 1938. Sur cette conférence de presse, cf. E 2001 (D) 1/7.

lichen Gefahren aufmerksam zu machen, die eine ungehemmte Schreibweise für die Schweiz zur Folge haben kann².

2. *Motta a fait envoyer une copie de cette lettre au président de l'Association suisse des éditeurs de journaux, E. Rietmann, et au Président central de l'Association de la Presse suisse, Jean Rubattel. Rietmann répond à Motta, le 4 mai 1938: [...] Was nun das Schreiben des Vororts betrifft, so darf also konstatiert werden, dass die beiden Presseorganisationen [mentionnées ci-dessus] mit der Empfehlung, Mass zu halten in der Beurteilung fremder Einrichtungen und Staatsideologien, einig gehen. Es besteht aber dabei doch auch das Problem der geistigen Landesverteidigung, die heute dringendstes Gebot geworden ist. Die schweizerische Presse wird an der Aufgabe, ihre demokratische Einrichtung zu verteidigen, nicht vorbeisehen können. Ich darf vielleicht noch auf einen besonderen Punkt hinweisen: es ist nicht immer die Berichterstattung über deutsche Dinge an sich und ihre Beurteilung, welche Anstoss erregen, vielmehr die Berichterstattung überhaupt, denn die Berichterstattung aus fremden Ländern, so wie sie die schweizerischen Zeitungen bringen, liest sich sehr oft anders als diejenige z. B. der deutschen Presse. Man wird aber den Schweizerzeitungen doch nicht zumuten wollen und zumuten dürfen, auf diese ausländische Berichterstattung zu verzichten. [...]*

Ich möchte mir zum Schlusse noch erlauben, ein Wort zum Zusammenhang zwischen schweizerischen Presseäusserungen und den wirtschaftlichen Beziehungen zu Deutschland zu sagen. Der Schreibende entsinnt sich noch sehr gut der Vorwürfe, die seinerzeit während des Weltkrieges der schweizerischen Presse gemacht wurden, ihre Haltung oder ihre Schreibweise erschwere nicht nur die politischen, sondern vor allem die wirtschaftlichen Beziehungen. Ich habe aber damals die Überzeugung gewonnen, und sehr viele Kollegen mit mir, dass diese Vorhalte nur gemacht wurden, um über die wirtschaftlichen Beziehungen und ihre Ordnung einen Druck auf die schweizerische Presse auszuüben. Ich bitte, es mir zugute halten zu wollen, wenn ich auch heute noch die Ansicht habe, dass die Gelegenheit von Konferenzen wirtschaftlicher Art wiederum zum gleichen Zweck benutzt werden soll. [...]. (E 2001 (D) 1/7).

Le 16 mai 1938, Motta réplique à Rietmann: [...] Nachdem der Bundesrat unter einhelliger Zustimmung der Bundesversammlung erklärt hat, dass die Schweiz mit allen Nachbarstaaten freundschaftliche Beziehungen unterhalten muss, ist es ja in der Tat eine Notwendigkeit geworden, dass namentlich diejenige Presse, die hinter der Landesregierung steht, auf eine Schreibweise verzichtet, die mit dem erwähnten Grundsatz im Widerspruche ist. Wir sind mit Ihnen vollständig einverstanden, dass es ein Erfordernis der geistigen Landesverteidigung ist, das Schweizervolk objektiv von den Vorgängen im Ausland zu unterrichten und die Ereignisse von der hohen Warte eines unparteiischen Beobachters zu würdigen. Jedenfalls aber darf diese geistige Landesverteidigung nicht auf Kosten der schweizerischen aussenpolitischen Interessen geschehen. Die Einstellung der «Neuen Zürcher Zeitung» Italien gegenüber zeigt, dass es sehr wohl möglich ist, das eine zu tun und das andere dabei zu berücksichtigen. (E 2001 (D) 1/7).

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Lisbonne, Ch. Redard,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L RL

Lisbonne, 14 avril 1938

J'ai l'honneur de vous informer que, suivant vos instructions, j'ai fait savoir, le 12 du courant, au Ministère des Affaires Etrangères qu'un grand nombre de citoyens portugais prient instamment le Consulat de Suisse à Barcelone de leur faciliter la sortie de l'Espagne et que, pour des motifs hautement humanitaires, il faudrait rendre possible le départ de ces malheureux en leur fournissant, sinon des passeports pour retourner dans leur pays, tout au moins des pièces d'identité à durée limitée avec lesquelles ils pourraient passer la frontière française.

Le fonctionnaire du protocole, auquel je m'étais adressé, m'a dit qu'il allait immédiatement soumettre le cas à l'appréciation de l'Ambassadeur Sampayo, Secrétaire Général du Ministère. Ce fonctionnaire a terminé notre conversation par cette observation: «L'affaire est très délicate; il y a Portugais et Portugais».

Hier, à la fin de l'après-midi, j'ai téléphoné au Ministère pour demander si une décision avait été prise. Un quart d'heure plus tard, le Chef du Protocole, Vicomte de Riba Tamega, m'informa que M. Sampayo allait consulter M. le Président Salazar et qu'une réponse pourrait m'être donnée samedi ou lundi.

M. Riba Tamega semble toutefois avoir été mal renseigné car j'ai reçu hier soir à 22 heures la note verbale¹ dont veuillez trouver, sous ce pli, copie et traduction en deux exemplaires.

Pour les motifs qui m'ont été indiqués, verbalement ou par écrit et que je résumerai comme suit, la décision prise me paraît irrévocable:

a) tous les citoyens portugais résidant à Barcelone ont été invités à quitter la Catalogne avant le départ du Consul Général du Portugal; les moyens de partir ont été mis à leur disposition.

b) ceux qui n'ont pas voulu donner suite à cette invitation doivent, de l'avis du Gouvernement portugais, supporter les conséquences de leur décision; nonobstant, les autorités portugaises consentiront à autoriser l'établissement de passeports après l'examen de chaque cas particulier, si elles estiment que la protection consulaire demandée peut encore être accordée;

c) les individus qui sont restés volontairement à Barcelone sont, de l'avis du Gouvernement portugais et à l'exception de quelques religieuses, des communistes qui ont voulu lier leur sort au Gouvernement rouge ou des émigrés politiques. Les premiers n'intéressent pas le Gouvernement du Portugal qui n'admet pas qu'on puisse être en même temps un bon patriote portugais et un partisan

1. Non reproduite.

de Moscou. Quant aux réfugiés politiques, les autorités consulaires ne sont pas compétentes pour leur délivrer des documents.

Par conséquent, le Gouvernement du Portugal prie le Consulat de Suisse à Barcelone de continuer à suivre les instructions qui lui ont été transmises par la Note verbale N° 27 du 30 décembre 1937², dont je vous ai envoyé copie et traduction le 4 janvier dernier (lettre N° 3/18. B.3-231 RL).

2. *Non reproduite.*

267

E 2300 Tokio, Archiv-Nr. 9

*Le Ministre de Suisse à Tokyo, W. Thurnheer,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 3. Japanisch-amerikanische Beziehungen

Tokyo, 14. April 1938

Als Grundlage für die japanisch-amerikanischen Beziehungen der letzten Jahre gelten die Erklärungen, die Aussenminister Hirota 1934 mit Staatssekretär Hull auswechselte und wonach zwischen den beiden Ländern keine Fragen bestehen, die bei gutem Willen nicht zur gegenseitigen Befriedigung auf dem Wege der Verhandlungen gelöst werden könnten. Seit jener Zeit sind die von den gegenseitigen Regierungen gepflegten guten und freundschaftlichen Beziehungen harten Proben ausgesetzt gewesen, die insbesondere von seiten der Vereinigten Staaten ein Maximum an ehrlichem Bestreben friedlicher Beziehungen erforderten; sie hängen alle mit dem japanisch-chinesischen Konflikt zusammen.

Am ernstesten und bekanntesten ist die Beschiessung und Versenkung des amerikanischen Kriegsschiffes Panay zu bewerten; sehr bekannt ist auch die tätliche Misshandlung eines amerikanischen Konsuls geworden. Dank dem guten Willen der beidseitigen Regierungen und der von den Japanern öffentlich anerkannten erfolgreichen vermittelnden Tätigkeit des amerikanischen Botschafters Grew¹ sind diese beiden Fälle durch Entschuldigung seitens der japanischen Regierung, durch Bestrafen der Schuldigen und Schadenersatz friedlich beigelegt worden. Doch sind natürlich diese Fälle nicht ohne bleibende Wirkung auf das amerikanische Volk geblieben, während umgekehrt der Japaner die Neigung hat, diese zu vergessen.

Der amerikanische Botschafter gab mir streng vertraulich Kenntnis von seinen Bedenken betreffend die japanische Beurteilung der Stimmung in den Vereinigten Staaten im Zusammenhang mit den Ereignissen in China; er fürchtet sehr, dass man die Situation zu rosig einschätze. Man stütze sich mit Vorliebe auf die Äusserungen von Pazifisten, günstige Reden einzelner Kongressmitglieder, Zeitungsnotizen, Zeitschriften, etc. Diese geben aber kein richtiges Bild

1. *Remarque marginale de Motta:* früher Minister in Bern. M.

der tatsächlichen Verhältnisse; das überwältigende Mehr der Amerikaner sei heute zweifelsohne sehr stark gegen Japan eingestellt. Es sei dies auf die zahlreichen Fälle bewusster Missachtung der Rechte und des Eigentums der Amerikaner in China und noch mehr der Missachtung der amerikanischen Flagge in zahlreichen Fällen zurück zu führen. Neben dem Panayfall gebe es viele andere, die namentlich in und um Nanking sich ereignet hätten. Die japanischen Truppen hätten wiederholt amerikanische Flaggen heruntergerissen, verbrannt, amerikanisches Eigentum missachtet, etc. In Japan sei man geneigt, diese Tatsachen zu leicht zu nehmen, zu vergessen oder deren Publikation zu unterdrücken. So entstehe ein falsches Bild der wirklich ernsten Lage. Das amerikanische Volk sei sicher eines der friedliebendsten; wenn aber die Stimmung einmal auf einem gewissen Punkt angelangt sei, so bedürfe es dann bei diesem gleichen Volke nur wenig, um plötzlich dessen Erregung zum Ausbruch zu bringen und dann sei eine Kontrolle schwer.

Botschafter Grew teilt mir dann weiter mit, dass er aus dieser Besorgnis heraus und im Interesse der freundschaftlichen Beziehungen zu Japan es als seine Pflicht erachte, für Aufklärung an massgebender Stelle über die wirklichen Verhältnisse zu sorgen. Neulich habe ein einflussreicher, ihm gut befreundeter Japaner bei ihm vorgesprochen, um über die Beziehungen zwischen beiden Staaten zu sprechen; derselbe sei gleichzeitig auch ein Freund des Ministerpräsidenten. Er habe die Gelegenheit benützt, um ihn über die vorgeschilderte Lage aufzuklären und ihn zu ersuchen, hievon auch dem Ministerpräsidenten Mitteilung zu machen; der Betreffende kam einige Tage später wieder zu ihm um ihn wissen zu lassen, der Ministerpräsident habe von dem Ernste der Stimmung in den Vereinigten Staaten keine Kenntnis gehabt und sei für die Aufklärung im Interesse beider Länder sehr dankbar gewesen!

Übergehend auf die Volksemmissäre, die Japan zur Aufklärung seiner Politik nach dem Auslande gesandt, weist Herr Grew daraufhin, dass verschiedene in ihren Äusserungen nichts weniger wie glücklich gewesen. So habe zum Beispiel Baron Okura, der Italien bereiste, anlässlich einer Rede in Palermo erklärt, dass Italien nun das Mittelmeer beherrsche in gleicher Weise wie Japan den Pazifischen Ozean; solche Bemerkungen von Seiten massgebender Japaner, die mit Zustimmung der Behörden zwecks Aufklärung über Japan's Politik ins Ausland gesandt werden, sind nicht dazu angetan, die Stimmung zu verbessern.

Die gleiche Idee bezüglich die Kontrolle des Pazifischen Ozeans scheint auch in gewissen parlamentarischen Kreisen zu bestehen. Jutaro Takahashi, ein bekanntes Mitglied der Minseitō-Partei, wies anlässlich der letzten Parlaments-sitzung auf Nachrichten betreffend Befestigung der Hawaii-Insel und Alaska hin und fügte gemäss Pressereport bei, dies beweise, dass die Vereinigten Staaten Japan's Stellung nicht volle Gerechtigkeit widerfahren lassen. In Antwort auf diese Interpellation bemerkte Aussenminister Hirota, dass seine Politik dahin gehe, die japanisch-amerikanische Freundschaft zu fördern; wenn die Vereinigten Staaten in der Tat an der Pazifischen Küste Verteidigungswerke errichten, sei dies bedauerlich.

Japan's Absicht sei, die Sicherheit und den Fortschritt Ostasiens mit Japan als Zentrum zu fördern, in gleicher Weise wie die Vereinigten Staaten die Füh-

rung für die Erhaltung des Friedens in Nord- und Südamerika übernommen hätten. Wenn die beiden Mächte gegenseitig diese Positionen anerkennen, so schein ihm kein Grund für irgend einen Konflikt zu bestehen. Auf dieser Basis hoffe er die Freundschaft zwischen den beiden Ländern zu fördern.

268

E 1004.1 1/372

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 avril 1938

663. Franz Burri, Verbot der Presseagentur

Justiz- u. Polizeidepartement. Antrag vom 12. April 1938

I. Im Jahre 1934 liess sich Burri Franz des Franz und der Emma geb. Waser, von Entlebuch (Luzern), geb. 26.10.1901 in Cham (Kt. Zug), verheiratet mit Wilhelmine geb. Scherrer, Schriftsteller, jetzt wohnhaft Rotseestr. 5 in Luzern, nach seiner wegen illegaler nationalsozialistischer Betätigung erfolgten Ausweisung aus Österreich in Luzern nieder und errichtete eine Presseagentur. Er gab zunächst die sog. «IPA-Korrespondenz» heraus und in der Folge noch weitere Informationsblätter («Eidgenössische Korrespondenz», «Internationale Jugend- und Hochschulnachrichten», «Kulturpolitische Korrespondenz»).

In sämtlichen Nachrichtenblättern, die teilweise dieselben Meldungen enthalten und die sich durch eine ausgesprochene nationalsozialistische, antiklerikale Einstellung auszeichnen, betrieb Burri eine systematische Hetze gegen den ehemaligen österreichischen Staat, die katholische Kirche und in neuester Zeit, nach dem Anschluss Österreichs an Deutschland, auch gegen die Tschechoslowakei und Liechtenstein. Seine Nachrichten werden entweder von ihm selbst verfasst oder stellen Reproduktionen aus Zeitungen oder Agenturmeldungen dar; zum Teil erhält er sie auch von Mitarbeitern aus den betreffenden Ländern oder gar vom Pressechef der NSDAP in München. So brachte er z. B. in der IPA-Korrespondenz vom 3. März einen der polnischen Telegraphenagentur «Express» entnommenen Artikel über die tschechoslowakische Krise, der zugunsten der Sudetendeutschen lautet. In einem Artikel der Eidgenössischen Korrespondenz vom 18. März wurde erklärt, dass sich der deutsche volkspolitische Imperialismus auf Österreich und die Tschechoslowakei, nicht aber auf die Schweiz erstreckt. Bereits im Jahre 1936 führte die die völkerrechtlichen Beziehungen der Schweiz gefährdende Schreibweise zu einer Reihe von Demarchen der österreichischen Gesandtschaft sowie zu zwei Verwarnungen Burri's, die eine seitens der Bundesanwaltschaft und die andere durch den Bundesrat¹, jedoch ohne dass irgendwie eine Mässigung in der Ausdrucksweise eintrat. Es drängte sich somit eine schärfere Massnahme auf.

1. *Non reproduits*, cf. E 4320 (B) 1970/25/14.

Im Verlaufe des Jahres 1937 leitete die Bundesanwaltschaft gegen Franz Burri ein gerichtspolizeiliches Ermittlungsverfahren ein wegen Verdachtes der Zuwiderhandlung gegen das BG betr. Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft vom 8. Oktober 1936² sowie gegen den BB betr. den Schutz der Eidgenossenschaft vom 21. Juni 1935³.

Mit Bezug auf die innerpolitischen Verhältnisse der Schweiz war ersichtlich, dass der Beschuldigte sich mit beinahe sämtlichen Erneuerungsbewegungen in Verbindung gesetzt und die Initiative zu einer Einigungsaktion dieser politischen Organisation ergriffen hatte. Der damit verfolgte Zweck war, wie aus der beschlagnahmten Korrespondenz hervorging, die ideologische und organisatorische Zusammenarbeit dieser Gebilde und die Schaffung einer politischen Basis zur Verwirklichung der nationalsozialistischen Weltanschauung auf dem Gebiete der Eidgenossenschaft. So erklärt Burri in zwei Briefen, dass man mit «demokratischen Mätzchen» oder mit dem Stimmzettel in der Schweiz die angestrebten Ziele nicht erreichen könne, und dass er ganz bestimmte Pläne verfolge. Ein Anfang auf dem Wege zur Verwirklichung dieser Pläne war die Tätigkeit des Beschuldigten als gemeinsamer Propagandaleiter aller Befürworter der Freimaurerinitiative.

Wie die Bundesanwaltschaft in ihrem Bericht vom 22. März 1938⁴ darlegte, wurde Burri, der von jeher mit den Führern der österreichischen Nationalsozialisten in Beziehung stand, für seine gegen Österreich gerichtete Propagandatätigkeit vom Reichspropagandaministerium in Berlin zu 2 Malen mit je RM 200.— unterstützt. Es ist zudem der Nachweis dafür erbracht, dass der Beschuldigte, der den Schmuggel des bis vor kurzem illegalen nationalsozialistischen Propagandamaterials nach Österreich aktiv unterstützte, lediglich zwecks besserer Tarnung seiner Tätigkeit es vorzog, in der Schweiz zu verbleiben, obwohl das Hauptabsatzgebiet für die Produkte der Presseagentur Burri Deutschland ist.

Die politische und propagandistische Tätigkeit des Beschuldigten mit Bezug auf die Schweiz ist für die innere und äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft umso gefährlicher, als das Ermittlungsverfahren zeigte, dass Burri finanziell vollständig von Deutschland abhängig ist. So bezog er von seinem Fr. 12 701.45 betragenden Bruttoeinkommen während eines Jahres (1. Februar 1937–1. Februar 1938) nachgewiesenermassen ganze Fr. 725.35 = 6,3% aus der Schweiz und über 90% aus Deutschland. Zwar bezieht Burri heute, soweit aus den Akten ersichtlich, seitens des Reichspropagandaministeriums in Berlin keine direkten Subventionen mehr, aber dadurch, dass beinahe sämtliche offiziellen und offiziösen Persönlichkeiten und Stellen des Dritten Reiches seine Informationsblätter abonnierten, wird er in ausserordentlichem Masse von Deutschland und von der NSDAP indirekt unterstützt. In einem der Bundesanwaltschaft durch die Postkontrolle bekannt gewordenen Schreiben, das am 28. März von Barchtholdsdorf bei Wien an Burri geschickt wurde, wird gesagt, dass der Beschuldigte «vom Reich Subventionen habe» und er «als wertvollster

2. Cf. RO, 1937, vol. 53, p. 37.

3. Cf. RO, 1935, vol. 51, p. 495.

4. Non reproduit, cf. E 4320 (B) 1970/25/14.

Auslandskämpfer» bezeichnet werde. Ob damit die Unterstützung durch die Abonnenten gemeint ist, ist nicht festzustellen. Jedenfalls muss die Presseagentur Franz Burri in Luzern infolge dieser getarnten Hilfe als eine von Deutschland finanziell unterstützte Propagandazentrale angesehen werden.

Der Wert, den die amtlichen Stellen des Dritten Reiches der Propagandatätigkeit Burri's beilegen, ist aus dem Umstande ersichtlich, dass nicht nur das Reichspropagandaministerium für die anstandslose Überweisung von eingehenden Abonnements- und Honorargebühren an den Beschuldigten sorgt, sondern dass eigentliche Werbestellen für die «IPA-Korrespondenzen» zugelassen wurden, und dass Burri seitens des Pressechefs der NSDAP druckreife Manuskripte erhielt, die er dann auch verwendete. In Anbetracht dieses Sachverhaltes ist die Aussage des Beschuldigten, seine Propagandaarbeit werde von niemandem bezahlt, und er erhalte diesbezüglich keinerlei Instruktionen seitens ausländischer Stellen, durch die tatsächlichen Umstände widerlegt. Dank der tatkräftigen Unterstützung der NSDAP in Deutschland gelang es Burri, seinen Abonnementskreis ständig zu vergrössern und in Beziehung zu treten mit den nationalen und nationalsozialistischen Bewegungen, offenen und heimlichen Anhängern der nationalsozialistischen Weltanschauung, in beinahe sämtlichen europäischen Staaten. Aus diesen Beziehungen und aus den beschlagnahmten Korrespondenzen ergibt sich, dass es sich bei Burri nicht um irgend einen aktiv tätigen Nationalsozialisten mit Schweizerbürgerrecht handelt, sondern um ein Glied der grossen Propagandaorganisation des nationalsozialistischen deutschen Reiches; bekennt sich doch der Beschuldigte selbst offen zum Nationalsozialismus und nennt er doch sein Unternehmen selbst ein «Presseunternehmen, das im Dienste nationalsozialistischer Bewegungen steht».

II. Das Ergebnis der gerichtspolizeilichen Ermittlungen, insbesondere der am 22. Februar 1938 vorgenommenen Haussuchungen und der daran sich anschliessenden eingehenden Einvernahmen, sowie die darauf fussenden Erwägungen rechtlicher Natur lassen sich wie folgt zusammenfassen:

1) Ein positiver Anhaltspunkt dafür, dass sich der Beschuldigte gegen den BB betr. den Schutz der Sicherheit der Eidgenossenschaft vom 21. Juni 1935 vergangen hat, ist nicht vorhanden.

2) Eine völkerrechtswidrige Handlung im Sinne von Art. 41 des BG über das Bundesstrafrecht vom 4. Februar 1853⁵ kann in der durch Burri erfolgten Unterstützung der bis zum Umsturz illegalen nationalsozialistischen Opposition in Österreich nicht erblickt werden. Unter die völkerrechtswidrigen Handlungen des Art. 41 des Bundesstrafrechts fallen nach der in der bisherigen Praxis vertretenen einschränkenden Interpretation nur Angriffe auf die Existenz fremder Staaten (hochverräterische Unternehmungen) und, noch präziser gefasst, bloss die unmittelbaren gewaltsamen Angriffe gegen die Verfassung eines fremden Staates (Geschäftsbericht des Bundesrates 1920, Bbl. 1921, S. 389; Geschäftsbericht des Bundesrates 1923, S. 355, Stämpfli, Verbrechen gegen fremde Staaten, Schweiz. Zeitschrift f. Strafrecht, 41, 318 f.). Dem Burri kann aber nur eine Propagandatätigkeit nachgewiesen werden.

5. Cf. RO, 1851-1853, vol. 3, p. 347.

Abgesehen davon, wäre zur Durchführung einer diesbezüglichen Untersuchung gemäss Art. 44 des BG über das Bundesstrafrecht⁶ ein Beschluss des Bundesrates erforderlich, der im gegenwärtigen Augenblick, wo der österreichische Staat zu existieren aufgehört hat, sich erübrigt.

3) Die Frage, ob Franz Burri sich einer Zuwiderhandlung gegen das BG betr. Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft vom 8. Oktober 1936 schuldig gemacht hat, glaubt die Bundesanwaltschaft auf Grund des vorgelegten Tatsachenmaterials verneinen zu müssen. Die Handlungen, die dem Beschuldigten zur Last gelegt werden, richteten sich in erster Linie gegen den frühern österreichischen Staat, gegen die Tschechoslowakei und Liechtenstein, und nicht darauf, die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft zu verletzen oder zu gefährden. Jedenfalls kann Burri, der die Anwendbarkeit des Art. 1 des nationalsozialistischen Kampfprogrammes (grossdeutscher Gedanke) auf die Schweiz bestreitet, der Nachweis einer strafbaren Handlung in dieser Richtung nicht erbracht werden, so verdächtig auch seine Beziehungen und Bestrebungen sind. Auch die Verbindungen des Beschuldigten mit den schweizerischen Erneuerungsbewegungen und seine diesbezügliche Tätigkeit können nicht als strafbare Handlungen im Sinne von Art. 2 des Unabhängigkeitsgesetzes ausgelegt werden. Es ist bis jetzt nicht nachgewiesen, dass Burri sich mit Amtsstellen oder politischen Parteien des Auslandes in Verbindung gesetzt hat, um mit ihrer Hilfe (finanzielle Unterstützung, Weisungen etc.) in der Schweiz politische, mit der Verfassung im Widerspruch stehende Ziele zu verwirklichen (vgl. Botschaft Bbl. 1936, II, 176, Sten. Bulletin 1936, Nat. Rat. 1295, 1297, Ständerat 454, Stämpfli, das Unabhängigkeitsgesetz, in der genannten Zeitschrift 50, 25).

Aus diesen Gründen sieht sich die Bundesanwaltschaft veranlasst, das gegen Franz Burri wegen Verdachtes der Zuwiderhandlung gegen das BG betr. Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft vom 8. Oktober 1936, sowie gegen den BB betr. den Schutz der Sicherheit der Eidgenossenschaft vom 21. Juni 1935 eingeleitete Ermittlungsverfahren mangels Beweises eines strafbaren Tatbestandes einzustellen.

4) Das Justiz- und Polizeidepartement hält dafür, dass die Informationsblätter des Burri verboten werden sollten. Die Herausgabe dieser Blätter ist nur durch die deutsche finanzielle Unterstützung möglich. Mit dieser Unterstützung wird Burri instand gesetzt, sowohl in seinen Informationsblättern als auch durch sein Zusammenwirken mit den schweizerischen und ausländischen Erneuerungsbewegungen für nationalsozialistische Ziele Propaganda zu machen. Burri ist ein bezahlter Propagandist des Auslandes. Wie die seinerzeitigen Beschwerden der österreichischen Gesandtschaft dartun, gefährden die Veröffentlichungen des Burri, soweit sie sich mit aussenpolitischen Zielen des deutschen Nationalsozialismus befassen, unsere Beziehungen zu ausländischen Staaten. Wie Österreich könnten sich auch die Tschechoslowakei u. Liechtenstein darüber beschweren, dass eine vom Ausland abhängige Presseagentur von unserem Gebiete aus Artikel verbreitet, die auf die Gefährdung der Unabhängigkeit ihrer Staaten gerichtet sind. Die Propagandatätigkeit des Burri sollte

6. *Ibid.*, p. 348.

unterbunden werden, weil sie die Interessen des Auslandes vertritt, vom Auslande bezahlt wird und in der schweizerischen Bevölkerung lebhaften Unwillen erregt. Würde es sich um einen Ausländer handeln, so könnte ihn der Bundesrat wegen Gefährdung der innern oder äussern Sicherheit ausweisen. Gegenüber einem Schweizerbürger muss die administrative Massnahme das Mittel der Propagandatätigkeit, also hier die Presseagentur, treffen. Wird die Herausgabe der Informationsblätter verboten, so fallen auch die hiefür vom Auslande geleisteten Unterstützungen weg. Verliert aber Burri diese Unterstützung, so ist ihm die ökonomische Grundlage seiner gesamten Propagandatätigkeit entzogen. Er wird alsdann sich voraussichtlich wieder nach Österreich begeben.

Der Pressebeschluss vom 26. März⁷ kann nicht herangezogen werden, weil die Informationsblätter nach der Meinung der Konsultativen Pressekommission nicht als Presseorgan gelten können. Die Pressekommission würde aber begrüssen, wenn der Bundesrat Massnahmen gegen Burri treffen könnte. Das Verbot ist wegen der Propagandatätigkeit Burri's von Deutschland beigelegten Wichtigkeit in der gegenwärtigen Zeit als ausserordentliche Massnahme zur Wahrung unserer äussern und innern Sicherheit gestützt auf Art. 102, Ziff. 8, 9 und 10 der Bundesverfassung gerechtfertigt.

Gestützt auf Art. 102, Ziff. 8, 9 und 10 der Bundesverfassung beantragt daher das Justiz- u. Polizeidepartement und der Rat *beschliesst*:

1) Dem *Burri* Franz, Inhaber und Schriftleiter der Internationalen Presseagentur Franz Burri in Luzern, wohnhaft Rotseestr. 5 in Luzern, werden die Herausgabe und der Vertrieb der «IPA-Korrespondenz», «Eidgenössischen Korrespondenz», «Internationalen Jugend- und Hochschulnachrichten» und der «Kulturpolitischen Korrespondenz», sowie sämtlicher allfälliger Ersatzblätter mit sofortiger Wirkung verboten.

2) Die Bundesanwaltschaft wird mit dem Vollzug dieses Beschlusses beauftragt.

3) Es ist nach Massgabe des vorgelegten Entwurfes ein amtliches Communiqué⁸ zu veröffentlichen.

7. Cf. FF, 1934, I, p. 867.

8. Non reproduit, cf. E 4320 (B) 1970/25/14.

E 2200 London 53/1

*Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

*Copie**L*

Londres, 21 avril 1938

Au moment où M. le Ministre Bonna téléphonait à mon collaborateur M. de Jenner, hier après-midi, je venais d'arranger une entrevue, pour ce matin, avec le Sous-Secrétaire d'Etat au Foreign Office, en vue de recevoir, si possible, une réponse à la démarche que j'ai faite le 7 avril¹, au sujet du mémorandum sur la neutralité de la Suisse, destiné au Conseil de la Société des Nations. Lord Halifax est absent de Londres depuis vendredi et il ne reviendra que vers la fin de la semaine prochaine.

Dans la soirée d'hier, j'ai reçu par messenger spécial, la note dont vous voudrez bien trouver copie ci-joint². Il en ressort que le Foreign Office se réserve une réponse définitive jusqu'au moment où il aura pu discuter la question avec le Gouvernement français. La note contient toutefois le passage significatif qui

1. *A cette date, Paravicini remit le projet de Mémorandum à Lord Halifax avec la note suivante:* The Swiss Government intend to ask the Secretary General of the League of Nations to place the problem of the Swiss neutrality on the Agenda of the next meeting of the League Council. As far as can be foreseen at present, that meeting will take place on May 9th, 1938.

This request is to be accompanied, or at any rate followed with as little delay as possible, by a memorandum setting forth the position of the Swiss neutrality as it presents itself in the actual circumstances and with regard to Switzerland as a Member of the League.

The draft of the memorandum remitted herewith is not intended to be the final text of the document, although the arguments put forward by it are those upon which the Swiss Government will take their stand when raising the problem before the Council. The draft is therefore liable to certain alterations, which may be deemed appropriate after the present preliminary exchange of views with His Majesty's Government.

It is indeed with a view to deciding upon the final text that the Swiss Minister has been instructed to approach His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, in the hope of hearing his opinion of the memorandum as proposed by the Swiss Government, who would then take into consideration the observations with which they might be favoured by him.

In the first place the Swiss Government are particularly anxious to receive an indication of the opinion held by His Majesty's Government themselves on the request which is to be submitted to the Council, that is to say, whether, in view of the reasons set forth in the memorandum, they do not in so far as they themselves are concerned see any objection to Switzerland's returning to her traditional and complete neutrality, without her membership of the League being jeopardized by that fact.

Incidentally, it would of course also be very useful to know what reception His Majesty's Government think this request will be given by the Council as such and whether they think the attitude taken there will be likely to lead to a solution in favour of the Swiss Government's request.

April 7th, 1938.

2. *Non reproduite.*

dit que le Gouvernement de Sa Majesté prend en considération *avec sympathie* le désir du Gouvernement suisse.

Au cours de mon entretien de ce matin, mon interlocuteur m'expliqua qu'il n'a malheureusement pas encore été possible d'entrer en communication à ce sujet avec le Quai d'Orsay, par suite des fêtes de Pâques et en raison des questions politiques urgentes actuellement en discussion; mais, ajouta-t-il, Lord Halifax a noté notre affaire pour en parler à MM. Daladier et Chautemps lors de leur visite à Londres les 28 et 29 avril prochains³.

Je n'ai pas manqué de relever que le Gouvernement français a déjà fait parvenir sa réponse⁴ au Département politique fédéral et que cette réponse est favorable à nos intentions. J'ai ajouté que je croyais pouvoir admettre, dans ces circonstances, que nous pourrions nous entendre pour que le projet ne donne lieu, ici, à aucune observation contraire. Mon interlocuteur avait l'air d'agréer et croyait pouvoir prévoir une réponse analogue à celle qui nous a été donnée par la France, tout en ne voulant pas, pour le moment, aller au-delà. Il me donnera un coup de téléphone dès qu'il pourra me faire une communication définitive.

Entre-temps, il me semble qu'il n'y a pas de raison pour que vous ne fixiez pas le texte définitif du mémorandum et le remettiez au Secrétariat général, si vous estimez que cette remise ne doit pas être retardée plus longtemps. Ainsi que je l'avais prévu, je n'ai pas pu avoir des indications sur l'accueil, que le Foreign Office pourrait anticiper, de la part même du Conseil, mais du moment que nous avons la sympathie de la Grande-Bretagne et de la France, le résultat semble se présenter favorablement.

J'ai insisté une fois de plus sur notre point de vue selon lequel il s'agira de la neutralité dans son intégrité et de l'abstention de sanctions sous toutes leurs formes.

3. *Par lettre du 30 avril, Paravicini fit savoir au Département politique:* Vous recevrez un rapport aussi détaillé que possible sur ces conversations [anglo-françaises], pour autant qu'il me sera possible de me renseigner. En ce qui concerne le problème de notre neutralité, j'espère pouvoir, sans trop tarder, vous envoyer un exposé contenant toutes les informations essentielles (E 2001 (D) 4/1).

La lettre de Paravicini au DPF du 2 mai constate: [...] les renseignements que j'ai pu obtenir sur les pourparlers anglo-français au sujet de notre neutralité sont jusqu'ici très maigres. En confirmant cette communication par ces lignes, je crois pouvoir ajouter, qu'à cette occasion, il n'a en effet été question de notre neutralité que pendant quelques instants et cela juste avant le départ de MM. Daladier et Bonnet (E 2001 (D) 4/1). Pour la prise de position du Gouvernement britannique cf. N° 287.

4. *Cf. N° 263, note 6.*

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki*

L OB

Berne, 22 avril 1938

Ainsi que M. Bonna vous l'a téléphoné le 20 avril, le résultat encourageant de la conversation que vous avez eue avec M. Massigli¹ et des sondages opérés à Genève nous a amenés à demander l'inscription à l'ordre du jour provisoire du prochain Conseil de la Société des Nations de la question de la neutralité de la Suisse, bien que nous n'ayons pas encore reçu une réponse définitive de Londres à ce sujet².

Nous avons admis, en effet, que, ainsi que M. Massigli vous l'a promis, nous pouvons compter sans réserve sur la bonne volonté de la France, que le Secrétaire général ne prendra pas l'initiative de faire surgir des questions auxquelles il nous serait difficile de répondre et que la position prise par le Gouvernement de M. Chamberlain doit nous assurer un concours bienveillant de la part de l'Angleterre. Nous avons reçu, d'autre part, des assurances spontanées au sujet d'un appui éventuel de la Suède et de la Belgique, sur lequel nous avons toujours pensé, d'ailleurs, pouvoir compter.

L'opération assez délicate que nous avons à réaliser semble donc s'ouvrir sous des auspices favorables, encore que des complications puissent surgir jusqu'à la dernière heure. Nous pouvons nous attendre à des manœuvres désagréables de la part de l'U.R.S.S., mais nous ne les redoutons pas particulièrement si le Gouvernement français reste ferme sur la position prise par M. Massigli à votre égard. La situation deviendrait, en revanche, assez difficile si un revirement devait se produire à Paris.

Il nous revient à ce propos que le Chef de Cabinet du Secrétaire général, M. Hoden, dont vous connaissez les tendances, aurait dit à un fonctionnaire suisse de la Section d'information que «Paris approuvait le projet suisse de memorandum sous réserve des garanties nécessaires au fonctionnement de la Société des Nations». Il semblerait en résulter que, dans les milieux du Secrétariat qui ne nous sont pas favorables, on s'attend à voir la France formuler des réserves que M. Avenol lui-même paraît juger préférable de ne pas formuler.

Il nous semble, dans ces conditions, qu'il pourrait être utile que vous vous fissiez confirmer, si possible par M. Bonnet lui-même, que la France comprend la nécessité de notre attitude, se déclarera d'accord avec notre memorandum sans formuler de réserves et ne soutiendra pas les difficultés qui pourraient être soulevées par ailleurs au sujet des «garanties nécessaires au fonctionnement de la Société des Nations».

1. Cf. N° 263, note 6.

2. Cf. N° 269 et N° 287.

Demander, en ce moment-ci et de façon théorique, de telles garanties serait nous obliger à déclarer, à un moment sans doute fort peu opportun, que la Société des Nations a toute liberté de travailler sur notre territoire à l'organisation de la paix, mais qu'évidemment, nous ne pourrions pas consentir à ce que des tâches en vue de la guerre fussent organisées sur notre sol. Il est clair, en effet, que, dans l'hypothèse d'une guerre contre l'un de nos voisins, l'état-major de l'armée adverse ne pourrait se placer sur notre territoire sans que notre neutralité fût mise en jeu. C'est le sentiment de ce qu'ont d'outré de telles hypothèses qui paraît avoir persuadé M. Avenol de l'inopportunité de les évoquer. Il serait déplorable que, par doctrinarisme, on empêchât le Conseil de la Société des Nations de régler une question qui doit être résolue si l'on veut éviter de voir se déclencher en Suisse un mouvement d'opposition à la Société des Nations dont les conséquences ne peuvent être entièrement calculées.

Nous vous serons très reconnaissants de bien vouloir nous tenir au courant de ce que vous aurez estimé pouvoir faire pour écarter ce danger.

271

E 1004.1 1/372

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 22 avril 1938*¹

690. Kleine Anfrage Nicole

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 19. April 1938

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

Der vom Justiz- und Polizeidepartement vorgelegte Entwurf zu einer Antwort² auf die Kleine Anfrage *Nicole*² vom 31. März 1938 wird genehmigt.

ANNEXE

KLEINE ANFRAGE NICOLE VOM 31. MÄRZ 1938

Das «Journal de Genève» hat kürzlich auf der ersten Seite einen politischen Artikel veröffentlicht, der äusserst beleidigende Äusserungen gegenüber dem französischen Ministerpräsidenten enthält. Es wird gesagt, dass der Fall Léon Blum pathologischen Charakter aufweise, dass der Genannte von Stolz und Hass beherrscht werde, dass er seine Mitarbeiter in den sonderbarsten Kreisen suche, dass man nicht wisse, ob man es mit Satan oder mit Machiavelli zu tun habe.

Gedenkt der Bundesrat das «Journal de Genève» in gleicher Weise zur Ordnung zu rufen, wie er dies reichlich getan hat, als einige Linksblätter sich gegenüber den Diktatoren Deutschlands und Italiens gewisse – übrigens den Tatsachen entsprechende – Kritiken erlaubten?

1. *Etait absent*: H. Obrecht.

2. *Reproduites en annexe*.

ANTWORT DES BUNDESRATES VOM 22. APRIL 1938

Mit einer Kleinen Anfrage vom 31. März 1938 wünscht Nationalrat Nicole vom Bundesrat Auskunft, ob er gegen das «Journal de Genève», das in einem Leitartikel vom 30. März beleidigende Äusserungen gegen den französischen Ministerpräsidenten Léon Blum veröffentlicht habe, Massnahmen zu ergreifen gedenke.

Der Bundesrat hat in seiner am 21. März 1938 vor den eidgenössischen Räten abgegebenen Erklärung die Notwendigkeit korrekter und freundlicher Beziehungen zu sämtlichen Nachbarländern betont und muss deshalb verlangen, dass sich die Schweizer Presse in der Kritik des Ministerpräsidenten eines befreundeten Nachbarstaates nicht beleidigender Äusserungen bedient. Die Angelegenheit wurde der konsultativen Pressekommission überwiesen. Die Kommission beauftragte ihren Präsidenten, die Redaktion des «Journal de Genève» auf die Unzulässigkeit einzelner Ausdrücke in den erwähnten Ausführungen des Pariser Korrespondenten hinzuweisen. Eine besonders schwere Ausschreitung im Sinne des Bundesratsbeschlusses vom 26. März 1934 konnte sie dagegen in den Äusserungen nicht erblicken. Der Bundesrat teilt diese Auffassung und betrachtet die Angelegenheit mit der von der Kommission beschlossenen Massnahme als erledigt.

272

E 27, Archiv-Nr. 23318/Bd. 18

*La Police cantonale de St-Gall au Département fédéral de Justice et Police*¹

Copie

R N° 255. Betr. Nationalsozialistische Umtriebe in Liechtenstein

Buchs, 22. April 1938

Wiederholte Beobachtungen veranlassen mich zu folgenden Mitteilungen:

1. Der Umbruch, d. h. der 12. März 1938 hat im Fürstentum Liechtenstein offensichtlich eine starke nationalsozialistische Bewegung ausgelöst. Zwar soll nicht gesagt sein, dass die Mehrzahl der Bevölkerung nationalsozialistisch tätig oder gesinnt sei. Aber es sind doch viele Elemente in Aktion, die zweifellos unter unmittelbarem Einfluss des benachbarten Auslandes zu Werke gehen. Die Tätigkeit der Nationalsozialisten erstreckt sich:

a) Auf das Aufmalen von Hakenkreuzen in grossen Ausmassen in roter Farbe, auf Gebäude, Mauern, Brückengeländer und ganz besonders auf Asphaltstrassen. Diese Malerei ereignet sich besonders zur Nachtzeit.

b) Auf das Beifügen von Aufschriften zu solchen Hakenkreuzen in grossen und riesigen Lettern: «Deutschland oder Tod», «Anschluss oder Kurzschluss», «Liechtenstein war Deutsch und wird Deutsch», «Tod den Verrätern» und dergleichen.

c) Am 19. April 1938 ist die nationalsozialistische Gesinnung zur Nachtzeit durch Anzünden von Höfenfeuern in Hakenkreuzform in der Gegend von Triesenberg und Abfeuern von Böllerschüssen drastisch zum Ausdruck gebracht worden.

2. Wie stellt sich der Grossteil der Bevölkerung des Landes Liechtenstein zu diesen nationalsozialistischen Kundgebungen?

1. *Ce rapport, en provenance du poste de Buchs, est signé: F. Gabathuler, Wachtm.*

Die Bevölkerung des Landes, soweit sie nicht aktiv beteiligt ist, zeigt sich passiv und schaut den Umtrieben zu. Zwar hat sich am 19. April a. c. eine Anzahl Bürger zur Abwehr gegen die Abbrennung der Höhenfeuer organisiert. Sie ist aber zu spät gerüstet worden und konnte nicht in Aktion treten.

3. Das Üble an der Sache ist, dass auch die liechtensteinische Regierung diesen nationalsozialistischen Umtrieben passiv gegenüber steht, nichts unternimmt, keine Abwehrmassnahmen trifft. Wiederholte Erkundigungen und mehrfache Informationen bei den Polizeibehörden und bei Privaten, was behördlicherseits gegen diese nicht ungefährliche Tätigkeit unternommen werde, ob gegen die Täter gefahndet und vorgegangen werde, haben übereinstimmend ergeben, dass die Täter zwar mit grosser Wahrscheinlichkeit bekannt seien, dass man sich aber in Regierungskreisen noch nicht darüber einig sei, ob gegen die Friedensstörer eingeschritten werden sollte oder ob man alle die Vorgänge unbeachtet lassen wolle, mit andern Worten: Dass man sich noch nicht schlüssig darüber sei, was besser sei, gegen die Täter vorzugehen oder einfach abzuwarten, bis die Nationalsozialisten selbst ihrer eigenen Tätigkeit überdrüssig werden.

Das passive Verhalten der Regierungskreise entspringt offenbar einer bestimmten Angst-Psychose für den Fall einer eventuellen Einverleibung des Fürstentums ins Reichsgebiet! Die jüngste Zeit zeigt ihnen ja, was mit massgebenden Männern an verantwortungsvollen Posten geschieht, die nicht seit Jahr und Tag für den Nationalsozialismus Sturm gelaufen sind.

4. Vom jungen Fürsten wird verschiedentlich gesagt, dass er mindestens nicht gegen den Nationalsozialismus eingestellt sei. Auch hier knüpft die Öffentlichkeit die Vermutung an, der Fürst habe ja seine Besitzungen nicht in Liechtenstein selbst, sondern im heutigen Reichsgebiet.

5. Die hiesige Schweizerbevölkerung ist gegenüber den Umtrieben im Nachbarland Liechtenstein und ganz besonders gegenüber dem offensichtlich passiven Verhalten der Regierung ängstlich und kritisch eingestellt. Es wird nicht verstanden, dass behördlicherseits eine solch zuwartende Stellung eingenommen wird. Die Propaganda, die z. Zt. im Liechtensteinischen von einer Minderheit getrieben wird, wird als gefährlich empfunden und beurteilt.

Diese Stellungnahme ist, wenn wir die Interessen der Schweiz, die für sie im Fürstentum Liechtenstein liegen, die stark politischer und ebenso stark finanzieller Natur sind, in Betracht ziehen, durchaus verständlich.

Ich fühle mich verpflichtet, Ihnen von meinen Beobachtungen und Feststellungen Kenntnis zu geben, Sie aber zu bitten, meine Mitteilungen diskret zu behandeln. – Ich habe die Informationen – nebst selbst gemachten Wahrnehmungen – wesentlich von behördlichen und polizeilichen Organen, mit denen ich ständig zusammenarbeiten muss und auf deren Mithilfe ich besonders heute wesentlich in Grenzdienst-Angelegenheiten angewiesen bin.

*Le Chef du Service de l'Etat-Major général, J. Labhart,
au Chef du Département militaire, R. Minger¹*

Copie

L Streng vertraulich

Bern, 23. April 1938

In der Beilage senden wir Ihnen zur Einsichtnahme und nachheriger Rücksendung an den Unterzeichneten den Bericht² von Oberstlt. Masson über eine Unterredung, welche am 6. April 1938 zwischen ihm und dem französischen Luftattaché Cdt. Lorient auf der Generalstabsabteilung stattfand.

1. Im wesentlichen handelt es sich bei dieser streng vertraulich zu behandelnden Angelegenheit um folgendes:

Von französischer Seite wird in der Schweiz sondiert, wie sie sich zur Vorbereitung einer Zusammenarbeit bezüglich des Einsatzes schweizerischer und französischer Luftstreitkräfte gegen Deutschland stelle für den Fall, dass Frankreich und die Schweiz oder die Schweiz allein von Deutschland angegriffen würden. Es wurde direkt die Frage aufgeworfen, ob es nicht schon im Frieden möglich wäre, dass der schweizerische Generalstab einen Plan für die schweizerisch-französische Zusammenarbeit in der Luft studierte und verfasste. Dieser Plan würde vor allem die Aktionsräume für Zerstörungen bestimmen, welche teilweise der französischen Fliegerei zuzuweisen wären.

2. Es entzieht sich unserer Kenntnis, ob Cdt. Lorient aus eigener Initiative oder in direktem Auftrag oder wenigstens im Einverständnis mit der französischen Regierung, dem Kriegsminister oder dem französischen Generalstab handelte. Nach dem Eindruck, welchen wir bisher von Cdt. Lorient erhielten, dürfte die Annahme nicht ohne weiteres von der Hand zu weisen sein, dass er den erwähnten Schritt von sich aus tat. Es sei aber doch erwähnt, dass dies nicht das erste Mal ist, wo von französischen Persönlichkeiten eine militärische Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und Frankreich angeregt wird; wir erinnern nur an den Ihnen seinerzeit übermittelten Bericht des damaligen Oberstlt. von Erlach über ein Gespräch, welches am 29. Oktober 1936 zwischen ihm und dem französischen Politiker und Journalisten Ernest Judet stattfand.

Wie dem auch sei, so erscheint uns doch in all diesen Sachen die peinlichste Zurückhaltung geboten. Vor allem stellt sich die Frage, wie sich die Annahme der Vorschläge, wie sie Cdt. Lorient ausdrückte, zu dem von der Schweiz eingenommenen Standpunkt der unbedingten und absoluten Neutralität verhalten würde.

3. a. Hier müssen zwei Dinge unterschieden werden: Einmal die Neutralität an sich und sodann die Zuverlässigkeit dieser Neutralität als Sicherheitsfaktor für andere Länder.

1. *En tête du document J. Labhart a noté: à discuter avec Dep. pol.*

2. *Non reproduit.*

Die absolute Neutralität der Schweiz bildet für sie selbst ein wichtiges Element ihrer Unabhängigkeit; je allseitiger, unantastbarer, undiskutierbarer, undifferenzierter sie ist, umso gesicherter ist auch die Schweiz selber. Umso sicherer können aber auch die anstossenden Länder mit der Deckung ihrer gegen die Schweiz liegenden Grenze rechnen.

Die Schweiz, welche die absolute Neutralität zum Leitmotiv ihres aussenpolitischen Verhaltens gemacht hat, darf sie nur aufgeben, wenn sie durch einen gewaltsamen Angriff auf ihre Integrität selber dazu gezwungen wird, zu den Waffen zu greifen und sich zur Wehr zu setzen. Jeder sonstige Anlass, welcher schon im Frieden Zweifel in die Aufrechterhaltung der Neutralität wecken könnte, muss tunlichst vermieden werden, da sonst vor allem für die benachbarten Staaten die Garantie der unbedingten Grenzsicherung verloren ginge; dies hätte sofort schwerwiegende Rückwirkungen auf die Sicherheit der Schweiz selbst zur Folge, indem sie ohne weiteres in den Ruf eines unsicheren Faktors käme und damit einem Präventivangriff eher ausgesetzt wäre.

An sich dürfte die Neutralität dadurch nicht aufgegeben sein, dass man mit einem andern Staat für den Fall eines Angriffes von dritter Seite paktiert; aber ebensowichtig wie die tatsächliche Aufrechterhaltung der Neutralität der Schweiz ist das *Vertrauen* der übrigen Staaten in diese Neutralität, welches durch keinerlei Abreden, auch wenn es sich nur um Abreden für den Fall eines Angriffes von dritter Seite und nicht um eine unbedingte gegenseitige Hilfeleistungspflicht handelt, zerstört oder beeinträchtigt werden darf.

b. Gesetzt der Fall, die Schweiz würde auf die französischen Anregungen eingehen und durch ihren Generalstab die betreffenden Pläne ausarbeiten lassen, so könnte dieser das nicht von sich aus machen, sondern es müsste zum mindesten eine Fühlungnahme, wenn nicht eine eingehende Zusammenarbeit mit dem französischen Generalstab erfolgen. Etwas anderes hätte angesichts der Tatsache, dass die Offensivaufträge an die französische Luftwaffe heute bereits ausgearbeitet, die Befehle versandt sind, und die betreffenden Kuverts auf telegraphische Weisung geöffnet werden, wirklich keinen grossen Sinn.

Wo liegt aber hier noch der Unterschied zwischen «Plan» und «Abmachung»? Auch wenn – oder vielleicht *gerade weil* – diese Abreden geheim zu halten sind, wird das obenerwähnte, hochwichtige Vertrauen anderer Staaten in die Zuverlässigkeit unserer Neutralität doch geschwächt, und zwar aus folgenden Gründen: Frankreich muss sich ohne weiteres sagen, dass wir uns nicht damit begnügen werden, mit ihm allein derartige Abmachungen zu treffen, sondern schon um unserer eigenen Sicherheit willen mit Deutschland ähnliche Vereinbarungen gegenüber Frankreich und Italien, mit Italien gegenüber Frankreich und Deutschland abschliessen müssten. Analoge Überlegungen werden sich gegebenenfalls auch Deutschland und Italien machen.

Mit andern Worten: Gerade gegenüber dem Land, mit welchem wir unsere Abreden treffen, wird mit deren Abschluss auch zugleich das Vertrauen in die unbedingte Neutralität der Schweiz gestört, und diese Einbusse dürfte zweifellos schwerer wiegen als eine ihrer Natur nach unsichere Zusage eines fremden Landes für einen vielleicht möglichen Fall. Es sei in diesem Zusammenhang an das unliebsame Aufsehen erinnert, welches eine nicht ganz klare Äusserung des französischen Generals Weygand in seiner im Jahre 1937 erschienenen Bro-

schüre «La France est-elle défendue?» über französisch – schweizerische militärische Abmachungen verursachte³.

c. Es dürfte empfehlenswert sein, sich im Falle eines Angriffs auf die Schweiz in keiner Weise auf den Völkerbundspakt zu verlassen; auch Frankreich wird beim Angriff einer dritten Macht auf einen Staat, dessen Sicherheit es, sei es kraft Völkerbundspakt, sei es kraft besonderer Abmachung, garantiert hat, nur dann mit dem Angreifer Krieg beginnen, wenn es bei Nichteinschreiten *nach dem Stand der Dinge* noch schwerere Nachteile als einen bewaffneten Konflikt gewärtigen muss. Wie aber dann im gegebenen Augenblick die Verhältnisse liegen werden, ist zum vorneherein gar nicht zu beurteilen.

4. Aber auch rein militärisch betrachtet, würde der Abschluss derartiger Vereinbarungen Konsequenzen von nicht zu unterschätzender Tragweite haben:

Dem Generalstab des betreffenden Landes müssten unvermeidlich mehr oder weniger tiefe Einblicke in die Pläne zur Durchsetzung unseres Selbstbehauptungs- und Verteidigungswillens gegeben werden, bevor für uns überhaupt eine greifbare, erhöhte Sicherung da wäre. Nimmt man an, dass wir entsprechende Vereinbarungen mit allen unsern Nachbarn abschliessen, so wird einer derselben einst bestimmt unser Kriegsgegner sein; werden die Abmachungen nur mit einem oder zwei Nachbarländern getroffen, so ist es gar nicht ausgeschlossen, dass gerade diese infolge gänzlich veränderter, heute noch gar nicht voraussehbarer Verhältnisse zu unsern Kriegsgegnern gehören werden.

Ausserdem würden solche Vereinbarungen die Notwendigkeit einer Anpassung der schweizerischen an die französischen, deutschen oder italienischen Kriegspläne mit sich bringen, was uns unter Umständen zu unserm Verhängnis an die Seite eines der kriegführenden treiben könnte.

5. Im übrigen dürfte die Annahme durchaus richtig sein, dass die *sofortige* und deshalb eingehend vorzubereitende Unterstützung der schweizerischen Streitmittel mit Flugzeugen (und schwerer Artillerie) durch einen andern Staat unter Umständen unsere erste Abwehr und damit den Ausgang des Krieges für unser Land überhaupt entscheidend beeinflussen könnte.

6. *Zusammenfassung:*

a. Mindestens ebensowichtig wie die tatsächliche Aufrechterhaltung der Neutralität der Schweiz ist das Vertrauen aller übrigen Staaten in die *Zuverlässigkeit* dieser Neutralität.

b. Dieses Vertrauen würde beim Eingehen von Hilfeleistungsabreden, welche schon im Frieden erfolgen, und auch wenn sie geheim blieben, schwer gestört, und es würde die Gefahr eines Präventivangriffes auf die Schweiz gesteigert.

c. Militärische Hilfeleistungsvereinbarungen, mögen sie nun auf dem Völkerbundspakt oder auf besonderer Abmachung beruhen, sind nicht zu überschätzen: sie dürften nur dann erfüllt werden, wenn dies dann im gegebenen Fall im Interesse des Garanten selbst liegt.

d. Militärische Abreden bringen die Gefahr unerwünschter Einblicke fremder Generalstäbe in unsere Landesverteidigung mit sich. Die gleichzeitige An-

3. Cf. N° 147.

passung der schweizerischen an ausländische Kriegspläne erhöht für die Schweiz die Gefahr, in einen Krieg hineingezogen zu werden, ohne dass sie selbst schon angegriffen wäre.

e. Die rechtzeitige Organisation des Beizugs ausländischer Hilfsstreitmittel kann für die angegriffene Schweiz von entscheidender Bedeutung sein.

7. *Schlussfolgerung:*

Ob man derartige Hilfeleistungsvereinbarungen, wie sie Cdt. Loriot ange-tönt hat, bereits im Frieden abschliessen will, hängt letzten Endes davon ab, welche Bedeutung man den unter 6. a–d genannten Punkten gegenüber Punkt 6. e beimisst.

Wir sind der Auffassung, dass hier die Rücksichten auf die Aufrechterhaltung des Vertrauens des Auslandes in unsere absolute Neutralität und die Rücksichten auf die militärischen Konsequenzen solcher Abreden unbedingt überwiegen müssen, und zwar auch auf die Gefahr hin, dass uns das im gegebenen Fall vielleicht schwere Nachteile bringen kann. Es ist daher von jeglichen Besprechungen in der vorliegenden Angelegenheit strikte Umgang zu nehmen.

Andere Weisung von Ihnen vorbehalten, werden wir dem französischen Luftattaché Cdt. Loriot anlässlich seiner nächsten Vorsprache auf der Generalstabsabteilung mit Hinweis auf die uns durch unsere unbedingte Neutralität auferlegte äusserste Zurückhaltung von unserer grundsätzlichen Auffassung in dieser Angelegenheit mündlich Kenntnis geben⁴.

4. *Au sujet de la défense aérienne, cf. aussi Nos 275, note 2; 276 et 304.*

274

E 2001 (D) 2/114

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Berlin, 23. April 1938

In Beantwortung Ihres Schreibens vom 13. dieses Monats¹ betreffend die Wiedereinführung des Visums für Deutsch-Österreicher beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass einer meiner Mitarbeiter daraufhin auftragsgemäss die in dem Schreiben des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements vom gleichen Tage² enthaltenen Fragen mit dem zuständigen Sachbearbeiter im Auswärtigen Amte, Herrn Geheimrat Rödiger, unter Überreichung der im Durchschlag beigefügten Aufzeichnung³ erörtert hat. Der Vertreter des Auswärtigen

1. *Non reproduite.*

2. *Non reproduite.*

3. *Reproduit ci-dessous en annexe.*

Amtes, der zunächst aus seiner Abneigung gegen die von der Schweiz durchgeführte Abwehr kein Hehl machte, liess sich im Verlauf des Gesprächs doch davon überzeugen, dass diese Abwehr für die Schweiz aus den verschiedenen ihm dargelegten Gründen eine unbedingte Notwendigkeit sei und dass es auch im wohlverstandenen deutschen Interesse liegen würde, wenn es gelänge eine Regelung zu finden, durch die die schweizerische Kontrolle der österreichischen Emigranten sichergestellt werden könnte unter möglichster Beschränkung dieser Kontrolle auf die Personen, gegen die sie sich richtet. Herr Rödiger versprach denn auch, sich zwecks einer wohlwollenden Prüfung unseres Anliegens unverzüglich mit den zuständigen inneren Stellen in Verbindung zu setzen.

Was die gegenwärtige Sachlage betrifft, so ergab sich bei dem Gespräch, dass in der Tat die Absicht besteht, die deutschen Passvorschriften und die deutschen Passformulare auch in Österreich einzuführen. Wann und in welcher Weise dies geschehen wird, ist aber noch ungewiss. Diese Massnahme bedarf natürlicherweise einer gewissen Vorbereitung und es wird auch auf jeden Fall mit einer längeren Übergangszeit zu rechnen sein. Zur Zeit werden österreichische Pässe, die abgelaufen sind, im Rahmen der maximalen Gültigkeitsdauer von fünf Jahren verlängert. Auch bei der Neuausgabe von Pässen dürften im Gebiet des ehemaligen Österreich gegenwärtig noch die österreichischen Formulare verwendet werden. Ebenso werden den im Reichsgebiet ansässigen Österreichern einstweilen noch die alten Passformulare verlängert, soweit die fünfjährige Frist nicht erreicht ist, ausser in Einzelfällen, wo von dritten Staaten (z. B. Holland) wegen der Anerkennung österreichischer Pässe Schwierigkeiten gemacht worden sind, die übrigens behoben zu sein scheinen durch die Erklärung des Auswärtigen Amtes, dass jeder Inhaber eines österreichischen Passes jederzeit ins Reichsgebiet zurückkehren könne so gut wie der Inhaber eines deutschen Passes. Bei der Neuausstellung von Pässen an Österreicher im Reichsgebiet dürften dagegen schon jetzt die deutschen Passformulare zur Anwendung kommen.

Darüber, ob eine Lösung sich finden lässt, durch die die Einführung des Visums für die deutschen Pässe auf denjenigen Personenkreis beschränkt werden kann, bei dem die Kontrolle notwendig ist, konnte der Vertreter des Auswärtigen Amtes natürlich noch nichts Bestimmtes sagen. Er wies darauf hin, dass Deutschland ein Interesse an der Auswanderung dieser Leute habe, wenn es auch andererseits niemandem zumuten könne, sie aufzunehmen. Es werde darum immerhin nicht gut möglich sein, sie zum voraus gegenüber dem Ausland durch ihre Pässe zu kennzeichnen und ihnen dadurch den Weg ins Ausland zu erschweren. Auch müsse man befürchten, dass das schweizerische Vorgehen Schule mache. Andererseits gab sich Herr Geheimrat Rödiger im Laufe der Unterhaltung davon Rechenschaft, dass auch ein deutsches Interesse daran bestehe, wenn eine Ansammlung von solchen Emigranten in unmittelbarer Nachbarschaft des Reiches vermieden werde, ohne dass dadurch den Emigranten, die die Möglichkeit haben, in dritte Staaten auszuwandern, der Weg über die Schweiz versperrt werde. Nicht mit Unrecht wies der Vertreter des Auswärtigen Amtes auch darauf hin, dass es einen für Deutschland unerwünschten Eindruck erzeugen müsste, wenn die Schweiz eine generelle Sondermassnahme für die Bewohner des nun an das Reich angeschlossenen Österreich in der Form

der Visumspflicht für die Inhaber deutscher Pässe mit Wohnsitz im alten Deutsch-Österreich aufrechterhalten würde. Dies wäre geeignet, den zwar falschen Eindruck zu erwecken, als ob gegenüber dem Anschluss noch Vorbehalte bestehen bleiben. Gerade diese Überlegung dürfte vielleicht mit dazu beitragen, dass die deutschen Behörden bemüht sein werden, zu einer Lösung Hand zu bieten, durch die ein generelles Visum für die deutschen Pässe von Österreichern vermieden werden kann.

Herr Geheimrat Rödiger stellte meinem Mitarbeiter einen weiteren Bescheid in Aussicht, sobald die Frage deutscherseits geklärt sei. Inzwischen wird auch die Gesandtschaft die Angelegenheit im Auge behalten, deren baldige Abklärung auch deshalb erwünscht ist, weil eine gewisse Gefahr darin besteht, dass die Paßstellen versucht sein könnten, österreichischen Emigranten zur Erleichterung der Auswanderung in Länder, die die Visumspflicht für österreichische Pässe eingeführt haben, schon jetzt deutsche Pässe auszuhändigen.

Lediglich der Vollständigkeit halber möchte ich darauf hinweisen, dass durch eine Einführung des Visumzwanges für die in Österreich wohnhaften Inhaber deutscher Pässe keine lückenlose Kontrolle mit Bezug auf die Zuwanderung österreichischer Emigranten möglich wäre, indem dadurch weder diejenigen, die bereits in einem dritten Staat sich aufhalten, erfasst würden, noch jene, die zunächst ihren Wohnsitz nach Deutschland verlegen, um alsdann von hier aus mit einem deutschen Pass in die Schweiz einzureisen.

Was die in meinem Ihnen im Durchschlag zugestellten Schreiben vom 7. dieses Monats⁴ an das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement enthaltene Bemerkung betrifft, dass man sich deutscherseits mit der Frage einer Wiedereinführung des Visums für Schweizerpässe befasse, so hat sich herausgestellt, dass dies nicht zutrifft. Der betreffende Sachreferent im Auswärtigen Amte wollte vielmehr lediglich seiner persönlichen Meinung Ausdruck geben, dass die schweizerische Massnahme unter Umständen eine entsprechende deutsche Gegenmassnahme nach sich ziehen könnte. Dieser Gedanke scheint dann aber von den deutschen Behörden nicht näher in Erwägung gezogen worden zu sein. Ebenso wenig treffe es übrigens zu, dass die Einführung eines deutschen Ausreisevisums für Emigranten geplant werde. Dies komme schon deshalb nicht in Frage, weil man diesen Elementen die Bemühungen, in einem anderen Land Aufnahme zu finden, nicht erschweren wolle.

ANNEXE

La Légation de Suisse à Berlin à l'Office allemand des Affaires extérieures

Copie

Berlin, 22. April 1938

AUFZEICHNUNG

Mit Wirkung vom 1. dieses Monats hat die Schweizerische Regierung bekanntlich das konsularische Visum für die Inhaber österreichischer Pässe wieder eingeführt. Sie hat es nur mit Widerstreben getan, weil diese Massnahme im Gegensatz zu den Grundsätzen der schweizerischen Auslän-

4. *Non reproduite.*

derkontrolle steht und kein Grund vorliegt, die Einreise der Deutsch-Österreicher, die nicht Emigranten sind, einer solchen Kontrolle zu unterwerfen. Es wurden darum auch die nötigen Weisungen erteilt, damit alle diejenigen, die in normalen Beziehungen zu Deutsch-Österreich stehen, d. h. bei denen es sich nicht um Emigranten handelt, das Visum auf Ansuchen sofort erhalten können. Besondere Anordnungen entbanden die Teilnehmer an der Abstimmung vom 10. April überhaupt von der Visumspflicht.

Die Schweiz war aber genötigt, das Visum als Abwehrmittel gegen einen Zustrom von Emigranten einzuführen. Abgesehen von der ungünstigen Lage auf dem Arbeitsmarkte schliesst es schon der hohe Grad der Überfremdung der Schweiz aus, weitere Flüchtlinge aufzunehmen; sie kann, wie stets betont wurde, nur als Transitland in Frage kommen. Es ist daher nicht möglich, neue Flüchtlinge zuzulassen, ohne die Gewähr zu haben, dass sie sich von der Schweiz aus anderswohin wenden können. In der kurzen Zeit bis zur Einführung des Visums ist bereits eine nicht unbeträchtliche Zahl von Flüchtlingen aus Deutsch-Österreich in die Schweiz gelangt. Die Bundesbehörden haben daher bestimmte Weisungen an die Kantone erlassen müssen, damit diese Emigranten zur Weiterreise veranlasst werden. Infolge der scharfen Kontrolle durch Italien und Frankreich wird es schon viel Mühe kosten, die Ausreise dieser Personen zu erreichen.

Sollten nun künftig den Emigranten, die bisher österreichische Staatsangehörige waren, deutsche Pässe ausgestellt werden, so würde die Wiedereinführung des Visums für die österreichischen Pässe unwirksam. Die schweizerischen Behörden könnten angesichts der Lage, in der sie sich gegenüber den Emigranten befinden, unter keinen Umständen zulassen, dass diese ohne Visum einer schweizerischen Vertretung im Ausland in die Schweiz einzureisen vermöchten. Auf der anderen Seite bestünde kein Grund, die Einreise deutscher Staatsangehöriger, die in normalen Beziehungen zum Deutschen Reiche stehen, zu erschweren. Sollten indessen den Emigranten aus Deutsch-Österreich inskünftig gleich wie den in normalen Beziehungen zum Staate sich befindenden Deutsch-Österreichern deutsche Pässe ausgestellt werden, so sähen sich die schweizerischen Behörden gezwungen, das Visum auch für alle Inhaber deutscher Pässe, soweit sie Wohnsitz in Deutsch-Österreich haben, wieder einzuführen. Anders wäre es, wenn den Emigranten weiterhin österreichische Pässe ausgestellt werden oder deutsche Pässe auf kürzere Zeit als in normalen Fällen. Im letzteren Falle könnte das schweizerische Visum lediglich für die Inhaber von auf kürzere als die normale Dauer ausgestellten Pässen vorgeschrieben werden, sofern die schweizerischen Behörden über diese Dauer genau informiert würden.

Es liegt unter diesen Umständen der Schweizerischen Regierung viel daran, rechtzeitig über die künftige Regelung für die Ausgabe von Pässen genauen Bescheid zu erhalten. Sie hofft, dass die Deutsche Regierung zu einer Lösung Hand bieten werde, die es der Schweiz ermöglicht, die Einreise der Emigranten mit Hilfe des Visums unter Kontrolle zu halten und dabei möglichst nur solche Ausländer unter die Kontrolle zu stellen, auf die diese abzielt.

275

E 2001 (D) 4/1

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L¹

Paris, 23. April 1938

Gestern nachmittag hatte ich Gelegenheit, zuerst mit Herrn Minister Rochat und dann, besonders eingehend, mit Herrn Arnal, Direktor der Sektion für den

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document:* Important. Confirmer et remercier. Nous sommes entièrement d'accord. 27.4.38. M.

Völkerbund am Quai d'Orsay, mit welchem ich seit Jahren persönlich sehr befreundet bin, über unsere Neutralitätsfrage zu sprechen. Beide haben mir neuerdings bestätigt, dass die französische Regierung unseren Standpunkt vollständig begreift und uns in Genf keinerlei Schwierigkeiten machen wird. Ich habe sondiert, ob am Quai d'Orsay etwas über die voraussichtliche Haltung Sowietrusslands bekannt sei, was offensichtlich nicht der Fall ist. Beide Herren halten es immerhin für wahrscheinlich, dass sich der Soviet Vertreter ruhig verhalten wird. Arnal, der voraussichtlich Herrn Bonnet nach Genf begleiten wird, erklärte spontan, sein möglichstes tun zu wollen, damit uns von dieser Seite keine Opposition erwächst.

Herr Arnal hat dann ziemlich intensiv die Meinung vertreten, es sollten vor oder am 9. Mai im Zusammenhang mit unserer Neutralitätsfrage eine Reihe von Fragen besprochen und gelöst werden, die sich aus der Tatsache ergeben, dass die S.D.N. ihren Sitz auf Schweizerboden hat. Er hat bestätigt, was mir schon Massigli sagte, dass nicht die französische Regierung, sondern Herr Avenol auf diesen Punkt grösstes Gewicht lege. Ich habe Herrn Arnal einlässlich dargetan, dass in dieser Beziehung meines Erachtens weder eine «*négociation*» noch gar ein «*marchandage*» in Frage kommen könne. Die Rückgewinnung unserer vollen Neutralität sei für uns eine derartige Lebensfrage, dass sie ganz unmöglich zum Gegenstand irgendwelchen «*Kaufpreises*» gemacht werden dürfe. Würde dies geschehen und in der Schweiz bekannt, so wäre der Eindruck niederschmetternd und würde von den Gegnern des Völkerbundes mit Vergnügen ausgeschlachtet. Es könne unmöglich eine andere Prozedur in Frage kommen als die, dass sich der Völkerbundsrat mit dem schweizerischen Begehren einverstanden erkläre und diese Hauptangelegenheit damit erledige. Wenn dann *nachher* das Völkerbundssekretariat glaube, gestützt auf die neue Situation bestimmte Fragen aufwerfen zu sollen, so würde sich die Schweiz gewiss zu einer freundschaftlichen Diskussion bereit erklären.

Ich glaube, Herrn Arnal schlussendlich von der Richtigkeit unseres Standpunktes vollständig überzeugt zu haben. Es ist dies wohl deshalb nicht unwichtig, als heute Herr Avenol hier eintrifft, um die in der nächsten Ratssitzung zu behandelnden Fragen mit dem Quai d'Orsay zu besprechen und Arnal an diesen Besprechungen teilnehmen wird.

Herr Georges Bonnet, der natürlich gegenwärtig ausserordentlich überlastet ist, hat mich bis jetzt noch nicht empfangen können, mir aber versprochen, mich wenn irgendwie möglich noch vor seiner Abreise nach London zu sich kommen zu lassen².

2. *Par lettre du 25 avril à Motta, le Ministre Stucki donnait ces informations complémentaires:* Ich bestätige Ihnen den Empfang Ihres Schreibens vom 22. April, von dessen Inhalt ich mit grösstem Interesse Kenntnis genommen habe. Ich habe neuerdings versucht, Herrn Georges Bonnet noch vor seiner Abreise nach London zu sprechen, aber leider den Bescheid erhalten, dass es ihm beim besten Willen nicht möglich sei, mich vorher noch zu empfangen. Ich habe daraufhin soeben neuerdings Herrn Massigli aufgesucht. Er war vollständig orientiert über meine Besprechung mit Arnal, über welche ich Ihnen in der Zwischenzeit berichtet habe. Er zeigte sich ebenfalls überzeugt, dass es unrichtig wäre, die Stellungnahme zu unserem Begehren betreffend Rückgewinnung der absoluten Neutralität mit irgendeinem «*marchandage*» zu verbinden. Er hat mir deshalb mit aller Bestimmtheit die Erklärung wiederholt, die er früher

schon gegeben hatte, ohne diesmal irgendeinen Vorbehalt formeller Natur zu machen. Er hat beigefügt, dass auch die englische Regierung seines Wissens auf dem gleichen Standpunkte stehe und dass er glaube annehmen zu dürfen, dass Herr Avenol ebenfalls darauf verzichtet habe, die Sitzfrage jetzt zum Gegenstand von Verhandlungen zu machen.

Herr Massigli erklärte weiter, dass die grösste Sorge der französischen Regierung die allfällige Verletzung des neutralen schweizerischen Luftraumes seitens deutscher Flugzeuge sei. Man würde es deshalb in Paris sehr begrüessen, wenn Sie, Herr Bundesrat, in Ihren Ausführungen vor dem Völkerbundsrat ausdrücklich auch den schweizerischen Willen zur Verteidigung unseres neutralen Luftraumes bekräftigen würden. Dabei gebe sich die französische Regierung natürlich Rechenschaft darüber, dass unsere Abwehrmöglichkeiten beschränkt seien.

Ich habe beim Ministerpräsidenten Daladier ein Gesuch um Audienz gestellt, um ihm meinen offiziellen Besuch machen zu können. Ich weiss noch nicht, wann er mich empfangen kann. Selbstverständlich werde ich die Gelegenheit nicht versäumen, auch ihn direkt über unseren Standpunkt in der Neutralitätsfrage zu informieren.

276

E 2200 Paris 11/5

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki*

L¹ OB

Berne, 27 avril 1938

Nous avons eu l'honneur de recevoir vos lettres des 23 et 25 avril² concernant les entretiens que vous avez eus avec MM. Arnal et Massigli au sujet de la neutralité de la Suisse dans la Société des Nations. Nous avons pris connaissance de ces importantes communications avec un très grand intérêt et nous vous en remercions vivement.

Nous sommes entièrement d'accord avec le point de vue que vous avez soutenu vis-à-vis de M. Arnal. Il serait déplorable que des points accessoires fissent l'objet d'un marchandage à l'occasion du règlement d'une question d'importance primordiale pour la Suisse. Nous nous félicitons que vous ayez réussi à convaincre M. Arnal de la justesse de votre point de vue, et à travers lui M. Massigli. Nous avons des raisons de croire que M. Avenol, de son côté, avait été assez aisément gagné à notre idée, de sorte que nous pouvons espérer que des difficultés relatives à la situation de la Société des Nations dans une Suisse intégralement neutre ne surgiront pas au dernier moment, bien qu'il soit toujours à craindre que certaines personnalités qui gravitent autour du Secrétariat de la Société des Nations ne se livrent in extremis à des intrigues regrettables à cet égard.

1. *Remarque manuscrite de Stucki en marge*: Fait le 29 avril et téléphoné le même jour le résultat à M. Bonna. 29.4.38. St.

2. Cf. N^o 275 et sa note 2.

Il va de soi qu'ainsi que vous l'avez dit à M. Arnal, nous ne nous refuserons pas, lorsque la question de notre neutralité sera définitivement réglée, à examiner dans un esprit de compréhension réciproque, mais sur le plan pratique et non théorique, les questions que le Secrétaire général estimerait devoir nous soumettre pour adapter le statut du siège de la Société des Nations à la situation nouvelle. Ajoutons, à titre confidentiel, qu'une question devra en tout cas être réglée, c'est celle de la station radiotélégraphique de Prangins. Mais il serait très fâcheux qu'elle fût évoquée de part ou d'autre en ce moment. Le mieux est, par conséquent, de ne pas prendre l'initiative d'en parler.

Il vous intéressera de savoir que le soussigné a eu hier un bref entretien avec l'Ambassadeur de France à l'occasion de l'échange des instruments de ratification de la convention franco-suisse de voisinage. M. Alphand nous a assuré que nous pouvions compter sur l'appui sans réserve du Gouvernement français dans notre affaire devant le Conseil de la Société des Nations. Nous sommes fort heureux que vous ayez pu nous le confirmer de façon plus précise encore.

M. Alphand a également fait allusion à la préoccupation de M. Massigli concernant la défense de la neutralité de notre domaine aérien. Nous prenons bien volontiers note de ce qu'il vous a dit lui-même à cet égard et nous chercherons à lui donner satisfaction au cours de l'exposé que nous serons amenés à faire au Conseil. Il est bien entendu que nous n'avons jamais songé à faire une différence entre la défense terrestre et la défense aérienne de notre neutralité. Nous voudrions éviter, toutefois, de voir s'ouvrir à Genève une discussion sur la question assez délicate de la responsabilité d'un Etat neutre pour un survol d'avions étrangers passant à une hauteur inaccessible pour les moyens normaux de surveillance. Un exemple vous rendra clair ce à quoi nous pensons. L'Office aérien fédéral s'est préoccupé, il y a quelques mois, du passage possible au-dessus de la Suisse d'avions allemands à destination de l'Espagne. Il a été amené à se demander quelles mesures devaient être prises pour empêcher ce passage. Nous avons soutenu que, dans les circonstances actuelles, nous ne pouvions être tenus d'organiser des services de patrouille à grande hauteur pour empêcher même des passages qui passeraient inaperçus du sol. Dans l'éventualité d'une guerre à notre frontière même, la question devrait sans doute être examinée à nouveau, mais il serait fâcheux d'avoir à la débattre devant un for international.

E 2001 (D) 4/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
aux Légations de Suisse à Bruxelles, Bucarest, Varsovie et Stockholm¹*

Copie
L OB

Berne, 27 avril 1938

Nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint, en deux exemplaires, le texte du mémorandum² sur la neutralité de la Suisse au sein de la Société des Nations que nous adresserons le 29 avril au Secrétariat de la Société des Nations pour être examiné au cours de la session du Conseil qui s'ouvrira le 9 mai à Genève.

Nous vous serions très obligés de bien vouloir communiquer un exemplaire de ce document au Ministère [*selon pays*] des Affaires étrangères, en l'accompagnant d'un commentaire approprié.

Nous croyons pouvoir compter sur la compréhension du Gouvernement [*selon pays*] pour notre point de vue et nous souhaiterions que le représentant de la [*selon pays*] au sein du Conseil reçût pour instructions de se déclarer d'accord avec notre demande.

1. Le texte reproduit ici est l'une des versions (la plus courte) des lettres de transmission du mémorandum sur la neutralité suisse aux représentations de Suisse auprès d'une partie des Etats membres du Conseil de la SdN. On en trouve la collection dans E 2001 (D) 4/1. Le document suivant précise la voie de transmission pour l'ensemble des membres du Conseil:

Transmission du mémorandum de la Suisse
aux membres du Conseil de la SdN par:

Belgique	Bruxelles
Bolivie	Paris
Grande-Bretagne	Londres
Chine	Lég. à Berne
Equateur	Paris
France	Paris
Iran	Lég. à Berne
Italie	(Rome)
Lettonie	Lég. à Berne
Nouvelle-Zélande	Londres
Pérou	Paris
Pologne	Varsovie
Roumanie	Bucarest
Suède	Stockholm
U.R.S.S	(Secrétariat S.d.N.)

2. Reproduit en annexe. Le mémorandum remis au Secrétaire général de la Société des Nations, J. Avenol, est daté du 29 avril.

Vous nous obligeriez en nous tenant au courant du résultat de votre démarche dans cette affaire dont nous n'avons pas besoin de souligner l'importance³.

ANNEXE

MÉMORANDUM
SUR LA NEUTRALITÉ DE LA SUISSE
AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Copie

Lorsqu'il s'est agi pour la Suisse d'accéder à la Société des Nations, elle a insisté avec force sur la nécessité de conserver sa neutralité dans le cadre de la nouvelle organisation internationale. Dès le 8 février 1919⁴, dans un mémorandum qu'il adressait aux Puissances réunies à Paris pour la conclusion de la paix, le Conseil fédéral exposait que la Confédération désirait prêter son concours à la Société sans cependant sacrifier une maxime fondamentale de sa politique.

Il se fondait, entre autres, sur les arguments que voici :

«La Confédération est en droit d'insister sur le caractère non pas occasionnel, mais permanent de sa neutralité. Sa politique de paix est l'application d'un principe érigé, dès le début du XVI^e siècle, en maxime d'Etat. Les Suisses qui, pour des causes qui n'étaient pas les leur, ont prodigué leur sang sur tous les champs de bataille de l'Europe, n'en ont pas moins adopté et maintenu la neutralité comme principe directeur de leur propre politique. Ils l'ont inscrite dans la Constitution de leur Etat fédératif. La déclaration du Conseil fédéral en date du 4 août 1914 n'est que la répétition d'une série de décisions identiques, adoptées par les Diètes fédérales au cours de quatre siècles. Les Suisses ont affirmé ainsi les premiers leur foi en l'idéal supérieur qui est appelé à triompher dans la Ligue des Nations. Cette attitude systématiquement pacifique n'a pas d'équivalent dans l'histoire.

La neutralité helvétique n'est pas seulement l'application de règles du droit des gens et de conventions internationales. Elle est avant tout l'expression de la conviction profonde et de la volonté arrêtée du peuple suisse, qui a toujours fait preuve à cet égard d'une sincérité et d'une loyauté immuables. Il ne comprendrait pas l'abandon d'une maxime politique dont la valeur lui a été prouvée par une expérience séculaire...

La neutralité de la Suisse a un caractère propre qui la distingue de toutes les autres. Elle est une des conditions essentielles de la paix intérieure, de l'union et, par suite, de l'indépendance d'une nation formée d'éléments divergents par la langue et par la culture. Et la Suisse tient à cette diversité qui est pour elle, malgré l'exiguïté de son territoire, la source d'une vie nationale intense.

Le maintien de cette institution séculaire est aussi précieux pour l'Europe que pour la Suisse elle-même. Ce n'est pas sans raison que les grandes Puissances, réunies en 1815 à Paris, ont déclaré «que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse et son indépendance de toute influence étrangère sont dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière». Cette déclaration a gardé toute sa valeur.

La Confédération helvétique doit comme par le passé rester la fidèle gardienne des passages des Alpes...

3. La lettre adressée à la Légation de Suisse à Stockholm portait le post-scriptum suivant : D'après ce que nous a dit M. Westman, la question de la neutralité suisse au sein de la Société des Nations aurait été examinée au cours de la dernière Conférence d'Oslo, et les Etats scandinaves auraient autorisé M. Sandler à appuyer notre point de vue.

4. Cf. DDS 7 I, N° 177.

C'est la neutralité qui a permis de maintenir pendant des siècles le lien unissant des peuples de races, de langues et de confessions différentes. C'est par l'observation scrupuleuse de ce principe que les Cantons suisses ont pu développer entre eux un esprit de compréhension basé sur le respect mutuel de leurs personnalités. La plus ancienne des Républiques existantes serait heureuse d'apporter à la Ligue des Nations le fruit d'une expérience séculaire, acquise au cours du développement progressif et laborieux de son régime fédératif. Ce n'est qu'en restant fidèle à ses principes traditionnels qu'elle estime être en mesure d'occuper dans la Ligue des Nations, pour le bien de tous, la place que lui assigne son passé.»

Les Puissances firent preuve d'une amicale compréhension à l'égard de cette situation toute spéciale. Par l'article 435 du Traité de Versailles, la neutralité suisse fut non seulement reconnue et confirmée, mais encore déclarée compatible avec le Pacte en tant qu'engagement destiné, au sens de son article 21, à «assurer le maintien de la paix».

La neutralité suisse ne fut toutefois pas intégrée telle quelle dans le système de la Société des Nations. En vertu de la déclaration faite à Londres le 13 février 1920⁵ par le Conseil de la Société des Nations qui prit acte de la volonté de la Suisse de défendre son territoire en toutes circonstances⁶, la Suisse conservait sa neutralité militaire, mais elle devait assumer, en revanche, les obligations incombant aux autres Etats membres quant aux sanctions économiques et financières.

La Suisse neutre faisait ainsi une concession importante aux principes de solidarité à la base de la Société des Nations. Mais cette restriction apportée à sa politique séculaire⁷ ne fut pas acceptée sans lutte au sein du peuple et des Cantons⁸.

Les raisons qui déterminèrent la majorité du peuple et des Cantons sont d'ordre divers. La Suisse considérait tout d'abord que, dans un système de sanctions rigoureuses à déclenchement quasi automatique, sa situation d'Etat neutre ne subirait pas de changements essentiels; elle pensait, d'autre part, qu'une forte réduction des armements combinée avec un mécanisme précis de sécurité collective réduirait très⁹ sensiblement la possibilité de conflits armés. Elle s'attachait, enfin, à l'espoir que la Société des Nations finirait par réunir dans son sein tous les pays importants que les circonstances politiques tenaient encore éloignés d'elle. Cet espoir se trouvait explicitement exprimé dans l'arrêt fédéral soumis à la votation populaire du 16 mai 1920.

Les conditions dans lesquelles la Suisse est entrée dans la Société des Nations se sont, depuis lors¹⁰, profondément modifiées. Le Pacte n'a pas été appliqué dans certaines de ses stipulations les plus importantes. Le système des sanctions n'a pas joué dans tous les cas. La course aux armements a repris avec une intensité qu'elle n'avait jamais connue. Loin de devenir universelle, la Société des Nations s'est vue privée du concours d'Etats importants. Les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas vu la possibilité d'y accéder et quatre grands pays, dont deux voisins de la Suisse, s'en sont retirés.

Cet état de choses devait nécessairement affecter la situation d'un pays perpétuellement neutre. La Suisse n'est pas en mesure, vu sa situation unique¹¹, de s'accommoder d'un système facultatif de sanctions. Sa neutralité ne doit pas dépendre des circonstances; elle est donnée une fois pour toutes. Sa force réside dans sa clarté et sa permanence.

La distinction entre sanctions militaires et sanctions économiques s'avérerait aujourd'hui illu-

5. Cf. DDS 7 II, N° 247 A.

6. qui prit acte de la volonté de la Suisse de défendre son territoire en toutes circonstances *ne figurait pas dans le projet de memorandum approuvé par le Conseil fédéral le 1^{er} avril, cf. N° 256.*

7. *Le projet portait: traditionnelle.*

8. *Dans le projet suivait encore cette phrase: La votation populaire du 16 mai 1920 ne donna qu'une faible majorité pour l'accession à la Société des Nations.*

9. *très ne figurait pas dans le projet.*

10. *lors ne figurait pas dans le projet.*

11. *Le projet portait: comme les autres Etats membres de la Société des Nations au lieu de: vu sa situation unique.*

soire pour la Suisse. En recourant à des mesures de pression économique, la Suisse s'exposerait au risque grave d'être traitée comme l'Etat ¹² qui se livrerait à des actes militaires.

La Suisse souhaite que l'institution de Genève, dont elle s'honore d'être le siège, surmonte les difficultés qui l'entourent. Bien que, conformément à son engagement du 13 février 1920, elle ait modernisé et réorganisé son armée, pour laquelle le peuple suisse a consenti effectivement les plus grands sacrifices, la Suisse reste attachée à la Société des Nations ainsi qu'à son idéal de paix et de collaboration internationale ¹³. Elle continuera à lui prêter son concours dans toutes les questions qui n'affectent point son statut d'Etat neutre. Elle se considère cependant en droit de demander que sa neutralité intégrale soit expressément reconnue dans le cadre de la Société des Nations.

C'est pourquoi le Conseil fédéral, soutenu par la volonté massive ¹⁴ des Chambres fédérales et du peuple suisse, s'adresse en toute confiance au Conseil de la Société des Nations à l'effet d'obtenir que la neutralité traditionnelle ¹⁵ de la Confédération soit déclarée compatible avec les stipulations du Pacte.

Le Gouvernement fédéral ne doute pas que le Conseil voudra bien lui donner acte des déclarations qui précèdent, confirmant ainsi le caractère unique de la neutralité suisse ¹⁶.

12. *Au lieu de*: la Suisse s'exposerait au risque grave d'être traitée comme l'Etat *le projet portait*: elle pourrait être jugée à la même mesure que l'Etat.

13. *Au lieu de cette phrase le projet portait simplement après* l'entourent: elle reste attachée à la Société des Nations ainsi qu'à son idéal de paix et de collaboration internationale.

14. *Le projet portait*: unanime du peuple suisse *au lieu de*: massive des Chambres fédérales et du peuple suisse.

15. *Le projet portait*: inconditionnelle *au lieu de*: traditionnelle.

16. *Le projet portait à la suite de* précédent: reconnaissant ainsi, une fois de plus, à la neutralité suisse ce caractère unique qui lui avait déjà été reconnu par la Déclaration de Londres.

278

J.I.1.1/2

Le Ministre d'Italie à Berne, A. Tamaro, au Chef du Département politique, G. Motta

L Personale

Berna, 28 aprile 1938. XVI

Nella conversazione, di cui V.E. mi ha ieri onorato, ho stimato di dovere mettere in rilievo l'opportunità, o meglio la necessità che i Governi delle due Potenze dell'Asse, vicine, amiche, e direttamente interessate al problema della neutralità della Svizzera, sieno messe a conoscenza del «memorandum» ¹, che il Consiglio Federale presenterà per riottenere la sua neutralità, contemporaneamente alla S.D.N., nel senso che le due Potenze siano informate che il memorandum veniva od era stato consegnato a Ginevra, e ne ricevano copia a titolo d'informazione. Ho avuto ieri l'impressione precisa che V.E. avesse apprezzato le ragioni della mia dichiarazione e avesse deciso, dopo avere riferito al Consiglio Federale, di incaricare le legazioni di Roma e di Berlino di far sabato prossimo l'opportuna comunicazione ai due Governi. Apprendo ora dal

1. Cf. N° 277, *annexe*.

mio collega di Germania che questa comunicazione non avverrebbe più e che alle due Potenze sarebbe soltanto notificata la decisione favorevole del Consiglio della S.D.N., sulla base della quale si attenderebbero poi dichiarazioni di riconoscimento della neutralità da parte dell'Italia e della Germania. Mi permetto perciò di scrivere a V.E. per pregarLa di riprendere cortesemente in considerazione quanto ho avuto l'onore di esporLe ieri. Se la decisione comunicata al Ministro di Germania è stata effettivamente presa oggi, essa non tiene conto della situazione, cioè dei rapporti negativi e ostili che corrono tra la S.D.N. e le Potenze dell'Asse, per le quali una deliberazione della S.D.N. non può costituire in nessun caso né una base d'azione, né un punto di partenza. Per le due Potenze è inconferente quanto avviene a Ginevra. Potrebbe però produrre un'impressione molto penosa se la Svizzera mostrasse di voler ottenere decisioni vitali per il suo avvenire fuori d'ogni contatto con le due Potenze amiche, disinteressandosi dell'importanza che le decisioni possono avere per esse e quasi mostrando di voler fare senza di esse. L'E.V. mi ha fatto intendere quanto sarebbe lieta se l'Italia e la Germania volessero con un atto particolare affermare che esse riconoscono l'integrale e perpetua neutralità della Svizzera. Ma alle due Potenze non si può chiedere di giungere a tale dichiarazione al seguito della S.D.N. e meno ancora di aderire a una decisione della S.D.N. Le ragioni sono così ovvie che non occorre esporle. Le due Potenze non possono agire che sulla base di un atto indipendente dalla procedura o dalla politica ginevrina, di un atto cioè che la Svizzera, tenuto conto dell'amicizia esistente coi suoi vicini e dei loro precisi interessi e dei legami d'interessi che essa ha con loro e dell'avvenuta rottura dei loro rapporti con la S.D.N., può compiere appunto portando a conoscenza dei due Governi il «memorandum» contemporaneamente alla sua consegna a Ginevra. La quale contemporanea comunicazione può anche non avvenire a Roma o a Berlino, ma a Berna. E il Consiglio Federale può esprimere i suoi desideri anche sulle modalità della dichiarazione che attende dalle due Potenze, senza la quale invero la neutralità potrebbe considerarsi non sufficientemente garantita, lasciando aperte tutte le vie alla propaganda allarmistica che si continua a fare. Ma una procedura che avrebbe anche soltanto l'aria di mettere o lasciare in disparte i due Governi interessati direttamente non condurrebbe, secondo la mia modesta convinzione, a nulla se non a spiacevoli impressioni. Per questo motivo prego vivamente l'E.V. di volere riesaminare la situazione che si potrebbe creare.

Mi permetto ancora rilevare che a me ieri, con un gesto cortese che mi ha vivamente toccato, è stato consegnato da V.E. un «Projet de memorandum»² a titolo strettamente personale. Invece oggi il Ministro di Germania ha ricevuto un testo definitivo di «memorandum», con l'indicazione che poteva considerare tale consegna come ufficiale, come semi-ufficiale o al modo che meglio desiderava. C'è tra i due fatti una grande differenza, che mi rende anche più difficile valutare le odierne intenzioni del Consiglio Federale.

Non ho osato richiedere udienza a V.E. che so occupatissima e perciò ho stimato mio dovere scriverLe queste righe. Se l'E.V. volesse parlarne, sono sempre a Sua disposizione.

2. Cf. N° 277, *annexe et notes 6 à 16.*

279

E 2001 (D) 1/100

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

Copie

L RC Confidentielle

Berne, 30 avril 1938

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre télégramme du 25 avril et votre lettre du 26 nous informant de ce que le Chef des Affaires politiques au Ministère italien des Affaires étrangères avait convoqué M. le Conseiller de Légation Micheli¹ à propos de l'arrestation en Suisse des deux irrédentistes Aurelio Garobbio et Dante Severin et que, tout en écartant toute idée d'ingérence dans nos affaires, avait relevé qu'une certaine clémence serait dans l'intérêt des bonnes relations entre les deux pays.

Vos communications ont retenu notre attention et nous vous en remercions.

Cette affaire a été également abordée auprès de nous dans le même sens par le Ministre d'Italie à Berne².

D'après ce que nous avons pu apprendre auprès du Ministère public fédéral, il serait prouvé qu'Aurelio Garobbio serait coupable d'avoir répandu au Tessin et aux Grisons des tracts irrédentistes lors de la votation populaire sur la reconnaissance du romanche comme langue nationale.

Les charges portées contre Dante Severin paraissent moins nettes. Domicilié à Rancate (Tessin), cet Italien avait à Ponte Chiasso une case postale où il allait régulièrement chercher une volumineuse correspondance. Il se serait livré par ce moyen au transport clandestin de matériel de propagande irrédentiste. D'autre part, il aurait commis des actes d'espionnage en dénonçant des citoyens suisses aux Autorités italiennes.

Ainsi que l'a très justement relevé M. Micheli au cours de son entretien avec M. Buti, le cas d'Aurelio Garobbio est sensiblement aggravé du fait de sa nationalité suisse.

Malgré la sévérité des peines prévues par la loi fédérale du 8 octobre 1936 sur les atteintes à l'indépendance de la Confédération, il n'est pas douteux que celles qui seront appliquées à Garobbio paraîtront bénignes comparées à ce à quoi s'exposerait dans son pays un Italien dans des circonstances analogues.

Nous inclinons d'ailleurs à penser qu'il n'y aurait aucun avantage à donner plus d'importance qu'elle n'a à cette affaire et surtout à Garobbio et à Severin, qui n'auraient qu'à gagner à être pris au sérieux. Nous agissons par conséquent de nous-mêmes dans le sens désiré par les Autorités italiennes. Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant.

1. La notice de Micheli sur cet entretien, datée du 26 avril 1938, est reproduite en annexe 1.

2. La lettre du Ministre Tamaro est reproduite en annexe 2.

ANNEXE 1

Notice du Conseiller de Légation à la Légation de Suisse à Rome, L. Micheli

CONVOCATION AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU 26 AVRIL APRÈS-MIDI
OBJET: MESURES CONTRE IRRÉDENTISTES EN SUISSE

Le Ministre Buti, Chef des Affaires politiques (Direction générale des affaires d'Europe et de la Méditerranée) me convoque à son bureau et me déclare d'emblée qu'il s'agit d'une conversation officieuse, à titre amical, et non d'une demande officielle. Il se réfère à un télégramme de la Légation d'Italie à Berne, du 22 de ce mois, signalant l'arrestation des irrédentistes Aurelio Garobbio et Dante Severin. M. Buti indique qu'il doit éloigner de suite toute idée ou intention de se mêler dans nos affaires intérieures ou de s'ingérer dans les procédures judiciaires qui peuvent avoir lieu. Mais, de la part du Ministre des Affaires Etrangères, il me dit que, dans l'intérêt même des bonnes relations entre l'Italie et la Suisse, ce serait bien vu à Rome si l'on ne poussait pas trop la manière forte dans cette affaire. Je relève aussitôt que, tandis qu'Aurelio Garobbio est un citoyen *suisse* que l'on retrouve dans toutes sortes de manifestations déplacées dont le caractère ne peut que nuire aux bons rapports entre l'Italie et la Suisse, Dante Severin m'est connu comme un publiciste irrédentiste italien, dont quelques publications ont été interdites en Suisse. J'ajoute que j'ignore sous quelles inculpations ils ont été mis sous les verrous et la suite de l'action qui pourrait être intentée contre eux.

Ayant demandé à mon interlocuteur s'il avait reçu d'autres informations, il ajoute qu'à teneur du télégramme de la Légation, il y aurait eu également des perquisitions chez l'avocat Pedrotta. Ayant précisé encore ma demande relative aux nouvelles reçues, le Directeur finit par me lire rapidement le télégramme même de M. Tamaro, dans lequel il parle «d'action répressive» et qualifie Pedrotta de «meilleur défenseur de l'italianité dans le Tessin». Cette indication est sans doute à retenir.

En terminant, le Ministre Buti me prie encore une fois officieusement, en invoquant les bons rapports amicaux entre les deux pays, de m'entretenir avec mon chef pour signaler, si possible, aux Autorités fédérales qu'une certaine clémence dans la manière de traiter cette affaire serait appréciée par les Autorités italiennes.

ANNEXE 2

*Le Ministre d'Italie à Berne, A. Tamaro,
au Chef du Département politique, G. Motta³*

L

Berna, 28 aprile 1938. XVI.

Mi pregio inviare all'E.V. l'opuscolo del Severin, di cui ieri ho avuto l'onore di parlarLe. S'intitola: «Le condizioni demografiche del Cantone Ticino e gli allogeni». L'E.V. vedrà senza alcuna difficoltà che non c'è in esso una sola riga che si possa interpretare come affermazione irredentistica. Potrà dispiacere che l'autore drammatizzi troppo certi episodi o che scriva in tono pessimistico: ma non si può disconoscere che questo tono risponde a un sincero sentimento, e che nel testo, gremito di cifre e di fatti, tutto è compiutamente ortodosso e correttissimo verso le autorità federali. È proprio incomprensibile che l'opuscolo sia stato sequestrato alla frontiera ticinese e che se

3. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Risposto provvisoriamente oggi. 9.6.38. M.

ne faccia ora un titolo d'imputazione a danno dell'autore, arrestato, ne sono sicuro, per solo sospetto o forse per falsa denuncia, senza alcuna ragione positiva. Mi permetto aggiungere alla pubblicazione ingiustamente incriminata altre del Severin, che mostrano la sua serietà. Sento di poter credere che l'E.V., dopo aver dato un'occhiata a questi scritti, riconoscerà, con la Sua bontà e il Suo sentimento di giustizia, che non si può condannare o espellere dal Ticino un Italiano soltanto perché si occupa della storia e della demografia del Cantone.

Prego l'E.V., alla cui cortesia mi affido, di gradire gli atti della mia riconoscente devozione e della mia alta considerazione.

280

E 2001 (D) 2/293

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert*

Copie

L OZ. Dringend

Bern, 2. Mai 1938

Der Beauftragte für den Vierjahresplan hat unter dem 26. April 1938, zusammen mit dem Reichsminister des Innern, die im Reichsgesetzblatt I/1938, Seite 414, vom 26. April veröffentlichte Verordnung über die Anmeldung jüdischer Vermögen in Deutschland erlassen, die durch eine weitere Verordnung vom gleichen Tage über die Veräusserung von Betrieben mit jüdischer Beteiligung und die Eröffnung neuer nichtarischer Unternehmungen ergänzt und gesichert wird. In diesem Zusammenhang ist übrigens auch die Verordnung gegen die Unterstützung der Tarnung jüdischer Gewerbebetriebe vom 22. April zu nennen.

Nach deutschen und österreichischen sowie ausländischen Pressekommentaren soll die Anmeldepflicht vorläufig die Inventarisierung und genaue Feststellung des jüdischen Einflusses in der deutschen Wirtschaft bezwecken und vor allem wegen der besondern israelitischen Verhältnisse in Österreich nötig geworden sein. Die zweite Verordnung, die eine Genehmigungspflicht für Veräusserungen und Neueröffnungen von Unternehmungen mit Beteiligung von Juden einführt, scheint der Verhinderung weiterer Ausbreitung des jüdischen Einflusses im deutschen Wirtschaftsleben dienen zu müssen. Es ist klar, dass die erwähnten Verpflichtungen empfindliche Auswirkungen für die in Deutschland lebenden Juden deutscher und ausländischer Nationalität mit sich bringen und noch nicht die letzten Massnahmen im Arisierungsprozess darstellen werden. So ist denn in der internationalen Presse die Befürchtung zum Ausdruck gelangt, dass die Erfassung des jüdischen Kapitals über RM. 5000.— der erste Schritt zur Konfiskation der Judenvermögen bedeute, die wahrscheinlich irgendwie auf dem Zwangswege in den Dienst der deutschen Wirtschaft und insbesondere des Vierjahresplanes gestellt werden dürften. Es wird ferner vermutet, dass das jüdische Kapital zur Durchführung der vollständigen Arisie-

rung, d. h. zur Deckung der mit der Arisierung verbundenen Bedürfnisse an Geldmitteln herangezogen werden solle. Die Bestimmung des § 7 der ersten Verordnung vom 26. April gibt jedenfalls dem Beauftragten für den Vierjahresplan die Ermächtigung, «die Massnahmen zu treffen, die notwendig sind, um den Einsatz des anmeldepflichtigen Vermögens im Einklang mit den Belangen der deutschen Wirtschaft sicherzustellen».

Es ist ausser Zweifel, dass die von den neuen Verordnungen betroffenen Juden in ihrer Existenz mehr als bisher bedroht werden, und wir verweisen in dieser Beziehung auf Wiener Pressemeldungen, gemäss welchen der Jude in Deutschland «bis aufs Hemd ausgezogen» werden solle, um dann an die Grenze gestellt zu werden. Da durch die Verordnungen auch schweizerische Juden beeinträchtigt werden dürften und die Gefahr besteht, dass diese eines Tages ohne jegliche Existenzmittel in ihre Heimat zurückkehren und hier der öffentlichen Wohltätigkeit zur Last fallen, so können die Vorgänge in der deutschen Arisierung für uns nicht gleichgültig sein. Wenn sich wahrscheinlich eine Anmeldung der Vermögen, – wobei nach den einschlägigen Bestimmungen nur das in Deutschland liegende Kapital in Betracht fällt – für unsere jüdischen Landsleute nicht wird verhindern lassen, so ist vor allem danach zu trachten, dass die fraglichen Guthaben gegen den Willen der Betroffenen nicht irgendwie gebunden werden, sondern unangetastet bleiben. Es ist wohl zurzeit noch ungewiss oder unbekannt, was gerade bezüglich der ausländischen Juden gehörenden Vermögen geplant ist, und es ist Ihnen vielleicht möglich, in dieser Hinsicht Näheres in Erfahrung zu bringen. In diesem Zusammenhang dürfen wir Sie auch ersuchen, mit andern Vertretungen fremder Staaten in Verbindung zu treten, um festzustellen, welche Haltung sie in der deutschen Arisierungsfrage einnehmen. Es ist nicht ausgeschlossen, dass dritte Staaten bezüglich der Arisierungsbestrebungen in Deutschland (Amerika, Grossbritannien, Holland) diesmal ihr bis jetzt an den Tag gelegtes passives Verhalten aufgeben. Eine Mitteilung im «Bund» vom 1. Mai könnte darauf schliessen lassen, die, unter dem Titel «Amerikanische Juden betroffen», folgendes besagt:

«Washington, 29. d. (Havas.) Summer Welles hat Pressevertretern gegenüber erklärt, dass er den Botschafter der Vereinigten Staaten in Berlin ersucht habe, ihm rasch einen Bericht über das Dekret betr. die jüdischen Vermögen in Österreich und Deutschland zukommen zu lassen. Von dieser Verordnung sollen zahlreiche amerikanische Staatsbürger betroffen werden.»

Wenn in der Angelegenheit eine Demarche von mehreren Regierungen zugleich unternommen würde, so wäre natürlich mehr Aussicht auf Erfolg vorhanden, als wenn wir beispielsweise in der Sache allein vorgehen.

Im übrigen wäre es wohl auch zweckdienlich, die schweizerischen Juden in Deutschland und Österreich gehörenden Vermögenswerte wenigstens schätzungsweise zu ermitteln, dies schon deshalb, weil wir gegenwärtig, veranlasst durch die neue Wendung im Arisierungsprozess, nach weiteren Möglichkeiten zur Heimschaffung von schweizerischen Rückwanderervermögen suchen, da durch die neuesten deutschen Massnahmen das Bedürfnis und der Zwang zur Rückkehr in die Schweiz sich noch verstärken werden. Auf das Finanzierungsproblem werden wir in den nächsten Tagen in einem besondern Schreiben zurückkommen. Wir wären Ihnen aber zu Dank verpflichtet, wenn Sie bei den

Ihnen unterstellten Konsulaten über dem Umfang des schweizerischen Judenvermögens in Deutschland und Österreich Umfrage halten wollten¹. Vorbehalten bleibt die Prüfung der Frage, ob nach dem Ablauf der Anmeldefrist, d. h. nach dem 30. Juni 1938, die deutsche Regierung um nähere Auskunft über die bei ihr deklarierten Vermögen schweizerischer Juden angegangen werden könnte.

Aus der Verordnung vom 26. April geht nicht eindeutig hervor, ob nur das in Deutschland liegende Vermögen ausländischer, in Deutschland wohnender Juden angemeldet werden muss, oder ob eine Anmeldung solchen Vermögens auch dann in Frage kommt, wenn der Eigentümer nicht in Deutschland ansässig ist. Auch hierüber wäre eine Aufklärung uns sehr erwünscht.

Ihres Berichtes² gerne gewärtig, versichern wir Sie, Herr Minister, unserer ausgezeichneten Hochachtung.

1. *Les résultats de cette enquête, communiqués notamment dans une lettre de Kappeler à Berne du 23 septembre 1938, sont les suivants:*

Konsularbezirk	Berlin	RM.	2 991 000.—
»	Bremen		173 000.—
»	Düsseldorf		—.—
»	Elbing		—.—
»	Frankfurt		2 065 000.—
»	Hamburg		233 000.—
»	Köln		8 000.—
»	Leipzig		634 000.—
»	Mannheim		10 000.—
»	München		2 788 000.—
»	Stuttgart		250 000.—
		RM.	9 152 000.—

2. *La réponse, non reproduite, de Dinichert est du 9 mai 1938.*

281

E 2001 (D) 4/1

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 3 mai 1938

Dès réception de votre communication télégraphique du 30 avril¹, je me suis, de mon côté, mis en rapport avec M. le Ministre Arnal, Sous-Directeur du Service de la Société des Nations au Quai d'Orsay, afin de compléter les infor-

1. *Non reproduite. Elle informait Stucki de la démarche demandée à Paravicini dans le télégramme suivant, également du 30 avril:* Havas publie intention britannique soumettre Conseil Société des Nations résolution sur neutralité suisse. Rappelez d'urgence Foreign Office que le consultâmes avant envoi mémorandum et exprimez attente que serons également consultés avant dépôt ou publication résolution.

mations que vous avez reçues de mon collègue de Londres sur l'accueil² fait par les Gouvernements britannique et français au mémoire concernant la neutralité, adressé par le Conseil fédéral au Secrétariat de la S.D.N.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que mon interlocuteur m'a déclaré qu'il admettait a priori que les délégations britannique et française au Conseil du 9 mai ne présenteraient pas de proposition définitive avant d'avoir consulté à Genève les représentants autorisés du Gouvernement fédéral. M. Arnal ne croit pas que Londres ait pu avoir la moindre hésitation à ce sujet, vu que toute proposition demeurerait inopérante si elle ne recueillait l'assentiment du Conseil fédéral. Bien que M. Arnal n'ait pas pu me remettre le texte du projet de résolution britannique³, par déférence pour le Cabinet de Londres, qui doit lui-même en donner connaissance, s'il le juge utile, à M. Paravicini, il a consenti à m'en communiquer les parties essentielles. C'est un document d'environ deux pages et demie, qui, après un long préambule où le Gouvernement britannique se réfère au memorandum suisse et fait allusion à la déclaration de Londres (c'est, du moins, ce que mon informateur a cru pouvoir inférer du texte qu'il avait sous les yeux), conclut à la compatibilité de la neutralité inconditionnelle de la Suisse avec le Pacte de la Société des Nations.

Le projet se termine, non pas par des «réserves» – terme que M. Arnal trouve trop formel pour rendre les intentions britanniques – mais par deux «il est entendu que...» tendant à préciser

1°) que le cas de la Suisse répond à une situation tout à fait exceptionnelle, qui ne saurait en aucun cas être invoquée comme précédent par un autre pays;

2°) que si la Suisse recouvre sa neutralité inconditionnelle, le jeu du Pacte et le fonctionnement des organismes de la Société des Nations ne sauraient être gênés en aucune manière, surtout à l'égard des pays qui continuent à assumer sans aucune restriction leurs obligations de membres de la Ligue⁴.

2. *Dans sa lettre du 2 mai au Ministre de Suisse à Londres, G. Motta résume cet accueil ainsi:* Nous avons été heureux d'apprendre que vous avez été immédiatement avisé, dans une forme personnelle extrêmement amicale, que les Ministres français et anglais réunis à Londres étaient disposés à entrer dans nos vues et avaient convenu de chercher le moyen d'accéder au désir exprimé par notre memorandum sur la neutralité de la Suisse dans le cadre de la Société des Nations. Il semble, dans ces conditions, que vous n'éprouverez aucune peine à obtenir que le projet de résolution qui, d'après les journaux, serait proposé à cet égard au Conseil de la Société des Nations par le Gouvernement britannique nous soit communiqué à l'avance. Nous nous attendons, au point où en sont les choses, à ce que ce projet de résolution n'appelle aucune objection de notre part. Il nous paraît, toutefois, essentiel de pouvoir nous en assurer à temps pour agir, s'il semblait nécessaire d'obtenir quelque amendement. Nous vous savons gré, d'autre part, de nous avoir communiqué les articles de la presse anglaise au sujet de notre neutralité au sein de la Société des Nations. Il est fâcheux que les journalistes anglo-saxons témoignent, en général, de peu de compréhension pour nos besoins et nous comprenons que Sir George Warner vous pousse à rectifier certains commentaires erronés. Nous partageons, toutefois, entièrement votre avis qu'il vaut mieux s'en abstenir, car il s'agit certainement beaucoup moins d'ignorance que de mauvaise volonté et des rectifications pourraient entraîner des polémiques tout à fait inopportunes en ce moment.

3. *Pour ce projet de résolution, cf. Nos 284, note 3; 287 et 288.*

4. *Par lettre confidentielle du 4 mai, G. Motta répondit ainsi:* Nous ne saurions vous dissimuler, toutefois, que, suivant comment est rédigé le paragraphe que vous avez résumé comme suit:

«Il est entendu que si la Suisse recouvre sa neutralité inconditionnelle, le jeu du Pacte et le fonctionnement des organismes de la Société des Nations ne sauraient être gênés en aucune manière, surtout à l'égard des pays qui continuent à assumer sans aucune restriction leurs obligations de membres de la Ligue», il comporterait pour notre pays un engagement que nous ne pouvons pas assumer. Il est clair, en effet, que nous ne pourrions demander à des Etats non membres de la Société des Nations et en guerre avec elle [*de respecter?*] la neutralité de la Suisse si nous avons pris un engagement qui nous obligerait à laisser s'installer sur territoire suisse les organes chargés de la direction militaire des opérations. Nous pensons qu'ainsi que vous l'avez fait admettre, au cours de conversations précédentes, par M. Arnal et par M. Massigli, il serait hautement désirable que l'on renonçât à vouloir formuler une réserve qui embrassât des cas aussi extrêmes. Si l'occasion s'en présentait, nous vous serions très reconnaissants de le donner à entendre dès maintenant à Paris. Il est clair, toutefois, qu'il est impossible de se faire une opinion sur un texte que nous ne connaissons pas.

282

E 1004.1 1/373

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 mai 1938

762. Réorganisation du haut commandement

Verbal

Tous les membres du Conseil ont reçu un exposé du chef du Département militaire, du 29 avril¹, sur la réorganisation du haut commandement, ainsi qu'un tableau graphique et la copie de lettres à lui adressées le 25 mars et le 22 avril par le chef d'arme de l'infanterie sur cet objet².

Invités à donner leur avis, les membres du conseil se sont tous déclarés opposés à la nomination d'un général en temps de paix. L'un d'eux, tout en donnant la préférence à la proposition du chef du Département militaire sur celle du chef d'arme de l'infanterie, a demandé, au cours de la discussion, s'il ne serait pas possible de trouver une solution qui tînt compte, dans une certaine mesure, de l'opinion du second. Mais à la suite des explications complémentaires du chef du Département militaire, il a donné également son adhésion à la proposition de ce dernier.

M. le *Président* constate, en conséquence, que le conseil est unanime, et le projet de lettre³ du chef du Département militaire à la commission de la défense nationale, qui résume l'opinion du conseil, est approuvé.

1. Reproduit en annexe.

2. Non reproduits.

3. Ce projet de lettre ne figure pas, comme les documents mentionnés ci-dessus, au procès-verbal de la séance du Conseil fédéral. On trouve une copie de cette lettre, du 3 mai 1938, dans E 27, Archiv-Nr. 149/Bd. 1. Elle accompagnait le rapport de Minger du 29 avril 1938, reproduit ci-dessous, et les lettres des 25 mars et 22 avril 1938 de Wille à Minger, que ce dernier fera tenir aux membres de la Commission de la Défense nationale après l'approbation qu'il a reçue du Conseil fédéral dans cette séance du 3 mai 1938.

Les considérations qui ont dicté cette opinion sont les suivantes :

Il paraît logique, à première vue, de confier la préparation de l'armée en temps de paix à celui auquel incomberait l'énorme responsabilité de la conduire en temps de guerre. Mais ce n'est qu'une apparence.

Tout d'abord, en dépit de la précaution prise par le colonel Wille de prévoir une confirmation annuelle du général par le Conseil fédéral, on doit se demander si celui-ci aurait toujours la force de remplacer un général qui, pour des raisons physiques ou autres, ne répondrait plus aux exigences.

De plus, la nomination d'un général en temps de paix réduirait le chef du Département militaire au rôle d'un organe d'exécution et saperait l'autorité du pouvoir civil en matière militaire. Le Conseil fédéral ayant perdu cette autorité, on verrait se former une classe militaire qui interviendrait dans la direction des affaires publiques, et le général jouer un rôle politique. Cela conduirait infailliblement à des conflits avec le chef du Département militaire et le Conseil fédéral, et peut-être à des divergences avec la majorité populaire elle-même si des projets patronnés par le général étaient rejetés en votation populaire. Ce sont des inconvénients qui ne se manifestent pas dans d'autres pays, car ailleurs, les militaires n'exercent pas de droits politiques. Mais une démocratie comme la nôtre ne saurait songer à prendre une telle précaution. Abstraction faite, au reste, de divergences politiques, les actes du général pourraient donner lieu à des critiques qui le mettraient, lui et le Conseil fédéral, dans une situation difficile. Ainsi, à l'heure où éclaterait une guerre, l'homme qui prendrait le commandement de l'armée risquerait fort de ne pas posséder cette confiance absolue du peuple qui est indispensable à l'exécution de la tâche d'un général.

Il faut considérer aussi qu'en temps de paix, l'essentiel est l'instruction de la troupe. Mais les qualités qu'on exige d'un instructeur ne se confondent pas avec celles d'un commandant d'armée. On peut même constater qu'elles sont rarement réunies dans la même personne. Tel officier fera preuve de dons remarquables pour inculquer l'esprit militaire à la troupe et aux cadres qui, quand il s'agira de faire preuve de sang-froid, de coup d'œil, de décision, se montrera inférieur à tel autre, mieux préparé par son activité passée à exercer ces facultés.

Il y a, en outre, un inconvénient à confier à un seul homme, dès le temps de paix, la direction de l'armée, parce que ses défauts, ne trouvant pas de contrepartie, risquent de donner à toute son action un caractère unilatéral. Mieux vaut confier la préparation de l'armée à un collège, où s'établit un juste équilibre des tendances.

A côté de ces dangers que présente, dans l'ordre intérieur, la désignation d'un général en temps de paix, figurent les dangers d'ordre extérieur. Une telle procédure pourrait nous faire, à cet égard, un tort considérable. L'esprit, les affinités, les liens de parenté du général ne manqueraient pas de prêter à cette désignation, dans les milieux étrangers, un sens susceptible d'affecter notre neutralité, qui est à la base de notre politique extérieure et que, plus que jamais, nous voulons intégrale. Or ce seul fait pourrait incliner tel état-major étranger à prévoir, pour le cas de guerre, l'invasion de la Suisse afin de se protéger contre un danger même illusoire. Nous irions ainsi directement à l'encontre des buts de notre neutralité.

Il ne faut pas perdre de vue, enfin, que la question a deux aspects, l'un militaire, l'autre politique, et qu'on ne peut ignorer celui-ci. Le problème du partage des responsabilités dans la conduite des opérations militaires n'a jamais été résolu. Mais partout, en temps de paix, le militaire est soumis au politique. C'est le cas en Allemagne et en Italie, où les deux dictateurs, quoique non militaires, sont les chefs de l'armée. C'est le cas en France également. Chez nous, la dualité des pouvoirs politique et militaire a, aux débuts de l'occupation des frontières, causé mainte difficulté et nous avons traversé une crise politique avant que fût rétablie la suprématie du pouvoir civil. Raison de plus pour ne pas sacrifier celle-ci en temps de paix.

L'attribution de la direction de l'armée au chef du Département militaire est juste, et c'est à tort qu'on oppose la «compétence» du professionnel à l'«incompétence» du civil. Pas plus qu'on exige du chef du Département politique qu'il ait fait sa carrière dans la diplomatie ou du chef du Département des finances que ce soit un financier, il n'est nécessaire que le chef du Département militaire soit un officier supérieur. Le Conseil fédéral n'est pas un conseil de spécialistes. Il doit se composer d'hommes politiques aidés par des spécialistes. La commission de la défense nationale est le conseil du chef du Département militaire. Celui-ci, au reste, si l'on fait exception de l'année pendant laquelle le Département a été dirigé par M. Forrer, a toujours eu à sa tête des hommes qui, sans être des professionnels, avaient une formation militaire.

Cela ne signifie pas que rien ne doive être changé dans la préparation du haut commandement. A cet égard, la proposition de M. Minger répond entièrement aux nécessités. L'inspecteur d'armée, qui y est prévu, sera tout désigné pour devenir général en temps de guerre. Comme ce sera le plus ancien des commandants de corps d'armée, son action sur l'instruction de l'armée ne s'exercera que pendant un temps relativement court et ne risquera pas d'avoir un effet unilatéral prolongé. Il pourra rendre de grands services au chef du Département militaire et sera le rapporteur à la commission de la défense nationale. Au surplus, le Conseil fédéral ne sera pas tenu de le nommer général. Il s'inspirera des circonstances et pourra choisir entre tous les autres membres de la commission – exception faite de son président. Cette éventualité doit déjà être envisagée pour le cas où, au moment décisif, l'inspecteur serait malade. Il est inexact que ses collègues n'aient pas l'occasion de se préparer à la conduite de l'armée. Ils ont à disposition tous les renseignements que reçoit l'inspecteur, et les cours d'opération les familiarisent avec tous les problèmes que soulève la mission du général.

En ce qui concerne le schéma de l'organisation du haut commandement, il demeure entendu que l'attribution de l'aviation à l'inspecteur n'est pas définitivement arrêtée.

En outre, plusieurs membres du conseil expriment le désir que le chef du service administratif ne soit pas membre de la commission de la défense nationale, de façon que le nombre des membres soit limité à six.

ANNEXE

Le Chef du Département militaire, R. Minger, au Conseil fédéral

R

Berne, 29 avril 1938

REORGANISATION DER ARMEELEITUNG

Die Reorganisation der Armeeleitung ist für unser Land von so ausschlaggebender Tragweite, dass ich es für notwendig halte, die Mitglieder des Bundesrates darüber zu unterrichten, wie sich die Frage seit dem letzten Aktivdienst der Armee entwickelte. Auch die Landesverteidigungskommission hat in ihrer Sitzung vom 16. März eine allgemeine Aussprache über die Frage der Reorganisation der Armeeleitung gepflogen und wird diese in der nächsten Sitzung vom 9. Mai 1938 fortsetzen.

In der Überzeugung, dass die neue Gestaltung der Kommandoverhältnisse in der Armee und die Befugnisse und Obliegenheiten der einzelnen Zweige der Militärverwaltung gerade in den gegenwärtigen aussenpolitisch unsicheren Zeiten höchst bedeutsam sind, beabsichtige ich, dem Bundesrat die nach meiner Auffassung beste Lösung endgültig erst nach gründlicher Prüfung durch meinen Verwaltungsbereich und die Landesverteidigungskommission selbst zur Verwirklichung vorzuschlagen. Im gewissen Gegensatz zu meinen engsten militärischen Mitarbeitern, die geneigt sind, als Soldaten einfach die beste militärische Lösung vorzuschlagen, bin ich der Auffassung, dass bei der Neubestellung der Leitung des Militärdepartementes und der Armee auch politische Belange nicht ganz ausser Acht gelassen werden dürfen, soweit sich diese mit dem Willen des Schweizervolkes zur Landesverteidigung decken.

In letzter Zeit sind durch die Presse verschiedene Vorschläge zur Neuorganisation der Armeeleitung gemacht worden, die jedoch bedauerlicherweise zum Teil von unrichtigen Voraussetzungen ausgingen. An uns ist es nun, unbeirrt von Parteiinteressen und ohne Rücksichtnahme auf einzelne Lehren, die mit mehr oder weniger zutreffenden Schlagworten die Öffentlichkeit über die Richtigkeit ihrer Theorie für oder gegen einen Armeeleiter überzeugen möchten, die allein zweckmässige und unter den gegebenen Verhältnissen allein durchführbare Lösung für Armee und Volk zu finden.

Bei meinem Amtsantritt im Jahre 1930 fand ich noch recht einfache Verhältnisse vor. Damals war der Völkerbund, dessen Ziel es ist, die zwischenstaatlichen Beziehungen auf friedlichem Wege zu regeln, noch stark und es waren ernsthafte Bemühungen zu einer allgemeinen Abrüstung der Staaten sichtbar. Infolge des grossen Vertrauens, das man allgemein in den Völkerbund setzte, schlummerte die Idee einer schlagkräftigen und stets bereiten Armee in vielen Kreisen ein. Unter meinem Vorgänger konnte daher einzig die Einführung des leichten Maschinengewehres mit einem Kostenbetrage von 16,5 Millionen Franken durchgeführt werden. Die Botschaft an die Bundesversammlung betreffend die Beschaffung von Flugzeugen und Flugmaterial und anderem Korpsmaterial, für die ein Kredit von zusammen 20 Millionen Franken bereitzustellen war, datiert vom Tage nach meiner Wahl zum Bundesrat und bedeutet den ersten Schritt zur Äufnung der bedenklich zusammengeschmolzenen Materialreserven in den vorangegangenen Jahren. Die Arbeiten zu dieser Vorlage waren von meinem Vorgänger, trotz der noch bestehenden grossen Widerstände in Parlament und Volk, mit Umsicht erfolgreich gefördert worden.

In die erste Zeit meiner Amtstätigkeit fielen mehrere Ereignisse, die uns veranlassten, ein auf weite Sicht eingestelltes Programm für die Verstärkung der Landesverteidigung nach den bestehenden Möglichkeiten zu verwirklichen. Einmal erlitt das Ansehen des Völkerbundes durch den Angriff von Japan auf China, dem tatenlos zugesehen werden musste, einen empfindlichen Stoss. Nachher trat Japan aus der Genfer Institution aus. Ferner zeichneten sich schon bedenkliche Schwierigkeiten der mit grossen Hoffnungen aufgezogenen Abrüstungskonferenz ab, und endlich wurden die Gemüter durch den Umsturz in Deutschland und das Wegbleiben dieses Staates von Genf stark beunruhigt. Unter allen diesen Verumständen galt es, zur Hebung der Wehrkraft

der Schweiz die Lücken in der Materialausrüstung unserer Truppen zu beheben, was Ende 1930 zu einem Kreditbegehren von 16 Millionen Franken führte. Im Zusammenhang mit der Bereitstellung vermehrter Mittel für die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit benützte das eidg. Militärdepartement die Möglichkeit, weitere Summen zur Äufnung militärischer Materialreserven zu verlangen im Ausmasse von 15 Millionen Franken im Jahre 1933. Damit hatte es aber in diesem Jahre noch nicht sein Bewenden; denn für die Dezembersession des Jahres 1933 legte das eidg. Militärdepartement dem Bundesrat die Botschaft für die Beschaffung von Kriegsmaterial in der Höhe von 82 Millionen Fr. vor.

Alle diese Vorlagen, die als erster Teil der Verstärkung der Landesverteidigung zu gelten hatten, wurden in den Räten und im Volk noch mit ziemlichem Widerstand aufgenommen. Die internationalen Verwicklungen häuften sich aber derart, dass das eidg. Militärdepartement sich veranlasst sah, die Vorbereitungen für die Ausbildung und Neugestaltung der Armee raschestens zu beenden. Trotz der zu Ende 1934 und im Anfang des Jahres 1935 recht bedenklichen ausserpolitischen Lage stiess die Vorlage für Verlängerung der Rekrutenschulen im Volke noch auf recht starken Widerstand, sprachen sich doch rund 500 000 Stimmen dafür und 430 000 Stimmen dagegen aus.

Damit war auch der erste Schritt zum zweiten Teil unseres Programms zur Verstärkung der Landesverteidigung getan und die Ausbildung der Armee ein grosses Stück vorwärts gebracht. Im Anschluss an die Verlängerung der Rekrutenschulen wurde vom Departement der Bundesversammlung die neue Truppenordnung vorgelegt, die nun doch schon in eine Zeit fiel, die es kaum mehr wahrscheinlich erscheinen liess, dass gegen diese dringende Notwendigkeit eine ernsthafte Opposition erfolgen werde. Im gleichen Jahre wie die Truppenordnung haben die eidg. Räte eine neue Kreditvorlage zur Verstärkung der Landesverteidigung im Betrage von 235 Millionen Fr. genehmigt. Durch die Wehranleihe wurden die nötigen Mittel zur Verfügung gestellt, um der verlängerten Ausbildungszeit und der neuen Truppenordnung die längst ersehnte materielle Grundlage zu bieten.

Mit der Darlegung dieses Aufbaues beabsichtigte ich, Ihnen unser Programm für die Verstärkung der Landesverteidigung näher zu entwickeln, das lautete:

1. *Auffüllung der Lücken im Material und Bereitstellung neuer, notwendig befundener Waffen für die Truppe.*
2. *Anpassung der Ausbildung der Armee an die neuen erhöhten Erfordernisse eines zukünftigen Krieges.*
3. *Umgestaltung der Truppenordnung.*

Die vierte, ebenso wichtige Etappe der Reorganisation der Armeeführung glaubten wir zurückstellen zu dürfen, bis zur Erreichung des uns gesteckten Zieles in Materialersatz, Ausbildung und Truppenordnung.

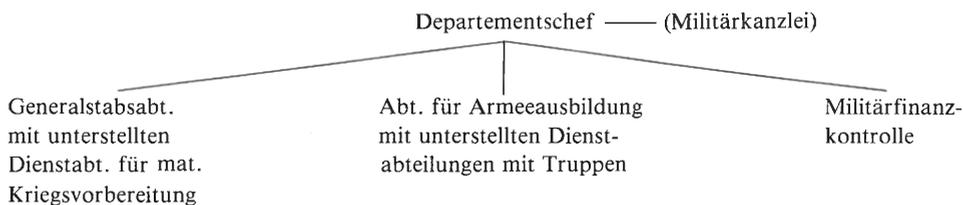
Dieser Zeitpunkt ist nun gekommen, weshalb ich, wie in der Einleitung schon betont, die überaus wichtige Frage der Reorganisation der Armeeführung in der Landesverteidigungskommission vor einiger Zeit erörtern liess. Die Frage der Umgestaltung der Armeeführung ist nicht etwa erst kürzlich aufgetaucht, sondern geht zurück auf den Bericht von General Wille und Generalstabschef Sprecher. In einem sehr eingehenden Rapport an die Bundesversammlung haben diese beiden hervorragenden Offiziere ihre Eindrücke über den Aktivdienst 1914/1918 niedergelegt und wertvolle Anregungen gebracht. Es hiesse die Erfahrung und das Können des Generals und des Generalstabschefs gröblich missachten, wenn man bei der Erörterung der Frage der Reorganisation der Armeeführung nicht auf ihr Zeugnis abstellen würde.

I. Der *General* anerkennt vor allem, dass die Beziehungen zwischen dem Bundesrat und ihm von Anfang an bis zum letzten Tage die denkbar besten waren und sich im Gegensatz zur Grenzbesetzung 1870/71 nie das Bedürfnis nach einer Änderung der Gesetzesartikel auf Unterstellung der militärischen unter die zivilbehördliche Gewalt zeigte. Dass dem so war, ist vor allem der bedeutenden Persönlichkeit des Generals zuzuschreiben. Nachdem die wehrwirtschaftliche Vorsorge in Zukunft Sache des Volkswirtschaftsdepartements sein wird, dürften die Gefahren von Kompetenzkonflikten zwischen ziviler und militärischer Gewalt behoben sein.

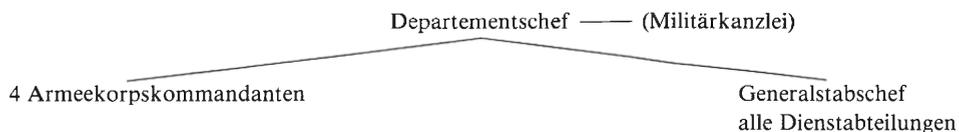
Der General regt eine möglichst klare und unzweideutige Ordnung der Kompetenzen zwischen Behörden und Kommandostellen an. Die Grundlage jeder guten Organisation liege in der Übertra-

gung klarer, greifbarer Verantwortung an den dafür geeigneten Mann. Demgegenüber sei der Misstand hervorzuheben, dass die gesamte Militärverwaltung gegenüber den Truppenführern zu allmächtig sei, umso allmächtiger je mehr die Kompetenzen der Truppenführer nur auf gutlichem Einvernehmen mit der Militärverwaltung, also auf dem Wohlwollen beruhen. In erster Linie möchte der General alle Dienstabteilungen, die mit Truppenausbildung zu tun haben, vereinigen, um damit eine einheitliche Ausbildung in den Schulen schaffen zu können. Er lehnt es ab, die gesamte Ausbildung der Armee der Generalstabsabteilung zu unterstellen; denn damit würden die gesamten Aufgaben der Armee auf einen einzigen Mann vereinigt, neben dem der Chef des Militärdepartements nur noch ein Strohmann wäre. Im Frieden sei übrigens die eigentliche Aufgabe des Generalstabes der Armee nicht die Ausbildung der Truppen, sondern die Vorbereitung aller die Mobilmachung und den Aufmarsch der Armee im Kriegsfall betreffenden Vorkehren. Die Unterstellung der gesamten Truppenausbildung unter den Generalstab empfehle sich deshalb nicht, sondern vielmehr die Angliederung und Unterstellung aller derjenigen Dienstabteilungen, die in erster Linie mit der materiellen Kriegsvorbereitung zu tun haben. Die Truppenausbildung bedeute überdies eine von der materiellen Kriegsvorbereitung so grundsätzlich verschiedene Aufgabe, dass in der Regel der Mann, der seinem Wesen nach als Generalstabschef der richtige sei, wohl weniger über die Eigenschaften verfüge, die ihm einen durchgreifenden Einfluss auf die Truppenerziehung verschaffe.

Der General legt daher grossen Wert auf die Aufstellung einer Abteilung für Armeeausbildung, der ebenfalls die Armeekorpskommandanten zu unterstellen wären. Im Kriege wäre der Chef der neuen Abteilung für Ausbildung oder dann in zweiter Linie einer der Armeekorpskommandanten der gegebene General der Armee. Neben dieser Abteilung für Armeeausbildung wollte der General nur noch die Generalstabsabteilung mit einer Anzahl unterstellter Dienstabteilungen und eine selbständige Militärfinanzkontrolle direkt dem Departementschef unterstellt lassen. Die verantwortungsvolle Stellung des Chefs des Militärdepartements gewinne an Einfluss nur durch die Klarheit der Verantwortung innerhalb der gesamten Armee und der Armeeverwaltung. Zeichnerisch dargestellt ergibt sich somit ungefähr folgendes:

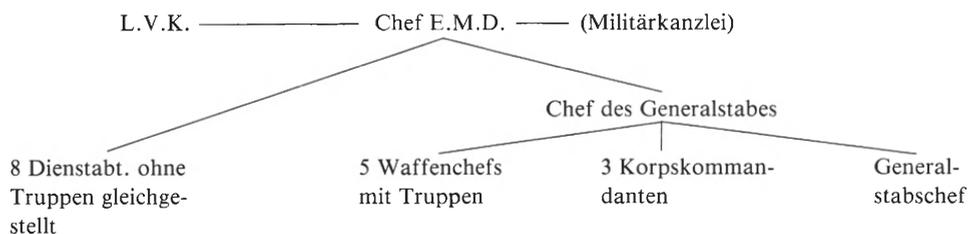


II. Etwas anders lauteten die *Vorschläge des Generalstabschefs*. Es liegt in der Natur der Dinge, dass der Generalstabschef auf die Stellung des Chefs der Generalstabsabteilung im Frieden grösseres Gewicht legt. Seiner Meinung nach sollten die Armeekorpskommandanten mit der Oberleitung der Instruktion für alle Waffen betraut werden. Zur Festsetzung der Reglemente und Dienstvorschriften sei die Landesverteidigungskommission zu ermächtigen, während der Chef des Generalstabes als Referent der Landesverteidigungskommission stets den Überblick über das Ganze des Heeres bewahren müsse. Der Chef des Generalstabes wäre zum fachmännischen Gehilfen und Berater des Chefs des schweiz. Militärdepartements zu machen und hätte für den Departementschef alle die Kriegsbereitschaft und die Landesverteidigung betreffenden Fragen vorzubereiten. Im Grunde genommen sei schon im bestehenden Artikel 170 der Militärorganisation diese Ordnung des Verwaltungsganges deutlich vorgezeichnet; denn alles was die andern Abteilungen zu bearbeiten hätten, betreffe direkt oder indirekt unbestreitbar die Kriegsbereitschaft und damit die Landesverteidigung. Nach der Auffassung von Sprecher ergäbe sich somit folgendes Bild:



III. In meine Amtszeit fiel nun schon die als Grundlage für die Reorganisation der Armee dienende *Arbeit von Oberstkorpskommandant Roost*. Wie ich bereits erwähnt habe, hielt ich es damals im Einvernehmen mit der Landesverteidigungskommission für zweckmässiger, die Frage der Verlängerung der Ausbildungszeiten und der neuen Truppenordnung vorwegzunehmen und mit der Reorganisation der Armeeleitung vorläufig noch zuzuwarten. Oberstkorpskommandant Roost war vor allem der Auffassung, dass an den fast diktatorischen Befugnissen des Oberbefehlshabers auch dann nichts geändert werden dürfe, wenn die Armee nicht unmittelbar in kriegerische Ereignisse verwickelt sei. Die Schmälerung der Befugnisse des Generals könne zu äusserst schwerwiegenden Konsequenzen führen; übrigens seien auch im Kriege Reibungen zwischen der Regierung und dem Oberbefehlshaber nicht durch Gesetzesparagrafen zu beseitigen, sondern nur dadurch, dass man an diese hohe Stelle eine ihrer Verantwortung bewusste und nur der Sache dienende Person wähle.

Auf die unerfreulichen Reibereien zwischen Kreisinstruktoren und Divisionskommandanten braucht nicht mehr hingewiesen zu werden, da das Amt der Kreisinstruktoren seither aufgehoben wurde. Der Fehler der heutigen Organisation erblickt Roost vor allem auch in der Belastung des Departementchefs mit zu zahlreichen direkt unterstellten Dienstabteilungen. Auch er hebt hervor, dass ein Übertritt vom Friedenssystem zum Krieg möglichst reibungslos vonstatten zu gehen habe, und dass aus diesem Grunde das eidg. Militärdepartement, besonders was die Abteilungen mit Truppen anbetreffe, ähnlich organisiert werden müsse wie ein grosser Stab. Das Militärdepartement habe allerdings einen Führer in der Person des Departementchefs, aber es fehle ihm der für die Leitung der Armee im Frieden ebenso wie für den Krieg unentbehrliche Stabschef. Unter Hinweis auf die Organisation in andern Staaten ist Roost der Auffassung, dass der Führer im Krieg vor allem über grosse operative Fähigkeiten verfügen müsse. Der direkte Berater des Departementchefs aber habe sich der Natur der Sache nach vornehmlich mit der Ausbildung in der Armee abzugeben. Es sei eine bekannte Tatsache, dass besonders geschickte Truppenerzieher nicht immer hervorragende Truppenführer gewesen seien und umgekehrt. Die Organisation nach Roost sieht deshalb vor, dass 8 Dienstabteilungen ohne Truppen dem Chef des eidg. Militärdepartements direkt unterstellt bleiben. Andererseits verfüge dieser über einen Chef des Generalstabes, dem seinerseits die 5 Waffenchefs der Dienstabteilungen mit Truppen, die 3 Oberstkorpskommandanten und der Chef der Generalstabsabteilung unterstellt bleiben, sodass sich folgendes Bild ergibt:

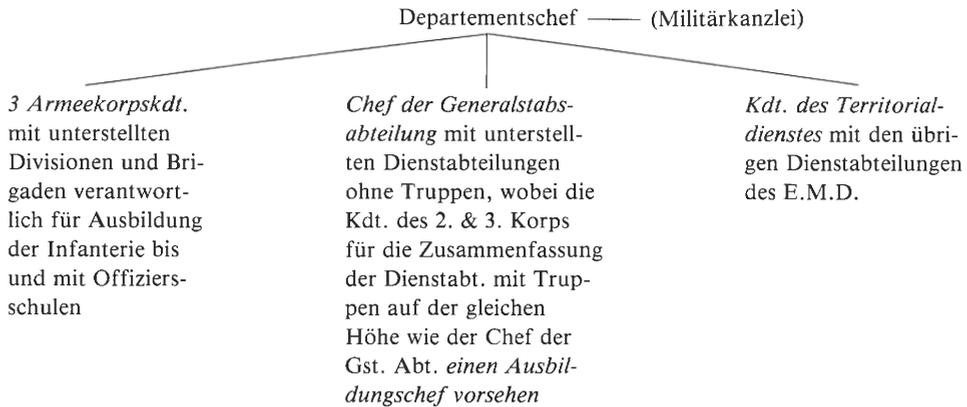


IV. Aufgefordert, ihre Auffassung zur Reorganisation der Armeeleitung kundzugeben, haben die 3 aktiven Korpskommandanten im Frühjahr 1937 Vorschläge ausgearbeitet, die sich mit wenigen Ausnahmen auf eine einheitliche Lösung stützen. Vor allem lehnen die drei Korpskommandanten die Unterstellung unter eine Art Friedensgeneral ab und begründen ihre Stellungnahme wie folgt:

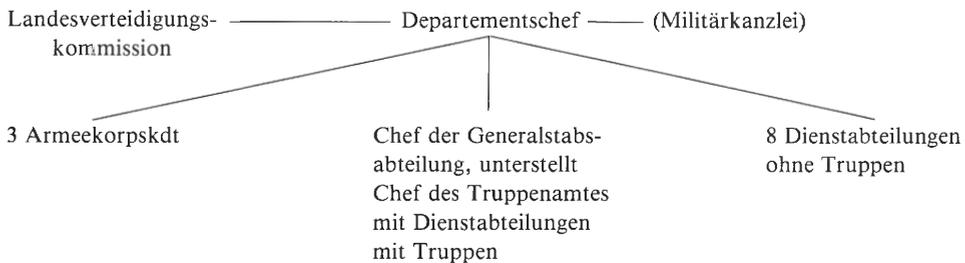
Die Schaffung eines Chefs des Generalstabes oder wie man ihn nennen möchte setze das Vorhandensein einer alle andern überragende Persönlichkeit voraus, die durch militärische Fähigkeiten, allgemeine Bildung, untadelhaften Charakter und vornehme Gesinnung in Volk und Heer das uneingeschränkte Vertrauen und Ansehen genieesse. Solche ausgesprochene Führergestalten seien nicht zu jeder Zeit in beliebiger Auswahl vorhanden. In kleinen Heeren sei die Auswahl verhältnismässig geringer als in den Armeen der Grosstaaten. Man würde sich deshalb oft mit einer Mittelqualität begnügen müssen. Für diesen Fall aber sei die Schaffung einer derartigen Machtstellung sehr bedenklich, wenn nicht sogar gefährlich. Erfahrungsgemäss halte es ausserordentlich schwer, einen als ungeeignet erkannten oder nicht mehr leistungsfähigen Inhaber von dieser Stelle wegzuzulassen.

bringen. Schwerwiegender sei die Gefahr, dass sich zwischen dem in seinen Kompetenzen stark eingeeengten Departementschef und dem obersten Armeeleiter Konflikte ergeben, die für die ganze Armee von sehr bedenklicher Auswirkung seien. Die Herstellung der Einheitlichkeit sei nicht so unbedingtes Erfordernis, um damit die oben aufgedeckten Gefahren, die der Bestellung eines derartigen Armeeleiters innewohnen, heraufzubeschwören.

In den Eingaben der drei Korpskommandanten kommen diese Bedenken gegen die Schwierigkeit der Auswahl für die Besetzung einer derart machtvollen Stellung sehr deutlich zum Ausdruck und führen daher zur Lösung, dass dem Chef des eidg. Militärdepartements folgende Organisation neu zur Verfügung stehen sollte:



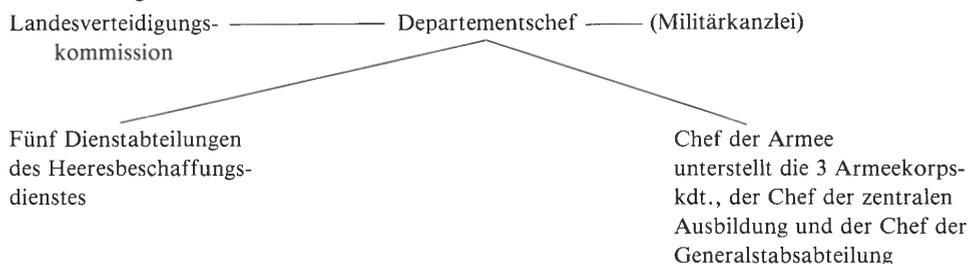
V. Auf diese Stellungnahme der 3 Korpskommandanten erfolgte der *Antrag des Chefs der Generalstabsabteilung*. Wie die drei Armeekorpskommandanten, ist er der Auffassung, dass die Armeekorpskommandanten mit ihren Divisionen und Brigaden dem Chef des eidg. Militärdepartements direkt unterstellt bleiben müssen. Desgleichen überlässt er dem Departement zur direkten Unterstellung die Dienstabteilungen ohne Truppen. In Angliederung an den Vorschlag Roost wäre sodann dem Chef der Generalstabsabteilung, neben seiner bisherigen Abteilung, geführt von zwei Unterstabschefs, der Chef des Truppenamtes, als Leiter der Ausbildung mit den Dienstabteilungen mit Truppen unterstellt. Die oberste Militärinstanz im Frieden müsse, dem ganzen demokratischen Aufbau unseres Staates und dem Charakter unseres Volksheeres entsprechend, die unter dem Vorsitz des Chefs des eidg. Militärdepartements stehende Landesverteidigungskommission sein und bleiben. Dazu vertritt Oberstkörpskommandant Labhart die Auffassung, dass die Kompetenzen der Landesverteidigungskommission wesentlich zu erweitern seien; dagegen genüge ihre bisherige Zusammensetzung. In Wegfall käme einzig der bisher in dieser Kommission vertretene Waffenchef der Infanterie. Es ist interessant, dass alle drei Generalstabschefs zur Frage der Ausbildung der Truppen ihre Zuständigkeit bejahen und die ganze Truppenausbildung in ihren Kompetenzbereich einbeziehen möchten. In der Begründung lehnt sich der heutige Chef der Generalstabsabteilung stark an die Ausführungen seines Vorgängers an, unter der Voraussetzung, dass die Generalstabsabteilung eine zweckmässige Reorganisation und Erweiterung erfahre. Dementsprechend ist der Vorschlag von Oberstkörpskommandant Labhart graphisch wie folgt darzustellen:



VI. Die letzten Eingaben zum ganzen Fragenkomplex stammen vom *Waffenchef der Infanterie*, der in grossen Zügen den Vorschlag von Oberstkorpskommandant Roost wieder aufgreift. Seiner Auffassung nach hätten dem Departement nur noch fünf Dienstabteilungen des Heeresbeschaffungsdienstes direkt unterstellt zu bleiben, wogegen die drei Armeekorpskommandanten, der Chef der Zentralausbildung mit den Dienstabteilungen mit Truppen und der Chef der Generalstabsabteilung einem Chef der Armee (Chef des Generalstabes) direkt zu unterstellen wären. Der Waffenchef der Infanterie bezeichnet es als dringend erforderlich, dass die Armee einer Militärleitung unterstellt werde. Die grosse Mehrzahl der mittleren Truppenkommandanten und der Instruktionsoffiziere betrachte die derzeitige Anordnung der Armeeleitung für den Frieden als unmilitärisch und für den Krieg als unverantwortlich. Die Landesverteidigungskommission kenne lediglich eine konferenzielle Mitverantwortung der höchsten Führer, nicht aber eine Verantwortung, wie sie unter Soldaten als militärisch empfunden würde. Die heutige oberste Leitung des eidg. Wehrwesens wird als unzweckmässig bezeichnet, hauptsächlich wegen der Grosszahl der dem Departementschef direkt unterstellten Kommandanten und Abteilungschefs. Es sei nicht richtig, dass der schweiz. General bei Kriegsgefahr die schwere Verantwortung des Oberbefehls zu übernehmen habe, anstatt dass die Armee schon im Frieden an eine einheitliche Führung gewöhnt und damit das im Kriege entscheidende, absolute Vertrauen in den Chef der Armeeleitung geschaffen werde. Allfällige Friedensempfindlichkeiten dürften nur soweit berücksichtigt werden, als der Oberbefehl davon hinterher nicht die Folgen zu tragen haben werde.

Es sei bedauerlich, dass man in den letzten Jahren viele Neuerungen eingeführt und Millionenausgaben gemacht habe, bevor man dafür eine militärisch sachverständige Armeeleitung einsetzte und ihr die Verantwortung übertrug. Es sei nicht zu verstehen, dass dem General der schweiz. Armee der seinem Kommando zukommende Einfluss im Kriege erst angesichts des Feindes gewährt wird.

Die gründliche Vorbereitung des Generals selbst wie diejenige des Generalstabes dürfe heute nicht mehr unterbleiben; denn es sei kaum anzunehmen, dass es bei neuen kriegerischen Verwicklungen in unserer Nachbarschaft nur zu einem Grenzdienst zum Schutze der bewaffneten Neutralität kommen werde. Die Vorschläge von Oberstkorpskommandant Labhart gehen dahin, dass der Chef der Generalstabsabteilung bei einer Kriegsmobilmachung der gegebene General wäre. Die Abneigung des Volkes gegen die Einsetzung eines Friedensgenerals sei angesichts des möglichen Ernstfalles nicht massgebend. Es gebe daher seiner Auffassung nach nur eine ganze Lösung, und dies sei die von Oberstkorpskommandant Roost erstmals vorgeschlagene Organisation mit einigen Änderungen. Dementsprechend gestaltet sich die Organisation der Armeeleitung nach Vorschlag Wille wie folgt:



Um Ihnen überdies einen vollständigen Einblick in die Überlegungen des Waffenchefs der Infanterie zu bieten, lege ich seine beiden Eingaben mit den graphischen Darstellungen in Abschrift diesem Berichte bei⁴.

Mit aller Absicht habe ich Ihnen die Vorschläge, die bis heute zur Reorganisation der Armeeleitung vorliegen, sehr ausführlich geschildert und mich dabei im Interesse der objektiven Darstellung jeder Kritik enthalten. Aus allen Vorschlägen gehen für die Gestaltung der Armeeleitung einige Grundsätze hervor, die ich folgendermassen zusammenfassen möchte:

4. *Non reproduits.*

1. *Bessere Verteilung der Arbeitslast und Schaffung klarer Kompetenzen.* Es ist zutreffend, dass dem Chef des eidg. Militärdepartements mit der heutigen Organisation eine grosse Zahl von Kommando- und Dienststellen direkt untergeordnet sind, sodass die Möglichkeit der Beeinträchtigung der klaren Übersicht nicht der Begründung entbehrt. Jeder organisatorische Aufbau erfordert, dass statt einer ausgesprochenen linearen Grundlage durch zweckmässige Unterteilung der Kompetenzen jeder Stufe nur so viel Kompetenzen zugemessen werden, als sich im Interesse des klaren Überblicks verantworten lässt. Es trifft zu, dass der Chef des eidg. Militärdepartements heute noch mit mannigfacher Kleinarbeit belastet ist, die ihm abgenommen werden sollte. Wenn ich auch zugebe, dass einem Rufe nach einer Neuordnung der Kompetenzen im Departement und in der Armeeleitung die Berechtigung nicht abgesprochen werden kann, namentlich im Sinne einer Entlastung des verantwortlichen Departementchefs, so kann ich doch einer Lösung nicht zustimmen, die anstatt mir die übermässige Zahl von Obliegenheiten weiter zu belassen, einzig durch die Zwischenschaltung einer Instanz, die auch diesem neuen Amte von allem Anfang an Aufgaben in einem Ausmasse aufbindet, für das man vorher dem Departementschef die Möglichkeit der Bewältigung abgesprochen hat. Es ist daher meines Erachtens falsch, lediglich durch die Einschlebung eines Chefs des Generalstabes oder der Armee diesem fast die ganze Arbeitslast zu übertragen, die bis heute mir oblag. So sehr ich meine Entlastung in diesem Falle begrüssen könnte, muss ich diese Regelung doch ablehnen, weil mit ihr eine Verbesserung der Zustände nur vorgetäuscht wird.

2. *Anpassung der Friedensorganisation an den Kriegsapparat.*

Die vom Bundesrat gutgeheissene Organisation des Armeestabes sieht vor, dass dem General direkt unterstellt sind: die Armeekorps, die selbständigen Divisionen, die selbständigen Brigaden, das Kommando der Flieger und Fliegerabwehrtruppen und nicht verteilte Armeetruppen. Für alle andern Obliegenheiten generalstablicher Art, so der Ausbildung und der Kriegsvorbereitung steht dem General der Chef des Generalstabes zur Verfügung. Der General verfügt somit direkt nur über die Truppen und der ganze übrige Aufbau, der für die Armee notwendig ist, wird in seinem Auftrage vom Chef des Generalstabes, als Leitendem besorgt. Es ist daher nicht dringend notwendig, dass ein voraussichtlicher General im Frieden schon mit allen Aufgaben belastet und überlastet wird, die ihm im Ernstfall von seinen nächsten Mitarbeitern ohnehin abgenommen werden. Daraus geht aber auch hervor, dass die Vorbereitung des Generals auf den Ernstfall nicht unbedingt eine absolute Kenntnis aller dieser Aufgaben erfordert. Auf jeden Fall ist das Gewicht, das auf den Vorzug einer umfassenden Leitung der Armee durch eine Einzelperson im Frieden gelegt wird, angesichts der heute bestehenden Organisation des Armeestabes und mit Berücksichtigung der dem General wirklich zufallenden Pflichten und Verantwortungen nicht so gross, dass es den Ausschlag zugunsten einer Lösung geben könnte, die aus andern Gründen viele Nachteile mit sich bringt.

3. Was für den Übergang vom Frieden zum Kriege gilt, ist auch in Betracht zu ziehen bei der von den Befürwortern der Bestellung eines Armeeleiters vorgebrachten Auffassung, dass sich der General an seine spätere Tätigkeit frühzeitig gewöhnen müsse. Von einem zukünftigen General werden in der Regel ganz andere Eigenschaften verlangt als von einem Generalstabschef. Es nützt daher nichts, dem nach Vorschlag Roost vorgesehenen Chef des Generalstabes als Armeeleiter die ganze Bürde der Armee und der Verwaltung aufzuladen, seine Kräfte vorzeitig zu verbrauchen, um dann im Ernstfalle ganz andere Eigenschaften von ihm verlangen zu müssen. Es hiesse die Fähigkeiten unserer drei höchsten Truppenführer im Frieden recht gering einschätzen, wenn man behaupten wollte, dass sie die Stellung, die sie namentlich seit dem 1. Januar 1938 innehaben, nicht dazu benützen könnten, um sich auf die Aufgabe eines Generals schon in Friedenszeiten vorzubereiten. An einer der letzten Sitzungen der Landesverteidigungskommission ist denn auch die Meinung geäussert worden, dass man heute, kaum vier Monate nach der Übertragung neuer wichtiger Funktionen an die Armeekorpskommandanten nicht schon von der Unfähigkeit sprechen dürfe, die Voraussetzungen, die an einen General gestellt werden, erfüllen zu können.

4. *Nachteile des Chefs der Armee in Friedenszeiten.* Die drei Korpskommandanten haben in deutlicher Weise dargelegt, dass die Einsetzung eines Friedensgenerals unserm Milizsystem nicht entspricht. In der Tat sprechen verschiedene Gründe gegen diese Lösung. Vor allem hat schon General Wille in seinem Bericht ausgeführt, dass die Vereinigung der gesamten Aufgabe der Armee auf einen einzigen Mann den Chef des eidg. Militärdepartements zum Strohmann herabsinken

lasse. Auch wenn von einem Departementschef je die Zustimmung zu einem derartigen Schattendasein vorausgesetzt werden könnte, so birgt doch diese Regelung ausserordentlich viel Konfliktsstoff in sich. Es ist vorauszusehen, dass auf die Dauer ein Nebeneinanderbestehen des entrechteten Departementschefs und des allmächtigen Armeeleiters unweigerlich zu schweren, für die Armee wie für das Volk unträglichen Auseinandersetzungen führen würde, und es hiesse die Grundbedingung unseres demokratischen Staatswesens verkennen, wenn man eine derartige Machtfülle mit unserm ganzen Denken und Handeln vereinbar hielte. Die Konflikte, die sich nicht auf Auseinandersetzungen zwischen Armeeleiter und Departementschef beschränken, sondern wahrscheinlich im Gesamtbundesrate und sogar im Parlament ihre Fortsetzung finden würden, sind ein so bedenkliches Moment, dass sie die geringen Vorteile, die ein derartiges System mit sich bringen könnte, in keiner Weise aufzuwiegen vermögen. Nicht umsonst steht dieses System im Widerspruch zu den Auffassungen des Generals, des Generalstabschefs, der drei aktiven Korpskommandanten und des heutigen Chefs der Generalstabsabteilung.

Bei dieser Sachlage scheint mir folgende Lösung gegeben zu sein:

a. Es ist anzuerkennen, dass die *Landesverteidigungskommission* ein vorzügliches beratendes Organ des verantwortlichen Departementschefs sein kann, wenn sie mit mehr Kompetenzen als bisher ausgestattet wird. Sie ist deshalb – weniger zahlenmässig als hinsichtlich der Kompetenzen – besser zu bestellen.

b. Unbestritten ist ferner, dass eine vermehrte *Einheitlichkeit in der Ausbildung* von allen Seiten gewünscht wird und angestrebt werden sollte. Die Meinungen gehen lediglich auseinander, ob diese zentrale Leitung der Ausbildung dem Departementschef zu unterstellen sei. Ich halte dafür, dass eine Zusammenfassung der Dienstabteilungen mit Truppen (Infanterie, leichte Truppen, Artillerie und Genie) unter einem verantwortlichen Chef der Ausbildung oder wie man ihn benennen mag, zweckmässig ist; die Vorzüge, die diesem System innewohnen, wurden vom General und allen bisherigen Berichterstattern anerkannt, sodass das fragliche Amt ohne grosse Widerstände geschaffen werden könnte. Dieser Chef der Ausbildung ist entsprechend meiner Ablehnung eines einzigen Armeeleiters dem Chef des eidg. Militärdepartements direkt zu unterstellen, wie übrigens – der bisherigen Organisation entsprechend – auch die drei Armeekorpskommandanten und der Chef der Generalstabsabteilung.

In der letzten Sitzung der Landesverteidigungskommission ist übrigens gemäss einem Vorschlag des Waffenchefs der Infanterie ein weiterer Schritt zur Vereinheitlichung der Ausbildung der Armee gutgeheissen worden, indem die Ausbildung der Rekrutenschulen und der Unteroffizierschulen der Infanterie in Zukunft den Divisionskommandanten unterstellt werden sollen. Dieser ist für die Ausbildung dem Korpskommandanten gegenüber verantwortlich.

c. Neben dieser Neuschaffung des Chefs der Ausbildung der Armee ist für die *Generalstabsabteilung* folgende Änderung vorzusehen:

Durch die Schaffung eines zweiten Unterstabschefs soll die Generalstabsabteilung schon im Frieden weitgehend der Organisation des Armeestabes angepasst werden. Sie erhält zudem in Anlehnung an die Gruppe I c des Armeestabes die Abteilungen für Sanität, Veterinärwesen, Oberkriegskommissariat und Kriegsmaterialverwaltung direkt unterstellt.

d. Die *noch verbleibenden fünf Dienstabteilungen*, die Kriegstechnische Abteilung, die Landestopographie, der passive Luftschutz, die Militärversicherung und die Militärjustiz und eventuell die Militärkanzlei, wären einem besonderen Chef direkt zu unterstellen, der ebenfalls Sitz und Stimme in der Landesverteidigungskommission hat.

e. Eine der Hauptbedingungen der besseren Einheitlichkeit in der Ausbildung ist mit der Schaffung des Truppenamtes und mit der Unterstellung der Infanterieschulen unter die Divisionskommandanten bereits erreicht, denn es ist unbestritten, dass zuerst die Einheitlichkeit in den Ausbildungsgrundlagen, d. h. in den Schulen geschaffen werden muss, bevor an die Einheitlichkeit in den Truppenverbänden herangetreten werden kann. Da sich trotzdem das Bedürfnis geltend macht, auch in den drei Armeekorps, die mir direkt unterstellt bleiben, eine Einheitlichkeit herbeiführen zu können, möchte ich einer Lösung den Vorzug geben, die einen mir unterstellten *Armeeeinspektor* vorsieht, zu welchem Amte in der Regel der älteste Armeekorpskommandant, ohne unterstelltes Armeekorps, ausersehen wäre. Dieser Armeeeinspektor ist im Kollegium der Landesverteidigungs-

kommission etwas hervorzuheben, indem man ihm die Vizepräsidentschaft überträgt. In meinem Auftrag wird er in den drei Armeekorps das Bestehen einheitlicher Auffassung feststellen können und in allen Armeefragen als direkter Mitarbeiter zur Verfügung stehen.

Da in der letzten Sitzung der Landesverteidigungskommission eine Sonderstellung der Fliegertruppen angeregt wurde, ist zu prüfen, ob ihm diese Truppe, die weder zum Truppenamt passt, noch unter die Generalstabsabteilung, bei der sie früher war, gehören kann, dem Armeeeinspektor zu unterstellen sei. Im Kriegsfall steht sie ja auch direkt unter dem General.

f. Es haben demnach Sitz und Stimme in der Landesverteidigungskommission:

Der Departementschef als Vorsitzender.

Der älteste Korpskommandant ohne Armeekorps als Armeeeinspektor und Vizepräsident der L.V.K.

Die drei aktiven Armeekorpskommandanten.

Der Chef der Generalstabsabteilung.

Der Chef des Truppenamtes.

Der Chef der Verwaltungsabteilung.

Dieser Lösung dürfen noch folgende Vorzüge zuerkannt werden:

Alle Bemühungen, den General vorzeitig auf sein verantwortungsvolles Amt vorzubereiten, werden eine weitgehende Lösung finden durch die Übertragung der Generalswahl an den Bundesrat.

Mit der Einsetzung eines in der Landesverteidigungskommission etwas hervorgehobenen Armeeeinspektors und unmittelbaren Beraters des Departementschefs ist die notwendige Garnitur geschaffen, um den Armeestab mit General und Generalstabschef ohne grosse Veränderungen in Zeiten der Gefahr rechtzeitig einsetzen zu können. Dabei besteht keine starre Bestimmung, die zwingen würde, den Armeeeinspektor im Falle der Kriegsgefahr zum General zu machen oder ihm einen befähigteren Armeekorpskommandanten vorzuziehen. Der Chef des Truppenamtes wird unter den zum Generalstabschef erhobenen Chef der Generalstabsabteilung treten und dort seine bisherigen Obliegenheiten weiter erfüllen können.

Innerhalb der Generalstabsabteilung hätte eine andere Verteilung an die beiden Unterstabschefs unter Anpassung an die Gruppen 1 a, 1 b und 1 c des Armeestabes mit Vorzug schon im Frieden zu erfolgen.

Der Departementschef wird durch diese Lösung von der grossen Zahl der bisher direkt unterstellten Dienstabteilungen gänzlich entlastet, ohne dass aber lediglich eine Verschiebung wie nach Vorschlag Roost oder Wille eintreten würde. Die Möglichkeit von Konflikten lassen sich im Kollegium der Landesverteidigungskommission vermeiden, und wenn der Fall eintritt, dass Departementschef und Armeeeinspektor sich gegenseitig bestens verstehen, so wird der verantwortliche Departementschef dem Armeeeinspektor in seiner Vertretung ohne weiteres grösseren Spielraum lassen, als je unter einer erzwungenen Machtfülle möglich wäre. Sind beide aber harte Köpfe, so werden sich ihre Differenzen im Schosse der Landesverteidigungskommission friedlicher und unter Rücksichtnahme auf das Ansehen von Armee, Bundesrat und Parlament, erledigen lassen, als wenn es infolge eines starren Systems zu schweren Auseinandersetzungen kommen würde, deren Schlichtung Sache des Bundesrates wäre.

Mit dieser Lösung glaube ich eine brauchbare und ihrer Verantwortung entsprechende Organisation schaffen zu können, die weder das unserer Volksauffassung zuwiderlaufende Führersystem verkörpert, noch an den bisherigen Unzulänglichkeiten festhält.

Da ich Wert darauf lege, dass im Bundesrat noch vor dem 9. Mai eine Aussprache über die wichtige Frage der Reorganisation der Armeeleitung stattfindet, bitte ich die Herren Kollegen um baldige Prüfung des Gegenstandes⁵.

5. *Objet du procès-verbal auquel est annexé ce rapport de Minger. Pour la suite de cette affaire, cf. E 1004.1 1/373, N° 938, les dossiers E 27, Archiv-Nr. 149 et Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'organisation du département militaire et le commandement de l'armée. (Du 19 décembre 1938), FF, 1938, vol. II, pp. 1121 ss.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 3 mai 1938

766. Die Beziehungen der Schweiz zu der Regierung des General Franco

Politisches Departement. Antrag vom 28. April 1938

I. Im Juni letzten Jahres richtete die Regierung des General Franco eine Zirkularnote an die Schweiz wie an verschiedene andere Staaten, in der sie dem Wunsche Ausdruck gab, das nationale Spanien als kriegführende Partei anzuerkennen. Der Bundesrat ermächtigte hierauf das Politische Departement, dem offiziellen Vertreter der nationalspanischen Regierung in Bern, Bernabé Toca, mündlich mitzuteilen, dass die Schweiz von dem Grundsatz der Neutralität und von dem Prinzip ausgehend, sich nicht in fremde Händel einzumischen, zwar weiterhin Beziehungen tatsächlicher Natur zu unterhalten wünsche, dass sie jedoch von einer Anerkennung als kriegführende Partei absehen müsse, solange dies eine Streitfrage unter den Grossmächten sei¹.

In der Zwischenzeit hat sich die Lage dadurch grundlegend verändert, dass die Truppen von General Franco den weitaus grössten Teil des spanischen Gebietes, samt den Balearen (ausser Minorca) und den spanischen Kolonien, in ihren Besitz brachten. Die Fortschritte der militärischen Operationen der letzten Wochen lassen ferner eine baldige Beendigung des Krieges im Sinne einer vollständigen Besetzung des Landes durch die nationalistischen Streitkräfte möglich erscheinen.

Dieser neuen Lage hat ein Teil der auswärtigen Mächte Rechnung getragen. Mehrere Staaten wie Deutschland, Italien, Japan, Mandschukuo, Ungarn, Albanien und einige südamerikanische Staaten haben ihre Beziehungen zur Regierung von Barcelona abgebrochen und die Regierung des nationalen Spaniens de jure anerkannt. Portugal hat ebenfalls seine Beziehungen zum republikanischen Spanien abgebrochen und einen Vertreter mit diplomatischem Rang nach dem nationalen Spanien entsandt, ohne jedoch dessen Regierung bisher formell anzuerkennen. Eine Reihe anderer Staaten haben ihre Beziehungen zum republikanischen Spanien aufrechterhalten und gleichzeitig Vertreter, zum grösstenteil mit diplomatischem Rang, in das nationale Spanien entsandt. Hierzu gehören vor allem England, die Niederlande, Belgien, Jugoslawien, Rumänien, Bulgarien, Griechenland, verschiedene südamerikanische Staaten und letzthin auch Frankreich.

II. Unter diesen Umständen dürfte auch für die Schweiz Anlass bestehen, ihre Beziehungen zur Regierung General Franco's zu intensivieren. Eine Anerkennung de jure kann zwar nicht in Frage kommen, solange die noch immer grossen Interessen der früher in Spanien ansässigen schweizerischen Staatsan-

1. Cf. N° 110.

gehörigen in Madrid, Barcelona und Valencia dadurch gefährdet werden, wohl aber drängt sich die Entsendung eines Vertreters mit diplomatischem Rang auf und wird aus verschiedenen wichtigen Gründen materieller Art von Tag zu Tag notwendiger.

a) Im Januar d. J. erliess die nationalistische Regierung ein Dekret, wonach alle Ausländer, die früher in Spanien ansässig waren, sich gegenwärtig im Ausland aufhalten und in das Gebiet des nationalen Spanien zurückzukehren gedenken, innerhalb einer Frist von 60 Tagen ein Gesuch um Erteilung einer provisorischen Arbeitsbewilligung einzureichen haben. Diesen Bestimmungen leisteten schätzungsweise ein Drittel aller Spanienschweizer rechtzeitig Folge. Die übrigen versäumten die Frist, sei es, dass sie von dem Dekret nicht rechtzeitig Kenntnis erhielten, sei es, dass sie für ihre heute noch im republikanischen Spanien befindlichen Interessen Befürchtungen hegten, sei es, dass sie erst nach Ablauf der Frist aus dem Gebiet der Regierung von Barcelona zurückkehrten, oder sich noch heute dort aufhalten. Die Demarchen des Politischen Departementes, durch Vermittlung des offiziellen Vertreters der Regierung von Burgos noch nachträglich die Erteilung der Arbeitsbewilligung für diese Spanienschweizer erhältlich zu machen, führten zu keinem Ergebnis. Wenn vermieden werden soll, dass diesen Landsleuten nach Beendigung des Bürgerkrieges die Möglichkeit, an ihren früheren Wohnsitz zurückzukehren, genommen wird, müssen unverzüglich Verhandlungen mit der genannten Regierung aufgenommen werden. Diese Frage ist von solcher Wichtigkeit, dass der nach dem nationalen Spanien zu entsendende schweizerische Vertreter in allererster Linie die formelle Zusicherung erhältlich zu machen suchen sollte, dass die ehemals in Spanien ansässigen Schweizer nach Beendigung des Bürgerkrieges wieder dorthin zurückkehren können.

Das erwähnte Dekret sieht übrigens für die Erteilung der Arbeitsbewilligung eine Gebühr vor, die ihrer Höhe wegen als eine Sonderbesteuerung der Ausländer betrachtet werden muss und daher im Gegensatz zu dem zwischen der Schweiz und Spanien bestehenden Niederlassungsvertrage steht.

b) Das Politische Departement versucht seit langem, in Zusammenarbeit mit dem Eidgenössischen Amt für geistiges Eigentum, einen wirksamen Schutz der schweizerischen Interessen in Bezug auf die Patentrechte in Spanien herbeizuführen. Während im Gebiet des republikanischen Spanien bereits seit der Zeit kurz nach Ausbruch der Revolution ein allgemeines Moratorium besteht, das sich auch auf die Zahlung der Patentgebühren bezieht, haben die zuständigen Behörden des nationalen Spanien lediglich die Frist für die Bezahlung dieser Gebühren mehrmals hinausgeschoben. Dadurch sehen sich die schweizerischen Inhaber spanischer Patente usw. veranlasst, entweder ihre Patente in beiden Gebieten Spaniens anzumelden, und die Gebühren zu bezahlen, oder aber sie laufen Gefahr, ihre Rechte in einem Gebiet, oder je nach dem Ausgang des Krieges im ganzen Spanien, verlustig zu gehen. Aus diesem Grunde versuchte das Politische Departement die nationalspanische Regierung ebenfalls zum Erlass eines Moratoriums für schweizerische Inhaber spanischer Patente usw. zu veranlassen, das sich sowohl auf die Bezahlung der Gebühren wie auf die Prioritätsfristen und den sogenannten Ausübungszwang bezieht. Als Gegenleistung wurde der Erlass eines schweizerischen Moratoriums für spanische Inha-

ber schweizerischer Patente usw. angeboten. Obwohl die unternommenen Demarchen zeigten, dass die spanischen Behörden mit dem Vorschlag prinzipiell einverstanden sind, konnte doch der Erlass eines Moratoriums im gewünschten Sinne bisher nicht erreicht werden. Das Politische Departement ist der Ansicht, dass die Entsendung eines Vertreters mit diplomatischem Rang geeignet ist, möglicherweise noch jetzt die Verhandlungen hierüber zu einem erfolgreichen Abschluss kommen zu lassen.

c) Bereits vor Monaten gelang es dem von der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung nach Burgos entsandten alt Konsul Brand den Abschluss eines Gentleman-Agreements betreffend die Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und dem nationalen Spanien zustande zu bringen. In Anbetracht der Tatsache, dass Deutschland, Italien und in letzter Zeit auch England in wirtschaftlicher Beziehung bereits einen gewissen Vorsprung gewonnen haben, sollte die Schweiz nicht zögern, auch ihrerseits alles zu unternehmen, um die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Ländern zu intensivieren.

Die schwierige Frage der Liquidierung der alten schweizerischen Forderungen, die aus der Zeit vor dem Ausbruch der Revolution stammen, wird in dem bestehenden Abkommen nicht geregelt, wohl aber enthält es in den einleitenden Sätzen eine Bemerkung, wonach die Lösung dieser Frage einer späteren Regelung vorbehalten wird, worin zumindest eine Anerkennung dieser alten Guthaben zum Ausdruck kommt. Wenn es auch vor Beendigung des Bürgerkrieges kaum möglich sein dürfte, auf diesem Gebiet Zugeständnisse der nationalspanischen Regierung zu erlangen, so sollten doch schon jetzt die nötigen Vorbereitungen getroffen werden, um zu gegebener Zeit die Verhandlungen hierüber mit Aussicht auf Erfolg aufnehmen zu können.

d) Je weiter die Truppen des General Franco vorrücken, desto dringender wird die Wahrung der Interessen unserer Landsleute in den ehemals von den Regierungstruppen besetzten Gebieten. Unter den vielen hiermit im Zusammenhang stehenden Fragen seien nur die folgenden erwähnt: Die Anerkennung der Kontokorrent- und Sparguthaben, sowie die Sicherung offener und geschlossener Bankdepots, enthaltend Aktien und andere Wertpapiere, die Rückgängigmachung durchgeführter Kollektivisierungen von Betrieben und die Wiedereinsetzung ehemaliger Eigentümer, Direktoren, Prokuristen, Angestellter usw. in ihre früheren Rechte, die Rückgängigmachung der Munizipalisierung des Grundbesitzes, die Aufhebung der von Regierungsstellen und Komitees verschiedener politischer Organisationen durchgeführten Sequestrierungen von Maschinen, Automobilen, Mobiliar usw. Es seien ferner die mit der Wiedergutmachung der eigentlichen Kriegsschäden zusammenhängenden Fragen erwähnt, Schäden, die insbesondere durch die Bombardierungen während der letzten Wochen und Monate entstanden sind.

III. Diesen Erwägungen zufolge ist das Politische Departement der Ansicht, dass sobald als möglich ein Vertreter mit diplomatischem Rang nach dem nationalen Spanien zu entsenden sei. Um die zwischen dem Vertreter der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung und den spanischen Behörden bestehenden Verbindungen insbesondere in Bezug auf die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz auszunutzen, sollte eine Zusammenarbeit zwischen dem offiziellen schweizerischen Vertreter und Herrn alt Konsul Brand angestrebt

werden. In welcher Form dies zu geschehen habe, sollte zu gegebener Zeit zwischen dem Politischen Departement, der Handelszentrale und der Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements auf Grund von Vorschlägen, die die beiden Vertreter zur Wahrung der schweizerischen Interessen im nationalen Spanien zu unterbreiten haben, vereinbart werden.

Gemäss dem Antrage des Politischen Departements wird *beschlossen*:

1. Herr Legationsrat Broye wird als offiziöser Vertreter mit der Wahrung der schweizerischen Interessen bei der Regierung des General Franco beauftragt.

2. Das Politische Departement wird ermächtigt, den Zeitpunkt der Entsendung und im Einvernehmen mit dem Eidg. Finanzdepartement Gehalt und Zulagen des Vertreters zu bestimmen².

2. *Ces décisions ont été communiquées aux Légations de Suisse par circulaire du 22 juin. La Division des Affaires étrangères donne les informations complémentaires suivantes:* Der Bundesrat beschloss auf Grund dieser Erwägungen am 3. Mai d. J., einen Vertreter mit diplomatischem Rang nach dem nationalen Spanien zu entsenden, und seine Wahl fiel auf Herrn Legationsrat Broye, der früher während einiger Jahre der Schweizerischen Gesandtschaft in Madrid angehört hatte und mit Land und Leuten in Spanien vertraut ist. Zur Behandlung der wirtschaftlichen Fragen wird der bisherige Vertreter der Schweizerischen Zentrale für Handelsförderung, Herr alt Konsul Brand, beibehalten werden.

Die Regierung in Burgos, die wir durch Vermittlung ihres Vertreters in Bern von diesem Beschlusse benachrichtigen liessen, erklärte sich mit der Person des Herrn Broye als schweizerischem Vertreter einverstanden. Hingegen glaubte sie dessen Zulassung von einem vorherigen Notenaustausch abhängig machen zu sollen, in welchem vom Bundesrat die de facto Anerkennung der spanischen nationalistischen Regierung ausgesprochen werden sollte. Ein solcher Notenwechsel hat vor kurzem zwischen der Tschechoslowakei und Nationalspanien stattgefunden und es ist uns bekannt, dass auch gegenüber der belgischen Regierung die gleiche Forderung wie uns gegenüber, wenn auch erfolglos, erhoben worden ist. Wir erklärten, auf den Vorschlag nicht eintreten zu können, da einer formellen de facto Anerkennung nach 1½ Jahren tatsächlicher Beziehungen eine ganz andere Bedeutung zukäme, als eine gleichartige Erklärung der Tschechoslowakei, die bisher ziemlich einseitig die Regierung von Barcelona unterstützt hatte. Zudem hätte die Schweiz ungleich grössere Interessen als dieses Land im Gebiete der Regierung von Barcelona zu verteidigen und könne diese Interessen nicht der Gefahr einer völligen Preisgabe aussetzen. Um hingegen dem Standpunkt der Regierung des Generals Franco einigermaßen Rechnung zu tragen, regten wir an, die beiderseitigen offiziösen Vertreter als solche durch ein formelles Beglaubigungsschreiben zu akkreditieren, und wir stimmten auch dem Antrag zu, diesen Vertretern die diplomatischen Vorrechte einzuräumen und für die beiden Staaten das Recht der Errichtung konsularischer Vertretungen im Gebiete des andern Staates zu stipulieren.

Herr Broye ist am 14. Juni d. J. im Besitze zweier Schreiben, die der Vorsteher des Politischen Departements im oben erwähnten Sinne an den nationalspanischen Vizepräsidenten und Ausenminister General de Jordana gerichtet hat, nach Burgos abgereist. Er ist am 21. Juni d. J. in einer Audienz zur Entgegennahme des Beglaubigungsschreibens von ihm empfangen worden. Im Gebiete von Nationalspanien unterhält die Schweiz gegenwärtig noch ein Konsulat in Sevilla und fünf Konsularagenturen in Bilbao, Malaga, San Sebastian, Torrelavega (Santander) und Teneriffa. (E 2001 (D) 1/31).

2001 (D) 4/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini*

Copie

L OB. Confidentielle. Par exprès

Berne, 4 mai 1938

Pour faire suite à l'entretien téléphonique que vous avez eu ce matin avec M. Bonna¹, nous avons l'honneur de vous remettre copie du rapport² par lequel votre collègue M. Stucki nous communique les renseignements qu'il a obtenus du Quai d'Orsay au sujet de la rédaction de la résolution que le Gouvernement de la Grande-Bretagne proposera au Conseil de la Société des Nations touchant la neutralité de la Suisse dans le cadre de la Société. Ainsi que vous le verrez, ces renseignements sont assez précis et ne peuvent reposer que sur un texte déjà préparé.

Nous sommes un peu surpris que, du moment que ce texte existe, on hésite, à Londres, à vous en donner connaissance et nous ne pouvons vous cacher notre crainte que la raison de cette réticence ne réside dans le désir de ne nous mettre qu'au dernier moment en présence d'une réserve qui annulerait en partie ce qui nous serait concédé. Suivant comment est rédigée la réserve que M. Stucki nous indique sous chiffre 2, cette crainte n'aurait rien de chimérique.

Nous vous serions, en conséquence, très reconnaissants d'insister à nouveau auprès du Foreign Office, et au besoin auprès de Lord Halifax lui-même, pour être mis en mesure de nous renseigner de façon précise sur ce que le Gouvernement britannique se propose de faire à notre égard et pour que nous puissions examiner à tête reposée un texte qui revêt pour notre pays une importance considérable.

Il nous semble vraiment qu'une telle prétention n'a rien d'exorbitant et nous avons peine à imaginer les raisons qui, dès le début de cette affaire, ont poussé le Gouvernement britannique à se dérober à des échanges de vues qui eussent semblé tout naturels. Cette attitude contraste avec l'amicale compréhension et les méthodes ouvertes et simples que nous avons trouvées à Paris. Comme le Gouvernement français passe pour beaucoup plus dogmatique et imbu d'idéo-

1. *Sur ce téléphone on trouve une notice de Paravicini dans les papiers de la Légation disant: Neutralité. 4.5.1938. Téléphone avec Ministre Bonna, 11 h 30 a. m.: Expliqué à M. B. qu'il est difficile d'obtenir texte du projet résolution. Ai l'impression que ce projet n'existe pas, mais seulement grandes lignes de l'idée dans le cadre de laquelle cette attitude se présentera.*

B. informe que Ministre Stucki a donné ces lignes, après en avoir parlé à M. Arnal.

Il y a la réserve: «il faut que la nouvelle position de la Suisse soit en accord avec les principes du pacte» qui donne à réfléchir.

Je dis que le département ne m'a pas fait connaître le texte du rapport Stucki contenant la réponse française à nos sondages et memorandum. Bonna dit qu'il n'y a pas de rapports, mais seulement communications téléphoniques! P. (E 2200 London 53/1).

2. *Cf. N° 281.*

logie que le Gouvernement britannique, c'était, nous devons l'avouer, plutôt au contraire que nous nous attendions.

P.S. Cette lettre a été écrite au début de l'après-midi, avant que vous appelez M. Bonna au téléphone pour la seconde fois³. Bien que votre nouvelle communication accentue le désaccord apparent des nouvelles qui nous parviennent de Londres et de Paris, nous ne croyons rien devoir changer à ce qui précède. Nous vous serions, toutefois, reconnaissants de ne rien dire à Londres qui puisse mettre dans l'embarras les informateurs français de M. Stucki.

3. *Dans une notice de la Division des Affaires étrangères on lit à ce sujet*: A 4 heures, M. Paravicini téléphone de nouveau. Il revient du Foreign Office, où on lui a déclaré que le Gouvernement britannique adoptera au Conseil de la Société des Nations la même attitude que la France à l'égard de la question de la neutralité suisse, mais où l'on déclare ne rien savoir d'un projet de résolution destiné à être soumis par le Gouvernement de la Grande-Bretagne au Conseil de la Société des Nations. M. Paravicini verra demain Lord Halifax, qui doit lui donner verbalement une réponse officielle au mémorandum suisse (dans le sens d'une attitude calquée sur celle de la France), mais non pas un texte. M. Paravicini cherchera néanmoins à tirer la question de la résolution au clair.

285

E 2001 (D) 4/1

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 4 mai 1938

En me référant à ma lettre du 3 mai¹, j'ai l'honneur de vous faire savoir, à titre confidentiel, que le Gouvernement français s'est mis en rapport avec le Cabinet de Moscou pour lui exposer sa manière de voir sur le memorandum adressé par le Gouvernement fédéral au Secrétariat de la Société des Nations, concernant la neutralité suisse.

En revanche, les Gouvernements français et britannique attendraient la réunion de Genève pour discuter de la question avec les représentants des autres pays membres du Conseil de la Ligue.

1. *Cf. N° 281.*

E 2001 (D) 4/2

*Le Ministre de Suisse à Bruxelles, M. de Stoutz,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Bruxelles, 5 mai 1938

Le présent rapport fait suite à ma lettre du 29 avril¹. M. Spaak tardant à me communiquer sa réponse officielle à ma démarche de vendredi dernier je viens d'aller, dans le dessein de la faire hâter, voir l'Ambassadeur Van Zuylen, Directeur politique. M. Van Zuylen avait étudié le mémorandum suisse qui, entre-temps était parvenu au Ministère également du Secrétariat de Genève; mais il ne s'en était pas entretenu avec le Ministre. C'est donc en insistant sur ce qu'il ne pouvait pour le moment me donner que son opinion personnelle qu'il m'a fait part des remarques que lui avait suggérées l'examen de ce document.

Le Baron Van Zuylen est d'avis que la Belgique pourra se déclarer d'accord avec la demande de la Suisse. Mais il y aurait, estime-t-il, une précaution à prendre contre le risque que le mémorandum suisse provoque de la part du Conseil une décision qui remette en question, pour les Etats autres que la Suisse, le caractère facultatif de l'application des sanctions; caractère facultatif si abondamment constaté et établi et que beaucoup d'Etats, dont la Belgique, ont un intérêt majeur à ne plus laisser contester. M. Van Zuylen considère que la dernière partie de notre mémorandum fait courir un tel risque, dans la mesure où l'on y paraît admettre que la récupération de notre neutralité intégrale puisse être subordonnée à une *autorisation* du Conseil. C'est dire que la phrase qui l'inquiète le plus est celle qui termine le premier alinéa de la page six:

«La Suisse se considère cependant en droit de *demander* que la neutralité intégrale soit expressément reconnue dans le cadre de la Société des Nations.»

L'autorisation de se comporter en neutre intégral se traduit, pratiquement, par la dispense d'appliquer les sanctions économiques et financières, auxquelles nous restons présentement tenus. Si, comme paraissent le vouloir l'Angleterre et la France, la décision du Conseil limite cette dispense strictement à la Suisse, le caractère facultatif de ces sanctions est du même coup contesté pour tous les autres. C'est pourquoi M. Van Zuylen eût préféré que le mémorandum suisse tirât plus explicitement de la constatation des faits survenus depuis notre entrée à la S.D.N. celle du caractère facultatif du système des sanctions. Je lui ai fait remarquer que si cette constatation n'est pas faite expressément dans une proposition ad hoc, elle est cependant impliquée dans la déclaration que «la Suisse n'est pas en mesure, vu sa situation unique, de s'accommoder d'un système facultatif de sanctions» (bien que ce système facultatif ne soit ici mentionné que pour faire savoir que la Suisse, elle, ne peut s'en accommoder). Il ne faudrait pas, opine M. Van Zuylen, que le terrain

1. Non reproduite.

gagné, à propos de l'article 16, contre les protagonistes les plus intransigeants de la sécurité collective fût reperdu par une erreur de tactique peut-être évitable. Il jugerait plus opportun que notre mémorandum demandât qu'il nous fût donné acte de notre détermination d'observer dorénavant, en toutes circonstances, une neutralité intégrale.

M. Van Zuylen ne conteste pas que la neutralité² de la Suisse soit «unique», mais il me paraît mettre un peu de mollesse à en convenir, la situation géographique de la Belgique n'étant, à son avis, pas plus confortable, et à peine moindres les risques que comporte pour elle l'application des sanctions, ensuite des changements que nous invoquons pour justifier notre désir de modifier notre statut et par lequel nous ne sommes pas seuls à être affectés dans notre sécurité. Il m'a dit que, si sincère que soit son désir de voir aboutir notre revendication, il estime de son devoir d'attirer l'attention de M. Spaak (qu'il accompagnera à Genève pour la session du Conseil) sur les critiques que lui paraissent pouvoir soulever, du point de vue des intérêts belges, non point le fond, mais la forme donnée à nos revendications.

La remarque présentée par M. Van Zuylen au sujet du contenu assigné, dans le mémorandum, au «donner-acte» demandé au Conseil ne m'a, je l'avoue, pas énormément surpris, car elle m'a paru être une conséquence de ce que le mémorandum est, en somme, un compromis entre deux préoccupations, deux tendances qui se sont manifestées à l'occasion des réunions des 10 et 17 janvier sur lesquelles votre Département a fait rapport au Conseil fédéral le 18 du même mois, – l'une de ces préoccupations étant celle d'éviter de déclencher, à cause des risques qu'elle implique, une procédure en abrogation de la déclaration de Londres et de se prévaloir plutôt de l'état de faits qui permettrait de considérer comme facultatif le système des sanctions et d'arriver par cette voie au résultat souhaité, – l'autre préoccupation étant celle d'apporter le plus de clarté possible à la situation juridique de la Suisse, en évitant, autant que faire se pourrait, de se libérer de ses engagements par voie de déclaration unilatérale. C'est ainsi qu'il est exprimé, à la fin du mémorandum, la certitude que le Conseil voudra bien donner acte au Gouvernement fédéral «des *déclarations* qui précèdent, confirmant ainsi le caractère unique de la neutralité suisse». Il n'est question ici que de «déclarations», déclarations d'opinions, de volontés ou d'intentions, pour la plupart. Une de ces déclarations, toutefois, a pour contenu que «la Suisse se considère en droit de *demande* que sa neutralité intégrale

2. Par lettre du 7 mai, le Ministre de Stoutz rectifie ce passage ainsi: Il s'est glissé dans mon rapport d'avant-hier un erratum que je n'ai remarqué qu'après son expédition. A page 3, 4^e ligne j'ai écrit: «M. Van Zuylen ne conteste pas que la neutralité de la Suisse soit «unique», mais il me paraît mettre un peu de mollesse à en convenir...». Le mot «neutralité» doit, ici, être remplacé par le mot «situation». De fait, M. Van Zuylen serait malvenu à paraître incomplètement convaincu du caractère unique de notre *neutralité*; ce serait se montrer par trop ignorant de toute l'histoire de cette institution. C'est à la *situation* de la Suisse, que je montrais coincée entre deux grands Etats non membres de la Société des Nations, qu'il est enclin à trouver fort comparable la situation de la Belgique coincée entre les deux «blocs», à quoi j'ai naturellement répliqué que la Suisse, elle aussi était coincée entre les deux blocs, avec cette circonstance aggravante que l'un d'eux était représenté par deux grands voisins liés par une hostilité commune envers la S.D.N. Quoi qu'il en soit, je devais à M. Van Zuylen la rectification faite ci-dessus.

soit expressément reconnue dans le cadre de la S.D.N.». M. Van Zuylen a retenu surtout qu'il y a là une «demande», d'une chose, donc, dont la possession ne dépend pas de notre seule souveraineté et dont le Conseil, à qui nous reconnaissons le pouvoir de nous l'octroyer, sera probablement – c'est du moins ce que craint M. Van Zuylen – amené à limiter le bénéfice à la Suisse seule dans des termes qui, tandis que nous serions comblés, détérioreraient une situation de fait dont bénéficient actuellement d'autres Etats.

Dans la «Libre Belgique» M. Paul Struye, dont vous voudrez bien trouver ci-joint l'article, usant partiellement des mêmes arguments que M. Van Zuylen, en tire des conclusions plus radicales.

Nous voici si près du départ pour Genève de MM. Spaak et Van Zuylen que je doute fort que le premier me donne encore la possibilité de vous faire connaître avant son arrivée là-bas son sentiment personnel, qui ressemblera sans doute beaucoup à celui de son Directeur politique.

287

E 2001 (D) 4/1

*Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Neutralité

Londres, 5 mai 1938

Pour faire suite à ma conversation téléphonique de cet après-midi¹ avec le Département politique, j'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli, le texte de l'aide-mémoire que Lord Halifax m'a remis tout à l'heure lors de notre entretien au Foreign Office.

En ce moment même me parvient par express votre lettre du 4 mai² par laquelle vous avez l'obligeance de me communiquer le rapport du 3 mai³ de mon collègue de Paris.

La question de l'existence ou de la non-existence d'un projet britannique de résolution s'explique, à mon avis, de la façon suivante:

Le document dont le Ministre Arnal a donné connaissance à mon collègue et qu'il appelait le projet britannique de résolution, n'est certainement pas autre chose que le texte de l'aide-mémoire qui m'a été remis par Lord Halifax. En effet, Lord Halifax lui-même m'a assuré qu'il n'existait pas de projet de résolution, ne serait-ce que pour la raison que le Foreign Office voudrait tenir compte de l'aversion qu'a le Conseil de la Société des Nations pour cette façon de lui apporter des résolutions au moment de l'ouverture de la session ou peu de

1. Ce téléphone orientait le Département politique sur le contenu de l'aide-mémoire britannique, reproduit en annexe.

2. Cf. N° 284.

3. Cf. N° 281.

temps avant, en lui demandant d'acquiescer. Les projets de texte doivent être faits suivant les instructions du Conseil lorsqu'il aura pu discuter l'affaire en question. Il se peut qu'il donnera cette instruction à la délégation britannique qui rédigera *alors* son texte, et ceci sur la base des arguments expliqués dans l'aide-mémoire ci-annexé.

Le soi-disant désaccord entre Londres et Paris ne consiste certainement que dans le malentendu de M. Arnal qui a appelé «résolution» ce qui était vraiment l'aide-mémoire.

Ainsi que je le disais dans ma lettre du 2 mai⁴, la discussion, au cours de l'entrevue anglo-française, au sujet de la neutralité de la Suisse, n'aurait pris que quelques instants. Il est donc à supposer que chacune des parties apportait un projet de réponse au mémorandum du Conseil fédéral qui était rédigé par les deux Ministères d'un commun accord. Puis, pendant les quelques instants de discussion, il a probablement été décidé que le Foreign Office me remettrait une réponse de la teneur convenue. Je ne sais pas si de son côté le Quai d'Orsay a remis par écrit un aide-mémoire correspondant à mon collègue⁵, ou si celui-ci a simplement été informé verbalement par le Gouvernement français. Dans ce dernier cas, on aurait laissé au Foreign Office le soin de nous fixer de façon plus précise sur les intentions des deux Gouvernements.

Pour vous rassurer, j'ajoute qu'au cours de ma conversation avec Lord Halifax (et vis-à-vis du Foreign Office en général), je n'ai naturellement pas dit un mot de ce que vous êtes déjà renseigné, par l'intermédiaire de votre Légation en France, du contenu du document anglais. En effet, on aurait été surpris ici de s'apercevoir que le Ministère français donnait connaissance d'un document du Foreign Office, avant même que ce document ne soit parvenu à sa destination. Le retard de la remise s'explique par le désir de Lord Halifax de me le communiquer personnellement.

De votre lettre du 4 mai, je vois que le chiffre 2 du rapport de M. le Ministre Stucki éveille en vous des inquiétudes. J'ai relevé ce point après que Lord Halifax m'eut lu l'aide-mémoire. Je lui ai dit notamment que les deux passages :

«In these circumstances His Majesty's Government are, for their part, ready to recognise the complete neutrality of Switzerland as being compatible with her membership of the League, *on the understanding that Switzerland, for her part, will not by reason of her special position seek to place obstacles in the way of any collective measures which the members of the League may in the future agree to take in pursuance of their obligations under the Covenant.*»

et :

«His Majesty's Government understand from this statement that the Swiss Government *will always be ready to facilitate the functioning of the League of Nations and its constituent bodies on Swiss territory.*»

passages qui parlent des effets que pourrait avoir le retour à la neutralité intégrale sur le fonctionnement et le siège des organes de la S.d.N., demandent

4. Cf. N° 269, note 3 et E 2200 London 53/1.

5. Dans les papiers de la Légation de Suisse à Paris, on trouve seulement une copie de l'aide-mémoire anglais.

encore à être éclaircis. J'ai relevé qu'il ne faudra pas prévoir de notre part, en cas de mesures belliqueuses, un consentement à des actions collectives sur territoire suisse ou quelque chose de cette nature, sur quoi Lord Halifax m'a répondu qu'il n'interprétait pas lesdites clauses dans un sens pareil, mais comprenait seulement que les autres Etats membres ne seront pas empêchés de prendre les mesures qu'ils jugeront nécessaires⁶.

J'ai dit à ce propos que M. Motta se mettra personnellement en rapport avec lui à Genève et se fera un plaisir d'arranger une entrevue préalable à la discussion au sein du Conseil. Mon interlocuteur, de son côté, se réjouit de s'entretenir avec vous.

Le Secrétaire d'Etat, au cours de notre conversation, a souligné deux points surtout :

1° que la Grande-Bretagne constate expressément la position exceptionnelle et toute spéciale de la Suisse comme Etat neutre, ceci pour empêcher les autres Etats membres d'invoquer la concession faite à la Suisse comme précédent applicable à d'autres Etats.

2° que la Grande-Bretagne agit et agira à Genève, dans cette affaire, en accord pleinement raisonné avec la France.

Je voudrais encore revenir sur votre dépêche du 2 mai où vous voulez bien exprimer votre opinion au sujet des commentaires de la presse anglaise et de la suggestion de Sir George Warner de rectifier certaines erreurs. Je suis heureux de voir que vous partagez mon avis tendant à m'abstenir actuellement d'une rectification. Je ne voudrais toutefois pas manquer de mentionner que je n'ai, quant à moi, nullement l'impression qu'il existe à Londres, dans les milieux du journalisme, de la mauvaise volonté à l'égard de notre pays et de notre Gouvernement. J'espère que ce n'est pas moi qui ait fait naître cette impression par des observations faites dans mes dépêches, car, à l'exception peut-être de l'éternel Mr. Dell, je ne saurais indiquer des correspondants auxquels je voudrais prêter des intentions de ce genre. En revanche, en ce qui concerne l'ignorance de l'histoire, de la politique et de la situation spéciale de notre pays, on la trouve en effet plus souvent qu'il ne serait désirable.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais également relever que je ne prête décidément pas au Foreign Office, dans toute cette affaire, une intention quelconque de nous causer des difficultés ou de vouloir nous cacher quelque chose pour nous surprendre ensuite à Genève. C'est pour cette raison que j'ai tenu, au commencement de cette dépêche, à vous dire comment, selon moi, le mystère de la «résolution» s'explique. Il me semblait au contraire, pendant mes conversations, que bien qu'au Foreign Office le retour à la neutralité intégrale ait

6. *A ce sujet, il existe également une notice de Ch. V. Jenner, annexée à la lettre de Paravicini, concernant un entretien avec de Margerie, Secrétaire à l'Ambassade de France à Londres, disant: Margerie sagt, dass die Befürchtungen, die man in Bern bezüglich der Genfer Klausel im Neutralitätsmemorandum hegt, keineswegs gerechtfertigt seien. Es handle sich bei dieser Klausel und bei derjenigen über die Massnahmen des Völkerbundes mehr um eine Sicherung gegenüber den Gelüsten anderer Staaten, sich die Neutralitätsstellung der Schweiz anzueignen. Natürlich dürfte der natürliche Gang der Genfer Geschäfte auch nicht gehemmt werden so z. B. eben, dass es nicht im Belieben der schweizerischen Regierung liege, gewissen Delegierten des Völkerbundes aus Neutralitätsgründen die Reise nach Genf zu verwehren, etc.*

quelque peu déconcerté au début, le problème a, par la suite, été étudié avec bienveillance et on était sans aucun doute prêt à nous aider.

Je dirai d'emblée que les deux conditions mentionnées plus haut se basent sur un accord franco-britannique et ne doivent pas être interprétées comme difficulté venant du Foreign Office individuellement. Elles sont d'ailleurs tout à fait compréhensibles, autant qu'il est compréhensible aussi que, de notre part, nous voulons être clairement fixés sur leur portée.

ANNEXE

AIDE-MÉMOIRE

Copie

London, 5th May 1938

His Majesty's Government have carefully examined the text of the memorandum which the Swiss Government have communicated to the Secretary-General of the League of Nations dealing with the subject of Swiss neutrality. In that memorandum the Swiss Government ask that the position of Switzerland as defined in the Declaration of London should be modified, that Switzerland should be released from her undertaking to apply economic and financial measures against a Covenant-breaking state, and that the resultant position of unconditional neutrality should, in the special circumstances of her case, be recognised as compatible with the provisions of the Covenant.

His Majesty's Government find themselves in sympathy with much that is put forward in this memorandum, and, in particular, they agree that Switzerland occupies a unique position resulting from the terms of the Treaties of 1815 and especially the Act of November 20th, 1815, Article 435 of the Treaty of Versailles and the Declaration of London of February 13th, 1920. In these circumstances His Majesty's Government are, for their part, ready to recognise the complete neutrality of Switzerland as being compatible with her membership of the League, on the understanding that Switzerland, for her part, will not by reason of her special position seek to place obstacles in the way of any collective measures which the members of the League may in the future agree to take in pursuance of their obligations under the Covenant.

His Majesty's Government note that in the memorandum submitted by the Swiss Government it is stated that Switzerland is honoured by being the seat of the League of Nations. His Majesty's Government understand from this statement that the Swiss Government will always be ready to facilitate the functioning of the League of Nations and its constituent bodies on Swiss territory.

These are the conclusions which His Majesty's Government have reached and they understand that their views are shared generally by the French Government. His Majesty's Government cannot, however, of course, predict what attitude the Council itself will adopt in this matter.

E 2001 (D) 4/1

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Paris, 6. Mai 1938

Nach Empfang Ihres Schreibens vom 4. ds. Mts.¹ habe ich mich sofort bemüht, sowohl die Frage nach dem englischen Entwurf zu einer Resolution über die schweizerische Neutralitätsfrage abzuklären, als auch die französische Regierung zu veranlassen, an den mir gemachten Erklärungen, dem schweizerischen Memorandum ohne Bedingungen und Vorbehalte zustimmen zu wollen, festzuhalten.

Entgegen den meinem Kollegen in London zuerst abgegebenen Erklärungen besteht in der Tat ein englischer Vorentwurf zu Händen des Völkerbundsrates. Das einzige Exemplar in englischer Sprache hat Herr Arnal, der bereits gestern nach Genf abgereist ist, mitgenommen. Ich konnte den Text somit nicht erhalten.

Die Stellungnahme der französischen Regierung zum englischen Entwurf scheint etwa folgende zu sein: Wir selbst waren anfänglich der bestimmten Ansicht, dass anlässlich der Debatte über die Schweizerangelegenheit gewisse Fragen, die mit dem Sitz der S.D.N. zusammenhängen, abgeklärt werden sollten. Wir haben unter dem Eindruck der schweizerischen Vorstellungen darauf verzichtet, diese Fragen selber in Genf aufzuwerfen oder durch das Sekretariat in Genf aufwerfen zu lassen. Wenn aber die englische Regierung unsere eigenen Gedanken aufnimmt, so fällt es uns schwer, uns dagegen aufzulehnen.

Mit Rücksicht auf die Bedeutung der Angelegenheit, versuchte ich gestern sofort entweder Herrn Léger oder Herrn Massigli neuerdings zu sprechen. Beide waren leider nicht erreichbar, letzterer wegen Abwesenheit von Paris. Ich hatte dann eine lange Besprechung mit dem Sous-Directeur politique, Herrn Minister Charvériat. Ich setzte ihm neuerdings auseinander, dass:

- a. die Schweiz bezüglich ihrer Neutralität unter keinen Umständen zu einem «*marchandage*» Hand bieten könne,
- b. eine gleichzeitige Verhandlung über die Neutralitätsfrage und gewisse Fragen des Völkerbundssitzes schon deshalb unmöglich sei, weil wir heute, einige Tage vor Beginn der Ratssession nicht einmal wüssten, welche Fragen überhaupt aufgeworfen werden sollten,
- c. wenn gewisse Fragen des Sitzes nach Ansicht gewisser Leute besser abgeklärt, bezw. geregelt werden sollten, dies mit dem Gegenstand unseres Memorandums nichts zu tun habe. Diese Fragen seien jedenfalls unabhängig davon, ob die Schweiz theoretisch verpflichtet sei, sich an wirtschaftlichen Sanktionen zu beteiligen oder nicht. Solche Fragen könnten höchstens in Zusammenhang gebracht werden mit der *militärischen* Neutralität, die für uns vor und nach

1. Cf. N° 281, note 4.

dem 9. Mai 1938 unverändert ist. Wir könnten deshalb nicht einsehen und nicht zulassen, dass solche Fragen in Zusammenhang mit unserem jetzt hängigen Begehren gebracht würden.

d. Was die gelegentlich angedeutete Frage nach der militärischen Vorbereitung eines Völkerbundskrieges in Genf anbelange, so sei meines Erachtens der Text der Londoner Erklärung deutlich genug und zwar im negativen Sinne.

e. Dass wir weder von Frankreich noch vom Völkerbundsrat irgendein Geschenk verlangen, sondern ein Begehren vorbringen, welches im Interesse Frankreichs, des Völkerbundes und Europas liege.

Herr Charvériat stimmte meinen Ausführungen im allgemeinen durchaus zu und versprach mir, sowohl Herrn Léger wie Herrn Bonnet unverzüglich davon Kenntnis zu geben.

In meiner Besprechung mit dem Aussenminister hatte ich noch nicht die Möglichkeit, den englischen Entwurf im Detail zur Sprache zu bringen, da er mir überhaupt nicht und ihm offenkundig nur ganz flüchtig bekannt war. Herr Bonnet, der mich überaus freundschaftlich empfing, erklärte lediglich, die französische Regierung sei überzeugt von der Richtigkeit des schweizerischen Standpunktes und werde ihm in Genf keine Schwierigkeiten bereiten.

Nach meinen zahlreichen hier über die Neutralitätsfrage geführten Besprechungen, habe ich die vollendete Überzeugung, dass unser Standpunkt in Genf voll zum Durchbruch gebracht werden kann und dass man auf irgendwelche Bedingungen und Reserven betreffend Völkerbundssitz verzichtet, wenn man sich überzeugt, dass die Schweiz nicht nachgeben will und kann.

289

E 2001 (D) 4/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini*

*Copie
L OB*

Berne, 6 mai 1938

M. Rüfenacht nous a rendu compte de la communication téléphonique au cours de laquelle M. Rezzonico l'a mis au courant de la conversation que vous avez eue le 5 mai avec Lord Halifax et lui a dicté les termes de l'aide-mémoire¹ qui vous a été remis. Nous vous remercions vivement d'avoir immédiatement fait des observations à votre interlocuteur au sujet des réserves concernant l'activité de la Société des Nations en Suisse que le Gouvernement anglais a cru devoir formuler à propos de notre mémorandum sur la neutralité de la Confédération. Ainsi que nous vous l'avons télégraphié, nous vous serions reconnaissants de préciser que l'insertion de telles réserves, qui ne répondent pas à un

1. Cf. N° 287, annexe.

besoin pratique, risque d'être une source de difficultés et que le soussigné se propose d'en parler à Lord Halifax dès qu'il lui sera possible de le rencontrer à Genève.

Il est clair que la disposition de la Déclaration de Londres du 13 février 1920² qui permet à la Suisse de s'opposer à la préparation par la Société des Nations d'entreprises militaires sur son territoire subsiste entièrement et qu'au moment où nous recouvrons notre neutralité entière, même en ce qui concerne les sanctions économiques et financières, il nous serait difficile de nous engager à tolérer, de la part de la Société des Nations, la préparation en Suisse de mesures qui pourraient avoir pour effet de compromettre cette neutralité. Comme il est extrêmement difficile de préciser ce à quoi nous pourrions avoir à nous opposer dans une éventualité qui, dans les circonstances actuelles, doit être tenue pour tout à fait improbable, le mieux serait d'éviter d'y faire une allusion quelconque et de se borner, ainsi que nous l'avons demandé, à prendre acte de notre déclaration. On avait compris du côté français.

2. Cf. DDS 7 II, N° 247, annexe.

290

E 1004.1 1/373

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 6 mai 1938¹

780. Einziehung der Broschüre «Werbezentrale für Spanien»

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 4. Mai 1938

I. In der zweiten Hälfte des Monats April 1938 erschien im Verlag «Freie Schweiz», Zürich, eine vom Sekretär der Kommunistischen Partei der Schweiz, Jules Humbert-Droz, verfasste Broschüre mit dem Titel «Werbezentrale für Spanien? – Zum Spanienprozess vor Divisionsgericht VI»². Diese Druckschrift, welche nach einer Mitteilung in der kommunistischen Zeitung «Freiheit» zum Verkauf in der «Dreiecksbuchhandlung» in Basel und der «Stauffacherbuchhandlung» in Zürich auflag, wurde der Bundesanwaltschaft auf Verlangen vom Polizeikommando des Kantons Zürich zugesandt. Nach einer der Bundesanwaltschaft aus Neuenburg zugegangenen Mitteilung, wurde dort die Broschüre unter dem Titel «Au service de l'étranger?» vertrieben.

1. *Etait absent*: R. Minger.

2. *Procès en justice militaire intenté à dix personnalités communistes, dont Jules Humbert-Droz, accusées notamment d'avoir mis sur pied une organisation illégale de recrutement pour l'Espagne républicaine. Le jugement a été rendu le 21 mars 1938.*

Die Prüfung des Inhaltes ergab, dass es sich um eine kommunistische Werbeschrift handelt. Sie schliesst mit einem Aufruf zum Beitritt zur kommunistischen Partei und einer Aufforderung zum Abonnement der kommunistischen Zeitung «Freiheit». Die Schrift enthält eine grosse Zahl von unwahren und verleumderischen Behauptungen. Der Bundesrat wird als Feind des Schweizervolkes bezeichnet; ihm und insbesondere dem Vorsteher des Politischen Departementes wird vorgeworfen, im Interesse des Auslandes die Neutralität und die Sicherheit der Schweiz zu gefährden und damit die Aufforderung verbunden, diese Behörde und Herrn Motta davonzujagen. Dem Divisionsgericht VI wird offensichtliche Parteilichkeit und offene Feindseligkeit gegen die Angeklagten vorgeworfen; von der Militärjustiz wird behauptet, dass sie die Wehrkraft des Landes schwäche und daran die Losung geknüpft: «Fort mit der Militärjustiz, diesem Organ der Reaktion».

Dem Sinne nach wird weiterhin gesagt, dass Oberstdivisionär Constam nicht nach dem nationalen Spanien zu reisen³ brauchte, um zu lernen, wie «man die Zivilbevölkerung mit Maschinengewehren zusammenschiesst und mordet», denn «die schweizerischen fascistischen Offiziere haben am 9. November 1932 in Genf bewiesen, dass sie sich mit den Offizieren Francos messen und die Prüfung ehrenvoll bestehen konnten»⁴. Der Bundesanwaltschaft wird vorgeworfen, den gerichtspolizeilichen Ermittlungsakten Dokumente entwendet oder ihnen gefälschte unterschoben zu haben. Die Vorgänge in Spanien werden als «Verbrechen Hitlers und Mussolinis» bezeichnet und vom heutigen deutschen Gesandten wird gesagt, seine Anwesenheit in Bern sei beunruhigend, weil er – als früherer Generalkonsul in Barcelona – aktiven Anteil an den Vorbereitungen zum Aufstand in Spanien nahm.

Endlich fordert die Broschüre das Volk zur «Unterstützung des Kampfes der Internationalen Brigaden» auf.

Die Bundesanwaltschaft verfügte, gestützt auf Art. 1, Abs. 2, der BRB betr. Massnahmen gegen die kommunistischen Umtriebe in der Schweiz vom 3. November 1936⁵ und Art. 4 des BRB betr. Massnahmen zur Durchführung des Verbotes der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien vom 25. August 1936⁶, die Beschlagnahme dieser kommunistischen Werbeschrift.

Mit Schreiben vom 21. April 1938⁷ an das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement protestiert der Verfasser Humbert-Droz gegen die Beschlagnahme seiner Broschüre; er stellt eine formelle Beschwerde in Aussicht und kündigt an, die Angelegenheit allfällig im Nationalrat zur Sprache bringen zu wollen. Er und sein Anwalt, Nationalrat Johannes Huber in St. Gallen, stellen folgende Begehren: 1) Zustellung der Verfügung der Bundesanwaltschaft im Wortlaut; 2) Angabe der beanstandeten Stellen in der Broschüre; 3) Mitteilung ob die Druckschrift bei Weglassung dieser Stellen freigegeben würde. Auf Ziff. 1 und

3. *Sur la mission Constam, cf. E 27, Archiv-Nr. 12591.*

4. *Allusion à l'opération de maintien de l'ordre par l'armée à Genève, au cours de laquelle celle-ci ouvrit le feu sur la foule tuant 13 personnes.*

5. *Cf. RO, 1936, vol. 52, p. 843.*

6. *Cf. RO, 1936, vol. 52, p. 669.*

7. *Non retrouvée.*

2 wurde Nationalrat J. Huber vom Bundesanwalt entsprechend geantwortet; auf Ziff. 3 bezugnehmend mit dem Bemerkten, dass es zufolge der zahlreichen beanstandeten Stellen unmöglich scheine, die Schrift in bereinigter Form herauszugeben. In einer mündlichen Unterredung mit dem Bundesanwalt ersuchte er, es mit der Verwarnung seines Klienten Humbert-Droz bewenden zu lassen.

II. Art. 1, Abs. 2, des Beschlusses gegen die kommunistischen Umtriebe beauftragt die Bundesanwaltschaft, u. a. in der Schweiz herausgegebene kommunistische Druckschriften, die die innere oder äussere Sicherheit des Landes oder die öffentliche Ruhe und Ordnung gefährden, zu beschlagnahmen. Dergleichen ermächtigt Ziff. 2 des BRB vom 26. März 1934⁸ betr. Ausschreitungen der Presse zur Beschlagnahme von Druckschriften, die geeignet sind, die guten Beziehungen der Schweiz zu andern Staaten zu gefährden. Über die Einziehung hat der Bundesrat zu beschliessen.

Es handelt sich im vorliegenden Falle um eine kommunistische Werbeschrift. Die Bezeichnung des Bundesrates als Feind des Schweizervolkes, die Behauptung, er oder Herr Bundesrat Motta gefährden die Neutralität und Sicherheit des Landes, die masslosen Angriffe auf die Militärjustiz und auf Armeeführer, die verleumderische Behauptung, die Bundesanwaltschaft und ihre Polizeiorgane unterschlage oder unterschiebe Akten, bezwecken, diese Behörden und Personen im Volke verhasst zu machen und ihnen das entgegengebrachte Vertrauen zu untergraben. Daran knüpft sich noch die Aufforderung, den Bundesrat oder eines seiner Mitglieder davonzujagen. Die kommunistische Hetzschrift ist demnach geeignet, die innere Sicherheit des Landes oder die öffentliche Ruhe und Ordnung zu gefährden.

Der Angriff auf fremde Regierungschefs und die Verdächtigung eines diplomatischen Vertreters sind weiterhin geeignet, die guten Beziehungen zu andern Staaten und damit auch die äussere Sicherheit des Landes zu gefährden.

Des weitern bestimmt Art. 4 des Spanienbeschlusses, dass Druckschriften, die zur Widerhandlung gegen das Verbot der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien anreizen, zu beschlagnahmen sind. Über die Einziehung befindet der Bundesrat. Eine solche Anreizung ist in der Aufforderung zur Unterstützung des Kampfes der Internationalen Brigaden zu erblicken.

Die Beschlagnahmung der Broschüre auf Weisung der Bundesanwaltschaft ist somit in vollem Umfang zu Recht erfolgt. Eine blosser Verwarnung des Verfassers kommt angesichts der Schwere des Falles nicht in Betracht und würde übrigens die die Sicherheit des Landes gefährdende Verbreitung der Hetzschrift nicht hindern. In der heutigen Zeit, in der sich das ganze Volk zur Aufrechterhaltung der Neutralität bekennt, die Kräfte zur Behauptung unserer Unabhängigkeit sammelt und dafür grosse Opfer bringt, können derartige Umtriebe, welche die Sicherheit des Landes und die öffentliche Ruhe und Ordnung gefährden, nicht geduldet werden, und der Bundesrat hat die verfassungsmässige Pflicht, sie zu verhindern.

Gestützt auf Art. 102, Ziff. 8, 9 und 10⁹ der Bundesverfassung, Art. 1, Abs. 2 des BRB gegen die kommunistischen Umtriebe vom 3. November 1936,

8. Cf. *FF*, 1934, I, p. 867.

9. Cf. *RO*, 1876, vol. I, p. 29.

Art. 4 des BRB betr. Massnahmen zur Durchführung des Verbotes der Teilnahme an den Feindseligkeiten in Spanien vom 25. August 1936 und Ziff. 2 des BRB vom 26. März 1934 betr. Ausschreitungen der Presse beantragt daher das Justiz- und Polizeidepartement und der Rat *beschliesst*:

1) Die von Jules Humbert-Droz verfasste Broschüre «Werbezentrale für Spanien?» in deutscher – und «Au service de l'étranger?» in französischer Ausgabe ist einzuziehen.

2) Die Bundesanwaltschaft wird mit dem Vollzug beauftragt.

3) Nach Massgabe des vorgelegten Entwurfes ist ein amtliches Communiqué¹⁰ zu veröffentlichen.

10. *Ne figure pas au procès-verbal.*

291

E 2001 (D) 4/2

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie

L

Bucarest, 9 mai 1938

Pour faire suite à mes rapports des 3¹ et 6² de ce mois, je suis heureux de pouvoir vous confirmer que, dans sa réunion de Sinaia, le Conseil Permanent de la Petite Entente a résolu à l'unanimité d'appuyer à Genève, par l'organe de M. N.P. Comnène, Ministre des Affaires Etrangères de Roumanie et représentant de la Petite Entente au Conseil de la Société des Nations, le mémorandum par lequel le Gouvernement fédéral expose la volonté de la Suisse de recouvrer sa neutralité intégrale.

La résolution de Sinaia, dont j'ai eu connaissance grâce à l'amabilité du représentant tchécoslovaque au Secrétariat Permanent de la Petite Entente, qui m'en a donné connaissance à titre confidentiel et qui m'a même montré le procès-verbal de la séance, se fonde sur la situation unique de la Suisse en Europe et prend soin de préciser que les arguments invoqués par notre pays ne sauraient être retenus en faveur d'aucun autre, de sorte que l'acceptation de la requête suisse par le Conseil de la Société des Nations ne doit pas pouvoir être invoquée par d'autres Etats comme constituant un précédent.

Il m'est agréable de penser que mes démarches auprès de MM. Comnène, Stoyadinovitch, Krofta, Douthitch, Veverka, etc. ont pu contribuer à l'heureuse solution d'un problème si important pour nous.

1. *Non reproduit.*

2. *Non retrouvé.*

Rapport de la Police de la Ville de Berne

Copie

Bern, 10. Mai 1938

Betreffend die im Auftrage der Schweizerischen Bundesanwaltschaft genannte vertrauliche Meldung, wonach sich am 6.2.38 alle Ortsgruppenleiter der NSDAP in der Schweiz in Bern zu einer Besprechung einfinden werden, habe ich bisher erfahren können, dass die vorgesehene Besprechung tatsächlich Sonntag, den 6.2.38, im Gebäude der Gesandtschaft in Bern stattgefunden hat. Die Zusammenkunft sei vom Legationsrat Sigismund von *Bibra* einberufen und geleitet worden. Den Anwesenden habe er verschiedene Verhaltensmassregeln betreffend die Parteitätigkeit bekanntgegeben und dabei u. a. hervorgehoben, dass er vom Leiter der Auslandsorganisationen der NSDAP, Wilhelm *Bohle*, beauftragt worden sei, in der Schweiz die Arbeit der Ortsgruppen der NSDAP und ihrer Unterorganisationen zu beaufsichtigen und zu fördern. Deshalb seien seine Weisungen genau zu befolgen. Er habe dann die Haltung von verschiedenen Reichsdeutschen kritisiert, die bei Anlässen der Kolonien teilnehmen und beim Einmarsch der Fahnen und beim Singen des Deutschland- und Horstwesselliedes nicht den Hitlergruss durch Erheben des Armes erweisen. Er habe von denselben eine Liste gehabt. Sigismund von *Bibra* habe ferner die Haltung des Gesandten, Dr. Köcher, kritisiert, welcher der Abdankungsfeier für den verstorbenen General Ludendorff, veranstaltet von dem noch nicht ganz gleichgeschalteten Kriegerbund im alten Deutschen Heim im Wienercafé, teilgenommen habe und dabei nicht eingeschritten sei, damit, wie jetzt üblich ist, nach dem Deutschlandlied auch das Horstwessellied gespielt und gesungen worden wäre.

Der eingebürgerte Apotheker *Elble* Robert Karl, geb. 1893, wohnhaft Beundenfeldstr. 4, Bern, soll bei der erwähnten Abdankungsfeier Klavier gespielt und das Horstwessellied ausgelassen haben. Daraufhin sei von Anwesenden, darunter v. *Bibra*, verlangt worden, er möchte auch dieses Lied spielen, was er nicht getan habe mit der Begründung, er könne dasselbe nicht spielen. Das Vorgefallene sei dann der Leitung des Kriegerbundes in Deutschland gemeldet worden mit dem Antrag, *Elble*, der im Weltkriege Offizier gewesen sei, aus dem Bund auszuschliessen. Dieser Antrag sei abgelehnt worden, jedoch *Elble* zu verstehen gegeben, sich in Zukunft den Wünschen der Anwesenden zu unterziehen.

Genau was für Verhaltensmassregeln bei der erwähnten Besprechung bekanntgegeben worden sind, habe ich bisher nicht erfahren können.

An die *Polizeidirektion* zur Kenntnis mit dem Ersuchen um Weiterleitung an die Schweiz. Bundesanwaltschaft¹.

1. *Ce rapport a été transmis le 16 mai au Ministère public de la Confédération et le 23 mai au Département politique.*

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
aux Légations de Suisse¹*

L RG

Berne, 11 mai 1938

Nous avons l'honneur de vous remettre, sous ce pli, le texte du discours prononcé par M. Motta à la séance du Conseil de la Société des Nations de ce matin¹, au cours de laquelle M. Sandler, Ministre des Affaires étrangères de Suède, a été désigné comme rapporteur du Conseil pour la question de la neutralité de la Suisse au sein de la Société des Nations.

ANNEXE 1

CONSEIL DE LA SDN
Troisième séance de la 101^e session (11 mai 1938)²

4029. Neutralité de la Confédération suisse dans le cadre
de la Société des Nations

M. Motta, représentant de la Suisse, prend place à la table du Conseil³.

M. Motta, représentant de la Suisse. – Monsieur le Président, veuillez d'abord agréer le salut respectueux que je vous adresse au nom du Conseil fédéral, pour vous-même et pour Messieurs les membres du Conseil. Veuillez accepter en même temps l'expression de notre confiance de voir le Conseil nous apporter bientôt la preuve de son amicale et bienveillante compréhension.

La question qui vous est soumise est pour la Suisse d'une importance vitale. Elle est soutenue par la volonté moralement unanime du Parlement et par l'immense majorité de l'opinion. Un refus d'entrer en matière et d'accepter le point de vue qui est le nôtre, produirait une déception profonde qu'il me paraît inutile de souligner.

Vous êtes en possession du mémorandum présenté le 29 avril 1938⁴ par le Conseil fédéral. Nous avons tenu à le rédiger de la manière la plus claire et en même temps la plus simple. C'est à ce document que je me rapporte pleinement. Ma tâche d'aujourd'hui ne peut consister qu'à introduire devant vous le sujet et à vous prier de désigner un rapporteur qui vous présentera, au cours de la présente session, un projet de résolution⁵.

1. *Cette lettre avec annexe a été envoyée également aux Consulats généraux de Suisse à Dublin, Montréal, Caracas, Shanghai et Vienne. L'annexe de la lettre ne comportait évidemment que le discours de Motta, reproduit ci-dessous au début de l'annexe 1 et commençant par Monsieur le Président pour s'achever avec vous ne la trompez pas.*

2. *Est reproduit ici le procès-verbal publié dans le Journal Officiel de la Société des Nations, XIX^e année, Nos 5-6, 1938, pp. 311-312.*

3. *Le Conseil est entré en séance publique.*

4. *Cf. N° 277 A. La référence SdN du document a été supprimée.*

5. *Reproduit dans l'annexe 2.*

Nous avons tenu à agir envers la Société des Nations avec le maximum de scrupules et à respecter à son égard nos devoirs de loyauté. Nous n'avons pas suivi envers elle une méthode unilatérale. Nous lui communiquons en liberté d'esprit nos intentions telles qu'elles nous sont imposées par les circonstances et nous ne doutons pas qu'elle en prendra acte en amitié dans l'intérêt commun.

Notre mouvement n'est pas, en effet, un acte d'égoïsme irréfléchi, mais un geste pondéré et légitime. La Suisse estime rendre, par la clarté de sa politique et notamment par la proclamation de sa neutralité intégrale, un service incontestable à la cause de la paix.

En février 1919⁶, elle avait déjà fait savoir aux Puissances réunies à Paris pour la conclusion de la paix, qu'elle serait heureuse d'entrer dans une Société des Nations dont on discutait, mais à la condition de ne pas lui sacrifier la maxime fondamentale de sa politique extérieure: la neutralité.

Dans un mémorandum qui fournissait les motifs de cette attitude, le Conseil fédéral expliquait et définissait cette maxime. Vous trouvez la substance de ces motifs dans le document qu'il vous a soumis. La neutralité suisse y est montrée dans ses origines, dans sa durée et dans ses raisons d'être. Elle y est montrée, en outre, dans son caractère unique, perpétuel, bienfaisant à l'intérieur et nécessaire à l'extérieur. Le droit des gens l'a reconnue comme étant dans l'intérêt de l'Europe et du monde et le Traité de Versailles, à son article 435⁷, l'a appelée expressément un engagement international destiné à «assurer le maintien de la paix».

La déclaration donnée le 13 février 1920⁸ à Londres par le Conseil de la Société des Nations a mis le sceau sur ce caractère et a dispensé la Suisse de toute participation à des sanctions militaires.

La Suisse avait pensé, alors, que cela suffisait et qu'elle pouvait donner son adhésion à l'idée de participer, s'il le fallait, à des «mesures commerciales et financières demandées par la Société des Nations contre un Etat en rupture de Pacte». Il y avait dans cette attitude une concession au principe de la solidarité internationale. Cette concession pesa lourdement sur le scrutin du 16 mai 1920⁹ où le peuple et les cantons suisses décidèrent, à une faible majorité, par un scrutin mémorable, de faire acte d'accession à la Société.

Depuis lors – et malgré les promesses du début – les circonstances se sont profondément transformées. La Société des Nations a vu partir deux des trois Etats qui sont les grands voisins de la Suisse; les Etats-Unis d'Amérique ne sont jamais venus; d'autres Etats ont également quitté la Société. Plusieurs stipulations du Pacte ont dû rester sans application; la grande entreprise du désarmement a échoué; la distinction à faire entre sanctions militaires et sanctions économiques est devenue toujours plus problématique. Bref, la Suisse est contrainte de se retirer sur sa position séculaire de neutralité intégrale; elle ne peut plus se contenter d'une neutralité différentielle qui l'exposerait à tous les périls.

Il n'est pas dans nos intentions de rouvrir une discussion sur le caractère obligatoire ou facultatif des sanctions.

Nous demandons que le Conseil veuille prendre acte des déclarations et des intentions inscrites dans notre mémorandum. La neutralité suisse possède des caractères qui ne se trouvent nulle part ailleurs. Nous laissons les positions des autres Etats parfaitement intactes. Ces positions ne subiront ni avantage ni désavantage du fait que le Conseil de la Société admettra que la position suisse est particulière.

Nous désirons continuer à rester dans la Société des Nations. Son idéal de collaboration internationale est le nôtre. Nous lui apporterons une contribution modeste mais utile dans toutes les questions qui n'engagent pas notre neutralité. Nous avons demandé à notre peuple des sacrifices militaires très lourds pour parer, en toute éventualité, à notre défense. Notre peuple a déjà accepté ces sacrifices et en acceptera d'autres encore. Les principes du droit sont des garanties de son existence; il les aime et les apprécie comme tels. Le peuple suisse – nous l'avons encore vu et senti ces derniers

6. Cf. *DDS 7 I*, N° 177.

7. *Au sujet des diverses rédactions de l'article 435*, cf. *DDS 7 I*, N° 375 et annexes.

8. Cf. *DDS 7 II*, N° 247, annexe.

9. Cf. *DDS 7 II*, N° 325.

temps – constitue au-dessus de toutes les distinctions de confession, de race, de langue, de parti, un bloc solidement uni en tout ce qui concerne la liberté et l'indépendance de l'Etat. Il a une grande et noble fonction d'équilibre et de paix. Il s'est adressé à vous en pleine confiance; je suis sûr que cette confiance, vous ne la tromperez pas.

Le Président. – Je tiens à déclarer, au nom de mes collègues, que le Conseil a été très sensible aux aimables paroles que lui a adressées, au début de sa déclaration, l'éminent représentant du pays de l'hospitalité duquel nous bénéficions.

M. Litvinoff. – Je n'ai pas l'intention en ce moment de prendre la parole sur l'exposé du représentant de la Suisse; je voudrais seulement attirer l'attention du Conseil sur l'aspect juridique du problème: le Conseil est-il compétent pour prendre une décision définitive sur une question d'une telle importance? Je voudrais que le Rapporteur examinât cet aspect du problème et nous fît connaître son avis sur la question de la compétence du Conseil. Je désire seulement être rassuré par le rapporteur, qui se sera entouré des avis juridiques qu'il jugera nécessaires, sur la question de savoir si le Conseil a effectivement qualité pour prendre une décision en cette matière sans en référer à l'Assemblée.

Le Président. – Je suis certain que l'exposé du représentant de la Suisse et la déclaration du représentant de l'Union des Républiques soviétiques socialistes seront étudiés par le rapporteur qui soumettra ultérieurement un rapport¹⁰ au Conseil.

M. Motta se retire.

ANNEXE 2

CONSEIL DE LA SDN

*Huitième séance de la 101^e session (14 mai 1938)*¹¹

4058. Neutralité de la Confédération suisse dans le cadre de la Société des Nations (suite)

M. Motta, représentant de la Suisse, prend place à la table du Conseil.

M. Sandler [Suède] soumet le rapport et la résolution ci-après:

«1. Par des communications en date des 20 et 29 avril 1938¹² le Conseil fédéral suisse a saisi le Conseil de la Société des Nations de la question de la neutralité de la Suisse dans le cadre de la Société des Nations. Dans un memorandum joint à la seconde communication, le Gouvernement suisse a soumis au Conseil ses desiderata qu'a développés oralement le représentant de la Suisse dans la séance du Conseil du 11 mai 1938.

»2. La situation spéciale reconnue à la Suisse par la Société des Nations en tant que Membre de la Société a été définie par une résolution du Conseil en date du 13 février 1920. Cette résolution n'a soulevé aucun débat au sein de l'Assemblée. En ce qui concerne la question de la compétence respective du Conseil et de l'Assemblée, il faut remarquer qu'il ne s'agit pas d'une matière qui, aux termes du Pacte, ressortit à la compétence exclusive soit du Conseil, soit de l'Assemblée. Les deux organes de la Société des Nations sont, de ce fait, l'un et l'autre compétents.

»En la circonstance, le Conseil fédéral désire que la Société des Nations prît aussitôt que possible sa requête en considération.

»3. Le memorandum suisse contient des observations d'ordre général sur lesquelles il n'y a pas lieu, en la circonstance, pour le Conseil de se prononcer.

»Le motif qui, de l'avis du Conseil, permet de régler le cas de la Suisse, en raison de ses données

10. Reproduit dans l'annexe 2.

11. Est reproduit ici le procès-verbal publié dans le *Journal Officiel de la Société des Nations*, XIX^e année, N^o 5-6, 1938, pp. 368-375.

12. La référence SdN des documents a été supprimée. Pour le memorandum du 29 avril, cf. N^o 277 A.

particulière, est la position spéciale de la Suisse, qui jouit traditionnellement du statut de Puissance perpétuellement neutre. Cette neutralité reconnue par les traités de 1815 constitue un principe incontesté du droit des gens. Le Traité de Versailles a confirmé ce principe dans son article 435. Le Conseil de la Société des Nations, dans sa résolution du 13 février 1920, a constaté que «la Suisse est dans une situation unique motivée par une tradition de plusieurs siècles... explicitement incorporée dans le droit des gens». Il déclarait «que la neutralité perpétuelle de la Suisse et la garantie de l'inviolabilité de son territoire... sont justifiées par les intérêts de la paix générale».

»En considération de son statut d'Etat perpétuellement neutre, le Conseil de la Société des Nations avait, en 1920, admis que la Suisse ne participerait pas à des mesures de caractère militaire. Aujourd'hui, le Gouvernement suisse demande au Conseil d'aller plus loin dans cette voie et de reconnaître que la Suisse ne participera pas à des mesures quelconques de sanction.

»Pour éviter tout malentendu, il convient de préciser que la Suisse ne participera à aucune mesure prévue par l'article 16, sans qu'il y ait lieu de distinguer si de telles mesures sont prises en application de l'article 16 ou d'un autre article du Pacte.

»Tenant compte de la situation très particulière de la Suisse et informé de son intention, tout en ne participant plus à la mise en œuvre des sanctions, de continuer à apporter à tous autres égards son concours à la Société des Nations, le Conseil de la Société des Nations croit aujourd'hui devoir faire droit à sa demande.

»4. Conformément à la politique d'abstention qu'il se propose en conséquence de suivre, le Gouvernement suisse ne participera pas aux décisions concernant la mise en œuvre de sanctions par les organes de la Société des Nations.

»5. Le Conseil de la Société des Nations enregistre avec satisfaction les assurances données à Londres en 1920 par le Conseil fédéral que la Suisse est prête à tous les sacrifices pour défendre son territoire en toutes circonstances et il constate le renforcement de sa défense, dont l'informe le mémorandum du Conseil fédéral.

»6. Le Gouvernement suisse a manifesté par la voix de son représentant au Conseil sa fidélité à la Société des Nations et son désir de continuer à lui apporter une collaboration que les Membres du Conseil seront d'accord pour apprécier. Ainsi, sous la réserve de la non-participation à la mise en œuvre de sanctions, la situation de la Suisse en tant que Membre de la Société des Nations et en tant qu'Etat sur le territoire duquel est établi le siège de la Société des Nations reste inchangée. Demain comme hier la position de la Suisse demeure inchangée par rapport à toutes les prescriptions du Pacte, sauf celles concernant les sanctions; de même, la Suisse assurera aux organes de la Société des Nations la pleine liberté nécessaire à leur fonctionnement.

»7. Le représentant de la Suisse a eu soin de préciser qu'il n'entendait traiter que le cas particulier de son pays, en laissant complètement intacte la position des autres Membres de la Société en ce qui concerne la portée qu'ils attribuent à l'article 16 du pacte.

»Il va de soi que la demande du Gouvernement helvétique et la suite qui y sera donnée ne sauraient affecter en rien les positions qui ont été prises à cet égard, ni préjuger les décisions qui pourraient intervenir au sein de la Société des Nations.

»8. J'ai l'honneur de soumettre au Conseil la résolution suivante:

»Le Conseil, saisi du mémorandum du Gouvernement suisse en date du 29 avril 1938,

»Ayant examiné les demandes formulées dans le mémorandum du Conseil fédéral suisse et développées par le représentant de la Suisse dans la séance du 11 mai 1938;

»Considérant la situation particulière de la Suisse résultant de sa neutralité perpétuelle fondée sur une tradition séculaire et reconnue par le droit des gens;

»Rappelant que, par sa Déclaration de Londres du 13 février 1920, le Conseil a reconnu que la neutralité perpétuelle de la Suisse est justifiée par les intérêts de la paix générale et, en conséquence, est compatible avec le Pacte:

»Approuve le rapport du représentant de la Suède:

»Prend acte, dans ces conditions, de l'intention exprimée par la Suisse invoquant sa neutralité perpétuelle, de ne plus participer en aucune manière à la mise en œuvre des dispositions du Pacte relatives aux sanctions, et déclare qu'elle ne sera pas invitée à y participer;

»Constate que le Gouvernement suisse déclare sa volonté de maintenir inchangée à tous autres

égards sa position de Membre de la Société et de continuer à assurer les facilités accordées à la Société pour le libre fonctionnement de ses institutions sur le territoire suisse.»

M. Motta, représentant de la Suisse. – J'ai l'honneur de déclarer, au nom du Conseil fédéral suisse, que celui-ci accepte, par ma bouche, sans réserve, la résolution qui vient de vous être présentée par le rapporteur. Je constate que la demande soumise par la Suisse au Conseil de la Société des Nations a obtenu satisfaction en forme parfaitement valable.

Je tiens à dire notre profonde gratitude au Conseil. Je vous remercie en particulier et bien cordialement vous-même, Monsieur le Président, ainsi que notre éminent rapporteur, M. Sandler. Celui-ci a mis dans son rapport un souci d'impartialité, une élévation de vues et une connaissance si parfaite du sujet, qui ont forcé notre admiration. J'ajoute des remerciements spéciaux au Secrétaire général, M. Avenol, pour sa haute bienveillance et à tous ses collaborateurs pour leur travail.

Le Conseil a donné à la Confédération la preuve de compréhension amicale que nous attendions de lui. L'opinion publique suisse en sera heureuse. Elle trouvera dans ce témoignage de confiance un nouvel élément qui l'attache à la grande institution de Genève dont lord Halifax a dit, l'autre jour, d'un mot extrêmement heureux, que son but capital – la paix – dépasse en grandeur l'institution elle-même.

La Suisse demeurera fidèle à l'idéal de collaboration et de bonne entente internationale qui a toujours été le sien et qui continuera à l'animer. Elle ne reculera pas, comme je l'avais déjà déclaré, devant les sacrifices que lui impose sa position géographique. Elle a toujours eu la volonté – et cette volonté est inébranlable – de défendre par tous les moyens en son pouvoir son sol et son domaine aérien dans l'intérêt commun de tous les Etats et, notamment, de ses voisins.

M. Bonnet [France]. – Nous avons entendu avec intérêt le remarquable rapport dont le représentant de la Suède vient de nous donner connaissance, ainsi que les déclarations de M. Motta.

Le Conseil est appelé à se prononcer exclusivement sur la situation de la Suisse qui est, comme cela a déjà été reconnu en 1920, une situation unique. C'est en considération de ce caractère spécial de la position de la Suisse que le rapport conclut à l'admission de la demande du Conseil fédéral.

Il va de soi qu'un Etat ne saurait, de sa propre initiative, se dégager des obligations qui lui incombent en sa qualité de Membre de la Société. Dès l'instant qu'il saisit le Conseil, il reconnaît d'ailleurs par là même l'autorité de ce dernier à qui il appartient d'apprécier s'il est compatible avec le Pacte de lui donner acte ou non de son intention et, par suite, de renoncer ou non à l'inviter à participer aux actions communes prévues par le Pacte.

La décision que nous sommes appelés à prendre ne saurait affecter en rien les positions prises par les autres Membres de la Société en ce qui concerne l'application de l'article 16 du Pacte.

Le Gouvernement français considère que le Pacte conserve toute sa valeur et c'est dans cet esprit que je voterai la résolution qui nous est soumise.

Lord Halifax [Grande-Bretagne]. – En me déclarant prêt à voter la résolution présentée au Conseil, je tiens à déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a toujours considéré avec sympathie et compréhension la situation unique de la Suisse. Cette compréhension s'est manifestée dans les divers traités et résolutions qui l'ont enregistrée et auxquels le Gouvernement de Sa Majesté est partie; elle est fondée sur la notion de la valeur que représente pour l'Europe le maintien de la neutralité traditionnelle de la Suisse, neutralité que – il est heureux d'en prendre acte – le peuple suisse est prêt à défendre en toutes circonstances. Le Gouvernement de Sa Majesté n'a jamais mis en doute la loyauté du Gouvernement helvétique envers la Société des Nations, ni son désir de continuer sa collaboration avec la Société. En sa qualité de Membre de la Société des Nations, il enregistre également avec une satisfaction toute particulière que le représentant de la Suisse a déclaré que son pays continuerait à accorder aux organes de la Société toute la liberté dont ils ont besoin pour l'exercice de leurs activités.

En appuyant la résolution présentée au Conseil, je tiens à rendre hommage au rapporteur, M. Sandler, pour le tact et la compétence avec lesquels il a su régler cette délicate et importante question.

M. Comnène [Roumanie]. – Le mémorandum du Conseil fédéral a été soumis à une étude des plus attentives par mon gouvernement. Nous avons eu, dès le début, l'impression que le point de vue suisse était acceptable. Je tiens à déclarer que le remarquable exposé fait le 11 mai par

M. Motta au Conseil de la Société des Nations a fortifié davantage notre conviction à ce sujet. M. Motta nous a rappelé les circonstances qui ont amené son noble pays à la neutralité séculaire, en insistant également sur les conditions qui existaient au moment où la Suisse a accepté le nouveau régime établi par la Déclaration de Londres du 13 février 1920. Nous nous souvenons, en effet, sous quels auspices avait été fondée la Société des Nations. Nous connaissons les garanties que notre institution espérait pouvoir assurer à ses Membres. De telles garanties constituaient évidemment la contrepartie des diverses obligations qui, dans de multiples autres domaines, affectent actuellement encore l'exercice des droits souverains de certains Etats.

Lorsqu'on regarde en arrière et qu'on se rappelle quel était le brillant avenir que promettaient les auteurs du Pacte à ceux qui étaient disposés à y adhérer, et que l'on constate combien leurs espoirs se sont peu réalisés, on comprend facilement le point de vue du représentant de la Suisse.

Sans établir aucun rapport entre le mémorandum suisse et l'exposé du 11 mai de M. Motta d'une part, et le discours prononcé le même jour au Conseil par le représentant du Chili, d'autre part, il nous est toutefois impossible de ne pas penser aux obligations internationales dépourvues aujourd'hui de réciprocité que rappelait M. Edwards dans son discours, obligations qui avaient jadis comme contrepartie la garantie collective effective de la sécurité.

Le passage du mémorandum suisse concernant la non-réalisation de cette contrepartie, du fait que les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas vu la possibilité d'adhérer au Pacte et que quatre grands pays se sont retirés de la Société des Nations, dépasse de beaucoup le cadre dans lequel se trouve exposée la question de la neutralité suisse, en s'appliquant au problème bien plus complexe et bien plus général des rapports de certains Etats avec la Société des Nations.

Je ne me propose pas d'insister pour le moment sur ce grave problème, car j'estime que c'est le caractère propre – je dirais même unique – de la neutralité suisse que nous devons prendre en considération. Ce caractère exceptionnel de la neutralité suisse a été entièrement reconnu par l'article 435 du Traité de Versailles, et c'est en faisant, par conséquent, l'application des Traités de paix, qui constituent la base principale du statut de l'Europe et dont la première partie est le Pacte de la Société des Nations, que nous considérons la demande suisse comme étant tout à fait conforme aux règles du droit des gens qui régissent actuellement notre continent.

Dans le même acte international par lequel la Société des Nations a été créée, la neutralité suisse ayant été, non seulement reconnue et confirmée, mais déclarée compatible avec le Pacte de la Société des Nations, il est évident que rien ne peut s'opposer à ramener la Suisse à son régime de neutralité intégrale.

Ce n'est évidemment pas à moi de discuter la procédure à suivre pour restituer la force juridique des traités de 1815 ni d'apprécier dans quelle mesure le nouveau régime de neutralité intégrale qu'on reconnaîtrait expressément à la Suisse dans le cadre de la Société des Nations peut s'imposer, du point de vue juridique, aux Puissances qui se sont retirées de la Société des Nations mais qui, du fait qu'elles en ont fait partie, ont implicitement accepté le régime résultant de la Déclaration de Londres de 1920.

Je suis heureux de constater que le rapport de M. Sandler, ainsi que la résolution qu'il nous propose, en dehors des diverses précisions qu'il nous donne et qui étaient nécessaires, évite toute possibilité de faire du cas unique de la Suisse un précédent qui pourrait être invoqué par d'autres Etats membres en ce qui concerne l'une des obligations prévues expressément par le texte du Pacte. En effet, quelles que soient les difficultés qu'on rencontre dans l'application du Pacte, et notamment de l'article 16, on ne saurait concevoir, pour aucun autre Membre, un régime de neutralité intégrale, alors que le Pacte prévoit aux articles 3 et 4 que l'Assemblée et le Conseil connaissent de toute question affectant la paix du monde, et que l'article II déclare expressément «que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des Membres de la Société, intéresse la Société tout entière».

L'admission d'un régime de neutralité pour tout autre Etat membre ne serait ni de la compétence du Conseil ni de celle de l'Assemblée, car elle constituerait peut-être une négation même du Pacte.

Ce n'est donc, en droit strict, que par un amendement du Pacte qu'un tel régime pourrait être accordé.

Encore doit-on se demander si, à la suite de l'entrée en vigueur du Pacte Briand-Kellogg, qui a fait disparaître «les fissures» du Pacte de la Société des Nations, il y a lieu de considérer la possibilité d'un régime de neutralité, régime qui suppose nécessairement l'existence de la guerre comme une institution légale au point de vue du droit international.

En formant le vœu que la Suisse reste pour toujours pareille à ces régions sereines de l'antiquité, à ces *civitates Dei* que le fléau de la guerre ne pouvait pas atteindre, je félicite notre rapporteur pour les sages solutions qu'il nous propose. Son grand mérite est de nous avoir permis d'éviter de nouvelles difficultés qui auraient pu entraver davantage le fonctionnement de la Société des Nations à laquelle nous restons sincèrement et fidèlement attachés.

M. Litvinoff [Russie]. – Je tiens tout d'abord à féliciter notre rapporteur et à le remercier des efforts qu'il a faits pour répondre à certaines des observations que j'avais formulées au cours de l'échange de vues qui a eu lieu entre les Membres du Conseil. Malheureusement, il n'a pas été en mesure de me donner satisfaction sur tous les points. J'ai déjà eu l'occasion d'exprimer ici mes doutes sur la compétence du Conseil en ce qui regarde toute décision sur la question. Je songeais, non pas tant à sa compétence juridique, qu'à sa compétence politique. Il m'apparaissait qu'il s'agissait d'une question trop importante pour que le Conseil assumât la responsabilité d'une décision définitive. C'est en effet une question qui implique une violation de la constitution même de la Société des Nations, fondée sur le principe de l'égalité des droits et des obligations, et qui aboutit à créer une nouvelle catégorie de Membres de la Société auxquels on garantirait un statut spécial sans aucune responsabilité de leur part.

Je n'ignore pas qu'en 1920, le Conseil a examiné la question de limiter les responsabilités de la Suisse et a adopté à cet effet une résolution. Cependant, il s'agissait à cette époque, non pas de libérer la Suisse de toutes ses responsabilités, mais seulement de fixer la mesure dans laquelle la Suisse devrait, en commun avec les autres Membres de la Société, participer aux sanctions prévues en cas d'infraction au Pacte. Aujourd'hui, cependant, on nous propose de libérer un Membre de la Société de toutes ses obligations. Il y a donc là une différence qui est non pas de quantité, mais de qualité. En outre, en 1920, la Suisse a été libérée de toute participation aux sanctions militaires dont le Pacte lui-même ne faisait pas une obligation, tandis qu'il s'agit maintenant des sanctions économiques dont on ne saurait nier le caractère obligatoire. Les observations que je présenterai tout à l'heure montreront mieux encore toute la gravité de la question. Je persiste donc à penser qu'une question affectant les droits et devoirs de tous les Membres de la Société devrait être renvoyée à l'Assemblée qui va se réunir dans trois mois.

Sur le fond de la question, je dois confesser que les arguments avancés ici en faveur de l'admission de la requête de la Suisse ne m'ont pas convaincu. Il me semble que la participation de la Suisse aux sanctions économiques et financières est parfaitement compatible avec la neutralité. Dans la théorie et la pratique internationales, on ne connaît aucun cas où le refus, de la part d'un Etat, de poursuivre des relations commerciales et financières avec un autre Etat engagé dans une guerre ait été considéré comme une violation de la neutralité. En tout cas, cette thèse a été admise non seulement par la Société des Nations mais par le Gouvernement suisse lui-même en 1920, lorsque la Suisse a été exemptée de la participation aux sanctions militaires. C'est ainsi, par exemple, que la résolution adoptée en 1920 par le Conseil de la Société des Nations portait que, conformément à ses déclarations, la Suisse reconnaît et proclame les devoirs de solidarité qui résultent pour elle du fait qu'elle sera Membre de la Société des Nations, y compris le devoir de participer aux mesures commerciales et financières demandées par la Société des Nations contre un Etat en rupture du Pacte. Il ne s'est, depuis cette date, produit aucun fait qui puisse justifier la Société des Nations à s'écarter de ce principe. Je ne reconnais aucune force dans l'argument que la Société des Nations n'a pas atteint l'universalité ou que, dans certains cas, elle ne s'est pas acquittée de ses obligations vis-à-vis des victimes d'une agression. La Société des Nations n'était pas plus universelle en 1920 qu'elle ne l'est à présent, étant donné qu'à cette époque aussi, trois grands pays au moins et un certain nombre de petits Etats n'en faisaient pas partie. Quant à l'incapacité, dont on a fait état, de la Société des Nations d'appliquer des sanctions dans tous les cas prévus par le Pacte, c'est une circonstance qui diminue plutôt qu'elle n'accroît les obligations de la Suisse et, par conséquent, il est impossible de tirer de cet argument la conclusion logique qu'il convient de libérer entièrement la Suisse de ses obligations.

Cependant, je serais disposé à examiner le désir exprimé par la Suisse d'être relevée des obligations que lui impose l'article 16 envers les autres Membres, tout en continuant à faire partie de l'Organisation, c'est-à-dire en participant à toutes ses activités non politiques, mais alors il semble parfaitement logique et politiquement raisonnable de formuler, en contrepartie, la demande que la Suisse, de son côté, libère les autres Membres de la Société de leurs obligations vis-à-vis d'elle. Le Pacte impose à tous ses Membres certaines obligations de défense mutuelle. Si elle renonce à participer à la défense des autres Membres de la Société, la Suisse ne saurait s'attendre à ce que ceux-ci s'engagent à la défendre.

Il suffit de lire le Pacte pour se rendre compte que ces obligations sont d'un caractère essentiellement réciproque. La Société s'engage à défendre non pas n'importe quel Etat mais seulement ses propres Membres. L'article fondamental, c'est-à-dire l'article 10 du Pacte, déclare nettement : « Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société ». Vous remarquerez qu'il n'est pas question ici de tous les Etats, mais seulement des Membres de la Société. L'article 16, qui traite des sanctions, renvoie aux articles 12, 13 et 15, dans lesquels il ne s'agit encore que des différends s'élevant entre Membres de la Société. L'article 17 prévoit même les cas de la défense des Membres de la Société en cas d'attaque de la part d'Etats non membres; il ne prévoit aucunement le cas inverse.

La réciprocité des obligations, à mon avis, découle également du principe de l'égalité des Etats, principe qui suppose, pour tous, des droits identiques et des obligations mutuelles identiques. Je ne parle naturellement que des Etats indépendants.

On aurait pu s'attendre, lorsque le Gouvernement helvétique nous a présenté sa demande tendant à être libéré de ses obligations envers les autres Membres de la Société, à ce qu'il déclarât lui-même qu'il libérerait par là-même les autres Etats de leurs obligations analogues à l'égard de la Suisse. L'échange de vues que les Membres du Conseil ont eu avec le représentant de la Suisse, cependant, a fait ressortir que la Suisse, tout en renonçant aux obligations que lui impose l'article 16 du Pacte, n'est pas disposée à abandonner aucun des droits et privilèges dont elle jouit en vertu de ce même article.

Je ferai également observer que la défense de la neutralité suisse n'entre aucunement dans les obligations de la Société. Cette neutralité est garantie par d'autres traités internationaux qui restent en vigueur, de même que subsistent tous les engagements pris par les Etats signataires de ces traités. Je ne cherche en aucune manière à diminuer l'importance du maintien de l'indépendance de la Suisse. Je ne veux pas non plus dire qu'en aucun cas la Société des Nations ou ses Membres individuels ne viendront à l'aide de la Suisse au cas où elle serait attaquée, ou sa neutralité violée. Mais cette assistance ne peut être que le résultat d'un acte volontaire et ne découle pas de l'article 16 du Pacte.

Je tiens à donner au Conseil l'assurance que, dans le cas actuel, je suis loin de penser à la question des engagements possibles que pourrait prendre mon pays à l'égard du peuple suisse, pour lequel il éprouve des sentiments de sympathie et de respect. Si l'on avait la certitude que notre décision ne s'appliquera uniquement qu'à la Suisse, on pourrait, passant par-dessus les considérations de logique et de justice, consentir une exception dans son cas, mais je suis obligé de déclarer que je n'ai pas cette certitude. Au contraire, la discussion qui a eu lieu entre les membres du Conseil et certains passages du rapport lui-même m'ont convaincu que la question suisse n'est qu'un commencement et que l'on cherche ainsi à ouvrir une brèche par laquelle d'autres Etats pourront glisser des demandes analogues. Cette opinion est confirmée par l'énergie qu'ont déployée certains Membres du Conseil pour résister à toute tentative de souligner la situation exceptionnelle de la Suisse. Il n'y aura rien qui puisse me surprendre si, plus tard, d'autres Etats demandent pour eux-mêmes une situation privilégiée du même genre, en renonçant à toutes leurs obligations envers les autres Membres mais en conservant les privilèges qui découlent des obligations de ces Membres envers eux-mêmes. Il n'y aura même pas besoin, à cet effet, d'une décision spéciale du Conseil ou de l'Assemblée. Grâce au précédent établi aujourd'hui, il suffira de faire une déclaration unilatérale et de demander simplement au Conseil d'en prendre acte.

Une telle situation ne peut qu'aboutir à l'effondrement définitif de la Société des Nations. C'est

pourquoi j'ai insisté pour que l'on confirme le caractère réciproque des obligations découlant de l'article 16 afin d'avertir les autres Membres de la Société que, s'ils se libèrent eux-mêmes de leurs obligations, ils mettront en question leurs droits à la protection de la Société. Je n'ai pas réussi cependant à obtenir satisfaction sur ce point.

Le Conseil n'ignore pas que, depuis deux ans, la Société des Nations a été en butte à des attaques obstinées venant non pas seulement de l'extérieur, mais même de l'intérieur. Entre autres méthodes, on essaie de donner des interprétations arbitraires à des obligations de la Société de manière à les relâcher pour arriver peu à peu à les supprimer complètement – et par conséquent à détruire la Société même – au moyen de déclarations unilatérales et d'infractions individuelles aux décisions de la Société, parfois même au moyen de menaces de départ.

La Société des Nations n'a été ni inventée ni créée par le Gouvernement soviétique, et l'Union soviétique souffrirait moins de sa disparition que tous les autres Membres. Reconnaisant, cependant, à cette étape particulière de son évolution la valeur et la nécessité de cette Société en tant qu'instrument pour le maintien de la paix, l'Union soviétique se considère tenue de défendre son existence contre les dangers extérieurs et intérieurs qui pourraient la détruire. C'est pourquoi, en ma qualité de représentant du Gouvernement soviétique, je me refuse à partager la responsabilité de décisions qui mèneront inévitablement à la ruine de la Société des Nations ou qui, indirectement, en faciliteront la disparition. Je déclare en conséquence que ni ma conscience ni les instructions de mon Gouvernement ne me permettent d'accepter le rapport et la résolution qui nous ont été présentés. Je m'abstiendrai donc au moment du vote, sans faire usage de mon droit formel de m'opposer à l'adoption de la résolution que souhaitent les Membres du Conseil.

M. Komarnicki [Pologne]. – Par l'adoption du rapport et de la résolution auxquels j'ai l'honneur de m'associer au nom de mon Gouvernement, nous rendons hommage à la Suisse qui, au cours de sa longue histoire, a toujours servi la cause de la paix. Son éminent représentant, M. le Président Motta, avec la dignité qui lui a gagné tous les suffrages, a su exposer les lignes directrices de la politique suisse dans l'avenir conformément aux intérêts permanents de son pays.

Le rapport, qui est le résultat de longues délibérations menées avec tant de tact et de talent par le rapporteur, M. Sandler, tient compte de tous les points de vue et notamment, dans son paragraphe 7, sauvegarde les positions qui ont été prises par les différents Etats en ce qui concerne la portée qu'ils attribuent à l'article 16 du Pacte. C'est dans cet esprit que je vais voter le rapport et ses conclusions.

M. Jordan [Nouvelle-Zélande]. – Le Gouvernement néo-zélandais accepte la proposition dont le Conseil est saisi.

Etant donné que la question de la neutralité suisse est actuellement soumise au Conseil, je demanderai au représentant de la Suisse si nous pouvons avoir l'assurance que les représentants de la presse étrangère auront la liberté absolue de transmettre des comptes rendus de nos débats, dans la mesure où ils en auront connaissance, en même temps que toute liberté de les accompagner des commentaires qu'ils jugeront utiles.

M. Costa du Rels [Bolivie]. – La délégation de la Bolivie apprécie hautement les raisons fondamentales et exceptionnelles qui ont amené le Gouvernement helvétique à demander au Conseil de la Société des Nations de reprendre sa neutralité totale.

La situation unique de la Suisse, reconnue par divers actes internationaux, ne saurait toutefois constituer un précédent. Je me rends compte que, sur ce point, je suis en parfait accord avec le représentant de la France. Le Pacte de la Société des Nations lie tous ses signataires; ceux-ci ne sauraient se dégager, par une déclaration unilatérale faite devant le Conseil ou par devers eux-mêmes, d'une partie ou de la totalité de leurs engagements.

Mon pays, respectueux des traités librement consentis, fidèlement attaché à leur exécution, ne saurait voir sans crainte s'implanter une doctrine contraire qui, non seulement marquerait la fin de la Société des Nations, mais introduirait l'anarchie dans les relations internationales.

Ceci posé, je voterai le projet de résolution, marquant ainsi, en cette circonstance, à l'égard de la noble nation helvétique, la cordiale sympathie de la Bolivie – appelée la Suisse américaine, laquelle trouve, dans cette comparaison flatteuse, une atténuation à son infortune géographique.

M. Wellington Koo [Chine]. – De l'avis du Gouvernement chinois, la demande du Gouverne-

ment helvétique tendant à faire reconnaître sa neutralité perpétuelle est justifiée par le caractère unique de son cas. Historiquement, géographiquement et d'après les instruments internationaux pertinents, la Suisse, qui, en soumettant son cas à l'approbation du Conseil, fait preuve à l'égard de la Société des Nations d'une loyauté qu'il convient de relever, a des raisons toutes spéciales pour justifier sa demande. Le Gouvernement chinois ne s'oppose aucunement à ce que le Conseil lui donne satisfaction, car, à son avis, il s'agit là d'une décision qui ne saurait en aucune façon créer de précédent pour l'avenir.

La question, cependant, par les conséquences qu'elle peut entraîner, peut avoir une influence importante sur l'avenir de la Société des Nations. Le texte d'une partie du rapport et de la résolution qui nous sont soumis, ainsi que les débats qui ont eu lieu au Conseil, semblent jeter certains doutes sur la question de la nature et de l'étendue des obligations, les uns à l'égard des autres, des Membres de la Société autres que la Suisse. Certains ont mis en doute le principe fondamental de la réciprocité des obligations, alors qu'ils ne sont pas et ne sauraient être, en fait, exactement dans la même situation que la Suisse.

Le Gouvernement chinois estime que les sanctions prévues par l'article 16 du Pacte autres que les sanctions militaires ont un caractère non pas facultatif, mais obligatoire. Aucun Membre n'a le droit de se libérer de ces obligations par une déclaration unilatérale de ses intentions. Etant donné que ces obligations ont été assumées collectivement, seul un acte collectif d'approbation peut en effectuer la levée. Le Gouvernement chinois attache la plus grande importance à ce principe établi du Pacte et tout doute émis sur son intangibilité lui fait craindre que les bases mêmes de la Société des Nations ne s'en trouvent ébranlées.

Etant donné la tendance que l'on constate aujourd'hui chez certains Etats membres de la Société des Nations de se délier de leurs obligations contractées en vertu du Pacte au moyen d'une déclaration unilatérale, le Gouvernement chinois croit qu'il est d'autant plus nécessaire, dans toute la mesure du possible, de maintenir le caractère sacro-saint du Pacte.

C'est pourquoi, tout en approuvant la demande du Gouvernement helvétique et en félicitant de son travail l'éminent rapporteur M. Sandler, mon Gouvernement ne peut accepter le rapport et la résolution; conformément à ses instructions, je m'abstiendrai donc au moment du vote.

M. van Langenhove [Belgique]. – La démarche faite auprès du Conseil par le Gouvernement suisse, dont M. Motta a été l'éloquent interprète, a trouvé parmi nous une large compréhension.

En apportant l'adhésion de mon Gouvernement à la résolution prenant acte de l'intention de la Suisse de ne plus participer à la mise en œuvre des dispositions du Pacte relatives aux sanctions, je tiens à constater expressément qu'il résulte du rapport, dont l'auteur, M. Sandler, a mérité la gratitude de tout le Conseil, que la résolution ne se prononce aucunement sur la portée de l'article 16 du Pacte et n'affecte en rien les positions prises à cet égard par les gouvernements.

M. Bahramy [Iran]. – Les raisons impérieuses et exceptionnelles qui ont été mises en avant par le Gouvernement helvétique pour le recouvrement intégral de sa neutralité étaient si éloquentes par elles-mêmes que je me suis senti en mesure, dès que la question fut abordée, de me rallier à l'avis de la majorité. Je suis heureux de me rendre compte maintenant que cet objectif est atteint à l'unanimité. Au nom de mon Gouvernement, j'accepte intégralement la résolution proposée.

M. Motta. – Il n'est pas question pour moi de toucher à nouveau à la question de fond. Tout a été dit. Toutes les paroles qui ont été prononcées en ce jour, qui, pour la Suisse, est un jour solennel, ont été écoutées religieusement par moi. Aucun mot n'a été perdu.

Je tiens à remercier tous les membres du Conseil qui ont exprimé, sous quelque forme que ce soit, leur sympathie à mon pays.

Mais, après avoir dit cela, j'ai l'obligation de répondre à une question qui m'a été posée par le représentant de la Nouvelle-Zélande et qui concerne la presse. Voici ma réponse: la Constitution fédérale proclame la liberté de la presse. Le peuple suisse y est profondément attaché. Je puis donc donner l'assurance que les représentants de la presse étrangère pourront toujours adresser librement aux journaux étrangers toutes communications et tous commentaires qu'ils jugeront utiles sur les questions traitées à la Société des Nations.

M. Sandler. – Au cours des consultations auxquelles j'ai eu à procéder en ma qualité de rapporteur au Conseil, j'ai pu, dès le commencement, constater qu'il y avait parmi mes collègues une

grande concordance de vues quant à l'accueil à réserver à la requête présentée par le Gouvernement suisse. J'ai pu constater, de part et d'autre, une large compréhension pour les raisons qui ont amené la Confédération suisse à soumettre à la Société des Nations une question qui est, pour la Suisse, de la plus haute importance. En revanche, j'ai dû constater qu'en ce qui concerne la forme à donner aux décisions éventuelles du Conseil et en ce qui concerne les considérants et les constatations à retenir dans le rapport, il y avait des différences d'opinion assez marquées. J'ai cru de mon devoir, comme rapporteur, de faire l'effort le plus sérieux pour pouvoir présenter un rapport qui tînt compte, autant que possible, des opinions présentées – concordantes ou divergentes. C'est le résultat de cet effort, auquel se sont associés mes collègues, qui est devant vous et je suis heureux de pouvoir constater qu'un accord semble se réaliser.

Certaines déclarations ou observations ont été faites par mes collègues au cours de la présente discussion. Il aurait été intéressant de continuer ici la discussion qui, déjà depuis quelque temps, s'est – j'ose le dire – poursuivie jour et nuit. Tout le monde comprendra les raisons pour lesquelles, en tant que rapporteur, je ne le ferai pas.

Je ne saurais toutefois passer sous silence un problème que vient d'évoquer notamment le représentant de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, M. Litvinoff, et qui touche la question de savoir quels seront les rapports des autres Membres de la Société envers la Suisse à la suite de l'adoption du présent rapport. Cette question a fait l'objet d'un examen très sérieux de ma part. j'ai dû constater qu'on se trouve en face d'un problème des plus compliqués et qui offre des aspects de grande envergure.

L'idée, préconisée par M. Litvinoff, de préciser, dans ce domaine, la situation, est certainement inspirée par un souci parfaitement compréhensible; toutefois, elle m'a paru difficile à concilier avec la conception du Pacte qui, d'après ce que j'ai pu constater, prévaut dans la doctrine. Dans tous les cas, on se trouve devant un problème qui touche les fondements mêmes de notre institution, laquelle, en principe, est appelée à s'occuper de toute question qui affecte la paix du monde.

Pour les autres questions qui ont été soulevées au cours de la discussion, je me bornerai à me référer à la résolution et au rapport, qui constituent un ensemble.

Avant de terminer, je tiens à remercier le représentant de la Suisse, M. Motta, de l'appui qu'il n'a cessé de me donner, et je me permets de lui adresser mes félicitations personnelles d'avoir pu mener à bien une question qui est, pour la Confédération helvétique et le peuple suisse, d'une importance vitale.

Je tiens également à remercier tous mes collègues. Je sais dans quelle mesure il m'a été nécessaire de faire appel à leur esprit de conciliation et à leur bonne volonté, qui n'ont pas fait défaut. Sans leur extrême compréhension pour les difficultés de la tâche dont j'étais chargé, je n'aurais pu la mener à bien. Je leur en adresse l'expression de ma vive gratitude, ainsi que tous mes remerciements pour les paroles bienveillantes qu'ils ont bien voulu prononcer à mon égard.

Ce m'est un devoir très agréable de pouvoir adresser au Secrétaire général et aux services du Secrétariat qui ont pris part aux travaux mes plus vifs remerciements pour l'aide avisée, efficace et infatigable qu'ils m'ont prêtée.

La résolution est adoptée, sous réserve de l'abstention des représentants de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et de la Chine.

Le Président [Munters, Lettonie]. – Le débat qui vient d'aboutir à l'adoption du rapport et de la résolution mérite, à mon sens, la plus grande attention; aussi bien en ce qui concerne ses conséquences pratiques que sa portée au point de vue de la doctrine de la Société des Nations, la solution du problème de la neutralité suisse est d'une importance considérable. Je suis heureux de constater que les travaux préparatoires et les discussions qui sont restées sur un plan élevé ont permis d'aboutir à un résultat dont la Société peut à juste titre se féliciter.

Je félicite le Gouvernement suisse d'avoir atteint le but que son peuple souhaitait ardemment.

Au nom du Conseil, je remercie le rapporteur, ses collaborateurs ainsi que les membres du Conseil, de la bonne volonté et de la compétence dont ils ont fait preuve au cours du débat.

M. Motta se retire.

E 2001 (D) 1/21f

*Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

Berne, 13 mai 1938

Au cours de l'entretien que M. Motta a eu le 11 mai avec le Ministre des Affaires étrangères de France, M. Bonnet avait exprimé l'espoir que, dans le petit discours de remerciement par lequel M. Motta accueillerait une résolution favorable du Conseil sur la question de la neutralité suisse, il y glisserait quelques mots qui apporteraient de l'apaisement aux préoccupations que cette question a soulevées du côté français. Il avait été entendu que M. Alphand et M. Charvériat se mettraient en rapports à ce propos avec les collaborateurs de M. Motta. Dans notre esprit, il s'agissait des garanties pour le fonctionnement du Secrétariat de la Société des Nations en temps de crise.

Dans la matinée du 12 mai, rendez-vous avait été pris pour la conversation, avec M. Charvériat, pour l'issue du Conseil de l'après-midi. Mais M. Alphand, informé par le Secrétaire général qu'au même moment il devait avoir avec M. Sandler, rapporteur sur la question de la neutralité, et M. Motta un échange de vues sur la position du siège de la Société des Nations en Suisse, proposa spontanément que l'entrevue fût différée pour que la même question ne soit pas discutée simultanément par des personnes différentes.

A 19 heures, rentré à l'Hôtel, j'ai été informé que, contrairement à ce qui avait été convenu, M. Alphand désirait me voir le plus vite possible, dans le bureau de M. Charvériat, à l'Hôtel des Bergues.

Je m'y suis immédiatement rendu avec M. Gorgé. Nous avons été reçus par M. Charvériat, Sous-Directeur politique au Quai d'Orsay, par M. Charguéraud et par M. Arnal, Chef des Services français de la Société des Nations, en présence de M. Alphand, Ambassadeur à Berne. La réunion a eu un caractère beaucoup plus solennel que nous ne nous y attendions.

J'ai immédiatement exposé que l'entrevue avec M. Avenol avait permis de trouver au sujet de la situation de la Société des Nations en Suisse une formule (continuation du régime existant) qui paraissait donner toute satisfaction au Secrétaire général.

Je leur ai communiqué, à titre d'orientation, ce que nous envisagions comme projet de résolution sur l'ensemble de la question de la neutralité. M. Charguéraud en a pris note et a formulé quelques observations de détail auxquelles j'ai répondu qu'il s'agissait d'un texte dont je n'étais pas maître et que c'était au rapporteur, M. Sandler, qu'il appartiendrait, le cas échéant, de le modifier. Sur le fond et notamment sur la question de la situation du siège, les délégués présents ont semblé satisfaits.

M. Charvériat a alors abordé ce qu'il a appelé la «deuxième préoccupation française», qui leur tenait visiblement beaucoup plus à cœur, à savoir la question de la neutralité de la Suisse dans le domaine aérien, à laquelle il avait été

déjà fait allusion dans un entretien entre M. Stucki et M. Massigli (voir rapport du 3 mai¹ 1938, N° I-H.2.38 – dossier E.12.20 a) et au cours d'une conversation entre M. Alphand et M. Motta. Il s'agirait de préciser que la Suisse défendra sa neutralité non seulement sur terre, mais dans les airs, et on apprécierait vivement, du côté français, que cela fût dit par M. Motta d'une façon spontanée et sans insister le moins du monde, «par une allusion», «par une incidente», dit M. Charvériat.

M. Gorgé a immédiatement fait observer qu'il fut nécessaire de préciser la notion de neutralité militaire à l'occasion d'un règlement destiné à rétablir la neutralité économique et financière de la Suisse et a souligné qu'une définition de la neutralité militaire ne pourrait avoir de valeur que si elle était faite avec le concours de l'Etat-major général suisse.

M. Charvériat a répondu qu'il ne s'agissait pas de cela, que la question qu'il soulevait se plaçait sur le terrain politique pur et qu'il s'agissait simplement d'avoir l'assurance que la Suisse ne faisait pas de différence entre sa neutralité terrestre et sa neutralité aérienne.

M. Gorgé a fait observer que, même sur ce terrain, il n'est pas très facile de se prononcer sans connaître le point de vue des Autorités militaires.

M. Charvériat rétorque que, s'il y avait doute au sujet de la volonté de la Suisse de défendre sa neutralité aussi bien dans l'air que sur terre, ce doute serait fort inquiétant pour la France.

J'ai déclaré alors que j'ignorais tout des questions techniques et du problème de l'«atmosphère territoriale», mais que j'avais personnellement la conviction, partagée certainement par l'ensemble du peuple suisse, que nous nous montrions aussi loyaux dans la défense de notre neutralité dans le domaine de l'aviation que dans celui de la guerre terrestre et que je pensais que M. Motta n'éprouverait pas de difficulté à l'indiquer d'un mot, puisqu'il s'agissait simplement d'exprimer une opinion générale qui n'a jamais été discutée par personne.

Cette déclaration a provoqué du côté français un sentiment de détente, bien que nous ayons souligné que le problème technique soulevait peut-être des questions qui échappaient à notre compétence.

1. *Correction manuscrite*: 25 avril. Il s'agit certainement de la lettre publiée sous N° 275, note 2. Le rapport du 3 mai figurant dans le dossier indiqué par Bonna ne fait pas allusion à l'entretien en question.

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

R Relations italo-suisse

Rome, 14 mai 1938

Ainsi que je vous l'ai fait savoir hier par la voie la plus rapide, j'ai eu avec le Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères, un entretien qui a porté presque exclusivement sur nos rapports italo-suisse, mais qui, malheureusement, n'avait pas un caractère réjouissant. Toujours très amicale, notre conversation a, cependant, été, par moments, d'une grande vivacité, les déclarations que le Ministre Ciano avait été chargé de me faire ayant naturellement appelé de ma part d'assez vives protestations.

Je m'étais proposé d'entretenir le Ministre des Affaires Etrangères de la question politique qui nous occupe avant tout – celle de la neutralité² –, pour passer ensuite à nos affaires courantes: nécessité absolue de développer le tourisme italien vers la Suisse; abrogation des mesures d'interdiction d'entrée frappant encore un certain nombre de compatriotes, en particulier Tessinois; questions de presse et éloignement du correspondant du «Bund»³; enfin, une série de problèmes touchant à la protection de nos intérêts en Ethiopie.

Dès le début de notre entretien, M. Ciano m'a dit qu'il devait me faire de la part de M. Mussolini une communication «pas très agréable». Le Chef du Gouvernement venait, en effet, de lui dire de me faire savoir qu'il «en avait assez de l'attitude de notre pays» (era stufo dell'atteggiamento della Svizzera). Vous pensez bien qu'en manifestant ma stupéfaction j'ai demandé des explications quant à cette étonnante affirmation. Je voudrais souligner que durant tout l'entretien qui suivait M. Ciano, tout en exécutant les instructions de son Chef, a fait preuve de compréhension et qu'il paraissait tout à fait disposé à prendre acte et à transmettre, en indiquant leur juste valeur, les arguments réfutant sa thèse que j'ai présentés. Les griefs formulés cette fois contre nous se résument comme suit:

1°) L'arrestation de deux irrédentistes en Suisse ou plutôt l'état d'arrestation *maintenu* à l'égard de deux irrédentistes dans le Tessin (l'Italie n'a évidemment le droit de parler que d'un d'eux, Dante Severin, l'autre, Garobbio, étant citoyen suisse, ce que le Comte Ciano paraissait être surpris d'apprendre!)⁴. J'ai eu confirmation du fait que des milieux intellectuels ont fait pression, par des canaux divers, sur le Chef du Gouvernement pour qu'il intervienne en faveur des personnages arrêtés et que certaines assurances d'intervention à

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Rapport très intéressant. En circulation. 16.5.38. M.

2. *Cf. table méthodique I.1 et N° 301.*

3. *Cf. Nos 242, 246, 252.*

4. *Cf. table méthodique II.14.4.*

Berne paraissent avoir été données à ces groupements, après tout point négligeables.

J'ai saisi cette occasion pour faire une attaque à fond contre l'œuvre des irrédentistes, en soulignant que Dante Severin était l'auteur d'une contribution pernicieuse au «Notiziario Alpino» – dont j'ai placé un exemplaire sous les yeux du Comte Ciano –, tandis que Garobbio était pour nous un traître de l'espèce de Colombi⁵. Néanmoins, ai-je indiqué, sur la base de vos renseignements écrits, le Gouvernement fédéral, de son propre chef, ne veut pas donner trop d'importance à des égarés individuels. J'ai reconnu, d'autre part, une fois de plus – et il est juste de le souligner – que le Comte Ciano lui-même avait fait plus au cours des deux dernières années que qui que ce soit d'autre en Italie pour enrayer l'action des irrédentistes. M. Ciano paraissait très sensible à cette constatation, qui correspond à mon véritable sentiment. J'ai conclu en disant que je comptais sur son amicale influence pour mettre définitivement fin à cette œuvre d'infiltration dangereuse.

2^o) Le Chef du Gouvernement avait été mis de mauvaise humeur par une série de télégrammes agités et exagérés de la Légation d'Italie à Berne et du Consul Général Della Croce à Lugano, sur des prétendues menaces proférées à l'égard des participants italiens au «Giro d'Italia». «Toute l'Italie sera indignée si un incident arrivait», disait le Comte Ciano, «et nous devrions laisser libre cours à cette indignation légitime».

Sur ce point, j'ai promis de me renseigner, tout en ajoutant que les nouvelles parvenues de Suisse au Palais Chigi paraissaient être bien exagérées comme, malheureusement, j'avais dû déjà en faire l'expérience à plusieurs reprises... Il est évident que la Légation d'Italie à Berne m'en voudra de ces réflexions, qui parviendront sans doute à sa connaissance. Mais il était *indispensable* de les émettre. Aussi suis-je de l'avis – si vous me permettez une suggestion – qu'il serait indiqué de dire aussi à Berne à M. Tamaro que des «faits de chronique» ne doivent pas être grossis si nous ne voulons pas jouer dangereusement avec nos bonnes relations.

3^o) Enfin, m'a dit le Comte Ciano, le Chef du Gouvernement est toujours exaspéré par la presse suisse qui, selon lui, se livrerait à des «continue punzecchiature». Comme bien vous pensez, j'ai développé avec vivacité tous les arguments déjà indiqués qui réfutent cette thèse injuste, en demandant instamment à nouveau que le service de renseignements de presse concernant la Suisse soit réformé dans un esprit équitable.

Avec un de ses mouvements extrêmement sympathiques, le Comte Ciano m'a dit alors: «C'est uniquement en raison de ce que vous m'avez amicalement dit à ce sujet que j'ai décidé d'envoyer un attaché de presse à Berne; il y ira prochainement, malgré certains retards administratifs qui se sont produits.»

Au début de l'entretien, le Comte Ciano m'avait dit que le Chef du Gouvernement, qui se sentait profondément blessé dans ses sentiments d'amitié pour la Suisse manifestés tant de fois dans des discours importants, par le manque de réciprocité constaté dans notre pays, ainsi que par «l'attitude peu sympa-

5. Cf. DDS 9, Nos 200, 207; DDS 10, Nos 123, 129, 145, 154; DDS 11, table méthodique II.15.3.

thique» qu'il reprochait à certains de nos milieux, pensait à rendre publics «in una non lontana occasione» ces sentiments. L'allusion au discours de Gênes était évidente. Aussi ai-je dû avec une insistance particulière convaincre M. Ciano de ne pas attribuer trop de créance à des rapports unilatéraux et d'user même de son influence auprès du Chef du Gouvernement pour qu'aucun jugement fâcheux et injuste à notre égard ne fût exprimé. Je vous ai fait savoir par télégramme que je savais pouvoir compter sur la compréhension et la force de persuasion du Ministre des Affaires Etrangères⁶.

À la suite des renseignements téléphoniques que M. le Ministre Frölicher a bien voulu nous donner, j'ai rédigé le billet personnel ci-joint⁷, à l'intention du Comte Ciano ou en réalité du Chef du Gouvernement. Vous verrez que cette pièce aussi – que vu la nécessité d'une action rapide je n'ai pas pu vous soumettre – est conçue dans un style peu «diplomatique» et plutôt vif. Le Comte Ciano étant déjà parti hier pour s'embarquer à Gaeta avec son beau-père, j'ai dû prier hier soir le Cabinet d'en faire parvenir le texte d'urgence soit par téléphone, soit par envoi à Gênes.

Je vous renseigne à part sur les parties de notre conversation qui avaient trait à des affaires courantes ainsi qu'au problème de la neutralité.

P.S. Le discours que M. Mussolini vient de prononcer à Gênes n'a contenu aucune allusion à la Suisse. Il convient, dans les circonstances, de nous en réjouir. Mais cela ne peut nous empêcher de regarder en face les causes d'un malentendu qu'il faut éliminer. Ruegger.

ANNEXE

*Le Ministre de Suisse à Rome,
P. Ruegger, au Ministre des Affaires étrangères d'Italie, G. Ciano*

Copie

L

Roma, 13 maggio 1938

Per far seguito al nostro colloquio di jeri, sono già in grado di darLe qualche informazione che La interesserà.

1. *Giro d'Italia* – L'allarme di cui Ella mi parlò, è, come subito pensai, esagerato e nato da un fatto di cronaca senza alcuna importanza (È per questo che jeri io non ne sapevo nulla). La squadra svizzera alla gara di calcio Svizzera-Portogallo essendo stata fischiata da alcuni individui a Milano (per non aver fatto il saluto romano), altri individui in Svizzera avrebbero proferito qualche parola di minaccia in vista del «Giro». – Nonostante la lievità alla quale fortunatamente si riduce la faccenda, il Signor Consigliere Federale Motta ha voluto telefonare *personalmente* al Consigliere di Stato del Canton Ticino, Capo della Polizia, il quale gli assicurò che tutte le misure erano state prese onde allontanare qualsiasi complicazione. Sono ben lieto di darLe questa notizia che ci tranquillizza.

6. *Remarque manuscrite de Motta en marge de cette phrase: Très bien!*

7. *Reproduit en annexe.*

2. *Irredentisti*. – Il ben noto Dante Severin, suddito italiano circa la pericolosa attività del quale ebbi purtroppo jeri il dovere di darLe una nuova prova molto incresciosa – è stato rimesso in libertà.

Il cittadino svizzero Garobbio – che continua l'opera traditrice del Colombi – è tuttora in arresto. È ora accertato ch'egli fu l'autore d'un ignobile manifesto – del resto un falso – diffuso alla vigilia della votazione sulla lingua ladina in Svizzera e che provocò grande sdegno in tutto il paese – libello che da solo costituì un vero attentato alla fiducia reciproca alla base dei rapporti italo-svizzeri. In ogni modo la sua pena sarà stata lieve.

Le ho già detto, cara Eccellenza, quanto Le siamo grati per la Sua opera tenace e così apprezzata onde mettere fine a dannose correnti ostili.

3. *Stampa*. – La leggenda diffusasi che la stampa seria svizzera sia poco simpatica al riguardo dell'Italia deve essere sfatata. Senza ripetere ciò che Le dissi jeri, vorrei proprio essere convinto che tutti gli articoli favorevolissimi all'Italia sono resi noti qui. Non parlo per ragioni conosciute dal Duce e da Lei – della stampa di sinistra, avversa al Consiglio Federale stesso. Ma inquanto alla grande stampa dell'intero paese, può essere dimostrato che *nessun* altro Stato a stampa non controllata conta giornali più favorevoli all'Italia del mio.

La prego, Eccellenza e caro Amico, di fare presente quanto sopra al Duce che, ne ho piena fiducia, non ammetterà che qualche fatto isolato di singoli possa menomamente intaccare l'amicizia dei due Paesi, dimostrata da ambo le parti e, dalla Svizzera, con fatti recenti.

296

E 2001 (D) 4/52

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert¹*

Copie
L OB

Berne, 16 mai 1938

Nous avons l'honneur de vous remettre ci-joint, en double exemplaire, le texte de la décision prise, le 14 mai, par le Conseil de la Société des Nations au sujet de la neutralité de la Confédération suisse dans le cadre de la Société².

Ainsi que nous vous l'avons déjà indiqué, cette décision devrait être portée à la connaissance de l'Allemagne et de l'Italie par une démarche dont le succès serait complet si elle amenait les Gouvernements de nos deux grands voisins qui ont quitté la Société des Nations à nous faire connaître par écrit qu'ils ont pris note avec satisfaction de ce que nous avons fait et qu'ils continueront, comme ils l'ont toujours fait, à respecter la neutralité suisse.

Les conversations que nous avons eues à Berne avec les Ministres d'Allemagne et d'Italie nous font espérer que cet objectif pourra être atteint, mais nous indiquent aussi que certaines précautions sont à prendre. Il semblerait, en

1. Cette lettre, avec les modifications indiquées aux notes 3 et 5, a été envoyée également au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger.

2. Cf. N° 293, annexe 2, rapport et résolution uniquement.

effet, que les deux Etats de l'«axe» auraient peut-être quelque difficulté à enregistrer une décision du Conseil de la Société des Nations.

En conséquence, nous vous serions très obligés d'adresser à M. de Ribbentrop³ une lettre s'inspirant du projet ci-joint⁴ et de remettre vous-même cette lettre à l'Office⁵ des Affaires étrangères au cours d'une conversation qui vous fournira l'occasion d'y laisser, à titre de pure information, le texte même de la résolution du 14 mai et d'indiquer, de la façon que vous jugerez opportune, la satisfaction que nous éprouverions si votre note faisait l'objet d'une réponse approbative confirmant la volonté de l'Allemagne de respecter en tout temps notre neutralité et à pouvoir en faire état.

*P.S.*⁶ Il ne nous a pas échappé que la presse allemande, tout en enregistrant en termes satisfaisants le succès que nous avons obtenu, remarque que toutes difficultés ne sont pas éliminées puisque la Société des Nations conserve son siège en Suisse et que la presse hostile à l'Allemagne exploitera cette institution. Nous n'avons pas besoin de souligner qu'il serait déplorable que des réserves à ce sujet fussent formulées officiellement. Mieux vaudrait que la notification dont nous vous chargeons plus haut restât sans réponse.

Au cas où, dans des conversations, les craintes exprimées par la presse allemande seraient abordées, il vous serait sans doute facile de les réfuter en faisant observer :

1° qu'elles sont assez théoriques, l'éventualité de voir la Société des Nations servir de base à une action contre d'autres Etats n'étant pas bien grande;

2° que nous serons, en temps de crise, en mesure de nous opposer à une action officielle de propagande;

3° qu'il convient de sérier les questions.

ANNEXE

PROJET DE NOTE

Ainsi que Votre Excellence le sait, la Suisse garde le souci constant de continuer la politique de neutralité dont elle s'inspire depuis plus de quatre siècles et d'observer scrupuleusement les engagements contenus à cet égard dans les traités de 1815.

L'arrêté fédéral, du 5 mars 1920⁷, concernant l'accession de la Suisse à la Société des Nations, qu'une votation populaire a approuvé le 16 mai de la même année, n'a été pris qu'après que le Conseil de la Société eut solennellement reconnu, dans sa déclaration de Londres en date du 13 février 1920⁸, que la neutralité perpétuelle de la Suisse étant un engagement international pour le main-

3. *La lettre à Rome porte:* au Comte Ciano.

4. *Reproduit en annexe.*

5. *La lettre à Rome porte:* Ministère.

6. *Dans le dossier du DPF la version de cette lettre destinée à Ruedger comprend également ce P.S. sur l'Allemagne.*

7. *Cf. DDS 7 II, N° 267.*

8. *Cf. DDS 7 II, N° 247, annexe.*

tien de la paix n'était incompatible avec aucune des dispositions du Pacte de la Société des Nations.

La déclaration de Londres constate expressément que la Suisse ne sera pas tenue de participer à une action militaire ou d'admettre le passage de troupes étrangères ou la préparation d'entreprises militaires sur son territoire, mais elle ne la dispense pas de participer aux mesures commerciales et financières prévues par l'article 16 du Pacte. L'expérience ayant montré la fragilité de la distinction que l'on estimait pouvoir faire, en 1920, entre les diverses mesures envisagées par cet article, le Conseil fédéral a adressé, le 29 avril 1938⁹, au Conseil de la Société des Nations un mémorandum notifiant l'intention de la Suisse, en raison de sa neutralité perpétuelle, de ne plus participer en aucune manière à la mise en œuvre des dispositions du Pacte relatives aux sanctions. Le Conseil de la Société des Nations a pris, le 14 mai¹⁰, une résolution qui prend acte de cette intention et déclare que la Suisse ne sera pas invitée à participer aux sanctions.

La Confédération suisse se trouve ainsi déliée de tout engagement dont pourrait naître une équivoque sur sa volonté inébranlable de rester neutre en toute circonstance.

9. Cf. N^o 277, annexe.

10. Cf. N^o 293, annexe 2.

297

E 2001 (D) 4/1

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre des Affaires étrangères de Suède, R. J. Sandler*

Copie
L OT

Berne, 16 mai 1938

De retour à Berne, j'ai à cœur de vous renouveler encore toute ma gratitude et celle du Conseil fédéral pour la part prépondérante que vous avez prise, comme rapporteur et comme délégué de la Suède, au règlement de la question de notre neutralité.

Si nous sommes parvenus à faire triompher notre point de vue, c'est avant tout à votre intervention personnelle que nous le devons. Grâce à vos talents de négociateur et à votre connaissance approfondie des méthodes de la Société des Nations, grâce surtout à la maîtrise souveraine du sujet que vous aviez à présenter à vos collègues du Conseil, nous avons pu éviter tous les écueils dont notre route était parsemée.

Vous m'avez efficacement aidé dans l'accomplissement du mandat délicat qui m'avait été confié par mon Gouvernement et, ce faisant, vous avez rendu un signalé service à mon pays.

Vous avez en même temps, je crois, servi la cause de la Société des Nations, puisqu'en préparant, comme vous l'avez fait, la voie à la solution d'un problème qui avait une importance vitale pour la Confédération suisse, vous avez aidé à aplanir toutes les difficultés qui auraient pu entraver, à l'avenir, sa collaboration avec la Société.

Chacun en Suisse et mon Gouvernement, en particulier, vous sauront gré de l'active et amicale compréhension que vous nous avez témoignée à cette date importante de l'histoire de notre neutralité.

En réitérant les sentiments de reconnaissance et de particulière estime que je vous ai exprimés publiquement à la table du Conseil, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération ¹.

1. *Par lettre du 31 mai, Richard Sandler répondit:* J'ai eu l'honneur et le grand plaisir de recevoir votre aimable lettre du 16 mai et m'empresse de venir vous exprimer mes très sincères remerciements pour les sentiments si amicaux dont elle témoigne à mon égard et qui m'ont profondément touché.

Si j'ai pu mener à bien la tâche que m'avait confiée le Conseil de la Société des Nations en me désignant comme rapporteur sur la question de la neutralité de la Confédération helvétique, c'est en grande partie grâce à l'esprit de conciliation et de bonne volonté dont vous n'avez cessé de faire preuve au cours de nos travaux et au concours si avisé et si judicieux que vous m'avez prêté. Votre collaboration a été d'un très grand prix pour l'accomplissement de mon délicat mandat et m'a apporté un indispensable appui.

Soyez assuré aussi que j'en garde un souvenir des plus précieux.

298

E 2001 (D) 2/114

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Bern, 16. Mai 1938

Im Nachgang zu meinem Schreiben vom 13. dieses Monats¹ beehre ich mich, Ihnen über die erneute Rücksprache eines meiner Mitarbeiter mit Herrn Geheimrat Rödiger vom Auswärtigen Amt über die Frage der Einführung der deutschen Passformulare, in Österreich zu berichten. Leider ergab sich dabei, dass die Fühlungnahme des Auswärtigen Amtes mit den inneren Stellen nicht das von uns gewünschte Ergebnis gezeitigt hat. Eine Lösung im Sinne der schweizerischen Anregung, wonach die Visumpflicht auf bestimmte Kategorien von Inhabern deutscher Pässe beschränkt würde, stösst nämlich auf wohl unüberwindliche Hindernisse. Der Vertreter des Auswärtigen Amtes setzte meinem Mitarbeiter auseinander, dass kurzfristige Pässe in grossem Umfange ausgestellt werden, so an alle Wehrpflichtigen und Arbeitsdienstpflichtigen, aber auch in allen Fällen, wo nur eine befristete Ausreise beabsichtigt und nur ein kurzfristiger Pass verlängert wird. Umgekehrt könne keinerlei Gewähr dafür übernommen werden, dass den von der Schweiz als unerwünscht betrachteten Emigranten nur kurzfristige Pässe ausgestellt werden. Grundsätzlich gehe die Praxis der deutschen Behörden dahin, gerade auch den Emigranten Pässe für die Zeitdauer auszustellen, für die sie sie benötigen. Wenn ein Auswanderer dartue, dass er mit einem kurzfristigen Pass bei der Auswande-

1. *Non reproduite.*

rung auf Schwierigkeiten stosse, so werde ihm eben ein langfristiger ausgestellt. Es sei daher der deutschen Regierung beim besten Willen nicht möglich gegenüber der Schweiz eine Zusicherung abzugeben, dass den österreichischen Emigranten nur kurzfristige deutsche Pässe ausgestellt werden. Eine solche Zusicherung würde gegen das von den deutschen Behörden befolgte Bestreben verstossen, den Auswanderern, die man los werden möchte, die Ausreise nicht zu erschweren, so dass sich auch bei der praktischen Verwirklichung durch die einzelnen Paßstellen Schwierigkeiten ergeben müssen. Das ist ohne Zweifel so zu verstehen, dass man es nicht für möglich hält, den Paßstellen zu verbieten, den Emigranten Pässe mit fünfjähriger Gültigkeitsdauer auszustellen, und auch bezweifle, dass solche Weisungen lückenlos durchgeführt werden, so dass alle möglichen Anstände zu gewärtigen wären.

Da der erwähnte Weg nicht gangbar erscheint, hat man sich deutscherseits überlegt, ob man den schweizerischen Wünschen nicht auf andere Weise entgegenkommen könnte, jedoch ist es nicht gelungen, einen solchen Ausweg zu finden. Man habe allerdings an die Möglichkeit gedacht, für die Ausreise nach der Schweiz einen besonderen Vermerk im Pass vorzuschreiben. Auch das wäre aber eine unerfreuliche Lösung und würde wohl unseren Zwecken nicht dienen, weil es dann wiederum vom Gutfinden der deutschen Paßstellen abhängen würde, diesen Vermerk einzutragen.

Andererseits betonte der Vertreter des Auswärtigen Amtes mit viel Nachdruck, dass man die gegenwärtig bestehende Sondermassnahme gegenüber den Österreichern als höchst unerwünscht empfinde, weil sie den falschen Eindruck zu erwecken geeignet sei, dass die Schweiz den Anschluss Österreichs an das Deutsche Reich noch nicht als vollzogene Tatsache anerkenne. Aus diesem Grunde wäre auch eine Anwendung des Visumszwanges auf alle Inhaber deutscher Pässe mit Wohnsitz in Österreich vom deutschen Standpunkt aus höchst unerfreulich, abgesehen davon, dass eine solche Lösung ja auch das schweizerischerseits damit verfolgte Ziel nur unvollkommen verwirklichen würde, weil es sehr leicht sein dürfte, diese Massnahme zu umgehen.

Für den Fall, dass schweizerischerseits an dem Visum auf die Dauer festgehalten und dieses auch auf die deutschen Pässe erstreckt werden sollte, drängen die inneren Stellen sehr entschieden darauf, dass dann auch deutscherseits das Visum gegenüber der Schweiz wieder eingeführt werde. Das Auswärtige Amt würde allerdings eine solche Entwicklung der Angelegenheit nicht für erwünscht und namentlich auch den guten Beziehungen zwischen den beiden Ländern abträglich ansehen, und es hoffe, dass die schweizerischen Behörden Mittel und Wege finden werden, um eine solche Entwicklung zu vermeiden. In diesem Zusammenhange machte der Vertreter des Auswärtigen Amtes neuerdings geltend, dass ihm ein Verzicht auf das Visum deshalb möglich erscheine, weil ja die Schweiz in der Lage sei, ihr unerwünschten Elementen den Aufenthalt in der Schweiz zu versagen, und dass Deutschland zu seiner Verpflichtung stehe, jeden Inhaber eines deutschen Passes aus dem alten Reich so gut wie aus Österreich jederzeit wieder zu übernehmen. Die gleiche Verpflichtung anerkenne die deutsche Regierung auf Grund der bestehenden vertraglichen Abmachungen mit der Schweiz auch für frühere deutsche Staatsangehörige, solange sie nicht Bürger eines dritten Staates geworden sind.

Mein Mitarbeiter wandte dagegen ein, dass es sich bei der Fernhaltung der österreichischen Juden nicht nur um solche handle, die in persönlicher Beziehung oder durch ihr Verhalten Grund zur Abschiebung geben. Unerwünscht sei überhaupt eine weitere Zuwanderung von österreichischen Juden, auch wenn diese in persönlicher Hinsicht in jeder Beziehung makellos seien und deshalb zu Ausweisungsmassnahmen keinen Anlass geben. Infolgedessen müsse die schweizerische Regierung das grösste Gewicht darauf legen, eine Kontrolle über die Zulassung schon vor der Einreise ausüben zu können. Diese Kontrolle einfach den Organen an der Grenze zu übertragen, dürfte kaum möglich sein.

Angesichts der geschilderten Sachlage muss man sich wohl erneut die Frage vorlegen, ob nicht doch ein Weg gefunden werden kann, der unter Vermeidung des Visumszwanges ermöglicht, die Einreise von österreichischen Emigranten zu verhindern. Man könnte dabei vielleicht an eine Lösung in dem Sinne denken, dass für diejenigen deutschen Staatsangehörigen, die beabsichtigen gänzlich in die Schweiz zu übersiedeln oder sich dort über eine bestimmte Frist hinaus ununterbrochen aufzuhalten, die Einholung einer konsularischen Genehmigung vor der Einreise vorgeschrieben wird in Verbindung mit der Bestimmung, dass Personen, die ohne solche Genehmigung sich über eine bestimmte Frist hinaus in unserem Lande aufhalten, unerbittlich nach dem Heimatstaat abgeschoben werden. Auf diese Weise würde eine Behelligung des normalen Reise- und Geschäftsverkehrs vermieden und, da die Zahl der deutschen Staatsangehörigen, die nach der Schweiz für längere Zeit übersiedeln wollen, unter den heutigen Umständen nicht allzu gross sein dürfte, würde durch die erwähnten Massnahmen ausser denjenigen, auf die sie abzielen, nur ein verhältnismässig kleiner Personenkreis betroffen. Voraussetzung für die Zweckmässigkeit einer derartigen Lösung ist allerdings, dass im Inland eine genügende Kontrolle ausgeübt werden kann. Deutscherseits dürfte eine solche Lösung wohl als wesentliche Verbesserung gegenüber der allgemeinen Visumpflicht für die Bewohner Österreichs angesehen werden.

Die einfachste Lösung wäre natürlich die, dass der Visumszwang auf die nichtarischen deutschen Staatsangehörigen beschränkt würde. Sie widerstrebt allerdings unseren Grundsätzen, würde aber damit gerechtfertigt werden können, dass es auch im Interesse der schweizerischen Juden liege, einen weiteren Zustrom von ausländischen Juden abzuwehren². Da auch in anderen Ländern, z. B. Ungarn und Rumänien, mehr und mehr Sondervorschriften für Juden erlassen werden, die zu einer Erweiterung der jüdischen Wanderbewegung führen dürften, verdient eine solche Regelung vielleicht doch, in nähere Erwägung gezogen zu werden.

2. *En marge de cette phrase et de la phrase précédente figure cette annotation manuscrite, dont on n'a pu identifier l'auteur: Gegenseitigkeit? A propos du même passage, Bonna écrivait le 27 mai à Rothmund: Als einfachste Lösung erklärt die Gesandtschaft auf Seite 5 im letzten Absatz die Einführung des Visums für nichtarische Staatsangehörige. Man muss sich aber dabei fragen, wie wir in der Praxis eine solche Unterscheidung, die nach Rasse oder Religion vorgenommen werden kann, überhaupt durchführen könnten und ob das Reich nicht seinerseits dann unsere schweizerischen Juden als visumpflichtig erklären würde, was wiederum zu einer Reihe von Komplikationen führen müsste (E 4300 (B) 3/2).*

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki*

Copie

L OT

Berne, 16 mai 1938

Ainsi que vous l'aurez appris par la presse, le Conseil de la Société des Nations a adopté, dans sa séance du 14 mai, une résolution par laquelle la neutralité traditionnelle de la Suisse est déclarée compatible avec les stipulations du Pacte. Le statut qui avait été reconnu à notre pays par la Déclaration de Londres, du 13 février 1920¹, a été donc modifié dans le sens que nous demandions. La Suisse a ainsi recouvré, dans le cadre de la Société des Nations, la neutralité intégrale à laquelle ses intérêts vitaux lui commandaient impérieusement de revenir. C'est une grande date pour notre pays. Le changement de politique que le Conseil fédéral avait annoncé par notre discours du 22 décembre au Conseil national² est maintenant un fait accompli. On peut se féliciter qu'il soit intervenu sans déclaration unilatérale, mais avec le plein assentiment de la Société des Nations.

Notre collaboration avec cette dernière restera loyale et confiante dans les limites mêmes de la neutralité traditionnelle ainsi recouvrée. Comme nous l'avons déclaré au Conseil de la Société des Nations, «la Suisse demeurera fidèle à l'idéal de collaboration et de bonne entente internationale qui a toujours été le sien et qui continuera à l'animer».

Vous voudrez bien trouver sous ce pli le texte du rapport que M. Sandler, Ministre des Affaires étrangères de Suède, a présenté au Conseil, ainsi que le texte de la résolution³.

Cette dernière a été adoptée, comme vous le savez, par le Conseil unanime, deux Etats, l'U.R.S.S. et la Chine, s'étant abstenus.

L'abstention soviétique n'avait rien d'imprévu, l'U.R.S.S. ne pouvant guère, politiquement, nous donner son plein concours en cette circonstance. Quant à l'abstention de la Chine, elle était empreinte des sentiments les plus amicaux à l'égard de notre pays. Elle s'explique uniquement par la nécessité où se trouve, en ce moment, le Gouvernement chinois de ne pas déplaire au pays qui l'aide le plus dans sa lutte contre le Japon. Il eût été sans doute désagréable à M. Litvinoff d'être seul à s'abstenir; M. Wellington Koo lui a servi de second sans pour autant articuler aucune critique contre la demande suisse. Son abstention était «extérieurement» motivée par des considérations de principe s'appuyant sur la crainte que d'autres pays pussent, à la faveur du cas suisse, se libérer des obligations découlant de l'article 16 du Pacte.

1. Cf. DDS 7 II, N° 247, annexe.

2. Cf. N° 169.

3. Cf. N° 293, dans annexe 2.

Il nous reste maintenant à saisir les Chambres fédérales des résultats obtenus à Genève.

Si le succès de notre demande a été aussi complet qu'il pouvait l'être dans les circonstances actuelles, nous le devons, pour une grande part, à l'action personnelle du rapporteur, M. Sandler, Ministre des Affaires étrangères de Suède, qui a témoigné, pour notre situation, une compréhension aussi amicale qu'intelligente. Mais nous le devons aussi aux interventions des représentants de plusieurs pays dont l'amitié pour la Suisse s'est affirmée une fois de plus. A cet égard, nous n'avons pu que nous louer de l'attitude adoptée à notre endroit par M. Bonnet et ses collaborateurs. Il n'est pas jusqu'à l'Ambassadeur de France à Berne, M. Alphan, qui ne se soit discrètement dépensé à Genève pour faciliter notre tâche dans toute la mesure du possible. Le rôle de la Délégation française en cette affaire pouvait être décisif. Il a été pleinement amical et compréhensif. Nous vous saurions gré d'exprimer personnellement à M. Bonnet, à la première occasion, notre gratitude personnelle et celle du Conseil fédéral.

Nous saisissons cette occasion de vous remercier aussi de tout ce que vous avez fait, de votre côté, pour vaincre les difficultés qui auraient pu se présenter du côté français. Votre aide nous a été des plus précieuses. Vous aviez éclairé complètement le Quai d'Orsay sur nos intentions. Notre tâche s'en est trouvée singulièrement facilitée.

Ajoutons qu'au cours d'une conversation que nos collaborateurs avaient eue à Genève avec la Délégation française renforcée de M. Alphan, le désir a été exprimé qu'à l'occasion de l'approbation de la résolution par le Conseil, le représentant de la Suisse marquât, ne fût-ce que d'un mot bref, notre souci de défendre notre neutralité dans l'air aussi bien que sur terre. Vous connaissez à ce sujet les préoccupations françaises. La question posée par nos interlocuteurs n'était pas moins délicate, car elle pouvait soulever certains problèmes de technique militaire, voire de responsabilité internationale que nous n'aimerions guère aborder sans le concours de l'Etat-major général. Mais comme on ne nous demandait nullement de toucher au fond même de la question, nous avons pu donner satisfaction à la Délégation française en marquant, à la dernière séance du Conseil, la volonté de la Suisse «de défendre par tous les moyens en son pouvoir son sol et son domaine aérien dans l'intérêt commun de tous les Etats et notamment de ses voisins»⁴.

Nous aurons d'ailleurs sans doute l'occasion de revenir plus tard sur cette question dont nous discernons tout l'intérêt.

4. *Ibid.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 mai 1938

838. Rückkehr zur uneingeschränkten Neutralität der Schweiz

Präsidentschaft. Mündlich.

Zu Beginn der Sitzung verliest Herr Bundespräsident Baumann folgende Erklärung und richtet an Herrn Bundesrat Motta folgende Dankesworte:

«Bevor wir auf die Behandlung der Geschäfte eintreten, möchte ich nicht unterlassen, der hohen Befriedigung Ausdruck zu verleihen über das Resultat, das am 14. Mai in Genf für unser Land erreicht worden ist. Die umfassende, uneingeschränkte Neutralität der Schweiz ist vom Völkerbundsrat als mit dem Völkerbundspakt vereinbar anerkannt worden. Nach den Erklärungen des Völkerbundsrates sind wir nicht bloss von der Verpflichtung zur Teilnahme an militärischen Sanktionen, wie bisher, sondern auch an solchen wirtschaftlicher und finanzieller Natur entbunden worden. Dieses Ergebnis ist für unser Land von weittragender Bedeutung und ist allseits mit Freude zur Kenntnis genommen worden.

Ich glaube auch im Namen der eidg. Räte und des ganzen Schweizervolkes zu sprechen, wenn ich dem Vorsteher des politischen Departements, Herrn Bundesrat Motta, herzlichen Dank ausspreche für sein zielbewusstes und umsichtiges Wirken. Sein kluges Vorgehen, unterstützt von seinen Mitarbeitern, hat in Verbindung mit gewissen günstigen Verumständungen die Verwirklichung des vom Bundesrate aufgestellten Begehrens herbeigeführt. Wir gedenken dankbar auch der freundlichen Unterstützung, die Herr Bundesrat Motta seitens der Vertreter anderer Staaten mit Bezug auf die Anerkennung unserer These gefunden hat. Die Schweiz kehrt damit zur bewährten, jahrhundertealten integralen Neutralität zurück. Es ist meine Überzeugung, dass damit unserm Lande und seiner Sicherheit am besten gedient ist. Diese Tatsache darf uns aber nicht daran hindern, den idealen Gedanken des Völkerbundes treu zu bleiben und der Sache des Friedens unter den Völkern aufrichtig zu dienen, wo immer wir es im Rahmen unserer Neutralität tun können.»

Herr Bundesrat Motta dankt dem Herrn Bundespräsidenten für seine freundlichen Worte und berichtet¹ dem Rate einlässlich über den Gang der Verhandlungen in Genf in dieser Angelegenheit.

1. *Le procès-verbal n'a pas consigné les propos de Motta.*

301

E 2001 (D) 4/52

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Confidentielle

Rome, 17 mai 1938

Je profite du voyage de mon collaborateur militaire, Colonel de Watteville, en Suisse pour lui confier la présente lettre relative à une partie de mon dernier entretien avec le Ministre des Affaires Etrangères, entretien qui a fait, par ailleurs, l'objet de mon rapport du 14 mai¹.

Conformément aux indications contenues dans votre lettre du 28 avril², j'avais abordé, au cours de cette conversation du 12 mai, la question de la reconnaissance de la neutralité intégrale de la Suisse dans le cadre de la Société des Nations, question qui a été depuis lors si brillamment résolue à Genève d'une manière qui vous assure à nouveau de la gratitude du Pays. J'ai placé sous les yeux du Comte Ciano le texte du mémorandum du Conseil fédéral, dont des exemplaires avaient déjà été remis au Palais Chigi et à la Légation d'Italie à Berne.

Tout en déclarant qu'il connaissait et appréciait la question, M. Ciano m'a dit qu'il devait reparler de toute la question à M. Mussolini et que le problème serait ensuite examiné «de concert avec Berlin». C'était une réponse à une allusion de ma part exprimant «notre attente que l'Italie, hautement intéressée au maintien de notre neutralité, déclarerait, en réponse à une notification de notre part, qu'elle la respecterait toujours, tout en ne formulant aucune objection à notre appartenance à la Société des Nations».

M. Ciano a parlé d'une manière si immédiate de l'«échange de vues avec Berlin» que j'ai eu la pensée qu'il a été question de la neutralité suisse à l'occasion des récents pourparlers italo-allemands. La publication des réserves inattendues de la presse officieuse allemande – reproduites dans des dépêches de Berlin de la «Voce d'Italia», – paraît confirmer ces soupçons.

Vu cette impression, j'ai dit au Comte Ciano qu'évidemment la réponse italienne ne pouvait faire aucun doute et le Ministre des Affaires Etrangères a fini par dire qu'«il le croyait aussi».

Si je crois, cependant, devoir vous signaler ce qui précède, c'est pour que nous ne soyons pas pris au dépourvu à la suite d'échanges de vues italo-allemands.

1. Cf. N° 295.

2. Non reproduite.

La Légation d'Allemagne à Berne au Département politique

*Copie
Mémoire*

Bern, 17. Mai 1938

Der Deutschen Gesandtschaft sind folgende Mitteilungen über eine von der marxistischen «Richtlinienbewegung¹ des Kantons Schaffhausen» einberufene öffentliche Kundgebung am 14.3.38 um 19.30 Uhr auf dem sogenannten «Platz» in Schaffhausen zugegangen, die sich mit der Wiedervereinigung Österreichs mit dem Reich befasste.

Nach der Eröffnung der Kundgebung durch den Baumeister Erb aus Schaffhausen sprach der Redakteur Schmid-Ammann. Er führte in seiner halbstündigen Rede u. a. aus:

«Alle Blicke gehen dieser Tage auf Österreich und verfolgen den Raubzug Hitlers. Bei jedem taucht die Frage auf, welches Land wohl als nächstes fallen werde.»

Stadtpräsident Bringolf soll u. a. folgendes erklärt haben:

«Seyss-Inquart hat in Berlin seine Instruktion empfangen. Hitler hat ihm erklärt, dass er, Hitler, der grösste Germane aller Zeiten sei. Die durch Goebbels verlesene Proklamation Hitlers enthielt die gemeinsten Lügen.»

Nach Beendigung der Demonstration gelangten Flugblätter des Zentralkomitees der Kommunistischen Partei der Schweiz zur Verteilung, in denen behauptet wurde, dass die deutsche Schweiz in das Dritte Reich eingegliedert werden soll, ein Heer von bezahlten deutschen und italienischen Agenten sowie von Spionen in der Schweiz unterhalten wird, und dass die deutschen und italienischen Parteiorganisationen in der Schweiz gewissermassen Hilfstruppen für die gewaltsame Gleichschaltung der Schweiz seien.

Am 17.3.38 abends 20 Uhr fand im Restaurant «Wasserfels» in Stein am Rhein eine öffentliche Kundgebung statt, bei der Herr Bringolf über «Die Ereignisse in Österreich und ihre Bedeutung» referierte. Dabei erklärte er u. a., dass jeder geistig normal denkende Mensch daraus ersehen muss, dass Österreich durch die Nazi-Barbaren vergewaltigt wurde. Mit dem grosschnörrigen Herrn Hitler kann kein Staat Verträge schliessen, da doch jeder gebrochen wird». Er bezeichnete die Nationalsozialisten als Mörder und fügte hinzu «Mussolini sei derselbe Schuft wie Hitler, sonst hätte der falsche Hund den Dollfusskindern nicht die Vaterschaft anbieten, ja sogar übernehmen können, wo er doch auch Schuld am Tode Dollfuss habe».

Während seiner Rede behauptete Bringolf ausserdem, dass Hitler die Schweiz als ein Ein- und Durchmarschgebiet betrachte, nannte die Deutschen vertragsbrüchige Gauner und sagte zum Schluss, «dass die Schweiz ein Staat

1. *Mouvement des lignes directrices.*

für sich sei, der weder von den nördlichen noch von den südlichen Lumpen regiert werden will»².

ANNEXE

E 2001 (D) 2/26

*Rapport d'un agent de la Police schaffhouseoise à la Direction
cantonale de la Police de Schaffhouse*³

Copie

Schaffhausen, 15. März 1938

BERICHT ÜBER DIE, DURCH DIE RICHTLINIENBEWEGUNG
DES KANTONS SCHAFFHAUSEN, AM 14. MÄRZ 1938 AUF DEM PLATZ
IN SCHAFFHAUSEN EINBERUFENE VOLKSKUNDGEBUNG.

Referenten: Nationalrat W. Bringolf,
Stadtpräsident in Schaffhausen,
und:
Paul Schmid-Amman,
Redaktor des Schaffhauser-Bauer, wohnhaft in Schaffhausen.

Thema: Welche Bedeutung haben die Ereignisse der letzten Tage?

Versammlungsleiter: Erb Hermann, Stadtrat in Schaffhausen.

Beteiligung: 2200 Personen.

Laut Inserat in den hiesigen Tageszeitungen und laut zur Verteilung gelangten Flugblättern lud die Richtlinienbewegung des Kantons Schaffhausen auf Montag, den 14. a. c. 19.30 Uhr, zu obiger Volkskundgebung auf dem «Platz» in Schaffhausen ein.

2. Pour une autre version de cette manifestation, cf. le rapport de la police cantonale de Schaffhouse reproduit en annexe.

Mis au courant de la démarche allemande par une lettre du Conseil d'Etat de Schaffhouse, auquel le Département politique avait demandé des éclaircissements, W. Bringolf répondit au Conseil d'Etat, par lettre du 13 juin 1938, à l'attention du Département politique: Ich beehre mich, Ihnen auf Ihre Zuschrift mit Beilagen vom 30. Mai 1938 betreffend Anfrage des Politischen Departementes in Bern im Auftrage oder auf Veranlassung der deutschen Gesandtschaft folgendes mitzuteilen:

Ich lehne es ab, auf die von der deutschen Gesandtschaft erhobenen Anschuldigungen einzutreten, weil sie offensichtlich einem verlogenen Bericht eines Beauftragten und vielleicht auch bezahlten Spitzels entnommen sind. Beweis: Die deutsche Gesandtschaft behauptet, die Kundgebung vom 14. März in Schaffhausen sei durch den Baumeister Erb aus Schaffhausen eröffnet worden. Es gibt einen Baumeister Erb in Neuhausen, der mit der Richtlinienbewegung jedoch nie etwas zu tun hatte, mir persönlich nicht bekannt ist und auch in keinerlei verwandtschaftlichen Beziehungen zu Herrn Stadtrat Erb steht, der die erwähnte Kundgebung eröffnet hat. Im übrigen vertrete ich die Ansicht, dass es mit der Würde unseres Landes nicht zu vereinbaren ist, Mitglieder der Bundesversammlung in ihrem Tun und Lassen der Kontrolle der Agenten einer fremden Macht auszusetzen. (E 2001 (D) 2/26).

Le dossier de cette affaire, à l'exception d'un accusé de réception, ne contient pas de réponse du Département politique au mémoire allemand. La lettre du Conseil d'Etat de Schaffhouse (18.6.1938) transmettant la réponse de Bringolf et le rapport de police reproduit ci-dessous porte la remarque marginale non signée suivante: Vorläufig a.a. Abwarten bis die Deutsche Ge. wieder auf die Angelegenheit zu sprechen kommt.

3. Ce rapport est signé: A. Lehmann, Landjäger. Il a été transmis au DPF par le Conseil d'Etat de Schaffhouse.

Um 19.35 Uhr eröffnete *Stadtrat Erb* mit folgenden Worten die Kundgebung:

«Mitbürger, Mitbürgerinnen! Die heutige Versammlung ist von uns einberufen worden, damit wir zusammen über die Fragen, die das Schweizer-Volk betreffen, reden können. Die Ereignisse im benachbarten Österreich haben uns auf's Schwerste erschüttert und wir *[fragen?]* uns: «Wie lange wird es dauern, bis auch die Schweiz auf gleiche oder ähnliche Weise überfallen, verschlungen wird»? Welche Lehren haben wir aus diesem Vorfall zu ziehen? Wie haben wir uns für die nächste Zukunft einzurichten? Wir sind überzeugt, dass alle Bevölkerungszweige, die ehrlich und treu zu unserem Lande stehen, die Freiheit zu verteidigen wissen und sich gemeinsam mit ganzer Kraft für die Demokratie einsetzen wollen. Es ist auch sehr erfreulich, dass nebst dem Vertreter der Arbeiterschaft, heute Abend auch ein Vertreter des Bürgertums hier sprechen wird. Ich erkläre die heutige Kundgebung als eröffnet und übergebe das Wort dem ersten Referenten.»

Als erster Referent besteigt *Paul Schmid-Amman* das Podium. Er äusserte sich wie folgt:

«Mitbürger, Männer und Frauen! Im Jahre 1914 wurden wir durch weltpolitische Vorkommnisse aufgeschreckt. Die Stimmung unter dem Volke war ähnlich, wie sie heute ist. Überraschung folgt Überraschung. In Österreich wurde der Bundeskanzler Schuschnigg abgesetzt. S.S. und S.A. haben sämtliche wichtigen Posten besetzt. Der Bundespräsident hat zurücktreten müssen. Das Deutsche Heer ist in Österreich einmarschiert. Alle diese Geschehnisse folgten sich Schlag auf Schlag, und wir fragen uns: «Wann wird diese Gefahr auch der deutschen Schweiz drohen»? Es gilt nun Ruhe zu bewahren. Wir wissen wohl, dass für die Erhaltung unserer Freiheit ein Kampf geführt würde, ein aufopfernder Kampf, wenn es sein müsste. Wir haben zwar bereits heute schon einen Kampf zu führen, nämlich den gegen die frontistischen Kreaturen. Die Verhältnisse zwischen Österreich und Deutschland sind in mancherlei Beziehungen nicht die gleichen wie diejenigen zwischen der Schweiz und Deutschland. In erster Linie, will ich hier feststellen, dass es in der Schweiz keine Deutschen Volksgenossen gibt. Am 12. Februar 1934 wurde Dollfuss ermordet. Vier Jahre später, am gleichen Tage, wurde in Berchtesgaden das Schicksal Österreichs durch Hitler bestimmt. So muss man zusehen, wie die Unabhängigkeit eines Staates durch einen fremden Staat zugrunde gerichtet werden kann, wenn sich der kleine Staat dem Wohlwollen der grossen Mächte nicht unterstellt. Unsere Aussenpolitik zieht sich ganz auf Seite der Achse Rom Berlin hin, wo wir als einer der ersten Staaten den Raubzug Italiens gegen Abessinien anerkannt haben. Dann ist es auffallend, wie der Bundesrat mit grossem Eifer die Kommunistische Partei der Schweiz verbieten will, währenddem dann die Auslandorganisationen der NSDAP in der ganzen Schweiz schalten und walten können. Wir sind schon so weit, dass das in Luzern erscheinende Deutsche Nachrichtenblatt schreibt, die Schweiz müsse sich zu einer ideologischen Neutralität entschliessen, ansonst deutscherseits die Unabhängigkeit der Schweiz in Frage gestellt sei. Wenn wir dieser unverschämten, frechen Schreibweise dieses ausländischen Blattes noch lange zusehen, so werden wir erleben können, dass diese Dreistigkeiten mit tödlicher Sicherheit eher zu- wie abnehmen. Wir fordern eine tüchtige Armee, die nicht über dem Volke steht, sondern die mit dem Volke geht. Wir haben Vertrauen in unsere Armee, doch ist es unsere wichtigste Aufgabe, die faschistischen Elemente in unserem Offizierskorps auszuräuchern und mit diesen unerträglichen Zuständen aufzuräumen. Wir dürfen diese landesverräterischen Elemente nicht mehr länger dulden, bekennen sie sich ja offen zur Achse-Rom-Berlin. Die militärischen Führer müssen mit absoluter Treue zur Heimat stehen. Wie schwerwiegend es sich auswirken kann, zeigt das Beispiel in Österreich. Es ist daher eine unbedingt notwendige, überparteiliche Sammlung erforderlich in dieser ernstesten Stunde. Wir müssen für die Verteidigung und für die Demokratie eintreten und kämpfen, denn die Aufgabe, die uns harret, ist gross. Wir wollen für alle, die arbeiten wollen, Arbeit und Brot beschaffen. Diese Aufgabe hat sich auch der Bauer gestellt und kämpft er auch für gleiches Recht.

Es muss neu aufgebaut werden, es muss eine Landesregierung her, in welcher auch die Arbeitervertreter mitregieren- und mitarbeiten sollen. Bereits sind 100 000 dem Rufe der Richtlinienbewegung gefolgt, es werden noch viele nachfolgen. Es soll Gerechtigkeit vorherrschen, denn alle brauchen einander, wenn der Ernst der Stunde erkannt wird. Wir werden und wollen uns den Glauben an die Demokratie nicht rauben lassen.»

Als zweiter Redner erklärt Stadtpräsident *Bringolf* folgendes:

«Wenn die Regierung schweigt, muss das Volk sprechen. Der Bundesrat hüllt sich in Schweigen

über die Ereignisse in Österreich. Es gibt Angelegenheiten über die man schweigen muss, aber es gibt auch solche, wo man nicht schweigen darf. Es genügt nicht, wenn Gefahren drohen, zu schweigen. Wir haben in allem Ernste uns zu fragen, was für Lehren gezogen werden müssen. Die überstürzten Verhältnisse in Österreich kamen für mich nicht unerwartet. Wir wussten es ja schon seit Jahren, dass die Nazis etliches vor hatten, wussten von ihnen selbst, dass es 100 Millionen Deutsche gibt, die innerhalb der deutschen Volksgrenzen leben. Von dieser Stelle aus, habe ich schon zur Wachsamkeit ermahnt, habe das Volk aufgerüttelt. Wir wissen, dass wir uns unter allen Umständen verteidigen wollen und werden. Das Nationale Organ in Schaffhausen, hat in Bezug auf die jüngsten Vorkommnisse in Österreich von Gerechtigkeit und Verhimmelung von Hitler geschrieben. Der Überfall Österreichs durch Hitler ist und kann uns nicht gleichgültig sein, denn Österreich hatte bis heute Verträge mit anderen Staaten, so auch mit der Schweiz. Sodann bestehen Verträge mit dem Rheintal. Und dann hat Österreich aber auch Schulden an die Schweiz. Wer diese bezahlt, ist noch nicht abgeklärt. Dann hat Österreich aber auch eine vereidigte Armee. Wir müssen auch immer daran denken, dass diese armen Leute in Österreich einem wohlvorbereiteten Plan zum Opfer gefallen sind. Der geheime Rat der Nazi hatte zur Aufgabe, das österreichische Land seit Jahren zu unterminieren, um dann ungehindert einmarschieren zu können. Die Sache hat sich deshalb so rasch abwickeln können und müssen, weil die durch Schuschnigg angeordnete Volksabstimmung eine grosse Mehrheit gegen das 3. Reich ergeben hätte. Ich berufe mich hier auf den «Popolo d'Italia», der ein solches Ergebnis voraussagte. Es ist also eine Lüge, der wir nie zum Opfer fallen dürfen, wenn behauptet wird, die Mehrheit in Österreich setze sich aus Nationalsozialisten zusammen. Auch das Gebrüll am Radio wird uns nicht darüber hinwegtäuschen, dass in Österreich heute noch $\frac{2}{3}$ der sozialistischen Mehrheit vorhanden ist. Die Kanonen Dollfuss's im Jahre 1934 gegen die Arbeiterschaft haben in Wirklichkeit die Freiheit in Österreich zertrümmert. Dollfuss wurde von den Nazi ermordet, die in Österreich Unruhen provozierten, sie provozierten auch einen Putsch. Die Unruhen haben in Österreich nie mehr aufgehört seit 1934, die Nazi haben weiter provoziert. In Demonstrationen wurde weitergehetzt, und man schwindelte dem Volke vor, dass kommunistische Aufstände provoziert würden, dass Schuschnigg nicht mehr Herr der Lage sei, man müsse Ordnung schaffen etc. Dieses Rezept richtet sich heute gegen Österreich, morgen gegen die Tschechoslowakei und übermorgen gegen ein Land, wo man deutschsprechende Menschen erlösen müsse. Man spricht dann gerne von bolschewistischen Gefahren, und die Welt lässt sich das alles gefallen. Das Schaffhauser Volk erkennt heute das Gebot der Stunde, sich zu sammeln und das Ziel festzulegen. Eine Aufrichtung der Reformen in der Finanz- und Wirtschaftspolitik ist dringend notwendig. Wir haben heute in der Schweiz immer noch ca. 100 000 Arbeitslose, die als Opfer der Krise bezeichnet werden, die hin und wieder im Sommer vorübergehend arbeiten können, um dann aber im Winter wieder stempeln gehen zu müssen. Ein trauriges Los, wenn wir wissen, dass für alle, die arbeiten wollen, Arbeit vorhanden ist. Wir wollen, dass das ganze Volk ein Volk werde, denn soziale Gerechtigkeit tut Not. Wir verlangen, dass die Abwertungsgewinne im Betrage von Fr. 538 Millionen für wirtschaftliche Werke Verwendung finden, womit das Los der Armen in Stadt und Land gelindert wird. Wir haben aber auch die Aufgabe, die Nester und Horden der Nazi in der Schweiz auszuräuchern, um dem gleichen Schicksal wie in Österreich vorzubeugen. Diese Säuberung im Lande kann und muss von der Regierung durch das Volk verlangt werden. Wir müssen freiheitlich denken, und so kann es uns nicht gleichgültig sein, wenn Kriegsgefahr uns droht. Wir wollen gemeinsame Rechte, auch in Schaffhausen und wollen nun endlich einmal mit der Nationalen Front Schluss machen, denn diese bedeuten für unsere Demokratie eine Verseuchung. Wir fordern alle auf, mit uns zu kämpfen für das, was wir heute besitzen und in der Vergangenheit errungen haben. Die heute stattgefundene Kundgebung zeigt, dass tausende erfasst haben um was es geht. Das Volk muss aufgerüttelt werden an der Nordmark unseres Landes, und soll breitwilligst sich der sozialen Aufgaben annehmen und dafür kämpfen, um so einer wichtigen Mission zum Erfolg zu verhelfen und den Rechtsbrechern und Machthabern den Willen der Freiheit zu bekunden.»

Nach diesem Vortrag erklärte Stadtrat *Erb* die Kundgebung, die ohne Zwischenfall verlief, als geschlossen.

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Manifestations franco-suisse

Paris, 19. Mai 1938

Sie erinnern sich gewiss, dass bei der Übernahme meines hiesigen Postens die Stimmung Frankreichs gegenüber der Schweiz nicht in allen Teilen befriedigend war. Ich habe es als meine Aufgabe betrachtet, hier wenn möglich eine Änderung herbeizuführen und deshalb gerne verschiedene Gelegenheiten benutzt, um etwas Propaganda für unser Land zu treiben. Diese Gelegenheiten haben sich in den letzten Wochen in reichem Masse geboten und zwar auf den verschiedensten Gebieten:

A. Auf *wirtschaftlichem* Gebiet: Die Schweizerische Handelskammer in Paris feierte ihren zwanzigjährigen Geburtstag durch ein glänzendes Bankett, welches zu einem vollen Erfolge wurde. Ich gestatte mir, Ihnen die Rede zu übermitteln¹, die ich bei diesem Anlass gehalten habe.

B. Auf *künstlerischem* Gebiet: Die Eröffnung der Ausstellung französischer Malereien des 19. Jahrhunderts im Besitze schweizerischer Museen und schweizerischer Privatpersonen wurde zu einem bedeutsamen Anlass. Die ausgestellten Werke sind wirklich ganz hervorragend und es hat die Tatsache, dass sich so viele der herrlichsten Schöpfungen der französischen Malerei des letzten Jahrhunderts in schweizerischem Besitz befinden, sehr grosses und aufrichtiges Erstaunen erregt.

C. Auf *sportlichem* Gebiet ist der Wettkampf im Kunstturnen zu erwähnen, der durch den hiesigen schweizerischen Turnverein anlässlich seines 75 jährigen Jubiläum im grossen Stadium Pierre de Coubertin zwischen den besten Mannschaften der beiden Länder durchgeführt wurde. Auch er und das nachfolgende Bankett zeigten die allerherzlichste Stimmung.

D. Auf dem Gebiete der *Politik* und *Presse*: Schon vor Wochen hatte mich der Präsident des Syndikates der regionalen Presse Frankreichs, Herr Soustelle, den Sie kennen, aufgesucht, um mich zu einem Mittagessen einzuladen. Da Herr Soustelle gegenwärtig auch Präsident des Gesamtverbandes der französischen Presse ist und da die Provinzpresse, die vollständig im genannten Syndikat vertreten ist, in jeder Hinsicht für uns bedeutsam scheint, glaubte ich, zusagen zu sollen. Herr Daladier hat dann spontan den Wunsch geäußert, an diesem Bankett teilzunehmen. Es hat, wie Sie wohl bereits aus der Presse ersehen haben, vorgestern stattgefunden und war, glaube ich, für die schweizerisch-französischen Beziehungen recht nützlich. Der Empfang, der mir sowohl von der Presse, wie auch durch die Herren Daladier und Marchandau bereitet wurde, war überaus herzlich, und der Ministerpräsident sowohl als Herr Soustelle fanden ungewöhnlich warme Worte des Verständnisses und der Sympathie

1. *Non reproduit.*

für unser Land. Herr Daladier hat mich in seiner Rede ausdrücklich gebeten, Ihnen seine Grüsse und freundschaftlichen Empfehlungen zu übermitteln. Mit Rücksicht darauf, dass die französische Presse über meine Ausführungen im allgemeinen zwar unvollständig aber nicht unrichtig berichtet hat, dass dagegen der «Petit Parisien» eine durchaus unrichtige Darstellung gab, möchte ich mir erlauben, Ihnen ebenfalls das Stenogramm meiner Ausführungen² zur Kenntnisnahme zu übermitteln. Ich habe selbstverständlich nicht gesagt, wie das Blatt des «Quai d'Orsay» behauptet: «Nous comptons sur vous pour nous aider à conserver nos libertés». Ohne ein eigentliches Dementi zu verlangen, habe ich den «Quai d'Orsay» auf diese offenbare Unrichtigkeit aufmerksam gemacht. Die Ausführungen des Herrn Daladier finden Sie ebenfalls in der Beilage³.

Ich möchte mir gestatten, Ihnen, sehr verehrter Herr Bundesrat, bei diesem Anlass für den glänzenden Erfolg in Genf meine herzlichsten Glückwünsche zu entbieten⁴.

ANNEXE

J.I.131/55

Copie

DISCOURS PRONONCÉ LE 17 MAI 1938 PAR M. DALADIER,
PRÉSIDENT DU CONSEIL, À L'OCCASION DU BANQUET ORGANISÉ
EN L'HONNEUR DE MONSIEUR LE MINISTRE STUCKI,
PAR LE SYNDICAT DES QUOTIDIENS RÉGIONAUX DE FRANCE

Dans votre allocution si émouvante, si loyale, si sincère, vous avez réalisé ce tour de force d'avoir réconcilié Voltaire et Jean-Jacques Rousseau. Vous avez mis d'accord la fine ironie de l'un et l'admirable profondeur de pensée de l'autre. C'est ça la Suisse moderne. Votre Pays nous offre le spectacle vraiment émouvant d'une contrée où vivent, dans une harmonie parfaite, des hommes qui appartiennent aux grandes races qui se partagent l'Europe, des hommes qui professent des religions qui se sont souvent affrontées dans des batailles les unes contre les autres, des hommes qui parlent des langages différents.

Vous donnez le spectacle de la réconciliation de toutes les classes. La Suisse est ainsi un témoignage de cette grande réconciliation de l'humanité à laquelle les Français, quel que soit leur Parti ont dévoué leurs pensées et leur activité.

Je sais que la Suisse est un grand Pays en réalité puisqu'elle a réconcilié des hommes de toutes origines, de toutes religions autour de cette idée centrale: l'intérêt supérieur de la Patrie. Et c'est cela la grandeur de la Suisse.

Ministre de la Défense Nationale, j'avais le devoir de me préoccuper de ce que vous appelez votre frontière de l'ouest, car mon devoir à moi est de faire que la France soit défendue sur toutes ses frontières.

J'ai traversé la zone démilitarisée depuis la bataille de Waterloo, depuis le Traité de 1815. J'ai vu des pays qui appartiennent à la France et qui, cependant, n'ont pas le droit d'avoir des fortifications parce que les alliés qui ont battu Napoléon l'ont interdit à la France en 1815. Je dis que du point de vue militaire, une telle constatation est une gêne pour la France; mais après avoir parcouru

2. *Non reproduites.*

3. *Reproduites en annexe.*

4. *Il s'agit du retour à la neutralité intégrale de la Suisse au sein de la Société des Nations.*

le Pays, et après avoir réfléchi, je me suis dit: qu'importe tout cela, qu'importe de gagner quelques kilomètres pour installer des batteries et des observatoires tout cela est d'une importance relative et secondaire, car il y a là à côté un grand peuple ami qui a révélé pendant la guerre mondiale son indéfectible amitié.

Je suis heureux d'avoir été compris par M. Motta auquel je vous prie d'adresser l'expression de mes sentiments dévoués et compréhensifs.

Cet exemple que vous donnez, permettez-moi de vous le dire, est le fruit de l'expérience de plusieurs siècles. L'exemple de la Suisse mériterait beaucoup de méditation, je dirais volontiers beaucoup de modestie chez les hommes d'Etat. Nous n'avons en France qu'un dessein, c'est que votre Pays continue à vivre dans cette harmonie, qu'il soit au cœur de l'Europe un exemple vivant, une protestation émouvante contre ceux qui subordonnent les desseins de l'humanité à des haines de races et de religions, alors que le but des civilisations modernes devrait être de réconcilier toutes les races et toutes les religions.

Dans les heures que nous vivons, nous devons considérer les réalités françaises. Je crois que je ne serai démenti par personne si je déclare que l'Europe, que la démocratie, que l'idéal de la Liberté sont étroitement liés à l'existence, à la grandeur de notre Patrie.

Retrouvons le chemin de la Suisse pour rencontrer Voltaire destructeur des abus et Jean-Jacques Rousseau constructeur d'une société nouvelle. Accomplissons notre tâche de Français, c'est-à-dire d'hommes qui ont le souci de la vérité, qui savent que leur Patrie ne peut répondre aux espérances que les autres Pays peuvent mettre en eux, que dans la mesure où eux-mêmes donnent l'exemple de l'union, de l'harmonie et de la fraternité.

304

E 2001 (D) 1/21

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

Copie

L OB. Confidentiel

Berne, 19 mai 1938

Nous avons l'honneur de vous exposer qu'au cours des conversations destinées à obtenir l'appui du Gouvernement français à la demande suisse relative à la neutralité de la Confédération dans le cadre de la Société des Nations, la France a évoqué à diverses reprises la question de la défense de notre domaine aérien.

Par rapport du 25 avril¹, M. Stucki nous informait déjà que M. Massigli, Directeur des Affaires politiques et commerciales, lui avait signalé que l'on se préoccupait à Paris de l'éventualité d'un raid d'avions allemands pénétrant en France après avoir survolé la Suisse et que, tout en se rendant parfaitement compte que nos moyens d'empêcher une attaque de ce genre seraient limités, le Gouvernement français souhaitait que notre volonté de défendre la neutralité de notre domaine aérien fût exprimée d'une manière ou d'une autre dans les

1. Cf. N° 275, note 2. Au sujet de la défense aérienne, cf. aussi N°s 273, 294, 299.

déclarations que nous serions amenés à faire devant le Conseil de la Société des Nations. Quelques jours plus tard, l'Ambassadeur de France à Berne vint nous tenir le même langage.

Au cours de la session du Conseil de la Société des Nations, M. Charvériat, Chef de Cabinet de M. le Ministre Bonnet, assisté de plusieurs collaborateurs, prit l'initiative de revenir sur le même sujet au cours d'un entretien avec MM. Bonna et Gorgé. Ceux-ci excipèrent de leur incompétence pour discuter d'une question de nature militaire, mais, M. Charvériat ayant rétorqué qu'un doute au sujet de la volonté de la Suisse de défendre sa neutralité aussi bien dans les airs que sur terre serait fort inquiétant pour la France, M. Bonna crut pouvoir se déclarer convaincu que nous nous montrerions aussi loyaux dans la guerre aérienne que dans la guerre terrestre et qu'il n'y aurait guère de difficultés à l'indiquer d'un mot, du moment qu'il s'agissait simplement d'exprimer une opinion générale qui n'a jamais été discutée par personne. Cet entretien n'ayant pas paru suffisamment décisif, M. Alphand fit, le lendemain, une nouvelle démarche dans le même sens.

Pour donner satisfaction au désir manifesté avec tant d'insistance par la France, nous avons inséré dans la brève déclaration que nous avons faite, en séance publique, samedi 14 mai, pour accepter le projet de résolution sur lequel l'accord était déjà réalisé, le passage ci-après :

«La Suisse demeurera fidèle à l'idéal de collaboration et de bonne entente internationale qui a toujours été le sien et qui continuera à l'animer. Elle ne reculera pas, comme je l'avais déjà déclaré, devant les sacrifices que lui impose sa position géographique. Elle a toujours eu la volonté – et cette volonté est inébranlable – de défendre par tous les moyens en son pouvoir son sol *et son domaine aérien* dans l'intérêt commun de tous les Etats et notamment de ses voisins.²»

La délégation française nous en a exprimé sa vive gratitude.

L'allusion que nous avons faite à notre volonté de défendre notre domaine aérien ne saurait préjuger en aucune façon l'étendue des obligations que nous avons à cet égard et la question fort délicate de l'«atmosphère territoriale». L'affaire pourrait donc être considérée comme terminée si l'importance qu'on lui a donnée, du côté français, ne nous conduisait à croire qu'elle sera rouverte sous une autre forme. C'est la raison pour laquelle il nous a paru indispensable de vous mettre au courant de ce qui précède.

2. Cf. 293, annexe 2.

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

L OT

Berne, 20 mai 1938

Par lettre du 13 mai¹, dont vous trouverez copie sous ce pli, la Croix-Rouge suisse nous demande si les Autorités fédérales seraient disposées à participer à un échange de vues touchant la possibilité et l'opportunité pour la Suisse de s'engager internationalement, aux fins de renforcer sa neutralité en la rendant plus «active», à héberger, en temps de guerre, les prisonniers de guerre et les internés civils, ainsi qu'à se charger de l'échange de correspondance entre membres d'une famille séparés à la suite des hostilités.

Le Comité central de la Croix-Rouge a été saisi à cet égard d'un mémoire qui ne nous a pas été communiqué et dont nous ne connaissons pas non plus l'auteur. Il y aurait eu intérêt, avant d'énoncer un avis quelconque, à connaître la portée exacte des suggestions qui ont été soumises à la Croix-Rouge.

Quoi qu'il en soit, l'idée à la base de ce projet est intéressante. Il n'est guère douteux que notre neutralité aurait tout à gagner à devenir aussi «active» que possible, notamment dans le domaine humanitaire. Cette neutralité n'a cependant pas été inactive jusqu'ici. La guerre mondiale, en particulier, a fourni amplement à notre pays l'occasion de manifester son esprit d'entraide et de charité. Nous avons fait beaucoup en ce domaine, ce qui ne veut pas dire que nous ne pourrions pas faire plus encore au cas où, par malheur, une nouvelle conflagration viendrait à déchirer notre continent.

La question qui se pose est celle de savoir si nous devrions nous contenter d'attendre les événements, quitte à voir, au moment d'une guerre, ce que nous pourrions entreprendre sur le plan charitable, ou s'il vaudrait mieux ne pas s'en

1. *Cette lettre, signée von Schulthess, Président de la Croix-Rouge suisse, avait la teneur suivante:* Dem Schweiz. Roten Kreuz wurde unter dem Titel «Aktive Neutralität der Schweiz» ein Vorschlag unterbreitet, welcher im wesentlichen vorsieht, dass zum Schutz und zur Verstärkung der schweiz. Neutralität das Land in einer internationalen Konvention die Verpflichtung übernehmen sollte, sämtliche Gefangenen in den feindlichen Lagern und alle unfreiwillig von ihrer Heimat Getrennten aufzunehmen und im Falle eines Krieges die Vermittlung von Nachrichten zwischen Familienangehörigen, welche durch die Kriegsereignisse voneinander getrennt sind, zu übernehmen. Dem Vorschlag lagen noch nähere Ausführungen bei, wie seine Durchführung etwa gedacht werden könnte.

Das Zentralkomitee des Schweiz. Roten Kreuzes hat in seiner letzten Sitzung diese Frage kurz behandelt. Es ist zur Ansicht gekommen, dass in diesem Vorschlag gewisse Ideen enthalten seien, deren nähere Prüfung auf ihre Durchführbarkeit sich lohnen könnte. Der Unterzeichnete gestattet sich daher mit dem Wunsche an Sie zu gelangen, es möchte diese Frage in einer gemeinsamen Sitzung zwischen Vertretern des Schweiz. Bundesrates, Vertretern des internationalen Komitees vom Roten Kreuz und Vertretern des Schweiz. Roten Kreuzes besprochen werden.

[...]

remettre au génie de l'improvisation généreuse et préparer, dès le temps de paix, un véritable plan d'action qui permettrait, le moment venu, d'apporter une aide plus rapide et plus efficace à certaines victimes de la guerre. Il est permis d'hésiter sur la réponse à donner. Si, à première vue, l'idée d'un plan d'action préalablement établi est assez séduisante, on ne peut guère se dissimuler, à la réflexion, que nos possibilités d'action dépendent, dans une large mesure, d'événements qu'il est impossible de prévoir. Or il est assez délicat d'assumer des engagements qu'on ne serait pas assuré de pouvoir tenir le moment venu. D'un autre côté, ces engagements ne pourraient guère être unilatéraux, à moins de consister en une simple déclaration de bonne volonté qui ne nous lierait pas beaucoup et qui n'aurait pas non plus une valeur politique bien considérable. Pour ne parler que des prisonniers de guerre, leur internement en Suisse ne serait évidemment pas gratuit; des contre-prestations seraient nécessaires de la part des belligérants. Or on peut se demander si les Etats voisins – pour n'envisager que ceux-là – jugeraient opportun de négocier dès maintenant en vue d'une guerre dont la seule évocation fait frémir ceux qui ont connu les affres de 1914. Des facteurs psychologiques de cet ordre pourraient facilement venir se mettre en travers de la bonne volonté évidente dont témoignent les suggestions faites à la Croix-Rouge suisse.

En tout état de cause, nous serions pleinement disposés, quant à nous, à examiner le problème de plus près. Nous avons cependant peine à nous défendre du sentiment que l'échange de vues proposé par la Croix-Rouge est quelque peu prématuré. Avant de songer à une réunion de ce genre, il serait bon que la question fût mûrement étudiée par la Croix-Rouge ou que l'on nous communiquât à tout le moins la proposition dont elle a été saisie. Sans préparation préalable, la conférence ne donnerait guère de résultats positifs. Il s'agit d'une question sérieuse, et elle mériterait d'être approfondie pour qu'elle puisse faire utilement l'objet de discussions entre nos Départements et la Croix-Rouge.

Nous aurions pu répondre dans ce sens au Comité central de la Croix-Rouge, mais, avant de le faire, il nous a paru indiqué de recueillir votre avis sur l'ensemble de la question qui nous est soumise².

2. Dans sa réponse du 10 juin 1938, Minger désirait de plus amples informations, mais acceptait d'étudier la question, d'abord avec le Département politique, puis avec les Croix-Rouges suisse et internationale. Il joignait à sa lettre cet avis du Service de l'Etat-Major général: Der Herr Chef der Generalstabsabteilung ist der Ansicht, dass die hier aufgeworfene Idee grundsätzlich zu begrüßen sei, da sie imstande sein kann, unsere Neutralitätsstellung zu festigen. Hingegen muss vorerst konferenziell der Umfang des Planes abgeklärt werden. 7.6.38.

Pour la suite de cette affaire, cf. N° 312.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, P. Dinichert,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Vertraulich

Berlin, 20. Mai 1938

Wie Ihnen in meinem Schreiben von heute Morgen angezeigt¹, hatte ich soeben die vereinbarte Aussprache mit dem Reichsaussenminister wegen unserer Neutralität im Völkerbunde. Ich las Herrn von Ribbentrop meine Ihnen im Wortlaut zugestellte Note² vor, mit informatorischer Übergabe des Berichtes Sandler und der Resolution des Völkerbundsrates vom 14. Mai³, und knüpfte daran die erforderlichen Erläuterungen unter Hinweis auf das, was ich dem Minister bereits vorgestern⁴ auseinandersetzen Gelegenheit hatte. Ich wiederholte, wie wir uns eine deutsche Rückäusserung am zweckdienlichsten vorstellten.

Herr von Ribbentrop hörte mich mit Aufmerksamkeit an und trat dann seinerseits in die Erörterung ein. Ich bemerkte bald, dass er sich die Sache, wie man hier zu sagen pflegt, durch den Kopf hatte gehen lassen und sich überdies, wie er mir bestätigte, bei seinen Mitarbeitern noch informiert hatte.

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. N° 296, annexe.*

3. *Cf. N° 293, dans annexe 2.*

4. *Sur cet entretien, le Ministre Dinichert rapportait à Motta par lettre du 18 mai: J'ai profité de ce que j'étais aujourd'hui même l'hôte de M. von Ribbentrop pour l'entretenir, à titre préalable, de la question et lui annoncer ma visite officielle chez lui, qui pourra sans doute avoir lieu ces tout prochains jours.*

M. von Ribbentrop ne paraissait guère au courant de la situation, que je me suis appliqué à lui faire bien saisir. Lui ayant expliqué la réaction que nous désirerions voir se produire du côté allemand, il s'est, d'ores et déjà, déclaré prêt à faire étudier la question, tout en rappelant que des assurances concernant le respect de notre neutralité par l'Allemagne nous avaient déjà été données. J'ai répliqué, sans le méconnaître, qu'il y avait depuis quelques jours un fait nouveau d'une grande importance qui est de nature à hautement intéresser tous nos voisins, dont nous étions fondés à attendre une réponse, dans le sens désiré par nous. Je n'ai, du reste, pas manqué de faire remarquer que nous entreprenions une démarche analogue à Rome.

M. von Ribbentrop a profité de l'occasion pour revenir sur notre conflit de presse, qui, comme je vous l'ai jadis écrit, le préoccupe depuis longtemps. Il souhaiterait, pour y porter remède, un accord plus ou moins précis à ce sujet, comme Berlin en a conclu avec d'autres gouvernements. Je n'ai pas besoin de vous dire les observations et objections que je lui ai aussitôt présentées, tout en l'assurant que nous désirerions vivement, nous aussi, parvenir à libérer nos relations de ce poids qui pèse sur elles depuis des années. Mais il va de soi qu'il ne saurait y avoir liaison entre les deux questions de la neutralité et de la presse.

J'aurai soin de vous faire rapport aussitôt que j'aurai été reçu par le ministre des affaires étrangères et pu lui remettre une note conforme à votre projet en même temps que le texte du rapport du représentant de la Suède au Conseil de la Société des Nations et de la résolution adoptée.

Er kam in ausführlicher und eindringlicher Weise auf die vorgestern angeschnittene Pressefrage zurück. Man muss sich daran erinnern, dass unsere Zeitungen Herrn von Ribbentrop oft aufs Korn genommen und verschiedentlich lächerlich zu machen gesucht hatten. Er scheint das nicht vergessen und unsern Zeitungsschreibern nicht verziehen zu haben. Selbstredend machte er hierauf keinerlei ausdrückliche Anspielung, sondern sprach von den gehässigen, deutschfeindlichen Artikeln, welche die Schweizerzeitungen täglich brächten. Er habe sich eben noch eine Anzahl solcher Presseerzeugnisse vorlegen lassen. Diese liessen eine neutrale Einstellung vermissen. Seine Ausführungen gipfelten in der Bemerkung, dass eine solche Zeitungspolitik auf die öffentliche Meinung auf die Dauer einen derartigen Einfluss ausüben könnte, dass es der schweizerischen Regierung trotz ihres Willens und all' ihrer Bemühungen im entscheidenden Augenblicke schwer fallen möchte, dagegen aufzukommen und absolute Neutralität zu üben. Noch schwieriger würde es sein, wenn die Einstellung der Presse einer bereits bestehenden Auffassung der öffentlichen Meinung entsprechen sollte, wie das von der Presse bisweilen behauptet wurde. Es schiene ihm deshalb, dass die Pressefrage wohl im Zusammenhange mit unserem Schritte erörtert werden könnte.

Um etwas Ballast auszuwerfen erklärte ich mich auf sein Ersuchen bereit, Ihnen über die mir entwickelten Gedankengänge anlässlich meiner baldigen Rückkehr nach der Schweiz zu berichten. Ich betonte aber sofort mit Nachdruck, wie ich es schon vor zwei Tagen gemacht hatte, dass die beiden Fragen in keiner Beziehung zu einander ständen, also unabhängig von einander zu betrachten wären, dass schliesslich die Haltung unserer Presse nach unserem Dafürhalten mit unserer Neutralität im Kriegsfall nichts gemein habe. In Krisen- und Kriegszeiten besässen die Bundesbehörden alle erforderlichen Mittel, um eine vollkommene Neutralität zu gewährleisten.

Der Aussenminister kam dann auf die Obliegenheiten zu sprechen, welche die Schweiz als Sitz des Völkerbundes in Krisen- oder Kriegszeiten zu übernehmen hätte⁵. Er erwähnte auch die Propaganda, die von Genf aus gerade gegen Deutschland, das seine Erfahrungen bereits gemacht habe, sicherlich betrieben würde. Das war ihm natürlich von seinen Dienstbeflissenen nahegelegt worden.

In dieser Beziehung schien es mir, dass meine Klarstellungen Herrn von Ribbentrop zu beruhigen vermochten. Ich betonte abschliessend, dass die mit den Völkerbundsorganen getroffenen Verabredungen seit Jahr und Tag bestünden und bekannt seien, dass deutsche Vertreter dabei mitgewirkt hatten und dass

5. *A ce sujet, le Ministre Dinichert mentionnait déjà le 17 mai à Bonna un article de la «Deutschen diplomatisch-politischen Korrespondenz», die sich mit dem Erfolg der schweizerischen Bemühungen um die Anerkennung der integralen Neutralität der Schweiz durch den Völkerbundsrat befasst. Der Artikel schreibt diesen Erfolg hauptsächlich der Entschlossenheit der Schweizerischen Regierung in dieser Sache zu.*

Soviel ich vernehmen konnte, ist man hier mit dem von der Schweiz erzielten Ergebnis zufrieden, nicht aber mit der Begründung, indem der Angelegenheit der Charakter eines Präzedenzfallles abgesprochen wird. Man hätte hier das Gegenteil gewünscht. Auch bekümmert es hier, wie ich gesprächsweise vernommen habe und wie auch in dem Artikel zum Ausdruck gebracht wird, dass die neutrale Position der Schweiz durch ihre Pflichten als Gastland des Völkerbundes weiterhin belastet bleibe.

gerade heute weniger denn je der Bundesrat verdächtigt werden dürfte, irgendwelche Handlungen, die gegen die Neutralität verstossen würden, auf Schweizergebiet zu dulden. Der Aussenminister erwiderte darauf nichts mehr.

Dagegen kam er, als ich mich verabschiedete, nochmals auf die Presse zurück und gab den Gedanken einer zeitlich parallelen Behandlung beider Fragen nicht auf. Ich glaubte, ihn nachdrücklich davor warnen zu sollen, da dadurch ganz falsche, nicht unbedenkliche Vorstellungen geweckt werden könnten. Weit besser wäre es dann, erklärte ich, unsere Note unbeantwortet zu lassen.

Ich möchte hervorheben, dass die ganze Unterhaltung, deren vorläufiges Ergebnis allerdings nicht befriedigend ist, in freundschaftlichem Tone geführt wurde und ich mich in herzlicher Weise von Herrn von Ribbentrop verabschiedete.

Ich beglückwünschte mich, dass ich mich vorsorglicherweise, eben weil ich dem neuen Aussenminister in diesem Falle nicht recht traute, beim Leiter der Rechtsabteilung, Ministerialdirektor Dr. Gaus, unter dem Vorwande eines Abschiedsbesuchs anschliessend an die Besprechung mit dem Minister angekündigt hatte.

Dr. Gaus, der heute nach mehreren Wochen Krankheit zum ersten Male wieder im Amte erschien, wusste von meinem Schritte noch gar nichts. Ich gab ihm Kenntnis vom Verlaufe des eben stattgehabten Gesprächs, da ich nicht zweifle, dass meine Note zuerst auf seinem Tische erscheinen würde. Dr. Gaus musste anstandshalber seinen Minister mir gegenüber einigermaßen in Schutz nehmen, sagte dann aber bald, Herr von Ribbentrop habe eben mehr als Politiker denn als Jurist gesprochen. Dr. Gaus wollte vor allem den Fall genau prüfen, bevor er sich in verbindlicher Weise äussern könnte, zeigte aber für unsere Überlegungen durchaus Verständnis. Ich legte ihm insbesondere auch dar, dass das, was wir mit so viel Mühe und Ausdauer erreicht hatten, die Entbindung von Verpflichtungen aus dem Artikel 16 der Völkerbundssatzung, ganz auf der Linie der deutscherseits befolgten und gewünschten Politik sich bewege, was Dr. Gaus auch unumwunden zugab. Er glaubt also, dass die Reichsregierung keinen Grund haben werde, die schweizerische Eröffnung nicht mit besonderer Befriedigung entgegenzunehmen, eine Antwort, die seines Erachtens alles andere für uns Wünschenswerte gewissermaßen stillschweigend enthalten würde. Es schein ihm deshalb weniger einzuleuchten, dass damit deutscherseits eine erneute ausdrückliche Anerkennung unserer Neutralität und das Versprechen, sie jeder Zeit zu achten, verbunden werden sollte. Jedenfalls hatte ich in unserer längeren Aussprache Gelegenheit, Dr. Gaus ins Bild zu setzen und ihm unser Bestreben begreiflich zu machen. Er versprach mir, in diesem Sinne an die Prüfung der Frage heranzutreten. Er meinte auch, da ich unseren gleichen Schritt in Rom erwähnt hatte, es wäre denkbar, dass die Reichsregierung in der Sache mit der italienischen Regierung Fühlung nähme.

Um nach keiner Seite hin etwas zu unterlassen, habe ich mich für morgen Mittag noch bei Freiherrn von Weizsäcker angemeldet.

P.S. 21. Mai. Ich komme eben von meinem Besuche bei Freiherrn von Weizsäcker zurück, dem ich die Sachlage auseinandersetzte, allerdings in etwas

gedrängten Zügen, da das Auswärtige Amt wegen den letzten beunruhigenden Nachrichten aus der Tschechoslowakei in Aufregung war und der Staatssekretär, wie er sich ausdrückte, nicht die nötige Geistesruhe besitze, um andere Angelegenheiten in ordentlicher Weise zu behandeln. Freiherr von Weizsäcker versicherte mir aber, dass er mich wohl verstanden habe und unserem Wunsche die gebührende Aufmerksamkeit widmen werde.

307

J.I.131/54

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki*

L OB

Berne, 24 mai 1938

Nous avons eu l'honneur de recevoir le rapport du 19 mai¹ par lequel vous avez bien voulu nous mettre au courant de ce que vous avez fait pour créer, à votre arrivée à Paris, un mouvement de sympathie en faveur de la Suisse. Nous en avons pris connaissance avec un vif intérêt et nous vous approuvons d'avoir profité de l'occasion favorable que fournissait votre installation à Paris pour attirer l'attention sur notre pays et dissiper en même temps certaines préventions ou certains malentendus.

Nous sommes persuadés que l'activité très grande dont vous avez fait preuve au début de votre importante mission a contribué à vous assurer la forte position dont nous avons déjà tiré profit à l'occasion de la question de la neutralité de la Suisse dans la Société des Nations² et nous vous sommes reconnaissants de ne pas avoir hésité à payer de votre personne et prononcer plusieurs discours.

Il ne vous aura certainement pas échappé que, pour le représentant diplomatique d'un petit pays, cette activité publique n'est, toutefois, pas sans certains inconvénients et dangers. Quelques journaux mal disposés à l'égard de la France ont déjà eu des commentaires assez malveillants au sujet des manifestations franco-suissees dont vous nous rendez compte. La «Berliner Börsenzeitung» du 19 mai fait, sous un titre assez agressif, écho à un méchant article de la «Neue Basler Zeitung» et le Ministre d'Allemagne à Berne a déjà marqué, dans des conversations privées, un peu d'humeur de vos allusions à une communauté d'intérêts entre la Suisse démocratique et la démocratie française.

Ces critiques sont exagérées. Elles proviennent en partie de la façon peut-être un peu tendancieuse dont les journaux français ont reproduit vos paroles et nous nous plaisons à espérer qu'il ne sera pas difficile d'écarter les malentendus qui pourraient en résulter.

1. Cf. N° 303.

2. Cf. la rubrique I.1 de la table méthodique.

L'extrême sensibilité avec laquelle tout ce qui donne un instant l'apparence que nos relations avec l'un de nos voisins sont plus chaleureuses qu'avec les autres est observé et commenté démontre cependant qu'on ne saurait être trop circonspect et que les actes les plus naturels et les plus utiles dans les relations franco-suissees peuvent avoir, dans nos relations avec d'autres pays, des répercussions imprévues. Nous savons pouvoir compter sur vous pour ne jamais perdre de vue la nécessité de ne pas troubler l'équilibre qui doit être maintenu entre tous nos voisins³.

3. *Pour la réponse de Stucki, cf. N° 309.*

308

E 2001 (D) 4/52

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Neutralité de la Suisse

Rome, 27 mai 1938

Pour faire suite à ma lettre du 21 de ce mois¹, j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai été reçu le 25 au soir par le Comte Ciano, Ministre des Affaires Etrangères, auquel j'ai remis, conformément à vos instructions, une lettre relative à la neutralité de la Suisse², qui s'inspire du texte joint à vos dernières instructions et dont vous trouverez copie sous ce pli.

Je tiens tout d'abord à relever que notre conversation a été aussi sereine et amicale que possible, les dernières traces de nervosité qui s'étaient récemment manifestées dans les milieux du Gouvernement italien en ce qui concerne nos relations italo-suissees ayant apparemment tout à fait disparu. Le Comte Ciano s'est montré extrêmement compréhensif et personnellement désireux de nous donner satisfaction dans la forme que vous préféreriez.

Conformément à vos instructions, j'ai indiqué que je souhaiterais le voir confirmer par écrit que «l'Italie a pris note avec satisfaction de ce que nous avons fait et qu'elle continuera, comme elle l'a toujours fait, à respecter la neutralité suisse». Le Comte Ciano a voulu noter textuellement cette formule en italien pour la soumettre à M. Mussolini. Il m'a confirmé que l'Italie devait aussi prendre contact avec Berlin. Mais j'ai eu l'impression – sans que cela ait été expressément dit – que le Ministre des Affaires Etrangères voulait donner à entendre que, l'approbation du Chef du Gouvernement étant acquise, il s'emploierait pour que Berlin accepte la même formule.

1. *Non reproduite.*

2. *Du 19 mai 1938. A l'exception de Votre Excellence remplacée par le Gouvernement de S. M. le Roi et Empereur et de l'adjonction de formules de politesse finales cette lettre reprenait textuellement le document reproduit sous N° 296, annexe.*

J'ai cru indiqué d'aborder carrément au cours de notre entretien les réserves ayant subitement surgi dans une partie de la presse allemande; ceci surtout pour lui faire comprendre que l'ambassadeur von Mackensen, ancien Sous-Secrétaire d'Etat, auquel j'avais parlé à titre tout à fait personnel de la chose, avait reconnu combien ces réserves étaient inutiles.

Il a été bien entendu, au cours de l'entretien avec M. Ciano, que dans l'éventualité, que je juge improbable, que la formule proposée par nous pour l'accusé de réception ne serait, en définitive, pas agréée, je serais convoqué au Palais Chigi pour un nouvel échange de vues, mais qu'aucune communication écrite me serait alors adressée avant le nouvel échange de vues.

P.S. En suivant vos indications, j'ai remis au Comte Ciano, mais à titre d'information seulement, le texte de la résolution³ adoptée par le Conseil de la Société des Nations à la suite du rapport du représentant de la Suède.

3. Cf. N° 293, dans annexe 2.

309

J.I.131/54

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie
L

Paris, 27. Mai 1938

Ihr Schreiben vom 24. Mai¹ ist mir richtig zugekommen. Ich habe von seinem Inhalt mit grösstem Interesse Kenntnis genommen und möchte mir erlauben, heute dazu lediglich Folgendes zu bemerken:

Darüber bin ich mir selbstverständlich vollkommen klar, dass es wohl meine Aufgabe ist, die schweizerisch-französischen Beziehungen zu verbessern – was sicherlich dringend nötig war – dass dies aber nicht auf Kosten unserer Beziehungen mit andern Nachbarstaaten geschehen darf. Was ich über das Verhältnis der schweizerischen zur französischen Demokratie gesagt habe, wiederholt inhaltlich genau den gleichen Gedanken, den ich bei Überreichung des Beglaubigungsschreibens mit voller Zustimmung des Politischen Departements ausgedrückt hatte². Er ist meines Erachtens eine absolute Selbstverständlichkeit, was z. B. der Deutsche Botschafter, mit dem ich Gelegenheit hatte, sehr freundschaftlich über diese Frage zu sprechen, ganz spontan und rückhaltslos anerkannt hat. Wenn ich sodann nachdrücklich auf unseren Willen zur Behauptung der Unabhängigkeit und Unverletzlichkeit unseres Bodens hingewiesen habe,

1. Cf. N° 307.

2. Cf. N° 221.

so habe ich lediglich wiederholt, was vor kurzem der einstimmige Nationalrat proklamiert und was Sie, Herr Bundesrat, in Genf gesagt haben. Ich möchte im übrigen materiell nicht weiter auf das Problem eintreten, muss Sie aber allerdings bitten, bei der nächsten Gelegenheit mit Ihnen mündlich eingehend darüber sprechen zu dürfen.

Dass gewisse m. E. vollkommen bedeutungslose Zeitungen wie die «Neue Basler Zeitung», die «Action Nationale» und das «Schweizervolk» sowie die bestens bekannte «Berliner Börsen Zeitung» Kritik üben, verwundert mich nicht und lässt mich gleichgültig. Dagegen hat es mich etwas überrascht, diese Äusserungen in Ihren Schreiben als nicht unwichtig zitiert zu finden. Ich darf vielleicht daran erinnern, dass noch vor sehr kurzer Zeit bedeutend wichtigere schweizerische und französische Zeitungen die schweizerische Politik von der andern Seite aus als nicht neutral kritisiert haben. Und wenn eine Äusserung des Herrn Deutschen Gesandten in Bern, die er im Privatgespräche mit «un peu d'humeur» getan hat, angeführt wird, so denke ich daran, wie noch vor einigen Wochen der französische Botschafter in Bern nicht im Privatgespräch, sondern in offiziellen Demarchen und ohne «humeur» die schweizerische Politik als unneutral heftig kritisiert hat. Den freundschaftlichen Erklärungen des Herrn Daladier darf ich vielleicht das berühmte «più ch'amichevole» gegenüber stellen.

Im übrigen werde ich mich selbstverständlich an Ihre Instruktionen und Wünsche halten und bis auf weiteres diese Art der Propagandatätigkeit einstellen. Ich habe auch bereits eine ganze Anzahl von Anfragen nach weiteren Reden, Radiosprachen und dergleichen abgelehnt.

Zum Kapitel «Neutralität» gehörend, beehre ich mich, Ihnen beiliegend den im heutigen «Journal des Débats» erschienen Artikel über die «Affaire Hoffmann»³ zuzustellen. Sie werden gesehen haben, dass auch der «Temps» vom letzten Mittwoch in ähnlicher Weise berichtet hat. Sie ersehen auch, dass das J.d.D. das Buch des Herrn Fribourg zitiert. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie mir mitteilen wollten, ob und eventuell was ich in dieser Sache unternehmen soll⁴.

3. Cf. DDS 6, table méthodique, rubrique V. la Suisse et la paix, Nos 300 ss.

4. Dans sa réponse du 30 mai, Motta précise à ce sujet: Ces polémiques sont irritantes et nuisibles, bien qu'il s'agisse d'un passé déjà assez lointain. Le mieux à faire, à notre avis, est de laisser l'oubli se reformer sur elles, ce qui tardera d'autant moins que la discussion n'aura pas été alimentée par des réfutations et des mises au point. Vous connaissez déjà notre opinion au sujet du livre de M. Fribourg. Quant aux «Souvenirs» de M. Willemin, ils ne méritent pas davantage d'être pris au sérieux. Bien qu'il n'ait fait partie du Conseil national que de 1911 à 1917 et de 1919 à 1922, vous aurez peut-être connu ce politicien genevois sur lequel il n'a jamais été possible de faire fond; vous savez que, s'il s'était fait une réputation d'«enfant terrible», c'est comme fantaisiste et non comme amant de la vérité. Les propos de M. Willemin, âgé aujourd'hui de 75 ans, sont des radotages indignes de toute créance. Dans les conversations que vous pourriez avoir à leur sujet, nous vous serons reconnaissants de dire qu'il s'agit de billeversées.

310

E 2001 (D) 1/100

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

Copie

L Relations italo-suisse

Rome, 30 mai 1938

Dans ma lettre du 27 mai¹ je vous ai relaté la partie de mon dernier entretien avec le Comte Ciano ayant trait à la question, essentielle pour nous, de la neutralité. Les occupations incessantes des derniers jours, y compris les travaux de l'Assemblée de l'Institut International d'Agriculture, ne m'ont pas laissé le loisir de vous écrire auparavant au sujet des autres questions mentionnées au cours de mon entretien avec le Comte Ciano du 25 de ce mois.

Je dois répéter tout d'abord que l'entretien avec le Ministre Ciano a été extrêmement cordial et amical. J'avais remarqué aussi que le Comte Ciano avait été un peu frappé par la mise au point vigoureuse contenue dans la lettre personnelle que je lui avais adressée le 13 de ce mois et qui était jointe à mon rapport au Département du 14 mai². Le Ministre des Affaires Etrangères tenait donc à me rassurer quant à ses sentiments.

Durant tout l'entretien *il n'a pas été question de la presse*, cette matière ayant été « vidée » au cours de nos précédents entretiens et par lettres.

Quant au « Giro d'Italia », à propos duquel les Autorités italiennes avaient craint des incidents, j'ai souligné, à teneur d'une de vos récentes obligeantes communications, que vous aviez vous-même consenti, Monsieur le Conseiller Fédéral, à donner le signal du départ de l'étape commençant à Locarno. Le Comte Ciano a reconnu qu'il était vraiment impossible de faire davantage et a marqué sa vive appréciation de votre geste. Il a aussi dit qu'alarmé au début par les rapports venant de Suisse (MM. Tamaro, à Berne, et Della Croce, à Lugano, paraissent même avoir conseillé, à un moment donné, de modifier l'itinéraire du « Giro d'Italia », de façon à ne pas toucher notre territoire!), il avait été complètement rassuré par ce que je lui avais dit et écrit.

Restait, parmi les questions dont nous nous étions entretenus le 12 mai, l'affaire des irrédentistes arrêtés au Tessin. A ce sujet, le Comte Ciano m'a dit plusieurs choses dont nous ferons bien de nous souvenir. En premier lieu, il m'a déclaré à propos de l'œuvre des irrédentistes, à laquelle il essaye très loyalement de mettre fin, dans la mesure du possible, que rarement depuis sa nomination au Palais Chigi il avait reçu autant de lettres, de sollicitations téléphoniques et même de visites qu'à propos du nommé Garobbio. Des sénateurs, des députés, de très nombreux professeurs et intellectuels de toute espèce qui, d'ailleurs, avaient aussi essayé de faire pression sur le Duce, étaient intervenus auprès de lui pour qu'il essaye de faire quelque chose pour Garobbio. Ce monde ne paraît

1. Cf. N° 308.

2. Cf. N° 295 et annexe.

pas avoir su, en partie du moins, qu'il s'agit d'un ressortissant suisse que nous considérons comme un traître. A titre tout à fait personnel et en admettant qu'il n'y avait pas lieu d'intervenir pour un étranger, M. Ciano m'a prié de vous dire que vis-à-vis des irrédentistes en Italie et pour diminuer les ennuis qu'ils peuvent continuer à causer, il valait mieux, à son avis, démontrer de la mansuétude à l'égard de Garobbio. J'ai répété que j'étais sans nouvelles en ce qui concernait ce ressortissant, mais que, de toute manière, la peine de cet individu serait très légère par rapport à son activité. Ceci dit, j'ai ajouté qu'il n'était certes pas dans les traditions des autorités suisses de faire des martyrs, notre pays étant assez fort et assez uni pour pouvoir traiter quelques égarés avec dédain.

Cette conversation est, néanmoins, assez significative, car elle me prouve la force du mouvement «culturel» irrédentiste et les ennuis qu'il peut créer même à l'autorité politique italienne, qui ne désirerait pas des embêtements de ce genre.

311

E 2001 (D) 4/52

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Rome, 30 mai 1938

J'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre du 25 mai¹, lue avec le plus grand intérêt, au sujet des premières réactions qu'a provoquées à Berlin notre démarche relative à notre neutralité dans le cadre de la Société des Nations. Entre-temps, vous aurez reçu mon rapport du 27², qui vous a relaté mon dernier entretien avec le Comte Ciano.

La lecture du rapport de M. Dinichert du 20 mai³ me confirme dans *l'impression* – qui, il est vrai, jusqu'ici ne s'étaye pas sur des preuves précises – qu'à l'occasion de la visite du chancelier Hitler à Rome, l'entourage du Führer a voulu associer l'Italie aux doléances allemandes concernant la presse suisse. Il y avait d'ailleurs là un processus à prévoir et que je vous ai signalé dans mon rapport du 19 février⁴. La presse suisse ayant vraiment montré dernièrement beaucoup de sympathie à l'égard de M. Mussolini, j'aurais, en effet, de la peine

1. *Dans cette lettre Motta écrivait*: Il nous intéressera de connaître l'impression que vous laisserez votre nouvel entretien avec le Ministre des Affaires étrangères. Nous ne pensons pas qu'à ce moment, l'échange de vues qui va s'instituer entre Rome et Berlin aura déjà abouti à des résultats concrets. Mais, comme nous vous le disons plus haut, rien ne presse. Après les renseignements que nous avons déjà recueillis, mieux vaut agir sans précipitation.

2. Cf. N° 308.

3. Cf. N° 306.

4. *Non reproduit*, cf. E 2001 (D) 2/7.

à m'expliquer autrement la mauvaise humeur constante qu'attribuent au Chef du Gouvernement ses principaux collaborateurs en ce qui concerne l'attitude de la presse suisse. Les fameux «fonogrammi di stampa» de M. Tamaro, qui ont fait tant de dégâts aux rapports italo-suisse, sont certainement pour quelque chose dans l'appréciation injuste que j'ai dû constater ici; mais ils ne suffisent pas, à eux seuls, à expliquer la permanence d'un état d'esprit contre lequel je dois à tout moment prendre position dans mes entretiens avec le Ministre des Affaires Etrangères et d'autres membres du Gouvernement. Somme toute, j'ai donc l'impression que l'on doit avoir dit ici à l'Allemagne qu'on est – jusqu'à un certain point – solidaire dans les critiques de la presse suisse. Je m'empresse d'ailleurs d'ajouter que j'ai bon espoir d'arriver, avec un peu de patience, à démonter cet état d'esprit.

Pour en revenir au problème de notre neutralité, je puis également espérer que c'est l'Italie (qui, malgré tout, a une grande dette de reconnaissance envers nous, contractée dans une période assez critique et dont les meilleurs parmi les membres du Gouvernement se souviennent) qui, en l'espèce, agira dans le sens de la pondération à Berlin. Pour l'instant même, ce serait faire preuve d'agitation inutile, après mon entretien très cordial de la semaine dernière avec le Comte Ciano, de revenir à la charge. A mon retour de Venise (où je me rendrai demain pour l'inauguration du pavillon suisse à la Biennale), je compte cependant avoir des entretiens d'information avec le Sous-Secrétaire d'Etat Bastianini, très sympathique et compréhensif à l'égard de la grande ligne immuable de notre politique, ainsi que peut-être avec le Directeur politique, M. Buti.

312

E 27, Archiv-Nr. 19824

*Notice du Chef de la Section de la Société des Nations
du Département politique, C. Gorgé*

Berne, 1^{er} juin 1938

NOTICE RELATIVE À LA NEUTRALITÉ ACTIVE
(CONFÉRENCE AVEC LA CROIX-ROUGE)

La conférence s'est tenue le mardi 31 mai, à 10 h. 30, chez M. le Président Max Huber à Zurich.

Y assistaient le Colonel divisionnaire Favre, du Comité international, et un secrétaire du Comité, M. Burckhardt, M. von Schulthess, Président de la Croix-Rouge Suisse, le Lt-Colonel Denzler, Médecin en chef de la Croix-Rouge, le Colonel divisionnaire von Muralt, M. von Fischer, Secrétaire central de la Croix-Rouge, et le soussigné. Ce dernier participait à la réunion en une double qualité: comme membre de la Direction de la Croix-Rouge et comme représentant du Département Politique.

M. Huber présidait.

Après un exposé introductif de M. Huber, dans lequel il souligna l'intérêt de la question pour la Suisse, on demanda au soussigné s'il pensait que le Conseil fédéral serait, pour sa part, sympathique à l'idée de la neutralité active.

J'ai répondu que je l'ignorais, mais que j'avais tout lieu de penser que le Conseil fédéral estimerait aujourd'hui, comme en 1914, que la Suisse ne pourrait pas, en temps de guerre générale et au cas où elle serait derechef épargnée par les hostilités, se replier égoïstement sur sa neutralité, mais qu'elle devrait, au contraire, se vouer plus que jamais à sa mission charitable. La neutralité active que nous avons pratiquée dans le passé a valu à la Suisse une situation morale dont nous bénéficions encore largement aujourd'hui. Cette position, nous ne la perdrons pas dans une nouvelle guerre; il y a plutôt lieu de penser que nous y ajouterions encore.

J'ai précisé, me fondant sur la lettre récente que nous avons adressée au Département Militaire à la suite d'une requête de la Croix-Rouge suisse, que le Département Politique avait déjà saisi le Département Militaire de la question de principe et que tout portait à penser qu'il serait, comme nous, d'avis que la neutralité suisse aurait tout à gagner, en temps de guerre, à se montrer aussi active que possible.

Quant à la manière dont cette activité pourrait pratiquement se manifester, j'ai rappelé que la lettre de la Croix-Rouge en date du 13 mai n'était pas très explicite et qu'elle brûlait un peu vite les étapes en envisageant d'emblée la conclusion d'une convention internationale en la matière. On peut se demander, en effet, si nos voisins et les pays plus directement intéressés à une action charitable de la Suisse en temps de guerre seraient sans autre disposés à négocier avec nous une convention dont toute l'économie se rattacherait à l'hypothèse d'une nouvelle catastrophe européenne. Il se peut que des Etats aient peu de propension à envisager de trop près ce spectre. A cette raison d'ordre psychologique s'ajoute celle que nous faisons valoir dans notre lettre au Département Militaire, à savoir que lorsqu'on s'engage, on doit être sûr de tenir et que la Suisse ne sait pas plus que les autres pays ce que l'avenir lui réserverait dans le cas d'une nouvelle conflagration générale. Pour ces raisons, on devrait peut-être se contenter d'une simple déclaration, aux termes de laquelle il y aurait lieu de faire connaître, sous une forme à examiner, ce que la Suisse serait prête à faire, en temps de guerre, pour soulager les souffrances des combattants et des civils frappés par les événements.

M. Huber a exposé alors que, dans son esprit et dans celui d'autres personnes avec qui il s'était entretenu de la question, la Suisse pourrait, en temps de guerre, déployer une activité humanitaire dans au moins cinq directions, avec l'appui de la Croix-Rouge et du Comité international:

1. *Prisonniers de guerre.* On pourrait s'occuper de leur sort, s'occuper de l'échange de correspondance entre eux et leur famille, visiter les camps où ils seraient rassemblés, etc. Le même intérêt serait voué aux internés civils dont le sort a été si précaire pendant la dernière guerre et qui serait amélioré de façon appréciable par la conclusion d'un accord dans le sens du projet préparé par le Comité international et déjà soumis aux Autorités fédérales.

2. *Aide aux services sanitaires des belligérants.* M. Huber se montre ici

quelque peu sceptique. Il connaît les expériences qu'on a faites, dans la guerre italo-éthiopienne, avec l'article 11 de la Convention de Genève. Elles ne sont pas encourageantes, et il vaudrait mieux que la Suisse se tînt à l'écart. C'est bien, croyons-nous, ce que fera la Suisse neutre. Nous ne la voyons pas autoriser sa Croix-Rouge à prêter une ambulance à un belligérant. Elle risquerait trop d'être accusée de prendre parti.

3. *Transports de blessés, malades, d'évacués, etc. sur notre territoire.* Nous nous sommes occupés de ces transports pendant la grande guerre; nous pourrions nous en charger aussi à l'avenir.

4. *Hospitalisation des civils, internement des prisonniers.* Nous pourrions rendre ici, comme dans le passé, d'appréciables services à la communauté internationale. M. Huber n'exclurait pas la possibilité de faire avec la Suisse une application générale des principes à la base des «lieux de Genève». La Suisse deviendrait un «pays de sécurité». Je n'ai pas, pour ma part, très bien saisi cette idée, car entre le «lieu de Genève», qui, par définition, se trouve dans un pays en guerre, et le territoire suisse qui reste en dehors d'un conflit armé, il y a une différence notable, non pas tant au point de vue de la sécurité offerte qu'au point de vue des motifs mêmes dont procéderait cette sécurité.

5. *Observation des Conventions de Genève.* Le Comité international a joué et jouera encore un rôle bienfaisant en vue d'assurer, en temps de guerre, le respect de ces conventions. La Suisse peut, le cas échéant, prêter son concours à cet effet.

Après ces explications de M. Huber, j'ai exposé que ces divers points mériteraient évidemment un examen attentif et que la meilleure procédure à suivre consisterait peut-être à laisser au Comité international (M. Huber) le soin de rédiger un mémoire d'ensemble qui pourrait encore être soumis à la Croix-Rouge suisse avant d'être adressé au Conseil fédéral.

A s'en tenir aux cinq groupes de questions envisagées par M. Huber, il conviendrait, au surplus, de préciser quelles seraient les tâches qui incomberaient respectivement à la Confédération (transports par exemple), au Comité international (échange de la correspondance concernant les prisonniers de guerre, visite des camps, respect des conventions de Genève, etc.) et à la Croix-Rouge suisse (par ex. hospitalisation des militaires et civils étrangers).

Quant à la forme dans laquelle la Suisse pourrait mettre ses services à la disposition des belligérants, M. Huber a reconnu qu'il était prématuré de parler, dès maintenant, d'une convention. Une déclaration pourrait peut-être suffire. En tout état de cause, c'est au Conseil fédéral qu'il appartiendrait, le moment venu, de se prononcer sur la voie à suivre. L'essentiel – et c'est l'idée que je me suis permis de développer – serait de mettre sur pied une organisation de secours et d'entr'aide prête à fonctionner au moment d'une guerre. On pourrait toujours examiner ensuite de quelle manière elle serait mise d'avance à la disposition des Etats qui pourraient en avoir besoin.

Il serait cependant risqué de créer de toutes pièces une organisation de ce genre si elle ne rencontrait pas le plein agrément de ceux pour lesquels elle serait instituée. Aussi M. Huber pensait-il que des conversations tout officieuses pourraient avoir lieu, dès la Conférence de la Croix-Rouge qui se tiendra, ce mois-ci, à Londres, avec des représentants autorisés des Croix-Rouges étran-

gères ou des Gouvernements entrant principalement en ligne de compte. La question présentait donc, à ses yeux, une certaine urgence, en ce sens qu'il aurait été souhaitable de connaître, dès maintenant, l'avis du Conseil fédéral.

J'ai fait observer qu'il serait sans doute assez difficile pour le Conseil fédéral de se prononcer incontinent, sans études préalables approfondies. Le problème est de trop vaste envergure pour qu'une solution même toute générale lui soit donnée au pied levé. J'ai ajouté que nous avions déjà saisi le Département Militaire de la question de principe sur la base d'une lettre un peu hâtive de la Croix-Rouge. Cette lettre s'étant révélée inexacte ou du moins trop expéditive sur certains points (question de la convention, par exemple), il y aurait lieu de la rectifier ou de la compléter, en attendant l'exposé détaillé qui serait adressé ultérieurement aux Autorités fédérales.

M. Huber et ses collègues se rallièrent sans peine à ces observations. Il fut finalement décidé que la Croix-Rouge suisse préciserait un peu mieux la portée du problème dans une nouvelle communication qu'elle adresserait au Département Politique. Elle nous annoncerait, en même temps, l'envoi d'une étude détaillée sur les divers aspects du problème de la neutralité active. Cette étude serait faite dans le sens que je m'étais permis d'indiquer. M. Huber fit toutefois observer qu'elle prendrait un certain temps et qu'elle ne pourrait pas de toute façon être achevée avant la Conférence de Londres. Il se demandait, dans ces conditions, s'il ne suffirait pas que M. Motta, informé par moi-même de ce premier échange de vues, voulût bien faire connaître son sentiment sur l'ensemble de la question. Connaissant l'avis du Chef du Département Politique, les représentants du Comité international et de la Croix-Rouge suisse pourraient plus facilement procéder à quelques sondages dans les milieux de la Conférence de Londres.

J'ai répondu que j'étais évidemment tout disposé à appeler l'attention de mon chef sur ce problème, mais que M. Motta désirerait peut-être connaître, avant d'émettre un avis, sinon le sentiment du Conseil fédéral, du moins celui de certains de ses collègues. Cela était d'autant plus naturel que M. Motta avait déjà écrit à ce sujet à M. Minger (notre lettre du 20 mai 1938).

Certains de nos collègues se sont demandé si, tout compte fait, il ne vaudrait pas mieux que des conversations pussent avoir lieu, le cas échéant, à Londres avant que les Autorités fédérales eussent fait connaître leur manière de voir. Elles n'engageraient personne. Ce seraient de simples sondages, et la liberté d'action du Conseil fédéral demeurerait entière.

La réunion n'a pas conclu définitivement sur ce point, mais il est certain que M. Huber serait heureux de savoir si M. Motta approuve, quant à lui, l'initiative prise par les milieux de la Croix-Rouge en Suisse. On comprend ce sentiment d'autant mieux que M. Huber – à supposer qu'il se charge lui-même de préparer le mémoire dont il a été question plus haut – se consacrerait plus volontiers aux études à entreprendre s'il savait qu'elles répondent aussi aux préoccupations des Autorités fédérales.

La discussion portait exclusivement sur l'aide que la Suisse pourrait, avec le concours de sa Croix-Rouge, apporter aux belligérants au cours d'une guerre européenne. J'ai demandé s'il n'y aurait pas lieu de compléter cette action du temps de guerre par une action du temps de paix. La Suisse doit se montrer

compatissante envers les victimes de tous les désastres, et si un peuple est ruiné par des inondations ou par un tremblement de terre, il appelle notre commisération aussi bien que s'il était frappé par la guerre. A cet égard, la Croix-Rouge suisse, qui se consacre principalement, comme de juste, à son rôle d'auxiliaire du service de santé de l'armée en temps de guerre, pourrait faire davantage. Elle ne possède, à l'heure actuelle, aucune organisation de secours pour l'aide en cas de cataclysmes naturels. Elle pourrait, semble-t-il, faire davantage et être prête, comme dans d'autres pays, à prêter aide et appui à des populations sinistrées. La charité suisse ne doit pas se limiter à la guerre.

M. Huber s'est associé à ces remarques, mais il a insisté néanmoins sur l'objectif essentiel de la Croix-Rouge, qui est de déployer une action charitable en temps de guerre. A son avis – et c'est le mien aussi – la collaboration en temps de guerre doit venir en tout premier lieu. L'entr'aide en cas de calamités n'a pas, pour la Croix-Rouge telle que l'a conçue Dunant, la même importance. On pourrait donc, en ce qui concerne la neutralité active, ne s'en occuper que plus tard.

La réunion n'avait nullement été préparée. Aucun document n'avait été distribué. Je ne connaissais même pas, en arrivant à Zurich, sur quoi exactement allait porter l'échange de vues. La discussion s'en est évidemment ressentie, au point que la plupart des participants se sont bornés à marquer, en termes tout généraux, leur sympathie pour l'initiative tendant à établir de façon positive qu'en se repliant sur sa neutralité intégrale, la Suisse ne se nourrit pas d'égoïsme sacré, mais qu'elle entend tirer, au contraire, de son statut d'Etat perpétuellement neutre les moyens de se vouer plus activement que jamais à adoucir les souffrances des victimes de la guerre¹.

1. *Pour la suite de cette affaire, cf. N° 496.*

313

E 4320 (B) 1968/195/10

Aide-Mémoire du Ministère public de la Confédération¹

Bern, 2. Juni 1938

KURZBERICHT

1. *Politische Tätigkeit der deutschen Staatsangehörigen in der Schweiz:*

Es ist insbesondere dank der ausserordentlich straffen und energischen Leitung des Freiherrn von Bibra in letzter Zeit eine erhöhte Tätigkeit der Deutschen in politischer Beziehung festzustellen. Diese Tätigkeit erstreckt sich nach

1. *Non signé.*

Erhebungen der Bundesanwaltschaft hauptsächlich auf eine organisatorische Zusammenfassung² aller Deutschen in der Schweiz in den bekannten Organisationen: NSDAP, NS-Frauengemeinschaft, HJ (Hitler Jugend), BdM (Bund deutscher Mädchen), DAF (Deutsche Arbeitsfront) und Deutsche Studentenschaft.

Ein Grund und eine gesetzliche Grundlage zum Verbot dieser Organisationen besteht angesichts der in Art. 56 BV³ verankerten Vereinsfreiheit und der Tatsache des ungehinderten Bestehens der kommunistischen Partei in der Schweiz nicht. Ein solches Verbot, das zudem praktisch gar nicht durchgeführt werden könnte, hätte ausserdem in aussenpolitischer Beziehung für die Schweiz nachteilige Folgen und wäre überdies auch nicht zweckmässig.

Die Bundesanwaltschaft wird wie bisher auch in Zukunft diese Organisationen überwachen und in Einzelfällen, wo sich eine Verletzung der bestehenden gesetzlichen Bestimmungen feststellen lässt, in Form von Strafuntersuchungen, Ausweisungen und Grenzsperrren durchgreifen. Es laufen gegenwärtig verschiedene gerichtspolizeiliche Ermittlungsverfahren, über deren Ausgang im jetzigen Augenblick noch nichts ausgesagt werden kann.

Es hat sich in mehreren Fällen herausgestellt, dass infolge einer gefühlsmässigen Einstellung kleine Vorfälle und Vermutungen über Gebühr aufgebauscht worden sind. Sofort angeordnete Erhebungen haben auch vielfach die absolute Haltlosigkeit von in der linksgerichteten Presse erschienenen Gerüchten erwiesen. Ein typischer Fall ist derjenige der Deutschen Studentenschaft in Basel, wo die kantonale Polizei mehrfach Erhebungen anstellte, die vollständig resultatlos verliefen.

Zweifellos bedarf es im gegenwärtigen Augenblick einer erhöhten Aufmerksamkeit seitens der mit der Strafverfolgung betrauten Behörden; im allgemeinen Interesse sollte sich jedoch die Öffentlichkeit und insbesondere die Presse einer erhöhten Zurückhaltung befleissigen. Zwischenfälle wie z. B. in Arbon schaden den internationalen Beziehungen der Schweiz ausserordentlich und sollten in Zukunft unbedingt unerblicklich.

2. *Deutsche Zeitung in der Schweiz:*

Die «Deutsche Zeitung in der Schweiz» ist die Zeitung der deutschen Kolonie in der Schweiz und nimmt dieselbe Stellung ein wie die «Squilla Italica» für die italienische Kolonie.

Die «Deutsche Zeitung in der Schweiz» ist aus der seinerzeit in Bern erschienenen «Nachrichten der Deutschen Kolonie Bern» entstanden. In Ersetzung dieser «Nachrichten der Deutschen Kolonie Bern» erschien zunächst in Luzern das vom bekannten A.W. Ahrens redigierte und herausgegebene «Deutsche Nachrichtenblatt».

Hernach wurde seitens der Deutschen Gesandtschaft durch Mittelsmänner versucht, in Ersetzung des früher erschienenen und verbotenen «Reichsdeutschen» die in Speicher seit 1927 erscheinende «Deutsche Wochen-Zeitung» in nationalsozialistischem Sinne zu beeinflussen und zu einer Koloniezeitung auszubauen. Der Verleger namens Hauke liess sich jedoch nicht hiezu bewegen.

2. *Remarque manuscrite en marge:* Anmeldepflicht, Formular.

3. *Bundesverfassung, cf. RO, 1876, vol. 1, p. 18.*

Die Bundesanwaltschaft gab s. Zt. dem Politischen Departement von diesen Bestrebungen Kenntnis und verhehlte diesem ihre Bedenken keineswegs.

Neuerdings wird nun mit Einwilligung des Politischen Departements⁴ die «Deutsche Zeitung in der Schweiz» herausgegeben, als deren Schriftleiter ein gewisser Gerhard Horn in Bern genannt ist. Der Bundesanwaltschaft, die gewisse Bedingungen gestellt hätte, wurde keine Möglichkeit gegeben, sich zur Frage der Gestattung dieser Zeitung zu äussern.

3. *Grossdeutsche Propaganda.*

Die Bundesanwaltschaft kontrolliert laufend diejenigen Sendungen politischen Propagandamaterials, die ihr seitens der Oberzolldirektion und der Generaldirektion P.T.T. unterbreitet werden, und beschlagnahmt, was im Widerspruch mit den geltenden gesetzlichen Bestimmungen steht. So wurde u. a. auch kürzlich die Aprilnummer der Schulungsbriefe der NSDAP auf Grund des Unabhängigkeitsgesetzes beschlagnahmt. Die Volkstumskarte, die im bekannten Artikel des St. Galler Tagblattes vom 20. Mai 1938 erwähnt ist, war nicht mehr in der Sendung enthalten.

Bei verschiedenen an Reichsdeutsche adressierten Sendungen politischen Propagandamaterials, das auf Grund der bestehenden Bestimmungen nicht beschlagnahmt werden konnte, wurde jeweils die Auflage gemacht, dass das Propagandamaterial nur für deutsche Staatsangehörige verwendet werden dürfe.

Es hat sich im Verlaufe der letzten Monate, insbesondere auch infolge der strikten Wahrung des Postgeheimnisses durch die Generaldirektion P.T.T., welche die Namen der Adressaten von solchen Sendungen nicht bekannt geben wollte, gezeigt, dass mit Bezug auf das in die Schweiz eingeführte Propagandamaterial nationalsozialistischer Provenienz die gesetzlichen Grundlagen ungenügend waren. Daher hat die Bundesanwaltschaft eine Ergänzung des BRB vom 3. November 1936 betr. Massnahmen gegen die kommunistischen Umtriebe in der Schweiz⁵ beantragt. Der neue BRB betr. Massnahmen gegen statsgefährliches Propagandamaterial⁶ ist gestern in Kraft getreten.

4. *Schweizerische Erneuerungsbewegungen, die der nationalsozialistischen Bewegung ideologisch nahestehen:*

a) *Nationale Front*: Die Bedeutung dieser Bewegung hat in letzter Zeit, insbesondere vom Augenblick, da die Landesleitung von R. Henne auf Dr. Tobler übergegangen ist, abgenommen. Numerisch ist die Front nur noch in Zürich von einiger Bedeutung. Viele Anhänger sind zur ESAP (Eidgenössische Soziale Arbeiterpartei) oder zum BTE (Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Weltanschauung) übergetreten.

b) *Volksbund, auch NSSAP (Nationalsozialistische schweizerische Arbeiterpartei) genannt*: Der unter Leitung von Major Leonhard, Basel, stehende Volksbund ist trotz seiner numerischen Schwäche wegen seiner regen Beziehungen mit Deutschland Gegenstand besonderer Aufmerksamkeit seitens der Bundesanwaltschaft. Sobald das laufende Ermittlungsverfahren genügende

4. Politischen Departements a été barré et remplacé par Bundesrats.

5. Cf. RO, 1936, vol. 52, p. 843.

6. Cf. RO, 1938, vol. 54, p. 249.

Anhaltspunkte für eine Haussuchung bietet, wird in Basel und Zürich durchgegriffen.

c) *Der BTE (Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Weltanschauung)* hat sich in Zürich aus einer Gruppe ehemaliger Anhänger der Nationalen Front gebildet. Obmann ist der bekannte Schriftsteller A. Zander; weitere massgebende Personen sind Dr. phil. H. Oehler und der Journalist B. Schächli. Als Organ erscheint in hektographierter Form im Verlag «Schweizerdegen» in Zürich «Der Nationale Sozialist». Weitere Erhebungen, welche die Bundesanwaltschaft durch die Kantonspolizei Zürich veranlasst hat, sind gegenwärtig im Gange.

d) *ESAP (Eidgenössische soziale Arbeiterpartei)*: Leiter dieser in Zürich gegründeten Partei ist ein gewisser E. Hofmann, der auch als Schriftleiter der neuerscheinenden Zeitung «Schweizervolk» zeichnet. Früher genoss der seitens des Sekretärs des Zürcherischen Arbeitgeberverbandes, Dr. Otto Steinmann, als ehrlich und anständig bezeichnete Hofmann die Unterstützung von Oskar Sulzer, da insbesondere die Maschinenindustrie Interesse an einer nicht-marxistischen Arbeiterpartei besass. Seit Erscheinen der neuen Zeitung, als deren mitverantwortliche Redaktoren ein C.A. Schmid und ein Jean Hirt zeichnen, erhält die ESAP von der genannten Seite keinerlei Unterstützung mehr. Es wurde auch schon die Vermutung geäussert, die Finanzierung der neuen Zeitung erfolge durch die Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon. Auch in diesem Falle hat die Bundesanwaltschaft durch die Kantonspolizei Zürich Erhebungen angeordnet, die noch nicht abgeschlossen sind⁷.

Zum Schluss darf darauf hingewiesen werden, dass die Bundesanwaltschaft sämtlichen politischen Bewegungen in der Schweiz ihre volle Aufmerksamkeit widmet und in denjenigen Fällen, wo dies im Landesinteresse liegt, oder wo eine Zuwiderhandlung gegen die geltenden gesetzlichen Bestimmungen festgestellt werden kann, unnachsichtlich und wirksam durchgreift, wie sie dies z. B. im Falle der im nationalsozialistischen Solde stehenden Presseagentur Franz Burri in Luzern gezeigt hat.

7. *Remarque manuscrite en marge de cet alinéa*: Konfidentiell.

314

E 27, Archiv-Nr. 9758, Bd. 1

*L'Attaché militaire de Suisse à Berlin, H. von Werdt,
au Service de l'Etat-Major général, 5^e Section¹*

Copie
R N° 3

Berlin, 3. Juni 1938

Ich melde über meine ersten Antrittsbesuche bei den Militärattachés von Italien, Frankreich, England.

Italien. Mil. Attaché Gen. Marras. Empfang äusserste liebenswürdig, man darf fast sagen herzlich, teils durch Temperament bedingt, vielleicht auch, weil ich die Konversation sofort auf Italienisch begann. Mitteilksam, wenn auch bedacht, über alles auch meine Ansicht zu hören.

Frankreich. Mil. Attaché Gen. Lieut. Renondeau. Empfang liebenswürdig, jedenfalls mehr als reine Korrektheit. Sprach Hoffnung aus für gute Beziehungen, wie er sie bis jetzt mit allen Schweizern gehabt habe. In seinen Äusserungen eher etwas zurückhaltend.

England. Mil. Attaché Oberst i. Gest. Mason-Mac Farlane. Empfang eine sympathisch wirkende Mischung von ein wenig englischer Steifheit und gemütlichem Club-Jargon. Ohne von mir – ausser von der Schweiz, wo er einige Zeit auch als Mil. Attaché akkreditiert war, und die ihm offenbar in guter Erinnerung – etwas wissen zu wollen, keine Geheimnisse machend, jedoch sehr vorsichtig in seinen Formulierungen.

Übereinstimmend sagten alle Attachés, es gäbe sehr viel Arbeit für sie, weil die Deutschen wenig mitteilksam seien.

Im Folgenden in grossen Zügen die Äusserungen:

Italien.

Autonomie der Sudetendeutschen sei eine schwierige Sache. Nur schon z. B. Autonomie punkto innere Sicherheitsangelegenheiten Cechen fast unmöglich zu geben [!] mit Rücksicht auf Befestigungen im Grenzgebiet sowie die grossen Industrieanlagen in sudetendeutschem Gebiet.

Eine Autonomielösung bleibe immer eine zweifelhafte Sache.

Ebenso schwierig wäre eine Grenzsetzung zwischen deutschem und cechischem Gebiet. Ein Beispiel nur: Prag sei eine cechische Stadt, die Deutschen behaupten jedoch, sie sei eine deutsche Stadt.

Cechoslowakei soll 150 000 cechische Bauern in deutschem Gebiet angesiedelt haben, um dadurch die Grenzsetzung zu verunmöglichen.

Allerdings heisse es, diese Bauern sollen jetzt nach und nach rückgesiedelt werden.

Er persönlich halte allerdings eine Teilung einzig nach Rasse nicht für richtig. Man müsse doch geographische und wirtschaftliche Momente auch berücksichtigen.

1. *Section des renseignements.*

(Als Italiener muss er so reden, da nun endgültig 200 000 Deutschtiroler Italien zugesprochen wurden).

Jedenfalls sei diese Lösung schwierig.

Den noch immer eher hetzerischen Ton der deutschen Presse, die fortwährend neue Vorfälle mit fettgedruckter Überschrift bringt, erklärt er, dass Deutschland möglichst viele solcher Vorfälle «sammeln» wolle, ohne aber vorläufig darauf zu reagieren, um seinerzeit darlegen zu können wie weitgehend sie stets Ruhe und Zurückhaltung bewiesen haben.

(Die Deutschen hingegen fassen es als Provokation auf.)

Dass ein eventueller Einmarsch natürlich bis ins kleinste vorbereitet sei, halte er rein militärisch als selbstverständlich, wenngleich auch seiner Meinung nach dies die Deutschen nicht wollen.

Frankreich.

Die Lage bleibe so lange gefährlich, bis das sudetendeutsche Problem nicht gelöst sei. Für den Moment halte er die Lage für beruhigt. Es soll ein Plan seitens Deutschlands existieren, die Cechen aus den sudetendeutschen Gebieten zu evakuieren.

Auch er halte die deutsche Presse momentan für «giftig».

Ein Herr des deutschen Pressedienstes soll auf eine diesbezügliche Äusserung gesagt haben, man gäbe jetzt den Journalisten etwas mehr Freiheit in der Meinung, sie wären nun genug über die allgemeinen Richtlinien, die sie einzuhalten haben, orientiert. (Ich halte dies eher für eine Ausrede als Tatsache).

Dass Deutschland einen Krieg provozieren wolle, glaube er nicht, aber ebensowenig, dass die vielbesprochene Autonomielösung die endgültige sei.

England.

England werde tun, was es kann, um mit vorurteilsfreier Vernunft einen Krieg zu verhindern.

Die grosse Schwierigkeit aber bestehe darin: In jeder Lage gab es bisher immer eine Lösung, die nach und nach sich dem objektiven Zuschauer quasi als eine einzig vernünftige aufdrängte.

Hier aber könne man unmöglich auch nur andeutungsweise eine Lösung sehen, die beide Teile auch nur halbwegs befriedige.

Von einer Autonomie halte er wenig.

Die Lage – wenn auch für den Moment ruhig, lasse jederzeit eine Explosion befürchten. Daher aber ist irgend eine Lösung *bald* notwendig. Die Möglichkeit einer solchen könne erst kommen, wenn die Cechoslowakei mit ihren Gegenvorschlägen auf die bereits bekanntgegebenen Vorschläge der Sudetendeutschen an die Öffentlichkeit trete.

Das wäre der Moment, um eventuell intervenieren zu können.

Die immer noch heftige deutsche Presse erklärt er rein «psychologisch». Deutschland wolle für den Fall, dass es doch zu etwas käme, das Volk in einer Stimmung erhalten, dass es freudig mitgehe.

(Das wäre ein gefährliches Spiel mit dem Feuer. Ich glaube diesbezüglich, dass der *ital.* Mil. Attaché Recht hat.)

Er glaube aber bestimmt nicht, dass die Presse «hetzen» will, weil er überzeugt ist, dass Deutschland keinen Krieg will.

Resumierend darf man, glaube ich, sagen – inbegriffen deutsche Äusserungen:

In der Meinung, die Cechoslowakische Mobilmachung habe provozierenden Charakter, steht Deutschland allein. Sein momentaner Friedenswille wird allgemein anerkannt, daher die Presseäusserungen – sei das Motiv nun dies oder jenes – nicht als kriegsgefährlich betrachtet.

Kleinere Zwischenfälle dürften auch nicht die momentane Ruhe stören.

Die Lage wird erst wieder kritisch, bis die Verhandlungen zwischen Cechoslowakischer Regierung und Sudetendeutschen auf einen toten Punkt kommen.

Jedenfalls bleibt Deutschland ein heikler Punkt am politischen Horizont, da allgemein angenommen wird, Deutschland warte nur – auch wenn das Jahrzehnte dauern solle, – auf eine günstige Gelegenheit, um die Korridorfrage, die sudetendeutsche Frage und schliesslich die untergeordnete dänisch-deutsche Frage in nationalem Sinne zu erledigen.

315

E 2001 (D) 1/100

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Président de la Confédération, J. Baumann*

*Copie
L RC*

Berne, 4 juin 1938

Par lettre du 1^{er} juin¹, vous avez bien voulu nous soumettre pour préavis un rapport du Ministère public fédéral sur le cas d'Aurelio Garobbio, actuellement détenu à Bellinzone pour propagande irrédentiste. Nous vous remercions très vivement de cette communication, qui a retenu notre plus sérieuse attention, et nous avons l'honneur de vous faire connaître ce qui suit.

D'après l'exposé du Ministère public, il est peu douteux qu'Aurelio Garobbio, soutenu par quelques intellectuels italiens, se voue depuis des années, le plus souvent sous le couvert de l'anonymat, à une propagande visant à créer un mouvement en faveur d'une annexion à l'Italie des Cantons des Grisons, du Tessin et du Valais. Nous ne contestons pas qu'une telle activité doive être flétrie comme une trahison et qu'elle mérite moralement d'être sévèrement stigmatisée. Il s'agit, toutefois, d'une activité purement intellectuelle, poursuivie par des méthodes puériles, qui ne peut en aucun cas conduire au but recherché et qui n'a certainement pas mis en péril la sécurité intérieure de la Confédération. Les menées de Garobbio ne sont pas nuisibles parce qu'elles pourraient avoir pour effet de détacher de la Confédération des parties de son territoire, mais, tout au contraire, parce qu'elles provoquent dans la popula-

1. Non reproduite; elle introduisait un rapport d'une vingtaine de pages.

tion une légitime indignation et une réaction défavorable aux bons rapports qu'il est nécessaire de maintenir entre notre pays et le Royaume voisin.

Ce mauvais effet serait considérablement aggravé si les autorités fédérales faisaient à Garobbio l'honneur de le considérer comme un traître et de mener contre lui une procédure pénale sensationnelle. Il ne peut être combattu, à notre avis, qu'en remettant les choses à leur vraie place et en considérant son activité hautement répréhensible comme des gamineries sans conséquence et qui ne méritent que le mépris.

Un mouvement irrédentiste a besoin de martyrs. Des poursuites pénales lui donnent de la consistance. Il serait, à notre sens, tout à fait impolitique de donner à un écrivain de troisième ordre et à un détestable poète un relief qu'il n'a pas. L'abandon de la procédure ouverte contre Garobbio nous permettrait, au contraire, d'insister à nouveau auprès du Gouvernement italien pour que les personnes qui l'ont encouragé dans ses menées ridicules et contre lesquelles il pourrait se justifier de prendre, à titre d'avertissement, des mesures d'interdiction d'entrée en Suisse soient rendues attentives au tort qu'elles causent à l'Italie en suscitant chez des populations voisines et bien disposées des sentiments de défense et d'animosité.

Nous vous serions très reconnaissants, en conséquence, de bien vouloir réexaminer *d'urgence* cette affaire en tenant compte des considérations qui précèdent et sur lesquelles nous nous permettons d'insister très vivement. Nous souhaiterions qu'une procédure qui est de nature à éveiller l'impression, en Italie, que nous considérons un mouvement irrédentiste comme possible et redoutable, alors que tel n'est certainement pas le cas, fût terminée aussi vite que faire se pourra par la mise en liberté de Garobbio, à qui les semaines qu'il a passées en prison serviront peut-être d'avertissement salutaire, mais à qui il serait aussi très fâcheux de donner un lustre qu'il ne mérite pas.

Si le Ministère public estime nécessaire d'inscrire au Moniteur de police M. Giulio Quirino Giglioli, le Professeur Venturini et le Dr Roberto Vighi², qui ont encouragé Garobbio dans cette entreprise, nous serions tout disposés à en informer officiellement le Gouvernement italien, en demandant que ces intellectuels égarés par un patriotisme sans contact avec la réalité soient blâmés et rappelés à l'ordre.

2. *Sur ces personnes le rapport du Ministère public fédéral du 1^{er} juin 1938 au Président de la Confédération s'exprime ainsi*: Der vermutliche Absender der Briefe ist sehr wahrscheinlich ein gewisser *Dr. Roberto Vighi*, Angestellter am Aussenministerium in Rom, der mit einer ehemaligen Freundin der bekannten Teresa Bontempi verheiratet ist und in Beziehungen steht zu dem ebenfalls irredentischen Deputierten Prof. Quirino Giglioli. Der Bundesanwaltschaft ist nämlich bekannt, dass dieser Dr. Vighi, der, wie Garobbio in der Einvernahme selbst zugibt, ein Freund des Beschuldigten ist, am 13. März 1937 sich in Neapel auf der «Oceania» einschiffte, um eine Propagandareise nach Süd-Amerika auszuführen. Die «Oceania» landete am 23. März in Bahia, am 28. März in Rio de Janeiro und am 29. März in Buenos Ayres. Die drei im Besitze der Bundesanwaltschaft befindlichen Briefumschläge tragen in übereinstimmender Weise die Stempel: Bahia 23. März, Rio de Janeiro 28. März und Buenos Ayres 31. März. Das Zusammenfallen dieser Daten spricht sehr dafür, dass dieser Freund Garobbios die Spedition der durch den Beschuldigten vorbereiteten irredentistischen Propagandasendungen besorgt hat.

Le succès de cette démarche serait, toutefois, facilité si l'affaire du Général Coselschi, qui a fait l'objet de notre lettre du 24 mai³ et qui n'a aucun rapport avec l'irrédentisme, pouvait être rapidement réglée.

3. *Dans cette lettre Motta écrit*: Nous nous voyons maintenant dans l'obligation de reprendre cette affaire. Nous sommes convaincus qu'en l'état actuel de nos relations politiques avec l'Italie, la solution du cas de M. Coselschi ne saurait plus être différée. Nous la considérons comme une nécessité pour nos relations avec l'Italie. Nous avons tout à gagner, actuellement, à entrer dans les vues des autorités italiennes. Nos démarches de tout genre – et assez délicates – à Rome s'en trouveraient indiscutablement facilitées. C'est après un mûr examen de la situation que nous nous sommes décidés à cette démarche auprès de vous et nous voulons espérer qu'elle aboutira au résultat désiré. Le Ministère public fédéral craint que le Général Coselschi ne s'occupe d'irrédentisme. Nous ne saurions partager ses appréhensions à cet égard. En effet, ainsi que vous le verrez à la lecture des Bulletins des C.A.U.R. ci-joints, l'activité de ce mouvement est avant tout générale et théorique en faveur des idées sympathiques à l'ordre et hostiles à tout ce qui touche le marxisme et la III^e Internationale. Dans ces bulletins, les passages concernant la Suisse sont très peu nombreux et toujours très discrets, se bornant surtout à signaler les développements du mouvement anticommuniste.

Etant donné les faits que nous venons d'exposer et l'intérêt que nous aurions actuellement à rendre service, de cette manière, aux autorités italiennes, nous nous permettons d'insister pour que la mesure qui frappe le Général Coselschi soit rapportée. M. Coselschi avait promis, par l'intermédiaire de la Légation d'Italie à Berne, de s'abstenir, à l'avenir, de toute activité politique en Suisse. S'il devait manquer à sa promesse, rien ne serait plus facile, nous semble-t-il, que de lui interdire à nouveau l'accès du territoire de la Confédération.

316

E 2001 (D) 1/248

*Le Directoire de la Banque nationale suisse¹
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Vertraulich

Zürich, 8. Juni 1938

Letzten Samstag Mittag ist es leider zum Abbruch der Verhandlungen mit Deutschland gekommen. Dieses Ergebnis musste vorausgesehen werden für den Fall, dass sich die deutsche Seite weigerte, ihrerseits bei der neuen, durch sie selbst geschaffenen Situation auch ein Entgegenkommen zu zeigen insbesondere in Gestalt der schweizerischerseits verlangten Heranziehung der sogenannten freien Reichsbankquote, die im bisherigen Abkommen mit 17% des nach Abzug der monatlichen Quote für den Fremdenverkehr im Betrage von 3½ Millionen Fr. verbleibenden Clearing-Ergebnisses figuriert, an welchem im weitem der Warenverkehr mit 53%, die sogenannten Nebenkosten im Warenverkehr mit 10% und der Transferfonds mit 20% beteiligt sind.

1. *Cette lettre est signée par G. Bachmann et M. Schwab.*

Schweizerischerseits musste man einsehen, dass man sich der Einbeziehung unserer Forderungen an Österreich in das deutsch-schweizerische Verrechnungs- und Transferabkommen mit Erfolg nicht widersetzen konnte; dass bei einer solchen prinzipiellen Gleichschaltung der österreichischen Verpflichtungen mit den deutschen für eine Sonderbehandlung der ersteren in bezug auf das Transfer-Ergebnis ebenfalls kein Raum mehr blieb, lag alsdann auf der Hand. Um diesen Einbau der österreichischen Guthaben in das Transferabkommen, d. h. zulasten der dem Transferfonds zu Verfügung stehenden Mittel zu ermöglichen, musste man sich schweizerischerseits mit einer abermaligen Verschlechterung der Stellung der Finanzgläubiger, d. h. mit einer neuen Reduktion des Transfers einverstanden erklären. Mit der akzeptierten Reduktion des Transfersatzes auf $3\frac{1}{4}\%$ und Berücksichtigung der auf Mark lautenden Forderungen unter Zugrundelegung der alten Parität (100 Mk = 123.50) ergibt sich ein Transferergebnis von durchschnittlich $2,78\%$ statt bisher $3,11\%$. Das bedeutet für die Finanzgläubiger von Forderungen aus Deutschland eine neue jährliche Zinseinbusse von rund 7 Millionen Franken, was auch in der Bewertung des Kapitals von zurzeit noch rund 2 Milliarden Fr. eine entsprechende Rückwirkung mit sich bringt. Durch die Einbeziehung der Forderungen aus Österreich, die bis zum Anschluss 100% ig verzinst wurden, in das Transferabkommen, ergibt sich auf dem bisherigen vertraglichen Zinsanspruch von 19 Millionen pro Jahr ein Opfer in der Höhe von rund 12 Millionen Franken. Aber auch das 400 Millionen Fr. um etwas übersteigende Kapital dieser Forderungen auf Österreich, das nun den Devisen- und Moratoriumsbestimmungen unterliegt und sich in Sperrmark-Forderungen verwandelt hat, erleidet eine sofortige Verminderung um 80% , d. h. um rund 320 Millionen.

Der Reiseverkehr berechnete eine jährliche Alimentierung aus Österreich auf Grund des schweizerisch-österreichischen Reiseabkommens im Betrag von rund 6 Millionen Fr. Das würde beim Einbau dieses Interessenkomplexes in das deutsch-schweizerische Verrechnungsabkommen eine Erhöhung der monatlichen privilegierten Clearingquote für den Reiseverkehr um eine halbe Million bedeuten haben; statt dessen erklärten sich schliesslich die Deutschen unter gewissen Bedingungen mit einer Erhöhung dieses Monatskontingents um den Betrag von 300 000 Fr. einverstanden. Also auch hier ein weiteres Opfer der Schweiz gegenüber dem Status quo.

Was den Warenverkehr anbelangt, so wurde schweizerischerseits die Aufrechterhaltung des Status quo sowohl in bezug auf den Verkehr mit Österreich wie mit Deutschland verlangt, da dies für das weitere Funktionieren des Verrechnungsverkehrs die unerlässliche Voraussetzung ist und es andererseits die Deutschen mit ihrer straff dirigierte Wirtschaft in der Hand haben, ihren Export nach der Schweiz durch Anwendung ihres Exportförderungsverfahrens auf einer bestimmten Höhe zu halten. Deutscherseits erklärte man sich bereit, für eine Übergangszeit – zunächst bis Jahresende – den schweizerisch-österreichischen Warenverkehr auf einer Höhe von 100% der schweizerischen Einfuhr nach Österreich aufrecht zu erhalten, wobei aber gleichzeitig das schweizerische Begehren betreffend Aufrechterhaltung des österreichischen Holzexports nach der Schweiz (welcher Artikel allein bisher nahezu $\frac{1}{3}$ dieses Exportes ausmachte) abgelehnt hat. Die Deutschen hatten ferner vorgeschlagen, diesen

deutsch-österreichischen Warenverkehr für die Dauer der genannten Übergangszeit über ein besonderes Clearingkonto zu leiten und dann nach Beendigung dieser Übergangsperiode in das jetzt um 1 Jahr zu verlängernde deutsch-schweizerische Verrechnungsabkommen einzubauen und einen dannzumal bestehenden schweizerischerseits mit Bestimmtheit vorauszusehenden Defizit-saldo einfach zulasten des deutsch-schweizerischen Clearings zu übernehmen, wodurch die sogenannten Rückstände im Waren-Zahlungsverkehr eine entsprechende Erhöhung erfahren würden.

Im Hinblick auf die im Ungewissen liegende weitere Entwicklung des Warenverkehrs mit dem Land Österreich einerseits und der neuen Belastung des schweizerisch-deutschen Verrechnungsverkehrs durch Einbau der österreichischen Belange im Reiseverkehr und Transfer und den schweizerischerseits zugestandenen, bereits genannten neuen schweren Opfern hielt sich unsere Delegation für berechtigt, auch von der Gegenpartei ein Entgegenkommen zu verlangen und zwar in dem Sinne, dass die freie Reichsbankquote, die in ihrer jetzigen Höhe bei den veränderten Verhältnissen nicht mehr gerechtfertigt ist, nötigenfalls zum funktionellen Ausgleich im Warenimport aus Deutschland, der ja den ganzen Verrechnungsverkehr zu tragen hat, herangezogen werde. Die Deutschen hätten es in der Hand, den Warenexport nach der Schweiz nach Bedarf zu erhöhen oder zum mindesten auf der Höhe des Status quo zu erhalten; sollte dies vorübergehend oder in einzelnen, besonders saisonbedingten Monaten vielleicht nicht möglich sein, so wären alsdann die nötigen Überträge von der freien Reichsbankquote auf die betreffenden Waren- und Transferkonti vorzunehmen, aber erst dann, wenn die Rückstände eine zu vereinbarend maximale Limite überschreiten sollten und nur soweit, als es für das Zurückführen dieser Rückstände auf die genannte Limite erforderlich wäre. Dieses Begehren auf Heranziehung der Reichsbankquote liess sich damit wohl begründen, dass die Leistungen, die Deutschland aus dieser Reichsbankquote zu erfüllen hat und die seinerzeit bei Bemessung ihrer Höhe mit in Betracht gezogen wurden, im Laufe der Zeit stark zurückgegangen sind. So sind die Aufwendungen für die Überweisung der Stillhaltezinss bereits jetzt auf monatlich rund 1 Million zurückgegangen und werden im Durchschnitt dieses Jahres einen Monatsbetrag von voraussichtlich 0,8–0,9 Millionen Franken erreichen (gegenüber 2,8 Millionen für das Jahr 1935, 2,1 Millionen für 1936 und 1,41 für 1937). Auch die in der Reichsbankspitze enthaltene sogen. Rohstoffquote ist im Hinblick auf die bereits in unserem letzten Schreiben erwähnte Verschiebung im Warenverkehr in ihrer jetzigen Höhe keineswegs mehr berechtigt.

Nachdem jedoch die Deutschen ein derartiges, ihnen zugemutetes Entgegenkommen ablehnten, kam es zum Abbruch der Verhandlungen, wobei der deutsche Delegationschef es nicht unterliess, im Sinne einer gewissen Drohung beizufügen, dass er jederzeit bereit sei, nicht etwa weiter zu verhandeln, sondern ein Abkommen auf der deutscherseits als Bedingung für eine Fortsetzung des gegenseitigen vertraglichen Verkehrs genannten Grundlage zu unterzeichnen. Sollte es nicht dazu kommen, so werde Deutschland zur autonomen Regelung all dieser Fragen schreiten, wobei für die Schweiz gewisse Nachteile in Kauf genommen werden müssten wie beispielsweise im Finanztransfer, für den

natürlich dann die Grundlage fehle, usw. Falls es dann später wieder zu neuen Verhandlungen kommen sollte, so werde dies natürlich auf einer ganz andern Grundlage geschehen müssen, wobei u.a. dem Umstand Rechnung getragen werde, dass Deutschland bisher im Interesse der Aufrechterhaltung des jetzigen Systems eine Reihe von Fertigfabrikaten aus der Schweiz bezogen habe, für die seinerseits eigentlich gar kein Interesse vorhanden sei und die es sich selber beschaffen könne, usw.

Der Ausgang dieser Verhandlungen ist sehr zu bedauern; er ist in der Hauptsache auf die von Deutschen eingenommene intransigente Haltung, die der Schweizerseite alle Opfer zumutete und ihrerseits jegliches Entgegenkommen ablehnte, zurückzuführen, sowie zum Teil auch auf die vom Vorsitzenden der deutschen Delegation befolgte ungewohnte Verhandlungsweise, die nicht durchwegs als eine faire bezeichnet werden kann. Es wird sich nun in den nächsten Tagen zeigen müssen, ob deutscherseits doch noch eine Bereitschaft zur Wiederaufnahme bzw. Fortführung der Verhandlungen, trotz der Erklärung des deutschen Verhandlungschef, vorhanden ist. In dieser Beziehung dürfte der Verlauf der heute in Paris beginnenden deutsch-französischen Verhandlungen sowie der kürzlich ebenfalls unterbrochenen englisch-deutschen Verhandlungen u.U. nicht ohne Rückwirkungen bleiben. Es dürfte jedenfalls für die Schweiz geboten sein, diese Verhandlungen mit aller Aufmerksamkeit zu verfolgen und womöglich Kontakt mit jenen andern ausländischen Vertragspartnern Deutschlands zu nehmen. Es darf natürlich nicht übersehen werden, dass bei der Situation, in der wir uns Deutschland gegenüber befinden, selbst ein schlechtes Abkommen einem vertragslosen Zustand vorzuziehen ist und besser wäre als eine autonome deutsche Regelung, die ausschliesslich die deutschen Interessen berücksichtigen würde.

Sollte es jedoch, was wir nicht hoffen wollen, schlimmstenfalls zu keiner vertraglichen Verständigung mit Deutschland und zu einer autonomen deutschen Regelung unserer Wirtschaftsbeziehungen zu jenem Lande kommen, so müssten natürlich auch schweizerischerseits rechtzeitig die gebotenen autonomen Massnahmen in Erwägung gezogen und so vorbereitet werden, dass sie gegebenenfalls auf 1. Juli in Kraft gesetzt werden könnten.

Bei der geschilderten Entwicklung der Dinge bestand keine Möglichkeit, wegen der künftigen Behandlung der *schweizerischen Bundes-Darlehen und -Vorschüsse* an das bisherige Land Österreich zu verhandeln. Bei den ersten Verhandlungen in Berlin wurde die Frage auf deutschen Wunsch hin vorläufig zurückgestellt und besonderen Verhandlungen vorbehalten. In Bern erklärte dann der deutsche Delegationsführer, dass die vorläufige Zurückstellung dieser Frage nicht etwa deshalb erfolgt sei, weil hier eine Sonderregelung, beispielsweise auf internationalem Boden beabsichtigt sei, sondern es müssten diese Forderungen in gleicher Weise wie alle übrigen Forderungen schweizerischer Gläubiger an Österreich in das schweizerisch-deutsche Transferabkommen einbezogen und auf genau derselben Transfergrundlage wie die übrigen Verpflichtungen behandelt werden. Gegenüber dieser Auffassung machte die schweizerische Delegation sofort ihre Vorbehalte und erklärte, dass hier eine Sonderregelung Platz greifen müsse. Zu eigentlichen Verhandlungen hierüber ist es dann aber nicht mehr gekommen.

Was speziell die Frage der Behandlung unserer *Grenzbanken* anbetrifft, so war das mit dem deutschen Delegationsführer grundsätzlich vereinbarte Kompensationsverfahren vom Zustandekommen einer Verständigung über die allgemeine Transferfrage abhängig gemacht worden. Von einer solchen Verständigung, die im Prinzip wohl erfolgt war, kann nun aber, nachdem eine Einigung der Parteien nicht erfolgte und die Verhandlungen abgebrochen sind, wohl kaum gesprochen werden, und es erklärte denn auch der deutsche Verhandlungsführer nach Abschluss der Verhandlungen dem Zweitunterzeichneten, dass nun auch die Grenzbanken-Angelegenheit nicht weiter verfolgt werden könne. Gerade hier stellt sich nun aber in erster Linie die Frage nach einer einseitigen vorsorglichen Massnahme, denn es ist zu befürchten, dass der Rückzug österreichischer Guthaben bei den in Betracht kommenden Instituten andauert, um sich möglicherweise nach Abbruch der Verhandlungen noch zu verschärfen. Über die Stimmung im St. Galler Rheintal haben wir Sie durch Übermittlung von uns zugekommenen Zuschriften (s. Beilagen zu unserem Schreiben vom 1. dies) erst kürzlich unterrichtet. Wir legen dem Gegenwärtigen Abschrift eines weiteren Schreibens des Herrn Nationalrat Dr. L. Rittmeyer, St. Gallen, d.d. 3. dies bei und möchten neuerdings die bereits in unseren früheren Schreiben vom 17./31. März und 23. April a.c.² gestellte Frage aufwerfen, ob der Bundesrat es nicht für geboten erachtet, nunmehr einen Beschluss zu fassen, durch welchen den in Betracht fallenden Grenzbanken die Auszahlung österreichischer Guthaben bis auf weiteres, d. h. im Hinblick auf das anzustrebende Kompensationsverfahren untersagt wird. Damit könnte auch denjenigen Instituten, die sozusagen keine Guthaben in Österreich besitzen, bei denen aber beträchtliche österreichische Guthaben liegen (wie beispielsweise die St. Gallische Kantonalbank), eine rechtliche Grundlage zur Ablehnung der österreichischen Rückzahlungsbegehren gegeben werden. (Wir verweisen auch in dieser Beziehung auf die in Kopie beiliegenden Zuschriften einiger Grenzbanken.) Die Situation einiger besonders betroffener Grenzbanken ist bekanntlich so, dass ihnen in irgend einer Weise Hilfe zu teil werden muss. Die in Aussicht genommene Kompensation wäre wohl die zweckmässigste und bequemste Lösung, und wir nehmen an, es sei dieselbe unter allen Umständen weiter zu verfolgen, selbst wenn eine Verlängerung des schweizerisch-deutsch Verrechnungsabkommens scheitern sollte. Nachdem man deutscherseits wiederholt mit einer autonomen Regelung des Wirtschaftsverkehrs mit unserem Lande gedroht hat, dürften nun vielleicht auch schweizerischerseits gewisse Bedenken gegen eine autonome vorsorgliche Massnahme in der Grenzbankenfrage zur Sicherstellung des vorgesehenen Ausgleichsverfahrens zurückgestellt werden. Wir möchten Ihnen daher unsererseits empfehlen, einen solchen vorsorglichen Beschluss zu fassen. Da er sich nur auf einen eng beschränkten Kreis bezieht, könnte u.E. wohl auf seine Veröffentlichung verzichtet werden und es dürfte dessen Bekanntgabe an die betreffenden Institute, sei es durch die Bundeskanzlei, sei es in Ihrem Auftrag durch uns, genügen. Die rechtliche Grundlage zum Erlass eines solchen Beschlusses dürfte durch den Bundesbeschluss über wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Ausland

2. *Non reproduites.*

(vom 14. Oktober 1933), dessen Gültigkeit bis Ende 1939 verlängert ist, gegeben sein. Wir werden uns gestatten, Ihnen den Entwurf zu einem solchen Bundesratsbeschluss zur gutfindenden Verwendung mit einem Nächsten zuzustellen.

317

E 2001 (D) 1/6

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Rédacteur en chef de la «Liberté», J. Quartenoud*

Copie

L OB Confidentiel

Berne, 9 juin 1938

La «Liberté», que je lis chaque jour avec sympathie et intérêt, vient d'avoir avec la «Squilla Italica», une petite polémique dans laquelle je ne songerais pas à m'immiscer si elle n'avait amené votre excellent journal, dans sa «réponse» du 7 juin, à faire un éloge à mon avis un peu optimiste de l'impartialité avec laquelle la presse suisse est renseignée sur les événements internationaux.

Permettez-moi de vous dire, à titre tout à fait personnel et confidentiel, que les reproches parfois formulés en Allemagne et en Italie contre les sources d'information de notre presse ne me paraissent point sans fondement. Au contraire, je me préoccupe fort – et depuis longtemps – de la place exagérée que l'Agence télégraphique suisse donne à des nouvelles souvent nettement tendancieuses provenant de l'Agence Havas. Ce fâcheux état de choses provient, en partie, d'un contrat financièrement avantageux conclu entre Havas et l'Agence télégraphique et cet aspect pécuniaire du problème le rend particulièrement malaisé à résoudre.

Nous ne parviendrons à une solution satisfaisante que si les rédactions des principaux journaux suisses se convainquent elles-mêmes que tout n'est pas pour le mieux dans la façon dont leur parviennent leurs informations et la présente lettre n'a pas d'autre but que d'appeler votre attention si avertie sur cet important problème. Je suis persuadé que vous ferez vous-même des constatations qui vous suggéreront peut-être des remèdes¹.

1. *Motta disait encore en PS.* : Permettez-moi d'ajouter en passant que la «Schulungsbrief» allemande dont la publication – elle aussi un peu tendancieuse – a bien légitimement indigné notre opinion publique avait été, plusieurs semaines auparavant, blâmée et révoquée par les Autorités allemandes.

Sur cette affaire, cf. notamment notice Nationalsozialistische Propaganda, 3. Juni 1938 (E 2001 (D) 1/7).

318

E 2001 (D) 4/52

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L F/AZ. Vertraulich

Berlin, 9. Juni 1938

Gestern abend wurde ich vom Aussenminister Herrn von Ribbentrop und daran anschliessend vom Staatssekretär Herrn von Weizsäcker in Antrittsaudienz empfangen.

Der Aussenminister, dem ich zum ersten Mal begegnete, empfing mich sehr freundlich und unterhielt sich mit mir während längerer Zeit. Er schien es jedoch vermeiden zu wollen, auf Fragen einzugehen, die die beiden Länder betreffen. Er interessierte sich hauptsächlich für die wirtschaftliche Lage der Schweiz, wie sie sich nach der Abwertung entwickelt hat, und stellte mir viele Fragen, die ich zwar regelmässig beantwortete, ohne aber ganz sicher zu sein, dass die Antworten vollständig richtig waren. Immerhin glaube ich, dass ich bei diesem Examen nicht durchgefallen bin. Dieses Interesse für unsere Volkswirtschaft ermöglichte mir, ihn auf die Unterbrechung der Wirtschaftsverhandlungen aufmerksam zu machen und der Hoffnung Ausdruck zu geben, dass im Interesse der beidseitigen Beziehungen eine Lösung gefunden werde. Im übrigen fiel mir auf, wie sehr der Aussenminister die deutschen wirtschaftlichen Schwierigkeiten betonte, d. h. das Problem, wie die grossen deutschen Volksmassen in Zukunft ernährt werden sollen. Es bleibt die Frage offen, ob er damit eine expansive Aussenpolitik begründen wollte oder die etwas schroffen Verhandlungsmethoden der deutschen Handelsdelegation.

Herrn von Weizsäcker konnte ich Ihre persönlichen Grüsse übermitteln, die er mich bat, bestens zu erwidern. Er sagte mir, dass er ebenso überrascht wie erfreut gewesen sei, von Ihnen ein Glückwunschsreiben zu seiner Ernennung als Staatssekretär erhalten zu haben.

Über meine Aussprache mit Herrn von Weizsäcker betreffend die Frage der Neutralität darf ich auf mein Telegramm von gestern¹ verweisen. Ich weiss zur Zeit noch nicht, wer die erwähnten Schwierigkeiten erfunden hat. Vielleicht

1. *Télégramme du 8 juin, non retrouvé. A ce sujet, le télégramme N° 8, B 1926, expédié de Berlin le 9 juin à 12 h. 43 (reçu à Berne à 16 h.) donnait les précisions suivantes:* Staatssekretär sagte mir gestern, dass Antwort auf Neutralitätsnote mit Italien besprochen werde. Definitiver Vorschlag laute ungefähr wie folgt: Deutschland habe mit Befriedigung Kenntnis genommen, da absolute Neutralität im Interesse des europäischen Friedens gelegen sei. Neue Zusicherung der Respektierung der Neutralität, oder wie von mir angeregt unter Bezugnahme auf Hitler-Erklärung, sei bei dieser Gelegenheit für Deutschland schwierig, da aus Gastpflicht der Schweiz in europäischem Konflikt Schwierigkeiten erwachsen könnten. Sekretär zeigte Verständnis, dass Frage, was Völkerbund auf Schweizerboden tue, jetzt nicht geregelt und mehr oder weniger offen gelassen wurde. Austritt Schweiz wurde mit keinem Wort erwähnt. Nachdem Hitler Neutralität anerkannt, als sie noch differenziell war, ist es wenig verständlich, dass Auswärtiges Amt heute bei integraler Neutralität Bestätigung verweigern will. Bemühe mich weiter.

werde ich heute abend bei der Besprechung mit dem Staatssekretär hierüber Aufschluss erhalten.

Bezüglich der allgemeinen Lage zeigte sich Herr von Weizsäcker besorgt. Deutschland wolle den Krieg vermeiden und werde bei diesen Bemühungen durch England ehrlich unterstützt. Aber in Prag seien gewisse Kräfte am Werk, die in einem allgemeinen Krieg die einzige Rettung der gegenwärtigen Tschechoslowakei sehen. Deutschland könne sich schliesslich nicht alles gefallen lassen und es sei ein Fehler gewesen, dass England und Frankreich in Prag mehr die Unterstützungsbereitschaft zum Ausdruck gebracht haben als dass sie auf eine Demobilisierung und auf eine Autonomielösung gedrungen hätten. Bis jetzt habe man nicht den Eindruck, dass die Tschechoslowakei einen ernsthaften Versuch unternehmen werde, um den Sudetendeutschen die von ihnen verlangte Autonomie zu gewähren. Auf meine Frage, ob diese von Henlein geforderte Autonomie eine endgültige Lösung bedeute oder nur als eine Etappe anzusehen sei, liess Herr von Weizsäcker durchblicken, dass es wenig wahrscheinlich sei, dass die Sudetendeutschen auf die Dauer im tschechoslowakischen Staatsverband verbleiben wollen. Aus diesen Aufschlüssen habe ich den Eindruck gewonnen, dass Deutschland den Krieg vermeiden will, aber eine günstige Gelegenheit abwartet, um ohne wesentliches Kriegsrisiko den Anschluss der deutschen Teile der Tschechoslowakei an Grossdeutschland durchzuführen.

Auch Herrn von Weizsäcker wies ich auf die Unterbrechung der Wirtschaftsverhandlungen hin und auf die nachteiligen Folgen, die für die gegenseitigen Beziehungen entstehen müssen, wenn die Herren Wirtschaftler nicht eine Verständigungsbasis finden können.

Wie ich Ihnen telegraphisch berichtet habe², wurde ich heute um 12.15 Uhr vom Reichskanzler zur Übergabe des Beglaubigungsschreibens und des Abberufungsschreibens meines Vorgängers empfangen. Die Reden, die beidseitig gehalten wurde, habe ich dem Politischen Departement bereits übermacht. In der Antwort des Reichskanzlers³ erkennt man die Mitwirkung des Auswärtigen

2. *Télégramme N° 10, B 1927, expédié le 9 juin à 17 h. 16 de Berlin (reçu à Berne à 20 h.)*: Hitler hat mir nach Übergabe Beglaubigungsschreiben in Anwesenheit Aussenminister erklärt, dass er höchst erfreut sei über Klärung Neutralität. Deutschland habe zwar nie daran gezweifelt, dass die Schweiz im Ernstfall nicht neutral sein werde, aber klare Situationen erleichtern damit wohl Antwort. Wie er Bundesrat Schulthess schon sagte, so erkläre er auch heute, dass Deutschland an der Neutralität der Schweiz grosses Interesse habe und dass daher sein Land die Neutralität selbstverständlich achten werde. Da diese Erklärungen über Aufschlüsse Staatssekretärs hinausgehen, werde heute Abend von Letzterem empfangen und werde gestützt auf Eröffnungen Hitlers versuchen, Verbesserung der beabsichtigten Antwort zu erreichen. *En tête de ce télégramme Motta a noté de sa main*: Communiqué à la séance du Conseil fédéral d'aujourd'hui, 10.6.38. Motta.

3. *La réponse d'Hitler (copie in E 2001 (D) 4/52) à l'allocution de remise des lettres de créances de Frölicher disait ceci au sujet de la neutralité suisse*: Mit Befriedigung habe ich Ihren Worten entnommen, dass Sie es als Ihre besondere Aufgabe ansehen, die Freundschaft, die zwischen dem Deutschen Reich und der Schweiz besteht, zu pflegen und das gegenseitige Verständnis zwischen beiden Völkern zu vertiefen, wie es ihren jahrhundertealten unverändert guten Beziehungen entspricht. Sie dürfen überzeugt sein, dass Sie hierbei stets meine vollste Unterstützung

gen Amtes, das gemäss den Aufschlüssen Herrn von Weizsäckers vermeiden möchte, eine Anerkennung der schweizerischen Neutralität zum Ausdruck zu bringen⁴.

Wenn ich somit bei der offiziellen Ansprache des Reichskanzlers eine gewisse Enttäuschung erfahren musste, war ich umso angenehmer überrascht von den spontanen Erklärungen, die Hitler mir anschliessend im Privatgespräch gemacht hat.

Nach einigen Fragen persönlicher Natur leitete der Reichskanzler das Gespräch sofort zu politischen Fragen über, die die beiden Länder betreffen. Er begann damit, dass er sagte, Deutschland sei hochofret über die Lösung, die in der Neutralitätsfrage gefunden wurde. Artikel 16 des Völkerbündspaktes sei doch nicht ganz ohne Gefahr für die Schweiz gewesen. Wer Friedensbrecher sei, könne man, wie die Weltgeschichte der jüngsten Zeit lehre, nie eindeutig feststellen und dieses Urteil in einem europäischen Konflikt sei auch einem Gremium in Genf nicht möglich. Er sei zwar wie jedermann in Deutschland auch vor der Rückkehr der Schweiz zur umfassenden Neutralität der Ansicht gewesen, dass die Schweiz im Ernstfalle neutral bleiben werde. Etwas anderes könne er sich von der Schweiz in Anbetracht ihrer geographischen Lage und ihrer völkischen Zusammensetzung gar nicht denken. Aber trotzdem sei die Klärung, die nunmehr erfolgt sei, zu begrüssen, weniger wegen der praktischen Konsequenzen als weil sie eine klare Lage schaffe und dies auch den an der Neutralität interessierten Staaten ermögliche, klare Antworten zu geben. Deutschland gehöre zu diesen an der Neutralität der Schweiz interessierten Staaten und vielleicht noch mehr als andere. Wenn nicht nur die Schweiz sondern auch Belgien und Holland neutral seien, dann sei ein Krieg zwischen Frankreich und Deutschland aus militärischen Gründen sozusagen ausgeschlossen. Die Befestigungen auf beiden Seiten der deutsch-französischen Grenze verunmöglichten, soweit sich diese Konsequenzen überblicken lassen, ein Durchkommen und nur die Flanken könnten einem Angreifer eine gewisse Chance geben. Die Sicherung der beiden Flanken durch neutrale Staaten, die wirklich neutral sind und ihre Neutralität zu verteidigen verstehen, liege im deutschen Interesse. So könne er sagen, dass Deutschland, wie bis anhin, ein grosses Interesse an der schweizerischen Neutralität habe und er wiederhole noch einmal, was er bereits Herrn Alt Bundesrat Schulthess erklärt habe: In Deutschland denkt kein Mensch daran und wird nicht daran denken die schweizerische Neutralität zu missachten. Mit der neutralen Schweiz will Deutschland in Freundschaft leben. Sie habe nichts zu befürchten und über wirtschaftliche Fragen müsse man sich durch gegenseitiges Entgegenkommen verständigen. Es sei ihm bekannt, dass zur Zeit die Wirtschaftsverhandlungen ins Stocken gera-

finden werden. Das Deutsche Reich misst in gleicher Weise wie die Schweiz diesen freundschaftlichen Beziehungen das grösste Gewicht bei.

Sie haben mit Recht auf die hohe Bedeutung hingewiesen, die der überlieferten Neutralitätspolitik der Schweiz im Leben der Völker Europas zukommt und die, wie ich bereits in meiner früheren von Ihnen erwähnten Erklärung hervorgehoben habe, auch nach meiner Auffassung ein wichtiges Element des Weltfriedens darstellt.

4. Cf. note 1.

ten seien; er hoffe jedoch, dass man eine Lösung finden werde, die die Fortführung der Verhandlungen ermögliche. Man müsse aber berücksichtigen, dass Deutschland immer noch in einer schwierigen wirtschaftlichen Lage sei und dass sich seine Vorschläge aus diesen Verhältnissen erklären.

Hitler betonte, dass er nach wie vor für die Erhaltung des allgemeinen Friedens eintrete, verwies darauf, dass seine Heimat Österreich auf Grund des Selbstbestimmungsrechts sich wieder mit Deutschland vereinigt habe und schloss seine Ausführungen noch einmal mit dem Hinweis darauf, dass die Unverletzlichkeit der Schweiz für Deutschland ausser jeder Diskussion stehe.

Ich dankte mit einigen Worten dem Reichskanzler für diese hochwichtigen Aufschlüsse und die bedeutsamen Erklärungen, die sicherlich auch vom Bundesrat mit grosser Genugtuung zur Kenntnis genommen würden. Damit war der Empfang, der etwa 20 Minuten gedauert hatte, zu Ende.

319

E 2001 (D) 1/248

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Directeur de la Division du Commerce
du Département de l'Economie publique, J. Hotz*

Copie

L Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland

Berlin, 10. Juni 1938

Ich beehre mich Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass ich am 8. Juni vom Aussenminister, Herrn von Ribbentrop, in Antrittsaudienz empfangen worden bin und am 9. Juni dem Reichskanzler mein Beglaubigungsschreiben überreicht habe. Es fiel mir auf, dass im Laufe meiner Unterhaltungen diese Persönlichkeiten spontan und von sich aus auf den gegenwärtigen Stand der schweizerisch-deutschen Wirtschaftsverhandlungen zu sprechen kamen. Sie wiesen in diesem Zusammenhange insbesondere auf die schwierige wirtschaftliche Lage in Deutschland hin, womit offenbar das Vorgehen der deutschen Delegation begründet werden soll.

Ich wollte nicht ermangeln, Ihnen von diesen Gesprächen Kenntnis zu geben, da sie gewisse Andeutungen des Gesandten Hemmen, die er allerdings nicht im Plenum vorgebracht hat, widerlegen. Wenn ich mich noch recht erinnere, hat der Vorsitzende der deutschen Delegation behauptet, er könne mit einem Bericht über das Ergebnis der am letzten Samstag «sine die» unterbrochenen Verhandlungen und hauptsächlich mit den schweizerischen Vorschlägen, wie sie in der der deutschen Delegation übergebenen Aufzeichnung vom 3. Juni niedergelegt sind, kaum an den Staatssekretär gelangen. Tatsache ist aber, dass höhere und höchste Stellen der künftigen Ausgestaltung der wirtschaftlichen Beziehungen mit der Schweiz ihre Aufmerksamkeit zuwenden. Es ist jedenfalls erfreulich und in Bezug auf die Haltung des Bundesrates nicht ungünstig, festzustellen, dass ein vertragsloser Zustand mit der Schweiz nicht leicht genommen wird.

E 2001 (D) 4/52

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L F/AZ. Vertraulich

Berlin, 10. Juni 1938

Unter Bezugnahme auf meinen Bericht von gestern und mein heutiges Telegramm¹ beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass ich im Anschluss an die Antrittsaudienz beim Reichskanzler sofort um eine Unterredung mit dem Herrn Staatssekretär nachgesucht habe. Es lag mir daran zu vermeiden, die Erklärungen des deutschen Staatsoberhauptes gegen die Stellungnahme des Auswärtigen Amtes in ungeschickter Weise auszuspielen und durch einen billigen Anfangserfolg die weitere vertrauensvolle Mitarbeit des Auswärtigen Amtes und insbesondere unseres Freundes Herrn von Weizsäcker zu verlieren. Ich erhielt auch unverzüglich die Antwort, dass Herr von Weizsäcker bereit sei, mich noch am Abend zu empfangen.

Vielleicht waren die für uns günstigen Erklärungen Hitlers auf eine ungenügende Vorbereitung seitens des Auswärtigen Amtes zurückzuführen. Aber andererseits zeigten sie, dass das deutsche Staatsoberhaupt persönlich unserem Lande gegenüber sympathisch und verständnisvoll eingestellt ist. Ferner aber hat Hitler die etwas kleinlichen Einwendungen des Auswärtigen Amtes sich nicht zu eigen gemacht. Er hat nicht an unserer autonomen Neutralitätspolitik herumgekrittelt, sondern das Hauptgewicht auf die Feststellung gelegt, dass er von jeher überzeugt gewesen sei, dass die Schweiz im Kriegsfall neutral sein werde. Die ruhigen, logisch aufgebauten und grosszügigen Ausführungen haben mir nicht nur einen grossen Eindruck gemacht, sondern mich auch in Bezug auf meine hiesige Stellung und namentlich hinsichtlich der Zukunft der deutsch-schweizerischen Beziehungen beruhigt.

Als ich Herrn von Weizsäcker gestern abend besuchte, sagte er mir gleich, dass er durch Herrn von Ribbentrop Kenntnis von den Erklärungen Hitlers erhalten habe. Er fügte lächelnd bei, dass es niemanden auf dem Auswärtigen Amt einfalle, in einer Frage eine andere Stellung als diejenige des Führers einzunehmen. Auf meine Anregung hin erklärte er sich einverstanden, in der Antwort auf unsere Notifikation der umfassenden Neutralität die Erklärungen des Reichskanzlers sinngemäss zu berücksichtigen. Herr von Weizsäcker nahm daraufhin in Aussicht, die Anerkennung der schweizerischen Neutralität durch Bezugnahme auf die Erklärungen Hitlers an Alt Bundesrat Schulthess zum Ausdruck zu bringen. Dem konnte ich bereits auf Grund meiner Instruktionen beistimmen. Dabei hätte es dann die Meinung, dass die Erklärungen Hitlers an mich nicht der Öffentlichkeit zugänglich gemacht werden sollen. Dem habe ich zugestimmt und darf wohl annehmen, dass Sie dieser meiner Stellungnahme beipflichten.

1. *Non reproduit.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 juin 1938

1018. Finanzdelegation der eidg. Räte

Politisches Departement. Antrag vom 3. Juni 1938

Mit Schreiben vom 17. Mai hat sich die Finanzdelegation der eidg. Räte an den Bundesrat gewandt, um ihre Genugtuung über den Beschluss vom 28. März 1938¹ betreffend die Aufhebung des schweizer. Konsulates in Nürnberg auszusprechen. Sie ersuchte den Bundesrat gleichzeitig um Auskunft über die Grundsätze, nach denen bei der Einziehung von konsularischen Posten vorgegangen werde, und stellte die Frage, ob es nicht angezeigt wäre, in Deutschland noch weitere Konsularbezirke miteinander zu verschmelzen.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*, der Finanzdelegation der eidg. Räte gemäss vorgelegtem Entwurf² zu antworten.

ANNEXE

*Le Conseil Fédéral à la Délégation des Finances des Chambres fédérales*³

Bern, 10. Juni 1938

Mit Schreiben vom 17. v.M. haben Sie dem Bundesrat Ihre Genugtuung über den Beschluss vom 28. März 1938 betr. die Aufhebung des Schweizerischen Konsulates in Nürnberg ausgesprochen. Sie bekundeten gleichzeitig den Wunsch, nähern Aufschluss darüber zu erhalten,

- a) nach was für Grundsätzen die Aufhebung von Konsulaten gehandhabt werde;
- b) ob angesichts der gegen früher wesentlich verminderten Zahl von niedergelassenen Schweizerbürgern und des auf ein Minimum gesunkenen Wirtschaftsverkehrs mit Deutschland nicht noch andere dortige Konsulate eingezogen werden könnten;
- c) welches der Umfang der Tätigkeit der gegenwärtig in Deutschland bestehenden Konsulate sei.

Wir beehren uns, Ihnen in Bezug auf diese Fragen folgendes mitzuteilen:

- a) Die gebieterischen Sparmassnahmen im Bundeshaushalt einerseits und die gegenüber früher bedeutend erhöhte Inanspruchnahme der Auslandsvertretungen andererseits haben es seit einer Reihe von Jahren notwendig gemacht, den schweizerischen Konsulardienst durch schrittweise Neuerungen den heutigen Bedürfnissen sowie den zur Verfügung stehenden Mitteln entsprechend umzugestalten. Zu den zweckmässigsten Rationalisierungsmassnahmen dieser Art gehört es, in Ländern mit zahlreichen konsularischen Posten solche nur untergeordneter Bedeutung bei Gelegenheit aufzuheben und dafür die wichtigeren Vertretungen auszubauen. Auf die Weise lässt sich in gewissen Fällen ohne wesentliche Beeinträchtigung der Leistungsfähigkeit des konsularischen

1. Cf. E 1004.1 1/371, N° 508.

2. *Reproduit en annexe.*

3. *La lettre est signée:* Aus Auftrag des Bundesrates, Der Bundeskanzler: G. Bovet.

Systems der Forderung zur Einschränkung der Ausgaben des Bundes Rechnung tragen. Seit dem Jahre 1932 sind gestützt auf solche Überlegungen folgende nach einlässlicher Prüfung als entbehrlich befundene Konsulate eingezogen worden: Portland (U.S.A.), Dresden, Breslau, Santa Fé (Argentinien), Åbo (Finnland), Brisbane (Australien), Glasgow, Béziers, Mendoza (Argentinien), Livorno, Nürnberg. Die entscheidenden Gründe für die Aufhebung namentlich der europäischen unter diesen Posten waren der im Verhältnis zu andern Vertretungen geringe Geschäftsumfang und die relativ zu hohen Kosten, die dem Bunde durch den Unterhalt derselben erwachsen. Dabei war für die Beurteilung des Geschäftsumfanges neben der Zahl der zu betreuenden Schweizerbürger und der dadurch bedingten Aufgaben des Rechtsschutzes und Obliegenheiten administrativer Art, immer auch die wirtschaftliche Bedeutung des Konsularkreises ausschlaggebend. Über diesen letzten Punkt pflegen genaue Erhebungen jeweils dadurch angestellt zu werden, dass sich das Politische Departement vorgängig der Stellung eines Antrages auf Einziehung eines Postens regelmässig mit der Handelsabteilung des eidg. Volkswirtschaftsdepartements und dem Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins in Verbindung setzt, wobei der Vorort seinerseits auch eine Umfrage bei seinen verschiedenen Sektionen durchführt.

b) Im weitern haben Sie auf den Umstand hingewiesen, dass in Deutschland heute noch elf Konsularbezirke je durch einen besondern Posten verwaltet werden. Dies gab Ihnen zur Frage Anlass, ob angesichts der gegenüber früher wesentlich verminderten Zahl von niedergelassenen Schweizerbürgern und des auf ein Minimum gesunkenen Wirtschaftsverkehrs nicht noch andere dortige Konsulate aufgehoben werden könnten.

Es muss zu diesem Punkte vorerst bemerkt werden, dass – nach den Angaben des statistischen Jahrbuches der Schweiz – die Zahl der in Deutschland ansässigen Schweizer in der Zeitspanne 1928 bis Ende 1936 von 50 400 auf 47 600 gesunken ist, was eine Verminderung um nur 5,5% ausmacht. Dieser Rückgang steht weit unter demjenigen, der beispielsweise in Frankreich oder in den Vereinigten Staaten Platz gegriffen hat. Aus den Berichten verschiedener unserer Konsulate lässt sich zudem entnehmen, dass in letzter Zeit wieder ein deutliches Anwachsen der Einwanderung schweizerischer Arbeitskräfte nach Deutschland zu verzeichnen ist. Was die Wirtschaftsbeziehungen anbelangt, so ist zu sagen, dass Deutschland im Jahre 1937 mit einer Einfuhr von Schweizerwaren im Betrage von 200 Millionen immer noch weit an erster Stelle unserer Abnehmer stand. Der Schweizerische Export dorthin hatte gegenüber dem Vorjahre eine Steigerung im Werte von über 20 Millionen erfahren. Ein Vergleich mit der gewaltigen Ausfuhrschumpfung von 70 bis 80%, wie sie beispielsweise seit 1920 in unsern Handelsbeziehungen mit Belgien, Frankreich, Grossbritannien, Holland, Rumänien, Schweden, Spanien, den Vereinigten Staaten und anderen mehr eingetreten ist, zeigt somit Deutschland hinsichtlich des Bezuges von Schweizerprodukten als ausserordentlich stabilen Kunden. Wie sich aus der oben wiedergegebenen Zusammenstellung der seit 1932 geschlossenen schweizerischen Konsulate ergibt, befanden sich von den insgesamt elf aufgehobenen Posten drei in Deutschland. Dies bedeutet, namentlich im Verhältnis zu den nach wie vor grossen schweizerischen Belangen, die dort wahrzunehmen sind, eine starke Einschränkung unserer Vertretung. Den heute noch bestehenden elf Konsulaten (einschliesslich Wien) stellen sich insbesondere seit der Einführung des totalitären Systems gegenüber früher wesentlich vermehrte und schwierige Aufgaben. Der konsularische Schutz der in Deutschland ansässigen Schweizerbürger sowie ihrer Interessen, die administrative Betreuung dieser Landsleute, vorab auch die Stellenvermittlung und die Unterstützungsfälle, verlangen eine grössere Anzahl über das Reich verstreuter amtlicher Vertretungen. Wenn schon sich die Handelsbeziehungen infolge des Clearing-systems heute ausschliesslich auf dem Wege über die Gesandtschaft in Berlin regeln, bleibt den Konsulaten doch noch eine nicht zu unterschätzende wirtschaftliche Tätigkeit in Bezug auf die lokale Auskunfterteilung über Clearingbestimmungen, Ein- und Ausfuhrmöglichkeiten, Devisenvorschriften und dergleichen, sowie auf dem Gebiete der Berichterstattung über den Waren- und den Arbeitsmarkt. Sodann ist zu erwähnen, dass gerade in Staaten wie dem heutigen Deutschland der geistigen Betreuung der dortigen Schweizerbürger eine wachsende Bedeutung beigemessen werden muss. Dieser kulturellen Aufgabe lässt sich nun besser durch ein verzweigtes konsularisches System als mit nur wenigen zentralisierten Posten genügen, stellen doch die verschiedenen Konsulate für unsere Mitbürger gleichsam ein Netz von mit Amtsgewalt ausgestatteten «Stütz-

punkten des Schweizertums» dar. Es konnte gerade bei der kürzlichen Aufhebung des Schweizerischen Konsulates in Nürnberg wieder die Feststellung gemacht werden, dass diese Massnahme in der Schweizerkolonie Nordbayerns zu ernsthafter Beunruhigung Anlass gab, da als Folge davon eine Verminderung des konsularischen Schutzes oder eine Schwächung des Zusammenhaltes unter den Landsleuten befürchtet wurde.

c) In konkreter Hinsicht vermag die nachstehende Zusammenstellung der Zahl der immatrikulierten Schweizerbürger sowie der auf jedem Posten abgefertigten Briefe ein ungefähres Bild vom Umfang der Tätigkeit der schweizerischen Konsulate in Deutschland während des vergangenen Jahres zu geben:

	<i>Immatrikulierte Schweizerbürger</i>	<i>Briefausgänge</i>
Mannheim	6 445	10 546
Leipzig	4 876	7 282
(Wien)	(4 039)	(10 804)
Düsseldorf	3 670	8 977
Elbing	3 245	3 801
München	3 219	6 212
Frankfurt	2 801	9 405
Bremen	2 751	6 433
Stuttgart	2 589	4 827
Köln	2 396	8 507
Hamburg	1 608	2 438
(Nürnberg)	(741)	(2 236)

Zusammenfassend sei festgestellt, dass es weiterhin das Bestreben der zuständigen Behörden des Bundes sein wird, die konsularische Vertretung der Schweiz wie in allen Staaten auch in Deutschland so rationell als möglich zu gestalten. Dabei soll grundsätzlich so vorgegangen werden, dass Posten, die sich als entbehrlich erweisen, aufgehoben und die betreffenden Konsularbezirke in geeigneter Weise aufgeteilt oder zusammengelegt werden. Doch muss andererseits auch auf die Schutzbedürftigkeit und die berechtigten Interessen der Schweizerbürger in den verschiedenen Teilen eines Landes sowie auf politische, wirtschaftliche und kulturelle Momente abgestellt werden. Betreffend Deutschland wird ohne Zweifel in absehbarer Zeit die Frage zu prüfen sein, ob allenfalls die Zusammenlegung der Konsularbezirke von Bremen und Hamburg oder derjenigen von Köln und Düsseldorf in Aussicht zu nehmen sei. Die heutige politische Lage lässt es aber kaum als angezeigt erscheinen, eine Entscheidung hierüber übermässig zu beschleunigen, zumal die konsularische Vertretung der Schweiz in Deutschland, wie wir hervorgehoben haben, innerhalb der letzten Jahre bereits wesentlich eingeschränkt worden ist.

322

E 27, Archiv-Nr. 23318/Bd. 18

H. L. v. Gugelberg au Département politique

Copie
L Vertraulich

Mayenfeld, 10. Juni 1938

Den Eingang Ihres Schreibens vom 9. Juni¹ verdanke ich bestens.

Zufällig war gestern Prinz Emanuel von Liechtenstein bei uns. Er scheint sich in Vaduz eher zu langweilen, blieb sehr lange und erzählte vieles, das

1. *Non reproduite.*

gewisse Anhaltspunkte über die Beurteilung der Lage im Fürstentum geben kann. Prinz E. ist ein Vetter des Prinzregenten Franz Joseph, der sich z. Zt. in Wien einer ärztlichen Kur unterziehen muss. Seine Mutter ist eine Ungarin, geb. Andrassy. Er macht einen wesentlich intelligentern Eindruck als der Prinzregent und man gewinnt den Eindruck, dass er Vieles gehört habe und objektiv beurteile. Da er voraussichtlich bald wiederkommen wird, könnten gewisse Fragen, sofern es erwünscht wäre, erörtert werden.

Im Fürstenhaus hofft man zuversichtlich, dass das Land unabhängig bleibe. Man ist aber doch nicht überzeugt davon, dass keine Anschlussgefahr bestehe und glaubt, dass Anzeichen dafür vorhanden seien, dass unter der Decke von deutscher Seite recht energisch agitiert werde. Man empfinde es als eine Gefahr, dass bezüglich der Grenze eine grosse Unklarheit bestehe, indem die politische und wirtschaftliche Grenze nicht zusammenfalle und dass niemand da sei, der gegebenenfalls das Land verteidigen könne. Für grössere Unglücksfälle wie das Hochwasser, bestehe die Absicht, eine immer dazubereite Organisation dadurch zu schaffen, dass man das Pfadfinderwesen nach Möglichkeit entwickle und fördere. Prinz E. beschäftige sich z. Zt. mit diesbezüglichen Arbeiten. Er äusserte sich weiterhin dahin, dass es eine grosse Beruhigung wäre, wenn das Land offiziell neutral und in die Neutralität der Schweiz einbezogen wäre. Man ist sich über die Bedeutung des Eschenberges, bei dem die Grenze leider auch nicht ganz nach Wunsch verläuft, völlig klar und würde es gerne sehen, wenn derselbe befestigt werden könnte. Vor einigen Jahren wäre es voraussichtlich leicht gewesen, sich auch bezüglich der Neutralität der Schweiz anzuschliessen. Unter den neuen Verhältnissen dürfe man nicht mehr daran denken, etwas derartiges nachzusuchen, da es dem neuen Nachbar kaum passen würde und man alles vermeiden müsse, um Anstoss zu erregen. Es sei zu bedauern, dass früher die gute Gelegenheit verpasst worden sei.

Im Fürstenhaus sei man auch seit längerer Zeit darüber besorgt gewesen, dass in der Verwaltung eine viel zu weitgehende Einseitigkeit geherrscht habe. Man betrachte es als einen Erfolg, dass unter dem Einfluss der Ereignisse in Österreich die Verständigung unter den beiden Parteien erreicht worden sei. Die Rede, welche der neue Regierungschef-Stellvertreter, Herr Dr. Vogt, am 13. Mai anlässlich des grossen Empfangs des Prinzregenten durch die Gemeinde Vaduz gehalten hatte, werde als massgebend anerkannt, während man diejenige des Herrn Dr. Hoop nur als Höflichkeitsrede betrachtete. Die Rede des Herrn Dr. Vogt hat auch auf mich einen ausgezeichneten Eindruck gemacht (Ich war als einziger Ausländer zu diesem Empfange eingeladen worden.) Die Rede ist im «Vaterland» im Wortlaute und in den «Liechtensteiner Nachrichten» im Auszuge publiziert worden und wird dem Departemente bekannt sein.

Ich möchte bei diesem Anlass noch auf die etwas unklaren Verhältnisse bei den neuen Besitzern des Schlosses Gutenberg hinweisen. Dasselbe gehörte dem nun verstorbenen Herrn Rheinberger, der ein ausgesprochener Anhänger der NSAP war und dessen 3 Söhne auch heute offen für den Anschluss eintreten. Der Älteste, durch die sog. Rotter-Affäre bekannt geworden, studiert z. Zt. in Königsberg Medizin. Die beiden andern wohnen in Vaduz und gelten als unerwünschte Elemente, die für den Anschluss arbeiten, ohne dass man direkt

gegen sie vorgehen könne. Die Witwe Rheinbergers, eine an und für sich recht nette und gebildete Frau, hat Gutenberg an eine Gesellschaft «Orion» verkauft, deren Vertreter ist Herr Haas, ein Deutscher, der von Basel gekommen sei und auch allgemein als ausgesprochener Anhänger der NSAP gilt. In der ganzen Umgebung herrscht die Meinung dass irgendetwas nicht in Ordnung gehe. Es seien immer eine Anzahl Herren auf Gutenberg, welche sagen, an der Vervollkommnung einer neuen Schreib- und Rechenmaschine zu arbeiten. Es sei aber auffallend, welch grosser Wert darauf gelegt werde, dass ja niemand auf den Burghügel komme. Man sieht vielfach die ganze Burg als ein «Spionennest» an. Ob etwas daran ist, vermag ich – was ich ausdrücklich bemerken möchte – nicht zu beurteilen. Wie man mir sagte, ist die Generalstabsabteilung auf diese Verhältnisse aufmerksam gemacht worden und wird das Notwendige veranlassen. Wenn erwünscht, will ich versuchen, der Sache etwas nachzugehen, wozu ich Gelegenheit hätte, da ich am Fusse des Burghügels zwei an und für sich unbedeutende Grundstücke besitze.

Ich möchte nochmals in aller Form betonen, dass es sich um eine völlig unverbindliche und private Unterhaltung mit dem Prinzen Emanuel handelte. Ich habe allerdings den Eindruck gewonnen, dass die gemachten Angaben zutreffend sein dürften, ohne aber irgend eine Verantwortung dafür übernehmen zu können.

323

E 2300 Berlin, Archiv. Nr. 39

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 1². Vertraulich

Berlin, 13. Juni 1938

Dem italienischen Botschafter, bei dem ich am letzten Freitag meine hiesige Besuchstournee begann, konnte ich erklären, dass es mich besonders freue, ihn zuerst aufzusuchen, wie dies den ausgezeichneten Beziehungen zwischen unseren beiden Ländern entspreche. Herr Attolico empfing mich denn auch überaus freundlich mit der Liebenswürdigkeit eines älteren aufgeklärten Mannes, der, ohne zu patronisieren, dem jüngeren Kollegen mit Wohlwollen entgegentritt. Leider ist er immer noch etwas kränklich. Wie er mir selbst sagte, war er während des Anschlusses von Österreich wegen einer schmerzhaften Phlebitis «vollständig ausgeschaltet». Auch jetzt leidet er noch an den Folgen dieser Krankheit und er bat mich denn auch, sein Bein während unseres Gesprächs auf einen Stuhl legen zu dürfen.

1. *En tête du document figure l'annotation manuscrite de Motta:* In Zirkulation, 15.6.38, M. *D'une autre écriture:* Zurück am 26.6.38.

2. *La numérotation des rapports de Berlin repart au N° 1 avec le changement de ministre.*

Der italienische Botschafter hatte bereits vom deutschen Aussenminister Kenntnis von den Erklärungen erhalten, die Hitler mir anlässlich meiner Antrittsaudienz betreffend unsere Neutralität gemacht hatte³. Dies gab mir Gelegenheit, auch ihm unsere diesbezüglichen Wünsche auseinanderzusetzen. Es fiel mir auf, dass er sagte, Italien falle es viel leichter als Deutschland eine Anerkennung der Neutralität der Schweiz auszusprechen, da der italienische Regierungschef ja wiederholt durch seine in der Öffentlichkeit abgegebenen Erklärungen über diese Stellungnahme keinen Zweifel gelassen habe; Hitler dagegen habe sich nur einem Privatmann, Herrn Alt Bundesrat Schulthess, gegenüber geäußert. Selbstverständlich suchte ich ihn darüber aufzuklären, dass die Äusserungen des deutschen Staatsoberhauptes an Alt Bundesrat Schulthess ebenfalls für die Öffentlichkeit bestimmt waren und veröffentlicht wurden; ferner dass der Bundesrat sie offiziell verdankt habe und dass jetzt in den offiziellen Ansprachen bei meiner Antrittsaudienz sie wiederum von beiden Seiten erwähnt worden seien. Die Bemerkungen des italienischen Botschafters zeigten mir aber, dass offenbar die Widerstände im Auswärtigen Amt gegen die Anerkennung der Neutralität doch nicht belanglos gewesen sind und dass die günstige Wendung dem Dazwischentreten Hitlers zu verdanken ist. Herr Attolico sagte mir denn auch, dass Hitler sich mit dem Problem der neutralen Staaten persönlich befasst habe und dass seinen diesbezüglichen Äusserungen daher umso mehr Gewicht beizulegen sei.

Wegen der Tschechoslowakei ist der italienische Botschafter besorgt. Er habe der deutschen Regierung klarzumachen versucht, dass Frankreich bei einem militärischen Vorgehen Deutschlands gegen die Tschechoslowakei nicht abseits bleiben werde und dass sich somit das österreichische Wunder – das übrigens gar kein Wunder gewesen sei – nicht wiederholen werde. Die deutsche Regierung habe die Gefahren erkannt, aber die Krise sei noch nicht überwunden. Sie würde im Gegenteil erst ihren Höhepunkt erreichen, wenn das von der Prager Regierung in Aussicht genommene Autonomiestatut bekannt würde. Das tschechoslowakische Problem sei ohne Zergliederung des Staates überhaupt kaum lösbar, weil die sogenannten Minderheiten fast die Mehrheit hätten im Gegensatz zu den Deutschen in Südtirol, die zwar ohne Italienisierung auch nie staatsreu würden, die aber in Anbetracht der verhältnismässig geringen Zahl für Italien keine Gefahr bedeuteten. Das auf einer jahrhundertalten Entwicklung beruhende Beispiel der Schweiz könne sich in der Tschechoslowakei nicht wiederholen.

Auch der französische Botschafter, der mich noch von meiner früheren Tätigkeit in Berlin her kennt, empfing mich sehr freundlich.

Im Verlauf der Unterhaltung teilte ich ihm mit, dass Hitler mir wertvolle Erklärungen über die Respektierung der schweizerischen Neutralität abgegeben habe. Er antwortete, dass man sich darauf nicht verlassen könne. Hitler habe auch den Locarno-Pakt als eine von Deutschland freiwillig eingegangene Verpflichtung anerkannt. Dem gegenüber machte ich geltend, dass Hitler nach seinen eigenen Darlegungen von dem Wert der schweizerischen Neutralität für

3. Cf. N° 318.

Deutschland überzeugt sei, was man eben bei jenen Abmachungen aus der Stresemann-Epoche doch wohl kaum habe annehmen dürfen.

Herr François-Poncet glaubte, mich auch auf die Tätigkeit der deutschen Organisationen in der Schweiz aufmerksam machen zu müssen. Dies gab mir Gelegenheit ihm zu sagen, dass diese Tätigkeit gemäss Abmachung und auf Grund unserer Wahrnehmungen sich nur auf die deutschen Staatsangehörigen erstreckte und dass diese Organisationen auch in Frankreich unbeanstandet seien. Allerdings werde dadurch die Assimilierung der Fremden bei uns erschwert, aber die bisherigen Erfahrungen zeigten, dass der Einfluss des Gastlandes der stärkere sei. Jedenfalls könnte die Schweiz bei ihrer geographischen Lage zwischen Deutschland und Italien nicht in gleicher Weise vorgehen wie gewisse südamerikanische Einwanderungsländer.

Bezüglich der Tschechoslowakei sprach sich der französische Botschafter ebenfalls sehr besorgt aus. Am 21. Mai sei der Weltfriede in Frage gestellt gewesen⁴. Göring habe tatsächlich marschieren wollen, Hitler habe sich im letzten Moment für den Frieden entschlossen. Ob auf deutscher Seite tatsächlich mobilisiert worden sei, könne man nicht feststellen. Aber heute könnten diese Vorbereitungen für grosse Verbände unbemerkt vorgenommen werden. Jeden Moment könne sich wieder die gleiche Situation wie damals einstellen. Die Hetze, die in der deutschen Presse weitergeht, zeige, dass man sich in Deutschland für die Auflösung der Tschechoslowakei entschlossen habe. Die in Prag in Aussicht genommene Autonomielösung sei voraussichtlich für die Sudetendeutschen unbefriedigend. Sie sehe nur eine Autonomie der Gemeinden vor, während für die staatliche Polizei und das Heer es beim alten bleibe. Heute würden die sudetendeutschen Soldaten in der Slowakei verwendet und auf je drei Tschechen in einem solchen Regiment käme ein Sudetendeutscher. Vielleicht könnte eine Lösung gefunden werden, die das Fortbestehen der Tschechoslowakei in ihren bisherigen Grenzen ermöglichen würde, wenn die Tschechoslowakei ihre Aussenpolitik umstellen und nach dem Muster der Schweiz ein neutraler Staat würde. Auf meine Zwischenfrage, ob sich denn die französische Regierung mit einer solchen Lösung abfinden könnte, antwortete François-Poncet, dass dies nur eine persönliche Idee von ihm sei.

Vom Völkerbund werde man bei einem allgemeinen Konflikt nicht das Geringste erwarten können. An dem Fiasko dieser Institution sei das Sekretariat nicht unschuldig. Schon der erste Generalsekretär sei eben mehr ein «Pape-rassier» gewesen, aber die Aera Avenol habe sich mit ihrer antiitalienischen Politik geradezu katastrophal ausgewirkt.

Der französische Botschafter sprach sich dann sehr lobend über die Stabilität der innerpolitischen Verhältnisse in der Schweiz aus. In der Schweiz hätten wir eine Landesregierung, die zwar das Vertrauen des Parlamentes besitze, aber vom Parlament nicht gestürzt werden könne und die auch im Stande sei, in kritischen Momenten autoritär zu regieren. In seinem Lande sei dies leider

4. *Se croyant sous la menace d'une intervention militaire allemande imminente, le Gouvernement tchécoslovaque avait décidé la mobilisation partielle. Des incidents avaient fait deux victimes sudètes.*

nicht so; es werde erst besser werden, wenn Frankreich einmal eine «autoritäre Demokratie» sei. Das französische Volk sei aber zu leichtlebig, sehe die Gefahren nicht und er fürchte, dass es ohne Blutvergiessen zu keiner Änderung komme.

Ebenso interessant waren die Ausführungen des Botschafters über die deutschen wirtschaftlichen Verhältnisse. Die französische Botschaft schätzt die innere Verschuldung Deutschlands auf 60 Milliarden. Das deutsche Wirtschaftsexperiment könne zwar noch längere Zeit weitergeführt werden, aber in einigen Jahren müsse die Katastrophe kommen. Es werde einen Krach à la Kreuger geben. Ich sagte, dass man gewiss dieser Beurteilung beipflichten müsse, wenn man die bisherigen Lehren der Wirtschaftsgeschichte berücksichtige; das überaus interessante deutsche Experiment sei aber etwas Neues und man müsse sich fragen, ob in einer streng kontrollierten Wirtschaft, die hauptsächlich eine Binnenwirtschaft sei, das Rätsel nicht dadurch gelöst werden könne, dass die Produktion der Güter mit der Geldinflation Schritt hält. Herr François-Poncet glaubt dies schon deshalb nicht, weil man in Deutschland auch in dieser Hinsicht jedes Mass und Ziel verloren zu haben scheine. Die Aufrüstung, der Ausbau der Städte, die Ausgaben für die Partei, die Autobahnen usw. würden immer mehr Mittel verschlingen und seit dem Abgang Schachts treibe man auch ohne Krieg der wirtschaftlichen Katastrophe, die aber noch längere Zeit nicht zu kommen brauche, unhaltbar entgegen. Darüber, ob dieser Beurteilung zuzustimmen sei, möchte ich mich nicht äussern. Es liegt auf der Hand, dass dieser Frage, deren Beantwortung auch für die Schweiz grosse Bedeutung zukommt, eine besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden muss.

Beim Abschied sagte ich dem französischen Botschafter, dass er zwar meine hiesige Aufgabe sei, die deutsch-schweizerische Freundschaft zu vertiefen, dass ich mich aber genügend mit der schweizerischen Aussenpolitik befasst hätte, um zu wissen, dass die Pflege dieser Freundschaft nie auf Kosten anderer uns ebenso wichtiger Freundschaften erfolgen dürfe.

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 39

*Le Gérant¹ du Consulat général de Suisse à Munich, P. Ritter,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

Copie²
L

München, 14. Juni 1938

Wie ich Ihnen am 10. dieses Monats³ zu melden die Ehre hatte, bin ich schon am Tage nach der Geschäftsübernahme⁴, und zwar am 31. Mai, von Herrn Ministerpräsident Siebert und Herrn Staatsminister Wagner in Audienz empfangen worden.

Aus der Presse habe ich entnommen, dass Sie bei Überreichung Ihres Beglaubigungsschreiben auf die allgemein anerkannte Neutralität der Schweiz hingewiesen haben und dass der Reichskanzler in seiner Rede hervorgehoben hat, dass die überlieferte Neutralität der Schweiz im Leben der Völker Europas als wichtiges Element des Weltfriedens zu betrachten sei⁵.

In diesem Zusammenhang möchte ich nicht unterlassen, Ihnen jetzt schon zu melden, dass Herr Ministerpräsident Siebert das Gespräch ebenfalls auf die schweizerische Neutralität gelenkt hat, dies in Erwähnung seiner seinerzeit in Aussicht genommenen Mission als Gesandter in Bern. Der Reichskanzler hätte damals zu ihm gesagt, dass die Schweiz ein kleines, politisch nicht sehr bedeutendes Land sei, dem aber in wirtschaftlicher Hinsicht grosse Beachtung geschenkt werden müsse. Was die Neutralität der Schweiz anbelangt, fügte Herr Ministerpräsident Siebert hinzu, dass der Führer und Reichskanzler anlässlich des Parteitages vor zwei Jahren die Situation Deutschlands zu seinen Nachbarn skizziert habe und die schweizerische Neutralität in seinem Gespräch mit Herrn alt Bundesrat Schulthess am 23. Februar 1937 nochmals garantiert habe⁶. Diese Sache ist somit vollständig klar, erklärte Herr Siebert, da an den Worten des Führers nicht zu rütteln ist.

1. Verweser.

2. *Cette copie a été transmise à Berne par Frölicher en date du 16 juin 1938. On en trouve aussi un exemplaire dans E 2200 München 2/3, où sont conservés des doubles des rapports de Munich, dont les originaux, pour les années 1937-1940, ont apparemment disparu. Ils ne figurent en tout cas pas dans le fonds E 2300.*

3. Non retrouvé.

4. *Le Secrétaire de légation de 1^{re} classe, Paul Ritter, a été chargé par le Conseil fédéral de la gérance du Consulat général de Munich le 6 mai 1938 (cf. E 1004 1/373, N° 777) en remplacement du Consul général Walter von Burg transféré à Vienne après la fermeture de la Légation de Suisse en Autriche.*

5. *Cf. N° 318, note 3.*

6. *Cf. N° 37A.*

325

E 2001 (D) 1/7

*La Division des Affaires étrangères du Département politique¹
au Consul général de Suisse à Shanghai, E. Fontanel*

Copie
L RC

Berne, 18 juin 1938

La «Neue Zürcher Zeitung» du 15 juin publie, sous le titre «Die chinesischen Bauern im Krieg», une correspondance de Shanghai signée «j.a.»².

Cet article, d'ailleurs fort intéressant, contient des appréciations particulièrement sévères sur la conduite des troupes japonaises à l'égard de la population chinoise.

Nous vous serions très obligés de chercher à savoir qui en est l'auteur, car, selon le cas, vous pourriez attirer son attention sur l'intérêt important que nous avons à ne pas nous aliéner la bonne volonté du Gouvernement japonais, la grande majorité des Suisses établis en Chine de même que leurs entreprises se trouvant dans des régions actuellement occupées par les armées nippones. C'est également de cette bonne volonté que pourra dépendre le règlement des dommages de guerre en Chine. Il serait ainsi peut-être possible d'amener ce journaliste à éviter à l'avenir des assertions inutilement blessantes dont le Gouvernement japonais pourrait prendre prétexte pour se montrer peu accueillant à nos réclamations.

1. Signée: Feldscher.

2. j.a. = John Ahlers, cf. la réponse du Consul général Fontanel du 31 août 1938 (E 2001 (D) 1/7, dossier A.15.42.12.86).

326

E 7110 1967/32/900 Deutschland (4) 1938

*Le Président du Comité «Allemagne»
de l'Association suisse des Banquiers, P. Vieli,
au Directeur de la Division du Commerce, J. Hotz*

L Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland

Zürich, 18. Juni 1938

Sie hatten die Freundlichkeit, mir Durchschlag eines Briefes von Herrn Prof. Dr. Laur vom 14. Juni¹ sowie einer Aufzeichnung¹ über sein Votum in der Sitzung der schweizerischen Delegation vom Dienstag, den 14. Juni, zur Kenntnis zuzustellen.

1. Ces documents ne figurent pas au dossier.

Obwohl ich zwar Gelegenheit hatte, mich bereits in der Sitzung selbst zu einzelnen Ausführungen von Herrn Prof. Laur zu äussern, sehe ich mich doch veranlasst, zu seiner schriftlichen Aufzeichnung noch einige weitere Bemerkungen anzubringen.

Auf die allgemeine Beschwerde des Votanten möchte ich dabei nicht eingehen, nachdem dies von Ihnen bereits in der Sitzung in durchaus sachlicher und einwandfreier Weise geschehen ist. Ebenso kann ich darauf verzichten, mich zu den statistischen Angaben hinsichtlich der Käseausfuhr zu äussern, da die Handelsabteilung über das nötige statistische Material verfügt, um diesen Teil des Votums des Vertreters der Landwirtschaft zu beurteilen. Nur ganz allgemein darf ich vielleicht darauf hinweisen, dass die Forderung von Herrn Prof. Laur, es sei für die Ausfuhr landwirtschaftlicher Produkte nach Deutschland ein Devisenkontingent von 15–16 Millionen Franken zur Verfügung zu stellen, bereits im letzten Jahr als restlos erfüllt betrachtet werden kann. Nach der offiziellen schweizerischen Handelsstatistik belief sich nämlich die Gesamtausfuhr landwirtschaftlicher Produkte nach Deutschland im Jahre 1937 wertmässig auf die Summe von Fr. 17 955 000.—. Es ist dies also erheblich mehr, als was Herr Prof. Laur an Devisen für die Bezahlung der landwirtschaftlichen Ausfuhr beansprucht hat. Was dagegen die besondere Privilegierung der landwirtschaftlichen Ausfuhr in einer I. Hypothek im gleichen Rang mit dem Fremdenverkehr anbelangt, so möchte ich doch daran erinnern, dass dieses Verlangen des Bauernverbandes bereits anlässlich von früheren Verhandlungen gestellt, aber von dem damaligen Verhandlungsleiter im Einverständnis mit dem Bundesrat in aller Form abgelehnt worden ist.

Wo ich nun aber unbedingt eine Klarstellung anbringen muss, das ist auf dem Gebiete des Finanzverkehrs. Herr Prof. Laur hat bereits in seinem mündlichen Votum und nunmehr noch in verschärfter Form in der schriftlichen Aufzeichnung behauptet, dass die Finanzgläubiger mehr als 80 Millionen im Verrechnungsverkehr mit Deutschland erhielten. Dabei hat er diesen Betrag den Devisenansprüchen der Landwirtschaft gegenübergestellt, indem er besonders hervorhob, dass der landwirtschaftliche Teil der Bevölkerung ungefähr 25% der Gesamtbevölkerung der Schweiz bilde. Dies gibt insofern ein unrichtiges Bild, als daraus geschlossen werden könnte, dass die Finanzgläubiger eine abgeschlossene Wirtschaftsgruppe, im Gegensatz zur Gruppe der landwirtschaftlichen Bevölkerung darstellen. Wie ich schon in früheren Sitzungen Gelegenheit hatte, darzutun, setzen sich die Finanzgläubiger im Verkehr mit Deutschland nicht aus den Banken oder einer Anzahl Finanzinstitute zusammen, sondern aus rund 48 000 grossen und kleinen Kapitalisten und Sparern. Diese 48 000 Finanzgläubiger rekrutieren sich selbstverständlich aus den verschiedenartigsten Wirtschaftskreisen. Sehr wahrscheinlich gibt es auch eine ganze Reihe von Sparern, die dem landwirtschaftlichen Teil unserer Bevölkerung angehören und Guthaben in irgendwelcher Form in Deutschland besitzen. Es geht also nicht an, die Finanzgläubiger als eine besondere Wirtschaftsgruppe der landwirtschaftlichen Bevölkerung gegenüber zu stellen und dann darzulegen, welche Beträge die Finanzgläubiger und welche Beträge die Landwirtschaft im Verrechnungsverkehr mit Deutschland erhalten.

Und nun die mehr als 80 Millionen Franken, welche den Finanzgläubigern

aus Deutschland zu fliessen sollen! Ein solcher Betrag ist den Finanzgläubigern seit dem Jahre 1935 nicht mehr zugekommen. Unter dem Regime des ersten Abkommens erhielten sie allerdings noch eine höhere Summe, aber bereits im Vertrag vom 17. April 1935 wurden die Ansprüche der Finanzgläubiger auf Funding Bonds verwiesen, d. h. sie bekamen überhaupt kein Bargeld, sondern bloss Scheine, die sie allerdings – aber mit schweren Verlusten – versilbern konnten. Nun bestanden in jener Periode noch grosse Stillhalteforderungen der Banken, sodass in Form von Stillhaltezinzen erhebliche Beträge aus Deutschland in die Schweiz kamen. Die Stillhalte Guthaben der Banken sind aber inzwischen – ebenfalls mit gewaltigen Verlusten – enorm reduziert worden, sodass diese Stillhaltezinzen, die aus der Reichsbankquote bestritten werden müssen, heute noch ca. Fr. 900 000.— pro Monat ausmachen. Wir kommen also auf rund 12 Millionen Franken für Stillhaltezinzen. Aus dem Transferfonds soll den übrigen Finanzgläubigern, mit Einschluss Österreich, etwa 64 Millionen Franken bezahlt werden. Man kommt also mit Einschluss der Stillhaltezinzen und der Zinsen der Österreichischen Anlagen auf 76 Millionen Franken pro Jahr und nicht auf über 80 Millionen aus Deutschland.

Wenn Herr Professor Laur in seiner Aufzeichnung sodann durchblicken lässt, dass auch eine Verzinsung von 2,78% noch erträglich sei im Verhältnis zur Verzinsung vieler Spargelder in der Schweiz, so ist eine solche Gegenüberstellung ebenfalls ein Trugbild. Gewiss zahlen heute die Banken für kurzfristige Gelder – aber nicht für Spargelder – sehr niedrige Zinsen, die sich um etwa 1–1½% herum bewegen. Es handelt sich aber um Gelder, über die der Gläubiger zu jeder Zeit verfügen kann, und für welche die Banken selbst keine Anlagemöglichkeit besitzen. Nur länger befristete und Hypothekar-Anleihen können zum Vergleich mit den deutschen Anlagen herangezogen werden. Der anlagesuchende Kapitalist erhält aber auch heute noch in der Schweiz bei erstklassiger Sicherheit 3% und neuerdings auf Kantons- und Gemeindegeldern auch wieder 3½% und 3¾%. Die Finanzgläubiger im Verkehr mit Deutschland, die sich mit einem durchschnittlichen Zins von 2,78% abfinden müssen, wobei auf eine Amortisation der Anlagen überhaupt nicht gehofft werden kann und die Sicherheit der Anlage somit gleich null ist, stellen sich also ganz ausserordentlich schlecht.

Wenn Herr Prof. Laur in seiner Aufzeichnung die Ansprüche der Kapitalgläubiger noch weiter kürzen will, konnte höchstens Deutschland daraus einen Nutzen ziehen, nachdem, worauf ich bereits eingangs hingewiesen habe, der Export von landwirtschaftlichen Produkten jetzt schon höher ist, als die von Herrn Prof. Laur beanspruchten 15–16 Millionen, die Ansprüche der Landwirtschaft also jetzt schon sichergestellt sind dank den sehr grossen Opfern, welche die Finanzgläubiger neuerdings wieder auf sich zu nehmen bereit ist.

2001 (D) 1/198

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Stockholm, Ch. L.E. Lardy*

Copie
L OB

Berne, 20 juin 1938

Le Chargé d'Affaires de Danemark est venu nous apporter, le 18 juin, la lettre personnelle de M. Munch dont nous avons l'honneur de vous remettre ci-jointe la copie¹. Il s'agit d'une invitation à participer, de même que les Ministres des Affaires étrangères de Belgique, de Luxembourg et des Pays-Bas, à la conférence bisannuelle des Ministres des Affaires étrangères scandinaves qui aura lieu à Copenhague les 21 et 22 juillet prochain. A la suite de certaines allusions officieuses, nous nous attendions un peu à recevoir une invitation de ce genre et nous comptons la décliner poliment.

Si les membres des Gouvernements étrangers ont pris aujourd'hui l'habitude de se déplacer fréquemment et de se rencontrer sous les prétextes les plus divers sans que personne ne s'en étonne, vous savez, en effet, que c'est une tradition fort ancienne chez nous que les conseillers fédéraux ne vont pas en mission officielle à l'étranger. Les rares exceptions qu'a trouvées cette règle, loin de l'affaiblir, en ont renforcé la rigueur, car elles ne se sont produites que dans des cas d'une importance exceptionnelle et elles ont été fort commentées. La participation d'un conseiller fédéral suisse à la conférence de Copenhague n'apparaîtrait nullement, dans ces conditions, comme une chose simple et naturelle. Elle donnerait lieu aux interprétations les plus imprévues et notre opinion publique s'en alarmerait d'autant plus qu'en recouvrant notre neutralité intégrale dans le cadre de la Société des Nations, nous avons proclamé que notre politique s'inspirerait d'une réserve encore plus grande que par le passé. Nous ne pourrions risquer d'émouvoir ainsi notre opinion que s'il fallait réellement faire face à une situation menaçante et que la défense d'intérêts primordiaux était à ce prix.

Nous n'avons aucune raison de penser que tel pourrait être le cas, sauf le passage de la lettre de M. Munch ainsi conçu :

« Il serait également désirable d'avoir l'occasion, avant la session de septembre de la Société des Nations, de discuter les problèmes qui peuvent se poser pour d'autres pays à propos de la position particulière de la Suisse. Dans cet ordre d'idées, je tiens à vous dire qu'aucun désir ne s'est manifesté de nos côtés tendant à obtenir une décision du Conseil analogue à celle qu'il a prise en ce qui concerne la Suisse. Il y a également la question de la réforme du Pacte qui sera sans doute discutée lors des prochains débats de septembre, aussi bien que la position de la Suisse dans la Société des Nations. »

A première vue, ce passage nous semble uniquement inspiré par le désir fort

1. L'original de cette lettre personnelle est reproduit en annexe.

obligeant de forcer, par une aimable exagération, notre acceptation de l'invitation qui nous est adressée. Nous contestons que la position particulière de la Suisse pose des problèmes pour d'autres pays et nous ne nous attendons nullement à ce qu'elle soit discutée lors des prochains débats de septembre. La façon dont s'exprime le Ministre des Affaires étrangères de Danemark, dans une lettre qui nous est parvenue dans les formes les plus officielles, nous oblige, toutefois, à nous demander si certains éléments d'une situation que nous pensions bien définie nous échappent complètement.

Il est évident que, si, par exemple, un des Etats qui seront représentés à Copenhague se prépare, complètement à notre insu, à remettre en question devant l'Assemblée la décision qui a été prise, le 14 mai², par le Conseil de la Société des Nations, nous regretterions de n'avoir pas pris au sérieux l'avertissement qui nous aurait été donné par M. Munch et de ne pas avoir fait à temps le nécessaire pour éviter le débat dangereux que nous tenons aujourd'hui pour impossible.

C'est pourquoi, avant d'adresser à M. Munch, dans les formes les plus cordiales que nous trouverons, le refus poli que notre «situation particulière» nous impose, nous désirerions nous assurer que nous ne nous abusons pas et recueillir à cet effet le conseil de M. Sandler, qui est certainement informé des objectifs de la conférence de Copenhague et qui nous a donné, à Genève, de telles preuves d'amitié et de bon vouloir que nous savons pouvoir nous adresser à lui en toute confiance.

Nous vous serions très reconnaissants, dans ces conditions, d'avoir, le plus tôt que faire se pourra, un entretien avec M. Sandler. Vous pourrez vous exprimer à son égard sans aucune réticence et, au besoin, lui donner à lire la présente lettre. Nous ne doutons pas qu'il comprendra les raisons qui nous tiennent éloignés de la conférence de Copenhague à moins qu'un intérêt impérieux ne soit en jeu et qu'il nous éclairera d'un mot. Vous voudrez bien nous télégraphier l'avis qui vous sera donné.

ANNEXE

*Le Ministre des Affaires étrangères du Royaume du Danemark, P. Munch,
au Chef du Département politique, G. Motta³*

Personnelle
L

Copenhague, 16 juin 1938

Les Ministres des Affaires Etrangères des pays du Nord, vous ne l'ignorez pas, se réunissent de temps en temps, en général deux fois par an, pour échanger leurs points de vue sur les questions de politique générale ainsi que sur d'autres problèmes politiques offrant un intérêt commun.

Mes collègues des autres pays du Nord et moi-même, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il serait opportun d'élargir les cadres de la prochaine réunion à *[sic]* comprendre aussi les Ministres

2. Cf. N° 293, annexe 2.

3. En tête du document, G. Motta a écrit de sa main: Affaires étrangères. Que dites-vous de cette invitation? 18.6.38. M.

des Affaires étrangères des pays dont les représentants se sont souvent entretenus à Genève sur les questions politiques intéressant leurs pays.

Nous sommes d'accord pour estimer qu'une telle mesure serait utile pour plusieurs raisons. C'est ainsi qu'une réunion de ce caractère servirait sans doute à souligner, vis-à-vis d'autres Etats, l'attitude neutre prise par nos pays par rapport aux groupements que forment les grandes Puissances. Il serait également désirable d'avoir l'occasion, avant la session de septembre de la Société des Nations, de discuter les problèmes qui peuvent se poser pour d'autres pays à propos de la position particulière de la Suisse. Dans cet ordre d'idées je tiens à vous dire qu'aucun désir ne s'est manifesté de nos côtés tendant à obtenir une décision du Conseil analogue à celle qu'il a prise en ce qui concerne la Suisse. Il y a également la question de la réforme du Pacte qui sera sans doute discutée lors des prochains débats de septembre, aussi bien que la position de la Suisse dans la Société des Nations. Enfin, une réunion comme je l'ai esquissée ci-dessus, permettrait aussi, cela va sans dire, de procéder à un échange de vues sur d'autres points que l'un ou l'autre des Ministres présents jugerait utile de soulever.

Dans ces conditions, je me permets, d'accord avec mes collègues finlandais, norvégien et suédois, de vous demander s'il vous conviendrait de prendre part aux délibérations projetées qui sont prévues pour les 21 et 22 juillet prochain à Copenhague.

Je me suis adressé en même temps aux Ministres des Affaires Etrangères de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas.

328

E 2001 (D) 2/292

*La Division des Affaires étrangères du Département politique,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht*

Copie

L OK

Bern, 20. Juni 1938

Das Komitee der Garantiestaaten für die österreichischen Völkerbundsanleihen, das am 9. und 10. d. M. in London tagte und an dessen Sitzung die Eidgenossenschaft durch einen Mitarbeiter der schweizerischen Gesandtschaft in London offiziös vertreten war, hat, wie Ihnen wohl schon bekannt ist, beschlossen, an die deutsche Regierung ein Schreiben zu richten, worin gegen die Weigerung Deutschlands, in die Verpflichtungen Österreichs einzutreten, Protest erhoben wird. Das Komitee gibt im übrigen in der Note der Hoffnung Ausdruck, die deutsche Regierung werde ihre Stellungnahme in Wiedererwägung ziehen, und fügt bei, dass die Regierungen der einzelnen Gläubigerstaaten sich vorbehalten, ihre und ihrer Angehörigen Rechte in geeigneter Weise zu wahren, sofern eine internationale Regelung nicht erzielt werden könne.

Eine Antwort ist unseres Wissens dem Komitee deutscherseits noch nicht erteilt worden. Es ist indessen nicht anzunehmen, dass Deutschland bereit sein wird, die Frage der österreichischen Auslandsschulden auf internationalem Boden zu regeln, weshalb hinsichtlich der Forderungen der Eidgenossenschaft gegenüber dem ehemaligen österreichischen Staate schweizerischerseits wird getrachtet werden müssen, durch unmittelbare Verständigung mit der deutschen Regierung eine Regelung herbeizuführen. Dazu bietet sich unseres

Erachtens die einzige Gelegenheit bei Anlass der gegenwärtigen deutsch-schweizerischen Wirtschaftsverhandlungen. Wir wären Ihnen deshalb verbunden, wenn Sie in Erwägung ziehen wollten, diese Schuldenfrage im Zuge der bevorstehenden Besprechungen behandeln zu lassen.

Es handelt sich dabei in erster Linie um die Neuregelung der von Deutschland dem Grundsatz nach nicht übernommenen Verpflichtungen der ehemaligen österreichischen Regierung aus zwei seinerzeit von der Eidgenossenschaft unter Beteiligung an den vom Völkerbund ausgegangenen finanziellen Hilfsaktionen zugunsten Österreichs gewährten Regierungskrediten, und zwar:

1. aus der 4^{1/2}% österreichischen garantierten Konversionsanleihe 1934/59 (umgewandelt aus dem 6^{1/2}% österreichischen garantierten Staatsanleihen 1923/43, BB vom 6. Februar 1923) Fr. 13 894 000.—
 2. aus der 4% Internationalen garantierten österreichischen Bundesanleihe 1933/53 (BB vom 12. April 1933) Fr. 4 651 546.—
- Fr. 18 545 546.—

Diese Beträge stellen den Stand der Forderungen auf Ende 1937 dar. Über die näheren Verumständungen der Darlehenshingaben und die Erwägungen, die den Bundesrat und die Eidgenössischen Räte dazu bewogen haben, geben die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung betreffend die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der Wiederaufrichtung Österreichs vom 1. Dezember 1922 sowie die Botschaft vom 22. März 1933 über die finanzielle Beteiligung der Schweiz an der Hilfsaktion von 1932 zugunsten Österreichs Aufschluss. Daraus ist ersichtlich, dass der Standpunkt Deutschlands, es handle sich um Anleihen politischer Natur, wofür das Deutsche Reich nicht einzustehen habe, gegenüber der Eidgenossenschaft nicht haltbar ist.

Neben diesen Forderungen besitzt die Eidgenossenschaft noch nachstehende Guthaben an die ehemalige österreichische Bundesregierung:

1. aus dem Wiederaufbaukredit 1920 für Österreich (Internationale Kreditaktion zugunsten Zentral-europas, BB vom 27. Sept. 1920) Fr. 23 207 671.94
 2. aus einem Darlehen von Fr. 400 000.— aus Anlass der Sanierungsmassnahmen für die Stickereiindustrie (BRB vom 25. April 1933) Fr. 320 000.—
 3. aus einem Vorschuss von Fr. 4 700 000.— für die Vollendung der Regulierung des Rheins von der Illmündung bis zum Bodensee (Staatsvertrag mit Österreich vom 19. November 1924, BB vom 15. Juni 1925) Fr. 2 955 000.—
- Fr. 26 482 671.94

Nähere Angaben über ihre Entstehung sind folgenden Botschaften des Bundesrates an die Bundesversammlung zu entnehmen:

1) Botschaft betreffend die Beteiligung der Schweiz an der Internationalen Kreditaktion zugunsten Zentraleuropas, vom 17. Juni 1920; Bericht des Bundesrates vom 3. Oktober 1921;

2) Botschaft betreffend die Genehmigung des am 18. März 1933 zwischen der Schweiz und Österreich abgeschlossenen Vertrages über Sanierungsmassnahmen für die Stickereiindustrie, vom 22. März 1933;

3) Botschaft betreffend die Genehmigung des am 19. November 1924 zwischen der Schweiz und Österreich abgeschlossenen Vertrages über die Regulierung des Rheins von der Illmündung bis zum Bodensee, vom 5. Dezember 1924.

Wiewohl Deutschland diese Darlehen bisher nicht ausdrücklich anerkannt hat, so hat es anderseits aber im Gegensatz zu seiner Stellungnahme zu den Völkerbundsanleihen seine Pflicht zur Schuldübernahme hier nicht in Abrede gestellt, sodass diesbezüglich eine Verständigung mit der Deutschen Regierung ohne namhafte Schwierigkeiten möglich sein dürfte¹.

ANNEXE

Notice du Département politique

Après avril 1940

NOTIZ ÜBER DIE REGELUNG DER SCHWEIZERISCHEN REGIERUNGSDARLEHEN AN ÖSTERREICH

Die Forderungen der Eidgenossenschaft gegen Österreich bezifferten sich wie folgt:

- | | | |
|------|--|--|
| I. | Fr. 23 644 250 | sogenannte Wiederaufbaukredite aus den Jahren 1918 bis 1920 für Lebensmittel. Bei den Verhandlungen mit Deutschland nach dem Anschluss Österreichs wurden diese Wiederaufbaukredite als rein humanitäre Hilfsmassnahme ignoriert. |
| II. | Fr. 2 850 000 | Saldo der von der Schweiz an Österreich vorgeschossenen Kosten der Rheinregulierung von der Illmündung bis zum Bodensee. Die Erfüllung dieser Verpflichtung wurde nach dem Anschluss von Deutschland nur in Mark in Aussicht gestellt. |
| III. | Sogenannte Regierungsdarlehen an Österreich: | |
| | a) Fr. 13 693 168.55 | Anteil des Bundes an der vom Völkerbund patronierten internationalen Anleihe an Österreich von 1923; verlängert bis 1959; |
| | b) Fr. 4 468 959.99 | Anteil des Bundes an der vom Völkerbund patronierten internationalen Anleihe an Österreich von 1933; Laufzeit bis 1953; |
| | c) Fr. 320 000.— | Kredit des Bundes an Österreich im Zusammenhang mit Sanierungsmassnahmen für die Schiffli-Stickerei. |
| | <hr/> | |
| | Fr. 18 482 128.54 | Total der sogenannten Regierungskredite. |

1. *Les documents relatifs au traitement de l'ensemble des prêts à l'Autriche, mentionnés ci-dessus, au cours des négociations germano-suisse de 1938 ne se prêtent guère à une publication, étant donné leur technicité et les longs développements qu'ils contiennent. On les trouvera, pour l'essentiel, dans le carton E 2001 (D) 2/292. La question des «Völkerbundsanleihen» a été finalement résolue bilatéralement comme le présume le document publié ci-dessus. Il a paru utile de reproduire en annexe, ci-dessous, une notice non datée mais postérieure à ces négociations financières, qui résume brièvement les résultats obtenus.*

Über die Regelung dieses Betrages von Franken 18482128.54 wurden nach dem Anschluss Österreichs mit Deutschland Verhandlungen geführt. Deutschland bestritt zunächst jede Pflicht zur Rechtsnachfolge. Nach mühsamen Diskussionen gelang es durch einen Notenwechsel zwischen dem Auswärtigen Amt und unserer Gesandtschaft in Berlin vom 29. März 1939 eine Abmachung zu treffen², durch welche die Regierungskredite aus dem Clearing herausgenommen wurden. Es hatte dies u.a. den grossen Vorteil, die ohnehin schon sehr ungünstige Lage der Finanzgläubiger im Clearing zu entlasten und eine Einigung über die auf dem schweizerischen Kapitalmarkt untergebrachten österreichischen Anleihen im Nominalwert von rund Fr. 21 000 000 zu ermöglichen.

Durch den Notenwechsel erklärte sich Deutschland bereit, für die Forderung der schweizerischen Regierung in Höhe von Fr. 18 482 128.54 einen Betrag von Mark 7 901 100 auf ein Sonderkonto zugunsten der schweizerischen Eidgenossenschaft bei der Reichshauptbank in Berlin zu zahlen. Die Mittel dieses Sonderkontos dürfen von der schweizerischen Regierung dazu verwendet werden, einen Teil der Kosten der Rheinregulierung zwischen Strassburg und Istein zu begleichen, wenn bei der Fälligkeit gleichzeitig 15% in freien Devisen bezahlt werden. Ausserdem sollen Reichsmark bis zur Höhe von 3 850 000 in der Weise verwendet werden können, dass damit 83% des Preises gewisser Warenbezüge (teilweise Waren für die Kriegstechnische Abteilung und die Schweizerischen Bundesbahnen) bezahlt werden können, während 17% des Preises in freien Devisen zu leisten sind.

Für die Rheinregulierung konnten nur unbedeutende Summen verwendet werden, da die Arbeiten gegenwärtig ruhen. Dagegen war es möglich, das Konto durch Warenbezüge per Ende April 1940 auf den Stand von Mark 6 320 000 zu reduzieren.

Neben diesen Markt Guthaben besitzt der Bund noch folgende Aktiven in Deutschland:

1) Sogenanntes Versicherungsmarkkonto (herrührend aus der Versicherungssaktion)	Mark 1 340 000.—
2) Titel aus der Versicherungsaktion	Mark 7 000 000.—
3) Vorkriegsanlagen, Pfandbriefe	Mark 1 500 000.—
4) Vorzugssperrmark	Mark 150 000.—

2. Cf. DDS, 13, N° 57.

329

E 2001 (D) 1/198

*Le Ministre de Suisse à Stockholm, Ch. L. E. Lardy,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L V.B. 16

Stockholm, 21 juin 1938

Au reçu de votre lettre du 20 juin², j'ai téléphoné à M. Sandler, qui était en train de partir en congé, mais a pu encore me recevoir à sa maison privée. Je lui ai fait part de la lettre de M. Munch et de la vôtre.

Il m'a répondu qu'il était au courant de la demande que M. Munch vous avait faite et qu'il l'appuyait. Il s'agit simplement de prendre le contact qui,

1. *En tête de ce document, G. Motta a noté de sa main: Affaires étrangères: Cette lettre n'est pas très claire; elle me persuade toujours plus que nous n'avons rien à chercher à Copenhague. 22.6.38. M.*

2. Cf. N° 327.

d'habitude, se prenait à Genève. Mais il va de soi que la question de la Suisse sera discutée³.

D'une part, le fait que le Conseil a pris une décision n'empêche nullement l'Assemblée de revenir sur la question suisse de la manière qui lui conviendra⁴. Il n'est pas dit que cela n'aura pas lieu: M. Litvinow l'a même donné à entendre. Le fait que jadis, après la déclaration de Londres, l'Assemblée ne s'est plus occupée de la position spéciale de la Suisse n'est qu'un fait, pas un droit acquis, de sorte que nous n'aurons pas à nous étonner ni à nous offenser si un débat se produit: c'est même à prévoir et Copenhague se préparera, entr'autres, à cette éventualité.

D'autre part, la question suisse a son influence sur la revision du Pacte et sur l'attitude et les intérêts des Puissances scandinaves et du groupe qui est en communion d'intérêts avec elles. C'est pourquoi la réunion de Copenhague discutera aussi, entr'autres, les problèmes que soulève la question suisse. M. Sandler vous verrait donc très volontiers à cette réunion, si cela pouvait s'arranger.

Par contre, votre décision ne doit pas être prise sous l'empire d'une certaine nervosité⁵. M. Sandler n'a pas entendu dire d'aucun côté que la décision prise par le Conseil le 14 mai⁶ doive être remise en question et il ne croit pas qu'il y ait lieu pour nous de prendre peur à cet égard. Il ne m'a rien assuré de positif, mais il a insisté sur l'absence de motifs d'une nervosité excessive de notre part.

En résumé, il voudrait vous voir à Copenhague, mais n'estime pas que des circonstances telles que celles que vous redoutez nous obligent à faire cette exception.

3. *En marge de ce passage, G. Motta a noté de sa main*: Il est de toute évidence que nous n'avons pas à y participer. M.

4. *Remarque manuscrite de Motta en marge de ce passage*: C'est faux. M.

5. *Remarque manuscrite de Motta en marge de cette phrase*: Est-ce possible? M.

6. *Cf. N° 293, annexe 2.*

330

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 39

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 2

Berlin, 21. Juni 1938

Unter Bezugnahme auf mein heutiges Telegramm betreffend Rückgewinnung der umfassenden Neutralität der Schweiz beehre ich mich, Ihnen beiliegend Abschriften der Note² zu übersenden, die der deutsche Aussenminister mir soeben übergeben hat.

1. *Annotation manuscrite de Motta en tête du document*: Einschreiben sehr vertraulich, M.

2. *Reproduite en annexe.*

Einleitend bemerkte Herr von Ribbentrop, dass der Reichskanzler mir selbst bei der Übergabe des Beglaubigungsschreibens die Antwort erteilt habe und dass die Antwortnote, die er mir nun überreichen werde, diesen Äusserungen des Reichskanzlers Rechnung trage.

Herr von Ribbentrop wies darauf hin, dass er seinerzeit, als mein Amtsvorgänger die Note vom 20. Mai³ ihm überbracht habe, auf die Schreibweise der Schweizerpresse hinweisen musste, über die sich Deutschland mit Recht beklage. Herr von Weizsäcker habe mich auch auf die Gefahren aufmerksam gemacht, die der Schweiz auch nach der Rückgewinnung der umfassenden Neutralität aus den Gastpflichten dem Völkerbunde gegenüber immer noch entstehen können. Heute aber, nachdem der Herr Reichskanzler bereits gesprochen habe, wolle die deutsche Regierung die Beantwortung der Note nicht mehr im Hinblick auf jene Einschränkungen hinauszögern und von Einwendungen und Vorbehalten abhängig machen. Immerhin lege er Wert darauf zu betonen, dass jene Bemerkungen auch heute noch ihre Berechtigung hätten.

Diese Ausführungen veranlassten mich darauf hinzuweisen, dass der Bundesrat wiederholt zum Ausdruck gebracht habe, dass die Schweiz seit jeher eine Neutralitätspolitik der gleichen freundschaftlichen Beziehungen verfolge und dass die öffentliche Meinung und die Presse dies verstehen und berücksichtigen müssten. Es sei meine Überzeugung, dass diese Bemühungen, die auch weiterhin fortgesetzt würden, mit der Zeit Erfolg haben werden und dass die Antwort, die Deutschland auf unsere Neutralitätsnote gebe, diese Bemühungen erleichtern werde. – Auch die Schwierigkeiten, die sich vielleicht bei einem allgemeinen Konflikt aus den Gastpflichten ergeben können, seien der schweizerischen Regierung nicht unbekannt. Man habe aber nicht schon jetzt Verhältnisse regeln können, die sich heute noch gar nicht überblicken lassen ohne das nunmehr erreichte Ergebnis zu gefährden. Die Geschichte der schweizerischen Neutralität zeige, dass zwar die Neutralitätspolitik wandelbar sei und immer neue Probleme zu lösen habe; unwandelbar aber bleibe der Wille der Schweiz, im Kriegsfall neutral zu bleiben.

Daraufhin las der Herr Aussenminister die Antwortnote und ich konnte feststellen, dass der Inhalt im wesentlichen unseren Erwartungen und Wünschen entspricht. Die deutsche Regierung nimmt mit grossem Interesse von dem Ergebnis der Bemühungen Kenntnis und begrüsst dieses Ergebnis. Die Note betont das Interesse Deutschlands an der schweizerischen Neutralität und enthält eine neue ausdrückliche Anerkennung derselben. Sie nimmt auch Bezug auf die der schweizerischen Regierung bekannten Verlautbarungen, worin diese Anerkennung bereits ausgesprochen worden ist.

Da ich feststellen konnte, dass die Antwort unseren Erwartungen entsprechen dürfte, hielt ich mich für ermächtigt⁴, der Genugtuung für die Erklärungen Ausdruck zu geben, indem ich beifügte, dass sicherlich auch der Bundesrat mit Befriedigung von dieser Antwort Kenntnis nehmen werde. Der Reichsaussenminister machte dann die Anregung, dass man sich hinsichtlich der Veröf-

3. *Non reproduite, cf. E 2001 (D) 4/52. Texte du projet de note en français, cf. N° 296, annexe. Cf. aussi N° 306.*

4. *En marge, annotation manuscrite de Motta: richtig, M.*

fentlichung des Notenwechsels verständigen möchte und liess den Chef der Presseabteilung, Herrn Gesandten Aschmann, kommen, mit dem wir vereinbarten, dass die Veröffentlichung nicht vor nächsten Freitag 11 Uhr stattfinden solle. Dies wird, wie ich annahm, dem Bundesrat die Möglichkeit geben, in seiner ordentlichen Sitzung vom Freitag von der Antwortnote Kenntnis zu nehmen und das schweizerischerseits vorzubereitende Mitgeteilt⁵ zu genehmigen. Das Auswärtige Amt wird sich mit der italienischen Regierung verständigen, damit nicht der Notenwechsel mit Italien vorher veröffentlicht werde. Man hat mir im übrigen keineswegs verschwiegen, dass die Beantwortung unserer Note mit Italien vereinbart worden sei und es wird nicht ohne Interesse sein festzustellen, wie weit sich die Noten der beiden Länder decken.

In meiner Gegenwart gab der Aussenminister Herrn Aschmann die Weisung, dass die deutsche Presse das deutsche amtliche Communiqué in einer Art und Weise kommentiere, die den Wert der schweizerischen Neutralität für Deutschland deutlich in Erscheinung treten lasse; von den Einschränkungen, die seinerzeit bei der Rückgewinnung der umfassenden Neutralität in der deutschen Presse erwähnt wurden, solle jetzt Abstand genommen werden oder doch nur in sehr abgeschwächter Weise die Rede sein. Ich hoffe daher, dass die deutsche Presse keinen Misston in das erfreuliche Ergebnis bringen wird und würde es lebhaft begrüßen, wenn auch die schweizerischen Zeitungen den erfolgreichen Abschluss der Bemühungen zur Rückgewinnung der Neutralität entsprechend kommentieren würden.

ANNEXE

E 2001 (D) 4/52

*Le Ministre des Affaires étrangères du Reich allemand, J. von Ribbentrop,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

N Pol. II 1809

Berlin, 21. Juni 1938

Mit Note vom 20. Mai d. J.⁶ hat ihr Herr Amtsvorgänger mir davon Mitteilung gemacht, dass die Schweiz in dem Bestreben, ihre traditionelle Neutralitätspolitik weiterzuführen und die sich daraus ergebenden Verpflichtungen auf das genaueste einzuhalten, den Völkerbundsrat zu einem Beschluss veranlasst habe, der die Schweiz von jeder Verpflichtung entbinde, an der Anwendung der Sanktionsbestimmungen des Völkerbundspaktes teilzunehmen. Namens der Deutschen Regierung habe ich die Ehre, Ihnen hierauf folgendes zu erwidern.

Die Deutsche Regierung hat mit grossem Interesse davon Kenntnis genommen, dass es den Bemühungen der Schweizerischen Regierung gelungen ist, sich von Verpflichtungen zu befreien, die in der Tat geeignet waren, die Neutralität der Schweiz zu gefährden. Die Deutsche Regierung begrüsst dieses Ergebnis, weil sie in der unbedingten Aufrechterhaltung der Neutralität der Schweiz ein wichtiges Element für die Sicherung des europäischen Friedens sieht. Die Schweizerische Regierung kann deshalb überzeugt sein, dass der von ihr jetzt erneut bekundete Wille zur Neutralität bei der Deutschen Regierung jederzeit den entsprechenden Willen finden wird, diese Neutralität anzuerkennen und zu achten. Ich brauche nur auf die der Schweizerischen Regierung bekannten Verlautbarungen zu verweisen, in denen die Deutsche Regierung ihren Standpunkt in dieser Beziehung bereits in aller Klarheit zum Ausdruck gebracht hat.

5. *Non reproduit, cf. E 2001 (D) 4/52.*

6. *Non reproduite, cf. note 3.*

331

E 2001 (D) 4/52

*Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie, G. Ciano,
au Ministre de Suisse à Rome, R. Ruegger*

N 221514/83

Roma, 21 giugno 1938-XVI

Con la Nota del 19 maggio¹ l'Eccellenza Vostra mi ha comunicato che la Confederazione svizzera, in armonia con la sua tradizionale politica di neutralità e nella ferma determinazione di attenersi agli impegni che derivano da tale neutralità, ha ultimamente deciso di non partecipare in alcun modo all'applicazione delle disposizioni del Patto della S.d.N. relative alle sanzioni, e che il Consiglio della S.d.N. ha preso atto di tale decisione.

Nel ringraziare l'Eccellenza Vostra della comunicazione fattami, ho l'onore d'informare che il Governo italiano ha preso nota con soddisfazione che la Confederazione svizzera si è liberata da impegni che apparivano suscettibili di compromettere la sua neutralità.

Il Governo italiano è convinto che l'incondizionato mantenimento della neutralità integrale e perpetua della Svizzera costituisce un importante fattore di pace in Europa.

Il Governo svizzero può essere certo che alla volontà manifestata dalla Confederazione svizzera nei riguardi della sua neutralità corrisponderà in ogni tempo uguale volontà da parte del Governo italiano di rispettare tale neutralità. Il Governo italiano si richiama, in proposito, alle ripetute dichiarazioni con le quali ha già espresso la sua posizione nella maniera più chiara e categorica.

1. *Non reproduite, cf. N° 308, note 2. Texte du projet de note en français, cf. N° 296, annexe.*

332

E 2001 (D) 1/198

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre des Affaires étrangères
du Royaume du Danemark, P. Munch*

*Copie
L OB*

Berne, 22 juin 1938

Cher Monsieur Munch,
J'ai eu l'honneur de recevoir, des mains de Monsieur Hansen, la si aimable lettre¹ par laquelle vous avez bien voulu m'inviter à participer, de même que

1. *Cf. N° 327, annexe.*

les Ministres des Affaires étrangères de Belgique, de Luxembourg et des Pays-Bas, à la prochaine réunion des Ministres des Affaires étrangères des Pays du Nord qui aura lieu à Copenhague à la fin de juillet.

Je vous suis très reconnaissant de cette invitation, qui constitue une nouvelle preuve du caractère confiant des relations existant entre nos pays que tant de points communs rapprochent. L'amitié que vous me témoignez, l'extrême obligeance avec laquelle vous me demandez de venir à Copenhague me trouvent fort sensible et seraient pour moi une raison de plus de désirer pouvoir participer à une réunion dont je mesure tout l'intérêt et de déplorer de ne pas pouvoir le faire.

Ainsi que Monsieur Hansen vous l'aura sans doute déjà fait savoir, le peuple suisse est, en effet, fort attaché à une tradition selon laquelle les membres du Gouvernement fédéral ne se rendent pas en mission officielle à l'étranger. Une infraction à cette règle, qui n'a subi d'exceptions que dans des cas d'une exceptionnelle gravité, créerait dans l'opinion publique suisse un désarroi d'autant plus fâcheux qu'il est admis par chacun que la situation spéciale de la Suisse lui impose une réserve plus grande encore que par le passé aujourd'hui que sa neutralité intégrale a été reconnue dans le cadre de la Société des Nations. La conviction que ma présence à la Conférence de Copenhague ferait l'objet de commentaires qui en déformeraient complètement la portée a conduit le Conseil fédéral à juger préférable de me prescrire l'abstention.

Je suis au regret de devoir renoncer ainsi au plaisir de voir votre beau pays et d'avoir avec vous un échange de vues qui aurait eu pour moi un très grand intérêt, mais je suis convaincu que vous comprendrez la force des raisons qui m'en tiennent éloigné et je me félicite d'avoir bientôt l'occasion de vous revoir à Genève.

333

E 2001 (E) 1/7

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Berlin, 23 juin 1938

Gestern wurde ich von Reichsminister Goebbels in Antrittsaudienz empfangen. Einige Kollegen hatten mir empfohlen, die wichtigsten Reichsminister zu besuchen. Andere sagten, dass besser davon Abstand genommen werde. Das Protokoll des Auswärtigen Amtes wollte sich anfänglich nicht zu dieser Frage äussern, teilte mir aber dann später mit, dass es lebhaft begrüsst würde, wenn ich gewisse Reichsminister, deren Namen man mir nannte, aufsuchen würde. Als ich mich dann vor zwei Tagen erkundigte, wann der Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda mich empfangen könne, wurde mir umgehend geantwortet, dass ich auf den nächsten Tag erwartet werde.

Der Empfang war ein überaus freundlicher. Herr Goebbels kam sofort auf das Problem der Pressebeziehungen zu sprechen. Er sagte, dass es auch der Wunsch Deutschlands sei, den Pressefrieden zwischen den befreundeten Ländern herzustellen. Allerdings sei es für Deutschland nicht leicht, die bestehenden Zeitungsverbote aufzuheben, weil Deutschland es nicht zulassen könne, dass eine deutsch geschriebene Auslandspresse die Rolle der in Deutschland verbotenen Inlandspresse übernehme. Zwar wolle er diese Schwierigkeiten nicht überschätzen. Das deutsche Volk stehe heute beinahe in seiner Gesamtheit zum Führer. Es komme darauf an, ob die in Frage stehenden schweizerischen Zeitungen eine Haltung einnehmen würden, die man in Deutschland als unfreundlich oder gar als staatsfeindlich empfinde.

Im übrigen wolle Deutschland nichts anderes, als dass man beidseitig auf Beleidigungen und Beschimpfungen verzichte und bei der Beurteilung der Verhältnisse im anderen Land den guten zwischenstaatlichen Beziehungen Rechnung trage. Diese guten Beziehungen seien ja vorhanden. Der Reichskanzler habe ein für allemal erklärt, dass Deutschland mit der neutralen Schweiz in Freundschaft leben wolle. Grundsätzliche Differenzen bestünden nicht und über die wirtschaftlichen Schwierigkeiten müsse man sich verständigen. Wegen des Sitzes des Völkerbundes in Genf brauche zwischen den beiden Ländern kein Zwist zu entstehen; Deutschland sei zwar kein Freund dieser Institution, aber es werde Völkerbund einerseits und Genf und die Schweiz andererseits auseinanderhalten.

Was könne nun geschehen, um die für die Aufhebung der Verbote notwendige Entspannung zu schaffen? Herr Goebbels ist sich darüber klar, dass die Regierung eines demokratischen Staates nicht über die gleichen Möglichkeiten verfüge wie ein autoritär regierter Staat. Von einem Presseabkommen halte er auch nicht viel und strebe auch keines an. Wichtiger als Rechtsregeln sei eine praktische Lösung, die zum Ziele führe. Vielleicht könnte die schweizerische Regierung ihren Einfluss dahin geltend machen, dass die feindschaftliche und unobjektive Beurteilung der deutschen Verhältnisse in den in Betracht kommenden Zeitungen aufhöre. Er könne mir versichern, dass er bereits Weisung erteilt habe, dass in der deutschen Presse Angriffe gegen die inneren Einrichtungen der Schweiz zu unterbleiben hätten und dass man davon Abstand nehme, auf die zahlreichen Unfreundlichkeiten zu antworten. Es liege ihm fern, durch die Entfesselung eines Pressefeldzuges die allfälligen Bemühungen des Bundesrates, zu einem Pressefrieden zu gelangen, zu erschweren.

Als erste Geste sei nun die Zulassung von gewissen Zeitungen an Schweizer in Deutschland in Aussicht genommen. Die Modalitäten der Lösung würden zur Zeit von seinem Ministerium geprüft. Er hoffe, dass auch diese Massnahme zur Entspannung beitragen werde.

Im übrigen würde er mir gern persönlich zur Verfügung stehen, wenn ich dies zur Behandlung von Fragen, die sein Ministerium betreffen, wünschen sollte.

Von meiner Seite konnte ich antworten, dass sich die Auffassung meiner Regierung im wesentlichen mit der seinigen deckt. Seit längerer Zeit sei der Bundesrat bemüht, mässigend auf die schweizerische Presse einzuwirken. Durch eine Presseverordnung seien Beschimpfungen und schwere Ausschreitungen verboten worden und der Bundesrat sei entschlossen, diese Verordnung

nunmehr streng zu handhaben. Die Bemühungen seien nicht ohne Erfolg geblieben und würden auch weiterhin fortgesetzt, um so die nötigen Voraussetzungen für die Aufhebung der Zeitungsverbote zu schaffen. Auch nach schweizerischer Auffassung komme ein Presseabkommen nicht in Frage, weil die Schweiz in Anbetracht ihrer Neutralitätspolitik autonom und allgemein solche Fragen regeln müsse und sich nicht auf eine Regelung nur mit einem Nachbarstaat festlegen könne.

Bezüglich der in Aussicht genommenen Massnahme wegen der Zulassung verbotener Zeitungen an Schweizerbürger gab ich dem Wunsch Ausdruck, dass nicht nur die «Neue Zürcher Zeitung» und die «Basler Nachrichten» in diese Regelung einbezogen würden, sondern auch der «Bund». Vor meiner Abreise aus Bern hatte ich nämlich eine Besprechung mit Herrn Pochon-Jent, der mir sagte, dass er in jeder Hinsicht zu den Auffassungen des Bundesrats in dieser Pressefrage stehe und dass er dafür sorgen werde, dass die Redaktion seiner Zeitung diesen Auffassungen Rechnung trage. Herr Reichsminister Goebbels versprach, diese Anregung zu prüfen und ich hoffe, dass sie berücksichtigt wird, obwohl bei der Deutschen Gesandtschaft in Bern hierfür keine grosse Geneigtheit vorhanden ist.

334

E 1004.1 1/374

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 24 juin 1938*¹

1094. Strafverfolgung i/S. Aurelio Garobbio

Justiz- und Polizeidepartment. Antrag vom 18. Juni 1938

I. *Garobbio* Aurelio, des Bernhard und der Giovanna geb. Barili, von Mendrisio, geb. 12. November 1905 in Mendrisio, ledig, Journalist und Publizist, (Angestellter auf der Redaktion des «Popolo d'Italia»), wohnhaft Via Clericetti 52 in Mailand, seit 15. April 1938 in Haft im Untersuchungsgefängnis Bellinzona, wurde der Bundesanwaltschaft erstmals in der Strafuntersuchung der «Adula» Affäre bekannt. Garobbio, Schriftsteller und Journalist in Mailand (Angestellter bei der Redaktion des «Popolo d'Italia»), war seinerzeit neben Colombi und der Bontempi die wichtigste Persönlichkeit in der Adula-Bewegung und wurde vom seither verstorbenen eidg. Untersuchungsrichter, Dr. A. Weissenbach in Lugano, als «allievo che supera il maestro (scil. [!/] Colombi)» bezeichnet.

Der Beschuldigte, von welchem der Sekretär des Untersuchungsrichters in seinem Schlussbericht vom 22. Februar 1938 schreibt: «... si deve ritenere il

1. *Etait absent*: H. Obrecht.

naturale futuro capo aduliano», ist ausgesprochener Irredentist und Extremist, indem er, allerdings unter dem Deckmantel der Anonymität, für die Annexion der Kantone Graubünden, Tessin und Wallis durch Italien eintritt. Garobbio, der zur Hauptsache im Auslande tätig ist und im Dunkeln wühlt, geht nach Auffassung des eidg. Untersuchungsrichters weiter als die übrigen Adulianer, indem er durch seine Propagandatätigkeit in Italien, ähnlich wie dies vor dem Weltkrieg in den Gebieten Trento und Trieste geschah, die Auffassung eines unerlösten Tessin verbreitet.

Bezüglich der Propagandatätigkeit Garobbios, die Gegenstand der Untersuchung der Adula-Affäre bildete, musste wie seinerzeit bei Colombi und der Bontempi eine Einstellung der Strafuntersuchung erfolgen. Denn dem Beschuldigten, dessen im Auslande begangene Handlungen nicht restlos abgeklärt werden konnten, ist eine Zuwiderhandlung gegen Art. 37 des Bundesstrafrechts² in seiner alten Fassung nicht nachzuweisen, und eine blosses Propagierung irredentistischer Ideen wird durch die alte Fassung des Art. 37 des Bundesstrafrechts nicht erfasst.

II. Die irredentistische Propagandatätigkeit des Beschuldigten Garobbio dauerte jedoch auch nach Abschluss der gegen die Adula-Anhänger geführten Strafuntersuchung weiter und erstreckte sich über die Jahre 1936, 1937 und 1938 bis zum Augenblick seiner am 15. April auf Veranlassung des Bundesanwaltes erfolgten Verhaftung. Geäussert hat sich diese Propagandatätigkeit des Beschuldigten, abgesehen von einzelnen Publikationen, hauptsächlich in einer ganzen Reihe von irredentistischen Flugblättern, als deren Absender anhand einer Schriftexpertise trotz hartnäckigen Leugnens einwandfrei Garobbio festgestellt werden konnte.

Die lange Reihe des von der Bundesanwaltschaft gesammelten Beweismaterials zeigt, mit welcher Hartnäckigkeit und Planmässigkeit der Beschuldigte seine landesverräterische Propagandatätigkeit betreibt. Nachstehend sind die einzelnen Handlungen Garobbios aufgezählt:

a) Im Jahre 1936 veröffentlichte der Beschuldigte einen Zyklus Gedichte, betitelt «Retiche Pievi», in denen die Italianität Graubündens propagiert und verherrlicht wird, und deren Tendenz unverkennbar ist.

b) Um Weihnachten 1936 wurden Glückwunschkärtchen in den Kanton Tessin verschickt mit dem Wunsche, es möge dies das letzte Weihnachtsfest sein, das die Kantone Wallis, Tessin und Graubünden getrennt von Italien verbringen mögen. Der Urheber ist Garobbio.

c) Im Januar 1937 wurde von der Postverwaltung eine in Lugano aufgegebene Postkarte beschlagnahmt, auf welcher der Absender Grüsse aus «dieser künftigen Kolonie des kaiserlichen Italiens» sendet. Die Schrift deutet wiederum auf den Beschuldigten.

d) Im Monat April 1937 gelangten zahlreiche aus Südamerika verschickte Flugblätter mit einem von Beleidigungen strotzenden «Messaggio d'oltremare ai fratelli del Ticino» in den Kanton Tessin. Die Schrift der Adressen deutet erneut auf Garobbio. Die Flugblätter wurden wahrscheinlich von einem Dr. Roberto Vighi, Angestellter am italienischen Aussenministerium, der mit

2. Cf. RO, 1851-1853, vol. 3, p. 346.

einer Freundin der Bontempi verheiratet ist und in Beziehung steht zu dem als Irredentisten bekannte Deputierten Giulio Quirino Giglioli, verschickt anlässlich einer damals unternommenen Propagandareise.

e) Im September des vergangenen Jahres verschickte der Angeschuldigte zu je zweien Postkarten mit je einem aus Chur und aus Trento datierten irredentistischen Aufruf in die Schweiz.

f) Im Mai 1937 gelangte ein Teil einer von einem anonymen Autor publizierten und unter dem Patronat der Società Nazionale «Dante Alighieri» herausgegebenen irredentistischen Broschüre «La verità sulla questione del Ladino nei Grigioni» nach Bern. Als Absender wurde Garobbio eruiert.

g) Den Höhepunkt erreichte die Tätigkeit des Beschuldigten am Ende des letzten und zu Anfang dieses Jahres bei Anlass der Volksabstimmung über die rätoromanische Sprache:

Garobbio war es, der den Aufruf, «Patriots Grischuns» im Oktober 1937 in den Kanton Graubünden verschickte. Er war es auch, der via Innsbruck die zu irredentistischen Zwecken abgeänderten Lieder «Lingua materna» und «Adiou a l'Engiadina» in die Schweiz gelangen liess. Eine weitere Sendung, die sich mit dem Gelehrtenstreit über Ursprung und Zugehörigkeit der rätoromanischen Sprache befasst und den irredentistischen Standpunkt vertritt, stammt ebenfalls vom Beschuldigten Garobbio.

Bei weiteren Flugblättern und anonymen Publikationen, die im einzelnen aufzuzählen sich erübrigt, besteht eine Vermutung für die Urheberschaft Garobbios.

III. Unter diesen Voraussetzungen hält die Bundesanwaltschaft mit Bezug auf die nach dem 1. Februar 1937 (Datum des Inkrafttretens des Unabhängigkeitsgesetzes) begangenen Taten des Beschuldigten den Tatbestand des Art. 2 des BG betr. Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft vom 8. Oktober 1936³ für erfüllt. Art. 2 des genannten Gesetzes durch welches Art. 37^{bis} in das Bundesstrafrecht aufgenommen wurde, lautet folgendermassen:

«Wer eine Handlung vornimmt, die darauf gerichtet ist, die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft zu verletzen oder zu gefährden, eine die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft gefährdende Einmischung einer fremden Macht in die Angelegenheiten der Eidgenossenschaft herbeizuführen, wird mit Zuchthaus oder Gefängnis von einem bis zu fünf Jahre bestraft.»

Gemäss Art. 3 ist auch die im Auslande begangene Tat strafbar. Die Bundesanwaltschaft verweist zur Begründung ihrer Auffassung auf die Botschaft des Bundesrates zum Unabhängigkeitsgesetz vom 23. Juni 1936 (Bbl.⁴ 1936, II, S. 175/6). Zuständig zur Beurteilung ist das Bundesgericht (Art. 10 Bundesstrafrechtsprozess)⁵; an sich wäre auch eine Delegation an den Kanton Tessin möglich.

Da es sich im vorliegenden Fall jedoch um ein politisches Delikt handelt, hat

3. Cf. RO, 1937, vol. 53, p. 37.

4. Schweizerisches Bundesblatt (Feuille fédérale suisse).

5. Cf. RO, 1934, vol. 50, p. 712.

gemäss Art. 105 Bundesstrafprozess⁶ der Bundesrat die Zustimmung zur gerichtlichen Verfolgung zu geben. Dabei kann er auch auf Zweckmässigkeits-erwägungen abstellen.

Das Politische Departement, das sich in seinem Mitbericht vom 4. Juni 1938⁷ über diese Frage äussert, ist der Auffassung, dass es aus politischen Gründen nicht zweckmässig sei, einem Schriftsteller *dritter Klasse* und einem *schlechten Dichter* durch eine Strafverfolgung eine Wichtigkeit beizumessen, die er gar nicht verdiene. Es handle sich zwar um eine verachtenswerte landesverräterische Propagandatätigkeit. Jedoch habe infolge der mit kindlichen Methoden erfolgten rein intellektuellen Tätigkeit keine eigentliche Gefährdung der innern oder äussern Sicherheit der Eidgenossenschaft stattgefunden. Es wird zwar zugegeben, dass die irredentistische Propaganda eine berechtigte Misstimmung und eine den nachbarlichen Beziehungen mit Italien schädliche Reaktion hervorgerufen habe. Diese Spannung würde aber erhöht werden, wenn die eidgenössischen Behörden dem Beschuldigten die Ehre einer Strafverfolgung gewähren würden. Die Handlungsweise Garobbios sei im höchsten Masse tadelnswert, sei aber als Bubenstreich zu betrachten, der nichts als Verachtung verdiene.

Aus diesen Erwägungen spricht sich das Politische Departement gegen die Durchführung einer Strafverfolgung aus, erklärt sich jedoch zu einer entsprechenden Demarche bei den italienischen Behörden bereit.

Auch Staatsanwalt Gallacchi, der Stellvertreter des Bundesanwaltes für die italienische Schweiz verneint in einem vertraulichen Schreiben an den Bundesanwalt die Zweckmässigkeit des Gerichtsverfahrens.

Das Eidg. Justiz- und Polizeidepartement ist mit der Bundesanwaltschaft einverstanden, dass eine Abklärung des Sachverhaltes durch ein gerichtspolizeiliches Verfahren nötig war. Es ist aber wie das Politische Departement der Auffassung, dass eine Gerichtsverhandlung, die im In- und Ausland grösstes Aufsehen erregen müsste, mit der Person des Beschuldigten und der festgestellten Tätigkeit in einem Missverhältnis stehen würde. Die irredentistische Tätigkeit des Garobbio hat, wie die Abstimmung über die Zulassung des Romanischen als vierte Landessprache zeigt, im Inland kein Echo gefunden. Im Gegenteil sind seine Flugblätter überall mit Empörung und Verachtung aufgenommen worden. Man kann sich sogar fragen, ob durch die Veröffentlichungen des Garobbio unsere Unabhängigkeit wirklich gefährdet worden ist. Das Versenden der Flugblätter hat ein bedenkliches Licht auf die Geistesverfassung des Beschuldigten und auf seine Tätigkeit im Ausland geworfen. Es ist auch damit zu rechnen, dass die öffentliche Meinung in der Schweiz mit der Einstellung des Verfahrens nicht ganz einverstanden sein wird.

Das Justiz- & Polizeidepartement hält aber abschliessend dafür, dass der Gefahr, die der Schweiz aus dieser in Verbindung mit italienischen Staatsangehörigen ausgeübten Tätigkeit erwächst, besser durch nachdrückliche diplomatische Vorstellungen begegnet würde. In Verbindung damit könnte auf die im Hinblick auf den eidg. Strafgesetzentwurf geführten neuesten gehässigen

6. *Ibid.*, p. 731.

7. *Cf.* N° 315.

Angriffe der «Cronaca Prealpina» gegen die Schweiz, welche die Bundesanwaltschaft dem Politischen Departement bereits vorgelegt hat, hingewiesen werden.

Aus diesen Gründen stellt das Justiz- & Polizeidepartement gestützt auf Art. 105 des BG über die Bundesstrafrechtspflege vom 15. Juni 1934⁸ den Antrag und der Rat *beschliesst*:

1. Von einer gerichtlichen Verfolgung gegen Aurelio Garobbio wegen Widerhandlung gegen das BG betr. Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft vom 8. Oktober 1936 wird Umgang genommen.

2. Der Bundesanwalt wird mit dem Vollzug dieses Beschlusses beauftragt.

ANNEXE

COMMUNIQUÉ

AFFAIRE GAROBBIO

Comme on le sait, l'irrédentiste Aurelio Garobbio, connu déjà depuis l'affaire de l'Adula, employé à la rédaction du journal italien «Popolo d'Italia», se trouve en détention préventive à Bellinzone depuis le 15 avril. Considérant que Garobbio a pratiqué, notamment lors de la votation populaire sur la reconnaissance du romanche, une propagande de nature à porter atteinte à l'indépendance de la Confédération, et en application de la loi réprimant les atteintes à l'indépendance de la Confédération, le ministère public fédéral avait ouvert une enquête préliminaire au cours de laquelle le procureur général de la Confédération avait ordonné son arrestation.

Dans sa séance de ce jour, le Conseil fédéral, auquel il appartient de décider de la poursuite judiciaire des délits politiques en vertu de l'article 105 de loi sur la procédure pénale, s'est occupé de l'affaire. Au vu des preuves recueillies, il estime, avec le ministère public de la Confédération, qu'on est en présence du cas visé par l'article 2 de la loi réprimant les atteintes à l'indépendance de la Confédération. Considérant toutefois que l'inculpé a exercé une activité exclusivement littéraire et que sa valeur d'écrivain est insignifiante, le Conseil fédéral est d'avis qu'en exerçant une poursuite pénale, on donnerait une importance trop grande à la personne de l'inculpé et à la propagande qu'il a pratiquée. Les tracts que Garobbio a expédiés en Suisse n'ont pas atteint leur but. Au contraire, cette propagande irrédentiste n'a fait naître en Suisse que l'indignation et le mépris et a provoqué une réaction préjudiciable à nos relations avec l'Italie. Ce malaise ne ferait qu'augmenter si les autorités fédérales voulaient, en déférant l'inculpé aux tribunaux, lui attribuer une importance qu'il n'a pas; on peut se demander aussi si les publications de Garobbio ont compromis sérieusement notre indépendance.

Dans ces conditions, le Conseil fédéral a décidé que Garobbio ne serait pas l'objet de poursuites judiciaires.

8. Cf. RO, 1934, vol. 50, p. 731.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Berlin, 27. Juni 1938

Ich beehre mich den Empfang Ihres Schreibens vom 23. dieses Monats¹ betreffend die Anmeldung jüdischer Vermögen in Deutschland zu bestätigen und Ihnen für Ihre Mitteilungen bestens zu danken. Die vom Auswärtigen Amt in Aussicht gestellte Verbalnote zur Bestätigung der mündlich gegebenen Aufschlüsse ist mir bis jetzt noch nicht zugegangen.

Die Gesandtschaft war inzwischen bemüht, sich Aufschluss über die Haltung anderer Staaten zu verschaffen, und es gelang dabei, folgendes in Erfahrung zu bringen.

1. Die amerikanische Botschaft hat nunmehr eine schriftliche Antwort auf ihre Protestnote erhalten. Eine Abschrift davon wurde mir in Aussicht gestellt und ich werde sie Ihnen nach Eingang übermitteln. Nach den mündlichen Angaben, die mein erster Mitarbeiter von dem zuständigen amerikanischen Kollegen erhalten hat, deckt sich der Inhalt der Note mit den mündlichen Auskünften, die mein Mitarbeiter vom Auswärtigen Amt erhielt und worüber ich Ihnen bereits mit Schreiben vom 20. dieses Monats² berichtete. Insbesondere wurde auch den Amerikanern geantwortet, dass an der Anmeldepflicht für diejenigen Juden amerikanischer Nationalität, die ihren Wohnsitz in Deutschland haben, festgehalten werde. Die amerikanische Botschaft hat ihre Regierung telegraphisch um Weisungen zu der Frage gebeten, ob die grundsätzlichen Einwände gegen eine Sonderbehandlung einzelner amerikanischer Staatsbürger mit Bezug auf die amerikanischen Juden mit Wohnsitz in Deutschland aufrechterhalten werden sollen. Inzwischen wird den amerikanischen Juden in Deutschland auf ihre Anfragen geantwortet, dass ihnen ein Rat, ob sie die Anmeldung bis zum 30. Juni vornehmen sollen, nicht erteilt werden könne. Man geht aber wohl nicht fehl in der Annahme, dass unter diesen Umständen die meisten amerikanischen Juden die Anmeldung vornehmen werden. Hinsichtlich der nicht in Deutschland ansässigen Juden gab die deutsche Antwortnote der amerikanischen Botschaft Veranlassung, eine Reihe von Rückfragen an das Auswärtige Amt zu richten, insbesondere um näher abzuklären, in welchen Fällen ein seit der Machtübernahme aus Deutschland ausgewanderter Jude, der in der Folge die amerikanische Staatsangehörigkeit erworben hat, als Emigrant betrachtet und der Anmeldepflicht unterworfen werde. Die Gesandtschaft wird bemüht sein, seinerzeit von den ergänzenden Aufschlüssen des Auswärtigen Amtes ebenfalls Kenntnis zu erhalten.

1. *Non reproduite.*

2. *Non reproduite.*

2. Polen befindet sich in einer ganz besonders schwierigen Lage, weil im alten Reich nicht weniger als 50 000 polnische Juden leben, wozu noch 20 000 weitere in Österreich kommen. Die polnische Regierung ist bestrebt, mit Deutschland zu einer Gesamtregelung des Problems der polnischen Juden in Deutschland zu gelangen. Sie hat einerseits kein besonderes Interesse für diese Leute übrig, da sie bis zum Einsetzen der antijüdischen Massnahmen in Deutschland sich in polenfeindlicher Weise betätigt und ihre Anhänglichkeit an Polen erst seither entdeckt haben sollen. Da nun aber mit einem massenhaften Zurückströmen dieser Elemente zu rechnen ist, geht das Bestreben dahin, entweder ihre Entlassung aus dem polnischen Bürgerrecht herbeizuführen, oder aber, soweit sie zurückkommen, zu erreichen, dass sie ihre Vermögen mitnehmen können. Hinsichtlich der Anmeldung ihrer Vermögen in Deutschland wurden die hier ansässigen polnischen Juden darauf hingewiesen, dass sie, da sie ja nun einmal hier ihren Wohnsitz haben und deshalb den deutschen Gesetzen unterliegen, wohl guttun werden, der Anmeldungspflicht nachzukommen.

3. Was Italien betrifft, so sind tatsächlich, soviel mein Mitarbeiter erfahren konnte, anlässlich des neuen italienisch-deutschen Handelsvertrages Abmachungen über die italienischen Juden in Deutschland getroffen worden, die darauf hinauslaufen, dass denjenigen in Deutschland ansässigen italienischen Juden, die bereits im Moment der Machtübernahme die italienische Staatsangehörigkeit besaßen, ermöglicht wird nach Italien zurückzukehren unter Mitnahme ihres Vermögens, das über das Clearing transferiert werden soll. Entsprechendes gilt von denjenigen Juden in Österreich, die im Moment des Anschlusses bereits italienische Staatsangehörige waren. An den übrigen Juden italienischer Staatsangehörigkeit, die sich in Deutschland befinden, desinteressiert sich die italienische Regierung.

Dass etwa andere Staaten gegen die Anmeldungspflicht ihrer in Deutschland wohnhaften jüdischen Staatsangehörigen neue Vorstellungen erhoben hätten, ist der Gesandtschaft nicht bekannt geworden.

Angesichts der geschilderten Sachlage habe ich ein weiteres Rundschreiben an die schweizerischen Konsulate in Deutschland gerichtet, worin ich sie davon verständigte, dass Sie keine Möglichkeit sehen, schweizerische Staatsangehörige jüdischer Abstammung mit Wohnsitz in Deutschland von der Anmeldung ihrer Vermögen zu befreien. Sie ausdrücklich dazu anzuhalten, die Vermögensanmeldung innert der vorgesehenen Frist vorzunehmen, schien mir nicht angebracht.

336

E 1004.1 1/374

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 28 juin 1938*¹

1111. Verhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 24. Juni 1938

Über die Verhandlungen mit Deutschland betr. den Verrechnungsverkehr berichtet das Volkswirtschaftsdepartement folgendes:

1. In unserem letzten Bericht vom 6. crt. i/S. Verhandlungen mit Deutschland geben wir der Hoffnung Ausdruck, dass in der Frage der Reichsbankquote (17%) auch deutscherseits noch nicht das letzte Wort gesprochen sei.

Gestern ist nun die endgültige deutsche Antwort² bei uns eingegangen, aus der wir mit Bedauern entnehmen müssen, dass nur noch ganz wenig Aussicht besteht, dass Deutschland unserem Begehren auf Ermässigung der genannten Reichsbankquote Rechnung zu tragen gewillt ist.

2. Wir haben in der Zwischenzeit die ganze Angelegenheit mit den wichtigsten am Verrechnungsverkehr mit Deutschland interessierten Wirtschaftskreisen und der Finanzdelegation des Bundesrates eingehend erörtert. Ganz überwiegend kam die Meinung zum Ausdruck, dass möglichst rasch mit Deutschland wiederum Fühlung genommen und versucht werden sollte, doch noch etwas mehr als bisher zugestanden (200 000–300 000 Fr. per Monat) von der Reichsbankquote zurückzuerhalten. Wir halten es daher für richtig, dass die Verhandlungen anfangs der nächsten Woche in Berlin fortgesetzt werden mit dem Ziel, doch noch in letzter Stunde einen vertragslosen Zustand mit Deutschland zu vermeiden zu suchen. Mit dieser Mission soll vorerst eine kleinere Delegation betraut werden, bestehend aus den Herren Dr. J. Hotz, Direktor der Handelsabteilung, als Verhandlungsleiter, Prof. Keller, Generaldirektor Jöhr und Dr. Homberger vom «Vorort». Sobald die Lage weitgehend geklärt ist und eine Einigung möglich erscheint, kann die Delegation ergänzt werden durch die Herren Nationalbankdirektor Schwab, Generaldirektor Dr. Vieli, Generaldirektor Dr. König (Schweiz. Lebensversicherungs- und Rentenanstalt) und Direktor Hunziker vom Schweiz. Fremdenverkehrsverband.

3. Wir haben uns Rechenschaft geben müssen, dass es sehr schwierig wäre, im jetzigen Moment, besonders wegen den wenig überblickbaren Verhältnissen gegenüber Österreich und wegen dem äusserst tiefen Stand der Clearinginzahlungen in Zürich, einen Vertrag auf längere Dauer, etwa für 1 bis 1¼ Jahr, wie es besonders von der Hotellerie, aber auch vom Bauernverband und den Finanzinteressenten gewünscht wird, abzuschliessen.

Wir sehen aber eine Überbrückungslösung in einer Verlängerung des bis-

1. *Étaient absents:* G. Motta, M. Pilet-Golaz.

2. *Reproduite en annexe.*

herigen Abkommens – mit den im letzten Bericht geschilderten Änderungen betreffend Reiseverkehr und Kapitalinteressen – um nur ein halbes Jahr bis Ende 1938. Die Mittel zur Deckung der bis dahin voraussichtlich entstehenden Ausfälle für den Warenverkehr können nach unserer Auffassung ohne wesentliche Beeinträchtigung anderer Gruppen gefunden werden. Wir schätzen das Manco für die Aufrechterhaltung der bisherigen Wertgrenzen von 77% für den Warenverkehr bis Ende des Jahres auf 18 Millionen Fr. (3 Mill. per Monat). Lassen wir die Rückstände im Waren- und Nebenkostenverkehr auf 30 Mill. Fr. ansteigen, so haben wir gegenüber dem jetzigen Stand noch eine Marge von ca. 8–9 Mill. Fr., sodass sich der zu deckende Betrag auf ca. 9–10 Mill. Fr. beläuft. Dieser müsste dadurch gedeckt werden, dass etwa 3–4 Mill. Fr. vom Überschuss im Transferkonto auf das Warenkonto übertragen würden. Für dieses Übergangsregime hoffen wir zu Lasten des freien Kontos der Deutschen Reichsbank doch denjenigen Betrag zur Abdeckung des zu erwartenden Defizits zu erhalten, der von der Reichsbankquote frei geworden ist, nämlich mindestens 1 Mill. Fr. im Monatsdurchschnitt. Auf diese Weise wäre das Warendefizit bis Ende 1938, dem voraussichtlichen Übergang Österreichs auch in wirtschaftlicher Beziehung ins Grossdeutschland, gedeckt. Sollte obige 1 Mill. Fr. per Monat nicht oder doch nicht ganz erreicht werden können, so wäre die fehlende Summe durch eine gewisse Erhöhung der Rückstände über 30 Mill. Fr. hinaus und durch eine weitere Heranziehung des Transferkontos zu beschaffen.

Sollten die Deutschen aber für eine solche, auf sechs Monate befristete Übergangslösung nicht eintreten, so könnte schliesslich eine Regelung für ein Jahr, bezw. bis 30. September 1939 getroffen werden, aber mit der Möglichkeit einer früheren Kündigung, wenn eben die Mittel zur Aufrechterhaltung des bisherigen Warenverkehrs nicht mehr ausreichen sollten. Es käme für diesen Fall eine Klausel etwa folgenden Inhalts in Frage:

«Wenn die Rückstände trotz der erwähnten Überträge den Betrag von 35 Mill. Fr. übersteigen, so ist jeder Teil befugt, Verhandlungen über eine neue Regelung des Zahlungsverkehrs zu verlangen. Die Verhandlungen sind spätestens binnen 14 Tagen nach Stellung des Antrages aufzunehmen. Führen sie binnen 30 Tagen, vom Tage ihrer Aufnahme an gerechnet, zu keiner Verständigung, so ist jeder Teil berechtigt, das Abkommen mit einer Frist von 30 Tagen auf das Ende eines Kalendervierteljahres zu kündigen.»

4. Wir hoffen, dass, wenn die Deutschen nicht von allen guten Geistern verlassen sind, obige Überbrückungslösung möglich sein sollte und uns dann gestatten würde, die Verhältnisse weiter zu verfolgen und insbesondere bezüglich Österreich wie auch der allgemeinen Entwicklung der Einzahlungen bei der Verrechnungskasse in Zürich in einigen Monaten klarer zu sehen.

Nun drängt die Zeit und wir müssen mit der Möglichkeit rechnen, dass die Deutschen einen völlig intransigenten Standpunkt einnehmen und eine länger dauernde Regelung von min. 1 Jahr, selbst auf die Gefahr eines vertragslosen Zustandes, im Sinne der vorgelegten deutschen Entwürfe durchzudrücken entschlossen sind. Für diesen sehr bedauerlichen Fall sollte sich der Bundesrat schon jetzt grundsätzlich schlüssig werden, welche Gruppe für den zu erwartenden Ausfall von 3–4 Mill. Fr. monatlich aufzukommen hat (Waren-,

Finanz-, Reiseverkehr). Je nach dem Verlauf der Verhandlungen wären dann der Delegation – nach telephonischer Kenntnissnahme auch der deutschen Stellung – entsprechende Instruktionen zu erteilen».

Gestützt auf diese Ausführungen wird antragsgemäss *beschlossen*, der Delegation entsprechende Instruktionen zu erteilen.

Protokollauszug streng vertraulich zur Kenntnis an das Eidg. Volkswirtschaftsdepartement (Vorsteher, Sekretariat, Handel & Expl.), an das Eidg. Politische Departement, an das Finanz- und Zolldepartement (Oberzolldirektion).

ANNEXE

E 2001 (D) 1/248

*Le Conseiller de Légation à la Légation d'Allemagne à Berne, H.S. von Bibra,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht³*

Copie

L

Bern, 23. Juni 1938

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich, zu der am Schluss Ihres Briefes vom 8. ds. Mts.⁴ ausgedrückten und auch von dem Führer der Schweizerischen Delegation, Herrn Direktor Hotz, in dem Brief an Herrn Gesandten Hemmen unterstrichenen Hoffnung, dass auf der Grundlage der schweizerischen Aufzeichnung vom 4. Juni 1938⁴ eine Verständigung möglich sei, Ihnen, Herr Bundesrat, folgendes mitzuteilen:

Die schweizerischen Vorschläge bedeuteten eine grundlegende Änderung des Systems des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens, indem sie künftig die Einsetzung der freien Devisenspitze, ganz oder teilweise, für die Ausfälle an Gutschriften aus der deutschen und der österreichischen Ausfuhr fordern. Wie der deutsche Delegationsführer der schweizerischen Delegation in der letzten Vollsitzung bereits definitiv erklärt hat, kann die Deutsche Regierung auch nach abermaliger Überprüfung der Lage diese Vorschläge unter keinen Umständen annehmen. *Dagegen ist die Deutsche Delegation nach wie vor bereit, auf der Grundlage der von ihr überreichten Entwürfe abzuschliessen.* Kann sich, was die Deutsche Regierung lebhaft bedauern würde, die Schweizerische Regierung zu einer Annahme der deutschen Vorschläge nicht verstehen, so muss mit Ablauf des Monats Juni 1938 mit einer Beendigung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens mit allen ihren Folgen gerechnet werden.

3. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document:* Affaires étrangères. M. Obrecht m'a déclaré ce matin qu'il a envoyé M. Hotz tout de suite à Berlin. 24.6.38. Motta.

4. *Non reproduites.*

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
à l'ancien Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière¹*

Copie

L OB. Confidentielle. Par exprès

Berne, 7 juillet 1938

Ainsi que M. J.-F. Wagnière vous l'a exposé verbalement, le Ministre de Grande-Bretagne à Berne a été chargé par son Gouvernement de demander² au Conseil fédéral de désigner un officier suisse comme membre d'une commission d'enquête, à laquelle participeraient également des représentants de la Grande-Bretagne, de la Norvège et des Pays-Bas, pour élucider sur place, dans chaque cas particulier, si les bombardements de villes ouvertes en Espagne poursuivent ou non des buts militaires. Dans l'idée du Gouvernement britannique, cette commission, qui se trouverait en liaison avec le Comité de non-intervention, résiderait en France, mais se rendrait, au besoin, sur place en Espagne pour procéder, immédiatement après des bombardements suspects, aux constatations opportunes. La commission ne pourrait naturellement fonctionner qu'avec l'accord des deux partis en présence en Espagne, qui auraient à donner leur assentiment au principe même de l'enquête et au choix des membres de la commission.

Bien que le Gouvernement britannique semble attacher une grande importance à cette affaire et que nous sachions que le Gouvernement néerlandais a déjà donné une acceptation de principe, il nous paraît assez douteux que le Conseil fédéral, qui n'a pas encore pu examiner la demande qui lui est faite, soit en mesure d'y répondre par l'affirmative. La désignation d'un délégué du Conseil fédéral dans une commission d'enquête de ce genre prendrait, nous semble-t-il, un caractère plus politique qu'humanitaire et se concilierait mal avec la ligne de conduite que la Confédération a suivie, dès le début, dans le conflit espagnol.

La question se présenterait, à notre avis, sous un jour différent si, au lieu de faire appel au Gouvernement de la Confédération, le Gouvernement britannique s'adressait au Comité international de la Croix-Rouge, qui a déjà adressé un appel aux deux belligérants en Espagne au sujet des bombardements de villes ouvertes, et lui demandait de se faire représenter dans la commission envisagée par un officier suisse. L'opinion du Conseil fédéral doit naturellement être réservée, mais nous pensons qu'il ne se refuserait pas à autoriser un officier de notre armée à participer aux travaux de ladite commission comme représentant du C.I.C.R.

1. Cette lettre s'adresse à Wagnière en qualité de membre du Comité international de la Croix-Rouge.

2. Cf. N° 338.

Avant d'examiner plus avant une solution de ce genre, il nous a paru, toutefois, nécessaire de prendre officieusement contact avec le C.I.C.R. et d'apprendre s'il serait disposé, au cas où le Gouvernement britannique le demanderait, à se faire représenter dans la commission d'enquête que la Grande-Bretagne cherche à organiser.

Nous n'avons pas besoin de souligner le caractère préliminaire et confidentiel de la présente communication et de vous recommander une extrême discrétion. Nous vous serons particulièrement obligés des indications qu'il vous serait possible de nous donner au sujet de l'accueil que le C.I.C.R. ferait à des ouvertures plus précises³.

3. *Par lettre manuscrite du 12 juillet, Wagnière répondit: J'ai communiqué votre lettre à titre confidentiel au Comité international de la Croix-Rouge ainsi qu'à son président M. Huber qui se trouve à Zurich. L'opinion du Comité est unanime. Si la participation de la Suisse n'est pas désirable du fait de sa neutralité, celle du C.I.C.R. ne l'est pas non plus et même à plus forte raison.*

L'action de cette commission n'a qu'indirectement un but humanitaire. Son but essentiel est de constater des faits qui peuvent servir à déterminer des responsabilités, tâche ingrate et difficile que le C.I.C.R. ne pourrait assumer qu'exceptionnellement si les deux belligérants lui demandent ce service. Dans le cas présent le comité devrait s'offrir lui-même pour une pareille fonction dans un des domaines les plus incertains du droit des gens.

Il paraît aussi extraordinaire au C.I.C.R. de prendre part à une commission *désignée par des Gouvernements*. Il ne prêterait que son nom à l'officier suisse chargé de le représenter.

Pour ces raisons, il ne pourrait accepter de faire partie de la commission dont il s'agit si on le lui proposait.

338

E 1004.1 1/375

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 8 juillet 1938*¹

1176. Commission internationale d'enquête concernant les bombardements aériens

Département politique. Proposition du 8 juillet 1938

Les bombardements aériens de villes ouvertes en Espagne ont vivement ému l'opinion mondiale.

Cette émotion s'est notamment traduite en Suisse par l'appel adressé, le 10 février 1938², au Conseil fédéral par 155 membres du Conseil national et par 41 membres du Conseil des Etats et dont voici le texte:

«*Contre le bombardement de villes ouvertes.*

1. *Etait absent: G. Motta.*

2. *Pour le détail des signataires et le traitement de cet appel, cf. E 2001 (D) 1/126.*

Appel adressé au Conseil fédéral par des membres de l'Assemblée fédérale.

Les soussignés, membres des conseils législatifs, prient le Conseil fédéral de vouloir bien, seul ou en commun avec les gouvernements d'autres pays et en liaison avec la Croix-Rouge internationale ou d'autres institutions internationales, faire toutes démarches utiles pour qu'il soit mis fin au bombardement de villes ouvertes, bombardement qui est un défi à tous sentiments d'humanité.»

A la suite de cet appel, le département politique s'était adressé au comité international de la Croix-Rouge, en l'encourageant vivement à entreprendre des démarches auprès des deux partis aux prises en Espagne. Ces démarches, faites le 15 février, sont malheureusement restées sans effet.

Le département susnommé avait, d'autre part, pris contact avec les gouvernements belge, britannique, français et néerlandais, qu'il savait préoccupés du problème. Le gouvernement britannique avait officiellement fait savoir que, sur une motion présentée au parlement anglais et demandant que des efforts soient entrepris pour la conclusion d'un arrangement international tendant à interdire les bombardements de villes ouvertes, les services du ministère de l'air avaient été chargés de déterminer ce qu'il fallait considérer une ville ouverte ou des objectifs d'importance stratégique.

Quant à l'Espagne, les démarches du comité international de la Croix-Rouge ont été suivies de diverses interventions du gouvernement britannique et du Saint-Siège, ainsi que de protestations du gouvernement français, mais sans meilleurs résultats.

Il est évident que le parti en guerre qui possède la supériorité au point de vue aérien tend à ressentir ces interventions comme une immixtion de l'étranger dans ses affaires intérieures et à leur prêter des arrière-pensées politiques, même si elles ne sont faites que dans une intention purement humanitaire. Il est, d'autre part, facile aux belligérants de justifier ces bombardements en invoquant des prétextes d'ordre militaire. Les démarches faites jusqu'ici n'ont eu, de ce fait, que des résultats très problématiques. D'un côté, on en contestait le bien-fondé et, de l'autre, on devait constater qu'elles n'apparaissaient jamais être suivies d'effets concrets.

C'est dans ces conditions que le Gouvernement britannique a pris l'initiative de constituer une commission internationale d'enquête qui se trouverait en liaison avec le comité de non-intervention, résiderait en France, à proximité de la frontière espagnole, et pourrait, immédiatement après les bombardements aériens suspects, être invitée par l'un ou l'autre parti à venir constater sur les lieux si l'attaque avait été dirigée contre des objectifs militaires ou non. La commission ne pourrait naturellement fonctionner qu'avec l'accord des deux partis en présence en Espagne, qui auraient à donner leur assentiment au principe même de l'enquête et au choix des membres de la commission.

La légation de Grande-Bretagne à Berne a été chargée par son gouvernement de demander au Conseil fédéral de désigner un officier suisse comme membre de cette commission internationale d'enquête³. Les gouvernements américain, néerlandais, suédois et norvégien avaient été déjà pressentis. Le gouvernement

3. Cf. la notice de Bonna, du 5 juillet 1938, sur son entretien avec le Ministre de Grande-Bretagne dans E 2001 (D) 1/126.

américain s'était récusé. La Suède a été écartée à la demande du général Franco. Le concours de la Norvège et des Pays-Bas semblerait assuré, mais le gouvernement britannique estime que l'aide d'un quatrième gouvernement serait nécessaire et c'est la raison pour laquelle il s'adresse à la Suisse. Chaque Etat aurait à sa charge les frais de son représentant.

Quels que soient les doutes qu'on puisse avoir sur les résultats qui pourront être atteints au moyen de cette commission, l'initiative prise par la Grande-Bretagne ne constitue pas moins une contribution intéressante pour la solution d'un problème qui préoccupe vivement. La participation de la Suisse à cette commission d'enquête répondrait certainement au désir de l'opinion publique suisse, qui s'inquiète de voir sans réaction les massacres de civils innocents.

En revanche, du point de vue politique, notre participation soulèverait de très sérieuses objections. Les autorités suisses n'ont eu qu'à se féliciter de l'extrême réserve qu'elles ont observée dans le conflit espagnol, notamment en refusant de faire partie du comité de non-intervention et des diverses commissions internationales de contrôle. La désignation d'un délégué du Conseil fédéral dans une commission d'enquête prendrait un caractère politique et se concilierait mal avec la ligne de conduite que la Confédération a suivie jusqu'ici. Le département politique estime donc, d'entente avec le département militaire, que, malgré toute la sympathie que l'on a pour l'initiative britannique, on ne peut accepter de participer à cette commission d'enquête par l'envoi d'un délégué officiel.

La question se présenterait sous un jour différent si, au lieu de faire appel au gouvernement de la Confédération, le gouvernement britannique s'adressait au comité international de la Croix-Rouge et lui demandait de se faire représenter dans la commission envisagée par un officier suisse. Dans ce cas, on pourrait se réserver d'examiner encore la question d'autoriser un officier de notre armée à fonctionner comme délégué du comité. Il est, toutefois, fort douteux que le comité international accepte de participer à une commission dont les décisions pourraient provoquer chez les belligérants des réactions défavorables et compromettre par là l'œuvre si utile qu'il a entreprise en Espagne.

Vu la proposition du département politique, il est donc *décidé* de répondre à la légation de Grande-Bretagne que, pour des raisons de principe, le Conseil fédéral ne croit pas pouvoir désigner un délégué officiel à la commission internationale d'enquête pour les bombardements aériens.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 8 juillet 1938*¹

1182. Abschluss der schweizerisch-deutschen Wirtschaftsverhandlungen

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 4. Juli 1938

1. Am 28. Juni 1938² wurde der schweizerischen Verhandlungsdelegation die Instruktion erteilt, zu versuchen, ein *Abkommen mit Deutschland wenigstens bis Ende des Jahres* abzuschliessen und insbesondere die übersetzte *Reichsbankquote* doch noch etwas zu ermässigen.

2. Es ist ihr gelungen, das deutsch-schweizerische Verrechnungsabkommen um ein weiteres Jahr bis Ende Juni 1939 zu verlängern, immerhin mit der Möglichkeit, schon vorher zurücktreten zu können, wenn die Voraussetzungen des neuen Artikel VIII des Rahmenabkommens vom 31. Juni erfüllt sind. Dieser Artikel hat folgende Fassung:

«Dieses Abkommen gilt bis einschliesslich 30. Juni 1939.

Falls die Rückstände auf dem Waren- und Nebenkostenkonto den Betrag von 30 Millionen Fr. überschreiten oder die bei Abschluss dieses Abkommens bestehenden Verhältnisse sich sonstwie wesentlich ändern sollten, steht beiden Parteien das Recht zu, sofortige Verhandlungen über eine neue Regelung des Zahlungsverkehrs zu beantragen. Die Verhandlungen sind spätestens binnen 14 Tagen nach Stellung des Antrags aufzunehmen. Führen sie binnen 21 Tagen – vom Tage ihrer Aufnahme an gerechnet – zu keiner Verständigung, so ist jeder Teil berechtigt, das Abkommen mit einer Frist von 15 Tagen auf das Ende eines Kalendermonats zu kündigen.»

3. Auch bezüglich der *Reichsbankquote von 17%* sind die Erwartungen der Delegation weitgehend erfüllt worden.

Nach der erzielten Verständigung wird der seit dem 1. Juli 1937 durch den Abbau der Stillehalteforderungen frei gewordene (ca. 600 000 Fr. pro Monat) und ebenso der im Verlaufe der neuen Vertragsdauer frei werdende Teil (ca. 100 000 Fr. pro Monat) der Reichsbankquote dem schweizerischen Warenkonto zur Verfügung gestellt. Darüber hinaus beteiligt sich Deutschland an der Deckung möglicher Clearingdefizite im zweiten Halbjahr 1938 (Ziff. 27 und 28 von Protokoll I). Diese weitere Heranziehung der Reichsbankquote in Verbindung mit dem Transferfonds ist in VII Protokoll II wie folgt geregelt:

Zahlenmässig ergibt sich bezüglich der Heranziehung der Reichsbankquote auf die monatliche Leistung bezogen folgendes Bild:

1. *Etait absent*: G. Motta.

2. *Cf. N° 336.*

a) bei Berechnung nur bis Ende des Jahres 1938:		b) bei Berechnung für das ganze Jahr der Vertrags- dauer:
frei gewordener Teil	Fr. 600 000.—	Fr. 600 000.—
weiter zu erwar- tende Ersparnisse	Fr. 100 000.—	Fr. 100 000.—
3 Millionen verteilt auf 6 Monate	Fr. 500 000.—	Fr. 250 000.—
	<u>Fr. 1 200 000.—</u>	<u>Fr. 950 000.—</u>

Für die Dauer des Vertrages bis zur voraussichtlichen Eingliederung Österreichs in das grossdeutsche Wirtschaftsgebiet, d. h. bis Ende 1938 ergibt sich eine Leistung aus der Reichsbankquote von 1,2 Mill. Fr. im Monat; nimmt man an, dass es nicht möglich noch nötig werde, im zweiten Halbjahr des neuen Vertrages wiederum grössere Defizite im Warenverkehr ausgleichen zu müssen – also die Reichsbank mit keinem weitem ausserordentlichen Beitrag herangezogen werden kann – so reduziert sich die Leistung der Reichsbank auf 950 000 Fr. monatlich. Es ist dies immer noch ungefähr der Betrag, den die Delegation in ihrem Antrag an den Bundesrat vom 24. Juni als maximale Leistung der Reichsbank geschätzt hat.

4. Dass es gelungen ist, für den *Fremdenverkehr* angemessene Verbesserungen zu erzielen, sei nochmals erwähnt und besonders noch beigefügt, dass auch in den Besprechungen über Detail- und Durchführungsfragen, speziell auch in der Bäderfrage, weitgehende Übereinstimmung mit unsern Bedürfnissen hat erzielt werden können.

5. Schliesslich wurde schweizerischerseits erneut versucht, für die Bewohner des *kleinen Grenzverkehrs* Verbesserungen zu erzielen. Leider waren hier die Deutschen vorläufig wiederum ablehnend. Schliesslich konnte aber mit ihnen doch folgendes vereinbart werden:

«Zur Besprechung aller dieser Fragen wird schweizerischerseits die Anregung gemacht, eine *Konferenz nach Konstanz* oder einem anderen Grenzort einzuberufen und zwar innerhalb der Frist von zwei Monaten, d. h. bis Ende August. Dazu sollen die zuständigen und mit den Grenzverhältnissen vertrauten Leute beiderseits beigezogen werden. Vorher sollten beide Parteien sich ihre Wunschlisten und die zu besprechenden Fragen, wie das vorstehend geschehen ist, mitteilen.

Die deutsche Seite stimmt diesem Vorgehen ebenfalls zu.»

Gestützt auf obige Ausführungen wird antragsgemäss *beschlossen*:

Den in Berlin unterzeichneten Vereinbarungen wird die vorbehaltene Genehmigung erteilt, nämlich:

a) Abkommen über die Verlängerung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom 30. Juni 1937, vom 30. Juni 1938;

b) Protokolle I und II zu obigem Rahmenabkommen;

c) zugehöriger Briefwechsel zwischen den beiden Delegationsführern.

In die Gesetzsammlung: Nur das Rahmenabkommen vom 30. Juni 1938.

2001 (D) 1/35

*Le Représentant du Conseil fédéral à Burgos, E. Broye,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

Manuscrite

L N° 7

San Sebastian, 11 juillet 1938

Dès mon arrivée à San Sebastian, ma première visite fut pour le chef du Ministerio de Jornada, qui sert de liaison entre le Corps Diplomatique, lequel se trouve être au complet en cette ville, d'une part, et le Ministère des Affaires Extérieures et les autres Ministères disséminés à Burgos, à Bilbao, Santander et d'autres Cités, d'autre part. J'ai trouvé auprès de S. E. M. Espinos le même accueil aimable et empressé que j'ai rencontré chez ses collègues de Burgos.

Je n'ai pas encore envoyé au Corps Diplomatique les lettres pour la notification desquelles vous vous êtes déclaré d'accord dans votre télégramme N° un. Le motif en est que mon collègue roumain qui m'a précédé ici d'une semaine, n'a pas encore reçu de réponse des ambassadeurs qui se concertent probablement sur l'attitude commune à adopter vis-à-vis des divers agents des pays qui n'ont pas reconnu de jure le Gouvernement National espagnol. – «Il existe pourtant le précédent anglais, où Sir Robert Hodgson a été admis à rendre visite aux ambassadeurs, mais cela se passait il y a un an à Salamanque; depuis lors, les conditions ont changé, le Gouvernement Franco est devenu plus exigeant, et puis, il s'agissait de l'Angleterre», me disait mon collègue précité. J'ai estimé devoir me montrer très circonspect en cette circonstance. On m'a rapporté que le Ministre d'Angleterre dans une capitale venait de décliner la demande de visite que lui avait faite le Ministre du Général Franco accrédité en cette même capitale. J'ai d'ailleurs adopté dans mes lettres une formule différente de celle consacrée dans les lettres envoyées par les chefs de mission dans un pays, dont les relations avec l'étranger sont normales. Bien que je cherche ici à «officialiser» le plus possible ma mission, conformément à vos instructions, j'estime qu'il convient de s'inspirer par une vague analogie de l'adage de droit civil «nemo plus juris ad alienum transferre potest quam ipse habet» ou encore de donner une variante à l'aphorisme vulgaire: «Les amis de nos amis sont nos amis». C'est pourquoi j'ai substitué, dans mes lettres aux ambassadeurs et ministres de jure, à la formule ordinaire «En me félicitant de l'occasion... d'entrer en rapports officiels ou personnels avec V.E.» celle plus votive: «Je serais très heureux [d'avoir la possibilité] d'entrer en rapports avec V.E.». – C'est d'ailleurs la formule dont s'est servi l'agent britannique que nous considérons comme notre doyen.

Dans le domaine de *l'établissement*, je voudrais vous citer le *cas de M. Adolfo Immer*, en Espagne depuis plus de vingt ans, réfugié en Italie et en Suisse, [qui] a demandé le 11 mars 1938 sa «Tarjeta de Identidad profesional» au Consulat d'Espagne de Gênes et est venu en Espagne avant d'avoir reçu ce

document. Le Ministère d'Organisation et d'Action sociale à Santander lui a fait savoir qu'étant entré en Espagne, muni d'un visa (délivré par M. Toca) portant la mention: «Non autorisé à travailler en Espagne» sans avoir attendu la réception de la Carte d'identité professionnelle, ce Ministère considérerait comme annulée sa demande de ladite carte, puisque la mention susénoncée est postérieure à cette demande. M. Immer est venu me voir. Il a adressé une nouvelle requête à Santander pour solliciter la révocation de cette décision et l'octroi d'une carte d'identité. En cas de refus, j'interviendrai à Burgos.

Le cas de M. Immer m'engage à vous suggérer l'idée de le signaler aux Suisses qui viendraient vous faire part de leur intention de se rendre en Espagne dans les mêmes conditions rendues précaires par la mention précitée incluse dans le visa espagnol «non autorisé à travailler en Espagne» et rendues impossible par la récente décision ministérielle de Santander.

Un autre compatriote, *M. Oscar Matter*, ingénieur auprès d'une société d'électricité anglo-américaine, située dans des territoires reconquis, n'a pas été admis à rejoindre son poste, tandis que la Société obtenait la réintégration d'autres ingénieurs, dont un Suisse. Il est venu à San Sebastian pour écarter la difficulté, qu'il ne s'explique pas. Je me propose d'intervenir également en sa faveur et j'en parlerai à mon collègue anglais, afin que la Société anglaise insiste pour ravoir son vieux et fidèle collaborateur.

J'ai commencé ma tournée obligatoire de visites aux autorités de San Sebastian: au Gouverneur militaire, à qui je pourrai faire appel, le cas échéant, en faveur de nos compatriotes détenus pour inculpation de crimes politiques (Littel, participation à meurtre, Bernet, espionnage); au Chef de l'Ordre public, compétent pour passeports, sauf-conduits, détenus, police des étrangers); au Marquis de Rialp, Chef de l'Echange des prisonniers, en qui j'ai retrouvé un vieil ami de Madrid, assisté de M. Quer Boule, que vous avez aussi connu pendant près de dix ans à Berne. J'ai fait allusion *au cas Bickel* (voir votre B.73. E.70.1. – NZ du 23 juin 1938 à M. Knecht). L'échange envisagé ne se concevrait guère autrement que par la remise de Bickel aux autorités de Barcelone, qu'il s'agirait encore d'amener à consentir au rapatriement. En tout cas, le Marquis de Rialp fera tout ce qui est en son pouvoir pour répondre aux désirs que nous lui exprimerions au profit des prisonniers suisses. Je suis entré aussi en rapport avec le Comité International de la Croix Rouge. Son délégué adjoint est venu me voir. M. Jean d'Amman est mon condisciple. Il doit me remettre une liste d'une quinzaine de Suisses faits prisonniers comme Bickel. Je vous la soumettrai le moment venu, aux fins d'éventuelles propositions d'échange, lesquelles doivent émaner des Gouvernements, la Croix Rouge n'étant qu'un agent d'exécution.

M. Barblan m'a envoyé copie de sa lettre du 3 juin 1938 à votre Division. Notre agent consulaire de Malaga doit se procurer, *comme tous les agents diplomatiques ici* (y compris les ambassadeurs), un sauf-conduit de trois mois, ainsi que l'autorité espagnole le lui a d'ailleurs offert. Il n'est pas exact de prétendre que d'autres pays sont dispensés de cette formalité, d'ailleurs bien compréhensible pour un pays en guerre. Aucun diplomate ne peut se rendre en France d'ici sans un sauf-conduit. Quant aux particuliers, j'ai donné connaissance à M. Barblan de dispositions légales édictées le 18/6 par l'autorité de la

frontière Nord, permettant aux consuls étrangers de remettre une lettre destinée au chef de la police de la frontière pour certifier l'urgence de la sortie d'Espagne. Des sauf-conduits valables trois mois sont également remis aux étrangers, après une enquête, naturellement.

Je n'ai pas encore reçu de réponse à mes deux Notes verbales, l'une concernant le compte-courant de Torrelavega, l'autre, le moratoire des brevets, que je rappellerai dans les délais d'usage.

Mon collègue roumain m'annonce qu'après huit jours d'attente il a reçu une réponse favorable du Nonce. Celles des Ambassadeurs ne tarderont sans doute pas davantage. Mes lettres vont donc pouvoir partir.

J'irai tout prochainement à Burgos, Bilbao et Santander, rendre notamment visite aux Ministres du Commerce et de l'Industrie, et de l'Organisation syndicale.

P.S. Notre collègue roumain vient de recevoir, après huit jours d'attente, une réponse favorable également de l'Ambassadeur d'Allemagne, qui le remercie de sa communication et le prie de l'aller voir. Les ambassadeurs d'Italie et du Portugal en feront sûrement autant, toutefois avec un retard inusité. Je vous rendrai compte de mes conversations avec ces agents de première classe dès que j'aurai été reçu par eux.

Je vous enverrai par un prochain courrier la liste du corps diplomatique. J'ai appris qu'outre la Belgique, les Pays-Bas préparent également l'envoi d'un agent à Burgos.

Pour en revenir au cas exposé ci-dessus de Bickel, j'ai eu la visite de M. de Pourtalès, Délégué du Comité International de la Croix-Rouge, accompagné de son collègue, M. d'Amman. L'échange de Bickel et d'une douzaine de Suisses faits prisonniers aurait pour effet de les replacer dans les mains des Gouvernementaux, qui les renverraient peut-être au Front. M. de Pourtalès n'excluait pas de proposer la libération sur place et simultanée de nos compatriotes qui seraient rapatriés tandis que les Gouvernementaux libéreraient un nombre égal d'Italiens, par exemple. Mais cela équivaldrait à un retrait réciproque de volontaires prisonniers. Cette délicate affaire retiendra toute mon attention et fera l'objet d'un prochain rapport.

341

E 2001 (D) 2/7

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L Journaux suisses interdits en Italie

Rome, 13 juillet 1938

Il y a quelque temps, j'avais prié M. Micheli, Conseiller de Légation, de demander à titre personnel à un haut fonctionnaire du Ministère de la Culture populaire une liste vraiment complète des journaux suisses se trouvant frappés

d'une interdiction. Vous voudrez bien trouver, sous ce pli, la liste¹ qui vient de nous être communiquée en conséquence et qui, vous le verrez, est fort longue, du moment qu'elle indique pour ainsi dire toute la presse socialiste de notre pays. Mais il y a, en outre, une série d'organes de presse bourgeois fort importants, comme le «Bund» et – ce que j'ai constaté à ma surprise – la «Revue de Lausanne».

Au cours de mon entretien de ce matin avec le Ministre Rocco, directeur de la Presse étrangère, j'ai renouvelé nos instances antérieures notamment en faveur du «Bund», en disant que la révocation de la mesure frappant ce grand journal serait certainement fort bien vue chez nous. M. Rocco paraissait personnellement enclin à appuyer ma demande, mais il déclarait se trouver auparavant dans la nécessité de se mettre en rapport avec M. Tamaro, Ministre d'Italie à Berne.

J'ai, entre outre, attiré l'attention de M. Rocco sur le fait que parmi les petites feuilles interdites, le «Guardista» est un organe de la jeunesse conservatrice tessinoise exprimant des tendances sympathiques envers l'Italie².

ANNEXE

Elenco dei giornali svizzeri interdetti nel Regno

A.B.C.	edito a	Zurigo	Vive	–	settimanale
Alpine	»	» Berna	Vive		
Arbeiter Jugend	»	» Basilea	»		
Aufbau	»	» Lucerna	»	–	rivista socialista
Avanguardia	»	» Bellinzona	»		
Avantgarde	»	» Ginevra	»		
Berner Tagwacht	»	» Berna	»		
Bund	»	» Berna	»		
Courrier de Vevey	»	» Vevey	»		
Droit du Peuple	»	» Lausanne	»		
Edilizia Svizzera	»	» Zurigo	»		
Essor	»	» Lausanne	»	–	settimanale
Ferrovieri	»	» Bellinzona	»		
Frauenwelt	»	» Basilea	»		
Freidenker	»	» Berna	»	–	quindicinale
Freie Innerschweiz	»	» Lucerna	»		
Freiheit	»	» Basilea	»		
Gioventu socialista	»	» Lugano	»	–	quindicinale
Guardista	»	» Bellinzona	»		
Homme de gauche	»	» Ginevra	»		
Journal des Nations	»	» Ginevra	»		
Kampfer	»	» Zurigo	»		
Kultur Front	»	» Basilea	»		
Landbote	»	» Winterthur	»		
Libera Stampa	»	» Lugano	»		

1. Reproduite en annexe.

2. Inscription manuscrite de Motta en marge de cette phrase: ?. M.

Marxist	»	»	Zurigo	»	
Mass und Wert	»	»	Zurigo	»	
Nation	»	»	Berna	»	
Nation Arabe	»	»	Ginevra	»	
National Zeitung	»	»	Basilea	»	
Nebenspalter	»	»	Rohrschach	»	
Neue Bündner Zeitung	»	»	Coira	»	
Neue Weltbühne	»	»	Zurigo	»	
Peuple Valaisan	»	»	Lausanne	»	
Popolo	»	»	Lugano	»	
Popolo e Libertà	»	»	Bellinzona	»	
Réveil anarchiste	»	»	Ginevra	»	
Revue	»	»	Losanna	»	
Risveglio	»	»	Ginevra	»	
Rote Front	»	»	Zurigo	»	- rivista
Rundschau	»	»	Basilea	»	- periodico com.
Sentinelles	»	»	La Chaux-de-Fonds	»	
Travail	»	»	Ginevra	»	
Tribune des Nations	»	»	Ginevra	»	
Unsere Zeit	»	»	Basilea	»	- rivista
Verità	»	»	Ginevra	»	
Violetta	»	»	Lugano	»	- umoristico
Voix des Peuples	»	»	Ginevra	»	
Volksstimme	»	»	S. Gallo	»	
Weltwoche	»	»	Zurigo	»	
Zürcher Post	»	»	Winterthur	»	

342

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 39

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Berlin, 14. Juli 1938

Hiermit möchte ich über meinen Besuch in München kurz berichten.

Anlass dazu gab die Einladung der Gauleitung in München zu den jedes Jahr stattfindenden Tagen der deutschen Kunst. Auch dieses Jahr war das diplomatische Corps eingeladen. Allerdings war ich der einzige Vertreter, der der Einladung Folge gegeben hatte. Die meisten Kollegen hatten schon letztes Jahr an der Veranstaltung teilgenommen; andere zogen es vor, sich für die Rennen des Braunen Bandes, die Ende dieses Monats stattfinden werden, nach München zu begeben.

1. *En tête du document figure cette annotation manuscrite de Motta: In Zirkulation, Airolo, 19.7.38, M. D'une autre écriture figure aussi l'annotation manuscrite: retour le 23.7.1938.*

Herr und Frau Ritter hatten am Tage meiner Ankunft, Mittwoch den 6. Juli, einen Empfang für mich veranstaltet, zu dem sich u.a. auch der bayerische Ministerpräsident Ludwig Siebert und der Oberbürgermeister der Stadt München, Herr Fiehler, eingefunden hatten. Am folgenden Tage besuchte ich meinerseits den bayerischen Ministerpräsidenten, ferner Gauleiter Adolf Wagner, der zu den Festlichkeiten eingeladen hatte, und den Oberbürgermeister der Stadt München. Der bayerische Ministerpräsident veranstaltete an diesem Tage zu meinen Ehren ein Mittagessen, an dem u.a. auch der italienische, französische und englische Generalkonsul teilnahmen. Auf die Begrüßungsworte, die Herr Siebert an mich als den Vertreter eines befreundeten Landes richtete, antwortete ich im gleichen Sinne.

Die Veranstaltungen, die vom 8.–10. Juli stattfanden, gaben mir dann Gelegenheit mit vielen Persönlichkeiten zu sprechen und auch den Reichskanzler zu begrüßen. Im gleichen Hotel wie ich wohnten auch Herr und Frau von Weizsäcker. Der deutsche Gesandte in Bern hatte sich ebenfalls für das Fest nach München begeben.

Wenn ich kurz meine Eindrücke zusammenfasse, so möchte ich zunächst betonen, dass Herr und Frau Ritter es verstanden haben, sich eine sehr gute Stellung in München zu schaffen. Überall wurde mir dies gesagt und der Freude darüber Ausdruck gegeben, dass die Genannten wieder auf ihren Posten zurückkehren konnten. Gauleiter Wagner sprach sich dahin aus, dass er die bekannte Massnahme wegen des unbedeutenden Zwischenfalls nie verstanden habe; die Ritters seien bestrebt das gute Einvernehmen zu fördern, deshalb seien sie beliebt und überall sei man in München bemüht, ihnen die Erfüllung ihrer Aufgabe zu erleichtern.

Die Pflege dieser Beziehungen zu den einflussreichen Persönlichkeiten in Bayern ist für unser Land deshalb von Wichtigkeit, weil der Reichskanzler immer mehr in Berchtesgaden weilt und mit den führenden Politikern in der Stadt der Bewegung in ständigem Kontakt ist. Herr Siebert hat mir denn auch gesagt, dass er oft mit Hitler die Frage der schweizerischen Neutralität erörtert habe und dass die Stellungnahme, die er Herrn Alt Bundesrat Schulthess und mir bekanntgab, auch auf diese Besprechungen zurückzuführen sei. Von besonderer Wichtigkeit sind auch die Beziehungen zu Gauleiter Wagner, der als Freund und Berater des Reichskanzlers gilt. Hier ist also ein Weg, um den Reichskanzler auf Fragen vorzubereiten, die seiner Entscheidung unterbreitet werden.

Überall, wo ich vorsprach, konnte ich eine grosse Sympathie für unser Land feststellen. Herr Siebert, der Ihnen von seinem Besuch in Bern bekannt ist, war lange Bürgermeister in Lindau, wo zur Zeit sein Sohn das gleiche Amt bekleidet. Mit einer rührenden Dankbarkeit sprach er mir von der Hilfe, die in der Notzeit seiner Stadt von Schweizerseite zuteil wurde, einmal für den Bau einer katholischen Kirche, eine anderes Mal für die Speisung verarmter Intellektueller. Diese Sympathiebezeugung durch die Tat sei nicht vergessen. – Aber auch alle anderen Herren hatten irgendwie aus früherer Zeit angenehme Erinnerungen an die Schweiz und sprachen zum Teil mit grosser Sachkenntnis von den gemeinsamen geistigen Beziehungen. Der einzige, der mir bei der Begrüßung sagte: «Ich bin sehr unzufrieden mit der Schweiz», war der Reichsjustizmini-

ster Gürtner, ebenfalls ein Bayer, mit dem ich in der gleichen Loge einer unvergesslichen Aufführung des Lohengrin beiwohnte. Auf meine erstaunte Frage nach dem Grunde dieser Unzufriedenheit antwortete er lachend: «Weil die Schweiz das Rennen der Strafrechtsreform gewonnen hat». Der Reichsjustizminister war richtig über die politischen Gründe der Abstimmungsgegner orientiert. Er sagte, dass der schweizerische Entwurf ein wohldurchdachtes ausgezeichnetes Werk darstellte, das auch befruchtend auf den deutschen Entwurf gewirkt habe, dem nun allerdings in den letzten Jahren noch mehr Paprika beigefügt werden musste. Immer habe er geglaubt, dass Deutschland zuerst die Reform beenden werde, und jetzt sei ihm die Schweiz zuvorgekommen. Er könne unser Land zu dem guten Ergebnis nur beglückwünschen.

Wenn, um das Wort des Reichsjustizministers zu gebrauchen, das jetzige deutsche Strafgesetzbuch einen gehörigen Schuss Paprika aufweist, so kann man dies von der in München vom Reichskanzler eröffneten Kunstausstellung nicht gerade behaupten. Die gestrengen Worte, die der Führer wiederum gegen das entartete Kunstschaffen äusserte und die als Reaktion gegen die Verleugner jeder Tradition sicherlich berechtigt sind, haben offenbar bewirkt, dass die Ausstellung einen etwas hausbackenen Eindruck macht. Man findet, allgemein gesprochen, Bilder von guten Schülern zahlreicher Meister der letzten Jahrhunderte, aber wenig Werke, die etwas Neues und Besonderes sagen. Gewiss wird die Kunst in aner kennenswerter Weise vom Nationalsozialistischen Staat gefördert; den jungen Künstlern wird durch grosszügige Stiftungen, wie das neu eröffnete Künstlerheim, ermöglicht, ohne materielle Sorgen zu arbeiten, aber gegen den Verlust der künstlerischen Freiheit. Deshalb steht, um mit Karl Spitteler zu sprechen, Apoll grollend beiseite. Aber mit der Zeit werden, wie im Olympischen Frühling, Zeus, der die Welt beherrscht, und Apoll, der sie verschönt, als gleichberechtigte Partner, jeder Herrscher in seinem Reich, den Friedensbund schliessen können.

So bin ich bei meinem Bericht über die Münchner Tage der Kunst doch vom Politischen ins Reich der Kunst abgeschweift. Als Entschuldigung kann ich anführen, dass dies wohl der einzige Bericht über die hochinteressante Veranstaltung in unserer benachbarten Stadt München ist, der nach der Schweiz gelangt. Während englische, französische und andere ausländische Korrespondenten in München anwesend waren und über ihre Eindrücke berichteten, war weit und breit kein schweizerischer Berichterstatter zu sehen. Trotz der immer noch bestehenden künstlerischen Beziehungen – zahlreiche junge Schweizerkünstler geniessen auch heute noch ihre Ausbildung daselbst – glauben unsere Zeitungen dem Landesinteresse und der sogenannten geistigen Landesverteidigung zu dienen, wenn sie eine solche Veranstaltung totschweigen. Dass mit dieser Haltung unserer Presse meine Bemühungen zur Verbesserung der beidseitigen Beziehungen nicht erleichtert werden, obwohl dies für unsere Interessen dringend nötig ist, muss ich schliesslich feststellen. Darum gereichte es mir auch zur Genugtuung, dass bei der auffälligen Abwesenheit der schweizerischen Journalisten ich wenigstens der einzige offizielle Vertreter eines fremden Landes war, der durch seine Anwesenheit Interesse an dem deutschen Kunstschaffen bezeugte.

343

E 2001 (D) 2/32

*Notice du Chef de la Division des Affaires
étrangères du Département politique, P. Bonna*¹

Copie
OB

Berne, 15 juillet 1938

Le Ministre d'Allemagne vient me voir à 11 heures. Il rentre d'Allemagne et désirait m'entretenir des sujets ci-après:

1° *Presse*. M. Köcher a l'impression que le conflit de presse est en bonne voie d'arrangement et que les démarches faites par M. Frölicher à Berlin, d'une part, et les rapports que M. von Chamier, d'autre part, a pu envoyer de Suisse ont préparé les voies à un arrangement permettant aux Suisses en Allemagne de s'abonner aux principaux journaux suisses². Il n'y a plus à régler que certaines difficultés techniques qui sont près d'être surmontées et M. Köcher a insisté pour que l'arrangement ne soit pas différé. Je remercie M. Köcher, en soulignant tout l'intérêt qu'il y aurait, en effet, à arriver à une conciliation avec la grande presse suisse, dont nous aurons besoin pour arranger l'affaire de l'initiative socialiste à Bâle, qui est fort ennuyeuse et que nous prenons très au sérieux.

2° *Interdiction du parti national-socialiste allemand à Bâle*³. M. Köcher me dit qu'effectivement, cette question le préoccupe beaucoup et a fait déjà l'objet de plusieurs interrogations de la part de l'«Auswärtiges Amt» et du parti. Je mets M. Köcher au courant des démarches que nous avons faites auprès du Département de Justice et Police et je l'assure de notre volonté d'empêcher la

1. *Ce document se trouve aussi dans* E 2001 (E) 1969/262/12.

2. *Cf. Nos* 333, 348.

3. *A ce sujet le Département politique avait fait savoir au Ministre de Suisse à Berlin par lettre du 14 juillet: [...] Am empfindlichsten aber könnte das deutsch-schweizerische Verhältnis beeinträchtigt werden durch die in den Kantonen Basel-Stadt und Baselland eingeleitete Initiative auf Verbot der nationalsozialistischen Partei und der ihr angegliederten Organisationen, das auch schon in andern Kantonen der Nord- und Ostschweiz in Aussicht genommen wurde. Es besteht nicht der geringste Zweifel darüber, dass die Initiative auch bei den bürgerlichen Parteien sehr populär ist und dass vermutlich mit einer ganz beträchtlichen Unterschriftenzahl zu rechnen ist.*

Wenn auch in rechtlicher Hinsicht das angebehrte kantonale Gesetz, das in Bundeskompetenzen eingreifen würde, sehr anfechtbar erscheint, so ist doch nicht zu übersehen, dass bei der bekannten Einstellung aller politischen Parteien und Volksschichten (mit Ausnahme natürlich der Frontisten) es nicht leicht halten würde, ohne erheblichen Widerstand gegen einen kantonalen Gesetzeserlass einzuschreiten. Eine solche Bundesintervention wäre besonders heikel, wenn die Pressebeziehungen mit unserm nördlichen Nachbarn statt sich zu verbessern noch mehr verschlechtern sollten. Wir müssen gestehen, dass wir einer solchen Entwicklung der Dinge nur mit Besorgnis entgegensehen könnten und deshalb einer raschen Verwirklichung des geplanten deutschen Entgegenkommens den grössten Wert beimessen.

Cf. aussi Nos 345, 349, 371, 375, 396, 493.

loi projetée d'entrer en vigueur. M. Köcher m'en remercie. Il se rend très bien compte des difficultés de la situation. Il souligne, toutefois, qu'il serait désirable, non seulement d'empêcher la loi d'entrer en vigueur, mais d'empêcher le débat au Grand Conseil bâlois et la campagne populaire à Bâle, qui ne peuvent qu'être néfastes aux bonnes relations entre la Suisse et l'Allemagne. Je réponds que nous en sommes très conscients, mais que l'essentiel, dans cette affaire, est d'éviter des fausses manœuvres, et que le Conseil fédéral doit éviter de prendre une position que le Tribunal fédéral risquerait, plus tard, de ne pas approuver. Je lui promets cependant de communiquer son point de vue au Chef du Département politique.

3° «*Zweigstelle*» à Lausanne du Consulat général d'Allemagne à Zurich. M. Köcher m'explique que le Gouvernement allemand, qui a dû supprimer il y a quelques années le Consulat d'Allemagne à Lausanne, désirerait le rouvrir sous une forme un peu différente. Un Consul honoraire n'a pas pu être trouvé; un Consulat de carrière coûterait trop cher. Il a donc été décidé de détacher à Lausanne le chancelier du Consulat général à Zurich et d'ouvrir à Lausanne une «*Zweigstelle*» du Consulat général à Zurich. M. Köcher pense arriver plus tard à ce que la «*Zweigstelle*» de Lausanne dépende du Consulat général à Genève, mais cela n'est pas immédiatement réalisable. Il me demande si nous y voyons un inconvénient. Je réponds que la chose en elle-même nous paraît tout à fait naturelle et que nous sommes tout prêts à en faciliter la réalisation⁴, mais que le terme de «*Zweigstelle*» est assez nouveau pour nous et que je ne vois pas très bien comment nous le ferons figurer dans l'Annuaire. – Il est entendu que la question sera examinée de plus près avec M. Stucki.

4° *Liechtenstein*⁵. M. Köcher me dit qu'il était à Berlin au moment où le «*Volksrecht*» a publié l'article absurde qui a fait simultanément l'objet d'un démenti du «*Deutsche Nachrichtenbureau*» et du Gouvernement liechtensteinois. Il tient à me déclarer que l'Allemagne n'a aucune visée sur le Liechtenstein et que l'existence de ce petit Etat entre l'Allemagne et la Suisse ne saurait gêner en rien le Gouvernement allemand. Je réponds que je prends volontiers acte de cette déclaration et que je serai heureux d'en faire part à Vaduz. M. Köcher précise que sa déclaration n'a pas pour but de servir de base à une communication, mais simplement de nous fournir les éléments nécessaires pour rassurer, au besoin, le Gouvernement liechtensteinois. Il a remarqué dans la presse qu'il est question de faire des démarches au sujet de la neutralité du Liechtenstein et il dit qu'il ne s'en explique pas très bien l'utilité. A son avis, de par ses dimensions mêmes, le Liechtenstein ne peut pas être autre chose que neutre entre la Suisse neutre et l'Allemagne bienveillante. Je réponds à M. Köcher qu'effectivement, le Gouvernement du Liechtenstein étudie depuis quelques mois le moyen de renforcer son indépendance et sa volonté de neutralité, qu'il doit nous écrire à ce sujet et que l'étude de cette question assez complexe n'a pas encore été sérieusement abordée. M. Köcher se demande quels seraient les rapports possibles entre la neutralité du Liechtenstein et la neutralité suisse, à laquelle il lui semble difficile d'ajouter. Je réponds qu'on pourrait songer à

4. Point d'interrogation en marge de ce passage.

5. Cf. aussi table méthodique II.16.

faire de la neutralité du Liechtenstein quelque chose de comparable à ce qu'était autrefois la neutralité de la Savoie du Nord ajoutée à la neutralité suisse. M. Köcher semble très peu séduit par cette idée.

5° R.U.P. 6 M. Köcher a en mains le numéro du «Journal des Nations» du 8 mai 1938, qui rend compte de façon assez détaillée des séances du Comité exécutif du R.U.P. Ce document lui a été envoyé de Berlin en soulignant qu'il a été tenu sur territoire suisse des propos très offensants pour l'Allemagne et qu'on doit se demander si le R.U.P. n'a pas contrevenu aux règles de l'hospitalité à l'égard de la Suisse. M. Köcher esquisse un raisonnement sur les inconvénients que pourrait avoir pour la neutralité suisse le Comité du R.U.P. joint à la station radiotélégraphique de la Société des Nations à Prangins⁷. Je saute sur l'occasion pour déclarer que la station radiotélégraphique de Prangins doit respecter la neutralité suisse, qu'en temps de crise, elle passe sous l'autorité du Secrétariat de la Société des Nations, qu'elle reste soumise au contrôle d'un observateur suisse et qu'elle ne doit pas servir à la radiodiffusion, mais à la transmission des dépêches. M. Köcher reconnaît que, dans ces conditions, il n'y a aucune raison de s'alarmer.

En ce qui concerne le R.U.P., j'explique que nous avons beaucoup hésité à laisser le Comité exécutif s'établir en Suisse, qu'on l'avait fait, en définitive, par égard pour Lord Robert Cecil – M. Köcher ignorait qu'il se fût intéressé au mouvement –. J'ajoute que je suis d'avis qu'il y a lieu de surveiller d'un peu près l'activité du Comité exécutif et que je saisirai l'occasion de sa démarche pour attirer sur lui la vigilance du Ministère public fédéral⁸.

6. *Rassemblement Universel pour la Paix. Pour l'attitude du Département politique à son égard*, cf. E 2001 (D) 3/37.

7. Cf. N° 264.

8. *Ce qui a été fait en ces termes*: Lors d'un récent entretien, le Ministre d'Allemagne nous a exposé qu'au cours de la réunion au début de mai à Genève du Comité exécutif du rassemblement universel de la paix, il aurait été tenu des propos très offensants pour l'Allemagne. On doit se demander si le R.U.P. n'a pas contrevenu aux règles de l'hospitalité à l'égard de la Suisse.

Le «Journal des Nations», du 8 mai, donne un compte-rendu de la séance en question. On n'y relève toutefois aucun passage particulièrement agressif à l'égard de l'Allemagne.

Il ne serait, à notre avis, pas indiqué d'entreprendre une action actuellement contre cette organisation. En revanche, nous vous serions très obligés de bien vouloir suivre son activité qui pourrait risquer, suivant les circonstances, de nous causer des difficultés assez grandes. (*Feldscher à Stämpfli, 18.7.1938, E 2001 (D) 3/37*).

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta²*

RP N° 5

Berlin, 15. Juli 1938

Vertraulich wurde mir vom rumänischen Gesandten mitgeteilt, dass er von seiner Regierung angefragt worden sei, welche Bewandnis es mit der Nachricht habe, wonach Hitler beabsichtige, noch vor dem diesjährigen Parteitag das tschechoslowakische Problem zu lösen; nach der gleichen Nachricht soll Hitler dies einem ausländischen Botschafter gesagt haben. Der rumänische Gesandte antwortete, dass diese Meldung nach seinen Erhebungen keine Bestätigung finde. Sie sei schon deshalb kaum zutreffend, weil Hitler in der letzten Zeit nachgewiesenermassen keinen Botschafter empfangen habe und weil der diesjährige Parteitag im Zeichen der Wiedervereinigung Österreichs mit Grossdeutschland stehe. Die Nachricht, die auch in den «Basler Nachrichten» wenigstens teilweise wiedergegeben wurde, halte auch ich für eine Kombination wahrscheinlich aus einer ähnlichen Quelle wie die in der «News Chronicle» enthaltenen angeblichen Enthüllungen über Auslassungen des Generaloberst von Reichenau. Richtig ist, dass man im Auswärtigen Amt sich nach wie vor beunruhigt zeigt wegen der Haltung gewisser Prager Kreise, die es auf eine Provokation Deutschlands abgesehen hätten. Auch hat in den letzten Tagen im Hinblick auf das angekündigte Autonomiestatut die Pressehetze, die offensichtlich inspiriert ist, neu eingesetzt.

Trotzdem wäre es kaum zutreffend anzunehmen, dass Deutschland in absehbarer Zeit zu einer militärischen Lösung schreitet. Hierfür ist die internationale Lage (Spanien und China) nicht günstig. Ferner aber würde ein solches Vorgehen nicht den bisherigen bewährten Methoden Hitlers entsprechen. Es ist sehr unwahrscheinlich, dass er heute, nachdem er sein Lebensziel, nämlich die Vereinigung seiner Heimat mit Deutschland erreicht hat, wegen der Sudeten-deutschen sein Land in einen unabsehbaren Krieg verwickeln wird. Es liegt ihm auch viel zu viel an dem nationalsozialistischen, wirtschaftlichen und kulturellen Aufbau des Staates, an dem Bau der Autobahnen und Wasserstrassen, dem Ausbau der Städte; dieses in Ausführung befindliche Programm müsste, falls ein Krieg ausbrechen würde oder auch nur wenn er beabsichtigt wäre, sofort unterbrochen werden.

Dazu kommt, dass auch Italien, wie ich aus Ausführungen des italienischen Botschafters schliessen kann, keinen Krieg im gegenwärtigen Moment wünscht, und Deutschland anlässlich der Ereignisse vom 21. Mai vor der Gefahr eines allgemeinen Krieges gewarnt hat. Im gleichen Sinne wirkt bekannt-

1. *Une copie de ce document figure aussi dans E 2001 (D) 1/196.*

2. *Annotation manuscrite de Motta: In Zirkulation, Airolo, 19.7.38, M. En marge, d'une écriture non identifiée: retour le 23.7.38.*

lich auch England sowohl in Prag als auch in Berlin. Der Pessimismus, der in Paris geäußert wird und über den mein dortiger Kollege berichtete, dürfte, von hier aus beurteilt, nicht berechtigt sein, soweit er sich auf die Erhaltung des Friedens bezieht. Die Befürchtungen im Auswärtigen Amt wegen der angeblichen Kriegspartei in Prag sind wohl mehr als Warnung zu deuten. Diese Kreise, die den Krieg im heutigen Zeitpunkt einer zermürbenden Dauerkrise vorziehen, müssen sich aber darüber klar sein, dass bei einem initiativen Vorgehen es sehr fraglich ist, ob die Tschechoslowakei auf die Unterstützung der Westmächte wird rechnen können. Infolgedessen ist kaum anzunehmen, dass die vom Auswärtigen Amt befürchteten Provokationen Deutschland dazu drängen werden, militärische Massnahmen zu ergreifen.

Berechtigt ist aber der in Paris geäußerte Pessimismus in Bezug auf die Erhaltung der Tschechoslowakei in den jetzigen Grenzen und mit der bisherigen Aussenpolitik. Die deutschen Ziele werden sich in dieser Hinsicht nicht ändern; das zeigt die inspirierte Haltung der deutschen Presse. Meinem bulgarischen Kollegen kann ich allerdings nicht beipflichten, wenn er glaubt, dass schon in der nächsten Zeit eine umfassende Änderung im Verständigungswege eintreten wird. Viel wahrscheinlicher dürfte sein, dass sich diese Änderung in Etappen vollzieht. Aber die Erreichung der Ziele der deutschen Aussenpolitik ist in Anbetracht der geographischen und innerpolitischen Lage der Tschechoslowakei wohl nur eine Frage der Zeit.

345

E 2001 (D) 2/32

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Professeur W. Burckhardt*

Copie
L OB

Berne, 21 juillet 1938

Quoique très confus de venir, une fois de plus, troubler vos vacances de l'écho de mes soucis, je prends, à titre tout à fait personnel, la liberté de vous dire combien je suis inquiet des conséquences que pourraient avoir sur nos relations avec l'Allemagne les initiatives lancées par le parti socialiste pour interdire à Bâle les groupements politiques de la colonie allemande, au sujet de la constitutionnalité desquelles M. Le Président de la Confédération a si opportunément décidé de vous demander une consultation.

Je ne me préoccupe pas seulement des représailles inévitables que la promulgation d'une loi bâloise aussi excessive ne manquerait pas d'avoir sur nos 40 000 Suisses en Allemagne, à qui il n'est déjà pas très facile d'assurer des conditions d'existence supportables. Je redoute aussi les exagérations des politiciens et de la presse et l'excitation qu'une votation sur les initiatives dont il

s'agit entraînera nécessairement, à Bâle et, par répercussion, dans d'autres cantons suisses. Ces exagérations et cette excitation sont évidemment ce que cherchent avant tout les auteurs de l'initiative, qui ont trouvé là un fort bon moyen d'empoisonner nos rapports avec l'Allemagne, dont le Gouvernement nous a donné, ces derniers mois, des preuves évidentes de bon vouloir, mais qui demeure fort ombrageux et sensible aux manifestations de notre opinion publique, qui ne lui est évidemment pas favorable.

S'il y avait un moyen légal de couper court à cette agitation, qui ne peut que nuire gravement à la tranquillité intérieure et à nos relations avec l'Allemagne, il me semble que le Conseil fédéral ferait bien de s'en servir promptement, car les récriminations qu'un acte d'autorité ferait naître s'apaiseraient plus facilement que les contre-coups d'ordre international au-devant desquels nous irions en laissant aller les choses. Malheureusement, le Département de Justice et Police, toujours fort scrupuleux et un peu négatif, ne croit pas qu'un tel moyen puisse être employé utilement.

C'est ce qui m'enhardit à vous exposer la situation telle que je la vois et à vous demander une fois de plus un bon conseil.

En m'excusant beaucoup de venir vous importuner alors que vous cherchez le calme et le repos, je vous prie de croire, cher Monsieur le Professeur, à mon respectueux attachement.

346

E 2001 (D) 3/267

*Les Délégués du Conseil fédéral à la Conférence d'Evian,
H. Rothmund et H. Werner,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann¹*

R

[...]²

Berne, 23 juillet 1938

IV. Exposé de la Suisse

M. Rothmund exposa, à la séance du 11 juillet³, la situation particulière de notre pays qui ne peut être qu'un pays de transit pour les réfugiés. Le contrôle sur l'admission des étrangers fut établi à la fin de la grande guerre. Plusieurs organisations nouvelles furent créées au cours de ces dernières années pour apporter leur aide aux infortunés. La Suisse a encore près de 100 000 chômeurs durant les mois d'hiver. Les dépenses totales pour l'assurance chômage, les secours de crise et l'assistance aux pauvres dépassent 160 millions de francs par

1. Un projet dactylographié de ce document corrigé par Rothmund, se trouve dans E 4800 (A) 3/3.

2. La partie non reproduite de ce rapport traite des points suivants: I. Organisation de la Conférence, II. L'ordre du jour du comité, III. Exposés généraux.

3. Pour le texte de l'exposé de Rothmund, cf. E 4800 (A) 3/3.

an. Une étroite collaboration existe entre les autorités de la police des étrangers et les organisations d'assistance privées, afin de rechercher dans tous les cas une solution constructive. Un droit de recours est garanti à tout étranger contre les décisions négatives prises à son égard par la police des étrangers. Tous les autres Etats voisins de l'ancienne Autriche ayant fermé leurs frontières aux réfugiés, la Suisse a dû rétablir, le 1^{er} avril, le visa pour les passeports autrichiens.

Le Comité dont la création a été proposée par les Etats-Unis devrait traiter l'ensemble de la question d'immigration dans les pays d'outre-mer, en abordant ce problème sous tous ses aspects. La S.d.N., dont c'est l'une des tâches les plus nobles, devrait poursuivre son œuvre en faveur des réfugiés qui ont reçu un accueil temporaire dans les pays européens. L'entrée des réfugiés dans les pays de transit sera rendue plus facile lorsque ces derniers auront la certitude que ceux qu'ils ont reçus pourront se rendre ailleurs. S.d.N. et Comité de l'émigration devraient avoir des rapports étroits l'un avec l'autre. Des actions spéciales, en faveur des enfants de réfugiés, par exemple, pourront être étudiées lorsque les Etats européens connaîtront les conditions d'immigration dans les pays d'outre-mer. M. Rothmund forma, en terminant, le vœu que la conférence apporterait des éclaircissements, qui faciliteraient la tâche de tous ceux qui sont disposés, dans la mesure de leurs possibilités, à prêter leur concours aux réfugiés.

[...]⁴

VIII. Résolution finale

Le projet de résolution soumis d'abord confidentiellement par M. Taylor aux chefs des diverses délégations, fut adopté à l'unanimité, en séance privée, le 14 juillet 1938, avec certaines modifications de forme que les délégations nordiques et néerlandaise, auxquelles s'était jointe la délégation suisse, proposèrent d'y apporter, afin d'éliminer quelques expressions qui leur avaient paru de nature à froisser la susceptibilité de l'Etat intéressé. La résolution constate que l'émigration involontaire d'un nombre considérable de réfugiés ne pose pas seulement aux pays d'asile et d'établissement des problèmes de nature économique et sociale, mais aussi d'ordre public. L'adoption d'un programme d'envergure destiné à coordonner l'assistance aux émigrants involontaires actuels et virtuels doit être envisagée. Il est nécessaire que le Comité obtienne la collaboration du Gouvernement allemand en vue de trouver une solution rationnelle du problème qui lui est soumis. Les pays d'asile ou d'établissement se déclarent convaincus que celui-ci apportera sa contribution en permettant aux émigrants involontaires d'emporter leurs biens avec eux et d'émigrer suivant un plan systématique. Une nouvelle réunion du Comité intergouvernemental aura lieu à Londres, le 3 août 1938. Un président et quatre vice-présidents seront élus. Le Comité désignera un directeur autorisé, agissant selon les directives du Comité, dont la mission sera d'entreprendre des négociations en vue de réaliser une émigration ordonnée, et de se mettre en rapport avec les

4. *Suivent les points suivants*: V. Rapport du Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés provenant d'Allemagne, VI. Sous-comité des organisations, VII. Sous-comité technique.

Gouvernements des pays de refuge et d'établissement afin d'accroître les possibilités d'établissement permanent. Ce Comité déterminera sa méthode de collaboration avec la S.d.N.. Un barème sera adopté pour répartir ses dépenses entre les Gouvernements participants.

Les instructions qui lui avaient été données par le Conseil fédéral pour la réunion d'Evian, et le but qui était assigné à la Conférence convoquée à Londres, de créer un bureau permanent dont la première tâche serait d'entreprendre des négociations avec l'Allemagne, qui, en cas d'échec, serait, peut-être, l'objet de certaines mesures de la part des Gouvernements participant à ce Comité, engagèrent M. Rothmund à demander un entretien au président du Comité intergouvernemental, peu avant la séance de clôture, le 15 juillet. Il hésita d'autant moins à solliciter cette entrevue avec M. Taylor que les délégations américaine et française avaient constamment témoigné à la délégation suisse des sentiments de confiance et lui avaient montré un esprit de «fair play». M. Rothmund exposa au chef de la délégation des Etats-Unis que ses occupations dans son service ne lui permettraient pas de se rendre à Londres, le 3 août. En raison de la situation dans laquelle se trouvait la Suisse, son intention était, d'autre part, de proposer au Conseil fédéral de ne pas participer à cette Conférence. La Suisse, cependant, prendrait connaissance avec un vif intérêt du résultat des efforts qui seraient entrepris à Londres. Elle poursuivrait, dans la mesure de ses possibilités, sa tâche humanitaire à l'égard des réfugiés. M. Rothmund fit également part de ces circonstances à M. Bérenger. Les délégués des Etats-Unis et de la France montrèrent de la compréhension pour l'attitude adoptée par notre pays en face du problème des réfugiés.

IX. Entretiens avec les représentants d'organisations de réfugiés

Les délégués de la Suisse eurent, au siège de la Conférence à l'Hôtel Royal, un entretien avec les porte-parole de l'émigration autrichienne, à la demande de ces derniers. Le professeur Heinrich Neumann, ancien chef de la clinique universitaire oto-rhino-laryngologique de Vienne, qui fut le médecin de plusieurs personnalités illustres, et le Dr. Loewenherz exposèrent les vœux de la communauté israélite de Vienne, en faveur de l'admission immédiate et temporaire d'un grand nombre de réfugiés dans notre pays. M. Rothmund indiqua à ses interlocuteurs les raisons pour lesquelles la Suisse ne pouvait accueillir une telle requête. Notre pays n'est pas, dans les circonstances actuelles, disposé à recevoir un nombre important de réfugiés, avant d'apprendre vers quels pays d'établissement définitif ceux-ci auraient la possibilité de se rendre. Nous eûmes aussi des conversations avec Melles Ferrière et Cahn de l'«International Migration Service» et avec quelques autres personnalités, parmi lesquelles nous citons les délégués américains James Mc. Donald, ancien Haut-Commissaire pour les réfugiés d'Allemagne, Warren, directeur de l'«International Migration Service» et Brandt.

X. Conclusions

En proposant au Conseil fédéral de prendre acte de ce rapport, nous croyons devoir souligner l'intérêt réel qu'avait notre pays à ne pas refuser sa collabora-

tion à l'œuvre d'Evian, dont l'initiative est due au président Roosevelt. Les résultats que le nouvel organisme de Londres sera en mesure d'obtenir en vue de trouver une solution humaine au problème des réfugiés, auront, sans doute, des répercussions heureuses pour les Etats européens menacés par l'envahissement des fugitifs d'Allemagne. La situation particulière de la Suisse qui a encore été rendue plus délicate depuis le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, impose à notre pays une réserve nécessaire. C'est pourquoi il nous a paru indiqué de ne pas promettre notre concours au Comité qui se réunira le 3 août prochain à Londres. Toutefois, en considérant que notre pays est le plus important, sinon le seul pays de transit pour les réfugiés du territoire autrichien, nous ne pouvons nous désintéresser des résultats qui seront obtenus par la réunion convoquée dans la capitale anglaise. Il serait ainsi utile de rester en liaison étroite avec le Comité de Londres afin d'être tenus au courant de ses travaux d'une manière suivie⁵.

5. *Le Conseil fédéral approuva ce rapport dans sa séance du 27 juillet 1938 et décida de se rallier à la conclusion finale de la délégation suisse que la Confédération, tout en suivant les travaux ultérieurs du comité et des sous-comités précités, avec l'intérêt qu'ils méritent, devrait s'abstenir de prendre part à la première session du comité intergouvernemental, convoquée, à Londres, pour le 3 août prochain; cf. E 1004.1 1/375, N° 1269.*

Pour la lettre de Rothmund communiquant cette décision au Président du Comité Intergouvernemental, Myron C. Taylor, cf. N° 353.

347

E 2001 (D) 1/195

Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna

OB Confidentiel

Berne, 25 juillet 1938

NOTICE SUR LA SITUATION GÉNÉRALE¹

Dans l'après-midi du 21 juillet, nous avons été informés par l'intermédiaire du Ministère public que l'on procédait dans la région frontalière allemande à des réquisitions de camions et d'automobiles. L'Etat-major général, avec lequel nous avons immédiatement pris contact, a confirmé la nouvelle, en ajoutant qu'il semblait se passer, depuis quelques jours, en Allemagne toute une série de faits d'ordre militaire dont il se proposait de nous entretenir. Des renseignements concordants lui indiquaient, en effet, que l'on travaillait fiévreusement à accélérer la construction du système de fortifications sur le Rhin, que

1. *Le document porte l'annotation manuscrite de Motta: Pris connaissance, 26.7.38, M.*

l'on aurait appelé, d'autre part, diverses classes de réservistes, que des mouvements de troupes anormaux et, semble-t-il, en direction de l'est se produisaient et qu'enfin, les congés du personnel militaire et civil qui devaient se prendre au mois d'août avaient été supprimés. Ces indications demandaient à être vérifiées, mais elles éveillaient immédiatement l'impression qu'il se préparait quelque chose en Allemagne à un moment où, pourtant, la situation générale ne paraissait pas, à première vue, particulièrement menaçante.

La Légation de Suisse à Berlin, immédiatement invitée à vérifier l'exactitude des indications reçues à l'E.M.G., a répondu qu'il était exact que l'on procédait dans certaines régions à des réquisitions d'automobiles et que l'on accélérât les travaux de fortification à l'ouest. Elle a contesté, en revanche, qu'il y ait des appels de réservistes, des mouvements de troupes et des révocations de congés ayant un caractère anormal. Selon des informations sûres reçues postérieurement, l'E.M.G. considère, toutefois, comme acquis qu'il y a des réservistes appartenant à des classes différentes qui ont été appelés discrètement sous les drapeaux, ainsi que des concentrations de troupes en Autriche. Les informateurs de l'E.M.G. ajoutent cependant que la situation politique apparaît comme assez calme et qu'il n'y a pas de raison de donner une signification inquiétante aux faits d'ordre militaire qui se produisent, même si l'on n'en peut donner une explication tout à fait satisfaisante. Les appels de réservistes et les réquisitions d'automobiles peuvent, peut-être, être mis sur le compte des travaux de fortification sur le Rhin et les mouvements de troupes en Autriche sur celui d'un regroupement des forces militaires dans cette région.

Nos Légations à Paris, Londres et Rome confirment que l'on ne voit, actuellement, pas de nouveaux éléments d'inquiétude.

M. le Ministre Stucki a passé samedi matin à Berne, en route pour l'Engadine. J'ai eu avec lui une brève conversation. Il se montre convaincu que l'impression de détente provoquée par le succès de la visite des souverains anglais à Paris, les commentaires courtois auxquels elle a donné lieu dans la presse allemande, le bon effet causé par la visite du Capitaine Wiedemann à Londres, ainsi que par la conversation que l'Ambassadeur d'Allemagne a eue avec M. Chamberlain avant de partir en vacances, correspond à quelque chose de réel, malgré les nouvelles assez peu satisfaisantes des pourparlers entre Tchèques et Allemands des Sudètes. Il semble que, dans les milieux anglais, on se montre assez irrité contre le Gouvernement tchèque, et M. Benes en particulier, et que l'on aurait réussi à faire accepter par la France l'idée que le Gouvernement tchèque devrait s'entendre avec Henlein avant de soumettre à son Parlement des propositions sur la réforme de l'Etat au lieu de placer le parti des Sudètes devant un fait accompli, ainsi que cela avait été envisagé précédemment. Ce changement d'attitude serait de grandes conséquences, parce qu'il permettrait d'espérer une solution acceptable pour l'Allemagne, que l'autre méthode excluait d'emblée.

M. Stucki se montre très frappé de l'unanimité que la visite des souverains anglais a réussi à réaliser entre les partis politiques français. Il paraît incontestable aujourd'hui que la politique d'amitié avec l'Angleterre répond à un sentiment profond de la population française tout entière. Le sentiment de n'être pas isolé et de pouvoir compter sur l'amitié anglaise aurait peut-être pour effet,

aujourd'hui, de rendre le Gouvernement français moins réservé qu'il y a quelques semaines à l'égard du problème tchécoslovaque. M. Stucki incline à penser qu'un coup de main armée sur la Tchécoslovaquie ne serait pas accepté par la France et que celle-ci serait soutenue par l'Angleterre. Il signale cependant qu'à l'occasion de la revue en l'honneur des souverains anglais, certaines personnalités militaires auraient exprimé l'avis que le système défensif allemand sur le Rhin sera bientôt si formidable qu'une offensive française de front serait pratiquement irréalisable, de sorte que ce serait la flotte et l'aviation britanniques qui, s'il s'agissait d'aller au secours de la Tchécoslovaquie, auraient à donner le premier choc. On doit alors se demander si l'Angleterre pousserait le dévouement à la cause de la France et de ses alliés jusqu'à accepter un tel rôle.

Quoi qu'il en soit, il semble bien avéré que le Gouvernement britannique a renouvelé, ces derniers temps, à diverses reprises à Prague le conseil de se montrer conciliant et il est assez frappant de constater que l'Agence Havas semble, depuis une dizaine de jours, beaucoup moins chercher que précédemment à pousser les choses au noir.

348

E 2001 (E) 1/7

*Notice du Suppléant du Chef de la Division des Affaires
étrangères du Département politique, P. A. Feldscher*

OM

Bern, 25. Juli 1938

SCHWEIZERISCH-DEUTSCHER PRESSEKONFLIKT

Zur Besserung der schweizerisch-deutschen Pressebeziehungen war im Zeitpunkt der Abreise des Herrn Minister Frölicher nach Berlin in Aussicht genommen worden, von den deutschen Behörden eine wenigstens teilweise Zulassung von Schweizerzeitungen in der Form der Abonnementszustellung zu erlangen zu trachten.

Vorerst hat der Presseattaché der Deutschen Gesandtschaft in Bern, Herr F. von Chamier, durch mündliche Vorsprachen in Berlin den Boden für eine solche Regelung bei den zuständigen Ministerien vorbereitet. Anschliessend daran hatte Herr Minister Frölicher Besprechungen sowohl mit Herrn Minister Göbbels als mit dem zuständigen Beamten im Propagandaministerium, Herrn Prof. Bömer. Herr Frölicher übergab letzterm am 29. Juni 1938 eine Aufzeichnung¹, in welcher vorgeschlagen wurde, den in Deutschland niedergelassenen Schweizern den abonnementsweisen Bezug der «Basler Nachrichten», des «Bund» und der «Neuen Zürcher Zeitung» zu ermöglichen. Dieser Vorschlag wurde vom Propagandaministerium günstig aufgenommen und unterstützt, doch erhob die Geheime Staatspolizei Bedenken technischer Natur, indem sie

geltend machte, es sei für die Post- und Polizeibehörden schwierig, solche Ausnahmen zu gestatten. Deshalb wurde von dieser Seite der Vorschlag gemacht, entweder die drei Zeitungen für eine gewisse Zeit probeweise zuzulassen oder die Aufhebung des Verbots in Aussicht zu nehmen, falls binnen einer bestimmten Zeit die Schreibweise zu keinen Einwendungen Anlass gebe.

Im Einverständnis mit der Abteilung für Auswärtiges wurde der Vorschlag der Gestapo abgelehnt, in der Überzeugung, dass man bei seiner Berücksichtigung nach zwei Monaten wohl gleich weit vom Pressefrieden entfernt wäre wie heute. In einer Herrn Professor Bömer übergebenen Notiz vom 14. Juli¹ setzte der schweizerische Gesandte die Gründe, die schweizerischerseits zu einer solchen Auffassung führen müssen, auseinander und betonte erneut die Wünschbarkeit einer Lösung, wie sie in der Aufzeichnung vom 29. Juni vorgesehen war.

Nach weitem mündlichen Verhandlungen wurde der schweizerischen Gesandtschaft in einer Note des Auswärtigen Amtes vom 20. Juli 1938¹ eröffnet, dass der Bezug der «Neuen Zürcher Zeitung», «Basler Nachrichten» und des «Bund» durch schweizerische Staatsangehörige im Deutschen Reich zunächst für den Monat August 1938 und für eine beschränkte Zahl von 500 Beziehern freigegeben werde. Die Bezieher müssten gegenüber den Postbehörden ihre Berechtigung zum Bezuge durch einen Ausweis des zuständigen schweizerischen Konsulats nachweisen können. Der Bezug könne nur im Wege des Streifbandes erfolgen und müsste, aus devisentechnischen Gründen, von Verwandten oder Freunden in der Schweiz selbst veranlasst werden.

Von diesem Beschluss der deutschen Behörden ist die «Neue Zürcher Zeitung» durch ihren Korrespondenten in Berlin direkt benachrichtigt worden, und sie hat sich mit den Verlegern der andern zwei in Rede stehenden Zeitungen sofort in Verbindung gesetzt. Alle drei Blätter haben in einem an den Chef des Politischen Departements gerichteten Schreiben² erklärt, ausserstande zu sein, unter den deutscherseits vorgesehenen Voraussetzungen die Bedienung der Schweizer in Deutschland mit ihren Zeitungen aufzunehmen. Als Grund wird angegeben, dass die Anzahl der freigegebenen Exemplare zu gering sei im Verhältnis zur Zahl der in Deutschland lebenden Schweizer und vor allem die Befristung auf einen Monat zusehr nach Bewährungsfrist aussehe.

Die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin hat, ungeachtet dieser Stellungnahme die schweizerischen Konsulate in einem Rundschreiben³ von den gebotenen Möglichkeiten in Kenntnis gesetzt, und es darf wohl angenommen werden, dass von ihnen auch Gebrauch gemacht wird.

Es sollte nunmehr verhindert werden, dass die drei Zeitungsverlage durch eine starr abweisende Haltung die Durchführung der vorgesehenen Regelung, die als erfreulicher Anfang einer Besserung der gespannten Pressebeziehungen zu werten ist, verunmöglichen. Zu diesem Zwecke wäre wohl vor allem mit Herrn Dr. Rietmann Fühlung zu nehmen. Wenn seitens der drei Zeitungen ein Eingehen auf die Vereinbarung endgültig abgelehnt werden sollte, so liegt der

1. *Non reproduite, cf. E 2001 (D) 1/7.*

2. *Du 21 juillet 1938. Non reproduite, cf. E 2001 (D) 1/7.*

3. *Du 21 juillet 1938. Non reproduite, cf. E 2001 (D) 1/7.*

Gedanke nahe, dass von ihnen diese Haltung aus Zweckmässigkeitsgründen eingenommen wird, um nicht in ihrer Schreibweise und Bewegungsfreiheit, im besondern gegenüber den schweizerischen Presseorganen, die weiterhin in Deutschland verboten bleiben, gehemmt zu sein.

Durch Verfügung des Reichsministeriums des Innern vom 25. Juni d. J. ist das «Vaterland» neuerdings bis auf weiteres in Deutschland verboten worden. Die Massnahme ist zurückzuführen besonders auf einen Artikel, der am 11. Mai in der Zeitung erschienen ist. Der Verwaltungsrat des «Vaterland» hat sich in einer Zuschrift an den Chef des Politischen Departements über diese Massnahme beschwert und vorgeschlagen, dass als Antwort eine Repressalie vorzukehren wäre. Eine solche Folge würde natürlich die Bemühungen, zu einer Besserung der Pressebeziehungen zu gelangen, vereiteln. Die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin hat sich vielmehr veranlasst gesehen, die deutschen Behörden darauf aufmerksam zu machen, dass das Verbot äusserst unglückliche Rückwirkungen ausüben könnte. Herr Prof. Bömer versprach denn auch, noch zu prüfen, ob die Haltung des Blattes in der letzten Zeit sich geändert hätte und wenn dies der Fall sein sollte, eine Rückgängigmachung des Verbots in Erwägung zu ziehen.

349

E 2001 (D) 2/32

Notice du Département politique¹

Bern, 26. Juli 1938

Auf dem Gebiete des Kantons Basel-Stadt sind in der letzten Zeit zwei Volksinitiativen eingeleitet worden und zwar

a) eine von der Sozialdemokratischen Partei Baselstadt ausgehende Initiative, die bezweckt, die nationalsozialistischen, von Ausländern gebildeten Organisationen und Vereine, sowie andere ähnliche Organisationen, sofern sie von Ausländern gebildet sind, zu verbieten.

b) eine Initiative von privater (katholischer ?) Seite, die bezweckt, *alle* frontistischen, nationalsozialistischen und faschistischen Vereine und Organisationen auf dem Gebiete des Kantons Baselstadt zu untersagen.

Da die erste der beiden Initiativen die Beziehungen der Schweiz zu Deutschland und Italien berührt und unser Verhältnis zu diesen beiden Staaten sowie die Lage unserer dortigen Schweizerkolonien weitgehend zu beeinflussen geeignet ist, ist das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement vom Politischen

1. *Annotation manuscrite de Motta en tête du document*: Affaires étrangères: J'ai parlé de cette affaire au Conseil fédéral. M. Le Président Baumann m'a déclaré que W. Buckhardt a été prié de donner une consultation le plus tôt possible sur cette affaire. 27.7.38. M.

Departement auf dieses Volksbegehren und seine politischen Auswirkungen aufmerksam gemacht worden.

Unter dem Vorsitz des Herrn Bundespräsidenten wurde mit Herrn Regierungsrat Imhof, Chef des kantonalen Justizdepartements von Baselstadt, die Initiative besprochen. Man gelangte zu dem Ergebnis, dass eine Erörterung der Sachlage mit einer Vertretung der baselstädtischen Regierung, in welcher die sozialdemokratische Partei mehrheitlich vertreten ist, ins Auge zu fassen sei, wobei man sich aber zugleich nicht sehr viel von einer solchen Diskussion des Problems zu versprechen habe. Es wurde deshalb in Aussicht genommen, vor allem Herrn Professor Dr. W. Burckhardt mit der Ausarbeitung eines Gutachtens zu betrauen, in welchem die rechtliche Frage der Kompetenzausscheidung zwischen Bund und Kanton, soweit sie durch die Initiative aufgeworfen wird, untersucht und die vom Bund gegebenenfalls zu ergreifenden Massnahmen geprüft werden sollten.

Der Auftrag an Herrn Prof. Burckhardt scheint vom Justiz- und Polizeidepartement bis zur Stunde noch nicht ergangen zu sein. Hingegen bot sich Gelegenheit, am 25. Juli in einer freien unverbindlichen Aussprache, die zwischen dem Chef der Abteilung für Auswärtiges und Herrn Prof. Burckhardt stattgefunden hat, dessen grundsätzliche Auffassung in der Sache kennen zu lernen. Er geht von der Ansicht aus, dass die Initiative, die gewisse Gefahren beseitigen wolle, die vom Auslande her der Schweiz drohen, Verhältnisse berühre, die in die Kompetenz des Bundes und nicht in diejenige der Kantone falle. Die Zuständigkeit des Bundes stütze sich auf Art. 102 Ziffer 8 und 9² der Bundesverfassung, worin dem Bundesrat die Besorgung der auswärtigen Angelegenheiten in vollem Umfange übertragen wird.

Sobald aber einmal der Bundesrat den Standpunkt einnehme, dass die Zulassung oder Nichtzulassung nationalsozialistischer Vereine von Ausländern eine Angelegenheit sei, über die zu entscheiden ihm allein zustehe, so sei es auch angezeigt, dass er seine Stellungnahme möglichst frühzeitig der Kantonsregierung bekanntgebe und nicht etwa zuwarte, bis das Initiativbegehren vom Grossen Rat behandelt wurde und zu einem Gesetzeserlass geführt habe. Wenn der Bundesrat in jenem Zeitpunkte erst, etwa gegenüber dem Bundesgericht, geltend machen wollte, dass eine Kompetenzüberschreitung eines Kantons vorliege, so könnte das Bundesgericht einwenden, dass der Bundesrat sich früher hätte äussern und es nicht so weit hätte kommen lassen sollen.

Herr Prof. Burckhardt ist deshalb der Ansicht, dass der Bundesrat schon jetzt der Basler Regierung eröffnen sollte, dass die Initiative einen Gegenstand beschlägt, der in die Zuständigkeit des Bundes falle und dass deshalb für den Fall des Zustandekommens der Initiative die kantonalen Behörden dem Volksbegehren wegen Unzuständigkeit keine Folge geben könnten.

Herr Prof. Burckhardt wird vermutlich in den nächsten Tagen noch schriftlich seine Auffassung näher begründen³. Es dürfte dann Aufgabe des Bundesrates sein, sich ohne Verzug gegenüber der Basler Regierung zu äussern. Die

2. Cf. RO, 1876, vol. 1, p. 29.

3. Non reproduite, cf. E 2001 (D) 2/32.

Behandlung der ganzen Angelegenheit gegenüber Baselstadt ist deshalb von besonderer Tragweite, weil in andern Kantonen (Baselland, Schaffhausen, Zürich) ähnliche Volksbegehren in Vorbereitung sind.

350

2001 (D) 1/198

*Le Ministre de Suisse à Stockholm, Ch. L. E. Lardy,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

L V.B.16. – ML/HW. Conférence de Copenhague

Stockholm, 26 juillet 1938

M. Sandler m'a dit, aujourd'hui, qu'à la conférence de Copenhague on avait à peine parlé de la Suisse. Les ministres se sont bornés à demander à M. Sandler de leur fournir quelques éclaircissements sur ce qui s'était passé à Genève. Il les leur a donnés et l'on peut dire que c'est tout.

Ensuite, M. Sandler a commenté le communiqué dont je Vous ai envoyé hier la traduction², en me disant que les Puissances réunies à Copenhague ne demandent pas la reconnaissance de leur point de vue. Ce point de vue a été exposé; ils le considèrent comme définitivement acquis en ce qui les concerne. Si les Grandes Puissances le reconnaissent, tant mieux. Si elles ne le reconnaissent pas, tant pis pour la Ligue des Nations, qui reste affaiblie. Car il serait d'un grand intérêt pour la Ligue de supprimer ce cancer et de pouvoir repartir d'un nouvel élan. Un interview de M. Koht expose la même idée.

M. Sandler insiste sur le fait que ce n'est pas seulement pour les Puissances représentées à Copenhague qu'on désire supprimer le caractère obligatoire des sanctions, mais pour tous les membres.

Cela a été ma dernière conversation politique avec M. Sandler; je lui ai dit adieu et je quitterai Stockholm le 28. Je saisis donc cette occasion pour prendre aussi congé de Vous en Vous priant d'agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, avec mes remerciements pour la confiance que le Conseil Fédéral a bien voulu me témoigner pendant de longues années, les assurances de ma haute considération.

1. *En tête de ce document, G. Motta a noté de sa main: Il faudrait répondre à la dernière partie de cette lettre. 31.VII.38. M.*

2. *Non reproduit. Pour un extrait et le contenu des délibérations, voir la lettre de P. Munch à G. Motta, reproduite en annexe.*

ANNEXE

*Le Ministre des Affaires étrangères du Royaume du Danemark, P. Munch,
au Chef du Département politique, G. Motta*³

L. Confidentiel

Copenhague, 11 août 1938

Cher Monsieur Motta,

Comme présentant probablement quelque intérêt pour Votre Excellence, je me permets de vous faire connaître par ces lignes, à titre confidentiel, les points principaux des délibérations qui ont eu lieu à Copenhague les 23 et 24 juillet derniers, au cours de la réunion des Ministres des Affaires Etrangères de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède.

M. le Ministre des Affaires Etrangères de la Suède nous a informé que le Secrétaire Général de la Société des Nations avait récemment, vis-à-vis du Délégué permanent de la Suède auprès de la Société des Nations, exprimé son intérêt pour la Conférence à Copenhague, et signalé, en prenant celle-ci comme point de départ, l'utilité qu'il y aurait à voir soumettre à une discussion de fond, au cours de la prochaine session de l'Assemblée de la Société des Nations, la question des sanctions. A ladite occasion, M. Avenol avait même parlé des possibilités qui, à son avis, pourraient se présenter, au cours de l'Assemblée, en vue d'arriver à une résolution dans ce domaine. Il avait surtout imaginé que dans une résolution de ce genre il devrait être constaté que, dans les conditions actuelles, les membres de la Société des Nations ne se considèrent pas comme engagés à appliquer obligatoirement les sanctions, mais que chaque membre peut prendre position librement à l'égard de la question de leur application, en tenant compte de la situation existante, de ses propres intérêts, de la participation d'autres Etats, etc. Toutefois, M. Avenol estimait que le Conseil devrait donner des directives à cet effet, et il avait souligné que les Etats membres de la Société des Nations devraient toujours avoir l'obligation de se consulter réciproquement.

Ainsi que Votre Excellence l'aura probalement vu, le Communiqué publié à Copenhague le 24 juillet dernier, exprime que les 7 Ministres des Affaires Etrangères, «persuadés qu'il y a lieu pour leurs pays de continuer leur collaboration à l'œuvre de la Société des Nations, ont constaté que leurs Gouvernements respectifs sont décidés à maintenir la ligne de conduite qu'ils se sont tracée en déclarant qu'ils considèrent le système de sanctions comme ayant acquis, dans les conditions actuelles et par la pratique suivie pendant les années passées, un caractère non-obligatoire. Ils estiment que ce caractère non-obligatoire des sanctions ne vaut pas d'ailleurs pour un groupe particulier d'Etats, mais qu'il existe pour tous les membres de la Société des Nations. Ils sont convaincus qu'il est dans l'intérêt de la Société des Nations que soit explicitement constaté ce droit de libre appréciation. C'est dans cet esprit qu'ils se préparent à l'examen du rapport que le Comité des 28 a soumis à l'appréciation de l'Assemblée».

Dans la réunion tenue à Copenhague, on a discuté la possibilité que les Ministres des Affaires Etrangères des Etats d'Oslo puissent faire séparément, lors de la discussion générale du rapport présenté par le Comité des 28 – discussion qui aura probablement lieu à l'Assemblée au mois de septembre – des déclarations sur la conception que se font leurs Etats respectifs des obligations qui leur incombent en vertu de l'art. 16 du Pacte, conformément aux lignes tracées dans la déclaration commune faite à Genève le 1^{er} juillet 1936 par les pays «ex-neutres», et celles du Communiqué ci-dessus mentionné du 24 juillet dernier; par contre, on n'a pas l'intention d'exprimer le désir d'obtenir une reconnaissance du point de vue adopté par les sept pays.

En outre, on s'est mis d'accord pour prier Monsieur Sandler, Ministre des Affaires Etrangères de la Suède, d'examiner, avant la session de l'Assemblée de la Société des Nations, et au nom des Etats du groupe d'Oslo, la question de savoir s'il existe des possibilités que d'autres Etats fassent

3. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Affaires étrangères. Arrivé aujourd'hui par la poste. 12.8.38. M.

des déclarations dans le même sens que celles des Etats d'Oslo, ou que des Etats n'ayant pas entièrement les mêmes vues, s'abstiennent dans leurs déclarations éventuelles, de faire des réserves à l'égard de la conception des sept pays.

L'œuvre visant la réduction des armements, effectuée dans le cadre de la Société des Nations, s'étant arrêtée, notamment après le retrait de la Société de certaines des Grandes Puissances, les 7 Etats se sont, par ailleurs, entendus pour prier Monsieur Koht, Ministre des Affaires Etrangères de la Norvège, de demander, au nom des Etats d'Oslo, à divers autres Etats, s'ils seraient éventuellement disposés à s'associer à notre groupe pour s'adresser, d'un commun accord, aux Grandes Puissances, en leur soumettant une proposition tendant à la reprise des discussions internationales relatives à la question de la réduction des armements⁴. Les pays auxquels on pensait à cet égard, étaient, entre autres, la Suisse, l'Entente baltique et l'Entente balkanique. – Les 7 Etats étaient également d'accord pour prier Monsieur Patijn, Ministres des Affaires Etrangères des Pays-Bas, d'examiner particulièrement au nom des Etats d'Oslo, les possibilités de s'adresser à certaines des Grandes Puissances en vue de la réalisation d'une convention relative aux problèmes posés par les bombardements aériens⁵.

Enfin, les sept Ministres des affaires Etrangères ont convenu de se rencontrer de nouveau à Genève, immédiatement avant l'ouverture de l'Assemblée de la Société des Nations.

Dans l'espoir que l'exposé ci-dessus donnera à Votre Excellence une certaine impression des délibérations qui ont formé la base de la déclaration par laquelle s'est terminée la réunion à Copenhague, je vous prie d'agréer, cher Monsieur Motta, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments les meilleurs.

4. Dans sa lettre du 13 août 1938 au Ministre des Affaires étrangères de Norvège, Motta prit position ainsi: Je n'ai pas encore reçu de communication de M. Koht au sujet de l'initiative tendant à reprendre, sur le plan international, l'examen des problèmes touchant à une réduction des armements. Je ne manquerai pas, le moment venu et sur la base des précisions qui me seront fournies, de consulter mes collègues du Conseil fédéral sur l'opportunité, dans les circonstances actuelles, de tenter un effort auprès des grandes Puissances dans le sens que vous voulez bien m'indiquer. (2001 (D) 1/198).

Pour la suite de cette affaire, cf. N° 495.

5. Cf. Nos 361, 370, 394.

351

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 39

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 7 Vertraulich

Berlin, 27. Juli 1938

Bezüglich der Mission des Lord Runciman sagte der englische Botschafter gestern nach einem Frühstück auf der italienischen Botschaft, dass damit England einen Beitrag zur friedlichen Lösung des tschechoslowakischen Problems leiste. Runciman sei ein durchaus objektiv denkender Mann und werde daher sich ein richtiges Bild über die Verhältnisse machen können. Er werde aber auch voraussichtlich in der Lage sein eine Lösung anzuregen, die für beide Teile, jedenfalls für die nächste Zukunft, annehmbar sei. Die tschechische

Regierung begrüße die Entsendung. Mit Henlein könne man sprechen¹. Er habe den Eindruck, dass bei gutem Willen man sich mit ihm verständigen könne.

Wenn nur 10% Aussicht sei, dass ein Kompromiss sich finden lasse, so müsse man diesen Versuch machen. Wenn dann die Zukunft zeige, dass es auch mit diesem Kompromiss nicht gehe, dann müsse man nach neuen Möglichkeiten suchen.

Durch die Entsendung Runcimans als privater Vermittler sei erreicht worden, dass das von der tschechischen Regierung in Aussicht genommene Nationalitätenstatut, das ganz unannehmbar gewesen sei, dem Parlament nicht vorgelegt wurde. Die tschechische Regierung wisse jetzt, dass sie eine Verständigung mit Henlein suchen müsse.

Chamberlain mache auch in der Tschechenfrage eine mutige Politik. Er werde von den Juden und allen denjenigen bekämpft, die bei einer allgemeinen Unordnung ihre Geschäfte machen². Das englische Volk habe zur Zeit für die Politik Chamberlains noch wenig Verständnis, es sei sentimental und sehe nur das grosse deutsche Volk, das das kleine tschechische bedränge. In dieser Geistesverfassung sei die öffentliche Meinung in England ungerecht, weil für sie der Wille der 3½ Millionen Sudetendeutschen überhaupt nicht existiere. Mit der Zeit werde man aber auch in England einsehen, dass es nicht angehe einen Weltkrieg zu starten, damit die Tschechen ihre Vorherrschaft über die nichttschechischen Volksteile weiter aufrechterhalten können.

Wenn auch heute eine gewisse Entspannung eingetreten sei, so würden die Gefahren für den allgemeinen Frieden trotzdem weiter bestehen. Hitler könne sich bei seinem Temperament zu verhängnisvollen Entschlüssen plötzlich hinreissen lassen. Gewisse Persönlichkeiten in der NSDAP seien für eine forsche Politik und nicht nur in der Tschechoslowakei und in Russland, sondern selbst in England seien einflussreiche Kreise am Werk, welche es jetzt kaltblütig auf eine Kraftprobe ankommen lassen wollen. Obwohl er glaube, dass Deutschland in einem allgemeinen Krieg schon nach sechs Monaten besiegt wäre – hier dürfte Henderson irren –, wäre im Ergebnis nur das bolschewistische Russland der Nutzniesser dieser Katastrophe.

1. *Phrase soulignée par Motta.*

2. *En marge de cette phrase, annotation manuscrite de Motta: richtig! M.*

352

E 2001 (D) 1/35

*Le Représentant du Conseil fédéral à Burgos, E. Broye,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

Manuscrite

L N° 12

Burgos, 28 juillet 1938

Le Général Martinez Anido m'a reçu hier au siège du Ministère de l'Ordre public à Valladolid. Convoqué pour midi, je ne fus introduit que vers une heure et demi. Une mission allemande et de nombreux officiers et fonctionnaires se pressaient auprès du Général, qui avait été absent à l'occasion des fêtes commémoratives du deuxième anniversaire du Mouvement National et l'entrée dans la Troisième Année Triomphale. A ce propos, je dois vous dire que j'ai assisté, avec Madame Broye, le 18 juillet, aux Cérémonies célébrées à Saint-Sebastien par les autorités militaires et civiles en présence du Corps diplomatique, soit à une Messe en plein air, ainsi qu'à deux défilés militaires et à un acte de «concentration provinciale».

J'ai trouvé le Général Martinez Anido à peine un peu vieilli, malgré ses 73 ans, et tout aussi sympathique à un Suisse qu'il se l'était toujours montré sous le Directoire militaire comme Ministre de l'Intérieur. Après l'évocation de multiples souvenirs, j'en arrivai au fait de ma mission auprès du Gouvernement National, dont l'un des principaux buts est la réintégration des Suisses d'Espagne. Le Général m'assura de toute sa bonne volonté et de tout son appui pour liquider favorablement et promptement, dans la mesure du possible, tous les cas soumis à sa juridiction. Il m'a même prié de lui écrire personnellement dans des cas importants ou urgents. Je ne me ferai pas faute de faire usage de cette aimable invite dont j'enregistre la déclaration comme une garantie de succès pour beaucoup de nos demandes futures ou en tout cas comme la certitude d'avoir épuisé tous les moyens d'action possibles en l'occurrence en faveur de nos Compatriotes.

Notre conversation eut lieu naturellement en espagnol et eut un tour amical. Je quittai le Général sous la meilleure impression.

E 2001 (D) 3/267

*Le Chef de la Division de Police du Département de
Justice et Police, H. Rothmund,
au Président du Comité Intergouvernemental pour les Réfugiés, M.C. Taylor¹*

*Copie**L*

Berne, 28 juillet 1938

Le Conseil Fédéral Suisse m'a chargé de vous confirmer que la Suisse ne pourra pas se faire représenter à la réunion du Comité intergouvernemental à Londres. J'ai l'honneur de me référer, à ce propos, à l'entretien que Votre Excellence avait bien voulu m'accorder, à Evian, le 15 juillet² et au cours duquel je lui avais fait part de mes sentiments personnels sur cette question. La Suisse ne se désintéresse pas pour autant du noble but que le Président des Etats-Unis a assigné au Comité réuni sous votre haute direction. Le gouvernement suisse souhaite, au contraire, très vivement qu'une solution rationnelle du problème des réfugiés d'Allemagne puisse être trouvée. Je vous serais, par conséquent, extrêmement obligé si vous vouliez bien inviter le Secrétariat du Comité à me faire parvenir deux exemplaires français des procès-verbaux et des décisions de la conférence qui s'ouvrira le 3 août. J'ajoute que le Conseil Fédéral demeure tout disposé à examiner la possibilité de se faire représenter à une conférence ultérieure, si des questions techniques touchant la situation particulière de la Suisse comme pays de transit pour les réfugiés venant d'Allemagne venaient à se présenter.

Soyez assuré qu'à mon poste de chef du service fédéral dont la tâche est de contrôler l'entrée et le séjour passager des réfugiés, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir, en collaboration avec les organisations privées existant en Suisse, pour adoucir le sort de ces malheureux.

Je saisis l'occasion de ces lignes pour vous remercier encore de l'accueil si aimable que vous m'avez réservé à Evian, ainsi qu'à mon collègue, M. H. Werner, et pour vous prier d'accepter mes meilleurs souhaits pour la réussite de la grande tâche qui vous a été confiée.

1. *Pour le projet de cette lettre, cf. E 4800 (A) 3/3.*

2. *Cf. N° 346.*

354

E 4300 (B) 1969/78/1

*Notice du Chef de la Division de Police du Département de
Justice et Police, H. Rothmund*

Copie

Bern, 3. August 1938

NOTIZ

ÜBER EINE BESPRECHUNG MIT DEM DEUTSCHEN GESANDTEN
ÜBER DIE FRAGE DER FLÜCHTLINGE AUS DEUTSCH-ÖSTERREICH

Herr Minister Köcher ersuchte um eine Besprechung über die Konferenz von Evian. Ich gab ihm zunächst die gewünschten Aufklärungen über den Verlauf der Konferenz und über die Einstellung der Schweiz zu dem Problem. Ich wies namentlich darauf hin, dass sich die Schweiz schon in Evian Zurückhaltung auferlegt hat und dass an die Londoner Konferenz kein Vertreter geschickt wird, dass wir aber in Fühlung bleiben mit dem Komitee und uns bereit erklärt haben, in technischen Fragen, die unser Land als Transitland interessieren, mitzuwirken.

Ich benützte die Gelegenheit, um Herrn Minister Köcher auf die Lage aufmerksam zu machen, in die wir gekommen sind durch die grosse Zahl von ständig «schwarz» über die Grenze einreisenden jüdischen Flüchtlingen aus Österreich. Ich sagte ihm, dass nach meinen heutigen Informationen direkte und indirekte Überstellungen solcher Ausländer erfolgt sind über Samnaun (Leute, die angeblich in behördlichem Auto bis Landeck gebracht worden sind), über Schaanwald, Kreuzlingen (Saubach), von Friedrichshafen nach Singen dirigiert und von dort über Ramsen nach Schaffhausen und von Lörrach nach Basel. Im Vorarlberg soll sich die Sache wie folgt abspielen: Flüchtlinge, die von Wien her mit der Bahn eintreffen, ohne im Besitze eines deutschen Ausreisevisums zu sein, werden in Feldkirch eingesperrt, bis die Rückfrage in Wien über die Möglichkeit der Erteilung eines Ausreisevisums erledigt ist. Kommt die Zustimmung aus Wien, so werden die Leute aus dem Gefängnis entlassen und in den Gasthof zum Ochsen geschickt, wo ihnen der Weg zum verbotenen Grenzübertritt nach der Schweiz gezeigt wird. Als ein schweizerischer Grenzpolizeibeamter einen deutschen Kollegen in Feldkirch auf dieses Vorgehen aufmerksam machte, soll dieser ihm geantwortet haben, die Schweiz habe ja Geld genug, um die Leute aufzunehmen, die sie draussen nicht mehr brauchen könnten und nicht mehr wollten. Von Basel habe ich heute fünf Pässe von Österreichern erhalten, in denen der Polizeipräsident in Wien einen Stempel angebracht hat: «Einmalige Ausreise nach allen Staaten Europas, Nord- und Südamerika und Wiedereinreise in das Deutsche Reich bewilligt». Die fünf jüdischen Flüchtlinge erhielten vom Bezirksamt in Lörrach, gestempelt «Der Landrat, Lörrach», auf dem üblichen gelben Formular für den kleinen Grenzverkehr Baden-Schweiz am 1. August die Bewilligung zum einmaligen Grenzübertritt. Auf dem gelben Formular ist der Ausreisestempel der deutschen Passkontrolle «Lörrach-Stetten» angebracht. Die Leute erklärten bei

der Einvernahme, sie seien angewiesen worden, beim Grenzübertritt nach der Schweiz den österreichischen Pass in der Tasche zu behalten und nur den gelben Grenzverkehrsschein vorzuweisen. Auf Befragung müssten sie sagen, dass sie im Grenzbezirk wohnhaft seien. Sie hätten aber alle die nach meiner Kenntnis ausnahmslos vor der Ausreise aus Deutschland verlangte unterschriebene Erklärung abgeben müssen, dass sie sich nicht mehr auf deutschem Boden blicken lassen würden. Für den Fall des Verstosses gegen diese Erklärung oder gegen die sonstigen Instruktionen wurde ihnen das Konzentrationslager angedroht.

Ich mache Herrn Minister Köcher auf das Unhaltbare eines solchen Vorgehens aufmerksam und erinnere ihn an die korrekten, durch die Sorge des guten nachbarlichen Einvernehmens bedingten Besprechungen, die ich mit ihm und Herrn von Bibra vor der Wiedereinführung des Visums auf dem österreichischen Pass gehabt habe, sowie auf die aus den gleichen Gründen erfolgte Einstellung der Schweiz zur Konferenz in Evian und zu dem Londoner Komitee. Sodann gebe ich ihm zu bedenken, dass eine grosse Zahl auf diese Weise regellos nach der Schweiz abgeschobener Flüchtlinge zweifellos in den Kreisen der schweizerischen Bevölkerung, die mit ihnen in Fühlung kommen, eine Stimmung schaffen könnten, die dem guten Verhältnis zu Deutschland Schaden bringen müsste. Auch erkläre ich ihm, dass die Schweiz ja Deutschland eine Reihe von Juden abnehme, denen sie die Einreise zum vorübergehenden Aufenthalt, d. h. bis zur endgültigen Erledigung der Formalitäten für die definitive Auswanderung, bewillige. Es handle sich um österreichische Juden, die verwandschaftliche, geschäftliche oder freundschaftliche Beziehungen zu in der Schweiz wohnhaften Personen haben, welche sie vorübergehend aufzunehmen bereit sind. Diese Leute werden aber sorgfältig ausgewählt, von ihnen wird auch verlangt, dass sie sich in der Schweiz ruhig verhalten und keinen Unfrieden stiften.

Ich habe den Eindruck, Herr Minister Köcher habe die Lage verstanden. Er hat sich bereit erklärt, sofort nach Berlin zu schreiben und den Versuch zu machen, wenigstens die Überstellung durch die Behörden abzustellen. Er erklärte allerdings, es sei sehr fraglich, ob eine Möglichkeit bestehe, Flüchtlinge, die ohne Mitwirkung der deutschen Behörden schwarz nach der Schweiz einreisen wollten, zurückzuhalten. Ich dankte Herrn Minister Köcher für seine Bereitwilligkeit, die Sache an die Hand zu nehmen, und fügte bei, dass das Problem sehr ernst sei.

E 27, Archiv-Nr. 23263/Bd 1

*Le Chef du Service de l'Etat-major général, J. Labhart,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

L 42/5/4. vE/si. Vertraulich
Grenze Schweiz-Liechtenstein

Bern, 4. August 1938

Eine enge Verbundenheit der Schweiz mit dem Fürstentum Liechtenstein liegt im militärischen Interesse. Das Fürstentum Liechtenstein bildet taktisch das Vorfeld der Festung Sargans, mit deren Bau demnächst begonnen werden soll. Welche militärischen Konsequenzen im Kriegsmobilmachungsfalle aus der Tatsache der Zugehörigkeit des Fürstentums Liechtenstein zum schweiz. Zollgebiet zu ziehen sein werden, wird noch zu prüfen sein. Solange ein militärisches Besetzungsrecht für die Schweiz nicht statuiert wird, ist für die Lösung der Grenzschutzaufgaben sehr hindernd, dass die am Rhein, in der südwestlichsten Ecke des Fürstentums gelegene Anhöhe Ellhorn nicht in das System der Grenzsicherung einbezogen werden kann¹. Der Kdt. der Gz.Br.8 hat an einem kürzlich unter Leitung des Kdt. 3.A.K. stattgehabten Rapport den Antrag gestellt, die Abtretung des in Frage stehenden, ca. 1 km² betragenden Gebietes an die Schweiz beförderlichst in die Wege zu leiten. Dabei wurde die Auffassung zur Diskussion gestellt, dass ein privatrechtliches Kaufgeschäft mit Einverleibung des Gebietes in die Gemeinde Fläsch genügen würde. Das ist nun zweifellos irrtümlich. Ohne Staatsvertrag lässt sich die Sache nach unserer Beurteilung der Dinge nicht machen. Die Frage ist also die, ob der Bundesrat die dahinzielenden erforderlichen Schritte tun will. Der Besitz des Ellhorns wäre auch für den Einbezug in die Grenzbefestigung erwünscht.

1. *Le 1^{er} avril 1938 déjà, G. Motta avait fait savoir à ce sujet au Chef du Département militaire, R. Minger:* Wie Sie den Ausführungen der Landestopographie entnehmen werden, ist die Landesgrenze mit Liechtenstein im Rhein festgelegt durch den Vertrag vom 31. August 1847; sie liegt in der Mitte zwischen den beiderseitigen Wuhrkronen. Eine Vermarkung (Rückmarken und Grenzzeichen auf den Rheinbrücken) ist indessen nicht vorhanden. Es fehlen auch (mit Ausnahme des Sarganserwuhres) genaue Aufnahmen dieser Strecke. Die Landesgrenze Graubünden-Liechtenstein auf der Strecke vom Rhein bis St. Katharinabrunn ist ebenfalls vertraglich festgelegt. Die vier bestehenden Grenzmarken sollen aber für die dortigen unübersichtlichen topographischen Verhältnisse nicht genügen. Für die Grenzstrecke von St. Katharinabrunn bis zum Nafkopf endlich liegen gar keine zwischenstaatlichen Dokumente vor. Die Grenzmarkierung fehlt dementsprechend auf diesem Abschnitt ganz.

Es will uns scheinen, dass unter diesen Umständen, und ganz besonders auch im Hinblick auf die Ereignisse in Österreich, eine Revision unserer Landesgrenze mit Liechtenstein nicht zu umgehen sein wird. Sofern Sie, sowie auch die beteiligten Kantone St. Gallen und Graubünden, die wir ebenfalls zur Äusserung einladen werden, damit einverstanden sind, werden wir der liechtensteinischen Regierung die Aufnahme von entsprechenden Verhandlungen vorschlagen. Wir werden dabei darauf hinweisen können, dass erst kürzlich die Grenze Schweiz-Österreich einer Revision unterzogen worden ist und dass wir gegenwärtig auch in Verhandlungen zur Bereinigung der Landesgrenze mit Italien, Frankreich und Deutschland stehen.

Wir beantragen Ihnen, das eidg. Politische Departement um Stellungnahme zu ersuchen, eventuell sind wir bereit, die Sache mit dem Politischen Departement konferenziell zu behandeln².

2. *Cette conférence a eu lieu le 28 décembre 1938; cf. E 27, Archiv-Nr. 23263/Bd. 5.*

356

E 2001 (D) 1/35

*Le Représentant du Conseil fédéral à Burgos, E. Broye,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

Manuscrite

L N° 16

San Sebastian, 9 août 1938

Pour faire suite à ma lettre N° 9 du 19 Juillet cotée 0 14/II¹ à laquelle était jointe une liste de prisonniers de guerre suisses, détenus à Burgos, j'ai l'honneur de vous donner connaissance de l'extrait d'une lettre, reçue ce jour, de M. de Pourtalès, délégué du C.I.C.R. Ce dernier envisage la possibilité de la libération de ces citoyens suisses par la voie d'un acte du prince comportant leur manumission sur place, respectivement à la frontière française. Simultanément, un nombre égal de prisonniers étrangers (italiens) seraient libérés par les Gouvernements, d'où nécessité de négocier avec ceux-ci et avec l'Ambassade d'Italie.

Contrairement à ce que M. d'Ammann m'avait affirmé, M. de Pourtalès déclare que le C.I.C.R. est capable de réaliser et d'exécuter par ses seuls moyens cet échange sans l'intervention des Gouvernements, dont les prisonniers sont les protégés. Il n'en admet pas moins que, peut-être, la Confédération préférera mener elle-même les négociations nécessaires – ce en quoi il se trompe, je pense – et c'est pourquoi il m'écrit ce qui suit: «Le C.I.C.R. se chargera avec plaisir de la réalisation pratique de cet échange, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises dans le cas de prisonniers allemands ou italiens détenus à Barcelone contre des prisonniers russes incarcérés chez les Nationaux.

Les négociations préliminaires en vue de ces échanges ont été menées jusqu'ici par l'intermédiaire du C.I.C.R. et de ses délégués dans les deux Zones de l'Espagne. Toutefois, dans le cas particulier, le Gouvernement de la Confédération étant représenté aussi bien à Burgos qu'à Barcelone, il préférera peut-être mener lui-même, par ses organes diplomatiques, les négociations en vue de l'établissement des listes de prisonniers à échanger quitte à charger le C.I.C.R.

1. *Non reproduite.*

de la réalisation pratique de l'échange, c'est-à-dire de grouper les prisonniers et de les conduire aux frontières françaises de Hendaye et de Cerbère.»

En vous donnant connaissance de cette suggestion de M. de Pourtalès, je ne suppose pas que vous voudrez y donner suite, tant que cela ne paraîtra pas, le cas échéant, nécessaire ni même utile, c'est-à-dire tant qu'il n'aura pas lui-même échoué dans des négociations qui s'annoncent longues et ardues et d'autant plus que ces prisonniers seront arrêtés et poursuivis en Suisse, bien qu'ils aient consenti par écrit à leur rapatriement. Vous m'obligeriez néanmoins en m'indiquant dans quel sens je dois répondre à la louable initiative du Délégué de la Croix Rouge de Genève.

357

E 4300 (B) 1969/78/1

*Le Chef de la Division de Police
du Département de Justice et de Police, H. Rothmund,
au Président de la Confédération, J. Baumann*

*Copie
L*

Bern, 10. August 1938

In seiner Sitzung vom 28. März 1938¹ hat der Bundesrat auf Antrag unseres Departements beschlossen, für die Einreise von Inhabern österreichischer Reisepässe werde das konsularische Visum wieder eingeführt. In Ziffer 5 seines Beschlusses verfügte er, die von unserem Departement zu erlassenden Weisungen sollten die Zuständigkeit für die Erteilung des Visums derart regeln, dass der normale Verkehr von Deutsch-Österreichern nach der Schweiz möglichst wenig behindert werde. Ferner verfügte er in Ziffer 7, unser Departement prüfe im Einvernehmen mit dem Politischen Departement die Massnahmen, die zu ergreifen seien auf den Zeitpunkt des Ersatzes des österreichischen Passes durch den deutschen, und stelle dem Bundesrat rechtzeitig Antrag. Unser Departement hat am 29. März 1938 ein Kreisschreiben² an die Schweizerischen Gesandtschaften und Konsulate und an die Polizeidirektionen der Kantone gerichtet, mit dem es ihnen die Instruktionen im Sinne des Bundesratsbeschlusses erteilte. Die Behörden im Ausland und im Inland wurden insbesondere aufgefordert, grösste Vorsicht walten zu lassen bei der Erteilung von Bewilligungen. Nachdem uns bekannt geworden war, dass vor der Wiedereinführung des Visums auf den österreichischen Pässen eine grosse Zahl von Flüchtlingen aus Deutsch-Österreich eingereist war (3–4000), erliess unser Departement ein neues Kreisschreiben³ an die Polizeidirektionen der Kan-

1. Cf. N° 249.

2. *Circulaire N° 207*, cf. E. 2001 (D) 2/115.

3. *Sans doute la Circulaire N° 210*, du 8 avril 1938, cf. E. 2001 (D) 2/115.

tone, in dem es sie aufforderte, für die möglichst rasche Weiterreise dieser Ausländer besorgt zu sein.

Zunächst, in den Monaten April und Mai, war die Zahl derer, denen durch die deutschen Behörden in Wien Pässe ausgestellt wurden, noch verhältnismässig gering. Im Laufe des Monats Juni haben wir durch Emigranten erfahren und durch unser Generalkonsulat in Wien bestätigt erhalten, dass in den Pässen regelmässig ein Ausreisevermerk und eine Rückreisegarantie eingestempelt sind, dass aber der Inhaber des Passes, sofern er missliebig ist, also alle Juden, eine Erklärung unterschreiben muss, worin er sich verpflichtet, sich nie mehr auf deutschem Boden zu zeigen. Für den Widerhandlungsfall wird mit dem Konzentrationslager oder mit andern Strafen gedroht. Ich habe am 22. Juni, anlässlich eines Mittagessens, Herrn Legationsrat von Bibra von der Deutschen Gesandtschaft auf das Unkorrekte eines solchen Vorgehens aufmerksam gemacht.

Im Laufe des Monats Juli begannen die Einreisen von Flüchtlingen aus Deutsch-Österreich ohne das vorgeschriebene Visum, vielfach auch ohne Pass, zwischen den Grenzposten. Zunächst wurden Fälle gemeldet aus Graubünden von Flüchtlingen, die über die Berge und die Pässe auf Schweizergebiet herübergekommen waren. Dann erfolgten die Eintritte über das schwer übersehbare Liechtensteinisch-deutsche Grenzgebiet, das bekanntlich vom schweizerischen Zoll überwacht wird. Auch rheinabwärts im Rheintal wurden Fälle festgestellt, sodann in Kreuzlingen, Diessenhofen, im Kanton Schaffhausen bei Ramsen, an anderen Stellen, und endlich in Basel von Lörrach her. Nachdem festgestellt worden war, dass die deutschen Grenzbeamten bei den illegalen Grenzübertritten systematisch mitwirkten, und der deutsche Gesandte am 3. August bei mir eine Besprechung über die Konferenz von Evian nachgesucht hatte, habe ich ihm in Ihrem Einverständnis und nach Fühlungnahme mit Herrn Minister Bonna die Situation auseinandergesetzt. Der Inhalt der Besprechung ist in der beigehefteten Notiz niedergelegt⁴.

Als ich vergangenen Samstag, den 6. August, zur Besprechung der Flüchtlingsfragen auf der kantonalen Polizeidirektion in Zürich weilte, wurde mir dort mitgeteilt, es schienen weitere Flüchtlinge über die Ostgrenze hereinzukommen. Ich fragte den Grenzpolizeichef in Buchs, Wachtmeister Gabathuler, telephonisch an und erfuhr folgendes: Juden aus Wien mit einer Fahrkarte bis Bregenz würden in Feldkirch gezwungen, ein Bahnbillett bis Buchs zu lösen, und nach dort auf die Bahn gesetzt. Deshalb sei der Wachtmeister am Freitag, den 5. August, zum stellvertretenden Chef der deutschen Passkontrolle in Feldkirch gefahren und hätte ihm Vorhalte gemacht. Er sei aber ausgelacht worden. Ich forderte ihn auf, am Samstag Nachmittag nochmals hinzufahren und zu sagen, er habe Auftrag aus Bern, zu verlangen, dass das Vorgehen abgestellt werde. Gleichzeitig telephonierte ich Herrn von Bibra nach Bern, beschwerte mich über das Verhalten der Passkontrolle in Feldkirch und erklärte ihm, wenn Wachtmeister Gabathuler am Samstag Abend mit dem gleichen Bericht zurückkehre, den er am Freitag gebracht habe, so würde ich dafür sorgen, dass die Grenze gesperrt werde. Herr von Bibra verstand die Berechtigung der

4. *Non reproduite.*

Reklamation und setzte sich, wie er mir am Montag telephonisch bekanntgab, mit Feldkirch in Verbindung. Gabathuler erhielt am Samstag den Bescheid, die Sache werde abgestellt. Nachdem mir der Chef der kantonalen Fremdenpolizei in Basel, Herr Merz, am Freitag, den 5. August, mitgeteilt hatte, eine telephonische Reklamation beim Bezirksamt in Lörrach habe die Erklärung gezeitigt, es würden keine Grenzpassierscheine mehr ausgestellt an Flüchtlinge aus Deutsch-Österreich, solche würden überhaupt nicht mehr in die Schweiz geschickt, sondern nach Wien zurückgewiesen, rief er mich Montag, den 8. August, wieder an und teilte mir mit, Samstag Abend und Sonntag seien wiederum 47 Flüchtlinge auf verbotenem Wege von Lörrach her nach Basel gekommen. Die Grosszahl von ihnen habe erklärt, sie seien durch die Gestapo an die Grenze geführt und hinübergewiesen worden. Am Dienstag erfuhr ich, dass vergangenen Freitag Abend in Kreuzlingen zwei Flüchtlinge eingetroffen seien, denen in Konstanz die Pässe, die Effekten und das Geld abgenommen worden seien. Sie erhielten Grenzpassierscheine mit der unter Drohungen erteilten Weisung, beim Grenzübertritt zu erklären, dass sie im Grenzgebiet wohnhaft seien. Am Dienstag trafen im Rheintal, via Liechtenstein und Diepoldsau, 15, am Mittwoch 2 Flüchtlinge ein.

Nach Fühlungnahme mit Herrn Minister Bonna berichtete ich Ihnen gestern mündlich über den neuen Stand der Angelegenheit, worauf Sie mir die Weisung erteilten, den deutschen Gesandten noch einmal anzurufen, ihn über die neuen Vorfälle aufzuklären und ihm mitzuteilen, Sie hätten mich beauftragt, einen Bericht auszuarbeiten für den Bundesrat, den Sie mit der Sache befassen wollten. Eine Notiz über dieses Telephon liegt bei⁵.

Es dürften sich schätzungsweise ungefähr 1000 illegal in die Schweiz eingereiste Flüchtlinge bei uns aufhalten. Dazu sind bis heute täglich neue gekommen. Die Weiterreise nach dem Westen ist nur in kleinen Gruppen und in Einzelfällen möglich. Wenn die illegale Einreise aus Deutschland nicht gestoppt werden kann, kommen wir in eine Situation, der wir nicht mehr gewachsen sind. Wir haben zwar heute in Ihrem Einverständnis ein Kreisschreiben⁶ an die Grenzpolizeiposten der schweizerisch-deutschen Grenze gerichtet, worin wir sie anweisen, wenigstens die sich direkt bei ihnen meldenden Flüchtlinge zurückzuweisen und der deutschen Passbehörde zu übergeben. Basel hat heute mitgeteilt, sie würden neu Eintreffende mit dem Polizeiwagen nach Lörrach schaffen und sie dort der deutschen Polizei übergeben. Das ist heute mit 4 Personen geschehen, die sich nicht dagegen gewehrt haben und von der deutschen Polizei anstandslos abgenommen wurden. Flüchtlinge, die sich gegen die Überstellung wehren unter der Vorgabe, dass sie vor der Ausreise mit scharfen Strafen, besonders mit dem Konzentrationslager, bedroht worden seien für den Fall, dass sie wieder auf deutschem Boden befunden würden, wurden bis heute keine nach Deutschland überstellt. Wo in einzelnen Fällen eine solche Absicht bestand, habe ich bei der in Frage kommenden kantonalen Instanz interveniert und die Überstellung verhindert. Deutschland ist wohl nach dem Niederlassungsvertrag uns gegenüber verpflichtet, seine Angehörigen wieder zurück-

5. *Non reproduite.*

6. Cf. E 2001 (D) 2/115.

zunehmen. Nach allem, was mir aber bis jetzt über die unmenschliche, ausgeklügelt grausame Behandlung der Juden in Deutsch-Österreich zu Ohren gekommen ist, glaube ich es nicht verantworten zu können, die Flüchtlinge ihren Peinigern wieder auszuliefern. Herr Prodollet, der vom Politischen Departement auf den 1. April nach Bregenz delegiert wurde, um an der dortigen Konsularagentur den Passdienst zu besorgen, war am 29. Juli bei mir und hat mir Bericht erstattet. Er hat zahlreiche jüdische Flüchtlinge aus Wien, die bei ihm das Visum nach der Schweiz nachsuchten, sorgfältig und eingehend einvernommen und hat dabei festgestellt, dass die Schikanen, die Verfolgungen, die Strafen und die ausgesuchten Greuelthaten, sowie die Drohungen mit solchen keine Hassmärchen sein können, sondern leider Gottes durchaus den Tatsachen entsprechen. Ich habe mir schon die Überlegung durch den Kopf gehen lassen, ob wir nicht trotzdem die ganzen illegal in die Schweiz eingereisten Flüchtlinge nicht Deutschland wieder übergeben sollten. Sie könnten wohl nicht alle in Gefängnisse und Konzentrationslager gesteckt oder hingemacht werden; Deutschland würde vielleicht dadurch gezwungen werden, einzusehen, dass es sie leben lassen und behalten muss, bis eine legale Auswanderung, zusammen mit dem Londoner Komitee, möglich sein würde. Wir können aber dies Wagnis nicht unternehmen, weil wir uns sonst teilhaftig machen würden an der Schande, die über das ganze deutsche Volk kommt. Auch würde ein solches Vorgehen in allen zivilisierten Ländern die grösste Entrüstung gegen die Schweiz auslösen. So kann ich mit einem solchen Vorschlag nicht vor Sie hinstreten. Wie Sie weiter unten sehen werden, hilft uns übrigens die schweizerische Judenschaft unter grossen Opfern, der Lage Herr zu werden. Aber Eines ist sicher: Wir können nicht noch mehr illegale Zureisen zulassen. Es kann auch niemand von uns verlangen, dass wir mehr tun, als in unserem Vermögen steht.

Was können wir tun, um weitere Zureisen zu verhindern? Unsere Grenze ist so schwer zu bewachen, dass selbst eine zahlenmässig sehr erhebliche Verstärkung unseres Grenzwachtkorps zahlreiche illegale Einreisen nicht verhüten könnte. Zudem kostet ein Grenzwachbeamter 5000 Franken im Jahr. Es bleibt uns deshalb nur eines: Wir müssen Deutschland um jeden Preis dazu bringen, dass es die illegale Ausreise vollständig abstoppt. Die deutsche Regierung kann es, wenn sie will. Tut sie es nicht, so ist dies ein ausgesprochen unfreundlicher Akt gegenüber der Schweiz, um nicht mehr zu sagen. Ich hoffe, die sicherlich vom deutschen Gesandten in Berlin energisch unternommenen Schritte werden zum Ziele führen. Ich glaube aber doch, dass es nötig ist, dass sich der Bundesrat mit der Frage befasst und seinerseits noch einen Schritt unternehmen lässt bei der deutschen Regierung.

Sollte alles nichts nützen, so bleibt uns meines Erachtens nichts anderes übrig, als Unfreundlichkeit mit Unfreundlichkeit zu beantworten. Ich bin mir durchaus bewusst, dass wir jeden Anlass vermeiden sollten, um im Verkehr mit Deutschland neue Spannungen zu schaffen. Die Polizeiabteilung hat denn auch, inklusive die Fremdenpolizei, in allen ihren Geschäften, die sie mit Deutschland in Berührung führen und die oft recht heikel sind, bisher in gutem Einvernehmen gearbeitet. Hier stehen wir aber vor der Verletzung grosser schweizerischer Interessen durch bewusste, gegen diese gerichtete Handlungen deutscher Beamter. Wir *müssen* deshalb meines Erachtens alle Schritte unter-

nehmen, die geeignet sind, diese Verletzungen ein für allemal abzustellen. Direkte Gegenmassnahmen stehen uns nicht zur Verfügung, wenn wir uns nicht mit Recht der selben Unmenschlichkeit zeihen lassen wollen wie wir das, zusammen mit allen andern zivilisierten Ländern, Deutschland gegenüber leider tun müssen.

Als Erstes könnten wir den kleinen Grenzverkehr stoppen, dies aber nur soweit, als nicht schweizerische Interessen dadurch verletzt werden. Deutsche Arbeiter, die in schweizerischen Fabriken arbeiten, können wir nicht an der Einreise verhindern. Auch müssten wir zuerst prüfen, wieviele Schweizer geschädigt würden, wenn sie nicht mehr im kleinen Grenzverkehr nach Deutschland reisen könnten. Ein anderes Mittel wäre die Verweigerung der Erteilung von Einreisevisa an Deutsch-Österreicher, die nicht Flüchtlinge sind. Wie ich von unserem Generalkonsul in Wien, Herrn Legationsrat von Burg, gestern erfahren habe, werden aber vom 15. August an Nichtflüchtlinge in Deutsch-Österreich deutsche Passformulare ausgestellt, über die Frage, ob dies auch Flüchtlingen, d. h. Juden gegenüber der Fall sein wird, werde noch heftig diskutiert; der Entscheid sei in einigen Tagen zu erwarten. Herr von Burg wird ihn sofort telephonisch übermitteln. Der Inhaber des deutschen Reisepasses benötigt aber kein Visum zur Einreise in die Schweiz. Sollten den Flüchtlingen keine deutschen Pässe ausgestellt werden, sondern weiterhin österreichische Passformulare oder ein besonderes Papier, so hätten wir visumstechnisch keine Veranlassung, das Visum auch auf den deutschen Pass einzuführen. Wenn aber auch den Flüchtlingen der deutsche Reisepass ausgestellt wird, so müssen wir ganz allgemein für Reisende mit diesem Pass das Visum wieder einführen, genau wie der Bundesrat für den österreichischen Pass es am 28. März dieses Jahres beschlossen hat. Diese Frage wird sich in einigen Tagen entscheiden. Verhütet könnte dies nur werden, wenn sich Deutschland verpflichten würde, Emigranten keinen Pass zur Ausreise nach der Schweiz zu erteilen, ohne sich vorher vergewissert zu haben, dass sie mit unserer Zustimmung bei uns aufgenommen werden können, und wenn diese Verpflichtung so weit gehen würde, dass illegale Ausreisen von Deutschland nach der Schweiz durch die deutschen Behörden verhütet würden. Wir können aber nicht in langdauernde Verhandlungen eintreten, sondern müssten Deutschland vor das Entweder-Oder stellen. Nachdem ich heute die Meldung aus Basel erhalten habe, dass drei Emigranten aus Wien via Köln, wo sie deutsche Pässe mit dem gegenwärtigen Wohnsitz Köln erhalten haben, mittellos nach Basel eingereist sind, ist kaum zu hoffen, dass Deutschland gutwillig die Emigranten abhalten wird vor der Ausreise nach der Schweiz. Wir werden kaum um die Wiedereinführung des Passvisums auf dem deutschen Reisepass herumkommen. Diese Massnahme hätte allerdings zur Folge, dass die Passtellen aller Konsulate in Deutschland mit Personal bedeutend verstärkt werden müssten, was sich aber durch Gebühren bezahlt machen lassen würde. Eine viel schwerwiegendere Folge wäre eine weitere Belastung der eidgenössischen und der kantonalen Fremdenpolizeibehörden, die ihre eigentliche Aufgabe stören müsste. Die eidgenössische Fremdenpolizei ist durch die Emigranten heute schon am Höhepunkt ihrer Leistungsfähigkeit angelangt. Sie müsste voraussichtlich mit Personal verstärkt werden, was wegen Platzmangels, aber auch wegen der Schwierigkeit der Einarbeitung

neuer Beamter recht unerfreulich wäre. Wenn es sein muss, werden aber auch diese Schwierigkeiten überwunden.

Ich hole noch nach, dass ich am Montag, den 8. August, Herrn Minister Frölicher anlässlich seines vorübergehenden Aufenthaltes in Bern orientiert habe. Auf Wunsch von Herrn Minister Bonna habe ich ihn heute noch angerufen, um ihn über mein gestriges Telephon mit dem deutschen Gesandten zu orientieren und ihn zu ersuchen, in Berlin einen gleichlautenden Schritt zu unternehmen. Herr Frölicher hatte auf heute Abend eine Besprechung mit dem Unterstaatssekretär anberaunt und wird diese Gelegenheit benützen, um die uns interessierende Frage zur Sprache zu bringen.

Zum Schluss noch ein Wort über die Behandlung der illegalen Flüchtlinge aus Deutsch-Österreich in der Schweiz und die Praxis der Fremdenpolizei gegenüber Einreisegesuchen dieser Ausländer.

Seit 1933 stehe ich in Verbindung mit dem Präsidenten des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes, heute Herr Saly Mayer aus St. Gallen, und mit dem Präsidenten des Verbandes schweizerischer israelitischer Armenpflegen, Herrn Silvain Guggenheim in Zürich, der die offizielle jüdische Flüchtlingsstelle leitet. Die schweizerische Judenschaft hat sich seit 1933 ihrer verfolgten Religionsgenossen angenommen, hat sie unterstützt und zusammen mit der Fremdenpolizei für ihre Weiterreise gesorgt. Die genannten Stellen sorgen heute auch für die illegalen Flüchtlinge, für deren Unterkunft sie voll aufkommen und deren legale Weiterreise sie soweit wie möglich fördern. So ist es ihnen gelungen, mit französischen jüdischen Verbänden eine Abmachung zu treffen, wonach sie jeden Tag 4–6 österreichische Flüchtlinge legal von Basel nach St-Louis bringen können, von wo aus in Frankreich für sie gesorgt wird. Es wird versucht werden müssen, durch diese schweizerischen Verbände die Ausreise ihrer Schützlinge in grösserer Zahl mit möglichster Beschleunigung zu erreichen, wenn irgend möglich in andere europäische Transitländer, von wo sie ihre definitive Auswanderung vorbereiten und abwarten können. Wir haben alles Interesse, diese Bestrebungen zu unterstützen und sollten deshalb unter Darlegung des Sachverhalts mit dem Londoner Komitee in Fühlung treten. Nach der bisherigen Einstellung Deutschlands der Schweiz gegenüber besteht meines Erachtens kein Grund mehr, von diesem Komitee Distanz zu wahren. Die Schweizerische Zentralstelle für Flüchtlingshilfe befasst sich ebenfalls mit den Flüchtlingen aus Österreich. Sie wurde letzten Samstag neu konstituiert mit dem Polizeidirektor des Kantons Zürich, Herrn Regierungsrat Dr. Briner, als Präsident.

Wie mit Ihnen bereits besprochen, sollen nächste Woche die Polizeidirektionen der Kantone zu einer Konferenz nach Bern einberufen werden zur Besprechung aller Fragen über die Behandlung der Flüchtlinge. Es wird wohl nötig sein, die Flüchtlinge auf verschiedene Kantone zu verteilen, überall dahin, wo jüdische Gemeinden existieren, die sich ihrer annehmen, für Ordnung sorgen und der Fremdenpolizei gegenüber die Verantwortung übernehmen können. Die Jüdischen Organisationen sind bereit, auch diese Aufgabe zu übernehmen. Die Beschaffung der Geldmittel für den ganzen Aufenthalt und

die Weiterreise der Flüchtlinge bereitet ihnen übrigens die geringere Sorge als die Frage, was mit den Leuten angefangen werden kann, solange sie in der Schweiz sind. Auch über diesen Punkt werden wir mit den Kantonen sprechen müssen. Selbstverständlich ist bei der Behandlung des ganzen Flüchtlingsproblems durch die Fremdenpolizei oberster Grundsatz, dass der Aufenthalt ausnahmslos nur ein vorübergehender sein darf und dass der Arbeitsmarkt weder indirekt noch direkt belastet wird.

Wir sind noch von einer anderen Seite bedroht: In Italien sollen sich nach einer Meldung unseres Gesandten in Rom neben 30 000 deutschen noch etwa 30 000 Flüchtlinge aus Österreich aufhalten. Die Zahlen dürften wohl zu hoch gegriffen sein, sie werden aber hoch genug sein, um eine Gefahr für uns darzustellen, wenn Italien die Leute etwa zu sofortiger Ausreise veranlassen wollte. Die Konsulate in Italien sind angewiesen, auf österreichischen Pässen keine Visa ohne Weisung von Bern im Einzelfall zu erteilen. Mit beiliegendem Kreis Schreiben vom 6. August⁷ haben die Grenzpolizeiposten an der schweizerisch-italienischen Grenze die Weisung erhalten, keine österreichischen Flüchtlinge ohne Visa durchzulassen.

Ich zweifle nicht daran, dass wir im Einvernehmen mit der privaten jüdischen Hilfe, mit den kantonalen Fremdenpolizeibehörden und mit dem Londoner Komitee die heute in der Schweiz weilenden legalen und besonders die illegalen Flüchtlinge ohne Schaden für unser Land auf humane Weise behandeln und legal weiterbringen können. Sollte aber der Zustrom der Illegalen weiter dauern, so sehe ich keine Möglichkeit einer ordnungsmässigen Abwicklung vor mir. Die Folge wird sein, dass Zurückschiebungen, illegale Weiter-schiebungen, scharfe polizeiliche Massnahmen gegen unkontrollierte und unkontrollierbare Elemente eingreifen müssen, dass die öffentliche Meinung der Schweiz Deutschland, die schweizerischen Behörden und die Juden angreift, dass ein unwürdiger Antisemitismus in unserem Lande sich von den Fronten auf die vernünftige Bevölkerung ausdehnt, und dass wir nicht nur mit Deutschland schwere Unstimmigkeiten haben werden, sondern dass auch gefährliche Kritiken aus den zivilisierten anderen Ländern über uns herfallen werden. Es ist deshalb allerhöchste Zeit, dass Deutschland zur Vernunft gebracht wird und die illegale Zureise von Emigranten ein- für allemal verhindert.

7. Cf. E 2001 (D) 2/115.

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

Copie

L OE

Bern, 11. August 1938

Wir beehren uns Bezug zu nehmen auf Ihre Briefe vom 13. und 14. Juli¹ betreffend ein unlängst erlassenes Reichsgesetz zur Änderung der Gewerbeordnung, wonach Juden und jüdischen Unternehmungen die gewerbsmässige Ausübung des Bewachungsgewerbes, der Auskunftserteilung, des Grundstückhandels, der Vermittlung von Immobilienverträgen und Darlehen, der Haus- und Grundstücksverwaltung, der Heiratsvermittlung zwischen Nichtjuden und der Fremdenführung untersagt wird. Nach dem gleichen Gesetze werden ferner Juden von der Erteilung von Wandergewerbescheinen, Legitimationskarten für Handelsreisende und Stadthausierscheinen ausgeschlossen.

Sie werfen aus diesem Anlass die Frage auf, wie wir uns zu diesem Gesetz zu verhalten hätten, was dessen Anwendung auf schweizerische Staatsangehörige anbelangt. Wiewohl Sie sich hinsichtlich des Erfolges eines Schrittes Ihrer Gesandtschaft zu dem Zwecke, eine Befreiung schweizerischer Staatsangehöriger von diesen Vorschriften zu erwirken, keine Illusionen machen, fragen Sie sich dennoch, ob es nicht angezeigt wäre, zur Wahrung unseres grundsätzlichen Standpunktes anlässlich eines praktischen Falles trotzdem vorstellig zu werden und zum mindesten gegen die Anwendung der Vorschriften auf Schweizerbürger Protest einzulegen.

Angesichts des Umstandes, dass der zuständige Sachbearbeiter im Auswärtigen Amt, Herr Geheimrat Hinrichs, Ihnen bereits zu verstehen gab, dass die deutsche Regierung nicht in der Lage sei, von ihrer Auslegung der Gleichbehandlungsklausel abzuweichen, man jedoch bereit sei, in Einzelfällen Entgegenkommen zu zeigen, schien es uns vom praktischen Gesichtspunkte aus wenig angezeigt, in dieser Angelegenheit unbedingt auf unserm prinzipiellen Standpunkt bestehen zu wollen. Vielmehr dürfte es das Beste sein, wenn Sie in den, wie wir hoffen, nicht zahlreichen Fällen, die Ihnen unterbreitet würden, sich jeweils zugunsten derjenigen unserer jüdischen Landsleute verwenden würden, die Sie Ihrer Unterstützung für würdig erachteten.

1. *Non reproduites.*

E 2300 London, Archiv-Nr. 32

*Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 34. L'aspect européen

Londres, 12 août 1938

Sir Robert Vansittart occupe au Foreign Office, comme vous le savez, depuis le départ de Mr. Eden, un poste qui n'a pas existé jusque-là et qui a été spécialement créé pour lui, celui de Conseiller-expert pour questions politiques – ou comme on voudra l'appeler. Sir Robert fut remplacé alors par Sir Alexandre Cadogan qui lui a succédé en qualité de Sous-Secrétaire permanent aux Affaires Etrangères.

Vansittart est, ainsi, en dehors du corps régulier des fonctionnaires. Il ne remplace, en cas d'absence, ni le Secrétaire d'Etat, ni le Sous-Secrétaire permanent. Il a son bureau et son personnel à lui et étudie les questions qui lui sont confiées par Lord Halifax ou le Premier Ministre, ou par le Cabinet à la demande de l'un des Ministres de la Couronne.

On a prétendu à un certain moment qu'il était mis à l'écart et que son influence s'évanouissait. Je ne le crois pas.

Il reçoit les Ambassadeurs et Ministres quand ils désirent le voir et discute avec eux les questions qui les intéressent. Mais il ne s'occupe pas de la routine ni de la correspondance qui est la forme matérielle des affaires. Il ne signe pas de notes.

Il habite actuellement sa propriété à vingt milles de Londres et, vu les soucis internationaux du moment, il vient au moins trois fois par semaine travailler en ville.

J'ai profité de sa présence à Londres pour aller le voir. Il me semblait utile d'avoir son opinion quant à la situation et aux probabilités pour un avenir prochain et plus distant.

Vous n'êtes pas sans savoir que Sir Robert est un homme à vues très définies. Son orientation politique date des années de sa jeunesse et n'a jamais changé. De mère française, il possède autant la culture française que celle de son propre pays. Il n'a jamais eu de sympathie pour l'Allemagne, ni pour ceux qui lui paraissent subir l'influence germanique. Bien que Lady Vansittart et Lady Phipps, qui sont deux sœurs, soient à ce qu'on dit brouillées, cela n'empêche pas que les deux beaux-frères voient d'un même œil en politique.

Je lui ai dit ceci:

Mon contact avec les fonctionnaires supérieurs du Foreign Office ne me laisse pas de doute sur l'attitude officielle. On ne veut pas encourager le pessimisme. On se base vis-à-vis du public sur les faits purement matériels et on

1. *Remarques manuscrites de Motta en tête du document*: Très intéressant. Très confidentiel. En circulation. 15.8.38. M.

n'entre pas en matière quant aux impressions – qui varient nécessairement –, quant à la possibilité de chocs imprévus qui pourraient nous surprendre par le revirement subit d'une Chancellerie quelconque, quant aux problèmes de bonne foi, etc. Cependant, tout en admettant que les faits comptent en première ligne, l'impression produite par les développements et leur évolution probable n'est qu'à peine moins importante. Le Foreign Office doit avoir son idée arrêtée à ce sujet. Quelle est cette idée? – En ce qui me concerne, je vois dans l'état d'esprit et d'activité en Europe, une force qui fatalement, si cela continue ainsi, doit nous conduire à la guerre – pas cette année encore, ni peut-être la prochaine, mais par exemple en 1940. Je sais que beaucoup d'Anglais pensent comme moi (voir mon rapport d'hier), etc.

Voici en résumé ce que je retiens des paroles de mon interlocuteur:

Franchement parler, la situation est mauvaise. Elle l'est d'autant plus qu'il n'est pas plus facile aujourd'hui qu'il y a six mois de savoir quelles sont les vraies intentions de ceux qui ne sont pas contents, en première ligne l'Allemagne.

Le point brûlant du moment est naturellement la Tchécoslovaquie. L'Allemagne désire-t-elle un arrangement pacifique ou non? C'est une question à laquelle il n'est pas possible de répondre en ce moment-ci. On verra plus clair dans deux ou trois semaines. Cela dépend des prétentions de Berlin; si elles dépassent les exigences qui peuvent raisonnablement être faites valoir à l'égard d'un Etat indépendant et affectent les nécessités d'existence de celui-ci, nous verrons en face d'une crise dangereuse très prochainement.

L'attitude de Berlin (les Sudètes eux-mêmes peuvent être laissés de côté en fait de facteur politique) ne semble pas faite pour nous rassurer beaucoup. Au contraire, depuis quelque temps on a l'air de pousser, dans le parti au moins, vers un conflit. On se fatigue à Londres et à Paris de la provocation de certains orateurs nazistes. La récente campagne violente contre Prague a fait une impression lugubre.

La «mission» Runciman a déplu à Berlin, cela devient évident. On y voit une entreprise uniquement au profit des Tchèques. Il fallait l'accepter parce qu'elle venait de Londres, et tandis qu'au début on faisait à peu près bonne mine à mauvais jeu, on parle maintenant plus franchement. Ceci n'est pas un bon signe.

Le caractère de la «mission» ne joue pas un grand rôle. Mais de fait, Lord Runciman n'est en mission ni officielle ni officieuse, mais personnelle. Il n'a à demander des instructions ou conseils à personne. Il reste juge de sa tâche. Ashton-Gwatkin et Stopford lui sont attachés et sont en même temps détachés de leur office. Jusqu'au jour de notre conversation, il n'y a eu aucune correspondance de Lord Runciman. Il fera un jour un rapport, mais il sera libre de le faire quand et comme il voudra.

Malgré cette formule, il est compréhensible qu'on le considère comme un envoyé des Puissances qui sont politiquement plus près de Prague que de Berlin. Le fait indiscutable est toutefois qu'il considère comme son devoir d'aider aux deux partis et d'être strictement impartial. Ceux qui connaissent Lord Runciman savent qu'il ne sera qu'impartial et juste.

«Vous dites, continua Sir Robert, que vous voyez, faute de changement de

mentalité, etc. une catastrophe pour, disons 1940. Vous êtes plus optimiste que moi.»

Selon lui, cela dépend, ainsi que je le dis plus haut, de l'attitude allemande dans le problème sudète. Il ne lui semble pas impossible du tout que les affaires se gâtent sérieusement cet automne déjà. Il y a toute une série de circonstances qui donnent à réfléchir, telles que l'activité fiévreuse dans et autour des nouvelles fortifications du Rhin et la poussée des armements plus forte en Allemagne qu'ailleurs, n'importe où. Puis, un détail: la mobilisation des services sanitaires afin que ces organisations prennent part au complet aux manœuvres – ce qui ne semble pas normal. (De quelles organisations s'agirait-il là et cette information est-elle exacte?) –.

Bref, ayant cherché à me faire une idée de la façon de voir dans les hauts milieux politiques, j'ai rapporté de mon entretien la certitude que Sir Robert est franchement inquiet, non pas au sujet des possibilités qu'il entrevoit pour les années à venir, mais au sujet de l'avenir immédiat. Cela ne veut pas dire qu'il exclut, en fin de compte, un arrangement, mais je suis tenté de croire qu'il estime les chances égales, tout au plus! Ce qui est certain, c'est que selon lui, l'issue dépendra entièrement, ou disons: presque entièrement, de la bonne ou de la mauvaise volonté de Berlin.

J'ai cru deviner encore une autre pensée digne d'être notée. Même si l'on arrive à un accord, M. Hitler ne devra-t-il pas céder sur des points qu'il avait déclarés indiscutables? Dans ce cas, l'arrangement se présentera une fois de plus pour lui comme un échec. De pareils résultats créent le désir de la revanche. On peut donc tourner la chose dans n'importe quel sens, on n'y trouve malheureusement nulle part un facteur qui, d'une façon durable, contribuerait à l'apaisement européen.

360

E 2001 (D) 2/114

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

Copie

L

Berlin, 13. August 1938

Bezugnehmend auf Ihr Telegramm vom 12. dieses Monats¹ betreffend die unerwünschte Einwanderung österreichischer Emigranten beehre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass ich nicht verfehlt habe, Ihren Weisungen entsprechend im Auswärtigen Amte vorstellig zu werden.

1. Ce télégramme, rédigé par Rothmund, qui l'avait remis à la Division des Affaires étrangères à l'intention de la Légation de Suisse à Berlin, avait la teneur suivante: Bekannt gebet Auswärtigem Amte neue Fälle Emigranten. Acht Emigranten aus Wien mit österreichischen Pässen illegal

Was den Fall der acht Personen aus Wien anbelangt, so versicherte mir der zuständige Referent, Geheimrat Rödiger, dass er selbst bereits mit den innern Stellen wegen unzulässiger Ausstellung von Grenzpassierscheinen in Verbindung getreten sei. Er gab ohne weiteres zu, dass derartige Massnahmen nicht vorkommen dürften. Sollten sich trotz der Verwendung des Auswärtigen Amtes erneut ähnliche Vorfälle ergeben, so bitte ich um sofortige Verständigung.

Bei meiner Vorsprache hob ich überdies hervor, dass unbedingt eine Regelung getroffen werden müsse, die es der Schweiz ermögliche, einreisende Emigranten zu kontrollieren und zu sieben. Selbst eine ausdrückliche Zusicherung deutscher Stellen, dass die Betreffenden jederzeit wieder vom Reich aufgenommen würden, könne nicht als genügend angesehen werden. Dies erwähnte ich, weil Geheimrat Rödiger eine solche Lösung antönte. Eine besondere Bezeichnung der Pässe von nichtarischen deutschen Staatsangehörigen scheint man hier nicht durchführen zu wollen, da damit den Staaten, die deren Einreise erschweren wollen, ein Mittel in die Hand gegeben würde. Herr Dr. Kappeler wird Gelegenheit haben, im Laufe der nächsten Woche diese Punkte noch des nähern mit dem Vertreter des Auswärtigen Amtes zu besprechen.

von Lörrach nach Basel gekommen. Von Basler Polizei nach Lörrach zurückgeführt und deutscher Polizei übergeben. Von dieser nach Waldshut gebracht. Dort Grenzpassierscheine mit falscher Angabe Wohnort Grenzgebiet erhalten und wieder in Schweiz geschickt unter Drohung, bei Wiederkommen nach Dachau verbracht zu werden. Mittellose österreichische Emigranten mit deutschen Pässen, ausgestellt in Lörrach, Köln, Trier und Aachen in Schweiz eingetroffen. Eintreffen täglich illegal bis 50 Emigranten. Viele von deutscher Grenzpolizei überstellt. Insistiert auf Abstellung Unregelmässigkeiten und Weisung an alle deutschen Stellen in Wien und an Grenze, dass Emigranten ohne schweizerische Einreisebewilligung von Ausreise nach Schweiz abgehalten werden.

361

E 2001 (D) 4/16

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

Copie
L OT Urgent

Berne, 16 août 1938

Nous avons reçu du Secrétariat de la Société des Nations une brève communication contenant le texte du télégramme par lequel le Gouvernement de Barcelone demande d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée la question de la «protection des populations civiles non combattantes contre les bombardements aériens en cas de guerre».

Vous trouverez sous ce pli un exemplaire du document N° C.265.M.158 que

nous avons reçu; nous y joignons, à toutes fins utiles, un autre document que nous avons reçu en juin du Secrétariat et qui contient une protestation indignée du Gouvernement cubain contre le bombardement des populations civiles.

Il est possible que le Gouvernement de Barcelone développe ultérieurement sa motion dans un document qui sera distribué avant ou pendant l'Assemblée de la Société des Nations; il se peut aussi qu'il préfère se limiter à des interventions verbales à la tribune de l'Assemblée ou devant la Commission à laquelle cette affaire sera, de toute façon, renvoyée.

Nous aurions évidemment toutes raisons de nous montrer réservés à l'égard de toute initiative venant de Barcelone, mais il faut reconnaître qu'en l'espèce, la question posée dépasse en portée celle qu'a peut-être voulu lui donner le Gouvernement espagnol; il s'agit bel et bien d'un problème qui préoccupe toute l'opinion mondiale.

Vous vous souvenez que, l'an dernier, l'Assemblée avait déjà été unanime à flétrir «les bombardements aériens de villes ouvertes par l'aviation japonaise» (résolution du 28 septembre 1937). Cette année, lors de la Conférence internationale de la Croix-Rouge réunie à Londres du 20 au 25 juin, le même problème a été évoqué, et la conférence, qui comprenait des représentants des deux partis espagnols, ainsi que des représentants du Japon, a adopté à l'unanimité l'appel suivant en faveur de la protection de la population civile contre les bombardements aériens:

«Les 54 Sociétés nationales de la Croix-Rouge assemblées au sein de la XVI^e Conférence internationale de la Croix-Rouge, réunie à Londres le 20 juin 1938, en attendant les résultats de leurs efforts pour assurer des mesures générales pour la protection de la population civile, s'adressent au nom de l'humanité aux autorités compétentes de tous les pays afin d'empêcher ou de restreindre les bombardements aériens de façon que soit sauvegardée la vie des femmes, enfants et vieillards sans défense. Les Sociétés adressent un appel pressant à ces autorités pour que, dans tous les lieux où la vie des civils peut être mise en danger par des opérations militaires, il soit pourvu à l'évacuation des femmes et des enfants dans des zones de sécurité sous la protection de la Croix-Rouge.

Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge désirent exprimer leur fervent espoir que des mesures efficaces seront prises sans délai en vue d'aboutir à des accords sur ce point entre tous les Gouvernements conformément à l'esprit chevaleresque et humain qui est celui de la Croix-Rouge.»

Nous inclinons à penser qu'un fort courant se dessinera, cette année encore, au sein de l'Assemblée en vue d'une condamnation réitérée de pratiques de guerre qui révoltent la conscience de l'humanité civilisée. Quelle devra être l'attitude de la Suisse?

S'il s'agissait de la condamnation d'un pays particulier, comme ce fut le cas, l'an dernier, pour le Japon, nous devrions évidemment nous abstenir; notre politique de neutralité nous en ferait un impérieux devoir. Mais s'il s'agit, comme il y a lieu de s'y attendre, de s'élever d'une manière générale contre certaines méthodes de guerre, rien ne s'opposerait à ce que la Suisse s'associât au vœu qui pourrait être exprimé par l'Assemblée. Tout nous engagerait même à le faire, la Suisse s'étant depuis longtemps mise délibérément à la tête des pays

qui s'efforcent par tous les moyens en leur pouvoir d'adoucir les souffrances résultant de la guerre.

Nous n'examinerons pas la question d'un point de vue technique; nous savons fort bien que, dans une guerre moderne, la population civile sera fatalement et toujours exposée aux bombardements aériens. Le voisinage d'objectifs militaires ne peut être soustrait à ce danger. Ce qu'il faut condamner, c'est le bombardement pur et simple, en dehors de tout objectif militaire, des populations civiles. Il est vrai que toutes les armées du monde se défendront toujours de bombarder des populations aux seules fins de les terroriser et d'impressionner l'adversaire; elles invoqueront toujours la présence d'objectifs militaires. Le principe qu'on veut sauvegarder ne constituera donc jamais qu'une protection assez illusoire contre les attaques faites sous l'empire de la mauvaise foi. Mais mieux vaut dresser une barrière si fragile soit-elle contre les entreprises d'un belligérant sans scrupules que de se confiner dans une attitude toute passive à l'égard du massacre systématique des civils. Si elle n'empêchera pas tous les abus criants qu'on a déjà constatés sur maints champs de bataille, elle peut néanmoins réfréner l'ardeur de certains chefs militaires soucieux malgré tout de ne pas engager par trop la responsabilité de leur pays devant l'opinion internationale. Ce sera autant de gagné.

Nous serions heureux de connaître votre manière de voir à cet égard. Si, dans l'ensemble, elle correspondait à la nôtre, nous pourrions proposer au Conseil fédéral de donner pour instructions à sa délégation à Genève de s'associer, le cas échéant, à toute résolution de l'Assemblée tendant à protéger les populations civiles contre les bombardements aériens. L'instruction serait brève et générale. Elle suffirait cependant pour mettre la délégation suisse en situation de se prononcer à tout le moins sur la question de principe. L'affaire pourra prendre, en effet, des développements inattendus. Il n'est pas impossible que l'initiative du Gouvernement de Barcelone soit renforcée par une action parallèle de certains Etats aidés, le cas échéant, des grandes puissances. Nous pensons notamment aux Etats du Nord. Mais, comme nous sommes dans la plus complète incertitude à cet égard, il suffirait, pour le moment, de nous en tenir à l'aspect tout général du problème.

Le Conseil fédéral devant arrêter prochainement ses instructions à l'usage de sa délégation, nous vous serions fort obligés de bien vouloir nous faire parvenir votre réponse le plus tôt possible¹.

1. *La réponse du Département militaire, signée Obrecht (suppléant de Minger), du 18 août 1938 était la suivante:* Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 16 de ce mois et de vous informer que, d'accord avec le Chef du Service de l'Etat-major général, nous approuvons pleinement votre manière de voir en ce qui concerne l'attitude générale à observer par la délégation suisse au cas où la question de la protection des populations civiles contre les bombardements aériens serait mise à l'ordre du jour de la prochaine assemblée de la Société des Nations.

Pour la tentative de pression de Burgos, cf. N° 370.

362

E 2001 (D) 1/112

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
à la Légation de Suisse à La Haye*

Copie
L OT

Berne, 17 août 1938

Comme vous le savez, la Conférence internationale de la Croix-Rouge s'est tenue à Londres du 20 au 25 juin. La Croix-Rouge suisse y était représentée et le Conseil fédéral y avait délégué, pour sa part, trois représentants, M. le Colonel Vollenweider, médecin en chef de l'armée, M. Gorgé, Conseiller de Légation, et M. le Colonel Wacker, du Service de l'Etat-Major général.

Pour votre information, nous vous remettons sous ce pli le texte du rapport que M. Gorgé avait présenté à la Conférence au nom de la II^e Commission (Commission juridique)¹.

Ainsi que vous le constaterez, la Conférence a unanimement exprimé le vœu «que la conférence chargée d'examiner les projets de convention actuellement à l'étude se réunisse dans le plus bref délai». Vous vous souviendrez qu'il avait été dans notre intention de convoquer une conférence diplomatique appelée à délibérer sur deux projets de convention, l'un concernant l'aviation sanitaire, l'autre concernant la protection des civils de nationalité ennemie, mais les sondages auxquels nous avons procédé dans diverses capitales n'avaient pas donné des résultats encourageants. La Conférence de Londres a tenu à réagir contre des attermolements qui semblent de moins en moins justifiés, et c'est dans cet esprit qu'elle a adopté le vœu dont nous vous entretenons.

Le Conseil fédéral ne verra sans doute aucune difficulté, pour sa part, à convoquer dans un avenir prochain la conférence chargée d'examiner notamment les deux projets de convention précités et les amendements proposés à la Convention de Genève de 1929. Il y aurait cependant un intérêt évident à ce que cette conférence diplomatique pût s'occuper également de la revision de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907, pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève, revision qui est également sur le chantier. Les rapports entre la Convention de Genève et celle de La Haye sont si étroits qu'il y aurait tout à gagner à faire examiner en même temps et par la même conférence les deux instruments dont il s'agit. Ce mode de procéder paraît d'autant plus s'imposer que, sur la proposition de la Croix-Rouge britannique, la Conférence de Londres a adopté une résolution touchant à la fusion en un seul instrument des «stipulations humanitaires ayant trait à la Croix-Rouge et contenues dans les Conventions de Genève et de La Haye, ainsi que dans d'autres conventions similaires».

1. *Non reproduit. Ce rapport est publié dans* Seizième conférence internationale de la Croix-Rouge tenue à Londres du 20 au 24 juin 1938. *Compte rendu, Londres [au siège de la Croix-Rouge britannique], 1938, in-4, p. 80-87.*

Le renvoi à une seule conférence diplomatique des Conventions de Genève et de La Haye dépend cependant entièrement du Gouvernement néerlandais. Celui-ci occupe vis-à-vis de la Convention de La Haye la même situation que nous vis-à-vis de la Convention de Genève. Il en est le gérant, et il lui serait loisible de convoquer lui-même une conférence diplomatique indépendante pour la revision de la Convention de La Haye. Son droit à ce propos est trop bien fondé pour qu'il puisse être mis en question, et ce n'est pas nous qui voudrions faire à son égard un geste qui pût être interprété comme une tentative d'accaparement. Nous tenons, au contraire, à ce qu'aucun malentendu ne puisse naître à ce sujet. Sans doute le vœu adopté à Londres avec le concours de la délégation des Pays-Bas ne fait allusion, comme vous le verrez, qu'à une seule conférence, ce qui pourrait donner à penser que, dans l'esprit de la Conférence, il serait préférable de procéder dans une conférence unique à la revision des conventions dont il s'agit, mais nous nous garderons bien, quant à nous, de tirer argument de ce texte pour faire prévaloir un point de vue qui, si justifié qu'il puisse paraître objectivement, ne correspond peut-être pas à celui du Gouvernement néerlandais.

Il ne s'agit nullement d'ailleurs d'argumenter contre le Gouvernement de La Haye. Nous serions seulement désireux de savoir s'il entend donner suite, pour ce qui est de la Convention de La Haye, au vœu de la Conférence de Londres ou s'il verrait une objection, le cas échéant, à ce que la conférence diplomatique à convoquer par le Conseil fédéral fût chargée de s'occuper en même temps de la revision de la Convention sur la guerre maritime, du 18 octobre 1907. Nous nous rangerons sans autre à l'avis qu'il voudra bien nous donner.

Nous ne vous cacherons pas, cependant, que nous attacherions un certain prix à faire rentrer sous notre gérance toutes les conventions générales concernant la Croix-Rouge. Vous savez l'intérêt très grand que la Suisse a toujours voué à cette institution, qui a été conçue et créée sur notre territoire, et il ne vous échappera pas combien il y aurait avantage, à nos yeux, à ce que la Croix-Rouge ne dépendît plus, pour la gérance de ses conventions, de deux gouvernements, mais d'un seul. Il n'y aurait plus une Convention de La Haye et des Conventions de Genève, mais des Conventions de Genève seulement. La régime international de la Croix-Rouge gagnerait en unité; plus cohérent, il gagnerait aussi en force.

Il est fort possible que les Autorités néerlandaises se soient déjà préoccupées de la question, surtout après les résultats de la Conférence de la Croix-Rouge. Elles en seront d'ailleurs indirectement saisies par M. Max Huber, Président du Comité international de la Croix-Rouge, qui leur a adressé une lettre analogue, mutatis mutandis, à celle qu'il vient de nous faire parvenir et dont vous trouverez également la copie sous ce pli².

Ajoutons que les délégués des Pays-Bas n'ont pas exprimé, sur ce point, d'opinion formelle à Londres, mais lorsque abordant la proposition britannique sur la fusion, proposition qui s'étendait initialement à toutes les « stipulations humanitaires » des conventions en vigueur (y compris donc celles des Conventions de La Haye sur les lois et coutumes de la guerre), notre délégué avait

2. *Non reproduite.*

suggéré d'emblée, comme président, de limiter la fusion éventuelle «aux stipulations humanitaires ayant trait à la Croix-Rouge», M. Donker-Curtius, le porte-parole de la délégation hollandaise, avait donné des signes visibles d'approbation. Il se pourrait donc que, du côté néerlandais, on fût avant tout soucieux de garder le contrôle diplomatique sur l'œuvre accomplie à La Haye en 1899 et en 1907 dans le domaine du droit des gens et qu'on ne fût pas d'objection, en revanche, au rapatriement à Genève d'une convention particulière comme celle qui a trait à l'application des principes de la Croix-Rouge à la guerre maritime.

Quoi qu'il en soit, nous vous saurions gré de bien vouloir prendre l'avis du Gouvernement néerlandais sur la question qui nous intéresse. En raison du caractère quelque peu délicat de la démarche à entreprendre, peut-être jugerez-vous indiqué d'intervenir personnellement auprès du Ministère des Affaires étrangères.

En vous remerciant d'ores et déjà des informations que vous serez en mesure de nous transmettre, nous vous présentons, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de notre considération la plus distinguée³.

3. *Pour la prise de position des Pays-Bas, cf. N° 378.*

363

E 1004.1 1/376

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 19 août 1938*¹

1370. Flüchtlinge aus Deutsch-Österreich

Justiz- & Polizeidepartement. Antrag vom 18. August 1938

In Ergänzung seines an Herrn Bundespräsident Baumann z. H. des Bundesrates übergebenen Berichtes vom 10. August² teilt Herr Dr. Rothmund, Chef der Polizeiabteilung, mit, dass die illegale Zureise von Flüchtlingen seither noch zugenommen habe. Auch seien erneut von den deutschen Grenzbehörden unberechtigtweise Grenzpassierscheine für den kleinen Grenzverkehr an Flüchtlinge ausgestellt worden. Ja, es sei sogar vorgekommen, dass der Vorsteher des Zollamtes Erzingen an der Schaffhausergrenze als Repressalie am vergangenen Sonntag Schweizer mit regulären schweizerischen Tagesscheinen zurückgewiesen habe, weil am Samstag Flüchtlinge mit gefälschten Grenzpassierscheinen, die zum Teil von der gleichen deutschen Zollbehörde ausgegeben

1. *Étaient absents:* J. Baumann, R. Minger.

2. *Cf. N° 357.*

worden waren, von den schweiz. Behörden zurückgeschickt wurden. In Diepoldsau seien täglich nach Einbruch der Nacht zahlreiche Flüchtlinge überstellt worden. Interventionen beim deutschen Gesandten in Bern und beim Auswärtigen Amt in Berlin hatten zunächst eine Weisung zur Folge, gemäss welcher es den deutschen Grenzorganen verboten wurde, den Flüchtlingen bei der Ausreise in die Schweiz eine mit den bestehenden Verträgen nicht zu vereinbarende Mitwirkung zu leihen. Diese Weisung wurde als ungenügend bezeichnet. Neue Interventionen ergaben eine neue Instruktion, die die Mitwirkung jeder Art untersagt. Auch wurde mitgeteilt, dass die deutsche Regierung die Abwanderung österreichischer Juden in die Schweiz nicht wünsche; eine Förderung des Zustromes solcher Juden in die Schweiz komme daher deutscherseits nicht in Frage. Der deutsche Gesandte fügt in dem Schreiben, in dem er diese Mitteilung dem Chef der Polizeiabteilung bestätigt, wörtlich folgendes bei: «Ich erlaube mir noch zu bemerken, dass gemäss dem Recht der Schweiz, dem unerwünschten illegalen Übertritt jüdischer Emigranten in die Schweiz dadurch entgegenzuwirken, dass sie nicht einwandfreie Reisende im einzelnen Fall an der Grenze zurückweist, die deutsche Regierung selbstverständlich bereit ist, österreichische Juden, die nachweislich durch eine Mitwirkung deutscher Organe illegal in die Schweiz gelangt sein sollten, an einer noch zu bestimmenden Grenzübergangsstelle zurückzuübernehmen.» Der Gesandte wurde bereits mündlich vom Chef der Polizeiabteilung darauf aufmerksam gemacht, dass eine solche Erklärung im Gegensatz stehe zu der im schweizerisch-deutschen Niederlassungsvertrag enthaltenen Verpflichtung, alle eigenen Staatsangehörigen wieder zu übernehmen, selbst wenn sie die Staatsangehörigkeit verloren haben sollten, insoweit sie nicht eine andere erworben haben.

Laut Berichten von der Grenze hat die illegale Einreise von Flüchtlingen aus Österreich, wie leider erwartet werden musste, trotz der von Berlin ergangenen Weisung nicht aufgehört. In Diepoldsau seien in der vergangenen Nacht über hundert neue Flüchtlinge eingetroffen. Die Einvernahme einiger zuverlässig erscheinender Elemente – Ärzte aus Wien – habe folgendes ergeben: Aus Nachrichten von bereits in der Schweiz eingetroffenen Flüchtlingen und aus Gerüchten sei in Wien bekannt, dass man bei Diepoldsau in die Schweiz einreisen könne, ohne im Besitze des Visums oder gar eines Passes zu sein. Die Flüchtlinge reisten bis nach Hohenems, wo sie in den Gasthof zur Habsburg gewiesen wurden zur Entgegennahme von Instruktionen. Von dort würden sie gruppenweise von Männern, die anscheinend der S.S. angehörten, zum alten Zollhaus geführt, wo bereitwilligst und rasch die deutsche Ausreisekontrolle erfolge. Die gleichen Begleiter führten die Flüchtlinge dann an die Grenze und zeigten ihnen den Ort, wo der Übertritt ungehindert erfolgen könne. Das von den St. Galler Polizeibehörden in Diepoldsau eingerichtete Lager für diese Flüchtlinge sei ständig von der schweiz. Ortsbevölkerung umgeben, die sich mit den Flüchtlingen unterhalte und unter dem Eindruck des von ihnen Gehörten grosses Mitgefühl für sie zeige. Eine Zurückstellung über die Grenze durch das vollkommen ungenügende Grenzschutz- und Polizeipersonal sei ausgeschlossen. Einer der einvernommenen Flüchtlinge habe gestern nacht erklärt, es seien heute abend wieder zweihundert aus Wien zu erwarten.

In der gestern stattgehabten Konferenz mit den kantonalen Polizeidirekto-

ren kam sehr deutlich zum Ausdruck, dass die Kantone wohl bereit sind, die bereits in die Schweiz eingereisten Flüchtlinge bis zu ihrer Weiterreise zu tolerieren, dass sie aber mit dem Justiz- und Polizeidepartement der Auffassung sind, neue Zureisen müssten verhindert werden.

Am 16. August, vor der Polizeidirektorenkonferenz, hatte der Chef der Polizeiabteilung eine eingehende Besprechung mit den Vertretern der schweiz. Judenschaft, Herrn Saly Mayer und Herrn Silvain Guggenheim. Er wollte die beiden Herren hauptsächlich auch darauf festlegen, dass sie für die Beistellung der Mittel während des Aufenthalts der Flüchtlinge in der Schweiz und zu ihrer Weiterreise vollständig besorgt sind. Herr Guggenheim, der Leiter der jüdischen Fürsorgestellen, erklärte dabei, sie wollten für die sich jetzt in der Schweiz Aufhaltenden schon sorgen, wenn aber der Zustrom der letzten Tage weiter anhalte, sehe er keine andere Möglichkeit als eine Sperrung der Einreise. Das heisst, dass der Bund oder die Kantone für die Auslagen aufkommen müssten, wenn sie nicht dafür besorgt sind, dass die Vermehrung der Zahl der Flüchtlinge abgestoppt wird.

Zwischen den schweizerischen jüdischen Hilfsstellen und dem französischen Einreise-Commissaire in St-Louis bestand eine Vereinbarung, gemäss welcher die Basler Hilf stelle täglich 4–6 Flüchtlinge legal nach Frankreich weiter schicken konnte. Wie die eidg. Fremdenpolizei vom Polizeidepartement in Basel heute Vormittag erfahren hat, ist die Einreise nach Frankreich wie an der übrigen schweizerisch-französischen Grenze auch in Basel nun gänzlich gesperrt. Die Ausreisen nach Übersee sind seit der Konferenz von Evian nicht leichter, sondern schwerer geworden. Offenbar warten die Einwanderungsländer auf die Organisation der Aus- und Einwanderung, die von London aus im Einvernehmen mit der deutschen Regierung in die Wege geleitet werden soll. Es muss also damit gerechnet werden, dass die Schweiz die illegalen Flüchtlinge längere Zeit, zum mindesten einige Monate, beherbergen muss.

Nachdem Deutschland den verschiedenen Interventionen auf Abbremsung der Ausreise der österreichischen Juden kein Gehör geschenkt hat, uns gegenteils durch den vermehrten Zustrom solcher Leute beweist, dass es sie um jeden Preis loshaben will, und dazu allen bekanntlich zuerst ihre Mittel abnimmt oder sie zum mindesten für die Ausreise nicht freigibt, nachdem es praktisch ausgeschlossen ist, eine noch grössere Zahl in der Schweiz zu beherbergen, und endlich nachdem die Leiter der schweiz. Judenschaft erklärt haben, die Sache wachse ihnen finanziell über den Kopf, bleibt nichts anderes übrig, als die Grenze zu sperren für jeden nicht vorher erlaubten Übertritt, und die zwischen den Grenzposten Eingereisten über die Grenze zurückzuschicken.

Antragsgemäss wird daher folgender *Beschluss* gefasst.

Der Bundesrat beauftragt das Justiz- und Polizeidepartement, die nötigen Weisungen zu erlassen, um den weiteren Zustrom von Flüchtlingen aus Deutsch-Österreich zu verhindern. Das Finanz- und Zolldepartement (Oberzolldirektion) und das Militärdepartement werden das Justiz- und Polizeidepartement durch die notwendige Verstärkung des Grenzschutzes unterstützen.

E 4300 (B) 1969/78/1

*Le Chef de la Division de Police du Département de
Justice et Police, H. Rothmund,
au Ministre de Suisse à Washington, M. Peter*

*Copie
L*

Bern, 19. August 1938

In meiner Eigenschaft als Delegierter des Bundesrates an der Konferenz von Evian beehre ich mich, der beiliegenden Mitteilung unseres Departements folgendes beizufügen:

Wie Sie den Beilagen entnehmen wollen, haben wir mit allen Mitteln versucht, den Zustrom illegaler österreichischer Flüchtlinge nach der Schweiz abzdämmen durch Massnahmen der deutschen Regierung. Wir waren aber in einer Notlage, als wir dem Bundesrat beantragen mussten, die Grenze zu sperren und alle illegal zu uns Kommenden zurückzuschicken¹. Wir haben nicht zuletzt damit gezögert, weil wir befürchten mussten, dass in den westlichen Staaten, namentlich auch in Amerika, eine solche Massnahme nicht verstanden werden könne. Es liegt uns ganz besonders viel daran zu verhüten, dass die Schweiz dort Angriffen in der Presse ausgesetzt wird. Auch möchten wir, dass Präsident Roosevelt, dessen persönliches Prestige in der Flüchtlingsfrage engagiert ist, orientiert wird über unsere Lage. Ich habe deshalb Herrn Minister Paravicini ersucht, Mr. George L. Warren, nach der Präsenzliste der Konferenz in Evian Secrétaire exécutif du Comité «Président Roosevelt» pour les réfugiés politiques, der mir persönlich bekannt und der über die schweizerischen Verhältnisse orientiert ist, aufzuklären. Mr. Warren ist mit dem neugewählten Direktor des Londoner Komitees nach London gefahren.

Sollte es Ihnen möglich sein, ohne eine offizielle Demarche zu unternehmen die massgebenden Kreise in Washington zu orientieren, so wäre ich Ihnen sehr dankbar. Auch bitte ich Sie, die amerikanische Presse zu verfolgen und sie nötigenfalls in eine für unsere Verhältnisse Verständnis zeigende Richtung zu bringen.

1. *En marge de cette lettre, dactylographiée, Rothmund a ajouté cette phrase: Die Zahl der mittellosen Flüchtlinge, die wir beherbergen, beträgt heute ca. 1500!*

365

E 2001 (D) 3/267

*Le Chef de la Division de Police du Département
de Justice et Police, H. Rothmund, au Conseiller de Légation
à la Légation de Suisse à Paris, H. de Torrenté*

Copie

Bern, 19. August 1938

In meiner Eigenschaft als Delegierter des Bundesrates an der Konferenz von Evian beehre ich mich, der beiliegenden Mitteilung¹ unseres Departements folgendes beizufügen:

Wie Sie den Beilagen entnehmen werden, sitzen wir gehörig in der Klemme. Wir berherbergen heute mindestens 1500 mittellose österreichische Flüchtlinge. Frankreich hat uns bis jetzt, gemäss einer Vereinbarung, die von der schweizerischen jüdischen Hilfe ausgegangen ist, in Basel pro Tag 4–6 dieser Leute abgenommen. Seit gestern ist auch dieses Loch zugemacht. Wenn sich die schweizerische Judenschaft bei den internationalen Organisationen auch nach allen Kräften bemüht, die Leute rasch weiterzubringen, so sind wir ziemlich aufgeschmissen, solange unser einziger in dieser Beziehung vernünftiger Nachbar kein Einsehen zeigt.

Zum anderen laufen wir Gefahr, dass die französische Linkspresse nach Kenntnisnahme der von uns verfügten Einreisesperre über die Schweiz herfällt. Sicherlich wird sich das berüchtigte Pariser Comité pour la défense du droit d'asile diese Gelegenheit nicht entgehen lassen, uns eins auszuwischen, da diesen Herren meine Einstellung zu ihrem Edelkommunistenbureau bekannt ist.

Ich wäre ausserordentlich froh, wenn Sie uns in beiden Richtungen irgendwie behülflich sein könnten. In den jüdischen Kreisen haben die schweizerischen Juden vorgesorgt. Herr Silvain Guggenheim wird nächsten Dienstag in Paris eine Besprechung haben. Ich würde ihn gern zu Ihnen schicken, wenn Sie glauben, irgendetwas unternehmen zu können. Bejahendenfalls möchte ich Sie bitten, mich Montag Vormittag anzurufen. Ohne Ihren Anruf würde ich Herrn Guggenheim nichts sagen.

Ich bin Ihnen für alles, was Sie für uns unternehmen können, zu grossem Dank verpflichtet und stehe Ihnen selbstverständlich mit allen weiteren Informationen, die Ihnen dienlich sein können, gerne zur Verfügung.

1. *Ne figure pas dans le dossier consulté.*

366

E 2001 (D) 2/111

*Le Chargé d’Affaires de Suisse à Rome, L.H. Micheli,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Urgent. Situation des Italiens en Suisse

Rome, 24 août 1938

J’ai l’honneur de vous rapporter que le Chef de Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, m’ayant convoqué aujourd’hui, annonça qu’il était chargé de me faire une communication «d’une certaine gravité».

Le Comte Ciano, indiqua-t-il, se référant au pro memoria citant 24 cas¹ et incidents concernant des Italiens en Suisse remis par M. Tamaro à Monsieur le Chef du Département politique fédéral la semaine dernière, me pria d’attirer votre sérieuse attention sur l’état de chose déplorable et aurait à se plaindre vivement,

1) de l’attitude de nos Autorités de police, principalement au Tessin, en ce qui concerne les mesures d’expulsion d’Italiens et pour ce qui a trait à la manière de traiter les affaires les concernant ou de réprimer les incidents hostiles à leur égard,

2) du fait que les réclamations des Consulats et enfin surtout les notes de la Légation d’Italie de ces derniers mois signalant les cas demeureraient sans réponse.

Le Ministre des Affaires Etrangères demanderait d’une manière pressante qu’on soumette «toute cette situation intenable» à un examen entièrement nouveau, en vue d’y remédier, d’apporter des solutions dans un esprit conciliant et de faire cesser les «vexations policières» dans lesquelles on veut voir une véritable «action systématique». Mon interlocuteur dit qu’il résultait des nombreuses réclamations encore tout fraîchement reçues que les faits regrettables ne prenaient point fin, que la Police tessinoise ne ferait pas preuve d’impartialité et (on peut discerner la source de cette expression) qu’on emploierait vis-à-vis des Italiens des procédés «dignes de l’ancienne police autrichienne»².

Tout en recevant cette protestation, j’ai cru devoir aussitôt faire au Chef de Cabinet les observations qui, au pied levé, me parurent s’imposer, savoir:

a) que nombre des cas signalés concernaient des personnes qui avaient tout bonnement violé des dispositions légales formelles,

b) qu’il me serait aisé, en reprenant nos dossiers de ces derniers mois, de dresser une liste de plaintes diverses ayant, ainsi assemblées, un aspect aussi frappant que le pro memoria de M. Tamaro,

c) que les cas soumis à la Police fédérale des Etrangers étaient, comme je l’avais constaté «de visu» et ainsi que M. Mascia pourrait certainement en témoigner, examinés avec autant de conscience que d’humanité et de bon vouloir,

1. *Non reproduit.*

2. *Point d’exclamation de Motta en marge de ce passage.*

d) que nous avons en effet pu constater que la Légation d'Italie avait, ces derniers temps, adressé une série de notes d'un ton assez virulent au Département, mais qu'elles paraissaient parfois grossir jusqu'à l'emphase des cas ou incidents qui, examinés à leurs justes proportions, se réduisaient à peu de chose,

e) que, dans les mois d'été, chez nous comme en Italie, des retards pouvaient se produire du fait de l'absence en vacances de certains fonctionnaires, ou une accumulation fortuite de certaines affaires en cours, mais que la Légation d'Italie ne devrait pas pour cela se laisser aller régulièrement à une «nervosité estivale», etc.

Le nouveau Chef de Cabinet, M. Anfuso, Ministre plénipotentiaire, maintint purement et simplement la communication dont il devait s'acquitter et se dit chargé de faire la déclaration suivante, comme *élément nouveau* (voici le «côté grave» auquel il avait fait allusion au début): *S'il n'y avait pas d'amélioration de la situation et que l'on ne puisse tenir compte de ces observations, le Ministre des Affaires Etrangères, malgré ses sentiments et preuves d'extrême sympathie et la cordialité qu'il a tenu à donner à tout ce qui touche aux rapports avec la Suisse, se verrait à regret contraint d'adopter des mesures analogues de représailles à l'égard des Suisses en Italie*³.

Cette déclaration me fut répétée à deux reprises, avec l'expression de l'espoir qu'on aurait pas besoin ici de recourir à des dispositions semblables.

Bien que ces cas se traitent à Berne, vous m'obligeriez très vivement en me faisant savoir, le cas échéant, quelle réponse il y a lieu de donner à la démarche du Ministère⁴.

Je ne puis dissimuler que la lecture des réclamations de M. Tamaro de ces derniers mois pour des cas d'affaires de police et de son tableau alarmant paraît avoir causé une assez vive irritation dans divers bureaux du Ministère où se crée l'image – bien différente de la réalité – d'une véritable tracasserie systématique, (j'ai même entendu le mot de «persécution» contre les travailleurs italiens en Suisse.

3. *Remarques manuscrites de Motta en marge de ce passage*: Ceci m'a [ét]é aussi [?] qué [?] ment [pa]r M. Tamaro [qui] est [l'a]uteur [de] [to]utes [ces] exagérations. 27.8.38. M.

4. *L'affaire a été réglée dans une conférence du 5 octobre présentée en ces termes dans une lettre d'A. Feldscher, Suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères, au Ministre Ruediger, datée du 7 octobre 1938*: In una conversazione durata circa tre ore, diretta dall'on. Consigliere federale Motta, i rappresentanti italiani e le autorità cantonali ticinesi hanno avuto campo di esporre i loro diversi punti di vista nei casi controversi, e poterono così felicemente giungere ad una soddisfacente liquidazione degli stessi, di modo che, per il momento, osiamo credere che l'atmosfera che si era ultimamente alquanto appesantita si troverà nuovamente chiarita.

Diverse vertenze che non poterono essere risolte sedute stante lo saranno in seguito, non appena alcune formalità saranno compiute, speriamo a soddisfazione delle parti.

*Le Chef du Département militaire, R. Minger,
au Chef du Département des Postes et Chemins de fer, M. Pilet-Golaz*

Copie

L 34/16/4 B/R. Autodienst Liechtenstein

Bern, 25. August 1938

Wir übermitteln Ihnen beiliegend die Abschrift einer Mitteilung des Stabschefs der 7. Division¹ betreffend die Bestrebungen der deutschen Reichspostdirektion, die Konzession für den Betrieb der Autopostlinie Feldkirch – Landesgrenze – Schaanwald – Mauren – Eschen – Bendern – Schaan – Buchs an sich zu bringen. Wie wir inzwischen bei der Generaldirektion der P.T.T. festgestellt haben, liegt schon seit längerer Zeit ein diesbezügliches Gesuch der Reichspostdirektion bei ihr und hat sie die fürstlich liechtensteinische Regierung zum Bericht eingeladen. Bedauerlicherweise wurde über diese Angelegenheit, die selbstverständlich ihre bedeutende politische und militärische Seite hat, weder das eidg. Militärdepartement, noch auch, wie wir erfahren, das politische Departement in Kenntnis gesetzt.

Wir stimmen den Schlussfolgerungen des Stabschefs der 7. Division durchaus zu und ersuchen Sie, dafür zu sorgen, dass:

1. eine Konzession für den Postautoverkehr auf liechtensteinischem Gebiet nur an im liechtensteinischen Gebiet wohnhafte, vertrauenswürdige Liechtensteiner Bürger oder allenfalls an Schweizer, keinesfalls aber an Deutsche oder gar an eine deutsche öffentliche Institution oder Behörde erteilt wird und zwar nicht nur jetzt, sondern auch bei späterem Erlöschen erteilter Konzessionen;

2. die Autopostverbindung Feldkirch – Schaanwald, weil überflüssig, abgebaut wird, sofern die liechtensteinische Regierung dazu ihr Einverständnis erteilt, was zu erstreben wäre;

3. die Generaldirektion der P.T.T. uns in Zukunft über alle Versuche deutscherseits, auf dem Wege über den Post-, Telephon- oder Telegraphenverkehr im Fürstentum Liechtenstein Fuss zu fassen, sowie über allfällige entsprechende Anträge von liechtensteinischer Seite sofort in Kenntnis setzt.

1. *Non reproduite.*

368

E 4300 (B) 1969/78/1

*L'Office allemand des Affaires extérieures
à la Légation de Suisse à Berlin¹*

Copie

N

Berlin, 29. August 1938

Das Auswärtige Amt beehrte sich, der Schweizerischen Gesandtschaft mit Beziehung auf den von dem Herrn Schweizerischen Geschäftsträger übergebenen Entwurf einer Vereinbarung² über die passrechtliche Behandlung deutscher Emigranten folgendes mitzuteilen:

Der schweizerischen Regierung ist bereits von den Anordnungen Kenntnis gegeben worden, die von deutscher Seite getroffen worden sind, um, soweit es an ihr liegt, den nichtordnungsmässigen Übertritt österreichischer Juden über die schweizerische Grenze zu verhindern. Dabei ist zum Ausdruck gebracht worden, dass deutscherseits die Abwanderung österreichischer Juden in die Schweiz nicht gewünscht wird, und dass demgemäss die Förderung des Zustroms solcher Juden in die Schweiz durch deutsche Organe nicht in Frage kommt. Auf Wunsch der schweizerischen Regierung hat die deutsche Regierung sodann einer Anzahl schweizerischerseits bezeichneter Passtellen, darunter insbesondere der Passtelle in Wien, die Weisung erteilt, bis auf weiteres deutsche Reisepässe mit Geltung für das Ausland an Juden in den Fällen nicht auszustellen, in denen nicht einwandfrei feststeht, dass der Pass nicht zur Reise nach der Schweiz benutzt wird. Schliesslich hat die deutsche Regierung, wie dem Herrn schweizerischen Geschäftsträger mündlich mitgeteilt worden ist, seiner Anregung entsprechend in Aussicht gestellt, alle deutschen Passtellen vertraulich anzuweisen, Juden, *von denen bekannt oder zu vermuten ist*, dass sie ihren Pass zur Reise in die Schweiz benutzen wollen, einen Pass nur auszustellen, wenn der Antragsteller nachweist, dass seine Anwesenheit in der Schweiz genehm ist. Zum Erlass einer solchen Anweisung ist die deutsche Regierung nach wie vor bereit. Sie setzt dabei voraus, dass diese Zusage auch auf schweizerischer Seite vertraulich behandelt wird.

Die deutsche Regierung ist umso mehr überzeugt, dass mit einer solchen Regelung der von der schweizerischen Regierung erstrebte Zweck erreicht werden wird, als, wie hier wiederholt werden mag, deutscherseits eine Ausreise österreichischer Emigranten nach der Schweiz überhaupt nicht gewünscht wird, ihre Verhinderung demgemäss in gleicher Weise den schweizerischen wie den deutschen Absichten entspricht.

Auf der anderen Seite glaubt die deutsche Regierung mit diesen Zugeständnis die Grenzen dessen erreicht zu haben, was von ihr in dieser Frage geschehen

1. Reçue par la Légation le 30 août à 13 h., cette note a été transmise téléphoniquement au Département politique, le même jour à 16 h. 30, par le Conseiller de Légation, F. Kappeler.

2. Non retrouvé, mais cité, sans doute pour l'essentiel, dans le document N° 369.

kann. Insbesondere sieht sie sich sowohl aus grundsätzlichen Erwägungen wie aus technischen Gründen nicht in der Lage, einer Vereinbarung des von der schweizerischen Regierung nunmehr vorgeschlagenen Inhalts zuzustimmen.

Das Auswärtige Amt darf unter diesen Umständen die Vermittlung der Schweizerischen Gesandtschaft in Anspruch nehmen, damit von der schweizerischen Regierung nochmals geprüft wird, ob nicht durch die von deutscher Seite in Aussicht genommene Weisung an die deutschen Passtellen in Verbindung mit den sonstigen in dieser Frage getroffenen Massnahmen den beiderseitigen Interessen besser gedient wird als etwa durch eine Kündigung des deutsch-schweizerischen Sichtvermerkabkommens, die eine erhebliche Erschwerung des gesamten deutsch-schweizerischen Reiseverkehrs zur Folge haben würde.

369

E 1004.1 1/376

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 30 août 1938*¹

1423. Wiedereinführung des Visums für die Inhaber
des deutschen Reisepasses

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 25. August 1938

Der Bundesrat hat in seiner Sitzung vom 28. März 1938² die Wiedereinführung des Visums für die Inhaber des österreichischen Reisepasses verfügt. In Ziffer 7 seines Beschlusses hat er das Justiz- und Polizeidepartement beauftragt, im Einvernehmen mit dem Politischen Departement die Massnahmen zu prüfen, die zu ergreifen seien auf den Zeitpunkt des Ersatzes des österreichischen Passes durch den deutschen und dem Bundesrat rechtzeitig Antrag zu stellen.

Über die seitherige Entwicklung der Frage der Emigranten aus Deutsch-Österreich wurde der Bundesrat orientiert durch einen Bericht des Chefs der Polizeiabteilung vom 10. August³ und durch den Antrag des Justiz- und Poli-

1. *Étaient absents: A. Meyer, M. Pilet-Golaz. Le Conseil fédéral avait déjà discuté, le 26 août 1938, de l'objet dont il est question ici, mais n'avait pu prendre de décision. Une lettre de Rothmund au Conseiller fédéral Baumann, du 27 août 1938, permet de préciser les raisons de l'absence de décision:*

Herr Bundesrat Motta hat mir gestern nachmittag mitgeteilt, der Bundesrat habe in seiner gestrigen Sitzung noch nicht Beschluss fassen wollen; es hätten zwei Herren Bedenken geäussert wegen des Fremdenverkehrs. Zudem seien nur vier Bundesräte an der Sitzung anwesend gewesen. Die Beschlussfassung sei deshalb auf Dienstag verschoben worden. (E 4300 (B) 1969/78/1).

2. *Cf. N° 249.*

3. *Cf. N° 357.*

zeidepartementes vom 18. August auf Sperrung der Grenze für jeden nicht vorher erlaubten Übertritt sowie auf Zurückweisung der zwischen den Grenzposten Eingereisten. Der Bundesrat hat diesem Antrag mit Beschluss vom 19. August⁴ Folge gegeben. Die nötigen Weisungen zur Grenzsperre wurden sofort erlassen. Die Grenzsperre wird rigoros durchgeführt. Dies ist trotz der grossen Härten, die mit der Durchführung dieser Massnahme verbunden sind, aus zwei Gründen unbedingt erforderlich. Erstens müssen die noch im Ausland sich befindenden Emigranten wissen, dass es gar keinen Zweck hat, sich ohne Bewilligung nach der Schweiz zu begeben. Trotzdem die ganze Wiener Presse die schweizerische Einreisesperre bekanntgegeben hat, sind Versuche zu verbotenen Grenzübertritt heute an der ganzen schweiz.-deutschen Grenze noch an der Tagesordnung. Zweitens haben auch die deutschen Grenzorgane trotz der angeblich strikten Weisung aus Berlin, jede Mitwirkung bei den illegalen Grenzübertritten zu unterlassen, und trotzdem die deutsche Regierung erklärt hat, Deutschland wünsche nicht, dass die Juden aus Österreich sich nach der Schweiz begeben, noch nicht begriffen, dass es bitter ernst ist mit dieser Massnahme. Es sind sogar in den letzten Tagen noch Fälle der Mithilfe bei der illegalen Einreise nach der Schweiz durch deutsche Grenzorgane festgestellt worden. Es ist vorauszusehen, dass der Kampf mit den Flüchtlingen und ganz besonders auch mit den deutschen Grenzorganen um die Aufrechterhaltung der getroffenen Massnahmen von langer Dauer sein wird.

Da vorauszusehen war, dass die deutsche Regierung in absehbarer Zeit den Beschluss fassen werde, keine neuen österreichischen Passformulare mehr auszugeben und die bereits ausgegebenen von einem bestimmten Zeitpunkte an als ungültig zu erklären, hat unsere Gesandtschaft in Berlin bereits im April dieses Jahres mit dem dortigen Auswärtigen Amt Fühlung genommen, um einen Weg zu finden, der die Kontrolle der Einreise der Emigranten erlauben würde, ohne dass man das Visum für alle Inhaber deutscher Reisepässe einführen müsste⁵. Von der Annahme ausgehend, dass der deutsche Pass den Emigranten für eine kürzere Frist ausgestellt würde als den anderen Deutschen, wurde angeregt, das Visum nur einzuführen für Pässe, deren Gültigkeitsdauer eine bestimmte Frist nicht überschreiten würde. Die Gesandtschaft wurde aber vom Auswärtigen Amt darauf aufmerksam gemacht, dass kurzfristige Pässe in grossem Umfange ausgestellt würden, so an alle Wehrpflichtigen und Arbeitsdienstpflchtigen, aber auch in allen Fällen, wo nur eine befristete Ausreise beabsichtigt und nur ein kurzfristiger Pass verlängert werde. Dazu könnte keinerlei Gewähr dafür übernommen werden, dass den von der Schweiz als unerwünscht betrachteten Emigranten nur kurzfristige Pässe ausgestellt würden. Grundsätzlich gehe die Praxis der deutschen Behörden dahin, gerade auch den Emigranten Pässe für die Zeitdauer auszustellen, für die sie sie benötigen, um die Bewilligung anderer Staaten zur Einwanderung zu erhalten. Andererseits wurde mit Nachdruck betont, dass man in Deutschland die gegenwärtig bestehende Sondermassnahme gegenüber den Österreichern als höchst unerwünscht empfinde, weil sie den falschen Eindruck zu erwecken geeignet sei, dass die Schweiz den An-

4. Cf. N° 363.

5. Cf. N° 274, annexe.

schluss Österreichs an das Reich noch nicht als vollzogene Tatsache anerkenne. Aus diesem Grunde wäre auch die ins Auge gefasste Anwendung des Visumszwanges auf alle Inhaber deutscher Reisepässe mit Wohnsitz in Österreich vom deutschen Standpunkt aus höchst unerfreulich, abgesehen davon – wie der Vertreter des Auswärtigen Amtes bemerkte – dass eine solche Lösung ja auch das schweizerischerseits damit verfolgte Ziel nur unvollkommen verwirklichen würde, weil es sehr leicht sein dürfte, diese Massnahme zu umgehen. Bei diesen Besprechungen wurde betont, dass die inneren deutschen Stellen darauf drängten, dass auch deutscherseits das Visum gegenüber der Schweiz wiedereingeführt werden müsste, wenn die Schweiz etwa das Visum für den deutschen Pass obligatorisch erklären sollte.

Die deutsche Regierung verfügte, dass die bereits ausgestellten österreichischen Pässe vom 1. Januar 1939 an ungültig sein werden. Als das Departement von einer weiteren Verfügung Kenntnis erhielt, wonach vom 15. August an die deutschen Passvorschriften auch auf das Land Österreich ausgedehnt würden, erkundigte es sich durch das Generalkonsulat in Wien, ob von diesem Tage an auch dort nur noch deutsche Pässe ausgestellt würden. Die eingezogenen Erkundigungen ergaben zunächst, dass vom 16. August an arische Personen ausschliesslich der deutsche Pass ausgestellt werde; über die Frage, ob er auch an Juden ausgestellt werde, werde noch heftig diskutiert. Die Diskussion wird vermutlich um folgendes gegangen sein: Die Stellen, die sich mit der Bekämpfung der Juden befassen, werden zunächst erklärt haben, es gehe nicht an, diesen minderwertigen Staatsbürgern den hochwertigen deutschen Pass in die Hände zu geben. Darauf wird ihnen entgegnet worden sein: Wenn ihr den Juden einen anderen, besonderen Ausweis ausstellt, so werden sie damit als Emigranten bezeichnet und ihr werdet sie nicht losbringen, weil andere Länder ihnen keine Einreisebewilligung erteilen werden. Deshalb wurde wohl das kleinere Übel gewählt und der Beschluss gefasst, künftig auch den Juden den deutschen Pass zu geben.

Dieser Beschluss fiel auf die Tage, in denen das Politische Departement durch die deutsche Gesandtschaft in Bern und durch unsere Gesandtschaft in Berlin beim Auswärtigen Amt die schärfsten Reklamationen anbringen musste wegen des Verhaltens der deutschen Grenzorgane der Schweiz gegenüber⁶. Es beauftragte unsere Gesandtschaft, die Frage nach einem Weg zur Einreisekontrolle für Emigranten unter Vermeidung der Einführung des Visums auf allen deutschen Pässen erneut aufzugreifen, sie aber zu distanzieren von den Reklamationen und ausdrücklich als das hinzustellen, was sie ist, nämlich eine rein technische Frage. Das Departement versuchte zunächst, damit zum Ziele zu kommen, dass es der deutschen Regierung nahelegte, sie möchte einen strikten Befehl erlassen, allen Juden den Pass zu verweigern, solange sie nicht im Besitze einer schweiz. Einreisebewilligung seien. Der Vorschlag wurde in dem Sinne günstig aufgenommen, dass erklärt wurde, Deutschland würde damit für Deutsch-Österreich zur gleichen Regelung kommen wie sie heute im Altreich besteht, wo den Juden die Pässe abgenommen und nur wieder ausgehändigt werden, wenn sie die Bewilligung zur Übersiedlung in ein anderes Land vorwei-

6. Cf. N° 360.

sen können. Eine solche Weisung hätte also zur Folge, dass die bisher in Deutsch-Österreich angewandte Praxis, wonach die Juden mit den schärfsten Mitteln zu möglichst rascher Ausreise gedrängt werden, aufgegeben und durch eine geregelte Auswanderung ersetzt würde.

Das Departement hatte zu gleicher Zeit unsere Gesandtschaft ersucht, dem Auswärtigen Amt unter Hinweis auf die verfügte Grenzsperrung und auf die an der Grenze zu deren Durchsetzung getroffenen Massnahmen, namentlich Einsetzung von Militär, zu eröffnen, dass man unbedingt auf einer lückenlosen Kontrolle der Einreise der Emigranten bestehen müsste. Zugleich wurde das Auswärtige Amt ersucht, dafür zu sorgen, dass Weisung erteilt werde, wonach vorläufig keine deutschen Pässe an österreichische Juden verabfolgt würden. Am 20. August teilte die Gesandtschaft dem Departement mit, es sei die Weisung erlassen worden, «dass bis auf weiteres deutsche Reisepässe mit Geltung für das Ausland an Juden in den Fällen nicht ausgestellt würden, in denen nicht einwandfrei feststehe, dass der Pass nicht zur Reise nach der Schweiz benützt würde»⁷.

Um die Einführung des Visums durch die Schweiz auf dem deutschen Pass zu vermeiden, wurde deutscherseits folgende Weisung an sämtliche deutschen Passbehörden in Aussicht genommen:

«Jüdischen Passbewerbern, bei denen nach der Lage des Falles Grund zur Annahme besteht, dass sie sich nach der Schweiz begeben wollen, darf der Pass erst ausgestellt werden, wenn sie nachweisen dass sie in der Schweiz genehm sind.»

Das Auswärtige Amt hat der Gesandtschaft dazu ausdrücklich mitgeteilt, dass es selbstverständlich ganz vertraulich bleiben müsse, dass eine solche Weisung ergehe.

Eine solche Regelung wäre nach den gemachten Erfahrungen nicht geeignet, die notwendige Kontrolle zu schaffen, ja sie wäre direkt eine Zumutung an die deutschen Passbehörden. Diese hätten das Passgesuch schon 6–8 Wochen in Prüfung gehabt und müssten dann, wenn sie glaubten, jetzt hätten sie wieder einen Juden los, da er nach den deutschen Vorschriften ausreisefähig wäre, ihn zuerst noch auf Herz und Nieren prüfen, ob er nicht etwa die Absicht habe, nach der Schweiz zu fahren. Selbst wenn eine andere Einstellung gegenüber der Schweiz vorhanden wäre bei den deutschen Behörden, als man sie leider feststellen müsse, wäre das eine Unmöglichkeit.

Das Departement machte deshalb durch die Gesandtschaft in Berlin am 22. August folgenden formulierten Vorschlag, der durch einen Notenwechsel zu einer vertraglichen Verpflichtung ausgebaut werden sollte:

«Um zu vermeiden, dass die Schweiz zur für sie unbedingt notwendigen

7. *La citation est rendue ici en style indirect. L'original – une lettre de Kappeler à Bonna – dit littéralement:* So wurden heute auf Grund meines Begehrens die Passtellen in Wien, Köln, Aachen, Trier und das deutsche Konsulat in Rom, die nach Angaben von Herrn Dr. Rothmund bereits deutsche Pässe an Juden ausgestellt haben, telegraphisch angewiesen, dass bis auf weiteres deutsche Reisepässe mit Geltung für das Ausland an Juden in den Fällen nicht ausgestellt werden dürfen, in denen nicht einwandfrei feststeht, dass der Pass nicht zur Reise nach der Schweiz benützt wird. (E 2001 (D) 2/114).

lückenlosen Kontrolle der Einreise deutscher Emigranten den Sichtvermerk auf dem deutschen Reisepass ganz allgemein einführen muss, wurde folgendes vereinbart:

An arische Personen, denen die Rückkehr nach Deutschland untersagt ist, sowie an alle Nichtarier wird der deutsche Reisepass nur ausgehändigt, nachdem von der zuständigen deutschen Passbehörde auf der ersten Seite des Passes folgender Vermerk eingetragen ist:

Zum Grenzübertritt nach der Schweiz Sichtvermerk eines schweiz. Konsulates notwendig.

Auf bereits ausgestellten Pässen wird der Vermerk eingetragen, sobald sie der Passbehörde aus irgendeinem Grunde vorgelegt werden.»⁸

Auch dieser Vorschlag konnte nicht ohne Bedenken gemacht werden. Man hätte zwar dadurch, dass es sich um eine vertragliche Abmachung mit der deutschen Regierung handeln würde, mehr Garantien für seine Durchführung als dies der Fall ist bei rein internen Weisungen, wie sie die deutschen Stellen an die Grenzkontrollorgane gerichtet haben. Bekanntlich halten sich diese ja auch heute noch nicht strikte daran. Wenn man aber in Betracht zieht, dass Deutschland die österreichischen Juden um jeden Preis loshaben will, selbst um den Preis der Missachtung durch die Grosszahl der anderen Länder und Völker, nicht zu reden vom schweiz. Nachbarn, und wenn man daran denkt, dass Reichsminister Göring kurz nach dem Anschluss in einer öffentlichen Rede erklärt hat, Wien werde in 5 Jahren eine deutsche Stadt sein, also keine Juden mehr beherbergen, so bestehen sehr grosse Zweifel daran, ob auch eine vertragliche Abmachung durchgeführt würde. Wenn Deutschland darauf eingehen würde, sollte man immerhin den Versuch wagen.

Es ist jedoch zu erwarten, dass der Vorschlag abgelehnt wird. Sicher ist, dass die deutsche Regierung keinen besseren unterbreiten kann. Es wird also voraussichtlich nichts anderes übrig bleiben, als das Visum für alle Inhaber deutscher Pässe wieder einzuführen; denn eine Kontrolle an der Grenze mit der Aufgabe, beim Grenzübertritt Emigranten von Nichtemigranten, das heisst heute den Juden vom Nichtjuden zu unterscheiden, wäre mit den allerschwersten Nachteilen verbunden und könnte dazu nicht einmal zum gewünschten Ziele führen. Es besteht kein Zweifel daran, dass Deutschland seinerseits das Visum auch auf dem schweiz. Pass einführen wird. So unangenehm eine solche Massnahme auch ist, so sieht man jedoch keinen Ausweg aus der Lage, in die man aus alleinigem Verschulden Deutschlands gekommen ist.

Es besteht jedoch noch eine Schwierigkeit. Das Visum zwischen der Schweiz und Deutschland wurde seinerzeit durch einen Notenaustausch vom 9. Januar 1926 aufgehoben⁹, in welchem in Ziffer VI eine Kündigungsfrist von einem Monat vorgesehen ist. Obgleich bis heute nach den an der Grenze gemachten Feststellungen offenbar noch nicht sehr zahlreiche deutsche Pässe an österreichische Juden ausgestellt worden sind, kann man nicht damit rechnen, dass die

8. *Le texte complet de cette proposition suisse, que l'Auswärtiges Amt appelle «Entwurf einer Vereinbarung über die passrechtliche Behandlung deutscher Emigranten» dans sa note du 29 août (E 2001 (D) 2/114), n'a pas été retrouvé.*

9. Cf. E 1004.1 1/298, N° 37.

dem Departement vertraulich mitgeteilte Weisung an die Passtelle in Wien und an einige Passtellen im Altreich, die der deutschen Regierung namentlich bekanntgegeben wurden als solche, die schon deutsche Pässe an Juden ausgestellt hatten, noch während eines ganzen Monats aufrechterhalten bleiben kann oder befolgt wird. Die deutsche Regierung wird deshalb ersucht werden müssen, in beidseitigem Einvernehmen auf die Kündigungsfrist zu verzichten. Sie kann vielleicht dazu gebracht werden wenn man sie darauf aufmerksam macht, dass die Schweiz sonst gezwungen wäre, eine rigorose Kontrolle bei der Einreise vorzunehmen. Eine solche hätte, wie schon angedeutet, die allergrössten Unzukömmlichkeiten im Gefolge. Abgesehen von den Zugverspätungen, die den Reisendenverkehr in der Schweiz schwer stören würden, müssten viele deutsche Reisende, die gut auf unser Land eingestellt sind, durch die schikanöse Kontrolle verärgert werden, was der Schweiz in der bisher gut auf sie eingestellten Bevölkerung schweren Schaden bringen könnte. Es ist zwar anzunehmen dass eine solche Demonstration die Reichsregierung in wenigen Tagen dazu bringen würde, das kleinere dem grösseren Übel vorzuziehen und der Abkürzung der Kündigungsfrist zuzustimmen. Man sollte deshalb den Versuch machen, die deutsche Regierung dazu zu bringen, sich mit der sofortigen Wiedereinführung des Visums einverstanden zu erklären.

Auch sollte der Versuch gemacht werden, Deutschland doch noch zur Annahme des letzten Vorschlages zu bewegen. Vielleicht ist dies möglich, wenn unsere Gesandtschaft ihr mitteilen kann, der Bundesrat habe grundsätzlich die Wiedereinführung des Visums beschlossen und sie beauftragt, das Abkommen vorsorglich zu kündigen für den Fall, dass eine andere Lösung nicht gefunden werden könne. Dies wiederum mit dem ausdrücklichen Hinweis darauf, dass man fest entschlossen ist, um jeden Preis eine lückenlose Kontrolle der deutschen Emigranten vor der Einreise durchzuführen.

Es wird *beschlossen*:

1. Das Abkommen mit Deutschland vom 9. Januar 1926 über die Aufhebung des Visums wird *vorsorglich* gekündigt.
2. Für den Fall, dass es den Bemühungen unserer Gesandtschaft in Berlin gelingen sollte, mit der deutschen Regierung eine andere Lösung vorzubereiten, die eine lückenlose Kontrolle der Einreise von deutschen Emigranten nach der Schweiz ermöglicht, wird diese Kündigung zurückgezogen.
3. Wenn Ziffer 2 nicht durchführbar ist, wird die Gesandtschaft beauftragt, die deutsche Regierung dazu zu bewegen, auf die Einhaltung der Kündigungsfrist zu verzichten.
4. Das Justiz- und Polizeidepartement wird beauftragt, im Einvernehmen mit dem Politischen Departement die Vorbereitungen für die Wiedereinführung des Visums zu treffen und dem Bundesrat über den Zeitpunkt für die Inkraftsetzung dieser Massnahme Antrag zu stellen.
5. Sollte die Wiedereinführung des Visums notwendig werden und die deutsche Regierung auf der Einhaltung der Kündigungsfrist bestehen, so wird das Justiz- und Polizeidepartement beauftragt, die nötigen Weisungen zu erlassen, damit bis zur Wiedereinführung des Visums die Kontrolle der Reisenden an der Grenze so ausgebaut wird, dass alle Emigranten zurückgewiesen werden können.

6. Die Gebühren für das Visum auf dem deutschen Pass werden gemäss Art. 2 des Bundesratsbeschlusses betr. die Gebührenordnung zum Bundesgesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer vom 27. April 1934 festgesetzt. Vom Inkrafttreten des Visums auf dem deutschen Pass an gelten die gleichen Gebühren für das Visum auf dem österreichischen Pass.

7. Das eidg. Justiz- und Polizeidepartement und das eidg. Politische Departement sind mit der Durchführung dieses Beschlusses beauftragt. Für den Fall der Wiedereinführung des Visums auf dem deutschen Pass regeln die vom Justiz- und Polizeidepartement zu erlassenden Weisungen die Zuständigkeit für die Erteilung des Visums derart, dass der normale Verkehr von Deutschen nach der Schweiz möglichst wenig behindert wird. Diese Weisung gilt solange, als Deutschland bei der Erteilung des Visums auf dem Schweizerpass Gegenrecht hält. Das Justiz- und Polizeidepartement ist ermächtigt, gegebenenfalls andere Weisungen zu erlassen.

8. *Dieser Beschluss ist nicht für die Presse bestimmt.* Das Justiz- und Polizeidepartement wird ermächtigt, im Einvernehmen mit dem Politischen Departement die Presse zu orientieren, falls der Bundesrat die Wiedereinführung des Visums auf dem deutschen Pass anordnen muss.

370

E 2001 (D) 4/16

*Le Représentant du Conseil fédéral suisse à Burgos, E. Broye,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L N° 24. Confidentiel

Saint-Sébastien, 2 septembre 1938

Au cours de la visite que je lui fis hier, le Délégué du Ministère des Affaires Extérieures m'annonça le tout prochain envoi d'un mémorandum attirant l'attention du Conseil fédéral sur la situation délicate qui serait créée entre la Suisse et le Gouvernement Franco et par voie de conséquence pour moi-même et ma propre mission si notre pays donnait son adhésion à un projet de convention contre les bombardements aériens que la République de Cuba doit présenter prochainement à la Société des Nations. Cette initiative cacherait une manœuvre russe dirigée contre l'Espagne, quoique celle-ci ne soit pas nommée, dans un texte séduisant en soi par son humanitarisme, mais dont elle ne saurait considérer l'acceptation comme un acte indifférent à son égard.

Je vous enverrai ce mémorandum¹ sitôt reçu par télégramme. [...]².

1. *Non reproduit.*

2. *Suit une information sans rapport avec les bombardements aériens des populations civiles. Dans sa réponse à Broye du 8 septembre 1938, Motta reconnaissait que cette question était délicate, mais il ajoutait: Il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'une question humanitaire et, si elle*

était traitée sur le seul plan des principes généraux du droit des gens, la Suisse ne saurait guère faire opposition à une résolution raisonnable de l'Assemblée. Le fait est que nous réprouvons et devons réprouver tout bombardement des populations civiles effectué en dehors de tout objectif militaire. Sur ce point, il n'est personne, ce nous semble, qui puisse différer d'avis. Au cas toutefois où la discussion prendrait une allure nettement politique et où la résolution qui en traduirait les résultats serait trop nettement dirigée contre un pays déterminé, il nous resterait toujours la possibilité de nous abstenir. Ce serait conforme à notre politique de neutralité. Cf. aussi N° 361.

371

E 2001 (D) 2/32

*Le Conseil fédéral au Conseil d'Etat de Bâle-Ville*¹

Copie

L

Bern, 2. September 1938

Getreue, liebe Eidgenossen!

Wie der Bundesrat aus Zeitungsmeldungen entnommen hat, sind in Basel in letzter Zeit zwei Gesetzesinitiativen nach kantonalem Recht zur Unterzeichnung aufgelegt und bereits der Staatskanzlei eingereicht worden. Die eine richtet sich gegen die nationalsozialistischen, von Ausländern gebildeten sowie gegen verwandte Organisationen; diese sollen als staatsgefährlich erklärt und im Gebiet des Kantons Basel-Stadt verboten werden, ebenso die Herstellung, die Einfuhr und der Vertrieb der Presseerzeugnisse der N.S.D.A.P. Die andere, allgemeiner gefasste Initiative will alle nationalsozialistischen oder faschistischen Organisationen, unter besonderer Nennung bestimmter Vereinigungen, sowie jede Propaganda dieser Art verbieten und Widerhandlungen mit schweren Strafen treffen.

Der Bundesrat hat sich mit der Frage befasst, wie diese Initiativen sich zum Bundesrecht verhalten. Die Frage allerdings, ob sie, das Zustandekommen der vorgeschlagenen Gesetze vorausgesetzt, einen unzulässigen Eingriff in die von der Bundesverfassung garantierte Vereinsfreiheit und Pressefreiheit enthalten, ist von uns nicht zu untersuchen; das wäre gegebenenfalls Sache des Bundesgerichts auf staatsrechtliche Beschwerde hin. Dagegen haben wir mit Beunruhigung festgestellt, dass die erstgenannte Initiative auf ein der Bundesgewalt vorbehaltenes Gebiet übergreift. Sie beschränkt sich nicht auf Massnahmen gegen einen Missbrauch der Vereins- und Pressefreiheit, sondern sie bezweckt eine zudem einseitig gerichtete Abwehr einer ausländischen Gefährdung unserer demokratischen Einrichtungen. Sollte aber eine solche Gefahr bestehen, so berührt sie das ganze Land und nicht nur einen Kanton. Massnahmen zum Schutze der äussern Sicherheit des Landes fallen in die Zuständigkeit des Bundes (Art. 85 Z.6, 102 Z.8 und 9 BV)². Ein Verbot ausländischer Organisatio-

1. *Cette lettre est signée*: Im Namen des Bundesrates, der Bundespräsident, Baumann, der Bundeskanzler, G. Bovet.

2. Cf. RO, 1876, vol. 1, pp. 25, 29.

nen in der Schweiz trifft unvermeidlich die Beziehungen zum Ausland selbst, es ist eine Frage der internationalen Politik und berührt die völkerrechtliche Stellung des Landes. Für diese tragen aber die Bundesbehörden, und nur sie, die Verantwortung. Demgemäss muss der Bundesrat auch die ausschliessliche Kompetenz beanspruchen, die im Interesse des gesamten Landes erforderlichen Massnahmen zu treffen oder den gesetzgebenden Behörden vorzuschlagen. Ein gesondertes und einseitiges Vorgehen der Kantone auf diesem Gebiet müsste zu unerträglichen Zuständen führen. Die Einfuhr von Presseerzeugnissen über die Grenze kann ohnehin wirksam nur durch die Organe des Bundes kontrolliert werden.

Die Bundesbehörden sind denn auch in der Abwehr unerwünschter Einflüsse von aussen nicht untätig geblieben. Wir verweisen auf den Bundesbeschluss vom 21. Juni 1935 betr. den Schutz der Sicherheit der Eidgenossenschaft (das sog. Spitzelgesetz)³, das Bundesgesetz vom 8. Oktober 1936 betr. Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft⁴, die Beschlüsse des Bundesrates vom 1. Februar 1932 und 12. Mai 1933 über das Verbot von Uniformen⁵, die Richtlinien des Justiz- und Polizeidepartements vom 26. September 1935 betr. politische Vereinigungen von Ausländern in der Schweiz⁶, den Bundesratsbeschluss vom 3. November 1936 betr. Teilnahme ausländischer Redner an politischen Versammlungen⁷ und schliesslich auf den Bundesratsbeschluss vom 27. Mai 1938 betr. Massnahmen gegen staatsgefährliches Propagandamaterial⁸. Diese Massnahmen dürften zur Zeit hinreichende Möglichkeiten bieten, die vom Ausland her drohenden Gefahr abzuwenden. Im Falle der Not kann und wird der Bundesrat jederzeit weitere Schritte tun.

Aus diesen Gründen sehen wir uns genötigt, Einspruch zu erheben gegen den Erlass eines kantonalen Gesetzes, wie die gegen die ausländischen Organisationen gerichtete Initiative es sich zum Ziel setzt. Im Erlass dieses Gesetzes müssten wir einen Verstoss gegen die verfassungsmässige Ausscheidung der Kompetenzen zwischen Bund und Kantonen erblicken. Wir ersuchen den Regierungsrat, von diesem Einspruch dem Grossen Rat Kenntnis geben und das Nötige veranlassen zu wollen, damit die Verwirklichung der Initiative unterbleibt.

Der zweiten Initiative kommt insofern ein anderer Charakter zu, als sie sich allgemein gegen die nationalsozialistischen und fascistischen Organisationen richtet. Es kann aber kein Zweifel darüber bestehen, dass sie mit dieser Umschreibung auch Vereinigungen von Ausländern trifft. Insofern gelten also für sie die nämlichen Erwägungen wie für die erste Initiative; sie erweist sich in diesem Umfang ebenfalls als bundesrechtswidrig. Den zuständigen kantonalen Instanzen müssen wir es überlassen, auf Grund des kantonalen Rechts die Konsequenzen aus dieser Sachlage zu ziehen.

3. Cf. RO, 1935, vol. 51, p. 495.

4. Cf. RO, 1937, vol. 53, p. 37.

5. Cf. RO, 1932, vol. 48, p. 57 et 1933, vol. 49, p. 315.

6. Cf. FF, 1935, vol. 2, p. 457.

7. Cf. RO, 1936, vol. 52, p. 845.

8. Cf. N° 240, note 14.

Wir gewärtigen gerne Ihre Mitteilung über die Folge, die unserem Einspruch gegeben wird und benützen auch diesen Anlass, um Sie, getreue, liebe Eidgenossen, samt uns in Gottes Machtschutz zu empfehlen⁹.

9. *Pour la réponse du Conseil d'Etat de Bâle-Ville, cf. N° 375.*

372

E 4300 (B) 1969/78/1

*Notice du Chef de la Division de Police du Département de
Justice et Police, H. Rothmund*

Copie

Bern, 2. September 1938

NOTIZ
ÜBER DIE BESPRECHUNG MIT DEM DEUTSCHEN GESANDTEN
AM 2. SEPTEMBER, 11 UHR 30

Herr Minister Koecher spricht vor mit einer längeren schriftlichen Instruktion aus Berlin. Er gibt mir diese teilweise wörtlich bekannt. Sie enthält nochmals den Vorschlag, den das Auswärtige Amt in seiner Note vom 29. August¹ bereits wiederholt hat. Herr Koecher hat den Auftrag, hervorzuheben, welche Anstrengungen sich die deutsche Regierung gegeben habe, um einerseits die Zuschiebungen von Flüchtlingen durch deutsche Grenzorgane zu verhüten und andererseits Anordnungen zu treffen, die es der Schweiz erlauben sollten, eine Einreisekontrolle über die Emigranten zu haben, ohne dass das Visum auf dem deutschen Pass eingeführt werden muss. Ich lege ihm die technischen Gründe noch einmal dar, die den deutschen Vorschlag als ungenügend erscheinen lassen, weil er uns nicht ermöglichen würde, eine lückenlose Kontrolle über die Einreise von Emigranten zu haben. Ich insistiere ganz besonders darauf, dass wir ohne diese nicht auskommen können. Der neuerlichen Betonung Herrn Koechers gegenüber, dass Deutschland nicht wünsche, dass diese Flüchtlinge nach der Schweiz gehen, erkläre ich ihm, dass man dann doch in Berlin verstehen müsse, dass wir nicht ohne ein lückenloses Kontrollsystem auskommen könnten. Ich setze ihm die Lage auseinander, in der wir uns heute befinden, und weise ganz besonders auf die grossen Schwierigkeiten hin, die wir haben werden, um die bereits in der Schweiz sich befindenden – zum Teil mit Mitwirkung der deutschen Behörden eingereisten – mittellosen Flüchtlinge loszuwerden. Ich betone auch, dass wir uns stets bemüht haben, nicht verjudet zu werden und dass wir es auch in Zukunft unter keinen Umständen werden wollen; man sollte doch Verständnis haben dafür in Berlin.

Was den deutschen Vorschlag anbetrifft, weise ich ihn namentlich auf zwei Punkte hin: Erstens könnte kein Mensch in Deutschland verhindern, dass die

1. *Cf. N° 368.*

Juden mit deutschen Pässen via Frankreich oder Italien in die Schweiz einreisen würden. Zweitens würde es, selbst wenn die deutschen Passbeamten die Weisung, Juden, von denen sie vermuten müssten, dass die nach der Schweiz reisen wollten, keinen deutschen Pass auszustellen, strikte befolgen würden, nach wenigen Tagen unter der Judenschaft bekannt werden. Die Passbewerber, die nach der Schweiz gehen wollten, würden dann einfach behaupten, sie hätten die Absicht, in ein anderes Land zu reisen. Wie sollte der Beamte ihnen dann das Gegenteil beweisen können. Nachdem jeder Beamte weiss, dass die Regierung die Juden um jeden Preis loshaben will, so müsste er doch im Zweifelsfall den Pass ausstellen. Einmal im Besitz des Passes könnte zudem doch der Passinhaber nicht von der Polizei bis zur Grenze des Landes geführt werden, das er als Reiseziel angegeben hatte.

Herr Koecher suchte nach einem Weg und fragte mich, ob den nicht eine Möglichkeit für uns bestehen würde, auf das Visum zu verzichten, wenn die Passinhaber ausdrücklich als Juden bezeichnet werden. Ich antwortete ihm, technisch sei das gewiss möglich, wir müssten aber dann das Visum wieder einführen für die Juden. Ob das Politische Departement und der Bundesrat eine solche Massnahme billigen könnten, sei allerdings fraglich. Ich könne ihm deshalb nur sagen, dass die Lösung *technisch* möglich wäre. Nachdem Herr Koecher mir aber einen Satz aus seiner Instruktion vorgelesen hatte, der dahin ging, bei dem von uns in Berlin gemachten Vorschlag würden die deutschen Juden schlechter behandelt als die Juden aus anderen Ländern, eine Diskriminierung, die Deutschland nicht wolle, könnte doch wohl der von Herrn Koecher vorgeschlagene Weg nicht beschritten werden. Auch sei es mir klar, dass Deutschland eben die Bezeichnung der Juden als solche im Pass nicht wolle, weil es sonst den Juden den deutschen Pass gar nicht ausstellen, sondern ihnen irgendein anderes Identitätspapier verabfolgen würde. Herr Koecher will trotzdem den Vorschlag nach Berlin bekanntgeben, mit der Beifügung, dass seine Durchführung hier technisch möglich scheine, dass es aber fraglich sei, ob er nicht aus anderen Gründen unmöglich sei. Herr Koecher ist einverstanden, dass ich Herrn Kappeler davon verständige.

Er fügte noch bei und las mir die Stelle aus den Instruktionen vor, dass es Deutschland als unfreundlichen Akt der Schweiz betrachten würde, wenn die Schweiz auf der Wiedereinführung des Visums bestehen würde. Ich entgegnete ihm, dass ich eine solche Erklärung nach allem, was vorausgegangen sei, als eine Unfreundlichkeit der Schweiz gegenüber betrachte.

Ich habe den bestimmten Eindruck, dass Deutschland nun mit allen Mitteln versucht, uns für den Fall der Wiedereinführung des Visums ins Unrecht zu versetzen, obgleich es ganz genau weiss, dass seine Erklärungen, es wünsche nicht, dass die Juden nach der Schweiz kämen, nur Wert haben können, wenn es neben dem Verbot an seine Grenzbeamten, uns solche Ausländer zuzuschicken, uns auch das Mittel zu einer technisch lückenlosen Einreisekontrolle in die Hand gibt. Man weiss aber in Berlin ganz genau, dass das nicht möglich ist, ohne dass Deutschland die Emigranten im Ausweispapier als solche bezeichnet. Da es dies aus unaufrichtigen Gründen nicht tun will, soll nun der Spiess umgedreht und die Schweiz ins Unrecht versetzt werden.

Wir wollen immerhin noch einen Versuch machen mit dem Antrag Koecher,

und ich werde deshalb vorschlagen, Herrn Kappeler zu ersuchen, noch einmal von dieser Seite anzupacken.

Herr Koecher war am Schluss der Besprechung anscheinend überzeugt, dass kein anderer Weg bleibt als die Wiedereinführung des Visums. Ich ersuchte ihn, dahin zu wirken, dass Berlin sich mit uns verständigt über das Datum des Inkraftsetzens, ohne sich auf die vorgesehene einmonatige Kündigungsfrist zu versteifen.

373

E 27, Archiv-Nr. 9758, Bd. 1

*L'Attaché militaire de Suisse à Berlin, H. von Werdt,
au Service de l'Etat-Major général, 5^e Section¹*

Copie
R N° 42

Berlin, 7. September 1938

Ich weiss zwar nicht, ob es in meinen Pflichtenkreis gehört, aber auf jeden Fall wird es einem Militärattaché erlaubt sein, Vorschläge militärischer Art zu machen, wenn er dies für seine Pflicht hält.

Über Details der momentanen politischen Lage brauche ich mich nicht mehr zu äussern.

Nur nochmals sei erwähnt, dass Deutschland nicht wie bei der österreichischen Aktion mehr oder weniger unvorbereitet ist, sondern alle Details für einen eventuellen Krieg vorbereitet hat. Dies geht aus zahlreichsten kleinen Verordnungen und Verfügungen hervor, die teils öffentlich zugänglich, teils einem durch Erzählen von davon Betroffenen täglich zur Kenntnis gelangen.

Ja sogar die Eltern mussten (offiziell freiwillig) ihren Kindern in der Schule die Zustimmung geben, für den Fall eventueller Notwendigkeit zur Feldarbeit verwendet werden zu können. Es soll auch schon organisiert sein, wohin u.s.w.

Die schwere Artillerie ist da. Das hat die jüngste Parade deutlich gezeigt.

Kurz: Deutschland ist bereit! Trotzdem betone ich, dass alle offiziellen deutschen Stellen noch immer die Überzeugung haben, es werde sich die Lösung auf friedlichem Wege erreichen lassen. Ich selbst glaube nach wie vor an keinen Krieg, weil ich glaube, dass Deutschland wie Frankreich durch die Betonung einer Kriegsbereitschaft die friedliche Lösung zu erlangen hoffen.

Aber die Möglichkeit eines Krieges zu leugnen, wäre unvorsichtig. Und dass Frankreich eventuell doch dem, wenn auch noch unfertigen deutschen Festungsgürtel durch unser Land ausweichen will, wäre militärisch gedacht, möglich.

Daher hielte ich es für zweckmässig, wenn auch bei uns gewisse vorbereitende Massnahmen getroffen werden würden, die – auch wenn sie durch Indis-

1. *Section des renseignements.*

kretion publik würden – weder die Öffentlichkeit noch das Ausland beunruhigen könnten.

Massnahmen, die erklärt werden könnten als eine natürliche Folge der nun zu Ende gehenden Durchführung der neuen Organisation.

Darunter fielen: Kontrolle durch Kommandanten der beim Truppenkörper zu führenden Mobilmachungsakten. Ich weiss von meiner Regiments-Führung, dass das nicht immer klappte.

Inspektion über das Korpsmaterial. Kontrolle der Pferdestellung u.s.w.

Eventuell auch eine Grenzschutz-Alarmübung in dem Abschnitt, wo es nicht klappte, Alarm-, und Besetzungsübungen der freien Grenzschutzkompagnien (das Ausland hat sich ja jetzt an unsere Grenzschutzübungen gewöhnt). Luftschutzübungen, Rot-Kreuz-Vorsorgen u.s.w.

374

E 2001 (D) 2/114

*Le Chargé d'Affaires ad interim
de la Légation de Suisse à Berlin, F. Kappeler,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*¹

L Dringend

Berlin, 7. September 1938

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom 1. dieses Monats² betreffend die Kontrolle über die Einreise deutscher Emigranten zu bestätigen, das sich mit meinen Mitteilungen vom gleichen Tage gekreuzt hat³. In der Folge bin ich auch von Herrn Dr. Rothmund über den Schritt des deutschen Gesandten in der gleichen Angelegenheit verständigt worden.

Anknüpfend an jene Unterhaltung eröffnete mir heute Herr Geheimrat Rödiger vom Auswärtigen Amt, dass man deutscherseits die Frage erneut geprüft habe, wie eine allgemeine Wiedereinführung des Sichtvermerkwanges vermieden werden könne. Um der Schweiz soweit als möglich entgegenzukommen, sei man deutscherseits grundsätzlich bereit, eine Kennzeichnung der an Juden ausgestellten Pässe vorzunehmen, die sich sowohl auf das Altreich als auch auf Österreich und endlich auch auf die im Ausland ausgestellten deutschen Pässe für Juden erstrecken würde. Gleichzeitig wäre die deutsche Regierung damit einverstanden, dass schweizerischerseits für die so gekennzeichneten Pässe der Sichtvermerkwang eingeführt wird. Allerdings könnte man

1. *Annotation manuscrite de Motta*: Affaire à discuter avec le Dép. de Justice et Police. 8.9.38. M.

2. *Non reproduite*.

3. *Non reproduite*.

deutscherseits dabei nicht auf eine gewisse Gegenseitigkeit verzichten. In dieser Beziehung gelang es mir, den Vertreter des Auswärtigen Amtes davon zu überzeugen, dass eine Kennzeichnung der Pässe von schweizerischen Juden aus praktischen und verfassungsmässigen Gründen unmöglich sei. Dagegen wünscht man deutscherseits zum mindesten den Sichtvermerkzwang für Schweizerjuden vorzuschreiben, ohne dass eine Mitwirkung schweizerischer Behörden bei der Durchführung Platz zu greifen hätte.

Für die Kennzeichnung der Judenpässe wurden mir zwei Vorschläge vorgelegt, von denen wohl nur der zweite, übrigens auch nach der Ansicht des Auswärtigen Amtes, durchführbar ist. Der erste geht nämlich dahin, die Unterstreichung der Vornamen, die sonst mit schwarzer Tinte vorgenommen wird, bei den Juden mit roter Tinte vorzunehmen. Dabei besteht auf jeden Fall die Gefahr, dass die Inhaber nachher die Striche mit schwarzer Tinte überstreichen. Dagegen geht der zweite Vorschlag dahin, auf der ersten Seite des Passes links oben einen Stempel anzubringen, bestehend aus einem Kreis von ca. 2 cm Durchmesser und dem Buchstaben J oder allenfalls auch einem anderen Zeichen, wozu wir noch Wünsche äussern können. Ich habe den Eindruck, dass diese Kennzeichnung unseren Bedürfnissen vollauf genügen würde. Sie würde bei neu auszustellenden Pässen sofort angebracht werden und bei den bereits im Umlauf befindlichen sobald der Pass in die Hände der Passbehörden kommt.

In formeller Beziehung würde wohl eine Vereinbarung in der Form eines neuen Notenwechsels zur Abänderung bzw. Ergänzung der Vereinbarung über die Aufhebung des Sichtvermerkzwanges von 1926 notwendig sein, über deren Wortlaut man sich noch zu einigen hätte sobald feststeht, dass die beiden Regierungen grundsätzlich einig sind.

Ich bin der Auffassung, dass die deutsche Regierung uns mit ihrem Vorschlag sehr weit entgegenkommt und dass die von ihr vorgeschlagene Lösung für uns annehmbar ist. Sie bringt die verlangte hundertprozentige Kontrolle über die Zureise nichtarischer Emigranten und ermöglicht eine rasche Abfertigung an der Grenze, wo lediglich das Vorhandensein des Stempels auf der ersten Seite und gegebenenfalls des Sichtvermerks festgestellt werden muss.

Auch die von der deutschen Regierung aus begreiflichen Gründen gewünschte teilweise Gegenseitigkeit scheint mir tragbar. Die Zahl der schweizerischen Juden, die unter den heutigen Verhältnissen ein Bedürfnis haben nach Deutschland zu reisen, dürfte gering sein. Es wurde mir erklärt, dass die Einführung des Sichtvermerkzwanges für sie durchaus nicht bezwecke, ihnen die Einreise zu verunmöglichen. Lediglich die dauernde Niederlassung neuzureisender ausländischer Juden in Deutschland werde als unerwünscht betrachtet. Die Möglichkeit sie zu verhindern, haben die deutschen Behörden auch ohne Sichtvermerkzwang in den Händen.

Ein Bedenken, das ich auch bei der Besprechung zum Ausdruck brachte, besteht darin, dass übereifrige deutsche Behörden versucht sein könnten, arischen schweizerischen Staatsangehörigen wegen ihres äusseren Aussehens mangels eines Visums Schwierigkeiten zu machen. Das Auswärtige Amt ist jedoch durchaus bereit, die erforderlichen Weisungen zu veranlassen, damit das Entstehen von derartigen Zwischenfällen, die im beiderseitigen Interesse

höchst unerwünscht wären, vermieden werde. Wie man mir sagte, dürfte sich die Sache praktisch so machen, dass in Fällen, wo eine deutsche Behörde den Eindruck erhält, dass ein Schweizerjude ohne Visum nach Deutschland reise, Erkundigungen durch die zuständige deutsche Vertretung in der Schweiz über die Person des Betreffenden eingezogen würden und dieser, wenn sich herausstellen sollte, dass er nichtarischer Abstammung ist, die Grenzsperre zu gewärtigen hätte.

Ich wäre Ihnen nun sehr zu Dank verpflichtet, wenn Sie die deutschen Vorschläge prüfen und mir sobald als möglich mitteilen wollten, ob Sie mit der ins Auge gefassten Lösung einverstanden sind, damit als dann die schriftliche Formulierung vorbereitet und die Neuregelung so rasch als möglich in Kraft gesetzt werden kann.

P.S. Wie ich bei dieser Gelegenheit hörte, ist beabsichtigt, die Bestimmungen über die kennzeichnenden jüdischen Vornamen auch auf Österreich auszuweiten und wenn irgend möglich dort auf den gleichen Zeitpunkt wie für das alte Reich in Kraft zu setzen. Der Grund, warum die Verordnung nicht von Anfang an für Österreich Geltung erhielt, ist ein rein formeller und liegt darin, dass das Gesetz, auf dem sie beruht, vor dem Anschluss erlassen wurde und daher erst in Österreich ausdrücklich in Kraft gesetzt werden muss.

375

E 2001 (D) 2/32

*Le Conseil d'Etat de Bâle-Ville au Conseil fédéral*¹*Copie*

L Regierungsratsbeschluss vom 6. September 1938

Basel, 8. September 1938

Hochgeachtete Herren,
Getreue, liebe Eidgenossen,

Wir beehren uns, hiermit den Empfang Ihrer Zuschrift vom 2. ds.² zu bestätigen, worin Sie gegen die beiden baselstädtischen Initiativbegehren betr. Verbot nationalsozialistischer oder faszistischer Organisationen, soweit dabei Ausländer in Frage stehen, wegen Bundesrechtswidrigkeit Einsprache erheben und uns ersuchen, dafür zu sorgen, dass im Kanton Basel-Stadt in der vorerwähnten Beziehung keine bundesrechtswidrigen Gesetze erlassen werden.

Wir gestatten uns, Ihnen vorläufig folgendes zu antworten:

1. Was die formelle Seite Ihres Vorgehens anbelangt, so fühlt sich der Regierungsrat peinlich davon überrascht, dass es Ihre Behörde für gut befunden hat,

1. *Cette lettre est signée:* Im Namen des Regierungsrates, der Präsident, Ebi, der Sekretär, Dr. H. Matzinger.

2. *Cf. N° 371.*

von heute auf morgen auf schriftlichem Wege eine derartige Einsprache zu erheben, ohne in dieser wichtigen und zugleich delikaten Angelegenheit vorerst mündlich mit dem Regierungsrat Fühlung genommen und ihn über Ihre bundesrechtlichen Bedenken orientiert zu haben. Wir sind der Auffassung, dass die oberste Landesbehörde sich nichts vergeben hätte, wenn sie zuvor mit der Basler Regierung Rücksprache genommen hätte.

Für vollends unangebracht halten es wir aber, dass Ihre Behörde diese Einsprache in der Tagespresse hat publizieren lassen, ein Vorgehen, durch das sie sich selber in der Öffentlichkeit des In- und Auslandes ein für allemal festgelegt, ja diese Angelegenheit geradezu zu einer Prestigefrage für die oberste Landesbehörde erhoben hat. Dazu kommt, dass diese Veröffentlichung mit einer auffallenden Eilfertigkeit geschehen ist. Denn schon am Morgen des 3. ds. (Samstag) war die Presse zur Publikation der Einsprache in der Lage gewesen, während das Schreiben selbst überhaupt erst an diesem Morgen ins Rathaus gelangt ist – der Briefumschlag trug keinerlei Poststempel –, nachdem es am Vorabend bei der üblichen Postverteilung gegen 5 Uhr noch nicht eingetroffen und selbst nach 5½ Uhr auf der Post nicht erhältlich gewesen war. So kam es, dass der Öffentlichkeit der Wortlaut dieser Einsprache bekannt wurde, bevor nur der Regierungsrat als Gesamtbehörde in seiner ordentlichen Sitzung vom 6. ds. von Ihrem Schreiben hätte Kenntnis nehmen oder an einem früheren Termin eine Extrasitzung hätte abhalten können, und dass auch Mitglieder des Regierungsrates den Wortlaut der Einsprache zuerst durch die Presse erfuhren.

Dieses ganze Vorgehen ist uns durchaus unverständlich. Wir sehen uns veranlasst, unserem Befremden über das von Ihnen eingeschlagene Verfahren Ausdruck zu geben und gegen die Art und Weise, wie unsere Kantonsregierung von der obersten Landesbehörde behandelt worden ist, hiermit Protest einzulegen.

2. In der Sache selbst haben wir Ihre Einsprache unserem Justizdepartement zur Berichterstattung überwiesen. Sobald uns dessen Bericht vorliegen wird, werden wir materiell Stellung nehmen und Ihnen vom Ergebnis Kenntnis geben. Zuvor sollten wir aber das Rechtsgutachten³ kennen, das Ihnen nach Pressemeldungen Herr Prof. Dr. W. Burckhardt in dieser Angelegenheit erstattet hat und das Ihrer Einsprache zu Grunde liegt. Wir bitten Sie daher, uns den Wortlaut dieses Rechtsgutachtens möglichst rasch bekannt geben zu wollen. Im übrigen möchten wir jetzt schon darauf hinweisen, dass nach unserm kantonalen Verfassungsrechte die Behandlung und Erledigung von kantonalen Gesetzesinitiativen eine Angelegenheit unseres Grossen Rates und der Stimmberechtigten unseres Kantons ist und dass wir nach unseren vorläufigen rechtlichen Überlegungen kaum in der Lage sein werden, in den verfassungsmässigen Ablauf dieses Verfahrens entscheidend einzugreifen.

Wir benützen auch diesen Anlass, Sie, hochgeachtete Herren, getreue, liebe Eidgenossen, samt uns in Gottes Machtschutz zu empfehlen⁴.

3. *Non reproduit, cf. 2001 (D) 2/32.*

4. *Pour la réponse du Conseil fédéral, cf. N° 396.*

E 2001 (D) 4/42

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

*Copie*¹

L OT Urgent

Berne, 8 septembre 1938

Ainsi que vous le savez, nous avons relevé, au cours de la conférence que nous avons eue lundi avec les membres de la Délégation suisse à l'Assemblée, que le rapport du Secrétaire général sur la réorganisation de l'œuvre en faveur des réfugiés ne nous était pas encore parvenu.

Nous l'avons reçu ce matin même, et nous nous empressons de vous en remettre un exemplaire² sous ce pli.

Comme vous le constaterez, le rapport est relativement bref. Il n'entre guère dans les détails. Il se tient ou du moins déclare se tenir dans la ligne même de la résolution adoptée, le 14 mai, par le Conseil. C'est ainsi qu'il est proposé que le nouveau Haut-commissaire soit investi de fonctions analogues en caractère et en étendue à celles qu'exerçait jusqu'ici le Haut-commissaire pour les réfugiés provenant d'Allemagne. Il n'aurait pas qualité pour s'occuper de l'assistance directe aux réfugiés, ce soin devant être réservé aux «comités locaux» sous l'égide de chaque gouvernement. Sa tâche consisterait exclusivement à «faciliter la coordination de l'œuvre d'assistance humanitaire». Son caractère serait exclusivement «politico-juridique». Ce serait conforme, dit le rapport, «au principe établi par l'Assemblée, selon lequel la Société des Nations ne saurait assumer une responsabilité directe pour l'assistance aux réfugiés et pour leur établissement».

Les propositions du Secrétaire général n'ont pas l'heur de plaire au Président du Conseil d'administration de l'Office Nansen. Nous venons de recevoir, en effet, de M. Hansson une lettre³ dont vous trouverez copie sous ce pli et par laquelle il proteste contre la solution envisagée par le Secrétariat. A cette lettre est annexé un mémorandum⁴, dont le texte est également ci-joint, que M. Hansson a adressé au Secrétariat pour signaler combien il serait regrettable que le futur Haut-commissaire ne s'occupât plus de l'assistance directe aux réfugiés.

La question est délicate. Elle ne sera sans doute pas résolue sans de grandes difficultés. S'il est assez probable que la manière de voir de M. Hansson sera soutenue par certains gouvernements, il est encore moins douteux que celle du Secrétaire général bénéficiera de l'appui d'autres pays. La solution préconisée par M. Hansson est sans doute la meilleure à un point de vue largement huma-

1. *Se trouve aussi dans E 4800 (A) 3/2.*

2. *Non reproduit.*

3. *Reproduite ci-dessous en annexe.*

4. *Non reproduit.*

nitaire, mais il se peut que la combinaison plus restreinte que semble avoir envisagée le Comité du Conseil et qu'adopte après lui le Secrétariat de la Société des Nations soit la seule réalisable au point de vue politique. Les Soviets, appuyés probablement par la France et d'autres pays comme la Tchécoslovaquie par exemple, auront peut-être exercé une forte pression à Genève pour que la nouvelle organisation engage aussi peu que possible la responsabilité de la Société des Nations.

Il serait difficile, avant d'avoir entendu sur place les partisans de l'une et de l'autre conception, de se faire une opinion exacte sur l'attitude que nous devrions adopter finalement en cette affaire. Peut-être trouvera-t-on le moyen, comme cela a été fréquemment le cas à Genève, de mettre d'accord les uns et les autres en se repliant sur une position intermédiaire. Sans conférer au Haut-commissaire, ainsi que le demande M. Hansson, des attributions aussi étendues en matière d'assistance que celles dont était investi jusqu'ici l'Office Nansen, rien ne dit qu'on ne pourrait pas aboutir à une solution qui lui permettrait de sortir quelque peu d'une simple mission de coordination. La politique est l'art du possible, et si des pays, notamment des grandes puissances, se refusent délibérément à entrer dans les vues de M. Hansson, force sera bien de faire une nouvelle application de cet adage à un problème qui ne relève pas entièrement – on l'a vu, l'an dernier, à Genève – du domaine humanitaire. Mieux vaudrait, après tout, une solution modeste qu'un effondrement complet de l'œuvre à laquelle Nansen a donné son nom. La politique du tout ou rien ne serait, certes, pas recommandable dans l'espèce.

Quoi qu'il en soit, nous vous saurions gré de bien vouloir prendre connaissance des documents ci-annexés et nous faire connaître d'urgence votre impression. Nous serions heureux d'avoir votre avis avant l'ouverture de l'Assemblée, qui aura lieu, comme vous le savez, lundi.

Pour le moment, nous nous bornons à accuser réception à M. Hansson de la communication qu'il a cru devoir nous faire.

ANNEXE

*Le Président du Conseil d'administration de l'Office Nansen, Michael Hansson,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L Personnelle

Genève, le 6 septembre 1938

Sur le conseil de Monsieur le Professeur Rappard avec qui je viens d'avoir un long entretien, je me permets de vous faire part de mes appréhensions quant à l'avenir de l'œuvre en faveur des réfugiés.

Au début de juin j'ai été informé, à ma grande surprise, que le Secrétaire général de la Société des Nations avait l'intention de proposer à l'Assemblée que le futur Haut-Commissaire pour les réfugiés ne serait pas chargé de l'assistance humanitaire accordée jusqu'ici aux réfugiés de l'Office Nansen, sous le prétexte que le Comité du Conseil ainsi que le Conseil lui-même, par leur recommandation selon laquelle le Haut-Commissaire devrait «faciliter la coordination de l'œuvre d'assistance humanitaire», l'auraient voulu ainsi.

Comme vous le savez, cette activité a été exercée d'abord par Fridtjof Nansen puis par l'Office Nansen, au grand bénéfice des réfugiés ainsi que des pays où ils sont le plus nombreux, et il ne peut

être contesté que justement cette assistance humanitaire a contribué à faciliter la solution du problème. Selon moi, à aucun moment la question de savoir si ou jusqu'à quel point la responsabilité du travail humanitaire assuré jusqu'ici par l'Office Nansen devait être enlevée au futur Haut-Commissaire n'a été évoquée. En tous cas, aucune question y relative ne m'a été posée lors de ma comparution devant le Comité du Conseil.

Dans ces conditions j'ai aussitôt, précisément à la date du 10 juin, envoyé au Secrétaire général un memorandum contenant les considérations principales en faveur de la continuation de l'œuvre humanitaire par le futur Haut-Commissaire.

Or, dans le projet de rapport à l'Assemblée que le Secrétaire général vient de me communiquer, j'ai dû constater qu'aucun compte n'a été tenu de mon memorandum ni du reste d'une communication du Gouvernement britannique fondée sur la supposition que l'activité humanitaire pour les réfugiés Nansen doit au contraire continuer comme jusqu'ici, sauf à être simplifiée au point de vue administratif et comptable, ce que je me suis moi-même permis de recommander au Comité du Conseil. J'ai donc été obligé de préparer des observations à ce sujet; je me permets de vous remettre ci-joint deux copies de la première partie de ces observations ainsi que dudit memorandum.

Ayant pu mesurer, notamment au cours des deux dernières Assemblées, l'heureuse influence de votre collaboration éclairée, j'ose vous demander de vouloir bien, malgré les multiples occupations qui vous absorbent plus que jamais, accepter lors de la prochaine Assemblée de présider le sous-comité qui sera probablement constitué à la Sixième Commission. Croyez que seule la gravité de la situation m'incite à vous formuler une telle demande, car il ne s'agit à mon avis rien moins que d'empêcher la destruction d'une œuvre qui a fait le plus grand honneur à la Société des Nations et qui, poursuivie dans des conditions favorables, pourrait, dans un délai relativement bref, amener la liquidation définitive du problème des réfugiés Nansen. C'est pourquoi je me permets d'en appeler à votre haute autorité.

Certain de pouvoir compter sur votre précieux appui, je vous en remercie vivement à l'avance et vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, les assurances de mes sentiments les meilleurs et de très haute considération.⁵

5. Dans une lettre de condoléances du 30 janvier 1940 adressée à la veuve de Motta, le Haut Commissaire adjoint pour les réfugiés, Kullmann, écrivait ces lignes: Lors des laborieuses et difficiles négociations en 1936, 1937 et 1938, ayant trait à la continuation de l'œuvre [de protection internationale des réfugiés] qui se heurtait à la résistance des Soviétiques, Monsieur Motta avait tenu à diriger lui-même les travaux au sein de la Commission politique de l'Assemblée, afin de marquer l'intérêt personnel qu'il portait à cette grande tâche humanitaire. C'est ainsi que j'ai eu le privilège de voir de près comment il savait mettre sa grande sagesse d'homme d'Etat, et la haute autorité dont il jouissait, au service d'une cause qu'il voulait faire triompher. Je n'oublierai jamais l'éloquent plaidoyer qu'il prononça devant une salle comble, en septembre 1937, lorsqu'il tint à réfuter lui-même une proposition visant à abandonner les réfugiés russes à leur sort, afin de donner un apaisement à la Délégation soviétique.

Il ne fait aucun doute que si nous avons pu continuer l'œuvre de protection internationale de la Société des Nations sur une base élargie, nous le devons dans une large mesure à Monsieur Motta, et je sais personnellement combien les réfugiés russes lui en sont reconnaissants. Les articles élogieux consacrés par la presse de l'émigration au défunt en sont, d'ailleurs, un témoignage.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 9 septembre 1938*¹

1478. Versetzung von Herrn Minister Egger nach Barcelona
und Umwandlung des Konsulats von Barcelona
in eine Gesandtschaftskanzlei

Politisches Departement. Antrag vom 8. September 1938

Im November des Jahres 1936 sah sich die spanische Regierung genötigt, Madrid zu verlassen und den Sitz aller Ministerien nach Valencia zu verlegen. Fast 12 Monate später, im November 1937, siedelte sie nach Barcelona über. Obwohl die spanische Regierung die bei ihr akkreditierten diplomatischen Missionen einlud, ebenfalls Madrid zu verlassen, glaubte das Politische Departement, die schweizer. Gesandtschaft hierzu nicht ermächtigen zu können, denn einerseits befanden sich zu dieser Zeit noch zahlreiche schweizerische Staatsangehörige in Madrid und andererseits beherbergte die Gesandtschaft mehr als 80 spanische Staatsangehörige, die Zuflucht bei unserer Vertretung gesucht hatten.

Seither hat der grösste Teil der Schweizerkolonie Madrid verlassen. Die etwa hundert schweizerischen Staatsangehörigen, die sich nicht entschliessen konnten, den Aufforderungen unserer Gesandtschaft Folge zu leisten, sind auf ihre eigene Gefahr hin in der ehemaligen spanischen Hauptstadt geblieben. Die Zahl der in unserer Gesandtschaft asylierten spanischen Staatsangehörigen ist ebenfalls stark zurückgegangen, da die spanische Regierung die Ermächtigung erteilte, Frauen und Kinder sowie die nicht wehrfähigen Männer zu evakuieren. Es befinden sich heute bei unserer Vertretung 28 Asylierte. Aus diesem Grunde ist die Anwesenheit von Herrn Minister Egger in Madrid nicht mehr erforderlich. Andererseits ist die diplomatische Kanzlei, die unter Leitung von Herrn Vizekonsul Guera in Madrid bleibt und nach wie vor Exterritorialität genießt, in der Lage, die schweizerischen Interessen zu wahren und die Sorge für die Asylierten zu übernehmen.

In Barcelona befinden sich gegenwärtig bereits 18, d. h. die Mehrzahl der diplomatischen Vertretungen. Das schweizer. Konsulat in dieser Stadt, das seit Beginn des Bürgerkrieges die schweizerischen Interessen mit grosser Umsicht verteidigt hat, stösst seit einiger Zeit hinsichtlich der Wahrung dieser Interessen insofern auf Schwierigkeiten, als sich die Behörden der Zentralregierung weigern, Demarchen von seiner Seite entgegenzunehmen und verlangen, dass alle Interventionen, die den Entscheid der Zentralregierung erfordern, durch Vermittlung der schweizer. Gesandtschaft in Madrid erfolgen.

1. *Etait absent*: Ph. Etter.

Da aber der Einfluss der Generalidad von Katalonien, die den Wünschen unseres Konsulats bisher weitgehend entgegenkam, in den letzten Monaten ständig zurückging, müssen die meisten Demarchen durch Vermittlung der Gesandtschaft bei den Behörden der Zentralregierung unternommen werden. Aus dem sich hieraus ergebenden langwierigen Korrespondenzwechsel zwischen Barcelona und Madrid wird ihre Wirksamkeit in einzelnen Fällen, die eine schnelle Erledigung erfordern, stark beeinträchtigt.

Aus den angegebenen Gründen und auch, um eine eventuell in nächster Zeit erforderlich werdende Versetzung von Herrn Minister Egger auf einen andern Posten zu ermöglichen, hält das Politische Departement es für notwendig, dass Herr Minister Egger vorläufig in Barcelona Wohnsitz nimmt: ferner dass das schweizerische Konsulat provisorisch in eine Gesandtschaftskanzlei umgewandelt wird und dass Herr Konsul Gonzenbach als mit den Funktionen eines Legationssekretärs betraut (Consul faisant fonction de secrétaire de légation) angemeldet wird, um in Abwesenheit des Gesandten als interimistischer Geschäftsträger amten zu können.

Das Politische Departement ersucht, diesen Antrag *vertraulich* zu behandeln und den Beschluss des Bundesrates vorläufig nicht zu veröffentlichen.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*: Der Schweizer. Gesandte in Madrid wird eingeladen, sich nach Barcelona zu begeben, das dortige schweizer. Konsulat provisorisch in eine diplomatische Kanzelei umzuwandeln und Hrn. Konsul Gonzenbach als mit den Funktionen eines Legationssekretärs betraut anzumelden, damit er nötigenfalls als interimistischer Geschäftsträger amten kann.

378

E 2001 (D) 1/112

*Le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
à la Légation de Suisse à La Haye*

Copie

N N° 3/196

La Haye, 9 septembre 1938

La Légation de Suisse a bien voulu entretenir le Ministre des Affaires Etrangères de la résolution X adoptée à la XIV^e Conférence Internationale de la Croix Rouge par laquelle la Conférence a exprimé le vœu qu'une conférence (diplomatique), chargée d'examiner les projets de conventions actuellement à l'étude, se réunisse dans le plus bref délai. Bien qu'ils ne soient pas expressément nommés dans la résolution, le Conseil fédéral croit devoir comprendre également parmi les conventions à l'étude dont la discussion par une conférence diplomatique doit être considérée désirable, les deux projets de convention adoptés par la XIV^e et la XV^e conférence de la Croix Rouge concernant respectivement l'aviation sanitaire en temps de guerre et la protection des civils de nationalité ennemie.

Le Conseil fédéral de sa part ne verrait aucune difficulté, à convoquer dans un avenir prochain la conférence chargée d'examiner notamment les deux projets de convention précités et les amendements proposés à la convention de Genève de 1929. Le Gouvernement suisse s'est demandé s'il ne serait pas préférable de faire examiner en même temps et par la même conférence aussi le projet de revision de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève. Le Gouvernement suisse s'est toutefois parfaitement rendu compte que ladite convention est de celles dont le Gouvernement néerlandais est pour ainsi dire le gérant, le Gouvernement néerlandais occupant vis-à-vis des Conventions de La Haye la même situation que le Gouvernement suisse vis-à-vis de la Convention de Genève.

Le travail des Conférences de La Haye de 1899 et de 1907 et celui de la Croix Rouge de Genève se touchent étroitement. Comme le sait le Gouvernement suisse, le Gouvernement néerlandais désire reprendre au premier moment favorable le travail de La Haye et la revision des Conventions sur le droit de guerre de 1907 en général; tout spécialement la possibilité de prendre une initiative pour arriver à une réglementation de la guerre aérienne le préoccupe constamment.

D'autre part le Gouvernement néerlandais a toujours cru devoir considérer la question de la délimitation du terrain appartenant réciproquement à La Haye et à Genève d'un point de vue large, et ne pas devoir s'y opposer si l'intérêt général et l'occasion du moment paraissaient rendre possible le traitement par une Conférence de la Croix Rouge d'un sujet qui pouvait être censé toucher aux matières des conventions de La Haye de 1907. Aussi le Gouvernement néerlandais ne s'est pas opposé à ce que la Conférence de Genève de 1929 s'occupât du code des prisonniers de guerre, quoique l'objet de cette conférence était plutôt le règlement des droits et coutumes de la guerre et touchait à celui de la quatrième convention de La Haye de 1907.

Le Gouvernement néerlandais voudrait faire une distinction nette entre d'une part les Conventions ayant trait à l'activité spéciale de la Croix Rouge et d'autre part celles qui concernent en premier lieu le droit de la guerre et la neutralité et qui n'affectent qu'indirectement l'œuvre de la Croix Rouge. Le Gouvernement de la Reine est d'avis qu'en ce qui concerne les matières qui en premier lieu se rapportent au droit de la guerre et la neutralité les Conférences de la Croix Rouge ne sont pas l'organe préparatoire approprié. Il a été heureux de constater que lors des discussions de la Croix Rouge ce même point de vue a été développé par le président de la 2^e Commission, M. Gorgé, avec sa compétence et sa clarté habituelles¹. Grâce à l'intervention de M. Gorgé la résolution touchant à la fusion en un seul instrument des stipulations humanitaires contenues dans les Conventions de Genève et de La Haye, déclare expressément qu'il doit s'agir exclusivement de stipulations «ayant trait à la Croix Rouge».

Le Gouvernement néerlandais croit qu'il sera utile d'envisager de ce point de vue la question que la Légation de Suisse a bien voulu poser. Dans cet ordre d'idées le Gouvernement néerlandais est d'avis que le projet de convention

1. Non reproduit, cf. N° 362.

concernant la protection des civils de nationalité ennemie sort du cadre des conférences de la Croix Rouge et devrait logiquement être laissé à la discussion d'une conférence de La Haye pour la revision des lois de la Guerre. Pour ce qui concerne la revision de la Convention de la Haye (X^e Convention) pour l'adaptation de la Convention de la Croix Rouge à la guerre maritime, le Gouvernement néerlandais doit toutefois reconnaître que la *matière* de cette convention de La Haye est de celles qui par leur nature sont de la compétence des conférences de la Croix Rouge de Genève et les arguments importants mentionnés dans l'aide-mémoire de la Légation de Suisse du 23 août plaident pour faire examiner en même temps et par la même conférence qui traiterait la revision de la Convention de Genève. Pour ces motifs le Gouvernement néerlandais est tout disposé à se déclarer d'accord à ce que le Conseil Fédéral suisse place sur le programme de la Conférence qu'il se propose de convoquer, la revision de la X^e Convention de La Haye, si de sa part le Gouvernement suisse voulait laisser au Gouvernement néerlandais placer sur le programme d'une conférence diplomatique à convoquer dans son temps par lui la protection des civils de nationalité ennemie. Il y aurait lieu de mentionner dans la lettre circulaire d'invitation du Gouvernement suisse l'accord du Gouvernement néerlandais. Le Gouvernement néerlandais reste tout disposé, si le Gouvernement suisse en exprimait le désir, d'offrir s'il apparaissait désirable, l'assistance technique que le Gouvernement suisse pourrait désirer.

Pour ce qui concerne la convocation d'une conférence diplomatique pour la conclusion d'une convention concernant la protection des civils de nationalité ennemie, le Gouvernement néerlandais devrait se réserver d'en déterminer le moment le plus approprié².

2. *Pour la prise de position du Conseil fédéral, cf. N° 458.*

379

2001 (D) 1/35

*Le Représentant du Conseil fédéral à Burgos, E. Broye,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L N° 41

San Sebastian, 11 septembre 1938

J'ai l'honneur de vous donner ici un bref aperçu de mes principaux entretiens à Burgos, Santander et Bilbao au cours de mon récent voyage dans ces villes du 6 au 10 de ce mois.

1. Je vous confirme mon télégramme N° huit¹. J'ai fait la connaissance de

1. *Non reproduit.*

M. Barcenas² qui est venu aimablement me saluer dans le bureau du Chef de la Section Politique à Burgos. Le Ministère venait de me prier de viser son passeport et j'y ai joint un laissez-passer pour les douanes. M. Barcenas partant à la même heure pour Paris, je n'ai pas pu le retenir à déjeuner. M. Vidal m'a dit que M. Toca ne resterait que quelques jours encore à Berne et que M. Barcenas était un de leurs meilleurs ministres qui deviendront ambassadeurs. Ce dernier doit arriver à Berne à la fin de la semaine prochaine, soit vers le 17 septembre ou le lundi 19.

2. Les dirigeants suisses de la Société Nestlé en Espagne m'avaient prié de demander d'urgence l'annulation de l'interdiction de travailler signifiée à leur comptable-expert de leur fabrique de La Penilla, M. Frédéric Schmid, dont ils jugent la collaboration qualifiée comme indispensable à la bonne marche de l'entreprise. J'ai donné suite à cette impérieuse requête déjà le 22 août et j'ai remis une nouvelle note à Burgos, tandis que j'intervenais verbalement à Santander auprès de M. LLamas, Chef du Service de Migration du Ministère de l'Organisation sociale, vendredi dernier. Notre compatriote ayant commencé son travail sans autorisation peu de temps avant qu'un comptable espagnol fût congédié, le Ministère voit dans ce fait une double violation de la loi, celle-ci prévoyant aussi qu'une place devenue vacante doit être repourvue par un Espagnol. Mais là n'est pas la vraie raison du refus opiniâtre du Ministère. J'ai dû constater à mon vif regret une animosité non dissimulée contre la Société Nestlé chez les deux hauts fonctionnaires de ce Ministère qui lui reprochent sans doute à tort son attitude qu'ils jugent peu satisfaisante à l'égard du nouveau régime. Il y a là une situation gênante créée par un malentendu certain que je me suis appliqué à dissiper. La prospérité visible de cette magnifique entreprise soulève des convoitises, malgré les bienfaits non moins visibles qu'elle répand dans toute la contrée.

3. Le Chef de la Section Politique m'a assuré que le Corps Diplomatique passerait l'hiver à Saint-Sébastien, son transfert et son installation à Burgos se révélant une impossibilité matérielle absolue. Cela confirme l'opinion émise de toutes parts que nous sommes à la porte d'une troisième campagne d'hiver, tout bruit de possibilité de compromis étant considéré ici comme une trahison, à moins qu'un effondrement adverse ne se produise.

4. Sir Robert Hodgson m'a invité à déjeuner à Burgos. Sa proposition de nommer un tiers-arbitre suisse dans une troisième Commission ayant pour tâche d'examiner les dommages causés aux bateaux par bombardements n'aura pas de suite, les Espagnols refusant le principe même de tout paiement.

5. Le Ministre de Roumanie, de passage comme moi à Burgos, a obtenu avec beaucoup de peine l'agrément du Gouvernement National en faveur d'un attaché *honoraire* roumain, qui en réalité sera un officier et un attaché militaire. Je vous laisse le soin d'en informer occasionnellement M. Minger, si vous le jugez opportun.

[...]

2. Dans la séance du 2 septembre, le Conseil fédéral donnait son agrément à la nomination de M. Domingo de las Barcenas y Lopez-Mollinedo en qualité de représentant officiel du gouvernement du général Franco en Suisse, cf. E 1004 1/377, N° 1448.

380

E 1004.1 1/377

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 septembre 1938¹

1512. Ligue internationale des Croix-Rouges

Politisches Departement. Mündlich

Der Vorsteher des Politischen Departements teilt mit, Herr Professor Huber, Präsident des Comité International de la Croix-Rouge, habe angefragt, ob die Ligue Internationale des Croix-Rouges, die zurzeit ihren Sitz in Paris hat, im Kriegsfall sich in Genf niederlassen dürfte. Der Vorsteher des Departements hält dies sowohl aus moralischen als aus politischen Gründen für möglich und auch als durchaus angezeigt. Er bittet den Rat um Zustimmung zu dieser Ansicht.

Der Rat stimmt zu und überlässt es dem Politischen Departement, an geeigneter Stelle hiervon Kenntnis zu geben.

1. *Etait absent*: H. Obrecht.

381

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 91

L'Attaché militaire de Suisse à Paris, R. de Blonay,
au Chef du Service de renseignements de l'Etat-Major général,
R. Masson

*Copie**L*

Paris, 13 septembre 1938

J'ai reçu aujourd'hui à déjeuner le Commandant Siméon, nouvel Attaché militaire à Berne, qui rejoint son poste à la fin de la semaine, et quelques officiers dont le Chef du 2^e Bureau.

J'ai l'honneur de vous communiquer les renseignements suivants recueillis à cette occasion:

Le Lt.-Colonel Gauché, au cours d'une conversation avec Mr. de Torrenté, a souligné que la question d'un passage des troupes françaises à travers la Suisse n'entraîne pas en ligne de compte.

Ceci est d'ailleurs l'opinion de tous les officiers français avec lesquels j'ai eu l'occasion de causer.

Le Lt.-Colonel de Mierry m'a laissé entendre que la mobilisation partielle commencée se poursuivait normalement. Ceci semble confirmer l'information

que je vous ai transmise hier, selon laquelle les mesures partielles prises jusqu'à ce jour tendent progressivement vers une véritable mobilisation.

D'autre part, le Sous-Chef du 2^e Bureau a l'impression que le moment le plus critique sera aux environs des 23 et 24 septembre. Ceci correspondrait au moment où le gros de l'armée allemande serait mobilisé.

Cette même date a été articulée par le directeur des Affaires politiques au cours d'un récent entretien avec Mr. de Torrenté.

Mon interlocuteur estime que la tension actuelle durera, au cas où il ne se produirait rien auparavant, au moins jusqu'au 15 octobre, date prévue jusqu'à nouvel ordre, pour la libération des réservistes et landwehriens allemands.

382

E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 8

*Le Ministre de Suisse à Barcelone, K. Egger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 98. Die Lage in Barcelona

Barcelona, 14. September 1938

In den wenigen Tagen meiner Anwesenheit in Barcelona fand ich in dem ersten Kontakt mit der Stadt und den Behörden die Tatsache bestätigt, die ich Ihnen verschiedentlich aus Madrid berichtete: die grosse Verworrenheit, den Zwist und die Gegensätze unter den politischen Parteien.

Die Confederacion Nacional de Trabajo (C.N.T.), die gewaltige Arbeitergemeinschaft mit ihrer politischen Stosstruppe der Federacion Anarchista Iberica (F.A.I.) entfaltet hier eine Allmacht, wie sie in Madrid nicht vorhanden ist. Ihr gegenüber steht die Arbeitergruppe der Union General de Trabajo (U.G.T.) mit der politischen Führung durch die Sozialisten. Zwischen ihnen steht die Generalidad, die Regierung Negrin und Präsident Azaña. Die Partei- und Einzelinteressen sind überwiegend und bestimmend. Die straffe Führung fehlt. Negrin hält sich nur durch Konzessionen nach links und rechts. Hinter den Kulissen führen die Parteien einen erbitterten Kampf um Macht und Stellung. Die grosse Masse bildet die C.N.T. Ihre Mitgliedschaft sichert Lohn ohne Arbeit. Hunderte von Arbeitern werden seit zwei Jahren bezahlt, ohne dass sie die Arbeit in den ihnen zugeteilten aber stillstehenden Werkstätten und Fabriken zu leisten haben. Die C.N.T. verwirklichte auch den Gedanken der Kollektisierung, die heute in Katalonien eine so verheerende Auswirkung genommen hat. Die C.N.T. schult auch die politischen Kommissäre, ihre Disziplin und ihren Terror.

Die einst so mächtige Generalidad mit Companys ist vollständig kalt gestellt. In einem verzweifelten Kampf mit der aus Valencia zugezogenen Regierung ist sie unterlegen. Der letzte Versuch war das Bestreben, Negrin auszuschalten und Besteiro und die gemässigten Sozialisten in die Regierung zu bringen. Der Ver-

such misslang. Eine kurze Krise und die lautlose Auswechslung von zwei Staatsministern war das Ergebnis. Richtig ist, dass die Generalidad die verzweifeltsten Anstrengungen machte, die Regierung zu bewegen, ihren Sitz nach Albacete oder Murcia oder anderswohin zu verlegen. Die Regierung kapituliert nicht. Um ihr Prestige wäre es geschehen gewesen. Richtig scheint auch gewesen zu sein, dass Companys bereits einen gewagten Schritt zu Unterhandlungen mit Franco machte. Alle seine Bestrebungen wurden vereitelt. Selbstverständlich scharft sich um ihn eine nicht unbeträchtliche Zahl getreuer katalonischer Prätorianer, die, verbittert und grollend, den so notwendigen reibungslosen Gang der Staatsmaschine zu hemmen suchen.

Auch Präsident Azaña führt in der Abgeschiedenheit von Caldetas ein gezwungenes Privatleben. Es steht ausser Zweifel, dass er nur unter dem Druck der Regierung Negrin soeben wieder die Einberufung der Klassen 1923 und 1924 (Männer im Alter von 35 und 36 Jahren) unterzeichnete. Auch zur Unterzeichnung der vielen Todesurteile habe man ihm die Feder in die Hand drücken müssen.

In der Organisation der S.I.M. (Servicio de Investigacion Militar) hat die rote Regierung das Instrument des Terrors nach russischem Muster. In ihr sind die furchtbarsten Grausamkeiten mittelalterlicher Inquisition wieder erwacht. Von einem der S.I.M. entronnenen Landsmann erfahre ich unter der Beteuerung absolutester Wahrheit, als Augenzeuge, dass zur Erpressung von Geständnissen die qualvollsten Marterwerkzeuge angewendet werden: die «carbonera», Holzkasten, in denen Gefangene wochenlang in kauender Stellung eingesperrt werden, enge Schränke, von aussen mit Nägeln gespickt, in denen die Häftlinge stehend hineingepresst werden, ohne sich setzen zu können, methodische Misshandlung mit Stöcken und Fusstritten in die Bauchgegend, eine raffinierte Douche mit durch Ammoniak geeistem Wasser, ganz abgesehen von jedem Mangel an Hygiene und notwendigster Nahrung. Die S.I.M. steht über Polizei und Tribunal. Die Delegierten des Internationalen Roten Kreuzes bestätigen diese Tatsachen. Ihre Gefängnis-Inspektionen reichen nicht bis zu den Folterzellen, auf Befragen wagt begreiflich kein Häftling eine Anklage.

Alle diese verworrenen und unerquicklichen Verhältnisse auf innerpolitischem Gebiet vermöchten wohl, zu gewisser Stunde auch die grössten Erfolge auf dem Schlachtfeld lahmzulegen.

Die militärischen Erfolge am Ebro lassen aber zur Stunde Zwist und Hader, Not und Hunger, wenn auch nur scheinbar, im Hintergrund. Wie in Madrid ist auch hier der Wille zu einem Widerstand und Verzweigungskampf bis zum Ende deutlich sichtbar. Man ist auch hier an leitender Stelle ganz unzweideutig vom Endsieg überzeugt.

Immerhin weiss das Volk nicht, dass der Operationsplan des Ebro-Angriffes von französischen Generalstabsoffizieren ausgearbeitet wurde, dass das halbe Dutzend von Schiffsbrücken über den Ebro mit französischem Material und durch französische Pontoniere ausgeführt wurden, und dass die tschechische Regierung ihr neuestes Artilleriematerial aus den Skodawerken mit tschechischer Bedienung gestellt hat. Nacht für Nacht rollen die Benzintanks und hunderte von Camions mit Kriegsmaterial über Le Perthus nach Figueras, und

moskowitzische Hilfe hat der Luftwaffe eine Stärke gegeben, die sich allmählig zur Überlegenheit auswächst.

Diese gewaltige militärische Aufrüstung mit fremder Hilfe steht aber in engstem Zusammenhang mit der ökonomischen Lage. Aus gut unterrichteter Quelle erfahre ich, dass die Regierung zur Stunde mit den grössten Schwierigkeiten zur Devisenbeschaffung kämpft. Die letzten Wagen mit Goldbarren, Schmucksachen aus den Safes der Banken und Werttitel seien bereits jenseits der Grenze. Bis jetzt seien die Lieferungen aus Frankreich und der Tschechoslowakei restlos bar bezahlt worden; fehlen die Zahlungsmittel, bleibe nur eine Hoffnung: Kredite durch Russland; versage diese Quelle, könnte dadurch ein Zusammenbruch erfolgen, dem die durch Hunger und Erschöpfung erlahmte Volksstimmung längst den Weg bereitet habe.

Bei meiner Fahrt von Valencia durch die Levante nach Gandia war ich erstaunt über die prächtig stehenden Orangenhaine, über die reifen Reisfelder und die grünen saftigen Mais- und Gemüsepflanzungen. In Gandia sah ich verhärmte Gesichter. Während des ganzen Monats August erhielten sie zweimal Brot. Die Ernte wird durch Terror eingebracht. Der ganze Ertrag geht an die Fronten. Alle Produkte sind taxiert. Die Preise lohnen die Arbeit nicht. Der Bauer streikt. So hungert Valencia. So verhungert Madrid.

Man sagt mir, Elend und Not seien hier riesengross. Man sieht es nur nicht. In Madrid wandeln sie als lebende Gespenster in den Strassen. Hier kommt Auto hinter Auto. In Madrid fährt kaum mehr ein Privatwagen. Die Zeitungen erscheinen mit zehn Seiten. In Madrid liest man sie unregelmässig auf einem einzigen Blatt. Der Hafen von Barcelona ist trostlos zerstört, wir mussten mit der Barkasse der «Jvanhoe» an einem nur mehr zur Hälfte aus dem Wasser herausragenden Landungssteg ausbooten. Aber in Madrid ist im Zentrum kein Haus ohne Granattreffer, ohne hängende Balkone oder ausgebrannte Mauern. Hier kennt man noch keine Cartilla für die notwendigsten Lebensbedürfnisse, aber auch hier sollen die Läden und Markthallen leer sein. Mit stumpfer Ergebenheit aber innerer bitterer Empörung sehen die Katalanen die Zerstörung ihrer Fabriken, ihrer Industrien, ihrer blühenden Städte, Dörfer und Häfen, und keine singenden Milizkolonnen, keine Lautsprecherreden von Politikommissären und Parteiführern und keine zuversichtlich gefärbten Heeresberichte vermögen über das wahre Volksempfinden hinweg zu täuschen, über den Wunsch nach Beendigung dieses grauenvollen Krieges: sea que sea.

Aide-Mémoire du Département politique

Copie

RJ¹

Bern, 14. September 1938

EXPOSÉ FÜR HERRN BUNDESRAT MOTTA

1. In einem vom 3. Mai 1938 datierten Exposé² war bereits auf die Entwicklung der deutschen Judengesetzgebung hingewiesen worden. Seither hat sich die Lage noch wesentlich verschärft. In seinen Bestrebungen zur Arisierung der Wirtschaft schreckt Deutschland auch nicht vor Massnahmen gegenüber jüdischen Ausländern zurück. Gerade in letzter Zeit mehren sich die Fälle, in denen sich Nichtarier schweizerischer Nationalität darüber beklagen, dass sie in verschiedener Hinsicht gegenüber arischen Deutschen und Ausländern schwer benachteiligt werden.

Die Schweiz hat bisher davon abgesehen, die Judenfrage in Deutschland, soweit dadurch Interessen ihrer jüdischen Landsleute berührt werden, zum Gegenstand einer grundsätzlichen Demarche bei den zuständigen deutschen Behörden zu machen. Sie hat sich darauf beschränkt, die Entwicklung aufmerksam zu verfolgen und lediglich in Einzelfällen Schritte zu unternehmen, wo ihr dies angezeigt schien, meistens allerdings mit negativem Erfolg. Im Augenblick aber, wo auch Italien sehr weitgehende Judengesetze erlassen hat, dürfte mit einer weitem Beschleunigung und Verschärfung des Arisierungsprozesses in Deutschland zu rechnen sein. Es erscheint deshalb angezeigt, erneut zu prüfen, ob in dieser Frage nunmehr grundsätzliche Schritte unternommen werden sollen, oder ob man sich weiterhin auf Interventionen in Einzelfällen beschränken will.

2. Die Interessen jüdischer Schweizerbürger werden durch die deutsche Judengesetzgebung und sonstige Massnahmen gegen die Juden in folgender Hinsicht berührt:

a. Anmeldung jüdischer Vermögen

Nach der Verordnung vom 26. April 1938 über die Anmeldung des Vermögens von Juden (Reichsgesetzblatt I, Nr. 94, Seite 414/20. Juni 1938) sind Juden fremder Staatsangehörigkeit in Deutschland zur Anmeldung ihres inländischen, nicht aber ihres ausländischen Vermögens verpflichtet. Haben sie ihren Wohnsitz ausserhalb Deutschlands, so unterliegen sie für ihr in Deutschland liegendes Vermögen nicht der Anzeigepflicht, sofern sie nicht jüdische Emigranten sind, die Deutschland seit dem Jahre 1933 als deutsche Staatsangehörige aus politischen Gründen verlassen und *nachher* eine ausländische Staats-

1. *Ce mémoire n'est pas signé. Les initiales RJ qui désignent son auteur n'ont pas pu être identifiées.*

2. *Non reproduit.*

angehörigkeit erworben haben. Direkte Nachteile sind bis jetzt jüdischen Schweizern aus der Anmeldung ihres Vermögens nicht erwachsen. Es muss aber damit gerechnet werden, dass das angemeldete jüdische Vermögen, auch das der ausländischen Juden in Deutschland, früher oder später Gegenstand besonderer Massnahmen sein wird. Zwar hat das Auswärtige Amt des Deutschen Reiches der Schweizerischen Gesandtschaft in Berlin im Juni dieses Jahres telephonisch die Zusicherung abgegeben, dass hinsichtlich der Heranziehung der angemeldeten Vermögen jüdischer Ausländer zu Zwecken des Vierjahresplanes die Einwände und Wünsche des Heimatstaates im Einzelfall berücksichtigt werden sollen, indem man sich gewissenhaft an die in den bestehenden Verträgen enthaltenen Bestimmungen, z. B. hinsichtlich der Gewährung von Entschädigungen bei Enteignungen, halten werde. Solche Vermögen würden nicht einfach im Verwaltungswege für Zwecke des Vierjahresplanes enteignet, sondern im Wege des ordentlichen Enteignungsverfahrens nur gegen Entschädigung. Die in der Verbalnote des Deutschen Auswärtigen Amtes vom 30. Juni an die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin enthaltene Bestätigung dieser Zusicherung lautet indessen bedeutend weniger positiv. Es wird darin lediglich mitgeteilt, «dass in jedem Einzelfall geprüft werden wird, ob dabei etwa in Geltung befindliche Bestimmungen deutsch-schweizerischer Vereinbarungen zu berücksichtigen wären». Die hinsichtlich der Heranziehung des Vermögens jüdischer Ausländer gehegten Befürchtungen erscheinen deshalb trotz dieser Note keineswegs gegenstandslos.

b. Verzeichnis jüdischer Gewerbebetriebe

Im Gefolge der Arisierungsbestrebungen ist am 14. Juni 1938 eine Dritte Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 14. November 1935 erlassen worden, die bestimmt, dass jüdische Gewerbebetriebe in ein Verzeichnis eingetragen werden. Die Eintragung von Gewerbebetrieben, an denen Juden fremder Staatsangehörigkeit beteiligt sind, bedarf allerdings der Genehmigung des Reichswirtschaftsministers. Die Einsicht in das Verzeichnis ist jedermann gestattet. Die Wirkungen, die diese Verordnung haben muss, liegen auf der Hand. Jeder Gewerbebetrieb in Deutschland wird natürlich danach trachten, die Juden auszuschalten, um die Eintragung in das Verzeichnis zu vermeiden. Der Begriff des jüdischen Gewerbebetriebes wird in der besagten Verordnung sehr weit gefasst. Der Gewerbebetrieb einer offenen Handelsgesellschaft oder einer Kommanditgesellschaft gilt als jüdisch, wenn *ein* oder mehrere persönlich haftende Gesellschafter Juden sind. Bei juristischen Personen genügt es, wenn eine der zur gesetzlichen Vertretung berufenen Personen oder ein Mitglied des Aufsichtsrates Jude ist. Sofern Juden nach Kapital oder Stimmrecht entscheidend beteiligt sind (mehr als ein Viertel des Kapitals, Hälfte der Gesamtstimmzahl), so gilt ein Betrieb gleichfalls als jüdisch.

Über die möglichen Rechtsfolgen der Eintragung als jüdischer Gewerbebetrieb äussert sich ein deutscher Rechtsanwalt in der «Kölnischen Zeitung» vom 3. September 1938 u. a. dahin, dass die nichtarische Abstammung eines Gesellschafters die Auflösungsklage rechtfertigen würde. Gemäss § 140 HGB könne bei offenen Handelsgesellschaften und Kommanditgesellschaften der Ausschluss der Juden beantragt werden.

Die Bestrebungen zur Arisierung der deutschen Wirtschaft hatten sich indes-

sen schon vor dem Erlass der Dritten Verordnung zum Reichsbürgergesetz bemerkbar gemacht in Form von Aufhebung von Beteiligungsverhältnissen, Ausübung eines Drucks auf jüdische Fabrik- und Geschäftsinhaber zum Verkauf ihrer Betriebe an Arier oder zur Liquidation ihrer Unternehmungen. Es handelte sich aber bisher hiebei nicht um eigentliche staatliche Massnahmen, sondern um Aktionen von Privaten, sowie von Wirtschaftsverbänden und Organisationen. In einigen Fällen wurden davon auch jüdische Schweizerbürger betroffen.

c. Kürzung von Einfuhrkontingenten

Als staatliche Massnahme dagegen, die offensichtlich auf eine Beschleunigung des Arisierungprozesses durch Schlechterstellung der Juden abzielt, erweist sich ein Erlass des Reichswirtschaftsministers an die für die Rohstoffzuteilungen zuständigen Überwachungsstellen, der diesen vorschreibt, die Einfuhrkontingente jüdischer Firmen regelmässig um mindestens 10% zu kürzen. Von dieser Massnahme sind auch Schweizer Juden betroffen worden. In einem Falle, wo einem jüdischen Landsmann das Kontingent für Wolle von RM. 560 000.— auf RM. 150 000.— gekürzt wurde, unternahm die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin Schritte bei den deutschen Behörden, jedoch mit negativem Erfolg.

d. Verbot der Ausübung gewisser Gewerbe durch Juden

Das Gesetz zur Änderung der Gewerbeordnung für das Deutsche Reich, vom 6. Juli 1938, bestimmt zunächst, dass Juden und jüdischen Unternehmungen der Betrieb gewisser Gewerbe untersagt ist, nämlich des Bewachungsgewerbes, der gewerbmässigen Auskunftserteilung über Vermögensverhältnisse oder persönliche Angelegenheiten, des Handels mit Grundstücken, der Geschäfte gewerbmässiger Vermittlungsagenten für Immobilienverträge und Darlehen, sowie des Gewerbes der Haus- und Grundstücksverwalter, der gewerbmässigen Heiratsvermittlung mit Ausnahme der Vermittlung von Ehen zwischen Juden oder zwischen Juden und jüdischen Mischlingen ersten Grades, des Fremdenführergewerbes.

Wichtig ist aber auch der zweite Teil des Gesetzes, der wegen zahlreicher Verweisungen zunächst etwas unübersichtlich ist. Er bestimmt, dass die Legitimationskarte gemäss § 44a der Gewerbeordnung, die jeder Handelsvertreter ausserhalb seines Gemeindebezirkes braucht, zu versagen ist, wenn der Nachsuchende Jude ist. Wenn die Karte in Unkenntnis der Rassezugehörigkeit bereits an einen Juden ausgegeben ist, so kann sie von der Behörde, die sie ausgestellt hat, wieder zurückgezogen werden. Sie verliert für jüdische Handelsvertreter mit dem 30. September 1938 automatisch ihre Gültigkeit und ist dann unverzüglich der Ausstellungsbehörde zurückzugeben.

Durch dieses Gesetz dürften zahlreiche jüdische Handelsvertreter, Häuserverwalter und Grundstückmakler schweizerischer Nationalität betroffen werden und mit ihnen natürlich auch ihre Arbeitgeber.

Es ist kaum anzunehmen, dass die deutschen Behörden gegenüber jüdischen Schweizerbürgern Ausnahmen machen werden, nachdem einem jüdischen Handelsreisenden schon vor Erlass dieses Gesetzes in seiner neuen Legitimationskarte neben dem Vermerk «Schweizerbürger» ein roter Stempel «Jude» angebracht wurde.

e. Arisierung des Grundbesitzes

(Verweigerung von Steuerermässigungen an Juden.)

Ausser der Arisierung der Wirtschaft wird in Deutschland auch eine Arisierung des Grundbesitzes angestrebt. Um dies zu erreichen, werden den jüdischen Grundeigentümern die Ermässigungen der Grundsteuer und der Hauszinssteuer, wie sie Ariern zugebilligt werden, mit dem ausdrücklichen Hinweis auf ihre Rassezugehörigkeit verweigert. Die deutschen Steuerbehörden berufen sich dabei auf die ministeriellen Richtlinien für Billigkeitsmassnahmen auf dem Gebiete der Grundsteuer, vom 19. April 1938, und ebensolche Richtlinien auf dem Gebiete der Hauszinssteuer, vom 25. Juni 1938. Ohne die bisherigen Ermässigungen sind die Grund- und Hauszinssteuern vielfach so hoch, dass die betreffenden Immobilien oft nicht nur keinen Gewinn mehr abwerfen, sondern den Hauseigentümern sogar noch Verluste bringen. Das ist jedoch gerade der Zweck dieser Massnahme, indem dadurch auf die Juden ein Druck ausgeübt werden soll, ihre Häuser an Arier zu veräussern. Dass die Juden bei solchen Hausverkäufen eine schlechte Verhandlungsposition haben, braucht nicht noch besonders hervorgehoben zu werden.

Die Fälle, in denen sich jüdische Schweizerbürger über eine Verweigerung der Steuererleichterungen für ihre in Deutschland liegenden Grundstücke beschwerten, mehren sich in letzter Zeit zusehends, wodurch diese Frage in den Vordergrund des Interesses gerückt wird.

*f. Verweigerung von Kinderermässigungen an Juden
bei der Einkommensteuer*

Eine weitere Verweigerung von Steuerermässigungen an Juden statuiert das Gesetz vom 1. Februar 1938 zur Änderung des Einkommensteuergesetzes (Reichssteuerblatt Nr. 11 vom 4. Februar 1938), das in § 32 unter Ziffer 3 die Bestimmung enthält: «Für Kinder, die Juden sind, wird Kinderermässigung nicht gewährt». Bisher sind vier konkrete Fälle bekannt, in denen jüdischen Schweizerbürgern gestützt auf diese Bestimmung die Kinderermässigungen verweigert wurden. In einem Fall hat die Gesandtschaft in Berlin beim Deutschen Auswärtigen Amt erfolglos interveniert.

g. Abgabe auf Umzugsgut

Am 13. Mai 1938 erschien ein deutscher Runderlass über die Mitnahme von Umzugsgut durch Auswanderer. Je nach Lage des Falles verlangt die zuständige Devisenstelle eine Abgabe bis zu 100% des Anschaffungspreises des Umzugsgutes an die Deutsche Golddiskontbank, Abteilung Zusatzausfuhr. Diese Voraussetzung für die Erteilung einer sog. Unbedenklichkeitsbescheinigung zur Versendung von Umzugsgut wird von den Devisenstellen als «unwiderrufliche unentgeltliche Abgabe für Exportförderungszwecke» bezeichnet. Der Runderlass selbst enthält keine Bestimmung über diese Abgabe. Für deren Erhebung gelten besondere, nicht veröffentlichte Richtlinien, die Gegenstand eines vertraulichen Erlasses an die Devisenstellen bilden. Gegenüber Juden werden diese Bestimmungen besonders streng gehandhabt, oft sogar in geradezu willkürlicher Weise. So ist der Abteilung für Auswärtiges ein Fall gemeldet worden, in dem bei einem jüdischen Rückwanderer schweizerischer Nationalität die Mitnahme seines Umzugsgutes im Werte von RM. 6500.— von der Bezahlung einer Abgabe von RM. 20 500.— abhängig gemacht wurde. Die

Gesandtschaft in Berlin wurde angewiesen, deswegen bei den zuständigen deutschen Behörden vorstellig zu werden. Das Ergebnis der allfällig unternommenen Schritte ist zurzeit noch nicht bekannt. Sollten die deutschen Behörden auf ihrem Standpunkt beharren, so wäre allenfalls zu prüfen, ob nicht auch die Schweiz die Mitnahme von Umzugsgut durch deutsche Rückwanderer von der Bezahlung einer analogen Abgabe abhängig machen soll.

h. Der Vollständigkeit halber sei hier noch auf ein Schreiben der Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements an die Gesandtschaft in Berlin hingewiesen, worin die Handelsabteilung mitteilt, sie müsse nun täglich feststellen, dass von nichtarischen Personen eingereichte Transfergesuche bzw. zugunsten von nichtarischen Personen bestimmte Transferierungen deutscherseits abgelehnt bzw. verweigert werden. Dies betreffe nicht nur Fälle des ordentlichen Zinsentransfers, sondern auch andere Transfergebiete, wie Härtefälle, Unterstützungen und Pensionen. Es habe sich gezeigt, dass es nicht bei vereinzelt, vielleicht durch untergeordnete Beamte behandelten Fällen sein Bewenden habe, sondern dass diese Erschwerung bzw. Verhinderung des Transfers zugunsten von Nichtariern ganz allgemein und systematisch aufgezo- gen werde.

3. Die Judenfrage in Deutschland ist für die Schweiz nicht zuletzt deshalb von besonderer Bedeutung, weil von den vorerwähnten Massnahmen nicht allein die in Deutschland lebenden Schweizerjuden, deren Zahl schätzungsweise zwischen 500 und 1000 beträgt, betroffen werden, sondern auch in der Schweiz lebende jüdische Landsleute und indirekt auch arische Schweizerbürger und schweizerische Unternehmungen. So werden auch den in der Schweiz lebenden Juden schweizerischer Nationalität, die in Deutschland Grundbesitz haben, hiefür die Steuerermässigungen verweigert. Desgleichen dürfte sich in nächster Zeit die Vorenthaltung von Legitimationskarten an jüdische Handelsreisende in erster Linie für diese selbst, nicht minder aber auch für die schweizerischen Firmen in der Schweiz, die bisher von ihnen vertreten wurden, empfindlich auswirken.

4. Die Abteilung für Auswärtiges hat im Einvernehmen mit der Polizeiabteilung des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements die Frage geprüft, ob gegen die Behandlung der schweizerischen Juden in Deutschland auf Grund des Rechtsschutz- und des Niederlassungsvertrages, worin sich die Schweiz und Deutschland die Gleichbehandlung der beiderseitigen Staatsangehörigen im andern Staat zusichern, etwas vorgekehrt werden könnte. Vom rechtlichen Standpunkt aus lässt sich indessen kaum etwas erreichen. Gleichbehandlung besteht in einer die Ausländereigenschaft ausschaltenden Behandlung, mit Ausschluss jeder ungünstigen Behandlung nur um der Staatsangehörigkeit willen, oder, positiv ausgedrückt, gleiche Behandlung wie die des Inländers, d. h. des in gleicher Rechtslage befindlichen Inländers. Die schweizerischen Juden werden in Deutschland nicht wegen ihrer Staatsangehörigkeit schlechter behandelt als die arischen Deutschen, sondern deshalb, weil in Deutschland auch die deutschen Juden schlechter behandelt werden. Deutschland hat deshalb in einem Falle, in dem schweizerischerseits unter Berufung auf den Niederlassungsvertrag interveniert wurde, erklärt, eine ungleiche Behandlung eines schweizerischen Juden liege nicht vor, indem er unter gleichen Voraussetzun-

gen gleich behandelt werde wie ein deutscher Jude. Diese Argumentation lässt mit aller wünschenswerten Deutlichkeit erkennen, dass dieser Frage mit rechtlichen Argumenten nicht beizukommen ist, sondern dass es sich in erster Linie um eine politische Frage handelt, zu deren Lösung vor allem politische Erwägungen heranzuziehen sind.

In diesem Zusammenhang sei daran erinnert, dass durch die Fassung der Artikel 41 und 48 der Bundesverfassung der Eidgenossenschaft von 1848 den Kantonen die Möglichkeit belassen war, jüdischen Bewerbern die Niederlassung oder den Aufenthalt zu verweigern und jüdischen Einwohnern Beschränkungen in der Gewerbeausübung, in Liegenschaftserwerb und in andern bürgerlichen Rechten aufzuerlegen. Davon machten sie auch mehrfach Gebrauch. Erst im Jahre 1866 brachte ein aussenpolitisches Ereignis den Juden die völlige Gleichberechtigung. Eduard His führt darüber in seiner «Geschichte des neuern schweizerischen Staatsrechts», Band III, Seite 517, aus: «Der Abschluss von Handels- und Niederlassungsverträgen mit judenfreundlichen Staaten war schon mehrmals erschwert oder verunmöglicht worden durch die Tatsache, dass die Juden in der Schweiz mindern Rechts blieben (so 1863 mit den Niederlanden, ebenso mit Persien). Die Diplomatie Frankreichs, Englands und der Vereinigten Staaten äusserte mehrfach ihr Bedauern über diese Zurücksetzung. Als nun 1863 die Handels- und Niederlassungsverträge mit Frankreich vereinbart wurden, stellte sich dieser Staat von vornherein auf den Standpunkt, von einer ungleichen Behandlung französischer Christen und Juden in der Schweiz könne keine Rede sein. Durch den Abschluss dieser Staatsverträge (1864) wurden somit französische Juden in der Schweiz besser gestellt als schweizerische Juden! Das bot nun, wie bereits oben dargelegt, den Anlass zu einer Revision der Art. 41 und 48 der Bundesverfassung von 1848, die 1866 zustande kam (Streichung der Beschränkung auf die «christliche Konfession»). Dadurch erlangten die schweizerischen Juden Anspruch auf freie Niederlassung wie die übrigen Schweizerbürger und Anspruch auf Gleichbehandlung in der Gesetzgebung und im gerichtlichen Verfahren».

Der Standpunkt, es handle sich bei der Stellungnahme zur Judenfrage in Deutschland zur Hauptsache um eine politische Frage, wird auch durch den Umstand erhärtet, dass nicht alle ausländischen Juden in der Behandlung den deutschen Juden gleichgesetzt werden. So scheint Deutschland nach streng vertraulichen Informationen der Schweizerischen Gesandtschaft in Rom Italien auch in der Judenfrage eine Sonderstellung eingeräumt zu haben. Italiener in Österreich, die sich durch den Pass über ihre Staatsangehörigkeit ausweisen, brauchen den deutschen Behörden über ihre Rassezugehörigkeit keinen Aufschluss zu geben. Der italienische Jude wird demnach dem arischen Inländer gleichgestellt und nicht, wie der schweizerische Jude, dem deutschen Juden. Es ist auch kaum anzunehmen, dass amerikanische oder englische Juden den deutschen Juden durchwegs gleichgestellt werden. Die Möglichkeit zu Ausnahmen und damit zu einer verschiedenen Behandlung ausländischer Juden ist zum Beispiel in der Dritten Verordnung zum Reichsbürgergesetz dadurch offengelassen, dass die Eintragung in das Verzeichnis von Gewerbebetrieben, an denen Juden fremder Staatszugehörigkeit beteiligt sind, der Genehmigung des Reichswirtschaftsministers bedarf.

Es erscheint deshalb angezeigt, vorerst einmal abzuklären, wie die jüdischen Angehörigen der hauptsächlich interessierten Staaten unter den gleichen Voraussetzungen behandelt werden. Zu diesem Zwecke wird die Abteilung für Auswärtiges in der nächsten Zeit eine entsprechende Umfrage an die schweizerischen Gesandtschaften in Paris, London, Washington, Rom und im Haag richten.

Das auf diese Weise gesammelte Vergleichsmaterial wäre bei der Prüfung der Frage, ob und wie in der Judenfrage vorgegangen werden soll, mit zu berücksichtigen. Sollte sich die Schweiz zu einem grundsätzlichen Schritt entschliessen, so wäre weiter zu prüfen, ob als Druckmittel eine allfällige Kündigung des Rechtsschutz- und des Niederlassungsvertrags mit Deutschland in Erwägung gezogen werden soll. In Anbetracht der Tatsache, dass rund dreimal mehr Deutsche in der Schweiz als Schweizer in Deutschland leben, dürfte Deutschland ein erhebliches Interesse an der Aufrechterhaltung dieser Verträge haben. Andererseits ist natürlich deren Kündigung ein zweiseitiges Schwert, indem dadurch die Interessen der 53 000 in Grossdeutschland lebenden Schweizer gefährdet würden. Die Abteilung für Auswärtiges ist der Meinung, dass von einer Kündigung dieser Verträge womöglich abgesehen werden sollte.

Sollte eine grundsätzliche Demarche der Schweiz bei den deutschen Behörden in der Judenfrage als angezeigt erachtet werden, so wäre es von Nutzen, diese womöglich im Verein mit andern interessierten Staaten zu unternehmen, da ein gemeinsames Vorgehen grössere Aussicht auf Erfolg haben dürfte. In diesem Zusammenhang ist es wertvoll, zu wissen, dass die Amerikanische Botschaft in Berlin (wie der Schweizerischen Gesandtschaft vertraulich mitgeteilt wurde), bemüht ist, die Fälle von Benachteiligungen amerikanischer Juden in Deutschland zu sammeln, um sie zu gegebener Zeit gesamthaft zum Gegenstand eines neuen Schrittes bei der deutschen Regierung zu machen.

384

E 2001 (D) 1/196

*Le Chargé d'affaires de Suisse ad interim à Rome, L.H. Micheli,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

L

Rome, 14 septembre 1938

Hier, en fin de journée, parut la note ci-incluse de l'«Informazione Diplomatica» qui semble nettement influencée par le discours de la veille du Führer et épouser les revendications allemandes.

Le soir, j'ai rencontré chez le Ministre des Pays-Bas quelques personnes des milieux diplomatiques et ai appris qu'une activité fébrile avait régné au Palais

1. En tête du document figure le paraphe de Motta: M.

Farnèse, où l'on avait immédiatement téléphoné la teneur de la notice à Paris. Du côté français, on relevait la divergence apparente entre le plaidoyer de l'officieux Gayda dans le «Giornale d'Italia» du même soir, où il parle d'une autonomie sur la base d'un accord avec Prague et la thèse de l'«Informazione Diplomatica» disant: «Dando ai Sudeti possibilità di scindersi da Praga»... et, plus loin, «accettare la separazione di un arto ormai completamente estraneo alla vita del proprio organismo» et, «mantenendo la signoria di Praga sulle popolazioni tedesche dei Sudeti?». Au Palais Farnèse, on interprétait ces dernières expressions comme la prétention d'une séparation complète des Sudètes de la Tchécoslovaquie (et leur absorption subséquente par le Reich). D'autres, auxquels je me rangeais tout d'abord, ne partageaient point nécessairement cette explication d'une rigueur logique trop absolue. Mais il est hors de doute que, ainsi que le Comte Ciano le disait encore récemment au Ministre de Tchécoslovaquie, l'Italie soutient énergiquement les revendications sudètes, en reflétant l'irritation allemande. Mais combien de fois les rapports de M. Ruegger et mes récentes lettres ne vous ont-ils par rapporté qu'au Ministère des Affaires Etrangères on estimait que Prague devait faire de très fortes concessions si l'on voulait obtenir une solution pacifique pouvant apaiser les Allemands? Combien de fois déjà, avant la tension aiguë de ces jours, n'a-t-on pas exprimé, avec l'espoir d'un arrangement, l'appréhension que M. Bénès et les puissances occidentales ne saisissent pas assez la réalité et le danger de la situation?

Plusieurs observateurs sont frappés de l'attaque concentrique germano-italienne contre M. Le Président Bénès. Veut-on l'amener à démissionner? Il y a longtemps déjà qu'ici, on avait exprimé des doutes sur l'aptitude de M. Bénès à résoudre la crise. En tous cas, nous voici, par une évolution dans l'accentuation des prétentions et de l'unité du front germano-italien, dans une phase bien critique! Je crois de plus en plus que ceux qui affirment la neutralité de l'Italie en tout état de cause font erreur. L'«Informazione Diplomatica» n° 19, du 8 septembre, révéla que «*l'atteggiamento dell'Italia nella questione dei Sudeti fu fissato nei colloqui che il Führer ebbe a Monaco col Duce*». On croit maintenant de plus en plus que cette attitude est celle de la solidarité. D'aucun côté on ne signale que la Grande Bretagne et la France aient fait des démarches et efforts diplomatiques particuliers pour obtenir un concours, un détachement ou une attitude bienveillante de l'Italie en cas de conflit, ce qui paraît stupéfiant! Vit-on ailleurs sur des formules toutes faites et des préjugés ou des suppositions mal fondées à l'égard de l'Italie? Croit-on qu'il ne vaudrait pas la peine d'agir sur cet important facteur? Il y a là une carence regrettable à tous points de vue et qui est bien apte à provoquer aussi des susceptibilités ici.

Ainsi l'Italie semble toujours plus entraînée dans l'axe, par la force des événements, le «dynamisme» massif de l'Allemagne d'une part, l'intérêt insuffisant – voulu ou non – des autres à son égard, «Zwangslage» est le mot qui me vient à l'esprit. L'Allemagne agit, avec succès semble-t-il, et l'on est amené à suivre. Voici qu'on accepte donc maintenant l'idée du sacrifice majeur de la part de la Tchécoslovaquie, laissant derrière soi les points de Carlsbad. J'apprends que c'est l'interprétation qui prévaut chez tous les correspondants étrangers. (Cependant la note de l'«Informazione Diplomatica» est pénétrée

encore du désir d'une solution pacifique). Si l'on a avalé l'Anschluss de l'Autriche, on encaissera aussi celui des provinces sudètes, avec plus de facilité d'ailleurs.

S'il devait y avoir un conflit général, je crois que désormais il serait difficile pour l'Italie de se détacher de l'axe et beaucoup pensent ainsi. Qu'a-t-on fait pour empêcher cela? Les dés paraissent jetés et il faudrait des choses imprévisibles pour altérer cette situation.

385

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 91

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 44

Paris, 15. September 1938

Letzten Sonntag hieher zurückgekehrt, hatte ich am Montag abend Gelegenheit, die Nürnbergerrede am Radio mitanzuhören und ersuchte bereits am Dienstag Mittag Herrn Bonnet um eine Audienz. Der Gang der seitherigen Ereignisse ist Ihnen bekannt und es mag begreiflich erscheinen, dass mich der Aussenminister, der in den letzten Tagen natürlich ganz ausserordentlich in Anspruch genommen war, erst heute empfangen konnte. Über die Eindrücke, die einer meiner Mitarbeiter gestern am Quai d'Orsay empfing, habe ich den Chef der Abteilung für Auswärtiges telephonisch orientiert. Sie waren recht pessimistisch, wie überhaupt allgemein die Stimmung bis gestern Abend sehr gedrückt schien. Auffallend war immerhin, dass sich gestern morgen zwei wichtige Zeitungen («Matin» und «Jour-Epoque») sehr bestimmt für ein Plebiszit in der Tschechoslovakei einsetzten und gegen diese Auffassung ausser der äussersten Linken niemand ernsthaft opponierte. Heute früh, nach Bekanntwerden der Reise des englischen Premier Minister nach Berchtersgaden, hat die Stimmung vollständig umgeschlagen und man spricht hier von «Selbstbestimmungsrecht» und «Plebiszit» wie von etwas fast Selbstverständlichem.

In dieser wesentlich geänderten Atmosphäre hat mich heute Herr Bonnet empfangen. Er machte einen sehr müden und gedrückten Eindruck und betonte von vornherein, dass sich die Situation zwischen meinem Verlangen nach einer Besprechung und der Besprechung selber ganz wesentlich verändert hätte. Er liess durchblicken, dass die französische Regierung zwar recht «à contre-cœur» der Reise des Herrn Chamberlain zugestimmt habe, da niemand

1. *Remarques manuscrites de Motta en tête du document*: Dem Bundesrat mitgeteilt. 16.9.38 M.

Et: Affaires étrangères. Remercier M. Stucki. Le Conseil fédéral a pris aujourd'hui des décisions concernant les accords à prendre avec les différents Etats. 16.9.38. M.

die Verantwortung dafür übernehmen wollte, nicht durch einen solchen grossartigen und ganz ungewöhnlichen Schritt den Frieden zu retten. Dies sei umso notwendiger gewesen, als sich in der französischen öffentlichen Meinung in den letzten Tagen und Stunden ein spürbarer Umschwung gezeigt habe und die Meinung immer stärker vertreten wurde, man dürfe nicht die französische Armee aufs höchste gefährden und Europa dem Ruin preisgeben, um die Sudeten-Deutschen zu verhindern, selber über ihr Schicksal zu entscheiden. Bedingung sei allerdings, dass aus dieser Besprechung die Grundlage für eine endgültige Lösung und für dauernde Ruhe in Mitteleuropa geschaffen würde.

Herr Bonnet betrachtet es für nahezu ausgeschlossen, dass die Besprechungen Chamberlain-Hitler nicht zu einem positiven Resultate führen könnten. Er liess sehr deutlich durchblicken, dass der Flug nicht ohne vorherige sorgfältige Sondierung unternommen worden sei. Im Vordergrund der Lösungsmöglichkeiten stehe einerseits das Plebiszit – dem sich Frankreich offensichtlich nicht widersetzen wird – und andererseits die Umgestaltung der Tschechoslovakei in einen Federativstaat von dauernd neutralem Charakter (auch gegen diese Lösung wird sich offenbar Frankreich nicht auflehnen).

Herr Bonnet gab ausdrücklich zu, dass die Reise für Deutschland und Hitler persönlich einen gewaltigen Zuwachs an Prestige bedeutet. Die andere Konklusion, dass Frankreich eine empfindliche Schlappe erleidet und seinen letzten Verbündeten in Mitteleuropa verliert, zog er nicht.

Mit Rücksicht darauf, dass Herr Bonnet vor einigen Tagen dem belgischen Botschafter Erklärungen über die unbedingte Respektierung der belgischen Neutralität durch Frankreich abgegeben hatte, sprach ich davon, dass man in der Schweiz gelegentlich die Meinung höre, Frankreich würde im Kriegsfall nicht die Siegfriedstellung angreifen, sondern der Schweiz ein Durchmarsch Ultimatum stellen. Der Bundesrat sei aber ebenso fest davon überzeugt, dass Frankreich dies unter keinen Umständen tun würde, wie sicherlich auch Frankreich überzeugt sei, dass die Schweiz ein solches Ultimatum unbedingt ablehnen müsste. Herr Bonnet erklärte sofort mit grosser Lebhaftigkeit, dass die französische Regierung und der französische Generalstab durchaus und einstimmig auf diesem Boden stehen und dass eine solche Annahme absurd wäre.

«Je vous donne la déclaration solennelle que jamais et sous aucune condition, la France posera un tel ultimatum à la Belgique, ou à la Hollande, ou à la Suisse». Ich dankte ihm für diese Erklärung, die für mich eine absolute Selbstverständlichkeit bedeute.

Ich wies im weitem Herrn Bonnet auf die Notwendigkeit hin, dass die Schweiz gegebenenfalls in schwierigen Situationen sofort über entscheidende Dinge orientiert würde und wie schwierig es sei, gerade in solchen kritischen Stunden, die massgebenden Persönlichkeiten des Quai d'Orsay zu erreichen. Herr Bonnet begriff dies vollständig und versprach mir, einem seiner leitenden Beamten die Verantwortung dafür zu übertragen, dass die Gesandtschaft im entscheidenden Moment sofort orientiert würde. Er fügte allerdings bei, er hoffe, diese Frage sei infolge der neuen Entwicklung der Dinge gegenstandslos geworden.

Herr Bonnet erklärte weiter, dass Frankreich ein grosses Interesse an einer starken schweizerischen Armee und namentlich einer raschen Mobilisation

habe. Seiner Ansicht nach – «j'ai des informations sûres et précises» – wäre es trotz aller gegenteiligen Erklärungen eben doch nicht ausgeschlossen, dass Deutschland versuchen könnte, in die Schweiz einzubrechen. Dabei hätte es Deutschland nicht nur auf einen strategischen Vorteil, sondern namentlich auch auf das in den schweizerischen Banken liegende Gold und die dort befindlichen Depots abgesehen. Die Lockung könnte mit Bezug auf die Banken in Basel und Zürich zu gross werden, da es zum Kriegführen Geld brauche und Deutschland keines habe. Er glaube zwar zu wissen, dass die Schweiz das Gold der Nationalbank rechtzeitig in Sicherheit bringen würde und könnte. Beunruhigt aber sei er mit Bezug auf das, was die Privatbanken in Basel und Zürich enthalten. Er erlaube sich, freundschaftlich unsere Aufmerksamkeit auf diesen von ihm als sehr wichtig betrachteten Punkt zu lenken.

Ich versuchte, im Verlaufe des Gesprächs noch zu erfahren, ob sich im Konfliktsfalle Italien neutral verhalten oder sofort sich an die Seite Deutschlands stellen würde. Herr Bonnet antwortete, die französische Regierung habe hierüber keine absolute Klarheit, rechne aber damit, dass sich Italien wenn auch nicht sofort, so doch nach kurzer Zeit aktiv auf Seiten Deutschlands beteiligen würde.

Schliesslich sprach ich noch von der Möglichkeit, dass die Schweiz, wie im Frühjahr 1914, eventuell wünschen könnte, sich mit Frankreich über die Sicherung ihrer Zufuhren an Lebensmitteln und Rohstoffen rechtzeitig zu verständigen und dass man eventuell auch Vorsorge treffen sollte für den Abtransport der in Frankreich lebenden dienstpflichtigen Schweizerbürger und auch eines Teils der schweizerischen Zivilbevölkerung in Frankreich. Herr Bonnet würde es begrüessen, wenn diese Fragen rechtzeitig und nicht erst im Trubel eines Kriegsausbruches behandelt würden. Für die erste Frage wäre Herr Alphanod vom Handelsministerium, für die zweite Frage das Kriegsministerium zuständig. Er hätte gar nichts dagegen, wenn die Gesandtschaft mit diesen Stellen direkt verhandeln würde. Mit Rücksicht auf meine anlässlich der Ministerkonferenz gemachten Darlegungen, denen sich auch meine Kollegen in Rom, London und Berlin angeschlossen haben, darf ich wohl erwarten, in der nächsten Zeit in dieser Frage die meines Erachtens sehr dringend gewordenen Instruktionen zu erhalten².

2. *A ce sujet, cf. Nos 390, 412, 439.*

386

E 2001 (D) 1/195

*Notice du Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*¹

OB

Berne, 15 septembre 1938

M. le Ministre Stucki téléphone à 3 heures. Il a vu M. Bonnet dans la matinée. Celui-ci lui a déclaré qu'après avoir passé par des jours d'angoisse et avoir jugé la situation très grave, il considérait la situation comme changée par le voyage de M. Chamberlain et la paix comme assurée, la France et l'Angleterre étant d'accord pour accepter, soit l'idée d'un plébiscite en Tchécoslovaquie, soit la transformation de la Tchécoslovaquie en un Etat fédératif à neutralité perpétuelle. M. Stucki fera un rapport écrit sur les autres points touchés au cours de sa conversation avec le Ministre français des Affaires étrangères.

M. Stucki signale que, depuis trois jours, un revirement profond s'est produit en France en ce qui concerne la question tchécoslovaque. Actuellement, toute la presse, à l'exception des socialistes et des communistes, reconnaît, avec des nuances, la nécessité d'un plébiscite et l'horreur d'une guerre à cause de la Tchécoslovaquie va croissant.

A 5 heures, M. Stucki téléphone à nouveau. Il a eu un entretien avec M. Osusky, qui reconnaît le revirement qui s'est produit en France et paraît presque résigné à l'idée du plébiscite, tout en affirmant qu'il se heurterait à des difficultés géographiques, démographiques et techniques telles qu'il n'est pas possible d'en attendre de bons résultats.

Ni M. Osusky, ni M. Bruggmann, avec lequel nous avons eu deux téléphones, ne savent quelle sera la réaction du Gouvernement tchèque à la proclamation Henlein. M. Bruggmann dit que les éléments sudètes modérés sont consternés de la tournure prise par les événements.

1. En tête du document figure cette annotation manuscrite de Motta: Dem Bundesrate mitgeteilt. 16.9.38. M.

387

E 2001 (D) 1/196

*La Légation de Suisse à Berlin à la Division
des Affaires étrangères du Département politique*

Copie de réception
T N° 15

Berlin, 15. September 1938, 20.20 h.
(Ankunft: 15. September, 21.10 h.)¹

Angesichts Ernst der Lage empfehle dringend, dass tschechische Frage objektiv und mit der durch die Neutralität gebotenen Zurückhaltung behandelt werde. Belgische Regierung ist auf Wunsch ihrer Gesandtschaft entsprechend vorgegangen.

1. *A côté de l'indication de l'heure d'arrivée figure encore:* Téléphoné au Service de garde 109.

388

E 4300 (B) 1969/78/1

*Le Chef de la Division de Police du Département de
Justice et Police, H. Rothmund,
au Président de la Confédération, J. Baumann¹*

Copie

L Verhandlungen mit Deutschland über die Kontrolle
der Einreise von Flüchtlingen

Bern, 15. September 1938

Ich habe Ihnen mit meinem Bericht vom 31. August² meine Stellungnahme bekannt gegeben zur deutschen Note vom 29. August³ zur Vermeidung der Wiedereinführung des Visums auf dem deutschen Pass. Ich gestatte mir auf diesen Bericht und auf die dort genannten Beilagen zu verweisen.

Am 7. September⁴ hat der schweizerische Geschäftsträger in Berlin, Herr Dr. Kappeler, der Abteilung für Auswärtiges Kenntnis gegeben von einem neuen Vorschlag, der ihm von Herrn Geheimrat Rödiger vom Auswärtigen Amt in Berlin gemacht worden ist. Ich habe Ihnen einen Durchschlag dieses Schreibens überlassen. Der neue Vorschlag geht dahin, die deutschen Passbehörden würden die an Juden abgegebenen Pässe dadurch kennzeichnen, dass auf der ersten Seite links oben ein Stempel angebracht würde, bestehend aus

1. *Ce document se trouve aussi dans* E 2001 (D) 2/114.

2. *Cf.* E 2001 (D) 2/114.

3. *Cf.* N° 368.

4. *Cf.* N° 374.

einem Kreis von ca. 2 cm Durchmesser und dem Buchstaben J oder allenfalls auch einem andern Zeichen, wozu wir noch Wünsche äussern könnten. In den bereits ausgegebenen deutschen Pässen würde das Kennzeichen angebracht sobald der Pass in die Hände der Passbehörden gelangen würde. Die deutsche Regierung würde sich damit einverstanden erklären, dass schweizerischerseits für die so gekennzeichneten Pässe der Sichtvermerkszwang eingeführt würde. Doch würde Deutschland nicht auf eine «gewisse Gegenseitigkeit» verzichten, wie Herr Dr. Kappeler schreibt. Diese würde darin bestehen, dass der Sichtvermerkszwang auch für Schweizerjuden vorgeschrieben würde. Herr Dr. Kappeler hat Herrn Geheimrat Rödiger davon überzeugt, dass eine Kennzeichnung der Pässe von schweizerischen Juden aus praktischen und verfassungsmässigen Gründen unmöglich sei, worauf ihm geantwortet wurde, dass eine Mitwirkung schweizerischer Behörden nicht ins Auge gefasst würde. Um Zwischenfälle an der Grenze zu vermeiden, durch Zurückweisungen von schweizerischen Nichtjuden, wäre die Durchführung des Sichtvermerkszwangs für Schweizerjuden praktisch so gemeint, dass in Fällen, wo eine deutsche Behörde den Eindruck erhalten würde, dass ein Schweizerjude ohne Visum nach Deutschland gereist sei, Erkundigungen durch die zuständige deutsche Vertretung in der Schweiz über die Person des Betreffenden eingezogen würden und dieser, wenn sich herausstellen sollte, dass er nichtarischer Abstammung wäre, die Grenzsperrung zu gewärtigen hätte. Herr Dr. Kappeler fügt bei, die Zahl der schweizerischen Juden, die unter den heutigen Verhältnissen ein Bedürfnis hätten nach Deutschland zu reisen, dürfte gering sein. Es sei ihm erklärt worden, dass die Einführung des Sichtvermerkszwangs für sie durchaus nicht bezwecke, ihnen die Einreise zu verunmöglichen. Lediglich die dauernde Niederlassung neu-zureisender ausländischer Juden in Deutschland werde als unerwünscht betrachtet. Die Möglichkeit, sie zu verhindern, hätten die deutschen Behörden auch ohne Sichtvermerkszwang in den Händen.

Dieser Vorschlag veranlasst mich zu folgenden Bemerkungen:

Eine Abmachung mit einem ausländischen Staat, wonach schweizerische Juden anders behandelt werden als nichtjüdische Schweizer scheint mir nicht tragbar. Die Sache könnte meines Erachtens auch nicht so konstruiert werden, dass wir das Visum für deutsche Juden formell autonom einführen und Deutschland dasselbe für Schweizerjuden tun würde. Einmal wären solche Massnahmen auch das Resultat von Verhandlungen zwischen den beiden Staaten, sodann müsste die Vereinbarung mit Deutschland über die Aufhebung des Visums doch formell geändert werden. Ferner dürfen wir meines Erachtens unter keinen Umständen da, wo wir mitzureden haben und es verhindern können, den Schweizerjuden anders behandeln lassen als den nichtjüdischen Schweizer. Es genügt schon, dass wir eine Sonderbehandlung der in Deutschland wohnenden Schweizerjuden ertragen müssen. Der deutsche Vorschlag muss deshalb, soweit er die Gegenseitigkeit vorsieht, meines Erachtens ohne weiteres abgelehnt werden.

Es stellt sich die Frage, ob der deutschen Regierung geantwortet werden kann, wir seien geneigt, auf ihren Vorschlag einzugehen, falls sie auf die Gegenseitigkeit verzichte. Wenn alle Pässe von deutschen Nichtariern, und zwar die im Inland und die im Ausland ausgestellten, ohne jede Ausnahme das

vorgeschlagene Kennzeichen enthalten würden, wären wir in der Lage, durch Wiedereinführung des Visums auf diesen Pässen eine lückenlose Kontrolle aller deutschen Juden vor der Einreise durchzuführen. Selbstverständlich müsste ein solcher Beschluss in allen Ländern der Öffentlichkeit bekannt gegeben werden, denn es sind heute schon unzählige Pässe deutscher Juden aus dem alten Reich im Umlauf. Ferner sind durch die innern Passbehörden des Reichs und durch die deutschen Konsulate im Ausland schon viele deutsche Pässe ausgestellt worden an österreichische Juden. Alle diese Pässe könnten das Kennzeichen erst erhalten, wenn sie der Passbehörde zu Verlängerung vorgewiesen würden. Da eine grosse Zahl dieser Pässe auf mehrere Jahre ausgestellt wurden, würde es ebenso lange dauern bis die Kontrolle eine lückenlose wäre. Wir hätten sie allerdings für die deutschen und österreichischen Juden, denen der deutsche Pass erst nach Inkrafttreten der Vereinbarung ausgestellt würde. Aber auch da wäre noch ein sehr grosses Fragezeichen anzubringen. Würde eine entsprechende Weisung an die deutschen Passbehörden von diesen überall befolgt? Nach den bis heute gemachten Erfahrungen muss ich das leider für vollkommen ausgeschlossen betrachten. Alle Staaten verschärfen aber ihre Einreisekontrolle für deutsche und österreichische Emigranten von Monat zu Monat. Letzten Endes wird sie überall effektiv sein. Um die Juden wegzubringen bliebe nur noch die Schweiz. Die Erklärungen des deutschen Auswärtigen Amtes, man wünsche nicht, dass die Juden nach der Schweiz gehen, sind nicht ernst zu nehmen. Wenn man das wirklich hätte wollen, hätte man es schon längst in der Hand gehabt, es zu verhindern. Man will es aber nicht. Ferner ist die Parole von höchster Stelle ausgegeben worden, die Juden müssten aus Deutschland weg. Der Beamte, der es ernst nimmt mit seiner Pflicht dem Nationalsozialismus und seinen Führern gegenüber, kann nicht anders, als im Zweifelsfall gegen jedes andere Interesse, gegen zwischenstaatliche Abmachungen und sogar gegen Weisungen seiner Oberbehörde zu handeln. Ich bin überzeugt, dass die Weisung nicht strikte durchgeführt würde.

Selbst wenn wir annehmen, sämtliche deutsche Passtellen im In- und Ausland würden das Kennzeichen ausnahmslos anbringen, so würden, wie bereits gesagt, noch während längerer Zeit unzählige deutsche Juden mit Pässen versehen sein, die das Kennzeichen nicht enthalten. Trotz der Wiedereinführung des Visums für die Pässe mit den Kennzeichen wäre also eine Prüfung aller mit dem deutschen Pass ohne das Kennzeichen an der Grenze eintreffenden Personen notwendig, und zwar nicht nur an der schweizerisch-deutschen, sondern an allen unseren Grenzen. Welchen Schaden das unserem Fremdenverkehr bringen kann, habe ich früher ausgeführt und verweise hauptsächlich auf das eingangs erwähnte Schreiben vom 31. August. Die Weisungen, die wir am 7. September vorübergehend, d. h. bis zum Abschluss der Verhandlungen mit Deutschland, den Grenzpolizeiposten erteilt haben, zeigen heute schon die Unzulänglichkeiten, die mit der Kontrolle an der Grenze verbunden sind. Einmal ist es ganz unmöglich, an der Grenze den Juden vom Nichtjuden zu unterscheiden. Trotz der sehr energischen Weisungen gelingt es Juden mit deutschem Pass immer wieder, legal einzureisen. Zurückweisungen machen zudem die deutschen Grenzorgane erneut nervös. Ich erhielt heute Nachricht aus Thayngen, wo eine deutsche jüdische Familie namens Mannheimer mit deut-

schem Pass zurückgewiesen wurde. Dies veranlasste einen Gestapobeamten in Singen, sich nachträglich beim schweizerischen Grenzpolizeibeamten zu beschweren und mit Repressalien zu drohen. Nach den gemachten Erfahrungen ist es ganz sicher, dass wir bald wieder den Krieg unter den Grenzbeamten haben werden, wenn wir mit diesem System noch lange weiterfahren müssen.

Wir haben wohl in früheren Stadien der Verhandlungen mit Deutschland Vorschläge gemacht, die auf den heutigen deutschen Vorschlag – mit Ausnahme der Reziprozität – hinausliefen. Die Erfahrungen, die wir mit der Tätigkeit der deutschen Grenzbeamten sowie teilweise auch mit derjenigen gewisser deutscher Passtellen gemacht haben, haben uns jedoch gezeigt, dass auf die deutschen ausführenden Organe heute kein Verlass mehr ist. Dazu kommt, dass wir nicht bloss mit einer Kontrolle der Einreise deutscher Juden rechnen dürfen. Der Kampf der nationalsozialistischen Partei gegen ihre Gegner wird und muss sich zweifellos ständig verstärken. Sobald das Problem der Ausreise der Juden auf den richtigen Weg gebracht sein wird, ja vielleicht schon vorher, wird der Kampf gegen die Kirche wieder einsetzen; auch der gegen die Deutschnationalen kann andere Formen annehmen als bisher. Andern Kategorien von Emigranten gegenüber wären wir bei der Annahme des deutschen Vorschlages wiederum wehrlos, das heisst, wir müssten ohne Kontrolle eingereiste Flüchtlinge erneut an die Luft setzen; Flüchtlinge, die dann voraussichtlich in weit grösserer Masse den Stempel der «politischen» auf sich tragen würden als die Juden. Was das innerpolitisch bei uns für Wirkungen haben müsste, brauche ich nicht hervorzuheben.

Bei der Untersuchung der ausserpolitischen Wirkungen dürfen wir nicht bloss in Betracht ziehen, dass man uns deutscherseits heute – nach dem Vorausgegangenem absolut zu Unrecht – hat wissen lassen, das Bestehen der Wiedereinführung des Visums auf dem deutschen Pass würde als Unfreundlichkeit betrachtet. (Ich verweise auf meine Notiz über das Gespräch mit dem deutschen Gesandten vom 2. September)⁵. Einmal wäre ohne jeden Zweifel diese momentane Verstimmung der Schweiz gegenüber, wenn es sich überhaupt ernstlich um eine solche handeln kann, viel kleiner als sie werden müsste, wenn der Streit an der Grenze, der bestimmt zu erwarten wäre, wieder losgehen würde. Sodann hätten wir es in der Hand, diese Verstimmung durch die Praxis bei der Erteilung von Einreisebewilligungen an alle Nichtemigranten rasch zum Verschwinden zu bringen. Es sind ja schon im Bundesratsbeschluss vom 30. August⁶ über die Wiedereinführung des Visums für die Inhaber des deutschen Reisepasses dem Departements die Weisungen erteilt, die Visa in gleicher Weise zu geben wie auf dem österreichischen Pass. Seit der Wiedereinführung dieses Visums, d. h. seit dem 1. April 1938, ist mir aber keine einzige Klage eines Nichtemigranten zu Ohren gekommen. Ich bin überzeugt, dass wir das auch im Altreich so durchführen könnten. Selbstverständlich müsste das in der Antwort auf den neuen deutschen Vorschlag ausdrücklich hervorgehoben werden. Wir müssen aber auch mit den andern Länder im Frieden leben und dürfen meines Erachtens die öffentliche Meinung in diesen, namentlich in

5. Cf. N^o 372.

6. Cf. N^o 369.

Frankreich, England und Amerika, nicht unberücksichtigt lassen. Eine Einführung des Visums ausschliesslich für Juden wird aber, selbst wenn wir nur von Emigranten reden, von den interessierten Kreisen im Ausland nur schwer verstanden werden. Die deutsche Presse würde einer Kritik von der andern Seite noch damit auf die Beine helfen, dass sie diese Massnahme als brand-schwarzen Antisemitismus der Demokratie beschreiben und als Einschwenken unseres Landes in die Rasseachse gross hervorheben würde, so wie sie es mit einem anscheinend stark verbreiteten Artikel «Konzentrationslager der Juden in der Schweiz» getan hat, der sich mit der uns von Deutschland aufgezwungenen Sperre der illegalen Einreise befasst. Es hat überhaupt den Anschein, dass Deutschland mit seinem bisherigen Vorgehen und ganz besonders mit seinem letzten Vorschlag den Versuch macht, uns in den Antisemitismus hineinzutreiben oder uns zum wenigsten bei den andern Ländern so erscheinen zu lassen. Die Judenfrage wird zweifellos in den kommenden Jahren noch manches grosse internationale politische Problem stark beeinflussen, was auch für die Schweiz unter Umständen nicht gleichgültig sein kann. Wir haben seit dem Bestehen der Fremdenpolizei eine klare Stellung eingehalten. Die Juden galten im Verein mit den andern Ausländern als Überfremdungsfaktor. Es ist uns bis heute gelungen, durch systematische und vorsichtige Arbeit die Verjudung der Schweiz zu verhindern. Heute haben wir unser Teil in der Obsorge für Emigranten auf uns genommen und wollen das menschlich, aber mit strengster Ordnung fremdenpolizeilich abwickeln. Die schweizerischen Juden helfen uns dabei und sehen damit auch ihr Interesse. Wenn wir nun mit besonderen, für sie diskriminierenden Massnahmen kommen, so drängen wir sie von der gesunden Richtung ab. Wenn sie anfangen, sich international zu beklagen, anstatt, wie es heute der Fall ist, in ihren internationalen Kreisen für die von uns getroffenen Massnahmen zu plädieren, so riskieren wir, die ganze zivilisierte Welt gegen uns zu haben.

All diese Überlegungen führen mich zum Schluss, wir sollten die Gelegenheit, die uns der letzte deutsche Vorschlag gibt, benützen, um Deutschland in aller Freundschaft und mit unverfänglicher Begründung zu erklären, es sei leider trotz beiderseitigen grössten Bemühens nicht möglich gewesen, einen andern Weg zu finden, als den der Wiedereinführung des Visums, wobei wir zu verstehen geben würden, dass wir die Reziprozität auf dem Schweizerpass nicht als Unfreundlichkeit betrachten würden. Haben wir das Visum, so ist Deutschland vollkommen frei, den Emigranten Papiere zu geben, wie es will und braucht sie auch nicht als solche zu bezeichnen. Wir würden sie herausfinden unter denen, die nicht in der Lage wären, einen Arierenausweis, ein Mitgliedbuch der Partei, der deutschen Arbeitsfront, Fachschaftsausweise, Ausweise von Reichskammern usw. vorzulegen. Wer das kann, würde das Visum sofort erhalten. An der Grenze hätten wir eine saubere Ordnung. Der deutsche Vorschlag würde uns abhängig machen vom guten Willen der deutschen Behörden; er würde trotzdem die zudem nicht einmal genügend durchführbare Auslese des Juden vom Nichtjuden an der Grenze und damit zahlreiche unkontrollierte Einreisen von Emigranten bringen, dazu wahrscheinlich auch unerfreuliche und für unsere Beziehungen zu den andern Ländern nicht ungefährliche Kritiken wegen Antisemitismus. Auch wäre er eine mangelhafte Lösung, dazu bloss

für den Moment, und hätte zweifellos neue Reibungen in der Zukunft zur Folge.

Ich stelle Ihnen deshalb den Antrag, das politische Departement einzuladen, unserer Gesandtschaft in Berlin die Weisung zu erteilen, der deutschen Regierung auf geeignete Weise mitzuteilen, dass wir auf der Wiedereinführung des Visums bestehen müssen, und dem Bundesrat gemäss Ziffer 4 seines Beschlusses vom 30. August 1938 im Einvernehmen mit dem politischen Departement zu beantragen, das Visum auf 1. Oktober, d. h. auf den Tag nach Ablauf der Kündigungsfrist für alle Inhaber eines deutschen Passes wieder einzuführen.

389

E 1004.1 1/377

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 16 septembre 1938*

1542. Anordnung beschränkter Evakuationen

Militärdepartement. Antrag vom 16. September 1938

Das Eidg. Militärdepartement hat es sich angelegen sein lassen, mit Rücksicht auf die aussenpolitischen Ereignisse alle diejenigen Massnahmen zu prüfen und gegebenenfalls anzuordnen, die, ohne allzu grosses Aufsehen in der Öffentlichkeit zu erregen, notwendig sind, um den Grad der Kriegsbereitschaft des Landes und der Armee zu erhöhen. Unter diese vorsorglichen Massnahmen gehört auch die Wegnahme wichtiger Bestandteile des Wirtschaftslebens aus gefährdeten Zonen und ihre Unterbringung im Landesinnern. Es kommen insbesondere in Betracht Titelbestände der Nationalbank, Gold und Teile der Titelbestände von Privatbanken im Grenzgebiet, Materiallager der Telegraph- und Telephonverwaltung die an der Grenze liegen, sowie verschiedene pharmazeutische Produkte und Verbandsstoffe aus Basel und Schaffhausen. Das eidg. Militärdepartement ist auf Antrag der Generalstabsabteilung der Auffassung, dass für diese lebenswichtigen Güter und Wertsachen eine vorzeitige Evakuation ins Auge zu fassen ist.

Nach Art. 3 der Verordnung über die Evakuation vom 13. Juli 1937¹ bestimmt der Bundesrat den Zeitpunkt, von dem an das Evakuationsverfahren angewendet werden darf. Die Durchführung im einzelnen Falle wird durch das eidg. Militärdepartement und seine Organe angeordnet.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Gestützt auf Art. 3 der Verordnung über die Evakuation vom 13. Juli 1937 wird das eidg. Militärdepartement ermächtigt, beschränkte Evakuationen aus

1. Cf. RO, 1937, tome 53, p. 674.

den Grenzgebieten, soweit solche ohne Aufsehen und ohne wesentliche wirtschaftliche Nachteile durchgeführt werden können, sofort anzuordnen².

2. *Dans sa séance du 7 octobre 1938, le Conseil fédéral appréciait la situation ainsi:* Nachdem nunmehr eine Entspannung der politischen Lage eingetreten ist, hat diese Ermächtigung wieder dahinzufallen.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen:*

Der vorgelegte Entwurf betreffend einen Bundesratsbeschluss zur Aufhebung der Anordnungen über die beschränkten Evakuationen vom 16. September 1938 wird als Weisung genehmigt. (E 1004.1 1/378, N° 1688).

390

E 1004.1 1/377

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 16 septembre 1938

1549. Massnahmen zur Sicherstellung der Güterzufuhr aus dem Ausland während eines Krieges

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 15. September 1938

Über die Sicherstellung der Güterzufuhr aus dem Auslande während eines Krieges berichtet das Volkswirtschaftsdepartement folgendes:

«I.

Die Schweiz ist bekanntlich in der Beschaffung von lebenswichtigen Gütern (insbesondere von Rohstoffen und Lebensmitteln) in hohem Masse vom Ausland abhängig. Diese Güter werden teils aus europäischen, teils aus überseeischen Ländern bezogen. Im Falle eines Krieges hängt unsere Landesversorgung in hohem Masse davon ab, dass es gelingt, diese Güterzufuhr aufrechtzuerhalten, wobei der Beschaffung von Gütern aus überseeischen Ländern besondere Bedeutung zukommt. Gemäss Art. 6 des Bundesgesetzes über die Sicherstellung der Landesversorgung mit lebenswichtigen Gütern hat der Bundesrat schon im Frieden die notwendigen Vorbereitungen für die Sicherstellung der Transporte im Falle der wirtschaftlichen Abschnürung oder des Krieges zu treffen.

Unser Land befindet sich insofern in einer ungünstigen Lage, als es keine direkte Landverbindung mit dem Meer und auch keine Meerhäfen besitzt. Wir sind im Kriegsfall vom Meer vollständig abgeschlossen und darauf angewiesen, dass uns die ans Meer angrenzenden Länder und insbesondere unsere Nachbarstaaten die Möglichkeit geben, in ihren Häfen Güter umzuschlagen, und sich verpflichten, diese nach der Schweiz zu befördern.

II.

Während des Weltkrieges trafen rund drei Viertel der überseeischen Güter für die Schweiz über die französischen Häfen Bordeaux, Cette und Marseille ein und rund ein Viertel kam über Genua. Kleinere Mengen wurden über Nice, Monaco, Rouen, Nantes u. St-Louis-du Rhône geleitet. Die Ordnung der Transportverhältnisse machte unzählige und mühsame Verhandlungen mit den zuständigen Behörden, insbesondere von Frankreich nötig.

Mit Italien wurde Ende 1914, also bevor dieses Land in den Krieg getreten war, eine besondere Vereinbarung über die Ausführung der Transporte über Genua und die Wagenstellung getroffen, die mehrmals den veränderten Verhältnissen angepasst und Ende Mai 1915, nachdem sich Italien auf die Seite der Alliierten geschlagen hatte, vollständig umgestellt werden musste.

Mit der Ausdehnung der Kriegsdauer machten sich in den kriegführenden Ländern infolge Überfüllung der Häfen, Stockungen auf gewissen Linien, Mangel an Traktionsmitteln und dergleichen, ständig zunehmende Transport-schwierigkeiten geltend. Der Schweiz erwuchs infolgedessen durch Liegegelder (verspäteter Auslad von Schiffen), die bis 18 000 Fr. per Tag und Schiff stiegen, Lagergelder, vermehrte Manipulation mit den Gütern, Verderbnis von Gütern, ungeheurer Schaden.

Nach den allgemein geltenden Grundsätzen ist es Sache der Bahnverwaltungen, auf deren Netz Güter aufgeliefert werden, die Güterwagen zu stellen. Im Oktober 1915, in einem Zeitpunkt, als grosse Mengen Güter für die Schweiz in Cette und Marseille des Abtransportes harreten, erklärte Frankreich, nicht mehr in der Lage zu sein, Wagen für Schweizerfrachten stellen zu können. Die Entschliessung Frankreichs, von der es, allen Bemühungen zum Trotz, nicht mehr abgebracht werden konnte, war für unser Land ausserordentlich folgenschwer, weil zu jener Zeit auch nach Italien, Deutschland und Österreich schweizerische Wagen für Schweizerfrachten gesandt werden mussten. Es ist zu beachten, dass die Schweiz – vom Standpunkt des Transportes aus gesehen – ein ausgesprochenes Import- und Durchgangsland ist und daher stets eine grosse Anzahl fremde Güterwagen für den mengenmässig nicht sehr bedeutenden Ausfuhrverkehr zur Verfügung hat. Aus diesem Grunde haben die schweizer. Normalbahnen nur einen verhältnismässig kleinen Bestand an Güterwagen. Er reicht nicht hin, um neben der Befriedigung der Bedürfnisse für den schweiz. Binnen- und Ausfuhrverkehr noch sämtliche lebenswichtigen Güter im Ausland mit eigenen Wagen abzuholen.

Um möglichst viel Wagen für Transporte aus dem Ausland frei zu bekommen, wurde im Weltkrieg der Wagenumlauf durch organisatorische Massnahmen auf das äusserste beschleunigt und die Stellung der Wagen für die Ausfuhr und für den schweizer. Verkehr zurückgestellt. Die Bundesbahnen sind im weitem durch den Bundesrat veranlasst worden, ihren Wagenpark erheblich zu vermehren. Sie haben in den Jahren 1915–1920 die grosse Summe von 41 000 000 Fr. für neue Güterwagen und von 1 200 000 Fr. für den Umbau von älteren Personen-, Gepäck- und Dienstwagen in Güterwagen ausgegeben. Die Folge dieser bedeutenden Neuanschaffungen war, dass, als die ausländischen Bahnen nach Beendigung des Kriegs ihren Verpflichtungen zur Wagen-

stellung wieder nachkamen, in der Schweiz längere Zeit Überfluss an Güterwagen herrschte.

Um gewisse Zugeständnisse zu erhalten, mussten die Bundesbahnen den französischen und deutschen Bahnverwaltungen mit Lokomotiven und Personal aushelfen als Ausgleich für die von diesen im Interesse der Schweiz übernommenen Fahrleistungen.

III.

Es ist bei der heutigen politischen Konstellation unmöglich vor auszusehen, welche Wege für den schweizerischen überseeischen Verkehr bei einem Krieg in Frage kommen. Dies hängt in der Hauptsache davon ab, wie sich die kriegführenden Parteien zusammensetzen und welche derselben die Suprematie über das Weltmeer hat. Es erscheint beispielsweise nicht ausgeschlossen, dass die Mittelmeerhäfen für die Schweiz ausser Betracht fallen. Damit wäre fast mit Sicherheit dann zu rechnen, wenn Italien gegen Frankreich in den Krieg träte. In diesem Falle könnte auch nicht mit der Leitung der Güter über Genf gerechnet werden, welcher Route während des Weltkrieges eine grosse Rolle zukam. In Frage könnten dann kommen die Häfen von Bordeaux, Rouen, Le Havre und Antwerpen. Die Güter wären über die schweizerisch-französischen Übergangspunkte Vallorbe, Les Verrières und Delle zu leiten. Ab Rouen wäre die Beförderung auf dem Landweg und auf einem Kanal, auf letzterem bis in die Nähe von Delle, möglich. Nach Angabe von Fachleuten wären genügend Kanalschiffe vorhanden. Ein Nachteil bei dieser Transportweise ist der, dass die Beförderung von Rouen bis Delle drei bis vier Wochen dauern würde. Ab Antwerpen müsste die Leitung mit der Eisenbahn über Bruxelles – Metz – Nancy – Vesoul – Belfort – Delle – Pruntrut erfolgen, ab welcher Station die Güter über Delsberg – Basel oder Delsberg – Moutier – Biel nach der ganzen Schweiz weitergeleitet werden könnten. An die Beförderung der Güter ab Antwerpen bis Basel wäre nicht zu denken, weil die Eisenbahnlinie von Strassburg bis Basel unmittelbar neben der deutschen Grenze verläuft.

Nimmt man den Fall an, dass Belgien neutral bleibt und Deutschland das Weltmeer beherrscht, so käme die Leitung der Güter über Antwerpen und möglicherweise auch Rotterdam in Frage. Die Weiterbeförderung könnte dann, gegebenenfalls mit Schiffen der schweizer. Schleppschiffahrtsgenossenschaft oder von andern Reedereien, bis Mainz oder Mannheim erfolgen. Hier müssten die Güter in Eisenbahnwagen umgeladen werden. Sie könnten je nach ihrer Bestimmung auf deutschen Linien nach beliebigen deutschschweizerischen Übergangspunkten, ausgenommen nach Basel, weiterbefördert werden. Ausser diesen Kombinationen sind noch viele andere denkbar.

Es ist nicht ausgeschlossen, dass die Ausführung der überseeischen Transporte sich bei einem neuen Krieg noch schwieriger gestaltet als während des Weltkrieges, indem nicht mit Sicherheit damit gerechnet werden kann, dass die am nächsten der Schweizergrenze gelegenen Häfen von Genua, Marseille und Cette für die Schweiz benützlich sind. Die nach Bordeaux gesandten Wagen brauchten mindestens die doppelte Umlaufzeit wie die Wagen von Cette und Marseille, die nach etwa sechs Tagen zurückkehrten.

Wir haben auch untersucht, ob der Abtransport von Gütern ab den Seehäfen mit Flugzeugen in Frage kommen könnte. Die Prüfung ergab, dass es sich nur

um besondere Warengattungen wie Medikamente, Chemikalien und dgl. und nur um kleine Mengen handeln könnte. Für die eigentliche Landesversorgung kommt dem Flugzeug eine grosse Bedeutung nicht zu.

IV.

Im Frühjahr 1914 hat Frankreich gestützt auf mündliche Verhandlungen, die zwischen dem schweizer. Generalstabschef und dem franz. Militärattaché in Bern gepflogen wurden, zugesichert, dass es im Fall eines Krieges die Durchfuhr von Getreide für die schweizer. Regierung an einigen französischen Häfen zulassen werde. Ebenso hatte Deutschland auf Grund von diplomatischen Verhandlungen die Zusicherung abgegeben, dass es nach Durchführung der Mobilisation den Abtransport des in den Rheinhäfen befindlichen Getreides gestatten werde.

Die während des Weltkrieges gemachten Erfahrungen haben gezeigt, dass man sich heute nicht begnügen darf mit allgemeinen Zusicherungen betreffend die Durchfuhr bloss von Getreide oder gar nur mit der Zusage, dass das von schweizerischen Firmen angekaufte Getreide, das sich im Zeitpunkt eines Kriegsausbruches im Ausland befindet, noch durchgelassen werde. *Es sind vielmehr vorsorgliche verbindliche Vereinbarungen hinsichtlich des Durchlasses aller lebenswichtigen Güter während der Dauer eines Krieges, ferner über die Regelung sämtlicher die Transportangelegenheiten betreffenden Fragen unerlässlich.* Da, wie unter Abschnitt III dargelegt wurde, sich über die Entwicklung der Dinge in einem Kriegsfall nichts Bestimmtes voraussagen lässt, müssen alle Möglichkeiten ins Auge gefasst werden, woraus sich ergibt, dass mit allen in Betracht fallenden Ländern wird Fühlung genommen werden müssen. Diesen Verhandlungen wird die Annahme zugrunde zu legen sein, dass unser Land die Neutralität bewahren kann, da es nach unserem Dafürhalten aus politischen Gründen nicht angienge, schon im Frieden mit andern Staaten Vereinbarungen abzuschliessen für den Fall, dass wir in einen Krieg hineingezogen werden. Es wäre dies auch nicht notwendig, indem damit gerechnet werden kann, dass die für den Neutralitätsfall getroffenen Vereinbarungen – soweit sie mit solchen Staaten abgeschlossen worden sind, welche in einem Kriegsfall auf unserer Seite stehen – erst recht Geltung haben werden, wenn unser Land an einem Kriege aktiv beteiligt ist.

Bei den vorgesehenen Verhandlungen dürfte nötigenfalls darauf hingewiesen werden, dass die Schweiz in die Lage kommen kann, den kriegführenden Ländern grosse Dienste auf charitativem Gebiet zu leisten. Sie hat im Weltkrieg unter anderem folgende Leistungen übernommen: Die Heimschaffung von Sanitätsmannschaften, internierten Zivilpersonen und Evakuierten, den Transport von Schwerverwundeten und Kranken, den Austausch von Kriegsgefangenen, die Hilfsaktion zugunsten erholungsbedürftiger Kinder aus kriegführenden Staaten, die Beförderung von Liebesgaben und Lebensmitteln und die Vermittlung von Kriegsgefangenenpaketen. Die Bundesbahnen haben die Transporte zu ermässigten Taxen teils unentgeltlich ausgeführt, wodurch ihnen ein Taxausfall von rund 21 Millionen Fr. erwachsen ist. Auch die Postverwaltung hat grosse Opfer gebracht.

Über den Umfang des überseeischen Verkehrs geben folgende Zahlen

Anhaltspunkte: Es wurden im Weltkrieg in gewissen Zeiträumen gleichzeitig im Maximum abbefördert:

ab Cette		3 Züge zu 62 Wagen = 186		Wagen pro Tag
ab Marseille				
einschl. Monaco & Nice	2	» » 62	= 124	» » »
ab Bordeaux	4-5	» » 42	= 168-210	» » »
ab Genua			80-100	» » »

Nach Mannheim-Rheinbau, Karlsruhe, Kehl usw. sind von 1914-1920 21 321 gedeckte und nach der Ruhr im gleichen Zeitraum einschliesslich der Saar, solange diese noch zu Deutschland gehörte, 217 737 offene Schweizerwagen zur Abholung von Gütern gesandt worden.

V.

Die baldige Abklärung der aufgeworfenen Fragen drängt sich auf, damit die zur Sicherung der Güterzufuhr aus dem Ausland in einem Kriegsfall erforderlichen Massnahmen in sachgemässer Weise vorbereitet werden können.»

Gestützt auf diese Darlegungen stellt das Volkswirtschaftsdepartement den Antrag und der Rat *beschliesst*:

Das Politische Departement wird beauftragt:

1. unverzüglich mit den Regierungen von Frankreich, Italien, Deutschland und Belgien durch Vermittlung unserer Gesandtschaften in Verhandlungen einzutreten zur Erwirkung grundsätzlicher Erklärungen, wonach die Besonderheit unserer Versorgung im Falle eines Krieges anerkannt und die Bereitwilligkeit festgestellt wird, die Versorgung der Schweiz mit lebensnotwendigen Gütern aufrecht zu erhalten;

2. mit den genannten Staaten, soweit dies möglich ist, Vereinbarungen abzuschliessen, durch welche:

a) der Schweiz zugesichert wird, dass die für uns bestimmten Güter, die sich bei Ausbruch eines Krieges im betreffenden Lande befinden oder dorthin unterwegs sind, ungehindert in die Schweiz durchgelassen werden;

b) der Schweiz während der Dauer eines Krieges für den Umschlag überseeischer Güter bestimmte Häfen zur Verfügung gestellt werden;

c) der betreffende Staat die Verpflichtung übernimmt, für die Beförderung dieser Güter bis an die Schweizergrenze, wenn möglich allein, eventuell unter Mithilfe der Schweiz, zu sorgen.

Es wäre wünschbar, in den verschiedenen Staaten eine bestimmte Amtsstelle zu bezeichnen, mit welcher die Schweiz alle zur Durchführung dieser Massnahmen und zur Erzielung einer geordneten Ausführung der Transporte erforderlichen Punkte besprechen und regeln kann.

3. bei den Regierungen Englands und der Vereinigten Staaten über die Möglichkeit der Beschaffung von Schiffsraum während eines Krieges Erkundigungen einzuziehen, in der Meinung, dass gegebenenfalls über die zur Verfügungsstellung von Schiffsraum eine Vereinbarung abzuschliessen wäre.

Es handelt sich zunächst darum, die grundsätzlichen Fragen zu diskutieren und von den in Betracht kommenden Regierungen eine Zusage gemäss Zif-

fer 1 zu erhalten. Nach Eingang dieser Zusagen stehen für die Behandlung aller technischen Fragen die Kommission für Kriegswirtschaft, insbesondere der Chef des Kriegstransportamtes, Herr alt Oberbetriebschef Matter, zur Verfügung¹.

1. *Pour la suite du processus, cf. N° 439.*

391

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 28

Rome, 17 septembre 1938

J'ai été reçu ce matin au Palais Chigi par le Comte Ciano. Le Ministre des Affaires Etrangères, qui était en uniforme de Général de la milice, était sur le point de partir avec son beau-père pour Trieste où le Duce doit prononcer demain un discours dont tous les termes, dans le moment actuel, ont été apparemment calculés.

Je dois dire que le Comte Ciano, qui a été aussi cordial que d'habitude malgré certains rapports exagérés sur de prétendues vexations que subirait des Italiens dans le Tessin, (rapports artificiels qui, malheureusement, l'ont impressionné de même que le Chef du Gouvernement), ne porte aucunement les traces des veillées des derniers jours anxieux. Quant à la situation générale, le Comte Ciano m'a dit qu'évidemment on devait encore la considérer comme excessivement grave. «Le geste de M. Chamberlain, a-t-il dit, est loyal, courageux et beau, mais on est encore bien loin d'une détente. Certes, on peut considérer l'avenir, sinon avec de l'optimisme, du moins avec *un peu* plus de confiance dans le lendemain.»

«La clé de la situation, a-t-il poursuivi, réside uniquement à Prague. Aujourd'hui, il n'y a plus d'autre solution pour la paix en Europe qu'une amputation dans le corps de la Tchécoslovaquie.» Tout ce qu'on peut obtenir – cette indication est assez intéressante – est la narcose de l'internationalisation des plébiscites. «L'article du «Popolo d'Italia», «Lettera a Runciman», indique toute notre pensée. Un plébiscite ne suffit pas; il en faut une série. Nous demandons des plébiscites aussi pour la Hongrie et les Polonais; les Slovaques aussi doivent pouvoir dire ce qu'ils veulent.»

J'attire votre attention sur ces dernières phrases que je mets en corrélation avec des démarches faites hier auprès du comte Ciano par le Ministre de Hongrie et le Chargé d'Affaires de Pologne, représentants d'Etats qui, maintenant, sortent apparemment leurs «revendications». Or il n'est un mystère pour personne que des milieux nationalistes hongrois ont souhaité et espéré

qu'une partie du moins des Slovaques désireraient revenir à la Couronne de St-Etienne.

J'ai demandé au Comte Ciano s'il croyait que Prague *pouvait accepter* cette solution. Il m'a répondu: «Les Tchèques doivent absolument accepter, sans cela c'est inévitablement la guerre.» A ma question si, à supposer que les grandes Puissances occidentales puissent entrer dans ces vues, elles auraient la possibilité d'agir de la sorte sur Prague, le Comte Ciano s'est borné à dire que c'était là la seule alternative d'éviter un conflit, mais que dans cette interrogation précisément résidait un des graves inconnus du moment.

Je vous écris séparément au sujet de notre conversation portant sur les affaires italo-suisse en cours.

392

E 4300 (B) 1969/78/1

*Notice du Chef de la Division de Police
du Département de Justice et Police,
H. Rothmund*

Copie

Bern, 17. September 1938

BESPRECHUNGEN MIT HERRN MINISTER KOECHER
UND MIT HERRN DR. HANS GLOBKE,
MINISTERIALRAT IM REICHSMINISTERIUM DES INNERN

Herr Minister Koecher wünschte auf gestern eine neue Besprechung über die Visumsangelegenheit, nachdem er aus Nürnberg zurückgekehrt ist. Er hob persönlich hervor, dass Deutschland die Wiedereinführung des Visums hauptsächlich deshalb ungerne sehe, weil es befürchte, dass dann andere Länder, wie z. B. Belgien und Holland, die gleiche Massnahme durchführen würden. Ich machte ihn darauf aufmerksam, dass an der Westgrenze ja nur Holland in Betracht käme, eventuell Luxemburg, da Belgien und Frankreich ja für Deutsche die Visumpflicht immer gehabt hätten. Ungarn dürfte nicht in Betracht kommen, weil nach den dortigen Massnahmen gegen die Juden ein Zuzug deutscher Juden nach diesem Lande ja nicht in Frage komme. (Heute vormittag wurde mir allerdings ein Schreiben unserer Gesandtschaft in Stockholm vorgelegt, gemäss dem gleiche Besprechungen zwischen Schweden und Deutschland geführt werden, und auch Schweden die Wiedereinführung des Visums ernstlich prüft.) Herr Koecher sagte dann im Verlaufe des Gespräches, er dürfe annehmen, Deutschland wäre bereit, auf jede Gegenseitigkeit den schweizerischen Juden gegenüber zu verzichten, falls wir den neuen deutschen Vorschlag annehmen könnten. Ich mache ihn darauf aufmerksam, dass schon zahlreiche deutsche Pässe von Juden im Umlauf sind, im Reich und in anderen Ländern.

Auch teilte ich ihm mit, dass ich dem Departement den begründeten Antrag gestellt hätte, das Visum wieder einzuführen, da ich keine andere Möglichkeit sehe, eine lückenlose Kontrolle über die Einreise von Emigranten herbeizuführen.

Herr Koecher rief mich gestern nachmittag wieder an und teilte mir mit, bei der internationalen Konferenz der Zivilstandsbeamten befinde sich Herr Dr. Globke, der Fachmann sei in diesen Fragen; er ersuchte mich, zusammen mit diesem Beamten heute noch einmal bei mir vorsprechen zu dürfen. Wir hatten heute vormittag eine neue, offene aber persönliche Aussprache. Herr Dr. Globke stellte folgenden Vorschlag zur Diskussion: Die Reziprozität für Schweizerjuden wird vollständig aufgegeben. In die in Deutschland auszustellenden Pässe von Nichtariern wird das von Herrn Geheimrat Rödiger Herrn Dr. Kappeler vorgeschlagene Zeichen eingetragen. Innerhalb von 14 Tagen werden sämtliche bereits ausgegebenen Pässe von Nichtariern im Reich mit dem gleichen Zeichen versehen. Alle Pässe von deutschen Ariern, die sich in Italien aufhalten, erhalten den Vermerk: «Gültig auch für die Schweiz». Wer diesen Vermerk nicht hat, ist Nichtarier. Bei den Pässen von in andern Ländern wie Frankreich, Belgien und Holland sich aufhaltenden deutschen arischen Personen scheint das nicht möglich zu sein.

Wir hätten also die lückenlose Kontrollmöglichkeit für die Juden in Deutschland und in Italien; fehlen würde sie für die Juden in andern Ländern, z. B. auch in der Tschechoslowakei. Fraglich bleibt, wie mir erst jetzt durch den Kopf geht, ob nicht deutsche Pässe von Juden im Umlauf sind, die den Vermerk «Gültig auch für die Schweiz» enthalten. Ich warf die Frage auf, wie es sich dann mit eventuell später entstehenden andern Gruppen von Emigranten verhalten würde, z. B. wenn der Kampf gegen die Kirche schärfer durchgeführt würde. Herr Koecher erklärte, es könne sich da ja nur um kleinere Gruppen von Leuten handeln. Gestützt auf die gemachten Erfahrungen mit den deutschen Grenzbeamten gebe ich Zweifel kund über die strikte Durchführung der im Vorschlag Globke enthaltenen Massnahmen. Ich mache besonders darauf aufmerksam, dass ja von höchster Stelle verfügt worden sei, Deutschland müsse von den Juden befreit werden. Wenn nun die anderen Länder alle den Emigranten aus Deutschland die Grenzen verschliessen und nur noch die Möglichkeit bestehen würde, die Juden durch Weglassung der vereinbarten Einträge in die Pässe nach der Schweiz zu bringen, müssten da die Beamten nicht in einen Gewissenkonflikt mit den ihnen aufgetragenen allgemeinen Richtlinien kommen? Herr Globke betonte, die lückenlose Durchführung seines Vorschlages könnte garantiert werden.

Ich erkläre den Besuchern, dass ich trotz meines schon gemachten Antrages bereit sei, eine andere Lösung vorzuschlagen, wenn sie wirklich eine lückenlose Kontrolle bringe. Man scheint das nun auf deutscher Seite verstanden zu haben.

Herr Globke fährt heute nach Berlin zurück und wird den mir gemachten Vorschlag mit den dortigen Stellen besprechen. Ich habe meinerseits Prüfung zugesichert. Ich sehe noch nicht klar, ob der neue Vorschlag wirklich eine lückenlose Kontrolle bringen kann. Auf jeden Fall sollte der Eintrag «Gültig auch für die Schweiz» an arische Deutsche nicht nur in Italien, sondern auch in

allen andern Ländern gemacht werden, was mir aber kaum durchführbar erscheint. Herr Koecher erklärte, die Sache sei sehr eilig, weil die Kündigungsfrist mit dem 30. September ablaufe. Ich antwortete ihm, wir hätten nicht die Absicht, zu brüskieren, es komme nicht auf diesen Stichtag an.

393

E 6100 (A) 17/1113

*Le Chef du Département des Finances et des Douanes, A. Meyer,
au Vice-président de
la Direction générale de la Banque nationale suisse, P. Rossy*

Copie

L Zahlungsfähigkeit der Schweiz
gegenüber dem Ausland im Kriegsfall

Bern, 20. September 1938

Die interdepartementale Kommission für kriegswirtschaftliche Angelegenheiten¹ befasste sich in ihrer letzten Sitzung neuerdings mit der Frage, wie die Güterzufuhr aus dem Auslande im Falle eines Krieges sicherzustellen sei. Im Laufe der Beratungen wurde darauf aufmerksam gemacht, es müsse auch rechtzeitig dafür gesorgt werden, dass bei Kriegsausbruch die nötigen Zahlungsmittel in den Vereinigten Staaten zur Verfügung stehen, um die für die Versorgung der Schweiz notwendigen Waren sowie die Transportspesen zu bezahlen. Das Volkswirtschaftsdepartement ist der Meinung, dass, da eine Überweisung von Zahlungsmitteln über den Atlantischen Ozean während eines Krieges unmöglich werden könne, vorsorglicherweise schon in Friedenszeiten eine Reserve in Amerika angelegt werden sollte. Die Frage ist so wichtig, dass sich eine nähere Prüfung aufdrängt.

In Amerika verwendbare Zahlungsmittel kann sich die Schweiz auf dreierlei Arten beschaffen:

- a. durch Warenexport,
- b. durch Goldexport oder Abgabe aus dem dort unterhaltenen Golddepots der Nationalbank und
- c. durch Export amerikanischer Wertpapiere oder Aufnahme einer Bundesanleihe in den Vereinigten Staaten.

Punkt a fällt im Kriegsfall ausser Betracht; im Gegenteil werden unsere Warenbezüge aus Amerika anwachsen. Auch der Goldexport dürfte in den ersten Wochen nach Kriegsbeginn mit Schwierigkeiten verbunden sein. Dagegen steht das Golddepots der Nationalbank in Amerika zur Verfügung. Sogleich stellen sich folgende Fragen:

1. Ist dieses Golddepots bereits gross genug oder muss es schon jetzt verstärkt werden?

1. *Pour les procès-verbaux de ses travaux, cf. E 6100 (A) 17/1107 et E 7800 1/153.*

2. Wird die Nationalbank bereit sein, zur Bezahlung von Getreide- und andern Importen aus Amerika und gleichzeitiger Stärkung des Schweizerfrankenurses Gold aus ihren Beständen abzugeben oder hält man, wie 1915, dafür, dass die Goldreserve für spätere Zwecke intakt zu halten sei?

3. Für den Fall, dass sich die Abgabe von Gold aus den Reserven der Bank rechtfertigen liesse, wäre wohl Amerika bereit, weiteres Gold für seine Rechnung zu übernehmen, wo es wahrscheinlich ohnehin schon Überfluss daran hat?

Kommt eine Goldabgabe aus diesem oder jenem Grunde nicht in Frage, dann wäre noch der Export amerikanischer Titel oder die Aufnahme einer Bundesanleihe in den Vereinigten Staaten in Betracht zu ziehen. Die Ausfuhr amerikanischer Titel aus dem Eigentum privater schweizerischer Kapitalisten würde wahrscheinlich, wie seinerzeit nach dem Ausbruch des Weltkrieges, erst einsetzen, wenn der schweizerische Wechselkurs im Verhältnis zum Dollar erheblich zurückginge, was man vielleicht gerade verhindern möchte. Es bleibt daher schliesslich die Aufnahme einer Bundesanleihe übrig, zu welchem Mittel die Eidgenossenschaft erst sieben Monate nach dem Ausbruch des Weltkrieges, und zwar am 1. März 1915 gegriffen hat, obgleich Sondierungen in Amerika bereits anfangs August 1914 aufgenommen worden waren.

Nach unserer vorläufigen Auffassung empfiehlt es sich, zum allfällig nötig werdenden Schutze unseres Wechselkurses und zur Sicherung unserer Lebensmittelversorgung die Abgabe von Gold aus den gewaltigen Goldbeständen der Nationalbank in Aussicht zu nehmen, es sei denn, dass Amerika sich weigere, weiteres Gold anzukaufen. Im letztern Falle wäre an die Aufnahme einer Bundesanleihe zu denken, und es fragt sich, ob es nötig sei, schon jetzt gewisse Vorbereitungen dafür zu treffen.

Aus dem Vorstehenden ist zu ersehen, dass die Nationalbank unmittelbar an den gestellten Fragen interessiert ist. Wir beehren uns daher, das Direktorium höflich zu ersuchen, den Fragenkomplex zu prüfen und unserm Departement einen Bericht zu erstatten².

2. Cf. N^o 407.

*Procès-verbal de la septième séance, du 20 septembre 1938,
de la Délégation suisse
à la XIX^e Assemblée de la Société des Nations*

Genève, 20 septembre 1938¹

La séance est ouverte à 9 heures.

M. Motta se demande s'il est dans l'intérêt bien compris de la Société des Nations que l'Assemblée reste réunie. Il est vrai que les délégués venus de loin aiment rester un certain temps à Genève pour pouvoir prendre contact entre eux. Mais on peut se demander si cela sert la Société de laisser errer l'Assemblée dans le vague et prononcer des discours sans portée.

M. Motta invite les délégués à dire leur opinion à ce sujet.

M. Rappard estime qu'il faut éviter de donner l'impression d'un sauve-qui-peut. Il rappelle que par la suppression des traductions, les débats sont déjà considérablement écourtés. Une clôture précipitée pourrait donner l'impression d'une panique.

M. Grimm s'associe à l'opinion exprimée par *M. Rappard*.

[...]²

III^e Commission

M. Gorgé rapporte que *M. de Azcarate* a fait, dans la question de la protection des populations civiles contre les bombardements aériens, une intervention très bien accueillie dans tous les milieux. Il faut bien se rendre à l'évidence, cependant, qu'il sera difficile d'arriver à une solution de ce problème, vu l'absence de l'Allemagne et de l'Italie, ainsi que du Japon. Même un pacifiste comme *M. Lange* (Norvège) estime que cette question, qui, jusqu'ici, n'a jamais été traitée à Genève n'est pas encore mûre. Il faudrait encore examiner ses aspects techniques de façon approfondie. Quant aux Espagnols, ils voudraient naturellement faire flétrir les bombardements de Franco. On arrivera probablement à une résolution qui exprimera une condamnation en principe des bombardements. Dans sa seconde partie, elle invitera probablement l'Assemblée à procéder à l'étude technique de la question.

M. Motta estime que nous avons tout intérêt à condamner les bombardements aériens qui n'ont pas d'objectif militaire. Il est légitime que la Société des Nations traite cette question. Toutefois, la discussion risque de rester sans valeur pratique puisque trois grandes puissances ne participent pas aux débats.

[...]³

1. *Le procès-verbal n'est pas signé ni daté. Il a sans doute été rédigé par A. Huber. Sont présents: MM. Motta, Rappard, Grimm, Mouttet, Gorgé, Mlle Ferrière; secrétariat: M. Huber.*

2. *Suit l'examen des objets suivants: Elections au Conseil, I^{re} Commission, II^e Commission.*

3. *Suivent des interventions relatives aux IV^e, V^e, VI^e et VII^e Commissions. Pour les instructions de la Délégation suisse, cf. la séance du Conseil fédéral du 9 septembre 1938 (E 1004.1 1/377, N^o 1477) et le «Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la XIX^e assemblée de la Société des Nations. (Du 25 novembre 1938)», FF, 1938, vol. 2, pp. 823 ss.*

395

E 2001 (D) 2/114

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Berlin, 21. September 1938

Auf Grund Ihres persönlichen Schreibens vom 19. dieses Monats¹ sowie der Mitteilungen, die mir der Chef der Polizeibehörde über seine Besprechungen mit Herrn Gesandten Köcher und Herrn Globke² über die Frage der Wiedereinführung des Visumszwanges zukommen liess, habe ich mich veranlasst gesehen, meinen ersten Mitarbeiter zu beauftragen, noch einmal mit Herrn Geheimrat Rödiger im Auswärtigen Amt Fühlung zu nehmen. Mein Mitarbeiter erhielt dabei den Eindruck, dass die deutsche Regierung nicht auf der von ihr geforderten teilweisen Gegenseitigkeit bestehen wird, wenn auf diese Weise die Einführung des allgemeinen Visumszwanges vermieden werden kann.

Was die anderweitigen Einwendungen des Chefs der Polizeibehörde gegen den deutschen Vorschlag betrifft, so ergab sich aus der Besprechung, dass, von seltenen Ausnahmefällen abgesehen, die Gültigkeitsdauer der an deutsche Juden ausgestellten Pässe regelmässig auf sechs Monate beschränkt ist. Erst in der allerletzten Zeit sei gestattet worden, auch Pässe mit einer Gültigkeitsdauer bis zu einem Jahr an Juden auszustellen, doch dürften solche Pässe bis jetzt nur in ganz geringer Anzahl ausgegeben worden sein. Da diese sechsmonatigen Judenpässe ja nicht in den letzten Tagen, sondern sukzessiv herausgegeben wurden, steht ein grosser Teil von ihnen bereits wieder vor dem Ablauf, sodass schon bald nach der Einführung des Judenstempels nur noch ganz wenige deutsche Juden im Besitz von nichtabgestempelten Pässen sein werden. Während dieser verhältnismässig kurzen Übergangszeit könnte ohne Zweifel durch eine genaue Kontrolle an der Grenze dem Eindringen von Juden ohne Visum gesteuert werden, zumal es ja für jeden Juden, der ohne Visum einreisen würde, klar wäre, dass er die sofortige Ausschaffung zu gewärtigen hat, wenn er in der Schweiz ohne Visum festgestellt wird, denn es dürfte selbstverständlich sein und wird auch vom Auswärtigen Amt so aufgefasst, dass die Schweiz den Visumszwang nicht etwa nur für die abgestempelten Judenpässe, sondern allgemein für diejenigen deutschen Staatsangehörigen einführen würde, die nichtarisch sind.

Was die Anregungen von Herrn Globke betrifft, so wird das Auswärtige Amt dazu in einer Mitteilung an die deutsche Gesandtschaft in Bern Stellung nehmen. Mein Mitarbeiter erhielt jedoch bei dem Gespräch den Eindruck, dass sie hier als praktisch undurchführbar angesehen werden. Dagegen sei man deutscherseits nach wie vor gerne bereit, jeden schweizerischen Vorschlag mit

1. Cf. E 4300 (B) 1969/78/1.

2. Cf. N^o 392.

Wohllollen zu prüfen, der darauf hinzielt, von Anfang an eine vollständige Erfassung der deutschen Juden durch die Visumpflicht in vermehrtem Masse sicherzustellen.

Von wesentlicher Bedeutung für die zu treffende Entschliessung dürfte es sein, dass man, wie mein Mitarbeiter im Verlauf der Besprechung vernahm, deutscherseits beabsichtigt, bei der Einführung des allgemeinen Visumszwanges, ebenso wie man es schweizerischerseits gegenüber den deutschen Staatsangehörigen halten dürfte, von den schweizerischen Gesuchstellern bei der Erteilung des Visums den Nachweis der arischen Abstammung zu verlangen.

Da auch Herr Geheimrat Rödiger gegenüber meinem Mitarbeiter äusserte, ein Entscheid sei wegen des Herannahens des 1. Oktober äusserst dringend geworden, wiederholte mein Mitarbeiter die von Herrn Dr. Rothmund laut Notiz vom 17. September Herrn Köcher abgegebene Erklärung³, dass man schweizerischerseits sich nicht auf diesen Stichtag versteifen werde, sondern gegebenenfalls dafür sorgen werde, dass das Reisepublikum die nötige Frist erhalte, um sich der neuen Lage anzupassen. Diese Frist dürfte etwa eine Woche betragen.

Ich möchte diesen Bericht nicht schliessen, ohne noch einmal mit aller Bestimmtheit meiner Auffassung Ausdruck zu verleihen, dass es ein schwerer Fehler wäre, die Nachteile eines allgemeinen Sichtvermerkzwanges im Reiseverkehr mit Deutschland allein deswegen auf uns zu nehmen, weil während einer verhältnismässig kurzen Übergangszeit die Möglichkeit besteht, dass einzelne Juden versuchen, unter Umgehung der Visumpflicht in die Schweiz zu gelangen. Es dürfte bei gutem Willen möglich sein, dieser Gefahr durch eine sorgfältige Grenzkontrolle und die rücksichtslose Abschiebung solcher widerrechtlich in unser Land eindringender Elemente zu begegnen.

Indem ich weiterhin gerne bereit bin, Ihnen nötigenfalls einen ausführlichen Bericht über die Auffassung der Gesandtschaft zuhanden des Bundesrates zur Verfügung zu stellen, versichere ich Sie, Herr Minister, meiner ausgezeichneten Hochachtung.

3. Cf. N° 392.

*Le Conseil fédéral au Conseil d'Etat de Bâle-Ville*¹*Copie*

L

Bern, 21. September 1938

Getreue, liebe Eidgenossen

Ihr Schreiben vom 8. September i. S.² der beiden baselstädtischen Initiativbegehren betr. Verbot nationalsozialistischer oder faszistischer Organisationen ist uns zugekommen. Wir verhehlen Ihnen nicht, dass wir den Ton, in welchem dasselbe abgefasst ist, als verletzend empfunden haben. Was die in Ihrem Schreiben enthaltenen Vorwürfe und Proteste anbetriift, so weisen wir sie als unangebracht und ungerecht zurück.

Wir hätten auf eine Äusserung zu Ihrem Schreiben verzichtet in der Erwägung, damit einer sachlichen Behandlung der Frage dienen zu können. Nachdem Sie nun aber das fragliche Schreiben dem Grossen Rate Ihres Kantons zur Kenntnis gebracht haben und nachdem es vom Grossen Rat, ohne dass ein Gegenantrag aus seiner Mitte gestellt worden wäre, ausdrücklich gebilligt worden ist, sehen wir uns gezwungen, auf Ihr Schreiben vom 8. September zurückzukommen.

Sie machen uns zum Vorwurf, dass wir nicht zuerst mündlich mit Ihnen Fühlung genommen und Sie über unsere bundesrechtlichen Bedenken orientiert haben. Dass wir solche Bedenken haben, dürfte Ihnen auf Grund von Pressemitteilungen nicht unbekannt geblieben sein. Eine mündliche Aussprache ist vom Vorsteher des eidg. Justizdepartements in Erwägung gezogen worden. Wir erfuhren aber, kurz nachdem das Departement in den Besitz des von ihm erbetenen Gutachtens gelangt war und während es seine Berichterstattung vorbereitete, dass die eine der beiden Initiativen schon auf die Traktandenliste einer auf den 1. September einberufenen Grossratssitzung Ihres Kantons gesetzt sei. Deshalb betrachteten wir es als geboten, Ihnen nun unsere Einwendungen ohne Verzug bekannt zu geben. Eine vorhergehende Aussprache, die übrigens im Bundesrat noch gar nicht erörtert worden war, konnte nicht mehr in Frage kommen, vielmehr war es unsere Pflicht, Ihnen sofort unsern Standpunkt mit Begründung bekannt zu geben, und zwar bevor die Initiative in Ihrem Grossen Rat zur Behandlung kam. Auch unser Begutachter, Herr Professor Burkhardt, empfahl uns, möglichst bald unsern Einspruch zu erheben.

Sie beklagen sich ferner darüber, erst Kenntnis von dem Schreiben des Bundesrates vom 2. September erhalten zu haben, nachdem die Presse bereits dasselbe veröffentlicht habe. Dazu haben wir folgendes zu bemerken: Der Bundesrat hat den Inhalt des Schreibens an Sie in seiner Sitzung vom 2. Sep-

1. *Cette lettre est signée:* Im Namen des Bundesrates, der Bundespräsident, Baumann, der Bundeskanzler, G. Bovet.

2. *Cf. N° 375.*

tember festgesetzt. Das Schreiben ist mittags um 1 Uhr der Post übergeben worden. Die Bundeskanzlei hat die Weisung erhalten, die Presse nicht vor Samstag Morgen über den Inhalt des Schreibens zu orientieren. Wir folgten damit dem konstanten, auch dem Ausland gegenüber befolgten Grundsatz, solche Eingaben erst zu veröffentlichen, wenn sie in den Besitz des Adressaten gekommen sein dürften. Das ist auch hier geschehen. Warum unsere Eingabe nicht, wie wir annehmen mussten, schon am Abend des 2. September bei Ihrem Amte einging, ist uns nicht erklärlich. Sie ist aber ganz sicher am Morgen des 3. September bei Ihnen eingetroffen, also zu einer Zeit, da eine Publikation in den Zeitungen noch nicht erfolgt sein konnte. Wir haben also nichts anderes als das übliche Verfahren angewendet.

Endlich bemerken wir, dass es auch für uns klar ist, dass die Behandlung kantonaler Gesetzesinitiativen eine Sache der kantonalen Grossen Räte und der Stimmberechtigten des Kantons ist. Nachdem aber der Bundesrat zur Überzeugung gekommen war, dass ein Erlass dieser Gesetze einen Verstoss gegen die verfassungsmässige Ausscheidung der Kompetenzen zwischen Bund und Kantonen bedeute, war es nicht bloss sein Recht, sondern auch seine Pflicht, sofort, und zwar noch vor der Behandlung in Ihrem Grossen Rat, Ihnen zu Händen des letztern hievon Kenntnis zu geben.

Wir benützen auch diesen Anlass, um Sie, getreue, liebe Eidgenossen, samt uns dem Machtschutze Gottes zu empfehlen.

397

E 2001 (D) 1/196

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna¹*

L

Berlin, 21. September 1938

In der Beilage beehre ich mich Ihnen Abschrift eines Berichts des Generalkonsulats in München über die tschechoslowakische Frage zu übersenden². Die Beobachtungen von Herrn Ritter bestätigen meine Beurteilung³.

Über die Verhältnisse bei der «Neuen Zürcher Zeitung» gibt man sich beim

1. *En marge figure l'inscription manuscrite indiquant que le document a été vu par Bonna et transmis à Feldscher: Feldscher, 23/9, Bo.*

2. *Reproduit en annexe.*

3. *Dans l'accusé de réception du rapport de Munich, Frölicher explicitait ainsi son jugement: Man darf heute bestimmt annehmen, dass die Gefahr eines allgemeinen Krieges beseitigt ist und dass wohl auch die Regierung in Prag die zwischen Hitler und Chamberlain getroffenen Abmachungen annehmen wird. (Frölicher à Ritter, 21.9.1938, E 2200 München 2/3).*

Bayerischen Propagandaministerium offenbar Illusionen⁴ hin. Ich habe Herrn Ritter orientiert⁵, dass alle unsere bisherigen Bemühungen sowohl bei Herrn Caratsch als auch bei seinem Chefredaktor⁶ ohne Erfolg geblieben sind, aber mit dem grotesken Ergebnis, dass das repräsentative Blatt der deutschen Schweiz England und Frankreich Vorwürfe macht, weil die Regierungen dieser Länder wegen der Tschechoslowakei nicht einen Krieg führen wollen.

ANNEXE

*Le Gérant⁷ du Consulat général de Suisse à Munich, P. Ritter,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

*Copie
RP*

München, 20. September 1938

Im Anschluss an meinen Bericht vom 16. dieses Monats⁸ beehre ich mich zu Ihrer Kenntnis zu bringen, dass man in kompetenten politischen Kreisen heute die Ansicht vertritt, dass das tschechoslowakische Problem ohne kriegerische Verwicklung internationalen Ausmasses seine Erledigung finden wird. Man geht sogar so weit anzunehmen, dass bei der demnächstigen Aussprache des Reichskanzlers mit dem britischen Premierminister die ganze Kolonialfrage zur Diskussion gelangen dürfte. Gerüchtweise verlautet, dass Herr Neville Chamberlain sogar den britischen Kolonialminister auf den Godesberg mitbringen wird. In dem Moment, wo durch die Triester Rede Mussolinis bekannt geworden ist, dass Italien bereit sei, auf der Seite Deutschlands zu marschieren, erschien es klar, dass Frankreich keinen Dreifrontenkrieg führen können, da es ausser Zweifel stand, dass das nationale Spanien sofort eine Schwenkung nach Norden unternommen hätte. Dieser Umstand mag für die Herren Daladier und Bonnet während der Londoner Besprechungen ausschlaggebend gewesen sein. In gut informierten nationalsozialistischen Kreisen hofft man deshalb, dass mit Grossbritannien und Frankreich ein gentleman agreement eingegangen werden kann, dies nach dem Muster der Verständigung des Reiches mit Polen, wo seinerzeit doch die Korridorfrage als unüberwindlicher casus belli angesehen wurde.

Sonntag traf ich beim Rennen Herrn Kreistagspräsidenten Christian Weber, der sich vorbereitete, am Dienstag zur Jagd zum rumänischen König zu fahren, wenn er die Erlaubnis vom Herrn Reichskanzler dazu erhalten würde. Nachdem er sich heute auf den Weg macht, scheint dies darauf hinzudeuten, dass auf dem Obersalzberg kriegerische Verwicklungen grösseren Umfangs als ausgeschlossen gelten. Ob Deutschland aufgefordert wird, mit seinen Truppen bei der Lösung des sudetendeutschen Problems Polizei zu spielen oder internationale Kontingente dazu herbeigezogen werden, wird die Öffentlichkeit im Laufe der nächsten zwei- oder dreimal vierundzwanzig Stunden erfahren. Gemäss der heutigen Tagespresse haben die Herren Benesch in Prag, Masaryk in London und Osusky in Paris das Rennen verloren. Demnach würde der tschechoslowakische Gesandte in Paris wieder, wie dies anfangs des Jahres der Fall war, der einzige Mann in der französischen

4. *Dans le document mentionné à la note 3 Frölicher écrivait: An ein Einschwenken auf den Grundsatz der schweizerischen Aussenpolitik, d. h. auf den Grundsatz, dass wir mit allen Nachbarstaaten gleiche freundschaftliche Beziehungen unterhalten müssen und dass dies auch die repräsentative Schweizerpresse zu berücksichtigen hat, kann ich vorderhand nicht glauben.*

5. *Référence du document à la note 3.*

6. *Willy Bretscher.*

7. *Verweser.*

8. *Non reproduit, cf. E 2200 München 2/3.*

Hauptstadt sein, der glaubt, dass die Republik für die Tschechoslowakei das Schwert zücken werde.

Hier hat man in Regierungskreisen über das Gespräch auf dem Berghof in sehr loyaler Weise dichtgehalten. Auffallend ist, dass jede Hetze in der Presse und im Rundfunk gegen die grossen demokratischen Staaten sofort ausgesetzt hat, andererseits aber auch von der Tätigkeit Dimitrows in Prag nichts mehr bekanntgegeben wurde. Man war offenbar gewillt, Sowjetrussland vorläufig nicht mehr zu erwähnen, um die Aufgabe des britischen Premiers anlässlich seiner Verhandlungen mit den französischen Ministern, denen die neueste Wendung der Dinge vielleicht gar nicht so ungeliegt kommt, und seinem eigenen Kabinett nicht zu erschweren. Sonntag sind die französischen Frontkämpfer in München angekommen und wurden hier aufs herzlichste empfangen. Der französische Generalkonsul, der bei diesem Anlass zugegen war, kam mit dem Stadtkommandanten von München ins Gespräch, der ihm beim Aufwiedersehensagen erklärte, er werde ihn am 24. ds. beim Wurstessen, das anlässlich der Eröffnung des Oktoberfestes stattfinden wird, wieder treffen, was nach deutscher Version den Franzosen ausserordentlich gefreut habe. Die Frontkämpfer selbst fügten bei, dass man sie in Frankreich vor der Fahrt ins Reich gewarnt habe, indem man ihnen eine demnächstige sofortige Abschiebung nach Dachau prophezeite. Ausserdem ist zu registrieren, dass gestern zweiundfünfzig Mitglieder der Association des Professions Françaises Paris hier eintrafen, die sich im Rahmen einer Austauschfahrt auf einer Kulturreise durch deutsche Gaue befinden und in der gastfreundlichen bayerischen Hauptstadt mit ausgehängter französischer Trikolore ausserordentlich liebenswürdig willkommen geheissen wurden.

Das Publikum hat seine Mutmassungen über das, was zwischen Hitler und Chamberlain gesprochen wurde, lediglich aus ausländischen Pressemeldungen oder durch das Radio erfahren, aber auch bei der Information der Presseberichterstatter englischer und französischer Blätter handelt es sich ja im ganzen und grossen nur um Kombinationen. Ärzte und Tierärzte, die ich gestern und heute sah, wissen von all dem, was hier vorgängig beschrieben ist, noch nichts und halten sich fortgesetzt in Bereitschaft, um bei allfälligen Kriegsverwicklungen einzurücken.

Erwähnenswert erscheint mir noch der Umstand, dass der «Ringli-Korrespondent» der «Neuen Zürcher Zeitung» in Berlin erstmals vom Radio lobend zitiert wurde, dies im Zusammenhang mit seinem Artikel vom 16. September, Seite 1, Fernausgabe No. 257, dritter Abschnitt, der beginnt: «Vielleicht ist Ribbentrop...». Der Leiter des Propagandaministeriums für Bayern, den ich daraufhin antraf, gratulierte mir zu diesem Fortschritt und fügte hinzu, dass seiner Ansicht nach unser ganzes Presseproblem «Neue Zürcher Zeitung» heisse. Wenn vielleicht Mittel und Wege gefunden werden könnten, den Berliner Vertreter dieses Blattes aufzumuntern, seine Berichterstattungen in Zukunft etwas objektiver und weniger sensationslüstern zu halten, so könnte wahrscheinlich angenommen werden, dass auch die Redaktion dieses Blattes einmal rühmend im Rundfunk zitiert wird, was schon als erster Schritt zur Beilegung der Pressefehde gewertet werden könnte. Die Gelegenheit dafür ist so günstig wie noch nie.

Zur Illustration, wie wenig kampfbegeistert die Bevölkerung Europas im Grunde genommen gewesen ist, füge ich noch bei, dass Arbeiter, die von der Siegfried-Linie zurückkehrten, erzählten, dass ihnen von Franzosen über die Grenze zugerufen worden sei: «Sagt Eurem Führer, dass wir keinen Krieg wollen», worauf raschestens die Antwort zurückkam: «Wir auch nicht».

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 47

Paris, 22. September 1938

Gestern abend besuchte ich den politischen Direktor am Quai d'Orsay. Nach all den Ereignissen der letzten Tage erwartete ich nicht, ihn selbstsicher und zufrieden zu finden, da er einen Zusammenbruch der Politik Frankreichs der letzten Jahren, an der er doch stark beteiligt war, miterleben musste. Herr M[*assigli*] ist in der Tat auf das alleräusserste deprimiert und erschüttert. Er hat mehrfach während unseres Gespräches die Tränen nicht mehr zurückzuhalten vermocht. Er betrachtet die Entwicklung der letzten Tage, wohl mit Recht, als eine gewaltige Niederlage Frankreichs und als einen entsprechend grossen Sieg Deutschlands, der sich in der Zukunft noch sehr bitter rächen werde. Das schlimmste scheint ihm zu sein, dass ganz Mittel- und Osteuropa Frankreich nicht mehr ernst nehmen und als bündnisfähig ansehen, sondern zwangsläufig in die Arme Hitlers getrieben werde. Er liess durchblicken, was mir von anderer Seite schon mit Nachdruck erklärt worden war, dass die englisch-französische Verständigung gegen den Willen und den Rat der obersten Beamten des Quai d'Orsay zustande gekommen ist.

Mit Bezug auf die weitere Entwicklung der Dinge, sieht Herr M., was an sich psychologisch begreiflich ist, alles schwarz in schwarz: Hitler will nicht oder nicht mehr nur die Sudetendeutschen befreien, er will in seinem blinden Hass Prag und die ganze Tschechoslowakei zerstören und beseitigen. Er will sich unter keinen Umständen um das militärische Manöver und Schauspiel einer Eroberung der Tschechoslowakei bringen lassen, er will Skoda, er will die Kornkammer, er will die Grenze mit Ungarn. Er werde deshalb in Godesberg Herrn Chamberlain noch ruppiger und schlechter behandeln als das letzte Mal, so sprechen, dass eine sofortige Verständigung unmöglich sei und dann am 24. dieses Monats, dem von ihm schon lange als entscheidend bezeichneten Tage, marschieren.

Ich habe geantwortet, dass diese Auffassung nicht nur schlecht übereinstimme mit derjenigen, die Herr Bonnet mir und einigen Kollegen geäussert hat, sondern auch kaum einer ernsthaften Prüfung standhalte. Hitler hätte den grossen Erfolg mit Drohungen allein niemals errungen, wenn nicht sein Begehren, Selbstbestimmung für 3½ Millionen vergewaltigte Deutsche, eben eine starke moralische Kraft gehabt hätte. Auf dieses Begehren hat er sich so stark festgelegt und konzentriert, er hat mit dieser moralischen Kraft die öffentliche Meinung in Frankreich und England so beeinflusst und geschwächt, dass er ohne Schwertstreich zu einem ungeheuren Erfolg kommt.

1. *Remarques manuscrites de Motta en tête du document*: Sehr vertraulich. In Zirkulation. 23.9.38. M.

Er wird und muss sich Rechenschaft geben, dass die Situation sofort vollkommen ändert, wenn er aus einem «Befreier» zu einem Eroberer und Zerstörer wird. In diesem Falle würde doch sicherlich Frankreich und England von einer derartigen Welle der Empörung ergriffen und es würde die öffentliche Meinung in Italien gegen Deutschland sich wenden, dass ein französisch-englischer Krieg gegen Deutschland, der sich nun diesmal auf die volle Überzeugung, ja den Hass dieser beiden Völker stützen könnte, unvermeidbar würde. Hitler, von dem M. selber unmittelbar vorher gesagt hatte, er sei ein politisches Genie, würde, fuhr ich fort, doch sicher einen derartigen Unsinn nicht begehen. Was er allerdings später, nach neuer sorgfältiger Vorbereitung unternehmen und fordern werde, bleibe dahingestellt. Für den Augenblick schein mir nach wie vor die Gefahr eines europäischen Krieges beseitigt. Die Reaktion des Herrn M. war so, dass er mit sichtlicher Freude meine optimistischere Argumentation vernahm und sie eigentlich kaum zu widerlegen versuchte. Er war eben offenbar unter dem Eindruck der für Frankreich und den Quai d'Orsay so schmerzlichen Ereignisse der letzten Tage einfach fast widerstandslos vom Pessimismus besiegt worden.

Herr M. teilte mir mit, dass der Botschafter vor einigen Tagen berichtet hätte, man spreche in der Schweiz öfters von der Möglichkeit eines französischen Durchmarsch-Ultimatums. Man habe ihm in gleicher Weise geantwortet, wie dies Herr Bonnet direkt mir gegenüber getan hat.

Mit Bezug auf die bevorstehenden Verhandlungen betreffend Sicherung der Transporte durch Frankreich im Kriegsfall, versprach mir Herr M. ebenso sehr seine vollständige Unterstützung wie mit Bezug auf die von mir vorbereiteten Verhandlungen betreffend Abtransport der im hiesigen Konsularbezirk lebenden militärpflichtigen Schweizerbürger und der eventuellen Evakuierung der hiesigen Schweizerkolonie nach der Schweiz. Über diese letzteren beiden Punkte werde ich Ihnen in einigen Tagen, wenn die Besprechungen weitergeführt sein werden, eingehender berichten.

N.B. Herr M. hat, wie heute übrigens auch ein bekanntes Mitglied der französischen Regierung, ausdrücklich folgende von mir geäußerte Auffassung als richtig anerkannt: Hitler macht sich neuerdings zum Anwalt der polnischen und ungarischen Minoritäten. Es ist klar, dass die Abtrennung dieser beiden weitem Gebiete für die Tschechoslowakei und damit auch für Frankreich höchst unerwünscht ist. Die Regierungen von London und Paris werden deshalb versuchen müssen, sich dieser weitem Amputation zu widersetzen. Tun sie dies, ohne zu erklären, dass sie sonst zum Kriege schreiten würden, so wird ihre Haltung ohne Einfluss bleiben. Dieser beiden neuen Fragen wegen aber an einen Krieg zu denken und ihn eventuell zu führen, scheint nach allem Vorausgegangenem vollkommen unmöglich.

E 2001 (E) 1/7

*Notice du Suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P.A. Feldscher*

OM

Bern, 23. September 1938

Herr F. von Chamier, Presseattaché der Deutschen Gesandtschaft, setzt mir in einer längern von ihm nachgesuchten Unterredung, die, wie er betont, einen rein persönlichen Charakter trage, folgendes auseinander.

Anlässlich des Parteitages in Nürnberg habe er von Herrn Bömer, Ministerialrat im Propagandaministerium, erfahren, welches der wirkliche Grund des Fehlschlagens des Versuches, drei schweizerische Zeitungen in Deutschland wieder zuzulassen, gewesen sei. Der von den Ministerien dem Führer und Reichskanzler unterbreitete Plan sei von diesem rundweg abgewiesen worden, mit der Bemerkung: vorher solle sich die schweizerische Presse eines andern Tones befleissen!

Der deutsche Presseattaché wies daran anschliessend auf eine Reihe von Zeitungsartikeln hin, die in der «Neuen Zürcher Zeitung», den «Basler Nachrichten», der «Nationalzeitung», dem «Vaterland», dem «Bund» und andern Zeitungen erschienen seien und in denen bezüglich des Konfliktes zwischen Deutschland und der Tschechoslowakei eine ganz einseitige, ja feindliche Haltung eingenommen werde, die mit Neutralität nichts mehr gemein habe. Herr von Chamier hat seine Kritik in einer Aufzeichnung¹ niedergelegt, die hier beigefügt ist und zu Handen von Herrn Minister Köcher für dessen Unterredung mit dem Chef des Politischen Departements, die gestern stattgefunden hat, ausgearbeitet wurde. Er erwähnte schliesslich noch die Haltung der Depeschagentur, die in durchaus einseitiger Weise die Meldungen der Havasagentur benütze und wo sie das nicht tue, eigentümliche Spezialberichte über Deutschland gebe. Diese Informationsquelle für die schweizerische Presse müsse als ausgesprochen deutschfeindlich bezeichnet werden. Bei dieser Entwicklung der Dinge befürchtet Herr von Chamier, dass die deutsche Presse sich eines Tages vielleicht genötigt sehen könnte, aus ihrer Zurückhaltung herauszutreten und Angriffe mit schwerem Geschütz gegen die schweizerischen Zeitungen loszulassen. Da von der Schweizerpresse eine entsprechende Reaktion zu erwarten wäre, so wären die daraus entstehenden Folgen sicherlich für die Schweiz unerfreulich, aber auch unsinnig, weil gar kein Grund für einen solchen Streit zwischen den beiden Staaten vorliege. Herr von Chamier unterstreicht die Bedeutung der Tatsache, dass die deutsch geschriebenen Zeitungen der Schweiz die einzige Presse des Auslandes sei, die vom Führer gelesen werden könne und die er vermutlich auch sich vorlegen oder vorlesen lasse.

Mein Besucher betont wiederholt, dass ihm nur daran gelegen sei, in persönlicher und freundschaftlicher Weise auf die Gefahren der Situation aufmerk-

1. Du 22 septembre 1938, cf. E 2001 (D) 1/4, non reproduit.

sam zu machen. Er hebt lobend die Haltung Jean Martins im «Journal de Genève» hervor als Beispiel dafür, wie eine wirkliche korrekte Behandlung der Tagesereignisse in einem schweizerischen Blatt erfolgen könnte, auch wie Herr Caratsch, im Gegensatz zu der Redaktion der «Neuen Zürcher Zeitung», in letzter Zeit in seiner Berichterstattung eine bemerkenswerte politische Klugheit an den Tag gelegt habe.

Ich erwidere, dass dem Politischen Departement die gerügten Zeitungspublicationen im wesentlichen nicht unbekannt seien und von ihm ebenfalls eine gewisse überbordende Schreibweise mit Bedauern und Besorgnis festgestellt worden sei. Das Departement befasse sich schon mit der Frage, in welcher Weise Abhilfe geschaffen werden könne, wenn man sich auch nicht verhehle, dass es bei dem gegenwärtigen Stand der Gesetzgebung schwierig sei, wirksame Massnahmen zu treffen. Die mir gemachten Eröffnungen seien, soweit sie die Haltung des Führers und Reichskanzlers betreffen, neu, und es hätte nach den hier vorliegenden Berichten eher angenommen werden können, dass der Führer den schweizerischen Wünschen Wohlwollen und Verständnis entgegenbringe. Die schweizerische Presse als Ganzes und noch viel weniger das Schweizervolk als solches dürfe übrigens nicht mit einem Teil unserer Presse identifiziert und infolgedessen unserm Land eine unneutrale Haltung vorgeworfen werden. Es müsse im Gegenteil gesagt werden, dass im besondern der ganz überwiegende Teil unserer lokalen und Landpresse sich bemühe, im Urteil über aussenpolitische Dinge zurückhaltend und unparteiisch zu sein und dass die öffentliche Meinung unseres Landes nicht nach den Ausfällen gewisser Blätter beurteilt werden dürfe. Da Herr von Chamier durchblicken liess, dass ein Verbot der nationalsozialistischen Partei in der Schweiz aber wahrscheinlich doch, wie die Dinge gegenwärtig liegen, in weiten Kreisen unseres Volkes mit Beifall aufgenommen würde, so unterliess ich nicht, auf die Haltung der bürgerlichen Vertreter in Basel hinzuweisen und zu bemerken, dass wohl auch auf eidgenössischem Boden die bürgerlichen Parteien in vollem Bewusstsein der Tragweite und der Auswirkungen eines solchen Verbotes entsprechend Stellung beziehen würden.

400

E 4320 (B) 1968/195/26

*Notice du Procureur général
de la Confédération, F. Stämpfli*

Bern, 24. September 1938

Herr Bundespräsident Baumann teilte mir gestern Abend mit, dass Herr Bundesrat Motta ihn unter vielen Malen ersucht habe, die Grenzsperrung gegen *Coselschi* aufzuheben. Die italienische Gesandtschaft halte dem Politischen Departement immer wieder diesen Fall entgegen, was der Abwicklung der lau-

fenden Geschäfte hinderlich sei. Italien berufe sich auch darauf, dass es gegenüber vielen Schweizerbürgern Entgegenkommen gezeigt habe. Auch Minister Rüeegger sprach in gleichem Sinne mit Herrn Bundespräsident Baumann.

Herr Bundespräsident Baumann gab mir die Weisung, die Grenzsperrung gegen Coselschi aufzuheben, es können ja gegen eine politische Tätigkeit Vorbehalte gemacht werden.

Ich erklärte, die Aufhebung geschehe auf Verantwortung des Herrn Departementsvorstehers hin. Nach meiner Ansicht sei die Einreise des Coselschi als Führer der Bewegung für die Universalità di Roma gefährlich, da sich sofort unzuverlässige Leute, wie Fonjallaz und alt Bundesrat Musy an ihn heranzumachen würden.

Herr Bundespräsident Baumann erklärte, er übernehme die Verantwortung. Die Einreiseperrung könne aufgehoben werden, da sie schon weit zurückliege.

401

E 2001 (D) 1/4

*Notice du Suppléant du Chef
de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, A. Feldscher¹*

OM

Bern, 24. September 1938

Es ist schon häufig bemerkt worden, dass die Nachkriegszeit, d. h. die Zeit, die mit dem Inkrafttreten der Friedensverträge von Versailles, St-Germain, Trianon und Neuilly anhebt, nur mit wenig Recht als Friedenszustand unter den Völkern bezeichnet werden könne. Es schien zwar während der wirtschaftlich günstigen Jahre von 1925 bis 1929, dass die innen- und aussenpolitischen Spannungen sich langsam beseitigen lassen könnten, aber mit dem Jahre 1930 setzte ein scharfer Rückschlag ein, und seither haben sich die Schwierigkeiten und Gegensätze nicht nur auf dem Felde der Wirtschaft, sondern auf demjenigen der internationalen Politik in einem Masse gehäuft und zugespitzt, dass bei den mannigfachen latenten und offenen Konflikten, von denen die Völker der Erde heimgesucht sind, von einem Zustand des Friedens nicht mehr gesprochen werden kann. Auf wirtschaftlichem und finanziellem Gebiet haben die ausserordentlichen Verhältnisse schon seit längerer Zeit auch zu ausserordentlichen Massnahmen des Bundesrates und der Bundesversammlung geführt. Allerdings ist die Verfassungsmässigkeit dieser Massnahmen stark bezweifelt worden, doch ihre Notwendigkeit wurde kaum bestritten.

In den letzten Monaten und Wochen hat sich nunmehr auf internationalem Gebiet in psychologischer Hinsicht ein Zustand herausgebildet, der nur mit

1. *En tête du document figure le paraphe de Motta: M.*

demjenigen eines Krieges verglichen werden kann, wie denn auch der Kriegszustand zwischen verschiedenen Staaten vermutlich schon eingetreten wäre, wenn die Erinnerung an die schrecklichen Jahre des Weltkrieges in der heutigen Generation sich nicht lebendig erhalten hätte. Es hat sich deshalb unter solchen Umständen auch die Frage gestellt, wie der Bundesrat die Politik der Neutralität hochhalten und handhaben solle und im besondern wie weit das Schlagwort der geistigen Landesverteidigung mit dem geheiligten Grundsatz unseres Landes der strikten Neutralität vereinbar erscheine.

Die ungehörige, ja z.T. gemeine Schreibweise eines Teils der schweizerischen Presse gegenüber ausländischen Staatshäuptern, Regierungen, Völkern, sowie den politischen Einrichtungen fremder Staaten gibt immer und immer wieder zu Klagen und Beschwerden Anlass. Um gegen Zeitungen und Druckschriften, welche die guten Beziehungen der Schweiz zum Ausland gefährden, einschreiten zu können, ist vom Bundesrat eine konsultative Pressekommission eingesetzt worden, die am 4. Juli 1934 ihre Tätigkeit aufgenommen hat. Sie hat sich in periodischen Sitzungen mit solchen Fällen befasst, gegenüber einzelnen Blättern Verwarnungen ausgesprochen und zu Händen der Redaktoren und Verleger Richtlinien für die Bekämpfung derartiger Auswüchse unseres Pressewesens angegeben. In einzelnen schweren Fällen hat auf Antrag der Bundesanwaltschaft auch der Bundesrat Verwarnungen erteilt, unter Androhung der Einziehung der Zeitung im Wiederholungsfall (z. B. gegenüber der Berner Tagwacht). Endlich haben verschiedene Zusammenkünfte der Auslandsredaktoren und Schweizerzeitungen, im Beisein von Vertretern des Politischen Departements, stattgefunden, wobei nicht nur die Wünschbarkeit einheitlicher schweizerischer Politik, sondern auch die Notwendigkeit der Übereinstimmung der Kundgebungen der schweizerischen öffentlichen Meinung mit der vom Bundesrat befolgten Politik erörtert und versucht wurde, bei den Zeitungen aller Parteien für diese Bestrebungen Verständnis zu wecken.

Wenn auch gewisse Erfolge dieser Bemühungen, namentlich bei bürgerlichen Parteien nicht zu bestreiten sind, so muss doch leider festgestellt werden, dass im ganzen genommen alle diese Anstrengungen nicht die gewünschten Ergebnisse zeitigt haben. Dies erhellt am besten aus der Haltung unserer Presse in den letzten Tagen, anlässlich der gegenwärtigen Ereignisse in der Weltpolitik, die auch schon zu Schritten der Deutschen Gesandtschaft geführt hat, deren besondere Bedeutung unter den obwaltenden Umständen nicht zu verkennen ist. Auch die italienische Regierung zeigt sich weiterhin empfindlich gegenüber missliebigen Presseäusserungen unseres Landes. Die beschimpfenden Äusserungen sind aber nicht nur gegen die Staatschefs von Deutschland und Italien, sondern nunmehr auch gegen diejenigen von England und Frankreich gerichtet.

Als Beispiele, die aus den in den letzten Tagen erschienenen Publikationen herausgegriffen werden, seien genannt:

1. Die unsinnige Veröffentlichung einer anonymen Zuschrift durch das Berner Tagblatt vom 20. September, die als Kulturdokument für die böartigen Absichten deutscher Kreise nicht nur gegenüber der Schweiz, sondern auch gegenüber der ganzen Welt bezeichnet wird.

2. Im «Travail» vom 21. September schreibt Pierre Nicole: «C'est ainsi, au

nom de la liberté des peuples de disposer d'eux-mêmes, que MM. Chamberlain, Daladier, Halifax, Bonnet et Cie préparent les peuples démocratiques à devenir les esclaves d'un clown tragique à forte gueule, qui se prend pour le messie des dieux germains.»

3. Die Berner Tagwacht veröffentlicht am 22. September einen Artikel, betitelt «Perfides Albion», enthaltend die Stellen: «Der Schimpf (d. i. «Perfidies Albion») ist uralt und vielfach verdient.» Und ferner «Das britische Reich hatte immer dann Soldaten genug, wenn es galt, denen den Todesstoss zu versetzen, die sich vorher in Kämpfen unter sich verblutet hatten.»

4. Im «Droit du Peuple» vom 20. September werden die italienischen, in Spanien kämpfenden Soldaten als minderwertig verächtlich gemacht.

5. In der Berner Tagwacht vom 22. September wird ein Artikel wiedergegeben, der in sehr hämischer Weise die politische Isolierung Mussolinis behauptet.

6. Aber auch andere Staaten bekommen Unfreundlichkeiten zu spüren; so hat kürzlich die Türkische Gesandtschaft sich über einen ungehörigen Artikel des Walliser Organs der dortigen Freisinnigen «Le Confédéré» in Martigny beschwert, und ferner hat die Weltwoche vor einiger Zeit über den Gemahl der holländischen Kronprinzessin in wenig taktvoller Weise sich belustigt.

7. Auf die Zeitungsartikel, die der Presseattaché der Deutschen Gesandtschaft beanstandet hat, sei ferner der Vollständigkeit halber ebenfalls hingewiesen.

8. Schliesslich kann nicht unerwähnt bleiben, dass die Angriffe gegen den Bundesrat und das Politische Departement unentwegt fort dauern, was sicherlich nicht dazu dient, gegenüber dem Ausland den Eindruck eines geschlossenen, mit der Politik seiner Führung übereinstimmenden Schweizervolkes wiederzugeben. Dies zeigt sich namentlich in Verbindung mit der Volksbewegung auf Verbot der nationalsozialistischen Organisationen.

Die schweren Gefahren, welche diese Disziplinlosigkeit und Zerfahrenheit eines Teils der Schweizerpresse mit sich bringt, liegen auf der Hand. Es darf aber leider kaum mehr gehofft werden, dass bloss durch das Vertrauen auf den gesunden Sinn unseres Volkes eine Besserung der bedrohten Zustände herbeigeführt wird. Was auf dem Gebiet der militärischen und wirtschaftlichen Sicherung unseres Landes als notwendig anerkannt worden ist, das muss erst recht auch auf aussenpolitischem Gebiet gelten. Dem Bundesrat ist durch die Verfassung die Wahrung der äussern Sicherheit, die Behauptung der Unabhängigkeit und *Neutralität* der Schweiz (Art. 102 BV) nicht nur in einem Krieg, sondern zu allen Zeiten übertragen worden, und es wird ihm deshalb die Kompetenz nicht abgesprochen werden können, unter den heutigen, für den Bestand unseres Staatswesens sehr gefährlichen Zeiten die Massnahmen zu treffen, welche die neutrale Haltung unseres Landes auch auf dem Gebiet der Presse gewährleisten.

*Notices du Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

OB

Berne, 24 septembre 1938

Le Comte d'Ursel vient me voir à 10 heures ¹/₂. Il cherche des nouvelles. Au cours de la conversation, il me raconte:

1° que l'on disait hier soir à Bruxelles qu'immédiatement après que M. Chamberlain eut demandé que l'Allemagne ne prît pas de mesures militaires pendant la durée des négociations, le Gouvernement allemand a publié que les négociations dureraient jusqu'à samedi soir. On en déduit que l'armée allemande entrera en Tchécoslovaquie dans la soirée du 24 septembre.

2° L'on aurait constaté à la Banque des Règlements internationaux à Bâle, immédiatement après l'Anschluss, de forts paiements internationaux par l'Allemagne. Ces paiements ont cessé, ce qui montrerait qu'elle a épuisé le stock d'or et de devises trouvé à Vienne. On admettrait, dans ces milieux, que le différend germano-tchèque est conditionné par la nécessité de trouver de nouvelles ressources et l'on croit que l'Allemagne ne vise pas seulement les richesses minières des Sudètes, mais également la réserve d'or de Prague. On ne croit donc pas, dans ces milieux, que les tentatives faites pour éviter la guerre entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie aient des chances de succès et l'on pense que, lorsque les ressources trouvées à Prague seront épuisées, l'Allemagne devra chercher querelle à un autre voisin riche pour les raisons qui l'ont fait agir contre Vienne et contre Prague. – Il s'agit naturellement de déductions et de propos de conversation.

Le Ministre de Tchécoslovaquie vient me voir à 11 heures. Il me traduit le télégramme, daté du 24 à 1 heure du matin, par lequel son Gouvernement l'a informé de la mobilisation en Tchécoslovaquie. Ce télégramme commence par l'affirmation que les négociations s'avèrent impossibles. Il exprime également l'idée que la mobilisation tchèque aura peut-être un effet préventif. Il affirme aussi la volonté de la Tchécoslovaquie d'éviter toute provocation. J'ai répondu à M. Strer que la Suisse était unanime à souhaiter que la mobilisation tchécoslovaque reste une mesure préventive et que les possibilités d'arriver à un accord par voie de négociations ne soient pas complètement écartées.

M. Strer m'a demandé si, au besoin, la Suisse accueillerait le personnel du Consulat général de Tchécoslovaquie à Munich au cas où il devrait quitter cette ville. J'ai répondu que je n'en doutais pas, conformément aux précédents d'autres ruptures diplomatiques. Il a été convenu que M. Strer nous enverra la liste de ce personnel afin que, le cas échéant, son passage de la frontière fût facilité.

M. le Ministre Stucki téléphone à 13 heures. Il sort d'un entretien avec M. Massigli, Directeur politique au Quai d'Orsay, dont il résulte ce qui suit:

1° On ne sait encore rien de précis au sujet du dernier mémorandum remis par M. Hitler à M. Chamberlain, mais les nouvelles touchant le changement de Gouvernement en Tchécoslovaquie ne sont pas confirmées.

2° Les Polonais semblent assez impressionnés par l'attitude de Moscou.

3° La question des minorités hongroise et polonaise n'a pas été discutée à Godesberg de façon urgente et à fond. Il ne semble pas que Hitler se fasse le défenseur d'autres minorités que de la minorité allemande.

4° Au sujet de la mobilisation tchèque, M. Massigli indique qu'il en a été question toute la journée d'hier et qu'elle a été déconseillée par Paris et Londres jusqu'au moment où M. Chamberlain lui-même a estimé qu'on ne pouvait plus prendre la responsabilité de l'empêcher.

En ce qui concerne l'entrée de l'Allemagne en Tchécoslovaquie, Londres et Paris sont résolus à l'empêcher et resteront fermes. On est convaincu à Paris que Hitler finira par céder.

La liaison entre la Légation et le Quai d'Orsay et entre l'Attaché militaire et l'Etat-Major général français est assurée.

M. Stucki a l'impression d'une détente assez prononcée et se déclare personnellement convaincu que la guerre sera évitée.

Les communications téléphoniques entre Paris et Berne s'avèrent beaucoup plus difficiles qu'entre Berne et Paris. J'appellerai M. Stucki à 19 heures.

M. de Jenner me dit au téléphone que le Conseiller de l'Ambassade de France à Londres dit avoir vu des notes au sujet de l'entretien que M. Bonnet a eu avec M. Stucki. Il assure que la façon dont M. Bonnet a présenté les choses serait entièrement faussée et arrangée pour dégager sa responsabilité personnelle. Il y aurait, en ce moment-ci, à l'Ambassade de France à Londres une grande antipathie contre M. Bonnet, qui se serait montré, lors des récents entretiens de Londres, extrêmement défaitiste et aurait beaucoup affaibli la ligne plus ferme que M. Daladier cherchait à défendre.

403

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 30

Rom, 24. September 1938

Der kurze Situationsbericht, den ich Ihnen vorgestern Abend nach erneuter informatorischer Fühlungnahme mit dem Palais Chigi sowie nach Rücksprache mit dem deutschen Botschafter, Herr von Mackensen, übermittelte, mag Ihnen bewiesen haben, dass angesichts der rasch fortschreitenden Entwicklung die Prognosen auch der Nächstbeteiligten nicht mit den Ereignissen Schritt hal-

ten. Darin liegt übrigens eine der tragischen Ähnlichkeiten mit den Ereignissen vom Sommer 1914, dass die nächstbeteiligten Grossmächte, heute wie damals, fast mehr von der Entwicklung getrieben werden, als dass sie dieselbe zu meistern in der Lage sind.

Vorgestern Nachmittag erklärte Graf Ciano Herrn von Mackensen, mit dem ich gleich nachher eine Besprechung hatte, dass die Auflösung der Tschechoslowakei als eine vollzogene Tatsache zu betrachten wäre. Der Aussenminister wiederholte hierin übrigens bloss im Grund das, was Herr Mussolini am Vortage in einer seiner Reden im Friaul gesagt hatte. Dies gab dem deutschen Botschafter Anlass mir gegenüber zu bemerken, dass die Rede des Herrn Mussolini in Triest, welche das gleiche Selbstbestimmungsrecht für alle verlangte, «eines jener Worte enthalte, die Taten bedeuten».

Was ich Ihnen nachstehend über die übrigens offen und freundschaftlich gemachten Äusserungen des deutschen Botschafters berichte, mag im Augenblick, in dem Ihnen diese Zeilen zukommen, mehr retrospektiven Charakter haben. Die darin zum Ausdruck kommende Auffassung bleibt indessen von Interesse, da sie wohl nicht nur die Stimmung des deutschen Vertreters in Rom, sondern auch seiner Auftraggeber in dem Augenblick widerspiegelt, in dem Hitler und Chamberlain sich in Godesberg begegneten. Herr von Mackensen gab zu, dass sich die Situation seit der ersten englisch-deutschen Unterredung vom Obersalzberg geändert habe, indem damals von den deutschen Interessen die Rede gewesen sei, während seither die Gleichberechtigungsansprüche Ungarns und Polens in aller Form vorgetragen worden seien. Auf deutscher Seite scheint schon damals eine gewisse Unruhe im Hinblick darauf bestanden zu haben, inwieweit sich Herr Chamberlain den polnischen und ungarischen Ansprüchen, «die nunmehr von Deutschland verfochten werden müssten», eventuell entgegenstelle.

Der deutsche Botschafter erwähnte – dies ist nicht ohne Interesse – dass bis zur Reise Chamberlains rein garnichts über den englisch-französischen Plan vom letzten Sonntag in Erfahrung habe gebracht werden können. Auch die italienische Regierung, die den Londoner Botschafter Grandi zur Information vorgeschickt habe, sei ohne hinlänglich präzise Angaben geblieben. Eine Havasmeldung, wonach die englisch-französische Front sich den Paritätsansprüchen Ungarns und Polens zu widersetzen gedenke, habe in Berlin etwas Bedenken erregt, doch sei darauf von englischer Seite die beruhigende Erklärung gekommen, alle solche Agenturmeldungen seien verfrüht und ungenau. (Bei diesem Anlass flocht Herr von Mackensen eine Lobrede auf die so ausgezeichnete Tätigkeit des englischen Botschafters in Berlin, Sir Neville Henderson, ein, der von Anfang an die Situation klar erkannt habe.)

Über die Forderungen Deutschlands äusserte sich von Mackensen ebenfalls in interessanter Weise. Er glaubte annehmen zu können, dass sich der Reichskanzler Hitler nicht damit begnügen könne, für die Abtretung von Gebieten im Sudetenraum die Gemeindewahlen zur Unterlage zu nehmen, die unter tschechischer Leitung vorgenommen worden seien. Er nahm an, dass auch die Lösung Prags von aussenpolitischen Bindungen an Paris und Moskau gefordert würde und fügte sogar bei – wenn sich diese Forderung bewahrheitet, ist sie gefährlich –, dass auch eine «Entmilitarisierung» des übrig bleibenden tsche-

chischen Staates verlangt werden könne, da ja «die Böhmen keine besondere Armee brauchen»¹. Herr von Mackensen, der der Nachgiebigkeit Frankreichs sicher zu sein schien – und sogar erklärte, er sei dies im Grund immer gewesen, als ich ihn an seine frühere pessimistischen Äusserungen erinnerte – schien der Schwere dieser Begehren nicht so recht bewusst zu sein. Er fügte bei, dass auf alle Fälle die Abtretungs- und Verteilungsoperationen lange Wochen in Anspruch nehmen würden, wenn man auch «hinsichtlich der Tschechoslowakei aus der Gefahrenzone heraus sei».

Ich fragte sodann den Botschafter, ob Deutschland, im Verein mit Italien, nun in der Lage sei, Herrn Chamberlain, als gewissermassen notwendige psychologische Kompensation, eine organisierte friedliche Mitarbeit der Grossmächte, etwa im Sinne des von Herrn Mussolini stets verfochtenen Viererpakts, in Aussicht zu stellen. Herr von Mackensen erklärte, eine solche Entwicklung liege auf lange Sicht wohl im Bereiche der Möglichkeit, es sei indessen durchaus verfrüht, heute daran zu denken, solange noch brennende Probleme zu lösen seien. Ich weiss nicht, ob diese Auffassung darauf schliessen lässt, dass Deutschland nach der Tschechoslowakei noch mit andern Begehren herausrückt, oder ob man sich in Berlin darauf gefasst macht, dass eventuell Italien jetzt irgendwie Kompensationen sucht. Eine Mitarbeit der Grossmächte kann sich, laut Ansicht von Herrn von Mackensen, nur ganz langsam entwickeln. Von Interesse ist, dass laut dem deutschen Botschafter bereits sehr viel nützliche Vorarbeit ganz im Stillen geleistet worden sei, um Frankreich und Deutschland näher zu bringen. Nachdem die österreichische und tschechische Frage gelöst seien, ständen nach den Worten des Führers einer deutsch-französischen Verständigung auf lange Sicht keine wesentlichen Hindernisse entgegen.

Herr von Mackensen sagte endlich, dass angesichts der Entwicklung nun auch Rumänien etwas unruhig werde. Dieses Land müsse eben eine vernünftige Minderheitenpolitik treiben und hinsichtlich der allgemeinen Situation ähnliche Konsequenzen ziehen, wie dies Herr Stojadinovich in Jugoslawien getan habe.

Nun noch einiges hinsichtlich der Haltung Italiens. Von verschiedenen Seiten wird behauptet – ohne dass ich dies positiv nachzuprüfen in der Lage bin –, dass Herr Mussolini darüber sehr ungehalten ist, an der Entwicklung der letzten Tage nicht in direktem Masse beteiligt gewesen zu sein. Wie ich bereits in frühern Berichten bemerkte, hat sich eben doch die Meinung verbreitet, dass Berlin zurzeit weder auf Gegner noch auf Freunde hört, sondern ziemlich unbekümmert um Einwendungen und Ratschläge seinen Weg gehen will. Die Hoffnung bleibt, dass wenn die Gefahr plötzlich gross ist, Deutschland doch zurückweicht. Es ist jedenfalls mit Anerkennung zu vermerken, dass Italien alles tut, jeder Panikstimmung vorzubeugen, und dass es auch bisher ebenfalls mit jedem Ansatz zu einer Mobilisation zugewartet hat. Im Gegenteil ist mir gestern von sehr gut informierter Seite erklärt worden, Herr Mussolini setze

1. *Deux points d'exclamation de Motta en marge de cette phrase.*

absichtlich seine Reisen in Oberitalien fort um zu dokumentieren, dass Italien – wenigstens vorerst – seinen Weg der friedlichen Arbeit gehe.

P.S. Beiliegend übermittle ich Ihnen zum Schlusse eine Aufzeichnung² des Herrn Legationsrat Micheli über eine Besprechung, die er gestern mit dem amerikanischen Botschafter hatte. Wie ich bereits Gelegenheit hatte, Ihnen zu sagen, äussert sich der Botschafter und frühere Unterstaatssekretär Phillips stets mit grösstem Vertrauen gegenüber meinem Mitarbeiter, der mit ihm seit seiner Tätigkeit in Washington persönlich befreundet ist.

2. *Non reproduit.*

404

E 1004.1 1/377

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 28 septembre 1938, 15 h. 30–16 h. 40

1636. Appel en faveur de la paix

Département politique. Verbal

Chargé par M. Harrison, Ministre des Etats-Unis d'Amérique, actuellement à Genève, M. *D. Bigelow*, Secrétaire de la Légation des Etats-Unis d'Amérique, a rendu visite à M. Bonna, Chef de la Division des Affaires Etrangères, pour lui donner connaissance du contenu d'un télégramme circulaire¹ qu'il venait de recevoir de M. Hull, Secrétaire d'Etat à Washington. Il a été chargé de rendre visite sans délai au Ministre des Affaires Etrangères et de lui exprimer l'opinion de son Gouvernement que la situation en Europe est aujourd'hui tellement critique et que les conséquences d'une guerre seraient si désastreuses que nulle démarche ne devrait être négligée ou omise, qui serait à même de contribuer au maintien de la paix. Le Président des Etats-Unis a déjà envoyé un appel urgent au Chancelier du Reich allemand, au Président de la Tchécoslovaquie et aux Premiers Ministres de Grande-Bretagne et de France dans lequel il insiste sur l'importance de continuer les négociations et de chercher un règlement équitable du conflit par des moyens pacifiques.

Le télégramme continue comme suit:

«Si le Chef d'Etat ou le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité envoyait tout de suite un message similaire à l'Allemagne et à la Tchécoslovaquie appuyant dans ses propres termes l'importance suprême de renoncer à l'usage de la force pour le règlement du conflit actuel, nous pensons que l'effet cumulatif d'une telle expression d'opinion pourrait, même à cette heure tar-

1. *Du 28.9.1938, 8 a. m. Texte intégral en anglais in E 2001 (D) 1/196.*

dive, influencer le cours des événements et contribuer au maintien de la paix en Europe. Veuillez exprimer que cette suggestion de notre part n'implique nullement une opinion concernant les éléments du conflit en question.

Si le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité devait déjà avoir entrepris une telle démarche, je vous prie d'exprimer d'une manière appropriée et avec une réelle appréciation de cette démarche la conviction que le Gouvernement américain croit dans la valeur cumulative de ce genre d'appel international.»

Le Secrétaire de la Légation a remis, à titre d'information, le texte de l'appel du Président ci-dessus mentionné et ainsi conçu:²

«L'armature de la paix sur le continent européen, sinon dans le reste du monde, est en danger immédiat, les conséquences de sa rupture sont incalculables.

Si des hostilités devaient éclater, les vies de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, dans chaque pays mêlé à ce conflit, seront certainement perdues dans des circonstances d'une horreur innommable.

Le système économique de chaque pays en jeu est certain d'être brisé.

La structure sociale de chaque pays en guerre peut être complètement démolie. Les Etats-Unis n'ont contracté aucune obligation politique, ils ne sont pas pris dans des rouages de haine. Des éléments de toutes les parties de l'Europe ont formé leur civilisation.

Le désir suprême du peuple américain est de vivre en paix. Mais, dans l'éventualité d'une guerre générale, il se trouverait placé devant ce fait qu'aucune nation ne pourrait échapper tout à fait aux conséquences d'une telle catastrophe mondiale.

La politique traditionnelle des Etats-Unis a été de s'efforcer d'obtenir un règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques.

Je suis convaincu que tous les peuples européens menacés par la guerre aujourd'hui prient pour que la paix soit faite avant la guerre plutôt qu'après la guerre.

Il faut que tous les peuples se rappellent que tous les pays civilisés du monde ont contracté volontairement les obligations solennelles du Pacte Briand-Kellog de 1928, à savoir: Régler leurs controverses uniquement par l'emploi de méthodes pacifiques. De plus, la plupart des pays sont parties contractantes à d'autres traités qui les engagent à préserver la paix. Tous les pays disposent aujourd'hui de traités d'arbitrage et de conciliation qui permettent des solutions pacifiques aux difficultés qui peuvent se présenter.

Quelles que soient les divergences existantes dans une controverse en cours et quelle que puisse être la difficulté d'un règlement pacifique, je suis persuadé qu'il n'existe pas de problème si difficile ou demandant une solution si urgente qui ne puisse être résolu par le recours à la raison plutôt qu'à la force.

Durant la crise actuelle, le peuple des Etats-Unis et son gouvernement ont espéré que les négociations pour le règlement du différend soulevé en Europe aboutiraient à une conclusion pleine de succès. Tant que ces négociations continuent, on conserve l'espoir que la raison et l'esprit d'équité pourront dominer

2. *Version anglaise reproduite dans le document mentionné à la note 1.*

et que le monde pourra ainsi échapper à la folie d'un nouveau recours à la guerre.

Au nom de 130 millions d'Américains et pour le bien de l'humanité, je vous adresse le plus pressant appel pour que vous ne rompiez pas les négociations envisageant un règlement pacifique, juste et constructif des questions en cause.

J'insiste sur le fait que tant que les négociations continuent, il existe un moyen de régler les différends; une fois rompues la raison se trouve bannie et la force s'affirme. Et la force ne donne aucune solution pour l'avenir, ni pour le bien futur de l'humanité.

Franklin Roosevelt.»

Le Département politique estime qu'il y aurait lieu de donner suite à la suggestion du Président des Etats-Unis d'Amérique. Il soumet au Conseil un projet d'appel³.

A la suite des délibérations il est *décidé*:

La proposition du Département politique est acceptée et son projet d'appel adopté avec quelques modifications dans la teneur suivante: (voir annexe)⁴.

ANNEXE

Berne, 29 [28]⁵ septembre

Faisant écho au message de M. le Président des Etats-Unis d'Amérique, le Conseil fédéral suisse a adressé simultanément à Son Excellence le Président de la République tchécoslovaque et à Son Excellence le Chancelier du Reich allemand l'appel suivant en faveur de la paix:

3. *Le dossier relatif à cet appel (cf. E 2001 (D) 1/196) contient un projet Bonna (OB) modifié à la plume par Motta. La difficulté est de savoir si le Conseil fédéral a discuté du texte modifié par Motta ou si celui-ci l'a modifié en séance. Le projet Bonna différerait principalement du texte modifié par Motta et de la version définitive de l'appel par une offre de bons offices. Le dernier paragraphe du projet Bonna disait en effet: S'il pouvait contribuer à faciliter les négociations qui se poursuivent dans ce sens [d'un règlement pacifique du différend], par exemple en rendant possible un échange de vues sur le sol d'un Etat complètement désintéressé au débat, ainsi que l'idée en a été exprimée par le Président Roosevelt, le Conseil fédéral serait heureux que Votre Excellence voulût bien faire fond sur la bonne volonté de la Suisse.*

Dans un premier temps, Motta a barré le paragraphe de Bonna reproduit ci-dessus et l'a remplacé par: S'il était au pouvoir de la Suisse d'aider, dans la mesure très limitée de ses moyens, à ce que toutes les possibilités de négociation soient épuisées, le Conseil fédéral, interprète du peuple tout entier, serait heureux que les deux Gouvernements voulussent [bien faire fond sur la bonne volonté de la Suisse?]

Dans un deuxième temps, Motta a également barré cette phrase avec toute la page du projet Bonna où figurent ces deux formulations d'offres de bons offices. La traduction allemande du projet, établie selon toute vraisemblance pour la séance du Conseil fédéral (Entwurf des Politischen Departements, E 2001 (D) 1/196), tient compte de cette importante modification de Motta et des autres qui le sont moins. Il semble donc que l'on puisse en conclure que celles-ci sont antérieures à la séance du Conseil fédéral et à l'arrivée, en séance, de la nouvelle d'une conférence internationale prévue à Munich (cf. § 1637 du Procès-verbal reproduit ci-dessous). Le projet soumis au Conseil fédéral serait donc la version Bonna-Motta, très proche du texte définitif de l'appel.

4. *Reproduite ci-dessous.*

5. *Curieusement, ce document en annexe au Procès-verbal porte la date du 29 septembre. Il ne fait pas de doute cependant que cet appel, qui a été télégraphié, est du 28 septembre, cf. E 2001 (D) 1/196.*

«Fermement attachée à sa neutralité traditionnelle, qui répond à sa structure même, la Confédération est résolue à rester rigoureusement à l'écart de tout conflit. Le Conseil fédéral n'entend donc pas s'immiscer dans les questions controversées ni même exprimer un avis sur la procédure qui permettrait de les résoudre. Il ne peut taire, en revanche, son impression que, si une guerre entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne ne pouvait être évitée, plusieurs autres nations risqueraient d'être entraînées à y prendre part. Les dommages moraux et les ruines inimaginables qui en résulteraient pour le monde entier, pour les belligérants en première ligne, et même pour ceux qui ne participeraient pas à la guerre, seraient si graves qu'aucune voix, si modeste que soit celui qui l'élève, ne saurait renoncer à se faire entendre en faveur d'un règlement pacifique du différend⁶.

Le Conseil fédéral est certain que cette démarche sera comprise par les deux parties dans son vrai sens de profonde amitié. Elle est soutenue par les vœux ardents de toutes les mères et du peuple suisse unanime.»⁷

1637. Internationale Lage. Weitere militärische Massnahmen

Militärdepartement. Mündlich

Der Vorsteher des Militärdepartements orientiert den Rat über die bereits getroffenen militärischen Massnahmen⁸ und diejenigen, die in Aussicht genommen werden sollten. Nachdem Belgien, Holland, Dänemark und andere mit der Schweiz vergleichbare Staaten weitgehende militärische Vorkehrungen getroffen und im Hinblick auf die internationale Spannung Truppen aufgeboten haben, dürfte es angezeigt erscheinen, dass auch die Schweiz daran geht, bestimmte Truppenteile zu mobilisieren.

In der Beratung werden insbesondere mit Bezug auf die Form der Mobilisierung verschiedene Ansichten geäussert. In diesem Momente trifft die Meldung ein, dass die Ministerpräsidenten Chamberlain (England), Daladier (Frankreich), Mussolini (Italien) sich morgen bei Reichskanzler Hitler in München zu einer Konferenz besammeln werden, um zu prüfen, ob nicht eine friedliche Lösung der Krisis möglich wäre.

Angesichts dieser neuen Situation wird *beschlossen*, vorläufig von weiteren militärischen Vorkehrungen in Form von Truppenaufgeboten Umgang zu nehmen und morgen um 7 Uhr 30 eine neue Sitzung abzuhalten⁹, an der je nach der dannzumaligen Lage über neue Massnahmen Beschluss zu fassen wäre.

6. *Jusqu'ici l'appel diffère assez peu du projet Bonna mentionné à la note 4. Il reprend presque toutes les modifications de Motta.*

7. *Ce paragraphe est entièrement de la main de Motta sur le projet Bonna mentionné à la note 4 et y remplace le paragraphe projeté sur les bons offices de la Suisse. Pour les réponses de Bénès et d'Hitler, cf. Nos 413, annexe et 418, annexe.*

8. *Le 26 septembre, le Conseil fédéral avait déjà décidé la fermeture partielle de la frontière en cas de mobilisation. A ce sujet, cf. la proposition du Chef du Service de l'Etat-Major général, J. Labhart, du 19 septembre 1938, E 27, Archiv-Nr. 13267/Bd. 6.*

9. *Cf. N° 408.*

405

E 2001 (D) 1/103

*Aide-Mémoire de la Division des Affaires étrangères
du Département politique¹*

PA

Bern, 28. September 1938

Regierungsrat Ludwig, Basel, telephoniert folgendes².

Der Bürgermeister von Huningue erkundigt sich, ob im Fall einer Evakuierung der Zivilbevölkerung von Huningue deren Abtransport ins Innere von Frankreich (Bult, Haute-Saône) über schweizerisches Gebiet erfolgen dürfe. Es handle sich um 1–2000 Personen, Frauen und Kinder und einige Greise. Eine Delegation der Stadt wird heute nachmittag den Platzkommandanten von Basel aufsuchen. Dieser ersucht um Instruktionen.

Auf Anordnung des Unterstabschefs Oberst Frick und im Einvernehmen mit Dr. Feldscher folgendes geantwortet:

Bewilligung wird erteilt, unter der Bedingung, dass Transit durch die Schweiz in geschlossenen Wagen (Eisenbahn oder Omnibus) erfolgt; Einsteigen und Aussteigen auf französischem Gebiet³.

1. *Remarque manuscrite en tête du document*: M. le Ministre Bonna pour son information. 28.IX.38.

2. *Remarque manuscrite en marge de ce passage*: Herrn Zahn, Platzkommandant, Oberst.

3. *Suivent des remarques manuscrites*: D'accord. 28.9.38. M. et: D'entente avec le colonel Zahn auquel j'ai fait part de la décision précitée l'entrée sera effectuée à St-Louis et la sortie à Delle, de Meyer.

406

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 39

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 17 Vertraulich

Berlin, 28. September 1938, 18.10 Uhr

Soeben komme ich vom italienischen Botschafter, der mir die Nachricht bestätigt und vertraulich sagt, dass dieser Friedenserfolg zum grossen Teil Mussolini zugeschrieben werden dürfe, obwohl man in solchen Momenten nicht untersuchen sollte, wem das Hauptverdienst gehört. Hitler habe die Einladungen ergehen lassen und, nachdem ja in sachlicher Beziehung keine Meinungsverschiedenheiten mehr vorliegen, sollte über die Methoden der Abtrennung eine Verständigung möglich sein. «Bis dat, qui cito dat.»

Der italienische Botschafter sprach den Wunsch aus, dass man überall der Presse nahelege, für die morgige Konferenz eine günstige Atmosphäre zu schaffen. Wenn ich während der Krise die Kommentare deutschschweizerischer Zeitungen, insbesondere der «Neuen Zürcher Zeitung», gelesen habe, so war ich empört über die ideologische Kriegshetze, die dabei gemacht wurde.

407

E 6100 (A) 17/1113

*La Direction générale de la Banque nationale suisse¹
au Chef du Département des Finances et des Douanes, A. Meyer*

L JB. Zahlungsbereitschaft der Schweiz gegenüber
dem Ausland im Kriegsfall

Bern, 28. September 1938

In Beantwortung Ihrer geschätzten Anfragen² über die finanzielle Sicherstellung unserer Lebensmittelversorgung aus Amerika im Kriegsfall beehren wir uns, Ihnen hiemit den Standpunkt unseres Direktoriums wie folgt darzulegen:

- 1). Unsere in New York liegenden Währungsreserven betragen
z. Zt. a) 701 Millionen Franken Golddepots,
b) 301 Millionen Franken Dollardevisen

1003 [!/] Millionen Franken Total.

2). Die Nationalbank ist bereit, aus den in New York liegenden Währungsreserven diejenigen Beträge zur Verfügung zu stellen, die für unsere Lebensmittelversorgung aus Amerika sowie für die allfällige Stützung des Schweizerfrankenkurses im Kriegsfall sich als notwendig erweisen werden.

3). Zur Frage, ob mit der Möglichkeit der Goldaufnahme seitens der amerikanischen Währungsbehörden weiterhin gerechnet werden könne, ist zu bemerken, dass letztere bis anhin jeden Betrag an Gold gegen Hergabe von Dollardevisen entgegengenommen haben. Soweit wir die Verhältnisse gegenwärtig überblicken können, sehen wir keine Gründe, die eine Änderung dieser Politik veranlassen könnten.

4). Falls der Bundesrat der Auffassung ist, dass der gegenwärtige Bestand an Dollardevisen, wovon gewisse Beträge bereits zu Kursinterventionen Verwendung finden, zweckmässigerweise schon jetzt erhöht werden sollte, sind wir gemäss unseren früher gemachten Äusserungen mit behördlichem Einverständnis bereit zur Verstärkung der sofortigen Zahlungsbereitschaft unseres Landes Gold aus dem Depot New York in Dollardevisen umzuwandeln.

1. *Cette lettre est signée du Vice-président P. Rossy et du Directeur R. Motta.*

2. *Cf. N° 393.*

Grössere Dollarbestände schliessen aber in Anbetracht der allgemeinen Unsicherheit nach unserer Ansicht erhöhte Währungsrisiken in sich. Wir setzen deshalb als selbstverständlich voraus, dass zur Deckung allfälliger, aus den erhöhten Dollarbeständen resultierender Verluste der Währungsausgleichsfonds heranzuziehen ist, welchem bei dessen Errichtung seinerzeit im Rahmen unserer Währungspolitik die Funktion der Deckung von Währungsrisiken, sei es auf dem Gold, sei es auf fremden Devisen, zuerkannt wurde.

5). Wir machen im übrigen darauf aufmerksam, dass für unsere Rechnung in London ein Golddepot in der Höhe von 928 Millionen Franken liegt. Es besteht somit die weitere Möglichkeit, nötigenfalls in London auf indirektem Weg durch Umwandlung von dort liegendem Gold Dollardevisen beschaffen zu können oder von dort Gold nach New York zur Verschiffung zu bringen.

6). Unter den hievordargelegten Umständen und unter der Voraussetzung, dass die Vereinigten Staaten ihre Goldankaufspolitik fortsetzen, erscheint die Frage einer Anleiheaufnahme in den Vereinigten Staaten nicht aktuell, da die vorhandenen Zahlungsmittel für die Lebensmittelbeschaffung aus Amerika wohl als hinreichend betrachtet werden können. Was die Abschiebung amerikanischer, in schweizerischem Besitz befindlicher Titel anbelangt, hätte ein solches Vorgehen zur Voraussetzung, dass der Bund auf Grund besonders zu erlassender Vorschriften solche Titel zuerst in Gewahrsam nehmen müsste. Eine derartige Massnahme scheint sich aber unter den heutigen Verhältnissen aus den bereits dargelegten Gründen nicht aufzudrängen, abgesehen von den nachteiligen Folgen, die ein staatlicher Eingriff in den freien Devisenverkehr nach sich zu ziehen geeignet wäre.

Zur Frage der Organisation des Zahlungsverkehrs mit den U.S.A. im Kriegsfall nahmen wir an, dass von den zuständigen Behörden in dieser Richtung gewisse Vorbereitungen ins Auge gefasst werden, um die Abwicklung der Geschäfte über die diplomatische Vertretung der Schweiz in den U.S.A. auf kommerzieller Grundlage, ähnlich wie 1914–1918, sicherzustellen³.

3. *Le Conseiller fédéral Meyer répondit par lettre du 29 septembre*: Wir halten dafür, dass die in New York liegenden Währungsreserven von z. Z. 701 Millionen Franken in Gold und 301 Millionen Franken in Dollardevisen den Anforderungen genügen und dass weitere Massnahmen zur Sicherstellung unserer Zahlungsbereitschaft in den Vereinigten Staaten bis auf weiteres nicht nötig sind.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 septembre 1938

1642. Internationale Lage

Präsidentschaft

Nach einer eingehenden, von sämtlichen Mitgliedern des Rates benützten Diskussion über die gegenwärtige internationale Lage stellt der Herr Bundespräsident fest, dass sich an ihr seit gestern nichts im ungünstigem Sinne geändert habe. Es muss nun abgewartet werden, was die Konferenz der vier Staatsmänner in München bringen wird. Es ist Hoffnung vorhanden, dass die Krisis eine friedliche Lösung finden werde. Mit absoluter Bestimmtheit kann dies natürlich nicht vorhergesagt werden. Die Hauptsache ist, dass wir nun ruhig bleiben und keine überstürzten Massnahmen treffen. Andererseits aber darf auch nichts versäumt werden, um im entscheidenden Momente die notwendigen militärischen Sicherheiten zu besitzen.

Es wird daher *beschlossen*, unverzüglich die Grenztruppen zu alarmieren, sobald sich die leisesten Anzeichen ergeben, dass die Konferenz in München schlecht ausgehen sollte. Hierauf würde der Bundesrat sogleich die Vorbereitung zur Wahl des Generals treffen und je nach Umständen weitere Truppen aufbieten. Einer Pikettstellung bedürfen wir nicht, da diese für die Grenztruppen tatsächlich bereits besteht.

Herr Bundespräsident Baumann wird ferner beauftragt, um Mittag am Radio eine kurze Ansprache² zu halten zur Orientierung des Volkes über die tatsächliche Lage.

ANNEXE

E 4001 (B) 1970/187/9

Le Président de la Confédération au Peuple suisse

*Déclaration lue à la radio*³

Bern, 29. September 1938

Liebe Mitbürger und Mitbürgerinnen!
Gestattet mir eine kurze Mitteilung.⁴

Im Hinblick auf die internationalen Spannungen hat sich der Bundesrat heute Morgen neuerdings mit den zum Schutze des Landes zu treffenden Massnahmen befasst. Er hat beschlossen,

1. *Se trouve aussi dans E 2001 (D) 1/196 sous forme d'extrait.*

2. *Reproduite en annexe.*

3. *Dans les papiers Baumann se trouvent également des traductions française et italienne de ce texte. Il n'a pas été possible de savoir si Baumann lui-même s'était exprimé en français et en italien.*

4. *Lignes manuscrites de la main de Baumann.*

zunächst einmal das Ergebnis der Besprechungen durch die vier Staatschefs in München abzuwarten. Für den Fall, dass dort die Bemühungen zur Aufrechterhaltung des Friedens wider Erwarten scheitern⁵ sollten, sind alle Vorbereitungen zum Einsatz der uns zur Verfügung stehenden Mittel getroffen. Insbesondere ist die augenblickliche Mobilmachung der durch die neue Truppenordnung geschaffenen Grenztruppe⁶ gewährleistet.

Eine unserem Lande unmittelbar drohende Gefahr scheint zur Zeit nicht zu bestehen, doch wurden die nötigen Massnahmen für alle Fälle ins Auge gefasst. Wir bitten die Bevölkerung, zu den verantwortlichen Stellen Vertrauen zu haben und die Ruhe zu bewahren.

5. wider Erwarten *a été rajouté*.

6. *Après* Grenztruppe *figurait*: oder auch nur deren Alarmdetachement, *qui a été barré*.

409

E 2300 London, Archiv-Nr. 32

*Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 54. Nouvelle tournure

Londres, 29 septembre 1938

La séance de la Chambre des Communes, dont vous connaissez, au moment de recevoir ce rapport, tous les détails par la presse, a en effet été un événement unique depuis le 3 août 1914. Je me dispenserai de vous décrire le spectacle émotionnant qu'elle offrait.

Il faut cependant relever certains points qui sont spécialement importants.

1. Alors que Mr. Chamberlain reçut, en entrant à la Chambre, une ovation non seulement du parti gouvernemental mais aussi, ce qui est tout à fait inusité, des galeries publiques, l'Opposition s'est tenue ostensiblement à l'écart. Elle a gardé cette attitude pendant toute la durée de la déclaration, jusqu'au moment où le Premier Ministre a annoncé le revirement qui s'était produit dans la situation entre une heure de la nuit précédente et le moment de son discours, revirement dû à son initiative personnelle.

Ainsi, on a dû constater que malgré la gravité de l'heure, il n'existait pas d'effort de la part de tous les partis pour créer un aspect d'unité nationale. Au contraire, cette rentrée du Parlement restait sous le signe des deux partis en opposition, gouvernemental et antigouvernemental, comme en temps ordinaire.

2. Mr. Chamberlain, en parlant toujours avec beaucoup de précision, montrait des signes de fatigue, ce qui n'est pas étonnant; par moment, on pouvait même remarquer de l'émotion.

Le tempérament des politiciens responsables britanniques, et Mr. Chamber-

1. *Remarques manuscrites de Motta en tête du document*: En circulation. Encore intéressant à lire. 4.10.38. M.

lain en est le prototype, est l'opposé du tempérament du Führer. Mr. Chamberlain se garde d'insister sur ses propres mérites et il est dès lors enclin à rester plutôt au-dessous de la ligne pour être certain de ne pas la dépasser. On peut donc prendre au pied de la lettre tout ce qu'il a dit et en conclure tout d'abord qu'il a parlé par moment à M. Hitler, tant à Berchtesgaden qu'à Godesberg, sur un ton que celui-ci n'avait certainement entendu de personne jusqu'ici, Mr. Chamberlain nous a fait comprendre que lorsqu'il usa de termes spécialement forts, l'entretien était devenu étonnamment amical.

3. Ce qui est intéressant pour nous autres Suisses, c'est le passage où Mr. Chamberlain relate la partie de l'entrevue où il est resté en tête à tête avec M. Hitler avant de partir de Godesberg: «Il me répéta avec une sérieuse franchise ce qu'il avait déjà dit à Berchtesgaden, notamment que ceci (Tchécoslovaquie) était sa dernière ambition territoriale en Europe et qu'il n'avait aucun désir d'inclure dans le Reich des populations d'autres races que de la race allemande».

Bien que cette deuxième partie de la phrase ne soit pas faite pour nous rassurer spécialement, il est néanmoins réconfortant de savoir que la présente ambition territoriale est la dernière en Europe. Nous pouvons être reconnaissants à Mr. Chamberlain d'avoir proclamer cette constatation devant le Parlement britannique et d'avoir ainsi cloué M. Hitler à ses propres paroles à ce sujet; car nous savons que par le passé le Führer a fait toute une série de déclarations soi-disant définitives, sur lesquelles il est revenu après prétextant un changement de situation (entre autres l'Autriche).

4. D'après comme les choses se présentent maintenant, le sentiment général, hier matin et même encore pendant que Mr. Chamberlain parlait, était que nous étions à quelques heures de la guerre générale et il n'a pas été exagéré. Mr. Chamberlain lui-même a été franchement pessimiste dans son court discours radiodiffusé, mardi soir à huit heures et ce n'est que grâce à sa tenacité pendant la nuit et jusqu'au matin du 28 que la situation a été sauvée. La réponse de Sig. Mussolini n'est arrivée qu'à la fin du discours, juste à temps pour permettre au Premier Ministre d'annoncer en terminant qu'une fois encore la catastrophe était évitée.

5. Ayant été témoin de l'émotion, je dois dire qu'il est impossible d'imaginer une session parlementaire plus dramatique. A l'ouverture des débats tout le monde était évidemment convaincu qu'en sortant de la Chambre vers la fin de l'après-midi la guerre aurait commencé. La dépression générale était ostensible même sur les bancs du Gouvernement et chez Mr. Chamberlain lui-même, car il ne savait pas encore ce qu'il résulterait de son dernier effort. A la fin du débat, en un instant, l'atmosphère changea complètement et en sortant du Parlement le revirement de l'aspect semblait déjà s'être communiqué à la foule.

6. Pendant que Mr. Chamberlain parlait, les travaux de mise en défense de la métropole contre les attaques aériennes continuent fiévreusement, placement de canons dans les parcs, construction de tranchées dans les squares, etc. Encore aujourd'hui on travaille dans le square en face de la Légation. L'exode de la ville vers la campagne et des étrangers vers le Continent a continué pendant toute la journée d'hier avec une pression qui embarrassait les administrations des chemins de fer.

*CONSEIL FÉDÉRAL**Procès-verbal de la séance du 30 septembre 1938, 7 h. – 7 h. 25*

1643. Internationale Lage

Politisches Departement. Mündlich.

Der Vorsteher des Politischen Departements gibt Kenntnis von den während der Nacht eingelaufenen Meldungen, wonach die Krisis überwunden sein soll und die vier Vertreter der Grossmächte sich auf eine gemeinsame Formel geeinigt haben. Es wurde eine Vereinbarung unterzeichnet, deren Wortlaut soeben eingetroffen ist und vom Vorsteher des Politischen Departements dem Rate bekannt gegeben wird.

Die Mitglieder des Parlaments brauchen also nicht in Bern zurückgehalten zu werden, sondern können am Schlusse der heutigen Vormittagssitzung ohne weiteres heimkehren.

Auf Grund der Beratung wird *beschlossen*, dass eine Erklärung bezw. eine Erläuterung der Lage durch den Bundespräsidenten in den beiden Kammern am Schlusse der Sitzung, wie dies ursprünglich vorgesehen war¹, nunmehr überflüssig ist. Es soll darauf verzichtet werden, indem es genügt, in der um 7 Uhr 30 stattfindenden Konferenz zwischen einer Delegation des Bundesrats und den Präsidenten der eidg. Kammern und der Fraktionen das zu sagen, was nötig ist.

Procès-verbal de la séance du 30 septembre 1938, 10 h. – 12 h. 10²

1644. Internationale Lage

Präsidentenschaft. Mündlich.

Nachdem nun der drohende Krieg zwischen Deutschland und der Tschechoslowakei, der sich aller Voraussicht nach sofort zu einem europäischen Kriege entwickelt hätte, abgewendet ist und die in der Schweiz getroffenen Massnahmen, soweit dies tunlich ist, wieder rückgängig gemacht werden können, spricht der Herr Bundespräsident zu Beginn der Sitzung folgende Worte:

«Herr Vizepräsident,
Meine Herren Bundesräte,

Ich möchte die heutige Sitzung nicht eröffnen, ohne meiner tiefen Befriedigung über die seit gestern eingetretene Wendung der Dinge Ausdruck zu geben.

1. *Texte de cette déclaration projetée in: E 4001 (B) 1970/187/9.*

2. *Était absent: Pilet-Golaz.*

Eine grosse Sorge ist von unserm Volk und seinen Behörden, ja von der ganzen Welt genommen worden, und der Friede darf menschlicher Voraussicht nach zur Zeit als gesichert betrachtet werden.

Das darf uns jedoch nicht hindern, die Massnahmen in militärischer, politischer, wirtschaftlicher und geistiger Beziehung, die für die Unabhängigkeit und Freiheit unseres Vaterlandes erforderlich sind, durchzuführen und auszubauen.

Unser erster Dank gilt der göttlichen Vorsehung. Ich danke aber auch Ihnen, meine Herren Kollegen, und Ihren Mitarbeitern für das aussergewöhnliche Mass von Arbeit, das in diesen Wochen geleistet worden ist; ich danke in Ihrem Namen auch den eidgenössischen Räten, unserer Armee und dem gesamten Schweizervolk für die Ruhe und die einmütige Entschlossenheit, mit der sie der Entwicklung der Verhältnisse gefolgt sind, bereit, jedes Opfer für die geliebte Heimat zu bringen.»

Der Rat nimmt von diesen Worten dankbar Kenntnis. Der Vorsteher des Politischen Departements, Herr Bundesrat Motta, möchte aber nicht unterlassen, namens seiner Kollegen und des gesamten Schweizervolkes dem Herrn Bundespräsidenten den warmgefühlten Dank auszusprechen für seine hervorragende Arbeit und Führung des Staatsschiffes in diesen letzten Schicksalschweren Wochen und Tagen.

Hierauf wird *beschlossen*, es sei die Ansprache des Herrn Bundespräsidenten der Presse zur Veröffentlichung zu übergeben.

411

E 2001 (D) 1/196

*Le Gérant¹ du Consulat général de Suisse à Munich, P. Ritter,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

Copie²
RP

München, 30. September 1938

Im Anschluss an meinen Bericht vom 24. dieses Monats³ und in Fortsetzung meines Schreibens gestrigen Datums³, welches zum Zwecke der Versendung am Spätnachmittag abgebrochen wurde, beehre ich mich, folgendes zu Ihrer Kenntnis zu bringen.

Nach der historischen Nacht vom 29. auf den 30. September, die von der amerikanischen Presse als das grösste Ereignis seit dem Tage des Waffenstillstandes im Weltkrieg bezeichnet wird, ist in München wohltuende Ruhestim-

1. Verweser.

2. *Deux copies ont été envoyées directement à la Division des Affaires étrangères du Département politique. Un des exemplaires porte le paraphe de Motta: M, et l'inscription manuscrite de Bonna: Feldscher, 6/10, Bo.*

3. *Non reproduits, cf. E 2200 München 2/3.*

mung zu konstatieren. Der Tag steht unter der Devise, die Ministerpräsident Chamberlain geprägt hat: «München bringt Glück».

Die «Münchner Neuesten Nachrichten» veröffentlichen heute unter der Überschrift «Bern – München. Telephonischer Sonderdienst der Bundesregierung» den vom 29. September datierten nachstehenden Bericht ihres O. Sch. Korrespondenten:

«In der Schweiz folgt man mit der gespanntesten Aufmerksamkeit den einzelnen Phasen des grossen Treffens in der Hauptstadt der Bewegung. Die Blätter heben einheitlich den freudigen Empfang hervor, den die Bevölkerung von München nicht nur dem Duce, sondern auch Daladier und Chamberlain bereitete. Die Regierung hat, wie die 'Basler Nachrichten' melden, in Zusammenarbeit mit der Gesandtschaft in Berlin und dem Generalkonsulat in München einen telephonischen Spezialdienst mit München hergestellt. Besondere Bedeutung messen die ersten Kommentare und Berichte der Fühlungnahme zwischen dem Führer und Daladier zu, die, wie die Blätter unterstreichen, betont herzlich gewesen sei. Wie die Presse heute meldet, war die Schweiz am Mittwoch im Begriff, die Grenzschutzbrigaden zu mobilisieren, als die Meldung von dem Vier-Staatsmänner-Treffen eintraf, worauf die Absicht natürlich aufgegeben wurde. Im übrigen dankte im Zusammenhang mit einem Bericht von dem Nationalrat über die 18. Versammlung der Genfer Liga Bundesrat Motta allen, die der Schweiz geholfen hätten, die integrale Neutralität zurückzuerlangen, so u.a. den Regierungen Deutschlands, Italiens, Frankreichs und Grossbritanniens. Er gab abschliessend der Überzeugung Ausdruck, dass die Schweiz jederzeit auf die Respektierung ihrer Neutralität rechnen könne.»

Wenn man sich vergegenwärtigt, welch unheimlicher Druck auf dem Telefonnetz der bayerischen Hauptstadt gelegen ist, muss man sich wundern, wie verhältnismässig reibungslos die zahlreichen Verbindungen mit Berlin und mit Bern sowie die Fernanrufe in umgekehrter Richtung sich abgewickelt haben. Die Situation änderte sich oft in den aller kürzesten Zeitabständen, sodass in dem Moment, wo das verlangte Gespräch erhältlich war, die Lage sich wiederum gewandt hatte, oder die vor einigen Minuten erst erhaltene Aufklärung als überholt galt. Da eine Unmenge unkontrollierbare Gerüchte zirkulierten, die zum Teil von den Presseleuten gierig aufgenommen und weitergeleitet wurden, musste man aus naheliegenden Gründen sich bei der offiziellen Berichterstattung am Telefon bei der jeweiligen Skizzierung der Situation die nötige Reserve auferlegen. Seit Beginn der Konferenz bis zu ihrem Ende stand ich mit zwei kompetenten deutschen Stellen sowie, im Rahmen der Möglichkeit, mit Mitgliedern des Beamtenstabes der fremden Delegationen in fast ununterbrochenem Kontakt. Sonderbarerweise konnte bei diesem Anlass festgestellt werden, dass in Momenten, wo die Presseberichterstatter den grössten Optimismus verbreiteten, in den Reihen der deutschen und italienischen Herren eine Welle gegenteiliger Stimmungen zu beobachten war. Die Münchner Konferenz, die angetan ist, den Anfangspunkt einer Aera besseren Verständnisses in Europa darzustellen, kann mit Recht eine Zusammenkunft der «motorisierten Diplomatie» genannt werden. Das Generalkonsulat, das fünf Minuten neben dem Führerbau gelegen ist, war zeitweilig auf beiden Seiten durch SA,

Polizeispalier und Volksmassen vollständig abgedichtet, sodass die Zirkulationsmöglichkeit zu dem zweihundert Schritte daneben gelegenen Hotel Continental, wo die italienische Delegation untergebracht war, oder dem unmittelbar daneben liegenden Hotel Regina, wo Herr Chamberlain und sein Stab wohnten, vollkommen unterbrochen war.

In der Mittagspause, die gestern nachmittag um 3 Uhr eingesetzt wurde, war Herr Ministerpräsident Chamberlain, der sich direkt vom Flugzeug an die Konferenz begeben hatte, in sein Hotel zurückgekehrt, und der französische Regierungschef hatte sich mit seinen Herren ins Hotel Vier Jahreszeiten zurückgezogen, während der Reichskanzler mit Mussolini im Prinz Karl Palais das Frühstück einnahm.

Als vorgestern nachmittag die Nachricht in München eintraf, dass eine internationale Konferenz von derartigem Ausmass hier stattfinden würde, musste das bayerische Innenministerium, dem die Verantwortung für eine reibungslose Abwicklung überbunden wurde, ununterbrochenen Dienst einschalten. Es fand denn auch eine Nachtsitzung statt, an welcher Herr Ministerpräsident Siebert und Herr Staatsminister Wagner teilnahmen. Die Hausverwaltung des Prinz Karl Palais hatte die Tapisserien, offenbar um sie vor Motten zu schützen, herunternehmen lassen, sodass in aller Eile fünfzig Tapezierer zusammengetrommelt werden mussten, die in der Nacht vom 28. auf 29. September innerhalb von vierzehn Stunden alles in Ordnung zu bringen hatten. Der überaus weitläufige Absperrdienst bildete für die Sicherheitsorgane keine einfache Aufgabe. Man wechselte vorsichtshalber das Auffahrtsprogramm mehrmals und liess die einzelnen Delegationen getrennt an- und abfahren, dies bis auf wenige Ausnahmen, so wenn zum Beispiel Herr Daladier mit Herrn Chamberlain engere Kontaktnahme suchte.

Im Laufe des Morgens hatten die Nachrichten über den Stand der Konferenz im Grunde genommen wenig zuversichtlich gelautet. Trotz des überaus herzlichen Empfanges, der den fremden Gästen auf Seiten der Münchner Bevölkerung geboten wurde, machten die Staatsmänner und ihr Gefolge ernste Gesichter. Im Laufe des Nachmittags schien es, dass man doch zu einer Einigung kommen würde, und als dann die Sitzung abends um 10 Uhr anberaumt wurde mit dem Bemerkten, dass bis zum Ende durchgetagt werden sollte, fing man bestimmt zu hoffen an, dass die Sache zu einem guten Schlusse gebracht werden würde. Immerhin soll es anlässlich der Abwicklung der Geschäfte an Spannungen nicht gefehlt haben, so zum Beispiel in einem Moment, als dem Herrn Reichskanzler der Bericht überreicht wurde, dass dreitausend Kopf sudetendeutsche Zivilbevölkerung von tschechischen Truppen in einem Wald umzingelt und festgehalten worden seien. Um 10 Uhr 45 erging der Befehl, dass der Sonderzug des Duce unter Dampf gesetzt werden solle und in die Bahnhofshalle einzufahren habe. Gleichzeitig packte das Gefolge der italienischen Delegation im Hotel Continental, wo sie sich mit der festen Absicht, drei Tage zu bleiben, niedergelassen hatte, Hals über Kopf zusammen und Sekretäre, Ordonnanzen und so weiter fuhren in grosser Eile zum Hauptbahnhof. Aus ihren Mienen und Bemerkungen war zu entnehmen, dass die Angelegenheit vielleicht nicht so gut stand, wie man es gerne gesehen hätte. In der Tat scheint es bei der endgültigen Redigierung des Abkommens noch zu Meinungsverschie-

denheiten gekommen zu sein, indem der Reichskanzler, wie sich eine Sekretärin der italienischen Botschaft in Berlin äusserte, um jeden Satz kämpfen musste, wobei er vom italienischen Regierungschef kräftig sekundiert wurde. Italienische Kreise, die den Ministerpräsidenten gut kennen, befürchteten, dass durch einen Temperamentsausbruch Mussolinis, der nicht ein Freund des Widerspruches ist, die ganze Sache hätte auffliegen können, und man erinnerte sich, wenn man an den abfahrtsbereiten Zug dachte, der im Münchner Hauptbahnhof stand, an den Präsidenten Wilson, der seinerzeit anlässlich der Versailler Konferenz sein Dampfboot hatte startfertig machen lassen, um auf die übrigen Konferenzmitglieder einen moralischen Druck auszuüben. Nach 11 Uhr klangen die Nachrichten vom Führerhaus wiederum etwas zuversichtlicher, aber trotzdem konnten Leute, die der Sache sehr nahe standen, den Optimismus, der an gewissen ausländischen Radiosendern verbreitet wurde, nicht vollauf teilen. Um 12 Uhr 30 kam es dann zur Unterschrift, und ich konnte Ihnen im Anschluss an unsere so zahlreichen Telefongespräche um 1 Uhr 20, nachdem ich ziemlich lange auf die Verbindung gewartet hatte, in grossen Zügen die drei hauptsächlichsten Punkte des Schlussergebnisses bekannt geben, die darin bestehen, dass man deutscherseits am 1. Oktober partiell einmarschieren werde, dass fremde Truppen einen anderen Teil des Sudetenlandes vorläufig besetzen würden und dass die Abstimmungen noch vor Weihnachten zur Durchführung gelangen müssten. Mit grosser Mühe konnte ich später die Verbindung mit Bern herstellen, um die aus sicherer Quelle eingeholte Information dort abzugeben. Der von mir in Aussicht gestellte weitere Anruf, um über die Modalitäten ausführlicher zu berichten, wurde hinfällig, da eine Stunde oder eineinhalb Stunden später der deutsche Rundfunk damit begann, die weiten Kreise über die glücklich zu Ende geführte Beratung zu unterrichten.

An der Bahn wartete man ungeduldig auf die Ankunft des italienischen Regierungschefs, die sich bis gegen 2 Uhr verzögerte. Zur gleichen Zeit wie Herr Reichskanzler Hitler Herrn Mussolini an die Bahn begleitete, fuhr auch Herr Chamberlain in sein Hotel zurück. Auf der Eisenbahnlinie vom Brenner bis nach München war die ganze Strecke durch ein Aufgebot von vielen tausend Mann gesichert.

Als ich mich heute morgen in die bayerische Staatskanzlei begab, war ich Zeuge der rührenden Szene, die sich vor dem Hotel des britischen Premiers abspielte, wo eine nach hunderten zählende Menge, grösstenteils Frauen, durch lautes Rufen des Namens Chamberlain immer und immer wieder verlangte, den britischen Regierungschef am Fenster zu sehen. Viele Augen waren dabei vor Rührung und Dankbarkeit feucht.

Als Beobachter der tschechoslowakischen Republik, die laut den in den frühen Nachmittagsstunden heute erhaltenen Nachrichten dem Viermächteabkommen zustimmte, hat der tschechoslowakische Gesandte in Berlin, Mastny, fungiert. Die Anwesenheit naher Mitarbeiter von Lord Runciman hat, wie rühmend erwähnt wird, zur Verständigung in grossem Masse mitgewirkt.

Heute sind die Hallen der grossen Hotels noch mit Personal der Delegationen und Journalisten überfüllt, welche letztere nach durchwachter Nacht zum Teil aussehen, wie knock out geschlagene Boxer. Der italienische Botschafter

flog heute früh nach Berlin zurück, während sein Personal die Reise mit dem Zug angetreten hat. Vom deutschen Beamtenapparat waren von Berlin all diejenigen nach München gekommen, deren Namen Klang und Bedeutung im Reiche besitzen. Auch das Auswärtige Amt war in voller Besetzung aufgeföhren.

Zur gestrigen Konferenz bot München einen wunderbar blauen Himmel, während heute Regen eingesetzt hat, sodass die am Standort der Delegationen gehissten Fahnen schwer an ihren Masten hängen.

Die amerikanischen und englischen Journalisten vertreiben sich zum Teil damit die Zeit, auszurechnen, was die Teilmobilisationen, die im Zusammenhang mit dem tschechoslowakischen Problem vorgenommen werden mussten, gekostet haben und sind dabei zu dem Schlusse gelangt, dass die Sache immerhin noch billiger gekommen ist, wie ein Tag Krieg gewesen wäre. Scherzenshalber fragte jemand, was nun die Regierungen mit dem vielen Geld machen wollten, welches sie infolge des friedlichen Abschlusses der denkwürdigen Münchner Konferenz haben ersparen können. Generalfeldmarschall Goering, der mit den französischen Herren und einem grossen Teil der französischen Presse im Hotel Vier Jahreszeiten unter einem Dach wohnt, soll nach Aussage der französischen Journalisten Herrn Daladier und seine Mitarbeiter allen Ernstes nach Abschluss der Konferenz in der Hotelhalle zu einem Besuch des Oktoberfestes aufgefordert haben, der, wie er sagte, die unbedingt notwendige Abrundung jedes Münchner Aufenthaltes zur Herbstzeit bilden würde.

Während ich diese Zeilen diktiere, erhalte ich soeben die Nachricht, dass der Münchner Rundfunk vor einigen Minuten, um 4 Uhr 10 nachmittags, die Meldung durchgegeben hat, dass zwischen dem deutschen Reichskanzler und dem britischen Premierminister heute ein Abkommen unterzeichnet worden ist, das einen zukünftigen Krieg zwischen Grossbritannien und Deutschland ausschliesst und dahin tendiert, sämtliche Zwistigkeiten zwischen den beiden grossen Nationen von jetzt ab auf dem Verhandlungswege aus der Welt zu schaffen. München, «die erste Stadt Deutschlands», scheint in der Tat Glück zu bringen!

412

E 7800 1/162

*Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht,
au Commissaire à l'Economie de Guerre, W. Hauser*

*Copie
L*

Bern, 1. Oktober 1938

Herr Minister Juge, Handelsattaché der französischen Botschaft, hat mitgeteilt, dass er von seiner Regierung beauftragt sei, im Falle eines Krieges sich mit der Versorgung der Schweiz zu befassen und zwar sowohl mit den Fragen der

Belieferung der Schweiz wie mit den Fragen des Durchgangsverkehrs nach der Schweiz.

Herr Minister Juge wünscht «des indications approximatives sur les quantités et la nature des marchandises» zu erhalten, auf die die Schweiz im Kriegs-falle angewiesen erscheint, sei es von Seiten Frankreichs als Abgeberin, sei es als Transitware.

Es handelt sich darum die von Herrn Minister Juge verlangten Anhaltspunkte zu beschaffen. Dies muss geschehen, obschon gegenwärtig die Gefahr wieder behoben scheint. Ich ersuche Sie daher, diese Angelegenheit auf die Geschäftsliste der nächsten Sitzung der interdepartementalen Konferenz¹ zu setzen und sich inzwischen überlegen zu wollen, auf welchem Wege die genannten Unterlagen beschafft werden können².

1. Plus précisément «Commission interdépartementale pour les affaires relatives à l'économie de guerre». Pour les délibérations de cette commission, cf. E 6100 (A) 17/1107 et E 7800 1/153.

2. C'est seulement le 7 mars 1939 que les informations demandées ont été transmises à J.F. Juge. Cf., à ce sujet également, DDS 13, rubriques II.A.2.2. et II.A.2.3., de la table méthodique.

413

E 2001 (D) 1/196

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Prague, K. Bruggmann*

Copie

L OB. Par exprès

Berne, 1^{er} octobre 1938

Pour faire suite à notre communication télégraphique du 28 septembre¹, nous avons l'honneur de vous faire parvenir ci-joint copie de la réponse extrêmement aimable que M. Bénès a adressée à M. le Président de la Confédération². Jusqu'ici, aucune réponse analogue n'a été faite par le Chancelier de l'Empire allemand. Nous devons donc nous abstenir d'une publication.

Nous ne voudrions pas, toutefois, tarder davantage à exprimer verbalement par votre entremise au Gouvernement tchécoslovaque combien l'extrême courtoisie du Président de la République a été prisee à Berne et combien ont été appréciés la dignité et le sang-froid avec lesquels la Tchécoslovaquie a accepté de durs sacrifices dans l'intérêt de la paix générale.

1. Cf. N^o 404, annexe.

2. Reproduite en annexe.

ANNEXE

*Le Président de la République tchécoslovaque, E. Bénès,
au Président de la Confédération, J. Baumann*

Copie

Radiogramme N° 6772

Prague, 30 Septembre 1938, 12 h. 50

Reçu: 14 h. 58³

Je remercie bien cordialement Votre Excellence de l'aimable message par lequel Elle a bien voulu, au nom du Conseil fédéral suisse⁴, former les vœux pour qu'une solution amiable soit trouvée au différend entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie. Le Gouvernement tchécoslovaque et moi-même avons reçu avec reconnaissance cette voix de la nation suisse dans ces jours graves et nous nous rendons pleinement compte de l'immense portée qu'un conflit armé pourrait avoir pour toutes les autres nations de l'Europe et pour la paix du monde. Je vous assure que le Gouvernement tchécoslovaque, fidèle à sa politique de paix dont il a donné tant de preuves, a apporté les plus grands sacrifices et manifeste sa sincère volonté de négocier pour aboutir à la solution que la nation tchécoslovaque puisse accepter dignement sans mettre en danger son avenir. J'aime à croire que nos efforts honnêtes de conciliation seront reconnus et approuvés par tous les facteurs *[sic]* dans les mains desquels repose la paix et que la paix peut être sauvegardée par le respect des principes de justice.

3. Remis par Baumann au Département politique le 1^{er} octobre 1938. Le radiogramme original reçu étant dépourvu d'accentuation, le choix des accents a été fait par le transcripteur.

4. Cf. note 1.

414

E 2001 (D) 2/114

*Le Chef de la Division de la Police du Département de
Justice et Police, H. Rothmund,
et le Conseiller de Légation à la Légation de Suisse à Berlin, F. Kappeler,
au Président de la Confédération, J. Baumann¹*

Copie

Bern, 1. Oktober 1938

BERICHT ÜBER DIE BERLINER-VERHANDLUNGEN
VOM 27. BIS 29. SEPTEMBER 1938

Wir beehren uns, Ihnen im Folgenden Bericht zu erstatten über die Verhandlungen mit Deutschland zum Zwecke der gegenseitigen Verständigung über die Kontrolle der Einreise deutscher Emigranten nach der Schweiz.

Der Verhandlungen wurden geführt auf schweizerischer Seite durch Herrn

1. Ce document se trouve aussi dans E 4300 (B) 1969/78/1.

Dr. Rothmund, Chef der Polizeiabteilung im eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement, und Herrn Legationsrat Dr. Kappeler von der Schweizerischen Gesandtschaft in Berlin; auf deutscher Seite von Herrn Ministerialdirigent Dr. Best von der Geheimen Staatspolizei als Vorsitzendem, sowie den Herren Ministerialrat Dr. Krause und Dr. Kröning vom Innenministerium und Geheimrat Rödiger vom Aussenministerium. Sie fanden statt im Innenministerium, an der Albrechtstrasse, vom 27. bis zum 29. September 1938.

Von allem Anfang an fand eine offene, freundschaftliche Aussprache statt, an der zunächst der Erstunterzeichnete die Notwendigkeit einer lückenlosen Kontrolle der deutschen Nichtarier vor ihrem Erscheinen an der Schweizergrenze als unerlässlich bezeichnete und begründete. Er legte dar, wie die eidgenössische Fremdenpolizei seit bald 20 Jahren gegen die Überfremdung durch die Zureise neuer Ausländer kämpft, besonders gegen schwer oder nicht assimilierbare Ausländer, wozu vor allem die Juden gehören; ferner in welche Lage sie gekommen ist durch die unkontrollierte Zureise mittelloser Emigranten aus Österreich, deren Zahl heute ungefähr 2300 beträgt. Die Kontrolle kann sich nicht nur auf die deutschen Juden erstrecken, die direkt aus dem Reichsgebiet in die Schweiz einreisen wollen. Sie muss ausgedehnt werden auf die bereits in andern Ländern, ganz besonders in Italien sich Aufhaltenden und auf solche, die sich künftig von Deutschland aus zunächst in ein anderes Land begeben und von dort nach der Schweiz kommen wollen.

Auf deutscher Seite bestand von Anfang an das Bestreben, uns soweit wie möglich entgegenzukommen, da man um jeden Preis die Wiedereinführung des Visumszwangs für alle Inhaber deutscher Pässe vermeiden wollte, eine Massnahme, die vom Erstunterzeichneten als nach der derzeitigen Lage notwendig bezeichnet wurde. Im Laufe der Verhandlungen zeigte es sich, dass Deutschland die bisherige Politik den Juden gegenüber in zwei Punkten ändern will. Einmal benötigt die deutsche Regierung zur Durchführung ihrer Gesetze und Verordnungen gegenüber den durch die Nürnberger Gesetze als Nichtarier bezeichneten Deutschen im In- und im Ausland einen Ausweis, der den Nichtarier ausdrücklich bezeichnet. Für das Inland ist dazu die für Nichtarier obligatorische Kennkarte (wie in Belgien und Frankreich die Carte d'identité) vorgesehen, für die deutschen Konsulate im Ausland der Pass. Es sollen deshalb sämtliche in Deutschland ausgegebenen, für Reise ins Ausland bestimmten Pässe auf der ersten Seite links oben ein Kennzeichen für Juden enthalten in Form eines Kreises mit zwei Centimeter Durchmesser, in den ein J eingetragen wird. Die bisher nur für das Inland ausgestellten Pässe fallen dahin, sobald die Ausstellung der Kennkarte durchgeführt sein wird. Das gleiche Kennzeichen muss von den deutschen Konsulaten im Ausland in die von ihnen ausgegebenen Pässe eingetragen werden. Zum andern wurde von der deutschen Delegation erklärt, deutsche Nichtarier würden künftig nur noch den Pass erhalten, wenn sie nachweisen könnten, dass sie die Übersiedlungsbewilligung eines andern Staates besitzen. Dazu wurde beigefügt, dass Deutschland ein Interesse habe daran, dass die auswandernden Juden sich in möglichst entfernten Ländern ansiedeln, auf keinen Fall in seinen Nachbarstaaten. Es würden jedoch auch Pässe ausgegeben zur vorübergehenden Aus- und Wiedereinreise, wenn glaubhaft gemacht werden könne, dass diese Reise zur Vorbereitung der endgültigen

Auswanderung notwendig sei. Inhaber solcher Pässe müssten aber nach einer gewissen Zeit wieder zurückkehren.

Diese zwei neuen Richtlinien, denen ein deutsches Interesse zugrunde liegt, erlaubten der schweizerischen Delegation, die Diskussion auf der Basis des Verzichtes auf die allgemeine Wiedereinführung des Sichtvermerkszwangs weiterzuführen. Wichtig war nur zu erreichen, dass sobald wie möglich der heutige Zustand aus der Welt geschafft werden kann, wo die schweizerischen Passkontrollorgane an der Grenze prüfen müssen, ob der Inhaber eines deutschen Passes Arier oder Nichtarier sei. Diese Prüfung ist schon an der schweizerisch-deutschen Grenze, wo die Beamten einen gewissen Blick haben für die Unterscheidung, nach den gemachten Erfahrungen ausserordentlich schwierig. An der Südgrenze, wo die Einreisekontrolle wegen der grossen Zahl deutscher, seit 1933 nach Italien ausgewanderter Emigranten und wegen der italienischen Massnahmen zu ihrer Entfernung sehr wichtig ist, hat die Ausscheidung so ziemlich versagt. Wir müssen deshalb damit rechnen, dass täglich noch zahlreiche deutsche Juden aus Italien zureisen. Es wurde deshalb der deutschen Delegation beantragt, nach einem Mittel zu suchen, um die bereits ausgegebenen deutschen Pässe der im Ausland, namentlich in Italien sich aufhaltenden deutschen Nichtarier ebenfalls so rasch wie möglich mit dem genannten Kennzeichen zu versehen. Die deutsche Delegation erklärte, im Ausland seien die Pässe an Juden jeweils regelmässig für höchstens 6 Monate ausgestellt worden; sobald sie verlängert werden müssten, würde selbstverständlich das Kennzeichen eingetragen. Wenn ein deutscher Nichtarier ohne dieses Kennzeichen bei einem schweizerischen Konsulat um die Einreise nach der Schweiz nachsuche, so könne dieses ihn zum deutschen Konsulat verweisen, zur Anbringung des Kennzeichens. Um die unkontrollierte Einreise deutscher Nichtarier wenigstens an der schweizerisch-deutschen Grenze auch während der Übergangszeit tunlichst zu verhüten, ersuchte die schweizerische Delegation, die deutschen Grenzorgane möchten die Weisung erhalten, solche deutsche Staatsangehörige an der Ausreise nach der Schweiz zu verhindern, wenn sie ohne die Bewilligung eines schweizerischen Konsulates an die Grenze kommen. Dies wurde deutscherseits zugestanden.

Die schweizerische Delegation erklärte bis zum Schluss der Verhandlungen, dass sie grosse Zweifel hege darin, dass eine Abmachung unter Verzicht der Wiedereinführung des allgemeinen Visumszwangs der schweizerischen Fremdenpolizei ein genügendes Mittel zur Kontrolle an die Hand geben würde. Sie fügte bei, dass der Visumszwang unentbehrlich würde, wenn der Versuch mit einem andern Mittel scheitern sollte. Für diesen Fall betonte der Erstunterzeichnete sehr energisch, ein Abkommen, gemäss welchem deutscherseits ein Unterschied gemacht würde zwischen einem schweizerischen Arier und einem schweizerischen Nichtarier wäre untragbar. Die deutsche Delegation wurde mehrfach, besonders aber in diesem Stadium der Verhandlungen, ausdrücklich darauf aufmerksam gemacht, dass die Schweiz nicht nur einen solchen Unterschied nicht kennt und nicht zulassen kann, sondern den schweizerischen Juden auch sonst als vollen Schweizerbürger behandelt und dass wir den Antisemitismus nicht nötig haben und ihn auch nicht aufkommen lassen. Herr Geheimrat Rödiger bemerkte dazu, dass Deutschland auf die Reziprozität

nicht verzichten könnte, wenn wir gegebenenfalls vor der Visumserteilung von allen Deutschen den Ariernachweis verlangen würden. Dem wurde entgegengehalten, dass wir uns mit einer internen Weisung an die Konsulate begnügen könnten, wonach im Zweifelsfall irgend ein Ausweis genügen würde, von dem wir wissen, dass er Juden nicht ausgestellt wird, z. B. das Parteibuch der nationalsozialistischen Partei, eine Mitgliedkarte der Deutschen Arbeitsfront usw. Es wurde allerdings von deutscher Seite hervorgehoben, dass der deutsche Arier heute auf nichts so sauer reagiere, als wenn er gefragt werde, ob er Jude sei. Mit diesem Gespräch wollte die schweizerische Delegation vorsorglich darauf hinwirken, dass für den Fall der allgemeinen Wiedereinführung des Visumszwangs von deutscher Seite davon abgesehen werde, einen Unterschied zu machen zwischen einem schweizerischen Arier und einem schweizerischen Nichtarier.

Das führte uns zu den Massnahmen, die schweizerischerseits zu ergreifen sind, um eine Einreisekontrolle ohne Wiedereinführung des Visumszwangs einzurichten. Wir erinnerten uns gemeinsam an die Besprechungen, die zwischen Herrn Ministerialrat Krause und dem Erstunterzeichneten im Dezember 1925 in Bern zur Vereinbarung über die Aufhebung des Visumszwangs geführt hatten. Damals war das Fallenlassen des Visums für diejenigen, die zum Zwecke des Stellenantritts einreisen wollten, noch als verfrüht betrachtet worden. Man hatte sich damit beholfen, dass an die Stelle des Visums eine vor der Einreise durch das schweizerische Konsulat in den Pass einzutragende «Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt» treten sollte. In ähnlicher Weise haben wir in Berlin den Weg gefunden, dass für deutsche Nichtarier die Einreise in die Schweiz künftig nur gestattet werden soll, wenn die zuständige schweizerische Vertretung in den Pass eine «Zusicherung der Bewilligung zum Aufenthalt in der Schweiz oder zur Durchreise durch die Schweiz» eingetragen hat. Diese Lösung kann uns die Ankündigung der neuen Massnahme, die selbstverständlich in allen Ländern durch die Presse erfolgen muss, erleichtern, da nicht von der Wiedereinführung des Visums ausschliesslich für die deutschen Juden, sondern harmloser von der genannten «Zusicherung» gesprochen werden kann. Die deutsche Delegation erklärte trotz aller von uns geltend gemachten Bedenken, dass es ihr nicht möglich sei, eine Vereinbarung abzuschliessen, ohne dass dem Gedanken der Reziprozität Ausdruck gegeben werde. Wenn sie auch mit uns der Auffassung sei, dass deutscherseits kein Anlass bestehe, die schweizerischen Juden bei der Einreise einer besonderen Kontrolle zu unterwerfen, so könne dies doch der Fall sein einem andern Staate gegenüber, in dem die Zahl der Juden sehr gross sei. Sie gab diesem Gedanken in folgender Fassung Ausdruck: «Die Deutsche Regierung behält sich vor, nach Benehmen mit der Schweizerischen Regierung auch von Juden schweizerischer Staatsangehörigkeit die Einholung einer «Zusicherung der Bewilligung zum Aufenthalt im Reichsgebiet oder zur Durchreise durch das Reichsgebiet» zu fordern, falls sich hierfür nach deutscher Auffassung etwa die Notwendigkeit ergeben sollte». Nachdem das Benehmen mit der schweizerischen Regierung vorgesehen ist, wir also gegebenenfalls unsere Zustimmung verweigern und die Konsequenzen daraus ziehen könnten, und nachdem zudem von der deutschen Delegation erklärt worden ist, es bestehe deutscherseits kein Grund für eine sol-

che Massnahme, hat die schweizerische Delegation letzten Endes auch diesem Punkt zugestimmt.

Eine längere Diskussion entspann sich über die Frage der Kündigungsfrist des Abkommens über die Visumsaufhebung für den Fall, dass der mit der neuen Vereinbarung zu machende Versuch sich als ungenügend erweisen sollte. Es musste festgestellt werden, dass die Schweiz die am 31. August erfolgte Kündigung² des Abkommens zurücknimmt. Wir wollten aber nicht wieder vor einer einmonatigen Kündigungsfrist stehen, wenn sich die neue Vereinbarung als ungenügend erweisen sollte. So einigte man sich auf folgende Fassung: «Falls die oben vorgesehene Regelung nicht zu befriedigenden Ergebnissen führen sollte, werden die beiden Regierungen erneut, insbesondere wegen der Bestimmung des Zeitpunktes für die etwa notwendige Einführung des allgemeinen Sichtvermerkszwanges, in Verbindung treten».

Das Ergebnis der Besprechungen wurde in der beiliegenden, von den Beteiligten unterschriebenen Niederschrift festgelegt³. Sobald diese Niederschrift vom Bundesrat genehmigt⁴ sein wird, wird die deutsche Regierung die darin vorgesehenen deutschen Massnahmen verfügen.

Schlussbemerkungen

Es brauchte für den Erstunterzeichneten Überwindung, dem Ergebnis der Besprechungen zuzustimmen, da es eine sofortige lückenlose Kontrolle über die Einreise deutscher Emigranten vor deren Eintreffen an der schweizerischen Grenze nicht bringt. Nachdem er aber aus den Besprechungen entnehmen zu glauben durfte, dass es den deutschen Behörden wirklich ernst ist mit der Ergreifung und restlosen Durchführung der vorgesehenen Massnahmen, nachdem deutscherseits auch erklärt wurde, dass die bereits in den Händen deutscher Nichtarier sich befindenden deutschen Pässe in absehbarer Zeit sämtliche abgelaufen sein werden, sodass sie im Zeitpunkt der Verlängerung mit dem Judenzeichen versehen werden können, nachdem er ferner wusste, dass der Bundesrat der allgemeinen Wiedereinführung des Visumszwangs auf dem deutschen Pass nicht geneigt war und dessen Erzwingung in Berlin böses Blut gemacht hätte, glaubte er den Versuch wagen zu können. Es darf ja angenommen werden, dass nach der Verkündung der neu zu treffenden Massnahme über die Einholung der «Zusicherung der Bewilligung zum Aufenthalt in der Schweiz oder zur Durchreise durch die Schweiz» die Zahl der ohne diese und ohne das Judenzeichen im Pass an der schweizerischen Grenze erscheinenden deutschen Nichtarier gegenüber dem heutigen Zustand ganz erheblich abnehmen dürfte. Auch wird die Fremdenpolizei diejenigen, denen es noch gelingen wird, ohne die «Zusicherung» die schweizerische Grenze zu überschreiten, wegweisen können. Allerdings müssen diejenigen, die aus Italien nach der Schweiz kommen, dann nach Deutschland zurückgeschickt werden, da die sehr gut ausgebaute italienische Kontrolle eine Zurückweisung nach Italien nicht ermöglicht. Die Unterschrift wurde auch erleichtert durch die offene, von

2. Cf. N^o 369.

3. Reproduit en annexe.

4. Cf. N^o 416.

freundschaftlichem Geiste getragene Art der gegenseitigen Aussprache. Hoffen wir, dass es der deutschen Regierung gelingen werde, die ausführenden Organe zur strikten Durchführung der übernommenen Verpflichtungen zu veranlassen.

Der Erstunterzeichnete hat in seinen früheren Berichten an Sie über die Kontrolle der Einreise von Flüchtlingen aus Deutschland seine Bedenken über eine nur gegen die Juden gerichtete Massnahme mehrfach geäußert. Der vorliegende Bericht befasst sich nur mit der technischen Seite der Kontrolle. Der Bundesrat wird darüber befinden müssen, ob ihm die genannten Bedenken die Zustimmung zu der in Berlin vorgesehenen Massnahme gestatten.

ANNEXE

Accord germano-suisse réglant les conditions d'entrée en Suisse des Juifs ressortissants du Reich

Copie

Vertraulich. Intern.

Berlin, 29. September 1938

Auf Grund der Besprechungen, die in der Zeit vom 27. bis zum 29. September 1938 zwischen Vertretern der Deutschen und der Schweizerischen Regierung in Berlin stattgefunden haben, ist zur Regelung der Frage der Einreise von reichsangehörigen Juden in die Schweiz folgendes in Aussicht genommen worden:

1. Die Deutsche Regierung wird dafür Sorge tragen, dass alle diejenigen Pässe von reichsangehörigen Juden (§ 5 der Ersten Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 14. November 1935 – RGB1. I S. 1333), die zur Ausreise in das Ausland oder für den Aufenthalt im Ausland bestimmt sind, möglichst beschleunigt mit einem Merkmal⁵ versehen werden, das den Inhaber als Juden kennzeichnet.

2. Die Schweizerische Regierung wird reichsangehörigen Juden, deren Pass mit dem in Nr. 1 erwähnten Merkmal versehen ist oder nach den deutschen Bestimmungen versehen sein muss, die Einreise in die Schweiz gestatten, wenn die zuständige schweizerische Vertretung in den Pass eine «Zusicherung der Bewilligung zum Aufenthalt in der Schweiz oder zur Durchreise durch die Schweiz» eingetragen hat.

3. Die in Betracht kommenden deutschen Dienststellen, die an der deutsch-schweizerischen Grenze mit der Passnachschauf und Grenzüberwachung betraut sind, werden angewiesen werden, an der Ausreise nach der Schweiz reichsangehörige Juden zu hindern, deren Pass die «Zusicherung

5. *Il s'agissait d'un J. Dans sa directive N° 215, du 4 octobre 1938, aux postes frontières suisses, Rothmund donnait les précisions suivantes:* Die deutschen Passtellen im In- und im Ausland werden *künftig alle an deutsche Juden auszustellenden Pässe auf der ersten Seite links oben mit einem Kreis von 2 cm Durchmesser versehen, in den ein J eingetragen sein wird.* Wer mit einem solchen deutschen Pass an die Grenze kommt, ist an das für seinen Wohnort zuständige schweizerische Konsulat zurückzuweisen, sofern der Pass nicht mit der genannten «Zusicherung» versehen ist (E 4300 (B) 3/2).

Un rapport du 11 novembre 1938 de la Centrale fédérale des Imprimés et du Matériel sur un test de résistance du J dans un passeport allemand spécifiquement acquis dans ce but à la demande de Rothmund donne des indications sur la couleur du J: Das Auswaschen des mittelst roter Stempelfarbe aufgedruckten «J» ist uns nicht vollständig gelungen. Ohne Schwierigkeiten wird man die zurückgebliebenen Spuren erkennen.

Dans cet exemple, le cercle mentionné par Rothmund ne figure pas et le J mesure 3 cm.

der Bewilligung zum Aufenthalt in der Schweiz oder zur Durchreise durch die Schweiz» nicht enthält.

Die Deutsche Regierung behält sich vor, nach Benehmen mit der Schweizerischen Regierung auch von Juden schweizerischer Staatsangehörigkeit die Einholung einer «Zusicherung der Bewilligung zum Aufenthalt im Reichsgebiet oder zur Durchreise durch das Reichsgebiet» zu fordern, falls sich hierfür nach deutscher Auffassung etwa die Notwendigkeit ergeben sollte.

Die Schweizerische Regierung nimmt die Kündigung der deutsch-schweizerischen Vereinbarung über die gegenseitige Aufhebung des Sichtvermerkszwanges vom 9. Januar 1926⁶ zurück.

Falls die oben vorgesehene Regelung nicht zu befriedigenden Ergebnissen führen sollte, werden die beiden Regierungen erneut, insbesondere wegen der Bestimmung des Zeitpunktes für die etwa notwendige Einführung des allgemeinen Sichtvermerkszwanges in Verbindung treten.

Heinrich Rothmund
F. Kappeler

Dr. Best
Krause
Kröning
G. Rödiger

6. Cf. 1004.1 1/298, N° 37.

415

E 2001 (D) 1/20

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
aux Légations et Consulats généraux de Suisse¹*

Copie

Circ. OB

Berne, 3 octobre 1938

La question si importante du secret des communications entre notre Département et nos Légations à l'étranger, qui a été incidemment abordée à la Conférence des Ministres de 1937, n'a pas cessé de nous préoccuper. Nous nous proposons de reprendre plus à fond ce sujet à la Conférence du 2 septembre 1938, mais il a dû céder le pas à des questions plus urgentes. Aussi nous décidons-nous à vous communiquer ci-après les notes préparées à cet effet. Peut-être vous suggéreront-elles certaines précautions à prendre ou quelque utile conseil que nous serions heureux de recevoir.

A. Courrier postal

Il n'y a malheureusement aucun doute que les plis confiés à la poste n'ont plus, dans les conjonctures actuelles, de sécurité véritable et sont, dans un très grand nombre de pays, exposés aux manipulations de la police politique.

1. Ce document a été adressé aux Légations et Consulats généraux de Suisse à: Ankara, Berlin, Bruxelles, Bucarest, Budapest, La Haye, Londres, Barcelone, Paris, Prague, Rome, Stockholm, Varsovie, Tokio, Washington, Rio de Janeiro, Buenos-Aires, Athènes, Belgrade, Le Caire, Lisbonne, Sofia, Téhéran, Shanghai, Montréal, Caracas, Dublin.

Un article très intéressant de M. d'Hauterive paru dans la «Revue des deux Mondes» du 1^{er} juillet dernier apporte des indications fort suggestives sur l'organisation et le fonctionnement du cabinet noir à travers les siècles; il montre à quelles méthodes il recourait sous le Premier Empire, alors qu'il émergeait au budget français pour 800 000 francs de l'époque. Le passage suivant mérite d'être cité:

«Ce qui était l'exception pour les particuliers devint la règle pour les légations étrangères: presque toutes les correspondances qui en partaient ou y venaient passaient par le cabinet noir...

Aussi les grandes Puissances n'adressaient-elles par la poste que les plis insignifiants et confiaient-elles à des courriers particuliers ceux qui présentaient une réelle importance. Mais c'était là une dépense considérable, devant laquelle reculaient souvent les pays de second ordre, qui se contentaient de chiffrer leurs dépêches. Ces dernières, mises à la poste à Paris ou ailleurs, passaient par le cabinet noir et suffisaient fréquemment pour renseigner l'Empereur sur des sujets que les ambassadeurs des grandes Puissances avaient confiés bien secrètement à leurs collègues et dont ceux-ci avisaient leurs gouvernements.»

Les raisons qui faisaient, au début du XIX^e siècle, des rapports des agents des Puissances secondaires le gibier ordinaire du cabinet noir continuent sans doute à subsister.

Par ailleurs, les progrès de la technique ont certainement amené de notables perfectionnements dans les méthodes employées. La photographie permet d'enregistrer instantanément les documents qu'il fallait, autrefois, perdre un temps précieux à copier.

Aux moyens classiques d'ouvrir les plis sans qu'il en reste de traces trop apparentes (décollement à la vapeur d'eau, incision d'enveloppes, substitution d'enveloppes et de cachets, etc.) s'ajouterait, dit-on, un appareil de «perlustration» permettant de lire le contenu des plis sans les ouvrir. L'une de nos Légations a recueilli, à cet égard, des précisions assez troublantes et le Président du Conseil de l'Ecole polytechnique fédérale, que nous avons tenu à consulter, a déclaré qu'il n'était pas permis d'en affirmer a priori l'impossibilité absolue. Il semble, néanmoins, qu'un «appareil de perlustration» permettant de lire des plis sans les ouvrir aurait à surmonter deux difficultés considérables:

1) Le papier et l'encre de machine à écrire ordinaires ne sont pas substantiellement très différents. Ils opposent à la lumière d'une lampe Röntgen un écran peu différencié.

2) Un texte écrit sur plusieurs feuilles pliées l'une dans l'autre apparaît par transparence tellement enchevêtré qu'on n'imagine pas bien comment il pourrait être déchiffré.

Nous restons donc assez sceptiques sur la vraisemblance de cet appareil.

Quoi qu'il en soit à cet égard, il est certain que les moyens connus suffisent pleinement pour percer le secret des plis que nous confions à la poste sans qu'il soit possible d'établir nettement qu'ils ont été manipulés. Toutes les précautions qui peuvent être prises sont des moyens de défense assez précaires. Ces précautions sont innombrables et quelques-unes peuvent rendre à l'occasion des services. L'emploi de deux enveloppes collées l'une dans l'autre est l'une des plus simples. Celle, moins connue, consistant à coudre à la machine une

lettre dans son enveloppe et à prendre les deux extrémités du fil dans des cachets de cire, qui était employée en 1918 par un couvent de bénédictins belges pour sa correspondance avec le Saint-Siège, est plus compliquée, mais plus efficace, encore qu'elle n'offre pas une sécurité absolue si le cabinet noir dispose d'enveloppes de rechange, ce qui n'a rien d'in vraisemblable dans les Etats où le budget de la police politique est considérable.

Il faut donc partir de l'idée que le secret des correspondances postales n'est pas assuré et éviter de confier à la poste des lettres au sujet desquelles une indiscretion pourrait avoir des inconvénients graves. Pour un Etat comme la Suisse dont la politique est extrêmement réservée, le nombre de ces lettres est plus restreint qu'il ne semblerait peut-être à première vue. La plupart de nos instructions, la plupart de nos rapports sur les affaires courantes peuvent être rédigés de telle sorte qu'ils puissent être lus par des agents des polices politiques étrangères sans que nos intérêts aient véritablement à en souffrir. Il suffit de tenir compte de cette éventualité en les écrivant.

Il y a, toutefois, bien des cas où il importe beaucoup que nous puissions échanger sous le sceau du secret des renseignements ou des indications. De telles informations ne sauraient plus sans risque être confiées à la poste. Il faut recourir, pour leur transmission, à des courriers spéciaux.

Le système des courriers de cabinet est trop coûteux pour que nous puissions songer à y recourir ordinairement. Tout au plus pourrions-nous songer, dans certains cas, à nous associer avec d'autres pays ayant des intérêts similaires aux nôtres pour organiser des services de courriers professionnels. Certains projets sont actuellement à l'étude, mais nous ne savons pas encore s'ils aboutiront.

Reste la ressource des courriers occasionnels. Il convient d'en user largement. Il devrait être de règle que tout agent diplomatique ou consulaire qui voyage entre son poste et la Suisse transporte un courrier à l'aller et au retour. Ces courriers-là sont ceux qui offrent la plus grande sécurité et le minimum d'inconvénients; il serait important de les mettre à profit au maximum. Nous examinons si certaines mesures d'organisation devraient être prises à cet égard et nous vous serons reconnaissants des suggestions que vous pourriez nous faire.

Quant aux courriers confiés à des particuliers, ils peuvent rendre de grands services, mais il importe d'être prudent et de ne recourir qu'à des personnes parfaitement connues comme incapables de profiter des égards que leur vaudra leur «lettre de courrier» pour essayer de frauder impunément le contrôle des devises ou celui de la douane. Des incidents extrêmement fâcheux se sont diverses fois produits et nous ont mis en fort mauvaise posture vis-à-vis des administrations suisses ou étrangères qui ont été trompées. Dans chacun de ces cas déplorables, les courriers bénévoles coupables de tels abus jouissaient d'une excellente réputation et semblaient être dans une situation personnelle qui les mettait au-dessus de toute espèce de soupçon. Dans chacun de ces cas, le risque du cabinet noir était beaucoup moins redoutable que les abus commis.

B. Téléphone

L'Administration suisse des téléphones dispose d'un appareil «Ediphon» permettant d'enregistrer automatiquement sur des plaques de cire n'importe

quelle conversation téléphonique à l'insu complet des interlocuteurs. L'affaiblissement du courant est pratiquement nul. Aucun déclic, aucun bruit suspect n'est perceptible. Après contrôle, les plaques enregistrées peuvent être effacées et servir indéfiniment à nouveau. Les frais sont extrêmement faibles. Le coût de l'appareil lui-même n'est pas très élevé.

En Suisse, l'enregistrement des conversations téléphoniques n'a lieu que sur ordres spéciaux, mais, dans les pays où l'organisation de la police politique est plus développée, il est certainement de règle pour les conversations des agents diplomatiques étrangers. Comme il est également hors de doute que les polices bien montées disposent d'agents connaissant les langues étrangères, y compris le suisse-allemand, l'emploi du dialecte n'offre qu'une sécurité trompeuse.

Le suisse-allemand peut être utile au téléphone lorsqu'il s'agit de se prémunir, non pas contre une surveillance officielle, mais contre une indiscretion du personnel technique. Ce personnel peut et doit même dans certains cas écouter les conversations pour constater que, du point de vue technique, tout se passe normalement et régler, en cas de besoin, l'action des amplificateurs de courant. L'impression que l'on a parfois d'être écouté au téléphone est donc, non seulement exacte, mais normale, mais c'est, en général, un écouteur complètement indifférent au sens de la conversation que celui qui laisse percevoir qu'il entend ce qui se dit.

Il faut, néanmoins, se rendre à l'évidence: Les communications téléphoniques sont à considérer, du point de vue du secret, exactement sur le même pied que les télégrammes en clair. Elles n'ont même plus la supériorité que semble leur assurer le vieil adage latin «*Verba volant*».

Pour la transmission d'un texte d'une certaine longueur élaboré à l'avance, le téléphone est meilleur marché que le télégraphe, car une conversation de 3 minutes permet théoriquement de dicter 260 mots et coûte

fr.	5.10	pour	Paris
»	5.40	»	Rome
»	11.80	»	Londres
»	17.20	»	Ankara,

tandis qu'un télégramme d'Etat de 260 mots coûte

fr.	45.40	pour	Paris
»	54.60	»	Rome
»	78.—	»	Londres
»	158.50	»	Ankara.

Cette comparaison ne joue, toutefois, que très mal en pratique, parce que – c'est à la fois leur avantage et leur inconvénient – les communications téléphoniques se prolongent presque inévitablement en des conversations qui finissent par être fort coûteuses. Il n'est cependant pas sans intérêt de constater qu'il y aurait des économies intéressantes à réaliser si l'on pouvait s'imposer la discipline de les réduire à l'essentiel.

C. Télégraphe

Discipliner les conversations téléphoniques apparaît si difficile que nous demeurons persuadés que, contrairement à ce qu'indique l'examen des tarifs, les communications télégraphiques sont pratiquement moins coûteuses. Elles

ont, en outre, l'avantage de permettre l'emploi d'un chiffre qui offre, malgré tout, certaines garanties de discrétion.

Il est entendu que ces *garanties n'ont rien d'absolu et qu'il est fort imprudent de se fier complètement à un chiffre, qui peut avoir été volé ou découvert.*

Nous n'ignorons pas que de graves auteurs ont posé en principe qu'on ne peut concevoir un chiffre qui résiste à l'ingéniosité des déchiffreurs. Nous croyons pourtant que ce principe est entaché d'un peu d'exagération, car les mathématiciens démontrent que les ressources de l'alphabet mettent à la disposition du chiffreur se servant d'un système à clef variable un nombre de combinaisons différentes de l'ordre de 57 quintillons! De telles données entraînent l'impression qu'un chiffre bien conçu est plus aisé – quoi qu'on dise – à voler qu'à découvrir. Ce risque de vol est difficile à apprécier, mais il est sans doute plus grand qu'on ne se le représente. Un instant suffit à photographier les tables qui le composent et personne ne peut affirmer qu'il n'a jamais eu un instant de négligence qui a pu être mis à profit.

Le risque de vol et celui de découverte s'accroissent avec le temps. Un chiffre récent offre plus de sécurité qu'un chiffre ancien. Il est donc indispensable de changer assez fréquemment le chiffre, malgré les incommodités diverses qui en résultent. Peut-être, à cet égard, nous sommes-nous montrés un peu trop conservateurs et devons-nous accélérer la mise hors d'usage de notre chiffre C, qui a dix ans d'âge et a, dans certains postes, beaucoup servi.

Notre chiffre ministériel, d'un emploi mal commode et coûteux, a été partout entouré de tant d'égards et a été si peu utilisé en pratique que nous pouvons, semble-t-il, lui garder encore notre confiance, mais nous donnons la préférence à nos codes C et D, basés sur les lettres de l'alphabet et leur nombre presque illimité de combinaisons possibles. Ces «codes» – ce sont en réalité des chiffres au sens technique du mot – sont bien étudiés, leur maniement est très simple et ils permettent, de plus, de bénéficier d'un tarif réduit d'environ 40% sur celui des télégrammes d'Etat en clair.

Dans nos relations avec l'Espagne, nous avons fait un grand usage du code C et il nous a rendu de précieux services par la facilité, notamment, avec laquelle il s'adapte à toutes les langues. Nous pensons que cette nouvelle méthode de chiffrage, qu'il sera possible de développer encore, est appelée à faciliter nos communications confidentielles et qu'on peut lui faire un certain crédit.

Il n'est pas inutile de répéter, en terminant, que la confiance dans le chiffre ne doit jamais être que relative et que les télégrammes comme les lettres confiées à la poste devraient toujours être rédigés de telle sorte que leur contenu puisse être lu par des indiscrets sans qu'il en puisse résulter des inconvénients graves. *Les communications qu'il faut, à tout prix, tenir à l'abri de toute indiscretion possible ne doivent être expédiées que par un messenger connu comme parfaitement sûr.*

E 1004.1 1/378

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 4 octobre 1938*¹

1670. Kontrolle der Einreisen der Flüchtlinge aus Deutschland

Justiz- & Polizeidepartement. Antrag vom 3. Oktober 1938

In seiner Sitzung vom 30. August 1938² hat der Bundesrat auf den Antrag beschlossen, das Abkommen mit Deutschland vom 9. Januar 1926³ über die Aufhebung des Visums werde vorsorglich gekündigt; diese Kündigung werde jedoch zurückgezogen für den Fall, dass es den Bemühungen unserer Gesandtschaft in Berlin gelingen sollte, mit der deutschen Regierung eine andere Lösung vorzubereiten, die eine lückenlose Kontrolle der Einreise von deutschen Emigranten nach der Schweiz ermögliche.

In der Folge sind die Verhandlungen des Chefs der Polizeiabteilung mit dem deutschen Gesandten in Bern und unserer Gesandtschaft in Berlin mit dem dortigen Auswärtigen Amt über eine solche Lösung weitergeführt worden. Sie waren jedoch auf einem toten Punkt angelangt, weil es den Anschein hatte, dass die von der Fremdenpolizei benötigte lückenlose Kontrolle nur durch die allgemeine Wiedereinführung des Visumszwanges auf dem deutschen Pass zu erreichen sei. Der deutsche Gesandte machte deshalb dem Vorsteher des eidgenössischen Politischen Departements die Anregung, Herrn Dr. Rothmund nach Berlin zu schicken, damit er mit den deutschen Fachbeamten in einer direkten Beratung versuche, doch noch eine Lösung zu finden. Herr Dr. Rothmund ist am Montag den 26. September nach Berlin gefahren, und hat, zusammen mit Herrn Dr. Kappeler von unserer dortigen Gesandtschaft, vom 27. bis zum 29. September mit einer deutschen Delegation verhandelt. Das Ergebnis dieser Verhandlungen ist in einer Niederschrift vom 29. September⁴ enthalten, die dem Bundesrat, zusammen mit dem Bericht der Delegierten vom 1. Oktober⁴, unterbreitet wurde.

Obgleich die Massnahmen, zu deren Erlass sich die deutsche Regierung verpflichtet hat, eine sofortige Erfassung aller deutschen Nichtarier durch die schweizerische Grenzkontrolle an Hand des deutschen Passes nicht erlaubt, ist das Departement der Auffassung, es sollte mit der in Berlin vereinbarten Lösung ein Versuch gemacht werden. Antragsgemäss wird deshalb *beschlossen*:

1. Vom Bericht der Delegierten über die Besprechungen in Berlin wird Kennt-

1. *Etait absent*: P. Etter. *Pour le dossier de la Division de police*, cf. E 4300 (B) 1969/78/1.

2. *Cf.* N° 369.

3. *Cf.* 1004.1 1/298, N° 37.

4. *Cf.* N° 414.

nis genommen. Der Bundesrat stimmt dem Inhalt der Niederschrift vom 29. September zu⁵.

2. Die Kündigung des Abkommens mit Deutschland vom 9. Januar 1926 über die Aufhebung des Visums wird im Sinne des zweitletzten und des letzten Absatzes der Niederschrift über das Ergebnis der Berliner Verhandlungen vom 29. September 1938 zurückgezogen.

3. Die Einreise deutscher Nichtarier, die im Besitze eines deutschen Passes sind, in die Schweiz ist künftig nur noch gestattet, wenn ihr Pass mit dem Eintrag eines schweiz. Konsulates im Ausland versehen ist, gemäss dem ihnen die Bewilligung zum Aufenthalt in der Schweiz oder die Durchreise durch die Schweiz zugesichert ist.

4. In Abänderung des Art. 1, Abs. 11, des Bundesratsbeschlusses betr. die Gebührenordnung zum Bundesgesetz über den Aufenthalt und die Niederlassung der Ausländer vom 27. April 1934, sowie in Ergänzung dieses Beschlusses werden von den Gesandtschaften und Konsulaten folgende Gebühren erhoben:

- | | |
|--|----------|
| a) Für die Einreichung eines Gesuches um die Zusicherung der Bewilligung zum Aufenthalt in der Schweiz oder zur Durchreise durch die Schweiz | Fr. 1.—. |
| b) Für die Zusicherung der Bewilligung zum Aufenthalt in der Schweiz | Fr. 5.—. |
| c) Für die Zusicherung der Bewilligung zur Durchreise durch die Schweiz ohne Aufenthalt | Fr. 2.—. |

5. Dieser Beschluss tritt sofort in Kraft.

6. Das eidg. Justiz- und Polizeidepartement und das Politische Departement sind mit der Durchführung dieses Beschlusses beauftragt.

5. *Une notice manuscrite de Motta à Bonna du 4 octobre 1938, dont l'original a disparu mais dont la citation apparaît dans un rapport de H. Rothmund au Conseiller fédéral M. Feldmann du 24 mai 1954, donne les précisions suivantes sur cette décision: Le Conseil fédéral a approuvé à l'unanimité l'accord avec l'Allemagne. Il a également (toujours à l'unanimité) voté le communiqué. M. Rothmund peut donc tranquilliser les petits scrupules qu'il avait encore. M. (E 2001 (E) 1970/217/206).*

Le communiqué du 4 octobre 1938, dont il est question dans la notice ci-dessus, avait la teneur suivante: Um der Fremdenpolizei die Kontrolle über die Einreise von deutschen und österreichischen Emigranten in die Schweiz und die Durchreise durch die Schweiz vor dem Eintreffen an der Grenze zu ermöglichen, hat der Bundesrat in seiner heutigen Sitzung folgenden Beschluss gefasst:

Deutschen Reichsangehörigen mit deutschem Pass, die nach den deutschen Gesetzen nicht arisch sind, wird der Grenzübertritt über irgendeine Passierstelle der schweizerischen Grenze nur noch gestattet, wenn ihr Pass mit dem Eintrag einer durch ein schweizerisches Konsulat erteilten Zusicherung der Bewilligung zum Aufenthalt in der Schweiz oder zur Durchreise durch die Schweiz versehen ist. Der Visumszwang für die Inhaber österreichischer Pässe bleibt nach wie vor bestehen.

Angesichts der grossen Zahl von Emigranten, die sich schon in der Schweiz aufhalten, wird erneut hervorgehoben, dass die Schweiz für sie nur ein Transitland sein kann und dass ihnen während ihres vorübergehenden Aufenthaltes in der Schweiz jede Erwerbstätigkeit untersagt ist. Auch der Erwerb von Liegenschaften oder die Beteiligung an schweizerischen Geschäften usw. geben keinen Anspruch auf Aufenthalt. Der neue Bundesratsbeschluss wird strikte durchgeführt; er gilt nicht nur für den Grenzübertritt aus Deutschland, sondern auch aus Italien und Frankreich. (E 2001 (D) 2/115).

*Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 55

Londres, 5 octobre 1938

Ce n'est guère que par acquis de conscience que je vous adresse le présent rapport, car je n'ai rien à relater que vous ne sachiez déjà.

La «Stimmung» à Londres depuis dimanche dernier est celle des jours qui suivent ceux où l'on s'est trouvé en face d'un danger terrible et où il s'est agi de prendre des décisions immédiates avec un extrême minimum de temps pour réfléchir. Les journées de vendredi et samedi ne comptent pas, car durant ces quarante-huit heures il n'y a eu qu'une seule pensée, celle d'avoir échappé à la guerre mondiale.

C'est à partir de dimanche qu'on s'est ressaisi et qu'on s'est mis à se demander: «Voyons, dans quelle position nous trouvons-nous? dans quelles conditions et à quel prix avons-nous sauvé la paix?».

Ainsi qu'il était infailliblement à prévoir cette «Stimmung» est celle qu'on pourrait désigner en allemand par le terme «politischer Katzenjammer».

On distingue dans l'opinion publique deux thèses quant au point de vue à adopter comme base en considération de ce qui s'est passé. L'une veut que n'importe quelle solution vaut mieux qu'une guerre mondiale et l'autre estime qu'une défaite morale qui nous évite la guerre – pour le moment! – n'est pas une solution. [...]¹

La discussion continue donc jusqu'à demain après-midi. Jusqu'ici les deux discours les plus importants ont été ceux de Sir John Simon et Mr. Winston Churchill, le premier défendant le point de vue du Gouvernement, le deuxième le démolissant avec la force théâtrale qu'on lui connaît. Deux passages de ces discours sont intéressants à relever. Sir John Simon a dit textuellement: «Je désire constater nettement et fermement que le Gouvernement français et nous-mêmes n'avons fait aucun tort («injury») à la Tchécoslovaquie en la plaçant en face de l'alternative», c'est-à-dire, céder ou périr. Mr. Churchill d'autre part maintient que le prestige des grandes puissances française et anglaise a subi une défaite de première grandeur, entre autres aux yeux des petits Etats, et que si Londres et Paris avaient déclaré dès le commencement qu'elles lâcheraient la Tchécoslovaquie, celle-ci aurait obtenu au printemps ou en été des termes incomparablement plus favorables que maintenant.

Mr. Butler, le Sous-Secrétaire parlementaire pour les Affaires étrangères a, comme c'est son devoir, nié cette perte de prestige et je cite à ce sujet un passage qui vous intéressera sans doute personnellement. «M. Spaak, Ministre des Affaires étrangères de Belgique, dit dans un message, au nom de sa nation, qu'il a reçu d'innombrables témoignages de municipalités belges exprimant

1. Suit un passage sur les débats parlementaires à Londres.

leur admiration pour le Premier Ministre et leur gratitude. Je puis dire à la Chambre que M. Motta aussi, le Conseiller fédéral suisse pour les Affaires étrangères m'a demandé, lors de plus d'une conversation, de transmettre au Premier Ministre des messages semblables.»

Jusqu'à ce qu'on saura l'histoire complète de tous les développements et évolutions de la période de crise, il est impossible d'exprimer un jugement par rapport à la justification des deux points de vue, celui du Gouvernement et celui de ses adversaires. Deux seuls facteurs sont définitivement établis: la guerre générale a été évitée et, ensuite de la prise de position des démocraties, celles-ci se proposent de mettre la politique européenne sur une base entièrement nouvelle. Partisans et adversaires du Gouvernement déclarent très justement que nous ne sommes qu'au début de la nouvelle phase. Ceux qui vont établir la paix durable et ceux qui veulent se prémunir contre le danger accentué de guerre invoquent tous les deux la nécessité de continuer avec la dernière énergie l'accélération du réarmement.

Le prochain pas à faire pour Londres et Paris paraît être dans la direction du rapprochement avec l'Italie. Dans cet ordre d'idées la question espagnole sera de première importance. Le fait que la France semble avoir définitivement perdu son influence dans les pays du Danube est une chose dont on n'a pas besoin de relever le poids; et l'attitude inamicale de la Pologne vis-à-vis de la France surtout, mais aussi vis-à-vis de la Grande-Bretagne ne manquera pas d'influencer le problème.

Tout compte fait, on peut dire sans hésiter que personne n'essaie de nier le fait que celui qui sort victorieux de la crise c'est M. Hitler tout seul. Il y a naturellement certains petits succès pour les autres, notamment en premier lieu pour Mr. Chamberlain auquel revient surtout le mérite d'avoir sauvé la paix; à M. Daladier qui l'a secondé et à Sig. Mussolini auquel on laisse la gloire de médiateur.

On a fait en outre des expériences très utiles. On a vu en Angleterre combien le pays était loin d'être préparé pour une guerre mondiale et on a pu se convaincre qu'il existait en Allemagne l'horreur de la guerre. Mr. Chamberlain ainsi que M. Daladier ont eu, dit-on, une réception bruyante à Munich et même de fervents nazistes admettraient que le Premier Ministre britannique est aujourd'hui, y compris le Führer, l'homme le plus populaire en Allemagne.

*Le Chargé d'Affaires ad interim
de la Légation de Suisse à Berlin, F. Kappeler,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L

Berlin, 6. Oktober 1938

Mit Telegramm vom 28. vorigen Monats gaben Sie mir Kenntnis von dem Telegramm, das Herr Bundespräsident Baumann nach Berlin und Prag sandte¹, um die Wünsche des Schweizervolkes und des Bundesrates nach einer friedlichen Lösung der tschechoslowakischen Krise zum Ausdruck zu bringen.

Ich beehre mich, Ihnen in der Anlage Abschrift eines Schreibens² zuzustellen, das der Reichsminister des Auswärtigen am 1. dieses Monats an Herrn Minister Frölicher gerichtet hat, um im Auftrage des Deutschen Reichskanzlers auf das Telegramm des Schweizerischen Bundespräsidenten zu antworten. Darin wird zum Ausdruck gebracht, dass der Reichskanzler das hohe Verantwortungsgefühl des Schweizerischen Bundespräsidenten in vollem Masse würdige und glaube bewiesen zu haben, dass er bei seinen Handlungen von demselben Geist erfüllt sei. Den dem Schreiben beigefügten Text der Antwort des Reichskanzlers an den Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika vom 27. September³ füge ich ebenfalls bei.

ANNEXE

*Le Ministre des Affaires étrangères du Reich, J. von Ribbentrop,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

Copie

L

Berlin, 1. Oktober 1938

Der Herr Schweizerische Bundespräsident war so liebenswürdig, dem Herrn Deutschen Reichskanzler am 28. v. M. ein Telegramm zu übersenden, worin er die Wünsche des Schweizervolkes und des Schweizerischen Bundesrates nach einer friedlichen Lösung des tschechoslowakischen Problems zum Ausdruck bringt.

Im Auftrage des Herrn Deutschen Reichskanzlers bitte ich Euere Exzellenz, versichert zu sein, dass der Herr Deutsche Reichskanzler niemals von einem anderen Bestreben geleitet worden ist, als in unermüdlicher Arbeit im Interesse aller Völker für die Erhaltung des Friedens zu wirken.

Der Herr Deutsche Reichskanzler würdigt in vollem Masse das hohe Verantwortungsgefühl, von dem sich der Herr Schweizerische Bundespräsident bei der Absendung seines Telegramms leiten liess und glaubt, gerade in den letzten Tagen aufs neue bewiesen zu haben, dass er bei allen seinen Handlungen von demselben Geiste erfüllt ist.

In der Anlage beehre ich mich, eine Abschrift der telegraphischen Antwort beizufügen, die der Herr Deutsche Reichskanzler an den Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika gerichtet hat.

-
1. *Cf. N° 404, annexe.*
 2. *Reproduite en annexe.*
 3. *Non reproduite.*

419

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 91

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 49

Paris, 6. Oktober 1938

Kaum hat sich die letzte Woche bis aufs äusserste angespannte internationale Lage beruhigt, so treten in Frankreich die alten Probleme der Innenpolitik, Finanzen, Wirtschaft, Arbeitsfriede, mit umso grösserem Ernst wieder in den Vordergrund. Ich habe vorgestern während 4½ Stunden der Kammersitzung beigewohnt. Die Rede des Ministerpräsidenten war ausserordentlich eindrucksvoll und wurde von der gesamten Kammer mit grösstem Respekt in lautloser Stille angehört. Aber obschon fast sämtliche Zeitungen dringend gefordert hatten, dass sich die Kammer dem Ernst der Stunde würdig zeige, obschon von Seiten des Ministerpräsidenten und des Kammerpräsidenten in dieser Richtung intensiv gearbeitet worden ist und obschon lediglich die Fraktionschefs je eine Viertelstunde zum Wort kommen sollten, war das Niveau der Diskussion bei weitem nicht dem Ernst der Stunde entsprechend. Die meisten Redner ergingen sich entweder in unnötigen und geradezu deplacierten Plattheiten oder machten reine Parteipropaganda wie zum Beispiel Léon Blum. Die Kammer konnte es sich auch nicht versagen, der Öffentlichkeit und der überfüllten Diplomatentribüne gegenüber öfters das übliche Bild einer schreienden, gestikulierenden und nahezu raufenden Bande von Schuljungen zu bieten. Wer diese Sitzung miterlebt hat, konnte sich leicht eine Vorstellung machen, wie kläglich es immer noch im französischen Parlament mit der nationalen Einigkeit bestellt ist und wie wenig dieses bereit ist, dem dringenden Appell des Ministerpräsidenten einerseits und dem ganz überwiegenden Teil des Volkes andererseits zu folgen. All das, was über die nächtlichen Parteiverhandlungen über die von Daladier geforderten Vollmachten bekannt geworden ist, verstärkt diesen niederschmetternden Eindruck. Die Rechtspresse behauptet wohl – mit ihr auch verschiedene Korrespondenten der schweizerischen Presse – die Volksfront sei gebrochen, da die Kommunisten sowohl bezüglich der Aussenpolitik wie hinsichtlich der Vollmachtenfrage gegen die Regierung gestimmt haben. Mir scheint dies noch lange nicht sicher zu sein, da einerseits Daladier ausdrücklich am Russenpakt festgehalten hat und andererseits, um sich wenigstens die Stimmenthaltung der Sozialisten bei der 2. Abstimmung zu erkaufen, über die Sozialgesetze Zusicherungen abgegeben hat, die alles, was rechts der heutigen Mehrheit steht, auf das heftigste erbitterten. Jedenfalls ist im Augenblick noch durchaus unklar, wie die jetzige «Front» durch eine andere ersetzt werden könnte.

1. *Remarques manuscrites de Motta en tête du document*: Sehr interessant. In Zirkulation. 8.10.38. M.

Nun hat ja Daladier allerdings Vollmachten erhalten. In einer Zeit, da die Schwierigkeiten aller Art grösser sind als je zuvor, hat man ihm aber diese Vollmachten auf weniger als sechs Wochen beschränkt! Dazu kommt, dass er, um auch nur dieses Wenige zu erhalten, eine Reihe von Erklärungen abgeben musste, die seine Handlungsfähigkeit ausserordentlich einschränken. (Keine neue Abwertung, keine Devisenbewirtschaftung, keine Rentenkonversion, keine Einschränkung der sozialen Gesetze). Es ist schlechterdings nicht einzu-sehen, was die Regierung angesichts dieser Sachlage in diesen fünf Wochen Entscheidendes soll tun können. Einzig bleibt wohl die Aufwertung des Goldbestandes, welche einen Buchgewinn von circa 40 Milliarden bringen würde. Dieser Betrag wäre ungefähr gerade ausreichend, um die Vorschüsse, die die Banque de France dem Staat in der letzten Zeit gemacht hat, auszugleichen und hätte selbstverständlich die Wirkung einer noch bedeutend gesteigerten Inflation.

Aus meinen zahlreichen Besprechungen der letzten Tage, unter anderem mit drei Mitgliedern der Regierung und verschiedenen in Finanzdingen besonders bewanderten Persönlichkeiten, habe ich den bestimmten Eindruck, dass Daladier nicht stark genug ist, um das gegenwärtige gewaltige Prestige, das er im Volke hat, zu einer entscheidenden Tat auszunützen. Diese müsste dahin gehen, das Vertrauen der Wirtschaft und der Finanz wieder herzustellen. Das scheint aber solange unmöglich, als er nicht gegenüber Moskau und den Kommunisten den klaren Trennungsstrich zieht und solange er in seinem Kabinett Männer duldet, von denen jedermann behauptet, sie hätten im Einvernehmen mit Moskau mit aller Macht zum Kriege getrieben. Ich glaube heute, gestützt auf zuverlässige Informationen, sagen zu können, dass in der Tat diese Gruppe, offenbar im Einvernehmen mit jüdischen Kreisen, die auch in London gewirkt haben, sehr stark tätig war. Zu ihr gehören vor allem Mandel, Paul Reynaud, Sarraut und Jean Zay. Weniger ausgesprochen und namentlich aus anständigeren Motiven seien sie unterstützt worden durch Patenôtre, Campinchi, Champetier de Ribes und Chappedelaine. Auf der andern Seite traten für die Wahrung des Friedens besonders kräftig ein Bonnet, Chautemps, de Monzie, Pomaret und Marchandau. Der Ministerpräsident selber stand ziemlich in der Mitte, neigte sich aber dann, offenkundig unter englischem Einfluss, immer mehr der zweiten Gruppe zu.

Aus allen diesen Gründen bin ich gegenüber den Taten der Regierung der nächsten Zeit skeptisch und sehe mit grossen Befürchtungen der wirtschaftlichen, finanziellen und sozialpolitischen Entwicklung dieses Landes entgegen. Der Arbeitsminister, den ich heute besuchte, hat mir offen zugegeben, dass er schon bald mit dem Wiederaufleben von Streiks, insbesondere bei den Bauarbeitern und in der Metallindustrie, rechne. Er vertrat auch den Standpunkt, dass angesichts der in letzter Zeit auf der ganzen Linie stark steigenden Lebenskosten umfassende Lohnerhöhungen nicht zu verhindern seien. Der Finanzminister dagegen, den ich ebenfalls heute aufsuchte, um neuerdings auf die baldige Inkraftsetzung des Doppelbesteuerungsabkommens zu dringen, glaubte sich eher zuversichtlich zeigen zu müssen, ohne allerdings die geringste Andeutung zu machen, in welcher Weise er die äusserst ernste Finanzfrage lösen will.

Ich rechne jedenfalls immer mehr damit, dass, wenn nicht ein Wunder

geschieht, eine neue Abwertung des französischen Frankens und die Einführung einer Devisenbewirtschaftung kaum vermeidbar sind.

Von deutscher Seite habe ich einige recht interessante Informationen erhalten: So soll sich Daladier in München bei Hitler und namentlich bei Goering grosse persönliche Sympathien erworben haben. Durch den bekannten Passus seiner Kammerrede hat er sie noch wesentlich verstärkt. Ferner ist nicht uninteressant, dass der hiesige deutsche Botschafter während der ganzen Krise in Berlin abwesend war in der Überzeugung, der Krieg sei doch unvermeidbar und es lohne sich nicht mehr, nach Paris zurückzukehren! (Dies habe ich von seinem Stellvertreter). In Deutschland weiss man, dass die tschechischen Befestigungen von französischen Ingenieuren genau nach dem Muster der Maginotlinie gebaut worden sind und freut sich sehr, deren Geheimnisse auf diese Weise kennen zu lernen. Die «Humanité» hat denn auch nicht verfehlt, gestern in grosser Aufmachung auf diesen wichtigen Punkt hinzuweisen.

Schon vor längerer Zeit hörte man sagen, dass Frankreich im Kriegsfall, der Italien an die Seite Deutschlands hätte treten lassen, nicht die Maginotlinie, sondern Italien über den Mont-Cenis und die übrigen Pässe angegriffen hätte. Das Bestehen dieses sogenannten Maiplanes ist mir von deutscher Seite bestätigt worden. Unmittelbar vor dem Höhepunkt der Krise scheint man auch ernsthaft an die Möglichkeit einer Überschreitung der Pyrenäen und eines Angriffs gegen Franco gedacht zu haben. Hierauf ist offenbar die überraschende Neutralitätserklärung Francos zurückzuführen.

Ich möchte diesen Bericht damit schliessen, dass ich Sie vertraulich in Kenntnis davon setze, dass gegenwärtig verschiedene Schweizergruppen hier tätig zu sein scheinen, um gegen eine schweizerische Anleihe an Frankreich in irgendwelcher Form grosse Kriegsmaterialbestellungen zu erhalten. Man hat sogar davon gesprochen, dass dafür die schweizerische Exportrisikogarantie zugesichert sei. Genaues ist mir zur Stunde nicht bekannt. Ich brauche aber kaum darauf hinzuweisen, wie bedenklich es von unserem Neutralitätsstandpunkte aus wäre, wenn im Kriegsfall in der Schweiz wie im Weltkrieg Kriegsmaterial für Frankreich fabriziert würde und dies noch durch direkte staatliche Massnahmen unterstützt werden sollte. Ich möchte jedenfalls empfehlen, dieser Frage, wenn sie sich wirklich stellen sollte, die grösste Aufmerksamkeit zu schenken.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 7 octobre 1938*¹

1687. «Journal des Nations». Erscheinungsverbot

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 6. Oktober 1938

In Genf erscheint in einem Umfang von 6–8 Seiten die Tageszeitung «Journal des Nations». Das Blatt hat sich seit jeher durch seine einseitige antifascistische Einstellung bemerkbar gemacht, und die eidg. Behörden hatten sich wegen der kontinuierlichen Hetze gegen Deutschland und insbesondere gegen Italien mehrfach mit dieser Zeitung und ihren Redaktoren (Fälle A Prato und Natoli) zu befassen. Für die Schreibweise des Blattes ist charakteristisch das beleidigende Heruntermachen des Gegners in teilweise äusserst scharfen Artikeln.

Das «Journal des Nations» ist, wie die Untersuchung in den Angelegenheiten A Prato und Natoli schon gezeigt haben, ein ausgesprochen ausländisches Presseerzeugnis, dessen Besonderheit darin liegt, die Ideen der Volksfront zu propagieren, d. h. in Verbindung mit dem Kommunismus alles zu bekämpfen, was im weitesten Sinne fascistisch heisst, und in diesem Kampfe keinerlei Rücksichten auf die internationalen Beziehungen des Gastlandes, der Schweiz, zu nehmen.

Als Beweis für die Abhängigkeit vom Auslande sei lediglich auf folgende Tatsachen hingewiesen: Die Zeitung erhielt im Dezember des Jahres 1936 durch Vermittlung ihres Mitarbeiters A Prato vom spanischen Konsul Rivas Cheriff in Genf Fr. 10 000.— und im Januar 1937 durch Vermittlung des Journalisten Natoli von derselben Stelle nochmals Fr. 3000.—. Die Redaktoren scheinen zur Hauptsache antifascistisch eingestellte Ausländer zu sein, und die Leser sollen sich, wie anlässlich der letzten Sitzung der Konsultativen Pressekommission der über die Genfer und insbesondere Völkerbundsverhältnisse wohl orientierte Präsident Chapuisat erklärte, beinahe ausschliesslich aus Ausländern rekrutieren.

Die beleidigende Schreibweise des «Journal des Nations» und dessen ausgesprochen tendenziöse Einstellung hat schon zu vielfachen Demarchen der betroffenen Regierungen beim eidg. Politischen Departement geführt. Die Bundesanwaltschaft hat insbesondere Kenntnis von Schritten der Italienischen Gesandtschaft im April 1937, der Ungarischen Gesandtschaft im Mai 1937 und der Deutschen Gesandtschaft im September desselben Jahres.

Die Haltung des Blattes führte seinerzeit dazu, dass das Justiz- und Polizeidepartement des Kantons Genf am 23. Dezember 1936 die Toleranzbewilligung eines Mitarbeiters des «Journal des Nations», des Journalisten A Prato, wider-

1. *Etait absent*: M. Pilet-Golaz.

rief; die Ausdehnungsverfügung der eidg. Fremdenpolizei wurde am 1. März 1937 in einem Rekursentscheid² durch das eidg. Justiz- und Polizeidepartement geschützt.

Im Oktober desselben Jahres sah sich die Bundesanwaltschaft gezwungen, gegen einen weitem Mitarbeiter des «Journal des Nations» namens Natoli, der gleichzeitig auch Leiter der von der spanischen Regierung abhängigen Agentur «Informations d'Espagne» war, die Einreisesperre zu verhängen. Veranlassung dazu gab der Umstand, dass Natoli in Nr. 1836 vom 22. September 1937 zwei besonders beleidigende Stellen einer bereits in Nr. 1832 vom 17. Sept. 1937 veröffentlichten Rede des spanischen Ministerpräsidenten Negrin nochmals publizierte. Die Stellen lauten folgendermassen:

«Messieurs, lorsque le complot cuisiné par le Signor Mussolini et Herr Hitler éclata chez nous, avec l'aide de quelques naïfs insensés, détournés par ces esprits sataniques, le gouvernement de l'Espagne était un gouvernement républicain modéré, dans lequel ne se trouvaient ni socialistes, ni communistes.»

«...L'Espagne est et veut être un pays démocratique. Elle abomine toute espèce de dictature, si contraire à son esprit et c'est là que son gouvernement puise sa plus grande force. Comme suite à cette légende, on déverse sur nous les pires injures. Singulière ironie! Cela se fait par celui qui a banni, maltraité, torturé, fait tuer les meilleurs de ses propres compatriotes pour des motifs raciaux, religieux, politiques ou autres. Pour celui qui a reproduit en agrandissant une nouvelle Saint-Barthélémy, et cette nuit-là même a survolé son pays pour exécuter personnellement, pistolet en main, son ami intime. Nous, les hommes qui régissons les destinées de l'Espagne, nous ne nous sommes jamais souillé les mains...»

III.

Die Konsultative Pressekommission hat sich auch schon mehrfach mit dem «Journal des Nations» befasst. In den oben erwähnten Fällen der italienischen und ungarischen Demarchen bestand keine Veranlassung zu besondern Massnahmen, dagegen sah die Kommission in dem zuletzt zitierten Fall, der zweifellos eine äusserst schwere Presseausschreitung darstellt, nur deshalb von einer eigentlichen Massnahme ab, weil in der Zwischenzeit der verantwortliche Journalist Natoli wegen der gegen ihn geführten Untersuchung ins Ausland geflohen und gegen ihn die Einreisesperre verhängt worden war.

Nun hat das «Journal des Nations» am 30. September 1938 unter dem Titel «Ni répit ni guerre ne sont synonymes de paix» neuerdings einen Artikel publiziert, der für die Regierungschefs, welche in München zusammengekommen waren, eine schwere Beleidigung enthält. Es wird nämlich mit Bezug auf die Münchener Konferenz der letzten Woche folgende Wendung gebraucht, die als besonders schwere Ausschreitung im Sinne des BRB vom 26. März 1934³ zu betrachten ist:

«Huits points et deux annexes ont été signés vers minuit au club des charcutiers.»

2. Cf. N° 26, note 4.

3. Cf. FF, 1934, I, p. 867.

In der Sitzung der Konsultativen Pressekommission vom 3. Oktober 1938 stellte das eidg. Politische Departement, das durch Herrn Bundesrat Motta vertreten war, den Antrag, es sei das «Journal des Nations» auf bestimmte Zeit zu suspendieren; als Zeitdauer wurden 6 Monate genannt. Die Konsultative Pressekommission schloss sich mehrheitlich diesem Antrag an, was der Präsident der genannten Kommission gleichen Tages dem Bundespräsidenten zu Händen des Bundesrates schriftlich mitteilte. Über die Zeitdauer und die rechtliche Begründung der Einstellung sprach sich die Kommission nicht näher aus, wies aber auf die Vorgänge A Prato und Natoli hin, sowie auf die Tatsache, dass es sich beim «Journal des Nations» um ein ausländisches Presseerzeugnis handelt, das das Gastrecht in der Schweiz missbraucht.

IV.

In Rechtlicher Beziehung ist zwar zu berücksichtigen, dass einem Erscheinungsverbot gemäss Ziff. 1 des BRB vom 26. März 1934 eine Verwarnung des betr. Presseorganes vorauszugehen hat. Eine derartige ausdrückliche Verwarnung des «Journal des Nations» ist nun zwar bisher nicht erfolgt. Dagegen lässt sich zweifellos die Auffassung vertreten, der Widerruf der an A Prato erteilten Toleranzbewilligung und die Verhängung der Einreisesperre gegen Natoli – beides Mitarbeiter des «Journal des Nations» – sowie die gegen diese Personen geführten Untersuchungen und die an ihre Adresse gerichteten Verwarnungen seien auch als Verwarnung des «Journal des Nations» anzusehen.

Eine nähere Prüfung dieser Frage erübrigt sich indessen, weil gemäss BV Art. 102, Ziff. 8 & 9⁴ dem Bundesrat die Wahrung der völkerrechtlichen Beziehungen sowie der äussern Sicherheit und der Neutralität der Eidgenossenschaft obliegt. Bei der Durchführung dieser Aufgabe ist er auch ermächtigt, die im Innern dazu nötigen Massnahmen zu treffen (Komm. Burckhardt, 3. Aufl., S. 739), wozu auch das Erscheinungsverbot einer Zeitung gehört, welche die guten Beziehungen der Schweiz zum Ausland nachgewiesenermassen gefährdet hat.

Was die Dauer des Erscheinungsverbotes betrifft, so scheint in Anbetracht des Umstandes, dass es sich um eine Tageszeitung handelt, sowie um eine sehr schwerwiegende Massnahme, die in den letzten Jahren nicht ausgesprochen werden musste, eine Zeitdauer von 3 Monaten für angemessen.

Aus diesen Gründen stellt das Justiz- & Polizeidepartement gestützt auf Art. 102, Ziff. 8 & 9 der Bundesverfassung, sowie Ziff. 1 des BRB vom 26. März 1934 betr. Massnahmen gegen Presseauschreitungen den Antrag und der Rat *beschliesst*:

1.) Das Erscheinen und der Vertrieb der in Genf herausgegebenen Tageszeitung «Journal des Nations» sowie eines jeden Ersatzblattes wird für die Dauer von 3 Monaten verboten.

2.) Die Bundesanwaltschaft wird mit dem Vollzug dieses Beschlusses beauftragt.

4. Cf. RO, 1876, vol. I, p. 29.

*Le Sous-chef «Front»
du Service de l'Etat-Major général, H. Frick,
au Chef du Service de l'Etat-Major général, J. Labhart*

Copie

L Fk./sdt. Persönlich. Massnahmen während
der europäischen Krise

Bern, 7. Oktober 1938

Nachdem nun die europäische Krise für den Augenblick vorüber ist und man die damit zusammenhängenden Probleme ruhiger überblicken kann, liegt es mir daran, Herr Oberstkorpskommandant, meinen Standpunkt in der Sache nochmals eingehend darzulegen, eingehender, als ich es anlässlich der Unterredung in der letzten Woche habe tun können. Denn, wenn auch vielleicht die von der Münchner Konferenz ausgehende Entwicklung zu einer Befriedung Europas auf längere Zeit führen kann, so ist auch das Gegenteil ebenso gut möglich. Allein schon die Bemerkung Chamberlains im englischen Unterhaus, dass die Rüstungen noch weiter gesteigert werden müssten, beweist, dass auch der englische Premierminister noch Zweifel in die friedliche Entwicklung der Dinge hegt. Es ist aber für uns von entscheidender Bedeutung, dass wir über den ganzen Fragenkomplex Klarheit gewinnen, damit wir in einer folgenden, vielleicht schon nächstes Jahr einsetzenden Krise danach handeln können.

Ich stelle eingangs fest, dass die politische Lage wohl von allen hauptsächlich Beteiligten innerhalb unserer Abteilung übereinstimmend dahingehend beurteilt wurde, dass Deutschland kaum in der Lage sei, während der Beschäftigung mit der tschechischen Frage irgend etwas gegen die Schweiz zu unternehmen und dass dies auch keinesfalls in seinem Interesse läge; ferner, dass Frankreich wohl kaum beabsichtigen und namentlich vor dem französischen Volk verantworten könnte, ohne weiteres den Durchmarsch durch unser Land zu erzwingen, und dass endlich Italien allem Anschein nach nicht die Absicht habe, gleich bei Beginn eines Weltkonfliktes einzugreifen.

Wenn also in der Beurteilung der politischen Lage Übereinstimmung herrschte, so muss ich anderseits doch auch feststellen, dass es sich dabei um *subjektive Eindrücke* handelte, für die wir keinerlei Beweise besaßen, wenn man nicht die Erklärungen, die uns Frankreich auf verschiedenen Wegen und mit fast allzu grosser Beflissenheit zukommen liess, es werde unsere Neutralität respektieren, als solche betrachten will. Auch der Herr Bundespräsident hat ja in seiner Radioerklärung nur davon gesagt, dass die Schweiz nicht bedroht *schien*.

Es erhebt sich aber nun die Frage, ob ein Land auf derartige *Vermutungen* gestützt – den mehr sind diese Meinungen nicht, und möchte noch so viel Wahrscheinlichkeit dafür sprechen – auf die Ergreifung wirksamer militärischer Massnahmen verzichten darf. Hiezu ist folgendes zu sagen:

1. Unsere ganze Grenztruppenorganisation ist geschaffen und begründet

worden, weil man mit dem Überfallkrieg mehr und mehr rechnen musste. In der ganzen Militärliteratur wird immer und immer wieder dieser Gedanke in den Vordergrund geschoben und die modernen Mittel, Flieger und motorisierte oder Panzerformationen, erlauben den Überfall zweifellos, ohne dass vorher allzu verdächtige Anzeichen darauf vorbereiten. Alle diese Mittel können auf grosse Distanz vor der Grenze bereitgestellt werden, und zwar im Räumen, die so liegen, dass in der Versammlung derartiger Kräfte daselbst unsererseits noch kein zwingender Verdachtsgrund erblickt werden muss. Wenn man sich vielleicht fragen kann, ob ein solcher Überfall in tiefstem Frieden, ohne vorausgehende diplomatische Spannung und Mobilmachungsmassnahmen, bei dem betreffenden Nachbarn ausgelöst würde, so ist doch kein Zweifel darüber möglich, dass in einer Zeit politischer Hochspannung und bei zu ca. drei Vierteln mobilisierten Heeren dergleichen jederzeit und ohne die mindeste Vorbereitung möglich ist.

Gerade zur Abwehr derartiger Aktionen ist unser Grenzschutz geschaffen worden; ohne diese dringende Notwendigkeit wäre es unverantwortlich, so starke Kräfte für eine blosser Sicherungsaufgabe der Feldarmee zu entziehen. Man muss sich immer darüber Rechenschaft geben, dass die Grenztruppen in sehr vielen Abschnitten eben nicht direkt durch wesentliche Teile der Armee gestützt werden können und daher dort sich für den notwendigen Zeitgewinn für Mobilmachung und Aufmarsch opfern müssen. Dieses Opfer ist aber nur gerechtfertigt, wenn der damit verbundene Zweck erreicht wird.

Dieser Zeitgewinn kann aber nur dann sichergestellt werden, wenn die Grenztruppen *frühzeitig* an Ort und Stelle sind. Werden die Grenztruppen erst dann aufgeboten, wenn sich für uns eine *unmittelbare Bedrohung* zeigt, so kommen wir zu spät und riskieren, dass die ganze Anstrengung umsonst ist und die Grenztruppen, ohne ihren Zweck erfüllen zu können, unnötigerweise verbluten. Um dies klarzustellen, möchte ich auf folgende Zahlen hinweisen: In den Grenzabschnitten der schweizerischen Hochebene dürfte es – vorsichtig, aber nicht übertrieben berechnet – vom Erlasse des Mobilmachungsbeschlusses an ca. 12 Stunden dauern, bis das Gros der Grenztruppen in seinen Stellungen auch nur *einigermassen* eingerichtet ist, von einer in jeder Hinsicht vollkommenen Kampfbereitschaft, wie wir sie wünschen müssten, kann aber in diesem Zeitpunkt noch gar keine Rede sein. In den Juraabschnitten und vollends im Hochgebirge müssen wir noch mit ganz andern Zahlen rechnen und es ist vorsichtig, dort etwa einen oder sogar zwei Tage anzunehmen, wenn man sich nicht wertlosen Illusionen hingeben will. 12 Stunden oder gar erst 16 oder 24 Stunden sind aber, wie gerade die letzten Ereignisse bewiesen haben, eine lange Frist, innerhalb welcher sehr viel geschehen kann. Angenommen z. B., Frankreich hätte, gerade durch unsere Untätigkeit angelockt, uns ein auf 6 oder 8 Stunden befristetes Ultimatum mit Durchmarschesuch gestellt, wofür man schliesslich immer einen diplomatischen Vorwand findet, so wären wir zu spät gewesen, ebenso, wenn Italien irgend etwas unternommen hätte, Italien das, wie wir heute wissen, in der Mobilmachung doch viel weiter vorgeschritten war, als man im Augenblick der Krise annahm. Wenn in einer späteren Krise die Lage Deutschlands uns gegenüber weniger klar ist, als in der letzten, so kann man sich denken, was bei dem in Deutschland beliebten «Blitzartigen

Handeln» herauskäme, wenn wir mit der Mobilmachung der Grenztruppen warten würden, bis eine unmittelbare Gefahr für uns eindeutig festgestellt wäre.

Wir haben schon immer mit voller Deutlichkeit darauf hingewiesen, dass die frühzeitige Mobilmachung der Grenztruppen, aber auch der Armee überhaupt, für uns die Grundbedingung unserer Sicherheit ist. Das EMD hat sich in dem Schreiben betreffend die Übungen der Grenztruppen 1938 vom 17.9.38 selbst dazu wie folgt geäußert: «Mit Ihnen sind wir der Auffassung, dass der Grundsatz einer möglichst frühzeitigen Mobilmachung die beste Gewähr bietet, die heute noch bestehenden Mängel, die hauptsächlich dem verhältnismässig losen Gefüge der Grenztruppen entspringen, zu beheben.» Als sich aber in den Tagen, da dieses Schreiben an uns abging, der praktische Gefahrsfall zeigte, schien man beim EMD nichts mehr von dieser seiner eigenen Auffassung wissen zu wollen.

Wir waren sogar im Gegenteil weniger weit als im Jahre 1914. Bekanntlich sind 1914 vor Erlass der allgemeinen Mobilmachung weder in Frankreich noch in Deutschland Reservisten in grösserem Maßstabe eingezogen worden; die deutsche und die französische Armee befanden sich also noch am 1. August 1914 morgens durchaus auf Friedensfuss. Trotzdem haben wir als *erste*, nämlich mehrere Stunden vor Deutschland und Frankreich, die Mobilmachung der gesamten Armee verfügt.

Das mag folgende Aufstellung über die Massnahmen des Jahres 1914 beweisen:

- 30.7.14 abends : Gesamtmobilmachung in Russland
Aufstellung des Grenzschutzes in Frankreich
- 31.7.14 morgens: Pikettstellung der *schweiz. Armee* und Aufgebot der
Grenzbewachung auf 1.8.
- 31.7.14 mittags : Gesamtmobilmachung in Österreich-Ungarn. Zustand
drohender Kriegsgefahr (Anordnung des Grenzschutzes) in Deutschland.
Gesamtmobilmachung in Belgien.
- 1.8.14 0830 : Gesamtmobilmachung der *schweiz. Armee*.
- 1.8.14 1630 : Gesamtmobilmachung in Frankreich.
- 1.8.14 1700 : Gesamtmobilmachung in Deutschland.
- 2.8.14 : Mobilmachung der englischen Flotte.
- 4.8.14 : Mobilmachung der englischen Armee.

Es zeigt sich also mit voller Deutlichkeit, dass im Jahre 1914 unsere Grenzbe-
wachung aufgeboten wurde, bevor Deutschland die seinige angeordnet hatte,
und die Mobilmachung beschlossen wurde, bevor unsere beiden wichtigsten
Nachbarn die ihrige anordneten. Trotz alledem wären wir zu spät gekommen,
wenn gegen uns etwas beabsichtigt gewesen wäre, denn bekanntlich überreichte
Deutschland das Ultimatum an Belgien, durch welches der freie Durchmarsch
verlangt wurde, schon am 2. August, also am Vorabend unseres ersten
Mobilmachungstages, und der Einmarsch der Deutschen in Belgien fand am
4. August 0930 statt, also zu einem Zeitpunkt, wo unsere Armee sich noch in
voller Mobilmachung befand.

Aber trotzdem standen wir mit unseren Massnahmen im Jahre 1914 besser da als in der abgelaufenen Krise. Dies veranschaulicht folgende Übersicht:

August: dauernd steigende Mobilmachungsmassnahmen Deutschlands (Einberufung von Reservisten im grossen Maßstab).

Anfang September: Kriegsmssige Besetzung der Maginotlinie. Verstärkung der belgischen Grenzbesetzung durch Reservisten.

Mitte September: Einberufung aller noch nicht aufgebotenen Reservisten in Deutschland. Weigehende Requisition von Automobilen und Pferden in Deutschland.

Starke französische Truppenverschiebungen an die Rheingrenze. Einberufung von Spezialisten der Reserveklassen schon seit Beginn des Monats. Massnahmen für die Evakuierung der Bevölkerung im französischen Grenzgebiet.

22.9.: Französische Truppen in Maiche-Morteau.

23.9.: Verstärkte französische Truppenbewegungen gegen den Rhein. Verstärkung des französischen Grenzschutzes auch an der Schweizergrenze. Strassen auch im Gebiet zwischen Basel und Delle verbarrikadiert.

24.9.: Aufgebot von ca. 350 000 Mann Reservisten in Frankreich. Verbarrikadierung der Grenzstrassen bei Goumois und la Goule franzsischerseits. Verbreiterung der Strasse von Pontarlier gegen die Grenze.

Belgien und Holland ergreifen Teilmobilmachungsmassnahmen. Im Zeitpunkt des Abschlusses der Godesberger Konferenz stehen unter den Waffen:

In Deutschland ca. 1 800 000 Mann,
in Frankreich ca. 1 500 000 Mann (1 Million Reservisten).

27.9.: Belgien beruft rund 260 000 Mann Reservisten ein.

England mobilisiert die Flotte.

In Morteau französische Kampfwagen, in Pontarlier Teile der 27. franz. Div. (Grenoble).

Es ist also festzustellen, dass in den umliegenden Ländern, und zwar auch in Italien, wo es erst nach und nach in Erfahrung gebracht werden konnte, eine staffelweise Mobilmachung sozusagen im Stillen durchgeführt wurde, die erlaubte, ohne eigentlichen Mobilmachungsbefehl die Armeen auf Kriegsfuss zu setzen.

Der allgemeine Mobilmachungsbefehl würde also in diesem Falle nicht mehr viel anderes bedeutet haben als der Punkt auf dem i, oder besser gesagt, die Erklärung dass man voll bereit sei.

Es muss weiter festgestellt werden, dass auch Staaten, die ganz gewiss nicht bedrohter waren als wir, wie z. B. Holland, zahlreiche Reservisten einberufen haben; selbst das fernab liegende Schweden hat derartige Massnahmen getroffen, von Belgien zu schweigen, das zu seinen 90 000 Mann stehenden Truppen weitere 260 000 aufbot.

Gegenüber dem allem sind bei uns nur zwei Massnahmen ergriffen worden:

– Die Ladung der Minen an der Grenze, die übrigens schon lange als Dauer-massnahme vorgesehen war, am 12. September.

– Die Besetzung der wenigen einstweilen kampffähigen Grenzwerke durch die freiwilligen Grenzschutzkompagnien, am 12.9.

Dabei muss aber erst noch mit aller Deutlichkeit festgehalten werden, dass die Schweiz von allen genannten Staaten, Belgien, Holland und Schweden inbegriffen, der einzige ist, der über keine stehenden Truppen verfügt, also nicht in der Lage ist, ohne Aufgebot von Truppen auch nur die geringste Grenzschutzmassnahme vorzukehren, wenn man von den paar freiwilligen Grenzschutzkompagnien absieht, die natürlich nur einen hauchdünnen Schleier darstellen und deren Einsatz auch nicht einmal eine Demonstration von einigem Gewicht bedeutet.

Da muss man sich wirklich die Frage stellen, ob Staatsmänner wie z. B. der holländische Ministerpräsident Colijn oder der belgische Ministerpräsident Spaak und ihre militärischen Berater nervöse, aufgeregte Leute gewesen sind, weil sie ihre ständig bereiten, stehenden Truppen noch durch starke Kontingente neu einberufener Reserven verstärkten – in Belgien z. B. durch Einberufungen, die an Zahl etwa das Vierfache unserer Grenztruppen betragen – oder ob nicht vielmehr wir uns sorglos und naiv mit dem Glauben trösteten, es werde uns nichts passieren, um damit den Mangel an Mut zu einem *ganzen* Entschluss zu bemänteln.

Dass tatsächlich das letztere Moment vorlag, dass man sich genau wie 1798 die Mehrheit des Berner Grossen Rates vertrauensselig darauf verliess, es werde uns nichts geschehen, weil man – übrigens zu Unrecht – die Beunruhigung der Bevölkerung durch ein Aufgebot und die dadurch entstehenden wirtschaftlichen Störungen fürchtete, zeigt sich am besten darin, dass der Bundesrat sich am kritischen 28. September mit dem Aufgebot der Alarmdetachemente begnügen wollte, einer typischen halben Massnahme, einem «Dergleichen-Tun, als ob». Jeder militärische Fachmann weiss, dass die Alarmdetachemente in der Luft hängen und für sich allein auch nicht einmal während ein paar Stunden imstande wären, einen angriffsbereiten Gegner auszuhalten, dass ihnen nur Wert innewohnt, wenn gleichzeitig das Aufgebot der Grenztruppen erlassen wird. Das ist auch der Grund, weshalb diese Massnahme dem Entscheid des Chefs der Generalstabsabteilung und nicht einem Bundesratsbeschluss vorbehalten ist. In einem Moment also, wo ein europäischer Krieg auf des Messers Schneide war, wie wir heute aus den Erklärungen Chamberlains und Daladiers wissen, wo unsere Nachbarstaaten ihre Mobilmachung so gut wie vollendet hatten, gedachte unser Bundesrat die Schweiz durch eine «symbolische» Grenzbesetzung mit ein paar Mann auf jeder Einmarschstrasse zu decken.

Der Umstand, dass dann der Krieg schliesslich nicht ausgebrochen ist, kann diese Haltung m. E. keineswegs rechtfertigen. Durch den Rücktritt Duff Coopers wissen wir, dass auch in der englischen Regierung sehr einflussreiche Leute sassen, die für schärfere Massnahmen waren, und kein Mensch konnte voraussagen, ob nicht etwa diese die Oberhand gewinnen, ob sich nicht auch Chamberlain auf ihre Seite schlagen würde. Denn beim ganzen Verhalten Chamberlains war es nicht klar, ob er damit bloss versuchte eine Lage zu schaffen, bei welcher im Kriegsfall die ganze Schuld eindeutiger als 1914 auf Deutschland fallen würde, oder ob es ihm wirklich um einen Frieden um jeden Preis zu tun war.

2. Die Unterlassung irgendwelcher Massnahmen zum Schutze unserer vollkommen entblösten Grenze hatte auch ihre sehr nachteiligen aussenpolitischen Folgen und könnte in einer nächsten Krise sogar katastrophale Konsequenzen auf diesem Gebiet haben. Einmal kann das Unterlassen jeder Massnahme dahin gedeutet werden, als ob man mit einem Nachbarn in geheimen Einverständnis sei. Es ist festgestellt, dass von französischer Seite derartige Befürchtungen geäussert worden sind. Sodann kann daraus die Versuchung entstehen, doch etwas zu unternehmen, auch wenn dies von Hause aus nicht beabsichtigt war. Es kann ja gar keine Frage bestehen, dass Frankreich auch Studien für den Ein- und Durchmarsch durch die Schweiz besitzt. Das gehört zur normalen Friedensvorbereitung des französischen Generalstabes. Konnte nicht in höchster dringender Gefahr unsere vollkommene Wehrlosigkeit in Verbindung mit dem Bewusstsein, welche Schwierigkeiten die Überwindung der belgischen und deutschen Festungen biete, doch dazu verleiten, entgegen der ursprünglichen Absicht den Durchmarsch durch unser Land zu erzwingen? Was für eine Garantie hatten wir dagegen, dass das nicht geschah, in einer Zeit, wo die Auffassungen so rasch wechseln? So gut wie Frankreich seine Versprechungen, die Tschechoslowakei zu unterstützen, innert kürzester Frist gebrochen hat, so gut konnte es auch die Versprechungen, unsere Neutralität zu respektieren, brechen. Und wer konnte uns dafür bürgen, dass nicht Italien im Falle einer allgemeinen Konflagration im Bunde mit Deutschland in unser Land einzubrechen versuchte? All dem hatten wir nur Vermutungen, Annahmen und einige vage, zum Teil ziemlich weit zurückliegende Versprechungen ausländischer Staatsmänner entgegenzusetzen, in einer Zeit, wo nichts zählt, als *die Macht*. General Wille hat seiner Zeit gesagt: «Vorbeugen ist besser als Heilen!» und Marschall Lyautey hat das Wort geprägt, es komme darauf an, die Macht zu zeigen, um sie nicht zu gebrauchen. Diese beiden Gesichtspunkte hätten uns unbedingt veranlassen müssen, zum mindesten die Grenztruppen, ja vielleicht die Armee aufzubieten, gerade um allenfalls irgendwo bestehende Einmarschgelüste im Keim zu ersticken. Wenn wir 1914–1918 unter grossen Kosten und wirtschaftlichen und anderen Nachteilen starke Truppen unter den Waffen hatten, so geschah dies nicht deswegen, weil wir uns direkt bedroht fühlten, sondern weil wir einer *möglichen* Gefahr entgentreten wollten. Dass damals schon die blosser Herabsetzung der im Dienst befindlichen Bestände der Armee eine gefährliche Krise provozierte, zeigten die Ereignisse um die Jahreswende von 1916/17, wo nur das Aufgebot von drei ganzen Divisionen die gefährlichen Gerüchte über Durchmarschabsichten beider Parteien zum Schweigen brachte.

Schliesslich ist noch ein weiterer aussenpolitischer Nachteil unserer Haltung festzustellen: der Eindruck wird dadurch erweckt, dass die Schweiz unentschlossen ist und dass es genügt, sie mit einigen Erklärungen zu beruhigen, um sie zur vollen Inaktivität zu bewegen. Eine Macht, die uns anzugreifen beabsichtigt, wird daraus die Lehren für ihre Methode ziehen.

3. Schliesslich hat die von uns gezeigte Inaktivität auch nachteilige innerpolitische Folgen. Das an sich schon stark beschädigte Vertrauen der Bevölkerung in die Bundesbehörden wird dadurch weiter gemindert. Wie man aus zahlreichen Stimmen aus dem Lande und neuerdings auch aus der Presse feststellen

kann, war die Beunruhigung der Bevölkerung wegen des Ausbleibens jeglicher Massnahmen gross, viel grösser als sie durch ein Aufgebot der Grenztruppen geworden wäre. Ich glaube ganz bestimmt nicht, dass die bundesrätlichen Beruhigungspillen in der Presse ihre Wirkung tun, höchstens dass infolge des Abflauens der Krise die Sache wieder in Vergessenheit gerät. Aber in der Bevölkerung hat man die Sache anders – und richtiger – als der Bundesrat beurteilt, der übrigens bei dieser Gelegenheit erneut bewiesen hat, wie wenig Kontakt er mit der Volksstimmung hat.

4. Neben allen diesen Gründen, die für ein frühzeitiges Aufgebot der Grenztruppen sprachen, kam schliesslich noch ein wichtiger militärischer Grund hinzu. Wir alle wissen, dass im Gegensatz zu der offiziellen Mitteilung in der Presse unser Grenzschutz noch nicht so ausgebaut ist, dass wir volles Vertrauen in ihn haben könnten. Bei Anlass der Übungen sind noch zahlreiche Mängel festgestellt worden, die ausgemerzt werden müssen. Es fehlt ausserdem noch sehr stark an Leuten, die am Lmg., teils auch am Mg. ausgebildet sind. Eine bessere Gelegenheit, diese Scharten auszuwetzen und zwar unter dem Eindruck einer unmittelbar drohenden Kriegsgefahr, die alle Energien wachgerufen hätte, wäre gar nicht zu finden gewesen. Statt dessen berief man sich darauf, der Grenzschutz sei nun vollkommen eingespielt, was der Wahrheit in keiner Weise entspricht.

Abschliessend möchte ich mir also erlauben, meiner Auffassung Ausdruck zu geben, dass die «Ruhe» unserer höchsten Landesbehörde, die nichts anderes war als die Scheu vor durchgreifenden Entschlüssen und ihren natürlich teilweise auch weniger erfreulichen Begleiterscheinungen, ein schwerer Fehler war, der uns unter Umständen sehr teuer zu stehen kommen konnte. Wir müssen uns m. E. grundsätzlich darauf einstellen, dass bei einer nächsten Krise, die vielleicht schon bald kommt, *frühzeitig* mindestens die Grenztruppen mobilisiert werden müssen und auch die Mobilmachung der ganzen Armee nicht zu weit hinausgeschoben werden darf. Auf Mobilmachungsbeschlüssen von Nachbarn darf man nicht warten, wenn man feststellt, dass diese eine stille und staffelweise Mobilmachung durchführen. Wenn dem anders ist, wird die Schweiz eines Tages riskieren, ebenso zu Grunde zu gehen wie 1798, als die massgebenden Behörden, lügnerischen Vorspiegelungen der französischen Regierung und ihrer Agenten und Generäle trauend, auch nie etwas anderes als halbe Massnahmen beschlossen.

Es liegt mir daran, diese meine Auffassungen Ihnen in voller Offenheit darzulegen, damit sie nochmals überprüft werden und für die Zukunft vielleicht zu einer andern Art des Handelns Anlass geben. Es wäre m. E. wohl wünschenswert, wenn der Herr Departementsvorsteher in geeigneter Form über diese Darlegungen orientiert würde.

E 2200 München 2/3

*Le Gérant¹ du Consulat général de Suisse à Munich, P. Ritter,
à la Légation de Suisse à Berlin²*

Copie³
RP

München, 8. Oktober 1938

In meinen politischen Berichten vom 20.⁴ und 22.⁵ September, die Sie an die Abteilung für Auswärtiges weitergeleitet haben, kam ich bereits auf die immer akuter werdende Pressefrage zu sprechen. Mit Schreiben vom 26. September⁶ habe ich Sie auf einen Artikel der «Münchener Neuesten Nachrichten» gleichen Datums aufmerksam gemacht, betitelt «Schweizer Blätter gefährden Neutralität», indem ich in diesem Zusammenhang erneut daran erinnert habe, dass man hier in München nicht nur in Protokoll, sondern auch in Pressefragen sehr empfindlich sei und es namentlich nicht gerne sehe, wenn man im Ausland immer wieder das vom Reichskanzler in der Neutralitätsfrage abgegebene Wort anzuzweifeln sucht. Ich fügte bei, dass, wie es der Gesandtschaft bekannt sei, die hiesigen Ministerien einen weitverzweigten Pressedienst unterhalten, in welchem unsere ganzen Schweizerzeitungen von der «Berner Tagwacht» bis zum «Schweizer Degen» täglich bearbeitet und zum Referat angestrichen werden. Dies gilt auch für die sich mit Pressefragen beschäftigenden hauptsächlichsten Bureaux der Partei.

Während der letzten Wochen habe ich über die unneutrale Haltung verschiedener Schweizerblätter und auch der schweizerischen Radiosendestationen (ich verweise auf meinen politischen Bericht vom 29. September⁷, dessen Durchschlag wie derjenige vom 30. September⁸ in zwei Exemplaren ausnahmsweise direkt nach Bern geschickt wurde) oft recht Unangenehmes zu hören bekommen. Ich wurde in diesem Zusammenhang speziell darauf aufmerksam gemacht, wie unvollständig gerade die «Neue Zürcher Zeitung» über die Reden des Herrn Reichskanzlers berichtet habe, indem diese nur stückweise darin zum Abdruck gelangten. Obschon ich mir dessen bewusst war, dass man deutscherseits früher oder später in der Presse auf diese Dinge zurückkommen würde, wollte ich die Sache nicht dramatisieren und wartete infolgedessen diesbezüglich noch zu.

1. Verweser.

2. Ritter s'adresse au Chargé d'Affaires, donc à Franz Kappeler.

3. Deux copies ont été envoyées directement à la Division des Affaires étrangères du Département politique.

4. Cf. N° 397, annexe.

5. Non reproduit, cf. E 2001 (D) 1/176.

6. Non retrouvé.

7. Non reproduit.

8. Cf. N° 411.

Die «Münchner Neuesten Nachrichten» heutigen Datums bringen aber in ihrer Nummer 281 auf Seite 1 einen grossen Leitartikel ihres Berner Mitarbeiters, der die Überschrift trägt «Skandal in der Schweiz. Das Paradies der Kriegshetzer» und nicht gerade dazu angetan ist, die sowieso nicht einfache Arbeit des Generalkonsulates zu erleichtern. Da es sich bei den «Münchner Neuesten Nachrichten», wie Sie wissen, um ein Blatt handelt, das als gemässigt gilt, haben wir umso mehr Grund, uns mit der Sache zu beschäftigen. In der Tat wird damit dieser ganze Fragenkomplex in die breite bayerische Öffentlichkeit getragen, so dass sogar Leute, die sich mit demselben bis heute nicht befasst haben, gezwungen werden, sich über die Verhältnisse der Zeitungen in unserer Heimat Gedanken zu machen. Gleichzeitig verweise ich auf die anschliessende Zeitungsnotiz, betitelt «Bestrafte Unverschämtheit. Journal des Nations gemassregelt» und den unmittelbar danebenstehenden Bericht aus Berlin «Der Chor der Missvergnügten am Werk. Wieder Greuellügen gegen Deutschland und Sabotage des Münchner Abkommens», in welchem die Schweizerzeitungen ebenfalls dran genommen werden. Zum Überfluss wird in der gleichen Zeitung auch noch in grossen Lettern darauf hingewiesen, dass der in Deutschland wenig populäre Herr Benesch nach der Schweiz abgereist sei. Die bayerische Presse meldet in diesem Zusammenhang durchwegs, dass er seinem dort aufgehobenen Vermögen nachgefahren wäre.

Um auf den eingangs erwähnten Leitartikel zurückzukommen, möchte ich Ihre Aufmerksamkeit speziell auf den Passus im dritten Abschnitt lenken. Im Zusammenhang mit einer Gruppe von Kriegshetzern, die seit drei Wochen eine planmässige Propaganda in der Schweiz betrieben haben sollen, wird wörtlich gesagt:

«Diese Leute sassen in der sicheren, besser gesagt scheinbar sicheren Zuschauerloge in der Schweiz. Es waren die Hintermänner, Redakteure und allerdings nur zu einem Teil die Korrespondenten der sogenannten grossen Schweizer Presse.»

Weiter wird im Gegensatz zur deutschschweizerischen Presse diejenige der welschen Schweiz rühmend hervorgehoben und selbst vom «Berner Bund» wird erklärt, dass er sich bemüht habe, wenigstens eine gewisse Neutralität aufrecht zu erhalten, wenn es dabei auch an der Sachlichkeit gefehlt hätte. Die «Neue Zürcher Zeitung» wird auf Seite 2 einer Fälschung der Wiedergabe des Interviews des Herrn Reichskanzlers mit Ward Price und der Führerrede bezichtigt. Später beschäftigt sich der Artikelschreiber mit den «Basler Nachrichten» und der «Nationalzeitung» und kommt dann sogar auf Herrn Böschenstein zu sprechen, der seine Tätigkeit nun von Berlin nach Paris verlegt hat. Im Schlussabsatz wird gesagt, dass man im Zusammenhang mit dem Verhalten der «Basler Nationalzeitung» irgendeine Einwirkung von verantwortlicher Stelle erwartet hätte und gibt dem Wunsch Ausdruck, dass sich die von der schweizerischen Aussenpolitik im letzten Jahre so erfolgreich gesicherte Neutralität auch in einer inneren Erziehungsarbeit an europäischen Störenfrieden ausdrücken sollte.

Indem ich Ihnen vom Vorstehenden Kenntnis gebe, erlaube ich mir, Ihre Aufmerksamkeit auf den auf der ersten Seite des «Journal de Genève» N° 273 vom 5. Oktober erschienenen Artikel, betitelt «Ce qu'il faut qu'on sache» zu

lenken, wo der J.S. Korrespondent in Bern, indem er allerdings vielleicht nicht in erster Linie an die vorgangs erwähnten Schweizerzeitungen denkt, zu folgendem Schlusse gelangt:

«A l'intérieur, nous avons des devoirs de police à remplir. Le retour à la neutralité intégrale, qui était en lui-même une nécessité politique, nous dicte des obligations plus strictes que jamais. Dorénavant, la guerre est 'totale'. La neutralité doit l'être aussi. Lorsque, à tort ou à raison, les États qui nous entourent comptent au nombre de leurs armes de guerre la propagande, nous devons comprendre qu'ils tiennent notre presse, écrite ou parlée, comme englobée dans notre neutralité. Nous sommes de ceux qui pensent que les jugements les plus carrés peuvent être portés sous une forme correcte. Les champions excessifs de la liberté de la presse, pour lesquels cette liberté consiste à provoquer, à injurier et à mentir, doivent être mis au pas. Toute la question est de savoir si cette discipline leur sera imposée par leurs partisans, par leurs concitoyens ou par l'étranger. Pour la dignité de la presse et du pays suisses, dont ils se réclament volontiers, nous préférerions que l'ordre inéluctable eût son origine à l'intérieur de nos frontières.»

Dazu ist zu bemerken, dass hier in München an zuständiger Stelle die Meinung besteht, dass auch unsere Repräsentative Schweizerpresse dem Grundsatz der schweizerischen Aussenpolitik huldigen sollte, das heisst diesem Grundsatz, denn Herr Minister Frölicher in seinem Schreiben vom 21. September⁹ an das Generalkonsulat mit den Worten umschrieb: «dass wir mit allen Nachbarstaaten gleich freundschaftliche Beziehungen unterhalten müssen».

9. Cf. N^o 397, note 4.

*Le Ministre de Suisse à Bruxelles, M. de Stoutz,
au Chef de la Division de Police
du Département de Justice et Police, H. Rothmund*

Copie

L

Bruxelles, 12 octobre 1938

J'ai l'honneur de confirmer ma communication téléphonique d'hier soir à M. Baechtold:

Dans la journée d'hier, le Directeur de l'Agence à Bruxelles des Chemins de fer fédéraux nous avait signalé une très forte demande de billets pour la Suisse de la part de réfugiés juifs allemands. Comme à ce mouvement ne correspondait pas une augmentation des demandes de visas à la Légation, nous en avons conclu que tout ce monde allait sans doute tenter d'entrer en Suisse subrepticement. J'ai cru devoir vous en prévenir aussitôt.

Recherchant les raisons de cette subite fuite vers la Suisse, je suis allé aux Affaires étrangères demander à M. Costermans si quelque nouvelle mesure de rigueur venait d'être prise à l'égard des Juifs allemands en Belgique. M. Costermans, qui n'avait pas connaissance d'une telle mesure, a aussitôt téléphoné au Ministère de la Justice, d'où il a appris qu'il venait d'être procédé, depuis deux jours, dans certains quartiers de Bruxelles à des rafles, qui avaient amené l'arrestation d'un assez grand nombre de Juifs en vue de la vérification des conditions dans lesquelles ils étaient entrés en Belgique. 2500 environ de ces réfugiés sont entrés en Belgique subrepticement en un peu plus d'un mois avec la connivence des autorités allemandes. Une invasion de ce genre, par fournées nocturnes parties d'Aix-la-Chapelle, avait déjà été constatée au cours de l'été dernier. C'est maintenant de Montjoie que se déverse sur le territoire belge ce flot d'émigrants. Il en arrive pas mal aussi par le Luxembourg. C'est cet état de choses qui a décidé le Ministère de la Justice à procéder aux rafles signalées plus haut.

Et ceci m'amène à parler des expériences faites dans l'application de la circulaire du Département de Justice et Police du 4 octobre concernant le contrôle de l'entrée en Suisse des émigrés allemands. Beaucoup de porteurs de passeports allemands neufs se sont présentés ces derniers temps à la Légation. Aucun de ces passeports n'était muni du signe distinctif convenu avec l'Allemagne pour les passeports délivrés aux Juifs. Renseignements pris au Consulat et à la Légation d'Allemagne, ceux-ci sont encore sans instructions de Berlin à ce sujet. Au surplus, quand il est demandé au porteur d'un passeport allemand s'il est non aryen et que, sur sa réponse affirmative, il est invité à passer au Consulat d'Allemagne pour faire munir son passeport du signe distinctif, il se rebiffe invariablement et conteste qu'il puisse appartenir à une Légation de Suisse de lui prescrire d'aller solliciter une intervention du Consulat d'Allemagne. Quand on lui explique que c'est en vertu d'un arrangement conclu entre la Suisse et l'Allemagne que cette mesure est nécessaire, il s'indigne de voir la Suisse de connivence avec l'Allemagne dans les mesures de persécution dirigées contre les Israélites. Beaucoup – et peut-être se trouve-t-il parmi eux des aryens? – estiment infamant qu'on leur pose la question: «aryen ou non aryen?» Nous avons pris le parti de leur dire à tous que le passeport qu'ils présentent n'est pas passible du visa suisse et qu'ils peuvent le présenter tel quel pour l'entrée en Suisse, mais qu'ils s'exposent à être refoulés s'ils sont non aryens; qu'ils peuvent parer à ce risque en obtenant du Consulat d'Allemagne l'apposition du signe distinctif «J», au vu duquel la Légation de Suisse pourra examiner la possibilité de munir leur passeport de l'«assurance de l'autorisation de séjourner en Suisse 8 jours au maximum».

Toutes ces explications sont fort mal accueillies, notamment de certains Juifs établis depuis très longtemps en Belgique, qui y sont à la tête d'affaires importantes et qui ont l'habitude de combiner leurs voyages d'affaires en Suisse avec des séjours dans nos stations alpestres. Ces Juifs-là déclarent tous que, si tel est le traitement auquel ils doivent être soumis de la part de la Suisse, le tourisme suisse peut les considérer comme à jamais perdus pour lui. Questionné sur l'importance qu'il attribue à cette perte, le Chef de l'Agence du tourisme suisse à Bruxelles nous dit qu'elle n'est certainement pas négligeable. La

clientèle de ces Israélites-là représente pour notre tourisme un appoint qui est à considérer. La question se pose, dès lors, de savoir si vos dernières prescriptions sont susceptibles de quelque atténuation en faveur de ces Juifs depuis longtemps et solidement établis en Belgique. Nous ne nous dissimulons pas, d'ailleurs, la difficulté d'introduire un traitement différentiel en faveur d'une certaine catégorie d'Israélites. Je n'en estime pas moins devoir poser la question.

Il s'avère que, ces tout derniers jours, le Consulat d'Allemagne a pris sur lui d'apposer, sur demande, le signe distinctif, sans attendre d'avoir reçu des instructions dans ce sens.

424

E 2001 (E) 1969/262/15

*Le Département politique au Gouvernement
de la Principauté de Liechtenstein*

Copie

N ad 178/409

Bern, 13. Oktober 1938

Mit seiner Note vom 8. April 1938¹ hatte das Eidgenössische Politische Departement der Fürstlich Liechtensteinischen Regierung unter anderem angezeigt, dass gemäss dem revidierten Artikel 51 der Schweizerischen Bundesverfassung (Kontrolle der privaten Rüstungsindustrie) eine Verordnung über Herstellung, Beschaffung und Vertrieb, Einfuhr und Ausfuhr von Kriegsmaterial vorbereitet werde, deren Anwendung auch auf das Gebiet des Fürstentums vorgesehen sei.

Das Politische Departement beehrt sich nunmehr der Fürstlichen Regierung auf Grund des Artikels 10, Absatz 2 des Zollanschlussvertrages vom 29. März 1923 mitzuteilen, dass die Verordnung vom 8. Juli 1939 über Herstellung, Beschaffung und Vertrieb, Einfuhr und Ausfuhr von Kriegsmaterial und die Ausführungsvorschriften dazu (Verfügung des Eidgenössischen Militärdepartements vom 8. Juli 1938 betreffend den Vollzug der Verordnung über Herstellung, Beschaffung und Vertrieb, Einfuhr und Ausfuhr von Kriegsmaterial), die am 1. September 1938 in Kraft getreten sind, in entsprechender Weise auf das Gebiet des Fürstentums anwendbar erklärt werden.

1. *Non reproduite.*

E 2001 (B) 1970/187/4

*Le Chef du Département militaire, R. Minger,
au Président de la Confédération, J. Baumann*

L

Bern, 14. Oktober 1938

Mit Schreiben vom 11. Oktober 1938¹ haben wir Ihnen die Stellungnahme unseres Departements zu Interpellation Nicole betr. Amnestie der Spanienfahrer² mitgeteilt.

Die Bundesanwaltschaft überweist uns das beiliegende Schreiben des Justiz- und Polizeidepartementes Genf vom 7. Oktober 1938³ zur Kenntnisnahme. Wir leiten dasselbe an Sie weiter, weil es für die Behandlung der Interpellation Nicole von Interesse sein kann. Ob Herr Oberstdiv. Bircher eine Amnestie empfohlen hat, ist uns nicht bekannt⁴.

ANNEXE

*Le Chef du Département de Justice et Police du Canton de Genève, P. Balmer,
au Ministère public fédéral*

L

Genève, 7 octobre 1938

Ci-joint, nous avons l'honneur de vous envoyer un rapport⁵ relatif à l'accueil fait par les milieux d'extrême gauche à la proposition du colonel Bircher, concernant l'amnistie des volontai-

1. *Non reproduite.*

2. *Du 27 septembre 1938, cf. E 1301 I/330, p. 66. Nicole a retiré son interpellation le 20 décembre 1938 (E 1301 I/333, p. 294). Pour l'attitude du Conseil fédéral sur cette question, cf. Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant les demandes d'amnistie en faveur des participants à la guerre civile espagnole. Du 20 janvier 1939, FF, 1939, I, pp. 116 ss.*

3. *Reproduite en annexe.*

4. *Par lettre du 14 novembre 1938, Minger communiquera à Baumann l'information suivante à ce sujet: Herr Oberst Pfenninger nach persönlicher Anfrage feststellt, dass Oberstdivisionär Bircher nicht vorgeschlagen habe, man solle die heimkehrenden Spanienfahrer im Grenzschutz verwenden. Diese Angabe wird uns durch Oberstlt. Huber, Sekretär des Vaterländischen Verbandes in Aarau, bestätigt. Wir wollten nicht verfehlen, Ihnen von dieser Sachlage Kenntnis zu geben, weil die Behauptung, Bircher sei für eine Verwendung der Spanienfahrer im schweiz. Grenzschutz eingetreten, weit herum verbreitet wurde und, soweit wir Einblick haben, Eindruck gemacht hat.*

5. *Ce rapport du Service de la Sûreté genevoise, du 29 septembre 1938, avait la teneur suivante: Je soussigné Rosset 2, Agent. certifie et porte à la connaissance de Monsieur le Chef de la Sûreté, que dans les milieux d'extrême gauche, on se montre satisfait des propositions faites au Conseil Fédéral par le Colonel Bircher, concernant l'amnistie à prononcer à l'égard des Suisses ayant été combattre en Espagne, et à employer ces derniers comme volontaires dans les troupes de couverture de nos frontières.*

Les membres influents de l'ancien parti communiste de notre ville ont déjà donné le mot d'ordre à leurs camarades pour que ces derniers s'engagent sitôt leur retour d'Espagne, et dès que ces propositions seront acceptées.

res suisses en Espagne et tendant à utiliser ces derniers comme volontaires dans les troupes de couverture.

Le mot d'ordre a été donné par les dirigeants de l'ancien parti communiste que les intéressés s'engagent dès leur retour d'Espagne au cas où la proposition Bircher serait acceptée.

En ce qui nous concerne, nous considérons la susdite proposition comme tout particulièrement dangereuse car elle aurait pour résultat de noyauter les troupes frontières qui risqueraient de devenir peu sûres.

D'autre part, il est à craindre que les communistes engagés chercheraient à créer des incidents sur les frontières allemandes et italiennes, d'où résulteraient de graves complications diplomatiques.

Ajoutons enfin qu'une amnistie aurait pour résultat d'énervier l'action de la justice et d'inciter à commettre des délits, les coupables pouvant à l'avenir espérer être amnistiés.

Dans ces conditions, nous espérons très vivement qu'il ne sera pas donné suite à la proposition du colonel Bircher.

Nous vous laissons le soin de transmettre les renseignements recueillis aux autorités militaires compétentes.

426

E 1004.1 1/378

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 octobre 1938

1719. Waffenfabrik Solothurn A.G.
Herstellung von Kriegsmaterial

Militärdepartement. Antrag vom 8. Oktober 1938

Durch Volksabstimmung vom 20. Februar 1938 wurde der neue Verfassungsartikel (41) betreffend Herstellung, Beschaffung und Vertrieb von Kriegsmaterial angenommen und alsdann die dem Bundesrat vorbehaltenen Ausführungsvorschriften (Verordnung über Herstellung, Beschaffung und Vertrieb, Einfuhr und Ausfuhr von Kriegsmaterial vom 8. Juli 1938¹; Verfügung des eidg. Militärdepartements vom gleichen Tage) auf 1. September 1938 in Kraft gesetzt. Danach hat zukünftig jedermann, der Kriegsmaterial herstellen will, eine Bewilligung einzuholen; das eidg. Militärdepartement entscheidet über deren Erteilung, eine Weiterziehung an den Bundesrat ist möglich (Art. 8 und 15 der erwähnten Verordnung vom 8. Juli 1938).

Ein Gesuch zur Herstellung von Kriegsmaterial ist unter anderem eingereicht worden von der Waffenfabrik Solothurn A.G. Es ist bekannt, dass deren Aktienkapital sich im Besitz der Rheinmetall-Solo befindet und dass das deutsche Reich bei dieser Firma eine Aktienmajorität von 60% besitzt. Rheinmetall ist also eine Staatsfabrik unter dem Namen einer A.G., zum mindesten ist sie vollständig vom Reich kontrolliert. Demzufolge ist aber auch die Waffenfabrik

1. Cf. RO, 1938, vol. 54, p. 318.

Solothurn A.G. in Wirklichkeit eine Unternehmung im Mitbesitze des deutschen Staates.

Nach Art. 8, lit. c, der Verordnung vom 8. Juli 1938 ist eine Bewilligung zur Fabrikation von Kriegsmaterial abzulehnen, wenn diese den Interessen der Landesverteidigung oder des öffentlichen Wohles zuwiderlaufen würde. Die Beantwortung dieser Frage scheint hier, wo es sich um einen unter dem unmittelbaren Einfluss einer ausländischen Regierung stehenden Betrieb handelt, von grundsätzlicher Bedeutung zu sein, weshalb das Militärdepartement die Stellungnahme des Bundesrates einholen möchte, bevor formell über das Gesuch der Waffenfabrik Solothurn A.G. entschieden wird. Es scheint das umso eher angezeigt, als die Ansichten der bereits begrüßten Departemente, nämlich der Politischen und des Justiz- u. Polizeidepartements, auseinandergehen.

Die Tatsache, dass es sich hier in Wirklichkeit um ein ausländisches Unternehmen handelt, schliesst an sich nach der Verfassungsbestimmung und den Ausführungsvorschriften die Fabrikationsbewilligung nicht aus, allein es erhebt sich die Frage, ob sich dies mit unseren Landesinteressen vereinbaren liesse. Das Militärdepartement möchte das in Übereinstimmung mit dem Justiz- und Polizeidepartement, dessen Begründung hier wiederholt wird, verneinen:

«Einmal ist die Erteilung einer Bewilligung mit einer staatlichen Aufsicht über das Unternehmen verbunden. Die Kontrolle erstreckt sich auf die Befolgung der an die Erteilung der Bewilligung geknüpften Bedingungen, auf den ganzen Betrieb des Unternehmens, insbesondere auch auf den Absatz des produzierten Materials. Die Kontrollorgane sind berechtigt, das Unternehmen zu besichtigen, in den Geschäftsgang Einsicht zu nehmen und alle nötigen Aufschlüsse zu verlangen (Art. 14 der Vo; A.S.54,318). Sie können sogar in die Lage kommen, Geschäftsbücher zu beschlagnahmen. Alle diese Massnahmen erscheinen in einem andern, besondern Lichte, wenn sie einem Betrieb gegenüber ergriffen werden müssen, der tatsächlich einer fremden Regierung gehört und ihren Weisungen unterstellt ist. Dass das Unternehmen in die Form einer A.G. gekleidet ist, deren Aktien einer ebenfalls privatrechtlich organisierten Gesellschaft gehören, vermag nicht darüber hinwegzutäuschen. Wir können uns alsdann leicht vor die Wahl gestellt sehen, entweder aus Rücksicht auf die Beziehungen zu dieser Regierung auf die Aufsicht mehr oder weniger zu verzichten oder dann die Aufsichtstätigkeit in eine peinliche Lage versetzt zu werden. Wenn z. B. Aufsichtsmassnahmen verschärft oder neue Bedingungen gestellt werden müssten, würde die fremde Regierung dies wohl als ein Zeichen besonderen Misstrauens oder als unfreundliches Vorgehen ihr gegenüber auslegen. Die Notwendigkeit der Kontrolle eines solchen, der Leitung einer fremden Regierung unterstehenden Unternehmens hat u. E. etwas Stossendes und birgt die Gefahr von Konflikten in sich.

Dazu kommt die Rücksicht auf die Neutralität unseres Landes. Wohl schliesst Art. 41 BV die Duldung eines Rüstungsunternehmens, das Ausländern gehört oder von ausländischem Kapital abhängig ist, nicht ohne weiteres aus. Aber man darf nicht übersehen, dass hier wesentliche Unterschiede bestehen können. Ein wirklich privates Geschäft auf Schweizerboden wird einer Beein-

flussung seitens seines «Heimatstaates» weniger ausgesetzt sein und seine Massnahmen noch einigermaßen frei treffen können. Wenn dagegen eine Regierung ein Rüstungsunternehmen selbst betreibt oder mindestens entscheidend kontrolliert, so ist es naheliegend, dass es ihren militärischen und politischen Interessen zu dienen hat. In einem Land, das seiner geographischen Lage nach Kriegsschauplatz der Kämpfe seiner Nachbarstaaten werden könnte und dessen Neutralität gerade die Benützung seines Gebietes als Durchgangsland ausschliessen soll, erscheint eine der Regierung eines dieser Nachbarländer unterstehende Waffenfabrik sehr bedenklich. In politisch aufgeregten Zeiten könnte es kaum ausbleiben, dass die andern Nachbarstaaten ein solches Unternehmen mit Misstrauen betrachten und z. B. befürchten würden, es sei damit bereits einseitig für einen geplanten Durchzug eine Materialreserve geschaffen worden. Es wäre auch denkbar, dass daraufhin die Regierungen dieser andern Staaten das Begehren stellen, in unserm Lande ebenfalls Rüstungsbetriebe eröffnen zu dürfen; solche Begehren abzuschlagen würde dann schwer fallen. Solchen Möglichkeiten und den Folgen, die sich daraus für die Wertung unserer Neutralität ergeben müssten, lässt sich nur dadurch begegnen, dass jede Bewilligung für eine einer fremden Regierung unterstehende Rüstungsindustrie verweigert wird.»

Allerdings macht das Politische Departement diesen Erwägungen gegenüber geltend, dass nach dem neuen Rechtszustand die Mittel vorhanden sind (Kontrolle, Entzug der Bewilligung usw.), unverzüglich einzugreifen, sobald sich Missbräuche zeigen, die unser Land in internationale Verwicklungen hineinziehen könnten. Das Militärdepartement ist aber der Meinung, dass eine, wie oben festgestellt wurde, im Mitbesitze eines fremden Staates stehende Waffenindustrie in unserem Lande durchaus unerwünscht ist und dass schon aus dieser grundsätzlichen Erwägung die Bewilligung nicht erteilt werden soll. Nur so wird von vorneherein eine klare Sachlage geschaffen. Das Militärdepartement glaubt auch, dass dieser Standpunkt in Würdigung unserer Neutralitätspolitik vom Ausland wird verstanden werden. Darüber hinaus ist es sicherlich auch klüger, den Schwierigkeiten, die wohl auch nach den Ausführungen des Politischen Departements aus dem Bestehen eines derartigen Unternehmens entstehen könnten, von vorneherein den Riegel zu schieben; das bedingt die Verhinderung jeder Fabrikation von Kriegsmaterial durch Unternehmen, die von fremden Regierungen abhängen. Ob im vorliegenden Fall eine bloss formelle Loslösung aus der beanstandeten Abhängigkeit ein Zurückkommen auf die Stellungnahme des Bundesrates ermöglichen könnte, mag vorläufig dahingestellt bleiben.

Die vorgeschlagene Verweigerung der Fabrikationsbewilligung wird sich volkswirtschaftlich ungünstig auswirken, sie ist aber in Kauf zu nehmen in der Meinung, dass höhere Interessen dieses Opfer nötig machen.

Antragsgemäss wird daher *beschlossen*:

Der Bundesrat erklärt sich mit der grundsätzlichen Stellungnahme des Militärdepartementes und daher mit der Ablehnung des von der Waffenfabrik Solothurn gestellten Fabrikationsgesuches einverstanden.

E 6100 (A) 17/1114

*La Direction générale de la Banque nationale suisse¹
à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique*

Copie

L E-St/K. Kriegswirtschaft; Ausfuhrbeschränkungen

Zürich, 14. Oktober 1938

Wir bestätigen Ihnen den Empfang Ihres Geehrten vom 4. Oktober², mit dem Sie uns um unsere Stellungnahme zur Frage der Goldausfuhr in der Kriegswirtschaft ersuchen.

Die Schweiz steht praktisch immer noch auf dem Boden der Goldwährung, obwohl den Noten der Schweiz. Nationalbank durch den Bundesratsbeschluss vom 27. September 1936³ der gesetzliche Kurs verliehen und die Einlöspflicht des Noteninstituts aufgehoben wurde. Nach der Abwertung ist der Wert des Schweizerfrankens unter Festlegung einer oberen und unteren Wertgrenze neuerdings in Gold definiert worden; die Nationalbank blieb auch verpflichtet, die gesetzliche Golddeckung der Noten aufrecht zu erhalten. Durch ihren Beitritt zum Dreimächteabkommen hat sie sich gegenüber den andern Vertragspartnern ferner bereit erklärt, unter dem Vorbehalt der Gegenseitigkeit Gold zu verkaufen. Die Schweiz hat sich somit in den grossen Kreis jener weltwirtschaftlich wichtigen Länder eingefügt, die zwar de jure reine Papierwährungen haben, die andererseits aber die Spitzen ihrer Zahlungsbilanzen – im weitesten Sinne des Wortes – nach wie vor durch die Versendung von Gold ausgleichen. Die Möglichkeit, Gold auszuführen, bildet eine der wesentlichsten Voraussetzungen für die Erfüllung der in den «Weisungen des Bundesrates» gestellten Aufgabe, den «Goldwert des Frankens auf einer Höhe zu halten die, gemessen an der gesetzlichen Münzparität, einer Entwertung von ungefähr 30% entspricht». Soll der Franken auch in Kriegszeiten stabil gehalten werden, so muss zweifellos die Möglichkeit der Goldversendung gewahrt bleiben. Neben den währungspolitischen Gründen können aber auch Massnahmen der Landesversorgung – die Bezahlung lebenswichtiger Importe – eine Goldausfuhr notwendig machen.

Die Frage, wer nach Erlass eines Goldausfuhrverbotes über die Zulässigkeit der im Interesse der Währungsverteidigung und der allgemeinen Wirtschaftspolitik gebotenen Goldversendungen nach dem Ausland zu entscheiden habe, muss wohl zugunsten desjenigen Organs entschieden werden, das mit der praktischen Durchführung der währungspolitischen Aufgaben betraut ist. Es wird nach wie vor Sache der Bundesbehörden sein, der Nationalbank die Direktiven für ihre Währungspolitik zu erteilen; andererseits müssen der Nationalbank aber auch alle Mittel und Werkzeuge an die Hand gegeben werden, um den Vollzug

1. *Cette lettre est signée du Président G. Bachmann et du Directeur E. Weber.*

2. *Non retrouvée.*

3. *RO, 1936, 52, p. 765.*

dieser Direktiven zu ermöglichen und sicher zu stellen. Ein derartiges Werkzeug von grösster praktischer Bedeutung ist, wie weiter oben ausgeführt wurde, die Goldversendung ins Ausland. Wir sind daher der Auffassung, dass im Falle des kriegswirtschaftlich bedingten Erlasses eines Goldausfuhrverbotes der Schweizerischen Nationalbank eine allgemeine Bewilligung für die Goldausfuhr erteilt werden sollte; denn sie als fachtechnisch massgebende Instanz wird am ehesten in der Lage sein, die Notwendigkeit der Ausfuhr von Gold im konkreten Fall zu beurteilen.

Selbstredend muss dafür Sorge getragen werden, dass die währungspolitischen Massnahmen der Notenbank von dritter Seite nicht durchkreuzt werden können. Es ist daher naheliegend, die gesamte Goldausfuhr – soweit eine solche entgegen dem allgemeinen Verbot noch zugelassen werden kann – der Kontrolle der Notenbank zu unterstellen. Neben der Erteilung einer allgemeinen Goldausfuhrbewilligung an die Nationalbank selbst wäre ihr in einem diesbezüglichen kriegswirtschaftlichen Erlass somit auch die Kompetenz zu übertragen, nach ihrem Ermessen Ausfuhrbewilligungen an Dritte zu erteilen.

Die Ausdehnung des kriegswirtschaftlichen Goldausfuhrverbots auf die Zolltarifnummern 869 a und d (Gold unbearbeitet und gemünzt) dürfte unseren Zwecken genügen, da alles für die Banktransaktionen in Frage kommende Gold auf diese Weise erfasst wird.

In Anbetracht der Bedeutung des Goldes als Währungsmetall und internationales Zahlungsmittel erachten wir es als wesentlich, dass ein Goldausfuhrverbot nicht im Rahmen eines allgemeinen Ausfuhrverbots, sondern – als Massnahme besonderer Natur – in einem speziellen Erlass dekretiert wird. Ob dieses Verbot im Kriegsfall oder vielleicht schon bei akuter Kriegsgefahr aus Präventivgründen sofort in Kraft zu setzen wäre – wobei Gesuchen um Ausfuhrbewilligungen in weitgehendem Masse entsprochen werden könnte –, oder ob es erst erlassen werden soll, wenn seine Notwendigkeit durch die Ereignisse erwiesen ist, bleibe dahingestellt. Wir glauben, den ersteren Vorgehen den Vorzug geben zu müssen, sind aber gerne bereit, mit Ihnen diese Frage weiter zu diskutieren.

Abschliessend wäre noch darauf hinzuweisen, dass bei der Vorbereitung kriegswirtschaftlicher Massnahmen nicht nur ein Goldausfuhrverbot ins Auge zu fassen ist, sondern dass auch der Erlass eines Goldeinfuhrverbots geprüft werden muss. Obwohl diese Frage in Ihrem Schreiben nicht aufgerollt wurde, möchten wir bei diesem Anlass der Auffassung Ausdruck geben, dass in der Kriegswirtschaft auch die Goldeinfuhr verboten werden sollte, wobei an die Nationalbank wiederum eine allgemeine Einfuhrbewilligung zu erteilen und die Kompetenz zu übertragen wäre, nach ihrem Ermessen Dritten Einfuhrbewilligungen zu gewähren⁴.

4. *Cette affaire a été réglée par l'arrêté du Conseil fédéral du 22 septembre 1939, cf. E 1004.1 1/389, N° 1814.*

E 2001 (D) 1/4

*Le Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

Copie

L OM. Vertraulich

Bern, 14. Oktober 1938

Der schweizerisch-deutsche Pressekonflikt ist durch die Haltung eines Teils der schweizerischen Presse in der sudetendeutschen Frage und durch die Reaktion, die sie bei der deutschen Presse hervorgerufen hat, in ein akutes Stadium getreten. Während bis in die jüngste Zeit die z. T. heftigen Ausfälle unserer Linkspresse von den deutschen Zeitungen grösstenteils ignoriert oder nur kurz erwähnt wurden und auch die Äusserungen der bürgerlichen Presse der Schweiz im ganzen genommen keine grosse Beachtung erfuhren, scheint sich in neuester Zeit das Blatt zu wenden. Nachdem die «Bodenseerundschau» bereits in einigen Artikeln eine scharfe Sprache gegen schweizerische Presseäusserungen geführt hatte, wird nun in Nr. 281 der «Münchener Neueste Nachrichten» gegen einige grosse Schweizerzeitungen in einer Weise gewettert, die Aufsehen erregen muss. Dass vor allem die «Nationalzeitung» aber auch die «Neue Zürcher Zeitung» und die «Basler Nachrichten» an diesem Gefühlsausbruch nicht ganz unschuldig sind, kann nicht wohl bestritten werden. Immerhin sind gewisse Ausfälle, namentlich gegenüber Herrn Oeri, ungewöhnlich derb, sodass die Vermutung, dass es sich bei dem Artikel um einen persönlichen Racheakt handle, viel Wahrscheinlichkeit besitzt. Bei dem Verfasser soll es sich um Herrn Oehler handeln, dessen Erinnerungen an Basel von starken Ressentiments erfüllt seien.

Wenn wir somit in der Berner Korrespondenz der «Münchener Neuesten Nachrichten» nicht ohne weiteres ein Signal zu einer Pressekampagne gegen die Schweiz erblicken möchten, so ist doch nicht zu verkennen, dass ihr Erscheinen etwas Befremden erweckt. Der Deutsche Gesandte hatte nämlich vor ungefähr drei Wochen bei dem Chef des Politischen Departements auf gewisse Ausfälle von Schweizerzeitungen hingewiesen, und daran anschliessend hat auch der deutsche Presseattaché¹ unserer Abteilung eine Notiz mit Zeitungsbelegen übergeben und gleichzeitig erklärt, dass von deutscher Seite einmal mit grobem Geschütz geantwortet werden könnte, wenn die schweizerische Presse sich nicht einer grössern Objektivität befleisse: besonders ist dabei auch auf die Beeinflussung der schweizerischen Presse und Öffentlichkeit durch die «Havas»-Nachrichten der Schweizerischen Depeschagentur hingewiesen worden. Den Vertretern der Deutschen Gesandtschaft wurde die Antwort zuteil, dass das Departement, soweit es in seiner Macht stehe, es sich werde angelegen sein lassen, eine Änderung in der Haltung gewisser Presse-

1. Cf. N° 399.

organe herbeizuführen. Doch musste betont werden, dass diese Zeitungen noch lange nicht die öffentliche Meinung der Schweiz darstellten.

Auf diese Unterredungen hin hatte der Herr Departementschef vor allem eine Besprechung mit führenden Presseleuten, nämlich dem Präsidenten des Vereins schweizerischer Zeitungsverleger und dem Präsidenten des Vereins der Schweizerpresse. Eine gemischte Kommission dieser beiden Vereinigungen erliess darauf an die gesamte Schweizerpresse ein Zirkular, das wir als Anlage hier beifügen². Ferner wurde auf Veranlassung des Politischen Departements durch die Bundesanwaltschaft die Konsultative Pressekommission einberufen, welcher Herr Bundesrat Motta die ernste Situation in eindringlichen Worten auseinandersetzte. Es wurde von der Kommission beschlossen, dem Bundesrat ein zeitliches Verbot des «Journal des Nations» zu beantragen und ein zeitweises Verbot des «Travail» und der «Basler Arbeiterzeitung» in Erwägung zu ziehen. Der Bundesrat hat daraufhin das Erscheinen des «Journal des Nations» auf drei Monate untersagt. Von einem Verbot sozialdemokratischer Parteiorgane wurde einstweilen Umgang genommen, da ein solches im Hinblick auf innerpolitische Erwägungen, im besondern auf die bevorstehende Volksabstimmung über das Finanzprogramm, unglückliche Rückwirkungen hätte ausüben müssen. Hingegen hatte der Chef des Politischen Departements mit den Führern der sozialdemokratischen Partei eine Aussprache, in welcher von diesen die Notwendigkeit einer Mässigung in der Sprache ihrer Parteipresse nicht bestritten wurde. In diesem Zusammenhang darf auch die Antwort des Bundesrates auf eine kleine Anfrage Reinhard vermerkt werden, die wir zu Ihrer Dokumentierung ebenfalls hier beifügen.

Die Bemühungen des Departements, die Schweizerpresse zu einer grössern Disziplin zu erziehen, sind damit aber keineswegs abgeschlossen. Mit dem Präsidenten der Schweizerischen Depeschenagentur, Herrn Pochon, wurde der wenig objektive Meldedienst dieser Agentur eingehend erörtert, und Herr Pochon hat auch zugesichert, dass er sich in der Verwaltungsratssitzung für die Wünsche des Departements einsetzen werde. Übrigens haben auch Herr Oeri in den «Basler Nachrichten» und Herr Rigassi in der «Gazette de Lausanne» an gewissen Mängeln des Nachrichtendienstes der Schweizerischen Depeschenagentur Kritik geübt. Von Seiten der Schweizerischen Mittelpresse, mit deren Direktor wir ebenfalls Rücksprache genommen haben, werden wir in unsern Bestrebungen mit Verständnis und Nachdruck unterstützt (vgl. den beiliegenden Zeitungsartikel)³. Schliesslich soll noch die Konferenz der Auslandsredaktoren auf den 26. d. M. einberufen werden⁴. Herr Bundesrat Motta beabsichtigt, in der Konferenz der Presse die Pflicht zur Beobachtung der Neutralitätsgrundsätze in einlässlicher Begründung darzulegen und die Presseleute von der absoluten Notwendigkeit ihrer strikten Innehaltung zu überzeugen. Dass übrigens die Erkenntnis einer solchen Notwendigkeit in den Pressekreisen selber erwacht ist, geht daraus hervor, dass die obenerwähnte gemischte Pres-

2. *Non reproduite, cf. E 2001 (D) 1/7.*

3. *Non retrouvé, mais le dossier «Schweizerische Mittelpresse» figurant dans le carton E 2001 (D) 1/4 va dans le sens indiqué.*

4. *Cf. N° 435.*

sekommission nunmehr darangeht, den in Frage kommenden Blättern, vor allem den sozialdemokratischen Parteiorganen, in einlässlichen Memorialien ihre Ausschreitungen zu katalogisieren und ihnen zu eröffnen, dass die Berufsverbände bei dieser Sachlage gegenüber eventuellen Erscheinungsverboten des Bundesrates nicht zu ihren Gunsten intervenieren könnten.

Es lag uns daran, Sie über alle diese Massnahmen, deren Auswirkung allerdings zu einem grossen Teil noch abgewartet werden muss, ausführlich zu unterrichten, damit Sie Ihrerseits in der Lage sind, der deutschen Regierung in voller Kenntnis unserer Vorkehren gegebenenfalls diejenigen Aufschlüsse zu erteilen, die Sie für gut finden. Es hat sich übrigens unverkennbar eine gewisse grössere Zurückhaltung und Besinnung, soweit wenigstens bürgerliche Zeitungen in Betracht kommen, bereits bemerkbar gemacht, und es wäre höchst bedauerlich, wenn diese verheissungsvollen Anfänge einer Besserung durch ungeschlachte Ausfälle deutscher Zeitungen wieder zunichte gemacht würden.

Wie wir erfahren, weilt der Presseattaché der Deutschen Gesandtschaft gegenwärtig in Berlin, und es ist nicht ausgeschlossen, dass von den zuständigen amtlichen Stellen vielleicht über das weitere Verhalten der deutschen Presse gegenüber der Schweiz nunmehr Weisungen erteilt werden. Inwieweit die Anstrengungen des Politischen Departements Erfolg haben werden, dürfte zweifellos in nicht geringem Mass von der Beachtung und von dem Verständnis abhängen, das diese Bemühungen auf deutscher Seite finden.

Von Ihrem Schreiben vom 10. d. M. und dem beigegeführten Schriftwechsel mit Herrn Emil Reiffer haben wir mit Interesse Kenntnis genommen. Wir danken Ihnen für Ihre Aufklärungsarbeit und stellen Ihnen anheim, auch unser Generalkonsulat in München, das in der Frage ebenfalls verschiedene Berichte uns hat zukommen lassen, auf dem laufenden zu halten.

429

E 2001 (D) 2/115

*Rapport de la Division de Police
du Département de Justice et Police¹*

Copie

Bern, 15. Oktober 1938

BERICHT

ÄUSSERUNGEN ZUR EINFÜHRUNG DER ZUSICHERUNG
AUF MIT BESONDEREM KENNZEICHEN
FÜR JUDEN VERSEHENEN DEUTSCHEN PÄSSEN

Anonymes Schreiben aus Zürich vom 5. Oktober 1938 an die eidgenössische Fremdenpolizei nimmt die Einführung des «Visumszwanges» für Juden zum

1. *Ce rapport n'est pas signé. Le dossier du Département politique dans lequel il a été retrouvé est intitulé: Berichte von Herrn Dr. Rothmund an den Bundespräsident Baumann & an den Bundesrat.*

Anlass, die Behörden aufzufordern, vor allem illegal eingereiste Juden wegzuwiesen und keine neuen mehr hereinzulassen. Er weist auf die übergrosse Zahl ausländischer Juden in Zürich hin und droht mit Selbsthilfe des Volkes.

Peterer, Stein (Aargau), schreibt am 6. Oktober an den Bundesrat, er habe von einem ihm bekannten Grenzwächter eine Schilderung der Verzweiflung von Juden erhalten, denen der Grenzübertritt verweigert wurde. Er fordert den Bundesrat auf, die nationalsozialistischen Methoden nicht zu unterstützen, sondern die Grenze allen Juden zu öffnen, aus christlichem und schweizerischem Sinne. Wenn bescheidene Leute wirtschaftlich geschützt werden müssen, genüge es, Ausschreitungen beizeiten zu unterbinden.

A. Schyveschuurder, Vorstandsmitglied der Niederl. Israel. Gemeinde in Haarlem, schreibt am 6. Oktober auf Firmenpapier einer Konfektionsfirma an die eidgenössische Fremdenpolizei, er habe aus der Nationalzeitung mit Befremden von der neuen schweizerischen Massnahme Kenntnis erhalten und ersucht um Aufschluss. Er kann in Zukunft für seine Bekannten und die Kundschaft verschiedener Reisevereine Reisen nur in solche Länder organisieren, wo der deutsche Pass ohne weiteres zur Einreise berechtigt. Jüdische Reisende sind gute Kundschaft der Hotels (nicht Hopla), ihr Ausbleiben wäre ein Schaden für die Schweizer Hotellerie. Er behält sich, je nach der Auskunft, die er erhält, vor, auch englische Kreise zu unterrichten.

Die Schweiz. Gesandtschaft im Haag macht die eigenössische Polizeiabteilung am 7. Oktober darauf aufmerksam, dass die jüdischen Kreise Hollands die schweizerische Massnahme schlecht aufgenommen haben. In den Niederlanden Ansässige erklären, lieber auf Ferien in der Schweiz zu verzichten, als von den deutschen Behörden das Kennzeichen «J» zu verlangen; das treffe erst recht auf jüdische Mischlinge zu. Die Gesandtschaft schlägt vor, eine holländische Rückreisegarantie solle zum Erhalt der schweizerischen Zusicherung genügen. – Die deutschen Konsulate in Holland haben noch keine Weisung erhalten, die Gesandtschaft musste wegen Fehlens des Kennzeichens Juden die Zusicherung verweigern, als sie zu Geschäftszwecken in die Schweiz reisen wollten.

Der Bund schweizerischer Frauenvereine an seiner Jahresversammlung in Neuenburg (Nationalzeitung vom 10. Oktober) protestiert gegen die Forderung besonderer Ausweise für Juden an der Schweizer Grenze und gegen politische Intoleranz überhaupt.

Die Nationalzeitung vom 11. Oktober hält sich über die Bezeichnung «arisch-nichtarisch» auf. Begreift die Notwendigkeit einer Kontrollmassnahme, bezeichnet aber die Annahme der deutschen Terminologie als schwächliches Nachgeben Deutschland gegenüber und Aufmunterung, in seinen Methoden fortzufahren. Eine weitere Folge der schweizerischen Kontrollmassnahme sei, dass an der Grenze auch deutsche Nichtjuden zurückgewiesen würden; sie bringt das Beispiel eines in Frankreich ansässigen Deutschen.

Ein weiterer Artikel sagt, Juden, die ausserhalb Deutschlands wohnen, verzichten auf das Kennzeichen und auf die Einreise in die Schweiz; sie bringt das Schreiben eines deutschen Juden im Haag, der erklärt, statt wie jedes Jahr nach Lugano, nun an die französische Riviera zu reisen. Auch seine Freunde würden sich den «beschämenden, erniedrigenden und zeitraubenden Schritten» nicht

aussetzen. Die Zeitung weist auf die Folgen für die schweizerische Wintersaison hin.

Das Israelitische Wochenblatt, Zürich, vom 10. Oktober, protestiert gegen den «Visumszwang» und die Frage «nach Konfession und Rasse» an der Schweizergrenze.

A. Holt, *amerikanischer Staatsangehöriger* in Cannes, schreibt am 11. Oktober an den Bundesrat; er ist empört darüber, dass die Schweiz Rassenunterschiede mache. Er sei ein alter Feriengast der Schweiz, in Zukunft komme er nicht mehr und seine Bekannten teilen seine Auffassung.

An einer Besprechung der eidgenössischen Fremdenpolizei mit den *Herren Saly Mayer und Silvain Guggenheim* vom 12. Oktober 1938 über die Behandlung der jüdischen Emigranten in der Schweiz machte Herr Mayer darauf aufmerksam, dass die Regelung, wie sie für Deutsche getroffen wurde, sehr unangenehme Konsequenzen haben kann. Die internationale Judenschaft legt die Einführung der Notwendigkeit der Zusicherung für Pässe von Nichtariern dahin aus, dass nun auch in der Schweiz mit einer Rassegesetzgebung angefangen worden sei. Das Ausland versteht nicht, dass es sich um eine *deutsche* Massnahme handelt, die uns gezwungen hat, den Unterschied zu machen. Die ausländischen Juden hüten sich heute, nach Italien oder Deutschland zu gehen. Es ist zu erwarten, dass sie nun auch die Schweiz meiden und ihre Ferien in erster Linie in Frankreich verbringen werden. Der schweizerischen Hotellerie ist jedenfalls mit unserer Massnahme ein arger Schlag versetzt worden. Die schweizerischen Juden sorgen, soweit es in ihrer Macht steht, dafür, dass die Massnahme im Ausland verstanden wird, aber es ist kaum möglich, sie so zu erklären, dass sie nicht als schweizerische Massnahme gegen die Juden ganz allgemein angesehen wird.

Der Schweizer Hotelier-Verein teilt dem Vorsteher des eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements in einem Schreiben vom 12. Oktober 1938 mit, er erhalte zahlreiche Briefe und Anfragen von ehemaligen deutschen Juden, die glauben, an der Schweizer Grenze Schikanen ausgesetzt zu sein. Der Hotelier-Verein versteht die Notwendigkeit, zu kontrollieren, ob Einreisenden die Wiederausreise möglich ist. Er schlägt aber vor, dazu solle die Bescheinigung der Behörden des gegenwärtigen (nichtdeutschen) Wohnsitzlandes des Einreisenden, wonach diesem die Rückkehr gesichert sei, genügen.

Légation de Suisse à Londres. M. le ministre Paravicini m'a téléphoné², le 10 de ce mois, et m'a dit qu'il n'avait pas osé faire paraître le communiqué³ par crainte des répercussions en Angleterre. Il compte nous entretenir de toute la question la semaine prochaine lorsqu'il sera à Berne. Dans une lettre du 11 octobre⁴, M. Paravicini confirme ce qu'il m'avait déjà dit au téléphone, que l'Ambassade d'Allemagne n'a pas reçu d'instructions concernant l'apposition du signe distinctif dans les passeports des non-aryens. La Légation a donc accordé des «assurances» à des Juifs allemands dont le passeport ne portait pas

2. A Baechtold, *Chef de la Police des Etrangers, qui remplaçait Rothmund, alors en vacances, à la tête de la Division de Police.*

3. Du 4 octobre 1938, cf. N° 416, note 5.

4. Cf. E 2200 London 53/1.

le signe distinctif et leur a en même temps donné une déclaration expliquant l'absence de ce signe. A la chancellerie de l'Ambassade d'Allemagne à Londres, on aurait déclaré aux Juifs qui se sont présentés que c'est la Suisse qui exige l'apposition du signe distinctif et que l'Allemagne n'y est pour rien.

Légation de Suisse à Bruxelles. M. de Stoutz, dans une lettre du 12 octobre⁵, relève que le consulat et la légation d'Allemagne n'ont pas reçu d'instructions concernant l'apposition du signe distinctif. Les Juifs allemands que notre Légation invite à passer au consulat d'Allemagne pour faire munir leurs passeports du signe distinctif se rebiffent et s'indignent de voir la Suisse agir de connivence avec l'Allemagne dans les mesures de persécution contre les Juifs. Beaucoup considèrent comme infamant qu'on leur demande s'ils sont ou non aryens. La légation ne sachant que faire leur dit finalement à tous que le passeport allemand n'ayant pas besoin d'être muni d'un visa suisse, ils peuvent le présenter tel quel à la frontière suisse, mais qu'ils risquent d'être refoulés s'ils sont non-aryens et qu'ils peuvent éviter ce risque en faisant apposer dans leurs passeports le signe distinctif, au vu duquel la Légation de Suisse pourra examiner la possibilité de leur accorder une «assurance». Les mesures prises et les explications que donne la Légation sont très mal accueillies, surtout par certains Juifs établis depuis très longtemps en Belgique qui sont à la tête d'affaires importantes et qui déclarent que la Suisse peut les considérer comme perdus pour le tourisme. Le directeur de l'agence suisse du tourisme à Bruxelles dit que la perte pour l'hôtellerie suisse n'est pas négligeable.

Consulat de Suisse à Marseille. Il a remis le communiqué à la presse et nous envoie une coupure du «Petit Marseillais» du 8 octobre. Le journal a fait suivre le communiqué d'un commentaire qui nous est favorable.

5. Cf. N° 423.

430

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 39

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 21 Vertraulich

Berlin, 15. Oktober 1938

Als ich am letzten Montag aus dem Urlaub zurückkehrte, rief mich Freiherr von Weizsäcker an, um mir mitzuteilen, dass er sich schon Ende der letzten Woche mit mir in Verbindung setzen wollte, um eine Zusammenkunft zu vereinbaren, damit er mir gewisse Aufschlüsse über die letzten Ereignisse geben könne. Er möchte mich nun zu einem Frühstück im kleinen Kreis einladen, wo dann Gelegenheit wäre über diese Dinge zu sprechen.

1. *En tête du document, annotation manuscrite de Motta:* Sehr interessant! In Zirkulation, 19.10.38, M. *D'une autre écriture non identifiée:* Zurück am 24.X.

Das Frühstück fand gestern im Hause von Herrn von Weizsäcker statt. Es nahmen daran teil die Prinzessin von Hessen, Botschafter Ritter, der frühere deutsche Botschafter in Rio de Janeiro, der sich nun mit Wirtschaftsfragen in der Tschechoslowakei befasst, der ehemalige Gesandte in Brüssel, Herr von Richthofen, der deutsches Mitglied der deutsch-tschechischen Kommission ist, und der Oberbürgermeister von Stuttgart, Herr Strölin. Wenn ich diese gesellschaftlichen Einzelheiten erwähne, so tue ich es nur deshalb, um zu zeigen, dass offenbar Herr von Weizsäcker mir eine besondere Aufmerksamkeit erweisen wollte.

Der Staatssekretär sagte mir nun, nachdem wir uns nach dem Essen zu einer vertraulichen Aussprache zurückgezogen hatten, ungefähr Folgendes:

Man habe es deutscherseits als Zeichen eines berechtigten Vertrauens begrüsst, dass die Schweiz keine besonderen militärischen Massnahmen ergriffen habe. In der Tat habe auch Deutschland keine irgendwelchen militärischen Vorbereitungen an der Schweizergrenze getroffen. Vielleicht sei es mir aufgefallen, dass der Führer in seiner Rede in Saarbrücken ausgeführt habe, dass Deutschland gezwungen sei seine Befestigungslinie hinter der belgischen Grenze weiterzuführen; hinter der schweizerischen Grenze halte man es demnach nicht für nötig militärische Werke zu errichten. Deutschland rechne mit der Neutralität der Schweiz als einer feststehenden dauernden Tatsache, auf die es sich verlassen könne. Er könne mich überhaupt noch einmal versichern, dass heute nach der Erledigung des tschechoslowakischen Problems die Einstellung der deutschen Politik gegenüber unserem Lande die gleiche bleibe. Deutschland habe nach wie vor weder politische noch militärische Absichten und werde auch keine Vorbereitungen treffen. Es genüge Deutschland, wenn es die Gewissheit habe, dass sich die Schweiz einem allfälligen Durchmarschversuch von Westen her, der aber aus strategischen Gründen nicht sehr wahrscheinlich sei, zur Wehr setzen würde.

Nachdem ich dem Staatssekretär für diese erfreulichen Eröffnungen gedankt habe, benützte ich die Gelegenheit, um ihn darauf aufmerksam zu machen, dass ich in der Frage der Versorgung der Schweiz mit lebenswichtigen Gütern in Kriegszeiten noch keine schriftliche Antwort erhalten habe². Herr von Weizsäcker erwiderte, dass er geglaubt habe, die Überwindung der Krise mache eine Antwort auf meine diesbezügliche Demarche nicht mehr nötig. Dem gegenüber machte ich aber geltend, dass wir es lebhaft begrüssen würden, wenn die grundsätzliche Bereitschaft zur Belieferung der Schweiz in einer Erklärung zum Ausdruck gebracht würde, da sich diese Haltung aus der deutschen Anerkennung der schweizerischen Neutralität ergebe und somit nicht an eine bestimmte Kriegsgefahr gebunden sei. Ich fügte auch bei, dass die französische Regierung, wie ich von Herrn Minister Stucki in Paris wüsste, eine solche grundsätzliche Erklärung abgegeben habe³ und dass es daher für den Bundesrat von Wichtigkeit sei, auch vom nördlichen Nachbar eine entsprechende Zusicherung, aus der sich der gleiche Wille zur Beachtung der Neutralität ergebe, zu erhalten. Herr von Weizsäcker nahm von meinen Wünschen gern

2. Cf. N° 390.

3. Cf. N° 398 et surtout E 2200 Paris 11/5.

Vormerk und glaubte keine Einwendungen machen zu müssen. Er versprach, die Frage sofort wieder behandeln zu lassen und mir später dann eine Antwort zu geben.

Scherzhaft fragte mich dann der Staatssekretär, welche Kriegsgefahr wir denn schon wieder vermuten. Ich entgegnete, in ähnlichem Sinne, dass er wohl besser in der Lage sei mich zu belehren, weshalb in der Welt die Aufrüstung fortgesetzt werde.

Wir kamen dann auf die Verhältnisse im Mittelmeer zu sprechen. Herr von Weizsäcker meinte, dass Italien hier keine weiteren Aspirationen habe. Auch in Spanien wolle es nichts anderes als die Gründung eines anti-italienischen Staates verhindern. Franco werde, wenn es ihm gelinge, die Herrschaft über ganz Spanien zu erringen, eine unabhängige Politik betreiben, von der auch die Westmächte nichts zu befürchten hätten. Er glaube nicht, dass man in der spanischen Frage eine Wendung befürchten müsste, die den allgemeinen Frieden gefährden könnte.

Die Verzögerung des Inkrafttretens der italienisch-englischen Vereinbarungen sei wirklich nur darauf zurückzuführen, dass die englische Regierung nicht noch einmal ohne Zustimmung des Parlaments Entscheidungen von solcher Tragweite treffen wollte; es sei nicht zutreffend, wenn behauptet werde, dass es die Absicht Englands sei, noch andere Bedingungen für das Inkrafttreten der Vereinbarungen zu stellen. Auch die Bemerkungen Hitlers in Saarbrücken an die Adresse Englands seien nicht als eine Sekundierung Italiens in dieser Frage aufzufassen. Er sei vielmehr in der Lage das Geheimnis zu lüften, weshalb sich der Führer so ungehalten über gewisse englische Einmischungen geäußert habe. Kurz vor der Rede habe nämlich der Reichskanzler einen Bericht der deutschen Botschaft in London gelesen, wo ausführlich dargelegt wurde, wie englische Persönlichkeiten und Organisationen sich erlaubten indiskrete Fragen über das Schicksal von Österreichern und Deutschen zu stellen.

Wenn somit auch keine Kriegsgefahr wegen der Verhältnisse im Mittelmeer befürchtet werden müsse, so möchte er doch feststellen, dass die italienisch-deutsche Achse sich als eine Realität erwiesen habe, die auch in Zukunft fortbestehen werde. Er müsse heute eine falsche Ansicht richtigstellen, die er vor einigen Jahren Herrn Bundesrat Minger gegenüber bei einer Einladung in Schüpfen geäußert habe⁴. Damals habe er die Auffassung vertreten, dass die Zusammenarbeit zwischen Deutschland und Italien kaum von Dauer sein werde. Diese Prognose habe sich als irrtümlich erwiesen und er lege Wert darauf, dies heute richtigzustellen.

Zum tschechoslowakischen Problem übergehend sagte Herr von Weizsäcker, dass sich die Abtretung der sudetendeutschen Gebiete ohne Zwischenfall vollzogen habe. Die internationale Kommission, deren Vorsitz er führte, habe gestern ihre Arbeiten, ohne dass Schwierigkeiten entstanden wären, beendet. Plebiszite fänden nun keine statt. Er persönlich sei zwar in einer früheren Phase der Auffassung gewesen, dass man die Bevölkerung abstimmen lassen müsse. Er sei auch heute noch überzeugt, dass die Grenzen für Deutschland

4. *En marge de cette phrase, annotation manuscrite de Motta: für Herrn Bundesrat Minger! M. Weizsäcker a été ministre d'Allemagne en Suisse de 1933 à 1937.*

günstiger gestaltet werden könnten, wenn man in den gemischten Gebieten es auf eine Abstimmung ankommen lassen würde. Nachdem nun aber die Tschechoslowakei ihre Aussenpolitik geändert habe, – der tschechoslowakische Aussenminister sei heute nachmittag nach seinem gestrigen Besuch bei von Ribbentrop nunmehr in Berchtesgaden beim Führer – so liege kein Grund vor, an den weitergehenden an sich nicht unberechtigten Forderungen festzuhalten. Bezüglich der Slowakei hoffe er, dass die ungarischen Ansprüche in gerechter Weise und im Verhandlungswege berücksichtigt werden. Was den Wunsch Polens und Ungarns nach einer gemeinsamen Grenze in Karpathorussland anbetreffe, so sei Deutschland an dieser Frage nicht interessiert. Deutschland müsse lediglich verlangen, dass das Selbstbestimmungsrecht der Karpathorussen beachtet werde. Er glaube nicht, dass die dortige ukrainische Bevölkerung grosse Lust habe, es von neuem wieder mit Ungarn zu versuchen; denn wenn auch Ungarn heute der ausgesprochene Freund Deutschlands sei, so müsse er doch sagen, dass sich dieses Land in der Behandlung der Minoritäten bisher keine besonderen Verdienste erworben habe.

Zurückblickend auf die vergangenen Ereignisse meinte Herr von Weizsäcker, dass eigentlich mit den englischen Zugeständnissen in Berchtesgaden die aktuelle Kriegsgefahr hätte als beseitigt angesehen werden können. Wenn trotzdem später bei der praktischen Durchführung dieser Vorschläge die Kriegsgefahr ihren Höhepunkt erreichte, so sei dies einem technischen Regiefehler zuzuschreiben, den man in Godesberg gemacht habe. Man hätte in diesem Stadium der Besprechungen ein technisches Organ einschieben sollen, das zunächst die Durchführung der Vorschläge von Berchtesgaden bearbeitet hätte, statt die Regelung dieser Einzelfragen sofort den grossen Staatsmännern zu überlassen. Am kritischen Mittwoch sei er in der Reichskanzlei beim Führer gewesen, als der Vorschlag Mussolinis vorlag, zu einer Besprechung nach Berlin zu kommen. Hitler habe sich – also entgegen meinen Informationen aus einer journalistischen Quelle – sofort mit dieser Idee einverstanden erklärt und die Anregung gemacht, die Konferenz nach München einzuberufen, damit Mussolini nicht gezwungen sei, bei der Vereisungsgefahr in den Alpen das Flugzeug zu benutzen. Diese Zustimmung Hitlers zu dem Vorschlag der Viererkonferenz sei ca. um 12.30 Uhr erfolgt, und er habe damals schon den Eindruck gehabt, dass damit die Gefahr eines Krieges beseitigt sei.

Schliesslich kamen wir noch einmal auf die deutsch-schweizerischen Beziehungen zu sprechen. Herr von Weizsäcker sagte, dass er sich darüber gefreut habe, dass der Bundesrat eine Verbotsmassnahme gegen das «Journal des Nations» erliess⁵. Mit Interesse habe er auch davon gehört, dass man sich über die Tendenz der schweizerischen Depeschenagentur und ihre Anlehnung an die Agentur Havas aufhalte. Ich sagte ihm, dass diese Einseitigkeit schon lange beim Politischen Departement Anstoss erweckt habe. Ich brauchte Herrn von Weizsäcker nicht darüber zu belehren, dass die Depeschenagentur weder organisatorisch noch finanziell vom Bundesrat abhängig ist und dass daher gewisse Schwierigkeiten bestehen, diese Zustände zu ändern. Mit Recht bemerkte Herr von Weizsäcker, dass in solchen Fällen eine befriedigende

5. Cf. N° 420.

Lösung meistens davon abhängen, welche Persönlichkeit ein solches Unternehmen leitet.

Auf die Pressefrage eingehend sagte Herr von Weizsäcker, dass er sich bewusst sei, dass auch in Deutschland in dieser Hinsicht nicht alles klappe, obwohl die Regierung die Möglichkeit habe die Presse zu dirigieren. Er kenne ja die Einstellung des Bundesrates zur Genüge und sei überzeugt, dass es seinem Einfluss schliesslich gelingen werde, auch die schweizerische öffentliche Meinung von der Notwendigkeit gegenseitiger freundschaftlicher Beziehungen mit dem Deutschen Reich zu überzeugen.

431

E 2001 (D) 1/4

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Berlin, 21. Oktober 1938

Ich erhielt Ihre Zuschrift vom 14. dieses Monats¹ betreffend den schweizerisch-deutschen Pressekonflikt und danke Ihnen für Ihre eingehenden Aufschlüsse.

Schon wiederholt hatte ich Gelegenheit Sie schriftlich und mündlich auf die Gefahren aufmerksam zu machen, die sich aus der Schreibweise unserer Presse ergeben. Fast jederman, mit dem ich hier über die schweizerisch-deutschen Beziehungen sprach, hat sich über die unfreundliche Haltung gewisser schweizerischer Zeitungen beklagt. Der Reichspropagandaminister und der Reichspressechef haben mich auf diese unerfreulichen Vorgänge hingewiesen, gleichzeitig aber auch betont, dass ihnen die Bemühungen der Bundesbehörden, hier Besserung zu schaffen, bestens bekannt seien. Sie haben beide versprochen, nötigenfalls Gegenangriffe in der deutschen Presse zu verhindern, um diese Bemühungen nicht zu stören. Man wird sich aber keinen Illusionen darüber hingeben können, dass auf die Dauer für Grossdeutschland diese Hetze gegen den nationalsozialistischen Staat unerträglich wird und dass wir, falls keine Änderung erfolgt, zum mindesten mit einer Zeitungsfehde gegen unser Land rechnen müssen. Bei dem engen Einvernehmen Deutschlands mit Italien muss auch erwartet werden, dass diese Abwehr von unserem südlichen Nachbar kräftig sekundiert wird.

Ein solcher Zeitungskrieg mag vielleicht für das schweizerische Zeitungsgeschäft förderlich sein, aber über die Nachteile, die unserem Land entstehen, sind keine Worte zu verlieren.

1. Cf. N° 428.

Bei dieser Sachlage begrüsse ich die von Ihnen bereits getroffenen Massnahmen lebhaft und namentlich auch die Absicht des Herrn Departementschef, am 26. Oktober an einer Pressekonferenz den Chefredaktoren die Auffassung des Bundesrates auseinanderzusetzen. Wie ich mich dieser Tage vergewissern konnte, sind hier alle diese Massnahmen mit grosser Befriedigung aufgenommen worden.

Die deutschen Vorwürfe richten sich, wie ich betonen möchte, fast ausschliesslich gegen die deutsch geschriebene Schweizerpresse. Nicht ohne Berechtigung weist man darauf hin, dass in der welschen Presse die deutschen Verhältnisse objektiver beurteilt werden. Ferner aber wird naturgemäss die deutsch geschriebene Presse mit kritischeren Augen gelesen, namentlich heute, wo die Zeitungen der deutschen Schweiz die einzigen deutschsprachigen sind, die nicht der Dirigierung der deutschen Stellen unterstehen. Die Vorwürfe richten sich auch weniger gegen die sozialdemokratischen Blätter, obwohl, sachlich betrachtet, deren Schreibweise ganz besonders zu beanstanden wäre. Aber man versteht hier, dass diese Zeitungen bei ihren früheren nahen Beziehungen zum deutschen Marxismus keine freundlichen Töne anschlagen können. Man benügt sich, wenn die Organe unserer Linkspresse auf Beleidigungen und Falschmeldungen verzichten. Die Aussetzungen richten sich vielmehr hauptsächlich gegen die bürgerlichen deutsch geschriebenen Zeitungen, die ja bekanntlich auch in Anspruch nehmen, die politisch massgebende öffentliche Meinung in der deutschen Schweiz wiederzugeben.

Dass diese Zeitungen sich keine Beschimpfungen und Beleidigungen zuschulden kommen lassen, wird anerkannt und auch zugegeben, dass sie auf Falschmeldungen, die ungewollt ja ab und zu vorkommen mögen, verzichten. Man stösst sich auch nicht daran, dass diese Zeitungen sich kritisch mit den deutschen Verhältnissen auseinandersetzen. Man verträgt sogar eine scharfe Sprache, insbesondere dann, wenn schweizerische Interessen durch die deutschen Massnahmen berührt werden. Was man aber auf die Dauer nicht erträgt, ist die Tatsache, dass das hiesige Regierungssystem journalistisch bekämpft wird, dass man also darauf verzichtet, die hiesigen Verhältnisse objektiv zu würdigen.

Ich glaube mich mit dem Departement einig, dass diese grundsätzlich ablehnende kämpferische Haltung auch vom schweizerischen Standpunkt aus ein Fehler ist. Sie ist unvereinbar mit der schweizerischen Neutralitätspolitik, die auf gleiche freundschaftliche Beziehungen mit den Nachbarstaaten abzielt, nicht nur wegen der Auslandschweizer, wegen unseren eingefrorenen Milliarden, unseren wirtschaftlichen Interessen (Deutschland ist der grösste Kunde und der grösste Lieferant der Schweiz), sondern vor allem wegen der schweizerischen Sicherheit, nachdem zwei Drittel unseres Landes von den Mächten der Achse umschlossen sind. Man sollte doch erwarten dürfen, dass die massgebliche Presse in unserem Land diese Zusammenhänge endlich auch begreift und diese Politik und Diplomatie nicht stört oder geradezu durchkreuzt.

Man sagt, dass die Neutralität den Staat und nicht den Bürger und damit die Presse angehe. Glücklicherweise ist der Staat nicht für jeden Unsinn verantwortlich, der in der Presse geschrieben wird, und zunächst gilt der bekannte Satz, dass das Papier geduldig ist. Aber auf die Dauer kann eben die Politik des

Staates, namentlich in einem demokratischen Land, nur dann ihre Früchte tragen, wenn sie gestützt wird von der gesamten öffentlichen Meinung.

Man hat mich auch wiederholt auf die Notwendigkeit der geistigen Landesverteidigung verwiesen. Es will mir scheinen, dass man den schweizerischen Unabhängigkeitswillen unterschätzt. Um gute Schweizer zu bleiben, haben wir es nicht nötig uns mit dem Ausland herumzustreiten. Wir brauchen nicht unsere aussenpolitischen Beziehungen zu gefährden, um den schweizerischen Unabhängigkeitswillen zu erhalten.

Herr Caratsch hat mir gegenüber den Standpunkt vertreten, dass sich die Schweiz an der geistigen Auseinandersetzung der Ideologien beteiligen müsse. Es ist meines Erachtens ein Fehler, wenn die Frage des innerpolitischen Regimes ins weltanschauliche übersteigert wird. Diesem Fehler begegnet man ja auch hier in Deutschland, sonst hätte man nicht das Gastrecht am Nürnberger Parteitag dadurch verletzt, dass man die demokratischen Länder vor den Vertretern der betreffenden Staaten in ungehöriger Weise kritisierte. Die Fehler der anderen sind aber nicht dazu da, um sie nachzumachen. Die Schweiz sollte kein Rufer im Streit der Ideologien sein. Im Gegenteil, als kleines Land neben grossen Staaten mit anderen Staatsauffassungen haben wir alles Interesse die Auffassung zu vertreten, dass jeder Staat das Recht hat seine inneren Einrichtungen nach eigenem Ermessen zu bestimmen. Dieser Standpunkt entspricht auch der natürlichen Friedensmission eines neutralen Landes: Wir, die in einem Krieg neutral bleiben wollen, haben nicht die Aufgabe, im Frieden die Gegensätze zu steigern, sondern im Gegenteil, wir haben die schöne und dankbare Aufgabe, unseren Beitrag zu der Überbrückung dieser Gegensätze zu leisten, sonst erlebt man das betrübende Schauspiel der letzten Wochen, dass ein grosser Teil unserer Presse nicht nur im Gegensatz stand zu den Mächten der Achse, sondern auch zu Frankreich und England, deren Völker und deren einsichtige Regierung trotz neutraler Ideologen keinen Weltkrieg wollten.

432

E 2001 (D) 1/4

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna¹*

L

Berlin, 22. Oktober 1938

Im Anschluss an mein Schreiben von gestern betreffend die deutsch-schweizerischen Pressebeziehungen beehre ich mich, Ihnen eine Zuschrift² zu über-

1. *Annotation manuscrite de Motta en marge de cette lettre: Il faudra accuser réception, 26.10.38, M. et ad acta. 26.X.38, M.*

2. *Reproduite en annexe.*

mitteln, die eine Anzahl Schweizer, die in leitender wirtschaftlicher Stellung sind, soeben an mich gerichtet haben.

Im Kreise dieser Herren sind schon wiederholt die deutsch-schweizerischen Pressebeziehungen zur Sprache gekommen. Auch in dem vorliegenden Schreiben wird der Befürchtung Ausdruck gegeben, dass bei einer Fortdauer des bisherigen Zustandes grosse Nachteile für die Schweizerkolonie in Deutschland zu erwarten sind. Deshalb sind denn auch die Herren dem politischen Departement und dem Herrn Departementschef zu Dank verpflichtet, dass er es übernommen hat, anlässlich einer Pressekonferenz die Auffassung des Bundesrates auseinanderzusetzen und die Presse auf diese Gefahren aufmerksam zu machen.

ANNEXE

*Un groupe d'hommes d'affaires suisses de Berlin
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

L

Berlin, 20. Oktober 1938

Seit Ihrer Amtsübernahme hatten die unterzeichneten schweizerischen Wirtschaftler von Berlin schon zu wiederholten Malen Gelegenheit, Ihnen ihre Besorgnis über die abfällige Art und Weise, mit der ein Teil der Schweizer Presse, und zwar namentlich der deutsch-schweizerischen, zu den Vorgängen und den Verhältnissen in Deutschland Stellung nimmt, zum Ausdruck zu bringen.

Anlässlich der längeren Aussprache, die seiner Zeit in der Gesandtschaft in Gegenwart zweier Schweizer Korrespondenten über das Verhalten der Schweizer Presse gegenüber dem Dritten Reich stattfand, und auch bei Empfängen von Schweizer Delegationen ist unsererseits mit allem Nachdruck darauf hingewiesen worden, dass die fortwährenden kritischen Auslassungen der Schweizer Tagespresse über Fragen, die die Schweizer Interessen gar nicht berühren, den guten Beziehungen zwischen der Schweiz und Deutschland bestimmt nicht förderlich sind, sondern sie sogar gefährden können.

Verschiedene der Unterzeichneten haben sich darüber hinaus bemüht, durch persönliche Fühlungnahme mit einflussreichen und der Schweizer Presse nahestehenden Persönlichkeiten in der Schweiz auf diesen Gefahrenpunkt hinzuweisen und zu bitten, dahin zu wirken, dass die Schweizer Tageszeitungen sich unnützer und hämischer Bemerkungen über das nationalsozialistische Deutschland enthalten. Dies umso mehr, als auch Deutschland kurz nach Ihrer Amtsübernahme die formelle Erklärung der Respektierung der schweizerischen Neutralität abgegeben hat.

Wir sehen wirklich nicht ein, warum ausgerechnet die Schweizer Presse sich in fortwährender abfälliger Kritik gegenüber dem Dritten Reich, mit dem die Schweiz wirtschaftliche und kulturelle freund-nachbarliche Beziehungen unterhält, gefallen soll. Unsere Meinung geht vielmehr dahin, dass, mit Rücksicht auf diese guten Beziehungen und zur Vertiefung derselben, sich die Schweizer Presse grösste Zurückhaltung auferlegen und namentlich in aussenpolitischen Fragen und in solchen, die rein innere Angelegenheiten des Deutschen Reiches betreffen, überheblicher und kritischer Bemerkungen enthalten sollte. Bekanntlich sind wir Schweizer in Fragen, die uns und unser Land betreffen, mehr als empfindlich und verbitten uns ebenfalls jede Einmischung in unsere inneren Angelegenheiten. Als kleiner Staat, dessen politische, wirtschaftliche und kulturelle Institutionen überall im Ausland, und auch in Deutschland, als im besten Sinne demokratisch anerkannt werden, sollten wir es vermeiden, und darin hat unsere Presse uns voranzugehen, die Regierungsform anderer Staaten in unfreundlicher Weise zu bemängeln.

Die Unterzeichneten haben es daher freudig begrüsst, dass der Hohe Bundesrat beabsichtigt, demnächst die Vertreter der Schweizer Presse zu einer Konferenz einzuladen, und sie gehen wohl

nicht fehl in der Annahme, dass der Zweck dieser Zusammenkunft der ist, die Presse über die Gefahren aufzuklären, die die oben genannten Auswüchse in sich schliessen.

Wenn Vertreter der Schweizer Presse das Verhalten derselben gegenüber dem nationalsozialistischen Deutschland damit begründen wollen, dass der geistigen Landesverteidigung damit ein Dienst erwiesen werde, so müssen wir unsererseits erklären, dass eher das Gegenteil damit bewirkt wird. Aus unseren eigenen, teilweise jahrzehntelangen Auslandsschweizer-Erfahrungen können wir feststellen, dass sich gerade der Auslandsschweizer der hohen geistigen Güter des Schweizer-tums voll bewusst ist und es nicht notwendig hat, sich durch abfällige Bemerkungen in unserer Tagespresse über befreundete Nachbarstaaten in seinem Schweizertum bestärken zu lassen. Auch auf Schweizer, die im Ausland geboren und aufgewachsen sind und vielleicht aus diesem Grunde der Wahlheimat und deren Institutionen erhöhte Sympathien entgegenbringen, wird eine unfreundliche und unsachliche Einstellung unserer Heimatpresse alles andere eher als einen günstigen, im Sinne der geistigen Landesverteidigung wirkenden Einfluss ausüben.

Was das Schweizer Volk in der Heimat selber anbelangt, haben wir das feste Vertrauen in daselbe, dass es ebenfalls auf eine solche «Unterstützung» der Schweizer Presse zu Erhaltung seiner Eigenart verzichten kann.

Die Unterzeichneten würden sich ganz besonders glücklich schätzen, wenn durch eine sachlichere und ruhigere Beurteilung des nationalsozialistischen Deutschlands in der Schweizer Presse die Beziehungen zu Deutschland nicht weiter gefährdet, sondern besser gestaltet würden, was für die gegenseitigen wirtschaftlichen Beziehungen beider Länder nur von Vorteil sein kann.

Wir wären Ihnen dankbar, hochgeehrter Herr Minister, wenn Sie dem hohen Bundesrat von dieser Kundgebung der Unterzeichneten Kenntnis geben würden³.

3. *Suivent les signatures manuscrites et la liste dactylographiée des signataires reproduite ci-dessous.*

Kaufmann Werner A., Direktor der C. Bechstein Pianofortefabrik A.G., Berlin N. 24, Johannisstr. 6; Kellersberger Ernst G., Ing. Direktor der Siemens-Schuckert A.G., Berlin-Grünwald, Höhmannstr. 6; Dr. Holsboer M. G., Berlin-Charlottenburg 5, Kaiserdamm 87; Rupp Albert, Ing. Inhaber der Firma Albert Rupp, Propellernabenfabrik, Berlin-Neukölln, Hermannstr. 48; Roesti Max F., Europa-Vertreter der National Shawmut Bank of Boston, Berlin NW 7, Unter den Linden 40; Lüthi Werner, Dipl.-Ing. Direktor der Asbest-Zement A.G. Berlin-Rudow; Thalmann Carl, Direktor der Kodak A.G., Berlin SW 68, Lindenstr. 27; Riggerbach Hans, Vorsitzender des Vorstandes der Sarotti A.G., Berlin-Tempelhof, Teilestr. 13-16; stellv. Vorsitzender des Aufsichtsrats der Deutschen A.G. für Nestle Erzeugnisse, Berlin-Tempelhof, Teilestr. 16; Kurzmeyer Alfred, Einzelprokurist des Bankhauses Mendelssohn & Co., Berlin W. 8, Jägerstr. 49/52; Borel Jules, Inhaber der Fa. Möller & Borel, G.m.b.H., Berlin SW. 68, Lindenstr. 18/19; Spieser F., Direktor der Fa. Paul Firchow Nachf., Berlin SW. 61, Belle-Alliance-Str. 3; Brander Carl, Direktor, Vorstand der Deutschen A.G. für Nestle Erzeugnisse, Berlin-Tempelhof, Teilestr. 16; Wiedmer Calvin P., Direktor der Fa. Hoffman-Bügelmaschinen G.m.b.H., Charlottenburg 4, Waitzstr. 28.

E 2001 (D) 1/4

*Le Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

L

24. Oktober 1938

Soeben hatten wir den Besuch einer zahlreichen Delegation unserer Grossindustrie, insbesondere von Firmen, die seit langem in Deutschland und Italien durch Zweiggeschäfte wirtschaftlich verankert sind. Diese Herren haben uns vorgetragen, dass sie sich in wachsender ernster Sorge befinden, weil sie die Feststellung machen müssen, dass sich in Deutschland und auch in Italien nach und nach eine ungünstige Haltung gegenüber den schweizerischen Interessen abzuzeichnen beginnt. Die Ursache wird auf die Haltung eines Teils unserer Presse zurückgeführt, wobei die grossen Zeitungen mit einem besonders ausgebauten Handelsteil nicht ausgenommen werden können. Die Herren von der Industrie befürchten, dass die Schweiz ernststen wirtschaftlichen Schwierigkeiten entgegengeht, wenn es nicht gelingt, diese Presse dafür zu gewinnen, dass sie weniger einseitig über die Verhältnisse in Deutschland und Italien urteilt.

Wir haben dieser Industrievertretung nahegelegt, den Bundesrat dadurch in seinen Bestrebungen zu unterstützen, dass auch sie bei den Redaktionen, deren Einstellung zur Beanstandung Anlass gibt, vorstellig wird. Es wurde uns erklärt, dass man bereit sei, diesen Schritt zu tun und dass man zu diesem Zwecke eine Kollektiveingabe an die in Betracht kommenden Redaktionen in Aussicht nehme.

Ausserdem sind wir gebeten worden, Ihnen vom Besuch und dem Zwecke dieser industriellen Abordnung Mitteilung zu machen und Sie höflich zu bitten, anlässlich der Pressekonferenz, welche Sie im Verlaufe dieser Woche abzuhalten gedenken, den Pressevertretern auch davon Kenntnis zu geben, dass die Industrie von den allerernstesten Sorgen erfüllt ist.

1. *Dans la marge de cette lettre figure le M manuscrit de Motta et l'inscription manuscrite de Bonna: M. Feldscher / 27.10, Bo. Pour la réponse, cf. N° 436.*

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 50

Paris, 24. Oktober 1938

Der Presse haben Sie entnommen, dass von der weitgehenden Änderung im französischen diplomatischen Corps auch der bisherige Leiter der politischen und handelspolitischen Abteilung im Quai d'Orsay berührt wird. Herr Massigli ist zum französischen Botschafter in der Türkei ernannt worden. Obschon zur Stunde die Ernennung insofern noch nicht offiziell ist, als das Agreement der türkischen Regierung noch aussteht, so kann die Tatsache doch als feststehend betrachtet werden.

Ich habe Herrn Massigli Ende letzter Woche aufgesucht, um ihm zur Beförderung zum Botschafter zu gratulieren. Er hat mir kein Hehl daraus gemacht, dass er den Posten nicht gewünscht hat und eigentlich gegen seinen Willen «wegbefördert» worden ist. Die Tatsache, dass er Botschafter und zwar der jüngste Botschafter Frankreichs geworden ist, scheint ihn nicht vollständig zu trösten, obwohl er zugibt, dass ihm in Ankara eine grosse und für Frankreich äusserst wichtige Aufgabe gestellt ist. Man hört hier etwa die Behauptung, es handle sich um eine Strafmassnahme, weil Massigli zu den Kriegshetzern gehört habe. Aus zahlreichen Besprechungen, die ich mit ihm während der kritischen Zeit gehabt habe, hatte ich diesen Eindruck nicht. Dagegen hat er zweifellos die französische Haltung Hitler gegenüber öfters als wenig würdevoll empfunden und den gewaltigen Zuwachs an Prestige und materiellem Einfluss in Mittel- und Osteuropa, den das dritte Reich davongetragen hat, schwer verwinden können. Er scheint sich in dieser Hinsicht mehrfach in ausgesprochenem Gegensatz zu Herrn Bonnet gestellt zu haben, der dann auch seine Entfernung durchsetzte.

Ich glaube nicht, dass wir aus dieser Mutation etwas zu gewinnen haben. Herr Massigli hat sich in allen Fragen, die ich seit meiner Ankunft mit ihm zu behandeln hatte (Neutralität, Wirtschaftsfragen, Fremdenpolizei, etc.) ausnahmslos für uns eingesetzt und mich in den kritischen Tagen der grossen Krise offen und zuverlässig informiert. Dazu kommt, dass sein Nachfolger, Herr Minister Charvériat, ausserordentlich verschlossen ist, man nennt ihn im diplomatischen Corps «le constipé du Quai d'Orsay». Er wird sehr viel schwieriger zu behandeln sein, da man nie weiss, woran man ist und er seine Hauptaufgabe darin sieht, sich in geheimnisvolles Schweigen zu hüllen.

Die politische Lage beurteilt Massigli in kurzen Zügen wie folgt: Da Frankreich die Partie in Mittel- und Osteuropa verloren hat und dem «Drang nach Osten» keinen ernsthaften Widerstand mehr entgegenstellen kann, so ist der

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Interessant. In Zirkulation. 25.10.38. M.

Konfliktstoff zwischen Frankreich und Deutschland für die nächste Zeit klein geworden und es scheint in dieser Hinsicht ein gewisser, von seinem Standpunkt aus bitterer Optimismus gerechtfertigt.

Aus Kreisen des Kriegsministeriums hatte der Militärattaché unserer Gesandtschaft letzte Woche erfahren, der Abschluss eines deutsch-französischen Nichtangriffpakt sei unmittelbar bevorstehend. Die Quelle schien mir zu wenig zuverlässig zu sein, um Ihnen eine Mitteilung zu machen. Herr Massigli, den ich darüber sondierte, bezeichnete die Nachricht als stark verfrüht. Er gab zu, dass seit dem Abschiedsbesuch des Herrn François-Poncet in Berchtersgaden darüber intensiv verhandelt wird, dass die Aussichten nicht schlecht seien und dass Frankreich ein Interesse habe, auf die deutschen Bestrebungen, zwischen Frankreich und England einen Keil zu treiben, zu antworten. Der Abschluss eines solchen Pakt sei deshalb wohl zu erwarten, aber nicht für die allernächsten Tage. Es scheint mir übrigens nicht ausgeschlossen zu sein, dass der französische Ministerpräsident sich selber nicht allzusehr beeilt, da die ohnehin dürftige nationale Einigkeit in Frankreich sofort wieder erschüttert würde, wenn durch Abschluss eines Nichtsangriffpakt mit Deutschland die aussenpolitische Gefahr in den Hintergrund tritt.

Sehr viel unerfreulicher sind nach M. die Beziehungen mit Italien und die Aussicht für eine wesentliche und dauernde Entspannung. Trotzdem Frankreich nun einen Botschafter in Rom ernannt hat und damit die Eroberung Abessinien anerkennt und trotzdem Frankreich an Italien keinerlei Forderungen stellt, ist der Ton der italienischen Presse Frankreich gegenüber kaum besser geworden. Man hat den Eindruck, sagt Massigli, dass Mussolini im italienischen Volk feindselige Gefühle gegen Frankreich aufrecht erhalten will, um zu gegebener Zeit gewisse weitgehende Forderungen (Tunis, Djibouti) zu rechtfertigen. Nach seinen Andeutungen soll sich denn auch Herr François-Poncet mit sehr gemischten Gefühlen und mit wenig Optimismus auf seinen neuen Posten begeben.

Der langjährige Pariserkorrespondent des «Bund» und jetzige Professor der Geschichte an der Eidg. Technischen Hochschule, Herr Professor von Salis, war letzte Woche für einige Tage hier. Er hat beim Aussenminister, Herrn Bonnet, um ein Interview nachgesucht und wurde von ihm, fast wider Erwarten, kurz empfangen. Herr Bonnet hat allerdings betont, dass er keinerlei für die Presse bestimmten Mitteilungen machen könne, sondern nur bereit sei, dem «professeur d'histoire» einige Fragen vertraulich zu beantworten. Herr von Salis hat mir unmittelbar nachher berichtet. Darnach soll Herr Bonnet die Beziehungen zu Deutschland als befriedigend bezeichnet haben. Eine weitere Annäherung zwischen den beiden Ländern, namentlich auf wirtschaftlichem Gebiet, sei wahrscheinlich. Bezüglich eines Nichtangriffpakt hat er keinerlei Andeutung gemacht, dagegen mehrfach und mit aller Bestimmtheit betont, es sei weder in Berchtersgaden, noch in Godesberg, noch in München, von den deutschen Kolonialforderungen auch nur ein Wort gesprochen worden und es sei nicht anzunehmen, dass sich in absehbarer Zeit dieser Kolonialfrage wegen eine neue französisch-deutsche Spannung bilden werde. Sehr viel reservierter sei Herr Bonnet gewesen mit Bezug auf Italien. Er habe lediglich erklärt, Frankreich lege grössten Wert auf Beseitigung der jetzigen Spannung und habe

dies ja vor der ganzen Welt eindeutig bewiesen. Man müsse nun abwarten, was Herr François-Poncet in Rom ausrichten werde.

Herr von Salis, der Herrn Bonnet zum ersten Male gesehen hat, fasste sein Urteil über ihn dahin zusammen: «ce n'est pas un Monsieur»², ein Urteil, das ich seit der Konferenz von Stresa teilte und heute noch teile. Interessant ist, was er mir weiter und aus zuverlässigen Quellen berichtete, dass auch Herr de Monzie, den man in der hiesigen Presse als eifrigste Stütze des Herrn Bonnet während der letzten Wochen bezeichnete, persönlich in gleicher Weise über Herrn Bonnet urteile.

2. *Note marginale de Motta*: Wahrscheinlich richtig.

435

E 2001 (D) 1/4

*Compte rendu de la Conférence de presse
du 26 octobre 1938 au Palais fédéral*

Copie
OM

Bern

PRESSEKONFERENZ¹ DER SCHWEIZ. AUSLANDSREDAKTOREN
VOM 26. OKTOBER 1938
(10–12 und 14–16.30 Uhr. im Sitzungszimmer Nr. 87
des Parlamentsgebäudes)
(Teilnehmerliste als Anlage)

Herr Dr. Grütter, der Leiter der Auslandsredaktorenkonferenzen, gibt in einem Eröffnungswort Aufschluss über die Veranlassung der heutigen vierten und erweiterten Tagung der Auslandsredaktoren, die auf eine Anregung der

1. *Sur l'origine de ces conférences, cf. cette lettre, datée du 8 février 1937, de Max Grütter, à l'époque rédacteur en chef du «St. Galler Tagblatt», à Motta*: Ich erlaube mir, Ihnen zu Ihrer Orientierung das beiliegende Rundschreiben [*non reproduite*] zuzustellen, das mit gleicher Post an die darin aufgeführten Zeitungen versandt worden ist. Es handelt sich um einen rein persönlichen Vorschlag, dessen Erfolg mir im Interesse unserer geistigen Landesverteidigung sehr am Herzen liegt. Deshalb wäre ich Ihnen, sehr geehrter Herr Bundespräsident, besonders dankbar, wenn Sie mir schon heute sagen könnten, ob sich das Eidg. Politische Departement für den Fall, dass der Vorschlag verwirklicht werden kann, an solchen Zusammenkünften der Auslandsredaktoren vertreten lassen würde (E 2001 (D) 1/7). *Remarque manuscrite de Motta sur cette lettre*: Die Idee scheint mir gut zu sein. Wir sollten dieselbe eher unterstützen. 9.2.37, M.

Sur l'origine de la conférence du 26 octobre 1938, cf. cette lettre du 20 octobre 1938 de Motta à Max Grütter, alors rédacteur au «Bund»:

Auf Anregung der Gemischten Kommission des Vereins der Schweizerpresse und des Schweizerischen Zeitungsverlegervereins beabsichtigt der Unterzeichnete in einer Konferenz mit Ver-

gemischten Kommission des Schweizerischen Pressevereins und Schweizerischen Zeitungsverlegervereins zurückgeht. Es habe im Einvernehmen mit dem Politischen Departement eine gewisse Beschränkung der Einladungen erfolgen müssen. Die Aussprache soll frei sein, aber, wie es bisher der Fall war, soll der vertrauliche Charakter der Erörterungen streng gewahrt bleiben.

Herr Bundesrat Motta erläutert in deutscher Sprache den Zweck der Konferenz und setzt den Teilnehmern in 1 1/2stündigen Ausführungen die heutige Lage der Schweiz auseinander, die von Seiten der Presse Verständnis für die Notwendigkeit einer grössern Zurückhaltung erheische. Er zollt der weitherzigen Politik der Deutschschweizer gegenüber ihren Miteidgenossen romanischer Zunge grosse Anerkennung und stellt fest, dass es seine Minderheitenfrage in der Schweiz gar nicht gebe. In Österreich und in den sudeten-deutschen Gebieten seien die Voraussetzungen grundverschieden gewesen, und es bestehe deshalb auch nicht der geringste Grund zur Beunruhigung wegen Einmischung anderer Staaten in unsere internen schweizerischen Angelegenheiten.

Die Neutralität sei eine Staatsmaxime, und die Versuche deutscher Schriftsteller, sie in eine sog. Volksneutralität umzudeuten, müssten entschieden zurückgewiesen werden. Hingegen sei nicht zu verkennen, dass das staatliche Neutralitätsprinzip gewisse Reflexwirkungen auf die öffentliche Meinung ausübe, und es wäre natürlich ausgeschlossen, dass die Regierung eine Politik der Neutralität verfolgen könnte, die in den Äusserungen der öffentlichen Meinung keinen Widerhall finde. Der Wille zur Aufrechterhaltung der Neutralität in einem Konflikt müsse eindeutig sein und nach allen Seiten sich bekunden. Die Schweiz müsse sich von einer Parteinahme im Kampfe der verschiedenen ideologischen Auffassungen fernhalten, um der Gefahr zu entgehen, dass sie dadurch in die internationalen Streitigkeiten hineingezogen werde.

Herr Bundesrat Motta gibt noch Kenntnis von einem Schreiben des Volkswirtschaftsdepartements², das auf Grund von Vorstellungen schweizerischer Finanzkreise auf die ernstesten wirtschaftlichen Gefahren des Pressekonfliktes mit Deutschland hinweist. Er verliest ein in gleichem Sinne gehaltenes Schreiben in Deutschland lebender schweizerischer Industrieller an die Schweizerische Gesandtschaft in Berlin³ und macht Mitteilung von einer gleichartigen Eingabe des Schweizerischen Fremdenverkehrsverbandes an das Politische Departement⁴.

Zum Schlusse bemerkt Herr Bundesrat Motta, dass der bundesstädtische Presseverein sich gegen die Anregung des Herrn Tung auf Errichtung eines Bundespressebureaux ausgesprochen habe.

Herr Chefredaktor Bretscher (Neue Zürcher Zeitung) gibt zu, dass Be-

tretern schweizerischer Tageszeitungen das Problem zu behandeln, in welcher Weise bei Presseäusserungen auf das Landeswohl und die Landessicherheit Rücksicht zu nehmen sei.

Wir beehren uns Sie zu ersuchen, zu dem erwähnten Zweck die Konferenz der Auslandsredaktoren auf Mittwoch, den 26. Oktober 1938, in das Sitzungszimmer Nr. 87 des Parlamentsgebäudes einzuberufen. Wir würden es begrüssen, wenn auch die Nachrichtenagenturen sich an der Tagung vertreten liessen (E 2001 (D) 1/7).

2. Cf. N° 433.

3. Cf. N° 432, annexe.

4. Du 25 octobre 1938. Non reproduite, cf. E. 2001 (D) 1/4.

schimpfungen von Völkern und Staatsoberhäuptern als unsinnig abzulehnen seien. Hingegen könne sich die schweizerische Presse das Recht nicht nehmen lassen zu den fremden ideologischen Auffassungen sich sachlich zu äussern und abwehrend Stellung zu beziehen. Bei der Frage des Eintritts Russlands in den Völkerbund habe übrigens der Vorsteher des Politischen Departements auch aus ideologischen Gründen sich als Vertreter der Schweiz gegen den Eintritt ausgesprochen. Die Schweiz sei einer intensiven deutschen Radiopropaganda ausgesetzt und müsse sich gegen diese auf dem Wege der Presse zur Wehr setzen. Die Wirtschaftskreise unseres Landes hätten durch ihre Milliardeninvestierungen in Deutschland gewisse Risiken auf sich genommen, und es sei unzulässig, dass auf ihre Interessen vor allem Rücksicht genommen werde. Einzelne der schweizerischen Wirtschaftler in Deutschland seien übrigens bereits völlig deutscher Mentalität.

Herr Auf der Maur (Vaterland) betont, dass die Gefährlichkeit des Nationalsozialismus nicht so sehr auf dem politischen als auf kulturell-weltanschaulichem Gebiet liege und dass in dieser Beziehung eine scharfe Abwehr unerlässlich sei.

Herr Nationalrat Schmid (Freier Aargauer) wendet sich gegen die Gefahr, die in einer Art Defätismus und Gleichschaltung der Presse für unser Land liege. Die Neutralität gelte nur für den Staat und nicht für die Presse. Auch Nationalrat Schmid weist auf die Haltung der Schweiz in der Frage des Eintritts Russlands in den Völkerbund hin. Die ausländische Presse könne unbeschränkt in die Schweiz eingeführt werden. Von deutscher Seite werde durch Sprachenkarten versucht, die Grenzen der Schweiz als unsicher darzustellen. Die nationalsozialistische Propaganda in Österreich habe durch Presseabkommen usw. begonnen. Jeder Einmischung von nationalsozialistischer Seite in unsere Verhältnisse müsse von Anfang an und mit allem Nachdruck entgegengetreten werden.

Herr Direktor Lüdi (Schweizerische Depeschenagentur) gibt einen Überblick über die Beziehungen der Schweizerischen Depeschenagentur zu den ausländischen Agenturen seit der Zeit ihrer Gründung bis heute. Die grossen Nachrichtenbureaux von Deutschland (früher Wolff, jetzt DNB), Frankreich (Havas), Grossbritannien (Reuter), Italien (Stefani) usw. stehen im Dienst ihrer Regierungen. Vor 1914 war die Erde aufgeteilt in Wolff, Havas und Reuter, sodass z. B. Nachrichten aus Russland stets durch das Wolffbureau vermittelt wurden. 1921 wurde der Versuch der Errichtung eines Weltnachrichtenmonopols durch Reuter und Havas unternommen. Die S.D.A. sah sich Angriffen von Havas ausgesetzt. Gegenwärtig herrscht ein Misstrauenzustand unter den Agenturen, die durch Schnellschreibmaschinen⁵ ihre Nachrichten der S.D.A. aufzudrängen versuchen.

Von Seiten des DNB liegen bei der S.D.A. keine Reklamationen vor, die vielmehr von anderer Seite herrühren. Das DNB gibt übrigens auch Meldungen der S.D.A. häufig nicht wieder. Es gehört zur Aufgabe der S.D.A., die ihr zugehenden Nachrichten zu sieben, und es kann natürlich hin und wieder etwas Anstössiges durchrutschen.

5. *Correction manuscrite illisible.*

Herr Dr. Doka (Ostschweiz) bemerkt, dass die welschschweizerische Presse von romanischer Auffassung aus eine andere Stellung zum Nationalsozialismus einnehme. Die St. Galler Regierung sei geschlossen für scharfe Bekämpfung der nationalsozialistischen Propaganda, die sich durch die Massenverteilung der Blätter «Schweizerdegen» und «Schweizervolk», durch Radio und illustrierte Zeitungen kundgibt. Man werde sich vorbehalten, einen Vergleich zwischen den wirtschaftlichen Verhältnissen zwischen Deutschland und der Schweiz zu ziehen, auch wenn darin deutscherseits eine Einmischung erblickt werden sollte.

Herr Nationalrat Feldmann (Neue Berner Zeitung) hebt u.a. gegenüber Nationalrat Schmid hervor, dass die Neutralität nicht zwischen Volk und Staat aufgeteilt werden könne. An der Erklärung der Bundesversammlung vom 21. März 1938, auf die sich die Neutralitätspolitik des Bundesrates stützen müsse, seien die Nationalräte und die Parteien als Organe des Volkes beteiligt gewesen. – Die Propaganda vom «Schweizervolk» und «Schweizerdegen» gehe zurück auf die Nürnberger Parteitagung. – Der Kampf gegen die Diktaturen werde von der Linkspresse unter Schonung des Stalin-Regimes geführt.

Herr Tung (Landbote) begründet seinen Vorschlag zu Errichtung eines Pressebureaus, das einem Bedürfnis entspreche. Die ablehnende Haltung des bundesstädtischen Pressevereins sei schon vor zwei Jahren erfolgt und werde nicht hindern, dass die Frage sich immer wieder stelle.

Herr Vogel (Tagwacht) befürchtet, dass die Neigung zu Eingriffen in die Pressefreiheit stets weitergehe, während vor kurzem nur von Beschimpfungen der Presse die Rede war, ist das Schimpfwort nunmehr in den Hintergrund getreten, und es handelt sich heute um die sog. neutrale Einstellung der Blätter, d.h. um mehr sachliche Kritik.

Dr. Sartorius (Basler Nachrichten) dankt als Präsident der Gemischten Kommission im besondern Herrn Bundesrat Motta dafür, dass er die heutige Tagung ermöglicht habe, von der er sich eine günstige Auswirkung verspricht.

Herr Schürch (Bund) fordert, dass bei Vorwürfen an die Presse die beanstandeten Tatsachen genau festgestellt und belegt werden.

Herr Junod (Tribune de Genève) unterstützt die Vorredner in Bezug auf scharfe Überwachung der Propaganda.

Herr Bundesanwalt Stämpfli stellt gegenüber Herrn Doka die Tatsachen wegen Nichteingreifens der Bundesanwaltschaft im Falle des «Schweizerdegen» richtig. Für ein gerichtliches Vorgehen fehlen für die Bundesanwaltschaft die erforderlichen gesetzlichen Grundlagen.

Herr Bundesrat Motta drückt in seinem Schlusswort die Erwartung aus, dass die Aussprache ihre Früchte tragen werde. Die wirklich sachliche Kritik soll unberührt bleiben, hingegen könnten Presseauschreitungen, die sich mit unserm Landesinteresse nicht vertragen, nicht länger geduldet werden.

ANNEXE

*Präsenzliste der 4. (erweiterten) Ausländredaktorenkonferenz
im Parlamentsgebäude (Zimmer Nr. 87) in Bern, am 26. Oktober 1938.⁶*

Departemente

Politisches Departement	HH. Motta, Bonna, Feldscher, Froidevaux
Eidgenössisches Justizdepartement	HH. Stämpfli, Dr. Burckhardt
Eidgenössisches Militärdepartement	H. Lt.Col. Trueb
Die gemischte Pressekommission	HH. Dr. Huber, W. Bickel, Dr. K. Sartorius Präs., Chapuisat, Dr. J. Auer

Agenturen

«Insa» Bern	H. O. Pünter
«Kipa» Freiburg	H. Dr. E. Müller
Pressediens der «Nation», Bern	HH. Dr. Graf & Dr. Schöller
Schweizerische Depeschagentur, Bern	HH. Dr. Lüdi & H. Boss
Schweizerische Mittelpresse, Bern	H. P. Dürrenmatt
Schweizerischer Press-Telegraph	H. Franz Degen

Redaktionen

1. Aargauer Tagblatt, Aarau	H. Dr. Suter
2. Arbeiterzeitung, Basel	H. Weber
3. Avanguardia, Bellinzona	
4. Basler Nachrichten, Basel	HH. Dr. O.B. Cappis & A. Oeri
5. Basler Volksblatt, Basel	H. Dr. A. Scheuring
6. Beobachter, Basel	H. Dr. E. Koenig
7. Berner Tagblatt, Bern	HH. W. Thormann & Dr. R. Th. Weiss
8. Berner Tagwacht, Bern	H. Vogel
9. Bündner Tagblatt, Chur	
10. Corriere del Ticino, Lugano	
11. Der Bund, Bern	HH. Schürch, Keller, M. Grütter
12. Feuille d'Avis, Lausanne	H. O. Treyvaud
13. Feuille d'Avis, Neuchâtel	H. de Dardel
14. Freier Aargauer, Aarau	HH. Dr. A. Schmid & K. Schmid
15. Freie Innerschweiz, Luzern	H. Otto Kunz
16. Freie Rätier, Chur	
17. Gazette de Lausanne, Lausanne	H. Rigassi
18. Gazzetta Ticinese, Lugano	
19. Glarner Nachrichten, Glarus	H. E. Schneebeli
20. Journal de Genève, Genf	HH. Seitz & Briquet
21. Il Dovere, Bellinzona	
22. Impartial, La Chaux-de-Fonds	H. Paul Bourquin
23. Landbote, Winterthur	HH. Dr. V. Jent & Tung
24. La Liberté, Freiburg	H. A. Dessonnaz
25. La Suisse, Genf	HH. Fabre & Béguin
26. Le Travail, Genf	H. L. Nicole

6. La liste originale des présences comporte les signatures manuscrites reproduites ci-dessous à l'exception de celles indiquées en regard du Politisches Departement, cf. E 2001 (D) 1/7 et de celle de M. Grütter.

L'absence de signature en regard d'un titre de journal indique que le représentant du journal en question a été invité mais qu'il n'a pas participé à la conférence.

27. Libera Stampa, Lugano	H. Pellegrini
28. Luzerner Tagblatt, Luzern	HH. Dr. Keller & S. Frey
29. Nationalzeitung, Basel	HH. Dr. Steinmann, H. Kuhn, Dr. Alfred Kober & Dr. E. Graeter
30. Neue Aargauer Zeitung, Aarau	H. H. Allemann
31. Neue Basler Zeitung, Basel	H. Wagner
32. Neue Berner Zeitung, Bern	H. Feldmann
33. Neue Bündner Zeitung, Chur	H. Hans Enderlin
34. Neues Winterthurer Tagblatt, Winterthur	H. Roth
35. Neue Zürcher Nachrichten, Zürich	H. Odermatt
36. Neue Zürcher Zeitung, Zürich	HH. Bretscher & Albert Müller
37. Oltner Tagblatt, Olten	H. Walt. Rich. Ammann
38. Ostschweiz, St. Gallen	H. Doka
39. Popolo e Libertà, Lugano	
40. Revue, Lausanne	H. Georges Perrin
41. Sentinelle, La Chaux-de-Fonds	
42. Schaffhauser Arbeiterzeitung, Schaffhausen	H. Leu
43. Schaffhauser Bauer, Schaffhausen	H. P. Schmid-Ammann
44. Schaffhauser Intelligenzblatt, Schaffhausen	
45. Schweizer Monatshefte, Zürich	H. von Sprecher
46. Solothurner Zeitung, Solothurn	HH. E. Wiedmer & Nydegger
47. St. Galler Tagblatt, St. Gallen	H. Dr. E. Burckhardt
48. Tages-Anzeiger, Zürich	HH. P. Künzli & Vogelsanger
49. Thurgauer-Zeitung, Frauenfeld	HH. Nef & Dr. C. Streiff
50. Tribune de Genève, Genf	HH. Léon Savary, Bridel & Junod
51. Tribune de Lausanne, Lausanne	H. R. Monnet
52. Vaterland, Luzern	HH. A. Auf der Maur & Rosenberg
53. Volksrecht, Zürich	HH. Bolz & Meyerhans
54. Volksstimme, St. Gallen	
55. Weltwoche, Zürich	H. Karl von Schumacher
56. Zofinger Tagblatt, Zofingen	H. Maurer
57. Zürichsee-Zeitung, Stäfa	
58. Landfreund, Bern	H. Herzig

436

E 2001 (D) 1/4

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de l'Economie publique, H. Obrecht*

Copie
L OM

Bern, 28. Oktober 1938

Mit Ihrem Schreiben vom 24. d. M.¹ unterrichten Sie uns darüber, dass eine Delegation schweizerischer Industrieller bei Ihnen vorgesprochen habe, um der wachsenden Sorge über die Haltung eines Teils unserer Presse gegenüber

1. Cf. N^o 433.

Deutschland und Italien, die zu ernststen wirtschaftlichen Schwierigkeiten führen könne, Ausdruck zu geben.

Wir beehren uns Ihnen mitzuteilen, dass wir die Pressekonferenz, die am 26. d. M.² in Bern getagt hat, von Ihren Ausführungen in Kenntnis gesetzt haben. Wir mussten aber leider bemerken, dass gerade diese wirtschaftlichen Argumente auch bei Pressevertretern, bei denen man hiefür ein grösseres Verständnis hätte voraussetzen können, nicht den gewünschten Eindruck gehabt haben. Es wird sich deshalb sehr empfehlen, wenn die Wirtschaftskreise unseres Landes sich besonders bei den wirtschaftlich massgebenden Blättern dafür einsetzen, dass die Bestrebungen des Bundesrates auf Besserung der Pressebeziehungen mit den beiden Nachbarländern in wirksamerer Weise unterstützt werden, als es bisher der Fall war.

Indem wir Ihnen für eine Rückäusserung³ über die in letzterer Hinsicht unternommenen Schritte dankbar wären, benützen wir den Anlass, um Sie, Herr Bundesrat, erneut unserer ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

2. Cf. N° 435.

3. Dont il n'a pas été trouvé trace.

437

E 2001 (D) 2/114

*Le Conseiller de Légation à la Légation de Suisse à Berlin, F. Kappeler,
au Chef de la Division de Police
du Département de Justice et Police, H. Rothmund*

Copie

L Persönlich und vertraulich

Berlin, 28. Oktober 1938

Lieber Herr Rothmund,

Unsere Abmachungen betreffend die Bedingungen für die Zulassung deutscher Juden haben bereits Schule gemacht. Am 15. Oktober wurde von schwedischen und deutschen Vertretern eine Niederschrift unterzeichnet, die sich zu einem guten Teil wörtlich an unsere Abmachungen anlehnt. Mein schwedischer Kollege war so freundlich, mir von der Niederschrift vertraulich Kenntnis zu geben mit der Bitte, davon keinen weiteren Gebrauch zu machen. Im gleichen Sinne lasse ich Ihnen eine Abschrift¹ derselben zugehen.

Wie Sie sehen werden, weist sie vor allem drei Abweichungen gegenüber unserem Text auf. Einmal haben die Schweden es ängstlich vermieden, ausdrücklich von deutschen Juden zu sprechen. Die Wendung «Personen», die ihren Heimatstaat verlassen, um nicht dorthin zurückzukehren, hat jedoch den grossen Nachteil, dass die Umschreibung des betroffenen Personenkreises

1. Non reproduite.

unbestimmt bleibt. Eine gewisse Korrektur erfährt dieser Nachteil durch Ziffer I Abs. 2, wonach deutscherseits den Inhabern von gekennzeichneten Pässen empfohlen werden soll, sich vor der Einreise nach Schweden an die zuständige schwedische Vertretung zu wenden.

Sodann mussten die Schweden eine besondere Konzession machen, indem sie mit sofortiger Wirkung auch auf das Visum für den österreichischen Pass verzichteten, wozu sie sich entschlossen, weil diese Frage für sie nur geringe Bedeutung hat.

Andererseits ist es ihnen, wie mir gesagt wurde, nur mit grosser Mühe gelungen, unter Abs. 6 der unserer Niederschrift entsprechenden Formel über die allfällige Wiedereinführung des allgemeinen Sichtvermerkszwanges eine ausdrückliche Feststellung zu erhalten, dass keiner der beiden Teile sich auf die einmonatige Kündigungsfrist berufen werde, wenn der andere Teil eine kürzere Frist für geboten halte. Ich denke, dass wir uns auf diesen Satz, der ja nur eine Auslegung des vorangegangenen bedeutet, nötigenfalls berufen könnten.

Neu sind die in Ziffer II und III geregelten Spezialfragen. Auch für uns von Interesse dürfte wohl die deutsche Zusicherung in Ziffer III sein, abgelaufene deutsche Pässe, für deren Erneuerung zeitraubende Rückfragen erforderlich seien, vorläufig kurzfristig verlängern zu wollen.

In der Hoffnung, dass die von uns getroffenen Abmachungen sich nach der unvermeidlichen Übergangszeit in der Praxis bewähren werden, grüsst sie bestens

Ihr ergebener
gez. F. Kappeler

438

E 27, Archiv-Nr. 4169

*Le Chef du Service de l'Etat-Major général, J. Labhart,
au Département militaire*

R H/si. Geheim. Landesbefestigung

Bern, 28. Oktober 1938

I.

1. Am Schluss unserer Eingabe vom 27.4.38 «Vollendung der Grenzbefestigung»¹ haben wir in Ziff. V auf die Notwendigkeit der Ergänzung unserer *Landesbefestigung*, die in den Befestigungen am Gotthard und bei St. Maurice erst in den Anfängen vorhanden ist, kurz hingewiesen und die Aufstellung eines umfassenden Programms in Aussicht gestellt. Die seitherige Entwicklung der militärpolitischen Lage in Europa erfordert zwingend, ungesäumt an die Lösung des Problems heranzutreten und die nötigen Kredite wenigstens für die zuerst auszubauenden Abschnitte zu verlangen.

Die in der Eingabe vom 27.4.38 nur kurz begründete Notwendigkeit der Landesbefestigung und die heute allgemein anerkannten Grundsätze der permanenten Befestigung möchten wir zunächst etwas ausführlicher darlegen.

1. *Non reproduit.*

II.

Notwendigkeit der Landesbefestigung

2. Jede in die Verteidigung gedrängte Truppe macht von der Feldbefestigung Gebrauch und vervielfacht dadurch die Abwehrkraft gegenüber einer ungedeckt kämpfenden Truppe. Kann man die Abwehrstellungen voraus wählen, so ist es möglich, die Befestigungen schon im Frieden anzulegen, dann in permanenter Manier, die viel widerstandsfähiger ist, als die Feldbefestigung. Während die Kampfkraft eines Landes im allgemeinen nach oben begrenzt ist durch die Zahl seiner wehrfähigen Mannschaft, lässt sich die Abwehrkraft eines bloss auf Verteidigung bedachten Heeres durch Befestigungen ausserordentlich steigern. Durch permanente Befestigung lässt sich Abwehrenenergie gewissermassen schon im Frieden aufspeichern. Die moderne Befestigung mit fast ausschliesslich flankierenden Maschinenwaffen benötigt verhältnismässig wenig Verteidiger, schwächt also die Feldarmee nicht stark; sie schwächt sie jedenfalls längst nicht in dem Masse wie sie ihre Widerstandskraft vermehrt, wenn Feldarmee und Festung gemeinsam kämpfen. Sie drängt sich geradezu auf für eine numerisch schwache Armee und für eine verhältnismässig schlecht ausgebildete Milizarmee insbesondere.

3. Über die gewaltige Bedeutung der permanenten Befestigung für die Verteidigung ist man heute wohl in allen Armeen der gleichen Ansicht. Tatsache ist jedenfalls, dass andere Kleinstaaten in ähnlicher Lage wie wir (Belgien, Holland) bald nach dem Weltkrieg ihre alten Befestigungen modernisierten und neue Anlagen in grosser Ausdehnung und Stärke bauten. Belgien hat für Befestigungen seit dem Krieg etwa 400 Millionen Schweizerfranken aufgewendet. Mittelstaaten (Tschechoslowakei, Rumänien) und sogar Grossmächte (Frankreich), die sich durch Nachbarn mit überlegenem Kriegspotential bedroht fühlten, verstärkten vorsorglich ihre Feldarmeen in riesigem Ausmass durch permanente Befestigung. Wir weisen hier nur auf jene Staaten hin, über deren Befestigungen schon vor der Septemberkrise 1938 einiges bekannt war. Welche Bewertung der Befestigung in Deutschland beigemessen wird, hat die tschechoslowakische Krise gezeigt. Sobald im deutschen Reich der Entschluss gefasst war, sich allfällig gegen Westen mit verhältnismässig schwachen Kräften zu verteidigen, um freie Hand gegen Osten zu erhalten, hat auch dieser Staat mit ungeheuren Anstrengungen seine Defensiv-Front zu befestigen begonnen. Die Befestigungen haben ihren Zweck voll erreicht; es darf mit Sicherheit angenommen werden, dass ihr Vorhandensein einer der ausschlaggebendsten Gründe war, welcher die Westmächte veranlasste, die Zertrümmerung der tschechoslowakischen Republik widerstandslos zuzulassen.

4. Die Franzosen und wahrscheinlich auch die Deutschen halten ihre befestigten Fronten für undurchbrechbar. Dass die beidseitige Befestigung der deutsch-französischen Grenze, die belgischen und holländischen Befestigungen, die gegenseitige Befestigung der französisch-italienischen Alpenfront die Durchmarschgefahr für unser Land ungeheuer gesteigert haben, bedarf keiner weitern Begründung. So gut sich unser Land, auch das Mittelland mit seinen Seen, Flüssen und bergigen bewaldeten Querriegeln zur Verteidigung eignen mag, als unbefestigte Lücke in der sonst von der Nordsee zum Mittelmeer durchlaufenden Festungsfront wird es im heutigen Zustand im Krieg zwischen

den Achsenmächten und den Westmächten zum Durchmarsch geradezu reizen. Wir müssen unbedingt, und wenn es nur aus psychologischen Gründen wäre, eine den deutschfranzösischen Befestigungen ebenwertige befestigte Linie ausbauen.

5. Die unter Ziff. V der Eingabe vom 27.4.38 angeführten verschiedenen Vorteile der permanenten Befestigung wollen wir nicht wiederholen.

Den Einbruch der Luftwaffe freilich können Befestigungen nicht verhindern. Wir unterschätzen die grosse materielle und moralische Wirkung der Flieger und demnach die Notwendigkeit ihrer Abwehr in der Front und im Hinterland, in der Luft und vom Boden aus, keineswegs. Aber die Kriegsentscheidung wird heute noch und wahrscheinlich noch für lange am Boden ausgefochten. [...]²

IV.

13. In der Frage, wo wir unsere Landesbefestigung anlegen sollen, stehen die rein militärischen Gesichtspunkte in einem gewissen Gegensatz zu den kriegswirtschaftlichen Erfordernissen und namentlich auch zur psychologischen Seite des Problems. Die letztern verlangen, dass wir unser Land möglichst vollständig, d. h. in der Nähe der Grenzen schützen. Rein militärisch betrachtet dagegen ist es schliesslich gleichgültig, wo wir dem Durchbruch den Riegel «bis hierher und nicht weiter» vorschieben. Die entscheidende Verteidigung mehr im Landesinnern hat unstreitig grössere Erfolgsaussichten, weil wir durch hinhaltende Kämpfe der Vortruppen Zeit gewinnen zur bessern Einrichtung der letzten Abwehrstellung, weil wir durch ausgiebige Zerstörung der Kommunikationen dem Gegner das Heranbringen der schweren Angriffsmittel erschweren. Massgebend ist aber vor allem die Frontlänge der Riegelstellung; wir müssen sie so wählen, dass wir mit unsern Truppen auskommen. Rechnen wir die Vortruppen ab, welche den Gegner verzögern und die Reserven, welche allfällige Durchbrüche im Gegenangriff vereiteln sollen, so können wir mit den verbleibenden ca. 5 Divisionen im Mittelland eine Front von etwa 40 km wirksam decken. Dazu kommt die Territorial-Infanterie.

Die Franzosen und die Belgier wie die Deutschen haben ihre Landesbefestigung an die Grenzen vorgeschoben. Alle drei Staaten haben aber auch dort die kürzesten Fronten und, was entscheidend, sie haben stehende Heere, welche die Befestigungen dauernd besetzen. Für unsere Verhältnisse, d. h. beim Milizsystem, liegt der sicherste Schutz gegen Überrumpelung der unbesetzten Werke in einem gewissen Abstand von den Grenzen.

14. Die Befestigung der *Alpendurchgänge* im Sinn der Landesbefestigung ist eindeutig gegeben durch St. Maurice, Gotthard-Grimsel und Sargans. Dazwischen liegen keine Durchgänge, die einer Befestigung bedürfen. Die Lötschbergbahn kann zerstört werden. Saum- u. Fusswege bilden keine sofortige Gefahr; sie kommen beim heutigen Bedarf an Munition nur für taktische Unternehmungen, dagegen als Operationslinien nicht in Betracht. Allfällig durchgebrochene kühne Detachements werden diesseits der Alpen erledigt.

15. Die Stellungen gegen einen deutschen oder französischen Durchbruch oder Durchmarsch müssen naturgemäss einerseits von der deutschfranzösi-

2. Suit un chapitre III sur les principes (Grundsätze) des fortifications permanentes.

schen Grenze, also Basel, ausgehen und andererseits an die Barrière St. Maurice-Gotthard-Sargans anschliessen.

Die kürzeste Linie, d. h. das Lot von Basel auf die Barrière St. Maurice-Gotthard-Sargans, ist gegeben durch Basel-Hauenstein-Napf-Brünig-Furka. Es ist wiederholt vorgeschlagen worden, als billigste Lösung diese Linie zwei-frontig zu befestigen. Es ist aber nicht möglich, eine Linie zu finden, die auch taktisch nach zwei Fronten befriedigt. Letzten Endes käme man doch auf zwei verschiedene Linien und die Ökonomie wäre kaum vorhanden, höchstens etwa in gemeinsamen Depots etc. Der grosse Nachteil dieser Querriegel-Lösung liegt aber darin, dass uns keine Möglichkeit bleibt, um für beide Eventualitäten, Angriff von Deutschland oder von Frankreich, unserer Kriegsindustrie und Kriegswirtschaft eine geographische Basis zu geben. Wir benötigen eine *Raum*, in welchem wir unsere Depots und unsere Kriegsindustrie organisieren können ohne Gefahr zu laufen, im einen oder andern Fall die Hälfte davon preisgeben zu müssen.

16. Die hauptsächlich in Frage kommenden Linien sind:

a. gegen Deutschland:

a1. Rheinfront von Sargans bis Basel.

a2. Sargans-Wallensee-Zürichsee-Limmat-Bözberg-Jura-Basel.

a3. Klausen-Vierwaldstättersee-Napfmassiv-Hauenstein-Basel.

b. gegen Frankreich:

b1. Grenzfront Basel-Promenthouse-Genfersee-St. Maurice.

b2. Basel-Birstal-Les Rangiers-Doubs-Neuenburgersee-Genfersee-St. Maurice.

b3. Basel-Birstal-Chasseral-Neuenburgersee-Murtensee-Saanen-Pillon-St. Maurice.

b4. Basel-Hauenstein-Napfmassiv-Thun-Jaunpass-Saanenmöser.

17. Die folgenden Frontlängen in km berücksichtigen nicht die kleinen Krümmungen, sondern geben nur eine allgemeine Übersicht:

Linie	Gesamt-länge	ungangbar		leicht zu verteidigen		schwer zu verteidigen		ungangbar	leicht zu verteidigen	schwer zu verteidigen
		Seen	Hochgebirge	Voralpen Napf	Jura	Flüsse	offenes Gelände			
a1	230	60	–	–	–	170	–	60	–	170
a2	150	40	30	–	40	40	–	70	40	40
a3	140	30	30	25	25	–	30	60	50	30
b1	260	50	–	–	180	20	10	50	180	30
b2	180	50	–	–	80	20	30	50	80	50
b3	160	20	50	–	50	30	10	70	50	40
b4	150	5	40	40	25	–	40	45	65	40

a1 und b1 sind die Linien der Grenzbefestigung.

a3 und b4 scheiden aus, weil der von ihnen eingeschlossene Raum zu klein, wirtschaftlich und industriell zu unbedeutend ist.

Der Vorteil von b3 über b2 steht nicht im Verhältnis zum durch b3 preisgegebenen Gebiet. Man kann sich daher ohne Zaudern für a2 und b2 entscheiden als den Linien, auf welchen die Anlage der Landesbefestigung näher zu untersuchen ist; der Raum St. Maurice-Gotthard-Sargans-Zürich-Brugg-Basel-Neuenburg-Yverdon-Lausanne-St. Maurice wäre so nach allen Richtungen gesichert, wobei allerdings Zürich, Basel, Lausanne in die Peripherie zu liegen kommen und wirtschaftlich nicht mehr mitzählen. [...]³

VIII.

Landesbefestigung

A. Südfront

40. Die Festungen von St. Maurice und am Gotthard liegen am richtigen Ort und sind nach Durchführung der bewilligten Neubewaffnung ihren Aufgaben gewachsen, mit einer nachher zu erwähnenden Ausnahme. Nicht nach den neuesten Erfahrungen erbaut, benötigen sie starke Garnisonen. Gewisse Verbesserungen sind schrittweise noch auszuführen.

41. Ungenügend gesichert scheint uns die *Grimselstrasse*. Das gänzlich veraltete Fort Furka erfüllt den Zweck nicht. Die neuen Türme auf Gotthard-Hospiz können nicht gleichzeitig nach allen Richtungen wirken; auch liegt die Grimsel nahe den Grenzen ihrer Tragweite. Die Grimsel könnte neben lokalen Sperren durch mobile Artillerie aus dem Urserental gesperrt werden. Das Urserental bietet aber keine Fliegerdeckung und mobile Artillerie ist daselbst der schweren feindlichen Artillerie im Formazzatal und eventuell im Goms sowie direktem Fliegerangriff ausgesetzt; sie kann möglicherweise ihre Aufgabe nicht erfüllen. Wir beantragen den Bau von 2 weitem 10,5 cm Türmen E dem Furka-Pass: Fr. 4 000 000.—.

Die Gotthard-Ost-Front mit Fort Stöckli ist an sich zwar nicht besser gestellt; aber vor ihr liegen die befestigten Abschnitte des Südtesin und von Graubünden. Die Gotthard-West-Front mit Grimsel dagegen hat weniger Vorland. Zwischen Simplon und Griespass führen mehrere Übergänge ins Goms und der Simplon kann nach wenigen Wochen fallen, wenn er nicht bei verspäteter Mobilmachung schon bei Eröffnung des Krieges durch Handstreich weggenommen wird. Daher die sicher nicht unberechtigte Sorge um die Grimsel.

B. Nordfront

42. Ähnlich wie Tête Noire und unteres Rhonetal die nächstliegende Umgehung der französisch-italienischen, das Engadin die nächstliegende Umgehung der deutsch-italienischen Grenze darbieten, ermöglicht unser Vorland nördlich vom Jura mit Basel die naheliegendste Umfassung der deutsch-französischen Rheinfront. Weil aber eine Truppe, welche die französische Rheinverteidigung von Basel her aufzurollen versucht, ihrerseits wieder von Belfort her in der Flanke bedroht wird, ist nicht anzunehmen, dass Deutschland eines so geringen

3. *Suivent: un chapitre V sur l'augmentation à 91 millions de francs du programme de fortification du 27.4.38, un chapitre VI intitulé Vereinigte Grenz- u. Landesbefestigung. Ergänzungen zum 91-Millionen-Programm et un point VII intitulé Zerstörungsnetz.*

Vorteils wegen die schweizerische Neutralität verletzt. Eine Operation einer grossen deutschen Armee-Abteilung von Basel aus durch den Jura in SW Richtung ist der spärlichen Kommunikationen wegen und mit der intakten Schweizer Armee in Flanke und Rücken ebensowenig denkbar. Ein deutscher Durchbruch durch die Schweiz muss somit mit der Hauptkraft durch das Mittelland gehen, trotz des Nachteils, dass er später den Jura unter ungünstigen Bedingungen doch angreifen muss. Der Einfall in Frankreich vom Mittelland aus ist praktisch nur möglich nach Vernichtung unserer Armee. Wahrscheinlich ist eine Kombination beider Stossrichtungen nördlich und südlich vom Jura. Für den Einbruch ins Mittelland fallen in Betracht das Glattal, die Strassen Siglistorf-Baden, das untere Aaretal und das Fricktal.

43. Das Glattal bietet die geringsten Geländeschwierigkeiten. Das unterste Aaretal ist der direkte Anschluss an das Wutachtal (Bahn und Strassen). Durch das Fricktal ist der Jura noch schmal und die Höhen von Bözberg-Stafflegg bilden eine Drehscheibe, von welcher aus weittragende Artillerie fast den ganzen Kanton Aargau beherrscht; sie führen jedenfalls den Einbrecher schon hinter das Seetal. Limmat und Aare einmal überschritten, ist Fortsetzung des Angriffs in Längsrichtung des Reuss- und Seetals gegen Luzern verhältnismässig leicht. Der Einbruch aus der Front Säkingen-Eglisau vermeidet den Aufenthalt in der Ostschweiz und schneidet unsere dortigen Truppen vom Rest der Armee praktisch ab. Für nachhaltige Verteidigung der NE Schweiz dort belassene Truppen fehlen uns in der Entscheidungsschlacht. Nachhaltige Verteidigung der NE Schweiz und Bau von Werken der Landesbefestigung daselbst ist somit nicht angezeigt.

44. Die Armeestellungen, welche durch Landesbefestigung zu stützen sind, wählen wir auf der Linie a 2 nach Ziff. 17.

45. Über *Sargans* ist das Nötige schon Seite 5/7 unserer Eingabe vom 27.4.38 gesagt; die Kredite sind im 91-Millionen-Programm und in der Ergänzung von Fr. 23 000 000.— enthalten.

46. Die Lücke zwischen Wallensee und Zürichsee kann geschlossen werden durch einen Brückenkopf Amdener Höhe-Ricken-Bachtel-Pfannenstiel oder aber durch Verteidigung am Linthkanal. Der Brückenkopf ist viel zu ausgedehnt, benötigt zu viel Truppen (3 Div.) und kommt für permanente Befestigung nicht in Betracht. Die Verteidigung am Linthkanal mit Sperre des Rapperswiler Dammes ist dagegen einfach fortifikatorisch zu verstärken und braucht nicht viel Truppen, setzt aber zur Aufrechterhaltung des Verkehrs mit Sargans den Bau der Prugelstrasse und ihre Offenhaltung im Winter voraus. Wir nehmen an, dass diese Bedingung in absehbarer Zeit erfüllt wird.

Zur Verteidigung am Linthkanal brauchen wir ein kleineres Fort am Hinterhang des Benkenerbüchels mit zwei als Traditoren⁴ wirkenden Kasemattbatterien, je eine Kasematte mit 2 7,5 cm Btrn. bei Ziegelbrücke und am Buchberg, sowie einige Mg.-Stände am Kanal selbst: Fr. 7 000 000.—.

47. Den Abschnitt Zürichsee-Aaretal (inkl.) haben wir im Laufe dieses Sommers durch 2 Ing. Of. Kurse bearbeiten lassen. Die Akten sind nur in

4. *Artillerie de forteresse, inaccessible au feu adverse, capable de prendre sous son feu les abords d'un ouvrage plus avancé.*

einem Exemplar vorhanden und können der L. V. K. und Befestigungskommission in den Sitzungen vorgelegt und erläutert werden. Es sind 2 Stellungen studiert worden. Eine vordere mit Einschluss der Lägern hätte den gewaltigen Vorteil, deren vorzügliche Beobachtungsmöglichkeiten zu sichern und mit den 10,5 cm Turmgeschützen noch den Rhein von der Thurmmündung bis Kadelburg zu erreichen. Die hintere hat die Limmat als Tankhindernis vor der Front, gibt aber Zürich preis; mit ihren fast zusammenhängenden Waldgebieten ist sie sehr stark. Beide zusammen ergeben eine befestigte Zone von richtiger Tiefe. Die Kosten betragen aber Fr. 65 000 000 und wir werden uns für die eine oder andere entscheiden müssen. Wir beantragen die Wahl der Stellung hinter der Limmat mit einem von hinten zu stützenden vorgeschobenen Fort am Ost-Ende der Lägern. Die hintere Stellung wird auf Fr. 33 000 000 veranschlagt und das Fort Boppelsen schätzen wir auf Fr. 6 000 000, d. h. total für den Limmatabschnitt Fr. 39 000 000.—. Inbegriffen ist ein Fort Gebenstorferhorn mit 5 10,5 cm Türmen, die den Rhein von der Glattmündung bis Laufenburg bestreichen können. Wir halten dieses Werk (10 000 000) für die wirksamste und dringendste Baute der Landesbefestigung, die vor allen andern in Angriff zu nehmen ist.

48. Der Abschnitt W der Aare ist noch nicht im Sinn der heutigen Anforderungen bearbeitet. Wie schon in Ziff. 19⁵ angedeutet, fällt hier Grenz- und Landesbefestigung annähernd zusammen, sodass in der Hauptsache das artilleristische Gerippe neu dazu kommt. Die Abwehrfront wird vom Geissberg über Geissacker-Schinberg-Frickberg-Thiersteinberg-Farnsberg-Wintersingen-Hersberg zum Gempenstollen laufen. Das wesentliche Gerippe wären 2 Forts mit je 5 10,5 cm Türmen in der Gegend von Rothenfluh und auf dem Gempenplateau, woraus der ganze Rheinlauf bis Basel lückenlos zu bestreichen ist. Die Turmwerke veranschlagen wir auf je Fr. 10 000 000.—. Da die Zwischenwerke schon in der Grenzbefestigung enthalten sind, stellt sich die Landesbefestigung dieses Abschnitts auf Fr. 20 000 000.—.

5. *Le chiffre 19 dit:* Nach den Definitionen der Eingabe vom 27.4.38. verstehen wir unter *Grenzbefestigung* jene Anlagen, die als Rückhalt der Grenztruppen zum Schutz der Mobilmachung und des Aufmarsches der Feldarmee, d. h. zum Kampf um Zeitgewinn bestimmt sind, *Landesbefestigung* dagegen solche Werke, welche die Feldarmee in der Entscheidungsschlacht unterstützen und mit ihr standhalten oder vernichtet werden sollen.

Eine scharfe Trennung dieser zwei Kategorien ist nun selbstredend nicht nötig und nicht möglich. Ein Teil der Landesbefestigung wird so nahe der Grenze liegen, dass sie auch die Aufgabe der Grenzbefestigung erfüllt; dies trifft zu für St. Maurice in Bezug auf die französische Front und für Sargans in Bezug auf seine Nordfront. Wo sich die Grenze zur nachhaltigen Verteidigung besser eignet als Stellungen weiter rückwärts, wird die Grenzbefestigung zugleich Landesbefestigung; sie ist dort stärker zu gestalten und auf Befestigung hinterer Linien wird teilweise verzichtet. Hieher gehören der 60 km lange Abschnitt Les Rangiers-Doubs bis Les Brenets. An der französischen Front haben wir überraschende Kriegseröffnung weniger zu befürchten als seitens der Diktaturstaaten; wenn wir rechtzeitig den Grenzschutz aufbieten und mobilisieren, dürfen wir annehmen, dort die Armee noch in nützlicher Frist in die Grenzstellungen werfen zu können. Da jedoch die rechtzeitige Mobilmachung nicht sichergestellt ist, erfordert die Aussicht, auch rückwärtige Stellungen vorzubereiten. Im Aargauer- und Baselbieter Jura werden Grenz- und Landesbefestigung so nahe zusammen liegen, dass sie eine einzige tief gegliederte Stellung bilden.

49.

Total Nordfront ohne Sargans

	<i>Kosten</i>	<i>Stärke der Besatzungen</i>
Linthverteidigung und Rapperswilerdamm	7 000 000	400
Limmat-Abschnitt	39 000 000	2000
Abschnitt Aare-Gempenplateau	20 000 000	1000
Total	66 000 000	3400

C. Westfront

50. Für einen französischen Durchbruch ergeben sich ähnliche Gesichtspunkte wie für den deutschen. Ein Rheinübergang bei Basel gegen den Schwarzwald hat keinen Sinn. Ein Vorstoss rheinaufwärts gegen Waldshut-Wutachtal mit unserer Armee in Flanke und Rücken ist undenkbar. Die Franzosen müssten also ebenso wie die Deutschen mit der Hauptkraft durch das Mittelland vorgehen. Sie werden ebenfalls trachten, den Einbruch so weit vorn wie möglich zu bewerkstelligen, d. h. mit einer Hauptmasse von Sundgau aus über Delémont-Moutier-Gänsbrunnen, über den Passwang und die Hauensteine. Durchbrüche durch den Jura werden kombiniert mit dem Vordringen einer zweiten Hauptmasse vom Kanton Waadt aus durch das Mittelland. Das Plateau von Maiche vor unserem Doubsabschnitt ist kommunikationsarm. Die Verkehrswege aus dem Abschnitt-Pontarlier-Morteau führen gegen die Seen. Der Zwischen-Abschnitt dürfte also nur von schwächeren Kräften angegriffen werden und ebenso das Unterwallis. Wir haben hier durch stärkere Ausstattung der Grenzbefestigung vorgesorgt. Das Schwergewicht der Landesbefestigung müssen wir somit hinter den Nordabschnitt von Basel bis Les Rangiers legen und in die Lücke zwischen Neuenburger- und Genfersee.

41. [!] Das bereits in die Nordfront eingestellt Fort Gempenplateau kann vorzügliche Wirkung haben in den Abschnitt N vom Blauen und auch den Zugang zum Passwang erreichen. Erwünscht wären ein Turmwerk NW von Moutier mit Hauptwirkung gegen die Abstiege von Les Rangiers und weitere Forts auf dem Chasseral und Chaumont gegen Einbrüche in den Abschnitt Doubs-Neuenburgersee. Der Kosten wegen werden wir darauf verzichten müssen und in hinterer Linie uns auf Sperre der Strassen beschränken. Die wichtigste dieser Sperren ist in das 23-Millionen-Projekt schon eingestellt. Dazu kämen weiter:

- die Strasse Grellingen-Seewen
- die Strasse Nunningen-Bretzwil
- die Passwangstrasse
- die Scheltenstrasse
- der Knotenpunkt bei Gänsbrunnen

mit einem Kostenaufwand von ungefähr *Fr. 4 000 000.—*.

42. Für die Verteidigung der Lücke zwischen Neuenburgersee und Genfersee kommen in Betracht die Orbe-Venoge und die Menthue-Paudèze Stellung. Die erstere ist in ihrem Nordabschnitt zu sehr vom Jura dominiert, wenig tank-

sicher und auch länger. Wir halten deshalb für angezeigt, die Menthue-Paudèze Stellung zu befestigen. 3 Forts mit Zwischenwerken erfordern schätzungsweise einen Kostenaufwand von *Fr. 30 000 000.—*.

43. *Total Westfront ohne Fort Gempenplateau*

	<i>Kosten</i>	<i>Stärke der Besatzung</i>
Nordabschnitt	4 000 000	300
Menthue-Paudèze Stellung	30 000 000	1500
Total	34 000 000	1800

44. *Zusammenfassung der Landesbefestigung*

	<i>Kosten</i>	<i>Stärke der Besatzung</i>
Südfront	4 000 000	200
Nordfront ohne Sargans	66 000 000	3900
Westfront	34 000 000	1800
Total	104 000 000	5900

Rechnen wir noch die im Grenzbefestigungsprogramm eingesetzten Teile der Landesbefestigung hinzu, so kommen wir auf eine Bausumme von *Fr. 120 000 000.—* und 7000 Mann Besatzung. In der Besatzung ist nur die Mannschaft in den Werken gerechnet, nicht die Verteidiger der Zwischenräume, welche die Feldarmee zu stellen hat.

45. Die geringen Kosten im Verhältnis z. B. zu der Maginotlinie mögen auffallen. Darnach könnte die genügende Stärke der von uns vorgeschlagenen Landesbefestigung in Zweifel gezogen werden. Die Maginotlinie soll pro 1 km durchschnittlich 5 Millionen Schweizerfranken kosten; das würde allein schon für die 30 km lange Strecke Zürich-Brugg 150 Millionen ausmachen gegen 39 Millionen, die wir vorgesehen haben. Vergleichen wir aber die in Ziff. 17 als «schwer zu verteidigen» angenommenen Abschnitte (z. B. Zürich-Brugg mit Lägern, Limmat und den Wäldern) mit dem Gelände von Lothringen, so leuchtet ein, dass wir mit weniger künstlichen Mitteln auskommen können. Selbstredend wären auch für uns zwei oder mehr Stellungen hintereinander erwünscht; wir haben unsere Forderungen auf ein Minimalprogramm beschränkt. Wir können auch aus dem Grund billiger bauen, weil sich z. B. die riesigen Tankhindernisgraben, die man um die belgischen Forts sieht, bei uns meistens erübrigen. Wir können unsere Kasematten in tanksichere Steilhänge einbauen oder uns mit dem gegenseitigen Feuerschutz der verschiedenen Kampfanlagen eines Forts begnügen.

46. Was wir mit dieser Eingabe vorläufig bezwecken, ist, die Verstärkung und den Nutzen darzutun, die unsere Landesverteidigung durch Befestigungen erhalten kann, und die dafür nötigen Kredite anzufordern. Die konkreten Vor-

schläge sind nicht unabänderlich; sie sollen nur einen Anhalt geben über die Kosten und damit beweisen, dass eine wirksame Landesbefestigung für uns nicht unerschwinglich, sondern finanziell *möglich* ist. Vergleichen wir die Ausgabe von 120 Millionen z. B. mit den Kosten der seit dem Kriege ausgeführten Bauten der S.B.B., nämlich 600 Millionen, wovon mindestens 75 Millionen für Hochbauten, so darf das Opfer für die Landesverteidigung nicht als übermässig bezeichnet werden. Bei einem Bedarf von 7000 Mann an Festungstruppen ist auch die zahlenmässige Schwächung der Feldarmee durchaus erträglich.

47. Der Ausbau der Landesbefestigung ist *Arbeitsbeschaffung*, namentlich für das immer noch notleidende Baugewerbe. Im gegenwärtig laufenden Grenzbefestigungsprogramm von 52 Millionen werden 14 Millionen oder 27% als Arbeitslöhne ausbezahlt. Unter Anwendung des gleichen Verhältnisses enthält das Landesbefestigungsprogramm von 120 Millionen etwas über 30 Millionen Arbeitslöhne.

48. Ein Bild über die *Unterhaltskosten* erhalten wir durch Vergleich mit den Befestigungen vom Gotthard und St. Maurice. Die Baukosten dieser Befestigungen bis 1921 betragen $29\,000\,000 + 14\,500\,000 = 43\,500\,000$, mit den seitherigen Aufwendungen rund 50 000 000. Die Verwaltungs- und Unterhaltskredite belaufen sich pro Jahr auf rund 1 500 000. Die neue Landesbefestigung von 120 000 000 dürfte somit das Militärbudget *jährlich*, mit 3 600 000 belasten, unseres Erachtens eine bescheidene Summe gemessen an der Verstärkung, welche unsere Verteidigungskraft dadurch erhalten wird.

IX.

49. Wir sind der Meinung, dass, sobald die Kredite bewilligt sind, mit grösster Beschleunigung an den Ausbau der Landesbefestigung herangegangen werden muss. Als erstes ist der Limmatabschnitt auszubauen, für den die Vorstudien beendet sind. Da das B.B.B.⁶ noch wenigstens für 1½ Jahre mit dem Bau der Grenzbefestigung beschäftigt ist und *ein* Mann nicht zu viel übersehen kann, muss für den Limmatabschnitt ein neues, unabhängiges Baubureau mit Sitz in Baden unter einem tatkräftigen Chef aufgestellt werden. Ähnlich wird für den Menthue-Paudèze-Abschnitt zu verfahren sei, sobald dafür die Vorstudien gemacht sind. Auf das bestehende und die beiden neuen Bureaux werden anschliessend die noch verbleibenden Bauabschnitte zu verteilen sein.

50. *Zusammenstellung der angeforderten Kredite*

A. Vervollständigung der Grenzbefestigung und Bau der Landesbefestigung in den Abschnitten, wo sie zugleich Grenzbefestigung ist	Fr. 23 000 000
B. Erweiterung des Zerstörungsnetzes	1 000 000
C. Landesbefestigung	104 000 000
<i>Zusammen</i>	<u>128 000 000</u>

6. Büro für Befestigungsbauten.

*Notice du Commissaire à l'Economie de Guerre près
le Département de l'Economie publique, W. Hauser,
pour le Chef du Département*

Güterzufuhr aus dem Ausland

Bern, 1. November 1938

NOTIZ FÜR HERRN BUNDESRAT OBRECHT

Die Abteilung für Auswärtiges hat uns in verschiedenen aufeinanderfolgenden Berichten über die ersten Schritte orientiert, welche die schweizerischen Gesandtschaften in Paris, London, Berlin, Rom, Brüssel und Washington bei den betreffenden ausländischen Regierungen über die Frage der Sicherstellung der Güterzufuhr unternommen haben. Diesen Berichten, die sowohl Herrn Dir. Renggli als auch Herrn Matter unterbreitet worden sind, ist zu entnehmen, dass sämtliche angefragten Regierungen sich grundsätzlich bereit erklärten, auf die Frage näher einzutreten. Im einzelnen ist die derzeitige Situation kurz zusammengefasst folgende:

1. *U.S.A.*: Grundsätzliches Entgegenkommen. Als Grundlage für weitere Besprechungen ist nötig eine statistische Zusammenstellung über die für unser Land notwendigen Güter und die erforderliche Tonnage. Diese Zusammenstellung wird gegenwärtig von der Handelsabteilung ausgearbeitet.

2. *England*: Gleich wie bei U.S.A. Ausserdem verlangt England eine Kontrolle über die Verwendung der eingeführten Güter (analog der S.S.S. während des Weltkrieges). Herr Matter nimmt hiezu Stellung im beiliegenden Schreiben vom 29. Oktober¹. Dazu ist zu bemerken, dass die Handelsabteilung (Herr Prof. Keller) bereits Herrn Prof. Matti beauftragt hat, ein Reglement für eine Kontrollorganisation (analog der S.S.S.) auszuarbeiten.

Die technischen Verhandlungen wären nach Auffassung von Herrn Minister Paravicini in Bern mit der englischen Gesandtschaft zu führen.

3. *Deutschland*: Im Prinzip einverstanden. Als Gegenleistung wird verlangt, dass «die Schweiz ihrerseits gegebenenfalls den deutschen Durchgangsverkehr durch die Schweiz nicht nur nicht hindern, sondern nach Möglichkeit erleichtern wird.» Nach übereinstimmender Auffassung der Abteilung für Auswärtiges, von Herrn Dir. Renggli und Herrn Matter wird man dem zustimmen müssen, wobei jedoch der Vorbehalt anzubringen ist: «soweit dies nicht mit den Pflichten eines neutralen Staates im Widerspruch ist.»²

Herr Direktor Renggli hat in diesem Sinne der Abteilung für Auswärtiges geschrieben.

4. *Italien*: In einer mündlichen Besprechung zwischen Herrn Minister Ruegger und Graf Ciano hat der letztere die schweizerischen Wünsche wohlwollend

1. *Non retrouvée.*

2. *Remarque manuscrite en marge de ce passage*: Wo Verhandlungen und mit wem?

zur Kenntnis genommen. Herr Minister Ruegger hat sodann Graf Ciano auf dessen Wunsch ein schriftliches Exposé überreicht, auf das die Antwort noch aussteht.

Unsere Gesandtschaften in Rom und Berlin haben berichtet, dass sich die italienische und deutsche Regierung über die unsererseits unternommenen Schritte ins Einvernehmen gesetzt hätten.

5. *Frankreich*: Die von unserer Gesandtschaft in Paris unternommenen Schritte haben bereits soweit geführt, dass nunmehr eine Fühlungnahme zwischen Herrn Matter und den zuständigen französischen Behörden erfolgen kann. Herr Matter äussert sich hiezu im beiliegenden Schreiben vom 26. Oktober³.

Eine telephonische Besprechung vom letzten Samstag zwischen Herrn Dir. Renggli und Herrn Minister Bonna hat – teilweise etwas abweichend von der Auffassung des Herrn Matter – ergeben, dass Herr Matter nunmehr mit den zuständigen französischen Behörden die Fühlung aufnehmen sollte, wobei es sich aber nicht um offizielle Vertragsverhandlungen handeln würde – die später von der *Gesandtschaft* unter Beiziehung von Herrn Matter zu führen wären – sondern zunächst bloss um eine Abklärung der technischen Fragen (Bezeichnung der uns zur Verfügung zu stellenden Häfen, Organisation der Bahn- und Flusstransporte usw.).

Inbezug auf die Besprechungen mit Frankreich wäre meines Erachtens noch abzuklären, ob diese in Paris durchzuführen sind oder hier in Bern mit Herrn Minister Juge, da dieser, wie Sie mir mit Schreiben vom 1. Oktober mitgeteilt haben, von seiner Regierung beauftragt worden ist, sich im Falle eines Kriegs mit der Versorgung der Schweiz zu befassen.

6. *Belgien*: Hier ist die Situation ähnlich wie bei Frankreich, indem nunmehr die Abklärung der technischen Fragen an die Hand genommen werden kann⁴.

3. *Non retrouvée. Pour les démarches de la Légation de Suisse à Paris, cf. E 2200 Paris 11/5.*

4. *Pour la suite de ces questions, cf. DDS 13, rubrique IV. 2.*

*Le Chef de la Police des Etrangers du Département de
Justice et Police, P. Baechtold,
au Président de la Confédération, J. Baumann¹*

Copie
R Bd/L

Berne, 4 novembre 1938

ÉMIGRANTS TCHÉCOSLOVAQUES ET HONGROIS

La Tchécoslovaquie comptait en 1930 356 000 Juifs, soit le 2,4% de sa population (en Allemagne, en 1933, la proportion était de 0,8%). Combien résidaient dans les régions qui ont été rattachées à l'Allemagne, nous ne le savons pas, mais des dizaines de milliers assurément, dont beaucoup avant l'arrivée des Allemands ont fui dans les régions restées tchécoslovaques. Les journaux tchécoslovaques estiment à 50 000 environ le nombre des fugitifs des territoires sudètes. De Prague on a déjà signalé des mouvements antisémites; il faut s'attendre à ce que, sous l'influence ou la pression de l'Allemagne, ce mouvement se développe. De toute façon d'ailleurs les Juifs ne se sentiront désormais pas en sécurité en Tchécoslovaquie et ceux qui pourront le faire chercheront à se fixer ailleurs. Où iront-ils? Presque tous les pays leur sont fermés et ce ne sont pas les quelques centaines que la Grande-Bretagne accueillera peut-être qui changeront quelque chose à la situation. Les émigrants juifs ne peuvent aller ni en Allemagne, ni en Italie; ni en Pologne, ni en Hongrie qui elles-mêmes cherchent à se débarrasser de leurs propres Juifs. Les Etats balkaniques leur sont fermés également (la Roumanie a elle-même un problème juif). Les Etats du Nord, qui ont déjà pris des mesures pour empêcher l'entrée des émigrants d'Allemagne, ne voudront pas davantage ceux de Tchécoslovaquie. La France, on le sait, n'accepte pour ainsi dire plus de réfugiés; elle a d'ailleurs tout récemment rétabli l'obligation du visa pour les porteurs de passeports tchécoslovaques. Les Pays-Bas, qui refoulent assez durement les Juifs d'Allemagne sur territoire allemand, n'accepteront pas non plus de réfugiés tchécoslovaques et la Belgique se plaint de ne savoir comment se débarrasser des émigrants qui se trouvent déjà sur son territoire. Quant aux Etats d'outre-mer, ils ne les veulent pas non plus et n'accordent d'autorisations que dans des cas isolés. Il n'y a pas longtemps, le vice-président du Comité de Londres pour les réfugiés, Lord Bearsted, tout en l'assurant du désir du Comité de nous aider, déclarait à notre Ministre, M. Paravicini, au sujet de l'émigration des émigrants juifs qui se trouvent en Suisse qu'il y a peu de chance pour le moment d'arriver à un résultat appréciable.

La Hongrie comptait en 1930 environ 440 000 Juifs, soit le 5,1% de sa population. Il y règne une tendance antisémite assez marquée. Récemment, selon les

1. *En tête du document, annotation manuscrite d'un auteur non identifié*: Rapport présenté à M. le président Baumann par M. Baechtold.

nouvelles qui nous sont parvenues de Budapest, la Légation de Yougoslavie dans cette ville a reçu l'ordre de ne plus délivrer de visa d'entrée aux Juifs hongrois. Le poste-frontière de Buchs vient, d'autre part, de nous signaler une recrudescence des arrivées de Juifs hongrois à la frontière.

Nous avons, à plus d'une reprise, prié notre Légation à Prague de faire savoir dans les milieux juifs tchécoslovaques que la Suisse ne pouvait plus accueillir de réfugiés et que s'ils venaient quand même, nous serions obligés de les refouler. D'autre part, nous avons donné l'ordre à notre frontière de s'efforcer de constater si les Tchécoslovaques et les Hongrois qui veulent entrer en Suisse sont ou non des émigrants et de les refouler s'ils le sont. Ce sont là naturellement des moyens très insuffisants. La frontière refoule un certain nombre de ces émigrants, mais d'autres pénètrent quand même chez nous. Certains nous sont signalés et nous pouvons les renvoyer, mais il est sûr que beaucoup nous échappent pour le moment. Quand on les découvrira, il sera sans doute trop tard pour les renvoyer chez eux; ils ne voudront ou ne pourront plus y retourner. Il est certain qu'il continue à en arriver chaque jour et même s'ils n'entrent pas en grand nombre à la fois, cela finit par chiffrer à la longue (il nous en vient certainement aussi d'Italie).

Le seul moyen efficace de nous défendre est de réintroduire le visa pour les Tchécoslovaques et les Hongrois. Le contrôle qui est fait actuellement à la frontière est, comme il est dit plus haut, absolument insuffisant. C'est d'ailleurs une charge trop lourde pour les agents chargés du contrôle et qu'on ne peut leur imposer trop longtemps; il est fatal qu'à la longue même ce contrôle insuffisant se relâche de plus en plus.

Je crois donc qu'il faut envisager sérieusement la réintroduction aussi rapide que possible de l'obligation du visa. Nos accords avec la Tchécoslovaquie et la Hongrie ne contiennent pas de délai de dénonciation; la mesure pourrait donc être mise en vigueur très rapidement. Je sais que le Département politique fédéral n'est pas partisan de la réintroduction du visa, mais je ne crois pas qu'il s'y opposerait absolument. Je ne crois pas non plus qu'une telle mesure puisse être très préjudiciable au tourisme, si l'on donne pour instructions à nos consulats de délivrer le visa sans difficulté et très rapidement aux Tchécoslovaques et aux Hongrois qui ne sont pas des émigrants. Il faut naturellement admettre que la Tchécoslovaquie et la Hongrie réintroduiraient aussi le visa pour les Suisses; mais le mal ne serait sans doute pas très grand. On ne peut naturellement pas songer pour la Tchécoslovaquie et la Hongrie à un régime semblable à celui que nous avons pour les Juifs d'Allemagne. Il est bien probable, en effet, que pour le moment ni la Tchécoslovaquie, ni la Hongrie ne nous proposeraient de marquer d'un signe distinctif les passeports de ceux de leurs ressortissants qui sont juifs; nous ne pourrions évidemment pas leur demander de le faire.

D'ailleurs je suis de plus en plus persuadé que le régime que nous avons introduit pour les Juifs allemands fait beaucoup plus de tort au tourisme et à notre économie que ne l'aurait fait la réintroduction du visa pour tous les porteurs de passeports allemands.

P.S. En ce qui concerne le refoulement des émigrants tchécoslovaques et hongrois à la frontière, j'ajoute que les erreurs, impossibles à éviter, sont fré-

quentes. Non seulement les agents chargés du contrôle laissent passer des émigrants qu'ils devraient refouler, mais il arrive souvent qu'ils croient avoir affaire à des émigrants juifs alors qu'il s'agit de touristes ou de gens qui viennent pour affaires simplement et qui se voyent refoulés. Ces étrangers en sont naturellement très irrités; ils racontent partout qu'ils ont été traités de façon indigne à la frontière suisse, ce qui ne nous fait pas précisément de la réclame.

Aujourd'hui encore, le délégué suisse de police à Chiasso a déclaré, par téléphone, que ce contrôle des Tchécoslovaques et des Hongrois à la frontière devenait à la longue impossible.

A titre d'exemple, je joins en annexe un rapport² de M. Hohl sur un cas particulier.

2. *Ne figure pas dans le dossier où se trouve la pièce publiée.*

441

E 2001 (D) 1/75

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au «Vorort» de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie*

Copie
L OM

Bern, 7. November 1938

Mit Ihrem Schreiben vom 3. d. M.¹ geben Sie uns Kenntnis von einer Mitteilung der Schweizerischen Leinenindustrie A.-G. vom 1. November 1938, die Ihnen bekanntgibt, dass gute Kunden in Süddeutschland infolge der Haltung der schweizerischen Öffentlichkeit gegenüber Deutschland keine Schweizerwaren mehr kaufen wollen.

Solche Wahrnehmungen sind durchaus nicht vereinzelt, sondern haben leider allgemeinen Charakter angenommen. Wie uns das Volkswirtschaftsdepartement vor einigen Tagen berichtete, sind weite Kreise der schweizerischen Wirtschaft über die Gestaltung unserer Beziehungen zu Deutschland ernstlich besorgt, was in Vorstellungen einer Delegation von Industriellen beim Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartement² und in einer Eingabe an den Schweizerischen Gesandten in Berlin³ zum Ausdruck kam. Auch der Fremdenverkehrsverband hat in einem Schreiben an das Politische Departement eindringlich auf die bedenkliche Verschlechterung der Situation hingewiesen.

Der Unterzeichnete hat anlässlich der Pressekonferenz, die am 26. Oktober⁴ abhin in Bern stattfand, von den obenerwähnten Schritten und Fest-

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. N° 433.*

3. *Cf. N° 432, annexe.*

4. *Cf. N° 435.*

stellungen schweizerischer Wirtschaftskreise Kenntnis gegeben, doch zeigte sich, dass auch solche Pressevertreter, bei denen man Verständnis für die Notwendigkeit der Aufrechterhaltung guter wirtschaftlicher Beziehungen zwischen der Schweiz und Deutschland hätte voraussetzen dürfen, diesen Kundgebungen kein entscheidendes Gewicht glaubten beilegen zu sollen.

Die Auseinandersetzungen zwischen schweizerischen und deutschen Zeitungen haben in den letzten Tagen zwar an Schärfe verloren, doch muss gesagt werden, dass gerade das wirtschaftliche Verhältnis der Schweiz zu Deutschland noch in mannigfacher Hinsicht zu wünschen übrig lässt. Schon seit einiger Zeit mehren sich die Klagen von deutscher Seite, dass nicht nur ein stiller Boykott seitens schweizerischer Abnehmer deutscher Waren eingetreten sei, sondern dass auch die in der Schweiz lebenden deutschen Geschäftsleute vielfach von einem solchen Geschäftsausschluss betroffen werden. Es lässt sich leicht vorstellen, welches Schicksal den schweizerisch-deutschen Beziehungen blühen würde, wenn beidseitig der Grenze derartige Methoden und Massnahmen zur Regel werden sollten.

Eine solche Entwicklung der Dinge muss jeden unvoreingenommenen Beurteiler der Lage unseres Landes mit tiefgehender Sorge erfüllen, sowohl wenn er die weitere Gestaltung der Wirtschaftsbeziehungen als des Verhältnisses im allgemeinen zu unserm deutschen Nachbarstaat ins Auge fasst. Die Schweiz ist auf das deutsche Wirtschaftsgebiet, das zudem in den letzten Monaten eine ganz beträchtliche Vergrößerung erfahren hat, nun einmal angewiesen, und es kann doch keine Rede davon sein, aus einer ideologischen Kampfesstimmung heraus alte bewährte Geschäftsverbindungen mit Deutschland aufzugeben und deutsche Besucher unserer Landes abzustossen. Es erübrigt sich wohl, darauf hinzuweisen, dass es schwer fallen dürfte, für diesen Ausfall in andern Staaten nur annähernd Ersatz zu schaffen und dass dann gerade die gleichen Kreise, die am meisten das Feuer schüren und die Spannungen verschärfen, die verhängnisvollen Auswirkungen zu spüren bekämen.

Aus den vorstehenden Erwägungen wären wir Ihnen ganz besonders zu Dank verbunden, wenn Sie Ihrerseits sich bei den Ihnen nahestehenden Kreisen und Pressorganen dafür verwenden wollten, dass den oben dargelegten gefährlichen Zuständen eine Ende bereitet wird.

Ihrer Stellungnahme⁵ gern entgegengehend, benützen wir den Anlass, um Sie, Herr Präsident, sehr geehrte Herren, erneut unserer vorzüglichsten Hochachtung zu versichern.

5. *Ne figure pas au dossier.*

442

E 4320 (B) 1968/195/27

*Le Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann,
au Conseiller national, J.-M. Musy*

Copie
L

Berne, 10 novembre 1938

Nous avons l'honneur de vous informer de l'affaire suivante:

Comme nous avons pu l'apprendre par la voie de la presse, un film intitulé «La peste rouge» a été projeté, à Fribourg et à Bâle, devant un public se composant exclusivement de spectateurs invités, parmi lesquels se trouvaient plusieurs ressortissants français. L'Ambassade de France à Berne a appelé l'attention de notre Département politique sur l'impression pénible que les invités de nationalité française ont ressentie en voyant présenter M. Blum, ancien Président du Conseil, et M. Herriot, Président de la Chambre et peut-être futur Président de la République, comme agents du Komintern et protagonistes de la guerre en Espagne. Le représentant diplomatique de France prie les autorités fédérales de vouloir bien faire en sorte que lesdits passages du film soient supprimés.

Nous vous saurions gré de nous faire savoir si, en cas de projections ultérieures du film «La peste rouge», les passages critiqués par l'Ambassade de France ne devraient point être coupés dans l'intérêt de nos relations avec la France. Au cas où cela ne serait pas possible, nous vous prions de vouloir bien veiller à ce que le film en question soit soumis aux représentants des autorités fédérales intéressées, afin qu'ils puissent se faire une idée du bien-fondé de la démarche française¹.

1. Pour la réponse, cf. N^o 459.

443

E 2001 (D) 3/163

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L Vertraulich

Berlin, 11. November 1938

Seit Mittwoch abend spielen sich hier Vorgänge ab, die durch die Erregung über den Tod von Gesandtschaftsrat vom Rath, der bei der Ausübung seiner Tätigkeit auf der deutschen Botschaft in Paris das Opfer eines Anschlages des polnischen Juden Grünspan geworden ist, ausgelöst wurden, jedoch offen-

sichtlich entgegen den in der Presse aufgestellten Behauptungen nicht spontane Handlungen aus der Bevölkerung heraus waren, sondern von gewisser Seite systematisch organisiert und befohlen worden sind. Einzelheiten haben Sie bereits aus der Presse entnommen. Leider muss ich Ihnen bestätigen, dass diese Mitteilungen in keiner Weise übertrieben sind, sondern voll und ganz der Wirklichkeit entsprechen.

In Berlin wurden in allen Teilen der Stadt die Geschäfte von Juden erbrochen und alles, aber auch alles kurz und klein geschlagen. Vielfach sind die Täter noch bis zu den darüberliegenden Bureau- und Lagerräumen vorgedrungen, teilweise wurden Möbel und Waren auf die Strasse geworfen, verschiedene Augenzeugen bestätigten, dass auch Gegenstände vom Publikum entwendet wurden. Die Polizei war entweder überhaupt nicht zur Stelle und leistete Hilferufen keine Folge, oder sie beschränkte sich darauf, die Ordnung auf der Strasse aufrechtzuerhalten. Trotzdem endlich gestern abend der Reichspropagandaminister einen Aufruf erliess, Einzelaktionen zu unterlassen, wurden dieselben in verschiedenen Vierteln der Stadt während der Nacht und auch noch am heutigen Tage fortgesetzt.

Jeder Freund Deutschlands muss diese Vorgänge als tief bedauerlich ansehen. Dieselbe Auffassung fand ich übrigens auch bei hochgestellten deutschen Persönlichkeiten, mit denen ich zusammzutreffen Gelegenheit hatte. Ebenso ist die grosse Masse der deutschen Bevölkerung empört und niedergeschlagen.

Leider sind durch diese Racheaktion gegen die Juden auch jüdische Landsleute betroffen worden. So ist das Juwelen- und Gold- und Silberwarengeschäft Margraf an der Tauentzienstrasse, das von unserem Landsmann Iwan Bloch, geleitet wird und nach seinen Angaben zwar nicht juristisch (die Anteile der G.m.b.H. lauten formell auf den Namen einer deutschen Jüdin) aber doch tatsächlich in seinem Besitz ist, in der geschilderten Weise in der Nacht vom Mittwoch auf den Donnerstag zerstört worden. Wie Herr Bloch, der persönlich auf der Gesandtschaft vorsprach, erzählte, erschien der Pöbel gestern neuerdings und drang auch in die Bureauräume ein mit dem Ruf: Wo ist der Bloch, den wollen wir kalt machen. Unser Landsmann habe es nur seinen Angestellten zu verdanken, die ihn rechtzeitig gewarnt und zum Verlassen des Geschäfts veranlasst haben, dass er sich habe in Sicherheit bringen können.

Weiter wurden die beiden Läden der Firma Arnold Müller, die zur Hälfte im Eigentum unseres Landsmannes Alfred Metzger steht, kurz und klein geschlagen. Herr Metzger selber wurde gestern abend verhaftet, jedoch heute vormittag bereits wieder auf freien Fuss gesetzt, ohne Zweifel dank der Intervention der Gesandtschaft. Die Erzählung des Herrn Bloch hatte nämlich meinen Mitarbeiter veranlasst, beim Auswärtigen Amt vorstellig zu werden und unter Nennung der beiden Fälle darauf zu dringen, dass den schweizerischen Staatsangehörigen der ihnen zustehende Rechtsschutz gewährt werde. Das Auswärtige Amt sagte zu, sich der Sache sofort anzunehmen. Heute sind denn auch neue Klagen von Schweizern in Berlin nicht mehr eingegangen.

Ein junger Landsmann namens Wurstemberger, der nur vorübergehend hier auf einem Patentbureau tätig ist, war so unvorsichtig, zerstörte jüdische Geschäfte zu photographieren, worauf das Publikum auf der Strasse gegen ihn

eine drohende Haltung einnahm, was auch ein Beweis dafür ist, dass man sich der Vorfälle schämt. Die Polizei nahm Wurstemberger in Gewahrsam und beschlagnahmte seinen Photoapparat. Nach drei Stunden wurde er wieder freigelassen, jedoch hat er seinen Apparat noch nicht zurückerhalten.

Eine ganze Reihe jüdischer Landsleute in Berlin hat in ihrer Angst die Gesandtschaft um Rat gebeten. Es wurde ihnen empfohlen, sich ruhig zu verhalten und wenn irgendetwas passieren sollte, die Gesandtschaft sofort zu verständigen. Angesichts der Entwicklung der Dinge legt die Gesandtschaft überdies den Schweizerjuden nahe, ihre Rückkehr in die Schweiz ins Auge zu fassen.

Das Konsulat in Leipzig berichtete telephonisch, dass die Wohnung eines Schweizerjuden namens Dreyfuss in Chemnitz während seiner Abwesenheit zerstört worden sei. Unser Konsulat, das zunächst einen Beamten hinsenden wollte, was mir aus grundsätzlichen Erwägungen nicht tunlich erschien, wurde angewiesen, bei der zuständigen Polizeibehörde vorstellig zu werden.

Weiter teilte unser Generalkonsulat in München mit, dass unser Landsmann Alfred Gundelfinger in Fürth verhaftet und dass einer Frau Schwabacher ihr Schweizerpass abgenommen worden sei. Das Generalkonsulat habe darauf die geeigneten Schritte unternommen.

Unser Konsulat in Köln meldete, dass in zwei Fällen jüdische Geschäfte zerstört wurden, deren Inhaber die Lokale von schweizerischen Grundeigentümern gemietet haben. Hier dürfte zunächst abzuklären sein, ob nicht diese Grundeigentümer in erster Linie sich wegen des entstandenen Schadens an ihre Mieter zu halten haben. Soweit dies nicht der Fall sein sollte, könnte wohl die Geltendmachung von Schadenersatzansprüchen gegen das Reich in Frage kommen.

Da zu gewärtigen ist, dass verschiedentlich geschädigte Landsleute mit dem Begehren an die Gesandtschaft gelangen, Schadenersatzansprüche gegenüber der deutschen Regierung geltend zu machen, soweit der Schaden nicht etwa anderweitig, z. B. durch die Versicherungen, gedeckt werden sollte, wäre ich Ihnen sehr zu Dank verpflichtet, wenn Sie prüfen wollten, ob und in welcher Weise derartige Schadenersatzansprüche gegebenenfalls auf diplomatischem Wege zu stellen sind¹.

1. Cf. N° 451.

E 2200 Frankfurt, Archiv-Nr. 403

*Le Gérant¹ du Consulat de Suisse à Francfort, H. Dasen,
à la Légation de Suisse à Berlin*

Copie

R

Frankfurt, 11. November 1938

Wie im übrigen Deutschland haben gestern auch in meinem Konsularbezirk bedauernswerte Ausschreitungen gegen Juden stattgefunden. Rotten von halb-wüchsigen Jungen, mit Äxten und Brechstangen bewaffnet, durchzogen die Stadt und zerstörten in den jüdischen Geschäften die Scheiben, drangen in dieselben ein und schlugen alles kurz und klein. An verschiedenen Orten warfen sie die Ware auf die Strasse und zündeten sie an, die vier Synagogen der Stadt sind ausgebrannt. Ferner wurden bei Juden Haussuchungen vorgenommen und die Männer unter 60 Jahren verhaftet und in Schutzhaft abgeführt.

Da ich für unsere Landsleute jüdischen Glaubens fürchtete, begab ich mich im Laufe des Vormittags auf das Polizeipräsidium, wo ich von dem stellvertretenden Herrn Polizeipräsidenten, Regierungsrat Voss, empfangen wurde. Ich forderte für die Landsleute Schutz für Leben und Eigentum, was er mir auch zusagte. Er erbat sich von mir eine Liste der Landsleute jüdischer Konfession, welche ich ihm in den Nachmittagsstunden übergeben liess. Bei der Verabschiedung von Herrn Regierungsrat Voss äusserte er sein Bedauern über die Vorfälle und sagte, dass der Polizei die Hände gebunden seien.

Mit einer einzigen Ausnahme wurden unsere Landsleute nicht belästigt. Einzig Herr Oppenheimer, der bis vor kurzem neben der schweizerischen auch die deutsche Staatsangehörigkeit besessen hatte, wurde mit der Frau von der Polizei auf das Revier geführt, wo er vernommen und nach Vorzeigen seiner Ausweispapiere wieder entlassen wurde.

Morgens gegen 10 Uhr hatte ich den Besuch von Herrn Stub, Mitinhaber der Fa. «Stubs-Quelle», L.S. Stub & Co. in Mainz, an welcher Firma, wie Ihnen bekannt ist, unser Landsmann Sigmund *Krausz*, Zürich, massgebend beteiligt ist. Er teilte mir mit, dass in den Vormittagstunden die Schaufenster der Firma eingeschlagen worden seien und erbat meinen Schutz. Ich setzte mich sofort telefonisch mit dem Herrn Polizeipräsidenten in Mainz in Verbindung, welcher mir vollen Schutz des Geschäftes zusicherte und insbesondere betonte, dass nicht geplündert werde. Gegen 1 Uhr mittags erkundigte sich das Polizeipräsidium Mainz telefonisch, ob es seine Richtigkeit habe, dass das Konsulat gegen 10¹/₂ Uhr angerufen und um Schutz der Firma «Stubs-Quelle» gebeten habe, was bejaht wurde. Heute teilte mir nun Herr Rechtsanwalt Walther Weigand mit, dass trotz der Zusicherung des Herrn Polizeipräsidenten die ganze Inneneinrichtung demoliert und Warenvorräte im Werte von etwa 80 000.— M vernichtet worden seien. Ich werde am kommenden Montag mit Herrn Weigand nach Mainz fahren, um den angerichteten Schaden feststellen zu lassen.

1. Verweser.

Die Deutsch-Schweizerische Verwaltungsbank, Sitz Berlin, Filiale Frankfurt a/Main, teilte mir mit, dass sie die Verwaltung des Herrn Rechtsanwalt Dr. Guggenheim, Zürich, gehörenden Hauses, Eschersheimer Anlage 35, innehatte und bat um Schutz, da bereits mit der Zertrümmerung der Scheiben begonnen worden sei. Herr Regierungsrat Dr. Ernst vom Polizeipräsidium, den ich um Hilfe bat, sagte mir sofort die Unterstützung zu, indem er das Überfallkommando entsenden werde. Grösserer Schaden scheint hier nicht entstanden zu sein.

Herr Wettstein, der Verwalter der je zur Hälfte der Eidgenössischen Bank A.G., Zürich, und der Unfallversicherungs-Akt. Ges. in Winterthur gehörenden Liegenschaften, Textorstrasse (Textorblock), welche einen Wert von einigen Millionen repräsentieren, teilte mir mit, dass in der vergangenen Nacht verschiedentlich Mobiliar aus einzelnen Wohnungen geworfen und unmittelbar vor den Häusern angezündet worden sei, sodass eine gewisse Gefahr für die Liegenschaften selbst bestanden habe. Ich bat deshalb den Herrn Polizeipräsidenten, veranlassen zu wollen, dass der polizeiliche Schutz der Häuser verstärkt werde.

Herr Hirschi, ein Schweizer Student in Friedberg i/H., Adolf-Hitler-Polytechnikum, teilte mir telefonisch mit, dass er gestern anlässlich der Zertrümmerung eines jüdischen Geschäftes in Friedberg photographiert habe und anschliessend auf das Polizeiamt mitgenommen worden sei, wo man ihm den Apparat beschlagnahmt und ihn aufgefordert habe, sich heute vormittag, 10 Uhr, wieder auf dem Polizeiamt einzufinden. Ich habe nicht verfehlt, Herrn Hirschi den Vorwurf zu machen, dass es überaus unklug von ihm gewesen sei, zu photographieren. Er hat dann heute wieder auf dem Polizeiamt vorgesprochen, wo ein Protokoll aufgenommen worden sei, welches nach Giessen weitergeleitet werde. Der Apparat ist ihm freigegeben worden, während der Film beschlagnahmt bleibt.

445

E 2001 (D) 3/163

*Le Consul de Suisse à Cologne, F. von Weiss,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher¹*

Copie

R

Köln, 12./13. November 1938

Von den Wahrnehmungen, die ich nach meiner Rückkehr aus Berlin hier über die Ausschreitungen gegen die Juden gemacht habe, darf ich Ihnen folgendes berichten.

1. *Ce rapport a été communiqué à Berne en annexe au rapport de Frölicher du 19 novembre 1938, cf. N° 450.*

Während ich beim stundenlangen Durchwandern und Durchfahren der Straßen Berlins feststellen konnte, daß im allgemeinen nur die Schaufenster der jüdischen Geschäfte zertrümmert wurden, wobei die Auslagen natürlich auch Schaden erlitten, sind die Zerstörer in Köln ganz gründlich vorgegangen. Von den Hunderten von beschädigten Geschäften in Berlin habe ich nur wenige gesehen, deren Inneneinrichtung und Warenbestände systematisch vernichtet wurden. Das mag seinen Grund darin haben, daß den Leuten nur wenige Nachtstunden zur Verfügung standen, während in Köln am helllichten Tage und in aller Öffentlichkeit «gearbeitet» wurde. In der Hauptgeschäftesstraße, der Hohenstraße, waren die wenigen noch vorhandenen jüdischen Geschäfte in einer Weise zerstört worden, die jeder Beschreibung spottet. Nicht ein Carton oder Behälter, der nicht zertrampelt war, nachdem man ihn geleert und die Sachen zerstreut und zerstört hatte. Wie mir ein zuverlässiger Augenzeuge berichtete, flogen aus einem großen Pelzgeschäft die Silberfüchse und Pelzmäntel auf die Straße und wurden zerschnitten. Ladeneinrichtung und Kronleuchter wurden zertrümmert, sodaß man glauben konnte, daß in Köln plötzlich die Vandalen aufgetaucht seien. Hier muß ich mit aller Entschiedenheit, wenigstens für Köln, der Erklärung des Reichsministers Goebbels widersprechen, der sagte, daß die Mitteilungen ausländischer Blätter, die spontane Reaktion des deutschen Volkes sei von organisierten Mannschaften durchgeführt worden, erfunden seien. Wenn es noch eines Beweises bedarf, so könnte folgender Fall dazu dienen.

Gegenüber dem Dom befindet sich das alte, jüdische Juweliergeschäft von Goldschmidt. Gestern fragte ich einen meiner Kollegen, ob dieses Geschäft auch zerstört worden sei, worauf er mir nach anfänglicher Zurückhaltung vertraulich sagte: «Nein, das haben sie nicht gewagt, denn das Geschäft ist, was nicht bekannt ist, seit einigen Tagen in belgischen Händen.» Nicht einmal der Steueranwalt der Firma Goldschmidt, der mich heute aufsuchte, wußte etwas davon. Die Veranstalter der Exzesse müssen jedoch im Bilde gewesen sein und Anweisung gegeben haben dieses Geschäft trotz seines jüdischen Namens zu schonen. Zahlreiche Bekannte, darunter Angehörige der SA und SS, haben mir bestätigt, daß sie in der Nacht vom 9. zum 10. November den Auftrag erhielten, zur Durchführung des Zerstörungswerkes anzutreten.

Ein Trupp in blauen Drillichanzügen unter Führung eines Chargierten stürmte nachts die hiesigen Synagogen. Durch die zerbrochenen Fensterscheiben wurden Ekrasitbomben geworfen, und als der Zugang frei war, wurde geradezu mit Raffinement alles kurz und klein geschlagen. Die für die rituelle Handlung benutzten Zylinderhüte flogen auf die Straße und dienten der Jugend zum Fußballspiel. Ebenso ging es mit den pietätvoll aufbewahrten Pergamentrollen, auf denen das Alte Testament geschrieben steht; ich darf Ihnen hier ein Stückchen einer solchen Rolle zusenden, die, wie mir mein Gewährsmann sagte, ein Stück aus der Genesis des Pentateuch enthält. Diese Rollen wurden dann von der johlenden Jugend zerrissen und verbrannt. Mit besonderer «Liebe» wurde die Orgel einer Synagoge behandelt, sie war nur noch ein Trümmerhaufen. Mein Gewährsmann erzählte mir, daß die Stimmung der Zuschauer geteilt gewesen sei, die Jugend konnte nicht genug Sadismus zeigen, während die Erwachsenen mit vielsagendem Kopfschütteln den

Schauplatz dieser wilden Orgien verließen. Die Synagogen, im Inneren noch hie und da brennend, blieben ohne Schutz und Absperrung bis zum Mittag, sodaß Neugierige ein- und ausgehen und «souvenirs» sammeln konnten.

Ich weiß zuverlässig, daß eine ganze Anzahl SA-Leute, die bei Behörden wie Post, Gericht, Zoll, usw. angestellt sind, vollständig ermattet und mit großer Verspätung am nächsten Morgen zum Dienst kamen mit der Entschuldigung, sie seien in der Nacht plötzlich zu einem besonderen Auftrag kommandiert worden. Einer meiner Kollegen sprach gestern mittag beim Oberbürgermeister vor und legte energisch Verwahrung ein gegen die Behandlung einer jüdischen Familie, in der die Ehefrau vor der Heirat seine Staatsangehörigkeit besaß, die sie laut Gesetz sofort wieder annehmen kann. Der Oberbürgermeister beruhigte ihn und versprach, sofort Abhilfe zu schaffen. Er versicherte natürlich, daß es sich um spontane Kundgebungen handle, worauf mein Kollege als Augenzeuge verschiedener Vorfälle ihm glatt widersprach. Der Polizei-Vizepräsident erklärte ihm wörtlich: «Wir haben gestern abend der Partei die Macht überlassen müssen, aber die Polizei wird dafür sorgen, daß ab heute abend die Ordnung wieder hergestellt wird. Wenn jetzt etwas passiert, dann wird es illegal sein.» Auch noch fünf andere Kollegen, die ich gestern abend sprach und die ebenfalls Augenzeugen wüster Ausschreitungen waren, meinten übereinstimmend, «qu'il s'est agi d'un pillage organisé par les autorités». Ein anderer Kollege erzählte mir folgendes.

Er stand vorgestern vor einem großen Lampengeschäft, das einen trostlosen Anblick bot. Die Schaufenster waren von innen zertrümmert worden, und die Menge, ausschließlich raulustige Jugend, hörte dann schließlich mit dem Zertörungswerk auf, als alle Kronleuchter, Kandelaber, usw. in tausend Stücken am Boden herumlagen. Nach etwa einer Viertelstunde hielt plötzlich ein Polizeiauto vor dem Geschäft, und in diesem Augenblick tauchten aus der Trümmerstätte ein Polizeioffizier und 2 SA-Leute auf, die in das Auto stiegen, das sofort abfuhr.

Ein Spaziergang durch die Innenstadt zeigte mir gestern nachmittag, wie gründlich die Zerstörer gearbeitet hatten. Ein altes, im ganzen Rheinland bekanntes Kristall- und Porzellangeschäft mit einem Warenbestand im Werte von weit über 100 000 M wurde derart mitgenommen, daß der ganze Boden mit einer dicken Schicht von Scherben bedeckt war. Ein großes Möbelgeschäft am Ring mit 6 Schaufenstern, das vor einigen Tagen den Ausverkauf angekündigt hatte, wurde ebenfalls vollständig demoliert. Von zuverlässiger Seite höre ich, daß der Sachschaden über 500 000 M beträgt.

Bei den Zerstörungen gebrauchte man nicht immer die nötige Vorsicht, und so wurden denn auch verschiedene deutsche Geschäfte, die neben jüdischen liegen, «aus Versehen» ebenfalls demoliert. Wie ich vom Polizeipräsidium erfahre, handelt es sich um etwa 50 Geschäfte, die sofort auf Anordnung des Oberbürgermeisters wieder möglichst instandgesetzt wurden, und zwar auf Kosten der Stadt. Die Inhaberin eines kleinen Geschäftes sagte mir, daß die Stadt für ihre 3 zerbrochenen Schaufensterscheiben über 1000 M zu zahlen habe.

den 13. November

Im Gegensatz zu den Vorgängen in Berlin, wo ich nur jüdische Geschäfte zerstört sah (nach meiner Rückkehr las ich allerdings in der Presse, daß nach-

träglich auch in Berlin jüdische Privatwohnungen zertört und zahlreiche Juden verhaftet wurden), zogen durch Köln organisierte Streifen von einer jüdischen Wohnung zur anderen. Die Familien waren entweder vorher aufgefordert worden, die Wohnung zu verlassen, oder sie mußten in der Ecke eines Zimmers stehen, während die Sachen aus dem Fenster geworfen wurden. Grammophone, Näh- und Schreibmaschinen flogen auf die Straße, und einer meiner Kollegen sah sogar, wie ein Klavier aus dem Fenster geworfen wurde, aus dem 2. Stock eines Hauses. Noch heute kann man an Bäumen und Büschen Bettfedern hängen sehen.

Wie systematisch die Gestapo vorging, sieht man daraus, daß Hunderte von Juden von einem gewissen Einkommen an verhaftet wurden, die als sogen. Schutzhäftlinge nach dem früheren Zuchthaus in Brauweiler gebracht wurden. Ein mir bekannter Kriminalkommissar erzählte mir, daß in seinem Revier der ärmste dieser verhafteten Juden ein Vermögen von 270 000 M gehabt habe. Allein in seinem Bezirk seien 34 Juden abgeführt worden. Ein anderer Gewährsmann sagte mir, daß in seinem Haus in der betr. Nacht ein Kriminalbeamter und ein SS-Mann mit der Meldung geweckt wurden, aus Berlin sei Alarmzustand 1. Klasse angeordnet. Gleichzeitig erhielten sie Auftrag, eine Anzahl in seinem Revier wohnhafter Juden zu verhaften. Ein SS-Mann, der seinen Zerstörungsdienst in der Synagoge tat, sagte, wie ein Bekannter von mir hörte, das sei der glücklichste Tag seines Lebens.

Die Nachrichten, die ich von auswärts erhalte, lauten so, daß die Zerstörungswut der eingesetzten SA- und SS-Formationen dort, wenn möglich, noch größer war als in Köln. Im benachbarten Städtchen Brühl wurden sogar Lebensmittelgeschäfte mit Petroleum angezündet. Alle Synagogen in den Ortschaften am Rhein (Bonn, Honnef, Unkel, Neuwied, Remagen, usw.) wurden zu gleicher Zeit gestürmt und in Brand gesteckt. Ein weiterer Beweis, wie planmäßig vorgegangen wurde, liegt darin, daß in Bonn die Feuerwehr vor der Synagoge vorfuhr, ehe überhaupt etwas geschehen war. Die Mannschaft begnügte sich damit, vorsichtshalber die Nachbarhäuser zu besprengen und blieb ganz untätig, als das Feuer sein Vernichtungswerk in der Synagoge tat. Ein Bonner Universitätsfreund, der viele Beziehungen in dieser Stadt hat, sagte mir, daß viele Jungen am Tag nach diesen Zerstörungen zu spät zur Schule kamen mit der Erklärung, daß die vertrauenswürdigsten Mitglieder der HJ um 5 Uhr in der Frühe geweckt worden seien, um mitzuwirken.

Am schlimmsten soll in Düsseldorf und Duisburg – also nicht in meinem Konsularbezirk – gehaust worden sein. In Düsseldorf wurden die luxuriösen jüdischen Geschäfte und die Privatwohnungen noch viel systematischer zerstört als in Köln. Ein jüdischer Anwalt floh verzweifelt aus seiner Wohnung und erschoss sich auf offener Straße. Von Polizeiseite höre ich ganz zuverlässig, daß in Duisburg die «Vandalen» außer der zerstrümmerten Wohnungseinrichtung auch die Bewohner zum Fenster hinausbefördert hätten. Auf diese Weise sollen 3 Juden ums Leben gekommen sein.

Es würde zu weit führen, hier die zahlreichen Schilderungen von tragischen Vorfällen wiederzugeben, die mir zugegangen sind. Ich füge hier noch einen Bericht unseres Dürener Vertrauensmannes bei, der mir seit Jahren wegen seines sachlichen Urteils bekannt ist. Daraus geht hervor, daß sich dort das Zer-

störungswerk ebenso planmäßig vollzogen hat. Der Eindruck, den dieses Vorgehen gegen die Juden hinterließ, war, wie ich in Köln feststellen konnte, ein niederschmetternder. Ich bin in den letzten Tagen von unzähligen mir bekannten Personen aller Gesellschaftsschichten angesprochen worden: «Was sagen Sie zu diesen furchtbaren Vorgängen?» Jeder einzelne fügte dann hinzu: «Man muß sich schämen, ein Deutscher zu sein!»

Besonders bestürzt sind über diese Ereignisse die Katholiken, die in Köln den überwiegenden Teil der Bevölkerung bilden. Eine im öffentlichen Leben stehende, einflußreiche Persönlichkeit, die Fühlung mit den Kreisen um den Erzbischof hat, sagte mir noch gestern (was ich einige Stunden später von einem hohen katholischen Würdenträger bestätigt erhielt) beinahe wörtlich: «Herr von Weiß, behalten Sie, was ich Ihnen aus innerster Überzeugung sage: die jetzige Zerstörung der Synagogen war die Generalprobe für die Zerstörung der katholischen und evangelischen Gotteshäuser!» Von äußerst zuverlässiger Seite höre ich, daß die hiesigen erzbischöflichen Behörden sich schon ernstlich mit der Frage befaßt haben, wie und wo man den hiesigen Domschatz mit dem kostbaren goldenen Dreieilighenschrein und dem großen Rubensschen Altarbild sowie die Kostbarkeiten der anderen Kirchen in Sicherheit bringen kann.

Einen gewissen ironischen Beigeschmack hat die mir soeben zugetragene Nachricht, daß das auf S. 4 dieses Berichts erwähnte Kristall- und Porzellengeschäft, das vollständig zerstört wurde, bereits einige Tage vorher an ein Parteimitglied mit dem goldenen Abzeichen verkauft worden war, was aber nicht hinderte, daß alles kurz und klein geschlagen wurde.

Sicherlich ist hier im Westen gegen die Juden schroffer vorgegangen worden als anders wo, und die Erklärung hierfür dürfte nicht schwer sein, wenn man bedenkt, daß der hiesige Gauleiter Grohé ein fanatischer Judenfresser ist, und daß er, ebenso wie der hiesige Polizeipräsident und SA-Brigadeführer, vor Jahren, ostentativ kurz vor Weihnachten, aus der Kirche ausgetreten ist. Hier sei noch erwähnt, daß der Regierungspräsident von Düsseldorf, Dr. Schmid, seinen Posten verlassen mußte, da er eine Jüdin zur Frau hat. In den letzten Tagen zog eine johlende Menge vor das Präsidium und forderte seine Absetzung.

Zusammenfassend möchte ich der Überzeugung – die von allen meinen hiesigen Kollegen und unzähligen Deutschen geteilt wird – Ausdruck geben, daß diese unmenschliche Aktion gegen die Juden planmäßig auf höheren Befehl hin vorgenommen wurde. Ich habe mich bemüht, Ihnen streng objektiv über das zu berichten, was ich aus ganz zuverlässiger Quelle erfahren habe.

ANNEXE²

Un fonctionnaire allemand anonyme au Consul de Suisse à Cologne, F. von Weiss

Copie

L

Köln, 11. November 1938

Es drängt mich, Ihnen einen wahrheitsgemässen Bericht über die letzten Ausschreitungen, Plünderungen und Zerstörung jüdischer Geschäfte, Wohnungen und Brandstiftung der Synagogen mitzuteilen.

Das deutsche Volk hat mit den Ausschreitungen und Brandstiftungen nicht das Geringste zu tun.

Als auf die Hetze der Parteipresse kein Mensch reagierte, kam am 10.11. vormittags 0.45 (morgens ¼ vor 1 Uhr) durch Polizeifunk der Befehl:

1. 4 Uhr morgens die Synagogen und Bethäuser der Juden in Brand stecken,
2. in der Innenstadt 6 Uhr morgens Beginn der Zerstörung, Plünderung der Geschäfte und Wohnungen,
3. in der Aussenstadt Beginn 8 Uhr morgens,
4. alle Aktionen mussten am 10.11. mittags 13 Uhr abgeschlossen sein.

Da das «zornige und empörte Volk», wie es so schön in der Presse heisst, noch schlief und absolut keine Ahnung hatte, wurden in der Nacht alle verfügbaren neu vereidigten 17-jährigen SA-Männer, verstärkt durch asoziales lichtscheues Gesindel, vom Polizeipräsidium mit Beilen, Einbruchswerkzeug, Leitern versehen, erhielten eine Liste und Strassenverzeichnis der jüdischen Geschäfte und Etagen und ging unter Führung von SA-Führern an ihr Werk.

Die Polizei hatte *strenge Anweisung*, sich neutral zu verhalten.

Man sah noch am 10.11., morgens 8 Uhr, widerliche Prügelszenen bei dem nationalen Gesindel um die Beute, z.B. hatte einer der Plünderer 8 Anzüge gestohlen und wollte seinen treu-deutschen Kameraden nichts davon abgeben. So wurden bisher allein in Köln 17 Geschäfte vollständig ausgeplündert.

Die Kölner Bevölkerung hat mit diesen Mordbrennern nichts zu tun, ebenso wie das deutsche Volk diese Verbrecher verurteilt: Es handelte sich nur um eine Aktion, welche von der Regierung in Berlin befohlen wurde.

Ein Pol.-Kommissar, welcher ein Geschäft vor der vollständigen Plünderung schützte, ist z. Zt. beurlaubt worden.

Bitte orientieren Sie sich bei der Kölner Bevölkerung und Sie werden alsdann überzeugt sein, dass das deutsche Volk mit *diesen Verbrechern nichts* zu tun hat und diese Aktion der Regierung streng ablehnt.

Ein Beamter.

Bitte die ausländische Presse informieren, da mir kein anderer Weg offen steht!

2. *Ce document figurait en annexe au rapport von Weiss à Frölicher (non reproduit) du 17 novembre 1938, qui faisait partie des pièces communiquées à Berne avec le rapport de Frölicher du 19 novembre 1938 mentionné à la note 1.*

446

E 27, Archiv-Nr. 23318

H. L. v. Gugelberg au Département politique

L

Mayenfeld, 12. November 1938

Es ist nicht ausgeschlossen, dass die nachstehende, an und für sich unbedeutende Mitteilung als Ergänzung ähnlicher Nachrichten ein gewisses Interesse haben könnte.

Im Fürstentum wohnt seit einigen Jahren ein Baron Falzein. Er war früherer Grossgrundbesitzer in Russland und soll sehr gute Beziehungen zu Berlin haben. Er war auch in den letzten Tagen in Berlin und hatte eine Unterredung mit dem früheren deutschen Gesandten in Bern, Herrn von Weizsäcker, wobei er das Gespräch auf die Anschlussfrage bezüglich des Fürstentums und der Schweiz brachte. Herr von Weizsäcker sagte ihm, ein Anschluss komme nicht in Frage, er könne da völlig beruhigt sein, denn er habe vor Kurzem in Berchtesgaden diese Frage auch dem Führer gegenüber angeschnitten. Derselbe habe ihn aber direkt barsch angefahren und gesagt, er wolle die Worte Liechtenstein und Schweiz überhaupt nie mehr hören, «denn die Leute dort hassen mich.»

Ich kenne Baron Falzein persönlich nicht, aber man versicherte mich, dass man seine Aussagen als zuverlässig betrachten könne.

447

E 2300 Ankara, Archiv-Nr. 1

*Le Ministre de Suisse à Ankara, E. Lardy,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP

Ankara, 14 novembre 1938

Les rapports antérieurs de la Légation avaient, à plusieurs reprises déjà cet été, signalé au Département Politique l'état de santé toujours plus inquiétant du Président Atatürk. Malgré la discrétion de la presse, on savait que l'affection chronique du foie dont Atatürk souffrait (cirrhose atrophique, dite du buveur) n'était plus guérissable et que le Président se maintenait surtout par sa volonté de vivre. Je vous ai télégraphié le 20 octobre que le Ministère in corpore était descendu à Istanbul auprès du malade; il paraît que le spécialiste français Fiessinger, appelé d'urgence, fut confondu de le voir, le lendemain, reprendre connaissance; Fiessinger déclara à un Député turc, qui me l'a répété quelques

1. *En tête du document, G. Motta a noté de sa main: Intéressant! En circulation. 19.11.37/[!]. M.*

jours après à l'Ambassade d'Allemagne, que, dans toute sa carrière de médecin, il n'avait eu qu'un seul précédent de vitalité pareille.

C'est sous le signe de cette mort imminente que fut célébrée, le 29 octobre, la fête nationale. Elle s'est déroulée avec sa solennité et son éclat habituels que les rapports de mon prédécesseur vous ont déjà décrits: Le matin, réception solennelle, par le Président de la Grande Assemblée Nationale, des hauts Dignitaires de l'Armée et de la magistrature, du corps législatif et, enfin, du corps diplomatique; l'après-midi, brillante revue de toutes armes, débutant par un vol de 200 avions et se terminant par un défilé d'unités motorisées, parmi lesquelles on pouvait voir des batteries antiavions et antitanks de fabrication suisse.

Le Parlement s'ouvrit solennellement, deux jours après, par la lecture du message du Président de la République à l'Assemblée. Message qu'Atatürk, jusque tout dernièrement, avait espéré pouvoir lire lui-même et que les événements subséquents relèguent déjà au second plan.

Lorsque les bulletins médicaux, qui avaient cessé, annoncèrent, le 9 novembre, une nouvelle crise, nul ne douta plus que c'était la fin.

Vous aurez certainement été frappé de la rapidité avec laquelle Ismet İnönü a été élu et son ministère formé, alors que le nouveau maître de la Turquie est celui-là même que son prédécesseur, il n'y a guère plus d'un an, congédiait comme Président du Conseil sans le moindre ménagement.

Certains ont donné comme cause principale, et même exclusive, de la crise ministérielle de 1937 la politique trop russophile d'Ismet İnönü, contre laquelle Atatürk voulait réagir en se rapprochant de l'«Axe Paris-Londres» (voir, à cet égard, le rapport de la Légation du 27 septembre 1937). Les conversations que j'ai eues ces jours-ci, notamment avec des collègues balkaniques bien informés, m'ont confirmé dans l'impression que les raisons de la crise furent, alors, plus complexes. Vous savez que le Général Ismet Pacha, aujourd'hui Ismet İnönü, est l'ancien compagnon d'armes de Mustafa Kemal, avec lequel il partage la gloire de la victoire décisive d'Inönü sur les Grecs, victoire dont il porte aujourd'hui le nom. Vous savez aussi le rôle de premier plan que comme Président du Conseil, durant de longues années, Ismet a joué dans les Conférences internationales qui consacrèrent l'indépendance de la Turquie. Mais Ismet Pacha est le seul des Ministres d'Atatürk qui ait toujours refusé de baiser la main du Chef; il est le seul aussi qui ait, durant toutes ces années, osé lui tenir tête et conserver son franc parler. Quant à la politique pro-russe des débuts, elle était une nécessité économique et militaire; sans elle, l'Armée turque n'aurait pas pu se reconstituer et vaincre. Cette nécessité fut, à l'époque, comprise aussi bien par Kemal que par Ismet Pacha; mais une fois l'œuvre de libération accomplie, Kemal et Ismet furent d'accord pour se libérer de l'emprise soviétique et s'assurer d'autres appuis, en vue d'une politique d'équilibre. On se souvient qu'Ismet se rendit personnellement en Angleterre dans ce but.

Mais le Président Kemal était pressé de parachever son œuvre qui devait, toute entière, dater de lui, il voulait aller dans ses réformes à pas de géant et n'admettait pas qu'on mît un frein à ses impulsions. Pour cela il fallait faire appel, dans une mesure grandissante, au crédit, au concours étranger, et c'est là qu'Ismet Pacha retenait; il reprochait à son Chef, après avoir libéré sa

patrie, de vouloir maintenant, par ambition personnelle, la faire retomber dans les dettes; il préférerait, disait-il, voir la Turquie rester pauvre mais libre, que riche mais dépendante, à nouveau, de l'étranger.

Enfin et surtout, Ismet Pacha, turc de vieille roche et musulman pratiquant, osait désapprouver la vie privée du dictateur, et le plus grave c'est qu'en cela il avait l'appui de la nation, appui secret, jamais exprimé, mais néanmoins certain. Comme Président du Conseil et Secrétaire Général du Parti du Peuple (le seul parti existant), Ismet avait fait les élections d'il y a trois ans; l'Assemblée était à lui. Fort de ce concours, il aurait eu l'audace, il y a deux ans, de renvoyer d'Ankara à Istanbul un groupe d'indésirables dont certaines prenaient part aux soirées intimes qui réunissaient trop souvent, autour du grand Chef, les membres du Cabinet à la ferme modèle du Gazi.

L'éloignement du Président du Conseil n'avait, au demeurant, pas été facile. Sous prétexte que le parti devait faire corps avec l'Administration, on commença par remplacer Ismet Pacha comme Secrétaire Général du Parti, en lui substituant le Ministre de l'Intérieur Cükrü Kaya, adversaire de longue date et qui se prêta de bonne grâce à la manœuvre; en même temps, les Valis des Vilayets, qui dépendent du Ministre de l'Intérieur, furent mis à la tête des organisations locales du parti. Atatürk visait par là à séparer Ismet Pacha de l'Assemblée Nationale, à l'obliger à n'être plus, tout comme ses autres Ministres, qu'un fonctionnaire docile et de second plan. Tout cela, cependant, fut inutile; la popularité du Président du Conseil croissait, et c'est alors qu'en septembre 1937, Atatürk se décida à l'éliminer avec éclat. Depuis lors, il était surveillé au point qu'on ne le laissait plus même quitter Ankara. Sa maison est à quelques pas de votre Légation.

Sûr de l'Assemblée qu'il avait fait élire et dont la période de législature dure encore un an, Ismet attendait son heure, et la mort de l'ancien ami qui l'avait rejeté.

Comme je vous l'ai télégraphié, la séance officielle pour l'élection du nouveau Président a été sans imprévu et de pur apparat; la décision du parti, prise la veille, soit le jour même de la mort, tranchait la question. Cette séance n'en a pas moins été fort intéressante. Annoncée par le Président Renda d'une voix brisée par l'émotion, la nouvelle de la mort d'Atatürk a été écoutée, par les Députés, debout, et suivie de cinq minutes de silence. Silence tout relatif, car, littéralement, la moitié des Députés étaient en larmes; certains pleuraient à grands sanglots. Le vote suivit aussitôt; les Députés, à l'appel nominal et par cercles électoraux, défilèrent devant l'urne et y déposèrent leur bulletin. On remarqua la petite manifestation du Ministre de l'Intérieur Cükrü Kaya, qui, ne voulant ni voter, ni s'abstenir, feignit de ne pas entendre l'appel de son nom et manifesta ensuite ses regrets. Les scrutateurs, nommés immédiatement après, comptèrent sous nos yeux 348 bulletins, qui, tous, furent au nom d'Ismet İnönü.

Le nouveau Président attendait chez lui. La séance fut interrompue pour lui donner le temps de venir se présenter et prêter serment. Et les mêmes Députés qui, une demi-heure auparavant, pleuraient son rival mort, ovationnèrent à l'unisson le successeur; la discipline proverbiale des parlements turcs apparut là sous la coupe moderne des vestons de commande. Le discours du nouveau

Président, fut, lui aussi, couvert d'applaudissements. Discours prudent, dans lequel Ismet İnönü tout en flattant le Parlement, évita, bien entendu, de se présenter autrement que comme continuateur de l'œuvre du grand Chef défunt.

Et de fait, c'est bien une continuation de l'œuvre d'Atatürk qu'on peut attendre de son ancien rival, continuée sous un régime de gouvernement qui restera très personnel, mais qui se poursuivra sur un autre rythme, en raison de la profonde différence de tempérament des deux hommes. Au dictateur génial mais impulsif, viveur et athée, féru de modernisme jusqu'à l'engouement, succède un patriote tout aussi fervent, mais musulman pratiquant, de mœurs austères et d'esprit mesuré. Sans impliquer nécessairement une réorientation vers la Russie soviétique et l'isolement, la politique extérieure d'Ismet İnönü pourrait cependant offrir moins de chances que celle du grand défunt au lancement de grands travaux modernes, financés et dirigés par l'étranger; elle sonnera peut-être aussi le glas de certains profitages.

La composition du nouveau Cabinet s'explique assez facilement par ce que j'ai dit plus haut. Le départ du Ministre de l'Intérieur Cükrü Kaya, instrument de la chute d'Ismet İnönü l'an dernier, allait de soi; il est remplacé par Refik Saydam, ancien Ministre de l'Hygiène, qui, sentant d'où venait le vent, avait démissionné pour suivre İnönü dans la retraite. Quant au Ministre des Affaires Etrangères, M. Rüstü Aras, israélite, ainsi qu'on sait, par ses origines, et de tempérament essentiellement opportuniste, il semble que le nouveau Président lui en veuille aujourd'hui de ne pas avoir osé le défendre l'an dernier auprès d'Atatürk. C'est M. Saracioglu, Ministre de la Justice du précédent Cabinet, qui passe aux Affaires Etrangères; il a maintes fois remplacé M. Rüstü Aras à titre intérimaire durant les nombreuses missions de ce dernier à l'étranger. Ceux que les réponses toujours aimables et abondantes, mais quelquefois confuses, et même contradictoires, de l'ancien Ministre des Affaires Etrangères ont parfois découragés, espèrent que l'esprit clair et logique de son successeur, qui est juriste, leur vaudra des déclarations plus nettes, dont il soit possible de faire état.

Quant au Président du Conseil M. Djelal Bayar, comme je m'étonnais qu'il fut maintenu quoique successeur immédiat d'Ismet İnönü après la crise ministérielle de septembre 1937, on me répondit qu'Ismet ne lui en voulait pas, sachant qu'il n'avait pas intrigué, et que, du reste, Madame İnönü et Madame Bayar étaient amies intimes.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 novembre 1938

1948. Erscheinungsverbot der Zeitungen «Angriff»,
«Schweizervolk» und «Schweizerdegen»

Justiz- u. Polizeidepartement. Antrag vom 14. Nov. 1938

I. In Zürich erscheinen die beiden Wochenblätter «Schweizervolk» und «Schweizerdegen» der sich «Eidg. soziale Arbeiterpartei» und «Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Anschauung» nennenden Erneuerungsbe-
wegungen, sowie die «Halbmonatszeitung Angriff» der «Nationalsozialisti-
schen schweizerischen Arbeiterpartei», ehemals Volksbund genannt. Alle drei
Blätter verbreiten wie die dahinter stehenden Organisationen, die sich aus-
drücklich zur nationalsozialistischen Weltanschauung bekennen, eindeutig
nationalsozialistische Ideen.

II. Verschiedene Gründe und Verdachtsmomente, die im einzelnen nicht
dargelegt werden können, veranlassten die Bundesanwaltschaft, bereits vor
längerer Zeit gegen alle drei Organisationen gerichtspolizeiliche Ermittlungs-
verfahren einzuleiten wegen Verdachtes der Zuwiderhandlung gegen das BG
betr. Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft vom 8. Oktober
1936¹ sowie den BB betr. den Schutz der Sicherheit der Eidgenossenschaft
vom 21. Juni 1935². Am 10. November 1938³ fanden im ganzen Lande bei
den führenden Personen und den besonders verdächtigen Mitgliedern der drei
genannten Bewegungen Haussuchungen statt, wobei grosse Mengen von Mate-
rial beschlagnahmt wurden. Im Anschluss an die Haussuchungen fanden die
Abhörungen der in Frage kommenden Personen statt.

III. Das beschlagnahmte Material konnte bisher nur zu einem kleinen Teil
gesichtet werden, und es dürfte noch einige Zeit verstreichen, bis die Bundesan-
waltschaft in der Lage ist, einen abschliessenden Bericht mit entsprechenden
Anträgen auszuarbeiten. Bereits jetzt haben sich folgende Resultate heraus-
gestellt:

A. *Nationalsozialistische schweizer. Arbeiterpartei NSSAP (Volksbund).*

Diese unter der Führung von Ernst Leonhardt in Basel stehende Bewegung
wird durch die bisherigen Erhebungen am meisten belastet; sie zeigt sowohl in
geistiger und propagandistischer als auch in organisatorischer und personeller
Hinsicht die grösste Anlehnung an das III. Reich. Nicht nur hat ein gewisser
Felder, gegenwärtig in Zürich in Haft, unbequeme Mitglieder der Partei bei

1. Cf. RO, 1937, vol. 53, p. 37.

2. Cf. RO, 1935, vol. 51, p. 495.

3. Cf. N° 475.

den deutschen Behörden denunziert, sondern ein weiteres massgebendes Mitglied namens Bodmer, gegenwärtig ebenfalls in Zürich in Haft, hatte sich nachgewiesenermassen zweimal in Berlin auf das Bureau der Gestapo begeben, um durch diese Behörde auf ein in Berlin lebendes Mitglied der NSSAP einen Druck ausüben zu lassen.

Die finanziellen Quellen dieser Bewegung sind noch nicht abgeklärt. Aus diesen Gründen werden noch eine Reihe von Verhaftungen in Basel aufrecht erhalten; unter den Verhafteten befinden sich u. a. der Führer Leonhardt, dessen Stellvertreter Flubacher sowie ein gewisser Wenger, welcher der Führer der Schutzstaffel (SS) ist. Aus dem bisher gesichteten Material ist auch anzunehmen dass die NSSAP verschiedene Personen überwachte und über das Resultat der Beobachtungen Mitteilung nach Deutschland erstattete.

B. Eidg. soziale Arbeiterpartei (ESAP).

Hinsichtlich der Finanzquellen dieser von Ernst Hofmann in Zürich geleiteten Bewegung vermochte die bisherige Untersuchung bereits restlose Abklärung zu schaffen. Die ESAP bezog ihre finanzielle Unterstützung ausschliesslich von schweizerischen Industriekreisen; es hat sich jedoch gezeigt, dass die massgebenden Personen dieser Bewegung, Hofmann und Wechlin, das Vertrauen ihrer Geldgeber dazu missbraucht hatten, aus einer ursprünglich lediglich national eingestellten Arbeiterbewegung eine nationalsozialistische Partei zu formieren. Dabei ist anzunehmen, dass der Einfluss des genannten Wechlin, der seinerzeit in Berlin ein Pressebureau betrieben hatte und jetzt Chefredaktor der Zeitung «Schweizervolk» ist, von ausschlaggebender Bedeutung war. Wechlin hat Beziehungen zu führenden Persönlichkeiten des Dritten Reiches wie wohl kaum je ein schweizerischer Privatmann, kennt er doch die Reichsminister Goebbels, Kerrl, Rosenberg und von Neurath persönlich; ferner ist er sehr gut bekannt mit dem Schwiegersohn des Generalfeldmarschalls v. Blomberg, dem ehem. Schweizerbürger Franz Riedweg, dessen Nachfolger als Sekretär in der unter der Leitung von Herrn alt Bundesrat Musy stehenden schweizerischen Aktion gegen den Kommunismus er war.

Es bestehen auch Verdachtsmomente dafür, dass ein gewisser Boivin sowie ein Zäner im Einverständnis mit Wechlin in Rotspanien zugunsten einer fremden Macht Spionage betrieben haben.

C. Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Weltanschauung (BTE).

Der BTE, der unter Führung von Alfred Zander, gegenwärtig in Zürich in Haft, steht, ist diejenige Bewegung, die neben der NSSAP durch die hängige Untersuchung ebenfalls stark belastet wird.

Ein Mitglied, ein gewisser Benno Schäppi (z. Zt. in Zürich in Haft) hat sich nachgewiesenermassen in starkem Umfange für die deutsche Kulturpropaganda auf dem Gebiete des Filmwesens eingesetzt und ist bei der Verfolgung seiner Zwecke auch vor der Betreibung eines eigentlichen politischen Nachrichtendienstes nicht zurückgeschreckt; der finanzielle Erlös aus seiner Tätigkeit hätte zum Teil der Bewegung zufließen sollen.

Mehrere Mitglieder des BTE haben auch einen geheimen Überwachungsdienst eingerichtet. Aus der Art der überwachten Personen erhebt sich der starke Verdacht, dass dieser Dienst im Interesse von gewissen deutschen Stellen betrieben wird. Dieser Punkt ist jedoch wie im übrigen auch die finanziellen

Quellen der Bewegung noch nicht abgeklärt, und es befinden sich noch mehrere Personen in Haft.

IV. Zusammenfassend ist darauf hinzuweisen, dass einerseits sämtliche drei Zeitungen «Angriff», «Schweizerdegen» und «Schweizervolk» in eindeutiger Weise nationalsozialistisches Gedankengut verbreiten. Andererseits ist aus den obigen Darlegungen ersichtlich, dass die drei in Frage stehenden Bewegungen sowohl in weltanschaulicher als auch in personeller Hinsicht enge Beziehungen zum Dritten Reich aufweisen. Die Propagierung nationalsozialistischer Ideen von Seiten von Bewegungen, die derartige Beziehungen zu einem ausländischen Staate aufweisen, muss aber im gegenwärtigen Augenblicke als Gefährdung der demokratischen Einrichtungen und somit der innern Sicherheit der Eidgenossenschaft betrachtet werden. Aus diesem Gesichtspunkte rechtfertigt sich daher ein Verbot der drei Zeitungsorgane als provisorische Massnahme bis nach Abschluss des gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahrens gegen die Bewegungen, die durch die bisherigen Erhebungen bereits dermassen belastet worden sind, ohne weiteres.

Es ist noch beizufügen, dass die Öffentlichkeit durch die nationalsozialistische Propaganda in starkem Masse beunruhigt worden ist; ein Verbot der drei in Frage stehenden Zeitungen als sofortige vorläufige Massnahme würde in hohem Masse dazu beitragen, die öffentliche Ruhe und Ordnung wieder herzustellen und das Vertrauen in die Behörden zu stärken, währenddem ein Abwarten bis nach Abschluss der hängigen Untersuchung den Effekt von allfälligen Massnahmen herabmindern würde.

Aus diesen Gründen stellt das Departement gestützt auf Art. 102, Ziff. 9 und 10⁴ der Bundesverfassung den Antrag und der Rat *beschliesst*:

1) Das Erscheinen und der Vertrieb der drei in Zürich erscheinenden Zeitungen «Angriff», «Schweizerdegen» und «Schweizervolk» sowie allfällige Ersatzblätter wegen ihres, die demokratischen Einrichtungen und somit die innere Sicherheit der Eidgenossenschaft gefährdenden Inhalts, bis nach Abschluss der gegen die «Nationalsozialistische schweizerische Arbeiterpartei», «Eidg. soziale Arbeiterpartei» und «Bund treuer Eidgenossen» hängigen gerichtspolizeilichen Ermittlungsverfahren werden verboten.

2) Die Bundesanwaltschaft wird mit dem Vollzug dieses Beschlusses beauftragt.

3) Ein «Mitgeteilt» gemäss vorgelegtem Entwurf⁵ ist zu veröffentlichen.

4. Cf. RO, 1876, vol. 1, p. 29.

5. Ne figure pas au procès-verbal.

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 51

Paris, 15. November 1938

Der verbrecherisch-stupide Anschlag, dem ein junger Sekretär der hiesigen deutschen Botschaft zum Opfer gefallen ist, hat hier überall berechtigte und grosse Entrüstung und Teilnahme hervorgerufen. Diese kam sehr deutlich zum Ausdruck anlässlich der Trauerfeier, die letzten Samstag von der Deutschen Botschaft in der deutschen Kirche veranstaltet worden ist und an der das ganze offizielle Frankreich teilnahm. Obschon ich dem Deutschen Botschafter bereits vorher einen Beileidsbesuch gemacht hatte und an diesem Tage nachmittags 2 Uhr nach Dijon verreisen musste, hielt ich doch darauf, an der Trauerfeier persönlich teilzunehmen. Es war dies um so angezeigter, als Herr Staatssekretär von Weizsäcker neben dem Botschafter die deutsche Regierung offiziell vertrat. Ich hatte anlässlich der übrigens sehr eindrucksvollen und schönen Trauerfeier nur kurz Gelegenheit, mit Herrn von Weizsäcker zu sprechen, und verreise unmittelbar nachher nach Dijon. Gestern, nach meiner Rückkehr, telephonierte mir Herr von Weizsäcker, der in Paris geblieben war, um mir seinen freundschaftlichen Besuch anzukündigen. Ich bat ihn auf heute im engsten Familienkreise zum Mittagessen. Er hat mich soeben verlassen, nachdem wir sehr offen und freundschaftlich verschiedene wichtige Fragen eingehend diskutiert haben.

Ich erlaube mir, über die von ihm geäusserten Meinungen Folgendes zu berichten:

Er betont mit allem Nachdruck, dass nach Auffassung der deutschen Regierung gegenüber Frankreich kein Konfliktsstoff mehr bestehe und man deutscherseits um so lieber zu einer Entspannung und Verständigung bereit sei, als sich der französische Ministerpräsident beim Führer und beim deutschen Volk grosse persönliche Sympathien erworben habe. Ohne es ausdrücklich zu sagen, liess er durchblicken, dass der Abschluss eines deutsch-französischen Nichtangriffpaktès möglich, vielleicht sogar wahrscheinlich sei. Was insbesondere die deutschen Kolonialforderungen anbelangt, so würden sie selbstverständlich von Deutschland energisch weitervertreten, einen Krieg werde Deutschland deshalb aber nicht führen.

Herr von W. beurteilt meines Erachtens die innere Situation in Frankreich durchaus richtig, wenn er sagt, dass man sich nicht durch die ständigen Parteikämpfe darüber täuschen lassen dürfe, dass Frankreich sich sofort einigen und geschlossen jedem Feinde entgegenstellen würde, falls wirklich ernste französische Lebensinteressen im Spiele stehen. Ich stimme ihm auch darin bei, dass dies eben während der letzten Krise nach Ansicht der französischen Öffentlich-

1. *Remarques manuscrites de Motta en tête du document*: Sehr interessant. In Zirkulation. 17.11.38. M.

keit nicht der Fall gewesen ist und dass deshalb im September ein Krieg in Frankreich recht unpopulär gewesen wäre.

Mit Bezug auf die französisch-italienischen Beziehungen, äusserte Herr von W. folgende Meinung: Der Duce verachtet die französische Politik und die französischen Politiker. Gewisse seiner Mitarbeiter, insbesondere der Aussenminister, beurteilen Frankreich vollkommen falsch, indem sie meinen, die Korruption, die innere Zersetzung, seien soweit fortgeschritten, dass Frankreich im Kriegsfall überhaupt kein ernst zu nehmender Gegner mehr wäre. In Berlin, fügt er bei, denke man ganz anders und habe insbesondere vor der französischen Landarmee den grössten Respekt. Wenn trotz der Ernennung eines französischen Botschafters in Rom die italienische Stimmung gegen Frankreich immer noch schlecht sei, so liege der Grund in der oben ange deuteten ausgeprochenen Antipathie des italienischen Regierungschefes gegen die französischen Politiker. Seines Erachtens handelt es sich aber keineswegs darum, irgend eine Angriffshandlung stimmungsgemäss vorzubereiten. In Berlin sei man vollständig davon überzeugt, dass Italien gegenwärtig noch genügend zu «verdauen» habe und keineswegs beabsichtige, in näherer Zukunft irgendwie aggressiv im Mittelmeergebiet vorzugehen.

Resumierend betrachtet Herr von W. die Lage also so: Zwischen Deutschland und Frankreich Kriegsgefahr auf absehbare Zeit hinaus beseitigt, zwischen Italien und Frankreich für die nächste Zukunft äusserst unwahrscheinlich.

Ich habe das Gespräch dann auch auf die gegenwärtig akute Judenfrage gebracht. Herr von W. hat nicht den geringsten Versuch unternommen, das zu verteidigen, was in letzter Zeit, illegal und legal, gegen die Juden in Deutschland unternommen wurde. Ohne sich irgend etwas zu vergeben, gab er mit mir seinem grossen Bedauern darüber Ausdruck, dass nun wiederum in der ganzen Welt eine sehr schlechte Stimmung gegen Deutschland geschaffen wurde. Seiner Ansicht nach ist die national-sozialistische Partei derart im Kampf gegen das Judentum engagiert, dass sie nicht mehr zurück, ja nicht einmal mehr stillehalten kann. Die noch in Deutschland verbliebenen circa 500 000 Juden sollten unbedingt irgendwie abgeschoben werden, denn sie könnten in Deutschland nicht bleiben. Wenn, wie bisher, jedoch kein Land bereit sei, sie aufzunehmen, so gingen sie eben über kurz oder lang ihrer vollständigen Vernichtung entgegen.

Über die schweizerisch-deutschen Beziehungen haben wir uns nicht näher unterhalten. Herr von W. bezeichnete sie als «ordentlich» und erklärte, in Deutschland teile jedermann die offiziell ausgesprochene Ansicht, die deutsche Schweiz wäre für Deutschland ein «unverdauerlicher Bissen».

Herr von W. wird heute abend oder morgen Paris verlassen, in Düsseldorf an den Beerdigungsfeierlichkeiten von Herrn vom Rath teilnehmen und sich unmittelbar hierauf mit seiner Frau auf eine Mittelmeerfahrt begeben.

Das lange Gespräch hat sich in genau der gleichen freundschaftlichen Atmosphäre abgewickelt, wie wir uns von Bern und Berlin gewohnt waren.

Schon im Frühling dieses Jahres war ich durch unseren Konsul in Dijon eingeladen worden, im Herbst nach Burgund zu kommen und die «Trois

Glorieuses de Bourgogne» zu präsidieren. Da dies vor mir schon die Botschafter der Vereinigten Staaten und Belgiens sowie einige hier akkreditierte Minister getan hatten, glaubte ich nicht ablehnen zu sollen. Ich war deshalb von Samstag abend bis Montag morgen, begleitet von den Herren de Torrenté und Naville, in Dijon, Nuits-St-Georges, Clos-Vougeot und Beaune. Ich brauche nicht zu betonen, dass die ganze Unternehmung recht anstrengend war. Ich habe als Vertreter der Schweiz überall von Seiten der Behörden, Organisationen und der Bevölkerung einen ganz ausserordentlich freundschaftlichen Empfang gefunden. Mit verschiedenen anderen Schweizern (Direktor Rietmann von der N.Z.Z., Bittel vom Office du Tourisme, etc.) wurde ich nach feierlichem altem Brauch in die «Confrérie des Tastevins» aufgenommen, wobei der «Grand Maître» in einem äusserst komischen Küchenlatein das Lob der Schweiz und der Schweizer verkündete. Unmittelbar vorher hatte mich der in der Mairie versammelte Gemeinderat von Nuits-St-Georges in einer, in seiner Schlichtheit ergreifenden Zeremonie zum Ehrenbürger dieser kleinen burgundischen Stadt ernannt. Es hat dies weiter keine andern Konsequenzen, als dass ich für die Armen dieser Gemeinde einen erheblichen Betrag spendieren und eine grössere Bestellung von Wein machen musste. Am nächsten Tage eröffnete ich offiziell die recht interessante Versteigerung der Weine des Jahrganges 1938 von Beaune, bei welcher auch viele Schweizerkäufer zugegen waren. Am Abend war ein zweites grosses Bankett, das zu einer eindrucksvollen Demonstration der burgundischen Freundschaft für die Schweiz Anlass gab. In den verschiedenen Ansprachen, die ich bei diesem Anlasse zu halten hatte, enthielt ich mich jeder politischen Ausführung, benutzte vielmehr die Gelegenheit, um für den Absatz von Schweizerkäse und für den Besuch unserer Landesausstellung 1939 Propaganda zu machen.

Die Zwischenzeit benutzte ich zu einem Besuch des Schweizerischen Konsulates und des schweizerischen Standes an der gegenwärtigen Herbstmesse von Dijon. Mit kleinen Mitteln ist hier eine recht gute und nützliche Arbeit geleistet worden.

Da nächsten Dienstag mein Sohn in Bern sein erstes grösseres Konzert gibt, so beabsichtige ich, mit meiner Frau auf zwei Tage nach Bern zu kommen. Ich werde mir erlauben, Ihnen, sehr geehrter Herr Bundesrat, meinen Besuch zu machen und hoffe, Ihnen bei dieser Gelegenheit ein einigermaßen sicheres Urteil über die Aussichten der neuen «décrets-lois» bekanntgegeben zu können. Zur Stunde ist die Situation in dieser Hinsicht noch recht unübersichtlich.

E 2001 (D) 3/163

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

R

Berlin, 19. November 1938

Im Nachgang zu meinem Bericht vom 11. dieses Monats¹ betreffend die antijüdischen Vorgänge in Deutschland kann ich Ihnen erfreulicherweise melden, dass nach den bis jetzt vorliegenden Mitteilungen der Konsulate, die ich um Bericht gebeten hatte, nur wenige Schweizerbürger zu Schaden gekommen sind. Aus dem Konsularbezirk der Gesandtschaft ist zu dem bereits Berichteten nachzutragen, dass unser Landsmann Alfred Metzger in intensiven Verhandlungen über die Arisierung des Unternehmens steht und nicht weiter behelligt worden ist. Dagegen erhielt Herr Iwan Bloch am 12. dieses Monats spät abends davon Kenntnis, dass Polizeibeamte in seiner Wohnung vorgesprochen haben und ihn hätten abholen wollen. Er flüchtete daraufhin zu einem meiner Mitarbeiter, bei dem er über Nacht blieb, um dann am folgenden Tage nach der Schweiz zu reisen. Die Gesandtschaft veranlasste im Benehmen mit seiner hierher gesandten Schwester, dass die kleinen Kinder mit dem deutschen Kinderfräulein ebenfalls in die Schweiz reisten, wobei sie sich beim Auswärtigen Amt dafür verwendete, dass wegen der Ausreise keine Schwierigkeiten gemacht werden. Seither hat die Gesandtschaft von Herrn Bloch nichts mehr vernommen. Sodann ist die Gesandtschaft zu Gunsten unseres jüdischen Landsmannes Ingenieur Simeon Zipkes vorstellig geworden, der auf die Arbeitsfront zitiert worden war, wo man ihm mit der Geheimen Staatspolizei gedroht und ihn gezwungen hatte ein Schriftstück zu unterzeichnen, wonach er auf die bisher geführte Verwaltung des Hauses einer italienischen Staatsangehörigen verzichte. Zipkes, der ohnedies die Absicht hatte, Ende des Monats in die Schweiz zu reisen, hat nun die Abreise beschleunigt und sich von der Gesandtschaft mit dem Bemerkten verabschiedet, dass er nicht weiter behelligt worden sei und ihm auch wegen seines Umzuges keinerlei Schwierigkeiten gemacht wurden.

Unsere Konsulate in Bremen und Hamburg liessen die Gesandtschaft wissen, dass ihnen keine Klagen von Schweizern zugegangen seien. Dagegen sind im Warenhaus Stubsquelle & Co. in Mainz, an dem, wie Sie wissen, zu 80% unser übrigens bereits in die Schweiz übersiedelter Landsmann Siegmund Krausz beteiligt ist, die Einrichtung und die Waren im Werte von angeblich 80000 RM zerstört worden. Ausserdem sind in einem Haus in Frankfurt, das einem Herrn Rechtsanwalt *Dr. Guggenheim* in Zürich gehört, Scheiben eingeschlagen worden, ohne dass aber grösserer Schaden entstanden zu sein scheint dank dem Dazwischentreten der Polizei. In Friedberg im Harz wurde ein Schweizer Student wegen Photographierens zertrümmerter jüdischer Ge-

1. Cf. N° 443.

schäfte verhaftet und auf die Polizei geführt, jedoch dort wieder freigelassen. Auch seinen Apparat erhielt er zurück, während der Film beschlagnahmt wurde.

Betreffend die Ihnen bereits gemeldete Zerstörung der Wohnung unseres Landsmannes Alfred *Dreifuss* ist nachzutragen, dass sich die Wohnung nicht in Chemnitz, sondern in Erdmannsdorf befindet. Frau Dreifuss hat inzwischen auf unserem Konsulat in Leipzig einen schriftlichen Bericht über den ihr erwachsenen Schaden unterzeichnet, aus dem zu entnehmen ist, dass ausser der völligen Zerstörung des Mobiliars und eines Kachelofens auch eine Kasette mit einer ganzen Anzahl von Schmucksachen, ferner Pelzsachen und Kleider verschwunden sind. Die Polizei hat auf den Schritt des Konsulats bis jetzt noch nicht geantwortet.

Über den von unserem Konsulat in Mannheim gemeldeten Fall des Herrn *Dr. Lauer* sind Sie bereits unterrichtet. Ausserdem scheint ein Tochterunternehmen der Firma *André & Cie.* in Lausanne beschädigt worden zu sein, worüber näherer Bericht noch aussteht. Endlich berichtete das Konsulat, dass sein Vertrauensanwalt, *Dr. Jordan*, der Jude ist, nunmehr sein Mandat mit Ende dieses Monats niederlegen werde.

Zur Ergänzung des Gesagten übermittle ich Ihnen Durchschläge der Berichte unserer Konsulate in Frankfurt vom 11. dieses Monats² und in Mannheim vom 14. dieses Monats³. Die Generalkonsulate in München und Wien haben Ihnen ihre Berichte direkt gesandt. Herr Konsul von Weiss in Köln hat mit besonderem Eifer Informationen über die Ausschreitungen gesammelt. Ich lasse Ihnen als Stimmungsbild Durchschläge seiner Berichte vom 12.⁴, 15.⁵ und 17.⁵ November zugehen mit dem Hinweis darauf, dass bekanntlich der Berichterstatter etwas dazu neigt, die Dinge allzusehr zu dramatisieren.

Was die von der deutschen Regierung erlassenen Vorschriften betrifft, so übermittle ich Ihnen beigeschlossen Reichsgesetzblatt Teil I Nr. 189 vom 14. dieses Monats. Darin finden sie den Wortlaut der Verordnung über die Sühneleistung der Juden deutscher Staatsangehörigkeit in der Höhe von einer Milliarde Reichsmark. Ausländische Staatsangehörige werden dadurch nicht berührt. Weiter wurde eine Verordnung zur Ausschaltung der Juden aus dem deutschen Wirtschaftsleben vom 12. November erlassen, wonach mit Wirkung vom 1. Januar den Juden die Führung der dort erwähnten Gewerbebetriebe verboten wird. Vom gleichen Zeitpunkt ab dürfen sie weder Betriebsführer eines Unternehmens noch Mitglied einer Genossenschaft sein. Es bleibt abzuklären, ob und in welcher Weise die Bestimmungen auch auf ausländische Juden Anwendung finden. Endlich wurde eine Verordnung zur Wiederherstellung des Strassenbildes bei jüdischen Gewerbebetrieben erlassen, wonach die geschädigten Inhaber der zerstörten Gewerbebetriebe und Wohnungen verpflichtet sind, selbst die entstandenen Schäden sofort zu beseitigen und wonach Versicherungsansprüche von Juden deutscher Staatsangehörigkeit zu Gunsten

2. Cf. N° 444.

3. Non reproduit.

4. Cf. N° 445.

5. Non reproduits.

des Reiches beschlagnahmt werden. Der Vollständigkeit halber erwähne ich, dass auf Grund einer Verordnung gegen den Waffenbesitz der Juden vom 11. November 1938 (Reichsgesetzblatt Teil I S. 1573) den Juden der Besitz von Waffen und Munition unter Androhung von Geld- und Freiheitsstrafen verboten wurde.

Wegen der Wahrnehmung der Interessen unserer jüdischen Landsleute habe ich mit den hiesigen diplomatischen Vertretungen der Vereinigten Staaten, Grossbritanniens, Frankreichs und der Niederlande Fühlung genommen. Anlässlich einer Vorsprache auf der Amerikanischen Botschaft erfuhr ich, dass in Berlin nur zwei Schadensfälle gemeldet worden sind, bei denen die betroffenen Geschäfte zweifellos in amerikanischem Besitz sind. Bei einem dritten zerstörten Betrieb sind die Eigentumsverhältnisse noch unabgeklärt. Von den verschiedenen Konsulaten liegen zur Zeit Berichte über grössere Schäden nicht vor. Trotz dieser Sachlage hat die Amerikanische Botschaft am 15. November dem Auswärtigen Amt die in Kopie beigeschlossene Verbalnote⁶ übergeben. Darin wird gesagt, dass die amerikanische Regierung sich alle Rechte wahre im Interesse von amerikanischen Geschäftsbesitzern, die während der antijüdischen Manifestationen zu Schaden gekommen seien. Anlässlich der Vorsprache auf dem Auswärtigen Amt wurde auch die Frage der Anwendung der verschiedenen gegen die Juden gerichteten Erlasse auf ausländische Staatsangehörige erörtert. Der zuständige Referent im Auswärtigen Amt bestätigte, dass ausländische Juden zur Zahlung der Entschädigungssumme von einer Milliarde Reichsmark nicht herangezogen und dass die ihnen zukommenden Versicherungssummen nicht konfisziert würden. Was die Schliessung jüdischer Betriebe auf den 1. Januar anbelangt, so sei vorläufig noch nicht abgeklärt, ob auch ausländische Juden darunter fallen müssen.

Von der Britischen Botschaft erfuhr ich, dass sie ebenfalls eine grundsätzliche Note an die deutsche Regierung gerichtet habe, und zwar unter dem 12. November. Darin wird das Recht der britischen Regierung vorbehalten, Entschädigungsansprüche geltend zu machen. Gleichzeitig wurde die Hoffnung ausgedrückt, dass Massnahmen zum Schutze der Interessen britischer Untertanen ergriffen würden. Schadensfälle wurden der Botschaft bisher nur ganz vereinzelt gemeldet.

Wie ich von der Französischen Botschaft erfuhr, sind lediglich in einem unter jüdischer Geschäftsführung stehenden Reisebureau die Fensterscheiben eingeschlagen worden. Diesbezüglich fand nur ein Schritt bei der örtlichen Polizeibehörde statt. An das Auswärtige Amt ist die Botschaft bisher nicht gelangt.

Der niederländische Geschäftsträger ist ebenfalls beim Auswärtigen Amt, und zwar bei Herrn Unterstaatssekretär Woermann vorstellig geworden, um den Schutz seiner Staatsangehörigen gegen weitere Übergriffe nachzusuchen und Auskunft über die sich aus den eingetretenen Schäden ergebenden Fragen zu erlangen. Dabei wurde ihm erklärt, dass ausländischen Juden ihre Versicherungsansprüche ausbezahlt werden. Dagegen dürfte eine anderweitige Entschädigung nicht in Frage kommen, da sonst ja die Schäden doppelt vergütet

6. *Non reproduite.*

würden. Jedenfalls sei es angebracht, dass die niederländischen Juden zunächst einmal ihre Versicherungsansprüche geltend machen. Grosses Gewicht legte der niederländische Geschäftsträger darauf, dass die niederländischen Juden nicht gehalten sein sollen, die ihnen zukommenden Versicherungssummen für die Wiederinstandsetzung der zerstörten Geschäfte aufwenden zu müssen, sondern berechtigt seien, anderweitig über diese Beträge zu verfügen. Auch stellte er die Frage, ob die Verordnung zur Ausschaltung der Juden aus dem deutschen Wirtschaftsleben ebenfalls für ausländische Juden gelte. Mein erster Mitarbeiter hatte ausser Schritten beim Auswärtigen Amt in verschiedenen Einzelfällen (Metzger, Bloch, Zipkes) auch einen zunächst rein informatorischen Schritt bei Herrn Geheimrat Hinrichs im Auswärtigen Amt unternommen, der das Referat Deutschland, d. h. die Behandlung der innerdeutschen Angelegenheiten, innehat. Dieser gab ihm Kenntnis von dem Bescheid, den der Unterstaatssekretär dem niederländischen Geschäftsträger erteilt hat, mit dem Beifügen, dass wegen den von ihm und von den diplomatischen Vertretern verschiedener anderer Staaten unternommenen Schritten das Auswärtige Amt sich mit dem Beauftragten für den Vierjahresplan zur Abklärung der gestellten Fragen in Verbindung gesetzt habe. Er sei deshalb zur Zeit noch nicht in der Lage, auf diese Fragen weitere Auskunft zu geben, stehe aber, sobald sie intern geklärt seien, gern zur Verfügung. Dabei äusserte er sich auch in allgemeiner Weise über das Vorgehen Deutschlands in der Judenfrage. Aus seinen Ausführungen ergab sich, dass man ein weiteres Verbleiben der Juden in Deutschland nicht mehr wolle. Man müsse sich vergegenwärtigen, dass Deutschland eben mit seinen Juden «Krieg führe». Angesichts der Anhänglichkeit der deutschen Juden an Deutschland, das ihnen klimatisch und wegen der Eigenschaften der deutschen Bevölkerung besonders zusage, könne nur mit drakonischen Mitteln ihre Auswanderung erzwungen werden. Hätte Deutschland Kolonien oder würden solche ihm zurückgegeben, so könnte man die deutschen Juden dort innerhalb des deutschen Währungsgebietes ansiedeln, sodass sie die Möglichkeit hätten ihr Vermögen mitzunehmen. Ich habe den Eindruck, dass dies aber nur als persönliche Auffassung des betreffenden Sachreferenten anzusehen ist. Ein Transfer der Judenvermögen ins Ausland sei dagegen angesichts der Devisenlage Deutschlands einfach unmöglich. Es könne sich nur darum handeln, gewisse Teilbeträge auszuführen.

Mein Mitarbeiter wies darauf hin, dass auf Grund der eingetretenen Lage die Gesandtschaft den Schweizerjuden den Rat erteilt habe, ihre Rückwanderung in die Schweiz in die Wege zu leiten; jedoch werde man ihnen die nötige Zeit dazu lassen müssen, ihre Existenz hier abzubrechen und den Aufbau einer neuen Existenz in der Schweiz vorzubereiten. Eine gewisse Frist sei auch deshalb nötig, weil der Transfer der Rückwanderervermögen auf Grund der mit Deutschland getroffenen Abmachungen nur allmählich im Rahmen der Verwendungsmöglichkeiten für die von der Gesandtschaft zu übernehmenden Markbeträge möglich sei. Der Vertreter des Auswärtigen Amtes antwortete, es stehe selbstverständlich nichts im Wege, auf Grund einer gegenseitigen Verständigung unseren Landsleuten die nötigen Fristen einzuräumen.

Es dürfte sich somit empfehlen, zunächst die weiteren Aufschlüsse des Auswärtigen Amtes über die verschiedenen sich stellenden Fragen abzuwarten.

Unterdessen werde ich zusammen mit den Konsulaten bemüht sein abzuklären, welche Schäden unseren jüdischen Landsleuten erwachsen sind und wie weit sie durch Versicherungsansprüche gedeckt werden können. Erst wenn dies feststeht, wird zu prüfen sein, ob und in welcher Weise allenfalls versucht werden soll, vom Deutschen Reich Ersatz für den nicht gedeckten Schaden zu erlangen. Indessen wäre ich Ihnen dankbar, wenn Sie in der Zwischenzeit die grundsätzliche Frage einer solchen Schadensforderung abklären wollten.

451

E 2001 (D) 3/163

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher*

Copie
L OK

Bern, 21. November 1938

Wir beehren uns, den Empfang Ihres Schreibens vom 11. d. M.¹ anzuzeigen und Ihnen für Ihre ausführliche Berichterstattung über die bedauerlichen Vorgänge in Deutschland im Anschluss an die Ermordung des Gesandtschaftsrats vom *Rath* unsern verbindlichsten Dank auszusprechen.

Besonders betübend ist, dass auch Schweizer von den Ausschreitungen gegen die Juden nicht verschont blieben und verschiedenenorts zu Schaden gekommen sind. Sie werden zweifellos an die heimatlichen Behörden das Begehren richten, von der Deutschen Regierung die Wiedergutmachung des entstandenen Schadens zu verlangen, und der erbetene diplomatische Schutz wird ihnen, soweit die Schadensdeckung nicht anderweitig zu erreichen ist, nicht verweigert werden können.

Wir glauben, Sie jedoch nicht beauftragen zu sollen, allgemeine, grundsätzliche Vorbehalte anzubringen. Solche Schritte, die zudem als eine Stellungnahme zu den Massnahmen Deutschlands gegen die Juden missdeutet werden könnten, bieten erfahrungsgemäss kaum irgendwelche Erfolgsaussichten. Dagegen hätten wir keine Bedenken sie zu ermächtigen, in jenen Einzelfällen vorstellig zu werden, in denen der Schaden ungedeckt zu bleiben droht. Dabei dürfte es vorerst zweckdienlich sein näheres über das Vorgehen und die Erfahrungen der andern Staaten zu vernehmen und dieserhalb mit den in Betracht fallenden diplomatischen Vertretungen in Berlin Fühlung zu nehmen.

Vorgängig der Anmeldung der einzelnen Schadensfälle wäre aber zu untersuchen, ob nicht anderweitig Schadenersatzansprüche durchzusetzen sind. In erster Linie werden sich unsere Landsleute an die Versicherungsgesellschaften halten können, da die Verordnung vom 12. d. M. zur Wiederherstellung des

1. Cf. N^o 443.

Strassenbildes bei jüdischen Gewerbebetrieben lediglich die Versicherungsansprüche von Juden *deutscher* Staatsangehörigkeit dem Reiche verfallen lässt. Dann aber besteht vielleicht auch die Möglichkeit, Schadenersatzansprüche auf administrativem oder gerichtlichem Wege geltend zu machen. Wir denken beispielsweise an die Anrufung des Tumultschädengesetzes vom 12. Mai 1920 bzw. 29. März 1924, das unseres Wissens bis heute nicht ausser Kraft gesetzt wurde und das bestimmt, dass wegen der Schäden, die an beweglichem und unbeweglichem Eigentum im Zusammenhange mit inneren Unruhen durch offene Gewalt oder durch ihre Abwehr unmittelbar verursacht werden, Ersatzansprüche gegen das Land bestehen, in dem der Schaden entstanden ist. Daneben scheint es uns in Anbetracht des von Ihnen geschilderten Verhaltens der Polizeiorgane nicht ausgeschlossen zu sein, unter Umständen aus Verantwortlichkeit für Amtspflichtverletzungen vorzugehen. Dass staatliche Organe an den neulichen Ausschreitungen nicht unbeteiligt waren, wird durch den abschriftlich beiliegenden Bericht vom 12. d. M.² des Polizeikommandos des Kantons Thurgau über die Zerstörung der Synagoge in Gailingen bestätigt.

Wir dürfen es Ihnen überlassen, gegebenenfalls unter Befragung Ihres Vertrauensanwaltes die sich bietenden rechtlichen Möglichkeiten abzuklären und hernach im Einzelfalle unsere geschädigten Landsleute im Einvernehmen mit den betreffenden Konsulaten über das Vorgehen zu beraten. In diesem Sinne überlassen wir Ihnen in Abschrift beigeheftet eine Eingabe samt zwei Anlagen eines Dr. Georg Guggenheim in Zürich³, der uns von den im Hause seiner Gemahlin in Frankfurt (Eschenheimeranlage) angerichteten Verwüstungen Kenntnis gibt und uns um diplomatische Demarchen bittet.

2. *Ce rapport comprenait le passage suivant:* Am Donnerstag in der Morgenfrühe erschienen ca. 150 S.S., angeführt von einem Hauptmann in Uniform, und umstellten den Grenzort Gailingen. Alle 100 bis 150 Meter der Grenze entlang stand ein S.S. Mann Wachtposten und hatte die Aufgabe, ev. flüchtende Juden anzuhalten und festzunehmen. Im Verlaufe des Morgens wurden sämtliche Juden (Männer, Frauen und Kinder) aufgefordert, sich zu gewisser Stunde, ca. 10 Uhr, bei der Synagoge einzufinden. Sie mussten nun zusehen, wie man ihr Gotteshaus unter Zuhilfnahme von Zünd- & Sprengstoffen vernichtete. Das Gebäude ist nicht in sich zusammengestürzt, immerhin ist es vollständig vernichtet. Die Sprengarbeiten wurden nicht etwas von der Civilbevölkerung, sondern von den anwesenden Truppen vorgenommen. Nach der 4. Sprengung wurde das Militär eingezogen und die jüdische Bevölkerung wieder entlassen, sodass sie sich wieder nach Hause begeben konnte.

3. *Non retrouvés.*

E 2001 (D) 1/52

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L Recensement des Suisses en Italie

Rome, 21 novembre 1938

Désireux de connaître le plus fréquemment possible le nombre de nos compatriotes résidant en Italie, mon prédécesseur, Monsieur le Ministre Wagnière, avait fait procéder – tout au moins durant cette dernière décade, – par nos Consulats, à plusieurs recensements des membres de nos colonies dans le Royaume. Il avait également obtenu des instances italiennes compétentes ou recueilli dans la presse d'intéressantes données numériques à ce sujet.

Depuis 1935, aucune statistique de ce genre n'avait été dressée. Toutefois, les rapports annuels des Consulats m'ont fourni les indications les plus nécessaires et je n'ai jamais omis, après avoir questionné nos Consulats à l'occasion de mes visites dans les Colonies, de les engager à établir des statistiques aussi précises que possible. Vu la publication récente des résultats globaux du recensement général de la population du Royaume du 21 avril 1936, j'ai estimé utile de demander à l'Institut central de statistique de me fournir les chiffres officiels du nombre de nos ressortissants domiciliés en Italie. La réponse de cet Institut m'est parvenue récemment sous forme du tableau dont vous voudrez bien trouver la copie ci-jointe¹, en deux exemplaires. Avant de le commenter, je voudrais examiner les fluctuations du nombre des Suisses en Italie depuis une dizaine d'années.

A teneur des renseignements contenus dans nos dossiers, au 31 décembre 1923, nos ressortissants en Italie étaient 14017, selon les indications fournies par les Consulats. En août 1927, nous relevons une forte augmentation de leur nombre puisque les statistiques de nos représentations consulaires indiquent que 17 588 Suisses sont immatriculés auprès d'eux. Les plus fortes colonies étaient: Milan (7999), Gênes (1864), Turin (1579) et Rome (1436). A la même époque, le Ministère de l'Intérieur, consulté par la Légation, indiquait un total sensiblement moins élevé, soit 10 761 (qui se rapproche du chiffre «officiel» italien pour 1936). Par exemple, alors que le Consulat de Milan déclarait que 7999 ressortissants résidaient dans son arrondissement, les statistiques ministérielles ne les évaluaient qu'à 5306. Il en était de même pour Rome (1326 au lieu de 1436). Florence (1128-391) et pour toutes nos colonies en général. Nous chercherons plus loin à découvrir les motifs de telles différences.

Au 31 décembre 1928, léger recul du nombre de nos compatriotes qui descend à 17 400, recul qui s'accroît en 1931 où les Suisses en Italie ne sont plus que 17 232, alors que les résultats du recensement du 21 avril 1931 indiquaient, selon les journaux, que 15 914 de nos ressortissants résidaient dans le

1. Reproduite en annexe.

Royaume. La Légation avait eu l'honneur de vous écrire à ce propos les 15 et 29 novembre 1934.

Reprenant les indications contenues dans la liste qui nous est parvenue récemment de l'Institut central de statistique, nous devons constater que, selon le recensement officiel, une nouvelle et forte régression du nombre des Suisses en Italie est à enregistrer, puisqu'en avril 1936 ils n'étaient que 10 543, résidant d'une manière permanente dans le Royaume plus 2 787 temporairement, dont 5 088 du sexe masculin et 5 455 du sexe féminin. Les tableaux figurant à la page 3 indiquent quelle est leur répartition par âge, état civil et professions.

En nous basant sur les derniers chiffres donnés par nos Consulats, nous relevons, cette fois-ci encore, une différence sensible dans le sens d'une augmentation de ceux-ci. Il va sans dire que les données officielles italiennes me donnent l'occasion de procéder à une nouvelle enquête d'ensemble auprès de nos postes consulaires. J'aurai soin de vous en communiquer le résultat.

Nous avons cherché à déterminer les causes de pareilles différences que l'on peut, me semble-t-il, attribuer en partie aux raisons suivantes:

1) *Précision relative* des statistiques officielles. Pour ne citer qu'un exemple, en 1931 elles indiquaient 770 Suisses domiciliés à Rome alors qu'à la même époque 1 543 compatriotes s'étaient inscrits dans nos registres. L'Institut de statistique évalue le nombre des Suisses résidant en 1936 dans la province du Lazio à 1 235 tandis que nos fiches de Suisses immatriculés à la Légation atteignent le chiffre de 1 561 pour cette époque.

2) *Cas de doubles nationaux*. Un nombre assez considérable de nos ressortissants nés en Italie figurent comme Italiens dans les contrôles de recensement, bien qu'ils aient opté à leur majorité pour la nationalité suisse.

3) Les *difficultés* qu'on éprouvées durant ces dernières années certains compatriotes à trouver ou à conserver un emploi dans le Royaume, particulièrement dans les industries travaillant pour la défense de l'Etat, les ont contraints à quitter l'Italie. Il ne s'agit toutefois là que de quelques unités. En avril 1936, période des sanctions, un certain nombre de Suisses d'Italie sont peut-être rentrés en Suisse pour revenir depuis lors.

4) Nous avons l'impression que les statistiques de nos Consulats surestiment parfois le nombre des «*inconnus*», c'est-à-dire de ceux de nos ressortissants qui résident dans leur arrondissement sans être immatriculés auprès d'eux. En outre, bien souvent, les Suisses quittant le Royaume après des études ou des stages (étudiants, bonnes d'enfants, etc.) omettent d'annoncer leur départ et restent inscrits dans les contrôles de nos représentations consulaires.

Telles sont, à mon avis, les causes auxquelles il convient d'attribuer la différence que nous relevons. En nous en tenant aux chiffres indiqués par l'Institut italien, nous constaterons toutefois que le rapport entre les Suisses résidant en Italie et les Italiens résidant en Suisse, qui était précédemment de 1 à 7 environ (17 000 contre 120 000) serait actuellement de 1 à 10. Il est évident que nous en tirons les conclusions nécessaires pour nos interventions actuelles en faveur de nos ressortissants et j'ai déjà été amené à me servir de cet argument dans mes derniers entretiens avec le Ministre et avec le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères.

P.S. Il est curieux de constater un phénomène contraire en ce qui concerne les Suisses en Italie et les Italiens en Suisse. Alors que les statistiques officielles que nous communiquent le Ministère indiquent un nombre plus faible de Suisses en Italie que le total résultant des statistiques de nos Consuls, l'«Annuaire Statistique» de la Suisse, publié par le Bureau fédéral de statistique, donne, à la page 27, comme nombre total des Italiens en Suisse, en 1930, le chiffre de 127 093, tandis que M. Mascia, ancien Premier Secrétaire de la Légation d'Italie à Berne, nous a dit dernièrement en passant que le nombre des Italiens en Suisse aurait été réduit à moins de 90 000.

ANNEXE

SVIZZERI PRESENTI NEL REGNO AL 21 APRILE 1936. XIV°,
DISTINTI PER SESSO, ETÀ, STATO CIVILE
E CATEGORIA DI ATTIVITÀ ECONOMICA

Circoscrizione – età – stato civile – categorie di att. econ.	Maschi e femmine	di cui femmine
PIEMONTE	Totale	793
	con dimora abituale	681
LIGURIA	Totale	827
	con dimora abituale	538
LOMBARDIA	Totale	2 837
	con dimora abituale	2 451
VENEZIA TRID.	Totale	129
	con dimora abituale	89
VENETO	Totale	243
	con dimora abituale	128
VENEZIA GIULIA e ZARA	Totale	183
	con dimora abituale	173
EMILIA	Totale	169
	con dimora abituale	129
TOSCANA	Totale	634
	con dimora abituale	438
MARCHE	Totale	13
	con dimora abituale	11
UMBRIA	Totale	31
	con dimora abituale	11

Circoscrizione – età – stato civile – categorie di att. econ.		Maschi e femmine	di cui femmine
LAZIO	Totale	1 235	734
	con dimora abituale	819	466
ABRUZZI E MOLISE	Totale	7	3
	con dimora abituale	6	2
CAMPANIA	Totale	520	288
	con dimora abituale	383	212
PUGLIE	Totale	76	43
	con dimora abituale	40	25
LUCANIA	Totale	2	1
	con dimora abituale	1	—
CALABRIA	Totale	12	4
	con dimora abituale	9	3
SICILIA	Totale	229	132
	con dimora abituale	170	91
SARDEGNA	Totale	24	7
	con dimora abituale	22	7
Totale nel Regno	Totale	13 330	7 071
	con dimora abituale	10 543	5 455

Circoscrizione – età – stato civile – categorie di att. econ.		Maschi e femmine	di cui femmine
ETÀ	0-14	1 874	910
	15-64	7 828	4 064
	65-∞	841	481
	Età ignota	—	—
		10 543	5 455
STATO CIVILE	Celibi e nubili	5 120	2 609
	coniugati	4 646	2 248
	Vedovi	689	544
	Divorziati	88	54
	Stato civile ignoto	—	—
		10 543	5 455

Circoscrizione – età – stato civile – categorie di att. econ.	Maschi e femmine	di cui femmine
POPOLAZIONE ATTIVA:		
CATEGORIE DI ATTIVITÀ ECONOMICA:		
Agricoltura, Caccia e pesca	137	22
Industria	1834	275
Trasporti e comunicazioni	210	11
Commercio	1 355	274
Credito e Assicurazioni	170	15
Liberi professionisti e addetti al culto	324	97
Amministrazione pubblica	132	54
Amministrazione privata	109	63
Economia domestica	294	274
	4 565	1 085
di cui artigiani	171	55
Popolazione inattiva	5 978	4 370
COMPLESSIVO	10 543	5 455

453

E 2300 Bukarest, Archiv-Nr. 7

*Le Ministre de Suisse à Bucarest, R. de Weck,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L Confidentiel

Bucarest, 21 novembre 1938

Depuis quelque temps, certains Roumains qui s'intéressent non seulement à la politique européenne, mais aussi à la situation intérieure de notre pays, me parlent avec insistance du «péril national-socialiste» dont la Suisse serait menacée. Plusieurs d'entre eux appartiennent au groupe des démocrates, amis de M. Maniu. Mais des personnages du clan gouvernemental me tiennent des discours analogues. Les uns et les autres semblent accueillir d'une oreille assez sceptique les démentis que j'oppose à leurs propos alarmistes. A les entendre, les poursuites intentées contre certains meneurs, l'interdiction de faire paraître quelques feuilles d'inspiration «totalitaire» seraient autant de symptômes d'une situation dont nos milieux officiels connaîtraient fort bien la gravité tout

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Communiqué au Conseil fédéral en séance aujourd'hui. 29.11.38, M.

en refusant de l'avouer. Les journaux suisses que je reçois («Bund», «Neue Zürcher Zeitung», «Journal de Genève») me mettent en mesure de combattre ces affirmations. Mais j'ai éprouvé plus d'une fois le sentiment que mes interlocuteurs n'étaient pas entièrement convaincus.

On dirait qu'une propagande dont la direction reste occulte s'efforce de répandre dans le public roumain l'idée que la Suisse, intimidée par des pressions extérieures en même temps que minée par une agitation interne, risque de subir un sort analogue à celui de l'Autriche ou de la Tchécoslovaquie.

Quelle est la source de ces fâcheuses rumeurs? Je n'ai pas pu jusqu'ici l'établir avec certitude. J'ai cependant observé que certains journaux (en particulier le «Bukarester Tageblatt», feuille d'inspiration hitlérienne) relèvent avec satisfaction les prétendus progrès réalisés dans notre pays par les doctrines nationales-socialistes. Par exemple, les mesures prises chez nous pour enrayer l'immigration juive sont interprétées comme une adhésion à la politique antisémite du Reich. Notre attitude à l'égard de la Société des Nations donne lieu aussi à des commentaires tendancieux: bien des gens – les uns avec joie, les autres avec dépit – la regardent comme une sorte de reniement ou tout au moins d'effacement de la démocratie helvétique devant les régimes autoritaires. D'autres encore semblent croire que, par crainte de complications extérieures, la Suisse ne voudra et ne pourra pas réagir aussi énergiquement contre le national-socialisme que contre le communisme. Cela pourrait s'expliquer en partie par le fait que la plupart des journaux roumains ont donné une publicité plus bruyante aux mesures anticomunistes des cantons romands qu'à la résistance opposée en Suisse allemande aux infiltrations du nazisme.

Qu'elle soit inspirée par Berlin, par Rome ou par Moscou, une opinion existe en Roumanie qui nous représente comme plus ou moins résignés à subir, un jour ou l'autre, la loi du plus fort. On s'imagine que nous ne saurons pas empêcher la propagande pangermaniste et antidémocratique de conquérir chez nous des positions de plus en plus importantes et que nous finirons par tomber comme un fruit mûr dans le panier du «Grossdeutschland». Je ne prétends pas, bien entendu, que cette opinion soit déjà très répandue, mais il me semble qu'elle gagne du terrain. Il serait donc opportun de la combattre. A cet effet, je suis tout disposé, si vous le jugez utile, à faire passer dans la presse roumaine des articles dont votre Département me fournirait le texte ou du moins le canevas et qui seraient présentés aux lecteurs comme des «correspondances de Suisse»². Je puis compter sur le concours bénévole de plus d'un directeur de grands quotidiens sympathiques à notre pays et je le mets, ainsi que le mien, à votre entière disposition.

En outre, il serait pour moi du plus grand intérêt d'être exactement renseigné sur la situation réelle, sur la manière dont le Conseil fédéral la juge, sur son programme de défense active³. Cela me permettrait de répondre en toute connaissance de cause aux questions qui peuvent m'être posées.

2. *Remarque manuscrite de Bonna en marge de cette phrase*: Cela me paraît un peu délicat à faire.

3. *Remarque manuscrite de Bonna en marge de cette phrase*: Il faudra faire quelque chose dans ce sens.

E 2001 (D) 2/115

*Le Chef de la Division de Police
du Département de Justice et Police, H. Rothmund,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L Bd/L¹

Berne, 23 novembre 1938

La décision, prise par le Conseil fédéral le 28 mars de cette année², de réintroduire le visa consulaire pour l'entrée en Suisse des détenteurs de passeports autrichiens, a été communiquée à nos Légations et à nos Consulats par la circulaire de notre Département N° 207 du 29 mars³. Cette circulaire établissait une distinction bien nette entre deux catégories de porteurs de passeports autrichiens:

a) Ceux qui avaient des relations normales avec leur pays et dont le trafic ne devait en aucune manière être entravé;

b) ceux qui quittaient ou étaient obligés de quitter l'Autriche sans idée de retour (c'est-à-dire les émigrants), pour lesquels la Suisse ne peut être qu'un pays de transit et dont l'entrée, sans un sérieux examen préalable, devait être empêchée. Cet examen devait permettre de vérifier tout spécialement si le départ des requérants, après un court séjour en Suisse, était assuré et si ces étrangers possédaient des moyens d'existence suffisants.

Vous voudrez bien trouver, en annexe, la circulaire susmentionnée. Nous attirons tout spécialement votre attention sur le 3^e alinéa de la 4^e page, ainsi que sur le 2^e alinéa de la 5^e page. Ces deux passages, en particulier, contiennent des instructions précises adressées à tous nos consulats sur le traitement des cas d'émigrants d'Autriche (porteurs de passeports autrichiens et autres étrangers soumis à l'obligation du visa et provenant d'Autriche).

Au cours du mois d'août dernier, plusieurs cantons se sont plaints de la présence sur leur territoire de nombreux émigrants provenant d'Autriche et entrés en Suisse avec des visas délivrés par nos consulats en Italie. Les plaintes des cantons se répétant, nous avons fait savoir, le 30 août, à nos consulats en Italie qu'ils ne devaient plus délivrer désormais aucun visa de leur chef à des émigrants d'Autriche; nous les avons invités, en même temps, à nous faire parvenir les listes de tous les émigrants ou réfugiés d'Autriche auxquels ils avaient délivré des visas de leur chef depuis l'«Anschluss».

1. *La lettre est écrite sur un papier à entête de la Police fédérale des étrangers et l'initiale Bd indique qu'elle a été rédigée par le chef de cette dernière, P. Baechtold, mais elle est signée par Rothmund.*

En marge figure cette annotation de Bonna: M. Stucki. Il faut communiquer cette lettre à Rome et à MM. de Bavier, Imhof et Bonzanigo en leur demandant de s'expliquer d'urgence sur les griefs de la Police des Etrangers. En outre, dire à M. Rothmund que nous donnons à l'affaire toute l'attention qu'elle mérite. 24/XI. Bo.

2. *Cf. N° 249.*

3. *Non reproduite.*

Les craintes qu'avaient éveillées les réclamations des autorités cantonales se sont trouvées largement dépassées par les renseignements qui nous sont parvenus. Bien que toutes les listes ne soient pas absolument complètes, les noms qui y figurent atteignent le total impressionnant de 2800⁴. Trois consulats surtout se font remarquer par le nombre des visas délivrés: en effet, alors qu'à eux tous notre Légation à Rome et nos consulats à Florence, Gênes, Naples, Turin et Catane avaient délivré environ 250 visas, notre consulat à Trieste en avait octroyé 450, celui de Venise 500 et celui de Milan 1600.

Il est vrai que ces trois consulats, qui sont les plus rapprochés de la frontière d'Autriche, sont aussi ceux qui ont reçu de beaucoup le plus grand nombre de demandes. Nous savons qu'ils se sont trouvés en présence d'une tâche très difficile; qu'assaillis de demandes, obligés de discuter avec la foule des visiteurs impatients, devant résister aux supplications, aux larmes et peut-être parfois aux menaces et n'arrivant qu'avec les plus grands efforts à se débarrasser de quémandeurs dont nous connaissons aussi la ténacité, nos consulats ont passé par des moments très pénibles. S'ils se voyaient débordés, ils auraient pu néanmoins nous le faire savoir et demander de nouvelles instructions; mais il est tout à fait inadmissible que, sans tenir compte des instructions précises qui leur avaient été données, ces consulats aient simplement délivré à tort et à travers des visas à des émigrants d'Autriche très souvent, comme nous avons pu le constater, sans s'être renseignés de manière quelque peu précise ni sur leurs intentions, ni sur leurs moyens d'existence, ni sur la possibilité qu'ils avaient de passer dans un autre pays. On nous a même signalé, et nous avons pu le vérifier dans un cas, que des émigrants juifs, qui n'avaient pas réussi à se faire délivrer un visa par notre consulat général à Vienne, l'ont obtenu de notre consulat à Venise, par l'intermédiaire d'une agence de voyages de Vienne et sans même être allés en Italie⁵.

Que sont devenus tous ces émigrants entrés dans notre pays avec des visas délivrés, en général, pour transiter ou pour faire de courts séjours de visite, villégiature, santé, etc., nous ne le savons pas exactement; la Police fédérale des étrangers prépare une enquête qui ne peut manquer d'être longue, compliquée et coûteuse. Nous savons en tout cas qu'un grand nombre d'entre eux se trouvent encore en Suisse, parce qu'ils n'ont pas obtenu l'autorisation de se rendre dans un autre Etat et que, pour des raisons d'humanité, ceux qui ont été découverts ne peuvent pas, en général, être simplement renvoyés en Allemagne. Ces émigrants viennent s'ajouter au nombre trop élevé de ceux qui se trouvent déjà en Suisse et nous aurons les plus grandes difficultés à nous en défaire. Nous avons pu constater déjà que certains d'entre eux sont sans moyens d'existence et qu'ils ont dû être secourus par les organisations qui s'occupent des réfugiés.

Les faits exposés ci-dessus dénotent chez certains fonctionnaires de nos consulats à Trieste, Venise et Milan une telle incurie (on peut se demander s'ils ont jamais lu attentivement les instructions de notre Département) et un tel dédain des intérêts de notre pays ou alors une telle incapacité, qu'à notre avis des mesures s'imposent. En agissant comme ils l'ont fait, ils ont non seulement

4. Ce chiffre est souligné, avec en marge (écriture non identifiée):!

5. En marge des trois dernières lignes (écriture non identifiée):!

causé un grand surcroît de travail aux polices fédérale et cantonales des étrangers, occasionné des frais supplémentaires à ces administrations et aux organisations qui s'occupent de l'aide aux réfugiés, mais surtout ils ont contribué à aggraver les difficultés dans lesquelles notre pays se trouve, du fait de la présence d'un trop grand nombre d'émigrants juifs sur son territoire. Nous n'avons aucune garantie que les mêmes erreurs ne se reproduiront pas à l'avenir; nous vous renvoyons à cet égard à la lettre⁶ que nous avons adressée, le 16 de ce mois, à notre consulat général à Milan au sujet du cas Leo Drechsler et dont nous vous avons transmis une copie. Nous vous serions reconnaissants de vouloir bien procéder à une enquête sur les faits que nous vous signalons et de prendre les sanctions qui s'imposent contre les fonctionnaires ou employés fautifs⁷.

6. *En marge (même graphisme que les points d'exclamation ci-dessus):* concernant Perucchi!

Cette lettre du 16 novembre ne figure pas au dossier. Une lettre du Consul général de Suisse à Milan, C. de Bavier, à Rothmund, datée du 9 janvier 1939, permet de dire que Perucchi ainsi qu'un nommé Porta étaient les deux fonctionnaires du bureau des passeports de Milan, qui avaient délivré, inconsidérément selon Rothmund, des visas à des Juifs autrichiens. Dans cette lettre, Bavier s'exprimait comme suit à leur sujet: J'ai exprimé aux deux employés coupables mon vif mécontentement de leur conduite et de leur négligence répétée. Je ne puis prendre de sanctions contre M. Perucchi puisqu'il quitte notre service ces jours-ci.

Quant à M. Porta, il a fait une demande d'avancement qui vient de lui être refusée.

D'autre part, comme vous aurez pu le constater par mon rapport au Département politique du 5 décembre, dont vous avez eu une copie, j'ai décidé de déplacer M. Porta et de le remettre aux affaires militaires, ce qui constitue un pas en arrière, celles-ci étant d'habitude traitées par les fonctionnaires qui débutent – or l'intéressé est au service de la Confédération depuis plus de 15 ans.

7. *Cf. note 6. Pour la réaction du Consul de Suisse à Venise, cf. N° 460.*

455

E 27, Archiv-Nr. 9758, Bd. 1

L'Attaché militaire de Suisse à Berlin, H. von Werdt, au Service de l'Etat-Major général, 5^e Section¹

Copie

R N° 52/12

Berlin, 24. November 1938

Am 10. dieses Monats waren der Herr Minister und ich vom Chef des Generalstabes eingeladen. Es waren auch anwesend Fürst Bismarck vom Auswärtigen Amt des Deutschen Reiches, einige Herren der Attachégruppe und der Adjudant des Generalstabschef, also «ganz kleiner Kreis», wie es offiziell hiess.

1. *Section des renseignements.*

Es war das bis jetzt immer verschobene Frühstück, zu dem der jeweilige Generalstabschef jeden neuernannten Militärattaché einlädt, und zwar dann immer zusammen mit dem Minister seines Landes.

Der Gen. Chef hielt eine Ansprache, in deren erstem Teil er sich an den Herrn Minister wandte und über die guten Beziehungen der beiden Länder sprach und den Minister als von seinerzeit her in «bester Erinnerung» seiend feierte.

Der Herr Minister antwortete in kurzer, launiger Form.

Im zweiten Teil der Ansprache wandte sich der Gen. Chef an mich und sprach von der Verbundenheit der beiden Armeen, noch ein paar Worte an den Militärattaché beifügend, die ich meinerseits verdankte.

Der Ton der ganzen Ansprache war trotz des offiziellen Charakters herzlich. Ebenso war die Konversation in keiner Weise steif, sondern anregend.

Die ganze Art und Weise dieses kleinen Empfanges zeigte neuerdings, dass die deutsche Armee und deren Leitung der Schweiz und deren Armee unbedingt freundschaftlichst gegenüberstehen und die seriöse Arbeit der Armee wie die dafür aufgebrauchten finanziellen Opfer des Landes anerkennen und würdigen.

Ich möchte auch bei dieser Gelegenheit wieder erwähnen, dass es schade wäre, wenn uns durch Taktlosigkeiten – ich sage *nicht* objektive Berichterstattung – unserer Presse solche Sympathien verloren gingen.

Ein kleines Beispiel hierzu ist folgendes:

Man sagte es mir zwar nicht offiziell, aber in einem Gespräch kam doch zum Ausdruck, dass man hier die Überschriften in einigen schweizerischen Zeitungen, den Rücktritt des Gen. der Artillerie, Beck, betreffend, als unangenehm empfand, speziell weil die schweizerische Presse in manchen Ländern als unbedingt zuverlässig gilt und deshalb solche unwahren Angaben leicht die Runde durch andere Länder antreten könnten.

Gen. der Artillerie, Beck, war ein viel zu geachteter und beliebter Chef, als dass die Offiziere die unwahren Angaben im «Sperrdruck» der schweizerischen Zeitungen nicht unangenehm empfunden hätten.

Es schreiben:

Basler Nachrichten: «... Gen. d. Art. Beck entlassen».

Der Bund: «Entlassung des deutschen Generalstabschef».

Neue Zürcher Zeitung: «Verabschiedung des Generalstabschef».

Beide Ausdrücke bezeichnen in der Militärsprache einen «unfreiwilligen» Rücktritt.

Und von einer grossen Zeitung darf man verlangen, dass sie sich über Generalstabschefs grosser benachbarter Armeen korrekt ausdrückt.

456

E 2001 (D) 4/22

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département militaire, R. Minger*

Copie

L OT

Berne, 24 novembre 1938

En septembre dernier, la Légation de Norvège nous avait exposé, par une lettre dont vous trouverez sous ce pli la copie¹, que, lors de leur réunion de Copenhague, les Ministres des affaires étrangères des Etats neutres avaient chargé leur collègue de Norvège de s'enquérir auprès du Conseil fédéral comme auprès d'autres gouvernements s'il ne conviendrait pas d'adresser un appel aux grandes puissances en vue d'une reprise des travaux du désarmement.

La question étant des plus délicates, nous nous étions bornés à faire savoir à la Légation de Norvège que nous aurions sans doute l'occasion de nous en entretenir encore avec M. Koht lors de l'Assemblée de la Société des Nations.

A la suite des graves événements politiques qui se produisirent en septembre, l'occasion ne nous fut pas fournie d'avoir un entretien avec le Ministre des affaires étrangères de Norvège. La situation générale avait d'ailleurs à tel point empiré que nous pouvions admettre que le Gouvernement norvégien ne se faisait plus beaucoup d'illusions sur les chances de succès d'une démarche auprès des grandes puissances.

Le Gouvernement norvégien n'a cependant pas renoncé à son projet. Se fondant sur les déclarations faites, le 26 octobre – non pas le 26 septembre comme on nous l'écrit – par le Président Roosevelt sur l'absurdité de la course aux armements, il se montre désireux de prier, au nom d'un certain nombre de pays, le Président des Etats-Unis d'Amérique d'intervenir auprès des grandes puissances aux fins de les amener à examiner en commun «les possibilités d'une limitation ou même d'une réduction des armements».

Ci-joint copie de la note² que nous avons reçue de M. Irgens, Ministre de Norvège en Suisse; nous y joignons la copie de la lettre² par laquelle notre Ministre à Rome nous a transmis la communication de la Légation de Norvège.

Nous venons d'accuser réception à M. Irgens de sa lettre en lui faisant savoir que les Autorités fédérales examineraient la suggestion norvégienne avec toute l'attention qu'elle mérite.

En raison de l'importance de cette démarche, il y aura lieu, pensons-nous, de soumettre la question au Conseil fédéral.

Avant de le faire, nous serions heureux de connaître votre sentiment.

Quant à nous et vu surtout le fait que, selon les informations de notre Légation à Rome, tous les Etats consultés (soit les trois Etats baltes, la Yougoslavie,

1. *Non reproduite.*

2. *Non reproduite.*

la Roumanie et la Turquie), sauf la Bulgarie et la Suisse, auraient déjà répondu favorablement, nous verrions plutôt des inconvénients à ne pas approuver l'initiative norvégienne. La note que M. Koht adresserait au Président Roosevelt ne nous engage à rien. Ce n'est guère qu'une alarme donnée par les petits pays au spectacle de la ruineuse course aux armements à laquelle se livrent les grandes puissances. Et tous les petits pays ont évidemment des raisons de s'alarmer de cette rivalité intensive d'arsenaux.

Cela ne veut pas dire que nous nous fassions des illusions sur le succès de l'initiative norvégienne. Notre humanité n'est malheureusement guère mûre pour le désarmement. Et même si elle était plus accessible à la pensée généreuse de M. Koht, il serait permis d'entretenir des doutes sur l'opportunité présente de la démarche. Elle nous paraît, à dire vrai, assez intempestive. L'état des relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Allemagne n'est guère de nature à encourager le Gouvernement américain à s'aventurer dans la voie qu'on lui indique; d'un autre côté, des pays comme le Japon, qui s'est jeté dans une immense aventure, ou comme la Grande-Bretagne, qui entend posséder à tout prix une armée propre à lui restituer tout son crédit diplomatique, ne se résoudraient pas facilement à relâcher leur effort militaire. Et l'on peut augurer diversement de l'accueil que Rome et Berlin réserveraient à une tentative qui n'est guère dans la ligne du dynamisme totalitaire.

En tout état de cause, si nous répondions favorablement au Gouvernement norvégien, il ne serait pas inutile de marquer, fût-ce sous une forme très voilée, notre scepticisme à l'égard des possibilités qu'offrirait, à l'heure actuelle, son action en faveur du désarmement. Il suffirait de dire, par exemple, que le Gouvernement suisse ne peut qu'approuver, lui aussi, la démarche que le Gouvernement norvégien se propose d'entreprendre *au moment qu'il jugera le plus opportun*. Nous ne ferions pas obstacle à son désir, fort louable en soi, mais nous lui laisserions ainsi la responsabilité du moment.

Nous aurions, au surplus, certaines réserves à formuler quant à la manière dont la Norvège pose le problème, mais si nous en parlons, ce n'est pas pour en faire état présentement vis-à-vis du Gouvernement d'Oslo. Il nous serait toujours loisible d'y revenir plus tard.

Si la conférence pour la réduction et la limitation des armements a fait lamentablement faillite, on peut quand même en tirer certains enseignements. Et le premier, à notre avis, qui s'en dégage, c'est que le problème des armements est avant tout un problème de grandes puissances et que c'est, par conséquent, entre les grandes puissances qu'il devrait être débattu. Les petits pays n'ont aucune responsabilité dans l'échec de la conférence. Ils ont fait, au contraire, des efforts méritoires pour sauver quelque chose de la débâcle. Ce n'est pas eux, ce ne sont pas surtout leurs armements qui menacent la paix. On serait bien inspiré, dès lors, en ne les associant pas derechef et tout de suite à des discussions interminables sur des coefficients de réduction des effectifs ou des bouches à feu. Le jour où les armements des grands pays auraient réellement subi une réduction substantielle, il serait toujours assez tôt de demander aux Etats faiblement armés d'apporter leur contribution à l'œuvre de la paix. Encore ne devrait-on faire appel à leur esprit de sacrifice qu'après un examen minutieux de ce que représenteraient effectivement leurs forces armées laissées

intactes par rapport à l'appareil militaire et au potentiel de guerre dont disposeraient encore les grandes puissances après les augmentations auxquelles elles auraient bon gré mal gré consenti. Une des grandes erreurs de la conférence du désarmement a été de rechercher des formules mathématiques de réduction qui s'appliqueraient invariablement à toutes les armées du monde, qu'il s'agisse de l'armée française ou allemande ou qu'il s'agisse de l'armée danoise ou lettone. C'est pourquoi, lorsque, dans sa note du 5 septembre, la Légation de Norvège écrit qu'«il est évident que, si les grandes puissances acceptent de limiter leurs armements ou même de les réduire, il n'y aura pas de difficulté à persuader les Etats moyens ou petits à le faire», nous avons peine à nous soustraire au sentiment que cette manière de juger les choses ne tient pas équitablement compte des réalités.

Mais, encore une fois, il ne s'agit pas là d'une question actuellement en discussion. Nous n'avons néanmoins pas cru devoir passer complètement sous silence une conception du désarmement qui, par sa généralité même, n'est plus guère, à nos yeux, défendable. Dans ses instructions à la délégation suisse à la dernière Assemblée de la Société des Nations, le Conseil fédéral avait déjà déclaré: «La limitation des armements est, avant tout, un problème de grandes puissances.»

En vous priant de nous faire connaître votre avis³ sur la réponse à faire au Gouvernement norvégien, nous vous présentons, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de notre haute considération⁴.

3. *Le procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 30 décembre 1938 résume la réponse du Département militaire et la discute en ces termes:* Le département militaire a répondu qu'il n'estimait pas non plus que la Suisse devait se montrer hostile à l'initiative norvégienne. Il est cependant d'avis qu'il conviendrait de faire savoir sans ambages à Oslo que le moment pour une action en faveur du désarmement n'est pas opportun et que, pour cette raison, la Suisse ne saurait présentement s'y associer.

On peut se demander s'il est bien expédient de donner à notre réponse un tour aussi négatif. Sans rien changer à l'attitude prise, on ferait peut-être mieux, après avoir rendu hommage à l'esprit qui anime la suggestion norvégienne, de se borner à mettre en doute l'opportunité d'une action en vue du désarmement dans l'état actuel des choses. Point besoin ne serait de préciser que l'on ne saurait participer à la démarche envisagée. Cela résulterait suffisamment de notre réponse.

Une divergence de vues ne doit pas subsister sur cette simple question de méthode, les vues du département politique et du département militaire concordant entièrement sur le fond (E 1004.1 1/380, N° 2364).

4. *Par note du 31 décembre 1938, le Département politique répondait en ces termes au Gouvernement norvégien:* Pour faire suite à notre lettre du 24 novembre, nous avons l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Conseil fédéral a pris connaissance avec le plus vif intérêt du projet du Gouvernement norvégien tendant à intervenir auprès du Président Roosevelt en vue d'une reprise éventuelle des travaux du désarmement.

Il n'a pu que rendre hommage à l'esprit dont s'inspire un dessein aussi louable. Sa pleine sympathie est d'ores et déjà acquise à tout ce qui pourra être entrepris pour mettre fin à la ruineuse course aux armements. Si désireux qu'il serait de voir aboutir l'initiative du Gouvernement norvégien à un résultat concret, il a des doutes, cependant, sur l'opportunité d'une pareille démarche auprès des grandes puissances dans les circonstances actuelles. Il incline à penser qu'elle demeurerait infructueuse (E 2001 (D) 4/22).

E 4001 (B) 1970/187/4

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Président de la Confédération, J. Baumann*

L OM

Bern, 25. November 1938

In der Sitzung des Bundesrates vom 28. Oktober¹ wurde die von der hiesigen Gesandtschaft der spanischen Republik aufgeworfene Frage, ob den auf der Regierungsseite kämpfenden schweizerischen Freiwilligen bei Rückkehr in die Schweiz Amnestie² gewährt werde, Ihrem Departement und dem Militärdepartement zur Prüfung überwiesen.

Wir beehren uns Ihnen in der Anlage Abschrift einer Note³ der spanischen Regierung, die diese am 12. d.M. unserer Gesandtschaft in Barcelona hat zugehen lassen, sowie eine Kopie unserer Instruktionen⁴ an diese Gesandtschaft vom 21. d.M. zur Kenntnis zu bringen.

Nach Pressemeldungen soll inzwischen der Abtransport von Milizen nach Frankreich begonnen haben. Wie wir von der Bundesanwaltschaft erfahren, hat diese über die Behandlung der rückkehrenden Spanienfreiwilligen an der Grenze bereits Weisungen an das Polizeidepartement des Kantons Basel-Stadt erteilt und u. a. angeordnet, dass von einer Verhaftung der Rückkehrer beim Grenzübertritt Umgang zu nehmen sei; hingegen hätten die Zurückgekehrten sich der Polizei zur Verfügung zu halten. Diese Massnahme könnte darauf schliessen lassen, dass von Ihnen bereits eine Stellungnahme⁵ in der Angele-

1. *Le procès-verbal de cette séance ne contient aucune trace de la question du retour des volontaires suisses en Espagne.*

2. *Sur cette question, cf. notamment le point 5 de la notice du Ministre Bonna du 25 novembre 1938 sur son entretien avec le Ministre d'Espagne en Suisse, Fabra-Ribas: 5) En ce qui concerne l'attitude prise par d'autres Etats, M. Fabra-Ribas déclare que la plupart ne frappent d'aucune peine les volontaires. Ceux dont la législation prévoit des sanctions contre les enrôlements à l'étranger la laissent subsister, tout en ayant donné à entendre que, dans l'application, ils feront preuve de bienveillance.*

J'ai dit à M. Fabra-Ribas que j'espérais que nous pourrions aussi trouver un moyen d'atténuer un peu, en pratique, la sévérité de la loi, mais qu'une amnistie semblait difficilement réalisable. (E 2001 (D) 1/175).

3. *Cf. E 2001 (D) 1/175.*

4. *Non retrouvées. Il ressort du dossier mentionné à la note 3 que le DPF avait, notamment, demandé à sa représentation de Barcelone de dresser une liste des volontaires à rapatrier, dont elle aurait pu établir la nationalité suisse. Le DPF refusait en outre d'assumer les frais de rapatriement des volontaires depuis la frontière espagnole. Bonna écrivait, en effet, le 16 décembre 1938 à Rothmund: Was die Kosten des Heimtransportes dieser schweizerischen Staatsangehörigen anbetrifft, so möchten wir auf die Ihnen in Kopie zugehenden Instruktionen an die Schweizerische Gesandtschaft in Barcelona vom 21. November 1938 verweisen. Wir haben darin prinzipiell die Übernahme der Heimschaffungskosten abgelehnt und uns lediglich vorbehalten, Ihrem Departement in einzelnen Fällen die Prüfung der Frage zu unterbreiten, ob eine Heimschaffung auf Kosten des Bundes oder der Heimatbehörden angezeigt ist. (E 2001 (D) 1/175).*

5. *Ne figure pas au dossier.*

genheit vorliegt, und wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie uns hierüber baldmöglichst unterrichten wollten.

P.S. Wir hatten soeben den Besuch des hiesigen Gesandten der spanischen Republik, Herrn Minister Fabra Ribas, der uns berichtete, dass nach der Feststellung der Kommission des Völkerbundes die schweizerischen Freiwilligen sich auf 105 beziffern. Es sei allerdings nicht ausgeschlossen, dass einige Leute der Kontrolle entgangen seien. Die spanische Regierung befördere die Freiwilligen auf ihre Kosten bis zur spanisch-französischen Grenze. Sie seien neu eingekleidet und mit 300 f. Franken ausgestattet worden.

Die in der Presse erschienenen Nachrichten über den bereits erfolgten Abtransport der Freiwilligen sollen, wie Herr Minister Fabra Ribas mitteilt, etwas verfrüht sein. Immerhin soll die Abreise nahe bevorstehen⁶.

6. *Le convoi principal de volontaires rapatriés arrivera à Genève, en provenance de Calella, le 31 décembre 1938.*

458

E 2001 (D) 1/112

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à La Haye, A. de Pury*

*Copie
L OT*

Berne, 25 novembre 1938

C'est avec le plus vif intérêt que nous avons pris connaissance de la réponse que le Gouvernement néerlandais vous avait fait parvenir, le 9 septembre¹, au sujet des diverses questions que nous avait suggérées la préparation de la prochaine conférence diplomatique appelée à délibérer sur les conventions et projets de convention touchant à la Croix-Rouge.

Nous avons communiqué la note néerlandaise, à titre personnel, à M. Max Huber, Président du Comité international de la Croix-Rouge, en lui demandant de nous faire connaître son avis. Nous l'informions que nous ne ferions, quant à nous, aucune difficulté pour accepter les propositions qui nous étaient faites à La Haye. Elles nous paraissent logiques. Du moment que nous obtenons ce que nous voulions en ce qui concerne les conventions portant spécifiquement sur des questions de Croix-Rouge, nous aurions mauvaise grâce à ne pas faire des concessions correspondantes pour toutes les conventions touchant au droit de la guerre et de la neutralité.

Par lettres des 20 et 31 octobre², dont vous trouverez copie sous ce pli pour votre information personnelle, M. Max Huber nous a fait savoir que le Comité international se féliciterait de voir intervenir entre Berne et La Haye un accord

1. *Cf. N° 378.*

2. *Non retrouvées.*

sur les bases proposées du côté néerlandais. Il ne formulait, comme vous le verrez, qu'une réserve en ce qui concerne le projet de convention sur les civils de nationalité ennemie. Non pas que le Comité voie le moindre inconvénient à ce que le Gouvernement néerlandais s'occupe de ce projet, mais la convention projetée paraît devoir répondre à des besoins si urgents qu'il attacherait le plus grand prix à ce que la conférence à convoquer par la Suisse s'en saisît également au cas où elle se réunirait avant la conférence que pourrait réunir le Gouvernement des Pays-Bas aux fins d'examiner la revision du droit de la guerre en général ou de certaines de ses parties. Ce ne serait donc qu'en raison des circonstances et à titre tout exceptionnel que, dans l'esprit du Comité international, nous ferions figurer la question des civils à l'ordre du jour de la conférence diplomatique qui se réunirait à Genève. Cela ne constituerait nullement un précédent pour l'avenir.

Le désir du Comité international nous paraît légitime, mais, si le Gouvernement des Pays-Bas ne croyait pas pouvoir y déférer, nous n'insisterions aucunement, l'essentiel pour nous étant d'aboutir à une démarcation nette entre les conventions à gérer par la Suisse et celles que gèreraient les Pays-Bas.

La question présentait une importance telle que nous l'avons soumise au Conseil fédéral, après nous être assurés que le Département militaire partageait entièrement nos vues en la matière. Vous trouverez sous ce pli le texte de notre proposition au Conseil fédéral³; cela nous dispensera de longues explications.

Dans sa séance de ce jour⁴, le Conseil fédéral s'est rallié entièrement au point de vue des deux Départements. Il nous a chargé en conséquence de faire savoir au Gouvernement des Pays-Bas:

1° que le Conseil fédéral a été fort sensible à l'accueil que nos suggestions ont rencontré à La Haye;

2° que le Conseil fédéral est d'accord de limiter à l'avenir sa gérance aux conventions ayant trait spécifiquement à la Croix-Rouge et de laisser, en revanche, au Gouvernement des Pays-Bas le soin de s'occuper des conventions relevant du droit de la guerre et de la neutralité;

3° que, pour donner suite au désir du Comité international de la Croix-Rouge, le Conseil fédéral ne verrait pas d'objection, pour sa part, à faire figurer exceptionnellement à l'ordre du jour de la prochaine conférence diplomatique la question des civils de nationalité ennemie, mais qu'il s'en remettra entièrement sur ce point à l'avis du Gouvernement néerlandais.

Nous vous saurions gré de faire, en vous aidant de la documentation ci-jointe, une communication dans ce sens au Ministère des affaires étrangères.

Vous pourriez l'orienter à la même occasion sur nos intentions en ce qui concerne la prochaine conférence diplomatique: pas de convocation avant que la situation politique se soit plus clarifiée, mais communication, dans un avenir rapproché, de la documentation aux Gouvernements⁵.

3. Cf. E 1001.1 EPD/1.7-31.12.1938.

4. Cf. E 1004.1/379, N° 2027.

5. Selon les termes du procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 25 novembre 1938, la décision de ce dernier avait été la suivante à ce sujet:

[...]

Il y aurait lieu également de lui faire savoir que nous ne manquerons pas, suivant le désir qu'il a exprimé, de mentionner, dans la lettre de convocation aux gouvernements, l'accord intervenu avec le Gouvernement néerlandais quant à la X^e Convention de La Haye. Nous lui savons gré, d'autre part, de nous avoir spontanément offert son assistance technique. Nous ne manquerons pas d'y recourir si cela paraissait nécessaire.

Un mot encore sur un dernier point. Comme vous l'avez vu, le Ministère des affaires étrangères nous a fait part, dans sa note, du désir de son gouvernement de « reprendre au premier moment favorable le travail de La Haye et la revision des conventions sur le droit de la guerre de 1907 en général »; il a insisté tout spécialement sur « la possibilité de prendre une initiative pour arriver à une réglementation de la guerre aérienne ». Vous pourriez lui faire connaître que nous avons enregistré avec satisfaction les informations qu'il a bien voulu nous fournir à cet égard. Il serait heureux, croyons-nous également, que l'œuvre de codification de La Haye fût remise sur le chantier et complétée notamment en ce qui concerne la guerre aérienne. Une réadaptation du droit de la guerre et de la neutralité serait hautement désirable. Nous ne nous dissimulons pas les difficultés de la tâche, mais nous sommes persuadé que le jour où le Gouvernement des Pays-Bas l'entreprendra, il saura la mener à chef. Il a l'autorité et l'expérience requises pour une œuvre de cette importance et de cette envergure.

Nous présumons que le Ministère vous fera parvenir, en réponse à votre communication, une dernière note constatant que l'accord entre les gouvernements est pleinement réalisé.

Pour ce qui est de la suggestion du Comité international de la Croix-Rouge, il nous intéressera de savoir ce qu'en pense le Gouvernement néerlandais⁶.

2^o de faire imprimer, d'entente avec le Comité international de la Croix-Rouge et sous réserve de la réponse du Gouvernement des Pays-Bas quant au projet de convention sur les civils, la documentation nécessaire pour la Conférence diplomatique qui sera chargée d'examiner les projets de revision ou de convention touchant à la Croix-Rouge;

3^o de préparer, le moment venu, la circulaire à adresser par le Conseil fédéral aux gouvernements aux fins de leur remettre la documentation sur les objets à traiter par la Conférence diplomatique. (E 1004.1 1/379, N^o 2027).

6. *La réponse du Gouvernement néerlandais n'a pas été retrouvée. Pour le destin du projet de Conférence diplomatique pour la revision et la conclusion d'accords relatifs à la Croix-Rouge, cf. E 2001 (D) 1/122, E 2001 (D) 2/203 et DDS, vol. 13, N^o 99.*

E 4320 (B) 1968/195/27

*Le Conseiller national J.-M. Musy
au Président de la Confédération, J. Baumann*

L

Fribourg, 28 novembre 1938

Faisant suite à la conversation que j'ai eu le plaisir d'avoir avec vous au pied levé avant de quitter Berne, j'ai l'honneur de vous fournir les précisions suivantes, concernant le film «La Peste Rouge».

Vous m'avez informé¹ que l'Ambassade de France à Berne avait attiré votre attention sur le fait que notre film contient quelques images dont il aurait mieux valu faire abstraction. Il s'agit d'hommes politiques français et en particulier de Monsieur Herriot, candidat éventuel à la Présidence de la République. Je tiens à constater tout d'abord, que toutes les images sans exception, relatives à la France, insérées dans notre film, proviennent des actualités françaises. Toutes ont passé dans tous les cinémas de la France, et en particulier dans ceux de Paris.

Cependant pour vous être agréable nous supprimerons l'image relative à Monsieur Herriot, qui a été filmé en gare de Paris, au moment de son départ pour Moscou. Les jours suivants, ce film passait dans les cinémas parisiens avec les actualités.

Par contre nous ne pourrions pas supprimer le meeting du Front Populaire, où figure à côté de beaucoup d'autres personnalités, Monsieur Blum faisant un discours. Ce meeting a été filmé et a également passé dans les actualités parisiennes.

Une représentation de notre film aura lieu prochainement à Berne. Nous ne manquerons pas d'y inviter l'autorité de censure, qui pourra se rendre compte de la portée de notre film, qui a passé dans le plus grand cinéma de Paris, où il a trouvé le plus chaleureux accueil.

Dans l'espoir que ces explications vous satisferont, je vous présente l'assurance de ma considération très distinguée².

1. Cf. N° 442.

2. *Sur la lettre de Musy, Baumann a écrit:* Geht an die Bundesanwaltschaft zur Kenntnisnahme und nachherigen Weiterleitung an das Eidg. Politische Departement. 30 Nov. 1938. *Par lettre du 13 décembre, le Procureur général de la Confédération informait le Département politique du contenu de la lettre de Musy en ajoutant:* Angesichts der von Herr Musy behaupteten, von uns allerdings nicht nachgeprüften Tatsache, dass die unliebsamen Darstellungen sogar in zahlreichen Cinemas in Frankreich gezeigt wurden, dürfte ein weiteres Einschreiten von uns nicht mehr in Frage kommen.

E 2001 (D) 2/115

*Le Consul de Suisse à Venise, F. Imhof,
au Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P. Bonna*

L

Venezia, 30. November 1938

Ich beehre mich hiermit, Ihnen den Empfang Ihres Schreibens vom 25. ds. Mts.¹ anzuzeigen, vermittelt welchem Sie mich um meine Stellungnahme zu der Beschwerde, die Ihnen von der Eidg. Fremdenpolizei hinsichtlich der von diesem Konsulate während den Sommermonaten Juli und August erteilten Einreisevisa an österreichische Passinhaber zugegangen ist, ersuchen.

Dieser Ihrer Aufforderung komme ich sofort nach unter der Meldung folgenden Tatbestandes.

Vor allem will ich sofort hervorheben, dass fragliche Visierung von österr. Pässen ausschliesslich mit meinem Einverständnis vorgenommen worden ist und folglich für dieses Vorgehen auch allein die volle Verantwortung übernehme. Zu dieser meiner Disposition liess ich mich vor allem und zumal sich das Problem der armen gehetzten Emigranten aus Österreich ganz anders ausgewirkt hatte, wie in den Instruktionen von der Eidg. Fremdenpolizei vorgesehen, aus Humanitätsgründen leiten, um den erwähnten Leuten, die nirgends mehr ein Obdach finden sollten, wenigstens ein solches in unserer asylbereiten Heimat für kurze Zeit zu gestatten. Dabei erwähne ich, dass die 500 nach der Schweiz hereingelassenen Emigranten nur einen Bruchteil der Gesuchsteller stellen, denen ich glaubte das Visum erteilen zu dürfen, dies weil dieselben mir nach Prüfung deren Verhältnisse und Anliegen die Gewähr zu geben schienen, unserem Lande nicht zur Last zu fallen. Alle übrigen Gesuchsteller, die dies nicht tun konnten und cirka die zweifache Menge ausmachten, wie die der nach der Schweiz hereingelassenen, wurden abgewiesen.

Zu Anfang August indes dann die Beobachtung gemacht, dass der Andrang speziell der jüdischen österr. Emigranten immer bedrohlicher wurde und Bedenken hatte, weiter alle diese Leute in deren Anliegen zu befriedigen, liess ich dies mit Bericht vom 13. August, von dem ich vorliegendem Schreiben eine Kopie beifüge², unserer Gesandtschaft in Rom melden und gewärtigte einen Rückbescheid, ob es unter den Verhältnissen und der Unmöglichkeit, für täglich 20 bis 40 Einreisegesuchsteller vorher die respektive Einreisebewilligung einzuholen, nicht zweckdienlicher wäre, für alle Emigranten kurzweg das Visum zu sperren. Auf diese meine Eingabe indes dann ohne jeglichen Rückbescheid geblieben, musste ich wohl oder übel annehmen, dass vorderhand eine Änderung in dem von mir verwandten System der Visierung österr. Pässe nicht

1. Non reproduite. Elle introduisait une copie annexée de la lettre de Rothmund du 23 novembre 1938, cf. N° 454.

2. Non reproduite.

gewünscht wurde und noch weniger eine Sperre der Einreise, weshalb ich anordnete, dass auch weiter für alle Österreicher, die die Gewähr für einen kurzfristigen Aufenthalt in der Schweiz boten, das Visum erteilt wird, und revozierte diese Anordnung erst am 22. August, dem Tag, an dem endlich eine telephonische Ordre von der Fremdenpolizei eintraf, keine weiteren Visa mehr an Österreicher zu erteilen.

Wie Sie folglich aus diesen meinen getroffenen Dispositionen ersehen können, hätte in der Frage der Einreisebewilligung an österr. Emigranten die peinliche Lage, die nun für unser Land entstanden ist, zu einem beträchtlichen Teil vermieden werden können, wenn mein Rapport vom 13. August Gehör, sofortige Prüfung und Dezision erfahren hätte.

Was die Behauptung der Fremdenpolizei anbetrifft, dass von diesem Konsulate unter anderem auch Emigranten-Pässe visiert worden sind, ohne selbst den Passinhaber gesehen zu haben, muss ich erwähnen, dass mir von derartigen Prozeduren nichts bekannt ist. Wohl gingen dieser Kanzlei diverse Pässe von Reiseagenturen meines Konsularkreises zu, denen entsprochen worden ist, weil jeweils der Einreisezweck des respekt. Gesuchstellers genügend begründet wurde. Ob es diese Reiseagenturen waren, die dann sich weiter mit solchen in Wien verständigt haben, entgeht meiner Kenntnis. Gut wäre aber, nicht allem Glauben zu schenken, was überall über bestehende Umstände bei diesem Konsulate berichtet wird, denn auch ich musste in mehreren Fällen die bedauerliche Feststellung machen, hauptsächlich von den jüdischen Emigranten angelogen worden zu sein, denen dieses Laster wie keinem Christen ganz besonders eigen ist.

Um sich überhaupt ein Urteil über die Verhältnisse gestatten zu wollen, die sich diesen Sommer bei diesem Konsulate mit den österr. Emigranten abgespielt haben, muss man selbst hier anwesend gewesen sein. Alle Tage harrten zwischen 40 und 60 Leute vor der Konsulatkanzlei, die bis zuunterst an die Treppen angefüllt war, um empfangen und in ihren Bitten angehört zu werden. Dabei stand die Bureautemperatur täglich auf 30 bis 33 Grad Wärme, da Venedig dies Jahr einen ganz besonders heissen Sommer aufzuweisen hat. Welche Szenen der Verzweiflung sich da immer abgespielt haben, und ganz besonders, wenn der eine oder andere mit seinem Einreisegesuche abgewiesen werden sollte, kann ich hier nicht beschreiben, da zuweit führend, bin aber überzeugt davon, dass diese Leute auch den härtesten Menschen unserer Fremdenpolizei gerührt und erweicht hätten.

Zum Schlusse will ich hier auch noch der Beamten dieser Konsulatskanzlei gedenken, die sich unter meiner Leitung der ungeheuren Arbeit der Passvisierung in den Monaten Juli und August gewidmet und der Meinung waren, ihr bestes getan zu haben, um dafür wenigstens eine bescheidene Anerkennung zu erhalten. Der Eindruck, den daher im ersten Augenblicke die geringschätzig e Eintaxierung dieser Leistungen durch die Eidg. Fremdenpolizei auf diese Beamten gemacht hat, können Sie sich vorstellen und diesen Letzteren nicht verargen, wenn dieselben diese Abfertigung als grossen Undank bezeichneten. Nicht zu vergessen ist nämlich, dass meinem Personal ausser der Visierung österr. Pässe auch noch andere Geschäftsangelegenheiten zur Erledigung oblagen, die ohne jeden Verzug getätigt wurden, da ganz besonders die gestellten

Ansprüche der eigenen Landsleute immer sehr gross sind und zuweilen eine Erledigung erheischen, die nur Dienstboten zugemutet wurden. Hebe hier unter anderem nur 2 Sterbefälle von Schweizern hervor, die diesen Sommer während ihrer Kurzeit in Italien verstorben sind. Da diese kremiert werden sollten, musste Tag und Nacht herumgelaufen werden, um diese Prozedur zu erreichen, die hierzulande nicht einfach ist, da sehr wenig Kremationen ausgeführt werden. Bei diesen 2 Verbrennungen hat es in einem Falle, wo der Kremationsofen beim Eintreffen des Leichnams noch nicht richtig angezündet war, nicht viel gefehlt, dass das Konsulat sogar noch hätte mithelfen sollen, denselben mitzuheizen.

461

E 2001 (D) 2/110

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Chef du Département de Justice et Police, J. Baumann*

Copie

L OM. Dringlich

Bern, 30. November 1938

Wir hatten in der letzten Zeit verschiedentlich Beschwerden der Deutschen Gesandtschaft entgegenzunehmen, die sich darüber beklagt, dass in der Schweiz wohnhafte deutsche Reichsangehörige, vornehmlich Mitglieder nationalsozialistischer Organisationen, gegenwärtig sich einem stillen, aber sich stark auswirkenden wirtschaftlichen Boykott ausgesetzt sehen. In den uns von der Gesandtschaft namhaft gemachten Fällen ist die Bundesanwaltschaft mit ihrer weitem Behandlung befasst worden.

Wir beehren uns Ihnen anbei Abschrift einer weitem Note der Deutschen Gesandtschaft vom 29. d. M.¹ zu übermitteln, in der sie über das Verhalten des «Bund» gegenüber dem deutschen Reichsangehörigen Krahl Klage führt. Letzterer hat in einem Schreiben an den «Bund» sich darüber aufgehalten, dass diese Zeitung, ohne irgendwelche Anhaltspunkte für die Richtigkeit der Meldung zu besitzen, ein in einer ostschweizerischen Zeitung abgedrucktes Schreiben eines deutschen Rechtsanwalts wiedergegeben habe, in welchem der Anschluss der Schweiz an Deutschland als absolut sicher hingestellt wurde. Daraufhin wurde ihm von der Redaktion des «Bund» sein Brief in nicht sehr höflicher Form zurückgeschickt, mit einer handschriftlichen Bemerkung des Chefredaktors. Aber zudem gab der «Bund» seinen Lesern Kenntnis von dem Vorgehen des Herrn Krahl und hat damit diesen Mann offenbar nicht ohne Absicht einem Boykott und der wirtschaftlichen Vernichtung durch eine verhetzte Öffentlichkeit preisgegeben.

1. *Reproduite comme annexe I.*

Das Verhalten des Berner Blattes, das ohne zwingenden Grund den Namen des Krahl veröffentlichte, ist ausserordentlich auffallend. Man muss sich fast fragen, ob der Herumbietung unkontrollierbarer Gerüchte, wie sie von verschiedenen schweizerischen Zeitungen leider praktiziert wird, und die wirtschaftliche Bodigung missliebiger Deutscher nicht systematische Machenschaften zu Grunde liegen.

Wir wären Ihnen sehr verbunden, wenn Sie diesen beunruhigenden Tatsachen, die unser Verhältnis zum Deutschen Reich in besorgniserregender Weise belasten, Ihre ganz besondere Aufmerksamkeit zuwenden und uns über die von Ihnen getroffenen Vorkehren unterrichten würden.

ANNEXE I

La Légation d'Allemagne à Berne au Département politique²

N A. 975

Bern, 29. November 1938

Die Deutsche Gesandtschaft beehrt sich, dem Eidgenössischen Politischen Departement im Nachgang zu ihrer Note vom 28. d. Mts. A. 974³ von folgendem Vorfall Kenntnis zu geben:

Der reichsdeutsche Staatsangehörige Krahl, Uhren und Bijouterie, Bern, Bahnhofplatz 7, richtete am 26. November ds. Js. an den Chefredakteur des Berner «Bund», Herrn E. Schürch, das in der Anlage in Photokopie beigefügte Schreiben⁴, mit dem er die Veröffentlichung dieses Artikels unter ausführlicher und ruhiger Begründung seiner Stellungnahme missbilligt. Der Chefredakteur des Berner «Bund» liess den Brief mit dem aus der Photokopie ersichtlichen handschriftlichen Vermerk an Herrn Krahl zurückgehen, der seinerseits die unhöfliche Form der Abfertigung seines Schreibens mit dem abschriftlich beigefügten Schreiben beantwortete, durch das er auf den Weiterbezug der Zeitung «Der Bund» verzichtet und davon Mitteilung macht, dass er der Deutschen Gesandtschaft den Schriftwechsel mit der Redaktion des «Bund» zur Verfügung stellen werde.

In seiner Ausgabe vom 29. d. Mts. veröffentlicht daraufhin «Der Bund» eine Notiz unter der Überschrift «Eine Anmassung» (vgl. Anlage)⁵, die unter völliger Namensnennung des reichsdeutschen Briefschreibers eine irreführende und tendenziöse Darstellung des erwähnten Briefwechsels gibt. Es ist vor auszusehen, dass diese Art der Veröffentlichung für Herrn Krahl schwere geschäftliche Schädigungen mit sich bringen wird. Auch der Chefredakteur des Berner «Bund» ist sich über die Folgen seiner Veröffentlichung keineswegs im Unklaren, wie die letzte Wendung seiner Notiz zeigt. In der Tat hat Herr Krahl nach Erscheinen des Artikels im Laufe des Nachmittags des 29. ds. Mts. bereits eine grosse Zahl von anonymen Telefonanrufen und Drohbrieve erhalten, in denen ihm mit Boykott, mit dem Einwerfen von Fensterscheiben und ähnlichen Terror-Massnahmen gedroht wird.

Die Gesandtschaft sieht in dem Vorgehen des «Bund» ein neues Beispiel für die in der Schweizer Presse gegen reichsdeutsche in Scene gesetzte Stimmungsmache, deren Wirkung für die Betroffenen einem Boykott gleichkommt. Sie wäre daher dem Eidgenössischen Politischen Departement für die unverzügliche Einleitung wirksamer materieller und moralischer Schutzmassnahmen für den Reichsdeutschen Krahl mit dem Ziele der Wiedergutmachung dankbar.

2. *Inscription manuscrite de Bonna en tête du document.* M. Feldscher, 30/XI, Bo.

3. *Non reproduite.*

4. *Non reproduite.*

5. *Non reproduite.*

ANNEXE 2

E 2001 (D) 2/110

*Le Rédacteur en chef du «Bund», E. Schürch,
au Chef du Département politique⁶, G. Motta*

L

Bern, 12. Dezember 1938

Ich hatte Gelegenheit, an der grossen Konferenz der Presse im Bundeshaus den Behörden den Wunsch auszudrücken, man möchte auch einen Journalisten nicht verurteilen, ehe er Gelegenheit hatte, sich über die Gründe seines Verhaltens auszusprechen. Ich nehme an, dass das auch für mich gelten darf und bin daher so frei, Ihnen folgendes mitzuteilen, das die Haltung des «Bund» in der Angelegenheit des *Briefes des deutschen Rechtsanwalts* bestimmt hat.

1. Am 18. November war im «Thurtaler Anzeiger» als Einsendung aus dem Publikum jener Brief⁷ erschienen, worin nicht als bloss private Aufschneiderei, sondern als *verantwortliche rechtliche Beratung* durch einen reichsdeutschen Rechtsanwalt seinen schweizerischen Klienten geraten wurde, sie möchten die kurze Zeit Geduld haben, bis ein Reichsstatthalter in Bern sitze; dann werde ihre Forderung zum vollen Kurs statt zum lumpigen Sperrmarkkurs realisierbar. Es war ein Beispiel unter andern, wie man Schweizer aus materiellen Gründen für den Anschluss zu gewinnen sucht.

2. Diese Publikation erregte am Bodensee grosses Aufsehen. Die ganze Auflage des «Thurtaler Anzeigers» wurde ausverkauft. (Siehe die Korrespondenz «Politische «Unterwelt» – oder Angst vor der Wahrheit?» in Nr. 577 des «Bund»). Der Artikel ging auch in andere schweizerische Zeitungen über.

3. Aber keine Untersuchung wurde angeordnet über diese ausserordentlich unverschämte, ja schamlose Art einer fremden Einmischung. Die zuständigen Bundesinstanzen hatten trotz der Aufregung, die ganz begreiflicherwise (und glücklicherwise) in der Ostschweiz entstanden ist, offenbar gar keine Kenntnis von der Sache. Es wird mir bestätigt, *dass eine Untersuchung erst angehoben worden ist, nachdem der «Bund» auf die Angelegenheit hingewiesen hat*: am 25. November, also *eine volle Woche* nach der ersten Publikation. Um die Sache von vornherein auf den richtigen Boden zu stellen, haben wir betont, dass es falsch sei, zu behaupten, kein Mensch denke draussen an den Anschluss der Schweiz, aber dass wir in Hitlers Zusicherungen (nach der bedingungslosen Anerkennung unserer Neutralität) Zutrauen haben dürfen. («Bund» Nr. 553 vom 25. November.)

4. Diese gewiss massvolle und zurückhaltende Art, unsere Leser von einer Frechheit eines Deutschen zu unterrichten, hat uns nun den Tadel eines andern Deutschen eingetragen, einen Tadel, der uns darüber belehrt, es sei unter der Würde einer Zeitung vom Format des «Bund», so etwas zu publizieren, das habe mit Pressefreiheit nichts zu tun. Diese Berüffelung durch Herrn Krahl empfanden und empfinden wir bis zur Stunde, in Übereinstimmung mit vielen ruhigen Bürgern, als *absolut ungehörig*. Daraus entstand jene Zurückweisung, aus der dann das Weitere entstanden ist. Herr Krahl quittierte die Ablehnung seiner Kritik am «Bund» mit der Abbestellung des Abonnements, einer Anstandslektion und der Mitteilung, er habe meine Bemerkungen an die deutsche Gesandtschaft geschickt (nicht etwa: damit diese dem deutschen Rechtsanwalt nachforsche, davon steht kein Wort in jenem Absagebrief. Das soll man erst aus einem Begleitschreiben entnehmen, dessen Original uns nie gezeigt wurde).

5. Nie ist Herr Krahl im «Bund» als ein Gesinnungsgenosse des fehlbaren deutschen Rechtsanwalts bezeichnet worden, das besorgte vielmehr gerade die Presse, die nachher in massloser Art über den «Bund» hergefallen ist. («Berner Tagwacht» Nr. 282 vom 30. November). Dort wird

6. *Annotation manuscrite de Motta*: Auswärtiges. Ich werde diesen Fall im Nationalrat nicht berühren, 12.12.38, M.

7. *Existe en photocopie dans le dossier*.

Krahl in grossen Titeln als «Nazi» bezeichnet, und es wird gesagt, er sei in «trübe» Angelegenheiten verwickelt gewesen. Ferner wird mit Hinweis auf eine Demonstration in der Ostschweiz die Arbeiterschaft scharf gemacht.

6. Sofort verschärfte sich nun die Demonstration, und darauf hat der «Bund» gestützt auf eine nachträglich erhaltene Kopie des ersten Briefes von Krahl alles getan, um der Wiederholung der Demonstrationen vorzubeugen (Nr. 563 vom 1. Dezember, «Schluss der Demonstrationen»). Das geschah aus freiem Antrieb. Ebenso haben wir ausdrücklich unser Einverständnis mit der Veröffentlichung des Briefwechsels im Stadtanzeiger erklärt. Die Wirkung war da, wie vorauszusehen; die Auftritte bei Krahl hörten auf, und nun wandte sich eine gewisse Enttäuschung gegen uns.

Für uns gibt es in der ganzen Sache nichts, das wir nicht in guten Treuen in Erfüllung publizistischer Aufgaben glaubten tun zu dürfen. Es gibt auch nicht eine eigentliche Affäre Krahl, sondern alles ist eine *Affäre des Anwaltsbriefes*.

Ich gestatte mir zum Schluss in aller Ehrerbietung zu bestätigen, dass wenn wir wissen, dass *das Material der deutschen Pressefehden gegen die Schweizerpresse von den Behörden systematisch gesammelt und zum Anlass amtlicher Abwehr gemacht wird*, uns ein wesentlicher Teil unserer Abwehrpolemik abgenommen wird. Nun hat die deutsche Presse von jenem Anwaltsbrief rein nichts gemeldet, wohl aber gelogen, der «Bund» habe einen Brief gefälscht!

Solche Tatsachen gehören unbedingt auch zu einer sachlichen und erst recht zu einer gerechten amtlichen Würdigung des Verhaltens einer Schweizerzeitung.

Die Behörden, namentlich auch das eidg. Militärdepartement, die Bundesanwaltschaft, die Polizeibehörden wissen, welche Menge von Informationen wir fast täglich an sie leiten, Informationen, die eine Sensationspresse ohne weiteres versucht wäre, öffentlich auszuschlachten. Es sind bei dieser Weiterleitung Angelegenheiten von höchster Bedeutung gewesen.

Ich möchte für heute nicht Gebrauch machen von einer Menge von Kundgebungen aus dem Publikum, die zeigen, dass heute sehr erfahrene und ruhig überlegende Bürger unser Verhalten gegenüber Herrn Krahl nicht nur verstehen, sondern verteidigen, indem sie die Provokation, die in seinem Tadel an den «Bund» lag, als beleidigend auch für ihr Gefühl empfinden. Ich hoffe, dass mit dieser Sache in der Öffentlichkeit Schluss gemacht werden kann, wenn vor dem Parlament nach gerechter Würdigung auch des Standpunktes des «Bund» das Nötige gesagt sein wird. Dass inzwischen die reichsdeutsche Presse mit Schmähungen, die unserer welschen Presse entnommen sind, gegen uns hetzt, ist vielleicht den Behörden auch nicht ganz entgangen⁸.

8. *Pour la suite de cette affaire, cf. E 2001 (D) 2/110.*

462

E 2001 (D) 2/118

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département des Affaires étrangères, G. Motta¹*

L

Berlin, 1. Dezember 1938

Auf Grund Ihres Schreibens vom 2. vorigen Monats² betreffend den Anschlag am schwarzen Brett der Universität Berlin über den Besuch schweizerischer Hochschulen habe ich durch einen meiner Mitarbeiter zunächst den

1. *En tête du document figure cette annotation manuscrite de Motta: Communiqué au C. f. en séance le 2.XII.38, M.*

2. *Non reproduite.*

Wortlaut dieses Anschlages feststellen lassen. Sie erhalten als Beilage im Doppel den genauen Text, soweit er für die Beurteilung der Sache überhaupt von Interesse ist.

Wie Sie daraus entnehmen werden, ist der Anschlag kaum zu beanstanden. Sie werden sich zweifellos erinnern, dass Sie mit Schreiben Nr. A.22.22. Berlin. – LR vom 11. Februar 1937 die Gesandtschaft auf die eindringliche Bitte der Universität Genf beauftragten, sich bei den zuständigen deutschen Behörden dafür einzusetzen, dass mit Rücksicht auf die sehr alten wissenschaftlichen Beziehungen und die besonderen Veranstaltungen der Genfer Universität für die deutschen Studenten weiterhin deutscherseits besonderes Entgegenkommen für den Besuch der Hochschule durch deutsche Studenten gewährt werde. Anlass zu dem Schritt hatte die Befürchtung gegeben, dass die Vorschrift, wonach die deutschen Studenten die ersten drei Semester an einer deutschen Hochschule als Stammhochschule verbringen müssen, ungünstige Auswirkungen auf den Besuch der Genfer Universität zeitigen werde. Mit Ihrem Einverständnis hat die Gesandtschaft in die von ihr unternommenen Schritte auch die anderen französischsprachigen Hochschulen in der Schweiz einbezogen und dann auch auf Seiten der deutschen Behörden das gewünschte Entgegenkommen gefunden. Ich verweise auf die im Laufe des Jahres 1937 mit Ihnen unter der Nummer A.31.Genève 1. gewechselte Korrespondenz. Wie Ihnen die Gesandtschaft mit Schreiben vom 23. September 1937 berichtete, wurde auf Grund der Bemühungen der Gesandtschaft beschlossen, dass die Vorschriften über die Stammhochschule auf Studenten, die in Genf oder Lausanne studieren wollen, keine Anwendung finden sollten. Überhaupt solle das Studium deutscher Studenten bei den genannten schweizerischen Universitäten begünstigt werden. In diesem Sinne ist denn auch der Anschlag am schwarzen Brett abgefasst.

Es gibt aber Leute, die von freundschaftlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und Deutschland überhaupt nichts wissen wollen und hinter jeder Äusserung derselben sofort böswillige Absichten vermuten. Aus dieser bei ihm bekannten Einstellung heraus hat Herr Dr. Caratsch seinen Bericht vom 22. vorigen Monats in der «Neuen Zürcher Zeitung» abgefasst, durch den der Eindruck erweckt wird, als ob es sich um eine rein deutsche Aktion handle, durch die nationalsozialistische Studenten auf die arme Schweiz losgelassen werden. Wie ich aus Ihrem Schreiben und den Pressemeldungen ersehe, wird nun Anstoss genommen daran, dass «bedürftigen und besonders einsatzbereiten» Studenten finanzielle Zuschüsse in Aussicht gestellt werden. Man geht dabei ohne Weiteres von der Annahme aus, dass mit diesen Zuschüssen unzulässige Propagandaabsichten verfolgt werden. Ich bin der Auffassung, dass es nicht angeht, zum vornherein derartige böswillige Absichten zu unterstellen. Der Ausdruck «besonders einsatzbereit» bedeutet ohne Zweifel, dass es sich um Leute handeln muss, die sich in der Partei betätigen. Dass der Staat die Gewährung von Subsidien an eine solche Bedingung knüpft, ist doch ganz natürlich, und zudem haben auch wir ein Interesse daran, dass die jungen Nationalsozialisten, aus denen die späteren Führer hervorgehen, die Schweiz aus eigener Anschauung kennen und verstehen lernen. Dass durch die Teilnahme an der Arbeitsgemeinschaft Schweiz die jungen Leute auf ihren Auslandsaufenthalt vorbereitet werden sollen, ist bekanntlich nichts Neues.

Ich bin zufällig dieser Tage mit Herrn Staatssekretär Dr. Pfundtner zusammengetroffen, der das Gespräch auf diese Angelegenheit brachte und sich dabei dahin äusserte, dass man bei der Förderung des Besuchs schweizerischer Hochschulen durch deutsche Studenten durchaus keine anderen Absichten verfolge, als den jungen Leuten Kenntnis und Verständnis des Auslandes zu verschaffen. Die Regierung lege Gewicht darauf, dass die deutsche Jugend nicht in Deutschland eingeschlossen lebe, sondern die Beziehungen zum Ausland pflege. Die Schweiz als neutrales Land sei für das Auslandsstudium der deutschen Studenten besonders geeignet. Deshalb und in freundschaftlicher Absicht gegenüber der Schweiz habe man den Besuch unserer Hochschulen durch die deutschen Studenten besonders fördern wollen. Das Ergebnis sei nun, dass man diese guten Absichten böswillig verdrehe und mit feindseligen Verdächtigungen beantworte.

463

E 27, Archiv-Nr. 9758, Bd. 1

*L'Attaché militaire de Suisse à Berlin, H. von Werdt,
au Service de l'Etat-Major général, 5^e Section¹*

Copie

R N^o 52/13

Berlin, 1. Dezember 1938

Es sind mir zwei Fälle zur Kenntnis gekommen, dass Herren gesagt wurde, im Januar könnten sie keinen Urlaub bekommen. Äusserungen anderer Offiziere, sie gingen heuer nicht auf «Ski-Urlaub», sondern blieben da, lassen schliessen, dass man die Armee oder wenigstens Teile davon ab Januar wieder «beisammen» haben wolle. Wenn auch nicht zeitlich, so stimmen dem Sinne nach damit überein die unkontrollierbaren Äusserungen, man erwarte etwas für März.

Über die eventuellen Ursachen einer Bereitstellung für das Frühjahr konnte ich in meinen Kreisen ungefähr folgende Ansichten feststellen:

Von den Ostproblemen sei Danzig und das Memelgebiet in keiner Weise friedengefährdend. Sie dürften zweifellos in freundschaftlichen Abmachungen eine Lösung finden.

Auch die Korridorfrage wird von Engländern und Franzosen für kein Weltproblem gehalten. Man vermutet auch hier – wenn auch das Problem etwas schwieriger wäre – eine den Weltfrieden nicht gefährdende Lösung.

Auch ein Herr des deutschen Aussenamtes äusserte sich, was die drei Probleme anbelangt, ohne jede Zurückhaltung sehr zuversichtlich, während er z. B. meine Frage wegen der Mittelmeerabsichten Italiens, speziell Tunis betreffend, mit höflichem Schweigen überging.

1. *Section des renseignements.*

Diese drei Probleme werden also nicht als Grund angesehen, dass Deutschland sich irgendwie bereitstelle.

Auch das Kolonien-Problem fällt weg. Wegen dem wird Deutschland keinen Krieg führen.

Diesbezüglich gebe ich einige englische Äusserungen wieder: «Deutschland brauche die Kolonien nicht. Es sei für dieses lediglich eine Prestigesache. Die Kolonien hätten weder Eisen, Kohle noch Öl, was ja die Deutschen am meisten brauchen. Teile von Deutschland seien weniger dicht besiedelt als England, das z. B. im gebirgigen Schottland nicht soviel Menschen ansiedeln könne wie Deutschland noch z. B. in Mecklenburg. Im übrigen lasse England die deutsche Kolonialforderung kühl, denn ohne Flotte könne Deutschland keinen Krieg gegen England führen.»

Wie weit man folgende Äusserungen glauben darf, weiss ich nicht: Einem deutschen Militärattaché in einem Balkanstaat sagte ein Freund, dass ihm, dem Freund, der dortige englische Gesandte gesagt habe, es werde England nicht im Traume einfallen, den Deutschen *alle* Kolonien zurückzugeben.

Davon, dass Deutschland zu irgendeinem Eingreifen für Spanien sich bereitstelle, kann keine Rede sein.

So bleibt als einzig mögliche Erklärung für *eventuelle* aktive Absichten Deutschlands für das Frühjahr die Ukraine. Diesbezüglich hört man folgendes.

Dass Deutschland im letzten Moment auf seine Absichten einer zusammenhängenden Grenze zwischen Polen und Ungarn verzichtet habe, lässt vermuten, dass es in der neuen Karpatho-Ukraine einen Ausgangspunkt sähe für eine künftige geschlossene, Deutschland handelspolitisch ergebene Ukraine.

Bekannte Propagandisten seien aus Amerika bereits in der Karpatho-Ukraine angekommen wie z. B. der Hetmann Petljura.

Man vermutet auch, dass dieses Entgegenkommen der Cechen gegenüber nebenbei auch einerseits den Zweck hatte, um letztere zu entschädigen für die erfolgten Gebietsabtrennungen aus verkehrspolitischen Gründen, andererseits, um sich die künftige Freundschaft der Cechoslowakei zu sichern.

Ebenso wird gesagt, dass Deutschland sehr dafür sei, dass die künftige cechische Armee trotz der territorialen Verkleinerung unverändert bleiben solle. Wie früher Frankreich, so hofft jetzt Deutschland auf diesen eventuellen Bundesgenossen, falls ein Zwist mit Ungarn oder Polen entstehen sollte.

In Ungarn wäre eine dauernde Entfremdung Deutschland gegenüber möglich, wenn die gegen den Nationalsozialismus eingestellten Grossgrundbesitzer, Klerikalen und Juden sich politisch durchsetzten.

Von Polen halte man es möglich, dass es sich mit seinen paar Millionen Ukrainern der Bildung einer geeinten Ukraine widersetze.

In so einem Fall könnte ja die cechische Armee sehr wertvoll werden, umso mehr, als ja die Polen Russen und Cechen gleich hassen.

Es wurde sogar jetzt schon von polnischen Truppenkonzentrationen an der ukrainischen Grenze gefaselt.

Das sind so die hauptsächlichsten Kombinationen. Dass die Sache mit der Ukraine irgendeinen wahren Kern hat, ist ja bei den zweifellos bestehenden deutschen Absichten, weitgehenden wirtschaftlichen Einfluss im Osten zu gewinnen, sehr leicht möglich. Da es aber die Regelung der Danziger, der

Korridor- und der Memel-Frage mit Polen in unbedingt freundschaftlichen Abmachungen zu erreichen hofft, glaube ich nicht, dass es eine grosszügige Ukraine-Lösung vorher angehen wolle. Auch sind ja die engen Bande zwischen Deutschland und speziell czechischen Militärkreisen vorläufig nur ein Wunsch. Die czechischen Militärs sind derzeit noch wütend über die kampflose Abtretung der Sudetendeutschen.

Aus all dem sehe ich persönlich noch gar keinen Grund zu irgendwelcher Beunruhigung. Immerhin ist die für nach der Lösung der Sudetenfrage allgemein erhoffte Ruhe am politischen Horizont noch nicht da.

Dazu kommt noch das Fragezeichen der Mittelmeerfrage.

Am Schlusse seien noch englische Äusserungen erwähnt. Für das deutsche Vorgehen in der Judenfrage werde die Masse der Engländer kein Verständnis aufbringen und die jetzige England-Hetze der deutschen Presse könnte höchstens den Sturz Chamberlains erreichen, aber nie Verständnis für Deutschlands Vorgehen.

464

E 2001 (D) 1/7

*Le Chef du Service de l'Etat-Major général, J. Labhart,
au Chef du Département militaire, R. Minger¹*

L Persönlich

Bern, 1. Dezember 1938

Ich gestatte mir, Ihnen meinen Eindruck über die Gespräche mit den Herren der Deutschen Gesandtschaft anlässlich der Abendeinladung vom 29. November mitzuteilen und dazu folgendes zu berichten:

Nach Tisch gesellte sich sofort der Pressechef der Deutschen Gesandtschaft zu Herrn Dr. Faisst und mir und setzte sich neben mich. Er kam nach wenigen allgemeinen Redensarten auf die Haltung der schweizerischen Presse gegenüber Deutschland zu sprechen. Der Pressechef kritisierte die Haltung sowohl der bürgerlichen wie der linksgerichteten Presse gegenüber dem deutschen Reich und sagte mir, dass er bei allem Wohlwollen und Verständnis für unser Volk und unsere Einrichtungen nunmehr zum Schluss gekommen sei, dass es nicht mehr so weitergehen könne. Jeden Tag werde das deutsche Reich, seine Regierung und deren Institutionen mit einem Kübel Dreck (des nämlichen Ausdrucks bediente sich später auch noch Minister Köcher in der Unterredung mit Herrn Bundesrat) beworfen und das könne nicht mehr so weitergehen. Von Berlin erhalte die Gesandtschaft täglich Mitteilung, dass dieses Verhalten der Presse ein «Skandal» sei und nach ihrer Auffassung sei dem nur zu steuern durch ein «reinigendes Gewitter».

1. *Le document a été transmis à Motta qui a écrit en tête de celui-ci: Auswärtiges, 1.XII.38, M.*

Ich versuchte wiederholt und Herrn Dr. Faisst hat mich darin unterstützt, diese Beurteilung unserer Schweizerpresse in ein anderes Licht zu rücken. Der Pressechef hatte dafür kein Verständnis und beharrte vorbehaltlos auf seiner Ansicht.

Gegen Ende dieser Unterhaltung kamen Sie, Herr Bundesrat, ebenfalls an unseren Tisch, worauf für einen Augenblick das Gesprächsthema gewechselt wurde. Neben Ihnen sassen Minister Köcher und Minister Tamaro. Ich war gespannt darauf, ob sich nunmehr dieses Gesprächsthema wiederholen würde. Das trat auch sofort ein und ich schliesse daraus, dass die Aufnahme dieser Unterhaltung mit Ihnen wie mit mir vorher verabredet war. Es fiel mir auf, wie auch Minister Tamaro die Vorhaltungen von Minister Köcher sehr lebhaft unterstützte.

Ich halte es für notwendig, dass über diese Unterhaltung auf der deutschen Gesandtschaft, die nicht gerade sehr taktvoll war, dem Bundesrat berichtet wird. Die Auslassungen des Pressechefs müssen m. E. als Drohung aufgefasst werden. Ich füge noch bei, dass anlässlich einer anderen Einladung einiger Wochen vorher Baron von Bibra mir gegenüber in ähnlichem Sinne auf die Pressefragen zu sprechen kam, sich jedoch weniger scharf ausdrückte.

465

E 2001 (D) 2/48

*L'Association suisse des Banquiers¹ au Chef de la Division des
Affaires étrangères du Département politique, B. Bonna*

L

Bâle, 1^{er} décembre 1938

Nous apprenons que des négociations ont lieu actuellement avec le Gouvernement de Burgos, au sujet du trafic de marchandises entre la Suisse et l'Espagne nationaliste. Un représentant du Département de l'Economie Publique participerait à ces négociations. D'après nos informations, les délégués espagnols de Burgos auraient demandé que l'accord de compensation négocié leur accorde une quote-part en devises libres assez considérable.

Nous ne savons pas si cette information est exacte et le cas échéant, si les négociateurs donneront suite à cette demande. Il est toutefois de notre devoir de rappeler, à l'occasion de ces négociations commerciales, qu'il existe depuis 1936 de très gros intérêts financiers suisses en Espagne qui sont en souffrance. S'il n'est pas possible, dans les circonstances actuelles, d'arriver à un règlement pour ces créances financières, il y aurait lieu, à notre avis, de rappeler lors de la conclusion d'arrangements commerciaux, les très gros intérêts financiers suisses² qui sont en souffrance et de faire toutes réserves en ce qui concerne un

1. Cette lettre est signée du deuxième secrétaire: Dunant.

2. Au sujet de ces intérêts financiers, cf. DDS 13, Nos 58, 251.

règlement dans l'avenir. Ceci devrait tout spécialement être communiqué aux délégués espagnols, au cas où une quote-part en devises libres serait mise à la disposition du Gouvernement de Burgos. En effet, l'octroi d'une quote-part en devises libres dans un accord conclu avec un des gouvernements espagnols, sans qu'il soit tenu compte des créances financières, pourrait servir de précédent et serait très préjudiciable à la défense dans l'avenir des intérêts des créanciers financiers.

Nous vous prions, Monsieur le Ministre, de bien vouloir examiner cette question, et de faire faire les démarches que vous jugeriez utiles dans cette affaire³.

3. *Dans une lettre urgente du 2 décembre au Département de l'Economie publique, le Département politique exposait:* Die Ausführungen der Bankiervereinigung verdienen volle Beachtung. Wir verschliessen uns der Einsicht nicht, dass es für die schweizerischen Unterhändler sehr schwer halten wird, die Rechte der Finanzgläubiger in dem gebotenen Umfangs zu wahren. Es sollte aber doch alles daran gesetzt werden, dass sie nicht leer ausgehen; zum mindesten darf erwartet werden, dass die Finanzgläubiger die gleiche Stellung erhalten wie die Gläubiger aus rückständigen Warenforderungen.

Wir nehmen an, dass Ihre Instruktionen an die schweizerische Delegation diesen Überlegungen Rechnung tragen, wollten aber doch nicht verfehlen, die Ausführungen der Bankiervereinigung Ihnen mit tunlicher Eile zu vermitteln, damit sie auf jeden Fall noch berücksichtigt werden können.

466

E 1004.1 1/380

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 2 décembre 1938¹

2077. Kleine Anfrage Nationalrat Tobler

Justiz- u. Polizeidept. Antrag vom 1. Dezember 1938

Am 6. Dezember 1937 reichte Nationalrat *R. Tobler* eine kleine Anfrage ein, welche sich mit den von gewissen Gegnern der Freimaurerverbotsinitiative² verbreiteten Gerüchten befasst, diese Initiative sei teilweise vom Auslande, insbesondere vom sog. «Weltdienst» in Erfurt, geleitet und finanziert worden.

Antragsgemäss wird diese Anfrage wie folgt beantwortet³:

1. *Etait absent:* H. Obrecht.

2. *Cf. N° 240, note 7.*

3. *Suit le texte reproduit en annexe, qui reprend la kleine Anfrage.*

ANNEXE

KLEINE ANFRAGE TOBLER VOM 6. DEZEMBER 1937

In der Abstimmungskampagne über die Freimaurerverbotsinitiative ist von den Gegnern des Volksbegehrens behauptet worden, die Initiative sei teilweise vom Auslande geleitet und finanziert worden, insbesondere durch den sogenannten «Weltdienst», der eine getarnte Propaganda- und Spionagezentrale der N.S.D.A.P. bzw. des deutschen Propagandaministeriums sei. Diese Behauptung ist von zahlreichen schweizerischen Zeitungen und in gemilderter Form selbst vom schweizerischen Rundspruch verbreitet worden.

Die Befürworter der Freimaurerverbotsinitiative haben die Richtigkeit dieser Anwürfe bestritten und diese als einen Abstimmungsschwindel bezeichnet. Insbesondere hat die «Nationale Front» gegen verschiedene Verbreiter der falschen Gerüchte Zivil- und Strafprozesse angestrengt, mit der Begründung, sie habe nie Geld oder Weisungen von ausländischen Stellen angefordert oder angenommen, denn sie halte solche Beziehungen für unvereinbar mit ihrem vaterländischen Bekenntnis.

Die Behauptung, es werde durch ausländische Stellen versucht, unter Inanspruchnahme einer schweizerischen politischen Partei Einfluss auf die innere politische Entwicklung der Schweiz zu nehmen, berührt die Unabhängigkeit, sowie die innere und äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft. Der Staat hat sich gegen fremde Einmischungsversuche ebenso entschieden zur Wehr zu setzen, wie gegen die Verbreitung von falschen Gerüchten über eine nichtexistente ausländische Einmischung, da diese Gerüchte die aussenpolitischen Beziehungen der Schweiz belasten und das Publikum ohne Grund beunruhigen.

Aus diesen Erwägungen darf sich die Eidgenossenschaft nicht damit begnügen, die gerichtliche Abklärung des Tatbestandes durch die hängigen Prozesse abzuwarten, welche Monate, eventuell Jahre dauern können. Der Bundesrat hat nach Art. 102, Ziff. 8–10, der Bundesverfassung die Pflicht, den Tatbestand genau abklären zu lassen und die notwendigen Massnahmen zu ergreifen.

Ist der Bundesrat bereit, eine solche Untersuchung anzuordnen und seinerzeit Bericht darüber zu erstatten, ob durch ausländische Staaten oder Parteien, insbesondere Deutschland und die N.S.D.A.P. versucht worden sei, die sogenannte Freimaurerverbotsinitiative zu beeinflussen oder zu finanzieren, und ferner, ob irgend eine schweizerische Organisation und insbesondere die verantwortlichen Organe der «Nationalen Front» dazu Hand boten?

Ist der Bundesrat ferner bereit, falls es dazu kommt, die vorstehenden Fragen zu verneinen – woran der Fragesteller nicht zweifelt – gesetzgeberische Massnahmen vorzuschlagen, die es möglich machen, der Verbreitung falscher Gerüchte, welche das Landesinteresse berühren, wirksam zu begegnen?

ANTWORT DES BUNDESRATS VOM 2. DEZEMBER 1938

Es ist dem Bundesrat bekannt, dass im Verlaufe des Abstimmungskampfes betr. die Freimaurerverbotsinitiative verschiedene durch die Bundesanwaltschaft in der Strafuntersuchung gegen Boris Tödtli beschlagnahmte Akten an die Öffentlichkeit gelangten. Die Veröffentlichung beruhte auf einer Indiskretion, die jedoch erst nach Delegation des Falles an die Berner Behörden erfolgte.

Aus der bei Boris Tödtli beschlagnahmten Korrespondenz geht hervor, dass sowohl Tödtli als auch die Gauleitung Bern der Nationalen Front in den Jahren 1934 und 1935 von Oberstlt. Fleischhauer, dem Leiter des Welt-Dienstes in Erfurt, finanziell unterstützt wurden. Die Geldmittel waren jedoch, soweit vom Bundesrat festgestellt wurde, für Tödtli als Angestellten Fleischhauers und für die Kosten des sog. Zionistenprozesses bestimmt. Die Frage, ob es sich bei dem Welt-Dienst von Oberstlt. Fleischhauer um eine den offiziellen Stellen des Deutschen Reiches nahestehende Organisation handelt, konnte von der Schweiz aus nicht abgeklärt werden.

Dass die Nationale Front zu andern Zwecken als zur Kostendeckung des Zionistenprozesses und nach 1935 aus Deutschland Geld empfangen hat, ist bisher nicht festgestellt worden. Insbesondere ist eine finanzielle Unterstützung der Freimaurerverbotsinitiative aus Deutschland bisher nicht nachgewiesen. Dagegen hat der Bundesrat davon Kenntnis, dass zur Zeit des Abstimmungs-

kampfes von einigen Befürwortern der Initiative deutsches Propagandamaterial eingeführt und verwendet worden ist.

Angesichts dieses Sachverhaltes sowie im Hinblick auf die kürzlich von der Bundesanwaltschaft gegen einige rechtsextreme Bewegungen durchgeführte Aktion ist der Bundesrat der Auffassung, dass eine weitergehende Untersuchung nicht am Platze ist. Die Frage der Aufstellung von gesetzlichen Bestimmungen zur Bekämpfung der Verbreitung falscher Gerüchte, welche das Landesinteresse berühren, wird gegenwärtig von den zuständigen Stellen in anderm Zusammenhange geprüft.

467

E 2300 Warschau, Archiv-Nr. 9

*Le Ministre de Suisse à Varsovie, H. Martin,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP N° 17

Varsovie, 2 décembre 1938

On a beaucoup parlé en Europe Centrale du prochain rattachement de la Ville Libre au III^e Reich, pour effacer jusqu'au souvenir de la Société des Nations et de son Haut-Commissariat et pour ramener une ville de culture germanique dans le giron de la Grande Allemagne. On a même considéré cette réannexion comme devant se produire dans un laps de temps assez court. L'opinion officielle qui prévaut à Varsovie est différente en ce sens que les dirigeants polonais prétendent n'avoir pas la moindre crainte à cet égard. «La Pologne», dit-on au Ministère des Affaires Etrangères, «a toujours reconnu que Danzig était une ville allemande et elle l'a laissé dès lors s'administrer à sa guise. Il lui suffit que les intérêts économiques polonais soient respectés». Dans les cercles diplomatiques, on ne croit pas non plus, malgré l'attitude du Sénat danzigois et l'omnipotence du «Gauleiter» Forster, que Hitler va avaler Danzig dans quelques mois. On est d'avis qu'il n'y aurait aucun avantage pour l'Allemagne, puisque la Pologne reconnaît le caractère allemand de la Ville et qu'elle la laisse vivre à sa façon. Ce serait là seulement se brouiller avec Varsovie, bien que l'on reconnaisse que Danzig est un fruit mûr qui tombera un jour tout seul dans le tablier de l'Allemagne. Pourquoi Hitler, qui a certainement un intérêt à prolonger son axe Rome-Berlin jusqu'à Varsovie, irait-il précipiter ce moment? Certes, l'introduction des lois dites de Nuremberg sur l'exclusion des Juifs des emplois d'Etat et de diverses professions libérales – il y a à Danzig un millier de Juifs allemands et 5000 Juifs polonais – et l'existence d'un nouveau «Beamtengesetz», qui dispense les Allemands de prêter serment à la Constitution, mais les oblige à le prêter au Parti Nazi, ne sauraient être agréables à Varsovie. Cependant, le Colonel Beck, qui tient essentiellement à ses bonnes relations avec le Reich, n'intervient guère avec vigueur à Berlin ou à Danzig et il se borne à des représentations platoniques. En Pologne, l'opposition lui reproche sa faiblesse dans cette question et va même jusqu'à l'appeler, à voix basse, «vendu à Danzig».

Ce qu'il y a de plus probable, pour ne pas dire certain, c'est que notre compatriote le Haut-Commissaire a de grosses difficultés pour exercer un mandat qu'il conçoit de la manière la plus élevée, et que sa position est devenue pénible, sinon intolérable. Le Gauleiter a reçu un «savon» du Maréchal Goering parce qu'il avait interdit aux fonctionnaires du Sénat de travailler avec le Haut-Commissariat, de sorte que cet ordre a été rapporté. Mais comment établir une collaboration utile dans de telles circonstances de fanatisme?

Memel: Le bruit a également couru dans diverses capitales que Memel subirait, et en même temps, le sort réservé à Danzig. A ce sujet, les remarques faites ci-dessus pour la Ville Libre s'appliquent à Memel. La vérité est que le Gouvernement lithuanien lui-même a prié M. Neville Chamberlain de poser de façon franche à Hitler, lors de l'entrevue de Godesberg, une question relativement à Memel. Le Führer a répondu (je le tiens de mon collègue lithuanien lui-même) qu'il n'avait pas de visées territoriales, mais qu'il exigeait une application stricte du Statut Spécial de Memel.

Hongrie: L'amitié hongroise s'est quelque peu refroidie pour le moment, car la Pologne est déçue, et même mécontente, de la manière dont le Gouvernement Imredy a laissé passer une aussi belle occasion d'empocher une fois pour toutes la Ruthénie et de réaliser le rêve polonais d'une frontière commune. Varsovie reproche à la Hongrie d'avoir été molle et sans audace et de n'avoir pas «risqué le coup» en envahissant la Ruthénie entière les 2 et 3 octobre. Il fallait profiter du dépècement sudète et de l'attitude ultra-énergique de la Pologne. En envahissant le territoire, on avait quand même le temps d'occuper quelques villes, que l'on aurait promis de rendre pour gagner du temps, mais bien entendu avec l'intention de les garder. Tout ceci aurait causé quelques jours de flottement et de désarroi international et Varsovie croit que dans la bagarre la Hongrie aurait plus gagné que par la Sentence de Vienne.

L'insistance de la Pologne est telle que tous les diplomates et journalistes consultés ont affirmé que c'était elle qui avait organisé des bandes armées, lancées sur la Ruthénie en même temps que des bandes hongroises, dont le but était de causer du grabuge et de remettre toute la question sur le tapis. Ce jeu n'a pas marché et semble avoir aujourd'hui cessé à la suite d'une visite de l'Ambassadeur d'Allemagne au Colonel Beck. Il est évident que ce qui a empêché cette frontière, par laquelle la Pologne allait pouvoir créer un bloc politique en Europe Centrale – bloc d'autant plus intéressant qu'il barrait la route de l'Est au Reich et qu'il protégeait l'Ukraine polonaise contre les intrigues de Berlin –, c'est l'attitude franchement négative de l'Allemagne. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour que se révèle l'intérêt puissant que, maintenant que la Tchécoslovaquie est tombée sous son influence complète, le Führer a dans le maintien de l'indépendance de la Ruthénie, où il peut non seulement agiter l'Ukraine subcarpathique, mais aussi les cinq millions d'Ukrainiens sujets de la Pologne, et espérer plus tard jeter son dévolu sur l'Ukraine russe et sur ses blés, tandis que le pétrole de la Roumanie ne saurait, dans la future cristallisation internationale de l'Europe, le laisser indifférent.

Ce qui paraît avoir empêché les Hongrois d'aller de l'avant comme les Polonais, c'est non seulement que la Hongrie est un petit pays moins doté en moyens militaires, mais encore qu'elle avait peur qu'un dernier soubresaut de la Petite

Entente mourante ne déclenchât contre elle la Yougoslavie et la Roumanie, qu'elle craignait l'intervention de Berlin et qu'elle comptait davantage sur celle de l'Italie, qui n'a pas été suffisamment accentuée pour faire fléchir l'opposition germanique. (Le Comte Ciano est attendu à Varsovie en janvier.)

Petit à petit, le nom d'Ukraine se présentera toujours plus aux yeux de l'observateur diplomatique et l'on peut dire que la non-crétion de la frontière polono-hongroise a donné naissance à un problème ukrainien. On peut même supposer que chaque Ukraine, la russe, la polonaise, la carpathique et la roumaine, constituant l'une pour l'autre un pôle d'attraction, pourrait, avec l'aide souterraine de la puissante Allemagne, devenir un jour un Etat autonome, lui aussi influencé par l'Allemagne, de sorte que le III^e Reich aurait réalisé son rêve d'exercer son influence politique et économique jusqu'à la Mer Noire, tout en diminuant la puissance de la Pologne et de la Russie.

Le problème ruthéno-ukrainien, avec toutes ses «adhérences» aux quatre points cardinaux, n'a pas fini de faire parler de lui, et c'est avec autant de sens aiguisé de l'observation diplomatique que d'humour que mon collègue belge l'appelait hier le «panier de crabes».

Roumanie: Les relations de la Pologne avec la Roumanie ne sont plus ce qu'elles étaient au moment où, il y a quelques mois, leurs Légations respectives ont été érigées en Ambassades. Nul n'ignore que le Colonel Beck est ulcéré de son échec auprès du Roi Carol et il en rend responsable le Ministre Comnène au point que le Roi l'a même raconté récemment à Londres.

France: La position de l'Ambassadeur Noël n'est guère facile, car le Colonel Beck, malgré les protestations d'amitié qu'il fait à l'agent diplomatique français, passe pour détester la France. Il y a à cela une raison personnelle peu connue: le Colonel a été attaché militaire à Paris, et, pour différentes raisons, l'Etat-Major français a demandé son rappel. Pourra-t-il jamais l'oublier?

Il est intéressant de noter ici qu'à fin novembre, le Gouvernement français a fait savoir à celui de Pologne que, dans les déclarations franco-allemandes qui allaient être signées à Paris par M. von Ribbentrop, était insérée une réserve sur le maintien des accords existant entre les deux pays. En attendant, la France continue à arroser la Pologne de milliards qu'elle encaisse pour ses industries et ses mines sans la moindre reconnaissance.

Lithuanie: Les relations avec Kowno reprennent peu à peu par des séries d'arrangements (passeports, frontière, trafic frontalier) ou des négociations économiques. On a beaucoup apprécié en Pologne le fait que le Gouvernement lithuanien avait dissous la «Ligue pour la récupération de Wilno». Evidemment, les Lithuaniens s'attendent aussi à ce que la Pologne fasse un geste en retour et l'on peut constater une détente certaine.

L'Ambassadeur d'Angleterre, qui est un humoriste, disait même assez plaisamment que ce qu'il y avait de curieux sur l'échiquier diplomatique polonais, c'est que, «le seul pays avec lequel la Pologne était tout à fait bien aujourd'hui était la Lithuanie». Nous n'irons pas jusque-là.

La Lithuanie prétend que l'ultimatum du mois de mars était parfaitement inutile, car au moment où il s'est produit, le Gouvernement de Varsovie savait que celui de Kowno était en train de préparer la voie à une reprise des relations et travaillait dans ce but son Cabinet, ses parlementaires, son opinion publique

et sa presse. Cette brusquerie a froissé l'orgueil lithuanien et, malgré la détente, il nous semble que les relations ne seront jamais chaudes, le nom de Wilno brûlant sans doute éternellement dans le cœur de chaque patriote.

Russie: La nouvelle que Varsovie venait de faire un signe à Moscou a fait ouvrir bien des yeux et tendre bien des oreilles. Voici quelle en est la genèse.

Le 22 septembre, à 3 h. du matin, le Commissaire Potemkine à Moscou a sorti de son lit le Chargé d'Affaires polonais pour lui dire que si la Pologne continuait sa concentration intense de troupes le long de la frontière tchèque, le Gouvernement de l'URSS examinerait la dénonciation du Pacte de non-agression russo-polonais de 1932. On ne sait pas jusqu'à quel point le Gouvernement de Varsovie tint compte, au point de vue militaire, de cet avertissement, mais il faut voir là, m'assure-t-on de bonne source, l'embryon des conversations qui suivirent au cours d'octobre et de novembre. Au Ministère des Affaires Etrangères, on affirme que la Pologne avait à traiter avec la Russie diverses questions relatives aux échanges commerciaux qui ne marchent pas, à des contingentements, aux transports de marchandises polonaises vers la Perse, à la position impossible faite à quelques Consuls et à la violation de courriers diplomatiques. Quoiqu'il en soit, la Pologne paraît avoir choisi le bon moment pour publier le Communiqué du 28 novembre, qui relatait les entretiens entre M. Litwinoff et l'Ambassadeur de Pologne à Moscou et qui constatait que:

1°) les liens entre les deux pays continuent à se baser sur les accords en vigueur, dans toute leur ampleur, y compris le Pacte de non-agression polono-soviétique du 25 juillet 1932, qui servait de base suffisante à la garantie de l'inviolabilité des relations pacifiques entre les deux Etats;

2°) les deux Gouvernements gardaient une attitude favorable relativement au développement des échanges commerciaux;

3°) et qu'ils reconnaissaient tous deux la nécessité du règlement d'une série d'affaires en cours dont la solution avait été ajournée, y compris divers incidents de frontière.

Le Gouvernement de Varsovie se défend d'avoir voulu, par ce Communiqué, manifester de la mauvaise humeur vis-à-vis de l'Allemagne en raison de son attitude contraire au vœu polonais d'une frontière polono-hongroise.

Dans les cercles diplomatiques, personne ne croit à cette thèse trop simple, surtout si l'on connaît la subtilité de la diplomatie du Colonel Beck.

Allemagne: Au Ministère des Affaires Etrangères, on affirme au contraire que la Pologne s'entend bien avec le Führer et que le régime actuel du III^e Reich est en somme celui qui lui est le moins préjudiciable. On ajoute que s'il était remplacé en Allemagne par un mouvement des gauches, ces derniers chercheraient à se rapprocher de Moscou, de sorte que la Pologne se trouverait coincée. Si c'étaient les droites qui prenaient le dessus, on n'est pas sans savoir qu'elles ont toujours détesté la Pologne. Enfin, ajoute-t-on comme conclusion, la Pologne a reçu des apaisements suffisants en ce qui concerne le Corridor poméranien et on souligne même que «Hitler a toujours tenu les promesses qu'il avait faites». Les relations actuelles sont donc considérées comme normalisées «après quinze ans de relations de sauvages entre 1919 et 1934», date où Pilsudski a conclu le Pacte polono-allemand de non-agression qui, la Pologne étant devenue une force, tient bon et rend des services. Quoiqu'il en soit, le

réaliste Colonel Beck joue actuellement un jeu diplomatique aussi multiple que difficile et il ne pardone pas aux Grandes Puissances libérales, comme la France et l'Angleterre, de ne pas assez prendre son pays au sérieux et de ne pas l'avoir admis, comme cinquième comparse, dans le fameux concert des Quatre de Munich.

La Pologne de M. Beck, exposée à tous les vents, est naturellement traversée par des courants d'air contraires et elle est loin d'avoir entièrement la stabilité que lui confèrera peut-être un jour sa position géographique et la nature de son territoire peuplé de trente-cinq millions d'habitants.

Elle fait, pour se renforcer, un effort militaire considérable, mais elle cherche encore sa voie et des alliances plus solides. Au point de vue intérieur, elle s'érige davantage en Gouvernement totalitaire, et, sa Constitution tronquée de 1935 ne laissant aucune influence à sa Diète et à son Sénat, elle vient de se doter de trois Décrets (sur la presse, sur la protection de l'Etat et sur la dissolution des loges maçonniques) qui, s'ils étaient appliqués à la lettre, pourraient, selon la réflexion d'un diplomate, «faire pendre chaque citoyen du pays tout entier».

468

E 1004.1 1/380

CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal de la séance du 5 décembre 1938*¹

2096. Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 3. Dezember 1938

Über die Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland berichtete das Volkswirtschaftsdepartement was folgt:

«1. *Allgemeines.* In unserem Bericht vom 20. Okt.² haben wir die Meinung vertreten, dass es sehr wünschbar wäre, die Berner Verhandlungen mit einer deutschen Delegation (Warenkommission) nicht zu überstürzen und besonders mit Rücksicht auf die neu hinzugekommenen Sudetenprobleme und den sehr ungünstigen Stand des Verrechnungsabkommens auf dem Warenssektor zu versuchen, das bestehende Provisorium mit Österreich über den 31. Dezember hinaus zu verlängern und für die Sudetengebiete einstweilen ein ähnliches Provisorium wie für Österreich zu vereinbaren. Unter diesem Gesichtswinkel betrachtet, dürfen die vor dem Abschluss stehenden Besprechungen der beiden Warenkommissionen als voller Erfolg gewertet werden. Bezüglich der Einzel-

1. *Etait absent:* H. Obrecht.

2. *Non reproduit, cf.* E 7110 1967/32/900 Deutschland (5) 1938.

heiten und den Verlauf der Verhandlungen verweisen wir auf den Bericht von Dr. Homberger, des Vorsitzenden der schweizerischen Warenkommission, vom 21. pto.

2. *Sudetengebiet*. Es wurde erreicht, dass hier ein auf 30. Juni 1939 befristetes Provisorium hat abgeschlossen werden können unter Aufrechterhaltung der bisherigen Einfuhr aus diesen Gebieten und Ermöglichung des bisherigen Exportes dorthin auf der Basis von 77% des Vorjahres (ähnlich wie bei Österreich). Der ganze Einfuhrerlös wird von der Clearingstelle in Zürich dem Warenkonto gutgeschrieben, um auf diese Weise die dringend benötigte Besserung auf diesem Gebiet zu erzielen. Fremdenverkehr und Finanz haben auf einen Anteil für die Dauer des Provisoriums verzichtet und auch die Reichsbankquote von 17% wird nicht gewährt. Die technische Abwicklung des zukünftigen Finanzverkehrs mit diesen nun ebenfalls der deutschen Gesetzgebung unterstellten Gebieten war in den letzten Tagen Gegenstand von Besprechungen, wobei es sich einfach darum handelte, die bisherigen Abmachungen mit Deutschland auch auf die Sudetenländer auszudehnen. Für den Reiseverkehr ist dies bereits am 6. November durch das Protokoll III geschehen.

3. *Österreichisches Provisorium*. Hier ist die Verlängerung über Erwarten sogar bis Ende Juni 1939 gelungen und dadurch wie für die Sudetenländer erreicht, dass der ganze Clearingerlös aus den österreichischen Importen voll dem Warenkonto gutgeschrieben wird. Mit dem deutschen Zuschuss von 3. Mill. Fr. und dem gleichen aus dem Transferfonds – abgemacht in den Juni-Verhandlungen in Berlin –, in Verbindung mit der nun erstrittenen Erhöhung des Rückständeplafonds für den Warenverkehr von 30 und 35 Mill. Fr., hoffen wir bis Ende Juni 1939 das Verrechnungsabkommen mit Deutschland durchhalten zu können, ohne dass eine Änderung des Verteilungsschlüssels (Warenverkehr, Finanz und Fremdenverkehr) nötig wird. Leider sind alle Bemühungen der Warenkommission, unterstützt durch Prof. Laur und Dir. Gerber der Käseunion, um eine Erhöhung des Käseexportes, besonders im Zusammenhang mit gewissen Sonderaktionen der Kriegswirtschaft, erfolglos geblieben. Es wird auch in Zukunft nicht leicht sein, den status quo für den Käseexport zu behalten und auch für den Fremdenverkehr muss man auf die heftigsten deutschen Widerstände gefasst sein.

Die unbestreitbaren Erfolge der schweizerischen Delegation auf clearing-politischem Boden konnten nur durch handelspolitische Gegenleistungen erfochten werden.

4. *Handelspolitisches*. Bekanntlich wurden in den Berliner-Verhandlungen des Frühjahrs die österreichischen Belange für den Fremdenverkehr und die Finanzinteressen dem deutschen Verrechnungsabkommen einverleibt und nur für die handelspolitischen Probleme blieb ein Provisorium, solange als Österreich eine Zollexklave bildet. Voraussichtlich wird diese auf 1. Februar 1939 verschwinden und Österreich auch handels- und zollpolitisch im grossen Reich aufgehen. Auf diesen Zeitpunkt wird dann der schweizerisch-österreichische Handelsvertrag des Jahres 1926 in Wegfall kommen. Es mussten somit die in diesem Vertrag geregelten Fragen neu mit Grossdeutschland geordnet werden. Es wurde nun vereinbart, dass die Grenzverkehrsfragen nach Neujahr – Füh-

rung durch die Oberzolldirektion – in Angriff genommen werden (Anlage C des Handelsvertrages); Anlage D betrifft den Stickereiveredlungsverkehr. Dieser wird nach der völligen Eingliederung Österreichs nur noch für die Kettenstichindustrie unbeschränkt zugelassen, woran unser Land ein besonders grosses Interesse hat und von niemandem irgendwie ernstlich beanstandet wird. Der Stickereiveredlungsverkehr für die Maschinenstickerei (Plattstichstickerei) dagegen wird nur noch in beschränktem Umfang zugelassen; er wird auf der Basis der durchschnittlichen Benützung der Jahre 1936/38 fortan kontingentiert, was den Interessen unserer Stickerkreise weitgehend Rechnung trägt. Die bisherige Anlage A (Zölle bei der Einfuhr in das österreichische Zollgebiet) musste weitgehend geopfert werden. Unsere Begehren um Anpassung einer Reihe deutscher Zölle an die bisher kraft des Handelsvertrages für uns in Österreich geltenden wurden von den Deutschen abgelehnt. Einzig für die Uhrenzölle konnte auf dem deutschen Tarif eine bescheidene Reduktion erzielt werden gegen eine bescheidene Erhöhung der deutschen Bezugsmöglichkeiten für fertige Uhrwerke. Eine unbedeutende Zollerleichterung durch die Form von Zollkontingenten wurde uns noch zugestanden für Hutgeflechte, Seidenbeuteltuch, ferner wurde die bisherige Zollfreiheit für Turikol gebunden und schliesslich für die Seidenindustrie ein gewisser Veredlungsverkehr mit Österreich zugelassen. Der bisherige Textilveredlungsverkehr (siehe Notenwechsel vom 14. Juli 1926) wird fortan nicht nur für Österreich, sondern auch für das Sudetengebiet Anwendung finden. Als äusserst wichtige Waffe hat sich die Anlage B (Zölle bei der Einfuhr in das schweiz. Zollgebiet) erwiesen. Nur unter der Drohung, dass beim Scheitern der Verhandlungen hier die Schweiz ihre volle Freiheit zurücknehme und die ihr gutscheinenden Zollerhöhungen vornehmen werde, hat die deutsche Delegation veranlasst, auf dem clearing-politischen Gebiet den schweiz. Wünschen weitgehend zu entsprechen. Wir haben dann auch nicht gezögert, den Deutschen die bisherigen Zollerleichterungen für das alte Österreich weitgehend ebenfalls zuzubilligen. Schwierigkeiten bot noch die Belieferung der Schweiz mit österreichischem Holz, besonders mit Papierholz. Die Schweiz hat denn auch die bisherigen Papiereinfuhrkontingente auf die bisherige tatsächliche Einfuhr reduziert und bis Ende Juni 1938 befristet, und auch dies nur unter der Voraussetzung, dass Deutschland wenigstens die noch vor dem 13. März a. c. abgeschlossenen Holzlieferungskontrakte honoriert. Die zukünftige Regelung der Papiereinfuhr hängt von der Bereitwilligkeit von Deutschland ab, uns in angemessenem Umfang Holz (besonders Papierholz) aus Österreich zu liefern.

Ferner wurde vereinbart, die schweizerisch-deutsche Transfervereinbarung vom 30. Juni 1938 mit gewissen Änderungen und Ergänzungen (Anpassung des Stichtages für schweizerbesitz, Anpassung der Kursklausel an die jetzigen Verhältnisse) auf den Transfer der Erträge schweizerischer Vermögensanlagen in den sudetendeutschen Gebieten anzuwenden.

Schliesslich konnte endlich der bereits im Sommer zwischen den beiden Finanzkommissionen vereinbarte Notenwechsel über die garantierten, im Privatbesitz befindlichen österreichischen Bundesanleihen vollzogen werden.

Zusammenfassend darf hier hervorgehoben werden, dass das mit Ihren Instruktionen vom 25. Okt. gesteckte Verhandlungsziel über Erwarten gut hat

erreicht werden können und wir wenigstens für ein paar Monate wiederum eine sehr kostbare Atempause bekommen. Vielleicht ist es doch nicht ausgeschlossen, dass sich bis dahin die wirtschaftlichen Verhältnisse bessern, auf jeden Fall werden wir in ein paar Monaten über die künftige Entwicklung unserer Beziehungen mit Grossdeutschland klarer sehen.»

Gestützt auf die obigen Ausführungen wird antragsgemäss *beschlossen*:

Den nachfolgenden, mit Deutschland getroffenen Vereinbarungen wird die vorbehaltene Genehmigung erteilt:

A. Ratifikationsbedürftige Vereinbarung:

13. Zusatzvereinbarung zu dem deutsch-schweizerischen Abkommen über den gegenseitigen Warenverkehr vom 5. November 1932, unterzeichnet unterm 1. Dezember 1938 (mit Anlagen I und II sowie mit Schlussprotokoll, ebenfalls unterzeichnet unterm 1. Dez. 1938);

B. nicht ratifikationsbedürftige Vereinbarungen:

1. Protokoll III zum Abkommen vom 30. Juni 1938 über die Verlängerung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom 30. Juni 1937, unterzeichnet unterm 29. Oktober 1938;

2. Protokoll IV zum Abkommen vom 30. Juni 1938 über die Verlängerung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom 30. Juni 1937, unterzeichnet unterm 8. November 1938;

3. Protokoll V zum Abkommen vom 30. Juni 1938 über die Verlängerung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom 30. Juni 1937, unterzeichnet unterm 1. Dezember 1938;

4. Protokoll VI zum Abkommen vom 30. Juni 1938 über die Verlängerung des deutsch-schweizerischen Verrechnungsabkommens vom 30. Juni 1937, unterzeichnet unterm 1. Dez. 1938 (Ergänzung der Anlage C – Transfervereinbarung vom 30. Juni 1938);

5. Schweizerische Note vom 1. Dez. 1938 in Bestätigung der deutschen Note vom gleichen Tage betr. die Regelung der Ansprüche der schweiz. Privatgläubiger aus den österreichischen Bundesanleihen;

6. Schweizerische Erklärung über den Stickereiveredlungsverkehr zwischen der Schweiz und Vorarlberg vom 1. Dez. 1938 (als Gegenstück zu der entsprechenden deutschen Erklärung);

7. Schweizerische Erklärung über die Ausdehnung des Textilveredlungsverkehrs zwischen dem Deutschen Reich und der Schweiz auf das Land Österreich und die sudetendeutschen Gebiete vom 1. Dez. 1938 (als Gegenstück zu der entsprechenden deutschen Erklärung);

8. Geheimes Protokoll über die Regelung der Einfuhr von Schweizerkäse nach Deutschland, unterzeichnet unterm 1. Dez. 1938;

9. Zehnte Zusatzvereinbarung zum Protokoll vom 5. November 1932 über die Durchführung der schweizerischen Einfuhrbeschränkungen, mit Anlagen I, II und III, unterzeichnet unterm 1. Dez. 1938.

E 2001 (D) 2/268

*La Direction générale de la Banque nationale suisse¹
au Chef du Département politique, G. Motta*

L. Vertraulich. Betr. Emission einer
französischen unifizierten Anleihe

Zürich, 5. Dezember 1938

Gemäss vertraulicher Mitteilung stehen die Schweizerische Kreditanstalt und der Schweizerische Bankverein gegenwärtig mit dem französischen Finanzminister in Unterhandlung über die Emission einer *4% unifizierten Anleihe des französischen Staates in der Höhe von 405 000 000.– SFr., gleichzeitig zu einem noch festzusetzenden Kurs in holl. Gulden ausgestellt; Emissionskurs voraussichtlich um pari; Laufzeit 30 Jahre*, mit folgendem Zweck:

A. Konversion von folgenden schweizerischen Anleihen im Gesamtbetrag von 156 700 000.– SFr. u. neue Kapitalaufnahme i. d. Schweiz.

1. *4½%* Anleihe Paris-Lyon-Méditerranée von 1932 im noch ausstehenden Betrag von 93,6 Millionen SFr., gleichzeitig auf Gulden lautend;
2. *4½%* Anleihe Elsässische Staatsbahnen von 1932 im Betrage von 36,5 Millionen SFr., gleichzeitig auf Gulden lautend;
3. *5%* Anleihe Paris-Orléans von 1930 im Betrage von 26,6 Millionen SFr.

Es ist geplant, zum Zwecke der Konversion der aufgeführten Anleihen und zur Kapitalneuaufnahme in der *Schweiz* eine *Tranche* der *4%* unifizierten Anleihe in der Höhe von 175 Millionen SFr., gleichzeitig auf Gulden lautend, zur Emission zu bringen.

B. Konversion diverser holländischer Anleihen im Wert von rund 230 000 000.– SFr.

1. *6%* Anleihe Chemins de fer du Nord;
2. *6%* Anleihe Paris-Orléans.
Beide genannten Anleihen belaufen sich, gleichzeitig auf Gulden ausgestellt, auf 21 Millionen Dollars.
3. Dazu eine weitere Reihe, uns nach Zahl und Betrag nicht bekannter holländischer Anleihen zugunsten französischer Eisenbahnen.

Gegenwert der holländischen *Tranche* somit 230 Mill. SFr.

Die Emission der *4%* unifizierten Anleihe des französischen Staates soll im Januar nächsten Jahres stattfinden. Eine rechtzeitige Beschlussfassung seitens der Schweiz sei jedoch erwünscht, weil der französische Finanzminister beabsichtige, das Parlament schon in der nächsten Session von der geplanten Anleihsoperation in Kenntnis zu setzen.

1. *Cette lettre est signée:* G. Bachmann, pp. Schwegler.

Remarque de Bonna en tête du document: M. Kohli. Ces Messieurs ne sont pas venus. M. Motta est d'accord de lier l'aff. à celle de la BCB [*Banque commerciale de Bâle*] et même de la ratification de la convention de double imposition! Bo. 6/XII.

Die neue Anleihe ist eine Anleihe des französischen Staates und tritt an Stelle der einzelnen Anleihen der schuldnerischen Eisenbahnunternehmungen. Sie soll mit einer Transferklausel versehen werden, ähnlich derjenigen für die 4% Anleihe 1937 der grossen französischen Eisenbahngesellschaften (2-jährige Bons) von 200 Millionen SFr. Die seinerzeit im Namen der französischen Regierung vom Gouverneur der Banque de France abgegebene bezügliche Erklärung lautete:

«J'ai l'honneur, à cet égard, conformément à la demande qui m'a été adressée par mon Gouvernement, de vous donner l'assurance que la Banque de France prendra toutes mesures utiles pour assurer, en temps opportun, le transfert en francs suisses des provisions qui lui seront remises en vue du paiement des coupons et du remboursement du capital de l'emprunt dont il s'agit.»

Wie wir vernehmen, haben die holländische Regierung sowie die niederländische Notenbank der auf Holland entfallenden Anleihenstranche, ohne besondere Bedingungen geltend zu machen, bereits zugestimmt.

Die französische Regierung würde es begrüessen, wenn die Schweiz ihrerseits sich mit der geplanten Konversionsoperation einverstanden erklären könnte, was zusammen mit der holländischen Mitwirkung für die jetzige Regierung Frankreichs von hohem Wert wäre. Die französische Regierung habe die Absicht, nach erfolgter Anleihensemission zur Konsolidierung der Finanzlage in Frankreich selber weitere Mittel in Form von Anleihen aufzunehmen.

Die Herren Generaldirektoren Straessle und Golay werden sich erlauben, morgen Dienstag den 6. ds. bei Ihnen vorzusprechen, um mit Ihnen die Angelegenheit noch mündlich zu behandeln.

Was die Stellungnahme der Nationalbank anbelangt, teilen wir Ihnen zu Ihrer Orientierung mit, dass wir vom Standpunkt der Währung, des Geld- und Kapitalmarktes gegen das französische Anleihensprojekt keine Bedenken geltend zu machen haben. Mit Bezug auf die Währungsverhältnisse glauben wir uns mit der oben zitierten Transferklausel einverstanden erklären zu können.

Wir möchten bei dieser Gelegenheit noch beifügen, dass die französische Regierung weiter beabsichtigt, nach erfolgreicher Durchführung obiger Anleihenstransaktion an die Konversion der im Oktober 1939 fälligen 200 Millionen SFr. 2-jährige Kassa-Bons der französischen Regierung, welche 1937 in der Schweiz plaziert wurden, heranzutreten. Dabei wäre gedacht, zu diesem Zwecke eine Anleihe aufzunehmen, an welcher sich diesmal auch Holland beteiligen würde, sodass als Schweizertranche nicht mehr der gesamte Betrag der genannten Kassa-Bons zur Emission gelangen würde.

Aide-Mémoire du Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki

Copie

Paris, 5./8. Dezember 1938

AKTENNOTIZ
KONVERSION FRANZ. EISENBAHNANLEIHEN
DURCH SCHWEIZERISCHE BANKEN

Heute, den 5. Dezember erhalte ich einen telephonischen Anruf des Herrn Generaldirektor Golay vom Schweiz. Bankverein in Basel, der mir mitteilt, seine Bank habe gemeinsam mit der Schweiz. Kreditanstalt und holländischen Bankleuten in den letzten Tagen in Paris über die Konversion verschiedener grosser französischer Eisenbahnanleihen verhandelt. Die Sache stehe nahe vor dem Abschluss. Die schweizerischen Banken beabsichtigten, wie üblich, über die Nationalbank die Zustimmung der zuständigen Bundesdepartemente einzuholen. Er bitte mich, nicht darauf zu dringen, dass bei dieser Gelegenheit wirtschaftliche, insbesondere handelspolitische Vorteile eingehandelt würden, da es sich nicht um neues Geld handle.

Ich antworte, dass mir die Mitteilung sehr überraschend komme und ich unmöglich am Telephon sofort dazu Stellung nehmen könne. Jedenfalls schein mir das sicher, dass bei dieser Gelegenheit die sofortige Inkraftsetzung des Doppelbesteuerungsabkommens durchgesetzt werden müsse. Herr Golay erhob hiegegen keinerlei Einwendungen.

Circa eine Stunde später telephonierte mir Herr Generaldirektor Strässle von der Schweiz. Kreditanstalt, der mir die gleichen Mitteilungen macht und dem ich die gleiche Antwort gebe.

Am 6. Dezember trifft die von mir gewünschte schriftliche Bestätigung des Herrn Golay ein¹. Ich verlange sofort im Finanzministerium eine Audienz bei Herrn Paul Reynaud, um ihm mitzuteilen, dass unsere Geduld in der Doppelbesteuerungsfrage nun erschöpft sei und ich mich mit allen Mitteln der geplanten Konversion widersetzen werde, falls nicht verbindliche Zusicherungen über die Ratifikation des Abkommens noch in dieser Session gegeben würden. Ich habe bis zur Stunde keine Antwort aus dem Finanzdepartement erhalten.

Am 8. Dezember telephonierte mir Herr Dr. Kohli vom Politischen Departement, um mir mitzuteilen, die Zustimmung des Politischen Departements und des Volkswirtschaftsdepartements zu der geplanten Operation sei bereits gegeben worden, allerdings in der Meinung, das Doppelbesteuerungsabkommen müsse in dieser oder doch spätestens der nächsten Session vom französischen Parlament ratifiziert werden. Man habe nicht Zeit gehabt, mich vorher zu konsultieren. Ich gebe meinem lebhaften Erstaunen darüber Ausdruck, mich

1. Non reproduite; cette lettre contient les informations que l'on trouve au N° 469, cf. aussi note 2.

derart vor einen «fait accompli» gestellt zu sehen und wende mich energisch gegen den Zusatz «oder spätestens in der nächsten Session», da damit jede Möglichkeit wegfällt, die Ratifikation in der jetzigen Session durchzudrücken. Ich bitte Herrn Dr. Kohli energisch, alles zu versuchen, dass noch in der letzten Stunde dieser unglückliche Zusatz wegfällt und man doch allermindestens die sofortige Ratifikation des erwähnten Abkommens zur Bedingung setzt. Dass man wiederum eine Gelegenheit verpasst, handelspolitische Vorteile zu erlangen, ist bedauerlich; ich lehne die Verantwortung dafür ab. Zu meiner Überraschung vernehme ich übrigens von Herrn Dr. Kohli, dass entgegen den mir gemachten Mitteilungen auch neues Geld (circa Fr. 18 000 000.–) gegeben werden soll².

2. *Une notice du 8 décembre 1938 de R. Kohli de la Division des Affaires étrangères du Département politique présente ainsi la position de Motta dans cette affaire: [...]*

6. Herr Bundesrat Motta verständigt mich, dass er zwei telephonische Unterredungen mit Herrn Golay gehabt hat. Dieser sollte begriffen haben, dass wir an der Bedingung der Behandlung des Doppelbesteuerungsabkommens in dieser oder der nächsten Session festhalten müssen. Herr Bundesrat Motta hat ihn aufgefordert, die Unterhändler zu veranlassen, dass in dieser Frage mit der Gesandtschaft in Paris Fühlung genommen werde. Ich erhalte Auftrag, dies Herrn Minister Stucki zur Kenntnis zu bringen. Die Form kann dem Ermessen der Gesandtschaft anheimgestellt werden.

7. Telephon mit Herrn Minister Stucki. Er ist der Auffassung, dass unbedingt die vorgängige Ratifikation hätte verlangt werden sollen. Die Bankenvertreter haben bei der Gesandtschaft letzte Woche nicht einmal vorgesprochen, sondern erst von der Schweiz aus telephoniert. Der Finanzminister hat auf das Audienzgesuch, das damals sofort gestellt wurde, überhaupt noch keine Antwort erteilt.

Ich erwidere, dass Herr Bundesrat Motta nicht so weit zu gehen beabsichtige, sondern sich mit einer schriftlichen Mitteilung der Regierung, dass sie sich dafür verwenden werde, dass das Abkommen in dieser oder der nächsten Session im Parlament zur Behandlung komme, begnüge.

Herr Minister Stucki will nun der Mitteilung der Bankenvertreter abwarten.

Cf. Nos 473, 487, 489.

*Le Chef de la Division de Police du Département
de Justice et Police, H. Rothmund,
au Conseiller national Guido Müller*

Copie

L

Bern, 7. Dezember 1938

Unter Bezugnahme auf die heute Vormittag erfolgte Begründung Ihrer Interpellation über die Flüchtlingsfrage¹, anlässlich welcher Sie es für nötig fanden, den Chef der Polizeiabteilung als Antisemiten hinzustellen, beehre ich mich, Ihnen in der Beilage folgende Dokumente zu überreichen, denen Sie entnehmen wollen, wie heftig dieser Antisemitismus ist:

1. Mein Referat an der Generalversammlung der Schweiz. Zentralstelle für Flüchtlingshilfe in Olten vom 4. November 1936²,
2. meinen Vortrag an der Delegiertenversammlung der Neuen Helvetischen Gesellschaft in Zürich «Die Schweiz durch die Brille der Fremdenpolizei» vom 3. April 1937²,
3. mein Exposé, das ich als Delegierter des Bundesrates an der intergouvernementalen Konferenz in Evian am 11. Juli 1938 vorgetragen habe³,
4. mein Referat am Auslandschweizertag in Schaffhausen «Ausländer in der Schweiz und Schweizer im Ausland», vom 11. September 1938⁴.

Ich beehre mich, dazu noch folgendes beizufügen:

Wohl empfindet der Schweizer, vom Arbeiter bis zum Intellektuellen, den Juden im allgemeinen als ein ihm fremdes Element. Er nimmt ihn nur schwer in seinen engeren Freundeskreis auf. Antisemit ist er aber nicht, weil der schweizerische Jude sich wahrscheinlich gerade wegen dieser zurückhaltenden Einstellung des Schweizers ihm gegenüber in sehr weitgehendem Masse assimiliert hat. Der ausländische Jude, namentlich die Grosszahl der deutschen Emigranten, hat diesen starken Assimilationsprozess in seinem Aufenthalts- oder Heimatstaat in der Regel nicht durchgemacht. Er ist auch vielfach noch zionistisch eingestellt und wehrt sich offen gegen die Assimilation. Wenn wir solche Elemente für dauernd bei uns aufnehmen oder ihnen erlauben, auch nur vorübergehend selbständig oder unselbständig sich in unser Erwerbsleben einzuschalten, dann besteht allerdings die Gefahr des Antisemitismus.

Ich spreche absichtlich von einer Gefahr, weil ich überzeugt bin, dass eine auf breitere Basis gestellte antisemitische Bewegung in der Schweiz nicht nur

1. *Interpellation du 9 novembre 1938 (138/3803) traitée au Conseil national dans la matinée du 7 décembre 1938. Le discours par lequel Müller motivait son interpellation est reproduit dans les procès-verbaux du Conseil national (E 1301 I/331, pp. 34 ss.).*

2. *Cf. E 4001 (B) 1970/187/2.*

3. *Cf. E 4800 (A) 3/3.*

4. *Cf. note 2.*

etwa grosse wirtschaftliche Nachteile für uns haben könnte, die weit über die Interessen unseres Fremdenverkehrs hinausgehen würden, sondern an die Wurzel unserer demokratischen Staatsauffassung gehen könnte. Ich habe deshalb alle fremdenpolizeilichen Massnahmen in der Flüchtlingsfrage stets sorgfältig dahin abgewogen, dass den Emigranten der Aufenthalt gewährt werden kann soviel und soweit es die schweizerischen Gesamtinteressen ertragen können.

Ich hätte mich nicht veranlasst gesehen, Ihnen zu schreiben, wenn es sich etwa nur um meine Person handeln würde, da ich gerade auf dem Flüchtlingsgebiet gewöhnt bin, persönlich falsch eingeschätzt zu werden. Es handelt sich aber um die Wirkung nach aussen, im Interesse unseres Landes und Volkes. Aus diesem Grund scheint es mir unzweckmässig zu sein, im Parlament von antisemitischen Massnahmen der Bundesverwaltung oder gar von Antisemitismus des verantwortlichen Leiters der für die Emigrantenfrage zuständigen Abteilung zu sprechen. Ich möchte Ihnen übrigens empfehlen, sich einmal mit dem Präsidenten des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes, Herrn Saly Mayer in St. Gallen, und mit dem Präsidenten der Schweizerischen Israelitischen Armenpflegen, Herrn Silvain Guggenheim in Zürich, über die Flüchtlingsfrage in Verbindung zu setzen. Ich arbeite seit mehr als fünf Jahren mit diesen Herren zusammen, auf der Basis gegenseitiger Loyalität und persönlicher Hochschätzung.

Ich bitte sie, diese Kritik an Ihren Äusserungen so aufzufassen, wie sie gemeint ist, nämlich einzig und allein im Interesse unseres Landes und nicht der Person.

472

E 2001 (D) 1/95

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger, au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna*

L Très urgent. Entrée en Suisse d'Israélites
venant d'Italie

Rome, 10 décembre 1938

J'ai l'honneur de vous envoyer, avec la présente, un exposé à l'intention des Autorités fédérales de police sur la question de l'entrée en Suisse des Israélites étrangers venant d'Italie¹.

Vous verrez par cette communication que le problème devient de plus en plus actuel et les dispositions à prendre urgentes. Je ne pourrais assumer aucune responsabilité quant aux conséquences résultant d'un renvoi ultérieur des mesures de police nécessitées par la situation.

L'exposé a été également envoyé à la Division de Police du Département fédéral de Justice et Police.

1. Reproduit en annexe.

ANNEXE

EXPOSÉ

Rome, 9 décembre 1938

Dans un rapport confidentiel du 2 décembre², le Consul général de Suisse à Milan a rapporté à la Division de Police qu'il venait d'apprendre que certains Israélites privés de moyens d'existence recevaient de la Questure de Milan des ordres de refoulement et de transfert à Côme. Le Consulat général pense que la police italienne a éventuellement l'intention de faire passer ces personnes en Suisse de nuit, afin de s'en débarrasser d'une manière pratique et peu coûteuse, ainsi que l'ont fait un certain temps à la frontière nord les autorités de la Gestapo.

Le 25 novembre, la Légation a attiré l'attention de la Division de Police sur le fait que la question de la sortie des Israélites d'Italie, pour autant qu'elle ne soit pas réglée par des instructions déjà émises pour les diverses catégories de réfugiés, devrait faire l'objet en temps voulu de mesures de précaution, émettant quelques propositions éventuelles et demandant des instructions. Elle a rappelé cette lettre à l'attention de ladite autorité le 6 décembre.

La question notamment importante est de savoir comment s'assurer que des Israélites ayant obtenu l'indigénat depuis le 1^{er} janvier 1919 et qui seront donc privés de cette nationalité dès le mois de mars prochain dans le délai prévu par le décret-loi du 7 septembre 1938, N° 1381, n'entrent en Suisse au bénéfice de leur passeport ordinaire italien pour se voir ensuite empêchés de rentrer dans leur pays et privés de moyens de légitimation valables dans le pays d'où ils viennent.

La communication du Consul général est devenue trop urgente pour que l'on puisse entrer dans des discussions avec les Autorités italiennes en vue de l'apposition éventuelle d'un signe spécial sur les passeports des Israélites, discussions qui dureraient certainement des semaines sinon des mois, sans qu'il soit certain qu'une proposition soit acceptée par le Ministère de l'Intérieur; pendant cette époque, des éléments dont nous ne désirons pas augmenter la présence en Suisse pourraient s'y rendre sur la base de leur passeport italien et nous aurions ensuite peine à assurer leur acheminement vers un autre pays.

Ensuite, il paraît certain que, déjà avant la date prévue en mars prochain, les Autorités italiennes chercheront à faire partir du pays les Israélites étrangers qui s'y trouvent, notamment les Israélites allemands et ex-autrichiens. On nous signale déjà qu'en ce moment-ci divers d'entre eux ont été mis en demeure de quitter les places qu'ils occupent. Seront-ils refoulés vers les frontières, mis dans des camps de concentration? C'est ce que nous savons pas.

Dans ces conditions, la Légation estime de son devoir d'attirer la sérieuse attention des Autorités fédérales sur cet état de choses et de leur proposer de prendre rapidement les mesures voulues, afin d'éviter les inconvénients de réclamations ultérieures lorsque le mal sera déjà fait. Parmi les mesures à envisager, on peut penser en premier lieu aux suivantes:

1) Etablissement d'un contrôle sévère à la frontière avec une surveillance particulière de tous les passages, soit isolés dans les montagnes, soit dans les villes-frontière ou à des endroits solitaires dans la plaine ou vers les lacs.

De même que les citoyens suisses sont maintenant visités minutieusement, quelques-uns d'une manière donnant lieu à des plaintes, au point de vue douanier et du contrôle des devises, comme les autres étrangers d'ailleurs, à leur entrée en Italie et parfois à la sortie, de même les organes suisses de police de la frontière devraient vérifier dès à présent minutieusement les passeports italiens. Dès qu'ils se trouvent en face d'une personne apparemment visée par le décret-loi du 7 septembre, N° 1381, confirmé par celui du 17 novembre, N° 1728, ils devraient, sur la base d'un règlement émis à ce propos, soit faire signer une déclaration écrite comme quoi ladite personne aura quitté la Suisse avant le 1^{er} mars 1939 par exemple, ou demander un visa de retour ou une déclaration des Autorités italiennes certifiant que cette personne sera autorisée à rentrer en Italie. Il ne faut pas se dissimuler que ces visas ou déclarations seront extrêmement difficiles, pour ne pas dire impossibles

2. *Non reproduit, cf. E 2200 Mailand 2/11.*

à obtenir. Pour faciliter le travail, nous pourrions transmettre la liste, d'ailleurs sans aucun caractère officiel, qui a paru des noms de familles israélites en Italie, parmi lesquels se trouvent beaucoup de noms de familles suisses n'ayant rien d'hébraïque.

2) La Légation pourrait être instruite de demander au Ministère de l'Intérieur italien d'aviser les Préfectures et Questures d'apposer un timbre (N.A.) sur les passeports des personnes considérées comme israélites d'après les lois italiennes et tombant sous le coup des dispositions, ou même sur *tous* les passeports d'Israélites italiens. En pratique, cette proposition est presque inexécutable, d'abord parce que ce n'est qu'à la fin du délai, en mars, que l'on saura exactement qui tombera en définitive sous le coup de la loi et qui bénéficiera peut-être encore en dernière heure d'une exemption, ensuite parce qu'une exécution uniforme par toutes les Questures n'est guère à espérer et qu'il faudra en tous cas compter avec des lenteurs et délais administratifs et bureaucratiques pendant lesquels ce que nous voulons éviter pourra se produire.

3) Il y aurait peut-être lieu d'aviser le Gouvernement italien qu'au cas où les Autorités fédérales constateraient l'évacuation sur la Suisse, soit d'Israélites étrangers, soit de personnes auxquelles la nationalité italienne sera retirée, l'introduction du visa pour tous les passeports italiens devra être temporairement envisagée par voie de contrôle, quitte à ce que les Autorités italiennes croient devoir appliquer la même mesure aux citoyens suisses désirant se rendre en Italie.

Cette obligation de visa pourrait être introduite, par exemple, pour le *1^{er} janvier* et pourrait être suspendue après trois ou quatre mois. Si l'on prend la décision d'introduire cette obligation du visa, il faudrait en tout cas que je puisse aviser une dizaine de jours à l'avance le Ministère des Affaires Etrangères que le Gouvernement suisse est contraint d'adopter temporairement cette mesure. Une semblable disposition vous paraîtra d'ailleurs en harmonie avec l'esprit de notre constitution et avec nos lois puisqu'elle éviterait des discriminations souvent pénibles et humiliantes, qui provoquent dans la presse les commentaires que la Suisse est entrée dans la voie du racisme, refuse l'entrée aux émigrés israélites et fait des discriminations dans le sens des théories appliquées actuellement en Allemagne et en Italie. Si, par mesure analogue, les Autorités italiennes déclarent qu'elles introduiront aussi le visa pour les Suisses se rendant en Italie, je n'y vois, pour ma part et jusqu'à nouvel avis, pas d'objections fondamentales. Au bout de quelques mois, tout rentrerait sans doute dans l'ordre et le péril ayant été évité, on arriverait sans doute à un rétablissement, des deux côtés, de la dispense du visa.

En tout état de cause, des mesures s'imposent, soit à la frontière, soit par l'envoi d'instructions précises et tout à fait explicites aux Consulats, non seulement sur la question des réfugiés et des Israélites étrangers, mais sur celle des Israélites italiens. Parmi ceux-ci, il y en a qui perdront la nationalité italienne et deviendront donc apatrides; d'autre part, il est à craindre que les Israélites italiens qui gardent la nationalité ou bénéficient des exemptions prévues par la loi ne cherchent, vu le courant actuel des choses, à s'établir ailleurs et notamment chez nous.

473

E 2001 (D) 2/268

*Le Ministre de Suisse à Paris, W. Stucki, au Chef de la Division
des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna*

L

Paris, 12. Dezember 1938

Ihr Schreiben vom 8. ds. Mts.¹ betreffend Konversion der französischen Eisenbahnleihe ist mir mit der erwähnten Beilage richtig zugekommen.

1. *Non reproduite.*

Trotz der gewaltigen gegenwärtigen Inanspruchnahme des Finanzministers, hat mich dieser heute empfangen. Wie ich Herrn Dr. Kohli bereits am Telephon mitgeteilt habe², war er über die Leidensgeschichte des Doppelbesteuerungsabkommens keineswegs im Bild. Er hat dann auch Herrn Rueff, directeur général du Mouvement des Fonds, beigezogen.

Ich habe dargelegt, dass und weshalb der Bundesrat verlangen müsse, dass das Abkommen nun einmal ratifiziert und inkraftgesetzt werde, bevor er seine Zustimmung zu den geplanten neuen Operationen geben könne. Ich habe ihm auch von dem Wunsche Kenntnis gegeben, die hängigen Fiskalverfahren, insbesondere dasjenige gegen die Basler Handelsbank, niederzuschlagen.

Herr Paul Reynaud erklärte mir, unseren Standpunkt durchaus zu verstehen und hat weder geantwortet, dann werde man das Geld anderswo als in der Schweiz suchen, noch es sei die Ratifikation durch die Kammer während der gegenwärtigen Session ausgeschlossen. Er werde jedenfalls unverzüglich das äusserste tun, damit die Finanzkommission der Kammer, wo die Angelegenheit seit langem liegt, endlich ihre Pflicht erfülle. Er hat mir für die nächsten Tage Bericht zugesagt. Sollte sich dann ergeben, dass wirklich in der jetzigen Session eine Ratifikation unmöglich ist, so würde ich mich dann Ihren Instruktionen gemäss mit einer schriftlichen Erklärung der französischen Regierung begnügen.

Ich füge bei, dass ich von Seiten der schweizerischen Banken seit 8 Tagen nichts mehr vernommen habe³.

2. Cf. N^o 470.

3. Pour la suite de cette affaire, cf. N^{os} 487, 489.

474

E 2500 1968/87/22

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

L

Berlin, 12. Dezember 1938

Für die Zustimmung, die meine Münchner Rede bei Ihnen und beim Bundesrat gefunden hat², möchte ich Ihnen meinen verbindlichsten Dank aussprechen.

1. *Le document porte le paraphe de Motta, mais ce paraphe n'est pas daté.*

2. *Cf. les communiqués du Conseil fédéral des 2 et 5 décembre 1938. Le communiqué du 2 décembre déclarait: Le Chef du Département politique a entretenu le Conseil fédéral des commentaires auxquels a donné lieu dans la presse le discours prononcé par le Ministre de Suisse en Allemagne à l'occasion du 90^e anniversaire de la Société suisse de bienfaisance de Munich. Le*

Wie ich gewissen Pressestimmen entnahm, wurde grosses Gewicht darauf gelegt, ob ich den in den «Münchner Neuesten Nachrichten» zitierten Zusatz betreffend die Schweizerpresse gesagt habe. In meinem Manuskript ist er nicht enthalten; da ich aber die Rede frei vortrug, halte ich es nicht für ausgeschlossen, dass ich beiläufig sagte, die Schweizerpresse beteilige sich leider ebenfalls an der Kolportierung von Anschlussgerede.

Dass dies richtig ist, wird man nicht bestreiten können. Das «Volksrecht» von Herrn Nationalrat Meyerhans liefert ja das Musterbeispiel, wenn es in der gleichen Nummer, wo es mich wegen meiner Rede angreift, den Hintertreppekatsch der «News Chronicle» veröffentlicht und dabei Herrn von Bibra verdächtigt. Zur Ehre der grossen Schweizerblätter sei es immerhin gesagt, dass diese den Artikel mit Stillschweigen übergangen haben, sogar der «Bund», der sich im Falle Krahl in der Verbreitung eines obskuren Rechtsanwaltsbriefes hervortat. Ich will damit nicht etwa sagen, dass dem Anschlussgerede überhaupt keine Bedeutung beizumessen sei. Aber statt solche vereinzelte Äusserungen inkompetenter Personen in der Presse breitzuschlagen und die öffentliche Meinung bei uns gegen Deutschland aufzuputschen, wäre es besser, wenn man sich darauf beschränken würde, dem Politischen Departement oder der Bundesanwaltschaft solche Dinge zur Kenntnis zu bringen. Es besteht dann die Möglichkeit dafür zu sorgen, dass solche Äusserungen auf ein Mindestmass zurückgehen.

Die Frage, ob ich die Presse ausdrücklich erwähnt habe oder nicht, scheint mir müssig zu sein, weil ich ausführte, dass das ganze Schweizervolk der Politik des Bundesrates, d. h. gleiche freundschaftliche Beziehungen mit allen Nachbarstaaten, mehr Verständnis entgegenbringen müsse. Die Schweizerpresse gehört auch zum Schweizervolk und für die Bildung der öffentlichen Meinung und für den guten oder schlechten Eindruck im Ausland, den man von der schweizerischen öffentlichen Meinung hat, ist sie zu einem grossen Teil verantwortlich. Jene Ausführungen gehen deshalb in erster Linie, auch wenn ich den Adressaten nicht ausdrücklich genannt haben sollte, an die Schweizerpresse und es liegt daher nicht der geringste Grund vor, den Bericht der «Münchner Neuesten Nachrichten» in diesem Punkt zu dementieren.

Die Presse nimmt das Recht in Anspruch, die Behörden nach eigenem Ermessen zu kritisieren. Sie sollte daher auch nicht so empfindlich sein, wenn sie selbst kritisiert wird und man es für nötig erachtet, sie im Landesinteresse an ihre Verantwortlichkeit zu erinnern. Die Presse betont auch – zum Teil mit Recht –, dass die Neutralitätspflichten des Staates und des Bürgers nicht identisch seien. Sie sollte deshalb auch dafür Verständnis haben, dass man sich nicht mit allem solidarisch erklären kann, was ohne Rücksicht auf die schweizerischen aussenpolitischen Interessen geschrieben wird, dies auch nicht im

texte authentique de ce discours n'est pas encore arrivé à Berne, mais le Conseil fédéral est d'ores et déjà d'avis que les parties qui en ont été publiées par le «Deutsches Nachrichten Bureau» n'appellent aucune critique de sa part; il approuve, au contraire, les conclusions favorables pour la Suisse que M. Frölicher a tirées de la reconnaissance solennelle par l'Allemagne du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Lorsqu'il connaîtra dans sa teneur exacte l'ensemble de ce discours, le Conseil fédéral se prononcera définitivement à son sujet.

Ausland. Wenn ich mich mit dieser falschen geistigen Landesverteidigung solidarisch erklären würde oder mich darauf beschränken würde, die Schuld an der Missstimmung Deutschland zuzuschreiben, dann hätten wir wahrscheinlich schon in der nächsten Zeit die grössten Schwierigkeiten, nicht nur mit Deutschland, sondern auch mit Italien, das in solchen Fragen nur allzu gern bereit ist, die Festigkeit der Achse unter Beweis zu stellen.

Dass diese Gefahr besteht, darüber darf man sich keinen Illusionen hingeben. Ein grosses starkes Land wird sich auf die Dauer keine Haltung eines kleinen Nachbarlandes gefallen lassen, die zu Recht oder zu Unrecht als Einmischung in die innern Verhältnisse angesehen wird.

Ich weiss auch, dass man im Propagandaministerium und bei der Leitung der deutschen Auslandsorganisation schon seit längerer Zeit Erwägungen darüber anstellt, wie man diesen Unfreundlichkeiten aus der Schweiz begegnen könnte. Herr Staatssekretär Bohle, der Leiter der deutschen Auslandsorganisation, hat mir vor kurzem gesagt, dass infolge der Missstimmung in der Schweiz zahlreiche Deutsche, die dort niedergelassen waren, brotlos geworden sind. Glücklicherweise hätten sie leicht in Deutschland wieder Verdienst gefunden; aber diese Rückwanderer seien erbitterte Gegner unseres Landes und würden ihm in den Ohren liegen, damit etwas gegen die Schweiz geschehe. Bis jetzt hat man sich, wie ich Ihnen berichtete, darauf beschränkt, Mitgliederverzeichnisse von den Schweizervereinen einzufordern. Ferner ist in der deutschen Presse das Problem in verstärktem Masse erörtert worden. Man darf aber diese Warnungen nicht einfach überhören und der Sache den Lauf lassen, denn sonst könnte die Schweiz unter dem Druck Deutschlands und Italiens in die Lage kommen, der Schweizerpresse internationale Anstandsregeln vorschreiben zu müssen.

Es liegt mir fern, diese Gefahren zu dramatisieren. Noch vor einigen Tagen hat mir ein Beamter des Auswärtigen Amtes, der oft beim Reichskanzler Dienst hat, gesagt, dass die Schweiz keinen Grund zu irgendwelcher Beunruhigung habe; der Reichskanzler sei, das habe er selbst gehört, von dem Wert einer unabhängigen neutralen Schweiz überzeugt. Alles was Deutschland wolle, sei nur ein gutes freundnachbarliches Verhältnis mit der Schweiz.

Solange die verantwortlichen Stellen sich für ein gutes Einvernehmen einsetzen, obwohl dies nicht immer populär ist, und solange man die Hoffnung haben kann, dass auch im Schweizervolk diese Ermahnungen etwas nützen und die Besinnung und die Einsicht wiederkehrt, so wird man keine Massnahmen Deutschlands wegen dieser Unfreundlichkeiten aus der Schweiz zu befürchten haben. Dies dürfte aber nur ein Grund mehr sein, selbst zum Rechten zu sehen und dem Schweizervolk klar zu machen, dass es nicht zu unserem Vorteil ist, uns mit unseren Nachbarstaaten wegen ihrem innern System zu verzanken. Die Presse aber, die für die Bildung der öffentlichen Meinung mitverantwortlich ist, sollte einsehen, dass eine geistige Landesverteidigung, die auf die aussenpolitischen Interessen keine Rücksicht nimmt, nicht mehr eine Landesverteidigung ist, sondern eine ernstliche Landesgefahr.

E 4320 (B) 1970/25/76

*L'Inspecteur M. Ulrich
au Chef du Service de Police du Ministère public, W. Balsiger*

R Cq.2.703

Bern, 12. Dezember 1938

In Sachen: *Hofmann Ernst, Wechlin Heinrich, Manssdörfer Hans, Semini Primo, Diggelmann Walter, Leimbacher Walter, Hofmann Edwin*, alle wohnhaft in Zürich, Funktionäre der ESAP, betreffend: *Verdacht der Widerhandlung gegen das Bundesgesetz betr. Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft vom 8.10.1936 und gegen den BB betr. den Schutz der Sicherheit der Eidgenossenschaft vom 21. Juni 1935.*

I. Vorbemerkungen

Am 10. November 1938 wurden bei obgenannten Personen auftragsgemäss Haussuchungen durchgeführt¹, was ohne irgendwelche Zwischenfälle gemacht werden konnte. Das sichergestellte Material, die umfassenden Erhebungen, sowie die eingehenden Abhörungen ermöglichen uns heute die Beurteilung der Tragbarkeit der politischen Einstellung und Tätigkeit der eidg. Sozialen Arbeiterpartei (ESAP) für die Schweiz. Da eine Widerhandlung gegen das Unabhängigkeits- wie auch gegen das Spitzelgesetz nicht nachgewiesen werden kann, bleibt uns die Überprüfung, ob die Satzungen der Partei sowie deren politische Tätigkeit mit der Bundesverfassung und den bestehenden BB, BG und BRB vereinbar und für unseren demokratischen Staat tragbar seien. In Anbetracht der extremen politischen Strömungen von links und rechts, welche sich beide schlussendlich die Beseitigung unserer demokratischen Einrichtungen in der heutigen Form, wenn auch getarnt und auf einen noch nicht festgelegten Zeitpunkt, zum Ziele gesetzt haben, muss gesagt werden, dass auch wir in einer Zeit der politischen Undurchsichtigkeit und Verworrenheit leben. Diese Tatsache allein verlangt von den Anhängern aller demokratischen Parteien, welche die grosse Mehrheit unseres Volkes ausmachen, grösste Wachsamkeit und insbesondere von den Organen, welche von Amtes wegen wachen müssen, extensive Auslegung der in Betracht fallenden vorhandenen Gesetze, Verordnungen und Richtlinien zum Schutze unseres Staates in der heutigen Form. Wir wollen im Nachfolgenden versuchen, entsprechend diesen Vorbemerkungen, das Ergebnis unseres polizeilichen Ermittlungsverfahrens wiederzugeben.

II. Die ESAP, Satzungen, Zweck und Ziel

Vorerst wollen wir Satzungen und Programm in seinen für uns hier notwendigen Teilen wiedergeben:

1. *A ce sujet, cf. aussi N° 495.*

«EIDG. SOZIALE ARBEITERPARTEI, SATZUNGEN

Art. 1 Name und Sitz. Die Eidg. Soziale Arbeiterpartei (ESAP) ist eine Vereinigung im Sinne von Art. 60ff des ZGB, Sitz ist Zürich.

Art. 2 Kampf und Ziel. Die ESAP bezweckt den Zusammenschluss aller national und sozial gesinnten Volksgenossen zur:

- a) Erhaltung und Erweiterung sozialer Errungenschaften.
- b) Verteidigung der Lebensrechte des schaffenden Volkes.
- c) Neugestaltung des politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Lebens.
- d) Neuschaffung einer starken und sozial gerechten Eidgenossenschaft.

Art. 3 Programm. Die Kampfgrundlage und Zielsetzung der ESAP bezeichnet das Parteiprogramm. Es bildet einen festen Bestandteil der Satzungen.

Art. 4 Symbole. Fahne und Parteiabzeichen zeigen im roten Feld einen weissen Blitz. Die Parteiführung erlässt besondere Bestimmungen über Ausführung, Verteilung, Verwendung und Verkauf.

Art. 5 Form. Die ESAP setzt sich zusammen aus Aktiv- und Passivmitgliedern bzw. der A-Organisation (Aktive) P-Organisation (Passive) F-Organisation (Frauen) J-Organisation (Jugend). Über die Zuteilung entscheidet die Parteiführung.

Art. 6 Voraussetzungen. Mitglieder der ESAP können nur sein Schweizerbürger arischer Abstammung, die in bürgerlichen Ehren und Rechten stehen und keiner anderen politischen Partei oder Geheimorganisation (Loge und dergl.) angehören. Die Zugehörigkeit erfordert vorbehaltloses Bekenntnis zu Satzungen und Parteiprogramm und die kraftvolle Einsetzung für deren Verwirklichung.

Art. 7 Aufnahme. Die Aufnahme wird auf schriftliches Gesuch hin durch die Parteiführung vollzogen unter gleichzeitiger Zuteilung in eine der Organisationen Art. 5. II. Sie kann ohne Angabe eines Grundes verweigert werden.

Art. 8 Austritt. Der Austritt kann mit schriftlicher Erklärung jederzeit erfolgen.

Art. 9 Ausschluss. Der Ausschluss kann von der Parteiführung ohne Angabe eines Grundes vollzogen werden. Es steht dem Ausgeschlossenen frei, während 10 Tagen das Parteigericht anzurufen.

Art. 10 Beitrag. Der Mitgliedsbeitrag beträgt monatlich Fr. 1.– und ist im voraus zu entrichten. Die Beitragspflicht ändert mit dem Tage des Austrittes oder Ausschlusses. Bezüglich Zahlungsweise, Reduktion oder Erlass in Fällen der Not, erlässt die Parteiführung besondere Bestimmungen. Wird der Beitrag oder die fällige Bezugsgebühr für das «Schweizervolk» während 3 Monaten nicht bezahlt, gehen alle Mitgliedschaftsrechte zur ESAP verloren. Die Beiträge und Bezugsgebühren sind Bringschuld. Die Fälligkeit tritt ohne Mahnung ein.

Parteiführung

Art. 11 Diese setzt sich zusammen aus:

- a) dem Parteiführer
- b) seinen Mitarbeitern (Mitarbeiterstab)

Art. 12 Der Parteiführer ist auf die Satzungen und das Programm vereidigt. Er vertritt die ESAP nach aussen und bestimmt die politischen Kampfhand-

lungen. Er ist der Partei für seine Handlungen verantwortlich und kann nur bei Eidbruch durch Urabstimmung der Mitglieder sofort abberufen werden.

Art. 13 Der Mitarbeiterstab. Die Zahl der Mitarbeiter bestimmt der Parteiführer. Ernennung und Abruf erfolgen durch ihn. Sie kann jederzeit und ohne Begründung erfolgen. Die Parteiführung ist folgendermassen gegliedert:

- a) Leiter der A-Organisation
- b) Leiter der P-Organisation
- c) Organisation
- d) Oberster Schriftführer
- e) Zentralkassier
- f) Leiter des Mitgliederdienstes
- g) Presseschef.

Die Mitarbeiter sind dem Parteiführer für ihre Ressort voll verantwortlich. Sie ernennen ihre Mitarbeiter und haben ebenso das Abberufungsrecht.

Art. 14 Führerrat. Parteiführer und Mitarbeiter-Stab bilden zusammen den Führerrat. Er wird durch den Parteiführer einberufen. Ihm obliegt insbesondere die Organisation der Partei und ihrer Gliederungen.

Parteigericht

Art. 15 Das Parteigericht besteht aus einem Obmann und zwei Richtern. Der Obmann wird von der Parteiführung ernannt. Die zwei Richter wählt die Mitgliedschaft. Sie sind auf ein Jahr gewählt und nachher wieder wählbar.

Art. 16 Das Parteigericht ist ein Schiedsgericht im Sinne der Zivilprozessordnung des Kantons Zürich. Seine Entscheide sind endgültig und können an kein bürgerliches Gericht weitergezogen werden. Die Verhandlungen werden gemäss Zürcher Zivilprozessordnung geführt.»

Die Einsetzungsformel lautet:

«Die Einsetzung eines Ortsgruppenführers geschieht nach einheitlicher Formel.

Sie lautet:

K.d.....!

Sie sind von der Parteileitung mit dem Vorsitz der Ortsgruppe..... betraut worden.

1. K.d.....!

Sind Sie sich der vermehrten Pflichten und Arbeiten dieses schweren Amtes bewusst?

2. K.d.....!

Sind Sie gewillt, das Amt des Ortsgruppenführers..... mit aller Konsequenz zu übernehmen?

3. Getreu den Satzungen, dem Programm, dem Parteiführer?

So versprechen Sie es mir durch Handschlag und auf die Fahne. So ernenne ich Sie im Namen der eidg. sozialen Arbeiterpartei und des Parteiführers zum Ortsgruppenführer.....»

Aus diesen zwei Aktenstücken ist ersichtlich, dass wir es hier mit einer Partei zu tun haben, welche auf dem Führerprinzip aufgebaut ist. Als Hauptpunkte der Satzungen sind zu nennen:

Neugestaltung des politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Lebens, *Neuschaffung* einer starken und sozial gerechten Eidgenossenschaft, die *Aufnahmebedingungen*, die Juden und Angehörigen von Logen zum voraus als Mitglieder abweisen, sowie die *Parteigerichtsbarkeit*, wobei Entscheide nicht an die bürgerlichen Gerichte weitergezogen werden können. Diese Tatsachen beweisen die ideologische Verwandtschaft zum Führerstaat, wie wir das von Deutschland und Italien her kennen. Akt. 2 (der Akten Hofmann) zeigt uns, dass die Partei die heutige Staatsform ablehnt. Sie plant an Stelle des heutigen Nationalrates die sogenannte Berufskammerbehörde aus Arbeitgebern und Arbeitnehmern, wie wir das von Italien her kennen. Hätte unser Ermittlungsverfahren die geistige und materielle Beeinflussung der ESAP durch ausländische Behörden oder Parteien zu beweisen vermocht, so müsste eine Anschlussvorbereitung angenommen werden. Da aber, vor allen Dingen, die Herkunft der finanziellen Mittel, monatlich rund Fr. 7000.– für Partei und Zeitung, restlos abgeklärt werden konnte (es handelt sich ausschliesslich um schweizerische Industrielle, Fabrikanten und Privatiers)² und die direkte geistige Beeinflussung des Auslandes nicht bewiesen werden kann, müssen wir die ESAP als politisches Gewächs der Schweiz mit ausländischen und undemokratischen Grundsätzen und Ideen betrachten. Akt. 13, der wie folgt lautet:

«Bund russischer Fascisten, Berlin W15, 27. Okt. 1938
(Allrussische fascistische Partei)

An die Parteileitung der ESAP,
Limmatstrasse 212,
Zürich

Werte Kampfgenossen,

Durch unsere Gewährsmänner in der Schweiz erfahren wir über die Tätigkeit der ESAP. Wir stehen in Verbindung mit allen nationalen Organisationen nat.-soz. und faschistischer Weltanschauung der Welt und möchten auch mit der ESAP in Verbindung treten. Es würde uns sehr interessieren, Ihre Literatur und Zeitungen zu erhalten/unsere Zeitung senden wir Ihnen/und Näheres über Organisation und Arbeit der ESAP zu erfahren.

Mit kameradschaftlichem Kampfgruss!
Stellvertreter des Führers des B.R.F.
sig. Bredl
Schriftwart: Gimánovsky

P.S. Unsere Zeitschrift erscheint in Harwin Mandschukuo. Die Leitung für Europa befindet sich in Berlin.»

beweist uns allerdings einwandfrei, dass dieser getarnte aber rein nationalsozialistische «Bund russischer Fascisten» mit allen Organisationen nat.-soz. und faschistischer Weltanschauung in Verbindung steht und in der Schweiz seine Gewährsleute, oder offen gesagt, Spitzel besitzt. Der genannte Bund untersteht

2. Cf. les annexes 1 et 2 agraphées au document et reproduites ci-dessous.

dem aussenpolitischen Amt der NSDAP, d. h. dem Balten *Alfred Rosenberg*. Wir sehen also hier, dass alle sogenannten nationalen Bewegungen in einem gewissen Zusammenhang zum aussenpolitischen Amt der NSDAP und damit zum dritten Reich stehen. Da die ESAP sich, wenigstens soweit feststellbar, auf legalem Boden bewegt und schweizerische Geldgeber sie finanziell unterstützen, kann man sie keiner irgendwie strafbaren Handlungen bezichtigen. Was uns aber immerhin nachdenklich stimmen muss und uns des weiteren zeigt, dass gerade Parteien wie die ESAP für unseren demokratischen Staat in der heutigen Form eine nicht zu unterschätzende Gefahr bilden können, ist die Tatsache der finanziellen Unterstützung durch kapitalkräftige Schweizer. Dazu kommt die nicht ganz verständliche und sicher zu verurteilende geistige Beeinflussung und Aufmunterung zur wirklichen Beseitigung der heutigen Staatsform durch die gleichen Personen. So schreibt am 17. September 1938 der Geldgeber *Dr. Oskar Sulzer*, Winterthur, an *Ernst Hofmann* folgenden Brief:

«Dr. Oskar Sulzer
Winterthur.

Winterthur, 17. September 1938

Herrn Ernst Hofmann,
Eidg. soziale Arbeiterpartei,
Zürich.
Limmatstr. 212.

Lieber Ernst Hofmann,

Ich habe bei unserer Besprechung am 14. ds. Mts. versprochen, Ihnen jeweils eine kurze Appreciation Ihrer Zeitung zu geben. Hier ist sie, was Nr. 27/38 anbelangt:

Ich glaube, der Inhalt ist recht. Die Aufmachung ist wie immer, gut und klar, der Text vermeidet es, dem lauernnden Gegner eine Blösse zu bieten, wie dies in den vorangehenden Nummern der Fall war.

Mit Ihrem Leitartikel bin ich ganz einverstanden. Nur dass ich die Menschen nach anderen Kategorien aufteile: In Träumer und solche, die den Mut haben, die Wirklichkeit zu sehen. Kommunisten und Sozialisten gehören zu den ersteren, und zwar sind sie die aktive, schädliche Abart der Träumer. Sie wissen nicht, dass man auf dem Wege, auf welchem sie mit Gebrüll und Fluchen vorwärts drängen, nirgends anders hingelangt als auf das Niveau des Höhlenbewohners. Neben ihnen gibt es aber noch den grossen Haufen der weniger aktiven, aber nicht weniger gefährlichen Idioten. Ich meine die bürgerlichen Politiker, die infolge der «Güte ihres Herzens» überhaupt nicht mehr wissen, was sie wollen.

Das wichtige, was ich Ihnen sagen wollte, ist etwas anders. Es genügt nicht, dass Sie Anklage gegenüber den Leuten von Moskau und gegenüber den bürgerlichen Schafen erheben, die Ihnen gehorchen. Das zweite ist ebenso unentbehrlich: Sie müssen selber wissen, wie man den bestehenden Zustand abändern soll. *Nach meiner Meinung genügen neue Leute nicht; es ist damit nicht geholfen, dass an die Stelle der bisherigen Amtsinhaber andere gesetzt werden.*

Sondern Sie müssen auf die Fragen Antwort zu geben wissen: Soll die gegenwärtige Verfassung bleiben, wie sie ist, oder soll sie abgeändert werden? Wenn ja, wie? In welchem Teil und in welchem Sinne soll sie abgeändert werden? Ich komme damit auf das Thema zurück, von dem ich Ihnen schon wiederholt gesprochen habe. *Glauben Sie mir, es ist kein blosses Steckenpferd; wohl aber ist es so, dass der Politiker, der wirklich Politiker ist, im Stande sein muss, auf diese Frage zu antworten.* Darin zeigt sich, was der Angelsachse mit richtigem Gefühl die «konstruktive Politik» nennt. *An diese Frage müssen Sie ran und rüber – sonst werden Sie in der Politik stets nur Leichtathlet sein.*

Mit freundlichem Gruss

Sig. Sulzer»

Es scheint, dass die SBB zu wenig «Sulzermaschinen» bestellen, oder werden die Bestellungen auf diese Weise verdankt³. Gerade weil also die ESAP von schweizerischem Kapital lebt, und bewusst über die ausländischen diktatorischen Parteigrundsätze und -ziele einen schweizerischen Hirtenmantel umwirft, um ungehindert an der Unterhöhlung unserer Staatsform arbeiten zu können, ist sie ungleich gefährlicher als eine bekanntermassen von Deutschland abhängige Partei⁴. Diese Tatsache heute zu erkennen und daraus die Konsequenzen zu ziehen, ist dringend notwendig. Dass Herr Sulzer nicht der einzige ist, welcher mit den staatsgefährlichen Zielen der ESAP einverstanden ist, beweisen die Aktenstücke 14–44. (Akt. Hofmann)

III. Personen

Hofmann Ernst Armin, des Gottlieb und der Frieda Marie geb. Neukomm, geb. 6.5.1912 in Zürich, von Seen-Winterthur, ledig, Journalist, Führer der ESAP, wohnhaft Schaffhauserstr. 124 in Zürich bei seiner Mutter, ist in Zürich geboren und aufgewachsen. Sein Vater war pensionierter Strassenbahnangestellter. Er ist der jüngste von 3 Kindern. Er besuchte 8 Jahre die Primarschule und 3 Jahre die Gewerbeschule. Bei der Firma A. Kern & Cie. später Mantel & Cie. an der Universitätsstrasse in Zürich absolvierte er eine 3-jährige Lehrzeit als Elektromonteur. Anschliessend betätigte er sich 6 Jahre lang bei verschiedenen Firmen sowie zeitweise auf eigene Rechnung in seinem Berufe. Seit dem Herbst 1936 wandte er sich der Politik zu.

Zu Beginn des Jahres 1933 trat er der nationalen Front bei, wo er den Sportring gründete und sich in demselben als Sporttrainer betätigte. Dann war er Führer der Propagandagruppe und zwar bis zu seinem Austritt aus der Partei im Februar 1936. Zu dieser Zeit, d. h. Mitte März oder April 1936, kamen erstmals aus der nationalen Front ausgetretene Mitglieder, u.a. Mannsdörfer, Leimbacher, Hofmann Edwin, zur Besprechung der politischen Lage zusammen. Es wurde damals an der Webergasse in Zürich für den monatlichen Zins von Fr. 20.– ein Bureau gemietet. Am 1. Juni 1936 erfolgte die Gründung der ESAP. Damals wurde Hofmann Ernst von ca. 15–20 Mann als Parteiführer gewählt. Am 1. Oktober 1936 wurde der Sitz des Parteibureaus an die Zähl-

3. *Point d'interrogation en marge de cette phrase.*

4. *Point d'interrogation en marge de cette phrase.*

ringerstr. 25 verlegt, die monatliche Miete machte Fr. 200.– aus. Am 1. Mai 1937 wurde der Sitz der Partei neuerdings gewechselt und zwar an die Limmattstr. 212 in Zürich 5, wofür ein monatlicher Zins (Autogarage inbegriffen) von Fr. 200.– bezahlt wurde. (Siehe Skizze Geschäftsräumlichkeiten der ESAP bei den Akten Hofmann Ernst). Ideologisch ist Hofmann Ernst mit allen Nationalsozialisten der Schweiz in Verbindung. Brieflicher Verkehr unterhält er mit dem «Volksbund». Die persönliche politische Einstellung stimmt überein mit den Parteisatzungen. Hofmann ist der eigentliche Kämpfer und nach aussen vorgeschobene Führer der Partei. Sein einfaches Auftreten, die bescheidenen Ansprüche und die leidenschaftliche politische Kampftätigkeit haben ihm verschiedene gewöhnliche Arbeiter für seine Partei zugänglich gemacht. Er besorgt das Inkasso sämtlicher ganz ansehnlicher Gönnerbeträge, die sich nach eigenen Depositionen bis heute auf rund 66 000 belaufen. Hofmann gibt zu, sich offen zur Weltanschauung des Nationalsozialismus in vollem Umfange zu bekennen. Er hat mit dem Auslande, d. h. mit Amts- oder Parteistellen, keine Verbindung, wenigstens konnte ihm das nicht nachgewiesen werden.

Wechlin Heinrich Eugen, des Heinrich und der Charlotte geb. Tissot, geb. 22. August 1897 in Genf, von Zürich, verehelicht mit Margaretha geb. Lichtenhahn, Dr. Phil., Redaktor der Zeitung «Schweizervolk» und Pressechef der ESAP, wohnhaft an der Heliosstr. 8 in Zürich, war bis zu seinem 7. Lebensjahre in Genf. Zu Beginn des Jahres 1904 kam er nach Zürich, wo er 6 Jahre die Primarschule und 1 Jahr das Gymnasium besuchte. Anschliessend besuchte er während 4 Jahren das Gymnasium in Schiers (Graubünden). Dann war er 1 Jahr als Volontär bei einem Landwirt Dübendorfer im Riedhof, Regensdorf (Zürich), tätig, um neuerdings bis 1918, zu welcher Zeit er seine Matura machte, in Schiers zu studieren. 1916 absolvierte er seine Rekrutenschule, in den Jahren 1917 und 1918 leistete er bereits Aktivdienst. Das Sommersemester 1918 als cand. theol. absolvierte er an der Universität Zürich. Im Herbst 1918 leistete er noch einmal Aktivdienst und anschliessend studierte er bis im Frühjahr 1919 an der Universität Zürich. Vom Frühjahr 1919 bis Frühjahr 1920 studierte er an der Universität Basel, daran anschliessend bis Dezember 1921 an der Universität Freiburg i. Ue., wo er zu genannter Zeit als Dr. phil. doktorierte. Bis im Frühjahr 1922 ruhte er sich aus oder machte Studienreisen, so u. a. nach Littauen und Lettland. Im Frühjahr 1922 besuchte er noch ein Semester journalistische und geschichtliche Vorlesungen an der Universität Zürich. Im Herbst 1922 bestand er mit gutem Erfolg das aargauische Bezirkslehrerexamen. Bis 1924 war er dann als freier Journalist in Bern tätig. Im Frühjahr 1924 wurde er als stellvertretender Redaktor an die Mittelpresse in Bern berufen. Im Herbst gleichen Jahres engagierte ihn das «Berner Tagblatt» als Inlandsredaktor, was bis 1931 der Fall war. Zu dieser Zeit wurde er zum Chefredaktor ernannt. Am 30. Juni 1936 musste Wechlin wegen politischen Meinungsverschiedenheiten seinen Posten einem andern überlassen. Im Monat August 1936 eröffnete Wechlin in Berlin ein schweizerisches Pressebureau, welches über die politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Geschehnisse in Deutschland allgemein und in der Reichshauptstadt im speziellen Berichte für schweizerische Zeitungen erstellte. Zuzufolge der Frankenabwertung im Herbst 1936, musste Wechlin seine Tätigkeit in Berlin aufgeben. In der Dezember-

session desselben Jahres, nachdem er in Berlin vernommen hatte, dass Herr alt Bundesrat Musy die schweizerische Aktion gegen den Kommunismus gegründet habe und einen Pressechef suche, begab er sich nach Bern, um mit Herrn Musy die Möglichkeit einer Anstellung als Pressechef zu besprechen. Die beiden Herren einigten sich, sodass Herr Wechlin laut Vertrag vom 31. Dezember 1936 für ein Jahr als Pressechef mit einem Salär von Fr. 9600.– angestellt wurde. Als Pressechef der SAK redigierte Wechlin die deutsche Ausgabe der Schrift der SAK. Am 1. Mai 1937 nahm Wechlin auch in Freiburg seinen Wohnsitz, was bis zum 30. Juni 1938 der Fall war. Im Verlaufe des Jahres 1937 wurde in Zürich ein deutschschweizerisches Sekretariat der SAK an der Glärnischstr. 40 eröffnet, als Sekretär betätigte sich *Dr. Franz Riedweg* aus Luzern (jetzt SS-Hauptsturmführer in München), der sehr viel auf Reisen war und von Zeit zu Zeit zur Rapporterstattung nach Freiburg kam. Seit Beginn des Jahres 1938 war Wechlin dann teilweise in Zürich teilweise in Freiburg tätig, da er den inzwischen aus der Schweiz ausgewanderten *Dr. Franz Riedweg* in Zürich remplaceieren musste. Im Einverständnis mit Herrn Musy stellte Wechlin in der Folge *Frl. Jaggi* als Sekretärin an. Inzwischen wurde Herrn Wechlin zur Kenntnis gebracht, dass in Zürich eine neue Zeitung das «Schweizervolk» erscheinen werde, und dass ein Redaktor gesucht sei. Nachdem Wechlin die Sicherheit hatte, dass die Mittel zur Bezahlung eines Redaktors sichergestellt waren, schloss er im Laufe des Monats Juni 1938 mit dem Parteiführer *Hofmann Ernst* einen 2jährigen Dienstvertrag ab, wonach Wechlin Chefredaktor und Pressechef mit einer monatlichem Besoldung von Fr. 750.– ist. Mit Herrn Musy wurde vereinbart, dass der Mitteilungsdienst der SAK nicht mehr weiter vom Redaktor einer viel bekämpften Zeitung wie das «Schweizervolk» redigiert werden könne, sodass seit ungefähr Ende September auf die Herausgabe eines deutschsprachigen Mitteilungsdienstes verzichtet wurde.

Die politische Tätigkeit des Wechlin innerhalb der ESAP besteht darin, dass er ständig die In- und Auslandspresse nach gewissen für seine Partei festgelegten Richtlinien verfolgt und nach Durcharbeitung zur Katalogisierung dem Kanzleipersonal übergibt. Im weitern ist er journalistischer, propagandistischer und politischer Berater der Partei und macht als solcher sowie als Referent bei Parteiversammlungen Reisen in der ganzen Schweiz, wobei ihm die Spesen gedeckt werden. Man kann also ruhig sagen, dass Wechlin der eigentliche vor allen Dingen geistige Leiter der Partei ist. Sein riesiger Bekann-tenkreis im In- und Auslande, lassen ihn als eigentlicher Führer der ESAP in einem ganz anderen, für uns auf alle Fälle gefährlicheren Lichte erscheinen. Neben Reisen nach Litaunien, Lettland, Dänemark, Polen, Tschechoslowakei, Belgien, Frankreich, Italien und Österreich, denen teils journalistische teils politische Motive zu Grunde lagen, interessieren uns naturgemäss am meisten die auf jeden Fall beachtenswerten Beziehungen zu reichsdeutschen Stellen. Im Januar 1936 machte Wechlin seine erste grössere Reise nach Deutschland, bei welchem Anlasse er verschiedene prominente politische Persönlichkeiten, wie Reichsaussenminister *von Neurath*, Propagandaminister *Goebbels*, Kirchenminister *Kerrl*, Reichsminister *Hess*, Reichsleiter *Rosenberg* besuchte. Ausserdem wurde Wechlin vom Chef der Presseabteilung des Auswärtigen Amtes, Gesandter *Aschmann*, besucht. Aus dieser Tatsache müssen wir schliessen,

dass Wechlin bei den leitenden Persönlichkeiten des Dritten Reiches kein Unbekannter ist, was im Zusammenhang mit seiner heutigen Stellung in einer angeblich schweizerischen Partei beachtenswert erscheint. Wenn, wie Wechlin dem Unterzeichneten gegenüber behauptete: «Längstens in 4–5 Jahren sind wir (die ESAP) ja ohnehin an der Macht», wahr werden sollte, würden sich die oben angeführten Beziehungen erst richtig auswirken, auf jeden Fall wäre die schweizerische Unabhängigkeit dahin. Im März 1938 reiste Wechlin ein zweites Mal nach München um dort die Textbereinigung des antikommunistischen Films «Die rote Pest» im Auftrage von Herrn Musy vorzunehmen. Anlässlich derselben Reise besuchte Wechlin den uns aus dem Fall «Graf Karl von Meran» bekannten Herausgeber der «Kontra-Komintern», *Nils von Bahr*, in Berlin. Ende Oktober 1938 reiste Wechlin das letzte Mal nach Deutschland, er besuchte in München den SS-Hauptsturmführer *Dr. Franz Riedweg*. Es handelte sich um die Regelung eines strittigen Betrages von Fr. 3–4000 im Zusammenhang mit der SAK. Bei diesem Anlasse stellte Wechlin fest, dass Dr. Riedweg heute bei der SS Aushebungsarzt ist. Im vergangenen Frühjahr war Herr Wechlin beim deutschen Gesandten zusammen mit Herrn Musy sen. und jun. und andern Personen zu einem Essen eingeladen. Bei diesem Anlasse erklärte der anwesende *Freiherr von Bibra*, dass die deutsche Kolonie in der Schweiz jetzt dann wieder eine eigene Zeitung haben dürfe. Auf das Verlangen von Wechlin versicherte Bibra, dass er dieselbe jeweils zustellen werde. Auch in diesem Falle müssen wir feststellen, dass Wechlin zu den Vertretern Deutschlands in der Schweiz Beziehungen hat, welche doch vermutlich auf seine politische Einstellung und Tätigkeit zurückzuführen sind. Zusammenfassend muss gesagt werden, dass Dr. Wechlin als eigentlicher Leiter einer nationalsozialistisch eingestellten Partei in der Schweiz unter Einbeziehung seiner Beziehungen zu reichsdeutschen Ministern des In- und Auslandes für die Schweiz und insbesondere deren Unabhängigkeit als äusserst gefährlich betrachtet werden muss.

Mannsdorfer Hans Alfred, des Hans Paul und der Frieda geb. Hunziker, geb. 24. Juni 1911 in und von Zürich, verhehlicht mit Nelly Anna geb. Pfenninger, kaufm. Angestellter und Mitglied der Parteileitung (Leiter der A-Organisation), ist in Zürich geboren und aufgewachsen. Er absolvierte 6 Jahre Primar- und 3 Jahre Sekundarschule und absolvierte anschliessend eine dreijährige kaufmännische Lehrzeit. Seit 1930 bis Dezember 1936 war Mannsdorfer als Handlanger, kaufm. Angestellter u.s.w. tätig, teilweise war er auch arbeitslos. Seit dieser Zeit aber befasst er sich ausschliesslich mit politischen Problemen der ESAP. Als Angestellter der ESAP bezieht er einen monatlichen Gehalt von Fr. 400.–. Bei Mannsdorfer haben wir es mit einem untergeordneten Funktionär der ESAP zu tun, welcher nur die Befehle der eigentlichen Parteileitung (Hofmann-Wechlin) ausführt.

Semini Primo Ernesto Rinaldo, des Primo und der Marie geb. Ammann, geb. 22.11.1913 in und von Zofingen, kaufmännischer Angestellter, wohnhaft bei Schmid, Krokusweg 9 in Zürich-Oerlikon, ist in Zofingen geboren und aufgewachsen, hat dort 9 Jahre Primar- und Bezirksschule besucht und anschliessend 3 Jahre die Handelsschule des kaufmännischen Vereins. Dann war er während 4 Jahren bei der Firma Rossi in Zofingen tätig. Im Jahre 1937 begab sich

Semini nach England, um die englische Sprache zu erlernen. Nach kurzer Zeit musste er aber wegen Schwierigkeiten, eine Arbeitsbewilligung zu bekommen, wieder nach der Schweiz zurückkehren. Auf eine Offerte der Buchdruckerei Stampfenbach A.G. wurde er dort als Acquisiteur und Administrateur angestellt. Semini musste die Inseratenwerbung für die neue Zeitung Das «Schweizervolk» übernehmen. Nachdem Semini bei seiner neuen Tätigkeit keinen grossen Erfolg hatte, sah er sich aus finanziellen Gründen genötigt, mit dem Chef der Firma Rücksprache zu nehmen. Daraufhin wurde mit dem Parteiführer Hofmann die Vereinbarung getroffen, dass in Zukunft die Partei Arbeitgeber sei, welche ein monatliches Fixum von Fr. 300.–, ein Generalabonnement der SBB und Provision bei Insertionsaufträgen zusicherte. In der Folge wurde Semini auch Parteimitglied. Seit Mai 1938 ist er bei der ESAP angestellt, auch er versieht Funktionen eines untergeordneten Parteigestellten.

Diggelmann Walter, des Hermann und der Anna geb. Widmer, geb. 2. September 1920 in Basel, von Mönchaltorf, Zürich, Journalist, Mechaniker, wohnhaft bei seinen Eltern, Hürststrasse 65, Zürich-Seebach, ist in Basel geboren, war aber nur kurze Zeit dort wohnhaft und besuchte 6 Jahre die Primar- und 2 Jahre die Sekundarschule in Uster. Nach seiner Schulentlassung trat er bei der Werkzeugmaschinenfabrik Oerlikon in eine Lehrzeit ein. Aber schon nach 20 Monaten gab er dieselbe auf und trat der ESAP bei, es war dies am 1. Oktober 1938. Seit dieser Zeit beschäftigt er sich lediglich mit Parteiangelegenheiten, als untergeordneter Angestellter bezieht er monatlich Fr. 60.–. Die Hauptaufgabe des Diggelmann in der Partei besteht in der Organisation der Jugendabteilung der ESAP.

Leimbacher Walter, des Rudolf und der Lina geb. Läuchli, geb. 21. April 1902 in und von Zürich, Polsterer, wohnhaft Möhrlistrasse 97, Zürich 6, ist in Zürich geboren und aufgewachsen und hat dort die Primar- und 2 Jahre die Sekundarschule besucht. Nach der Schulentlassung trat er bei Tapezierermeister Jean Obrecht in eine 3½ jährige Lehrzeit ein. Nach Abschluss derselben betätigte er sich grösstenteils auf seinem Berufe und zwar in Zürich, Aarau, Lausanne, Le Locle und zuletzt wieder in Zürich. Verschiedentlich war er auch arbeitslos. Das war bis im August 1938 der Fall. Seither ist er zur Hauptsache auf dem Bureau der ESAP tätig, um nebenbei für Eichinger Jules, Dufourstr. 161, Zürich, Vermittlungen zu machen. Schon seit Jahren war Leimbacher Mitglied der Nationalen Front. Seit 1932 bis 25. März 1936 war er Aktivmitglied. Von diesem Zeitpunkt an befasste sich Leimbacher in Verbindung mit den Gebr. Hofmann und andern mit der Gründung der ESAP. Seit Beginn befasste er sich mit dem Mitgliederdienst, d. h. er besorgte die Informationen über Mitglieder und neu eintretende Personen. Seit jeher war er im engen Führerrat als Beisitzer der ESAP tätig. Leimbacher erhielt für seine parteipolitische Tätigkeit hie und da kleinere Beträge, wurde aber nie fest angestellt. Auch bei Leimbacher haben wir es mit einem untergeordneten Parteifunktionär zu tun.

Hofmann Edwin, des Gottlieb und der Frieda geb. Neukomm, geb. 11. Februar 1903, von Winterthur, verhehlicht mit Martha geb. Bader, Magaziner, wohnhaft Hallwylstr. 3 in Zürich 4, ist in Oerlikon geboren und besuchte in Affoltern-Zürich und Seebach-Zürich die Schule. Anschliessend absolvierte er bei der Basler Versicherungsgesellschaft gegen Feuerschaden in Zürich eine

Lehrzeit als kaufm. Angestellter. In dieser Firma verblieb er bis 1924. Bis Ende März 1927 war Hofmann an verschiedenen Orten, so auch als Hilfsarbeiter tätig. Seit Ende März 1927 ist er am städtischen statistischen Amt, wo er heute als Kanzlist I. Klasse einen Monatslohn von Fr. 497.45 bezieht. Im Jahre 1933 trat Hofmann der Nationalen Front bei. Im Februar 1936 verliess er dieselbe und gründete mit seinem Bruder Ernst die ESAP. Seit dieser Zeit ist er Mitglied des sogenannten Leiterstabes. Hie und da schreibt er kleinere Artikel für das Parteiorgan. Hie und da leitet er auch Bildungskurse der Partei. Trotzdem Hofmann kein Angestellter der Partei ist, scheint er einigen Einfluss auf die Tätigkeit der Partei ausüben zu können.

IV. Ansicht des Unterzeichneten

Gesamthaft ergibt sich, dass die ESAP eine Partei mit undemokratischen ausländischen Grundsätzen und Zielen ist, welche darauf gerichtet sind (siehe Parteiprogramm und Satzungen), unsere heutige Staatsform in einen autoritären Führerstaat umzuwandeln. Die persönlichen Beziehungen des geistigen Führers der Partei, Dr. Wechlin, zu ausländischen Behörden und Parteistellen erreichen einen Grad, den wir sonst nur bei Diplomaten in gleichem Masse vorfinden. Neben allen andern Gefahrenmomenten muss diese Tatsache festgehalten werden, da durch die Beispiele unserer Nachbarländer illustriert wird, wie sich solche Beziehungen plötzlich auswirken können. Schweizerische Geldgeber, welche wissentlich solche staatsunterhöhlende politische Parteien unterstützen und sogar fördern, sollten, soweit das in der Macht des Staates liegt, bei Auftragserteilungen konsequent übergangen werden. Die Tätigkeit der verschiedenen getarnten nationalsozialistischen Organisationen (wie: Bund der russischen Faschisten, SAK usw.) sollte auf Schweizerboden verboten werden.

Vorliegender Fall zeigt uns drastisch, dass es, ohne den gesetzlichen Boden zu verlassen oder mit undemokratischen Mitteln zu operieren, unwirksam ist und bleibt, offensichtlich staatsunterhöhlende Parteien nur mit polizeilichen Mitteln bekämpfen zu wollen. Parallel dazu sollte eine wirtschaftliche Umstellung und zwar gerade unter Einbeziehung der freiwilligen Geldgeber der Erneuerungsbewegungen stattfinden, damit einmal der Arbeitslosigkeit (fruchtbarster Boden für die Erneuerer) gesteuert werden kann. Wenn die in letzter Zeit einzeln gemachten Wahrnehmungen sich mehren sollten, dass Deutschland ansehnliche Kontingente unzufriedener arbeitsloser Schweizer von einem Tag auf den andern zu annehmbaren Bedingungen beschäftigt, dann nützt letzten Endes die grösste Wachsamkeit nichts mehr, um die absolute Abhängigkeit unseres Landes (siehe heutige Tschechoslowakei) oder sogar den Anschluss zu verhindern. Die schweizerischen Arbeitslosen werden unter Hinweis auf die bestehenden Verhältnisse in Deutschland, nämlich dass es keine Arbeitslosen gebe, jeder Arbeiter sein genügendes Auskommen habe und eine Reihe sozialer Wohlfahrtseinrichtungen vom Staate geschaffen worden seien (KDF)⁵, systematisch bearbeitet und landen so, schlussendlich, bei diesen extremen schweizerischen Erneuerungsbewegungen. Die unsererseits bereits ergriffenen Massnahmen und die im Zusammenhang mit dem ab 15. Dezember 1938 in Kraft

5. Kraft durch Freude.

tretenden Bundesratsbeschluss noch zu ergreifenden Mittel, um der Weiterverbreitung nationalsozialistischen oder faschistischen Gedankengutes Einhalt zu gebieten, müssen negativ verlaufen, wenn nicht in erster Linie in wirtschaftlicher Hinsicht Massnahmen zur fühlbaren Beseitigung der Arbeitslosigkeit und Unzufriedenheit unter den breiten Massen des Volkes ergriffen werden. Allein mit polizeilichen Massnahmen können wir erreichen, dass die Erneuerungsbewegungen keine schweizerische finanzielle Unterstützung mehr erhalten, was automatisch zur Folge haben wird, dass deutsches Geld und die direkte deutsche geistige Beeinflussung der Erneuerungsbewegungen eintreten wird, was sich für unser Land noch ungleich gefährlicher auswirken wird.

ANNEXE I

ABHÖRPROTOKOLL

Zürich, 12. November 1938, 09.00 Uhr

Es erscheint *Hofmann Ernst* Armin, des †Gottlieb und der Frieda Maria geb. Neukomm, von Seen-Winterthur, geb. 6. Mai 1912 in Zürich, ledig, Journalist, «Führer der E.S.A.P.», wohnhaft in Zürich, Schaffhauserstr. 124 und gibt auf Befragen an:

F. Wollen Sie Auskunft geben über die finanzielle Grundlage Ihrer Bewegung? Welches ist der Kostenaufwand und wer sind Ihre Geldgeber?

A. Ich kann die gestern vertraulich gemachten Angaben wie folgt bestätigen:

1. *Kostenaufwand der Bewegung:*

Wie ich bereits zu Protokoll gegeben habe benötigte ich seit dem Monat März 1938 (Gründung der Zeitung «Schweizervolk») bis heute für Druck, Administration und sonstige Unkosten inkl. Salaire monatlich Fr. 4000.– bis ca. Fr. 8000.–. Es macht dies bis heute einen Betrag aus von rd. Fr. 50000.–.

2. *Einnahmen der Bewegung:*

Die Einnahmen stellen sich zusammen, wie ich ebenfalls schon zu Protokoll gegeben habe aus Mitgliederbeiträgen und freiwilligen Beiträgen. In Ergänzung der bereits gemachten Angaben sehe ich mich im Hinblick auf die schweren Anschuldigungen und auch im Interesse der Geldgeber sowie der Bewegung E.S.A.P. selbst veranlasst die Firmen und Personen, welche mich beim Aufbau meiner Zeitung finanziell unterstützt haben, bekanntzugeben. Es sind dies:

Verband chemischer Industrien, Basel (Präsident: Dr. Lehmann <i>[sic]</i> , Fa. Sandoz, Basel)	Fr. 5 000.–
Schweiz. Arbeitgeberverband, Zürich (Dr. O. Steinmann, Zürich)	Fr. 1 000.–
Dr. Oskar Sulzer, Winterthur	Fr. 2 500.–
Max Bally, Schönenwerd	Fr. 2 000.–
Dr. Fritz Bon, wohnhaft in Erlenbach	Fr. 30 000.–
Bureau: Zürich, Limmatquai 1 Dr. Fehlmann, Unfallversicherungsgesellschaft «Winterthur», in Winterthur	Fr. 1 000.–
Bebler, Generaldirektor der Rückversicherung, Zürich	Fr. 5 000.–
Nestlé, Vevey (Dr. Preiswerk)	Fr. 12 500.–
C. Köchli <i>[sic]</i> -Vischer, i. Fa. Geigy A.-G., Basel	Fr. 300.–
Jon Siz <i>[sic]</i> , Zürich, Schanzengasse	Fr. 250.–
Schindler-Huber, Generaldir., Zürich +	Fr. 300.–

Dr. Spörri, Rechtsanwalt, Zürich, Bahnhofstr.	Fr. 8 000.–
Mettler-Specker, St. Gallen	Fr. 3 000.–
Total rund	<u>Fr. 66 350.–</u>

Ich ersuche nochmals, die vorgenannten Angaben vertraulich zu behandeln, und gebe der Hoffnung Ausdruck, dass meinen Geldgebern nicht irgendwelche Unannehmlichkeiten bereitet werden.

Verlesen und bestätigt:
Sig. Ernst Hofmann

Schweiz. Bundesanwaltschaft
Polizeidienst
Der Kommissär:
Maurer M.

ANNEXE 2

Rapport d'audition de témoin

Vertraulich

Zürich, 12. November 1938

Herr *Duft* Emil, geb. 25.10.1895 in Flawil/St. Gallen, von Kaltbrunn/St. Gallen, Sohn des Johann Albert und der Maria Barbara Josepha geb. Brunner, verheiratet mit Anna Maria geb. Thorner, geb. 24.10.1902, Dr. oec. publ., Direktor der Bank für Anlagewerte, Thalstr. 15, wohnhaft in Zürich, Restelbergstr. 108, machte am 12. November 1938 in Anwesenheit von Herrn Lt. Moser und dem Unterzeichneten auf der Kantonspolizei in Zürich betr. die ESAP auf Befragen vertraulich folgende Angaben:

«Es ist richtig, dass bei der Bank für Anlagewerte in Zürich ein Konto zugunsten der ESAP besteht. Auf dieses Konto sind folgende Einzahlungen gemacht worden:

9.3.38 Einzahlung (vermutlich von Dr. Bon)	Fr. 5 000.–
9.3.38 Vergütung von Dr. Bon	Fr. 500.–
7.4.38 Vergütung der chemischen Industrie Basel	Fr. 4 500.–
11.4.38 Einzahlung von Dr. Bon	Fr. 500.–
21.4.38 Einzahlung von Dr. Bon	Fr. 2 000.–
25.5.38 Einzahlung von Dr. Bon	Fr. 5 000.–
31.5.38 Einzahlung v. Dr. Oskar Sulzer, Winterthur	Fr. 1 000.–
8.6.38 Vergütung von Dr. Bon	Fr. 2 000.–
30.6.38 Einzahlung von Dr. Bon	Fr. 8 000.–
30.7.38 Einzahlung von Dr. Bon	Fr. 11 000.–
20.8.38 Einzahlung von ?	Fr. 5 000.–
11.8.38 Einzahlung von ?	Fr. 4 000.–
Total	<u>Fr. 48 500.–</u>
Heute beträgt der	Saldo Fr. 161.–

Diese Beträge sind in bar an den Führer der ESAP, Hofmann, oder direkt an die Druckerei Stampfenbachstrasse ausbezahlt worden und sollen für die Erstellung und den Vertrieb der Zeitung «Schweizervolk» verwendet worden sein.»

Schweiz. Bundesanwaltschaft
Polizeidienst
Der Kommissär:
Maurer M.

E 1301 I/331, pp. 220 ss.

*Procès-verbal de la séance du Conseil national du 14 décembre 1938, 16 h.
Réponse du Chef du Département politique, G. Motta,
à l'interpellation Meierhans (Propagande étrangère)¹*

M. Motta, conseiller fédéral: Je tiens, au préalable, à vous dire, que j'ai écrit mon discours pour me préserver moi-même de toute erreur éventuelle et aussi pour éviter toute interprétation erronée. Vous venez d'entendre la réponse de M. le Président de la Confédération à l'interpellation Walther et à la dernière partie de l'interpellation Meierhans.

M. le Président et moi, nous nous sommes entendus dans ce sens qu'il appartiendrait au chef du département politique de répondre aux deux premiers points de cette dernière interpellation: celui qui touche à la question des étudiants universitaires allemands en Suisse et celui qui se rapporte au discours prononcé par M. le ministre Frölicher à Munich. J'ai l'intention de traiter brièvement aussi – comme un exemple typique de fausses nouvelles dans certains de nos journaux quant à l'activité de M. le baron von Bibra, conseiller de Légation à la Légation d'Allemagne. [*sic*]

Je commence par le discours de M. le ministre Frölicher.

M. Frölicher s'est rendu, conformément à l'usage et à ses obligations, le 25 novembre, à Munich pour y fêter avec nos compatriotes le 90^e anniversaire de leur société de bienfaisance. Il y prit – c'était un devoir précis – la parole. Il était entouré par toute la colonie. S'était associé à cette belle manifestation, entre autres, M. Tempel, bourgmestre de Munich. Aucun mot ne sortit des bouches allemandes qui ne fût de sympathie et d'amitié pour notre pays. M. Frölicher saisit l'occasion de toucher à la question toujours très importante des rapports entre la Confédération suisse et le Reich allemand. Je passe sur tout ce qui n'est pas essentiel. Je ne discute pas les questions de pure forme, car celles-ci ne peuvent s'apprécier qu'en fonction de l'ambiance. Je ne prends, par conséquent, que le contenu essentiel et le but du discours. J'ai demandé à M. Frölicher de m'envoyer son texte². Je l'ai soumis au Conseil fédéral dès

1. *Cette interpellation avait la teneur suivante: (3817) Meierhans, du 6 décembre 1938.*

1^o Quelles mesures le Conseil fédéral compte-t-il prendre pour combattre la propagande toujours plus évidente de l'étranger, en particulier l'invasion de nos universités par des étudiants étrangers disposés à se dépenser en faveur des dictatures?

2^o Pour quels motifs le Conseil fédéral approuve-t-il «entièrement» le discours prononcé à Munich par M. le ministre Frölicher à l'occasion du 90^e anniversaire de la fondation de la Société suisse de bienfaisance?

3^o Le Conseil fédéral est-il en mesure de communiquer le résultat des enquêtes dont font l'objet les associations nationales-socialistes qui se groupent autour des journaux provisoirement interdits «Schweizervolk», «Schweizerdegen» et «Angriff»? Quand et de quelle manière compte-t-il faire connaître l'intéressante documentation qui a été réunie au cours de ces opérations? *Le point 3 de cette interpellation n'est pas traité par Motta mais par son collègue J. Baumann.*

2. *Non reproduit. Figure aussi dans E 2200 München 2/15, avec ce mot d'accompagnement, du*

que je l'eus reçu et je lui ai demandé la permission de le livrer intégralement à la presse. Le Conseil fédéral a approuvé entièrement ce discours.

Certains organes de la presse – je ne les nommerai pas pour garder à mes explications le ton de l'objectivité la plus complète – sont cependant partis immédiatement en guerre. Sur la base de quoi? Sur des résumés faits à la hâte, publiés en Allemagne. M. Frölicher aurait parlé d'une certaine presse suisse et l'aurait accusée de troubler les bonnes relations entre les deux pays. La réalité est que notre ministre à Berlin n'a pas dit un mot de notre presse³. M. Frölicher ne s'est pas prononcé non plus sur la valeur et les effets de l'accord récent de Munich. Il s'est borné à expliquer que la Confédération est, quant à la nature de sa formation politique, comparable au granit de nos Alpes. Il a fait ressortir que la Suisse plonge ses racines dans une longue histoire qui a dépassé le demi-millénaire. Il a fait observer que cette histoire était beaucoup moins l'œuvre de diplomates assis autour d'un tapis vert que celle d'un peuple ayant réussi, par un effort qui se place au-dessus des races, des langues et des confessions, à former une libre et forte communauté nationale. M. Frölicher fit une allusion opportune au principe que le national-socialisme lui-même a proclamé et d'après lequel les peuples ont seuls le droit de déterminer leur destin. Il rappela alors les déclarations solennelles faites par le Chancelier du Reich, M. Hitler, à M. Schulthess, ancien conseiller fédéral, et à lui-même, M. Frölicher, lorsque celui-ci présenta, cette année même, ses lettres de créance, déclarations confirmées encore par M. Ribbentrop, ministre des affaires étrangères du Reich, alors que l'Allemagne et l'Italie firent amicalement savoir, après le 14 mai, qu'elles respecteraient en tout temps notre neutralité.

Ces déclarations comptent. M. Frölicher a bien fait d'ajouter qu'elles pèsent d'un autre poids que des conversations et des racontars d'auberge.

M. Frölicher n'a donc pas démerité. Je tiens à lui exprimer ici la pleine confiance du Conseil fédéral.

1^{er} décembre, au gérant du Consulat général de Munich, R. Ritter: Falls der Unterstützungsverein die Ansprache für Vereinszwecke zu veröffentlichen gedenkt, so möchte ich bitten, dass diese Version gebracht wird.

3. Dans leur compte rendu de la manifestation, les Münchner Neueste Nachrichten du 26 novembre 1938 faisaient dire à Frölicher: Außerhalb Deutschlands werde es noch immer nicht genügend erkannt, daß es ein Verdienst des Nationalsozialismus ist, nicht Außenpolitik nach alten imperialistischen Rezepten zu machen, sondern den Grundsatz des Selbstbestimmungsrechtes des Volkes auf sein Panier geschrieben zu haben. Eine logische Folge sei, daß in Anerkennung des freien Willens der Schweizer von höchster Stelle Deutschlands Erklärungen abgegeben worden sind, die jeden Zweifel beseitigen. Dr. Frölicher betonte, er wisse, daß in der Schweiz – viel sei daran die Schweizer Presseschuld – jedes Gespräch mit Vorliebe kolportiert werde, das spät am Abend am Wirtshaustisch nach vielen Gläsern Wein gesprochen werde. Das einzig Wichtige sei aber, was der deutsche Reichskanzler erklärt hat. Bei dieser klaren Stellung wäre es wahrhaftig an der Zeit, dass man im ganzen Schweizer Volk der Außenpolitik des Bundesrates Verständnis entgegenbringe.

Le 20 décembre 1938, les Münchner Neueste Nachrichten assuraient: dass der von uns wiedergegebene Text auf der Grundlage des Stenogramms eines unserer Berichterstatter beruht, der an der Veranstaltung teilgenommen hat und dass jeder von uns wiedergegebene Gedanke, auch der, der die Schweizer Presse selbst betraf, sinngemäss den Ausführungen entspricht, die unser Berichterstatter gehört hat.

Vous savez que le Conseil fédéral a fait connaître son sentiment en deux communiqués⁴. Le premier de ces communiqués ne pouvait être qu'un acte provisoire. Il réservait le jugement définitif. Peut-être les journaux qui ont formulé sur un ton véhément les premières critiques reconnaîtront-ils maintenant qu'ils ont manqué de pondération. Attaquer un chef de mission diplomatique sans raison et sans s'être donné le temps de la réflexion est un procédé que je livre aux considérations de votre sens patriotique. Voici d'ailleurs le texte d'un télégramme que j'ai reçu, ce matin, de ceux qui représentent la colonie suisse de Munich:

«Die Schweizer Kolonie München, vertreten durch die Vorstandschaft des Schweizer Unterstützungsvereins München, unterstützt voll und ganz die Ausführungen unseres Schweizer Gesandten, Minister Frölicher, am 90. Stiftungsfest, über die in einem Teil der Schweizer Presse falsch berichtet wurde. Wir danken dem hohen Bundesrat dafür, dass er sich nicht durch unrichtige Nachrichten beirren liess. Zugleich ersuchen wir die hohen Bundesbehörden, bei der Schweizer Presse vorstellig zu werden, die exponierte Stellung der Auslandschweizer nicht durch unbegründete oder unrichtig weitergegebene Nachrichten zu erschweren. Der patriotischen Schweizer Presse danken wir für die Rücksichtnahme auf die Auslandschweizer. Sie stehen der Heimat am nächsten.

Schweizer Unterstützungsverein München⁵.»

J'en viens à l'affaire des étudiants universitaires allemands.

Les faits sont connus. L'Union nationale des étudiants de Suisse, dont, non sans fierté, je suis le président d'honneur, avait signalé au Département politique, dans une lettre datée du 22 novembre et que nous avons reçue le 23, qu'un avis affiché à l'Université de Berlin faisait connaître que des étudiants politiquement «*einsatzbereit*» pourraient recevoir une aide financière pour des études en Suisse. L'Union demandait que cette affaire fût tirée au clair. Le Département politique a chargé sans retard la Légation de Suisse à Berlin de recueillir les renseignements nécessaires.

J'ai reçu rapport de la Légation le matin du 2 décembre⁶. J'ai expliqué le matin même au Conseil le véritable aspect de la question. L'après-midi, d'accord avec mes collègues, j'ai publié un communiqué officiel destiné à la presse. Le public est donc informé.

Je n'ai rien à dire sur l'émotion qui s'est emparée du monde des étudiants. Des manifestations parfaitement dignes ont eu lieu en plusieurs de nos villes universitaires. Les étudiants ont manifesté, avec cette vigueur qui est le signe de leur âge, leur volonté unanime de ne point tolérer des ingérences étrangères dans les lieux de leurs études. Cette réaction était compréhensible. Nous aurions agi de même si nous étions tous des hommes encore jeunes. L'université est un temple: la liberté seule et le respect de la science y ont accès.

Je crois cependant que le vrai responsable de ces mouvements a été un mot

4. Des 2 (cf. N° 474) et 5 décembre 1938.

5. Le document se trouve aussi dans E 2200 München 2/15.

6. Cf. N° 462 et E 2001 (D) 2/118.

équivoque et assez malheureux: «einsatzbereit». On s'est imaginé que l'étudiant «einsatzbereit», c'est-à-dire prêt à payer de sa personne, ne peut être que le propagandiste passionné d'une doctrine déterminée. Nous nous sommes enquis du véritable sens du mot. Nous avons reçu, soit de la Légation d'Allemagne à Berne, soit des autorités allemandes de Berlin, l'assurance que le mot «einsatzbereit» ne signifie aucunement que les étudiants soient chargés d'une mission politique de propagande ou de tout autre nature.

Nous avons reçu, en outre, l'autre assurance que les étudiants universitaires allemands ont l'instruction de ne se mêler d'aucune façon dans la politique du pays étranger où ils font leurs études. Toute propagande de ce caractère leur est sévèrement interdite. On ne voit d'ailleurs pas comment ces jeunes gens pourraient se livrer à une activité dangereuse pour notre Etat. Ils sont en tout 150, dont plus de 120 à Lausanne et à Genève.

Veillez remarquer, messieurs, que nous-mêmes nous avons demandé officiellement, dès 1937, aux autorités du Reich de faciliter aux étudiants allemands leurs études en Suisse. Ce désir était parti des autorités de Genève. Nous l'avons accueilli parce que nous y avons tout intérêt. Nos universités, et notamment celles de notre Suisse romande, permettent aux étudiants allemands d'apprendre le français ou de s'y perfectionner. Il y a là une tradition déjà ancienne que nous aurions tort d'interrompre. Les jeunes Allemands qui viennent chez nous pour des raisons d'étude nous connaissent mieux; ils constatent le fonctionnement naturel de nos institutions. Nous n'avons rien à y perdre.

Et, en définitive – M. le Président de la Confédération vient de vous l'expliquer – ces étudiants sont soumis aux normes qui règlent le séjour des étrangers chez nous. Si, par hypothèse, il y avait abus, nous interviendrions immédiatement. Ni les autorités cantonales ni les autorités fédérales ne manqueront jamais de la vigilance nécessaire.

Les mots «Arbeitsgemeinschaft» «Schweiz» ont aussi été mal interprétés. Ces «Arbeitsgemeinschaften» existent pour tous les pays où des étudiants allemands se rendent, ainsi, par exemple, pour la France, l'Angleterre, l'Italie et ailleurs. Cette idée de la communauté de travail est pratiquée depuis longtemps. Elle ne constitue pas une notion politique et ne justifie donc pas une méfiance de notre part.

J'arrive maintenant à mon troisième point: les calomnies contre M. von Bibra.

Ces calomnies représentent un cas typique de mensonge à fin politique. Elles font exactement pendant à cette détestable fausse nouvelle qui a circulé chez nous pendant des mois et dont M. le Président de la Confédération vous a parlé: Dans plusieurs gares de l'Allemagne, annonçait la nouvelle, plusieurs personnes avaient vu de leurs yeux des affiches proclamant que deux millions de Suisses allemands frémissaient dans l'attente d'une libération prochaine.

Cette information était une infamie. Elle avait été propagée par la radio de Moscou; elle portait donc la marque de la Troisième Internationale et du communisme.

M. von Bibra a été visé d'abord dans un journal anglais, le «News Chronicle». Je me suis informé sur le caractère de ce journal. On m'a répondu qu'il se plaçait à certains égards plus à gauche que l'organe officiel du parti labou-

riste, le «Daily Herald». La gazette susnommée faisait savoir en caractères sensationnels que M. von Bibra, qui est à Berne depuis 1935, avait reçu de M. Himmler, chef de la Police politique allemande, l'ordre de s'employer à préparer le partage de la Suisse: La Suisse allemande irait au Reich, le Tessin à l'Italie, la Suisse romande à la France.

Cette nouvelle, tout de suite répandue par la presse socialiste et communiste, fit long feu. Mais ces tout derniers jours voici un autre journal bien connu, l'«Oeuvre» de Paris, qui vole à la rescousse. Une femme journaliste⁷, – que par respect de son sexe je préfère ne pas nommer, mais que je connais bien – (Rires) – y répète les informations déjà formulées par le journal anglais et y ajoute que M. von Bibra aurait reçu récemment le titre de «commissaire spécial pour le rattachement de la Suisse»!

Il s'agit d'un cas caractérisé de ce que, en langue allemande, on appelle «Brunnenvergiftung», empoisonnement de source. J'en connais l'origine, mais ne veux pas en parler.

J'ai voulu en avoir le cœur net. J'ai interrogé tous mes fonctionnaires qui ont des rapports suivis avec M. von Bibra. Leur opinion est catégorique et unanime. M. von Bibra a toujours été agréable et correct à notre égard, compréhensif et conciliant. Il nous a souvent aidés à résoudre des cas difficiles.

Je considère comme un devoir d'honnête homme de protester avec force contre des informations manifestement fausses visant un diplomate qui fait partie d'une Légation accréditée auprès de nous.

Mais que pensez-vous, messieurs, de ces étrangers qui, sous le prétexte de vouloir nous éclairer sur les dangers qui nous menacent, veulent à tout prix nous brouiller avec deux de nos voisins?

Lisez l'émouvant discours que M. le Président Edouard Daladier a prononcé, la dernière nuit de vendredi à samedi, à la Chambre française et vous serez édifiés sur les menées souterraines de ceux qui ne se consolent pas de n'avoir vu l'Europe et peut-être le monde entier précipités dans le gouffre de la guerre générale!

Certes, nous avons le strict devoir de rester vigilants. Le Conseil fédéral vous en donne l'exemple dans tous les domaines.

Je regrette que nous n'ayons pas encore réussi à trouver avec l'Allemagne un *modus vivendi* dans la question de la presse. Je ne désespère pas d'y parvenir avec de la patience et de la ténacité. Les deux pays auraient un intérêt égal à laisser connaître à l'opinion du Reich la réalité suisse. Je crois m'être exprimé assez clairement dans la grande conférence de presse que j'ai eu l'honneur de convoquer et de présider le 26 octobre dernier. A un journaliste socialiste qui m'a posé cette question précise: Etes-vous prêt, Monsieur Motta, à défendre la liberté de la presse si elle était attaquée? j'ai répondu sans hésiter: Oui, et j'y mettrai toute l'ardeur de ma conviction, mais je demande à la presse de me rendre cette tâche moins difficile.

Nous n'admettons pas la théorie proclamée dans certaines revues et gazettes allemandes et qui cherche à confondre la neutralité de l'Etat avec la neutralité des individus. En principe, seul l'Etat est neutre; il le sera toujours fermement;

7. *Il s'agit de Geneviève Tabouis.*

le citoyen reste libre dans ses opinions et dans ses appréciations; la critique objective lui est toujours permise; nous lui demandons de s'imposer une discipline volontaire dans l'expression de ses pensées, pour le bien du pays.

Je suis frappé, messieurs, de l'inquiétude qui a saisi certaines régions de notre pays. Cette inquiétude est injustifiée. Une attitude nerveuse et craintive n'est pas digne des Suisses que nous sommes – vous l'avez entendu par un concours d'idées de la bouche même du président de la Confédération – sont le sang-froid, le courage, la pondération, la confiance en soi. Lisez, messieurs, le récent message du Conseil fédéral en ce qui concerne le patrimoine spirituel du pays⁸, méditez ces pages où le cœur a autant de place que l'esprit, écrites par la plume de celui que vous élirez demain Président de la Confédération. Vous y trouverez les motifs profonds et les raisons immortelles de ne jamais vous laisser pénétrer par le doute sur la destinée du pays! (Bravos et applaudissements).

8. Du 9 décembre 1938, publié dans *FF*, 1938, II, pp. 1001 ss.

477

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 39

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 27. Vertraulich

Berlin, 14. Dezember 1938

Es kann keinem Zweifel unterliegen, dass Deutschland eine vollständige Eliminierung der Juden herbeizuführen beabsichtigt. Die Zerstörungen, die nach der Ermordung des Legationsrates vom Rath in ganz Deutschland planmässig vorgenommen worden sind, werden sich zwar nicht mehr wiederholen. Dagegen wird durch immer weitergehende gesetzliche Massnahmen die Existenzmöglichkeit der Juden eingeschränkt mit dem Ziel, sie zur Auswanderung zu veranlassen. Wie ich von verschiedenen Seiten höre, soll die Auswanderung dadurch gefördert werden, dass den Juden gestattet wird, durch zusätzliche Warenexporte die Transferierung gewisser Vermögensbeträge vorzunehmen. Die reichen jüdischen Auswanderer sollen dabei verpflichtet werden, einen Teil dieser transferierbaren Beträge an unbemittelte Juden abzutreten. Dadurch will man vermeiden, dass schliesslich nur das Judenproletariat in Deutschland zurückbleibt. In Österreich sei dieses neue System schon mit gutem Erfolg angewendet worden. Zur Zeit leben noch ca. 600 000 Juden in Deutschland. Vielleicht will man mit dieser Organisierung der Auswanderung der anti-

1. *Remarque manuscrite de Motta*: Sehr interessant.

deutschen Stimmung in USA und in anderen Ländern begegnen. Von einer in Aussicht stehenden Rückkehr des amerikanischen Botschafters habe ich noch nichts vernommen.

Herr Caratsch hat in der «Neuen Zürcher Zeitung» Fernausgabe Nr. 339 vom 8. Dezember behauptet, dass wegen der Erschiessung Codreanus und seiner Parteigenossen eine Verschlechterung in den Beziehungen zwischen Deutschland und Rumänien eingetreten sei. Diese Beurteilung ist zweifellos übertrieben. Richtig ist, dass die rumänische Gesandtschaft wegen der deutschen Pressekampagne, insbesondere wegen des bekannten Artikels gegen den König im «Angriff» vorstellig wurde. Daraufhin sind die Kritiken im grossen Ganzen verstummt; jedenfalls wurde das rumänische Staatsoberhaupt aus dem Spiele gelassen. Die Handelsvertragsverhandlungen sind erfolgreich abgeschlossen worden. Es zeigt sich also, dass trotz aller ideologischen Gegensätze das Deutsche Reich keine Störung der guten Beziehungen mit Rumänien herbeiführen will.

Bezüglich Polen möchte ich nachträglich noch berichten, dass die Erneuerung des polnisch-russischen Nichtangriffspaktes im Auswärtigen Amt nicht als Störung der guten Beziehungen angesehen wird. Polen hat vorgängig die deutsche Regierung von seinem Schritt verständigt und letzteren damit begründet, dass nach der Septemberkrise, die ja ein russisches Ultimatum an Polen zur Folge hatte, eine Normalisierung der polnisch-russischen Beziehungen notwendig erschien. Eine Änderung der polnischen Politik, die mit Deutschland und Russland Frieden haben will, ist somit nicht eingetreten trotz der vorübergehenden Verstimmung infolge des deutschen Vetos gegen eine gemeinsame ungarisch-polnische Grenze. Dass auch Ungarn sich mit der Situation in der Karpatho-Ukraine abgefunden hat, dürften die Erklärungen des neuen ungarischen Aussenministers zeigen, der so weit gegangen ist zu sagen, dass sein Land «durch dick und dünn» mit dem Deutschen Reich gehen werde.

Die Deutschlandreise des südafrikanischen Verteidigungsministers Pirow ist resultatlos verlaufen. Der hiesige südafrikanische Gesandte hat mir schon vor dem Besuch des Verteidigungsministers auseinandergesetzt, dass seiner Ansicht nach ein Ausgleich in der Frage des deutschen Kolonieanspruchs möglich sei. Deutschland würde nicht Siedlungsland sondern Rohstoffquellen suchen und diese Gebiete würden in Zentralafrika liegen, wo, mit anderen Worten, die südafrikanische Union nichts zu der Regelung beizutragen habe. Wenn diese Auffassung dem Plan Pirows zugrunde lag, so kann es einen nicht wundern, dass seine Mission scheitern musste. Wie ich nun aber höre, ist dem südafrikanischen Verteidigungsminister überhaupt nicht ermöglicht worden seinen Plan vorzulegen, indem man deutscherseits jede Diskussion der Koloniefrage vermieden hat. Deshalb sei Herr Pirow enttäuscht aus Deutschland zurückgekehrt und verkünde jetzt, dass man einem neuen Weltkrieg entgegengehe. Die Zurückhaltung Deutschlands in dieser Frage dürfte wohl aber darauf zurückzuführen sein, dass Deutschland zur Zeit überhaupt nicht eine Regelung des Kolonieanspruchs wünscht. Man will offenbar eine andere günstigere Machtkonstellation abwarten, oder vielleicht handelt es sich bei der Forderung auf Rückgabe der Kolonien nur um einen Anspruch, den man aufrecht erhält, um einmal anderes einzutauschen.

Es zeigt sich immer deutlicher, dass das Gefahrenmoment für den Weltfrieden seit den Münchner Abmachungen nicht im Osten oder im Südosten Europas zu suchen ist, sondern im Mittelmeer. Wenn mir, wie ich Ihnen berichtete, Herr von Neurath seinerzeit gesagt hat, dass Mussolini nicht auf seine Afrikapläne verzichten werde, so hat er wohl schon damals in Kenntnis der Sachlage gesprochen. Man hat den Eindruck, dass die Haltung der Achsenmächte Frankreich und England gegenüber seit der Septemberkrise durch diese italienischen Aspirationen bedingt ist und dass hier die Gegenleistungen zu suchen sind, die Italien für seine Unterstützung in der tschechoslowakischen Krise erhalten soll. Deutschland ist offenbar die Rolle zugewiesen, England an einem Konflikt Frankreich/Italien zu desinteressieren, was dadurch erreicht werden soll, dass Deutschland sich in einem solchen Konflikt selbst ausschaltet. So dürfte sich die Verständigung mit Frankreich erklären, wo in einem diplomatischem Dokument festgelegt wurde, dass keine Differenzen zwischen den beiden Ländern bestehen. Es ist auch auffallend, wie hier die Erklärung Chamberlains vom letzten Montag im Unterhaus, wonach England durch keine Abmachungen zur Unterstützung Frankreichs bei einem Konflikt im Mittelmeer oder in Afrika gebunden sei, mit Genugtuung beachtet wurde. Wenn es gelingen sollte zu erreichen, dass England Frankreich in einem allfälligen Konflikt mit Italien im Stiche lässt, so wäre jedenfalls die Kolonie Dschibuti ein verlorener Posten.

478

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 39

Rome, 15 décembre 1938

Je saisis l'occasion du départ d'un courrier pour compléter le résumé fait dans mon rapport d'hier (R.P.38)² de mes dernières entrevues avec l'Ambassadeur de France près le Quirinal.

Suivant l'exemple de certains diplomates français, M. François-Poncet a voulu faire des pronostics quelque peu sombres sur la situation dans laquelle nous pourrions nous trouver d'ici quelques mois et, notamment, dans l'éventualité d'un conflit «entre les deux axes», comme il s'est exprimé. Les propos qu'il m'a tenus peuvent sans doute répondre, en partie, au désir de la France de nous voir accélérer notre préparation militaire. D'un autre côté, M. François-Poncet m'a parlé avec l'accent d'une préoccupation sincère.

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Communiqué au Conseil fédéral dans sa séance d'aujourd'hui. 19.12.38. M.

2. *Non reproduit.*

«Il ne faudrait pas oublier dans votre pays», disait-il, «que Hitler – que je connais bien – est un anormal. Il est persuadé qu’il aura peu de temps à vivre; et il est tout aussi persuadé que tout programme allemand de remaniement territorial qui ne se fera pas de son vivant, ne se fera plus. Or, ce solitaire a parfois des habitudes dangereuses. Il médite devant des cartes géographiques ou joue avec son crayon.

»Maintenant, il est arrivé à la conviction que la frontière franco-allemande doit rester intangible. Ce travail de conviction s’est-il opéré dans son cerveau aussi en ce qui concerne d’autres frontières? L’irascibilité du Führer en présence d’événements ou incidents ne pouvant être prévus est aussi un élément dont il faut tenir compte. En cas de conflit européen, je n’exclus pas que vous vous voyiez adresser tout à coup un ultimatum inacceptable, limité à quelques heures, auquel il ne peut y avoir de réponse.»

Je dois ajouter que d’autres propos que M. François-Poncet m’a référés de sa dernière conversation avec Hitler au sujet de la Belgique paraissent indiquer que la neutralité de la Suisse est réellement entrée comme une donnée fixe dans le cerveau du Chancelier allemand. Ceci est important, car M. Hitler n’avait pas besoin d’en parler à M. François-Poncet. Je reviendrai par le prochain courrier sur les détails de la conversation entre le Chancelier Hitler et l’Ambassadeur de France.

A Rome, j’entends aujourd’hui des échos, pas encore contrôlables, sur le discours que M. Mussolini ferait dimanche prochain à Carbonia. La tension italo-française augmente de jour en jour, malgré les efforts apaisants que traduit le dernier discours de M. Chamberlain.

479

E 2001 (D) 4/45

*Le Directeur du Service fédéral de l’Hygiène publique, C. Fauconnet,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

L Konvention von 1936 zur Unterdrückung
des illegalen Betäubungsmittelverkehrs

Bern, 15. Dezember 1938

Mit Zuschrift vom 24. November 1938¹ haben Sie der schweizerischen Bundesanwaltschaft gegenüber den Wunsch geäußert, es möchte die Revision des eidg. Betäubungsmittelgesetzes derart gefördert werden, dass die Konven-

1. *Dans cette lettre, Camille Gorgé pressait le Ministère public à avancer dans la question de la ratification par la Suisse de la Convention de 1936 pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles: Comme nous l’avons signée il y a plus de deux ans, il y aurait un certain intérêt politique à ne pas éveiller à l’étranger, par un ajournement trop long de notre ratification, l’impression que nous ne serions pas sympathiques, chez nous, à l’idée d’aggraver les peines que peuvent encourir les trafiquants de drogues. Sans doute, nous sommes en droit de faire valoir qu’une nouvelle loi fédérale sur les stupéfiants est sur le chantier, mais nous avons déjà recouru tant de fois, et depuis des années, à cet argument qu’il finira par s’émousser.*

tion von 1936 zur Unterdrückung des illegalen Betäubungsmittelverkehrs durch die Schweiz in absehbarer Zeit ratifiziert werden könnte. Da die Revision des genannten Gesetzes durch unser Amt vorbereitet wird, hat uns die Bundesanwaltschaft Ihre Zuschrift mit dem Ersuchen um direkte Beantwortung übergeben; bei dieser Überweisung bemerkte die Bundesanwaltschaft immerhin, ihre Amtstätigkeit gebe ihr nicht besonders Anlass, die Revisionsarbeiten als dringlich zu erklären.

Nach Kenntnisnahme Ihrer Ausführungen stehen wir nicht an, Ihrer Ansicht, die Ratifikation des internationalen Abkommens von 1936 über die Unterdrückung des illegalen Betäubungsmittelverkehrs durch die Schweiz erscheine wünschenswert, zuzustimmen. Dementsprechend sind wir auch bestrebt, die Revision unseres Betäubungsmittelgesetzes, mit der die Übereinstimmung der Strafbestimmungen zur erwähnten Konvention erzielt werden soll, nach Möglichkeit zu beschleunigen. Zuzufolge besonderer Umstände konnten wir diese Arbeit aber bis anhin nicht im gewünschten Umfange vornehmen. Wir hoffen jedoch, nach Beendigung der gegenwärtigen Reorganisation unseres Amtes die Revisionsarbeiten im Laufe des nächsten Jahres so fördern zu können, dass dann auch ein Entschluss über die Ratifikation des Abkommens von 1936 möglich werden dürfte².

En tout état de cause, il nous paraîtrait désirable de sortir de la situation un peu fautive dans laquelle nous placent les circonstances. Vous partagerez certainement ce sentiment. Aussi nous serions-nous obligés de bien vouloir hâter les études que vous avez bien voulu faire entreprendre par vos services.

2. *Remarque manuscrite de Gorgé en marge du document: M. Dufour.* Il n'y a donc rien à faire pour le moment. On peut et doit le regretter. Mais notre responsabilité est à couvert. C.G. 16.12.38.

480

E 2001 (D) 4/19

*Le Gérant¹ du Consulat de Suisse à Jaffa, C. Lutz,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique*

R

Tel-Aviv², 15. Dezember 1938

ZUR POLITISCHEN SITUATION IN PALÄSTINA

[...] ³

Politische Reaktionen

Während die Juden in Palästina nach wie vor unerschüttert in Ihrer Wacht gegen den Terror stehen, sind sie im Moment im Lande mehr Beobachter der

1. Verweser.

2. *La chancellerie du Consulat était située à Tel-Aviv.*

3. *La première partie de ce long rapport est consacrée aux troubles en Palestine, aux rapports de la «Commission royale» et de la «Commission Woodhead», à la politique britannique après la publication du rapport Woodhead.*

politischen Bühne als Akteure. Schon vor der Veröffentlichung des Woodhead-Berichtes war der Schwerpunkt der politischen Arbeit von Jerusalem nach London und New York verlegt worden, wo der Kampf um die weitere Gestaltung des Nationalheims weitergeht. Der Proteststurm, der sich in Amerika erhob, um gegen eventuelle Absichten der englischen Regierung, das Wachstum des Nationalheimes zu beschneiden, anzukämpfen, hat im Lande grossen Eindruck gemacht. Das Interesse von Roosevelt und die Anteilnahme amerikanischer Kreise, die sich für das Schicksal des jüdischen Palästina mitverantwortlich fühlen, die einzelnen Schritte der zahlreichen Organisationen sind mit angespanntem Interesse verfolgt worden. Die Erklärung im englischen Parlament, dass Amerika weiterhin über die Absichten der Mandatsregierung im Lande informiert werden solle, wurde als ein wichtiger Erfolg der Bemühungen angesehen.

Mit dem Beginn der Aktionssitzung in London wandte sich die jüdische Aufmerksamkeit dahin. Die Veröffentlichung des Woodhead-Berichtes und die damit verbundene Regierungserklärung wurden im Lande wie bereits erwähnt mit leidenschaftlichem Interesse erwartet, aber da es sofort klar wurde, dass keine Entscheidung gefallen sei, verwandelte sich die einsetzende Diskussion über den Bericht von neuen in ein gespanntes Lauschen auf die Entwicklungen in London und die englischen Pressestimmen. Da die von England vorgeschlagene Konferenz schon Mitte Januar 1939 stattfinden soll, werden sowohl im jüdischen wie auch im arabischen Lager ernsthafte Versuche gemacht, sich auf ein positives Programm zu einigen, welches zu einer endlichen Lösung des sich immer schwieriger gestaltenden Palästina-Problems führen könnte.

Seit der Veröffentlichung des Woodhead-Berichtes und der darauffolgenden Regierungserklärung haben in Deutschland Ereignisse stattgefunden, welche es notwendig machen, sofort für eine weitere halbe Million Juden Einwanderungsmöglichkeiten zu schaffen. Diese verschärfte Notlage der Juden Zentraleuropas hat einen weltweiten Proteststurm gegen die Haltung der englischen Regierung, die Tore Palästinas weiterhin geschlossen zu halten (die halbjährliche Einwanderungsquote beträgt rund 5000, während bei der Behörde in Jerusalem allein über 60000 Gesuche vorliegen), ausgelöst. Diese sieht sich dabei vor die Alternative gestellt, die Einwanderung nach Palästina freizugeben, oder die Erfolgsaussichten der Londonerkonferenz im Voraus zu beeinträchtigen, wenn nicht gar zu sabotieren. Und doch ist selbst für den neutralen Bewohner Palästinas die Tatsache in die Augen springend, dass diesem menschenleeren, durch 500jährige türkische Misswirtschaft zur Halbwüste gewordenen Lande, nichts Besseres widerfahren könnte als ein starker Zustrom von Menschen, von dem Willen beseelt, aus diesem in Zerfall geratenen Gebiet wieder ein kulturelles Land zu schaffen. Dies alles könnte geschehen ohne Beeinträchtigung der Rechte der arabischen Bevölkerung, die übrigens unter der Türkenherrschaft herzlich wenig Berücksichtigung fanden. Bekanntlich hatte Palästina zu biblischen Zeiten eine Einwohnerzahl von mehreren Millionen. Vielleicht erkennt die christliche Welt eines Tages, wie weit sie vom Geiste der Kreuzfahrer abgerückt ist, indem sie sich hinsichtlich der Palästina-Politik mit dem Islam gegen die Judenheit associert und lieber ihm das Heilige Land überlassen würde. Denn dass das Problem um Palästina von religiösen

Momenten nicht trennbar ist und immer im Zusammenhang mit diesen behandelt werden muss, ergeht wiederum aus der Rede des britischen Kolonialministers MacDonald vom 24. November, worin er ausführt:

«Wenn ich mich der Palästinafrage zuwende, empfinde ich stets tiefe Ehrfurcht. Von Kindheit auf habe ich über Palästina gehört. Von jeher erzählte man mir biblische Geschichten über Nazareth, Galilea, Jerusalem und Bethlehem, wo der Friedensfürst geboren wurde. Das Parlament hat in seiner langen Geschichte viele edle Aufgaben erhalten. Aber niemals war eine so heilig wie die, Frieden und Vertrauen im heiligen Lande wieder herzustellen.»

Möchte diesem von blutigen Unruhen so tief erschütterten Lande bald der Mann erstehen, der dieser edlen Aufgabe gewachsen ist.

481

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 40

Rome, 16 décembre 1938

J'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint un résumé² du projet de pacification graduelle de l'Europe que préconise, à titre personnel, le nouvel Ambassadeur de France près le Quirinal, M. François-Poncet. Nous avons déjà fait brièvement allusion aux idées du diplomate français dans nos derniers rapports politiques. Il vous intéressera de voir indiquées dans le présent exposé les réactions de MM. Mussolini, Hitler et Goering, d'après le récit même de l'Ambassadeur.

Certes, des points d'interrogation peuvent être mis à plusieurs points du «programme» énoncé ci-joint. Aucun des points du programme en lui-même n'est d'ailleurs très original. L'expérience de M. François-Poncet, qui unit le goût français des formules à une profonde connaissance de la psychologie du Gouvernement allemand actuel, me paraît cependant être du plus haut intérêt. Aussi est-ce bien volontiers que je donne suite au désir de M. François-Poncet, qui me demande de vous saisir personnellement de ses idées qui, espère-t-il, rencontreront, en partie du moins, votre approbation.

Je dois dire que, malgré toutes les réserves que l'on pourrait formuler, les initiatives que préconise M. François-Poncet sont plus réalistes et peuvent avoir plus de chances de succès que, par exemple, celles envisagées par le Ministre des Affaires Etrangères de Norvège, M. Koht, et qui tendent avant tout à la convocation d'une nouvelle Conférence du désarmement.

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Je réfléchirai au plan de M. François-Poncet. 20.12.38. M.

2. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

LE PLAN DE M. FRANÇOIS-PONCET

L'Ambassadeur de France près le Quirinal est revenu dans deux conversations avec le soussigné sur son plan de pacification de l'Europe, qu'il a déjà esquissé le 24 novembre dans son entretien avec M. Louis H. Micheli, Chargé d'Affaires. Il me prie de le soumettre à M. le Conseiller Fédéral Motta, dont il serait heureux de pouvoir connaître, si possible, les réactions vis-à-vis de certaines idées exposées dans le plan³.

M. François-Poncet dit qu'au cours des dernières années il est arrivé à la conclusion absolue que seul un effort échelonné pourra prévenir une nouvelle guerre catastrophique. Il estime, d'autre part, qu'il est inutile et sans espoir de vouloir parler d'emblée de désarmement ou de réduction des armements, sans avoir éprouvé les possibilités de coopération de régimes démocratiques et dictatoriaux dans certains champs d'action, peut-être plus limités, mais permettant de mesurer la bonne volonté réciproque.

La *première étape* consisterait en l'acceptation du principe hitlérien d'accords de pacification régionaux. En ce qui concerne la France et l'Allemagne, en vertu de l'accord Bonnet-Ribbentrop, signé la semaine dernière, et que M. François-Poncet considère comme son «enfant posthume», cette première étape a été franchie. L'Ambassadeur de France dit qu'évidemment il serait erroné de voir dans des accords de ce genre autre chose qu'une indication de la «bonne volonté du moment» de la part des Etats dictatoriaux, mais que même l'indication de cette volonté est précieuse.

La *seconde étape* à franchir, par un Etat comme la France, serait, de l'avis de M. François-Poncet, la conclusion d'un Pacte occidental entre les quatre grandes Puissances, Angleterre, Allemagne, France et Italie, auxquelles s'associerait la Belgique, pour garantir la paix à l'Occident. Un surrogat – peut-être plus simple dans la procédure et partant moins sûr, mais témoignant néanmoins de la bonne volonté de *toutes les Puissances intéressées* – des accords aujourd'hui inopérants de Locarno est nécessaire pour reconstruire peu à peu la confiance brisée. Même sans la garantie d'instances de recours, comme le Conseil de la S.d.N. ou la Cour Permanente de Justice internationale, un enregistrement réciproque des paroles données par les Puissances intéressées aurait une valeur psychologique.

Comme *troisième étape*, M. François-Poncet envisage un accord pour l'*humanisation de la guerre*, empêchant ou restreignant le bombardement de populations civiles, protégeant, dans la mesure du possible, les femmes et les enfants et excluant même, pour autant que cela est faisable, l'usage, en temps de guerre, des moyens chimiques les plus délétères.

Un accord de ce genre conduirait, dans l'économie du plan d'ensemble, à la préparation, *quatrième étape*, d'un accord tendant à restreindre et, si possible, à limiter les armements, accord dont M. François-Poncet ne se dissimule évidemment pas les difficultés.

Ces quatre premières étapes, d'après le plan d'ensemble, permettraient de franchir enfin la *cinquième étape*, soit l'étude en commun par les grandes Puissances occidentales de l'Europe centrale des moyens d'enrayer le poison de l'autarcie, d'abattre peu à peu les murs économiques artificiels et de préparer les lois à une stabilisation des monnaies, avec le concours, largement offert, des Puissances économiquement fortes et contrôlant les matières premières.

M. François-Poncet souligne qu'évidemment ce plan est personnel et qu'il n'a pas été amené à en rechercher – ce qui ne paraissait guère utile actuellement – l'approbation du Gouvernement français. En revanche, disait-il, il faut en poursuivre la réalisation point par point et ainsi les approbations gouvernementales nécessaires à chaque point peuvent être espérées et peut-être obtenues. A plusieurs reprises, M. François-Poncet souligne que M. le Conseiller Fédéral Motta aura, en raison de ses contacts internationaux, bien plus de possibilités que lui-même comme Ambassadeur à Rome, de favoriser ce qui pourrait être réalisable dans ce plan.

3. Pour la prise de position de Motta cf. N° 485.

Au cours des conversations, j'ai évidemment formulé un certain nombre de réserves, notamment en ce qui concerne le problème, malheureusement retenu [*reconnu?*] presque insoluble en droit international, des accords pour l'humanisation de la guerre. M. François-Poncet m'a donné raison en fait, mais a dit qu'il fallait passer par ces étapes, importantes au point de vue de la préparation psychologique et offrant tout de même des points de contacts moraux à des régimes opposés d'après leur structure. Je dois reconnaître qu'à cet égard M. François-Poncet n'a pas tort, ainsi que le prouvent les échanges de vues que je vous relate ci-après.

Déjà destiné au poste de Rome et au moment de faire ses adieux en Allemagne, M. François-Poncet a exposé le projet ci-dessus au maréchal Goering, qui s'est montré – fait intéressant et à retenir – extrêmement intéressé et sympathique aux suggestions émises. Le Maréchal Goering aurait insisté sur la nécessité d'en informer le Chancelier Hitler et ainsi M. François-Poncet, comme il l'a dit lui-même, a été appelé à monter, son plan sous le bras, à la montagne de l'Obersalzberg.

Le Chancelier Hitler lui aurait dit d'emblée: «Il paraît que vous avez des idées sur l'Europe en général, voulez-vous me les exposer. L'allusion à la «première étape» (accords régionaux) a donné à M. Hitler l'occasion de faire de nouvelles déclarations solennelles sur l'absence de litiges territoriaux entre la France et l'Allemagne et sur son désir de voir signer l'accord, devenu depuis lors une réalité, à la suite du voyage de M. von Ribbentrop à Paris.

J'en viens maintenant aux paroles du Chancelier Hitler concernant la «deuxième étape» du plan François-Poncet et qui nous intéressent particulièrement. Tout de suite M. Hitler a dit qu'il craignait qu'un accord entre les quatre Puissances de l'Ouest et avec le concours de la Belgique, ne serait pas facile à réaliser, mais, a-t-il ajouté, «on peut voir et essayer». Puis vient une phrase qui nous intéresse: «Il faut que la Belgique, revenue à sa politique de neutralité, donne des *gages d'une volonté d'être neutre comme la Suisse.*» Nous voyons donc que les entretiens qu'ont eus avec le Chancelier du Reich l'ancien Conseiller Fédéral M. Schulthess et mon collègue M. Frölicher, ont laissé une image précise dans le cerveau du Chancelier de la structure et de la mission de notre pays. Je crois que ce fait est à noter, car M. Hitler, comme je vous l'ai écrit, par ailleurs, n'avait au fond aucune nécessité de faire allusion à la Suisse.

En ce qui concerne la «troisième étape», humanisation de la guerre, Hitler se serait aussitôt déclaré «pleinement d'accord». «Tout ce que l'on peut faire dans ce domaine aura mon entière approbation.»

Quant à la «quatrième étape», limitation des armements, M. Hitler a dit simplement que l'on pouvait voir, mais qu'il ne croyait pas pour l'instant aux possibilités de réalisation.

De même, il s'est montré bien plus sceptique que M. Goering en ce qui concerne la «cinquième étape», soit la partie économique du programme de M. François-Poncet.

Lors de l'audience que M. Mussolini a donnée, le 29 novembre, au nouvel Ambassadeur de France, en présence du Ministre des Affaires Etrangères, audience qui, malheureusement, risque de ne pas être suivie de sitôt d'autres, M. François-Poncet, après une conversation sur la situation d'Espagne, a cru opportun d'élever le débat en exposant son plan personnel et en relatant aussi les marques de sympathie recueillies à cet égard en Allemagne. M. Mussolini a été extrêmement laconique en déclarant, cependant, comme je vous l'ai écrit, par ailleurs, «qu'il s'agissait là d'idées qui étaient celles du Gouvernement fasciste». Je ne serais pas surpris que, lors de la prochaine visite de M. Chamberlain et Lord Halifax à Rome, M. François-Poncet fasse un nouvel essai pour propager les idées qui précèdent, dont chacune n'est évidemment pas très originale, mais dont l'ensemble et dont la gradation est certainement de nature à retenir l'attention sérieuse des Gouvernements intéressés et des hommes d'Etat de bonne volonté.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 28. Vertraulich

Berlin, 16. Dezember 1938

Als ich gestern bei Herrn Staatssekretär von Weizsäcker vorsprach, um gegen die Pressekampagne² des deutschen Reiseverkehrsverbandes Einspruch zu erheben und worüber ich Ihnen in einem besondern Schreiben³ berichten werde, wurde mir über die politische Lage ungefähr folgendes mitgeteilt.

Herr von Weizsäcker ist der Ansicht, dass wir ähnliche gefährliche Krisen wie im letzten Herbst auf absehbare Zeit nicht zu befürchten haben. Mit Frankreich habe sich Deutschland nun verständigt und jahrhundertalte Differenzen seien endgültig beseitigt. Auf meine Frage, ob nicht durch die Verpflichtungen der Achse und auf der andern Seite der Entente und in Anbetracht der italienischen Aspirationen in Afrika eine Gefährdung des Weltfriedens bestehe, antwortete der Staatssekretär, dass dies seiner Meinung nach nicht der Fall sei. Der italienische Aussenminister habe ja Lord Perth erklärt, dass die italienische Regierung jene Forderungen, die in der italienischen Kammer durch Zwischenrufe geäußert worden seien, nicht zu den ihrigen mache. Er glaube auch nicht, dass Tunis einen aktuellen Programmpunkt der italienischen Politik darstelle. Sei dem wie es ist, für Deutschland werde kaum eine Kriegsgefahr aus diesen Gründen entstehen.

Interessant waren auch die Andeutungen des Staatssekretärs betreffend die Tschechoslowakei. Er bemerkte mir kurz, dass die Bindungen mit diesem Lande sich voraussichtlich demnächst noch enger gestalten werden. – Es ist wohl anzunehmen, dass eine Zollunion und vielleicht eine Währungsunion in Vorbereitung sind.

Mit Polen wird Deutschland die Freundschaft aufrechterhalten. Der Staatssekretär bemerkte, dass Polen auch allen Grund habe, diese Politik der Freundschaft zu pflegen. Russland sei machtpolitisch in Anbetracht der innern Zustände nicht existent; von dort habe Polen nichts zu erwarten.

Die Memelfrage werde mit der Zeit durch den Anschluss an das Reich gelöst werden. Die Demarche der beiden Westmächte sei deplaziert gewesen. Während Jahren hätten sich diese Länder nicht um die Einhaltung des Memelstatuts gekümmert und jetzt plötzlich würden sie sich als Hüter eines internationalen Status aufspielen, das durch ihre eigene Haltung hinfällig geworden sei.

Die Regelung der Danziger Frage werde noch nicht in nächster Zeit erfolgen. Der Hochkommissar, unser Landsmann Herr Professor Burckhardt, erfülle

1. *En tête du document figure l'annotation manuscrite de Motta: An Bundesrat mitgeteilt in der heutigen Sitzung, 19.12.38, M.*

2. *Cf. E 2001 (D) 1/11.*

3. *Idem.*

seine Aufgabe ausgezeichnet. Er habe in der heiklen Stellung manche Unannehmlichkeit, aber er verstehe es ausgezeichnet, die Schwierigkeiten immer wieder zu meistern.

Da ich Herrn von Weizsäcker nur kurz sprechen konnte, bat ich, ihn noch einmal im Laufe der nächsten Woche besuchen zu dürfen. Falls Sie wünschen, dass ich ihm gewisse Fragen unterbreite, möchte ich um diesbezügliche Weisung bitten⁴.

4. *En marge du document figure cette annotation manuscrite de Bonna: M. Feldscher. Il faudra répondre à la question de M. Frölicher, 19/XII, Bo. Une autre annotation manuscrite, dont l'auteur n'a pas été identifié, se réfère à celle de Bonna: J'ai prié M. de Diesbach de demander si c'est fait à M. Feldscher, qui répond que oui. La réponse à Frölicher n'a pas été retrouvée.*

483

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 39

*Le Ministre de Suisse à Berlin, H. Frölicher,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 29. Vertraulich

Berlin, 17. Dezember 1938

Der neue französische Botschafter, dem ich heute einen Antrittsbesuch abstattete, ist der Ansicht, dass die ukrainische Frage bald aufgerollt werde. Dem neu geschaffenen Karpatho-Russland sei von der deutschen Aussenpolitik die Rolle zugewiesen, die Keimzelle einer von Russland abgetrennten Grossukraine zu bilden. Der neue Staat soll nicht an Deutschland angegliedert werden, sich aber wie die Tschechoslowakei politisch und wirtschaftlich an Deutschland anlehnen müssen. Deutschland werde versuchen, einen Aufruhr in der Ukraine zu entfachen, was aber bei der Wachsamkeit der russischen G.P.U. doch nicht so einfach sei. In Deutschland würde zurzeit, was mir ja auch Herr von Weizsäcker sagte, die Schlagkraft der russischen Armee als sehr gering angesehen. Diese deutschen Pläne würden aber in Anbetracht der grossen ukrainischen Minderheit in Polen schwierige Fragen mit diesem letztern Staat aufwerfen. Für Frankreich und England sei es eine gewisse Beruhigung, dass der neue Expansionsdrang sich nach dem Osten richte und so die Energien eines jungen Volkes von der Interessensphäre der Westmächte ablenke. Meine Einwendungen, dass diese ukrainische Politik doch noch nicht in der nächsten Zeit aktuell werden dürfte und dass vorher doch noch andere Fragen in Regelung begriffen seien, liess der Botschafter bis zu einem gewissen Grad gelten, meinte aber, dass bei der deutschen Dynamik das Rad rasch drehe.

Bezüglich der italienischen Aspirationen in Afrika bemerkte der Botschafter, dass diese Frankreich nicht ernstlich beunruhigten. Italien wisse, dass die

1. *Annotation manuscrite de Motta en tête du document: In Zirkulation, 20.12.38, M.*

Hoheitsrechte Frankreichs in Tunis nicht zur Diskussion ständen. Italien werde sich hüten, Frankreich in Tunis anzugreifen. Über den Suezkanal könne man sprechen. Als ich die Kolonie Djibouti nannte, lächelte der Botschafter und hüllte sich in Stillschweigen. Bezüglich Spanien bemerkte Herr Coulondre, dass es ein Fehler der französischen Aussenpolitik gewesen sei, zu glauben, es könne in diesem Lande ein Bolschewistenstaat errichtet werden. Der Spanier sei Individualist und Traditionalist und lasse sich daher ein solches autoritäres Regime nicht gefallen. Er sei fest überzeugt, dass auch Franco, falls er im Bürgerkrieg den Sieg davon tragen werde, sich nicht an die Achse anlehnen wird, sondern eine unabhängige spanische Politik einschlagen werde.

Ich hatte Gelegenheit, gestern den Hochkommissar Herr Professor Burckhardt zu sprechen und werde ihn auch über den Sonntag in Danzig besuchen. Ich möchte die Abteilung für Auswärtiges bitten, die folgenden Mitteilungen von Professor Burckhardt als streng vertraulich zu behandeln und davon Umgang zu nehmen, sie im Sammelbericht zu verwerten.

Grund der wiederholten Besuche in letzter Zeit von Herrn Professor Burckhardt in Berlin war, die Nichtanwendung der deutschen Judengesetzgebung auf Danzig zu erreichen. Nun hat er gestern vom Aussenminister die Zusicherung erhalten, dass diese Massnahmen in Danzig sistiert würden. Es ist dies ein schöner Erfolg unseres Landsmannes und nur seinem diplomatischen Geschick zu verdanken.

Er ist auch hier angefragt worden, ob er bereit sei, in nächster Zeit im Auftrage von Polen und Deutschland das Amt eines Treuhänders anstelle des Mandats des Völkerbundes in Danzig zu übernehmen. Dies hat Herr Burckhardt mit Recht abgelehnt. Man hat ihm nun versprochen, dass man ihn gegebenenfalls nicht vor einen «fait accompli» stellen werde, sondern ihn rechtzeitig benachrichtigen würde, sobald Deutschland und Polen darüber einig sind, das Völkerbundsstatut von Danzig aufzuheben und eine Neuordnung in Kraft zu setzen. Zurzeit werde zwischen Deutschland und Polen über die Frage sowie auch über Memel verhandelt. Das Amt des Hochkommissars läuft bekanntlich Ende nächsten Jahres ab. Herr Burckhardt glaubt aber, dass er durch die Verhältnisse gezwungen sein werde, schon im Frühjahr Danzig verlassen zu müssen. Die Haltung Polens in der ganzen Frage sei noch undurchsichtig. Bei der Schwäche Russlands werde Polen aber keine Abenteuerpolitik einschlagen, die auch dem klugen Aussenminister Beck fernliege. Andererseits lege aber auch Deutschland Gewicht darauf, sich nicht mit Polen zu überwerfen.

Von verschiedenen Seiten habe ich gehört, dass unser Freund, Staatssekretär von Weizsäcker, dienstliche Unannehmlichkeiten hatte. Herr von Weizsäcker hat mir bei meinem letzten Besuch allerdings nichts darüber gesagt. Herr Professor Burckhardt, der auch mit dem Staatssekretär verhandelt, bestätigte mir diese Gerüchte. Man verüble es dem Staatssekretär, dass er während der Septemberkrise vor der allgemeinen Kriegsgefahr gewarnt habe, und dass er dem Aussenminister sagte, falls es zum Kriege käme, würde er sich wieder bei der Marine melden. Es sei nun Herrn von Weizsäcker der Botschafterposten in Warschau angeboten worden, ein Angebot, das allerdings Herrn von Weizsäcker nicht zusage.

E 27, Archiv-Nr. 23263/Bd. 5

*Le Suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères
du Département politique, P.A. Feldscher, au Sous-chef «Front»
du Service de l'Etat-major général, H. Frick*

L

Bern, 19. Dezember 1938

Ich erlaube mir, Ihnen anbei Abschrift eines Schreibens des Liechtensteini-
schen Regierungschefs, Herrn Dr. Hoop, vom 16. d. M. ¹ nebst einem Durch-
schlag meiner heutigen Antwort ² zu Ihrer gefälligen Kenntnisnahme zu über-
mitteln.

Ungeachtet der im Schreiben des Herrn Dr. Hoop zum Ausdruck gebrachten
Bedenken dürfte es richtig sein, die Grenzbegehung durch die beiderseitigen
Kommissionen so bald als möglich durchzuführen und dabei festzustellen,
welche maximalen territorialen Kompensationen auf schweizerischer Seite in
Betracht kommen. Anschliessend daran hätte dann unter den beteiligten
Departementen eine Aussprache über die Gesamtheit der Kompensationen zu
erfolgen.

Auf Grund des Bundesratsbeschlusses vom 10. d. M. ist die Liechtenstei-
nische Regierung durch das politische Departement von der Bestellung der
schweizerischen Grenzkommission unterrichtet worden, und sobald eine
Rückäusserung zu dem Vorschlag der Grenzbegehung vorliegt, werden Sie
hievon unverzüglich verständigt werden. Ich darf Ihnen anheimstellen, inzwi-
schen Herrn Ingenieur Lang von dem Stand der Angelegenheit Kenntnis zu
geben.

ANNEXE 1

Copie

L Nr. 185/22

Vaduz, 16. Dezember 1938

Unter höfl. Bezugnahme auf unsere letzten Besprechungen gestatte ich mir, Ihnen nachstehend
die Auffassung der fürstlichen Regierung über die beabsichtigte Grenzregulierung bekannt-
zugeben.

1. Die fürstliche Regierung legt den grössten Wert darauf, dass flächenmässig gleich grosse
Gebietsstreifen an Liechtenstein fallen, als von Liechtenstein ins Schweizergebiet abgetrennt wird.

2. Wenn die Grenzregulierung in dieser Art nicht möglich ist, hält die fürstliche Regierung
dafür, dass aller Wahrscheinlichkeit nach die zuständigen Instanzen der von Ihnen beabsichtigten
Grenzregulierung nur zustimmen würden, wenn Kompensationen irgend einer andern Art dem
Lande geboten würden. Als solche kämen in Frage:

a) Freizügigkeit der liechtensteinischen Arbeiter, Lehrlinge und Gesellen in der Schweiz in
gleichem Umfange, wie die Angehörigen der einzelnen schweizerischen Kantone,

1. Reproduite en annexe 1.

2. Reproduite en annexe 2.

- b) Gleichstellung Liechtensteins mit einem schweizerischen Kanton auf allen Gebieten des wirtschaftlichen Lebens,
- c) Anschluss der liechtensteinischen Geldinstitute an die Pfandbriefzentrale der schweizerischen Kantonalbanken oder die Pfandbriefbank schweizerischer Hypothekar-Institute,
- d) Aufnahme der liechtensteinischen Geldinstitute in die Schweizerische Bankiervereinigung,
- e) Zutritt Liechtensteins zur Schweizerischen Darlehenskasse.

Trotz dieser Kompensationen ist jedoch die fürstliche Regierung sehr besorgt, dass die beabsichtigte Grenzregulierung sehr ungern gesehen würde. Wie ich schon Gelegenheit hatte zu erwähnen, ist die Absicht von der in Frage stehenden Grenzregulierung in weiten Kreisen und auch Vertrauensleuten des Deutschen Generalkonsulats in Zürich bekanntgeworden. In diesem Zusammenhang konnte man deshalb schon Äusserungen hören wie folgt: «Auch Deutschland hätte noch gewisse Wünsche wegen der Grenzregulierung» oder «Deutschland würde gleich vorsorgen, dass strategisch wichtige Punkte nicht abgetreten würden» und dergl.

Bei der Empfindlichkeit, die heute herrscht, darf ich Ihnen, sehr geehrter Herr Legationsrat, doch noch einmal zu überlegen geben, ob nicht vorgängig Klarheit geschaffen werden könnte, dass diese Grenzregulierung keine Misstimmungen im Verhältnis zu Deutschland einerseits und Schweiz und Liechtenstein andererseits nach sich ziehen würde.

ANNEXE 2

Copie

L

Bern, 19. Dezember 1938

Vom Inhalt Ihres geschätzten Schreibens Nr. 185/22 vom 16. d. M. habe ich mit lebhaftem Interesse Kenntnis genommen und beehre mich, Ihnen für Ihre freundlichen Mitteilungen verbindlich zu danken.

Die von Ihnen zum Ausdruck gebrachten Erwägungen und Bedenken verdienen gewiss weitgehende Aufmerksamkeit und Beachtung. Hingegen dürfte eine zu grosse Ängstlichkeit auch nicht am Platze sein, und es wäre meines Erachtens kaum gerechtfertigt, ihretwegen die vorgesehene Grenzbegehung weiter zu verschieben. Durch eine Besichtigung der Örtlichkeiten dürfte auch am besten eine Abklärung über die in Aussicht zu nehmenden territorialen Kompensationen herbeizuführen sein.

Sobald in dieser Richtung die Vorschläge bereinigt sein werden, lässt sich dann besser überblicken, in welchem Rahmen die Gesamtheit der Kompensationen sich wird halten können. Dass die Bundesbehörden den liechtensteinischen Bedürfnissen weitgehendes Verständnis entgegenzubringen sich bemühen, ist Ihnen, sehr verehrter Herr Regierungschef, zur Genüge bekannt und durch die Gewährung eines Bundeskredites von zwei Millionen Franken neuerlich an den Tag gelegt worden. Das zwischen Liechtenstein und der Schweiz bestehende besondere Vertrauensverhältnis beruht auf einer Reihe wirtschaftlicher Verträge und enger nachbarlicher Beziehungen, und es lässt sich nicht recht vorstellen, dass von dritter Seite ähnliche Umstände zur Geltendmachung von Wünschen oder Begehren ins Feld geführt werden könnten³.

3. *Pour la suite de cette affaire, cf. DDS 13, N° 16.*

485

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 38

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, R. Ruegger*

Copie

L OB. Confidentiel

Berne, 21 décembre 1938

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre rapport N° 40, du 16 décembre¹, relatif à votre entretien avec M. François-Poncet et nous l'avons lu, de même que vos autres communications sur la situation générale, avec un intérêt tout particulier.

Nous avons enregistré avec la satisfaction que vous imaginerez ce que vous nous dites au sujet de l'allusion spontanée à la neutralité de la Suisse faite par M. Hitler au cours de l'audience de congé de l'Ambassadeur de France à Berlin. Elle confirme l'impression de M. Frölicher que l'utilité de la Suisse en Europe et du rôle que lui assignent les traités de 1815 est aujourd'hui ancrée dans l'esprit du Chancelier du Reich allemand. Nous voudrions en déduire, en outre, que, si M. Hitler souhaite que «la Belgique donne des gages d'une volonté d'être neutre comme la Suisse», il n'y a pas lieu de prendre trop au tragique la thèse de certains publicistes allemands selon laquelle l'attitude d'une partie de notre presse rend sujette à caution notre volonté d'être neutres.

Le plan de pacification de l'Europe que M. François-Poncet a tenu à vous soumettre a naturellement retenu toute notre attention. Nous nous réservons d'y réfléchir et de revenir ultérieurement² sur cette importante question, mais nous ne voudrions pas différer de vous donner une première impression pour vous permettre de dire à M. François-Poncet, que vous rencontrez sans doute assez souvent, avec quel intérêt nous en avons pris connaissance.

Une première idée extrêmement juste nous paraît à retenir : c'est qu'une pacification ne saurait être que progressive et qu'il faut prendre garde de brûler les étapes. Savoir renoncer à poursuivre des objectifs trop ambitieux est une preuve de sagesse et de réalisme, qui fait bien augurer de la mission du nouvel Ambassadeur de France à Rome.

S'il est clair que c'est d'Etat à Etat et non sur le plan général qu'il faut chercher à diminuer la tension actuelle, la question de savoir si la détente réalisée doit être constatée par un pacte nous paraît, en revanche, assez secondaire. Ce qui importe, en effet, c'est de créer un «climat» et de le maintenir, non pas de rédiger des stipulations. Celles-ci peuvent avoir leur valeur psychologique; mais il y a eu, depuis vingt ans, trop de pactes qui sont restés lettre morte pour qu'on puisse compter sur des traités pour éclaircir l'atmosphère.

Nous n'avons pas besoin de vous recommander de ne faire qu'un usage prudent de ces premières considérations, sur lesquelles nous reviendrons. Vous

1. Cf. N° 481.

2. Cf. le document reproduit en annexe.

pouvez insister, en revanche, sur la sympathie que nous éprouvons pour les conceptions dont témoigne le plan de M. François-Poncet.

ANNEXE

*Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

*Copie
L OT*

Berne, 22 décembre 1938

Nous avons eu l'honneur de recevoir votre rapport politique N° 40, du 16 décembre, et vous remercions d'avoir bien voulu nous instruire des conceptions de M. François-Poncet sur ce que l'on pourrait appeler la reconstruction pacifique de l'Europe.

Ainsi que vous l'avez constaté, les idées de l'Ambassadeur de France n'ont en soi rien d'original; on peut même s'étonner de tant d'indigence imaginative chez un homme qui passe pour un esprit fort brillant. Le mécanisme qu'il a démonté devant vous est fait d'autant de pièces empruntées à droite et à gauche. Mais il y a un mécanisme, du moins un ensemble plus ou moins cohérent, et le mérite de M. François-Poncet – car c'en est un – est bien d'avoir tenté de préfigurer sur le papier les étapes successives par lesquelles l'Europe devrait passer, selon lui, pour recouvrer la stabilité et trouver ainsi la guérison que tant de docteurs ont vainement cherchée jusqu'ici.

On ne peut pas dire que le plan n'est pas constructif, mais il hypothèque l'avenir avec tant de souriante désinvolture qu'il est permis de se demander si l'on ne doit pas y voir plus un jeu de l'esprit qu'une tentative sérieuse de sortir le continent de ses ornières. L'ordre des étapes nous paraît bien fragile. Il peut se réclamer d'une certaine logique, mais il n'en reste pas moins que les faits se déroulent d'après des lois mystérieuses qui se moquent des constructions de notre logique. Rien ne nous dit, par exemple, qu'on ne parviendrait pas à entrer dans la troisième étape, c'est-à-dire à commencer par «humaniser la guerre», avant de conclure le pacte occidental, qui est au bout de la deuxième étape. D'une manière générale, le tort d'un pareil système est de découper d'avance la réalité en compartiments plus ou moins rigides, sans tenir compte qu'on a affaire à une matière extrêmement vivante et dont les réactions peuvent être aussi vives qu'inattendues. Il ne devrait pas échapper à la perspicacité de votre interlocuteur que le seul fait d'atteindre, ne fût-ce que le terme de la première étape – accords régionaux – serait de nature à modifier de fond en comble la situation qu'il a eue en vue en édifiant sa construction à cinq étages. Le premier pas franchi dans la voie de la pacification générale nous mettrait en face d'une Europe toute différente. Les problèmes se poseraient autrement et, dès après la première étape – à supposer encore que la première soit celle qu'on nous indique – l'Ambassadeur devrait bon gré mal gré, sur le vu des éléments nouveaux consécutifs au fait nouveau qui serait intervenu, se mettre à refaire tout son échafaudage. Son premier système s'écroulerait. En ce cas, pourquoi longuement en discuter?

Pour cette raison déjà, il nous serait difficile de nous rallier en bloc aux suggestions de M. François-Poncet. Nous nous méfions des systèmes tout faits. Nous avons pour nous l'expérience de Genève. Les circonstances sont trop mouvantes pour se laisser emprisonner dans des formules géométriques. Ce qu'il convient, à notre sens, de faire, c'est de ne négliger aucune occasion de rétablir plus de confiance entre les Etats. Et la première chose à entreprendre dans cette voie, c'est, nous semble-t-il, d'alléger par tous les moyens possibles l'atmosphère dans laquelle se meuvent les intérêts et les ambitions des grandes puissances. Qu'on y arrive par la voie d'accords régionaux ou autrement, peu importe. L'essentiel est de sauvegarder la paix et, en vouant tous ses soins au rétablissement de rapports cordiaux entre Rome et Paris, M. François-Poncet y contribuera plus efficacement qu'en échafaudant des plans compliqués et savants avec toutes les ressources de son intelligence. Lorsque les rapports des grandes puissances reposeront sur plus de confiance réciproque, on n'aura plus que l'embarras du choix sur les étapes à accomplir.

M. François-Poncet ne dit mot, dans son «grand dessein», de la Société des Nations. Sa connaissance des choses d'Allemagne ne lui a sans doute pas permis d'envisager cette éventualité. Son silence n'est pas moins significatif. Qu'il ait des raisons de ne plus accorder beaucoup de crédit aux moyens politiques de la Société des Nations, on le devine; on peut se demander cependant s'il n'est pas un peu prématuré de jeter le manche après la cognée. Faut-il d'ores et déjà renoncer, lorsqu'on parle d'un plan d'ensemble pour la reconstruction de l'Europe, à toute contribution de la Société des Nations? M. François-Poncet est-il vraiment convaincu que l'heure est venue de donner le coup de grâce à cette institution qu'il y a quelque temps encore, son gouvernement défendait même contre l'évidence de certains faits patents? Cette attitude nous avait paru extrême; celle – toute opposée – qu'on serait en droit de prêter à votre interlocuteur ne l'est pas moins. Tout compte fait, il vaut mieux se placer entre les deux. La Société des Nations n'est pas encore morte et, si elle n'a plus tant s'en faut l'autorité du début, ce n'est pas une raison de l'éliminer complètement de l'échiquier politique, surtout dans l'hypothèse où l'Europe reviendrait à une conception plus saine de ses vrais intérêts.

Nous avons à peine besoin d'ajouter que, parmi les diverses parties du plan François-Poncet, nos sympathies vont surtout à celle qui touche à l'humanisation de la guerre. La question est grave, mais elle n'est pas insoluble. Nous en doutons si peu que nous préparons présentement la prochaine conférence diplomatique chargée d'améliorer et de développer le droit de la Croix-Rouge.

Telles sont les quelques observations que nous a suggérées le projet qui vous a été soumis. Elles ne sont destinées, bien entendu, qu'à vous-même, mais vous y trouverez, pensons-nous, de quoi donner à M. François-Poncet, s'il y met quelque insistance, une réponse assez aimable pour ne pas froisser inutilement sa susceptibilité et assez évasive pour ne nous engager en aucun cas.

486

2300 Rom, Archiv-Nr. 38

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

RP N° 41

Rome, 21 décembre 1938

Si la doctrine du fascisme affirme que la révolution est une création continue, le régime doit cependant faire l'expérience que plusieurs initiatives du Parti paraissent bien plutôt jeter de la discorde dans le pays que faits pour unir les esprits. Ainsi que je vous l'ai écrit dans un de mes récents rapports, on a, ces derniers temps, l'impression que le Chef du mouvement lui-même, malgré son autorité incontestable, voit s'imposer des mesures et des décisions que l'on ne saurait vraiment attribuer ni à une réflexion, ni même, apparemment, à une vision exacte des besoins et désirs du peuple, dont aucune forme de Gouvernement ne peut faire abstraction.

Or, chaque fois que le régime fasciste a senti de forts noyaux de résistance psychologique, la surveillance a été doublée, sinon triplée. Tandis qu'à quel-

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document*: Rapport très intéressant. Extrêmement confidentiel. 24.12.38. M.

ques époques une certaine liberté de langage et même de critique a été tolérée dans la rue, dans des cercles et ailleurs, et que l'actuel Ministre de l'éducation nationale, M. Bottai, avait essayé, dans sa revue, de rendre à la critique son rôle constructif et nécessaire dans l'Etat, tout ce qui n'est pas complètement orthodoxe selon les vues des dirigeants du Parti – et apparemment des dirigeants extrémistes – risque aujourd'hui d'être assez durement frappé par la police. L'on raconte couramment à Rome qu'il suffit de dire «*poveri giudei*» pour être appelé d'abord à Palazzo Braschi et pour trouver de là très facilement le chemin du «*confino*». Et il est un fait, qui vient d'être rapporté de tous côtés, que les relégations au «*confino*» ont repris ces derniers temps dans une proportion qui ne peut faire plaisir à M. Mussolini.

Quelques personnes auxquelles le régime fasciste, par respect de la tradition nationale, avait jusqu'ici laissé une certaine liberté d'expression – et même de dissentiment –, tel que le Général Garibaldi, ont assez ouvertement réagi. A titre d'exemple, je vous remets ci-joint un article d'Ezio Garibaldi, dans lequel vous relèverez la critique cinglante de l'importation en Italie de certaines conceptions nationales-socialistes et, indirectement, du courant du parti à la tête duquel s'est mis M. Starace. Car il est évident pour tout lecteur que ce n'est pas Telesio Interlandi – écrivain, somme toute, de seconde zone, qui n'a à son actif que le dicton, reproduit aujourd'hui sur tant de murs de Rome et de la province «*Mussolini ha sempre ragione*» – qui est visé surtout dans l'article de Garibaldi, mais bien M. Starace, Secrétaire Général du Parti. Aussi n'est-il pas surprenant qu'après une scène qu'on dit dramatique entre le Général Garibaldi et M. Starace, l'héritier de la tradition garibaldienne se soit vu retirer sa «*tessera fascista*». Toutes ces résistances n'ont eu, d'ailleurs, jusqu'ici pour effet que de raidir la partie intransigeante du fascisme dans des initiatives peu opportunes de politique intérieure et – affirme-t-on – de politique extérieure, ce qui est évidemment grave.

En ce qui concerne les relations italo-suisse, je constate encore une fois avec satisfaction que jusqu'ici, abstraction faite de publications regrettables paraissant parfois dans le journal des étudiants fascistes «*Libro e Moschetto*», rien n'a été changé jusqu'ici à la consigne, qui écarte des actes peu amicaux à l'endroit de la Suisse et qui empêche notamment la grande presse d'ouvrir ses colonnes non seulement à une polémique irrédentiste dirigée contre nous, mais aussi tout commentaire déplaisant. Ce fait doit être annoté au moment où, d'une part, les portes de l'irrédentisme antifrçais ont été largement ouvertes et que, d'autre part, quelques organes de la presse officielle allemande tiennent à notre égard un langage injuste et regrettable. Il est évident que toute notre action doit tendre à ce que l'unité de politique des deux partenaires de l'axe, qui, en raison des efforts du parti fasciste, se réalise dans tant de domaines, n'atteigne pas, à nos dépens, le camp de la politique de presse².

Ceci deviendra de plus en plus important en face du programme paritaire qui, selon les informations du Vatican, risque d'être déployé, dans un avenir pas éloigné, par les partis gouvernementaux, en Italie comme en Allemagne, à l'endroit du catholicisme. Les informations du Saint-Siège peuvent être pessi-

2. *Remarque manuscrite de Motta en marge de cette phrase: Très juste. M.*

mistes, mais l'expérience prouve combien les renseignements de l'Eglise sont souvent exacts. Or, j'apprends de fort bonne source que le Vatican envisage l'éventualité – que naturellement il déplore! – d'une tension future et extrêmement grave entre l'Eglise et le régime fasciste; un conflit qui, de part et d'autre, en vertu des préparatifs, offensifs du côté du régime et défensifs du côté de l'Eglise, peut prendre rapidement le caractère d'une acuité surprenante et même, affirme-t-on, sans précédent. Selon mes informateurs, le parti fasciste attendrait, pour déclencher la lutte, synchronisée sur celle de Berlin, contre l'Eglise et même contre le catholicisme, la mort du Pape Pie XI, que le régime serait vraiment en trop mauvaise posture d'attaquer, étant donné la part prise par ce Souverain Pontife à la conciliation avec l'Italie. Quant à son successeur sur le trône pontifical, il serait, quoi qu'il fasse, désigné aux partisans fascistes comme s'écartant de l'exemple de Pie XI.

Il est évident que je vous rapporte ces propos, malgré leur origine fort sérieuse, sous bénéfice d'inventaire. Mais le fait même que de nouvelles initiatives malheureuses sont continuellement attribuées au parti fasciste, prouve que l'on tient un petit groupe puissant, dont fait partie M. Farinacci, comme capable de toutes les folies.

En attendant, il faut bien reconnaître que la lutte antisémite peut rapporter à la caisse de l'Etat un certain allègement passager. On affirme, en effet, que la propriété immobilière se trouvant entre les mains de Juifs et devant maintenant être vendue à une organisation «parastatale» (la vente libre des immeubles par les israélites est interdite) se monte à une somme de dix milliards de liras. Quelques financiers en déduisent que la propriété immobilière des israélites serait probablement de vingt milliards. Or, de cette fortune totale de trente milliards l'Etat, moyennant différentes opérations successives, serait susceptible de s'assurer un bon tiers, ce qui permettrait de financer, en partie, les armements durant l'exercice si obéré de 1939.

Pour compléter ce tableau, cette fois pas trop optimiste – mais encore une fois l'expérience a prouvé que l'Italie et le Chef du Gouvernement sont capables d'opérer tous les redressements, aussi après des débuts malencontreux – je vous indique comme exemple, peut-être banal, mais néanmoins significatif, la résistance forte et assez inattendue contre la substitution du «Lei» par le «Voi». Certes, on ne conteste pas les raisons linguistiques et autres qui peuvent objectivement être invoquées en faveur de cette innovation. Mais, suivant l'introduction du pas de parade, suivant la copie de l'antisémitisme germanique et l'introduction d'uniformes militaires et de parti qui rompent avec la tradition italienne (la casquette de «Feldwebel» de M. Starace est l'objet de plaisanteries constantes), l'introduction subite du «Voi» a paru faire partie d'un plan prémédité de tribulations et, cette fois, jusqu'ici du moins, l'élite italienne résiste. Quelques sommités du régime se trouvent prises, vis-à-vis de la société romaine, dans le piège de leur propre snobisme, et c'est ainsi que j'ai entendu dire devant des personnalités fascistes que je ne veux pas nommer, que le «voi» était une «cafonata»³, et les hauts «gerarchi» en question finirent par capituler très rapidement... Faut-il, sans naturellement vouloir faire la

3. *Remarque manuscrite de Motta en marge de cette phrase*: cafonata = bêtise et davantage.

moindre prophétie dans un domaine imprévisible, penser que l'usage du «Lei» doive tenir le rôle que jadis avait, lors de la domination autrichienne à Venise, le fait de chanter les refrains de l'opéra défendu «Guglielmo Tell»?

487

E 1004.1 1/380

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 décembre 1938

2231. Ratification des Doppelbesteuerungsabkommens
vom 13. Oktober 1937 mit Frankreich

Politisches Departement. Antrag vom 20. Dezember 1938

Am 13. Oktober 1937 ist in Paris ein schweizerisch-französisches Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern unterzeichnet worden¹. Mit Bundesbeschluss vom 11. Februar 1938 haben die eidg. Räte das Abkommen genehmigt. Der Bundesrat ist also seit diesem Zeitpunkt in der Lage, die Ratifikation auszusprechen und den Austausch der Ratifikationsurkunden anzuordnen.

Gemäss den Nachrichten, die dem Politischen Departement von der Schweizerischen Gesandtschaft in Paris zugekommen sind, haben die französische Deputiertenkammer am 13. und der Senat am 15. Dez. das Abkommen ihrerseits gutgeheissen. Es könnte nunmehr unverzüglich zum Austausch der Ratifikationsurkunden geschritten werden. Gemäss Art. 18 des Vertrags soll der Austausch in Paris stattfinden.

1. Das am 13. Okt. 1937 in Paris unterzeichnete Abkommen zur Vermeidung der Doppelbesteuerung wird ratifiziert;

2. der schweizerische Gesandte in Paris erhält Vollmacht, zum Austausch der Ratifikationsurkunden zu schreiten.

1. *A ce sujet, cf. le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 20 décembre 1937, FF, 1937, III, pp. 516-554; cf. également le rapport au Conseil fédéral du 25 juin 1937 de la délégation aux négociations, E 1004.1 1/364, N° 1073; cf. aussi Nos 470, 473, 489.*

488

E 2001 (D) 1/4

*La Division des Affaires étrangères du Département politique
aux Légations et Consulats généraux de Suisse*

*Copie
Circulaire OM*

Bern, 23. Dezember 1938

Am 14. Dezember d. J. ist durch die Vorsteher des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements sowie des Eidgenössischen Politischen Departements im Nationalrat Aufschluss gegeben worden über die Haltung des Bundesrates zu gewissen Tagesfragen, die in verschiedener Hinsicht unser Verhältnis zum Deutschen Reich berühren. Wir beehren uns, Ihnen anbei den Wortlaut sowohl der Ausführungen des Herrn Bundespräsidenten Baumann wie denjenigen der Mitteilungen des Chefs des Politischen Departements zu übermitteln¹ und möchten zu ihrer Erläuterung noch einige Bemerkungen beifügen.

Das Aufgehen Österreichs im Deutschen Reich und die schon ein halbes Jahr später erfolgte Angliederung der deutschen Randgebiete der Tschechoslowakei an Deutschland haben in unserm Volk einen tiefen Eindruck hinterlassen. Besonders in einzelnen Bevölkerungskreisen der Nord- und Ostschweiz zeigte sich eine wahre Bestürzung, vermutlich von der Befürchtung herrührend, dass unsere innenpolitische Ordnung von dem Gang der Dinge jenseits der Rheingrenze nicht unbeeinflusst bleiben könne. Jedenfalls hat sich gezeigt, dass der Anschluss Österreichs und des Sudetengebietes an Deutschland vor allem eine lebhaftere Reaktion in den Blättern der kommunistischen, sozialistischen und linksbürgerlichen Parteien hervorrief, die dann allerdings auch durch einige gutbürgerliche Organe der freisinnigen Rechten und der katholisch-konservativen Partei unterstützt wurde. Man geht wohl nicht fehl in der Annahme, dass die sich steigernde Aufregung zum guten Teil künstlich erzeugt wurde, wofür mancherlei Anhaltspunkte vorliegen, von denen in Kürze nur folgende angeführt seien.

Der schweizerischen Öffentlichkeit wurde mit grosser Eindringlichkeit glaubhaft zu machen versucht, dass es in der ganzen Schweiz von nationalsozialistischen Agenten und Spionen wimmle, dass durch ein organisiertes Spitzelsystem das bürgerliche Leben unterminiert werde und dass durch eine umfassende Propaganda die Gemüter für eine «Erneuerung» des politischen Lebens im Sinne der nationalsozialistischen Doktrin gewonnen werden sollten. Den Höhepunkt erreichte diese Welle der Gerüchte und Vermutungen durch die Tätigkeit dreier schweizerischer Vereinigungen nationalsozialistischen Charakters, die in einer heftigen Werbeaktion die bestehende staatliche Ordnung in der Schweiz angriffen, der sie vorwarfen, in weitem Ausmass jüdisch-freimaurerisch-marxistischen Einflüssen zu unterliegen. Das Erscheinen der Organe dieser Vereinigungen wurde durch den Bundesrat schliesslich verboten,

1. Cf. N° 476.

mit der Begründung, dass die propagandistische Verteilung dieser Zeitungen eine Übertretung der Vorschriften über die Verbreitung staatsgefährlichen Werbematerials darstelle. Um über die Herkunft der Gelder, mit denen diese Bewegungen finanziert wurden, Aufschluss zu erhalten und über die Tätigkeit der Personen, die mit ihnen in Berührung standen, Gewissheit zu erlangen, wurden von der Bundesanwaltschaft und kantonalen Polizeistellen zahlreiche Verhaftungen vorgenommen, sowie über 100 Haussuchungen angeordnet. Das Ergebnis aller dieser Erhebungen dürfte zum Schlusse führen, dass den Anschuldigungen nicht von fern die Bedeutung zukommt, welche unsere Presse ihnen beimessen wollte. Wenn nach abgeschlossener Untersuchung eine Anzahl von Personen vor Gericht gestellt werden müssen, so ist damit noch lange nicht gesagt, dass durch die Tätigkeit dieser Leute unser Staatswesen in Gefahr geschwebt hätte, das Los Österreichs oder der Tschechoslowakei zu teilen.

Abgesehen von den Meldungen über nationalsozialistische Umtriebe im Inland wurde die schweizerische Öffentlichkeit auch durch Sensationsnachrichten erschreckt, die sich in der Folge stets als durchaus unwahr herausgestellt haben. So berichtete das Zürcher «Volksrecht» im Juli 1938 von einem unmittelbar bevorstehenden Einmarsch deutscher Truppen in Liechtenstein, was eine allgemeine Kapitalflucht aus dem Ländchen zur Folge hatte. Diese Meldung wurde von der Basler «National-Zeitung» als glaubwürdig weitergegeben. Dementis von der deutschen und der liechtensteinischen Regierung wurden als belanglos hingestellt. – Im September gelangte auf dem Umweg über die kommunistischen Zeitungen «L'Humanité» und «Freiheit» eine Mitteilung, die ursprünglich von dem Moskauer-Sender ausgegangen sein soll, durch die schweizerische Presse, wonach an der deutschen Grenze und in deutschen Bahnhöfen Plakate angeschlagen seien, mit der Inschrift «2½ Millionen Schweizer warten auf ihre Erlösung!». Eine Reihe von Personen wollten solche Aufschriften gesehen haben, doch eingehende Erhebungen der Bundesanwaltschaft und schweizerischer Konsulate ergaben nicht die geringsten Anhaltspunkte für die Richtigkeit der Behauptung. – Die neueste Falschmeldung über einen angeblichen Plan der Aufteilung der Schweiz war in anderer Form von der Berner «Tagwacht» schon vor einigen Monaten anlässlich der Reise Marschall Balbos nach Berlin gebracht worden. Vor kurzem wurde sie von einem Korrespondenten der «News Chronicle» aufgewärmt, unter dem Beifügen, dass Herr Legationsrat von Bibra als Beauftragter für die Vorbereitung des Anschlusses der deutschen Schweiz an Deutschland ernannt sei. Auch diese Nachricht wurde prompt vom Zürcher «Volksrecht», der Berner «Tagwacht» und den Basler Linksblättern weitergegeben.

Mit solchen Lügermeldungen Hand in Hand gingen aufbausende Darstellungen über deutsche Interventionen beim Politischen Departement und kantonalen Stellen, Übertreibungen hinsichtlich der Aufgaben «einsatzbereiter» Studenten in der Schweiz u. a. m. Von den gemeldeten deutschen Versuchen zur «Gleichschaltung» der Schweiz blieb nur die Feststellung übrig, dass auf einzelnen deutschen Karten und Schulungsbriefen sowie in gewissen deutschen Lehrplänen das Gebiet der deutschen Schweiz als zu «Deutschland», d. h. zum «geschlossenen deutschen Volksboden» gehörig dargestellt wurde. Das Politi-

sche Departement hat gegen diese Tendenz Vorstellungen erhoben und erreicht, dass die beanstandete Karte aus dem Verkehr zurückgezogen wurde. Es ist aber bezeichnend, dass die gleiche Karte kürzlich durch die «Librairie Thälmann» in Paris neu gedruckt wieder in den Handel gebracht wurde.

In einzelnen Blättern des Auslands, wie z. B. in Rumänien und in den Vereinigten Staaten, ist die Schweiz als durch die nationalsozialistische Gefahr unmittelbar bedroht hingestellt worden. Die betreffenden Redaktionen wurden durch unsere Vertretungen über das Unzutreffende dieser Auffassung unterrichtet und um Richtigstellung der Angaben ersucht.

Wenn man nun berücksichtigt, dass gleichzeitig in der Schweizerpresse scharfe, z. T. unnötig verletzend Kritik an dem Vorgehen der deutschen Regierung gegenüber Österreich und der Tschechoslowakei, den Juden und den christlichen Gemeinschaften geübt wurde, so lässt sich leicht ermessen, dass auf die Dauer die deutsch-schweizerischen Beziehungen von dieser Pressekampagne nicht unberührt bleiben konnten. In der Schweiz machte sich eine wachsende Abneigung gegen die unser Land besuchenden und sich hier aufhaltenden Deutschen bemerkbar, die sich bis zum stillen Boykott von deutschen Waren und Personen steigerte. Es konnte nicht ausbleiben, dass sich Rückwirkungen auf deutscher Seite zeigten, vor allem dadurch, dass die von der Schweiz postulierte Zulassung schweizerischer Zeitungen von höchster Stelle abgelehnt wurde. Auf wirtschaftlichem Gebiet macht sich ein Rückgang des Waren- und Personenverkehrs bemerkbar, der bei weiterem Anhalten für die Exportindustrie und den Fremdenverkehr die verderblichsten Folgen nach sich ziehen kann. Zudem aber wurde in den deutschen Zeitungen die These zu begründen versucht, dass die Schweiz auch auf geistigem Gebiet zu einer neutralen Haltung verpflichtet sei und dass bei Andauern der Presseangriffe Deutschland die für eine neutrale Stellung der Schweiz gegebenen Voraussetzungen als nicht mehr vorhanden ansehen könnte. Diese Forderung der Gesinnungsneutralität ist vom Bundesratstisch aus im Nationalrat unzweideutig abgelehnt worden, was wieder den «Völkischen Beobachter» zu einer scharfen Erwiderung veranlasst hat.

Der unerfreuliche Zustand, der in den Beziehungen der Schweiz zum Deutschen Reich eingetreten ist, muss auf zwei Ursachen zurückgeführt werden, in erster Linie auf die Gestaltung der politischen Verhältnisse in Deutschland, die in ihren innen- und aussenpolitischen Auswirkungen und in den dabei angewandten Methoden die öffentliche Meinung der Schweiz oft zur Kritik herausfordern. Andererseits aber ist leider ebenso richtig, dass ein nicht geringer Teil der schweizerischen Presse in der Form der Kritik nicht Mass zu halten vermag, ja dass gewisse Blätter sich dazu hergeben, Gerüchten und glatten Erfindungen in so auffällender Weise Raum zu gewähren, dass der Argwohn nicht ganz unbegründet ist, es werde mit solchen Machenschaften versucht, das Verhältnis der Schweiz zu Deutschland systematisch zu vergiften. Es bedarf wohl keiner langen Erörterungen darüber, welche internationalen Kreise die Linksparteien unseres Landes zum Werkzeug ihrer Politik zu benützen versuchen. Als sehr bedauerlich ist es aber zu betrachten, dass auch solche schweizerische Journalisten und Parteimänner, die ohne Zweifel unserm Land die Unabhängigkeit erhalten möchten, das Gefährliche einer Verhetzungspolitik nicht einzusehen

vermögen, welche die Schweiz mit den Nachbarn im Norden und Süden in tiefe Gegnerschaft, ja Feindschaft zu bringen droht.

Die bis anhin eifersüchtig gehütete Pressefreiheit wird sich Einschränkungen gefallen lassen müssen, wenn nicht durch die eingerissenen Missbräuche die Existenz unseres Staates aufs Spiel gesetzt werden soll. Am 15. Dezember ist der Bundesratsbeschluss zum Schutze gegen staatsgefährliche Umtriebe in Kraft getreten, und es ist sehr zu wünschen, dass seine Bestimmungen, mit Mut und Umsicht angewendet, diejenigen heilsamen Wirkungen ausüben werden, welche die bisher gegenüber der Presse getroffenen Massnahmen vermessen liessen. Es bleibt den eidgenössischen Räten überlassen, den Beschluss, der in einzelnen Teilen angefochten wird, durch ein Bundesgesetz zu ersetzen.

489

E 2001 (D) 2/268

*La Direction générale de la Banque nationale suisse¹
au Chef du Département politique, G. Motta*

L. Betr. 4% unifizierte Anleihe des französischen Staates

Zürich, 23. Dezember 1938

Von der Schweizerischen Kreditanstalt ist uns heute die schriftliche Mitteilung zugegangen, dass, nachdem die Ratifizierung des Doppelbesteuerungs-Abkommens durch die französischen Behörden erwirkt werden konnte und im Weiteren dem französischen Finanzminister der Wunsch um Erledigung des schwebenden Fiskalverfahrens gegen die Basler Handelsbank vorgetragen worden ist, die Anleihensverhandlungen mit der am 22. ds. erfolgten Unterzeichnung des Emissionvertrages zum Abschluss gelangt seien.

Da wir vor dem Vertragsabschluss weder seitens der führenden Syndikatsbanken noch durch das Eidgenössische Politische Departement davon benachrichtigt wurden, ob und inwieweit die Begehren und Wünsche Ihres Departementes bei den Anleihensverhandlungen Berücksichtigung gefunden haben, hat uns das Vorgehen der Banken etwas überrascht. So wie die Verhältnisse zu liegen scheinen, glauben wir annehmen zu dürfen, dass auch das Eidg. Politische Departement über den Sachverhalt noch nicht unterrichtet war, ansonst wir wohl von Ihrer abschliessenden Stellungnahme zur Anleihensvorlage Kenntnis erhalten hätten. Erst dann wäre für uns die formelle Voraussetzung dafür vorhanden gewesen, den Banken die definitive Zustimmung zur Anleihensvorlage zu erteilen.

Um einem allenfalls aus diesem Vorgehen der Banken resultierenden Präjudiz vorzubeugen, erachten wir es als angezeigt, mit den führenden Syndikatsbanken über die Frage eine Abklärung herbeizuführen. Wir wären Ihnen

1. *Cette lettre est signée:* Bachmann, Weber.

deshalb verbunden, wenn Sie uns darüber Mitteilung zukommen lassen wollten, wieweit das Eidg. Politische Departement über den Gang der Verhandlungen und deren Ergebnisse orientiert war. Gestützt darauf wäre festzustellen, ob für das Eidg. Politische Departement die Angelegenheit materiell als in Ordnung gehend betrachtet werden konnte und die Banken, abgesehen von der Nichteinhaltung des formellen Genehmigungsverfahrens, berechtigt waren, den Anlehensvertrag zu unterzeichnen².

2. *Par lettre du 24 décembre Motta répondit: [...] Wir beehren uns Ihnen mitzuteilen, dass uns die Gesandtschaft in Paris über die Behandlung der Regierungsvorlage betreffend das Doppelbesteuerungsabkommen in der Abgeordnetenkammer und im Senat fortlaufend unterrichtet hat. Gemäss unserem Schreiben vom 7. Dezember an Sie hätten wir uns äusserstenfalls mit einer Erklärung der französischen Regierung begnügt, wonach sie dafür sorgen werde, dass noch in dieser oder spätestens in der nächsten Session das parlamentarische Genehmigungsverfahren zum Abschluss gelange. In Fühlungnahme mit uns hat sich die Gesandtschaft aber sofort nachdrücklich dafür eingesetzt, dass die parlamentarische Genehmigung noch vor dem Abschluss des Emissionsvertrages erteilt werde, und ihre Bemühungen hatten denn auch Erfolg. Die französische Abgeordnetenversammlung hat das Abkommen am 13., der Senat am 15. Dezember gutgeheissen. Die das Doppelbesteuerungsabkommen betreffende Bedingung, von der wie Sie baten, die Zustimmung zur Beteiligung der Schweizer Banken an der Anleihe abhängig zu machen, ist also erfüllt.*

Über die zweite von uns angemeldete Bedingung, wonach die Unterhändler der Banken der französischen Regierung zur Kenntnis bringen sollten, dass es der Wunsch des Bundesrates sei, die Angelegenheit der Fiskalverfahren gegen gewisse Schweizerische Banken einer für diese Banken günstigen Lösung zugeführt zu sehen, liegt uns bis jetzt ein schriftlicher Bericht der Gesandtschaft hierüber noch nicht vor. Wir wissen aber, dass sich die Gesandtschaft auch mit dieser Frage befasst, und zweifeln nicht daran, dass die Bankenvertreter den Wunsch des Bundesrates zuständigenorts vorgebracht haben. In formeller Hinsicht ist zu bemerken, dass wir über den Stand der Anlehensverhandlungen nicht unterrichtet waren. Wir erwarteten einen weitem Bericht der Gesandtschaft, um Ihnen mitzuteilen, dass die im Schreiben vom 7. Dezember genannten Bedingungen erfüllt seien. In Anbetracht dessen, dass wir materiell volle Befriedigung erhalten, glauben wir in der formellen Frage von einer Beanstandung umso eher absehen zu können, als die Bankenvertreter, was die von uns gestellten Bedingungen betrifft, offenbar in ständiger Fühlung mit unserer Gesandtschaft blieben.

Au sujet de la «deuxième condition» mentionnée dans cette lettre, cf. DDS 13, N° 36.

*Le Directeur de la «Neue Zürcher Zeitung», E. Rietmann,
au Chef du Département politique, G. Motta*

L

Zürich, 23. Dezember 1938

Der Unterzeichnete erlaubt sich auf Ihr Schreiben vom 17. Dezember¹ die nachstehenden Bemerkungen, wobei ich mich zunächst zum Fall an sich äussern möchte.

Herr Dr. Caratsch hat zweimal, in der (Samstag-) Morgenausgabe N° 2249 vom 17. Dezember und in der (Montag-) Morgenausgabe N° 2263 vom 19. Dezember über die «Verfälschung des Neutralitätsbegriffes» berichtet. Veranlassung waren bezügliche Artikel des «Völkischen Beobachters» bzw. der «Berliner Börsen-Zeitung». Beiläufig bemerkt, gibt es ausser der Berliner Ausgabe des «Völkischen Beobachters» noch eine süddeutsche und eine Wiener Ausgabe, die nicht immer übereinstimmen.

Im Artikel vom 17. Dezember der N.Z.Z. resümiert Herr Dr. Caratsch den Artikel des «V.B.». Die Frage ist, ob er das sinnetreu getan hat. Man läuft beim Resümiere leicht die Gefahr der zugespitzteren Formulierung; eine wiederholte, sorgfältige Lektüre des Artikels des «Völkischen Beobachters» in N° 351 vom 17. Dezember zeigt indessen, dass Herr Dr. Caratsch sich keiner extensiven Auslegung schuldig gemacht hat, wenn er sagte, dass «das Blatt auch den von Bundesrat Motta aufgestellten Neutralitätsbegriff ablehne».

Ihr Schreiben hebt sodann ausdrücklich hervor, dass der Ausdruck «Brunnenvergiftung» sich auch auf schweizerische Presseorgane bezog, was Herr Dr. Caratsch hätte wissen sollen. Nun hat Herr Prof. Dr. Weber bei uns (in der zweiten Sonntagsausgabe N° 2259 vom 18. Dez.) selber geschrieben: «... und die scharfen Ausdrücke betrafen zwei englische Blätter und ein französisches, von deren Äusserungen auch schweizerische Zeitungen Notiz genommen hatten.» Er hatte also den gleichen Eindruck wie Herr Dr. Caratsch, und ich möchte beifügen, dass auch die Redaktion aus dem Wortlaut Ihrer Ausführungen keine andern Schlüsse gezogen hat. Es ist übrigens in der Presse üblich, einen grossen Unterschied zwischen einer Originalmeldung und der blossen Zitierung zu machen.

Vielleicht darf ich hier beifügen, dass Herr Dr. Caratsch, und mit ihm die schweizerische Presse, seit geraumer Zeit unter dem Eindruck der vielen Artikeln in deutschen Zeitungen stehen, die sich mit den schweizerischen Zeitungen und der schweizerischen Neutralität befassen. Wer sie liest und keine Möglichkeit der Kontrolle besitzt, muss unstreitig des Glaubens werden, die schweizerische Presse, vornehmlich aber die bekannten grossen bürgerlichen Organe, gefielen sich förmlich in Entstellungen, falschen Nachrichten und Kriegshetze. Im Artikel «Skandal in der Schweiz» der «Münchener Neuesten Nachrichten»,

1. *Non reproduite.*

der aus Bern vom 7. Oktober datiert ist, wird z. B. gesagt, die deutschschweizerischen Zeitungen lassen sich in zwei Gruppen unterscheiden, eine «zweite Gruppe, hauptsächlich bestehend aus der Neuen Zürcher Zeitung, den Basler Nachrichten und der Basler Nationalzeitung, stellte, abgesehen von den Kommunisten, die einzige Kriegspartei Europas dar». Es wäre ein Leichtes, seitenlange Zitate aus den verschiedensten Blättern zu bringen, die alle belegen sollen, die schweizerische Presse, und insbesondere die hauptsächlichsten Organe, sei ein wahrer Feind Deutschlands. Das ist der Eindruck, den diese Artikel erzeugen müssen; man darf sich gar nicht wundern, wenn er auch bei unsern Landsleuten in Deutschland entsteht, die von den schweizerischen Hauptorganen seit 4¹/₂ Jahren abgeschnitten sind. Daran schuld ist namentlich auch die deutsche Praxis der Verallgemeinerung und Verdächtigung, gegen die auch anderswo scharf protestiert worden ist (vgl. Antwort Welles'). Es sei hier nur an den Vorwurf erinnert, die schweizerische Presse sei verjudet oder marschiere Arm in Arm mit dem Kommunismus. Es hat vor dem Aufkommen des Nationalsozialismus keine Presse gegeben, die so wenig jüdischen Einfluss, jüdische Redakteure etc. aufwies wie die schweizerische; trotzdem ist die deutsche Presse auch heute noch gleich bei der Hand, die schweizerische Presse als verjudet darzustellen. Die N.Z.Z. muss seit Jahrzehnten alljährlich grosse Kampagnen gegen den Sozialismus und den Kommunismus führen, und doch wird sie in einem Atemzug mit der kommunistischen Presse genannt. Dies erklärt die Reaktion der schweizerischen Presse, als die «Münchener Neuesten Nachrichten» die Rede von Herrn Minister Frölicher wiedergab, mit dem ihr gewidmeten Satz², den das Münchener Blatt auch nach Ihren Erklärungen im Nationalrat ausdrücklich aufrecht erhält.

Sie legen sodann gegen die von unserm «Korrespondenten praktizierte einseitige und entstellende Darstellungsweise» nachdrücklich Verwahrung ein. Der Unterzeichnete fühlt lebhaft die ganze Schwere des Vorwurfs, der in diesen Worten und den nachfolgenden Zeilen enthalten ist. Darf ich mir auch hiezu einige Bemerkungen erlauben?

Es ist wohl zu unterscheiden zwischen Neutralität im Prinzip und in deren Handhabung. Sie haben selber in Ihrer Rede vom 14. Dezember im Nationalrat den in deutschen Zeitungen unternommenen Versuch, die Neutralität des Staates mit der Neutralität seiner Bürger zu vermengen, abgelehnt, wofür wir Ihnen mit der schweizerischen Presse dankbar sind. So klar aber für uns der Begriff der Neutralität ist, so unklar, verändert und verfälscht wird er, in der Gegenwart wie in der Geschichte, immer wieder im Auslande. Wenn wir nun einen Nachbar haben, dessen Leitsatz Bewegung ist und der infolgedessen die Forderungen zu steigern und zu mehren gewohnt ist, so muss man sich ernstlich fragen, wie weit ein Entgegenkommen gehen darf. Die schweizerische Presse soll nicht entstellen, nicht lügen; gut. Sie soll überhaupt sich nicht einmischen, soll nichts sagen, soll auf jegliches Urteil verzichten; wie ist das überhaupt möglich, ohne der faktischen Gleichschaltung, aber damit auch einer Preisgabe der wirklichen Neutralität, zu verfallen? Mit dem Ignorieren deutschen Geschehens wäre es übrigens nicht getan. Wir müssten den grössten Teil der

2. Cf. N° 476, note 3.

Geschehnisse in der Weltpolitik ebenfalls beiseite lassen, denn sie setzt sich zu einem massgeblichen Teil aus dem Verhältnis der Achsen- und Antikomintern-Mächte zur übrigen Welt zusammen.

Wir wissen, dass man in Bern unsere Besorgnisse für ungerechtfertigt³ hält. Wir haben hier in der Ostschweiz aber weit mehr Beziehungen und Begegnungen mannigfachster Art, haben vieles auch aus grösserer Nähe verfolgen können, haben selber viel mehr gesehen, gehört, sozusagen mit den Fingern berührt, um nicht äusserst nachdenklich zu werden. Die N.Z.Z. unterdrückt vieles, was sie aus guter und zuverlässiger Quelle weiss. Sie beschäftigt sich nur mit Vorsicht mit dem jetzigen deutschen Ernährungs-, Devisen- und Finanzproblem, um nur diese zu nennen. Sie ist in den Augen vieler sogar zu sehr zurückhaltend. Dass diese Zurückhaltung auf deutscher Seite nicht geschätzt wird, kann uns nicht befremden. Aber ich kann bei dieser Gelegenheit den Unmut nicht verschweigen, der in der deutschschweizerischen Presse weiterum herrscht, dass man in Bern nie ein gutes Wort auch für sie finden will.

Wir machen sehr oft die Erfahrung, dass «Sünden», oder was man dafür hält, einem angekreidet werden, das andere aber, was Zustimmung fand und zitiert wurde, der Vergessenheit anheimfällt. Herr Dr. Caratsch ist nicht nur angegriffen, sondern auch öfters in gutem Sinne zitiert worden, auch vom deutschen Rundfunk. Bei uns kennt man den Umfang und die Tonart der deutschen Polemik gegen die Schweiz und ihre Presse nicht, da leider nirgends eine amtliche Sammlung besteht, im Gegensatz zu Deutschland, wo haarscharf genau Buch geführt wird. So kommt es, dass unsere Industriellen z. B., die keine Zeit zu vergleichender Zeitungslektüre haben, und die die berechtigte Sorge für Arbeitsbeschaffung erfüllt, zum Glauben gebracht werden können, die schweizerische Presse sei ein Störenfried und Hemmnis für gute Beziehungen.

Die uns am Schlusse Ihrer Zuschrift nahegelegte Prüfung der Lage wird die N.Z.Z., ich glaube Sie dessen versichern zu können, aufs Sorgfältigste vornehmen. Wir wissen zu sehr, dass die jetzige Zeit an Schwere hinter den Kriegsjahren nicht zurücksteht, und dass die Führung der Aussenpolitik mit unendlichen Schwierigkeiten umgeben ist. Diese leichthin vermehren zu wollen, ist nicht die Absicht und die Rolle der N.Z.Z. Unser Blatt, vor allem unsere Chefredaktion und die Auslandsredaktion, sind stets gerne bereit, den Kontakt mit dem Politischen Departement aufzunehmen.

3. Ungerechtfertigt *est souligné avec en marge*: ?. *Dans sa réponse du 31.12.38 à Rietmann, Motta écrit*: Es trifft nicht zu, dass Ihre Besorgnisse hier in Bern als gänzlich grundlos betrachtet werden. Das will aber auch nicht besagen, dass eine Methode, welche die Öffentlichkeit fortwährend beunruhigt und die Arbeit der Behörden stört, die richtige sei. (E 2001 (D) 3/15).

*Le Ministre de Suisse à Tokyo, W. Thurnheer,
au Chef du Département politique, G. Motta*¹

L

Tokio, 23. Dezember 1938

Als ich vor zwei Jahren die Mandschurei bereiste, drängte sich mir immer wieder der Vergleich dieses Landes mit Kanada vor etwa 30 Jahren auf. Ein grosses Gebiet, das aber vorläufig im modernen Sinne nur in den leichter zugänglichen Gegenden unter dem Einfluss Japans und dessen Kapital, ähnlich wie damals Kanada unter englischer Hilfe sich entwickelte. Die Rolle der Vereinigten Staaten im Süden Kanadas übernimmt in der Mandschurei das grosse, zukunftsreiche China, das auch in einem Japan günstigen Kriegsausgang kaum dauernd unter dessen Kontrolle bleiben wird. Dairen mit seinen russischen Erinnerungen kommt dem französisch beeinflussten Québec, Mukden im Zentrum der Sojakulturen dem im Weizenzentrum liegenden Winnipeg gleich. Die mandschurische Eisenbahn spielt verkehrstechnisch und wirtschaftlich die gleiche Rolle wie früher die «Canadian Pacific».

Was Manchoukuo fehlt, ist ein mächtiges, schiffbares Flussnetz im Sinne des St-Lawrence in Kanada. Der Amur könnte diese Rolle übernehmen, verläuft aber nicht in Manchoukuo selbst, sondern nur an dessen nördlicher Grenze gegen Russland. Dies ist vielleicht einer der Hauptgründe, weshalb sich am Amur bis anhin keine Städte von der Bedeutung Montreals oder Torontos entwickelt haben und weshalb Russland seiner Zeit mit lüsternen Augen nach Manchoukuo und heute Japan und Manchoukuo nach den nördlichen Gebieten dieses wichtigen Stromes blicken.

Wie auch immer die zukünftigen politischen Schicksale der Mandschurei sein mögen, so wird die vor sechs Jahren eingeleitete Entwicklung zu einem modernen Wirtschaftsgebiete, wenn vielleicht auch mit vorübergehenden Unterbrechungen, fortschreiten. Es entspricht dies nicht nur einem Bedürfnis dieses Landes selbst, sondern auch der umgebenden und sogar ferner gelegenen Staaten. An der Entwicklung des neueröffneten Agrarlandes teilzunehmen, wird ein natürliches Bestreben der Schweiz als Industriestaat sein. Dass man dabei mit der nötigen Vor- und Weitsicht zu Werke gehen muss, lehren uns die Erfahrungen in anderen Weltteilen. Wenn Japan sich auch zweifellos den Löwenanteil sichern wird, bleibt doch für Drittstaaten und somit auch für uns ein interessantes Wirkungsfeld übrig.

Aus diesen allgemeinen Erwägungen heraus habe ich anlässlich meines letzten Besuches in Bern mit Ihnen die Frage der Anerkennung Manchoukuos besprochen. Wir waren uns einig, dass diese angesichts der damals begonnenen japanisch-chinesischen Wirren und unseren Verpflichtungen aus der Mitglied-

1. *En marge, le Ministre Bonna a noté:* M. Gorgé. Je ne sais si la copie par avion vous était déjà parvenue. 4/2. *Annotation de Gorgé:* Oui. C.G.

schaft zum Völkerbund nicht in Betracht komme. Dagegen ermächtigten Sie mich auf mein Ersuchen hin, die japanische Regierung, falls ich dies wünschenswert erachte, vertraulich wissen zu lassen, dass wir eine Anerkennung vornehmen werden, sobald mehrere Mitgliedstaaten des Völkerbundes dies getan.

Nach meiner Rückkehr nach Japan veränderten sich die politischen Verhältnisse stark. Der mir befreundete Aussenminister Hirota, in dessen Diskretion ich volles Vertrauen setzen konnte, wurde durch den mir unbekanntem früheren japanischen Botschafter in China ersetzt; dann schloss sich Italien dem Antikominternvertrag zwischen Japan und Deutschland an; die kriegerischen Ereignisse in China nahmen an Ausdehnung und Stärke zu. Gleichzeitig waren bei uns erfolgreiche Bestrebungen auf Anerkennung der völligen Neutralität der Schweiz im Völkerbund im Gang. Die Einstellung der drei Antikominternstaaten gegen den Völkerbund, die ihn alle verlassen hatten, verschärfte sich.

In dieser politischen Atmosphäre erachte ich es für klüger, von der Ermächtigung zur vertraulichen Erklärung betreffend die Mandschurei keinen Gebrauch zu machen. Ich fürchtete, dass durch Indiskretionen die Erklärung in Genf und China bekannt würde und ungünstig wirke, und dass sie als ein Schritt in der Richtung der Antikominterngruppe gedeutet werde. Diese letzte Gefahr bestand umso mehr, als wir eines der wenigen Länder sind, das Russland nicht anerkannt hat.

Statt der vorerwähnten Erklärung wählte ich daher andere Wege um darzutun, dass wir Manchoukuo an sich nicht ablehnend gegenüber stehen. Ich zeigte mich dem Botschafter und den Mitgliedern seines Stabes bei Dinern und Empfängen entgegenkommend. Ich interessierte mich in Gesprächen für ihr Land. Ich nahm ihre Veröffentlichungen entgegen, instruierte meinen japanischen Übersetzer, der ihm gut bekannte Japaner als Botschaftssekretäre der mandschurischen Vertretung hat, mit diesen privat gute Fühlung zu behalten. Ich zögerte nicht, dem Interpreten gegenüber mein lebhaftes Interesse für die Entwicklung des jungen Staates zu zeigen, was zweifellos der Botschaft nicht unbekannt blieb. Am meisten Eindruck machte der Umstand, dass ich die Pässe der mandschurischen Wirtschaftskommission, die sich dieses Jahr nach Italien, Deutschland und Polen begab, und die vom Botschaftssekretär überbracht wurden, absichtlich sofort und ohne vorherige Rückfrage in Bern, entgegen dem Vorgehen verschiedener anderer Staaten, gebührenlos visierte.

Meine vorgeschilderte Haltung hat sich bewährt. Die mandschurischen Behörden zeigen sich der Schweiz entgegenkommend. Mit einer einzigen Ausnahme, habe ich bis anhin keine Beschwerden von Landsleuten, seien es Residenten, Touristen oder Handelsreisende, seien es schweizerische Firmen, erhalten. Der Delegierte der schweizerischen Zentrale für Handelsförderung, Herr Brack, fand anlässlich seiner Reise vor drei Monaten bereitwillige Aufnahme. Bemerkenswert ist, dass sich auch der Handelsverkehr um mehrere Millionen gehoben hat. Aus diesem letzten Grund trage ich mich auch mit dem Gedanken, Ihnen demnächst, sobald ich einen geeigneten Kandidaten gefunden habe, die Gründung einer Konsularagentur in Dairen, dem Hauptzufahrtshafen Manchoukuos, vorzuschlagen.

Die Staaten, die Manchoukuo offiziell anerkannt haben, sind folgende:

Deutschland, Italien, die Burgos-Regierung, San-Salvador und der Vatikan. Also bis anhin kein einziger Völkerbundsstaat. Polen ist allerdings auf diesem Wege schon ziemlich weit gegangen, indem es ein Konsularabkommen mit Manchoukuo unterzeichnete. Man hört auch, dass Ungarn wahrscheinlich sich demnächst zur Anerkennung entschliesse. Alle andere Staaten, und es sind gerade diejenigen, die das demokratische Prinzip hochhalten, haben sich bis anhin nicht zu einer Anerkennung entschliessen können.

Was uns anbetrifft, liegt zur Zeit kein Grund zu übermässiger Eile vor. Es will mir scheinen, dass wir als privilegierter Mitgliedstaat des Völkerbundes in dieser Frage nicht wohl mit dem grossen Stiefel vorangehen sollten. Im Frieden mit China wird die Frage der Anerkennung Manchoukuos ohnehin eine Regelung erfahren, die auch für uns den Boden für eine Entscheidung ebnet dürfte. Sollte der Krieg aber noch länger andauern, wird die Entwicklung zeigen, ob und wann wir den Schritt tun sollen.

Eines möchte ich aber in diesem Zusammenhang ausdrücklich betonen. Die Tatsache, dass wir bis anhin Russland nicht anerkannt haben, wird der Schweiz in Japan und in Manchoukuo hoch angerechnet. Es wäre politisch, was Japan und Manchoukuo anbelangt, ein grosser Fehler, je Russland anzuerkennen, ohne nicht gleichzeitig zur Paralysierung eines solchen Schrittes auch Manchoukuo das gleiche Recht einzuräumen. Auch dürfte dannzumal, falls die Anerkennung Russlands sich für uns als notwendig erweisen sollte, die durch die Anerkennung Manchoukuos verursachte Verstimmung in China, soweit es von Japan unabhängig bleibt, durch die Anerkennung Russlands, auf das dieses China zur Zeit zusehends mehr und mehr angewiesen ist, wett gemacht werden.

492

E 2001 (D) 3/271

*Le Chef de la Division de Police du Département de
Justice et Police, H. Rothmund,
au Consul général de Suisse en Bolivie, O.E. Obrist*

Copie

L

Bern, 24. Dezember 1938

Die Schweiz ist durch die Emigration aus Deutschland in eine ausserordentlich heikle Lage gekommen. Obwohl wir wegen der grossen Überfremdung unseres Landes und der Arbeitslosigkeit nur ein Transitland sein können für die Emigranten, konnten wir angesichts der Verfolgung der Juden in Deutschland unsere Grenze nicht verschliessen und mussten, um unserer Tradition getreu zu bleiben, einer grossen Zahl solcher Emigranten das Überschreiten der Grenze ermöglichen, trotzdem ihre Weiterreise nicht gesichert war. Wohl haben sich der Schweizerische Israelitische Gemeindebund und der Verband Schweizerischer Israelitischer Armenpflegen von allem Anfang an bereit

erklärt, für die Kosten für Unterkunft und Verpflegung der mittellosen Emigranten während ihres Aufenthaltes in der Schweiz aufzukommen. Diese belaufen sich aber heute auf ungefähr 250 000 Franken pro Monat. Dazu kommt, dass die grosse Zahl der Flüchtlinge die öffentliche Meinung in der Schweiz zu beunruhigen beginnt. Wir haben deshalb ein grosses Interesse daran, für diese Leute in aller kürzester Frist definitive Auswanderungsgelegenheiten zu finden. Leider ist das heute ausserordentlich schwer. Der Erfolg der Bestrebungen des Hochkommissärs in London wird vermutlich noch geraume Zeit auf sich warten lassen. Wir müssen deshalb alle Möglichkeiten der Weiterwanderung von Einzelpersonen oder von Gruppen von Emigranten ergreifen und ausschöpfen.

Die Israelitische Fürsorgestelle in Zürich hat sich mit dem dortigen Generalkonsul von Bolivien ins Einvernehmen gesetzt, um zu erreichen, dass etwa 250 Emigranten nach Bolivien übersiedeln können. Dieser hat sich bereit erklärt, das Gesuch bei seiner Regierung zu unterstützen. Die Gruppe würde bestehen zur Hauptsache aus gelernten Ingenieuren, Mechanikern, Metallarbeitern, Elektrotechnikern, Schlossern, Schreibern, Spenglern, Textilarbeitern und Landwirten, die sorgfältig ausgesucht würden. Das bolivianische Generalkonsulat würde alles gesammelte Material zur Überprüfung erhalten.

Wir wurden ersucht, Sie zu bitten, diese Auswanderungsaktion durch Intervention bei der bolivianischen Regierung zu unterstützen. Da dabei ein schweizerisches Interesse besteht und wir nach langjähriger Zusammenarbeit mit den schweizerischen jüdischen Hilfsstellen für die Emigranten von deren Loyalität und Zuverlässigkeit überzeugt sind, ersuchen wir Sie, im Einverständnis mit der Abteilung für Auswärtiges des Politischen Departements, die Ihnen geeignet erscheinenden Schritte bei der bolivianischen Regierung unternehmen zu wollen. Wir hoffen dabei, es möchte möglich sein, nach Durchführung dieser ersten Auswanderungsaktion noch weitere folgen lassen zu können. Schon aus diesem Grunde wird die Auswahl der Auszuwandernden ganz besonders sorgfältig getroffen werden. Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie die Sache im Auge behalten und den Ihnen später günstig erscheinenden Zeitpunkt ergreifen würden, um das Terrain auch für weitere Gruppen von Emigranten abzutasten und vorzubereiten.

Durchschlag dieses Schreibens geht Ihnen per Luftpost zu. Wir legen dem Original den Wortlaut der Antwort des Herrn Bundespräsidenten auf die Interpellationen Trümpy und Müller im Nationalrat¹ zur Flüchtlingsfrage bei, dem Sie unsere Situation entnehmen wollen.

1. Cf. N° 471, note 1.

493

E 1004.1 1/380

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 décembre 1938

2288. Kanton Basel-Stadt;
Kompetenzkonfliktsklage an das Bundesgericht

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 23. Dezember 1938

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

Bei der staatsrechtlichen Abteilung des Bundesgerichtes ist gemäss vorgelegtem Schreibenentwurf eine Kompetenzkonfliktsklage¹ gegen den Kanton Basel-Stadt einzureichen.

An das Bundesgericht durch die Bundeskanzlei.

ANNEXE

Im Sinne der Art. 113 Abs. 1 Ziff. 1 BV² und Art. 175 Abs. 1 Ziff. 1 OG³ reichen wir hiermit namens der Schweizerischen Eidgenossenschaft

Kompetenzkonflikts-Klage

ein gegen den

Kanton Basel-Stadt.

Wir stellen folgendes

Rechtsbegehren:

1. Es sei festzustellen,

a. dass der Kanton Basel-Stadt unzuständig ist, ein Gesetz im Sinne der sog. «bürgerlichen Initiative» betr. Verbot der Vereinigungen «Nationale Front», «Volksbund» (Nationalsozialistische Arbeiter Partei der Schweiz), «Bund nationalsozialistischer Eidgenossen», «Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Weltanschauung», «Schweizer Fascisten», «Morgartenbund» sowie jeder weiteren nationalsozialistischen oder faschistischen Organisation und der sämtlichen Unter- und eventuellen Ersatzorganisationen obiger Vereinigungen und ihrer Propaganda zu erlassen;

b. dass der Kanton Basel-Stadt unzuständig ist, ein Gesetz im Sinne der sog. «sozialdemokratischen Initiative» betr. Verbot der «nationalsozialistischen, von Ausländern gebildeten Organisationen und Vereine, die als Auslandstellen, Ortsgruppen oder Stützpunkte deutscher Reichsorganisationen tätig sind, wie Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, Nationalsozialistische Frauenschaft, Hitler-Jugend, Bund deutscher Mädchen, Deutsche Arbeitsfront, Nationalsozialistische Gemeinschaft Kraft durch Freude, Nationalsozialistischer Frontkämpferbund, Deutsche Studentenschaft» sowie der «Organisationen anderer Art, die tatsächlich oder ihrer Zweckbestim-

1. *Reproduite en annexe.*

2. Bundesverfassung, cf. *RO*, 1876, vol. 1, p. 32.

3. Organisationsgesetz, cf. *RO*, 1894, vol. 13, p. 501.

mung nach eine ähnliche Tätigkeit wie die genannten Organisationen und Vereine entfalten, sofern ihre Mitglieder Ausländer sind», zu erlassen.

2. Der Grosse Rat und der Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt seien anzuweisen, der sog. bürgerlichen Initiative betr. Verbot der Vereinigungen «Nationale Front», «Volksbund» (Nationalsozialistische Arbeiter Partei der Schweiz), «Bund nationalsozialistischer Eidgenossen», «Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Weltanschauung», «Schweizer Fascisten», «Morgartenbund» und der sog. sozialdemokratischen Initiative betr. Verbot der «nationalsozialistischen, von Ausländern gebildeten Organisationen und Vereinen, die als Auslandstellen, Ortsgruppen oder Stützpunkte deutscher Reichsorganisationen tätig sind, wie Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, Nationalsozialistische Frauenschaft, Hitler-Jugend, Bund deutscher Mädchen, Deutsche Arbeitsfront, Nationalsozialistische Gemeinschaft Kraft durch Freude, Nationalsozialistischer Frontkämpferbund, Deutsche Studentenschaft»

keine weitere Folge zu geben.

Zur Begründung unserer Kompetenzkonfliktsklage und des Gesuches um Erlass einer vorsorglichen Präsidualverfügung gestatten wir uns auszuführen was folgt:

I.

Gestützt auf § 28 der Verfassung des Kantons Basel-Stadt sind im Laufe des Sommers 1938 im genannten Kanton zwei Initiativen zustande gekommen, die sich gegen die nationalsozialistischen und faschistischen Vereinigungen richten. Man spricht von einer bürgerlichen und von einer sozialdemokratischen Initiative. Beide Initiativen erstreben den Erlass von kantonalen Gesetzen, deren Wortlaut von den Initianten schon festgelegt worden ist.

Die bürgerliche Initiative hat folgenden Wortlaut:

«§ 1. Im Kanton Basel-Stadt sind folgende Vereinigungen verboten: «Nationale Front», «Volksbund» (Nationalsozialistische Arbeiter Partei der Schweiz), «Bund nationalsozialistischer Eidgenossen», «Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Weltanschauung», «Schweizer Fascisten», «Morgartenbund» sowie jede weitere nationalsozialistische oder fascistische Organisation. Unter dieses Verbot fallen ebenfalls sämtliche Unter- und eventuellen Ersatzorganisationen obiger Vereinigungen.

§ 2. Soweit solche Vereinigungen im Gebiete des Kantons Basel-Stadt existieren, sind diese von Amtes wegen aufzulösen und ihr Vermögen zu beschlagnahmen.

§ 3. Im Kanton Basel-Stadt verboten ist jede nationalsozialistische oder fascistische Propaganda in Wort und Schrift, insbesondere der Druck, der Verkauf, die Verleihung und Gratisverteilung von nationalsozialistischer oder fascistischer Literatur (Bücher, Zeitungen, Broschüren, Flugblätter und andere Propagandaschriften). Soweit solche Literatur vorhanden ist, wird sie von Amtes wegen beschlagnahmt.

§ 4. Im Dienste des Kantons Basel-Stadt (oder einer baselstädtischen Gemeinde) stehende Beamte, Angestellte und Arbeiter, die nach Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzes noch einer der obigen Vereinigungen angehören oder sich im Sinne solcher Vereinigungen betätigen, sind fristlos und ohne irgendwelche Entschädigungs- oder Pensionsansprüche zu entlassen.

Strafbestimmungen:

§ 5. a) Wer nach Inkrafttreten vorliegender Gesetzesbestimmungen versucht, solche ungesetzlichen Vereinigungen offen oder getarnt weiter zu führen, wird mit Gefängnis nicht unter 10 Jahren bestraft;

b) wer trotz Verbot weiterhin offen oder versteckt nationalsozialistische oder fascistische Propaganda in irgend einer Form betreibt, wird mit Gefängnis nicht unter fünf Jahren bestraft;

c) wer zur Weiterführung solcher verbotener Organisationen oder zu Propaganda- oder andern Zwecken im Sinne solcher Vereinigungen von ausländischen Stellen finanzielle Unterstützung entgegennimmt, vermittelt, oder um solche nachsucht, oder vom Ausland Weisungen, Ratschläge, Instruktionen usw. empfängt, wird mit Zuchthaus nicht unter 20 Jahren bestraft.

§ 6. Vorliegendes Gesetz tritt mit dem Tage seiner Annahme in der Volksabstimmung sofort in Kraft.»

Die sozialdemokratische Initiative verlangt ein Gesetz folgenden Wortlautes:

«§ 1.

Die nationalsozialistischen, von Ausländern gebildeten Organisationen und Vereine, die als Auslandstellen, Ortsgruppen oder Stützpunkte deutscher Reichsorganisationen tätig sind, wie Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, Nationalsozialistische Frauenschaft, Hitler-Jugend, Bund deutscher Mädchen, Deutsche Arbeitsfront, Nationalsozialistische Gemeinschaft Kraft durch Freude, Nationalsozialistischer Frontkämpferbund, Deutsche Studentenschaft, werden als staatsgefährlich erklärt und im Gebiete des Kantons Basel-Stadt verboten.

Ebenso sind verboten Organisationen anderer Art, die tatsächlich oder ihrer Zweckbestimmung nach eine ähnliche Tätigkeit wie die in Absatz 1 genannten Organisationen und Vereine entfalten, sofern ihre Mitglieder Ausländer sind.

Nicht unter das Verbot fallen die geselligen künstlerischen, wissenschaftlichen, wohltätigen und andere unpolitische Vereinigungen von Ausländern, sofern die Mitgliedschaft bei diesen Vereinigungen ins Belieben des einzelnen ausländischen Staatsangehörigen gestellt ist.

§ 2.

Herstellung, Einfuhr und Vertrieb der Presse-Erzeugnisse der Nationalsozialistischen Deutschen Arbeiterpartei und ihrer Gliederungen sind im Gebiete des Kantons Basel-Stadt verboten. In andern Kantonen hergestellte derartige Presse-Erzeugnisse werden den ausländischen gleichgestellt.

Das Verbot gilt auch für die Presse-Erzeugnisse von Organisationen der in § 1 Absatz 2 genannten Art.

§ 3.

Wer entgegen den Bestimmungen der §§ 1 und 2 eine verbotene Organisation gründet, weiterführt oder sonst fördert oder an der verbotenen Tätigkeit teilnimmt oder im Kanton Basel-Stadt verbotene Presse-Erzeugnisse herstellt, einführt oder vertreibt, wird mit Geldbusse oder Gefängnis bestraft. Beide Strafen können verbunden werden. Wer rechtskräftig verurteilt ist, ist überdies aus dem Gebiete des Kantons Basel-Stadt auszuweisen.

Das beschlagnahmte Werbematerial, die Gelder, die zur Förderung verbotener Tätigkeit dienen, sowie die trotz Verbot hergestellten, eingeführten oder vertriebenen Presse-Erzeugnisse sind einzuziehen.

§ 4.

Dieses Gesetz tritt sofort in Kraft. Der Regierungsrat wird mit seinem Vollzug beauftragt.

*

Sofern der Grosse Rat ein anderes, im wesentlichen ähnliches Gesetz erlässt oder wenn in der gleichen Angelegenheit bundesrechtliche Bestimmungen erlassen werden, so ermächtigen die Unterzeichneten den Vorstand der Sozialdemokratischen Partei des Kantons Basel-Stadt zum Rückzug dieser Initiative.»

Während sich die sozialdemokratische Initiative deutlich gegen die von Ausländern gebildeten Vereine und Organisationen richtet, gegen die amtlichen oder amtlich anerkannten Organisationen der Reichsdeutschen in der Schweiz und besonders auch gegen ihre Presseerzeugnisse, richtet sich die bürgerliche Initiative gegen verschiedene mit Namen aufgeführte politische Vereinigungen und deren «Unter- und Ersatzorganisationen» sowie gegen «jede weitere nationalsozialistische oder faschistische Organisation»; sie verbietet dazu auch die Propaganda in Wort und Schrift. Beide Initiativen sehen Strafbestimmungen vor; die der bürgerlichen Initiative sind drakonisch.

Wohl erfasst die bürgerliche Initiative zunächst nur schweizerische Vereinigungen wie die «Nationale Front» u. a.; indem aber «jede weitere nationalsozialistische oder faschistische Organisation» verboten werden soll, richtet sie sich zweifellos ebenso gegen die Organisationen der Ausländer wie die sozialdemokratische Initiative.

II.

Nach Auffassung des Bundesrates sind beide Initiativen bundesrechtswidrig, die sozialdemokratische im ganzen Umfang, die andere insoweit, als sie sich gegen Ausländer richtet. Der Kanton Basel-Stadt ist im Begriffe, sich Kompetenzen anzumassen, die des Bundes sind und den Kantonen daher nicht zukommen.

Nachdem der Bundesrat aus der Presse von den beiden Initiativen Kenntnis erhalten hatte, hat er mit einem Schreiben an den Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt, vom 2. September 1938, darauf aufmerksam gemacht, dass die Initiativen gegen die verfassungsmässige Kompetenzausecheidung zwischen dem Bund und den Kantonen verstossen. Es wurde in aller Form Einsprache erhoben, und der Regierungsrat wurde ersucht, dem Grossen Rat von diesem Einspruch Kenntnis zu geben und zu veranlassen, dass die Verwirklichung der Initiativen unterbleibe (vgl. Beilage: Durchschlag Schreiben des Bundesrates an den Regierungsrat Basel-Stadt vom 2. September 1938⁴).

Am 8. September 1938⁵ antwortete die baselstädtische Regierung mit einem Schreiben, das materiell nicht Stellung bezog, sondern sich mit der Erklärung begnügte, dass die Einsprache dem kantonalen Justizdepartement zur Berichterstattung überwiesen worden sei; sobald der Bericht vorliege, werde dem Bundesrate vom Ergebnis Kenntnis gegeben. Im übrigen, heisst es in der Antwort, seien Behandlung und Erledigung von kantonalen Gesetzesinitiativen eine Angelegenheit des Grossen Rates und der Stimmberechtigten, und der Regierungsrat werde (nach seinen vorläufigen rechtlichen Überlegungen) kaum in der Lage sein, «in den verfassungsmässigen Ablauf dieses Verfahrens entscheidend einzugreifen» (vgl. Beilage: Antwortschreiben des Regierungsrates von Basel-Stadt an den Schweizerischen Bundesrat vom 8. September 1938).

Der Bundesrat erwiderte am 21. September 1938 auf die Antwort von Basel, dass er es nicht nur als sein Recht, sondern als seine Pflicht erachtet habe, dem Regierungsrate noch vor der Behandlung der Initiativen durch den Grossen Rat von der Überzeugung Kenntnis zu geben, dass ein Erlass der vorgeschlagenen Gesetze gegen die Bundeskompetenzen verstossen würde (vgl. Durchschlag, Schr. des Bundesrates an den Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt vom 21. September 1938⁶).

Auf dieses Schreiben ist keine Antwort eingegangen. Ungeachtet der eindeutigen Stellungnahme des Bundesrates, befassen die baselstädtischen Behörden sich weiter mit den beiden Initiativen, die zur Zeit bei der Kommission des Grossen Rates in Beratung stehen sollen.

III.

Die beiden Initiativen tangieren das Verfassungsrecht des Bundes nach drei Richtungen; sie berühren einmal die Vereinsfreiheit, sodann die Pressfreiheit, vor allem aber berühren sie die internationalen Beziehungen der Schweiz, m.a.W. das Verhältnis der Schweiz zum Auslande sowie zu den Ausländern in der Schweiz und damit die äussere und innere Sicherheit, die Unabhängigkeit, die Handhabung von Ruhe und Ordnung.

Es ist hier nicht zu untersuchen, ob die Initiativen mit den Art. 55 und 56 BV im Einklang seien oder nicht. Wer darin eine Verletzung der Presse- oder Vereinsfreiheit erblickt, kann sich, falls die vorgeschlagenen Gesetze wirklich erlassen werden, durch staatsrechtliche Beschwerde an das Bundesgericht wenden. Damit hat sich die Kompetenzkonfliktsklage des Bundes nicht zu befassen.

Wenn aber etwa behauptet wird, die Ausländer seien der erwähnten Freiheitsrechte in gleicher Weise teilhaftig wie die Schweizerbürger, so übersieht diese Meinung, dass die Ausländer zwar von den Freiheitsrechten nicht grundsätzlich ausgeschlossen, ihrer jedoch nur insoweit teilhaftig sind, als nicht das internationale Interesse der Schweiz eine Einschränkung gebietet, wobei das Interesse gegenüber den verschiedenen Staaten verschieden sein kann wie das Verhältnis der Schweiz zu den Ausländern verschiedener Staatsangehörigkeit.

Die Frage, welche Freiheiten den Ausländern zu gewähren oder in welchem Masse sie ihnen

4. Cf. N^o 371.

5. Cf. N^o 375.

6. Cf. N^o 396.

gegenüber einzuschränken seien, ist also nach dem Verhältnis der Schweiz zum Heimatstaat zu beurteilen und nicht unter dem Gesichtspunkte des Missbrauches der Vereins- oder Pressfreiheit. Wie Prof. W. Burckhardt in dem von uns eingeholten Gutachten zutreffend ausführt, ist die Behandlung der Ausländer in bezug auf Vereins- und Pressfreiheit nur ein Teil der Behandlung der Ausländer überhaupt. Als Teil dieser Frage muss die Behandlung einheitlich und planmässig und von der Behörde behandelt werden, die hierüber grundsätzlich zu entscheiden hat, d. h. von der Bundesbehörde, weil, wie gesagt, das Verhältnis der Schweiz zu den Ausländern in der Schweiz immer ein Verhältnis zum Auslande ist. Dieses zu regeln ist Sache des Bundes und nicht des Kantons Basel-Stadt oder irgend eines andern Kantons; die Pflege der internationalen Beziehungen liegt dem Bundesrate namens des Bundes ob (BV Art. 102 Ziff. 8).

Gegenüber dem Auslande soll und muss die Schweiz als Einheit auftreten; das entspricht schon einem der Grundgedanken der Verfassungsrevision von 1848. Als Einheit kann nur der Bund auftreten. Nur die Bundesbehörde kann über die eine Politik der Schweiz entscheiden. Politisch und verfassungsrechtlich wäre es ein Unding, wenn jeder Kanton seine eigene Auslandspolitik betreiben wollte. Es kann daher auch den Kantonen nicht gestattet sein, auf diesem Gebiete von sich aus Massnahmen zu ergreifen und damit der Politik des Bundes und seinen Massnahmen vorzugreifen oder sie zu durchkreuzen. Dies ergibt sich unzweideutig aus Art. 85 Ziff. 6 und 7 sowie 102 Ziff. 8, 9 und 10 der BV.

Der Bund hat nun ein grosses Interesse daran, dass die beiden Initiativen gar nicht erst den Stimmbürgern von Basel-Stadt zur Annahme oder Verwerfung vorgelegt werden. Der politische Kampf um diese Initiativen müsste im Ausland einen üblen Eindruck erwecken und würde mit Sicherheit eine unerfreuliche und bedenkliche Pressepolemik heraufbeschwören, besonders gegenüber Nachbarstaaten, deren Staatsform und Regierungsweise zu der unsrigen in starkem Gegensatz stehen. Der Bundesrat kann angesichts der hohen politischen Bedeutung der Angelegenheit nicht abwarten, bis die Basler Stimmbürger die Initiativen annehmen oder verwerfen. Das Verfahren, das darauf ausgeht, die Zuständigkeit des Bundes zu verletzen, muss vorher aufgehalten werden. Der Bundesrat sieht sich daher gezwungen, von Amtes wegen einzuschreiten (vgl. Burckhardt, Kommentar zur BV Art. 102 Ziff. 2, S. 734/5; ferner Huber, Der Kompetenzkonflikt zwischen dem Bund und den Kantonen, S. 125 ff) und schon heute den Kompetenzkonflikt beim Bundesgericht zu erheben.

Wenn der Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt in seinem bereits erwähnten Schreiben an den Bundesrat vom 8. September 1938 den Standpunkt einnimmt, er könne nicht in das Verfahren eingreifen und müsse dem Grossen Rat und dem Volke überlassen, das Schicksal der Initiativen zu bestimmen, so berufen wir uns gegenüber dieser Argumentation auf das bundesgerichtliche Urteil vom 28. Mai 1937 i. S. Solothurn. Schuldner- und Bürgenverband c. Kantonsrat Solothurn (BGE⁷ 63 I 167 ff). In jenem Falle hat der Regierungsrat dem Grossen Rat beantragt, einer zustandegekommenen Initiative «mangels Rechtsbeständigkeit», d. h. wegen Unvereinbarkeit mit dem Bundesrecht und dem kantonalen Verfassungsrecht, keine Folge zu geben. Der Grosse Rat von Solothurn hat so beschlossen, und das Bundesgericht hat auf staatsrechtliche Beschwerde hin entschieden, dass er dazu berechtigt war. In gleicher Weise wäre der Regierungsrat von Basel-Stadt berechtigt gewesen, dem Grossen Rat zu beantragen, wegen mangelnder kantonaler Zuständigkeit den vorliegenden Initiativen keine Folge zu geben. Und ebenso wäre der Grosse Rat von Basel-Stadt kompetent, die beiden Initiativen ohne entsprechenden regierungsrätlichen Antrag ad acta zu legen.

IV.

Der Bund hat von seiner Kompetenz, die politische Betätigung der Ausländer in der Schweiz, ihre Organisationen und die von ihnen betriebene Propaganda bundesrechtlich zu normieren, nach Massgabe der Notwendigkeit bereits Gebrauch gemacht. Wir erwähnen in dieser Hinsicht folgende, heute in Kraft stehende Erlasse des Bundes:

1. BRB vom 7. April 1933 über die Behandlung der politischen Flüchtlinge (AS 49, 207);
2. BRB vom 12. Mai 1933 über das Verbot des Tragens von Parteiuniformen (AS 49, 315);

7. Bundesgerichtsentscheide, *c'est-à-dire la publication des Arrêts du Tribunal fédéral.*

3. BB vom 21. Juni 1935 betr. den Schutz der Sicherheit der Eidgenossenschaft (AS 51, 482);
4. Richtlinien vom 26. September 1935 betr. politische Vereinigungen von Ausländern in der Schweiz, erlassen vom eidg. Justiz- und Polizeidepartement mit Genehmigung des Bundesrates (BB1 1935 II 457);
5. BG vom 8. Oktober 1936 betr. Angriffe auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft (AS 53, 37);
6. BRB vom 3. November 1936 betr. Teilnahme ausländischer Redner an politischen Versammlungen (AS 52, 821);
7. BRB vom 3. November 1936 betr. Massnahmen gegen die kommunistischen Umtriebe in der Schweiz (AS 52, 819);
8. BRB vom 27. Mai 1938 betr. Massnahmen gegen staatsgefährliches Propagandamaterial (AS 54, 249);
9. BRB vom 5. Dezember 1938 betr. Massnahmen gegen staatsgefährliche Umtriebe und zum Schutze der Demokratie (AS 54, 856).

Mit diesen Erlassen hat der Bund kundgetan, dass er von den ihm nach den Art. 85 und 102 BV zustehenden Kompetenzen Gebrauch macht. Er muss sich auch für die Zukunft das alleinige Recht der Entscheidung darüber vorbehalten, ob weitere Massnahmen gegen Ausländerorganisationen und gegen Propaganda derselben oder des Auslandes erlassen werden sollen. Das ist eine Frage der politischen Zweckmässigkeit und Notwendigkeit; die Kompetenzfrage ist schon durch die Bundesverfassung zugunsten des Bundes entschieden.

V.

Nebst der mit dem Regierungsrat von Basel-Stadt gewechselten Korrespondenz und den Texten der Initiativen, deren Originale wir Sie vom Regierungsrat Basel-Stadt beizuziehen bitten, da wir nur Abschriften besitzen, gestatten wir uns, Ihnen das von unserem Justiz- und Polizeidepartement beim Kommentator der Bundesverfassung, Prof. W. Burckhardt, eingeholte Gutachten vom 14. August 1938 einzusenden. Es diene unseren Beratungen als Grundlage. Wir legen es darum ins Recht.

Mit Rücksicht auf die grosse grundsätzliche und präjudizierende Bedeutung, die u. E. diesem Kompetenzkonflikt zukommt, glauben wir annehmen zu dürfen, dass ausnahmsweise ein weiterer Schriftenwechsel im Sinne von Art. 184 i. f. OG angezeigt wäre. Wir stellen daher das Gesuch, es möchte uns die Antwort des Kantons Basel-Stadt zwecks Einreichung einer Replik zugestellt werden.

VI.

In Anbetracht der geschilderten Dringlichkeit und der politischen Auswirkung, welche die beiden Initiativen nach sich ziehen können, stellen wir, gestützt auf Art. 185 OG, an Ihr Präsidium das

*Gesuch
um Erlass einer vorsorglichen Verfügung,*

wonach dem Grossen Rat und dem Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt sofort untersagt wird, den beiden Initiativen weitere Folge zu geben, bevor das bundesgerichtliche Urteil über den bestehenden Kompetenzkonflikt ergangen sein wird⁸.

8. *Le Tribunal fédéral rendit son arrêt, dans cette affaire, en date du 23 juin 1939. Il avait la teneur suivante:* 1. Der Kanton Basel-Stadt ist unzuständig, ein Gesetz im Sinne der sog. «sozialdemokratischen Initiative» betr. Verbot der «Nationalsozialistischen, vorwiegend von Ausländern gebildeten Organisationen und Vereine, die als Auslandstellen, Ortsgruppen oder Stützpunkte deutscher Reichsorganisationen tätig sind, wie Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei, Nationalsozialistische Frauenschaft, Hitler-Jugend, Bund Deutscher Mädchen, Deutsche Arbeitsfront, Nationalsozialistische Gemeinschaft Kraft durch Freude, Nationalsozialistischer Frontkämpferbund, Deutsche Studentenschaft» sowie der «Organisationen anderer Art, die tatsächlich oder ihrer Zweckbestimmung nach eine ähnliche Tätigkeit wie die

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Herren Bundesrichter, die Versicherung unserer vorzüglichen Hochachtung.

Im Namen des schweiz. Bundesrates,
Der Bundespräsident:
Der Bundeskanzler:

*Beilagen:*⁹

Text der bürgerlichen Initiative.

Text der sozialdemokratischen Initiative.

Schreiben Bundesrat an Reg. Rat Basel-Stadt vom 2. Sept. 1938.

Antwort Reg. Rat Basel-Stadt an Bundesrat vom 8. Sept. 1938.

Erwidern des Bundesrates an Reg. Rat Basel-Stadt vom 19. Sept. 1938.

Schreiben des eidg. Politischen Depts. an das eidg. Justiz- und Polizeidept. vom 21. Juli 1938.

Kopie Schreiben des eidg. Justiz- und Polizeidepts, an Prof. Burckhardt, Bern, vom 30. Juli 1938.

Originalgutachten von Prof. Burckhardt, dem eidg. Justiz- und Polizeidept. erstattet, vom 14. August 1938;

hiezue eine vervielfältigte Abschrift.

genannten Organisationen und Vereine entfalten, sofern ihre Mitglieder vorwiegend Ausländer sind», zu erlassen.

2. Der Kanton Basel-Stadt ist unzuständig, ein Gesetz im Sinne von § 1 der sog. «bürgerlichen Initiative» zu erlassen, soweit damit dieselben Auslandsorganisationen in Basel-Stadt verboten werden wie durch § 1 der sog. «sozialdemokratischen» Initiative.

3. Der Grosse Rat von Basel-Stadt wird angewiesen, den bei den Initiativen im Sinne der vorstehenden Unzuständigkeitserklärungen keine weitere Folge zu geben.

4. Es werden keine Kosten erhoben.

5. Dieses Urteil ist dem schweizerischen Bundesrat und dem Regierungsrat des Kantons Basel-Stadt, für sich und zuhanden des Grossen Rates, schriftlich mitzuteilen (E 2001 (D) 2/32).

9. *En partie dans* E 2001 (D) 2/32.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 décembre 1938

2299. Service de placement à l'étranger

Département de l'Economie publique. Proposition du 26 décembre 1938

Le département de l'économie publique expose ce qui suit:

«I. Maintien et développement du service de placement à l'étranger.

La précarité de la situation de nos compatriotes à l'étranger n'est pas le moindre des maux engendrés par la crise. Rien ne permet de prévoir une notable amélioration à cet égard et selon toute vraisemblance une reprise éco-

nomique normale et stable ne serait pas suivie, avant une longue échéance du moins, d'un retour à un ordre plus normal. Les mesures de protection prises à l'intérieur de chaque pays en faveur de la main-d'œuvre nationale, l'état d'esprit xénophobe qui s'est développé dans la plupart d'entre eux, ont actuellement des conséquences générales et particulières des plus fâcheuses qui laisseront en tout état de cause des traces profondes.

Les colonies suisses à l'étranger, du fait des départs, des naturalisations sollicitées souvent sous la pression des événements ou des autorités, des barrières opposées à la venue de nouveaux éléments, s'anémient et ne sont plus à même de remplir dans la même mesure que dans le passé leur rôle de pionniers et d'avant-postes de notre propre économie. De nombreux compatriotes réduits au chômage à l'étranger ne parviennent plus à se faire engager en raison de leur nationalité et vivent dans des conditions fort pénibles; après de vains efforts, beaucoup reviennent au pays avec l'espoir d'y trouver un sort meilleur. Souvent déçus dans cet espoir, ils contribuent à alourdir le marché du travail et ne peuvent pas toujours réprimer les sentiments que leur inspire leur détresse morale et matérielle. Si l'on n'y prenait garde, ils pourraient apporter chez nous les germes d'un mécontentement disproportionné avec l'importance de ce problème.

Depuis longtemps notre Département voue tous ses soins aux cas de Suisses de l'étranger. Il a collaboré également aux dispositions prises en son temps d'entente avec le Département politique et le Département de justice et police pour sauvegarder les intérêts de nos compatriotes résidant depuis plusieurs années à l'étranger et pour ouvrir l'accès de certains pays aux jeunes éléments, notamment aux stagiaires du commerce, de l'artisanat et de l'industrie.

Dans les circonstances présentes, un pas de plus dans cette voie paraît devoir être franchi. Les résultats encourageants obtenus ne suffisent pas; que de nouvelles complications surgissent, il en résulterait un débordement qu'il est temps encore de prévenir.

Des considérations de cette nature ont amené, en septembre 1937, la Division des affaires étrangères, la Division de police et l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail à s'entretenir des dispositions de nature à éviter, en France et en Angleterre notamment, un affaiblissement de nos colonies et à créer un nouveau courant d'émigration.

L'enquête confiée à la suite de cet entretien à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail a démontré qu'il importe de maintenir et de développer le service suisse de placement à l'étranger et d'organiser en France un service d'information et de liaison auprès de la Légation de Suisse en France.

Incontestablement, nous aurions grand intérêt à posséder en France au moins un bureau de placement auquel nos compatriotes résidant déjà dans le pays ou ceux qui voudraient s'y rendre, puissent s'adresser en toute confiance, avec la certitude que ce bureau fera tout pour guider leurs recherches et pour faciliter directement ou indirectement leur placement. On ne peut s'attendre à ce que cet office soit rempli par les bureaux de placement français publics ou privés. La Légation ou les Consuls de Suisse en France ne pourraient pas non plus s'occuper d'une manière suivie d'opérations de placement tant à l'égard

des autorités françaises qu'en ce qui concerne les difficultés pratiques auxquelles ils se heurteraient. On ne saurait non plus songer à la création d'un ou plusieurs bureaux nouveaux, à supposer que la législation française le permît, car le champ d'action du placement privé se rétrécit en France et ils n'offriraient pas par ailleurs toutes les garanties désirables. Dans ces conditions, la solution la meilleure consiste à rechercher le concours d'un bureau dont l'existence et l'activité est déjà admise par les autorités françaises. Tel est le cas du bureau de placement entretenu à Paris par la Société suisse des commerçants et le Cercle commercial suisse, dans les locaux de ce dernier. Ce bureau qui s'occupe uniquement du personnel commercial, fonctionne gratuitement. Bien qu'il se tienne avant tout à la disposition des employés français qui recourent à ses services, ce qui lui vaut de n'avoir jamais eu de difficultés de la part des autorités françaises. Indépendamment des opérations de placement proprement dit, il fournit tous renseignements utiles à nos compatriotes qui journellement s'adressent à lui.

Sa gestion est contrôlée par le service paritaire suisse de placement pour le personnel commercial à Zurich, partie intégrante du service public suisse de placement et comme tel subventionné par la Confédération; des bureaux de placement analogues à celui de Paris existent depuis de nombreuses années à Londres, Bruxelles et Milan; celui de Barcelone reprendra son activité dès que les circonstances le permettront.

Il résulte également de l'enquête faite à Londres que le marché britannique offre beaucoup d'intérêt pour les travailleurs suisses, surtout pour les employés de commerce et le personnel technique. Les autorités anglaises sont, à l'égard de nos compatriotes, dans des dispositions très favorables qui doivent nous encourager à rechercher les occasions de travail qui peuvent se présenter dans ce pays et les mettre à la portée des Suisses qui s'y trouvent déjà ou qui voudraient s'y rendre. Le service de placement qui fonctionne depuis plus de cinquante ans en faveur des employés de commerce, situé dans les locaux de la Swiss Mercantile Society, paraît tout désigné pour cette tâche.

Pour répondre au but envisagé, les deux bureaux précités comme ceux dont le développement ou la création dans d'autres pays deviendrait nécessaire, devraient étendre leur activité à toutes les professions, s'occuper du placement de nos compatriotes quel que soit le lieu de leur domicile et s'organiser selon le mode paritaire. Les associations professionnelles intéressées se sont entendues sur ces points. Un projet de règlement a été élaboré qui détermine la participation aux frais et les compétences de ces organisations, lesquelles auraient la haute main sur les bureaux de placement à l'étranger, sous le contrôle et la surveillance de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail.

Ces bureaux disposent de ressources extrêmement modestes fournies par les diverses associations qui leur portent intérêt. D'autre part, les émoluments de placement très bas qu'ils perçoivent ne pourraient pas être augmentés, et certaines législations, en France par exemple, exigent même d'eux la gratuité. Les associations professionnelles qui ont accepté, dans l'intérêt commun, de leur confier de nouvelles tâches importantes, ne peuvent assumer seules la charge des frais supplémentaires qui en résulteront et sollicitent l'aide des pouvoirs publics. Etant donné les résultats de l'enquête, les avis exprimés par les Léga-

tions et les milieux professionnels et l'importance que présente cette question pour notre pays, nous estimons qu'il y aurait lieu de faire droit à cette requête sur la base de l'arrêté fédéral du 29 octobre 1909 concernant l'encouragement du service de placement et de l'ordonnance du Conseil fédéral du 11 novembre 1924 concernant le service de placement, ceci au même titre que les bureaux paritaires de placement déjà reconnus et subventionnés. Il est difficile d'évaluer avec précision les dépenses qui pourront résulter du développement des services de placement à l'étranger; indépendamment de l'augmentation des frais généraux et d'administration il faut prévoir la nécessité d'engager du personnel supplémentaire. Les moyens nécessaires à cet effet pourraient être prélevés sur le crédit F. III 12f pour le subventionnement du service public de placement et des bureaux paritaires de placement, en application de l'arrêté fédéral du 29 octobre 1909 et de l'ordonnance du Conseil fédéral du 11 novembre 1924 concernant le service public de placement. Il est peu probable cependant que la subvention fédérale pour les services existants dépasserait, pour cette année et l'année prochaine, le montant de 30 000 francs. L'arrêté précité du 29 octobre 1909 fixant la subvention fédérale susceptible d'être allouée à un tiers des dépenses et ce maximum ayant été réduit à 30% en vertu de l'arrêté fédéral du 31 janvier 1936 (programme financier II), ce taux ne suffirait pas pour le bureau de Paris dont les services doivent être absolument gratuits. Il s'agirait de compléter la subvention ordinaire jusqu'à concurrence de 10 000 francs par an environ, par une contribution supplémentaire prélevée sur le crédit ouvert par l'arrêté fédéral du 1^{er} avril 1938 concernant l'aide à des émigrants, soit sur la part réservée à notre Département pour l'émigration en Europe.

II. Organisation d'un service d'information en France.

L'expérience a montré combien nos compatriotes sont exposés en France à perdre leur emploi et à demeurer en chômage en raison de l'instabilité des conditions économiques et des entraves mises à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère. Or, il est notoire que les possibilités d'emploi en France sont très différentes d'une région à l'autre; il peut y avoir excédent de main-d'œuvre dans certaines contrées, tandis que dans d'autres elle sera recherchée. Il faudrait donc pouvoir suivre de près les fluctuations du marché du travail dans son ensemble et en tirer parti au profit de nos compatriotes en quête d'emploi disséminés partout en France. Déjà au cours de leur entretien du 30 septembre 1937, la Division des affaires étrangères, la Division de police et l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail admirent que l'organisation d'un service d'information auprès de la Légation de Suisse en France serait appelée à rendre de précieux services.

La Légation et les Consuls de Suisse en France réunis à Paris dans une conférence à laquelle prirent également part des représentants du Département de justice et police et de notre Département, se sont accordés à reconnaître l'utilité d'une telle institution. Elle aurait pour tâche de suivre pour ainsi dire au jour le jour le développement de la situation avec le concours des Consuls, des sociétés suisses et de compatriotes. La documentation réunie par ses soins, sans cesse à la disposition des Consuls et de la Légation, permettra à ce ser-

vice de fournir toutes indications utiles à nos compatriotes en difficultés, de les guider et de les assister dans leurs recherches, de s'entremettre plus sûrement en leur faveur. De toute façon, les efforts de cette institution, conjugués avec ceux du bureau de placement dont il est question ci-dessus, pourront prévenir des rapatriements et aboutir souvent à des placements. En outre, le service d'information aurait le gros avantage de resserrer les liens entre nos compatriotes, les sociétés suisses, les Consulats et la Légation.

Le personnel de cette dernière étant déjà surchargé, la création du service d'information entraînerait l'engagement d'un fonctionnaire et d'une sténodactylographe. Ce fonctionnaire, recruté en dehors du corps diplomatique, devrait posséder une connaissance approfondie des problèmes sociaux et il serait utile qu'il fit un stage de quelques mois à l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail afin de se mettre au courant des questions ayant trait au marché du travail. Il importerait également de lui donner l'occasion de s'initier auprès de la Police fédérale des étrangers aux questions concernant le séjour et l'établissement des étrangers.

Indépendamment des considérations morales et politiques qui nous paraissent justifier sa création, nous avons tout lieu de croire que le service d'information permettra d'obtenir une diminution des charges incombant aux pouvoirs publics au titre de l'assistance et du rapatriement de nos compatriotes, économie susceptible de compenser largement les frais de son installation et de son entretien.

Selon toute vraisemblance, l'ensemble des dépenses prévues sous I et II ne dépassera pas Fr. 38 500.—.

La présente proposition a été soumise en projet au Département politique, Division des affaires étrangères, au Département de justice et police, Division de police, et au Département des finances qui, tous trois, ont confirmé leur accord. Nous ajouterons que nous sommes également d'avis, avec le Département politique fédéral, de considérer l'organisation d'un service spécial d'information auprès de la Légation de Suisse à Paris comme un essai dont les résultats donneront lieu à un examen attentif à l'échéance du premier exercice.»

Vu ce qui précède, le Département de l'économie publique propose et le Conseil *décide*:

A) de maintenir et de développer le service de placement à l'étranger:

a) d'allouer à cet effet une subvention annuelle sur le crédit prévu au budget sous le titre: F.III.10 a offices de travail et services de placement des associations professionnelles, en application de l'arrêté fédéral du 29 octobre 1909, et de l'ordonnance du Conseil fédéral du 11 novembre 1924 concernant le service public de placement;

b) de prélever sur le crédit F. III 12 f: l'encouragement de l'émigration dans les pays européens, la subvention complémentaire nécessaire en faveur du bureau de placement du Cercle commercial à Paris.

B) a) d'organiser auprès de la Légation de Suisse en France un service d'information qui fonctionnera en liaison étroite avec les Consulats, les sociétés suisses en France et toutes personnes dont le concours pourrait être utile, ainsi qu'avec le bureau de placement du Cercle commercial à Paris;

b) d'autoriser le Département fédéral de l'économie publique à engager à cet effet un employé ayant les connaissances et aptitudes voulues pour ce poste et qui sera initié à sa nouvelle tâche par les soins de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail. Il est également autorisé à engager une sténo-dactylographe pour seconder le fonctionnaire chargé du service d'information. Le salaire de ce personnel sera prélevé sur le crédit F.III 1, traitements et allocations.

495

E 1004.1 1/380

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 décembre 1938

2372. Politische Vergehen. Strafverfahren gegen Zander und
Mitbeteiligte und Leonhardt und Mitbeteiligte

Justiz- und Polizeidepartement. Antrag vom 27. Dezember 1938

In der randvermerkten Angelegenheit berichtet das Justiz- und Polizeidepartement was folgt:

«Gemäss Art. 105 des Bundesstrafrechtspflegegesetzes¹, wonach der Bundesrat über die *gerichtliche Verfolgung politischer Vergehen* entscheidet, unterbreiten wir Ihnen folgende Angelegenheiten. Wir schicken allgemein voraus, dass am 10. November 1938 gegen die nationalsozialistischen «Erneuerungsbewegungen», nämlich I. Bund treuer Eidgenossen, II. Volksbund, später Nationalsozialistische Schweizerische Arbeiterpartei, III. Eidg. soziale Arbeiterpartei, wegen Verdachtes der Widerhandlung gegen das *Unabhängigkeitsgesetz* vom 8. Oktober 1936² und das sog. *Spitzelgesetz* vom 21. Juni 1935³ gerichtspolizeiliche Ermittlungen zu rund 100 Hausdurchsuchungen und zu 22 Verhaftungen geführt haben, von denen zurzeit noch 8 aufrechterhalten sind⁴.

I. Bund treuer Eidgenossen.

1. Die Ermittlungen des Polizeidienstes der Bundesanwaltschaft zeitigen die Forderung nach umfassender Abklärung der Tätigkeit des «Bund treuer Eidgenossen» (hiernach BTE). Diese Forderung ist verfahrensrechtlich gegeben; es besteht Grund zur Einleitung der Voruntersuchung sowohl was das Unabhängigkeits- wie das Spitzelgesetz anbetrifft. Die Forderung ist staatspolitisch gegeben; denn die Tätigkeit des BTE, soweit sie bis jetzt aufgeheilt ist,

1. Cf. RO, 1934, vol. 50, p. 731.

2. Cf. RO, 1937, vol. 53, p. 37.

3. Cf. RO, 1935, vol. 51, p. 495.

4. A ce sujet, cf. aussi N° 475.

verlangt notwendigerweise, aus Gründen der Wahrung der innern und äussern Sicherheit, ein Durchgreifen der Landesregierung.

2. Der BTE, unter seinem Obmann *Zander*, Alfred, steht «Ideell auf dem festen Boden der nationalsozialistischen Weltanschauung». Seine politische Leitung und sein Schutz-Korps (mit Scharführern und Truppführern usw.) haben den Sieg der nationalsozialistischen Idee zum Ziel. «Wer Nationalsozialist wird, tritt nicht irgendeiner Partei bei, sondern er wird damit Soldat einer Freiheitsbewegung.» Die politische Organisation gliedert sich von unten nach oben in folgende Einheiten: Block, Zelle oder Stützpunkt, Ortsgruppe, Kreis, Gau.

3. Die Anwendbarkeit des Spitzelgesetzes trifft nach den Ermittlungen ohne Weiteres zu. Besonders der sog. «Aussendienst» des BTE betreibt einen geheimen Nachrichten- und Kurierdienst, der eine Voruntersuchung, gestützt auf Art. 1 bis 3 des Spitzelgesetzes, notwendig macht.

4. Über den Bereich des Spitzelgesetzes hinaus sind folgende Tatsachen von Belang:

a. die ganze politische Organisation des BTE in seinem Führerprinzip und Treuegelöbnis, mit Einschluss besonders des «Schutzkorps» und seiner Mittel, und ebenso des «Aussendienstes» mit seinen Nachrichten- und Kurierdienst sowie dem geplanten Schwarzsender.

b. Die enge Verbindung, besonders des «Aussendienstes», mit deutschen Amts- und Parteistellen.

c. Die Zielrichtung der Machtübernahme durch den BTE.

5. Diese Verhältnisse, die Zusammenhänge mit dem Ausland sind freilich undurchsichtig. Die Art der Bespitzelung erfolgt aber mindestens auch zuhanden deutscher Stellen gegen die Schweiz; die Geldquellen des «Aussendienstes» verlangen insoweit Abklärung. Der «Aussendienst» hat seinen Sitz bezeichnenderweise nach Deutschland verlegt. Es besteht der Verdacht von Anschlussabsichten, und was im heutigen Zeitpunkt zu betonen ist, der Materialbeschaffung für eine Einmischung des Auslandes in unsere innern Angelegenheiten. Der Nachrichten- u. Kurierdienst richtet sich, bereits so wie er als Ermittlungsergebnis bekannt ist, gegen unsere Polizeihochheit. Die klar angestrebte «Machtübernahme» durch den BTE ist zu würdigen im Zusammenhang zur Verbindung mit deutschen Amtsstellen: Wenn ausländische Amtsstellen diese Tätigkeit des BTE fördern, so ist dies Einmischung in unsere politischen Verhältnisse. Der Verdacht vorbereitender Handlungen, die unsere Unabhängigkeit gefährden, ist deshalb gegeben und die Ausdehnung des Verfahrens auf Vergehen gegen das Unabhängigkeitsgesetz ist am Platze, ganz unbekümmert um die spätere Entscheidung nach durchgeführter Voruntersuchung.

6. Die Voruntersuchung ist eidgenössisch zu führen mit Rücksicht auf die grosse politische Bedeutung des Falles und da sich die den Beschuldigten zur Last gelegten Handlungen über mehrere Kantone erstrecken.

II. Volksbund.

1. Die Ermittlungen des Polizeidienstes der Bundesanwaltschaft begründen auch dem «Volksbund» gegenüber die Forderung nach umfassender Abklärung der Tätigkeit. Wir wiederholen das unter I, 1 Geschriebene.

2. Der «Volksbund», später umgetauft in «nationalsozialistische Schweizerische Arbeiterpartei» (hiernach NSSAP) weist in seiner Zeitung und in Schriftstücken das Hackenkreuz auf. Der Eintretende wird auf folgende Formel vereidigt: «Ich, eidgenössischer Nationalsozialist, Mitglied des «Volksbund», bekenne mich zu unsern Kampfzielen; ich schwöre Treue bis in den Tod: der Fahne, dem «Volksbund» und Vaterland. Ich gelobe Treue und Disziplin meinem Führer – so wahr mir Gott helfe.» Der Landesführer *Leonhardt* gründete eine Schutzstaffel (SS).

3. Die Anwendbarkeit des Spitzelgesetzes trifft nach den polizeilichen Ermittlungen ohne Weiteres zu, was die Denunziation des früheren Volksbündlers Würzler bei der deutschen Gestapo Berlin anbetrifft. Lediglich beispielsweise führen wir weiter an: *Leonhardt* hat in der Schweiz über Personen Informationen eingezogen, die näher abgeklärt werden müssen; *Bodmer*, Leiter der Geschäftsstelle Zürich, hat der deutschen Gestapo politische Nachrichten geliefert. Auch wirtschaftlicher Nachrichtendienst ist erwiesen.

4. Die Tätigkeit des «Volksbund» weist Merkmale auf, die Ausdehnung der Voruntersuchung auf Widerhandlung gegen das Unabhängigkeitsgesetz rechtfertigen:

a. Die Ermittlungen begründen den Verdacht, dass die NSSAP-Leute den Anschluss der «deutschvölkischen» Schweiz an Deutschland vorbereiten (*Bodmer* an den deutschen Amtsleiter der NSDAP, Ortsgruppe Lottstetten, Baden: «Nicht wahr, wenn Ihr Deutschen dann in Zürich einmarschiert, so denken Sie an mich.»)

b. Die Verbindung mit deutschen Amts- und Parteistellen, mit Gestapobeamten, die Teilnahme an Parteitag, an Schulungskursen «für unsere Bewegung», die Betrachtung des «Volksbund» als auslandsdeutsche Gruppe, ergeben die Übereinstimmung mit dem deutschen Vorbild: Hitler gilt als höchster Führer. – *Bodmer* stand z. B. in Verbindung mit: Gestapo, Propagandaministerium, Auslandsabteilung, Grossdeutschem Pressedienst, Institut zum Studium der Judenfrage, Reichsstelle für Aussenhandel, Verlag des Fichtebundes, Verlag des «Stürmer».

c. Es besteht Verdacht, dass *Leonhardt* für seine politische Tätigkeit von Deutschland bezahlt worden ist.

d. Es werden für Sendungen von Deutschland her Deckadressen verwendet.

5. Die Erwägungen unter I, 5 treffen, mutatis mutandis, auf den «Volksbund» ebenfalls zu.

6. Die Voruntersuchung ist gleicherweise eidgenössisch zu führen.

III. Eidgenössische Soziale Arbeiterpartei.

Die Ermittlungen gegen die Eidgenössische Soziale Arbeiterpartei (ESAP), an ihrer Spitze *Hofmann* und *Wechlin*, ergeben keinen genügenden Grund, um wegen Verdachts der Widerhandlung gegen das Unabhängigkeits- oder Spitzelgesetz die Voruntersuchung anzubegehren. Der Bundesanwalt wird deshalb die Ermittlungen einstellen. – Über die Frage, ob und welche *administrativen* Massnahmen gegen die genannten drei Vereinigungen zu treffen sind, wird das Justiz- und Polizeidepartement einen besonderen Antrag unterbreiten.»

Antragsgemäss wird *beschlossen*:

I. Gestützt auf Art. 105 des Bundesstrafrechtspflegegesetzes wird der Bundesanwalt ermächtigt, bei dem eidg. Untersuchungsrichter die Voruntersuchung wegen Verdachtes der Widerhandlung gegen das Unabhängigkeitsgesetz vom 8. Oktober 1936 und das sog. Spitzelgesetz vom 21. Juni 1935 zu beantragen:

1. gegen die Leitung und die vom Bundesanwalt näher zu bezeichnenden Angehörigen des «Bund treuer Eidgenossen» sowie allfällig weitere Mitbeteiligte;

2. gegen die Leitung und die vom Bundesanwalt näher zu bezeichnenden Angehörigen des «Volksbund», Nationalsozialistische Schweizerische Arbeiterpartei sowie allfällig weitere Mitbeteiligte.

II. Der Bundesrat nimmt Kenntnis davon, dass der Bundesanwalt die gerichtspolizeilichen Ermittlungen gegen die Eidgen. Soziale Arbeiterpartei (Hofmann, Wechlin und Mitbeteiligte) einstellt.

496

E 27, Archiv-Nr. 19824

*Le Médecin en Chef de l'Armée, P. Vollenweider,
au Département militaire*

L

Bern, 31. Dezember 1938

Die mir zur Verfügung gestellten Akten zur Frage der «Aktiven Neutralität der Schweiz» veranlassen mich zu den nachfolgenden Erwägungen.

Was in Betracht kommen kann als Massnahmen auf Grund einer «aktiven Neutralität der Schweiz» ist erschöpfend aufgeführt in der beiliegenden Zusammenstellung CR 224, November 1938; ¹ es betrifft hauptsächlich die zur Sache gehörenden Vorkehren aus den Weltkriegsjahren.

Eine weitere Aufzählung enthält der Bericht Gorgé².

Zu 2. Aide aux services sanitaires des belligérants: In diesem Bericht bemerke ich, dass unserseits der Standpunkt von Herrn Prof. Huber unbedingt zu begrüssen ist. Wenn in Europa irgendwo ein Krieg ausbricht, in welchen die Schweiz anfänglich voraussichtlich nicht verwickelt wird, so kann die weitere Entwicklung niemand mit Bestimmtheit voraussehen. Das Schweiz. Rote Kreuz ist ein Teil der Landesverteidigung; hier heisst es in erster Linie das Pulver trocken zu halten für die möglichen eigenen Bedürfnisse.

Zu 3. Transports de blessés, malades, d'évacués, etc. sur notre territoire: Auch hier dürfte eine gewisse Vorsicht am Platz sein, wenn z. B. schweiz. Sani-

1. Document non reproduit.

2. Cf. N° 312.

tätszüge über die Landesgrenze hinausfahren müssten, und wäre es nur bis nach Konstanz oder nach Lyon.

Zu 4. Hospitalisation des civils, internement des prisonniers: Ist nicht die Möglichkeit einer nachfolgenden Zunahme der Überfremdung vorhanden, wenn einzelne Hospitalisierte und Internierte nachher im Lande bleiben! Solche Fälle sind aus den Nachweltkriegsjahren bekannt. Ausserdem könnte die Aufnahme von solchen Kriegsoffizieren in Masse die Ernährungslage des eigenen Volkes ungünstig beeinflussen. Eine Übervölkerung in Kriegszeiten auch eines neutralen Landes ist ohnehin mit vermehrten Schwierigkeiten verbunden.

Gewiss soll die Schweiz als Sitz des internationalen Komitees vom Roten Kreuz und eingedenk ihrer traditionellen humanitären Mission eine möglichst aktive Neutralität dokumentieren. Das darf aber keinesfalls zu einer Schwächung ihrer militärischen (Armeesaniättsdienst inkl. Rotes Kreuz) und wirtschaftlichen Verteidigungskraft führen³.

3. *La Section de l'Etat-Major général par laquelle cette lettre avait transité avait ajouté cette prise de position à l'intention du Département militaire: Wir gehen mit der Stellungnahme des Oberfeldarztes vollkommen einig und haben ihr nichts beizufügen. 5.1.39.*

La discussion de cette affaire se poursuit en 1939.

497

E 2300 Tokio, Archiv-Nr. 9

*Le Ministre de Suisse à Tokyo, W. Thurnheer,
au Chef du Département politique, G. Motta¹*

RP N° 12

Tokyo, 31. Dezember 1938

Mit dem Rücktritt General Ugakis zu Beginn des Monats Oktober ist eine entscheidende Änderung in der japanischen Aussenpolitik eingetreten. Mit ihm schied ein Aussenminister aus, der das Verständnis und den Willen zur Verfolgung einer Aussenpolitik Japans in den Chinawirren hatte, die den interessierten Grossmächten gegenüber die nötigen Rücksichten zeigte. Es war von Anfang an klar, dass sein Nachfolger Arita, 1935/36 japanischer Botschafter in China und mit guten Beziehungen zur Armee, den Plänen der letztern – die heute in der Politik Japans sehr einflussreich ist – keine grossen Hindernisse in den Weg legen werde. Er war es auch, der vor zwei Jahren als damaliger Aussenminister den folgeschweren Anti-Komintern-Vertrag mit Deutschland unterzeichnete.

Die Tendenz der Militärs ging und geht dahin, möglichst rasch, und wenn nötig ohne Rücksicht auf ungünstige Rückwirkungen auf die Aussenpolitik,

1. *Remarque manuscrite de Motta en tête du document: In Zirkulation. Der Bericht ist interessant. 2.2.39. M.*

die militärische Kontrolle über China zu gewinnen. So erfolgte gleichzeitig mit dem Vormarsch gegen Hankow der Angriff gegen Canton, der östlich von der britischen Kolonie Hongkong begann und sich in deren Rücken nach Canton durchzog. Die Operation gelang auch nach japanischer Ansicht erstaunlich rasch und leicht; sie hatte den doppelten Erfolg, nicht nur Canton, sondern auch Hongkong vom Hinterlande abzuschneiden; damit waren sämtliche grossen Hafenstädte Chinas, mit Ausnahme Hongkongs, in den Machtbereich Japans gekommen und alle wichtigsten, das britische Hongkong inbegriffen, für den Verkehr mit dem Hinterlande von Japan abhängig geworden.

Im Heimatlande wurden diese Siege der kaiserlichen Armee und Marine im grossen Stil und in würdiger Weise gefeiert. In Tokyo fanden während mehreren Nächten gewaltige Lampionprozessionen zum Kaiserpalaste statt, an denen gegen eine Million Menschen teilnahmen. In den Theatern, Kinos, öffentlichen Plätzen etc. wurden Festakte abgehalten. Die Presse brachte begeisterte Artikel. Die Vertreter der Antikomintern-Staaten feierten durch grosse Empfänge und Dinners, zu denen regelmässig auch die Spanier geladen, die Erfolge Japans. Das Gegenstück zu diesen Freudenfesten bildete die Überführung der Asche von zehntausend Offizieren und Soldaten in den Yasukuni-Schrein, wodurch sie göttlichen Status bekamen; eine Art Walhallafahrt. Es ist der Stolz jeder japanischen Familie, einen Angehörigen als eine Art Schutzpatron in diesem Tempel zu wissen.

Wie zur Zeit der Einnahme von Shanghai und Nanking so wurde auch nach Hankows und Cantons Einnahme in den Zeitungen die Meinung verbreitet, Chiang Kai-Shek sei nun zu einer kläglichen Nebenrolle verurteilt und die Chinesen werden zur Einsicht kommen, dass ein weiterer Widerstand zwecklos sei. In manchen japanischen militärischen Kreisen scheint man den Krieg strategisch mehr oder weniger als gewonnen zu betrachten; auch der britische und andere Militärattachés teilen diese Ansicht. Jedenfalls scheint im nördlichen China mit keinen grösseren Militäraktionen, sondern nur noch mit Guerillakriegen gerechnet zu werden, denn der bisherige Kommandierende der Nordarmee, Terauchi, der als Stratege hochgeschätzt ist, wurde durch einen General ersetzt, der mehr als Organisator bekannt ist. Die wirtschaftliche Entwicklung dieser Gebiete wurde in der Tat in den letzten Monaten intensiv an die Hand genommen.

Wenn auf diplomatischem Gebiet alles so leicht von der Hand ginge wie in den letzten Monaten auf militärischem, sähe in der Tat die Lage Japans günstig aus, und zwar dies trotzdem der hier erwartete Zusammenbruch des chinesischen Generalissimus und seiner Armee immer noch nicht eingetreten ist. Nun sind aber auf der diplomatischen Front die Erfolge mit Ausnahme Deutschlands und Italiens bei den übrigen Grossmächten eher negativ. Es ist dies auch nicht erstaunlich. Dem amerikanischen Botschafter ist seit Beginn der Wirren von den verschiedenen sich folgenden Aussenministern immer wieder versichert worden, dass am Prinzip der «offenen Türe» festgehalten werde; ähnliche Zusicherungen haben England und Frankreich erhalten. Heute aber rückt die japanische Regierung, nachdem die militärische Situation Japan eine entscheidende Überlegenheit in China in den wichtigsten Gebieten sichert, offiziell mit Forderungen auf, die den frühern Zusicherungen widersprechen. Der

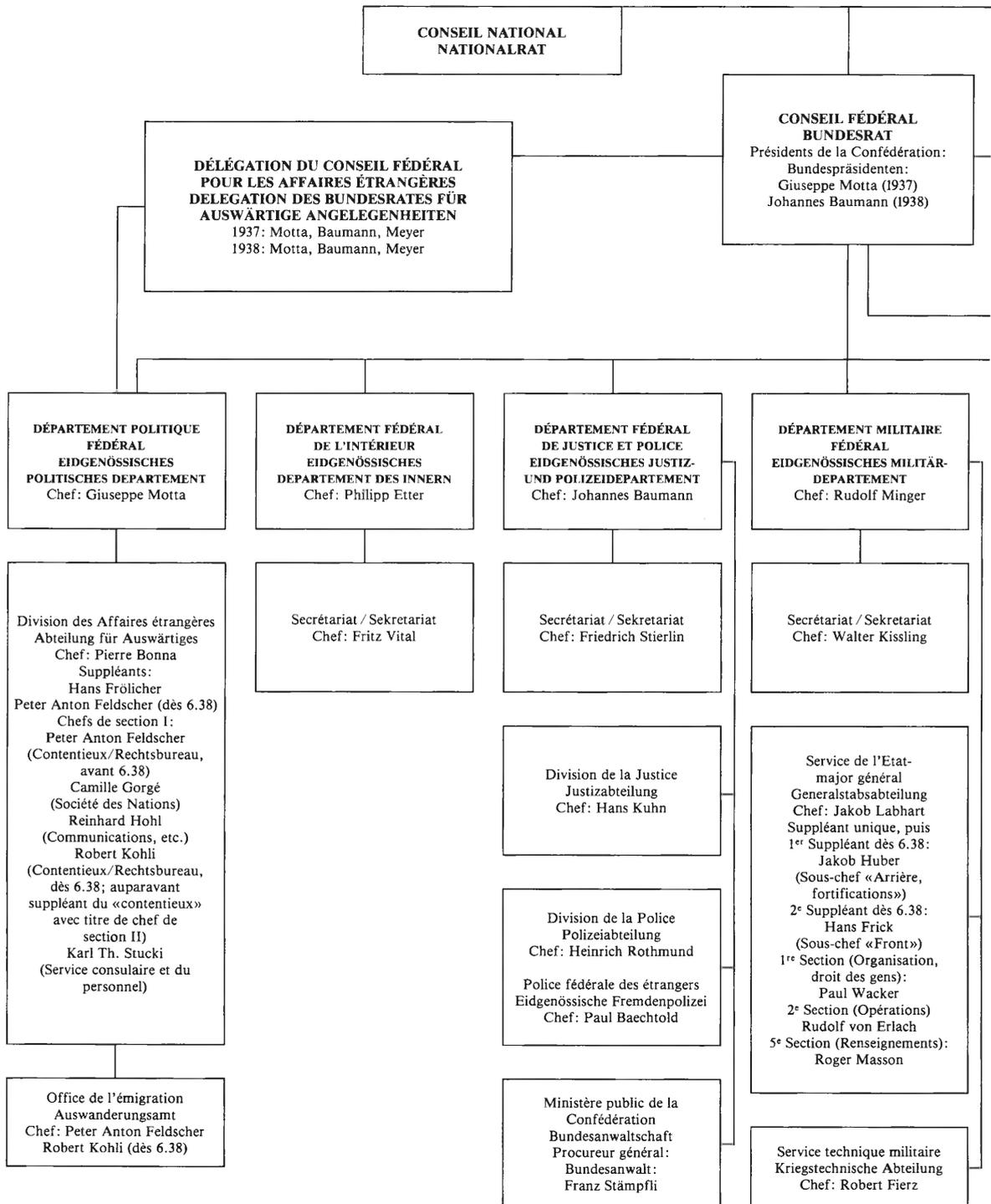
Neunmächte-Vertrag sei hinfällig geworden; die «offenen Türen» bleiben bestehen, doch will Japan sich die Kontrolle über die Rohmaterialien, über «gewisse» Industrien, offenbar diejenigen, die mit den Rohmaterialien oder dem Wehrwesen zusammenhängen, ferner auch «gewisse» Tarifprivilegien etc. sichern. Die Schifffahrt auf dem Yangtse wird immer noch nicht gestattet, da sie gefährlich sei; dabei befahren japanische Handelsschiffe regelmässig diese Strecken.

Auf diese japanischen Eröffnungen reagierten natürlich die betroffenen Gross-Staaten, besonders energisch die Vereinigten Staaten, dann auch Grossbritannien. Frankreich dürfte mit ihnen einig gehen, verhält sich aber nach aussen vorsichtig und zurückhaltend. Wenn die Amerikaner besonders die rechtliche Seite dieser neuen Stellung der Japaner angreifen, so konzentrieren die Engländer ihren Widerstand mehr auf das wirtschaftliche Gebiet. Sie bemühten sich seit Beginn der Wirren um den Schutz dieser Interessen in China, doch haben auch sie kein nennenswertes Entgegenkommen gefunden. Zur Illustration diene folgendes Gespräch zwischen dem frühern Vize-Aussenminister Horinouchi – der vor seiner Abreise als Botschafter nach Washington sich auf eine Orientierungstour in die besetzten Gebiete Chinas begab – und Sir Robert Craigie. Letzterer ersuchte Herrn Horinouchi von seiner Reise wenigstens eine einzige Konzession seitens der Militärs für Grossbritannien zurückzubringen. Herr Horinouchi wich diesem Ersuchen mit der Bemerkung aus, die Lage könnte durch Verwendungen seinerseits nur noch verschlimmert werden, worauf ihm der britische Botschafter prompt antwortet: «dies ist unmöglich».

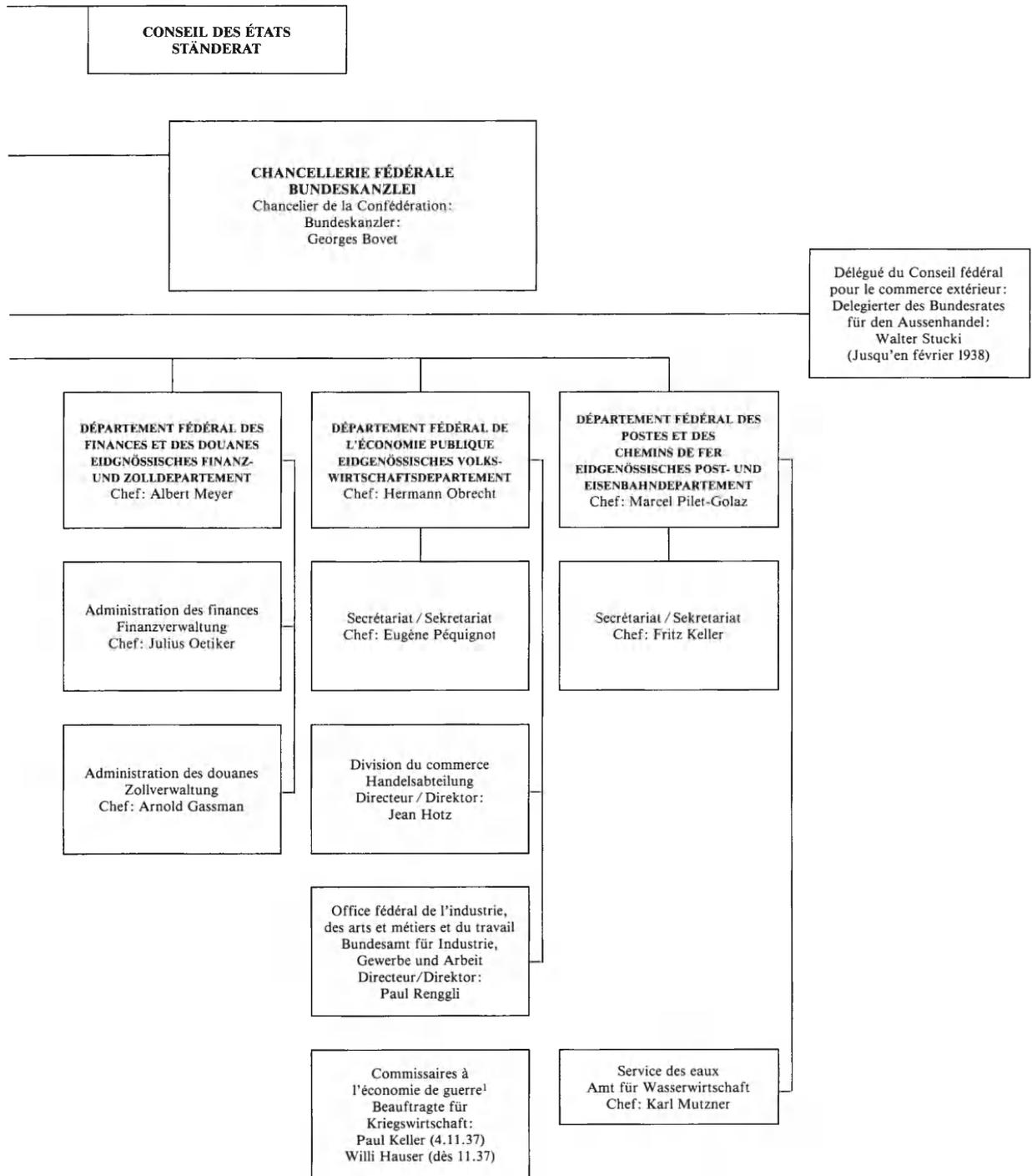
Die vorgeschilderte Haltung Japans gegenüber den genannten zwei Grossmächten hat zur Folge, dass diese sich zur Wahrung ihrer Interessen zusehends mehr zusammenschliessen. Bis anhin bestand nur eine gegenseitige Verständigung über die geplanten oder unternommenen Schritte. London scheint bisher an einer Verständigung betreffend gemeinsamen Vorgehens mehr interessiert gewesen zu sein wie Washington und Paris. Wenn Japan aber gar keine Konzessionen machen will, könnte den dreien die Geduld vergehen. An Mitteln zur Gegenaktion fehlt es ihnen nicht. Das einfachste wäre die Unterstützung der Chinesen mit Geld und Material. Die neulich von Grossbritannien und den Vereinigten Staaten China gewährten Darlehen kann man als einen ersten Schritt in dieser Richtung und einen Wink für die Japaner betrachten. Ein weiterer und viel empfindlicherer Schlag wäre eine Sperrung der Märkte, die für Japan von grösster Bedeutung sind. Überdies ist nicht ausser Acht zu lassen, dass die Beziehungen zwischen Russland und Japan andauernd gespannt sind; das isolierte Sowietrussland wäre wohl gerne bereit, den Druck gegen Japan zu erhöhen in Kompensation zu Entgegenkommen Grossbritanniens und der Vereinigten Staaten.

VII. ANNEXES

VII.1 ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE



CONCERNÉE PAR LES RELATIONS INTERNATIONALES 1937-1938



1. Entre avril 1937 et la fin 1938 est mise sur pied, à titre de précaution, l'organisation interdépartementale de l'économie de guerre sous la présidence d'Hermann Obrecht. Celle-ci devait entrer en fonction dans le cas d'une mobilisation générale de l'armée. Pendant la période couverte par ce volume, toutefois, elle s'occupe déjà des mesures à prendre pour assurer l'approvisionnement du pays en marchandises indispensables en période de blocus économique et en temps de guerre (cf. FF, 1938, II, pp. 1215-1219). Pour le détail de l'organisation, qui décrit les divers offices de guerre, cf. DDS, vol. 13, tableau VII.3 et L'économie de guerre en Suisse 1939/1948, Rapport du Département fédéral de l'économie publique, 1951, pp. 2 ss.

VII.2. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER 1937-1938

Les représentants de la Suisse à l'étranger, à l'exception de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, sont aussi chargés de la représentation des intérêts du Liechtenstein

(Les noms des consuls, des attachés militaires et des principaux collaborateurs des Légations sont publiés dans la *Feuille fédérale* et dans l'*Annuaire de la Confédération suisse* des années 1937 et 1938)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats et Consulats généraux (CG)
EUROPE				
1. Allemagne	Berlin	Paul Dinichert Hans Frölicher (dès le 31 mai 1938)		Brême, Dusseldorf, Elbing, Francfort, Hambourg, Cologne, Leipzig, Mannheim, Munich (CG), Nuremberg (jusqu'en juin 1938), Stuttgart, Vienne (après l' <i>Anschluss</i> , CG)
2. Autriche	Vienne	Maximilian Jaeger (jusqu'à l' <i>Anschluss</i>)		
3. Belgique, colonies et mandats belges	Bruxelles	William-Frédéric Barbey Maxime de Stoutz (dès février 1938)		Anvers, Léopoldville
4. Bulgarie	Ankara	Henri François Martin Etienne Lardy (dès juin 1938)	a.i. Alfred Zehnder (Sofia)	Sofia
5. Danemark	Stockholm	Charles Louis Etienne Lardy Paul Dinichert (dès août 1938)		Copenhague (CG)
6. Danzig				Danzig

7. Espagne	Madrid Barcelone (après 9 septembre 1938)	Karl Egger (retourne en Espagne en mai 1937) Paul Brand (dès février 1937 représentant non officiel auprès de Franco à Burgos) Eugène Broye (dès juillet 1938 représentant officiel auprès de Franco à Burgos/San Sebastian)	Barcelone (République), Séville (Etat espagnol)
8. Estonie			Tallinn (Reval)
9. Finlande			Helsinki (CG)
10. France, colonies, protectorats et mandats français	Paris	Alphonse Dunant (jusqu'en février 1938) Walter Stucki (dès mars 1938)	Alger, Besançon, Beyrouth, Bordeaux, Casablanca, Dakar, Dijon, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Saïgon, Strasbourg, Tananarive, Toulouse
11. Grande- Bretagne, colonies, <i>dominions</i> et mandats britanniques	Londres	Charles R. Paravicini	Auckland (1937), Bombay (CG), Calcuttia, Capetown, Colombo, Dublin (CG), Freetown, Jaffa, Johannesburg (CG), Liverpool, Man- chester, Melbourne, Montréal (CG), Singapour, Sydney (CG), Tanga, Tel Aviv (1938 chancellerie), Toronto, Vancouver, Wellington (1938), Winnipeg
12. Grèce	Bucarest	René de Weck	Athènes, Salonique
13. Hongrie	Vienne puis Budapest après <i>l'Anschluss</i>	Maximilian Jaeger	Budapest
14. Italie et colo- nies italiennes	Rome	Paul Ruegger	Catane, Florence, Gênes, Livourne (1937), Milan (CG), Naples, Trieste, Turin, Venise

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats et Consulats généraux (CG)
15. Lettonie				Riga
16. Lithuanie				Kaunas
17. Luxembourg				Nancy
18. Monaco				Nice
19. Norvège	Stockholm	Charles Louis Etienne Lardy Paul Dinichert (dès août 1938)		Oslo (CG)
20. Pays-Bas et colonies néerlandaises	La Haye	Arthur de Pury		Amsterdam, Batavia, Medan, Rotterdam
21. Pologne	Varsovie	Maxime de Stoutz Henri François Martin (dès mars 1938)		Lodz
22. Portugal et colonies portugaises	Madrid	Karl Egger	a.i. Charles Arthur Redard (Lisbonne)	Lisbonne, Lourenço-Marques, Porto
23. Roumanie	Bucarest	René de Weck		Galatz
24. Saint-Marin				Florence
25. Suède	Stockholm	Charles Louis Etienne Lardy Paul Dinichert (dès août 1938)		
26. Tchécoslovaquie	Prague	Karl Bruggmann		

27. Turquie	Ankara	Henri François Martin Etienne Lardy (dès juin 1938)	Istanbul
28. Yougoslavie	Bucarest	René de Weck	Zagreb

a.i. Paul W. Steiner
(Belgrade)

AMÉRIQUE

1. Argentine	Buenos Aires	Emile Traversini (1937) Conrad Caspar Jenny (1938)	Córdoba, Mendoza Rosario de Santa Fé La Paz (CG)
2. Bolivie			
3. Brésil	Rio de Janeiro	Albert Gertsch (1937) Emile Traversini (1938)	Bahia, Curitiba, Pará, Pernambuco, Porto Alegre, São Paulo
4. Chili	Buenos Aires	Emile Traversini (1937) Conrad Caspar Jenny (1938)	Santiago de Chile (CG), Magellanes, Valdivia, Valparaiso
5. Colombie			Bogotá (CG)
6. Costa Rica			San José
7. Cuba	Washington	Marc Peter	La Havane (CG)
8. Equateur			Guayaquil
9. Etats-Unis d'Amérique et possessions américaines	Washington	Marc Peter	Chicago, Cincinnati, Denver, Los Angeles, Manille, New Orleans, New York (CG), Philadelphie, San Francisco, Seattle, Saint-Louis
10. Guatémala			Guatemala-City
11. Haïti			Port-au-Prince

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats et Consulats généraux (CG)
12. Mexique				Guadalajara, Mexico (CG), Tampico
13. Nicaragua				Managua
14. Panama				Panama
15. Paraguay	Buenos Aires	Emile Traversini (1937) Conrad Caspar Jenny (1938)		Asunción (CG)
16. Pérou				Lima (CG)
17. République Dominicaine				Ciudad Trujillo
18. Salvador				San Miguel
19. Uruguay	Buenos Aires	Emile Traversini (1937) Conrad Caspar Jenny (1938)		Montevideo (CG)
20. Venezuela				Caracas (CG)
21. Colonies et <i>dominion</i> britanniques, <i>cf.</i> Grande- Bretagne				
22. Colonies françaises, <i>cf.</i> France				
23. Colonies néerlandaises, <i>cf.</i> Pays-Bas				

ASIE

<p>1. Chine</p>			<p>Etienne Lardy (Shanghai) (jusqu'en février 1938) Emile Fontanel (Shanghai) (1938)</p>	<p>Shanghai (CG), Canton</p>
<p>2. Irak</p>			<p>Bagdad</p>	
<p>3. Iran</p>	<p>Téhéran</p>		<p>Armin Daeniker</p>	
<p>4. Japon, possessions et protectorat japonais</p>	<p>Tokyo</p>	<p>Walter Thurnheer</p>		
<p>5. Siam</p>				<p>Bangkok</p>
<p>6. Possessions américaines, <i>cf.</i> Etats-Unis d'Amérique</p>				
<p>7. Colonies et mandats britanniques, <i>cf.</i> Grande- Bretagne</p>				
<p>8. Colonies et mandats fran- çais, <i>cf.</i> France</p>				
<p>9. Colonies néerlandaises, <i>cf.</i> Pays-Bas</p>				
<p>10. Colonies portugaises, <i>cf.</i> Portugal</p>				

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats et Consulats généraux (CG)
<p>1. Egypte</p> <p>2. Colonies et mandats belges, <i>cf.</i> Belgique</p> <p>3. Colonies, <i>dominion</i> et mandats britanniques ou dépendant de l'Union sud-africaine, <i>cf.</i> Grande-Bretagne</p> <p>4. Colonies et protectorat espagnols, <i>cf.</i> Espagne</p> <p>5. Colonies, protectorats et mandats français, <i>cf.</i> France</p> <p>6. Colonies italiennes, <i>cf.</i> Italie</p> <p>7. Colonies portugaises, <i>cf.</i> Portugal</p>	<p>Ankara Le Caire dès 1938</p>	<p>Henri François Martin (jusqu'en janvier 1938)</p>	<p>Alfred Brunner (Le Caire, autonome dès 1938)</p>	<p>Alexandrie</p>

AFRIQUE

AUSTRALIE ET OCÉANIE

1. Possessions américaines,
cf. Etats-Unis
2. Colonies, *dominions* et mandats britanniques ou dépendant des *dominions*,
cf. Grande-Bretagne
3. Colonies françaises,
cf. France
4. Mandat japonais,
cf. Japon

VII.3. LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE 1937-1938

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats, Vice-consulats, agences
EUROPE				
1. Albanie	Berne	Ernst von Weizsäcker (en titre jusqu'en avril 1937) Otto Köcher	a.i. H. Sigismund von Bibra	Berne, Genève
2. Allemagne	Berne	Wilhelm Engerth (jusqu'à l' <i>Anschluss</i>)		Bâle, Berne, Davos-Platz, Genève, Lugano, Saint-Gall, Zurich
3. Autriche	Berne	Louis d'Ursel		Berne, Genève, Lausanne, Saint-Gall (1937), Zurich (jusqu'à l' <i>Anschluss</i>)
4. Belgique	Berne	Nicolas Momtchiloff		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Neuchâtel, Zurich
5. Bulgarie	La Haye	Harald de Scavenius	a.i. Erik Hans Schack (Berne)	Berne
6. Danemark	Berne	Antonio Fabra Ribas Barnabé Toca (Représentant officieux du gouvernement Franco)		Berne (1938), Genève, Lucerne (1938), Montreux, Saint-Gall, Zurich
7. Espagne	Londres	A. Schmidt		Berne
8. Estonie	Berne	Rudolf Holsti	a.i. M. P. Hjelt (1937) a.i. Armas Yöntilä (1938)	Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Zurich
9. Finlande				

10. France	Berne Ambassade	Charles-Hervé Alphanod	Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Saint-Gall, Zurich
11. Grande-Bretagne	Berne	Georges Warner	Bâle, Berne, Davos-Platz, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Montreux, Neuchâtel, Saint-Moritz, Zurich
12. Grèce	Berne	Constantin Psaroudas	Davos, Lugano
13. Hongrie	Berne	László de Velics	Berne, Zurich
14. Italie	Berne	Attilio Tamaro	Bâle, Berne, Brigue, Chiasso, Coire, Davos-Platz, Genève, Lausanne, Locarno, Lucerne, Lugano, Neuchâtel, Schaffhouse, Sion, Saint-Gall, Zurich
15. Lettonie	Berne	Jules Feldmans	Berne
16. Lituanie	Berlin	Jurgis Šaulys	Zurich
17. Luxembourg			Berne (1938), Fribourg (1937), Genève, Lausanne
18. Monaco			Bâle (1938), Berne, Genève, Zurich
19. Norvège	Rome	Johannes Irgens	Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich
20. Pays-Bas	Berne	Alexandre Loudon (1938)	Bâle, Berne, Davos-Platz, Genève, Lugano, Zurich
21. Pologne	Berne	Jean de Modzelewski	Bâle, Berne, Genève, Zurich
22. Portugal	Berne	Jorge Santos	Bâle, Berne, Davos-Platz, Genève, Lausanne, Zurich
23. Roumanie	Berne	Constantin Antoniadé (1937)	Bâle, Genève, Zurich
			a.i. Auguste Vichy (1938)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats, Vice-consulats, agences
24. Saint-Siège	Berne Nonciature	Philippe Bernardini		
25. Suède	Berne	Karl Ivan Westman		Bâle, Berne, Genève, Zurich
26. Tchécoslovaquie	Berne	R. Künzl-Jizersky (1937)	a.i. Ladislav Radimsky (1938)	Bâle, Berne, Genève, Zurich
27. Turquie	Berne	Vasfi Mentès		Berne, Genève
28. Yougoslavie	Berne	Bojidar Pouritch (Paris)		Bâle, Genève, Zurich
AMÉRIQUE				
1. Argentine	Berne	Enrique Ruiz Guñazú		Bâle, Berne, Genève, Lugano, Saint-Gall
2. Bolivie				Bâle, Genève, Lausanne, Zurich
3. Brésil	Berne	J.F. de Barros Pimentel		Genève, Zurich
4. Chili	Berne	Fernando Garcia-Oldini		Genève, Neuchâtel, Zurich
5. Colombie	Rome	Gabriel Turbay (1937)		Berne, Genève
6. Costa Rica				Genève, Lugano, Zurich
7. Cuba	Berne	Guillermo de Blanck y Menocal (1937) Juan Antiga y Escobar (1938)		Genève
8. République Dominicaine	Paris	Virgilio Trujillo Molina		Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich
9. Equateur	Berne Londres (1938)	Conzalo Zaldumbide (1937) Antonio Quevedo (1938)		La Chau-de-Fonds, Genève, Zurich

10. Etats-Unis d'Amérique	Berne	Hugh R. Wilson (1937) Leland Harrison (1938)	Bâle, Berne, Genève, Zurich
11. Guatemala			Genève, Zurich
12. Haïti			Berne, Genève, Zurich
13. Honduras			Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich
14. Mexique			Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano, Zurich
15. Nicaragua			Bâle, Berne, Genève
16. Panama	Berlin	Francisco Villalaz	Berne, Genève, Lugano, Zurich
17. Paraguay			Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne (1937), Zurich
18. Pérou	Berne	Victor Andres Belaunde	Bâle, Genève, Lausanne, Lugano, Zurich
19. Salvador			Genève, Zurich
20. Uruguay	Berne	Victor Benavides	Berne, Lucerne, Lugano, Zurich
21. Venezuela	Berne	M.C. Parra Pérez (1938)	Bâle, Berne, Lausanne, Zurich

ASIE

1. Afghanistan	Paris	Sha Wali Khan	
2. Chine	Berne	Chi-Tsai Hoo	
3. Irak			Genève
4. Iran	Berne	a.i. Hossein Ghadimy (1937) Nassrollah Entezam (1938)	

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats, Vice-consulats, agences
5. Japon	Berne	Masa-aki Hotta (1937) Eiji Amau (1938)		Bâle, Genève
6. Siam	Paris	Phra Riem Virajaphak Phra Bahiddha Nukara (dès novembre 1937)		
AFRIQUE				
1. Egypte	Paris	Fakhry Pacha	a.i. Abdol Fattah Assal	
2. Liberia				Berne

AUSTRALIE ET OCÉANIE

Cf. Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon.

VIII. INDEX

1. NOMS DE PERSONNES¹

- Abbate, Roland (alias Rossi, membre des services secrets soviétiques, responsable de l'assassinat d'I. Reiss), 258-260
- Abt, Roman (Conseiller national argovien, PAB), 95
- Acerbo, Giacomo (Homme politique italien, Président de l'Institut International d'Agriculture), 459
- Aeby, Pierre (Conseiller national fribourgeois, conservateur-catholique), 95
- Agence Télégraphique Suisse (ATS), 136, 295-296, 419, 740, 973-974, 981, 992, 994,
- Ahlers, John (Journaliste allemand, correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* en Chine), 755
- Ahrens, August W. (Rédacteur et éditeur du *Deutsches Nachrichtenblatt* à Lucerne), 276, 537, 728
- Alberti, Francesco (Prêtre, Rédacteur en chef du quotidien tessinois *Popolo e Libertà*), 459
- Alexandre Ier (Roi de Yougoslavie), 23, 252
- Alfieri, Dino (Ministre italien de la Culture populaire), 418-420, 486-487, 578
- Allemann, Hermann (Rédacteur à la *Neue Aargauer Zeitung*), 995
- Alphand, Charles Hervé (Ambassadeur de France à Berne), 23-24, 422, 440, 444-446, 460-461, 595, 635, 689-690, 701, 711
- Alphand, Hervé (Directeur des Accords commerciaux au Ministère français du Commerce et de l'Industrie), 880
- Alvarez del Vayo, Julio (Représentant de l'Espagne au Conseil de la SdN), 40, 42
- Amau, Eiji (Ministre du Japon à Berne), 152, 235
- Amman, Jean d' (Délégué du CICR), 787-788, 816
- Ammann, Walter Richard (Rédacteur à l'*Oltner Tagblatt*), 995
- André & Cie* (Entreprise d'exportation de grains, Lausanne), 1034
- Anfuso, Filippo (Chef de Cabinet du Ministre italien des Affaires étrangères), 839
- Anliker, Ernst (Conseiller national bernois, membre du groupe démocratique et libre), 579
- Annunzio, Gabriele d' (Ecrivain italien, Président de l'Académie royale d'Italie), 457
- A Prato, Carlo Emanuele (Journaliste et antifasciste italien), 14-18, 21-23, 27-29, 36-40, 44-45, 50, 55, 62, 70, 72-73, 91-94, 111, 179, 952, 954
- Arita, Hachiro (Ministre des Affaires étrangères du Japon), 1154
- Arnal, Pierre (Haut fonctionnaire du Ministère français des Affaires étrangères, Chef du Service de la SdN, Sous-directeur d'Europe), 361, 422, 632-635, 645-647, 663, 667-668, 671, 689
- Asbest-Zement AG*, 986
- Aschmann, Gottfried (Chef de la section Presse de l'Office allemand des Affaires extérieures), 766, 1096
- Ashton-Gwatkin, Frank T. A. (Conseiller au *Foreign Office*, membre de la mission Runciman), 826
- Atatürk (cf. Mustafa Kemal)
- Attolico, Bernardo (Ambassadeur d'Italie à Berlin), 750-751
- Aubert, Théodore (Conseiller national genevois, groupe parlementaire libéral, Président de l'Entente internationale contre la III^e Internationale), 95
- Auer, Jakob (Secrétaire de la Société suisse des éditeurs de journaux, membre de la Commission mixte des Editeurs de Journaux et de la Presse suisse), 994
- Auf der Maur, Anton (Journaliste, Rédacteur au *Vaterland*), 992, 995
- Aufbruch Verlag* (Editeur allemand à Berlin), 547
- Auriol, Vincent (Ministre français de la Justice), 190
- Avenol, Joseph Louis Marie Charles (Secrétaire général de la SdN), 23, 27-28, 32-33, 49-50, 108, 218, 307, 413-414, 431-432, 444, 492, 494, 622-623, 633-634, 636, 682, 689, 752, 808
- Azaña y Díaz, Manuel (Président de la République espagnole), 867-868
- Azcárate, Pablo de (Représentant suppléant de l'Espagne au Conseil de la SdN), 898
- Bachmann, Gottlieb (Président du Directoire de la Banque Nationale Suisse), 3-4, 203, 282, 309,

¹ Il a paru utile d'inclure aussi les noms des sociétés et entreprises les plus significatives.

- 311-312, 314, 316, 533-534, 735, 971, 1078, 1130
- Bacle, Pierre (Administrateur de la *Société des Chemins de fer orientaux*), 2
- Baechtold, Paul (Chef de la Police des étrangers du Département fédéral de Justice et Police), 89, 118, 239, 243, 964, 977, 1009, 1045
- Bahr, Nils von (Editeur à Berlin), 1097
- Bahramy, Abdollah (Représentant de l'Iran au Conseil de la SdN), 687
- Balbo, Italo (Maréchal italien, ancien ministre de l'Air), 1128
- Bally, Max (Industriel suisse), 1100
- Balmer, Paul (Chef du Département de Justice et Police du Canton de Genève), 967
- Balsiger, Werner (Chef du Service de la Police du Ministère public de la Confédération), 364, 1089
- Bandi, Hans (Colonel divisionnaire, Chef des troupes d'aviation et de DCA), 527-529, 530, 532, 579
- Banque Nationale Suisse*, 4, 66-68, 120, 201, 203, 283, 284, 308-309, 311-317, 392, 589, 735, 777, 887, 896-897, 921, 971-972, 1078, 1130
- Bär, Walter J. (Banquier, membre du *Vorort* de la Bourse suisse des valeurs mobilières) 310, 316-317
- Baratier, Paul (Général français), 5
- Barbey, Bernard (Homme de lettres suisse à Paris, Capitaine EMG), 220, 517
- Barblan, Florian (Représentant de l'agence consulaire à Malaga), 47-49, 224, 787
- Barcenas y Lopez-Mollinedo, Domingo de las (Représentant officieux du gouvernement nationaliste du Général Franco en Suisse), 865
- Bargeton, Paul (Directeur des Affaires politiques au Ministère français des Affaires étrangères), 288
- Barili, Carlo (Pseudonyme d'Aurelio Garobbio), 16
- Baroni, Guido (Secrétaire du général italien Eugenio Coselschi), 103
- Barthou, Louis (Homme politique français), 23, 252
- Basdevant, Jules (Professeur de droit, Chef de la Section juridique du Ministère français des Affaires étrangères), 279
- Basler Handelsbank* (Banque commerciale de Bâle), 1078, 1086, 1130
- Basler Versicherungsgesellschaft gegen Feuer-schaden*, 1098
- Bassée, Léon (Président de l'Association Inter-nationale des Journalistes accrédités auprès de la SdN), 307
- Bastianini, Giuseppe (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère italien des Affaires étrangères), 16-17, 115, 128, 135, 146, 148, 167-168, 178, 192, 254-255, 352, 723
- Baudoin, Paul (Directeur de la Banque d'Indochine, membre de la Commission de gestion du Fonds d'égalisation des changes), 191
- Bauer, Hans (Président central de l'association *Europa-Union*), 157
- Baumann, Johannes (Conseiller fédéral, Chef du Département de Justice et Police, Président de la Confédération pour 1938), 96, 118-119, 184, 197, 206, 231, 260, 265-266, 285, 305, 405, 544-545, 600-601, 702, 733, 798, 805, 817, 833, 842, 849, 858, 882, 901, 908-909, 923, 933, 948, 967, 975, 1009, 1013, 1052, 1056, 1059, 1102, 1127
- Bavier, Charles-Edouard de (Consul général de Suisse à Milan), 17, 222, 1045, 1047
- Bayar, Djelal (Ministre de l'Economie nationale puis Premier ministre de la République de Turquie), 1026
- Bearsted, Lord Walter Horace Samuel (Vice-Président du Comité de Londres pour les réfugiés), 1009
- Bébié, Edmundo (Industriel suisse, propriétaire d'une fabrique textile à Barcelone), 223
- Bebler, Alfred Emil (Directeur général de la *Schweizerische Rückversicherungsgesellschaft* à Zurich), 1100
- Bechstein Pianofortefabrik AG*, 986
- Beck, Ludwig (Général d'artillerie, Chef d'Etat-Major général de l'armée allemande), 1048
- Beck, Aloïs, 566
- Beck, Jozef (Colonel, Ministre polonais des Affaires étrangères), 47, 109-110, 430, 1070-1074
- Béguin, Pierre (Correspondant parlementaire de *La Suisse*), 994
- Béguin, Ernest (Conseiller aux Etats neuchâtelois, radical) 579
- Bekessy, Johann (Journaliste, Correspondant en Suisse des *Morgen* de Vienne et *Üjsag* de Budapest), 89
- Belle-Isle, Charles Louis Auguste Fouquet de (Maréchal de France, Ministre de la guerre de Louis XV), 515
- Belloc, Joseph Hilaire (Historien et écrivain anglais), 336
- Benes, Edouard (Président de la République tché-

- coslovaque), 297, 802, 877, 903, 919, 932-933, 963
- Benninger, Peter (Conseiller national fribourgeois, conservateur-catholique), 95
- Bérenger, Henry (Diplomate, Délégué de la France à la Conférence d'Evian), 800
- Berger-Waldenegg, Egon (Ministre autrichien des Affaires étrangères), 524
- Bernardinelli, Cesare (Citoyen italien), 238, 241
- Bernet, Othmar (Citoyen suisse emprisonné en Espagne nationaliste pour espionnage), 787
- Besson, Marius (Evêque de Lausanne, Genève et Fribourg), 334
- Best, Werner (Fonctionnaire de la *Gestapo* à Berlin), 934, 939
- Besteiro, Fernández Julián (Homme politique espagnol, socialiste), 867
- Bianchi, Tranquillo (Consul d'Italie à Malaga), 47-48
- Bibra, Hans Sigismund von (Conseiller de légation de la Légation d'Allemagne à Berne, Chef non officiel de l'Organisation extérieure du parti nazi en Suisse), 275, 677, 727, 779, 814, 818, 1067, 1087, 1097, 1102, 1105-1106, 1128
- Bickel, Ernst (Combattant suisse emprisonné en Espagne nationaliste, Commissaire de bataillon des Brigades Internationales), 787-788
- Bickel, Werner (Journaliste, Secrétaire de l'Association de la presse suisse, membre de la Commission mixte des Editeurs de Journaux et de la Presse suisse), 363-364, 600, 994
- Biderbost, Lucas (Représentant de l'agence consulaire suisse à Bilbao), 224
- Bigelow, Donald F. (Secrétaire de légation à la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Berne), 212, 916
- Bircher, Eugen (Colonel divisionnaire, Conseiller national argovien, PAB), 967-968
- Bismarck, Otto von (Homme politique allemand, Chancelier du Deuxième Reich), 188, 335
- Bismarck, Otto Christian von (Fonctionnaire de l'Office allemand des Affaires extérieures), 1047
- Bittel, Siegfried (Directeur de l'Office suisse du Tourisme), 1032
- Blanc, Charles (Rédacteur de la *Schweizerische Gewerbe-Zeitung*, organe de l'Union suisse des arts et métiers), 310
- Bloch, Iwan (Citoyen suisse, directeur de la bijouterie *Margraf* à Berlin), 1014, 1033, 1036
- Blomberg, Werner von (Feld-maréchal allemand, Ministre de la guerre du Reich), 20, 449, 454, 487, 1028
- Blonay, Richard de (Major, Attaché militaire à la Légation de Suisse à Paris), 866
- Blum, Léon (Homme politique français, Président du Conseil), 23, 148, 189-191, 418, 561, 575-577, 596, 598, 604, 623-624, 949, 1013, 1056
- Böckli, Karl Albert (Rédacteur au *Nebelspalter*), 398
- Bodenmann, Marino (Conseiller national de Bâle-Ville, communiste), 97-98, 305-306, 358
- Bodmer (Chef de la *Geschäftsstelle Zürich* du *Volksbund-NSSAP*), 1028, 1152
- Bohle, Ernst Wilhelm (Secrétaire d'Etat, Chef de l'Organisation extérieure du parti nazi à l'Office allemand des Affaires étrangères), 369, 677, 1088
- Böhme, Franz (Chef de l'Etat-Major de l'armée autrichienne), 496
- Boivin (Sympathisant de l'*ESAP*), 1028
- Bolz, Robert (Rédacteur au *Volksrecht*), 995
- Bömer, Karl (Conseiller au Ministère allemand de la Propagande), 803-805, 907
- Bon, Fritz, Membre de la direction d'*INGA-Internationale Nahrungs- und Genüsmittel A.G.* à Schaffhouse, un des directeurs d'*Interfrank A.G.* à Zurich 1100-1101),
- Bonini, Marie (Citoyenne italienne), 241
- Bonna, Pierre (Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 4, 16, 28, 33, 45, 47, 49-51, 56, 58, 62, 63, 89, 103-104, 115, 127-128, 137, 139, 142-143, 156, 158, 160, 165, 169, 178, 184, 198, 219, 229-230, 235, 254, 257-259, 261, 292, 296, 302, 308, 319, 323, 345, 363, 375, 404, 413-414, 427, 429, 439-440, 445, 457, 471, 489, 500, 526, 533, 550, 553, 576, 599, 612, 620, 622, 629, 634, 641, 643, 663-664, 678, 689-690, 697, 699, 711, 715, 775, 780, 782, 786, 788, 793, 797, 801, 811, 816, 818, 819, 822, 824, 827, 845, 854, 864, 881, 899, 902, 912, 916, 918-920, 927, 939, 945, 973, 982, 984, 987, 994, 1008, 1013, 1033, 1039, 1044-1045, 1052, 1057, 1060, 1067, 1078, 1083, 1085, 1117, 1135
- Bonnet, Georges (Ambassadeur de France à Washington puis Ministre français des Affaires étrangères), 191, 350, 394-395, 621-622, 633, 672, 682, 689, 701, 711, 878-881, 903, 905-906, 911, 913, 950, 989-990, 1115
- Bonomi, Oreste (Directeur général du Tourisme italien), 300
- Bontempi, Teresa (Educatrice, journaliste, rédactrice de l'*Adula*) 734, 770-772

- Bonzanigo, Emilio (Consul de Suisse à Trieste), 1045
- Borel, Jules (Homme d'affaires suisse, propriétaire d'une fabrique à Berlin), 986
- Böschenstein (Experte de la délégation suisse à la SdN), 170
- Böschenstein, Hermann (Journaliste, Correspondant à Berlin des *Basler Nachrichten* puis à Paris de la *National-Zeitung*), 325-328, 341, 345, 346, 963
- Boss, Hans (Rédacteur à l'ATS), 994
- Bottai, Giuseppe (Ministre italien de l'Education Nationale), 129, 1124
- Bourquin, Maurice (Professeur, Représentant suppléant de la Belgique au Conseil de la SdN), 408-409, 414
- Bourquin, Paul (Journaliste, rédacteur à *L'Impartial*), 994
- Boven, Pierre (Procureur général du canton de Vaud), 257-260
- Bovet, Ernest (Secrétaire général de l'Association suisse pour la SdN), 62, 70
- Bovet, Georges (Chancelier de la Confédération), 30, 746, 849, 901
- Bracher, Hans (Capitaine, Secrétaire adjoint de la Commission de défense nationale), 527, 579
- Brack, Karl (Délégué de l'Office suisse d'expansion commerciale au Mandchoukouo), 1136
- Brand, Paul (Ancien directeur de *Saurer* à Madrid, Délégué de l'Office suisse d'expansion commerciale en Espagne fonctionnant comme représentant non officiel de la Suisse auprès du gouvernement nationaliste du général Franco), 69, 142, 198, 202, 223, 323, 661-662
- Brander, Carl (Homme d'affaires suisse habitant Berlin, Directeur de la branche allemande de *Nestlé*), 986
- Brandt, 800
- Brauchitsch, Walther von (Général, Commandant en chef de l'armée de terre allemande), 450, 455, 464, 468
- Bredl (Suppléant du Chef du *Bund russischer Fascisten*, Berlin), 1092
- Brenni, Franco (Consul de Suisse à Naples), 138
- Bretscher, Willy (Rédacteur en chef de la *Neue Zürcher Zeitung*), 499, 903, 991, 995
- Briand, Aristide (Homme politique français, ancien Président du Conseil), 684, 917
- Bridel, Gaston (Rédacteur à la *Tribune de Genève*), 995
- Briner, Robert (Conseiller d'Etat du Canton de Zurich, Président de l'Office central suisse d'aide aux réfugiés), 822
- Bringolf, Walther (Conseiller national schaffhousois, socialiste, Président de la Ville de Schaffhouse), 580, 582, 704-706
- Briquet, Pierre-E. (Rédacteur au *Journal de Genève*), 994
- Britschgi, J. (Fonctionnaire à la Division du commerce du Département fédéral de l'Economie publique), 593
- Broye, Eugène (Représentant officieux du Conseil fédéral auprès du gouvernement nationaliste du Général Franco), 662, 786, 811, 816, 848, 864
- Bruggmann, Karl (Ministre de Suisse à Prague), 273, 881, 932
- Brunner (Commerçant suisse assassiné en Chine), 281
- Brunner, Alfred (Chargé d'Affaires de Suisse au Caire), 127, 319
- Budde, Eugen (Conseiller de légation à la Légation d'Allemagne à Berne), 275-276
- Bührlé, Emil Georg (Industriel suisse, Consul général d'Ethiopie à Zurich), 33
- Bürckel, Josef (*Gauleiter* de la Sarre), 522
- Burckhardt, Carl Jacob (Professeur, Haut Commissaire de la SdN à Danzig), 50-51, 107-110, 294-295, 500, 1116, 1118
- Burckhardt, Erwin (Rédacteur au *St. Galler Tagblatt*), 995
- Burckhardt, Nicolas (Du Secrétariat du CICR), 723
- Burckhardt, Walter (Professeur de droit à l'Université de Berne), 100, 305, 405, 506, 797, 805-806, 857, 901, 1143-1145
- Burckhardt, Walter (Juriste au Ministère public de la Confédération), 994
- Burg, Walter von (Consul général de Suisse à Vienne), 754, 821
- Burri, Franz (de Franz et Emma née Waser, directeur de l'agence de presse *IPA-Korrespondenz* à Lucerne), 545-546, 548, 615-619, 730
- Burri-Scherrer, Wilhelmine (femme de Franz), 615
- Buti, Gino (Chef de la Direction générale des Affaires d'Europe et de la Méditerranée au Ministère italien des Affaires étrangères), 641-642, 723
- Butler, Richard Austen (Sous-Secrétaire d'Etat au *Foreign Office*), 946
- Cadogan, Sir Alexander Georg Montagu (Sous-Secrétaire d'Etat au *Foreign Office*), 396, 825
- Cafilisch, Albert (Secrétaire de l'Association suisse des banquiers), 310
- Cagianut, Jean Laurent (Président de l'Association suisse des entrepreneurs), 310-312, 314

- Cahn, Leni (Sous-directrice de l'*International Migration Service*), 800
- Calgari, Guido (Signataire d'une adresse de sympathie à l'auteur d'un attentat contre l'héritier de la Maison de Savoie), 459
- Calisse, Alberto (Chef de division à la Direction générale du Ministère italien des Affaires étrangères), 254-255
- Campinchi, César (Ministre français de la Marine militaire), 347, 950
- Canadian Pacific*, 1135
- Canova, Gaudenz (Ancien conseiller national grison, socialiste), 101
- Cambon, Jules (Diplomate français), 27
- Cappis, Oskar B. (Rédacteur aux *Basler Nachrichten*), 994
- Caratsch, Reto (Correspondant de la *Neue Zürcher Zeitung* à Berlin), 345, 499, 539, 903, 908, 984, 1063, 1108, 1132, 1134
- Cárcano, Miguel (Ministre de l'Agriculture de la République d'Argentine), 185
- Carol II (Roi de Roumanie), 1072
- Casagrande, Alessandro (Correspondant à Rome du *Bund* et du *St.-Galler Tagblatt*), 553-555, 562-564, 577-578
- Caudillo (cf. Franco)
- Cecil, Lord Robert (Homme politique anglais, Président, avec Pierre Cot, du RUP), 795
- Celio, Enrico (Conseiller d'Etat tessinois), 221
- Chamberlain, Arthur Neville (Premier ministre de Grande-Bretagne), 489-490, 506, 516, 622, 802, 810, 878-879, 881, 893, 902-905, 911, 912-915, 919, 924-925, 928-930, 947, 955, 959, 1066, 1071, 1109-1110, 1115
- Chamier, Fritz von (Attaché de presse de la Légation d'Allemagne à Berne), 793, 803, 907-908
- Champetier de Ribes, Auguste (Homme politique français, Ministre des Anciens combattants), 950
- Chappedelaine, Louis de (Homme politique français, Député puis Ministre de la Marine marchande), 4, 950
- Chapuisat, Edouard (Directeur du *Journal de Genève*, membre de la Commission mixte des Editeurs de Journaux et de la Presse suisse), 952, 994
- Charguéraud, Paul-Henri (Diplomate français), 689
- Charvériat, Emile (Directeur adjoint puis Directeur des affaires politiques et commerciales du Ministère français des Affaires étrangères, Chef de Cabinet de G. Bonnet), 671-672, 689-690, 711, 988
- Chautemps, Camille (Homme politique français, Président du Conseil), 190-191, 394-396, 431, 516, 596, 621, 950
- Chéron, Adolphe (Député français), 254
- Chéron, Henry (Homme politique français, Ancien ministre des Finances), 254
- Chiang Kai-shek (Général chinois, Chef du *Kuomintang*, Président de la République chinoise), 1155
- Chilton, Sir Henry Getty (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Madrid), 209
- Churchill, Winston (Homme politique anglais, Membre de la Chambre des Communes), 946
- Chvalkovsky, Frantisek Karel (Ambassadeur de Tchécoslovaquie à Rome), 187-188
- Ciano, Galeazzo (Ministre des Affaires étrangères d'Italie), 16-18, 46, 111-112, 144, 146, 154, 159, 167, 178-180, 188, 192, 214-215, 221-222, 240, 244, 255, 299-301, 333, 341, 419, 421, 464, 487, 514, 523-525, 691-693, 695, 703, 718-719, 721-723, 767, 838, 877, 893-894, 914, 1007-1008, 1072
- Codreanu, Cornéliu Zelea (Chef de la Garde de fer roumaine), 1108
- Colijn, Hendrik (Premier ministre hollandais), 959
- Colombi, Emilio (Journaliste tessinois proche des milieux irrédentistes, Attaché de presse à la Légation d'Italie à Berne), 17, 146, 295, 692, 694, 770-771
- Comert, Pierre (Chef du Service de Presse du Ministère français des Affaires étrangères), 29, 461
- Comnène, Nicolas (Ministre des Affaires étrangères de Roumanie, représentant de la Roumanie et de la Petite Entente au Conseil de la SdN), 676, 682, 1072
- Compagnie des Chemins de fer orientaux*, 1-2
- Companys y Jover, Luis (Ancien président de la Généralité de Catalogne), 174, 867-868
- Condrau, Joseph (Conseiller national grison, conservateur-catholique), 308, 310, 315
- Conradi, Moritz-Alexander (Suisse de Russie, auteur de l'attentat contre le diplomate soviétique Worowsky), 211
- Constam, Herbert (Colonel-divisionnaire), 674
- Corbin, André Charles (Ambassadeur de France à Londres), 462
- Coselschi, Eugenio (Député au Parlement, Lieutenant général de la Milice fasciste, Président général des Comités d'Action pour l'Univer-

- salité de Rome), 103-105, 427-428, 457-459, 735, 908-909
- Costa du Rels, Adolfo (Représentant de la Bolivie au Conseil de la SdN), 686
- Costermans, M. (Directeur général de la Chancellerie et du contentieux au Ministère belge des Affaires étrangères), 965
- Coulondre, Robert (Ambassadeur de France à Berlin), 1118
- Craigie, Sir Robert L. (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Tokyo), 1156
- Cranborne, Robert Arthur James (Sous-secrétaire d'Etat au *Foreign Office*, Représentant de la Grande-Bretagne au Conseil de la SdN), 409, 412, 414, 433-434, 437, 442, 445, 478
- Crédit Suisse* (Schweizerische Kreditanstalt), 1-2, 593, 1078, 1080, 1130
- Cristiani, Valeria (Secrétaire du général italien Eugenio Coselschi), 103
- Curchod, Gustave (Directeur de la Banque Cantonale Vaudoise), 310, 312, 317
- Cuttat, Jacques-Albert (Juriste au Département Politique fédéral), 260-261, 277
- Daeniker, Armin (Chargé d'Affaires de Suisse à Téhéran), 110
- Daladier, Edouard (Homme politique français, Ministre de la Défense, Président du Conseil dès avril 1938), 5-6, 395-396, 562, 596, 621, 634, 708-709, 720, 903, 911, 913, 919, 928-929, 931, 947, 949-951, 959, 1106
- Dante Alighieri* (Société culturelle italienne), 457, 772
- Darré, Richard Walther (Ministre de l'Agriculture du Reich), 338
- Dasen, Hans (Gérant du Consulat de Suisse à Francfort), 1016
- Davis, Norman (Diplomate américain), 216
- Delaquis, Ernest (Délégué suisse à la Conférence internationale sur le terrorisme), 197-198, 302
- Dardel, Lucien de (Rédacteur à la *Feuille d'Avis de Neuchâtel*), 994
- De Feo, Luciano (Ancien directeur de l'Union internationale pour le cinéma éducatif), 385
- Degen, Franz (Rédacteur à l'agence *Schweizerische Press-Telegraph*), 994
- Delbos, Yvon (Ministre français des Affaires étrangères jusqu'en mars 1938), 23-24, 39-40, 42, 107-108, 191, 350, 422, 424, 430-432, 439-440, 443-444, 451, 460-463, 491-492, 515
- Dell, Robert Edouard (Journaliste, Président de l'Association internationale des journalistes accrédités auprès de la SdN, Correspondant en Suisse du *Manchester Guardian*), 21-22, 90, 669
- Della Croce di Dojola, Galeazzo (Consul général d'Italie à Lugano), 692, 721
- del Vayo (cf. Alvarez del Vayo)
- Denzler, Eduard (Lieutenant-Colonel, Médecin en chef de la Croix-Rouge suisse), 723
- De Peppo, Ottavio (Ministre, Chef de Cabinet du Ministère italien des Affaires étrangères), 46, 148, 158-159, 167, 221-222
- Dessonnaz, Albert (Rédacteur en chef de *La Liberté*), 994
- Destà, Ras (Chef de guerre éthiopien), 146
- Deutsch-Schweizerische Verwaltungsbank*, 1017
- Devies, Maurice (Vice-directeur de la *Société des Chemins de fer orientaux*), 2
- Dieckhoff, Hans Heinrich (Fonctionnaire à l'Office allemand des Affaires extérieures, chargé des affaires du Secrétaire d'Etat), 65
- Diesbach, François de (Juriste à la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 1117
- Dietrich, Otto (Chef de la presse du Reich), 371, 373, 539
- Diggelmann, Walther (de Hermann et de Anna née Widmer, militant de l'*ESAP*), 1089, 1098
- Dimitrov, Georges (Secrétaire général du Comité exécutif du *Komintern*), 97-99, 904
- Dinichert, Paul (Ministre de Suisse à Berlin puis à Stockholm), 18, 56, 65, 75, 80, 87-88, 147, 160, 180, 182-183 211, 247-248, 286, 337, 341, 343-346, 353, 449, 467, 472-473, 498, 518, 526, 550, 629, 643, 645, 694, 697, 714-715, 722
- Di Carrobbio, Renzo Sacerdoti dei Conti (Deuxième Secrétaire de la Légation d'Italie à Berne), 240
- Dirksen, Herbert von (Ambassadeur d'Allemagne à Tokyo), 450
- Doka, Karl (Rédacteur en chef de l'*Ostschweiz*), 993, 995
- Dollfus, Ruggero (Conseiller national tessinois, conservateur-catholique), 95, 579
- Dollfuss, Engelbert (Chancelier de la République fédérale autrichienne, assassiné en 1934), 456, 704, 706-707
- Donker Curtius, F. W. (Secrétaire général de la Croix-Rouge hollandaise, membre de la délégation hollandaise à la Conférence internationale de la Croix-Rouge à Londres), 833
- Dormoy, Marx (Ministre français de l'Intérieur), 190
- Doumergue, Gaston (Ancien Président de la République française), 251-252

- Doutchitch, Jovan (Ministre de Yougoslavie à Rome puis à Bucarest), 205-206, 676
- Drechsler, Leo, 1047
- Dreifuss, Alfred (Citoyen suisse, propriétaire d'une maison à Ermansdorf), 1015, 1034
- Drummond, Sir James Eric (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Rome), 112, 1116
- Dübendorfer (Aubergiste à Regensdorf), 1095
- Dubler, César (Industriel suisse propriétaire de fabriques textiles en Espagne), 223
- Duce (cf. Mussolini)
- Ducommet, Pierre (dit Bob, homme de main engagé par les services secrets soviétiques), 258
- Duff Cooper, Alfred (Premier Lord de l'Amirauté britannique), 959
- Dufour, Ferdinand (Juriste à la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral) 1111
- Duft, Emil (D'Emil et de Maria-Barbara née Brunner, directeur de la *Bank für Anlagewerte*), 1101
- Duft-Thorner, Anna Maria (Femme d'Emil), 1101
- Dunant, Alphonse (Ministre de Suisse à Paris), 4, 8, 10-11, 23, 27-28, 58, 189, 218, 361, 390, 394, 421, 439, 445, 451, 460, 462
- Dunant, Henry (Fondateur de la Croix-Rouge), 727
- Dunant, Robert Raoul (Secrétaire de l'Association suisse des banquiers), 1067
- Dürrenmatt, Peter (Rédacteur à l'agence *Schweizerische Mittelpresse*), 994
- Duttweiler, Gottlieb (Conseiller national bernois, fondateur de *Migros*, Dirigeant de l'Alliance des Indépendants), 308, 310, 312, 314-315, 317
- Eberhardt, Hermann (Pseudonyme d'Ignace Reiss), 257, 259-260
- Eberlein, Hugo (Militant communiste allemand), 99
- Ebi, Fritz (Président du Conseil d'Etat de Bâle-Ville), 856
- Ebrard, Hans (Vice-directeur de la Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique), 1
- Eden, Anthony (Ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne), 26, 40-41, 47, 107-108, 279, 422, 424, 430-432, 443-444, 452, 462, 490, 492, 825
- Edwards, Agustín (Représentant du Chili au Conseil de la SdN), 683
- Egger, Karl (Ministre de Suisse à Madrid), 173-174, 208, 272, 861-862, 867
- Eher, Franz (Editeur allemand à Berlin), 547
- Eichinger, Jules (Société zurichoise), 1098
- Efron, Serge (Agent soviétique à Paris, chargé du recrutement pour l'Espagne républicaine), 259
- Elble, Robert Karl (Pharmacien à Berne), 677
- Elsa, Princesse de Liechtenstein, 355
- Eltz-Rübenach, Paul von (Ministre des Postes et des Transports du Reich), 84
- Emanuel, Prince du Liechtenstein, 748-750
- Enderlin, Hans (Rédacteur à la *Neue Bündner Zeitung*), 995
- Engell, Ove (Ministre du Danemark à Moscou), 110-111
- Erb (Architecte à Neuhausen), 704-705
- Erb, Hermann (Conseiller municipal de Schaffhouse), 705-707
- Ercoli (Pseudonyme du dirigeant communiste italien Palmiro Togliatti), 98
- Erlach, Rudolf von (Colonel, Chef de la 2^e Section (Opérations) du Service de l'Etat-Major général du Département militaire fédéral), 626
- Ernst (Conseiller municipal de Francfort, chargé de la police), 1017
- Espinos y Bosch, Miguel (Chef du Ministerio de Jornada), 786
- Etter, Philipp (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Intérieur), 113, 222, 248, 383, 405, 861, 944
- Fabra Ribas, Antonio (Ministre d'Espagne en Suisse), 210, 1052-1053
- Fabre, Eugène (Rédacteur en chef de *La Suisse*), 994
- Faisst, 1066-1067
- Falkenhausen, Walther von (Gérant du Consulat d'Allemagne à Saint-Gall), 369
- Falzein (Ancien propriétaire terrien en Russie habitant le Liechtenstein), 1023
- Farinacci, Roberto (Journaliste et homme politique italien), 1125
- Fascetti, Vittorio (Journaliste italien), 90
- Fauconnet, Charles (Directeur du Service fédéral de l'hygiène publique), 1110
- Fauquex, Frédéric (Conseiller national vaudois, libéral), 95
- Faure, Paul (Homme politique français), 190
- Favre, Guillaume (Colonel divisionnaire, membre du CICR), 723
- Favrod-Coune, Charles (Conseiller national vaudois, libéral), 95
- Federzoni, Luigi (Homme politique italien, Président du Sénat), 17
- Feer, Eduard (Chargé d'Affaires de Suisse à Washington), 215

- Fehlmann, Heinrich (Directeur général de la société d'assurance-accident *Winterthur*), 1100
- Felder (Membre du *Volksbund-NSSAP*), 1027
- Feldmann, Markus (Conseiller national bernois, PAB, Rédacteur en chef de la *Neue Berner Zeitung*, Vice-président de la Commission mixte des Editeurs de Journaux et de la Presse suisse), 363-364, 372, 945, 993, 995
- Feldscher, Peter Anton (Chef de section puis Suppléant du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique), 1, 310, 337, 552, 755, 795, 803, 839, 902, 907, 909, 920, 927, 987, 994, 1060, 1117, 1119
- Ferrière, Suzanne (Membre du CICR), 170, 260-261, 263, 265, 277, 800, 898
- Fichtebund Verlag* (Editeur allemand à Hamburg), 547
- Fiehler, Karl (Bourgmestre de Munich), 791
- Fierz, Robert (Colonel, Chef du Service technique militaire du Département militaire fédéral), 527, 529, 531-532, 579-581, 583
- Fiessinger, Noël (Médecin français), 1023
- Firchow, Paul* (Firme berlinoise), 986
- Fischer, Wilhelm von (Secrétaire central de la Croix-Rouge suisse), 723
- Flandin, Pierre-Etienne (Homme politique français, Ministre des Affaires étrangères), 596
- Fleischhauer, Ulrich (Colonel allemand, Directeur de l'agence de presse *Weltdienst*), 1069
- Flubacher, Werner (Suppléant du chef du *Volksbund-NSSAP*), 1028
- Flückiger, Ernst (Rédacteur en chef du *St-Galler Tagblatt*), 578
- Foch, Ferdinand (Maréchal de France), 304
- Fonjallaz, Arthur (Colonel suisse, Chef de la Fédération fasciste suisse), 103, 167-168, 458, 909
- Fontanel, Emile (Consul général de Suisse à Shanghai), 755
- Forest-Divonne, Louis de la (Colonel, Attaché militaire à l'Ambassade de France à Berne), 429
- Forrer, Ludwig (Ancien conseiller fédéral), 649
- Forster, Albert (*Gauleiter* de Danzig), 294, 1070
- Fosner, Ferdinand (Ouvrier maçon), 566
- Franchet d'Espérey, Louis Félix Marie François (Maréchal de France), 5
- Franco Y Bahamonde, Francisco (Général, Chef du gouvernement nationaliste espagnol), 70, 79, 82, 142, 175, 200-201, 208-211, 222-228, 263, 324, 335, 376, 453, 598, 659, 661-662, 674, 783, 786, 848, 865, 868, 898, 951, 980, 1118
- Franco, Nicolas (Frère du précédent), 199
- François-Joseph II, Prince du Liechtenstein, 551, 560, 749
- François-Poncet, André (Ambassadeur de France à Berlin, puis à Rome), 19, 752-753, 989-990, 1109-1110, 1113-1115, 1121-1123
- Frank, Hans (Avocat et juriste allemand, Ministre du Reich sans portefeuille), 450
- Franz, Prince de Liechtenstein, 551
- Frey, Siegfried (Rédacteur au *Luzerner Tagblatt*), 995
- Fribourg, André (Ecrivain français), 720
- Frick, Hans (Chef de la 7^e Section (Instruction), puis Sous-chef «Front» du Service de l'Etat-Major général du Département militaire fédéral et 2^e suppléant du Chef du Service de l'EMG), 552, 556, 920, 955, 1119
- Frick, Wilhelm (Ministre de l'Intérieur du Reich), 550
- Fritsch, Werner von (Général allemand, Commandant en chef des forces terrestres du Reich), 449, 451, 468
- Froidevaux, Georges Edouard (Secrétaire de chancellerie au Département politique fédéral), 994
- Frölicher, Hans (Suppléant du chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, puis Ministre de Suisse à Berlin), 56, 138, 142, 158, 165, 200, 221, 227, 363-364, 415, 428, 473, 488, 552-553, 564, 577, 599, 693, 741-742, 744-745, 750, 754, 764, 766, 768, 775, 790, 793, 796, 803, 809, 822, 824, 827, 899, 902-903, 920, 927, 948, 964, 973, 978, 982, 984-985, 1013, 1017, 1022, 1033, 1037, 1062, 1086-1087, 1102-1104, 1107, 1115-1117, 1121, 1133
- Frommelt, Anton (Président du *Landtag* du Liechtenstein), 552
- Führer (*cf.* Hitler)
- Fumasoli, Mario (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Rome), 138, 219
- Funk, Walter (Ministre de l'Economie du Reich), 340
- Gabathuler, Ferdinand (Sergent, Chef du poste de police de Buchs), 624, 818-819
- Gabuzzi, Stefano (Homme politique tessinois), 221
- Gallacchi, Brenno (Procureur général tessinois, représentant du Ministère public fédéral pour la Suisse italienne), 773
- Gamelin, Maurice Gustave (Général français, Chef d'Etat-Major général, Vice-président du Conseil supérieur de la Défense nationale et de la Guerre), 24, 515

- Ganzoni, Rudolf Andrea (Président du Tribunal cantonal des Grisons), 21
- Garibaldi, Ezio (Général et homme politique italien), 1124
- Garobbio, Aurelio (de Bernardo et Giovanna née Barili, Journaliste et publiciste irrédentiste tessinois), 184, 641-642, 691-692, 694, 721-722, 733-734, 770-774
- Gassmann, Arnold (Directeur général des douanes au Département fédéral des Finances et des Douanes), 552
- Gauché, Maurice-Henri (Lieutenant-colonel français, Chef du Deuxième Bureau), 866
- Gaus, Friedrich Wilhelm (Directeur du Département juridique de l'Office allemand des Affaires extérieures), 716
- Gayda, Virginio (Journaliste italien), 154-155, 877 *Geigy AG*, 1100
- Gentizon, Paul (Correspondant de la *Gazette de Lausanne* à Rome), 144, 555
- Georges, Joseph-Alphonse (Général français), 23
- Gerber (De la *Käse Union*), 1075
- Gerber, Fritz (Lieutenant-colonel, Suppléant du directeur à la Direction des places d'aviation militaire du Département militaire fédéral), 160
- Gerbore (Fonctionnaire au Ministère italien des Affaires étrangères), 240
- Giacometti, Zaccaria (Professeur suisse de droit constitutionnel), 542
- Giannini, Amadeo (Sénateur italien, Directeur général des Affaires commerciales au Ministère des Affaires étrangères), 301
- Giglioli, Giulio Quirino (Député italien, proche des milieux irrédentistes), 734, 772
- Gimanovsky (Secrétaire du *Bund russischer Fascisten*, Berlin), 1092
- Giral, José (Homme politique espagnol, républicain, Président du Conseil), 174, 209
- Giustiniani, Enrico de (Chef de cabinet du Haut Commissaire de la SdN à Danzig), 107
- Glaise-Horstenau, Edmund (Homme politique autrichien), 521
- Glasson, James (Conseiller national fribourgeois, radical), 95
- Globke, Hans (Conseiller ministériel au Ministère allemand de l'Intérieur), 894-895, 899
- Gloor, Ernest Charles (Conseiller national vaudois, socialiste, médecin à Renens), 260
- Gnägi, Gottfried (Conseiller national bernois, PAB), 95, 308, 310
- Goebbels, Joseph Paul (Ministre de la propagande du Reich), 108, 371-372, 704, 768-770, 803, 1018, 1028, 1096
- Golay, Emile (Professeur de théologie, Recteur de l'Université de Lausanne) 128-129
- Golay, Maurice (Directeur général de la *Société de Banque Suisse*), 1079-1081
- Goldmann, Nahum (Délégué auprès de la SdN de l'Agence juive pour la Palestine), 118-119
- Goldschmidt* (Bijouterie-joaillerie de Cologne), 1018
- Gonzenbach, Adolf (Consul de Suisse à Barcelone), 142, 156, 862
- Gorgé, Camille (Conseiller de Légation, Chef de la Section de la SdN au Département politique, représentant de la Suisse au comité spécial pour la mise en œuvre des principes du Pacte de la Société des Nations), 21, 27-28, 36, 41, 47, 49, 91, 169, 261, 263-265, 277, 279-280, 306-307, 318, 405, 408, 413-414, 430, 432-433, 439, 444-446, 460, 481-482, 606, 689-690, 711, 723, 831, 863, 898, 1110-1111, 1135, 1153
- Gorgerat, Charles-Albert (Conseiller national vaudois, libéral), 95
- Göring, Hermann Wilhelm (Général puis Maréchal allemand, Ministre de l'Air, Chargé du *Vierjahresplan*), 20, 107, 154, 294, 337-340, 450-451, 466, 469, 514, 516, 521, 752, 846, 931, 951, 1071, 1113, 1115
- Gourd, Emilie (Journaliste et féministe suisse), 169-170
- Gottret, Jules-Edouard (Conseiller national genevois, chrétien-social, groupe parlementaire conservateur-catholique), 95
- Goya y Lucientes, Francisco de (Peintre espagnol), 175
- Graf, Hans (Rédacteur à l'agence de presse *Nation*), 994
- Graeff, Andries Cornelis Dirk de (Ministre hollandais des Affaires étrangères jusqu'en octobre 1937), 59, 289, 493
- Graeter, Eduard (Rédacteur à la *National-Zeitung*), 995
- Grandi, Dino (Ambassadeur d'Italie à Londres), 452, 914
- Grazzi, Emanuele (Ancien directeur de la Presse étrangère au Ministère italien des Affaires étrangères), 553
- Greiser, Arthur Karl (Président du Sénat de la Ville libre de Danzig), 107-109
- Grew, Joseph C. (Ambassadeur des Etats-Unis à Tokyo), 613-614
- Greyerz, Walo von (Publiciste bernois), 175
- Grimm, Robert (Conseiller national bernois, socia-

- liste, dès mai 1938 Conseiller d'Etat), 295, 308, 310, 312, 316, 579, 582, 898
- Grohé, Josef (*Gauleiter* de Cologne), 1021
- Grosowska, Lydia (Fonctionnaire à la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. à Paris), 258, 573-575
- Grosowski, Arnold (appelé Franz, fonctionnaire à la Représentation commerciale de l'U.R.S.S. à Paris), 258, 260
- Grünspan, Herschel (Polonais exilé à Paris, auteur de l'attentat contre le diplomate allemand Ernst vom Rath), 1013
- Grütter, Max (Rédacteur en chef du *St-Galler Tagblatt* puis rédacteur au *Bund*), 990, 994
- Guarnaschelli, Giovanni Battista (Vice-directeur général des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères d'Italie), 254-256
- Guéra, Alfred (Vice-Consul à la Légation de Suisse à Madrid), 861
- Gugelberg, Hans L. von (Colonel suisse, ingénieur à Mayenfeld), 565-566, 748, 1023
- Guggenheim, Georg (Avocat zurichois, propriétaire d'une maison à Francfort), 1017, 1033, 1038
- Guggenheim, Silvain (Président du *Verband schweizerischer israelitischer Armenpflege*), 822, 835, 837, 977, 1083
- Gugger, Ivo (Colonel EMG, Commandant des Ecoles centrales), 584-585
- Guillaume II (Empereur d'Allemagne), 26
- Guisan, Henri (Colonel commandant de corps, membre de la Commission de défense nationale), 271, 526-527, 529
- Gundelfinger, Alfred (Citoyen suisse établi à Furth), 1015
- Gürtner, Franz (Ministre de la Justice du Reich), 792
- Gustloff, Wilhelm (Chef de l'Organisation extérieure du parti nazi en Suisse), 83, 276, 371
- Gut, Theodor (Conseiller national zurichois, radical), 356, 358, 363, 475
- Gutknecht, Samuel (Conseiller national fribourgeois, radical), 95
- Gutmann (Nom de jeune fille de la femme du prince Franz de Liechtenstein), 551
- Gysler, Paul (Conseiller national zurichois, PAB), 310, 315, 579
- Haas (Citoyen allemand, représentant de la firme *Orion*), 750
- Häberlin, Heinrich (Ancien conseiller fédéral), 170
- Habsbourg (Maison de), 89, 105-106, 145, 355, 834
- Habsbourg, Otto von, 106-107, 155, 354-355
- Hack, Wilhelm, (Responsable de la presse à la Légation d'Allemagne à Berne), 364-365, 367, 370, 372-373
- Häfeli, Erwin (Rédacteur au *Luzerner Tagblatt*), 364
- Haffter, Olga (De Frauenfeld), 64
- Haugenin, Emile (Diplomate français, en poste à Berne durant la Première guerre mondiale), 43
- Hailé Sélassié Ier (Empereur d'Ethiopie, Négus), 32-33, 35, 43, 63-64, 90, 112, 261, 375
- Halifax, Lord Edward Wood (Secrétaire d'Etat au *Foreign Office*), 452, 490, 504, 506, 620-621, 663-664, 667-669, 672-673, 682, 825, 911, 1115
- Haller, Edouard Rodolphe de (Directeur de la Section des mandats à la SdN), 33, 47, 413-414
- Hansen (Diplomate danois), 767-768
- Hansson, Michael (Président de l'Office international Nansen pour les réfugiés), 231-232, 265, 858-859
- Harrison, Leland (Ministre des Etats-Unis d'Amérique à Berne) 916
- Hart (Agent secret), 258
- Hassell, Ulrich von (Ambassadeur d'Allemagne à Rome jusqu'en février 1938), 450
- Hauke* (Editeur allemand), 728
- Hauser, Willi (Avocat, Commissaire à l'Economie de guerre près le Département fédéral de l'Economie publique), 931, 1007
- Hauterive, Ernest d' (Historien français), 940
- Havas* (Agence de presse française), 29, 296, 420, 644-645, 740, 803, 907, 914, 973, 981, 992
- Haydn, Joseph (Musicien et compositeur autrichien), 520
- Heiden, Konrad (Essayiste et écrivain allemand), 365
- Heitz, Hans Heinrich (Secrétaire de la Chambre de commerce de Winterthur), 382
- Hemmen, Johannes Hans Richard (Diplomate allemand, Chef de la délégation allemande pour les négociations commerciales avec la Suisse), 744, 779
- Henderson, Sir Neville Meyrick (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin), 810, 914
- Henlein, Konrad (Chef du parti allemand des Sudètes), 597, 742, 802, 810, 881
- Henne, Rolf (Chef du Front National), 729
- Hentsch, Alfred (Représentant de l'agence consulaire suisse à Santa Cruz), 224
- Herold, Robert (Délégué suisse à la Commission centrale du Rhin). 161, 400, 402
- Herriot, Edouard (Ancien Président du Conseil

- français, Président de la Chambre française des députés), 207, 335-336, 395, 561, 577, 596, 598-599, 1013, 1056
- Herouy, W.S. (Ministre des Affaires étrangères d'Ethiopie), 35
- Herzig, Karl (Rédacteur au *Landfreund* de Berne), 995
- Hess, Rudolf (Suppléant du Führer et Ministre du Reich sans portefeuille), 335, 456, 1096
- Hesse, Hélène (Agente soviétique), 259
- Hessen, von (Princesse allemande), 979
- Himmler, Heinrich (*Reichsführer-SS* et Chef de la police politique allemande), 1106
- Hinrichs, Walter (Conseiller à l'Office allemand des Affaires extérieures), 824, 1036
- Hirota, Koki (Ministre japonais des Affaires étrangères), 613-614, 1136
- Hirschi (Etudiant suisse à Friedberg), 1017
- Hirt, Jean (Rédacteur au *Schweizer Volk*), 730
- His, Eduard (Professeur, auteur d'une *Geschichte des neuern schweizerischen Staatsrechts*), 875
- Hitler, Adolf (Führer, Chancelier du Reich), 18-20, 24-27, 57-59, 74-75, 79-85, 87-89, 98, 147, 247, 252, 275-276, 288-290, 294-295, 298, 326, 335, 337-339, 342, 348, 387, 399-400, 447-452, 454, 456-457, 462-463, 465-467, 469-470, 486, 495, 497-498, 514-515, 518, 521-523, 525, 527, 537, 539, 561, 564, 597-598, 674, 677, 704, 706-707, 723, 728, 741-745, 751-752, 754, 765, 769, 791-792, 796, 810, 827, 876-877, 879, 884, 902-908, 913-916, 918-920, 925, 928-932, 947-948, 951, 953, 962-963, 979-981, 988, 1017, 1023, 1030, 1061, 1063, 1070-1071, 1073, 1088, 1103, 1110, 1113, 1115, 1121, 1139-1141, 1144, 1152
- Hoare, Sir Samuel (Ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne), 277
- Hodel, Robert (Journaliste, correspondant en Italie de la *Neue Zürcher Zeitung*), 555
- Hoden, Marcel (Chef de Cabinet du Secrétaire général de la SdN), 622
- Hodgson, Sir Robert (Représentant britannique auprès du gouvernement nationaliste espagnol du général Franco), 786, 865
- Hoesch, Leopold von (Ancien ambassadeur d'Allemagne à Londres), 25-26
- Hoffmann-Bügelmaschinen GmbH*, 986
- Hofmann, Edwin (De Gottlieb et Frieda-Maria née Neukomm, membre de l'*ESAP*), 1089, 1094, 1098-1099
- Hofmann, Ernst (De Gottlieb et Frieda-Maria née Neukomm, Chef de l'*ESAP*), 720, 730, 1028, 1089, 1093-1101, 1152-1153
- Hofmann-Bader, Martha (Femme d'Edwin), 1098
- Hohl, Reinhard (Chef de section au Département politique fédéral), 1011
- Holsboer, M. G. (Homme d'affaires suisse habitant Berlin), 986
- Holsti, Rudolf (Ministre finlandais des Affaires étrangères), 288
- Holt, A. (Citoyen américain habitant Cannes), 977
- Homberger, Heinrich (1^{er} Secrétaire du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 322, 593, 777, 1075
- Hoo Chi-tsai, V. (Ministre de Chine à Berne, Représentant suppléant de la Chine au Conseil de la SdN), 262-263
- Hoop, Josef (Chef du gouvernement de la Principauté du Liechtenstein) 140, 550-552, 599, 749, 1119
- Hoover, Herbert Clark (Ancien Président des Etats-Unis), 496
- Horinouchi, Kensuke (Vice-ministre japonais des Affaires étrangères), 1156
- Horn, Gerhard (Rédacteur en chef de la *Deutsche Zeitung in der Schweiz*), 729
- Hornbostel, Theodor (Directeur du département politique de la Chancellerie fédérale autrichienne), 455, 496
- Hostie, Jean (Diplomate belge, Secrétaire général de la Commission centrale de Rhin), 165
- Hotz, Jean (Directeur de la Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique), 533-534, 593, 744, 755, 777, 779
- Houriet, Raoul (Juge suisse au Tribunal mixte du Caire), 126-127
- Howald, Oskar (Professeur, Vice-directeur de l'Union suisse des paysans), 310-311
- Huber, Albert (Juriste à la Division des affaires étrangères du Département politique fédéral), 898
- Huber, Arnold (Secrétaire central de la Fédération patriotique suisse), 967
- Huber, Hans (Juriste suisse, Juge au Tribunal fédéral), 1143
- Huber, Jakob (Colonel-divisonnaire, Sous-chef du Service de l'Etat-Major général suisse, unique puis 1^{er} suppléant (Arrière, fortifications) du Chef du Service de l'EMG), 527, 533, 552, 556
- Huber, Johannes (Conseiller national saint-gallois, socialiste), 342, 675
- Huber, Max (Professeur, Conseiller juridique du Département politique fédéral, Président du Comité international de la Croix-Rouge), 179, 405, 501, 503, 506, 511, 513, 586-587, 594, 723-727, 781, 832, 866, 1053, 1153

- Huber, Rudolf (Editeur de la *Thurgauer Zeitung*, membre de la Commission mixte des Editeurs de Journaux et de la Presse suisse), 994
- Hueber, Franz (Ministre autrichien de la Justice), 521
- Hugenberg, Alfred (Magnat allemand de la presse, Chef du parti national du peuple allemand), 84
- Hull, Cordell (Secrétaire d'Etat américain), 212-213, 216, 613, 916
- Humbert-Droz, Jules (Secrétaire du Parti communiste suisse, Conseiller national de Zurich depuis avril 1938), 96-97, 673-676
- Hunziker, Walter (Directeur de la Fédération suisse du Tourisme), 777
- Hürsch, Oskar (Rédacteur en chef du *Landbote*), 417
- Huseyin, Ragip Baydur (Ambassadeur de Turquie à Rome), 188
- Ilsemann, Iwan von (Attaché militaire de la Légation d'Allemagne à Berne), 180-181, 230
- Im Hof, Adolf (Conseiller d'Etat, Chef du Département de la Justice de Bâle-Ville), 806
- Imhof, Ferdinand (Consul de Suisse à Venise), 1045, 1057
- Immer, Adolfo (Citoyen suisse travaillant en Espagne nationaliste), 786-787
- Imredy, Bela (Premier ministre hongrois), 1071
- Inönü, Ismet Pacha (Premier ministre puis Président de la République de Turquie), 1024-1026
- Interlandi, Telesio (Ecrivain italien), 1124
- Irgens, Johannes (Ministre de Norvège à Berne) 1049
- Ivan IV Le Terrible, (Tsar de Russie), 82
- Jaberg, Paul (Directeur général de l'*Union de Banques suisses*), 120
- Jacob-Salomon, Berthold (Journaliste allemand), 326, 341
- Jaeger, Maximilian (Ministre – dès le 18 mars 1938 Consul général – de Suisse à Vienne et Ministre de Suisse à Budapest), 105, 154, 354, 446, 454, 456, 464, 495, 519, 536
- Jaggi (Secrétaire de Jean-Marie Musy), 1096
- Jansa von Tannenau, Alfred Johann Theophil (Général, Chef de l'Etat-Major général de l'armée autrichienne), 496
- Jaquillard, Roger (Chef de la Police vaudoise), 260
- Jenkins (Consul américain en Allemagne), 338
- Jenner, Charles von (Conseiller de légation à la Légation de Suisse à Londres), 404, 429-430, 620, 669, 913
- Jenny, Caspar (Industriel à Ziegelbrücke, membre du *Vorort* de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 566
- Jenny, Conrad Caspar (Chargé d'Affaires de la Légation de Suisse à Bruxelles), 290, 292, 296
- Jent, Victor (Rédacteur au *Landbote* de Winterthour, Secrétaire du *Demokratische Partei* du canton de Zurich), 417, 994
- Jobin, Albert (Chef de section à l'OFIAMT), 567
- Johan, prince de Liechtenstein, 355
- Joho, Emil (De la *Schweiz. Gewerkschaftsbund*), 310
- Jöhr, Adolf (Directeur général du *Crédit Suisse*), 310-311, 313-317, 593, 777
- Jordan, William Joseph (Représentant de la Nouvelle-Zélande au Conseil de la SdN), 37, 686
- Jordan (Expert juridique de la maison *André & Cie*), 1034
- Jordana y Sousa de Gomez, Francisco (Général espagnol, responsable des Affaires étrangères dans le gouvernement nationaliste du général Franco), 323, 662, 786
- Judet, Ernest (Politicien et journaliste français), 626
- Junod, Marcel (Délégué en Espagne du CICR), 175
- Junod, Edgar (Directeur de la *Tribune de Genève*), 993, 995
- Juge, Jean-Fernand (Attaché commercial à l'Ambassade de France à Berne), 207, 931-932, 1008
- Justo, Agustín Pedro (Général, Président de la République d'Argentine), 185
- Kahany, Miedislas (Secrétaire de l'Agence juive pour la Palestine), 118
- Kahn (Agent communiste), 260
- Kappeler, Franz (Conseiller de légation, Chargé d'affaires ad interim de la Légation de Suisse à Berlin), 247, 274, 645, 828, 841, 845, 852-854, 882-883, 895, 933-934, 939, 944, 948, 962, 996-997
- Karageorgevitch, Paul (Régent de Yougoslavie), 145
- Karl (Agent communiste), 260
- Kary, Franz Erwin (Correspondant en Italie de la *National-Zeitung*), 563
- Kaufmann, Max (Adjoint au directeur de l'OFIAMT), 566-567
- Kaufmann, Werner A. (Directeur de la fabrique de pianos *Bechstein AG* à Berlin), 986
- Kaya, Cükrü (Ministre turc de l'Intérieur), 1025-1026
- Keel, Guido (Fonctionnaire à la Division des

- Affaires étrangères du Département politique fédéral), 178
- Keitel, Wilhelm (Général allemand, Chef du Haut Commandement des forces armées), 450, 464, 468
- Kellenberger, Eduard (Directeur suppléant de l'Administration des finances du Département fédéral des finances et des douanes), 310
- Keller, Alfred (Rédacteur au *Bund*), 994
- Keller, Fritz (Rédacteur en chef du *Luzerner Tagblatt*), 995
- Keller, Paul Victor (Professeur, Commissaire à l'Economie de guerre près le Département de l'Economie publique, Délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux), 282, 593, 777, 1007
- Kellersberger, Ernst G. (Directeur de *Siemens-Schuckert AG* à Berlin), 986
- Kellogg, Frank Billings (Ancien Secrétaire d'Etat américain), 213, 684, 917
- Kemal, Mustafa (Président de la République turque), 1023-1026
- Kennard, Sir Howard William (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Varsovie), 110
- Kern AG*, 1094
- Kerri, Hans (Ministre du Reich pour les affaires religieuses), 1028, 1096
- Klein, Ernst (Ancien correspondant des *Basler Nachrichten* à Berlin, puis correspondant à Vienne), 325-326
- Klein, Franz (Ancien correspondant des *Basler Nachrichten* à Rome), 326, 487, 555, 563
- Kleist, Ewald von (Général allemand), 449
- Klöti, Emil (Conseiller aux Etats zurichois, socialiste. Président de la Ville de Zurich), 261, 277-278, 384, 579-580, 582
- Knecht, Oscar (Représentant de l'agence consulaire suisse à San Sebastian), 224, 228, 787
- Kober, Alfred (Rédacteur à la *National-Zeitung*), 995
- Koch, Adalbert (Adjoint à la Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique), 322
- Köcher, Otto (Ministre d'Allemagne à Berne), 138-139, 181, 211, 230, 562, 599, 677, 793-795, 813-814, 851-853, 894-896, 899-900, 907, 1066-1067
- Köchli-Vischer, cf. Köchlin
- Köchlin-Vischer, Carl (Président du conseil d'administration de *Geigy S.A.*, Président de la Chambre de Commerce de Bâle, membre du *Vorort* de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie), 1100
- Kodak AG*, 986
- Kohli, Robert (Chef de section à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 533, 1078, 1080-1081, 1086
- Koht, Halvdan (Ministre norvégien des Affaires étrangères), 807, 809, 1049, 1113, 1050
- Komarnicki, Tytus (Délégué de la Pologne au Conseil de la SdN), 37-38, 41, 43, 686
- König, Emil (Rédacteur au *Beobachter*), 994
- König, Hans (Directeur général de la société d'assurances *Rentenanstalt* de Zurich), 777
- Konovaloff, 419-420
- Koo Wellington, Ku Wei-chün (Ambassadeur de Chine à Paris, Président du Conseil de la Société des Nations), 22, 28, 36, 91, 686, 700
- Kopp, Eugen (Rédacteur au *Vaterland*), 364
- Köver, Gustave (Journaliste, correspondant en Suisse de *Magyar Szó* et *Magyar Hirlap*), 90
- Krafft-Bonnard, Antony (Secrétaire général du Comité central de la Fédération des Comités suisses amis des Arméniens), 329
- Krahl, Otto (Citoyen allemand, propriétaire d'une horlogerie-bijouterie à Berne), 1059-1062, 1087
- Krause, Johannes (Conseiller ministériel au Ministère allemand de l'Intérieur), 934-936, 939
- Krausz, Sigmund (Citoyen suisse, co-propiétaire du magasin *Stubsquelle & Co* à Mayence), 1016, 1033
- Kriebel, Hermann (Officier allemand, Chef de la Ligue de Combat, participant au putsch hitlérien de Munich), 447
- Kriegk, Otto (Journaliste berlinois, Chef du service reportage de *Scherl-Verlag*), 364
- Kreuger, Ivar (Industriel suédois, mort en 1932), 753
- Krofta, Kamil (Ministre tchécoslovaque des Affaires étrangères), 676
- Kröning, Rudolf (Conseiller ministériel au Ministère allemand de l'Intérieur), 934, 939
- Krügel, Marcel (Conseiller national neuchâtelois, libéral), 579, 583
- Kuhn, Heinrich (Rédacteur à la *National-Zeitung*), 995
- Kullmann, Gustave (Haut Commissaire adjoint pour les réfugiés), 603, 860
- Kunz, Otto (Rédacteur au *Freie Innerschweiz*), 994
- Künzli, Paul (Rédacteur au *Tages-Anzeiger*), 995
- Kurzmeyer, Alfred (Homme d'affaires suisse habitant Berlin, fondé de pouvoir de la *Bankhaus Mendelssohn & Co*), 986

- Labhart, Jakob (Colonel commandant de corps, Chef du Service de l'Etat-Major général du Département militaire), 8, 180, 229-230, 248, 269, 483, 517, 527-529, 531, 556, 579, 626, 654-655, 815, 919, 955, 997 1066
- Lachenal, Adrien (Président du Conseil d'Etat genevois, Conseiller national, radical) 62
- Laesser, Werner (Directeur de l'Administration fédérale des Blés), 76
- Lagarde, Ernest (Fonctionnaire du Ministère français des Affaires étrangères, Représentant suppléant de la France au Conseil de la SdN), 422, 424
- Lammers, Hans Heinrich (Secrétaire d'Etat et Chef de la Chancellerie du Reich), 74, 81, 85, 450
- Lang (Ingénieur suisse), 1119
- Lange, Christian L. (Diplomate, Représentant suppléant de la Norvège au Conseil de la SdN), 898
- Langenhove, Fernand van (Secrétaire général du Ministère belge des Affaires étrangères, Représentant de la Belgique au Conseil de la SdN), 481, 687
- Lansel, Peider (Ecrivain et industriel suisse), 18
- Lardy, Charles Louis Etienne (Ministre de Suisse à Stockholm), 344, 473, 758, 763, 807
- Lardy, Etienne (Consul général de Suisse à Shanghai et Chargé d'Affaires en Chine, puis Ministre de Suisse à Ankara), 281, 344, 1023
- Laroche, Jules (Ancien ambassadeur de France à Bruxelles), 288
- La Roche, Robert (Président de l'Association suisse des banquiers), 310
- Lauer, Chaim (Citoyen suisse habitant en Allemagne), 1034
- Laur, Ernst (Professeur, Directeur de l'Union suisse des paysans), 755-757, 1075
- Lauret, René (Journaliste, Président de l'Association de la presse étrangère à Berlin), 346
- Laval, Pierre (Homme politique français, ancien ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil), 252
- Lazar, Josef Hans (Attaché de presse à la Légation d'Autriche à Berlin), 526
- Lazarevic, Milan (Ministre de Yougoslavie à Vienne), 448
- Lebrun, Albert (Président de la République française), 395
- Léger, Alexis (Secrétaire général du Ministère français des Affaires étrangères), 6, 10, 23, 561, 597-598, 605, 671-672
- Leemann, Hans (Membre du Conseil d'administration et Directeur de *Sandoz AG*, Président de la *Verband Chemischer Industrie*), 1100
- Lehmann, cf. Leemann
- Lehmann, A. (Agent de police schaffhousois), 705
- Leimbacher, Walter (De Rudolf et Lina née Läubli, militant de l'*ESAP*) 1089, 1094, 1098
- Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov, dit (Fondateur du parti bolchevique et de l'Etat soviétique), 272
- Leonhardt, Ernst (Major, Chef du *Volksbund-NSSAP*), 729, 1027-1028, 1150, 1152
- Léopold, Josef (Chef des troupes para-militaires des nazis autrichiens), 466
- Léopold III (Roi des Belges), 290
- Leu, Georg (Rédacteur en chef de la *Schaffhauser Arbeiterzeitung*), 995
- Leuch-Reineck, Annie (Présidente de l'Association suisse pour le suffrage féminin), 170
- Ley, Robert (Directeur du Front allemand du travail), 338-339
- Littel, Charles (Citoyen suisse emprisonné en Espagne nationaliste pour crime politique), 787
- Litvinoff, Maxime (Commissaire du Peuple aux affaires étrangères de l'U.R.S.S., Représentant de l'U.R.S.S. au Conseil de la SdN), 38-40, 42-43, 680, 684, 688, 700, 764, 1073
- Llamas (Chef du Service de migration du Ministère espagnol de l'Organisation sociale), 865
- Loewenherz, Josef (Membre dirigeant de la communauté israélite viennoise, délégué autrichien à la Conférence d'Evian), 800
- London, Géo (Journaliste à *Document*), 258
- Löpfe-Benz, Ernst (Conseiller aux Etats saint-gallois, radical, éditeur de *Nebelspalter*), 398-400
- Loriot (Officier français, attaché à l'Etat-Major général), 626, 629
- Losowsky, Salomon Abramovitch (Militant syndicaliste russe), 98
- Ludendorff, Erich (Général allemand), 677
- Lüdi, Rudolf (Directeur de l'Agence Télégraphique Suisse), 992, 994
- Ludwig, Carl (Conseiller d'Etat bâlois), 920
- Lüthi, Werner (Directeur de la fabrique *Asbest-Zement AG* à Berlin), 986
- Lutz, Carl (Gérant du Consulat de Suisse à Jaffa), 1111
- Lyautey, Louis Hubert (Maréchal de France, Ministre de la guerre et écrivain, mort en 1934), 960

- Mac Donald, James (Ancien Haut-Commissaire pour les réfugiés d'Allemagne, Délégué américain à la Conférence d'Evian), 602-603, 800
- Mac Donald, James Ramsay (Ancien premier Ministre britannique, Ministre des Colonies), 1113
- Machiavel, Nicolas (Homme politique et philosophe italien), 623
- Mac Kenna, Reginald (Homme politique anglais, Chancelier de l'Echiquier), 320
- Mackensen, Hans Georg von (Ambassadeur d'Allemagne à Rome depuis février 1938), 449, 719, 913-915
- MacMurray, John (Ambassadeur des Etats-Unis à Pékin), 216
- Maginot, André (Homme politique français, plusieurs fois ministre de la Guerre), 5-6, 515, 561, 951, 958, 1005
- Maglione, Luigi (Cardinal, ancien Nonce apostolique à Berne, Membre de plusieurs dicastères à la Curie romaine), 193
- Malche, Albert (Conseiller aux Etats genevois, radical), 74, 87, 342
- Mandel, Georges (Homme politique français, Ministre des Colonies), 950
- Maniu, Jules (Homme politique roumain), 1043
- Mannheimer (Famille juive allemande), 884
- Mannsdorfer, Hans Alfred (De Hans-Paul et Frieda née Hunziker, militant de l'ESAP), 1089, 1094, 1097
- Mannsdorfer-Pfenninger, Nelly Anna (Femme de Hans-Alfred), 1097
- Mantel & Cie*, 1094
- Marchandau, Paul (Homme politique français, Ministre des Finances), 708, 950
- Marcionelli, Arturo (Secrétaire à la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 221
- Marchi, Giovanni (Ancien ministre d'Italie à Berne), 147, 242
- Marès, Roland de (Chef de la politique étrangère au Temps), 29
- Margraf* (Bijouterie berlinoise), 1014
- Margerie, Roland de (Secrétaire à l'Ambassade de France à Londres), 669
- Marin, Louis (Homme politique français, plusieurs fois ministre), 251-253, 599
- Marras, Efisio Luigi (Général, Attaché militaire italien à Berlin), 731
- Martignat, Charles-Etienne (alias Roux, homme de main engagé par les services secrets soviétiques), 258
- Martin, François-Henri (Ministre de Suisse à Ankara, puis à Varsovie), 1, 127, 1070
- Martin, Jean (Directeur du *Journal de Genève*), 908
- Martinez Anido, Severiano (Général espagnol, Ministre de l'Ordre public dans le gouvernement nationaliste du général Franco), 811
- Martius, Georg (Fonctionnaire à la Légation d'Allemagne à Berne), 182
- Masaryk, Thomas (Président de la République tchécoslovaque), 273-274, 903
- Masnata, Albert (Directeur de l'Office suisse d'expansion commerciale), 137
- Mascia, Luciano (Premier Secrétaire de la Légation d'Italie à Berne), 236, 238, 240-241, 243, 838, 1041
- Mason-Mac Farlane, Sir Frank Noel (Colonel, Attaché militaire britannique à Berlin), 731
- Massigli, René (Directeur des Affaires politiques et commerciales au Ministère français des Affaires étrangères), 42-44, 361, 422-423, 461, 561, 605, 622, 633-635, 647, 671, 690, 710, 905-906, 912-913, 988-989
- Masson, Roger (Lieutenant-Colonel, Chef de la 5e Section (renseignement) du Service de l'Etat-Major général), 220, 626, 866
- Mastny, Vojtech (Ministre de Tchécoslovaquie à Berlin), 930
- Matter, Oscar (Ingénieur suisse travaillant en Espagne nationaliste), 787
- Matter, Erwin (Chef d'exploitation des CFF, puis Chef de l'Office de guerre pour les transports), 893, 1007-1008
- Matti, Alfred (Professeur, conseiller du Département fédéral de l'Economie publique), 1007
- Matzinger, Hermann (Secrétaire du Conseil d'Etat de Bâle-Ville), 856
- Maurer, Albert (Rédacteur au *Zofinger Tagblatt*), 995
- Maurer, Max (Commissaire de police au Ministère public de la Confédération), 1101
- Mayer, Saly (Président de la Fédération suisse des communautés israélites), 822, 835, 977, 1083
- Meier, Hans (Médecin en chef des troupes d'aviation et de D.C.A.), 260
- Meile, Wilhelm (Conseiller national de Bâle-Ville, conservateur-catholique), 261, 263, 266, 277-278
- Meissner, Otto von (Ministre d'Etat allemand, Chef de la Chancellerie présidentielle), 550
- Mendelssohn & Co* (Banque berlinoise), 986
- Merz, Franz (Chef de la police cantonale bâloise des étrangers), 819

- Mettler-Specker (De St-Gall), 1101
- Metzger, Alfred (Industriel suisse, actionnaire de la firme allemande *Arnold Müller*), 1014, 1033, 1036
- Meyer, Albert (Conseiller fédéral, Chef du Département des Finances et des Douanes), 75-76, 203, 212, 260-261, 308-309, 405, 473, 534, 587-588, 842, 896, 921-922
- Meyer, Alberto (Sympathisant fasciste suisse), 427, 459
- Meyer, Ludwig Friedrich (Conseiller national lucernois, radical), 342, 467, 579-581
- Meyer, Xavier (Juriste à la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 920
- Meyerhans, Paul Ulrich (Conseiller national zurichois, socialiste, Rédacteur en chef du *Volksrecht*), 178, 995, 1087, 1102
- Micheli, Louis (Conseiller de Légation, Chargé d'Affaires de Suisse à Rome), 254, 420, 485, 641-642, 788, 838, 876, 916, 1114
- Miedzynski, Boguslaw (Colonel, Vice-Maréchal de la Diète polonaise), 53
- Mierry, Jean Martin Gallevier de (Lieutenant-Colonel, membre du Deuxième Bureau français), 866
- Miescher, Rudolf (Colonel commandant de corps, membre de la Commission de défense nationale), 526-527, 530
- Miklas, Wilhelm (Président de la République autrichienne) 514, 521-522
- Minger, Rudolf (Conseiller fédéral, Chef du Département militaire), 8, 176, 222, 235, 249-250, 267, 269, 273, 305, 526-533, 556, 565, 579, 583, 599, 626, 647, 649-650, 658, 673, 710, 712-713, 726, 815, 828, 830, 833, 840, 865, 967, 980, 1049, 1066
- Möller & Borel GmbH*, 986
- Monnet, Robert (Rédacteur en chef de la *Tribune de Lausanne*), 995
- Montenach, Jean Daniel de (Secrétaire de l'Organisation de coopération intellectuelle), 21, 28, 41, 44, 349, 351
- Monzie, Anatole de (Homme politique français, Ministre des Travaux publics), 950, 990
- Moore, Bernard (Journaliste, correspondant en Suisse du *Daily Herald*), 90
- Moscicki, Ignacy (Président de la République de Pologne), 107
- Moser (Lieutenant de police zurichois), 1101
- Mosimann, Emil (Secrétaire de la Direction générale de la Banque nationale suisse), 203
- Motta, Emilio (Historien tessinois), 221
- Motta, Giuseppe (Conseiller fédéral, Chef du Département politique, Président de la Confédération pour 1937), 4, 16, 18, 23-24, 27, 29, 32-40, 44-45, 47-51, 53, 56, 59, 62-65, 69-75, 79, 83, 87-88, 95, 105, 107, 110-111, 113, 123, 125, 127-128, 144-145, 148, 152, 154, 157-158, 161, 167, 169, 173, 175-178, 180, 182, 187, 189, 192-193, 197, 205, 208-209, 211, 214-215, 217-218, 221, 228, 231, 233, 244-245, 247, 250-251, 256, 260-267, 269, 272, 274, 277-281, 285-286, 289-290, 294-296, 299, 306-307, 331-333, 337, 340-343, 345, 347, 349, 352-354, 356, 361, 363-364, 374, 377, 380-381, 383, 386-387, 394-400, 402, 404-405, 413-414, 417-418, 420-421, 423-424, 426-427, 429-430, 433-440, 443-449, 451-452, 454-456, 460, 462-464, 466-467, 471-473, 476, 485-486, 488-489, 491-492, 494-495, 501, 503-504, 506, 510-511, 513-514, 517-519, 523-524, 533, 544, 550, 553, 561-562, 575-576, 578, 586, 594, 596, 599, 601, 604-607, 610-611, 613, 620, 622, 632-634, 636, 639, 642, 645-646, 663-665, 667, 669, 671-672, 674-676, 678, 680, 682-683, 686-691, 693-694, 696, 700, 702-703, 708, 710, 712, 714, 717-722, 726, 733, 735, 740-742, 745, 750, 758-759, 763-765, 767-768, 777, 779, 781, 784, 789-790, 796, 801, 805, 807-810, 815, 825, 828, 831, 838-839, 842, 848, 854, 858-860, 867, 870, 876, 878, 881, 893, 898, 905, 908-909, 913, 915, 918-921, 924, 927-928, 932, 945-947, 949, 954, 974, 978, 980, 984, 987-988, 990-991, 993-995, 1011, 1023, 1030, 1037, 1043, 1049, 1052-1053, 1059, 1061-1062, 1066, 1070, 1078, 1081, 1086, 1102, 1106-1107, 1109, 1113-1114, 1116-1117, 1121-1125, 1130-1132, 1134-1135, 1154
- Mouttet, Henri (Conseiller aux Etats bernois, radical, Membre de la délégation suisse à la XIX^e assemblée de la SdN), 898
- Müller, Albert (Rédacteur à la *Neue Zürcher Zeitung*), 500, 995
- Müller, Arnold* (Entreprise allemande), 1014
- Müller, Emil (Journaliste, rédacteur à l'agence de presse *Kipa*), 994
- Müller, Franz (Conseiller national fribourgeois, conservateur-catholique), 95
- Müller, Guido (Conseiller national bernois, socialiste), 1082, 1138
- Müller, Hans (Conseiller national bernois, groupe démocratique libre), 579, 583
- Müller, Hans Gottfried (Conseiller national bernois, radical), 579

- Munch, Peter R. (Ministre danois des Affaires étrangères), 388, 758-759, 763, 767, 807-808
- Munters, Wilhelm (Ministre lettonien des Affaires étrangères, Délégué de la Lettonie au Conseil de la SdN), 39-40, 43, 430, 688
- Muralt, Alexandre de (Journaliste, correspondant en Italie du *Tages Anzeiger*), 563
- Muralt, Johannes von (Colonel divisionnaire), 723
- Mussolini, Benito (Chef du gouvernement italien), 28, 57, 105, 113, 115, 128, 136, 146, 154-156, 158-159, 167-168, 171, 177-179, 192, 214, 244-245, 252, 275, 288, 294-295, 332-336, 347-349, 379, 387, 419-421, 441, 452-453, 463-465, 467, 485-486, 518, 523, 525, 527, 597-598, 674, 691, 693-694, 703-704, 718, 721-722, 877, 893, 903, 911, 914-915, 919-920, 925, 928-930, 947, 953, 981, 989, 1109-1110, 1113, 1115, 1124, 1031
- Musy, Jean-Marie (Conseiller national fribourgeois, conservateur-catholique, Président de l'Action nationale suisse contre le communisme), 95-96, 100, 102, 573-574, 909, 1013, 1028, 1056, 1096-1097
- Nadig, Albert (Juriste au Ministère public de la Confédération), 275
- Nahas, Mustafa Pacha (Ministre égyptien de l'Intérieur), 127
- Nansen, Fridtjof (Explorateur et homme politique norvégien, Délégué au Conseil de la SdN, fondateur de l'Office Nansen pour l'aide aux réfugiés), 859
- Nansen* (Office pour l'aide aux réfugiés), 231-232, 234, 262, 265, 602, 858-860
- Napoléon 1^{er}, 275
- Nash, John (Architecte anglais du XIX^e siècle), 26
- National Shawmut Bank of Boston*, 986
- Natoli, Aurelio (Journaliste italien, correspondant du *Journal des Nations*), 952-954
- Naville, Robert (Secrétaire de légation à la Légation de Suisse à Paris), 1032
- Nef, Max (Rédacteur à la *Thurgauer Zeitung*), 995
- Nef, Viktor (Consul général de Suisse à New York), 3
- Negrin, Juan (Chef du Gouvernement républicain espagnol), 174, 272, 867-868, 953
- Négus (cf. Hailé Sélassié)
- Nestlé* (Fabrique de produits alimentaires), 223, 865, 986, 1100
- Neumann, Heinrich (Ancien chef de la clinique oto-rhino-laryngologiste universitaire de Vienne, Délégué autrichien à la Conférence d'Evian), 800
- Neumann, Heinz (Membre dirigeant du KPD), 99
- Neumayer, Rudolf (Ministre autrichien des finances), 521
- Neurath, Konstantin von (Ministre des Affaires étrangères du Reich), 56-57, 59, 74, 79-80, 82, 88, 106, 148, 447, 449-450, 452, 454, 1028, 1096, 1109
- Neuscheler, Karl (Rédacteur du journal *Der Führer* à Karlsruhe), 364
- Nicole, Léon (Homme politique genevois, Conseiller national, socialiste, Rédacteur en chef du *Travail*), 91-93, 95, 623-624, 967, 994
- Nicole, Pierre (Fils du précédent, journaliste), 910
- Nietlispach, Emil (Conseiller national argovien, conservateur-catholique), 95, 579
- Noël, Léon (Ambassadeur de France à Varsovie), 1072
- Nogara, Joseph (Cardinal, Archevêque d'Udine), 349
- Nothomb, Pierre (Homme politique belge, Sénateur), 297
- Nydegger, Paul (Rédacteur à la *Solothurner Zeitung*), 995
- Obolensky, Valeri Valerianovitch Ossinsky (Diplomate soviétique, délégué à la Commission internationale de Coopération intellectuelle), 350
- Obrecht, Jean (Tapissier-décorateur à Zurich), 1098
- Obrecht, Hermann (Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Economie publique), 6, 11, 69, 193, 206, 212, 217, 282, 383, 405, 440, 467, 534, 565, 579, 623, 760, 770, 779, 830, 866, 931, 987, 995, 1007, 1068, 1074
- Obrist, Oskar Erwin (Consul général de Suisse en Bolivie), 1137
- Odermatt, Hermann (Rédacteur en chef des *Neue Zürcher Nachrichten*), 995
- Oehler, Hans (Membre du *BTE*, éditeur des *Nationale Hefte*), 730, 973
- Oeri, Albert (Conseiller national de Bâle-Ville, libéral, Rédacteur en chef des *Basler Nachrichten*), 62, 306, 326, 973-974, 994
- Oerlikon Maschinenfabrik*, 179
- Oerlikon-Bührle Werkzeugmaschinenfabrik*, 268, 528-530, 730, 1098
- Ohme, Walter (Militant socialiste allemand), 326
- Okura, Kishichiro (Financier japonais), 614
- Olivier, Frank (Professeur à l'Université de Lausanne), 129

- Ultramare, Georges (Homme politique et journaliste genevois, Chef de l'Union nationale), 158-159, 167-168, 178, 192
 Oppenheimer (Citoyen suisse de Francfort), 1016
 Oprecht, Hans (Conseiller national zurichois, socialiste), 579, 583
 Ormesson, Vladimir d' (Editeur du *Figaro*), 29
 Ors, Eugenio d' (Ecrivain espagnol), 428, 459
 Osusky, Stefan (Ministre de Tchécoslovaquie à Paris), 27-28, 597, 881, 903

 Pacher-Theinburg, Heinrich von (Ministre d'Autriche à Moscou), 448
 Panetti, Marcel-Achille (Militant communiste suisse), 98
 Pankhurst, Emmeline (Femme politique anglaise), 170
 Papen, Franz von (Ambassadeur d'Allemagne à Vienne), 106, 447, 452, 454-456, 464, 496-498
 Paravicini, Charles R. (Ministre de Suisse à Londres), 24, 53, 377, 380, 396, 429, 442, 489, 501, 504, 594, 620-621, 645-646, 663-664, 667, 669, 672, 825, 836, 924, 946, 977, 1007, 1009
 Parini, Piero (Chef des Italiens à l'étranger, puis Ambassadeur d'Italie au Caire), 295
 Patenôte, Raymond (Homme politique français, Ministre de l'Economie nationale), 950
 Patijn, Jacob Adriaan Nikolaas (Ministre néerlandais des Affaires étrangères), 289, 293, 374-375, 492-493, 809
 Patry, Georges (Colonel, membre du CICR), 471
 Paul-Boncour, Joseph (Homme politique français, Ministre des Affaires étrangères), 482, 561, 605
 Pauls, Hans Georg (Journaliste allemand, correspondant à Zurich de la *Frankfurter Zeitung*), 327
 Pedrotta, Fausto (Avocat et journaliste tessinois, directeur du *Cittadino*), 642
 Pella, V. V. (Représentant de la Roumanie au Conseil de la SdN), 279
 Pellegrini, Piero (Rédacteur en chef de la *Libera Stampa*), 995
 Perren, Alphonse (Chef du secrétariat de la Commission fédérale des banques), 310, 313
 Perrin, Georges (Fonctionnaire à la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 257
 Perrin, Georges (Journaliste, rédacteur à la *Revue*), 995
 Pertinax (Pseudonyme d'André Géraud, journaliste à *L'Echo de Paris*), 27, 361
 Perucchi, Pio (Fonctionnaire de chancellerie au Consulat de Suisse à Milan), 1047
 Pétain, Philippe (Maréchal de France, Membre du Conseil supérieur de Défense nationale et de la Guerre), 5, 220, 269, 596
 Peter, Francis J. (Juge suisse au Tribunal mixte du Caire), 126-127, 319, 488
 Peter, Marc (Ministre de Suisse à Washington), 836
 Peterer (De Stein, Argovie, auteur d'une lettre au Conseil fédéral), 976
 Petljura, Simon (Hetman et général ukrainien), 1065
 Pfenninger, Felix (Colonel, Officier de justice militaire), 967
 Pfister, Eduard (Conseiller aux Etats thurgovien, PAB), 579
 Pflügl, Emerich von (Diplomate autrichien, délégué au Conseil de la SdN), 171
 Pfundtner, Hans (Secrétaire d'Etat à la Chancellerie du Reich), 1064
 Phillips, William (Ambassadeur des Etats-Unis à Rome), 177, 916
 Phipps, Sir Eric Clarke Edmund (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris), 462, 825
 Pie XI, Achille Ratti (Pape), 1125
 Pieck, Wilhelm (Homme politique, un des fondateurs du Parti communiste allemand), 98
 Pilet-Golaz, Marcel (Conseiller fédéral, Chef du Département des Postes et Chemins de fer), 30, 60, 66, 68, 212, 222, 228, 233, 300, 303, 325, 405, 488, 544, 607, 777, 840, 842, 926, 952
 Pilotti, Massimo (Représentant de l'Italie au Conseil de la SdN), 42, 44, 340, 351
 Pilsudski, Jozef (Maréchal et Chef de l'Etat polonais), 51, 1073
 Pirow, Oswald (Ministre sud-africain de la Défense), 1108
 Pizzardo, Giuseppe (Cardinal, Secrétaire d'Etat du Vatican), 349
 Planck (Planque), Marguerite (Employée à la Légation de Suisse de Belgrade), 260
 Pochon-Jent, Fritz (Editeur du *Bund*, Président de l'ATS), 770, 974
 Poincaré, Raymond (Homme d'Etat français, ancien Président de la République), 251
 Pomaret, Charles (Homme politique français, Ministre du Travail), 950
 Ponsot, Henri (Ambassadeur de France à Ankara), 1
 Porta, Candido (Fonctionnaire de chancellerie au Consulat de Suisse à Milan), 1047
 Posnansky, Czeslaw (Rédacteur en chef du *Journal des Nations*), 14

- Potemkine, Vladimir (Vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères d'U.R.S.S.), 1073
- Pourtalès, Horace de (Délégué général du CICR en Espagne nationaliste), 788, 816-817
- Preiswerk (De *Nestlé* à Vevey), 1100
- Prételat, André-Gaston (Général français, Membre du Conseil Supérieur de la Défense nationale et de la Guerre), 4-5
- Pretti, Rosa (Citoyenne italienne en Suisse), 241
- Price, Georges Ward (Journaliste anglais, correspondant du *Daily Mail*), 963
- Prieto y Tuero, Indalecio (Ministre de la Défense de la République espagnole), 208
- Prisi, Fritz (Colonel commandant de corps, membre de la Commission de défense nationale), 527-528, 530
- Prodolliet, Ernest (Fonctionnaire de chancellerie à l'agence consulaire de Suisse à Bregenz), 820
- Puaux, Gabriel (Ministre de France à Vienne), 514
- Pünter, Otto (Directeur de l'agence de presse *INSA*), 994
- Pupikofér, Maxime (Avocat suisse à la Cour d'Alexandrie), 319
- Pury, Arthur de (Ministre de Suisse à La Haye), 59, 289, 374, 492, 1053
- Quartenoud, Jean (Rédacteur en chef de *La Liberté*), 95, 740
- Queipo de Llano y Serra, Gonzalo (Général espagnol), 227
- Quer Boule y Oliva, Luis (Diplomate espagnol, Conseiller du marquis de Rialp), 787
- Rabinovitch, Gregor (Graphiste, Caricaturiste au *Nelbelspalter*), 398-399
- Radek, Karl (Homme politique et journaliste soviétique), 188
- Radin, Serge (Journaliste, correspondant en Suisse de la *Tribune républicaine* de Saint-Etienne, de la *Dépêche de Toulouse*, du *Travail* et de *La Sentinelle*), 90
- Raeber, Max (Attaché de légation à la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 139
- Raeder, Erich (Amiral, Commandant en chef de la Marine de guerre allemande), 450
- Ramette, Arthur (Homme politique français, membre dirigeant du PCF), 395
- Ramuz, Charles-Ferdinand (Ecrivain suisse), 334
- Rappard, William E. (Professeur, Directeur de l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales à Genève), 261-262, 264-266, 277-279, 388, 405, 859, 898
- Rasche, Wilhelm (Rédacteur du *Rheinfront* de Saarbrücken), 364
- Rath, Ernst vom (Troisième secrétaire de l'Ambassade d'Allemagne à Paris), 1013, 1031, 1037, 1107
- Redard, Charles Arthur (Chargé d'Affaires de Suisse à Lisbonne), 143, 612
- Regli, Sébastien (Vice-consul, Gérant du Consulat de Suisse à Danzig), 295, 500
- Reichenau, Walther von (Général allemand, Chef de cabinet du Ministre de la *Reichswehr*), 20, 451, 464, 796
- Reichling, Rudolf (Conseiller national zurichois, PAB), 310, 579
- Reiffer, Emil, 975
- Reinhard, Ernst (Conseiller national bernois, socialiste), 974
- Reinhart, Albert (Industriel, Président de la Chambre de commerce de Winterthur), 382-383
- Reiss, Ignace (Militant communiste polonais, assassiné en septembre 1937), 257-260, 573-574
- Renda, Mustafa Abdulhalik (Président du Parlement turc), 1025
- Renggli, Paul (Directeur de l'OFIAMT), 1007-1008
- Renondeau d'Arc, Gaston (Général, Attaché militaire à l'Ambassade de France à Berlin), 731
- Renzini, Giulio (Ecrivain italien irrédentiste, auteur de *L'Italianità sulle Alpi*), 296, 301, 428, 459
- Reschal, Moïse (dit Michel, agent à Paris du *Komintern*, rédacteur en chef de *Notre Patrie*), 258
- Reuter* (Agence de presse britannique), 992
- Reynaud, Paul (Avocat et homme politique français, Ministre de la Justice puis des Finances du Cabinet Daladier), 395, 517, 950, 1080, 1086
- Reynold, Gonzague de (Ecrivain suisse, Président de la Commission suisse de Coopération intellectuelle, membre de la Commission internationale de Coopération intellectuelle), 332-333, 349, 386-387
- Rezzonico, Clemente Alberto (Chargé des affaires commerciales à la Légation de Suisse à Londres), 322, 672
- Rheinberger (Famille du Liechtenstein), 749-750
- Rheinmetall AG*, 968
- Rialp, Manuel de Figuerola Ferretti Martí y Sallent, Marquis de (Diplomate espagnol, Chef de l'échange des prisonniers), 787

- Riba, Tamega de (Chef du Protocole portugais), 612
- Ribbentrop, Joachim von (Ambassadeur du Reich à Londres, puis Ministre des Affaires étrangères), 25-26, 294, 447-448, 450-452, 454, 462-463, 465, 695, 714-716, 741, 744-745, 765-766, 904, 948, 981, 1072, 1103, 1115
- Richthofen, Herbert von (Diplomate allemand, membre de la Commission germano-tchèque), 979
- Riedweg, Franz (*SS-Hauptsturmführer* à Munich, ancien secrétaire pour la Suisse alémanique de l'Action nationale suisse contre le communisme de Jean-Marie Musy), 1028, 1096-1097
- Rietman, Ernst (Directeur de la *Neue Zürcher Zeitung*, Président de la Société suisse d'éditeurs de journaux), 383, 440, 442, 485-487, 538, 611, 804, 1032, 1132, 1134
- Rigassi, Georges (Rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne*), 974, 994
- Riggenbach, Hans (Homme d'affaires suisse, président de *Sarotti AG*, Berlin), 986
- Rist, Charles (Economiste et administrateur français, membre de la Commission de gestion du Fonds d'égalisation des changes), 191, 277
- Ritter, Paul (Gérant du Consulat général de Suisse à Munich), 754, 791, 902-903, 927, 962, 1103
- Ritter, Karl (Ancien ambassadeur d'Allemagne à Rio de Janeiro, préposé à des tâches économiques spéciales à l'Office allemand des Affaires extérieures), 979
- Rittmeyer, Ludwig (Conseiller national saint-gallois, radical), 739
- Rivas Cherif, Cipriano (Consul général d'Espagne à Genève), 952
- Rocco, Guido (Chef du service de la presse étrangère du Ministère italien de la culture populaire), 146, 350, 383, 419-420, 487, 554-555, 563, 789
- Rochat, Charles-Antoine (Chef de Cabinet du Ministre français des Affaires étrangères Y. Delbos, Sous-directeur d'Europe), 422, 632
- Rochat, Pierre (Conseiller national vaudois, radical), 95
- Rödiger, Konrad (Conseiller à l'Office allemand des Affaires extérieures), 629-631, 697, 828, 854, 882-883, 895, 899-900, 934-935, 939
- Roesti, Max (Homme d'affaires suisse habitant Berlin, Représentant pour l'Europe de la *National Shawmut Bank of Boston*), 986
- Rolin, Henri (Homme politique belge, Sénateur), 298
- Roll, von (Entreprise sidérurgique suisse), 531
- Romeo Lozano, Aurelio (Président de la Croix-Rouge espagnole), 211
- Roosevelt, Franklin Delano (Président des Etats-Unis), 350, 801, 836, 918, 1049, 1050-1051, 1112
- Roost, Heinrich (Colonel commandant de corps, ancien Chef du Service de l'Etat-Major général du Département militaire fédéral), 579, 653-656, 658
- Rosenberg, Alfred (Théoricien nazi, Chef de l'Office politique extérieur du *NSDAP*, Délégué du Führer pour l'ensemble des questions idéologiques du parti), 371, 539, 1028, 1093, 1096
- Rosenberg, Martin (Rédacteur au *Vaterland*), 995
- Rosenblum, Boris (Membre soviétique de la Commission d'étude des matières premières de la SdN), 277
- Rosset (Agent de la Sûreté genevoise), 967
- Rossi (Entreprise de Zofingue), 1097
- Rossy, Paul (Vice-président de la Direction générale de la Banque Nationale Suisse), 309, 312, 896, 921
- Roth, Walter (Journaliste, rédacteur au *Neues Winterthurer Tagblatt*, membre de la Commission mixte des Editeurs de Journaux et de la Presse suisse), 995
- Rothmund, Heinrich (Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police, Délégué du Conseil fédéral à la Conférence d'Evian), 62, 70, 73, 233, 238-243, 552, 564, 601, 699, 798-801, 812-813, 817, 827, 833, 836-837, 842, 845, 851, 854, 882, 894, 900, 933-934, 938-939, 944-945, 964, 975, 977, 996, 1045, 1047, 1052, 1057, 1082, 1137
- Rothstein, Andrew (Journaliste, correspondant en Suisse de l'*Agence Tass*), 90
- Rotter (Affaire Rotter), 749
- Roumilhac, M. (Inspecteur des Finances, Représentant de la Banque Nationale de Crédit de Paris), 2
- Rousseau, Jean-Jacques (Ecrivain et philosophe genevois), 709-710
- Rubattel, Jean (Président central de l'Association de la Presse suisse, membre de la Commission mixte des Editeurs de Journaux et de la Presse suisse), 363-364, 600, 611
- Rubens, Pierre Paul (Peintre flamand), 1021
- Rückversicherung*, 1100
- Rueff, Jacques (Economiste français, Directeur du Mouvement général des fonds), 1086
- Ruegger, Paul (Ministre de Suisse à Rome), 16, 45-46, 104, 111, 115, 128, 135, 137-138, 144-146, 148, 158, 165-167, 177-178, 184, 187, 192-193,

- 205, 214, 219, 221, 244, 254-256, 299, 331-332, 340, 347, 352, 383, 386, 391, 418, 420, 428, 440, 457, 485, 487, 523, 553, 562, 577-578, 641, 691, 693-695, 703, 718, 721-722, 767, 788, 839, 877, 893, 909, 913, 1007-1008, 1039, 1083, 1109, 1113, 1121-1123
- Rüfenacht, Walter (Conseiller de légation, juriste au Département politique fédéral), 672
- Runciman, Lord Walter (Ancien ministre britannique du Commerce, Chef d'une mission de médiation en Tchécoslovaquie), 809-810, 826, 893, 930
- Rupp, Albert (Homme d'affaires suisse, propriétaire d'une fabrique de turbines à Berlin), 986
- Ruppel, Willy (Journaliste allemand, correspondant à Genève du *Berliner Tagblatt*), 327
- Rüstü Aras, Tewfik (Représentant de la Turquie au Conseil de la SdN, Ministre des Affaires étrangères de Turquie), 264, 1026
- Rutgers, Victor-Henri (Professeur hollandais, membre du Comité spécial pour la mise en œuvre des principes du Pacte de la SdN), 434, 436, 438, 481, 493
- Saavedra-Lamas, Carlos (Ministre des Affaires étrangères de la République argentine), 185
- Salazar, Oliveira Antonio (Chef de l'Etat portugais), 612
- Salis, Jean-Rodolphe von (Professeur d'histoire à l'Ecole Polytechnique fédérale), 989-990
- Sampayo, Luiz Teixeira de (Ambassadeur, Secrétaire général des Affaires étrangères du Portugal), 143, 156, 612
- Sandler, Richard Johannes (Ministre suédois des Affaires étrangères, Représentant de la Suède au Conseil de la SdN), 41, 415, 637, 678, 680, 682-683, 686-687, 689, 696-697, 700-701, 714, 759, 763-764, 807-808
- Sandoz AG, 1100
- Sangroniz y Castro, José Antonio de (Chef du Cabinet diplomatique du général Franco), 199-200, 323
- Saracioglou, Sükrü (Ministre turc de la Justice), 1026
- Sarotti AG, 986
- Sarraut, Albert (Homme politique français, ancien Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur), 253, 395, 515, 950
- Sartorius, Karl (Directeur des *Basler Nachrichten*, Président de la Commission mixte des Editeurs de Journaux et de la Presse suisse, Président de la Société suisse des éditeurs de journaux), 993-994
- Sato, Naotake (Conseiller au Ministère japonais des Affaires étrangères), 152
- Savary, Léon (Journaliste, rédacteur à la *Tribune de Genève*), 995
- Saydam, Refik (Président du Conseil de la République de Turquie), 1026
- Scanziani, Piero (Journaliste et fasciste tessinois), 17
- Schacht, Hjalmar (Ministre de l'Economie du Reich, puis ministre sans portefeuille, Président de la *Reichsbank*), 74, 80-81, 277, 314, 337-340, 452, 468-469, 753
- Schädler (Chef de l'opposition au Landtag du Liechtenstein), 552
- Schäppi, Benno (Journaliste, membre du *BTE*), 730, 1028
- Scherrer, Josef (Conseiller national saint-gallois, conservateur-catholique), 310
- Scheuring, Aloys (Rédacteur au *Basler Volksblatt*), 994
- Schildbach, Gertrude (née Neugebauer, agente soviétique), 258-259
- Schindler-Huber (Directeur général à Zurich), 1100
- Schmid (*Regierungspräsident* de Dusseldorf), 1021
- Schmid, Arthur (Conseiller national argovien, socialiste, rédacteur au *Freier Aargauer*), 992-994
- Schmid, C.A. (Rédacteur au *Schweizer Volk*), 730
- Schmid, Frédéric (Expert-comptable chez *Nestlé-Espagne*), 865
- Schmid-Amman, Paul (Rédacteur en chef du *Schaffhauser Bauer*), 704-706, 995
- Schmidt, Guido (Secrétaire d'Etat autrichien aux Affaires étrangères), 171-172, 274, 354-355, 446-448, 455-456, 464-466, 495-497, 499
- Schmidt, Walther, (Rédacteur au *Völkischer Beobachter*), 364
- Schmitt, Karl (Ancien ministre de l'Economie du Reich), 84
- Schmitz, Richard (Bourgmestre de Vienne), 522
- Schneebeli, Edwin (Journaliste, rédacteur aux *Glarner Nachrichten*), 994
- Schneller, Louis (Ancien membre de la Délégation suisse à l'Assemblée de la SdN), 261
- Schöller (Journaliste, rédacteur à l'agence de presse *Nation*), 994
- Schönhart, Emil (Militant communiste suisse), 60
- Schöpfer, Robert (Conseiller aux Etats soleurois, radical), 579

- Schulthess, Edmund (Ancien Conseiller fédéral), 74-75, 79, 89, 310-313, 315, 326, 342, 539, 754
- Schulthess-Rechberg, Anton von (Président de la Croix-Rouge suisse), 712, 723, 742-743, 745, 751, 791, 1103, 1115
- Schumacher, Karl von (Rédacteur en chef de la *Weltwoche*), 995
- Schürch, Ernst (Rédacteur en chef du *Bund*), 345, 562, 578, 993-994, 1060-1061
- Schuschnigg, Kurt von (Chancelier d'Autriche), 105-106, 154, 171, 455-456, 462-466, 491, 495-496, 498, 514, 516, 518-524, 541, 706-707
- Schwab, Max (Directeur, Suppléant du Chef du premier département de la Direction générale la Banque Nationale Suisse), 735, 777
- Schwabacher (Citoyenne suisse voyageant en Allemagne), 1015
- Schwarz-van Berg, Hans (Rédacteur en chef de l'*Angriff*), 373
- Schwarzenberg, Piotr (Ex-bibliothécaire de l'Union de la Patrie soviétique, agent soviétique à Paris), 258-259
- Schwegler, Walter (Fondé de pouvoirs au deuxième Département de la Direction générale de la Banque Nationale Suisse), 1078
- Schweizerische Industrie-Gesellschaft (SIG)*, 268
- Schweizerische Leinenindustrie AG*, 1011
- Schyveschuurder, A. (Membre du Conseil de la communauté israélite hollandaise d'Haarlem), 976
- Sédoff, Léon (Fils de Trotsky), 259
- Seemann, Werner (Economiste à l'Administration fédérale des Finances), 309
- Seifert, Otto (Secrétaire de légation à la Légation suisse de Rome), 138
- Seitz, Jean (Rédacteur au *Journal de Genève*), 994
- Semini, Primo Ernesto Rinaldo (De Primo et Marie née Amman, membre de l'*ESAP*), 1089, 1097-1098
- Severin, Dante (Publiciste irrédentiste italien), 641-643, 691-692, 694
- Seyss-Inquart, Arthur (Ministre autrichien de l'Intérieur), 463, 465, 497, 514, 520-521, 523, 704
- Sforza, Carlo (Ancien ministre italien des Affaires étrangères), 14, 28
- Siebert, Ludwig (*Ministerpräsident* de Bavière) 754, 791, 929
- Siegrist, Eduard (Lieutenant-colonel, cartographe au Service de l'Etat-Major général), 485
- Siemens-Schuckert AG*, 986
- Siméon, Henry (Commandant, Attaché militaire à l'Ambassade de France à Berne), 866
- Simon, Sir John (Homme politique britannique, Membre de la Chambre des Communes), 946
- Siz, Jon, cf. Syz
- Skladkowski, Félicien Slawoj (Général, Ministre polonais de l'Intérieur), 53
- Skoda*, 868
- Skubl, Michael (Sous-Secrétaire d'Etat autrichien à la Sûreté), 463, 496, 521
- Slavik, Juraj (Ministre de Tchécoslovaquie à Varsovie), 297-298
- Slawek, Valery (Colonel et homme politique polonais), 51-52
- Smigliy-Rydz, Edward (Maréchal polonais), 51-52
- Smirenski, Dmitri (alias Maurice Rollin, tresseur de chaussures, agent soviétique à Paris), 258
- Sneevliet, Hendriens-Josephus (Ancien député hollandais, parti socialiste révolutionnaire), 258
- Société commerciale franco-turque*, 3
- Société de Banque Suisse* (Schweizerischer Bank Verein), 1078, 1080
- Société du Canal de Suez*, 533-534
- Solmi, Arrigo (Ministre italien de la Justice), 215
- Somary, Félix (Banquier, de la *Banque Blankart & Cie* à Zurich), 534
- Solothurn AG* (Fabrique d'armes), 968-970
- Soustelle, Georges (Président du Syndicat de la presse régionale française), 708
- Spaak, Paul Henri Charles (Ministre des Affaires étrangères de Belgique), 291, 293, 297-298, 361, 374, 415, 430-431, 433, 665-667, 946, 959
- Speich, Rudolf (Délégué de l'Association suisse des banquiers), 310, 314, 317
- Sperrle, Hugo (Général de l'Air allemand), 464
- Spiegelglass, Mikhail Sergei (Sous-chef du Service étranger au Ministère soviétique des Affaires étrangères), 258
- Spieser, F. (Homme d'affaires suisse, directeur d'une fabrique à Berlin), 986
- Spitteler, Carl (Ecrivain et poète suisse, prix Nobel de littérature), 792
- Spörri, Max (Avocat zurichois), 1101
- Sprecher, Andreas von (Journaliste et homme politique, Président du Comité d'initiative pour la neutralité), 362, 513
- Sprecher, Jan von (Directeur des *Schweizer Monatshefte*), 995
- Sprecher, Theophil von (Chef de l'Etat-Major suisse pendant la Première Guerre mondiale), 77, 304, 651
- Stähli, Hans (Conseiller national bernois, PAB), 579, 583

- Staiger, Rudolf (Secrétaire du Comité directeur de l'association *Europa-Union*), 157
- Staline, Josef Vissarionovitch Djougachvili, dit (Homme politique russe, Secrétaire général du Parti Communiste de l'U.R.S.S.), 98, 188, 253, 258, 336, 597-598, 993
- Stamfenbach AG*, 1098
- Stämpfli, Franz (Procureur général de la Confédération), 45, 103, 139, 427, 545, 549, 617-618, 795, 908, 993-994
- Starace, Achille (Secrétaire général du Parti fasciste italien), 1124-1125
- Stäubli, Wilhelm (Conseiller national zurichois, Alliance des Indépendants), 579
- Stefani* (Agence de presse italienne), 992
- Steiner, Renata (Agente soviétique), 259
- Steinmann, Otto (Secrétaire du *Zentralverband Schweiz. Arbeitgeberorganisationen*), 730, 1100
- Steinmann, Ernst (Rédacteur au *National-Zeitung*), 995
- Stencek, Valentin (Chef des Services intérieurs du Secrétariat de la SdN), 49-50
- Stierlin, Max Robert (Consul de Suisse à Séville), 47, 224, 227, 375, 415
- Stimson, Henry (Secrétaire d'Etat des Etats-Unis), 34
- Stojadinovich, Milan (Premier ministre yougoslave), 105, 145, 348, 676, 915
- Stopford, Robert J. (Financier britannique, collaborateur de Lord Runciman), 826
- Stoutz, Maxime de (Ministre de Suisse à Varsovie puis à Bruxelles), 51, 107, 665-666, 964, 978
- Strässle, Joseph (Membre de la Direction générale du *Crédit Suisse*), 1079-1080
- Streiff, C. (Rédacteur à la *Thurgauer Zeitung*), 995
- Strer, Bohdan (Ministre de Tchécoslovaquie à Berne), 912
- Strölin, Karl Emil Julius (Bourgmestre de Stuttgart), 979
- Strub, Edwin (Rédacteur à la *National-Zeitung*), 364
- Stub (Homme d'affaires allemand co-proprétaire du magasin *Stubsquelle* à Mayence), 1016, 1033
- Struye, Paul (Ecrivain et journaliste belge), 298, 667
- Stucki, Karl Theodor (Chef du service consulaire à la Division des affaires étrangères du Département politique fédéral), 115, 794, 1045
- Stucki, Walter (Conseiller national bernois, radical, Délégué du Conseil fédéral pour le Commerce extérieur, puis Ministre de Suisse à Paris), 138, 149, 151, 261, 277-279, 320, 322, 340, 405, 491, 501, 503-504, 516-517, 561, 575, 596, 604-605, 622, 632-634, 645, 663-664, 671, 690, 700, 708-710, 717-719, 802-803, 878, 881, 905, 912-913, 949, 979, 988, 1030, 1080-1081, 1085
- Stürmer Verlag* (Maison d'édition allemande à Nuremberg), 547
- Sulzer, Hans (Industriel, Président du *Vorort* de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 310-311, 313
- Sulzer, Oskar (Responsable du Département juridique de *Sulzer AG*), 730, 1093-1094, 1100-1101
- Suter, Helmut (Rédacteur à l'*Aargauer Tagblatt*), 994
- Suvich, Fulvio (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère italien des Affaires étrangères), 459
- Syz, John (De Zurich), 1100
- Szembek, Jean (Vice-ministre polonais des Affaires étrangères), 109-110
- Tabouis, Geneviève (Journaliste française, correspondante de *L'Œuvre*), 21-22, 27, 44, 361, 1106
- Takahashi, Jutaro (Homme politique et parlementaire japonais), 614
- Tamaro, Attilio (Ministre d'Italie à Berne), 18, 146-147, 221, 255, 295-296, 427, 459, 486, 639, 641-642, 692, 721, 723, 789, 838-839, 1067
- Tauschitz, Stefan (Ministre d'Autriche à Berlin), 526
- Tavs, Léopold (Homme politique autrichien lié au *NSDAP*), 466
- Taylor, Myron C. (Président du Comité intergouvernemental pour les Réfugiés), 799-801, 812
- Tchistogonoff, Anatole (dit Lunette, agent soviétique à Paris), 258
- Tempel, Karl (Bourgmestre de Munich), 1102
- Terauchi, Hisaichi (Général japonais), 1155
- Tessan, François de (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère français des Affaires étrangères), 461
- Thälmann* (Librairie à Paris), 1129
- Thalmann, Carl (Directeur de la fabrique *Kodak AG* à Berlin), 986
- Thaon di Revel, Paolo (Ministre italien des Finances), 146
- Thorez, Maurice (Homme politique français, Secrétaire général du PCF), 98
- Thormann, Wilhelm (Rédacteur au *Berner Tagblatt*), 994

- Thurnheer, Walter (Ministre de Suisse à Tokyo), 152, 280-281, 613, 1135, 1154
- Tobler, Robert (Conseiller national zurichois, Chef du Front National), 308, 310, 729, 1068-1069
- Toca, Bernabé (Représentant officieux du gouvernement nationaliste du général Franco à Berne) 142, 200, 224-225, 659, 787, 865
- Tödtli, Boris (Frontiste suisse), 1069
- Torrenté, Henri de (Chargé d'affaires de Suisse à Paris), 220, 421-424, 460, 514, 516-517, 837, 866-867, 1032
- Toukhatschevski, Mikhaïl N. (Maréchal soviétique exécuté en juin 1937), 188, 251, 253, 336
- Traz, Robert de (Ecrivain suisse vivant à Paris), 27-28
- Traversini, Emile (Ministre de Suisse à Buenos Aires), 187
- Treyvaud, Otto (Rédacteur en chef de la *Feuille d'Avis de Lausanne*), 994
- Trotzky, Lev (Léon) Davidovitch Bronstein, dit (Théoricien et homme politique russe), 82, 111, 258-259
- Trotzky, Léon, cf. Sédoff
- Trotzkyi, Nikolaus (Journaliste, correspondant en Suisse des journaux *Czas* de Cernauti et *Dilo* de Lwow), 90
- Trüb, Hans (Lieutenant-Colonel, juriste au Département militaire fédéral), 994
- Truffaut, Georges (Homme politique belge, Député), 297-298
- Trümpy, Hans (Conseiller national glaronais, sans appartenance de groupe parlementaire, Rédacteur en chef des *Glärner Nachrichten*), 1138
- Tung, Enrico (Journaliste, rédacteur au *Landbote*), 418, 991, 993-994
- Ugaki, Kazushige (Général japonais, Ministre des Affaires étrangères de mai à septembre 1938), 1154
- Ulrich, Max (Inspecteur au Ministère public), 1089
- Uden, Osten (Représentant suppléant de la Suède au Conseil de la SdN), 414-415, 430-431, 436, 480
- Unfallversicherungs-AG*, 1017
- Union de Banques Suisses* (Schweizerische Bankgesellschaft), 120
- Urban (Agent communiste à Paris), 260
- Ureña, Rafael (Secrétaire général du Ministère espagnol des Affaires étrangères), 174
- Ursel, Louis d' (Ministre de Belgique à Berne), 912
- Vallotton, Henry-François (Conseiller national vaudois, radical), 95, 295, 488, 579
- Vansittart, Sir Robert (Conseiller diplomatique au *Foreign Office*), 396, 825-827
- Vaucher, Théodore (Correspondant du *Journal de Genève* en Italie, Président de l'Association de la presse étrangère à Rome), 555, 563
- Venturini, Luigi (Journaliste italien, proche des milieux irrédentistes), 734
- Veverka, Ferdinand (Diplomate tchécoslovaque), 676
- Victor-Emmanuel III (Roi d'Italie), 205
- Vidal y Saura, Ginès (Diplomate espagnol, Chef de section au Ministère des Affaires étrangères du gouvernement nationaliste du général Franco), 865
- Vieli, Peter (Membre de la Direction générale du *Crédit Suisse*, Président du Comité «Allemagne» de l'Association suisse des banquiers), 755, 777
- Viénot, Pierre (Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère français des Affaires étrangères), 24
- Vighi, Roberto (Fonctionnaire au Ministère italien des Affaires étrangères), 734, 771
- Viollette, Maurice (Homme politique français, Ministre du premier Cabinet Blum), 190
- Vivaldi, Fulberto (Premier référendaire à la Cour des comptes de la SdN), 333
- Vogel, Hans (Journaliste, rédacteur à la *Berner Tagwacht*), 993-994
- Vögeli, E. (Expert graphologue de Berne), 184
- Vogelsanger, Fritz (Rédacteur au *Tages Anzeiger*), 995
- Vogt, Aloïs (Suppléant du Chef du gouvernement du Liechtenstein), 749
- Vollenweider, Paul (Colonel, Médecin en chef de l'Armée suisse), 831, 1153
- Vollgruber, Alois (Ministre d'Autriche à Paris), 463
- Voltaire, François Marie Arouet, dit (Ecrivain et philosophe français), 709-710
- Voss, Hermann (Homme politique allemand, membre du Conseil municipal de Berlin), 1016
- Wacker, Paul (Colonel, Chef de la 1^{re} Section (Organisation, droit des gens) du Service de l'Etat-Major général), 831
- Wagner, Adolf (*Innenminister* de Bavière et *Gauleiter* de Munich), 754, 791, 929
- Wagner, Josef (Commissaire du Reich à l'établissement des prix), 340
- Wagner, Max W. (Rédacteur à la *Neue Basler Zeitung*), 995

- Wagner, Robert (*Reichsstatthalter* de Bade), 57
- Wagnière, Georges (Ancien Ministre de Suisse à Rome, Membre du CICR), 18, 360, 780-781
- Wagnière, Jean-Frédéric (Premier secrétaire de légation au Département Politique fédéral), 780, 1039
- Waldkirch, Eduard von (Professeur de droit à l'Université de Berne), 558
- Walser (Président de la Chambre de commerce de Vaduz), 567
- Walther (Chef du secrétariat de la Commission centrale du Rhin), 165
- Walther, Heinrich (Conseiller national lucernois, conservateur-catholique), 579, 582, 1102
- Walters, Francis Paul (Diplomate britannique, Sous-Secrétaire général de la SdN, Directeur de la Section politique du Secrétariat de la SdN), 32, 108, 415
- Warner, Sir George Redstone (Ministre de Grande-Bretagne à Berne), 50-51, 380, 404-405, 429, 441, 445-446, 595, 646, 669
- Warren, George L. (Directeur de l'*International Migration Service*), 800, 836
- Watteville, Karl von (Colonel, Attaché militaire à la Légation de Suisse à Rome), 703
- Watzek, Adolf (Leader socialiste autrichien), 465
- Weber, Christian (*Kreistagpräsident*), 903
- Weber, Ernst (Chef du troisième département de la Direction générale de la Banque Nationale Suisse), 309, 971
- Weber, Ernst (Rédacteur à l'*Arbeiterzeitung*), 994
- Weber, Karl (Correspondant à Berne de la *Neue Zürcher Zeitung*), 343
- Weber, Max (Economiste, Secrétaire de l'Union syndicale suisse), 310-311, 313-314, 316, 1130, 1132
- Wechlin, Heinrich Eugen (de Heinrich et Charlotte née Tissot, Chef de presse de l'Action nationale suisse contre le communisme de Jean-Marie Musy, puis de l'*ESAP*, rédacteur en chef du *Schweizer Volk*), 1028, 1089, 1095-1097, 1099, 1152-1153
- Wechlin-Lichtenhahn, Margaretha (Femme de Heinrich Eugen), 1095
- Weck, René de (Ministre de Suisse à Bucarest), 251, 676, 1043
- Weigand, Walther (Avocat), 1016
- Weigel (Dirigeant du *NSDAP* en Tchécoslovaquie), 326
- Weiss, Franz Rudolf von (Consul de Suisse à Cologne), 1017, 1021-1022, 1034
- Weiss, Rudolf Th. (Rédacteur en chef du *Berner Tagblatt*), 994
- Weissenbach, Arturo (Juge d'instruction fédéral), 770
- Weizsäcker, Ernst von (Ministre d'Allemagne à Berne, Chef de la Division politique puis Secrétaire d'Etat de l'Office allemand des Affaires extérieures), 79, 85, 89, 138, 182-183, 211-212, 274-275, 716-717, 741-743, 745, 765, 791, 978-982, 1023, 1030-1031, 1116-1118
- Welles, Sumner (Sous-secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique), 215-216, 644, 1133
- Wenger (Chef du service de protection du *Volksbund-NSSAP*), 1028
- Werdt, Hans von (Attaché militaire de Suisse à Berlin), 731, 853, 1047, 1064
- Werner, Henri (Juriste à la Division de la police du Département fédéral de Justice et Police, Délégué du Conseil fédéral à la Conférence d'Evian), 240, 798, 812
- Werthmüller, Ernst (Vice-directeur de la Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique), 310
- Westman, Karl Ivan (Ministre de Suède à Berne), 125, 412-415, 637
- Wetter, Ernst (Conseiller national zurichois, radical, Vice-Président du *Vorort* de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 95, 310-311, 314, 316, 610
- Wettstein (Homme d'affaires suisse), 1017
- Weygand, Maxime (Général français, ancien Chef d'Etat-Major général), 208, 303-304, 627
- Wick, Karl (Conseiller national lucernois, conservateur-catholique, Rédacteur en chef du *Vaterland*), 63
- Widmer, Hans (Président du *Demokratische Partei* du canton de Zurich), 417
- Wiedemann, C. P. D. (Délégué de la Compagnie des Chemins de fer Orientaux), 1-2
- Wiedemann, Fritz (Capitaine, adjudant d'Hitler), 802
- Wiedmer, Calvin P. (Directeur de *Hoffmann-Bügelmaschinen G.m.b.H.* à Berlin), 986
- Wiedmer, Emil (Rédacteur à la *Solothurner Zeitung*), 995
- Wilhelmine (Reine des Pays-Bas), 375
- Wille, Ulrich (Général de l'armée suisse pendant la Première Guerre mondiale), 542, 651, 656, 960
- Wille, Ulrich (Fils du précédent, Colonel commandant de corps, membre de la Commission de défense nationale du Département militaire fédéral), 526-527, 530, 532, 579, 647-648, 655, 658

- Willemin, Jacques-Louis (Ancien conseiller national genevois), 720
- Wilson, Woodrow (Homme d'Etat américain, ancien Président des Etats-Unis), 216, 356, 502, 930
- Winter (Pseudonyme d'Ignace Reiss), 258, 260
- Wittmer, Rudolf (Directeur de la Banque cantonale bâloise), 310, 317
- Woermann, Ernst (Sous-secrétaire d'Etat, Chef de la Division politique à l'Office allemand des Affaires extérieures), 1035
- Woitsche (Ingénieur allemand), 466
- Woodhead, Sir Charles (Haut fonctionnaire britannique, Chef d'une Commission d'enquête en Palestine), 1111-1112
- Wolf, Wilhelm (Ministre autrichien des Affaires étrangères du 12 au 15 mars 1938), 521-523
- Wolff (Agence de presse allemande), 992
- Woroschiloff, Kliment Iefremovitch (Maréchal soviétique, Commissaire du peuple à la Défense), 188
- Worowski, Waclaw (Délégué soviétique à la Conférence de Lausanne, assassiné en 1923), 110
- Würgler (Ancien membre du *Volksbund-NSSAP*), 1152
- Wurstemberger (Citoyen suisse en Allemagne), 1014-1015
- Wüthrich, Fritz Charles (Conseiller national zurichois, Alliance des Indépendants), 119, 121-123, 303, 579, 583
- Wyss, Oskar (Chef de section à la première division de l'Administration des douanes), 552
- Wyss, Ernst (Militant communiste suisse, enseignant à Derendingen), 96
- Yoshida, Shigeru (Ambassadeur du Japon à Londres), 152
- Zahn, Ernst (Colonel, commandant de place), 920
- Zander, Alfred (Chef du *BTE*), 730, 1028, 1150-1151
- Zäner (Sympathisant de l'*ESAP*), 1028
- Zanetti, Armando (Journaliste, correspondant en Suisse de *La Dernière Heure* de Bruxelles), 90
- Zay, Jean (Ministre français de l'Education nationale), 950
- Zipkes, Simeon (Ingénieur suisse en Allemagne), 1033, 1036
- Züblin, Anton (Colonel, Expert du Département militaire fédéral pour les affaires de la SdN et du désarmement), 176
- Zust, Albert (Conseiller aux Etats lucernois, conservateur-catholique), 579
- Zuylen, Pierre van (Ambassadeur, Directeur politique du Ministère belge des Affaires étrangères), 665-667

2. NOMS GÉOGRAPHIQUES¹

- Aarau, 540, 584-585, 967, 994-995, 1098
- Aarberg, 579, 585
- Aare, 1002-1004
- Aaretal, 1002
- Abruzzes et Molise, 1042
- Åbo, 747
- Abyssinie (*cf.* Ethiopie)
- Addis-Abeba, 137, 166
- Affoltern, 1098
- Afrique, 166, 1102, 1108-1109, 1116-1117
- Afrique Orientale Italienne, 137, 165-166, 254-256
- Airolo, 790, 796
- Aix-la-Chapelle, 828, 845, 965
- Alaska, 614
- Albacete, 868
- Albanie, 86, 659
- Alexandrie, 126-127
- Algérie, 114
- Allemagne (Reich), 5, 7-11, 19, 24-27, 56-58, 65, 69, 74, 78-84, 97-99, 106, 108-109, 113, 117, 119, 131, 134, 138, 145, 147-151, 155-156, 160-164, 171, 176, 179-181, 183, 188-189, 193, 195, 197, 205, 222, 226, 230, 233-235, 252-253, 255, 265-266, 274-275, 277-279, 286-293, 296-299, 304, 313-315, 317, 324-327, 332-333, 335-336, 347-349, 355-357, 361, 365-371, 373-374, 376, 379, 383, 385-387, 399-403, 414, 416, 420-421, 423, 446-448, 451-452, 454-456, 462-463, 466-470, 475, 484-487, 490, 495-497, 498, 502, 514-516, 518-519, 521-529, 535, 537-541, 543-545, 548, 550-551, 556-557,

¹ Les noms de Berne et Suisse n'ont pas été retenus.

- 559-562, 564, 566, 568-571, 576, 581, 584-585, 588-593, 597-599, 601-603, 605, 610-611, 615-617, 619, 623-624, 626-627, 630-632, 640, 643-645, 649-650, 659, 661, 677, 694-695, 698-699, 704, 706, 714-715, 717, 723, 729, 732-733, 735-738, 740-744, 746-748, 751-757, 760-763, 765-766, 769, 775-779, 784, 785, 788, 792-805, 810, 812-815, 817-823, 825-828, 833, 835, 840-844, 846-848, 851-853, 855-856, 858, 870-872, 873-877, 879-880, 882-886, 889-892, 894-895, 898, 900, 903, 904-907, 910, 912-916, 918-919, 925-926, 928, 931, 933-935, 937-938, 944-945, 947, 951-952, 955-960, 963, 965-966, 968, 976-989, 991-993, 996, 998, 1000-1001, 1007, 1009-1012, 1014-1016, 1024, 1027-1031, 1033, 1036-1038, 1044, 1046-1047, 1050, 1059, 1060, 1063-1066, 1069-1077, 1085-1088, 1092-1097, 1099, 1102-1103, 1105-1109, 1112, 1114-1118, 1120-1121, 1123-1124, 1127-1129, 1133-1134, 1136-1137, 1151-1152, 1154-1155
- Alpes, 3, 5, 205, 245, 296, 312-313, 360, 428, 459, 502, 510, 544, 637, 981, 998-999, 1103
- Alsace-Lorraine, 57
- Amdener-Höhe, 1002
- Amérique (cf. Etats-Unis)
- Amérique du Sud, 124, 186, 243, 263, 357, 615, 734, 771, 813
- Amsterdam, 258
- Amour, 1135
- Andalousie, 375
- Andeer, 557
- Andermatt, 557
- Angleterre (cf. Grande-Bretagne)
- Ankara, 1-2, 344, 939, 942, 988, 1023, 1025
- Antibes, 259
- Anvers, 77, 162-163, 890
- Appenzell, 585
- Arbon, 728
- Argentine, 124, 185-187, 747
- Argovie, 241, 992, 994, 976, 1002-1003
- Arlberg, 78, 566
- Arménie, 328
- Arosa, 260
- Asie orientale, 216, 295, 614
- Athènes, 939
- Atlantique (Océan), 896
- Australie, 86, 747
- Autriche, 6, 11, 33, 57, 84, 86, 89, 105-107, 109, 145, 154-156, 171-172, 205, 226, 249, 255, 273-274, 279, 333, 354-355, 360-361, 366, 369-370, 447-448, 452-453, 455-456, 462-465, 467-468, 484, 486, 491, 496-498, 506, 514-524, 526-527, 533, 535, 540-541, 543-544, 548, 552, 556, 559, 562, 564, 566, 568-572, 580-581, 588-593, 601-603, 610, 615-619, 630-632, 643-645, 697-699, 704, 706-707, 736-739, 744, 749-750, 754, 757, 760-763, 776-778, 785, 796, 799-802, 813, 815, 817-823, 833-835, 842-845, 854, 856, 875, 878, 889, 925, 934, 957, 991-992, 1044-1046, 1057, 1074-1077, 1096, 1107, 1127-1129
- Bachtel, 1002
- Baden, 57, 813, 1002, 1006, 1152
- Bahia, 734
- Bâle, 1-2, 6-11, 51, 99, 118-119, 134, 181, 211, 230, 260, 261, 310, 314, 346, 386, 527, 584-585, 673, 717, 720, 728-730, 750, 770, 789-790, 793-794, 796-798, 803-805, 807, 813, 818-819, 821-822, 828, 835, 837, 849, 851, 856, 880, 887, 890, 901, 908, 912, 920, 958, 973, 994-995, 1000-1004, 1013, 1027-1028, 1052, 1067, 1078, 1080, 1095, 1098, 1100-1101, 1139-1145
- Baléares, 597-598, 659
- Balkans, 516, 1065
- Balzers, 558-559, 566
- Barcelone, 138, 141-143, 156, 174-175, 223-224, 272, 612-613, 659-660, 662, 674, 787, 816, 828, 829-830, 861-862, 867, 869, 939, 1052, 1147
- Bath, 33
- Bavière, 747, 748, 791, 904
- Beaune, 1032
- Begnins, 329
- Belfort, 890, 1001
- Belgique, 58-59, 69, 79-80, 83-84, 86, 105, 124, 151, 161, 163-165, 220, 233, 245, 248, 264, 266, 286-293, 297-299, 360-361, 374, 390, 403, 406, 408-409, 415, 460, 481, 493-494, 517, 569, 577, 596, 601-603, 622, 636, 659, 665-667, 687, 743, 747, 758, 760, 768, 788, 808, 879, 890, 892, 894-895, 919, 934, 946, 957-959, 965-966, 978, 998, 1008-1009, 1032, 1096, 1110, 1114-1115, 1121
- Belgrade, 206, 260, 569, 939
- Bellinzone, 733, 770, 774, 789-790, 994
- Bendern, 558, 840
- Benkenerbüchels, 1002
- Berchtesgaden, 337, 454, 456-457, 464, 466, 491, 495-498, 514, 518, 706, 791, 878, 925, 981, 989, 1023
- Berchtoldsdorf près Vienne, 616
- Bereza, 53

- Berlin, 18, 24-27, 56, 58-59, 65, 74-75, 79, 81, 87, 105, 107-109, 138, 145, 147, 154, 164, 171, 180, 182, 187, 189, 193, 205-206, 211, 247-249, 252-254, 260, 274, 286, 288, 291, 293-295, 298, 301, 325-327, 335, 337, 341-349, 353, 364, 368-370, 378-379, 387-392, 398, 402-403, 421, 442, 447-449, 451-452, 462, 464-467, 472-473, 486, 488, 496, 498-500, 514-518, 520-521, 526, 538-539, 547, 550-551, 557, 589-590, 592, 597, 599-600, 616, 629, 631, 639-640, 643-645, 694, 703-704, 706, 714, 717-718, 720, 722-723, 731, 738-739, 741-742, 744-745, 747, 750-751, 754, 763-764, 766, 768, 775, 777, 779, 785, 790, 793-797, 802-805, 809, 814, 820, 822, 824, 826-827, 834, 841, 843-847, 851-854, 871-874, 876, 880, 882, 887, 895, 899, 902-904, 914-915, 920, 928, 930-931, 933-934, 936-939, 944-945, 948, 951, 962-963, 965, 975, 978, 981-982, 984-986, 991, 996, 1007-1008, 1011, 1013-1020, 1023, 1022, 1028, 1031, 1033, 1035, 1037, 1044, 1047, 1050, 1062, 1063-1064, 1066, 1070-1072, 1075, 1086, 1092, 1095, 1096-1097, 1103-1105, 1107, 1116-1118, 1121, 1125, 1128, 1132, 1152
- Bethlehem, 1113
- Béziers, 747
- Bienne, 585, 890
- Bilbao, 174, 223-224, 662, 786, 788, 864
- Birmingham, 504
- Birstal, 1000
- Blauen, 9, 1004
- Böhmen, 915
- Böhmerwald, 515
- Bolivie, 217, 602, 636, 686, 1137-1138
- Bonn, 1020
- Boppelsen, 1003
- Bordeaux, 77, 209, 889-890, 892
- Boston, 986
- Bourgogne, 1031
- Bözberg, 1000, 1002
- Bratislava, 515
- Brauweiler, 1020
- Bregenz, 557, 571-572, 818, 820
- Brême, 78, 645, 748, 1033
- Brenets (Les), 1003
- Brenner, 145, 155, 452, 463-464, 518, 524-525, 597, 930
- Brésil, 350, 356-357, 395, 475, 502, 536
- Breslau, 747
- Bretagne, 218
- Bretzwil, 1004
- Brisbane, 747
- Brugg, 10, 1001, 1005
- Brühl, 1020
- Brünig, 1000
- Bruxelles, 59, 90, 151, 249, 288, 290, 292-293, 296, 348, 598, 603-604, 636, 665, 890, 912, 939, 964-965, 978-979, 1007, 1147
- Bucarest, 205, 251, 636, 676, 939, 1043-1044
- Buchs, 78, 107, 558, 568, 624, 818, 840, 1010
- Budapest, 89, 167, 178, 361, 464, 536, 569, 939, 1010
- Buenos Aires, 185, 187, 734, 939
- Bulgarie, 86, 659, 1050
- Burgdorf, 585
- Burgenland, 155, 560
- Burgos, 48, 68-70, 142, 199-202, 323-324, 660-662, 786-788, 811, 816, 830, 848, 864-865, 1067-1068, 1137
- Caire (Le), 54, 295, 319, 939
- Calabre, 1042
- Caldetas, 868
- Calella, 1053
- Calvados, 254
- Campanie, 1042
- Canada, 321, 1135
- Canaries (Iles), 68
- Cannes, 977
- Canton, 1155
- Caracas, 678, 939
- Carbonia, 1110
- Carlsbad, 877
- Carpates, 981, 1065, 1108, 1117
- Catalogne, 141-142, 157, 612, 862, 867
- Catane, 1046
- Castille, 208
- Cerbère, 817
- Cerlier, 170
- Cernauti, 90
- Cette (Actuellement Sète), 889-890, 892
- Chaco, 509
- Chamblandes (Commune de Pully), 257-259, 573-574
- Champel, 329-330
- Chasseral, 1000, 1004
- Châtel-Saint-Denis, 584
- Chaux-de-Fonds (La), 96, 100, 584-585, 790, 994-995
- Chaumont, 1004
- Chemnitz, 1015, 1034
- Chiasso, 243
- Chiavenna, 557
- Chili, 86-87, 186, 209, 279, 683
- Chine, 28, 36, 44, 91, 109, 153, 216, 235-236, 250-

- 251, 262-264, 267-268, 280-281, 318, 333-334, 412, 482, 613-614, 636, 650, 686, 688, 700, 755, 796, 1135-1137, 1154-1156
- Clos-Vougeot, 1032
- Coire, 16, 326, 557, 772, 790, 994-995
- Cologne, 400-403, 645, 748, 821, 828, 845, 871, 1015, 1017-1018, 1020-1022, 1034
- Colombie, 209
- Côme (Como), 16, 242, 1084
- Constance, 364-366, 368-369, 371-372, 785, 819, 1154
- Copenhague, 758-760, 763-764, 768, 807-809, 1049
- Cordoba, 185
- Crans-sur-Sierre, 387
- Cressier-sur-Morat, 349
- Cuba (République de), 86, 848
- Dachau, 828, 904
- Dairen, 1135-1136
- Dalmatie, 205, 457-458
- Danemark, 86, 233, 248, 359, 494, 601, 758-759, 767, 808, 919, 1096
- Danzig, 47, 50-51, 107-109, 294-295, 500, 1064-1065, 1070-1071, 1116, 1118
- Danube, 78, 155, 171, 464, 516, 947
- Delémont, 1004
- Delle, 890, 920, 958
- Delsberg, 890
- Diepoldsau, 819, 834
- Diessenhofen, 818
- Dijon, 1030-1032
- Djibouti, 989, 1109, 1118
- Domodossola, 243
- Doubs, 1000, 1003-1004
- Dresde, 109, 747
- Dübendorf, 160
- Dublin, 678, 939
- Duisbourg, 1020
- Düren, 1020
- Düsseldorf, 403, 645, 748, 1020-1021, 1031
- Ebro, 868
- Eckartsau, 355
- Ecosse, 1065
- Eglisau, 1002
- Egypte, 53-54, 86, 126-127, 319, 453
- Elbing, 645, 748
- Elisabethgrad, 258
- Ellhorn, 557-558, 815
- Emilie, 1041
- Engadine, 557, 772, 802, 1001
- Entente (Petite), 14, 145, 155, 197, 279, 1071
- Equateur, 636
- Erdmannsdorf, 1034
- Erfurt, 1068-1069
- Ergolzthal, 10
- Erivan, 328
- Erlenbach, 1100
- Erzingen, 833
- Eschen, 840
- Eschenberg, 566, 749
- Escholzmatt, 585
- Espagne, 15, 19, 40, 68-70, 72, 79, 82, 113-114, 123-125, 140-143, 145, 155, 172-174, 187, 199-203, 205, 209, 214, 217, 222-229, 233, 235, 237, 259, 261, 263-264, 272, 288, 295, 318, 323-325, 335, 349, 356, 375-376, 415-416, 452-453, 471, 525, 527, 545, 549, 561, 597-598, 601-602, 612, 635, 659-662, 673-676, 747, 780-783, 786-788, 796, 811, 816, 848, 865, 903, 911, 943, 953, 967-968, 980, 1013, 1028, 1052, 1065, 1067, 1115, 1118
- Essen, 288, 466
- Etats balkaniques, 237, 241, 1065
- Etats baltes, 288, 1049
- Etats scandinaves, 176, 273, 360, 420
- Etats du Nord, 245, 265, 288, 406, 759, 768, 830, 1009
- Etats-Unis d'Amérique, 4, 34, 86, 151, 177, 204, 212-213, 216, 236, 243, 248, 317, 320, 329, 334, 350, 356, 458, 472, 475, 496, 502, 505-506, 508, 564-565, 602-604, 613-615, 638, 644, 679, 683, 747, 775, 799-800, 812-813, 836, 875-876, 886, 892, 896-897, 911, 916-918, 921-922, 948, 1007, 1032, 1035, 1049-1050, 1065, 1108, 1112, 1129, 1135, 1156
- Ethiopie, 16, 33-35, 58, 63, 103, 112, 129, 137, 152-153, 155, 165-166, 178-179, 214, 217, 226, 254, 261-262, 300-301, 348, 356-357, 374-375, 420, 453, 476, 534, 554, 597, 691, 725, 989
- Europe, 5, 24, 72, 106, 126, 145, 157, 185, 193, 247, 256, 271, 273, 275, 290, 295, 335-336, 379, 389, 404, 410, 422, 436, 476, 502, 505, 514, 516, 525, 544, 596-598, 602, 637, 642, 672, 676, 679, 682-683, 709-710, 743, 754, 767, 813, 826, 879, 893, 904-905, 916-917, 925, 928, 933, 955, 988, 997, 1070-1071, 1092, 1106, 1109, 1113-1115, 1121-1123, 1133, 1148, 1153
- Europe Centrale, 457, 463-464, 466, 762, 879, 905, 988, 1112, 1114
- Evian, 798, 800-801, 812-814, 818, 835-837, 1082
- Extrême-Orient, 152, 267, 336, 377, 415

- Farnsberg, 1003
 Feldkirch, 355, 551, 557-558, 813, 818-819, 840
 Figueras, 868
 Finhaut, 259
 Finlande, 27, 86, 209, 248, 288, 374, 494, 747, 808
 Fiume, 458
 Fläsch, 815
 Fläscherberg, 557-558
 Flawil, 1101
 Florence, 427, 457, 459, 1039, 1046
 Forêt Noire (Schwarzwald), 9, 584, 1004
 Formazzatal, 1001
 France, 1-2, 5-11, 14, 19, 23-24, 39, 42-45, 64, 69, 74, 78-81, 84, 86, 90, 112, 124, 129-135, 144-145, 148, 151, 155, 163-164, 187, 191, 203-207, 209-211, 220, 226-227, 230, 233, 252-253, 258-259, 266, 274, 277, 287-290, 298, 303-304, 312, 315-316, 334-335, 347, 352, 360, 362, 388-389, 413, 422-424, 431-432, 439-440, 443, 445-446, 452-453, 456, 458, 460-461, 463-465, 475, 482, 484-485, 492, 496, 505, 508, 514-516, 518, 524, 536-538, 561, 568, 571, 574-577, 581, 584-585, 595-598, 601-602, 604-605, 621-622, 626-628, 632, 635-636, 649, 659, 664-665, 668-669, 672, 682, 686, 689-690, 701, 708-711, 717, 731-732, 742-743, 747, 751-753, 780, 782, 787, 800, 802-803, 815, 822, 835, 837, 852-853, 859, 869, 875, 877, 879-881, 886, 889-892, 894-895, 903-906, 910, 913, 915-916, 919-920, 928, 932, 934, 945, 947, 949-951, 955-958, 960, 976-977, 984, 988-989, 992, 998, 1000, 1002, 1008-1010, 1013, 1030-1031, 1035, 1052, 1056, 1065, 1072, 1074, 1079, 1096, 1105-1106, 1109, 1113-1118, 1121-1122, 1126, 1146-1149, 1155-1156
 Francfort, 326-327, 400-403, 645, 748, 1016-1017, 1033-1034, 1038
 Frastenzersand, 558
 Frauenfeld, 64, 69, 995
 Fribourg (Suisse), 584, 994, 1013, 1056, 1095-1096
 Frickberg, 1003
 Fricktal, 1002
 Friedberg, 1017, 1033
 Friedrichshafen, 813
 Frontenex, 108
 Frioul, 914
 Furka, 1000-1001
 Fürth, 1015

 Gaeta, 693
 Gailingen, 1038
 Galilée, 1113
 Gandia, 868
 Gänsbrunnen, 1004
 Gebenstorferhorn, 1003
 Geissacker, 1003
 Geissberg, 1003
 Gempen, 10, 1003-1005
 Gempenstollen, 1003
 Gênes, 78, 693, 786, 889-890, 892, 1039, 1046
 Genève, 14-16, 21-24, 28-29, 32-33, 36-42, 44, 47, 49-51, 54, 56, 62, 70, 72, 90-95, 99, 107-108, 112, 141, 148-149, 152-153, 159, 168-174, 185, 198, 200, 211, 217-218, 225, 233, 235, 245, 258, 260-261, 264-266, 272, 277, 279, 286, 294-295, 301-302, 306-307, 314, 327-329, 331-332, 335, 340-341, 348, 352, 357, 359-362, 374, 378-380, 385, 388, 396-397, 406-413, 419, 421-424, 430, 433, 435-436, 438, 442, 444, 471, 474, 478-479, 482, 493, 502-503, 506, 523, 587, 595, 597, 601, 603, 622-624, 633, 635-636, 639-640, 646, 650, 664-667, 669, 671-674, 676, 682, 701-703, 709, 715, 720, 725, 743, 759-760, 764, 768-769, 789-790, 794-795, 807-809, 817, 830-833, 859, 863-864, 866, 890, 898, 908, 916, 952, 954, 963, 967, 994-995, 1044, 1053-1054, 1063, 1095, 1105, 1122, 1136
 Gibraltar, 48, 453
 Giessen, 1017
 Giormico, 215, 219, 221, 295, 358
 Glaris, 994
 Glasgow, 747
 Glattal, 1002
 Godesberg, 903, 905, 913-914, 925, 958, 981, 989, 1071
 Goms, 1001
 Gotthard, 997, 999-1001, 1006
 Goule, 958
 Goumois, 958
 Grande-Bretagne, 5-6, 11, 19, 24-25, 40, 43, 54, 58, 64, 69, 80-81, 86, 112, 117, 151, 155, 176, 204, 209, 220, 222, 226-227, 233, 274, 277-279, 283, 286-288, 290, 294-295, 298, 317, 319-322, 324, 334-336, 349, 352, 355, 360, 368, 377-380, 388-389, 397, 404-405, 413, 420, 423-424, 429, 431-432, 439-440, 443, 445-446, 452-453, 456, 460, 463-465, 472, 475, 478, 490, 497, 505-506, 508, 516-519, 533-534, 537-538, 555, 569, 576, 584, 595-598, 601-602, 621-622, 636, 644, 659, 661, 663-665, 669, 682, 731-732, 742, 747, 780-783, 786, 797, 802-803, 809-810, 875, 877, 881, 886, 892, 903, 905-906, 910-911, 916, 919, 928, 931,

- 947, 958, 977, 980, 984, 989, 992, 1007, 1009,
1024, 1035, 1050, 1065-1066, 1072, 1074,
1098, 1105, 1109, 1112, 1114, 1117, 1146,
1155-1156
- Grèce, 86, 659
- Grellingen, 1004
- Grenoble, 958
- Griespass, 1001
- Grimsel, 999, 1001
- Grisons, 312, 556-557, 560, 641, 733, 771-772,
815, 818, 1001, 1095
- Grosshöchstetten, 579, 583
- Haarlem, 976
- Haifa, 247
- Hambourg, 78, 466, 547, 645, 748, 1033
- Hankéou, 1155
- Hanovre, 333
- Harz, 1033
- Hauenstein, 9-10, 1000, 1004
- Haute-Saône, 920
- Haute-Savoie, 7
- Havre (Le), 890
- Hawaï, 614
- Hendaye, 227, 817
- Hersberg, 1003
- Hoher Kasten, 559
- Hohenems, 83
- Hollande (*cf.* Pays-Bas)
- Hongkong, 1155
- Hongrie, 33, 86, 106, 155, 171, 226, 255, 264, 354,
361, 456, 519, 536, 568-569, 659, 699, 893-
894, 905, 914, 957, 981, 1008-1010, 1065,
1071, 1137
- Honnet, 1020
- Hradschin, 273
- Huningue, 4, 6-10, 23, 180-181, 211, 709, 920
- Ill, 761-762
- Inde, 86
- Innsbruck, 518-519, 571-572, 772
- Irak, 86, 268
- Iran (Perse), 86, 110, 187-188, 264, 268, 482, 636,
687, 1073
- Irlande (Etat libre), 86
- Irlande du Nord, 86
- Istanbul, 1-2, 1023, 1025
- Istein, 763
- Isteinerklotz, 180-181
- Italie, 5, 14, 17-19, 33-34, 45-46, 48, 57, 63-64,
69, 86, 92, 103-105, 111-113, 129, 131, 134,
136, 145-149, 152-153, 155, 160, 164, 169,
172, 176, 178, 184, 188-189, 192, 205, 215,
217, 219, 221-223, 226, 236-245, 252, 254,
261, 274-275, 277-278, 280, 287, 295-296,
300-301, 324, 326, 331-333, 335, 340, 347-352,
354, 356-357, 361, 374-376, 378-382, 384-387,
392-393, 398, 412, 414, 417, 419-421, 423,
425, 427-428, 441, 450, 452-453, 456-459, 464,
467-468, 475-476, 484-487, 490, 497, 502, 505,
516, 518-519, 523-525, 533-534, 538-539,
553-555, 557, 562-563, 569, 576, 578, 584,
597, 605, 610-611, 614, 623, 627, 632, 636,
639-642, 649, 659, 661, 691-694, 703, 706-707,
718, 721-723, 725, 731-735, 740-741, 751-752,
766-767, 770-771, 773-774, 776, 786, 788-789,
796, 805, 815-816, 823, 838-839, 852, 870,
875, 877-878, 880, 889-890, 892-893, 895, 898,
903, 906, 909-910, 915-916, 919, 928, 934-935,
937, 945, 947, 951-952, 955-956, 960, 977,
980, 982, 987, 989, 992, 996, 1007, 1009-1010,
1031, 1039-1041, 1045-1046, 1059, 1064,
1072, 1083-1085, 1088, 1092, 1096, 1103,
1105-1106, 1109, 1114, 1117-1118, 1124-
1125, 1136-1137, 1155
- Jaffa, 1111
- Japon, 152-153, 216, 235-236, 250-251, 267-268,
277, 281, 333, 347, 350, 357, 412, 450, 475,
502, 613-614, 650, 659, 700, 755, 829, 898,
1050, 1135-1137, 1154-1156
- Jassy, 209
- Jaunpass, 1000
- Jérusalem, 1112-1113
- Jesfürkli, 557
- Jura, 6, 9, 561, 577, 585, 956, 1000-1004
- Kadelburg, 1003
- Kaltbrunn, 1101
- Karlsruhe, 364, 892
- Kärnten, 447
- Kehl, 892
- Kiev, 258
- Klausen, 1000
- Königsberg, 749
- Konolfingen, 585
- Kowno, 1072
- Kreuzlingen, 813, 818-819
- Kufstein, 524
- Kühgrat, 558
- Kunkelspass, 557
- Küssnacht, 65
- Lac de Constance, 761-762, 973, 1061
- Lac de Joux, 584
- Lac Léman (Lac de Genève), 1000, 1004

- Lac Majeur, 214
 Lac de Morat, 1000
 Lac de Neuchâtel, 1000, 1004
 Lac des Quatre-Cantons, 1000
 Lac de Zurich, 1000, 1002
 Lägern, 1003, 1005
 La Haye, 59, 65, 235-236, 289, 293, 357, 374, 386, 492, 607, 831-833, 862-864, 876, 939, 976, 1053-1055
 Lahn, 401
 Landeck, 813
 Languedoc, 73
 La Penilla, 865
 Laufenburg, 1003
 Lausanne, 62, 73, 104, 115, 128-129, 136-137, 141, 168, 257, 259, 269, 295, 360, 363-364, 387, 419, 428, 459, 574, 600, 789-790, 794, 974, 994-995, 1001, 1034, 1063, 1098, 1105
 Lavenatobel, 557-558
 Lavenalp, 557
 Lazio, 1040, 1042
 Laxenburg, 355
 Leipzig, 645, 748, 1015, 1034
 Lemberg (Lwow), 90
 Lenzbourg, 259
 Lettonie, 39, 43, 86, 636, 688, 1095-1096
 Liechtenstein, 139-140, 354, 533, 550-553, 556-560, 565-567, 599, 615, 618, 624-625, 749, 794-795, 815, 819, 840, 966, 1023, 1119-1120, 1128
 Ligurie, 1041
 Limmatt, 386, 1000, 1002-1006
 Lindau, 791
 Linthkanal, 1002
 Linz, 514-515
 Lisbonne, 143, 156, 612, 939
 Lithuanie, 541, 1072, 1095-1096
 Livourne, 747
 Locarno, 290-291, 721, 751, 1114
 Locle (Le), 1098
 Lombardie, 16, 1041
 Londres, 19, 24-27, 54-55, 58, 107, 113, 148, 151-152, 171-172, 204, 209, 222, 244, 260, 265, 280, 287-288, 294, 317, 319, 322, 331, 352, 357, 362, 374, 377-378, 380, 396, 404, 406-407, 410, 413-415, 420, 424, 429, 435, 442, 446, 450, 452-453, 461-463, 474-480, 489, 501-505, 507-510, 512-516, 536, 569, 587, 594-595, 605, 620-622, 633, 636, 638-639, 646, 663-664, 666-673, 679, 681, 683, 695-696, 700, 725-726, 760, 764, 799-802, 812-814, 820, 822-823, 825-826, 829, 831-832, 835-836, 876, 880, 903, 906, 913, 922, 924, 939, 942, 946-947, 950, 977-978, 980, 1007, 1009, 1024, 1072, 1112, 1138, 1147
 Lörrach, 813, 818-819, 828
 Lorraine, 24, 1005
 Lot-et-Garonne, 258
 Lottstetten, 1152
 Lötschberg, 999
 Lucania, 1042
 Lucerne, 118, 276, 342, 364, 366-371, 467, 537, 545, 579, 584-585, 615, 617, 619, 706, 728, 730, 789, 994-995, 1002, 1096
 Lugano, 692, 721, 770-771, 789-790, 976, 994-995
 Lukmanier, 557
 Luxembourg, 355, 601, 758, 760, 768, 808, 894, 965
 Luziensteig, 556-560
 Lybie, 177, 453
 Lyon, 207, 395, 561, 598, 1078, 1154
 Madrid, 69, 123-125, 141, 173-175, 208-211, 223-224, 228, 272, 660, 662, 787, 861-862, 867-869
 Maiche, 958, 1004
 Maienfeld, 557, 565, 748, 1023
 Main, 401
 Mainz, 890, 1016, 1033
 Malaga, 47-49, 223-224, 662, 787
 Manas-Remüs, 48
 Manche, 379
 Manchester, 21, 378
 Mandchourie, 152-153, 357, 412, 509, 659, 1092, 1135-1137
 Mandchoukouo (cf. Mandchourie)
 Mannheim, 161, 645, 748, 890, 892, 1034
 Marburg, 448
 Marche, 1041
 Maroc, 19, 114, 133, 140
 Marseille, 77, 252, 889-890, 892, 978
 Martigny, 911
 Mauren, 840
 Mazourajoch, 557
 Mecklembourg, 288, 1065
 Méditerranée, 145, 155, 188, 244-245, 275, 336, 452, 597-598, 614, 642, 990, 998, 1004, 1031, 1064, 1066, 1078, 1109
 Memel, 1064, 1066, 1071, 1116, 1118
 Mendoza (Argentine), 747
 Mendrisio, 770
 Menthue, 1004-1006
 Mer Adriatique, 270
 Mer Baltique, 270
 Mer Noire, 270, 1072

- Mer du Nord, 270, 515, 998
 Meran, 557
 Metz, 890
 Mexico, 138
 Mexique, 54, 356
 Milan, 16-17, 179, 244-245, 296, 693, 770, 1039, 1046-1047, 1084, 1147
 Minorque, 659
 Minsk, 258
 Misiones, 186
 Mittagspitz, 558
 Monaco (Principauté de), 86, 877, 889, 892
 Mönchaltorf, 1098
 Mont-Cenis, 951
 Monte-Carlo, 110
 Montevideo, 34, 124
 Montjoie, 965
 Montréal, 678, 939, 1135
 Montreux, 104, 127, 259, 319, 388, 458
 Morteau, 958, 1004
 Moscou, 87, 97-100, 110-111, 187-189, 252-253, 258-259, 272, 349, 448, 574, 598, 613, 913-914, 950, 1044, 1056, 1073, 1093, 1105, 1128
 Moudon, 584
 Moutier, 890, 1004
 Mukden, 1135
 Munich, 20, 288, 447, 456, 547, 615, 645, 748, 790-792, 902-904, 912, 918-919, 923-924, 927-929, 930-931, 947, 951, 953, 955, 962, 964, 975, 981, 989, 1015, 1034, 1074, 1086, 1096-1097, 1102-1104
 Murcia, 868

 Nafkopf, 815
 Nancy, 890
 Nanking, 614, 1155
 Nantes, 889
 Napf, 1000
 Naples, 734, 1046
 Nazareth, 1113
 Neckar, 401
 Nendeln, 558
 Neuhausen, 268, 705
 Neuchâtel, 673, 976, 994, 1001, 1004
 Neuilly, 909
 Neuwied, 1020
 New York, 3, 316, 921-922, 1112
 Nicaragua, 86
 Nice, 889, 892
 Norvège, 82, 86, 209, 233, 248, 265, 494, 601, 780, 783, 808-809, 898, 1049-1051, 1113
 Nouvelle-Zélande, 37, 636, 686-687
 Nuits-Saint-Georges, 1032

 Nunningen, 1004
 Nuremberg, 247-248, 371-373, 547, 746-748, 878, 894, 907, 934, 984, 993, 1070
 Nyon, 348, 452

 Oberalppass, 557
 Oberland, 557
 Obersalzberg, 464-466, 497-498, 518, 903, 914, 1115
 Oensingen, 585
 Oerlikon, 1097
 Olten, 995, 1082
 Ombrie, 1041
 Orbe, 1004
 Orléans, 1078
 Orth, 355
 Oslo, 374-375, 493, 637, 808-809, 1050-1051

 Pacifique (Océan), 614
 Palerme, 244-245, 614
 Palestine, 119, 246-247, 1111-1113
 Pampa, 185
 Panama, 86, 186, 209
 Paraguay, 217
 Paris, 2, 4, 6-11, 19, 23, 27-29, 34, 45, 58, 84, 98, 108-109, 113, 131, 144, 148, 159, 168-169, 171-172, 181, 189-190, 204, 209, 218, 220, 230, 248-249, 251, 254, 258-260, 269, 287-288, 319, 350-352, 361, 374, 388-392, 394, 413-414, 421-422, 424, 439, 445-446, 451, 453, 460-463, 474, 476, 488, 491-492, 501-503, 511, 514, 516-517, 561, 573-575, 587, 595-597, 603-604, 622, 632, 634, 636-637, 645-647, 663-664, 667-668, 671, 679, 700, 708-710, 717, 719, 738, 797, 802, 826, 837, 865-866, 876-878, 903-906, 913-914, 939-940, 942, 946, 949, 951, 963, 979, 988, 1007-1008, 1013, 1024, 1030-1031, 1056, 1072, 1078, 1080-1081, 1085, 1106, 1115, 1122, 1126, 1129, 1131, 1147-1149, 1156
 Passau, 78
 Passwang, 1004
 Paudèze, 1004-1006
 Pays de Gex, 7
 Pays-Bas, 58-59, 79-80, 83-84, 105, 115-118, 124, 151, 160, 162-164, 185, 220, 245, 248, 266, 289-290, 293, 296, 298, 315, 317, 357, 360, 374-375, 390, 415, 420, 432, 463, 472, 481, 493-494, 569, 601-603, 630, 644, 659, 743, 747, 758, 760, 768, 780, 783, 788, 808-809, 832-833, 862, 876, 879, 894-895, 919, 958-959, 976, 998, 1009, 1035, 1054-1055, 1079
 Pérou, 209, 264, 636

- Perthus (Le), 174, 868
Pétrograd, 259
Pfannenstiel, 1002
Piémont, 1041
Pillon, 1000
Pologne, 14, 37, 41, 43, 51-53, 84, 86, 107-109, 209, 237, 241, 246, 252, 277, 294, 336, 361, 458, 519, 541, 596, 601-602, 636, 686, 776, 893, 903, 914, 947, 981, 1009, 1065-1066, 1070-1074, 1096, 1108, 1116-1118, 1136-1137
Pontarlier, 5, 958, 1004
Ponte Chiasso, 641
Porrentruy, 10, 890
Portland (Oregon, USA), 747
Porto-Rico, 259
Portugal, 226, 324, 357, 359, 601, 612-613, 659, 693, 788
Prague, 188, 273, 297, 327, 515-516, 597, 731, 742, 751-752, 796-797, 803, 826, 877, 893-894, 902-905, 912, 914, 932-933, 939, 948, 1009-1010
Prangins, 635, 795
Prättigau, 557
Promenthouse, 1000
Prusse, 6, 11, 58, 333, 567
Puglie, 1042
Pully, 258
Puy-de-Dôme, 258
Pyrénées, 145, 951
- Québec, 1135
- Ragaz, 566
Ramsen, 813, 818
Rancate, 641
Rangiers (Les), 1000, 1003-1004
Rapperswil, 1002, 1004
Regensburg, 78
Regensdorf, 1095
Reichenau, 557
Remagen, 1020
Renens, 260
Reuss, 1002
Rezia, 45
Rheinau, 892
Rheinfeld, 9
Rheintal, 139, 707, 739, 818-819
Rhénanie, 5
Rhin, 6, 9-11, 78, 134, 145, 160-165, 180-183, 205, 220, 253, 290, 390, 400-403, 487, 515, 517, 551-552, 557-559, 584, 596, 599, 761-763, 801-803, 815, 827, 891, 958, 968, 1000-1001, 1003-1004, 1019-1020, 1127
Rhône, 1001
Ricken, 584-585, 1002
Riga, 258
Rio de Janeiro, 734, 939, 979
Riviera française, 976
Rome, 16-18, 45, 48, 63, 86, 103-105, 111-112, 115, 128, 135-136-137, 144-148, 153, 158-159, 165, 167-168, 171-172, 177-178, 184, 187, 189, 192, 205-206, 214, 219, 221, 226, 238-240, 242, 244, 249, 252, 254, 296, 299, 301, 319, 326, 331-332, 335, 340, 343, 347-349, 352, 360-361, 378-379, 384-393, 398, 418-419, 421, 427-428, 440, 442, 450, 452-453, 457-458, 465, 467, 485-487, 493, 514, 518, 523-524, 553, 555, 557, 562, 577-578, 598, 636, 639-642, 691, 693, 703, 706, 714, 716, 718, 721-722, 734-735, 767, 780, 788, 802, 823, 838, 845, 875-876, 880, 893, 909, 913-914, 939, 942, 989-990, 1007-1008, 1031, 1039-1040, 1044-1046, 1049-1050, 1057, 1070, 1083-1084, 1109-1110, 1113-1115, 1121-1124
Rorschach, 399, 790
Rostow, 258
Rothenfluh, 1003
Rotterdam, 77, 163, 890
Rouen, 889-890
Roumanie, 5, 86, 90, 209, 636, 659, 676, 682, 699, 747, 865, 915, 998, 1009, 1044, 1050, 1071-1072, 1108, 1129
Rubicon, 332
Rugell, 558
Ruhr, 892
Rüningen, 180
Russie (*cf.* Union soviétique)
Ruthénie, 1071
- Saane, 1000
Saanenmöser, 1000
Saar, 892
Saarbrücken, 364, 979-980
Säckingen, 9, 57, 585, 1002
Saint-Domingue, 209
Saint-Etienne, 90, 894
Saint-Gall, 138, 369, 585, 624, 674, 729, 739, 790, 815, 822, 834, 995, 1083, 1101
Saint-Germain, 909
Saint-Jean-de-Luz, 209
Saint-Laurent, 1135
Saint-Louis, 822, 835, 920
Saint-Louis du Rhône, 889
Saint-Maurice, 581, 997, 999-1001, 1003, 1006

- Saint-Moritz, 241, 260
 Sainte-Croix, 584
 Salamanque, 198-200, 209, 222-223, 454, 786
 Salem (Clinique de la région bernoise), 275
 Salzbourg, 568
 Samaden, 388
 Saminatal, 557-558
 Samnaun, 813
 San Salvador, 1137
 San Sebastian, 209, 223-224, 228, 323, 662, 786-787, 811, 816, 848, 864-865
 Sankt-Katharinabrunn, 815
 Sankt-Margrethen, 78
 Santa Cruz (Iles Canaries), 224
 Santa Fé (Argentine), 185, 747
 Santander, 662, 786-788, 864
 Saragosse, 228, 375
 Sardaigne, 1042
 Sargans, 556-558, 566, 815, 1000-1005
 Saubach, 813
 Savoie, 9, 459, 795
 Saxe, 333
 Scesaplana, 559
 Schaan, 557-558, 840
 Schaanwald, 813, 840
 Schaffhouse, 9, 704-705, 707, 807, 813, 818, 833, 887, 995, 1082, 1094, 1100
 Schellenberg, 558
 Schelten, 1004
 Schiers, 1095
 Schinberg, 1003
 Schönenwerd, 1100
 Schüpfen, 980
 Seebach, 1098
 Seen, 1094, 1100
 Seetal, 1002
 Seewen, 1004
 Séville, 47-48, 224, 227, 275, 375, 415, 662
 Shanghai, 281, 447, 678, 755, 939, 1155
 Sibérie, 252
 Sicile, 244, 1042
 Siglistorf, 1002
 Simplon, 1001
 Sinaia, 676
 Singen, 813, 885
 Slesvig, 525
 Slovaquie, 752, 981
 Sofia, 939
 Soleure, 995, 1143
 Speicher, 728
 Splügen, 557
 Stäfa, 995
 Staffelegg, 1002
 Steg, 557-558
 Steiermark, 560
 Stein (Argovie), 976
 Stein am Rhein, 704
 Stockholm, 344, 414, 472-473, 636-637, 763, 758, 807, 894, 939
 Strasbourg, 134, 163-164, 258, 402, 763, 890
 Stresa, 523, 990
 Stuttgart, 371, 645, 748, 979
 Sudètes, 516, 597, 732-733, 742, 752, 796, 802, 826-827, 1074-1076, 1127
 Suède, 41, 86, 125, 209, 248, 283-284, 374, 409, 412, 415, 430-432, 434, 438-439, 443, 460, 472, 474, 477-480, 482, 494, 496, 536, 601, 622, 636, 678, 680-682, 696, 700-701, 714, 719, 747, 783, 808, 894, 959, 997
 Suez (Canal de), 453, 533-534, 598, 1118
 Sundgau, 1004
 Sursee, 585

 Tanger, 48
 Téhéran, 63, 110, 939
 Tel-Aviv, 1111
 Ténériffe, 662
 Terre Neuve, 86
 Tessin, 45, 177, 184, 219, 221, 241, 641-643, 691, 693, 721, 733, 771-772, 838, 893, 994, 1001, 1106
 Tête Noire, 1001
 Thal, 1101
 Thayngen, 884
 Thiersteinberg, 1003
 Thoune, 1000
 Thurgovie, 1038
 Thurmündung, 1003
 Thurtal, 1061
 Thusis, 557
 Toggenburg, 558, 566
 Tokyo, 152-153, 280-281, 378, 450, 613, 939, 1135, 1154-1155
 Toronto, 1135
 Torrelavega (cf. Santander)
 Toscane, 523, 1041
 Trento, 457, 771-772
 Trianon, 909
 Trier, 828, 845
 Triesen, 557
 Triesenberg, 558, 624
 Trieste, 78, 457, 771, 893, 903, 914, 1046
 Tripoli, 113
 Trübbach, 557, 559-560
 Tchecoslovaquie, 5, 27, 57, 80, 84, 109, 155, 209, 248, 273, 297, 326, 456, 463, 496, 515-517,

- 568-569, 576, 596-599, 601, 615, 618, 662, 707, 717, 731-733, 742, 751-752, 797, 802-803, 810, 826, 859, 869, 877-879, 881, 893, 895, 903-907, 912-916, 919, 925-926, 932-933, 946, 960, 979, 981, 998, 1009-1010, 1044, 1065, 1071, 1096, 1099, 1116-1117, 1127-1129
- Tüllingen, 180-181, 230
- Tunis, 133, 989, 1064, 1116, 1118
- Tunisie, 114, 453
- Turin, 159, 168-169, 1039, 1046
- Turquie, 1-3, 54, 209, 237, 241, 263-264, 328, 988, 1024-1025, 1050
- Tyrol, 155-156, 540, 751
- Ukraine, 1065-1066, 1071-1072, 1108, 1117
- Union soviétique, 6, 11-13, 24, 30-32, 38, 53-54, 60, 81-82, 84, 86-87, 96, 98-100, 111, 119-123, 187-189, 209, 232, 237, 241, 246, 248, 251-254, 258-259, 333, 336, 357, 379, 405, 413, 432, 443, 516, 602, 622, 633, 636, 680, 684, 686, 688, 700, 810, 869, 904, 957, 992, 1023, 1026, 1072-1073, 1108, 1116-1118, 1135-1137, 1156
- Unkel, 1020
- Uri, 563
- Urserental, 1001
- Uruguay, 86, 186
- Uster, 1098
- Vaduz, 354-355, 551, 557-558, 566-567, 748-749, 794, 1119
- Valais, 45, 733, 771, 911, 1004
- Valencia, 15, 124, 138-139, 141, 174-175, 202-203, 209-210, 222-228, 263, 272, 324, 335, 598, 660, 861, 867, 869
- Valladolid, 141, 811
- Vallorbe, 890
- Varsovie, 51, 53, 107-108, 500, 636, 939, 1070-1073, 1118
- Vatican (Saint Siège), 295, 349, 388, 519, 782, 941, 1124-1125, 1137
- Vaud, 60, 97, 104, 257-258, 260, 428, 573, 1004
- Veneto, 1041
- Venezuela, 186
- Venise, 78, 155, 171, 214, 485, 723, 1041, 1046-1047, 1057-1058, 1126
- Venoge, 1004
- Verrières (Les), 890
- Versailles, 8, 287, 290, 357, 359, 364, 405-406, 410, 476-478, 502, 505, 576, 638, 670, 679, 681, 683, 909, 930
- Vesoul, 890
- Vevey, 789, 1100
- Vienne, 89, 105, 154, 164, 171-172, 249, 260, 326, 354, 369, 446-448, 450-452, 454, 456, 462-466, 491, 495-496, 514-516, 519-525-526, 535-536, 568-572, 589, 677, 678, 748-749, 754, 800, 813, 818-821, 827-828, 834, 841, 844, 846-847, 849, 912, 1034, 1046, 1058, 1071, 113
- Vorarlberg, 355, 552-553, 559-560, 585, 813
- Vösendorf, 355
- Waldshut, 828, 1004
- Wallensee, 1000, 1002
- Washington, 191, 204, 212, 215, 488, 505, 644, 836, 876, 916, 939, 1007, 1156
- Waterloo, 709
- Weimar, 326
- Wildhaus, 558
- Wilno, 1072-1073
- Winnipeg, 1135
- Wintersingen, 1003
- Winterthur, 381-383, 417, 424, 789-790, 994-995, 1017, 1093-1094, 1098, 1100-1101
- Wuhr, 815
- Wutachtal, 1002, 1004
- Yang-Tse, 1156
- Yougoslavie, 14, 23, 145, 197, 205-206, 209, 348, 448, 519, 525, 568-569, 659, 915, 1010, 1049, 1072
- Yverdon, 60, 1001
- Ziegelbrücke, 566
- Zofingue, 995, 1097
- Zoug, 615
- Zurich, 2, 10, 17, 33, 44, 51, 66, 96, 99, 118-119, 149, 161, 176, 198-201, 203, 241, 258, 260-261, 308, 314, 322, 327, 343, 384, 386, 400, 417, 419, 424, 426, 485-486, 499-500, 503, 506, 511, 513, 527, 536, 540, 582, 584-585, 610, 673, 723, 727, 729-730, 735, 755, 770, 777-778, 781, 789-790, 794, 803-804, 807, 818, 822, 880, 971, 975-977, 995, 1001, 1003, 1005, 1016-1017, 1027-1029, 1033, 1038, 1075, 1078, 1082-1083, 1089-1098, 1100-1101, 1120, 1130, 1132, 1138, 1147, 1152

IX. LISTE DES FONDS DES ARCHIVES FÉDÉRALES
D'OUÛ PROVIENNENT LES DOCUMENTS PUBLIÉS

FONDS OFFICIELS

A. FONDS DE MATIÈRES

E 27 Défense nationale

B. FONDS DE PROVENANCE

Chancellerie fédérale

E 1001 Propositions des Départements au Conseil fédéral
E 1004.1 Procès-verbaux du Conseil fédéral
E 1005 Procès-verbaux du Conseil fédéral portant à l'époque la mention «secret»
E 1301 Procès-verbaux du Conseil national
E 1401 Procès-verbaux du Conseil des Etats

Département politique

E 2001 (C) Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1926-1936)
E 2001 (D) Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1937-1945)
E 2001 (E) Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1946-)
E 2001 (E) 1969/262 Actes relatifs au Liechtenstein
E 2200 Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2300 Rapports politiques et consulaires des représentants diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2500 Dossiers du personnel diplomatique et consulaire

Département de Justice et Police

E 4001 (B) Handakten Johannes Baumann
E 4260 (C) Division de Police
E 4300 (B) et (C) Police des étrangers
E 4320 (B) Ministère public fédéral
E 4800 (A) Handakten Heinrich Rothmund

Département des Finances et des Douanes

E 6100 (A) Administration des Finances

1210

LISTE DES FONDS DES ARCHIVES FÉDÉRALES

Département de l'Economie publique

E 7110 Division du Commerce
E 7175 (A) Office de l'Industrie, des Arts et Métiers
et du Travail (Main-d'œuvre et émigration)
E 7800 Secrétariat des Chefs du Département de
l'Economie publique

C. ACTES JURIDIQUES

K I Traités, dès 1848

FONDS PRIVÉS

J.I.1 1 Giuseppe Motta
J.I.131 Walter Stucki

IMPRIMÉS OFFICIELS CONSULTÉS ET CITÉS

- Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale
- Feuille fédérale de la Confédération suisse
- Journal officiel de la République française
- Journal officiel de la Société des Nations
- L'économie de guerre en Suisse 1939/1948
- Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion
- Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse

X. LISTE DES PARAPHES DES CORRESPONDANTS DU DÉPARTEMENT POLITIQUE

Seuls les correspondants figurant dans les documents publiés ont été retenus.
Les paraphes des correspondants des autres départements et des représentants
diplomatiques n'ont pas été décodés.

	1937	1938
Pierre Bonna	LM	OB
Alfred de Claparède	LR	OE
François de Diesbach	LW	OK
Peter Anton Feldscher	LX	OM
Hans Frölicher	MB	OR
Camille Gorgé	MC	OT
Walter Hofer	MG	OZ
Reinhard Hohl	MH	PA
Albert Huber	—	RG
Guido Keel	MK	PB
Giuseppe Motta	MV	PO
Max Raeber	NB	—
Jean-Guy de Rahm	NC	—
Jean Wagnière	NL	RC